

La Présidente

**REUNION DU CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG**  
**du vendredi 10 novembre 2023 à 09h00**  
**en salle des Conseils du Centre administratif de Strasbourg**

**Ordre du Jour**

..

1	Décision modificative n°1 et modification des autorisations de programme afférentes de l'Eurométropole de Strasbourg.	1
2	Versement d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat à l'ensemble des agent·es public·ques de la collectivité.	408

***Ressources humaines, finances et affaires générales***

3	Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg : avenant n°1.	413
4	Ajustement du tableau des emplois.	424
5	Attribution de subventions versées au titre des ressources humaines pour 2023.	430
6	Avenant à la convention avec l'Amicale des personnels de l'Eurométropole de Strasbourg du 12 mai 2016.	432
7	Créances irrécouvrables.	450
8	Maintenance, hébergement et prestations complémentaires du logiciel de gestion des aides.	457
9	Maintenance et acquisition de matériels, modules complémentaires et prestations associées pour le système RFID du réseau des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.	462
10	Maintenance de systèmes de stockage SAN et acquisition d'extensions.	467
11	Acquisition d'un Système d'Informations Archivistique (SIA).	469



12	Acquisition, abonnement et maintenance de logiciels pour les postes de travail et serveurs.	472
13	Marchés publics et avenants.	475
14	Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.	492

### ***Mobilités et infrastructures***

15	Projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs "Halles" et "arrière-gare" : arrêt du bilan de concertation, approbation des études d'avant-projet, transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, poursuite des études et travaux avec la CTS.	500
16	Ouverture de la gare centrale de Strasbourg à 360° - approbation de l'avenant n°1 du protocole d'accord sur l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg, relatif aux conditions de mise en œuvre des objectifs du protocole à horizon court terme (2027).	647
17	Extension Ouest de la ligne F du tramway vers Koenigshoffen : convention de remise de biens.	670
18	Stationnement sur voirie à Schiltigheim et Bischheim : modalités de reversement et d'affectation des recettes de forfaits de post-stationnement à l'Eurométropole de Strasbourg.	686
19	Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE): bilan 2019-2022 - Communication.	703
20	ZAC des Deux Rives : approbation de la modification n°3 du dossier de réalisation, modification n°3 du programme des équipements publics et projet d'avenant n°5 à la concession d'aménagement.	705
21	Schéma directeur d'assainissement : acquisitions et constitution de servitudes foncières sur la commune de MUNDOLSHEIM.	936
22	Contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg: avenant 4.	958
23	Sûreté bancaire : avenants aux contrats de prêts CTS BANQUE POSTALE, CAISSE DES DEPOTS, CAISSE D'EPARGNE, BANQUE POPULAIRE et ARKEA.	1108
24	Garantie d'emprunts pour le financement de douze bus électriques, douze rames de tramway, de l'extension d'une ligne de tramway et de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau.	1122
25	Association CEP-CICAT : exonération du versement mobilité.	1133
26	Poursuite de l'expérimentation du dispositif d'ambassadeurs et ambassadrices de mobilité ZFE-m portée par l'association Mobilex.	1140
27	Aides financières à la mobilité : aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique et aides à la conversion pour les particuliers et professionnel·les et compte mobilité (listes des bénéficiaires et mise à jour des règlements).	1148

### ***Solidarité, lien social, vie quotidienne, culture et sport***

28	Versement de subventions pour le sport performance.	1218
29	Programmation du Contrat de ville : dernière étape de soutien aux projets pour l'année 2023, co-financement du dispositif "adultes-relais" et attribution d'une subvention à l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville.	1227
30	Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg (2015-2023): co-financement pour l'année 2023 de l'ingénierie de projet des communes dédiée à sa mise en œuvre territoriale.	1267
31	Versement du fonds de concours métropolitain pour les écoles de musique de l'agglomération.	1270
32	Attribution de bourses à des auteurs et autrices du territoire eurométropolitain dans le cadre du dispositif "Aide au concept des œuvres audiovisuelles et cinématographiques".	1274
33	Versement du fonds de concours aux bibliothèques/médiathèques municipales du réseau Pass'relle.	1277

### ***Transition économique et écologique du territoire***

34	Aéroport International de Strasbourg : financement exceptionnel du dispositif de baisse des taxes aéroportuaires pour l'année 2023.	1280
35	Agence de Développement d'Alsace (ADIRA) : subvention de fonctionnement 2023.	1288
36	Automobile Club Association: attribution de subvention pour l'organisation du salon "Mobility spring meeting".	1328
37	Stratégie touristique de l'Eurométropole : soutien à la commune d'Eschau pour son projet de visite audioguidées.	1331
38	Agriculture : élargissement des partenariats pour favoriser le renouvellement des générations.	1334
39	Soutien à l'entrepreneuriat, l'emploi et l'économie sociale et solidaire.	1354
40	Attribution de subventions FEDER au titre du programme 2021-2027.	1364
41	Territoires de Santé de Demain : actualisation de fiches actions.	1369
42	ESPEX Déclassement du domaine public d'emprises foncières sises allée René Cassin, rue du Séminaire, rue de la Chapelle à Ostwald, et rue du Guirbaden à Bischheim.	1374
43	Strasbourg-Grande Île - Déclassement du domaine public d'une emprise foncière sise place Mathias Mérian.	1381
44	Transactions amiables sur le territoire de l'Eurométropole.	1385
45	Transactions foncières dans le cadre du Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg et de la démarche ESPEX (espaces extérieurs).	1420
46	Strasbourg-Gare - Déclassement du domaine public d'une emprise foncière sise rue du Rempart.	1562

47	Plan patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg - Vente d'un bien immobilier sis 83, Route de Bischwiller à Schiltigheim.	1568
48	PRU Ecrivains : vente d'un terrain sur le site de l'ancienne gendarmerie sis route du Général de Gaulle - rue Mistral à Schiltigheim.	1581
49	PRU Hautepierre : déclassement du domaine public d'emprises foncières sises rue Apollinaire et avenue Tolstoï.	1594
50	Osmose 1 - Extension des locaux du Parlement européen : acquisition d'une quote-part indivise auprès de l'Etat.	1599
51	Contractualisation avec l'éco-organisme Alcome: financement d'actions de communication et sensibilisation menées par les collectivités et visant un meilleur usage par les fumeurs des dispositifs de collecte de mégots.	1625
52	Gestion du massif forestier eurométropolitain de Reichstett : programme d'exploitation.	1649
53	Association TRION-climate : soutien 2023-2024 aux actions de sensibilisation sur l'énergie et le climat et à l'expertise partagée au niveau transfrontalier.	1653
54	Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII): volet métropolitain sur le territoire de l'Eurométropole.	1663
55	Gestion du risque de coulées d'eaux boueuses : conventions d'indemnisation et de cadrage de dispositifs d'hydraulique douce implantés au sein de parcelles agricoles.	1704
56	Etude des sites (potentiellement) pollués et gestion de terres polluées : conclusion de deux accords-cadres éventuellement reconductibles.	1746
57	Rejets d'effluents non domestiques dans les réseaux d'eaux usées de l'Eurométropole de Strasbourg : nouveau modèle de convention avec les industriels.	1751
58	Contrats de résultats territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace, de la nappe du Bastberg et des aquifères du Sundgau - SENS 2027: convention de partenariat 2023-2027.	1794
59	Soutien en faveur de la population étudiante du territoire : attribution de subventions au Crous de Strasbourg et à l'association UT.	1824
60	Groupement d'études pour la recherche sur les prothèses médicales (GEPROMED)- création de l'institut de l'implant et de la sécurité du patient : subvention d'investissement au titre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.	1828
61	Soutien en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche : attribution de subventions et cotisation 2023 au réseau EUniverCities.	1834
62	Fichier partagé de la demande locative sociale dans le Bas-Rhin - participation financière 2023.	1841
63	Agence départementale d'information sur le logement du Bas-Rhin (ADIL 67) : attribution de subventions.	1848
64	Association Habitat et Humanisme : subvention au titre de l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS).	1860

65	Centre d'études de la conjoncture immobilière (CECIM) : attribution de subventions.	1878
66	PROCIVIS ALSACE : renouvellement de la convention de partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg.	1882
67	Opération programmée d'amélioration de l'habitat Renouvellement urbain (OPAH RU) "Koenigshoffen" : attribution de subventions à divers bénéficiaires.	1899
68	Programme d'intérêt général (PIG) Habiter l'Eurométropole : attribution de subventions à divers bénéficiaires.	1902
69	DOMIAL - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique des 32 logements en prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) de son patrimoine situé à WOLFISHEIM, 2 et 4 rue Hans Arp.	1905

### *Motions*

70	Motion présentée par le groupe Une Eurométropole des proximités - L'Eurométropole de Strasbourg en alerte face à la recrudescence de l'antisémitisme.	1937
71	Motion présentée par M. Antoine SPLET, Mmes. Yasmina CHADLI et Hülliya TURAN - L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pour la Paix, la protection des civils et un cessez-le-feu immédiat au Proche-Orient.	rejetée

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Décision modificative n°1 et modification des autorisations de programme afférentes de l'Eurométropole de Strasbourg.

**Numéro E-2023-770**

#### **BUDGET PRINCIPAL**

##### **Section de fonctionnement**

La décision modificative n°1 s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à hauteur de **8,8 M€**.

Les dépenses nouvelles inscrites en section de fonctionnement s'élèvent à **-6,8 M€** et correspondent à :

- -4 M€ de contribution au budget annexe des mobilités actives, suite aux moindres besoins identifiés en cours d'année (hausse de la recette du versement mobilité notamment),
- -2,5 M€ de dépenses d'énergie suite à la réception des factures à mi-année. Le montant total désormais inscrit est de 25,4 M€,
- -1 M€ dans le domaine du développement économique, correspondant principalement à des décalages de crédits pour les différents contrats (FEDER, FSE, territoire santé de demain),
- -0,5 M€ pour le fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) suite à la notification des services de l'État. Compte tenu principalement de l'augmentation de la pauvreté sur le territoire, l'Eurométropole devient bénéficiaire (voir infra en recettes),
- +0,1 M€ de frais d'affranchissement,
- +0,2 M€ de créances irrécouvrables,
- +0,4 M€ d'indemnités en faveur du délégataire de la restauration d'entreprise faisant suite à une diminution du chiffre d'affaires lors de la période de la Covid,
- +0,4 M€ pour le contentieux suite à l'augmentation des sinistres.

Les nouvelles recettes de la section de fonctionnement s'élèvent quant à elles à **8,8 M€**, dont

- +6,6 M€ de FPIC lié à l'évolution du taux de pauvreté sur le territoire ;

- +0,7 M€ de remboursement des frais d'administration de la ville de Strasbourg afin de s'aligner au réalisé de 2022,
- +0,5 M€ pour les ressources humaines correspondant à des régularisations de recettes pour les prestations au personnel (+0,3 M€) une augmentation du fonds d'insertion des personnes handicapées (+0,2 M€),
- +0,4 M€ de reprise de provision constituée lors de la Covid afin de financer l'indemnité du délégataire de la restauration d'entreprise,
- +0,3 M€ dans le domaine de l'habitat,
- +0,3 M€ de redevance d'électricité et de gaz.

Le solde dégagé entre les dépenses et les recettes, soit **15,6 M€**, permet d'augmenter la provision constituée au budget supplémentaire 2023 pour d'éventuels détournements de déchets qui seraient nécessaires, en cas de travaux nécessitant une fermeture temporaire de l'usine de valorisation énergétique, à hauteur de 4 M€. Le total de la provision est désormais de 8 M€ correspondant à l'estimation à date du coût de deux mois de détournements. Le solde complémentaire de 11,6 M€ permet d'augmenter d'autant l'autofinancement de la section de fonctionnement pour financer la section d'investissement.

### **Section d'investissement**

La section d'investissement s'équilibre à **+14,4 M€**.

En dépenses, les **+14,4 M€** se répartissent entre **-5,1 M€** de crédits opérationnels et **+19,5 M€** de crédits financiers.

Les dépenses opérationnelles, qui diminuent de **-5,1 M€**, concernent très majoritairement des décalages sur des chantiers ; elles se répartissent entre crédits sur autorisations de programmes à -10,9 M€ et crédits annuels à +5,8 M€.

Les modifications les plus importantes pour les autorisations de programmes (-10,9 M€) concernent les thématiques suivantes :

- **+4,6 M€** pour les ressources logistiques, lié au recalage de l'acquisition de véhicules pour la collectivité (+5,3 €), les livraisons étant plus rapides qu'initialement prévu, au matériel d'impression (-0,3 M€) et au numérique (-0,4 M€),
- **-0,6 M€** pour la culture, correspondant pour -0,1 M€ à la réfection des archives communautaires, -0,2 M€ à des rephasages liés au soutien à la production audiovisuelle et -0,3 M€ aux crédits pour la médiathèque Nord,
- **-1,9 M€** pour les projets urbains, dont -1,2 M€ pour l'habitat, -0,3 M€ pour les parcs naturels urbains et -0,4 M€ pour la participation aux coûts de l'opération ZAC des Deux –rives,

- **-2,8 M€** lié au développement économique, principalement lié au plan campus (-1,4 M€), au CARDO (-1 M€) et au Contrat de projet État-Région 2021-2027 (-0,5 M€),
- **-3,2 M€** dans le domaine sportif, dont +0,8 M€ pour la 2<sup>ème</sup> phase de la piscine de Hautepierre, -1 M€ pour les fonds de concours pour les gymnases transférés aux communes et -3 M€ pour la restructuration du stade de la Meinau,
- **-6,5 M€** pour les mobilités, la voirie et les espaces verts, dont +4 M€ pour le TSPO/liaison des forges, +0,6 M€ pour le BHNS gare étoile, +0,6 M€ pour la rocade sud, +0,4 M€ pour la rue du péage, +0,3 M€ pour l'extension de tramway vers l'ouest de l'agglomération, +0,2 M€ pour l'accessibilité de l'arc ouest, -0,3 M€ pour le patrimoine arboré, -0,4 M€ pour le parking des deux rives, -0,4 M€ pour la zone commerciale sud, -0,5 M€ pour la voirie des opérations d'aménagement, -0,7 M€ pour la requalification de l'A35, -0,8 M€ pour la zone commerciale nord, -0,9 M€ pour l'aménagement des abords du stade de la Meinau, -1 M€ pour les programmes ESPEX, -1 M€ pour les pôles d'échanges multimodaux, -1,1 M€ pour le programme de voirie/pistes cyclables -1,1 M€ pour la réhabilitation des routes départementales, -1,2 M€ pour le programme de zone à faible émission, -1,1 M€ pour le programme de rénovation urbaine.

Les modifications concernant les dépenses des crédits annuels opérationnels (+5,8 M€) comprennent principalement

- +8,2 M€ correspondant à la part de l'Eurométropole de Strasbourg (12,5 %) pour l'acquisition du bâtiment OSMOSE,
- -1,3 M€ de rendus de crédits sur les autres acquisitions foncière et immobilières,
- -0,1 M€ d'études dont +0,1 M€ pour l'énergie et -0,2 M€ en matière d'urbanisme,
- -0,2 M€ sur les réparations de véhicules,
- -0,8 M€ dans le domaine du développement économique, principalement l'innovation et l'aide aux entreprises, lié aux moindre nombre de dossiers que prévu.

Les dépenses financières qui s'élèvent à +19,5 M€ correspondent principalement à des avances sur marchés (+18,4 M€), équilibrées par des recettes du même montant ainsi que +0,9 M€ de recettes de transfert de droit à déduction de TVA concernant le Parc des expositions;

Les recettes comprennent, outre la récupération des avances sur marché de +18,4 M€:

- +1,9 M€ pour le transfert de droit à déduction de TVA pour le Parc des expositions,
- +0,1 M€ de reprise de frais d'études suivies de réalisation,
- -2 M€ de prévision de cessions,
- -8,9 M€ de subventions et compte de tiers, incluant +0,4 M€ d'amendes de police suite aux notifications des services de l'État.

L'équilibre est assuré par une augmentation de l'autofinancement provenant de la section de fonctionnement (+11,6 M€) qui permet une diminution de la prévision d'emprunt de **6,7 M€**.

## Mise à jour des autorisations de programmes

Chaque étape budgétaire est l'occasion de mettre à jour les autorisations de programme (AP) en dépenses et en recettes.

La décision modificative propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+25,6 M€** en dépenses et de **+ 5 M€** en recettes. Le montant total des AP s'élève désormais à 3,1 Mds€ en dépenses et à 661,2 M€ en recettes.

S'agissant des dépenses à **+ 25,6 M€**, il convient de signaler les modifications pluriannuelles suivantes :

- **+24 M€** pour la création d'AP des transactions immobilières en lieu et place des crédits annuels,
- **+2,3 M€** dans le domaine des mobilités et des espaces publics, avec **+4,7 M€** pour la première phase du tramway Koenigshoffen, **+4,1 M€** pour l'AP du tramway vers le nord de l'agglomération, **+ 3,8 M€** pour le TSPO-liaison inter-quartier des forges, **+2,9 M€** en ce qui concerne l'espace public et la multi-modalité 2017-2021, **+1,7 M€** pour l'AP concernant la réfection de fouilles, mais aussi **-1 M€** pour la rue du péage, **-2,2 M€** pour la création de parkings dans les communes ou encore **-12,2 M€** pour la deuxième phase du tram Koenigshoffen,
- **+0,9 M€** dans le domaine du développement économique et de l'attractivité avec notamment **+0,8 M€** pour l'AP concernant le territoire santé de demain,
- **+0,8 M€** dans les domaines du sport, de la culture et de l'éducation avec **+ 1 M€** pour l'amélioration des piscines, **- 0,1 M€** pour l'école du Danube et **-0,1 M€** pour la médiathèque Nord,
- **+0,3 M€** pour l'environnement et les services publics urbains, notamment sur l'AP concernant la relocalisation du district Nord-Est « Rue Lauth »,
- **-2,8 M€** pour les ressources logistiques, et plus précisément le renouvellement des véhicules dans le cadre du déploiement de la ZFE.

Les recettes sont quant à elles en hausse de **6,1 M€**. Elles concernent, pour :

- **+12,4 M€** dans le domaine de l'urbanisme et des territoires qui correspondent à la création de l'AP des transactions immobilières,
- **+0,9 M€** dans le domaine du développement économique avec notamment l'AP concernant le territoire santé de demain qui, de ce fait, équilibre ses dépenses,
- **+0,4 M€** dans le domaine de l'environnement et des services publics urbains avec **+0,4 M€** pour la restauration des cours d'eau et des zones humides,



- **-8,7 M€** dans le domaine de la mobilité et des espaces publics avec -3,8 M€ sur l'AP du TSPO, -1,7 M€ pour la rue du péage, -1,4 M€ pour la création des parkings dans les communes, -0,8 M€ concernant la requalification de l'A35, -0,7 M€ pour la première phase du tramway Koenigshoffen, -0,2 M€ pour le bouclage sud du BHNS gare-étoile et -0,1 M€ pour l'ANRU Meinau.

## **BUDGETS ANNEXES**

### **Budget annexe de l'eau**

#### **Section d'exploitation**

La section d'exploitation est stable à 0 €.

Une demande de 0,4 M€ permet d'ajuster la prévision liée à la consommation d'électricité sur l'année 2023. Par conséquent la diminution de -0,4 M€ de l'autofinancement assure l'équilibre de la section d'exploitation.

#### **Section d'investissement**

La section d'investissement s'équilibre à -0,4 M€.

Concernant les dépenses opérationnelles, les travaux sur le site de la Fédération augmentent de +0,1 M€, et les travaux du schéma directeur d'eau potable font l'objet d'un rephasage de -0,5 M€.

En recettes, la diminution de l'autofinancement de -0,4 M€ permet l'équilibre de la section d'investissement.

#### **Mise à jour des autorisations de programmes**

La décision modificative propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+0,5 M€** en dépenses. Cette hausse concerne l'AP sur le schéma directeur d'alimentation en eau potable.

Le montant total des AP s'élève désormais à 226,2 M€ en dépenses et à 25,4 M€ en recettes.

### **Budget annexe de l'assainissement**

#### **Section d'exploitation**

La section d'exploitation s'équilibre à -0,3 M€.

Pour ce qui est des nouvelles dépenses :

- +0,4 M€ concernent le reversement de la redevance d'épuration à Valorhin (équilibré en recette),

- +0,2 M€ sont liés au remboursement de frais au SDEA et au SIVOM du bassin de l'Ehn,
- +0,1 M€ concernent les créances éteintes, et les admissions en non valeurs,
- les aides versées pour la déconnexion du réseau d'eaux pluviales sont revues à la baisse pour -0,1 M€.

Concernant les recettes, outre l'augmentation de la redevance d'épuration (+0,4 M€), les produits de cession des parts sociales BIOGENERE sont revus à la baisse (-0,7 M€) en raison d'un moindre investissement dans l'entreprise.

La diminution du virement à la section d'investissement (-0,9 M€) assure l'équilibre de la section d'exploitation.

### **Section d'investissement**

La section d'investissement s'équilibre -0,4 M€.

Parmi les crédits opérationnels, qui augmentent de +0,2 M€, +0,1 M€ concernent le schéma directeur d'assainissement, et +0,1 M€ les déversoirs d'orages.

Pour ce qui est des crédits financiers :

- l'acquisition des parts sociales BIOGENERE est revue à la baisse (-1,1 M€) à hauteur de 60 % du capital,
- +0,4 M€ (inscrits également en recettes) concernent des écritures comptables nécessaires pour l'intégration des frais d'études suivis de réalisation.

La baisse du virement de la section d'exploitation (-0,9 M€), ainsi que l'augmentation des dépenses imprévues (+0,1 M€) permettent l'équilibre de la section d'investissement.

### **Mise à jour des autorisations de programmes**

La décision modificative propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de +3,6 M€ en dépenses.

L'augmentation correspond à :

- +3,5 M€ concernant le schéma directeur d'assainissement,
- +0,1 M€ pour ce qui est de déversoirs d'orages.

Le montant total des AP s'élève désormais à 395,6 M€ en dépenses et à 21,7 M€ en recettes.

### **Budget annexe des zones d'aménagement immobilier**

#### **Section de fonctionnement**

La section de fonctionnement s'équilibre à hauteur de -7,7 M€.

Cette baisse comprend -5,1 M€ d'écritures d'ordre de gestion de stock. Les écritures réelles sont en baisse de -2,6 M€.

Concernant les dépenses, il s'agit de rephasage opérationnels d'acquisitions de terrains ou de travaux liés à :

- la zone d'Eckbolsheim (-1 M€)
- la zone d'Holtzheim – extension est pour -0,7 M€
- la zone de la Redoute à Niederhausbergen (-0,6 M€)
- la Vigie 2 à Ostwald (-0,3 M€).

Pour les recettes, les prévisions de vente de terrains sont revues à la baisse à hauteur de -2,6 M€, dont -1,9 M€ pour la zone de Holtzheim, et -0,7 M€ pour la zone d'Eckbolsheim.

### **Section d'investissement**

La section d'investissement s'équilibre à hauteur de **-5,1 M€**, correspond à des écritures de gestion de stock

### **Budget annexe des mobilités actives**

#### **Section de fonctionnement**

La section de fonctionnement est en augmentation de **+4,2 M€**.

Concernant les dépenses, il convient de noter :

- -2,9 M€ concernant l'ouverture de comptes mobilité liés à la mise en place de la ZFE,
- -0,5 M€ pour le REME (frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage, et subvention versée à la région),
- -0,3 M€ pour la subvention au réseau CTBR,
- -0,2 M€ liés au report d'études liées aux déplacements,
- -0,1 M€ concernant, la DSP Velhop,
- +0,4 M€ pour le transport des personnes à mobilité réduite, suite à la révision du marché,
- +0,8 M€ liés aux amortissements réglementaires.

Concernant les recettes, le versement mobilité est en hausse de +6,4 M€, ainsi que le montant de l'aide versée par l'État aux autorités organisatrices de mobilité (+1,8 M€).

Quant à la contribution du budget principal, elle est revue à la baisse (-4 M€).

L'équilibre de la section de fonctionnement est obtenu par une augmentation de +7 M€ de la provision pour perte d'exploitation, qui est ainsi portée à 28 M€.

#### **Section d'investissement**

La section d'investissement s'équilibre à **-2 M€**, correspondant à des rephasages de crédits opérationnels.

L'équilibre est assuré par la diminution de la prévision d'emprunt de -2,7 M€, et l'augmentation de l'autofinancement (+0,8 M€ d'amortissements)

#### **Mise à jour des autorisations de programmes**

Le budget supplémentaire propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+1,9 M€** en dépenses, et **+0,2 M€** en recettes.

Cette hausse concerne :

- pour +1,7 M€ les études multimodales,
- pour +0,2 M€ les subventions versées à la CTS dans le cadre de la 2<sup>e</sup> phase de l'extension du tramway vers Koenigshoffen, également inscrites en recettes.

Le montant total des AP s'élève désormais à 190,4 M€ en dépenses et à 45,5 M€ en recettes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*arrête*

*par chapitre, la décision modificative n°1 pour l'exercice 2023 du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :*

### **I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT**

#### **Dépenses**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
011	Charges à caractère général	-2 248 897,84 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	-250,00 €
014	Atténuation de produits	-454 738,00 €
023	Virement à la section d'investissement	11 250 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	350 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	-4 199 601,14 €
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	22 000,00 €
68	Dotations aux amortissements et provisions	4 081 486,98 €
		<b>8 800 000,00 €</b>

#### **Recettes**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
013	Atténuations de charges	-0,45 €

70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	638 250,00 €
73	Impôts et taxes	6 634 927,00 €
731	Fiscalité locale	56 134,00 €
74	Dotations et participations	339 883,41 €
75	Autres produits de gestion courante	629 082,20 €
77	Produits spécifiques	21 202,05 €
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	480 521,79 €
		8 800 000,00 €

## **II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **1. CREDITS DE PAIEMENT**

#### **Dépenses**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
041	Opérations patrimoniales	19 450 602,96 €
20	Immobilisations incorporelles	-1 360 456,51 €
204	Subventions d'équipement versées	-6 847 680,48 €
21	Immobilisations corporelles	6 721 572,34 €
23	Immobilisations en cours	-416 813,36 €
4541122	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	-300 000,00 €
4541125	Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm	76 800,00 €
4541126	Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile	-354 000,00 €
4541127	Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim	634 935,05 €
4541129	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	-1 310 400,00 €
458114	PAPS-PCPI	-1 000 000,00 €
458122	Démolition pour aménagement de la rue du Péage	-41 000,00 €
458125	Espex Rotterdam	-800 000,00 €
458127	NPNRU - Ecrivains Communes Nord	-53 560,00 €
		14 400 000,00 €

#### **Recettes**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
021	Virement de la section de fonctionnement	11 250 000,00 €
024	Produit des cessions d'immobilisations	-1 988 000,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	350 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	19 450 602,96 €

13	Subventions d'investissement	-7 339 611,56 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-6 692 305,82 €
23	Immobilisations en cours	5 100,88 €
27	Autres immobilisations financières	949 727,49 €
4541208	BHNS - Déviations de réseaux	834 935,05 €
4541222	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	349 551,00 €
4541226	Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare- Etoile	-370 000,00 €
4541227	Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim	-1 000 000,00 €
4541228	Déviations de réseaux - liaison gare de Strasbourg-Wacken	-500 000,00 €
4541229	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	-900 000,00 €
		<b>14 400 000,00 €</b>

## 2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépenses	<b>3 146 005 020,48 €</b>
En recettes	<b>661 197 983,46 €</b>

approuve

en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

arrête

par chapitre, la décision modificative n°1 pour l'exercice 2023 du budget annexe de l'eau, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

### I. EN SECTION D'EXPLOITATION

#### Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
011	Charges à caractère général	400 000,00 €
022	Dépenses imprévues	-11 333,58 €
023	Virement à la section d'investissement	-400 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	26 400,00 €
67	Charges exceptionnelles	-27 000,00 €
68	Dotations aux amortis.,aux dépréciations et aux provisions	11 933,58 €
		<b>0,00 €</b>

### II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

## 1. CREDITS DE PAIEMENT

### Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
020	Dépenses imprévues	13 232,45 €
041	Opérations patrimoniales	-13 232,45 €
21	Immobilisations corporelles	120 000,00 €
23	Immobilisations en cours	-520 000,00 €
		<hr/>
		-400 000,00 €

### Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
021	Virement de la section d'exploitation	-400 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	-13 232,45 €
23	Immobilisations en cours	13 232,45 €
		<hr/>
		-400 000,00 €

## 2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En dépenses	226 229 430,34 €
En recettes	25 435 481,33 €

approuve

en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

arrête

par chapitre, la décision modificative n°1 pour l'exercice 2023 du budget annexe de l'assainissement, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

### I. EN SECTION D'EXPLOITATION

#### Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
011	Charges à caractère général	652 700,00 €
022	Dépenses imprévues	-27 414,27 €
023	Virement à la section d'investissement	-900 000,00 €

65	<i>Autres charges de gestion courante</i>	78 100,00 €
67	<i>Charges exceptionnelles</i>	-125 000,00 €
68	<i>Dotations aux amortis., aux dépréciations et aux provisions</i>	21 614,27 €
		<hr/> -300 000,00 €

### Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
70	<i>Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises</i>	385 000,00 €
77	<i>Produits exceptionnels</i>	-685 000,00 €
		<hr/> -300 000,00 €

## II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

### 1. CREDITS DE PAIEMENT

#### Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
020	<i>Dépenses imprévues</i>	62 872,98 €
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	470 626,02 €
13	<i>Subventions d'investissement</i>	68 301,00 €
20	<i>Immobilisations incorporelles</i>	95 000,00 €
26	<i>Créances et participations rattachées à des participations</i>	-1 096 800,00 €
		<hr/> -400 000,00 €

#### Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>	-900 000,00 €
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	470 626,02 €
23	<i>Immobilisations en cours</i>	29 373,98 €
		<hr/> -400 000,00 €

### 2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

<i>En dépenses</i>	<b>395 627 984,19 €</b>
<i>En recettes</i>	<b>21 731 047,89 €</b>

approuve

en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,



arrête

par chapitre, la décision modificative n°1 pour l'exercice 2023 du budget annexe des zones d'aménagement immobilier, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

### I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
011	Charges à caractère général	-2 572 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-5 144 000,00 €
		<u>-7 716 000,00 €</u>

#### Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-5 144 000,00 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	-2 572 000,00 €
		<u>-7 716 000,00 €</u>

### II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

#### 1. CREDITS DE PAIEMENT

#### Dépenses

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-5 144 000,00 €
		<u>-5 144 000,00 €</u>

#### Recettes

<u>Chapitre</u>	<u>Libellé chapitre</u>	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-5 144 000,00 €
		<u>-5 144 000,00 €</u>

#### 2. AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

En dépenses	11 220 472,45 €
En recettes	10 023 980,00 €

arrête

par chapitre, la décision modificative n°1 pour l'exercice 2023 du budget annexe des mobilités actives, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

## **I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT**

### **Dépenses**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
011	Charges à caractère général	2 608,00 €
014	Atténuation de produits	-30 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	800 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	-3 572 608,00 €
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	7 000 000,00 €
		<hr/>
		<b>4 200 000,00 €</b>

### **Recettes**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	-300 000,00 €
731	Impôts locaux	6 400 000,00 €
74	Dotations et participations	1 900 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	-4 000 000,00 €
77	Produits spécifiques	200 000,00 €
		<hr/>
		<b>4 200 000,00 €</b>

## **II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **1. CREDITS DE PAIEMENT**

### **Dépenses**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
041	Opérations patrimoniales	-11 850,00 €
20	Immobilisations incorporelles	-100 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	-155 000,00 €
23	Immobilisations en cours	-1 690 000,00 €
27	Autres immobilisations financières	1 850,00 €
4541130	Mandat vélo	-45 000,00 €

-2 000 000,00 €

**Recettes**

<b><u>Chapitre</u></b>	<b><u>Libellé chapitre</u></b>	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	800 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	-11 850,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-2 743 150,00 €
4541230	Mandat vélo	-45 000,00 €
		<u>-2 000 000,00 €</u>

**2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME**

En dépenses                    **190 387 072,61 €**  
En recettes                    **45 468 680,26 €**

*fixe*

à **58 800 000 €** la participation du budget principal au budget annexe des mobilités actives,

*approuve*

- la dotation aux provisions pour perte d'exploitation sur le budget annexe des mobilités actives (nature 6815) pour **7 000 000 €**, portée ainsi à 28 000 000€,
- les opérations d'ordres budgétaires suivantes correspondant à l'intégration des frais d'études :
  - sur le budget principal :
    - Débit 2315 – immobilisations en cours – Installations, matériel et outillages techniques 61 064 €,
    - Crédit : Frais d'études 61 064 €,
  - Sur le budget annexe de l'assainissement
    - Débit 2315 – immobilisations en cours – Installations, matériel et outillages techniques 444 193,66 €,
    - Crédit : Frais d'études 444 193,66 €,
- sur le budget principal, les opérations d'ordres non budgétaires suivantes :
  - Rattrapage des amortissements des biens 103762 et 103763,
    - Débit 1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés : 555,58 €
    - Crédit :
      - 28158 - amortissement des autres installations, matériel et outillage techniques pour 404,06 € pour le bien 103762,
      - 28158 - amortissement des autres installations, matériel et outillage techniques pour 151,52 € pour le bien 103763,

- Correction d'un sur amortissement du bien 63340
  - Débit 28031 amortissement des Frais d'études : 8 640,75 €,
  - Crédit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés : 8640,75 €,
  
- Correction d'un sur amortissement des biens 99276 et 96708
  - Débit 280422 amortissement des subventions d'équipement - droit privé - bâtiments et installations : 7 833,33 € pour le bien 99276,
  - Débit 280422 amortissement des subventions d'équipement - droit privé - bâtiments et installations : 3 333,32 € pour le bien 96708,
  - Crédit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés pour : 11 166,65 €,
  
- les dotations aux provisions/reprises de provisions suivantes (nature 6817/6815/7817/7815) correspondant aux créances douteuses :

collectivité budget	Libellé de la provision	nature	augmentation de la provision	Reprise de provision	Motif
Budget principal	Créances douteuses	6817	81 486,98 €		ajustement annuel 4961
Budget principal	Détournement déchets	6815	4 000 000,00 €		Détournement déchets
Budget principal	Risques DSP	7815		400 000,00 €	Indemnités API
Budget principal	Créances douteuses	7817		80 521,79 €	ajustement annuel 4911
Budget annexe de l'eau	Créances douteuses	6817	4 751,04 €		ajustement annuel 491
Budget annexe de l'eau	Créances douteuses	6817	7 182,54 €		ajustement annuel 496
Budget annexe de l'assainissement	Créances douteuses	6817	21 614,27 €		ajustement annuel 491

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la demande de la DGFIP – direction générale des finances publiques - ainsi que ses éventuels avenants, qui permettra à la collectivité de récupérer auprès des concitoyen-nes, avec leur accord, les données fiscales pour calculer leur quotient familial et bénéficiaire, le cas échéant, de la tarification solidaire,*

*approuve*

- les opérations d'ordre non budgétaires suivantes correspondant à l'apurement des comptes de tiers suivants dont les opérations sont achevées, compte tenu des pièces manquantes qui ont été recherchées mais non trouvées :

<i>Nature Dépense</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature Recette</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	9 785,19	458202	<i>Réalisation d'une aire de stationnement à Eschau</i>	9 785,19 €
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	141 076,63	458205	<i>Jardin des Sciences</i>	141 076,63 €
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	4 605,00	4541205	<i>Extension tramA HautePierre - déviation de réseaux</i>	4 605,00 €
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	382 508,40	4541207	<i>Aménagement de voirie pour tiers</i>	382 508,40 €
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	0,02	458201	<i>Pôle de gestion 2000</i>	0,02 €

<i>Nature Dépense</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature Recette</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
458107	<i>Centre de soins HUS</i>	250 178,99	1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	250 178,99 €
4541111	<i>Tvx voirie suite aux fouilles gestionnaires réseaux</i>	68 958,20	1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	68 958,20 €

- la présentation croisée par fonction du compte administratif 2022 en **annexe 1 de la présente délibération**,
- la modification des tarifs en **annexe 2 de la présente délibération**,

*informe*

- que les documents budgétaires sont consultables en **annexe 3 de la présente délibération**.

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-163004-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

Annexe I :

Présentation croisée par fonction

Compte administratif 2022

Budget principal

Eurométropole de Strasbourg

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>95 197 332,52</b>	<b>29 517 032,52</b>	<b>1 175 581,56</b>	<b>1 447 746,05</b>	<b>8 882 457,06</b>	<b>16 226 827,69</b>	<b>20 928,09</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 332 137,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	52,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	79 657 334,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	6 223 639,21	0,00	0,00	0,00	950 155,19	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	721 534,56	1 175 581,56	0,00	3 062 000,00	810 529,77	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	15 193 089,20	0,00	1 447 746,05	0,00	1 183 459,74	20 928,09	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	7 378 717,50	0,00	0,00	834 601,79	13 282 682,99	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	3 834 365,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 373 494,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 985 855,27	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>114 261 338,41</b>	<b>43 390 618,85</b>	<b>1 205 479,65</b>	<b>0,00</b>	<b>929 450,00</b>	<b>2 695 465,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	49 084 206,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 215 454,01	13 279 907,92	1 205 479,65	0,00	0,00	2 695 465,50	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	50 013 206,64	30 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	415,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	110 295,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	13 948 471,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	929 450,00	0,00	0,00	0,00



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b>	<b>A1</b>

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>33 845 336,95</b>	<b>38 294 947,54</b>	<b>8 170 168,40</b>	<b>43 606 026,41</b>		<b>276 384 384,79</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 332 137,99
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		52,05
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		79 657 334,16
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 643 431,22	362 349,31	998 963,52	2 776 694,53		12 955 232,98
204	Subventions d'équipement versées	14 923 110,38	4 660 000,23	868 046,01	995 914,35		27 216 716,86
21	Immobilisations corporelles	12 717 657,94	992 148,36	5 562 277,84	17 877 541,62		54 994 848,84
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 192 376,66	32 280 449,64	347 734,30	21 337 585,54		79 654 148,42
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 834 365,82
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		7 373 494,55
45	Opérations pour compte de tiers	368 760,75	0,00	393 146,73	618 290,37		6 366 053,12
<b>RECETTES</b>		<b>5 025 408,72</b>	<b>6 682 911,95</b>	<b>465 028,40</b>	<b>18 536 306,04</b>		<b>193 192 007,52</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		49 084 206,73
13	Subventions d'investissement	4 535 910,09	6 644 242,96	416 257,80	16 496 885,66		46 489 603,59
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		80 013 206,64
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	2 808,00	0,00		2 808,00
204	Subventions d'équipement versées	28 395,00	38 668,99	0,00	750 531,75		817 595,74
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		415,57
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	12 103,63	0,00	0,00	39 445,60		161 844,59
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		13 948 471,03
45	Opérations pour compte de tiers	449 000,00	0,00	45 962,60	1 249 443,03		2 673 855,63

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A.1.01</b>

## 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
<b>DEPENSES</b>		<b>95 197 332,52</b>
1021	Dotation	350,00
10226	Taxe d'aménagement	4 331 787,99
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	9 595 000,00
16318	Autres emprunts obligataires	13 750 000,00
1641	Emprunts en euros	36 302 019,38
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 314,78
261	Titres de participation	3 834 365,82
2745	Avances remboursables	1 025 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	178 366,54
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	6 170 128,01
<b>RECETTES</b>		<b>114 261 338,41</b>
10222	FCTVA	9 741 162,33
10226	Taxe d'aménagement	7 957 052,95
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	31 385 991,45
1348	Autres fonds non transférables	1 059 814,01
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	155 640,00
16318	Autres emprunts obligataires	30 000 000,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	13 206,64
2743	Prêts au personnel	91 777,14
2748	Autres prêts	217 506,39
2762	Créances transf. droit déduction TVA	12 976 641,17
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	662 546,33

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES</b>		<b>28 953 910,16</b>	<b>0,00</b>	<b>102 185,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>460 937,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	52,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	401 702,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	32 200,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	12 705,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	721 534,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	5 681 535,20	0,00	95 496,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	248 317,20	0,00	0,00	0,00	0,00	435 281,97	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	754 343,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	361 661,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	7 199 435,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	4 730 385,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	958 684,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	342 915,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	155 375,27	0,00	6 689,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	160 284,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	6 125 708,52	0,00	0,00	0,00	0,00	25 655,39	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	1 067 069,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>43 390 618,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	8 373 111,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	166 253,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	4 724 543,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	30 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	415,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	70 114,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	40 180,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						035 Conseil de territoire	038 Autres instances	
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire			038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décént.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 517 032,52</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,05
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	401 702,22
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 200,19
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 705,60
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	721 534,56
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 777 031,20
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683 599,17
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	754 343,62
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 661,26
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 199 435,73
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 730 385,04
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	958 684,65
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 915,46
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 064,27
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 284,09
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 151 363,91
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 067 069,50
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>43 390 618,85</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 373 111,92
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 253,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 724 543,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000 000,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415,57
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 114,80
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 180,56

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900-5</b>

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 175 581,56</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 175 581,56</b>
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	1 175 581,56	0,00	0,00	1 175 581,56
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 205 479,65</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 205 479,65</b>
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	1 184 101,65	0,00	0,00	1 184 101,65
13272	Subv. non transf. FEDER	0,00	21 378,00	0,00	0,00	21 378,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.901</b>

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	14 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>293 213,91</b>	<b>0,00</b>	<b>594 485,99</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>560 046,15</b>	<b>1 447 746,05</b>
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	276 898,35	0,00	0,00	0,00	276 898,35
21534	Réseaux d'électrification	7 183,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 183,92
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	317 587,64	0,00	0,00	0,00	317 587,64
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	284 004,56	0,00	0,00	0,00	0,00	560 046,15	844 050,71
21838	Autre matériel informatique	2 025,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 025,43
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.902</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>75 573,74</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	75 573,74	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.902</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>8 806 883,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	113 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	163 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	465 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	759 028,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	4 985 855,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>929 450,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4582	Opérations sous mandat	929 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.902</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 882 457,06</b>
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 000,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 500,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 601,79
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 985 855,27
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>929 450,00</b>
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	929 450,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.903</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES</b>		<b>17 429,53</b>	<b>2 324 582,89</b>	<b>0,00</b>	<b>3 140 497,09</b>	<b>0,00</b>	<b>76 717,69</b>	<b>0,00</b>	<b>950 155,19</b>	<b>0,00</b>
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 155,19	0,00
2128	Autres agencements et aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	83 242,05	0,00	65 324,47	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	282,08	0,00	457,72	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	12 656,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	12 743,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	37 754,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	17 429,53	3 290,09	0,00	335 510,61	0,00	8 367,50	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	2 280 765,20	0,00	2 195 883,95	0,00	2 568,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	40 527,60	0,00	462 424,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 540 882,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>140 000,00</b>	<b>0,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	2 490 882,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.903</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES</b>		<b>1 099 955,93</b>	<b>4 429 981,28</b>	<b>3 497 531,47</b>	<b>0,00</b>	<b>689 976,62</b>	<b>0,00</b>
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	325 073,77	0,00	23 650,00	0,00	11 806,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	65 075,35	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	180 545,62	47 826,35	139 101,16	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	1 556,94	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 430,99	0,00	164 865,44	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	136 905,55	4 382 154,93	3 082 168,87	0,00	678 170,62	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	21 113,71	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>14 583,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	14 583,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.903</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 226 827,69</b>
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 529,77
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 155,19
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 075,35
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	516 039,65
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	739,80
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 656,30
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 743,15
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 311,33
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	536 894,16
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 758 617,12
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	524 065,87
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 695 465,50</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 490 882,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 583,50
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904</b>

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)**

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées			428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 928,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 928,09</b>	
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	3 370,57	0,00	0,00	3 370,57	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	790,24	0,00	0,00	790,24	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	16 767,28	0,00	0,00	16 767,28	
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904-4</b>

## FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.905</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs		51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	502 Plan de relance (crise sanitaire)	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>383 207,48</b>	<b>1 209 769,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 061 025,64</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	10 732,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 632 698,42
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 900,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	502 363,24
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 244 432,49
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 424 523,04
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	1 174 854,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	23 741,65	0,00	0,00	0,00	0,00	4 300,80
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 821 019,86
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	16 268,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 680,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177 051,49
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 538,40	9 780,78	0,00	0,00	0,00	0,00	59,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 216 654,90
2313	Constructions	0,00	0,00	175 624,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 938,91
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405 842,74
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	0,00	0,00	0,00	1 392,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	179 043,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 800,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 760,75
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>977 513,72</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	466 410,09
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 103,63
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	449 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.905</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 027 191,84</b>	<b>9 892 299,14</b>	<b>0,00</b>	<b>271 843,73</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 483,75	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	4 442 548,00	8 884 815,39	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 949,36	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	544 643,84	0,00	0,00	176 545,78	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,27	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67,32	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 080,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 979 615,00</b>	<b>1 068 280,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	2 951 220,00	1 068 280,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	28 395,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.905</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>33 845 336,95</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 643 431,22
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053 383,75
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 829 726,63
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 244 432,49
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 424 523,04
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174 854,69
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 991,81
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 821 019,86
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	737 457,79
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 680,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177 051,49
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 201,27
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 445,50
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 244 734,90
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 563,11
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405 842,74
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 392,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283 843,91
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 760,75
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 025 408,72</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 019 500,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	466 410,09
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 395,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 103,63
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	449 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.906</b>

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>62 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>78 336,71</b>	<b>800 614,16</b>	<b>386 650,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 598,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	62 000,00	0,00	78 336,71	0,00	361 400,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	775 659,72	25 250,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 356,44	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>121 821,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	106 176,87	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	15 644,20	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.906</b>

## FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>32 757 223,96</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 190 122,71</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>38 294 947,54</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 598,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	10 000,00	0,00	0,00	86 550,00	0,00	0,00	96 550,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	240 803,80	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762 540,51
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800 909,72
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	344 751,31	0,00	0,00	344 751,31
21351	Bâtiments publics	225 970,52	0,00	0,00	3 789,37	0,00	0,00	229 759,89
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	420 092,54	0,00	0,00	420 092,54
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	312 939,49	0,00	0,00	320 295,93
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00
2313	Constructions	280 449,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 449,64
238	Avances commandes immo corporelles	32 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>6 393 517,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>167 573,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 682 911,95</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 176,87
1312	Subv. transf. Régions	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00
1313	Subv. transf. Départements	1 819 601,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 819 601,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	1 090 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	960 891,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960 891,68
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	167 573,41	0,00	0,00	167 573,41
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	23 024,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 668,99

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.907</b>

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoieement
<b>DEPENSES</b>		<b>221 560,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 888,60</b>	<b>434 268,53</b>	<b>5 018 931,76</b>	<b>0,00</b>	<b>455 187,23</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 572,00	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	9 895,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	98 100,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	109 000,00	0,00	0,00	25 888,60	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 162,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 406,48
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 449,29
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 090 093,73	0,00	137 039,05
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	494,48
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 273,64	0,00	233 381,16
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 215,39
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 118,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	21 744,00	1 801 753,91	0,00	40 948,18
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 624,48
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	412 524,53	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	4 565,07	0,00	0,00	0,00	0,00	1 184,82	0,00	1 165,52
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 089,51	0,00	7 413,05
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	339 684,15	0,00	8 050,15
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>91 081,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 770,40</b>	<b>6 009,92</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	91 081,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	135 770,40	6 009,92	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.907</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES</b>		<b>798 669,15</b>	<b>0,00</b>	<b>63 506,11</b>	<b>77 509,81</b>	<b>43 544,40</b>	<b>40 000,00</b>
2031	Frais d'études	103 513,42	0,00	0,00	0,00	20 040,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	21 356,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	298 385,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	63 506,11	77 509,81	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 459,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 312,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	Dépenses	369 642,33	0,00	0,00	0,00	23 504,40	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>161 235,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>51 922,86</b>	<b>16 200,00</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 200,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	115 273,20	0,00	0,00	0,00	51 922,86	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	45 962,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.907</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	79	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel,risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	Plan de relance (crise sanitaire)	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>552 575,60</b>	<b>438 526,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 170 168,40</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 280,50	0,00	0,00	0,00	712 405,92
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	286 557,60	0,00	0,00	0,00	0,00	286 557,60
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 895,01
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 100,40
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 888,60
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	625 162,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 267,22	0,00	0,00	0,00	103 029,80
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 449,29
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	216 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 443 150,78
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 385,30
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	494,48
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 654,80
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 231,31
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 118,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 865 905,17
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 624,48
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 524,53
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 915,41
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 979,01	0,00	0,00	0,00	22 794,49
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347 734,30
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 146,73
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 808,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>465 028,40</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 200,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 081,42
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 780,32
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 196,06
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 962,60

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>953 376,02</b>	<b>0,00</b>	<b>2 117 257,24</b>	<b>630 762,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	1 808 911,51	227 530,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	911 295,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	1 182,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	199 483,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	398 801,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	42 080,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	107 680,11	4 431,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>891 355,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	56 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	0,00	0,00	834 935,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						
		Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 949 180,33</b>	<b>33 346 520,82</b>	<b>63 229,81</b>	<b>0,00</b>	<b>1 263 005,10</b>	<b>2 282 694,29</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	587 092,02	0,00	0,00	33 672,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	2 039,09	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	82 580,06	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	565,20	0,00	0,00	27 033,60	90 810,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	149 588,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	12 930,17	0,00	0,00	0,00	13 262,16
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	2 869 171,33	9 638 834,16	0,00	0,00	512 566,99	553 377,32
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	1 404 756,93	22 133,28	0,00	246 799,17	399 480,93
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 966,76
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	39 907,82	41 096,53	0,00	7 476,22	1 002 471,38
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 950,72
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 914,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	1 176,00	0,00	0,00	0,00	54 042,60
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	3 556,95	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	73 166,92	0,00	0,00	20 949,14	41 418,42
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	80 009,00	20 252 523,23	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	892 941,60	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 507,98	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	203 782,39	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 230 443,01</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>414 507,98</b>	<b>0,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	16 440 465,66	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	750 531,75	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	39 445,60	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 507,98	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Plan de relance (crise sanitaire)	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures					
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>43 606 026,41</b>	
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 657 205,73	
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00	
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 039,09	
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 580,06	
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	911 295,20	
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 408,80	
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 770,28	
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 483,62	
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 192,33	
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 801,00	
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 573 949,80	
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 073 170,31	
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 966,76	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090 951,95	
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 031,54	
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 914,00	
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 218,60	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 556,95	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 534,48	
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 444 643,94	
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	892 941,60	
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 507,98	
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 782,39	
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 536 306,04</b>	
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 496 885,66	
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 531,75	
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 445,60	
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 249 443,03	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A2</b>

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>114 189 167,27</b>	<b>408 643 758,49</b>	<b>1 455 368,53</b>	<b>29 334 605,75</b>	<b>1 838 390,65</b>	<b>14 752 790,33</b>	<b>13 045 444,10</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	45 264,22	49 949 600,47	0,00	724 588,56	55 144,65	6 761 814,02	851 998,17	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	351 235 090,14	0,00	12 598,80	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	89 430 345,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 609 545,10	7 204 137,33	1 455 368,53	28 597 418,39	1 783 246,00	7 990 976,31	12 193 445,93	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	254 930,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	9 154 911,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	195 405,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	11 753 695,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>489 717 305,10</b>	<b>235 384 355,84</b>	<b>1 619 504,71</b>	<b>105 939,16</b>	<b>0,00</b>	<b>5 333 043,02</b>	<b>1 239 871,87</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	1 785 160,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	17 793 082,65	230 334 131,96	0,00	0,00	0,00	4 196 520,42	24 406,90	0,00
73	Impôts et taxes	117 808 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	229 396 909,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	124 621 659,09	424 677,78	1 619 504,71	38 440,00	0,00	112 271,10	1 215 464,97	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 668,14	2 720 500,90	0,00	67 499,16	0,00	1 024 251,50	0,00	0,00
76	Produits financiers	19,82	119 683,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	95 401,40	201,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b>	<b>A2</b>

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>8 826 742,15</b>	<b>12 674 876,49</b>	<b>36 426 167,75</b>	<b>46 571 765,12</b>		<b>687 759 076,63</b>
011	Charges à caractère général	0,00	4 013 893,23	1 843 454,17	29 136 802,23	7 996 886,02		101 379 445,74
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		351 247 688,94
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	377 180,13	0,00	0,00		89 807 525,46
65	Autres charges de gestion courante	0,00	4 812 848,92	10 454 242,19	7 289 365,52	38 574 879,10		123 965 473,32
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		254 930,55
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		9 154 911,98
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		195 405,43
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		11 753 695,21
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>8 921 587,99</b>	<b>8 140 046,96</b>	<b>36 077 725,25</b>	<b>8 468 343,58</b>		<b>795 007 723,48</b>
013	Atténuations de charges	0,00	467 500,00	46 244,00	140 595,55	0,00		2 439 499,64
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	464 301,55	3 780,00	13 974 440,09	3 958 654,96		270 749 318,53
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		117 808 565,00
731	Fiscalité locale	0,00	1 220,00	7 319 881,81	191 180,64	0,00		236 909 191,45
74	Dotations et participations	0,00	672 583,73	545 250,73	660 220,91	0,00		129 910 073,02
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 115 348,57	224 890,42	21 111 288,06	4 509 688,62		32 775 135,37
76	Produits financiers	0,00	0,43	0,00	0,00	0,00		119 703,50
77	Produits spécifiques	0,00	4 200 633,71	0,00	0,00	0,00		4 296 236,97
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV  
A2.01

## 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
<b>DEPENSES</b>		<b>181 866 094,17</b>
62268	Autres honoraires, conseils	5 880,00
627	Services bancaires et assimilés	39 384,22
6541	Créances admises en non-valeur	81 621,62
6542	Créances éteintes	136 284,15
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	7 984,03
65888	Autres	3 383 655,30
66111	Intérêts réglés à l'échéance	8 915 341,32
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	49 263,72
6688	Autres	190 306,94
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	195 405,43
6811	Dot. amort. immos incorporelles	66 877 536,57
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	799 390,33
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	11 610 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	143 695,21
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	31 494,33
739211	Attribution de compensation	73 777 570,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	14 957 108,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	664 173,00
<b>RECETTES</b>		<b>496 782 369,72</b>
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	6 063 693,54
70874	Remb. frais par les caisses des écoles	8 101,25
70875	Remb. frais par les communes du GFP	11 721 287,86
73111	Impôts directs locaux	106 348 192,00
73112	Cotisation sur la VAE	47 455 346,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	6 116 871,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 733 069,00
73118	Autres contributions directes	3 450 508,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	63 291 988,00
73143	Redevance des mines	935,00
73211	Attribution de compensation	2 492 709,00
73221	FNGIR	24 354 204,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	90 961 652,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	11 490 505,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	67 523 284,00
744	FCTVA	841 984,47
74611	DGD des communes et EPCI	34 554,00
748312	D.C.R.T.P.	12 794 756,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	15 520 108,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	503 184,00
748388	Autres	15 911 644,90
74888	Autres	1 638,72
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	1 668,14
764	Revenus valeurs mobilières de placement	19,82



**EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - CA - 2022**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	30 659,40
775	Produits des cessions d'immobilisations	64 742,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	586 161,46
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	6 478 903,16

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES</b>		<b>51 507 881,64</b>	<b>352 709 858,01</b>	<b>923 616,62</b>	<b>114 358,13</b>	<b>0,00</b>	<b>3 222,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6042	Achats de prestations de services	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	1 104 743,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	3 617 578,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	5 650 361,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	62 349,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	3 553 192,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	20 517,25	0,00	0,00	9 827,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	26 557,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	74 134,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 334 100,57	0,00	127,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	235 048,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	655 488,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	270 434,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	5 279,93	0,00	233,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	925 528,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	7 657 775,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	906 869,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	63 347,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	139 028,58	0,00	296,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	217 348,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	39 916,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	411 748,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	604 646,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	449 494,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	122 927,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	5 616 840,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	1 254 315,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	51 989,70	0,00	0,00	0,00	0,00	3 222,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	250 461,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 336 903,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	963,61	2 592,00	54 0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	462 957,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	1 554 926,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	393 655,05	0,00	329 344,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	267 602,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	336 996,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	310 607,93	0,00	209 835,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	31 655,79	0,00	458,98	104 531,13	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	185 639,78	0,00	170 991,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	7 077,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	95 696,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	218 385,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	17 293,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	559 645,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 478 242,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1,66	0,00	36,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	331 617,60	0,00	1 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	1 216 432,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 229 779,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	10 849,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	78 140,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	745 971,19	0,00	210 928,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	1 450,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	3 756 524,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	927 094,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 781 366,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	3 578 875,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	3 102,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	4 386,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	151 391 832,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	3 344 691,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	1 805 392,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel tit. - Indemnité inflation	0,00	335 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	52 281 893,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	26 341 441,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	564 275,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflation	0,00	65 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	11 894 225,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	0,00	7 359 876,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64142	Pers. rém. vacation - indem. inflation	0,00	118 500,00	55 0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
64164	Emplois aidés - indemnité inflation	0,00	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	682 796,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	1 172 028,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis - indemnité inflation	0,00	8 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	32 396 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	46 145 556,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	351 295,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	342 681,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	2 310 474,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	0,00	1 553 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	306 288,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	703 307,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	1 269 370,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	125 394,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	261 555,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	0,00	830 293,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	98 303,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65731	Subv. fonct. état	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	165 482,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 479 571,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65861	Frais de personnel	0,00	254 930,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	614,64	1,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>3 618 940,05</b>	<b>231 568 153,32</b>	<b>0,00</b>	<b>15 266,00</b>	<b>0,00</b>	<b>118 007,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6091	RRR obtenus sur matières premières	167,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6095	RRR obtenus sur matériel, équip, travx	578,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	5 902,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	835 327,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	909 273,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	100 779,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	-4 042,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 860,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
70841	Mise à dispo personnel BA,régie,CCAS,CDE	0,00	21 265 378,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	203 908 618,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	4 406 660,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	55 039,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	76 768,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	507 804,14	0,00	0,00	15 266,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	68 361,28	156 833,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	169 405,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	1 037 373,61	0,00	0,00	0,00	0,00	118 007,20	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	24 565,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	74 904,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1 379 690,28	85 959,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	108 682,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	9 230,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	1 770,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	101,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						035 Conseil de territoire	038 Autres instances	
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034		035 Conseil de territoire			038 Autres instances
					Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.					
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports				
<b>DEPENSES</b>		<b>2 431 066,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>72 717,86</b>		
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 277,25		
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218,38		
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 011,30		
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 600,00		

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 396,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-436,22
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 759,25
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 686,15
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146,59
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64142	Pers. rém. vacation - indemn. inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64164	Emplois aidés - indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis - indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	1 791 876,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	27 621,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	150 557,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	432 821,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	26 675,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 514,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 059,16
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65731	Subv. fonct. état	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65861	Frais de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6091	RRR obtenus sur matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6095	RRR obtenus sur matériel, équipt, travx	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel BA,régie,CCAS,CDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décént.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
<b>DEPENSES</b>		<b>205 332,40</b>	<b>0,00</b>	<b>203 731,01</b>	<b>0,00</b>	<b>471 974,75</b>	<b>0,00</b>	<b>408 643 758,49</b>
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 637,25
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104 743,82
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 617 578,83
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 650 361,54
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 349,46
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 553 192,83
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 562,63
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 557,27
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 134,01
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 344 239,41
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 048,16
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	655 488,67
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 434,52
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 513,29
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	925 528,72
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 657 775,55
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	11 550,00	0,00	918 419,93
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 347,47
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 324,58
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 348,67
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 916,38
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 748,81
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	604 646,93
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	449 494,13
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 927,22
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 616 840,30
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 254 315,26
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 211,70
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 461,96
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 346 503,76
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 555,61

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act* interrég.eur.intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462 957,97
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 554 926,06
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	61 764,26	0,00	812 159,69
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 602,19
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 560,56
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	532 202,38
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	927,76	0,00	142 259,81
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	356 631,23
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 077,65
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 696,80
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 385,44
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 293,99
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 645,26
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 478 242,85
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 982,60
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 216 432,35
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 229 925,85
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 849,98
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 140,77
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	956 899,56
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450,50
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 756 524,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	927 094,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 781 366,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 578 875,96
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 102,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 386,88
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 391 832,24
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 344 691,56
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 805 392,78
64114	Personnel tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 100,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 281 893,19
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 341 441,93
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564 275,70
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 300,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 894 225,96
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 359 876,78
64142	Pers. rém. vacation - indemn. inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 500,00
64164	Emplois aidés - indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act* interrég.eur.intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
64168	Autres emplois aidés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682 796,60
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 172 028,65
64172	Apprentis - indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 700,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 396 540,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 145 556,36
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	351 295,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 681,21
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 310 474,76
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 553 902,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306 288,54
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 307,74
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 269 370,61
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 394,90
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 555,92
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830 293,12
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 791 876,02
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 621,94
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 557,19
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 821,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 675,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 514,92
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	367 655,00	0,00	471 017,16
6568	Autres participations	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
65731	Subv. fonct. état	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 482,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	90 403,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 403,40
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	89 929,00	0,00	167 731,01	0,00	30 077,73	0,00	2 767 308,74
65861	Frais de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 930,55
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	616,02
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>63 989,27</b>	<b>0,00</b>	<b>235 384 355,84</b>
6091	RRR obtenus sur matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167,21
6095	RRR obtenus sur matériel, équipt, travx	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	578,09
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 902,29
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	33 911,54	0,00	869 239,35
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	909 273,15
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 779,17
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-4 042,93
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 860,01
70841	Mise à dispo personnel BA,régie,CCAS,CDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 265 378,82
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 908 618,60

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 406 660,22
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 039,12
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 768,81
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	523 070,14
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 194,61
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	30 077,73	0,00	30 077,73
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 405,44
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 155 380,81
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 565,74
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 904,54
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 465 649,81
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 682,82
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 230,38
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 770,05
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,86
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930-5</b>

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 455 368,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 455 368,53</b>
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	114 865,40	0,00	0,00	114 865,40
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	1 340 503,13	0,00	0,00	1 340 503,13
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 619 504,71</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 619 504,71</b>
74771	Participation Fonds social européen	0,00	1 619 504,71	0,00	0,00	1 619 504,71

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.931</b>

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	14 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>683 271,07</b>	<b>57 996,86</b>	<b>28 593 337,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 334 605,75</b>
60633	Fournitures de voirie	3 642,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 642,54
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	14 825,34	0,00	0,00	0,00	14 825,34
611	Contrats de prestations de services	0,00	57 996,86	11 797,20	0,00	0,00	0,00	69 794,06
6156	Maintenance	359 999,03	0,00	81 673,58	0,00	0,00	0,00	441 672,61
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	12 598,80	0,00	0,00	0,00	12 598,80
6228	Divers	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
6247	Transports collectifs	139,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139,50
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	128 396,13	0,00	0,00	0,00	128 396,13
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	63 518,38	0,00	0,00	0,00	63 518,38
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	28 280 528,39	0,00	0,00	0,00	28 280 528,39
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	314 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 890,00
<b>RECETTES</b>		<b>38 440,00</b>	<b>67 499,16</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>105 939,16</b>
74718	Autres participations Etat	38 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 440,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	67 499,16	0,00	0,00	0,00	0,00	67 499,16

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.932</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler conformément au plan de comptes.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.932</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>1 838 390,65</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
60623	Alimentation	88,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	799,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	11 939,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	30 098,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	6 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	4 934,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	478,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	446,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	234 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 549 246,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.932</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 838 390,65</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88,69
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	799,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 939,20
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 098,65
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 360,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 934,19
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478,50
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	446,42
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 549 246,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES</b>		<b>1 534 285,98</b>	<b>5 540 773,65</b>	<b>0,00</b>	<b>1 801 142,09</b>	<b>0,00</b>	<b>225 675,44</b>	<b>0,00</b>	<b>36 614,20</b>	<b>0,00</b>
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	1 172,95	0,00	0,00	1 153,98	0,00	59,06	0,00	132,27	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	6 106,17	0,00	1 066,68	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 620,23	0,00	0,00	1 673,82	0,00	1 233,97	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	986,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	232,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	1 992,90	0,00	0,00	650 673,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	144,10	1 980,00	0,00	50 397,74	0,00	19 218,05	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 965,40	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	110 223,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	6 682,80	0,00	0,00	0,00	475,66	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	50 949,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	434,40	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	21 341,77	0,00	28 232,67	0,00	1 524,87	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 288,36	3 590,40	0,00	3 148,74	0,00	5 051,34	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	196 731,65	0,00	62 987,74	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	12 600,00	0,00	33 552,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	37 338,00	0,00	49 896,00	0,00	108,00	0,00
6228	Divers	4 836,44	9 859,06	0,00	77 566,49	0,00	15 273,25	0,00	3 945,99	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	1 320,00	0,00	0,00	0,00	24 480,00	0,00
6234	Réceptions	3 112,31	0,00	0,00	1 711,58	0,00	0,00	0,00	5 791,70	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	1 596,00	0,00	4 060,70	0,00	155,71	0,00
6238	Divers	994 883,29	0,00	0,00	7 626,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	1 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	217,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	549,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	543,51	0,00	16,22	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	267,66	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	37 094,76	0,00	29 959,92	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	1 148 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	3 739 672,19	0,00	184 073,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	25 136,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	6 746,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	522 249,00	592 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6577	Remises gratuites	0,00	0,00	0,00	3 042,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	17 632,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	295 702,79	0,00	220,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>285 182,54</b>	<b>0,00</b>	<b>20 360,55</b>	<b>0,00</b>	<b>452 162,10</b>	<b>0,00</b>
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	2 668,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	281 045,46	0,00	260,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 269,60	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 686,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 645,48	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 939,62	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 577,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	633,42	0,00	3 144,95	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES</b>		<b>78 777,10</b>	<b>388 085,35</b>	<b>2 624 738,35</b>	<b>1 090 000,00</b>	<b>1 231 014,79</b>	<b>142 000,00</b>
6042	Achats de prestations de services	0,00	1 000,00	143,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 011,14	0,00
60623	Alimentation	0,00	-472,40	1 071,04	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	11 818,16	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	17 135,29	110 279,69	0,00	35 840,29	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	762,79	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	4 117,29	12 531,35	164 606,64	0,00	5 083,92	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	603 494,11	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	240,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	7 456,00	63 054,00	4 890,60	0,00	70 643,75	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	360,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	1 282,14	36 904,76	231 728,80	0,00	58 644,69	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	63 881,67	11 949,39	102 591,81	0,00	118 814,21	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	15 659,17	0,00	481,62	0,00
6156	Maintenance	540,00	3 100,00	84 114,11	0,00	3 767,66	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 500,00	26 348,59	35 656,32	0,00	84 850,22	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	1 602,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	1 321,15	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	9 966,19	0,00	1 714,92	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	213,22	1 644 604,10	0,00	228 000,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	183 258,28	0,00	0,00	0,00

73

Article / compte nature (1)	Libellé	32					
		Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	18 700,00	1 090 000,00	0,00	142 000,00
6577	Remises gratuites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	896,62	0,00	8 668,26	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	1 789,03	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>150 000,00</b>	<b>417 444,97</b>	<b>3 241 964,41</b>	<b>0,00</b>	<b>731 862,45</b>	<b>0,00</b>
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	2 917 455,30	0,00	455 050,10	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	274 300,60	0,00	23 795,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	2 492,20	0,00	217 994,30	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	103,40	0,00	19,80	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	150 000,00	417 444,97	29 685,00	0,00	21 546,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	17 927,91	0,00	13 457,25	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 683,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 752 790,33</b>
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 143,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 011,14
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 116,90
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 991,01
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	843,44	0,00	0,00	0,00	0,00	170 626,73
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749,19
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232,92
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652 666,55
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 079,09
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	611 459,51
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 463,80
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 202,81
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 309,39
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 994,79
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348 336,39
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 219,63
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	351 241,16
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 152,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 342,00
6228	Divers	0,00	0,00	6 372,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 208,36
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	13 491,99	0,00	0,00	0,00	0,00	39 291,99
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 615,59
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	5 209,02	0,00	0,00	0,00	0,00	11 021,43
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 217 509,46
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 594,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 538,65
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	549,06
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 240,84
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 873 085,02
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	33 766,93	0,00	0,00	0,00	0,00	100 821,61

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 148 550,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 107 003,73
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 136,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 746,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 365 589,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 042,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 197,76
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 711,82
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34 066,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 333 043,02</b>
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 668,66
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	17 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 371,46
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 372 505,40
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 095,60
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 486,50
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 392,80
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 686,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 645,48
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 939,62
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	619 510,97
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 577,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 163,53

(1) Détailler conformément au plan de comptes.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
<b>DEPENSES</b>		<b>566 065,14</b>	<b>0,00</b>	<b>114 135,86</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	481 729,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	813,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	22 891,61	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	3 476,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	91 244,25	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	46,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>24 406,90</b>	<b>0,00</b>	<b>482 808,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70688	Autres prestations de services	24 406,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	482 808,07	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES</b>		<b>140 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>535 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	535 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées			428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 220 443,10</b>	<b>0,00</b>	<b>4 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 045 444,10</b>
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	47,03	0,00	0,00	0,00	47,03
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	434,14	0,00	0,00	0,00	434,14
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	125 685,00	0,00	0,00	0,00	607 414,06
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	813,78
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 891,61
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00	0,00	68 276,04
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	60 831,00	0,00	0,00	0,00	152 075,25
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46,26
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	13 400,00	0,00	0,00	0,00	13 400,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	6 699 833,00	0,00	0,00	0,00	6 699 833,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	2 230 000,00	0,00	0,00	0,00	2 230 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	2 894 514,00	0,00	0,00	0,00	2 994 514,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	195 698,93	0,00	0,00	0,00	195 698,93
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>197 656,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 239 871,87</b>
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 406,90
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 017 808,07
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	37 656,90	0,00	0,00	0,00	37 656,90
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934-3</b>

## FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934-4</b>

## FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.935</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs		51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	502 Plan de relance (crise sanitaire)	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 892 409,75</b>	<b>1 276 615,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>57 914,20</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	4 755,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	713,55
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	2 430,46	40 777,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	871,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	232,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	4 470,47	40 522,89	0,00	0,00	0,00	0,00	54,60
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 346,28
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	25 880,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	42 457,99	0,00	0,00	0,00	0,00	5 532,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	640,80	284 313,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	3 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	808 132,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	10 222,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	3 665,31	7 418,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	867,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	1 823,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	19 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	4 925,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	7 686,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	397 653,50	34 428,16	0,00	0,00	0,00	0,00	19 803,66
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	12 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 838,09
6234	Réceptions	0,00	0,00	4 306,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 553,37
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	3 809,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272,65
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	50		51						
		Services communs		Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	502 Plan de relance (crise sanitaire)	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	53,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	279 309,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65732	Subv. fonct. régions	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	33 012,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	3 071 076,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	1 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 597 390,15</b>	<b>242 589,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>467 673,44</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	467 500,00
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	77 712,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	-42,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	22 913,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	739,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	12 858,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	146 017,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	1 250 000,00	129 146,90	0,00	0,00	0,00	0,00	173,44
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	4 200 633,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.935</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 516 755,64</b>	<b>1 122 618,40</b>	<b>0,00</b>	<b>960 428,95</b>	<b>0,00</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	207,76	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	1 253,52	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	1 754,27	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,21	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429,44	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 094,12	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	7 800,00	0,00	0,00	8 638,04	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 995,75	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 362,01	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 621,37	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	194 630,11	0,00	0,00	23 865,60	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	281 230,99	0,00	0,00	211 522,10	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	150 220,80	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	15 450,00	0,00	0,00	186,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	12 144,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	4 986,80	0,00	0,00	4 140,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	2 433,17	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	721 870,59	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	1 080,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151,56	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	24 652,45	0,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	13 939,43	0,00	0,00	8 712,75	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	497,09	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65732	Subv. fonct. régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	406 754,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	703 720,40	0,00	214 500,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	94 748,35	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 591 231,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 022 703,53</b>	<b>0,00</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 978,10	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	1 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 984,24	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 334,09	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 407,10	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	1 426 775,36	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	163 235,63	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,43	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.935</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 826 742,15</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 207,76
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 253,52
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 754,27
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 679,33
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429,44
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 301,66
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	871,20
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232,30
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 486,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 342,03
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 242,30
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 611,36
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 495,71
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	777 706,89
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 060,80
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	808 132,57
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 222,70
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 084,16
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 503,80
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 823,07
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 344,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 925,76
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 686,22
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	461 012,12
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 433,17
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 958,59
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 143,40
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 860,17
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 809,03
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151,56
6282	Frais de gardiennage	0,00	86	0,00	0,00	0,00	272,65
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 652,45

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53,97
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 652,18
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	497,09
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279 309,00
65732	Subv. fonct. régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 766,36
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 989 297,21
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 728,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 748,35
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 921 587,99</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	467 500,00
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 712,90
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 978,10
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-42,16
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 913,51
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	739,20
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 220,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 984,24
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 858,30
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 334,09
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 407,10
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 572 792,60
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 542 555,97
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200 633,71

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.936</b>

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>3 243 366,52</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>396 484,68</b>	<b>532 552,66</b>	<b>3 959 532,64</b>
60623	Alimentation	99,04	0,00	0,00	0,00	1 243,45	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	185,59	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 112,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	9 249,12	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 703,84	10 475,66	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00
617	Etudes et recherches	31 609,20	0,00	0,00	0,00	58 770,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 887,00	1 920,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	23 938,54	0,00	13 093,05
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 920,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 485,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	102 500,00	20 500,00	24 702,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	197 894,14	243 085,00	3 374 000,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	3 210 788,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 605,46
7398	Revers., restitutions et préel. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377 180,13
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>139 030,31</b>	<b>0,00</b>	<b>7 387 301,23</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	46 244,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	88	0,00	0,00	0,00	6 654 561,51
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 320,30

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
					7473	Participation départements	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	92 786,31	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 419,42

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.936</b>

## FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>724 787,22</b>	<b>2 350 972,99</b>	<b>0,00</b>	<b>1 467 179,78</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 674 876,49</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 342,49
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185,59
6068	Autres matières et fournitures	1 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 470,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 112,00
61358	Autres	87 686,60	0,00	0,00	950,00	0,00	0,00	97 885,72
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 179,50
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	800,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,76
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	580 791,51	0,00	0,00	671 170,71
6182	Documentation générale et technique	3 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 470,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	22 454,16	0,00	0,00	2 684,00	0,00	0,00	25 138,16
62268	Autres honoraires, conseils	115 205,01	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	370 732,01
6228	Divers	151 934,09	144 785,00	0,00	149 798,87	0,00	0,00	483 549,55
6231	Annonces et insertions	33 150,00	0,00	0,00	4 472,40	0,00	0,00	37 622,40
6234	Réceptions	20 280,00	0,00	0,00	2 703,14	0,00	0,00	22 983,14
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	581,71	0,00	0,00	581,71
6241	Transports de biens	6 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 125,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 790,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	738,78	0,00	971,65	0,00	0,00	1 710,43
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 485,00
6281	Concours divers (cotisations)	10 000,00	25 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	38 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	72 000,00	0,00	316 839,00	0,00	0,00	536 541,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	272 211,60	2 108 449,21	0,00	1 094 667,50	0,00	0,00	7 290 307,45
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 210 788,28
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	-700 000,00	0,00	0,00	-592 394,54
7398	Revers., restitutions et pré. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377 180,13
<b>RECETTES</b>		<b>287 278,01</b>	<b>39 150,00</b>	<b>0,00</b>	<b>287 287,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 140 046,96</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 244,00
70878	Remb. frais par des tiers	3 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 780,00

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 654 561,51
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 320,30
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	43 125,00	0,00	0,00	43 125,00
74771	Participation Fonds social européen	0,00	39 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 150,00
74788	Autres	126 027,01	0,00	0,00	244 162,41	0,00	0,00	462 975,73
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	157 471,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 890,42

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.937</b>

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
<b>DEPENSES</b>		<b>788 163,06</b>	<b>41 745,20</b>	<b>0,00</b>	<b>425 058,07</b>	<b>1 993 852,33</b>	<b>24 456 744,60</b>	<b>0,00</b>	<b>5 616 316,26</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	83,16	0,00	0,00	14 638,25
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	10 230,10	105 855,18	0,00	0,00	210 789,51
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	1 850,23	0,00	0,00	46 845,50
60632	Fournitures de petit équipement	139,70	0,00	0,00	0,00	15 294,30	873,95	0,00	41 300,03
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	2 444,10	15 380,40	0,00	389,90
6068	Autres matières et fournitures	18 352,89	0,00	0,00	0,00	237,85	2 163,12	0,00	20 761,08
611	Contrats de prestations de services	39 392,91	0,00	0,00	0,00	1 364 461,58	19 413 839,97	0,00	4 526 561,61
6132	Locations immobilières	1 120,00	0,00	0,00	0,00	5 940,00	78 553,16	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	104 151,60	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	443,12	0,00	0,00	0,00	238 563,70
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 016,82
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	11 720,52	0,00	0,00	11 161,76
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 287,87	0,00	0,00	2 077,30	8 619,61	1 139,54	0,00	28 200,46
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 132,38
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	8 241,57	842,00	0,00	30 927,71
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	969,63	45 949,05	0,00	0,00	636,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	390,00	0,00	30 627,72	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	36 000,00	0,00	0,00	87 719,92	0,00	58 534,21	0,00	72 600,00
6182	Documentation générale et technique	2 228,82	0,00	0,00	0,00	0,00	88,90	0,00	55,00
62268	Autres honoraires, conseils	118 160,00	41 745,20	0,00	2 114,00	0,00	121 214,40	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 996,34	0,00	0,00	0,00	0,00	10 170,35	0,00	0,00
6234	Réceptions	3 767,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	35 165,40	0,00	0,00	0,00	0,00	27 803,87	0,00	0,00
6238	Divers	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 578,74	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 336,55
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	639,26	0,00	92	0,00	253 152,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 855,54	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. départements	18 375,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 796,89	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	481 892,00	0,00	0,00	321 114,00	0,00	274 034,57	0,00	0,00
65811	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	5 248,14	13 532,32	0,00	0,00
65888	Autres	18 545,07	0,00	0,00	0,00	60 603,44	3 788 714,95	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>125 293,63</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 056 929,61</b>	<b>9 587 506,91</b>	<b>0,00</b>	<b>1 218 980,01</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 595,55	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 764,47	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	11 857 439,08	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	742 100,15
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	172 624,14	16 167,80	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 376,58
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	125 293,63	0,00	0,00	0,00	0,00	27 790,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	6 195,90	30,00	0,00	503,28
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 397,74	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	20 670,49	8 942 761,35	0,00	200 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.937</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES</b>		<b>492 409,59</b>	<b>0,00</b>	<b>245 201,01</b>	<b>40 662,47</b>	<b>0,00</b>	<b>72 566,76</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	260,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 010,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	176 776,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	245 201,01	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	108 356,40	0,00	0,00	0,00	0,00	28 842,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	12 363,65	0,00	0,00	0,00	0,00	10 807,20
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 907,56
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	334,36	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	40 328,11	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	94	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	27 409,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	Politique de l'air
6558	Autres contributions obligatoires	162 742,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d'utilisat <sup>n</sup> informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>145 441,89</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>147 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>134 911,63</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	220,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	113 221,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 911,63
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	147 000,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.937</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions					
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 253 448,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 426 167,75</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 721,41
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326 874,79
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 695,73
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 868,67
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 214,40
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 514,94
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	52 775,38	0,00	0,00	0,00	0,00	25 408 041,45
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	4 969,04	0,00	0,00	0,00	0,00	90 582,20
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 151,60
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 006,82
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 016,82
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 659,16
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 324,78
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 132,38
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 201,01
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 011,28
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 554,68
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 017,72
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	179 811,30	0,00	0,00	0,00	0,00	571 863,83
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 372,72
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306 404,45
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 246,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 246,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 074,25
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 767,80
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 280,34	0,00	0,00	0,00	0,00	65 249,61
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 678,74
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 670,91
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	<b>96</b> 0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 328,11
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 791,26

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions					
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 855,54	
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 409,17	
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 742,80	
65733	Subv. fonct. départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 375,00	
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 796,89	
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 409 700,00	0,00	0,00	0,00	2 486 740,57	
65811	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00	
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	18 980,46	
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	596 466,34	0,00	0,00	0,00	4 464 329,80	
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 661 661,57</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 077 725,25</b>	
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 595,55	
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	600 197,27	0,00	0,00	0,00	600 197,27	
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 764,47	
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,89	
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	231 549,71	0,00	0,00	0,00	231 549,71	
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 857 439,08	
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	742 100,15	
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 791,94	
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 376,58	
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	191 180,64	0,00	0,00	0,00	191 180,64	
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 221,00	
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	39 950,00	0,00	0,00	0,00	174 861,63	
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	72 054,65	0,00	0,00	0,00	72 054,65	
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 000,00	
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 083,63	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	77 549,78	0,00	0,00	0,00	77 549,78	
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	6 096,68	0,00	0,00	0,00	12 825,86	
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 470 071,52	0,00	0,00	0,00	1 884 469,26	
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	9 973 011,32	0,00	0,00	0,00	19 136 443,16	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>240,00</b>	<b>0,00</b>	<b>96 700,00</b>	<b>38 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 222,67</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	47 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	19 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 222,67
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	29 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	0,00	0,00	38 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 772 107,52</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 749 460,41</b>	<b>906 974,32</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	641,60	0,00	0,00	0,00	3 184,70
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	280,20	0,00	0,00	0,00	2 803,82
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	47 252,15	0,00	0,00	4 740,61	63 361,81
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	134 452,83	0,00	0,00	182 253,92	4 126,73
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	73 124,13	0,00	0,00	7 848,11	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277,01
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	72 610,42
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	71 011,03	0,00	0,00	0,00	15 111,40
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	69 956,41	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	4 562,72	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	4 217 643,73	0,00	0,00	1 438 341,96	57 781,87
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	28 969,63	0,00	0,00	1 072,92	5 704,80
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	-423,72	0,00	0,00	0,00	616 705,11
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	8 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 856,81
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	4 398,20	0,00	0,00	0,00	1 436,49
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 914,05
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99,30
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	103 306,62	0,00	0,00	114 889,29	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	8 051,99	0,00	0,00	313,60	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>85 751,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 338 429,19</b>	<b>600 619,74</b>
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 338 429,19	600 008,24
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	20 217,53	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	26 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	38 896,22	0,00	0,00	0,00	611,50

(1) Détailler conformément au plan de comptes.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Plan de relance (crise sanitaire)	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures					
<b>DEPENSES</b>		<b>576 060,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>46 571 765,12</b>	
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 826,30	
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 084,02	
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 354,57	
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 833,48	
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 972,24	
611	Contrats de prestations de services	229 952,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 899,68	
6132	Locations immobilières	257 470,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 380,81	
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 122,43	
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 956,41	
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 562,72	
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 713 767,56	
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 747,35	
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	616 281,39	
617	Etudes et recherches	19 807,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 387,50	
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 096,81	
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 834,69	
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 914,05	
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99,30	
6288	Autres services extérieurs	21 568,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 764,71	
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 752,67	
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 500,00	
65821	Déficit des budgets annexes administrati	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 400 000,00	
65888	Autres	47 260,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 626,43	
<b>RECETTES</b>		<b>4 443 542,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 468 343,58</b>	
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 938 437,43	
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 217,53	
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 638,00	
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	4 443 542,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 443 542,90	
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 507,72	

## **TARIFS DES PRESTATIONS ASSUREES PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**

Rectificatif aux tarifs validés par délibération du Conseil de  
l'Eurométropole du 16 décembre 2022 concernant :

- Les tarifs de collecte et de valorisation des déchets

# **REDEVANCE SPÉCIALE**

## **GESTION DES DÉCHETS ASSIMILÉS DES NON-MENAGES**

### **1) Tarifs pour la collecte des déchets résiduels assimilés en bac :**

- Forfait annuel d'accès au service : 39,00 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)
- Prix au litre collecté : 0,03530 €

Exemples de tarifs annuels pour une collecte hebdomadaire de déchets résiduels assimilés :

1 bac de 140 litres	296,00 €
1 bac de 240 litres	479,50 €
1 bac de 500 litres	957,00 €
1 bac de 1 100 litres	2058,00 €

### **2) Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés en bac :**

- Forfait annuel d'accès au service : 26,00 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)
- Prix au litre collecté : 0,02340 €

Exemples de tarifs annuels pour une collecte hebdomadaire de déchets recyclables assimilés :

1 bac de 140 litres	196,50 €
1 bac de 240 litres	318,00 €
1 bac de 500 litres	634,50 €
1 bac de 1 100 litres	1364,50 €

### **3) Tarif pour la collecte des déchets recyclables assimilés en sacs (substitution de bacs) :**

- Forfait pour mise à disposition de sacs incluant collecte et traitement :
  - 1 rouleau de 26 sacs : 32,00 €
  - 1 rouleau de 32 sacs : 39,50 €

Tout rouleau de 26 ou de 32 sacs entamé est dû.

### **4) Tarif pour la collecte du verre en porte à porte :**

- Forfait annuel pour un bac de 120L : 69,00 €

### **5) Tarif service complet :**

Forfait annuel pour les bacs en zone service complet : 27,50 € par bac et par nombre de collecte(s) hebdomadaire(s)

**Exemple :** Forfait annuel pour 2 bacs collectés 2 fois par semaine :  $2 \times 2 \times 27,50 = 110,00$  €

**6) Tarifs pour la collecte des déchets assimilés réalisée avec d'autres contenants (sur décision de la collectivité uniquement)**

**a. Tarifs pour la collecte de déchets recyclables assimilés en caisse-palette :**

- Forfait annuel de location : 56,50 €
- Prix de collecte et de traitement par vidange :
  - 610 litres : 15,50 €

**b. Tarifs pour la collecte de déchets recyclables assimilés en borne ou conteneur de surface :**

- Forfait annuel de location : 223,50 €
- Prix de collecte et de traitement par vidange :
  - 4 m<sup>3</sup> : 91,00 €
  - 5 m<sup>3</sup> : 113,50 €
- Prix de remise en état des bornes : 774,00 €

**c. Tarifs pour la collecte en conteneurs enterrés :**

- **Collecte des déchets résiduels assimilés :**  
Conteneur de 5 m<sup>3</sup>: 176,50€ par vidange pour un conteneur plein à pondérer selon le taux de remplissage constaté (compris entre 0 et 1)
- **Collecte des déchets recyclables assimilés :**  
Conteneur de 5 m<sup>3</sup>: 117,00€ par vidange pour un conteneur plein à pondérer selon le taux de remplissage constaté (compris entre 0 et 1)

**d. Tarifs pour la collecte des déchets résiduels assimilés en bennes (substitution de bacs) :**

- Forfait placement, retrait et vidange de benne : 177,00 €
- Prix du traitement : 138,00 €

**e. Tarifs pour la collecte des déchets recyclables assimilés en bennes (substitution de bacs) :**

- Forfait placement et enlèvement de benne : 177,00 €
- Prix du traitement : 92,00 €

**La redevance spéciale n'est pas assujettie à la TVA en application de l'article 256 B du Code général des impôts.**

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour l'ensemble des prestations concernant la gestion des **déchets résiduels assimilés**. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

Date d'effet : dès publication de la délibération

# PRESTATIONS ANNEXES DECHETS

## PRESTATIONS PONCTUELLES DE MISE EN PLACE ET ENLEVEMENT EXCEPTIONNELS DE BENNES, BORNES, BACS ET PORTE-SACS

Les prestations annexes sont réalisées sur demande pour les Communes, Directions et services de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que pour les associations (modalités d'application fixées par la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2015).

**Tous les tarifs des prestations annexes sont assujettis au taux de TVA en vigueur.**

### 1) Tarifs pour la mise en place et l'enlèvement exceptionnels de bennes

- Forfait placement et retrait de benne : 177,00€

Les dates de pose et de reprise des bennes sont fixées par le service Collecte et valorisation des déchets.

- Les coûts de traitement ci-dessous s'appliquent en sus.

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération et enfouissement, selon la réglementation en vigueur.

### 2) Tarifs de traitement pour prestations annexes

Nature du traitement	Tarifs (€ HT/tonne)
Incinération	131,00 €
Traitement des déchets recyclables (papier, carton, bouteilles plastique, briques alimentaires)	87,50 €
Traitement déchets verts (produits bruts)	43,00 €
Traitement déchets verts (produits broyés)	39,00 €
Traitement gravats	4,00 €
Enfouissement	172,00 €

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus pour les déchets traités par incinération et par enfouissement, selon la réglementation en vigueur.

### 3) Tarifs pour la mise en place et l'enlèvement exceptionnels de bornes ou conteneurs de surface pour la collecte des déchets recyclables assimilés

- Forfait placement, retrait de borne ou conteneur de surface : 177,00€
- Prix de collecte et de traitement par vidange :
  - 4 m<sup>3</sup> : 91,00 €
  - 5 m<sup>3</sup> : 113,50 €
- Prix de remise en état des bornes : 774,00 €

#### 4) Tarifs pour la mise en place et la collecte exceptionnelles de bacs

Type de bac	Tarif HT placement bac, collecte et traitement des déchets <u>résiduels</u> assimilés (par bac et pour une collecte)	Tarif HT placement bac, collecte et traitement des déchets <u>recyclables</u> assimilés (par bac et pour une collecte)
240 litres	47,00 €	31,50 €
500 litres	68,50 €	46,00 €
1 100 litres	108,00 €	72,00 €

Tarif HT par collecte pour toutes collectes supplémentaires :

Type de bac	Collecte et traitement des déchets <u>résiduels</u> assimilés (par bac)	Collecte et traitement des déchets <u>recyclables</u> assimilés (par bac)
240 litres	8,50 €	6,00 €
500 litres	15,50 €	10,50 €
1 100 litres	32,50 €	21,50 €

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour la gestion des déchets résiduels assimilés. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

#### 5) Tarifs pour la mise en place exceptionnelle de porte-sacs et collecte-traitement des sacs

- Prix d'un porte-sac simple (en cas de perte ou de vol) : 85,00 € HT
- Prix d'un porte-sac double (en cas de perte ou de vol) : 145,00 € HT
- Mise en place et enlèvement d'un porte-sac : 33,50 € HT
- Forfait pour mise à disposition de sacs incluant collecte et traitement :
  - pour déchets résiduels assimilés (2 sacs/anneau) : 11,70 € HT / jour
  - pour déchets recyclables assimilés (2 sacs/anneau) : 7,80 € HT / jour
- Tout volume supplémentaire de sacs au-delà de 2 sacs par jour et par anneau donne lieu à la facturation d'un rouleau complet de 20 sacs incluant collecte et traitement :
  - pour déchets résiduels assimilés : 93,50 € HT / rouleau
  - pour déchets recyclables assimilés : 62,50 € HT / rouleau
- Forfait pour mise à disposition seule de sacs non collectés et non traités\*\* :
  - pour déchets résiduels ou recyclables assimilés (2 sacs/anneau) : 0,30 € HT / jour
  - rouleau complet de 20 sacs : 3,00 € HT

\* La mise en place et enlèvement d'un porte-sac doit s'accompagner d'une prestation de collecte et de traitement des sacs, réalisée par l'Eurométropole de Strasbourg.

\*\* La mise à disposition de sacs non collectés et non traités ne peut être réalisée qu'en complément d'une autre prestation de l'Eurométropole de Strasbourg (mise en place de bennes, bacs, bornes ou conteneurs) incluant les coûts de collecte et de traitement des déchets.

Tout rouleau de 20 sacs entamé est dû.

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour la gestion des déchets résiduels assimilés. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

Date d'effet : dès publication de la délibération

**6) Tarifs pour la mise en place exceptionnelle de corbeilles à Compaction Solaire\***

- Prix d'une corbeille à compaction solaire (en cas de perte ou de vol) : 4390€ HT
- Forfait/jour pour la mise à disposition d'une corbeille : 3,00 € HT
- Mise en place et enlèvement d'une corbeille à compaction : 78.00 € HT
- Prix unitaire d'un sac de 110 litres dédié au modèle de corbeilles à compaction solaire : 0.50 € HT l'unité.

*\* La mise en place et enlèvement d'une corbeille à compaction solaire doit s'accompagner d'une prestation de collecte et de traitement des sacs, réalisée par l'Eurométropole de Strasbourg.*

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour la gestion des déchets résiduels assimilés. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

Date d'effet : dès publication de la délibération

## **FRAIS DE REMPLACEMENT DES BACS ENDOMMAGES OU DISPARUS**

Type de Bac	Tarif
40 litres	64,00 €
80 litres	59,00 €
110 litres	64,50 €
120 litres	58,00 €
140 litres	72,00€
180 litres	64,50 €
240 litres	67,50 €
340-360 litres	87,00 €
500 litres	181,50 €
660 litres	181,00 €
770 litres (plastique)	193,50 €
1 100 litres (plastique)	223,00 €
770 litres (tôle)	784,50 €
1 100 litres (tôle)	849,00 €

En cas de remplacement de bacs dont le volume n'est pas énoncé ci-dessus, le tarif appliqué comprend :

- les bordereau des prix en vigueur utilisés dans le cadre du marché,
- le coûts de placement/retrait du bac,
- le coût de suivi administratif,
- les charges de structure.

**Tarif dans le cadre des prestations de collecte des déchets ménagers et non-ménagers non assujetties à la TVA en application de l'Article 256B du Code Général des Impôts.**

## **FORFAIT POUR LA RECHERCHE D'OBJETS DANS UN CONTENANT DE COLLECTE**

Forfait horaire pour la recherche d'objets dans un contenant de collecte : 77,00 € HT. Toute heure entamée est due.

**Tarif dans le cadre des prestations de collecte des déchets ménagers et non-ménagers non assujetties à la TVA en application de l'Article 256B du Code Général des Impôts.**



## **APPORTS AU CENTRE DE VALORISATION DES DECHETS VERTS**

<b>Nature du traitement</b>	<b>Tarif (€ HT/tonne)</b>
Traitement déchets verts (produits bruts)	43,00 €
Traitement déchets verts (produits broyés)	39,00 €

Ces prestations sont assujetties au taux de TVA en vigueur.

## **FORFAIT ENLEVEMENT ET TRAITEMENT DE DEPOTS SAUVAGES**

Forfait pour l'enlèvement de dépôts sauvages dans la limite d'une tonne de déchets traités par incinération : 291,50 € HT

En cas de dépôts sauvages d'un poids supérieur à une tonne et/ou impliquant des modes de traitement des déchets différents de l'incinération et/ou nécessitant l'intervention de moyens humains ou matériels différents ou supplémentaires (plusieurs véhicules, rotations, ...), le montant facturé correspondra au coût réel des moyens mis en œuvre pour réaliser la prestation.

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour l'ensemble des prestations concernant la gestion des déchets résiduels assimilés. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

**Ces prestations ne sont pas assujetties à la TVA en application de l'Article 256B du Code Général des Impôts.**

## **FORFAIT ENLEVEMENT ET TRAITEMENT DE DEPOTS SAUVAGES PNEUS**

Forfait pour l'enlèvement de dépôts sauvages de pneus : 291,50 €

En cas de dépôts sauvages d'un poids supérieur à une tonne et/ou impliquant des modes de traitement des déchets différents de l'incinération et/ou nécessitant l'intervention de moyens humains ou matériels différents ou supplémentaires (plusieurs véhicules, rotations, ...), le montant facturé correspondra au coût réel des moyens mis en œuvre pour réaliser la prestation.

La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) s'applique en sus des coûts mentionnés ci-dessus pour l'ensemble des prestations concernant la gestion des déchets résiduels assimilés. Elle s'applique selon la réglementation en vigueur.

**Ces prestations ne sont pas assujetties à la TVA en application de l'Article 256B du Code Général des Impôts.**

Date d'effet : dès publication de la délibération

# Décision modificative n°1



Document réglementaire

2023



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**METROPOLE : EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800017

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

**M. 57**

**Décision modificative 1 (3)**

**Voté par nature**

BUDGET : EUROMETROPOLE STRASBOURG (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	Sans Objet
B - Modalités de vote du budget	4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	5
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	6
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	7

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	8
B1 - Présentation des AP votées	9
B2 - Présentation des AE votées	Sans Objet
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	16
D1 - Balance générale - Dépenses	18
D2 - Balance générale - Recettes	20

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	Sans Objet
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	Sans Objet
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	Sans Objet
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	36
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	39
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	45

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée


A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	49
A1.01 - Opérations non ventilables	51
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	52
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	55
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	56
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	57
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	60
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	63
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	66
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	67
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	70
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	72
A1.908 - Fonction 8 - Transports	75
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	79
A2.01 - Opérations non ventilables	81
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	82
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	88
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	89
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	90
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	93
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	97
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	100
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	101
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	102
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	105
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	107
A2.938 - Fonction 8 - Transports	111

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
<b>B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements</b>	115
B3.1 - Etat des provisions constituées	117
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
<b>B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers</b>	119
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
<b>B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale</b>	134
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	137
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	138
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	140

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b>	<b>C1</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	1 105 475 518,67	1 129 531 788,25	-16 416 261,98	A1 7 640 007,60
<b>Investissement</b>	345 187 877,97	327 459 000,15 (3)	-25 942 699,71	A2 -43 671 577,53
<b>Fonctionnement</b>	760 287 640,70	802 072 788,10 (4)	9 526 437,73	A3 51 311 585,13

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 17 505 274,95	III + IV 13 400 000,00	B1	-4 105 274,95
<b>Investissement</b>	I 17 505 274,95	III 13 400 000,00	B2	-4 105 274,95
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	3 534 732,65
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	-47 776 852,48
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	51 311 585,13

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b>	<b>C2</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>17 505 274,95</b>
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	813 456,98
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	11 400,00
21	Immobilisations corporelles (3)	14 823 570,96
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	36 293,95
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	1 800 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	20 553,06
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	14 641,26
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	5 911,80
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES</b>	<b>C3</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III)	<b>13 400 000,00</b>
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		13 400 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV)	<b>0,00</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>		<b>II</b>	
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>		<b>A</b>	
		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	14 400 000,00	14 400 000,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>
		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	8 800 000,00	8 800 000,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>23 200 000,00</b>	<b>23 200 000,00</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>	<b>B1</b>

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0267	38RH	204, 21, 23	0,00
AP0115	ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein	21, 23	13,40
AP0347	Accompagnement accessibilité Arc ouest	20, 23	212 000,00
AP0135	Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011	23	389 043,42
AP0348	Accès sud Ligne Fret PAS	20, 204	400 000,00
AP0259	Acquisition véhicules et engins pour les services 2016/2019	21, 23	0,00
AP0117	Aide au logement	204	15 331 150,00
AP0336	Alimentation réseaux de chaleur - BSW	21	0,00
AP0303	Amélioration des piscines 2018-2020	23	3 259 319,53
AP0161	Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012	23	609 187,52
AP0332	Aménag baignade naturel.&milieu urbain,création ilots fraich	23	120 000,00
AP0319	Aménagement des abords Stade de la Meinau	21, 23	96 000,89
AP0311	Aménagement gares routières	20, 23	150 000,00
AP0078	Aménagement urbain	20, 204, 23	0,00
AP0333	Amélioration et rénovation des piscines 2021 - 2023	23	107 397,00
AP0323	Arbres d'alignement	21	1 289 282,00
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	204, 21, 23	0,00
AP0362	Avenue du Rhin	21, 23	144 240,00
AP0187	Aérodrome du Polygone	23	0,00
AP0330	Biodiversité,préventionrisques,renfor. résilience territoire	23	350 000,00
AP0275	Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	20, 23, 4541126	6 512 200,00
AP0149	CARDO - EX PAPS-PCPI	458114	2 068 082,93
AP0344	CPER 2021-2027/Triennal 2021-2023	204	2 842 500,00
AP0354	Capitalisation au fonds Mutuelles Impact	26	750 000,00
AP0337	Centre d'éducation routière à Schiltigheim	23	0,00
AP0142	Constr. et équip. de médiathèques communautaires	21, 23	4 204 041,69
AP0046	Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS	21, 23	864,77
AP0143	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	204, 23	100 000,00
AP0130	Contrat de projets 2007-2013	204	0,00
AP0246	Contrat plan Etat-Région 2014-2020	204	1 035 000,00
AP0120	Contrat triennal 2006-2008	204, 21, 23	2 025 641,40
AP0293	Contrat triennal 2018-2020	204, 26, 27	1 025 000,00
AP0244	Contrats performance des pôles de compétitivité	204	700 000,00
AP0364	Covoiturage	21	3 000,00
AP0312	Création Parkings Communes	21, 23	681 174,09
AP0030	Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage	23	0,00
AP0350	Création lieux de stationnement gens du voyage 2022-2026	23	500 000,00
AP0264	Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19	20, 21, 23	129 802,78
AP0106	Création, ext. et restruct. des cimetières communautaires	23	378 272,65
AP0343	Création, ext.&restruct. cimetières communautaires 2022-2025	21	199 419,00
AP0220	Deux rives	204, 21, 23, 27	0,00
AP0278	Digues	20, 21, 23	0,00
AP0355	Démonstrateur Ville Durable Citadelle quartier bas carbon4 20	20, 204	316 335,00
AP0211	Déploiement de toilettes automatiques	23	731,52

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0170	Développement du vélo dans l'agglomération - 2015	20, 204, 21, 23	0,00
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	23	1 592 534,77
AP0279	Déviations réseaux nouv. extensions de transports en commun	21	825 174,66
AP0363	Enquête ménage certifié CEREMA	20	0,00
AP0169	Enseignement supérieur et recherche	204, 23	2 554 199,50
AP0357	Entretien des ouvrages d'art sur le territoire de l'EMS	20, 204, 21, 23	3 506 138,28
AP0338	Entretien des voiries du Port Autonome de Strasbourg	21	25 000,00
AP0136	Espace public et multimodalité 2008-2011	21, 23	0,00
AP0272	Espace public et multimodalité 2017-2021	20, 21, 23	905 038,47
AP0239	Extension des réseaux électriques	21	450 023,00
AP0356	Extension des réseaux électriques 2023-2030	21	399 512,27
AP0366	Extension du stationnement payant - travaux de marquage	21	170 000,00
AP0208	Extension tram A Illkirch	21, 23, 454109,	0,00
		4541109	
AP0223	Extension tram E Robertsau	20, 21, 23,	0,00
		4541113	
AP0292	Feuille de route digitale	20, 21	604 507,93
AP0281	Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles	204, 21, 23,	2 302 818,70
		458123, 458125,	
		458126	
AP0195	Fonds de concours projets routiers	204	100 000,00
AP0288	Fonds de concours équipements transférés	204	420 000,00
AP0286	Fonds de soutien à la production audiovisuelle horizon 2020	13, 20	1 034 825,00
AP0245	Fonds européens FEDER	204, 23	1 149 753,32
AP0306	GEMAPI	20, 21	638 225,58
AP0116	Ingénierie ANRU	13, 20, 204, 21	0,00
AP0358	Innovation ? Économie culturelle et créative	204	337 000,00
AP0282	Installation et rénovation de toilettes publiques	21	0,00
AP0361	Intervention sur l'Espace public en lien avec ouvrages mixte	23	0,00
AP0277	Inventaire historique urbain	20	366 050,00
AP0008	Les rives du Bohrie à Ostwald	20, 21, 23	0,00
AP0299	Liaison Gare de Strasbourg-Wacken	20, 21, 23,	40 000,00
		4541128	
AP0334	Maîtrise d'ouvrage déléguée/Gestion patrimoine EMS 2021-2026	23	175 115,00
AP0218	Mise aux normes accessibilité Zénith	23	925 200,00
AP0266	Mise aux normes du stade de la Meinau	20, 204, 23	42 474,30
AP0241	Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries	21	485 000,00
AP0049	Mise en sécurité des bâtiments	23	167 500,00
AP0296	Mise à niveau de la défense extérieure contre l'incendie	21	178 854,00
AP0321	Mobilier de propreté à compaction solaire	21	139 464,00
AP0042	Médiathèque André Malraux	20, 21, 23	10 691,66
AP0280	Next Med - Technoparc	204, 23	0,00
AP0271	Nouv projets de transport - Conduite de projet et études	20, 204	56 148,00
AP0301	Nouveau Parc des Expositions	204, 23	17 900 000,00
AP0294	Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)	20, 204, 21, 23,	8 973 070,52
		458127	
AP0360	OPAH RU	20, 204	399 200,00
AP0200	Optimisation des déchets	20, 21, 23	3 932 505,42
AP0342	Opérations connexes Tram	23	2 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0257	Parc Naturel Urbain	204, 21	315 500,00
AP0340	Parkings 2 Rives	21	0,00
AP0315	Patinoire	23	670 000,00
AP0214	Plan campus	204	1 113 500,00
AP0026	Porte de France	20, 204, 21, 23, 458121	43 317,26
AP0183	Porte des Romains	21, 23	1 008 740,00
AP0237	Programme voirie 2015-2020 - Communes	20, 21, 23	838 270,23
AP0238	Programme voirie 2015-2020 - Strasbourg	20, 204, 21, 23, 4541115, 458115, 458116	2 074 999,66
AP0325	Programme voirie 2021-2026 : Communes	20, 21, 23	6 704 584,79
AP0326	Programme voirie 2021-2026 : Strasbourg	20, 21, 23	4 431 641,61
AP0226	Projet SMARTCITY	20, 21	355 000,00
AP0175	Projet Wacken Europe	13, 20, 204, 21, 23, 458124	4 677 048,84
AP0192	Projets Arc Centre	21, 23	0,00
AP0193	Projets Arc Ouest	20, 204, 21, 23	4 251 500,00
AP0191	Projets d'aménagement 2012-2014	21, 23	623 500,00
AP0247	Projets d'aménagement 2015-2017	23	1 515 000,00
AP8002	Projets espace public Communes	21, 23	382 558,94
AP8001	Projets espace public Strasbourg	204, 21, 23, 458118	162 531,65
AP0310	Prolongement ligne C Neuhof (Reuss à Stockfeld)	20, 23	0,00
AP0322	Prévention érosion des sols et ruissellement non urbains	20, 21, 4541124, 4541125	216 800,00
AP0155	Pépinières d'entreprises	204, 23	0,00
AP0189	Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"	23	4 326 706,14
AP0359	Relocalisation du district de propreté Fritz Kiener	23	0,00
AP0305	Remboursement travaux immeuble de la bourse	204	643 400,00
AP0309	Renouvel parc véhicules et engins ZFE-acquisitions 2020-2024	21, 23	13 421 266,88
AP0307	Renouvellement des appareils de chauffage au bois	204	126 676,00
AP0236	Renouvellement du parc machine 2015-2017	21	75 579,62
AP0285	Renouvellement du parc machine imprimerie 2018-2020	21	19 336,57
AP0313	Renouvellement du parc machines 2020-2023	21	0,00
AP0243	Requalification de l'A35-CPER 2014-2020	20, 204, 23	583 153,50
AP0289	Requalification des réseaux de vapeur et mises en conformité	20, 204, 21, 23	1 240 000,00
AP0314	Restaurations cours eau&zones humides-Rétab.Continuités éco.	20, 21, 23, 4541122	1 771 013,00
AP0302	Restructuration du Stade de la Meinau	23	29 842 633,78
AP0273	Routes départementales	21, 23	2 119 276,63
AP0201	Rue du péage	21, 23, 458122	1 088 568,11
AP0345	Réaménagements voiries pour REM interurbain	23	500 000,00
AP0335	Réfection bâtiment Archives Communautaires 2021-2026	23	40 000,00
AP0365	Réfection de fouilles	21	461 000,00
AP0351	Réhab. et humanisation Fritz Kiener - hébergement urgence	204	20 000,00
AP0316	SIG Arena	204	0,00
AP0131	Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012	20, 21, 23	172 964,00
AP0308	Schéma directeur des systèmes d'information 2020-2026	20, 21	7 063 692,99

**EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - DM - 2023**

<b>AUTORISATION DE PROGRAMME (1)</b>		<b>Chapitre(s)</b>	<b>Montant</b>
<b>Numéro</b>	<b>Libellé</b>		
AP0232	Schéma directeur des systèmes d'information 2015-2020	20, 21, 23	346 005,00
AP0331	Structur. filières locales-projets alimentaires territoriaux	20, 204, 23	172 000,00
AP0154	Système de collecte enterrée	13, 21, 23	520 000,00
AP0290	Sécurisation des espaces publics	21	592 646,67
AP0346	Sécurisation passages piétons	21, 23	30 000,00
AP0341	TSD/Territoire Santé de Demain	204	829 594,00
AP0320	TSPO - A351	204, 21, 23	21 737 604,36
AP0300	Tram Koenigshoffen-2e phase	20, 23, 4541129	3 471 500,00
AP0298	Tram Nord	20, 21, 23, 4541127	4 274 215,05
AP0234	Tramway Koenigshoffen	20, 21, 23, 4541119	2 656 272,34
AP0367	Transactions Immobilières 2024-2026	21	0,00
AP0324	Transfert Réseau Routier National	20, 21, 23	7 196 967,00
AP0262	Travaux au Centre Administratif 2016-2019	20, 23	4 568 578,53
AP0240	Travaux de consolidation des cavités souterraines	21, 23	100 000,00
AP0268	Travaux de désamiantage de l'UVE	13, 204, 23	43 315,56
AP0291	Travaux de réaménagement des aires d'accueil	23	150 000,00
AP0035	Travaux de réfection des piscines et plans d'eau	23	27 921,73
AP0304	Tvx/Rénovation dans les immeubles communautaires 2019-2023	23	970 000,00
AP0287	Tvx/Rénovation sur immeubles métropolitains 2018-2020	20, 23	749 559,13
AP0171	VLIO	20, 204, 21, 23	42 000,00
AP0297	Vidéo verbalisation	21	117 092,96
AP0276	Vidéosurveillance	21	767 128,06
AP0260	Ville respirable	204	0,00
AP0249	ZAC Danube	23	21 909,85
AP0352	ZAC Parc d'innovation d'Illkirch	23	126 000,00
AP0349	ZAC des 2 Rives	204, 23, 27	10 335 000,00
AP0031	ZAC des Poteries	21, 23	15 510,92
AP0329	Zone à Faible Emission	204, 21	6 337 000,00
AP0017	Zones d'aménagement concédées	21, 23	18 540,70
<b>TOTAL</b>			<b>255 853 846,03</b>
<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>		020	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>255 853 846,03</b>

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	23 246 931,77	0,00	-1 360 456,51	-1 360 456,51	21 886 475,26
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	51 884 088,42	0,00	-6 847 680,48	-6 847 680,48	45 036 407,94
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	89 993 170,65	0,00	6 721 572,34	6 721 572,34	96 714 742,99
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	129 189 225,43	0,00	-416 813,36	-416 813,36	128 772 412,07
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>294 313 416,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 903 378,01</b>	<b>-1 903 378,01</b>	<b>292 410 038,26</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 500 000,00	0,00	0,00	0,00	5 500 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	82 655 000,00	0,00	0,00	0,00	82 655 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	786 400,00	0,00	0,00	0,00	786 400,00
27	Autres immobilisations financières (4)	16 931 000,00	0,00	0,00	0,00	16 931 000,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>106 072 400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>106 072 400,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	11 173 416,60	0,00	-3 147 224,95	-3 147 224,95	8 026 191,65
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>411 559 232,87</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 050 602,96</b>	<b>-5 050 602,96</b>	<b>406 508 629,91</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	7 400 000,00		0,00	0,00	7 400 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	45 753 501,10		19 450 602,96	19 450 602,96	65 204 104,06
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>53 153 501,10</b>		<b>19 450 602,96</b>	<b>19 450 602,96</b>	<b>72 604 104,06</b>

<b>TOTAL</b>	<b>464 712 733,97</b>	<b>0,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>479 112 733,97</b>
--------------	-----------------------	-------------	----------------------	----------------------	-----------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>43 687 266,03</b>
--	----------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>522 800 000,00</b>
---	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	68 511 406,74	0,00	-7 339 611,56	-7 339 611,56	61 171 795,18
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	194 574 343,13	0,00	-6 692 305,82	-6 692 305,82	187 882 037,31
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	285 000,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
21	Immobilisations corporelles (4)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	151 660,49	0,00	5 100,88	5 100,88	156 761,37
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>263 552 410,36</b>	<b>0,00</b>	<b>-14 026 816,50</b>	<b>-14 026 816,50</b>	<b>249 525 593,86</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	23 970 000,00	0,00	0,00	0,00	23 970 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	47 792 540,98	0,00	0,00	0,00	47 792 540,98
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	20 030 000,00	0,00	0,00	0,00	20 030 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	176 000,00	0,00	0,00	0,00	176 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	6 262 061,01	0,00	949 727,49	949 727,49	7 211 788,50
024	Produits des cessions d'immobilisations	9 238 000,00	0,00	-1 988 000,00	-1 988 000,00	7 250 000,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>107 553 601,99</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 038 272,51</b>	<b>-1 038 272,51</b>	<b>106 515 329,48</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	6 440 486,55	0,00	-1 585 513,95	-1 585 513,95	4 854 972,60
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>377 546 498,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-16 650 602,96</b>	<b>-16 650 602,96</b>	<b>360 895 895,94</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	17 300 000,00		11 250 000,00	11 250 000,00	28 550 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	67 800 000,00		350 000,00	350 000,00	68 150 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	45 753 501,10		19 450 602,96	19 450 602,96	65 204 104,06
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>130 853 501,10</b>		<b>31 050 602,96</b>	<b>31 050 602,96</b>	<b>161 904 104,06</b>

<b>TOTAL</b>	<b>508 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>522 800 000,00</b>
--------------	-----------------------	-------------	----------------------	----------------------	-----------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>522 800 000,00</b>
---	-----------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)</b>	<b>89 300 000,00</b>
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>C2</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	130 217 924,58	0,00	-2 248 897,84	-2 248 897,84	127 969 026,74
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	368 462 776,00	0,00	-250,00	-250,00	368 462 526,00
014	Atténuations de produits	90 718 171,00	0,00	-454 738,00	-454 738,00	90 263 433,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	148 533 128,42	0,00	-4 199 601,14	-4 199 601,14	144 333 527,28
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	348 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00	370 000,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>738 280 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>731 398 513,02</b>
66	Charges financières	18 150 000,00	0,00	0,00	0,00	18 150 000,00
67	Charges spécifiques (4)	670 000,00	0,00	0,00	0,00	670 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	4 200 000,00		4 081 486,98	4 081 486,98	8 281 486,98
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>761 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>758 500 000,00</b>

023	Virement à la section d'investissement (5)	17 300 000,00		11 250 000,00	11 250 000,00	28 550 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	67 800 000,00		350 000,00	350 000,00	68 150 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>85 100 000,00</b>		<b>11 600 000,00</b>	<b>11 600 000,00</b>	<b>96 700 000,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>846 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>855 200 000,00</b>
--------------	-----------------------	-------------	---------------------	---------------------	-----------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>855 200 000,00</b>
--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>C2</b>

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	2 506 005,00	0,00	-0,45	-0,45	2 506 004,55
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	280 431 425,00	0,00	638 250,00	638 250,00	281 069 675,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	126 092 974,00	0,00	6 634 927,00	6 634 927,00	132 727 901,00
731	Fiscalité locale	252 481 182,00	0,00	56 134,00	56 134,00	252 537 316,00
74	Dotations et participations (4)	134 264 110,36	0,00	339 883,41	339 883,41	134 603 993,77
75	Autres produits de gestion courante (4)	23 901 411,80	0,00	629 082,20	629 082,20	24 530 494,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>819 677 108,16</b>	<b>0,00</b>	<b>8 298 276,16</b>	<b>8 298 276,16</b>	<b>827 975 384,32</b>
76	Produits financiers	942 500,00	0,00	0,00	0,00	942 500,00
77	Produits spécifiques (4)	131 614,62	0,00	21 202,05	21 202,05	152 816,67
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	13 300 000,00		480 521,79	480 521,79	13 780 521,79
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>834 051 222,78</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>842 851 222,78</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	7 400 000,00		0,00	0,00	7 400 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>7 400 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 400 000,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>841 451 222,78</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>850 251 222,78</b>
--------------	-----------------------	-------------	---------------------	---------------------	-----------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>4 948 777,22</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>855 200 000,00</b>
--	-----------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)</b>	<b>89 300 000,00</b>	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	----------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE – DEPENSES</b>	<b>D1</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	-1 360 456,51	0,00	-1 360 456,51
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	-6 847 680,48	0,00	-6 847 680,48
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	6 721 572,34	0,00	6 721 572,34
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-416 813,36	18 514 296,91	18 097 483,55
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	936 306,05	936 306,05
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	-3 147 224,95	0,00	-3 147 224,95
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>-5 050 602,96</b>	<b>19 450 602,96</b>	<b>14 400 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>14 400 000,00</b>
---	----------------------

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-2 248 897,84		-2 248 897,84
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	-250,00		-250,00
014	Atténuations de produits	-454 738,00		-454 738,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-4 199 601,14	0,00	-4 199 601,14
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	22 000,00		22 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	4 081 486,98	350 000,00	4 431 486,98
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		11 250 000,00	11 250 000,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>-2 800 000,00</b>	<b>11 600 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>8 800 000,00</b>
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE – RECETTES</b>	<b>D2</b>

**RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	-7 339 611,56	0,00	-7 339 611,56
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-6 692 305,82	0,00	-6 692 305,82
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	114 296,91	114 296,91
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	5 557,04	5 557,04
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	5 100,88	19 330 749,01	19 335 849,89
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	949 727,49	0,00	949 727,49
28	Amortissement des immobilisations		350 000,00	350 000,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	-1 585 513,95	0,00	-1 585 513,95
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		11 250 000,00	11 250 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	-1 988 000,00		-1 988 000,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>-16 650 602,96</b>	<b>31 050 602,96</b>	<b>14 400 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>14 400 000,00</b>
---	----------------------

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	-0,45		-0,45
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	638 250,00		638 250,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	6 634 927,00		6 634 927,00
731	Fiscalité locale	56 134,00		56 134,00
74	Dotations et participations (8)	339 883,41		339 883,41
75	Autres produits de gestion courante (8)	629 082,20	0,00	629 082,20
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	21 202,05	0,00	21 202,05
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	480 521,79	0,00	480 521,79
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>8 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>8 800 000,00</b>
--	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b>	<b>A</b>

## DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>464 712 733,97</b>	<b>0,00</b>	<b>255 853 846,03</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>-10 859 490,65</b>	<b>25 259 490,65</b>	<b>14 400 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	23 246 931,77	0,00	15 669 576,28	-1 360 456,51	-1 360 456,51	-1 155 456,51	-205 000,00	-1 360 456,51
204	Subventions d'équipement versées (10)	51 884 088,42	0,00	41 767 161,71	-6 847 680,48	-6 847 680,48	-6 006 187,71	-841 492,77	-6 847 680,48
21	Immobilisations corporelles	89 993 170,65	0,00	50 384 355,57	6 721 572,34	6 721 572,34	-118 808,12	6 840 380,46	6 721 572,34
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	129 189 225,43	0,00	128 592 113,88	-416 813,36	-416 813,36	-431 813,36	15 000,00	-416 813,36
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>294 313 416,27</b>	<b>0,00</b>	<b>236 413 207,44</b>	<b>-1 903 378,01</b>	<b>-1 903 378,01</b>	<b>-7 712 265,70</b>	<b>5 808 887,69</b>	<b>-1 903 378,01</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	82 655 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	786 400,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	16 931 000,00	0,00	11 325 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>106 072 400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 075 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	11 173 416,60	0,00	0,00	-3 147 224,95	-3 147 224,95	-3 147 224,95	0,00	-3 147 224,95
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>411 559 232,87</b>	<b>0,00</b>	<b>255 853 846,03</b>	<b>-5 050 602,96</b>	<b>-5 050 602,96</b>	<b>-10 859 490,65</b>	<b>5 808 887,69</b>	<b>-5 050 602,96</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	7 400 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	45 753 501,10			19 450 602,96	19 450 602,96		19 450 602,96	19 450 602,96
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>53 153 501,10</b>			<b>19 450 602,96</b>	<b>19 450 602,96</b>		<b>19 450 602,96</b>	<b>19 450 602,96</b>

<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>Total des dépenses d'investissement cumulées</b>	<b>14 400 000,00</b>
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b>	<b>A</b>

## RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>460 607 459,02</b>	<b>0,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	68 511 406,74	0,00	-7 339 611,56	-7 339 611,56	-7 339 611,56
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	194 574 343,13	0,00	-6 692 305,82	-6 692 305,82	-6 692 305,82
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	151 660,49	0,00	5 100,88	5 100,88	5 100,88
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>263 552 410,36</b>	<b>0,00</b>	<b>-14 026 816,50</b>	<b>-14 026 816,50</b>	<b>-14 026 816,50</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	23 970 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	20 030 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 262 061,01	0,00	949 727,49	949 727,49	949 727,49
024	Produits des cessions d'immobilisations	9 238 000,00	0,00	-1 988 000,00	-1 988 000,00	-1 988 000,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>59 761 061,01</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 038 272,51</b>	<b>-1 038 272,51</b>	<b>-1 038 272,51</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	6 440 486,55	0,00	-1 585 513,95	-1 585 513,95	-1 585 513,95
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>329 753 957,92</b>	<b>0,00</b>	<b>-16 650 602,96</b>	<b>-16 650 602,96</b>	<b>-16 650 602,96</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	17 300 000,00		11 250 000,00	11 250 000,00	11 250 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	67 800 000,00		350 000,00	350 000,00	350 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	45 753 501,10		19 450 602,96	19 450 602,96	19 450 602,96
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>130 853 501,10</b>		<b>31 050 602,96</b>	<b>31 050 602,96</b>	<b>31 050 602,96</b>

<b>R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>Affectation au compte 1068 (9)</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

<b>Total des recettes d'investissement cumulées</b>	<b>14 400 000,00</b>
---	----------------------

- (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
- (5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III	
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								A1	
Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>464 712 733,97</b>	<b>0,00</b>	<b>255 853 846,03</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>-10 859 490,65</b>	<b>25 259 490,65</b>	<b>14 400 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	23 246 931,77	0,00	15 669 576,28	-1 360 456,51	-1 360 456,51	-1 155 456,51	-205 000,00	-1 360 456,51
202	Frais réalisation documents urbanisme	679 022,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	10 411 683,99	0,00		-735 901,21	-735 901,21	-485 901,21	-250 000,00	-735 901,21
2032	Frais de recherche et de développement	524 394,00	0,00		85 000,00	85 000,00	0,00	85 000,00	85 000,00
2033	Frais d'insertion	15 358,28	0,00		-2 358,28	-2 358,28	-2 358,28	0,00	-2 358,28
2051	Concessions, droits similaires	11 611 473,10	0,00		-702 197,02	-702 197,02	-667 197,02	-35 000,00	-702 197,02
2088	Autres immobilisations incorporelles	5 000,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	51 884 088,42	0,00	41 767 161,71	-6 847 680,48	-6 847 680,48	-6 006 187,71	-841 492,77	-6 847 680,48
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	2 039,09	0,00		202 965,00	202 965,00	202 965,00	0,00	202 965,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	616 395,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	955 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	485 685,00	0,00		-79 885,00	-79 885,00	-79 885,00	0,00	-79 885,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	3 207 973,77	0,00		-1 010 073,77	-1 010 073,77	-1 010 073,77	0,00	-1 010 073,77
20415342	IC : Bâtiments, installations	289 419,94	0,00		-289 419,94	-289 419,94	-289 419,94	0,00	-289 419,94
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	831 675,00	0,00		-15 544,14	-15 544,14	-15 320,00	-224,14	-15 544,14
204182	Autres org pub - Bât. et installations	12 680 292,00	0,00		-2 253 875,00	-2 253 875,00	-2 253 875,00	0,00	-2 253 875,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	11 974 972,78	0,00		-1 507 986,00	-1 507 986,00	-1 416 800,00	-91 186,00	-1 507 986,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	20 840 635,54	0,00		-1 893 861,63	-1 893 861,63	-1 143 779,00	-750 082,63	-1 893 861,63
21	Immobilisations corporelles	89 993 170,65	0,00	50 384 355,57	6 721 572,34	6 721 572,34	-118 808,12	6 840 380,46	6 721 572,34
2111	Terrains nus	3 120 365,61	0,00		-699 999,00	-699 999,00	-699 999,00	0,00	-699 999,00
2112	Terrains de voirie	700 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 615 319,45	0,00		-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00	0,00	-300 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	5 297 407,63	0,00	137	-1 708 497,00	-1 708 497,00	-1 668 497,00	-40 000,00	-1 708 497,00

EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - DM - 2023

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	7 000 000,00	0,00		6 920 750,15	6 920 750,15	0,00	6 920 750,15	6 920 750,15
21351	Bâtiments publics	5 516 720,47	0,00		162 653,31	162 653,31	-18 977,00	181 630,31	162 653,31
2138	Autres constructions	537 500,00	0,00		-412 500,00	-412 500,00	-412 500,00	0,00	-412 500,00
2151	Réseaux de voirie	19 375 311,54	0,00		-1 453 760,00	-1 453 760,00	-1 453 760,00	0,00	-1 453 760,00
2152	Installations de voirie	4 279 458,89	0,00		-185 000,00	-185 000,00	-185 000,00	0,00	-185 000,00
21534	Réseaux d'électrification	73 502,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	11 399 838,89	0,00		-2 000,00	-2 000,00	-2 000,00	0,00	-2 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	360 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21572	Matériel technique scolaire	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	809 835,54	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	7 621,33	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	9 560 062,57	0,00		-455 000,00	-455 000,00	-455 000,00	0,00	-455 000,00
21621	Biens sous-jacents	7 528,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	465 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	8 696 405,39	0,00		5 104 380,88	5 104 380,88	5 271 380,88	-167 000,00	5 104 380,88
21838	Autre matériel informatique	7 033 650,47	0,00		52 921,00	52 921,00	52 921,00	0,00	52 921,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 524 532,29	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	660 339,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 947 770,28	0,00		-302 377,00	-302 377,00	-247 377,00	-55 000,00	-302 377,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	129 189 225,43	0,00	128 592 113,88	-416 813,36	-416 813,36	-431 813,36	15 000,00	-416 813,36
2312	Agencements et aménagements de terrains	8 781 308,84	0,00		-1 613 000,00	-1 613 000,00	-1 613 000,00	0,00	-1 613 000,00
2313	Constructions	72 505 504,10	0,00		-1 708 681,22	-1 708 681,22	-1 708 681,22	0,00	-1 708 681,22
2315	Install., matériel et outill. technique	42 218 777,73	0,00		-526 632,14	-526 632,14	-526 632,14	0,00	-526 632,14
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	5 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	5 678 534,76	0,00		3 431 500,00	3 431 500,00	3 416 500,00	15 000,00	3 431 500,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>294 313 416,27</b>	<b>0,00</b>	<b>236 413 207,38</b>	<b>-1 903 378,01</b>	<b>-1 903 378,01</b>	<b>-7 712 265,70</b>	<b>5 808 887,69</b>	<b>-1 903 378,01</b>

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1021	Dotation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	5 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	82 655 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	7 625 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16318	Autres emprunts obligataires	14 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	41 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	786 400,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	786 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	16 931 000,00	0,00	11 325 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	85 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	1 025 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 011 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	13 800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>106 072 400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 075 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	11 173 416,60	0,00	0,00	-3 147 224,95	-3 147 224,95	-3 147 224,95	0,00	-3 147 224,95
4541107	Aménagement de voirie pour tiers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
4541111	Travaux voirie suite aux fouilles gestionnaires de réseaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	314 641,26	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541117	Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux	300 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541119	Tram Koennigshoffen - déviation de réseaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541120	Déviations de réseaux - PEM Poteries	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541122	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	2 071 013,00	0,00		-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00	0,00	-300 000,00
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	45 911,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541124	Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux	75 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541125	Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm	0,00	0,00		76 800,00	76 800,00	76 800,00	0,00	76 800,00
4541126	Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile	834 000,00	0,00		-354 000,00	-354 000,00	-354 000,00	0,00	-354 000,00
4541127	Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim	200 000,00	0,00		634 935,05	634 935,05	634 935,05	0,00	634 935,05
4541129	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	1 910 400,00	0,00		-1 310 400,00	-1 310 400,00	-1 310 400,00	0,00	-1 310 400,00
458107	Centre de soins des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458109	Liaison interport	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458114	PAPS-PCPI	3 068 082,93	0,00		-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00
458115	Aménagement place d'Austerlitz	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458116	Aménagement place du Château	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458119	Aménagement RN4	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458120	Mise aux normes de sécurité du Tunnel de l'Etoile	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458122	Démolition pour aménagement de la rue du Péage	229 568,11	0,00		-41 000,00	-41 000,00	-41 000,00	0,00	-41 000,00
458123	Travaux SINGRIST	251 239,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458124	Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts	340 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458125	Essex Rotterdam	800 000,00	0,00	140	-800 000,00	-800 000,00	-800 000,00	0,00	-800 000,00



Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
458126	Espex Schiltigheim	680 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458127	NPNRU - Ecrivains Communes Nord	53 560,00	0,00		-53 560,00	-53 560,00	-53 560,00	0,00	-53 560,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>411 559 232,87</b>	<b>0,00</b>	<b>255 853 846,03</b>	<b>-5 050 602,96</b>	<b>-5 050 602,96</b>	<b>-10 859 490,65</b>	<b>5 808 887,69</b>	<b>-5 050 602,96</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	7 400 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	7 400 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
1021	Dotation	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	2 100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13912	Subv. transf. Régions	420 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13913	Subv. transf. Départements	170 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
139141	Subv. transf. Communes membres du GFP	4 460 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
139151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
139172	Subv. transf. FEDER	200 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	50 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
4541104	Tram Kehl	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
458107	Centre de soins des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	45 753 501,10			19 450 602,96	19 450 602,96		19 450 602,96	19 450 602,96
204412	Sub nat org pub - Bât. et installations	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	33 672,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	82 440,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	10 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	98 454,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	7 836,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2313	Constructions	300 000,00			18 400 000,00	18 400 000,00		18 400 000,00	18 400 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	30 932 960,57			114 296,91	114 296,91		114 296,91	114 296,91
2318	Autres immo. corporelles en cours	4 008,62			0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
2762	Créances transf. droit déduction TVA	4 294 129,91			936 306,05	936 306,05		936 306,05	936 306,05
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>53 153 501,10</b>			<b>19 450 602,96</b>	<b>19 450 602,96</b>		<b>19 450 602,96</b>	<b>19 450 602,96</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>A3</b>

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>460 607 459,02</b>	<b>0,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>	<b>14 400 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	68 511 406,74	0,00	-7 339 611,56	-7 339 611,56	-7 339 611,56
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	14 221 454,50	0,00	-99 031,89	-99 031,89	-99 031,89
1312	Subv. transf. Régions	8 647 082,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	5 455 981,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	14 427 137,06	0,00	0,00	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	2 500,00	0,00	-2 500,00	-2 500,00	-2 500,00
13172	Subv. transf. FEDER	1 289 715,66	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 838 450,00	0,00	6 550,00	6 550,00	6 550,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	12 579 699,93	0,00	-7 587 813,67	-7 587 813,67	-7 587 813,67
1323	Subv. non transf. Départements	75 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	3 275 278,59	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	894 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	4 700 000,00	0,00	373 184,00	373 184,00	373 184,00
1348	Autres fonds non transférables	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	194 574 343,13	0,00	-6 692 305,82	-6 692 305,82	-6 692 305,82
16318	Autres emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	194 574 343,13	0,00	-6 692 305,82	-6 692 305,82	-6 692 305,82
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	151 660,49	0,00	5 100,88	5 100,88	5 100,88
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 414,88	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	5 100,88	5 100,88	5 100,88
238	Avances commandes immo corporelles	149 245,61	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>263 552 410,36</b>	<b>0,00</b>	<b>-14 026 816,50</b>	<b>-14 026 816,50</b>	<b>-14 026 816,50</b>

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	23 970 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	14 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	9 970 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	20 030 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 262 061,01	0,00	949 727,49	949 727,49	949 727,49
2743	Prêts au personnel	58 613,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	201 567,37	0,00	3 847,86	3 847,86	3 847,86
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transf. droit déduction TVA	4 294 129,91	0,00	936 306,05	936 306,05	936 306,05
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	707 750,73	0,00	9 573,58	9 573,58	9 573,58
024	Produits des cessions d'immobilisations	9 238 000,00	0,00	-1 988 000,00	-1 988 000,00	-1 988 000,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>59 761 061,01</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 038 272,51</b>	<b>-1 038 272,51</b>	<b>-1 038 272,51</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	6 440 486,55	0,00	-1 585 513,95	-1 585 513,95	-1 585 513,95
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>329 753 957,92</b>	<b>0,00</b>	<b>-16 650 602,96</b>	<b>-16 650 602,96</b>	<b>-16 650 602,96</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	17 300 000,00		11 250 000,00	11 250 000,00	11 250 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	67 800 000,00		350 000,00	350 000,00	350 000,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00		0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00		0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation de document	300 000,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	3 000 000,00		0,00	0,00	0,00
28032	Frais de recherche et de développement	200 000,00		0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	50 000,00		0,00	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00		0,00	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	400 000,00		0,00	0,00	0,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	500 000,00		0,00	0,00	0,00
2804121	Subv. Régions : Bien mobilier, matériel	150 000,00		0,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	400 000,00		0,00	0,00	0,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00		0,00	0,00	0,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	50 000,00		0,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00		0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	250 000,00		0,00	0,00	0,00
28041413	Subv.Cne GFP : Projet infrastructure	50 000,00		0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28041482	Subv. Autres cnes: Bâtiments, installations	50 000,00		0,00	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	200 000,00		0,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	50 000,00		0,00	0,00	0,00
28041722	SNCF Réseau : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	1 000 000,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	2 600 000,00		0,00	0,00	0,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 500 000,00		0,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	2 400 000,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	9 000 000,00		0,00	0,00	0,00
280423	Privé : Projet infrastructure	0,00		0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	400 000,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	6 200 000,00		0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	400 000,00		0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 000 000,00		0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	400 000,00		0,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	100 000,00		0,00	0,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 400 000,00		0,00	0,00	0,00
281316	Equipements de cimetière	0,00		0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00		0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	0,00		0,00	0,00	0,00
281328	Autres bâtiments privés	0,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	16 000 000,00		350 000,00	350 000,00	350 000,00
281352	Bâtiments privés	0,00		0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	400 000,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	100 000,00		0,00	0,00	0,00
281571	Matériel ferroviaire	0,00		0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	100 000,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	1 800 000,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	2 800 000,00		0,00	0,00	0,00
2816	Biens histo. et cult. - dépenses amorti.	0,00		0,00	0,00	0,00
281748	Sol autrui - Autres construct° (mad)	0,00		0,00	0,00	0,00
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	0,00		0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00		0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	3 900 000,00		0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 800 000,00		0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	400 000,00		0,00	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	650 000,00		0,00	0,00	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	800 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	45 753 504,10		19 450 602,96	19 450 602,96	19 450 602,96
2031	Frais d'études	1 139 522,80		114 296,91	114 296,91	114 296,91

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
21351	Bâtiments publics	346 416,00		5 557,04	5 557,04	5 557,04
2313	Constructions	3 947 713,91		930 749,01	930 749,01	930 749,01
238	Avances commandes immo corporelles	40 319 848,39		18 400 000,00	18 400 000,00	18 400 000,00
4541201	Ext. réseau tram - remboursé déviations réseaux p/les conces	0,00		0,00	0,00	0,00
4541205	Extension tram A HautePierre-déviations de réseaux	0,00		0,00	0,00	0,00
4541207	Aménagement de voirie pour tiers	0,00		0,00	0,00	0,00
458201	Pôle de gestion université 2000	0,00		0,00	0,00	0,00
458202	Réalisation d'une aire de stationnement à Eschau	0,00		0,00	0,00	0,00
458204	Faculté dentaire	0,00		0,00	0,00	0,00
458205	Jardin des sciences	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>130 853 501,10</b>		<b>31 050 602,96</b>	<b>31 050 602,96</b>	<b>31 050 602,96</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b>	<b>B</b>

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>846 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	130 217 924,58	0,00	0,00	-2 248 897,84	-2 248 897,84	0,00	-2 248 897,84	-2 248 897,84
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	368 462 776,00	0,00		-250,00	-250,00		-250,00	-250,00
014	Atténuations de produits	90 718 171,00	0,00		-454 738,00	-454 738,00		-454 738,00	-454 738,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	148 533 128,42	0,00	0,00	-4 199 601,14	-4 199 601,14	0,00	-4 199 601,14	-4 199 601,14
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	348 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00		22 000,00	22 000,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>738 280 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>-6 881 486,98</b>
66	Charges financières	18 150 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	670 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	4 200 000,00			4 081 486,98	4 081 486,98		4 081 486,98	4 081 486,98
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>23 020 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 081 486,98</b>	<b>4 081 486,98</b>		<b>4 081 486,98</b>	<b>4 081 486,98</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>761 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	17 300 000,00			11 250 000,00	11 250 000,00		11 250 000,00	11 250 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	67 800 000,00			350 000,00	350 000,00		350 000,00	350 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>85 100 000,00</b>			<b>11 600 000,00</b>	<b>11 600 000,00</b>		<b>11 600 000,00</b>	<b>11 600 000,00</b>

<b>D002 Résultat reporté ou anticipé (6)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

<b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b>	<b>8 800 000,00</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b>	<b>B</b>

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		841 451 222,78	0,00	8 800 000,00	8 800 000,00	8 800 000,00
013	Atténuations de charges (3)	2 506 005,00	0,00	-0,45	-0,45	-0,45
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	280 431 425,00	0,00	638 250,00	638 250,00	638 250,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	126 092 974,00	0,00	6 634 927,00	6 634 927,00	6 634 927,00
731	Fiscalité locale	252 481 182,00	0,00	56 134,00	56 134,00	56 134,00
74	Dotations et participations (3)	134 264 110,36	0,00	339 883,41	339 883,41	339 883,41
75	Autres produits de gestion courante (3)	23 901 411,80	0,00	629 082,20	629 082,20	629 082,20
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>819 677 108,16</b>	<b>0,00</b>	<b>8 298 276,16</b>	<b>8 298 276,16</b>	<b>8 298 276,16</b>
76	Produits financiers	942 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	131 614,62	0,00	21 202,05	21 202,05	21 202,05
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	13 300 000,00		480 521,79	480 521,79	480 521,79
<b>Total des recettes financières</b>		<b>14 374 114,62</b>	<b>0,00</b>	<b>501 723,84</b>	<b>501 723,84</b>	<b>501 723,84</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>834 051 222,78</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	7 400 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>7 400 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>R002 Résultat reporté ou anticipé (8)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

<b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b>	<b>8 800 000,00</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>B1</b>

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>846 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>
011	Charges à caractère général (5)	130 217 924,58	0,00	0,00	-2 248 897,84	-2 248 897,84	0,00	-2 248 897,84	-2 248 897,84
6042	Achats de prestations de services	21 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	1 219 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	9 422 905,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	14 955 979,00	0,00		-2 558 554,00	-2 558 554,00	0,00	-2 558 554,00	-2 558 554,00
60621	Combustibles	65 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
60622	Carburants	3 475 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	46 280,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	289 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	168 690,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 049 276,75	0,00		-25 000,00	-25 000,00	0,00	-25 000,00	-25 000,00
60633	Fournitures de voirie	517 700,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	853 736,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	253 940,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	676 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 594 979,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	40 639 073,00	0,00		-49 222,38	-49 222,38	0,00	-49 222,38	-49 222,38
6132	Locations immobilières	1 655 104,00	0,00		-68 000,00	-68 000,00	0,00	-68 000,00	-68 000,00
61351	Matériel roulant	375 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	1 211 480,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	581 200,00	0,00		12 500,00	12 500,00	0,00	12 500,00	12 500,00
61521	Entretien terrains	1 966 980,00	0,00		116 960,00	116 960,00	0,00	116 960,00	116 960,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 162 560,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	6 753 383,00	0,00		337 040,00	337 040,00	0,00	337 040,00	337 040,00
615232	Entretien, réparations réseaux	111 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	114 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	436 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	321 685,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	7 114 625,00	0,00		-355,80	-355,80	0,00	-355,80	-355,80
6161	Multirisques	1 300 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 231 799,83	0,00	150	-317 290,50	-317 290,50	0,00	-317 290,50	-317 290,50

EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - DM - 2023

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
6182	Documentation générale et technique	318 964,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 864 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	94 430,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	3 135 331,00	0,00		-89 500,00	-89 500,00	0,00	-89 500,00	-89 500,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	378 020,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6228	Divers	2 746 706,00	0,00		19 647,58	19 647,58	0,00	19 647,58	19 647,58
6231	Annonces et insertions	668 175,00	0,00		-500,00	-500,00	0,00	-500,00	-500,00
6234	Réceptions	539 524,00	0,00		-766,88	-766,88	0,00	-766,88	-766,88
6236	Catalogues et imprimés	586 390,00	0,00		-2 000,00	-2 000,00	0,00	-2 000,00	-2 000,00
6238	Divers	1 848 431,00	0,00		-18 000,00	-18 000,00	0,00	-18 000,00	-18 000,00
6241	Transports de biens	28 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	195 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	570 581,00	0,00		106 329,00	106 329,00	0,00	106 329,00	106 329,00
6255	Frais de déménagement	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	472 500,00	0,00		75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00
6262	Frais de télécommunications	1 739 050,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	151 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	604 521,00	0,00		30 840,08	30 840,08	0,00	30 840,08	30 840,08
6282	Frais de gardiennage	1 491 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 101 001,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	118 936,00	0,00		9 500,00	9 500,00	0,00	9 500,00	9 500,00
62878	Remb. frais à des tiers	259 800,00	0,00		28 500,00	28 500,00	0,00	28 500,00	28 500,00
6288	Autres services extérieurs	2 059 069,00	0,00		-16 024,94	-16 024,94	0,00	-16 024,94	-16 024,94
63512	Taxes foncières	4 191 570,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	37 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	368 462 776,00	0,00		-250,00	-250,00		-250,00	-250,00
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	1 700 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	593 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts)	250 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	4 016 000,00	0,00	151	0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 102 675,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - DM - 2023

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 854 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	159 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	2 530 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64114	Personnel tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	50 449 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	26 900 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	555 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	10 808 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	10 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64142	Pers. rém. vacation - indemn. inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64164	Emplois aidés - indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	900 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	1 200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64172	Apprentis - indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	38 160 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	48 973 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	545 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	595 976,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	2 850 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	1 845 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	463 550,00	0,00		-250,00	-250,00		-250,00	-250,00
6478	Autres charges sociales diverses	864 575,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	1 807 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	90 718 171,00	0,00		-454 738,00	-454 738,00		-454 738,00	-454 738,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	40 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	73 777 570,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	14 859 208,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	660 000,00	0,00		-454 738,00	-454 738,00		-454 738,00	-454 738,00
7398	Revers., restitutions et préél. divers	1 381 393,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - DM - 2023

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	148 533 128,42	0,00	0,00	-4 199 601,14	-4 199 601,14	0,00	-4 199 601,14	-4 199 601,14
65131	Bourses	179 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	231 425,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	885 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	1 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	1 800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	26 358,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
65313	Cotisations de retraite	202 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	430 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	2 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653188	Autres frais divers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65335	Frais de formation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00		82 000,00	82 000,00	0,00	82 000,00	82 000,00
6542	Créances éteintes	50 000,00	0,00		81 000,00	81 000,00	0,00	81 000,00	81 000,00
6553	Service d'incendie	29 918 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	7 112 446,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	536 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	1 428 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65731	Subv. fonct. état	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65732	Subv. fonct. régions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. départements	22 375,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	4 389 656,10	0,00		-14 864,83	-14 864,83	0,00	-14 864,83	-14 864,83
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	2 366 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	378 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	1 346 958,36	0,00		-147 917,00	-147 917,00	0,00	-147 917,00	-147 917,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	26 629 271,51	0,00		-905 820,06	-905 820,06	0,00	-905 820,06	-905 820,06
6577	Remises gracieuses	11 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	52 236,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	62 800 000,00	0,00		-4 000 000,00	-4 000 000,00	0,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	50 000,00	0,00	153	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - DM - 2023

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
6584	Amendes fiscales et pénales	675,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	7 561 377,45	0,00		686 000,75	686 000,75	0,00	686 000,75	686 000,75
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	348 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00		22 000,00	22 000,00
65861	Frais de personnel	348 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00		22 000,00	22 000,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>738 280 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 881 486,98</b>	<b>-6 881 486,98</b>
66	Charges financières	18 150 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	16 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	150 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	670 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	670 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	4 200 000,00			4 081 486,98	4 081 486,98		4 081 486,98	4 081 486,98
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	4 200 000,00			4 000 000,00	4 000 000,00		4 000 000,00	4 000 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			81 486,98	81 486,98		81 486,98	81 486,98
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des charges financières et spécifiques</b>		<b>23 020 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 081 486,98</b>	<b>4 081 486,98</b>		<b>4 081 486,98</b>	<b>4 081 486,98</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>761 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>	<b>-2 800 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	17 300 000,00			11 250 000,00	11 250 000,00		11 250 000,00	11 250 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	67 800 000,00			350 000,00	350 000,00		350 000,00	350 000,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	67 000 000,00			350 000,00	350 000,00		350 000,00	350 000,00
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	800 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>85 100 000,00</b>			<b>11 600 000,00</b>	<b>11 600 000,00</b>		<b>11 600 000,00</b>	<b>11 600 000,00</b>

154  
Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	5 600 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 100 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	1 500 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>B2</b>

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>841 451 222,78</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>
013	Atténuations de charges (4)	2 506 005,00	0,00	-0,45	-0,45	-0,45
6091	RRR obtenus sur matières premières	1 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6095	RRR obtenus sur matériel, équipt, travx	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	2 154 655,00	0,00	-0,45	-0,45	-0,45
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	280 431 425,00	0,00	638 250,00	638 250,00	638 250,00
7022	Coupes de bois	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	507 300,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
70328	Autres droits stationnement et location	2 453 540,00	0,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	60 885,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	150 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00	-100 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	232 000,00	0,00	-168 000,00	-168 000,00	-168 000,00
704	Travaux	180 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00	-15 000,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	11 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	813 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	302 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	3 556 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	219 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel BA,régie	17 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70844	Mise à dispo personnel CDE	470 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	215 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	4 235 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	6 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70874	Remb. frais par les caisses des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	11 050 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	156 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00



**EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMETROPOLE STRASBOURG - DM - 2023**

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			
7088	Produits activités annexes (abonnements)	644 500,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	126 092 974,00	0,00	6 634 927,00	6 634 927,00	6 634 927,00
73211	Attribution de compensation	2 492 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	24 354 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	6 634 927,00	6 634 927,00	6 634 927,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	96 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	3 246 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	252 481 182,00	0,00	56 134,00	56 134,00	56 134,00
73111	Impôts directs locaux	116 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	53 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	5 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	68 081 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	248 000,00	0,00	56 134,00	56 134,00	56 134,00
73143	Redevance des mines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	5 455 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	1 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	545 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	134 264 110,36	0,00	339 883,41	339 883,41	339 883,41
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	12 675 747,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	67 140 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	147 775,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	3 354 708,68	0,00	89 865,00	89 865,00	89 865,00
7472	Participation régions	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	245 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	1 000 000,00	0,00	-71 966,27	-71 966,27	-71 966,27
74772	Participation FEDER	61 767,25	0,00	-36 473,17	-36 473,17	-36 473,17
74778	Autres fonds européens	84 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	215 017,43	0,00	345 965,85	345 965,85	345 965,85
748312	D.C.R.T.P.	12 794 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	17 825 279,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	704 785,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	16 944 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	0,00	0,00	12 492,00	12 492,00	12 492,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	23 984 411,80	0,00	629 082,20	629 082,20	629 082,20
752	Revenus des immeubles	3 562 039,00	0,00	27 245,00	27 245,00	27 245,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
755	Dédits et pénalités perçus	49 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00	-5 000,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	8 876 509,00	0,00	135 088,20	135 088,20	135 088,20
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	11 413 863,80	0,00	471 749,00	471 749,00	471 749,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>819 677 108,16</b>	<b>0,00</b>	<b>8 298 276,16</b>	<b>8 298 276,16</b>	<b>8 298 276,16</b>
76	Produits financiers	942 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	824 974,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	108 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	131 614,62	0,00	21 202,05	21 202,05	21 202,05
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	131 614,62	0,00	21 202,05	21 202,05	21 202,05
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	13 300 000,00		480 521,79	480 521,79	480 521,79
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	13 300 000,00		400 000,00	400 000,00	400 000,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		80 521,79	80 521,79	80 521,79
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>834 051 222,78</b>	<b>0,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>	<b>8 800 000,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	7 400 000,00		0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00		0,00	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00		0,00	0,00	0,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résultat	7 400 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>7 400 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)**

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>105 872 400,00</b>	<b>46 340 269,13</b>	<b>1 144 753,32</b>	<b>1 673 602,55</b>	<b>9 317 517,20</b>	<b>43 364 797,12</b>	<b>186 624,47</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	82 655 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	10 332 224,28	0,00	50 000,00	0,00	1 199 825,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	648 400,00	1 144 753,32	0,00	5 287 814,00	512 000,00	134 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	26 709 388,23	0,00	1 623 602,55	0,00	2 512 905,02	52 624,47	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	8 450 256,62	0,00	0,00	1 961 620,27	39 140 067,10	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	786 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	16 931 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 068 082,93	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>100 220 329,48</b>	<b>204 965 011,37</b>	<b>1 334 715,66</b>	<b>0,00</b>	<b>1 522 313,55</b>	<b>16 340 331,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	71 762 540,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 040 000,00	16 982 974,06	1 334 715,66	0,00	750 000,00	16 340 331,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	20 030 000,00	187 882 037,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 211 788,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	487 313,55	0,00	0,00	0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b>	<b>A1</b>

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>62 330 873,10</b>	<b>23 379 926,34</b>	<b>24 468 198,11</b>	<b>88 429 668,57</b>		<b>406 508 629,91</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		5 500 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		82 655 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 460 293,00	261 010,60	2 148 734,38	5 434 388,00		21 886 475,26
204	Subventions d'équipement versées	25 737 203,00	3 833 754,23	547 084,00	7 191 399,39		45 036 407,94
21	Immobilisations corporelles	18 162 183,96	1 174 093,67	19 680 703,61	26 799 241,48		96 714 742,99
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 699 953,64	18 111 067,84	122 951,32	46 286 495,28		128 772 412,07
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		786 400,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		16 931 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	1 271 239,50	0,00	1 968 724,80	2 718 144,42		8 026 191,65
<b>RECETTES</b>		<b>19 667 314,88</b>	<b>8 805 566,81</b>	<b>3 021 361,00</b>	<b>5 018 952,19</b>		<b>360 895 895,94</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 450 000,00	700 000,00	0,00	0,00		7 250 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		71 762 540,98
13	Subventions d'investissement	11 398 287,00	7 956 321,20	2 054 810,00	3 399 356,26		61 256 795,18
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		207 912 037,31
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		285 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	30 000,00		30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 414,88	149 245,61	0,00	5 100,88		156 761,37
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		176 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		7 211 788,50
45	Opérations pour compte de tiers	1 816 613,00	0,00	966 551,00	1 584 495,05		4 854 972,60

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.01</b>

## 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
<b>DEPENSES</b>		<b>105 872 400,00</b>
102	Dotations et fonds d'investissement	5 500 000,00
163	Emprunts obligataires	21 625 000,00
164	Emprunts auprès des états financiers	61 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00
261	Titres de participation	786 400,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	10 000,00
274	Prêts	1 110 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 011 000,00
276	Autres créances immobilisées	13 800 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>100 220 329,48</b>
102	Dotations et fonds d'investissement	23 970 000,00
106	Réserves	47 792 540,98
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	1 000 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	40 000,00
164	Emprunts auprès des états financiers	20 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00
261	Titres de participation	176 000,00
274	Prêts	264 028,23
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00
276	Autres créances immobilisées	5 947 760,27

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES</b>		<b>44 959 774,70</b>	<b>0,00</b>	<b>118 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 247 494,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	679 022,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	306 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	643 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	9 247 021,88	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	1 213 470,31	0,00	0,00	0,00	0,00	419 221,78	0,00	0,00
213	Constructions	1 162 894,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	840 749,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	23 045 051,79	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	7 446 868,97	0,00	0,00	0,00	0,00	828 272,65	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	175 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>204 935 011,37</b>	<b>0,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	11 121 637,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	758 153,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	5 073 184,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des états financiers	187 882 037,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des étés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop. décent. act° interrég. eur. intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>46 340 269,13</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	679 022,40
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306 180,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	648 400,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 347 021,88
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 642 692,09
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 162 894,41
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840 749,94
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 063 051,79
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 275 141,62
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 115,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>204 965 011,37</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 121 637,06
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	788 153,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 073 184,00
164	Emprunts auprès des états financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 882 037,31

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900-5</b>

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 144 753,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 144 753,32</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 144 753,32	0,00	0,00	1 144 753,32
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 334 715,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 334 715,66</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	1 259 715,66	0,00	0,00	1 259 715,66
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.901</b>

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>306 474,49</b>	<b>0,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>767 128,06</b>	<b>1 673 602,55</b>
205	Licences, procédés, droits similaires	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	256 474,49	0,00	600 000,00	0,00	767 128,06	1 623 602,55
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.902</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211	212	213	221	222	223
			Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>77 420,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	77 420,77	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.902</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>9 240 096,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	5 287 814,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 884 199,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	2 068 082,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>1 522 313,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	487 313,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.902</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 317 517,20</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 287 814,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 961 620,27
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 068 082,93
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 522 313,55</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487 313,55

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.903</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES</b>		<b>95 000,00</b>	<b>790 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 480 691,99</b>	<b>0,00</b>	<b>117 649,43</b>	<b>0,00</b>	<b>1 034 825,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 034 825,00	0,00
212	Agencements et aménagement de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	155 500,00	0,00	175 944,12	0,00	58 972,21	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	6 028,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	50 000,00	0,00	0,00	925 786,63	0,00	17 177,22	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	625 200,00	0,00	3 370 833,24	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 179 250,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>226 081,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	1 179 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 081,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.903</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES</b>		<b>684 761,15</b>	<b>30 583 997,92</b>	<b>4 687 171,63</b>	<b>0,00</b>	<b>890 000,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	420 000,00	0,00	52 000,00	0,00	30 000,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	5 000,00	35 000,00	39 916,20	0,00	70 000,00	0,00
213	Constructions	149 761,15	73 180,10	657 470,49	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	10 000,00	0,00	81 668,90	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	100 000,00	30 336 999,30	3 856 116,04	0,00	670 000,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	138 818,52	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>14 030 000,00</b>	<b>875 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	14 030 000,00	875 000,00	0,00	30 000,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.903</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>43 364 797,12</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	512 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 154 825,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 916,20
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 828,07
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 528,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 084 632,75
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 999 148,58
238	Avances commandées immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 918,52
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 340 331,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 114 250,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 081,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
	<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES</b>		<b>114 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
204	Subventions d'équipement versées	114 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées		428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>72 624,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>186 624,47</b>
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	134 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	33 645,95	0,00	0,00	33 645,95
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	18 978,52	0,00	0,00	18 978,52
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.904-4</b>

## FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.905</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>2 946 546,47</b>	<b>1 788 805,01</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39 440 489,15</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 105 333,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 637 019,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	1 631 189,01	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
213	Constructions	0,00	29 240,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 920 750,15
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	8 600,00	2 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	2 908 706,14	155 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 677 550,50
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 597,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 271 239,50
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>4 600 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 016 345,88</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	4 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 850 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 744 914,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602 404,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 414,88
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 816 613,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.905</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 630 122,47</b>	<b>9 619 150,00</b>	<b>0,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	349 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	6 481 034,00	9 619 150,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	779 888,47	0,00	0,00	175 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 205 969,00</b>	<b>2 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	6 205 969,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.905</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>5 760,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 330 873,10</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 454 533,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 737 203,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	5 760,00	0,00	0,00	0,00	5 760,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 726 189,01
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 904 878,95
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 116,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 391 356,64
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 597,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 271 239,50
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 667 314,88</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 450 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 750 883,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 404,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 414,88
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 816 613,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.906</b>

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>427 106,86</b>	<b>841 899,77</b>	<b>442 000,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 182,40	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	427 106,86	713 217,37	434 500,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 500,00	7 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>324 799,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	324 799,11	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandés immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.906</b>

## FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>19 252 782,78</b>	<b>86 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 158 136,93</b>	<b>0,00</b>	<b>23 379 926,34</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	90 699,00	0,00	168 881,40
204	Subventions d'équipement versées	700 000,00	86 000,00	0,00	1 462 930,00	0,00	3 833 754,23
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	92 129,20	0,00	92 129,20
213	Constructions	531 714,94	0,00	0,00	0,00	0,00	619 714,94
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	501 112,57	0,00	501 112,57
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	11 266,16	0,00	53 266,16
231	Immobilisations corporelles en cours	18 021 067,84	0,00	0,00	0,00	0,00	18 111 067,84
<b>RECETTES</b>		<b>3 678 890,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 801 877,59</b>	<b>0,00</b>	<b>8 805 566,81</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	2 829 644,50	0,00	0,00	1 376 599,00	0,00	4 531 042,61
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	3 425 278,59	0,00	3 425 278,59
238	Avances commandés immo corporelles	149 245,61	0,00	0,00	0,00	0,00	149 245,61

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.907</b>

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoieement
<b>DEPENSES</b>		<b>208 968,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>43 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>7 764 738,15</b>	<b>0,00</b>	<b>426 537,89</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561 564,80	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	181 408,00	0,00	0,00	43 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960 000,00	0,00	74 626,34
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	6 102 931,47	0,00	268 649,40
218	Autres immobilisations corporelles	27 560,08	0,00	0,00	0,00	0,00	86 926,32	0,00	82 530,63
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 315,56	0,00	731,52
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 022 110,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 022 110,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.907</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES</b>		<b>3 080 150,38</b>	<b>0,00</b>	<b>150 000,00</b>	<b>108 000,00</b>	<b>216 800,00</b>	<b>126 676,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	541 725,58	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 676,00
205	Licences, procédés, droits similaires	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	585 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	6 500,00	0,00	150 000,00	108 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	1 816 924,80	0,00	0,00	0,00	151 800,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>1 358 551,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>43 500,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	392 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
138	Autres subventions invest. non transf.	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	921 551,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.907</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel, risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
<b>DEPENSES</b>		<b>146 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 734 844,83</b>	<b>412 482,78</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 468 198,11</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	609 394,00	366 050,00	0,00	0,00	2 143 734,38
204	Subventions d'équipement versées	146 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	547 084,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 432,78	0,00	0,00	625 432,78
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	399 535,27	5 000,00	0,00	0,00	1 564 161,61
215	Installat <sup>o</sup> , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	10 607 011,32	0,00	0,00	0,00	17 293 092,19
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	198 017,03
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 047,08
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	68 904,24	0,00	0,00	0,00	68 904,24
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 968 724,80
<b>RECETTES</b>		<b>482 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 021 361,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	482 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	2 009 810,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	966 551,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>6 340 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 162 375,39</b>	<b>6 912 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	3 606 148,00	406 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	6 000 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	1 896 272,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	760 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	340 000,00	0,00	14 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	634 280,00	25 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	2 416 500,00	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	1 434 935,05	480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 122 568,00</b>	<b>330 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>834 935,05</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	1 022 568,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	100 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 935,05
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						838
		Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 279 276,63</b>	<b>55 597 874,77</b>	<b>117 092,96</b>	<b>0,00</b>	<b>2 891 105,57</b>	<b>3 129 743,25</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	1 012 000,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	791 399,39	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	100 000,00	153 540,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	524 094,27	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	2 142 500,00	15 455 478,79	117 092,96	0,00	1 929 464,31	2 717 538,05
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	542 895,56	0,00	0,00	92 000,00	98 665,20
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	136 776,63	37 073 438,65	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	614 641,26	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	188 568,11	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 831 449,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>300 000,00</b>
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	1 776 788,26	0,00	0,00	0,00	300 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	5 100,88	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	19 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>88 429 668,57</b>	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 179 848,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 191 399,39	
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 540,00	
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 420 366,61	
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	760 000,00	
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 000,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 716 314,11	
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	733 560,76	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 869 995,28	
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 416 500,00	
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 529 576,31	
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 568,11	
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 018 952,19</b>	
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 399 356,26	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,88	
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 564 935,05	
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 560,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A2</b>

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>120 880 019,98</b>	<b>444 083 360,20</b>	<b>1 061 237,58</b>	<b>31 078 130,00</b>	<b>1 094 451,36</b>	<b>16 012 667,27</b>	<b>15 118 330,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	147 100,00	67 082 408,75	0,00	828 640,00	71 750,00	7 749 629,00	993 600,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	368 439 526,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	89 718 433,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 913 000,00	8 191 425,45	1 061 237,58	30 236 490,00	1 022 701,36	8 263 038,27	14 124 730,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	18 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	8 281 486,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>534 748 835,46</b>	<b>253 691 834,80</b>	<b>928 033,73</b>	<b>110 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 883 275,83</b>	<b>703 814,60</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	1 836 911,55	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	18 450 000,00	242 166 700,00	0,00	0,00	0,00	4 379 250,00	35 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	129 481 841,00	3 246 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	246 263 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	129 020 396,00	408 874,25	928 033,73	70 000,00	0,00	58 066,83	668 814,60	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2 690 789,00	0,00	40 000,00	0,00	1 445 609,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	942 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	152 816,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	11 380 521,79	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b>	<b>A2</b>

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>8 862 977,00</b>	<b>13 260 476,11</b>	<b>40 019 983,50</b>	<b>67 028 367,00</b>		<b>758 500 000,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	5 004 261,00	1 855 693,49	36 179 371,50	8 056 573,00		127 969 026,74
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00		368 462 526,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	545 000,00	0,00	0,00		90 263 433,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 848 716,00	10 859 782,62	3 840 612,00	58 971 794,00		144 333 527,28
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		18 150 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		670 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		8 281 486,98
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>5 325 287,00</b>	<b>7 522 770,65</b>	<b>25 334 453,29</b>	<b>8 602 917,42</b>		<b>842 851 222,78</b>
013	Atténuations de charges	0,00	467 500,00	169 243,00	32 000,00	0,00		2 506 004,55
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	380 500,00	0,00	13 138 225,00	2 520 000,00		281 069 675,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		132 727 901,00
731	Fiscalité locale	0,00	1 220,00	6 000 000,00	272 836,00	0,00		252 537 316,00
74	Dotations et participations	0,00	1 328 500,00	930 064,45	1 154 326,49	36 917,42		134 603 993,77
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 147 567,00	423 463,20	10 737 065,80	6 046 000,00		24 530 494,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		942 500,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		152 816,67
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 780 521,79

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.01</b>

## 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
<b>DEPENSES</b>		<b>120 880 019,98</b>
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	7 000,00
627	Services bancaires et assimilés	140 100,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	263 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	3 650 000,00
661	Charges d'intérêts	18 000 000,00
668	Autres charges financières	150 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	670 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	8 281 486,98
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	89 718 433,00
<b>RECETTES</b>		<b>534 748 835,46</b>
708	Autres produits	18 450 000,00
731	Fiscalité locale	246 263 260,00
732	Fiscalité reversée	33 481 841,00
735	Fraction de TVA	96 000 000,00
741	D.G.F.	79 816 452,00
744	FCTVA	900 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	34 554,00
748	Autres attributions et participations	48 269 390,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	152 816,67
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	11 380 521,79

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES</b>		<b>68 864 789,95</b>	<b>370 025 236,00</b>	<b>1 133 400,00</b>	<b>275 404,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	31 663 052,75	0,00	1 400,00	11 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	7 749 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	919 150,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	213 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	7 639 405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	21 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
618	Divers	2 122 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	2 270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	1 892 665,00	0,00	496 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	741 960,00	0,00	380 000,00	263 234,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	140 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	674 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	2 281 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	4 217 658,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	6 972 875,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	3 831 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	262 842 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	88 273 976,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	3 300,00	6 019 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	1 807 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	1 219 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 358,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 696 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	748 347,20	370 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>10 244 156,00</b>	<b>243 297 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
609	RRR obtenus sur achats	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 452 000,00	193 0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	596 700,00	241 405 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	3 246 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	384 615,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	12 492,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	1 054 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 441 119,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	824 974,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	108 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						035 Conseil de territoire	038 Autres instances	
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034		035 Conseil de territoire			038 Autres instances
					Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.					
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports				
<b>DEPENSES</b>		<b>2 557 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>54 000,00</b>		
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00		
606	Achats non stockés de matières et fourni	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00		
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00		
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00		
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00		
623	Pub., publications, relations publiques	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00		
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
625	Déplacements et missions	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
653	Indemnités	2 544 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00		
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
<b>DEPENSES</b>		<b>220 429,00</b>	<b>0,00</b>	<b>376 434,00</b>	<b>0,00</b>	<b>561 467,25</b>	<b>444 083 360,20</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 900,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 679 522,75
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 749 230,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	13 200,00	948 550,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 649 405,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 900,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 122 404,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 270 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	167 500,00	2 577 165,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 400 194,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 700,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	679 160,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 281 050,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 457 658,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 972 875,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 831 570,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 842 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 273 976,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 022 875,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 807 800,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 219 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 545 958,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	368 000,00	373 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	220 429,00	0,00	376 434,00	0,00	11 767,25	3 304 910,25
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 118 357,20
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45 678,80</b>	<b>253 691 834,80</b>
609	RRR obtenus sur achats	0,00	197	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	33 911,55	1 485 911,55

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 001 700,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 246 060,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 767,25	396 382,25
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 492,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 154 670,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536 119,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	824 974,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 526,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930-5</b>

## FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	<b>DEPENSES</b>	0,00	1 061 237,58	0,00	0,00	1 061 237,58
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	1 061 237,58	0,00	0,00	1 061 237,58
	<b>RECETTES</b>	0,00	928 033,73	0,00	0,00	928 033,73
747	Participations	0,00	928 033,73	0,00	0,00	928 033,73

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.931</b>

## FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>734 030,00</b>	<b>58 500,00</b>	<b>30 285 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>31 078 130,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940,00
611	Contrats de prestations de services	2 000,00	58 500,00	14 000,00	0,00	0,00	74 500,00
615	Entretien et réparations	360 000,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	500 000,00
618	Divers	6 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 630,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	3 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 670,00
623	Pub., publications, relations publiques	41 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
628	Divers	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	29 918 600,00	0,00	0,00	29 918 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	317 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 890,00
<b>RÉCETTES</b>		<b>70 000,00</b>	<b>40 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>110 000,00</b>
747	Participations	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.932</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
				211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
				<b>DEPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.932</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>1 094 451,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	25 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 022 701,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.932</b>

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 094 451,36</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 800,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 022 701,36
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
<b>DEPENSES</b>		<b>1 346 695,00</b>	<b>5 662 112,10</b>	<b>0,00</b>	<b>1 970 625,17</b>	<b>0,00</b>	<b>211 750,00</b>	<b>0,00</b>	<b>185 120,00</b>	<b>0,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	8 364,00	2 000,00	0,00	760 620,00	0,00	63 800,00	0,00	1 800,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 950,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	119 954,00	0,00	1 000,00	0,00	4 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	600,00	0,00	259 250,00	0,00	95 000,00	0,00	6 000,00	0,00
618	Divers	0,00	12 600,00	0,00	44 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	9 000,00	25 000,00	0,00	99 000,00	0,00	13 500,00	0,00	72 176,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	739 331,00	0,00	0,00	44 000,00	0,00	0,00	0,00	31 394,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	14 750,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	20 000,00	0,00	79 950,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
656	Participations	0,00	1 148 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	590 000,00	4 453 362,10	0,00	194 365,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	310 186,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>280 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 040,00</b>	<b>0,00</b>	<b>664 035,83</b>	<b>0,00</b>
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	204 270 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture								
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	6 540,00	0,00	13 526,83	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Débits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	650 509,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
<b>DEPENSES</b>		<b>75 000,00</b>	<b>448 050,00</b>	<b>3 028 440,00</b>	<b>1 090 000,00</b>	<b>1 590 300,00</b>	<b>215 425,00</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	12 000,00	34 750,00	387 475,00	0,00	43 600,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	640 000,00	0,00
613	Locations	5 000,00	81 500,00	22 200,00	0,00	181 000,00	45 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	27 000,00	96 800,00	603 775,00	0,00	375 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	16 000,00	15 000,00	116 990,00	0,00	90 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	2 000,00	1 100,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	9 150,00	0,00	1 400,00	0,00
628	Divers	15 000,00	0,00	1 659 000,00	0,00	238 000,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 425,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	223 400,00	1 090 000,00	21 300,00	169 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	4 350,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>150 000,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>3 555 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>755 000,00</b>	<b>0,00</b>
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	3 344 000,00	0,00	500 000,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	2 000,00	0,00	216 000,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	150 000,00	400 000,00	180 000,00	0,00	30 000,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	18 500,00	0,00	9 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.933</b>

## FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>189 150,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 012 667,27</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 314 409,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	648 950,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	459 654,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 463 425,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456 666,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	1 041 725,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 600,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 750,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 250,00
628	Divers	0,00	0,00	177 150,00	0,00	0,00	0,00	2 218 100,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 025,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 148 550,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 741 427,27
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 036,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 883 275,83</b>
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 250,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	4 146 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 500,00
747	Participations	0,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	58 066,83
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	760 100,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	685 009,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
<b>DEPENSES</b>		<b>529 050,00</b>	<b>0,00</b>	<b>287 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	426 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>35 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
706	Prestations de services	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
<b>DEPENSES</b>		<b>203 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	128 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>563 814,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	563 814,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934</b>

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées		428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 450,00</b>	<b>14 043 830,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 000,00</b>	<b>15 118 330,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	150,00	5 100,00	0,00	0,00	5 250,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	131 000,00	0,00	0,00	557 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	800,00	68 000,00	0,00	16 000,00	332 800,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	500,00	5 000,00	0,00	0,00	7 500,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
628	Divers	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	7 112 446,00	0,00	0,00	7 112 446,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	15 000,00	6 482 984,00	0,00	0,00	6 772 984,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	219 300,00	0,00	0,00	219 300,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>80 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>703 814,60</b>
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	668 814,60

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934-3</b>

## FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.934-4</b>

## FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.935</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>3 990 177,00</b>	<b>1 395 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	24 040,00	106 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	18 900,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	5 920,00	1 119 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	41 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	56 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	548 900,00	63 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	45 381,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	1 500,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 967 176,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 407 500,00</b>	<b>235 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>467 500,00</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	467 500,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	60 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	157 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	1 250 000,00	129 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.935</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accèsion à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 214 000,00</b>	<b>236 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>967 500,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	56 500,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	300 800,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	312 000,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	442 000,00	0,00	0,00	416 960,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	915 200,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	500,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	71 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	211 000,00	0,00	215 540,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	164 500,00	0,00	0,00	500,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 295 187,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>920 000,00</b>	<b>0,00</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	1 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	683 500,00	0,00	0,00	645 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	1 460 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	150 157,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.935</b>

## FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 862 977,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 040,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 700,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 984 580,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 260,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 529 700,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 881,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 403 716,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 325 287,00</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	467 500,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 500,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 220,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 328 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 617 810,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 529 757,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.936</b>

## FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
<b>DEPENSES</b>		<b>16 460,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>296 043,62</b>	<b>582 331,00</b>	<b>4 046 900,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00	0,00	8 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00
617	Etudes et recherches	16 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	19 300,00	264 331,00	8 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	254 243,62	300 000,00	3 388 900,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>402 555,25</b>	<b>0,00</b>	<b>6 093 490,20</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	46 243,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	356 312,25	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 490,20

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.936</b>

## FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
<b>DEPENSES</b>		<b>969 300,00</b>	<b>2 398 158,66</b>	<b>0,00</b>	<b>4 951 282,83</b>	<b>0,00</b>	<b>13 260 476,11</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
613	Locations	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 500,00
615	Entretien et réparations	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	15 000,00	0,00	448 789,83	0,00	480 249,83
618	Divers	37 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 800,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	332 100,00	57 872,58	0,00	266 000,00	0,00	947 603,58
623	Pub., publications, relations publiques	32 400,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	57 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
628	Divers	0,00	5 140,08	0,00	0,00	0,00	5 140,08
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	360 000,00	2 320 146,00	0,00	2 206 493,00	0,00	8 829 782,62
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 030 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>388 806,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>637 919,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 522 770,65</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	123 000,00	0,00	169 243,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
747	Participations	58 833,20	0,00	0,00	514 919,00	0,00	930 064,45
758	Produits divers de gestion courante	329 973,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423 463,20

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.937</b>

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
<b>DEPENSES</b>		<b>1 120 136,00</b>	<b>42 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>608 100,00</b>	<b>3 501 180,00</b>	<b>25 309 641,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 243 154,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	15 100,00	0,00	0,00	14 000,00	68 670,00	2 000,00	0,00	300 000,00
611	Contrats de prestations de services	100 000,00	0,00	0,00	0,00	2 823 210,00	22 874 045,00	0,00	4 951 138,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	227 300,00	68 000,00	0,00	362 880,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00
615	Entretien et réparations	3 300,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	51 600,00	0,00	427 500,00
617	Etudes et recherches	36 000,00	0,00	0,00	143 200,00	0,00	275 920,00	0,00	100 000,00
618	Divers	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	187 300,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	771 500,00	0,00	3 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	93 436,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	538 236,00	0,00	0,00	450 900,00	0,00	483 880,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	164 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	362 696,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>167 294,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 470 000,00</b>	<b>7 998 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 654 000,00</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	11 300 000,00	0,00	0,00	813 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	167 294,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289 000,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00	0,00	0,00	1 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	127 500,00	7 709 800,00	0,00	640 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.937</b>

## FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
<b>DEPENSES</b>		<b>600 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>248 800,00</b>	<b>62 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>86 000,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	239 000,00	0,00	248 800,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	137 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	10 000,00	0,00	0,00	62 300,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	163 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>146 106,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>226 500,00</b>
641	Rémunérations du personnel	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	885,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	113 221,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	226 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

## IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

## FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 198 072,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>40 019 983,50</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 770,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	30 843 393,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	663 180,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 200,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	422 739,50	0,00	0,00	0,00	1 170 959,50
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	304 300,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	851 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 933,00	0,00	0,00	0,00	455 669,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 500,00
657	Charges intervent <sup>e</sup> cpt prop. - Subvent <sup>e</sup>	0,00	0,00	0,00	0,00	984 000,00	0,00	0,00	0,00	2 457 016,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	676 400,00	0,00	0,00	0,00	1 220 096,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 611 753,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 334 453,29</b>
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	824 340,00	0,00	0,00	0,00	825 225,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 113 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	272 836,00	0,00	0,00	0,00	272 836,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 221,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	298 311,49	0,00	0,00	0,00	1 041 105,49
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	220	0,00	56 704,00	0,00	0,00	0,00	56 704,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00



Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel,risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	2 159 561,80	0,00	0,00	0,00	10 636 861,80

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>265 000,00</b>	<b>58 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>89 294,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 294,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	58 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 287 286,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 832 987,00</b>	<b>1 094 400,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	216 600,00	0,00	0,00	168 000,00	56 400,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	35 777,62	0,00	0,00	0,00	30 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	50 800,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	3 804 280,20	0,00	0,00	1 541 987,00	771 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	6 353,12	0,00	0,00	0,00	104 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	169 975,06	0,00	0,00	123 000,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>111 917,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 940 000,00</b>	<b>501 000,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940 000,00	500 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	36 917,42	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES</b>		<b>659 400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>67 028 367,00</b>	
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 000,00	
611	Contrats de prestations de services	311 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	536 777,62	
613	Locations	273 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395 800,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 117 267,20	
617	Etudes et recherches	75 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 400,00	
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 500,00	
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 353,12	
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	292 975,06	
657	Charges intervent <sup>e</sup> cpt prop. - Subvent <sup>e</sup>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 294,00	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 802 500,00	
<b>RECETTES</b>		<b>6 050 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 602 917,42</b>	
703	Redevances utilisation du domaine	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 490 000,00	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 917,42	
758	Produits divers de gestion courante	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 046 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>B2</b>

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Durée (en années)	Délibération du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1524.49 €		
	<b>Catégories de biens amortis</b>		
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000€ (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000€ - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000€ - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000€ - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d'équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieures immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	2 roues électriques (vélos, bipoteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaïques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N</b>	<b>B3.1</b>

**PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)</b>						
<b>Provisions pour risques et charges (3)</b>	<b>8 200 000,00</b>		<b>17 875 000,00</b>	<b>26 075 000,00</b>	<b>13 700 000,00</b>	<b>12 375 000,00</b>
<b>Provisions pour litiges</b>	<b>200 000,00</b>		<b>1 765 000,00</b>	<b>1 965 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 965 000,00</b>
Contentieux CNRACL	0,00	25/11/2016	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00
Contentieux electricité construction PAPS PCI - CTX 2016-128	0,00	18/05/2018	230 000,00	230 000,00	0,00	230 000,00
Contentieux infiltrations gare - CTX 2018-246	0,00	24/09/2021	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00
Contentieux propriété intellectuelle - CTX 2019-122	0,00	24/09/2021	75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00
Contentieux marché construction PAPS PCPI - CTX 2018-052	0,00	24/09/2021	350 000,00	350 000,00	0,00	350 000,00
Contentieux marché Profil Armor	0,00	28/06/2022	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Contentieux indemnitaire emprise canalisation - CTX 201-036 MOYEN	0,00	28/06/2022	110 000,00	110 000,00	0,00	110 000,00
Contentieux idemnitaire Société Felix Lewi CTX 2021-022	100 000,00	28/06/2023	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
Contentieux indemnitaire Sarl Lipsky & Rollet - CTX 2021-079	100 000,00	28/06/2023	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
<b>Provisions pour pertes de change</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Provisions pour garanties d'emprunt</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Autres provisions pour risques</b>	<b>8 000 000,00</b>		<b>16 110 000,00</b>	<b>24 110 000,00</b>	<b>13 700 000,00</b>	<b>10 410 000,00</b>
Sinistre piscine de Hautepierre	0,00	20/12/2013	810 000,00	810 000,00	0,00	810 000,00
Risques DSP	0,00	12/06/2020	4 000 000,00	4 000 000,00	2 400 000,00	1 600 000,00
Energie	0,00	04/11/2022	11 300 000,00	11 300 000,00	11 300 000,00	0,00
Dépenses exceptionnelles UVE	8 000 000,00	28/06/2023	0,00	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00
<b>Dépréciations (3)</b>	<b>81 486,98</b>		<b>285 812,61</b>	<b>367 299,59</b>	<b>80 521,79</b>	<b>286 777,80</b>
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	81 486,98		285 812,61	367 299,59	80 521,79	286 777,80
Créances irrécouvrables	81 486,98	24/11/2017	285 812,61	367 299,59	80 521,79	286 777,80
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions semi-budgétaires</b>	<b>8 281 486,98</b>		<b>18 160 812,61</b>	<b>26 442 299,59</b>	<b>13 780 521,79</b>	<b>12 661 777,80</b>
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES (2)</b>						
<b>Provisions pour risques et charges (3)</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Provisions pour litiges</b>	<b>0,00</b>	<b>228</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>8 281 486,98</b>		<b>18 160 812,61</b>	<b>26 442 299,59</b>	<b>13 780 521,79</b>	<b>12 661 777,80</b>

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS</b>	<b>B5</b>

## CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 404		Intitulé de l'opération : Tram Kehl			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
	<b>312 923,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541104 Tram Kehl (5)	312 923,73	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>312 923,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>					
	<b>316 803,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541204 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	316 803,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>316 803,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 405		Intitulé de l'opération : Extension tram A Hautepierre-déviations de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
	<b>1 285 076,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541105 Extension tram A Hautepierre-déviations de réseaux (5)	1 285 076,28	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>1 285 076,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>					
	<b>1 280 471,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541205 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 280 471,28	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>1 280 471,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 407		Intitulé de l'opération : Aménagement de voirie pour tiers			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>2 082 743,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541107 Aménagement de voirie pour tiers (5)	2 082 743,82	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>2 082 743,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>1 700 235,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541207 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 700 235,42	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>1 700 235,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 408		Intitulé de l'opération : BHNS - Déviations de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>1 853 644,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541108 BHNS - Déviations de réseaux (5)	1 853 644,05	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>1 853 644,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>933 454,00</b>	<b>0,00</b>	<b>834 935,05</b>	<b>834 935,05</b>	
4541208 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	933 454,00	0,00	834 935,05	834 935,05	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>933 454,00</b>	<b>0,00</b>	<b>834 935,05</b>	<b>834 935,05</b>	

N° opération : 411		Intitulé de l'opération : Travaux voirie suite aux fouilles gestionnaires de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>1 075 365,34</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 411		Intitulé de l'opération : Travaux voirie suite aux fouilles gestionnaires de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
4541111 Travaux voirie suite aux fouilles gestionnaires de réseaux (5)	1 075 365,34	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>1 075 365,34</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>1 144 323,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541211 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 144 323,54	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>1 144 323,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 413		Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>572 582,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541113 Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau (5)	572 582,10	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>572 582,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>572 582,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541213 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	572 582,10	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>572 582,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 415		Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>124 554,24</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541115 Aménagement des abords du Tribunal (5)	124 554,24	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 415		Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>124 554,24</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>62 277,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541215 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	62 277,12	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>62 277,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 416		Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Aménagements de voirie			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>1 227 018,79</b>	<b>14 641,26</b>	<b>300 000,00</b>	<b>314 641,26</b>	<b>314 641,26</b>
4541116 Compte de tiers - Aménagements de voirie (5)	1 227 018,79	14 641,26	300 000,00	314 641,26	314 641,26
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>1 227 018,79</b>	<b>14 641,26</b>	<b>300 000,00</b>	<b>314 641,26</b>	<b>314 641,26</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>1 227 018,77</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>
4541216 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 227 018,77	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>1 227 018,77</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>

N° opération : 417		Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>1 377 897,42</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>
4541117 Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux (5)	1 377 897,42	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 417		Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>1 377 897,42</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>1 377 897,43</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	
4541217 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 377 897,43	0,00	300 000,00	300 000,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>1 377 897,43</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	

N° opération : 418		Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Aménag.voirie rétrocession espaces publics			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541118 Compte de tiers - Aménag.voirie rétrocession espaces publics (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541218 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 419		Intitulé de l'opération : Tram Koennigshoffen - déviation de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>1 328 418,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
4541119 Tram Koennigshoffen - déviation de réseaux (5)	1 328 418,97	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>1 328 418,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>1 328 418,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 419		Intitulé de l'opération : Tram Koennigshoffen - déviation de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
4541219	Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 328 418,97	0,00	0,00	0,00
040	Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>1 328 418,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 422		Intitulé de l'opération : Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
	<b>DEPENSES (a)</b>	<b>477 180,79</b>	<b>0,00</b>	<b>1 771 013,00</b>	<b>1 771 013,00</b>
4541122	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco (5)	477 180,79	0,00	1 771 013,00	1 771 013,00
040	Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
	Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>477 180,79</b>	<b>0,00</b>	<b>1 771 013,00</b>	<b>1 771 013,00</b>
	<b>RECETTES (b)</b>	<b>80 126,40</b>	<b>0,00</b>	<b>921 551,00</b>	<b>921 551,00</b>
4541222	Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	80 126,40	0,00	921 551,00	921 551,00
040	Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>80 126,40</b>	<b>0,00</b>	<b>921 551,00</b>	<b>921 551,00</b>

N° opération : 423		Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
	<b>DEPENSES (a)</b>	<b>59 476,80</b>	<b>5 911,80</b>	<b>40 000,00</b>	<b>45 911,80</b>
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa (5)	59 476,80	5 911,80	40 000,00	45 911,80
040	Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
	Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>59 476,80</b>	<b>5 911,80</b>	<b>40 000,00</b>	<b>45 911,80</b>
	<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541223	Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 423		Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 424		Intitulé de l'opération : Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>52 333,20</b>	<b>0,00</b>	<b>75 000,00</b>	<b>75 000,00</b>	<b>75 000,00</b>
4541124 Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux (5)	52 333,20	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>52 333,20</b>	<b>0,00</b>	<b>75 000,00</b>	<b>75 000,00</b>	<b>75 000,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>72 021,60</b>	<b>0,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>
4541224 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	72 021,60	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>72 021,60</b>	<b>0,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>	<b>45 000,00</b>

N° opération : 425		Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>76 800,00</b>	<b>76 800,00</b>	<b>76 800,00</b>
4541125 Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm (5)	0,00	0,00	76 800,00	76 800,00	76 800,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>76 800,00</b>	<b>76 800,00</b>	<b>76 800,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



N° opération : 425		Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 426		Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>480 000,00</b>	<b>480 000,00</b>	<b>480 000,00</b>
<b>4541126</b> Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile (5)	0,00	0,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00
<b>040</b> Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>480 000,00</b>	<b>480 000,00</b>	<b>480 000,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>30 000,00</b>
<b>4541226</b> Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
<b>040</b> Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>30 000,00</b>

N° opération : 427		Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>834 935,05</b>	<b>834 935,05</b>	<b>834 935,05</b>
<b>4541127</b> Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim (5)	0,00	0,00	834 935,05	834 935,05	834 935,05
<b>040</b> Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>834 935,05</b>	<b>834 935,05</b>	<b>834 935,05</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>834 935,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>4541227</b> Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	834 935,05	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>040</b> Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>834 935,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 428		Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - liaison gare de Strasbourg-Wacken			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541128 Déviations de réseaux - liaison gare de Strasbourg-Wacken (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
4541228 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 429		Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>
4541129 Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase (5)	0,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>
4541229 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>

N° opération : 801		Intitulé de l'opération : Pôle de gestion université 2000			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>238 26 365 071,57</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
458101 Pôle de gestion université 2000 (5)	26 365 071,57	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 801		Intitulé de l'opération : Pôle de gestion université 2000			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>26 365 071,57</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>26 365 071,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
458201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	26 365 071,55	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>26 365 071,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 802		Intitulé de l'opération : Réalisation d'une aire de stationnement à Eschau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>19 570,39</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
458102 Réalisation d'une aire de stationnement à Eschau (5)	19 570,39	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>19 570,39</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>9 785,19</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
458202 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	9 785,19	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>9 785,19</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 805		Intitulé de l'opération : Jardin des sciences			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>141 076,63</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
458105 Jardin des sciences (5)	141 076,63	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 805		Intitulé de l'opération : Jardin des sciences			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>141 076,63</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>					
<b>458205</b> Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>040</b> Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 807		Intitulé de l'opération : Centre de soins des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
<b>458107</b> Centre de soins des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (5)	9 858 917,15	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>040</b> Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>9 858 917,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>					
<b>458207</b> Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	10 109 096,14	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>040</b> Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>10 109 096,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 812		Intitulé de l'opération : Démolition pour aménagement de la rue du Péage			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
<b>458122</b> Démolition pour aménagement de la rue du Péage (5)	724 295,04	0,00	188 568,11	188 568,11	188 568,11
<b>040</b> Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>724 295,04</b>	<b>0,00</b>	<b>188 568,11</b>	<b>188 568,11</b>	<b>188 568,11</b>

N° opération : 812		Intitulé de l'opération : Démolition pour aménagement de la rue du Péage			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
458222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 813		Intitulé de l'opération : Travaux SINGRIST			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>973 987,66</b>	<b>0,00</b>	<b>251 239,50</b>	<b>251 239,50</b>	<b>251 239,50</b>
458123 Travaux SINGRIST (5)	973 987,66	0,00	251 239,50	251 239,50	251 239,50
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>973 987,66</b>	<b>0,00</b>	<b>251 239,50</b>	<b>251 239,50</b>	<b>251 239,50</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>612 613,00</b>	<b>612 613,00</b>	<b>612 613,00</b>
458223 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	612 613,00	612 613,00	612 613,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>612 613,00</b>	<b>612 613,00</b>	<b>612 613,00</b>

N° opération : 814		Intitulé de l'opération : PAPS-PCPI Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) Pôle de compétence en propriété intellectuelle			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>70 411 035,47</b>	<b>0,00</b>	<b>2 068 082,93</b>	<b>2 068 082,93</b>	<b>2 068 082,93</b>
458114 PAPS-PCPI (5)	70 369 260,33	0,00	2 068 082,93	2 068 082,93	2 068 082,93
458113 Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) (5)	38 378,28	0,00	0,00	0,00	0,00
458110 Pôle de compétence en propriété intellectuelle (5)	3 396,86	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 814		Intitulé de l'opération : PAPS-PCPI Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) Pôle de compétence en propriété intellectuelle			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>70 411 035,47</b>	<b>0,00</b>	<b>2 068 082,93</b>	<b>2 068 082,93</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>38 248 131,73</b>	<b>0,00</b>	<b>487 313,55</b>	<b>487 313,55</b>	
<b>458210 458213 458214</b> Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	38 248 131,73	0,00	487 313,55	487 313,55	
<i>040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>38 248 131,73</b>	<b>0,00</b>	<b>487 313,55</b>	<b>487 313,55</b>	

N° opération : 824		Intitulé de l'opération : Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>340 000,00</b>	<b>340 000,00</b>	
<b>458124</b> Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts (5)	0,00	0,00	340 000,00	340 000,00	
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>340 000,00</b>	<b>340 000,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>458224</b> Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 825		Intitulé de l'opération : Espex Rotterdam			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>458125</b> Espex Rotterdam (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

N° opération : 825		Intitulé de l'opération : Espex Rotterdam			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>214 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>214 000,00</b>	<b>214 000,00</b>	
458225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	214 000,00	0,00	214 000,00	214 000,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>214 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>214 000,00</b>	<b>214 000,00</b>	

N° opération : 826		Intitulé de l'opération : Espex Schiltigheim			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>680 000,00</b>	<b>680 000,00</b>	
458126 Espex Schiltigheim (5)	0,00	0,00	680 000,00	680 000,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>680 000,00</b>	<b>680 000,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>235 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>990 000,00</b>	<b>990 000,00</b>	
458226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	235 000,00	0,00	990 000,00	990 000,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>235 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>990 000,00</b>	<b>990 000,00</b>	

N° opération : 827		Intitulé de l'opération : NPNRU - Ecrivains Communes Nord			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
458127 NPNRU - Ecrivains Communes Nord (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a - c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 560,00</b>	<b>19 560,00</b>	
458227 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	19 560,00	19 560,00	

N° opération : 827	Intitulé de l'opération : NPNRU - Ecrivains Communes Nord			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 560,00</b>	<b>19 560,00</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>B7.7</b>

**ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe de séjour	-147 775 831,89	6 000 000,00	29 565 539,15	-171 341 371,04
Amendes de police	-280 942 112,85	5 073 184,00	85 180 082,90	-361 049 011,75
Fonds européens	59 611,85	1 759 715,66	1 144 753,32	674 574,19
Taxe d'aménagement	-118 957 286,21	9 970 000,00	43 664 089,65	-152 651 375,86
<b>Total</b>	<b>-547 615 619,10</b>	<b>22 802 899,66</b>	<b>159 554 465,02</b>	<b>-684 367 184,46</b>

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour</b>			
		<b>Reste à employer au 01/01/N</b>	<b>-147 775 831,89</b>
<b>Recettes</b>			
Article	Libellé article	Montant	
731721	Taxe de séjour	6 000 000,00	
		<b>Total</b>	<b>6 000 000,00</b>
<b>Dépenses</b>			
Article	Libellé article	Montant	
21351	Bâtiments publics	409 130,31	
2312	Agencements et aménagements de terrains	4 655 981,00	
2313	Constructions	18 021 067,84	
61351	Matériel	8 000,00	
617	Etudes et recherches	16 460,00	
6185	Frais de colloques et séminaires	250,00	
62268	Autres honoraires, conseils...	41 500,00	
6228	Divers	17 000,00	
6234	Réceptions	8 250,00	
6247	Transports collectifs du personnel	67 000,00	
64111	Rémunération	250 000,00	
65748	Autres personnes de droit privé	3 525 900,00	
65888	Autres	2 000 000,00	
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	545 000,00	
		<b>Total</b>	<b>29 565 539,15</b>
		<b>Reste à employer au 31/12/N (3)</b>	<b>-171 341 371,04</b>

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Amendes de police</b>			
		<b>Reste à employer au 01/01/N</b>	<b>-280 942 112,85</b>
<b>Recettes</b>			
Article	Libellé article	Montant	
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	5 073 184,00	
		<b>Total</b>	<b>5 073 184,00</b>
<b>Dépenses</b>			
Article	Libellé article	Montant	

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Amendes de police</b>		
2031	Frais d'études	5 179 848,00
204112	Bâtiments et installations	205 004,09
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	586 395,30
204182	Bâtiments et installations	400 000,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	6 000 000,00
2051	Concessions et droits similaires	251 000,00
2111	Terrains nus	2 420 366,61
2128	Autres agencements et aménagements	760 000,00
21351	Bâtiments publics	169 000,00
2151	Réseaux de voirie	17 405 892,84
2152	Installations de voirie	3 501 631,57
21534	Réseaux d'électrification	70 411,95
215738	Autre matériel et outillage de voirie	787 792,40
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	440 000,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	450 000,00
21828	Autres matériels de transport	3 500,00
21838	Autre matériel informatique	22 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	20 000,00
2188	Autres	220 807,50
2312	Agencements et aménagements de terrains	400 000,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	37 469 932,64
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	8 416 500,00
<b>Total</b>		<b>85 180 082,90</b>
<b>Reste à employer au 31/12/N (3)</b>		<b>-361 049 011,75</b>

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Fonds européens</b>		
<b>Reste à employer au 01/01/N</b>		<b>59 611,85</b>
<b>Recettes</b>		
<b>Article</b>	<b>Libellé article</b>	<b>Montant</b>
13172	FEDER	1 759 715,66
<b>Total</b>		<b>1 759 715,66</b>
<b>Dépenses</b>		
<b>Article</b>	<b>Libellé article</b>	<b>Montant</b>
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	31 000,00
2041412	Bâtiments et installations	90 000,00
204181	Biens mobiliers, matériel et études	94 000,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	385 858,78
20422	Bâtiments et installations	543 894,54
<b>Total</b>		<b>1 144 753,32</b>
<b>Reste à employer au 31/12/N (3)</b>		<b>674 574,19</b>

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement</b>		
<b>Reste à employer au 01/01/N</b>		<b>-118 957 286,21</b>
<b>Recettes</b>		
<b>Article</b>	<b>Libellé article</b>	<b>Montant</b>
10226	Taxe d'aménagement 246	9 970 000,00
<b>Total</b>		<b>9 970 000,00</b>

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement</b>		
<b>Dépenses</b>		
<b>Article</b>	<b>Libellé article</b>	<b>Montant</b>
10226	Taxe d'aménagement	5 500 000,00
2031	Frais d'études	2 100 173,00
2041412	Bâtiments et installations	784 500,00
204182	Bâtiments et installations	4 036 417,00
20422	Bâtiments et installations	4 816 102,00
2112	Terrains de voirie	700 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	40 000,00
21321	Immeubles de rapport	13 920 750,15
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	800 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	5 832 077,53
2313	Constructions	623 322,66
2315	Installations, matériel et outillage techniques	4 222 150,31
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	288 597,00
<b>Total</b>		<b>43 664 089,65</b>
<b>Reste à employer au 31/12/N (3)</b>		<b>-152 651 375,86</b>

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b>	<b>C1.1</b>

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>I 75 525 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>62 625 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	21 625 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	41 000 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>12 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
1021	<i>Dotation</i>	0,00	0,00	0,00
10...	<i>Reversement de dotations, fonds divers et réserves</i>			
1021	<i>Dotation</i>	0,00	0,00	0,00
10226	<i>Taxe d'aménagement</i>	5 500 000,00	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	7 400 000,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>75 525 000,00</b>	<b>17 505 274,95</b>	<b>43 687 266,03</b>	<b>136 717 540,98</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES</b> <b>EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES</b>	<b>C1.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 124 831 061,01</b>	<b>10 561 727,49</b>	<b>VI 10 561 727,49</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>30 493 061,01</b>	<b>949 727,49</b>	<b>949 727,49</b>
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	14 000 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	9 970 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	85 000,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
261	Titres de participation	176 000,00	0,00	0,00
27...	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	58 613,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	201 567,37	3 847,86	3 847,86
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00	0,00	0,00
2762	Créances transf. droit déduction TVA	4 294 129,91	936 306,05	936 306,05
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	707 750,73	9 573,58	9 573,58
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>94 338 000,00</b>	<b>9 612 000,00</b>	<b>9 612 000,00</b>
15...	<i>Provisions pour risques et charges</i>			
169	<i>Primes de remboursement des obligations</i>	0,00	0,00	0,00
26...	<i>Participations et créances rattachées</i>			
27...	<i>Autres immobilisations financières</i>			
28...	<i>Amortissement des immobilisations</i>			
2802	<i>Frais liés à la réalisation de document</i>	300 000,00	0,00	0,00
28031	<i>Frais d'études</i>	3 000 000,00	0,00	0,00
28032	<i>Frais de recherche et de développement</i>	200 000,00	0,00	0,00
28033	<i>Frais d'insertion</i>	50 000,00	0,00	0,00
2804111	<i>Subv. Etat : Bien mobilier, matériel</i>	0,00	0,00	0,00
2804112	<i>Subv. Etat : Bâtiments, installations</i>	400 000,00	0,00	0,00
2804113	<i>Subv. Etat : Projet infrastructure</i>	500 000,00	0,00	0,00
2804121	<i>Subv. Régions : Bien mobilier, matériel</i>	150 000,00	0,00	0,00
2804122	<i>Subv. Régions : Bâtiments, installations</i>	400 000,00	0,00	0,00
2804131	<i>Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel</i>	0,00	0,00	0,00
2804133	<i>Subv. Dpt : Projet infrastructure</i>	50 000,00	0,00	0,00
28041411	<i>Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel</i>	0,00	0,00	0,00
28041412	<i>Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations</i>	250 000,00	0,00	0,00
28041413	<i>Subv. Cne GFP : Projet infrastructure</i>	50 000,00	0,00	0,00
28041482	<i>Subv. Autres cnes: Bâtiments, installations</i>	50 000,00	0,00	0,00
28041511	<i>Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel</i>	200 000,00	0,00	0,00
280415342	<i>IC : Bâtiments, installations</i>	50 000,00	0,00	0,00
28041722	<i>SNCF Réseau : Bâtiments, installations</i>	0,00	0,00	0,00
2804181	<i>Autres org pub - Biens mob, mat, études</i>	1 000 000,00	0,00	0,00
2804182	<i>Autres org pub - Bât. et installations</i>	2 600 000,00	0,00	0,00
2804183	<i>Autres org pub-Proj infrastruct int nat.</i>	3 500 000,00	0,00	0,00
280421	<i>Privé - Biens mob., matériel et études</i>	2 400 000,00	0,00	0,00
280422	<i>Privé - Bâtiments et installations</i>	9 000 000,00	0,00	0,00
280423	<i>Privé : Projet infrastructure</i>	0,00	0,00	0,00
2804412	<i>Sub nat org pub - Bât. et installations</i>	400 000,00	0,00	0,00
2805	<i>Licences, logiciels, droits similaires</i>	6 200 000,00	0,00	0,00
28088	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	0,00	0,00	0,00
28121	<i>Plantations d'arbres et d'arbustes</i>	400 000,00	0,00	0,00
28128	<i>Autres aménagements de terrains</i>	4 000 000,00	0,00	0,00
		<b>249</b>		

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281311	Bâtiments administratifs	400 000,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	100 000,00	0,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 400 000,00	0,00	0,00
281316	Equipements de cimetièr	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00
281328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	16 000 000,00	350 000,00	350 000,00
281352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	400 000,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	100 000,00	0,00	0,00
281571	Matériel ferroviaire	0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	100 000,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	1 800 000,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 800 000,00	0,00	0,00
2816	Biens histo. et cult. - dépenses amorti.	0,00	0,00	0,00
281748	Sol autrui - Autres construct° (mad)	0,00	0,00	0,00
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	3 900 000,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 800 000,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	400 000,00	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	650 000,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	800 000,00	0,00	0,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	9 238 000,00	-1 988 000,00	-1 988 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	17 300 000,00	11 250 000,00	11 250 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>135 392 788,50</b>	<b>13 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 792 540,98</b>	<b>196 585 329,48</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>IV 136 717 540,98</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>VIII 196 585 329,48</b>
<b>Solde</b>	<b>IX = VIII – IV (7) 59 867 788,50</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.

<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>V</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Nombre de membres en exercice :

Nombre de membres présents et représentés:

Nombre de suffrages exprimés :

VOTES :

Pour :

Contre :

Abstentions :

Date de convocation :

Présenté par la Présidente,

A Strasbourg, le 10 novembre 2023

Délibéré par l'assemblée l'assemblée de l'Eurométropole de Strasbourg, réunie en session ordinaire

A Strasbourg, le 10 novembre 2023

Les membres de l'assemblée délibérante de l'Eurométropole de Strasbourg.

Certifié exécutoire par la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le

, et de la publication le

A Strasbourg, le

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>24670048800033</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>METROPOLE EUROMETROPOLE STRASBOURG</b>
--	--

POSTE COMPTABLE DE : STRASBOURG MUNICIPALE ET  
EUROMETROPOLE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 49 (1)

<b>Décision modificative 1 (3)</b>
------------------------------------

BUDGET : EUROMET EAU (3)

**ANNEE 2023**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 20

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 21

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 22

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 23

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 25

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures Sans Objet

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
<b>V O T E</b>	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
+		+	+
<b>R E P O R T S</b>	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V O T E</b>	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	-400 000,00	-400 000,00
+		+	+
<b>R E P O R T S</b>	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>		<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>
----------------------------	--------------------	--------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

## DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	13 909 302,00	0,00	400 000,00	400 000,00	14 309 302,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 300 000,00	0,00	0,00	0,00	8 300 000,00
014	Atténuations de produits	10 820 000,00	0,00	0,00	0,00	10 820 000,00
65	Autres charges de gestion courante	120 000,00	0,00	26 400,00	26 400,00	146 400,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>33 149 302,00</b>	<b>0,00</b>	<b>426 400,00</b>	<b>426 400,00</b>	<b>33 575 702,00</b>
66	Charges financières	7 900,00	0,00	0,00	0,00	7 900,00
67	Charges exceptionnelles	528 000,00	0,00	-27 000,00	-27 000,00	501 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		11 933,58	11 933,58	11 933,58
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	314 798,00		-11 333,58	-11 333,58	303 464,42
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>34 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>34 400 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	28 700 000,00		-400 000,00	-400 000,00	28 300 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	8 400 000,00		0,00	0,00	8 400 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>37 100 000,00</b>		<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>36 700 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>71 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>71 100 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>71 100 000,00</b>
---	----------------------

## RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	44 838 717,27	0,00	0,00	0,00	44 838 717,27
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
75	Autres produits de gestion courante	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>45 188 917,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45 188 917,27</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	47 800,00	0,00	0,00	0,00	47 800,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>45 236 717,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45 236 717,27</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	1 200 000,00		0,00	0,00	1 200 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>1 200 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 200 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>46 436 717,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>46 436 717,27</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>24 663 282,73</b>
---	----------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>71 100 000,00</b>
---	----------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>35 500 000,00</b>
---	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	192 000,00	0,00	0,00	0,00	192 000,00
21	Immobilisations corporelles	15 010 866,37	0,00	120 000,00	120 000,00	15 130 866,37
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	20 051 566,76	0,00	-520 000,00	-520 000,00	19 531 566,76
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>35 254 433,13</b>	<b>0,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>34 854 433,13</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	38 900,00	0,00	0,00	0,00	38 900,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 055 395,19		13 232,45	13 232,45	1 068 627,64
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>1 094 295,19</b>	<b>0,00</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>	<b>1 107 527,64</b>
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>36 348 728,32</b>	<b>0,00</b>	<b>-386 767,55</b>	<b>-386 767,55</b>	<b>35 961 960,77</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	1 200 000,00		0,00	0,00	1 200 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	3 991 266,49		-13 232,45	-13 232,45	3 978 034,04
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>5 191 266,49</b>		<b>-13 232,45</b>	<b>-13 232,45</b>	<b>5 178 034,04</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>41 539 994,81</b>	<b>0,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>41 139 994,81</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>4 460 005,19</b>
--	---------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>45 600 000,00</b>
---	----------------------

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	226 010,90	0,00	0,00	0,00	226 010,90
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,10	0,00	0,00	0,00	0,10
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	511,54	0,00	13 232,45	13 232,45	13 743,99
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>226 522,54</b>	<b>0,00</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>	<b>239 754,99</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	4 682 210,97	0,00	0,00	0,00	4 682 210,97
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>4 682 210,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 682 210,97</b>
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>4 908 733,51</b>	<b>0,00</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>	<b>4 921 965,96</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	28 700 000,00		-400 000,00	-400 000,00	28 300 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	8 400 000,00		0,00	0,00	8 400 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	3 991 266,49		-13 232,45	-13 232,45	3 978 034,04
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>41 091 266,49</b>		<b>-413 232,45</b>	<b>-413 232,45</b>	<b>40 678 034,04</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>46 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>45 600 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>45 600 000,00</b>
---	----------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)</b>	<b>35 500 000,00</b>
---	----------------------

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	400 000,00		400 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	26 400,00		26 400,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	-27 000,00	0,00	-27 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	11 933,58	0,00	11 933,58
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	-11 333,58		-11 333,58
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		-400 000,00	-400 000,00
	<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>	<b>400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	120 000,00	0,00	120 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	-520 000,00	-13 232,45	-533 232,45
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	13 232,45		13 232,45
	<b>Dépenses d'investissement – Total</b>	<b>-386 767,55</b>	<b>-13 232,45</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).



<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	13 232,45	-13 232,45	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
491	<i>Dépréciations des comptes de clients</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>		-400 000,00	-400 000,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>13 232,45</b>	<b>-413 232,45</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES</b>				<b>A1</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Budget de l'exercice (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>13 909 302,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>400 000,00</b>
605	Achats d'eau	500 000,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	2 184 000,00	400 000,00	400 000,00
6062	Produits de traitement	28 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	43 800,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	8 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	170 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	991 500,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	938 700,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	7 500,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	45 200,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	23 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	340 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	135 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	25 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 500,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	227 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	36 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 290 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 270,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	3 830,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	10 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	51 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	1 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	45 600,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	58 000,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	3 250 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 300 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	51 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	3 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 000,00	0,00	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	2 060 000,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	53 402,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>8 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	8 300 000,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>10 820 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
701249	Reversement redevance agence de l'eau	10 820 000,00	0,00	0,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>120 000,00</b>	<b>26 400,00</b>	<b>26 400,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	40 000,00	26 400,00	26 400,00
6542	Créances éteintes	80 000,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b> <b>= (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>33 149 302,00</b>	<b>426 400,00</b>	<b>426 400,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>7 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autre	900,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>528 000,00</b>	<b>-27 000,00</b>	<b>-27 000,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	10 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	267 500,00	-27 000,00	-27 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	250 500,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>11 933,58</b>	<b>11 933,58</b>
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	11 933,58	11 933,58
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>314 798,00</b>	<b>-11 333,58</b>	<b>-11 333,58</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b> <b>= a + b + c + d + e + f</b>		<b>34 000 000,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>400 000,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>28 700 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b>	<b>8 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	8 400 000,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION</b> <b>D'INVESTISSEMENT</b>		<b>263 37 100 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>37 100 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>71 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
629	RRR obtenus / autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>44 838 717,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70111	Ventes d'eau aux abonnés	30 836 717,27	0,00	0,00
70118	Autres ventes d'eau	200 000,00	0,00	0,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	10 820 000,00	0,00	0,00
703	Ventes de produits résiduels	20 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	850 000,00	0,00	0,00
7064	Locations de compteurs	1 870 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	242 000,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	0,00	0,00	0,00
<b>73</b>	<b>Produits issus de la fiscalité (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>350 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
748	Autres subventions d'exploitation	350 000,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
752	Revenus des immeubles	200,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>		<b>45 188 917,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>47 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7714	Recouvrement créances admises en non valeur	500,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	40 800,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	5 500,00	0,00	0,00
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>45 236 717,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
722	Immobilisations corporelles	500 000,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	700 000,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>1 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>46 436 717,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>				<b>B1</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Budget de l'exercice (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>192 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	192 000,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>15 010 866,37</b>	<b>120 000,00</b>	<b>120 000,00</b>
2111	Terrains nus	5 000,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments d'exploitation	4 203 540,14	120 000,00	120 000,00
2151	Installations complexes spécialisées	6 312 097,46	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 803 042,40	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	109 892,06	0,00	0,00
21561	Service de distribution d'eau	1 008 460,08	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 398 767,13	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	75 133,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	2 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	92 934,10	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>20 051 566,76</b>	<b>-520 000,00</b>	<b>-520 000,00</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	20 031 566,76	-520 000,00	-520 000,00
238	Avances commandes immo. incorp.	20 000,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>35 254 433,13</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>38 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	20 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	15 000,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	3 900,00	0,00	0,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>1 055 395,19</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>1 094 295,19</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>36 348 728,32</b>	<b>-386 767,55</b>	<b>-386 767,55</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur</b>	<b>700 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	650 000,00	0,00	0,00
139118	Sub. équipt cpte résult. Autres	10 000,00	0,00	0,00
13912	Sub. équipt cpte résult. Régions	20 000,00	0,00	0,00
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	10 000,00	0,00	0,00
13915	Sub. équipt cpte résult. Groupements	10 000,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00
	<b>Charges transférées</b>	<b>500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
21531	Réseaux d'adduction d'eau	500 000,00	0,00	0,00
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (9)</b>	<b>3 991 266,49</b>	<b>-13 232,45</b>	<b>-13 232,45</b>
21311	Bâtiments d'exploitation	0,00	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 991 266,49	-13 232,45	-13 232,45
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>5 191 266,49</b>	<b>-13 232,45</b>	<b>-13 232,45</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>41 539 994,81</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

- (5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
- (6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
- (8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.
- (10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>				<b>B2</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Budget de l'exercice (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>226 010,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	226 010,90	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (hors 165)</b>	<b>0,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	0,10	0,00	0,00
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2151	Installations complexes spécialisées	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>511,54</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	511,54	13 232,45	13 232,45
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>226 522,54</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>4 682 210,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1068	Autres réserves	4 682 210,97	0,00	0,00
<b>165</b>	<b>Dépôts et cautionnements reçus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes financières</b>		<b>4 682 210,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>4 908 733,51</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>28 700 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)</b>	<b>8 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	50 000,00	0,00	0,00
28128	Aménagement Autres terrains	0,00	0,00	0,00
28131	Bâtiments	350 000,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	125 000,00	0,00	0,00
28151	Installations complexes spécialisées	350 000,00	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	5 900 000,00	0,00	0,00
28154	Matériel industriel	100 000,00	0,00	0,00
28156	Matériel spécifique d'exploitation	700 000,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	260 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	50 000,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	15 000,00	0,00	0,00
28188	Autres	500 000,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>37 100 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (8)</b>	<b>3 991 266,49</b>	<b>-13 232,45</b>	<b>-13 232,45</b>
238	Avances commandes immo. incorp.	3 991 266,49	-13 232,45	-13 232,45
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>41 091 266,49</b>	<b>-413 232,45</b>	<b>-413 232,45</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>46 000 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>A2</b>

**A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

<b>CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	<b>Délibération du</b>
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres immobilisations corporelles	5	19/12/2005
L	Concessions brevets licences	1	19/12/2005
L	Construc. bâtiments d'exploitation (IGAAC)	35	19/12/2005
L	Construc. bâtiments administratifs	35	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Equipement radio-téléphone	5	19/12/2005
L	Frais d'études	1	19/12/2005
L	Mat. de bureau et informatique	5	19/12/2005
L	Matériel industriel	10	19/12/2005
L	Matériel spécifique d'exploitation (eau)	15	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Réseaux d'adduction d'eau	45	19/12/2005
L	Véhicules spécifiques	7	19/12/2005
L	Installations complexes spécialisées	15	31/12/2005
L	Autres terrains	20	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	5	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	2	01/01/2015
L	Outillage industriel	15	01/01/2015
L	Logiciels bureautiques	5	19/12/2015

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS</b>	<b>A3.1</b>

**A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS**

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	11 933,58		282 198,68	294 132,26	0,00	294 132,26
Créances irrécouvrables	11 933,58	24/11/2017	282 198,68	294 132,26	0,00	294 132,26
<b>TOTAL SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>11 933,58</b>		<b>282 198,68</b>	<b>294 132,26</b>	<b>0,00</b>	<b>294 132,26</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A4.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>I 1 779 295,19</b>	<b>13 232,45</b>	<b>II 13 232,45</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>23 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	20 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	3 900,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>1 755 395,19</b>	<b>13 232,45</b>	<b>13 232,45</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	700 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 055 395,19	13 232,45	13 232,45

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>1 792 527,64</b>	<b>222 205,78</b>	<b>4 460 005,19</b>	<b>6 474 738,61</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>A4.2</b>

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 37 100 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>VI -400 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>37 100 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	50 000,00	0,00	0,00
28128	Aménagement Autres terrains	0,00	0,00	0,00
28131	Bâtiments	350 000,00	0,00	0,00
281311		0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	125 000,00	0,00	0,00
281351		0,00	0,00	0,00
281355		0,00	0,00	0,00
28151	Installations complexes spécialisées	350 000,00	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	5 900 000,00	0,00	0,00
281531		0,00	0,00	0,00
28154	Matériel industriel	100 000,00	0,00	0,00
28156	Matériel spécifique d'exploitation	700 000,00	0,00	0,00
281561		0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	260 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	50 000,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	15 000,00	0,00	0,00
28188	Autres	500 000,00	0,00	0,00
29...	Dépréciation des immobilisations			
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à répartir plusieurs exercices			
021	Virement de la section d'exploitation	28 700 000,00	-400 000,00	-400 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>36 700 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 682 210,97</b>	<b>41 382 210,97</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>IV 6 474 738,61</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>VIII 41 382 210,97</b>
<b>Solde</b>	<b>IX = VIII – IV (5) 34 907 472,36</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT</b>	<b>B2.1</b>

**B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP0202 Acquisitions de véhicules et d'engins 2013/2016	8 905 767,15	8 905 767,15	17 811 534,30	1 767 623,15	1 337 335,00	5 800 809,00
AP0284 Extension du réseau d'eau	589 601,68	589 601,68	1 179 203,36	141 846,02	350 000,00	97 755,66
AP0254 Extensions de réseaux sur communes périphériques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP0230 Ouvrages et mesures	33 130 045,66	33 130 045,66	66 260 091,32	8 126 219,99	10 623 914,66	14 379 911,01
AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	3 430 714,37	3 430 714,37	6 861 428,74	887 895,89	292 000,00	2 250 818,48
AP0255 Réseaux d'eau	61 708 994,63	61 708 994,63	123 417 989,26	40 065 355,63	6 120 717,76	15 522 921,24
AP0083 Schéma directeur de l'alimentation en eau potable	93 389 154,66	93 889 154,66	187 278 309,32	75 982 345,36	9 223 500,00	8 683 309,30
AP0209 Sécurisation de réservoirs d'eau potable	527 006,81	527 006,81	1 054 013,62	527 006,81	0,00	0,00
AP0102 Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram	11 708 155,32	11 708 155,32	23 416 310,64	1 176 577,17	1 925 817,27	8 605 760,88
AP0295 Travaux d'eau potable connexes au schéma directeur d'asst	9 409 990,06	9 409 990,06	18 819 980,12	3 160 533,90	2 343 849,00	3 905 607,16
AP0229 Travaux sur bâtiments d'exploitation	2 930 000,00	2 930 000,00	5 860 000,00	1 629 211,18	408 093,66	892 695,16

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.





**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>24670048800074</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>METROPOLE EUROMETROPOLE STRASBOURG</b>
--	--

POSTE COMPTABLE DE : STRASBOURG MUNICIPALE ET  
EUROMETROPOLE

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 49 (1)

<b>Décision modificative 1 (3)</b>
------------------------------------

**BUDGET : EUROMET ASSAINISSEMENT (3)**

**ANNEE 2023**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 19

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 20

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 21

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 22

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 23

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 25

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures Sans Objet

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

**EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
<b>V</b>	<b>O</b>		
<b>T</b>	<b>E</b>	-300 000,00	-300 000,00
		+	+
<b>R</b>	<b>E</b>		
<b>P</b>	<b>P</b>	0,00	0,00
<b>O</b>	<b>R</b>	(si déficit)	(si excédent)
<b>R</b>	<b>T</b>	0,00	0,00
		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b>		-300 000,00	-300 000,00

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V</b>	<b>O</b>		
<b>T</b>	<b>E</b>	-400 000,00	-400 000,00
		+	+
<b>R</b>	<b>E</b>		
<b>P</b>	<b>P</b>	0,00	0,00
<b>O</b>	<b>R</b>	(si solde négatif)	(si solde positif)
<b>R</b>	<b>T</b>	0,00	0,00
		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>		-400 000,00	-400 000,00

**TOTAL**

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	-700 000,00	-700 000,00
----------------------------	-------------	-------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES</b>	<b>A2</b>

## DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	28 912 315,00	0,00	652 700,00	652 700,00	29 565 015,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000 000,00
014	Atténuations de produits	6 880 000,00	0,00	0,00	0,00	6 880 000,00
65	Autres charges de gestion courante	190 000,00	0,00	78 100,00	78 100,00	268 100,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>42 982 315,00</b>	<b>0,00</b>	<b>730 800,00</b>	<b>730 800,00</b>	<b>43 713 115,00</b>
66	Charges financières	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
67	Charges exceptionnelles	677 500,00	0,00	-125 000,00	-125 000,00	552 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		21 614,27	21 614,27	21 614,27
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	228 185,00		-27 414,27	-27 414,27	200 770,73
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>43 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>44 500 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	36 000 000,00		-900 000,00	-900 000,00	35 100 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	9 900 000,00		0,00	0,00	9 900 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>45 900 000,00</b>		<b>-900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>45 000 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>89 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>89 500 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>89 500 000,00</b>
---	----------------------

## RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	52 052 605,98	0,00	385 000,00	385 000,00	52 437 605,98
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>52 152 605,98</b>	<b>0,00</b>	<b>385 000,00</b>	<b>385 000,00</b>	<b>52 537 605,98</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	735 000,00	0,00	-685 000,00	-685 000,00	50 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>52 887 605,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>52 587 605,98</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	1 600 000,00		0,00	0,00	1 600 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>1 600 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 600 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>54 487 605,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>54 187 605,98</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>35 312 394,02</b>
---	----------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>89 500 000,00</b>
---	----------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>43 400 000,00</b>
---	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	840 369,92	0,00	95 000,00	95 000,00	935 369,92
21	Immobilisations corporelles	6 943 156,66	0,00	0,00	0,00	6 943 156,66
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	51 503 179,35	0,00	0,00	0,00	51 503 179,35
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>59 286 705,93</b>	<b>0,00</b>	<b>95 000,00</b>	<b>95 000,00</b>	<b>59 381 705,93</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	68 301,00	68 301,00	68 301,00
16	Emprunts et dettes assimilées	73 800,00	0,00	0,00	0,00	73 800,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	2 742 000,00	0,00	-1 096 800,00	-1 096 800,00	1 645 200,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	313 463,56		62 872,98	62 872,98	376 336,54
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>3 129 263,56</b>	<b>0,00</b>	<b>-965 626,02</b>	<b>-965 626,02</b>	<b>2 163 637,54</b>
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>62 415 969,49</b>	<b>0,00</b>	<b>-870 626,02</b>	<b>-870 626,02</b>	<b>61 545 343,47</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	1 600 000,00		0,00	0,00	1 600 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	4 084 030,51		470 626,02	470 626,02	4 554 656,53
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>5 684 030,51</b>		<b>470 626,02</b>	<b>470 626,02</b>	<b>6 154 656,53</b>
<b>TOTAL</b>		<b>68 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>67 700 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>67 700 000,00</b>
---	----------------------

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	15 282 688,51	0,00	0,00	0,00	15 282 688,51
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 179,71	0,00	29 373,98	29 373,98	44 553,69
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>15 297 868,22</b>	<b>0,00</b>	<b>29 373,98</b>	<b>29 373,98</b>	<b>15 327 242,20</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>1 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 500 000,00</b>
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	703 046,00	0,00	0,00	0,00	703 046,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>17 500 914,22</b>	<b>0,00</b>	<b>29 373,98</b>	<b>29 373,98</b>	<b>17 530 288,20</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	36 000 000,00		-900 000,00	-900 000,00	35 100 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	9 900 000,00		0,00	0,00	9 900 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	4 084 030,51		470 626,02	470 626,02	4 554 656,53
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>49 984 030,51</b>		<b>-429 373,98</b>	<b>-429 373,98</b>	<b>49 554 656,53</b>
<b>TOTAL</b>		<b>67 484 944,73</b>	<b>0,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>67 084 944,73</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>615 055,27</b>
--	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>67 700 000,00</b>
---	----------------------



Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)</b>	<b>43 400 000,00</b>
---	----------------------

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	652 700,00		652 700,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	78 100,00		78 100,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	-125 000,00	0,00	-125 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	21 614,27	0,00	21 614,27
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	-27 414,27		-27 414,27
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		-900 000,00	-900 000,00
	<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>	<b>600 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>-300 000,00</b>
---	--------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	68 301,00	0,00	68 301,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	95 000,00	0,00	95 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	470 626,02	470 626,02
26	Participations et créances rattachées	-1 096 800,00	0,00	-1 096 800,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	62 872,98		62 872,98
	<b>Dépenses d'investissement – Total</b>	<b>-870 626,02</b>	<b>470 626,02</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	385 000,00		385 000,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	-685 000,00	0,00	-685 000,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>-300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-300 000,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>-300 000,00</b>
---	--------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	444 193,66	444 193,66
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	29 373,98	26 432,36	55 806,34
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
491	<i>Dépréciations des comptes de clients</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>		-900 000,00	-900 000,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>29 373,98</b>	<b>-429 373,98</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES</b>				<b>A1</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Budget de l'exercice (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>28 912 315,00</b>	<b>652 700,00</b>	<b>652 700,00</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	1 052 900,00	12 000,00	12 000,00
6062	Produits de traitement	30 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	27 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	6 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	275 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	20 986 000,00	385 000,00	385 000,00
6132	Locations immobilières	7 500,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	116 500,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	31 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	660 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien, réparation autres biens immob.	45 500,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	43 100,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	247 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	34 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	375 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 350,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	179 640,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	54 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	21 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	7 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	5 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	5 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	16 500,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	2 700 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 950 025,00	255 700,00	255 700,00
6288	Autres	13 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 000,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	12 800,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>7 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	7 000 000,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>6 880 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	6 880 000,00	0,00	0,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>190 000,00</b>	<b>78 100,00</b>	<b>78 100,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	49 500,00	49 500,00
6542	Créances éteintes	90 000,00	28 600,00	28 600,00
658	Charges diverses de gestion courante	80 000,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>42 982 315,00</b>	<b>730 800,00</b>	<b>730 800,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>12 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	12 000,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>677 500,00</b>	<b>-125 000,00</b>	<b>-125 000,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	427 500,00	-125 000,00	-125 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	250 000,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>21 614,27</b>	<b>21 614,27</b>
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	21 614,27	21 614,27
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>228 185,00</b>	<b>-27 414,27</b>	<b>-27 414,27</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>43 900 000,00</b>	<b>600 000,00</b>	<b>600 000,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>36 000 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b>	<b>9 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	9 900 000,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>45 900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>45 900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 289 (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>89 800 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>			<b>0,00</b>
				+
	<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>			<b>0,00</b>
				=
	<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>			<b>-300 000,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	0,00
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>52 052 605,98</b>	<b>385 000,00</b>	<b>385 000,00</b>
703	Ventes de produits résiduels	6 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	1 950 000,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	38 472 605,98	385 000,00	385 000,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	6 880 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances assainissement non collectif	10 000,00	0,00	0,00
7063	Contrib. communes, etab.pub.(eaux pluv.)	3 600 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	1 100 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	3 000,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	31 000,00	0,00	0,00
<b>73</b>	<b>Produits issus de la fiscalité (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
748	Autres subventions d'exploitation	50 000,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7581	FCTVA	50 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>		<b>52 152 605,98</b>	<b>385 000,00</b>	<b>385 000,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>735 000,00</b>	<b>-685 000,00</b>	<b>-685 000,00</b>
7711	Dédits et pénalités perçus	20 000,00	0,00	0,00
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	500,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	33 500,00	-8 900,00	-8 900,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	680 000,00	-676 100,00	-676 100,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>52 887 605,98</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	1 600 000,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>54 487 605,98</b>	<b>-300 000,00</b>	<b>-300 000,00</b>

	+
<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
	+
<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
	=
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>-300 000,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>840 369,92</b>	<b>95 000,00</b>	<b>95 000,00</b>
2031	Frais d'études	587 369,92	95 000,00	95 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	253 000,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>6 943 156,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2111	Terrains nus	141 000,00	0,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	3 588 861,87	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	1 358 848,80	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	1 003 723,43	0,00	0,00
21562	Service d'assainissement	390 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	355 820,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	103 902,56	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 000,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>51 503 179,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	37 276 400,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	14 226 779,35	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>59 286 705,93</b>	<b>95 000,00</b>	<b>95 000,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>68 301,00</b>	<b>68 301,00</b>
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	68 301,00	68 301,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>73 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	70 000,00	0,00	0,00
1678	Autres dettes condit° particulières	3 800,00	0,00	0,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>2 742 000,00</b>	<b>-1 096 800,00</b>	<b>-1 096 800,00</b>
261	Titres de participation	2 742 000,00	-1 096 800,00	-1 096 800,00
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>313 463,56</b>	<b>62 872,98</b>	<b>62 872,98</b>
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>3 129 263,56</b>	<b>-965 626,02</b>	<b>-965 626,02</b>
458121	Accompagnement à la réhabilitation ANC (6)	0,00	0,00	0,00
458122	Projet Lumieau (6)	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>62 415 969,49</b>	<b>-870 626,02</b>	<b>-870 626,02</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	820 000,00	0,00	0,00
139118	Sub. équipt cpte résult. Autres	200 000,00	0,00	0,00
13912	Sub. équipt cpte résult. Régions	80 000,00	0,00	0,00
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	430 000,00	0,00	0,00
13915	Sub. équipt cpte résult. Groupements	20 000,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	50 000,00	0,00	0,00
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (9)</b>	<b>4 084 030,51</b>	<b>470 626,02</b>	<b>470 626,02</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 084 030,51	470 626,02	470 626,02
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>5 684 030,51</b>	<b>470 626,02</b>	<b>470 626,02</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>68 100 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>				<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES</b>				<b>B2</b>
<b>Chap / art (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Budget de l'exercice (2)</b>	<b>Propositions nouvelles (3)</b>	<b>Vote (4)</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>15 282 688,51</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	15 282 688,51	0,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (hors 165)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>15 179,71</b>	<b>29 373,98</b>	<b>29 373,98</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	15 179,71	29 373,98	29 373,98
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>15 297 868,22</b>	<b>29 373,98</b>	<b>29 373,98</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	1 500 000,00	0,00	0,00
<b>165</b>	<b>Dépôts et cautionnements reçus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>1 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
458221	Accompagnement à la réhabilitation ANC (5)	35 124,00	0,00	0,00
458222	Projet Lumieau (5)	667 922,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>703 046,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>17 500 914,22</b>	<b>29 373,98</b>	<b>29 373,98</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>36 000 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)</b>	<b>9 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
28031	Frais d'études	200 000,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00
28131	Bâtiments	1 900 000,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	300 000,00	0,00	0,00
28151	Installations complexes spécialisées	0,00	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	6 200 000,00	0,00	0,00
28154	Matériel industriel	600 000,00	0,00	0,00
28156	Matériel spécifique d'exploitation	300 000,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	400 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>45 900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (8)</b>	<b>4 084 030,51</b>	<b>470 626,02</b>	<b>470 626,02</b>
2031	Frais d'études	0,00	444 193,66	444 193,66
238	Avances commandes immo. incorp.	4 084 030,51	26 432,36	26 432,36
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>49 984 030,51</b>	<b>-429 373,98</b>	<b>-429 373,98</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>67 484 944,73</b>	<b>-400 000,00</b>	<b>-400 000,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-400 000,00</b>
---	--------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>A2</b>

**A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

<b>CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	<b>Délibération du</b>
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Bât. exploit. Station d'épuration	40	19/12/2005
L	Concessions brevets licences	1	19/12/2005
L	Construc. bât. d'exploitation	35	19/12/2005
L	Construc. bât. d'exploitation	35	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Mat. de bureau et informatique	5	19/12/2005
L	Mat. et outillage industriel	10	19/12/2005
L	Matériel spécifique d'exploitation (assainissement)	15	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Réseaux d'assainissement	45	19/12/2005
L	Station d'épuration biologique	40	19/12/2005
L	Véhicules	7	19/12/2005
L	Frais d'études non suivi de réalisation	5	01/01/2006
L	Installations complexes spécialisées	50	01/01/2017
L	Outillage industriel	10	22/12/2017

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b> <b>ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS</b>	<b>A3.1</b>

**A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS**

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	21 614,27		200 258,99	221 873,26	0,00	221 873,26
Créances irrécouvrables	21 614,27	24/11/2017	200 258,99	221 873,26	0,00	221 873,26
<b>TOTAL SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>21 614,27</b>		<b>200 258,99</b>	<b>221 873,26</b>	<b>0,00</b>	<b>221 873,26</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES</b>	<b>A4.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>I 1 987 263,56</b>	<b>62 872,98</b>	<b>II 62 872,98</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>73 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	70 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	3 800,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>1 913 463,56</b>	<b>62 872,98</b>	<b>62 872,98</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	1 600 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	313 463,56	62 872,98	62 872,98

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>2 050 136,54</b>	<b>463 696,66</b>	<b>0,00</b>	<b>2 513 833,20</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES</b>	<b>A4.2</b>

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 47 400 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>VI -900 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>1 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	1 500 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	0,00	0,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>45 900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>	<b>-900 000,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	200 000,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00
28131	Bâtiments	1 900 000,00	0,00	0,00
281311		0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ...	300 000,00	0,00	0,00
281351		0,00	0,00	0,00
28151	Installations complexes spécialisées	0,00	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	6 200 000,00	0,00	0,00
281532		0,00	0,00	0,00
28154	Matériel industriel	600 000,00	0,00	0,00
28156	Matériel spécifique d'exploitation	300 000,00	0,00	0,00
281562		0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	400 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
29...	Dépréciation des immobilisations			
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à répartir plusieurs exercices			
021	Virement de la section d'exploitation	36 000 000,00	-900 000,00	-900 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>46 500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>615 055,27</b>	<b>0,00</b>	<b>47 115 055,27</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>IV 2 513 833,20</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>VIII 47 115 055,27</b>
<b>Solde</b>	<b>IX = VIII – IV (5) 44 601 222,07</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des restes de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS</b>	<b>A7</b>

## A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 458122		Intitulé de l'opération : Projet Lumieau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
	<b>764 611,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Projet Lumieau (5)	764 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>764 611,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>					
	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Financement par le service (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

N° opération : 458221		Intitulé de l'opération : Accompagnement à la réhabilitation ANC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>					
	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>					
	<b>266 716,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Financement par le tiers (7)	266 716,28	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Financement par le service (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>266 716,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



N° opération : 458222	Intitulé de l'opération : Projet Lumieau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (b)</b>	<b>764 611,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Financement par le tiers (7)	764 611,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Financement par le service (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>764 611,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT</b>	<b>B2.1</b>

**B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP0203 Acquisitions de véhicules et d'engins 2013/2016	12 334 723,90	12 334 723,90	24 669 447,80	3 999 116,92	303 330,00	8 032 276,98
AP0184 Autosurveillance DO	602 753,42	671 054,42	1 273 807,84	602 753,42	68 301,00	0,00
AP0253 Ouvrages sur réseau	804 772,16	804 772,16	1 609 544,32	804 772,16	0,00	0,00
AP0251 Projet Lumieau	483 935,59	483 935,59	967 871,18	483 935,59	0,00	0,00
AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	2 511 515,70	2 511 515,70	5 023 031,40	826 701,64	345 500,00	1 339 314,06
AP0256 Réseaux d'assainissement	77 313 775,44	77 313 775,44	154 627 550,88	45 306 147,10	8 000 000,00	24 007 628,34
AP0127 Schéma directeur assainissement	217 380 242,20	220 888 221,60	438 268 463,80	42 719 507,45	44 189 179,27	133 979 534,88
AP0101 Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)	6 434 799,38	6 434 799,38	12 869 598,76	1 494 532,75	50 000,00	4 890 266,63
AP0204 Travaux stations d'épuration	74 185 186,00	74 185 186,00	148 370 372,00	410 858,72	3 335 000,00	70 439 327,28

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**METROPOLE : EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800058

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

**M. 57**

**Décision modificative 1 (3)**

**Voté par nature**

BUDGET : EUROMET ZAI (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	Sans Objet
B - Modalités de vote du budget	4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	5
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	Sans Objet
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	Sans Objet

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	6
B1 - Présentation des AP votées	Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées	7
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	8
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	11
D1 - Balance générale - Dépenses	13
D2 - Balance générale - Recettes	15

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	Sans Objet
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	Sans Objet
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	Sans Objet
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	23
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	25
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	28
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	30

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée


A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	32
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	33
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	Sans Objet

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b>	<b>C1</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	8 761 467,44	16 096 692,68	-5 151 152,79	A1 2 184 072,45
<b>Investissement</b>	606 496,88	7 896 722,12	(3) -5 151 152,79	A2 2 139 072,45
<b>Fonctionnement</b>	8 154 970,56	8 199 970,56	(4) 0,00	A3 45 000,00

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	2 184 072,45
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	2 139 072,45
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	45 000,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.



<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>		<b>II</b>	
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>		<b>A</b>	
		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	-5 144 000,00	-5 144 000,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>
		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	-7 716 000,00	-7 716 000,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>-12 860 000,00</b>	<b>-12 860 000,00</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>	<b>B2</b>

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2023 - AE0007	Extension de la ZA Eckbolsheim	011	2 170 000,00
2023 - AE0006	La Redoute à Niederhausbergen-Mundolsheim	011	2 860 000,00
2023 - AE0005	Parc d'activités du Sury à Vendenheim	011	0,00
2023 - AE0004	Zone d'activités Extension Quadrant 2 à Entzheim (hors ZAC)	011	475 000,00
2023 - AE0002	Zone d'activités Holtzheim - Extension Est	011	287 700,00
2023 - AE0008	Zone d'activités Parc des Tanneries	011	8 100,00
2023 - AE0001	Zone d'activités d'Eschau	011	87 600,00
2023 - AE0003	Zone d'activités de la Vigie 2 à Ostwald	011	0,00
<b>TOTAL</b>			<b>5 888 400,00</b>
<b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b>		022	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>5 888 400,00</b>

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	10 664 144,90		-5 144 000,00	-5 144 000,00	5 520 144,90
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>10 664 144,90</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>5 520 144,90</b>

<b>TOTAL</b>	<b>10 664 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>5 520 144,90</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	---------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>5 520 144,90</b>
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	8 525 072,45		-5 144 000,00	-5 144 000,00	3 381 072,45
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>8 525 072,45</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>3 381 072,45</b>

<b>TOTAL</b>	<b>8 525 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>3 381 072,45</b>
--------------	---------------------	-------------	----------------------	----------------------	---------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>2 139 072,45</b>
--	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>5 520 144,90</b>
---	---------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)</b>	<b>-2 139 072,45</b>
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>C2</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 332 072,45	0,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	2 760 072,45
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>5 377 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>2 805 072,45</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>5 377 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>2 805 072,45</b>

023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	8 525 072,45		-5 144 000,00	-5 144 000,00	3 381 072,45
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>8 525 072,45</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>3 381 072,45</b>

<b>TOTAL</b>	<b>13 902 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>6 186 144,90</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	---------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>6 186 144,90</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>C2</b>

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 193 000,00	0,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	621 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>3 193 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>621 000,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>3 193 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>621 000,00</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	10 664 144,90		-5 144 000,00	-5 144 000,00	5 520 144,90
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>10 664 144,90</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>5 520 144,90</b>

<b>TOTAL</b>	<b>13 857 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>6 141 144,90</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	---------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>45 000,00</b>
---	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>6 186 144,90</b>
--	---------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)</b>	<b>-2 139 072,45</b>	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	----------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE – DEPENSES</b>	<b>D1</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		-5 144 000,00	-5 144 000,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-5 144 000,00</b>
---	----------------------

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-2 572 000,00		-2 572 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		-5 144 000,00	-5 144 000,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>-2 572 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>-7 716 000,00</b>
--	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).



(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE – RECETTES</b>	<b>D2</b>

**RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		-5 144 000,00	-5 144 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-5 144 000,00</b>
---	----------------------

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-2 572 000,00		-2 572 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		-5 144 000,00	-5 144 000,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>-2 572 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>-7 716 000,00</b>
--	----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b>	<b>A</b>

## DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>10 664 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	10 664 144,90			-5 144 000,00	-5 144 000,00		-5 144 000,00	-5 144 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>10 664 144,90</b>			<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>Total des dépenses d'investissement cumulées</b>	<b>-5 144 000,00</b>
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b>	<b>A</b>

## RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>8 525 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	8 525 072,45		-5 144 000,00	-5 144 000,00	-5 144 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>8 525 072,45</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

<b>R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>Affectation au compte 1068 (9)</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

<b>Total des recettes d'investissement cumulées</b>	<b>-5 144 000,00</b>
---	----------------------

- (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
- (5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>A1</b>

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>10 664 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	10 664 144,90			-5 144 000,00	-5 144 000,00		-5 144 000,00	-5 144 000,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	10 664 144,90		324	-5 144 000,00	-5 144 000,00		-5 144 000,00	-5 144 000,00



**EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMET ZAI - DM - 2023**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
3351	Terrains	1 868 170,00			-399 400,00	-399 400,00		-399 400,00	-399 400,00
3354	Etudes et prestations de services	30 700,00			-5 700,00	-5 700,00		-5 700,00	-5 700,00
3355	Travaux	3 433 202,45			-2 166 900,00	-2 166 900,00		-2 166 900,00	-2 166 900,00
3555	Terrains aménagés	5 332 072,45			-2 572 000,00	-2 572 000,00		-2 572 000,00	-2 572 000,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>10 664 144,90</b>			<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>A3</b>

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>8 525 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	0,00		0,00	0,00	0,00
040	<i>Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)</i>	8 525 072,45		-5 144 000,00	-5 144 000,00	-5 144 000,00
3351	<i>Terrains</i>	1 868 170,00		-399 400,00	-399 400,00	-399 400,00
3354	<i>Etudes et prestations de services</i>	30 700,00		-5 700,00	-5 700,00	-5 700,00
3355	<i>Travaux</i>	2 670 844,00		-2 166 900,00	-2 166 900,00	-2 166 900,00
3555	<i>Terrains aménagés</i>	3 955 358,45		-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00
041	<i>Opérations patrimoniales (10)</i>	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>8 525 072,45</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à versement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b>	<b>B</b>

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>13 902 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>5 888 400,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	5 332 072,45	0,00	5 888 400,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	0,00	-2 572 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>5 377 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>5 888 400,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>5 377 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>5 888 400,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	8 525 072,45			-5 144 000,00	-5 144 000,00		-5 144 000,00	-5 144 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>8 525 072,45</b>			<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

<b>D002 Résultat reporté ou anticipé (6)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

<b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b>	<b>-7 716 000,00</b>
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b>	<b>B</b>

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	<b>TOTAL</b>	<b>13 857 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 193 000,00	0,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>3 193 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>3 193 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	10 664 144,90	0,00	-5 144 000,00	-5 144 000,00	-5 144 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>10 664 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

<b>R002 Résultat reporté ou anticipé (8)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

<b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b>	<b>-7 716 000,00</b>
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>B1</b>

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>13 902 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>5 888 400,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>
011	Charges à caractère général (5)	5 332 072,45	0,00	5 888 400,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	0,00	-2 572 000,00
6015	Terrains à aménager	1 868 170,00	0,00		-399 400,00	-399 400,00	-399 400,00	0,00	-399 400,00
6045	Achats études et prestations de services	30 700,00	0,00		-5 700,00	-5 700,00	-5 700,00	0,00	-5 700,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	3 433 202,45	0,00		-2 166 900,00	-2 166 900,00	-2 166 900,00	0,00	-2 166 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	45 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>5 377 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>5 888 400,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des charges financières et spécifiques</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>5 377 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>5 888 400,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	8 525 072,45			-5 144 000,00	-5 144 000,00		-5 144 000,00	-5 144 000,00
7133	Variat° en-cours de production biens	5 332 072,45			-2 572 000,00	-2 572 000,00		-2 572 000,00	-2 572 000,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	3 193 000,00			-2 572 000,00	-2 572 000,00		-2 572 000,00	-2 572 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00		<b>331</b>	0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>8 525 072,45</b>			<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>		<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>B2</b>

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>13 857 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>	<b>-7 716 000,00</b>
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 193 000,00	0,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	3 193 000,00	0,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>3 193 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>3 193 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>	<b>-2 572 000,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	10 664 144,90	0,00	-5 144 000,00	-5 144 000,00	-5 144 000,00
7133	Variat° en-cours de production biens	5 332 072,45	0,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	5 332 072,45	0,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00	-2 572 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>10 664 144,90</b>	<b>0,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>

**Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)**

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b>	<b>C1.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>I 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES</b> <b>EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES</b>	<b>C1.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 8 525 072,45</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>VI -5 144 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>8 525 072,45</b>	<b>-5 144 000,00</b>	<b>-5 144 000,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
3351	Terrains	1 868 170,00	-399 400,00	-399 400,00
3354	Etudes et prestations de services	30 700,00	-5 700,00	-5 700,00
3355	Travaux	2 670 844,00	-2 166 900,00	-2 166 900,00
35...	Stocks de produits (5)			
3555	Terrains aménagés	3 955 358,45	-2 572 000,00	-2 572 000,00
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>3 381 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>2 139 072,45</b>	<b>0,00</b>	<b>5 520 144,90</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>IV 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>VIII 5 520 144,90</b>
<b>Solde</b>	<b>IX = VIII – IV (7) 5 520 144,90</b>

- (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
- (3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
- (4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.
- (6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
- (7) Indiquer le signe algébrique.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**METROPOLE : EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800090

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

**M. 57**

**Décision modificative 1 (3)**

**Voté par nature**

BUDGET : EUROMET MOBILITES ACTIVES (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	Sans Objet
B - Modalités de vote du budget	4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	5
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	6
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	Sans Objet

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	7
B1 - Présentation des AP votées	8
B2 - Présentation des AE votées	Sans Objet
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	9
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	12
D1 - Balance générale - Dépenses	14
D2 - Balance générale - Recettes	16

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	18
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	22
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	25
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	26
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	27
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	30
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	33
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	36

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée


A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	38
A1.01 - Opérations non ventilables	40
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	41
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	44
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	48
A2.01 - Opérations non ventilables	50
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	51
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	54

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	59
B3.1 - Etat des provisions constituées	61
B3.2 - Etalement des provisions	63
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	64
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	65
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	66
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	67
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	69

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b>	<b>C1</b>

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	171 690 290,92	170 531 444,01	6 157 852,44	A1 4 999 005,53
<b>Investissement</b>	7 508 305,14	5 608 942,73	(3) 1 769 730,29	A2 -129 632,12
<b>Fonctionnement</b>	164 181 985,78	164 922 501,28	(4) 4 388 122,15	A3 5 128 637,65

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 231 751,95	III + IV 0,00	B1	-231 751,95
<b>Investissement</b>	I 231 751,95	III 0,00	B2	-231 751,95
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	4 767 253,58
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	-361 384,07
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	5 128 637,65

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b>	<b>C2</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>231 751,95</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)</b>	<b>231 751,95</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>6586</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>		<b>II</b>	
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>		<b>A</b>	
		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	-2 000 000,00	-2 000 000,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>
		<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	4 200 000,00	4 200 000,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>2 200 000,00</b>	<b>2 200 000,00</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>	<b>B1</b>

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	20, 204, 21, 23	5 730 000,00
AP0275	Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	204	180 000,00
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	20, 204, 21, 23	3 400 000,00
AP0328	Multimodalité 2021-2026	204	56 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>9 366 000,00</b>

<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>	020	0,00
---	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 366 000,00</b>
----------------------	---------------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 691 751,95	0,00	-100 000,00	-100 000,00	1 591 751,95
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	4 936 000,00	0,00	0,00	0,00	4 936 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 225 000,00	0,00	-155 000,00	-155 000,00	1 070 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	4 300 000,00	0,00	-1 690 000,00	-1 690 000,00	2 610 000,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>12 152 751,95</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>	<b>10 207 751,95</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	1 850,00	1 850,00	1 850,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>1 850,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	45 000,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>12 197 751,95</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>	<b>10 209 601,95</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	1 600 000,00		0,00	0,00	1 600 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	102 248,05		-11 850,00	-11 850,00	90 398,05
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>1 702 248,05</b>		<b>-11 850,00</b>	<b>-11 850,00</b>	<b>1 690 398,05</b>

<b>TOTAL</b>	<b>13 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>11 900 000,00</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>11 900 000,00</b>
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 494 000,16	0,00	0,00	0,00	1 494 000,16
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	5 738 004,11	0,00	-2 743 150,00	-2 743 150,00	2 994 854,11
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>7 232 004,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>	<b>4 488 854,27</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	45 000,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>7 277 004,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>	<b>4 488 854,27</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	6 200 000,00		800 000,00	800 000,00	7 000 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	102 248,05		-11 850,00	-11 850,00	90 398,05
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>6 302 248,05</b>		<b>788 150,00</b>	<b>788 150,00</b>	<b>7 090 398,05</b>

<b>TOTAL</b>	<b>13 579 252,32</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>11 579 252,32</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>320 747,68</b>
--	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>11 900 000,00</b>
---	----------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)</b>	<b>5 400 000,00</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>C2</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 318 880,00	0,00	2 608,00	2 608,00	5 321 488,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00
014	Atténuations de produits	350 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00	320 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	183 331 120,00	0,00	-3 572 608,00	-3 572 608,00	179 758 512,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>191 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>187 700 000,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	7 800 000,00		7 000 000,00	7 000 000,00	14 800 000,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>199 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>202 500 000,00</b>

023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	6 200 000,00		800 000,00	800 000,00	7 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>6 200 000,00</b>		<b>800 000,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>7 000 000,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>205 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>209 500 000,00</b>
--------------	-----------------------	-------------	---------------------	---------------------	-----------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>209 500 000,00</b>
--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>C2</b>

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 900 000,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00	2 600 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	14 412,35	0,00	0,00	0,00	14 412,35
731	Fiscalité locale	124 000 000,00	0,00	6 400 000,00	6 400 000,00	130 400 000,00
74	Dotations et participations (4)	5 766 150,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	7 666 150,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	62 890 800,00	0,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00	58 890 800,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>195 571 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>199 571 362,35</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	3 000 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	3 200 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>198 571 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>202 771 362,35</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	1 600 000,00		0,00	0,00	1 600 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>1 600 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 600 000,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>200 171 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>204 371 362,35</b>
--------------	-----------------------	-------------	---------------------	---------------------	-----------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>5 128 637,65</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>209 500 000,00</b>
--	-----------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)</b>	<b>5 400 000,00</b>	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	---------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE – DEPENSES</b>	<b>D1</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	-100 000,00	0,00	-100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	-155 000,00	0,00	-155 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-1 690 000,00	-11 850,00	-1 701 850,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	1 850,00	0,00	1 850,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	-45 000,00	0,00	-45 000,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>-1 988 150,00</b>	<b>-11 850,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-2 000 000,00</b>
---	----------------------

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	2 608,00		2 608,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	-30 000,00		-30 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-3 572 608,00	0,00	-3 572 608,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	7 000 000,00	800 000,00	7 800 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>3 400 000,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>4 200 000,00</b>
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE – RECETTES</b>	<b>D2</b>

**RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-2 743 150,00	0,00	-2 743 150,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	-11 850,00	-11 850,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		800 000,00	800 000,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	-45 000,00	0,00	-45 000,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>-2 788 150,00</b>	<b>788 150,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>-2 000 000,00</b>
---	----------------------

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-300 000,00		-300 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	6 400 000,00		6 400 000,00
74	Dotations et participations (8)	1 900 000,00		1 900 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	-4 000 000,00	0,00	-4 000 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	200 000,00	0,00	200 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>4 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>4 200 000,00</b>
--	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b>	<b>A</b>

## DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>13 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 366 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 090 000,00</b>	<b>90 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 691 751,95	0,00	750 000,00	-100 000,00	-100 000,00	-200 000,00	100 000,00	-100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	4 936 000,00	0,00	4 936 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 225 000,00	0,00	1 070 000,00	-155 000,00	-155 000,00	-155 000,00	0,00	-155 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 300 000,00	0,00	2 610 000,00	-1 690 000,00	-1 690 000,00	-1 690 000,00	0,00	-1 690 000,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>12 152 751,95</b>	<b>0,00</b>	<b>9 366 000,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>	<b>-2 045 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	1 850,00	1 850,00	0,00	1 850,00	1 850,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>1 850,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	45 000,00	0,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00	0,00	-45 000,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>12 197 751,95</b>	<b>0,00</b>	<b>9 366 000,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>	<b>-2 090 000,00</b>	<b>101 850,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	1 600 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	102 248,05			-11 850,00	-11 850,00		-11 850,00	-11 850,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>1 702 248,05</b>			<b>-11 850,00</b>	<b>-11 850,00</b>		<b>-11 850,00</b>	<b>-11 850,00</b>

<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>Total des dépenses d'investissement cumulées</b>	<b>-2 000 000,00</b>
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b>	<b>A</b>

## RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>13 579 252,32</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 494 000,16	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	5 738 004,11	0,00	-2 743 150,00	-2 743 150,00	-2 743 150,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>7 232 004,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	45 000,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>7 277 004,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	6 200 000,00		800 000,00	800 000,00	800 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	102 248,05		-11 850,00	-11 850,00	-11 850,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>6 302 248,05</b>		<b>788 150,00</b>	<b>788 150,00</b>	<b>788 150,00</b>

<b>R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

<b>Affectation au compte 1068 (9)</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

<b>Total des recettes d'investissement cumulées</b>	<b>-2 000 000,00</b>
---	----------------------

- (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
- (5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>A1</b>

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>13 900 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 366 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 090 000,00</b>	<b>90 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 691 751,95	0,00	750 000,00	-100 000,00	-100 000,00	-200 000,00	100 000,00	-100 000,00
2031	Frais d'études	1 691 751,95	0,00		-100 000,00	-100 000,00	-200 000,00	100 000,00	-100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	4 936 000,00	0,00	4 936 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	56 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	200 000,00	0,00		-200 000,00	-200 000,00	-200 000,00	0,00	-200 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	4 500 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	180 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 225 000,00	0,00	1 070 000,00	-155 000,00	-155 000,00	-155 000,00	0,00	-155 000,00
2138	Autres constructions	155 000,00	0,00		-155 000,00	-155 000,00	-155 000,00	0,00	-155 000,00
2151	Réseaux de voirie	400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	670 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 300 000,00	0,00	2 610 000,00	-1 690 000,00	-1 690 000,00	-1 690 000,00	0,00	-1 690 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 300 000,00	0,00		-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00	0,00	-300 000,00
2313	Constructions	100 000,00	0,00		-100 000,00	-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	2 600 000,00	0,00		-1 190 000,00	-1 190 000,00	-1 190 000,00	0,00	-1 190 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	300 000,00	0,00		-100 000,00	-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>12 152 751,95</b>	<b>0,00</b>	<b>9 366 000,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>	<b>-2 045 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>-1 945 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

**EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMET MOBILITES ACTIVES - DM - 2023**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	1 850,00	1 850,00	0,00	1 850,00	1 850,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00		1 850,00	1 850,00	0,00	1 850,00	1 850,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 850,00</b>	<b>1 850,00</b>
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	45 000,00	0,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00	0,00	-45 000,00
4541130	Mandat vélo	45 000,00	0,00		-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00	0,00	-45 000,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>12 197 751,95</b>	<b>0,00</b>	<b>9 366 000,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>	<b>-2 090 000,00</b>	<b>101 850,00</b>	<b>-1 988 150,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	1 600 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	1 600 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 200 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13912	Subv. transf. Régions	100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13913	Subv. transf. Départements	220 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	80 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	102 248,05			-11 850,00	-11 850,00		-11 850,00	-11 850,00
2315	Install., matériel et outill. technique	102 248,05			-11 850,00	-11 850,00		-11 850,00	-11 850,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>1 702 248,05</b>			<b>-11 850,00</b>	<b>-11 850,00</b>		<b>-11 850,00</b>	<b>-11 850,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.1</b>

**Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.3</b>

Cet état ne contient pas d'information.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>A3</b>

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>13 579 252,32</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>	<b>-2 000 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 494 000,16	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 314 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	5 738 004,11	0,00	-2 743 150,00	-2 743 150,00	-2 743 150,00
1641	Emprunts en euros	5 738 004,11	0,00	-2 743 150,00	-2 743 150,00	-2 743 150,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>7 232 004,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>	<b>-2 743 150,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	45 000,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00	-45 000,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>7 277 004,27</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>	<b>-2 788 150,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	6 200 000,00		800 000,00	800 000,00	800 000,00
28031	Frais d'études	40 000,00		0,00	0,00	0,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	5 000,00		0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	5 000,00		0,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	40 000,00		0,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	4 400 000,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 700 000,00		800 000,00	800 000,00	800 000,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	5 000,00		0,00	0,00	0,00

**EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMET MOBILITES ACTIVES - DM - 2023**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281828	Autres matériels de transport	5 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	102 248,05		-11 850,00	-11 850,00	-11 850,00
238	Avances commandes immo corporelles	102 248,05		-11 850,00	-11 850,00	-11 850,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>6 302 248,05</b>		<b>788 150,00</b>	<b>788 150,00</b>	<b>788 150,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b>	<b>B</b>

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>205 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	5 318 880,00	0,00	0,00	2 608,00	2 608,00	0,00	2 608,00	2 608,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	350 000,00	0,00		-30 000,00	-30 000,00		-30 000,00	-30 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	183 331 120,00	0,00	0,00	-3 572 608,00	-3 572 608,00	0,00	-3 572 608,00	-3 572 608,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>191 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	7 800 000,00			7 000 000,00	7 000 000,00		7 000 000,00	7 000 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>7 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 000 000,00</b>	<b>7 000 000,00</b>		<b>7 000 000,00</b>	<b>7 000 000,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>199 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>3 400 000,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	6 200 000,00			800 000,00	800 000,00		800 000,00	800 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>6 200 000,00</b>			<b>800 000,00</b>	<b>800 000,00</b>		<b>800 000,00</b>	<b>800 000,00</b>

<b>D002 Résultat reporté ou anticipé (6)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

<b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b>	<b>4 200 000,00</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b>	<b>B</b>

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>200 171 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 900 000,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	14 412,35	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	124 000 000,00	0,00	6 400 000,00	6 400 000,00	6 400 000,00
74	Dotations et participations (3)	5 766 150,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	62 890 800,00	0,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>195 571 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	3 000 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>3 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>198 571 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>R002 Résultat reporté ou anticipé (8)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

<b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b>	<b>4 200 000,00</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>B1</b>

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>205 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>
011	Charges à caractère général (5)	5 318 880,00	0,00	0,00	2 608,00	2 608,00	0,00	2 608,00	2 608,00
60623	Alimentation	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	23 681,00	23 681,00	0,00	23 681,00	23 681,00
6068	Autres matières et fournitures	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 103 310,00	0,00	0,00	469 150,00	469 150,00	0,00	469 150,00	469 150,00
6132	Locations immobilières	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	41 260,00	0,00	0,00	56 000,00	56 000,00	0,00	56 000,00	56 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 300,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
617	Études et recherches	935 000,00	0,00	0,00	-223 323,00	-223 323,00	0,00	-223 323,00	-223 323,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	960 000,00	0,00	0,00	-345 500,00	-345 500,00	0,00	-345 500,00	-345 500,00
6228	Divers	100 000,00	0,00	0,00	-49 400,00	-49 400,00	0,00	-49 400,00	-49 400,00
6231	Annonces et insertions	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	170 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6238	Divers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	125 000,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	350 000,00	0,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00
739156	Revers. sur taxe versement mobilité	350 000,00	0,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00
016	APA	0,00	0,00	370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

EUROMETROPOLE STRASBOURG - EUROMET MOBILITES ACTIVES - DM - 2023

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	183 331 120,00	0,00	0,00	-3 572 608,00	-3 572 608,00	0,00	-3 572 608,00	-3 572 608,00
6518	Divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	3 000 000,00	0,00		-2 900 000,00	-2 900 000,00	0,00	-2 900 000,00	-2 900 000,00
65732	Subv. fonct. régions	7 236 654,00	0,00		-301 617,00	-301 617,00	0,00	-301 617,00	-301 617,00
6573643	Subv. fonct. fermier et concessionnaire	170 516 042,00	0,00		-52 366,00	-52 366,00	0,00	-52 366,00	-52 366,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 708 124,00	0,00		-288 625,00	-288 625,00	0,00	-288 625,00	-288 625,00
65818	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	870 300,00	0,00		-30 000,00	-30 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>191 300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>	<b>-3 600 000,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	7 800 000,00			7 000 000,00	7 000 000,00		7 000 000,00	7 000 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	7 800 000,00			7 000 000,00	7 000 000,00		7 000 000,00	7 000 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des charges financières et spécifiques</b>		<b>7 800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 000 000,00</b>	<b>7 000 000,00</b>		<b>7 000 000,00</b>	<b>7 000 000,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>199 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>3 400 000,00</b>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)</i>	6 200 000,00			800 000,00	800 000,00		800 000,00	800 000,00
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	6 200 000,00			800 000,00	800 000,00		800 000,00	800 000,00
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)</i>	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>6 200 000,00</b>			<b>800 000,00</b>	<b>800 000,00</b>		<b>800 000,00</b>	<b>800 000,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE</b>	<b>B2</b>

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>200 171 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 900 000,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	2 900 000,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	14 412,35	0,00	0,00	0,00	0,00
738	Autres impôts et taxes	14 412,35	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	124 000 000,00	0,00	6 400 000,00	6 400 000,00	6 400 000,00
73156	Versement mobilité	124 000 000,00	0,00	6 400 000,00	6 400 000,00	6 400 000,00
74	Dotations et participations (4)	5 766 150,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00
74611	DGD des communes et EPCI	1 913 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	3 000 000,00	0,00	1 850 000,00	1 850 000,00	1 850 000,00
7472	Participation régions	232 932,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	62 890 800,00	0,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	10 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	62 800 000,00	0,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00	-4 000 000,00
75888	Autres	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>195 571 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	3 000 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	3 000 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>198 571 362,35</b>	<b>0,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>4 200 000,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	1 600 000,00		0,00	0,00	0,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	1 600 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>1 600 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

373  
 Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>1 850,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b>	<b>A1</b>

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 207 751,95</b>		<b>10 209 601,95</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	1 591 751,95		1 591 751,95
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	4 936 000,00		4 936 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 070 000,00		1 070 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	2 610 000,00		2 610 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 850,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 488 854,27</b>		<b>4 488 854,27</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	1 494 000,16		1 494 000,16
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	2 994 854,11		2 994 854,11
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.01</b>

## 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	
	<b>DEPENSES</b>		<b>1 850,00</b>
275	Dépôts et cautionnements versés		1 850,00
	<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.900</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>897 751,95</b>	<b>9 310 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	841 751,95	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	56 000,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	1 070 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	2 410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 488 854,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	180 000,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	1 314 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éta financiers	0,00	0,00	0,00	2 994 854,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						
		Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éta financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des étés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A1.908</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 207 751,95	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 591	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 936	
215	Installat <sup>o</sup> , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 070	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 410	
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>RECETTES</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 488 854,27	
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,16	
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 314	
164	Emprunts auprès des états financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 994	
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	854,11	
									0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A2</b>

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>3 128 981,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	823 681,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>4 864 412,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	14 412,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	4 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)</b>	<b>A2</b>

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>199 371 019,00</b>		<b>202 500 000,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	4 497 807,00		5 321 488,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 300 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00		320 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	179 753 212,00		179 758 512,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	14 800 000,00		14 800 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>197 906 950,00</b>		<b>202 771 362,35</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00		2 600 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 412,35
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	130 400 000,00		130 400 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 816 150,00		7 666 150,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	58 890 800,00		58 890 800,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200 000,00		3 200 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.01</b>

**01 – OPERATIONS NON VENTILABLES**

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
<b>DEPENSES</b>		<b>3 128 981,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	23 681,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>4 864 412,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
738	Autres impôts et taxes	14 412,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	4 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
738	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.930</b>

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 128 981,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 681,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 864 412,35</b>
738	Autres impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 412,35
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 850 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 130 836,00</b>	<b>195 240 183,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	1 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	910 150,00	1 662 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	36 000,00	121 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	12 000,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	531 677,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	104 500,00	560 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	65 000,00	146 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	2 206 509,00	176 611 703,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	835 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	14 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 610 800,00</b>	<b>195 296 150,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	130 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	1 913 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	282 932,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	10 800,00	58 880 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE</b>	<b>A2.938</b>

## FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>199 371 019,00</b>
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 572 460,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 260,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 300,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	711 677,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	665 100,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
657	Charges intervent <sup>e</sup> cpt prop. - Subvent <sup>e</sup>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 818 212,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	835 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 800 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>197 906 950,00</b>
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 400 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 913 218,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 932,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	620 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 890 800,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200 000,00

394

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS</b>	<b>B2</b>

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Durée (en années)	Délégation du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1524.49 €		
	<b>Catégories de biens amortis</b>		
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000€ (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000€ - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000€ - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000€ - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d'équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieures immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	2 roues électriques (vélos, bipoteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaïques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N</b>	<b>B3.1</b>

**PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	14 800 000,00		13 200 000,00	28 000 000,00	0,00	28 000 000,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	14 800 000,00		13 200 000,00	28 000 000,00	0,00	28 000 000,00
Provision pour perte d'exploitation	14 800 000,00	24/09/2021	13 200 000,00	28 000 000,00	0,00	28 000 000,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions semi-budgétaires</b>	<b>14 800 000,00</b>		<b>13 200 000,00</b>	<b>28 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 000 000,00</b>
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions budgétaires</b>	<b>0,00</b>	<b>398</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>14 800 000,00</b>		<b>13 200 000,00</b>	<b>28 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 000 000,00</b>

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS</b>	<b>B3.2</b>

**B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>B7.2</b>

**ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)**

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
<b>8026</b>	<b>Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8027</b>	<b>Subvention à recevoir par annuité</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8028</b>	<b>Autres engagements reçus</b>			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		-105 348 110,85	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>B7.7</b>

**ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Versement Mobilité	-105 348 110,85	133 400 000,00	148 400 896,08	-120 349 006,93
<b>Total</b>	<b>-105 348 110,85</b>	<b>133 400 000,00</b>	<b>148 400 896,08</b>	<b>-120 349 006,93</b>

<b>Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Versement Mobilité</b>		
		<b>Reste à employer au 01/01/N</b>
		<b>-105 348 110,85</b>
<b>Recettes</b>		
<b>Article</b>	<b>Libellé article</b>	<b>Montant</b>
73156	Versement Mobilité	130 400 000,00
773	Annulation de mandats sur exercices antérieurs	3 000 000,00
<b>Total</b>		<b>133 400 000,00</b>
<b>Dépenses</b>		
<b>Article</b>	<b>Libellé article</b>	<b>Montant</b>
6573643	aux fermiers et aux concessionnaires	148 400 896,08
<b>Total</b>		<b>148 400 896,08</b>
		<b>Reste à employer au 31/12/N (3)</b>
		<b>-120 349 006,93</b>

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b>	<b>C1.1</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>I 1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	1 600 000,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>231 751,95</b>	<b>0,00</b>	<b>1 831 751,95</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES</b>	<b>C1.2</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 6 200 000,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>VI 800 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>6 200 000,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>800 000,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	40 000,00	0,00	0,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	5 000,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	5 000,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	40 000,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	4 400 000,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 700 000,00	800 000,00	800 000,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	5 000,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	5 000,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>7 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>320 747,68</b>	<b>0,00</b>	<b>7 320 747,68</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres 404</b>	IV <b>1 831 751,95</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	VIII <b>7 320 747,68</b>



<b>Solde</b>	<b>IX = VIII – IV (7)</b>	<b>5 488 995,73</b>
--------------	---------------------------	---------------------

- (1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
- (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
- (3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
- (4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.
- (6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
- (7) Indiquer le signe algébrique.

## Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

**Point 1 à l'ordre du jour** : Décision modificative n°1 et modification des autorisations de programme afférentes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

**Pour : 58 voix + 1**

+ 1 voix : Mme Anne MISTLER a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

**Contre : 31 voix + 2**

+ 2 voix : M. Jean-Philippe MAURER, qui détenait la procuration de M. Jean-Philippe VETTER, a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter CONTRE.

**Abstention : 3 voix**

Décision modificative n°1 et modification des autorisations de programme afférentes de l'Eurométropole de Strasbourg.

<p><b>Pour</b></p> <p><b>58</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Françoise, SCHANN Gérard, SCHOEPPF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia</p>
<p><b>Contre</b></p> <p><b>31</b></p>	<p>AMIET Eric, BADER Camille, BALL Christian, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KANNENGIESER Michèle, KIRCHER Jean-Louis, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, LOBSTEIN Andre, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MEYER Isabelle, PERRIN Pierre, PHILIPPS Thibaud, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHALCK Elsa, STEINMANN Elodie, TRAUTMANN Catherine, WACKERMANN Valerie</p>
<p><b>Abstention</b></p> <p><b>3</b></p>	<p>FROEHLI Claude, SCHAAL Rene, ULRICH Laurent</p>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Versement d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat à l'ensemble des agent·es public·ques de la collectivité.**

#### **Numéro E-2023-1096**

La hausse historique de l'inflation depuis mars 2022 a entraîné une perte de pouvoir d'achat conséquente des fonctionnaires territoriaux·les, qui a pu être partiellement limitée par les revalorisations du point d'indice (successivement de 3,5 % en juillet 2022 et de 1,5 % en juillet 2023 après un gel de plus de 5 années).

L'Eurométropole de Strasbourg, particulièrement attentive à la situation de ses agent·es, s'attache à mettre en œuvre des mesures locales destinées à limiter cette érosion. Ainsi, en 2022, une salve de mesures de revalorisation du régime indemnitaire a été votée au titre du second volet du RIFSEEP, pour un montant annuel de l'ordre de 2,2 millions d'euros au bénéfice des collaborateur·rices de la collectivité, avec un accent mis sur l'égalité femme-homme dans le milieu professionnel, mais aussi sur la reconnaissance de sujétions et d'expertises particulières ainsi que de surcharges d'activités ponctuelles par le biais d'une prime d'intérim.

Dans un contexte national de décrochage des salaires de la fonction publique, le ministre de la Transformation et de la Fonction publique a annoncé le 12 juin dernier la création d'une prime exceptionnelle dite « de pouvoir d'achat » qui s'est vue concrétiser par un décret le 31 juillet 2023 limité cependant au seul périmètre des agent·es des fonctions publiques de l'Etat et hospitalière percevant moins de 3 250 € brut par mois. Cette prime systématique a d'ores et déjà été versée à la grande majorité des agent·es susmentionné·es à cette date.

Le projet de décret destiné à décliner cette prime de pouvoir d'achat à la fonction publique territoriale vient d'être examiné au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT). En vertu du principe de libre administration des collectivités, cette prime sera facultative. Il appartient donc à chaque collectivité ou établissement public de décider d'accorder ou non cette prime en une ou plusieurs fractions dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2024, ou encore d'en moduler le montant.

Considérant la baisse de pouvoir d'achat continue subie par ses agent·es en dépit d'un léger ralentissement de l'inflation, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite pour sa part

assumer pleinement la poursuite de sa politique managériale et de ressources humaines volontariste, reconnaissante et de soutien au pouvoir d'achat de ses agent-es.

Aussi le présent rapport a-t-il pour objet de proposer au Conseil le versement d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat qui, contrairement à la proposition de l'État, serait versée avant la fin de l'année 2023, et qui en outre bénéficierait à l'ensemble des agent-es de la collectivité répondant aux conditions définies selon des modalités spécifiques précisées ci-dessous.

Cette mesure, qui concernerait près de 7 000 agent-es de la collectivité, représenterait un effort financier global de l'Eurométropole et la ville de Strasbourg de l'ordre de 4 millions d'euros.

Ce projet a été soumis à l'avis du Comité social territorial réuni le 19 octobre 2023.

### **I. Les personnels éligibles pour recevoir la prime exceptionnelle de « pouvoir d'achat »**

Pourront bénéficier de la prime au sein de l'Eurométropole et la ville de Strasbourg les agent-es titulaires et stagiaires et les agent-es contractuel·les de droit public (sauf les saisonnier·es) dès lors qu'il·elles remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- avoir comptabilisé au moins 30 jours d'activité au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 à l'Eurométropole de Strasbourg,
- être en position d'activité (ou en congé assimilé à l'activité pour les agent-es contractuel·les) ou en disponibilité (ou congé non rémunéré) ou en congé parental à l'Eurométropole de Strasbourg au 1<sup>er</sup> novembre 2023.

Ne seront donc pas éligibles notamment :

- les saisonnier·ères, les agent-es contractuel·les de droit privé, les vacataires, les apprenti·es, les stagiaires gratifié·es et les volontaires du service civique,
- les agent-es ayant quitté définitivement la collectivité ou faisant l'objet d'un détachement hors de l'EMS au 1<sup>er</sup> novembre 2023.

### **II. Les modalités de mise en œuvre de cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle :**

#### **- les éléments de rémunération pris en compte**

La prime est versée en fonction de l'indice majoré détenu par l'agent·e au 30 juin 2023 ou le dernier détenu par celui.

#### **- les montants de la prime**

Un barème fixe le montant forfaitaire de la prime, entre 250 € et 800 € bruts, alloué aux agent-es en fonction de la tranche traitement (indice majoré) dans laquelle ils·elles se situent.

Les agent-es remplissant les conditions bénéficieront du versement de la prime en fonction de ce barème :

<b>Tranches de rémunération (indice majoré (IM) détenu au 30 juin 2023)</b>	<b>Montant forfaitaire de la prime de pouvoir d'achat</b>
Inférieure à l'IM 336	800 €
égale ou supérieure à l'IM 336 et inférieure ou égale à l'IM 392	700 €
égale ou supérieure à l'IM 393 et inférieure ou égale à l'IM 417	600 €
égale ou supérieure à l'IM 418 et inférieure ou égale à l'IM 442	500 €
égale ou supérieure à l'IM 443 et inférieure ou égale à l'IM 463	400 €
égale ou supérieure à l'IM 464 et inférieure ou égale à l'IM 484	350 €
égale ou supérieure à l'IM 485 et inférieure ou égale à l'IM 550	300 €
supérieure ou égale à l'IM 551	250 €

La prime sera versée sur la paie de décembre 2023 sous la forme de :

- l'indemnité de suivi et d'orientation (ISO) pour les professeur-es et assistant-es d'enseignement artistique,
- l'indemnité spéciale de fonction pour les agent-es relevant du cadre d'emplois des directeurs de police municipale et l'indemnité administrative de technicité (IAT) pour les autres cadres d'emplois relevant de la filière police municipale,
- l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise pour l'ensemble des autres agent-es éligibles au RIFSEEP.

Le montant de la prime sera modulé à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi en position d'activité sur la période de référence (du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*  
*après avis du Comité social territorial*  
*vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'État, et les différents arrêtés pris en application fixant les plafonds du R.I.F.S.E.E.P. applicables aux corps de référence à l'Etat*  
*vu la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg (devenue Eurométropole de Strasbourg) du 24 novembre 2000 relative au régime indemnitaire*  
*vu la délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 décembre 2018 relative au régime indemnitaire de la filière police municipale*  
*vu la délibération n° E-2022-1049 du 30 septembre 2022 sur l'actualisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) des agent-es de l'Eurométropole de Strasbourg*

*sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

*du versement d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat pour les agent-es qui ont comptabilisé au moins 30 jours d'activité sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 et qui sont en position d'activité (ou en congé assimilé à l'activité pour les agent-es contractuel-les) ou en disponibilité (ou congé non rémunéré) ou en congé parental à l'Eurométropole de Strasbourg au 1<sup>er</sup> novembre 2023, dans les conditions énoncées au présent rapport. Elle sera versée sur la paie de décembre 2023 sous la forme d'une indemnité de suivi et d'orientation (ISO) pour les professeur-es et assistant-es d'enseignement artistique, d'une indemnité spéciale de fonction pour les agent-es relevant du cadre d'emplois des directeurs de police municipale, d'une indemnité administrative de technicité (IAT) pour les autres cadres d'emplois relevant de la filière police municipale et d'une indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE complémentaire) pour tous et toutes les autres agent-es éligibles au RIFSEEP,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e :*

- *à déterminer le montant individuel de l'indemnité susmentionnée applicable à chaque agent·e concerné·e, dans le cadre fixé dans le rapport de la présente délibération,*
- *à décider de l'adaptation du dispositif à l'évolution du droit sur lequel il se fonde,*
- *à inscrire les sommes correspondantes sur le chapitre 012 charges de personnel.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162446-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 10 NOVEMBRE 2023 - Point n°2

Versement d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat à l'ensemble des agent·es public·ques de la collectivité.

<p><b>Pour</b></p> <p style="font-size: 2em;"><b>89</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BAUR Jacques, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Françoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliyya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia</p>
<p><b>Contre</b></p> <p style="font-size: 2em;"><b>0</b></p>	
<p><b>Abstention</b></p> <p style="font-size: 2em;"><b>0</b></p>	



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg : avenant n°1.**

#### **Numéro E-2023-1111**

L'Eurométropole de Strasbourg a confié, à la Société API RESTAURATION, la fabrication et la distribution de prestations de restauration au bénéfice de deux restaurants administratifs, situés au Centre administratif dit Etoile et à la Fédération, en vertu d'un contrat de délégation de service public ayant pris effet au 1<sup>er</sup> avril 2018 pour une durée de dix (10) ans.

La crise sanitaire dite COVID-19 a contraint à une modification de l'organisation du travail des points de restauration du délégant.

A ce titre, sur la base de l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, le délégant a indemnisé, en date du 15 avril 2021, le délégataire des surcoûts de charges d'exploitation sur la période donnée allant du 16 mars au 31 mai 2020 à hauteur de 106 795 €.

Depuis la reprise de l'activité, l'organisation des prestations a dû être adaptée aux nouveaux usages de la restauration collective, notamment avec le recours au télétravail, provoquant une baisse de fréquentation structurelle des restaurants administratifs.

Les parties souhaitent d'une part, déterminer les conditions d'indemnisation du délégataire à raison des impacts liés à la baisse de fréquentation et d'autre part, modifier certaines dispositions du contrat.

- les indemnités ainsi calculées s'élèvent à un montant de 364 909 € (332 933 € pour la baisse de fréquentation et 31 976 € pour le personnel supplémentaire nécessaire à l'exploitation des restaurants) duquel il faut déduire 106 795 € déjà versés ; soit 258 114 € (non assujetti à la TVA). Ce montant correspond aux frais fixes non compensés du fait de la chute de fréquentation.

Ensuite, les aménagements au socle contractuel (article V) sont autorisés au délégataire par le délégant sous réserve du strict respect de l'ensemble de ses engagements contractuels :

- horaires d'ouverture de la cafeteria du site Fédération : 7h (au lieu de 5h30) ; étant constatée une faible fréquentation sur la tranche 5h30-7h (1 à 2 personnes) et en lien avec les objectifs de sobriété énergétique de l'Eurométropole,
- réduction de la largeur d'offre à trois plats (au lieu de quatre) les jours de pont, les veilles de jour férié, la semaine 52 et la période allant de mi-juillet à mi-août ; étant constatée une fréquentation plus faible ces jours particuliers. Est attendue d'API RESTAURATION une gestion adaptée des achats de denrées dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Est autorisée à API RESTAURATION une adaptation à la baisse de l'organisation et ressources affectées sur ces périodes,
- autorisation, dans une perspective de lutte contre le gaspillage, de proposition des plats et périphériques de la veille qui n'ont pas été présentés aux convives (dans le respect strict des règles sanitaires, le Plan de Maitrise Sanitaire devra être complété le cas échéant) en sus des autres plats ; Est attendue d'API RESTAURATION une gestion adaptée des achats de denrées dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- l'obligation de maintien de la totalité de la prestation à 100 % est ramenée de 13h30 à 13h ; Est attendue d'API RESTAURATION une gestion adaptée des achats de denrées dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Par ailleurs, dans le cadre d'une situation exceptionnelle notamment marquée par les problématiques géopolitiques internationales (guerre en Ukraine), la restauration collective subit actuellement une inflation inédite des coûts, issus des matières premières, de la main d'œuvre et des frais généraux.

Il est constaté par les parties le bouleversement de l'ensemble de la filière alimentaire française en poussant l'inflation à des niveaux jamais atteints, tout en générant une rareté et des ruptures inédites des matières premières. La hausse des coûts est donc durable et profonde.

Cette situation inédite génère des surcoûts qui sont la conséquence directe d'un événement imprévisible au moment de la conclusion du marché et extérieur aux parties, qui entraîne un bouleversement significatif de l'économie du contrat.

Pour assurer la continuité du service, la société API RESTAURATION, au regard des charges extracontractuelles qu'elle supporte en raison de l'exécution du contrat et imputables directement aux éléments rappelés ci-dessus, est fondée à réclamer une indemnité d'imprévision visant à compenser une partie desdites charges.

Le régime de l'imprévision est aujourd'hui codifié à l'article L.6 du Code de la commande publique : « lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité ».

Cette imprévision donne lieu à une indemnité d'un montant de 33 341 € HT, soit 36 675 € TTC pour la période 2022-2023.

Enfin, les parties se sont accordées à modifier la variable A utilisée pour le calcul de l'indice de révision annuelle des prix. La variable A est calculée à partir de l'indice INSEE n° 001763868 : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages -

France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01.1 - Produits alimentaires. Les modalités de calcul de la révision sont inchangées.

Cette modification est exceptionnellement applicable le 1<sup>er</sup> janvier 2024, au lieu du 1<sup>er</sup> octobre 2023.

L'application de la clause butoir à 4 % est suspendue pour la période 2023-01/10/2024. Ainsi les prix seront révisés sur cette période en application de la formule de révision de prix, sans minimum ni maximum.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public sur la base des articles L 6-3, L 3135-1 et R 3135-8 relatif aux modifications contractuelles de faible montant.

Il répond au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public, exprimant l'idée selon laquelle le service public doit pouvoir se conformer aux évolutions des besoins collectifs et de l'intérêt général. Les modifications contractuelles représentant un montant cumulé de 1,3 % de la valeur initiale du contrat (chiffre d'affaires total hors taxes non actualisé de la concession), il n'y a donc pas lieu de réunir la Commission Concessions, au titre de l'article L 1411-6 du Code général des collectivités territoriales, pour cet avenant.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu les articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales  
vu les articles L 6-3 L 3135-1 et R 3135-8 du Code de la commande publique  
vu le projet d'avenant ci-joint à la présente délibération  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public conclu pour la gestion et l'exploitation des restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg joint à la présente délibération, lequel prévoit notamment :*

- *le versement d'une indemnité liée à la crise COVID de 258 114 € (non assujetti à la TVA) au Délégitaire pour compenser la perte subie,*
- *le versement d'une indemnité de 36 675 € TTC pour l'augmentation imprévisible des coûts liée au contexte géopolitique,*
- *la modification de certaines dispositions du contrat pour permettre au délégataire de mieux gérer la denrée compte tenu de l'évolution des pratiques de télétravail,*
- *la modification de la variable A dans la formule de calcul de révision,*

*décide*

*d'imputer sur la ligne budgétaire « service LO01G, nature 65888, fonction 20 » une dépense de 258 114 € (non assujetti à la TVA) et une dépense de 36 675 € TTC,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public conclu pour la gestion et l'exploitation des restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162585-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# **AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR DES PRESTATIONS DE RESTAURATION COLLECTIVE SUR PLUSIEURS SITES DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**

## **ENTRE LES SOUSSIGNEES :**

### **L'Eurométropole de Strasbourg**

Représentée par sa Présidente en exercice, Madame Pia IMBS, dûment habilitée à la signature du présent avenant par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023.

Ci-après « **EMS** » ou le « **Délégrant** ».

*D'une part,*

## **ET**

**La Société API RESTAURATION**, SA au capital de 1 000 000 euros immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 477 181 010 et dont le siège social est situé 384 rue du général de Gaulle – 59370 Mons en Baroeul.

Représentée par Monsieur Germain ELLMINGER directeur opérationnel France Nord Est et par délégation, Monsieur Patrick SCHIPFER, dûment habilité aux fins des présentes dont la Direction Régionale est située à l'institut Culinaire d'Alsace- 6 impasse Montgolfier 68 127 Sainte Croix en Plaine.

Ci-après « **API RESTAURATION** » ou le « **Délégataire** ».

*D'autre part,*

Ci-après désignées collectivement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

## **II EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

L'Eurométropole de Strasbourg a confié à la Société API RESTAURATION la fabrication et la distribution de prestations de restauration au bénéfice de deux restaurants administratifs, situés au Centre administratif dit Etoile et à la Fédération, en vertu d'un contrat de délégation de service public ayant pris effet au 1<sup>er</sup> avril 2018 pour une durée de dix (10) ans.

La crise sanitaire dite COVID-19 a contraint à une modification de l'organisation du travail des points de restauration du Délégrant.

À ce titre, sur la base de l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, le Délégrant a indemnisé le Délégataire des surcoûts de charges d'exploitation sur la période donnée allant du 16 mars au 31 mai 2020.

Depuis la reprise de l'activité, l'organisation des prestations a dû être adaptée aux nouveaux usages de la restauration collective notamment avec le recours au télétravail provoquant une baisse de fréquentation des restaurants administratifs.

Les Parties souhaitent d'une part, déterminer les conditions d'indemnisation du délégataire à raison des impacts liés à la baisse de fréquentation et d'autre part, modifier certaines dispositions du contrat.

Par ailleurs, dans le cadre d'une situation exceptionnelle notamment marquée par les problématiques géopolitiques internationales (guerre en Ukraine), la restauration collective subit actuellement une inflation inédite des coûts, issus des matières premières, de la main d'œuvre et des frais généraux.

Il est constaté par les Parties le bouleversement de l'ensemble de la filière alimentaire française en poussant l'inflation à des niveaux jamais atteints, tout en générant une rareté et des ruptures inédites des matières premières. La hausse des coûts est donc durable et profonde.

Cette situation inédite génère des surcoûts qui sont la conséquence directe d'un événement imprévisible au moment de la conclusion du marché et extérieur aux Parties, qui entraîne un bouleversement significatif de l'économie du Contrat.

Pour assurer la continuité du service, la société API RESTAURATION, au regard des charges extracontractuelles qu'elle supporte en raison de l'exécution du Contrat et imputables directement aux éléments rappelés *supra*, est fondée à réclamer une indemnité d'imprévision visant à compenser une partie desdites charges.

Le régime de l'imprévision est aujourd'hui codifié à l'article L.6 du code de la commande publique : *« lorsque survient un événement extérieur aux Parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du Contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité ».*

À ce titre, l'EMS entend permettre au titulaire du Contrat de faire valoir ses droits à l'indemnisation d'une partie des charges d'exploitations non couvertes telles que décrites en annexes 1.1 et 1.2.

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de convenir des termes et conditions du présent avenant (ci-après « Avenant n°1 »).

## **CECI ETANT RAPPELE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS ORGANISATIONNELLES**

Pour assurer la continuité du service public de restauration, à ses risques et périls, le Délégué API RESTAURATION, met en place les dispositions telles que décrites ci-dessous.

Ces aménagements au socle contractuel (article V) sont autorisés au Délégué par le Déléguant sous réserve du strict respect de l'ensemble de ses engagements contractuels ; dans la négative – après constat et mise en demeure restée sans effet – ces aménagements ne seront plus autorisés.

- Horaires d'ouverture de la cafeteria du site Fédération : 7h (au lieu de 5h30) ; étant constatée une faible fréquentation sur la tranche 5h30-7h (1 à 2 personnes) et en lien avec les objectifs de sobriété énergétique de l'EMS.
- Réduction de la largeur d'offre à 3 plats (au lieu de 4) les jours de pont, les veilles de jour férié, la semaine 52 et la période allant de mi-juillet à mi-août ; étant constatée une fréquentation plus faible ces jours particuliers. Est attendue d'API RESTAURATION une gestion adaptée des achats de denrées dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Est autorisée à API RESTAURATION une adaptation à la baisse de l'organisation et ressources affectées sur ces périodes.
- Autorisation de proposition des plats et périphériques de la veille qui n'ont pas été présentés aux convives (dans le respect strict des règles sanitaires, le Plan de Maitrise Sanitaire devra être complété le cas échéant) en sus des autres plats ; Est attendue d'API RESTAURATION une gestion adaptée des achats de denrées dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

- L'obligation de maintien de la totalité de la prestation à 100% est ramenée de 13h30 à 13h ; Est attendue d'API RESTAURATION une gestion adaptée des achats de denrées dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

## **ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE IX. CLAUSES FINANCIÈRES**

### **Révision des Prix**

Les Parties conviennent de modifier l'indice A retenu à la formule de révision des prix.

La variable A est calculée à partir de l'indice INSEE n° 001763868 : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01.1 - Produits alimentaires.

Les modalités de calcul de la révision sont inchangées.

Cette modification est exceptionnellement applicable le 1<sup>er</sup> janvier 2024, au lieu du 1<sup>er</sup> octobre 2023. Les prochaines révisions de prix interviendront à nouveau annuellement chaque 1<sup>er</sup> octobre.

### **Clause butoir**

L'application de la clause butoir à 4% est suspendue pour la période 2023-01/10/2024. Ainsi les prix seront révisés sur cette période en application de la formule de révision de prix, sans minimum ni maximum.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

Le présent accord a pour objet de fixer le montant de l'indemnité sur le fondement de la théorie de l'imprévision (3.1) ainsi que le montant de l'indemnité attachée aux effets du niveau élevé d'inflation sur le modèle économique (3.2).

### **3.1. Détermination de l'indemnité totale d'imprévision**

Le montant de l'indemnité est estimé au titre de la période COVID mars 2020 – décembre 2022, déduction faite de l'indemnisation déjà versée en 2020 (107 K€), à :

- 31 976 € frais de personnel supplémentaires ;
- 226 138 € baisse de fréquentation.

Ce montant est détaillé en annexe n°1.1.

Le paiement de cette indemnité fera l'objet d'un titre de paiement dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'avenant.

### **3.2 Détermination de l'indemnité liée au contexte inflationniste couvrant la période d'octobre 2022 à décembre 2023**

Cette indemnité prend en compte l'effet de l'inflation du prix des denrées non répercutée par l'évolution contractuelle des tarifs et les ajustements de prestations consentis liés aux baisses de fréquentation engendrées par les changements des habitudes des agents, notamment liées au télétravail.

Le montant de l'indemnité est estimé à : 33 341,30 € HT, soit 36 675,43 € TTC.

Le montant de l'indemnité est détaillé en annexe 1.2.

Le paiement de cette indemnité fera l'objet d'un titre de paiement dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'avenant.

Les modalités de calcul des dispositions financières sont précisées en annexe 1.1 et 1.2.

**ARTICLE 4 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

L'Avenant n°1 dûment signé par les Parties prendra effet à date de notification de l'avenant n°1 pour la durée restante à courir du Contrat.

**ARTICLE 5 : PORTÉE**

Les dispositions du présent avenant prennent effet à la date de notification du présent avenant. Toutes les dispositions du Contrat de prestations de restauration collective et de ses annexes non modifiées par l'effet des présentes demeurent inchangées.

Le présent avenant ne vaut pas transaction au sens de l'article 2044 du code civil. Aussi, toutes les clauses et pièces du marché demeurent applicables.

Les Parties déclarent et reconnaissent que :

- La somme versée au titre de la période dite « COVID » a un caractère strictement indemnitaire et n'est pas soumise à la TVA. Elle correspond notamment aux frais fixes non compensés du fait de la chute de fréquentation.
- La somme versée au titre de la hausse des matières premières, constituant un élément du prix de revient attaché au service rendu entre dans le champ d'application de la TVA

En tout état de cause, chaque partie déclare faire son affaire des éventuelles conséquences fiscales nées du règlement de ces sommes.

En deux (2) exemplaires originaux, dont un pour chacune des Parties

Fait à Strasbourg, le

Eurométropole de Strasbourg  
XXXXX  
XXXXX

API RESTAURATION  
XXXXX  
XXXXX

---

**Pour le Déléguant**

---

**Pour le Déléguataire**



## Calcul de l'indemnité liée à la baisse de fréquentation

Sur base de référence	masse annuelle en €HT	base référence					
		230 000	215 000	200 000	175 000	160 000	145 000
<b>Frais d'exploitation</b>		<b>impact en € HT en fonction des tranches de fréquentation</b>					
Nettoyage et entretien courant des matériels et des locaux							
Renouvellement petit matériel d'exploitation	2 400	0,010	0,011	0,012	0,014	0,015	0,017
Système d'encaissement	1 920	0,008	0,009	0,010	0,011	0,012	0,013
Linge et tenues du personnel		0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Sécurité alimentaire et contrôles	2 160	0,009	0,010	0,011	0,012	0,014	0,015
Fluides	43 335	0,188	0,202	0,217	0,248	0,271	0,299
Frais d'exploitation divers		0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Aménagement et signalétique	4 800	0,021	0,022	0,024	0,027	0,030	0,033
Provision pour renouvellement des équipements et mobilier	30 000	0,130	0,140	0,150	0,171	0,188	0,207
Maintenance des équipements et mobilier	24 000	0,104	0,112	0,120	0,137	0,150	0,166
Amortissements travaux	207 737	0,903	0,966	1,039	1,187	1,298	1,433
Assurances	516	0,002	0,002	0,003	0,003	0,003	0,004
Frais financiers	1 500	0,007	0,007	0,008	0,009	0,009	0,010
Impôts et taxes	6 700	0,029	0,031	0,034	0,038	0,042	0,046
Autres frais de gestion		0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Redevances	25 000	0,109	0,116	0,125	0,143	0,156	0,172
Rémunération							
		<b>1,522</b>	<b>1,628</b>	<b>1,750</b>	<b>2,000</b>	<b>2,188</b>	<b>2,414</b>
<b>TOTAL MASSE ANNUELLE</b>	350 068	350 068	350 068	350 068	350 068	350 068	350 068
<b>Frais d'exploitation</b>		1,522	1,628	1,750	2,000	2,188	2,414
<b>Amortissements</b>		0,903	0,966	1,039	1,187	1,298	1,433
<b>Coût de l'admission en € HT (hors personnel)</b>		<b>2,43 €</b>	<b>2,59 €</b>	<b>2,79 €</b>	<b>3,19 €</b>	<b>3,49 €</b>	<b>3,85 €</b>
<b>écart par repas v/base contractuelle</b>			<b>0,106</b>	<b>0,228</b>	<b>0,478</b>	<b>0,666</b>	<b>0,892</b>
Base fréquentation 2019	250 013						
Base fréquentation 2020	142 003						126 699
Base fréquentation 2021	137 000						122 235
Base fréquentation 2022	175 599				83 998		

Somme : 332 933

Indeminté Covid déjà versée en 2020 : 106 795

**Reliquat : 226 138**

Détail coûts de la mise à disposition du personnel complémentaire lié à la distribution de contenants jetables

<b>Calcul taux horaire moyen</b>			
	<b>Total facture</b>	<b>Heures facturées</b>	<b>Taux horaire moyen</b>
juillet 2020	616,00 €	28	22,00 €
août 2020	1 195,00 €	55	21,73 €
juillet 2021	941,45 €	44,5	21,16 €
août 2021	1 267,40 €	59,5	21,30 €
juillet 2022	2 553,23 €	111,5	22,90 €
août 2022	2 042,77 €	88	23,21 €
<b>Moyenne</b>			<b>22,05 €</b>
<b>Mise à disposition de personnel, demandé par l'EMS période juin 2020 à septembre 2022</b>			
Nombre de jours	Heures jour	Taux horaire (demandé par API à l'EMS)	Total
589	2,5	21,72 €	31 976,22 €

## Indemisation suite à la hausse des prix du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2023

	Nombre de couverts EMS + invités EMS ETOILE	ETOILE (personnel EMS + invités EMS)	Nombre de couverts EMS + invités EMS FEDERATION	FEDERATION (personnel EMS + invités EMS)	TAUX D'INDEMNITE	TOTAL INDEMNISATION EN HT	TOTAL INDEMNISATION EN TTC
Chiffre d'affaire denrée HT 1er octobre 2022 / 31 août 2023	120 553 couverts réels	555 798,90 €	29 260 couverts réels	125 655,32 €	0,40%	2 725,82 €	2 998,40 €
Chiffre d'affaire admission HT 1er octobre 2022 / 31 août 2023		566 599,54 €		137 522,00 €	0,40%	2 816,49 €	3 098,13 €
Chiffre d'affaire denrée HT 1er septembre 2023 / 30 septembre 2023	14 909 couverts estimés	68 730,49 €	2 696 couverts estimés	11 458,00 €	0,40%	320,75 €	352,83 €
Chiffre d'affaire admission HT 1er septembre 2023 / 30 septembre 2023		70 072,30 €		12 671,20 €	0,40%	330,97 €	364,07 €
Chiffre d'affaire denrée HT 1er octobre 2023 / 31 décembre 2023	41 600 couverts estimés	191 776,00 €	7 670 couverts estimés	32 597,50 €	5,95%	13 359,42 €	14 695,36 €
Chiffre d'affaire admission HT 1er octobre 2023 / 31 décembre 2023		195 520,00 €		36 049,00 €	5,95%	13 787,85 €	15 166,63 €
<b>TOTAL</b>						<b>33 341,30 €</b>	<b>36 675,43 €</b>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Ajustement du tableau des emplois.

#### Numéro E-2023-1091

- au titre de la Ville (*cf. annexes 1 et 4*) : la création de 2 emplois (*1 permanent et 1 non-permanent*) ;
- au titre de l'Eurométropole (*cf. annexes 2 et 3*) : la suppression de 3 emplois et la création de 5 emplois permanents.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique  
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

*des suppressions et créations d'emplois présentées en annexe.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-163074-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**Annexe 1 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023 relative à la création d'emplois au titre de la Ville**

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction de la Culture	-	1 chargé de mission culture et transition écologique	Elaborer et mettre en œuvre la politique de transition écologique de la direction dans la dynamique impulsée par la collectivité dans son plan de sobriété visant à réduire les GES et les consommations énergétiques.	Temps complet	Bibliothécaire ou conservateur des bibliothèques et du patrimoine	Bibliothécaire à conservateur en chef des bibliothèques	

**Annexe 2 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole**

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains	Eau et assainissement	1 chef de secteur	Assurer la responsabilité d'un secteur géographique du réseau d'eau potable. Assurer l'entretien et la maintenance du réseau et des branchements d'eau potable et, en collaboration avec son supérieur hiérarchique, participer à la programmation des travaux (régie et entreprises).	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 chef de projet unité de valorisation énergétique	Piloter le projet de rénovation et de mise à niveau de l'UVE. Optimiser le coût global de ces travaux et la recherche de financements. Assurer la responsabilité technique, administrative, financière et temporelle de l'opération.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	
Direction du Numérique et des Systèmes d'Information	Informatique	1 chargé de production	Traiter les incidents de 2ème niveau de l'infrastructure du SI. Administrer, maintenir et intégrer les composants informatiques, applicatifs et réseaux et télécommunications. Participer aux évolutions de l'infrastructure du SI.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	

**Annexe 3 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole**

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction générale des services	Secrétariat général	1 directeur général adjoint des services	En tant que membre de la DG, piloter et/ou contribuer à la coordination des actions et projets stratégiques et transversaux. Développer les collaborations au sein de l'administration et avec le Cabinet. Veiller à la déclinaison des orientations politiques et à la mise en oeuvre administrative de l'action de la collectivité à travers le pilotage des assemblées et des aspects juridiques transversaux.	Temps complet	Directeur général adjoint des services	Directeur général adjoint des services	
Direction des Espaces Publics et Naturels	Espaces verts et de nature	1 gestionnaire de patrimoine arboré	Assurer la gestion du patrimoine arboré public (de compétence Ville et Eurométropole), son suivi sécuritaire, ainsi que le suivi des prestations de plantation et d'entretien (par entreprises ou régie) concernant son secteur.	Temps complet	Agent de maitrise ou technicien	Agent de maitrise à technicien	
Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains	Eau et assainissement	1 technicien DECI	Constituer, mettre en œuvre et suivre le Schéma Métropolitain de la DECI. Piloter les études. Organiser et assurer les relations avec le SDIS. Suivre la prestation de contrôle des points d'eau publics et la réalisation des contrôles de conformité des points d'eau privés.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 chargé d'animation de territoire	Accompagner les habitants dans les évolutions du tri des déchets, en lien avec le déploiement de la collecte des biodéchets sur le territoire. Planifier et organiser des événements et campagnes de communication en lien avec la gestion des déchets.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal de 1ère classe	Création dans le cadre du déploiement de la collecte des déchets alimentaires sur les communes de plus de 10000 habitants.
Direction du Numérique et des Systèmes d'Information	Informatique	1 chef de projet - ingénieur d'infrastructure	Assister et accompagner le service dans l'adéquation des infrastructures avec les usagers. Piloter et conduire des projets informatiques.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	



**Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023 relative à la création d'emplois non permanents relevant de l'art. L. 332-24 du CGFP**

Descriptif de l'emploi					Niveau de recrutement		Conditions particulières exigées des candidats		Observations
Direction	Service	Description et durée du projet ou de l'opération identifiée	Intitulé de l'emploi	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Grade et catégorie hiérarchique	Niveau et type de diplôme	
Direction de la Culture	Œuvre Notre-Dame	<p>La Fondation souhaite établir une stratégie foncière et immobilière à moyen et long terme permettant d'avoir une vision d'investissement et de rapport locatif plus important qu'aujourd'hui en vue d'alléger à terme la subvention de la Ville de manière durable.</p> <p align="center">Durée du projet : 3 ans.</p>	1 chargé de mission stratégie foncière et immobilière	Définir les éléments en vue d'une politique immobilière et foncière. Mettre en œuvre cette politique en utilisant les outils juridiques et financiers disponibles. Apporter une expertise foncière et immobilière dans le cadre de l'élaboration des projets d'aménagement.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur ou attaché - cat. A	Ingénieur ou bac+5 en urbanisme, droit foncier ou immobilier, ou équivalent.	Expérience confirmée dans la conduite d'une politique immobilière et foncière requérant une expertise des marchés fonciers et des critères d'évolution des prix fonciers et immobiliers, des outils et procédures du code de la construction, des marchés publics, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement, une maîtrise des procédures et outils d'aménagement et du foncier, de l'environnement territorial et des politiques publiques locales ainsi que des capacités à négocier et prospecter.

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Attribution de subventions versées au titre des ressources humaines pour 2023.**

#### **Numéro E-2023-1015**

L'Eurométropole de Strasbourg accorde chaque année, dans le cadre de son action sociale, diverses subventions au titre des ressources humaines, parmi lesquelles des subventions à destination des organisations syndicales.

Pour 2023, il est proposé d'accorder aux organisations syndicales locales représentatives une subvention de fonctionnement au sens de l'article 3 du décret n°85-397 du 3 avril 1985.

Les modalités d'attribution sont définies par l'article 15 du protocole d'accord relatif à l'exercice du droit syndical à l'Eurométropole de Strasbourg signé le 22 juin 2023.

La subvention globale, de 16 000 euros, est répartie comme suit :

CFDT	4 800 euros
CGT	6 400 euros
FA-FPT	1 600 euros
FO – SUD - UNSA	1 600 euros
SPT 67	1 600 euros

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le versement des subventions suivantes au titre de l'exercice 2023 :*

<i>CFDT</i>	<i>4 800 euros</i>
<i>CGT</i>	<i>6 400 euros</i>
<i>FA-FPT</i>	<i>1 600 euros</i>
<i>FO - SUD - UNSA</i>	<i>1 600 euros</i>
<i>SPT 67</i>	<i>1 600 euros</i>

*Ces subventions, d'un total de 16 000 euros, sont à imputer sur la ligne budgétaire 020 – 65748 -RH03B, dont les crédits sont ouverts pour 2023,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tous les documents correspondants.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161853-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Avenant à la convention avec l'Amicale des personnels de l'Eurométropole de  
Strasbourg du 12 mai 2016.**

### **Numéro E-2023-697**

Les relations entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Amicale des personnels sont fondées sur l'article L733-1 du Code général de la fonction publique qui dispose notamment que « l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics (...) peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents publics à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association ». Elles sont régies par une convention cadre pluriannuelle et par des conventions financières annuelles qui déclinent les moyens financiers et de personnel.

La convention cadre définit :

- les prestations d'action sociale gérées en tout ou partie par l'Amicale pour le compte de la collectivité (chèques vacances, fête de Noël des enfants, banquet du personnel médaillé et retraité de l'année, fonds de secours pour remboursement des frais médicaux),
- l'étendue des prestations de service de l'Eurométropole de Strasbourg dans la gestion de certains dispositifs mis en place par l'Amicale (prestations du Service social du travail : prêts sociaux, fonds de secours),
- les moyens humains (mises à disposition permanentes et partielles de personnel, autorisations spéciales d'absence), financiers (subvention annuelle) et matériels (locaux, informatique, véhicule...) que la collectivité met à disposition de l'association.

La convention cadre actuelle, signée le 12 mai 2016 et prorogée par voie d'avenant, expire le 31 décembre 2023.

La Collectivité, souhaitant procéder à une actualisation de sa politique d'action sociale, a fait le choix d'effectuer une évaluation des dispositifs actuels et de formuler des

propositions qui seront étudiées en concertation avec l'association et les partenaires sociaux.

Afin de disposer du temps utile pour mener à bien ce travail de refonte qui s'inscrit notamment dans la politique d'attractivité de la Collectivité, il apparaît nécessaire de proroger d'une année la convention cadre, dont l'échéance se trouverait ainsi reportée au 31 décembre 2024.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la prolongation de la validité de la convention cadre conclue le 12 mai 2016 et échue au 31 décembre 2023 pour une durée d'un an,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'avenant à la convention cadre ainsi que tous les documents y afférents.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-160103-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# CONVENTION

entre

1. **L'Eurométropole de Strasbourg**, dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté du 11 avril 2014

Ci-après dénommée l'Eurométropole

et

2. **L'Amicale des personnels de l'Eurométropole de Strasbourg**, association de droit local inscrit sous le n°9/63 dont le siège est situé 1, Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Marcel JACQUOT, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'Amicale en date du 20 octobre 2008,

Ci-après dénommée l'Amicale

## Préambule

L'Amicale regroupe les membres du personnel en activité et les retraités de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Parallèlement aux activités spécifiques réservées à ses membres, elle contribue à mettre en œuvre certaines prestations de la politique d'action sociale développée et financée par l'Eurométropole au profit de ses agents.

En application des dispositions de l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et par la présente convention, l'Eurométropole confie à l'Amicale la gestion des actions définies à l'article 1<sup>er</sup>.

## CHAPITRE 1 – Dispositif d'action sociale

### Article 1 – les missions de l'Amicale

En conformité avec son objet social, l'Amicale s'engage à :

- Organiser les manifestations suivantes au bénéfice des agents de l'administration eurométropolitaine en activité
  - la fête de Noël des enfants,
  - le banquet des médaillés et des retraités de l'année

La liste des personnels bénéficiaires de ces prestations est établie par la Direction des ressources humaines.

- Acquérir des chèques vacances pour les agents concernés par cette prestation. L'instruction des demandes et l'établissement de la liste des agents bénéficiaires sont assurés par la Direction des ressources humaines. La cotisation des agents est prélevée sur le salaire des

Ju

agents et versée à l'Amicale par Monsieur le receveur principal. La participation de l'Eurométropole est versée dans le cadre de la subvention régie par l'article 3.

- Organiser et mettre en œuvre la prestation « fonds de secours » concernant le remboursement complémentaire des frais médicaux.

## **CHAPITRE 2 – Moyens mis à disposition de l'Amicale**

### **Article 2 – Principes**

L'Eurométropole s'engage à soutenir l'action de l'Amicale par la mise à disposition de moyens financiers, matériels et humains, dans les conditions définies à la présente convention ainsi que par les dispositions légales applicables en la matière.

L'Amicale s'engage à utiliser les moyens alloués par l'Eurométropole pour la seule réalisation de son objet et des missions prédéfinies.

La mise à disposition de ces moyens est prise en charge par l'Eurométropole conformément à la convention Ville/CUS du 3 mars 1972. Le remboursement de la Ville à l'Eurométropole se détermine en appliquant la clé de répartition de l'exercice, sous le contrôle de la commission mixte paritaire Ville/Eurométropole.

### **Article 3 – Moyens financiers**

Le montant de la subvention annuelle versée à l'Amicale par l'Eurométropole est défini par celle-ci au vu du projet de budget de l'association, de la liste des actions envisagées (contenu et décomposition des coûts) ainsi que du rapport annuel de l'exercice écoulé. Ces documents sont communiqués à la Direction des ressources humaines dans un délai minimum de cinq mois avant le début de l'exercice pour lequel la subvention est demandée.

Une fois arrêté, ce montant fait l'objet d'une convention financière annuelle déterminant le montant de la subvention de fonctionnement pour les activités spécifiques de l'Amicale, de la prise en charge des dépenses réalisées au titre des actions sociales déléguées à l'association ainsi que les modalités de son versement.

Le financement accordé pour les prestations sociales effectuées au nom de l'employeur est soumis à un arbitrage préalable fixant le montant alloué à chaque action.

### **Article 4 – Locaux**

Dans le cadre du regroupement de l'ensemble des bureaux dévolus à l'Amicale au Centre administratif, courant du premier semestre 2016, l'Eurométropole met à sa disposition une surface de 183 m<sup>2</sup> au niveau -2. Elle se décompose en deux espaces à cloisonner, respectivement de 77m<sup>2</sup> et 106 m<sup>2</sup>, séparés par le couloir d'accès vers l'entrée extérieure du bâtiment d'une part et l'accès au parking P1 d'autre part.

En attendant, l'Amicale continue de disposer des locaux qu'elle occupe actuellement, à savoir :

- au niveau -2 du Centre administratif (121m<sup>2</sup>)
- au 24 rue du 22 novembre (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étages d'une superficie respectivement de 210,80 m<sup>2</sup> et 184 m<sup>2</sup>). Cette mise à disposition est consentie moyennant un loyer annuel payable à la SAEMH Habitation Moderne. Une compensation financière couvrant la totalité des loyers ainsi que 50% des charges sera versée à l'Amicale par le biais de la subvention visée à l'article 3.

L'Amicale s'engage à utiliser ces locaux en bon père de famille et à les conserver en bon état d'entretien et de réparations locatives.

L'Amicale est également autorisée à utiliser gratuitement les salles municipales nécessaires à l'organisation de ses activités. Elle s'engage à respecter le règlement d'utilisation de ces salles.

Pour son fonctionnement, l'Amicale a la possibilité d'utiliser les locaux administratifs sous réserve de leur disponibilité. La demande d'utilisation des salles ou des locaux administratifs est adressée par l'Amicale au service compétent, sous couvert de la Direction des ressources humaines.

## **Article 5 – Moyens matériels**

L'Amicale ne bénéficie plus de la mise à disposition, à titre gratuit, d'un véhicule réformé remis à neuf et entretenu. En contrepartie, elle peut accéder au pool de véhicules du service Parc Véhicules et Ateliers et emprunter gratuitement le véhicule ou l'engin de son choix en fonction des besoins liés à ses activités.

L'autorisation est demandée au chef de service concerné. Seuls les membres mandatés par l'Amicale (actifs, retraités ou tiers) et nommés sur ordre de mission signé sont autorisés à conduire ou à manœuvrer ces véhicules ou engins.

L'Amicale transmet les courriers et journaux à destination des agents en activité ainsi que le courrier destinés aux agents retraités par l'intermédiaire du service du courrier de l'Eurométropole. Les journaux destinés aux agents retraités sont expédiés par la poste aux frais de l'Amicale.

L'Amicale est autorisée à faire appel à l'imprimerie, et le cas échéant, à d'autres services de l'Eurométropole, en respectant les délais de commandes imposés par ces services. Ces prestations sont facturées à l'Amicale au coût pratiqué par les services communautaires.

## **Article 6 – Moyens informatiques**

### *6.1 Moyens matériels*

L'Eurométropole met à disposition de l'Amicale du matériel informatique. Ces équipements sont entretenus et renouvelés dans le cadre de la gestion des équipements bureautiques de la collectivité. Une assistance technique est proposée sur ces équipements ainsi que sur les logiciels systèmes associés

L'Amicale dispose d'équipements qui lui sont propres dont certains peuvent être raccordés au réseau de l'Eurométropole (sous réserve qu'ils soient intégrables au réseau avec le standard Eurométropole). Ces matériels ne sont ni entretenus ni renouvelés dans le cadre de la gestion des équipements bureautiques de la collectivité.

### *6.2 Moyens logiciels*

#### *6.2.1. Applications gérées par l'Eurométropole*

L'Eurométropole met à disposition de l'Amicale et assure la maintenance des fonctions ci-dessous :

- un accès en consultation sur le logiciel de gestion du personnel portant sur les données nécessaires à son activité (nom, prénom, statut, enfants des agents),
- un accès à infoview pour vérification de l'affiliation des membres,
- un logiciel « fête de Noël des enfants ».

Ces fonctions ne sont garanties que sur les PC mis à disposition par la collectivité.

Toutes les extensions ou modifications de fournitures liées à l'application gestion du personnel sont effectuées sous maîtrise d'ouvrage du service systèmes d'information, télécommunications et réseaux (SSITR). L'Eurométropole prend en charge la mise en œuvre de l'évolution des



applications informatiques mises à disposition par la collectivité, lorsqu'elle est rendue nécessaire par une modification du réglementaire de l'application de gestion du personnel.

L'Eurométropole héberge le site internet de l'Amicale sur un de ses serveurs mutualisés chez son fournisseur.

#### *6.2.2. Applications gérées par l'Amicale*

L'Amicale dispose de logiciels acquis et/ou maintenus par elle-même qui lui sont propres (par exemple : logements de vacances, comptabilité, SAGE).

Leur installation sur des postes en réseaux Eurométropole (sous réserve qu'ils respectent les standards de la collectivité) ainsi qu'une assistance technique sont prises en charge par le SSITR.

#### *6.2.3. Fonctionnement*

L'Amicale désigne un responsable informatique auprès des utilisateurs (RIU), interlocuteur du SSITR et de la Direction des ressources humaines.

Les agents mis à disposition de l'Amicale bénéficient des formations bureautiques dans les conditions fixées pour l'ensemble des agents de l'Eurométropole.

### **Article 7 – Moyens en personnel**

#### *7.1 Mise à disposition d'agents*

Conformément au décret n°2008-580 du 18 juin 2008, l'Eurométropole met à disposition de l'Amicale des agents pour assurer les prestations sociales confiées par l'employeur comme définies à l'article 1<sup>er</sup> :

- 8 agents permanents à temps complet, 7 au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2017, des agents à temps partiel dont le nombre et les volumes horaires nécessaires, plafonnés à 800 heures annuelles, sont arrêtés chaque année par la collectivité sur proposition de l'Amicale et inscrits dans la convention financière annuelle mentionnée à l'article 3.

Ces mises à disposition partielles ou à temps complet doivent être formalisées par une convention spécifique prévoyant le remboursement par l'association des rémunérations et charges patronales versées par l'Eurométropole. Elles sont établies annuellement dans le cadre des conventions financières annuelles.

Pour les mises à dispositions partielles un planning précis, annuel ou semestriel, est à fournir aux services des agents concernés sous couvert de la Direction des ressources humaines.

Pour chaque agent et pour chaque absence du service, une demande est à formuler, 15 jours ouvrés avant l'absence, par l'Amicale à la Direction des ressources humaines indiquant le motif et la durée de celle-ci. Les autorisations d'absence sont soumises à l'accord des chefs de service concernés sous réserve des nécessités de service. En cas de difficulté relative à l'appréciation des nécessités de service, la Direction des ressources humaines est saisie sur l'initiative du chef de service, de l'Amicale ou de l'agent concerné et s'efforce de concilier les parties.

Les absences du service donnent lieu à récupération lorsque l'agent bénéficiaire est appelé à participer à une activité déléguée à l'Amicale en dehors de ses heures de service. L'activité effectuée un week-end ou un jour férié ne donne pas lieu à une récupération supplémentaire.

La Direction des ressources humaines assure un contrôle des absences et vérifie leur conformité avec les conventions de mises à disposition.

Dans le cas où, à la demande de l'Eurométropole, de l'agent ou de l'Amicale, un changement des agents mis à disposition s'avérerait nécessaire, les parties s'engagent à en faire la demande 3 mois avant la modification envisagée.

## 7.2 Réunions des organes directeurs de l'Amicale

Les agents élus au Conseil d'administration sont autorisés à s'absenter de leur service pour assister aux réunions. Ils bénéficient, conformément à l'article 57, 11° de la loi du 26 janvier 1984, de congés qui ne peuvent pas dépasser 9 jours par an et par agent ou 12 jours d'absences cumulées avec le droit à congé pour formation syndicale.

L'autorisation est accordée par la Direction des ressources humaines au vu d'une demande formulée par l'Amicale 15 jours ouvrés avant la réunion de cette instance. L'Amicale communique à la Direction des ressources humaines la liste des personnes élues pour siéger dans cette instance ainsi que toute modification ultérieure.

## 7.3 Prestations de la mission sociale du personnel

### - Prêts sociaux

La mission sociale du personnel est autorisée à assister l'Amicale dans la gestion de ses prêts sociaux en assurant l'instruction des demandes.

### - Secours remboursables

La mission sociale du personnel est autorisée à assister l'Amicale dans la gestion des secours attribués, sur son fonds de roulement, aux agents de l'Eurométropole rencontrant des difficultés de trésorerie momentanées et remboursables sur salaire.

## **CHAPITRE 3 – Obligations de l'Amicale – communication – durée de la convention**

### **Article 8 – Information de l'Eurométropole et respect des règles d'utilisation des fonds publics**

L'Amicale s'engage :

1. à utiliser les fonds conformément à son objet associatif
2. à transmettre un compte-rendu d'exécution des actions assurées pour le compte de l'Eurométropole dans les 2 mois suivants la fin de l'opération
3. à transmettre un compte-rendu annuel de ses activités. Ce compte-rendu est adressé à la Direction des ressources humaines au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivant celle à laquelle elle se rapporte.

Le rapport annuel d'activité présente pour chaque action mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> : le contenu de l'action, le nombre de bénéficiaires, le coût définitif ventilé par poste de dépense, une appréciation du déroulement de l'action ou de son contenu et de ses modalités de mise en œuvre.

A ce rapport est joint le bilan et le compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conforme par le commissaire aux comptes.

4. de manière générale, à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables aux services de l'administration communautaire pour leur permettre, le cas échéant, de vérifier le bon emploi des fonds publics alloués.
5. à désigner conformément aux articles L612-4 et D612-5 du code de commerce, un commissaire aux comptes pour six exercices.

## **Article 9 – Communication**

Pour toute communication ou notification relative aux actions réalisées pour le compte de l'Eurométropole, l'Amicale s'engage à faire référence au rôle de celle-ci selon des modalités à définir d'un commun accord.

## **Article 10 – Résiliation**

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **Article 11 – Sanctions**

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues aux articles 2 et 8 de la présente convention pourra avoir pour effets :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou en partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'Amicale.

## **Article 12 – Durée de la convention**

La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et prend fin au 31 décembre 2021.

Les parties s'engagent à se rencontrer 6 mois avant l'expiration de la convention.

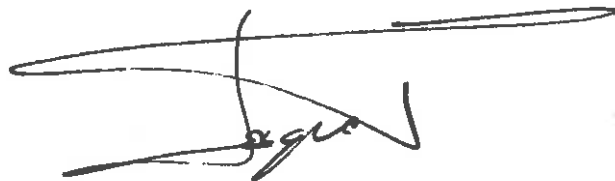
Fait à Strasbourg, le 12 mai 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg



Alain FONTANEL  
Vice-président

Pour l'Amicale des personnels



Marcel Jacquot  
Président

## Avenant n°1 à la Convention du 12 mai 2016

entre

L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté du 11 avril 2014

et

L'Amicale des personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, association de droit local inscrit sous le n°9/63 dont le siège est situé 1, Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Marcel JACQUOT, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'Amicale en date du 20 octobre 2008,

### Article 1

Le paragraphe acquérir des chèques vacances est remplacé par :

*Acquérir des chèques vacances pour les agents concernés par cette prestation, les réceptionner et les distribuer. L'instruction des demandes et l'établissement de la liste des agents bénéficiaires sont assurés par la Direction des ressources humaines. La cotisation des agents est prélevée sur le salaire des agents et versée à l'Amicale par Monsieur le receveur principal. La participation de l'Eurométropole est versée dans le cadre de la subvention régie par l'article 3.*

### Article 7

Le premier paragraphe de l'alinéa 7.1 Mise à disposition d'agents est modifié comme suit : *Conformément au décret n°2008-580 du 18 juin 2008, l'Eurométropole met à disposition de l'Amicale des agents pour assurer les prestations sociales confiées par l'employeur comme définies à l'article 1<sup>er</sup> :*

- *8 agents permanents, 7 à temps complet, 1 à mi-temps,*
- *des agents à temps partiel dont le nombre et les volumes horaires nécessaires, plafonnés à 800 heures annuelles, sont arrêtés chaque année par la collectivité sur proposition de l'Amicale et inscrits dans la convention financière annuelle mentionnée à l'article 3.*

*Ces mises à disposition partielles ou à temps complet doivent être formalisées par une convention spécifique prévoyant le remboursement par l'association des rémunérations et charges patronales versées par l'Eurométropole. Elles sont établies annuellement dans le cadre des conventions financières annuelles.*

Fait à Strasbourg, le 28 janvier 2019

Pour l'Eurométropole de Strasbourg  
Le Président par délégation

**Pierre LAPLANE**  
Directeur Général des Services

Pour l'Amicale des personnels  
Le Président

**Marcel Jacquot**

## Avenant n°2 à la Convention du 12 mai 2016

**entre**

L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente,

**et**

L'Amicale des personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, association de droit local inscrit sous le n°9/63 dont le siège est situé 1, Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Marcel JACQUOT-VALENTIN,

### **Article 12 – Durée de la convention**

L'article est modifié comme suit :

*La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et fin au 31 décembre 2023.*

*Les parties s'engagent à se rencontrer 6 mois avant l'expiration de la convention.*

Fait à Strasbourg, le **11 JAN. 2021**

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

  
**Delphine JOLY**  
Directrice générale des services

Pour l'Amicale des personnels

  
Marcel JACQUOT-VALENTIN

## **Avenant n°3 à la Convention du 12 mai 2016**

**entre**

L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente,

**et**

L'Amicale des personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, association de droit local inscrit sous le n°9/63 dont le siège est situé 1, Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Marcel JACQUOT-VALENTIN,

### **Article 12 – Durée de la convention**

L'article est modifié comme suit :

*La présente convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et fin au 31 décembre 2024.*

*Les parties s'engagent à se rencontrer 6 mois avant l'expiration de la convention.*

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Pour l'Amicale des personnels

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CHARGES**

Maître d'ouvrage : Eurométropole de Strasbourg  
Objet du marché : Audit de l'action sociale

## **1. CONTEXTE GENERAL**

### **1.1 Cadre réglementaire**

La loi du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale a posé le principe de la mise en œuvre d'une action sociale pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agent-es. Selon le Code général de la fonction publique (Article L 731-1) « l'action sociale, collective et individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ». Le dispositif d'action sociale en vigueur aujourd'hui au sein de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) est antérieur au cadre légal de 2007.

Des règles encadrent la mise en place des prestations d'action sociale au sein d'une collectivité. Ainsi, les prestations d'action sociale sont distinctes de la rémunération et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir. Par ailleurs, sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale. (Article L 731-3 du Code général de la fonction publique).

Il convient enfin de noter que l'organe délibérant « détermine le type des actions sociales et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues ainsi que les modalités de leur mise en œuvre ». (Article L731-4 du CGFP)

### **1.2 L'Eurométropole de Strasbourg et la politique d'action sociale**

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS) est l'employeur unique de deux collectivités : la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg. Avec près de 7 000 agent-es, l'EMS constitue l'un des principaux employeurs du territoire. Elle a une longue tradition de mise en œuvre de la politique d'action sociale en faveur de ses agent-es. Cependant, face aux évolutions législatives et sociétales ainsi qu'aux forts enjeux d'attractivité tenant à un environnement concurrentiel, il semble aujourd'hui nécessaire de réinterroger la pratique actuelle, tant dans ses modalités de gestion que dans le bouquet de prestations offert ainsi que les crédits alloués. Cette refonte profonde de l'action sociale visant à développer un bouquet de services aux agent-es a été affirmée dans la délibération-cadre de la politique des ressources humaines du 7 mai 2021 et est inscrite dans le plan d'action du baromètre social.

À ce jour, 2,5% de la masse salariale est consacré à l'action sociale. Plus de la moitié des dépenses d'action sociale sont dévolues à la participation employeur aux mutuelles de santé et de prévoyance des agent-es (5,45 M€). La participation employeur aux autres dispositifs existants (transport, restauration, chèques vacances, aides diverses et subventions à l'Amicale du personnel) s'élève à 4,25 M€.

### **1.3 Périmètre de la mission d'audit**

La présente mission inclut les dépenses suivantes :

- Prestations d'action sociale gérées en régie
- Subventions à l'Amicale du personnel (dont chèques-vacances)
- Subventions à l'Amicale sportive



<b>Budget (2021)</b>	<b>Montant</b>	<b>Observations</b>
Prestations bénéficiant aux familles	227 000 €	-Bourses d'études -Allocation garde d'enfants -Prestations vacances -Allocation enfant handicapé
Subventions à l'Amicale du personnel	1 989 600 €	Chèques vacances inclus
Subventions à l'Amicale sportive	71 280 €	

Tableau : Budget des dépenses d'action sociale entrant dans le champ de l'étude

Conformément à la volonté politique traduite dans la délibération-cadre précitée, les objectifs généraux d'une politique d'action renouvelée doivent viser à :

- Améliorer la qualité de vie au travail des agent-es ;
- Développer le pouvoir d'achat des agent-es ;
- Renforcer le sentiment d'appartenance des agents-es à la collectivité ;
- Contribuer à l'attractivité de la collectivité ;
- Maintenir le rôle historique de l'Amicale dans le développement du vivre-ensemble et de la cohésion collective.

Ainsi, la mission d'audit de l'action sociale devra aboutir à :

- Élargir l'offre de services ;
- Atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires ;
- Répondre aux nouvelles attentes des agent-es et contribuer tant à la fidélisation des collaborateurs qu'à l'attractivité de la collectivité ;
- Harmoniser et optimiser la gestion de la politique d'action sociale en vue de déboucher sur un mode de gestion plus fluide dans un cadre sécurisé.

## **2. OBJET DE LA MISSION**

La mission consiste à mener un audit de la politique d'action sociale de la collectivité et à proposer une offre de services diversifiée et structurée à travers des modalités de gestion efficaces et sécurisées.

Forte de son engagement ambitieux en matière de politique d'action sociale, l'EMS souhaite tenir compte des nouveaux besoins et des nouvelles attentes des agents-es, en poursuivant son soutien aux agents-es les plus fragiles et en maintenant un niveau d'effort budgétaire exemplaire en matière d'action sociale.

## **3. MAITRISE D'OUVRAGE**

La maîtrise d'ouvrage de la mission d'audit est assurée par l'Eurométropole de Strasbourg.

## **4. CONTENU DE LA MISSION**

### **4.1 Phase 1 : État des lieux**

#### **4.1.1 Prestation attendue**

Le titulaire doit présenter un état exhaustif de l'offre de services en matière d'action sociale à destination des agent-es. Il s'agit en particulier de :

##### Cartographie des prestations d'action sociale : acteurs et dispositifs

- Vision d'ensemble de la gestion de l'action sociale
- Interactions entre les acteurs
- Cohérence d'ensemble des dispositifs
- Recherche de dispositifs en doublon chez les différents acteurs
- État des lieux par domaine détaillé : vie quotidienne (enfance, retraite, transports, logement etc.), solidarité (handicap, décès, secours et prêts etc.), culture et loisirs (billetterie, chèque lire/culture, sport etc.), vacances (tarifs préférentiels, locations, chèques-vacances, offre locales etc.)
- Prestations proposées par les collectivités majeures du territoire

##### Les budgets et coûts pour la collectivité

- Audit des coûts financiers (effectifs, subventions...)
- Comparatif territorial avec les collectivités de même taille et budget : effectifs en ETP affectés à l'action sociale, budget annuel moyen, pourcentage de la masse salariale consacré à l'action sociale, subventions

##### Les publics bénéficiaires

- Données chiffrées des publics bénéficiaires
- Typologie des publics concernés par prestation
- Connaissance des besoins et de la satisfaction des agent-es
- État des lieux de la qualité et du circuit de l'information à destination des agent-es en matière de prestations d'action sociale

#### **4.1.2 Livrables**

Document comprenant données chiffrées, interprétations avec synthèse des principales observations :

- Diversité de l'offre de service
- Efficience des dispositifs
- Modalité de gestion de l'action sociale
- Qualité de l'information auprès des agents-es
- Demandes non couvertes des agents-es

Analyse « SWOT/AFOM » : forces et faiblesses du dispositif actuel, avantages, inconvénients, risques juridiques.

Au début de la mission, une réunion de cadrage est programmée. À la fin de cette phase, une réunion du comité de suivi sera organisée en vue de présenter les résultats avant de passer à la phase 2.

#### **4.2 Phase 2 : Analyse qualitative**

##### **4.2.1 Prestation attendue**

La seconde étape consiste à vérifier la conformité des dispositifs actuels avec la réglementation en vigueur et à interroger les modalités de mise en œuvre.

#### Analyses juridiques

- Analyse juridique de chacune des prestations au regard des évolutions réglementaires et sociétales
- Vérification de la conformité des instructions avec le règlement général sur la protection des données
- Analyse juridique du contenu des conventions avec les Amicales

#### Analyses des procédures

- Analyse des règles d'attribution des prestations d'action sociale existantes
- Analyse des procédures de traitement des demandes (modalités de l'instruction, outil de gestion...)

#### **4.2.2 Livrable**

- Un document retraçant les analyses juridiques et procédurales est établi.

### **4.3 Phase 3 : Propositions opérationnelles dans le cadre d'un nouveau projet d'action sociale**

#### **4.3.1 Prestation attendue en matière de propositions opérationnelles**

Cette étape doit permettre l'élaboration de propositions de différents modèles d'organisations possibles à travers leurs forces et faiblesses d'un point de vue juridique et social ainsi qu'en termes de moyens humains et financiers.

- Étude comparative de l'offre d'action sociale gérée par des organismes prestataires
- Benchmark de l'offre d'action sociale dans les collectivités de taille comparable
- Propositions relatives au nouveau périmètre de l'offre d'action sociale ainsi que des modalités de gestion
  - Plusieurs scénarios à enveloppe constante : 2,3 M€
  - 1 ou 2 propositions libres (une enveloppe financière de 2,5 M€ dédiée à la revalorisation des agents-es pourrait pour partie abonder l'enveloppe précitée de 2,3 M€).

Les scénarios devront inclure :

- Des fondements juridiques étayés relatifs aux dispositifs existants et proposés
- Des propositions d'optimisation des dispositifs en doublon qui seraient identifiés dans un souci de recherche d'efficience
- Des propositions liées à l'offre de services de l'Amicale des personnels prenant en compte la volonté de maintenir la position de cet acteur en tant que pilote des actions autour du vivre-ensemble et de la cohésion collective.
- Des propositions d'évolution des modalités d'attribution des différents dispositifs
- Une réflexion sur les besoins en moyens humains pour chaque scénario et les coûts afférents.

- Des propositions relatives à la gestion opérationnelle de l'action sociale : outil de gestion interne, instance de suivi, pilotage et animation, modalités d'évaluation

#### 4.3.2 Livrables

Un document reprenant l'ensemble des propositions sera établi.

Pour chacune d'entre elles, devront être indiqués les délais, risques juridiques, les moyens humains, financiers, matériels nécessaires et les coûts, avantages et inconvénients.

Une réunion du comité de suivi se tiendra en vue de présenter l'ensemble des travaux et résultats.

Une seconde réunion sera programmée dans les 30 jours suivant la précédente, elle consistera en une présentation par le prestataire de ses propositions opérationnelles en présence de la direction générale et des représentants du personnel.

## 5. RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION

La mission devra atteindre les 2 résultats suivants :

- **Établir un état des lieux de l'organisation de l'action sociale au sein de l'EMS :**
  - Audit organisationnel, juridique et financier
  - Analyse de l'adéquation des moyens humains et financiers au regard des résultats
  - Fourniture d'un état des lieux global
- **Élaborer un projet d'action sociale sur la base de recommandations :**
  - Proposer une nouvelle organisation
  - Clarifier les missions, rôles et fonctions
  - Évaluer le coût de la restructuration et le gain de productivité conséquent à cette restructuration
  - Proposer un plan d'actions incluant les aspects juridiques et sociaux

## 6. PILOTAGE DE LA MISSION

Le suivi de la mission d'audit de l'action sociale sera assuré par le service pilotage RH de l'EMS. La mission sera pilotée par un comité de suivi.

## 7. SOURCES DISPONIBLES

- Délibération cadre du Conseil de l'Eurométropole du 07 mai 2021
- Les délibérations relatives aux différents dispositifs
- Conventions- cadre et conventions financières avec les amicales
- Documents budgétaires
- Statuts et règlements intérieurs des Amicales
- Tableau des prestations et conditions d'attribution
- Baromètre social 2021
- Rapport social unique 2021
- Notes du Service Social du Travail adressées à la Direction des Ressources Humaines
- Comptes-rendus des Assemblées Générales des Amicales

## 8. MODALITES ET DELAI D'EXECUTION

Au cours de la mission, 4 réunions du comité de suivi sont à prévoir :

- Au début de la 1<sup>ère</sup> phase : dès la notification du marché, une réunion de cadrage est organisée afin que le titulaire présente le calendrier de mise en œuvre, les effectifs, l'organisation des travaux et les moyens nécessaires à l'exécution du marché.
- À la fin de la 1<sup>ère</sup> phase
- Deux réunions à la fin de la dernière phase

Des réunions spontanées peuvent avoir lieu sur demande des parties en vue d'informer de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du présent marché.

## 9. COMPETENCES ATTENDUES

Des compétences de la part du prestataire sont attendues dans les domaines suivants :

- Expertise dans l'action sociale au sein de la fonction publique
- Expertise dans le domaine de l'audit comptable, financier et juridique
- Expertise dans la gestion et l'élaboration de budgets financiers

## 10. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Les offres seront analysées selon les critères pondérés suivants :

Critères	Pourcentage
1- Le prix de la prestation	40%
2- La valeur technique	30%
3- L'organisation, les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché	30%

a/ Le critère de la valeur technique sera apprécié d'après les renseignements et informations contenus dans le mémoire technique (la méthodologie qui sera déployée à chaque phase, le planning proposé)

b/ Le critère du prix sera jugé d'après le prix forfaitaire indiqué.

c/ Le critère lié à l'organisation, aux qualifications et à l'expérience du personnel sera apprécié en fonction des profils, expériences et moyens humains dédiés.

## 11. PRIX

Le prix global forfaitaire devra être indiqué par le prestataire. Le budget prévisionnel dédié à cette mission par le maître d'ouvrage s'élève à 20 000 € HT.

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Créances irrécouvrables.**

#### **Numéro E-2023-956**

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, la Trésorière de l'Eurométropole de Strasbourg a montré l'irrécouvrabilité de certaines créances détenues par l'Eurométropole de Strasbourg sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

La constatation de créances irrécouvrables entre dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralités des communes qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil de l'Eurométropole, car elles constituent une charge pour le budget métropolitain.

Les créances irrécouvrables sont récapitulées dans le relevé joint en annexe et concernent le budget principal et les budgets annexes. Elles se montent à **423 584,29 €** et sont décomposées comme suit :

#### **I- Créances à admettre en non-valeur**

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, la Trésorière fournit les justificatifs qui permettent de proposer l'admission en non-valeur de créances, qui se répartissent comme suit pour les différents budgets de l'Eurométropole:

- budget principal : **97 218,02 €**,
- budget annexe de l'eau : **174 796,28 €**,
- budget annexe de l'assainissement : **151 569,99 €**.

#### **II- Créances éteintes**

L'irrécouvrabilité de ces créances fait suite à une décision juridique s'opposant à toute action en recouvrement. Leur montant se répartit comme suit pour les différents budgets :

- budget principal : **55 269,64 €**,

- budget annexe de l'eau : **108 491,48 €**,
- budget annexe de l'assainissement : **82 077,69 €**.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

- *les admissions en non-valeur au titre de l'exercice 2023 pour une somme de **41 948,38 €** au titre du budget principal sur la ligne budgétaire 65 / 6541 / 01; au titre du budget annexe de l'eau pour une somme de **66 304,80 €** imputées sur la ligne budgétaire 65/6841/811, et au titre du budget annexe de l'assainissement, pour une somme de **69 492,30 €** imputées sur la ligne budgétaire 65/6541/811,*
- *les créances éteintes pour une somme de **55 269,64 €**, au titre du budget principal sur la ligne budgétaire 65 / 6542 / 01, au titre du budget annexe de l'eau, pour une somme de **108 491,48 €** imputées sur la ligne budgétaire 65/6542/811, au titre du budget annexe de l'assainissement pour une somme de **82 077,69 €** imputées sur la ligne budgétaire 65/6542/811.*

*Le relevé détaillé est annexé à la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161924-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**CREANCES IRRECOUVRABLES  
BUDGET PRINCIPAL - EMS 2/2023**

<b>PRODUITS</b>	<b>MONTANT</b>	<b>NATURE IRRECOUVRABILITE</b>	<b>EXERCICE CONCERNE</b>
-----------------	----------------	------------------------------------	------------------------------

<b>Budget Principal</b>			
Liste 6156730111	41 948,38	admission en non-valeur	2002 à 2022

**41 948,38**

<b>Créances éteintes</b>			
réf 1163807730	3 253,17	créances éteintes	
réf 1142144187	95,50	créances éteintes	
réf 1143098654	1 847,75	créances éteintes	
réf 1130011408	2 701,66	créances éteintes	
réf 1148475502	1 880,00	créances éteintes	
réf 1180877506	2 680,56	créances éteintes	
réf 1143299327	4 194,34	créances éteintes	
réf 1127871104	300,00	créances éteintes	
réf 1179792670	487,12	créances éteintes	
réf 1188520715	670,66	créances éteintes	
réf 1118152671	374,92	créances éteintes	
réf 1118964116	8 900,87	créances éteintes	
réf 1137413914	21 091,47	créances éteintes	
réf 1127758331	320,00	créances éteintes	
réf 1151735214	1 343,84	créances éteintes	
réf 1140820669	1 989,52	créances éteintes	
réf 1102985841	2 700,45	créances éteintes	
réf 1141932208	437,81	créances éteintes	

**55 269,64**

<b>Admission en non valeur</b>		<b>41 948,38</b>
<b>Créances éteintes</b>		<b>55 269,64</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>97 218,02</b>



**Créances Irrecouvrables**  
**Budgets annexes de l'eau et de l'assainissement 2023**

Produits	Montant	Nature irrécouvrabilité
----------	---------	-------------------------

<b>Budget annexe de l'eau - ANV 6541.00</b>		
Liste 5878950111 du 08/12/22	11 351,56 €	Admission en Non-valeur
Liste 6021020311 du 13/03/23	26 599,29 €	Admission en Non-valeur
Liste 6156550411 du 12/07/23	28 353,95 €	Admission en Non-valeur
<b>Total</b>	<b>66 304,80 €</b>	

<b>Budget annexe de l'assainissement - ANV 6541.00</b>		
Liste 5878350311 du 08/12/22	8 524,29 €	Admission en Non-valeur
Liste 6020050411 du 13/03/23	21 098,31 €	Admission en Non-valeur
Liste 6157530111 du 12/07/23	39 869,70 €	Admission en Non-valeur
<b>Total</b>	<b>69 492,30 €</b>	

<b>Budget annexe de l'eau - Créances éteintes 6542.00</b>		
CF Détail liste du 08/12/22	69 307,00 €	Créances éteintes
CF Détail liste du 13/03/23	24 258,36 €	Créances éteintes
CF Détail liste du 12/07/23	14 926,12 €	Créances éteintes
<b>Total</b>	<b>108 491,48 €</b>	

<b>Budget annexe de l'assainissement - Créances éteintes 6542.00</b>		
CF Détail liste du 08/12/22	49 176,18 €	Créances éteintes
CF Détail liste du 13/03/23	17 247,70 €	Créances éteintes
CF Détail liste du 12/07/23	15 653,81 €	Créances éteintes
<b>Total</b>	<b>82 077,69 €</b>	

**BUDGETS ANNEXES - CREANCES ETEINTES 6542 AU 08/12/2022**

COMMUNES	SEMESTRE	REF.HELIOS	TOTAL NON VALEUR TTC	DONT PART EAU	DONT PART ASST
<b>LIQUIDATION JUDICIAIRE 6542.00</b>					
STRASBOURG	201701-201902	1148448922	795,87	426,50	369,37
STRASBOURG	201001-201102	1113330178	2 652,65	1 557,04	1 095,61
ILLKIRCH	201001	1113116605	56,30	56,30	
STRASBOURG	201202-201402	1113771913	4 397,99	2 453,37	1 944,62
STRASBOURG	201702-201802	1163463022	70 539,00	395,16	310,23
STRASBOURG	201201-201401	2100908797	1 736,23	990,26	745,97
STRASBOURG	200902	1140598349	186,74	113,33	73,41
SCHILTIGHEIM	201002-201702	1142552996	398,85	230,03	168,82
VENDENHEIM	201601-201801	1140754470	2 031,32	1 145,39	885,93
STRASBOURG	201501-201601	1140580457	407,24	243,88	163,36
PLOBSHEIM	201401-201702	1117325801	1 291,38	740,10	551,28
GEISPOLSHEIM	201802	1137427295	149,52	135,09	114,43
BISCHHEIM	201602	1160697425	4 052,82	2 178,94	1 873,88
LINGOLSHEIM	202201	110106545573	224,96	123,59	101,37
LINGOLSHEIM	201802-202102	1174949782	1 606,10	890,74	715,36
GEISPOLSHEIM	201602-201901	1140247292	1 023,41	1 023,41	
STRASBOURG	200901-202202	1140979483	2 517,15	1 642,61	874,54
STRASBOURG	2015-01-201602	1140829855	3 518,99	1 914,64	1 604,35
STRASBOURG	201701-202001	1150793286	4 203,06	2 281,03	1 922,03
VENDENHEIM	201401-201601	1135410297	187,09	124,05	63,04
	2015-01-201901	1139882576	1 312,25	748,47	563,78
MARMOUTIER	200502-200802	2100906308	1 052,12	725,72	326,40
SCHILTIGHEIM	200401-200502	2100904983	14 468,54	9 688,46	4 780,08
SCHILTIGHEIM	200601	2100905302	4 466,97	2 887,08	1 579,89
SCHILTIGHEIM	201801-202002	1171700646	11 795,74	6 147,72	5 648,02
HOLTZHEIM	200901-202202	2100900069	935,30	356,58	578,72
STRASBOURG	200701-201001	1110484200	1 316,36	1 261,01	55,35
STRASBOURG	201201-201602	1173816288	1 979,46	1 143,52	835,94
ILLKIRCH	201502	2100920403	114,54		114,54
STRASBOURG	201601-201902	1151275893	4 587,03	2 810,09	1 776,94
STRASBOURG	201401	1113188098	1 197,15	1 197,15	
STRASBOURG	201801-201901	1179939618	50,44	50,44	
STRASBOURG	201002	1116262290	197,61		197,61
STRASBOURG	201801-201901	1118135129	531,31	270,12	261,19
VENDENHEIM	201601-201901	1179776716	867,68	507,41	360,27
HOLTZHEIM	201301-201502	1171044693	2 669,03	1 359,91	1 309,12
STRASBOURG	201001-20102	2100921977	1 170,41	719,99	450,42
STRASBOURG	201502	1140906936	702,14		702,14
ILLKIRCH	201701-201802	1161737631	36 230,63	20 372,94	15 857,69
STRASBOURG	201101-201102	2100908235	595,41	394,93	200,48
				<b>69 307,00</b>	<b>49 176,18</b>

BUDGETS ANNEXES - CREANCES ETEINTES 6542 AU 12/07/2023

COMMUNES	SEMESTRE	REF.HELIOS	TOTAL NON VALEUR TTC	DONT PART EAU	DONT PART ASST
<b>LIQUIDATION JUDICIAIRE 6542.00</b>					
STRASBOURG	2017-2018*01*02	1163807730	1 034,31	572,98	461,33
STRASBOURG	2017-2018*01*02	1160916548	1 061,51	596,97	464,54
ECKBOLSHEIM	2019-2020-2021*01*02	1199047270	1 539,10	848,47	690,63
ILLKIRCH	2015 A 2021*01*02	1141977835	2 111,85	1 156,89	954,96
STRASBOURG	2009*02 ET 2011*02	1110943943	287,32		287,32
GEISPOLSHEIM	2013*02	1128242559	49,13	34,06	15,07
STRASBOURG	2010-2013*01*02	1116150555	814,98	482,86	332,12
STRASBOURG	2013*01	1125924364	72,91	49,06	23,85
SOUFFLEWEYERSHEIM	2013*01	2100911651	43,20	30,64	12,56
REICHSTETT	2011-2012-13-14-15-16*01*02	1111171786	1 022,23	611,64	410,59
STRASBOURG	2017-18-19*01*02	1150990985	7 411,07	4 002,77	3 408,30
STRASBOURG	2014*01*02	1127279576	378,41	218,44	159,97
STRASBOURG	2014-15-16-17-18*01*02	1149621582	385,17	332,02	53,15
ILLKIRCH	2015*02	1149621623	75,35	47,34	28,01
LA WANTZENAU	2012-2013-2014*01*02	1122196274	834,80	479,09	355,71
SCHILTIGHEIM	2012*02	1148492055	438,18	255,55	182,63
STRASBOURG	2015-2016*01*02	1142748255	39,64	28,21	11,43
STRASBOURG	2013-2014-15-16*01*02	1138556725	2 972,39	1 336,93	1 635,46
STRASBOURG	2016-17-18-19-20-21*01*02	1140581050	853,14	537,09	316,05
REICHSTETT	2014*02	1111491573	113,73	68,40	45,33
STRASBOURG	2018-2019*01*02	1151735214	919,14	149,13	770,01
STRASBOURG	2013-14-15-16*01*02	1140820669	1 384,94	778,16	606,78
STRASBOURG	2013-2014*01*02	1117991864	1 155,99	652,71	503,28
FEGERSHEIM	2016-17-18-19-20-21*01*02	1138556720	1 529,03	890,74	638,29
STRASBOURG	2021-2022*01*02	1160276233	981,30	457,78	523,52
			574,89	308,19	266,70
STRASBOURG	2010*02	1113886015	197,61		197,61
GEISPOLSHEIM	2009-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19	1137427290	949,46		949,46
STRASBOURG	2013-2014*01*02	1140783126	1 349,15		1 349,15
				<b>14 926,12</b>	<b>15 653,81</b>

BUDGETS ANNEXES - CREANCES ETEINTES 6542 AU 13/03/23

COMMUNES	SEMESTRE	REF.HELIOS	TOTAL NON VALEUR TTC	DONT PART EAU	DONT PART ASST
<b>LIQUIDATION JUDICIAIRE 6542.00</b>					
STRASBOURG	201401	1117123512	289,84	231,98	57,86
SOUFFELWEYERSHEIM	2012-2013*01*02	2100910295	1 117,31	670,97	446,34
STRASBOURG	2014-2015*01*02	1136450304	443,70	253,00	190,75
STRASBOURG	201401	1140596841	1 098,00	1 098,00	
STRASBOURG	201402	1173196931	168,48	38,29	130,19
BENFELD	2013-2015*01*02	1125531524	34,11	26,57	7,54
REICHSTETT	2011*02	1119315614	185,10		185,10
BISCHHEIM	2015*02	1143818939	1 981,19	1 072,30	908,89
GEISPOLSHHEIM	2015*02	1141403508	205,08	205,08	
SCHILTIGHEIM	2016-2017*01*02	1150983858	340,83	189,26	151,57
ILLKIRCH	2017-2018*01*02	1151764091	1 374,01	753,94	620,07
ECKBOLSHEIM	2017*01	1140972934	100,87	60,21	40,66
ECKBOLSHEIM	2017*02	1163463841	326,72	187,35	139,37
VENDENHEIM	2015*02	1141003253	229,67	116,73	112,94
STRASBOURG	201702	1143097468	83,71	53,06	30,65
STRASBOURG	2015*01	1121629801	464,36	464,36	
ECKBOLSHEIM	2015-2016*01*02	1140821070	1 678,16	920,80	757,36
STRASBOURG	2013-2014-2011-2018	1140211817	577,51	366,27	211,24
STRASBOURG	201402	1151525780	308,91	231,21	77,70
STRASBOURG	2013*01	1121691703	40,46	32,81	7,65
SOUFFELWEYERSHEIM	2014*02	1136744055	105,62	63,95	41,67
SOUFFELWEYERSHEIM	2012-2014-2010*02	2100910719	616,60	316,09	300,51
STRASBOURG	2014-2015*01*02	1140207943	340,71	253,20	87,51
STRASBOURG	2011 A 2017*01*02	1140978684	886,93	532,73	354,20
NIEDERHAUSBERGEN	2010-2015*01*02	1140021437	75,94	43,22	32,72
SCHILTIGHEIM	2012-2014-2016-2017	1122756439	5 921,28	5 017,00	904,28
HANGENBIETEN	201501	1140203184	1 371,18	863,90	507,28
STRASBOURG	2014-2015*01*02	1140581499	743,83	426,21	317,62
STRASBOURG	2014-2015*01*02	1137075761	394,14	86,84	307,30
ILLKIRCH	2015-2017-2018*01*02	1149621671	123,60	87,64	35,96
STRASBOURG	2010-2011*02	1116460638	565,48	339,66	225,82
STRASBOURG	2012*02	1121845284	2 762,74	1 581,45	1 181,29
STRASBOURG	2011-2012-2013*01*02	1118259604	785,51	474,59	310,92
STRASBOURG	2011-2013-2012*01*02	2100907817	1 096,19	1 074,90	21,29
STRASBOURG	2013*02	1119169443	97,49	78,65	18,84
HOENHEIM	2016-2021*02	1139556450	173,61	173,61	
VENDENHEIM	2010*02	1117296720	1 397,88		1 397,88
STRASBOURG	2009*01	2100920726	5 590,15		5 590,15
STRASBOURG	2010-2013*01*02	1116150555	814,98	482,86	332,12
ECKBOLSHEIM	2016*02	1151604872	16,74	15,51	1,23
SOUFFELWEYERSHEIM	2016*02	1149127973	27,38	21,21	6,17
STRASBOURG	2017*01	1150990510	820,74	440,10	380,64
ILLKIRCH	2007*01*02	2100905326	3 803,38	3 803,38	
STRASBOURG	2013*02	1133501568	79,69		79,69
SOUFFELWEYERSHEIM	2016*02	1140979175		162,20	128,17
STRASBOURG	2013-2012-2014-2015	1140582731		496,12	273,27
STRASBOURG	2013-2014-2017-2018	1137716437		451,15	335,29

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Maintenance, hébergement et prestations complémentaires du logiciel de gestion des aides.**

#### **Numéro E-2023-989**

La gestion des aides est assurée par le progiciel AIDEN de la société MGDIS.

Cette application, pilotée par le service Partenariats, est utilisée par plus de 300 agents répartis dans plus de 50 services dont la Direction Solidarités, Santé, Jeunesse, la Culture et la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Il s'agit d'un progiciel spécialisé autour duquel s'articulent les différentes activités de gestion des subventions et soutiens portés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg :

- dépôts de demandes de subvention sur la plateforme en ligne,
- instruction et traitement des demandes de subvention,
- mise à disposition de locaux, prêts de matériels, soutien technique,
- accompagnement sectoriel des différentes associations du territoire,
- suivi des associations et de leurs situations financières,
- suivi et identification des délibérations d'octroi des subventions.

L'outil répond aux objectifs de :

- dématérialisation des demandes de subventions,
- simplification des procédures d'instruction,
- suivi global de l'avancement de l'instruction pour le porteur du projet et par les services instructeurs ou/et financeurs,
- mise à disposition d'indicateurs financiers à destination des élu-es et des différents comités,
- mise à disposition de données en OpenData.

Les utilisateurs de la solution souhaitent continuer à utiliser la solution AIDEN. Il est donc nécessaire :

- de bénéficier de prestations d'accompagnement et d'assistance technique indispensables à l'utilisation de ce logiciel,
- de faire évoluer le logiciel (nouveaux modules, réalisation de développement spécifiques etc.),

- de disposer de l'assistance aux usager·es dans le dépôt des demandes, l'assistance des agent·es dans l'instruction des dossiers, prestations complémentaires pour la délégation d'instruction (tickets, assistance, etc.),
- de maintenir l'intégrité de la solution et de garantir son bon fonctionnement pendant toute la durée de son utilisation.

Aussi, il est proposé de renouveler dès à présent ce marché.

Les demandes de subvention sont réalisées en ligne avec la mise à disposition d'un portail à des aides.

Il y a plusieurs enjeux concernant cette solution :

- une simplification et une homogénéisation des processus quel que soit le domaine de subvention,
- une co-instruction dématérialisée entre les différents services de la collectivité et/ou partenaires de l'instruction de la demande,
- une facilitation des obligations de contrôle déontologique (loi dite SAPIN II),
- une mise en cohérence avec le règlement général sur la protection des données (RGPD).

L'impossibilité de déterminer avec précision les licences et modules à acquérir, ainsi que le volume et la fréquence des prestations d'assistance technique nécessaires afin de continuer à maintenir le logiciel en place et permettre les évolutions attendues, justifie le choix d'un accord-cadre (fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande).

Aussi, nous proposons de conclure un nouvel accord-cadre d'une durée de quatre ans, avec un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 1 730 000 € HT, pour permettre les acquisitions complémentaires, les prestations induites et la maintenance du logiciel de gestion des subventions.

La Ville, pour la part qui la concerne, remboursera l'Eurométropole selon les dispositions de la Commission Mixte Paritaire.

La société MGDIS, propriétaire exclusif du logiciel MGDIS-AIDEN (anciennement AGATE), étant la seule habilitée à assurer les services fonctionnels associés à ce progiciel et à commercialiser et distribuer ce progiciel, comme le confirment l'attestation d'exclusivité et la copie de dépôt des sources jointes en annexe, le marché sera attribué dans le cadre d'une procédure sans publicité et sans mise en concurrence préalable conformément aux dispositions du Code de la commande publique, du fait de la protection de droits d'exclusivité, notamment de droits de propriété intellectuelle.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le lancement d'un accord cadre à bons de commande d'une durée de quatre ans, d'un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 1 730 000 € HT, pour « les acquisitions complémentaires, prestations induites et la maintenance du logiciel de gestion des subventions », en application des articles du Code de la commande publique.*

*Ce marché sera lancé sous forme d'une procédure sans publicité et sans mise en concurrence préalable conformément aux dispositions des articles du Code de la commande publique,*

*décide*

- *l'imputation des dépenses d'investissement sur :  
le CRB RH08, fonction 020, nature 2051, programmes 529,  
le CRB RH08, fonction 020, nature 2051, programmes 1315,*
- *l'imputation des dépenses de fonctionnement sur :  
les CRB RH08B et RH08B, fonction 020, nature 6156, et 6288,  
le CRB TC04C, fonction 820, nature 611,  
le CRB TC04Z, fonction 820, nature 611,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à mettre en œuvre la procédure négociée, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter l'accord-cadre en résultant.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162533-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# Attestation de droits d'exclusivité

## Pour l'Eurométropole de Strasbourg

### Solution MGDIS : AIDEN

Je soussigné, Frank MOSSER, agissant au nom de la société MGDIS, sise au Parc d'Innovation Bretagne Sud, Allée Nicolas Leblanc – CP 10 – 56038 VANNES CEDEX, atteste sur l'honneur que :

- La société MGDIS est détentrice des droits exclusifs de propriété intellectuelle en qualité d'auteur et d'éditeur, sur les sources du **progiciel AIDEN** et ses différents modules, dûment déposées auprès de l'Agence pour la protection des programmes, N° siren 385 385 844.
- La société MGDIS est la seule à pouvoir réaliser des évolutions, des développements et des prestations de maintenance (évolutive, corrective et réglementaire) sur la **solution progicielle AIDEN** et ses différents modules,
- Les droits précités de la société MGDIS sont détenus à ce jour sans limitation de durée.

Fait à Vannes,  
Le 25 juillet 2023

Frank MOSSER  
Président





CERTIFICAT DÉLIVRÉ PAR :

**Agence pour la Protection des Programmes**

25 rue de la Plaine, 75020 PARIS, FRANCE / T. +33(0)1 40 35 03 03 / app@app.asso.fr

NOM DE L'ŒUVRE :

**PORTAIL DES AIDES - AÏDEN V9**

SOUS-TITRE :

**Nouvelles lignes produits MGDIS : Portail des aides (AÏDEN), Numens, Geronimmo**

DATE DE LA VERSION :

**30/04/2023**

N° DU DÉPÔT : **IDDN<sup>1</sup> .FR<sup>2</sup> .001<sup>3</sup> .070013<sup>4</sup> .009<sup>5</sup> .S<sup>6</sup> .P<sup>7</sup> .2015<sup>8</sup> .000<sup>9</sup> .31300<sup>10</sup>** DATE DU DÉPÔT : **11/05/2023**

DATE D'ÉDITION DU PRÉSENT CERTIFICAT :

**11/05/2023**

DATE DE LA DEMANDE :

**11/05/2023**

IDENTITÉ DU TITULAIRE DE DROITS\* :

**MGDIS**

N° DE MEMBRE APP :

**14.56.15473**

N° D'IDENTIFICATION (SIREN OU AUTRE) :

**328161245**

SIÈGE SOCIAL :

**Parc d'Innovation Bretagne Sud CP 10, 56038, VANNES CEDEX, FRANCE**

\* Le Titulaire de droits s'engage à informer l'APP de toute cession ou aliénation, totale ou partielle, de ses droits de propriété intellectuelle.

(1) INTERDEPOSIT DIGITAL NUMBER (2) NATIONALITÉ DE L'ŒUVRE (3) NUMÉRO DE L'ORGANISME D'ENREGISTREMENT (4) NUMÉRO D'ORDRE DE L'ENREGISTREMENT (5) NUMÉRO DE VERSION (6) TYPE D'ENREGISTREMENT (7) TYPE D'ŒUVRE (8) ANNÉE D'ENREGISTREMENT (9) ZONE RÉSERVÉE (CLÉ D'INTÉGRITÉ) (10) CLASSE DE PRODUITS

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Maintenance et acquisition de matériels, modules complémentaires et prestations associées pour le système RFID du réseau des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.**

#### **Numéro E-2023-990**

Huit médiathèques et le bibliobus de la ville de Strasbourg, ainsi que les trois médiathèques Eurométropolitaines sont aujourd'hui équipées d'un dispositif RFID (Radio Frequency Identification). Celui-ci va être déployé dans la médiathèque eurométropolitaine Frida Kalho et dans les futurs projets en lien avec la lecture publique.

Ce dispositif permet notamment d'automatiser plus de 80 % des opérations de prêts/retours de documents (7 500 prêts/jours en moyenne) réalisés par les usager·es des médiathèques (55 000 usager·es actifs). Il permet également d'assurer la protection contre le vol des documents et la fonction de comptage des entrées.

Les marchés passés initialement en groupement de commande, portant sur l'acquisition de matériels, logiciels et prestations associées et de maintenance du système RFID pour les médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole arrivent à échéance fin 2024.

La solution RFID actuellement en place répond aux attentes des usager·es et des agent·es. Afin de continuer à assurer un service de qualité, il est souhaitable de garder l'homogénéité du parc.

Ainsi, il est proposé de conclure un accord-cadre à bon de commandes d'une durée de quatre ans, d'un montant minimum de 48 000 € HT et d'un montant maximum de 1 123 000 € HT pour l'acquisition de matériels, logiciels RFID et prestations associées et de prestations de maintenance du dispositif RFID pour le réseau des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La société NEDAP, propriétaire exclusif du logiciel, étant la seule habilitée à assurer les services fonctionnels associés à ce logiciel et à commercialiser et distribuer ce logiciel, comme le confirme la copie de dépôt des sources jointe en annexe, le marché sera attribué dans le cadre d'une procédure sans publicité et sans mise en concurrence préalable conformément aux dispositions des articles L 2122-1 et R 2122-3 du Code de la commande

publique, du fait de la protection de droits d'exclusivité, notamment de droits de propriété intellectuelle.

Dans le cadre du développement de la mutualisation des services entre l'Eurométropole et ses communes membres (dont la ville de Strasbourg), afin de permettre à ces dernières de bénéficier de tarifs plus compétitifs et de conditions avantageuses, il leur sera proposé pour ce marché, avant le lancement de la consultation, d'y participer dans le cadre d'un groupement de commandes.

Dans ce cas, l'Eurométropole de Strasbourg sera le coordonnateur du groupement qui s'inscrit dans la convention cadre de groupement de commandes ouvert et permanent adoptée par délibération en date du 30 juin 2017.

En tant que coordonnateur, sa mission consiste en la passation d'un appel d'offres, son attribution en Commission d'appel d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg, sa signature et sa notification pour l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre du groupement aura en charge l'exécution de l'accord-cadre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

- *le recours au groupement de commandes comme mode de collaboration entre les collectivités,*
- *le lancement d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée de quatre ans, d'un montant minimum de 48 000 € HT et d'un montant maximum de 1 123 000 € HT pour l'ensemble des membres du groupement (les détails des montants par membres du groupement figureront dans le marché), pour « l'acquisition de matériels, logiciels RFID et prestations associées et de prestations de maintenance du dispositif RFID pour le réseau des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg », en application des articles du Code de la commande publique,*

*Ce marché sera lancé sous forme d'une procédure négociée sans publicité et sans mise en concurrence préalable conformément aux dispositions des articles du Code de la commande publique.*

*décide*

- *l'imputation des dépenses d'investissement sur le CRB AU14, fonction 313, nature 2188, programme 674,*

- *l'imputation des dépenses de fonctionnement sur la fonction 313, activités AUI4C et AUI4E,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e :*

- *à mettre en œuvre la procédure négociée en tant que coordonnateur du groupement de commandes, et à signer le marché au nom des membres du groupement,*
- *à notifier le marché de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à exécuter le marché de l'Eurométropole de Strasbourg en résultant.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162477-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# ATTESTATION D'EXCLUSIVITE

## MAINTENANCE DES MATERIELS RFID NEDAP

Nous certifions par la présente que l'entreprise NEDAP est constructeur, fabricant et distributeur exclusif de sa solution matériel et logiciel RFID « Bibliocheck » (Fréquence de 13,56Mhz / ISO15693 et ISO18000-3) commercialisée pour les Bibliothèques.

La société NEDAP dispose également d'un droit d'exclusivité et de propriété intellectuelle sur les différents logiciels nécessaires au fonctionnement de ses matériels RFID pour les Bibliothèques.

Cette exclusivité porte sur les matériels suivants : Platine RFID, Portique antivol RFID et son électronique Ecoreader, Boite de retour extérieure RFID 24h/24, Automate RFID de prêt/retour (type Borne ou intégré dans le mobilier), Trieur, Douchette RFID.

Cette exclusivité porte sur les logiciels suivants compatibles exclusivement avec les matériels NEDAP : Bibliocheck4Conversion, Bibliocheck4Lite, Bibliocheck4Selfservice, Listag, NedapCote, NedapTag, Librionline, NedapCarte, RFTest, NedapRFIDwebservices, Module Statistique des systèmes de retour avec Tri.

Nos logiciels sont déposés auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes.

Votre réseau de bibliothèques disposant de l'intégralité de notre solution (Matériels et Logiciels), nous sommes en conséquence la seule société à posséder toute l'expertise et les propriétés intellectuelles pour réaliser l'installation, le soutien technique, la maintenance Préventive – Curative – Evolutive de votre solution RFID afin d'en assurer le bon fonctionnement.

Fait à Eragny/Oise le 12/01/2022

Monsieur BOURDIN Franck  
(Directeur informatique)

Nedap France S.A.S  
8/10 Chemin d'Andrézy  
BP 90050 – Eragny/Oise  
95611 CERGY-PONTOISE cedex

T +33 (0)1 61 03 03 03  
F +33 (0)1 61 03 03 24  
E contact.bibli@nedap.fr  
Capital € 1 000 000  
RCS Pontoise B 411 513 237



CERTIFICAT DÉLIVRÉ PAR :

**Agence pour la Protection des Programmes**

25 rue de la Plaine, 75020 PARIS, FRANCE / T. +33(0)1 40 35 03 03 / app@app.asso.fr

NOM DE L'ŒUVRE :

**"libnet.online"**

SOUS-TITRE :

**Solution de gestion RFID pour les bibliothèques**

VERSION :

**5.0.6**

N° DU DÉPÔT : **IDDN<sup>1</sup> .FR<sup>2</sup> .001<sup>3</sup> .040031<sup>4</sup> .001<sup>5</sup> .S<sup>6</sup> .X<sup>7</sup> .2020<sup>8</sup> .000<sup>9</sup> .30000<sup>10</sup>**

DATE DU DÉPÔT : **24/03/2022**

DATE D'ÉDITION DU PRÉSENT CERTIFICAT :

**24/03/2022**

DATE DE LA DEMANDE :

**24/03/2022**

IDENTITÉ DU TITULAIRE DE DROITS\* :

**NEDAP**

N° DE MEMBRE APP :

**20.95.18232**

N° D'IDENTIFICATION (SIREN OU AUTRE) :

**411513237**

SIÈGE SOCIAL :

**8 chemin d'Andresy, 95610, ERAGNY, FRANCE**

\* Le Titulaire de droits s'engage à informer l'APP de toute cession ou aliénation, totale ou partielle, de ses droits de propriété intellectuelle.

(1) INTERDEPOSIT DIGITAL NUMBER (2) NATIONALITÉ DE L'ŒUVRE (3) NUMÉRO DE L'ORGANISME D'ENREGISTREMENT (4) NUMÉRO D'ORDRE DE L'ENREGISTREMENT (5) NUMÉRO DE VERSION (6) TYPE D'ENREGISTREMENT (7) TYPE D'ŒUVRE (8) ANNÉE D'ENREGISTREMENT (9) ZONE RÉSERVÉE (CLÉ D'INTÉGRITÉ) (10) CLASSE DE PRODUITS

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Maintenance de systèmes de stockage SAN et acquisition d'extensions.

#### Numéro E-2023-992

Les informations gérées par les systèmes d'information de l'Eurométropole sont stockées sur des équipements « haute disponibilité » de type stockage SAN (Stockage Area Network) pour les données applicatives.

Ces équipements sont déployés tant dans la salle informatique principale que dans la salle de secours (salle du Plan de Reprise d'Activité, dite « PRA »).

Le marché de maintenance et d'acquisition d'extensions pour ces équipements est échu, il est nécessaire de le renouveler.

Pour ce faire, nous vous proposons de recourir à une procédure d'appel d'offres, sous forme d'accord-cadre à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 000 000 € HT, d'une durée de quatre ans, pour la « maintenance et l'acquisition d'extensions pour solution de stockage SAN DELL EMC ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le lancement d'un accord-cadre à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 000 000 € HT, en application des articles du Code de la commande publique pour la « maintenance et l'acquisition d'extensions pour solution de stockage SAN DELL EMC »,*

*Ce marché sera lancé sous forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles du Code de la commande publique, pour une durée de quatre ans.*

*décide*

*l'imputation des dépenses d'investissement :*

- *sur le CRB RH08, fonction 020, nature 21838, programmes 1199, 1221, 1303, 1315,*
- *sur le CRB EN10, fonction 811, nature 21561.1, programme 1014 AP0230 Ligne 2,*

*l'imputation des dépenses de fonctionnement*

- *sur la fonction 020, nature 6156, activités RH08C,*
- *sur la fonction 811, nature 6064.01, activités EN10A,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter l'accord-cadre en résultant.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162523-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Acquisition d'un Système d'Informations Archivistique (SIA).

#### Numéro E-2023-993

Le Système d'Informations Archivistique (SIA) actuel ne répond plus aux standards archivistiques en vigueur et nécessite un changement.

L'objectif de ce changement est multiple :

- acquérir un outil plus ergonomique,
- mieux intégrer les normes métier ainsi que le processus métier,
- interconnecter le SIA à l'application de diffusion d'une part et au SAE (Système d'Archivage des documents Electronique) d'autre part,
- gérer automatiquement des archives dans un environnement hybride (physiques et numériques),
- améliorer la communication entre le service des archives et les services versants
- anticiper les besoins des communes membres de l'Eurométropole en matière d'archivage, afin d'être en capacité, le cas échéant, de servir au traitement et à la communication des archives de ces communes, chacune conservant la propriété de ses archives qui resteront individualisées.

Le coût d'investissement initial incluant l'acquisition du logiciel, le transfert des données du système source vers le système cible, ainsi que la prestation de mise en œuvre est estimé à 350 000 € HT.

Afin de pérenniser la solution et d'assurer son évolution, tant fonctionnelle que technologique, l'acquisition du système doit s'accompagner de la mise en place d'une maintenance dont le coût est estimé à 25 000 € HT / an.

Compte tenu du coût et de la complexité de mise en œuvre, du nombre d'utilisateurs qui devront être formés au nouvel outil, ainsi que de la charge en jours/homme estimée du projet, l'amortissement de l'investissement initial de la collectivité nécessite de pérenniser l'application pendant une dizaine d'années au minimum.

Il vous est donc proposé de lancer un appel d'offres ouvert pour la mise en place d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de 700 000 € HT, d'une durée de dix ans.

Pour les besoins définis ci-dessus, il pourra être envisagé le recours à l'UGAP dans le cadre de la convention de partenariat permettant à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg de bénéficier d'un tarif préférentiel.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le lancement d'un accord cadre à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 700 000 € HT, en application des articles du Code de la commande publique pour « l'acquisition d'un Système d'information archivistique ». Ce marché sera lancé sous forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles du Code de la commande publique, pour une durée de dix ans,*

*décide*

- *l'imputation des dépenses d'investissement sur le CRB RH08, fonction 020, nature 2051, programmes 1315, AP0308 ou programme 1315,*
- *l'imputation des dépenses de fonctionnement sur la fonction 020, nature 6156 ou 6288, activités RH08B,*

*autorise*

- *la Présidente ou son-sa représentant-e à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter l'accord-cadre en résultant,*
- *le recours, le cas échéant, à l'UGAP, conformément aux dispositions réglementaires applicables aux marchés publics et relatives aux Centrales d'Achats.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162527-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)**

**le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Acquisition, abonnement et maintenance de logiciels pour les postes de travail et serveurs.**

#### **Numéro E-2023-1103**

La Direction du Numérique et systèmes d'information acquiert des logiciels pour les postes de travail et les serveurs ainsi que des abonnements de droit d'usage, des souscriptions, prestations de maintenance, de support et d'assistance sur ces logiciels.

Les accords-cadres correspondants ont pour objet la fourniture des produits et services suivants :

- pour les postes de travail :
  - la fourniture de licences, de logiciels bureautiques non édités par Microsoft comme les outils de conception graphique (Autocad, Photoshop, Illustrator), les anti-virus,
  - la fourniture de services de maintenance,
  - la fourniture d'abonnements,
  - la fourniture de services d'assistance sur les logiciels.
  
- pour les serveurs :
  - la fourniture des logiciels non édités par Microsoft (anti-virus serveur, anti spam, logiciels de gestion de l'architecture technique tels que les logiciels de virtualisation, administration centralisée des postes de travail etc),
  - la fourniture de services de maintenance,
  - la fourniture d'abonnements,
  - la fourniture de services d'assistance sur les logiciels.

Les marchés actuels pour ces produits et services arrivant à échéance en juin 2024, il est nécessaire de le renouveler afin de permettre la poursuite des prestations et l'acquisition ou l'extension de logiciels, licences.

Il vous est donc proposé de lancer un appel d'offres ouvert pour la mise en place d'accords-cadres à bons de commande, avec montants minimum et montants maximum, d'une durée de quatre ans, pour l'acquisition, l'abonnement et la maintenance de logiciels autre que Microsoft pour les postes de travail et serveurs.

Les détails des lots sont les suivants :

- lot 1 : montant minimum de 500 000 € HT et montant maximum de 5 600 000 € HT,
- lot 2 : montant minimum de 600 000 € HT et montant maximum de 9 500 000 € HT.

Dans le cadre du développement de la mutualisation des services entre l'Eurométropole et ses communes membres (dont la ville de Strasbourg), afin de permettre à ces dernières de bénéficier de tarifs plus compétitifs et de conditions avantageuses, il leur sera proposé pour ce marché, avant le lancement de la consultation, d'y participer dans le cadre d'un groupement de commandes.

Dans ce cas, l'Eurométropole de Strasbourg sera le coordonnateur du groupement qui s'inscrit dans la convention cadre de groupement de commandes ouvert et permanent adoptée par délibération en date du 30 juin 2017.

En tant que coordonnateur, sa mission consiste en la passation d'un appel d'offres, son attribution en Commission d'appel d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg, sa signature et sa notification pour l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre du groupement aura en charge l'exécution de l'accord-cadre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

- *le recours au groupement de commandes comme mode de collaboration entre les collectivités,*
- *le lancement d'accords-cadres à bons de commande, avec montants minimum et montants maximum, en application des articles du Code de la commande publique pour l'acquisition, l'abonnement et la maintenance de logiciels autre que MICROSOFT pour les postes de travail et serveurs.*

*Les montants des accords-cadres, pour l'ensemble des membres du groupement, sont les suivants :*

- *Lot 1 : montant minimum de 500 000 € HT et montant maximum de 5 600 000 € HT,*
- *Lot 2 : montant minimum de 600 000€ HT et montant maximum de 9 500 000 € HT.*

*Les détails des montants par membre du groupement figureront dans le marché.*

*Ce marché sera lancé sous forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles du Code de la commande publique, pour une durée de quatre ans.*

*décide*

- *l'imputation des dépenses d'investissement sur le CRB RH08, fonction 020 nature 2051, programmes 528 et 529,*
- *l'imputation des dépenses de fonctionnement sur la fonction 020, natures 6156 et 6288, activités RH08E et RH08B et RH08C,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e :*

- *à mettre en œuvre la procédure d'appel d'offres ouvert, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, et à signer le marché au nom des membres du groupement,*
- *à notifier le marché de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à exécuter le marché de l'Eurométropole de Strasbourg en résultant.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162529-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Marchés publics et avenants.

#### Numéro E-2023-520

#### Avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans les annexes ci-jointes.

Au titre de ces annexes, figure également l'avenant n°4 à la convention de groupement de commandes du 14 avril 2015, relative à la construction d'une école maternelle et de logements sociaux sur le site de l'Ilot G du Quartier Danube à Strasbourg pourtant sur la nouvelle clé de répartition.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la passation des avenants énumérés dans les annexes jointes à la présente délibération,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants et les documents y afférents.*

Adopté le 10 novembre 2023

**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162643-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**



**Annexe 1 : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération  
(avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 215 000 € HT)**

**Abréviations utilisées :**

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DAP = Direction Architecture et Patrimoine ; DEPN= Direction Espaces Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	E2021/1357	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif - lots 2 à 15, Lot N° 02, ETANCHEITE	365 913,71	SOPREMA ENTREPRISES	4	17 234,80 (le montant des avenants précédents s'élève à 10 301,60 € HT)	7,53	393 450,11	14/09/2023

Objet de l'avenant au marché E2021/1357:

L'avenant porte sur des travaux supplémentaires sollicités par la maîtrise d'œuvre notamment l'intégration d'une commande ventilation de confort pour la verrière principale, l'augmentation d'un lanterneau de désenfumage et, pour finir, l'agrandissement de la zone végétalisée en toiture.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	E2021/1357	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif - lots 2 à 15, Lot N° 02, ETANCHEITE	365 913,71	SOPREMA ENTREPRISES	5	21 119,21 (le montant des avenants précédents s'élève à 27 536,40 € HT)	13,30	414 569,32	14/09/2023

Objet de l'avenant au marché E2021/1357:

L'avenant porte sur des reprises d'étanchéité au niveau du parvis du centre administratif et de la toiture de l'extension suite à l'ajout d'une ventilation primaire en toiture de l'extension, et ce afin de garantir une bonne imperméabilité de la surface. Des reprises sont également prévues dans les locaux du SIRAC et au niveau de l'évacuation du PPU. Il s'agit de circonstances imprévues qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	2021/1374	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif - lots 2 à 15, Lot N° 12, CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION	524 991,67	LOHNER	2	28 995,98 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 1 113,75 € HT)	5,74	555 101,40	05/10/2023

Objet de l'avenant au marché 2021/1374:

L'avenant est une balance technique du lot pour le réseau aéraulique et le réseau hydraulique de l'extension. Pour le réseau aéraulique, il s'agit d'une augmentation des diamètres des gaines et des bouches de diffusion. Quant au réseau hydraulique, les modifications portent sur le réseau de distribution et les radiateurs.

L'avenant porte également sur une dépose et repose du réseau de climatisation des bureaux du service informatique suite à la démolition du plancher caisson haut du P1 sous lequel les réseaux de climatisation existants cheminaient.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	E2021/1325	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif - lots 2 à 15, Lot N° 11, ELECTRICITE	739 493,08	EIFPAGE ENERGIE AFC	5	39 929,12 (le montant des avenants précédents s'élève à 51 574,63 € HT)	12,37	830 996,83	05/10/2023

Objet de l'avenant au marché E2021/1325:

L'avenant porte sur des modifications des boîtes de sol, notamment leur nombre, la longueur du câblage et la possibilité d'être dissimulées dans le plancher bois, pour répondre aux besoins spécifiques des utilisateurs (plus de postes raccordés au réseau). L'avenant porte également sur la modification du type de luminaires extérieurs dans un souci d'adéquation avec l'architecture du bâtiment.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	E2021/1334	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif - lots 2 à 15, Lot N° 06, PLATRERIE	319 862	REATECH	2	48 248 (le montant des avenants précédents s'élève à 475 € HT)	15,23	368 585	14/09/2023

Objet de l'avenant au marché E2021/1334:

L'avenant est une balance globale des travaux de plâtrerie dans les locaux existants et dans l'extension du Centre Administratif. De nouvelles cloisons thermo-acoustiques complémentaires ont notamment été nécessaires pour l'extension ainsi que la modification des éléments en staff.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	E2021/1327	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif - lots 2 à 15, Lot N° 04, MENUISERIES EXTERIEURES	661 742	ATALU S.A.S.	2	2 738 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 34 146,50 € HT)	5,57	698 626,50	14/09/2023
<p><u>Objet de l'avenant au marché E2021/1327:</u> L'avenant porte sur la mise en place d'un nouveau système d'interphonie intégrée anti-effraction à l'accueil public du bureau de la fourrière.</p>										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PCAN	DEPN	20190466	DME8066E - Mission de maîtrise d'œuvre pour la Voie de liaison intercommunale Ouest (VLIO)	2 705 978	Gpt Egis / Atelier Villes et Paysages	3	54 800 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 131 245 € HT)	6,88	2 892 023	31/08/2023

Objet de l'avenant au marché 20190466 :

La collectivité a convenu, en lien avec l'ensemble des communes traversées par le projet de la VLIO, de mettre en œuvre certaines mesures transitoires destinées à améliorer les conditions de circulation dans le secteur Ouest de l'agglomération dans l'attente de la reprise du projet VLIO. Il s'agit de l'opération Arc Ouest délibérée au programme 2023, qui intègre notamment un "barreau de Wolfisheim/Eckbolsheim", composante partielle du projet d'aménagement global de la VLIO. Par avenant n°2, la réalisation d'une étude de faisabilité a été initiée sur la base des diagnostics et des études d'AVP déjà engagés par la maîtrise d'œuvre de la VLIO. Afin notamment de caractériser les impacts techniques, circulatoires et environnementaux du projet directement en lien avec ce tronçon de la future VLIO, des études de trafic et des études hydrauliques seront également encore nécessaires. Ces compléments d'études, ainsi que le rapport final des études de faisabilité font l'objet du présent avenant n°3 au marché.

Il convient d'ajouter un délai supplémentaire de 70 jours calendaires.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA 4	DEPN	20210906	21EMS0076 Travaux d'élargissement de la rue du Tramway à ESCHAU : démolition et reconstruction du pont sur le Canal du Rhône au Rhin	1 084 904,50	SAERT	1	91 250	8,41	1 176 154,50	31/08/2023

Objet de l'avenant au marché 20210906 :

En application de l'article L6 du Code de la commande publique, qui prévoit "qu'en cas de survenance d'un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat", le présent avenant prend en compte la hausse des matières premières liée au contexte actuel marqué par une augmentation du prix de certaines matières premières, par la pénurie de certains matériaux induisant des délais d'approvisionnement augmentés et par la hausse du coût de l'énergie (gaz et pétrole), accentué par le contexte de la guerre en Ukraine.



Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA 4	DEPN	20220727	22EMS0075 Travaux de protection du milieu naturel à Plobsheim et Eschau – Pose d’une conduite sous pression en lien avec les travaux du bassin de pollution	945 097	SPEYSER	1	202 301	21,41	1 147 398	31/08/2023

Objet de l’avenant au marché 20220727:

Pour mémoire, les travaux avaient pour objet de poser la conduite de vidange du bassin de 2500 m3 créé en 2022 à Plobsheim dont l’implantation était prévue sur une première partie dans un chemin agricole et sur une deuxième partie dans la M458 sur une distance totale de 1 500 mètres.

Afin d’optimiser le tracé de la conduite de vidange du bassin initialement implantée dans la piste d’accès du chantier du bassin, celle-ci a été déplacée dans un terrain agricole. Cette optimisation a permis de limiter le linéaire de conduite posé ainsi que le nombre de coudes et donc les pertes de charge. Cela permet de pérenniser le fonctionnement des ouvrages et de diminuer les coûts d’énergie et de fonctionnement.

Cette modification a impliqué des nouvelles prestations supplémentaires : il s’agit de la création d’une piste pour réaliser les travaux et l’ajout d’un regard de vidange pour un montant de 41 920 € HT compensé par 25 960 € HT de moins-value.

A la suite de ces travaux dans le chemin agricole, l’entreprise a rencontré un terrain de mauvaise qualité composé de limons saturés en eau du fait de la présence de la nappe phréatique, ce qui a provoqué un effet de matelassage rendant impossible la pose de la conduite. Les investigations géotechniques réalisées lors des études d’avant projet n’avaient pas permis de diagnostiquer ce sol hétérogène. Le profil en long de la conduite et la technique de pose ont dû être modifiés.

Par ailleurs, concernant la pose sous la route métropolitaine M468, le point de raccordement de la conduite de vidange du bassin de PLOBSHEIM a été modifié en raison de la présence de réseaux non répertoriés dans la rue de l’Industrie. Cette modification a tout de même permis de réduire de 30 m le linéaire de réseaux à poser. Ces travaux imprévus représentent un montant de 159 903 € HT.

Suite à la modification du tracé et des altitudes de raccordement de la conduite sous pression, l’exploitant du réseau a souhaité faire le choix de poser la conduite une conduite gravitaire sous la M468 afin de faciliter l’exploitation future des ouvrages, de limiter le risque de production de H2S et de diminuer les coûts d’énergie. Ces travaux supplémentaires représentent un montant de 149 396 € HT.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
<p>Ces modifications ne pouvaient être prévues par un acheteur diligent (article R.2194-1 du Code de la commande publique). Elles sont compensées par une moins-value de 122 958 € HT.</p> <p>Conformément à ce même article, il n'était pas possible de changer de titulaire car :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le changement de titulaire entraînerait des coûts et des délais supplémentaires ;</li> <li>- Il est indispensable de terminer la pose de la conduite pour pouvoir mettre en service le bassin construit sur Plobsheim qui a pour objectif de réduire les débordements du réseau d'assainissement dans le cours d'eau ;</li> <li>- La pose des conduites doit être intégralement réalisée par SPEYSER TP pour garantir l'étanchéité globale du réseau d'assainissement.</li> </ul> <p>Il convient d'ajouter un délai supplémentaire de 75 jours calendaires.</p>										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA 4	DEPN	20220804	22EMS0174 - Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable et des branchements particuliers des rues du Stade, Albert Camus et du professeur Philippe Bellocq à Mundolsheim	278 900	Jean Lefebvre	1	14 953,34	5,36	293 853,34	31/08/2023

Objet de l'avenant au marché 20220804 :

Profitant de travaux réalisés par Gaz de Strasbourg, il a été décidé de remplacer une conduite supplémentaire et un branchement DN 63mm, d'ajouter 5 vannes de sectionnement. Il a également fallu purger et désinfecter la conduite supplémentaire et reprendre une demi-chaussée de pavés (pavés endommagés dans une couche de béton de 40 cm).

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	E2021/1325	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif - lots 2 à 15, Lot N° 11, ELECTRICITE	739 493,08	EIFFAGE ENERGIE AFC	4	42 650,70 (le montant des avenants précédents s'élève à 8 923,93 € HT)	6,9	791 067,71	31/08/2023

Objet de l'avenant au marché E2021/1325:

Le présent avenant porte sur le câblage VDI initialement prévu de catégorie 6A F/FTP qui, au regard de l'évolution des besoins, doit passer à une catégorie de câbles (catégorie 7/FTP) plus performante.

## Annexe 2 : avenant à une convention de groupement de commandes

### **AVENANT N° 4 à la convention de groupement de commandes du 14 avril 2015, relative à la construction d'une école maternelle et de logements sociaux sur le site de l'Ilot G du Quartier Danube à Strasbourg.**

Conformément aux modalités décrites dans la convention de groupement de commandes et ses trois avenants, il est convenu que lorsque les marchés de travaux et de prestations intellectuelles sont clôturés, des clauses de revoyure sont appliquées afin de finaliser la répartition financière de l'opération entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société 3F Grand'Est.

Dans le cadre de la clause de revoyure appliquée au montant des travaux (hors avenants), il est convenu entre les parties d'appliquer la même clé de répartition globale convenue lors de la phase PRO sur les montants des travaux notifiés (hors avenants et révisions) et de calculer la nouvelle clé de répartition.

Concernant le montant des travaux (hors avenants), la nouvelle clé de répartition, après application de la clause de revoyure, est la suivante :

- 55,63 % du montant des travaux payés par l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 44,37 % du montant des travaux payés par 3F Grand'Est.

Par application de cette clause sur le montant des travaux notifiés et payés (hors avenants et révisions), 3F Grand'Est est redevable de la somme de 19 108,04 € HT, soit 22 929,65 € TTC à l'Eurométropole de Strasbourg.

Concernant les avenants de travaux relatifs aux lots portant sur la construction de l'école maternelle et les logements, la nouvelle clé de répartition est la suivante :

- 55,63 % du montant des travaux payés par l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 44,37 % du montant des travaux payés par 3F Grand'Est.

L'Eurométropole de Strasbourg et 3F Grand'Est conviennent également de l'application suivante de la clause de revoyure sur les avenants appliqués aux marchés de travaux :

- Les avenants travaux issus d'une demande de la maîtrise d'ouvrage Eurométropole de Strasbourg sont payés à 100% par l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Les avenants travaux issus d'une demande de la maîtrise d'ouvrage 3F Grand'Est sont payés à 100% par 3F Grand'Est ;

- Les avenants travaux issus d'une demande de la maîtrise d'œuvre mais ne concernant que des travaux dans l'école maternelle sont payés à 100% par l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Les avenants travaux issus d'une demande de la maîtrise d'œuvre concernant des travaux communs à l'école maternelle et aux logements sont payés suivant la clé de répartition finale par l'Eurométropole de Strasbourg et 3F Grand'Est.

Pour les avenants travaux issus d'une demande de la maîtrise d'œuvre mais ne concernant que des travaux dans les logements, les 2 parties conviennent qu'ils ne sont pas pris en compte car leur bilan est négatif (avenants en moins-values).

Par application de la clause de revoyure sur le montant des avenants, l'Eurométropole de Strasbourg est redevable à 3F Grand'Est de la somme de 18 321,18 € HT, soit 21 985,42 € TTC.

Concernant le montant du marché de maîtrise d'œuvre, il est convenu entre les parties d'appliquer la même clé de répartition globale convenue lors de la phase PRO sur les montants des travaux notifiés (hors avenants et révisions) et de calculer la nouvelle clé de répartition.

Concernant le montant du marché de maîtrise d'œuvre, la nouvelle clé de répartition du montant, après application de la clause de revoyure, est la suivante :

- 55,03 % du montant des travaux payés par l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 44,97 % du montant des travaux payés par 3F Grand'Est.

L'avenant n°1 à la mission du MOE est pris en charge à 100% par l'Eurométropole de Strasbourg car cette mission ne concerne que l'école maternelle.

Par application de la clause de revoyure sur le montant de la mission de maîtrise d'oeuvre, 3F Grand'Est est redevable de la somme de 26 016,82 € HT soit 31 220,18 € TTC à l'Eurométropole de Strasbourg.

Un écart global de 32 164,41 € TTC en faveur de l'Eurométropole de Strasbourg est constaté en application de l'ensemble des clauses de revoyure.

Concernant les assurances construction, les parties conviennent d'appliquer la clause de revoyure sur les montant définitifs des montants travaux et des prestations intellectuelles en appliquant les nouvelles clés de répartition des travaux et de la maîtrise d'œuvre définies ci-dessus.

La nouvelle clé de répartition finale de la cotisation d'assurance entre l'Eurométropole de Strasbourg et 3F Grand'Est est donc la suivante :

- 55,70 % pour l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 44,30 % pour 3F Grand'Est.

Enfin, 3F Grand'Est est débiteur de 4 128 € TTC au titre des dépenses afférentes à la phase « études ».

Tableau récapitulatif :

Répartitions	3F Grand'EST	Eurométropole de Strasbourg
Montant des marchés de travaux (hors avenants)	44,37%	55,63%
Avenants de travaux	44,37%	55,63%
Avenants de travaux issus d'une demande de la maîtrise d'ouvrage – EMS		100%
Avenants de travaux issus d'une demande de la maîtrise d'ouvrage – 3F Grand'Est	100%	
Avenants de travaux issus d'une demande de la maîtrise d'ouvrage et qui concernent uniquement l'école maternelle		100%
Montant du marché de maîtrise d'oeuvre	44,97 %	55,03%
Assurances construction	44,30%	55,70%

## Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures  
et services.**

### **Numéro E-2023-1046**

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par délibération 15 juillet 2020.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés passés par l'Eurométropole de Strasbourg en procédure adaptée (2e, 3e et 4e seuil) ou en procédure formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 215 000 € HT (fournitures et services) et à 5 382 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 juillet 2023.

**Communiqué le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162071-DE-1-1)



**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

### Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2023/473	MAINTENANCE CORRECTIVE DES COMPACTEURS	HYMA	67150 NORDHOUSE	20 000,00
2023/637	FOURN. DE SERVEURS D'APPLICATIONS INFORMATIQUES PRESTATIONS DE MISE EN OEUVRE ASSOCIEES - LOT 1 SERVEURS PERIPHERIQUES	BULL SAS	78340 LES CLAYES SOUS BOIS	1 800 000,00
2023/640	FOURN. SERVEURS D'APPLICATIONS INFORMATIQUES MISE EN OEUVRE ASSOCIEES - LOT 2 FOURN. SERVEURS PERIPHERIQUES FOURN. SERVEURS PERIPHERIQUES	SPIE ICS	92247 MALAKOFF CEDEX	2 000 000,00
2023/654	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA SIGNALISATION HORIZONTALE SUR LE RÉSEAU ROUTIER INTERURBAIN CHAUSSÉES BIDIRECTIONNELLES HORS AGGLOMERATION	SIGNATURE	67118 GEISPOLSHHEIM	3 000 000,00
2023/655	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA SIGNALISATION HORIZONTALE SUR LE RÉSEAU ROUTIER INTERURBAIN CHAUSSÉES À VOIES SÉPARÉES HORS AGGLOMERATION	AXIMUM	68000 COLMAR	2 000 000,00
2023/661	ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES DISPOSITIFS D'ACCUEIL ET DES LIEU DE STATIONNEMENT ILLICITES DES GENS DU VOYAGE EMS	SCOPROBAT	67020 STRASBOURG CEDEX	210 000,00
2023/664	PRESTATION DE BALISAGE DES CHANTIERS SUR LE RÉSEAU ROUTIER INTERURBAIN	SIGNATURE	67118 GEISPOLSHHEIM	3 000 000,00
2023/667	FOURN. MATERIELS ET PIECES DETACHEES ECLAIRAGE SIGNALISATION LUMINEUSE ET IMAGE DES VEHICULES ENGIN EMS SIGNALISATION LUMINEUSE	TRAFIC	57140 NORROY LE VENEUR	20 000,00
2023/668	FOURN. MATERIELS ET PIECES DETACHEES ECLAIRAGE SIGNALISATION LUMINEUSE ET IMAGE DES VEHICULES ENGIN EMS MATERIELS PIECES POUR L'IMAGE	CATRA 67	67640 FEGERSHEIM	10 000,00
2023/677	INDICATEURS DE SUIVI DE LA QUALITE ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU DE L'EMS	EUROFINS HYDROBIOLOGIE FRANCE	54320 MAXEVILLE	30 000,00
2023/696	ACQUISITION DE MATÉRIELS DE BRANCHEMENT D'EAU POTABLE	HEINRICH CANALISATION	67120 MOLSHEIM	440 000,00
2023/699	FOURNITURES DE BATTERIES ET DE PIÈCES D'ALLUMAGE POUR VÉHICULES, ENGIN, ÉQUIPEMENTS ET DEUX ROUES DE L'EMS BATTERIES À USAGE PROFESSIONNE	EQUAUTO	67460 SOUFFELWEYERS HEIM	55 000,00
2023/701	FOURNITURES DE BATTERIES ET DE PIÈCES D'ALLUMAGE POUR VÉHICULES, ENGIN, ÉQUIPEMENTS ET DEUX ROUES DE L'EMS PIÈCES DÉTACHÉES	EQUAUTO	67460 SOUFFELWEYERS HEIM	10 000,00

2023/702	PRESTATIONS D'ENLÈVEMENT DES DÉCHETS SUR LES BERGES ET DANS LE LIT DES COURS D'EAU GÉRÉS PAR L'EMS	REGIE DES ECRIVAINS	67300 SCHILTIGHEIM	20 000,00
2023/704	FOURNITURES DE BALAIS POUR ENGIN DE NETTOIEMENT DE L'EMS	OUEST VENDEE BALAIS	79500 SAINT MARTIN LES MELLE	125 000,00
2023/705	GESTION DU TRAFIC ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE - RECONSULTATION	ECO COMPTEUR	22300 LANNION	200 000,00
2023/715	MISSIONS DE CONTRÔLES EXTÉRIEURS ET D'ESSAIS DE LABORATOIRE POUR LES VOIRIES INTERURBAINES DE L'EUROMÉTROPOLE	GINGER CEBTP	67800 HOENHEIM	1 000 000,00
2023/720	ACQUISITIONS, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET MAINTENANCE POUR LE LOGICIEL DE GESTION DES OBJETS TROUVÉS VDS	LOGITUD SOLUTIONS	68200 MULHOUSE	40 000,00
2023/723	FOURNITURES DE FILTRES POUR VÉHICULES, ENGIN ET ÉQUIPEMENTS DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	HIFI FILTER FRANCE	25300 PONTARLIER	70 000,00
2023/726	ÉVOLUTION ET MAINTENANCE DE LA SOLUTION DE PESAGE DES HYDROCUREURS DU CENTRE TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT	PMA PESAGE MESURES AUTOMATISMES	67610 LA WANTZENAU	120 000,00
2023/737	BROYAGE ET GYROBROYAGE RECONSULTATION LOT 1 22VDS0143G	JEHL GERARD	67390 ARTOLSHEIM	60 000,00
2023/738	FOURN. PRETATIONS COMPLEMENTAIRES MAINTENANCE LOGICIEL "DROITS DE CITE" DDCW ET MODULE GNAU	OPERIS	44700 ORVAULT	214 999,00
2023/752	MAINTENANCE DES POSTES DE TRANSFORMATION HAUTE TENSION DU SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT EMS	ES SERVICES ENERGETIQUES	67953 STRASBOURG CEDEX 9	47 500,00
2023/756	PRESTATION D'ASSISTANCE AU DÉPÔT DE PLAINTE PAR UN AVOCAT, DES AGENTS DE L'EMS, VICTIMES D'AGRESSIONS PHYSIQUES	NISAND	67300 SCHILTIGHEIM	15 000,00
2023/757	FORMATION PARTICIPATION CITOYENNE	COOPERATIVE FORMATIONS	39600 ARBOIS	89 999,00
2023/760	FOURNITURE DE MOBILIER MANUFACTURÉ POUR ÉQUIPER L'EXTENSION	MJP	67450 LAMPERTHEIM	285 221,35
2023/762	PRESTATION DE DÉTECTION DES INCIDENTS DE SÉCURITÉ POUR LE SYSTÈME D'INFORMATION INDUSTRIELLE DE PRODUCTION D'EAU	ORANGE CYBERDEFENSE FRANCE	92983 PARIS LA DEFENSE CEDEX	1 000 000,00
2023/766	LOCATION DE VÉHICULES CHÂSSIS POIDS LOURDS 26 TONNES 6X2 AVEC BRAS DE LEVAGE POUR LE SERVICE COLLECTE	FRAIKIN ASSETS	92700 COLOMBES	89 000,00

2023/776	ENTRETIEN REHABILITATION DES CHAUSSEES DU RESEAU ROUTIER STRUCTURANT ET HYPERSTRUCTURANT - MARCHE SIMILAIRE CHAUSSEES SEPARÉES	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67560 ROSHEIM	4 000 000,00
----------	---	----------------------------	---------------	--------------

## Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2023/656	TRVX AMELIORATION FONCTIONNELLE DU SYSTEME DE DEPOUSSIERAGE ATELIER MENUISERIE DU SERVICE MAINTENANCE BAT. EMS	SYDE SOLUTIONS	67500 HAGUENAU	175 000,00
2023/657	TRVX AMENAGEMENT ABORDS DE LA MEDIATHEQUE NORD SCHILTIGHEIM LOT 1 TRVX PREPARATOIRES	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67560 ROSHEIM	98 553,00
2023/659	TRVX AMENAGEMENT ABORDS DE LA MEDIATHEQUE NORD SCHILTIGHEIM LOT 2 VOIRIE RESEAUX DIVERS	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67560 ROSHEIM	988 847,20
2023/660	ÉCLAIRAGE ZÉNITHAL DE LA SALLE DES CONSEILS DU CA EMS - LOT 5_ MARCHÉ SIMILAIRE N°1	SACKER MASSE	67310 WASELONNE	103 892,42
2023/663	MARCHE SUBSEQUENT RELATIF A L'ACCORD CADRE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE DESAMIANGE DEPOLLUTION ET DECONSTRUCTION DU 1 RUE DE L'EGLISE, FEGERSHEIM	PREMYS	68310 WITTELSHEIM	96 350,00
2023/666	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU STADE DE LA MEINAU TRIPODES HACHOIRS	ORANGE BUSINESS SERVICES	38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN	401 311,00
2023/675	TRAVAUX D'INSTALLATION DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES SUR LE BASSIN D'ORAGE DE VENDENHEIM	SNEF	67720 HOERDT	56 155,10
2023/676	TRVX RESTRUCTURATION EXTENSION STADE DE LA MEINAU STRASBOURG - LOT 500	BR UNITS	75001 PARIS 1	429 199,50
2023/678	MARCHE 2021/387 BIS - NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES SITES D'ACCUEIL ET D'HABITAT DES GENS DU VOYAGE SUR EMS	IDVERDE	67810 HOLTZHEIM	20 267,77
2023/685	PROLONGEMENT DE LA RUE LÉONARD DE VINCI ET RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE RUBENS À STRASBOURG ELSAU ARBRES D'ALIGNEMENT	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	34 749,50
2023/692	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DES ACACIAS À SOUFFELWEYERSHEIM	JEAN LEFEBVRE ALSACE	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	146 131,10
2023/706	FOURNITURE, ET POSE DUN PORTIQUE DE LAVAGE ET D'ÉQUIPEMENTS UTILISÉS PAR LES VÉHICULES UTILITAIRES ET LES POIDS LOURDS	LAVANCE EQUIPEMENTS	35651 LE RHEU CEDEX	182 290,00
2023/707	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AVENUE HERRENSCHMIDT À STRASBOURG	SADE CIE GEN DE TRAVAUX HYDRAULIQUES	67640 FEGERSHEIM	359 960,00
2023/708	MISE EN PLACE D'UN OUTIL EN LIGNE DE GESTION DE DETTE ET D'UN CONSEIL EXPERT	SELDON FIN SAS	64210 BIDART	17 160,00

2023/709	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES CONDUITES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT AVENUE DE BOURGOGNE, RUE D'AQUITAINE	TRAVAUX PUBLICS ROTT	67250 SOULTZ SOUS FORETS	796 228,05
2023/710	LANCEMENT DU MAGAZINE ZUT HORS-SÉRIE DE PROMOTION DE L'ARTISANAT DANS EMS	KUIRADO	67200 STRASBOURG	4 950,00
2023/711	MISE À DISPOSITION D'ESPACES DE COMMUNICATIONS ET ACHAT DE BILLETS POUR TOUS LES MATCHS DU TEAM STRASBOURG SNS ASPTT PC	TEAM STRASBOURG SNS ASPTT PCS	67100 STRASBOURG	14 790,00
2023/716	TRAVAUX DE RÉORGANISATION DE L'ESPLANADE DU SERVICE DE L'EAU ET DU SIRAC À STRASBOURG- CRÉATION DE HANGARS GROS OEUVRE	SOTRAVEST	67110 OBERBRONN	77 656,29
2023/717	TRAVAUX DE RÉORGANISATION DE L'ESPLANADE DU SERVICE DE L'EAU ET DU SIRAC À STRASBOURG- CRÉATION DE HANGARS ELECTRICITÉ	ENTREPRISE HIRTZEL ARBOGAST ET FILS	67860 BOOFZHEIM	14 514,40
2023/718	MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA REPRISE DES TRAVERSÉES RUE DE HOCHFELDEN EN LIEN AVEC LES PROJETS KEPLER ET OPIDIA	SODEREF	27009 EVREUX	40 468,00
2023/721	TRAVAUX DE RÉORGANISATION DE L'ESPLANADE DU SERVICE DE L'EAU ET DU SIRAC À STRASBOURG- CRÉATION DE HANGARS SERRURERIE	RIESS	68000 COLMAR	78 692,00
2023/722	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU STADE DE LA MEINAU À STRASBOURG - LOT 700 SONORISATION	PRODUC SON	67720 HOERDT	1 174 209,00
2023/725	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA MÉDIATHÈQUE NORD - SCHILTIGHEIM MARCHÉ_SIMILAIRE_01 BIS-PEINTURE/SOLS SOUPLES	DECOPEINT	67840 KILSTETT	10 714,13
2023/727	ACQUISITION DE CINQ PORTES OUTILS COMPACTS AVEC ÉQUIPEMENTS DE BALAYAGES ET ÉQUIPEMENTS HIVERNAUX	D HANTSCH SA	67520 MARLENHEIM	1 345 000,00
2023/728	TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT RUE DES POMPIERS À SCHILTIGHEIM	SMCE REHA	68310 WITTELSHEIM	259 030,00
2023/732	TRAVAUX DE MISE EN SÉCURITÉ, ACCESSIBILITÉ ET AMÉLIORATIONS FONCTIONNELLES DE LA MIDE AU 19 ALLÉE JACQUELINE AURIOL	SERRURERIE METALLERIE WEISS HOH	67116 REICHSTETT	97 072,53
2023/733	PARTENARIAT POKAA COMMUNICATION MULTICANALE	POKAA MEDIA	67000 STRASBOURG	10 550,00
2023/736	TRVX MISE EN SECURITE ACCESSIBILITE AMELIORATIONS FONCTIONNELLES DE LA MIDE - LOT 8 AMENAGEMENTS EXT.	IDVERDE	67810 HOLTZHEIM	30 624,42
2023/740	MOE CONSTRUCTION BAT. DES AGENTS AU NOUVEAU CIMETIERE ILLKIRCH- GRAFFENSTADEN	AGENCE BREBBIA KLUKOWSKI	67000 STRASBOURG	58 560,00

2023/743	ETUDE OPPORTUNITE ANALYSE FLUX DE MATERIAUX PROJET AMENAGEMENT "CITADELLE" REPORT MODAL VERS LA VOIE D'EAU	SYSTRA FRANCE	75015 PARIS 15	71 975,00
2023/744	GESTION ET EXPLOITATION DU VÉLOPARC SAINTE-AURÉLIE	STRASBOURG MOBILITES	67200 STRASBOURG	151 022,00
2023/747	TRAVAUX DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE SAINTE-MADELEINE	INRAP	57050 METZ	184 379,55
2023/748	GESTION ET ANIMATION DU SHADOK, TIERS LIEU D'ÉDUCATION POPULAIRE AU NUMÉRIQUE RESPONSABLE	CYBERGRANGE	67100 STRASBOURG	200 000,00
2023/753	ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ POUR ANALYSER LES FLUX DE MATÉRIAUX À DESTINATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT « CITADELLE »	SYSTRA FRANCE	75015 PARIS 15	71 975,00
2023/754	MISE À DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES ET ACHAT DE BILLETERIE POUR LES MATCHS DISPUTÉS LORS DE L'EUROTOURNOI 23	EURO TOURNOI HANDBALL	67000 STRASBOURG	12 834,95
2023/770	MOE CREATION D'UNE AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE MUNDOLSHEIM-SOUFFELWEYERSHEIM	LARCHE NATHALIE	67000 STRASBOURG	193 725,00
2023/778	MOE ETUDES COMPLEMENTAIRES DE VARIANTES EN PHASE EP RPJET "LAISON ZA MARECHAUX BOURG (PLAN VELO BAMA) MUDOLSHEIM	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	18 040,00
2023/790	MOE CREATION D'UNE ZONE DE SECURITE SITE DE CAPTAGE POLYGONE - MARCHÉ SIMILAIRE 1	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	19 750,00

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs "Halles" et "arrière-gare" : arrêt du bilan de concertation, approbation des études d'avant-projet, transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, poursuite des études et travaux avec la CTS.**

**Numéro E-2023-1076**

### **1. Contexte du projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs « Halles » et « arrière-gare »**

#### **Le Réseau Express Métropolitain Européen, ambition majeure portée par la Région et l'Eurométropole**

Améliorer les déplacements périurbains à l'échelle du bassin de mobilité constitue une priorité, parce qu'ils sont les plus émetteurs de gaz à effet de serre : 74 % des kilomètres parcourus dans le Bas-Rhin représentent des déplacements de plus de 5 km. Ce sont aussi les déplacements pour lesquels les usagers sont les plus vulnérables, en particulier compte tenu de la hausse des coûts de l'énergie et des aléas de circulation.

La volonté commune de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est, qui mettent en place le Réseau Express Métropolitain Européen (REME), à l'échelle du bassin de mobilité strasbourgeois, est d'assurer une desserte qualitative de l'ensemble des territoires en allant bien au-delà des frontières de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le REME, c'est ainsi un réseau multimodal transfrontalier, reposant sur un volet ferré d'une part et un volet cars express d'autre part. Pour ces deux volets, il s'agit d'améliorer significativement les niveaux de service pour donner toute leur compétitivité à ces modes d'accès au cœur de l'agglomération et aux pôles d'emplois et d'activité principaux.

#### **La nécessité de développer le Hub multimodal de Strasbourg - secteurs Halles et arrière-gare pour l'accueil des cars express.**

Le volet cars express du REME prévoit la mise en œuvre d'un réseau de cars express dotés d'aménagements dédiés et notamment pour tous les secteurs ne disposant pas de desserte ferroviaire.



Le schéma directeur des mobilités adopté par la Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg projette d'intensifier les services de cars interurbains selon des standards d'offres « urbaines » en agissant sur l'amplitude et la fréquence des services, la rapidité des parcours, la fiabilité des temps d'accès.

Il s'agit aussi d'élargir le périmètre de pertinence des dessertes de cars interurbains dans l'agglomération en offrant la possibilité de nouvelles origines-destinations sans correspondances pour les voyageurs, ainsi que de meilleures connexions avec le réseau de transport en site propre urbain.

Ce réseau « augmenté » se structure notamment grâce au projet de Transport en Site Propre de l'Ouest (TSPO), qui permettra de desservir tout l'Ouest de l'agglomération.

L'aménagement multimodal de la M351, en cours de travaux sur la section entre Wolfisheim et la central thermique de Hautepierre, offrira des couloirs en site propre aménagés jusqu'à la sortie M35 « Les Halles » à Strasbourg.

Le renforcement de l'offre de mobilité en lien avec le cœur d'agglomération développé dans le cadre du REME conduit à développer un « hub multimodal » performant, utilement positionné autour du secteur gare dans une logique de diffusion lisible et efficace des déplacements quotidiens.

Les trois sites composant ce hub multimodal sont la « gare centrale », les « Halles » et l'« arrière-gare ».

### **1.1 Les enjeux d'aménagement du Hub multimodal de Strasbourg**

D'une part, la gare routière des « Halles » telle qu'elle est configurée aujourd'hui ne permet pas l'exploitation de lignes de cars cadencées selon les standards souhaités pour le REME ni pour les lignes de transport urbain desservant tout le Nord de l'agglomération. Son dimensionnement, l'organisation des espaces et son état de vétusté sont des facteurs limitants.

D'autre part, si le site des Halles restera le point de destination des actuelles lignes de cars express, son positionnement ne permet pas de mettre en place de nouvelles lignes diamétralisées ou « à rebond ». Ces lignes permettront demain de renforcer l'offre de cars express en reliant les principaux pôles générateurs de déplacement sans qu'il soit nécessaire de passer par le centre-ville. Il est donc utile de chercher cette complémentarité avec le site de l'arrière-gare. En effet, le site de l'arrière gare est adapté à l'aménagement de quais de gare routière. Il se situe à proximité du système M35/M351, de la gare centrale et du centre-ville. Ses quais permettront ainsi d'accueillir aussi bien de nouveaux services de cars express que d'autres services de cars actuellement mal positionnés en cœur du centre-ville.

La « gare centrale » constitue un secteur stratégique pour le développement du transport ferroviaire, notamment via le REME, et du réseau de transport en commun urbain (prolongement de la ligne BHNS G à l'horizon novembre 2023 et développement du réseau de tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim à l'horizon 2027). Différents aménagements en avant-gare seront ainsi conduits dans ce cadre.

Par ailleurs, l'ouverture de la gare à 360° est un projet partenarial porté par l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg, la Région Grand Est et le groupe public ferroviaire SNCF (SNCF Immobilier, SNCF Réseau, SNCF Gares & Connexions, SNCF Voyages). Les partenaires se sont donc accordés, par l'avenant 1 au protocole d'accord de 2019 pour la réalisation de premiers aménagements en arrière gare, à court terme. Cet avenant, qui décrit les études à réaliser, leur financement et le rôle de chaque partenaire a pour objectifs :

- d'améliorer l'accessibilité tous modes de la gare centrale de Strasbourg, notamment au travers du développement d'un pôle d'échanges multimodal (parking silo + gare routière) en arrière gare,
- d'assurer la gestion du parcours voyageurs entre l'arrière gare et la gare centrale, via la rue George Wodli dès 2027 et via un franchissement direct du faisceau ferré à horizon 2030,
- d'inscrire la dynamique intermodale dans une approche urbaine et une vision à plus long terme de la transformation des sites.

Le Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023 est sollicité pour autoriser la Présidente à signer l'avenant 1 au protocole d'accord.

### **La présente délibération concerne la transformation du secteur des Halles ainsi que l'aménagement provisoire du secteur de l'arrière-gare.**

Par délibération E-2022-671 du 28 juin 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, a défini les objectifs du projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs « Halles » et « arrière-gare » et a engagé une procédure de concertation préalable.

### **1.2 Les objectifs du projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare**

#### **Hub multimodal de Strasbourg – Secteur Halles**

- sécuriser et fiabiliser les circulations bus et cars tout au long de leur itinéraire ;
- passer d'une gare routière avec du battement à une gare en passage. Ceci permettra la réorganisation des arrivées et départs des bus urbains et interurbains autour des Halles, avec un besoin d'une dizaine de quais ;
- agrandir les espaces verts existants ;
- rationaliser et réorganiser la circulation automobile autour des Halles, de sorte à maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains mais en rééquilibrant la place des différents modes.

#### **Hub multimodal de Strasbourg – Secteur de l'arrière-gare (préfiguration)**

Il s'agit de l'aménagement du site situé à l'arrière des quais voyageurs de la gare centrale, dans un secteur limité par le faisceau ferroviaire au Sud et la rue du Rempart au Nord.

- assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes de voyageurs durant les travaux du tramway ;
- permettre la diamétralisation de certaines lignes interurbaines avec un point de contact à proximité du cœur de ville ;
- préfigurer un aménagement complet en arrière-gare à plus long terme par l'aménagement d'une surface de stationnement et de desserte des cars interurbains.

## **Sécurisation des itinéraires d'accès pour le dernier kilomètre**

La sécurisation des temps de parcours sur les itinéraires cars et le traitement des liaisons piétonnes sera primordiale pour le projet de Hub multimodal de Strasbourg. Ceci passera par :

- l'amélioration du cheminement piéton entre le secteur de l'arrière-gare et le centre-ville (rue Wodli) ;
- l'adaptation du carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli si nécessaire pour permettre les accès des cars ;
- la priorisation des cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg.

Le présent rapport a pour objet de présenter au Conseil de l'Eurométropole:

1. le bilan de la concertation relative au projet de « Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare »,
2. les études de conception, au stade avant-projet, portant sur les caractéristiques techniques ainsi que le coût prévisionnel du projet « Hub multimodal de Strasbourg – Secteurs Halles et arrière gare»,
3. la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg définissant les modalités techniques et financières de réalisation des projets d'éclairage public et d'espaces verts, la poursuite des études de niveau PROJET par le concessionnaire, la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS), et la conclusion d'une convention particulière de travaux entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS conformément à la délibération du 19 décembre 2018 du Conseil de l'Eurométropole transformant la société d'économie mixte « Compagnie des Transports Strasbourgeois » en société publique locale (SPL), et à l'adaptation des statuts de la SPL adoptée en conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 24 mars 2023.

### **2. Bilan de la concertation**

Le bilan de concertation rend compte des échanges et des avis exprimés durant la concertation organisée par la délibération N° E-2022-671 du 28 juin 2022. Il est présenté succinctement ci-après et est détaillé dans l'**annexe 1** du projet de délibération.

La phase principale de concertation s'est déroulée du 12 septembre au 10 novembre 2022. Un atelier de concertation ciblé sur l'aménagement du parc des Halles et sur celui de la place Clément, a été organisé le vendredi 14 avril 2023.

La concertation a permis :

- d'informer le public en décrivant les principales caractéristiques du projet parmi lesquelles :
  - o les enjeux du transport collectif et les interfaces entre les différents réseaux,
  - o l'organisation fonctionnelle envisagée pour les différentes mobilités (en bus, en car, en voiture, à vélo, à pied),

- les enjeux liés à l’insertion urbaine et paysagère,
  - les enjeux liés à la circulation automobile, aux accès vers les parkings et à la desserte riveraine,
  - l’articulation des calendriers avec les autres projets sur l’espace public à proximité du site,
- de recueillir les observations du public sur ces caractéristiques principales du projet, principalement sur le fonctionnement du quartier et les ambitions de transformation des espaces publics,
  - de recenser les attentes, les usages recherchés, les équipements souhaités, l’ambiance recherchée sur certains espaces publics à valoriser dans le cadre du projet, notamment sur la place Clément et sur l’agrandissement du square des Halles.

## **2.1 Intentions d’aménagement présentées à la concertation**

Les intentions suivantes ont été présentées aux participants sous la forme d’une carte légendée :

- le maintien des arrêts de bus et de cars proches du centre-ville, avec l’aménagement d’arrêts tout autour du centre commercial sous la forme d’une halte,
- l’aménagement de premiers quais pour les cars en arrière gare,
- l’amélioration des parcours piétonniers entre l’arrière gare, les boulevards et la Grande Ile,
- un square des Halles largement agrandi,
- la transformation des rues autour des Halles au profit de la vie locale : plus de place pour les modes actifs et plus de végétation,
- l’incitation au stationnement des résidents dans les parkings,
- des itinéraires d’accès aux parkings simplifiés : l’entrée au parking P1 se fait par la rue de l’Ancienne gare, l’entrée et la sortie au parking P2 se fait par la rue du Travail.

## **2.2 Mise en œuvre et respect des modalités de la concertation**

Le projet est aménagé sur le ban communal de Strasbourg, et concerne directement les quartiers Gare-Halles et Tribunal-Contades. Néanmoins, sa nature même de hub des mobilités urbaines et interurbaines en fait un projet qui concerne de manière élargie les usagers des transports en commun urbains et interurbains à large échelle.

### **2.2.1 Le dispositif de communication**

La diffusion de l’information a été effectuée via :

- trois communications diffusées dans la presse locale :
  - un article dans la presse institutionnelle « StrasMag » du mois de septembre (n°328) ;

- deux insertions presse dans le journal local DNA le 25 octobre et le 2 novembre 2022 ;
- un communiqué de presse, diffusé le 29 août 2022 ;
- de l’affichage sur l’espace public à proximité du projet ;
  - 1 grand panneau à destination des automobilistes positionné rue de Sébastopol ;
  - 3 panneaux à destination des piétons, positionnés au niveau du square des Halles et au niveau de l’actuelle gare routière ;
  - Au niveau des 12 arrêts de transport en commun dans le secteur de projet ;
  - 1000 affichettes distribuées à l’ensemble des commerces et lieux d’accueil du public des quartiers Gare et Tribunal Contades, pour affichage volontaire.
- le boitage de 2600 flyers auprès des riverains du projet, quelques jours avant le démarrage de la concertation ;
- le boitage de 170 flyers d’invitation ciblés vers les commerçants pour participation aux ateliers dédiés ;
- l’utilisation du site internet [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu) avec une page dédiée « Transformation du secteur des Halles à Strasbourg », pour informer et mettre à disposition les documents de la concertation ;

En sus, un kit de communication a également été fourni à la CTS et à la CTBR pour diffusion auprès des abonnés des réseaux de transports urbains et interurbains.

### ***2.2.2 Le dispositif visant à expliquer le projet au public, à expliquer la procédure de concertation et les modalités d’expression du public***

Ce dispositif a été mis en œuvre au moyen :

- d’une plaquette d’information et d’explication, disponible sur une plateforme internet en téléchargement sur le site [participer.eurometropole-strasbourg.eu](http://participer.eurometropole-strasbourg.eu) » et mis à disposition sous format papier sur les lieux de permanences et de réunions-ateliers ainsi qu’à la mairie de quartier.
- de trois expositions installées sur l’espace public directement dans le secteur de projet :
  - parvis du centre commercial place des Halles,
  - place Clément,

- dans le centre commercial Place des Halles.
- de 4 permanences, organisées dans le secteur de projet sur l'espace public, de manière à toucher le plus grand nombre de riverains ou d'usagers.
- de 5 réunions-ateliers avec les représentants des organismes et associations représentatives des quartiers et communes desservis et des usagers (commerçants, forces vives du quartier et des associations thématiques sur la mobilité), réalisés sous la forme d'une présentation du projet et d'échanges questions/réponses avec les participants. Les ateliers ont donné lieu à des comptes-rendus.
- d'un atelier sur site en présence d'illustrateurs (démarche « Croque ta ville »), consacré à l'aménagement du parc des Halles et de la place Clément.
- de 2 déambulations publiques pour présenter le projet « in situ » ;
- d'un forum des mobilités regroupant plusieurs projets dont celui de la transformation du secteur des Halles. À cette occasion ont été organisés :
  - un stand de présentation du projet format permanence ;
  - un atelier ;
  - une restitution des ateliers intégrant des échanges avec la population en présence des élus de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg sous forme d'une réunion publique.

En complément, un numéro d'appel téléphonique pour toute information sur le projet (03 68 98 51 12) a été mis à la disposition du public, la permanence téléphonique étant assurée par le service Aménagements Tramway.

### ***2.2.3 Le dispositif de recueil des observations du public par contributions écrites des participants***

Le recueil des contributions écrites des participants a pu se faire par :

- la mise à disposition de registres d'expression dans les trois lieux d'exposition du projet,
- la possibilité de faire part des avis et observations sur le site [participer.eurometropole-strasbourg.eu](http://participer.eurometropole-strasbourg.eu),
- la possibilité d'envoyer les avis et observations par courrier à l'adresse postale de l'Eurométropole,
- l'accès à une adresse de messagerie électronique : [projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:projettransformationdeshalles@strasbourg.eu).

### **2.3 Niveau de participation du public**

Concernant les rendez-vous de la concertation, on dénombre environ 150 participants aux différents rendez-vous organisés (hors participation à la réunion publique du Forum des Mobilités) :

- une bonne participation aux permanences, regroupant environ 90 participants, que l'on peut attribuer au positionnement des stands de permanence directement sur l'espace public ou sur des lieux de passage (parvis Sud du centre commercial des Halles devant la station de tramway, ainsi que devant le local voyageurs de la gare routière notamment),

- une relativement bonne participation aux déambulations, qui ont mobilisé 20 participants,
- une participation malheureusement très faible pour les ateliers organisés pour des publics spécifiques, malgré une information préalable effectuée par boitage et/ou mail (entre 2 et 3 personnes pour 3 sur les 4 ateliers d'explication du projet et d'échanges),
- une bonne participation à l'atelier réalisé sur le terrain concernant le devenir du parc des Halles et la place Clément (environ 40 personnes), en présence des illustrateurs du dispositif « Croque ta Ville ».

Concernant les contributions écrites, on dénombre 188 contributions totales dont 130 sont en lien avec le projet et ont pu être analysées pour enrichir le projet.

- 28 contributions sur la plateforme « participer » et 17 mails.
- 85 contributions dans les registres papier malgré une part de 40 % de contributions ne concernant pas le projet en objet (registre papier placé dans le local CTBR notamment).

En complément, de nombreuses contributions ont été retranscrites à partir des discussions avec la population lors des permanences, déambulations et ateliers.

#### **2.4 Les enseignements de la concertation**

Les participants sont en grande majorité favorables au projet. Les deux tiers des participants se positionnent clairement favorablement au projet. Seulement une contribution sur dix est clairement défavorable au projet. Un quart des contributions n'exprime pas clairement un positionnement favorable, mais émet des propositions pour améliorer le projet ou des conditions de réussite. Le fait de maintenir la gare routière tout en requalifiant les espaces, par la recherche d'un projet équilibré, est en effet bien perçu par les riverains autant que par les usagers des transports.

Le projet est complexe puisque le schéma d'organisation futur des mobilités tient aussi compte d'autres projets en interface : le ring et le basculement des bus sur les quais extérieurs implique la réorganisation des accès parkings, le projet de tramway le long du boulevard Wilson transforme également les espaces publics dans des temporalités proches.

Le maintien de la halte routière aux Halles n'a pas toujours été bien compris. Plus de 50 contributions correspondent au souhait de maintien de la gare routière aux Halles à proximité du centre-ville. Les usagers ont encore le souvenir d'un ancien projet qui prévoyait de déplacer la gare routière en arrière gare.

La quasi-totalité des contributions a porté sur l'aménagement du secteur des Halles. A contrario, très peu de réactions sont recensées sur l'aménagement provisoire de l'arrière gare.

Ainsi, les différents rendez-vous, avec leurs formats variés, ont permis de faire de la pédagogie et de bien expliquer ce projet complexe dans la réorganisation des fonctions d'accès et des circulations pour les automobilistes, les cyclistes et les utilisateurs des transports en commun en touchant un large public. Les contributions des participants ont été constructives pour le projet.

Les participants favorables au projet mettent en exergue les aspects suivants :

- le maintien de la desserte des cars interurbains sur le secteur des Halles,
- la requalification des espaces publics pour un verdissement plus important et embellir le quartier, pour agrandir les trottoirs,
- l'amélioration de la qualité des zones d'attente pour les voyageurs, avec davantage de lisibilité grâce au système de halte routière,
- l'amélioration promise sur la fiabilité des temps d'accès pour les transports en commun, grâce à l'aménagement de nouveaux couloirs de bus,
- le réaménagement et l'agrandissement des parcs et places, permettant leur réappropriation par les habitants et visiteurs du quartier,
- la mise en continuité des itinéraires cyclables, et la dissociation claire des espaces dédiés aux piétons et de ceux dédiés aux cyclistes pour limiter les conflits d'usages.

Les inquiétudes et les demandes principales des participants ont été les suivantes :

- la maîtrise de la congestion automobile avec une inquiétude quant à son aggravation avec un cumul d'évolutions dans ce secteur. Plusieurs personnes ont questionné le devenir du parking Kléber, sans lequel de nombreux problèmes de congestion sur la rue de Sébastopol seraient évités et demandent d'éviter que les voitures pénètrent dans le quartier lorsque les parkings sont pleins,
- la maîtrise des risques de shunts dans les voies de desserte : en particulier une situation déjà dégradée dans le secteur de la rue des Bonnes Gens/rue d'Ingwiller, ainsi que sur le quai Kléber,
- la possibilité pour les résidents du quartier de se stationner dans les parkings des Halles à un tarif compétitif, en raison de la suppression importante de l'offre sur voirie prévue par le projet,
- le maintien de la desserte riveraine et des possibilités de livraisons pour les commerces dans le cadre des aménagements réalisés, en particulier pour la contre-allée de la rue de Sébastopol,
- une demande de résorber, à travers les aménagements, le sentiment d'insécurité ressenti sur le secteur en raison de squats ; le parc des Halles agrandi ne doit pas devenir une zone d'insécurité supplémentaire,
- la maîtrise des vitesses de circulation automobile, en particulier sur la rue de Sébastopol,
- une demande de supprimer la passerelle située entre le centre commercial des Halles et la place Clément, pour favoriser le réaménagement,
- l'amélioration de l'offre de stationnement vélo sécurisée et éclairée et si possible surveillée, notamment aux abords des entrées au centre commercial de la Place des Halles,
- la maîtrise des espaces de terrasses vis-à-vis des trottoirs,
- l'amélioration des cheminements piétons et vélos non seulement dans les directions Nord-Sud mais aussi Est-Ouest.

## **2.5 L'enrichissement du programme initial d'aménagement suite à la concertation**

Les évolutions suivantes ont été intégrées au programme initial :

- des actions pour accompagner et faciliter le fonctionnement circulaire :



- la création d'un accès au tunnel historique vers le parking P3 depuis la Petite rue des Magasins, évitant la traversée du carrefour entre la Petite rue des Magasins et le boulevard Wilson,
- parking P3, la reprise des accès côté Marais Vert pour accéder directement à la trémie de sortie de ville (suppression du détour par la rue de l'Ancienne gare),
- l'étude d'un jalonnement dynamique concernant l'occupation des parkings des Halles et du parking Kléber plus en amont, dès la M35,
- la réaffectation des files de circulation rue de Sébastopol afin de limiter les cisaillements entre les bus et les automobiles,
- le déploiement d'un plan de circulation du quartier de sorte à limiter au maximum les risques de shunt dans les quartiers, et en lien avec le projet d'agrandissement de la rue école (rue des Bonnes Gens),
- la dissociation des aménagements piétons et cyclistes dans les zones apaisées par la création de pistes cyclables bidirectionnelles (autour du square des Halles, le long de la rue de Sébastopol, sur la rue des Halles) ; l'aménagement de la piste cyclable sera continu entre le boulevard Wilson et le ring pour les modes actifs,
- la sécurisation et l'amélioration du confort pour traverser la rue de Sébastopol entre la place Clément et l'entrée Est du centre commercial,
- l'augmentation significative de l'offre en arceaux à vélo sur l'espace public,
- les principes d'aménagement retenus pour le parc des Halles sont les suivants :
  - échelle : square d'intérêt métropolitain,
  - public visé en priorité : tout public,
  - ambiance : square urbain multifonctions,
  - usages : pause entre 12h et 14h, attente des bus, activité physique pour les enfants, lieu de socialisation des ados, lieu de rencontre pour les familles,
  - parc clôturé la nuit,
  - lieu de référence dans Strasbourg : place d'Austerlitz pour les assises et les jeux,
  - végétation : plantation d'arbres en évitant les zones d'ombre et les recoins,
- les principes retenus pour l'aménagement de la place Clément sont les suivants :
  - échelle : placette de quartier (en complément au futur parc de la place des Halles),
  - public visé en priorité : habitant.es du secteur, familles et publics scolaires, séniors,
  - ambiance : place jardin,
  - usages : lieu de pause pour de courtes durées au quotidien, aménagement du site permettant la tenue d'un petit marché alimentaire (2-3 commerçants),
  - lieu de référence dans Strasbourg : place Mathias Merian, place des Orphelins.

## **2.6 Poursuite du processus de participation**

Un nouveau temps de dialogue avec la population sera organisé dans le cadre des études de la phase Projet concernant l'aménagement de la place Clément et l'aménagement du square des Halles.

Deux temps seront prévus :

- 4<sup>e</sup> trimestre 2023 : présentation des plans d'aménagement et recueil des remarques des participants,

- 1<sup>er</sup> trimestre 2024 : présentation des plans définitifs et suites données aux demandes exprimées.

Une communication spécifique sera adressée aux riverains afin de les associer aux temps d'échanges organisés.

### **3 Études d'avant-projet du Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière gare**

Les études de conception, au stade avant-projet, ont été réalisées sur la base du programme décrit en concertation préalable, programme enrichi des conclusions de la participation citoyenne (paragraphe 1.5. de la délibération).

Cet avant-projet a permis, notamment :

- de confirmer la faisabilité de l'opération, au regard des objectifs posés lors de la concertation,
- de préciser la solution retenue tant en matière d'insertion urbaine, que de la réorganisation de la circulation automobile et des accès parkings, de la recomposition du fonctionnement des bus réseaux urbains et interurbains, du développement du réseau cyclable, du développement des espaces piétonniers et espaces publics apaisés, des possibilités de végétalisation des espaces publics,
- de fixer le périmètre du projet et de préciser et traiter les interfaces avec les autres projets connus,
- de confirmer la cohérence de l'opération projetée avec les objectifs majeurs de la politique globale de déplacements retenue à l'échelle de l'agglomération, tels que traduits par le PLUi,
- de déterminer le planning de réalisation du projet à l'horizon fin 2025,
- de réaliser une estimation détaillée des coûts d'investissement en vue de l'élaboration d'un plan de financement approprié par le maître d'ouvrage,
- d'évaluer les impacts trafics.

#### **3.1 Présentation générale des études d'avant-projet**

Les caractéristiques prévisionnelles de réaménagement des espaces publics et de fonctionnement des différents réseaux de mobilité sont présentés ci-après en **annexe 2** dans le descriptif technique et fonctionnel du projet de Projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs « Halles » et « arrière-gare ».

Les études d'avant-projet intègrent les études multimodales, décrivant les volets circulatoires, les liaisons vélos et piétons, l'organisation du stationnement, le fonctionnement des transports urbains et interurbains sur le secteur.

Les caractéristiques d'insertion urbaine des voiries et espaces publics dans le périmètre de projet ont été analysées pour les espaces suivants :

- la rue des Halles,
- la rue de Sébastopol,
- la place Clément,
- le square des Halles,
- la rue du Marais Vert,

- la rue du Travail,
- le pont du Noyer,
- la rue Wodli,
- la Petite rue des Magasins,
- la rue du Rempart.

Les aménagements sont décrits à l'aide de plans et de profils en travers.

Les aménagements cherchent à améliorer et à fiabiliser les services de transports en commun. Ils permettent également d'améliorer la commodité et la sécurité des circulations piétonnes et vélo. Ils sont conformes aux normes en vigueur en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, qu'il s'agisse des aménagements de voirie ou des arrêts.

Enfin, ils visent à améliorer significativement les espaces végétalisés et avec la plantation d'un maximum d'arbres.

Concernant les transports en commun :

- l'espace gare routière actuel est supprimé,
- entre 12 et 15 arrêts de transports en commun sont aménagés sur l'espace public, pour faire fonctionner la desserte des cars interurbains et des bus urbains sous forme de halte,
- des couloirs réservés sont aménagés sur la Petite rue des Magasins, la rue des Halles, la rue du Travail, la rue de Sébastopol et la rue de l'Ancienne gare. Les voiries situées au Sud du square agrandi sont uniquement réservées aux transports en commun,
- 4 à 6 arrêts seront aménagés de façon provisoire en arrière gare, ils seront accessibles par la rue du Rempart,
- rue Wodli, le cheminement des piétons depuis l'arrière gare est amélioré car le petit tunnel actuellement partagé avec les automobilistes (accès parking Wodli) sera réservé aux modes actifs.

Concernant les circulations automobiles et les accès aux parkings :

- l'accès aux parkings P2 et Kléber se fait par la rue du Travail. La sortie du parking P2 se fait vers la rue du Travail,
- l'accès aux parkings P1 et P3 se fait par la rue des Halles,
- un nouvel accès au tunnel existant permet de rejoindre le parking P3 depuis la Petite rue des Magasins (réutilisant pour partie un ouvrage existant),
- la trémie de sortie de ville reste accessible pour le P1 et le P3. Depuis le P3 un accès plus direct est créé côté rue du Marais Vert,
- l'accès au parking Wodli se fera par le boulevard Wilson.

La place Clément est piétonnisée et adossée à un grand mail pour les piétons et les cyclistes permettant de rejoindre la Grande Ile au parc des Halles.

La surface du square des Halles est agrandie au maximum.

Les arbres existants sur la rue sont préservés et intégrés aux aménagements.

Ces diverses caractéristiques constitueront les éléments de programme des études de "projet" qui seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage du concessionnaire CTS à l'issue de l'avant-projet.

Les travaux ne nécessitent pas d'acquisitions foncières, il s'agit de la requalification d'espace public existant. En revanche, une bonne coordination avec les différents projets en interface sera nécessaire. Il s'agit en particulier:

- du projet de Ring vélo sur les quais intérieurs de la Grande Ile, impliquant la bascule des bus urbains sur les quais extérieurs de la Grande Ile,
- du projet de développement du réseau de tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim ;
- des transformations envisagées par le centre commercial des Halles pour poursuivre sa modernisation ;
- des travaux de modernisation du parking P3 des Halles ;
- du projet d'agrandissement de la rue école actuelle sur la rue des Bonnes Gens.

### **3.2 Coût prévisionnel d'investissement évalué dans le cadre de l'avant-projet**

Le dossier d'avant-projet précise en détail la décomposition des coûts d'investissement relatifs au projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare.

Au stade des études d'avant-projet, le total du projet est estimé à 12,3 M€ HT, dont un coût « travaux » estimé à 10,8 M€ HT (valeur juillet 2023).

Ces montants seront actualisés en fin d'études de niveau « Projet » réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS).

### **3.3 Plan de financement du projet**

Conformément au protocole d'accord « REME ferroviaire Région Grand Est – Eurométropole de Strasbourg », la Région Grand Est et l'Eurométropole cofinancent le projet de Hub multimodal de Strasbourg, selon les clefs de répartition suivantes :

- 40 % pour la Région Grand Est,
- 60 % pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Une subvention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse relative aux études de maîtrise d'œuvre et aux travaux est également attendue pour la gestion intégrée des eaux pluviales. Cette subvention sera forfaitaire pour les études et fonction des surfaces de sols perméables du projet.

La ville de Strasbourg finance le projet :

- pour les aménagements de sa compétence - à savoir les espaces verts et l'éclairage public – elle finance le projet à hauteur de 527 225 € HT.
- Au titre de l'amélioration de l'attractivité du parking P3 dont elle est gestionnaire, et afin d'accompagner sa politique de stationnement sur l'espace public, elle apporte un fond de concours pour la réalisation du tunnel d'accès au parking P3 des Halles à hauteur de 50% du coût des travaux de génie civil, soit un montant de 1 016 927 € HT. Concernant les coûts d'équipement, estimés à 1 001 600 € HT, des échanges sont engagés avec Parcus (délégué du parking P3).

### **3.4 Calendrier prévisionnel de l'opération**

Les études d'avant-projet ont précisé le planning de l'opération.

- études de Projet : 1<sup>er</sup> semestre 2024,
- travaux : mi-2024 à fin 2025.

#### **4. Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg**

Les travaux d'aménagement nécessaires à la réalisation du projet seront réalisés sur le ban communal de Strasbourg. Ils relèvent de la maîtrise d'ouvrage de la commune pour le volet espaces verts et l'éclairage public, les autres compétences nécessaires à l'aménagement des espaces publics étant de l'Eurométropole de Strasbourg.

La ville de Strasbourg et l'Eurométropole ont un intérêt à organiser une co-maîtrise d'ouvrage dans les objectifs suivants :

- une optimisation de la qualité des réalisations (conception et suivi par la même maîtrise d'œuvre, réalisation par les mêmes entreprises),
- une optimisation du coût des travaux (économies d'échelle notamment, meilleure définition des responsabilités respectives des entreprises),
- une optimisation du planning des travaux et une cohérence dans la réalisation des travaux.

Pour ce faire, afin de garantir une parfaite unité fonctionnelle et technique de l'aménagement à réaliser, il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage totale du projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare à l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg, maître d'ouvrage unique, confiera ensuite à son concessionnaire la Compagnie des Transports Strasbourgeois la réalisation des études post-avant-projet et des travaux.

À l'achèvement des travaux d'aménagement du hub multimodal de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg se verront remettre les biens qui relèvent de leurs compétences respectives. Dans ce cadre, la commune remboursera à l'Eurométropole de Strasbourg la part d'investissement lui incombant.

Le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, en **annexe 3** à la présente délibération, définit l'ensemble des conditions administratives, techniques et financières de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage unique par l'Eurométropole de Strasbourg.

#### **5. Poursuite des études de niveau PROJET par le concessionnaire, la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) et conclusion d'une convention particulière de travaux**

##### **5.1 Transfert de la maîtrise d'ouvrage du projet à la CTS**

L'Eurométropole de Strasbourg, Autorité organisatrice de la Mobilité (AOM) en application de l'article L. 1231-1 et suivants du Code des transports, exerce de plein droit la compétence d'organisation des mobilités dans son ressort territorial.

La Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS), qui était précédemment une société d'économie mixte locale, a été transformée en 2018 en société publique locale (SPL), comportant un actionnariat 100% public aux parts 80% pour l'Eurométropole de Strasbourg et 20% et pour la Région Grand Est. L'Eurométropole de Strasbourg a décidé de confier la gestion du système de transport urbain à la CTS par une délibération en date du 19 décembre 2018 et le contrat de concession actuellement en vigueur a été attribué directement à la CTS par l'Eurométropole. Il a pris effet le 1er janvier 2021 pour une durée de dix ans.

Ce contrat de concession a pour objet de confier à la CTS l'exploitation d'un service public de transport de voyageurs, dans le ressort territorial de l'Eurométropole de Strasbourg. À ce titre la CTS assure l'exploitation du réseau de transport urbain de tramway dont une ligne en direction de la ville de Kehl, et du réseau de bus urbains comprenant des lignes à haut niveau de service.

Depuis mars 2023, les statuts de la SPL CTS lui permettent de réaliser l'ensemble des investissements de premier établissement ou de renouvellement ainsi que tous les travaux relatifs aux infrastructures en lien avec les réseaux dont l'exploitation lui est confiée ou visant à favoriser l'intermodalité ou le développement des mobilités douces. Elle réalise également des études ou d'autres prestations de service destinées à répondre aux besoins de ses actionnaires l'Eurométropole et la Région Grand Est, dans le cadre de la mise en œuvre de leur compétence en matière de mobilité.

La CTS assure la pleine et entière maîtrise d'ouvrage des travaux réalisés à l'occasion de la concession.

Conformément au contrat de concession en vigueur, il est proposé de confier à la Compagnie des Transports Strasbourgeois la réalisation des aménagements du Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare. La convention de travaux entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois, en **annexe 4** à la présente délibération, répond aux objectifs de confier à la CTS les études post-avant-projet, le financement et la réalisation des aménagements.

## **5.2 Conventions diverses nécessaires à la poursuite du projet**

Il est nécessaire de prévoir, parallèlement à la phase d'études d'avant-projet, la mise en place et le financement d'un certain nombre de conventions spécifiques.

### ***Convention de partenariat avec la Région Grand Est***

La Région Grand Est, partenaire du projet de REME, est pleinement associée au suivi des études du projet de Hub multimodal et participe financièrement à hauteur de 40 %.

Dans la suite du protocole d'accord REME signé en 2019, la convention de partenariat et de financement du projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare entre les deux collectivités sera signée.

***Convention avec la DRAC Alsace (diagnostic archéologique)***

Pour les études et pour la réalisation ultérieure du projet il est nécessaire de réaliser des sondages préalables et un diagnostic archéologique dans un premier temps, suivi le cas échéant d'une étude d'impact historique et archéologique.

Des conventions spécifiques seront signées, le cas échéant, avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Alsace.

***Convention avec la SNCF pour la mise à disposition temporaire des terrains en arrière-gare***

Les terrains utilisés pour l'aménagement de la gare routière provisoire appartiennent à la SNCF. La mise à disposition du foncier donnera lieu à une convention spécifique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu les articles L. 103-2, L. 103-6 et R. 103-1, du Code de l'urbanisme ;  
vu le dernier alinéa de l'article L 121-15-1 du Code de l'environnement,  
vu la délibération du 19 décembre 2018 du Conseil de l'Eurométropole  
de Strasbourg transformant la société d'économie mixte « Compagnie  
des Transports Strasbourgeois » en société publique locale (SPL),  
vu la délibération du 24 mars 2023 du Conseil de l'Eurométropole  
de Strasbourg sur l'adaptation des statuts de la SPL,  
vu la délibération n° E-2022-153 du conseil de l'Eurométropole de  
Strasbourg « approbation du protocole d'accord entre Région Grand Est et  
Eurométropole de Strasbourg pour le financement du premier saut  
d'offre ferroviaire du Réseau Express Métropolitain Européen,  
dont la mise en service prévisionnelle est fixée au 11 décembre 2022 (SA 2023) » ;  
vu la délibération N° E-2022- 671 du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg «  
Réseau Express Métropolitain Européen - Lancement de la concertation préalable à  
l'aménagement du Hub multimodal de Strasbourg – Secteur Halles et arrière-gare » ;  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du  
10 novembre 2023 « avenant n°1 du protocole d'accord sur l'aménagement  
et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg, relatif aux conditions  
de mise en œuvre des objectifs du protocole à horizon court terme (2027) »,  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*arrête*

*le bilan de la concertation relative au projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare, en application des articles 103-2 et R 103-1 du Code de l’urbanisme, tel que présenté succinctement dans le rapport ci-dessus et en détail dans l’annexe 1 ci-après,*

*approuve*

*les études de conception, au stade avant-projet, portant sur les caractéristiques techniques et financières du projet « Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare », telles que présentées dans le rapport ci-dessus ainsi que dans l’annexe 2 ci-après,*

*arrête*

*le coût total de l’opération évalué à 12,3 M€ HT dans le cadre des études d’avant-projet dont 10,8 M€ HT de travaux (valeur juillet 2023),*

*approuve*

*les principes de la convention de transfert de maîtrise d’ouvrage à conclure entre la ville de Strasbourg et l’Eurométropole de Strasbourg, selon le projet de convention présenté en annexe 3 ci-après,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e, à mettre au point et signer la convention de transfert de maîtrise d’ouvrage de la ville de Strasbourg à l’Eurométropole de Strasbourg pour l’éclairage public et les espaces verts relatifs au projet de Projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière-gare, présenté en annexe 3 ci-après,*

*décide*

- la poursuite des études de niveau PROJET du « Hub multimodal de Strasbourg, secteurs Halles et arrière-gare » par le concessionnaire, la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS), et la conclusion d’une convention particulière de travaux entre l’Eurométropole de Strasbourg et la CTS,*
- l’engagement et l’imputation des dépenses et des recettes relatives à ce projet d’aménagement ainsi que des dépenses nécessaires à la conduite des procédures correspondantes sur les autorisations de programmes AP 0298,*
- l’inscription des crédits nécessaires dans les documents budgétaires ultérieurs,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e :*

- à mettre au point et signer la convention particulière de travaux entre l’Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois, présentée en annexe 4 ci-après,*



- *à prendre, mettre au point et signer tout acte et documents, marchés et conventions concourant à l'exécution de la présente délibération et notamment pour le versement d'un fonds de concours de la ville de Strasbourg d'un montant de 1 016 927 € HT au titre du financement de 50 % des travaux de génie civil du tunnel d'accès au parking P3.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162683-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## **Annexe 1**

**Relative à la délibération « Projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs Halles et arrière gare : Arrêt du bilan de concertation, approbation des études d'avant-projet, transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, poursuite des études et travaux avec la CTS »**

### **Bilan de la concertation réglementaire**

# **Transformation du secteur des Halles à Strasbourg**

**Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express**

**BILAN DE LA CONCERTATION**

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
1.1	Le projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg.....	4
1.2	Le contexte réglementaire de la concertation .....	6
a.	Le cadre réglementaire et institutionnel.....	6
b.	Les objectifs de la concertation.....	6
<b>2</b>	<b>MISE EN ŒUVRE ET RESPECT DES MODALITES DE LA CONCERTATION .....</b>	<b>7</b>
2.1	La période de la concertation.....	7
2.2	Communications diffusées dans la presse locale ainsi que par voie d’affichage à proximité du projet.....	7
a.	Un communiqué de presse pour le démarrage de la concertation puis des publications.....	7
a.	Une information individuelle et spécifique pour le projet vis-à-vis des habitants .....	7
b.	Une campagne d’affichage.....	7
2.3	Utilisation du site internet de l’Eurométropole de Strasbourg.....	8
2.4	Les supports de présentation et d’information détaillée concernant le projet.....	8
a.	Plaquette d’information présentant le projet.....	8
c.	Expositions.....	8
2.5	Localisation des supports de communication sur l’espace public .....	9
2.6	Le dispositif d’écoute et de dialogue avec le public.....	9
a.	Permanences .....	9
d.	Réunions/ateliers .....	9
e.	Déambulations .....	10
f.	Un forum des projets de mobilité de Strasbourg.....	10
2.7	Le dispositif de recueil des observations du public.....	10
<b>3</b>	<b>ANALYSE QUANTITATIVE DE LA CONCERTATION SUR LE PROJET.....</b>	<b>11</b>
3.1	Préambule : les éléments constitutifs du bilan .....	11
3.2	La participation à la concertation.....	11
a.	Le profil des participants (contributions écrites uniquement) .....	12
b.	La synthèse des avis exprimés sur le projet (contributions écrites uniquement).....	12
<b>4</b>	<b>SYNTHÈSE DES AVIS EXPRIMÉS PENDANT LA CONCERTATION.....</b>	<b>13</b>
4.1	Les thématiques transversales :.....	13
a.	Thématique transports en commun .....	13
b.	Volet circulation automobile :.....	14
c.	Accessibilité aux différents parkings : .....	15
d.	Offre et tarification du stationnement automobile : .....	15

e.	Volet modes actifs:.....	15
f.	Cadre de vie, végétalisation et ambiance .....	16
g.	Préoccupations spécifiques du centre-commercial Place des Halles :.....	16
4.2	Perspectives d'aménagement des espaces publics.....	17
a.	Rue de Sébastopol.....	17
b.	Rue du Marais Vert.....	17
c.	Parc des Halles (en lieu et place du square et gare routière actuelle).....	17
d.	Place Clément.....	20
<b>5</b>	<b>LES ENSEIGNEMENTS DE LA CONCERTATION.....</b>	<b>22</b>
<b>6</b>	<b>L'ENRICHISSEMENT DU PROGRAMME INITIAL SUITE A LA CONCERTATION .....</b>	<b>23</b>

# 1 INTRODUCTION

Le bilan de concertation rend compte des échanges et des avis exprimés durant la concertation organisée par la délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg N° E-2022-671 du 28 juin 2022.

La phase principale de concertation s'est déroulée du 12 septembre au 10 novembre 2022. Un atelier de concertation ciblé sur l'aménagement du Parc des Halles et sur celui de la place Clément, a été organisé le vendredi 14 avril 2023.

La concertation a permis de présenter le projet aux publics concernés et de recueillir leurs points de vue et leurs idées.

Le présent document en dresse le bilan. Il rend compte des contributions du public et de celles apportées par les différents acteurs impliqués et tire les enseignements de la concertation afin de mettre en exergue les attentes les plus importantes des participants vis-à-vis du projet et d'enrichir le programme d'aménagement.

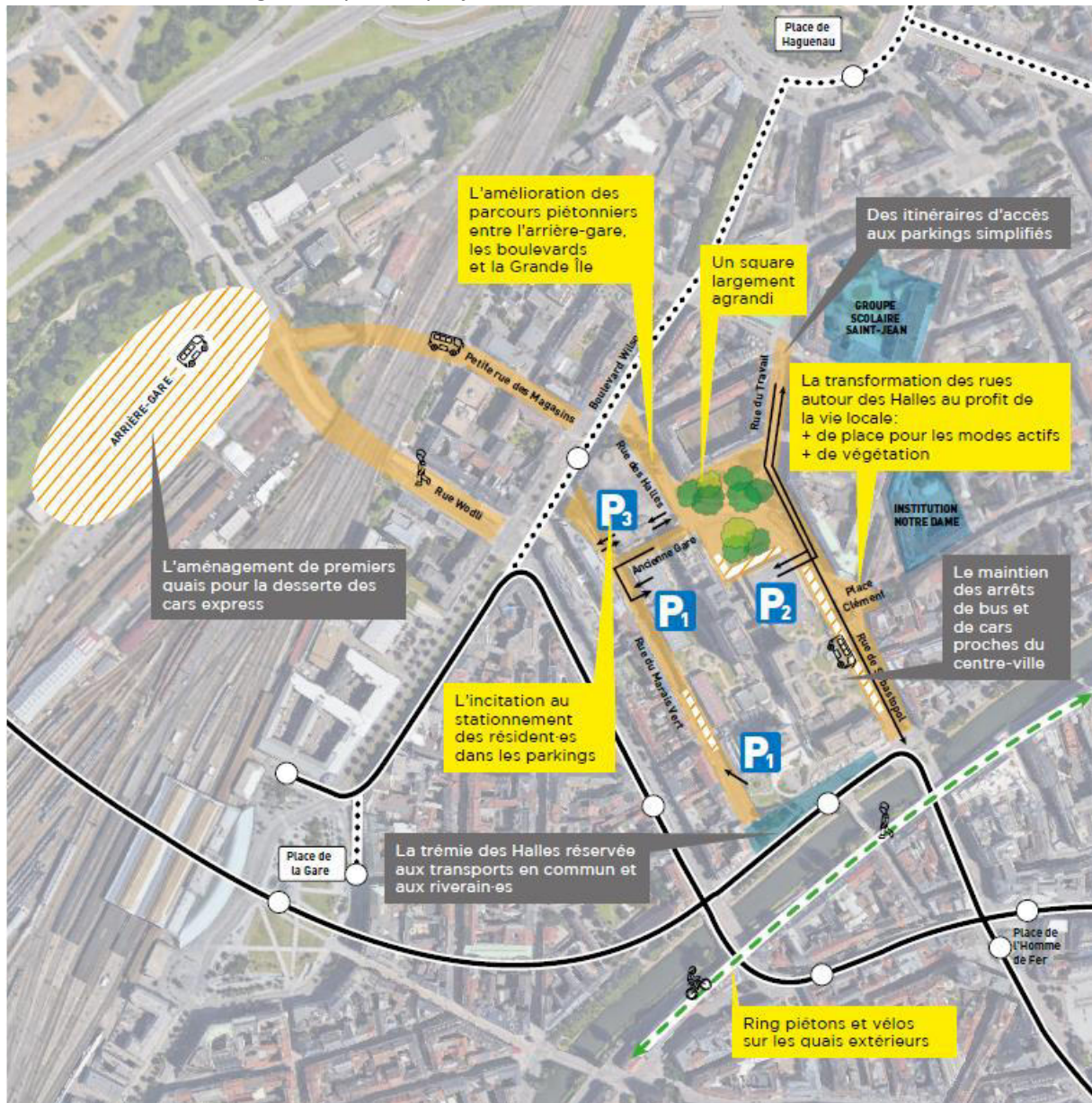
## 1.1 Le projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg

**Les objectifs** du projet sont multiples en termes d'amélioration à la fois des conditions de transport et du cadre de vie, tout en préservant une offre de service de qualité qui réponde aux attentes des usagers. La transformation du secteur des Halles doit ainsi permettre de concilier des enjeux métropolitains et des enjeux locaux :

- Redistribuer les espaces pour les différents usager·ères par la rationalisation et la réorganisation de la circulation automobile et des espaces piétons (devenir de la passerelle au droit de la place Clément ?).
- Maintenir un service attractif et confortable pour les usager·ères des transports en commun.
- Planter des arbres et végétaliser.
- Agrandir les espaces de promenade en créant de nouveaux lieux de vie tel qu'un espace marché sur la rue de Sébastopol.
- Maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverain·es.
- Dans le secteur d'arrière gare, préfigurer le développement d'une desserte de cars interurbains.

**Le territoire** concerné par le projet concerne exclusivement le ban communal de Strasbourg. Il se compose d'une partie en zone urbaine dense, dit « Les Halles », et d'une partie située plus à l'écart du centre-ville nommée « l'arrière gare » située à l'arrière du faisceau ferré de la gare TGV. Les espaces publics concernés par le projet de réaménagement sont les espaces en orange et hachurés en orange dans le plan ci-dessous.

Les intentions d'aménagement pour le projet sont les suivantes :



### SCHÉMA D'INTENTION POUR LA TRANSFORMATION DU SECTEUR DES HALLES

- Secteur concerné par le réaménagement
- Emplacements pressentis pour arrêts de bus et cars
- Réseau tram existant
- Ring
- Extension tram
- Enjeux locaux
- Enjeux métropolitains
- Accès aux parkings

Sur le secteur de l'arrière gare, le projet a pour objectifs :

- D'assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes de voyageurs durant les travaux du tramway ;
- Permettre la diamétralisation de certaines lignes interurbaines avec un point de contact à proximité du cœur de ville ;
- Préfigurer un aménagement complet en arrière gare à plus long terme par l'aménagement d'une surface de stationnement et de desserte des cars interurbains.

Dans l'espace intermédiaire entre l'arrière gare et le secteur des Halles, le projet a pour objectif de sécuriser les itinéraires d'accès des transports pour le dernier kilomètre avant l'arrivée en ville :

- Améliorer le cheminement piéton entre le secteur de l'arrière gare et le centre-ville (rue Wodli) ;
- Adapter le carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli si nécessaire pour permettre les accès des cars ;
- Prioriser les cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg.

## 1.2 Le contexte réglementaire de la concertation

### a. Le cadre réglementaire et institutionnel

Le projet de transformation des Halles est initié dans le cadre du Réseau Express Métropolitain que portent l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est. Il s'agit d'améliorer substantiellement la desserte du bassin Rhénan par les trains et les cars en proposant une offre plus importante et plus rapide vers le cœur d'agglomération.

Le projet de transformation des Halles vise ainsi à fiabiliser l'arrivée des cars express aux Halles, d'améliorer la lisibilité du service et le confort des voyageurs. Il est cofinancé à de 40% par la Région Grand Est et à 60% par l'Eurométropole de Strasbourg.

En application des articles L 103-2 et R 103-1 du code de l'urbanisme et de l'article L 121-15-1 du code de l'environnement, l'Eurométropole de Strasbourg, maître d'ouvrage du projet, a engagé une procédure de concertation permettant de définir dans sa nature et ses options essentielles, les caractéristiques du projet envisagé.

Le projet ainsi que les modalités de la concertation ont été présentés aux élus du territoire et collectivités concernées. Ces dernières ont été approuvées par le Conseil de l'Eurométropole le 28 juin 2022.

### b. Les objectifs de la concertation

Moment privilégié d'information et de dialogue entre le porteur du projet et le public, la concertation a été pilotée par l'Eurométropole de Strasbourg, maître d'ouvrage du projet, et avait pour objectifs :

- d'informer le public en décrivant les principales caractéristiques du projet parmi lesquelles :
  - Les enjeux du transport collectif et les interfaces entre les différents réseaux.
  - L'organisation fonctionnelle envisagée pour les différentes mobilités (en bus, en car, en voiture, à vélo, à pied).
  - Les enjeux liés à l'insertion urbaine et paysagère.
  - Les enjeux liés à la circulation automobile, aux accès vers les parkings et à la desserte riveraine.
  - L'articulation des calendriers avec les autres projets sur l'espace public à proximité du site.
- et de recueillir les observations du public sur ces caractéristiques principales.

Cette étape se conclue par le présent document de bilan de la concertation qui rend compte des échanges et des avis exprimés durant la phase de concertation avec le public, soumis au vote du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg pour approbation, en tant qu'annexe de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.



## 2 MISE EN ŒUVRE ET RESPECT DES MODALITES DE LA CONCERTATION

### 2.1 La période de la concertation

La concertation publique relative au projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg s'est déroulée du 12 septembre au 10 novembre 2022, soit une durée de près de deux mois.

Les acteurs institutionnels du territoire concerné (Élus des territoires concernés et services compétents, direction de la participation citoyenne de l'Eurométropole et Directions de territoires) ont été rencontrés en amont du lancement de la concertation afin de définir les outils et modes de participation les plus adaptés aux habitudes et spécificités locales.

### 2.2 Communications diffusées dans la presse locale ainsi que par voie d'affichage à proximité du projet

#### a. Un communiqué de presse pour le démarrage de la concertation puis des publications

Plusieurs publications ont été faites pour présenter le projet et informer du démarrage de la concertation et des modalités de participation.

- L'envoi d'un communiqué de presse le 29 août 2022;
- La publication d'un article dans la presse institutionnelle locale : « Strasbourg Magazine » n° 328 de septembre 2022, boité à tous les foyers de la commune de Strasbourg;
- Une insertion presse dans le journal local « Dernières Nouvelles d'Alsace », le 2 septembre 2022 ;
- Une insertion presse dans le journal local « Dernières Nouvelles d'Alsace », le mardi 25 octobre 2022 ;
- Une insertion presse dans le journal local « Dernières Nouvelles d'Alsace », le mercredi 2 novembre 2022, sur le forum « La Ville à vivre », consacré aux déplacements, aux projets de développement des mobilités et leurs impacts sur l'espace public au centre-ville de Strasbourg.
- La communication de l'organisation de la concertation sur les réseaux sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg (Facebook).

Le projet a ensuite été relayé librement par la presse locale et spécialisée par deux articles dans les DNA et un article dans la revue news tank cities.

#### a. Une information individuelle et spécifique pour le projet vis-à-vis des habitants

- La distribution dans les boîtes aux lettres des habitants du secteur du projet,
  - 2600 flyers d'invitation à participer à la concertation, auprès des habitants des quartiers strasbourgeois Gare et Tribunal-Contades.

#### b. Une campagne d'affichage

- 1000 affiches à l'ensemble des commerces et lieux d'accueil du public des quartiers Gare et Tribunal Contades, ainsi que sur les arrêts de bus urbains situés dans le secteur de projet.

## 2.3 Utilisation du site internet de l'Eurométropole de Strasbourg

Sur la plateforme participative de l'Eurométropole de Strasbourg, une rubrique dédiée au projet a été mis en place au lancement de la concertation, pour offrir une information complète sur le projet et les modalités de concertation. La plateforme offre également la possibilité de télécharger l'ensemble des documents disponibles pour la concertation : le dossier de concertation complet, les comptes -rendus des différents rendez-vous de la concertation.

Durant la période de la concertation, du 12 septembre au 10 novembre 2022, la rubrique dédiée au projet sur la plateforme participative a reçu plus de 1300 visites et a permis aux visiteurs de déposer des contributions en ligne et de prendre connaissance des contributions déposées au fil de l'eau (en complément des média « classiques » : registres « papier », courriers et courriels sur une adresse dédiée au projet). Un QR code permettant d'accéder directement au site internet a été apposé sur les différents supports de communication.

## 2.4 Les supports de présentation et d'information détaillée concernant le projet

### a. Plaquette d'information présentant le projet

- Une plaquette de présentation du projet de 20 pages imprimée à 500 exemplaires et intitulée « Transformation du secteur des Halles à Strasbourg – Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express – Concertation publique règlementaire du 12 septembre au 10 novembre 2022 ». Mise à disposition du public dès le lancement de la concertation, celle-ci présentait :
  - La politique mobilité portée par l'Eurométropole de Strasbourg, présentant les projets de transports et de mobilité ambitionnés au cours du mandat ;
  - Les enjeux et objectifs majeurs du projet ;
  - Les objectifs de la concertation ;
  - Les intentions de projet ainsi que des perspectives envisageables de réaménagement.
  - Les modalités pratiques de participation du public à la concertation.
- Ce document a été mis à disposition au téléchargement sur le site internet de la concertation, distribués lors des réunions publiques, lors des permanences, des déambulations et ateliers et au niveau des registres papier.

### c. Expositions

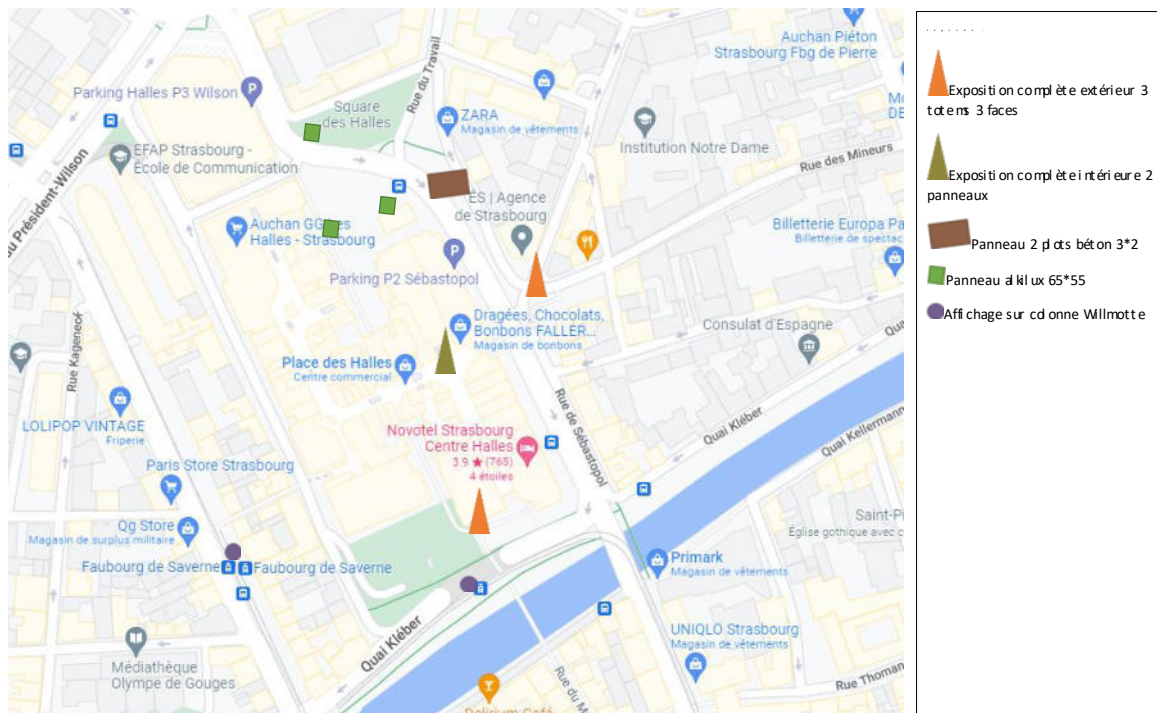
- Du 12 septembre au 10 novembre 2022, trois expositions publiques ont été installées sur l'espace public directement dans le secteur de projet (commune de Strasbourg) :
  - Place Clément ;
  - À l'intérieur du Centre Commercial Place des Halles ;
  - Sur le parvis sud du Centre-commercial Place des Halles;

Dans chacune de ces expositions, des panneaux de présentation du projet, présentant les mêmes types d'éléments d'informations, graphiques et descriptives que la plaquette d'information principale, ont été mis à la disposition du public.

Ces informations (plaquettes et panneaux d'exposition) ont également été diffusées sur les sites internet de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg « [participer.eurometropole-strasbourg.eu](http://participer.eurometropole-strasbourg.eu) ».

Les plaquettes d'information, les flyers d'invitations, le communiqué de presse, les publications sur les réseaux sociaux et les publications dans la presse institutionnelle sont regroupés en annexe du présent bilan de concertation.

## 2.5 Localisation des supports de communication sur l'espace public



## 2.6 Le dispositif d'écoute et de dialogue avec le public

Le dispositif d'écoute et de dialogue avec le public a été organisé de la façon suivante :

### a. Permanences

- Organisation de 4 permanences à Strasbourg :
  - o Le mardi 20 septembre de 17h à 19h sur le parvis de la gare routière
  - o Le lundi 3 octobre de 16h à 18h sur la Place Clément
  - o Le vendredi 14 octobre de 16h à 18h sur le parvis sud du centre commercial Place des Halles devant la station de tram
  - o Le mercredi 26 octobre de 17h à 19h sur le square des Halles

### d. Réunions/ateliers

- Organisation de 5 ateliers de concertation organisés en deux temps : une présentation du projet suivie d'un temps de questions/réponses et recueil des attentes avec les participants. Ils se sont tenus :
  - o Le lundi 26 septembre de 8h à 10h avec les commerçants du quartier ;
  - o Le mardi 4 octobre de 10h à 12h avec les commerçants du centre commercial Place des Halles ;
  - o Le jeudi 13 octobre de 17h à 19h avec les associations thématiques mobilité et de la Fédération des Aveugles Alsace Lorraine Grand Est ;
  - o Le mardi 18 octobre de 18h à 19h30 en assemblée des trois quartiers Tribunal\_Contades/Grande Ile /Gare ;
  - o Le jeudi 27 octobre de 17h à 18h30 avec les forces vives du quartier.
- Le 14 avril 2023 de 17h à 19h, organisation d'un atelier sur site concernant l'aménagement de la Place Clément et du square des Halles. Cet atelier a été animé par des illustrateurs du dispositif « Croque Ta ville », qui ont traduit en dessin les attentes des participants quant au réaménagement de ces deux espaces.

#### e. Déambulations

- Organisation de 2 déambulations publiques pour présenter le projet « in situ » et bien comprendre le projet, recueillir les attentes, et les propositions de la population. Ces visites sur site ont été animées par les services de l'Eurométropole.
  - o Le mercredi 28 septembre de 17h à 18h30
  - o Le vendredi 21 octobre de 17h à 18h30

#### f. Un forum des projets de mobilité de Strasbourg

Un temps de participation citoyenne regroupant plusieurs projets de mobilité à Strasbourg dont le projet de transformation du secteur des Halles a été organisé. À cette occasion se sont tenus :

- Un stand de présentation du projet format permanence
- Un atelier
- Une restitution des ateliers intégrant des échanges avec la population en présence des élus de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg sous forme d'une réunion publique.

Le dispositif d'écoute et de dialogue intègre également la mise à la disposition du public d'un numéro d'appel téléphonique pour toute information sur le projet (03 68 98 51 12), la permanence téléphonique étant assurée par le service Aménagements Tramway.

## 2.7 Le dispositif de recueil des observations du public

Le dispositif de recueil des observations du public a été le suivant :

- La mise à disposition de registres d'expression « papier » permettant aux personnes intéressées faire état de tous avis, observations et propositions relatifs au projet ;
- La possibilité de consulter et/ou faire part d'avis d'observations et de propositions relatifs au projet sur le site [participer.eurometropole-strasbourg.eu](http://participer.eurometropole-strasbourg.eu) ;
- La possibilité d'envoyer les avis et observation par courrier à l'adresse de l'Eurométropole ;
- L'accès à une adresse de messagerie électronique [Projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:Projettransformationdeshalles@strasbourg.eu).

Les permanences, les ateliers et les déambulations ont également permis à la collectivité d'enregistrer un certain nombre d'attentes et de questionnements vis-à-vis du projet.

## 3 ANALYSE QUANTITATIVE DE LA CONCERTATION SUR LE PROJET

### 3.1 Préambule : les éléments constitutifs du bilan

Le bilan de la concertation a vocation à rendre compte des contributions du public. Un classement thématique a été réalisé sur la base des expressions des participants. Tous les avis émis du 12 septembre au 10 novembre ont été pris en compte.

- Les avis recueillis et attentes formulées lors des 4 permanences, lors des 2 déambulations et lors des 6 ateliers et lors du forum des mobilités : Ces contributions sont des retranscriptions d'échanges à l'oral par le service Aménagements Tramway.
- Les avis formulés sur la plateforme participative ;
- Les avis déposés sur les registres « papier » ;
- Les avis envoyés par courriels à l'adresse suivante : [projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:projettransformationdeshalles@strasbourg.eu) ;
- Les courriers reçus par l'Eurométropole de Strasbourg.

*Précision préalable à la prise de connaissance de la suite de ce document :*

« les participants » ou « les contributeurs » désignent toutes les personnes ayant exprimé leur avis dans le cadre des temps d'échange (lors du forum, déambulations) et par écrit (courriers, registres papier, plateforme participative ou courriels).

### 3.2 La participation à la concertation

La participation du public a pu être évaluée à plusieurs niveaux :

- Lors des différents rendez-vous de la concertation :
  - 25 personnes ont participé aux déambulations ;
  - Environ 90 personnes sont venues échanger avec l'équipe projet lors des permanences ;
  - 35 personnes ont participé aux ateliers ;
- 137 personnes ont réagi dans les trois registres d'observations (dont 53 avis sans rapport avec le projet) ;
- 32 contributions ont été enregistrées sur le site [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu) ;
- 18 personnes ont réagi via la boîte mail [Projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:Projettransformationdeshalles@strasbourg.eu) ;
- 1 courrier a été reçu à l'Eurométropole de Strasbourg, faisant état d'observations relatives au projet par le directoire du centre commercial Place des Halles ;
- Parmi les contributions reçues par mail, 2 d'entre elles a été transmise par des associations : l'association thématique mobilité ASTUS et l'association Alsace Nature.

Durant la période de la concertation, du 12 septembre au 10 novembre 2022 inclus, la rubrique dédiée au projet sur la plateforme participative a reçu près de 1300 visites et a permis aux visiteurs de déposer des contributions en ligne et de prendre connaissance des contributions déposées au fil de l'eau sur ce média.

130 contributions écrites au total ont pu être analysées.

Moyens d'expression concerné	Nombre total d'avis recueillis *	Nombre d'avis analysés **
Avis recueillis par courriels	18	17
Avis recueillis sur la plateforme digitale	32	28
Avis déposés sur les registres papier	137	84
Avis envoyés par courriers papier	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>188</b>	<b>130</b>

Tableau 1 : Récapitulatif des avis écrits recueillis dans le cadre de la concertation

\*Un avis identique exprimé par un collectif, association, entreprise ou groupe de personnes sous forme de pétition est considéré comme un avis exprimé par une personne morale. L'avis est comptabilisé une seule fois.

\*\*Un même avis exprimé par une personne unique ou représentant d'un collectif par plusieurs moyens est comptabilisé une seule fois.

#### a. Le profil des participants (contributions écrites uniquement)

Les participants ont renseigné leur profil de manière déclarative et volontaire. Les contributions écrites ont pour deux tiers été exprimées par des usagers de la CTBR. Les contributions écrites des habitants sont relativement moins importantes, néanmoins de nombreuses contributions recensées à l'oral lors des échanges dans les permanences et déambulation ont été émises par des riverains du projet.

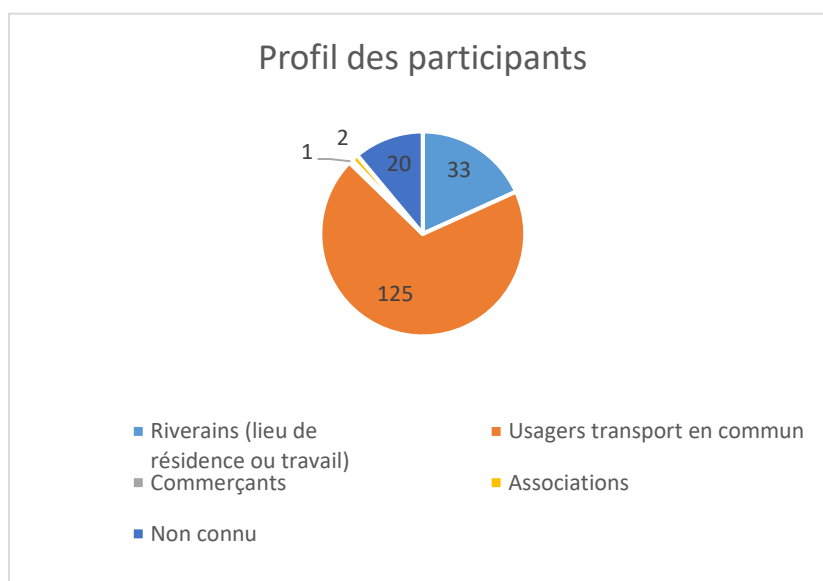
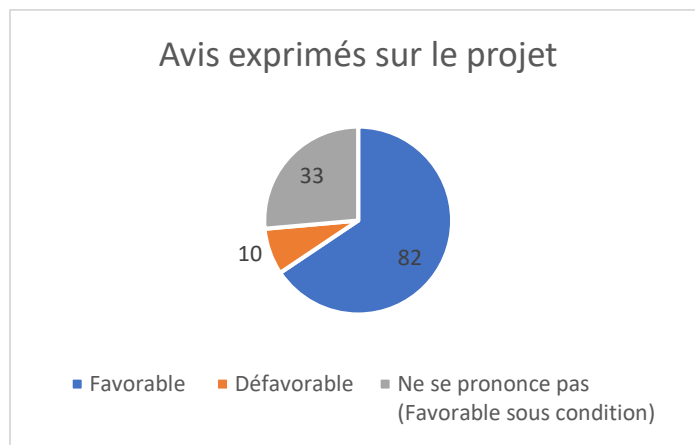


Figure 1 : profil des participants (déclaratif, contributions écrites exclusivement)

#### b. La synthèse des avis exprimés sur le projet (contributions écrites uniquement)

Les participants sont en grande majorité favorables au projet.

- Les deux tiers des participants se positionnent clairement favorablement au projet.
- 1 contribution sur 10 est clairement défavorable au projet.
- Un quart des contributions n'exprime pas clairement un positionnement favorable, mais émet des propositions pour améliorer le projet ou des conditions de réussite.



*Figure 2 : Avis exprimés sur le projet*

Parmi les avis favorables, sont comptabilisées les contributions des usagers de la CTBR (dans le registres papier mis à disposition à l'accueil du CTBR) qui se sont exprimés favorablement au maintien de la gare routière à son emplacement actuel.

Deux associations thématiques - Alsace Nature (défense des intérêts écologiques) et ASTUS (représentant les usagers des transports en commun) - ont envoyé des contributions sur le projet, et expriment un avis favorable.

## 4 SYNTHÈSE DES AVIS EXPRIMÉS PENDANT LA CONCERTATION

### 4.1 Les thématiques transversales :

Les attentes des participants vis-à-vis du projet sont ventilées par thématique.

#### a. Thématique transports en commun

Qualité de la desserte

- Les usagers de la CTBR s'expriment en nombre (plus de 50 contributions) très favorablement au maintien de la desserte des cars au plus proche du centre-ville.
- 11 participants demandent le rétablissement de la desserte de la gare par les cars de la CTBR.
- Un souhait de maintenir la desserte des lignes de bus urbains venant de la seconde couronne de l'Eurométropole à proximité du centre-ville comme aujourd'hui.
- Un souhait d'avoir une amplitude de service élargie pour les cars de la CTBR.

Organisation de la gare routière :

- Les usagers attendent de cet aménagement d'avoir un lieu confortable, sécurisé et couvert pour attendre le car, idéalement un local chauffé. Les cars offrent actuellement la possibilité de s'abriter lors de leur battement, ils s'interrogent sur les solutions que leur proposeront le projet.
- Les usagers sont rassurés de savoir que la vente de titre est maintenue à proximité.

- Certains participants demandent une meilleure lisibilité des arrêts de cars, notamment que le car s'arrête bien au niveau de son arrêt, et que les cars ne se gênent pas entre eux.
- Si de nouvelles dessertes de transport en commun sont organisées en arrière-gare, un autre participant demande quels seront les moyens de rejoindre facilement le centre-ville ; une navette serait-elle déployée ?
- Certains participants proposent de mieux distribuer les arrêts de transports sur le site afin d'éviter une trop forte concentration des flux.

Conditions d'accès des transports en commun :

- Les participants accueillent favorablement le fait de favoriser l'accès des cars par des couloirs réservés, les pertes de temps étant surtout constatées sur le dernier kilomètre pour rejoindre le terminus en centre-ville.
- Un participant émet l'idée de réutiliser les couloirs du BHNS G rue Wodli pour éviter d'en construire de nouveaux sur la Petite rue des Magasins.

Impact environnemental et nuisances liées au transport :

- Un participant évoque la crainte que les vibrations ressenties actuellement le long du quai Kléber lors du passage du bus s'accroissent avec la mise à double sens.

**b. Volet circulation automobile :**

Des craintes sont exprimées quant aux conditions d'accès en voiture et au risque d'aggravation de la congestion automobile.

- La maîtrise de la congestion automobile avec une inquiétude quant à son aggravation avec un cumul d'évolutions dans ce secteur.
- Des craintes que le trafic se reporte dans les petites rues.
- Les points durs circulatoires actuels suivants sont pointés :
  - Une vitesse excessive rendant dangereuses les traversées piétonnes rue de Sébastopol. Besoin de contrôle police.
  - Encombrement des petites rues dues aux dépose-école Notre Dame.
  - Congestion de la voie d'accès au parking Kléber avec une confusion des files (accès parking P2/voies bus).
  - De plus en plus de circulation est constatée sur les quais extérieurs Finkmatt notamment (usage de shunt avenue des Vosges).
  - Le carrefour entre la rue d'Ingwiller et la rue du Travail est actuellement problématique.  
D'importants blocages actuels sont relevés en sortie de ville, rue du Faubourg de Saverne au niveau du carrefour Wodli.
- Des craintes sont exprimées sur la gestion de la phase chantier

A contrario, plusieurs participants sont favorables à la réduction de la place de la voiture dans ce secteur très proche du centre-ville



- Le schéma d'accès proposé par le projet permet d'éviter les détours autour du centre-commercial
- Suggestion de supprimer une file rue de Sébastopol pour favoriser la requalification des espaces publics.
- Le faible flux de voitures sur la contre-allée rue de Sébastopol est perçu comme une opportunité pour son réaménagement en zone piétonne ou en zone de rencontre.

Modalités d'accès au centre-ville :

- Les participants se demandent comment il sera possible de réserver la trémie aux bus et aux riverains (bornes ? macarons ?).
- La fonction du parking Kléber en hypercentre est questionnée par 5 participants, sans lequel de nombreux problèmes de congestion sur la rue de Sébastopol seraient évités et demandent d'éviter que les voitures pénètrent dans le quartier lorsque les parkings sont pleins ;

#### c. Accessibilité aux différents parkings :

Les attentes suivantes sont relevées:

- La réorganisation des itinéraires d'accès aux parkings est appréciée comme levier pour gagner en qualité pour les autres modes de déplacement.
- Plusieurs participants suggèrent de jalonner les parkings et leur occupation en amont, dès la M35 pour ne pas que les automobilistes « s'engouffrent » dans les Halles et dans le centre-ville alors que les parkings sont pleins.
- La faisabilité du nouveau plan de circulation devra être étudiée. Accès à P1 et accès à P2, notamment vis-à-vis de la géométrie et de la gestion des priorités.

#### d. Offre et tarification du stationnement automobile :

Les attentes suivantes sont relevées:

- Si les participants sont globalement favorables au réaménagement du secteur, et seraient prêts à se stationner dans l'un des parkings en ouvrage, nombre d'entre-deux déplorent un tarif actuel trop onéreux (100€ par mois) par rapport au titre résidant sur voirie (15€ lors de la concertation) et aimeraient bénéficier du tarif identique aux habitants de la Grande Ile.
- Les participants émettent aussi le souhait de maintien des places de livraisons et des places PMR sur voirie, en particulier à proximité de l'établissement ABRAPA.
- Les commerçants situés sur la contre-allée Sébastopol souhaitent que le projet permette toujours d'être livrés.
- Rue du Marais Vert, souhait de maintenir une possibilité de stationnement pour les publics peu mobiles (magasin orthopédie notamment).

#### e. Volet modes actifs:

Les attentes suivantes sont relevées:

- Globalement les participants font le constat de trottoirs trop étroits partout dans le secteur.

- Les piétons sont davantage vulnérables que les cyclistes. Souhait de cheminements bien séparés des cyclistes.
- Des conflits entre les piétons et les cyclistes sont recensés en divers endroits aujourd’hui, en particulier sur le quai Kléber, sur le pont de Paris, sur la rue de Sébastopol.
- Un souhait d’amélioration des pistes cyclables globalement dans le quartier.
- Souhait de davantage de stationnement vélo, mieux sécurisé, surveillé et éclairé autour du centre-commercial. Une lacune importante de stationnement est relevée au sud des Halles.
- Mieux travailler les cheminements et traversées accès Nord, Est et Ouest en lien avec le centre-commercial
- Accès PMR au centre commercial uniquement au Sud : il faudrait ouvrir aussi les autres faces pour éviter les détours.
- Travailler les perméabilités piétonnes Nord-Sud Boulevards vers le centre-ville, mais aussi les perméabilités Est-Ouest (réouverture du passage sous l’ES entre rue du Marais Vert et rue du Faubourg de Saverne).
- Travailler un cheminement confortable entre la gare et les Halles (via rue de Pâques).
- Demande d’une continuité de cheminement piéton depuis la future station tram bld Wilson vers le Pont de Paris.
- Le projet de Ring pour les piétons et les cyclistes est connu des participants, on relève néanmoins quelques oppositions correspondant aux implications circulatoires et à l’accessibilité pour les riverains.

#### f. Cadre de vie, végétalisation et ambiance

- De nombreux participants ont évoqué les problèmes de nuisances nocturnes ou un sentiment d’insécurité dans le quartier, avec le souhait que le projet vienne résorber ces problèmes en particulier sur les lieux suivants :
  - Square des Halles et abords du centre-commercial
  - Rue de l’Ancienne Gare
  - Rue du Marais Vert
  - Coursive sur centre-commercial.
- Les participants sont favorables à davantage de végétation dans le secteur, néanmoins en maîtrisant les risques d’insécurité (fréquentation du parc notamment).
- Un souhait de profiter du projet pour ajouter des équipements manquants dans le secteur :
  - Toilettes publiques
  - Équipements sportifs d’extérieurs
  - Fontaines à eau
  - Espace pour les jeunes à l’extérieur du centre-commercial

#### g. Préoccupations spécifiques du centre-commercial Place des Halles :

- Maintien de l’accès à la voie lourde de livraison dans de bonnes conditions. Craintes des remontées de file le matin avec des congestions accentuées liées au tram.
- Bien traiter en amont l’accès aux différents parkings avec affichage des capacités en temps réel.
- Importance de conserver une capacité d’accueil suffisante dans les parkings pour les visiteurs (avec l’augmentation prévue du nombre d’abonnements résidents).
- Résorber les problèmes d’accès à l’entrée/sortie du P2- réguler l’intersection.

- Élargir les trottoirs le long du centre-commercial, souhait de fermeture de la coursive.
- Favorable à la dépose de la passerelle pourvu que les conditions d'accès PMR puissent être intégrées depuis la place Clément (projet à travailler avec l'EMS).
- Souhait globalement de développer les accès PMR autour du centre- travail en interface avec EMS.
- Cheminements et accès au centre-commercial à fluidifier (notamment depuis future station tram).
- Problèmes trafic et squats autour des Halles à solutionner.
- Prendre en compte le projet de puit de rejet de la climatisation côté Nord (interface EMS en cours).
- Offre stationnement 2 roues-vélo sur le secteur insuffisante (offre arceaux et stationnement vélo sécurisés).

## 4.2 Perspectives d'aménagement des espaces publics

### a. Rue de Sébastopol

- La perspective d'aménagement en zone apaisée (zone piétonne ou zone de rencontre) séduit les participants pourvu que soient bien délimités les différents espaces piétons/terrasses/vélos, et que les possibilités de livraisons des commerces soient maintenues, que la desserte des riverains (rue de la Toussaint notamment) soit intégrée dans le plan global.
- Le faible trafic voitures actuel est perçu comme une opportunité pour son réaménagement.

### b. Rue du Marais Vert

- Les participants s'accordent à dire que cette rue mérite d'être réaménagée : son manque d'arbres, la pollution liée au trafic et le manque de confort pour les modes actifs sont relevés.
- La perspective de réaménagement est séduisante : plantation d'arbres, des trottoirs plus larges et des traversées piétonnes plus sécurisés.
- La suppression du stationnement dans cette rue serait bien acceptée, car possibilité de compenser dans les parkings Halles.
- Souhait de davantage d'arceaux vélos aux abords des entrées du centre-commercial.

### c. Parc des Halles (en lieu et place du square et gare routière actuelle)

Les participants sont très favorables à un verdissement plus important du quartier. Ils expriment des réserves et points de vigilance sur les aspects suivants :

- Le constat est fait par plusieurs participants d'un sentiment d'insécurité le soir dans le quartier, rue de l'Ancienne Gare, et fréquentation du square des Halles. L'agrandissement du square devra bien veiller à éviter ces problèmes dans le futur.
- Quelques participants de questionnement de la faisabilité du parc tel que présenté sur les perspectives de réaménagement étant donné l'encombrement du sous-sol (présence d'un hôpital militaire, comblement du tunnel dépourvu de terre végétale).

## Analyse des dessins issus de l'atelier « Croque ta ville »

### **Contexte du lieu**

Le futur square de la place des Halles, de par sa dimension, offrira un espace de respiration dans un secteur densément peuplé et traversé par d'importants flux d'origine métropolitaine : salariés et visiteurs du centre commercial, usagers et usagères de la gare routière (dont de très nombreux lycéens), de nombreux automobilistes et livreurs dans leur dernière ligne droite pour rejoindre la Grande Ile... L'actuel square sur la place n'est en rien comparable avec la fonction qu'occupera à terme le futur square, il est donc totalement à repenser dans sa fonction, son ambiance et ses usages.

Par ailleurs, le trafic de stupéfiants constatés dans les coursives du centre commercial et les squattes souvent observés rue de l'ancienne Gare ont fait émergé un sentiment d'insécurité dans le secteur qui inquiètent les riverains quant à la fréquentation du futur parc et les incivilités qui pourraient y être commises. La « bonne » appropriation de l'espace par les riverains et les visiteurs constitue donc un enjeu de taille pour qu'il puisse jouer pleinement son rôle d'espace convivial d'entrée de ville. La couture fine entre ces espaces et celui du centre commercial participe à cette dynamique et reste à construire avec la nouvelle directrice qui a pris sa fonction en mai dernier.

### **Mots-clés issus des dessins d'avril 2023**

Agrès sportifs / terrain pétanque / aire de jeux / jets d'eau dans lesquels on peut marcher / bosses

Espace vert / Murs végétalisés / **Herbes vivantes** / arbres parasols / 1 sapin

Gardien / espace d'information / marché couvert

Assises circulaires / terrasse

Boite à livres

**Clôture basse** (en bois)



***Ce qui est présent sur les dessins mais ne paraît pas adapté au futur square***

- Un marché couvert compte tenu de la présence des commerces de proximité et notamment la superette bio rue de Sébastopol
- Terrasses privatives (bars, restaurants)

***Ce qui est présent sur les dessins et paraît adapté au futur parc***

- Une aire de jeux pour les enfants en primaire pour grimper et sauter
- Un kiosque/vendeur de boissons ou de glace à emporter (à l'instar de celui devant la CTS place Saint-Pierre-le-Vieux) ou un kiosque à musique
- Des agrès sportifs (en complément de ceux qui se trouvent sur les berges du quai Kléber)
- Des bosses et jets d'eau (type place d'Austerlitz)
- Une fontaine d'eau potable
- De nombreuses assises et tables de pique-nique

***Ce qu'on peut en retirer pour le futur scénario d'aménagement dès 2025***

Échelle : square d'intérêt métropolitain

Public visé en priorité : tout public

Ambiance : square urbain multifonctions, avec une place importante donnée à la végétation.

Usages : pause entre 12h et 14h, attente des bus, activité physique pour les enfants, lieu de socialisation des ados, lieu de rencontre pour les familles

Lieu de référence dans Strasbourg : place d'Austerlitz pour les assises et les jeux

***L'ambiance future plus détaillée : Un square pour tous conçu dans le prolongement de la rue de Sébastopol et du centre commercial***

Séquencé ou non, ce square aménagé de façon contemporaine brasse tous les publics qui arrivent dans le secteur ou qui y habitent et veulent prendre l'air. Il marque à sa façon l'entrée de ville et se veut le plus inclusif possible, y compris pour les adolescents. Déminéralisé au maximum, il offre beaucoup d'assises et d'espaces verts sans pour autant donner lieu à des cachettes potentielles. Les lycéens en attente des cours ou des cars pourront y prendre leur repas de midi en plein air, tout comme les salariés des nombreux commerces ou entreprises aux alentours.

Les familles y trouveront des jeux adaptés à leurs enfants et la possibilité de prendre le goûter dehors ou de pique-niquer le soir. Les voyageurs y trouveront des informations en temps réels sur leur le départ des cars interurbains.

La clôture devra être assez basse pour offrir une large visibilité sur la fréquentation et les activités dans l'espace. Celui-ci devra faire l'objet d'une vigilance accrue en matière de prévention urbaine pour éviter un report du trafic sur ce futur site et favoriser une appropriation adaptée du nouveau square.

***Images de référence à Strasbourg : Place d'Austerlitz (pour les assises et les jeux)***





#### d. Place Clément

- Les participants identifient ici un potentiel important pour la vie de quartier, souhait de l’animer davantage.
- Souhait de suppression de la passerelle (même si un participant relève son intérêt architectural des années 70).

#### **Contributions recensées dans le cadre de l’atelier sur site « Croque ta ville »**

##### ***Contexte du lieu***

La place Clément, dans sa configuration actuelle, n’a pas de fonction urbaine clairement identifiée. De par sa proximité avec la rue de Sébastopol, la gare routière, l’Institut Notre Dame (1 200 élèves de la maternelle à la Terminale) et le groupe scolaire Saint Jean (750 élèves de la maternelle au CM2), elle se trouve tout prêt de très nombreux flux mais n’offre que peu de raisons de s’y arrêter.

Dépourvue d’assises, les personnes âgées du quartier n’y trouvent pas de quoi se poser tandis que les lycéens s’installent sur les marches de la passerelle durant leur pause médiane. La place ne se prête pas non plus comme lieu de rencontre ou d’attente pour les parents d’enfants en bas âge, faute d’équipement.

La boulangerie et le restaurant constituent en revanche des points attractifs pour la vie du quartier et pourraient tirer profit d’un espace public plus qualitatif, à condition toutefois que la passerelle vers le Centre commercial soit supprimée, comme l’évoque déjà le livret blanc issu des ateliers de concertation de 2012.

##### ***Mots-clés issus des dessins d’avril 2023***



Végétalisation, jardinage, assises, aire de jeux pour les petits, esprit square, place-jardin, arceaux vélos, compost, lieu de courte durée, espace d'arrêt, lien avec les écoles maternelles du quartier, lieu apaisé, lieu rafraîchi.

#### ***Ce qui est présent sur les dessins mais ne paraît pas adapté à la place Clément***

- Une aire de jeux pour les enfants en primaire pour grimper et sauter : la place nous semble trop petite pour accueillir cet équipement qui serait mieux intégré dans le futur square de la place des Halles (en guise de remplacement de l'actuelle aire de jeux moins attractive)
- Un kiosque et une aire de pique-nique : ils nous semblent également surdimensionnés par rapport à l'espace disponible
- Un canisite : sans doute utile dans le quartier, il ne nous semble pas cohérent avec l'ambiance et les usages prioritaires que dégagent les dessins et le contexte.
- Des bacs de compostage

#### ***Ce qui est présent sur les dessins et paraît adapté à la place Clément***

- Une place plus déminéralisée et un potager s'il est surélevé
- Des terrasses attractives pour le restaurant et la boulangerie sur un périmètre raisonnable
- Des assises et des éléments ludiques pour enfants

#### ***Ce qu'on peut en retirer pour le futur scénario d'aménagement dès 2025***

Échelle : placette de quartier (en complément au futur square de la place des Halles d'intérêt plutôt métropolitain)

Public visé en priorité : habitant.es du secteur, familles et publics scolaires, seniors

Ambiance : place jardin

Usages : lieu de pause pour de courtes durées au quotidien, aménagement qui permettrait ponctuellement la présence de 2-3 stands de type marché alimentaire.

Lieu de référence dans Strasbourg : place Mathias Mérian, place des Orphelins

#### ***L'ambiance future plus détaillée : Une place jardin idéale pour une petite pause***

Sur cette placette de quartier, l'esprit « square » avec ses espaces verts et ses coins ombragés est propice à la détente des riverains et usagers. À proximité immédiate des écoles maternelles du quartier et d'une résidence sénior, elle se trouve sur le trajet quotidien de nombreuses familles et offrira un accès piéton facile et agréable. Les assises confortables et adaptées à tout âge invitent à s'asseoir et à profiter de moments de convivialité intergénérationnelle. Quelques éléments ludiques permettent aux enfants de 3 à 6 ans de s'amuser en toute sécurité, le temps d'une petite pause à l'ombre.

Un petit espace dédié au jardinage pour les habitant.es, installé en hauteur pour éviter toute dégradation, pourrait renforcer l'appropriation de la place par les riverains. Les terrasses de la boulangerie et du restaurant contribueront à l'animation de la place sans l'envahir. Il sera possible d'organiser ponctuellement de petites événements à l'échelle du quartier, du type distribution de paniers de légumes, apéro entre voisins, ateliers de brico en plein air, etc

Pour les usages et équipements plus diversifiés (aires de jeux, aire de pique-nique, agrès sportifs, kiosque), le square des Halles se trouve à seulement quelques pas et permet de brasser les publics du quartier avec les visiteurs du centre commercial et les voyageurs de la gare routière.

### Images de référence à Strasbourg : Place Mathias Mérian, Place des Orphelins



## 5 LES ENSEIGNEMENTS DE LA CONCERTATION

Les trois quarts des contributions écrites sont favorables au projet.

Le projet est complexe puisque le schéma d'organisation futur des mobilités tient aussi compte d'autres projets en interface : le ring et le basculement des bus sur les quais extérieurs implique la réorganisation des accès parkings, le projet de tramway le long du boulevard Wilson transforme également les espaces publics dans des temporalités proches.

Le maintien de la halte routière aux Halles n'a pas toujours été bien compris. Plus de 50 contributions correspondent au souhait de maintien de la gare routière aux Halles à proximité du centre-ville. Les usagers ont encore le souvenir d'un ancien projet qui prévoyait de déplacer la gare routière en arrière gare.

La presque totalité des contributions a porté sur l'aménagement du secteur des Halles. Seules deux contributions sont recensées sur l'aménagement provisoire de l'arrière gare.

Le fait de maintenir la gare routière tout en requalifiant les espaces, par la recherche d'un projet équilibré, est bien perçu par les riverains autant que par les usagers des transports.

Ainsi, les différents rendez-vous, avec leurs formats variés ont permis de faire de la pédagogie et de bien expliquer ce projet complexe dans la réorganisation des fonctions d'accès et des circulations pour les automobilistes, les cyclistes et les utilisateurs des transports en commun en touchant un large public. Les contributions des participants ont été très constructives pour le projet.

Les participants favorables au projet mettent en exergue les aspects suivants :

- Le maintien de la desserte des cars interurbains sur le secteur des Halles ;
- La requalification des espaces publics pour un verdissement plus important et embellir le quartier, pour agrandir les trottoirs ;
- L'amélioration de la qualité des zones d'attente pour les voyageurs, avec davantage de lisibilité grâce au système de halte routière ;



- L'amélioration promise sur la fiabilité des temps d'accès pour les transports en commun, grâce à l'aménagement de nouveaux couloirs de bus ;
- Le réaménagement et l'agrandissement des parcs et places, permettant leur réappropriation par les habitants et visiteurs du quartier.
- La mise en continuité des itinéraires cyclables, et la dissociation claire des espaces dédiés aux piétons et de ceux dédiés aux cyclistes pour limiter les conflits d'usages.

Les inquiétudes et les demandes principales des participants ont été les suivantes :

- La maîtrise de la congestion automobile avec une inquiétude quant à son aggravation avec un cumul d'évolutions dans ce secteur. Plusieurs personnes ont questionné le devenir du parking Kléber, sans lequel de nombreux problèmes de congestion sur la rue de Sébastopol seraient évités et demandent d'éviter que les voitures pénètrent dans le quartier lorsque les parkings sont pleins ;
- La maîtrise des risques de shunts dans les voies de desserte : en particulier une situation déjà dégradée dans le secteur de la rue des Bonnes Gens/rue d'Ingwiller, ainsi que sur le quai Kléber ;
- La possibilité pour les résidents du quartier de se stationner dans les parkings des Halles à un tarif compétitif, en raison de la suppression importante de l'offre sur voirie prévue par le projet ;
- Le maintien de la desserte riveraine et des possibilités de livraisons pour les commerces dans le cadre des aménagements réalisés, en particulier pour la contre-allée de la rue de Sébastopol ;
- Une demande de résorber, à travers les aménagements, le sentiment d'insécurité ressenti sur le secteur en raison de squats. Le parc des Halles agrandi ne doit pas devenir une zone d'insécurité supplémentaire ;
- La maîtrise des vitesses de circulation automobile, en particulier sur la rue de Sébastopol ;
- Une demande de supprimer la passerelle située entre le centre commercial des Halles et la Place Clément, pour favoriser le réaménagement ;
- L'amélioration de l'offre de stationnement vélo sécurisée et éclairée et si possible surveillée, notamment aux abords des entrées au centre-commercial de la Place des Halles.
- La maîtrise des espaces de terrasses vis-à-vis des trottoirs ;
- L'amélioration des cheminements piétons et vélos non seulement dans les directions Nord-Sud mais aussi Est-Ouest.

## 6 L'ENRICHISSEMENT DU PROGRAMME INITIAL SUITE A LA CONCERTATION

Les évolutions suivantes ont été intégrées au programme initial :

- Des actions pour accompagner et faciliter le fonctionnement circulaire :
  - La création d'un tunnel d'accès au parking P3 depuis la petite rue des Magasins, évitant la traversée du carrefour entre la Petite rue des Magasins et le boulevard Wilson.
  - Parking P3, la reprise des accès côté Marais Vert pour accéder directement à la trémie de sortie de ville (suppression du détour par la rue de l'ancienne gare).
  - L'étude d'un jalonnement dynamique concernant l'occupation des parkings des Halles et du parking Kléber plus en amont, dès la M35.
  - La réaffectation des files de circulation rue de Sébastopol afin de limiter les cisaillements entre les bus et les automobiles.

- Le déploiement d'un plan de circulation du quartier de sorte à limiter au maximum les risques de shunt dans les quartiers, et en lien avec le projet d'agrandissement de la rue Ecole (rue des Bonnes Gens).
- La dissociation des aménagements piétons et cyclistes dans les zones apaisées par la création de pistes cyclables bidirectionnelles (autour du square des Halles, le long de la rue de Sébastopol, sur la rue des Halles. L'aménagement de la piste cyclable sera continu entre le Boulevard Wilson et le ring pour les modes actifs.
- La sécurisation et l'amélioration du confort pour traverser la rue de Sébastopol entre la Place Clément et l'entrée Est du centre-commercial.
- L'augmentation significative de l'offre en arceaux à vélo sur l'espace public ;
- Les principes d'aménagement retenus pour le parc des Halles sont les suivants :
  - Échelle : square d'intérêt métropolitain ;
  - Public visé en priorité : tout public ;
  - Ambiance : square urbain multifonctions, vert et ombragé ;
  - Usages : pause entre 12h et 14h, attente des bus, activité physique pour les enfants, lieu de socialisation des ados, lieu de rencontre pour les familles ;
  - Possiblement clôturé la nuit ;
  - Lieu de référence dans Strasbourg : place d'Austerlitz pour les assises et les jeux
  - Végétation : plantation d'arbres en évitant les zones d'ombre et les recoins.
- Les principes retenus pour l'aménagement de la Place Clément sont les suivants :
  - Échelle : placette de quartier (en complément au futur parc de la place des Halles) ;
  - Public visé en priorité : habitant.es du secteur, familles et publics scolaires, seniors ;
  - Ambiance : place jardin ;
  - Usages : lieu de pause pour de courtes durées au quotidien, aménagement du site permettant la tenue d'un petit marché alimentaire (2-3 commerçants) ;
  - Lieu de référence dans Strasbourg : place Mathias Mérian, place des Orphelins.

# Transformation du secteur des Halles à Strasbourg

Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

BILAN DE CONCERTATION

## ANNEXES

- Documents de communication et d'information d'initiative institutionnelle
- Articles de presse relayant le projet
- Contributions relevées lors des permanences
- Comptes rendus des ateliers

COMMUNIQUE DE PRESSE

Strasbourg, le 29 août 2022

**Concertation sur le réaménagement du secteur  
des Halles/Gare routière du 12 septembre au 10 novembre**

S'inscrivant au cœur du projet de « Ville à vivre », porté par la Ville de Strasbourg, et du déploiement du réseau express métropolitain européen (REME), porté par l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est, le réaménagement du secteur des Halles/Gare routière vise à répondre conjointement aux enjeux métropolitains de mobilité avec le maintien de l'accès au cœur de l'agglomération par les cars express ainsi que des bus urbains et aux enjeux de réappropriation des espaces publics par la vie locale. Ce projet, d'un montant de 5 M€ TTC, est sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg et cofinancé à hauteur de 40% par la Région Grand Est.

Du 12 septembre au 10 novembre 2022, une concertation publique permettra aux habitant-es et usager-ères de s'informer et d'exprimer leurs attentes et questionnements autour du projet.

Plusieurs rendez-vous sont prévus pour permettre au public de s'informer sur ce projet :

- Des déambulations au départ du square des Halles, le mercredi 28 septembre de 17h à 18h30 et le vendredi 21 octobre de 17h à 18h30 ;
- Des permanences, le mardi 20 septembre de 17h à 19h, sur le parvis de la gare routière, le lundi 3 octobre de 16h à 18h sur la place Clément, le vendredi 14 octobre de 16h à 18h sur le parvis du centre commercial Place des Halles, et le mercredi 26 octobre de 17h à 19h au square des Halles ;
- Une exposition du projet de réaménagement du secteur sera installée durant toute la durée de la concertation sur le parvis et dans le centre commercial Place des Halles ainsi que sur la place Clément.

Plusieurs moyens sont mis à disposition pour qu'habitant-es et usager-ères puissent communiquer leur avis dans le cadre de cette concertation :

- Des registres, disponibles à l'accueil du Centre commercial Place des Halles, à l'accueil de la Gare routière, à Mairie de quartier Gare-Tribunal-Contades ;
- par courriel sur [projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:projettransformationdeshalles@strasbourg.eu) ;
- Par courrier : à l'attention de la Direction des Mobilités – Service Aménagements Tramway - Eurométropole de Strasbourg - 1 parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG

Plus d'informations disponibles sur le site [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu)

## Un kiosque à seringues pour diminuer les risques

**SANTÉ** « La réduction des risques liés à la consommation de drogue passe aussi par la multiplication des lieux où se procurer des seringues propres », souligne Alexandre Feltz, adjoint à la santé. C'est dans cette logique qu'une « distribox » a été implantée à l'angle des rues des Imprimeurs et de la Montagne-Verte. En introduisant un jeton, les usagers se voient délivrer un kit comprenant notamment deux seringues et des compresses d'alcool. Les jetons s'obtiennent en rendant une seringue utilisée dans la box ou auprès des acteurs de la prévention. ●

## Vaccination contre la variole du singe

**ÉPIDÉMIE** Face à la diffusion de la variole du singe, la Haute autorité de santé a recommandé qu'une vaccination préventive soit proposée aux groupes les plus exposés au virus. Ainsi, les personnes entrant dans les indications retenues peuvent prendre rendez-vous pour se faire vacciner à Strasbourg en contactant le centre de vaccination Le Trait d'union (1, place de l'Hôpital, 03 69 55 04 12) ou le centre de vaccination international des Hôpitaux universitaires (03 88 11 63 76). ●

**INFOS**  
  
[sante.fr/monkeypox](http://sante.fr/monkeypox)

# Les mobilités invitent à repenser le secteur des Halles

Le public est invité à donner son avis dans le cadre d'une large concertation.

**RÉAMÉNAGEMENT** Le secteur des Halles est tout à la fois « un quartier résidentiel, scolaire et commercial dynamique », « une des principales portes d'entrée de Strasbourg » et « un hub des mobilités pour les usagers des transports en commun qui nécessite d'être conforté », rappellent la maire de Strasbourg et la présidente de l'Eurométropole. Sa transformation a déjà fait l'objet de nombreux débats mais est désormais accélérée avec l'arrivée prochaine du tram nord et du réseau de cars express. « C'est l'occasion, ajoutent les élues, de requalifier en profondeur les espaces publics » et de créer « un cœur de ville plus grand et plus vert ».

**LIBÉRER L'ESPACE PUBLIC** Une large concertation débute donc le 12 septembre pour que les résidents, les passants et les usagers puissent apporter leur contribution à l'évolution de cet élargissement du centre-ville vers les boulevards. Avec plus de végétation pour rafraîchir la cité, ainsi que



J. Dorkei

l'objectif de revoir le stationnement, de libérer de l'espace public et de favoriser un accès rapide aux différents modes de transport. Les travaux sont prévus pour 2024-2025. Pour participer à la concertation, plusieurs options sont ouvertes : des déambulations les 28 septembre et 21 octobre à 17h, des permanences le 20 septembre et les 3, 14 et 26 octobre, un forum le 2 novembre, une exposition en différents lieux du quartier, des plaquettes d'information et, bien entendu, les registres

d'observations à disposition sur le site internet, au centre commercial, à la gare routière ou encore en mairie de quartier. ● *Véronique Kolb*

**INFOS**  
  
[Participer.strasbourg.eu](http://Participer.strasbourg.eu) et 03 68 98 51 12

**4 millions d'euros**

C'est le coût estimé du chantier, cofinancé par la Région

## Les conseils au Palais des fêtes

**INFOS**  
  
 Conseils municipaux :  
 26 septembre,  
 7 novembre  
 et 12 décembre  
 (12h30).  
 Conseils de l'EMS :  
 30 septembre,  
 4 novembre  
 et 16 décembre (9h)

**CHANTIER** Les travaux de rénovation entrepris en juillet dans l'hémicycle du Centre administratif, parc de l'Étoile, contraignent les élus municipaux et eurométropolitains à trouver une solution de repli pour la tenue de leurs conseils en septembre, novembre et décembre. C'est le Palais des fêtes (4, rue de Phalsbourg) qui servira

de lieu provisoire à la vie démocratique, pour des raisons à la fois pratiques et économiques, puisqu'il appartient à la Ville de Strasbourg. Outre les conseillers, plusieurs services de la collectivité seront mobilisés pour ces sessions décentralisées. Le public sera bien évidemment accueilli, dans d'excellentes conditions. ● P.S.

# Transformation du secteur des Halles à Strasbourg

APAISEMENT DU CADRE DE VIE ET ACCUEIL DES CARS EXPRESS

Concertation publique  
réglementaire\*  
Du 12 septembre  
au 10 novembre 2022



\*Mise en œuvre en application des articles L.103-2 et R.103-1 du code de l'urbanisme et de l'article L.121-151 du code de l'environnement.

## Transformation du secteur des Halles à Strasbourg



Pia Imbs  
Présidente de l'Eurométropole



Jeanne Barseghian  
Maire de Strasbourg  
Présidente déléguée de l'Eurométropole

### Sommaire

- L'élargissement du cœur de ville..... 3
- Un accès rapide pour tous au cœur de ville..... 6
- La transformation du site des Halles : concilier la vie locale et le maintien de l'accessibilité à grande échelle..... 8
- Les rendez-vous de la concertation..... 18

### Édito

L'amélioration du cadre de vie des habitantes et habitants de l'Eurométropole ainsi que la réponse à l'urgence climatique et à la pollution atmosphérique et sonore nous conduisent à porter avec force un projet d'apaisement des espaces publics pour « actualiser » le territoire.

L'adoption du « plan canopée » en 2020 et du « plan piéton » en 2021 par le conseil municipal de Strasbourg, puis en 2021 l'adoption du programme de développement du réseau cyclable par le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg permettent d'engager concrètement cette politique. L'enclenchement de projets structurants pour les mobilités en cœur de ville participe d'une transformation en profondeur des espaces publics en périphérie immédiate de l'ellipse insulaire.

Le secteur des Halles est un quartier résidentiel, scolaire et commercial dynamique, mais c'est aussi et surtout l'une des principales portes d'entrée dans le cœur de Strasbourg, où la place de la voiture reste prépondérante du fait des nécessaires accès aux parkings des Halles et Kléber, notamment. L'espace occupé par l'automobile limite d'autant les espaces de circulation dévolus aux modes actifs et la qualité des espaces dédiés à la vie locale. Ce secteur demeure de ce fait une « frange » du centre-ville.

Le secteur des Halles constitue par ailleurs un hub des mobilités pour les usager·ères des transports en commun de l'agglomération et au-delà, qui nécessite d'être conforté. Le projet de transformation du secteur des Halles est aujourd'hui impulsé par la nécessité d'améliorer les conditions du service des cars interurbains pour la mise en œuvre du réseau de cars express métropolitains, que l'Eurométropole et la Région Grand Est portent en partenariat (REME - Réseau Express Métropolitain Européen). Grâce à un fonctionnement plus optimisé et plus confortable de la gare routière en complémentarité d'un aménagement en arrière-gare et à une simplification des accès aux parkings, les espaces publics peuvent être requalifiés en profondeur pour une réappropriation par toutes et tous. Ces réaménagements participeront ainsi d'un cœur de ville plus grand et plus vert.

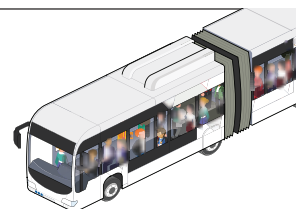
Du 12 septembre au 10 novembre 2022, nous vous invitons à participer à la concertation réglementaire pour la transformation du secteur des Halles, afin d'apporter votre contribution à ce projet déterminant dans l'évolution d'un centre-ville élargi.

## L'élargissement du cœur de ville

### LES GRANDS PROJETS DE MOBILITÉ COMME LEVIERS

Les différents projets de transports en commun valoriseront les espaces publics traversés et le patrimoine bâti, en créant des places et des lieux de vie. Ils accompagneront l'élargissement du centre-ville au-delà de l'ellipse insulaire avec des réaménagements inspirés du fonctionnement de cœur de ville (apaisement, piétonisation). Ils permettront également de valoriser l'important patrimoine de la Neustadt et de raccrocher la ceinture verte.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet de transformation du secteur des Halles, pour lequel il est proposé un aménagement favorable aux mobilités alternatives à l'automobile.



### LES MOBILITÉS ET L'ÉLARGISSEMENT DU CENTRE-VILLE :



- Élargir le centre-ville au-delà de l'ellipse insulaire vers les secteurs de la Neustadt et des boulevards en y intégrant les grands équipements d'agglomération (gare, Halles, place de Haguenau, place de la République, Contades et leurs parcs).

- Le tram Nord, la ligne G prolongée et le Ring pour les mobilités actives requalifieront et valoriseront les espaces et le patrimoine sur leur passage.







## PLANTER DES ARBRES POUR RAFRAÎCHIR LA CITÉ

- Une différence de température allant jusqu'à 7,5 °C a pu être relevée entre l'aéroport d'Entzheim et le centre-ville de Strasbourg.
- Une différence de 5 °C à 21h a pu être relevée entre la place Kléber et le Jardin Universitaire.

D'ici 2050, plus de 66 % de la population mondiale vivra en ville et sera confrontée aux aléas climatiques propres au milieu urbain, notamment à la problématique de surchauffe estivale.

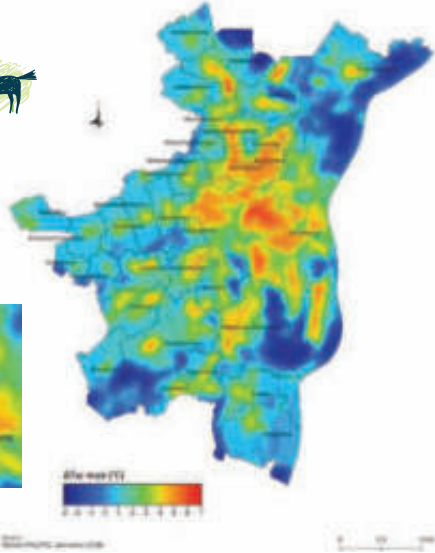
Les fortes chaleurs estivales et le réchauffement climatique global mettent en évidence le phénomène de surchauffe urbaine appelé « îlot de chaleur urbain ».

Qu'est-ce qu'un îlot de chaleur urbain ?

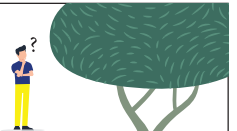
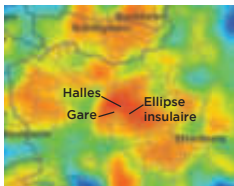
Il s'agit d'un secteur urbanisé où les températures de l'air et des surfaces sont supérieures à celles de la périphérie rurale, notamment la nuit. Ceci s'explique par l'emmagasinement de la chaleur par les surfaces minérales – façades de bâtiments et voiries – qui est restituée la nuit.

Pour lutter contre les îlots de chaleur en ville, le conseil municipal de Strasbourg a adopté le 31 août 2020 le « plan Canopée », qui est une déclinaison opérationnelle du plan Climat de la ville de Strasbourg.

### INTENSITÉ MAXIMALE MOYENNE DE L'ÎLOT DE CHALEUR URBAIN (ICU) - EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG



LES SECTEURS HALLES, ELLIPSE INSULAIRE ET GARE AVEC UN INDICE D'ICU ÉLEVÉ



**QU'EST-CE QUE LE PLAN CANOPEE ?**  
Le « plan Canopée » prévoit un certain nombre de mesures pour passer d'un indice de canopée (la part d'espace ombragé par des arbres) sur Strasbourg de 26 % aujourd'hui, à 30 % en 2050. Pour concourir à cet objectif, 10 000 arbres seront plantés sur le territoire, prioritairement dans les quartiers en déficit de végétation.

### LES BÉNÉFICES DE LA VÉGÉTATION SONT NOMBREUX :

- Un impact significatif sur l'atmosphère urbaine grâce à différents mécanismes : l'effet de l'ombrage et de transpiration des arbres. La végétalisation des espaces permet de lutter contre les îlots de chaleur et améliorer le confort thermique.
- L'amélioration du cadre de vie : la promenade sous un couvert arboré est source d'apaisement. Une grande partie de ces bénéfices contribue à la préservation de la santé physique et psychologique des habitants.
- Dans l'espace urbain, notamment des services écosystémiques comme la capture du carbone, la filtration des particules polluantes de l'air, ou encore l'infiltration des eaux pluviales. Les arbres et la végétation sont également supports de biodiversité.

Dans le quartier Gare et le secteur des Halles, 11 % des espaces seulement sont sous couverture arborée.

La minéralisation des sols y est prépondérante et en bonne partie responsable des îlots de chaleur. À titre de comparaison, les secteurs de Koignishoffen-Montagne Verte Elsau et de la Robertsau ont des indices de Canopée respectivement de 19 % et 40 %.

## STATIONNER AUTREMENT POUR LIBÉRER DE L'ESPACE PUBLIC

Aujourd'hui, malgré la présence importante d'aires piétonnes, sur les -700 km de voirie que compte la ville de Strasbourg :

- Le profil type d'une chaussée accorde la plupart du temps 3/4 de l'espace aux déplacements motorisés et seulement 1/4 aux piétons et cyclistes.
- L'usage de l'espace n'est pas optimal dès lors que 95 % du temps, une voiture est immobile.

LE P3 FAIT PEAU NEUVE !

Programme de rénovation et mise en place de nouveaux services :

- DÉJÀ DISPONIBLE ! Nouveau parc de stationnement pour tous types de vélos et une station Vel'hop.
- PROCHAINEMENT : des bornes de recharges pour voitures électriques, un local pour trottinettes électriques et un autre pour les colis.

DURÉE DES TRAVAUX : SEPTEMBRE 2022 À FIN 2023.



Un nouveau parking à vélo dans le P3



## Un accès rapide de tout le bassin rhénan au cœur de ville en transports en commun

### LES CARS EXPRESS DU REME :

- Ils viennent compléter le réseau ferré garantissant ainsi une desserte directe par les transports en commun à toutes les communes de l'aire urbaine de Strasbourg.
- Le réseau de cars express est doté d'aménagements dédiés pour assurer des niveaux de service équivalents à ceux du train (fréquence et amplitude).
- Le Transport en Site Propre de l'Ouest (TSPO) sur la M351 est un projet majeur qui reliera Wasselonne et une grande partie du Kochersberg à Strasbourg avec plusieurs arrêts dans l'Ouest de l'Eurométropole.

L'attractivité du service de cars express du REME repose sur la mise en place de pôles d'échanges performants en cœur de métropole. Le secteur des Halles est l'un des pôles du Hub multimodal de Strasbourg répondant à ce besoin en complémentarité avec l'arrière-gare.

Si les projets de transports engagés amélioreront significativement la qualité de vie des habitants de l'Eurométropole, il est aussi indispensable de les accompagner d'actions portant sur un périmètre plus large, au niveau de l'ensemble de l'aire urbaine strasbourgeoise. Améliorer les déplacements périurbains à l'échelle de l'aire urbaine constitue une priorité, parce qu'ils sont les plus émetteurs de gaz à effet de serre : 74 % des kilomètres parcourus dans le Bas-Rhin représentent des déplacements de plus de 5 km. Ce sont aussi les déplacements les plus vulnérables, en particulier quant à la hausse des coûts de l'énergie et les aléas de circulation.

C'est la volonté commune de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est, qui mettent en place du Réseau Express Métropolitain Européen (REME) à l'échelle de l'aire urbaine strasbourgeoise. Il s'agit d'assurer une desserte qualitative de l'ensemble des territoires en allant bien au-delà des frontières de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le REME c'est un réseau multimodal transfrontalier, reposant sur un volet ferré d'une part et un volet cars express d'autre part.

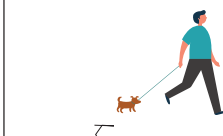
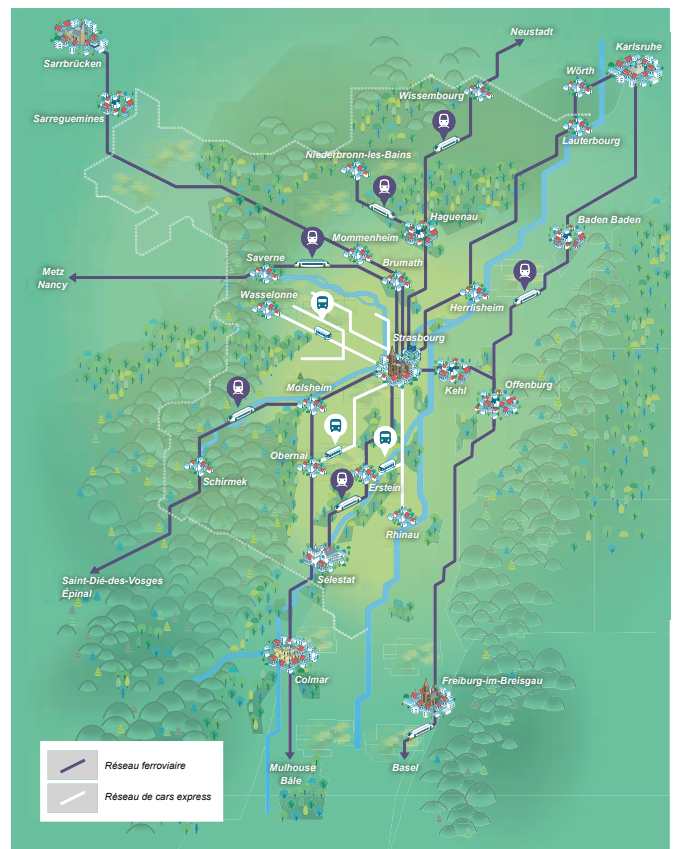
### LE SECTEUR DES HALLES AU CŒUR DU HUB DES MOBILITÉS URBAINES ET INTERURBAINES



Hub multimodal de Strasbourg : 3 pôles

- Gare SNCF
- Halte routière secteur les Halles
- Arrière gare

### SE DÉPLACER SANS FRONTIÈRE





## Le projet de transformation du secteur des Halles: concilier vie locale et accessibilité à grande échelle

La transformation du secteur des Halles est souhaitée pour répondre conjointement aux enjeux de réinvestissement des espaces publics par la vie locale et aux enjeux métropolitains de mobilité avec le maintien de l'accès au cœur de l'agglomération par les cars express du Réseau Express Métropolitain Européen (cars CTBR) ainsi que des bus urbains (bus CTS).

### « PORTE D'ENTRÉE » DE STRASBOURG AUTANT QUE LIEU DE VIE



**LE SITE DES HALLES EST UN POINT D'ACCÈS STRATÉGIQUE VERS LE CENTRE-VILLE POUR LES USAGERÈRES DES TRANSPORTS INTERURBAINS ET URBAINS:**

- **5 000 personnes** rejoignent tous les jours le secteur des Halles grâce aux **5 lignes de cars express** du réseau interurbain, principalement en provenance de l'ouest du Bas-Rhin.
- Les 3/4 d'entre elles terminent leur trajet à pied pour rejoindre le centre-ville.
- **16 000 personnes** montent ou descendent quotidiennement aux arrêts de bus du réseau CTS dans le secteur des Halles.
- **2 lignes de tramway** desservent le site des Halles aujourd'hui.
- **2 lignes de bus** structurantes L3 et L6 ainsi que 5 lignes de bus périurbaines (certaines y effectuent leur terminus) desservent également le quartier.

Il est important de maintenir une **desserte en transports en commun efficace au plus proche du centre-ville**, autant pour les usager-ères des cars interurbains que pour les usager-ères des bus urbains:

**DES ACCÈS DIRECTS AU CENTRE-VILLE POUR:**

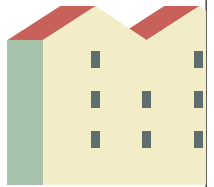
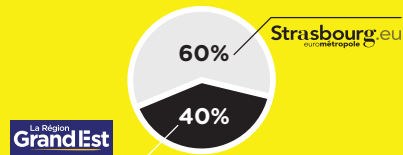
- Préserver la qualité du service offert aux usager-ères et développer l'attractivité du réseau de transports en commun, dans un cercle vertueux.
- Préserver la « robustesse » du réseau tramway, en évitant de le saturer inutilement avec l'afflux de voyageur-euses qui l'emprunteraient sur de courtes distances, ce qui pénaliserait l'ensemble des utilisatriceur-ices.



### COÛT ESTIMÉ DU PROJET

5M€

Cofinancement du projet dans le cadre du projet REME:



### LE PRINCIPAL ACCÈS EN VOITURE À STRASBOURG

- Le secteur dispose de la plus grande offre de stationnement automobile du centre-ville. Les parkings P1, P2, P3 et Kléber totalisent près de 3 000 places de stationnement.
- Un accès pour la grande île, y compris pour les véhicules professionnels, les services d'urgence et les livraisons.

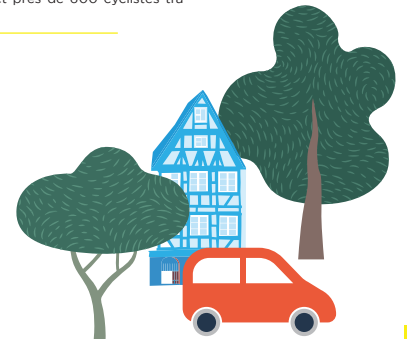
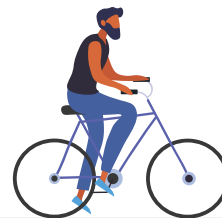


### L'ARRIVÉE À VÉLO DANS LE CENTRE-VILLE DEPUIS LES QUARTIERS OUEST ET NORD ET L'ACCÈS AU FUTUR RING PIÉTONS ET VÉLOS

- Aujourd'hui, près de 2 200 cyclistes traversent chaque jour le secteur des Halles au niveau du square et près de 600 cyclistes traversent chaque jour le pont de Paris\*.



\*Comptage SIRAC juin 2022



9

### Un haut lieu économique et dynamique

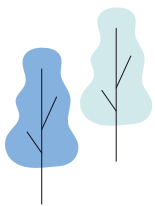
- **30 000 visiteur-euses/jour** pour le centre commercial Place des Halles.
- **120 commerces** dans le centre commercial Place des Halles.
- Environ **60 commerces de proximité** et services autour du centre commercial Place des Halles
- **4 millions de touristes** chaque année dans la Grande Île.

### Un lieu où tous les flux se croisent

**On y fait ses courses, on y réside, on vient y prendre le bus, le tramway ou le car, avec une forte intensité de piéton-nes, d'automobilistes et de cyclistes... cependant la qualité de vie locale y est dégradée.**

- **7 000 véhicules/jours** circulent rue de Sébastopol, dont environ 12 % effectuent le tour des Halles pour accéder aux différents parkings, avec parfois d'importantes congestions.
- Près de **30 000 piéton-nes par jour** empruntent la rue de Sébastopol, alors que moins d'un quart de l'espace leur est dédié. Les flux se raréfient dès que l'on passe le pont de Paris. Avec la future station tramway sur le boulevard du Président Wilson au niveau du P3, le secteur des Halles se verra traversé par un flux encore plus important de piéton-nes allant vers l'hypercentre.
- Une **lacune importante de végétation** dans un secteur très minéral, avec un square public d'environ 1500 m<sup>2</sup> pour l'ensemble du quartier.

\*Comptage Mytraffic mai 2022



### TRANSFORMER LA GARE ROUTIÈRE EN UNE HALTE DE PASSAGE

La gare routière des Halles telle qu'elle est configurée aujourd'hui ne permet pas l'exploitation de lignes de cars selon les standards d'offre souhaités pour le REME. Son dimensionnement, l'organisation des espaces et son état de vétusté avancée sont autant de facteurs limitants.

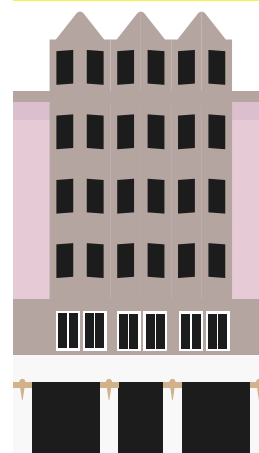
#### AUJOURD'HUI LA GARE ROUTIÈRE CUMULE PLUSIEURS FONCTIONS, QUI IMPACTENT FORTEMENT L'ESPACE PUBLIC:

- La desserte et la régulation des cars, qui impliquent des stationnements de longue durée sur le site.
- L'espace de vente.
- L'espace administratif et de gestion du personnel de conduite.

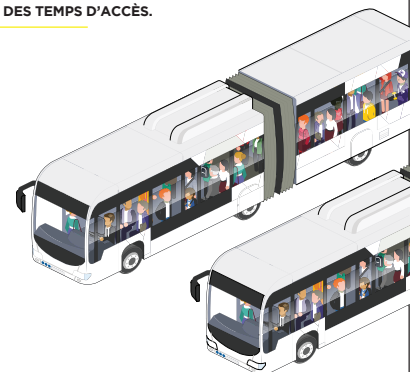
#### DEMAIN LA GARE ROUTIÈRE ÉVOLUERA:

- Une halte routière « de passage » où les cars assureront la dépose et la reprise des usager-ères, sans y stationner, pour une meilleure optimisation de l'espace public.
- Déplacement du stationnement des cars au niveau de la gare aux marchandises.
- Un espace d'accueil et de vente plus confortable relocalisé rue de Sébastopol.

#### DES CONDITIONS DE CETTE DESSERTE AMÉLIORÉES: PLUS DE CONFORT D'ATTENTE, PLUS DE FIABILITÉ DES TEMPS D'ACCÈS.



548



11





## ACCOMPAGNER L'ÉLARGISSEMENT DU CENTRE-VILLE

La transformation du secteur des Halles et la reconquête de l'espace public ont débuté en 2019 avec le comblement de la trémie du grand tunnel des Halles.

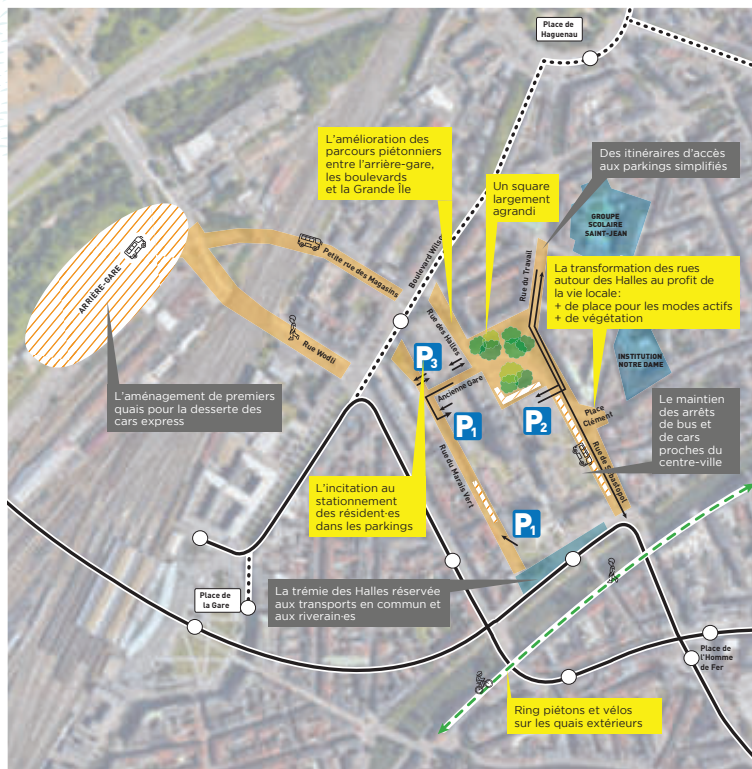
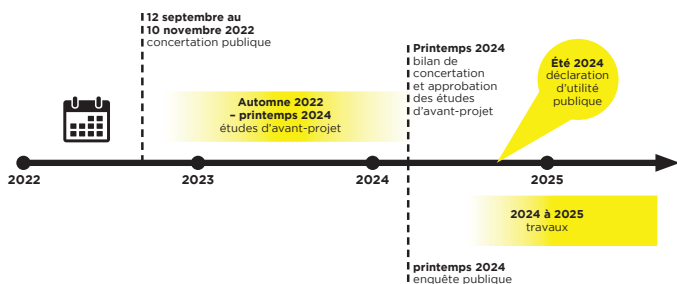
La reconfiguration et le réaménagement de la gare routière constituent aujourd'hui une nouvelle opportunité de redistribuer l'espace gagné vers les transports en commun, les modes actifs et les espaces de vie collectifs.



### LES OBJECTIFS DU RÉAMÉNAGEMENT: CONCILIER LES ENJEUX LOCAUX ET LES ENJEUX MÉTROPOLITAINS

- Redistribuer les espaces pour les différents usagers-ères par la rationalisation et la réorganisation de la circulation automobile et des espaces piétons (devenir de la passerelle au droit de la place Clément?).
- Maintenir un service attractif et confortable pour les usagers-ères des transports en commun.
- Planter des arbres et végétaliser.
- Agrandir les espaces de promenade en créant de nouveaux lieux de vie tel qu'un espace marché sur la rue de Sébastopol.
- Maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains-és.
- Dans le secteur d'arrière gare, préfigurer le développement d'une desserte de cars interurbains.

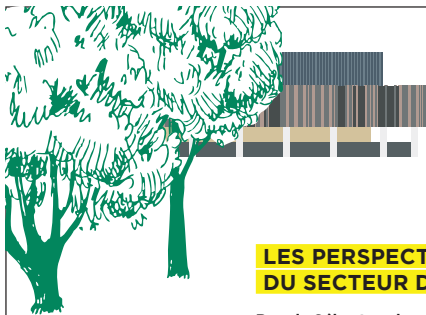
### PLANNING PRÉVISIONNEL DU PROJET COORDONNÉ AVEC LE PROJET TRAM



### SCHEMA D'INTENTION POUR LA TRANSFORMATION DU SECTEUR DES HALLES

- Secteur concerné par le réaménagement
- Emplacements pressentis pour arrêts de bus et cars
- Réseau tram existant
- Extension tram
- Ring
- Accès aux parkings
- Enjeux locaux
- Enjeux métropolitains

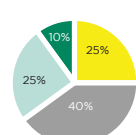
13



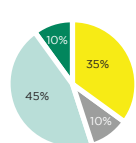
## LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DU SECTEUR DES HALLES

### Rue de Sébastopol

État actuel  
Part de l'espace dédié à chaque mode:



Perspective de transformation envisageable  
Part de l'espace dédié à chaque mode:



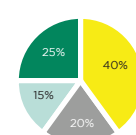
- Transports en commun (voie réservée arrêt de bus)
- Automobile (voiries, stationnement)
- Mode actifs (trottoirs, aménagements cyclables)
- Végétalisation



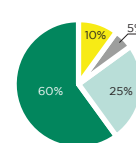
**INFORMEZ-VOUS!**  
Calendrier des rencontres pages 18-19

### Square des Halles

État actuel  
Part de l'espace dédié à chaque mode:

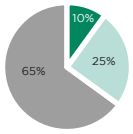


Perspective de transformation envisageable  
Part de l'espace dédié à chaque mode:

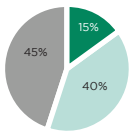


- Transports en commun (voie réservée arrêt de bus)
- Automobile (voiries, stationnement)
- Mode actifs (trottoirs, aménagements cyclables)
- Végétalisation

État actuel  
Part de l'espace dédié  
à chaque mode:



Perspective de  
transformation envisageable  
Part de l'espace dédié  
à chaque mode:



### Rue du Marais Vert



■ Automobile et Transport en commun (voirie, stationnement, arrêt de bus)  
■ Mode actifs (trottoirs, aménagements cyclables)  
■ Végétalisation

## PRÉFIGURER UNE DESSERTE DES CARS EXPRESS EN ARRIÈRE-GARE SNCF

Il sera nécessaire d'aménager au plus vite, en complémentarité avec la transformation du secteur des Halles, des premiers quais à destination des cars interurbains, dans un secteur limité par le faisceau ferroviaire au Sud et la rue du Rempart au Nord. Cet aménagement doit permettre :

- D'assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes de voyageurs durant les travaux du tramway et de la halte routière;
- De diamétraliser certaines lignes interurbaines en proposant une dépose à proximité du cœur de ville.

La sécurisation des temps de parcours pour les usager·ères des cars et la qualité des liaisons piétonnes seront primordiales. L'aménagement intégrera donc :

- L'amélioration du cheminement piéton entre le secteur de l'arrière-gare et le centre-ville dans la rue Wodli;
- L'adaptation, si nécessaire, du carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli pour permettre les accès des cars;
- La priorisation des cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg.



## Les rendez-vous de la concertation

DU 12 SEPTEMBRE AU 10 NOVEMBRE 2022

### QU'EST-CE QUE LA CONCERTATION RÉGLEMENTAIRE ?

Durant la concertation, les temps d'échange sont l'occasion de partager, en tant qu'utilisateur du secteur, vos attentes et vos questionnements concernant le projet. Vos expressions peuvent concerner autant l'organisation des déplacements que le cadre de vie et les espaces publics. Vos contributions participent à l'élaboration du projet. Certains sujets émergents de la concertation pourront faire l'objet d'un travail de construction avec les habitantes et les usager·ères durant toute la durée du projet.

### COMMENT VOUS INFORMER, PARTICIPER ET ENRICHIR LE PROJET ?

Consultez régulièrement la page [participer.strasbourg.eu](https://participer.strasbourg.eu), pour vous informer sur le projet et de son actualité ainsi que pour y faire part de vos avis et observations.

#### Déambulations

- Mercredi 28 septembre de 17h à 18h30
  - Vendredi 21 octobre de 17h à 18h30
- Rendez-vous au square des Halles

#### Permanences

- Mardi 20 septembre de 17h à 18h30
- Parvis de la gare routière sur l'aire de retournement des cars
- Lundi 3 octobre de 16h à 18h
- Place Clément
- Vendredi 14 octobre de 16h à 18h
- Parvis centre commercial Place des Halles devant la station tram les Halles
- Mercredi 26 octobre de 17h à 19h
- Square des Halles

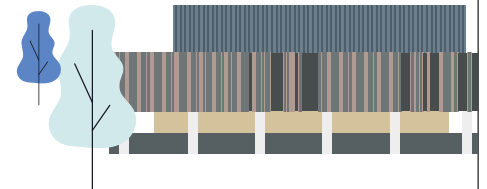
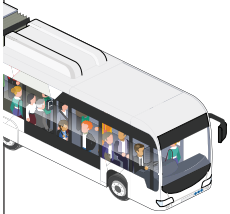
#### Forum « La Ville à vivre »

Venez-vous informer sur tous les projets du cœur de ville: stands, ateliers et réunion publique.

■ Mercredi 2 novembre après-midi  
Informations et programme à venir sur [participer.strasbourg.eu](https://participer.strasbourg.eu)

#### Renseignez-vous avant de vous déplacer

Les dates, lieux et horaires des rencontres sont susceptibles de varier selon les règles sanitaires en vigueur ou autres aléas.



Consultez l'exposition du projet :

- Parvis du centre commercial Place des Halles (station tram Les Halles)
- Place Clément
- Centre commercial place des Halles

Consultez la plaquette d'information :

- Document explicatif à retrouver :
- Centre commercial Place des Halles à l'accueil, 1<sup>er</sup> étage
  - Gare routière à l'accueil/billetterie
  - Mairie de quartier Gare-Tribunal-Contades 33 Rue Kageneck à Strasbourg
  - lors des différentes rencontres
  - sur [participer.strasbourg.eu](https://participer.strasbourg.eu)

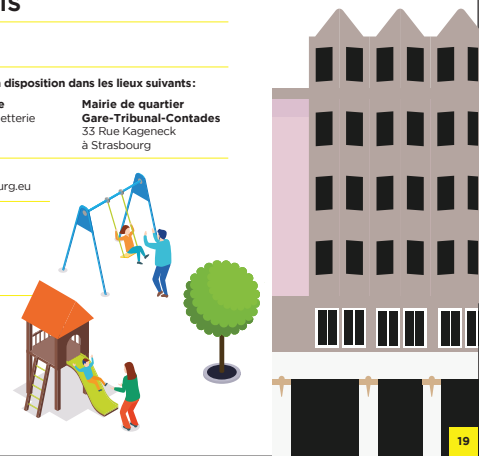
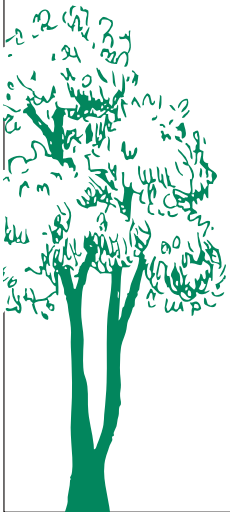
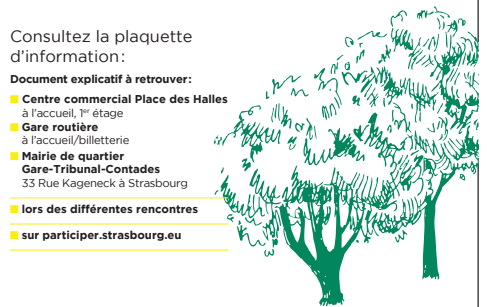


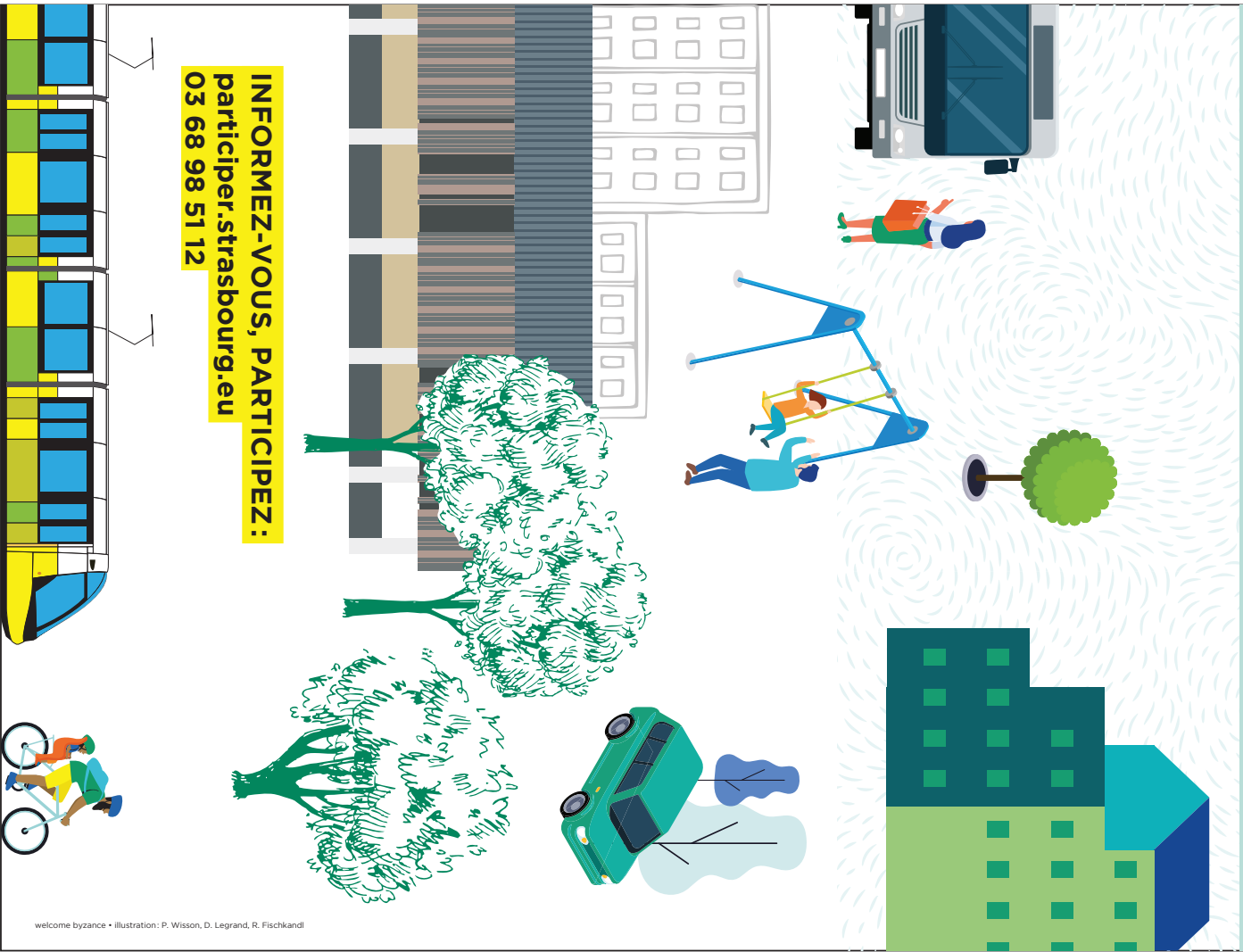
### DONNEZ VOTRE AVIS

- Sur le site internet [participer.strasbourg.eu](https://participer.strasbourg.eu)

Dans les registres d'observations mis à disposition dans les lieux suivants :

- |  |  |  |
|--|--|--|
| <p><b>Centre commercial Place des Halles</b><br/>à l'accueil, 1<sup>er</sup> étage</p>   | <p><b>Gare routière</b><br/>à l'accueil/billetterie</p>  | <p><b>Mairie de quartier Gare-Tribunal-Contades</b><br/>33 Rue Kageneck à Strasbourg</p> |
| <p>■ Par courriel<br/><a href="mailto:projettransformationdeshalles@strasbourg.eu">projettransformationdeshalles@strasbourg.eu</a></p> | <p>■ Par courrier<br/>Direction des Mobilités<br/>Service Aménagements Tramway<br/>Eurométropole de Strasbourg<br/>1 Parc de l'Étoile<br/>67076 Strasbourg</p> |  |





**INFORMEZ-VOUS, PARTICIPEZ :**  
**participer.strasbourg.eu**  
**03 68 98 51 12**





# Transformation du secteur des Halles à Strasbourg

APAISEMENT DU CADRE DE VIE ET ACCUEIL DES CARS EXPRESS



**Concertation publique réglementaire\***  
Du 12 septembre au 10 novembre 2022

- Expositions
- Permanences
- Déambulations
- Ateliers

Ville de Strasbourg  
**PARTICIPATION CITOYENNE**  
Eurométropole de Strasbourg

\*Mise en œuvre en application des articles 121-1 et 121-2 du code de l'urbanisme et de l'article 121-1 du code de l'environnement.

## Concilier vie locale et accessibilité à grande échelle

La transformation du secteur des Halles est impulsée aujourd'hui pour **améliorer les accès au cœur de l'agglomération par les transports en communs urbains et interurbains** (bus CTS et cars CTBR) et pour permettre le **réinvestissement des espaces publics pour la vie locale**.

Une concertation réglementaire est ouverte afin de présenter ce projet déterminant dans l'évolution du centre-ville. Informez-vous et participez aux temps d'échanges pour en prendre connaissance. Vos contributions sur l'organisation des déplacements et les aménagements des espaces de vie participeront à son élaboration.

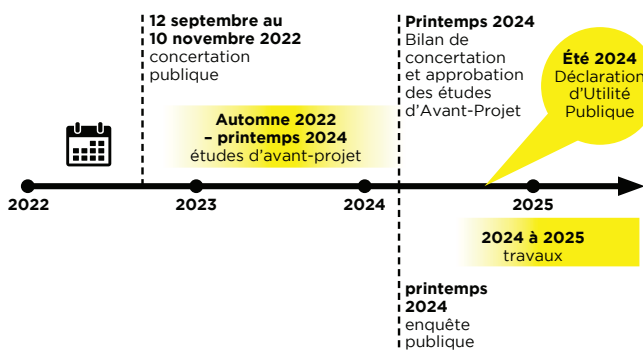


### LES OBJECTIFS DU RÉAMÉNAGEMENT :

- Redistribuer les espaces pour les différents usagers par la rationalisation et la réorganisation de la circulation automobile
- Maintenir un service attractif et confortable pour les usagers des transports en commun
- Planter des arbres et végétaliser
- Agrandir les espaces de promenade en créant de nouveaux lieux de vie
- Maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains.
- Dans le secteur d'arrière gare, préfigurer le développement d'une desserte de cars interurbains.



### PLANNING PRÉVISIONNEL DU PROJET COORDONNÉ AVEC LE PROJET TRAM



€ COÛT ESTIMÉ DU PROJET : 5 M€

La Région Grand Est Ce projet est financé à hauteur de 40% par la Région Grand Est dans le cadre du développement du Réseau Express Métropolitain Européen (REME).

Perspective de réaménagement envisageable rue de Sébastopol



### Les rendez-vous de la concertation

#### Déambulations

- Mercredi 28 septembre de 17h à 18h30
- Vendredi 21 octobre de 17h à 18h30

Rendez-vous au square des Halles

#### Permanences

- Mardi 20 septembre de 17h à 19h Parvis de la gare routière sur l'aire de retournement des cars
- Lundi 3 octobre de 16h à 18h Place Clément
- Vendredi 14 octobre de 16h à 18h Parvis centre commercial Place des Halles devant la station tram les Halles
- Mercredi 26 octobre de 17h à 19h Square des Halles

#### Consultez l'exposition du projet :

- Parvis du centre commercial Place des Halles (station tram les Halles)
- Place Clément
- Centre commercial Place des Halles

### Forum « La Ville à vivre »

Venez-vous informer sur tous les projets du cœur de ville : stands, ateliers et réunion publique.

Mercredi 2 novembre après-midi Informations et programme à venir sur [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu)

### RENSEIGNEZ-VOUS AVANT DE VOUS DÉPLACER

Les dates, lieux et horaires des rencontres sont susceptibles de varier selon les règles sanitaires en vigueur ou autres aléas.

### Donnez votre avis

- Sur le site internet [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu)
- Dans les registres d'observations mis à disposition dans les lieux suivants :
  - Centre commercial, Place des Halles à l'accueil, 1<sup>er</sup> étage
  - Gare routière à l'accueil/billetterie
  - Mairie de quartier Gare-Tribunal-Contades 33 Rue Kageneck à Strasbourg

- Par courrier [projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:projettransformationdeshalles@strasbourg.eu)
- Par courrier Direction des Mobilités Service Aménagements Tramway Eurométropole de Strasbourg 1 Parc de l'Étoile 67076 Strasbourg



INFORMEZ-VOUS, PARTICIPEZ : [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu)



# Transformation du secteur des Halles à Strasbourg

APAISEMENT DU CADRE DE VIE ET ACCUEIL DES CARS EXPRESS



## Atelier des commerçant-es du centre commercial Place des Halles

**Le mardi 4 octobre de 10h à 12h**  
Salle de réunion du bâtiment Europe (3<sup>e</sup> étage)

\*Mise en œuvre en application des articles L. 103-2 et R. 103-1 du code de l'urbanisme et de l'article L. 221-1 du Code de l'environnement.

## Concilier vie locale et accessibilité à grande échelle

La transformation du secteur des Halles est souhaitée pour répondre aux enjeux de réinvestissement des espaces publics par la vie locale et aux enjeux plus larges d'accès au cœur de l'agglomération par les transports en communs urbains et interurbains (bus CTS et cars CTBR).



### LES OBJECTIFS DU RÉAMÉNAGEMENT :

- Redistribuer les espaces pour les différents usager-ères par la rationalisation et la réorganisation de la circulation automobile et des espaces piétons (devenir de la passerelle au droit de la place Clément ?).
- Maintenir un service attractif et confortable pour les usager-ères des transports en commun
- Planter des arbres et végétaliser
- Agrandir les espaces de promenade en créant de nouveaux lieux de vie tel qu'un espace marché sur la rue de Sébastopol
- Maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverain-es.
- Dans le secteur d'arrière gare, préfigurer le développement d'une desserte de cars interurbains.

**COÛT ESTIMÉ DU PROJET: 5M€**

La Région Grand Est Ce projet est cofinancé à hauteur de 40% par la Région Grand Est dans le cadre du développement du Réseau Express Métropolitain Européen (REME).

Une concertation réglementaire est ouverte du 12 septembre au 10 novembre.

**i** En tant que commerçant-e du secteur, venez vous informer et donner votre avis lors de l'atelier du mardi 4 octobre.

**Vous ne pouvez pas participer à l'atelier ?** Demandez le compte-rendu à l'adresse suivante: [projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:projettransformationdeshalles@strasbourg.eu)

### Consultez l'exposition du projet :

- Parvis du centre commercial Place des Halles (station tram les Halles)
- Place Clément
- Centre commercial Place des Halles



Retrouvez toutes les modalités de concertation sur : [participer.strasbourg.eu](https://participer.strasbourg.eu)



MERCREDI  
2 NOVEMBRE 2022  
DE 15H À 21H30

ÉCOLE D'ARCHITECTURE  
6-8 BD DU PRÉSIDENT WILSON

LA VILLE  
À VIVRE #2

FORUM SE DÉPLACER

# FORUM SE DÉPLACER

Ouvert à tous-tes, ce forum est l'occasion de découvrir et contribuer aux projets de mobilités qui vont transformer le centre-ville de Strasbourg.

## PROGRAMME

**15h-20h** : Accès libre aux stands d'information : extension de la ligne G, le tram vers le Nord, transformation du secteur des Halles, la restructuration du réseau de bus, la zone à trafic limité, la place Oasis, l'Agence du climat.

**15h30-19h** : Ateliers participatifs d'une durée de 1h30 :

- Quels aménagements pour le Ring ?
- Transformation du secteur des Halles.
- Nouveau partage de l'espace public et stationnement : secteur Neustadt.

**Ateliers accessibles sur inscription avec possibilité de garde d'enfants.**

**20h-21h30** : Synthèse des contributions et échanges en réunion publique en présence de M<sup>me</sup> la Maire.

Informations, inscription et compte-rendu sur [participer.strasbourg.eu/ville-a-vivre](https://participer.strasbourg.eu/ville-a-vivre)  
Renseignez-vous avant de vous déplacer. Organisation susceptible de varier.

MERCREDI 2 NOVEMBRE 2022  
ÉCOLE D'ARCHITECTURE - 6-8 BD DU PRÉSIDENT WILSON



# Transformation du secteur des Halles à Strasbourg

APAISEMENT DU CADRE DE VIE ET ACCUEIL DES CARS EXPRESS



Le projet se poursuit.  
Participez!

## Atelier Parc des Halles et place Clément

**Vendredi 14 avril**

Rendez-vous de 17h à 19h  
Place Clément

Nous vous attendons pour enrichir le projet  
d'aménagement de votre quartier !

participer  
.strasbourg.eu

# Transformation du secteur des Halles à Strasbourg

APAISEMENT DU CADRE DE VIE ET ACCUEIL DES CARS EXPRESS

## Perspective de réaménagement du parc des Halles

Le square des Halles  
devient un véritable  
parc. Réorganisation  
et optimisation des  
circulations pour apaiser  
le cadre de vie  
et accueillir  
les cars express.



Credit photo: Alfred Peter

## Perspective de réaménagement de la rue de Sébastienopol

Créer une promenade  
piétonne sur la rue  
de Sébastopol.



Credit photo: Alfred Peter

## Concilier vie locale et accessibilité à grande échelle

La **transformation du secteur des Halles** est souhaitée pour répondre  
aux enjeux de **réappropriation des espaces publics par la vie locale**  
et aux enjeux plus larges d'**accès au cœur de l'agglomération par  
les transports en commun urbains et interurbains** (bus CTS et cars CTBR).

participer  
.strasbourg.eu

INFORMEZ-VOUS,  
PARTICIPEZ :  
participer.strasbourg.eu

projettransformationdeshalles@strasbourg.eu







Le square des Halles aujourd'hui...



... et tel qu'il sera après transformation. Photos DNA/EMS

STRASBOURG/QUARTIER DES HALLES

## Concilier l'entrée de ville avec la quiétude des riverains

Jusqu'au 10 novembre prochain, une concertation publique a lieu concernant la transformation du secteur des Halles à Strasbourg. Un aménagement urbain modeste en termes de budget, mais crucial en termes d'urbanisme.

Autour du centre commercial des Halles, la lisibilité des modes de déplacement est inversement proportionnelle à l'importance du « hub » multimodal déjà présent. On peut rappeler que ce secteur est le principal point d'entrée des voitures à Strasbourg, donnant accès aux trois parkings des Halles (P1, P2 ou P3) ainsi qu'au parking Kléber.

La gare des cars interurbains est le point d'arrivée de cinq lignes qui amènent tous les jours 5 000 personnes sur site. Enfin, le square des Halles compte 2 200 passages quotidiens de cyclistes.

« Ce qu'on aimerait préfigurer, avec l'aménagement du secteur, c'est à la fois un cadre de vie pour les habitants, l'attractivité commerciale du secteur et l'accessibilité à plus grande échelle de la ville », indique Alain Jund, vice-président de l'Eurométropole en charge des mobilités.

Une accessibilité qui soit un peu décarbonée, s'entend, en substituant tant que faire se peut les transports en commun aux flux d'automobilistes. « À partir du 11 décembre, la première mesure du REME (Réseau express métropolitain européen, mis en œuvre en partenariat avec la région Grand Est) se traduira par l'arrivée de 800 trains supplé-



La congestion actuelle de l'avenue de Sébastopol : l'augmentation de l'offre en transports en commun espère corriger ce constat. Photos DNA/Jean-Christophe DORN

mentaires par semaine à la gare centrale voisine », rappelle Alain Jund.

« Avec l'augmentation de l'offre de cars interurbains d'ici 2025, on doublera potentiellement le nombre de voyageurs quotidiens (de 5 à 10 000, donc) à l'arrivée dans ce secteur ». Et là, on n'a pas encore évoqué « l'arrivée à terme, dans le secteur, du tram reliant Strasbourg à Schiltigheim et Bischheim », poursuit l'élu.

Lors d'une déambulation avec les riverains, l'élu référent du quartier, Marie-Dominique Dreyssé, et des techniciens de l'EMS ont fait le

tour de l'affaire vendredi soir. Ce qui a permis une revue de détail des grands principes retenus.

### ■ La gare routière déménagement

D'ici 2024 la gare routière, à l'arrière du centre commercial, n'existera plus à cet endroit. L'espace gagné le sera partiellement au profit de la végétalisation, le square existant étant amené à doubler de surface.

En lieu et place de la gare routière, on aura une « gare passante », c'est-à-dire une simple voie réservée aux bus avec des stations. L'augmen-

tation des fréquences sur ces lignes fera en sorte que les cars vont repartir plus souvent directement pour leur trajet en sens inverse. Les cars qui devront être « stockés » avec leurs conducteurs en pause iront provisoirement sur un terrain à proximité du siège de la CTS et de son dépôt de Cronembourg.

Dans l'idéal, et in fine, cette gare routière des cars interurbains pourrait être implantée sur l'arrière-gare, si les discus-

sions (« laborieuses », de l'aveu d'Alain Jund) avec la SNCF aboutissent pour la mise à disposition du terrain et le creusement d'un tunnel piéton supplémentaire sous les voies ferrées qui permettrait de raccorder les usagers au centre-ville de manière efficace.

Enfin, pour éviter la congestion automobile rue des Halles, les entrées et sorties du parking P2 se feraient à l'avenir par la rue du Travail.

### ■ Place aux piétons sur le boulevard de Sébastopol :

Sur le boulevard Sébastopol, les cars continueront de circuler le long du centre commercial, qu'ils devront toujours contourner pour sortir de la ville. En face, en revanche, le même boulevard pourrait se transformer en zone de rencontre. La voie serait dotée par ailleurs d'une piste cyclable bidirectionnelle connectée, via le pont de Paris, au futur ring cycliste.

### ■ Apaiser la rue du Marais-Vert

Il est prévu, sur cette rue enclavée, d'élargir les trottoirs en retirant le stationnement en voirie. Un nouvel alignement d'arbres pourrait apporter du charme à cette voie tristounne. Pour apaiser le flux de circulation, cette dernière serait réservée aux riverains et aux cars interurbains. Par ailleurs, l'entrée dans le parking P1 pourrait se faire par la rue de l'Ancienne-Gare, évitant donc le contournement actuel du centre commercial pour ces voitures.

Depuis la place de Haguenau et via la rue de Wissembourg, un tram venu de Bischheim et Schiltigheim aura, d'ici 2026, une station sur le boulevard Wilson. Une des hypothèses d'implantation de cette station mettrait la rue du Marais Vert en impasse. Resterait le tunnel Marais Vert/Wodli pour les véhicules souhaitant sortir de la ville.

MSK

## Des registres, un forum

Pour s'informer ou s'exprimer sur ces aménagements, on pourra se rendre à la permanence de ce mercredi 26 octobre (17h à 19h) au square des Halles. On peut lire la plaquette du projet en ligne sur le site internet [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu), qui recueille également les avis. Ceux-ci peuvent être adressés aussi par courriel à l'adresse : [projettransformationdeshalles@strasbourg.eu](mailto:projettransformationdeshalles@strasbourg.eu). Enfin, des registres d'observations sont mis à disposition au centre commercial (accueil du 1<sup>er</sup> étage), à la billetterie de la gare routière et en mairie de quartier (33, rue Kageneck).

Le mercredi 2 novembre, un forum intitulé « Se déplacer » est ouvert à tous à l'école d'architecture (6-8, boulevard Wilson) sur l'ensemble des projets de mobilités concernant Strasbourg. De 15 h à 20 h, accès libre aux stands d'information (extension de la ligne G, tram vers le nord, transformation du secteur des Halles...). De 15 h 30 à 19 h, ateliers participa-



Déambulation publique dans le cadre de la concertation sur le réaménagement du secteur. Photo DNA/Jean-Christophe DORN

tifs d'une durée d'1 h 30 sur le ring cycliste, le secteur des Halles, le partage de l'espace public dans la Neustadt. De 20 h à 21 h 30, synthèse des contributions et échanges en réunion publique en présence de la maire. Inscriptions sur [participer.strasbourg.eu/ville-a-vivre](http://participer.strasbourg.eu/ville-a-vivre).



La gare routière laissera place, d'ici 2025, à une « gare passante ».



## VITE DIT

### VILLE À VIVRE Ateliers participatifs sur les déplacements

Ce **mercredi 2 novembre**, les habitants sont invités à venir s'informer et à s'exprimer dans le cadre du deuxième forum « La Ville à vivre », consacré aux déplacements, aux projets de développement des mobilités et leurs impacts sur l'espace public au centre-ville de Strasbourg. De 15 h à 20 h, dans les locaux de l'école d'architecture (6-8 boulevard du Président-Wilson), des stands d'information permettront au public de se renseigner et d'échanger à propos des différents projets engagés : les extensions de la ligne G du BHNS et du tram vers le Nord, la trans-

formation de la gare routière des Halles, la restructuration du réseau de bus, la zone à trafic limité et la place Oasis. Il sera également possible de rencontrer l'Agence du climat pour des conseils personnalisés, ainsi qu'Atmo Grand Est pour échanger sur l'impact de notre mobilité sur la qualité de l'air.

De 15 h 30 à 19 h, trois ateliers participatifs d'une durée d'1 h 30 sont également au programme, avec pour thèmes les projets suivants :

- Quels aménagements pour le Ring ?
- Réaménagement du secteur des Halles
- Nouveau partage de l'espace public et stationnement : secteur Neustadt.

L'inscription sur partici-



**Le réaménagement du secteur des Halles est à l'ordre du jour.**

Photo archives DNA/  
Jean-Christophe DORN

per.strasbourg.eu/ville-a-vivre est fortement recommandée pour participer à ces ateliers (le nombre de places étant limité par la capacité d'accueil de la salle) ; possibilité de garde d'enfants.

De 20 h à 21 h 30, une réu-

nion plénière, avec restitution des contributions et échanges avec la salle, viendra clore le forum, en présence de Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg.

### POLITIQUE VÉLO Jakubowicz pointe des insuffisances et des renoncements

Le conseiller municipal (Horizons) Pierre Jakubowicz s'est fendu d'un courrier au sujet de la politique cyclable de la Ville de Strasbourg, pointant des insuffisances et des renoncements : « Comment se déclarer ville cyclable quand le vol de vélo, sport local très répandu, n'est combattu par aucune politique ambitieuse, notamment en matière de

prévention et de sanction ? » L'élu d'opposition dénonce un « déficit massif d'arceaux à vélos », mais aussi la réduction des aides à l'achat de vélo : « la politique publique locale en matière de vélo consiste à supprimer l'aide à l'achat de vélo au niveau municipal et de restreindre l'aide métropolitaine ».

Pierre Jakubowicz cible aussi le service Vel'hop, engorgé, où les listes d'attente s'allongent : « Comment se déclarer ville cyclable quand la liste d'attente pour obtenir un Vel'hop est de plus de deux mois et que ce service, manifestement dysfonctionnel depuis des années, n'est pas réformé pour mener une politique ambitieuse en matière de service public du vélo ? »

## Strasbourg : concertation sur le réaménagement du secteur Halles/Gare routière jusqu'au 10/11/2022

**La Ville de Strasbourg • Commune située dans le département du Bas-Rhin, en région Grand Est • Population : 287 228 habitants • Superficie : 78,26**

km<sup>2</sup> • Intercommunalité : Eurométropole de Strasbourg • Maire : Jeanne... lance une concertation préalable sur le projet de réaménagement du secteur des Halles/Gare routière du 12/09 au 10/11/2022. Le quartier situé au nord de la ville est caractérisé par la présence de la gare routière, un centre commercial et des parkings, à proximité de la principale gare ferroviaire.

Le projet de réaménagement s'inscrit dans le contexte du projet de "Ville à vivre", porté par la Ville de Strasbourg, et du déploiement du réseau express métropolitain européen (REME) porté par l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est qui prévoient de modifier l'offre de transports.

« Le réaménagement du secteur des Halles/Gare routière vise à répondre conjointement aux enjeux métropolitains de mobilité avec le maintien de l'accès au cœur de l'agglomération par les cars express ainsi que des bus urbains et aux enjeux de réappropriation des espaces publics par la vie locale », selon la Ville de Strasbourg. La Ville de Strasbourg prévoit de faire du secteur des Halles un « point central de desserte du réseau interurbain faisant le lien naturel entre les quartiers gare et centre-ville » et « l'un des principaux points d'entrée au centre-ville de Strasbourg ».

Une enveloppe prévisionnelle de 5 M€ HT est estimée pour la mise en œuvre de ce projet (sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg) avec une prise en charge des investissements à la hauteur de 40 % par la Région Grand Est.

Les grands objectifs du projet de réaménagement du secteur

secteur Halle

Passer d'une gare routière avec du battement à une gare en passage. Ceci permettra la réorganisation des arrivées et départs des bus urbains et interurbains autour des Halles, avec un besoin estimé à ce stade d'une dizaine de quais.

Sécuriser et fiabiliser les circulations bus et cars tout au long de leur itinéraire.

Libérer des espaces publics afin notamment d'agrandir les espaces verts existants et de développer l'usage des modes doux.

Rationaliser et réorganiser la circulation automobile autour des Halles, de sorte à maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains mais en rééquilibrant la place des différents modes.

## Secteur arrière gare

Assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes voyageurs durant les travaux du tramway.

Permettre la diamétralisation de certaines lignes interurbaines avec un point de contact à proximité du cœur de ville.

Préfigurer un aménagement complet en arrière gare à plus long terme par l'aménagement d'une surface de stationnement et de desserte des cars interurbains.

## Sécurisation des itinéraires d'accès pour le dernier kilomètre

Améliorer le cheminement piéton entre le secteur de l'arrière gare et le centre-ville (rue Wodli).

Adapter le carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli si nécessaire pour permettre les accès des cars.

Prioriser les cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg.

## Chargement en cours



<https://img.newstank.fr/crop/fill/28cf1cdd6a7771e77c5030520bd634ef/0/0/310/162,75/1200/627/image-article-262067.jpg>

# Permanence 20/09 Halles

## Parvis de la gare routière

Nombre de participants: 15 personnes, majoritairement des usagers des transports

Sujets évoqués:

- Stationnement résident:
  - Inquiétude devenir du stationnement sur voirie.
  - pas de tarif résident dans les parkings Halles. 2-3 personnes
  - Résidéo pas accessible au quartier des Halles. 2-3 personnes
- Travaux Parcus P3 : pas d'information des riverains pour le démarrage des travaux.
- Accès des cars CTBR: Vont-ils être maintenus comme aujourd'hui ? Préoccupation de 4-5 personnes.
- Fréquentation square.
- problèmes mendicité
- Plaintes fréquentation/ sentiment insécurité rues du rempart
- Conflits piétons-vélo actuellement sur la rue de Sébastopol

# 221003\_Permanence du 3 octobre 2022

## Place Clément

Nombre de participants: 13 personnes, majoritairement des riverains

Sujets évoqués:

- Sorties du parking P2 sur 2 files, c'est problématique car engorge la voie bus.
- Le temps de parcours du bus 75 est bien sur l'autoroute mais c'est très lent en arrivant aux Halles, parfois de grosses difficultés pour arriver jusqu'au couloir bus. La priorité est vraiment de sécuriser les temps d'accès pour les bus et cars.
- Le terminus des cars 75 CTS- CTBR rue de Sébastopol. Parfois certains bus ne vont pas jusqu'au bout de leur arrêt et bloquent l'accès des autres cars. Le reprise est parfois très éloignée de l'arrêt
- Un espace pour les jeunes manque dans le quartier. Ils se massent à l'entrée du centre commercial des Halles, il manque une ouverture vers l'extérieur. Pkoi pas un petit snack/ Camion pizza.
- Pourquoi pas des arrêts de cars supplémentaires lors du retournement au dépôt
- Square : SDF et mandiants, peu incitatif pour passer du temps dans le square.
- TROP de conflits piétons vélos;
- Tarif résidéo : pourquoi pas de tarif ici, je dois payer 75 à 110 €.
- Habitant faubourg de Saverne, leur secteur va jusqu'au marais Vert : aura-t-on droit au tarif incitatif? --> réponse normalement oui.
- Habitant du quartier: accès du centre commercial sur le côté Sébastopol vraiment très étroits. On ne peut pas se croiser.
- Question sur la passerelle: à qui appartient-elle et sera-t-elle supprimée un jour, ce serait bien dans le réaménagement pour avoir un véritable effet.
- Résidant quai Finkmatt : de plus en plus de voitures au fil du temps. Les quais sont engorgés de voiture par les gens qui cherchent des détours. Comment ferez-vous concrètement pour réserver la circulation aux transports et aux seuls riverains? --> on va l'étudier.
- Résidante rue des Halles: question sur l'ancien Glacis, sera-t-il touché? --> réponse non.
- La façade des Halles sera-t-elle végétalisée? --> réponse: Entité privée. Ne sait pas.
- Faire en sorte que les arrêts de bus ne soient pas tous concentrés sur le quai Kléber et les Halles, davantage diffuser par les autres Ponts via des arrêts Fbg de Saverne.
- Habitante du quartier: gros problème pour se stationner dans le quartier : problème du tarif pour le quartier. Résidéo. Souhaiterai aussi bénéficier du tarif.

# Permanence 14/10/2022

## Parvis Sud Centre commercial des Halles, devant station tram

Nombre de participants : environ 40 personnes

Sujets recensés :

- Souhait de maintien de desserte des cars à l'emplacement actuel, surtout pour les personnes âgées, ne pas les laisser dans la nature, l'aération des locaux d'attente des voyageurs par rapport au covid
- Ring vélo : pas une bonne idée
- Carrefour rue du travail avec rue d'Ingwiller problématique pour la circulation automobile.
- Remarque sur le stationnement en ouvrage, trop cher et pas incitatif.
- Problèmes de sécurité du quartier.
- Blocage de la rue des Bonnes gens et rue Clément. Drive pour déposer les enfants les voitures bloquent toute la situation. Problème de sécurisation des traversées.
- L'agrandissement du square est très positif
- Penser aux espèces d'arbres.
- Herbes taillées plus rarement favorise l'humidité.
- Ne pas oublier le piéton dans les aménagements, ils sont plus en danger que les cyclistes.
- Passerelle, dommage de l'abandonner car symbole de l'architecture des années 70 ;
- Favorable à la piétonisation de la contre-allée pour plus d'espaces marchables ;
- Pourquoi ne pas mettre la gare routière dans le parking ou en souterrain ou même sur l'espace gare aux marchandises prévu pour le battement des cars ?
- Îlot sur le quai intérieur dangereux quai de paris.
- Inquiétude sur la circulation dans le quartier, préserver des voies de délestages (pb sortie des écoles).
- Favorable maintien de la desserte des bus
- Blocages de circulation parfois en sortie de trémie rue Wodli.
- Favorable à l'apaisement des rues
- Ring vélo et suppression de circulation VP va encore empirer la vie des riverains (riverain rue du Marché), on ne pourra plus accéder au chez nous pour charger/décharger la voiture...
- Sue Sébastopol bien penser aux cyclistes, souvent en conflit avec les piétons et véhicules, faire des pistes propres non sur voirie...
- Pour accéder aux parkings cœur de ville, en venant de l'ouest, il faudra traverser la plate-forme tramway, emprunter la rue du Travail et ça complique l'accès...proposition de faire un boucle petite rue des Magasins et Wodli (sens unique)
- Ring vélo et réservation de la trémie aux bus : comment font les riverains pour circuler ? inquiétude plan de circulation
- les pensionnaires de l'ABRAPA n'ont pas de place de stationnement dédiée, mais ils ont quelques places PMR gratuites sur la voirie (contre-allée square devant les commerces), il faudra en prévoir sur la voirie ou alors les places gratuites dans les parkings car beaucoup de personnes dépendantes de leur véhicule...

# Permanence 26/10/2022

## Square des Halles

Nombre de participants : 23 personnes

Sujets évoqués :

- La desserte car sera-t-elle maintenue aux Halles. CTBR ? Rassurée \*2 personnes
- Alsace Nature : quelles sont les possibilités de renaturation de l'espace Halles ?
- Craintes engorgement rue du travail avec cumul des contraintes P2 + Kleber + flux actuel. Le trafic va beaucoup augmenter.
- Constat d'un accroissement du trafic rue du Travail, demande de mieux le maîtriser.
- Constat difficultés intersection sortie du P2 avec flux vers Kleber et flux bus.
- Constat difficulté de tourne à gauche en sortant du P2
- Pourquoi toutes ces voitures viennent s'embourber en centre-ville ?
- Favorable accès au P1 par rue de l'Ancienne Gare pour éviter le feu côté Sud.
- Pour venir jusqu'à Strasbourg de l'Ouest, avec la ZFE, il y a-t-il des parkings pour le report modal vers le car interurbain? Il faudrait que le 230 s'arrête au parking GCO au 1er janvier 2023 avec l'ouverture de la ZFE.
- favorable à l'agrandissement du parc \*2
- L'arrière gare oui, mais avec le percement du tunnel des postes.

## Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

### Déambulation du 28-09-2022

#### Participants hors Eurométropole : 16 personnes

#### Participants Eurométropole:

- Sophie Dupressoir - Adjointe municipale en charge des mobilités actives et référente du quartier Tribunal-Contades.
- Léa Le Thomas - Direction de Territoire - référente participation citoyenne
- Tanja Hannemann – Direction de Territoire
- Hélène Antoni - Historienne - Police du bâtiment
- Pascal Weltz – surveillant de chantier - Service Aménagements Tramway
- Sophie Mascarell - Cheffe de projet – Service Aménagements Tramway
- Philippe Pagenot – Adjoint au chef de service – Aménagements Tramway
- Laurent Stemmelen – Chargé de mission Réseau Express Métropolitain Européen - Service AOM.

La déambulation démarre par une présentation de l'historique du quartier puis celle des enjeux et grandes évolutions concernant les transports interurbains. Enfin sont présentés les grandes intentions du projet.





### **Sujets relevés au fil de la déambulation :**

- Interventions des participants
- ➔ *Réactions et réponses de l'EMS*

### **Accès aux parkings :**

- La sortie du P2 est mal conçue car il faut tourner autour de la partie de tunnel comblée. On peut faire beaucoup mieux ! Est-il possible de faire un aménagement qui permette de ressortir plus directement vers le square des Halles ?
- Actuellement difficile de sortir du P2 lorsqu'il y a de la circulation. Les véhicules qui sortent sont obligés de prendre la voie du bus.
- ➔ *Oui en effet, actuellement l'aménagement est provisoire le temps que le terrain de comblement du tunnel soit stabilisé. Le projet de transformation des Halles prévoit de réaménager tout ce secteur. L'intersection du P2 avec la rue de Sébastopol sera travaillée dans le cadre du projet.*
- Ce nouveau fonctionnement est intéressant car il donnera plus de place pour les cars

### **Passerelle**

- Quel devenir pour la passerelle ?
- ➔ *Le devenir de la passerelle sera évoqué avec le centre commercial en même temps que l'amélioration des accès au Centre commercial depuis la rue de Sébastopol en face la Place Clément.*
- ➔ *Point d'information EMS : Travail en cours avec les parents d'élève de l'Institut Notre Dame des Mineurs et de l'école St Jean pour qu'ils se stationnent gratuitement dans le P3 sur le mode d'une dépose-minute: Les accès sont en cours de discussion avec PARCUS.*

### **Contre-allée rue de Sébastopol :**

- Inquiétude sur le plan de circulation : Comment sortira la rue de la Toussaint si la contre-allée rue de Sébastopol est piétonisée ? Inquiétude concernant un accroissement possible des difficultés de circulation dans le quartier en général.
- ➔ *Le plan de circulation fin sera étudié dans le cadre du projet afin de maintenir un niveau d'accessibilité satisfaisant pour les riverains tout en limitant la place de la voiture.*
- S'il y avait une piste cyclable, il faudrait pouvoir y circuler dans les 2 sens, ça serait mieux.
- ➔ *De plus en plus, le vélo reprendra sa place sur la chaussée et pas par une piste sur le trottoir. L'aménagement pour les vélos sur cette section n'est pas défini à ce stade, mais ce qui est sûr c'est qu'il faudra aménager un trajet confortable et sécurisé depuis la rue des Halles pour rejoindre le Ring.*

### **Quai Kléber :**

- Étroitesse au niveau du commerce qui fait l'angle car passage bus + piétons + vélos : tous les flux se croisent dans un espace très réduit.
- ➔ *Demain, avec le ring sur le quai intérieur de la Grande Ile, les cycliste circulant actuellement sur le quai Kléber seront sans doute moins nombreux.*
- Les bus font vibrer les immeubles quand ils circulent et stationnent sur les quais.
- Demande d'habitants concernant les arceaux à vélos présents au milieu de la rue de Sébastopol : il faudra absolument les laisser ou les replacer autre part car ils sont tous très occupés (d'autant plus que certains habitants ne peuvent pas garer leurs vélos dans leur immeuble ou cour donc n'ont pas d'autres choix que de stationner leur vélo sur les arceaux publics).
- ➔ *Cette forte occupation des arceaux montre qu'il y a une demande à satisfaire dont il faudra tenir compte dans le projet. Concernant le stationnement mieux sécurisé, un*

*tout nouveau parking à vélo, gratuit, vient d'être aménagé au rez-de-chaussée du P3. Il intégrera également d'autres services.*

**Rue du Marais Vert et Rue de l'Ancienne Gare :**

- Oui pour le réaménagement de la rue !
  - ➔ *Intervention Sophie Dupressoir : Il sera nécessaire d'améliorer le maillage cyclable dans tout ce secteur.*
- La rue du Marais Vert sera-t-elle à double sens ?
  - ➔ *Un double sens sera nécessaire sur petite section Nord entre la rue de l'Ancienne Gare et les entrées au P1.*
- Rue de l'Ancienne Gare, Comment va-t-elle fonctionner ? Dans les deux sens ? Y aura-t-il des feux pour gérer l'intersection ?
  - ➔ *La faisabilité d'un double sens sera étudié pour permettre la boucle autour des Halles par les bus. Ceci sera fonction du schéma de desserte bus (quel bus s'arrête où ?) qui n'est pas défini à ce stade.*

**Stationnement**, ce n'est pas normal que le parking en ouvrage soit trop cher pour les gens habitant hors de la Grande Ile, avec un delta de 25€ à 100€.

- ➔ *Une incitation tarifaire est à l'étude pour les résidents.*
- Si on veut agrandir les espaces verts mais qu'on permet la circulation dans la petite rue place des Halles devant le square (côté immeubles), il y aura toujours des embouteillages. Les ambulanciers passent dans cette rue.
  - ➔ *Les intentions du projet consistent à réserver la place autour du square à la circulation des bus uniquement (et éventuellement secours). Il sera recherché dans le projet que les voitures ne traversent plus la place comme aujourd'hui. La petite contre-allée devant les immeubles pourrait quant à elle être réaménagée pour agrandir les espaces verts.*

**Arrière Gare :**

- ➔ *Point d'information EMS : L'aménagement de l'arrière gare sera nécessaire afin d'avoir une solution pour la desserte des cars durant les travaux. Les rabattements vers les stations de tram en amont de l'hypercentre seront également proposés.*

## Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

### Déambulation du 21-10-2022

**Participants hors Eurométropole : 9 personnes**

**Participants Eurométropole:**

- Marie-Dominique Dreyssé – Élué référente de quartier Gare
- Léo Bruder – Direction de Territoire – Chargé de missions de quartier
- Nathalie King – Direction de Territoire – Correspondante de quartier
- Christelle Ladenburger – Direction de Territoire – Chargée de missions de quartier
- Eric Chenderowsky – Directeur Urbanisme et territoires
- Gilles Brochard – Chef de service – Aménagements Tramway
- Nasim Robati - Cheffe de projet – Service Aménagements Tramway
- Laurent Stemmelen – Chargé de mission Réseau Express Métropolitain Européen - Service Autorité Organisatrice des Transports Collectifs

La déambulation démarre par une présentation de l'historique du quartier puis celle des enjeux et grandes évolutions concernant les transports interurbains. Enfin sont présentés les grandes intentions du projet.



### **Sujets relevés au fil de la déambulation :**

- Interventions des participants
- ➔ *Réactions et réponses de l'EMS*

### **Square des Halles :**

- Problème de fréquentation du square, notamment depuis que les bancs se sont installés. Il faudra veiller aux aménagements futurs pour ne pas créer les lieux propices aux dealers de drogues.
- Avec l'hôpital souterrain au droit de la gare routière actuelle, la plantation des arbres ne pose pas de problème ?
- La trémie qui autrefois permettait d'accéder depuis la Petite rue des Magasins à la rue de Sébastopol, allégeait la circulation et évitait les remontées de fils sur la Petite rue des Magasins. Pourquoi elle a été comblée ?

### **Gare routière :**

- La nuisance de la gare routière à cause des moteurs qui tournent même pendant la nuit pour de la climatisation ou du chauffage.
- Pourquoi ne pas déplacer la gare routière à côté de la gare centrale ?
- ➔ *Tant que les installations de maintenance de la SNCF sont sur l'espace arrière-gare, le foncier n'est pas disponible et la traversée des voies ferrées n'est pas possible. Les discussions sont en cours avec la SNCF afin de pouvoir mobiliser le foncier.*
- L'augmentation de l'offre interurbain ne crée pas plus de pollution ?
- ➔ *L'objectif de l'augmentation de l'offre interurbain en termes d'amplitude et de cadence (dans le cadre du REME routier) est d'inciter plus les habitants de la première et deuxième couronne à prendre les transports en commun, et d'abandonner la voiture particulière qui créera plus de pollution.*
- Des espaces d'attentes seront prévus pour les voyageurs ? aujourd'hui les usagers des cars ont cette possibilité de monter dans les cars même si ils ont de l'avance et être à l'abri des intempéries, ceci étant d'autant plus important pour les personnes âgées.
- ➔ *Nous avons bien pris note de cette demande.*

### **Accès aux parkings :**

- À l'issue des aménagements, le fait d'avoir des entrées/sorties du P2 par la rue du Travail ne créerait pas de remontée de fils sur la rue de Sébastopol et la rue du Travail quand le parking sera saturé (comme pour le parking Gutenberg) ?
- ➔ *Les parkings du secteur des Halles ne bénéficient pas du même niveau de fréquentation que le parking Gutenberg, et une attention particulière sera accordée aux accès afin d'éviter au maximum des difficultés d'accès.*
- Pourquoi ne pas fermer définitivement le parking Kléber qui est source d'embouteillage sur la rue de Sébastopol, ou le réserver aux riverains de l'Ellipse Insulaire ?
- L'entrée et sortie du P1 par la rue de l'Ancienne Gare ne sera pas possible, car les deux entrées existantes donnent accès à deux niveaux différents du parking.
- ➔ *Ceci sera regardé en détail en phase études et avec les gestionnaires des parkings.*

### **Passerelle**

- La dépose de la passerelle a-t-elle était envisagée, vu que l'accès est de toute façon tout le temps fermé au public ?
- ➔ *Le devenir de la passerelle sera évoqué avec le centre commercial en même temps que l'amélioration des accès au Centre commercial depuis la rue de Sébastopol en face la*

*Place Clément. Elle constitue une issue de secours pour l'ensemble du complexe immobilier des Halles, mais ne constitue plus un accès au centre commercial.*

**Contre-allée rue de Sébastopol :**

- Inquiétude sur le plan de circulation : en cas de piétonisation de cette contre-allée, risque d'avoir des flux importants des riverains du quai Kléber qui emprunteront la trémie des Halles, alors qu'avec mise à double sens de la trémie pour les bus ceci n'est pas souhaité. Pourquoi ne pas transformer ce contre-allée en zone partagée avec les riverains/les livraisons/ les piétons et les cyclistes ?
- ➔ *Le plan de circulation fin sera étudié dans le cadre du projet afin de maintenir un niveau d'accessibilité satisfaisant pour les riverains tout en limitant la place de la voiture.*
- Il ne faudra pas mettre les cyclistes avec les piétons sur la rue de Sébastopol (pas de zone de rencontre), qui constitue un axe important d'accès au Ring. Il faut bien travailler cette liaison avec le Ring au niveau du pont de Paris.
- ➔ *De plus en plus, le vélo reprendra sa place sur la chaussée et pas par une piste sur le trottoir. L'aménagement pour les vélos sur cette section n'est pas défini à ce stade, mais ce qui est sûr c'est qu'il faudra aménager un trajet confortable et sécurisé depuis la rue des Halles pour rejoindre le Ring.*

**Rue du Marais Vert et Rue de l'Ancienne Gare :**

- Les bus font vibrer les immeubles quand ils circulent : limiter la vitesse sur la rue du Marais Vert à 30km/h.
- Les habitants de la rue du Faubourg de Saverne auront droit aussi d'emprunter la trémie des Halles pour rentrer chez eux ?
- ➔ *Le plan de circulation fin sera étudié dans le cadre du projet, afin de maintenir un niveau d'accessibilité satisfaisant pour tous les riverains.*
- Comment seront identifiés les riverains de la rue du Marais Vert pour pouvoir emprunter la trémie des Halles ? une sorte de macaron sur les voitures ?
- ➔ *Nous n'avons pas encore la réponse à cette question.*

**Rue des Halles :**

- Entre la future station tram sur le boulevard et le pont de Paris, faire en sorte que les piétons ne soient pas obligés de changer de trottoir, avec des trottoirs larges et aisés.

## Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

### ATELIER avec les commerçants Lundi 26/09/2022

#### Étaient présents :

##### Administration:

- Joël Steffen - Adjoint municipal en charge du tourisme, du commerce et de l'artisanat
- Léa Le Thomas - Direction de Territoire - référente participation citoyenne
- Franck Cimbaro - Directeur de Territoire Gare/Halles/Laiterie, Grande île/Finkwiller, Tribunal/Contades
- Agathe Thiery - assistante de communication
- Sophie Mascarell - Cheffe de projet Tram Nord - Halles
- Elisabeth Mertz - Instructrice foncière - responsable du dispositif d'indemnisation des commerçants
- Gilles Brochard - Directeur de projet Tram Nord - Halles

##### Commerçants présents:

- Fabrice Dunis - Librairie Le Camphrier : - rue de Pâques
- Jean-Benoît Langevin - Biocoop Le Quai des Halles - contre-allée rue de Sébastopol
- Bruno Barrault - Barrault orthopédie - rue du Marais Vert

L'équipe projet de l'Eurométropole présente le projet: sa genèse, les intentions d'aménagement et les perspectives envisageables, le calendrier, le budget, les modalités de participation à la concertation.

Joël Steffen expose le contexte avec un projet de la municipalité de transformation importante de Strasbourg et des usages.

#### Sujets évoqués:

Un projet vu de manière positive par les trois participants pour transformer les espaces public et l'image du quartier, la reconquête des espaces publics et les changements dans les itinéraires d'accès aux parkings.

#### Rue de Sébastopol:

##### Constat actuel :

- Site compliqué et peu agréable, mais surtout trop de congestion dans la file d'accès à la Grande Ile et au parking Kléber.
- Contre allée : très faible flux de voiture, présent seulement à certains moments de la journée.

##### Attentes quant au projet:

- Avis favorable pour transformer le secteur : apaisement important avec changement de réglementation vers une piétonisation (avec l'accès à certains horaires) ou d'une zone de rencontre. La perspective d'aménagement proposée est positive.
- Demande principale: maintien des possibilités de livraison dans de bonnes conditions. NB: Biocoop, ce sont 4 à 5 palettes tous les deux jours.

#### Place Clément:

- Cette place a un gros potentiel pour la vie de quartier, il faudrait réfléchir à des choses pour l'animer. Certains résidents seraient intéressés par un petit marché de producteurs par exemple.

#### Rue du Marais Vert:

##### Constat des participants:

- Une rue désagréable, polluée par les gaz d'échappement.
- Pas assez de verdure. Façade aveugle centre commercial qui conduit à une rue d'un seul côté.
- Secteur où le stationnement sur voirie pourrait trouver sa place dans les parkings, situés juste à côté.

##### Attentes quant au projet

- De très fortes attentes pour verdir la rue,
- Faire plus de place aux piétons est prioritaire.
- Possible d'améliorer les conditions de sécurité pour le vélo (même si la rue n'est pas un chemin principal)?
- Essayer de maximiser la réduction de trafic: possible de faire sortir le P1 par les quais?
- Opportunité de donner plus de vie à cette rue si accès PMR au centre commercial aussi par ce côté (aujourd'hui, seulement accès PMR par le parvis Sud). Le centre commercial fonctionne comme un "aimant" (locomotive quant aux flux piétons qui cherchent à y accéder et dont peuvent bénéficier les commerces alentours).
- Demande de maintien de possibilités de stationnement PMR, indispensables pour la desserte du magasin d'orthopédie.

#### Rue de Pâques:

- Constat: rue qui sert de circulation aux camions de livraison, aujourd'hui peu compatible avec les usages qui se développent (terrasses et flux piétons et vélo). Les commerçants de la rue verraient d'un bon œil qu'elle soit piétonnisée avec une réglementation plus cadrée des livraisons.
- Une opportunité d'y développer un chemin piétonnier préférentiel pour se rendre à la gare centrale (Rue de Pâques, rue Moll...).

L'équipe projet se tient à disposition en cas de question (adresse mail du projet). Au cours du projet, d'autres ateliers pourraient se tenir, plus précis sur les aménagements à venir. Une communication spécifique sera faite.

## **Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg** **Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express**

### **ATELIER avec les commerçants du centre commercial Places des Halles** **Mardi 04/10/2022**

Étaient présents :

Administration:

- Joël Steffen - Adjoint municipal en charge du tourisme, du commerce et de l'artisanat
- Philippe Pagenot – Adjoint au chef de service \_ Service Aménagements Tramway \_ EMS
- Nasim Robati - Cheffe de projet Tram Nord/Halles \_ Service Aménagements Tramway \_ EMS
- Franck Cimbaro - Directeur de Territoire Gare/Halles/Laiterie, Grande île/Finkwiller, Tribunal/Contades

Centre commercial Place des Halles:

- Lionel Schneider – Directeur du centre
- Emeline Lamamy \_ Chargée marketing & communication du centre
- Eric Metzger \_ Responsable Technique ASCH s/c CEGIP
- Caroline Loiseau \_ superviseuse Paul Strasbourg
- Julien Bieth \_ responsable cycles Decathlon Place des Halles

L'équipe projet de l'Eurométropole présente le projet: sa genèse, les intentions d'aménagement et les perspectives envisageables, le calendrier, le budget, les modalités de participation à la concertation.

Sujets évoqués/Attentes quant au projet:

- Devenir de la passerelle Place Clément : une dépose est-il envisagé ? le CC Place des Halles et l'équipe projet de l'EMS travailleront conjointement sur ce sujet, afin de trouver une solution technique adéquate pour remplacer la passerelle par une sortie depuis le niveau supérieur du CC sur le trottoir de la rue de Sébastopol. Les modalités des financements respectifs de ce projet de dépose/reconstitution d'une sortie de secours restent à définir.
- Demande de maintien d'accessibilité de sas de livraison dans le P2 dans de bonnes conditions.
- Inquiétude du directeur du centre quant au nombre de places attribuées aux détenteurs du titres Résidéo pour les riverains du secteur des Halles dans le parking P3 et l'équilibre à trouver avec le nombre de places restant disponibles pour les visiteurs du centre.
- Avec le réaménagement de la rue du Marais Vert, l'accès depuis le CC Place des Halles vers la gare centrale sera davantage mis en valeur. Quid la mise en accessibilité (rampe, ascenseur, monte-personne,...) de cet accès du centre qui deviendra un accès à privilégier pour les usagers de la gare qui surveillent les arrivées/départs des trains depuis le CC moyennant les panneaux d'affichage installés dans le centre ?
- Intégration du projet de création d'un puit de rejet pour les unités de climatisation du complexe immobilier des Halles, sur l'emprise de l'actuelle gare routière. Le travail est



déjà engagé entre le complexe immobilier et l'EMS avec des réunions techniques visant à assurer une réflexion commune sur son intégration dans le cadre du réaménagement du secteur des Halles.

Les présents ont été invités à contribuer au projet de manière officielle par le biais des moyens mis à disposition tels que l'adresse mail du projet, le site [participier.strasbourg.eu](http://participier.strasbourg.eu) et les registres papiers à disposition notamment à l'accueil du centre commercial. Le centre commercial fera une contribution officielle également.

L'équipe projet se tient à disposition en cas de question (adresse mail du projet). Les permanences et déambulations à venir jusqu'à la fin de cette phase de concertation réglementaire (le 10 novembre 2022) sont des occasions d'échange avec les riverains et les usagers sur le projet. Le forum « Se déplacer » du 2 novembre dans le cadre de démarche « Strasbourg, la ville à vivre » est l'occasion de s'informer sur les différents projets mobilité du cœur de ville et de prendre part aux consultations (toutes les informations sont consultables sur [participier.strasbourg.eu](http://participier.strasbourg.eu), rubrique Strasbourg, la ville à vivre). À l'issue de cette phase de concertation, l'équipe projet reviendra vers les riverains et les usagers début 2023, avec des scénarios d'aménagement plus précis et enrichis par les contributions et les enseignements de la concertation.

## Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

### ATELIER avec les associations thématiques mobilité Jeudi 13 octobre 2022

#### Étaient présents :

##### Administration:

- Léo Bruder: Direction de Territoire - Chargé de mission Gare Tribunal Centre
- Tanja Hannemann : Direction de Territoire Gare Tribunal Centre
- Franck Cimbaro : Directeur de Territoire Gare Tribunal Centre
- Sophie Mascarell : Cheffe de projet – Aménagements Tramway
- Nasim Robati : Cheffe de projet – Aménagements Tramway
- Philippe Pagenot : Adjoint au chef de service – Aménagements Tramway

##### Représentants d'associations présents:

- Serge Asencio, représentant Cadr'67
- Gabriel Reeb : Président **C'cité** (nouveau nom de la Fédération des Aveugles Alsace Lorraine Grand Est).
- Ludovic Spitz : Responsable des opérations , chargé de mission accessibilité C'cité

L'équipe projet de l'Eurométropole présente le projet: sa genèse, les intentions d'aménagement et les perspectives envisageables, le calendrier, le budget, les modalités de participation à la concertation.

#### Sujets évoqués:

Enjeux vélos observations du Cadr'67:

- Limite entre le projet et le reste: soigner le lien entre le projet et les aménagements vélos alentour : un enjeu de bien traiter les connexions. (Exemple, ne pas oublier le Pont de Paris entre Les Halles et le Ring).
- Sur les quais Kléber, Finkmatt il y a des problèmes de conflits vélos avec les autres modes, c'est inconfortable. Trémie à double sens bus : Quid des vélos sur ce secteur ?  
*Réponse EMS : La philosophie est plutôt de les basculer sur le Ring. Cela permettra de limiter les conflits sur le quai Kléber et au niveau de la station tramway.*
- Problèmes actuels sur les feux au débouché Sébastopol/Kléber non respectés.  
*Réponse EMS : La gestion du carrefour sera reprise dans le cadre du projet.*
- P3 forme une coupure surfacique très nette entre les quartiers : nécessité de renforcer les liens Est-Ouest pour les piétons, en complémentarité de liens Nord-Sud vers le centre-ville.
  - Passage privé de l'ES à revoir pour améliorer les perméabilités.
  - Prise en compte des piétons et des cyclistes sur les boulevards.
- Des améliorations sont aussi à amener au niveau du passage sous le tunnel rue Wodli.
- Des connexions vélos à préserver depuis Cronembourg, rue du Travail
- Ne pas oublier la desserte des commerces de la contre-allée (livraison, dépose, stationnement cycles).

- Aménagements secteur rue de Sébastopol : privilégier une séparation des modes, ou organiser un itinéraire attractif à l'écart des piétons.

C Cité:

- Pas de remarques particulières concernant le projet à ce stade. Le 21 octobre l'association participera à la déambulation et suivra la concertation sur [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu).

**Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg**  
**Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express**

**ATELIER avec les assemblées des quartiers**  
**Tribunal\_Contades/Grande Ile /Gare**  
**Mardi 18/10/2022**

**Étaient présents :**

**Administration:**

- Sophie Dupressoir – Éluée référente de quartier Tribunal - Contades
- Salem Drici – Élu référent de quartier Grande-Île
- Gilles Brochard - Directeur de projet Tram Nord - Halles
- Nasim Robati - Cheffe de projet Tram Nord - Halles
- Léa Le Thomas - Direction de Territoire - référente participation citoyenne
- Nathalie King - Direction de Territoire - correspondante de quartier
- Morgane Fleury - Direction de la Participation Citoyenne - Cheffe de projet démocratie locale

**Riverains/membres des assemblées de quartiers présents:**

- Anne-Marie VICTOR
- Jean-François REMMER
- Camille BERTRAND

M. Brochard présente le projet: sa genèse, les intentions d'aménagement et les perspectives envisageables, le calendrier, le budget, les modalités de participation à la concertation.

**Sujets évoqués:**

Q: Est-ce que la recherche d'un financement européen a été envisagée pour le projet afin de réduire les coûts ?

R: Le projet n'est pas éligible aux subventions européennes.

Q: Quel est le périmètre exact du secteur arrière-gare pour l'aménagement de premiers quais bus ?

R: Le périmètre n'est pas encore clairement identifié, les discussions sont en cours avec la SNCF afin de mobiliser le foncier nécessaire.

Q: Le complexe immobilier des Halles, très imposant dans le paysage du secteur et pas d'une qualité architecturale remarquable (urbanisme des années 70), est-il une entité privée ou publique ? Est-il prévu de procéder à des travaux d'embellissement et rénovation extérieure, comme la récente rénovation intérieure ?

R: Il s'agit d'une entité privée ; néanmoins l'équipe projet du secteur des Halles est en contact avec le complexe immobilier pour plusieurs interfaces :

- entre la future station tramway sur le boulevard Wilson (au Nord du P3) et l'entrée Nord du centre commercial Place des Halles,

- entre la place Clément et la passerelle du centre commercial, qui constitue une sortie de secours pour le centre en cas d'incendie,
- entre les façades du complexe et l'espace public, qui se traduit par les accès au centre commercial.

Mme Dupressoir : un travail de revalorisation de l'espace public et en conséquence des commerces, sera mené particulièrement au niveau de la place Clément et de la rue de Sébastopol.

Q : Quid le parking P3 qui est également un élément imposant dans le paysage, un travail sur les façades est-il prévu ? Avec du verdissement ?

R (Mme. Dupressoir) : les travaux sur le P3 sont en cours, les façades seront végétalisées, et de nouveaux services tels que des bornes de recharges VE, du service de consigne pour colis et l'offre Résidéo pour les riverains du secteur des Halles seront proposés.

Q : Le service Résidéo est proposé dans le P3 pour les habitants du centre-ville, mais pas pour les habitants du secteur des Halles ?

R (Mme. Dupressoir) : Une concertation est en cours sur le sujet du stationnement en ville, avec un questionnaire sur le site [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu) ; nous connaissons le résultat de l'enquête dans les prochains mois, et une décision sur le service Résidéo sera prise à l'issue de cette phase de concertation.

Q : Le complexe des Halles constitue une rupture pour les cheminements naturels Est-Ouest dans le quartier. Il faut soit le traverser moyennant un effort montée/descente qui n'est guère aisé vu les escaliers étroits sur la rue de Sébastopol et seulement pendant les horaires d'ouverture du centre commercial (hors nuits et dimanche), soit le contourner (ce que font beaucoup des riverains du secteur). Il se révèle être une véritable coupure urbaine.

Pour les traversées Est-Ouest en contournant le centre commercial, un passage sous le bâtiment d'és facilitant jadis ce mouvement, a été fermé pour les raisons de sécurité. En passant sur le boulevard Wilson, les modes doux sont contraints de passer derrière l'arrêt de bus dans un espace très restreint et peu aisé. En passant par le parvis Sud du centre commercial, nous rencontrons des conflits piétons/cycles.

R : Une réflexion technique sera menée sur les connexions Est-Ouest en lien avec le centre commercial.

Q : Comment pourrait-on imaginer la connexion entre la gare centrale et l'arrière-gare et entre l'arrière-gare et le secteur des Halles ? Par le prolongement du tunnel en face du terminus tram C pour la première ? Et quid pour la seconde avec les cheminements piétons peu aisés de la rue Wodli ?

R : Une connexion à créer avec le secteur arrière-gare en prolongeant le tunnel de « la Poste » est à l'étude. Concernant la rue Wodli, l'idée est de travailler les cheminements modes doux jusqu'aux quais intérieurs en lien avec le Ring, ainsi qu'avec le projet du développement du tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim sur le boulevard Wilson et le projet de transformation du secteur des Halles.

Q : Le carrefour Wilson/Faubourg de Saverne est un cauchemar pour ceux qui le traversent, quel que soit le mode de déplacement. Qu'est ce qui est prévu pour ce verrou ?

R : Ce carrefour constitue un vrai défi pour le projet du tramway sur le boulevard Wilson. Cette problématique est bien prise en compte dans les études à venir .

Q : Pour aller de la place de Haguenau jusqu'à la gare centrale, en tant que cycliste, je préfère emprunter la rue des Magasins plutôt que la rue de Wissembourg et le boulevard Wilson qui ne sont pas dotés d'itinéraires cyclables continus et aisés. L'itinéraire allant de la petite rue des

Magasins au secteur arrière-gare (rue du Rempart) est très difficile et accentogène, tout comme l'itinéraire rue Wodli vers le boulevard Wilson (passage sous le tunnel).

R (Mme. Dupressoir) : Les aménagements cyclables sur le secteur arrière-gare et le boulevard Wilson seront repris dans le cadre du programme Vélostrass. Par ailleurs, de nouveaux aménagements continus et confortables seront réalisés dans le cadre du projet tramway.

Q : Au niveau du parvis Sud du centre commercial Place des Halles, beaucoup de flux se croisent et sont en conflit : piétons, cyclistes, voitures et bus dans le souterrain, tram... il faudra peut-être retirer un ou deux modes de déplacement pour apaiser le secteur.

R : La circulation des voitures sera interdite (sauf pour les riverains de la rue du Marais Vert), la trémie ayant vocation à être réservée à la circulation des bus à double sens. Par ailleurs, une partie des flux piétons /cyclistes sera basculée sur les quais intérieurs avec le Ring modes doux.

Q : La piste cyclable bidirectionnelle sur le pont de Paris est coupée en arrivant sur la rue de Sébastopol et il y a un manque de jalonnement pour les cyclistes.

R : Les aménagements des projets Halles et Ring permettront de rendre ce secteur plus lisible et facile à emprunter grâce à une meilleure répartition des flux.

Q : Le dispositif de vélorue sera-t-il élargi dans les rues du centre-ville ? Par exemple pour la rue du Noyer où les cyclistes n'ont pas d'aménagement dédié ?

R (Mme. Dupressoir) : La rue du Noyer fait partie de l'Ellipse Insulaire et est donc considérée comme zone prioritaire pour les modes doux.

R (M. Drici) : Avec l'aménagement du Ring, 500 arceaux vélo (1000 places vélo) seront installés sur le parcours afin d'inciter les cyclistes de laisser leurs vélos à l'extérieur de l'Ellipse Insulaire et marcher les derniers mètres jusqu'à la destination pour apaiser le cœur de ville.

L'équipe projet se tient à disposition en cas de question (adresse mail du projet). Les permanences et déambulations à venir jusqu'à la fin de cette phase de concertation réglementaire (le 10 novembre 2022) sont des occasions d'échange avec les riverains et les usagers sur le projet. Le forum « Se déplacer » du 2 novembre dans le cadre de démarche « Strasbourg, la ville à vivre » est l'occasion de s'informer sur les différents projets mobilité du cœur de ville et de prendre part aux consultations (toutes les informations sont consultables sur [participer.strasbourg.eu](http://participer.strasbourg.eu), rubrique Strasbourg, la ville à vivre). À l'issue de cette phase de concertation, l'équipe projet reviendra vers les riverains et les usagers début 2023, avec des scénarios d'aménagement plus précis et enrichis par les contributions et les enseignements de la concertation.

## **Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg** **Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express**

### **ATELIER Forces Vives** **Jeudi 27/10/2022**

#### **Étaient présents :**

**Participants atelier :** 16 participants

#### **Administration et organisation:**

- Philippe Pagenot – EMS - Direction des Mobilités- service Aménagements Tramway
- Sophie Mascarell – EMS - Direction des Mobilités- service Aménagements Tramway

#### **Déroulé de l'atelier :**

L'équipe projet de l'Eurométropole présente le projet: sa genèse, les intentions d'aménagement et les perspectives envisageables, le calendrier, le budget, les modalités de participation à la concertation.

Les participants sont invités à s'exprimer pour poser des questions et contribuer à l'amélioration du projet.

#### **Recueil des attentes des participants :**

- Faire cesser les squats et nuisances sonores nocturnes (incivilités nocturnes).
- Des difficultés pour traverser le site dans les directions Est-Ouest : Rue du Travail vers rue du Marais Vert.
  - o Réouverture du passage de l'ES souhaitée pour limiter les détours à vélo Place Clément vers la Gare.
  - o Y aura-t-il ouverture du centre-commercial? Il faudrait vraiment pouvoir le traverser facilement en Est-Ouest et élargir les accès.
- Il faudrait vraiment mieux utiliser l'espace de la trémie comblée.
- Dans l'aménagement de la place Clément: effacer tous ces tuyaux. Il faut faire des espaces de convivialité Place Clément. Il faudrait mieux traiter le lien piéton et l'animation entre rue du Faubourg de Pierre et Place Clément.
- Touristes arrivés Bld Wilson
- Parking relais Rives de l'Aar semble insuffisamment jalonné et identifié par les visiteurs : il est très pratique pour rejoindre le centre-ville et n'est pourtant que peu utilisé.
- Il faudrait dissuader les gens de s'engouffrer directement au centre. Davantage inciter les personnes à utiliser les parkings périphériques
- Attention revêtements de sol pas de pavés anciens, qui posent problèmes pour les personnes à mobilité réduite.
- Forfait stationnement en ouvrage + accès à une courte durée stationnement sur voirie. Attention avec la réduction des places de stationnement pour les personnes âgées qui nuira à leur mobilité : « ma voiture remplace mes jambes ».

## Projet de transformation du secteur des Halles à Strasbourg Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

### ATELIER du FORUM « Se déplacer » Mercredi 2/11/2022

#### Étaient présents :

Participants atelier : 8 participants

#### Administration et organisation:

- Géraldine Rousselle - animatrice
- Gilles Brochard – EMS - Direction des Mobilités- service Aménagements Tramway
- Sophie Mascarell – EMS - Direction des Mobilités- service Aménagements Tramway

#### Déroulé de l'atelier :

Après une présentation succincte du projet et de ses objectifs, les participants sont invités à s'exprimer en deux temps :

- Les questions qu'ils se posent sur le projet : compréhension du projet, interrogations et inquiétudes éventuelles.
- Les propositions pour le projet

Les différentes interventions sont inscrites sur des post-its, lesquels sont positionnés sur la carte du projet.

#### Restitution sur carte

#### Questions/interrogations

- Comment accéder au quartier de la gare depuis le Nord ?
- Comment sera améliorée la sécurité des cyclistes sur les boulevards ?
- Crainte de difficultés croissantes de la sortie voiture du Faubourg de Saverne.
- Comment circuler à vélo entre la Place de Haguenau et le Faubourg de Saverne (effet « mur » des Halles) ?
- Stationnement dans le quartier : comment se garer avec la diminution de l'offre et à quelles conditions ? Question posée pour le quartier Halles et Gare.
- Les entrées et sorties du P1 seront-elles comme sur le plan ? Comment faire pour faire l'entrée et la sortie côté Nord ?
- Quelles conditions d'attente sont prévues pour les usagers des cars de la CTBR ?
- Crainte d'un cumul des contraintes pour la circulation dans le tunnel côté sud des Halles. Comment sera régulé l'accès pour limiter aux riverains et aux transports en commun ?
- Pourquoi ne pas avoir intégré la rue du Noyer dans le périmètre, afin d'assurer la couture avec le centre-ville ? Il y a dans cette rue un problème de cumul des contraintes et tous les usagers sont pénalisés.
- Pourquoi maintenir une boucle de circulation à travers la Grande Ile autre que riverains et livraisons ?

#### Propositions :



Dans le secteur de l'arrière gare :

- ouvrir la gare à 360 °, y compris l'accès piétons.
- Amélioration du passage des piétons rue Wodli
- Ouvrir depuis la rue Wodli, l'accès à la voie 1 du TGV, comme par le passé + jalonner.

Rue du Marais Vert :

- Prévoir un double sens vélo.

Carrefour Wodli/Wilson :

- À court terme, un sas vélo à la sortie de la rue Wodli ;
- Meilleure sécurisation du carrefour pour les cyclistes en lien avec le Faubourg de Saverne.
- Mieux sécuriser le parcours des cyclistes sur les boulevards

Gare routière :

- Prévoir un lieu d'accueil confortable et sécurisé pour attendre son car.

Accès Grande Ile

- Prévoir un plan internet à destination des touristes pour présenter les accès de la ville.
- Restreindre l'accès à la grande Ile avec un système de bornes (livraisons et accès parkings uniquement).
- Réaménager également la rue du Noyer.







# Transformation du secteur des Halles \_ Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

Parc des Halles





# Transformation du secteur des Halles

\_ Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

Parc des Halles



bons arbres  
autour d'un  
control

Parc Sauvage!  
herbes vivantes!!  
plantes libres!!

Toujours  
respecter les  
arbres

grille bois



# Transformation du secteur des Halles

— Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

Parc des Halles





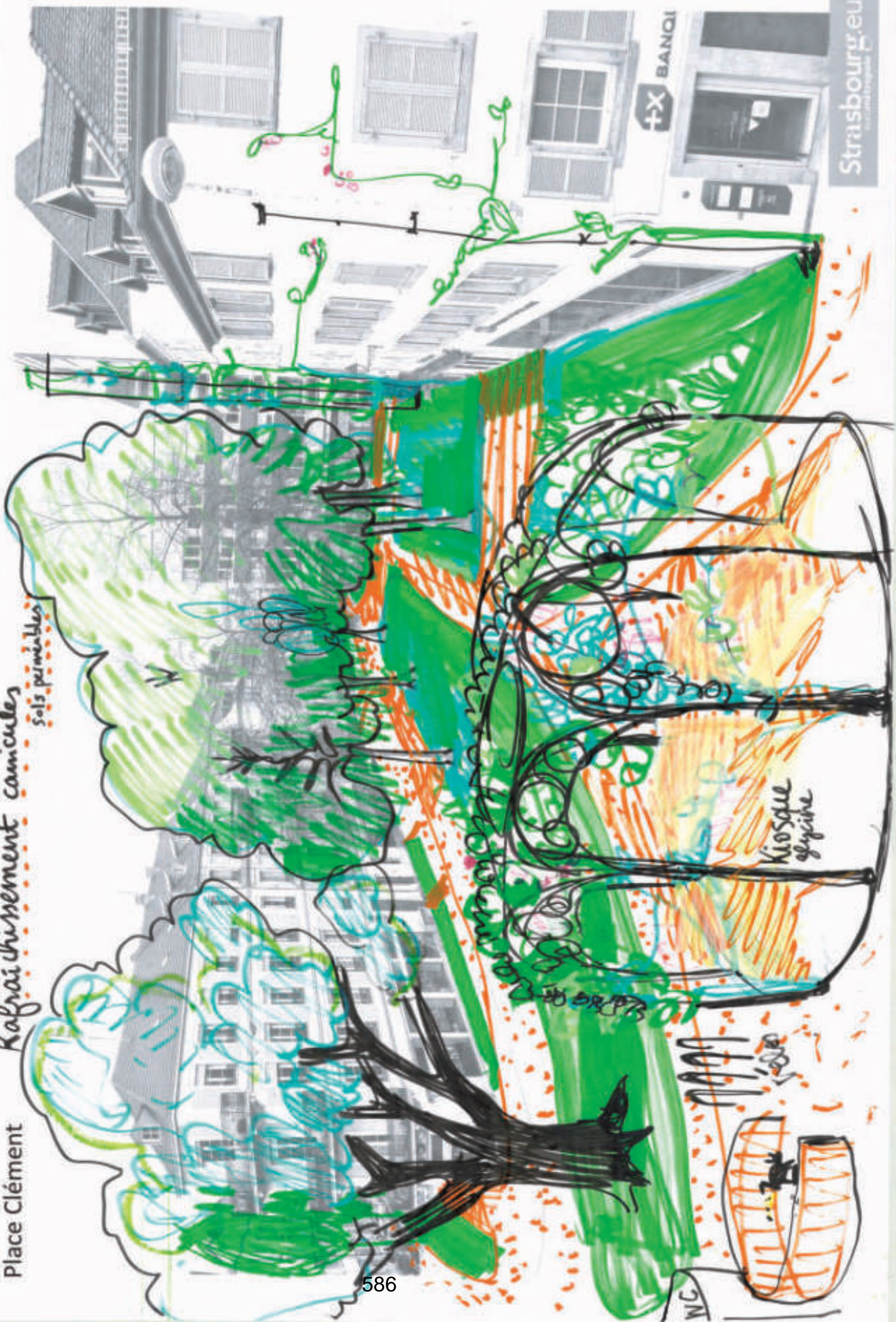
# Transformation du secteur des Halles \_ Apaisement du cadre de vie et accueil des cars express

Place Clément

Rafraîchissement canicules

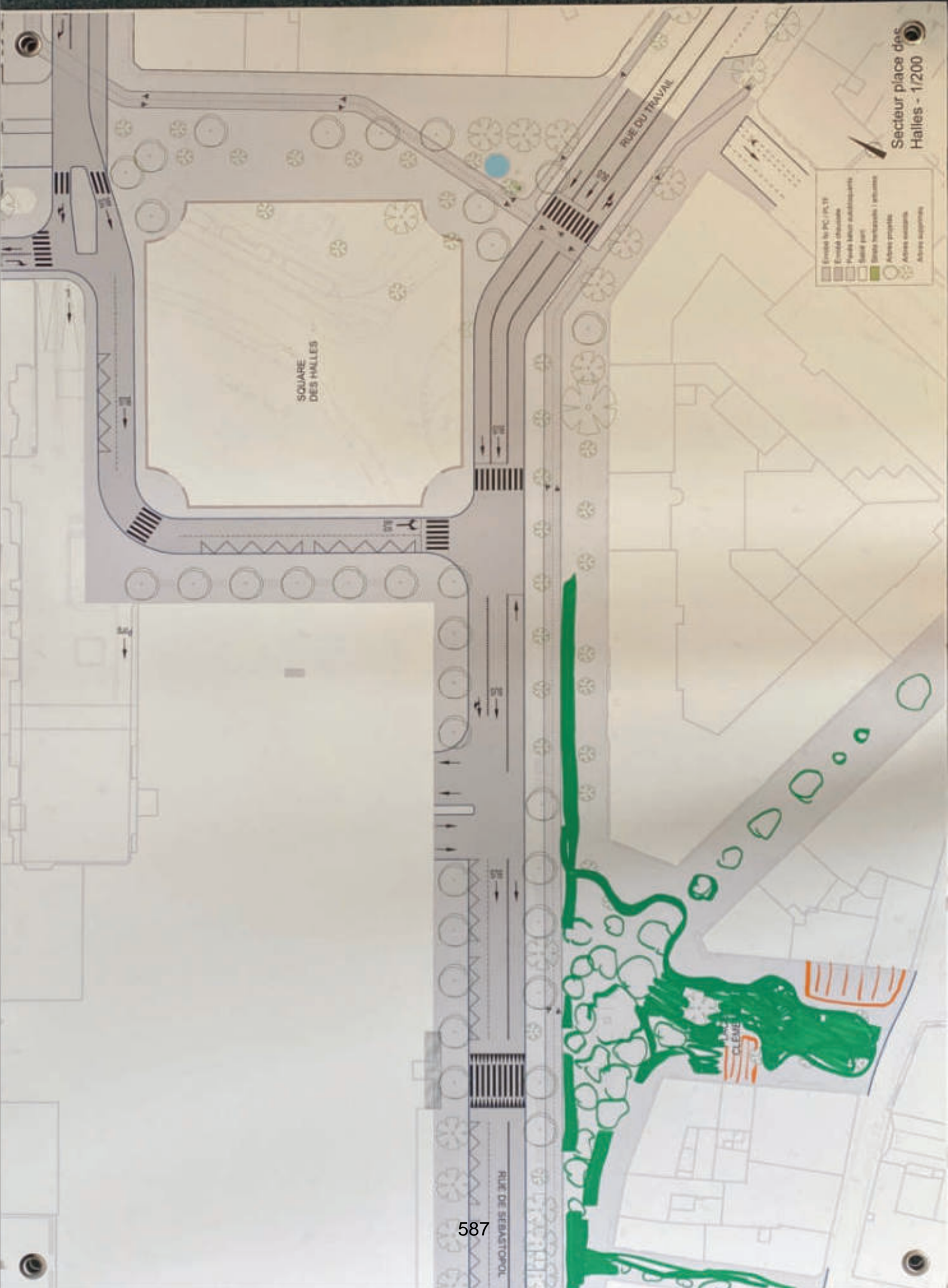
Sols perméables

ombre  
plantes rampantes





- Emble de PC (PC 1F)
- Emble chausson
- Emble lator subloppants
- Emble pari
- Emble trappans / yctans
- Arbre profilé
- Arbre existant
- Arbre supprimé









## **Annexe 2**

**Relative à la délibération « Projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs Halles et arrière gare : Arrêt du bilan de concertation, approbation des études d'avant-projet, transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, poursuite des études et travaux avec la CTS »**

**Descriptif des caractéristiques techniques et fonctionnelles  
du projet de Hub multimodal de Strasbourg –  
secteurs Halles et arrière-gare**

## SOMMAIRE

<b><u>1. Présentation générale du dossier d'avant-projet .....</u></b>	<b><u>2</u></b>
<b><u>2. Le programme d'aménagement du Hub multimodal de Strasbourg – Secteurs Halles et arrière gare .....</u></b>	<b><u>2</u></b>
2.1. Objectifs fonctionnels .....	2
2.2. Caractéristiques techniques et financières .....	3
2.3. Solution d'ensemble retenue et emprises du projet .....	4
<b><u>3. Organisation des réseaux de mobilité (Circulation automobile, transports en commun, mobilités douces).....</u></b>	<b><u>6</u></b>
3.1. Principes d'accès automobile, secteurs Halles et arrière gare .....	6
3.2. L'organisation des transports en commun urbains et interurbains .....	7
3.3. Les mobilités douces .....	11
3.4. Le plan de circulation multimodal .....	12
<b><u>4. Descriptif des aménagements .....</u></b>	<b><u>13</u></b>
4.1. Aspects techniques (dimensionnement) .....	13
4.2. La rue des Halles et le square des Halles.....	14
4.3. La rue de Sébastopol.....	15
4.4. La rue du Marais Vert.....	16
4.5. La Petite rue des Magasins .....	17
4.6. Secteur arrière gare : gare routière provisoire .....	19
4.7. La rue Georges Wodli.....	21
4.8. Plantations .....	21
4.9. L'offre de stationnement automobile sur voirie .....	22
<b><u>5. Interfaces et projets connexes .....</u></b>	<b><u>23</u></b>

Le présent descriptif présente en détail les caractéristiques techniques et fonctionnelles du projet de Hub multimodal de Strasbourg – Transformation du secteur des Halles décrit au stade des études d'avant-projet. À savoir :

- Le programme d'aménagement intégrant les caractéristiques financières du projet
- L'organisation des réseaux de mobilité (Circulation automobile, transports en commun, mobilités douces) ;
- Le descriptif des aménagements rue par rue ;
- Les interfaces et projets connexes considérés

## **1. Présentation générale du dossier d'avant-projet**

Les études d'avant-projet de Hub multimodal de Strasbourg – Transformation du secteur des Halles ont été réalisées en 2022-2023 par le groupement de maîtrise d'œuvre GETAS, sous la maîtrise d'ouvrage du service Aménagements Tramway de l'Eurométropole, et en collaboration avec les services de la CTS, et les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, la CTBR et son autorité organisatrice la Région Grand Est.

Ce dossier d'avant-projet, est composé de sous-dossiers, à savoir :

- rapport de synthèse des études réalisées et de leurs conclusions;
- rapports d'études thématiques : diagnostic urbanisme/déplacements, étude thématique mobilités portant sur la circulation générale, les réseaux de transport, le réseau modes actifs ;
- rapports relatifs à l'aménagement : aménagements urbains dont la conception est représentée à l'aide de plans et de coupes ;
- rapports concernant la construction : réseaux, ouvrages d'art.
- rapport planning du projet ;
- rapport estimation du coût des travaux.

## **2. Le programme d'aménagement du Hub multimodal de Strasbourg – Secteurs Halles et arrière gare**

### **2.1. Objectifs fonctionnels**

Les objectifs fonctionnels assignés aux études d'avant-projet de Hub multimodal de Strasbourg sont les suivants :

Hub multimodal de Strasbourg – secteur « Halles »

Sur ce site, il s'agit de :

- Sécuriser et fiabiliser les circulations bus et cars tout au long de leur itinéraire ;

- Passer d'une gare routière avec du battement à une gare en passage. Ceci permettra la réorganisation des arrivées et départs des bus urbains et interurbains autour des Halles, avec un besoin d'une dizaine de quais ;
- Agrandir les espaces verts existants ;
- Rationaliser et réorganiser la circulation automobile autour des Halles, de sorte à maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains mais en rééquilibrant la place des différents modes.

### **Hub multimodal de Strasbourg – secteur « arrière gare » (préfiguration)**

Il s'agit de l'aménagement du site situé à l'arrière des quais voyageurs de la gare centrale, dans un secteur limité par le faisceau ferroviaire au Sud et la rue du Rempart au Nord.

- Assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes de voyageurs durant les travaux du tramway ;
- Permettre la diamétralisation de certaines lignes interurbaines avec un point de contact à proximité du cœur de ville ;
- Préfigurer un aménagement complet en arrière gare à plus long terme par l'aménagement d'une surface de stationnement et de desserte des cars interurbains.

### **Sécurisation des itinéraires d'accès pour le dernier kilomètre**

La sécurisation des temps de parcours sur les itinéraires cars et le traitement des liaisons piétonnes sera primordial pour le projet de hub multimodal de Strasbourg. Ceci passera par :

- L'amélioration du cheminement piéton entre le secteur de l'arrière gare et le centre-ville (rue Wodli) ;
- L'adaptation du carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli si nécessaire pour permettre les accès des cars ;
- La priorisation des cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg.

## **2.2. Caractéristiques techniques et financières**

Concernant les transports en commun, les caractéristiques techniques principales sont les suivantes :

- L'espace gare routière actuel est supprimé.
- Entre 12 et 15 arrêts de transports en commun sont aménagés sur l'espace public, pour faire fonctionner la desserte des cars interurbains et des bus urbains sous forme de halte.
- Des couloirs réservés sont aménagés sur la Petite rue des Magasins, la rue des Halles, la rue du Travail, la rue de Sébastopol et la rue de l'Ancienne Gare. Les voiries situées au sud du square agrandi sont uniquement réservées aux transports en commun.
- 4 à 6 arrêts seront aménagés de façon provisoire en arrière gare, ils seront accessibles par la rue du Rempart.

Concernant les circulations automobiles et les accès aux parkings :

- L'accès au parking P1 : entrée uniquement via la rue des Halles, la rue de l'Ancienne Gare et la rue du Marais Vert, sortie par la rue du Marais Vert via la trémie vers la rue Georges Wodli et l'échangeur de Cronembourg ;

- Accès au P2 : entrée uniquement par la rue du Travail, sortie possible vers la rue du Travail ou vers le pont de Paris et la Grand Ile ;
- Accès au P3 : entrée uniquement par la rue des Halles, sortie possible par la rue des Halles pour rejoindre le Nord-Centre de ville via la rue Friese/rue du Travail, ou par la rue du Marais Vert pour la sortie de ville via la trémie vers la rue Georges Wodli et l'échangeur de Cronembourg.
- Un nouvel accès au tunnel historique permet de rejoindre le parking P3 depuis la Petite rue des Magasins (par la création d'une trémie).
- L'accès au parking Wodli se fera par le boulevard Wilson.

Les aménagements du projet du Hub multimodal de Strasbourg cherchent à améliorer et à fiabiliser les services de transports en commun. Ils permettent également d'améliorer la commodité et la sécurité des circulations piétonnes et vélo. Ils sont conformes aux normes en vigueur en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, qu'il s'agisse des aménagements de voirie ou des arrêts bus et de cars.

Enfin, ils visent à améliorer significativement les espaces végétalisés et avec la plantation d'un maximum d'arbres.

Le coût global du projet, y compris dépenses connexes, est estimé, à l'issue des études d'avant-projet, à 12.3 M €HT (valeur juillet 2023). Ce montant comprend 10.8 M€HT de coûts « travaux ».

### **3.2. Solution d'ensemble retenue et emprises du projet**

Le projet d'aménagement du « Hub multimodal de Strasbourg – Secteurs Halles et Arrière gare » est réparti sur plusieurs secteurs opérationnels :

- Le secteur des Halles comprenant :
  - La rue des Halles et le square des Halles,
  - La rue de Sébastopol,
  - La rue de l'Ancienne Gare,
  - L'extrémité sud de la rue du Travail et la place Clément,
  - La rue du Marais Vert.
  - La Petite rue des magasins et la trémie d'accès au parking P3

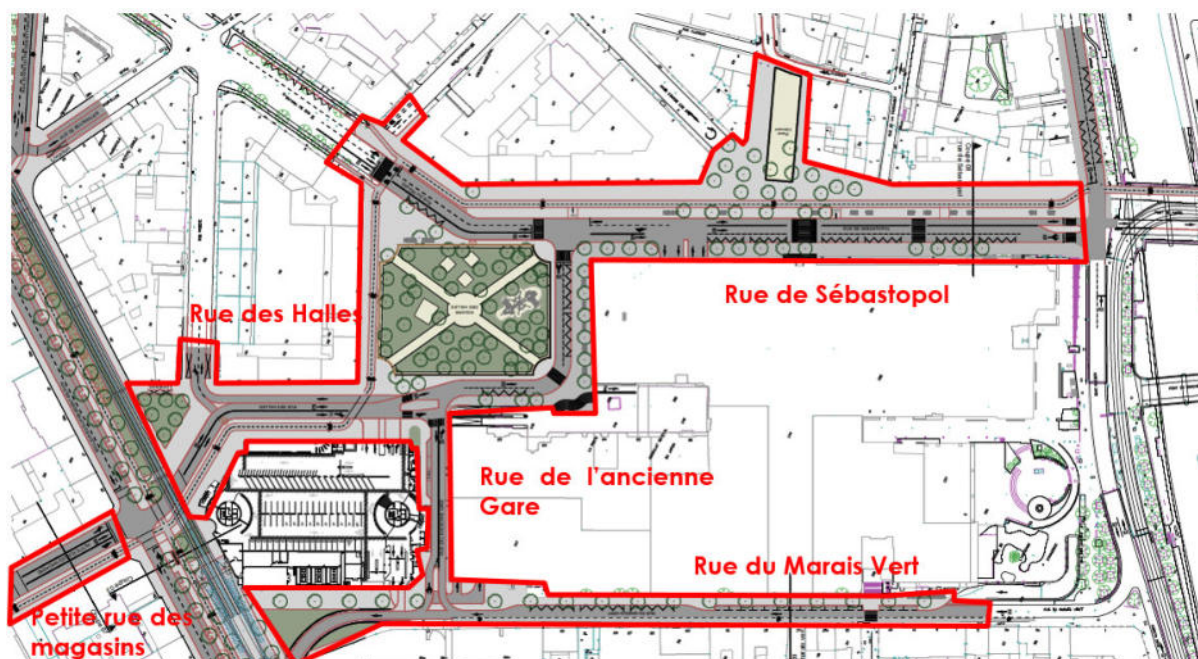


FIGURE 1 : EMPRISE DU PROJET – SECTEUR HALLES

- Le secteur arrière gare comprenant :
  - L'aménagement d'une gare routière provisoire en arrière gare,
  - L'amélioration du cheminement piéton vers le centre-ville sur la rue Georges Wodli.

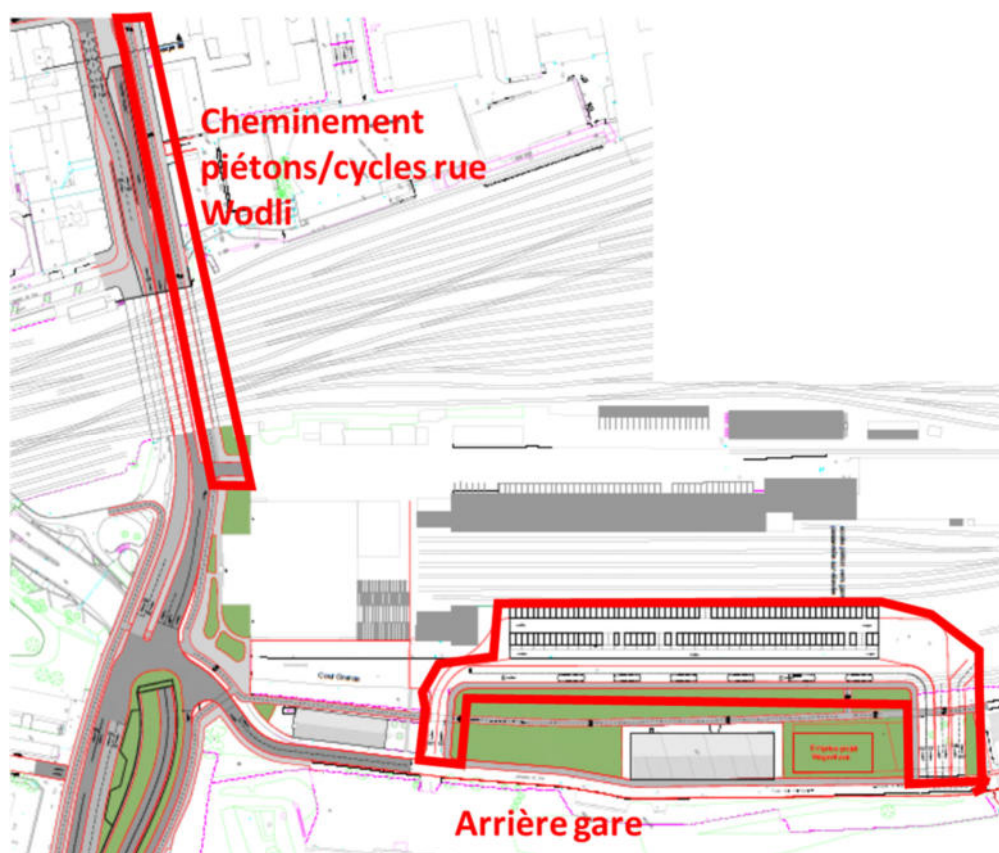


FIGURE 2 : EMPRISE DU PROJET SECTEUR ARRIÈRE GARE

Les aménagements cherchent à améliorer et à fiabiliser les services de transports en commun. Ils permettent également d'améliorer la commodité et la sécurité des circulations piétonnes et vélo. Ils sont conformes aux normes en vigueur en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, qu'il s'agisse des aménagements de voirie ou des arrêts bus.

Enfin, ils visent à améliorer significativement les espaces végétalisés et avec la plantation d'un maximum d'arbres.

### **3. Organisation des réseaux de mobilité (Circulation automobile, transports en commun, mobilités douces)**

#### **3.1. Principes d'accès automobile, secteurs Halles et arrière gare**

Dans les secteurs « Halles » et « arrière gare » les principes d'accès automobile seront repris sur 3 temporalités :

- Horizon fin 2025 : Le réaménagement du secteur Halles-arrière gare :
  - la création d'une nouvelle gare routière provisoire en gare basse, accessible directement depuis la sortie des Halles ;
  - le secteur des Halles sera accessible depuis la sortie Halles (accès P3 et P1), via une boucle entrant par la Petite rue des Magasins et sortant par la rue Wodli, et depuis la Place de Haguenau via la rue de Bischwiller et la rue du Travail.
  - dès 2024, l'aménagement indispensable d'un couloir pour les cars de la CTBR sur la Petite rue des Magasins impliquera une contrainte forte sur l'accessibilité automobile. Un accès souterrain au parking P3 des Halles depuis la Petite rue des Magasins, en amont du carrefour avec le boulevard Wilson, sera créé afin d'en maintenir l'accessibilité.
  - La rue Wodli sera mise en sens unique sortant. L'entrée au parking Wodli se fera par le boulevard Wilson.
  - Les itinéraires d'accès aux parkings Kléber, P1, P2 et P3 des Halles seront modifiés comme suit :
    - Accès au P1 : entrée via la rue des Halles, la rue de l'Ancienne Gare et la rue du Marais Vert, sortie par la rue du Marais Vert via la trémie vers la rue Wodli et l'échangeur de Cronenbourg ou vers la rue de l'Ancienne gare et la rue des Halles;
    - Accès au P2 : entrée uniquement par la rue du Travail, sortie possible vers la rue du Travail ou vers le pont de Paris et la Grand Ile ;
    - Accès au parking Kléber : Entrée uniquement par la rue du Travail, sortie via la boucle de la Grande Ile comme aujourd'hui.
    - Accès au P3 : entrée uniquement par la rue des Halles, sortie possible par la rue des Halles pour rejoindre le Nord-Centre de ville via la rue Friese/rue du Travail, ou par la rue du Marais Vert pour la sortie de ville via la trémie vers la rue Wodli et l'échangeur de Cronenbourg.
- Horizon 2027 et au-delà :

- Le développement du réseau de Tramway au Nord entre Strasbourg-Schiltigheim et Bischheim viendra également recomposer en profondeur les circulations automobiles sur son passage. Le projet tramway ne remettra pas en cause ni les aménagements, ni les principes d'accès aux parkings Wodli, P1, P2, P3 et Kléber liés à l'aménagement du secteur des Halles.
- Sur le secteur de l'arrière gare, l'aménagement d'un parking (projet partenarial SNCF, EMS, Région Grand Est) ainsi que l'aménagement définitif d'une gare routière en mesure d'accueillir de nouvelles dessertes interurbaines, associée d'un cheminement piéton enjambant le faisceau ferré viendront conforter une ouverture à 360° de la gare ferroviaire.

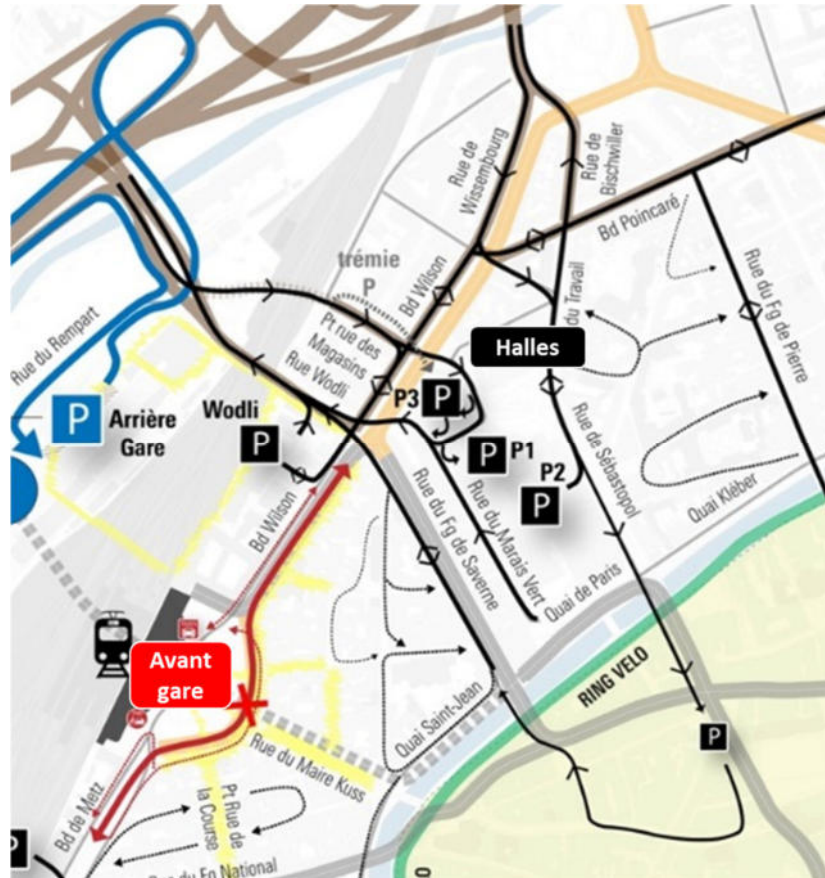


FIGURE 3 : SCHÉMA D'ACCES AUX PARKINGS À L'HORIZON 2027

### 3.2. L'organisation des transports en commun urbains et interurbains

Dans le secteur centre, le projet de réorganisation du réseau de transports collectifs intégrera en 2025 :

- la réorganisation du réseau bus associée à la mise en place du « ring vélo », avec un passage de la ligne 6 dans les deux sens sur les quais extérieurs de la Grande Ile ;
- l'arrivée en terminus aux Halles de la ligne 3 et de la ligne 9, via une boucle qui emprunte la rue du Travail, la rue de Sébastopol, le quai Kléber (terminus), et permet de repartir vers la Place de Haguenau via le Faubourg de Pierre ;
- Le maintien en terminus aux Halles des lignes urbaines expresses en provenance de la seconde couronne de l'Eurométropole n° 71, 73, 75, 76.



- la réorganisation des lignes Fluo 67, qui sera mise en œuvre dans le cadre du projet de réaménagement du secteur Halles – Sébastopol, avec un « pôle d'échanges » linéaire le long de la rue de Sébastopol. Cette réorganisation implique un mode d'exploitation beaucoup plus proche de celui des lignes urbaines (avec des temps de régulation réduits), et la création d'aménagements de couloirs dédiés pour sécuriser les temps de trajets (voir paragraphe suivant).

Dès 2027, la réorganisation du réseau bus évoluera encore dans le cadre de l'arrivée du projet de développement du réseau de tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim, avec un nouveau schéma d'exploitation des lignes de tramway, et à proximité du secteur des Halles l'aménagement d'une nouvelle station tramway sur le boulevard Wilson et la réorganisation de certaines lignes du réseau de bus urbains



FIGURE 4 : EXPLOITATION DES BUS URBAINS À L'HORIZON 2025 DANS LE SECTEUR CENTRE NORD DE STRASBOURG

Le réseau de bus urbains déployé en 2025 aux Halles est pensé en cohérence avec les aménagements tramway à venir. Les itinéraires d'accès pour les différents transports sont synthétisés par le schéma ci-dessous.

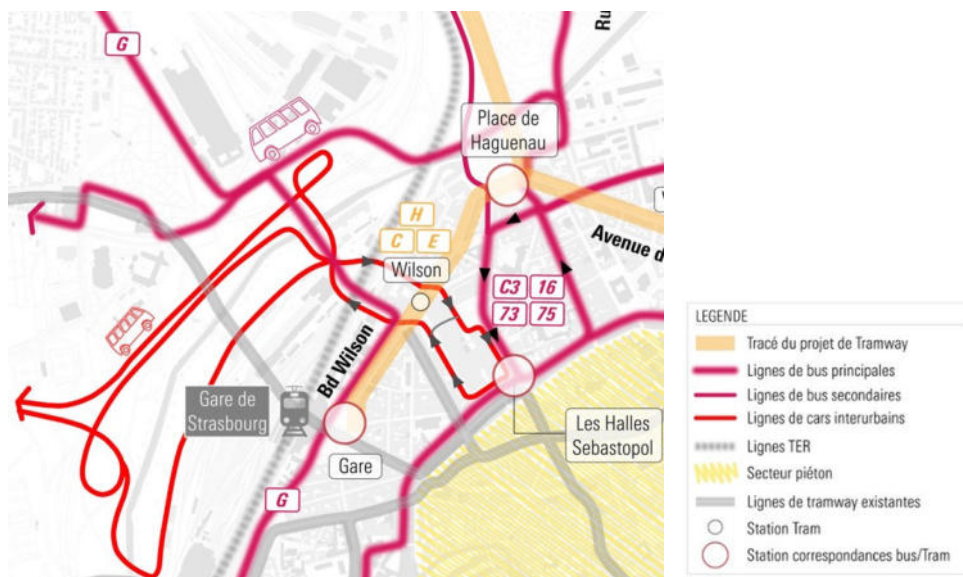


FIGURE 5 : ITINERAIRES D'ACCES DES TRANSPORTS EN COMMUN DANS LE SECTEUR CENTRE NORD À L'HORIZON 2027

Sur un plan fonctionnel, l'aménagement du Hub multimodal de Strasbourg - secteurs Halles et arrière gare comprend :

- La réservation du passage le long du square des Halles aux seuls bus et cars, entre la rue de l'Ancienne Gare et la rue de Sébastopol. Cela permet de sécuriser les temps d'accès aux quais pour les bus et les cars. Ceci implique la réorganisation des accès aux parkings précitée.
- des voies réservées aux bus et aux cars : le circuit d'entrée et de sortie des bus et des cars sera sécurisé par des couloirs dédiés sur la quasi-totalité des parcours avec des voies réservées :
  - petite rue des Magasins, depuis l'entrée dans la trémie à proximité de la sortie M35 jusqu'au carrefour avec le boulevard Wilson ;
  - rue des halles, entre Wilson et Rue de Sébastopol ;
  - rue du travail ;
  - sur tout le linéaire de la Rue de Sébastopol.
- Entre la rue du Marais Vert (réservée bus / cars et riverains) et le square des Halles, un contre-sens bus sera aménagé rue de l'Ancienne Gare afin de permettre aux cars qui auraient effectué un arrêt ou une régulation courte sur la rue du Marais Vert de venir se remettre en position sur les quais situés rue de Sébastopol, sans devoir nécessairement se rendre au dépôt. Cela donne une certaine souplesse d'exploitation au dispositif.
- L'aménagement de quais, avec :
  - 9 positions d'arrêts sur le linéaire rue des Halles – Rue de Sébastopol, regroupés en 4 paires d'arrêts et une position isolée, séparées d'au moins 15 mètres (pour permettre l'accostage sur un double arrêt sans être gêné par un car arrêté sur une position en amont). Ces quais seront affectés aux lignes interurbaines ;
  - 3 positions d'arrêt rue du Marais Vert ;
  - 2 positions d'arrêt rue du Travail dans le sens de la sortie de ville, a priori plutôt destinée aux lignes 73 et 75, en terminus en provenance du nord et qui pourront faire un circuit empruntant la rue Friese ;
  - 1 position d'arrêt rue du travail, côté square, pour l'arrêt des lignes C3 et 16 à proximité de l'entrée nord des Halles.



FIGURE 6: SCHÉMA FONCTIONNEL DU RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR DES HALLES



### 3.3. Les mobilités douces

Le projet de réaménagement du secteur des Halles permettra d'améliorer/créer, dès 2025 :

- La liaison entre la gare Basse/Cronenbourg et le centre-ville, grâce à l'amélioration du parcours cyclable rue Wodli (« petit tunnel » du franchissement ferroviaire réservé aux modes actifs et création d'une piste jusqu'au Boulevard Wilson),
- La liaison cycle entre la Petite rue des magasins (et le tunnel sous le faisceau ferroviaire) et le Ring piétons et vélo passant par la rue des Halles et la rue de Sébastopol,
- Des itinéraires cycles sécurisés sur la rue du Marais Vert, mutualisé avec les bus dans le sens Est-Ouest et via une piste cyclable monodirectionnelle en contre sens vers le centre-ville, reliant notamment la rue de Pâques.

À l'horizon 2027, l'insertion du projet tramway nord permettra de compléter les aménagements cyclables par la création d'une piste cyclable bidirectionnelle le long du boulevard Wilson.

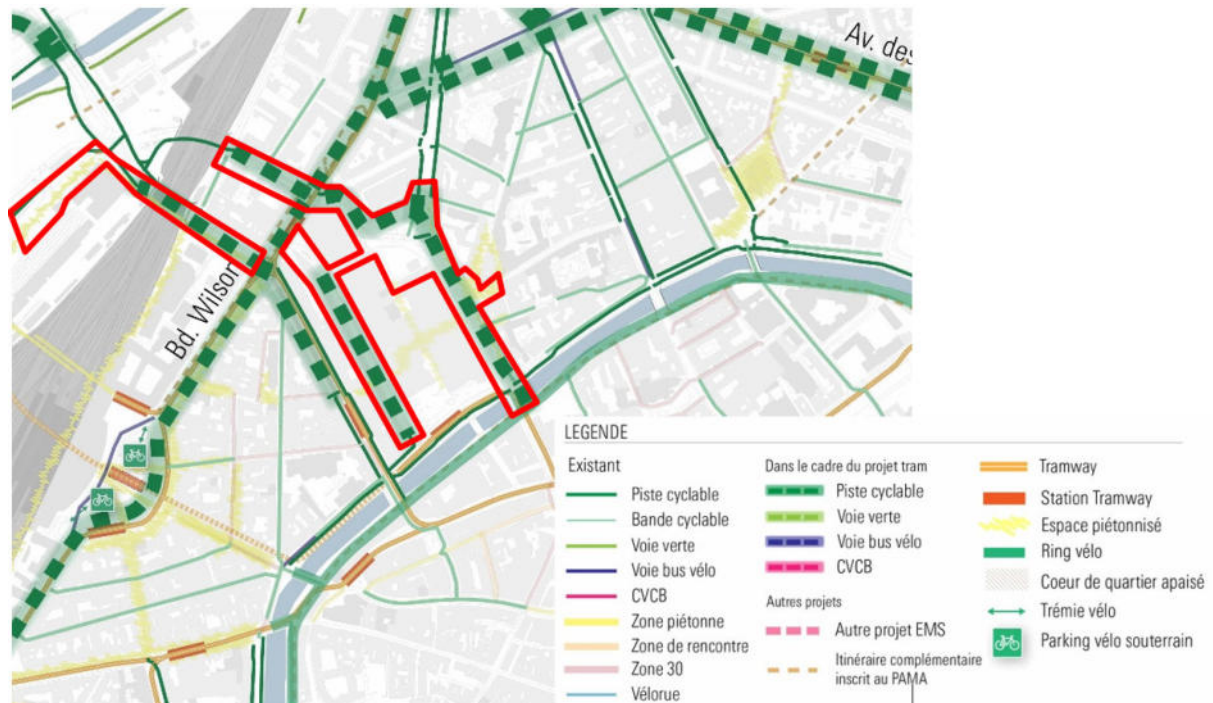


FIGURE 7 : PLAN DU RÉSEAU CYCLABLE PROJETÉ À L'HORIZON 2027 AVEC IDENTIFICATION DU PROJET DE HUB MULTIMODAL – SECTEURS HALLES ET ARRIERE GARE

#### Le stationnement des vélos

L'offre de stationnement cycle existante sera renforcée. Des dispositifs pour le stationnement des vélos (arceaux) seront mis en place :

- 72 arceaux entre les arbres d'alignement existants de la rue de Sébastopol ;
- 30 arceaux au niveau du futur parc des Halles, au Nord du Centre Commercial ;
- 30 arceaux sur la rue du Marais Vert, au droit de l'accès du Centre Commercial.

Soit un total prévu de 132 arceaux sur le secteur des Halles.

### 3.4. Le plan de circulation multimodal

Le plan de circulation ci-dessous synthétise la mise en place dans le quartier gare- halles des différents principes exposés au chapitre précédent à l’horizon 2027. Il intègre les modifications de plan de circulation liées au projet de ring pour les modes actifs, celle du projet des Halles et celles du projet tramway.

Il présente :

- l’affectation des voies et des sens de circulation pour les différents modes (voitures, bus, tram, pistes cyclables), le long du tracé tramway proprement dit ;
- les modifications de circulation introduites par le projet dans son environnement élargi (surlignées en mauve) et notamment :
  - les changements de sens de circulation destinés à éviter les itinéraires de shunt à travers les quartiers ;
  - les mesures d’optimisation du trafic à une échelle élargie.
- les modifications et ajustements intégrés suite aux ateliers et réunion de concertation qui ont eu lieu durant la phase AVP au printemps 2023 (repérées par des étoiles rouge, détail présenté dans le bilan de la concertation de juillet 2023).

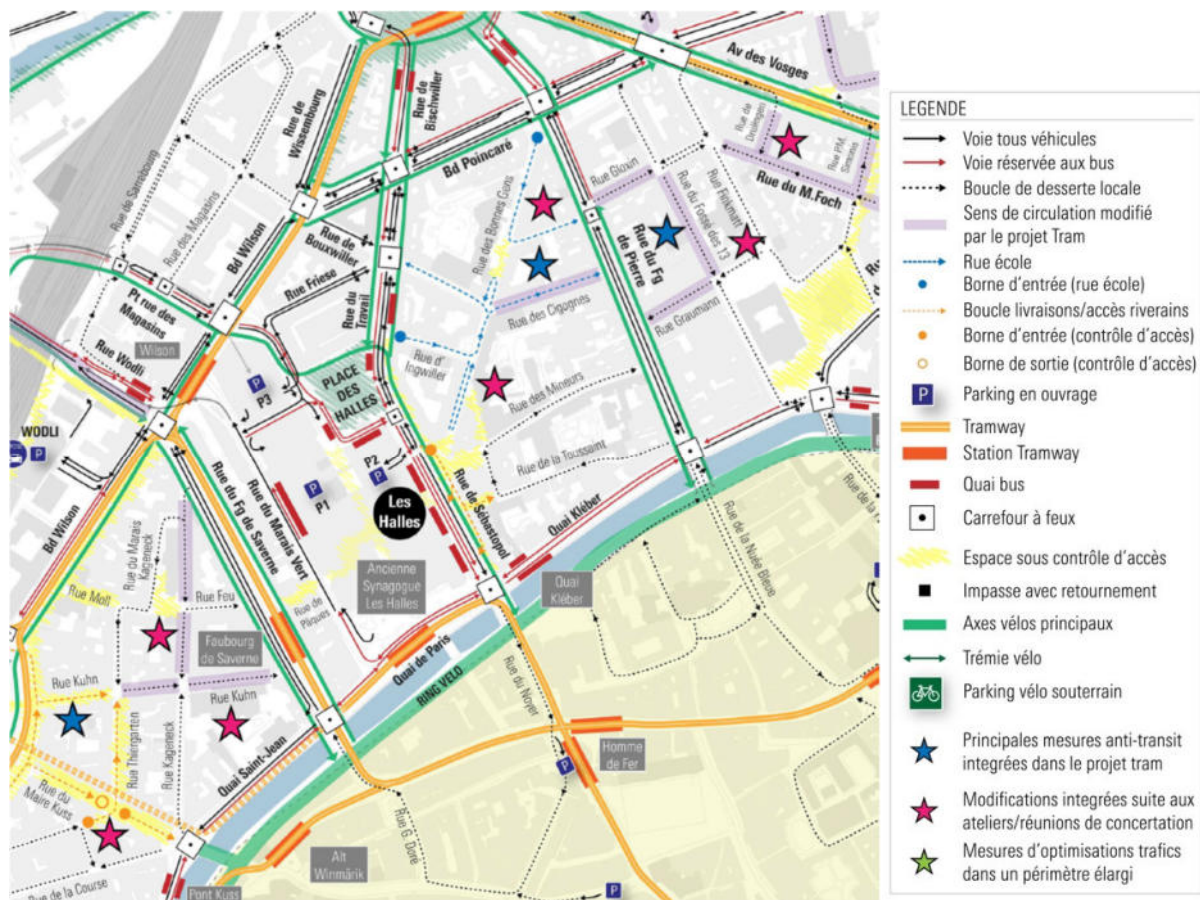


FIGURE 8 : PLAN DE CIRCULATION MULTIMODAL

## 4. Descriptif des aménagements

### 4.1. Aspects techniques (dimensionnement)

Les différentes règles retenues pour le dimensionnement des aménagements projetés sont issues du règlement de voirie de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que du retour d'expérience de l'exploitation par la CTS et la CTBR des lignes de bus et cars existantes. Elles ont été appliquées en retenant les dispositifs les plus sécuritaires pour tous les types de déplacements concernés par le projet.

Les éventuels alignements d'arbres plantés le long des voies sont disposés avec une distance minimum de 3.00 m entre l'axe du tronc et la limite de propriété et 2.00 m des réseaux (sauf dérogation spécifique à 1,50 m sous condition).

Les largeurs minimales des voies de circulation sont de 3 m. La largeur des îlots directionnels est au minimum de 1,25 m.

Le stationnement longitudinal est prévu dans une bande de 2 m de largeur, en bordure des trottoirs.

Les pistes cyclables sont dessinées à minima à 3 m pour les bidirectionnelles et à 1,5 m pour les unidirectionnelles (séparateurs de 0,5 m en sus).

Les trottoirs sont aménagés avec une largeur minimale ponctuelle de 1,5 m sur les sections libres de tous obstacles, et une largeur minimale générale de 2m.

Lorsque la traversée piéton/cycle de voies circulées ou PC n'est pas protégée par feux, des refuges piétons de 2 m minimum (largeur recommandée de 2.50m) entre la chaussée et la plate-forme seront réalisés pour garantir une bonne sécurité des piétons et des cyclistes aux traversées de carrefours, dans un maximum de 9 m de traversée.

Les prescriptions du cahier des charges « accessibilité/bus » de l'Eurométropole de Strasbourg sont appliquées systématiquement, notamment en matière de dimensionnement des chaussées empruntées par les autobus (soit 6,50 m de largeur minimum en section droite) et d'équipement des arrêts de bus aux normes « accessibilité ». Le dimensionnement des cheminements piétons, que ce soit sur les quais de stations ou sur les trottoirs d'accès aux stations sera défini en conformité avec les textes d'application de la loi « HANDICAP » du 11 février 2005 (qui sont répertoriés dans le Dossier de Définition de Sécurité, notamment l'arrêté du 15-01-2007 portant application du Décret n° 2006-1658 du 21-12-2006).















PLAN DES AMENAGEMENTS		LES REVETEMENTS DE SURFACE	
1/2000		 Enrobé fin PC / PLTF	
		 Enrobé teinté Voie Cyclable Bidir	
		 Enrobé chaussée	
		 Pavés béton autobloquants	
		 Sablé parc	
		 Strate herbassée / arbustes	
<b>LES ACCES</b>		 Arbres projetés	
 Accès garages / VP		 Arbres existants	
 Accès piétons commerces		 Arbres supprimés	
 Accès activités médicales			
 Accès professions libérales / Ecoles / Organismes d'Etat			
 Borne Amovible			

FIGURE 9 : LÉGENDE DES PLANS D'AMÉNAGEMENT



## 4.2. La rue des Halles et le square des Halles

La réorganisation des transports interurbain CTBR permettra de libérer l'emprise de la gare routière actuelle et la refonte globale de ce secteur. La voirie au niveau du square des Halles sera réimplantée au plus proche du centre commercial, cela afin de libérer le maximum d'emprise pour le futur parc des Halles. Cette voirie sera dédiée exclusivement aux bus afin de garantir un temps de trajet optimal jusqu'à la rue Sébastopol. Quelques quais de dépose/reprise des voyageurs seront aménagés entre le futur parc des Halles et le centre commercial.

Les usagers venant du boulevard Wilson pourront accéder :

- Au parking P3 par la rue des Halles
- À l'aire de livraison des Halles
- Au parking P1 via la rue de l'ancienne Gare

Bien que les voiries au Nord du square actuel, à l'Est de la piste cyclable de la rue des Halles, le tronçon de la rue Marais Vert entre la rue de l'Ancienne Gare et le boulevard Wilson et les places de stationnement associées soient supprimées, une voie en contre-sens sur l'Est de la rue des Halles sera maintenue afin que le mouvement de sortie depuis le parking P3 vers le Nord et le Centre de la ville soit toujours possible : la possibilité de tourner à gauche sur la rue des Halles en sortant du parking P3 et rejoindre la rue du travail et la place de Haguenau via la rue Friese.

Le square des Halles sera considérablement agrandi, passant d'environ 1000 m<sup>2</sup> à environ 3700 m<sup>2</sup>. Son aménagement paysager ainsi que ses équipements seront définis plus précisément au stade des études de PROJET.

Une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m de largeur permettra de relier de manière continue la petite rue des magasins à la rue du Travail puis à la rue de Sébastopol, et viendra compléter le réseau cyclable existant en s'y raccordant.

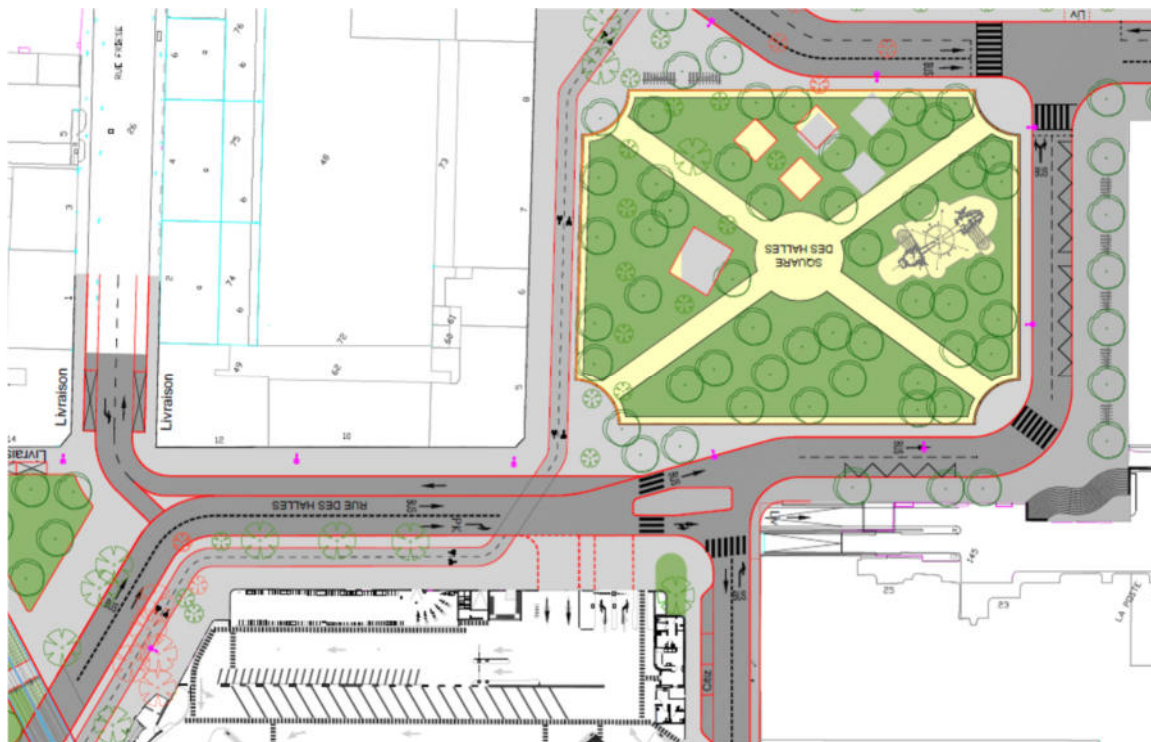


FIGURE 10 : AMENAGEMENT DE LA RUE DES HALLES ET DU SQUARE DES HALLES AU STADE DE L'AVANT-PROJET

### 4.3. La rue de Sébastopol

Les principaux changements sur la rue de Sébastopol seront visibles sur le côté Est du terre-plein planté de la rue.

- À l'Ouest, la chaussée à 3 voies sera conservée avec une voie dédiée aux quais bus (6 quais), une voie réservée bus permettant à ces derniers d'accéder/sortir du quai et une voie pour les véhicules légers.
- À l'Est de l'alignement d'arbres, la circulation sera réservée aux mobilités actives via l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m, ainsi qu'un trottoir de 6 à 7 m pouvant également accueillir des terrasses dont l'emprise restera à définir.
- Les stationnements sur voirie et la circulation dans le sens Sud-Nord seront supprimés. Les livraisons seront assurées via l'utilisation de cet espace réservé aux mobilités actives uniquement en venant du Nord et en repartant vers le sud.
- La rue de la Toussaint sera piétonnisée sur son extrémité Ouest à partir de la rue Clément.
- La place Clément sera réaménagée et fermée à la circulation au niveau de la rue des Bonnes Gens via la création d'une aire de retournement en limite de la rue école étendue à l'école Notre Dame, en interface avec le projet de Hub multimodal. L'aménagement de la rue des Bonnes Gens, de la rue Clément qui font partie du projet de rue Ecole sont étudiés en cohérence avec le projet de Hub multimodal dans l'objectif de créer une grande aire piétonne au niveau de la place, avec la possibilité de déployer de nouveaux usages.
- L'avant-projet tient compte de la suppression de la passerelle du complexe immobilier des Halles qui débouche sur la place Clément, afin de libérer les emprises sur cette dernière. La passerelle participe à l'évacuation du complexe immobilier des Halles en cas d'incendie ou autres événements. À ce titre la maîtrise d'ouvrage de l'opération de démolition de la passerelle et de reconstitution des sorties de secours sera assurée par l'ASCH (Association Syndicale du Complexe des Halles). Une étude est en cours sous maîtrise d'ouvrage ASCH afin de déterminer les contraintes réglementaires de sa démolition (reprise des UP et du plan d'évacuation).
- Enfin, les entrées/sorties du parking P2 sont conservées à leur implantation actuelle, le parking sera accessible uniquement depuis la rue du Travail avec une sortie possible vers le Nord via rue du Travail ou la boucle de circulation de la grande île vers la rue du Faubourg de Saverne. L'élargissement du trottoir au droit des accès du parking P2 permettra de sécuriser les traversées.



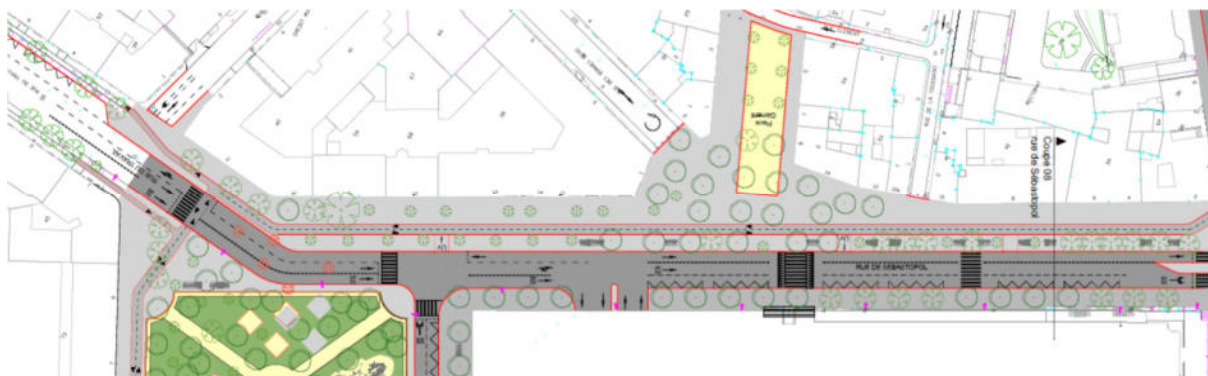
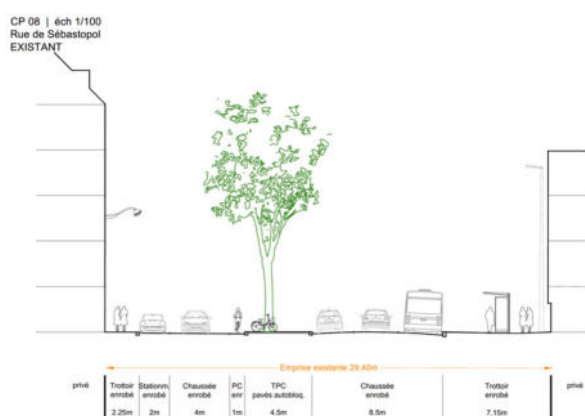
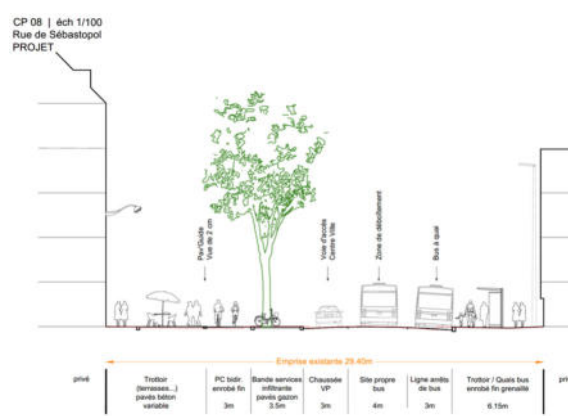


FIGURE 11 : AMENAGEMENT DE LA RUE DE SEBASTOPOL AU STADE DE L'AVANT-PROJET



Coupe existant rue Sébastopol



Coupe projet rue Sébastopol

#### 4.4. La rue du Marais Vert

La rue sera conservée en sens unique. L'accès sera limité :

- Aux bus via la boucle de circulation autour des Halles ou depuis les quais ;
- Aux entrées/sorties du parking P1 ;
- Aux riverains qui devront y accéder depuis la rue du Faubourg de Pierre puis le quai Kléber.

La rue sera mise en impasse sur le boulevard du Président Wilson. Côté rue du Marais Vert, la sortie du parking P3 se fera uniquement via la trémie vers la rue Wodli et l'échangeur de Cronenbourg, mouvement qui n'est pas possible directement aujourd'hui. Cet aménagement nécessite l'adaptation de l'entrée de la trémie ainsi que des travaux de déplacement des barrières à l'intérieur du parking P3.

L'accès au parking P1 au Nord de la rue du Marais Vert sera possible également via la rue de l'Ancienne Gare et moyennant la mise à double sens d'un petit tronçon de la rue du Marais Vert au croisement de la rue de l'Ancienne Gare.

Le stationnement sera conservé sur le côté Ouest de la rue, sera supprimé côté Est afin d'élargir le trottoir qui est presque inexistant de ce côté et créer un alignement d'arbres, 3 quais bus seront également créés sur ce côté afin de permettre une flexibilité d'exploitation du pôle des halles (dépose/prise de voyageurs ou régulation).

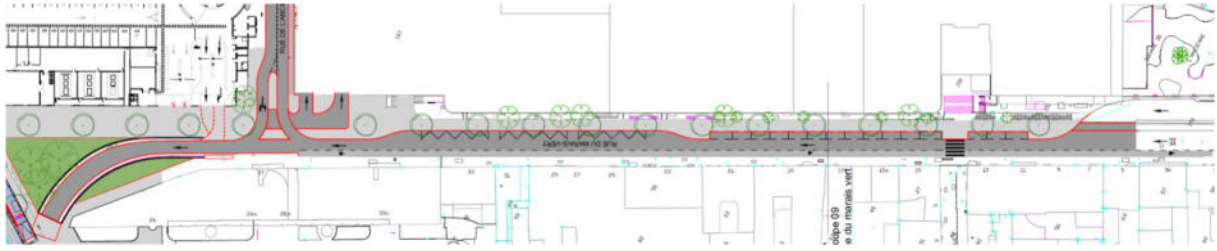


FIGURE 12 : AMENAGEMENT DE LA RUE DU MARAIS VERT AU STADE DE L'AVANT-PROJET



Coupe existant rue du Marais Vert

Coupe projet rue du Marais Vert

#### 4.5. La Petite rue des Magasins

La création d'une voie réservée bus entre la M35 et la gare routière des Halles nécessite le réaménagement de la Petite rue des Magasins. La piste cyclable bidirectionnelle sera continuée entre le tunnel sous le faisceau ferroviaire et le boulevard du Président Wilson, côté Sud de la rue et permettra de supprimer le carrefour à feux au centre de la rue. Le croisement PC/TAD vers la gare centrale sera géré au niveau du carrefour sur le boulevard du Président Wilson.

Les rues de Sarrelouis et Sarrebourog seront raccordées de manière plus directe afin de réduire les emprises et élargir les trottoirs.

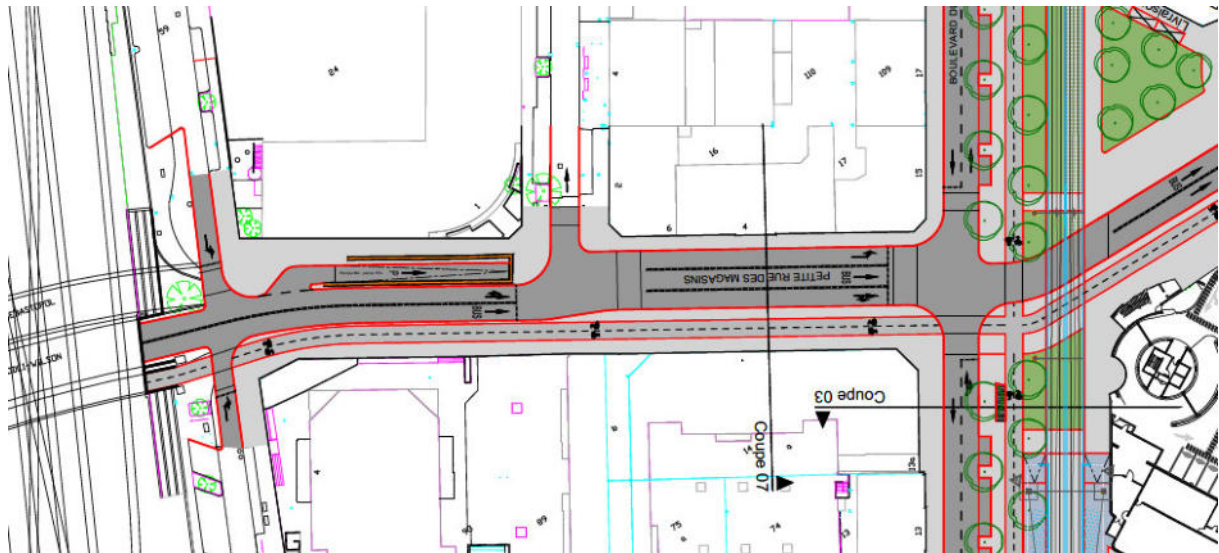


FIGURE 13 : AMENAGEMENT DE LA PETITE RUE DES MAGASINS AU STADE DE L'AVANT-PROJET



Coupe existant Petite rue des Magasins

Coupe projet Petite rue des Magasins

Un nouvel accès vers la trémie existante d'accès au parking P3 sera créé avant le croisement avec la rue des Magasins et permettra d'accéder directement au P3 sans passer par le carrefour Wilson/Magasins.

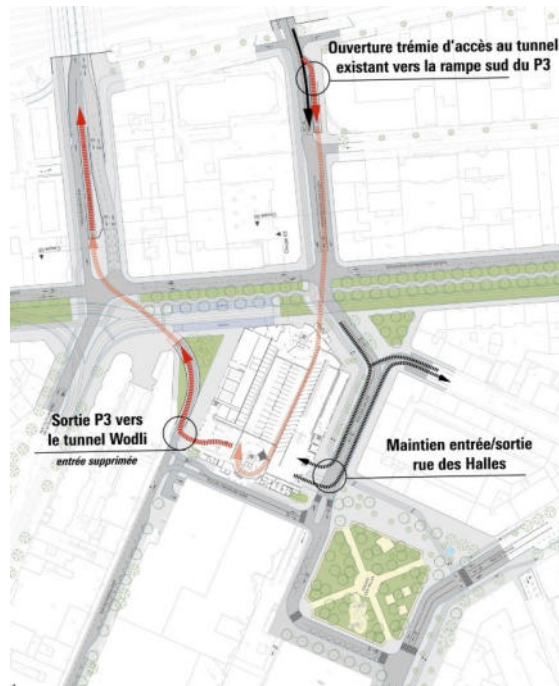


FIGURE 14: SCHÉMA FONCTIONNEL DE LA RÉUTILISATION DE L'ANCIEN TUNNEL DES HALLES

#### 4.6. Secteur arrière gare : gare routière provisoire

L'aménagement consiste en la réalisation d'un linéaire de 6 quais bus et cars permettant la dépose/prise de voyageurs ainsi que la régulation des bus et des cars.

- Ces quais seront implantés sur un espace déjà imperméabilisé, de propriété SNCF.
- L'accès se fera par une boucle de circulation dans le sens horaire depuis la rue du Rempart permettant une dépose/prise des voyageurs côté gauche.
- L'aménagement comprendra 2 voies, une voie pour la mise à quai et une voie de circulation des bus afin de garantir une souplesse d'exploitation.
- Les accès SNCF seront recréés, que ce soit vers le parking en surface des employés SNCF dans l'emprise entre les voies de maintenance des trains et cette gare routière provisoire ainsi que vers les utilités plus au sud du site.



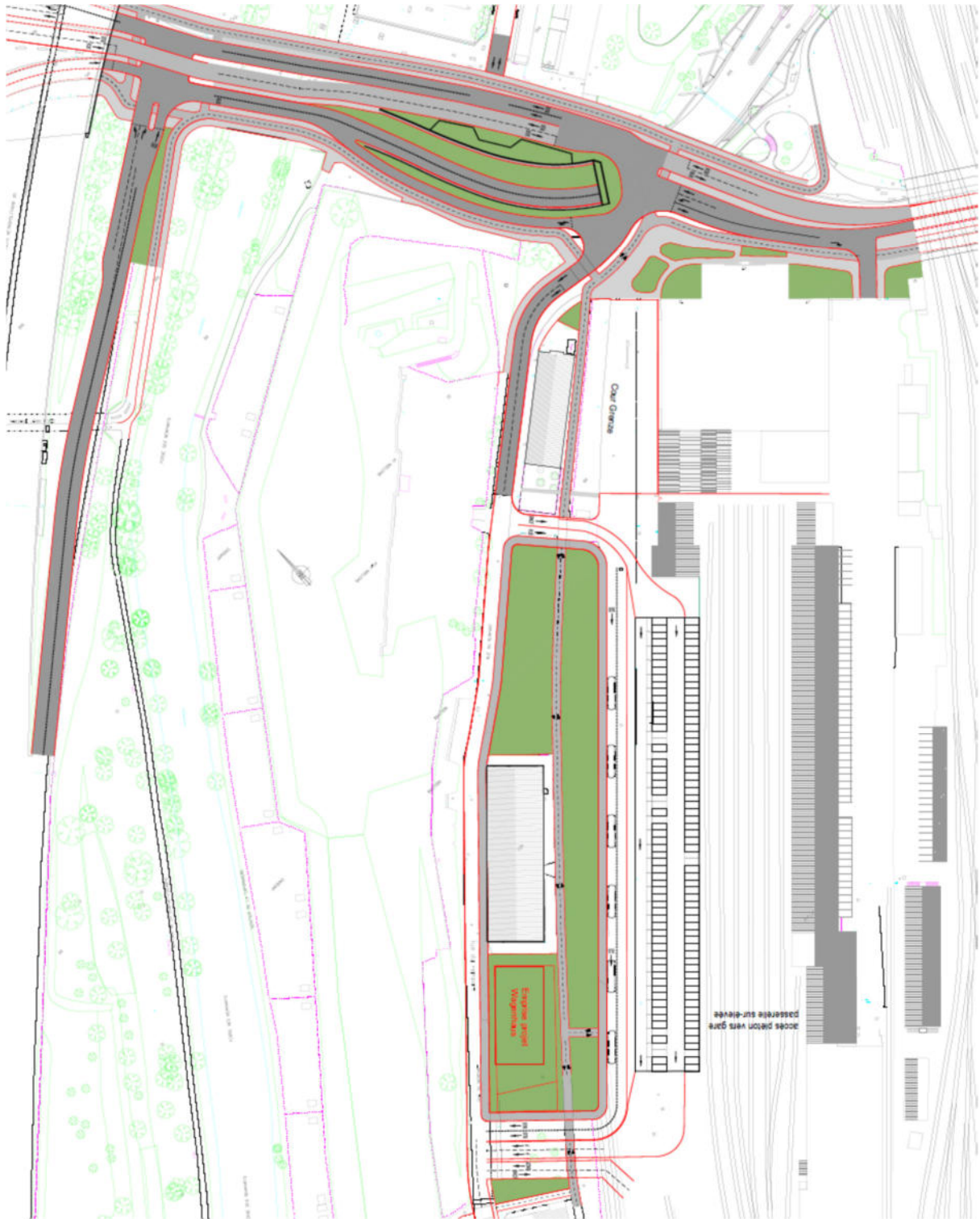


FIGURE 15 : AMENAGEMENT DU SITE DE L'ARRIÈRE GARE (GARE ROUTIÈRE PROVISOIRE) AU STADE DE L'AVANT-PROJET

## 4.7. La rue Georges Wodli

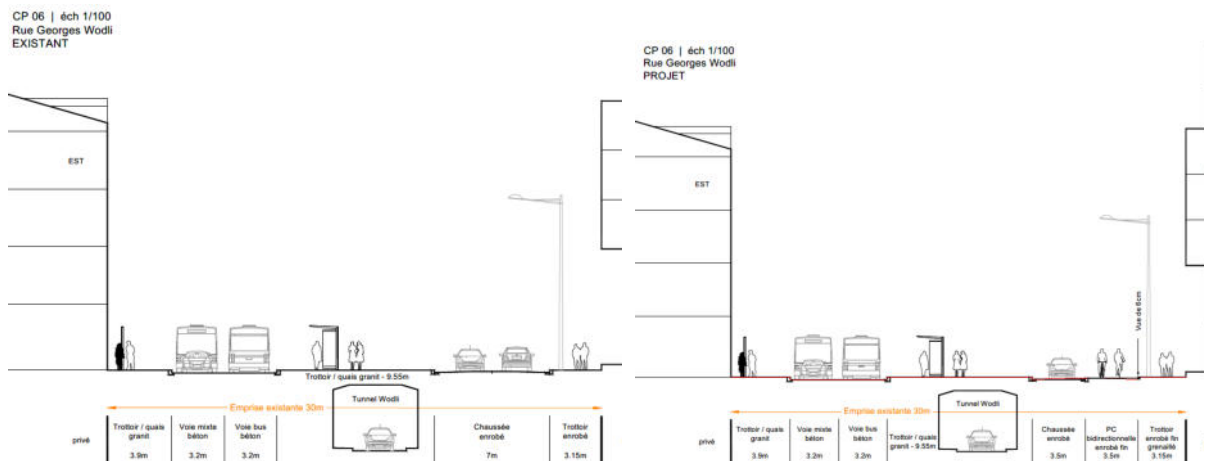
Afin de garantir un cheminement sécurisé entre l'arrière gare et le centre-ville/la gare centrale, mais également pour améliorer le cheminement cycle existant entre Cronenbourg et le centre de Strasbourg, la moitié Sud de la rue Georges Wodli sera réaménagée depuis le faisceau ferroviaire jusqu'au boulevard du Président Wilson via :

- La réservation du tunnel sud sous le faisceau ferroviaire aux piétons et cyclistes ;
- La suppression de la voie entrante vers Strasbourg (sauf accès portail SNCF situé en amont du tunnel ferroviaire).
- La création d'une piste cyclable directionnelle de 3,5 m de large en lieu et place de la voie supprimée.
- Pour le parking Wodli, la sortie sera conservée sur la rue Wodli. L'entrée se fera par le boulevard Wilson via la Petite rue des Magasins.

Les aménagements sur le côté Nord de la rue Georges Wodli (la voie BHNS et la sortie de Strasbourg vers Cronenbourg) restent inchangés.



FIGURE 16 : FIGURE 17 : AMENAGEMENT DE LA RUE WODLI AU STADE DE L'AVANT-PROJET



Coupe existant rue Wodli

Coupe projet rue Wodli

## 4.8. Plantations

L'objectif de plantation d'arbres dans le cadre de réaménagement du secteur totalise environ 85 nouveaux arbres. Ces chiffres correspondent toutefois au stade des études d'avant-projet pourraient évoluer dans l'approfondissement des études :

- 44 arbres plantés dans le futur parc des Halles et 7 arbres sur les trottoirs à proximité immédiate, sous réserve d'une épaisseur suffisante sur l'ancienne trémie Sébastopol passant sous le square ;
- 10 arbres plantés au niveau des quais bus le long du centre commercial, sous réserve d'une épaisseur de substrat suffisante sur l'ancien Hôpital en partie situé sous les quais ;
- 6 arbres plantés au niveau de la nouvelle placette en extrémité ouest de la rue des Halles, au droit de la rue Friese ;
- 15 arbres plantés sur le place Clément, sous réserve de la démolition de la passerelle permettant d'accéder au niveau 1 du centre commercial ;
  - Un alignement d'arbres sera mis en œuvre sur le trottoir côté Est de la rue du Marais Vert.
  - Les alignements d'arbres existants situés à l'axe de la rue de Sébastopol et sur le trottoir côté centre commercial seront conservés et complétés.

La réalisation du projet implique néanmoins l'abattage de 10 arbres existants.

#### **4.9. L'offre de stationnement automobile sur voirie**

Le secteur des Halles dispose de 2500 places de stationnement dans les parkings P1, P2 et P3, et de 225 places de stationnement sur voirie.

À ce stade de l'étude, le bilan du stationnement sur voirie dans le secteur est estimé à 167 places supprimées, et 58 places maintenues. Des places pour des usages spécifiques seront aménagées ponctuellement (PMR, CITIZ, livraisons) sur l'espace public. Le stationnement des taxis est envisagé rue du Marais Vert.

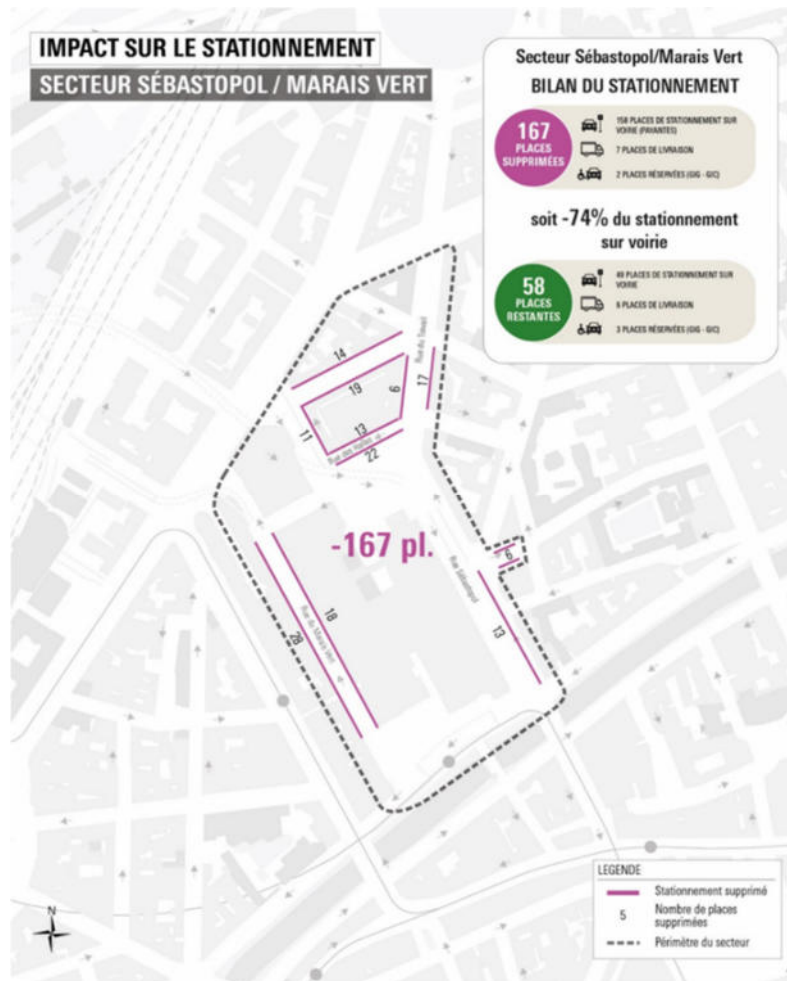


FIGURE 18 : IMPACTS SUR LE STATIONNEMENT SUR VOIRIE AU STADE DE L'AVANT-PROJET

## 5. Interfaces et projets connexes

### Le projet de développement du réseau de tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim

Le projet de tramway entrera en travaux presque en même temps que le projet de Hub multimodal, pour une mise en service projetée fin 2027. Même si ces deux projets sont indépendants, les études du projet de tramway et du projet de hub multimodal sont réalisées en totale coordination puisque réalisées par le même groupement de maîtrise d'œuvre.

### Ring pour les piétons et les vélos

Le projet de Ring pour les piétons et les vélos, prévoyant dès 2023 la bascule des bus urbains sur le quai extérieur de la Grande Ile, est intégré comme hypothèse de travail, notamment le fait que la trémie routière située devant le parvis Sud du centre-commercial sera empruntée uniquement par les transports en commun et les riverains de la rue du Marais Vert. Le fonctionnement des différents réseaux de mobilité proposé pour le projet de Hub multimodal – Secteurs Halles et arrière gare est pensé en totale cohérence.

### Puits de rejet ASCH



L'Association Syndicale Libre (ASCH) prévoit la création d'un puits de rejet pour les besoins de climatisation du complexe des Halles. Ces travaux seraient réalisés dans une temporalité proche de celle du projet des Halles ; les interfaces sont bien traitées dans la définition du phasage des travaux sur le secteur.

### **Adaptations du parking P3**

Les modifications suivantes donneront lieu à des interfaces de projet avec le délégataire :

- L'accès via le tunnel d'accès existant depuis la petite rue des magasins, mais aujourd'hui fermé sera pour partie réutilisé. Les travaux de génie civil sont compris dans le projet de réaménagement du secteur des Halles, tandis que les autres travaux dont les équipements notamment pourraient être à la charge du délégataire.
- Côté rue du Marais Vert, les 2 entrées seront supprimées et les 2 sorties seront déplacées en lieu et place des 2 entrées, ce qui nécessite des déplacements de barrières ainsi que quelques adaptations d'ilots et de signalisation

### **Passerelle et accessibilité centre commercial depuis la place Clément**

Cette passerelle qui a été installée à l'origine de la création de la place des Halles est un équipement qui est d'usage et donc de propriété commune à l'ensemble des membres de l'Association Syndicale Libre appelée ASCH.

La passerelle participe à l'évacuation du complexe des Halles en cas d'incendie ou autres événements. Une étude est en cours sous maîtrise d'ouvrage ASCH afin de déterminer les contraintes réglementaires de sa démolition (reprise des UP et du plan d'évacuation).

Le projet d'aménagement du hub multimodal sur le secteur des Halles tiendra compte des conclusions de cette étude et notamment des réserves à prévoir sur l'espace public rendant possible le remplacement de la passerelle par un autre système d'évacuation (de type escalier par exemple).

### **Projet de rue école Rue des Bonnes Gens**

L'extension de la rue école existante autour de l'école « Saint –Jean » est projetée devant l'école Notre Dame. Le plan de circulation envisagé dans ce cadre est pris en compte dans les études de transformation du site des Halles, afin de permettre notamment la piétonnisation de la Place Clément.

## **Annexe 3**

**Relative à la délibération « Projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs Halles et arrière gare : Arrêt du bilan de concertation, approbation des études d'avant-projet, transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, poursuite des études et travaux avec la CTS »**

### **Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à l'Eurométropole de Strasbourg**

**Projet de Hub multimodal de Strasbourg  
Secteurs Halles et arrière gare**

**Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à  
l'Eurométropole de Strasbourg**

(art. L. 2422-12 du Code de la commande publique)

Entre :

**La Commune de Strasbourg (ci-après désignée Ville ou Ville de Strasbourg)**, ayant son siège au 1 parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg Cedex, représentée par sa Maire, Mme Jeanne BARSEGHIAN, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2022,

Et :

**L'Eurométropole de Strasbourg (ci-après désignée EMS)**, ayant son siège au 1 parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg Cedex, représentée par sa Présidente, Mme Pia IMBS, agissant en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 28 juin 2022,

## **PREAMBULE**

Les travaux d'aménagement nécessaires pour la réalisation du projet de Hub multimodal de Strasbourg, secteurs « Halles » et « arrière gare » sur le ban communal de la Ville de Strasbourg, relèvent des maîtrises d'ouvrage de :

- la Ville de Strasbourg au titre des compétences Espaces Verts et Éclairage Public ;
- de l'Eurométropole de Strasbourg au titre des compétences Mobilité, Transports et Aménagement / Entretien des Voiries Métropolitaines.

Par délibérations en date du 6 novembre 2023 (Ville de Strasbourg) et en date du 10 novembre 2023 (Eurométropole de Strasbourg), les études d'avant-projet et le programme des travaux de cette opération ont été approuvés par les collectivités, chacune pour ce qui la concerne.

La Ville et l'EMS ont un intérêt à organiser une maîtrise d'ouvrage unique dans les objectifs suivants :

- une optimisation de la qualité des réalisations (conception et suivi par la même maîtrise d'œuvre, réalisation par les mêmes entreprises) ;
- une optimisation du coût des travaux (économies d'échelle notamment, meilleure définition des responsabilités respectives des entreprises) ;
- une optimisation du planning des travaux et une cohérence dans la réalisation des travaux.

Pour ce faire, afin de garantir une parfaite unité fonctionnelle et technique de l'aménagement à réaliser, il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage totale du projet de Hub multimodal de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg.

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

- 1.1 Dans les conditions et limites déterminées par la présente convention, la Ville de Strasbourg transfère à l'Eurométropole de Strasbourg, qui devient ainsi maître d'ouvrage unique, la maîtrise d'ouvrage des travaux de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière gare, qui relèvent de sa seule compétence, tels que ces travaux sont définis à l'article 3.
- 1.2 La présente convention précise les conditions d'organisation du transfert de maîtrise d'ouvrage et en fixe le terme. Elle organise les conditions administratives, techniques et financières du transfert lors des phases études et travaux, jusqu'à la remise des ouvrages.
- 1.3 L'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité de maître d'ouvrage unique, est autorisée par la Ville de Strasbourg à confier, si elle le souhaite, la conception et la réalisation des travaux à la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) dans le cadre de la concession conclue avec cette dernière. Dans ce cas, la CTS exerce la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans les conditions définies par la convention de concession et par la convention particulière de travaux prise en son application.
- 1.4 Après leur réception, les ouvrages réalisés en application de la présente convention qui relèvent de la compétence de la Ville de Strasbourg, sont remis à cette dernière dans les conditions stipulées à l'article 6.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU PROJET**

Avant d'opérer un transfert de maîtrise d'ouvrage, les Parties sont convenues de leurs programmes de travaux respectifs repris dans les stipulations qui suivent.

### **2.1 LES CARACTÉRISTIQUES D'AMÉNAGEMENT**

Le projet de réaménagement du secteur « Halles » et « arrière gare » est réparti sur plusieurs secteurs opérationnels :

- **Le secteur des Halles** comprenant :
  - La rue et le square des Halles
  - La rue de Sébastopol,
  - La rue de l'Ancienne Gare,
  - L'extrémité sud de la rue du Travail et la place Clément
  - La rue du Marais Vert
  - La Petite rue des magasins et la trémie d'accès au P3
- **Le secteur arrière gare** comprenant :
  - L'aménagement d'une gare routière en arrière gare
  - L'amélioration du cheminement piéton vers le centre-ville sur la rue Georges Wodli

Les aménagements cherchent à améliorer et à fiabiliser les services de transports en commun. Ils permettent également d'améliorer la commodité et la sécurité des circulations piétonnes et vélo. Ils sont conformes aux normes en vigueur en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, qu'il s'agisse des aménagements de voirie ou des arrêts de bus et de cars.

Enfin, ils visent à améliorer significativement les espaces végétalisés et avec la plantation d'un maximum d'arbres.

Les aménagements sont conditionnés par la refonte en profondeur des circulations automobiles et du fonctionnement des transports en commun autour du secteur des Halles.

### **La circulation automobile et le fonctionnement des transports en commun**

Concernant les circulations automobiles et les accès aux parkings :

- L'accès au parking P1 : entrée uniquement via la rue des Halles, la rue de l'Ancienne Gare et la rue du Marais Vert, sortie par la rue du Marais Vert via la trémie vers la rue Georges Wodli et l'échangeur de Cronembourg ;
- Accès au P2 : entrée uniquement par la rue du Travail, sortie possible vers la rue du Travail ou vers le pont de Paris et la Grand Ile ;
- Accès au P3 : entrée uniquement par la rue des Halles, sortie possible par la rue des Halles pour rejoindre le Nord-Centre de ville via la rue Friese/rue du Travail, ou par la rue du Marais Vert pour la sortie de ville via la trémie vers la rue Georges Wodli et l'échangeur de Cronembourg.
- Un nouvel accès au tunnel historique permet de rejoindre parking P3 depuis la Petite rue des Magasins (réutilisant pour partie un ouvrage existant).
- L'accès au parking Wodli se fera par le boulevard Wilson.

Concernant les transports en commun :

- L'espace gare routière actuel est supprimé.
- Entre 12 et 15 arrêts de transports en commun sont aménagés sur l'espace public, pour faire fonctionner la desserte des cars interurbains et des bus urbains sous forme de halte.
- Des couloirs réservés sont aménagés sur la Petite rue des Magasins, la rue des Halles, la rue du Travail, la rue de Sébastopol et la rue de l'Ancienne Gare. Les voiries situées au sud du square agrandi sont uniquement réservées aux transports en commun.
- 4 à 6 arrêts seront aménagés de façon provisoire en arrière gare, ils seront accessibles par la rue du Rempart.

### **L'aménagement de la rue des Halles et du square des Halles :**

La réorganisation des transports interurbain CTBR permettra de libérer l'emprise de la gare routière actuelle et la refonte globale de ce secteur. La voirie au niveau du square des Halles sera réimplantée au plus proche du centre commercial, cela afin de libérer le maximum d'emprise pour le futur parc des Halles. Cette voirie sera dédiée exclusivement aux bus afin de garantir un temps de trajet optimal jusqu'à la rue Sébastopol. Quelques quais de dépose/reprise des voyageurs seront aménagés entre le futur parc des Halles et le centre commercial.

Les usagers venant du boulevard Wilson pourront accéder :

- Au parking P3 par la rue des Halles
- À l'aire de livraison des Halles
- Au parking P1 via la rue de l'ancienne Gare

Bien que les voiries au Nord du square actuel, à l'Est de la piste cyclable de la rue des Halles, le tronçon de la rue Marais Vert entre la rue de l'Ancienne Gare et le boulevard Wilson et les places de stationnement associées soient supprimées, une voie en contre-sens sur l'Est de la rue des Halles sera maintenue afin que le mouvement de sortie depuis le parking P3 vers le Nord et le Centre de la ville soit

toujours possible : la possibilité de tourner à gauche sur la rue des Halles en sortant du parking P3 et rejoindre la rue du travail et la place de Haguenau via la rue Friese.

Le square des Halles sera considérablement agrandi, passant d'environ 1000 m<sup>2</sup> à environ 3700 m<sup>2</sup>. Son aménagement paysager ainsi que ses équipements seront définis plus précisément au stade des études de PROJET.

Une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m de largeur permettra de relier de manière continue la petite rue des magasins à la rue du Travail puis à la rue de Sébastopol, et viendra compléter le réseau cyclable existant en s'y raccordant.

### **L'aménagement de la rue de Sébastopol :**

Les principaux changements sur la rue de Sébastopol seront visibles sur le côté Est du terre-plein planté de la rue.

- À l'Ouest, la chaussée à 3 voies sera conservée avec une voie dédiée aux quais bus (6 quais), une voie réservée bus permettant à ces derniers d'accéder/sortir du quai et une voie pour les véhicules légers.
- À l'Est de l'alignement d'arbres, la circulation sera réservée aux mobilités actives via l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m, ainsi qu'un trottoir de 6 à 7 m pouvant également accueillir des terrasses dont l'emprise restera à définir.
- Les stationnements sur voirie et la circulation dans le sens Sud-Nord seront supprimés. Les livraisons seront assurées via l'utilisation de cet espace réservé aux mobilités actives uniquement en venant du Nord et en repartant vers le sud.
- La rue de la Toussaint sera piétonnisée sur son extrémité Ouest à partir de la rue Clément.
- La place Clément sera réaménagée et fermée à la circulation au niveau de la rue des Bonnes Gens via la création d'une aire de retournement en limite de la rue école étendue à l'école Notre Dame, en interface avec le projet de Hub multimodal. L'aménagement de la rue des Bonnes Gens, de la rue Clément qui font partie du projet de rue Ecole sont étudiés en cohérence avec le projet de Hub multimodal dans l'objectif de créer une grande aire piétonne au niveau de la place, avec la possibilité de déployer de nouveaux usages.
- L'avant-projet tient compte de la suppression de la passerelle du complexe immobilier des Halles qui débouche sur la place Clément, afin de libérer les emprises sur cette dernière. La passerelle participe à l'évacuation du complexe immobilier des Halles en cas d'incendie ou autres événements. À ce titre la maîtrise d'ouvrage de l'opération de démolition de la passerelle et de reconstitution des sorties de secours sera assurée par l'ASCH (Association Syndicale du Complexe des Halles). Une étude est en cours sous maîtrise d'ouvrage ASCH afin de déterminer les contraintes réglementaires de sa démolition (reprise des UP et du plan d'évacuation).
- Enfin, les entrées/sorties du parking P2 sont conservées à leur implantation actuelle, le parking sera accessible uniquement depuis la rue du Travail avec une sortie possible vers le Nord via rue du Travail ou la boucle de circulation de la grande île vers la rue du Faubourg de Saverne. L'élargissement du trottoir au droit des accès du parking P2 permettra de sécuriser les traversées.

### **L'aménagement de la rue du Marais Vert :**

La rue sera conservée en sens unique. L'accès sera limité :

- Aux bus via la boucle de circulation autour des Halles ou depuis les quais ;
- Aux entrées/sorties du parking P1 ;
- Aux riverains qui devront y accéder depuis la rue du Faubourg de Pierre puis le quai Kléber.

La rue sera mise en impasse sur le boulevard du Président Wilson. Côté rue du Marais Vert, la sortie du parking P3 se fera uniquement via la trémie vers la rue Wodli et l'échangeur de Cronenbourg, mouvement qui n'est pas possible directement aujourd'hui. Cet aménagement nécessite l'adaptation de l'entrée de la trémie ainsi que des travaux de déplacement des barrières à l'intérieur du parking P3.

L'accès au parking P1 au Nord de la rue du Marais Vert sera possible également via la rue de l'Ancienne Gare et moyennant la mise à double sens d'un petit tronçon de la rue du Marais Vert au croisement de la rue de l'Ancienne Gare.

Le stationnement sera conservé sur le côté Ouest de la rue, sera supprimé côté Est afin d'élargir le trottoir qui est presque inexistant de ce côté et créer un alignement d'arbres, 3 quais bus seront également créés sur ce côté afin de permettre une flexibilité d'exploitation du pôle des halles (dépose/prise de voyageurs ou régulation).

#### **L'aménagement de la Petite rue des Magasins :**

La création d'une voie réservée bus entre la M35 et la gare routière des Halles nécessite le réaménagement de la Petite rue des Magasins. La piste cyclable bidirectionnelle sera continuée entre le tunnel sous le faisceau ferroviaire et le boulevard du Président Wilson, côté Sud de la rue et permettra de supprimer le carrefour à feux au centre de la rue. Le croisement PC/TAD vers la gare centrale sera géré au niveau du carrefour sur le boulevard du Président Wilson.

Les rues de Sarrelouis et Sarrebourg seront raccordées de manière plus directe afin de réduire les emprises et élargir les trottoirs.

Un nouvel accès vers la trémie existante d'accès au parking P3 sera créé avant le croisement avec la rue des Magasins et permettra d'accéder directement au P3 sans passer par le carrefour Wilson/Magasins.

#### **L'aménagement du secteur arrière gare : Gare routière provisoire**

L'aménagement consiste en la réalisation d'un linéaire de 6 quais bus et cars permettant la dépose/prise de voyageurs ainsi que la régulation des bus et des cars.

- Ces quais seront implantés sur un espace déjà imperméabilisé, de propriété SNCF.
- L'accès se fera par une boucle de circulation dans le sens horaire depuis la rue du Rempart permettant une dépose/prise des voyageurs côté gauche.
- L'aménagement comprendra 2 voies, une voie pour la mise à quai et une voie de circulation des bus afin de garantir une souplesse d'exploitation.
- Les accès SNCF seront recréés, que ce soit vers le parking en surface des employés SNCF dans l'emprise entre les voies de maintenance des trains et cette gare routière provisoire ainsi que vers les utilités plus au sud du site.



### **L'amélioration du cheminement piéton vers le centre-ville sur la rue Georges Wodli :**

Afin de garantir un cheminement sécurisé entre l'arrière gare et le centre-ville/la gare centrale, mais également pour améliorer le cheminement cycle existant entre Cronembourg et le centre de Strasbourg, la moitié Sud de la rue Georges Wodli sera réaménagée depuis le faisceau ferroviaire jusqu'au boulevard du Président Wilson via :

- La réservation du tunnel sud sous le faisceau ferroviaire aux piétons et cyclistes ;
- La suppression de la voie entrante vers Strasbourg (sauf accès portail SNCF situé en amont du tunnel ferroviaire).
- La création d'une piste cyclable directionnelle de 3,5 m de large en lieu et place de la voie supprimée.
- Pour le parking Wodli, la sortie sera conservée sur la rue Wodli. L'entrée se fera par le boulevard Wilson via la Petite rue des Magasins.

Les aménagements sur le côté Nord de la rue Georges Wodli (la voie BHNS et la sortie de Strasbourg vers Cronembourg) restent inchangés.

### **Plantations**

L'objectif de plantation d'arbres dans le cadre de réaménagement du secteur totalise environ 85 nouveaux arbres. Ces chiffres correspondent toutefois au stade des études d'avant-projet pourraient évoluer dans l'approfondissement des études :

- 44 arbres plantés dans le futur parc des Halles et 7 arbres sur les trottoirs à proximité immédiate, sous réserve d'une épaisseur suffisante sur l'ancienne trémie Sébastopol passant sous le square ;
- 10 arbres plantés au niveau des quais bus le long du centre commercial, sous réserve d'une épaisseur de substrat suffisante sur l'ancien Hôpital en partie situé sous les quais ;
- 6 arbres plantés au niveau de la nouvelle placette en extrémité ouest de la rue des Halles, au droit de la rue Friese ;
- 15 arbres plantés sur le place Clément, sous réserve de la démolition de la passerelle permettant d'accéder au niveau 1 du centre commercial ;
- Un alignement d'arbres sera mis en œuvre sur le trottoir côté Est de la rue du Marais Vert.
- Les alignements d'arbres existants situés à l'axe de la rue de Sébastopol et sur le trottoir côté centre commercial seront conservés et complétés.

La réalisation du projet implique néanmoins l'abattage de 10 arbres existants.

### **Le stationnement :**

Le secteur des Halles dispose de 2500 places de stationnement dans les parkings P1, P2 et P3, et de 225 places de stationnement sur voirie.

À ce stade de l'étude, le bilan du stationnement sur voirie dans le secteur est estimé à 167 places supprimées, et 58 places maintenues. Des places pour des usages spécifiques seront aménagées ponctuellement (PMR, CITIZ, livraisons) sur l'espace public. Le stationnement des taxis est envisagé rue du Marais Vert.

Des dispositifs pour le stationnement des vélos (arceaux) seront mis en place :

- 72 arceaux entre les arbres d'alignement existants de la rue de Sébastopol ;
- 30 arceaux au niveau du futur parc des Halles, au Nord du Centre Commercial ;
- 30 arceaux sur la rue du Marais Vert, au droit de l'accès du Centre Commercial.

Soit un total prévu de 132 arceaux sur le secteur des Halles.

Ces diverses caractéristiques constitueront les éléments de programme des études de "projet" qui seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage du concessionnaire CTS à l'issue de l'avant-projet.

## **2.2 ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE GLOBALE AU STADE AVANT-PROJET**

À l'issue des études d'avant-projet, l'enveloppe financière globale du projet s'établit à 11,3 millions d'euros HT (valeur juillet 2023). Elle intègre le réaménagement du secteur des Halles, l'aménagement provisoire de l'arrière gare et la sécurisation des itinéraires d'accès pour le dernier kilomètre tel que définis dans l'article 2.1, y compris les déviations de réseaux, les libérations d'emprises, ainsi que les prestations intellectuelles (frais de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, assurance, etc.).

Le coût prévisionnel des seuls « travaux » s'élève à **10.8 M€ euros HT**, valeur juillet 2023 au stade avant-projet.

Montants exprimés hors taxes (avec aléas)		Coût total	Quote-part Eurométropole de Strasbourg	Quote-part CTS	Quote-part Ville de Strasbourg
Date de valeur : juillet 2023		(€ HT)	(€ HT)	(€ HT)	(€ HT)
<b>A</b>	<b>GO00 : prestations intellectuelles</b> - dont maîtrise d'ouvrage - dont études de maîtrise d'œuvre, y compris AVP, SNCF et redevance archéologique	<b>1 430 837</b> 370 986 1 059 851	<b>1 430 837</b> 370 986 1 059 851	/	/
<b>B</b>	<b>GO01 : déviations de réseaux</b> - dont archéologie - dont protection des arbres - dont eau potable/ assainissement - dont éclairage public	<b>1 219 838</b> 203 280 76 230 726 670 213 657	<b>1 006 180</b> 203 280 76 230 726 670 /	/	<b>213 657</b> / / / 213 657
<b>C</b>	<b>GO02 : ouvrages d'art</b> - dont trémie P3 - dont équipement P3 - dont démolition passerelle - dont escalier Halles	<b>2 997 301</b> 1 760 913 1 001 600 58 697 176 091	<b>1 616 045</b> 880 456,50 500 800 58 697 176 091	/	<b>1 381 256,50</b> 880 456,50 500 800 / /
<b>D</b>	<b>GO03 : aménagements de surface</b> - dont Halles - dont rue Wodli/Magasins - dont tunnel Halles P3 - dont soutènement sortie des Halles - dont arrière gare - dont barrières, signalisation, base vie - dont aléas géotechniques, pollutions	<b>6 024 598</b> 3 333 870 480 249 272 942 369 258 967 739 547 179 53 361	<b>5 574 560</b> 3 213 851 480 249 136 471 369 258 774 191 547 179 53 361	/	<b>450 038</b> 120 019 / 136 471 / 193 548 / /
<b>E</b>	<b>GO09 : SIRAC</b>	<b>603 524</b>	<b>603 524</b>	/	/
<b>B à E</b>	<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>10 845 261</b>	<b>8 800 309</b>	/	<b>2 044 951,50</b>
<b>A à E</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 276 098</b>	<b>10 231 146</b>	/	<b>2 044 951,50</b>

## **ARTICLE 3 : REPARTITION DU FINANCEMENT ET DES OUVRAGES ENTRE L'EUROMETROPOLE ET LA VILLE DE STRASBOURG**

### **3.1 LES DEVIATIONS DE RESEAUX : GO1**

Définition des catégories de réseaux :

- **Les réseaux appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivants :**

<i>Nom du Réseau</i>	<i>Concessionnaire du Réseau</i>
EAU POTABLE	EMS
ASSAINISSEMENT	EMS
SIGNALISATION	EMS

Les coûts réels de ces déviations de réseaux sont supportés en totalité par l'EMS, T.V.A. comprise.

- **Les réseaux dont l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas propriétaire sont les suivants :**

<i>Nom du Réseau</i>	<i>Concessionnaire du Réseau</i>
ECLAIRAGE PUBLIC	VILLE DE STRASBOURG

Le montant prévisionnel des travaux pour l'éclairage public au stade avant-projet s'élève à **214 000 euros HT** (valeur juillet 2023).

Les coûts réels de ces travaux sont supportés en totalité par la Ville de Strasbourg, T.V.A. comprise.

### **3.2 LE GROUPE D'OUVRAGE VOIRIES : GO3**

#### **3.2.1 Sur la remise des biens**

**Resteront affectés à l'EMS :**

- les travaux de signalisation définitive ;
- les fournitures et travaux de voirie ;
- les aménagements rivaux éventuels.

**Seront remis à la Ville de Strasbourg :**

- les travaux d'éclairage public ;
- les espaces verts (gazon, plantations) sont remis à la Ville de Strasbourg selon les modalités prévues au présent contrat.

#### **3.2.2. Sur le financement des biens**

Le coût prévisionnel du G03 s'élève à **6 025 000 euros HT** (valeur juillet 2023) au stade avant-projet.

La totalité des aménagements de la GO03 correspond à des biens restant dans le patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg.

Le coût prévisionnel du G03 est supporté :

Par l'Eurométropole de Strasbourg pour :

- les travaux de libération d'emprise ;
- les travaux de voirie ;
- les aménagements riverains ;
- la gestion des barrières de chantier ;
- la signalisation de chantier ;
- les bases vies.

Par la Ville de Strasbourg pour les **travaux d'espaces verts (hors arbres d'alignement)**.

Le coût prévisionnel du G03 s'élève à **6 025 000 euros HT** (valeur juillet 2023) au stade avant-projet, décomposés comme suit :

- à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg, (valeur juillet 2023) au stade avant-projet :
  - Voiries, arbres d'alignement : **4 974 000 euros HT** ;
  - Gestion des barrières et frais divers : **601 000 euros HT**.
- à la charge de la Ville de Strasbourg pour la partie espaces verts : **314 000 euros HT** (valeur juillet 2023) au stade avant-projet ;

Le coût total prévisionnel des biens du G03 à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à **5 711 000 euros HT** (valeur juillet 2023) au stade avant-projet.

Le coût prévisionnel inclus des travaux relevant de la compétence « Espaces Verts » exercée par la Ville de Strasbourg s'élève à **314 000 euros HT** (valeur juillet 2023) au stade avant-projet.

### **3.3 MODALITES DE PAIEMENT DES OUVRAGES REALISES PAR LA CTS POUR LE COMPTE DE L'EMS ET DE LA VILLE DE STRASBOURG**

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg ne conservent la charge financière définitive que des prestations et des travaux relevant de leur compétence. L'Eurométropole fait l'avance et liquide la totalité des dépenses de l'opération dans son ensemble et sollicite auprès de la Ville le remboursement de la fraction incombant à cette dernière.

La Ville de Strasbourg rembourse à l'Eurométropole de Strasbourg les sommes réellement acquittées par cette dernière pour la réalisation des travaux et les prestations qui relèvent de la compétence de la Ville, dans la limite des montants prévisionnels prévus à la présente convention, soit :

- **214 000 euros HT** valeur juillet 2023 au stade avant-projet pour les ouvrages réalisés au titre de la compétence « Éclairage Public » exercée par la Ville de Strasbourg ;
- **314 000 euros HT** valeur juillet 2023 au stade avant-projet pour les ouvrages réalisés au titre de la compétence « Espaces Verts » exercée par la Ville de Strasbourg.

**Ces montants seront actualisés en fin d'études de niveau « Projet » réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS).**

Les sommes peuvent être ajustées au vu d'un état récapitulatif des dépenses exposées.

Toute prestation supplémentaire ou imprévue doit être soumise à l'acceptation de la Ville de Strasbourg avant demande de paiement complémentaire.

La Ville de Strasbourg mandate le paiement à l'EMS les sommes précitées au plus tard dans les 60 jours qui suivent la remise des ouvrages, sur présentation d'un récapitulatif des dépenses exposées accompagné des factures acquittées.

#### **ARTICLE 4 : MISSIONS DU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE**

L'EMS assure la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération par transfert de la Ville de Strasbourg.

La CTS, à qui l'EMS peut confier la réalisation de l'opération en vertu de la convention de concession et de la convention particulière de travaux prise en son application, exerce dans ce cas la maîtrise d'ouvrage pour la totalité des travaux correspondant.

Les missions de maîtrise d'ouvrage unique peuvent donc être réparties entre l'EMS et la CTS de la manière suivante.

##### **4.1 ELABORATION ET PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

L'EMS centralise les besoins des maîtres d'ouvrages.

Selon les modalités définies au contrat de concession, le concessionnaire doit :

- assurer la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage est étudié et réalisé ;
- respecter et mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives ad hoc s'appliquant au présent programme, notamment les procédures d'urbanisme, de concertation environnementale, etc. ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés publics nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la désignation des entrepreneurs en charge de la réalisation de l'opération, conformément au Code de la commande publique ;
- organiser et préparer les procédures d'attribution, ainsi que mettre en place les organes nécessaires (CAO...) dans le respect des règles de la commande publique ;
- conclure et notifier l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération.

##### **4.2 EXECUTION DES ETUDES ET TRAVAUX**

Selon les modalités définies au contrat de concession, le concessionnaire doit :

- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- agréer les sous-traitants et, le cas échéant, procéder à leur paiement ;
- assurer la direction des travaux, leur suivi technique et administratif, et procéder à l'ensemble des actes d'exécution (avenants, ordres de service, résiliations..) ;
- veiller à garantir l'accès aux bâtiments pendant la période des travaux ;
- assurer la réception, éventuellement partielle, des ouvrages et le suivi des levées des réserves ;
- procéder à la levée des réserves mentionnées au procès-verbal de réception ;
- pour les ouvrages non remis, assurer, si nécessaire, la mise en œuvre des garanties ;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de toute action intentée à l'occasion de la réalisation de l'opération ;
- d'une manière générale, assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- s'assurer que la conception et la réalisation des ouvrages respectent les chartes d'aménagement de la Ville de Strasbourg ;
- prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de l'opération.

L'EMS s'engage quant à elle à :

- procéder à la remise aux autres partenaires de leurs ouvrages respectifs et des dossiers des ouvrages exécutés selon les modalités prévues au présent contrat ;
- prendre toute mesure nécessaire à la bonne exécution de l'opération.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE RECEPTION DES TRAVAUX**

La réception des travaux est préparée et prononcée par l'EMS, ou si l'EMS fait le choix de confier l'opération à la CTS, son concessionnaire, par ce dernier.

Dans cette hypothèse, la répartition des missions entre l'EMS et son concessionnaire est prévue par l'article 20 de la convention de concession et détaillée comme suit.

### **5.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION**

L'article 20 de la convention de concession conclue entre l'EMS et la CTS stipule :

*« Il [le Concessionnaire] invite l'Autorité concédante [l'EMS] à participer aux opérations préalables à la réception par lettre recommandée avec accusé de réception qui doit parvenir à l'Autorité concédante vingt jours francs au moins avant la date desdites opérations. Cette lettre est accompagnée d'un dossier décrivant les ouvrages.*

*[...]*

*L'ensemble des procès-verbaux des opérations préalables à la réception est adressé à l'Autorité concédante avant toute décision de réception »*

Dans le cadre de ses missions définies à l'article 20 du contrat de concession et ci-dessus rappelées, l'EMS veille à engager toute action nécessaire à la sauvegarde des intérêts de la Ville de Strasbourg.

L'EMS informe cette dernière au minimum 15 jours avant la date à laquelle sont effectuées les opérations préalables à la réception relatives aux biens devant être remis à la Ville de Strasbourg afin que cette dernière puisse, si elle le souhaite, y assister. La Ville de Strasbourg ne peut toutefois, dans ce cadre, formuler d'observations à destination des participants à la réception, mais seulement formuler des remarques à l'attention du représentant de l'EMS, lequel a l'obligation de les mentionner aux participants à la réception s'il s'agit de réserves.

L'EMS transmet avant déroulement des opérations préalables à la réception des biens remis à la Ville de Strasbourg, l'ensemble des plans, notices techniques, etc. à celle-ci pour lui permettre de préparer cette réunion.

Une copie du procès-verbal de constat de la tenue des opérations préalables à la réception des biens en cause est adressée à la Ville de Strasbourg, dans le délai de 10 jours à compter de la tenue de ces opérations.

### **5.2 DECISION DE RECEPTION ET RESERVES**

L'article 20 de la convention de concession conclue entre l'EMS et la CTS stipule :

*« A l'occasion des opérations de réception, l'Autorité concédante [l'EMS] est en droit de demander toutes explications utiles et de formuler ses observations en demandant, le cas échéant, qu'elles soient consignées au procès-verbal dès lors que ces observations sont liées à une non-conformité contractuelle. »*

*« Lorsque les ouvrages présentent des non-façons ou malfaçons, des défauts ou des non-conformités, constatées contradictoirement à l'occasion de leur réception, des essais précédant*

*leur mise en service ou lors de leur mise en service, l'Autorité concédante [l'EMS] notifie au Concessionnaire l'obligation d'exécuter les travaux nécessaires pour y remédier, par lettre recommandée avec accusé de réception.*

*Le concessionnaire réalise ces travaux dans un délai fixé d'un commun accord avec l'Autorité concédante, qui conserve le droit de réclamer la réfection ou la mise en conformité des ouvrages s'il [elle] estime que les défauts signalés au Concessionnaire subsistent en totalité ou en partie. »*

Dans ce cadre, une fois les opérations préalables à la réception terminées, l'EMS transmet à la Ville de Strasbourg une copie de la décision de réception – avec ou sans réserves – des ouvrages devant lui être remis. Cette transmission intervient dans un délai de 10 jours à compter de la transmission du procès-verbal de cette décision par le concessionnaire.

Dans l'hypothèse où la réception a fait l'objet de réserves, l'EMS informe la Ville de Strasbourg de la teneur des réserves concernant les biens devant lui être remis. L'EMS informe par ailleurs la Ville de la tenue des opérations de levée des réserves portant sur ces biens afin que celle-ci puisse, si elle le souhaite, y participer. La Ville de Strasbourg ne peut toutefois, dans ce cadre, formuler aucune observation auprès des autres participants à l'opération de réception. Elle peut seulement formuler des remarques à l'attention du représentant de l'EMS.

Une copie du procès-verbal de constat de levée des réserves est adressée à la Ville de Strasbourg dans un délai de 10 jours à compter de sa date d'établissement par l'EMS ou de sa date de transmission à l'EMS par le concessionnaire.

À l'issue des opérations de réception et de levée des réserves relatives aux biens devant être remis à la Ville de Strasbourg, l'EMS adresse à la Ville une copie de l'ensemble des documents administratifs et techniques afférents à la passation et à l'exécution des différents marchés relatifs aux biens remis à la Ville conclus par le concessionnaire et par elle-même pour la réalisation de l'opération. L'EMS transmet ces documents à la Ville de Strasbourg au plus tard dans un délai de 40 jours à compter de leur transmission par le concessionnaire.

S'agissant des plantations relevant des travaux financés par l'Eurométropole de Strasbourg (arbres d'alignement) ou par la Ville de Strasbourg, la date de réception est automatiquement décalée au printemps de l'année suivant les plantations pour tenir compte de la période de confortement.

### **5.3 MODALITES DE RECEPTION PARTIELLE**

L'EMS comme son concessionnaire peuvent effectuer une réception partielle d'au moins un secteur considéré, et délimité.

Cette réception partielle est alors effectuée selon la combinaison des formalités prévues par la présente convention (article 5.2) et par la convention de concession (article 20 notamment).

La réception partielle d'un ouvrage permet la remise de celui-ci au gestionnaire du ou des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 6 de la présente convention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE REMISE DES OUVRAGES**

Les ouvrages réalisés en application de la présente convention qui relèvent des compétences de la Ville de Strasbourg sont remis à cette dernière :



- Soit à la date de notification à la Ville du procès-verbal de réception des travaux sans réserve ou de décision de levée des réserves signé par l'EMS en application de l'article 5 lorsque l'EMS réalise directement les travaux ;
- Soit à la date de signature par l'EMS du procès-verbal de remise des ouvrages, établi par le concessionnaire de l'EMS, lorsque les travaux sont réalisés par ce dernier ; dans ce cas, l'EMS, en qualité de maître d'ouvrage unique, signe les procès-verbaux de remise des biens réalisés pour elle-même et pour la Ville de Strasbourg qui lui transfère cette compétence par la présente convention.

L'EMS s'emploie à ce que les travaux nécessaires à la levée des réserves soient réalisés préalablement dans les meilleurs délais ;

Lors de la remise des ouvrages, sont transmis à l'EMS et à la Ville de Strasbourg le DOE (dossier des ouvrages exécutés) ainsi que le dossier de rétrocession complet.

En cas de réception partielle, la même procédure s'impose pour les parties d'ouvrages réceptionnées.

## **ARTICLE 7 : FORMALITES ENTRE LES CO-CONTRACTANTS**

### **7.1 TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET CONCERTATION**

L'EMS informe la Ville de Strasbourg de l'évolution de l'opération de travaux. A la demande de la Ville, l'EMS transmet les comptes rendus des réunions et le planning des opérations et travaux.

La Ville de Strasbourg s'engage à désigner un ou plusieurs représentants pour suivre le projet, lesquels sont amenés à centraliser les correspondances échangées avec l'EMS, mais également à assister aux réunions, si nécessaire.

La Ville de Strasbourg peut solliciter l'EMS pour accéder au chantier, en vue de s'assurer du respect des stipulations de la présente convention et du bon déroulement des opérations.

Elle ne peut adresser d'éventuelles observations qu'aux représentants de l'EMS. Tout rejet de ces observations doit être motivé par l'EMS.

### **7.2 VALIDATION PREALABLE OU AVIS**

L'EMS transmet à la Ville de Strasbourg, notamment pour validation et visas les plans et documents suivants lorsqu'ils portent sur les ouvrages remis à la Ville :

- le dossier de rétrocession complet ;
- les EXE (plans d'exécution) transmis par la CTS, avant démarrage des travaux de ces ouvrages ;
- tous les choix de matériaux.

La validation intervient dans un délai de 25 jours à compter de la réception des documents par la Ville de Strasbourg. Au-delà de ce délai, la Ville est réputée avoir validé le document concerné.

L'EMS transmet les DOE aux services gestionnaires de la Ville de Strasbourg sur les ouvrages qu'elle aura en gestion dans un délai de 20 jours après la remise des biens par la CTS.

## **ARTICLE 8 : TERME DE LA CONVENTION**

### **8.1 TERME NORMAL**

La présente convention prend fin à la date de remise des ouvrages stipulée à l'article 6.

### **8.2 RESILIATION AMIABLE**

Les parties peuvent convenir d'un commun accord de mettre fin à la présente convention.

### **8.3 RESILIATION UNILATERALE DE LA VILLE DE STRASBOURG**

En cas de faute grave imputable à l'EMS, la Ville de Strasbourg peut résilier unilatéralement la présente convention, sous réserve de respecter un préavis de trois mois. Cette résiliation est notifiée à l'Eurométropole de Strasbourg par courrier recommandé avec accusé de réception.

La Ville de Strasbourg règle, au prorata de son taux de répartition financier, les dépenses préalablement engagées par le maître d'ouvrage unique.

### **8.4 RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

Les parties peuvent résilier unilatéralement ladite convention, sur le fondement d'un motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de six mois. La résiliation est notifiée à l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général de la Ville de Strasbourg, cette faculté est subordonnée au règlement financier des dépenses déjà effectuées, par application de son taux de répartition financier, ainsi que de l'indemnisation des éventuels préjudices subis par l'Eurométropole de Strasbourg, dans la limite de 3% du budget prévisionnel global.

L'EMS, en sa qualité de personne publique, peut également résilier unilatéralement la présente convention sur le fondement d'un motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, l'EMS indemnise la Ville de Strasbourg des éventuels préjudices subis, dans la limite de 3% du budget prévisionnel global.

## **ARTICLE 9 : EXERCICE DES RECOURS A L'ENCONTRE DES INTERVENANTS**

### **9.1 DE LA PHASE POST AVANT-PROJET À LA REMISE DES OUVRAGES**

L'EMS, en qualité de maître d'ouvrage unique, est seule compétente pour entreprendre toute action précontentieuse ou contentieuse, sur un fondement contractuel ou délictuel, à l'encontre des participants à l'opération de travaux.

Si l'EMS confie la réalisation de l'opération à la CTS par le biais de la convention de concession conclue entre elles, seul le concessionnaire est compétent pour initier toute action précontentieuse ou contentieuse, sur un fondement contractuel ou délictuel, à l'encontre des participants à l'opération de travaux.

### **9.2 À COMPTER DE LA REMISE DES OUVRAGES**

La Ville est seule compétente pour entreprendre toute action précontentieuse ou contentieuse fondée sur les garanties légales des constructeurs.

En qualité de maître d'ouvrage unique, et à la demande de la Ville, l'EMS peut initier ces actions pour l'ensemble des biens remis à la Ville de Strasbourg et à elle-même. Une convention fixe alors les modalités de ce mandat.

**ARTICLE 10 : LITIGES ENTRE PARTIES**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention font l'objet d'une procédure de négociation amiable avant toute procédure contentieuse. Il peut également être fait appel à une mission de conciliation du Tribunal Administratif de Strasbourg.

En cas d'échec de la conciliation, le Tribunal administratif de Strasbourg est la juridiction compétente pour tous les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux

Fait le,

<p>Pour la Ville de Strasbourg La Maire,</p> <p>Jeanne BARSEGHIAN</p>	<p>Pour l'Eurométropole de Strasbourg La Présidente,</p> <p>Pia IMBS</p>
---	--

## **Annexe 4**

**Relative à la délibération « Projet de Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière gare : Arrêt du bilan de concertation, approbation des études d’avant-projet, transfert de maîtrise d’ouvrage de la ville de Strasbourg à l’Eurométropole de Strasbourg, poursuite des études et travaux avec la CTS »**

**Convention particulière de travaux pour le Hub multimodal de Strasbourg – secteurs Halles et arrière gare**

# **CONVENTION PARTICULIERE DE TRAVAUX POUR LE HUB MULTIMODAL DE STRASBOURG, SECTEURS « HALLES » ET « ARRIÈRE GARE »**

Entre :

**L'EUROMETROLE DE STRASBOURG**, Autorité Organisatrice de la Mobilité sise au 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Présidente, Pia IMBS, agissant en exécution d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole prise en date du 24/09/2021.

Ci-après dénommée l' « EMS »

Et :

**La COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS**, Société Publique Locale, au capital de 5 millions d'euros, dont le siège social est sis au 14 rue de la Gare aux Marchandises, CS 15002, 67035 STRASBOURG CEDEX et les actionnaires sont est l'Eurométropole de Strasbourg (à 80%) et la Région Grand-Est (à 20%).

Représentée par Monsieur Emmanuel AUNEAU, Directeur Général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration de la CTS en date du 17/02/2021.

Ci-après dénommée la « CTS »

## **PREAMBULE**

L'Eurométropole de Strasbourg, Autorité organisatrice de la Mobilité (AOM) en application de l'article L. 1231-1 et suivants du Code des Transports, exerce de plein droit la compétence d'organisation des mobilités dans son ressort territorial.

L'Eurométropole de Strasbourg a décidé de confier la gestion d'un système de transport à la CTS par une délibération en date du 19 décembre 2018. Faisant suite à un précédent contrat de concession révolu au 31 décembre 2020, ce contrat a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de dix ans.

Le Contrat de concession a pour objet de confier au Concessionnaire, dans le ressort territorial de l'Autorité concédante, l'exploitation d'un service public de transport de voyageurs. Le Concessionnaire assure également l'ensemble des aménagements de premier investissement, ainsi que tous les travaux relatifs aux infrastructures en lien avec les réseaux dont l'exploitation lui est confiée ou visant à favoriser l'intermodalité ou le développement des mobilités douces.

Le Concessionnaire a pour objet principal l'exploitation du réseau de transport urbain et interurbain sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que son extension en direction de la Ville de Kehl. Il peut se voir confier tout ou partie de l'exploitation du réseau express métropolitain. Elle exploite également les pôles d'échanges multimodaux, gares routières et services de confort associés à l'usage des transports publics. Il réalise des études ou d'autres prestations de service destinées à répondre aux besoins de ses actionnaires dans le cadre de la mise en œuvre de leur compétence en matière de mobilité.

## **Descriptif du projet :**

Améliorer les déplacements périurbains à l'échelle de l'aire urbaine constitue une priorité, parce qu'ils sont les plus émetteurs de gaz à effet de serre : 74 % des kilomètres parcourus dans le Bas-Rhin représentent des déplacements de plus de 5 km. Ce sont aussi les déplacements les plus vulnérables, en particulier quant à la hausse des coûts de l'énergie et les aléas de circulation.

C'est la volonté commune de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est, qui mettent en place du Réseau Express Métropolitain Européen (REME) à l'échelle de l'aire urbaine strasbourgeoise. Il s'agit d'assurer une desserte qualitative de l'ensemble des territoires en allant bien au-delà des frontières de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le REME c'est un réseau multimodal transfrontalier, reposant sur un volet ferré d'une part et un volet cars express d'autre part. Pour ces deux volets, il s'agit d'améliorer significativement les niveaux de service pour donner toute leur compétitivité à ces modes d'accès au cœur d'agglomération à ses pôles d'emplois principaux.

**Le volet cars express du REME**, prévoit la mise en œuvre d'un réseau de cars express dotés d'aménagements dédiés et notamment pour tous les secteurs ne disposant pas de desserte ferroviaire. Il s'agit **d'intensifier les services de cars interurbains selon des standards d'offre « urbaines »** en agissant sur l'amplitude et la fréquence des services, la rapidité des parcours, la fiabilité des temps d'accès.

**Il s'agit aussi d'élargir le périmètre de pertinence des dessertes de cars interurbains dans l'agglomération** en offrant de nouvelles origines-destinations sans correspondances pour les voyageurs, ainsi que de meilleures connexions avec le réseau de transport en site propre urbain.

Ce réseau « augmenté » se structure notamment grâce au projet de **Transport en Site Propre de l'Ouest (TSPO)**, qui permettra de relier Wasselonne et une grande part du Kochersberg à Strasbourg en desservant plusieurs arrêts dans l'ouest de l'Eurométropole.

L'aménagement multimodal de la M351, désormais en cours de travaux sur la partie Strasbourgeoise, offrira des couloirs en site propre aménagés jusqu'à la sortie M35 « Les Halles » à Strasbourg.

Le renforcement de l'offre de mobilité en lien avec le cœur d'agglomération développé dans le cadre du REME conduit à développer un « hub multimodal » performant, utilement positionné autour du secteur gare dans une logique de diffusion lisible et efficace des déplacements quotidiens.

À cet effet, il apparaît que la combinaison des sites « gare centrale », « arrière gare » et « Halles » répond au mieux aux enjeux intermodaux et multimodaux permettant d'assurer une diffusion efficace et fortement décarbonnée des déplacements vers les principales destinations d'habitats, de commerce, d'activités et de service sur l'agglomération.

Par délibération E-2022-671 du 28 juin 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, a défini les objectifs du projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs Halles et arrière gare et a engagé une procédure de concertation préalable.

La phase principale de concertation s'est déroulée du 12 septembre au 10 novembre 2022. Un atelier de concertation ciblé sur l'aménagement du Parc des Halles et sur celui de la place Clément, le vendredi 14 avril 2023 est également venu enrichir le projet.

Par délibérations en date du 6 novembre 2023 (Ville de Strasbourg) et en date du 10 novembre 2023 (Eurométropole de Strasbourg), le bilan de ces deux phases de concertation, les études d'avant-projet et le programme des travaux de cette opération ont été approuvés par les collectivités, chacune pour ce qui la concerne.

## **Objectifs du projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs « Halles » et « arrière gare » :**

### **o Secteur des Halles**

Les objectifs sont les suivants:

- Sécuriser et fiabiliser les circulations bus et cars tout au long de leur itinéraire ;

- Passer d'une gare routière avec du battement à une gare en passage. Ceci permettra la réorganisation des arrivées et départs des bus urbains et interurbains autour des Halles, avec un besoin d'une dizaine de quais ;
  - Agrandir les espaces verts existants ;
  - Rationaliser et réorganiser la circulation automobile autour des Halles, de sorte à maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains mais en rééquilibrant la place des différents modes.
- o **Secteur de l'arrière gare (préfiguration)**  
 Il s'agit de l'aménagement provisoire du site situé à l'arrière des quais voyageurs de la gare centrale, dans un secteur limité par le faisceau ferroviaire au Sud et la rue du Rempart au Nord).  
 Les objectifs sont de :
- Assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes de voyageurs durant les travaux du tramway ;
  - Permettre la diamétralisation de certaines lignes interurbaines avec un point de contact à proximité du cœur de ville ;
  - Préfigurer un aménagement complet en arrière gare à moyen terme par l'aménagement d'une surface de stationnement et de desserte des cars interurbains.
- o Par ailleurs, la sécurisation des temps de parcours sur les itinéraires cars et le traitement des liaisons piétonnes sera primordial pour le projet de hub multimodal de Strasbourg. Ceci passera par :
- L'amélioration du cheminement piéton entre le secteur de l'arrière gare et le centre-ville (rue Wodli) ;
  - L'adaptation du carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli si nécessaire pour permettre les accès des cars ;
  - La priorisation des cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg.

Le groupement de maîtrise d'œuvre "GETAS" a réalisé les études d'avant-projet afférentes à la mise en œuvre du Hub multimodal de Strasbourg. Dans le cadre du contrat de concession en vigueur, le contrat du groupement de maîtrise d'œuvre est par ailleurs transféré à la CTS afin de réaliser les études post – avant-projet.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention répond aux principaux objectifs suivants :

Confier à la CTS les études post-avant-projet, le financement et la réalisation du **Hub multimodal de Strasbourg**.

#### **ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU PROJET**

##### **Les caractéristiques d'aménagement :**

Le projet de réaménagement du secteur « Halles » et « arrière gare » est réparti sur plusieurs secteurs opérationnels :

- o **Le secteur des Halles** comprenant :
  - La rue et le square des Halles
  - La rue de Sébastopol,

- La rue de l’Ancienne Gare,
- L’extrémité sud de la rue du Travail et la place Clément
- La rue du Marais Vert
- La Petite rue des magasins et la trémie d’accès au P3
  - **Le secteur arrière gare** comprenant :
- L’aménagement d’une gare routière en arrière gare
- L’amélioration du cheminement piéton vers le centre-ville sur la rue Georges Wodli

Les aménagements cherchent à améliorer et à fiabiliser les services de transports en commun. Ils permettent également d’améliorer la commodité et la sécurité des circulations piétonnes et vélo. Ils sont conformes aux normes en vigueur en matière d’accessibilité aux personnes à mobilité réduite, qu’il s’agisse des aménagements de voirie ou des arrêts de bus et de cars.

Enfin, ils visent à améliorer significativement les espaces végétalisés et avec la plantation d’un maximum d’arbres.

Les aménagements sont conditionnés par la refonte en profondeur des circulations automobiles et du fonctionnement des transports en commun autour du secteur des Halles.

### **La circulation automobile et le fonctionnement des transports en commun**

Concernant les circulations automobiles et les accès aux parkings :

- L’accès au parking P1 : entrée uniquement via la rue des Halles, la rue de l’Ancienne Gare et la rue du Marais Vert, sortie par la rue du Marais Vert via la trémie vers la rue Georges Wodli et l’échangeur de Cronembourg ;
- Accès au P2 : entrée uniquement par la rue du Travail, sortie possible vers la rue du Travail ou vers le pont de Paris et la Grand Ile ;
- Accès au P3 : entrée uniquement par la rue des Halles, sortie possible par la rue des Halles pour rejoindre le Nord-Centre de ville via la rue Friese/rue du Travail, ou par la rue du Marais Vert pour la sortie de ville via la trémie vers la rue Georges Wodli et l’échangeur de Cronembourg.
- Un nouvel accès au tunnel historique permettant de rejoindre le parking P3 depuis la Petite rue des Magasins (réutilisant pour partie un ouvrage existant).
- L’accès au parking Wodli se fera par le boulevard Wilson.

Concernant les transports en commun :

- L’espace gare routière actuel est supprimé.
- Entre 12 et 15 arrêts de transports en commun sont aménagés sur l’espace public, pour faire fonctionner la desserte des cars interurbains et des bus urbains sous forme de halte.
- Des couloirs réservés sont aménagés sur la Petite rue des Magasins, la rue des Halles, la rue du Travail, la rue de Sébastopol et la rue de l’Ancienne Gare. Les voiries situées au sud du square agrandi sont uniquement réservées aux transports en commun.
- 4 à 6 arrêts seront aménagés de façon provisoire en arrière gare, ils seront accessibles par la rue du Rempart.

### **L’aménagement de la rue des Halles et du square des Halles :**

La réorganisation des transports interurbain CTBR permettra de libérer l’emprise de la gare routière actuelle et la refonte globale de ce secteur. La voirie au niveau du square des Halles sera réimplantée au plus proche du centre commercial, cela afin de libérer le maximum d’emprise pour le futur parc des Halles. Cette voirie sera dédiée exclusivement aux bus afin de garantir un temps de trajet optimal jusqu’à



la rue Sébastopol. Quelques quais de dépose/reprise des voyageurs seront aménagés entre le futur parc des Halles et le centre commercial.

Les usagers venant du boulevard Wilson pourront accéder :

- Au parking P3 par la rue des Halles
- À l'aire de livraison des Halles
- Au parking P1 via la rue de l'ancienne Gare

Bien que les voiries au Nord du square actuel, à l'Est de la piste cyclable de la rue des Halles, le tronçon de la rue Marais Vert entre la rue de l'Ancienne Gare et le boulevard Wilson et les places de stationnement associées soient supprimées, une voie en contre-sens sur l'Est de la rue des Halles sera maintenue afin que le mouvement de sortie depuis le parking P3 vers le Nord et le Centre de la ville soit toujours possible : la possibilité de tourner à gauche sur la rue des Halles en sortant du parking P3 et rejoindre la rue du travail et la place de Haguenau via la rue Friese.

Le square des Halles sera considérablement agrandi, passant d'environ 1000 m<sup>2</sup> à environ 3700 m<sup>2</sup>. Son aménagement paysager ainsi que ses équipements seront définis plus précisément au stade des études de PROJET.

Une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m de largeur permettra de relier de manière continue la petite rue des magasins à la rue du Travail puis à la rue de Sébastopol, et viendra compléter le réseau cyclable existant en s'y raccordant.

### **L'aménagement de la rue de Sébastopol :**

Les principaux changements sur la rue de Sébastopol seront visibles sur le côté Est du terre-plein planté de la rue.

- À l'Ouest, la chaussée à 3 voies sera conservée avec une voie dédiée aux quais bus (6 quais), une voie réservée bus permettant à ces derniers d'accéder/sortir du quai et une voie pour les véhicules légers.
- À l'Est de l'alignement d'arbres, la circulation sera réservée aux mobilités actives via l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle de 3 m, ainsi qu'un trottoir de 6 à 7 m pouvant également accueillir des terrasses dont l'emprise restera à définir.
- Les stationnements sur voirie et la circulation dans le sens Sud-Nord seront supprimés. Les livraisons seront assurées via l'utilisation de cet espace réservé aux mobilités actives uniquement en venant du Nord et en repartant vers le sud.
- La rue de la Toussaint sera piétonnisée sur son extrémité Ouest à partir de la rue Clément.
- La place Clément sera réaménagée et fermée à la circulation au niveau de la rue des Bonnes Gens via la création d'une aire de retournement en limite de la rue école étendue à l'école Notre Dame, en interface avec le projet de Hub multimodal. L'aménagement de la rue des Bonnes Gens, de la rue Clément qui font partie du projet de rue Ecole sont étudiés en cohérence avec le projet de Hub multimodal dans l'objectif de créer une grande aire piétonne au niveau de la place, avec la possibilité de déployer de nouveaux usages.
- L'avant-projet tient compte de la suppression de la passerelle du complexe immobilier des Halles qui débouche sur la place Clément, afin de libérer les emprises sur cette dernière. La passerelle participe à l'évacuation du complexe immobilier des Halles en cas d'incendie ou autres événements. À ce titre la maîtrise d'ouvrage de l'opération de démolition de la passerelle et de reconstitution des sorties de secours sera assurée par l'ASCH (Association Syndicale du Complexe des Halles). Une étude est en cours sous maîtrise d'ouvrage ASCH afin de déterminer les contraintes réglementaires de sa démolition (reprise des UP et du plan d'évacuation).
- Enfin, les entrées/sorties du parking P2 sont conservées à leur implantation actuelle, le parking sera accessible uniquement depuis la rue du Travail avec une sortie possible vers le Nord via rue du Travail ou la boucle de circulation de la grande île vers la rue du Faubourg de Saverne. L'élargissement du trottoir au droit des accès du parking P2 permettra de sécuriser les traversées.

### **L'aménagement de la rue du Marais Vert :**

La rue sera conservée en sens unique. L'accès sera limité :

- Aux bus via la boucle de circulation autour des Halles ou depuis les quais ;
- Aux entrées/sorties du parking P1 ;
- Aux riverains qui devront y accéder depuis la rue du Faubourg de Pierre puis le quai Kléber.

La rue sera mise en impasse sur le boulevard du Président Wilson. Côté rue du Marais Vert, la sortie du parking P3 se fera uniquement via la trémie vers la rue Wodli et l'échangeur de Cronenbourg, mouvement qui n'est pas possible directement aujourd'hui. Cet aménagement nécessite l'adaptation de l'entrée de la trémie ainsi que des travaux de déplacement des barrières à l'intérieur du parking P3.

L'accès au parking P1 au Nord de la rue du Marais Vert sera possible également via la rue de l'Ancienne Gare et moyennant la mise à double sens d'un petit tronçon de la rue du Marais Vert au croisement de la rue de l'Ancienne Gare.

Le stationnement sera conservé sur le côté Ouest de la rue, sera supprimé côté Est afin d'élargir le trottoir qui est presque inexistant de ce côté et créer un alignement d'arbres, 3 quais bus seront également créés sur ce côté afin de permettre une flexibilité d'exploitation du pôle des halles (dépose/prise de voyageurs ou régulation).

### **L'aménagement de la Petite rue des Magasins :**

La création d'une voie réservée bus entre la M35 et la gare routière des Halles nécessite le réaménagement de la Petite rue des Magasins. La piste cyclable bidirectionnelle sera continuée entre le tunnel sous le faisceau ferroviaire et le boulevard du Président Wilson, côté Sud de la rue et permettra de supprimer le carrefour à feux au centre de la rue. Le croisement PC/TAD vers la gare centrale sera géré au niveau du carrefour sur le boulevard du Président Wilson.

Les rues de Sarrelouis et Sarrebourog seront raccordées de manière plus directe afin de réduire les emprises et élargir les trottoirs.

Un nouvel accès vers la trémie existante d'accès au parking P3 sera créé avant le croisement avec la rue des Magasins et permettra d'accéder directement au P3 sans passer par le carrefour Wilson/Magasins.

### **L'aménagement du secteur arrière gare : Gare routière provisoire**

L'aménagement consiste en la réalisation d'un linéaire de 6 quais bus et cars permettant la dépose/prise de voyageurs ainsi que la régulation des bus et des cars.

- Ces quais seront implantés sur un espace déjà imperméabilisé, de propriété SNCF.
- L'accès se fera par une boucle de circulation dans le sens horaire depuis la rue du Rempart permettant une dépose/prise des voyageurs côté gauche.
- L'aménagement comprendra 2 voies, une voie pour la mise à quai et une voie de circulation des bus afin de garantir une souplesse d'exploitation.
- Les accès SNCF seront recréés, que ce soit vers le parking en surface des employés SNCF dans l'emprise entre les voies de maintenance des trains et cette gare routière provisoire ainsi que vers les utilités plus au sud du site.

### **L'amélioration du cheminement piéton vers le centre-ville sur la rue Georges Wodli :**

Afin de garantir un cheminement sécurisé entre l'arrière gare et le centre-ville/la gare centrale, mais également pour améliorer le cheminement cycle existant entre Cronenbourg et le centre de Strasbourg,

la moitié Sud de la rue Georges Wodli sera réaménagée depuis le faisceau ferroviaire jusqu'au boulevard du Président Wilson via :

- La réservation du tunnel sud sous le faisceau ferroviaire aux piétons et cyclistes ;
- La suppression de la voie entrante vers Strasbourg (sauf accès portail SNCF situé en amont du tunnel ferroviaire).
- La création d'une piste cyclable directionnelle de 3,5 m de large en lieu et place de la voie supprimée.
- Pour le parking Wodli, la sortie sera conservée sur la rue Wodli. L'entrée se fera par le boulevard Wilson via la Petite rue des Magasins.

Les aménagements sur le côté Nord de la rue Georges Wodli (la voie BHNS et la sortie de Strasbourg vers Cronenbourg) restent inchangés.

### **Plantations**

L'objectif de plantation d'arbres dans le cadre de réaménagement du secteur totalise environ 85 nouveaux arbres. Ces chiffres correspondent toutefois au stade des études d'avant-projet pourraient évoluer dans l'approfondissement des études :

- 44 arbres plantés dans le futur parc des Halles et 7 arbres sur les trottoirs à proximité immédiate, sous réserve d'une épaisseur suffisante sur l'ancienne trémie Sébastopol passant sous le square ;
- 10 arbres plantés au niveau des quais bus le long du centre commercial, sous réserve d'une épaisseur de substrat suffisante sur l'ancien Hôpital en partie situé sous les quais ;
- 6 arbres plantés au niveau de la nouvelle placette en extrémité ouest de la rue des Halles, au droit de la rue Friese ;
- 15 arbres plantés sur le place Clément, sous réserve de la démolition de la passerelle permettant d'accéder au niveau 1 du centre commercial ;
- Un alignement d'arbres sera mis en œuvre sur le trottoir côté Est de la rue du Marais Vert.
- Les alignements d'arbres existants situés à l'axe de la rue de Sébastopol et sur le trottoir côté centre commercial seront conservés et complétés.

La réalisation du projet implique néanmoins l'abattage de 10 arbres existants.

### **Le stationnement :**

Le secteur des Halles dispose de 2500 places de stationnement dans les parkings P1, P2 et P3, et de 225 places de stationnement sur voirie.

À ce stade de l'étude, le bilan du stationnement sur voirie dans le secteur est estimé à 167 places supprimées, et 58 places maintenues. Des places pour des usages spécifiques seront aménagées ponctuellement (PMR, CITIZ, livraisons) sur l'espace public. Le stationnement des taxis est envisagé rue du Marais Vert.

Des dispositifs pour le stationnement des vélos (arceaux) seront mis en place :

- 72 arceaux entre les arbres d'alignement existants de la rue de Sébastopol ;
- 30 arceaux au niveau du futur parc des Halles, au Nord du Centre Commercial ;
- 30 arceaux sur la rue du Marais Vert, au droit de l'accès du Centre Commercial.

Soit un total prévu de 132 arceaux sur le secteur des Halles.

Ces diverses caractéristiques constitueront les éléments de programme des études de "projet" qui seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage du concessionnaire CTS à l'issue de l'avant-projet.

## Le planning :

Le concessionnaire CTS s'engage à débiter les travaux dès le deuxième semestre 2024. Les travaux préliminaires de libération d'emprise et de déviation minimale de réseau pourront être engagés parallèlement. Après une période de travaux de 18 mois, la mise en service du Hub multimodal de Strasbourg est prévue fin 2025.

## ARTICLE 3 : COÛTS DU PROJET

A l'issue des études d'avant-projet, l'enveloppe financière globale du projet s'établit à **11 274 498** euros HT (valeur juillet 2023). Elle intègre le réaménagement du secteur des Halles, l'aménagement provisoire de l'arrière gare et la sécurisation des itinéraires d'accès pour le dernier kilomètre tel que définis dans l'article 2.1, y compris les déviations de réseaux, les libérations d'emprises, ainsi que les prestations intellectuelles (frais de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, assurance, etc.).

Montants exprimés hors taxes (avec aléas)		Coût total	Quote-part Eurométropole de Strasbourg	Quote- part CTS	Quote-part Ville de Strasbourg
Date de valeur : juillet 2023		(€ HT)	(€ HT)	(€ HT)	(€ HT)
<b>A</b>	<b>GO00 : prestations intellectuelles</b>	<b>1 430 837</b>	<b>1 430 837</b>		
	- dont maîtrise d'ouvrage	370 986	370 986	/	/
	- dont études de maîtrise d'œuvre, y compris AVP, SNCF et redevance archéologique	1 059 851	1 059 851		
<b>B</b>	<b>GO01 : déviations de réseaux</b>	<b>1 219 838</b>	<b>1 006 180</b>		<b>213 657</b>
	- dont archéologie	203 280	203 280	/	/
	- dont protection des arbres	76 230	76 230	/	/
	- dont eau potable/ assainissement	726 670	726 670	/	/
	- dont éclairage public	213 657	/		213 657
<b>C</b>	<b>GO02 : ouvrages d'art</b>	<b>2 997 301</b>	<b>1 616 045</b>		<b>1 381 256,50</b>
	- dont trémie P3	1 760 913	880 456,50		880 456,50
	- dont équipement P3	1 001 600	500 800	/	500 800
	- dont démolition passerelle	58 697	58 697	/	/
	- dont escalier Halles	176 091	176 091	/	/
<b>D</b>	<b>GO03 : aménagements de surface</b>	<b>6 024 598</b>	<b>5 574 560</b>		<b>450 038</b>
	- dont Halles	3 333 870	3 213 851		120 019
	- dont rue Wodli/Magasins	480 249	480 249		/
	- dont tunnel Halles P3	272 942	136 471	/	136 471
	- dont soutènement sortie des Halles	369 258	369 258	/	/
	- dont arrière gare	967 739	774 191	/	193 548
	- dont barrières, signalisation, base vie	547 179	547 179	/	/
	- dont aléas géotechniques, pollutions	53 361	53 361	/	/
<b>E</b>	<b>GO09 : SIRAC</b>	<b>603 524</b>	<b>603 524</b>	/	/
<b>B à E</b>	<b>TOTAL TRAVAUX</b>	<b>10 845 261</b>	<b>8 800 309</b>	/	<b>2 044 951,50</b>
<b>A à E</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 276 098</b>	<b>10 231 146</b>	/	<b>2 044 951,50</b>

Le coût prévisionnel des seuls « travaux » s'élève à **10 845 261 euros HT** (valeur juillet 2023 au stade avant-projet).

Poste de dépenses	Coût estimatif AVP (HT) valeur juillet 2023	Dont EMS	Dont CTS
GO0 : prestations intellectuelles	1 430 837 €	1 430 837 €	-
GO1 : déviations de réseaux	1 219 837 €	1 219 838 €	-
GO2 : ouvrages d'art	2 997 301 €	2 997 301 €	-
GO3 : aménagements de surface	6 024 598 €	6 024 598 €	-
GO4 : stations	Sans objet		
GO5 : locaux techniques	Sans objet		
GO6 : voies ferrées	Sans objet		
GO7 : ligne aérienne de contact	Sans objet		
GO8 : Énergie	Sans objet		
GO9 : Systèmes d'exploitation	603 524 €	603 524 €	-
<b>COÛT TRAVAUX (HT) (GO 1 à GO9)</b>	<b>10 845 261 €</b>	<b>10 845 261 €</b>	<b>-</b>

#### **ARTICLE 4 : COÛT TOTAL DES BIENS A REMETTRE**

Le montant prévisionnel total des biens à remettre se décompose ainsi :

- Déviations de réseaux EMS	1 006 180,00 € HT
- Déviations de réseaux tiers	213 657,00 € HT
<b>Sous-total G01</b>	<b>1 219 837,00 € HT</b>
- G02	2 997 301,00 € HT
- G03	6 024 598,00 € HT
- G09	603 524,00 € HT
<b>Sous-total autres GO</b>	<b>9 625 424,00 € HT</b>
<b>TOTAL HT des biens à remettre</b>	<b>10 845 261,00 € HT</b>

**Ce coût sera arrêté par une convention de remise de biens de l'opération de Hub multimodal de Strasbourg.** Pour les factures qui seraient présentées postérieurement à cette date, un avenant ultérieur à cette future convention, soldant les comptes, sera établi.

#### **ARTICLE 5 : PAIEMENT DES BIENS A REMETTRE**

Conformément au traité de concession du 1<sup>er</sup> janvier 2021, le montant toutes taxes comprises des biens à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg (hors GO1) sera financé par des avances versées par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la contribution aux investissements tramway et BHNS. La future convention de remise des biens actera le montant des biens à rétrocéder à l'EMS.

Le montant (hors GO1), arrêté par la future convention de remise de biens et correspondant au solde éventuellement non encore couvert par le montant des avances versées prévues, par la présente convention, sera versé par l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai maximum de 30 jours à compter de la signature de la future convention de remise de biens. Dans le cas d'un solde négatif constitué de versements d'avances excédentaires par l'EMS, arrêté par la future convention, la CTS reversera le montant de ce solde négatif à l'EMS dans un délai maximum de 30 jours à compter de la signature de celle-ci.

#### **ARTICLE 6 : FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS**

Conformément au protocole d'accord « REME ferroviaire Région Grand Est – Eurométropole de Strasbourg », la Région Grand Est et l'Eurométropole cofinancent le projet de Hub multimodal de Strasbourg, selon les clefs de répartition suivantes :

- 40% pour la Région Grand Est
- 60% pour l'Eurométropole de Strasbourg

Une subvention de l'agence de l'eau Rhin Meuse relative aux études de maîtrise d'œuvre et aux travaux est également attendue pour la gestion intégrée des eaux pluviales.  
Cette subvention sera forfaitaire pour les études et fonction des surfaces de sols perméables du projet.

La ville de Strasbourg finance le projet pour les aménagements de sa compétence - à savoir les espaces verts et l'éclairage public – à hauteur de 528 000 € HT.

La participation de la Région Grand Est sera calculée une fois déduites toutes les autres participations.

Selon les règles de financement établies dans le cadre du contrat de concession Eurométropole / CTS, la part financée par l'Eurométropole correspond au montant des biens à remettre par la CTS :

De ce fait, l'Eurométropole de Strasbourg versera à la CTS une avance de **10 845 261** euros HT, selon le calendrier suivant :

Année 2024	Année 2025	Année 2026
7 591 683 €	2 169 052 €	1 084 526 €

## **ARTICLE 7 : EXPLOITATION COMMERCIALE**

Dans le secteur, le projet de réorganisation du réseau de transports collectifs repose sur :

- la réorganisation du réseau bus associée à la mise en place du « ring vélo », avec un passage de la ligne 6 dans les deux sens sur les quais extérieurs de la Grande Ile ;
- la réorganisation des lignes Fluo 67, qui sera mise en œuvre dans le cadre du projet de réaménagement du secteur Halles – Sébastopol, avec un « pôle d'échanges » linéaire le long de la rue de Sébastopol. Cette réorganisation implique un mode d'exploitation beaucoup plus proche de celui des lignes urbaines (avec des temps de régulation réduits), et la création d'aménagements de couloirs dédiés pour sécuriser les temps de trajets ;
- l'arrivée en terminus aux Halles de la ligne 3 et de la future ligne 16 (ligne express via M35 à partir de l'échangeur de Bischheim), via une boucle qui emprunte la rue du Travail, la rue de Sébastopol, le quai Kléber (terminus), et permet de repartir vers la Place de Haguenau via le Faubourg de Pierre ;
- l'arrivée en terminus aux Halles des lignes 73 et 75, via le même tracé que la ligne 16.

## **ARTICLE 8 : PRINCIPE DE REMISE DE BIENS A L'EMS**

Aux termes du contrat de concession, la CTS remettra à l'Eurométropole de Strasbourg deux catégories de biens :

⇒ Les déviations de réseaux dans leur totalité (G01)

⇒ Les ouvrages d'art et d'infrastructures de voirie, réalisés dans le cadre du projet, mais non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun, biens constitués par :

1. les ouvrages d'art non spécifiques à l'exploitation des lignes de transports en commun (G02) ;
2. les voiries et les trottoirs (G03) ;
3. les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores (G09).

## **8.1 : LES DEVIATIONS DE RESEAUX**

### **5.1.1 : Définition des catégories de réseaux**

- Les réseaux appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg et qui sont les suivants :

<b>Nom du Réseau</b>	<b>Concessionnaire du Réseau</b>
EAU POTABLE	EMS
ASSAINISSEMENT	EMS
SIGNALISATION	EMS

Les coûts réels de ces déviations de réseaux seront facturés en totalité par la CTS à l'EMS, T.V.A. comprise.

- Les réseaux de concessionnaires tiers publics ou privés dont l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas propriétaire et qui sont les suivants :

<b>Nom du Réseau</b>	<b>Concessionnaire du Réseau</b>
ECLAIRAGE PUBLIC	VILLE DE STRASBOURG

### **8.1.2 : Montant prévisionnel des déviations de réseaux EMS**

Le montant prévisionnel s'élève à **726 670** euros HT valeur juillet 2023 au stade avant-projet.

- Eau Potable/Assainissement 726 670,00 € HT

### **8.1.3 : Montant des déviations de réseaux tiers**

Le montant prévisionnel s'élève à **213 657,00** euros HT, valeur juillet 2023 au stade avant-projet.

- Éclairage public Strasbourg 213 657,00 € HT

## **8.2 : LES OUVRAGES D'ART ET INFRASTRUCTURES DE VOIRIE**

### **8.2.1. Principes énoncés dans le contrat de concession**

Selon le Contrat de concession et son cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et des lignes de bus à haut niveau de service, la CTS est autorisée à implanter des ouvrages dans le domaine public et à « occuper » le domaine public.

La CTS est donc affectataire et gestionnaire des ouvrages qu'elle construit, nécessaires au bon fonctionnement du service public et constitutifs d'aménagements indispensables à l'exercice des missions de ce service dont elle a la charge. À ce titre, ces biens sont conservés à l'actif de son bilan (ils constituent des biens de retour au profit du concédant).

Il est donc nécessaire de distinguer entre aménagements de voirie qui seront remis à l'EMS, à leur achèvement, et les autres ouvrages qui resteront affectés à la CTS, bénéficiant d'une autorisation d'occuper le domaine public et inclus au bilan de la CTS (et amortis).

### **8.2.2. Autres principes généraux adoptés**

- 1) L'ensemble des ouvrages et travaux non utilisés exclusivement pour l'exploitation des transports en commun ne sera pas comptabilisé au bilan de la concession mais sera remis à l'EMS ;

- 2) Il est décidé par les parties qu'en cas d'ouvrage d'art utilisé conjointement par la voirie et les transports en commun, celui-ci sera remis en totalité au concédant, à l'exclusion des infrastructures propres aux transports en commun ;
- 3) Il est également décidé que la plate-forme du tramway ainsi que celle du BHNS resteront systématiquement affectées au concessionnaire et gérées par lui. Par plate-forme du BHNS, il est entendu les voies qui lui sont strictement réservées ;
- 4) Concernant les ouvrages et travaux rentrant dans les groupes d'ouvrages n°2, 3 et 9 (Ouvrages d'Art, voiries, signalisation et équipements), il est décidé de remettre les biens détaillés dans les articles ci-après.

### **8.3 : GROUPE D'OUVRAGE N°2 - OUVRAGES D'ART**

Le projet de Hub multimodal de Strasbourg ne comprend ni la construction d'ouvrages d'art exclusivement réservés aux transports en commun, ni la construction d'ouvrages d'art utilisés conjointement par la voirie et les transports en commun.

La réalisation du Génie civil et l'assainissement pour la trémie d'accès au parking P3 sur la Petite rue des Magasins et avant le croisement avec la rue des Magasins (décrite à l'article 2) sera confiée à la CTS. La réalisation des travaux nécessaires à la mise aux normes de l'ERP (parking P3) ainsi que la mise en place des équipements d'accès nécessaire pourra être à la charge du délégataire de ce dernier.

### **8.4 : GROUPE D'OUVRAGE N°3 - VOIRIES**

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

#### **8.4.1. Les biens à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg seront les suivants :**

- les espaces verts (gazon, plantations) ;
- les travaux de signalisation définitive ;
- les fournitures et travaux de voirie ;
- les aménagements riverains éventuels.

#### **8.4.2. Valorisation des ouvrages communs**

Le montant prévisionnel du G03 s'élève à **6 025 000** euros HT valeur juillet 2023 au stade avant-projet.

Le montant prévisionnel des travaux de voirie s'élève à **6 025 000** euros HT valeur juillet 2023 au stade avant-projet.

Les travaux suivants seront refacturés à 100 % à l'Eurométropole de Strasbourg :

- \* des travaux de libération d'emprise
- \* des travaux d'espaces verts
- \* des aménagements riverains
- \* Gestion des barrières de chantier
- \* Signalisation de chantier
- \* Bases vies

Le montant prévisionnel total des biens du G03 à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à **6 025 000** euros HT valeur juillet 2023 au stade avant-projet.



### **8.5 : GROUPE D'OUVRAGE N°9 – SIGNALISATION ROUTIERE ET EQUIPEMENTS DE CARREFOURS**

Le montant prévisionnel du GO9 s'élève à 603 524 euros HT valeur juillet 2023 au stade avant-projet, et sera refacturé à 100 % à l'Eurométropole de Strasbourg.

Le montant prévisionnel des biens du G09 à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à **604 000** euros HT valeur juillet 2023 au stade avant-projet.

### **8.6 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES AFFECTEES AUX BIENS REMIS**

Les coûts de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre étant au bénéfice de l'Eurométropole, ceux-ci sont intégralement portés à sa charge.

### **ARTICLE 9 : MODIFICATIONS A LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

### **ARTICLE 10 : LITIGES**

En cas de contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente convention, le Tribunal Administratif de STRASBOURG sera compétent pour connaître du litige.

Toutefois, avant de faire appel à cette juridiction, les parties contractantes s'engagent à recourir à une conciliation amiable.

Fait à Strasbourg et signé en deux exemplaires originaux le

Pour la Compagnie des Transports Strasbourgeois	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Directeur Général Emmanuel AUNEAU	La Présidente Pia IMBS

**CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 10 NOVEMBRE 2023 - Point n°15**

Projet de Hub multimodal de Strasbourg - secteurs "Halles" et "arrière-gare" : arrêt du bilan de concertation, approbation des études d'avant-projet, transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, poursuite des études et travaux avec la CTS.

<b>Pour</b>  <b>59</b>	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Françoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
<b>Contre</b>  <b>0</b>	
<b>Abstention</b>  <b>33</b>	AMIET Eric, BADER Camille, BALL Christian, BAUR Jacques, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KANNENGIESER Michèle, KIRCHER Jean-Louis, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, LOBSTEIN Andre, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, PERRIN Pierre, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHALCK Elsa, STEINMANN Elodie, TRAUTMANN Catherine, ULRICH Laurent, VETTER Jean-Philippe

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Ouverture de la gare centrale de Strasbourg à 360° - approbation de l'avenant n°1 du protocole d'accord sur l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg, relatif aux conditions de mise en œuvre des objectifs du protocole à horizon court terme (2027).**

### **Numéro E-2023-1077**

La délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 28 juin 2019 (E-2019-724) a permis de partager, avec la Région Grand Est et le groupe public ferroviaire SNCF, une même ambition de performance pour la gare de Strasbourg et en décidant d'œuvrer collectivement au positionnement de celle-ci en véritable Hub de transport international, national, régional et métropolitain. Cette ambition partagée s'est traduite par la signature d'un « protocole d'accord et d'études pour l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg ».

Ce dernier dispose notamment que : « Strasbourg, capitale Européenne, premier pôle urbain du Grand Est, est un carrefour régional fort qui articule entre eux le territoire national et les territoires frontaliers, les principales villes du Grand Est et les villes phares de la zone rhénane. Métropole d'un demi-million d'habitants, elle fait référence en matière de culture, d'innovation, de vie politique et universitaire. De cette position stratégique, l'Eurométropole de Strasbourg tire un rayonnement important et doit être à la hauteur pour accueillir quotidiennement les femmes et les hommes qui vivent et travaillent sur son territoire.

Strasbourg, doit donc faire face à une augmentation des déplacements liée à son rôle de métropole, a fortiori de capitale européenne, tout en étant capable de gérer la relation centre-périphérie dans un contexte de croissance démographique, de phénomène de métropolisation et d'engorgement du trafic au quotidien pour ses habitants et actifs. L'enjeu relève à la fois de l'amélioration de la performance du nœud ferroviaire strasbourgeois à l'échelle du grand Est, des grands corridors européens et des conditions de mobilités à l'échelle du quartier dans l'aire métropolitaine. ».

### **Contexte**

Depuis l'approbation de ce protocole, le contexte territorial a évolué. En particulier, la concrétisation du Réseau Express Métropolitain Européen (REME) ainsi que plus globalement l'accélération du développement des transports collectifs (ferroviaire, cars

express et transport urbain) et des modes doux conduisent à restructurer les conditions de déplacements sur le bassin de mobilité strasbourgeois et à engager d'importants travaux d'infrastructure à partir de 2024.

Ainsi, l'Eurométropole et la ville de Strasbourg portent notamment une politique très volontariste en matière de développement du réseau de transport en commun. La délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 18 décembre 2020 (E-2020-846) traduit une ambition inédite en matière de mobilités et positionne les grands projets de mobilité comme un axe essentiel dans la mise en œuvre de la politique de l'Eurométropole en faveur de l'environnement et de l'inclusion sociale.

Relier efficacement les quartiers et communes de l'Eurométropole, aux moyens de transports publics fiables et décarbonés, constitue un impératif tant en termes de climat que de santé et de développement global de l'agglomération. Cette stratégie globale des mobilités s'appuie sur plusieurs projets marquants qui seront réalisés d'ici 2027 :

- l'extension de la ligne G du BHNS jusqu'à Danube via la Place de l'Etoile (mise en service en 2023),
- le tramway F sera poursuivi à l'Ouest jusqu'à Wolfisheim (mise en service en 2025),
- le réseau tramway sera étendu entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim, la liaison Gare centrale - institutions européennes étant inscrite au contrat triennal (mise en service en 2027).

### **Objet de l'avenant au protocole**

Le projet d'ouverture de la gare à 360° est identifié de longue date entre le groupe SNCF, la Région Grand Est, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Ce projet est notamment rendu nécessaire par les objectifs portés par les partenaires de développement du trafic ferroviaire en gare centrale, qui impose de conforter le fonctionnement des installations ferroviaires tout en garantissant l'accessibilité multimodale des voyageurs.

Le changement de dimension de la desserte ferroviaire ainsi que la mise en œuvre du projet d'extension du réseau de tramway s'accompagne d'une montée en charge de l'accessibilité tous modes à la gare centrale, et notamment des accès automobiles, qui ne sont aujourd'hui pas à la hauteur des attentes des usagers.

Le présent avenant n°1 au « Protocole d'accord et d'études pour l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg », s'inscrit dans l'objectif global du Protocole approuvé en 2019 qui vise à définir les modalités de mise en œuvre de la transformation industrielle et urbaine des sites ferroviaires de la Gare Basse et de Cronenbourg en organisant les fonctions ferroviaires, intermodales et urbaines de manière cohérente en fonction des potentiels des sites.

Il correspond à la déclinaison opérationnelle et à court terme (2027) du protocole approuvé en 2019, au travers de la réalisation de premiers aménagements en arrière-gare qui permettront de renforcer l'accessibilité tous mode et l'attractivité de la gare centrale. Ils ont pour objectifs :

- d'améliorer l'accessibilité tous modes de la gare, notamment au travers du développement d'un pôle d'échanges multimodal (parking silo d'une capacité estimée

- à ce stade à environ 800 places et gare routière complémentaires de celle des Halles) en arrière gare,
- d'assurer la gestion du parcours voyageurs entre l'arrière gare et la gare centrale, via la rue George Wodli dès 2027 et via un franchissement direct du faisceau ferré à horizon 2030,
  - d'inscrire la dynamique intermodale dans une approche urbaine et une vision à plus long terme de la transformation des sites.

Pour chacun des aménagements identifiés dans cet avenant, les partenaires signataires identifient :

- les horizons prévisionnels de leur mise en service,
- les conditions de leur mise en œuvre, via la définition d'un programme d'étude phasé et l'identification du partenaire maître d'ouvrage.

### **Gouvernance du protocole**

Les partenaires signataire de l'avenant n°1 au « Protocole d'accord et d'études pour l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg », sont :

- l'Eurométropole de Strasbourg,
- la ville de Strasbourg,
- la Région Grand Est,
- SNCF Immobilier,
- SNCF Réseau,
- SNCF Gares & Connexions,
- SNCF Voyages.

Le pilotage général du protocole est assuré par l'EMS qui coordonne les différents partenaires (Région et SNCF). La coordination interne SNCF est assurée par SNCF Immobilier vis-à-vis du groupement ferroviaire.

La durée de cet avenant est de quatre ans à compter de la signature de ce dernier, avec possibilité de le proroger si cela s'avérait nécessaire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*l'avenant n°1 au « Protocole d'accord et d'études pour l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg »,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer cette convention et tout autre document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162620-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# Protocole d'accord sur l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg

Avenant n°1 relatif aux conditions de mise en œuvre des objectifs du protocole à horizon court terme (2027)

## PRÉAMBULE

### 1. Le protocole d'accord et d'études pour l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg de 2019

En juin 2019, les partenaires ont partagé une même ambition de performance pour le gare de Strasbourg et ont décidé d'œuvrer collectivement au positionnement de celle-ci en véritable Hub de transport international, national, régional et métropolitain.

Cette ambition partagée s'est traduite par la signature d'un « protocole d'accord et d'études pour l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg » (le « Protocole de 2019 »).

Ce protocole dispose notamment que :

*« Strasbourg, capitale Européenne, premier pôle urbain du Grand Est, est un carrefour régional fort qui articule entre eux le territoire national et les territoires frontaliers, les principales villes du Grand Est et les villes phares de la zone rhénane. Métropole d'un demi million d'habitants, elle fait référence en matière de culture, d'innovation, de vie politique et universitaire. De cette position stratégique, l'Eurométropole de Strasbourg tire un rayonnement important et doit être à la hauteur pour accueillir quotidiennement les femmes et les hommes qui vivent et travaillent sur son territoire.*

*Pour répondre à ces enjeux de mobilités, L'Eurométropole de Strasbourg, l'Etat, la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin se sont engagés en 2018 dans une démarche de Grenelle des Mobilités, dont l'objectif est de « réinventer le modèle de mobilité de l'aire métropolitaine strasbourgeoise, en lien étroit avec son développement. ».*

*Strasbourg, doit en effet faire face à une augmentation des déplacements liée à son rôle de métropole, a fortiori de capitale européenne, tout en étant capable de gérer la relation centre-périphérie dans un contexte de croissance démographique, de phénomène de métropolisation et d'engorgement du trafic au quotidien pour ses habitants et actifs. L'enjeu relève à la fois de l'amélioration de la performance du nœud ferroviaire strasbourgeois à l'échelle du grand Est, des grands corridors européens et des conditions de mobilités à l'échelle du quartier dans l'aire métropolitaine. »*

Les partenaires avaient alors convenu, au travers du Protocole de 2019, de mener une réflexion approfondie sur quatre thèmes principaux :

«

- L'amélioration des infrastructures ferroviaires en entrée de gare (pour la fluidité du trafic) ainsi qu'en gare de Strasbourg (voies principales supplémentaires et voies de services indispensables à l'exploitation)
- La mise en valeur des fonciers SNCF à Gare basse et du site Cronembourg ;
- L'accessibilité tous modes de la gare à l'échelle métropolitaine et de l'arrière-gare ;
- La relation entre la face Est de gare existante et la face Ouest à créer sur le site de gare basse et les modalités du franchissement du faisceau de voies. Ce lien est essentiel dans la mesure où il conditionne le bon fonctionnement et l'interconnexion des différents programmes. »

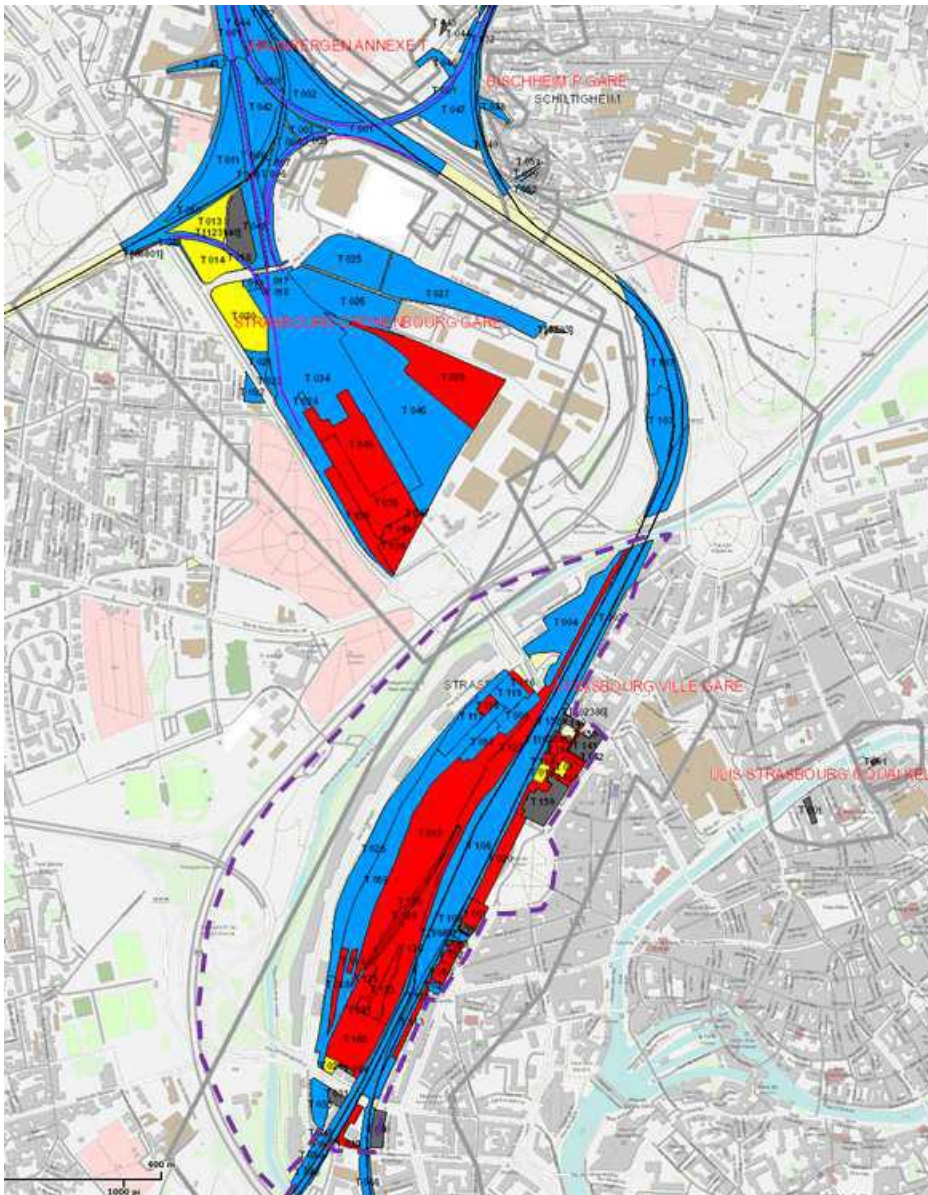


Figure 1- Périmètre du protocole de 2019

## 2. Une dynamique de projets, qui nécessite l'établissement d'un avenant au protocole de 2019

Depuis la signature du Protocole de 2019, le contexte territorial a évolué :



- 1- La mise en place d'une première phase du Réseau Express Métropolitain européen dans ses dimensions ferroviaires et cars express porté par la Région Grand Est et l'EMS (REME) en décembre 2022 a augmenté la desserte ferroviaire de la gare de 20% et entraîne une augmentation du flux voyageurs en gare ainsi qu'une intensification de l'usage des voies de service et du centre de maintenance en gare basse. L'appel d'offre transfrontalier actuellement en cours et l'amélioration progressive des infrastructures ferroviaires permettront de donner sa pleine mesure au projet.
- 2- L'arrivée de la concurrence pour le transport ferroviaire de voyageurs implique un besoin de nouvelles installations de maintenance (notamment atelier BPV en gare basse en cours de construction) et d'installation de logistique pour assurer les pleins de carburant, de sable d'eau etc.
- 3- L'avancement de SNCF Réseau sur son projet de Commande Centralisée du Réseau (CCR), équipement ferroviaire stratégique devant permettre l'amélioration de la gestion et la fiabilisation des circulations ferroviaires à l'échelle régionale. Son objectif est de centraliser la commande des circulations des trains sur le périmètre alsacien en regroupant les fonctionnalités des postes d'aiguillage actuellement répartis sur le territoire. Ce projet de CCR doit pouvoir trouver un point de chute dans le nœud ferroviaire de Strasbourg sans néanmoins hypothéquer les besoins actuels et en développement de SNCF Réseau en termes de maintenance et d'exploitation nécessaires sur les sites de la gare de Strasbourg et de Strasbourg Cronembourg. A ce titre, le projet de de renforcement de la base travaux SNCF Réseau de Strasbourg Cronembourg constitue un intrant qui doit pouvoir s'articuler avec le projet de CCR sans s'interfacer sur le plan foncier. »
- 4- La poursuite du projet TSPO sur M351 et la transformation du secteur des Halles, qui constitue une étape importante de réalisation du volet « cars express » du REME. Il induit une transformation importante des modes d'exploitation des cars notamment dans le secteur des Halles à Strasbourg
- 5- La mise en service du Contournement Ouest de Strasbourg et la requalification progressive de M35 : mise en place de voies de covoiturage, limitation de vitesse...
- 6- Le REME ainsi que plus globalement l'accélération du développement des transports collectifs (ferroviaire, cars express et transport urbain) conduit à restructurer les conditions de déplacements sur le bassin de mobilité strasbourgeois et à engager d'importants travaux d'infrastructure à partir de 2024. Ainsi, l'Eurométropole et la ville de Strasbourg portent notamment une politique très volontariste en matière de développement du réseau de transport en commun qui se traduit notamment par l'extension de la ligne G du BHNS (mise en service en 2023), l'extension du tram F à l'Ouest jusqu'à Wolfisheim (mise en service en 2025), l'extension du tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim et la liaison entre la gare centrale et les institutions européennes (mise en service en 2027). La totalité du réseau tramway/BHNS sera ainsi accessible à partir de la gare de Strasbourg, permettant de diffuser efficacement les flux arrivant en gare dans l'agglomération

Le programme d'étude rattaché au protocole de 2019 a permis de réaliser l'acquisition de données (études historiques et environnementales, levés topo, étude sur l'utilisation du parc immobilier et optimisations possibles + pré-études de faisabilité urbaines) à utiliser dans le cadre de l'avenant.

## I- OBJET DE L'AVENANT AU PROTOCOLE

Le projet d'ouverture de la gare à 360° est identifié de longue date entre le groupe SNCF, la Région Grand Est, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Ce projet est notamment rendu nécessaire par les objectifs portés par les partenaires de développement du trafic ferroviaire en gare centrale, qui impose de conforter le fonctionnement des installations ferroviaires tout en garantissant l'accessibilité multimodale des voyageurs. Il vise également à affirmer la dimension européenne de la gare centrale de Strasbourg.

Le changement de dimension de la desserte ferroviaire ainsi que la mise en œuvre du projet d'extension du réseau de tramway s'accompagnent d'une nécessaire montée en charge de l'accessibilité tous modes, notamment des accès automobile de la gare centrale de Strasbourg qui n'est aujourd'hui pas à la hauteur des attentes des usagers. Ce renouvellement de l'accessibilité vers la gare doit également prendre en compte les changements de motorisation des véhicules.

Le présent avenant n°1 au Protocole de 2019 se focalise sur la déclinaison opérationnelle du protocole à court terme (2027) au travers la réalisation de premiers aménagements en arrière-gare permettant de renforcer l'accessibilité tous mode et l'attractivité de la gare centrale. Il a ainsi pour objectifs de :

- 1- Améliorer l'accessibilité tous modes de la gare, notamment au travers le développement d'un pôle d'échanges multimodal (parking silo + gare routière) en arrière gare
- 2- Assurer la gestion du parcours voyageurs entre l'arrière gare et la gare centrale
- 3- Inscrire la dynamique intermodale dans une approche urbaine et une vision à plus long terme de la transformation des sites

Et cela en préservant la bonne marche des fonctionnalités ferroviaires de maintenance et travaux, remisage et logistiques pour SNCF Voyageurs, SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions tant pendant les phases de travaux qu'en phase d'exploitation finale.

Cet avenant s'inscrit dans l'objectif global du Protocole de 2019 qui vise à définir les modalités de mise en œuvre de la transformation industrielle et urbaine des sites ferroviaires de la Gare Basse et de Cronenbourg en organisant les fonctions ferroviaires, intermodales et urbaines de manière cohérente en fonction des potentiels des sites.

Une déclinaison des objectifs à moyen (2032-2035) et long terme (2040 et au-delà), dépendant de données à recueillir sur l'année 2023 et début 2024 fera l'objet d'un avenant n°2 courant 2024.

## II- PERIMETRES

### 1. AMENAGEMENTS DE COURT TERME (2027)

Le périmètre défini pour être le support des premiers aménagements en arrière-gare correspond à la partie de l'arrière-gare identifiée comme évolutif (sous réserve de confirmer un site alternatif pour la CCR Alsace) à court terme par le groupe ferroviaire. Il s'agit du parking dédié aujourd'hui aux agents SNCF et au secteur dit de « l'ancienne douane » (espaces en bleu sur la carte ci-dessous).

L'évolutivité de ce foncier s'entend sous réserve de :

- 1) La stabilisation de l'implantation, dans le nœud ferroviaire de Strasbourg, d'une Commande Centralisée du Réseau (CCR) à l'horizon 2030/2031. La CCR est un outil indispensable pour optimiser la gestion de la circulation des trains sur un large territoire. La mise en place de cet

équipement est un projet dont la pertinence est partagée par toutes les parties signataires du présent avenant au Protocole de 2019.

SNCF Réseau dispose de plusieurs possibilités d'implantation de son équipement CCR sur le nœud de Strasbourg, dont une sur le site de Strasbourg Cronenbourg qui serait la moins contraignante pour permettre la réalisation des objectifs du présent avenant. SNCF Réseau doit cependant fiabiliser cette possibilité d'implantation, tant en termes de capacité foncière que de faisabilité bâtementaire ce qui lui permettra de statuer sur son besoin foncier en arrière gare dans le cadre de ce projet et de fiabiliser ainsi la zone à mobiliser dans le cadre du présent avenant.

- 2) La reconstitution de 150 places de stationnement pour les salariés du groupe ferroviaire ;

Les modalités de mise à disposition de ce foncier ainsi que les conditions financières et opérationnelles de mise en œuvre des aménagements prévus au présent avenant n°1 seront déterminées au plus tard mi-2024 et feront l'objet de contractualisations spécifiques.

Dans une optique partagée de ne pas péjorer la performance du système ferroviaire, les parties partagent l'objectif de ne pas porter atteinte au bon fonctionnement des sites ferroviaires, dans leur dimension maintenance, remisage, logistique et travaux tant en phase de travaux qu'en phase d'exploitation. Par ailleurs, les études prévues au II.2. permettront également de travailler aux conditions de bonne insertion urbaine des aménagements de court terme.

## 2. EVOLUTION FONCIERE A MOYEN ET LONG TERME

Afin de poser une vision de l'évolution, à moyen et long terme, d'autres espaces du site de l'arrière-gare ainsi que du site de Cronenbourg, les partenaires ont besoin de disposer d'une vision clarifiée de la mutabilité des sites.

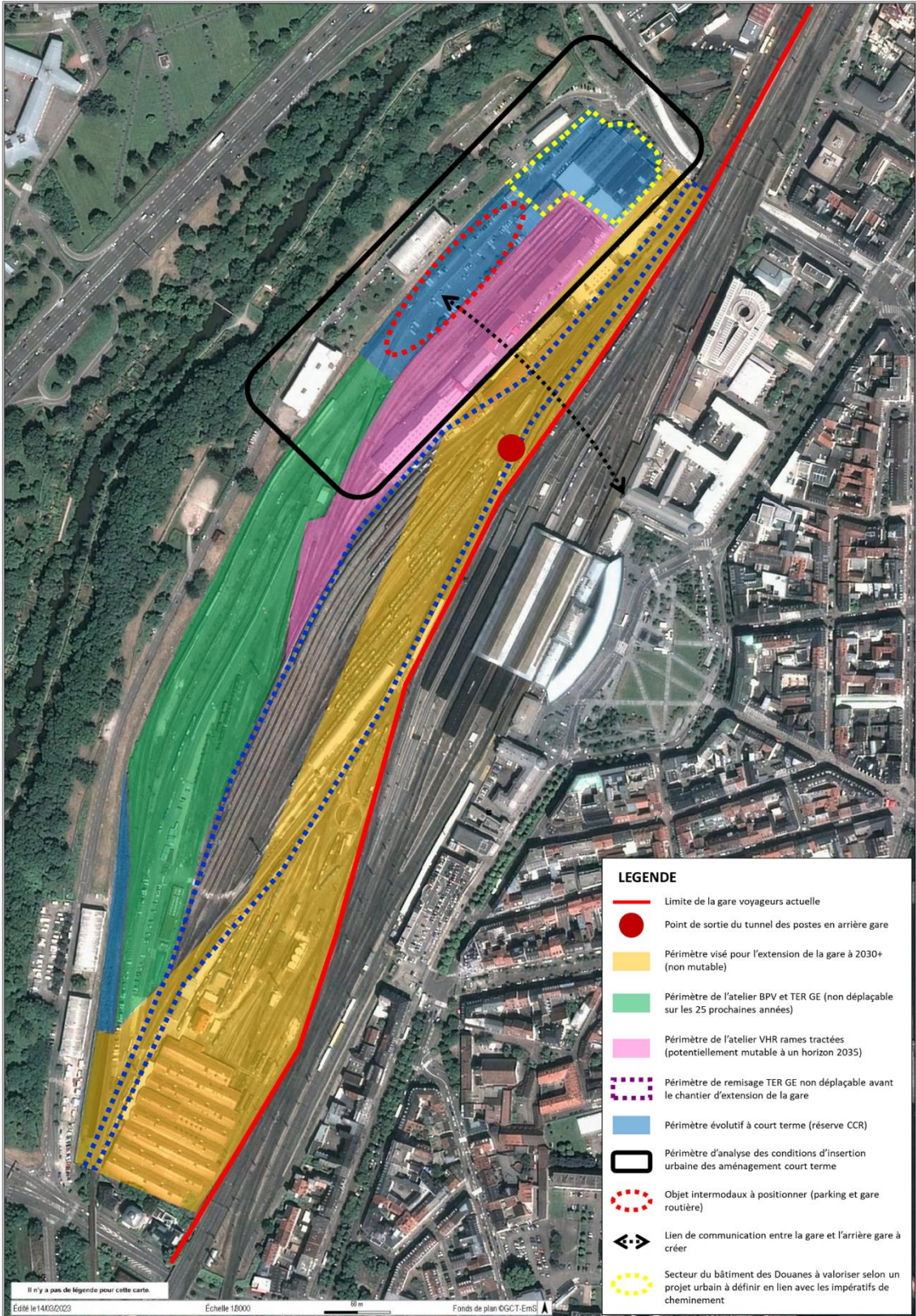
L'horizon d'évolution de ces espaces dépend notamment du rythme auquel les installations de ferroviaires situées en arrière-gare seront amenées à évoluer.

Dans cette perspective :

- le schéma directeur des sites de maintenance du matériel roulant et schéma directeur train de la Région Grand Est sera actualisé d'ici fin du premier trimestre 2024 et permettra aux partenaires de poser une vision de l'évolution du secteur, notamment pour les zones actuellement occupées par les ateliers VHR (espaces en rose sur la carte ci-dessous) et par les ateliers BPV (espaces en vert sur la carte ci-dessous) ainsi que sur l'utilisation prospective du site de Strasbourg Cronenbourg
- SNCF-Réseau identifiera les besoins d'installations nécessaires pour la gestion des infrastructures ferroviaires (voies de service, remisage, ...) ainsi que pour l'extension des capacités ferroviaires en gare de Strasbourg en lien avec les besoins du schéma de maintenance du matériel roulant qui définiront le niveau de fonctionnalités à maintenir en gare et à décentraliser. L'esquisse réalisée en 2022 sera ainsi à actualiser en lien avec les décisions qui seront prises collectivement sur le schéma directeur de maintenance du parc roulant.
- SNCF Réseau définira ses besoins fonciers, notamment sur le site de Cronenbourg, dans le cadre de son schéma directeur des base arrière travaux et de maintenance et des besoins d'extension vis-à-vis de la base travaux actuelle qui pourraient en découler. Le site de Strasbourg Gare Basse comprend des besoins en termes de maintenance à intégrer dans le devenir du site.

C'est sur cette base que l'avenant n°2 mentionné au I sera établi.





### III- DÉCLINAISON OPERATIONELLE DES OBJECTIFS DE L'AVENANT AU PROTOCOLE

#### 1. POLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PARKING SILO ET GARE ROUTIERE)

##### A. 2027, réalisation du pôle d'échange multimodal pour garantir l'accessibilité tous modes de la gare

###### 1. La construction d'un parking en ouvrage, dimensionné aux besoins :

Les conditions d'accès à la gare de Strasbourg sont aujourd'hui très perfectibles, du fait notamment de la densité de la circulation automobile dans l'hypercentre strasbourgeois et des contraintes d'espace en particulier sur le parvis de la gare. Le nécessaire changement de dimension de la gare de Strasbourg doit répondre aux enjeux de mobilité de demain et aux besoins du réseau express métropolitain. Il est donc essentiel de renforcer l'attractivité de la gare par l'amélioration de son accessibilité tous modes :

- L'accessibilité automobile, par la construction d'ici 2027, d'un parking de 800 places en arrière-gare, directement connecté avec la M35 et avec une connexion piétonne efficace vers les quais de la gare centrale
- L'accessibilité en transports en commun par l'extension du réseau tramway et notamment la mise en service, d'ici 2027 d'une nouvelle desserte en terminus sur le parvis de la gare
- L'accessibilité piétonne par la libération des emprises dédiées à l'automobile et au stationnement vélo sur le parvis de la gare
- L'accessibilité cycliste par la mise en place d'un parking vélo sécurisé d'environ 3000 places dont la mise en œuvre sera assurée par l'EMS, d'ici 2026 au plus tard, et l'amélioration des itinéraires cyclables

###### 2. La création de quais permettant la desserte de la gare par les cars interurbains et autres services de cars

A horizon 2027, l'implantation de quais pour services de cars en arrière-gare permettront également :

- Le développement de nouveaux services de cars express ne nécessitant pas de pénétrer jusqu'au secteur des Halles (les actuelles dessertes proposées aux Halles seront conservées) ;
- L'accueil éventuel d'autres services de cars (cars de tourisme, services librement organisés, cars Lufthansa, cars de substitution TER ou de tout autre opérateur ferroviaire, ...) pourraient avoir vocation à mobiliser ces espaces.

La définition précise du nombre de quais sera établie dans le cadre des études à conduire par l'EMS et la Région Grand Est.

###### Conditions de mise en œuvre :

- Étude de capacité et d'exploitation de la gare routière :
  - o Maîtrise d'ouvrage et financement EMS en copilotage avec la Région Grand Est et en association étroite avec l'exploitant de la gare (SNCF Gares et Connexions) qui assurera l'interface avec les transporteurs ferroviaires présents en gare
  - o Rendu des études pour fin 2023
- Etude de faisabilité de l'aménagement du parking en ouvrage et de la gare routière définitive
  - o Maîtrise d'ouvrage et financement EMS en association étroite avec la Région Grand Est et SNCF Gares et Connexions, SNCF Immobilier
  - o Rendu des études pour fin 2023



- Etude de rentabilité et de montage opérationnel de construction et d'exploitation du futur parking en ouvrage ainsi que de la gare routière. Cette étude pourra examiner l'opportunité de recourir à la mise en place d'une société de projet, telle que prévue dans la loi relative aux services express régionaux métropolitains, dont l'objet pourra être élargi au-delà de ces seuls aménagements. Les hypothèses afférentes au calendrier de mise en service de la liaison directe (passerelle et/ou souterrain) avec l'avant-gare seront validées par les Partenaires.
  - o Maîtrise d'ouvrage de l'étude par EMS en co-pilotage avec SNCF Gares & Connexions
  - o Financement CPER ou contrat triennal et avec SNCF Gares et Connexions
  - o Rendu des études pour mars 2024
  
- Définition des besoins et étude de gestion du site ferroviaire de l'arrière-gare
  - o Maitrise d'ouvrage SNCF Immobilier en lien avec les exploitants du site et SNCF Gares et Connexions
  - o Définir avec les entités internes de SNCF l'état des cheminement interne au site qui seraient chamboulés par le projet de pôle d'échanges et établir le plan de gestion et d'exploitation du site à terme.
  - o Etablir un nouveau schéma de circulation interne pour SNCF et exploitants et organiser les modalités de scission des accès SNCF et gare routière / public.
  - o Identifier d'ici au rendu de l'étude CCR les mouvements immobiliers possibles sur le court terme afin de viser précisément le périmètre mobilisable dans le cadre du projet intermodal.
  - o Rendu des études : 1<sup>er</sup> T 2024

## B. 2024, la nécessité de réaliser de premiers aménagements provisoires

La mise en œuvre du projet de transformation du secteur des Halles ainsi que l'engagement des travaux d'extension du réseau de tramway nécessitent de mener de premiers travaux, dès 2024, sur le périmètre faisant l'objet du présent avenant n°1. En effet, la réalisation de ces travaux va impacter significativement la desserte du centre-ville par les cars, notamment interurbains.

Il sera donc nécessaire de disposer dès fin 2024, de 5 à 10 quais provisoires en arrière-gare pour assurer le bon fonctionnement des cars, notamment interurbains.

Par ailleurs, SNCF Voyageurs mène actuellement, pour le compte de la Région Grand Est, des travaux pour la réalisation pôle de maintenance ferroviaire dédié aux lignes dites Bruche-Piémont-Vosges. L'horizon de réalisation de cet atelier est fixé à fin 2024, soit dans des temporalités proches de celles où des quais provisoires à destination des cars interurbains devront être réalisés. Le chevauchement des besoins fonciers en termes d'accès bus / voyageurs et travaux pour SNCF devra être clarifié et strictement scindé afin d'empêcher toute co-activité.

Les partenaires s'accordent pour articuler ces différents projets, notamment pour la gestion des accès :

- o Dissociation, dès les premières phases d'occupation du site par le projet de gare routière provisoire, des accès SNCF et bus/voyageurs afin de garantir l'étanchéité des flux sur et en entrée de site

### **Conditions de mise en œuvre :**

- Étude de faisabilité technique d'organisation du site d'arrière-gare à court terme : quais provisoires, cheminements, organisation stationnement agents SNCF, accès au site dédié à la SNCF...
  - o Maîtrise d'ouvrage et financement des études EMS
  - o Rendu des études pour fin 2023

## 2. ASSURER LE PARCOURS CLIENT ET LA MAÎTRISE DES TEMPS DE CORRESPONDANCE EN LIEN DIRECT AVEC LA GARE

### A. Mettre en place un cheminement voyageur efficace entre gare et arrière-gare

#### 1. Via la rue Georges Wodli d'ici 2027

A court terme, et au plus tard à la mise en service du nouveau parking, la modification des accès automobiles à la gare centrale permettra de rendre plus agréable et de sécuriser les cheminements piétons et cyclistes sur la rue George Wodli. Le tunnel aujourd'hui partagé entre automobile et vélos, pourra ainsi être totalement dédié aux modes actifs.

En complément, il convient d'étudier d'autres liaisons piétonnes efficaces :

- entre le secteur d'arrière-gare réaménagé et la rue George Wodli (par exemple via le foncier SNCF occupé par un site d'urbanisme transitoire pour permettre une sortie directe des piétons juste avant l'entrée du tunnel de la rue de Wodli)
- entre la rue George Wodli et les quais SNCF. Il s'agira de rendre accessible l'accès au parking Wodli depuis la rue Georges Wodli et d'en améliorer la lisibilité.

Malgré l'amélioration significative qu'apporteront ces travaux en termes sécurisation et de lisibilité, le cheminement mis en place ne saurait constituer qu'une solution transitoire.

#### Conditions de mise en œuvre :

- Etude de cheminement piétons le long de la rue George Wodli aux échéances 2024-2025 et 2026-2027 et travaux pris en charge par l'EMS – études d'avant-projet d'ici fin 2023 pour travaux à compter de fin 2024.
- Etude de faisabilité des autres cheminements piétons au travers du foncier SNCF et entre la rue George Wodli et les quais SNCF
  - o Maîtrise d'ouvrage de l'étude SNCF Immobilier en lien avec SNCF Gares et Connexions, la Ville et l'EMS
  - o Rendu des études pour le 1<sup>er</sup> T 2024

#### 2. Via un franchissement direct du faisceau ferroviaire à horizon 2030

L'optimisation du lien piéton et la réduction des distances à parcourir entre l'arrière-gare et les quais SNCF passe nécessairement par la mise en place d'un franchissement des voies ferrées, permettant d'accéder directement aux quais SNCF.

Une étude de faisabilité pour la réhabilitation du tunnel des Postes est d'ores-et-déjà inscrite au CPER. Le champ de cette étude sera élargi pour examiner les différentes options de franchissement possibles – y compris transitoires – afin d'en déterminer la faisabilité, les échéances possibles ainsi que les coûts. Différentes options pourront ainsi être examinées : passerelle, passe-quartier, combinaison passerelle/tunnel, tout autre dispositif de franchissement. Les hypothèses de l'étude devront être étudiées dans le cadre d'une étude d'opportunité puis validées en COPIL Protocole gare.

L'implantation du futur franchissement du faisceau ferroviaire est étroitement liée à l'avenir des ateliers VHR qui pourraient muter d'ici 2032. Les études prévues au II.2 permettront ainsi de venir enrichir les scénarios de franchissement qui seront étudiés. Cette implantation doit également limiter ses impacts sur le domaine non-évolutif susceptible d'être réaménagé à terme à des fins ferroviaires.

#### Conditions de mise en œuvre :

- o Schéma directeur des infrastructures de maintenance et du matériel roulant

- Maîtrise d'ouvrage et financement : Région Grand Est (SPL Grand Est Mobilités)
- Rendu des études fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2024
- Etude d'opportunité puis de faisabilité du franchissement direct du faisceau ferroviaire :
  - Maîtrise d'ouvrage : SNCF Gares & Connexions en lien avec SNCF Immobilier
  - Financement dans le cadre du CPER ou du contrat triennal, avec un tour de table financier associant l'Etat, l'EMS, SNCF Gares et Connexions et la Région Grand Est
  - Rendu des études fin du troisième trimestre 2024 (au moins 6 mois à compter du rendu du schéma directeur des installations de maintenance)

## B. Assurer la bonne information voyageurs dans tous les équipements du pôle d'échanges

Les partenaires partagent la nécessité d'assurer la compatibilité des systèmes d'information voyageurs à l'échelle du PEM (écran TFT sur parking et info gare routière en gare) et notamment intégrer les temps de parcours dans l'offre de correspondance ou dans la gestion des situations perturbées.

## 3. AMORCER LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE ET URBAINE DES SITES FERROVIAIRES

Le développement de fonctions intermodales en arrière-gare traduit une ambition politique partagée de plus forte ouverture de la gare à 360°. En complément du renforcement de l'accessibilité tous modes de la gare, la transformation urbaine du secteur sera amorcée en mobilisant les autres bâtiments identifiés comme évolutifs par les partenaires dans le secteur.

### A. Le recueil des données foncières nécessaires, première vision urbaine pour les sites ferroviaires évolutifs

Les partenaires s'accordent sur la nécessité de disposer d'une vision cohérente des potentiels fonciers des sites afin d'inscrire la transformation territoriale du secteur dans une dynamique d'ensemble à moyen et long terme. Cette vision clarifiée sur le potentiel des sites de Strasbourg Gare Basse et Cronenbourg pourra être établie après recueil des visions ferroviaires des partenaires, notamment SNCF Immobilier, SNCF Réseau, SNCF Gares et Connexions et la Région Grand Est et pourra être nourrie par les résultats de l'étude prospective multi-partenariale de l'ADEUS relative aux secteurs gare et Cronenbourg.

Cette vision clarifiée sera établie à l'issue des études prévues au II.2. Sur cette base, les partenaires pourront statuer sur les mutabilités de principe et envisager l'étude d'un plan d'orientations urbaines pour l'aménagement des sites de gare basse et Cronenbourg. L'objectif est de porter ces sujets en COPIL au troisième trimestre 2024 et de formaliser ces orientations dans le cadre d'un avenant n°2. Sans statuer à ce stade sur le contenu de l'avenant n°2, SNCF Immobilier pourra mobiliser les savoir-faire de ses filiales de développement pour le pilotage des études et sur la mise au point du montage opérationnel des opérations qui en découleront, puis pour la mise au point du plan d'aménagement.

#### Conditions de mise en oeuvre :

- Mise à jour des informations sur la mutabilité des sites
- Poursuite de l'acquisition des données foncières



- MOA : SNCF Immobilier
- T4 2024

## B. Le cas du bâtiment des douanes

Le bâtiment des Douanes est idéalement situé à l'angle Gare/Wodli/Rue du rempart et représente un élément de patrimoine exceptionnel et désaffecté de ses fonctions ferroviaires. Positionné comme pierre angulaire entre le site ferroviaire de la gare basse et son environnement urbain, sa valorisation pourrait amorcer la dynamique de transformation du secteur an accompagnement des projets attractant au Pôle d'Echange Multimodal.

La Wagenhaus n°34 a également vocation à être intégrée dans cette transformation urbaine du secteur.

A l'instar des perspectives d'évolutions foncières sur le secteur, le cas du bâtiment des douanes et de sa transformation doit pouvoir être travaillé au regard de la mutabilité globale court, moyen et long terme du site de la gare basse. Ceci doit permettre d'imaginer un projet en cohérence avec le devenir du site dans ses dimensions intermodales, de transformation urbaine, industrielle et ferroviaire sur les moyens et long terme tout en garantissant sa valorisation financière optimale.

Outre les études déjà réalisées (diagnostic structurel, diagnostics amiante et études de marché), SNCF Immobilier approfondira les conditions de sa parfaite mutabilité en conduisant les études techniques adéquates et assurera, à l'issue de la phase de définition du potentiel évolutif global, la maîtrise d'ouvrage d'études d'opportunité et de reconversion de ce bâtiment et des espaces attenants afin de confirmer son rôle de catalyseur de la transformation du secteur.

### **Conditions de mise en œuvre :**

- Etudes techniques : MOA SNCF Immobilier ; T2 2024
- Etudes d'opportunité et de reconversion du bâtiment et des espaces attenants : MOA SNCF Immobilier en lien avec EMS et G&C ; T4 2024

## IV- ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

### 1- VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Pilotage global du protocole, assurer la bonne coordination des partenaires et organiser les instances COTECH, COPRO et COPIL

Etude et réalisation des projets qui relèveront de sa MOA propre et des études prévues au présent avenant

Rendre un avis sur la faisabilité du projet CCR à remettre par SNCF Réseau au T4 2023 et accompagner sa mise en œuvre

Piloter la cohérence programmatique et urbaine des différents projets et garantir les évolutions adéquates en termes d'urbanisme réglementaire

Etudier avec SNCF G&C, la cohérence de la politique de stationnement sur le secteur gare

## 2- RÉGION GRAND EST

Conduire les études prévues au présent avenant

Produire le schéma directeur des infrastructures de maintenance et du matériel roulant pour la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2024.

La Région Grand Est et l'Etat engagent une mission de préfiguration visant à déterminer les schémas d'ensemble des futurs Services Express Régionaux Métropolitains. Ces études débuteront en novembre 2023 et dureront un an. La Région Grand Est associera l'Eurométropole de Strasbourg à la définition et à la restitution des études, en particulier en ce qui concerne les pôles d'échange du SERM, les projets de développement de l'offre de trains ou de cars express et les investissements à conduire sur les infrastructures ferroviaires et routières permettant d'y répondre.

En ce qui concerne les aménagements autour de la gare de Strasbourg, les travaux menés dans le cadre de ce protocole seront partagés avec la mission de préfiguration et la Région Grand Est s'assure de la cohérence de l'ensemble.

## 3- SNCF IMMOBILIER

Assurer la coordination globale du projet pour le groupe ferroviaire en interface avec toutes les activités.

Définir et garantir le calendrier de d'évolutions et de mutabilité en supervisant les études de libération ferroviaires et immobilières sur les fonciers du groupe

Piloter les études sur les sujets qui relèveront de sa MOA propre et pour le compte d'une entité du groupe SNCF, prévues au présent avenant

Copiloter, en lien étroit avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, les réflexions sur les stratégies urbaines et sur la définition des schémas de montages opérationnels possibles, assurer l'animation de la mise en cohérence de l'ensemble des besoins et des projets relevant du groupe ferroviaire dans le cadre du schéma d'orientations urbaines ainsi que piloter des interfaces avec les divers projets qui auront été identifiés comme relevant de la MOA du groupe ferroviaire

Assurer le processus de transfert de gestion, location ou cession des fonciers qu'elle ne garderait pas dans son périmètre opérationnel (appels à projet à traiter en collaboration étroite avec EMS dès lors que l'on visera des opérateurs en dehors des partenaires)

Conduire les études prévues au présent avenant

## 4- SNCF RÉSEAU

Réaliser l'étude d'implantation de la CCR afin de confirmer l'hypothèse de positionnement pour T4 2023 (étude en phase faisabilité confiée à Immobilier)

Prendre part aux décisions de mutabilité foncière en fonction des résultats des différentes études et, en fonction, mettre à disposition le foncier nécessaire au développement des aménagements de court terme

## 5- SNCF GARES ET CONNEXIONS

Etude et réalisation des projets qui relèveront de sa MOA propre des études prévues au présent avenant

Accompagnement de SNCF Immobilier et de l'EMS dans l'étude de flux entre la gare et l'arrière gare pour identifier les cheminements voyageurs efficaces et sécurisés les plus pertinents et définition des modalités de mise en œuvre technique

Assurer la cohérence en termes d'information voyageurs sur le secteur gare

## 6- SNCF VOYAGEURS

Dans l'objectif de produire la meilleure qualité de service ferroviaire, contribue à l'établissement des études demandées par la Région Grand Est, et notamment aux études d'exploitation et de robustesse en intégrant la dimension des sillons techniques et du produit train.

## 7- ENGAGEMENTS COLLECTIFS

Liste des engagements que chacun des partenaires prend vis-à-vis du groupement :

Respect des engagements et des calendriers et information mutuelle et rapide en cas de difficultés

Assurer le montage du financement des études relevant de son périmètre

Objectif partagé d'une vision claire des potentiels évolutifs à horizon 2024 en lien avec les données ferroviaires résultant des études à mener par la Région et SNCF Réseau afin d'envisager un plan guide d'aménagement des sites ferroviaires

## 8- DÉFINITION DU PLAN D'ÉTUDES

Tableau des études, MOA, contributeurs et financeurs + calendrier (proposition non contractuelle à date)

Études	MOA	Contributeurs	Financeurs	calendrier
Étude de capacité et d'exploitation de la gare routière	EMS en co-pilotage avec la Région Grand Est	CTBR, CTS, SNCF Voyages, SNCF Gares & Connexions	CPER/triennal	T4 2023
Etude de faisabilité de l'aménagement du parking en ouvrage et de la gare routière	EMS	Région Grand Est, SNCF Gares et Connexions, SNCF Immobilier	CPER/triennal	T4 2023
Etude de rentabilité et de montage opérationnel de construction et d'exploitation du futur parking en ouvrage ainsi que de la gare routière.	EMS en co-pilotage avec SNCF Gares et Connexions	SNCF Gares&Connexions	CPER/contrat triennal et avec SNCF Gares et Connexions	T1 2024
Étude de faisabilité technique d'organisation des accès du site d'arrière-gare à court terme (2024)	EMS	SNCF Immobilier	EMS	T4 2023

Etude de cheminement piétons le long de la rue George Wodli aux échéances 2024-2025 et 2026-2027	EMS	SNCF Gares et Connexions	EMS	T4 2023
Etude de faisabilité des autres cheminements piétons au travers du foncier SNCF et entre la rue George Wodli et les quais SNCF	SNCF Gares & Connexions	SNCF Immobilier	SNCF Gares & Connexions	T1 2024
Etude de définition des besoins de gestion du site ferroviaire de l'arrière-gare	SNCF	Exploitants du site industriel	SNCF Immobilier EMS	T1 2024
Schéma directeur des sites de maintenance du matériel roulant	Région Grand Est	SPL Grand Est Mobilité, SNCF	Région Grand Est	T1 2024
Etude pour l'actualisation du schéma directeur train de la Région Grand Est	Région Grand Est	SPL Grand Est Mobilité, SNCF	Région Grand Est	T1 2024
Etude d'opportunité puis de faisabilité du franchissement direct du faisceau ferroviaire	SNCF Gares&Connexions	SNCF Immobilier	CPER / contrat triennal, EMS, Région et SNCF Gares & Connexions	T4 2024
Mise à jour des études d'évolutivité urbaine des sites ferroviaires d'arrière-gare	SNCF Immobilier	Région Grand Est	SNCF Immobilier pour le compte des propriétaires	T4 2024
Etude technique concernant le bâtiment des douanes	SNCF Immobilier	SNCF Réseau	SNCF Immobilier pour le compte du propriétaire	T2 2024
Etude d'opportunité et de reconversion du bâtiment des douanes	SNCF Immobilier	EMS et Ville de Strasbourg	SNCF Immobilier pour le compte du propriétaire	T4 2024
Etude pour l'actualisation de l'esquisse permettant d'identifier les besoins d'installations nécessaires pour la gestion des infrastructures ferroviaires ainsi que pour l'extension des capacités ferroviaires en gare de Strasbourg	SNCF Réseau	SPL Grand Est Mobilité, SNCF	SNCF-Réseau	???
Etude positionnement CCR	SNCF Réseau	SNCF Immobilier	SNCF immobilier pour le compte de SNCF Réseau	T4 2023

## V- RAPPEL DE LA GOUVERNANCE PARTENARIALE

### 1- PRINCIPE DE PILOTAGE DU PROTOCOLE

Pilotage général assuré par l'EMS qui coordonne les différents partenaires (Région et SNCF)

Coordination interne SNCF assurée par SNCF Immobilier vis-à-vis du groupement ferroviaire

### 2- INSTANCES DE GOUVERNANCE

---

#### A- COPIL

Le comité de pilotage est constitué des représentants des différents partenaires :

- Présidente EMS ou son représentant. L'EMS préside le COPIL.
- Maire de Strasbourg ou son représentant,
- Président de Région ou son représentant,
- Directeur SPL GE Mobilités,
- DG SNCF Immobilier ou son représentant,
- DG Gares et Connexions ou son représentant, Directrice Territoriale Réseau et Voyageurs

---

#### B- COPRO

L'objet est de reboucler les alignements stratégiques et politiques préalables au COPIL pour garantir l'efficacité des COPIL ainsi que de lever les éventuels freins ou contraintes.

Représentation : DG Mobilités EMS et Région + directeur SPL + Directeur territoriaux SNCF (Immo, G&C, Voyageurs, Réseau) + un membre de l'équipe de préfiguration (convention SERM). Chaque représentant pouvant s'accompagner d'un représentant de son entité (en local ou national).

---

#### C- COTECH

Synthèse des travaux conduits au sein de chacun des lots et de leur avancement. Préparation du COPRO et définition des décisions à porter auprès des politiques.

Représentation technique et chef de projet large : EMS, Région, SPL, SNCF Immo, SNCF G&C, SNCF Réseau, SNCF Voyageurs, les représentants peuvent associer des personnes selon les besoins

## **A.CONDITIONS D'EXÉCUTION DE L'AVENANT**

### **1- DURÉE DE L'AVENANT**

4 ans à compter de la date de signature avec possibilité de proroger

### **2- PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉS DES ÉTUDES**

Les études réalisées dans le cadre du présent avenant au protocole restent la propriété de chaque signataire. Les résultats de ces études seront toutefois communiqués aux autres membres signataires à leur demande. Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties contractantes.

Ce même engagement de confidentialité sera demandé à tous les prestataires ou partenaires intervenant au titre de ces études.

### **3- COMMUNICATION**

Chaque membre signataire du présent avenant au protocole s'engage à faire mention des autres membres signataires dans ses publications ou relations presse relatives au Projet d'ensemble et à les informer de toute action significative.

Les Parties s'accordent sur le bon partage des actions de communication qui seront arbitrées au sein des instances de gouvernance du Protocole. Elles s'assurent notamment d'une juste coordination sur :

- Les réponses aux sollicitations externes ;
- Les actions de concertation à conduire ;
- L'information voyageur.

### **4- RÈGLEMENT DES LITIGES**

Le présent avenant au protocole est régi par le droit français.

En cas de différend, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable, notamment en organisant des contacts et échanges entre chacune des parties concernées, en particulier dans le cadre du comité de pilotage.

A défaut d'accord amiable obtenu selon les modalités définies ci-dessus dans les 60 jours de leur survenance, les différends pourront être soumis à la juridiction compétente.

# SIGNATURES

Pour la Ville de Strasbourg, la Maire de Strasbourg

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, la Présidente de l'Eurométropole

Pour la Région Grand Est le Président de Région

Pour SNCF Immobilier, la Directrice générale

Pour SNCF Réseau, la Directrice Territoriale Grand Est

Pour SNCF Voyages, la Directrice TER Grand Est

Pour SNCF Gares & Connexions, Le Directeur des Gares du Grand Est

Fait à Strasbourg, le

## Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023

SERVICE DES ASSEMBLÉES

**Point 16 à l'ordre du jour** : Ouverture de la gare centrale de Strasbourg à 360° - approbation de l'avenant n°1 du protocole d'accord sur l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg, relatif aux conditions de mise en œuvre des objectifs du protocole à horizon court terme (2027).

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

**Pour : 58 voix + 1**

+ 1 voix : Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

**Contre : 0 voix**

**Abstention : 26 voix + 1**

+ 1 voix : Mme Elodie STEINMANN a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait s'abstenir.



CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 10 NOVEMBRE 2023 - Point n°16

Ouverture de la gare centrale de Strasbourg à 360° - approbation de l'avenant n°1 du protocole d'accord sur l'aménagement et le développement du nœud ferroviaire de Strasbourg, relatif aux conditions de mise en œuvre des objectifs du protocole à horizon court terme (2027).

<p><b>Pour</b></p> <p><b>58</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliyya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia</p>
<p><b>Contre</b></p> <p><b>0</b></p>	
<p><b>Abstention</b></p> <p><b>26</b></p>	<p>AMIET Eric, BADER Camille, BALL Christian, BAUR Jacques, BREITMAN Rebecca, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KIRCHER Jean-Louis, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, LOBSTEIN Andre, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, PERRIN Pierre, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHALCK Elsa, ULRICH Laurent, VETTER Jean-Philippe</p>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Extension Ouest de la ligne F du tramway vers Koenigshoffen : convention de remise de biens.**

#### **Numéro E-2023-416**

En application du contrat de concession conclu avec la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) le 27 décembre 1990 et de ses avenants successifs en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020, celle-ci a réalisé sous sa maîtrise d'ouvrage, mais pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg et des gestionnaires de réseaux associés, l'ensemble des travaux relatifs à l'extension de la ligne F du tramway vers le quartier strasbourgeois de Koenigshoffen. Cette extension a été mise en service le 28 août 2020.

Pour rappel, un nouveau contrat de concession a été attribué à la CTS par l'Eurométropole (autorité concédante) le 18 décembre 2019 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de dix ans.

La présente délibération a pour objet d'autoriser la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS, d'une convention de remise des biens, définissant les équipements et ouvrages des infrastructures tram qui ne doivent pas être immobilisés au bilan de la CTS, car non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun.

Au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, l'Eurométropole a procédé à la réception des ouvrages qui lui reviennent et en a validé la conformité par rapport au cahier des charges. Aujourd'hui ils sont tous en service et l'entretien est déjà assuré par les services gestionnaires de l'Eurométropole.

#### **1. Définition des biens à remettre à l'Eurométropole**

Aux termes du contrat de concession, la CTS doit remettre à l'Eurométropole de Strasbourg trois catégories de biens :

- les déviations de réseaux dans leur totalité (GO\* 01),
- les ouvrages d'art et d'infrastructures de voirie réalisés dans le cadre du projet, mais non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun, biens constitués par :
  - les ouvrages d'art non spécifiques au tramway (GO 02),

- les voiries et les trottoirs (GO 03), étant précisé que la plate-forme tramway définie par le gabarit limite d'obstacle (GLO) et que les stations restent affectées à la CTS,
- les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores (GO 09),
- les opérations d'accompagnement (GO 12).

\* GO = groupe d'ouvrages

## 2. Coûts des biens remis à l'Eurométropole

### 2.1. Les déviations de réseaux EMS, réseaux tiers, fouilles archéologiques et terres polluées (GO 01)

	Concessionnaire	Coûts en € HT
<b>Eau potable</b>	Eurométropole	947 630,74
<b>Assainissement</b>	Eurométropole	1 749 450,37
<b>Signalisation</b>	Eurométropole	1 527 601,23
<b>Éclairage public Strasbourg</b>	Eurométropole, refacturé ultérieurement à la ville de Strasbourg	1 328 418,97
<b>Fouilles archéologiques</b>	Eurométropole	1 812 729,23
<b>Terres polluées</b>	Eurométropole	55 665,46
<b>TOTAL</b>	<b>Eurométropole</b>	<b>7 421 496,00</b>

Les coûts réels de ces déviations de réseaux (GO 01) sont facturés en totalité par la CTS à l'EMS, T.V.A. comprise. Ils s'élèvent à 7 421 496,00 € HT au 30 juin 2022.

### 2.2. Les ouvrages d'art (GO 02)

		Coûts en € HT
<b>Ouvrage d'art Fossé des Remparts</b>	Eurométropole	407 949,61
<b>Démolition du pont routier sur la bretelle A35</b>	Eurométropole	98 097,28
<b>Dépose de l'auvent de l'ancienne « station Total »</b>	Eurométropole	60 988,60
<b>TOTAL</b>	<b>Eurométropole</b>	<b>567 035,49</b>

Le montant total des biens du GO 02 remis à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 567 035,49 € HT au 30 juin 2022.

### 2.3. Les voiries (GO 03)

		Coûts en € HT
<b>Voiries</b>	Eurométropole	5 238 137,19
<b>Travaux de libération d'emprise</b>	Eurométropole	254 496,89

<b>Travaux d'espaces verts (hors plateforme)</b>	Eurométropole, refacturé ultérieurement à la Ville de Strasbourg	902 799,11
<b>Aménagements riverains</b>	Eurométropole	137 578,00
<b>Signalisation</b>	Eurométropole	828 613,58
<b>Gestion des barrières de chantier Signalisation de chantier Bases vies Voirie provisoire</b>	Eurométropole (répartition au prorata avec la CTS)	1 643 206,30
<b>TOTAL</b>	<b>Eurométropole</b>	<b>9 004 831,07</b>

Le montant total des biens du GO 03 remis à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 9 004 831,07 € HT au 30 juin 2022.

#### 2.4. La signalisation routière et équipements de carrefours (GO 09)

		<b>Coûts en € HT</b>
<b>Signalisation routière et équipements de carrefours</b>	Eurométropole (répartition au prorata avec la CTS)	547 242,91
<b>TOTAL</b>	<b>Eurométropole</b>	<b>547 242,91</b>

Le montant total des biens du GO 09 remis à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 547 242,91 € HT au 30 juin 2022.

#### 2.5. Les opérations d'accompagnement (GO 12)

		<b>Coûts en € HT</b>
<b>Opérations d'accompagnement</b>	Eurométropole (répartition au prorata avec la CTS)	<b>3 107 782,66</b>
<b>TOTAL</b>	<b>Eurométropole</b>	<b>3 107 782,66</b>

Le montant total des biens du GO 12 remis à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 3 107 782,66 € HT au 30 juin 2022.

#### 2.6. Coût total des biens remis

		<b>Coûts en € HT</b>
<b>Déviations de réseaux (GO 01)</b>	Eurométropole	7 421 496,00
<b>Ouvrages d'art (GO 02)</b>	Eurométropole	567 035,49
<b>Voiries (GO 03)</b>	Eurométropole	9 004 831,07
<b>Signalisation routière et équipements de carrefours (GO 09)</b>	Eurométropole	547 242,91

<b>Opérations d'accompagnement (GO 12)</b>	Eurométropole	3 107 782,66
<b>TOTAL</b>	<b>Eurométropole</b>	<b>20 648 388,13</b>

**Le montant total des biens remis à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 20 648 388,13 € HT. Ce coût est arrêté au 30 juin 2022. Pour les factures qui seront présentées postérieurement à cette date, un avenant ultérieur à la présente convention, soldant les comptes, sera établi.**

Concernant le coût des prestations intellectuelles (coûts de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, etc.), d'un commun accord entre les parties, il est décidé que l'ensemble de ces coûts sera immobilisé dans le bilan de la CTS ou comptabilisés en « charges d'investissement » dans les comptes de celle-ci.

### **3. Paiement des biens remis à l'Eurométropole**

Le montant toutes taxes comprises des biens remis à l'Eurométropole de Strasbourg (hors GO 1) est financé par des avances versées par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la contribution aux investissements tramway.

La présente convention de remise des biens acte le montant des biens rétrocédés, arrêté au 30 juin 2022.

	<b>En € hors taxes</b>
<b>Montant total des biens remis (hors GO1)</b>	13 226 892,13
<b>Montant des avances versées (Avenant 26 valeur mars 2016)</b>	- 13 900 000,00
<b>TROP VERSE</b>	<b>-673 107,87</b>

**Le trop versé par rapport à ce montant arrêté au 30 juin 2022 s'élève à 673 107,87 € HT, soit 807 729,45 € TTC et sera reversé par la CTS.**

La présente délibération vise à approuver la convention de remise de biens, à en autoriser la signature et à en tirer les conséquences budgétaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la conclusion du projet de convention CTS / Eurométropole, annexé à la présente délibération, de remise de biens pour les ouvrages de l'opération d'extension de la ligne F du tramway vers le quartier strasbourgeois de Koenigshoffen (phase 1) portant sur un montant de 13 226 892,13 € HT, GO 01 non compris, avec la TVA en vigueur en sus,*

*prend acte*

*du trop versé par rapport à ce montant arrêté au 30 juin 2022 qui s'élève à 673 107,87 € HT, soit 807 729,45 € TTC et qui sera reversé par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg,*

*décide*

*l'imputation des recettes sur les crédits du budget principal de la Direction des Mobilités, AP0234, programme 1224,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer le projet de convention CTS / Eurométropole de remise des biens pour les ouvrages de l'opération d'extension de la ligne F du tramway vers le quartier strasbourgeois de Koenigshoffen (phase 1), ainsi que tout document concourant à l'exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161553-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# **CONVENTION DE REMISE DES BIENS DE L'EXTENSION OUEST DE LA LIGNE F DE TRAMWAY VERS KOENIGSHOFFEN**

Entre :

**L'EUROMETROLE DE STRASBOURG**, Autorité Organisatrice de la Mobilité sise au 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Présidente, Pia IMBS, agissant en exécution d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole prise en date du 24/09/2021.

Ci-après dénommée l'« EMS »

Et :

**La COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS**, Société Publique Locale, au capital de 5 millions d'euros, dont le siège social est sis au 14 rue de la Gare aux Marchandises, CS 15002, 67035 STRASBOURG CEDEX

Représentée par Monsieur Emmanuel AUNEAU, Directeur Général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration de la CTS en date du 17/02/2021.

Ci-après dénommée la « CTS »

## **PREAMBULE**

Par convention de concession en date du 27 décembre 1990, la CTS a été chargée par l'Eurométropole de Strasbourg de la construction des lignes A et B du tramway. Des avenants à cette convention ont par la suite été établis : l'avenant n°1 le 05.02.1992, l'avenant n°2 le 17.06.1993, l'avenant n°3 le 26.07.1994, l'avenant n°4 le 18.05.1995, l'avenant n°5 le 22.12.1995, l'avenant n°6 le 28.02.1997, l'avenant n°7 le 15.12.1997, l'avenant n°8 le 29.04.1999, l'avenant n°9 le 29.03.2000, l'avenant n°10 le 29.01.2002, l'avenant n°11 le 14.02.2003, l'avenant n°12 le 13.05.2004, l'avenant n°13 le 07.07.2004, l'avenant n°14 le 28.02.2006, l'avenant n°15 le 15.01.2007, l'avenant n°16 le 24.01.2008, l'avenant n°17 le 26.08.2009, l'avenant n°18 le 05.03.2010, l'avenant n°19 le 07.10.2010, l'avenant n°20 le 20.09.2011, l'avenant n°21 le 07.03.2012, l'avenant n°22 le 06.08.2012, l'avenant n°23 le 05.02.2013, l'avenant n°24 le 31.10.2013, l'avenant n°25 le 20.02.2015, l'avenant n°26 le 23.12.2016, l'avenant n°27 le 23.05.2018, l'avenant n°28 le 13.08.2019, l'avenant n°29 le 10.03.2020 et l'avenant 30 le 31/12/2020.

La convention de remise des biens du 18 mai 1995 entre la CUS et la CTS définit les biens et ouvrages concernant les lignes A/D du tramway à remettre par la CTS à la CUS et aux gestionnaires de réseaux.

Cette convention a été modifiée par un avenant n°1 en 1996, un avenant n°2 en date du 5 mai 1999 et un avenant n°3 en date du 28 octobre 2000.

La convention de remise des biens du 13 novembre 2001 entre la CUS et la CTS définit les biens et ouvrages concernant les lignes B/C du tramway à remettre par la CTS à la CUS et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 24 juillet 2009 définit les biens et ouvrages concernant les extensions tramway 2007-2008 des lignes B, C et D et de la ligne E à remettre par la CTS à la CUS et aux gestionnaires de réseaux.

Cette convention a été modifiée par un avenant n°1 au mois de juin 2012.

La convention de remise des biens du 30 décembre 2013 définit les biens et ouvrages concernant la ligne F du tramway à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 31 mars 2016 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS définit les biens et ouvrages concernant l'extension des lignes A et D du tramway vers HautePierre à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 11 février 2017 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS définit les biens et ouvrages concernant la ligne G de bus à haut niveau de service (BHNS) à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 8 novembre 2017 entre l'Eurométropole de Strasbourg, la CTS et la Ville d'Illkirch (en sa qualité de gestionnaire du réseau d'éclairage public dans le cadre du chantier de l'extension sud de la ligne A de tramway et de la ligne E – Voie de débranchement) définit les biens et ouvrages concernant l'extension de la ligne A/E de tramway vers Illkirch-Graffenstaden à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

Cette convention a été modifiée par un avenant n°1 au mois de septembre 2020.

La convention de remise des biens du 31 août 2021 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS définit les biens et ouvrages concernant la création du pôle d'échanges multimodal « Poteries », à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 16 novembre 2021 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS concernant l'extension de la ligne D de tramway vers l'Est de l'agglomération strasbourgeoise et la Gare de Kehl pour la partie réalisée sur le territoire de la Ville de Strasbourg comprise entre la station « Aristide Briand » et le milieu du Rhin, à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 16 novembre 2021 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS définit les biens et ouvrages concernant l'extension de la ligne E vers le cœur du quartier de la Robertsau, à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

La présente convention définit les biens et ouvrages concernant l'extension Ouest de la ligne F vers Koenigshoffen, à remettre par la CTS à l'Eurométropole de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet, en application du contrat de concession conclu avec la CTS le 27 décembre 1990 et de ses avenants successifs, et notamment des articles 10 et 15-3 du cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et des lignes de Bus à haut niveau de service, de définir, d'une part, les ouvrages et les travaux constituant des aménagements de voirie ou des déviations de réseaux rendus nécessaires par l'implantation du tramway, devant être remis à l'EMS après réception, et ne devant pas être immobilisés au bilan de la CTS et, d'autre part, d'arrêter le montant des biens remis au 31/07/2023.

## **ARTICLE 2 : DEFINITION DES BIENS A REMETTRE A L'EMS**

Aux termes du contrat de concession, la CTS doit remettre à l'Eurométropole de Strasbourg deux catégories de biens :

⇒ Les déviations de réseaux dans leur totalité (G01)

⇒ Les ouvrages d'art et d'infrastructures de voirie, réalisés dans le cadre du projet, mais non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun, biens constitués par :

1. les ouvrages d'art non spécifiques au tramway et au BHNS (G02)



2. les voiries et les trottoirs (GO3)
3. les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores (GO9)
4. les opérations d'accompagnement (GO12)

### **ARTICLE 3 : LES DEVIATIONS DE RESEAUX**

#### **3.1 : Définition des catégories de réseaux**

- Les réseaux appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg et qui sont les suivants :

<b><i>Nom du Réseau</i></b>	<b><i>Concessionnaire du Réseau</i></b>
EAU POTABLE	EMS
ASSAINISSEMENT	EMS
SIGNALISATION	EMS

Les coûts réels de ces déviations de réseaux sont facturés en totalité par la CTS à l'EMS, T.V.A. comprise.

- Les réseaux de concessionnaires tiers publics ou privés dont l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas propriétaire et qui sont les suivants :

<b><i>Nom du Réseau</i></b>	<b><i>Concessionnaire du Réseau</i></b>
ECLAIRAGE PUBLIC	VILLE DE STRASBOURG
FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	EMS
TERRES POLLUEES	EMS

#### **3.2 : Montant des déviations de réseaux EMS**

Le montant s'élève, selon le détail en annexe n°1, à **4 224 682.34** euros HT au 31/07/2023.

- Assainissement	1 749 450,37 € HT
- Eau Potable	947 630,74 € HT
- Signalisation	<u>1 527 601,23 € HT</u>
	<b>4 224 682.34 € HT</b>

#### **3.3 : Montant des déviations de réseaux tiers, fouilles archéologiques et terres polluées**

Le montant s'élève, selon détail en annexe n°1, à **3 177 053.81** euros HT au 31/07/2023 et se décompose comme suit :

- Eclairage public Strasbourg	1 328 418,97 € HT
- Fouilles archéologiques	1 812 729.23 € HT
- Terres polluées	<u>55 665.46 € HT</u>
	<b>3 196 813.66 € HT</b>

## **ARTICLE 4 : LES OUVRAGES D'ART ET INFRASTRUCTURES DE VOIRIE**

### **4.1. Principes énoncés dans le contrat de concession**

Selon l'article 8 « Occupation du domaine public » du Cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et des lignes de bus à haut niveau de service, la CTS est autorisée à implanter des ouvrages dans le domaine public et à « occuper » le domaine public.

La CTS est donc affectataire et gestionnaire des ouvrages qu'elle construit, nécessaires au bon fonctionnement du service public et constitutifs d'aménagements indispensables à l'exercice des missions de ce service dont elle a la charge. A ce titre, ces biens sont conservés à l'actif de son bilan (ils constituent des biens de retour au profit du concédant).

Il est donc nécessaire de distinguer entre aménagements de voirie qui sont remis à l'EMS, à leur achèvement, et les autres ouvrages qui restent affectés à la CTS, bénéficiant d'une autorisation d'occuper le domaine public et inclus au bilan de la CTS (et amortis).

### **4.2. Autres principes généraux adoptés**

- 1) L'ensemble des ouvrages et travaux non utilisés exclusivement pour l'exploitation des transports en commun ne sera pas comptabilisé au bilan de la concession mais est remis à l'EMS.
- 2) Il est décidé par les parties qu'en cas d'ouvrage d'art utilisé conjointement par la voirie et les transports en commun, celui-ci est remis en totalité au concédant, à l'exclusion des infrastructures propres aux transports en commun.
- 3) Il est également décidé que la plate-forme du tramway ainsi que celle du BHNS restent systématiquement affectées au concessionnaire et gérées par lui. La plate-forme du tramway se définit par le gabarit limite d'obstacle (GLO), soit une largeur de :
  - 2,52 m sur voie unique (les voies séparées sont 2 voies uniques)
  - 5,72 m sur voie double
  - 5,92 m en courbe de rayon 25 m
- 4) Concernant les ouvrages et travaux rentrant dans les groupes d'ouvrages n°2, 3, 9 et 12 (Ouvrages d'Art, voiries, signalisation ? équipements et opérations d'accompagnement), il est décidé de remettre les biens détaillés dans les articles ci-après.

## **ARTICLE 5 : GROUPE D'OUVRAGE N°2 - OUVRAGES D'ART**

Le coût total du GO2 s'élève, selon détail en annexe n°3, à 567 035,49 euros HT au 31/07/2023.

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

### **5.1. Restent affectés à la C.T.S**

Sans objet

### **5.2. Les biens à remettre sont les suivants**

- ouvrage d'art Fossé des Remparts	407 949,61 € HT
- démolition du pont routier sur la bretelle A35	98 097,28 € HT
- dépose de l'auvent de l'ancienne « station Total »	<u>60 988,60 € HT</u>
	<b>567 035,49 € HT</b>

Le montant total des biens du GO2 remis à l'Eurométropole de Strasbourg selon détail en annexe n°3 s'élève à **567 035,49** euros HT au 31/07/2023.

## **ARTICLE 6 : GROUPE D'OUVRAGE N°3 - VOIRIES**

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

### **6.1. Restent affectés à la CTS**

- la plate-forme tramway définie par le gabarit limite d'obstacle (GLO)
- les stations

### **6.2. Les biens à remettre sont les suivants :**

- les espaces verts (gazon, plantations) à l'exception des espaces verts pour la plate-forme (dans le GLO)
- les travaux de signalisation définitive
- les fournitures de voirie
- les travaux de voirie
- les aménagements riverains

### **6.3. Valorisation des ouvrages communs**

Le coût total du GO3 s'élève, selon détail en annexe n°2, à **11 015 123.84** euros HT au 31/07/2023.

Les travaux de voirie s'élèvent à 6 883 562,61 euros HT au 31/07/2023.

La CTS, par l'intermédiaire de son maître d'œuvre, a estimé, sur la base d'un mètre, le coût total de la plate-forme tramway à 1 645 425,42 euros HT (rappel : la plateforme reste affectée au concessionnaire et gérée par lui).

Le solde, soit **5 238 137.19** euros HT (1) est refacturé à l'EMS.

Les autres travaux situés entièrement hors plate-forme sont clairement identifiés et sont refacturés à 100 % à l'Eurométropole de Strasbourg Il s'agit :

* des travaux de libération d'emprise	254 496.89 € HT
* des travaux d'espaces verts (hors plateforme)	902 799.11 € HT
* des aménagements riverains	137 578.00 € HT
* de la signalisation	<u>828 613.58 € HT</u>
	<b>2 123 487.58 € HT(2)</b>

Par ailleurs, certains travaux liés aux travaux de voirie sont à répartir au prorata. Ils s'élèvent à 2 008 073.65 euros HT et se décomposent de la manière suivante :

* Gestion des barrières de chantier	466 493.28 € HT
* Signalisation de chantier	809 954.89 € HT
* Bases vies	438 051.09 € HT
* Voirie provisoire	<u>293 574.39 € HT</u>
	<b>2 008 073.65 € HT</b>

soit :

* à la charge de l'EMS	<b>1 643 206.30 € HT(3)</b>
* à la charge de la CTS	<u>364 867.35 € HT</u>
	2 008 073.65€ HT

En conséquence, le montant total du GO3 se répartit de la façon suivante :

* à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg (1) + (2) + (3)	<b>9 004 831.07 € HT</b>
* à la charge de la CTS	2 010 292.77 € HT

Le montant total des biens du GO3 remis à l'Eurométropole de Strasbourg selon détail en annexe n°2 s'élève à **9 004 831.07** euros HT au 31/07/2023.

#### **ARTICLE 7 : GROUPE D'OUVRAGE N°9 – SIGNALISATION ROUTIERE ET EQUIPEMENTS DE CARREFOURS**

Le coût total du GO9 s'élève, selon détail en annexe n°3, à 4 198 425,23 euros HT au 31/07/2023.

Selon les principes adoptés et précisés dans l'article 4, les biens remis à l'Eurométropole de Strasbourg sont tous ceux liés à la signalisation routière et aux équipements de carrefours. Il s'agit de factures individuelles, prises en compte à 100 %.

* Quote-part CTS :	3 909 370.37 € HT
* <b>Quote-part EMS :</b>	<b>547 242,91 € HT</b>

Le montant total des biens du GO9 remis à l'Eurométropole de Strasbourg selon détail en annexe n°3 s'élève à : **547 242,91** euros HT au 31/07/2023.

#### **ARTICLE 8 : GROUPE D'OUVRAGE N°12 – OPERATIONS D'ACCOMPAGNEMENT**

Le coût total du GO12 s'élève, selon détail en annexe n°3, à 4 040 385.08 euros HT au 31/07/2023.

Selon les principes adoptés et précisés dans l'article 4, les biens remis à l'Eurométropole de Strasbourg sont tous ceux liés aux opérations d'accompagnement non utilisés exclusivement pour l'exploitation des transports en commun.

Il s'agit de factures individuelles, prises en compte à 100 %.

* Quote-part CTS :	932 602.42 € HT
* <b>Quote-part EMS :</b>	<b>3 107 782.66 € HT</b>

Le montant total des biens du GO12 remis à l'Eurométropole de Strasbourg selon détail en annexe n°3 s'élève à : **3 107 782.66** euros HT au 31/07/2023.

#### **ARTICLE 9 : COUT TOTAL DES BIENS REMIS**

Le coût total des biens remis figure en annexe n°3. Ce montant HT se décompose ainsi :

- Déviations de réseaux EMS	4 224 682.34 € HT
- Déviations de réseaux tiers	3 196 813.66 € HT
<b>Sous-total GO1</b>	<b>7 421 496.00 € HT</b>

- GO2	567 035,49 € HT
- GO3	9 004 831,07 € HT
- GO9	547 242,91 € HT
- GO12	<u>3 107 782,66 € HT</u>
<b>Sous-total autres GO</b>	<b>13 226 892.13 € HT</b>
<b>TOTAL HT des biens remis</b>	<b>20 648 388.13 € HT</b>

**Ce coût est arrêté au 31 juillet 2023.** Pour les factures qui seront présentées postérieurement à cette date, un avenant ultérieur à la présente convention, soldant les comptes, sera établi.

#### **ARTICLE 10 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES AFFECTEES AUX BIENS REMIS**

Il s'agit des coûts de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, etc... D'un commun accord entre les parties, il est décidé que l'ensemble de ces coûts sera immobilisé dans le bilan de la CTS ou comptabilisés en « charges d'investissement » dans les comptes de celle-ci.

#### **ARTICLE 11 – PAIEMENT DES BIENS REMIS**

Conformément à l'article 10 du cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway du traité de concession, le montant toutes taxes comprises des biens remis à l'Eurométropole de Strasbourg (hors GO1) est financé par des avances versées par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la contribution aux investissements tramway prévue à l'annexe I.8.

La présente convention de remise des biens acte le montant des biens rétrocédés, arrêté au 31 juillet 2023.

	<b>En € hors taxes</b>
Montant total des biens remis (hors GO1)	13 226 892.13
Montant des avances versées (Avenant 26 valeur mars 2016)	- 13 900 000,00
<b>Trop versé</b>	<b>-673 107.87</b>

Le trop versé par rapport à ce montant arrêté au 31/07/2023 s'élève à 673 107.87 euros HT, soit **807 729.45 euros TTC** et sera reversé par la CTS.

#### **ARTICLE 11 – MODIFICATIONS A LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 12 - LITIGES**

En cas de contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente convention, le Tribunal Administratif de STRASBOURG sera compétent pour connaître du litige.

Toutefois, avant de faire appel à cette juridiction, les parties contractantes s'engagent à recourir à une conciliation amiable.

Fait à Strasbourg et signé en deux exemplaires originaux le

Pour la Compagnie des Transports Strasbourgeois	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Directeur Général Emmanuel AUNEAU	La Présidente Pia IMBS

**EXTENSION NORD DE LA LIGNE F VERS KOENIGSHOFFEN  
LES DEVIATIONS DE RESEAUX AU 31/07/2023**

**RESEAUX EUROMETROPOLE :**

	<b>ASSAINISSEMENT</b>	<b>EAU POTABLE</b>	<b>SIGNALISATION</b>
Montant réseaux HT	1 749 450,37	947 630,74	1 527 601,23
Montant facturé HT au 31/07/2023	- 1 749 450,37	- 947 630,74	- 1 527 601,23
<b>Montant total HT restant à facturer au 31/07/2023</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**RESEAUX TIERS :**

	<b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>
Montant réseaux HT	1 328 418,97
Montant facturé HT au 31/07/2023	- 1 328 418,97
<b>Montant total HT restant à facturer au 31/07/2023</b>	<b>-</b>

**FOUILLES ARCHEOLOGIQUES**

	<b>FOUILLES</b>
Montant réseaux HT	1 812 729,23
Montant facturé HT au 31/07/2023	- 1 812 729,23
<b>Montant total HT restant à facturer au 31/07/2023</b>	<b>-</b>

**TERRES POLLUEES**

	<b>TERRES POLLUEES</b>
Montant réseaux HT	55 665,46
Montant facturé HT au 31/07/2023	- 55 665,46
<b>Montant total HT restant à facturer au 31/07/2023</b>	<b>-</b>

**EXTENSION DE LA LIGNE F VERS KOENIGSHOFFEN  
REPARTITION DES DEPENSES DU GO3 ENTRE  
LA CTS ET L'EUROMETROPOLE AU 31/07/2023**

<b>Intitulé</b>	<b>Comptabilisé au 31/07/2023 HT</b>	<b>Montant EMS HT</b>	<b>Montant CTS HT</b>
<b>Travaux de voirie</b>	<b>6 883 562,61</b>	<b>5 238 137,19</b>	<b>1 645 425,42</b>
Voirie, équipements de surface			
Travaux neufs de voirie	6 883 562,61	5 238 137,19	1 645 425,42
Fournitures de voirie			
<b>Autres travaux</b>	<b>2 123 487,58</b>	<b>2 123 487,58</b>	<b>0,00</b>
Aménagements riverains	137 578,00	137 578,00	
Libération d'emprise	254 496,89	254 496,89	
Espaces verts (hors plateforme)	902 799,11	902 799,11	
Signalisation	828 613,58	828 613,58	
<b>Travaux à répartir au prorata</b>	<b>2 008 073,65</b>	<b>1 643 206,30</b>	<b>364 867,35</b>
Gestion des barrières de chantier	466 493,28		
Signalisation de chantier	809 954,89	1 643 206,30	364 867,35
Bases Vies	438 051,09		
Voirie provisoire	293 574,39		
<b>TOTAL HT au 31/07/2023</b>	<b>11 015 123,84</b>	<b>9 004 831,07</b>	<b>2 010 292,77</b>



**EXTENSION DE LA LIGNE F VERS KOENIGSHOFFEN  
VENTILATION DU REALISE ENTRE  
LA CTS ET L'EUROMETROPOLE AU 31/07/2023**

		Montant au 31/07/2023 EN € HT		
		TOTAL	EMS	CTS
<b><u>Prestations intellectuelles :</u></b>		5 296 131,78		5 296 131,78
	<b>Total GO 00</b>	<b>5 296 131,78</b>	<b>0,00</b>	<b>5 296 131,78</b>
<b><u>Réseaux :</u></b>				
Assainissement		1 749 450,37	1 749 450,37	
Eau Potable		947 630,74	947 630,74	
Signalisation		1 527 601,23	1 527 601,23	
	<b>Total GO 01 Réseaux EMS</b>	<b>4 224 682,34</b>	<b>4 224 682,34</b>	<b>0,00</b>
Eclairage Public Strasbourg		1 328 418,97	1 328 418,97	
Fouilles archéologiques		1 812 729,23	1 812 729,23	
Terres polluées		55 665,46	55 665,46	
	<b>Total GO 01 Réseaux Tiers</b>	<b>3 196 813,66</b>	<b>3 196 813,66</b>	<b>0,00</b>
<b><u>Ouvrages d'art :</u></b>		567 035,49	567 035,49	
	<b>Total GO 02</b>	<b>567 035,49</b>	<b>567 035,49</b>	<b>0,00</b>
<b><u>Voiries</u></b>				
Voirie et Autres Travaux		11 015 123,84	9 004 831,07	2 010 292,77
	<b>Total GO 03</b>	<b>11 015 123,84</b>	<b>9 004 831,07</b>	<b>2 010 292,77</b>
<b><u>Stations</u></b>		256 194,62		256 194,62
	<b>Total GO 04</b>	<b>256 194,62</b>	<b>0,00</b>	<b>256 194,62</b>
<b><u>Sous stations-LTS-locaux exploitation</u></b>		438 326,59		438 326,59
	<b>Total GO 05</b>	<b>438 326,59</b>	<b>0,00</b>	<b>438 326,59</b>
<b><u>Plateforme et voies</u></b>		5 143 115,98		5 143 115,98
	<b>Total GO 06</b>	<b>5 143 115,98</b>	<b>0,00</b>	<b>5 143 115,98</b>
<b><u>Lignes aériennes</u></b>		1 667 941,07		1 667 941,07
	<b>Total GO 07</b>	<b>1 667 941,07</b>	<b>0,00</b>	<b>1 667 941,07</b>
<b><u>Energie</u></b>		1 019 109,05		1 019 109,05
	<b>Total GO 08</b>	<b>1 019 109,05</b>	<b>0,00</b>	<b>1 019 109,05</b>
<b><u>Courants faibles</u></b>		4 456 613,28	547 242,91	3 909 370,37
	<b>Total GO 09</b>	<b>4 456 613,28</b>	<b>547 242,91</b>	<b>3 909 370,37</b>
<b><u>Opérations induites</u></b>		4 040 385,08	3 107 782,66	932 602,42
	<b>Total GO12</b>	<b>4 040 385,08</b>	<b>3 107 782,66</b>	<b>932 602,42</b>
<b>TOTAL GENERAL HT AU 31/07/2023</b>		<b>41 321 472,78</b>	<b>20 648 388,13</b>	<b>20 673 084,65</b>
<b>TOTAL GENERAL HT AU 31/07/2023 (hors GO 1)</b>		<b>685 33 899 976,78</b>	<b>13 226 892,13</b>	<b>20 673 084,65</b>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Stationnement sur voirie à Schiltigheim et Bischheim : modalités de reversement et d'affectation des recettes de forfaits de post-stationnement à l'Eurométropole de Strasbourg.**

**Numéro E-2023-1104**

### **I. Renouvellement des conventions de reversement des recettes issues des forfaits de post-stationnement entre les communes de Schiltigheim et Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg.**

La loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Loi MAPTAM, a approuvé la réforme du stationnement payant sur voirie, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, les communes de Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim ont fait le choix du stationnement payant sur voirie sur leur territoire et ont donc mis en œuvre ladite réforme.

Conformément à l'article L 2333-87 III. du Code général des collectivités territoriales, les recettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS) sont collectées, comme les recettes issues du paiement immédiat de la redevance de stationnement, par la commune ayant institué la redevance.

La commune a l'obligation de reverser ensuite les recettes issues des forfaits de post-stationnement, à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, en l'espèce à l'Eurométropole de Strasbourg (articles R 2333-120-18 et R 2333-120-19 du Code général des collectivités territoriales).

Ce reversement est opéré, déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS (équipements permettant l'émission, le paiement et la collecte des FPS, traitement des contentieux, contrôle du périmètre, etc.).

Deux conventions ont ainsi été conclues en 2019 entre les villes de Schiltigheim et de Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg, afin de déterminer les modalités et les

conditions du reversement des recettes des FPS, des deux communes vers l'Eurométropole de Strasbourg.

Ces conventions, dont les durées étaient liées à celle des marchés qui lient les villes de Schiltigheim et Bischheim à leurs prestataires, sont arrivées à échéance le 31 décembre 2021.

Les deux communes ont, dans l'intervalle, conclu de nouveaux marchés publics pour la gestion du stationnement payant sur voirie sur leur territoire (la société Indigo a été retenue comme prestataire pour les deux communes).

Il est donc proposé au Conseil de renouveler les conventions avec les deux communes, permettant de déterminer les modalités de calcul et les conditions du reversement des recettes issues du produit des FPS à la métropole, pour une durée de 4 ans.

Les projets de convention, joints à la présente délibération, prévoient la méthode de calcul du montant des reversements et, en particulier, les coûts liés aux FPS qui seront pris en compte dans le cadre de la déduction que la commune est autorisée à opérer avant le reversement (basés en particulier sur les montants supportés au titre des marchés publics précités), mais aussi les modalités de validation des montants entre la commune et la métropole, les dates des reversements, leur durée, etc..

Les conventions de reversement feront l'objet d'une délibération des conseils municipaux de Schiltigheim et Bischheim respectivement les 05 et 07 décembre 2023.

## **II. Principes d'affectation des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversées par les communes de Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim à l'Eurométropole de Strasbourg pour les années 2022 et suivantes**

Conformément à la loi (article R 2333-120-18 du Code général des collectivités territoriales), une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg doit déterminer l'affectation des recettes reversées par les communes, ces recettes devant participer au financement des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation.

A l'instar du reversement effectué au titre de l'exercice 2021, il est proposé qu'à compter de l'exercice 2022, les recettes de FPS annuelles reversées par les communes de Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim, le soient intégralement au Budget Annexe Mobilités Actives (BAMA), dans la mesure où les dépenses d'investissement en faveur des modes de déplacements actifs ont été transférées du budget principal au BAMA, en application de l'élargissement des compétences de l'Autorité organisatrice de la mobilité décidée par la loi LOM.

Les recettes des FPS perçues durant l'exercice 2022 seront reversées d'ici fin 2023 et ont fait l'objet d'un titre de rattachement en fin d'exercice 2022 à l'Eurométropole de Strasbourg, conformément à la réglementation budgétaire et comptable en vigueur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu les articles L2333-87, R2333-120-18 et R2333-120-19  
du Code général des collectivités territoriales  
vu les projets de convention ci-joints  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*les deux conventions, ci-annexées, de reversement du produit des forfaits de post-stationnement, respectivement entre les communes de Schiltigheim et Bischheim, et l'Eurométropole de Strasbourg,*

*décide*

*l'affectation annuelle des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversées par les trois communes à l'Eurométropole de Strasbourg, au Budget Annexe Mobilités Actives (BAMA), à compter de l'exercice 2022,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer :*

- *les deux conventions de reversement du produit des forfaits de post-stationnement, respectivement entre les villes de Schiltigheim et Bischheim, et l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162535-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**Convention de reversement  
du produit des forfaits de post-stationnement (FPS)  
entre la Ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg**

ENTRE :

**La Ville de Schiltigheim**, représentée par son Maire **Madame Danielle DAMBACH**, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil municipal en date du 5 décembre 2023,

ci-après dénommée la Ville d'une part,

ET

**L'Eurométropole de Strasbourg**, représentée par sa Présidente **Madame Pia IMBS**, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 novembre 2023,

ci-après dénommée l'Eurométropole d'autre part,

## EXPOSE

La Loi du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Loi MAPTAM, a entériné la réforme du stationnement payant sur voirie, appelée dépenalisation ou décentralisation du stationnement payant sur voirie, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dans ce cadre, et conformément à l'article L2333-87 III. du Code général des collectivités territoriales, les recettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS) sont perçues, à l'instar des recettes issues du paiement immédiat de la redevance de stationnement, par la commune ayant institué la redevance.

La commune a l'obligation de reverser ensuite les recettes issues des forfaits de post-stationnement, à l'Etablissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'opérations destinées à améliorer les transports en commun, ou respectueux de l'environnement, et la circulation, en l'espèce à l'Eurométropole de Strasbourg. Ce reversement est opéré, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement.

A ce titre, une convention a été conclue le 13 mai 2019 entre la Ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg, ayant pour objet de déterminer les modalités et les conditions du reversement, prévu par la Loi, des recettes issues du produit des forfaits de post-stationnement (FPS), de la Ville vers l'Eurométropole.

Cette convention, dont la durée était liée à la durée du marché de services entre la Ville et son prestataire Indigo Infra pour la gestion du stationnement payant sur voirie sur son territoire, est arrivée à échéance le 31 décembre 2021, après un prolongation d'une durée d'un an, actée par l'avenant n° 1 signé le 14 janvier 2022.

La Ville de Schiltigheim a, dans l'intervalle, conclu un nouveau marché de services concernant la gestion du stationnement payant sur voirie sur son territoire, marché qui a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les parties ont donc convenu de conclure une nouvelle convention ayant pour objet de déterminer les modalités et les conditions du reversement des recettes issues du produit des forfaits de la Ville de Schiltigheim à l'Eurométropole de Strasbourg, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir, conformément aux dispositions du III. de l'article L2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les conditions et modalités selon lesquelles la Ville de Schiltigheim reverse annuellement le produit des forfaits de post-stationnement (FPS) perçus par elle au titre de sa compétence en matière de stationnement sur voirie, à l'Eurométropole de Strasbourg, compétente en matière d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation.

### **Article 2 : Modalités de calcul du reversement des recettes de forfaits de post-stationnement de la Ville à l'Eurométropole**

#### **2.1. Calcul du montant du reversement de la Ville à l'Eurométropole :**

Conformément aux dispositions des articles L2333-87 III et R2333-120-18, la Ville reverse l'intégralité des recettes issues des forfaits de post-stationnement à l'Eurométropole, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, que la Ville aura supportés au cours de l'exercice considéré.

Dans le cadre du marché public de services signé le 12 décembre 2021 entre la Ville de Schiltigheim et la société Indigo Park (intervenant avec son sous-traitant Streeteo), celle-ci prend en charge l'ensemble des missions liées à la mise en œuvre du service (maintenance des horodateurs, contrôle du périmètre payant confié, émission des FPS, accueil des usagers et délivrance des abonnements, collecte des recettes pour le compte de la Ville, gestion des contentieux, etc.). Le marché est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, pour une durée d'un an reconductible trois fois.

De plus, la Ville a conclu une « convention relative à la mise en œuvre du Forfait de post-stationnement » avec l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), dans le cadre de laquelle l'ANTAI se charge, au nom et pour le compte de la Ville, à notifier par voie postale ou dématérialisée, les avis de FPS au domicile des usagers concernés. Cette convention type, qui prendra fin le 31 décembre 2023, sera renouvelée pour une durée de 3 années, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026.

L'intégralité des recettes est reversée à la Ville :

- Soit par la société prestataire Indigo, qui perçoit les recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et des abonnements ;
- Soit par la Direction générale des finances publiques, s'agissant du produit des FPS acquittés par les usagers pendant la phase amiable, ou après émission d'un titre exécutoire, conformément à l'article L. 2333-87 V du CGCT (phase dite du recouvrement forcé).

- **Détermination des recettes de FPS à prendre en compte :**

Les recettes issues des forfaits de post-stationnement correspondent au produit des FPS acquittés spontanément durant la phase amiable, ou après l'émission d'un titre exécutoire durant la phase de recouvrement forcé.

Les recettes à prendre en compte au titre de l'exercice considéré correspondent ainsi aux recettes effectivement reversées à la Ville au titre de cet exercice, déduction faite des FPS qui auront été remboursés aux usagers par la Ville, à l'issue d'une décision rendue en leur faveur, soit lors de la phase de recours administratif préalable obligatoire (RAPO), soit lors de la phase dite contentieuse auprès de la Commission du contentieux du stationnement payant.

### **Il s'agira des recettes nettes de FPS.**

- **Calcul des coûts déductibles :**

Afin de déterminer le montant des coûts supportés par la Ville correspondant aux coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, il est convenu de procéder, chaque année, de la manière suivante :

- 1. Calcul des montants versés au titre du marché de services par la Ville à Indigo Park et correspondant aux postes suivants :**

- Contrôle du périmètre payant, comprenant, outre le contrôle, l'information des usagers par les agents de contrôle du prestataire : il sera appliqué à ces coûts dits « mixtes » (car ils ne sont pas exclusivement liés aux FPS mais aussi à la mise en œuvre des redevances horaires), un pourcentage représentant la part de recettes nettes de FPS dans les recettes nettes totales (recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et des recettes de FPS, déduction faite des remboursements effectués aux usagers) reversées à la Ville au titre de l'exercice considéré.
- Gestion des forfaits de post-stationnement, comprenant la constatation et l'émission des FPS, le dépôt d'une notice d'information sur les pare-brises des véhicules des usagers, ainsi que leur transmission à l'ANTAI pour notification des avis de FPS aux usagers. Ce poste comprend également le suivi et l'élaboration d'un rapport mensuel concernant les FPS. Ces coûts seront retenus à 100%.
- Gestion des contentieux, comprenant l'instruction (y compris les réponses) des recours administratifs préalables obligatoires, dits RAPO, et l'élaboration d'un récapitulatif mensuel. Ces coûts seront retenus à 100%.

- 2. Calcul des coûts liés à la notification par l'ANTAI des avis de paiement des FPS (convention cycle complet)**, correspondant à la facturation de la prestation réalisée par l'agence (en particulier le traitement, l'impression, la mise sous pli et l'affranchissement des avis de FPS initiaux et rectificatifs). Ces coûts seront retenus à 100%.

- 3. Calcul des dépenses de mise en œuvre des FPS engagées directement par la Ville** (par exemple gestion des dossiers de contentieux devant la Commission du contentieux du stationnement payant (CCSP), frais de communication, frais de suivi du contrat, etc.). Ces coûts seront retenus, soit à 100%, soit en appliquant la quote-part précitée « recettes nettes de FPS/recettes nettes totales ».

Le montant total ainsi déterminé sera *in fine* déduit des recettes nettes de FPS perçues par la Ville au titre de l'exercice considéré.



Le détail de ce calcul figure dans l'annexe 1 à la présente convention.

## **2.2. Validation du montant du reversement :**

Une réunion sera organisée entre la Ville et l'Eurométropole au cours du deuxième trimestre de chaque année.

Cette réunion aura pour objet de fixer le montant du reversement de la Ville à l'Eurométropole au titre de l'exercice précédent, sur la base des recettes totales perçues pour l'exercice considéré par la Ville et des coûts déductibles précités à l'article 2.1 au titre de l'exercice considéré, accompagnés des pièces justificatives correspondantes (dont la liste figure dans l'annexe 1 précitée).

L'Eurométropole pourra par ailleurs solliciter la Ville afin d'obtenir des informations ou documents complémentaires, qu'elle jugerait utiles à la vérification du calcul du montant du reversement proposé.

Si le montant à déduire au titre des coûts liés à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement est supérieur au produit des forfaits de post-stationnement perçu, le versement de la Ville à l'Eurométropole sera alors nul. L'Eurométropole ne compense pas le coût supérieur au produit encaissé.

## **Article 3 : Calendrier de reversement du produit des forfaits de post-stationnement de la Ville à l'Eurométropole**

Le montant tel que déterminé à l'article 2, sera versé par la Ville à l'Eurométropole annuellement au cours du dernier trimestre de l'année N+1.

## **Article 4 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2025, soit jusqu'à l'échéance du marché de services avec la société Indigo Park, et concerne le reversement du produit des FPS à compter de l'année 2022.

## **Article 5 : Résiliation de la convention**

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord ou par l'une ou l'autre des parties, pour tout motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

## **Article 6 : Règlement des litiges**

En cas de différend né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la convention notamment pour la validation des coûts liés à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, les parties tentent de trouver un accord amiable.

Si le différend persiste, il est porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Strasbourg.

**ANNEXE1 : Tableau de calcul du montant du reversement de la Ville de Schiltigheim à la métropole**

Fait à Schiltigheim, en deux exemplaires, le

**Pour la Ville de Schiltigheim**  
**Madame Danielle DAMBACH**  
Maire

**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**  
**Madame Pia IMBS**  
Présidente

**ANNEXE 1 : Tableau de calcul du montant du reversement de la Ville de Schiltigheim à l'Eurométropole**

		Montants / Formule de calcul	Pièces justificatives fournies
<b>I</b>	<b>RECETTES PROVENANT DU PAIEMENT IMMEDIAT DES REDEVANCES DE STATIONNEMENT VERSEES AU TITRE DE N =</b>	I = somme des recettes mensuelles versées à la Ville par Indigo (hors recettes abonnements)	états mensuels remis à l'appui des titres de recettes
	<p><u>Recettes FPS versées au titre de N par la DGFIP</u> FPS durant la phase amiable et FPS majorés durant la phase de recouvrement forcé</p> <p><u>FPS remboursés aux usagers en N</u></p>	<p><b>A</b> = somme des recettes mensuelles</p> <p><b>B</b> = somme des remboursements effectués par la Ville</p>	<p>états mensuels de reversement des FPS et FPSM transmis par la DGFIP à l'appui des versements effectués</p> <p>tableau récapitulatif des remboursements effectués en N. Seront tenues à disposition de l'EMS, les pièces produites à l'appui de l'ordre de paiement, pour chaque dossier de remboursement usager.</p>
<b>II</b>	<b>RECETTES NETTES DE FPS AU TITRE DE N =</b>	<b>II = A - B</b>	
<b>III</b>	<b>RECETTES TOTALES VERSEES AU TITRE DE N =</b>	<b>III = I + II</b>	
<b>IV</b>	<b>PART (en %) DES RECETTES NETTES DE FPS AU TITRE DE N =</b>	recettes FPS nettes / recettes totales versées <b>IV = II / III</b>	
	<b>COUTS DEDUCTIBLES PAR LA VILLE AU TITRE DE N =</b>		
	C. Contrôle du périmètre payant (contrôle + information des usagers par agents exploitant)	<b>C</b> = Prix du poste du marché de l'année N x IV (part des recettes nettes de FPS au titre de N)	DGD Marché
	D. Gestion des FPS : constatation et émission des FPS + leur transmission à l'ANTAI, dépôt d'une notice sur les pare-brises, suivi et élaboration d'un rapport mensuel	<b>D</b> = 100% du prix du poste du marché de l'année N	DGD Marché
	E. Gestion des contentieux : instruction/réponses aux RAPO, élaboration d'un récapitulatif mensuel	<b>E</b> = 100% du prix du poste du marché de l'année N	DGD Marché
	F. Prestation facturée par l'ANTAI : traitement, impression, mise sous pli et affranchissement des avis de FPS initiaux et rectificatifs	<b>F</b> = 100% de la dépense au titre de N (somme des dépenses mensuelles)	Factures mensuelles ANTAI
	G. Calcul des dépenses de mise en œuvre des FPS engagées directement par la Ville	<b>G</b> = 100% de la dépense au titre de N OU dépense au titre de N x IV (part des recettes nettes de FPS au titre de N)	Justificatifs des dépenses présentés par la Ville
<b>V</b>	<b>MONTANT DES COUTS DEDUCTIBLES PAR LA VILLE AU TITRE DE N =</b>	<b>V = C + D + E + F + G</b>	
<b>MONTANT DU REVERSEMENT A L'EUROMETROPOLE AU TITRE DE N =</b>		<b>recettes nettes de FPS - montant des coûts déductibles</b> <b>= II - V</b>	

**Convention de reversement  
du produit des forfaits de post-stationnement (FPS)  
entre la Ville de Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg**

ENTRE:

**La Ville de Bischheim**, représentée par son Maire **Monsieur Jean-Louis HOERLE**, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil municipal en date du 7 décembre 2023,

ci-après dénommée la Ville d'une part,

ET

**L'Eurométropole de Strasbourg**, représentée par sa Présidente **Madame Pia IMBS**, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 novembre 2023,

ci-après dénommée l'Eurométropole d'autre part,

## EXPOSE

La Loi du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Loi MAPTAM, a entériné la réforme du stationnement payant sur voirie, appelée dépenalisation ou décentralisation du stationnement payant sur voirie, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dans ce cadre, et conformément à l'article L2333-87 III. du Code général des collectivités territoriales, les recettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS) sont perçues, à l'instar des recettes issues du paiement immédiat de la redevance de stationnement, par la commune ayant institué la redevance.

La commune a l'obligation de reverser ensuite les recettes issues des forfaits de post-stationnement, à l'Etablissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'opérations destinées à améliorer les transports en commun, ou respectueux de l'environnement, et la circulation, en l'espèce à l'Eurométropole de Strasbourg. Ce reversement est opéré, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement.

À ce titre, une convention a été conclue le 2 octobre 2019 entre la Ville de Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg, ayant pour objet de déterminer les modalités et les conditions du reversement, prévu par la Loi, des recettes issues du produit des forfaits de post-stationnement (FPS), de la Ville vers l'Eurométropole.

Cette convention, dont la durée était liée à la durée du marché de services entre la Ville et son prestataire Indigo Infra pour la gestion du stationnement payant sur voirie sur son territoire, est arrivée à échéance le 31 décembre 2021.

La Ville de Bischheim a, dans l'intervalle, conclu un nouveau marché de services concernant la gestion du stationnement payant sur voirie sur son territoire, marché qui a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les parties ont donc convenu de conclure une nouvelle convention ayant pour objet de déterminer les modalités et les conditions du reversement des recettes issues du produit des forfaits de la Ville de Bischheim à l'Eurométropole de Strasbourg, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir, conformément aux dispositions du III. de l'article L2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les conditions et modalités selon lesquelles la Ville de Bischheim reverse annuellement le produit des forfaits de post-stationnement (FPS) perçus par elle au titre de sa compétence en matière de de stationnement sur voirie, à l'Eurométropole de Strasbourg, compétente en matière d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation.

### **Article 2 : Modalités de calcul du reversement des recettes de forfaits de post-stationnement de la Ville à l'Eurométropole**

#### **2.1. Calcul du montant du reversement de la Ville à l'Eurométropole :**

Conformément aux dispositions des articles L2333-87 III et R2333-120-18, la Ville reverse l'intégralité des recettes issues des forfaits de post-stationnement à l'Eurométropole, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, que la Ville aura supportés au cours de l'exercice considéré.

Dans le cadre du marché public de services signé le 15 décembre 2021 entre la Ville de Bischheim et la société Indigo Park (intervenant avec son sous-traitant Streeteo), celle-ci prend en charge l'ensemble des missions liées à la mise en œuvre du service (contrôle du périmètre payant confié, émission des FPS, gestion des abonnements résidents et commerçants, gestion et entretien/maintenance des horodateurs, collecte des recettes pour le compte de la Ville, gestion des contentieux, etc.). Le marché est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, pour une durée d'un an reconductible trois fois.

De plus, la Ville a conclu une « convention relative à la mise en œuvre du Forfait de post-stationnement » avec l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), dans le cadre de laquelle l'ANTAI se charge, au nom et pour le compte de la Ville, à notifier par voie postale ou dématérialisée, les avis de FPS au domicile des usagers concernés. Cette convention type prendra fin le 31 décembre 2023, sera renouvelée pour une durée de 3 années, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026.

L'intégralité des recettes est reversée à la Ville :

- Soit par la société prestataire Indigo, qui perçoit les recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et des abonnements, ainsi que les recettes des FPS acquittés par les usagers dans le délai de 72 heures (possibilité pour l'utilisateur de s'acquitter d'un montant minoré de FPS durant 72 heures suivant son émission),
- Soit par la Direction générale des finances publiques après prise en charge par l'ANTAI, s'agissant du produit des FPS acquittés par les usagers pendant la phase amiable ou après émission d'un titre exécutoire, conformément à l'article L. 2333-87 V du CGCT (phase dite du recouvrement forcé).

- **Détermination des recettes de FPS à prendre en compte :**

Les recettes issues des forfaits de post-stationnement correspondent au produit des FPS acquittés spontanément durant les 72 heures suivant leur émission (FPS minorés) ou durant la phase amiable, ou après l'émission d'un titre exécutoire durant la phase de recouvrement forcé.

Les recettes à prendre en compte au titre de l'exercice considéré correspondent ainsi aux recettes effectivement reversées à la Ville au titre de cet exercice, déduction faite des FPS qui auront été remboursés aux usagers par la Ville, à l'issue d'une décision rendue en leur faveur, soit lors de la phase de recours administratif préalable obligatoire (RAPO), soit lors de la phase dite contentieuse auprès de la Commission du contentieux du stationnement payant.

**Il s'agira des recettes nettes de FPS.**

- **Calcul des coûts déductibles :**

Afin de déterminer le montant des coûts supportés par la Ville, correspondant aux coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, il est convenu de procéder, chaque année, de la manière suivante :

1. **Calcul des montants versés au titre du marché de services par la Ville à Indigo Park et correspondant aux postes suivants :**

- Contrôle du périmètre payant, comprenant, outre le contrôle, l'information des usagers par les agents de contrôle du prestataire : il sera appliqué à ces coûts dits « mixtes » (car ils ne sont pas exclusivement liés aux FPS mais aussi à la mise en œuvre des redevances horaires), un pourcentage représentant la part de recettes nettes de FPS dans les recettes nettes totales (recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et des recettes de FPS, déduction faite des remboursements effectués aux usagers ) reversées à la Ville au titre de l'exercice considéré.
- Gestion des forfaits de post-stationnement. Ce poste comprend :
  - la constatation et l'émission des FPS, le dépôt d'une notice d'information sur les pare-brises des véhicules des usagers,
  - le recouvrement et le reversement à la Ville des FPS payés par les usagers sur les horodateurs ou via le site internet dédié du prestataire (paiement possible d'un montant minoré de FPS durant 72 heures suivant son émission),
  - la transmission à l'ANTAI pour notification des avis de FPS aux usagers, (au-delà des 72 heures suivant leur émission)
  - le suivi et l'élaboration d'un rapport mensuel concernant les FPS.

Ces coûts seront retenus à 100%.

- Collecte, maintenance et entretien des horodateurs : s'agissant de coûts dits « mixtes » (les horodateurs permettant le paiement des FPS minorés), il sera appliqué la quote-part précitée « recettes nettes de FPS/recettes nettes totales ».
- Gestion des contentieux, comprenant l'instruction et les réponses aux recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) et aux dossiers de contentieux portés devant la Commission du

contentieux du stationnement payant (CCSP), ainsi que l'élaboration d'un récapitulatif mensuel. Ces coûts seront retenus à 100%.

2. **Calcul du montant versé au titre du marché de fourniture entre la Ville et la société Flowbird**, correspondant à l'achat de nouveaux horodateurs, ceux-ci permettant également le paiement des FPS. Ce coût sera amorti sur la durée restante de la présente convention, calculé au moment de l'acquisition. S'agissant d'un coût dit « mixte », il y sera appliqué la quote-part précitée « recettes nettes de FPS/recettes nettes totales ».
3. **Calcul des coûts liés à la notification par l'ANTAI des avis de paiement des FPS (convention cycle complet)**, correspondant à la facturation de la prestation réalisée par l'agence (en particulier le traitement, l'impression, la mise sous pli et l'affranchissement des avis de FPS initiaux et rectificatifs). Ces coûts seront retenus à 100%.
4. **Calcul des dépenses de mise en œuvre des FPS engagées directement par la Ville** (par exemple frais de communication, frais de suivi du contrat, etc.). Ces coûts seront retenus, soit à 100%, soit en appliquant la quote-part précitée « recettes nettes de FPS/recettes nettes totales ».

Le montant total ainsi déterminé sera *in fine* déduit des recettes nettes de FPS perçues par la Ville au titre de l'exercice considéré.

Le détail de ce calcul figure dans l'annexe 1 à la présente convention.

## **2.2. Validation du montant du reversement :**

Une réunion sera organisée entre la Ville et l'Eurométropole au cours du deuxième trimestre de chaque année.

Cette réunion aura pour objet de fixer le montant du reversement de la Ville à l'Eurométropole au titre de l'exercice précédent, sur la base des recettes totales perçues pour l'exercice considéré par la Ville et des coûts déductibles précités à l'article 2.1 au titre de l'exercice considéré, accompagnés des pièces justificatives correspondantes (dont la liste figure dans l'annexe 1 précitée).

L'Eurométropole pourra par ailleurs solliciter la Ville afin d'obtenir des informations ou documents complémentaires, qu'elle jugerait utiles à la vérification du calcul du montant du reversement proposé.

Si le montant à déduire au titre des coûts liés à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement est supérieur au produit des forfaits de post-stationnement perçu, le versement de la Ville à l'Eurométropole sera alors nul. L'Eurométropole ne compense pas le coût supérieur au produit encaissé.



### **Article 3 : Calendrier de reversement du produit des forfaits de post-stationnement de la Ville à l'Eurométropole**

Le montant tel que déterminé à l'article 2, sera versé par la Ville à l'Eurométropole annuellement au cours du dernier trimestre de l'année N+1.

### **Article 4 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2025, soit jusqu'à l'échéance du marché de services avec la société Indigo Park, et concerne le reversement du produit des FPS à compter de l'année 2022.

### **Article 5 : Résiliation de la convention**

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord ou par l'une ou l'autre des parties, pour tout motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

### **Article 6 : Règlement des litiges**

En cas de différend né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la convention notamment pour la validation des coûts liés à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, les parties tentent de trouver un accord amiable.

Si le différend persiste, il est porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Strasbourg.

### **ANNEXE1 : Tableau de calcul du montant du reversement de la Ville de Bischheim à la métropole**

Fait à Bischheim, en deux exemplaires, le

**Pour la Ville de Bischheim**  
**Monsieur Jean-Louis HOERLE**  
Maire

**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**  
**Madame Pia IMBS**  
Présidente

**ANNEXE 1 : Tableau de calcul du montant du reversement de la Ville de Bischheim à l'Eurométropole**

		Montants / Formule de calcul	Pièces justificatives fournies
<b>I</b>	<b>RECETTES PROVENANT DU PAIEMENT IMMEDIAT DES REDEVANCES DE STATIONNEMENT VERSEES AU TITRE DE N =</b>	I = somme des recettes mensuelles versées à la Ville par Indigo (hors recettes abonnements)	états mensuels remis à l'appui des titres de recettes
	<p><u>Recettes FPS versées au titre de N =</u>                      FPS minorés versés par Indigo                      FPS versés par la DGFIP</p> <p><u>FPS remboursés aux usagers en N</u></p>	<p>somme des recettes mensuelles = <b>A + B</b>  <b>A</b>  <b>B</b></p> <p><b>C</b> = somme des remboursements effectués par la Ville</p>	<p>états mensuels remis à l'appui des versements effectués                      états mensuels de reversement des FPS et FPSM transmis par la DGFIP à l'appui des versements effectués</p> <p>tableau récapitulatif des remboursements effectués en N.                      Seront tenues à disposition de l'EMS, les pièces produites à l'appui de l'ordre de paiement, pour chaque dossier de remboursement usager.</p>
<b>II</b>	<b>RECETTES NETTES DE FPS AU TITRE DE N =</b>	<b>II = A + B - C</b>	
<b>III</b>	<b>RECETTES TOTALES VERSEES AU TITRE DE N =</b>	<b>III = I + II</b>	
<b>IV</b>	<b>PART (en %) DES RECETTES NETTES DE FPS AU TITRE DE N =</b>	recettes FPS nettes / recettes totales versées <b>IV = II / III</b>	
	<p><b>COÛTS DEDUCTIBLES PAR LA VILLE AU TITRE DE N =</b></p> <p>D. Contrôle du périmètre payant (contrôle + information des usagers par agents exploitant)</p> <p>E. Gestion des FPS (constatation et émission des FPS, dépôt d'une notice, recouvrement et reversement des FPS, transmission des FPS à l'ANTAI, suivi et élaboration d'un rapport mensuel).</p> <p>F. Collecte, maintenance et entretien des horodateurs</p> <p>G. Gestion des contentieux (instruction/réponses aux RAPO et dossiers de CCSP, élaboration d'un récapitulatif mensuel).</p> <p>H. Acquisition d'horodateurs</p> <p>I. Prestation facturée par l'ANTAI : traitement, impression, mise sous pli et affranchissement des avis de FPS initiaux et rectificatifs</p> <p>J. Dépenses de mise en œuvre des FPS engagées directement par la Ville</p>	<p><b>D</b> = Prix du poste du marché de l'année N x <b>IV</b> (part des recettes nettes de FPS au titre de N)</p> <p><b>E</b> = 100% du prix du poste du marché de l'année N</p> <p><b>F</b> = Prix du poste du marché de l'année N x <b>IV</b> (part des recettes nettes de FPS au titre de N)</p> <p><b>G</b> = 100% du prix du poste du marché de l'année N</p> <p><b>H</b> = Prix du poste du marché de l'année d'acquisition / durée d'amortissement x <b>IV</b> (part des recettes nettes de FPS au titre de N)</p> <p><b>I</b> = 100% de la dépense au titre de N (somme des dépenses mensuelles)</p> <p><b>J</b> = 100% de la dépense au titre de N <b>OU</b> dépense au titre de N X <b>IV</b> (part des recettes nettes de FPS au titre de N)</p>	<p>DGD Marché</p> <p>DGD Marché</p> <p>DGD Marché</p> <p>DGD Marché</p> <p>DGD Marché</p> <p>Factures mensuelles ANTAI</p> <p>Justificatifs des dépenses présentés par la Ville</p>
<b>V</b>	<b>MONTANT DES COÛTS DEDUCTIBLES PAR LA VILLE AU TITRE DE N =</b>	<b>V = D + E + F + G + H + I + J</b>	
<b>MONTANT DU REVERSEMENT A L'EUROMETROPOLE AU TITRE DE N =</b>		<b>recettes nettes de FPS - montant des coûts déductibles</b> <b>= II - V</b>	

## Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE): bilan 2019-2022 - Communication.**

#### **Numéro E-2023-1032**

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose, pour chaque commune ou EPCI compétent, l'élaboration d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) comportant une partie diagnostic et une partie programmation.

La Communauté urbaine de Strasbourg a approuvé son PAVE par délibération du 27 janvier 2012 en précisant notamment qu'il fera l'objet d'une révision et qu'un point d'étape évaluera les réalisations accomplies à fréquence triennale. Le diagnostic initial réalisé par la Direction des espaces publics et naturels (DEPN) recensait alors 70 941 anomalies ou non conformités réparties sur l'ensemble des 2 500 km de trottoirs de la Communauté urbaine de Strasbourg. Par ailleurs, le diagnostic réalisé en 2018 sur les cinq nouvelles communes issues de la fusion avec la Communauté de communes Les Châteaux a permis de relever 2 170 anomalies supplémentaires.

Ces anomalies concernent essentiellement des hauteurs de ressaut trop importantes, pentes de trottoirs excessives, trottoirs trop étroits, places PMR trop étroites, etc ...

Une première révision du PAVE sur la période allant de janvier 2012 à janvier 2015 a fait état d'une suppression de 4 170 anomalies.

Une seconde révision sur la période allant de février 2015 à décembre 2018 a quant-à-elle fait état d'une suppression de 2 506 anomalies.

La suppression d'anomalies est réalisée principalement dans le cadre des opérations de réaménagement de voirie, de projets de proximité voire d'entretien des chaussées. Certaines communes ont également choisi de mobiliser une partie de leurs crédits voirie T2 pour des actions spécifiques en faveur des personnes en situation de handicap.

La définition de la priorisation des secteurs à traiter et des degrés d'inaccessibilité définis lors de la concertation initiale avec les associations de personnes en situation de handicap est maintenue. Cette stratégie d'action a été rappelée lors de la Commission intercommunale pour l'accessibilité (CIPA) en date du 7 décembre 2021 ce qui permet

à l'Eurométropole de Strasbourg de continuer à résorber les points noirs et à traiter les itinéraires de déplacement prioritaires définis avec les communes.

L'ensemble des travaux de mise en conformité réalisé sur la période 2019/2022 a permis de supprimer 5 252 anomalies supplémentaires du PAVE, soit 2 746 de plus par rapport à la période précédente.

L'accessibilité du domaine public, plus de 10 ans après l'adoption du PAVE, reste ainsi une priorité dans l'étude et la mise en œuvre des aménagements de l'Eurométropole sur l'espace public, que ce soit dans le cadre des projets de réaménagement ou dans celui de projets plus spécifiquement dédiés à l'accessibilité. L'augmentation du nombre de résolutions de non-conformités souligne la dimension inclusive des projets sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité.

La présente mise à jour du PAVE pourra être consultée en mairie de chaque commune et dans les locaux du service Voies publiques de l'Eurométropole de Strasbourg. La prochaine révision du PAVE qui évaluera les réalisations accomplies aura lieu au premier semestre 2026.

**Communiqué le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162051-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**ZAC des Deux Rives : approbation de la modification n°3 du dossier de réalisation, modification n°3 du programme des équipements publics et projet d'avenant n°5 à la concession d'aménagement.**

**Numéro E-2023-906**

### **I. HISTORIQUE DE LA ZAC DES DEUX RIVES**

La ZAC des Deux Rives est l'un des projets phares d'urbanisation du territoire sur l'axe entre Strasbourg et Kehl. La ZAC se développe sur un périmètre de 74 ha composé d'anciennes friches portuaires et industrielles. Ce projet a été esquissé dès 2011 dans le cadre des études de schéma directeur en partenariat avec le Port Autonome de Strasbourg et la ville de Kehl.

L'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le dossier de création de la ZAC des Deux Rives puis a attribué en 2015 la concession d'aménagement à la Société publique locale « SPL Deux Rives ». La SPL est concessionnaire de l'opération d'aménagement et maître d'ouvrage de l'ensemble du projet, tant sur les ouvrages d'infrastructure que sur les espaces publics.

Par délibération du 28 avril 2017, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Deux Rives ainsi que le programme des équipements publics de la zone. Puis, par délibération du 28 septembre 2018, le Conseil a approuvé la modification n°1 du dossier de réalisation et la modification n°1 du programme des équipements publics induites par les évolutions du programme culturel COOP relevant de la compétence de la ville de Strasbourg.

Enfin, par délibération du 4 février 2022, le Conseil a approuvé la modification n°2 du dossier de réalisation et l'avenant n°4 à la concession d'aménagement suite à la modification du plan guide de la ZAC.

La présente délibération a pour objet de proposer au Conseil des modifications techniques et financières au traité de concession d'aménagement et une modification mineure du programme des équipements publics.

## II. CONTEXTE DE L'ÉVOLUTION DE LA ZAC DES DEUX RIVES

### Évolution des participations financières de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg à la concession d'aménagement

Par la délibération en date du 27 juin 2016, la ville de Strasbourg a affirmé sa volonté de transformer en profondeur l'ancien site de la Coopérative située au Port du Rhin. Elle a précisé la programmation prévisionnelle des futurs équipements :

- sur le lieudit de la Virgule à l'Ouest du site : ateliers individuels et collectifs dédiés aux pratiques artistiques,
- dans le bâtiment dit de la Cave à vins, des espaces polyvalents pour des événements culturels, concerts, manifestations ouvertes au public,
- dans le bâtiment de l'Union sociale, le centre d'études et de conservation des collections des musées strasbourgeois.

Cette délibération a par la suite été complétée par les délibérations du 24 avril 2017 et 28 septembre 2018 qui confiaient à la SPL Deux Rives la réhabilitation de ces équipements et précisaient les éléments programmatiques suivants :

- le site de la Virgule prévoyait une surface prévisionnelle totale de 4 869 m<sup>2</sup> pour un coût prévisionnel de 5,07 M€,
- le bâtiment de la Cave à vins prévoyait une surface prévisionnelle totale de 7 615 m<sup>2</sup> pour un coût prévisionnel de 9,12 M€ dont 2,14 M€ pour les aménagements intérieurs,
- le bâtiment de l'Union sociale prévoyait une surface prévisionnelle totale de 8 200 m<sup>2</sup> pour un coût prévisionnel de 9,84 M€ HT.

Au titre de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme, la répartition du portage de l'équipement entre la ville de Strasbourg et le bilan de l'opération a été définie selon la clé suivante : 92,4 % à la charge de la ville de Strasbourg et 7,6 % à la charge du bilan d'opération. Cette répartition s'applique sur l'ensemble des équipements à l'exception des aménagements intérieurs de la Cave à vins qui ont été intégralement pris en charge par la ville de Strasbourg. La participation prévisionnelle de la ville de Strasbourg s'établissait à un montant de 20,6 M€.

La délibération du 29 septembre 2018 ainsi que l'avenant n°2 au traité de concession fixaient par ailleurs les modalités de paiement par la ville de Strasbourg de sa participation financière prévisionnelle avec un échéancier de versement entre 2017 et 2027 et une livraison prévisionnelle des équipements en 2019.

Du fait de la pandémie liée au Covid-19, la remise en gestion des différents équipements auprès des services de la ville de Strasbourg s'est échelonnée entre 2019 et 2022.

Au cours de l'année 2022, la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL Deux Rives ont travaillé à l'intégration de l'ensemble des équipements et bâtiments dans le patrimoine de la ville de Strasbourg.

Après analyse conjointe des collectivités et du concessionnaire, ce montage juridique et financier engendrait des difficultés opérationnelles : à l'issue de la remise en gestion des divers bâtiments, le concessionnaire est resté propriétaire de l'ensemble de ces équipements jusqu'à l'échéance des paiements.

Cette séparation propriétaire / gestionnaire pose des difficultés d'une part à propos de la répartition des charges et des responsabilités et d'autre part sur les compétences et les moyens financiers du concessionnaire pour assumer la propriété du bâtiment.

Il a donc été convenu entre la ville de Strasbourg et la SPL Deux Rives de ne plus différer le paiement de l'équipement et d'effectuer l'intégralité du paiement de celui-ci à sa valeur réelle en 2023. Le concessionnaire a ainsi fourni un décompte général de l'opération détaillant l'ensemble des charges et coûts de portage des trois équipements détaillés comme suit

En € hors taxes	Cave à vins	Union sociale	Virgule	Aménagement intérieurs	TOTAL
Cout foncier	528 065	491 017	324 200		1 343 282
Mise en état sols	502 618	643 994	350 216		1 496 828
Travaux	6 283 031	8 171 082	4 284 894	1 062 160	19 801 167
Honoraires	717 657	953 286	466 517		2 137 460
Charges indirectes	563 501	749 674	392 880	- 8 608	1 697 447
<b>TOTAL</b>	<b>8 594 872</b>	<b>11 009 054</b>	<b>5 818 707</b>	<b>1 053 552</b>	<b>26 476 184</b>
Participation de la ville de Strasbourg	7 941 662	10 172 366	5 376 485	1 053 552	24 544 064

Compte tenu des ressources dégagées par l'anticipation du versement du solde de la participation portant sur cet équipement par rapport au calendrier de versement prévisionnel initial et de ses efforts d'optimisation financière, le concessionnaire est à présent en capacité :

- d'une part, de concevoir et construire la passerelle piétons / cycle dite Citadelle reliant le quai des Belges à la presqu'île Citadelle dès 2026, alors que la modification du dossier de réalisation n°2 prévoyait une mise en service en 2029,
- d'autre part, de décaler à 2025 les premiers versements des participations de l'Eurométropole au coût d'opération qui devaient débiter en 2023.

Un détail des coûts opérationnels est joint à la présente délibération. Ce montant définitif du coût des équipements « Coop Culture » a été approuvé par la ville de Strasbourg lors de sa séance du 6 novembre 2023.

Il convient d'approuver le montant définitif du coût des équipements du programme Coop Culture et de prendre acte dans le traité de concession de la modification de l'échéancier de paiement par la ville de Strasbourg.

### **Équipement complémentaire au sein de la Cave à vins**

En complément des nouveaux équipements publics prévus dans la modification n° 2 du dossier de réalisation de la ZAC Deux Rives approuvée le 4 février 2022, la ville de Strasbourg a souhaité localiser l'Espace égalité au sein de la salle hypostyle de la Cave à vins.

Cet équipement est un lieu de sensibilisation à la lutte contre les inégalités de genre, d'orientation sexuelle, de race. Il est orienté vers les publics scolaires de Strasbourg (classes CP à 5ème) et s'ouvre progressivement vers les publics scolaires de l'Eurométropole. Il a reçu 11 000 visiteurs depuis 2019 et est localisé dans le groupe scolaire du Conseil des Quinze sur une surface de 600 m<sup>2</sup>. Suite à la demande de la Collectivité européenne d'Alsace d'occuper une partie de ces locaux au vu de la saturation du collège Vauban, la ville de Strasbourg a recherché un nouveau site d'implantation de l'Espace égalité et son choix s'est porté sur la salle hypostyle de la Cave à vins au regard de sa localisation (proche de l'ancien site, accessibilité en transports en commun) et de la maîtrise foncière de ce bâti dont elle a vocation à devenir propriétaire au cours de l'année 2023.

Le nouveau site prévoira une extension de l'Espace égalité sur environ 1 000 m<sup>2</sup> au total, l'estimation des coûts d'aménagement est de 240 334 € hors taxes. Le bilan d'aménagement prévisionnel est annexé à la présente délibération.

Du fait de la connaissance du site et de ces espaces par le concessionnaire, la ville de Strasbourg a souhaité confier à la SPL Deux Rives l'aménagement intérieur de cet espace par le biais du traité de concession d'aménagement.

### **Évolution des missions du concessionnaire dans le cadre de la ZAC Deux-Rives**

En mars 2022, un groupement d'opérateurs autour de l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL Deux Rives a été désigné lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Démonstrateurs de la Ville Durable » de France 2030 (DVD). Opéré par la Banque des Territoires et l'ANRU pour le compte de l'État, ce programme permet d'accompagner la transition écologique des territoires dans des opérations d'aménagement à haut niveau d'ambitions sociale et environnementale.

Le projet démonstrateur se déroule sur une durée de 10 ans, en deux phases :

- une phase d'incubation d'une durée maximum de 36 mois, qui permettra de recevoir un soutien de 500 000 euros du programme France 2030 pour cofinancer, d'une part les missions d'ingénierie et d'autre part les postes indispensables à la coordination de ce projet partenarial,
- une phase de réalisation avec un soutien en investissement des innovations du démonstrateur à solliciter auprès de France 2030 à l'issue de la phase d'incubation.

Compte tenu du cahier des charges de l'État et des caractéristiques des projets d'aménagement en cours sur le territoire de la métropole, le site Citadelle, inclus dans la ZAC des Deux Rives a été retenu comme territoire démonstrateur pour développer un quartier bas carbone et résilient, accélérateur de transitions.

Le projet démonstrateur s'inscrit dans le cadre des orientations de la ZAC et des conditions de réalisation validées dans la délibération du 4 février 2022. Il est conduit en lien étroit avec la SPL Deux Rives, l'aménageur et la ville de Strasbourg.

Les axes d'études de la phase d'incubation porteront sur les éléments suivants :



- gouvernance et suivi du projet (outil d'évaluation de l'empreinte carbone des différents postes, AMO méthode d'évaluation du projet DVD Citadelle, Mission animation conseil d'habitants...),
- assurer la transition des modes et filières constructives (définition des systèmes constructifs bois, test laboratoire matériaux bas carbone, analyse du potentiel solaire mutualisable etc.),
- développer les potentiels de la ressource en eau (étude d'optimisation des flux de transport/ empreinte carbone, étude logistique fluviale etc.),
- anticiper et accompagner les pratiques écologiques des acteurs/ habitants.

Il convient de formaliser dans le cadre du traité de concession, les nouvelles missions confiées au concessionnaire, issues du projet « Démonstrateurs Ville Durable », à savoir les études relatives au développement des ressources en eau, à l'accompagnement des pratiques écologiques des acteurs / habitants, à la transition des modes et filières constructives.

Enfin, la ZAC et la concession d'aménagement prévoient la réalisation d'équipements publics à l'usage des habitants de la ZAC en dehors de son périmètre. Cette intervention est permise par le Code l'urbanisme en son article L300.4 dans la mesure où les équipements situés hors du périmètre de la ZAC participent à l'opération d'aménagement. Il convient donc de permettre l'intervention du concessionnaire en dehors du périmètre de la concession.

### **Modification des modalités d'exercice du contrôle analogue**

Du fait de l'évolution doctrinale de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg et de la modification des statuts de la SPL Deux Rives, le comité de contrôle analogue de la SPL Deux Rives est supprimé.

Il convient donc de modifier l'ensemble des dispositions relatives au comité de contrôle analogue dans le traité de concession d'aménagement.

**Ces évolutions techniques, opérationnelles et financières induisent une nouvelle modification du dossier de réalisation de la ZAC des Deux Rives, du programme des équipements publics (PEP) et du bilan d'aménagement. Elles conduisent également à des modifications contractuelles par voie d'avenant au traité de concession dans le cadre d'une relation « in house » avec le concessionnaire.**

**Ces évolutions ne modifient pas le « parti d'aménagement » de la ZAC.**

**Enfin, une autorisation de transfert de charges est à effectuer pour la réalisation des bureaux cédés à l'Eurométropole de Strasbourg.**

### **III. MODIFICATION N°3 DU DOSSIER DE RÉALISATION DE LA ZAC DES DEUX RIVES**

Le dossier de réalisation comprend :

- le rapport de présentation,
- le projet de programme des équipements publics et l'accord de la ville de Strasbourg,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement.

Compte tenu des évolutions du projet, il est proposé au Conseil de modifier le dossier de réalisation de ZAC comme suit :

### **Modification du programme des équipements publics**

Conformément à l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme, l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le programme initial des équipements publics de la ZAC par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 avril 2017.

Le programme initial a été complété, modifié et approuvé pour la dernière fois par la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 4 février 2022.

#### - Équipements publics complémentaires relevant de la compétence ville de Strasbourg

Le programme issu de la modification n°2 du dossier de réalisation portait les investissements réalisés par la ville de Strasbourg à 13,106 M€.

Il convient à présent de compléter ce programme par l'aménagement de l'espace égalité au sein de la Cave à vins pour un montant de 240 K€ soit un montant total de 13,346 M€. Cet aménagement sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SPL.

#### - Équipements publics relevant de la compétence Eurométropole de Strasbourg

Du fait du remboursement anticipé de l'équipement Coop Culture et des marges de manœuvre financières en résultant, la réalisation de la passerelle piétons – cycles reliant la presque île Citadelle au quai des Alpes peut être avancée à 2026 et non plus à 2029 comme le précisait la dernière modification du programme des équipements publics.

Par ailleurs, un ajustement mineur est effectué sur le calendrier de livraison de la partie centrale du parc Petit Rhin qui sera livré progressivement jusqu'à son plein achèvement à l'hiver 2025/2026.

Les autres équipements publics de la compétence de la ville de Strasbourg et de compétence de l'Eurométropole de Strasbourg sont inchangés.

La participation globale de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la remise d'équipements publics est ainsi inchangée.

### **Modification des modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement et de leur échelonnement dans le temps**

Le prévisionnel des dépenses pour les études, le foncier, les travaux et honoraires, les actions de communication et d'activation du territoire, la rémunération de maîtrise d'ouvrage, les frais financiers et provisions diverses, évolue de 276,40 M€ HT à 283,17 M€ HT, soit une hausse de 6,77 M€ HT (+2,4 %) par rapport à la dernière modification du dossier de réalisation.

L'augmentation des dépenses correspond essentiellement aux augmentations des coûts des matières premières et de la construction et des coûts de remise en état des sols.

Cette augmentation est intégralement compensée par des optimisations de recettes et est sans incidence sur la participation du concédant ou de la ville de Strasbourg. La participation de la ville de Strasbourg augmente du fait de la réalisation de travaux supplémentaires liés à l'aménagement intérieur de l'Espace égalité au sein de la Cave à vins : la participation globale prévisionnelle de la ville de Strasbourg est à hauteur de 13,346 M€ HT ; cette participation est effectuée en contrepartie de la remise d'équipements publics complémentaires relevant de la compétence municipale. Ce montant est réajustable, le cas-échéant au coût réel de chacun des équipements.

À la demande de la collectivité, la SPL a pu mettre en œuvre des optimisations de son financement, ce qui a permis de revoir l'échéancier de la participation au coût d'opération. Les deux premiers versements de cette participation prévus à 450 000 € en 2023 et 4 578 510 € en 2024 sont ainsi répartis en 2025 (5 514 255 € contre 3 000 000 € prévu à l'avenant 4 du traité de concession) et 2026 (7 314 255 € contre 4 800 000 € prévu à l'avenant 4).

Le bilan prévisionnel d'aménagement s'équilibre à 283,17 M€ HT. Il est détaillé en annexe.

#### **IV. PROJET D'AVENANT N°5 AU TRAITÉ DE CONCESSION**

L'évolution du projet de ZAC génère des modifications à apporter à la concession d'aménagement conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la « SPL Deux Rives », conformément au projet d'avenant n°5 annexé à la présente délibération.

Les modifications portent sur les éléments principaux suivants :

- modification du programme des équipements publics de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg, des participations financières corrélatives, du rééchelonnement de paiement,
- complément relatif aux missions du concessionnaire,
- modification des modalités d'exercice du contrôle analogue,
- modification des annexes à la concession.

**Par conséquent, il est proposé au Conseil d'approuver la modification n°3 du dossier de réalisation de la ZAC des Deux Rives, la modification n°3 du programme des équipements publics et le projet d'avenant n°5 à la concession d'aménagement.**

#### **V. AUTORISATION DE TRANSFERT DE CHARGES PORTANT SUR DES PLATEAUX BRUTS DE BÉTON AU SEIN DE LA CAVE À VINS ET DES CONCESSIONS DE STATIONNEMENT ASSOCIÉES**

Dans le cadre de la concession d'aménagement, le concessionnaire a acquis en juin 2015 le bâtiment de la Cave à vins situé sur le secteur Coop. Ce bâtiment a, par la suite, été divisé en plusieurs volumes par un état descriptif de division en volumes en date du 30 novembre 2021 : une partie de ces volumes était destinée au programme dit « Coop culture », équipement public à destination économique et culturelle et l'autre

partie destinée à une opération immobilière dont l'affectation restait à déterminer au moment de l'acquisition.

Depuis cette acquisition, l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL Deux Rives ont convenu de céder les volumes destinés à l'opération immobilière en deux sous-ensembles :

- l'un à destination de la ville de Strasbourg (volume 3 dit de la petite salle) pour la réalisation d'une salle polyvalente en rez-de-chaussée,
- le second (volume 2 dit des ateliers 1,2, 3a et 3b) en vue de la réalisation de bureaux aménagés à destination de l'Eurométropole de Strasbourg.

La cession des bureaux aménagés à l'Eurométropole de Strasbourg a été réalisée sous forme d'une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA); la conclusion de ce contrat de vente en VEFA a été approuvée par le conseil de l'Eurométropole lors de sa séance du 24 septembre 2021 et signé depuis. Cette vente nécessite de réaffecter comptablement le bien et donc d'effectuer un transfert de charge comptable des plateaux bruts du volume 2 acquis et réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement vers l'opération de vente en l'état futur d'achèvement portée en propre par la SPL Deux Rives.

Ce volume 2 concerne une surface utile de 2 702 m<sup>2</sup> bruts de béton, le montant de ce transfert de charges est de 2 447 695 € auquel il convient de rajouter le montant des 27 concessions de longue durée pour les places de stationnement soit 449 541,90 €.

Ces montants, correspondant au montant des recettes initialement prévues au bilan pour la cession de ces espaces, viendront alimenter le poste recettes du bilan de l'opération de concession d'aménagement.

**Il est proposé par la présente délibération d'autoriser le transfert comptable de la charge des plateaux bruts du volume 2 acquis et réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement vers l'opération de vente en l'état futur d'achèvement portée en propre par la SPL Deux Rives.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu les délibérations de la ville de Strasbourg du 27 juin 2016,*

*24 avril 2017, 24 septembre 2018, 4 février 2022 et la*

*délibération pour accord préalable du 6 novembre 2023*

*vu le Code de l'urbanisme, notamment l'article L*

*300-5, les articles L 311-4, R 311-7, R 311-8 et R 311-9*

*vu la concession d'aménagement signée entre*

*l'Eurométropole et la « SPL Deux Rives » le 12 janvier 2015*

*vu le dossier de réalisation modificatif n°3 de la ZAC des Deux Rives*

*vu le projet d'avenant n°5*

*vu les annexes modifiées, dont le bilan et le plan de trésorerie prévisionnels*

*sur proposition de la Commission plénière*

*après en avoir délibéré*

*approuve*

- la modification n°3 du dossier de réalisation de la ZAC des Deux Rives, à savoir les modifications du projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet d'avenant n°5 de la concession d'aménagement à signer entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL « Deux Rives » ainsi que les annexes modifiées, dont le bilan financier prévisionnel actualisé,
- le nouvel échelonnement des participations de l'Eurométropole de Strasbourg selon l'échéancier budgétaire précisé dans le projet d'avenant n°5 de la concession d'aménagement,
- le transfert de la charge des plateaux bruts du volume 2 de la Cave à vins acquis et réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement, ainsi que des 27 concessions de longue durée de stationnement associées, vers l'opération de vente en l'état futur d'achèvement portée en propre par la SPL Deux Rives,

*confirme*

*en qualité de concédant, le complément de participation prévisionnelle de la ville de Strasbourg à verser à la SPL « Deux Rives » à hauteur de 0,240 M€ HT, TVA en sus, montant réajustable le cas-échéant au coût réel, en contrepartie de la remise de l'aménagement de l'Espace égalité relevant de la compétence de la ville de Strasbourg,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e :*

- à signer l'avenant n°5 à la concession d'aménagement, tout acte ou annexe s'y rapportant, à mettre en œuvre l'ensemble des formalités et mesures de publicité suite à la modification n°3 du dossier de réalisation de la ZAC des Deux Rives et à la modification n°3 du programme des équipements publics et à signer toute convention financière y afférente,
- le transfert de la charge des plateaux bruts du volume 2 de la Cave à vins acquis et réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement, ainsi que des 27 concessions de longue durée de stationnement associées, vers l'opération de vente en l'état futur d'achèvement portée en propre par la SPL Deux Rives pour un montant de 2 447 695 € HT s'agissant des plateaux bruts du volume 2 et de 449 541 ,90 € HT s'agissant des 27 Concessions de longue durée de stationnement associées.

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161491-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**AVENANT N°5**  
**CONCESSION D'AMENAGEMENT**  
**POUR LA REALISATION DE LA ZAC DES DEUX-RIVES**  
**ENTRE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET LA SPL**  
**« DEUX RIVES »**

**ENTRE**

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1 Place de l'Etoile, 67 076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 novembre 2023

Ci-après dénommée « **le concédant** » ou « **l'Eurométropole de Strasbourg** »

**D'une part**

**ET**

La Société Publique Locale « Deux Rives » au capital de 5 000 000 d'euros, sise 1 rue de la Coopérative, 67 016 STRASBOURG Cedex, inscrite au RCS de Strasbourg sous le numéro 803 433 366 00025, représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric HARTWEG, habilité à représenter la société en vertu d'une décision du Conseil d'Administration du 5 octobre 2020 et à signer le présent avenant en vertu d'une décision du conseil d'administration

Ci-après dénommée « **le concessionnaire** » ou **la SPL « Deux Rives »**

**D'autre part**

**IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT**

Par délibération du 19 décembre 2014, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé l'attribution de la concession de la ZAC des Deux Rives à la SPL « Deux Rives », le traité de concession et ses annexes ainsi que les participations financières prévisionnelles de l'Eurométropole de Strasbourg et des autres collectivités compétentes, en particulier de la Ville de Strasbourg. Le traité de concession a été signé et notifié à la SPL le 12 janvier 2015.

Suite à l'approbation du dossier de réalisation par le Conseil de l'Eurométropole le 28 avril 2017 et une première modification approuvée par le Conseil de l'Eurométropole le 28 septembre 2018, deux avenants ont été signés entre le concédant et le concessionnaire, notamment pour ajuster le programme global des constructions (PGC), le programme des équipements publics (PEP) et réactualiser le montant et l'échéancier des participations financières des collectivités.

Un troisième avenant portant sur les ouvrages de stationnement de la ZAC a été signé en date du 15 avril 2021 afin d'autoriser la SPL « Deux Rives » à conclure avec les différents constructeurs, bénéficiaires de lots dans le périmètre de la ZAC des concessions de longue durée, à percevoir sur toute la durée de la concession, les recettes afférant à ces concessions de longue durée et charger la SPL « Deux Rives » d'instruire, élaborer, modifier et gérer ces conventions de longue durée jusqu'au terme de la concession d'aménagement, en informant le concédant et en sollicitant son accord préalable avant leur signature.

Un quatrième avenant portant sur la refonte du plan guide et ses impacts financiers a été signé le 4 mars 2022. Cet avenant a intégré à la zone d'aménagement concerté plusieurs nouveaux équipements publics et aménités (équipements scolaires, éducatifs et culturels) afin de rendre le quartier plus fonctionnel et vivant pour ses habitants. Une modification du programme d'habitat pour rendre le quartier plus abordable, une réduction de la taille des îlots et une plus grande place de la nature en ville ont également été mis en œuvre dans le cadre de cet avenant.

Au cours de l'année 2022, la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL Deux Rives ont travaillé à l'intégration de l'ensemble du projet dit « Coop Culture », de la ZAC Deux-Rives dans le patrimoine de la Ville de Strasbourg et à la programmation d'une partie de la cave à vins. Cette intégration nécessite à présent de revoir l'échéancier de paiement de la Ville de Strasbourg auprès de la SPL des Deux Rives et de payer l'intégralité de la participation au cours de l'année 2023.

Du fait de l'ajustement des modalités de versement de la participation afférant à cet équipement par le concessionnaire sur les années suivantes et les efforts de la SPL des Deux-Rives d'optimisation financière, le concessionnaire est à présent en capacité :

- d'une part de concevoir et construire la passerelle piétons / cycle dite Citadelle reliant le quai des Belges à la presqu'île Citadelle dès 2026, alors que la modification du dossier de réalisation n°2 prévoyait une mise en service en 2029 ;
- d'autre part de décaler en 2025 l'échéancier de versements des participations de l'Eurométropole au coût d'opération qui devaient débuter en 2023.

Par ailleurs, la programmation d'une partie de la Cave à vins a été revue au cours de l'année 2022 et du premier semestre 2023 afin d'accueillir d'une première phase d'un « espace égalité » à la rentrée 2023 au sein d'une partie de la salle hypostyle. Au vu de sa connaissance du site, la Ville de Strasbourg souhaite que soit confiée à la SPL Deux-Rives la réalisation des aménagements intérieurs permettant la création de cet espace.

En outre, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, l'Eurométropole de Strasbourg a été désignée lauréate de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Démonstrateurs de la Ville durable » de France 2030. Compte tenu du cahier des charges de l'État et des caractéristiques des projets d'aménagement en cours sur le territoire de la métropole, le site Citadelle, inclus dans la ZAC des Deux Rives a été retenu comme territoire démonstrateur pour développer un quartier bas carbone et résilient, accélérateur de transitions. Il convient d'autoriser le concessionnaire de réaliser les études au titre de ce projet.

Enfin, le concessionnaire et le concédant ont prévu de modifier certains éléments de la concession d'aménagement au regard de la vie normale de la société en particulier les modalités de contrôle



analogue et les modalités d'association du concédant et de la Ville de Strasbourg aux procédures de marchés publics.

**Ceci étant exposé, les parties se sont rapprochées et conviennent de modifier la concession d'aménagement et ses annexes par le présent avenant, dans une relation contractuelle « in house », afin d'intégrer l'ensemble de ces évolutions, ainsi qu'il suit :**

## **ARTICLE 1. OBJET DE L'OPERATION : AJUSTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DU PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS**

En complément des nouveaux équipements publics prévus dans la modification n° 2 du dossier de réalisation de la ZAC Deux Rives approuvées le 4 février 2022, la Ville de Strasbourg a souhaité localiser l'espace égalité au sein de la salle hypostyle de la cave à vins.

Cet équipement est un lieu de sensibilisation à la lutte contre les inégalités de genre, d'orientation sexuelle, de race. Il est orienté vers les publics scolaires de Strasbourg (classe CP à 5<sup>ème</sup>) et s'ouvre progressivement vers les publics scolaires de l'Eurométropole. Il a reçu 11 000 visiteurs depuis 2019 et est localisé dans le groupe scolaire du Conseil des Quinze sur une surface de 600 m<sup>2</sup>. Suite à la demande de la collectivité européenne d'Alsace d'occuper une partie de ces locaux au vu de la saturation du collège Vauban, la Ville de Strasbourg a recherché un nouveau site d'implantation de l'espace égalité et son choix s'est porté sur la salle hypostyle de la Cave à vins au regard de sa localisation (proche de l'ancien site, accessibilité en transports en commun) et de la maîtrise foncière de ce bâti dont elle a vocation à devenir propriétaire au cours de 2023.

Le nouveau site prévoira une extension de l'espace égalité sur environ 1 000 m<sup>2</sup> au total, l'estimation des coûts d'aménagement est de 240 334 € hors taxes.

Du fait de la connaissance du site et de ces espaces par le concessionnaire, la Ville de Strasbourg a souhaité confier à la SPL Deux Rives l'aménagement de cet espace.

Cet équipement complémentaire a été intégré dans le cadre de la modification n°3 du dossier de réalisation de ZAC et de la modification n°3 du programme des équipements publics de ZAC.

Par ailleurs, un ajustement de la date de livraison de la partie centrale du parc du petit Rhin doit être réalisé : la livraison est échelonnée dans le temps mais sa finalisation interviendra à l'hiver 2025/2026, ce qui nécessite une modification du programme des équipements publics.

Par conséquent, l'article 1.2 de la concession d'aménagement est modifié ainsi qu'il suit :

**1.2.** Cette opération s'inscrit dans un périmètre figurant sur le plan joint en **Annexe 1** des présentes.

### **- « *Projet de programme global des constructions du dossier de réalisation* »**

*L'opération d'aménagement « Deux Rives » doit permettre la réalisation d'un programme global des constructions nouvelles ou la réhabilitation avec changement de destination d'environ 380 493 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher (au lieu de 472 455 m<sup>2</sup> SP prévues antérieurement, soit une réduction de 91 962 m<sup>2</sup> SP) et correspond à la répartition suivante :*

- 254 377 m<sup>2</sup> SP de logements, soit environ 3 700 logements (au lieu de 323 470 m<sup>2</sup> et environ 4 600 logements),*
- 93 815 m<sup>2</sup> SP d'activités socio-économiques (bureaux/ateliers, activités socio-culturelles et de loisirs, commerces, formation) au lieu de 121 170 m<sup>2</sup>, soit un ajustement de 27 355 m<sup>2</sup> SP.*
- 31 466 m<sup>2</sup> SP d'équipements et services publics, (au lieu de 27 815 m<sup>2</sup>, soit une augmentation de 3 651 m<sup>2</sup> SP).*

### ***Programmation habitat :***

*La répartition prévisionnelle de la programmation des logements a évolué depuis l'origine de l'opération d'aménagement et prône un parcours résidentiel complet sur le secteur.*

*Elle se décompose en logements accessibles à tous :*

- Confortant la part de Logements Locatifs Sociaux (PLAI-PLUS-PLS) à proportion de 30% du programme,
- Augmentant la part de logements en accession sociale : passage de 4% à 5% des projets de logements, privilégiant le bail réel solidaire (BRS) pour les opérations restant à engager,
- Développant une programmation en Logements Locatifs Intermédiaires (LI): passage de 0% à 5% des projets de logements,
- Réduisant la part des logements en accession libre à hauteur de 60%,
- Développant 20% des logements en accession libre à des prix encadrés,
- S'efforçant de limiter la part « investisseurs » à 50% des logements.

Elle développe également des logements répondant mieux aux besoins du territoire :

- Assurer une programmation « plancher » en grands logements (T4 et T5) pour les différents programmes. La surface moyenne des logements à l'échelle de chaque opération visera 70 m<sup>2</sup> SDP/logement,
- Prendre en compte les besoins spécifiques des habitants : logements adaptés pour les séniors, résidences étudiantes, pour les personnes en situation de précarité, jeunes actifs...

Un bilan annuel de la production de logements, avec prix de sortie sera effectué par le concessionnaire, en particulier pour les logements seniors et étudiants. Ce bilan sera intégré chaque année dans le compte rendu financier.

Des logements mieux adaptés aux usages et à la vie collective :

- Conforter le développement d'une centaine de logements en habitat participatif à l'échelle de la ZAC, pour les différents types de logements, principalement dans la ceinture verte. Un état d'avancement sera intégré également chaque année dans le compte rendu financier,
- Développer les espaces communs et systématiser l'implication d'une assistance à maîtrise d'usage coordonnée à l'échelle de la ZAC,
- Éviter les ilots surdensifiés au profit de la qualité des logements et des espaces collectifs.

Des opérations dimensionnées pour des opérateurs diversifiés :

- Réduire le dimensionnement des ilots afin de diversifier le profil des opérateurs,
- Préciser la taille des ilots par quartier avant/après.

#### **Projet de programme des équipements publics du dossier de réalisation**

L'aménagement comprend l'ensemble des travaux d'infrastructure inscrit au programme des équipements publics de la ZAC, à savoir les voiries, réseaux, espaces publics et coulée verte, passerelle et installations diverses, à réaliser pour répondre en tout ou partie aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Outre les travaux d'infrastructure, l'aménageur réalisera également sous sa maîtrise d'ouvrage et dans le cadre de la présente concession les équipements de superstructure suivants :

- Trois groupes scolaires (écoles maternelle et élémentaire) destinés aux besoins exclusifs des habitants ou usagers de la ZAC (financés intégralement par le bilan de concession),
- Les accueils périscolaires associés à ces groupes scolaires,
- Un équipement public culturel multi-site sur le secteur de la « COOP » ouvert aux activités créatives composé de différents espaces : ateliers d'artistes et d'artisans, lieux de travail pour les métiers de création, espaces mutualisés, concerts, festivals, expositions, offres diversifiées de restauration, centre d'études et de conservation des collections des Musées de Strasbourg et espaces pédagogiques,

- Une maison de la Petite Enfance (MPE) d'une capacité de 60 berceaux implantée sur le secteur Starlette Nord, proche de la centralité de quartier,
- Un pôle social et culturel sur la Cour des Douanes regroupant une antenne médiathèque, un Espace France services et des studios de musique,
- Des aménagements dédiés aux sports extérieurs.
- L'aménagement d'un espace égalité d'une surface d'environ 1 000 m<sup>2</sup> dans la salle dite « hypostyle » du bâtiment de la Cave à Vins

*Ce programme est plus amplement développé dans le dossier initial de réalisation de ZAC approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 avril 2017, dans les modifications n°1, n°2 et n°3 du dossier de réalisation de ZAC et dans les modifications n°1 et n°2, n°3 du programme des équipements publics, conformément aux délibérations respectives de l'Eurométropole de Strasbourg adoptées les 28 septembre 2018, 4 février 2022 et 10 novembre 2023 auxquelles il est renvoyé. »*

## **ARTICLE 2. RÉALISATION D'ÉTUDES DANS LE CADRE DE L'AMI « DÉMONSTRATEURS VILLE DURABLE » ET INTERVENTION EN DEHORS DU PERIMETRE DE LA ZAC PAR LE CONCESSIONNAIRE**

En mars 2022, un groupement d'opérateurs autour de l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL Deux-Rives a été désignée lauréate de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Démonstrateurs de la Ville durable » de France 2030. Opéré par la Banque des Territoires et l'ANRU pour le compte de l'État, ce programme permet d'accompagner la transition écologique des territoires dans des opérations d'aménagement à haut niveau d'ambition sociale et environnementale.

Le projet démonstrateur se déroulera sur une durée de 10 ans, en deux phases :

- une phase d'incubation d'une durée maximum de 36 mois, qui permettra de recevoir un soutien de 500 000 euros du programme France 2030 pour cofinancer, d'une part les missions d'ingénierie et d'autre part les postes indispensables à la coordination de ce projet partenarial.
- une phase de réalisation avec un soutien en investissement des innovations du démonstrateur à solliciter auprès de France 2030 à l'issue de la phase d'incubation.

Compte tenu du cahier des charges de l'État et des caractéristiques des projets d'aménagement en cours sur le territoire de la métropole, le site Citadelle, inclus dans la ZAC des Deux Rives a été retenu comme territoire démonstrateur pour développer un quartier bas carbone et résilient, accélérateur de transitions.

Le projet démonstrateur s'inscrit dans le cadre des orientations de la ZAC et des conditions de réalisation validées dans la délibération du 4 février 2022. Il sera conduit en lien étroit avec la SPL Deux Rives, l'aménageur, et la Ville de Strasbourg

Les axes d'études de la phase d'incubation porteront sur les éléments suivants :

- Gouvernance et suivi du projet (outil d'évaluation de l'empreinte carbone des différents postes, AMO méthode d'évaluation du projet DVD Citadelle, Mission animation conseil d'habitants...);
- Assurer la transition des modes et filières constructives (définition des systèmes constructifs bois, test laboratoire matériaux bas carbone, analyse du potentiel solaire mutualisable...);
- Développer les potentiels de la ressource en eau (étude d'optimisation des flux de transport/ empreinte carbone, étude logistique fluviale...);
- Anticiper et accompagner les pratiques écologiques des acteurs/ habitants.

Il convient de formaliser dans le cadre du traité de concession, les nouvelles missions confiées au concessionnaire issues du projet « Démonstrateurs ville durable ».

Enfin, la ZAC et la concession d'aménagement prévoient la réalisation d'équipements publics à l'usage des habitants de la ZAC en dehors de son périmètre. Le concessionnaire et le concédant ont donc convenu de préciser les modalités d'intervention du concessionnaire en dehors du périmètre prévu dans l'annexe 1 du traité et en conformité avec l'article L300.4 du Code de l'urbanisme.

Par conséquent, l'article 2 du traité de concession est modifié comme suit :

*En vue de la réalisation de sa mission, la SPL « Deux-Rives » prendra en charge les tâches suivantes :*

a) **Négocier et acquérir** la propriété, à l'amiable ou par voie de préemption ou d'expropriation, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de la ZAC nécessaires à la réalisation de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération ;

*Gérer les biens acquis et, le cas échéant, assurer le relogement des occupants de bonne foi et en lien avec le PAS, indemniser ou réinstaller les commerçants, artisans ou autres bénéficiaires de droits, les informer sur les différentes aides dont ils peuvent bénéficier ;*

b) **Procéder à toutes études** nécessaires à la réalisation du projet, notamment :

- ♦ *le pilotage et le suivi de l'opération et de son ou ses plan(s) guide,*
- ♦ *les études permettant de préciser le programme d'aménagement de l'ilot Coop en intégrant là la fois des dimensions culturelle, entrepreneuriale, créative, transfrontalière...*
- ♦ *le dossier de réalisation de la ZAC des « Deux Rives ».*
- ♦ *tout dossier réglementaire nécessaire à l'engagement de l'opération, étant entendu que l'aménageur s'engage à solliciter l'agrément du concédant sur les dossiers administratifs et réglementaires nécessités par les besoins de l'opération*
- ♦ *les études opérationnelles nécessaires à toutes les actions d'acquisition, de libération d'emprise, d'aménagement et de construction,*
- ♦ *la mise au point des actions de gestion urbaine, d'accompagnement et de suivi social,*
- ♦ *toutes études qui permettront, en cours d'opération, de proposer toutes modifications de programme qui s'avèreraient opportunes, assorties des documents financiers prévisionnels correspondants,*
- ♦ *procéder à toutes les études nécessaires à la réalisation du projet, notamment toutes études qui seraient rendues nécessaires par la volonté des collectivités afin d'implanter tous équipements publics au sein du périmètre de la ZAC,*
- ♦ *par ailleurs, la SPL « Deux-Rives » sera en tant que de besoin associée aux études relatives à l'adaptation du plan d'occupation des sols de Strasbourg et/ou du plan local d'urbanisme intercommunal qui pourraient avoir à être menées par la Collectivité pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, et si nécessaire, pourra procéder à des études spécifiques pour lui apporter des éléments utiles concernant le programme de l'opération sur le périmètre défini,*
- ♦ *Procéder aux études lui incombant conformément à la convention de financement France 2030 Phase d'incubation du Démonstrateur de la Ville Durable Citadelle : quartier bas carbone, résilients et accélérateur des transitions, établie entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL Deux Rives du 23 décembre 2022;*

- c) **Démolir** les bâtiments existants dont la démolition est rendue nécessaire par l'opération d'aménagement, construire, réhabiliter, assurer des travaux préparatoires des bâtiments sous sa propre maîtrise d'ouvrage; pour ce qui concerne les bâtiments à préserver, notamment sur le secteur de la COOP, assurer une mission d'animation, de gestion de site, de mise en sécurité des bâtiments, de mise à disposition temporaire de ces bâtiments, et de réalisation sur ces derniers de tous travaux préparatoires aux cessions foncières;
- d) **Mettre en état et aménager** les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité, ou aux autres collectivités publiques ou groupement de collectivités intéressés, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public ;
- e) De façon générale, **réaliser** tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme prévisionnel des équipements publics précisé en **Annexe 3** de la présente convention, en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération figurant en **Annexe 6**
- f) **Céder** les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, les concéder ou les louer à leurs divers utilisateurs agréés par la Collectivité, conformément aux modalités prévues à l'article 13, au programme prévisionnel des constructions défini à l'article 1 et aux clauses et conditions du cahier des charges de cession, de location ou de concession de terrain, prévu à l'article L 311-6 du code de l'urbanisme ; mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles ; organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs potentiels ; préparer et signer tous les actes nécessaires ;

L'agrément de la collectivité ne sera pas requis pour les mises à dispositions provisoires, notamment celles consenties sur le secteur de la Coop.

Le Compte Rendu Financier Annuel à la Collectivité (CRF) fera également état de l'ensemble des conventions conclues par la SPL, y compris les mises à disposition provisoires.

- g) **Élaborer et négocier** les conventions de participation qui seront conclues entre l'EMS, la SPL et les constructeur-autonomes n'ayant pas acquis leur terrain de la SPL des « Deux-Rives », prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme ; élaborer, négocier et mettre en œuvre tous moyens utiles afin de conclure des conventions d'association, qui seront également tripartites, prévues par l'article L. 311-5 du même Code, et destinées à garantir la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale du projet d'aménagement ;
- h) Assurer le suivi du respect des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales et veiller à la qualité du projet en lien avec les concepteurs qui seront désignés, tant pour les projets sur les terrains cédés par l'aménageur que pour ceux édifiés sur les terrains qui auront été cédés par des tiers ;
- i) Veiller en outre, à l'échelle de la ZAC, au bon respect des ambitions environnementales fixées par l'Eurométropole de Strasbourg et notamment celles du « Pacte : aménager et construire en transition écologique » figurant en annexe 7 dans sa version 2019 ainsi que les documents élaborés pour sa mise en œuvre et leurs évolutions à venir ».
- j) Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération, et notamment :
- assurer la coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme de l'opération,
  - veiller aux conditions d'insertion du tramway en bonne adéquation avec le projet urbain
  - assurer le suivi et la coordination de la réalisation des aménagements et équipements mis à la charge des bénéficiaires de cessions, locations, ou concessions d'usage des terrains aménagés,
  - tenir régulièrement à jour, outre les documents comptables, les documents de gestion faisant apparaître l'évolution du bilan financier prévisionnel de l'opération, et la situation de trésorerie; négocier et contracter les moyens de financement les plus appropriés,

- *d'une manière générale, assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensable pour la bonne fin de l'opération, suivre les contentieux en veillant au mieux au respect des intérêts de l'Eurométropole de Strasbourg et de la SPL, et assurer en tout temps une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération.*
- k) *Assurer la conduite des actions de communication, d'accueil des usagers et des habitants et d'animation de la zone, liée à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, notamment par la mise en place d'une Maison du Projet dédiée à une « communication grand public » du projet ; assurer la conduite d'une démarche participative innovante en lien avec le concédant, conformément aux modalités de gouvernance prévues aux articles 9 et 33 ;*
- l) *Engager une démarche d'animation temporaire de certains lieux ou bâtiments existants en s'appuyant à la fois sur une action de développement économique et de développement culturel.*
- m) *Élaborer et transmettre au concédant une charte de chantier ; en soumettre au préalable un projet aux services compétents pour accord ;*
- n) *Mettre en œuvre d'une part en qualité d'aménageur et pendant toute la durée de la concession l'ensemble des mesures environnementales destinées à éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine, conformément aux mesures listées dans le dossier de réalisation de ZAC et dans le complément à étude d'impact, assurer d'autre part les modalités de suivi de ces mesures et enfin assurer le suivi de leurs effets sur l'environnement et la santé humaine.*

*Les modalités de suivi des mesures environnementales ainsi que les modalités de suivi de leurs effets sur l'environnement et la santé humaine figureront dans une rubrique dédiée du compte rendu financier annuel (CRF) produit chaque année par le concessionnaire au concédant.*

*L'ensemble des tâches détaillées ci-dessus pourront être réalisées en dehors du périmètre du projet à la condition que celles-ci concourent à l'opération d'aménagement conformément à l'article L.300-4 du code de l'urbanisme.*

*Ces tâches pourront être modifiées et complétées par avenant au présent contrat pour tenir compte des évolutions apportées à l'opération d'aménagement. »*

### **ARTICLE 3. FINANCEMENT DE L'OPERATION : REVISION DES MODALITES FINANCIERES DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT**

Au cours de l'année 2022, la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL Deux Rives ont travaillé à l'intégration de l'ensemble du projet dit « Coop Culture », de la ZAC Deux-Rives dans le patrimoine de la Ville de Strasbourg. Ce projet confirmé par l'avenant n°1 au traité de concession prévoyait la création de trois espaces sur le site de la « Coop » :

- la « Virgule » destinée à accueillir des ateliers d'artiste et artisans,
- la « Cave à vins » destinée à accueillir des activités culturelles et évènementielles,
- l'Union sociale destinée à accueillir les réserves des musées de Strasbourg.

Initialement, l'avenant n°2 prévoyait que cette opération devait voir sa livraison aboutir en 2021-2022 avec un échéancier de paiement de 2017 à 2027. Le concessionnaire assurait de fait le portage financier de l'opération entre la livraison des équipements prévue en 2019-2022 et la fin des paiements des échéances en 2027.

Après analyse conjointe des collectivités et du concessionnaire, ce montage juridique et financier engendrait des difficultés opérationnelles : la remise en gestion des divers bâtiments s'est échelonnée entre 2019 et 2022 auprès des différents services de la Ville de Strasbourg ; toutefois, le concessionnaire serait resté propriétaire de l'ensemble de ces équipements jusqu'à l'échéance des paiements. Cette séparation propriétaire / gestionnaire pose des difficultés d'une part à propos de la

répartition des charges et des responsabilités et d'autre part sur les compétences et les moyens financiers du concessionnaire pour assumer la propriété du bâtiment.

Il a donc été convenu entre la Ville de Strasbourg et la SPL Deux-rives de ne plus différer le paiement de l'équipement et d'effectuer l'intégralité du paiement de l'équipement à sa valeur réelle en 2023 à par le biais d'un acte de vente à intervenir au plus tard au 31 décembre 2023. Le concessionnaire a ainsi fourni un décompte général de l'opération détaillant l'ensemble des charges et coûts de portage des trois équipements détaillés comme suit :

En € hors taxes	Cave à vins	Union sociale	Virgule	Aménagement intérieurs	TOTAL
Cout foncier	528 065	491 017	324 200		1 343 282
Mise en état sols	502 618	643 994	350 216		1 496 828
Travaux	6 283 031	8 171 082	4 284 894	1 062 160	19 801 167
Honoraires	717 657	953 286	466 517		2 137 460
Charges indirectes	563 501	749 674	392 880	- 8 608	1 697 447
TOTAL	8 594 872	11 009 054	5 818 707	1 053 552	26 476 184
Participation de la Collectivité	7 941 662	10 172 366	5 376 485	1 053 552	24 544 064

Du fait de la répartition issue des avenants n°1 et n°2, la participation totale de la Ville de Strasbourg s'établira donc à 24 544 064 € hors taxes auquel il conviendra de rajouter la TVA au paiement de l'ouvrage à intervenir en 2023.

Compte tenu des ressources dégagées par l'anticipation du versement du solde de la participation portant sur cet équipement par rapport au calendrier de versement prévisionnel initial et des efforts de la SPL des Deux-Rives d'optimisation financière, le concessionnaire est à présent en capacité :

- d'une part de concevoir et construire la passerelle piétons / cycle dite Citadelle reliant le quai des Belges à la presqu'île Citadelle dès 2026, alors que la modification du dossier de réalisation n°2 prévoyait une mise en service en 2029 ;
- d'autre part de décaler à 2025 les premiers versements des participations de l'Eurométropole au coût d'opération qui devaient débiter en 2023.

Enfin, l'aménagement de l'espace égalité intégré dans le programme des équipements publics implique le paiement par la Ville de Strasbourg d'un montant prévisionnel de 240 334 hors taxes à payer en 2023.

Par conséquent, l'article 17 de la concession d'aménagement est ainsi modifié et complété :

*« La SPL s'engage au titre du contrat de concession dans les conditions économiques et réglementaires existant à la date de la signature du contrat.*

*Le bilan financier, le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels annexés permettent le financement du programme prévisionnel des équipements et des constructions dans le cadre de la concession.*

*Toutefois, les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps, ainsi que le projet de programme des équipements publics (PEP) à réaliser dans la zone seront arrêtés au moment de l'approbation par l'Eurométropole de Strasbourg du dossier de réalisation de la ZAC.*



## **« 17.4 Participation de l'Eurométropole de Strasbourg en contrepartie de la remise d'ouvrages et participation du concédant au coût de l'opération »**

### **17.4.1 Participation prévisionnelle en contrepartie de la remise d'équipements publics, hors échelle de l'opération d'aménagement**

La participation prévisionnelle globale à verser à la SPL « Deux Rives » par l'Eurométropole de Strasbourg résultant du dossier de réalisation modifié par délibération du 4 février 2022 s'élève à un montant total de **56,24 M€ HT, TVA en sus, en contrepartie de la remise d'équipements publics** destinés à entrer dans le patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg et correspondant à des équipements dépassant les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.

**Nature de ces équipements publics et coût prévisionnel :** Il s'agit des équipements d'infrastructure suivants :

- **A) la réalisation d'une passerelle piétons-cycles « Dusuzeau »** reliant le secteur Citadelle au quai des Belges ayant vocation à relier le parc de la Citadelle et à créer un lien structurant avec le réseau Velostras et le réseau de transports en commun (bus à haut niveau de service sur le quai des Belges) : cette passerelle, d'un coût prévisionnel de 10,81 M€ HT, répondant principalement aux besoins des usagers hors ZAC, sera cofinancée sur la base d'une clé de répartition financière convenue entre les parties.
- **B) la réalisation d'autres équipements d'infrastructure**, hors besoins stricts de l'opération, correspondant notamment à **la coulée verte** constituée par le futur Parc du Petit Rhin, qui assure la continuité écologique entre le nord et le sud de la ZAC, le parc de la pointe nord Citadelle, **la reprise de l'ensemble des quais bordant les bassins Citadelle, Dusuzeau et Vauban ainsi que les aménagements des rives du Rhin, des espaces publics structurants à vocation métropolitaine, aux abords des stations de tramway et sur la COOP** : ces équipements répondant en partie aux besoins des usagers hors ZAC seront cofinancés sur la base de clés de répartition financière convenues entre les parties.

Ces autres équipements d'infrastructure - hors besoins stricts de l'opération sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL « Deux Rives ».

#### **Clés de répartition financière :**

Les clés de répartition financière applicables à ces équipements publics sont modifiées par avenant n°4 d'un commun accord afin d'assurer une meilleure équité territoriale entre les espaces répondant aux besoins des habitants et des usagers de la ZAC d'une part et les espaces au-delà des besoins de la ZAC d'autre part.

Les clés de répartition financière et la participation de l'Eurométropole de Strasbourg pour chaque équipement est détaillée dans le Programme des Équipements Publics modifié (modification n°2), annexé au présent avenant.

#### **Montant de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg jusqu'à l'avenant n°4 :**

La participation antérieure de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de ces ouvrages d'infrastructure (passerelle Dusuzeau et autres équipements d'infrastructure) se chiffre à **un montant de 20,56 M€ HT, TVA en sus.**

#### **Augmentation de la participation prévisionnelle de l'Eurométropole de Strasbourg par avenant n°4 :**

Les parties conviennent d'augmenter cette participation de l'Eurométropole de Strasbourg, en appliquant les clés de répartition financière précitées, de sorte que le complément de participation de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à **un montant de 35,67 M€ HT** correspondant :

- à l'amélioration des espaces publics,

- au réajustement du coût de la passerelle,
- au développement du rapport à l'eau,
- au réajustement du coût du réaménagement de la Route du Petit Rhin pour la préfiguration de l'extension de la ligne de tram F.

Au final, la participation globale et prévisionnelle de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la remise des équipements publics d'infrastructure s'élève à **un montant de 56,24 M€ HT TVA en sus.**

#### **17.4.2 Participation prévisionnelle du concédant au coût de l'opération d'aménagement, en application de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme**

Compte-tenu de l'évolution du plan-guide et de la modification corrélative n°2 du dossier de réalisation de ZAC, il ressort un besoin de financement de l'opération d'aménagement à hauteur de **14,64 M€**, hors champ d'application de TVA, pour un bilan d'aménagement prévisionnel actualisé s'élevant à un montant de 283,17 M€ HT.

Dans ce cadre et en application des délibérations respectives des 31 janvier 2022 et 4 février 2022 de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, les parties conviennent que l'Eurométropole verse à la SPL « Deux Rives » une participation du concédant au coût de l'opération à hauteur de **14,64 M€**, hors champ d'application de TVA.

#### **17.4.3 Modalités de versement des participations de l'Eurométropole de Strasbourg**

En application des délibérations du 6 novembre et 10 novembre de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, la participation globale de l'Eurométropole de Strasbourg sera versée à la SPL « Deux Rives », par tranches successives, définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent dans les prévisions budgétaires, conformément au plan de trésorerie annexé à la concession d'aménagement et à titre prévisionnel selon le calendrier suivant :

Année	Participation à la remise des équipements publics (en € HT)	Participation au coût d'opération (hors champ TVA) par le concédant	Total de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg
2014-2020	6 600 000	-	6 600 000
2021	1 700 000	-	1 700 000
2022	6 000 000	-	6 000 000
2023	12 000 000	-	12 000 000
2024	4 000 000	-	4 000 000
2025	7 000 000	5 514 255	12 514 255
2026	3 050 231	7 314 255	10 364 486
2027	8 266 069	1 808 726	10 074 795
2028	6 626 131	-	6 626 131
2029	992 847	-	992 847
<b>TOTAL</b>	<b>56 235 278</b>	<b>14 637 236</b>	<b>70 872 514</b>

La quote-part de participation "affectée" aux équipements publics d'un montant de 56 235 278 € HT sera appelée par la SPL « Deux Rives » auprès de l'Eurométropole de Strasbourg sous forme d'acomptes successifs jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

La TVA éventuellement exigible sur l'ouvrage sera appelée par l'aménageur à la livraison de l'ouvrage.

#### **17.4.4 Évolution de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg affectée aux équipements publics dépassant les stricts besoins des usagers de la ZAC.**

Le cas-échéant, la participation en contrepartie de la remise des équipements publics pourra être modifiée en fonction de l'évolution de l'assiette de la participation, notamment en cas de

changement de programme, par rapport au coût réel de l'équipement auquel la participation est affectée.

Dans cette hypothèse, la SPL « Deux Rives » sollicite - pour permettre l'instruction du dossier par les services - l'accord préalable de la collectivité compétente auprès du représentant du concédant, dans les conditions prévues par les articles 8, 15 et 32 de la concession.

La participation affectée à la passerelle Dusuzeau, conformément au bilan prévisionnel pourra être diminuée en cas d'éligibilité de la SPL « Deux Rives » à la perception d'une subvention à concurrence du montant de ladite subvention. La SPL « Deux Rives » s'engage à poursuivre toutes les démarches d'instruction relatives à cette subvention et en informer l'Eurométropole de Strasbourg.

Afin de permettre au concessionnaire de « provisionner » l'ajustement financier de l'équipement au coût réel dont le calcul ne pourra s'opérer qu'au moment de la remise effective de l'ouvrage, les parties déterminent sur la base du programme des équipements publics une valeur de référence (coût d'opération HT prévisionnel) de chacun des équipements et une date de valeur de référence. Cette valeur de référence sera actualisée après validation entre le concédant et le concessionnaire de l'avant-projet définitif et de la remise des offres des entreprises pour les marchés de travaux. Le concessionnaire sera ainsi autorisé à constituer une nouvelle provision après ces validations.

Le concessionnaire s'engage à justifier, dans la fiche d'ouvrage, auprès du représentant du concédant, au plus tard 12 mois à compter de la remise de l'ouvrage, d'un décompte certifié des dépenses sur factures et des participations affectées par équipement.

La collectivité compétente s'acquittera du solde de la participation, déduction des acomptes et après validation du décompte, le cas-échéant par voie de délibération.

#### **17.4.5 Évolution de la participation du concédant au coût de l'opération**

Le montant global de cette participation pourra être modifié par avenant à la présente concession d'aménagement sous réserve d'une approbation par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, conformément à l'article L 300-5 II du code de l'urbanisme.

Cette participation ne fera l'objet ni d'une indexation, ni d'une actualisation et ni d'un réajustement à un coût réel, contrairement à la participation affectée à la contrepartie de la remise d'un équipement public, s'agissant d'une participation à un coût d'opération. Le montant de cette participation est fixe.

### **17.5 Participation des autres collectivités compétentes**

En ce qui concerne les équipements publics relevant de la compétence d'autres collectivités que le concédant, il est rappelé en application de l'article R 311-7 du code de l'urbanisme que ces autres collectivités sont amenées à délibérer au moment de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC ou de la modification du dossier de réalisation et à faire état le cas-échéant de leur accord sur le principe de la réalisation du projet d'équipement, sur les modalités de son incorporation dans leur patrimoine et le cas-échéant sur leur participation au financement de cet équipement relevant de leur compétence.

#### **17.5.1 Équipement Culturel sur le secteur de la COOP relevant de la compétence de la Ville de Strasbourg**

Le projet d'équipement public culturel Coop Culture (mentionné à l'article 1.2) a été confirmé par délibération de la Ville de Strasbourg du 27 juin 2016 actant le principe de la mise en œuvre d'un tel équipement, par délibération du 24 avril 2017 approuvant le montant de la participation financière prévisionnelle de la Ville de Strasbourg et par délibération municipale du 24 septembre 2018 actant une évolution du programme culturel et un complément de participation de la Ville de Strasbourg.

L'équipement public multi-site du secteur de l'ancienne COOP a été estimé à un coût prévisionnel de **22,30 M€ HT** et est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SPL « Deux Rives ». Cet équipement public multi-site dépasse les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.

Du fait d'investissements complémentaires nécessaires à l'attractivité des équipements, le coût prévisionnel total a été révisé à hauteur de **24,94 M€ HT**, soit une augmentation de **2,64 M€ HT**.

Le coût prévisionnel global est décomposé comme suit :

- Coût du foncier : 3,10 M€ HT
- Honoraires et divers : 4,42 M€ HT
- Travaux : 16,52 M€ HT
- Frais de maîtrise d'ouvrage du concessionnaire : 0,9 M€ HT.

Les parties ont adopté une clé de répartition financière à hauteur de 92,4% à la charge de la Ville de Strasbourg et de 7,6% à la charge du bilan d'opération, sur la base d'une estimation des services des besoins dont bénéficieront les futurs habitants ou usagers de la ZAC des Deux Rives et de l'attractivité favorable au développement économique du territoire, induite par la valorisation de la COOP sur l'ensemble de la ZAC.

Cette clé de répartition financière s'applique entre les parties, à l'exception de la partie « investissements » relative aux aménagements et équipements intérieurs de la « Cave à vins » pour lesquels le préfinancement sera supporté intégralement par la Ville de Strasbourg.

Par conséquent, suite aux évolutions successives du programme culturel, la participation prévisionnelle de la Ville de Strasbourg en contrepartie de la remise de cet équipement a été augmenté de **2,61 M€ HT** et s'établit à **un montant global de 23,21 M€ HT**.

Pour mémoire, le complément de cette participation est ainsi ventilé :

- en ce qui concerne le lieudit de la « Virgule » : augmentation de la participation de 0,38 M€ HT
- en ce qui concerne la « Cave à vins » : augmentation de la participation de 2,23 M€ HT.

Conformément aux articles R 311-7 et L 300-5 du code de l'urbanisme, les modalités de la participation financière prévisionnelle de la Ville de Strasbourg et son montant ont été soumis à l'accord préalable de la Ville de Strasbourg par délibération approuvée lors de la séance du conseil municipal du 24 septembre 2018.

La remise en gestion de l'équipement est intervenue en décembre 2022 ; les parties ont convenu de revoir l'échéancier initial de paiement de l'équipement et de payer le solde de l'opération en 2023 sur la base des décomptes généraux définitifs produits par l'aménageur et ventilés de la façon suivante :

En € hors taxes	Cave à vins	Union sociale	Virgule	Aménagement intérieurs	TOTAL
Coût foncier	528 065	491 017	324 200		1 343 282
Mise en état sols	502 618	643 994	350 216		1 496 828
Travaux	6 283 031	8 171 082	4 284 894	1 062 160	19 801 167
Honoraires	717 657	953 286	466 517		2 137 460
Charges indirectes	563 501	749 674	392 880	- 8 608	1 697 447
<b>TOTAL</b>	<b>8 594 872</b>	<b>11 009 054</b>	<b>5 818 707</b>	<b>1 053 552</b>	<b>26 476 184</b>
Participation de la Ville de Strasbourg	7 941 662	10 172 366	5 376 485	1 053 552	24 544 064

Les décomptes définitifs sont fournis en annexe du présent avenant.

Sur cette base, la participation totale et définitive de la Ville de Strasbourg à l'équipement s'établit à 24 544 064 € hors taxes auquel il convient de déduire les acomptes versés entre 2017 et 2023 soit 18 410 000 € hors taxes.

Le solde de participation de la Ville de Strasbourg à verser en 2023 est ainsi de 6 134 064 € hors taxes. Enfin selon les dispositions de l'avenant n°1 et n°2 au traité de concession, la TVA de l'ensemble de l'ouvrage est appelée à la livraison de l'équipement et donc également à intervenir en 2023 pour un montant de 4 908 813 €.

### **17.5.2 Équipements complémentaires relevant de la compétence de la Ville de Strasbourg**

Conformément aux modifications n°2 et 3 du dossier de réalisation et aux modifications n°2 et 3 du programme des équipements publics de la ZAC, des équipements publics complémentaires relevant de la compétence de la Ville de Strasbourg ont été intégrés dans le secteur des Deux Rives :

- ✓ Des équipements culturels (studio de musique et antenne médiathèque),
- ✓ Des équipements sportifs (Plaine des sports, gymnase, sports extérieurs, skate-park),
- ✓ Des équipements enfance et éducation (espaces dédiés au périscolaire dans les écoles et une Maison de la Petite Enfance),
- ✓ Des espaces réservés pour des équipements Jeunesse –tiers lieux antenne CSC (centre socio-culturel), PMI (protection maternelle et infantile), associations,
- ✓ Un espace France services,
- ✓ Un local espaces verts,
- ✓ Une salle polyvalente,
- ✓ La première phase d'un espace égalité au sein de la salle hypostyle du bâtiment de la cave à vins.

L'ensemble de ces équipements publics ne sera pas réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL « Deux Rives » mais selon des modes opératoires qui peuvent varier et feront l'objet de négociations entre les parties (mandat, vente en l'état futur d'achèvement, vente achevée...)

À ce stade, les parties ont convenu que le concessionnaire réalise dans le cadre de la présente concession et sous sa maîtrise d'ouvrage les équipements de superstructure suivants :

- Les accueils périscolaires associés à ces groupes scolaires d'un montant prévisionnel de 4,6 M€ HT,
- Une maison de la Petite Enfance d'une capacité de 60 berceaux implantée sur le secteur Starlette Nord, proche de la centralité de quartier d'un montant prévisionnel de 4,91 M€ HT,
- Un pôle social et culturel sur la Cour des Douanes regroupant une antenne médiathèque, un Espace France services et des studios de musique d'un montant prévisionnel de 3,48 M€ HT,
- Des aménagements dédiés aux sports extérieurs d'un montant prévisionnel de 0,116 M€ HT,
- Des aménagements intérieurs pour la création d'un espace égalité au sein de la salle hypostyle de la cave à vins d'un montant prévisionnel de 0,240 M€ HT

La Ville de Strasbourg, collectivité compétente sur ces équipements, les financera à hauteur de 100%.

Hors équipement culturel localisé sur le secteur de la COOP, les parties conviennent par conséquent que la participation complémentaire de la Ville de Strasbourg au titre de l'adjonction de ces équipements publics s'élève à un montant prévisionnel de **13,356 M€ HT**.

L'échéancier de paiement de la participation complémentaire de la Ville de Strasbourg à hauteur de 13,346 M€ HT s'échelonne, équipement par équipement, ainsi qu'il suit :

- 4 600 000 € HT en contrepartie de la remise du périscolaire selon l'échéancier suivant : 200 000 € en 2022, 300 000 € en 2023, 1 000 000 € en 2024, 1 000 000 € en 2026, 1 600 000 € en 2027, 400 000 € en 2028, 100 000 € en 2029,
- 4 910 000 € HT en contrepartie de la remise de la Maison de la Petite Enfance selon l'échéancier suivant : 200 000 € en 2025, 900 000 € en 2026 ; 2 510 000 € en 2027, 700 000 € en 2028, 600 000 € en 2029,
- 80 000 € HT en contrepartie de la remise de l'espace France services selon l'échéancier suivant : 80 000 € en 2024,
- 600 000 € HT en contrepartie de la remise du studio de musique selon l'échéancier suivant : 50 000 € en 2023, 150 000 € en 2024, 400 000 € en 2025,
- 2 800 000 € HT en contrepartie de la remise de la médiathèque selon l'échéancier suivant : 1 500 000 € en 2024, 1 300 000 € en 2025,
- 116 000 € HT en contrepartie d'aménagements de sport extérieur selon l'échéancier suivant : 116 000 € en 2023,
- 240 334 € HT en contrepartie d'aménagements intérieurs pour la création d'un espace égalité au sein de la salle hypostyle du bâtiment de la « cave à vins » selon l'échéancier suivant : 240 334 € HT en 2023.

Le cas-échéant, le montant de la participation complémentaire de la Ville de Strasbourg affectée aux équipements publics ci-dessus listés pourra être modifié en fonction de l'évolution de l'assiette de calcul de cette participation, notamment en cas de changement de programme, correspondant au coût réel de l'équipement.

Dans cette hypothèse, la SPL « Deux Rives » sollicite - pour permettre l'instruction du dossier par les services - l'accord préalable de la collectivité compétente auprès du représentant du concédant, dans les conditions prévues par les articles 8, 15 et 32 de la concession. Le concédant se chargera de diffuser auprès de la collectivité compétente.

Afin de permettre au concessionnaire de « provisionner » l'ajustement financier de l'équipement au coût réel dont le calcul ne pourra s'opérer qu'au moment de la remise effective de l'ouvrage, les parties déterminent sur la base du programme des équipements publics une valeur de référence (coût d'opération HT prévisionnel) de chacun des équipements et une date de valeur de référence. Cette valeur de référence sera actualisée après validation entre le concédant et le concessionnaire de l'avant-projet définitif et de la remise des offres des entreprises pour les marchés de travaux. Le concessionnaire sera ainsi autorisé à constituer une nouvelle provision après ces validations.

Le concessionnaire s'engage à justifier, dans la fiche d'ouvrage, auprès du représentant du concédant, au plus tard 12 mois à compter de la remise de l'ouvrage, d'un décompte certifié des dépenses sur factures et des participations affectées par équipement.

La collectivité compétente s'acquittera du solde de la participation, déduction des acomptes et après validation du décompte, le cas-échéant par voie de délibération.

Le concédant se chargera de la diffusion auprès de la collectivité compétente.

### **17.9 Autorisation du concédant à la SPL « Deux Rives » de cession des concessions de longue durée (CLD) rattachées aux parkings en silo, de cession des places de stationnement en pleine propriété et d'encaissement des recettes abondant le bilan de concession**

« Plusieurs parkings en ouvrage mutualisés seront réalisés à l'échelle des nouveaux quartiers Citadelle, Starlette, COOP et Rives et Port du Rhin et répondront aux besoins des habitants, employés et visiteurs du quartier.

Quatre parkings relèvent d'un statut public tandis que les parkings de Citadelle nord et ceux de Rives et Port du Rhin, relèveront d'un statut privé.

*Les dépenses et recettes afférant aux quatre parkings publics seront intégrées au bilan de la concession, ces parkings étant tous réalisés et financés par la SPL « Deux-Rives » au fur et à mesure de l'avancement des programmes, et seront rétrocédés à l'Eurométropole de Strasbourg à titre gratuit.*

*En effet, conformément à l'article R 331-6 du code de l'urbanisme, les aires de stationnement correspondant aux seuls besoins des futurs habitants ou usagers de la zone seront pris en charge par la SPL « Deux Rives » et rétrocédées à titre gratuit à l'Eurométropole de Strasbourg.*

*Grâce à la mutualisation des parkings (chaque parking répondant aux besoins en stationnement de plusieurs programmes complémentaires), à la banalisation des places et aux possibilités de foisonnement entre les différents usagers (non privatisées, les places peuvent être partagées entre plusieurs usagers dont les besoins se complètent), le nombre de places à construire sera optimisé.*

*Les parkings publics de la ZAC des Deux Rives seront les suivants :*

- Citadelle sud (432 places) dont les travaux de construction ont démarré à la rentrée 2020 et qui doit être livré fin 2021,*
- Coop (600 places) qui fait l'objet d'une procédure de marché de « conception - réalisation » et qui sera livré à titre prévisionnel début 2023,*
- Starlette sud (495 places) faisant également l'objet d'une procédure de marché de « conception - réalisation » et qui sera livré à titre prévisionnel à l'automne 2023*
- Starlette nord (580 places) prévu à l'horizon 2027.*

*Les parkings ont de plus été pensés pour être de véritables pôles multifonctions, en lien avec les mobilités. Différents services seront présents, tels du stationnement vélos, y compris « spéciaux » (cargos, triporteurs, assistance électrique, etc...), des stations d'auto-partage, des consignes à colis, de l'information multimodale ...*

*À titre d'exemple, le parking Citadelle sud accueillera un grand local « mobilités » destiné à être mis à la disposition d'une structure associative afin d'y offrir des services liés à la mobilité : informations, réparation de cycles, formations, « café vélo » ...*

*L'ensemble de ces services et équipements associés aux parkings seront remis à titre gratuit à l'Eurométropole de Strasbourg.*

*Les quatre parkings publics en silo relèvent « ab initio » de la propriété de l'Eurométropole de Strasbourg et ont vocation à lui être rétrocédés par la SPL au fur et à mesure de leur achèvement, à titre gratuit, conformément aux dispositions prévues par la concession d'aménagement de la ZAC des Deux Rives.*

*Le financement de ces silos sera assuré par les différents bénéficiaires en fonction du nombre de places qu'ils ont à réaliser dans le cadre de leurs programmes.*

*Dans ce contexte et afin d'être en mesure de réaliser ces parkings, la SPL « Deux Rives » maître d'ouvrage est autorisée par le concédant à percevoir les recettes afférant à la cession de ces concessions de longue durée dans les parkings silo, ces recettes abondant le bilan de la ZAC.*

*Afin de répondre au principe de mutualisation, les bénéficiaires acquerront ainsi auprès de la SPL « Deux Rives », non pas des places privatives, mais des concessions longue durée (CLD) dans les parkings correspondants, l'acquisition de ces CLD étant par ailleurs requise pour l'instruction et la délivrance de leur permis de construire.*

*L'Eurométropole en sa qualité d'autorité concédante :*

- Autorise la SPL « Deux Rives » à conclure avec les différents constructeurs, bénéficiaires de lots dans le périmètre de la ZAC, les concessions de longue durée, celles-ci étant par ailleurs requises pour l'instruction et la délivrance de leur permis de construire,*

- Autorise la SPL « Deux Rives » à percevoir sur toute la durée de la concession, les recettes afférant aux concessions de longue durée, quand bien même l'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire « ab initio » des parkings de la ZAC des Deux Rives et quand bien même les parkings publics en silo seront rétrocédés à l'Eurométropole au fur et à mesure de leur achèvement, ces recettes abondant le bilan de la ZAC des Deux Rives,
- Charge la SPL « Deux Rives » d'instruire, d'élaborer, de modifier et de gérer ces conventions de longue durée, jusqu'au terme de la concession d'aménagement, en informant le concédant avant leur signature. Cette prestation est rémunérée par le concédant à concurrence de 250€ par CLD changeant de titulaire.

Les parties conviennent également que le montage CLD est un montage « sui generis » fondé sur les concessions à long terme visées par l'article L 151-33 du code de l'urbanisme disposant :

« Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat. Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux articles L. 151-30 et L. 151-32, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation. »

Les parties précisent donc que ces concessions de longue durée ne sont pas régies par la loi n°67-1253 du 30 décembre 1967 mais relèvent de l'article L 151-33 du code de l'urbanisme.

Ces concessions de stationnement ne sont pas constitutives de droit réel.

Ces concessions de stationnement autorisées sont conclues par la SPL « Deux Rives » avec ses propres bénéficiaires pour une durée de CLD dépassant ou susceptible de dépasser la durée de la présente concession d'aménagement. Le concédant l'y autorise expressément. La durée de ces concessions pourra atteindre 30 ans à compter de la prise d'effet de chaque CLD.

Ainsi, à l'échéance de la présente concession d'aménagement, les parties conviendront :

- Soit de proroger la concession d'aménagement,
- Soit l'Eurométropole de Strasbourg se substituera à la SPL « Deux Rives » dans les droits et obligations souscrits par le concessionnaire dans le montage relatif aux concessions de longue durée associées aux parkings. »

#### **ARTICLE 4. SUPPRESSION DU COMITE DE CONTRÔLE ANALOGUE DE LA SPL DEUX-RIVES**

Dans le cadre de la création de la SPL Deux Rives, un comité de liaison stratégique d'engagement et de contrôle devenu depuis comité de contrôle analogue a été créé afin d'assurer que les collectivités actionnaires de la société exerce un contrôle analogue sur les services de la société à celui des services en régie et permette d'établir des contrats « in house » avec la société.

Au vu de l'évolution doctrinale sur le contrôle des sociétés publiques locales au niveau national et les pratiques internes des collectivités notamment avec la SPL CTS, il a été convenu d'une simplification du processus de contrôle analogue au sein de la SPL Deux-Rives. En effet, par sa fréquence et le



contenu de ses débats, le conseil d'administration de la SPL Deux-Rives exerce pleinement ce contrôle analogue.

Par conséquent, les articles suivants de la concession d'aménagement sont ainsi modifiés :

#### **Préambule 2. :**

*« La présente concession d'aménagement a été approuvée par délibération du Conseil d'administration de la SPL « Deux-Rives » en date du 16 décembre 2014 après avis du Comité de Liaison Stratégique, d'engagement et de contrôle (devenu Comité de contrôle analogue) en date du 28 novembre 2014.*

*Il est ici rappelé que la SPL « Deux-Rives » ne peut, conformément à l'article L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales exercer ses activités qu'exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres.*

*Elle a pour mission notamment de mettre en œuvre les opérations d'aménagement, de construction et de développement, définies par ses actionnaires publics.*

*L'Eurométropole de Strasbourg exerce sur la SPL « Deux-Rives » un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, et notamment :*

- *Au niveau structurel en tant que membre du Conseil d'Administration de la Société.*
- *Au niveau opérationnel en approuvant le contrat de concession, en définissant le programme, les conditions financières, techniques et administratives dans lesquelles l'opération d'aménagement est réalisée.*

*Dans le cadre de la présente concession d'aménagement, la SPL « Deux-Rives » interviendra pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg selon les termes de la convention ci-après, dans le respect des conditions générales d'intervention pour ses actionnaires et des modalités de contrôle analogue telles qu'elles sont définies par les statuts de la société.*

#### **Article 33. Gouvernance :**

*« Sans préjudice des dispositions prévues dans les statuts de la SPL « Deux-Rives » relatifs au contrôle analogue, les Parties entendent agir dans le cadre d'un partenariat entre, d'une part, l'Eurométropole de Strasbourg et, d'autre part, la SPL « Deux-Rives ».*

#### **33.1 Principes**

*À cette fin, l'EMS sera associée aux instances et procédures de choix conduites par la SPL « Deux-Rives », dans le respect des missions et des responsabilités de cette dernière, et dans les conditions précisées par le présent Contrat.*

*La périodicité des instances de gouvernance définie ci-dessous pourra être modifiée d'un commun accord ou par décision de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction de l'avancement de l'exécution du projet.*

*La SPL « Deux-Rives » adresse aux membres des différentes instances de gouvernance définies ci-dessous les documents nécessaires à la tenue des réunions prévues dans un délai de huit jours avant la date de ladite réunion.*

*La SPL « Deux-Rives » rédige le compte-rendu de ces réunions et l'adresse à l'ensemble des participants dans un délai de huit jours après la tenue de ladite réunion.*

### **33.2 Comité de pilotage**

*L'objet du Comité de pilotage sera d'examiner à chaque étape-clé du projet l'avancement de l'opération, d'en débattre et d'entériner les choix et orientations stratégiques. Il constituera également l'instance du suivi de l'ensemble des missions de concertation, communication et participation du public, mises en œuvre par la SPL.*

*Ce Comité de pilotage sera composé de représentants du concédant et de représentants du concessionnaire. Il pourra s'adjoindre à l'occasion de chacune des réunions, toute personne qu'il jugera utile.*

*Il se réunira selon une fréquence qu'il fixera au minimum une fois par trimestre. A la fin de chaque trimestre, le comité de pilotage aura pour mission d'examiner un rapport préparé par la SPL « Deux-Rives » présentant l'état d'avancement technique et financier, et qui présentera de manière synthétique :*

- l'état d'avancement des différentes missions de l'aménageur,*
- les éventuelles difficultés rencontrées,*
- les éventuelles causes de retard dans l'exécution des missions,*
- les frais engagés pendant le trimestre écoulé pour l'exécution des missions,*
- les modalités de financement mises en œuvre,*
- les produits encaissés,*
- l'état de la trésorerie.*

### **33.3 Comité technique**

*Il est également proposé de mettre en place un Comité technique composé des représentants du concédant et des représentants du concessionnaire.*

*Le Comité technique constitue l'organe de suivi opérationnel et de coordination entre les services techniques de l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL « Deux-Rives ».*

*Ce Comité technique coordonne et assure la préparation des Comités de Pilotage. Il pourra s'adjoindre à l'occasion de chacune des réunions, toute personne qu'il jugera utile (bureaux d'études, maîtres d'œuvre...).*

*Il se réunit autant que de besoin, en principe une fois par mois.*

### **33.4 Jury**

*Pour mener à bien cette opération d'aménagement et conformément à ses obligations, la SPL « Deux-Rives » sera amenée à organiser des jurys afin de désigner, d'une part, ses maîtres d'œuvre et d'autre part, les opérateurs immobiliers.*

*Ces jurys devront a minima intégrer un représentant du concédant avec voix délibérative conformément à l'article 32 précité. »*

Enfin, l'annexe n°9 au traité de concession initiale est supprimée.

## **ARTICLE 5. AUTRES MODIFICATIONS CONTRACTUELLES**

Le concédant et le concessionnaire ont convenu de modifier d'autres articles afin de tenir compte des évolutions normales de la vie du projet.

5.1. Les modalités d'association du concédant dans les procédures d'appels d'offre de la SPL Deux Rives sont précisées : de fait, seules les procédures dites formalisées donnent lieu à commission d'appel d'offres et ce conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Par conséquent, l'article 10.1 du traité de concession est ainsi modifié :

*« Le concessionnaire conclut ses marchés dans le cadre des dispositions du Code de la Commande Publique (CCP).*

*L'Eurométropole de Strasbourg en qualité de concédant sera représentée avec voix délibérative dans le cadre des procédures formalisées de passation des marchés organisées par la SPL « Deux Rives » et avec voix délibérative au sein des jurys de la SPL « Deux Rives ». Ces procédures formalisées s'entendent au sens des articles L.2124-1 à L.2124-4 du Code de la commande publique.*

*La Ville de Strasbourg sera également représentée en qualité de collectivité compétente pour la remise des équipements publics lui revenant et intégrés dans la présente concession avec voix délibérative dans le cadre des procédures formalisées de passation des marchés organisées par la SPL « Deux Rives » et avec voix délibérative au sein des jurys de la SPL « Deux Rives ». » Ces procédures formalisées s'entendent au sens des articles L ;2124-1 à L.2124-4 du Code de la commande publique. »*

## **ARTICLE 6. Modification des annexes à la concession d'aménagement**

Suite à l'intégration de l'espace égalité dans le périmètre de l'opération, l'avancement calendaire de la passerelle dite « citadelle » et l'intégration anticipée dans le patrimoine municipal des bâtiments Coop Culture, les parties conviennent d'adapter certaines annexes de la concession d'aménagement et de les modifier :

- Nouveau projet de programme des équipements publics (PEP) à réaliser dans la zone : annexe 21
- Nouveau bilan financier prévisionnel, plan de trésorerie et plan de financement prévisionnels de l'opération d'aménagement : annexe 22 - ce bilan correspondant aux modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement (bilan prévisionnel novembre 2023) échelonnées dans le temps, pièce modifiée du dossier initial de réalisation de ZAC (suite à la modification n°3 du dossier de réalisation approuvée par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg le 10 novembre 2023).
- L'annexe 9 « Règlement intérieur du Comité de liaison stratégique, d'engagement et de contrôle » de la SPL « Deux Rives » est supprimé.

## **ARTICLE 7. Divers**

Toutes les autres dispositions de la convention d'origine et de ses avenants 1 à 4, qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à Strasbourg, en 4 exemplaires originaux, le .....

Pour l'Eurométropole de Strasbourg  
Le concédant

Pour la SPL « Deux Rives »  
Le concessionnaire

La Présidente,  
Pia IMBS

Le Directeur Général,  
Eric HARTWEG

## **LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE 21 : nouveau projet de PEP à réaliser dans la zone

ANNEXE 22 : nouveau bilan financier prévisionnel, plan de trésorerie et plan de financement prévisionnels de l'opération d'aménagement (modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps, bilan prévisionnel approuvé par délibération Ems du 17 décembre 2021)

ANNEXE 23 : décomptes définitifs des équipements « Coop culture » (Cave à vins et aménagements intérieurs, Union sociale et Virgule)

Check :	OK	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
<b>DEPENSES</b>																	
		283 171 203	6 689 418	4 411 106	6 924 920	13 245 040	24 132 409	20 332 711	13 776 444	16 283 816	27 740 113	36 693 755	43 477 308	38 585 966	13 632 245	12 943 356	4 302 594
A	ETUDES GENERALES	4 764 154	356 693	778 031	1 055 485	416 021	240 905	78 479	163 845	177 414	297 820	390 956	282 865	315 810	153 997	30 204	25 632
B	FONCIER	58 339 301	5 225 376	2 125 530	1 505 396	4 573 749	8 384 673	5 434 978	2 143 257	3 279 268	3 653 013	5 937 460	5 401 619	6 549 206	2 084 195	1 664 581	377 000
C	ETUDES TECHNIQUES DE CESSION	3 117 288	-	-	183 335	153 621	206 190	56 128	25 338	131 391	534 565	433 251	283 220	279 679	283 938	288 197	258 435
D	PROJETS D'AMENAGEMENTS - CONSTRUCTION - REHABILITATION	180 630 595	151 669	226 347	2 603 651	5 811 748	12 527 883	12 007 330	9 088 761	10 019 448	19 930 043	26 436 767	34 157 773	28 474 835	8 321 469	8 799 419	2 073 451
E	FONDS DE CONCOURS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
F	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	294 681	13 471	20 979	17 638	81 182	60 889	41 032	14 055	40 434	-	3 333	1 667	-	-	-	-
G	MARKETING TERRITORIAL	2 531 482	28 010	101 688	106 770	605 393	221 427	98 050	140 747	212 980	208 152	180 737	209 756	163 621	89 800	84 905	79 447
H	MAITRISE D'OUVRAGE AMENAGEUR	24 521 430	847 586	970 853	1 212 450	1 297 143	1 746 460	1 838 514	1 452 833	1 712 404	1 861 598	2 185 809	2 153 200	2 152 850	2 164 549	1 640 328	1 284 855
I	FRAIS FINANCIERS	5 937 174	66 612	187 677	240 194	306 183	743 983	778 199	747 608	710 477	677 240	548 187	410 381	273 164	158 321	60 172	28 775
J	PROVISIONS	3 035 098	-	-	-	-	-	-	-	-	577 682	577 256	576 829	376 803	375 977	375 551	175 000
K	Indexations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>RECETTES</b>																	
		286 133 131	528 849	1 143 823	3 091 835	5 714 082	11 423 499	18 502 589	11 230 009	14 234 319	36 255 882	54 768 324	37 166 618	37 439 249	39 631 344	13 409 860	1 592 847
A	CESSIONS CHARGES FONCIERES ET IMMOBILIERES	139 280 252	-	-	-	-	5 130 161	12 453 248	6 684 907	2 623 363	12 996 698	35 436 864	17 928 247	19 489 614	22 299 268	4 237 883	-
B	AUTRES PRODUITS	34 021 559	19 636	116 369	106 097	185 985	189 160	1 297 709	876 332	3 462 565	2 896 452	8 810 195	5 097 782	5 835 149	3 565 615	1 562 513	-
C	PARTICIPATION DES CONSTRUCTEURS	4 242 449	-	-	-	212 850	-	-	-	-	-	4 029 599	-	-	-	-	-
D	PARTICIPATION DU CONCEDANT	70 872 514	500 000	1 000 000	1 000 000	1 200 000	1 200 000	1 700 000	1 700 000	6 000 000	12 000 000	4 000 000	12 514 255	10 364 486	10 074 795	6 626 131	992 847
E	PARTICIPATION AUTRES COLLECTIVITES	36 472 732	-	-	1 900 000	4 020 000	4 840 000	3 000 000	1 550 000	1 750 000	8 362 732	2 398 667	1 626 333	1 750 000	3 691 667	983 333	600 000
F	SUBVENTIONS ET FONDS DE CONCOURS	771 923	-	12 143	79 178	85 957	57 600	37 178	384 675	115 193	-	-	-	-	-	-	-
G	PRODUITS DIVERS	309 405	-	-	4 972	236	-	-	27 135	277 063	-	-	-	-	-	-	-
H	PRODUITS FINANCIERS	162 297	9 213	15 312	1 588	9 055	6 578	14 454	6 960	6 136	-	93 000	-	-	-	-	-
I	INDEXATIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>SOLDE DE LA PERIODE (AVANT FINANCEMENT)</b>		-	6 160 569	- 3 267 283	- 3 833 086	- 7 530 958	- 12 708 910	- 1 830 122	- 2 546 434	- 2 049 496	8 515 769	18 074 569	- 6 310 690	- 1 146 717	25 999 099	466 504	- 2 709 748
<b>ECHEANCES DE REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS EN COURS</b>		-	-	-	-	-	-	3 470 423	5 763 929	9 225 319	9 271 294	9 318 558	9 367 144	12 166 667	7 916 667	-	-
Besoin de financement par périodes		-	6 160 569	- 3 267 283	- 3 833 086	- 7 530 958	- 12 708 910	- 1 830 122	- 6 016 858	- 7 813 425	- 709 550	8 803 275	- 15 629 247	- 10 513 861	13 832 433	- 7 450 163	- 2 709 748
Solde trésorerie début de période : point de départ janvier 2020								17 999 873									
Solde trésorerie début de période : calcul historique								17 999 194									
<b>BESOIN DE FINANCEMENT CUMULE AVANT UTILISATION DES FINANCEMENTS DISPONIBLES</b>		-	6 160 569	1 572 149	- 2 260 937	2 708 105	- 2 500 806	16 169 751	11 002 893	7 499 450	16 629 918	25 433 193	9 803 945	- 709 916	13 122 517	5 672 354	2 962 607
Financements disponibles										7 499 450	14 189 900	22 993 175	7 363 927	- 3 149 934	10 682 499	3 232 336	522 589
Tirages réalisés/envisagés CDE		7 500 000	11000000	10500000			750 000	4 309 982	2 440 018	-	-	-	-	-	-	-	-
Tirages réalisés/envisagés 2020 CA		7 500 000		2000000	7500000	20500000	100 000	-	7 400 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin de financement de la période avant apports (-)		-	1 564 414											- 1 564 414			
<b>Apports publics</b>																	
Besoin de financement de la période après apports (-)			(1 564 414)											- 1 564 414			
<b>Tirage ligne financement 1</b>																	
<b>Tirage ligne financement 2</b>																	
<b>SOLDE APRES UTILISATION DES RESSOURCES ET FINANCEMENTS DISPONIBLES</b>			4 839 431	1 572 149	10 239 063	10 208 105	17 999 194	17 019 751	15 312 875	17 339 468	16 629 918	25 433 193	9 803 945	- 709 916	13 122 517	5 672 354	2 962 607
Pour comparaison : Découvert autorisé																	

# Bilan Opérationnel

## Espace Egalité

Indice	Date	Rédacteur	Modifications
Indice 0	19/06/2023	MNI	
Indice A	05/07/2023	MNI	Prise en compte éléments echoes
Indice B	06/07/2023	MNI	Optimisation régie

	Libellé compte (famille achat)	Montant HT		Commentaires
<b>A</b>	<b>ETUDES GENERALES</b>	- €		
A1	Etudes			
A100	Etudes préopérationnelles			
A101	Etudes urbaines			
A102	Etudes de programmation			
A103	Autres études			
A104	Géomètres			
A105	Honoraires et AMO			
	<b>TOTAL ETUDES GENERALES</b>	- €		
<b>B</b>	<b>FONCIER</b>	- €		
<b>B1</b>	<b>Cout acquisition</b>			
B100	Acquisitions : Cession interne bâtiment			
B101	Acquisition : Cession interne terrain nu			
B102	Acquisitions Terrains EMS/VILLE			
B103	Acquisitions Terrains PAS			
B104	Acquisitions Terrains autres vendeurs			
B105	Provision sur acquisition			
B106	Indemnités diverses sur achat de terrains			
B107	Acquisition par exercice du droit de préemption			
B108	Acquisitions Constructions			
B109	Frais de notaire sur acquisitions			
B110	Droit d'enregistrement			
	<b>Sous-total Cout acquisition</b>	- €		
<b>B2</b>	<b>Frais de remise en état</b>			
B200	Démolitions			
B201	Autres travaux de remise en état (mise en état sanitaire des sols...)			
B202	Honoraires Démolitions			
B203	Honoraires Autres travaux de remise en état (mise en état sanitaire des sols...)			
B204	Honoraires CSPS			
	<b>Sous-total Frais de remise en état</b>	- €		
<b>B3</b>	<b>Cout de gestion</b>			
B300	Honoraires de gestion			
B301	Impôts fonciers			
B302	Assurances			
B303	Prestations d'entretien et réparation ponctuelle (hors construction)			
B304	Contrats de maintenance			
B305	Achat petits matériel outillage			
B306	Frais d'actes (Huissiers,...)			
B307	Fluides (eau, élec, gaz,...)			
B308	Prestations extérieures Nettoyage			
B309	Locations immobilières			
B310	Charges locatives et copropriété			
B311	Prestations de gardiennage			
	<b>Sous-total Cout de gestion</b>	- €		
	<b>TOTAL FONCIER</b>	- €		

# Bilan Opérationnel

## Espace Egalité

C	ETUDES TECHNIQUES DE CESSION	- €		
<b>C1</b>	<b>Etudes techniques</b>			
C100	Études techniques de cession sur terrain			
C101	Études techniques de cession sur construction			
C102	Frais de commercialisation			
C103	Honoraires techniques			
	<b>Sous-total Etudes techniques</b>	- €		
	<b>TOTAL ETUDES TECHNIQUES DE CESSION</b>	- €		
<b>D</b>	<b>PROJETS D'AMENAGEMENTS - CONSTRUCTION - REHABIL</b>	<b>224 334 €</b>		
<b>D1</b>	<b>Etudes et prestations de service</b>			
D100	Achat d'études et prestations de services s/Terrains			
D101	Achat d'études et prestations de services s/Constructions			
	<b>Sous-total Etudes et prestations de service</b>	- €		
<b>D2</b>	<b>Travaux</b>			
D200	Travaux de voirie et aménagement	- €		cf onglet "Gestion Travaux"
D201	Travaux sur constructions	166 751 €		cf onglet "Gestion Travaux"
D202	Autres travaux sur terrains			
	<b>Sous-total Travaux</b>	166 751 €		
<b>D3</b>	<b>Honoraires</b>			
D300	Honoraires Moe sur travaux de voirie et aménagement			
D301	Honoraires Moe sur constructions	34 918 €		cf onglet "Gestion MOE"
D302	Honoraires Moe sur autres travaux sur terrains			
D303	CSPS sur travaux de voirie et aménagement			
D304	CSPS sur constructions	3 000 €		
D305	CSPS sur autres travaux sur terrains			
D306	Bureau de contrôle sur travaux de voirie et aménagement			
D307	Bureau de contrôle sur constructions	2 990 €		
D308	Bureau de contrôle sur autres travaux sur terrains			
D309	OPC sur travaux de voirie et aménagement			
D310	OPC sur constructions			compris MOE
D311	OPC sur autres travaux sur terrains			
	<b>Sous-total Honoraires</b>	40 908 €		
<b>D4</b>	<b>Assurance DO-TRC-CNR</b>			
D400	Assurance Dommage Ouvrage			
	<b>Sous-total Assurance DO-TRC-CNR</b>	- €		
<b>D5</b>	<b>Achats de matériel</b>			
D500	Achats de matériel			
D501	Achats œuvres d'art			
	<b>Sous-total Achats de matériel</b>	- €		
<b>D6</b>	<b>Tolérance MOE</b>			
D600	Marges MOE AVP			
D601	Marges MOE travaux	8 338 €	5,00%	
	<b>Sous-total Tolérance MOE</b>	8 338 €		
<b>D7</b>	<b>Aléas MOA</b>			
D700	Aléas et sujétions techniques imprévues			
D701	Demandes spécifiques MOA	8 338 €	5,00%	
	<b>Sous-total Aléas MOA</b>	8 338 €		
	<b>TOTAL PROJETS D'AMENAGEMENTS - CONSTRUCTION - REHABILITATION</b>	<b>224 334 €</b>		

# Bilan Opérationnel

## Espace Egalité

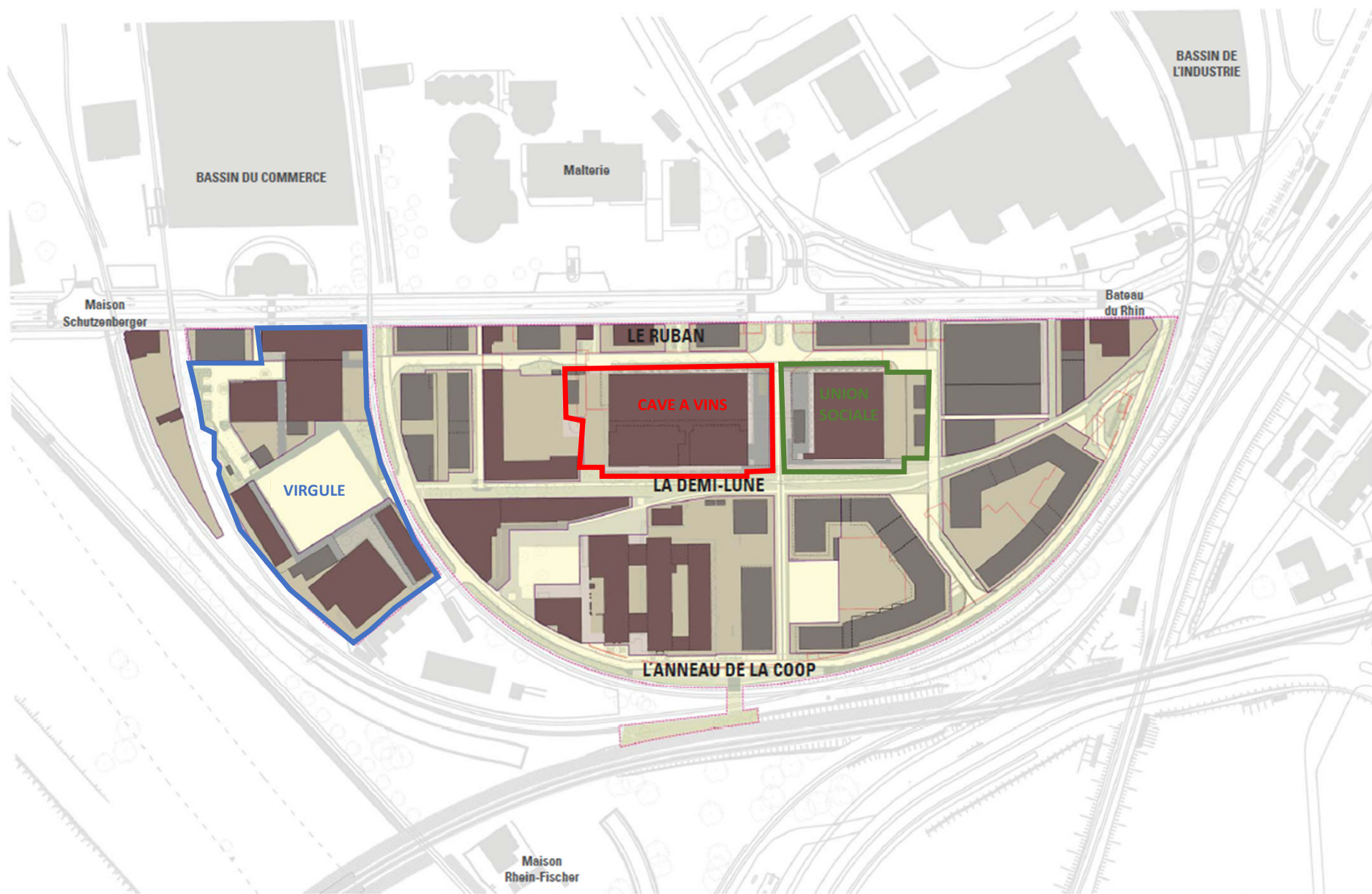
<b>E</b>	<b>FONDS DE CONCOURS</b>		- €	
E100	Fonds de concours espaces publics			
E101	Fonds de concours équipements publics			
	<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>		- €	
<b>F</b>	<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>		<b>1 000 €</b>	
F100	Publicité - Publication - Avis de Publicité		1 000 €	
F101	Travaux impression reprographie			
F102	Frais Divers			
	<b>TOTAL AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>		1 000 €	
<b>G</b>	<b>MARKETING TERRITORIAL</b>		- €	
<b>G1</b>	<b>Etude - Conseil en communication &amp; Marketing</b>			
G100	Etude - Conseil en communication & Marketing			
	<b>Sous-total Etude - Conseil en communication &amp; Marketing</b>		- €	
<b>G2</b>	<b>Espace Projet Deux-Rives</b>			
G200	Espace Projet Deux-Rives			
	<b>Sous-total Espace Projet Deux-Rives</b>		- €	
<b>G3</b>	<b>Etude - Conseil Concertation/Participation/Activation</b>			
G300	Etude - Conseil Concertation/Participation/Activation			
	<b>Sous-total Etude - Conseil Concertation/Participation/Activation</b>		- €	
<b>G4</b>	<b>Mise en œuvre Concertation/Participation/Activation</b>			
G400	Mise en œuvre Concertation/Participation/Activation			
	<b>Sous-total Mise en œuvre Concertation/Participation/Activation</b>		- €	
<b>G5</b>	<b>Services tout média</b>			
G500	Rédaction - Traduction			
G501	Graphisme			
G502	Web			
G503	Vidéo			
G504	Photographie - Images			
	<b>Sous-total Services tout média</b>		- €	
<b>G6</b>	<b>Fabrication - Impression de supports de communication</b>			
G600	Reprographie de documents			
G601	Panneaux d'information - communication - signalétique			
G602	Bâches - Palissades			
G603	Maquettes			
G604	Expositions (support -scénographie)			
G605	Fourniture - Matériels			
	<b>Sous-total Fabrication - Impression de supports de communication</b>		- €	
<b>G7</b>	<b>Colloques Evènements Pro Salons</b>			
G700	Partenariats - salons			
G701	Frais Entrée Déplacements			
G702	Locations d'espaces et matériels			
G703	Réception			
	<b>Sous-total Colloques Evènements Pro Salons</b>		- €	



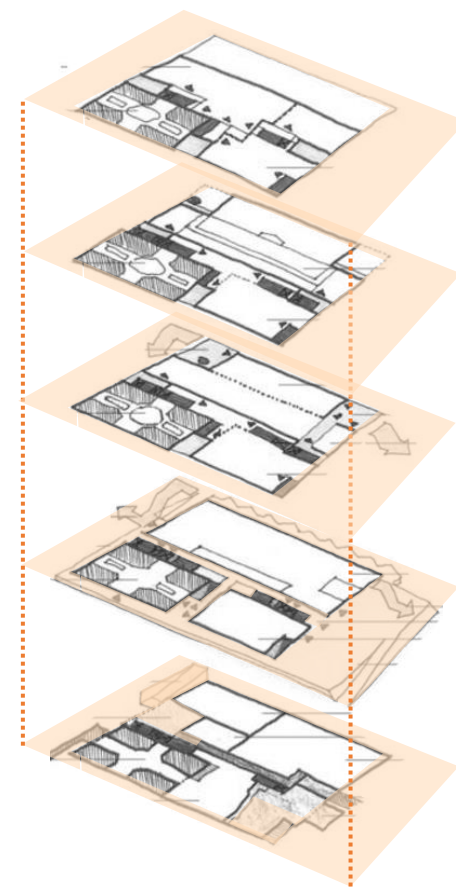
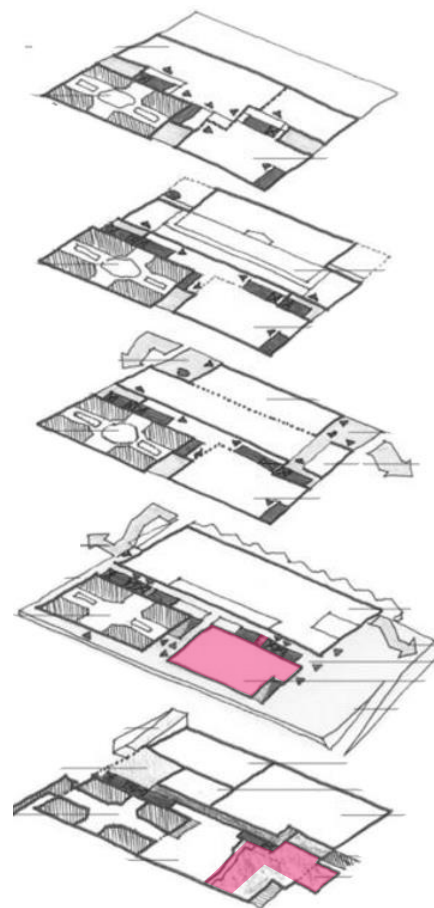
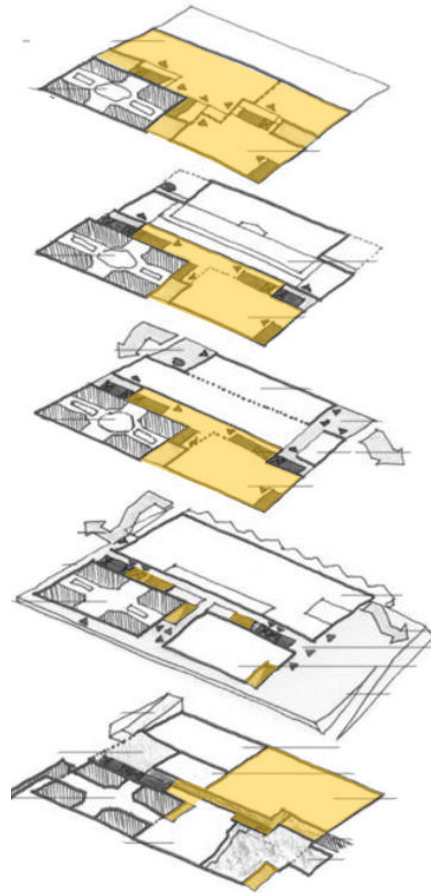
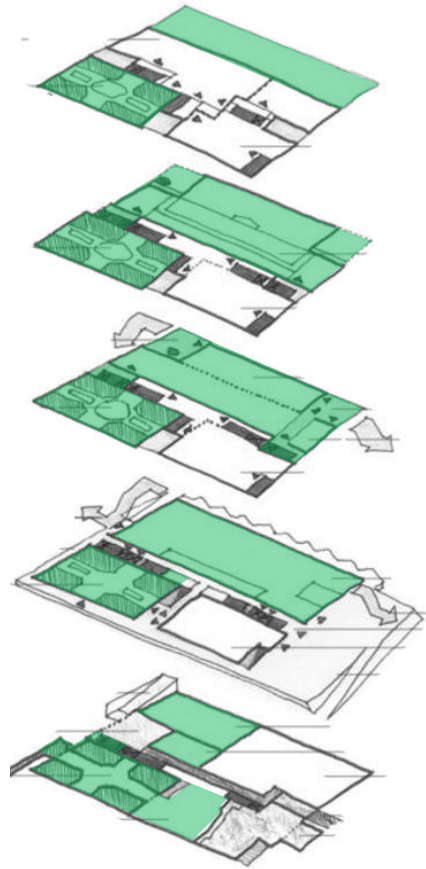
# Bilan Opérationnel

## Espace Egalité

<b>G8</b>	<b>Relations Publiques / Presse</b>			
G800	Relation Presse			
G801	Produits dérivés cadeaux			
G802	Publicité (achat - location d'espaces			
	<b>Sous-total Relations Publiques / Presse</b>		- €	
<b>G9</b>	<b>Autres</b>			
G900	Autres			
	<b>Sous-total Autres</b>		- €	
	<b>TOTAL MARKETING TERRITORIAL</b>		- €	
<b>H</b>	<b>MAITRISE D'OUVRAGE AMENAGEUR</b>		<b>15 000 €</b>	
	Assiette Rémunération		225 334 €	
H100	Rémunération dépenses 2014 (avant signature traité)			
H101	Forfait de gestion			
H102	Rémunération proportionnelle par parcelle		15 000 €	6,66%
H103	Rémunération de liquidation			
	<b>TOTAL MAITRISE D'OUVRAGE AMENAGEUR</b>		<b>15 000 €</b>	
<b>I</b>	<b>FRAIS FINANCIERS</b>		<b>- €</b>	
I100	Charges d'intérêt emprunt LT			
I101	Charges d'intérêt autorisation découvert			
I102	Intérêts des comptes courants et dépôts créditeurs			
I103	Commissions et frais sur lignes de trésorerie			
I104	Non utilisation			
I105				
I106				
I107	Frais de tenue de comptes			
	<b>TOTAL FRAIS FINANCIERS</b>		<b>- €</b>	
<b>J</b>	<b>PROVISIONS</b>		<b>- €</b>	
J100	Provision indexation des prix			
J101	Provision aléas			
J102	Provision divers risques			
J103	Compensation recette supplémentaire			
	<b>TOTAL PROVISIONS</b>		<b>- €</b>	
<b>K</b>	<b>INDEXATIONS</b>		<b>- €</b>	
K100	Indexations			
	<b>TOTAL INDEXATIONS</b>		<b>- €</b>	
	<b>COUT OPERATION</b>		<b>240 334 €</b>	



# DECOUPAGE EN VOLUME CAVE À VINS



R+3

R+2

R+1

RDC

SOUS-SOL

**Vol. 1 Coop Culture**  
Ville de Strasbourg

**Vol.2 Ateliers 1, 2, 3a et b**  
Eurométropole de  
Strasbourg

**Vol.3 Petite Salle**  
Ville de Strasbourg  
743

**Vol. 4 Communs**  
ASL

ZAC DEUX RIVES

FICHE OUVRAGE

Nom de l'ouvrage

Cave à Vins

Collectivité compétente :

Ville de Strasbourg

Descriptif de l'ouvrage

Date de remise en gestion

Surface :

	quantité	unité (m <sup>2</sup> SDP; Ha; a; ca)
pour les ouvrages de superstructures :	6230,49	m <sup>2</sup> SDP
pour les ouvrage d'infrastructures :		

Parcelle(s) d'implantation

HZ 671/153

Contenance :  
6065 m<sup>2</sup>

Coût complet de l'ouvrage :

	€ HT	TVA	€ TTC
Coût d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage et frais annexes liés à ces acquisitions déterminés directement ou par ratio	528 065	105 613	633 678
Coût de mise en état des sols (démolition, VRD...) rapporté à l'emprise de l'ouvrage	502 618	100 524	603 142
Coût de réalisation de l'ouvrage	6 283 031	1 256 606	7 539 637
Coût des honoraires techniques liés aux travaux (Maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination sécurité santé...)	717 657	143 531	861 189
Autres charges indirectes (honoraires divers, rémunération de l'aménageur, frais financiers...)	563 501	112 700	676 201
<b>TOTAL</b>	<b>8 594 872</b>	<b>1 718 974</b>	<b>10 313 846</b>
Montant correspondant à la participation de la collectivité au financement de l'ouvrage (le cas échéant)	7 941 662	1 588 332	9 529 994

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
<b>1 DEPENSES</b>		<b>7 965 306,69</b>	<b>10 015,05</b>	<b>7 975 321,74</b>			
<b>A102 Etudes de programmation</b>		<b>35 550,00</b>		<b>35 550,00</b>			
décembre 2016		12 620,00		12 620,00			
15-005/003 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin		12 620,00		12 620,00			
BUREAU OLIVIER CARO		8 400,00		8 400,00			
001125 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	12/2016	8 400,00		8 400,00	21/12/2016	21/12/2016	F-2016106
TECHNINOMADES		4 220,00		4 220,00			
001125 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	12/2016	4 220,00		4 220,00	21/12/2016	21/12/2016	2015-005-03
juin 2017		2 680,00		2 680,00			
15-005/003 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin		2 680,00		2 680,00			
BUREAU OLIVIER CARO		1 250,00		1 250,00			
001537 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	05/2017	1 250,00		1 250,00	12/06/2017	12/06/2017	F-2017120
ICTEC-ISABELLE CASALIS		750,00		750,00			
001537 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	05/2017	750,00		750,00	12/06/2017	12/06/2017	1110-17/61
TECHNINOMADES		680,00		680,00			
001537 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	05/2017	680,00		680,00	12/06/2017	12/06/2017	F-2017120
juillet 2018		15 150,00		15 150,00			
15-005/004 Mission de vérification des hypothèses de l'AMI		15 150,00		15 150,00			
BUREAU OLIVIER CARO		15 150,00		15 150,00			
002827 Mission de vérification des hypothèses de l'AMI	07/2018	15 150,00		15 150,00	16/07/2018	16/07/2018	F-2018148
décembre 2019		5 100,00		5 100,00			
15-005/006 Mission AMO pour le suivi de l'AAP Cave à Vins		5 100,00		5 100,00			
BUREAU OLIVIER CARO		5 100,00		5 100,00			
005182 Mission AMO pour le suivi de l'AAP Cave à Vins	12/2019	5 100,00		5 100,00	13/12/2019	13/12/2019	F2019193
<b>A103 Autres études</b>		<b>18 825,00</b>		<b>18 825,00</b>			
mars 2017		6 600,00		6 600,00			
17-006 ESSP Cave à vin		6 600,00		6 600,00			
ALTHING		6 600,00		6 600,00			
001391 ESSP Cave à vin	03/2017	6 600,00		6 600,00	30/03/2017	30/03/2017	00245
avril 2017		4 287,50		4 287,50			
17-006 ESSP Cave à vin		4 287,50		4 287,50			
ALTHING		4 287,50		4 287,50			
001418 ESSP Cave à vin	04/2017	4 287,50		4 287,50	27/04/2017	27/04/2017	00272
mai 2017		2 837,50		2 837,50			
17-006 ESSP Cave à vin		2 837,50		2 837,50			
ALTHING		2 837,50		2 837,50			
001522 ESSP Cave à vin	05/2017	2 837,50		2 837,50	30/05/2017	30/05/2017	00309
septembre 2018		5 100,00		5 100,00			
17-006 ESSP Cave à vin		5 100,00		5 100,00			
ALTHING		5 100,00		5 100,00			
003046 ESSP Cave à vin		5 100,00		5 100,00	20/09/2018	20/09/2018	00873
<b>A105 Honoraires et AMO</b>		<b>6 002,88</b>		<b>6 002,88</b>			
juin 2017		107,67		107,67			
LC_17-068 Constat huissier Cave à Vins		107,67		107,67			
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67			
001836 Constat huissier Cave à Vins	06/2017	107,67		58,90	19/06/2017	19/06/2017	V53124
octobre 2017		107,67		107,67			
LC_17-068 Constat huissier Cave à Vins		107,67		107,67			
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67			
001837 Constat huissier Cave à Vins	10/2017	107,67		58,90	13/10/2017	13/10/2017	V55020
janvier 2019		107,67		107,67			
LC 19-001 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins		107,67		107,67			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67			
003519 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins	01/2019	107,67		58,90	11/01/2019	11/01/2019	V-62309 MANDAT 194
<b>février 2019</b>		<b>107,67</b>		<b>107,67</b>			
LC 19-001 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins		107,67		107,67			
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67			
003667 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins	02/2019	107,67		58,90	11/02/2019	11/02/2019	V-62790 - Mandat 194
<b>mars 2019</b>		<b>107,67</b>		<b>107,67</b>			
LC 19-001 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins		107,67		107,67			
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67			
003825 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins	03/2019	107,67		58,90	15/03/2019	15/03/2019	V-63323 - Mandat 194
<b>novembre 2019</b>		<b>1 748,00</b>		<b>1 748,00</b>			
LC 18-098 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins		1 748,00		1 748,00			
RELAIS CHANTIERS		1 748,00		1 748,00			
004964 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins	11/2019	1 748,00		956,19	07/11/2019	07/11/2019	RE 2019/49
<b>février 2022</b>		<b>302,67</b>		<b>302,67</b>			
LC 22-021 Constat sinistre Cave à Vins		302,67		302,67			
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		302,67		302,67			
008799 Constat sinistre Cave à Vins	01/2022	302,67		165,57	01/02/2022	01/02/2022	V-78131
<b>mars 2022</b>		<b>357,67</b>		<b>357,67</b>			
LC 22-035 Constat toiture Cave à Vins		357,67		357,67			
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		357,67		357,67			
008985 Constat toiture Cave à Vins	03/2022	357,67		195,65	07/03/2022	07/03/2022	V-78826 (LC 22-035)
<b>juin 2022</b>		<b>2 622,00</b>		<b>2 622,00</b>			
LC 18-098 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins		2 622,00		2 622,00			
RELAIS CHANTIERS		2 622,00		2 622,00			
009512 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins	06/2022	2 622,00		1 434,28	15/06/2022	15/06/2022	2022/08
<b>novembre 2022</b>		<b>434,19</b>		<b>434,19</b>			
22-03631 Constat contradictoire sinistre Cave à Vins - novembre 2022		434,19		434,19			
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		434,19		434,19			
010221 Constat contradictoire sinistre Cave à Vins - novembre 2022	11/2022	434,19		237,51	24/11/2022	24/11/2022	22-03631
<b>B200 Démolitions</b>		<b>301 907,50</b>		<b>301 907,50</b>			
<b>janvier 2019</b>		<b>26 819,78</b>		<b>26 819,78</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		26 819,78		26 819,78			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-180,22		-180,22			
003749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2019	-180,22		-180,22	29/01/2019	29/01/2019	602201/120119
RENA		27 000,00		27 000,00			
003749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2019	27 000,00		27 000,00	29/01/2019	29/01/2019	1
<b>février 2019</b>		<b>34 248,98</b>		<b>34 248,98</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		34 248,98		34 248,98			



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		7 248,98		7 248,98			
003817 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2019	7 248,98		7 248,98	25/02/2019	25/02/2019	602201/360219
RENA		27 000,00		27 000,00			
003817 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2019	27 000,00		27 000,00	25/02/2019	25/02/2019	Situ 2
<b>mars 2019</b>		<b>70 484,72</b>		<b>70 484,72</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		70 484,72		70 484,72			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		40 395,32		40 395,32			
003951 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	40 395,32		40 395,32	29/03/2019	29/03/2019	4019542 situ1
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		16 589,40		16 589,40			
003951 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	16 589,40		16 589,40	29/03/2019	29/03/2019	602201/620319
RENA		13 500,00		13 500,00			
003951 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	13 500,00		13 500,00	29/03/2019	29/03/2019	07/019
<b>avril 2019</b>		<b>71 386,58</b>		<b>71 386,58</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		71 386,58		71 386,58			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		35 855,38		35 855,38			
004095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	35 855,38		35 855,38	29/04/2019	29/04/2019	4019603
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		27 790,83		27 790,83			
004095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	27 790,83		27 790,83	29/04/2019	29/04/2019	602201/340419
RENA		7 740,37		7 740,37			
004095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	7 740,37		7 740,37	29/04/2019	29/04/2019	11/019
<b>mai 2019</b>		<b>15 461,82</b>		<b>15 461,82</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		15 461,82		15 461,82			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		4 772,25		4 772,25			
004239 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	4 772,25		4 772,25	29/05/2019	29/05/2019	4019659
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		10 689,57		10 689,57			
004239 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	10 689,57		10 689,57	29/05/2019	29/05/2019	602201/390519
<b>juin 2019</b>		<b>11 255,17</b>		<b>11 255,17</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		11 255,17		11 255,17			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		13 197,15		13 197,15			
004458 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	13 197,15		13 197,15	24/06/2019	24/06/2019	4019698-situ4
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-1 941,98		-1 941,98			
004458 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	-1 941,98		-1 941,98	24/06/2019	24/06/2019	602201/170619
<b>juillet 2019</b>		<b>39 733,25</b>		<b>39 733,25</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		39 733,25		39 733,25			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		39 733,25		39 733,25			
004559 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	39 733,25		39 733,25	29/07/2019	29/07/2019	602201/530719 - Situ7
<b>septembre 2019</b>		<b>15 732,00</b>		<b>15 732,00</b>			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		15 732,00		15 732,00			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		13 239,90		13 239,90			
004764 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	13 239,90		13 239,90	30/09/2019	30/09/2019	4019832 situ 5
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-1 467,53		-1 467,53			
004764 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	-1 467,53		-1 467,53	30/09/2019	30/09/2019	602201/210919
RENA		3 959,63		3 959,63			
004764 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	3 959,63		3 959,63	30/09/2019	30/09/2019	22/019 SITU 5
novembre 2019		9 072,95		9 072,95			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		9 072,95		9 072,95			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		10 299,60		10 299,60			
004981 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	10 299,60		10 299,60	15/11/2019	15/11/2019	4019892 - situ 6
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-1 226,65		-1 226,65			
004981 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	-1 226,65		-1 226,65	15/11/2019	15/11/2019	73409/281019 - situ 10
septembre 2020		2 740,65		2 740,65			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		2 740,65		2 740,65			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		2 740,65		2 740,65			
006540 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	2 740,65		2 740,65	29/09/2020	29/09/2020	73409 / 200931 - situ 18
décembre 2021		4 971,60		4 971,60			
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		4 971,60		4 971,60			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		4 971,60		4 971,60			
008731 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2021	4 971,60		4 971,60	10/12/2021	10/12/2021	73409/211222 - situ 20
<b>B303 Prestations d'entretien et réparation ponctuelle (hors contr</b>		<b>7 758,00</b>		<b>7 758,00</b>			
juin 2022		800,00		800,00			
LC 22-110 Sécurisation fenêtres Salle des Cuves		800,00		800,00			
ALSASCO		800,00		800,00			
009435 Sécurisation fenêtres Salle des Cuves	06/2022	800,00		800,00	06/06/2022	06/06/2022	00 000 509
décembre 2022		6 958,00		6 958,00			
22-03640 Nettoyage / piquetage déchets Cave à Vins		3 248,00		3 248,00			
GAMA SERVICES		3 248,00		3 248,00			
010340 Nettoyage / piquetage déchets Cave à Vins	12/2022	3 248,00		3 248,00	07/12/2022	07/12/2022	2022-01058
22-03651 Menus travaux ERP Cave à Vins		3 710,00		3 710,00			
ALSASCO		3 710,00		3 710,00			
010359 Menus travaux ERP Cave à Vins	12/2022	3 710,00		3 710,00	21/12/2022	21/12/2022	00 000 546
<b>B307 Fluides (eau, élec, gaz,...)</b>		<b>127 972,20</b>	<b>10 015,05</b>	<b>137 987,25</b>			
mai 2021		619,05		619,05			
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		90,20		90,20			
ES ENERGIES STRASBOURG		90,20		90,20			
007679 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	05/2021	90,20		90,20	11/05/2021	11/05/2021	25779571S - Mai à Juillet 2021
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		162,89		162,89			
ES ENERGIES STRASBOURG		162,89		162,89			
007757 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	05/2021	162,89		162,89	28/05/2021	28/05/2021	25918117S - Acheminement
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		162,89		162,89			
ES ENERGIES STRASBOURG		162,89		162,89			
007756 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	05/2021	162,89		162,89	28/05/2021	28/05/2021	25918116S - Acheminement
juin 2021		1 027,67		1 027,67			
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		109,57		109,57			



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
ES ENERGIES STRASBOURG		109,57		109,57			
007854 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	05/2021	109,57		109,57	17/06/2021	17/06/2021	26068385S - Juillet à Août 2021
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		158,48		158,48			
ES ENERGIES STRASBOURG		158,48		158,48			
007771 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	05/2021	158,48		158,48	03/06/2021	03/06/2021	25965662S - Mai 2021
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		170,30		170,30			
ES ENERGIES STRASBOURG		170,30		170,30			
007772 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	05/2021	170,30		170,30	03/06/2021	03/06/2021	25956947S - Mai 2021
juillet 2021		1 359,28		1 359,28			
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		525,40		525,40			
ES ENERGIES STRASBOURG		525,40		525,40			
007934 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	06/2021	525,40		525,40	05/07/2021	05/07/2021	26183577S - Juin 2021
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		497,42		497,42			
ES ENERGIES STRASBOURG		497,42		497,42			
007935 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	06/2021	497,42		497,42	05/07/2021	05/07/2021	26183624S - Juin 2021
août 2021		2 269,73		2 269,73			
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		61,42		61,42			
ES ENERGIES STRASBOURG		61,42		61,42			
008111 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	07/2021	61,42		61,42	20/08/2021	20/08/2021	26525828S - Août à Octobre 2021
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		475,20		475,20			
ES ENERGIES STRASBOURG		475,20		475,20			
008062 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	07/2021	475,20		475,20	04/08/2021	04/08/2021	26407332S - Juillet 2021
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		495,53		495,53			
ES ENERGIES STRASBOURG		495,53		495,53			
008063 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	07/2021	495,53		495,53	04/08/2021	04/08/2021	26407723S - Juillet 2021
septembre 2021		1 426,57		1 426,57			
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		526,66		526,66			
ES ENERGIES STRASBOURG		526,66		526,66			
008185 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	08/2021	526,66		526,66	08/09/2021	08/09/2021	26650682S - Août 2021
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		561,12		561,12			
ES ENERGIES STRASBOURG		561,12		561,12			
008186 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	08/2021	561,12		561,12	08/09/2021	08/09/2021	26648932S - Août 2021
octobre 2021		2 204,94		2 204,94			
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		51,92		51,92			
ES ENERGIES STRASBOURG		51,92		51,92			
008364 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	09/2021	51,92		51,92	19/10/2021	19/10/2021	26977461S - Abonnement du 21/10/2021 au 20/12/2021 + Conso
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		553,08		553,08			
ES ENERGIES STRASBOURG		553,08		553,08			
008289 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	09/2021	553,08		553,08	05/10/2021	05/10/2021	26853507S - Septembre 2021
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		611,55		611,55			
ES ENERGIES STRASBOURG		611,55		611,55			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
008290 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	09/2021	611,55		611,55	05/10/2021	05/10/2021	26854018S - Septembre 2021
<b>novembre 2021</b>		<b>7 693,99</b>		<b>7 693,99</b>			
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		589,52		589,52			
ES ENERGIES STRASBOURG		589,52		589,52			
008448 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	10/2021	589,52		589,52	04/11/2021	04/11/2021	27062569S - Octobre 2021
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		629,91		629,91			
ES ENERGIES STRASBOURG		629,91		629,91			
008449 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	10/2021	629,91		629,91	04/11/2021	04/11/2021	27062271S - Octobre 2021
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		6 154,30		6 154,30			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		6 154,30		6 154,30			
008563 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	10/2021	6 154,30		3 224,85	30/11/2021	30/11/2021	RCUA212081 - 15/10 au 31/10/2021
<b>décembre 2021</b>		<b>10 901,17</b>		<b>10 901,17</b>			
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		-8,59		-8,59			
ES ENERGIES STRASBOURG		-8,59		-8,59			
008664 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	12/2021	-8,59		-8,59	22/12/2021	22/12/2021	Avoir 27405835S - Décembre 2021 à Février 2022
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		9 253,76		9 253,76			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 253,76		9 253,76			
008712 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	11/2021	9 253,76		4 848,97	31/12/2021	31/12/2021	RCUA212387 - 01/11 au 30/11/2021
<b>janvier 2022</b>		<b>10 038,43</b>		<b>10 038,43</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		9 715,00		9 715,00			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 715,00		9 715,00			
008735 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	12/2021	9 715,00		5 090,66	10/01/2022	10/01/2022	RCUA220006 - 01/12 au 31/12/2021
<b>février 2022</b>		<b>19 216,60</b>		<b>19 216,60</b>			
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		3 755,54		3 755,54			
ES ENERGIES STRASBOURG		3 755,54		3 755,54			
008888 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	12/2021	3 755,54		3 755,54	11/02/2022	11/02/2022	27754755S - Novembre 2021 à Janvier 2022
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		3 312,95		3 312,95			
ES ENERGIES STRASBOURG		3 312,95		3 312,95			
008889 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	12/2021	3 312,95		3 312,95	11/02/2022	11/02/2022	27754455S - Novembre 2021 à Janvier 2022
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		10 581,91		10 581,91			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		10 581,91		10 581,91			
008939 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	01/2022	10 581,91		5 544,92	17/02/2022	17/02/2022	RCUA220397 - 01/01 au 31/01/2022
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathé Kollwitz)		57,93		57,93			
ES ENERGIES STRASBOURG		57,93		57,93			
008969 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	02/2022	57,93		57,93	23/02/2022	23/02/2022	27852007S - Décembre 2021 à Février 2022
<b>mars 2022</b>		<b>11 945,52</b>		<b>11 945,52</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		9 640,54		9 640,54			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 640,54		9 640,54			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
009021 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	02/2022	9 640,54		5 051,64	15/03/2022	15/03/2022	RCUA220570 - 01/02 au 28/02/2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		897,43		897,43			
ES ENERGIES STRASBOURG		897,43		897,43			
008995 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	02/2022	897,43		897,43	03/03/2022	03/03/2022	27900941S - Février 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		1 085,94		1 085,94			
ES ENERGIES STRASBOURG		1 085,94		1 085,94			
008994 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	02/2022	1 085,94		1 085,94	03/03/2022	03/03/2022	27900482S - Février 2022
<b>avril 2022</b>		<b>11 590,73</b>		<b>11 590,73</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		8 372,05		8 372,05			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		8 372,05		8 372,05			
009179 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	03/2022	8 372,05		4 386,95	12/04/2022	12/04/2022	RCUA220873 - 01/03 au 31/03/2022
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)		57,65		57,65			
ES ENERGIES STRASBOURG		57,65		57,65			
009290 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	04/2022	57,65		57,65	22/04/2022	22/04/2022	28403087S - Février à Avril 2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		846,89		846,89			
ES ENERGIES STRASBOURG		846,89		846,89			
009182 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	03/2022	846,89		846,89	07/04/2022	07/04/2022	28239580S - Mars 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		871,03		871,03			
ES ENERGIES STRASBOURG		871,03		871,03			
009181 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	03/2022	871,03		871,03	07/04/2022	07/04/2022	28239623S - Mars 2022
<b>mai 2022</b>		<b>8 738,92</b>		<b>8 738,92</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		9 152,33		9 152,33			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 152,33		9 152,33			
009392 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	04/2022	9 152,33		4 795,82	19/05/2022	19/05/2022	RCUA221147 - 01/04 au 30/04/2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		-179,43		-179,43			
ES ENERGIES STRASBOURG		-179,43		-179,43			
009355 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	04/2022	-179,43		-179,43	11/05/2022	11/05/2022	28548774S - Avoir Avril 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		-202,06		-202,06			
ES ENERGIES STRASBOURG		-202,06		-202,06			
009353 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	04/2022	-202,06		-202,06	11/05/2022	11/05/2022	28548755S - Avoir Avril 2022
<b>juin 2022</b>		<b>8 486,30</b>		<b>8 486,30</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		7 739,46		7 739,46			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		7 739,46		7 739,46			
009485 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	05/2022	7 739,46		4 055,48	13/06/2022	13/06/2022	RCUA221326 - 01/05 au 31/05/2022
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)		57,99		57,99			
ES ENERGIES STRASBOURG		57,99		57,99			
009551 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	06/2022	57,99		57,99	23/06/2022	23/06/2022	28985642S - Avril à Juin 2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		-24,63		-24,63			
ES ENERGIES STRASBOURG		-24,63		-24,63			
009536 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	05/2022	-24,63		-24,63	17/06/2022	17/06/2022	Avoir 28943772S - Mai 2022

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		-166,64		-166,64			
ES ENERGIES STRASBOURG		-166,64		-166,64			
009535 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	05/2022	-166,64		-166,64	17/06/2022	17/06/2022	Avoir 289437875 - Mai 2022
<b>juillet 2022</b>		<b>5 524,70</b>		<b>5 524,70</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 142,71		5 142,71			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 142,71		5 142,71			
009614 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	06/2022	5 142,71		2 694,78	13/07/2022	13/07/2022	RCUA221593 - 01/06 au 30/06/2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		274,88		274,88			
ES ENERGIES STRASBOURG		274,88		274,88			
009669 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	06/2022	274,88		274,88	06/07/2022	06/07/2022	290944225 - Juin 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		100,33		100,33			
ES ENERGIES STRASBOURG		100,33		100,33			
009667 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	06/2022	100,33		100,33	06/07/2022	06/07/2022	290940505 - Juin 2022
<b>août 2022</b>		<b>1 260,79</b>		<b>1 260,79</b>			
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)		60,16		60,16			
ES ENERGIES STRASBOURG		60,16		60,16			
009783 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	08/2022	60,16		60,16	24/08/2022	24/08/2022	296291495 - Juin à Août 2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		-67,69		-67,69			
ES ENERGIES STRASBOURG		-67,69		-67,69			
009723 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	07/2022	-67,69		-67,69	03/08/2022	03/08/2022	Avoir 294119825 - Juillet 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		625,11		625,11			
ES ENERGIES STRASBOURG		625,11		625,11			
009722 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	07/2022	625,11		625,11	03/08/2022	03/08/2022	294122565 - Juillet 2022
<b>septembre 2022</b>		<b>5 858,47</b>		<b>5 858,47</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 108,07		5 108,07			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 108,07		5 108,07			
009885 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	08/2022	5 108,07		2 676,63	20/09/2022	20/09/2022	RCUA222027 - 01/08 au 31/08/2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		29,03		29,03			
ES ENERGIES STRASBOURG		29,03		29,03			
009842 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	08/2022	29,03		29,03	05/09/2022	05/09/2022	297134865 - Août 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		722,60		722,60			
ES ENERGIES STRASBOURG		722,60		722,60			
009843 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	08/2022	722,60		722,60	05/09/2022	05/09/2022	297135315 - Août 2022
<b>octobre 2022</b>		<b>6 631,60</b>		<b>6 631,60</b>			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 102,46		5 102,46			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 102,46		5 102,46			
009995 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	09/2022	5 102,46		2 673,69	11/10/2022	11/10/2022	RCUA222237 - 01/09 au 30/09/2022
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)		60,79		60,79			
ES ENERGIES STRASBOURG		60,79		60,79			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
010084 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	10/2022	60,79		60,79	24/10/2022	24/10/2022	30165150S - Août à Octobre 2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		40,03		40,03			
ES ENERGIES STRASBOURG		40,03		40,03			
009987 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	09/2022	40,03		40,03	06/10/2022	06/10/2022	30024304S - Septembre 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		765,60		765,60			
ES ENERGIES STRASBOURG		765,60		765,60			
009986 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	09/2022	765,60		765,60	06/10/2022	06/10/2022	30024421S - Septembre 2022
novembre 2022		6 062,61		6 062,61			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 125,20		5 125,20			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 125,20		5 125,20			
010190 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	10/2022	5 125,20		2 685,60	21/11/2022	21/11/2022	RCUA222550 - 01/10 au 31/10/2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		32,93		32,93			
ES ENERGIES STRASBOURG		32,93		32,93			
010137 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	10/2022	32,93		32,93	04/11/2022	04/11/2022	30257364S - Octobre 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		907,29		907,29			
ES ENERGIES STRASBOURG		907,29		907,29			
010136 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	10/2022	907,29		907,29	04/11/2022	04/11/2022	30257409S - Octobre 2022
décembre 2022		5 115,13	2 322,22	7 437,35			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 113,22		5 113,22			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 113,22		5 113,22			
010319 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	11/2022	5 113,22		2 679,33	15/12/2022	15/12/2022	RCUA222605 - 01/11 au 30/11/2022
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)			60,90	60,90			
ES ENERGIES STRASBOURG			60,90	60,90			
010371 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	12/2022		60,90	60,90	22/12/2022		30638516S - Octobre à Décembre 2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle			479,60	479,60			
ES ENERGIES STRASBOURG			479,60	479,60			
010308 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	11/2022		479,60	479,60	07/12/2022		30515195S - Novembre 2022
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage			1 235,38	1 235,38			
ES ENERGIES STRASBOURG			1 235,38	1 235,38			
010309 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	11/2022		1 235,38	1 235,38	07/12/2022		30515111S - Novembre 2022
janvier 2023			7 692,83	7 692,83			
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire			5 086,43	5 086,43			
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac			5 086,43	5 086,43			
010507 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	12/2022		5 086,43	2 665,29	25/01/2023		RCUA230183 - 01/12 au 31/12/2022
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle			1 090,87	1 090,87			
ES ENERGIES STRASBOURG			1 090,87	1 090,87			
010428 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	12/2022		1 090,87	1 090,87	06/01/2023		30732904S - Décembre 2022

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage			1 141,23	1 141,23			
ES ENERGIES STRASBOURG			1 141,23	1 141,23			
010427 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	12/2022		1 141,23	1 141,23	06/01/2023		307332695 - Décembre 2022
<b>D101 Achat d'études et prestations de services s/Constructions mars 2017</b>		<b>64 137,41</b>		<b>64 137,41</b>			
LC 16-073 Sondages et diagnostics structure complémentaires Cave à Vins LABORATOIRE BPE		2 880,00		2 880,00			
001394 Sondages et diagnostics structure complémentaires Cave à Vins	03/2017	2 880,00		1 575,41	31/03/2017	31/03/2017	F20172353
juin 2017		1 160,00		1 160,00			
17-016 Etudes de dimensionnement de façades en surpression		1 160,00		1 160,00			
MECA		1 160,00		1 160,00			
001620 Etudes de dimensionnement de façades en surpression	06/2017	1 160,00		1 160,00	27/06/2017	27/06/2017	M17-F06207
février 2018		3 465,00		3 465,00			
17-009/001 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins		585,00		585,00			
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		585,00		585,00			
002279 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins	01/2018	585,00		320,01	06/02/2018	01/03/2018	FA01475
17-009/004 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins		2 880,00		2 880,00			
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		2 880,00		2 880,00			
002295 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins	02/2018	2 880,00		1 575,41	09/02/2018	01/03/2018	FA01484
mai 2018		3 470,00		3 470,00			
17-009/002 Diagnostics Amiante complémentaires		1 820,00		1 820,00			
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		1 820,00		1 820,00			
002688 Diagnostics Amiante complémentaires	05/2018	1 820,00		995,57	28/05/2018	13/06/2018	FA01692
17-009/003 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins		1 650,00		1 650,00			
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		1 650,00		1 650,00			
002686 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins	05/2018	1 650,00		902,58	29/05/2018	13/06/2018	FA01695
novembre 2018		2 440,00		2 440,00			
17-009/005 Investigation pour le sous-sol du bâtiment de la Cave à Vins		2 440,00		2 440,00			
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		2 440,00		2 440,00			
003179 Investigation pour le sous-sol du bâtiment de la Cave à Vins	07/2018	2 440,00		1 334,73	06/11/2018	06/11/2018	FA02099
février 2019		141,00		141,00			
19-01838 Taxes et redevances diverses aménagement		141,00		141,00			
CENTRE D'ENCAISSEMENT DES FP		141,00		141,00			
003916 Taxes et redevances diverses aménagement	02/2019	8,75		16,00	21/02/2019	21/02/2019	068000 045 075 067 179944 2019 0008829 -
003917 Taxes et redevances diverses aménagement	02/2019	68,38		125,00	21/02/2019	21/02/2019	068000 045 075 067 465240 2019 0008830 - taxe aménagement

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
<b>novembre 2019</b>		<b>24 600,00</b>		<b>24 600,00</b>			
LC 19-153 Diagnostic exhaustif des resistances au feu des planchers de la cave à vin		24 600,00		24 600,00			
CAPEM INGENIERIE		24 600,00		24 600,00			
005110 Diagnostic exhaustif des resistances au feu des planchers de la cave à vin	11/2019	24 600,00		13 456,66	29/11/2019	29/11/2019	19-243
<b>janvier 2020</b>		<b>12 318,17</b>		<b>12 318,17</b>			
20-02218 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin		5 641,21		5 641,21			
STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX		5 641,21		5 641,21			
005348 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	5 641,21		5 641,21	08/01/2020	08/01/2020	RES92020010047
005663 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	-5 641,21		-5 641,21	08/01/2020	08/01/2020	ANNUL 005348
005664 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	5 641,21		5 641,21	08/01/2020	31/12/2019	RES92020010047
20-02219 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin		6 676,96		6 676,96			
STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX		6 676,96		6 676,96			
005349 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	6 676,96		6 676,96	08/01/2020	08/01/2020	RES92020010048
005665 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	-6 676,96		-6 676,96	08/01/2020	08/01/2020	ANNUL 005349
005666 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	6 676,96		6 676,96	08/01/2020	31/12/2019	RES92020010048
<b>avril 2020</b>		<b>840,00</b>		<b>840,00</b>			
19-009-02/005 Gestion Crise Sanitaire (Covid-19)		840,00		840,00			
CHARREL ET ASSOCIES		840,00		840,00			
005951 Gestion Crise Sanitaire (Covid-19)	04/2020	840,00		840,00	28/04/2020	28/04/2020	2020-0289
<b>juin 2020</b>		<b>585,00</b>		<b>585,00</b>			
LC 20-069 Assainissement Cave à Vins - Frais d'instruction dossier		585,00		585,00			
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		585,00		585,00			
006162 Assainissement Cave à Vins - Frais d'instruction dossier	06/2020	585,00		306,54	24/06/2020	24/06/2020	00102-2020-275
<b>août 2020</b>		<b>1 650,00</b>		<b>1 650,00</b>			
LC 20-070 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour la Cave à Vins		1 650,00		1 650,00			
DIAGAMTER		1 650,00		1 650,00			
006305 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour la Cave à Vins	08/2020	1 650,00		864,60	20/08/2020	20/08/2020	F-MCH00-2008-038
<b>octobre 2020</b>		<b>3 080,88</b>		<b>3 080,88</b>			
LC 20-065 Pose de compteurs AEP pour la Cave à vin		3 080,88		3 080,88			
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		3 080,88		3 080,88			
006735 Droits d'instruction de dossier concernant l'installation d'une base vie rue de Nantes	10/2020	3 080,88		1 614,38	26/10/2020	26/10/2020	00101-2020-255-572
<b>novembre 2020</b>		<b>2 200,00</b>		<b>2 200,00</b>			
LC 20-072 Contrat de raccordement GAZ de la Cave à Vin		2 200,00		2 200,00			
RESEAU GDS		2 200,00		2 200,00			
006775 Contrat de raccordement GAZ de la Cave à Vin	11/2020	2 200,00		1 152,80	12/11/2020	12/11/2020	2020020594476
<b>janvier 2021</b>		<b>4 990,00</b>		<b>4 990,00</b>			
LC 20-127 Réalisation d'essais fumigènes in-situ dans la galerie de la Cave à Vins		4 990,00		4 990,00			
EFFECTIS FRANCE		4 990,00		4 990,00			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
007360 Réalisation d'essais fumigènes in-situ dans la galerie de la Cave à Vins	01/2021	4 990,00		2 614,76	26/01/2021	26/01/2021	EFR-21-01-0269
<b>D200 Travaux de voirie et aménagement</b>		<b>19 342,76</b>		<b>19 342,76</b>			
décembre 2020		18 356,54		18 356,54			
18-009-01/029 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins		18 356,54		18 356,54			
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		18 356,54		18 356,54			
007095 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins	12/2020	18 356,54		18 356,54	16/12/2020	31/12/2020	2784.0.00680010 69 - situ 1 - EA 24
février 2022		986,22		986,22			
18-009-01/029 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins		986,22		986,22			
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		986,22		986,22			
008883 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins	02/2022	986,22		986,22	14/02/2022	14/02/2022	F126A103.21.180 00078 - DGD
<b>D201 Travaux sur constructions</b>		<b>6 565 561,55</b>		<b>6 565 561,55</b>			
janvier 2019		7 787,00		7 787,00			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		7 787,00		7 787,00			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		7 787,00		7 787,00			
003747 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2019	7 787,00		7 787,00	29/01/2019	29/01/2019	602201/120119
février 2019		35 878,10		35 878,10			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		15 574,00		15 574,00			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		15 574,00		15 574,00			
003809 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2019	15 574,00		15 574,00	25/02/2019	25/02/2019	602201/360219
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		20 304,10		20 304,10			
RHONE ALPES ACIER		20 304,10		20 304,10			
003845 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	02/2019	20 304,10		20 304,10	28/02/2019	28/02/2019	360219
mars 2019		11 910,44		11 910,44			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		11 910,44		11 910,44			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		2 542,60		2 542,60			
003949 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	2 542,60		2 542,60	29/03/2019	29/03/2019	4019542 SITU1
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		9 367,84		9 367,84			
003949 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	9 367,84		9 367,84	29/03/2019	29/03/2019	602201/620319
avril 2019		80 693,76		80 693,76			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		46 315,75		46 315,75			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		4 431,77		4 431,77			
004093 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	4 431,77		4 431,77	29/04/2019	29/04/2019	4019603
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		41 883,98		41 883,98			
004093 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	41 883,98		41 883,98	29/04/2019	29/04/2019	602201/340419
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		30 307,83		30 307,83			
RHONE ALPES ACIER		30 307,83		30 307,83			
004131 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	04/2019	30 307,83		30 307,83	30/04/2019	30/04/2019	370419
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		4 070,18		4 070,18			
SNEF		4 070,18		4 070,18			
004091 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	04/2019	4 070,18		4 070,18	30/04/2019	30/04/2019	19046441
mai 2019		138 444,07		138 444,07			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		134 007,38		134 007,38			



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		29 160,79		29 160,79			
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	29 160,79		29 160,79	29/05/2019	29/05/2019	4019659 - N°3
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		6 228,50		6 228,50			
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	6 228,50		6 228,50	29/05/2019	29/05/2019	F-699 N°1
G.F.A CONSTRUCTION		6 493,50		6 493,50			
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	6 493,50		6 493,50	29/05/2019	29/05/2019	103/2019 N°1
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		87 277,29		87 277,29			
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	87 277,29		87 277,29	29/05/2019	29/05/2019	602201/390519
KAPP & CIE		4 847,30		4 847,30			
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	4 847,30		4 847,30	29/05/2019	29/05/2019	103/2019 N°1
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		4 436,69		4 436,69			
RHONE ALPES ACIER		4 436,69		4 436,69			
004206 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	05/2019	4 436,69		4 436,69	31/05/2019	31/05/2019	450519 - situ 03
juin 2019		156 533,58		156 533,58			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		133 924,69		133 924,69			
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		18 639,56		18 639,56			
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	18 639,56		18 639,56	24/06/2019	24/06/2019	4019698 - situ4
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		20 321,84		20 321,84			
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	20 321,84		20 321,84	24/06/2019	24/06/2019	F710 - situ2
G.F.A CONSTRUCTION		10 822,50		10 822,50			
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	10 822,50		10 822,50	24/06/2019	24/06/2019	115/2019 -situ2
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		84 140,79		84 140,79			
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	84 140,79		84 140,79	24/06/2019	24/06/2019	602201/170619
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		22 608,89		22 608,89			
SNEF		22 608,89		22 608,89			
004437 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	06/2019	22 608,89		22 608,89	30/06/2019	30/06/2019	1906A003
juillet 2019		286 290,90		286 290,90			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		226 898,77		226 898,77			
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		16 909,60		16 909,60			
004550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	16 909,60		16 909,60	29/07/2019	29/07/2019	F-719 -situ3
G.F.A CONSTRUCTION		20 562,75		20 562,75			
004550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	20 562,75		20 562,75	29/07/2019	29/07/2019	124/2019 - situ3
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		189 426,42		189 426,42			
004550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	189 426,42		189 426,42	29/07/2019	29/07/2019	602201/530719
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		53 418,30		53 418,30			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		53 418,30		53 418,30			
004434 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	07/2019	53 418,30		53 418,30	17/07/2019	17/07/2019	19/0220
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		5 973,83		5 973,83			
RHONE ALPES ACIER		5 973,83		5 973,83			
004525 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	07/2019	5 973,83		5 973,83	25/07/2019	25/07/2019	340719 - Situ 4
août 2019		150 038,61		150 038,61			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		119 674,82		119 674,82			
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		19 315,53		19 315,53			
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	19 315,53		19 315,53	26/08/2019	26/08/2019	F-724 - situ4
G.F.A CONSTRUCTION		7 575,75		7 575,75			
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	7 575,75		7 575,75	26/08/2019	26/08/2019	128/2019 - situ 4
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		84 569,62		84 569,62			
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	84 569,62		84 569,62	26/08/2019	26/08/2019	602201/160819
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		3 995,55		3 995,55			
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	3 995,55		3 995,55	26/08/2019	26/08/2019	19/0242
KAPP & CIE		4 218,37		4 218,37			
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	4 218,37		4 218,37	26/08/2019	26/08/2019	190827 - Situ2
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		19 390,80		19 390,80			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		19 390,80		19 390,80			
004566 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	08/2019	19 390,80		19 390,80	22/08/2019	22/08/2019	19/0249 - Situ 2
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		10 972,99		10 972,99			
RHONE ALPES ACIER		10 972,99		10 972,99			
004661 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	08/2019	10 972,99		10 972,99	31/08/2019	31/08/2019	230819 - Situ 5
septembre 2019		311 147,97		311 147,97			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		126 863,09		126 863,09			
ALSACE SCOP SOLS INDUSTRIELS (A2SI)		7 130,50		7 130,50			
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	7 130,50		7 130,50	30/09/2019	30/09/2019	situ 1
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		19 315,53		19 315,53			
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	19 315,53		19 315,53	30/09/2019	30/09/2019	F728 situ 5
G.F.A CONSTRUCTION		10 822,50		10 822,50			
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	10 822,50		10 822,50	30/09/2019	30/09/2019	136/2019 situ 5
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		83 627,56		83 627,56			
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	83 627,56		78 058,81	30/09/2019	30/09/2019	620201/210919
RENA		5 967,00		5 967,00			
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	5 967,00		5 967,00	30/09/2019	30/09/2019	22/019 situ 5
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		76 119,03		76 119,03			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		76 119,03		76 119,03			
004709 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	09/2019	76 119,03		76 119,03	23/09/2019	23/09/2019	19/0268 - Situ 3
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		30 690,47		30 690,47			
C'EST LE PLOMBIER		1 950,00		1 950,00			
004801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2019	1 950,00		1 950,00	25/09/2019	25/09/2019	2262

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
OPEMA SARL		13 000,00		13 000,00			
004801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2019	13 000,00		13 000,00	25/09/2019	25/09/2019	241
RHONE ALPES ACIER		15 740,47		15 740,47			
004801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2019	15 740,47		15 740,47	25/09/2019	25/09/2019	490919 - situ 6
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		56 500,47		56 500,47			
CHOSSET & LUCHESSA		56 500,47		56 500,47			
004740 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	09/2019	56 500,47		56 500,47	20/09/2019	20/09/2019	14826 - situ 1
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		20 974,91		20 974,91			
EIMI		20 974,91		20 974,91			
004742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2019	20 974,91		19 412,51	27/09/2019	27/09/2019	6706923 - Situ 1
octobre 2019		188 469,89		188 469,89			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		2 925,00		2 925,00			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		2 925,00		2 925,00			
004871 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2019	2 925,00		2 925,00	22/10/2019	22/10/2019	19/0288 - situ 4
18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		21 072,00		21 072,00			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		21 072,00		21 072,00			
004873 Travaux de réhabilitation de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2019	21 072,00		21 072,00	22/10/2019	22/10/2019	19/0288
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		45 811,04		45 811,04			
C'EST LE PLOMBIER		975,00		975,00			
004927 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2019	975,00		975,00	25/10/2019	25/10/2019	2276
OPEMA SARL		6 500,00		6 500,00			
004927 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2019	6 500,00		6 500,00	25/10/2019	25/10/2019	246
RHONE ALPES ACIER		38 336,04		38 336,04			
004927 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2019	38 336,04		38 336,04	25/10/2019	25/10/2019	171019 - situ 7
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		21 048,09		21 048,09			
CHOSSET & LUCHESSA		21 048,09		21 048,09			
004894 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	10/2019	21 048,09		21 048,09	21/10/2019	21/10/2019	15299 - Situ 2
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		42 884,40		42 884,40			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		42 884,40		42 884,40			
004876 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	10/2019	42 884,40		42 884,40	17/10/2019	17/10/2019	17684/70111 SB - situ 1
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		7 465,12		7 465,12			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		7 465,12		7 465,12			
004896 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	10/2019	7 465,12		7 465,12	21/10/2019	21/10/2019	18-19-282 - Situ 1
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		39 691,41		39 691,41			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
EIMI		39 691,41		39 691,41			
004900 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	10/2019	39 691,41		36 257,91	23/10/2019	23/10/2019	6706979 - Situ 2
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		7 572,83		7 572,83			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		7 572,83		7 572,83			
004874 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	10/2019	7 572,83		7 572,83	21/10/2019	21/10/2019	18-19-281 - situ 1
novembre 2019		414 009,29		414 009,29			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		146 167,68		146 167,68			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		5 954,30		5 954,30			
005156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2019	5 954,30		5 954,30	29/11/2019	29/11/2019	I-19-20-12
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		13 520,87		13 520,87			
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	13 520,87		13 520,87	15/11/2019	15/11/2019	F-734 - situ 6
G.F.A CONSTRUCTION		6 903,00		6 903,00			
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	6 903,00		6 903,00	15/11/2019	15/11/2019	141/2019 - situ 6
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		91 450,89		91 450,89			
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	27 125,77		26 754,52	15/11/2019	15/11/2019	73409/281019 - situ 10
005156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2019	64 325,12		63 211,37	29/11/2019	29/11/2019	73409/671119 - situ 11
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		19 992,11		19 992,11			
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	19 992,11		19 992,11	15/11/2019	15/11/2019	19/0278
KAPP & CIE		8 346,51		8 346,51			
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	3 346,43		3 346,43	15/11/2019	15/11/2019	191018 - situ 3
005156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2019	5 000,08		5 000,08	29/11/2019	29/11/2019	191018 - situ 3
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		38 468,45		38 468,45			
OPEMA SARL		6 500,00		6 500,00			
005095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	11/2019	6 500,00		6 500,00	25/11/2019	25/11/2019	262
RHONE ALPES ACIER		31 968,45		31 968,45			
005095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	11/2019	31 968,45		31 968,45	25/11/2019	25/11/2019	281119 - situ 8
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		87 829,46		87 829,46			
CHOSSET & LUCHESSA		87 829,46		87 829,46			
005154 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	11/2019	87 829,46		87 829,46	19/11/2019	19/11/2019	15340 - situ 3
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		9 021,29		9 021,29			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		9 021,29		9 021,29			
005108 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	11/2019	9 021,29		9 021,29	26/11/2019	26/11/2019	19-20-22 - Situ 2
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		19 887,65		19 887,65			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
SNEF		19 887,65		19 887,65			
005159 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	11/2019	19 887,65		18 282,73	30/11/2019	30/11/2019	1911A832 - Situ 3
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		87 392,01		87 392,01			
EIMI		56 219,12		56 219,12			
005097 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2019	56 219,12		10 080,62	18/11/2019	18/11/2019	6707010 - situ 3
GAINES CONCEPT		29 493,19		29 493,19			
005097 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2019	29 493,19		25 149,99	18/11/2019	18/11/2019	FC001495
SCHUCH		1 679,70		1 679,70			
005097 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2019	1 679,70		1 000,00	18/11/2019	18/11/2019	1911/499
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		25 242,75		25 242,75			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		25 242,75		25 242,75			
005104 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	11/2019	25 242,75		21 623,42	25/11/2019	25/11/2019	19-20-19 - Situ 2
décembre 2019		177 465,67		177 465,67			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		71 431,62		71 431,62			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		4 288,64		4 288,64			
005267 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2019	4 288,64		4 288,64	18/12/2019	18/12/2019	I-19-20-12
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		67 142,98		67 142,98			
005267 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2019	67 142,98		47 031,48	18/12/2019	18/12/2019	73409/461219 - situ 12
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		32 667,96		32 667,96			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		32 667,96		32 667,96			
005270 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	12/2019	32 667,96		32 667,96	13/12/2019	13/12/2019	19/0326 - situ 5
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		12 887,97		12 887,97			
OPEMA SARL		1 625,00		1 625,00			
005272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	12/2019	1 625,00		1 625,00	23/12/2019	23/12/2019	273
RHONE ALPES ACIER		11 262,97		11 262,97			
005272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	12/2019	11 262,97		11 262,97	23/12/2019	23/12/2019	421219 - situ 9
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		39 526,10		39 526,10			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		39 526,10		39 526,10			
005274 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	12/2019	39 526,10		30 164,10	17/12/2019	17/12/2019	19-20-48- situ 3
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		20 952,02		20 952,02			
CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		13 000,00		13 000,00			
005303 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	12/2019	13 000,00		13 000,00	31/12/2019	31/12/2019	4302 + 4349
SNEF		7 952,02		7 952,02			
005303 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	12/2019	7 952,02		7 952,02	31/12/2019	31/12/2019	1912C005 - situ 4
janvier 2020		420 711,85		420 711,85			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		27 054,11		27 054,11			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		27 054,11		27 054,11			
005423 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	01/2020	27 054,11		27 054,11	20/01/2020	20/01/2020	20/0346 - situ 6
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		26 413,39		26 413,39			
C'EST LE PLOMBIER		325,00		325,00			
005503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	01/2020	325,00		325,00	31/01/2020	22/01/2020	2328
OPEMA SARL		975,00		975,00			
005503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	01/2020	975,00		975,00	31/01/2020	21/01/2020	280
RHONE ALPES ACIER		25 113,39		25 113,39			
005503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	01/2020	25 113,39		25 113,39	31/01/2020	31/01/2020	390120 - situ 10
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		154 132,55		154 132,55			
CHOSSET & LUCHESSA		106 933,02		106 933,02			
005377 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	01/2020	106 933,02		106 933,02	21/01/2020	21/01/2020	15422 - situ 4
VD INDUSTRY		47 199,53		47 199,53			
005377 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	01/2020	47 199,53		47 199,53	21/01/2020	21/01/2020	FA1900865
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		43 786,18		43 786,18			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		43 786,18		43 786,18			
005384 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	01/2020	43 786,18		30 688,58	27/01/2020	27/01/2020	19-20-66 - situ 4
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		169 325,62		169 325,62			
EIMI		130 934,39		130 934,39			
005263 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	74 976,68		45 709,48	07/01/2020	07/01/2020	6707094 - situ 4
005425 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2020	55 957,71		40 755,55	27/01/2020	27/01/2020	6707124 - situ 5
005667 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	-74 976,68		-45 709,48	07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005263
005668 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	74 976,68		45 709,48	06/01/2020	31/12/2019	6707094 - situ 4
GAINES CONCEPT		6 975,44		6 975,44			
005263 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	2 367,86		501,43	07/01/2020	07/01/2020	FC001513
005425 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2020	4 607,58		2 367,86	27/01/2020	27/01/2020	FC001524
005667 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	-2 367,86		-2 367,86	07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005263
005668 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	2 367,86		2 367,86	06/01/2020	31/12/2019	FC001513
SCHUCH		31 415,79		31 415,79			
005263 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	13 831,85		13 831,85	07/01/2020	07/01/2020	1912/631
005425 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2020	17 583,94		17 583,94	27/01/2020	27/01/2020	2001/015
005667 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	-13 831,85		-13 831,85	07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005263

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
005668 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	13 831,85		13 831,85	06/01/2020	31/12/2019	1912/631
février 2020		325 778,31		325 778,31			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		139 129,95		139 129,95			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		6 275,88		6 275,88			
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	6 275,88		6 275,88	28/02/2020	28/02/2020	19-20-95
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		4 475,78		4 475,78			
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	4 475,78		4 475,78	28/02/2020	28/02/2020	F-769
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		122 397,62		122 397,62			
005537 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2020	118 850,79		91 304,59	06/02/2020	06/02/2020	73409/200206 - situ 13
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	3 546,83		3 546,83	28/02/2020	28/02/2020	73409/200242 - situ 14
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		1 862,44		1 862,44			
005537 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2020	1 862,44		1 862,44	06/02/2020	06/02/2020	20/0351
KAPP & CIE		495,32		495,32			
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	495,32		495,32	28/02/2020	28/02/2020	200228
RENA		1 053,00		1 053,00			
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	1 053,00		1 053,00	28/02/2020	28/02/2020	09/020
RSTB		2 569,91		2 569,91			
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	2 569,91		2 569,91	28/02/2020	28/02/2020	1095
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		23 752,19		23 752,19			
OPEMA SARL		650,00		650,00			
005600 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	02/2020	650,00		650,00	25/02/2020	25/02/2020	290
RHONE ALPES ACIER		23 102,19		23 102,19			
005600 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	02/2020	23 102,19		23 102,19	25/02/2020	25/02/2020	240220 - Situ 11
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		37 437,40		37 437,40			
CHOSSET & LUCHESSA		24 437,40		24 437,40			
005594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	02/2020	24 437,40		24 437,40	24/02/2020	24/02/2020	15489 - situ 5
RR POSE FERMETURES		13 000,00		13 000,00			
005594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	02/2020	13 000,00		13 000,00	24/02/2020	24/02/2020	200106
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		14 265,65		14 265,65			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		14 265,65		14 265,65			
005599 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	02/2020	14 265,65		14 265,65	27/02/2020	27/02/2020	17684/70111 SB - Situ 2
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		11 802,10		11 802,10			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		11 802,10		11 802,10			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
005590 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	02/2020	11 802,10		8 066,50	24/02/2020	24/02/2020	19-20-86 - Situ 5
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		10 692,89		10 692,89			
CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		6 500,00		6 500,00			
005643 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	02/2020	6 500,00		6 500,00	27/02/2020	27/02/2020	4386
SNEF		4 192,89		4 192,89			
005643 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	02/2020	4 192,89		2 998,64	27/02/2020	27/02/2020	20029100 - situ 5
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		42 342,92		42 342,92			
EIMI		22 692,65		22 692,65			
005596 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	02/2020	22 692,65		12 326,35	24/02/2020	24/02/2020	6707141 - situ 6
SCHUCH		19 650,27		19 650,27			
005596 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	02/2020	19 650,27		19 650,27	24/02/2020	17/02/2020	2002/058
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		20 202,00		20 202,00			
SCHINDLER		20 202,00		20 202,00			
005750 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	02/2020	20 202,00		20 202,00	20/02/2020	20/02/2020	213130335/213130616 - situ 1
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		26 153,21		26 153,21			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		26 153,21		26 153,21			
005587 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	02/2020	26 153,21		26 153,21	20/02/2020	20/02/2020	19-20-85 - Situ 3
<b>mars 2020</b>		<b>134 085,08</b>		<b>134 085,08</b>			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		7 997,87		7 997,87			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		5 427,96		5 427,96			
005877 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2020	5 427,96		5 427,96	30/03/2020	30/03/2020	73409/200335 - situ 15
RSTB		2 569,91		2 569,91			
005877 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2020	2 569,91		2 569,91	30/03/2020	30/03/2020	1095 / 2020 02
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		35 478,35		35 478,35			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		35 478,35		35 478,35			
005752 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	03/2020	35 478,35		35 478,35	25/03/2020	25/03/2020	20/0380 - situ 7
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		26 897,44		26 897,44			
RHONE ALPES ACIER		26 897,44		26 897,44			
005765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	03/2020	26 897,44		26 897,44	25/03/2020	25/03/2020	280320 - situ 12
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		15 216,10		15 216,10			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		15 216,10		15 216,10			
005754 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	03/2020	15 216,10		15 216,10	24/03/2020	24/03/2020	17684/70111 SB - situ 3
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		25 873,69		25 873,69			
SNEF		25 873,69		25 873,69			



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
005837 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	03/2020	25 873,69		11 584,86	25/03/2020	25/03/2020	20034854 - situ 6
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires EIMI		22 621,63		22 621,63			
		22 621,63		22 621,63			
005756 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	03/2020	22 621,63		7 428,53	25/03/2020	25/03/2020	6707194 - situ 7
avril 2020		28 482,75		28 482,75			
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		28 482,75		28 482,75			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		28 482,75		28 482,75			
005782 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	03/2020	28 482,75		18 659,55	02/04/2020	02/04/2020	19-20-105 - situ 6
mai 2020		107 740,95		107 740,95			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		21 480,66		21 480,66			
		21 480,66		21 480,66			
005981 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	05/2020	21 480,66		21 480,66	31/05/2020	31/05/2020	20/0394 - Situ 8
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		7 585,50		7 585,50			
RHONE ALPES ACIER		7 585,50		7 585,50			
006058 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	05/2020	7 585,50		7 585,50	28/05/2020	28/05/2020	260520 - situ 13
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		19 850,94		19 850,94			
CHOSSET & LUCHESSA		19 850,94		19 850,94			
005944 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	04/2020	19 850,94		19 850,94	12/05/2020	12/05/2020	15553 - Situ 6
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		27 853,15		27 853,15			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		27 853,15		27 853,15			
005992 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	05/2020	27 853,15		27 853,15	25/05/2020	25/05/2020	19-20-120 - Situ 7
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité SNEF		30 970,70		30 970,70			
		30 970,70		30 970,70			
006094 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	05/2020	30 970,70		24 860,21	31/05/2020	31/05/2020	20057004 - situ 7
juin 2020		335 205,87		335 205,87			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		28 268,54		28 268,54			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		10 382,58		10 382,58			
006175 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2020	10 382,58		10 382,58	30/06/2020	30/06/2020	19-20-95
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		17 885,96		17 885,96			
006175 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2020	17 885,96		4 448,46	30/06/2020	30/06/2020	73409/200710 - situ 16
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		21 088,72		21 088,72			
		21 088,72		21 088,72			
006156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	06/2020	21 088,72		21 088,72	22/06/2020	22/06/2020	20/0412 - Situ 9
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		37 089,06		37 089,06			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
RHONE ALPES ACIER		37 089,06		37 089,06			
006154 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	06/2020	37 089,06		37 089,06	25/06/2020	25/06/2020	130620 - Situ 14
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		93 102,45		93 102,45			
CHOSSET & LUCHESSA		69 801,25		69 801,25			
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	69 801,25		69 801,25	12/06/2020	12/06/2020	15600 - Situ 7
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		6 500,00		6 500,00			
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	6 500,00		6 500,00	12/06/2020	12/06/2020	19-20-129
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		13 980,20		13 980,20			
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	13 980,20		13 980,20	12/06/2020	12/06/2020	20/0397
RR POSE FERMETURES		2 821,00		2 821,00			
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	2 821,00		2 821,00	12/06/2020	12/06/2020	200604
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		24 334,01		24 334,01			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		24 334,01		24 334,01			
006152 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	06/2020	24 334,01		12 739,61	23/06/2020	23/06/2020	19-20-137 - Situ 8
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		91 453,05		91 453,05			
EIMI		64 122,98		64 122,98			
006168 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	06/2020	64 122,98		22 601,35	23/06/2020	23/06/2020	6707247 - Situ 8
GAINES CONCEPT		14 958,55		14 958,55			
006168 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	06/2020	14 958,55		7 301,18	23/06/2020	23/06/2020	FC001572
SCHUCH		12 371,52		12 371,52			
006168 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	06/2020	12 371,52		12 371,52	23/06/2020	23/06/2020	2006/160
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		11 505,00		11 505,00			
SCHINDLER		11 505,00		11 505,00			
006202 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	06/2020	11 505,00		11 505,00	11/06/2020	11/06/2020	213132855 - Situ 2
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flochage		9 203,53		9 203,53			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		9 203,53		9 203,53			
006150 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flochage	06/2020	9 203,53		9 203,53	23/06/2020	23/06/2020	19-20-136 - Situ 4
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture		19 161,51		19 161,51			
THIERRY MULLER		19 161,51		19 161,51			
006169 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture	06/2020	19 161,51		19 161,51	30/06/2020	30/06/2020	TM1110 20/06 - Situ 1
juillet 2020		241 942,68		241 942,68			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		58 205,35		58 205,35			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		37 675,03		37 675,03			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
006318 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2020	37 675,03		15 060,51	28/07/2020	28/07/2020	19-20-95
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		20 530,32		20 530,32			
006318 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2020	20 530,32		19 832,24	28/07/2020	28/07/2020	73409/200752 - situ 17
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		39 176,80		39 176,80			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		39 176,80		39 176,80			
006241 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	07/2020	39 176,80		39 176,80	20/07/2020	20/07/2020	20/0436 - Situ 10
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		8 477,23		8 477,23			
RHONE ALPES ACIER		8 477,23		8 477,23			
006245 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	07/2020	8 477,23		8 477,23	20/07/2020	20/07/2020	40720 - situ 15
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		69 119,92		69 119,92			
CHOSSET & LUCHESSA		34 115,34		34 115,34			
006272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	07/2020	34 115,34		34 115,34	20/07/2020	20/07/2020	15660 - situ 8
RR POSE FERMETURES		26 000,00		26 000,00			
006272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	07/2020	26 000,00		26 000,00	20/07/2020	20/07/2020	200701
VD INDUSTRY		9 004,58		9 004,58			
006272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	07/2020	9 004,58		9 004,58	20/07/2020	20/07/2020	FA2000272
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		5 476,19		5 476,19			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		5 476,19		5 476,19			
006243 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	07/2020	5 476,19		5 476,19	17/07/2020	17/07/2020	17684/70111 SB - situ 4
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		13 445,64		13 445,64			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		13 445,64		13 445,64			
006237 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	07/2020	13 445,64		383,24	27/07/2020	27/07/2020	19-20-158 - Situ 9
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		6 734,00		6 734,00			
SCHINDLER		6 734,00		6 734,00			
006235 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	07/2020	6 734,00		6 734,00	15/07/2020	15/07/2020	213133206 - Situ 3
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage		37 830,67		37 830,67			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		37 830,67		37 830,67			
006239 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage	07/2020	37 830,67		37 830,67	27/07/2020	27/07/2020	19-20-159 - Situ 5
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture		3 476,88		3 476,88			
THIERRY MULLER		3 476,88		3 476,88			
006344 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture	07/2020	3 476,88		3 476,88	31/07/2020	31/07/2020	TM1419 20/07 - Situ 2
août 2020		276 897,96		276 897,96			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		18 846,36		18 846,36			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		18 846,36		18 846,36			
006328 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	08/2020	18 846,36		18 846,36	17/08/2020	17/08/2020	20/0458 - Situ 11
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		82 461,99		82 461,99			
CHOSSET & LUCHESSA		62 961,99		62 961,99			
006433 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	08/2020	62 961,99		62 961,99	12/08/2020	12/08/2020	15697 - Situ 9
RR POSE FERMETURES		19 500,00		19 500,00			
006433 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	08/2020	19 500,00		19 500,00	12/08/2020	12/08/2020	200801 - Situ 9
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		16 222,86		16 222,86			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		14 838,43		14 838,43			
006401 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	08/2020	14 838,43		14 838,43	31/08/2020	31/08/2020	17684/70111 SB - Situ 5
FV INDUSTRIES		1 384,43		1 384,43			
006401 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	08/2020	1 384,43		1 384,43	31/08/2020	31/08/2020	88-20-0659
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		42 506,84		42 506,84			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		42 506,84		42 506,84			
006347 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	08/2020	42 506,84		30 636,24	31/08/2020	31/08/2020	19-20-175 - Situ 10
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		43 663,28		43 663,28			
SNEF		43 663,28		43 663,28			
006399 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	08/2020	43 663,28		39 642,06	31/08/2020	31/08/2020	20085499 - Situ 8
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		25 377,33		25 377,33			
EIMI		4 966,37		4 966,37			
006349 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	08/2020	4 966,37		-355,53	25/08/2020	25/08/2020	6707334 - Situ 9
SCHUCH		20 410,96		20 410,96			
006349 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	08/2020	20 410,96		20 410,96	25/08/2020	25/08/2020	2007/174
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		47 819,30		47 819,30			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		47 819,30		47 819,30			
006345 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	08/2020	47 819,30		47 819,30	31/08/2020	31/08/2020	19-20-176 - Situ 6
septembre 2020		411 105,45		411 105,45			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		38 444,00		38 444,00			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		33 850,87		33 850,87			
006538 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	33 850,87		25 788,37	29/09/2020	29/09/2020	73409 / 200931 - situ 18
RSTB		4 593,13		4 593,13			
006538 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	4 593,13		4 593,13	29/09/2020	29/09/2020	1095 / 2020 02 - situ 1
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		3 402,56		3 402,56			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
GROUPEMENT URBAN DUMÉZ / FREYSSINET		3 402,56		3 402,56			
006540 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	3 402,56		3 402,56	29/09/2020	29/09/2020	73409 / 200931 - situ 18
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		23 101,47		23 101,47			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		11 365,07		11 365,07			
006543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	09/2020	11 365,07		11 365,07	25/09/2020	25/09/2020	20/0483 - Situ 12
SCHMITT FRIDOLIN		11 736,40		11 736,40			
006543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	09/2020	11 736,40		11 736,40	25/09/2020	25/09/2020	002695
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		30 834,98		30 834,98			
LGL ETANCHEITE		18 786,36		18 786,36			
006541 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2020	18 786,36		18 786,36	25/09/2020	25/09/2020	2020-0080
RHONE ALPES ACIER		12 048,62		12 048,62			
006541 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2020	12 048,62		12 048,62	25/09/2020	25/09/2020	250920 - Situ 16
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		43 988,69		43 988,69			
CHOSSET & LUCHESSA		30 988,69		30 988,69			
006555 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	09/2020	30 988,69		30 988,69	23/09/2020	23/09/2020	15716 - situ 10
RR POSE FERMETURES		13 000,00		13 000,00			
006555 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	09/2020	13 000,00		13 000,00	23/09/2020	23/09/2020	200902
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		50 775,73		50 775,73			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		50 775,73		50 775,73			
006545 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	09/2020	50 775,73		50 775,73	23/09/2020	23/09/2020	17684/70111SB - Situ 6
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		18 266,55		18 266,55			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		18 266,55		18 266,55			
006549 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	09/2020	18 266,55		8 246,75	30/09/2020	30/09/2020	19-20-194 - Situ 11
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		82 176,45		82 176,45			
SNEF		82 176,45		82 176,45			
006536 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	09/2020	82 176,45		51 141,49	30/09/2020	30/09/2020	20095131 - situ 9
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		80 180,48		80 180,48			
EIMI		49 102,09		49 102,09			
006547 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2020	49 102,09		14 363,28	30/09/2020	30/09/2020	6707362 - Situ 10
GAINES CONCEPT		15 605,84		15 605,84			
006547 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2020	15 605,84		9 559,95	30/09/2020	30/09/2020	FC001636

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
SCHUCH		15 472,55		15 472,55			
006547 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2020	15 472,55		15 472,55	30/09/2020	30/09/2020	2008/236
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		20 670,00		20 670,00			
SCHINDLER		20 670,00		20 670,00			
006534 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	09/2020	20 670,00		20 670,00	29/09/2020	29/09/2020	213134312 - Situ 4
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaqe		19 264,54		19 264,54			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		19 264,54		19 264,54			
006551 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaqe	09/2020	19 264,54		19 264,54	30/09/2020	30/09/2020	19-20-193 - Situ 7
octobre 2020		253 618,00		253 618,00			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		35 731,15		35 731,15			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		31 015,06		31 015,06			
006749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2020	31 015,06		31 015,06	22/10/2020	22/10/2020	20/0512 - Situ 13
SCHMITT FRIDOLIN		4 716,09		4 716,09			
006749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2020	4 716,09		4 716,09	22/10/2020	22/10/2020	05605
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		33 095,42		33 095,42			
LGL ETANCHEITE		13 418,83		13 418,83			
006751 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2020	13 418,83		13 418,83	20/10/2020	20/10/2020	2020-0082
RHONE ALPES ACIER		19 676,59		19 676,59			
006751 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2020	19 676,59		19 676,59	20/10/2020	20/10/2020	131020 - Situ 17
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		63 772,57		63 772,57			
CHOSSET & LUCHESSA		46 823,23		46 823,23			
006738 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	10/2020	46 823,23		46 823,23	30/10/2020	30/10/2020	15781 - situ 11
VD INDUSTRY		16 949,34		16 949,34			
006738 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	10/2020	16 949,34		16 949,34	30/10/2020	30/10/2020	FA2000507
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		12 837,50		12 837,50			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		12 837,50		12 837,50			
006745 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 08 Cloisons - Doublages - Plafonds	10/2020	12 837,50		12 837,50	23/10/2020	23/10/2020	19-20-211 - Situ 12
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		31 584,11		31 584,11			
SNEF		31 584,11		31 584,11			
006772 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	10/2020	31 584,11		29 076,45	31/10/2020	31/10/2020	20108371 - situ 10
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaqe		76 597,25		76 597,25			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		76 597,25		76 597,25			
006747 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaqe	10/2020	76 597,25		76 597,25	23/10/2020	23/10/2020	19-20-210 - Situ 8
novembre 2020		382 417,82		382 417,82			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		61 090,86		61 090,86			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		61 090,86		61 090,86			
006904 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2020	61 090,86		57 679,73	30/11/2020	30/11/2020	73409/201103 - situ 19
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		4 719,54		4 719,54			
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		4 719,54		4 719,54			
006906 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2020	4 719,54		4 719,54	30/11/2020	30/11/2020	73409/201103-situ 19
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		23 988,12		23 988,12			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		20 529,29		20 529,29			
006902 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	11/2020	20 529,29		20 529,29	25/11/2020	25/11/2020	20/0540 - Situ 14
SCHMITT FRIDOLIN		3 458,83		3 458,83			
006902 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	11/2020	3 458,83		3 458,83	25/11/2020	25/11/2020	05686
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		28 931,59		28 931,59			
LGL ETANCHEITE		11 613,80		11 613,80			
006900 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	11/2020	11 613,80		11 613,80	30/11/2020	30/11/2020	2020-0098
RHONE ALPES ACIER		17 317,79		17 317,79			
006900 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	11/2020	17 317,79		17 317,79	30/11/2020	30/11/2020	461120 - situ 18
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		7 938,70		7 938,70			
CHOSSET & LUCHESSA		1 438,70		1 438,70			
006907 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	11/2020	1 438,70		1 438,70	24/11/2020	24/11/2020	15825 - situ 12
RR POSE FERMETURES		6 500,00		6 500,00			
006907 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	11/2020	6 500,00		6 500,00	24/11/2020	24/11/2020	201007
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		30 072,09		30 072,09			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		30 072,09		30 072,09			
006898 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	11/2020	30 072,09		30 072,09	24/11/2020	24/11/2020	17684/701115B - Situ 7
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		64 565,51		64 565,51			
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		64 565,51		64 565,51			
006896 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	11/2020	64 565,51		38 460,65	30/11/2020	30/11/2020	089.20/21 - Situ 1
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		10 575,30		10 575,30			
HITTIER & FILS PEINTURE		10 575,30		10 575,30			
006909 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	11/2020	10 575,30		1 576,90	30/11/2020	30/11/2020	20111041 - Situ 1
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		66 201,78		66 201,78			
SNEF		66 201,78		66 201,78			
006894 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	11/2020	66 201,78		34 920,14	30/11/2020	30/11/2020	20118677 - situ 11

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		83 276,09		83 276,09			
EIMI		66 101,87		66 101,87			
006892 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2020	66 101,87		24 428,77	30/11/2020	30/11/2020	6707483 - Situ 11
GAINES CONCEPT		7 103,58		7 103,58			
006892 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2020	7 103,58		7 103,58	30/11/2020	30/11/2020	FC001670
SCHUCH		10 070,64		10 070,64			
006892 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2020	10 070,64		10 070,64	30/11/2020	30/11/2020	2010/315
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture		1 058,24		1 058,24			
THIERRY MULLER		1 058,24		1 058,24			
006890 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture	11/2020	1 058,24		1 058,24	30/11/2020	30/11/2020	TM2409 20/11 - Situ 3
décembre 2020		106 625,82		106 625,82			
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		28 441,53		28 441,53			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		24 203,03		24 203,03			
007015 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	12/2020	24 203,03		24 203,03	17/12/2020	31/12/2020	17684/70111SB - Situ 8
RHONE ALPES ACIER		4 238,50		4 238,50			
007015 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	12/2020	4 238,50		4 238,50	17/12/2020	31/12/2020	471120
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		32 282,75		32 282,75			
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		32 282,75		32 282,75			
007057 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	12/2020	32 282,75		19 230,32	18/12/2020	31/12/2020	122.20/2 - Situ 2
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		45 901,54		45 901,54			
SNEF		45 901,54		45 901,54			
007059 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	12/2020	45 901,54		24 130,93	31/12/2020	31/12/2020	20128268 - situ 12
janvier 2021		397 514,33		397 514,33			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		70 693,61		70 693,61			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		59 791,84		59 791,84			
007195 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	01/2021	59 791,84		59 791,84	25/01/2021	25/01/2021	21/0577 - Situ 15
SCHMITT FRIDOLIN		10 901,77		10 901,77			
007195 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	01/2021	10 901,77		10 901,77	25/01/2021	25/01/2021	05805
18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		21 072,00		21 072,00			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		21 072,00		21 072,00			
007197 Travaux de réhabilitation de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	01/2021	21 072,00		21 072,00	25/01/2021	25/01/2021	21/0577 - Situ 15
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		40 836,85		40 836,85			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		40 836,85		40 836,85			
007198 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	01/2021	40 836,85		40 836,85	19/01/2021	19/01/2021	17684/70111SB - Situ 9
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		23 068,89		23 068,89			
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		23 068,89		23 068,89			
007201 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	01/2021	23 068,89		7 821,68	25/01/2021	25/01/2021	141.20/21 - Situ 3



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		13 748,72		13 748,72			
007019 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	12/2020	10 806,35		10 806,35	04/01/2021	31/12/2020	20-21-16 - Situ 13
007203 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	01/2021	2 942,37		2 702,37	29/01/2021	29/01/2021	20-21-36 - Situ 14
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		51 420,09		51 420,09			
007205 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	01/2021	54 608,22		36 946,81	31/01/2021	31/01/2021	4692 + 4750 + 16919
SNEF		-3 188,13		-3 188,13			
007205 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	01/2021	-3 188,13			31/01/2021	31/01/2021	21015610 - situ 13
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires EIMI		122 580,70		122 580,70			
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2021	96 157,91		46 804,44	22/01/2021	22/01/2021	6707552 - Siitu 12
GAINES CONCEPT		10 031,37		10 031,37			
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2021	10 031,37		9 471,44	22/01/2021	22/01/2021	FC001712
SCHUCH		6 563,42		6 563,42			
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SORELEST	01/2021	6 563,42		6 563,42	22/01/2021	22/01/2021	2101/034
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2021	9 828,00		9 828,00	22/01/2021	22/01/2021	45023
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		54 093,47		54 093,47			
007017 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe	12/2020	32 701,03		32 701,03	04/01/2021	31/12/2020	20-21-15 - Situ 9
007209 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe	01/2021	21 392,44		21 392,44	29/01/2021	29/01/2021	20-21-37 - Situ 10
février 2021		178 088,74		178 088,74			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		31 184,73		31 184,73			
007322 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	02/2021	31 184,73		31 184,73	19/02/2021	19/02/2021	21/0595 - Situ 16
18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		7 902,00		7 902,00			
007324 Travaux de réhabilitation de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	02/2021	7 902,00		7 902,00	19/02/2021	19/02/2021	21/0595 - Situ 16
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture RHONE ALPES ACIER		1 097,80		1 097,80			
007325 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	02/2021	1 097,80		1 097,80	25/02/2021	25/02/2021	150221 - Situ 19
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation CHOSSET & LUCHESSA		3 781,75		3 781,75			
007328 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation RR POSE FERMETURES	02/2021	102,75		102,75	11/02/2021	11/02/2021	15920 - Situ 13
007328 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	02/2021	3 679,00		3 679,00	11/02/2021	11/02/2021	201202
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		39 931,57		39 931,57			
007330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie RHONE ALPES ACIER	02/2021	38 515,07		38 515,07	26/02/2021	26/02/2021	17684/701115B - Situ 10
007330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	02/2021	1 416,50		1 416,50	26/02/2021	26/02/2021	320121

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		38 536,02		38 536,02			
007332 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	02/2021	38 536,02		25 003,55	26/02/2021	26/02/2021	164.20/21 - Situ 4
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		25 082,83		25 082,83			
007336 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	02/2021	25 082,83		3 314,27	28/02/2021	28/02/2021	2102116 - Situ 2
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		30 572,04		30 572,04			
007338 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	02/2021	22 955,46		22 955,46	28/02/2021	28/02/2021	4808
SNEF		7 616,58		7 616,58			
007338 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité mars 2021	02/2021	7 616,58			28/02/2021	28/02/2021	21026666 - situ 14
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		17 648,70		17 648,70			
007443 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	03/2021	16 519,74		16 519,74	23/03/2021	23/03/2021	21/0616 - Situ 17
007443 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	03/2021	1 128,96		1 128,96	23/03/2021	23/03/2021	05937
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture LGL ETANCHEITE		17 152,60		17 152,60			
007503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture RHONE ALPES ACIER	03/2021	16 102,59		16 102,59	25/03/2021	25/03/2021	2021-0016
007503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	03/2021	1 050,01		1 050,01	25/03/2021	25/03/2021	190321 - Situ 20
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUEARD		27 664,43		27 664,43			
007455 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie FV INDUSTRIES	03/2021	15 155,11		15 155,11	26/03/2021	26/03/2021	17684/70111 SB - Situ 11
007455 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	03/2021	12 509,32		12 509,32	26/03/2021	26/03/2021	88-21-0301
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		25 786,01		25 786,01			
007452 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	03/2021	25 786,01		7 667,92	26/03/2021	26/03/2021	199.20/21 - Situ 5
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		12 483,63		12 483,63			
007437 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	03/2021	12 483,63		6 722,63	17/03/2021	17/03/2021	20-21-73 - Situ 15
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		21 104,33		21 104,33			
007484 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	03/2021	3 000,00		1 000,00	31/03/2021	31/03/2021	4909
SNEF		18 104,33		18 104,33			
007484 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	03/2021	18 104,33		13 671,88	31/03/2021	31/03/2021	21039171 - Situ 15
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires EIMI		58 261,55		58 261,55			
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires GRAND EST ENERGIE 67	02/2021	26 235,74		26 235,74	05/03/2021	05/03/2021	6707606 - Situ 13
		13 062,40		13 062,40			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SCHUCH	02/2021	13 062,40		13 062,40	05/03/2021	05/03/2021	SIT00000205
		9 408,41		9 408,41			
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SORELEST	02/2021	9 408,41		9 408,41	05/03/2021	05/03/2021	2102/047
		9 555,00		9 555,00			
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	02/2021	9 555,00		9 555,00	05/03/2021	05/03/2021	45093
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumaqe / Flocaqe		2 297,10		2 297,10			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		2 297,10		2 297,10			
007435 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumaqe / Flocaqe	03/2021	2 297,10		2 297,10	17/03/2021	17/03/2021	20-21-72 - Situ 11
avril 2021		150 289,14		150 289,14			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		14 051,05		14 051,05			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		10 719,42		10 719,42			
007612 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	04/2021	10 719,42		10 719,42	29/04/2021	29/04/2021	21/0637 - Situ 18
SCHMITT FRIDOLIN		3 331,63		3 331,63			
007612 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	04/2021	3 331,63		3 331,63	29/04/2021	29/04/2021	002695
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		26 698,13		26 698,13			
LGL ETANCHEITE		22 682,53		22 682,53			
007610 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	04/2021	22 682,53		22 682,53	25/04/2021	25/04/2021	2021-0026
RHONE ALPES ACIER		4 015,60		4 015,60			
007610 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	04/2021	4 015,60		4 015,60	25/04/2021	25/04/2021	220421 - Situ 21
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		24 926,35		24 926,35			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUIARD		15 825,19		15 825,19			
007604 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	04/2021	15 825,19		14 654,95	27/04/2021	27/04/2021	17684/70111SB - Situ12
VERRE TECHNIC		9 101,16		9 101,16			
007604 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	04/2021	9 101,16			27/04/2021	27/04/2021	21040019
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		3 732,81		3 732,81			
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		3 732,81		3 732,81			
007608 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	04/2021	3 732,81		2 020,83	29/04/2021	29/04/2021	226.20/21 - Situ6
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		29 608,01		29 608,01			
HITTIER & FILS PEINTURE		29 608,01		29 608,01			
007606 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	04/2021	29 608,01		2 388,15	30/04/2021	30/04/2021	2104363 - Situ 3
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		51 272,79		51 272,79			
EIMI		40 638,12		40 638,12			
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	03/2021	40 638,12		21 930,14	09/04/2021	09/04/2021	6707654 - Situ 14
GRAND EST ENERGIE 67		2 912,00		2 912,00			
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	03/2021	2 912,00		2 912,00	09/04/2021	09/04/2021	F-210014
SCHUCH		5 622,67		5 622,67			
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	03/2021	5 622,67			09/04/2021	09/04/2021	2103/080
SORELEST		2 100,00		2 100,00			
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	03/2021	2 100,00		2 100,00	09/04/2021	09/04/2021	45181
mai 2021		103 322,83		103 322,83			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		54 725,18		54 725,18			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		41 188,07		41 188,07			
007795 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	05/2021	41 188,07		41 188,07	20/05/2021	20/05/2021	21/0651 - Situ 19
SCHMITT FRIDOLIN		13 537,11		13 537,11			
007795 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	05/2021	13 537,11		13 537,11	20/05/2021	20/05/2021	06031

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		32 385,93		32 385,93			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		18 492,18		18 492,18			
007798 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	05/2021	18 492,18		18 492,18	31/05/2021	31/05/2021	17684-70111SB - Situ 13
SNEE (DIRICKX ESPACE CLOTURE EST)		13 893,75		13 893,75			
007798 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	05/2021	13 893,75		13 893,75	31/05/2021	31/05/2021	FA211502
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		16 211,72		16 211,72			
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		16 211,72		16 211,72			
007801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	05/2021	16 211,72		6 660,29	27/05/2021	27/05/2021	234-20-21 - Situ 7
<b>juin 2021</b>		<b>152 461,09</b>		<b>152 461,09</b>			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		2 185,95		2 185,95			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		936,58		936,58			
007916 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	06/2021	936,58		936,58	30/06/2021	30/06/2021	21-0675 - Situ 20
SCHMITT FRIDOLIN		1 249,37		1 249,37			
007916 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	06/2021	1 249,37		1 249,37	30/06/2021	30/06/2021	002695
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		6 897,98		6 897,98			
CHOSSET & LUCHESSA		3 647,98		3 647,98			
008026 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2021	3 647,98		3 647,98	21/06/2021	21/06/2021	16091 - Situ 14
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		3 250,00		3 250,00			
008026 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2021	3 250,00		3 250,00	21/06/2021	21/06/2021	20-21-102
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		6 735,68		6 735,68			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		6 735,68		6 735,68			
007825 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	05/2021	6 735,68		4 051,34	11/06/2021	11/06/2021	20-21-100 - Situ 16
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		103 902,66		103 902,66			
EIMI		67 110,74		67 110,74			
007805 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	05/2021	67 110,74		56 030,84	09/06/2021	09/06/2021	6707691 - Situ 15
SCHUCH		35 854,92		35 854,92			
007805 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	05/2021	35 854,92		5 854,92	09/06/2021	09/06/2021	2104/180
SORELEST		937,00		937,00			
007805 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	05/2021	937,00		937,00	09/06/2021	09/06/2021	45361
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		23 819,25		23 819,25			
SCHINDLER		23 819,25		23 819,25			
007793 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	05/2021	23 819,25		23 819,25	03/06/2021	03/06/2021	213135752 - Situ 5
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gainés de désenfumage / Flocage		8 919,57		8 919,57			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		8 919,57		8 919,57			
007823 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gainés de désenfumage / Flocage	05/2021	8 919,57		8 919,57	11/06/2021	11/06/2021	20-21-99 - Situ 12
<b>juillet 2021</b>		<b>9 193,24</b>		<b>9 193,24</b>			
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		9 193,24		9 193,24			
HITTIER & FILS PEINTURE		9 193,24		9 193,24			
008024 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	07/2021	9 193,24		5 303,85	23/07/2021	23/07/2021	2107698 - Situ 4
<b>septembre 2021</b>		<b>56 121,05</b>		<b>56 121,05</b>			
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		30 323,60		30 323,60			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		28 536,10		28 536,10			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
008412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie FV INDUSTRIES	09/2021	28 536,10		20 753,10	14/09/2021	14/09/2021	17684/70111SB - Situ 14V2
		1 056,25		1 056,25			
008412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie SNEE (DIRICKX ESPACE CLOTURE EST)	09/2021	1 056,25		1 056,25	14/09/2021	14/09/2021	88-21-0791
		731,25		731,25			
008412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie 18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS	09/2021	731,25		731,25	14/09/2021	14/09/2021	FA211807
		25 797,45		25 797,45			
		25 797,45		25 797,45			
008410 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	09/2021	25 797,45		4 617,57	30/09/2021	30/09/2021	278.20/21 - Situ 8V2
octobre 2021		147 278,17		147 278,17			
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		18 549,54		18 549,54			
		18 549,54		18 549,54			
008672 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds 18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité CBT INDUSTRIESERVICE GmbH	10/2021	18 549,54		6 492,00	19/10/2021	19/10/2021	20-21-138 - Situ 17
		14 461,18		14 461,18			
		10 160,72		10 160,72			
007626 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	04/2021	10 160,72		5 082,43	14/10/2021	14/10/2021	4921
SNEF		4 300,46		4 300,46			
007626 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	04/2021	4 300,46		1 940,25	14/10/2021	14/10/2021	21101106 - Situ 16V2
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		13 601,02		13 601,02			
		13 601,02		13 601,02			
008674 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage LC 20-134 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Cave à Vins R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac	10/2021	13 601,02		13 601,02	19/10/2021	19/10/2021	20-21-139 - Situ 13
		100 666,43		100 666,43			
		100 666,43		100 666,43			
008381 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain Cave à Vins	10/2021	100 666,43		52 749,21	18/10/2021	18/10/2021	RCUA-211786
décembre 2021		56 682,07		56 682,07			
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		53 328,47		53 328,47			
		53 328,47		53 328,47			
008729 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2021	53 328,47		24 904,65	10/12/2021	10/12/2021	73409/211222 - situ 20
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		3 353,60		3 353,60			
		3 353,60		3 353,60			
008731 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2021	3 353,60		3 353,60	10/12/2021	10/12/2021	73409/211222 - situ 20
janvier 2022		59 021,60		59 021,60			
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires EIMI		59 021,60		59 021,60			
		45 819,52		45 819,52			
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires GAINES CONCEPT	12/2021	45 819,52		24 476,09	12/01/2022	12/01/2022	6708042 - Situ 16
		4 424,53		4 424,53			
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires GRAND EST ENERGIE 67	12/2021	4 424,53		3 335,44	12/01/2022	12/01/2022	FC001864
		275,60		275,60			
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SCHUCH	12/2021	275,60		275,60	12/01/2022	12/01/2022	F-210045
		8 501,95		8 501,95			
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2021	8 501,95			12/01/2022	12/01/2022	2105/214
février 2022		32 096,81		32 096,81			
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture RHONE ALPES ACIER		1 443,77		1 443,77			
		1 443,77		1 443,77			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
008727 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2021	1 443,77		1 443,77	07/02/2022	07/02/2022	FAC000103 - Situ 22V2
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		29 405,86		29 405,86			
SNEF		29 405,86		29 405,86			
009374 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	03/2022	29 405,86		29 405,86	28/02/2022	28/02/2022	22026045 - Situ 17
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture		1 247,18		1 247,18			
THIERRY MULLER		1 247,18		1 247,18			
009301 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture	02/2022	1 247,18		1 247,18	28/02/2022	28/02/2022	TM0253 22/02 - Situ 4
avril 2022		9 103,25		9 103,25			
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		9 103,25		9 103,25			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		9 103,25		9 103,25			
009329 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	02/2022	9 103,25		9 103,25	04/04/2022	04/04/2022	21-22-89 - Situ 14v2
juin 2022		42 048,05		42 048,05			
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		32 751,16		32 751,16			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		30 811,32		30 811,32			
010330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2022	30 811,32		30 811,32	24/06/2022	24/06/2022	22/0975 - DGD
SCHMITT FRIDOLIN		1 939,84		1 939,84			
010330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2022	1 939,84		1 939,84	24/06/2022	24/06/2022	002695
18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		2 634,00		2 634,00			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		2 634,00		2 634,00			
010332 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2022	2 634,00		2 634,00	24/06/2022	24/06/2022	22/0975 - DGD
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		6 662,89		6 662,89			
HITTIER & FILS PEINTURE		6 662,89		6 662,89			
009457 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	05/2022	4 325,90		89,27	03/06/2022	03/06/2022	21091042 - Situ 5
010481 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	06/2022	2 336,99		2 336,99	30/06/2022	30/06/2022	2206749 - Situ 6V2
juillet 2022		6 661,01		6 661,01			
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		3 341,87		3 341,87			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		3 341,87		3 341,87			
009899 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	07/2022	3 341,87		2 298,35	20/07/2022	20/07/2022	21-22-136 - Situ 18
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		3 319,14		3 319,14			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		3 319,14		3 319,14			
009901 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	07/2022	3 319,14		3 319,14	20/07/2022	20/07/2022	21-22-135 - Situ 15
<b>D301 Honoraires MOE sur constructions</b>		<b>673 741,24</b>		<b>673 741,24</b>			
décembre 2016		49 238,10		49 238,10			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		49 238,10		49 238,10			
A.M.B		2 591,48		2 591,48			
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	2 591,48		2 591,48	19/12/2016	19/12/2016	21701
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		40 945,36		40 945,36			
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	40 945,36		40 945,36	19/12/2016	19/12/2016	16.12.58
CONCEPTUEL INGENIERIE		2 591,48		2 591,48			
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	2 591,48		2 591,48	19/12/2016	19/12/2016	2016/12/084
LORETTE INGENIERIE		3 109,78		3 109,78			
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	3 109,78		3 109,78	19/12/2016	19/12/2016	FL1612005
janvier 2017		24 804,15		24 804,15			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		24 804,15		24 804,15			



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
A.M.B		1 110,63		1 110,63			
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	1 110,63		1 110,63	30/01/2017	30/01/2017	21703
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		17 548,02		17 548,02			
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	17 548,02		17 548,02	30/01/2017	30/01/2017	17.01.05
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 110,63		1 110,63			
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	1 110,63		1 110,63	30/01/2017	31/01/2017	2017/01/004
GC INGENIERIE		3 702,11		3 702,11			
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	3 702,11		3 702,11	30/01/2017	02/02/2017	17-02-01
LORETTE INGENIERIE		1 332,76		1 332,76			
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	1 332,76		1 332,76	30/01/2017	02/02/2017	FL1702002
<b>mars 2017</b>							
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins							
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	4 465,32		4 465,32	28/03/2017	28/03/2017	21707
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-4 465,32		-4 465,32	28/03/2017	28/03/2017	21707
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	44 015,28		44 015,28	28/03/2017	28/03/2017	17.03.15
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-44 015,28		-44 015,28	28/03/2017	28/03/2017	17.03.15
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	4 465,32		4 465,32	28/03/2017	28/03/2017	2017/03/017
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-4 465,32		-4 465,32	28/03/2017	28/03/2017	2017/03/017
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	3 189,52		3 189,52	28/03/2017	28/03/2017	17-03-13
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-3 189,52		-3 189,52	28/03/2017	28/03/2017	17-03-13
<b>mai 2017</b>		91 128,96		91 128,96			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		91 128,96		91 128,96			
A.M.B		6 379,03		6 379,03			
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	6 379,03		6 379,03	04/05/2017	04/05/2017	21713
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		59 151,08		59 151,08			
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	59 151,08		59 151,08	04/05/2017	04/05/2017	17.05.22
CONCEPTUEL INGENIERIE		6 379,03		6 379,03			
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	6 379,03		6 379,03	04/05/2017	04/05/2017	2017/06/034
GC INGENIERIE		4 556,45		4 556,45			
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	4 556,45		4 556,45	04/05/2017	04/05/2017	17-07-01
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		14 663,37		14 663,37			
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	14 663,37		14 663,37	04/05/2017	04/05/2017	L17-214
<b>octobre 2017</b>		108 215,64		108 215,64			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		108 215,64		108 215,64			
A.M.B		8 927,79		8 927,79			
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	8 927,79		8 927,79	20/10/2017	20/10/2017	21718
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		50 560,69		50 560,69			
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	50 560,69		50 560,69	20/10/2017	20/10/2017	17.10.55 - demande de
CANOPEE		5 170,36		5 170,36			
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	5 170,36		5 170,36	20/10/2017	20/10/2017	17013
CONCEPTUEL INGENIERIE		8 927,79		8 927,79			
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	8 927,79		8 927,79	20/10/2017	20/10/2017	2017/10/055
GC INGENIERIE		21 643,13		21 643,13			
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	21 643,13		21 643,13	20/10/2017	20/10/2017	17-10-10
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		12 985,88		12 985,88			
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	12 985,88		12 985,88	20/10/2017	20/10/2017	L17-339
<b>mars 2018</b>		62 520,37		62 520,37			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		62 520,37		62 520,37			
A.M.B		9 468,50		9 468,50			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	9 468,50		9 468,50	16/03/2018	16/04/2018	21803
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		13 062,07		13 062,07			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	13 062,07		13 062,07	16/03/2018	16/04/2018	18.02.04
C2BI		1 963,57		1 963,57			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	1 963,57		1 963,57	16/03/2018	16/04/2018	1803134

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
CANOPEE		1 045,63		1 045,63			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	1 045,63		1 045,63	16/03/2018	16/04/2018	2018026
CONCEPTUEL INGENIERIE		9 468,50		9 468,50			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	9 468,50		9 468,50	16/03/2018	16/04/2018	2018/02/019
EFFECTIS FRANCE		8 631,00		8 631,00			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	8 631,00		8 631,00	16/03/2018	16/04/2018	EFR-18-03-0915
GC INGENIERIE		13 107,99		13 107,99			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	13 107,99		13 107,99	16/03/2018	16/04/2018	FAC00015
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		4 034,14		4 034,14			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	4 034,14		4 034,14	16/03/2018	16/04/2018	L18-035
SIGNORELLI Christian		1 738,97		1 738,97			
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	1 738,97		1 738,97	16/03/2018	16/04/2018	8412
mai 2018		959,00		959,00			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		959,00		959,00			
EFFECTIS FRANCE		959,00		959,00			
002724 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2018	959,00		959,00	30/05/2018	30/05/2018	EFR-18-05-2027
mars 2019		90 711,22		90 711,22			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		90 711,22		90 711,22			
A.M.B		16 461,49		16 461,49			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	16 461,49		16 461,49	25/03/2019	25/03/2019	21906
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		43 977,44		43 977,44			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	43 977,44		43 977,44	25/03/2019	25/03/2019	19.03.25 - NH 6V3
C2BI		5 319,78		5 319,78			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	5 319,78		5 319,78	25/03/2019	25/03/2019	1903180
CANOPEE		1 406,04		1 406,04			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	1 406,04		1 406,04	25/03/2019	25/03/2019	AB/SP 2019 078
CONCEPTUEL INGENIERIE		-357,28		-357,28			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	-357,28		-357,28	25/03/2019	25/03/2019	2019/03/022
GC INGENIERIE		19 130,58		19 130,58			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	19 130,58		19 130,58	25/03/2019	25/03/2019	FAC00185
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 132,06		1 132,06			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	1 132,06		1 132,06	25/03/2019	25/03/2019	L19-0079
SIGNORELLI Christian		2 121,74		2 121,74			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	2 121,74		2 121,74	25/03/2019	25/03/2019	8846
TERRANERGIE		1 519,37		1 519,37			
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	1 519,37		1 519,37	25/03/2019	25/03/2019	37 2019
mai 2019		21 820,41		21 820,41			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		21 820,41		21 820,41			
A.M.B		306,84		306,84			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	54,48		54,48	03/05/2019	03/05/2019	21910
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	252,36		252,36	27/05/2019	27/05/2019	21911
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		9 519,88		9 519,88			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	4 350,41		4 350,41	03/05/2019	03/05/2019	19.03.25 - NH 7
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	5 169,47		5 169,47	27/05/2019	27/05/2019	19.05.41 - NH 8
C2BI		3 981,17		3 981,17			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	1 663,30		1 663,30	03/05/2019	03/05/2019	19 05 284
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	2 317,87		2 317,87	27/05/2019	27/05/2019	NH 19 05 343
CANOPEE		416,30		416,30			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	213,73		213,73	03/05/2019	03/05/2019	AB/SP 2019 087
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	202,57		202,57	27/05/2019	27/05/2019	AB/SP 2019 118
CONCEPTUEL INGENIERIE		377,85		377,85			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	201,14		201,14	03/05/2019	03/05/2019	2019/04/025
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	176,71		176,71	27/05/2019	27/05/2019	162.65
GC INGENIERIE		2 783,31		2 783,31			



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	1 402,88		1 402,88	03/05/2019	03/05/2019	FAC00215
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	1 380,43		1 380,43	27/05/2019	27/05/2019	FAC00216
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 695,84		2 695,84			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	1 472,91		1 472,91	03/05/2019	03/05/2019	L19-0151
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	1 222,93		1 222,93	27/05/2019	27/05/2019	L19-0182
SIGNORELLI Christian		337,67		337,67			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	168,56		168,56	03/05/2019	03/05/2019	8906
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	169,11		169,11	27/05/2019	27/05/2019	8926
TERRANERGIE		1 401,55		1 401,55			
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	635,98		635,98	03/05/2019	03/05/2019	612 019
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	765,57		765,57	27/05/2019	27/05/2019	802 019
juin 2019		35 160,70		35 160,70			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		35 160,70		35 160,70			
A.M.B		4 150,64		4 150,64			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	4 150,64		4 150,64	25/06/2019	25/06/2019	21913
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		19 776,39		19 776,39			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	19 776,39		19 776,39	25/06/2019	25/06/2019	19.05.41 - NH 9
C2BI		1 663,44		1 663,44			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 663,44		1 663,44	25/06/2019	25/06/2019	NH 19 06 417
CANOPEE		202,92		202,92			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	202,92		202,92	25/06/2019	25/06/2019	AB/SP 2019 121
CONCEPTUEL INGENIERIE		3 609,62		3 609,62			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	3 609,62		3 609,62	25/06/2019	25/06/2019	2019/06/031
GC INGENIERIE		1 181,10		1 181,10			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 181,10		1 181,10	25/06/2019	25/06/2019	FAC00233
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 344,80		2 344,80			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	2 344,80		2 344,80	25/06/2019	25/06/2019	L19-0193
SIGNORELLI Christian		1 007,95		1 007,95			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 007,95		1 007,95	25/06/2019	25/06/2019	8975
TERRANERGIE		1 223,84		1 223,84			
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 223,84		1 223,84	25/06/2019	25/06/2019	98 2019
septembre 2019		17 719,43		17 719,43			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		17 719,43		17 719,43			
A.M.B		240,32		240,32			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	240,32		240,32	15/09/2019	15/09/2019	10
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		6 991,08		6 991,08			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	6 991,08		6 991,08	15/09/2019	15/09/2019	19.09.65 - NH 10V2
C2BI		3 388,80		3 388,80			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	3 388,80		3 388,80	15/09/2019	15/09/2019	NH 19 09 539
CANOPEE		407,42		407,42			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	407,42		407,42	15/09/2019	15/09/2019	AB/SP 2019 173
CONCEPTUEL INGENIERIE		240,32		240,32			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	240,32		240,32	15/09/2019	15/09/2019	2019/09/035
GC INGENIERIE		2 366,19		2 366,19			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 366,19		2 366,19	15/09/2019	15/09/2019	FAC00265
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 459,80		2 459,80			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 459,80		2 459,80	15/09/2019	15/09/2019	L19-0285
SIGNORELLI Christian		340,14		340,14			
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	340,14		340,14	15/09/2019	15/09/2019	9 053
TERRANERGIE		1 285,36		1 285,36			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	1 285,36		1 285,36	15/09/2019	15/09/2019	124 2019
<b>novembre 2019</b>		<b>19 174,21</b>		<b>19 174,21</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		19 174,21		19 174,21			
A.M.B		241,01		241,01			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	241,01		241,01	24/11/2019	24/11/2019	21919
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		8 415,15		8 415,15			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	8 415,15		8 415,15	24/11/2019	24/11/2019	19.09.65 - NH11
C2BI		3 398,51		3 398,51			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	3 398,51		3 398,51	24/11/2019	24/11/2019	NH 19 11 687
CANOPEE		408,59		408,59			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	408,59		408,59	24/11/2019	24/11/2019	AB/SP 2019 240
CONCEPTUEL INGENIERIE		241,01		241,01			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	241,01		241,01	24/11/2019	24/11/2019	2019/11/049
GC INGENIERIE		2 372,97		2 372,97			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 372,97		2 372,97	24/11/2019	24/11/2019	FAC00281
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 466,84		2 466,84			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 466,84		2 466,84	24/11/2019	24/11/2019	L19-0347
SIGNORELLI Christian		341,10		341,10			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	341,10		341,10	24/11/2019	24/11/2019	9 127
TERRANERGIE		1 289,03		1 289,03			
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	1 289,03		1 289,03	24/11/2019	24/11/2019	148 2019
<b>décembre 2019</b>		<b>9 595,35</b>		<b>9 595,35</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		9 595,35		9 595,35			
A.M.B		120,61		120,61			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	120,61		120,61	13/12/2019	13/12/2019	21921
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		4 211,35		4 211,35			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	4 211,35		4 211,35	13/12/2019	13/12/2019	19.12.83 - NH 12
C2BI		1 700,78		1 700,78			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	1 700,78		1 700,78	13/12/2019	13/12/2019	NH 19 12 766
CANOPEE		204,48		204,48			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	204,48		204,48	13/12/2019	13/12/2019	AB/SP 2019 258
CONCEPTUEL INGENIERIE		120,24		120,24			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	120,24		120,24	13/12/2019	13/12/2019	2019/12/052
GC INGENIERIE		1 187,55		1 187,55			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	1 187,55		1 187,55	13/12/2019	13/12/2019	FAC00292
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 234,53		1 234,53			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	1 234,53		1 234,53	13/12/2019	13/12/2019	L19-0379
SIGNORELLI Christian		170,71		170,71			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	170,71		170,71	13/12/2019	13/12/2019	9 154
TERRANERGIE		645,10		645,10			
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	645,10		645,10	13/12/2019	13/12/2019	160 2019
<b>janvier 2020</b>		<b>50 136,01</b>		<b>50 136,01</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		50 136,01		50 136,01			
A.M.B		3 751,37		3 751,37			
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	3 630,76		3 630,76	28/01/2020	28/01/2020	22002
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	120,61		120,61	29/01/2020	17/02/2020	22003
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		30 361,73		30 361,73			
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	26 146,36		26 146,36	28/01/2020	28/01/2020	20.01.04 - NH 13
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	4 215,37		4 215,37	29/01/2020	29/01/2020	20.01.07 - NH 14
C2BI		3 401,75		3 401,75			
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 699,35		1 699,35	28/01/2020	28/01/2020	NH 20 02 072
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 702,40		1 702,40	29/01/2020	10/02/2020	NH 20 02 073
CANOPEE		408,99		408,99			
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	204,31		204,31	28/01/2020	28/01/2020	AB/SP 2020 024
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	204,68		204,68	29/01/2020	10/02/2020	AB/SP 2020 025
CONCEPTUEL INGENIERIE		5 459,56		5 459,56			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	5 338,83		5 338,83	28/01/2020	28/01/2020	2020/01/011
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	120,73		120,73	29/01/2020	31/01/2020	2020/01/012
GC INGENIERIE		2 375,24		2 375,24			
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 186,55		1 186,55	28/01/2020	28/01/2020	FAC00304
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 188,69		1 188,69	29/01/2020	31/01/2020	FAC00303
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 469,19		2 469,19			
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 233,48		1 233,48	28/01/2020	28/01/2020	L20-0031
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 235,71		1 235,71	29/01/2020	31/01/2020	L20-0032
SIGNORELLI Christian		1 908,18		1 908,18			
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 737,31		1 737,31	28/01/2020	28/01/2020	9 208
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	170,87		170,87	29/01/2020	29/01/2020	9 209
<b>mars 2020</b>		<b>8 431,17</b>		<b>8 431,17</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		8 431,17		8 431,17			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		8 431,17		8 431,17			
005955 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2020	8 431,17		8 431,17	16/03/2020	16/03/2020	20.02.12 - NH 15
<b>juin 2020</b>		<b>12 486,96</b>		<b>12 486,96</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		12 486,96		12 486,96			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		12 486,96		12 486,96			
006106 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2020	12 486,96		12 486,96	29/06/2020	29/06/2020	20.06.31 - NH 16
<b>décembre 2020</b>		<b>28 962,94</b>		<b>28 962,94</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		28 962,94		28 962,94			
A.M.B		727,17		727,17			
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	727,17		727,17	09/12/2020	09/12/2020	22009
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		19 247,25		19 247,25			
006922 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2020	4 721,43		4 721,43	08/12/2020	08/12/2020	20.07.39 - NH17
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	9 497,33		9 497,33	09/12/2020	09/12/2020	20.12.57 - NH 18 - CAV
007161 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	12/2020	5 028,49		5 028,49	22/12/2020	22/12/2020	20.12.67 - NH 19
CANOPEE		1 232,76		1 232,76			
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 232,76		1 232,76	09/12/2020	09/12/2020	2020 203
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 442,89		1 442,89			
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 442,89		1 442,89	09/12/2020	09/12/2020	2020/12/020
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		3 617,68		3 617,68			
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	3 617,68		3 617,68	09/12/2020	09/12/2020	L20-0428
SIGNORELLI Christian		1 029,18		1 029,18			
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 029,18		1 029,18	09/12/2020	09/12/2020	9492
TERRANERGIE		1 666,01		1 666,01			
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 666,01		1 666,01	09/12/2020	09/12/2020	139 2020
<b>janvier 2021</b>		<b>5 042,79</b>		<b>5 042,79</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		5 042,79		5 042,79			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 042,79		5 042,79			
007180 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2021	5 042,79		5 042,79	28/01/2021	28/01/2021	21.01.09 - NH 20
<b>février 2021</b>		<b>5 042,78</b>		<b>5 042,78</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		5 042,78		5 042,78			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 042,78		5 042,78			
007285 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2021	5 042,78		5 042,78	23/02/2021	23/02/2021	21.01.09 - NH 21
<b>mars 2021</b>		<b>6 466,21</b>		<b>6 466,21</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		6 466,21		6 466,21			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		6 466,21		6 466,21			
007432 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2021	6 466,21		6 466,21	30/03/2021	30/03/2021	21.03.21 - NH 22
<b>avril 2021</b>		<b>9 735,75</b>		<b>9 735,75</b>			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		9 735,75		9 735,75			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		9 735,75		9 735,75			
007542 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2021	9 735,75		9 735,75	26/04/2021	26/04/2021	21.04.27_NH 23
<b>juin 2021</b>		<b>10 767,24</b>		<b>10 767,24</b>			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		10 767,24		10 767,24			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		9 763,06		9 763,06			
007937 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2021	9 763,06		9 763,06	26/06/2021	26/06/2021	21.05.34 - NH24
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 004,18		1 004,18			
007937 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2021	1 004,18		1 004,18	26/06/2021	26/06/2021	2021/06/009
octobre 2021		5 621,85		5 621,85			
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		5 621,85		5 621,85			
CONCEPTUEL INGENIERIE		5 621,85		5 621,85			
008417 Marché Subséquent - MO Réhabilitation Cave à Vins	09/2021	5 621,85		5 621,85	30/10/2021	30/10/2021	2021/10/015
<b>D304 CSPTS sur constructions</b>		<b>13 966,00</b>		<b>13 966,00</b>			
décembre 2017		2 760,00		2 760,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		2 760,00		2 760,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 760,00		2 760,00			
002074 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	12/2017	2 760,00		2 760,00	21/12/2017	21/12/2017	1705000129/11790
février 2019		1 117,00		1 117,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 117,00		1 117,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 117,00		1 117,00			
003706 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	02/2019	1 117,00		1 117,00	14/02/2019	14/02/2019	1902000073/11790
août 2019		1 113,00		1 113,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00			
004564 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	08/2019	1 113,00		1 113,00	05/08/2019	05/08/2019	1908000019/11790
novembre 2019		1 113,00		1 113,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00			
005014 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	11/2019	1 113,00		1 113,00	05/11/2019	05/11/2019	1911000047/11790
janvier 2020		1 113,00		1 113,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00			
005332 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	12/2019	1 113,00		1 113,00	07/01/2020	07/01/2020	2001000021/11790
005675 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	12/2019	-1 113,00		-1 113,00	07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005332
005676 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	12/2019	1 113,00		1 113,00	07/01/2020	31/12/2019	2001000021/11790
mai 2020		1 113,00		1 113,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00			
005968 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	05/2020	1 113,00		1 113,00	05/05/2020	05/05/2020	2005000014/11790
juin 2020		1 550,00		1 550,00			
LC 20-050 Mission d'assistance référent Covid 19 pour la Cave à Vins		1 550,00		1 550,00			
SOCOTEC CONSTRUCTION (67)		1 550,00		1 550,00			
006220 Mission d'assistance référent Covid 19 pour la Cave à Vins	06/2020	1 550,00		1 550,00	29/06/2020	29/06/2020	2006000266/11790
juillet 2020		1 113,00		1 113,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00			
006324 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	07/2020	1 113,00		1 113,00	28/07/2020	28/07/2020	2007000251-11790
octobre 2020		1 113,00		1 113,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00			
006668 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	10/2020	1 113,00		1 113,00	05/10/2020	05/10/2020	2010000024/11790
006835 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	11/2020	1 113,00		1 113,00	19/11/2020	19/11/2020	2011000242/11790
006939 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	11/2020	-1 113,00		-1 113,00	18/11/2020	07/01/2020	2011000046/11790 - Avoir sur facture 2001000021
décembre 2020		1 113,00		1 113,00			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisation	de pièce
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00			
006916 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	12/2020	1 113,00		1 113,00	01/12/2020	01/01/2021	2012000013/11790
<b>juin 2021</b>		<b>340,00</b>		<b>340,00</b>			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		340,00		340,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		340,00		340,00			
007909 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	03/2021	340,00		340,00	30/06/2021	30/06/2021	2106000423/11790
<b>janvier 2022</b>		<b>408,00</b>		<b>408,00</b>			
16-022-02 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins		408,00		408,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		408,00		408,00			
008928 LOT 2 CSPTS batiment Cave à Vins	01/2022	408,00		408,00	31/01/2022	31/01/2022	2201000328/11790
<b>D307 Bureau de contrôle sur constructions</b>		<b>29 950,00</b>		<b>29 950,00</b>			
001649 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2017	2 640,00		2 640,00	13/02/2017	13/02/2017	1702000014/11790
001505 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2017	-2 640,00		-2 640,00	13/02/2017	13/02/2017	1702000014/11790
<b>mai 2017</b>		<b>2 640,00</b>		<b>2 640,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 640,00		2 640,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 640,00		2 640,00			
001499 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	05/2017	2 640,00		2 640,00	19/05/2017	19/05/2017	1705000105/11790
<b>février 2018</b>		<b>4 310,00</b>		<b>4 310,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		4 310,00		4 310,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		4 310,00		4 310,00			
002385 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2018	4 310,00		4 310,00	27/02/2018	27/03/2018	1802000145/11790
<b>février 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
003674 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2019	2 325,00		2 325,00	11/02/2019	11/02/2019	1902000026/11790
<b>juin 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
004259 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	05/2019	2 325,00		2 325,00	04/06/2019	04/06/2019	1906000012/11790
<b>août 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
004593 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	08/2019	2 325,00		2 325,00	27/08/2019	27/08/2019	1908000146/11790
<b>octobre 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
004810 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	10/2019	2 325,00		2 325,00	08/10/2019	08/10/2019	1910000048/11790
<b>février 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
005508 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2020	2 325,00		2 325,00	03/02/2020	03/02/2020	2002000017/11790
<b>mai 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
005941 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	05/2020	2 325,00		2 325,00	05/05/2020	05/05/2020	2005000013/11790
<b>août 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
006288 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	08/2020	2 325,00		2 325,00	03/08/2020	03/08/2020	2008000010/11790
<b>octobre 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00			
006669 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	10/2020	2 325,00		2 325,00	05/10/2020	05/10/2020	201000021/11790
007123 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2021	-2 325,00		-2 325,00	22/01/2021	22/01/2021	avoir 210100022/11790 - Avoir sur facture 201000021
007122 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2021	2 325,00		2 325,00	22/01/2021	22/01/2021	2101000270/11790
novembre 2021		3 890,00		3 890,00			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		3 890,00		3 890,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		3 890,00		3 890,00			
008478 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2021	3 890,00		3 890,00	10/11/2021	10/11/2021	2111000217/11790
juin 2022		220,00		220,00			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		220,00		220,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		220,00		220,00			
009607 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	06/2022	220,00		220,00	28/06/2022	28/06/2022	2206000324/11790
juillet 2022		290,00		290,00			
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		290,00		290,00			
SOCOTEC (ne plus utiliser)		290,00		290,00			
009651 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	07/2022	290,00		290,00	20/07/2022	20/07/2022	2207000237/11790
<b>D400 Assurance Dommage Ouvrage</b>		<b>96 243,00</b>		<b>96 243,00</b>			
août 2019		88 984,00		88 984,00			
18-034 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins JFB ASSURANCES		88 984,00		88 984,00			
004534 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins	08/2019	88 984,00		46 627,62	07/08/2019	07/08/2019	DFRC01 - Situ 1
septembre 2020		1 814,00		1 814,00			
18-034 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins JFB ASSURANCES		1 814,00		1 814,00			
006410 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins	09/2020	1 814,00		950,54	16/09/2020	16/09/2020	DFRC01 - situ 2 - avenant
juin 2021		5 445,00		5 445,00			
18-034 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins JFB ASSURANCES		5 445,00		5 445,00			
007765 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins	06/2021	5 445,00		2 853,18	02/06/2021	02/06/2021	DFRC01 - situ 3 - Avenant
<b>F100 Publicité - Publication - Avis de Publicité</b>		<b>900,00</b>		<b>900,00</b>			
novembre 2017		900,00		900,00			
17-00991 Publication BOAMP		900,00		900,00			
DIRECTION DE L'INFORMATION LEGALE ET ADM		900,00		900,00			
002009 Publication BOAMP	11/2017	900,00		471,60	18/11/2017	18/11/2017	3634606
<b>G300 Etude - Conseil Concertation / Participation / Activation</b>		<b>3 147,00</b>		<b>3 147,00</b>			
avril 2022		1 566,00		1 566,00			
LC 22-075 AT et CCE Salle Hypostyle		1 566,00		1 566,00			
CONSEIL EN SURETE ET PRENVENTION INCENDI		1 566,00		1 566,00			
009172 AT et CCE Salle Hypostyle	04/2022	1 566,00		1 566,00	08/04/2022	08/04/2022	JD2022-04-08
mai 2022		1 581,00		1 581,00			
LC 22-080 AT et CCE Salle d'Embouteillage		1 581,00		1 581,00			
CONSEIL EN SURETE ET PRENVENTION INCENDI		1 581,00		1 581,00			
009324 AT et CCE Salle d'Embouteillage	05/2022	1 581,00		1 581,00	07/05/2022	07/05/2022	JD2022-05-07
<b>G501 Graphisme</b>		<b>180,00</b>		<b>180,00</b>			
mars 2019		180,00		180,00			

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document
	Date		Non		Date	Date de	Référence
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce
18-022/004 Création du panneau "Réhabilitation de la Cave à Vins"		180,00		180,00			
HUGO FEIST (Hors Taxe)		180,00		180,00			
003819 Création du panneau "Réhabilitation de la Cave à Vins"	02/2019	180,00		180,00	12/03/2019	12/03/2019	190312094
<b>G601 Panneaux d'information - communication - signalétique</b>		<b>122,15</b>		<b>122,15</b>			
juin 2022		122,15		122,15			
18-027/018 Impression panneau PC modificatif Cave à Vins		122,15		122,15			
EUROSPECTACLES		122,15		122,15			
009557 Impression panneau PC modificatif Cave à Vins	06/2022	122,15		122,15	23/06/2022	23/06/2022	FA21894
<b>SOLDE</b>		<b>-7 965 306,69</b>	<b>-10 015,05</b>	<b>-7 975 321,74</b>			

Reste à régler

333057,58 30/05/2023 30/05/2023

CAVE A VINS - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

	TOTAL	01/01/2015	01/02/2015	01/03/2015	01/04/2015	01/05/2015	01/06/2015	01/07/2015	01/08/2015	01/09/2015	01/10/2015	01/11/2015	01/12/2015	01/01/2016	01/02/2016	01/03/2016	01/04/2016	01/05/2016	01/06/2016	
		31/01/2015	28/02/2015	31/03/2015	30/04/2015	31/05/2015	30/06/2015	31/07/2015	31/08/2015	30/09/2015	31/10/2015	30/11/2015	31/12/2015	31/01/2016	29/02/2016	31/03/2016	30/04/2016	31/05/2016	30/06/2016	
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>																				
<b>A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>	<b>8 448 251</b>	-	-	-	-	-	547 834	-	-	-	-	-	19 286	-	2 942	181	-	7	3 390	
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	1 030 683	-	-	-	-	-	528 065	-	-	-	-	-	18 590	-	2 836	175	-	7	3 268	
charge foncière	1 030 683	-	-	-	-	-	528 065	-	-	-	-	-	18 590	-	2 836	175	-	7	3 268	
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	7 112 699	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Travaux, honoraires et autres dépenses	7 112 699	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	304 869	-	-	-	-	-	19 769	-	-	-	-	-	696	-	106	7	-	0	122	
Coût maîtrise d'ouvrage	304 869	-	-	-	-	-	19 769	-	-	-	-	-	696	-	106	7	-	0	122	
	-																			
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	<b>7 806 184</b>	-	-	-	-	-	506 199	-	-	-	-	-	17 820	-	2 719	167	-	6	3 133	
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>		-	-	-	-	-	506 199	506 199	506 199	506 199	506 199	506 199	524 019	524 019	526 738	526 905	526 905	526 912	530 044	
<b>C. Accomptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>	<b>16 860 000</b>																			
<b>D. Accomptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>	<b>4 859 643</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des acomptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>	<b>2 946 540</b>	-	-	-	-	-	506 199	-	-	-	-	-	17 820	-	2 719	167	-	6	3 133	
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - acomptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>		-	-	-	-	-	506 199	506 199	506 199	506 199	506 199	506 199	524 019	524 019	526 738	526 905	526 905	526 912	530 044	
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>	<b>135 478</b>	-	-	-	-	-	620	620	620	620	620	620	642	642	645	645	645	645	649	
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>	<b>7 941 662</b>																			
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des acomptes affectés à l'ouvrage versés)</b>	<b>3 082 019</b>																			



CAVE A VINS - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

	01/07/2016	01/08/2016	01/09/2016	01/10/2016	01/11/2016	01/12/2016	01/01/2017	01/02/2017	01/03/2017	01/04/2017	01/05/2017	01/06/2017	01/07/2017	01/08/2017	01/09/2017	01/10/2017	01/11/2017	01/12/2017	01/01/2018	01/02/2018	
	31/07/2016	31/08/2016	30/09/2016	31/10/2016	30/11/2016	31/12/2016	31/01/2017	28/02/2017	31/03/2017	30/04/2017	31/05/2017	30/06/2017	31/07/2017	31/08/2017	30/09/2017	31/10/2017	30/11/2017	31/12/2017	31/01/2018	28/02/2018	
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>																					
<b>A. Echéancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>																					
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	29 785	2 806	4 360	55 171	1 159	65 083	26 089	3 115	8 481	5 033	101 761	4 045	3 115	-	1 431	131 187	14 028	30 143	-	6 438	
charge foncière	28 710	2 705	4 202	53 180	1 117	876	343	3 003	-	564	1 482	-	3 003	-	1 379	18 178	13 051	26 295	-	-	
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	-	-	-	-	-	61 858	24 804	-	8 175	4 288	96 606	3 899	-	-	-	108 275	472	2 760	-	6 205	
Travaux, honoraires et autres dépenses	-	-	-	-	-	61 858	24 804	-	8 175	4 288	96 606	3 899	-	-	-	108 275	472	2 760	-	6 205	
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	1 075	101	157	1 991	42	2 349	941	112	306	182	3 672	146	112	-	52	4 734	506	1 088	-	232	
Coût maîtrise d'ouvrage	1 075	101	157	1 991	42	2 349	941	112	306	182	3 672	146	112	-	52	4 734	506	1 088	-	232	
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>																					
Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)	27 521	2 593	4 028	50 978	1 071	60 137	24 106	2 878	7 837	4 651	94 027	3 737	2 878	-	1 322	121 217	12 962	27 852	-	5 948	
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>																					
Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	547 647	-	-
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>																					
Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)	27 521	2 593	4 028	50 978	1 071	60 137	24 106	2 878	7 837	4 651	94 027	3 737	2 878	-	1 322	121 217	12 962	519 795	-	5 948	
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>																					
Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)	557 565	560 158	564 187	615 164	616 235	676 372	700 478	703 356	711 193	715 844	809 871	813 608	816 487	816 487	817 809	939 025	951 988	432 193	432 193	438 141	
G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)	683	686	691	754	755	829	858	862	871	877	992	997	1 000	1 000	1 002	1 150	1 166	529	529	537	

CAVE A VINS - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

01/03/2018	01/04/2018	01/05/2018	01/06/2018	01/07/2018	01/08/2018	01/09/2018	01/10/2018	01/11/2018	01/12/2018	01/01/2019	01/02/2019	01/03/2019	01/04/2019	01/05/2019	01/06/2019	01/07/2019	01/08/2019	01/09/2019	01/10/2019
31/03/2018	30/04/2018	31/05/2018	30/06/2018	31/07/2018	31/08/2018	30/09/2018	31/10/2018	30/11/2018	31/12/2018	31/01/2019	28/02/2019	31/03/2019	30/04/2019	31/05/2019	30/06/2019	31/07/2019	31/08/2019	30/09/2019	31/10/2019

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré**

<b>(par périodes)</b>																				
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	74 464	1 087	8 992	-	23 163	54 656	24 203	32 271	4 405	1 050	43 119	91 726	189 153	157 774	186 629	214 245	342 160	207 807	350 226	206 160
charge foncière	9 256	1 048	5 810	-	7 177	52 684	18 230	31 106	2 911	1 012	6 897	14 647	8 982	-	4 168	1 239	3 789	204	119	11 359
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	62 520	-	2 857	-	15 150	-	5 100	-	1 335	-	34 666	73 769	173 345	152 080	175 726	205 274	326 024	200 104	337 468	187 361
Travaux, honoraires et autres dépenses	62 520	-	2 857	-	15 150	-	5 100	-	1 335	-	34 666	73 769	173 345	152 080	175 726	205 274	326 024	200 104	337 468	187 361
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	2 687	39	324	-	836	1 972	873	1 165	159	38	1 556	3 310	6 826	5 694	6 735	7 731	12 347	7 499	12 638	7 440
Coût maîtrise d'ouvrage	2 687	39	324	-	836	1 972	873	1 165	159	38	1 556	3 310	6 826	5 694	6 735	7 731	12 347	7 499	12 638	7 440

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré**

<b>imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	68 805	1 004	8 309	-	21 403	50 502	22 364	29 818	4 070	970	39 842	84 755	174 778	145 783	172 446	197 963	316 156	192 014	323 608	190 492
<b>imputable à la Collectivité (en cumul)</b>	1 054 593	1 055 597	1 063 906	1 063 906	1 085 309	1 135 811	1 158 175	1 187 993	1 192 063	1 193 033	1 232 875	1 317 630	1 492 408	1 638 191	1 810 637	2 008 599	2 324 755	2 516 769	2 840 378	3 030 869

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total)**

<b>(par périodes)</b>	4 020 000																	4 840 000		
-----------------------	-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-----------	--	--

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

	-	-	-	-	-	-	-	1 158 705	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 395 058	-	-	-
--	---	---	---	---	---	---	---	-----------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	-----------	---	---	---

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

	68 805	1 004	8 309	-	21 403	50 502	22 364	- 1 128 887	4 070	970	39 842	84 755	174 778	145 783	172 446	197 963	- 1 078 902	192 014	323 608	190 492
--	--------	-------	-------	---	--------	--------	--------	-------------	-------	-----	--------	--------	---------	---------	---------	---------	-------------	---------	---------	---------

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

	506 946	507 950	516 259	516 259	537 662	588 164	610 528	- 518 359	- 514 289	- 513 318	- 473 476	- 388 721	- 213 943	- 68 160	104 285	302 248	- 776 654	- 584 640	- 261 032	- 70 540
--	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	----------	---------	---------	-----------	-----------	-----------	----------

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

	621	622	632	632	659	721	748	- 635	- 630	- 629	- 580	- 476	- 262	- 83	128	370	- 951	- 716	- 320	- 86
--	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	-----	-----	-------	-------	-------	------

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

CAVE A VINS - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

01/11/2019	01/12/2019	01/01/2020	01/02/2020	01/03/2020	01/04/2020	01/05/2020	01/06/2020	01/07/2020	01/08/2020	01/09/2020	01/10/2020	01/11/2020	01/12/2020	01/01/2021	01/02/2021	01/03/2021	01/04/2021	01/05/2021	01/06/2021
30/11/2019	31/12/2019	31/01/2020	29/02/2020	31/03/2020	30/04/2020	31/05/2020	30/06/2020	31/07/2020	31/08/2020	30/09/2020	31/10/2020	30/11/2020	31/12/2020	31/01/2021	28/02/2021	31/03/2021	30/04/2021	31/05/2021	30/06/2021

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré**

<b>(par périodes)</b>	415 004	169 336	441 335	295 940	117 828	20 230	109 002	285 701	215 858	268 565	337 058	279 003	282 381	124 880	339 005	149 104	164 582	100 243	100 744	127 718
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	116	538	2 803	-	542	-	-	53	1 387	-	-	12 772	89	138	1 473	13 509	89	135	2 921	13
charge foncière	116	538	2 803	-	542	-	-	53	1 387	-	-	12 772	89	138	1 473	13 509	89	135	2 921	13
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	399 912	162 688	422 606	285 261	113 034	19 500	105 068	275 338	206 681	258 874	324 895	256 163	272 101	120 235	325 298	130 214	158 553	96 491	94 187	123 096
Travaux, honoraires et autres dépenses	399 912	162 688	422 606	285 261	113 034	19 500	105 068	275 338	206 681	258 874	324 895	256 163	272 101	120 235	325 298	130 214	158 553	96 491	94 187	123 096
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	14 976	6 111	15 926	10 679	4 252	730	3 934	10 310	7 790	9 692	12 163	10 068	10 190	4 506	12 234	5 381	5 939	3 617	3 636	4 609
Coût maîtrise d'ouvrage	14 976	6 111	15 926	10 679	4 252	730	3 934	10 310	7 790	9 692	12 163	10 068	10 190	4 506	12 234	5 381	5 939	3 617	3 636	4 609

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré**

<b>imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	383 464	156 467	407 794	273 449	108 873	18 692	100 718	263 988	199 452	248 154	311 442	257 799	260 920	115 389	313 240	137 772	152 073	92 625	93 088	118 011
<b>imputable à la Collectivité (en cumul)</b>	3 414 333	3 570 800	3 978 594	4 252 043	4 360 916	4 379 608	4 480 326	4 744 314	4 943 766	5 191 921	5 503 362	5 761 161	6 022 081	6 137 469	6 450 710	6 588 482	6 740 555	6 833 180	6 926 267	7 044 279

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total)**

<b>(par périodes)</b>	3 000 000																1 550 000			
-----------------------	-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-----------	--	--	--

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

	-	-	-	864 705	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	446 764	-	-	-
--	---	---	---	---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---------	---	---	---

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

	383 464	156 467	407 794	- 591 256	108 873	18 692	100 718	263 988	199 452	248 154	311 442	257 799	260 920	115 389	313 240	137 772	- 294 691	92 625	93 088	118 011
--	---------	---------	---------	-----------	---------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	-----------	--------	--------	---------

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

	312 924	469 391	877 185	285 929	394 802	413 494	514 212	778 199	977 652	1 225 806	1 537 248	1 795 046	2 055 966	2 171 355	2 484 595	2 622 367	2 327 676	2 420 301	2 513 389	2 631 400
--	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

	383	575	1 075	350	484	507	630	953	1 198	1 502	1 883	2 199	2 519	2 660	3 044	3 212	2 851	2 965	3 079	3 223
--	-----	-----	-------	-----	-----	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

CAVE A VINS - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

	01/07/2021	01/08/2021	01/09/2021	01/10/2021	01/11/2021	01/12/2021	01/01/2022	01/02/2022	01/03/2022	01/04/2022	01/05/2022	01/06/2022	01/07/2022	01/08/2022	01/09/2022	01/10/2022	01/11/2022	01/12/2022	01/01/2023	01/02/2023	
	31/07/2021	31/08/2021	30/09/2021	31/10/2021	30/11/2021	31/12/2021	31/01/2022	28/02/2022	31/03/2022	30/04/2022	31/05/2022	30/06/2022	31/07/2022	31/08/2022	30/09/2022	31/10/2022	30/11/2022	31/12/2022	31/01/2023	28/02/2023	
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>																					
<b>A. Echéancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>	18 971	1 071	31 316	110 070	8 646	39 495	35 356	47 639	20 127	18 228	6 220	58 517	9 314	641	3 557	48 949	4 008	11 840	5 081	-	
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	11 960	-	1 940	19 395	-	-	494	-	12 170	739	-	12 095	-	-	-	43 642	-	-	-	-	
charge foncière	11 960	-	1 940	19 395	-	-	494	-	12 170	739	-	12 095	-	-	-	43 642	-	-	-	-	
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	6 327	1 032	28 246	86 703	8 334	38 070	33 586	45 920	7 231	16 832	5 995	44 310	8 977	618	3 428	3 540	3 863	11 413	4 897	-	
Travaux, honoraires et autres dépenses	6 327	1 032	28 246	86 703	8 334	38 070	33 586	45 920	7 231	16 832	5 995	44 310	8 977	618	3 428	3 540	3 863	11 413	4 897	-	
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	685	39	1 130	3 972	312	1 425	1 276	1 719	726	658	224	2 112	336	23	128	1 766	145	427	183	-	
Coût maîtrise d'ouvrage	685	39	1 130	3 972	312	1 425	1 276	1 719	726	658	224	2 112	336	23	128	1 766	145	427	183	-	
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	17 529	989	28 936	101 705	7 989	36 494	32 669	44 019	18 597	16 843	5 747	54 070	8 606	592	3 286	45 229	3 703	10 941	4 695	-	
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>	7 061 808	7 062 797	7 091 734	7 193 439	7 201 428	7 237 922	7 270 590	7 314 609	7 333 206	7 350 049	7 355 796	7 409 866	7 418 472	7 419 064	7 422 350	7 467 578	7 471 282	7 482 222	7 486 917	7 486 917	
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>										1 550 000											
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	446 764	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>	17 529	989	28 936	101 705	7 989	36 494	32 669	44 019	18 597	- 429 921	5 747	54 070	8 606	592	3 286	45 229	3 703	10 941	4 695	-	
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>	2 648 929	2 649 919	2 678 855	2 780 560	2 788 549	2 825 043	2 857 712	2 901 730	2 920 327	2 490 406	2 496 153	2 550 223	2 558 829	2 559 421	2 562 707	2 607 935	2 611 639	2 622 579	2 627 274	2 627 274	
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>	3 245	3 246	3 282	3 406	3 416	3 461	3 501	3 555	3 577	3 051	3 058	3 124	3 135	3 135	3 139	3 195	3 199	3 213	3 218	3 218	
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>																					
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>																					

CAVE A VINS - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

	01/03/2023	01/04/2023	01/05/2023	01/06/2023	01/07/2023	01/08/2023	01/09/2023	01/10/2023	01/11/2023	01/12/2023
	31/03/2023	30/04/2023	31/05/2023	30/06/2023	31/07/2023	31/08/2023	30/09/2023	31/10/2023	30/11/2023	31/12/2023
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>										
<b>A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré</b>										
<b>(par périodes)</b>	-	-	345 526	-	-	-	-	-	-	-
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>charge foncière</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	-	-	333 058	-	-	-	-	-	-	-
Travaux, honoraires et autres dépenses	-	-	333 058	-	-	-	-	-	-	-
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	-	-	12 469	-	-	-	-	-	-	-
Coût maîtrise d'ouvrage	-	-	12 469	-	-	-	-	-	-	-
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré</b>										
<b>imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	-	-	319 266	-	-	-	-	-	-	-
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré</b>										
<b>imputable à la Collectivité (en cumul)</b>	7 486 917	7 486 917	7 806 184	7 806 184	7 806 184	7 806 184	7 806 184	7 806 184	7 806 184	7 806 184
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total)</b>										
<b>(par périodes)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>										
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>	-	-	319 266	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>	2 627 274	2 627 274	2 946 540	2 946 540	2 946 540	2 946 540	2 946 540	2 946 540	2 946 540	2 946 540
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>	3 218	3 218	3 610	-	-	-	-	-	-	-
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>										
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>										

**ZAC DEUX RIVES**

**FICHE OUVRAGE**

<b>Nom de l'ouvrage</b>	Cave à Vins - Aménagements intérieurs	<b>Collectivité compétente :</b>
-------------------------	---------------------------------------	----------------------------------

**Descriptif de l'ouvrage**

<b>Date de remise en gestion</b>	
----------------------------------	--

<b>Surface :</b>		<b>Parcelle(s) d'implantation</b>									
	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>quantité</th> <th>unité (m<sup>2</sup> SDP; Ha; a; ca)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pour les ouvrages de superstructures :</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>pour les ouvrage d'infrastructures :</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		quantité	unité (m <sup>2</sup> SDP; Ha; a; ca)	pour les ouvrages de superstructures :			pour les ouvrage d'infrastructures :			<p>Contenance :</p>
	quantité	unité (m <sup>2</sup> SDP; Ha; a; ca)									
pour les ouvrages de superstructures :											
pour les ouvrage d'infrastructures :											

<b>Coût complet de l'ouvrage :</b>			
	€ HT	TVA	€ TTC
Coût d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage et frais annexes liés à ces acquisitions déterminés directement ou par ratio		-	-
Coût de mise en état des sols (démolition, VRD...) rapporté à l'emprise de l'ouvrage		-	-
Coût de réalisation de l'ouvrage	1 062 160	212 432	1 274 591
Coût des honoraires techniques liés aux travaux (Maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination sécurité santé...)		-	-
Autres charges indirectes (honoraires divers, rémunération de l'aménageur, frais financiers...)	- 8 608	- 1 722	- 10 329
<b>TOTAL</b>		-	-
Montant correspondant à la participation de la collectivité au financement de l'ouvrage (le cas échéant)	1 053 552	210 710	1 264 262

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
<b>1 DEPENSES</b>		<b>7 965 306,69</b>	<b>10 015,05</b>	<b>7 975 321,74</b>				<b>1 062 160</b>
<b>A102 Etudes de programmation</b>		<b>35 550,00</b>		<b>35 550,00</b>				
décembre 2016		12 620,00		12 620,00				
15-005/003 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin		12 620,00		12 620,00				
BUREAU OLIVIER CARO		8 400,00		8 400,00				
001125 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	12/2016	8 400,00			21/12/2016	21/12/2016	F-2016106	
TECHNINOMADES		4 220,00		4 220,00				
001125 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	12/2016	4 220,00			21/12/2016	21/12/2016	2015-005-03	
juin 2017		2 680,00		2 680,00				
15-005/003 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin		2 680,00		2 680,00				
BUREAU OLIVIER CARO		1 250,00		1 250,00				
001537 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	05/2017	1 250,00			12/06/2017	12/06/2017	F-2017120	
ICTEC-ISABELLE CASALIS		750,00		750,00				
001537 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	05/2017	750,00			12/06/2017	12/06/2017	1110-17/61	
TECHNINOMADES		680,00		680,00				
001537 Stratégie de développement - Programme Cave à Vin	05/2017	680,00			12/06/2017	12/06/2017	F-2017120	
juillet 2018		15 150,00		15 150,00				
15-005/004 Mission de vérification des hypothèses de l'AMI		15 150,00		15 150,00				
BUREAU OLIVIER CARO		15 150,00		15 150,00				
002827 Mission de vérification des hypothèses de l'AMI	07/2018	15 150,00			16/07/2018	16/07/2018	F-2018148	
décembre 2019		5 100,00		5 100,00				
15-005/006 Mission AMO pour le suivi de l'AAP Cave à Vins		5 100,00		5 100,00				
BUREAU OLIVIER CARO		5 100,00		5 100,00				
005182 Mission AMO pour le suivi de l'AAP Cave à Vins	12/2019	5 100,00			13/12/2019	13/12/2019	F2019193	
<b>A103 Autres études</b>		<b>18 825,00</b>		<b>18 825,00</b>				
mars 2017		6 600,00		6 600,00				
17-006 ESSP Cave à vin		6 600,00		6 600,00				
ALTHING		6 600,00		6 600,00				
001391 ESSP Cave à vin	03/2017	6 600,00			30/03/2017	30/03/2017	00245	
avril 2017		4 287,50		4 287,50				
17-006 ESSP Cave à vin		4 287,50		4 287,50				
ALTHING		4 287,50		4 287,50				
001418 ESSP Cave à vin	04/2017	4 287,50			27/04/2017	27/04/2017	00272	
mai 2017		2 837,50		2 837,50				
17-006 ESSP Cave à vin		2 837,50		2 837,50				
ALTHING		2 837,50		2 837,50				
001522 ESSP Cave à vin	05/2017	2 837,50			30/05/2017	30/05/2017	00309	
septembre 2018		5 100,00		5 100,00				
17-006 ESSP Cave à vin		5 100,00		5 100,00				
ALTHING		5 100,00		5 100,00				
003046 ESSP Cave à vin		5 100,00			20/09/2018	20/09/2018	00873	
<b>A105 Honoraires et AMO</b>		<b>6 002,88</b>		<b>6 002,88</b>				
juin 2017		107,67		107,67				
LC_17-068 Constat huissier Cave à Vins		107,67		107,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67				
001836 Constat huissier Cave à Vins	06/2017	107,67			19/06/2017	19/06/2017	V53124	
octobre 2017		107,67		107,67				
LC_17-068 Constat huissier Cave à Vins		107,67		107,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67				
001837 Constat huissier Cave à Vins	10/2017	107,67			13/10/2017	13/10/2017	V55020	
janvier 2019		107,67		107,67				
LC 19-001 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins		107,67		107,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67				
003519 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins	01/2019	107,67			11/01/2019	11/01/2019	V-62309 MANDAT 194	
février 2019		107,67		107,67				
LC 19-001 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins		107,67		107,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67				
003667 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins	02/2019	107,67			11/02/2019	11/02/2019	V-62790 - Mandat 194	
mars 2019		107,67		107,67				
LC 19-001 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins		107,67		107,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67				
003825 Constat_Huissier_DAT_Cave à vins	03/2019	107,67			15/03/2019	15/03/2019	V-63323 - Mandat 194	
novembre 2019		1 748,00		1 748,00				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
LC 18-098 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins		1 748,00		1 748,00				
RELAIS CHANTIERS		1 748,00		1 748,00				
004964 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins	11/2019	1 748,00			07/11/2019	07/11/2019	RE 2019/49	
<b>février 2022</b>		<b>302,67</b>		<b>302,67</b>				
LC 22-021 Constat sinistre Cave à Vins		302,67		302,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		302,67		302,67				
008799 Constat sinistre Cave à Vins	01/2022	302,67			01/02/2022	01/02/2022	V-78131	
<b>mars 2022</b>		<b>357,67</b>		<b>357,67</b>				
LC 22-035 Constat toiture Cave à Vins		357,67		357,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		357,67		357,67				
008985 Constat toiture Cave à Vins	03/2022	357,67			07/03/2022	07/03/2022	V-78826 (LC 22-035)	
<b>juin 2022</b>		<b>2 622,00</b>		<b>2 622,00</b>				
LC 18-098 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins		2 622,00		2 622,00				
RELAIS CHANTIERS		2 622,00		2 622,00				
009512 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Cave à Vins	06/2022	2 622,00			15/06/2022	15/06/2022	2022/08	
<b>novembre 2022</b>		<b>434,19</b>		<b>434,19</b>				
22-03631 Constat contradictoire sinistre Cave à Vins - novembre 2022		434,19		434,19				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		434,19		434,19				
010221 Constat contradictoire sinistre Cave à Vins - novembre 2022	11/2022	434,19			24/11/2022	24/11/2022	22-03631	
<b>B200 Démolitions</b>		<b>301 907,50</b>		<b>301 907,50</b>				
<b>janvier 2019</b>		<b>26 819,78</b>		<b>26 819,78</b>				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		26 819,78		26 819,78				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-180,22		-180,22				
003749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2019	-180,22			29/01/2019	29/01/2019	602201/120119	
RENA		27 000,00		27 000,00				
003749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2019	27 000,00			29/01/2019	29/01/2019	1	
<b>février 2019</b>		<b>34 248,98</b>		<b>34 248,98</b>				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		34 248,98		34 248,98				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		7 248,98		7 248,98				
003817 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2019	7 248,98			25/02/2019	25/02/2019	602201/360219	
RENA		27 000,00		27 000,00				
003817 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2019	27 000,00			25/02/2019	25/02/2019	Situ 2	
<b>mars 2019</b>		<b>70 484,72</b>		<b>70 484,72</b>				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		70 484,72		70 484,72				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		40 395,32		40 395,32				
003951 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	40 395,32			29/03/2019	29/03/2019	4019542 situ1	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		16 589,40		16 589,40				
003951 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	16 589,40			29/03/2019	29/03/2019	602201/620319	
RENA		13 500,00		13 500,00				
003951 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	13 500,00			29/03/2019	29/03/2019	07/019	
<b>avril 2019</b>		<b>71 386,58</b>		<b>71 386,58</b>				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		71 386,58		71 386,58				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		35 855,38		35 855,38				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
004095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	35 855,38			29/04/2019	29/04/2019	4019603	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		27 790,83		27 790,83				
004095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	27 790,83			29/04/2019	29/04/2019	602201/340419	
RENA		7 740,37		7 740,37				
004095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	7 740,37			29/04/2019	29/04/2019	11/019	
mai 2019		15 461,82		15 461,82				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		15 461,82		15 461,82				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		4 772,25		4 772,25				
004239 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	4 772,25			29/05/2019	29/05/2019	4019659	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		10 689,57		10 689,57				
004239 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	10 689,57			29/05/2019	29/05/2019	602201/390519	
juin 2019		11 255,17		11 255,17				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		11 255,17		11 255,17				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		13 197,15		13 197,15				
004458 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	13 197,15			24/06/2019	24/06/2019	4019698-situ4	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-1 941,98		-1 941,98				
004458 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	-1 941,98			24/06/2019	24/06/2019	602201/170619	
juillet 2019		39 733,25		39 733,25				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		39 733,25		39 733,25				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		39 733,25		39 733,25				
004559 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	39 733,25			29/07/2019	29/07/2019	602201/530719 - Situ7	
septembre 2019		15 732,00		15 732,00				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		15 732,00		15 732,00				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		13 239,90		13 239,90				
004764 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	13 239,90			30/09/2019	30/09/2019	4019832 situ 5	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-1 467,53		-1 467,53				
004764 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	-1 467,53			30/09/2019	30/09/2019	602201/210919	
RENA		3 959,63		3 959,63				
004764 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	3 959,63			30/09/2019	30/09/2019	22/019 SITU 5	
novembre 2019		9 072,95		9 072,95				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		9 072,95		9 072,95				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		10 299,60		10 299,60				
004981 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	10 299,60			15/11/2019	15/11/2019	4019892 - situ 6	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		-1 226,65		-1 226,65				
004981 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	-1 226,65			15/11/2019	15/11/2019	73409/281019 - situ 10	
septembre 2020		2 740,65		2 740,65				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		2 740,65		2 740,65				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		2 740,65		2 740,65				
006540 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	2 740,65			29/09/2020	29/09/2020	73409 / 200931 - situ 18	
décembre 2021		4 971,60		4 971,60				
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		4 971,60		4 971,60				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		4 971,60		4 971,60				
008731 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2021	4 971,60			10/12/2021	10/12/2021	73409/211222 - situ 20	
<b>B303 Prestations d'entretien et réparation ponctuelle (hors contr</b>		<b>7 758,00</b>		<b>7 758,00</b>				
juin 2022		800,00		800,00				
LC 22-110 Sécurisation fenêtres Salle des Cuves		800,00		800,00				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
ALSASCO		800,00		800,00				
009435 Sécurisation fenêtres Salle des Cuves	06/2022	800,00			06/06/2022	06/06/2022	00 000 509	
<b>décembre 2022</b>		<b>6 958,00</b>		<b>6 958,00</b>				
22-03640 Nettoyage / piquetage déchets Cave à Vins		3 248,00		3 248,00				
GAMA SERVICES		3 248,00		3 248,00				
010340 Nettoyage / piquetage déchets Cave à Vins	12/2022	3 248,00			07/12/2022	07/12/2022	2022-01058	
22-03651 Menus travaux ERP Cave à Vins		3 710,00		3 710,00				
ALSASCO		3 710,00		3 710,00				
010359 Menus travaux ERP Cave à Vins	12/2022	3 710,00			21/12/2022	21/12/2022	00 000 546	
<b>B307 Fluides (eau, élec, gaz,...)</b>		<b>127 972,20</b>	<b>10 015,05</b>	<b>137 987,25</b>				
<b>mai 2021</b>		<b>619,05</b>		<b>619,05</b>				
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		90,20		90,20				
ES ENERGIES STRASBOURG		90,20		90,20				
007679 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	05/2021	90,20			11/05/2021	11/05/2021	25779571S - Mai à Juillet 2021	
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		162,89		162,89				
ES ENERGIES STRASBOURG		162,89		162,89				
007757 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	05/2021	162,89			28/05/2021	28/05/2021	25918117S - Acheminement	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		162,89		162,89				
ES ENERGIES STRASBOURG		162,89		162,89				
007756 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	05/2021	162,89			28/05/2021	28/05/2021	25918116S - Acheminement	
<b>juin 2021</b>		<b>1 027,67</b>		<b>1 027,67</b>				
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		109,57		109,57				
ES ENERGIES STRASBOURG		109,57		109,57				
007854 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	05/2021	109,57			17/06/2021	17/06/2021	26068385S - Juillet à Août 2021	
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		158,48		158,48				
ES ENERGIES STRASBOURG		158,48		158,48				
007771 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	05/2021	158,48			03/06/2021	03/06/2021	25965662S - Mai 2021	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		170,30		170,30				
ES ENERGIES STRASBOURG		170,30		170,30				
007772 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	05/2021	170,30			03/06/2021	03/06/2021	25956947S - Mai 2021	
<b>juillet 2021</b>		<b>1 359,28</b>		<b>1 359,28</b>				
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		525,40		525,40				
ES ENERGIES STRASBOURG		525,40		525,40				
007934 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	06/2021	525,40			05/07/2021	05/07/2021	26183577S - Juin 2021	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		497,42		497,42				
ES ENERGIES STRASBOURG		497,42		497,42				
007935 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	06/2021	497,42			05/07/2021	05/07/2021	26183624S - Juin 2021	
<b>août 2021</b>		<b>2 269,73</b>		<b>2 269,73</b>				
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001		61,42		61,42				
ES ENERGIES STRASBOURG		61,42		61,42				
008111 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	07/2021	61,42			20/08/2021	20/08/2021	26525828S - Août à Octobre 2021	
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		475,20		475,20				
ES ENERGIES STRASBOURG		475,20		475,20				
008062 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	07/2021	475,20			04/08/2021	04/08/2021	26407332S - Juillet 2021	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		495,53		495,53				
ES ENERGIES STRASBOURG		495,53		495,53				
008063 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	07/2021	495,53			04/08/2021	04/08/2021	26407723S - Juillet 2021	
<b>septembre 2021</b>		<b>1 426,57</b>		<b>1 426,57</b>				
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		526,66		526,66				
ES ENERGIES STRASBOURG		526,66		526,66				
008185 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	08/2021	526,66			08/09/2021	08/09/2021	26650682S - Août 2021	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		561,12		561,12				
ES ENERGIES STRASBOURG		561,12		561,12				
008186 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	08/2021	561,12			08/09/2021	08/09/2021	26648932S - Août 2021	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
<b>octobre 2021</b>		<b>2 204,94</b>		<b>2 204,94</b>				
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 ES ENERGIES STRASBOURG		51,92		51,92				
		51,92		51,92				
008364 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	09/2021	51,92			19/10/2021	19/10/2021	26977461S - Abonnement du 21/10/2021 au 20/12/2021 + Conso	
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle ES ENERGIES STRASBOURG		553,08		553,08				
		553,08		553,08				
008289 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	09/2021	553,08			05/10/2021	05/10/2021	26853507S - Septembre 2021	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage ES ENERGIES STRASBOURG		611,55		611,55				
		611,55		611,55				
008290 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	09/2021	611,55			05/10/2021	05/10/2021	26854018S - Septembre 2021	
<b>novembre 2021</b>		<b>7 693,99</b>		<b>7 693,99</b>				
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle ES ENERGIES STRASBOURG		589,52		589,52				
		589,52		589,52				
008448 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	10/2021	589,52			04/11/2021	04/11/2021	27062569S - Octobre 2021	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage ES ENERGIES STRASBOURG		629,91		629,91				
		629,91		629,91				
008449 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	10/2021	629,91			04/11/2021	04/11/2021	27062271S - Octobre 2021	
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		6 154,30		6 154,30				
		6 154,30		6 154,30				
008563 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	10/2021	6 154,30			30/11/2021	30/11/2021	RCUA212081 - 15/10 au 31/10/2021	
<b>décembre 2021</b>		<b>10 901,17</b>		<b>10 901,17</b>				
21-02827 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 ES ENERGIES STRASBOURG		-8,59		-8,59				
		-8,59		-8,59				
008664 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	12/2021	-8,59			22/12/2021	22/12/2021	Avoir 27405835S - Décembre	
21-02866 Contrat électricité N°1890027 - Petite Salle (CAV) - P6 rue du Port du Rhin ES ENERGIES STRASBOURG		322,94		322,94				
		322,94		322,94				
008558 Contrat électricité N°1890027 - Petite Salle (CAV) - P6 rue du Port du Rhin	11/2021	322,94			02/12/2021	02/12/2021	27272652S - Novembre 2021	
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 253,76		9 253,76				
		9 253,76		9 253,76				
008712 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	11/2021	9 253,76			31/12/2021	31/12/2021	RCUA212387 - 01/11 au 30/11/2021	
<b>janvier 2022</b>		<b>10 038,43</b>		<b>10 038,43</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 715,00		9 715,00				
		9 715,00		9 715,00				
008735 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	12/2021	9 715,00			10/01/2022	10/01/2022	RCUA220006 - 01/12 au	
<b>février 2022</b>		<b>19 216,60</b>		<b>19 216,60</b>				
21-02851 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle ES ENERGIES STRASBOURG		3 755,54		3 755,54				
		3 755,54		3 755,54				
008888 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	12/2021	3 755,54			11/02/2022	11/02/2022	27754755S - Novembre 2021 à Janvier 2022	
21-02852 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage ES ENERGIES STRASBOURG		3 312,95		3 312,95				
		3 312,95		3 312,95				
008889 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	12/2021	3 312,95			11/02/2022	11/02/2022	27754455S - Novembre 2021 à Janvier 2022	
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		10 581,91		10 581,91				
		10 581,91		10 581,91				
008939 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	01/2022	10 581,91			17/02/2022	17/02/2022	RCUA220397 - 01/01 au 31/01/2022	
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz) ES ENERGIES STRASBOURG		57,93		57,93				
		57,93		57,93				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
008969 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001	02/2022	57,93			23/02/2022	23/02/2022	27852007S - Décembre 2021 à Février 2022	
<b>mars 2022</b>		<b>11 945,52</b>		<b>11 945,52</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 640,54		9 640,54				
009021 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	02/2022	9 640,54			15/03/2022	15/03/2022	RCUA220570 - 01/02 au 28/02/2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle ES ENERGIES STRASBOURG		897,43		897,43				
008995 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	02/2022	897,43			03/03/2022	03/03/2022	27900941S - Février 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage ES ENERGIES STRASBOURG		1 085,94		1 085,94				
008994 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	02/2022	1 085,94			03/03/2022	03/03/2022	27900482S - Février 2022	
<b>avril 2022</b>		<b>11 590,73</b>		<b>11 590,73</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		8 372,05		8 372,05				
009179 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	03/2022	8 372,05			12/04/2022	12/04/2022	RCUA220873 - 01/03 au 31/03/2022	
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz) ES ENERGIES STRASBOURG		57,65		57,65				
009290 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	04/2022	57,65			22/04/2022	22/04/2022	28403087S - Février à Avril 2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle ES ENERGIES STRASBOURG		846,89		846,89				
009182 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	03/2022	846,89			07/04/2022	07/04/2022	28239580S - Mars 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage ES ENERGIES STRASBOURG		871,03		871,03				
009181 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	03/2022	871,03			07/04/2022	07/04/2022	28239623S - Mars 2022	
<b>mai 2022</b>		<b>8 738,92</b>		<b>8 738,92</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		9 152,33		9 152,33				
009392 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	04/2022	9 152,33			19/05/2022	19/05/2022	RCUA221147 - 01/04 au 30/04/2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle ES ENERGIES STRASBOURG		-179,43		-179,43				
009355 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	04/2022	-179,43			11/05/2022	11/05/2022	28548774S - Avoir Avril 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage ES ENERGIES STRASBOURG		-202,06		-202,06				
009353 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	04/2022	-202,06			11/05/2022	11/05/2022	28548755S - Avoir Avril 2022	
<b>juin 2022</b>		<b>8 486,30</b>		<b>8 486,30</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		7 739,46		7 739,46				
009485 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	05/2022	7 739,46			13/06/2022	13/06/2022	RCUA221326 - 01/05 au 31/05/2022	
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz) ES ENERGIES STRASBOURG		57,99		57,99				
009551 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	06/2022	57,99			23/06/2022	23/06/2022	28985642S - Avril à Juin 2022	
22-03138 Contrat électricité N°1890027 - Petite Salle (CAV) - P6 rue du Port du Rhin ES ENERGIES STRASBOURG		-14,22		-14,22				
009468 Contrat électricité N°1890027 - Petite Salle (CAV) - P6 rue du Port du Rhin	05/2022	-14,22			03/06/2022	03/06/2022	Avoir 28803031S - Mai 2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle ES ENERGIES STRASBOURG		-24,63		-24,63				
009536 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	05/2022	-24,63			17/06/2022	17/06/2022	Avoir 28943772S - Mai 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage ES ENERGIES STRASBOURG		-166,64		-166,64				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
009535 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	05/2022	-166,64			17/06/2022	17/06/2022	Avoir 289437875 - Mai 2022	
<b>juillet 2022</b>		<b>5 524,70</b>		<b>5 524,70</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 142,71		5 142,71				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 142,71		5 142,71				
009614 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	06/2022	5 142,71			13/07/2022	13/07/2022	RCUA221593 - 01/06 au 30/06/2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		274,88		274,88				
ES ENERGIES STRASBOURG		274,88		274,88				
009669 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	06/2022	274,88			06/07/2022	06/07/2022	29094422S - Juin 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		100,33		100,33				
ES ENERGIES STRASBOURG		100,33		100,33				
009667 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	06/2022	100,33			06/07/2022	06/07/2022	29094050S - Juin 2022	
<b>août 2022</b>		<b>1 260,79</b>		<b>1 260,79</b>				
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)		60,16		60,16				
ES ENERGIES STRASBOURG		60,16		60,16				
009783 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	08/2022	60,16			24/08/2022	24/08/2022	29629149S - Juin à Août 2022	
22-03138 Contrat électricité N°1890027 - Petite Salle (CAV) - P6 rue du Port du Rhin		-8,75		-8,75				
ES ENERGIES STRASBOURG		-8,75		-8,75				
009725 Contrat électricité N°1890027 - Petite Salle (CAV) - P6 rue du Port du Rhin	07/2022	-8,75			02/08/2022	02/08/2022	Avoir 29401233S - Juillet 2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		-67,69		-67,69				
ES ENERGIES STRASBOURG		-67,69		-67,69				
009723 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	07/2022	-67,69			03/08/2022	03/08/2022	Avoir 29411982S - Juillet 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		625,11		625,11				
ES ENERGIES STRASBOURG		625,11		625,11				
009722 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	07/2022	625,11			03/08/2022	03/08/2022	29412256S - Juillet 2022	
<b>septembre 2022</b>		<b>5 858,47</b>		<b>5 858,47</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 108,07		5 108,07				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 108,07		5 108,07				
009885 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	08/2022	5 108,07			20/09/2022	20/09/2022	RCUA222027 - 01/08 au 31/08/2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		29,03		29,03				
ES ENERGIES STRASBOURG		29,03		29,03				
009842 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	08/2022	29,03			05/09/2022	05/09/2022	29713486S - Août 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		722,60		722,60				
ES ENERGIES STRASBOURG		722,60		722,60				
009843 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	08/2022	722,60			05/09/2022	05/09/2022	29713531S - Août 2022	
<b>octobre 2022</b>		<b>6 631,60</b>		<b>6 631,60</b>				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 102,46		5 102,46				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 102,46		5 102,46				
009995 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	09/2022	5 102,46			11/10/2022	11/10/2022	RCUA222237 - 01/09 au 30/09/2022	
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)		60,79		60,79				
ES ENERGIES STRASBOURG		60,79		60,79				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
010084 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	10/2022	60,79			24/10/2022	24/10/2022	30165150S - Août à Octobre 2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		40,03		40,03				
ES ENERGIES STRASBOURG		40,03		40,03				
009987 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	09/2022	40,03			06/10/2022	06/10/2022	30024304S - Septembre 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		765,60		765,60				
ES ENERGIES STRASBOURG		765,60		765,60				
009986 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	09/2022	765,60			06/10/2022	06/10/2022	30024421S - Septembre 2022	
novembre 2022		6 062,61		6 062,61				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 125,20		5 125,20				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 125,20		5 125,20				
010190 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	10/2022	5 125,20			21/11/2022	21/11/2022	RCUA222550 - 01/10 au 31/10/2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle		32,93		32,93				
ES ENERGIES STRASBOURG		32,93		32,93				
010137 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	10/2022	32,93			04/11/2022	04/11/2022	30257364S - Octobre 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage		907,29		907,29				
ES ENERGIES STRASBOURG		907,29		907,29				
010136 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	10/2022	907,29			04/11/2022	04/11/2022	30257409S - Octobre 2022	
décembre 2022		5 115,13	2 322,22	7 437,35				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire		5 113,22		5 113,22				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		5 113,22		5 113,22				
010319 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	11/2022	5 113,22			15/12/2022	15/12/2022	RCUA222605 - 01/11 au 30/11/2022	
22-03110 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)			60,90	60,90				
ES ENERGIES STRASBOURG			60,90	60,90				
010371 Contrat électricité N° 1877882 - rue Hugette Malbos / rez de chaussée app 001 (2 Allée Kathe Kollwitz)	12/2022		60,90		22/12/2022		30638516S - Octobre à Décembre 2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle			479,60	479,60				
ES ENERGIES STRASBOURG			479,60	479,60				
010308 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	11/2022		479,60		07/12/2022		30515195S - Novembre 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage			1 235,38	1 235,38				
ES ENERGIES STRASBOURG			1 235,38	1 235,38				
010309 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	11/2022		1 235,38		07/12/2022		30515111S - Novembre 2022	
janvier 2023			7 692,83	7 692,83				
21-02990 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire			5 086,43	5 086,43				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac			5 086,43	5 086,43				
010507 Police d'abonnement au service de distribution de chaleur et d'eau chaude sanitaire	12/2022		5 086,43		25/01/2023		RCUA230183 - 01/12 au 31/12/2022	
22-03139 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle			1 090,87	1 090,87				
ES ENERGIES STRASBOURG			1 090,87	1 090,87				
010428 Contrat électricité N° 1884882 - Salle Hypostyle	12/2022		1 090,87		06/01/2023		30732904S - Décembre 2022	
22-03140 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage			1 141,23	1 141,23				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
ES ENERGIES STRASBOURG			1 141,23	1 141,23				
010427 Contrat électricité N° 1884871 - Salle Embouteillage	12/2022		1 141,23		06/01/2023		30733269S - Décembre 2022	
<b>D101 Achat d'études et prestations de services/Constructions</b>		<b>64 137,41</b>		<b>64 137,41</b>				
<b>mars 2017</b>		<b>2 880,00</b>		<b>2 880,00</b>				
LC 16-073 Sondages et diagnostics structure complémentaires Cave à Vins		2 880,00		2 880,00				
LABORATOIRE BPE		2 880,00		2 880,00				
001394 Sondages et diagnostics structure complémentaires Cave à Vins	03/2017	2 880,00			31/03/2017	31/03/2017	F20172353	
<b>juin 2017</b>		<b>1 160,00</b>		<b>1 160,00</b>				
17-016 Etudes de dimensionnement de façades en surpression		1 160,00		1 160,00				
MECA		1 160,00		1 160,00				
001620 Etudes de dimensionnement de façades en surpression	06/2017	1 160,00			27/06/2017	27/06/2017	M17-F06207	
<b>février 2018</b>		<b>3 465,00</b>		<b>3 465,00</b>				
17-009/001 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins		585,00		585,00				
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		585,00		585,00				
002279 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins	01/2018	585,00			06/02/2018	01/03/2018	FA01475	
17-009/004 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins		2 880,00		2 880,00				
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		2 880,00		2 880,00				
002295 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins	02/2018	2 880,00			09/02/2018	01/03/2018	FA01484	
<b>mai 2018</b>		<b>3 470,00</b>		<b>3 470,00</b>				
17-009/002 Diagnostics Amiante complémentaires		1 820,00		1 820,00				
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		1 820,00		1 820,00				
002688 Diagnostics Amiante complémentaires	05/2018	1 820,00			28/05/2018	13/06/2018	FA01692	
17-009/003 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins		1 650,00		1 650,00				
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		1 650,00		1 650,00				
002686 Mission complémentaire de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante et/ou du plomb - Cave à Vins	05/2018	1 650,00			29/05/2018	13/06/2018	FA01695	
<b>novembre 2018</b>		<b>2 440,00</b>		<b>2 440,00</b>				
17-009/005 Investigation pour le sous-sol du bâtiment de la Cave à Vins		2 440,00		2 440,00				
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		2 440,00		2 440,00				
003179 Investigation pour le sous-sol du bâtiment de la Cave à Vins	07/2018	2 440,00			06/11/2018	06/11/2018	FA02099	
<b>février 2019</b>		<b>141,00</b>		<b>141,00</b>				
19-01838 Taxes et redevances diverses aménagement		141,00		141,00				
CENTRE D'ENCAISSEMENT DES FP		141,00		141,00				
003916 Taxes et redevances diverses aménagement	02/2019	16,00			21/02/2019	21/02/2019	068000 045 075 067 179944	
003917 Taxes et redevances diverses aménagement	02/2019	125,00			21/02/2019	21/02/2019	2019 0008829 - 068000 045 075 067 465240 2019 0008830 - taxe aménagement	
<b>novembre 2019</b>		<b>24 600,00</b>		<b>24 600,00</b>				
LC 19-153 Diagnostic exhaustif des résistances au feu des planchers de la cave à vin		24 600,00		24 600,00				
CAPEM INGENIERIE		24 600,00		24 600,00				
005110 Diagnostic exhaustif des résistances au feu des planchers de la cave à vin	11/2019	24 600,00			29/11/2019	29/11/2019	19-243	
<b>janvier 2020</b>		<b>12 318,17</b>		<b>12 318,17</b>				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
20-02218 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin		5 641,21		5 641,21				
STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX		5 641,21		5 641,21				
005348 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	5 641,21			08/01/2020	08/01/2020	RES92020010047	
005663 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	-5 641,21			08/01/2020	08/01/2020	ANNUL 005348	
005664 Raccordement HTA Cave à vins Hypostyle - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	5 641,21			08/01/2020	31/12/2019	RES92020010047	
20-02219 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin		6 676,96		6 676,96				
STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX		6 676,96		6 676,96				
005349 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	6 676,96			08/01/2020	08/01/2020	RES92020010048	
005665 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	-6 676,96			08/01/2020	08/01/2020	ANNUL 005349	
005666 Raccordement HTA Salle Embouteillage - 10-12-14 rue du Port du Rhin	12/2019	6 676,96			08/01/2020	31/12/2019	RES92020010048	
<b>avril 2020</b>		<b>840,00</b>		<b>840,00</b>				
19-009-02/005 Gestion Crise Sanitaire (Covid-19)		840,00		840,00				
CHARREL ET ASSOCIES		840,00		840,00				
005951 Gestion Crise Sanitaire (Covid-19)	04/2020	840,00			28/04/2020	28/04/2020	2020-0289	
<b>juin 2020</b>		<b>585,00</b>		<b>585,00</b>				
LC 20-069 Assainissement Cave à Vins - Frais d'instruction dossier		585,00		585,00				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		585,00		585,00				
006162 Assainissement Cave à Vins - Frais d'instruction dossier	06/2020	585,00			24/06/2020	24/06/2020	00102-2020-275	
<b>août 2020</b>		<b>1 650,00</b>		<b>1 650,00</b>				
LC 20-070 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour la Cave à Vins		1 650,00		1 650,00				
DIAGAMTER		1 650,00		1 650,00				
006305 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour la Cave à Vins	08/2020	1 650,00			20/08/2020	20/08/2020	F-MCH00-2008-038	
<b>octobre 2020</b>		<b>3 080,88</b>		<b>3 080,88</b>				
LC 20-065 Pose de compteurs AEP pour la Cave à vin		3 080,88		3 080,88				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		3 080,88		3 080,88				
006735 Droits d'instruction de dossier concernant l'installation d'une base vie rue de Nantes	10/2020	3 080,88			26/10/2020	26/10/2020	00101-2020-255-572	
<b>novembre 2020</b>		<b>2 200,00</b>		<b>2 200,00</b>				
LC 20-072 Contrat de raccordement GAZ de la Cave à Vin		2 200,00		2 200,00				
RESEAU GDS		2 200,00		2 200,00				
006775 Contrat de raccordement GAZ de la Cave à Vin	11/2020	2 200,00			12/11/2020	12/11/2020	2020020594476	
<b>janvier 2021</b>		<b>4 990,00</b>		<b>4 990,00</b>				
LC 20-127 Réalisation d'essais fumigènes in-situ dans la galerie de la Cave à Vins		4 990,00		4 990,00				
EFFECTIS FRANCE		4 990,00		4 990,00				
007360 Réalisation d'essais fumigènes in-situ dans la galerie de la Cave à Vins	01/2021	4 990,00			26/01/2021	26/01/2021	EFR-21-01-0269	
<b>D200 Travaux de voirie et aménagement</b>		<b>19 342,76</b>		<b>19 342,76</b>				
<b>décembre 2020</b>		<b>18 356,54</b>		<b>18 356,54</b>				
18-009-01/029 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins		18 356,54		18 356,54				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		18 356,54		18 356,54				
007095 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins	12/2020	18 356,54			16/12/2020	31/12/2020	2784.0.0068001069 - situ 1 - EA 24	
<b>février 2022</b>		<b>986,22</b>		<b>986,22</b>				
18-009-01/029 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins		986,22		986,22				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		986,22		986,22				
008883 Travaux d'étanchéité des cuves de la Cave à Vins	02/2022	986,22			14/02/2022	14/02/2022	F126A103.21.18 000078 - DGD	
<b>D201 Travaux sur constructions</b>		<b>6 565 561,55</b>		<b>6 565 561,55</b>				<b>1 028 604</b>
janvier 2019		7 787,00		7 787,00				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		7 787,00		7 787,00				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		7 787,00		7 787,00				
003747 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2019	7 787,00			29/01/2019	29/01/2019	602201/120119	
février 2019		35 878,10		35 878,10				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		15 574,00		15 574,00				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		15 574,00		15 574,00				
003809 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2019	15 574,00			25/02/2019	25/02/2019	602201/360219	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		20 304,10		20 304,10				
RHONE ALPES ACIER		20 304,10		20 304,10				
003845 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	02/2019	20 304,10			28/02/2019	28/02/2019	360219	
mars 2019		11 910,44		11 910,44				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		11 910,44		11 910,44				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		2 542,60		2 542,60				
003949 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	2 542,60			29/03/2019	29/03/2019	4019542 SITU1	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		9 367,84		9 367,84				
003949 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2019	9 367,84			29/03/2019	29/03/2019	602201/620319	
avril 2019		80 693,76		80 693,76				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		46 315,75		46 315,75				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		4 431,77		4 431,77				
004093 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	4 431,77			29/04/2019	29/04/2019	4019603	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		41 883,98		41 883,98				
004093 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	04/2019	41 883,98			29/04/2019	29/04/2019	602201/340419	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		30 307,83		30 307,83				
RHONE ALPES ACIER		30 307,83		30 307,83				
004131 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	04/2019	30 307,83			30/04/2019	30/04/2019	370419	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		4 070,18		4 070,18				
SNEF		4 070,18		4 070,18				
004091 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	04/2019	4 070,18			30/04/2019	30/04/2019	19046441	
mai 2019		138 444,07		138 444,07				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		134 007,38		134 007,38				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		29 160,79		29 160,79				
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	29 160,79			29/05/2019	29/05/2019	4019659 - N°3	
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		6 228,50		6 228,50				
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	6 228,50			29/05/2019	29/05/2019	F-699 N°1	
G.F.A CONSTRUCTION		6 493,50		6 493,50				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	6 493,50			29/05/2019	29/05/2019	103/2019 N°1	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		87 277,29		87 277,29				
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	87 277,29			29/05/2019	29/05/2019	602201/390519	
KAPP & CIE		4 847,30		4 847,30				
004220 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	05/2019	4 847,30			29/05/2019	29/05/2019	103/2019 N°1	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		4 436,69		4 436,69				
RHONE ALPES ACIER		4 436,69		4 436,69				
004206 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	05/2019	4 436,69			31/05/2019	31/05/2019	450519 - situ 03	
juin 2019		156 533,58		156 533,58				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		133 924,69		133 924,69				
AWS BETON-CUT (DIAMCOUPE)		18 639,56		18 639,56				
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	18 639,56			24/06/2019	24/06/2019	4019698 - situ4	
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		20 321,84		20 321,84				
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	20 321,84			24/06/2019	24/06/2019	F710 - situ2	
G.F.A CONSTRUCTION		10 822,50		10 822,50				
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	10 822,50			24/06/2019	24/06/2019	115/2019 -situ2	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		84 140,79		84 140,79				
004456 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2019	84 140,79			24/06/2019	24/06/2019	602201/170619	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		22 608,89		22 608,89				
SNEF		22 608,89		22 608,89				
004437 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	06/2019	22 608,89			30/06/2019	30/06/2019	1906A003	
juillet 2019		286 290,90		286 290,90				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		226 898,77		226 898,77				
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		16 909,60		16 909,60				
004550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	16 909,60			29/07/2019	29/07/2019	F-719 -situ3	
G.F.A CONSTRUCTION		20 562,75		20 562,75				
004550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	20 562,75			29/07/2019	29/07/2019	124/2019 - situ3	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		189 426,42		189 426,42				
004550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2019	189 426,42			29/07/2019	29/07/2019	602201/530719	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		53 418,30		53 418,30				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		53 418,30		53 418,30				
004434 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	07/2019	53 418,30			17/07/2019	17/07/2019	19/0220	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		5 973,83		5 973,83				
RHONE ALPES ACIER		5 973,83		5 973,83				
004525 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	07/2019	5 973,83			25/07/2019	25/07/2019	340719 - Situ 4	
août 2019		150 038,61		150 038,61				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		119 674,82		119 674,82				
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		19 315,53		19 315,53				
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	19 315,53			26/08/2019	26/08/2019	F-724 - situ4	
G.F.A CONSTRUCTION		7 575,75		7 575,75				
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	7 575,75			26/08/2019	26/08/2019	128/2019 - situ 4	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		84 569,62		84 569,62				
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	84 569,62			26/08/2019	26/08/2019	602201/160819	
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		3 995,55		3 995,55				
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	3 995,55			26/08/2019	26/08/2019	19/0242	
KAPP & CIE		4 218,37		4 218,37				
004594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	08/2019	4 218,37			26/08/2019	26/08/2019	190827 - Situ2	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		19 390,80		19 390,80				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		19 390,80		19 390,80				
004566 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	08/2019	19 390,80			22/08/2019	22/08/2019	19/0249 - Situ 2	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		10 972,99		10 972,99				
RHONE ALPES ACIER		10 972,99		10 972,99				
004661 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	08/2019	10 972,99			31/08/2019	31/08/2019	230819 - Situ 5	
septembre 2019		311 147,97		311 147,97				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		126 863,09		126 863,09				
ALSACE SCOP SOLS INDUSTRIELS (A2SI)		7 130,50		7 130,50				
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	7 130,50			30/09/2019	30/09/2019	situ 1	
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		19 315,53		19 315,53				
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	19 315,53			30/09/2019	30/09/2019	F728 situ 5	
G.F.A CONSTRUCTION		10 822,50		10 822,50				
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	10 822,50			30/09/2019	30/09/2019	136/2019 situ 5	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		83 627,56		83 627,56				
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	83 627,56		5 568,75	30/09/2019	30/09/2019	620201/210919	
RENA		5 967,00		5 967,00				
004765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2019	5 967,00			30/09/2019	30/09/2019	22/019 situ 5	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		76 119,03		76 119,03				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		76 119,03		76 119,03				
004709 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	09/2019	76 119,03			23/09/2019	23/09/2019	19/0268 - Situ 3	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		30 690,47		30 690,47				
C'EST LE PLOMBIER		1 950,00		1 950,00				
004801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2019	1 950,00			25/09/2019	25/09/2019	2262	
OPEMA SARL		13 000,00		13 000,00				
004801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2019	13 000,00			25/09/2019	25/09/2019	241	
RHONE ALPES ACIER		15 740,47		15 740,47				
004801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2019	15 740,47			25/09/2019	25/09/2019	490919 - situ 6	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		56 500,47		56 500,47				
CHOSSET & LUCHESSA		56 500,47		56 500,47				
004740 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	09/2019	56 500,47			20/09/2019	20/09/2019	14826 - situ 1	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		20 974,91		20 974,91				
EIMI		20 974,91		20 974,91				
004742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2019	20 974,91		1 562,40	27/09/2019	27/09/2019	6706923 - Situ 1	
octobre 2019		188 469,89		188 469,89				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		2 925,00		2 925,00				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		2 925,00		2 925,00				
004871 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2019	2 925,00			22/10/2019	22/10/2019	19/0288 - situ 4	
18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		21 072,00		21 072,00				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		21 072,00		21 072,00				
004873 Travaux de réhabilitation de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2019	21 072,00			22/10/2019	22/10/2019	19/0288	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		45 811,04		45 811,04				
C'EST LE PLOMBIER		975,00		975,00				
004927 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2019	975,00			25/10/2019	25/10/2019	2276	
OPEMA SARL		6 500,00		6 500,00				
004927 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2019	6 500,00			25/10/2019	25/10/2019	246	
RHONE ALPES ACIER		38 336,04		38 336,04				
004927 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2019	38 336,04			25/10/2019	25/10/2019	171019 - situ 7	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		21 048,09		21 048,09				
CHOSSET & LUCHESSA		21 048,09		21 048,09				
004894 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	10/2019	21 048,09			21/10/2019	21/10/2019	15299 - Situ 2	
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		42 884,40		42 884,40				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUEAU		42 884,40		42 884,40				
004876 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	10/2019	42 884,40			17/10/2019	17/10/2019	17684/70111 SB - situ 1	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		7 465,12		7 465,12				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		7 465,12		7 465,12				
004896 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	10/2019	7 465,12			21/10/2019	21/10/2019	18-19-282 - Situ 1	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		39 691,41		39 691,41				
EIMI		39 691,41		39 691,41				
004900 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	10/2019	39 691,41		3 433,50	23/10/2019	23/10/2019	6706979 - Situ 2	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage		7 572,83		7 572,83				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		7 572,83		7 572,83				
004874 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage	10/2019	7 572,83			21/10/2019	21/10/2019	18-19-281 - situ 1	
<b>novembre 2019</b>		<b>414 009,29</b>		<b>414 009,29</b>				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		146 167,68		146 167,68				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		5 954,30		5 954,30				
005156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2019	5 954,30			29/11/2019	29/11/2019	I-19-20-12	
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		13 520,87		13 520,87				
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	13 520,87			15/11/2019	15/11/2019	F-734 - situ 6	
G.F.A CONSTRUCTION		6 903,00		6 903,00				
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	6 903,00			15/11/2019	15/11/2019	141/2019 - situ 6	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		91 450,89		91 450,89				
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	27 125,77		371,25	15/11/2019	15/11/2019	73409/281019 - situ 10	
005156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2019	64 325,12		1 113,75	29/11/2019	29/11/2019	73409/671119 - situ 11	
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		19 992,11		19 992,11				
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	19 992,11			15/11/2019	15/11/2019	19/0278	
KAPP & CIE		8 346,51		8 346,51				
004880 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	10/2019	3 346,43			15/11/2019	15/11/2019	191018 - situ 3	
005156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2019	5 000,08			29/11/2019	29/11/2019	191018 - situ 3	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		38 468,45		38 468,45				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
OPEMA SARL		6 500,00		6 500,00				
005095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	11/2019	6 500,00			25/11/2019	25/11/2019	262	
RHONE ALPES ACIER		31 968,45		31 968,45				
005095 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	11/2019	31 968,45			25/11/2019	25/11/2019	281119 - situ 8	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		87 829,46		87 829,46				
CHOSSET & LUCHESSA		87 829,46		87 829,46				
005154 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	11/2019	87 829,46			19/11/2019	19/11/2019	15340 - situ 3	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		9 021,29		9 021,29				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		9 021,29		9 021,29				
005108 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	11/2019	9 021,29			26/11/2019	26/11/2019	19-20-22 - Situ 2	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		19 887,65		19 887,65				
SNEF		19 887,65		19 887,65				
005159 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	11/2019	19 887,65		1 604,92	30/11/2019	30/11/2019	1911A832 - Situ 3	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		87 392,01		87 392,01				
EIMI		56 219,12		56 219,12				
005097 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2019	56 219,12		46 138,50	18/11/2019	18/11/2019	6707010 - situ 3	
GAINES CONCEPT		29 493,19		29 493,19				
005097 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2019	29 493,19		4 343,20	18/11/2019	18/11/2019	FC001495	
SCHUCH		1 679,70		1 679,70				
005097 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2019	1 679,70		679,70	18/11/2019	18/11/2019	1911/499	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		25 242,75		25 242,75				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		25 242,75		25 242,75				
005104 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	11/2019	25 242,75		3 619,33	25/11/2019	25/11/2019	19-20-19 - Situ 2	
décembre 2019		177 465,67		177 465,67				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		71 431,62		71 431,62				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		4 288,64		4 288,64				
005267 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2019	4 288,64			18/12/2019	18/12/2019	I-19-20-12	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		67 142,98		67 142,98				
005267 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2019	67 142,98		20 111,50	18/12/2019	18/12/2019	73409/461219 - situ 12	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		32 667,96		32 667,96				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		32 667,96		32 667,96				
005270 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	12/2019	32 667,96			13/12/2019	13/12/2019	19/0326 - situ 5	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		12 887,97		12 887,97				
OPEMA SARL		1 625,00		1 625,00				
005272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	12/2019	1 625,00			23/12/2019	23/12/2019	273	
RHONE ALPES ACIER		11 262,97		11 262,97				
005272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	12/2019	11 262,97			23/12/2019	23/12/2019	421219 - situ 9	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		39 526,10		39 526,10				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		39 526,10		39 526,10				
005274 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	12/2019	39 526,10		9 362,00	17/12/2019	17/12/2019	19-20-48- situ 3	



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		20 952,02		20 952,02				
CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		13 000,00		13 000,00				
005303 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	12/2019	13 000,00			31/12/2019	31/12/2019	4302 + 4349	
SNEF		7 952,02		7 952,02				
005303 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	12/2019	7 952,02			31/12/2019	31/12/2019	1912C005 - situ 4	
janvier 2020		420 711,85		420 711,85				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		27 054,11		27 054,11				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		27 054,11		27 054,11				
005423 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	01/2020	27 054,11			20/01/2020	20/01/2020	20/0346 - situ 6	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		26 413,39		26 413,39				
C'EST LE PLOMBIER		325,00		325,00				
005503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	01/2020	325,00			31/01/2020	22/01/2020	2328	
OPEMA SARL		975,00		975,00				
005503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	01/2020	975,00			31/01/2020	21/01/2020	280	
RHONE ALPES ACIER		25 113,39		25 113,39				
005503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	01/2020	25 113,39			31/01/2020	31/01/2020	390120 - situ 10	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		154 132,55		154 132,55				
CHOSSET & LUCHESSA		106 933,02		106 933,02				
005377 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	01/2020	106 933,02			21/01/2020	21/01/2020	15422 - situ 4	
VD INDUSTRY		47 199,53		47 199,53				
005377 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	01/2020	47 199,53			21/01/2020	21/01/2020	FA1900865	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		43 786,18		43 786,18				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		43 786,18		43 786,18				
005384 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	01/2020	43 786,18		13 097,60	27/01/2020	27/01/2020	19-20-66 - situ 4	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		169 325,62		169 325,62				
EIMI		130 934,39		130 934,39				
005263 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	74 976,68		29 267,20	07/01/2020	07/01/2020	6707094 - situ 4	
005425 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2020	55 957,71		15 202,16	27/01/2020	27/01/2020	6707124 - situ 5	
005667 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	-74 976,68		-29 267,20	07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005263	
005668 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	74 976,68		29 267,20	06/01/2020	31/12/2019	6707094 - situ 4	
GAINES CONCEPT		6 975,44		6 975,44				
005263 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	2 367,86		1 866,43	07/01/2020	07/01/2020	FC001513	
005425 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2020	4 607,58		2 239,72	27/01/2020	27/01/2020	FC001524	
005667 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	-2 367,86			07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005263	
005668 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	2 367,86			06/01/2020	31/12/2019	FC001513	
SCHUCH		31 415,79		31 415,79				
005263 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	13 831,85			07/01/2020	07/01/2020	1912/631	
005425 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	01/2020	17 583,94			27/01/2020	27/01/2020	2001/015	
005667 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	-13 831,85			07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005263	
005668 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2019	13 831,85			06/01/2020	31/12/2019	1912/631	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
<b>février 2020</b>		<b>325 778,31</b>		<b>325 778,31</b>				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		139 129,95		139 129,95				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		6 275,88		6 275,88				
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	6 275,88			28/02/2020	28/02/2020	19-20-95	
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION DERVOVIC		4 475,78		4 475,78				
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	4 475,78			28/02/2020	28/02/2020	F-769	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		122 397,62		122 397,62				
005537 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2020	118 850,79		27 546,20	06/02/2020	06/02/2020	73409/200206 - situ 13	
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	3 546,83			28/02/2020	28/02/2020	73409/200242 - situ 14	
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		1 862,44		1 862,44				
005537 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	01/2020	1 862,44			06/02/2020	06/02/2020	20/0351	
KAPP & CIE		495,32		495,32				
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	495,32			28/02/2020	28/02/2020	200228	
RENA		1 053,00		1 053,00				
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	1 053,00			28/02/2020	28/02/2020	09/020	
RSTB		2 569,91		2 569,91				
005742 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	02/2020	2 569,91			28/02/2020	28/02/2020	1095	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		23 752,19		23 752,19				
OPEMA SARL		650,00		650,00				
005600 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	02/2020	650,00			25/02/2020	25/02/2020	290	
RHONE ALPES ACIER		23 102,19		23 102,19				
005600 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	02/2020	23 102,19			25/02/2020	25/02/2020	240220 - Situ 11	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		37 437,40		37 437,40				
CHOSSET & LUCHESSA		24 437,40		24 437,40				
005594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	02/2020	24 437,40			24/02/2020	24/02/2020	15489 - situ 5	
RR POSE FERMETURES		13 000,00		13 000,00				
005594 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	02/2020	13 000,00			24/02/2020	24/02/2020	200106	
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		14 265,65		14 265,65				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		14 265,65		14 265,65				
005599 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	02/2020	14 265,65			27/02/2020	27/02/2020	17684/70111 SB - Situ 2	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		11 802,10		11 802,10				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		11 802,10		11 802,10				
005590 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	02/2020	11 802,10		3 735,60	24/02/2020	24/02/2020	19-20-86 - Situ 5	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		10 692,89		10 692,89				
CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		6 500,00		6 500,00				
005643 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	02/2020	6 500,00			27/02/2020	27/02/2020	4386	
SNEF		4 192,89		4 192,89				
005643 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	02/2020	4 192,89		1 194,25	27/02/2020	27/02/2020	20029100 - situ 5	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		42 342,92		42 342,92				
EIMI		22 692,65		22 692,65				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
005596 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	02/2020	22 692,65		10 366,30	24/02/2020	24/02/2020	6707141 - situ 6	
SCHUCH		19 650,27		19 650,27				
005596 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	02/2020	19 650,27			24/02/2020	17/02/2020	2002/058	
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		20 202,00		20 202,00				
SCHINDLER		20 202,00		20 202,00				
005750 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	02/2020	20 202,00			20/02/2020	20/02/2020	213130335/213130616 - situ 1	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage		26 153,21		26 153,21				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		26 153,21		26 153,21				
005587 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage	02/2020	26 153,21			20/02/2020	20/02/2020	19-20-85 - Situ 3	
<b>mars 2020</b>		<b>134 085,08</b>		<b>134 085,08</b>				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		7 997,87		7 997,87				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		5 427,96		5 427,96				
005877 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2020	5 427,96			30/03/2020	30/03/2020	73409/200335 - situ 15	
RSTB		2 569,91		2 569,91				
005877 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	03/2020	2 569,91			30/03/2020	30/03/2020	1095 / 2020 02	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		35 478,35		35 478,35				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		35 478,35		35 478,35				
005752 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	03/2020	35 478,35			25/03/2020	25/03/2020	20/0380 - situ 7	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		26 897,44		26 897,44				
RHONE ALPES ACIER		26 897,44		26 897,44				
005765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	03/2020	26 897,44			25/03/2020	25/03/2020	280320 - situ 12	
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		15 216,10		15 216,10				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		15 216,10		15 216,10				
005754 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	03/2020	15 216,10			24/03/2020	24/03/2020	17684/70111 SB - situ 3	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		25 873,69		25 873,69				
SNEF		25 873,69		25 873,69				
005837 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	03/2020	25 873,69		14 288,83	25/03/2020	25/03/2020	20034854 - situ 6	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		22 621,63		22 621,63				
EIMI		22 621,63		22 621,63				
005756 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	03/2020	22 621,63		15 193,10	25/03/2020	25/03/2020	6707194 - situ 7	
<b>avril 2020</b>		<b>28 482,75</b>		<b>28 482,75</b>				
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		28 482,75		28 482,75				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		28 482,75		28 482,75				
005782 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	03/2020	28 482,75		9 823,20	02/04/2020	02/04/2020	19-20-105 - situ 6	
<b>mai 2020</b>		<b>107 740,95</b>		<b>107 740,95</b>				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		21 480,66		21 480,66				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		21 480,66		21 480,66				
005981 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	05/2020	21 480,66			31/05/2020	31/05/2020	20/0394 - Situ 8	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		7 585,50		7 585,50				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
RHONE ALPES ACIER		7 585,50		7 585,50				
006058 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	05/2020	7 585,50			28/05/2020	28/05/2020	260520 - situ 13	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		19 850,94		19 850,94				
CHOSSET & LUCHESSA		19 850,94		19 850,94				
005944 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	04/2020	19 850,94			12/05/2020	12/05/2020	15553 - Situ 6	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		27 853,15		27 853,15				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		27 853,15		27 853,15				
005992 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	05/2020	27 853,15			25/05/2020	25/05/2020	19-20-120 - Situ 7	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		30 970,70		30 970,70				
SNEF		30 970,70		30 970,70				
006094 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	05/2020	30 970,70		6 110,49	31/05/2020	31/05/2020	20057004 - situ 7	
juin 2020		335 205,87		335 205,87				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		28 268,54		28 268,54				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		10 382,58		10 382,58				
006175 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2020	10 382,58			30/06/2020	30/06/2020	19-20-95	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		17 885,96		17 885,96				
006175 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	06/2020	17 885,96		13 437,50	30/06/2020	30/06/2020	73409/200710 - situ 16	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		21 088,72		21 088,72				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		21 088,72		21 088,72				
006156 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	06/2020	21 088,72			22/06/2020	22/06/2020	20/0412 - Situ 9	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		37 089,06		37 089,06				
RHONE ALPES ACIER		37 089,06		37 089,06				
006154 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	06/2020	37 089,06			25/06/2020	25/06/2020	130620 - Situ 14	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		93 102,45		93 102,45				
CHOSSET & LUCHESSA		69 801,25		69 801,25				
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	69 801,25			12/06/2020	12/06/2020	15600 - Situ 7	
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		6 500,00		6 500,00				
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	6 500,00			12/06/2020	12/06/2020	19-20-129	
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		13 980,20		13 980,20				
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	13 980,20			12/06/2020	12/06/2020	20/0397	
RR POSE FERMETURES		2 821,00		2 821,00				
006164 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2020	2 821,00			12/06/2020	12/06/2020	200604	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		24 334,01		24 334,01				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		24 334,01		24 334,01				
006152 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	06/2020	24 334,01		11 594,40	23/06/2020	23/06/2020	19-20-137 - Situ 8	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		91 453,05		91 453,05				
EIMI		64 122,98		64 122,98				
006168 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	06/2020	64 122,98		41 521,63	23/06/2020	23/06/2020	6707247 - Situ 8	
GAINES CONCEPT		14 958,55		14 958,55				
006168 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	06/2020	14 958,55		7 657,37	23/06/2020	23/06/2020	FC001572	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
SCHUCH		12 371,52		12 371,52				
006168 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	06/2020	12 371,52			23/06/2020	23/06/2020	2006/160	
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		11 505,00		11 505,00				
SCHINDLER		11 505,00		11 505,00				
006202 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	06/2020	11 505,00			11/06/2020	11/06/2020	213132855 - Situ 2	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe		9 203,53		9 203,53				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		9 203,53		9 203,53				
006150 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe	06/2020	9 203,53			23/06/2020	23/06/2020	19-20-136 - Situ 4	
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture		19 161,51		19 161,51				
THIERRY MULLER		19 161,51		19 161,51				
006169 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture	06/2020	19 161,51			30/06/2020	30/06/2020	TM1110 20/06 - Situ 1	
juillet 2020		241 942,68		241 942,68				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		58 205,35		58 205,35				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		37 675,03		37 675,03				
006318 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2020	37 675,03		22 614,52	28/07/2020	28/07/2020	19-20-95	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		20 530,32		20 530,32				
006318 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	07/2020	20 530,32		698,08	28/07/2020	28/07/2020	73409/200752 - situ 17	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		39 176,80		39 176,80				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		39 176,80		39 176,80				
006241 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	07/2020	39 176,80			20/07/2020	20/07/2020	20/0436 - Situ 10	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		8 477,23		8 477,23				
RHONE ALPES ACIER		8 477,23		8 477,23				
006245 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	07/2020	8 477,23			20/07/2020	20/07/2020	40720 - situ 15	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		69 119,92		69 119,92				
CHOSSET & LUCHESSA		34 115,34		34 115,34				
006272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	07/2020	34 115,34			20/07/2020	20/07/2020	15660 - situ 8	
RR POSE FERMETURES		26 000,00		26 000,00				
006272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	07/2020	26 000,00			20/07/2020	20/07/2020	200701	
VD INDUSTRY		9 004,58		9 004,58				
006272 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	07/2020	9 004,58			20/07/2020	20/07/2020	FA2000272	
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		5 476,19		5 476,19				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		5 476,19		5 476,19				
006243 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	07/2020	5 476,19			17/07/2020	17/07/2020	17684/70111 SB - situ 4	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		13 445,64		13 445,64				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		13 445,64		13 445,64				
006237 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	07/2020	13 445,64		13 062,40	27/07/2020	27/07/2020	19-20-158 - Situ 9	
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		6 734,00		6 734,00				
SCHINDLER		6 734,00		6 734,00				
006235 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	07/2020	6 734,00			15/07/2020	15/07/2020	213133206 - Situ 3	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe		37 830,67		37 830,67				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		37 830,67		37 830,67				
006239 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	07/2020	37 830,67			27/07/2020	27/07/2020	19-20-159 - Situ 5	
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture THIERRY MULLER		3 476,88		3 476,88				
		3 476,88		3 476,88				
006344 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture août 2020	07/2020	3 476,88			31/07/2020	31/07/2020	TM1419 20/07 - Situ 2	
		276 897,96		276 897,96				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		18 846,36		18 846,36				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		18 846,36		18 846,36				
006328 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	08/2020	18 846,36			17/08/2020	17/08/2020	20/0458 - Situ 11	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation CHOSSET & LUCHESSA		82 461,99		82 461,99				
		62 961,99		62 961,99				
006433 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	08/2020	62 961,99			12/08/2020	12/08/2020	15697 - Situ 9	
RR POSE FERMETURES		19 500,00		19 500,00				
006433 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	08/2020	19 500,00			12/08/2020	12/08/2020	200801 - Situ 9	
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		16 222,86		16 222,86				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		14 838,43		14 838,43				
006401 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	08/2020	14 838,43			31/08/2020	31/08/2020	17684/70111 SB - Situ 5	
FV INDUSTRIES		1 384,43		1 384,43				
006401 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	08/2020	1 384,43			31/08/2020	31/08/2020	88-20-0659	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		42 506,84		42 506,84				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		42 506,84		42 506,84				
006347 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	08/2020	42 506,84		11 870,60	31/08/2020	31/08/2020	19-20-175 - Situ 10	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité SNEF		43 663,28		43 663,28				
		43 663,28		43 663,28				
006399 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	08/2020	43 663,28		4 021,22	31/08/2020	31/08/2020	20085499 - Situ 8	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		25 377,33		25 377,33				
EIMI		4 966,37		4 966,37				
006349 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	08/2020	4 966,37		5 321,90	25/08/2020	25/08/2020	6707334 - Situ 9	
SCHUCH		20 410,96		20 410,96				
006349 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	08/2020	20 410,96			25/08/2020	25/08/2020	2007/174	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		47 819,30		47 819,30				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		47 819,30		47 819,30				
006345 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	08/2020	47 819,30			31/08/2020	31/08/2020	19-20-176 - Situ 6	
septembre 2020		411 105,45		411 105,45				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		38 444,00		38 444,00				
		33 850,87		33 850,87				
006538 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	33 850,87		8 062,50	29/09/2020	29/09/2020	73409 / 200931 - situ 18	
RSTB		4 593,13		4 593,13				
006538 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	4 593,13			29/09/2020	29/09/2020	1095 / 2020 02 - situ 1	
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		3 402,56		3 402,56				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		3 402,56		3 402,56				
006540 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	09/2020	3 402,56			29/09/2020	29/09/2020	73409 / 200931 - situ 18	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		23 101,47		23 101,47				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		11 365,07		11 365,07				
006543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	09/2020	11 365,07			25/09/2020	25/09/2020	20/0483 - Situ 12	
SCHMITT FRIDOLIN		11 736,40		11 736,40				
006543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	09/2020	11 736,40			25/09/2020	25/09/2020	002695	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		30 834,98		30 834,98				
LGL ETANCHEITE		18 786,36		18 786,36				
006541 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2020	18 786,36			25/09/2020	25/09/2020	2020-0080	
RHONE ALPES ACIER		12 048,62		12 048,62				
006541 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	09/2020	12 048,62			25/09/2020	25/09/2020	250920 - Situ 16	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		43 988,69		43 988,69				
CHOSSET & LUCHESSA		30 988,69		30 988,69				
006555 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	09/2020	30 988,69			23/09/2020	23/09/2020	15716 - situ 10	
RR POSE FERMETURES		13 000,00		13 000,00				
006555 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	09/2020	13 000,00			23/09/2020	23/09/2020	200902	
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		50 775,73		50 775,73				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		50 775,73		50 775,73				
006545 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	09/2020	50 775,73			23/09/2020	23/09/2020	17684/70111SB - Situ 6	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		18 266,55		18 266,55				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		18 266,55		18 266,55				
006549 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	09/2020	18 266,55		10 019,80	30/09/2020	30/09/2020	19-20-194 - Situ 11	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		82 176,45		82 176,45				
SNEF		82 176,45		82 176,45				
006536 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	09/2020	82 176,45		31 034,96	30/09/2020	30/09/2020	20095131 - situ 9	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		80 180,48		80 180,48				
EIMI		49 102,09		49 102,09				
006547 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2020	49 102,09		34 738,81	30/09/2020	30/09/2020	6707362 - Situ 10	
GAINES CONCEPT		15 605,84		15 605,84				
006547 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2020	15 605,84		6 045,69	30/09/2020	30/09/2020	FC001636	
SCHUCH		15 472,55		15 472,55				
006547 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	09/2020	15 472,55			30/09/2020	30/09/2020	2008/236	
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		20 670,00		20 670,00				
SCHINDLER		20 670,00		20 670,00				
006534 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	09/2020	20 670,00			29/09/2020	29/09/2020	213134312 - Situ 4	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage		19 264,54		19 264,54				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		19 264,54		19 264,54				
006551 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocage	09/2020	19 264,54			30/09/2020	30/09/2020	19-20-193 - Situ 7	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
<b>octobre 2020</b>		<b>253 618,00</b>		<b>253 618,00</b>				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		35 731,15		35 731,15				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		31 015,06		31 015,06				
006749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	10/2020	31 015,06			22/10/2020	22/10/2020	20/0512 - Situ 13	
		4 716,09		4 716,09				
006749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2020	4 716,09			22/10/2020	22/10/2020	05605	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		33 095,42		33 095,42				
LGL ETANCHEITE		13 418,83		13 418,83				
006751 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2020	13 418,83			20/10/2020	20/10/2020	2020-0082	
RHONE ALPES ACIER		19 676,59		19 676,59				
006751 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2020	19 676,59			20/10/2020	20/10/2020	131020 - Situ 17	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		63 772,57		63 772,57				
CHOSSET & LUCHESSA		46 823,23		46 823,23				
006738 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	10/2020	46 823,23			30/10/2020	30/10/2020	15781 - situ 11	
VD INDUSTRY		16 949,34		16 949,34				
006738 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	10/2020	16 949,34			30/10/2020	30/10/2020	FA2000507	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		12 837,50		12 837,50				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		12 837,50		12 837,50				
006745 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 08 Cloisons - Doublages - Plafonds	10/2020	12 837,50			23/10/2020	23/10/2020	19-20-211 - Situ 12	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		31 584,11		31 584,11				
SNEF		31 584,11		31 584,11				
006772 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	10/2020	31 584,11		2 507,66	31/10/2020	31/10/2020	20108371 - situ 10	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage		76 597,25		76 597,25				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		76 597,25		76 597,25				
006747 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocage	10/2020	76 597,25			23/10/2020	23/10/2020	19-20-210 - Situ 8	
<b>novembre 2020</b>		<b>382 417,82</b>		<b>382 417,82</b>				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		61 090,86		61 090,86				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		61 090,86		61 090,86				
006904 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2020	61 090,86		3 411,13	30/11/2020	30/11/2020	73409/201103 - situ 19	
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		4 719,54		4 719,54				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		4 719,54		4 719,54				
006906 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	11/2020	4 719,54			30/11/2020	30/11/2020	73409/201103 - situ 19	
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		23 988,12		23 988,12				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		20 529,29		20 529,29				
006902 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	11/2020	20 529,29			25/11/2020	25/11/2020	20/0540 - Situ 14	
		3 458,83		3 458,83				
006902 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	11/2020	3 458,83			25/11/2020	25/11/2020	05686	
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		28 931,59		28 931,59				
LGL ETANCHEITE		11 613,80		11 613,80				
006900 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture RHONE ALPES ACIER	11/2020	11 613,80			30/11/2020	30/11/2020	2020-0098	
		17 317,79		17 317,79				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
006900 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	11/2020	17 317,79			30/11/2020	30/11/2020	461120 - situ 18	
18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation		7 938,70		7 938,70				
CHOSSET & LUCHESSA		1 438,70		1 438,70				
006907 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	11/2020	1 438,70			24/11/2020	24/11/2020	15825 - situ 12	
RR POSE FERMETURES		6 500,00		6 500,00				
006907 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	11/2020	6 500,00			24/11/2020	24/11/2020	201007	
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		30 072,09		30 072,09				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		30 072,09		30 072,09				
006898 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	11/2020	30 072,09			24/11/2020	24/11/2020	17684/70111SB - Situ 7	
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		64 565,51		64 565,51				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		64 565,51		64 565,51				
006896 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	11/2020	64 565,51		26 104,86	30/11/2020	30/11/2020	089.20/21 - Situ 1	
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		10 575,30		10 575,30				
HITTIER & FILS PEINTURE		10 575,30		10 575,30				
006909 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	11/2020	10 575,30		8 998,40	30/11/2020	30/11/2020	20111041 - Situ 1	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		66 201,78		66 201,78				
SNEF		66 201,78		66 201,78				
006894 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	11/2020	66 201,78		31 281,64	30/11/2020	30/11/2020	20118677 - situ 11	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		83 276,09		83 276,09				
EIMI		66 101,87		66 101,87				
006892 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2020	66 101,87		41 673,10	30/11/2020	30/11/2020	6707483 - Situ 11	
GAINES CONCEPT		7 103,58		7 103,58				
006892 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2020	7 103,58			30/11/2020	30/11/2020	FC001670	
SCHUCH		10 070,64		10 070,64				
006892 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	11/2020	10 070,64			30/11/2020	30/11/2020	2010/315	
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture		1 058,24		1 058,24				
THIERRY MULLER		1 058,24		1 058,24				
006890 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture	11/2020	1 058,24			30/11/2020	30/11/2020	TM2409 20/11 - Situ 3	
décembre 2020		106 625,82		106 625,82				
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		28 441,53		28 441,53				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		24 203,03		24 203,03				
007015 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	12/2020	24 203,03			17/12/2020	31/12/2020	17684/70111SB - Situ 8	
RHONE ALPES ACIER		4 238,50		4 238,50				
007015 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	12/2020	4 238,50			17/12/2020	31/12/2020	471120	
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		32 282,75		32 282,75				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		32 282,75		32 282,75				
007057 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	12/2020	32 282,75		13 052,43	18/12/2020	31/12/2020	122.20/2 - Situ 2	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		45 901,54		45 901,54				
SNEF		45 901,54		45 901,54				
007059 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	12/2020	45 901,54		21 770,61	31/12/2020	31/12/2020	20128268 - situ 12	
janvier 2021		397 514,33		397 514,33				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		70 693,61		70 693,61				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		59 791,84		59 791,84				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
007195 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	01/2021	59 791,84			25/01/2021	25/01/2021	21/0577 - Situ 15	
		10 901,77		10 901,77				
007195 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES	01/2021	10 901,77			25/01/2021	25/01/2021	05805	
		21 072,00		21 072,00				
		21 072,00		21 072,00				
007197 Travaux de réhabilitation de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD	01/2021	21 072,00			25/01/2021	25/01/2021	21/0577 - Situ 15	
		40 836,85		40 836,85				
		40 836,85		40 836,85				
007198 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie 18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS	01/2021	40 836,85			19/01/2021	19/01/2021	17684/70111SB - Situ 9	
		23 068,89		23 068,89				
		23 068,89		23 068,89				
007201 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois 18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION	01/2021	23 068,89		15 247,21	25/01/2021	25/01/2021	141.20/21 - Situ 3	
		13 748,72		13 748,72				
		13 748,72		13 748,72				
007019 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds 007203 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds 18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité CBT INDUSTRIESERVICE GmbH	12/2020	10 806,35			04/01/2021	31/12/2020	20-21-16 - Situ 13	
	01/2021	2 942,37		240,00	29/01/2021	29/01/2021	20-21-36 - Situ 14	
		51 420,09		51 420,09				
		54 608,22		54 608,22				
007205 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité SNEF	01/2021	54 608,22		17 661,41	31/01/2021	31/01/2021	4692 + 4750 + 16919	
		-3 188,13		-3 188,13				
007205 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité 18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires EIMI	01/2021	-3 188,13			31/01/2021	31/01/2021	21015610 - situ 13	
		122 580,70		122 580,70				
		96 157,91		96 157,91				
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires GAINES CONCEPT	01/2021	96 157,91		49 353,47	22/01/2021	22/01/2021	6707552 - Siitu 12	
		10 031,37		10 031,37				
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SCHUCH	01/2021	10 031,37		559,93	22/01/2021	22/01/2021	FC001712	
		6 563,42		6 563,42				
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SORELEST	01/2021	6 563,42			22/01/2021	22/01/2021	2101/034	
		9 828,00		9 828,00				
007207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires 18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaqe DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION	01/2021	9 828,00			22/01/2021	22/01/2021	45023	
		54 093,47		54 093,47				
		54 093,47		54 093,47				
007017 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaqe 007209 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaqe février 2021	12/2020	32 701,03			04/01/2021	31/12/2020	20-21-15 - Situ 9	
	01/2021	21 392,44			29/01/2021	29/01/2021	20-21-37 - Situ 10	
		178 088,74		178 088,74				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		31 184,73		31 184,73				
		31 184,73		31 184,73				
007322 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES	02/2021	31 184,73			19/02/2021	19/02/2021	21/0595 - Situ 16	
		7 902,00		7 902,00				
		7 902,00		7 902,00				
007324 Travaux de réhabilitation de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture RHONE ALPES ACIER	02/2021	7 902,00			19/02/2021	19/02/2021	21/0595 - Situ 16	
		1 097,80		1 097,80				
		1 097,80		1 097,80				
007325 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture 18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation CHOSSET & LUCHESSA	02/2021	1 097,80			25/02/2021	25/02/2021	150221 - Situ 19	
		3 781,75		3 781,75				
		102,75		102,75				
007328 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation RR POSE FERMETURES	02/2021	102,75			11/02/2021	11/02/2021	15920 - Situ 13	
		3 679,00		3 679,00				
007328 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation 18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD	02/2021	3 679,00			11/02/2021	11/02/2021	201202	
		39 931,57		39 931,57				
		38 515,07		38 515,07				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
007330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie RHONE ALPES ACIER	02/2021	38 515,07			26/02/2021	26/02/2021	17684/70111SB - Situ 10	
		1 416,50		1 416,50				
007330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie 18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS	02/2021	1 416,50			26/02/2021	26/02/2021	320121	
		38 536,02		38 536,02				
		38 536,02		38 536,02				
007332 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois 18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE	02/2021	38 536,02		13 532,47	26/02/2021	26/02/2021	164.20/21 - Situ 4	
		25 082,83		25 082,83				
		25 082,83		25 082,83				
007336 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture 18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité CBT INDUSTRIESERVICE GmbH	02/2021	25 082,83		21 768,56	28/02/2021	28/02/2021	2102116 - Situ 2	
		30 572,04		30 572,04				
		22 955,46		22 955,46				
007338 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité SNEF	02/2021	22 955,46		10 000,00	28/02/2021	28/02/2021	4808	
		7 616,58		7 616,58				
007338 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité mars 2021	02/2021	7 616,58		7 616,58	28/02/2021	28/02/2021	21026666 - situ 14	
		182 398,35		182 398,35				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		17 648,70		17 648,70				
		16 519,74		16 519,74				
007443 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	03/2021	16 519,74			23/03/2021	23/03/2021	21/0616 - Situ 17	
		1 128,96		1 128,96				
007443 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture LGL ETANCHEITE	03/2021	1 128,96			23/03/2021	23/03/2021	05937	
		17 152,60		17 152,60				
		16 102,59		16 102,59				
007503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture RHONE ALPES ACIER	03/2021	16 102,59			25/03/2021	25/03/2021	2021-0016	
		1 050,01		1 050,01				
007503 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture 18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD	03/2021	1 050,01			25/03/2021	25/03/2021	190321 - Situ 20	
		27 664,43		27 664,43				
		15 155,11		15 155,11				
007455 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie FV INDUSTRIES	03/2021	15 155,11			26/03/2021	26/03/2021	17684/70111 SB - Situ 11	
		12 509,32		12 509,32				
007455 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie 18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS	03/2021	12 509,32			26/03/2021	26/03/2021	88-21-0301	
		25 786,01		25 786,01				
		25 786,01		25 786,01				
007452 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois 18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION	03/2021	25 786,01		18 118,09	26/03/2021	26/03/2021	199.20/21 - Situ 5	
		12 483,63		12 483,63				
		12 483,63		12 483,63				
007437 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds 18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité CBT INDUSTRIESERVICE GmbH	03/2021	12 483,63		5 761,00	17/03/2021	17/03/2021	20-21-73 - Situ 15	
		21 104,33		21 104,33				
		3 000,00		3 000,00				
007484 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité SNEF	03/2021	3 000,00		2 000,00	31/03/2021	31/03/2021	4909	
		18 104,33		18 104,33				
007484 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité 18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires EIMI	03/2021	18 104,33		4 432,45	31/03/2021	31/03/2021	21039171 - Situ 15	
		58 261,55		58 261,55				
		26 235,74		26 235,74				
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires GRAND EST ENERGIE 67	02/2021	26 235,74			05/03/2021	05/03/2021	6707606 - Situ 13	
		13 062,40		13 062,40				
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SCHUCH	02/2021	13 062,40			05/03/2021	05/03/2021	SIT00000205	
		9 408,41		9 408,41				
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SORELEST	02/2021	9 408,41			05/03/2021	05/03/2021	2102/047	
		9 555,00		9 555,00				
007340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires 18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gainés de désenfumage / Flocage DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION	02/2021	9 555,00			05/03/2021	05/03/2021	45093	
		2 297,10		2 297,10				
		2 297,10		2 297,10				
007435 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gainés de désenfumage / Flocage	03/2021	2 297,10			17/03/2021	17/03/2021	20-21-72 - Situ 11	



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
<b>avril 2021</b>		<b>150 289,14</b>		<b>150 289,14</b>				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		14 051,05		14 051,05				
007612 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	04/2021	10 719,42		10 719,42	29/04/2021	29/04/2021	21/0637 - Situ 18	
007612 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture LGL ETANCHEITE	04/2021	3 331,63		3 331,63	29/04/2021	29/04/2021	002695	
007610 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture RHONE ALPES ACIER	04/2021	22 682,53		22 682,53	25/04/2021	25/04/2021	2021-0026	
007610 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture 18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD	04/2021	4 015,60		4 015,60	25/04/2021	25/04/2021	220421 - Situ 21	
007604 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie VERRE TECHNIC	04/2021	24 926,35		24 926,35	27/04/2021	27/04/2021	17684/70111SB - Situ12	
007604 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie 18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS	04/2021	15 825,19		15 825,19	27/04/2021	27/04/2021	21040019	
007608 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois 18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE	04/2021	9 101,16		9 101,16	27/04/2021	27/04/2021	226.20/21 - Situ6	
007606 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture 18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires EIMI	04/2021	3 732,81		3 732,81	30/04/2021	30/04/2021	2104363 - Situ 3	
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires GRAND EST ENERGIE 67	03/2021	29 608,01		29 608,01	09/04/2021	09/04/2021	6707654 - Situ 14	
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SCHUCH	03/2021	40 638,12		40 638,12	09/04/2021	09/04/2021	F-210014	
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires SORELEST	03/2021	2 912,00		2 912,00	09/04/2021	09/04/2021	2103/080	
007486 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	03/2021	5 622,67		5 622,67	09/04/2021	09/04/2021	45181	
<b>mai 2021</b>		<b>103 322,83</b>		<b>103 322,83</b>				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		54 725,18		54 725,18				
007795 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	05/2021	41 188,07		41 188,07	20/05/2021	20/05/2021	21/0651 - Situ 19	
007795 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD	05/2021	13 537,11		13 537,11	20/05/2021	20/05/2021	06031	
007798 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie SNEE (DIRICKX ESPACE CLOTURE EST)	05/2021	18 492,18		18 492,18	31/05/2021	31/05/2021	17684-70111SB - Situ 13	
007798 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie 18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS	05/2021	13 893,75		13 893,75	31/05/2021	31/05/2021	FA211502	
007801 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	05/2021	16 211,72		16 211,72	27/05/2021	27/05/2021	234-20-21 - Situ 7	
<b>juin 2021</b>		<b>152 461,09</b>		<b>152 461,09</b>				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		2 185,95		2 185,95				
007916 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique SCHMITT FRIDOLIN	06/2021	936,58		936,58	30/06/2021	30/06/2021	21-0675 - Situ 20	
007916 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique 18-032-04 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation CHOSSET & LUCHESSA	06/2021	1 249,37		1 249,37	30/06/2021	30/06/2021	002695	
008026 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2021	6 897,98		6 897,98	21/06/2021	21/06/2021	16091 - Situ 14	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		3 250,00		3 250,00				
008026 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 4 Menuiseries Extérieures - Occultation	06/2021	3 250,00			21/06/2021	21/06/2021	20-21-102	
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		6 735,68		6 735,68				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		6 735,68		6 735,68				
007825 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	05/2021	6 735,68		2 684,34	11/06/2021	11/06/2021	20-21-100 - Situ 16	
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		103 902,66		103 902,66				
EIMI		67 110,74		67 110,74				
007805 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	05/2021	67 110,74		11 079,90	09/06/2021	09/06/2021	6707691 - Situ 15	
SCHUCH		35 854,92		35 854,92				
007805 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	05/2021	35 854,92		30 000,00	09/06/2021	09/06/2021	2104/180	
SORELEST		937,00		937,00				
007805 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	05/2021	937,00			09/06/2021	09/06/2021	45361	
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs		23 819,25		23 819,25				
SCHINDLER		23 819,25		23 819,25				
007793 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Appareils Elevateurs	05/2021	23 819,25			03/06/2021	03/06/2021	213135752 - Situ 5	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe		8 919,57		8 919,57				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		8 919,57		8 919,57				
007823 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe	05/2021	8 919,57			11/06/2021	11/06/2021	20-21-99 - Situ 12	
juillet 2021		9 193,24		9 193,24				
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		9 193,24		9 193,24				
HITTIER & FILS PEINTURE		9 193,24		9 193,24				
008024 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	07/2021	9 193,24		3 889,39	23/07/2021	23/07/2021	2107698 - Situ 4	
septembre 2021		56 121,05		56 121,05				
18-032-05 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie		30 323,60		30 323,60				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOUARD		28 536,10		28 536,10				
008412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	09/2021	28 536,10		7 783,00	14/09/2021	14/09/2021	17684/70111SB - Situ 14V2	
FV INDUSTRIES		1 056,25		1 056,25				
008412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	09/2021	1 056,25			14/09/2021	14/09/2021	88-21-0791	
SNEE (DIRICKX ESPACE CLOTURE EST)		731,25		731,25				
008412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 5 Serrurerie - Métallerie	09/2021	731,25			14/09/2021	14/09/2021	FA211807	
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois		25 797,45		25 797,45				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		25 797,45		25 797,45				
008410 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Menuiseries Intérieures Bois	09/2021	25 797,45		21 179,88	30/09/2021	30/09/2021	278.20/21 - Situ 8V2	
octobre 2021		147 278,17		147 278,17				
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		18 549,54		18 549,54				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		18 549,54		18 549,54				
008672 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	10/2021	18 549,54		12 057,54	19/10/2021	19/10/2021	20-21-138 - Situ 17	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		14 461,18		14 461,18				
CBT INDUSTRIESERVICE GmbH		10 160,72		10 160,72				
007626 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	04/2021	10 160,72		5 078,29	14/10/2021	14/10/2021	4921	
SNEF		4 300,46		4 300,46				
007626 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	04/2021	4 300,46		2 360,21	14/10/2021	14/10/2021	21101106 - Situ 16V2	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe		13 601,02		13 601,02				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		13 601,02		13 601,02				
008674 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gaines de désenfumage / Flocaqe	10/2021	13 601,02			19/10/2021	19/10/2021	20-21-139 - Situ 13	
LC 20-134 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Cave à Vins		100 666,43		100 666,43				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		100 666,43		100 666,43				
008381 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Cave à Vins	10/2021	100 666,43			18/10/2021	18/10/2021	RCUA-211786	
décembre 2021		56 682,07		56 682,07				
18-032-01 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		53 328,47		53 328,47				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		53 328,47		53 328,47				
008729 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2021	53 328,47		28 423,82	10/12/2021	10/12/2021	73409/211222 - situ 20	
18-032-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre		3 353,60		3 353,60				
GROUPEMENT URBAN DUMEZ / FREYSSINET		3 353,60		3 353,60				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
008731 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 1 Gros Oeuvre	12/2021	3 353,60			10/12/2021	10/12/2021	73409/211222 - situ 20	
janvier 2022		59 021,60		59 021,60				
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires		59 021,60		59 021,60				
EIMI		45 819,52		45 819,52				
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2021	45 819,52		21 343,43	12/01/2022	12/01/2022	6708042 - Situ 16	
GAINES CONCEPT		4 424,53		4 424,53				
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2021	4 424,53		1 089,09	12/01/2022	12/01/2022	FC001864	
GRAND EST ENERGIE 67		275,60		275,60				
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2021	275,60			12/01/2022	12/01/2022	F-210045	
SCHUCH		8 501,95		8 501,95				
008739 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 10 CVC/Plomberie/Sanitaires	12/2021	8 501,95		8 501,95	12/01/2022	12/01/2022	2105/214	
février 2022		32 096,81		32 096,81				
18-032-03 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture		1 443,77		1 443,77				
RHONE ALPES ACIER		1 443,77		1 443,77				
008727 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 3 Etanchéité / Couverture	10/2021	1 443,77			07/02/2022	07/02/2022	FAC000103 - Situ 22V2	
18-032-09 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité		29 405,86		29 405,86				
SNEF		29 405,86		29 405,86				
009374 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 9 Electricité	03/2022	29 405,86			28/02/2022	28/02/2022	22026045 - Situ 17	
18-032-13 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture		1 247,18		1 247,18				
THIERRY MULLER		1 247,18		1 247,18				
009301 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 13 Végétalisation / Aménagement Toiture	02/2022	1 247,18			28/02/2022	28/02/2022	TM0253 22/02 - Situ 4	
avril 2022		9 103,25		9 103,25				
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaae		9 103,25		9 103,25				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		9 103,25		9 103,25				
009329 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaae	02/2022	9 103,25			04/04/2022	04/04/2022	21-22-89 - Situ 14v2	
juin 2022		42 048,05		42 048,05				
18-032-02 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		32 751,16		32 751,16				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		30 811,32		30 811,32				
010330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2022	30 811,32			24/06/2022	24/06/2022	22/0975 - DGD	
SCHMITT FRIDOLIN		1 939,84		1 939,84				
010330 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2022	1 939,84			24/06/2022	24/06/2022	002695	
18-032-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique		2 634,00		2 634,00				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		2 634,00		2 634,00				
010332 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 2 Charpente Métallique	10/2022	2 634,00			24/06/2022	24/06/2022	22/0975 - DGD	
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		6 662,89		6 662,89				
HITTIER & FILS PEINTURE		6 662,89		6 662,89				
009457 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	05/2022	4 325,90		4 236,63	03/06/2022	03/06/2022	21091042 - Situ 5	
010481 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	06/2022	2 336,99			30/06/2022	30/06/2022	2206749 - Situ 6V2	
juillet 2022		6 661,01		6 661,01				
18-032-08 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds		3 341,87		3 341,87				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		3 341,87		3 341,87				
009899 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 8 Cloisons - Doublages - Plafonds	07/2022	3 341,87		1 043,52	20/07/2022	20/07/2022	21-22-136 - Situ 18	
18-032-12 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaae		3 319,14		3 319,14				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		3 319,14		3 319,14				
009901 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 12 Gains de désenfumage / Flocaae	07/2022	3 319,14			20/07/2022	20/07/2022	21-22-135 - Situ 15	
février 2023		5 196,27		5 196,27				
18-032-07 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture		5 196,27		5 196,27				
HITTIER & FILS PEINTURE		5 196,27		5 196,27				
011182 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 7 Peinture	06/2023	5 196,27			28/02/2023	28/02/2023	2302210 - DGD	
mars 2023		1 745,90		1 745,90				
18-032-11 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Cloisons - Doublages - Plafonds		1 745,90		1 745,90				
SCHINDLER		1 745,90		1 745,90				
010990 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 11 Cloisons - Doublages - Plafonds	02/2023	1 745,90			15/03/2023	15/03/2023	313051546-47 -	
avril 2023		74 965,58		74 965,58				
18-032-06 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 6 Cloisons - Doublages - Plafonds		26 152,98		26 152,98				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		26 152,98		26 152,98				
011229 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot 22-03639 Remplacement de portes bois sous-sol à l'identique	06/2023	26 152,98			24/04/2023	24/04/2023	189.22/23 - DGD	
		48 812,60		48 812,60				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		48 812,60		48 812,60				
010936 Remplacement de portes bois sous-sol à l'identique	04/2023	48 812,60			19/04/2023	19/04/2023	166.22/23	
<b>juin 2023</b>		<b>25 404,64</b>	<b>11 965,95</b>	<b>37 370,59</b>				
18-032-10 CAV Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à EIMI		21 585,20		21 585,20				
011207 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins - Lot	06/2023	21 585,20		10 135,90	15/06/2023	15/06/2023	6708750 - DGD	
23-03959 Modification et repose de grilles de caniveaux		824,00		824,00				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		824,00		824,00				
011170 Modification et repose de grilles de caniveaux	06/2023	824,00			22/06/2023	22/06/2023	23-06-129	
23-03969 Création de cheminement pour passage de fibre		2 590,00		2 590,00				
ELECTRICITE GENERALE MITTELHAEUSER		2 590,00		2 590,00				
011205 Création de cheminement pour passage de fibre	06/2023	2 590,00			26/06/2023	26/06/2023	23061388	
23-03985 Travaux de remise en état - Cave à Vins			8 040,91	8 040,91				
SNEF			8 040,91	8 040,91				
011331 Travaux de remise en état - Cave à Vins	06/2023		8 040,91		30/06/2023		23069230	
23-04014 Pose de ferme portes		405,44		405,44				
ALSASCO		405,44		405,44				
011199 Pose de ferme portes	06/2023	405,44			27/06/2023	27/06/2023	00 000 577	
23-04051 Remise en état SSI			3 925,04	3 925,04				
SNEF			3 925,04	3 925,04				
011334 Remise en état SSI	06/2023		3 925,04		30/06/2023		23069229	
<b>D301 Honoraires MOE sur constructions</b>		<b>673 741,24</b>		<b>673 741,24</b>				
<b>décembre 2016</b>		<b>49 238,10</b>		<b>49 238,10</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		49 238,10		49 238,10				
A.M.B		2 591,48		2 591,48				
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	2 591,48			19/12/2016	19/12/2016	21701	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		40 945,36		40 945,36				
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	40 945,36			19/12/2016	19/12/2016	16.12.58	
CONCEPTUEL INGENIERIE		2 591,48		2 591,48				
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	2 591,48			19/12/2016	19/12/2016	2016/12/084	
LORETTE INGENIERIE		3 109,78		3 109,78				
001768 MO Réhabilitation Cave à Vins	12/2016	3 109,78			19/12/2016	19/12/2016	FL1612005	
<b>janvier 2017</b>		<b>24 804,15</b>		<b>24 804,15</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		24 804,15		24 804,15				
A.M.B		1 110,63		1 110,63				
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	1 110,63			30/01/2017	30/01/2017	21703	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		17 548,02		17 548,02				
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	17 548,02			30/01/2017	30/01/2017	17.01.05	
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 110,63		1 110,63				
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	1 110,63			30/01/2017	31/01/2017	2017/01/004	
GC INGENIERIE		3 702,11		3 702,11				
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	3 702,11			30/01/2017	02/02/2017	17-02-01	
LORETTE INGENIERIE		1 332,76		1 332,76				
001361 MO Réhabilitation Cave à Vins	01/2017	1 332,76			30/01/2017	02/02/2017	FL1702002	
<b>mars 2017</b>								
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins								
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	4 465,32			28/03/2017	28/03/2017	21707	
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-4 465,32			28/03/2017	28/03/2017	21707	
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	44 015,28			28/03/2017	28/03/2017	17.03.15	
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-44 015,28			28/03/2017	28/03/2017	17.03.15	
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	4 465,32			28/03/2017	28/03/2017	2017/03/017	
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-4 465,32			28/03/2017	28/03/2017	2017/03/017	
001765 MO Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	3 189,52			28/03/2017	28/03/2017	17-03-13	
001762 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2017	-3 189,52			28/03/2017	28/03/2017	17-03-13	
<b>mai 2017</b>		<b>91 128,96</b>		<b>91 128,96</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		91 128,96		91 128,96				
A.M.B		6 379,03		6 379,03				
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	6 379,03			04/05/2017	04/05/2017	21713	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		59 151,08		59 151,08				
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	59 151,08			04/05/2017	04/05/2017	17.05.22	
CONCEPTUEL INGENIERIE		6 379,03		6 379,03				
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	6 379,03			04/05/2017	04/05/2017	2017/06/034	
GC INGENIERIE		4 556,45		4 556,45				
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	4 556,45			04/05/2017	04/05/2017	17-07-01	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		14 663,37		14 663,37				
001646 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2017	14 663,37			04/05/2017	04/05/2017	L17-214	
<b>octobre 2017</b>		<b>108 215,64</b>		<b>108 215,64</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		108 215,64		108 215,64				
A.M.B		8 927,79		8 927,79				
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	8 927,79			20/10/2017	20/10/2017	21718	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		50 560,69		50 560,69				
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	50 560,69			20/10/2017	20/10/2017	17.10.55 - demande de	
CANOPEE		5 170,36		5 170,36				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	5 170,36			20/10/2017	20/10/2017	17013	
CONCEPTUEL INGENIERIE		8 927,79		8 927,79				
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	8 927,79			20/10/2017	20/10/2017	2017/10/055	
GC INGENIERIE		21 643,13		21 643,13				
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	21 643,13			20/10/2017	20/10/2017	17-10-10	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		12 985,88		12 985,88				
002000 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	10/2017	12 985,88			20/10/2017	20/10/2017	L17-339	
<b>mars 2018</b>		<b>62 520,37</b>		<b>62 520,37</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		62 520,37		62 520,37				
A.M.B		9 468,50		9 468,50				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	9 468,50			16/03/2018	16/04/2018	21803	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		13 062,07		13 062,07				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	13 062,07			16/03/2018	16/04/2018	18.02.04	
C2BI		1 963,57		1 963,57				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	1 963,57			16/03/2018	16/04/2018	1803134	
CANOPEE		1 045,63		1 045,63				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	1 045,63			16/03/2018	16/04/2018	2018026	
CONCEPTUEL INGENIERIE		9 468,50		9 468,50				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	9 468,50			16/03/2018	16/04/2018	2018/02/019	
EFFECTIS FRANCE		8 631,00		8 631,00				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	8 631,00			16/03/2018	16/04/2018	EFR-18-03-0915	
GC INGENIERIE		13 107,99		13 107,99				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	13 107,99			16/03/2018	16/04/2018	FAC00015	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		4 034,14		4 034,14				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	4 034,14			16/03/2018	16/04/2018	L18-035	
SIGNORELLI Christian		1 738,97		1 738,97				
002502 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2018	1 738,97			16/03/2018	16/04/2018	8412	
<b>mai 2018</b>		<b>959,00</b>		<b>959,00</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		959,00		959,00				
EFFECTIS FRANCE		959,00		959,00				
002724 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2018	959,00			30/05/2018	30/05/2018	EFR-18-05-2027	
<b>mars 2019</b>		<b>90 711,22</b>		<b>90 711,22</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		90 711,22		90 711,22				
A.M.B		16 461,49		16 461,49				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	16 461,49			25/03/2019	25/03/2019	21906	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		43 977,44		43 977,44				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	43 977,44			25/03/2019	25/03/2019	19.03.25 - NH 6V3	
C2BI		5 319,78		5 319,78				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	5 319,78			25/03/2019	25/03/2019	1903180	
CANOPEE		1 406,04		1 406,04				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	1 406,04			25/03/2019	25/03/2019	AB/SP 2019 078	
CONCEPTUEL INGENIERIE		-357,28		-357,28				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	-357,28			25/03/2019	25/03/2019	2019/03/022	
GC INGENIERIE		19 130,58		19 130,58				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	19 130,58			25/03/2019	25/03/2019	FAC00185	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 132,06		1 132,06				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	1 132,06			25/03/2019	25/03/2019	L19-0079	
SIGNORELLI Christian		2 121,74		2 121,74				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	2 121,74			25/03/2019	25/03/2019	8846	
TERRANERGIE		1 519,37		1 519,37				
004214 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2019	1 519,37			25/03/2019	25/03/2019	37 2019	
<b>mai 2019</b>		<b>21 820,41</b>		<b>21 820,41</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		21 820,41		21 820,41				
A.M.B		306,84		306,84				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	54,48			03/05/2019	03/05/2019	21910	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	252,36			27/05/2019	27/05/2019	21911	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		9 519,88		9 519,88				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	4 350,41			03/05/2019	03/05/2019	19.03.25 - NH 7	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	5 169,47			27/05/2019	27/05/2019	19.05.41 - NH 8	
C2BI		3 981,17		3 981,17				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	1 663,30			03/05/2019	03/05/2019	19 05 284	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	2 317,87			27/05/2019	27/05/2019	NH 19 05 343	
CANOPEE		416,30		416,30				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	213,73			03/05/2019	03/05/2019	AB/SP 2019 087	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	202,57			27/05/2019	27/05/2019	AB/SP 2019 118	
CONCEPTUEL INGENIERIE		377,85		377,85				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	201,14			03/05/2019	03/05/2019	2019/04/025	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	176,71			27/05/2019	27/05/2019	162.65	
GC INGENIERIE		2 783,31		2 783,31				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	1 402,88			03/05/2019	03/05/2019	FAC00215	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	1 380,43			27/05/2019	27/05/2019	FAC00216	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 695,84		2 695,84				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	1 472,91			03/05/2019	03/05/2019	L19-0151	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	1 222,93			27/05/2019	27/05/2019	L19-0182	
SIGNORELLI Christian		337,67		337,67				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	168,56			03/05/2019	03/05/2019	8906	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	169,11			27/05/2019	27/05/2019	8926	
TERRANERGIE		1 401,55		1 401,55				
004217 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2019	635,98			03/05/2019	03/05/2019	612 019	
004281 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2019	765,57			27/05/2019	27/05/2019	802 019	
juin 2019		35 160,70		35 160,70				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		35 160,70		35 160,70				
A.M.B		4 150,64		4 150,64				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	4 150,64			25/06/2019	25/06/2019	21913	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		19 776,39		19 776,39				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	19 776,39			25/06/2019	25/06/2019	19.05.41 - NH 9	
C2BI		1 663,44		1 663,44				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 663,44			25/06/2019	25/06/2019	NH 19 06 417	
CANOPEE		202,92		202,92				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	202,92			25/06/2019	25/06/2019	AB/SP 2019 121	
CONCEPTUEL INGENIERIE		3 609,62		3 609,62				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	3 609,62			25/06/2019	25/06/2019	2019/06/031	
GC INGENIERIE		1 181,10		1 181,10				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 181,10			25/06/2019	25/06/2019	FAC00233	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 344,80		2 344,80				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	2 344,80			25/06/2019	25/06/2019	L19-0193	
SIGNORELLI Christian		1 007,95		1 007,95				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 007,95			25/06/2019	25/06/2019	8975	
TERRANERGIE		1 223,84		1 223,84				
004531 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2019	1 223,84			25/06/2019	25/06/2019	98 2019	
septembre 2019		17 719,43		17 719,43				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		17 719,43		17 719,43				
A.M.B		240,32		240,32				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	240,32			15/09/2019	15/09/2019	10	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		6 991,08		6 991,08				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	6 991,08			15/09/2019	15/09/2019	19.09.65 - NH 10V2	
C2BI		3 388,80		3 388,80				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	3 388,80			15/09/2019	15/09/2019	NH 19 09 539	
CANOPEE		407,42		407,42				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	407,42			15/09/2019	15/09/2019	AB/SP 2019 173	
CONCEPTUEL INGENIERIE		240,32		240,32				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	240,32			15/09/2019	15/09/2019	2019/09/035	
GC INGENIERIE		2 366,19		2 366,19				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 366,19			15/09/2019	15/09/2019	FAC00265	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 459,80		2 459,80				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 459,80			15/09/2019	15/09/2019	L19-0285	
SIGNORELLI Christian		340,14		340,14				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	340,14			15/09/2019	15/09/2019	9 053	
TERRANERGIE		1 285,36		1 285,36				
004910 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	1 285,36			15/09/2019	15/09/2019	124 2019	
novembre 2019		19 174,21		19 174,21				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		19 174,21		19 174,21				
A.M.B		241,01		241,01				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	241,01			24/11/2019	24/11/2019	21919	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		8 415,15		8 415,15				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	8 415,15			24/11/2019	24/11/2019	19.09.65 - NH11	
C2BI		3 398,51		3 398,51				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	3 398,51			24/11/2019	24/11/2019	NH 19 11 687	
CANOPEE		408,59		408,59				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	408,59			24/11/2019	24/11/2019	AB/SP 2019 240	
CONCEPTUEL INGENIERIE		241,01		241,01				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	241,01			24/11/2019	24/11/2019	2019/11/049	
GC INGENIERIE		2 372,97		2 372,97				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 372,97			24/11/2019	24/11/2019	FAC00281	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 466,84		2 466,84				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	2 466,84			24/11/2019	24/11/2019	L19-0347	
SIGNORELLI Christian		341,10		341,10				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	341,10			24/11/2019	24/11/2019	9 127	
TERRANERGIE		1 289,03		1 289,03				
005176 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	09/2019	1 289,03			24/11/2019	24/11/2019	148 2019	
<b>décembre 2019</b>		<b>9 595,35</b>		<b>9 595,35</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		9 595,35		9 595,35				
A.M.B		120,61		120,61				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	120,61			13/12/2019	13/12/2019	21921	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		4 211,35		4 211,35				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	4 211,35			13/12/2019	13/12/2019	19.12.83 - NH 12	
C2BI		1 700,78		1 700,78				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	1 700,78			13/12/2019	13/12/2019	NH 19 12 766	
CANOPEE		204,48		204,48				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	204,48			13/12/2019	13/12/2019	AB/SP 2019 258	
CONCEPTUEL INGENIERIE		120,24		120,24				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	120,24			13/12/2019	13/12/2019	2019/12/052	
GC INGENIERIE		1 187,55		1 187,55				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	1 187,55			13/12/2019	13/12/2019	FAC00292	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 234,53		1 234,53				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	1 234,53			13/12/2019	13/12/2019	L19-0379	
SIGNORELLI Christian		170,71		170,71				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	170,71			13/12/2019	13/12/2019	9 154	
TERRANERGIE		645,10		645,10				
005198 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2019	645,10			13/12/2019	13/12/2019	160 2019	
<b>janvier 2020</b>		<b>50 136,01</b>		<b>50 136,01</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		50 136,01		50 136,01				
A.M.B		3 751,37		3 751,37				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	3 630,76			28/01/2020	28/01/2020	22002	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	120,61			29/01/2020	17/02/2020	22003	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		30 361,73		30 361,73				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	26 146,36			28/01/2020	28/01/2020	20.01.04 - NH 13	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	4 215,37			29/01/2020	29/01/2020	20.01.07 - NH 14	
C2BI		3 401,75		3 401,75				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 699,35			28/01/2020	28/01/2020	NH 20 02 072	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 702,40			29/01/2020	10/02/2020	NH 20 02 073	
CANOPEE		408,99		408,99				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	204,31			28/01/2020	28/01/2020	AB/SP 2020 024	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	204,68			29/01/2020	10/02/2020	AB/SP 2020 025	
CONCEPTUEL INGENIERIE		5 459,56		5 459,56				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	5 338,83			28/01/2020	28/01/2020	2020/01/011	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	120,73			29/01/2020	31/01/2020	2020/01/012	
GC INGENIERIE		2 375,24		2 375,24				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 186,55			28/01/2020	28/01/2020	FAC00304	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 188,69			29/01/2020	31/01/2020	FAC00303	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 469,19		2 469,19				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 233,48			28/01/2020	28/01/2020	L20-0031	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 235,71			29/01/2020	31/01/2020	L20-0032	
SIGNORELLI Christian		1 908,18		1 908,18				
005566 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	1 737,31			28/01/2020	28/01/2020	9 208	
005571 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2020	170,87			29/01/2020	29/01/2020	9 209	
<b>mars 2020</b>		<b>8 431,17</b>		<b>8 431,17</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		8 431,17		8 431,17				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		8 431,17		8 431,17				
005955 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2020	8 431,17			16/03/2020	16/03/2020	20.02.12 - NH 15	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
<b>juin 2020</b>		<b>12 486,96</b>		<b>12 486,96</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		12 486,96		12 486,96				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		12 486,96		12 486,96				
006106 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	06/2020	12 486,96			29/06/2020	29/06/2020	20.06.31 - NH 16	
<b>décembre 2020</b>		<b>28 962,94</b>		<b>28 962,94</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		28 962,94		28 962,94				
A.M.B		727,17		727,17				
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	727,17			09/12/2020	09/12/2020	22009	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		19 247,25		19 247,25				
006922 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	07/2020	4 721,43			08/12/2020	08/12/2020	20.07.39 - NH17	
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	9 497,33			09/12/2020	09/12/2020	20.12.57 - NH 18 - CAV	
007161 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	12/2020	5 028,49			22/12/2020	22/12/2020	20.12.67 - NH 19	
CANOPEE		1 232,76		1 232,76				
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 232,76			09/12/2020	09/12/2020	2020 203	
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 442,89		1 442,89				
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 442,89			09/12/2020	09/12/2020	2020/12/020	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		3 617,68		3 617,68				
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	3 617,68			09/12/2020	09/12/2020	L20-0428	
SIGNORELLI Christian		1 029,18		1 029,18				
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 029,18			09/12/2020	09/12/2020	9492	
TERRANERGIE		1 666,01		1 666,01				
006976 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	11/2020	1 666,01			09/12/2020	09/12/2020	139 2020	
<b>janvier 2021</b>		<b>5 042,79</b>		<b>5 042,79</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		5 042,79		5 042,79				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 042,79		5 042,79				
007180 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	01/2021	5 042,79			28/01/2021	28/01/2021	21.01.09 - NH 20	
<b>février 2021</b>		<b>5 042,78</b>		<b>5 042,78</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		5 042,78		5 042,78				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 042,78		5 042,78				
007285 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	02/2021	5 042,78			23/02/2021	23/02/2021	21.01.09 - NH 21	
<b>mars 2021</b>		<b>6 466,21</b>		<b>6 466,21</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		6 466,21		6 466,21				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		6 466,21		6 466,21				
007432 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	03/2021	6 466,21			30/03/2021	30/03/2021	21.03.21 - NH 22	
<b>avril 2021</b>		<b>9 735,75</b>		<b>9 735,75</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		9 735,75		9 735,75				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		9 735,75		9 735,75				
007542 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	04/2021	9 735,75			26/04/2021	26/04/2021	21.04.27_NH 23	
<b>juin 2021</b>		<b>10 767,24</b>		<b>10 767,24</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		10 767,24		10 767,24				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		9 763,06		9 763,06				
007937 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2021	9 763,06			26/06/2021	26/06/2021	21.05.34 - NH24	
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 004,18		1 004,18				
007937 Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins	05/2021	1 004,18			26/06/2021	26/06/2021	2021/06/009	
<b>octobre 2021</b>		<b>5 621,85</b>		<b>5 621,85</b>				
16-020CAV Marché subséquent - Réhabilitation Cave à Vins		5 621,85		5 621,85				
CONCEPTUEL INGENIERIE		5 621,85		5 621,85				
008417 Marché Subséquent - MO Réhabilitation Cave à Vins	09/2021	5 621,85			30/10/2021	30/10/2021	2021/10/015	
<b>D304 CSPS sur constructions</b>		<b>13 966,00</b>		<b>13 966,00</b>				
<b>décembre 2017</b>		<b>2 760,00</b>		<b>2 760,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins		2 760,00		2 760,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 760,00		2 760,00				
002074 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins	12/2017	2 760,00			21/12/2017	21/12/2017	1705000129/117 90	
<b>février 2019</b>		<b>1 117,00</b>		<b>1 117,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins		1 117,00		1 117,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 117,00		1 117,00				
003706 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins	02/2019	1 117,00			14/02/2019	14/02/2019	1902000073/117 90	
<b>août 2019</b>		<b>1 113,00</b>		<b>1 113,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00				
004564 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins	08/2019	1 113,00			05/08/2019	05/08/2019	1908000019/117 90	
<b>novembre 2019</b>		<b>1 113,00</b>		<b>1 113,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00				
005014 LOT 2 CSPS batiment Cave à Vins	11/2019	1 113,00			05/11/2019	05/11/2019	1911000047/117 90	
<b>janvier 2020</b>		<b>1 113,00</b>		<b>1 113,00</b>				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
16-022-02 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00				
005332 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	12/2019	1 113,00			07/01/2020	07/01/2020	2001000021/11790	
005675 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	12/2019	-1 113,00			07/01/2020	07/01/2020	ANNUL 005332	
005676 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	12/2019	1 113,00			07/01/2020	31/12/2019	2001000021/11790	
<b>mai 2020</b>		<b>1 113,00</b>		<b>1 113,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00				
005968 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	05/2020	1 113,00			05/05/2020	05/05/2020	2005000014/11790	
<b>juin 2020</b>		<b>1 550,00</b>		<b>1 550,00</b>				
LC 20-050 Mission d'assistance référent Covid 19 pour la Cave à Vins		1 550,00		1 550,00				
SOCOTEC CONSTRUCTION (67)		1 550,00		1 550,00				
006220 Mission d'assistance référent Covid 19 pour la Cave à Vins	06/2020	1 550,00			29/06/2020	29/06/2020	2006000266/11790	
<b>juillet 2020</b>		<b>1 113,00</b>		<b>1 113,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00				
006324 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	07/2020	1 113,00			28/07/2020	28/07/2020	2007000251-11790	
<b>octobre 2020</b>		<b>1 113,00</b>		<b>1 113,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00				
006668 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	10/2020	1 113,00			05/10/2020	05/10/2020	2010000024/11790	
006835 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	11/2020	1 113,00			19/11/2020	19/11/2020	2011000242/11790	
006939 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	11/2020	-1 113,00			18/11/2020	07/01/2020	2011000046/11790 - Avoir sur facture 2001000021	
<b>décembre 2020</b>		<b>1 113,00</b>		<b>1 113,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins		1 113,00		1 113,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 113,00		1 113,00				
006916 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	12/2020	1 113,00			01/12/2020	01/01/2021	2012000013/11790	
<b>juin 2021</b>		<b>340,00</b>		<b>340,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins		340,00		340,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		340,00		340,00				
007909 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	03/2021	340,00			30/06/2021	30/06/2021	2106000423/11790	
<b>janvier 2022</b>		<b>408,00</b>		<b>408,00</b>				
16-022-02 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins		408,00		408,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		408,00		408,00				
008928 LOT 2 CSPA batiment Cave à Vins	01/2022	408,00			31/01/2022	31/01/2022	2201000328/11790	
<b>D307 Bureau de contrôle sur constructions</b>		<b>29 950,00</b>		<b>29 950,00</b>				
001649 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2017	2 640,00			13/02/2017	13/02/2017	1702000014/11790	
001505 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2017	-2 640,00			13/02/2017	13/02/2017	1702000014/11790	
<b>mai 2017</b>		<b>2 640,00</b>		<b>2 640,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 640,00		2 640,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 640,00		2 640,00				
001499 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	05/2017	2 640,00			19/05/2017	19/05/2017	1705000105/11790	
<b>février 2018</b>		<b>4 310,00</b>		<b>4 310,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		4 310,00		4 310,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		4 310,00		4 310,00				
002385 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2018	4 310,00			27/02/2018	27/03/2018	1802000145/11790	
<b>février 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				
003674 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2019	2 325,00			11/02/2019	11/02/2019	1902000026/11790	
<b>juin 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				
004259 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	05/2019	2 325,00			04/06/2019	04/06/2019	1906000012/11790	
<b>août 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				
004593 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	08/2019	2 325,00			27/08/2019	27/08/2019	1908000146/11790	
<b>octobre 2019</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
004810 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	10/2019	2 325,00			08/10/2019	08/10/2019	1910000048/11790	
<b>février 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				
005508 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2020	2 325,00			03/02/2020	03/02/2020	2002000017/11790	
<b>mai 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				
005941 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	05/2020	2 325,00			05/05/2020	05/05/2020	2005000013/11790	
<b>août 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				
006288 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	08/2020	2 325,00			03/08/2020	03/08/2020	2008000010/11790	
<b>octobre 2020</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		2 325,00		2 325,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 325,00		2 325,00				
006669 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	10/2020	2 325,00			05/10/2020	05/10/2020	2010000021/11790	
007123 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2021	-2 325,00			22/01/2021	22/01/2021	avoir 210100022/11790 - Avoir sur facture 201000021	
007122 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	01/2021	2 325,00			22/01/2021	22/01/2021	2101000270/11790	
<b>novembre 2021</b>		<b>3 890,00</b>		<b>3 890,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		3 890,00		3 890,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		3 890,00		3 890,00				
008478 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	02/2021	3 890,00			10/11/2021	10/11/2021	2111000217/11790	
<b>juin 2022</b>		<b>220,00</b>		<b>220,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		220,00		220,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		220,00		220,00				
009607 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	06/2022	220,00			28/06/2022	28/06/2022	2206000324/11790	
<b>juillet 2022</b>		<b>290,00</b>		<b>290,00</b>				
16-022-01 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins		290,00		290,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		290,00		290,00				
009651 LOT 1 Controle technique batiment Cave a Vins	07/2022	290,00			20/07/2022	20/07/2022	2207000237/11790	
<b>D400 Assurance Dommage Ouvrage</b>		<b>96 243,00</b>		<b>96 243,00</b>				
<b>août 2019</b>		<b>88 984,00</b>		<b>88 984,00</b>				
18-034 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins		88 984,00		88 984,00				
JFB ASSURANCES		88 984,00		88 984,00				
004534 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins	08/2019	88 984,00			07/08/2019	07/08/2019	DFRC01 - Situ 1	
<b>septembre 2020</b>		<b>1 814,00</b>		<b>1 814,00</b>				
18-034 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins		1 814,00		1 814,00				
JFB ASSURANCES		1 814,00		1 814,00				
006410 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins	09/2020	1 814,00			16/09/2020	16/09/2020	DFRC01 - situ 2 - avenant	
<b>juin 2021</b>		<b>5 445,00</b>		<b>5 445,00</b>				
18-034 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins		5 445,00		5 445,00				
JFB ASSURANCES		5 445,00		5 445,00				
007765 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de la Cave à Vins	06/2021	5 445,00			02/06/2021	02/06/2021	DFRC01 - situ 3 - Avenant	
<b>F100 Publicité - Publication - Avis de Publicité</b>		<b>900,00</b>		<b>900,00</b>				
<b>novembre 2017</b>		<b>900,00</b>		<b>900,00</b>				
17-00991 Publication BOAMP		900,00		900,00				
DIRECTION DE L'INFORMATION LEGALE ET ADM		900,00		900,00				
002009 Publication BOAMP	11/2017	900,00			18/11/2017	18/11/2017	3634606	
<b>G300 Etude - Conseil Concertation / Participation / Activation</b>		<b>3 147,00</b>		<b>3 147,00</b>				
<b>avril 2022</b>		<b>1 566,00</b>		<b>1 566,00</b>				
LC 22-075 AT et CCE Salle Hypostyle		1 566,00		1 566,00				
CONSEIL EN SURETE ET PRENVENTION INCENDI		1 566,00		1 566,00				
009172 AT et CCE Salle Hypostyle	04/2022	1 566,00			08/04/2022	08/04/2022	JD2022-04-08	
<b>mai 2022</b>		<b>1 581,00</b>		<b>1 581,00</b>				
LC 22-080 AT et CCE Salle d'Embouteillage		1 581,00		1 581,00				
CONSEIL EN SURETE ET PRENVENTION INCENDI		1 581,00		1 581,00				
009324 AT et CCE Salle d'Embouteillage	05/2022	1 581,00			07/05/2022	07/05/2022	JD2022-05-07	
<b>G501 Graphisme</b>		<b>180,00</b>		<b>180,00</b>				
<b>mars 2019</b>		<b>180,00</b>		<b>180,00</b>				
18-022/004 Création du panneau "Réhabilitation de la Cave à Vins"		180,00		180,00				
HUGO FEIST (Hors Taxe)		180,00		180,00				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation des dépenses par équipements
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécutio	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
003819 Création du panneau "Réhabilitation de la Cave à Vins"	02/2019	180,00			12/03/2019	12/03/2019	190312094	
<b>G601 Panneaux d'information - communication - signalétique</b>		<b>122,15</b>		<b>122,15</b>				
juin 2022		122,15		122,15				
18-027/018 Impression panneau PC modificatif Cave à Vins		122,15		122,15				
EUROSPECTACLES		122,15		122,15				
009557 Impression panneau PC modificatif Cave à Vins	06/2022	122,15			23/06/2022	23/06/2022	FA21894	
<b>SOLDE</b>		<b>-7 965 306,69</b>	<b>-10 015,05</b>	<b>-7 975 321,74</b>				

Reste à régler				33555,11	31/05/2023	31/05/2023		33 555
----------------	--	--	--	----------	------------	------------	--	--------

CAVE à VINS - Aménagements intérieurs - COUT COMPLET

	Début période	01/06/2017	01/07/2017	01/08/2017	01/09/2017	01/10/2017	01/11/2017	01/12/2017	01/01/2018	01/02/2018	01/03/2018	01/04/2018	01/05/2018	01/06/2018	01/07/2018	01/08/2018
	Fin période	30/06/2017	31/07/2017	31/08/2017	30/09/2017	31/10/2017	30/11/2017	31/12/2017	31/01/2018	28/02/2018	31/03/2018	30/04/2018	31/05/2018	30/06/2018	31/07/2018	31/08/2018
<b>TOTAL</b>																
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>																
<b>A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>	<b>1 101 924</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
charge foncière	-															
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	1 062 160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux, honoraires et autres dépenses	1 062 160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût de Maitrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	39 765	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût maîtrise d'ouvrage	39 765	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-															
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	<b>1 101 924</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>	<b>16 860 000</b>							1 900 000								
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>	<b>1 615 481</b>	-	-	-	-	-	-	182 053	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>	<b>- 513 556</b>	-	-	-	-	-	-	- 182 053	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>		-	-	-	-	-	-	- 182 053	- 182 053	- 182 053	- 182 053	- 182 053	- 182 053	- 182 053	- 182 053	- 182 053
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>	<b>- 48 372</b>	-	-	-	-	-	-	- 223	- 223	- 223	- 223	- 223	- 223	- 223	- 223	- 223
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité, y compris coût de portage des dépenses TTC jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>	<b>1 053 552</b>															
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>	<b>- 561 929</b>															

CAVE à VINS - Aménagements intérieurs - COUT COMPLET

	01/09/2018	01/10/2018	01/11/2018	01/12/2018	01/01/2019	01/02/2019	01/03/2019	01/04/2019	01/05/2019	01/06/2019	01/07/2019	01/08/2019	01/09/2019	01/10/2019	01/11/2019	01/12/2019
	30/09/2018	31/10/2018	30/11/2018	31/12/2018	31/01/2019	28/02/2019	31/03/2019	30/04/2019	31/05/2019	30/06/2019	31/07/2019	31/08/2019	30/09/2019	31/10/2019	30/11/2019	31/12/2019
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>																
<b>A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>																
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 398	3 562	60 037	30 577
<i>charge foncière</i>																
<b>Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses</b>																
Travaux, honoraires et autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 131	3 434	57 871	29 474
<b>Coût de Maitrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré</b>																
Coût maîtrise d'ouvrage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	267	129	2 167	1 103
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 398	3 562	60 037	30 577
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 398	10 960	70 997	101 574
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>																
		4 020 000												4 840 000		
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>																
	-	385 186	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	463 756	-	-	-
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>																
	-	- 385 186	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 398	3 562	60 037	30 577
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>																
	- 182 053	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 567 239	- 1 030 995	- 1 030 995	- 1 023 597	- 1 020 035	- 959 997
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>																
	- 223	- 695	- 695	- 695	- 695	- 695	- 695	- 695	- 695	- 695	- 695	- 695	- 1 263	- 1 263	- 1 254	- 1 250
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité, y compris coût de portage des dépenses TTC jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>																
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>																

CAVE à VINS - Aménagements intérieurs - COUT COMPLET

01/01/2020	01/02/2020	01/03/2020	01/04/2020	01/05/2020	01/06/2020	01/07/2020	01/08/2020	01/09/2020	01/10/2020	01/11/2020	01/12/2020	01/01/2021	01/02/2021	01/03/2021	01/04/2021
31/01/2020	29/02/2020	31/03/2020	30/04/2020	31/05/2020	30/06/2020	31/07/2020	31/08/2020	30/09/2020	31/10/2020	30/11/2020	31/12/2020	31/01/2021	28/02/2021	31/03/2021	30/04/2021

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)**

Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré  
*charge foncière*

**Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses**

Travaux, honoraires et autres dépenses

**Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré**

Coût maîtrise d'ouvrage

63 982	44 446	30 586	10 191	6 339	76 989	37 737	22 008	93 267	2 602	115 642	36 127	86 172	54 899	31 446	65 912
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 673	42 842	29 482	9 823	6 110	74 211	36 375	21 214	89 902	2 508	111 469	34 823	83 062	52 918	30 312	63 534
61 673	42 842	29 482	9 823	6 110	74 211	36 375	21 214	89 902	2 508	111 469	34 823	83 062	52 918	30 312	63 534
2 309	1 604	1 104	368	229	2 778	1 362	794	3 366	94	4 173	1 304	3 110	1 981	1 135	2 379
2 309	1 604	1 104	368	229	2 778	1 362	794	3 366	94	4 173	1 304	3 110	1 981	1 135	2 379

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)**

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)**

63 982	44 446	30 586	10 191	6 339	76 989	37 737	22 008	93 267	2 602	115 642	36 127	86 172	54 899	31 446	65 912
165 556	210 003	240 588	250 779	257 118	334 108	371 844	393 852	487 120	489 721	605 364	641 490	727 662	782 561	814 007	879 919

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)**

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

	3 000 000														1 550 000
-	287 452	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	148 517	-
63 982	- 243 006	30 586	10 191	6 339	76 989	37 737	22 008	93 267	2 602	115 642	36 127	86 172	54 899	- 117 071	65 912
- 865 438	- 1 108 444	- 1 077 859	- 1 067 668	- 1 061 328	- 984 339	- 946 602	- 924 595	- 831 327	- 828 726	- 713 083	- 676 957	- 590 785	- 535 886	- 652 957	- 587 044
- 1 060	- 1 358	- 1 320	- 1 308	- 1 300	- 1 206	- 1 160	- 1 133	- 1 018	- 1 015	- 874	- 829	- 724	- 656	- 800	- 719

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité, y compris coût de portage des dépenses TTC jusqu'à la date de transfert de propriété)**

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)**

CAVE à VINS - Aménagements intérieurs - COUT COMPLET

01/05/2021	01/06/2021	01/07/2021	01/08/2021	01/09/2021	01/10/2021	01/11/2021	01/12/2021	01/01/2022	01/02/2022	01/03/2022	01/04/2022	01/05/2022	01/06/2022	01/07/2022	01/08/2022
31/05/2021	30/06/2021	31/07/2021	31/08/2021	30/09/2021	31/10/2021	30/11/2021	31/12/2021	31/01/2022	28/02/2022	31/03/2022	30/04/2022	31/05/2022	30/06/2022	31/07/2022	31/08/2022

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)**

Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré  
*charge foncière*

Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses

Travaux, honoraires et autres dépenses

Coût de Maitrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré

Coût maîtrise d'ouvrage

9 909	45 403	4 035	-	30 047	20 226	-	29 488	32 093	-	-	-	-	4 395	1 083	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 551	43 764	3 889	-	28 963	19 496	-	28 424	30 934	-	-	-	-	4 237	1 044	-
9 551	43 764	3 889	-	28 963	19 496	-	28 424	30 934	-	-	-	-	4 237	1 044	-
358	1 638	146	-	1 084	730	-	1 064	1 158	-	-	-	-	159	39	-
358	1 638	146	-	1 084	730	-	1 064	1 158	-	-	-	-	159	39	-

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)**

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)**

9 909	45 403	4 035	-	30 047	20 226	-	29 488	32 093	-	-	-	-	4 395	1 083	-
889 828	935 231	939 266	939 266	969 313	989 539	989 539	1 019 027	1 051 120	1 051 120	1 051 120	1 051 120	1 051 120	1 055 515	1 056 598	1 056 598

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)**

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

												1 550 000				
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	148 517	-	-	-	
9 909	45 403	4 035	-	30 047	20 226	-	29 488	32 093	-	-	-	148 517	-	4 395	1 083	
- 577 135	- 531 733	- 527 698	- 527 698	- 497 650	- 477 425	- 477 425	- 447 937	- 415 844	- 415 844	- 415 844	- 564 361	- 564 361	- 559 966	- 558 883	- 558 883	
- 707	- 651	- 646	- 646	- 610	- 585	- 585	- 549	- 509	- 509	- 509	- 691	- 691	- 686	- 685	- 685	

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité, y compris coût de portage des dépenses TTC jusqu'à la date de transfert de propriété)**

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)**

CAVE à VINS - Aménagements intérieurs - COUT COMPLET

	01/09/2022	01/10/2022	01/11/2022	01/12/2022	01/01/2023	01/02/2023	01/03/2023	01/04/2023	01/05/2023	01/06/2023
	30/09/2022	31/10/2022	30/11/2022	31/12/2022	31/01/2023	28/02/2023	31/03/2023	30/04/2023	31/05/2023	30/06/2023
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>										
<b>A. Echéancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>										
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	-	-	-	-	-	-	-	-	34 811	10 515
<i>charge foncière</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	33 555	10 136
Travaux, honoraires et autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	33 555	10 136
<b>Coût de Maitrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	1 256	379
Coût maîtrise d'ouvrage	-	-	-	-	-	-	-	-	1 256	379
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>										
	-	-	-	-	-	-	-	-	34 811	10 515
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>										
	1 056 598	1 056 598	1 056 598	1 056 598	1 056 598	1 056 598	1 056 598	1 056 598	1 091 409	1 101 924
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>										
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>										
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>										
	-	-	-	-	-	-	-	-	34 811	10 515
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>										
	- 558 883	- 558 883	- 558 883	- 558 883	- 558 883	- 558 883	- 558 883	- 558 883	- 524 072	- 513 556
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>										
	- 685	- 685	- 685	- 685	- 685	- 685	- 685	- 685	- 642	-
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité, y compris coût de portage des dépenses TTC jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>										
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>										



**ZAC DEUX RIVES**

**FICHE OUVRAGE**

**Nom de l'ouvrage**

Ateliers de la Virgule

**Collectivité compétente :**

Ville de Strasbourg

Descriptif de l'ouvrage

Date de remise en gestion

Surface :

	quantité	unité (m <sup>2</sup> SDP; Ha; a; ca)
pour les ouvrages de superstructures :	4285,3	m <sup>2</sup> SDP
pour les ouvrage d'infrastructures :		

Parcelle(s) d'implantation

Contenance :

Coût complet de l'ouvrage :

	€ HT	TVA	€ TTC
Coût d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage et frais annexes liés à ces acquisitions déterminés directement ou par ratio	324 200	64 840	389 040
Coût de mise en état des sols (démolition, VRD...) rapporté à l'emprise de l'ouvrage	350 216	70 043	420 259
Coût de réalisation de l'ouvrage	4 284 894	856 979	5 141 873
Coût des honoraires techniques liés aux travaux (Maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination sécurité santé...)	466 517	93 303	559 820
Autres charges indirectes (honoraires divers, rémunération de l'aménageur, frais financiers...)	392 880	78 576	471 456
<b>TOTAL</b>	<b>5 818 707</b>	<b>1 163 741</b>	<b>6 982 448</b>
Montant correspondant à la participation de la collectivité au financement de l'ouvrage (le cas échéant)	5 376 485	1 075 297	6 451 782

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Reventilation des dépenses par type
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisaton	de pièce	
<b>1 DEPENSES</b>		<b>4 567 850,70</b>		<b>4 567 850,70</b>				<b>4 795 168,21</b>
<b>A105 Honoraires et AMO</b>		<b>1 692,67</b>		<b>1 692,67</b>				<b>1692,67</b>
<b>avril 2018</b>		<b>107,67</b>		<b>107,67</b>				
LC 17-066 Constat_huissier_Virgule		107,67		107,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67				
002549 Constat_huissier_Virgule	04/2018	107,67		107,67	16/04/2018	03/05/2018	V-58093 - Mandat 194 - 1er passage	
<b>octobre 2018</b>		<b>634,00</b>		<b>634,00</b>				
LC 18-099 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - La Virgule		634,00		634,00				
RELAIS CHANTIERS		634,00		634,00				
003056 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - La Virgule		634,00		634,00	03/10/2018	03/10/2018	RE 2018/16	
<b>janvier 2022</b>		<b>951,00</b>		<b>951,00</b>				
LC 18-099 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - La Virgule		951,00		951,00				
RELAIS CHANTIERS		951,00		951,00				
008788 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - La Virgule	01/2022	951,00		951,00	25/01/2022	25/01/2022	2022/03	
<b>D101 Achat d'études et prestations de services s/Constructions</b>		<b>57 075,25</b>		<b>57 075,25</b>				<b>57075,25</b>
<b>juillet 2017</b>		<b>23 090,00</b>		<b>23 090,00</b>				
17-002 Diagnostic structure des bâtiments de la virgule		23 090,00		23 090,00				
INGENIERIE BOIS		8 300,00		8 300,00				
001675 Diagnostic structure des bâtiments de la virgule	07/2017	8 300,00		8 300,00	07/07/2017	07/07/2017	1454	
LABORATOIRE BPE		4 500,00		4 500,00				
001675 Diagnostic structure des bâtiments de la virgule	07/2017	4 500,00		4 500,00	07/07/2017	07/07/2017	F20172356	
M.H.INGENIERIE		10 290,00		10 290,00				
001675 Diagnostic structure des bâtiments de la virgule	07/2017	10 290,00		10 290,00	07/07/2017	07/07/2017	AF 417	
<b>août 2018</b>		<b>4 680,00</b>		<b>4 680,00</b>				
LC 18-049 Examens visuels et mesures de fin de chantier désamiantage		4 680,00		4 680,00				
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		4 680,00		4 680,00				
002903 Examens visuels et mesures de fin de chantier désamiantage		4 680,00		4 680,00	06/08/2018	06/08/2018	FA01881	
<b>février 2019</b>		<b>3 847,00</b>		<b>3 847,00</b>				
19-01839 Taxes et redevances diverses aménagement		3 847,00		3 847,00				
CENTRE D'ENCAISSEMENT DES FP		3 847,00		3 847,00				
003918 Taxes et redevances diverses aménagement	02/2019	1 450,00		1 450,00	21/02/2019	21/02/2019	068000 045 075 067 179944 2019 0008831 - Archéologie	
003919 Taxes et redevances diverses aménagement	02/2019	2 397,00		2 397,00	21/02/2019	21/02/2019	068000 045 075 067 465240 2019 0008832 - taxe aménagement	
<b>juillet 2019</b>		<b>19 732,09</b>		<b>19 732,09</b>				
19-02052 Raccordement la Virgule N° 2019608715		17 532,09		17 532,09				
STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX		17 532,09		17 532,09				
004625 Raccordement la Virgule N° 2019608715	07/2019	5 259,63		5 259,63	09/07/2019	09/07/2019	RES9201907004 3 - acompte	
004626 Raccordement la Virgule N° 2019608715	07/2019	12 272,46		12 272,46	15/07/2019	15/07/2019	RES9201907019 2 - solde	
LC 19-085 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour les bâtiments de la Virgule		2 200,00		2 200,00				
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		2 200,00		2 200,00				
004278 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour les bâtiments de la Virgule	06/2019	2 200,00		2 200,00	01/07/2019	01/07/2019	FA02574	
<b>septembre 2019</b>		<b>459,00</b>		<b>459,00</b>				
LC 19-137 Assainissement Virgule - Frais d'instruction dossier		459,00		459,00				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		459,00		459,00				
004698 Assainissement Virgule - Frais d'instruction dossier	09/2019	459,00		459,00	06/09/2019	06/09/2019	00102-2019-578	
<b>octobre 2019</b>		<b>2 540,16</b>		<b>2 540,16</b>				
16-013/014 Mission ATTES pour annexe du permis de construire de La Virgule		691,02		691,02				
ARCHIMED - ENVIRONNEMENT		691,02		691,02				
004734 Mission ATTES pour annexe du permis de construire de La Virgule	10/2019	691,02		691,02	07/10/2019	07/10/2019	F2019-139	
LC 19-051 Pose de compteur AEP pour les ateliers bois		410,09		410,09				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		410,09		410,09				
004888 Pose de compteur AEP pour les ateliers bois	10/2019	410,09		410,09	10/10/2019	10/10/2019	00101-2019-686	
LC 19-052 Pose de compteur AEP pour les préaux et la menuiserie		179,40		179,40				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		179,40		179,40				
004890 Pose de compteur AEP pour les préaux et la menuiserie	10/2019	179,40		179,40	10/10/2019	10/10/2019	00101-2019-686	
LC 19-053 Pose de compteur AEP pour le petit garage		410,09		410,09				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		410,09		410,09				
004891 Pose de compteur AEP pour le petit garage	10/2019	410,09		410,09	10/10/2019	10/10/2019	00101-2019-686	
LC 19-054 Pose de compteur AEP pour le grand garage		417,53		417,53				

EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		417,53		417,53				
004892 Pose de compteur AEP pour le grand garage	10/2019	417,53		417,53	10/10/2019	10/10/2019	00101-2019-686	
LC 19-118 Pose de compteurs AEP pour les préaux		432,03		432,03				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		432,03		432,03				
004887 Pose de compteurs AEP pour les préaux	10/2019	432,03		432,03	10/10/2019	10/10/2019	00101-2019-687	
<b>février 2020</b>		<b>2 397,00</b>		<b>2 397,00</b>				
20-02328 Taxes et redevances diverses aménagement		2 397,00		2 397,00				
CENTRE D'ENCAISSEMENT DES FP		2 397,00		2 397,00				
005614 Taxes et redevances diverses aménagement	02/2020	2 397,00		2 397,00	21/02/2020	21/02/2020	068000 045 075 067 465240 2020 0008275 - Taxe aménagement	
<b>août 2022</b>		<b>330,00</b>		<b>330,00</b>				
22-03542 Assainissement Petit Garage- Frais d'instruction dossier		330,00		330,00				
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		330,00		330,00				
009816 Assainissement Petit Garage - Frais d'instruction dossier	08/2022	330,00		330,00	26/08/2022	26/08/2022	61131-2022-155- 538	
<b>D200 Travaux de voirie et aménagement</b>		<b>50 279,81</b>		<b>50 279,81</b>				<b>50279,81</b>
<b>avril 2022</b>		<b>26 875,74</b>		<b>26 875,74</b>				
18-009-01/038 Travaux Petit Garage + batardeaux Grand Garage & Menuiseries		26 875,74		26 875,74				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		26 875,74		26 875,74				
009340 Travaux Petit Garage + batardeaux Grand Garage & Menuiseries	04/2022	26 875,74		26 875,74	29/04/2022	29/04/2022	F126A103.22.18 000320 - situ 1 - EA 28	
<b>août 2022</b>		<b>21 932,91</b>		<b>21 932,91</b>				
18-009-03/013 Travaux Petit Garage		21 932,91		21 932,91				
SCOP ESPACES VERTS		21 932,91		21 932,91				
009890 Travaux Petit Garage	09/2022	21 932,91		21 932,91	29/08/2022	29/08/2022	2200919 - situ 1 - EA 10	
<b>novembre 2022</b>		<b>1 471,16</b>		<b>1 471,16</b>				
18-009-01/038 Travaux Petit Garage + batardeaux Grand Garage & Menuiseries		1 471,16		1 471,16				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		1 471,16		1 471,16				
010280 Travaux Petit Garage + batardeaux Grand Garage & Menuiseries	11/2022	1 471,16		1 471,16	29/11/2022	29/11/2022	F126A103.22.18 001318 - Etat du solde - DGD	
<b>D201 Travaux sur constructions</b>		<b>3 949 990,90</b>		<b>3 949 990,90</b>				<b>3949990,9</b>
<b>mai 2018</b>		<b>9 882,36</b>		<b>9 882,36</b>				
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades		9 882,36		9 882,36				
CPC CONSTRUCTION		9 882,36		9 882,36				
003976 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades	05/2018	9 882,36		9 882,36	31/05/2018	31/05/2018	Situ 0 - avance	
<b>juin 2018</b>		<b>126 800,00</b>		<b>126 800,00</b>				
18-002 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 0 Désamiantage		126 800,00		126 800,00				
GCM DEMOLITION sas		126 800,00		126 800,00				
002823 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 0 Désamiantage		126 800,00		126 800,00	27/06/2018	27/06/2018	3180321	
<b>juillet 2018</b>		<b>18 395,00</b>		<b>18 395,00</b>				
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades		18 395,00		18 395,00				
CPC CONSTRUCTION		18 395,00		18 395,00				
003977 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades	06/2018	18 395,00		18 395,00	25/07/2018	25/07/2018	Situ 1 Juin 2018 - F1 8515	
<b>août 2018</b>		<b>74 710,72</b>		<b>74 710,72</b>				
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades		23 213,00		23 213,00				
CPC CONSTRUCTION		23 213,00		23 213,00				
003978 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades	07/2018	23 213,00		23 213,00	01/08/2018	01/08/2018	Situ 2 Juillet 2018 - F1 8558	
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique		51 497,72		51 497,72				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		51 497,72		51 497,72				
002888 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	07/2018	51 497,72		51 497,72	01/08/2018	01/08/2018	180704	
<b>septembre 2018</b>		<b>136 596,07</b>		<b>136 596,07</b>				
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades		84 462,85		84 462,85				
CPC CONSTRUCTION		84 462,85		84 462,85				
003980 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2018	84 462,85		84 462,85	25/09/2018	25/09/2018	Situ 4 Septembre 2018 - F1 8628	
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique		8 063,60		8 063,60				
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		8 063,60		8 063,60				
003080 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	09/2018	8 063,60		8 063,60	20/09/2018	20/09/2018	180908	
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture		37 457,36		37 457,36				
CMA MENUISERIE		9 675,00		9 675,00				
002980 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	07/2018	9 675,00		9 675,00	03/09/2018	01/10/2018	2018073RAA1	
RHONE ALPES ACIER		27 782,36		27 782,36				
002980 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	07/2018	27 782,36		27 782,36	03/09/2018	01/10/2018	420718	

18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique RHONE ALPES ACIER		6 612,26		6 612,26			
002979 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique octobre 2018	07/2018	6 612,26		6 612,26	03/09/2018	01/10/2018	430718
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades CPC CONSTRUCTION		83 739,95		83 739,95			
003979 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades	08/2018	30 986,00		30 986,00	01/10/2018	01/10/2018	Situ 3 Août 2018 - F1 8581
003981 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades	10/2018	52 753,95		52 753,95	25/10/2018	25/10/2018	Situ 5 octobre 2018 - F1 8647
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		24 636,48		24 636,48			
003079 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	08/2018	24 636,48		24 636,48	10/10/2018	10/10/2018	180807
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture CMA MENUISERIE		152 082,26		152 082,26			
003244 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture RHONE ALPES ACIER	09/2018	11 825,00		11 825,00	31/10/2018	31/10/2018	20180930RAA1
003244 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	09/2018	13 800,08		13 800,08	31/10/2018	31/10/2018	400918
003360 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture RHONE ALPES FILETS	10/2018	125 513,18		125 513,18	25/10/2018	25/10/2018	561018
003360 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	10/2018	944,00		944,00			
003360 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	10/2018	944,00		944,00	25/10/2018	25/10/2018	213
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique CPMC		50 819,49		50 819,49			
003245 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	08/2018	15 000,00		15 000,00			
003245 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	08/2018	7 500,00		7 500,00	20/10/2018	20/10/2018	18010
003246 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	09/2018	6 000,00		6 000,00	31/10/2018	31/10/2018	18013
003361 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique RHONE ALPES ACIER	10/2018	1 500,00		1 500,00	25/10/2018	25/10/2018	18015
003245 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	08/2018	35 819,49		35 819,49			
003245 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	08/2018	18 092,63		18 092,63	20/10/2018	20/10/2018	110818
003246 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	09/2018	2 246,67		2 246,67	31/10/2018	31/10/2018	410918
003361 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	10/2018	15 480,19		15 480,19	25/10/2018	25/10/2018	571018
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		147 408,40		147 408,40			
003247 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST	10/2018	123 163,40		123 163,40	31/10/2018	31/10/2018	17622/70113 MBA Situ 1
003247 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	10/2018	24 245,00		24 245,00	31/10/2018	31/10/2018	situ 1
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		36 427,95		36 427,95			
003243 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	10/2018	36 427,95		36 427,95			
003243 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	10/2018	22 290,83		22 290,83	31/10/2018	31/10/2018	17-18-328
003359 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	10/2018	14 137,12		14 137,12	31/10/2018	31/10/2018	17-18-361
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		8 470,49		8 470,49			
003248 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité novembre 2018	10/2018	8 470,49		8 470,49	31/10/2018	31/10/2018	N1810018
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de facades CPC CONSTRUCTION		218 445,75		218 445,75			
003982 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades	11/2018	62 531,30		62 531,30	25/11/2018	25/11/2018	Situ 6 Novembre 2018 - F1 8656
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture RHONE ALPES ACIER		62 531,30		62 531,30			
003403 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	11/2018	74 407,09		74 407,09	25/11/2018	25/11/2018	421118
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique RHONE ALPES ACIER		17 142,94		17 142,94			
003404 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	11/2018	17 142,94		17 142,94	25/11/2018	25/11/2018	411118
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		41 157,40		41 157,40			
003407 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST	11/2018	37 880,40		37 880,40	20/11/2018	20/11/2018	17622/70113 SITU 2
003407 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	11/2018	3 277,00		3 277,00	20/11/2018	20/11/2018	N°2
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		10 528,44		10 528,44			
003405 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	11/2018	10 528,44		10 528,44	26/11/2018	26/11/2018	18-19-5

18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		12 678,58		12 678,58			
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		12 678,58		12 678,58			
003406 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	11/2018	12 678,58		12 678,58	20/11/2018	20/11/2018	N1811019
décembre 2018		168 744,60		168 744,60			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades		20 514,75		20 514,75			
CPC CONSTRUCTION		20 514,75		20 514,75			
003983 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades	12/2018	20 514,75		20 514,75	21/12/2018	21/12/2018	Situ 7 Décembre 2018 - F1 8687
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique		72 749,91		72 749,91			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		69 549,91		69 549,91			
003465 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	12/2018	69 549,91		69 549,91	11/12/2018	11/12/2018	18/0068
METAL'ARC		3 200,00		3 200,00			
003465 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	12/2018	3 200,00		3 200,00	11/12/2018	11/12/2018	11-18-15
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture		21 018,26		21 018,26			
RHONE ALPES ACIER		21 018,26		21 018,26			
003615 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	12/2018	21 018,26		21 018,26	31/12/2018	31/12/2018	551218
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique		7 236,86		7 236,86			
RHONE ALPES ACIER		7 236,86		7 236,86			
003616 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	12/2018	7 236,86		7 236,86	31/12/2018	31/12/2018	561218
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium		14 715,10		14 715,10			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		7 336,10		7 336,10			
003462 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	12/2018	7 336,10		7 336,10	14/12/2018	14/12/2018	17622/70113 MBA
SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST		7 379,00		7 379,00			
003462 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	12/2018	7 379,00		7 379,00	14/12/2018	14/12/2018	5305694 Situ 3
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds		10 833,93		10 833,93			
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		10 833,93		10 833,93			
003464 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	12/2018	10 833,93		10 833,93	20/12/2018	20/12/2018	18-19-24
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		19 510,79		19 510,79			
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		19 510,79		19 510,79			
003466 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	12/2018	19 510,79		19 510,79	21/12/2018	21/12/2018	N1812019
18-005-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture		2 165,00		2 165,00			
HITTIER & FILS PEINTURE		2 165,00		2 165,00			
003463 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture	12/2018	2 165,00		2 165,00	18/12/2018	18/12/2018	1812647
janvier 2019		266 856,61		266 856,61			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de facades		58 958,00		58 958,00			
CPC CONSTRUCTION		58 958,00		58 958,00			
003984 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades	01/2019	58 958,00		58 958,00	25/01/2019	25/01/2019	Situ 8 Décembre 2018 - F19 004
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique		45 015,60		45 015,60			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		45 015,60		45 015,60			
003614 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	01/2019	45 015,60		45 015,60	21/01/2019	21/01/2019	19/0104
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture		6 006,31		6 006,31			
RHONE ALPES ACIER		6 006,31		6 006,31			
003722 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	01/2019	6 006,31		6 006,31	31/01/2019	31/01/2019	480119 - Acompte 6
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique		25 342,73		25 342,73			
OPEMA SARL		500,00		500,00			
003723 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	01/2019	500,00		500,00	31/01/2019	31/01/2019	186
RHONE ALPES ACIER		24 842,73		24 842,73			
003723 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	01/2019	24 842,73		24 842,73	31/01/2019	31/01/2019	470119 - acompte 7
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium		50 105,45		50 105,45			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		44 339,45		44 339,45			
003617 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	01/2019	44 339,45		44 339,45	25/01/2019	25/01/2019	17622/70113MB A
SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST		5 766,00		5 766,00			
003617 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	01/2019	5 766,00		5 766,00	25/01/2019	25/01/2019	4
18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie		17 040,90		17 040,90			
CHOSSET & LUCHESSA		9 128,10		9 128,10			
003684 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	01/2019	9 128,10		9 128,10	21/01/2019	21/01/2019	14839
HORMANN EST		7 912,80		7 912,80			
003684 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	01/2019	7 912,80		7 912,80	21/01/2019	21/01/2019	6251
18-005-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois		41 235,73		41 235,73			



STUTZMANN AGENCEMENT SAS		41 235,73		41 235,73			
003611 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	01/2019	41 235,73		41 235,73	25/01/2019	25/01/2019	097.18/19
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		23 151,89		23 151,89			
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		23 151,89		23 151,89			
003618 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	01/2019	23 151,89		23 151,89	25/01/2019	25/01/2019	N1901010
février 2019		285 469,91		285 469,91			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades		48 616,00		48 616,00			
CPC CONSTRUCTION		48 616,00		48 616,00			
003962 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	02/2019	74 444,18		74 444,18	28/02/2019	28/02/2019	F 19018 Situ 9
004019 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	02/2019	-74 444,18		-74 444,18	28/02/2019	28/02/2019	F 19018 - Situ 9 correction
004020 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	02/2019	48 616,00		48 616,00	28/02/2019	28/02/2019	F 19018 Situ 9
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique		114 872,29		114 872,29			
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		114 872,29		114 872,29			
003853 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	02/2019	114 872,29		114 872,29	20/02/2019	20/02/2019	19/0126
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture		55 768,67		55 768,67			
RHONE ALPES ACIER		55 768,67		55 768,67			
003915 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	02/2019	55 768,67		55 768,67	28/02/2019	28/02/2019	390219
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique		32 686,42		32 686,42			
RHONE ALPES ACIER		32 686,42		32 686,42			
003914 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	02/2019	32 686,42		32 686,42	28/02/2019	28/02/2019	400219
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium		8 025,65		8 025,65			
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		8 025,65		8 025,65			
003854 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	02/2019	8 025,65		8 025,65	25/02/2019	25/02/2019	17622/70113 MBA situ 5
18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serruerie / Metallerie		5 098,70		5 098,70			
CHOSSET & LUCHESSA		5 098,70		5 098,70			
003855 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serruerie / Metallerie	02/2019	5 098,70		5 098,70	22/02/2019	22/02/2019	14915
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		5 531,50		5 531,50			
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		5 531,50		5 531,50			
003857 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	02/2019	5 531,50		5 531,50	25/02/2019	25/02/2019	N1902022
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires		14 870,68		14 870,68			
SANICHAUF SAS		14 870,68		14 870,68			
003911 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	02/2019	14 870,68		14 870,68	28/02/2019	28/02/2019	18670
mars 2019		348 608,13		348 608,13			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades		101 506,95		101 506,95			
CPC CONSTRUCTION		101 506,95		101 506,95			
004051 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	03/2019	101 506,95		101 506,95	25/03/2019	25/03/2019	F 19029
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique		31 749,00		31 749,00			
GMI LEVAGE		3 000,00		3 000,00			
004033 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	03/2019	3 000,00		3 000,00	31/03/2019	31/03/2019	FC 19/073
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		28 749,00		28 749,00			
004033 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	03/2019	28 749,00		28 749,00	31/03/2019	31/03/2019	19/0150
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture		136 810,08		136 810,08			
C'EST LE PLOMBIER		1 000,00		1 000,00			
004032 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	2173
DSM ARTISAN		1 000,00		1 000,00			
004032 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	201
OPEMA SARL		1 000,00		1 000,00			
004032 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	195
RHONE ALPES ACIER		133 310,08		133 310,08			
004032 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	03/2019	133 310,08		133 310,08	25/03/2019	25/03/2019	230319
RHONE ALPES FILETS		500,00		500,00			
004032 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	03/2019	500,00		500,00	25/03/2019	25/03/2019	275
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique		8 332,86		8 332,86			
DSM ARTISAN		500,00		500,00			
004031 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	03/2019	500,00		500,00	25/03/2019	25/03/2019	202
OPEMA SARL		500,00		500,00			
004031 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	03/2019	500,00		500,00	25/03/2019	25/03/2019	194
RHONE ALPES ACIER		7 332,86		7 332,86			
004031 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	03/2019	7 332,86		7 332,86	25/03/2019	25/03/2019	240319

18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie CHOSSET & LUCHESSA		2 161,80		2 161,80			
		564,30		564,30			
003922 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie CMA MENUISERIE	03/2019	564,30		564,30	25/03/2019	25/03/2019	14961
		1 597,50		1 597,50			
003922 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	03/2019	1 597,50		1 597,50	25/03/2019	25/03/2019	20190319CL3
18-005-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		6 019,65		6 019,65			
		6 019,65		6 019,65			
003913 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	03/2019	6 019,65		6 019,65	26/03/2019	26/03/2019	184.18/19
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublaques / Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		15 766,08		15 766,08			
		15 766,08		15 766,08			
003856 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublaques / Plafonds	02/2019	15 766,08		15 766,08	04/03/2019	04/03/2019	18-19-76
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		7 689,09		7 689,09			
		7 689,09		7 689,09			
003912 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	03/2019	7 689,09		7 689,09	25/03/2019	25/03/2019	N1903029
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires SANICHAUF SAS		36 494,22		36 494,22			
		36 494,22		36 494,22			
004030 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	03/2019	36 494,22		36 494,22	29/03/2019	29/03/2019	18860
18-005-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		2 078,40		2 078,40			
		2 078,40		2 078,40			
003910 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture	03/2019	2 078,40		2 078,40	19/03/2019	19/03/2019	1903232
<b>avril 2019</b>		<b>171 770,53</b>		<b>171 770,53</b>			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades CPC CONSTRUCTION		22 841,50		22 841,50			
		22 841,50		22 841,50			
004213 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de facades	04/2019	22 841,50		22 841,50	25/04/2019	25/04/2019	F 19047
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture RHONE ALPES ACIER		52 188,47		52 188,47			
		52 188,47		52 188,47			
004184 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	04/2019	52 188,47		52 188,47	25/04/2019	25/04/2019	250419 - situ 9
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardaqe Métallique RHONE ALPES ACIER		4 263,32		4 263,32			
		4 263,32		4 263,32			
004185 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardaqe Métallique	04/2019	4 263,32		4 263,32	25/04/2019	25/04/2019	260419 - Situ 10
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		18 885,00		18 885,00			
		17 558,00		17 558,00			
004186 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST	04/2019	17 558,00		17 558,00	26/04/2019	26/04/2019	17622/70113 MBA - situ 6
		1 327,00		1 327,00			
004186 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	04/2019	1 327,00		1 327,00	26/04/2019	26/04/2019	N°5
18-005-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		5 063,91		5 063,91			
		5 063,91		5 063,91			
004187 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	04/2019	5 063,91		5 063,91	30/04/2019	30/04/2019	203.18/19 - situ 3
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublaques / Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		10 051,00		10 051,00			
		10 051,00		10 051,00			
004188 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublaques / Plafonds	04/2019	10 051,00		10 051,00	16/04/2019	16/04/2019	18-19-113
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		9 654,10		9 654,10			
		9 654,10		9 654,10			
004189 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	04/2019	9 654,10		9 654,10	23/04/2019	23/04/2019	N1904013
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires SANICHAUF SAS		48 823,23		48 823,23			
		48 823,23		48 823,23			
004347 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	04/2019	48 823,23		48 823,23	24/04/2019	24/04/2019	18949
<b>mai 2019</b>		<b>149 046,00</b>		<b>149 046,00</b>			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades CPC CONSTRUCTION		43 514,25		43 514,25			
		43 514,25		43 514,25			
004341 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	05/2019	43 514,25		43 514,25	25/05/2019	25/05/2019	F19056
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		9 715,00		9 715,00			
		3 915,00		3 915,00			
004342 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST	06/2019	3 915,00		3 915,00	28/05/2019	28/05/2019	17622/70113 MBA - situ7
		5 800,00		5 800,00			
004342 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	06/2019	5 800,00		5 800,00	28/05/2019	28/05/2019	5305694
18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie CHOSSET & LUCHESSA		62 796,16		62 796,16			
		62 796,16		62 796,16			
004273 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	05/2019	62 796,16		62 796,16	20/05/2019	20/05/2019	15040

18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		9 385,71		9 385,71			
004274 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	05/2019	9 385,71		9 385,71	17/05/2019	17/05/2019	N1905009
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires SANICHAUF SAS		23 634,88		23 634,88			
004348 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	05/2019	23 634,88		23 634,88	23/05/2019	23/05/2019	19015
juin 2019		462 501,05		462 501,05			
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture RHONE ALPES ACIER		36 587,47		36 587,47			
004540 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	06/2019	36 587,47		36 587,47	20/06/2019	20/06/2019	240619 - Situ 10
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique RHONE ALPES ACIER		10 471,08		10 471,08			
004538 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	06/2019	10 471,08		10 471,08	20/06/2019	20/06/2019	250619 - Situ 11
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		114 811,82		114 811,82			
004511 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST	06/2019	96 279,82		96 279,82	26/06/2019	26/06/2019	17622/70113 MBA - Situ 8
004511 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	06/2019	18 532,00		18 532,00	26/06/2019	26/06/2019	Situ 7
18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie CHOSSET & LUCHESSA		119 206,13		119 206,13			
004343 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	06/2019	119 206,13		119 206,13	20/06/2019	20/06/2019	15110
18-005-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		38 050,51		38 050,51			
004344 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	06/2019	38 050,51		38 050,51	24/06/2019	24/06/2019	254.18/19
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		36 113,91		36 113,91			
004345 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	06/2019	36 113,91		36 113,91	18/06/2019	18/06/2019	18-19-153
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		57 936,92		57 936,92			
004346 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	06/2019	57 936,92		57 936,92	21/06/2019	21/06/2019	N1906011
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires SANICHAUF SAS		49 323,21		49 323,21			
004355 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	06/2019	49 323,21		49 323,21	25/06/2019	25/06/2019	19158
juillet 2019		398 757,31		398 757,31			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre. Curage; Ravalement de facades CPC CONSTRUCTION		18 933,60		18 933,60			
004806 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre. Curage; Ravalement de facades	07/2019	18 933,60		18 933,60	25/07/2019	25/07/2019	F19076 - situ 14
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		29 695,40		29 695,40			
004537 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	07/2019	29 695,40		29 695,40	19/07/2019	19/07/2019	19/0221 - Situ 8
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture RHONE ALPES ACIER		3 334,34		3 334,34			
004745 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	07/2019	3 334,34		3 334,34	31/07/2019	31/07/2019	460719 SITU 11
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique RHONE ALPES ACIER		2 855,19		2 855,19			
004747 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	07/2019	2 855,19		2 855,19	31/07/2019	31/07/2019	470919 SITU 12
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		39 904,00		39 904,00			
004512 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST	07/2019	36 195,00		36 195,00	17/07/2019	17/07/2019	17622/70113 MBA - Situ 9
004512 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	07/2019	3 709,00		3 709,00	17/07/2019	17/07/2019	Situ 8
18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie CHOSSET & LUCHESSA		71 751,96		71 751,96			
004543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie HORMANN EST	07/2019	14 836,17		14 836,17	19/07/2019	19/07/2019	15162 - Situ 6
004543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie ID VERDE	07/2019	31 204,80		31 204,80	19/07/2019	19/07/2019	6778
004543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie STUTZMANN AGENCEMENT SAS	07/2019	18 298,99		18 298,99	19/07/2019	19/07/2019	60-180166001 - C601330
		7 412,00		7 412,00			



004543 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	07/2019	7 412,00		7 412,00	19/07/2019	19/07/2019	218.18/19	
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds		42 657,57		42 657,57				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		42 657,57		42 657,57				
004557 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	07/2019	9 820,00		9 820,00	05/07/2019	05/07/2019	18-19-177 - Situ 8	
004558 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	07/2019	32 837,57		32 837,57	31/07/2019	31/07/2019	18-19-224 - Situ 8 bis	
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		93 027,86		93 027,86				
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		93 027,86		93 027,86				
004478 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	07/2019	93 027,86		93 027,86	18/07/2019	18/07/2019	N1907016 - Sit 10	
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires		69 555,91		69 555,91				
SANICHAUF SAS		69 555,91		69 555,91				
004521 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	07/2019	69 555,91		69 555,91	19/07/2019	19/07/2019	19224 - Situ 6	
18-005-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture		27 041,48		27 041,48				
HITTIER & FILS PEINTURE		27 041,48		27 041,48				
004479 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture	07/2019	27 041,48		27 041,48	19/07/2019	19/07/2019	1907649 - Sit 3	
août 2019		54 993,36		54 993,36				
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		14 250,00		14 250,00				
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		14 250,00		14 250,00				
004749 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	08/2019	14 250,00		14 250,00	27/08/2019	27/08/2019	N1908016 - situ 11	
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires		40 743,36		40 743,36				
SANICHAUF SAS		40 743,36		40 743,36				
004752 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	08/2019	40 743,36		40 743,36	26/08/2019	26/08/2019	19327 situ 7	
septembre 2019		72 131,42		72 131,42				
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires		72 131,42		72 131,42				
RCA ISOLATION		4 950,00		4 950,00				
004936 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	09/2019	4 950,00		4 950,00	25/09/2019	25/09/2019	983	
SANICHAUF SAS		67 181,42		67 181,42				
004936 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	09/2019	67 181,42		67 181,42	25/09/2019	25/09/2019	19395 - Situ 8	
octobre 2019		92 708,89		92 708,89				
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades		24 413,65		24 413,65				
CPC CONSTRUCTION		24 413,65		24 413,65				
004700 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curage; Ravalement de façades	07/2019	24 413,65		24 413,65	02/10/2019	02/10/2019	F19073 - Situ13	
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture		7 859,11		7 859,11				
RHONE ALPES ACIER		7 859,11		7 859,11				
004920 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	10/2019	7 859,11		7 859,11	10/10/2019	10/10/2019	31019 - situ 12	
18-005-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique		2 587,62		2 587,62				
RHONE ALPES ACIER		2 587,62		2 587,62				
004921 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 4 Bardage Métallique	10/2019	2 587,62		2 587,62	10/10/2019	10/10/2019	21019 - situ 13	
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds		7 605,73		7 605,73				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		7 605,73		7 605,73				
004930 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	10/2019	2 443,32		2 443,32	04/10/2019	04/10/2019	18-19-269 - Situ 9	
004947 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	10/2019	5 162,41		5 162,41	04/10/2019	04/10/2019	18-19-270 - Situ 9bis	
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		21 043,42		21 043,42				
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		21 043,42		21 043,42				
005018 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	10/2019	21 043,42		21 043,42	23/10/2019	23/10/2019	N1910026 - situ 12	
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires		22 097,66		22 097,66				
SANICHAUF SAS		22 097,66		22 097,66				
004937 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	10/2019	22 097,66		22 097,66	25/10/2019	25/10/2019	19494 - Situ 9	
LC 19-156 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule garage		3 758,20		3 758,20				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		3 758,20		3 758,20				
004863 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule garage	10/2019	3 758,20		3 758,20	04/10/2019	04/10/2019	SPL Lot VirG Raccordement	
LC 19-157 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule menuiserie		3 343,50		3 343,50				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		3 343,50		3 343,50				
004862 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule menuiserie	10/2019	3 343,50		3 343,50	04/10/2019	04/10/2019	SPL Lot VirgM Raccordement	
novembre 2019		70 314,45		70 314,45				
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires		6 398,65		6 398,65				
SANICHAUF SAS		6 398,65		6 398,65				
005206 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	11/2019	6 398,65		6 398,65	25/11/2019	25/11/2019	19650 - situ 10	
LC 19-156 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule garage		33 824,30		33 824,30				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		33 824,30		33 824,30				

005049 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule garage	11/2019	33 824,30		33 824,30	20/11/2019	20/11/2019	RCUA191545	
LC 19-157 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule menuiserie		30 091,50		30 091,50				
R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		30 091,50		30 091,50				
005052 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Virgule menuiserie	11/2019	30 091,50		30 091,50	20/11/2019	20/11/2019	RCUA191544	
décembre 2019		1 266,56		1 266,56				
18-005-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture		1 266,56		1 266,56				
HITTIER & FILS PEINTURE		1 266,56		1 266,56				
005312 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture	12/2019	1 266,56		1 266,56	19/12/2019	19/12/2019	19121311 - situ 4	
janvier 2020		26 304,29		26 304,29				
18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serruerie / Metallerie		12 165,47		12 165,47				
CHOSSET & LUCHESSA		7 553,07		7 553,07				
005633 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serruerie / Metallerie	02/2020	7 553,07		7 553,07	22/01/2020	22/01/2020	15426 - situ 7	
HORMANN EST		4 612,40		4 612,40				
005633 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serruerie / Metallerie	02/2020	4 612,40		4 612,40	22/01/2020	22/01/2020	7042	
18-005-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture		14 138,82		14 138,82				
HITTIER & FILS PEINTURE		14 138,82		14 138,82				
005506 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture	01/2020	14 138,82		14 138,82	31/01/2020	31/01/2020	2001060 - Situ 5V2	
février 2020		14 947,79		14 947,79				
18-005-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds		14 465,00		14 465,00				
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		14 465,00		14 465,00				
005698 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 9 Cloisons / Doublages / Plafonds	02/2020	14 465,00		14 465,00	07/02/2020	07/02/2020	19-20-77 - Situ 10	
18-005-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires		482,79		482,79				
RCA ISOLATION		550,00		550,00				
005740 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	02/2020	550,00		550,00	28/02/2020	28/02/2020	1015	
SANICHAUF SAS		-67,21		-67,21				
005740 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 11 Plomberie - CVC - Sanitaires	02/2020	-67,21		-67,21	28/02/2020	28/02/2020	19967 - situ 11V2	
mars 2020		8 685,23		8 685,23				
18-005-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité		8 685,23		8 685,23				
ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE		8 685,23		8 685,23				
006132 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 10 Electricité	07/2020	8 685,23		8 685,23	19/03/2020	19/03/2020	N2003020 - situ 13	
mai 2020		38 225,22		38 225,22				
18-005-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium		38 225,22		38 225,22				
ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		33 260,22		33 260,22				
006103 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	06/2020	33 260,22		33 260,22	28/05/2020	28/05/2020	979404 - situ 10	
SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST		4 965,00		4 965,00				
006103 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 5 Menuiseries aluminium	06/2020	4 965,00		4 965,00	28/05/2020	28/05/2020	979404 - situ 10	
juin 2020		4 683,34		4 683,34				
18-005-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois		4 683,34		4 683,34				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		4 683,34		4 683,34				
007538 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	03/2021	4 683,34		4 683,34	30/06/2020	01/01/2021	061.19/20 - DGD	
juillet 2020		44 789,05		44 789,05				
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades		44 789,05		44 789,05				
CPC CONSTRUCTION		-8 957,81		-8 957,81				
006445 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 Gros oeuvre, curaqe, ravalement de facades	08/2020	-8 957,81		-8 957,81	28/07/2020	28/07/2020	2007504 - situ 15	
HITTIER & FILS PEINTURE		53 746,86		53 746,86				
006445 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 Gros oeuvre, curaqe, ravalement de facades	08/2020	53 746,86		53 746,86	28/07/2020	28/07/2020	2007504	
septembre 2020		20 330,95		20 330,95				
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades		20 330,95		20 330,95				
CPC CONSTRUCTION		14 077,81		14 077,81				
007252 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2020	13 818,95		13 818,95	07/09/2020	01/01/2021	F20092 - situ 16	
007251 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 Gros oeuvre, curaqe, ravalement de facades	09/2020	258,86		258,86	21/09/2020	01/01/2021	F20097 - situ 17	
007681 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2020	-13 818,95		-13 818,95	07/09/2020	01/01/2021	F20092 - situ 16	
007682 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2020	13 818,95		13 818,95	07/09/2020	07/09/2020	F20092 - situ 16	
007683 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2020	-258,86		-258,86	21/09/2020	01/01/2021	F20097 - situ 17	
007684 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2020	258,86		258,86	21/09/2020	21/09/2020	F20097 - situ 17	
HITTIER & FILS PEINTURE		6 253,14		6 253,14				
007251 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 Gros oeuvre, curaqe, ravalement de facades	09/2020	6 253,14		6 253,14	21/09/2020	01/01/2021	2008631 - situ 2	
007683 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2020	-6 253,14		-6 253,14	21/09/2020	01/01/2021	2008631 - situ 2	
007684 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaqe; Ravalement de façades	09/2020	6 253,14		6 253,14	21/09/2020	21/09/2020	2008631 - situ 2	
novembre 2020		-9 882,36		-9 882,36				

18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaçe; Ravalement de façades CPC CONSTRUCTION		-9 882,36		-9 882,36			
006838 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaçe; Ravalement de façades	11/2020	-9 882,36		-9 882,36	27/11/2020	27/11/2020	Régl saisie résorption avance cf EA9 + FA8
<b>décembre 2020</b>		<b>8 172,40</b>		<b>8 172,40</b>			
18-005-13 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 13 Nettoyage EURONET Proprété & Services (ATOOUT SERVI		8 172,40		8 172,40			
006953 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 13 Nettoyage	06/2019	1 300,00		1 300,00	15/12/2020	15/12/2020	190610797 - Situ 1
006954 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 13 Nettoyage	06/2019	343,90		343,90	15/12/2020	15/12/2020	190610809 - situ 2
006955 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 13 Nettoyage	07/2019	2 300,00		2 300,00	15/12/2020	15/12/2020	190711394 - Situ 3
006956 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 13 Nettoyage	07/2019	35,50		35,50	15/12/2020	15/12/2020	190912082 - Situ 4
006957 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 13 Nettoyage	09/2019	3 500,00		3 500,00	15/12/2020	15/12/2020	190912083 - situ 5
006958 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 13 Nettoyage	09/2019	693,00		693,00	15/12/2020	15/12/2020	190912085 - situ 6
<b>février 2021</b>		<b>12 998,50</b>		<b>12 998,50</b>			
18-002 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 0 Désamiantage GCM DEMOLITION sas		2 100,00		2 100,00			
007541 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 0 Désamiantage	04/2021	2 100,00		2 100,00	23/02/2021	23/02/2021	3210061 - DGD
18-005-06 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie CHOSSET & LUCHESSA		10 898,50		10 898,50			
008517 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie ID VERDE	02/2021	6 282,49		6 282,49	11/02/2021	11/02/2021	15923 - situ 8
008517 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	02/2021	4 616,01		4 616,01			
008517 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 6 Serrurerie / Metallerie	02/2021	4 616,01		4 616,01	11/02/2021	11/02/2021	6012020220
<b>juillet 2021</b>		<b>2 320,64</b>		<b>2 320,64</b>			
18-005-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		2 320,64		2 320,64			
008122 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 12 Peinture	08/2021	2 320,64		2 320,64	30/07/2021	30/07/2021	2010853 - DGD
<b>février 2022</b>		<b>-1 570,00</b>		<b>-1 570,00</b>			
22-03268 Prise en charge réparation sinistre Virgule SA SMACL ASSURANCES		-1 570,00		-1 570,00			
009017 Prise en charge réparation sinistre Virgule	01/2022	-1 570,00		-1 570,00	02/02/2022	02/02/2022	Versement réparation sinistre Virgule
<b>mars 2022</b>		<b>1 457,50</b>		<b>1 457,50</b>			
LC 22-028 Intervention sur 2 portes à 2 vantaux suite à expertise après infiltrations dans le nouveau préau de la Virgule ETABLISSEMENT LAUGEL & RENOARD		1 000,00		1 000,00			
009116 Intervention sur 2 portes à 2 vantaux suite à expertise après infiltrations dans le nouveau préau de la Virgule	03/2022	1 000,00		1 000,00	18/03/2022	18/03/2022	17955-1
LC 22-033 Mise en place de deux collerettes sur des sorties de ventilation en toiture de la menuiserie SANICHAUF SAS		457,50		457,50			
010038 Mise en place de deux collerettes sur des sorties de ventilation en toiture de la menuiserie	03/2022	457,50		457,50	31/03/2022	31/03/2022	22006
<b>avril 2022</b>		<b>75 829,70</b>		<b>75 829,70</b>			
18-005-01/CC Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 : Gros Oeuvre, Curaçe; Ravalement de façades CPC CONSTRUCTION		75 829,70		75 829,70			
009616 Travaux de réhabilitation des bâtiments de la Virgule - Lot 1 Gros oeuvre, curaçe, ravalement de façades	04/2022	75 829,70		75 829,70	28/04/2022	28/04/2022	S17-F 22063 - DGD
<b>juillet 2022</b>		<b>30 894,91</b>		<b>30 894,91</b>			
18-005-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture RHONE ALPES ACIER		30 894,91		30 894,91			
010461 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 3 Etanchéité Couverture	07/2022	30 894,91		30 894,91	25/07/2022	25/07/2022	FAC-000469 - situ 13
<b>août 2022</b>		<b>33 500,00</b>		<b>33 500,00</b>			
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		33 500,00		33 500,00			
009765 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	07/2022	33 500,00		33 500,00	25/08/2022	25/08/2022	22/1024 - situ 9
<b>septembre 2022</b>		<b>6 720,00</b>		<b>6 720,00</b>			
18-005-02 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		6 720,00		6 720,00			
010344 Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Virgule - Lot 2 Charpente métallique	09/2022	6 720,00		6 720,00	21/09/2022	21/09/2022	22/1064 - situ 10
<b>D202 Autres travaux sur terrains</b>		<b>230,69</b>		<b>230,69</b>			<b>230,69</b>
<b>octobre 2019</b>		<b>230,69</b>		<b>230,69</b>			
LC 19-052 Pose de compteur AEP pour les préaux et la menuiserie EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		230,69		230,69			
004890 Pose de compteur AEP pour les préaux et la menuiserie	10/2019	230,69		230,69	10/10/2019	10/10/2019	00101-2019-686
<b>D301 Honoraires MOE sur constructions</b>		<b>443 996,93</b>		<b>443 996,93</b>			<b>443996,93</b>
<b>juin 2017</b>		<b>49 920,00</b>		<b>49 920,00</b>			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		49 920,00		49 920,00			

A.M.B		2 496,00		2 496,00			
001560 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2017	2 496,00		2 496,00	09/06/2017	09/06/2017	21712
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		39 436,80		39 436,80			
001560 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2017	39 436,80		39 436,80	09/06/2017	09/06/2017	17.06.30
CONCEPTUEL INGENIERIE		2 496,00		2 496,00			
001560 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2017	2 496,00		2 496,00	09/06/2017	09/06/2017	2017/06/038
GC INGENIERIE		2 496,00		2 496,00			
001560 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2017	2 496,00		2 496,00	09/06/2017	09/06/2017	17-06-02
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 995,20		2 995,20			
001560 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2017	2 995,20		2 995,20	09/06/2017	09/06/2017	L17-030
juillet 2017		61 440,00		61 440,00			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		61 440,00		61 440,00			
A.M.B		4 300,80		4 300,80			
001706 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	07/2017	4 300,80		4 300,80	17/07/2017	17/07/2017	21714
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		39 393,60		39 393,60			
001706 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	07/2017	39 393,60		39 393,60	17/07/2017	17/07/2017	17.07.36
CONCEPTUEL INGENIERIE		4 300,80		4 300,80			
001706 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	07/2017	4 300,80		4 300,80	17/07/2017	17/07/2017	2017/07/039
GC INGENIERIE		5 072,00		5 072,00			
001706 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	07/2017	5 072,00		5 072,00	17/07/2017	17/07/2017	17-07-03
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		8 372,80		8 372,80			
001706 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	07/2017	8 372,80		8 372,80	17/07/2017	17/07/2017	L17-215
octobre 2017		72 960,00		72 960,00			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		72 960,00		72 960,00			
A.M.B		6 019,20		6 019,20			
001999 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2017	6 019,20		6 019,20	24/10/2017	24/10/2017	21719
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		30 024,40		30 024,40			
001999 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2017	30 024,40		30 024,40	24/10/2017	24/10/2017	17.10.54
CANOPEE		8 550,00		8 550,00			
001999 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2017	8 550,00		8 550,00	24/10/2017	24/10/2017	17013
CONCEPTUEL INGENIERIE		6 019,20		6 019,20			
001999 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2017	6 019,20		6 019,20	24/10/2017	24/10/2017	2017/10/061
GC INGENIERIE		11 592,00		11 592,00			
001999 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2017	11 592,00		11 592,00	24/10/2017	24/10/2017	17-11-02
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		10 755,20		10 755,20			
001999 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2017	10 755,20		10 755,20	24/10/2017	24/10/2017	L17-348
février 2018		48 862,48		48 862,48			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		48 862,48		48 862,48			
A.M.B		4 338,62		4 338,62			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	4 338,62		4 338,62	19/02/2018	16/04/2018	21802
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		20 909,41		20 909,41			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	20 909,41		20 909,41	19/02/2018	16/04/2018	18.02.05
C2BI		1 612,80		1 612,80			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	1 612,80		1 612,80	19/02/2018	16/04/2018	18 03 136
CANOPEE		1 850,58		1 850,58			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	1 850,58		1 850,58	19/02/2018	16/04/2018	AB/SP 2018 039
CONCEPTUEL INGENIERIE		4 338,62		4 338,62			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	4 338,62		4 338,62	19/02/2018	16/04/2018	2018/02/016
GC INGENIERIE		9 655,88		9 655,88			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	9 655,88		9 655,88	19/02/2018	16/04/2018	FAC00014
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		5 143,53		5 143,53			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	5 143,53		5 143,53	19/02/2018	16/04/2018	L18-033
SIGNORELLI Christian		1 013,04		1 013,04			
002465 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2017	1 013,04		1 013,04	19/02/2018	16/04/2018	8413
avril 2018		17 975,32		17 975,32			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		17 975,32		17 975,32			
A.M.B		797,06		797,06			
002542 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2018	797,06		797,06	11/04/2018	03/05/2018	21808
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 291,60		5 291,60			
002542 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2018	5 291,60		5 291,60	11/04/2018	03/05/2018	18.04.17
CANOPEE		1 806,42		1 806,42			
002542 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2018	1 806,42		1 806,42	11/04/2018	03/05/2018	2018 057
CONCEPTUEL INGENIERIE		797,06		797,06			
002542 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2018	797,06		797,06	11/04/2018	03/05/2018	2018/04/024
GC INGENIERIE		6 602,29		6 602,29			
002542 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2018	6 602,29		6 602,29	11/04/2018	03/05/2018	FAC00038
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 663,83		1 663,83			
002542 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2018	1 663,83		1 663,83	11/04/2018	03/05/2018	L18-101
SIGNORELLI Christian		1 017,06		1 017,06			
002542 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2018	1 017,06		1 017,06	11/04/2018	03/05/2018	8438
mai 2018		7 281,52		7 281,52			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		7 281,52		7 281,52			
A.M.B		287,41		287,41			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	287,41		287,41	24/05/2018	16/07/2018	21812



ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		3 600,45		3 600,45			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	3 600,45		3 600,45	24/05/2018	16/07/2018	18.05.23
C2BI		1 347,74		1 347,74			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	1 347,74		1 347,74	24/05/2018	16/07/2018	18 05 299
CANOPEE		210,50		210,50			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	210,50		210,50	24/05/2018	16/07/2018	AB/SP 2018 092
CONCEPTUEL INGENIERIE		287,41		287,41			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	287,41		287,41	24/05/2018	16/07/2018	2018/05/035
GC INGENIERIE		890,11		890,11			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	890,11		890,11	24/05/2018	16/07/2018	FAC00049
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		561,96		561,96			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	561,96		561,96	24/05/2018	16/07/2018	L18-148
SIGNORELLI Christian		95,94		95,94			
002745 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2018	95,94		95,94	24/05/2018	16/07/2018	8479
<b>juin 2018</b>		<b>16 637,41</b>		<b>16 637,41</b>			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		16 637,41		16 637,41			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		13 524,45		13 524,45			
002781 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2018	13 524,45		13 524,45	22/06/2018	16/07/2018	18.06.28
C2BI		1 350,65		1 350,65			
002781 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2018	1 350,65		1 350,65	22/06/2018	16/07/2018	18 06 343
CANOPEE		210,95		210,95			
002781 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2018	210,95		210,95	22/06/2018	16/07/2018	AB/SP 2018 103
GC INGENIERIE		892,04		892,04			
002781 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2018	892,04		892,04	22/06/2018	16/07/2018	FAC00064
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		563,17		563,17			
002781 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2018	563,17		563,17	22/06/2018	16/07/2018	L18-183
SIGNORELLI Christian		96,15		96,15			
002781 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2018	96,15		96,15	22/06/2018	16/07/2018	8 520
<b>septembre 2018</b>		<b>25 343,93</b>		<b>25 343,93</b>			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		25 343,93		25 343,93			
A.M.B		1 261,71		1 261,71			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	1 261,71		1 261,71	10/09/2018	10/09/2018	21816
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		10 994,19		10 994,19			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	3 689,90		3 689,90	10/09/2018	10/09/2018	18.07.37
003005 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	08/2018	7 304,29		7 304,29	03/09/2018	01/10/2018	18.09.42
C2BI		4 070,14		4 070,14			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	1 354,42		1 354,42	10/09/2018	01/10/2018	18 08 489
003005 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	08/2018	2 715,72		2 715,72	03/09/2018	01/10/2018	18 08 527
CANOPEE		635,70		635,70			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	211,54		211,54	10/09/2018	10/09/2018	AB/SP 2018 153
003005 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	08/2018	424,16		424,16	03/09/2018	01/10/2018	AB/SP 2018 154
GC INGENIERIE		2 688,12		2 688,12			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	894,53		894,53	10/09/2018	01/10/2018	FAC00100
003005 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	08/2018	1 793,59		1 793,59	03/09/2018	01/10/2018	FAC00102
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		2 789,02		2 789,02			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	1 656,65		1 656,65	10/09/2018	10/09/2018	L18-287
003005 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	08/2018	1 132,37		1 132,37	03/09/2018	01/10/2018	L18-289
SIGNORELLI Christian		765,80		765,80			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	572,47		572,47	10/09/2018	01/10/2018	8584
003005 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	08/2018	193,33		193,33	03/09/2018	01/10/2018	8 585
TERRANERGIE		2 139,25		2 139,25			
003004 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2018	1 067,79		1 067,79	10/09/2018	01/10/2018	108 2018
003005 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	08/2018	1 071,46		1 071,46	03/09/2018	01/10/2018	109 2018
<b>octobre 2018</b>		<b>14 678,71</b>		<b>14 678,71</b>			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		14 678,71		14 678,71			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		7 301,27		7 301,27			
003253 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2018	7 301,27		7 301,27	31/10/2018	31/10/2018	18.10.59
C2BI		2 733,06		2 733,06			
003253 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2018	2 733,06		2 733,06	31/10/2018	31/10/2018	18 10 650
CANOPEE		426,87		426,87			
003253 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2018	426,87		426,87	31/10/2018	31/10/2018	AB/SP 2018 207
GC INGENIERIE		1 805,05		1 805,05			
003253 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2018	1 805,05		1 805,05	31/10/2018	31/10/2018	FAC00122
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 139,58		1 139,58			
003253 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2018	1 139,58		1 139,58	31/10/2018	31/10/2018	L18-323
SIGNORELLI Christian		194,57		194,57			
003253 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2018	194,57		194,57	31/10/2018	31/10/2018	8 659
TERRANERGIE		1 078,31		1 078,31			
003253 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	10/2018	1 078,31		1 078,31	31/10/2018	31/10/2018	126 2018
<b>janvier 2019</b>		<b>52 939,05</b>		<b>52 939,05</b>			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		52 939,05		52 939,05			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		32 696,37		32 696,37			

003624 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	11/2018	3 658,02	3 658,02	17/01/2019	31/12/2018	18.12.65	
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	29 038,35	29 038,35	30/01/2019	30/01/2019	19.01.04	
C2BI		5 223,20	5 223,20				
003624 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	11/2018	1 369,30	1 369,30	17/01/2019	31/12/2018	NH 18 12 766	
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	3 853,90	3 853,90	30/01/2019	30/01/2019	19 02 068	
CANOPEE		815,80	815,80				
003624 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	11/2018	213,87	213,87	17/01/2019	31/12/2018	AB/SP 2019 010	
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	601,93	601,93	30/01/2019	30/01/2019	AB/SP 2019 022	
CONCEPTUEL INGENIERIE		3 644,12	3 644,12				
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	3 644,12	3 644,12	30/01/2019	30/01/2019	2019/02/013	
GC INGENIERIE		3 449,65	3 449,65				
003624 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	11/2018	904,35	904,35	17/01/2019	31/12/2018	FAC00146	
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	2 545,30	2 545,30	30/01/2019	30/01/2019	FAC00164	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		4 239,66	4 239,66				
003624 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	11/2018	570,95	570,95	17/01/2019	31/12/2018	L18-397	
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	3 668,71	3 668,71	30/01/2019	30/01/2019	L19-028	
SIGNORELLI Christian		1 270,69	1 270,69				
003624 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	11/2018	97,47	97,47	17/01/2019	31/12/2018	8 765	
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	1 173,22	1 173,22	30/01/2019	30/01/2019	8 785	
TERRANERGIE		1 599,56	1 599,56				
003624 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	11/2018	541,21	541,21	17/01/2019	31/12/2018	9 2019	
003679 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	12/2018	1 058,35	1 058,35	30/01/2019	30/01/2019	17 2019	
février 2019		20 984,21	20 984,21				
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		20 984,21	20 984,21				
A.M.B		2 382,41	2 382,41				
003715 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	2 382,41	2 382,41	20/02/2019	20/02/2019	21903	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		8 820,04	8 820,04				
003884 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	8 820,04	8 820,04	26/02/2019	26/02/2019	19.02.10 situ 13	
C2BI		3 301,58	3 301,58				
003884 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	3 301,58	3 301,58	26/02/2019	26/02/2019	19 02 096	
CANOPEE		515,67	515,67				
003884 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	515,67	515,67	26/02/2019	26/02/2019	AB/SP 2019 035	
GC INGENIERIE		2 180,52	2 180,52				
003884 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	2 180,52	2 180,52	26/02/2019	26/02/2019	FAC00167	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 376,64	1 376,64				
003884 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	1 376,64	1 376,64	26/02/2019	26/02/2019	NH 13	
SIGNORELLI Christian		235,03	235,03				
003884 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	235,03	235,03	26/02/2019	26/02/2019	8805	
TERRANERGIE		2 172,32	2 172,32				
003884 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	02/2019	2 172,32	2 172,32	26/02/2019	26/02/2019	28 2019	
mars 2019		8 871,73	8 871,73				
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		8 871,73	8 871,73				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		4 413,33	4 413,33				
004043 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2019	4 413,33	4 413,33	25/03/2019	25/03/2019	19.03.22 - NH 14	
C2BI		1 652,03	1 652,03				
004043 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2019	1 652,03	1 652,03	25/03/2019	25/03/2019	19 03 179	
CANOPEE		258,02	258,02				
004043 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2019	258,02	258,02	25/03/2019	25/03/2019	AB/SP 2019 079	
GC INGENIERIE		1 091,08	1 091,08				
004043 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2019	1 091,08	1 091,08	25/03/2019	25/03/2019	FAC00183	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		688,84	688,84				
004043 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2019	688,84	688,84	25/03/2019	25/03/2019	L19-0077	
SIGNORELLI Christian		117,61	117,61				
004043 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2019	117,61	117,61	25/03/2019	25/03/2019	8844	
TERRANERGIE		650,82	650,82				
004043 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	03/2019	650,82	650,82	25/03/2019	25/03/2019	39 2019	
mai 2019		17 793,17	17 793,17				
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		17 793,17	17 793,17				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		8 849,94	8 849,94				
004209 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2019	4 421,88	4 421,88	02/05/2019	02/05/2019	19.05.27 - NH 15	
004263 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2019	4 428,06	4 428,06	27/05/2019	27/05/2019	19.05.27 - NH16	
C2BI		3 312,77	3 312,77				
004209 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2019	1 655,23	1 655,23	02/05/2019	02/05/2019	NH 19 05 282	
004263 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2019	1 657,54	1 657,54	27/05/2019	27/05/2019	NH 19 05 341	
CANOPEE		517,42	517,42				
004209 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2019	258,52	258,52	02/05/2019	02/05/2019	NH 15	
004263 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2019	258,90	258,90	27/05/2019	27/05/2019	AB/SP 2019 116	
GC INGENIERIE		2 187,92	2 187,92				
004209 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2019	1 093,20	1 093,20	02/05/2019	02/05/2019	FAC00214	
004263 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2019	1 094,72	1 094,72	27/05/2019	27/05/2019	FAC00218	

INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 381,30		1 381,30			
004209 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2019	690,17		690,17	02/05/2019	02/05/2019	L19-0150
004263 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2019	691,13		691,13	27/05/2019	27/05/2019	L19-0183
SIGNORELLI Christian		235,82		235,82			
004209 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2019	117,83		117,83	02/05/2019	02/05/2019	8 904
004263 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2019	117,99		117,99	27/05/2019	27/05/2019	8 924
TERRANERGIE		1 308,00		1 308,00			
004209 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	04/2019	653,05		653,05	02/05/2019	02/05/2019	59 2019
004263 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	05/2019	654,95		654,95	27/05/2019	27/05/2019	78 2019
juin 2019		8 914,72		8 914,72			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		8 914,72		8 914,72			
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		4 434,72		4 434,72			
004530 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2019	4 434,72		4 434,72	25/06/2019	25/06/2019	19.06.49 - NH 17
C2BI		1 660,03		1 660,03			
004530 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2019	1 660,03		1 660,03	25/06/2019	25/06/2019	NH 19 06 416
CANOPEE		259,27		259,27			
004530 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2019	259,27		259,27	25/06/2019	25/06/2019	AB/SP 2019 119
GC INGENIERIE		1 096,37		1 096,37			
004530 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2019	1 096,37		1 096,37	25/06/2019	25/06/2019	FAC00232
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		692,18		692,18			
004530 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2019	692,18		692,18	25/06/2019	25/06/2019	L19-0191
SIGNORELLI Christian		118,18		118,18			
004530 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2019	118,18		118,18	25/06/2019	25/06/2019	8 974
TERRANERGIE		653,97		653,97			
004530 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	06/2019	653,97		653,97	25/06/2019	25/06/2019	98 2019
novembre 2019		19 394,68		19 394,68			
17-011 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule		19 394,68		19 394,68			
A.M.B		396,28		396,28			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	396,28		396,28	24/11/2019	24/11/2019	21915V2
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		10 670,55		10 670,55			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	10 670,55		10 670,55	24/11/2019	24/11/2019	19.11.72 - Situ 18V2
C2BI		1 600,80		1 600,80			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	1 600,80		1 600,80	24/11/2019	24/11/2019	NH 19 11 689
CANOPEE		1 236,71		1 236,71			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	1 236,71		1 236,71	24/11/2019	24/11/2019	AB/SP 2019 238
CONCEPTUEL INGENIERIE		396,28		396,28			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	396,28		396,28	24/11/2019	24/11/2019	2019/11/047
GC INGENIERIE		2 669,23		2 669,23			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	2 669,23		2 669,23	24/11/2019	24/11/2019	FAC00283
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		941,92		941,92			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	941,92		941,92	24/11/2019	24/11/2019	L19-0345
SIGNORELLI Christian		767,22		767,22			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	767,22		767,22	24/11/2019	24/11/2019	9130
TERRANERGIE		715,69		715,69			
005170 Marché subséquent - Réhabilitation Virgule	09/2019	715,69		715,69	24/11/2019	24/11/2019	150 2019
<b>D304 CSPS sur constructions</b>		<b>7 770,00</b>		<b>7 770,00</b>			<b>7770</b>
décembre 2017		1 820,00		1 820,00			
17-017VIR CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		1 820,00		1 820,00			
BECS		1 820,00		1 820,00			
002151 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	12/2017	1 820,00		1 820,00	31/12/2017	31/12/2017	37/1431/37-12247B
mars 2018		495,83		495,83			
17-017VIR CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		495,83		495,83			
BECS		495,83		495,83			
002568 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	03/2018	495,83		495,83	31/03/2018	24/05/2018	37/1431/38-2203B
juin 2018		1 487,50		1 487,50			
17-017VIR CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		1 487,50		1 487,50			
BECS		1 487,50		1 487,50			
002904 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		1 487,50		1 487,50	30/06/2018	30/06/2018	37/1431/38-5288B
octobre 2018		1 487,50		1 487,50			
17-017VIR CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		1 487,50		1 487,50			
BECS		1 487,50		1 487,50			
003147 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	09/2018	1 487,50		1 487,50	17/10/2018	17/10/2018	37/1431/38-7444B
novembre 2018		495,84		495,84			
17-017VIR CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		495,84		495,84			
BECS		495,84		495,84			
003297 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	10/2018	495,84		495,84	20/11/2018	20/11/2018	37/1431/38-8460B
décembre 2018		732,08		732,08			
17-017VIR CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		732,08		732,08			
BECS		732,08		732,08			
003434 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	12/2018	495,83		495,83	19/12/2018	19/12/2018	37/1431/38-9688B

003484 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	12/2018	495,83		495,83	31/12/2018	31/12/2018	37/1431/38-9690B	
003633 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	12/2018	-495,83		-495,83	19/12/2018	19/12/2018	37/1431/38-10372B - annulation 39-9688B	
003634 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	12/2018	236,25		236,25	19/12/2018	19/12/2018	37/1431/38-10374B - correction 38-9688B	
004608 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	12/2018	-495,83		-495,83	31/12/2018	01/01/2019	38-10372B - annulation 38-9690B	
004609 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	12/2018	495,83		495,83	31/12/2018	01/01/2019	38-10375B	
<b>août 2020</b>		<b>1 251,25</b>		<b>1 251,25</b>				
17-017VIR CSPS travaux de réhabilitation La Virgule		1 251,25		1 251,25				
BECS		1 251,25		1 251,25				
006260 CSPS travaux de réhabilitation La Virgule	07/2020	1 251,25		1 251,25	07/08/2020	07/08/2020	37/1431 / 40-4260B	
<b>D307 Bureau de contrôle sur constructions</b>		<b>14 750,00</b>		<b>14 750,00</b>				<b>14750</b>
<b>octobre 2017</b>		<b>1 550,00</b>		<b>1 550,00</b>				
17-012 CT travaux de réhabilitation La Virgule		1 550,00		1 550,00				
APAVE ALSACIENNE SAS		1 550,00		1 550,00				
001971 CT travaux de réhabilitation La Virgule	10/2017	1 550,00		1 550,00	18/10/2017	18/10/2017	535151 M	
<b>décembre 2017</b>		<b>2 325,00</b>		<b>2 325,00</b>				
17-012 CT travaux de réhabilitation La Virgule		2 325,00		2 325,00				
APAVE ALSACIENNE SAS		2 325,00		2 325,00				
002107 CT travaux de réhabilitation La Virgule	12/2017	2 325,00		2 325,00	13/12/2017	13/12/2017	543601 M	
<b>juillet 2018</b>		<b>3 300,00</b>		<b>3 300,00</b>				
17-012 CT travaux de réhabilitation La Virgule		3 300,00		3 300,00				
APAVE ALSACIENNE SAS		3 300,00		3 300,00				
002905 CT travaux de réhabilitation La Virgule		3 300,00		3 300,00	31/07/2018	31/07/2018	526283 M	
<b>octobre 2018</b>		<b>2 525,00</b>		<b>2 525,00</b>				
17-012 CT travaux de réhabilitation La Virgule		2 525,00		2 525,00				
APAVE ALSACIENNE SAS		2 525,00		2 525,00				
003164 CT travaux de réhabilitation La Virgule	10/2018	2 525,00		2 525,00	22/10/2018	22/10/2018	536804 M	
<b>février 2019</b>		<b>2 525,00</b>		<b>2 525,00</b>				
17-012 CT travaux de réhabilitation La Virgule		2 525,00		2 525,00				
APAVE ALSACIENNE SAS		2 525,00		2 525,00				
003663 CT travaux de réhabilitation La Virgule	02/2019	2 525,00		2 525,00	08/02/2019	08/02/2019	503730 M	
<b>mai 2019</b>		<b>2 525,00</b>		<b>2 525,00</b>				
17-012 CT travaux de réhabilitation La Virgule		2 525,00		2 525,00				
APAVE ALSACIENNE SAS		2 525,00		2 525,00				
004128 CT travaux de réhabilitation La Virgule	05/2019	2 525,00		2 525,00	21/05/2019	21/05/2019	519237 M	
<b>D400 Assurance Dommage Ouvrage</b>		<b>41 884,45</b>		<b>41 884,45</b>				<b>41884,45</b>
<b>août 2018</b>		<b>36 601,32</b>		<b>36 601,32</b>				
18-024 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule		36 601,32		36 601,32				
SA SMACL ASSURANCES		36 601,32		36 601,32				
003439 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule		27 050,53		27 050,53	14/08/2018	14/08/2018	250813 Y - dommage ouvrage	
003440 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule		9 550,79		9 550,79	14/08/2018	14/08/2018	250813 Y - Tous risques chantier	
<b>juillet 2019</b>		<b>4 704,43</b>		<b>4 704,43</b>				
18-024 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule		4 704,43		4 704,43				
SA SMACL ASSURANCES		4 704,43		4 704,43				
004472 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule	07/2019	4 704,43		4 704,43	24/07/2019	24/07/2019	2018/0100 CNR	
<b>novembre 2019</b>		<b>364,16</b>		<b>364,16</b>				
18-024 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule		364,16		364,16				
SA SMACL ASSURANCES		364,16		364,16				
005277 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule	11/2019	364,16		364,16	29/11/2019	29/11/2019	250813Y - 2018/0100 - Tous risques chantiers	
<b>mai 2020</b>		<b>214,54</b>		<b>214,54</b>				
18-024 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule		214,54		214,54				
SA SMACL ASSURANCES		214,54		214,54				
006437 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation des bâtiments de la Virgule	05/2020	214,54		214,54	28/05/2020	28/05/2020	250813/Y	
<b>G601 Panneaux d'information - communication - signalétique</b>		<b>180,00</b>		<b>180,00</b>				<b>180</b>
<b>mai 2018</b>		<b>180,00</b>		<b>180,00</b>				
LC 18-068 Création panneau "Réhabilitation des anciens garages"		180,00		180,00				
HUGO FEIST (Hors Taxe)		180,00		180,00				
002685 Création panneau "Réhabilitation des anciens garages"	05/2018	180,00		180,00	30/05/2018	13/06/2018	180530073	

Reste à régler

230567,51 30/05/2023 30/05/2023

230567,51



VIRGULE - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

	TOTAL	Début période	01/01/2015	01/02/2015	01/03/2015	01/04/2015	01/05/2015	01/06/2015	01/07/2015	01/08/2015	01/09/2015	01/10/2015	01/11/2015	01/12/2015	01/01/2016	01/02/2016	01/03/2016	01/04/2016
		Fin période	31/01/2015	28/02/2015	31/03/2015	30/04/2015	31/05/2015	30/06/2015	31/07/2015	31/08/2015	30/09/2015	31/10/2015	30/11/2015	31/12/2015	31/01/2016	29/02/2016	31/03/2016	30/04/2016
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>																		
<b>A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>	<b>5 674 352</b>		-	-	-	-	-	336 338	-	-	-	-	-	13 438	-	2 050	126	-
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	674 416		-	-	-	-	-	324 200	-	-	-	-	-	12 953	-	1 976	122	-
charge foncière	674 416		-	-	-	-	-	324 200	-	-	-	-	-	12 953	-	1 976	122	-
<b>Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses</b>	<b>4 795 168</b>		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux, honoraires et autres dépenses	4 795 168		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré</b>	<b>204 768</b>		-	-	-	-	-	12 137	-	-	-	-	-	485	-	74	5	-
Coût maîtrise d'ouvrage	204 768		-	-	-	-	-	12 137	-	-	-	-	-	485	-	74	5	-
	-																	
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	<b>5 243 102</b>		-	-	-	-	-	310 776	-	-	-	-	-	12 417	-	1 894	117	-
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>			-	-	-	-	-	310 776	310 776	310 776	310 776	310 776	310 776	323 193	323 193	325 087	325 204	325 204
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>	<b>16 860 000</b>																	
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>	<b>3 531 944</b>		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>	<b>1 711 158</b>		-	-	-	-	-	310 776	-	-	-	-	-	12 417	-	1 894	117	-
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>			-	-	-	-	-	310 776	310 776	310 776	310 776	310 776	310 776	323 193	323 193	325 087	325 204	325 204
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>	<b>133 384</b>		-	-	-	-	-	381	381	381	381	381	381	396	396	398	398	398
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>	<b>5 376 485</b>																	
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>	<b>1 844 541</b>																	

VIRGULE - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

01/05/2016	01/06/2016	01/07/2016	01/08/2016	01/09/2016	01/10/2016	01/11/2016	01/12/2016	01/01/2017	01/02/2017	01/03/2017	01/04/2017	01/05/2017	01/06/2017	01/07/2017	01/08/2017	01/09/2017	01/10/2017	01/11/2017
31/05/2016	30/06/2016	31/07/2016	31/08/2016	30/09/2016	31/10/2016	30/11/2016	31/12/2016	31/01/2017	28/02/2017	31/03/2017	30/04/2017	31/05/2017	30/06/2017	31/07/2017	31/08/2017	30/09/2017	31/10/2017	30/11/2017

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)**

Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	5	2 362	20 754	1 955	3 038	38 442	807	634	248	2 170	-	408	1 072	51 789	89 865	-	997	90 440	9 434
<i>charge foncière</i>	5	2 277	20 005	1 885	2 928	37 055	778	611	239	2 092	-	393	1 033	-	2 092	-	961	12 666	9 093
<b>Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses</b>	5	2 277	20 005	1 885	2 928	37 055	778	611	239	2 092	-	393	1 033	-	2 092	-	961	12 666	9 093
Travaux, honoraires et autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49 920	84 530	-	-	74 510	-	-
<b>Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré</b>	0	85	749	71	110	1 387	29	23	9	78	-	15	39	1 869	3 243	-	36	3 264	340
Coût maîtrise d'ouvrage	0	85	749	71	110	1 387	29	23	9	78	-	15	39	1 869	3 243	-	36	3 264	340

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)**

	4	2 183	19 176	1 807	2 807	35 520	746	585	229	2 005	-	377	990	47 853	83 035	-	921	83 566	8 717
--	---	-------	--------	-------	-------	--------	-----	-----	-----	-------	---	-----	-----	--------	--------	---	-----	--------	-------

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)**

	325 208	327 391	346 567	348 374	351 181	386 701	387 447	388 033	388 262	390 267	390 267	390 644	391 634	439 487	522 523	522 523	523 444	607 010	615 727
--	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)**

	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

	4	2 183	19 176	1 807	2 807	35 520	746	585	229	2 005	-	377	990	47 853	83 035	-	921	83 566	8 717
--	---	-------	--------	-------	-------	--------	-----	-----	-----	-------	---	-----	-----	--------	--------	---	-----	--------	-------

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

	325 208	327 391	346 567	348 374	351 181	386 701	387 447	388 033	388 262	390 267	390 267	390 644	391 634	439 487	522 523	522 523	523 444	607 010	615 727
--	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

	398	401	425	427	430	474	475	475	476	478	478	479	480	538	640	640	641	744	754
--	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)**

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)**

VIRGULE - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

01/12/2017	01/01/2018	01/02/2018	01/03/2018	01/04/2018	01/05/2018	01/06/2018	01/07/2018	01/08/2018	01/09/2018	01/10/2018	01/11/2018	01/12/2018	01/01/2019	01/02/2019	01/03/2019	01/04/2019	01/05/2019
31/12/2017	31/01/2018	28/02/2018	31/03/2018	30/04/2018	31/05/2018	30/06/2018	31/07/2018	31/08/2018	30/09/2018	31/10/2018	30/11/2018	31/12/2018	31/01/2019	28/02/2019	31/03/2019	30/04/2019	31/05/2019

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)**

23 308	-	50 692	7 206	19 517	22 193	150 351	27 696	158 418	181 180	564 972	229 243	176 553	336 754	335 126	377 356	178 201	178 718	
<b>Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré</b>	18 322	-	6 450	730	4 049	-	5 001	36 709	12 702	21 674	2 028	705	4 806	10 206	6 259	-	2 904	
<i>charge foncière</i>	18 322	-	6 450	730	4 049	-	5 001	36 709	12 702	21 674	2 028	705	4 806	10 206	6 259	-	2 904	
<b>Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses</b>	4 145	-	48 862	496	18 083	17 344	144 925	21 695	115 992	161 940	522 910	218 942	169 477	319 796	312 826	357 480	171 771	169 364
Travaux, honoraires et autres dépenses	4 145	-	48 862	496	18 083	17 344	144 925	21 695	115 992	161 940	522 910	218 942	169 477	319 796	312 826	357 480	171 771	169 364
<b>Coût de Maitrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré</b>	841	-	1 829	260	704	801	5 426	999	5 717	6 538	20 388	8 273	6 371	12 152	12 094	13 617	6 431	6 449
Coût maîtrise d'ouvrage	841	-	1 829	260	704	801	5 426	999	5 717	6 538	20 388	8 273	6 371	12 152	12 094	13 617	6 431	6 449

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)**

21 537	-	46 839	6 658	18 034	20 507	138 924	25 591	146 378	167 411	522 034	211 820	163 135	311 161	309 656	348 677	164 658	165 135
--------	---	--------	-------	--------	--------	---------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)**

637 264	637 264	684 103	690 761	708 795	729 301	868 225	893 816	1 040 194	1 207 605	1 729 639	1 941 460	2 104 595	2 415 756	2 725 412	3 074 089	3 238 747	3 403 882
---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)**

1 900 000	4 020 000															
-----------	-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

398 025	-	-	-	-	-	-	-	-	-	842 136	-	-	-	-	-	-	-
---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---------	---	---	---	---	---	---	---

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

376 488	-	46 839	6 658	18 034	20 507	138 924	25 591	146 378	167 411	- 320 102	211 820	163 135	311 161	309 656	348 677	164 658	165 135
---------	---	--------	-------	--------	--------	---------	--------	---------	---------	-----------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

239 239	239 239	286 078	292 736	310 770	331 277	470 201	495 792	642 170	809 580	489 479	701 299	864 434	1 175 595	1 485 251	1 833 928	1 998 586	2 163 721
---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

293	293	350	359	381	406	576	607	787	992	600	859	1 059	1 440	1 819	2 247	2 448	2 651
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------	-------	-------	-------	-------	-------

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)**

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)**

VIRGULE - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

01/06/2019	01/07/2019	01/08/2019	01/09/2019	01/10/2019	01/11/2019	01/12/2019	01/01/2020	01/02/2020	01/03/2020	01/04/2020	01/05/2020	01/06/2020	01/07/2020	01/08/2020	01/09/2020	01/10/2020	01/11/2020	01/12/2020
30/06/2019	31/07/2019	31/08/2019	30/09/2019	31/10/2019	30/11/2019	31/12/2019	31/01/2020	29/02/2020	31/03/2020	30/04/2020	31/05/2020	30/06/2020	31/07/2020	31/08/2020	30/09/2020	31/10/2020	30/11/2020	31/12/2020

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)**

489 960	441 776	57 200	72 022	107 265	93 530	1 703	29 315	17 994	9 402	-	39 879	4 897	47 469	1 298	21 092	9 232	-	10 188	8 578	
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	864	2 640	142	83	7 915	81	375	1 953	-	377	-	37	967	-	-	8 899	62	96		
<i>charge foncière</i>	864	2 640	142	83	7 915	81	375	1 953	-	377	-	37	967	-	-	8 899	62	96		
<b>Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses</b>	471 416	423 194	54 993	69 340	95 480	90 073	1 267	26 304	17 345	8 685	-	38 440	4 683	44 789	1 251	20 331	-	9 882	8 172	
Travaux, honoraires et autres dépenses	471 416	423 194	54 993	69 340	95 480	90 073	1 267	26 304	17 345	8 685	-	38 440	4 683	44 789	1 251	20 331	-	9 882	8 172	
<b>Coût de Maitrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré</b>	17 681	15 942	2 064	2 599	3 871	3 375	61	1 058	649	339	-	1 439	177	1 713	47	761	333	-	368	310
Coût maîtrise d'ouvrage	17 681	15 942	2 064	2 599	3 871	3 375	61	1 058	649	339	-	1 439	177	1 713	47	761	333	-	368	310

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)**

452 723	408 201	52 852	66 549	99 113	86 421	1 574	27 087	16 627	8 687	-	36 848	4 525	43 861	1 199	19 489	8 531	-	9 414	7 926
---------	---------	--------	--------	--------	--------	-------	--------	--------	-------	---	--------	-------	--------	-------	--------	-------	---	-------	-------

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)**

3 856 605	4 264 806	4 317 658	4 384 207	4 483 320	4 569 742	4 571 315	4 598 403	4 615 029	4 623 717	4 623 717	4 660 565	4 665 089	4 708 950	4 710 150	4 729 639	4 738 170	4 728 756	4 736 682
-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)**

4 840 000	3 000 000																	
-----------	-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

-	1 013 915	-	-	-	-	-	-	628 460	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
---	-----------	---	---	---	---	---	---	---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des acomptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

452 723	-	605 714	52 852	66 549	99 113	86 421	1 574	27 087	-	611 833	8 687	-	36 848	4 525	43 861	1 199	19 489	8 531	-	9 414	7 926
---------	---	---------	--------	--------	--------	--------	-------	--------	---	---------	-------	---	--------	-------	--------	-------	--------	-------	---	-------	-------

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - acomptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

2 616 445	2 010 730	2 063 583	2 130 131	2 229 245	2 315 666	2 317 239	2 344 327	1 732 494	1 741 181	1 741 181	1 778 029	1 782 554	1 826 415	1 827 614	1 847 103	1 855 634	1 846 220	1 854 146
-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

3 205	2 463	2 528	2 609	2 731	2 837	2 839	2 872	2 122	2 133	2 133	2 178	2 184	2 237	2 239	2 263	2 273	2 262	2 271
-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)**

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des acomptes affectés à l'ouvrage versés)**

VIRGULE - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

01/01/2021	01/02/2021	01/03/2021	01/04/2021	01/05/2021	01/06/2021	01/07/2021	01/08/2021	01/09/2021	01/10/2021	01/11/2021	01/12/2021	01/01/2022	01/02/2022	01/03/2022	01/04/2022	01/05/2022	01/06/2022
31/01/2021	28/02/2021	31/03/2021	30/04/2021	31/05/2021	30/06/2021	31/07/2021	31/08/2021	30/09/2021	31/10/2021	30/11/2021	31/12/2021	31/01/2022	28/02/2022	31/03/2022	30/04/2022	31/05/2022	30/06/2022

1) PRIX HORS TAXES

**A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)**

Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	1 065	23 251	65	97	2 112	10	11 053	-	1 403	14 020	-	-	1 344	-	1 629	10 309	107 085	-	8 743
<i>charge foncière</i>	1 027	9 413	62	94	2 035	9	8 333	-	1 352	13 514	-	-	344	-	-	8 480	515	-	8 428
<b>Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses</b>	-	12 999	-	-	-	-	2 321	-	-	-	-	-	951	-	1 570	1 458	102 705	-	-
Travaux, honoraires et autres dépenses	-	12 999	-	-	-	-	2 321	-	-	-	-	-	951	-	1 570	1 458	102 705	-	-
<b>Coût de Maitrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré</b>	38	839	2	4	76	0	399	-	51	506	-	-	48	-	59	372	3 864	-	316
Coût maîtrise d'ouvrage	38	839	2	4	76	0	399	-	51	506	-	-	48	-	59	372	3 864	-	316

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)**

	984	21 483	60	90	1 951	9	10 213	-	1 296	12 954	-	-	1 242	-	1 505	9 526	98 946	-	8 079
--	-----	--------	----	----	-------	---	--------	---	-------	--------	---	---	-------	---	-------	-------	--------	---	-------

**B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)**

	4 737 666	4 759 149	4 759 209	4 759 299	4 761 250	4 761 259	4 771 472	4 771 472	4 772 768	4 785 723	4 785 723	4 785 723	4 786 964	4 785 459	4 794 985	4 893 931	4 893 931	4 902 010	
--	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	--

**C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)**

			1 550 000																1 550 000
--	--	--	-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-----------

**D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)**

	-	-	324 704	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	324 704	-	-
--	---	---	---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---------	---	---

**E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)**

	984	21 483	- 324 644	90	1 951	9	10 213	-	1 296	12 954	-	-	1 242	-	1 505	9 526	- 225 758	-	8 079
--	-----	--------	-----------	----	-------	---	--------	---	-------	--------	---	---	-------	---	-------	-------	-----------	---	-------

**E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)**

	1 855 130	1 876 614	1 551 969	1 552 059	1 554 011	1 554 019	1 564 232	1 564 232	1 565 528	1 578 483	1 578 483	1 578 483	1 579 724	1 578 219	1 587 745	1 361 987	1 361 987	1 370 066	
--	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	--

**F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété**

	2 273	2 299	1 901	1 901	1 904	1 904	1 916	1 916	1 918	1 934	1 934	1 934	1 935	1 933	1 945	1 668	1 668	1 678	
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--

**G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)**

**G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)**

VIRGULE - COUT COMPLET - CHRONIQUE DES DEPENSES

	01/07/2022	01/08/2022	01/09/2022	01/10/2022	01/11/2022	01/12/2022	01/01/2023	01/02/2023	01/03/2023	01/04/2023	01/05/2023
	31/07/2022	31/08/2022	30/09/2022	31/10/2022	30/11/2022	31/12/2022	31/01/2023	28/02/2023	31/03/2023	30/04/2023	31/05/2023
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>											
<b>A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>											
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	32 052	57 851	6 972	31 548	1 526	-	-	-	-	-	239 199
<i>charge foncière</i>	-	-	-	30 409	-	-	-	-	-	-	-
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	30 895	55 763	6 720	-	1 471	-	-	-	-	-	230 568
Travaux, honoraires et autres dépenses	30 895	55 763	6 720	-	1 471	-	-	-	-	-	230 568
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	1 157	2 088	252	1 138	55	-	-	-	-	-	8 632
Coût maîtrise d'ouvrage	1 157	2 088	252	1 138	55	-	-	-	-	-	8 632
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	29 616	53 454	6 442	29 150	1 410	-	-	-	-	-	221 020
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>	4 931 626	4 985 079	4 991 521	5 020 671	5 022 081	5 022 081	5 022 081	5 022 081	5 022 081	5 022 081	5 243 102
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>											
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>	29 616	53 454	6 442	29 150	1 410	-	-	-	-	-	221 020
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>	1 399 682	1 453 135	1 459 577	1 488 727	1 490 137	1 490 137	1 490 137	1 490 137	1 490 137	1 490 137	1 711 158
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>	1 715	1 780	1 788	1 824	1 825	1 825	1 825	1 825	1 825	1 825	2 096
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>											
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>											

ZAC DEUX RIVES

FICHE OUVRAGE

Nom de l'ouvrage

Centre d'études et de conservation des musées de la Ville de Strasbourg

Collectivité compétente :

Ville de Strasbourg

Descriptif de l'ouvrage

Date de remise en gestion

Surface :

	quantité	unité (m <sup>2</sup> SDP; Ha; a; ca)
pour les ouvrages de superstructures :	7983	m <sup>2</sup> SDP
pour les ouvrage d'infrastructures :		

Parcelle(s) d'implantation

Contenance :

Coût complet de l'ouvrage :

	€ HT	TVA	€ TTC
Coût d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage et frais annexes liés à ces acquisitions déterminés directement ou par ratio	491 017	98 203	589 221
Coût de mise en état des sols (démolition, VRD...) rapporté à l'emprise de l'ouvrage	643 994	128 799	772 793
Coût de réalisation de l'ouvrage	8 171 082	1 634 216	9 805 298
Coût des honoraires techniques liés aux travaux (Maitrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination)	953 286	190 657	1 143 943
Autres charges indirectes (honoraires divers, rémunération de l'aménageur, frais financiers...)	749 674	149 935	899 609
<b>TOTAL</b>	<b>11 009 054</b>	<b>2 201 811</b>	<b>13 210 865</b>
Montant correspondant à la participation de la collectivité au financement de l'ouvrage (le cas échéant)	10 172 366	2 034 473	12 206 839

Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date d'exécution	Comptabilisé	Non comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce	dépenses par type
<b>1 DEPENSES</b>		<b>9 187 377,58</b>	<b>10 372,04</b>	<b>9 197 749,62</b>				<b>9 237 320</b>
<b>A102 Etudes de programmation</b>		<b>27 500,00</b>		<b>27 500,00</b>				<b>27500</b>
juin 2017		27 500,00		27 500,00				
15-005/002 Etude de programmation Pôle d'Etude et de conservation		27 500,00		27 500,00				
BUREAU OLIVIER CARO		3 225,00		3 225,00				
001573 Etude de programmation Pôle d'Etude et de conservation	06/2017	3 225,00		3 225,00	09/06/2017	09/06/2017	F-2017119	
CARTEL COLLECTIONS		3 750,00		3 750,00				
001573 Etude de programmation Pôle d'Etude et de conservation	06/2017	3 750,00		3 750,00	09/06/2017	09/06/2017	017-020-05	
ICTEC-ISABELLE CASALIS		1 875,00		1 875,00				
001573 Etude de programmation Pôle d'Etude et de conservation	06/2017	1 875,00		1 875,00	09/06/2017	09/06/2017	1110-17/49	
POLYPROGRAMME		18 650,00		18 650,00				
001573 Etude de programmation Pôle d'Etude et de conservation	06/2017	18 650,00		18 650,00	09/06/2017	09/06/2017	17-05-005	
<b>A105 Honoraires et AMO</b>		<b>5 220,50</b>		<b>5 220,50</b>				<b>5220,5</b>
septembre 2017		107,67		107,67				
LC_17-067 Constat huissier Union Sociale		107,67		107,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		107,67		107,67				
001813 Constat huissier Union Sociale	08/2017	107,67		107,67	01/09/2017	01/09/2017	V54324	
octobre 2018		1 360,00		1 360,00				
LC 18-0100 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Union Sociale		1 360,00		1 360,00				
RELAIS CHANTIERS		1 360,00		1 360,00				
003057 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Union Sociale		1 360,00		1 360,00	03/10/2018	03/10/2018	RE 2018/17	
novembre 2018		463,80		463,80				
15-001-02/024 Note d'analyse relative au refus d'exécution de ses obligations contractuelles par la société OTIS		463,80		463,80				
CHARREL ET ASSOCIES		463,80		463,80				
003429 Note d'analyse relative au refus d'exécution de ses obligations contractuelles par la société OTIS	10/2018	463,80		463,80	23/11/2018	23/11/2018	2018-605	
janvier 2019		961,36		961,36				
15-001-02/031 Rédaction d'un projet de protocole transactionnel pour une résiliation transactionnelle pour motif d'intérêt général (Otis appareils ascenseurs US)		961,36		961,36				
CHARREL ET ASSOCIES		961,36		961,36				
003507 Rédaction d'un projet de protocole transactionnel pour une résiliation transactionnelle pour motif d'intérêt général (Otis appareils ascenseurs US)	12/2018	961,36		961,36	17/01/2019	17/01/2019	2019-006	
mai 2019		287,67		287,67				
LC 19-064 Constat contradictoire préalable à la résiliation du marché 18-004-10		287,67		287,67				
SCP DEMMERLE B. - STALTER A.		287,67		287,67				
004089 Constat contradictoire préalable à la résiliation du marché 18-004-10	05/2019	287,67		287,67	14/05/2019	14/05/2019	V-64253 - Mandat 194	
janvier 2022		2 040,00		2 040,00				
LC 18-0100 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Union Sociale		2 040,00		2 040,00				
RELAIS CHANTIERS		2 040,00		2 040,00				
008791 Participation pour la mise en oeuvre opérationnelle des clauses sociales d'insertion - Union Sociale	01/2022	2 040,00		2 040,00	25/01/2022	25/01/2022	2022/04	
<b>B200 Démolitions</b>		<b>242 604,00</b>		<b>242 604,00</b>				<b>242604</b>
mai 2018		146 745,00		146 745,00				
18-004-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		146 745,00		146 745,00				
SOTRAVEST		146 745,00		146 745,00				
002759 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	05/2018	21 930,00		21 930,00	31/05/2018	16/07/2018	Acompte N°1	
004568 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	05/2018	-21 930,00		-21 930,00	31/05/2018	31/05/2018	Acompte N°1	
004570 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	05/2018	146 745,00		146 745,00	31/05/2018	31/05/2018	Acompte N°1	
juin 2018		42 424,50		42 424,50				
18-004-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		42 424,50		42 424,50				
SOTRAVEST		42 424,50		42 424,50				
004571 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	06/2018	42 424,50		42 424,50	30/06/2018	30/06/2018	Situation N°2	
juillet 2018		31 525,50		31 525,50				
18-004-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		31 525,50		31 525,50				
SOTRAVEST		31 525,50		31 525,50				
004572 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	07/2018	31 525,50		31 525,50	31/07/2018	31/07/2018	24255U/3	
septembre 2018		274,50		274,50				
18-004-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		274,50		274,50				
SOTRAVEST		274,50		274,50				
004574 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2018	274,50		274,50	25/09/2018	25/09/2018	24255U/3 SITU 5	
octobre 2018		21 634,50		21 634,50				
18-004-01 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		21 634,50		21 634,50				
SOTRAVEST		21 634,50		21 634,50				
004573 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	10/2018	6 224,50		6 224,50	02/10/2018	02/10/2018	24255U/3 SITU 4	
004575 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	10/2018	15 410,00		15 410,00	25/10/2018	25/10/2018	24255U/3 SITU 6	



Intitulé	Dates		Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date			Non		Date	Date de	Document	
	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	Référence	
<b>D101 Achat d'études et prestations de services s/Constructions</b>		<b>30 403,42</b>		<b>30 403,42</b>					<b>29503,42</b>
décembre 2016		4 700,00		4 700,00					
LC 16-072 Sondages et diagnostics structure complémentaires Union Sociale		3 200,00		3 200,00					
LABORATOIRE BPE		3 200,00		3 200,00					
001126 Sondages et diagnostics structure complémentaires Union Sociale	12/2016	3 200,00		3 200,00	30/12/2016	30/12/2016	F20162209		
LC 16-075 Diagnostic structurel des auvents en vue d'une manifestation publique		1 500,00		1 500,00					
M.H.INGENIERIE		1 500,00		1 500,00					
001053 Diagnostic structurel des auvents en vue d'une manifestation publique	12/2016	1 500,00		1 500,00	09/12/2016	09/12/2016	Aff 2616 - FU		
août 2017		7 310,00		7 310,00					
LC-033 Conservation préventive - sondes thermo-hygrométriques		7 310,00		7 310,00					
CONSERVATION PREVENTIVE		7 310,00		7 310,00					
001697 Conservation préventive - sondes thermo-hygrométriques	08/2017	7 310,00		7 310,00	20/08/2017	20/08/2017	SPL/073/17-1		
janvier 2018		4 969,64		4 969,64					
17-010/002 Examens visuels et libérateurs bât. Union Sociale		4 969,64		4 969,64					
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		4 969,64		4 969,64					
002239 Examens visuels et libérateurs bât. Union Sociale	01/2018	4 969,64		4 969,64	23/01/2018	15/02/2018	FA01451		
février 2018		1 270,00		1 270,00					
17-010/004 Examens visuels et mesures libérateurs du bât. ancien magasin Point COOP		1 270,00		1 270,00					
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		1 270,00		1 270,00					
002296 Examens visuels et mesures libérateurs du bât. ancien magasin Point COOP	02/2018	1 270,00		1 270,00	05/02/2018	01/03/2018	FA01471		
mai 2018		2 070,00		2 070,00					
17-010/001 Diagnostic amiante et plomb		1 225,00		1 225,00					
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		1 225,00		1 225,00					
002687 Diagnostic amiante et plomb	05/2018	1 225,00		1 225,00	29/05/2018	13/06/2018	FA01697		
17-010/003 Diagnostic amiante complémentaire du 04/05/2017 bât. Union Sociale		845,00		845,00					
HABITAT SANTE ENVIRONNEMENT		845,00		845,00					
002689 Diagnostic amiante complémentaire du 04/05/2017 bât. Union Sociale	05/2018	845,00		845,00	28/05/2018	13/06/2018	FA01693		
juillet 2018		414,00		414,00					
LC 18-046 Analyses sur prélèvements d'huile de transformateur		414,00		414,00					
SIMEC		414,00		414,00					
002880 Analyses sur prélèvements d'huile de transformateur	07/2018	414,00		414,00	26/07/2018	26/07/2018	12761		
août 2019		1 800,00		1 800,00					
LC 19-108 Tests d'étanchéité à l'air pour le bâtiment de l'Union Sociale		1 800,00		1 800,00					
INERGIA AC		1 800,00		1 800,00					
004549 Tests d'étanchéité à l'air pour le bâtiment de l'Union Sociale	08/2019	1 800,00		1 800,00	30/08/2019	30/08/2019	2019/08/166		
juin 2020		347,00		347,00					
LC 20-068 Assainissement Union Sociale - Frais d'instruction dossier		347,00		347,00					
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		347,00		347,00					
006161 Assainissement Union Sociale - Frais d'instruction dossier	06/2020	347,00		347,00	24/06/2020	24/06/2020	00102-2020-276		
juillet 2020		1 722,89		1 722,89					
LC 20-021 Pose de compteurs AEP pour l'Union Sociale		1 722,89		1 722,89					
EUROMETROPOLE - EAU ET ASSAINISSEMENT		1 722,89		1 722,89					
006279 Pose de compteurs AEP pour l'Union Sociale	07/2020	1 722,89		1 722,89	21/07/2020	21/07/2020	00101-2020-395		
août 2020		1 230,00		1 230,00					
LC 20-071 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour l'Union Sociale		1 230,00		1 230,00					
DIAGAMTER		1 230,00		1 230,00					
006438 Etablissement du Dossier Technique Amiante pour l'Union Sociale	07/2020	1 230,00		1 230,00	13/08/2020	13/08/2020	F-MCH00-2008-012		
septembre 2021		1 368,00		1 368,00					
LC 20-082 Raccordement cuivre et fibre du bâtiment de l'Union Sociale		1 368,00		1 368,00					
ORANGE		1 368,00		1 368,00					
008201 Raccordement cuivre et fibre du bâtiment de l'Union Sociale	09/2021	1 368,00		1 368,00	16/09/2021	16/09/2021	2212420045428		
janvier 2022		300,00		300,00					
LC 22-029 Honoraires pour les attestations relatives aux dépenses de l'US dans le cadre d'obtention de subventions		300,00		300,00					
SEMAPHORES		300,00		300,00					
008804 Honoraires pour les attestations relatives aux dépenses de l'US dans le cadre d'obtention de subventions	01/2022	300,00		300,00	31/01/2022	31/01/2022	B05122A122		
août 2022		2 001,89		2 001,89					
LC 20-082 Raccordement cuivre et fibre du bâtiment de l'Union Sociale		2 001,89		2 001,89					
ORANGE		2 001,89		2 001,89					
010013 Raccordement cuivre et fibre du bâtiment de l'Union Sociale	08/2022	2 001,89		2 001,89	10/08/2022	10/08/2022	2222420032183		
février 2023		900,00		900,00					
23-03799 Attestation pour l'obtention des subventions Région, Département		900,00		900,00					
SEMAPHORES		900,00		900,00					
010527 Attestation pour l'obtention des subventions Région, Département et	01/2023	900,00		900,00	01/02/2023	01/02/2023	B05123B007		
<b>D200 Travaux de voirie et aménagement</b>		<b>200 945,30</b>		<b>200 945,30</b>					<b>200945,3</b>

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
<b>janvier 2019</b>		<b>5 738,02</b>		<b>5 738,02</b>				
18-009-02/004 Eclairage US, guirlandes		5 738,02		5 738,02				
SOGECA		5 738,02		5 738,02				
003730 Eclairage US, guirlandes	01/2019	5 738,02		5 738,02	31/01/2019	31/01/2019	190090	
<b>février 2019</b>		<b>14 259,33</b>		<b>14 259,33</b>				
18-009-01/013 Mur de soutènement US Ouest		14 259,33		14 259,33				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		14 259,33		14 259,33				
003872 Mur de soutènement US Ouest	02/2019	14 259,33		14 259,33	28/02/2019	28/02/2019	2784.9.0068000 124	
<b>novembre 2019</b>		<b>76 942,72</b>		<b>76 942,72</b>				
18-009-01/024 Abords de l'Union Sociale		76 942,72		76 942,72				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		76 942,72		76 942,72				
005161 Abords de l'Union Sociale	11/2019	76 942,72		76 942,72	30/11/2019	30/11/2019	2784.9.0068001 404 - situ 1	
<b>février 2020</b>		<b>27 110,83</b>		<b>27 110,83</b>				
18-009-01/024 Abords de l'Union Sociale		27 110,83		27 110,83				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		27 110,83		27 110,83				
005768 Abords de l'Union Sociale	02/2020	27 110,83		27 110,83	28/02/2020	28/02/2020	2784.0.0068000 080 - situ 2	
<b>mars 2020</b>		<b>17 627,67</b>		<b>17 627,67</b>				
18-009-01/024 Abords de l'Union Sociale		17 627,67		17 627,67				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		17 627,67		17 627,67				
005986 Abords de l'Union Sociale	03/2020	17 627,67		17 627,67	31/03/2020	31/03/2020	2784.0.0068000 163 - situ 3	
<b>mai 2020</b>		<b>12 779,35</b>		<b>12 779,35</b>				
18-009-01/024 Abords de l'Union Sociale		12 779,35		12 779,35				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		12 779,35		12 779,35				
006093 Abords de l'Union Sociale	05/2020	12 779,35		12 779,35	29/05/2020	29/05/2020	2784.0.0068000 269 - situ 4	
<b>août 2020</b>		<b>18 393,77</b>		<b>18 393,77</b>				
18-009-01/024 Abords de l'Union Sociale		18 393,77		18 393,77				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		18 393,77		18 393,77				
006210 Abords de l'Union Sociale	06/2020	18 393,77		18 393,77	31/08/2020	31/08/2020	2784.0.0068000 650 - situ 5 - EA 18 Bis	
<b>janvier 2021</b>		<b>1 466,86</b>		<b>1 466,86</b>				
18-009-01/013 Mur de soutènement US Ouest		1 466,86		1 466,86				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		1 466,86		1 466,86				
007422 Mur de soutènement US Ouest	03/2021	1 466,86		1 466,86	29/01/2021	29/01/2021	2784.1.0068000 041 - Décompte final - EA 25	
<b>février 2021</b>		<b>10 373,36</b>		<b>10 373,36</b>				
18-009-02/004 Eclairage US, guirlandes		10 373,36		10 373,36				
SOGECA		10 373,36		10 373,36				
007306 Eclairage US, guirlandes	02/2021	10 373,36		10 373,36	19/02/2021	19/02/2021	210174 - situ 2 - EA 10	
<b>septembre 2021</b>		<b>1 603,42</b>		<b>1 603,42</b>				
18-009-04/008 Borne escamotable devant la rampe de l'Union Sociale		1 603,42		1 603,42				
ID VERDE		1 603,42		1 603,42				
008369 Borne escamotable devant la rampe de l'Union Sociale	09/2021	1 603,42		1 603,42	10/09/2021	10/09/2021	6009003621 - DGD - EA 12	
<b>décembre 2021</b>		<b>3 859,60</b>		<b>3 859,60</b>				
18-009-01/034 Travaux modificatifs Union Sociale		3 404,80		3 404,80				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		3 404,80		3 404,80				
008846 Travaux modificatifs Union Sociale	12/2021	3 404,80		3 404,80	16/12/2021	16/12/2021	F126A103.21.18 001031 - décompte définitif	
18-009-04/013 Thermolaquage des mains courantes Union Sociale		454,80		454,80				
ID VERDE		454,80		454,80				
008926 Thermolaquage des mains courantes Union Sociale	02/2022	454,80		454,80	13/12/2021	01/01/2022	6012009621 - DGD	
<b>février 2022</b>		<b>10 790,37</b>		<b>10 790,37</b>				
18-009-01/024 Abords de l'Union Sociale		5 515,33		5 515,33				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		5 515,33		5 515,33				
008881 Abords de l'Union Sociale	02/2022	5 515,33		5 515,33	09/02/2022	09/02/2022	F126A103.22.18 000043 - DGD	
18-009-01/036 Travaux eaux pluviales : connexion gouttières et réalisation de regards		5 275,04		5 275,04				
ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE ALSACE		5 275,04		5 275,04				
008885 Travaux eaux pluviales : connexion gouttières et réalisation de regards	02/2022	5 275,04		5 275,04	09/02/2022	09/02/2022	F126A103.22.18 00045 - DGD	
<b>D201 Travaux sur constructions</b>		<b>7 647 187,00</b>	<b>10 372,04</b>	<b>7 657 559,04</b>				<b>7657559,04</b>
<b>décembre 2017</b>		<b>174 629,00</b>		<b>174 629,00</b>				
17-020US Travaux de désamiantage, déplombage, démolition de l'Union Sociale		174 629,00		174 629,00				
GCM DEMOLITION sas		174 629,00		174 629,00				
002066 Travaux de désamiantage, déplombage, démolition de l'Union Sociale	11/2017	174 629,00		174 629,00	05/12/2017	05/12/2017	Certificat de paiement N°1	
<b>mars 2018</b>		<b>21 741,00</b>		<b>21 741,00</b>				

Intitulé	Dates		Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date d'exécution	Comptabilisé	Non comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce		
17-020US Travaux de désamiantage, déplombage, démolition de l'Union Sociale		21 741,00		21 741,00					
GCM DEMOLITION sas		21 741,00		21 741,00					
002454 Travaux de désamiantage, déplombage, démolition de l'Union Sociale	03/2018	21 741,00		21 741,00	08/03/2018	27/03/2018	Certificat N°2 - 3180128		
<b>mai 2018</b>		<b>151 991,78</b>		<b>151 991,78</b>					
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		144 015,00		144 015,00					
SOTRAVEST		144 015,00		144 015,00					
002760 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	05/2018	134 415,00		134 415,00	31/05/2018	16/07/2018	Acompte N°1		
004576 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	05/2018	9 600,00		9 600,00	31/05/2018	31/05/2018	Acompte N°1		
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique		7 976,78		7 976,78					
ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		7 976,78		7 976,78					
002803 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	05/2018	7 976,78		7 976,78	31/05/2018	16/07/2018	18.194		
<b>juin 2018</b>		<b>51 724,50</b>		<b>51 724,50</b>					
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		51 724,50		51 724,50					
SOTRAVEST		51 724,50		51 724,50					
002872 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	06/2018	47 074,50		47 074,50	30/06/2018	30/06/2018	Situation N°2		
004577 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	06/2018	4 650,00		4 650,00	30/06/2018	30/06/2018	Situation N°2		
<b>juillet 2018</b>		<b>91 370,50</b>		<b>91 370,50</b>					
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		91 370,50		91 370,50					
SOTRAVEST		91 370,50		91 370,50					
003073 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	07/2018	61 448,00		61 448,00	31/07/2018	31/07/2018	24255U/3		
004578 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	07/2018	29 922,50		29 922,50	31/07/2018	31/07/2018	SITU 3		
<b>août 2018</b>		<b>28 809,53</b>		<b>28 809,53</b>					
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA		28 809,53		28 809,53					
SNEF		28 809,53		28 809,53					
002981 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	08/2018	28 809,53		28 809,53	30/08/2018	30/08/2018	18075787		
<b>septembre 2018</b>		<b>436 914,30</b>		<b>436 914,30</b>					
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		362 205,70		362 205,70					
HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		24 000,00		24 000,00					
003250 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2018	24 000,00		24 000,00	25/09/2018	25/09/2018	Etat d'acompte n°5		
RENOV BATIMENT		26 864,00		26 864,00					
003250 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2018	26 864,00		26 864,00	25/09/2018	25/09/2018	2018-032		
SOTRAVEST		311 341,70		311 341,70					
003250 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2018	155 808,10		155 808,10	25/09/2018	25/09/2018	24255U/3		
004584 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2018	155 533,60		155 533,60	25/09/2018	25/09/2018	SITU 5		
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique		4 985,49		4 985,49					
ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		4 985,49		4 985,49					
003094 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	09/2018	4 985,49		4 985,49	30/09/2018	30/09/2018	18.431		
18-004-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique		18 387,00		18 387,00					
ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		5 752,00		5 752,00					
003093 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	09/2018	5 752,00		5 752,00	30/09/2018	30/09/2018	18.431		
EURL FDPI		12 635,00		12 635,00					
003093 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	09/2018	12 635,00		12 635,00	30/09/2018	30/09/2018	209.09.2018		
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures		38 002,60		38 002,60					
CHOSSET & LUCHESSA		38 002,60		38 002,60					
003257 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	09/2018	38 002,60		38 002,60	28/09/2018	28/09/2018	14650		
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie		13 333,51		13 333,51					
CHOSSET & LUCHESSA		13 333,51		13 333,51					
003259 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	09/2018	13 333,51		13 333,51	28/09/2018	28/09/2018	14649		
<b>octobre 2018</b>		<b>645 237,11</b>		<b>645 237,11</b>					
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		396 726,90		396 726,90					
RENOV BATIMENT		22 842,00		22 842,00					
003074 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	08/2018	22 842,00		22 842,00	02/10/2018	02/10/2018	Situation N°1		
SOTRAVEST		373 884,90		373 884,90					
003074 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	08/2018	91 493,20		91 493,20	02/10/2018	02/10/2018	24255U/3		
003410 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	10/2018	106 266,50		106 266,50	25/10/2018	25/10/2018	2425U/3 SITU 6		
004583 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	10/2018	85 268,70		85 268,70	02/10/2018	02/10/2018	SITU 4		
004585 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	10/2018	90 856,50		90 856,50	25/10/2018	25/10/2018	SITU 6		

Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date d'exécution	Comptabilisé	Non comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce	
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		143 322,59		143 322,59				
003075 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	07/2018	5 982,59		5 982,59	10/10/2018	10/10/2018	18.311	
003252 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	10/2018	137 340,00		137 340,00	31/10/2018	31/10/2018	18.507	
18-004-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		18 387,00		18 387,00				
		5 752,00		5 752,00				
003251 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique EURL FDI	10/2018	5 752,00		5 752,00	31/10/2018	31/10/2018	18.507	
		12 635,00		12 635,00				
003251 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	10/2018	12 635,00		12 635,00	31/10/2018	31/10/2018	213.10.2018	
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		35 594,70		35 594,70				
		35 594,70		35 594,70				
003258 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	10/2018	35 594,70		35 594,70	23/10/2018	23/10/2018	14692	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		40 510,80		40 510,80				
		40 510,80		40 510,80				
003358 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	10/2018	40 510,80		40 510,80	31/10/2018	31/10/2018	1812439	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI		10 695,12		10 695,12				
		10 695,12		10 695,12				
003249 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC novembre 2018	10/2018	10 695,12		10 695,12	30/10/2018	30/10/2018	6706501	
		608 731,02		608 731,02				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		271 701,50		271 701,50				
		10 200,00		10 200,00				
003468 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre LS-TST	11/2018	10 200,00		10 200,00	30/11/2018	30/11/2018	Situ 7	
		6 492,50		6 492,50				
003468 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST	11/2018	6 492,50		6 492,50	30/11/2018	30/11/2018	SITU 7	
		255 009,00		255 009,00				
003468 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	11/2018	127 504,50		127 504,50	30/11/2018	30/11/2018	24255U/3 - Situ 7	
004586 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	11/2018	127 504,50		127 504,50	30/11/2018	30/11/2018	SITU 7	
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		98 100,00		98 100,00				
		98 100,00		98 100,00				
003369 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	11/2018	98 100,00		98 100,00	30/11/2018	30/11/2018	18.536	
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		137 375,70		137 375,70				
		126 631,70		126 631,70				
003412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CMA MENUISERIE	11/2018	126 631,70		126 631,70	19/11/2018	19/11/2018	14722	
		10 744,00		10 744,00				
003412 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	11/2018	10 744,00		10 744,00	19/11/2018	19/11/2018	20181119CL1/CL 2	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		35 317,31		35 317,31				
		35 317,31		35 317,31				
003413 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	11/2018	35 317,31		35 317,31	27/11/2018	27/11/2018	18115087	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI		41 601,86		41 601,86				
		41 601,86		41 601,86				
003414 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	11/2018	41 601,86		41 601,86	26/11/2018	26/11/2018	6706548	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage A.G.I		24 634,65		24 634,65				
		24 634,65		24 634,65				
003451 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage décembre 2018	11/2018	24 634,65		24 634,65	22/11/2018	22/11/2018	1811084	
		-253 006,91		-253 006,91				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST		-676 739,90		-676 739,90				
		-676 739,90		-676 739,90				
003623 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	12/2018	47 269,90		47 269,90	31/12/2018	31/12/2018	24255U/3	
004569 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	12/2018	-771 279,70		-771 279,70	31/12/2018	31/12/2018	Déduction Situation 1 à 8 pour correction SITU 8	
004587 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	12/2018	47 269,90		47 269,90	31/12/2018	31/12/2018		
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		58 860,00		58 860,00				
		58 860,00		58 860,00				
003471 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	12/2018	58 860,00		58 860,00	31/12/2018	31/12/2018	18.620	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER		74 252,95		74 252,95				
		74 252,95		74 252,95				
003619 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	12/2018	74 252,95		74 252,95	31/12/2018	31/12/2018	571218	



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique RHONE ALPES ACIER		147 557,86		147 557,86				
003620 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	12/2018	147 557,86		147 557,86	31/12/2018	31/12/2018	581218	
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		23 335,00		23 335,00				
003467 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CMA MENUISERIE	12/2018	15 365,00		15 365,00	17/12/2018	17/12/2018	14789	
003467 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	12/2018	7 970,00		7 970,00	17/12/2018	17/12/2018	20181231CL1	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		17 074,35		17 074,35				
003487 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie SAS BUTZBACH FRANCE	12/2018	7 911,15		7 911,15	17/12/2018	17/12/2018	14790	
003487 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	12/2018	9 163,20		9 163,20	17/12/2018	17/12/2018	18-0721	
18-004-10 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Cloisons / Doublages / PLafonds SAS SUD EST ACOUSTIQUE		42 024,40		42 024,40				
003470 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Cloisons / Doublages / PLafonds	12/2018	42 024,40		42 024,40	13/12/2018	13/12/2018	Situation 1	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA CHRIST ELEC		29 051,13		29 051,13				
003621 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF	12/2018	6 750,00		6 750,00	28/12/2018	28/12/2018	0320	
003621 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	12/2018	22 301,13		22 301,13	28/12/2018	28/12/2018	1812A198	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI		23 365,73		23 365,73				
003472 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	12/2018	23 365,73		23 365,73	18/12/2018	18/12/2018	6706587	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage A.G.I		8 211,57		8 211,57				
003469 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage	12/2018	8 211,57		8 211,57	19/12/2018	19/12/2018	1812086	
janvier 2019		577 670,12		577 670,12				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre LS-TST		28 725,50		28 725,50				
003774 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST	01/2019	8 874,00		8 874,00	31/01/2019	31/01/2019	9	
003774 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	01/2019	19 851,50		19 851,50	31/01/2019	31/01/2019	24255 U/3 situ 9	
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		58 860,00		58 860,00				
003726 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	01/2019	58 860,00		58 860,00	31/01/2019	31/01/2019	19.031	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER		109 091,58		109 091,58				
003724 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES FILETS	01/2019	107 981,58		107 981,58	31/01/2019	31/01/2019	460119	
003724 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	01/2019	1 110,00		1 110,00	31/01/2019	31/01/2019	245	
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique DSM ARTISAN		23 848,93		23 848,93				
003725 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique RHONE ALPES ACIER	01/2019	500,00		500,00	31/01/2019	31/01/2019	190	
003725 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	01/2019	23 348,93		23 348,93	31/01/2019	31/01/2019	450119	
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		177 532,50		177 532,50				
003682 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	12/2018	177 532,50		177 532,50	21/01/2019	21/01/2019	14837	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		48 628,10		48 628,10				
003683 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA	01/2019	2 000,00		2 000,00	21/01/2019	21/01/2019	18.643	
003683 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	01/2019	46 628,10		46 628,10	21/01/2019	21/01/2019	14838	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC AIR STRASBOURG		110 454,63		110 454,63				
003694 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	01/2019	10 000,00		10 000,00	25/01/2019	25/01/2019	18120066	

Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
CSOEC ELECTRICITE		22 200,00		22 200,00				
003694 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI	01/2019	22 200,00		22 200,00	25/01/2019	25/01/2019	2078	
003694 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	01/2019	78 254,63		78 254,63	25/01/2019	25/01/2019	6706634	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage A.G.I		20 528,88		20 528,88				
003622 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage février 2019	01/2019	20 528,88		20 528,88	21/01/2019	21/01/2019	1901037	
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST		70 708,45		70 708,45				
003858 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	02/2019	70 708,45		70 708,45	26/02/2019	26/02/2019	24255U/3 situ 10	
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		19 620,00		19 620,00				
003859 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	02/2019	19 620,00		19 620,00	28/02/2019	28/02/2019	19.056	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER		35 335,66		35 335,66				
003903 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	02/2019	35 335,66		35 335,66	28/02/2019	28/02/2019	380219	
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique RHONE ALPES ACIER		17 019,67		17 019,67				
003905 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	02/2019	17 019,67		17 019,67	28/02/2019	28/02/2019	370219	
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		40 650,10		40 650,10				
003860 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	02/2019	40 650,10		40 650,10	22/02/2019	22/02/2019	14914	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		12 435,78		12 435,78				
003861 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	02/2019	12 435,78		12 435,78	22/02/2019	22/02/2019	14913	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		16 241,20		16 241,20				
003907 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	01/2019	16 241,20		16 241,20	20/02/2019	20/02/2019	1902080	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA CHRIST ELEC		111 100,50		111 100,50				
003909 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF	02/2019	9 000,00		9 000,00	28/02/2019	28/02/2019	0011	
003862 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	02/2019	102 100,50		102 100,50	07/02/2019	07/02/2019	19022307	
003909 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	02/2019	48 487,80		48 487,80	28/02/2019	28/02/2019	19027656	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC AIR STRASBOURG		102 537,60		102 537,60				
003863 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC CSOEC ELECTRICITE	02/2019	12 000,00		12 000,00	20/02/2019	20/02/2019	19010144	
003863 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI	02/2019	7 400,00		7 400,00	20/02/2019	20/02/2019	2159	
003863 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	02/2019	83 137,60		83 137,60	20/02/2019	20/02/2019	6706670	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage A.G.I		12 317,31		12 317,31				
003864 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage mars 2019	02/2019	12 317,31		12 317,31	28/02/2019	28/02/2019	1902171	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture C'EST LE PLOMBIER		5 668,53		5 668,53				
004034 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture DSM ARTISAN	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	2172	
004034 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture OPEMA SARL	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	199	
004034 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	192	
004034 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES FILETS	03/2019	1 668,53		1 668,53	25/03/2019	25/03/2019	200319	
004034 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	274	

Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date d'exécution	Comptabilisé	Non comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce	
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique DSM ARTISAN		19 316,17		19 316,17				
004035 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique OPEMA SARL	03/2019	500,00		500,00	25/03/2019	25/03/2019	200	
004035 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique RHONE ALPES ACIER	03/2019	1 000,00		1 000,00	25/03/2019	25/03/2019	193	
004035 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	03/2019	17 816,17		17 816,17	25/03/2019	25/03/2019	210319	
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		23 373,55		23 373,55				
003904 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CMA MENUISERIE	03/2019	21 454,60		21 454,60	22/03/2019	22/03/2019	14953	
003904 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	03/2019	1 918,95		1 918,95	22/03/2019	22/03/2019	20190319CL1	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		21 701,28		21 701,28				
003906 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CMA MENUISERIE	03/2019	17 187,28		17 187,28	22/03/2019	22/03/2019	14954	
003906 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	03/2019	4 514,00		4 514,00	22/03/2019	22/03/2019	20190319CL2	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		8 508,00		8 508,00				
003908 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	02/2019	8 508,00		8 508,00	19/03/2019	19/03/2019	1903220	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		82 781,73		82 781,73				
004036 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	03/2019	82 781,73		82 781,73	31/03/2019	31/03/2019	1903B314	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC AIR STRASBOURG		127 576,88		127 576,88				
003948 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI	03/2019	23 000,00		23 000,00	26/03/2019	26/03/2019	19020095 - 19030072	
003948 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	03/2019	104 576,88		104 576,88	26/03/2019	26/03/2019	6706702	
avril 2019		364 498,95		364 498,95				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST		106 098,70		106 098,70				
004174 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	04/2019	106 098,70		106 098,70	30/04/2019	30/04/2019	24255U3 - SITU 11	
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		613,46		613,46				
004176 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	04/2019	613,46		613,46	30/04/2019	30/04/2019	19.0154 - situ 9	
18-004-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		11 113,20		11 113,20				
004175 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	04/2019	11 113,20		11 113,20	30/04/2019	30/04/2019	19.154 - Situ 9	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER		24 680,65		24 680,65				
004177 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES FILETS	04/2019	22 558,65		22 558,65	25/04/2019	25/04/2019	230419 - situ 5	
004177 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	04/2019	2 122,00		2 122,00	25/04/2019	25/04/2019	289	
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique RHONE ALPES ACIER		34 068,45		34 068,45				
004178 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	04/2019	34 068,45		34 068,45	25/04/2019	25/04/2019	240419 - situ 5	
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		8 860,00		8 860,00				
004179 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	04/2019	8 860,00		8 860,00	23/04/2019	23/04/2019	14998 - situ 8	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		157 703,87		157 703,87				
004180 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CAPSA CONTAINER	04/2019	24 904,00		24 904,00	23/04/2019	23/04/2019	19.116	
004180 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA	04/2019	48 000,00		48 000,00	23/04/2019	23/04/2019	CC 19-04-303	
004180 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie RHONE ALPES ACIER	04/2019	70 215,73		70 215,73	23/04/2019	23/04/2019	14999 - Situ 6	
		14 584,14		14 584,14				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
004180 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	04/2019	14 584,14		14 584,14	23/04/2019	23/04/2019	220319	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		10 234,26		10 234,26				
004181 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	04/2019	10 234,26		10 234,26	23/04/2019	23/04/2019	1904355 - situ 4	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		11 126,36		11 126,36				
004182 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	04/2019	11 126,36		11 126,36	30/04/2019	30/04/2019	19046355 - Situ 7	
mai 2019		226 756,51		226 756,51				
18-004-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		11 685,60		11 685,60				
004275 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique EURL FDPI	05/2019	7 185,60		7 185,60	31/05/2019	31/05/2019	19.214	
004275 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	05/2019	4 500,00		4 500,00	31/05/2019	31/05/2019	05/2019	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CAPSA CONTAINER		43 618,40		43 618,40				
004277 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA	05/2019	16 000,00		16 000,00	20/05/2019	20/05/2019	19-04-337	
004277 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	05/2019	27 618,40		27 618,40	20/05/2019	20/05/2019	15039	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		52 013,34		52 013,34				
004276 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	04/2019	52 013,34		52 013,34	24/05/2019	24/05/2019	237.18/19	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		43 787,84		43 787,84				
004339 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	05/2019	43 787,84		43 787,84	31/05/2019	31/05/2019	19058750	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI		75 651,33		75 651,33				
004183 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	04/2019	75 651,33		75 651,33	14/05/2019	14/05/2019	6706746 - Situ 7	
juin 2019		83 776,66		83 776,66				
18-004-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		926,10		926,10				
004337 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	06/2019	926,10		926,10	30/06/2019	30/06/2019	19.257	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER		23 358,33		23 358,33				
004515 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	06/2019	23 358,33		23 358,33	20/06/2019	20/06/2019	220619 - Situ 6	
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardaage métallique RHONE ALPES ACIER		2 349,53		2 349,53				
004514 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardaage métallique	06/2019	2 349,53		2 349,53	20/06/2019	20/06/2019	230619 - Situ 6	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		12 302,03		12 302,03				
004338 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	06/2019	12 302,03		12 302,03	24/06/2019	24/06/2019	252.18/19	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		13 749,21		13 749,21				
004508 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	06/2019	13 749,21		13 749,21	30/06/2019	30/06/2019	19069987 - Sit 9	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC CSOEC ELECTRICITE		31 091,46		31 091,46				
004340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI	05/2019	7 400,00		7 400,00	17/06/2019	17/06/2019	2276	
004340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC SEEG	05/2019	4 709,74		4 709,74	17/06/2019	17/06/2019	6706813 - Situ 8	
004340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	05/2019	18 981,72		18 981,72	17/06/2019	17/06/2019	0219020	
juillet 2019		321 484,90		321 484,90				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST		917,25		917,25				
004524 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	07/2019	917,25		917,25	31/07/2019	31/07/2019	24255U/3 - Situ 12	
18-004-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		15 322,50		15 322,50				
004522 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	07/2019	12 011,00		12 011,00	31/07/2019	31/07/2019	19.311 - Situ 12	



Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
EURL FDP1		3 311,50		3 311,50				
004522 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	07/2019	3 311,50		3 311,50	31/07/2019	31/07/2019	Aff 300551 - Situ 12	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture		68 506,70		68 506,70				
RHONE ALPES ACIER		68 506,70		68 506,70				
004754 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	07/2019	68 506,70		68 506,70	31/07/2019	31/07/2019	440718 situ 7	
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique		3 504,41		3 504,41				
RHONE ALPES ACIER		3 504,41		3 504,41				
004755 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	07/2019	3 504,41		3 504,41	31/07/2019	31/07/2019	450719 situ 7	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie		42 715,12		42 715,12				
ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		3 363,00		3 363,00				
004516 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	07/2019	3 363,00		3 363,00	23/07/2019	23/07/2019	19.212 - Situ 3	
CHOSSET & LUCHESSA		32 060,05		32 060,05				
004516 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	07/2019	32 060,05		32 060,05	23/07/2019	23/07/2019	15196 - Situ 8	
RHONE ALPES ACIER		7 292,07		7 292,07				
004516 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	07/2019	7 292,07		7 292,07	23/07/2019	23/07/2019	18022 - Situ 2	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture		35 507,40		35 507,40				
HITTIER & FILS PEINTURE		35 507,40		35 507,40				
004509 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	07/2019	35 507,40		35 507,40	19/07/2019	19/07/2019	1907690 - Sit 5	
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds		155 011,52		155 011,52				
SOBRA		155 011,52		155 011,52				
004523 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafondsl	07/2019	155 011,52		155 011,52	20/07/2019	20/07/2019	BS01 - Situ 01	
août 2019		88 564,67		88 564,67				
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA		88 564,67		88 564,67				
SNEF		88 564,67		88 564,67				
004758 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	08/2019	50 603,55		50 603,55	29/08/2019	29/08/2019	19083538 situ 10	
004918 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	08/2019	37 961,12		37 961,12	31/08/2019	31/08/2019	19088442 - situ 11	
septembre 2019		297 703,09		297 703,09				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		57 251,25		57 251,25				
LEADER CHAPE		17 959,94		17 959,94				
004772 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2019	17 959,94		17 959,94	30/09/2019	30/09/2019	13	
SOTRAVEST		39 291,31		39 291,31				
004772 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2019	39 291,31		39 291,31	30/09/2019	30/09/2019	24255U/3 - situ 13	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie		3 134,39		3 134,39				
CHOSSET & LUCHESSA		3 134,39		3 134,39				
004915 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	09/2019	3 134,39		3 134,39	20/09/2019	20/09/2019	15254 - situ 9	
18-004-06 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie		86 062,35		86 062,35				
CHOSSET & LUCHESSA		86 062,35		86 062,35				
004914 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	09/2019	86 062,35		86 062,35	24/09/2019	24/09/2019	15263 - situ 1	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois		5 696,32		5 696,32				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		5 696,32		5 696,32				
004756 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	09/2019	5 696,32		5 696,32	25/09/2019	25/09/2019	036.19/20 situ 3	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA		48 652,80		48 652,80				
SNEF		48 652,80		48 652,80				
004919 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	09/2019	48 652,80		48 652,80	30/09/2019	30/09/2019	19098907 - situ 12	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage		29 421,98		29 421,98				
A.G.I		29 421,98		29 421,98				
004753 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage	09/2019	29 421,98		29 421,98	27/09/2019	27/09/2019	1909275 situ 5	
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds		67 484,00		67 484,00				
SOBRA		67 484,00		67 484,00				
004757 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafondsl	09/2019	67 484,00		67 484,00	20/09/2019	20/09/2019	BS01 situ 2	
octobre 2019		356 726,64		356 726,64				
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique		20 649,38		20 649,38				
ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		20 649,38		20 649,38				
005016 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	10/2019	20 649,38		20 649,38	31/10/2019	31/10/2019	19.488 - situ 13	
18-004-02 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique		3 990,60		3 990,60				
ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		3 990,60		3 990,60				
005017 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	10/2019	3 990,60		3 990,60	31/10/2019	31/10/2019	19.488 - situ 13	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		743,85		743,85				
004916 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	10/2019	743,85		743,85	21/10/2019	21/10/2019	15300 - situ 10	
18-004-06 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		53 577,37		53 577,37				
005550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	10/2019	2 848,78		2 848,78	21/10/2019	21/10/2019	19253 30/06/19 + 19254 30/06/19	
CHOSSET & LUCHESSA		37 967,47		37 967,47				
005550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie RHONE ALPES ACIER	10/2019	37 967,47		37 967,47	21/10/2019	21/10/2019	15301 - situ 2V3	
005550 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	10/2019	12 761,12		12 761,12	21/10/2019	21/10/2019	430719 31/07/19 + 570919 30/09/19	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		20 834,40		20 834,40				
005015 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	10/2019	20 834,40		20 834,40	24/10/2019	24/10/2019	19101042 - Situ 6	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		35 893,69		35 893,69				
005203 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	10/2019	35 893,69		35 893,69	31/10/2019	31/10/2019	1910C485 - situ 13	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI		34 930,97		34 930,97				
004929 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	10/2019	34 930,97		34 930,97	25/10/2019	25/10/2019	6706917 - Situ 9	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage A.G.I		33 728,50		33 728,50				
004928 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage	10/2019	33 728,50		33 728,50	25/10/2019	25/10/2019	1910150 - Situ 6	
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds SOBRA		133 570,26		133 570,26				
004932 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafonds	10/2019	133 570,26		133 570,26	20/10/2019	20/10/2019	BS01 - situ 3	
19-02127 Raccordement HTA à l'Union Sociale N° 2019611312 14-16 rue du Port du Rhin STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX		6 615,62		6 615,62				
004913 Raccordement HTA à l'Union Sociale N° 2019611312 14-16 rue du Port du Rhin	10/2019	6 615,62		6 615,62	07/10/2019	07/10/2019	RES9209100011	
LC 19-158 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Union Sociale R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		12 192,00		12 192,00				
004864 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Union Sociale	10/2019	12 192,00		12 192,00	04/10/2019	04/10/2019	SPL Lot US Raccordement	
novembre 2019		109 050,01		109 050,01				
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		3 038,04		3 038,04				
005197 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	11/2019	3 038,04		3 038,04	25/11/2019	25/11/2019	098.19/20 - situ 4	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		13 889,60		13 889,60				
005199 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	11/2019	13 889,60		13 889,60	19/11/2019	19/11/2019	19111110 - situ 7	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA EUROPEENNE D'ELECTRO-TECHNIQUE (EET)		17 746,25		17 746,25				
005204 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF	11/2019	4 696,64		4 696,64	30/11/2019	30/11/2019	4730	
005204 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	11/2019	13 049,61		13 049,61	30/11/2019	30/11/2019	1911A826 - situ 14	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI		74 376,12		74 376,12				
005340 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	11/2019	74 376,12		74 376,12	25/11/2019	25/11/2019	6707008 - situ 10	
décembre 2019		304 950,16		304 950,16				
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		30 799,95		30 799,95				
005311 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	12/2019	30 799,95		30 799,95	31/12/2019	31/12/2019	19.615 - situ 4	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA EUROPEENNE D'ELECTRO-TECHNIQUE (EET)		17 115,54		17 115,54				
005501 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF	12/2019	5 273,70		5 273,70	31/12/2019	31/12/2019	4758	
005501 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	12/2019	11 841,84		11 841,84	31/12/2019	31/12/2019	1912C675 - situ 15	

Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date d'exécution	Comptabilisé	Non comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC AIR STRASBOURG		59 814,66		59 814,66				
005341 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI	12/2019	5 500,00		5 500,00	20/12/2019	20/12/2019	19120002	
005341 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	12/2019	54 314,66		54 314,66	20/12/2019	20/12/2019	6707093 - situ 11	
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds SOBRA		113 920,01		113 920,01				
005361 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafonds	12/2019	113 920,01		113 920,01	20/12/2019	20/12/2019	F019-00066 - situ 4	
19-022 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Appareils élévateurs SCHINDLER		83 300,00		83 300,00				
005695 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Appareils élévateurs	02/2020	83 300,00		83 300,00	10/12/2019	01/02/2020	213128176 - situ 1	
janvier 2020		172 003,97		172 003,97				
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		8 147,61		8 147,61				
005760 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	02/2020	8 147,61		8 147,61	22/01/2020	22/01/2020	15423 - situ 9	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		16 956,76		16 956,76				
005502 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	01/2020	16 956,76		16 956,76	23/01/2020	23/01/2020	142.19/20 - situ 5	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		11 980,40		11 980,40				
005497 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	01/2020	11 980,40		11 980,40	24/01/2020	24/01/2020	2001015 - Situ 8	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA EUROPEENNE D'ELECTRO-TECHNIQUE (EET)		34 282,73		34 282,73				
005574 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF	01/2020	4 730,45		4 730,45	31/01/2020	31/01/2020	4775	
005574 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	01/2020	29 552,28		29 552,28	31/01/2020	31/01/2020	2001A416 - situ 16	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI		73 261,37		73 261,37				
005634 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	01/2020	73 261,37		73 261,37	23/01/2020	23/01/2020	6707131 - situ 12	
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds SOBRA		27 375,10		27 375,10				
005496 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafonds	01/2020	27 375,10		27 375,10	15/01/2020	15/01/2020	F020-00002 - Situ 5	
février 2020		161 267,72		161 267,72				
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		25 838,78		25 838,78				
005785 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie RHONE ALPES ACIER	03/2020	24 015,76		24 015,76	24/02/2020	24/02/2020	15490 - situ 11	
005785 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	03/2020	1 823,02		1 823,02	24/02/2020	24/02/2020	311019	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		13 059,26		13 059,26				
005728 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	02/2020	13 059,26		13 059,26	28/02/2020	28/02/2020	169.19/20 - situ 6	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		25 897,20		25 897,20				
005727 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	02/2020	25 897,20		25 897,20	25/02/2020	25/02/2020	2002118 - situ 9	
18-004-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol EUROSYNTEC SNC		76 162,72		76 162,72				
005732 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol	02/2020	76 162,72		76 162,72	28/02/2020	28/02/2020	4114837 - situ 1	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		20 309,76		20 309,76				
005738 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	02/2020	20 309,76		20 309,76	29/02/2020	29/02/2020	20028532 - situ 17	
mars 2020		122 693,11		122 693,11				
18-004-06 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		29 812,53		29 812,53				
005784 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION	03/2020	62,53		62,53	16/03/2020	16/03/2020	15523 - situ 3V2	
005784 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	03/2020	29 750,00		29 750,00	16/03/2020	16/03/2020	19-20-102	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois		58 445,70		58 445,70				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		58 445,70		58 445,70				
005729 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	03/2020	58 445,70		58 445,70	17/03/2020	17/03/2020	190.19/20 - situ 7	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture		2 158,00		2 158,00				
HITTIER & FILS PEINTURE		2 158,00		2 158,00				
006397 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	03/2020	2 158,00		2 158,00	17/03/2020	17/03/2020	2003199 - situ 10	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA		4 691,08		4 691,08				
EUROPEENNE D'ELECTRO-TECHNIQUE (EET)		5 468,63		5 468,63				
006174 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	06/2020	5 468,63		5 468,63	26/03/2020	26/03/2020	4799	
SNEF		-777,55		-777,55				
006174 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	06/2020	-777,55		-777,55	26/03/2020	26/03/2020	20035216 - situ 18	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC		27 585,80		27 585,80				
AIR STRASBOURG		16 000,00		16 000,00				
005737 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	03/2020	16 000,00		16 000,00	23/03/2020	23/03/2020	20020049	
CSOEC ELECTRICITE		14 800,00		14 800,00				
005737 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	03/2020	14 800,00		14 800,00	23/03/2020	23/03/2020	2441	
EIMI		-3 214,20		-3 214,20				
005737 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	03/2020	-3 214,20		-3 214,20	23/03/2020	23/03/2020	6707193 - situ 13	
mai 2020		35 734,43		35 734,43				
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie		8 900,25		8 900,25				
CHOSSET & LUCHESSA		8 900,25		8 900,25				
006553 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	05/2020	8 900,25		8 900,25	25/05/2020	25/05/2020	15565 - situ 12	
18-004-06 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie		16 415,33		16 415,33				
CHOSSET & LUCHESSA		5 790,33		5 790,33				
006199 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	05/2020	5 790,33		5 790,33	25/05/2020	25/05/2020	15566 - situ 4	
DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION		10 625,00		10 625,00				
006199 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	05/2020	10 625,00		10 625,00	25/05/2020	25/05/2020	19-20-117	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA		10 418,85		10 418,85				
SNEF		10 418,85		10 418,85				
006447 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	07/2020	10 418,85		10 418,85	31/05/2020	31/05/2020	20057030 - situ 19	
juin 2020		422 615,03		422 615,03				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre		100 727,05		100 727,05				
RSTB		19 622,25		19 622,25				
006102 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	06/2020	19 622,25		19 622,25	18/06/2020	18/06/2020	1100 / 2020 03	
SOTRAVEST		81 104,80		81 104,80				
006102 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	06/2020	81 104,80		81 104,80	18/06/2020	18/06/2020	1100 / 2020 03	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture		81 649,04		81 649,04				
LGL ETANCHEITE		38 000,00		38 000,00				
006380 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	08/2020	38 000,00		38 000,00	25/06/2020	25/06/2020	150620 - situ 8V2	
RHONE ALPES ACIER		43 649,04		43 649,04				
006380 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	08/2020	43 649,04		43 649,04	25/06/2020	25/06/2020	150620 - situ 8V2	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois		16 900,03		16 900,03				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		16 900,03		16 900,03				
006404 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	06/2020	16 900,03		16 900,03	30/06/2020	30/06/2020	263.19/20 - situ 8V2	
18-004-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol		59 918,63		59 918,63				
EUROSYNTEC SNC		59 918,63		59 918,63				
006101 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol	06/2020	59 918,63		59 918,63	30/06/2020	30/06/2020	4114837 - Situ 2	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC		127 267,53		127 267,53				
AIR STRASBOURG		19 000,00		19 000,00				
006172 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	06/2020	19 000,00		19 000,00	23/06/2020	23/06/2020	20070002	
CSOEC ELECTRICITE		11 100,00		11 100,00				
006172 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	06/2020	11 100,00		11 100,00	23/06/2020	23/06/2020	2619	
EIMI		92 422,10		92 422,10				
006172 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	06/2020	92 422,10		92 422,10	23/06/2020	23/06/2020	6707248 - Situ 14	
SEEG		4 745,43		4 745,43				
006172 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	06/2020	4 745,43		4 745,43	23/06/2020	23/06/2020	0220009	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage		6 402,75		6 402,75				
A.G.I		6 402,75		6 402,75				
006362 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage	06/2020	6 402,75		6 402,75	23/06/2020	23/06/2020	2006145 - situ 7	



Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date		Non		Date	Date de	Référence	
	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
19-022 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Appareils élévateurs DAV MULTISERVICES		29 750,00		29 750,00				
006451 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Appareils élévateurs SCHINDLER	06/2020	25 000,00		25 000,00	03/06/2020	03/06/2020	F008-02062020	
006451 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Appareils élévateurs	06/2020	4 750,00		4 750,00	03/06/2020	03/06/2020	F008-02062020 - Situ 2	
<b>juillet 2020</b>		<b>57 248,64</b>		<b>57 248,64</b>				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre RSTB		13 270,23		13 270,23				
006604 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST	09/2020	2 180,25		2 180,25	31/07/2020	31/07/2020	1136 / 2020 06	
006604 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	09/2020	11 089,98		11 089,98	31/07/2020	31/07/2020	24255U/3 - situ 15	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER		4 956,59		4 956,59				
006449 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	09/2020	4 956,59		4 956,59	31/07/2020	31/07/2020	440720- Situ 9	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		3 880,00		3 880,00				
006405 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	07/2020	3 880,00		3 880,00	27/07/2020	27/07/2020	008.20/21 - Situ 9V2	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		15 218,12		15 218,12				
006396 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	07/2020	15 218,12		15 218,12	21/07/2020	21/07/2020	2007499 - Situ 11V2	
18-004-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol EUROSYNTEC SNC		19 923,70		19 923,70				
006377 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol	07/2020	19 923,70		19 923,70	31/07/2020	31/07/2020	4114837 - situ 3V2	
<b>août 2020</b>		<b>56 585,32</b>		<b>56 585,32</b>				
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique RHONE ALPES ACIER		7 820,98		7 820,98				
006606 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	09/2020	7 820,98		7 820,98	31/08/2020	31/08/2020	180820 - situ 8	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		3 144,11		3 144,11				
006406 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	08/2020	3 144,11		3 144,11	28/08/2020	28/08/2020	032.20/21 - Situ 10V2	
18-004-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol EUROSYNTEC SNC		9 823,20		9 823,20				
006453 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol	08/2020	9 823,20		9 823,20	31/08/2020	31/08/2020	4114837 - situ 4	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		34 609,91		34 609,91				
006450 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	08/2020	34 609,91		34 609,91	31/08/2020	31/08/2020	20086676 - situ 20	
18-004-15 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage SCOPROBAT		1 187,12		1 187,12				
006617 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	08/2020	1 187,12		1 187,12	26/08/2020	26/08/2020	FS2001087 - Situ 1	
<b>septembre 2020</b>		<b>454 092,33</b>		<b>454 092,33</b>				
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture LGL ETANCHEITE		20 874,46		20 874,46				
006605 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER	10/2020	2 000,00		2 000,00	25/09/2020	25/09/2020	2020-079	
006605 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	10/2020	18 874,46		18 874,46	25/09/2020	25/09/2020	230920 - situ 10	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois STUTZMANN AGENCEMENT SAS		23 797,70		23 797,70				
006610 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	09/2020	23 797,70		23 797,70	30/09/2020	30/09/2020	062.20/21 - situ 11	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture HITTIER & FILS PEINTURE		13 942,77		13 942,77				
006612 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	09/2020	13 942,77		13 942,77	25/09/2020	25/09/2020	2009740 - Situ 12	
18-004-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol EUROSYNTEC SNC		11 217,88		11 217,88				
006613 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol	09/2020	11 217,88		11 217,88	30/09/2020	30/09/2020	4114837 - Situ 5	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		36 799,67		36 799,67				
006615 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	09/2020	36 799,67		36 799,67	30/09/2020	30/09/2020	20097713 - situ 21	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC CSOEC ELECTRICITE		201 197,14		201 197,14				
006509 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC EIMI	09/2020	3 700,00		3 700,00	23/09/2020	23/09/2020	2725	
006509 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	09/2020	134 998,93		134 998,93	23/09/2020	23/09/2020	6707364 - situ 15	
006616 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	10/2020	62 498,21		62 498,21	20/09/2020	20/09/2020	6707410 - situ 16	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage A.G.I		4 074,03		4 074,03				
006448 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage	08/2020	4 074,03		4 074,03	07/09/2020	07/09/2020	2009003 - Situ 8	
18-004-15 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage SCOPROBAT		12 654,15		12 654,15				
007317 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	09/2020	12 654,15		12 654,15	30/09/2020	01/01/2021	FS2001620 - situ 2	
007698 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	09/2020	-12 654,15		-12 654,15	30/09/2020	01/01/2021	FS2001620	
007699 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	09/2020	12 654,15		12 654,15	30/09/2020	30/09/2020	FS2001620	
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds SOBRA		19 806,53		19 806,53				
006614 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafonds	09/2020	19 806,53		19 806,53	22/09/2020	22/09/2020	F020-00032 - situ 6	
LC 19-158 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Union Sociale R-CUA Réseaux de chaleur urbains d'Alsac		109 728,00		109 728,00				
006661 Droits de raccordement RCU-A pour le chauffage urbain - Union Sociale	09/2020	109 728,00		109 728,00	30/09/2020	30/09/2020	RCUA201363	
octobre 2020		104 576,70		104 576,70				
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture RHONE ALPES ACIER		7 590,11		7 590,11				
007228 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	01/2021	7 590,11		7 590,11	25/10/2020	25/10/2020	301020 - situ 11	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		70 650,18		70 650,18				
006607 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	09/2020	70 650,18		70 650,18	12/10/2020	12/10/2020	15765 - situ 13	
18-004-06 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie CHOSSET & LUCHESSA		18 003,51		18 003,51				
006609 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie DRS DEPANNAGE REPARATION SOLUTION	09/2020	15 878,51		15 878,51	12/10/2020	12/10/2020	15766 - situ 5	
006609 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	09/2020	2 125,00		2 125,00	12/10/2020	12/10/2020	19-20-200	
18-004-09 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol EUROSYNTEC SNC		3 805,92		3 805,92				
007430 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 9 Résine de sol	02/2021	3 805,92		3 805,92	31/10/2020	01/01/2021	DGD	
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA SNEF		805,17		805,17				
007249 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	10/2020	805,17		805,17	31/10/2020	01/01/2021	20109490 - situ 22	
007663 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	10/2020	-805,17		-805,17	31/10/2020	01/01/2021	20109490	
007664 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	10/2020	805,17		805,17	31/10/2020	31/10/2020	20109490	
18-004-15 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage SCOPROBAT		3 721,81		3 721,81				
007294 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	10/2020	3 721,81		3 721,81	31/10/2020	01/01/2021	FS2001622 - Situ 3	
007661 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	10/2020	-3 721,81		-3 721,81	31/10/2020	01/01/2021	FS2001622	
007662 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	10/2020	3 721,81		3 721,81	31/10/2020	31/10/2020	FS2001622	
décembre 2020		3 499,49		3 499,49				
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures CHOSSET & LUCHESSA		3 499,49		3 499,49				
006983 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	11/2020	3 499,49		3 499,49	17/12/2020	01/01/2021	15869 - situ 10	
janvier 2021		68 793,79		68 793,79				
18-004-01 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre HOWILLER CONSTRUCTIONS METALLIQUES		38 477,87		38 477,87				
007920 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre SOTRAVEST	05/2021	1 800,00		1 800,00	04/01/2021	04/01/2021	20120142 - situ 16	
007920 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 1 Gros oeuvre	05/2021	36 677,87		36 677,87	04/01/2021	04/01/2021	20120142 - situ 16	
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture		9 918,00		9 918,00				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
RHONE ALPES ACIER		9 918,00		9 918,00				
007227 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	01/2021	9 918,00		9 918,00	20/01/2021	20/01/2021	170121 - situ 12	
18-004-14 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage		7 331,81		7 331,81				
A.G.I		7 331,81		7 331,81				
007929 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 14 Gaines de désenfumage	04/2021	7 331,81		7 331,81	13/01/2021	13/01/2021	2101026 - DGD - Situ 21	
18-004-15 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage		4 900,50		4 900,50				
SCOPROBAT		4 900,50		4 900,50				
007293 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	01/2021	4 900,50		4 900,50	30/01/2021	30/01/2021	FS2100144 - situ 4	
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds		8 165,61		8 165,61				
SOBRA		8 165,61		8 165,61				
007295 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafondsl	01/2021	8 165,61		8 165,61	15/01/2021	15/01/2021	F021-0002 - situ 7	
février 2021		99 119,62		99 119,62				
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie		90 000,00		90 000,00				
CHOSSET & LUCHESSA		32 621,03		32 621,03				
007226 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	11/2020	32 621,03		32 621,03	11/02/2021	11/02/2021	15921 - situ 14	
ID VERDE		36 523,02		36 523,02				
007226 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	11/2020	36 523,02		36 523,02	11/02/2021	11/02/2021	6012020120 + 6011008320	
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		20 855,95		20 855,95				
007226 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	11/2020	20 855,95		20 855,95	11/02/2021	11/02/2021	156.20/21	
18-004-06 GBC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie		9 119,62		9 119,62				
CHOSSET & LUCHESSA		9 119,62		9 119,62				
007350 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 6 Serrurerie Métallerie	02/2021	9 119,62		9 119,62	11/02/2021	01/01/2022	15922 - DGDV2	
mars 2021		1 621,05		1 621,05				
18-004-02 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique		1 621,05		1 621,05				
ATELIERS BOIS ET COMPAGNIE		1 621,05		1 621,05				
007539 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 2 Charpente métallique	02/2021	1 621,05		1 621,05	31/03/2021	31/03/2021	21.130 - DGD- v2	
avril 2021		3 685,96		3 685,96				
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds		3 685,96		3 685,96				
SOBRA		3 685,96		3 685,96				
007540 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafondsl	06/2021	3 685,96		3 685,96	02/04/2021	02/04/2021	Situ 8	
mai 2021		45 436,74		45 436,74				
18-004-03 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture		15 956,16		15 956,16				
RHONE ALPES ACIER		15 956,16		15 956,16				
008235 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 3 Etanchéité couverture	07/2021	15 956,16		15 956,16	25/05/2021	25/05/2021	240521 - DGD	
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois		29 480,58		29 480,58				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS		29 480,58		29 480,58				
007919 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7 Menuiseries Intérieures Bois	05/2021	29 480,58		29 480,58	31/05/2021	31/05/2021	142-20-21 - Situ 12V2	
juin 2021		37 194,56		37 194,56				
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures		29 219,75		29 219,75				
CHOSSET & LUCHESSA		29 219,75		29 219,75				
007918 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	06/2021	29 219,75		29 219,75	15/06/2021	15/06/2021	16089 - situ 11	
18-004-06 CC Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie		7 974,81		7 974,81				
CHOSSET & LUCHESSA		6 554,72		6 554,72				
008262 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	06/2021	6 554,72		6 554,72	15/06/2021	01/01/2022	16090 - DGD 3	
ID VERDE		1 420,09		1 420,09				
008262 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - lot 6 Serrurerie Métallerie	06/2021	1 420,09		1 420,09	15/06/2021	01/01/2022	6003020321	
août 2021		33 043,78		33 043,78				
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture		33 043,78		33 043,78				
HITTIER & FILS PEINTURE		33 043,78		33 043,78				
008123 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	09/2021	33 043,78		33 043,78	30/08/2021	30/08/2021	2108861 - situ 13	
septembre 2021		94 034,78		94 034,78				
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA		94 034,78		94 034,78				
SNEF		94 034,78		94 034,78				
008637 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	11/2021	94 034,78		94 034,78	30/09/2021	30/09/2021	21097619 - situ 23	
novembre 2021		5 950,00		5 950,00				
19-022 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Appareils élévateurs		5 950,00		5 950,00				
SCHINDLER		5 950,00		5 950,00				
008586 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Lot 10 Appareils élévateurs	10/2021	5 950,00		5 950,00	30/11/2021	30/11/2021	313046334 - DGD	

Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date d'exécution	Comptabilisé	Non comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce	
<b>janvier 2022</b>		<b>45 737,49</b>		<b>45 737,49</b>				
19-010 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/Plafonds SOBRA		45 737,49		45 737,49				
008808 Travaux de réhabilitation du Bâtiment de l'Union Sociale - Cloisons/Doublaques/PLafonds	01/2022	45 737,49		45 737,49	21/01/2022	21/01/2022	F21-00079 - situ 9	
<b>mars 2022</b>		<b>9 972,71</b>		<b>9 972,71</b>				
18-004-04 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique RHONE ALPES ACIER		5 214,00		5 214,00				
009615 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 4 Bardage métallique	03/2022	5 214,00		5 214,00	16/03/2022	16/03/2022	303b - DGD	
18-004-08 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture		1 914,00		1 914,00				
HITTIER & FILS PEINTURE		1 914,00		1 914,00				
010054 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 8 Peinture	03/2022	1 914,00		1 914,00	30/03/2022	30/03/2022	2203311 - situ 14 - DGD	
18-004-15 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage		2 844,71		2 844,71				
SCOPROBAT		2 844,71		2 844,71				
009787 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 15 Nettoyage	05/2022	2 844,71		2 844,71	31/03/2022	31/03/2022	FS2100789 - DGD	
<b>mai 2022</b>		<b>1 070,00</b>		<b>1 070,00</b>				
LC 22-053 Remplacement sonde et intervention prestataire à l'Union Sociale		1 070,00		1 070,00				
EIMI		1 070,00		1 070,00				
009411 Remplacement sonde et intervention prestataire à l'Union Sociale	04/2022	1 070,00		1 070,00	25/05/2022	25/05/2022	6708222	
<b>juin 2022</b>		<b>193 118,38</b>		<b>193 118,38</b>				
18-004-11 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA		17 306,76		17 306,76				
SNEF		17 306,76		17 306,76				
009570 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 11 Electricité CFO/CFA	06/2022	17 306,76		17 306,76	30/06/2022	30/06/2022	22066515 - DGD	
18-004-12 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC		175 811,62		175 811,62				
CSOEC ELECTRICITE		7 400,00		7 400,00				
009657 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	06/2022	7 400,00		7 400,00	18/06/2022	18/06/2022	2974	
EIMI		168 411,62		168 411,62				
009657 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 12 Plomberie CVC	06/2022	168 411,62		168 411,62	18/06/2022	18/06/2022	6708131/32/33 - DGD	
<b>août 2022</b>		<b>-229,55</b>		<b>-229,55</b>				
18-004-05 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures		-229,55		-229,55				
CHOSSET & LUCHESSA		-229,55		-229,55				
009796 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 5 Menuiseries extérieures	08/2022	-229,55		-229,55	30/08/2022	30/08/2022	DGD	
<b>octobre 2022</b>		<b>2 105,00</b>		<b>2 105,00</b>				
LC 22-054 Divers travaux de peinture : mise en peinture du tunnelier, recouvrement taq et peinture caniveau béton en sous-so		2 105,00		2 105,00				
HITTIER & FILS PEINTURE		2 105,00		2 105,00				
010057 Divers travaux de peinture : mise en peinture du tunnelier, recouvrement taq et peinture caniveau béton en sous-so	10/2022	2 105,00		2 105,00	25/10/2022	25/10/2022	22101136	
<b>juin-23</b>			<b>10 372,04</b>	<b>10 372,04</b>				
18-004-07 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7			10 372,04	10 372,04				
STUTZMANN AGENCEMENT SAS			10 372,04	10 372,04				
011180 Travaux de réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale - Lot 7	06/2023		10 372,04	10 372,04	21/06/2023	21/06/2023	196.20/21 - DGD	
<b>D301 Honoraires MOE sur constructions</b>		<b>892 823,93</b>		<b>892 823,93</b>				<b>892823,93</b>
<b>décembre 2016</b>		<b>70 281,95</b>		<b>70 281,95</b>				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		4 000,02		4 000,02				
A.M.B		210,54		210,54				
001757 MO Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2016	210,54		210,54	19/12/2016	19/12/2016	21702	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		3 326,41		3 326,41				
001757 MO Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2016	3 326,41		3 326,41	19/12/2016	19/12/2016	16.12.57	
CONCEPTUEL INGENIERIE		210,54		210,54				
001757 MO Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2016	210,54		210,54	19/12/2016	19/12/2016	2016/12/085	
LORETTE INGENIERIE		252,53		252,53				
001757 MO Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2016	252,53		252,53	19/12/2016	19/12/2016	FL1612004	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		66 281,93		66 281,93				
A.M.B		3 488,53		3 488,53				
001756 MO Réhabilitation Union Sociale	12/2016	3 488,53		3 488,53	19/12/2016	19/12/2016	21702	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		55 118,63		55 118,63				
001756 MO Réhabilitation Union Sociale	12/2016	55 118,63		55 118,63	19/12/2016	19/12/2016	16.12.57	
CONCEPTUEL INGENIERIE		3 488,53		3 488,53				
001756 MO Réhabilitation Union Sociale	12/2016	3 488,53		3 488,53	19/12/2016	19/12/2016	2016/12/085	
LORETTE INGENIERIE		4 186,24		4 186,24				
001756 MO Réhabilitation Union Sociale	12/2016	4 186,24		4 186,24	19/12/2016	19/12/2016	FL1612004	
<b>janvier 2017</b>		<b>35 405,45</b>		<b>35 405,45</b>				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		2 015,06		2 015,06				
A.M.B		90,23		90,23				
001365 MO Réhabilitation batiment Union Sociale	01/2017	90,23		90,23	30/01/2017	30/01/2017	21704	



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		1 425,57		1 425,57				
001365 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2017	1 425,57		1 425,57	30/01/2017	30/01/2017	17.01.04	
CONCEPTUEL INGENIERIE		90,23		90,23				
001365 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2017	90,23		90,23	30/01/2017	31/01/2017	2017/01/005	
GC INGENIERIE		300,76		300,76				
001365 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2017	300,76		300,76	30/01/2017	02/02/2017	17-02-01	
LORETTE INGENIERIE		108,27		108,27				
001365 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2017	108,27		108,27	30/01/2017	02/02/2017	FL1702003	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		33 390,39		33 390,39				
A.M.B		1 495,08		1 495,08				
001364 MO Réhabilitation Union Sociale	01/2017	1 495,08		1 495,08	30/01/2017	30/01/2017	21704	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		23 622,40		23 622,40				
001364 MO Réhabilitation Union Sociale	01/2017	23 622,40		23 622,40	30/01/2017	30/01/2017	17.01.04	
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 495,08		1 495,08				
001364 MO Réhabilitation Union Sociale	01/2017	1 495,08		1 495,08	30/01/2017	31/01/2017	2017/01/005	
GC INGENIERIE		4 983,62		4 983,62				
001364 MO Réhabilitation Union Sociale	01/2017	4 983,62		4 983,62	30/01/2017	02/02/2017	17-02-01	
LORETTE INGENIERIE		1 794,21		1 794,21				
001364 MO Réhabilitation Union Sociale	01/2017	1 794,21		1 794,21	30/01/2017	02/02/2017	FL1702003	
<b>mars 2017</b>								
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale								
001760 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	362,75		362,75	28/03/2017	28/03/2017	21708	
001759 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	-362,75		-362,75	28/03/2017	28/03/2017	21708	
001760 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	3 575,75		3 575,75	28/03/2017	28/03/2017	17.03.14	
001759 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	-3 575,75		-3 575,75	28/03/2017	28/03/2017	17.04.14	
001760 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	362,75		362,75	28/03/2017	28/03/2017	2017/03/018	
001759 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	-362,75		-362,75	28/03/2017	28/03/2017	2017/03/018	
001760 MO Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	259,11		259,11	28/03/2017	28/03/2017	17-03-14	
001759 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	03/2017	-259,11		-259,11	28/03/2017	28/03/2017	17-03-14	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale								
001761 MO Réhabilitation Union Sociale	03/2017	6 011,01		6 011,01	28/03/2017	28/03/2017	21708	
001758 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2017	-6 011,01		-6 011,01	28/03/2017	28/03/2017	21708	
001761 MO Réhabilitation Union Sociale	03/2017	59 251,35		59 251,35	28/03/2017	28/03/2017	17.03.14	
001758 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2017	-59 251,35		-59 251,35	28/03/2017	28/03/2017	17.03.14	
001761 MO Réhabilitation Union Sociale	03/2017	6 011,01		6 011,01	28/03/2017	28/03/2017	2017/03/018	
001758 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2017	-6 011,01		-6 011,01	28/03/2017	28/03/2017	2017/03/018	
001761 MO Réhabilitation Union Sociale	03/2017	4 293,58		4 293,58	28/03/2017	28/03/2017	17-03-14	
001758 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2017	-4 293,58		-4 293,58	28/03/2017	28/03/2017	17-03-14	
<b>mai 2017</b>		130 076,80		130 076,80				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale		7 403,20		7 403,20				
A.M.B		518,22		518,22				
001562 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	06/2017	518,22		518,22	04/05/2017	04/05/2017	21711	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		4 841,68		4 841,68				
001562 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	06/2017	4 841,68		4 841,68	04/05/2017	04/05/2017	17.05.21	
CONCEPTUEL INGENIERIE		518,22		518,22				
001562 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	06/2017	518,22		518,22	04/05/2017	04/05/2017	2017/06/035	
GC INGENIERIE		370,16		370,16				
001562 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	06/2017	370,16		370,16	04/05/2017	04/05/2017	17-02-01	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 154,92		1 154,92				
001562 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	06/2017	1 154,92		1 154,92	04/05/2017	04/05/2017	L17-180	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		122 673,60		122 673,60				
A.M.B		8 587,15		8 587,15				
001561 MO Réhabilitation Union Sociale	05/2017	8 587,15		8 587,15	04/05/2017	04/05/2017	21711	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		80 225,65		80 225,65				
001561 MO Réhabilitation Union Sociale	05/2017	80 225,65		80 225,65	04/05/2017	04/05/2017	17.05.21	
CONCEPTUEL INGENIERIE		8 587,15		8 587,15				
001561 MO Réhabilitation Union Sociale	05/2017	8 587,15		8 587,15	04/05/2017	04/05/2017	2017/06/035	
GC INGENIERIE		6 133,68		6 133,68				
001561 MO Réhabilitation Union Sociale	05/2017	6 133,68		6 133,68	04/05/2017	04/05/2017	17-02-01	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		19 139,97		19 139,97				
001561 MO Réhabilitation Union Sociale	05/2017	19 139,97		19 139,97	04/05/2017	04/05/2017	L17-180	
<b>juillet 2017</b>		154 466,20		154 466,20				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale		8 791,30		8 791,30				
A.M.B		725,28		725,28				
001708 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	07/2017	725,28		725,28	17/07/2017	17/07/2017	21715	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		4 527,52		4 527,52				
001708 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	07/2017	4 527,52		4 527,52	17/07/2017	17/07/2017	17.07.37	
CONCEPTUEL INGENIERIE		725,28		725,28				
001708 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	07/2017	725,28		725,28	17/07/2017	17/07/2017	17-07-02	
GC INGENIERIE		1 758,26		1 758,26				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
001708 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	07/2017	1 758,26		1 758,26	17/07/2017	17/07/2017	2017/07/040	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 054,96		1 054,96				
001708 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	07/2017	1 054,96		1 054,96	17/07/2017	17/07/2017	L17-216	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		145 674,90		145 674,90				
A.M.B		12 018,18		12 018,18				
001707 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	07/2017	12 018,18		12 018,18	17/07/2017	17/07/2017	21715	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		75 022,57		75 022,57				
001707 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	07/2017	75 022,57		75 022,57	17/07/2017	17/07/2017	17.07.37	
CONCEPTUEL INGENIERIE		12 018,18		12 018,18				
001707 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	07/2017	12 018,18		12 018,18	17/07/2017	17/07/2017	17-07-02	
GC INGENIERIE		29 134,98		29 134,98				
001707 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	07/2017	29 134,98		29 134,98	17/07/2017	17/07/2017	2017/07/040	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		17 480,99		17 480,99				
001707 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	07/2017	17 480,99		17 480,99	17/07/2017	17/07/2017	L17-216	
novembre 2017		32 750,58		32 750,58				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale		2 082,16		2 082,16				
A.M.B		64,78		64,78				
002077 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2017	64,78		64,78	24/11/2017	24/11/2017	21720	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		926,26		926,26				
002077 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2017	926,26		926,26	24/11/2017	24/11/2017	17.11.63	
CANOPEE		174,97		174,97				
002077 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2017	174,97		174,97	24/11/2017	24/11/2017	N°1	
CONCEPTUEL INGENIERIE		64,78		64,78				
002077 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2017	64,78		64,78	24/11/2017	24/11/2017	2017/11/062	
GC INGENIERIE		740,32		740,32				
002077 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2017	740,32		740,32	24/11/2017	24/11/2017	17-11-03	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		111,05		111,05				
002077 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2017	111,05		111,05	24/11/2017	24/11/2017	L17-367	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		30 668,42		30 668,42				
A.M.B		1 073,40		1 073,40				
002091 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2017	1 073,40		1 073,40	24/11/2017	24/11/2017	21720	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		11 514,11		11 514,11				
002091 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2017	11 514,11		11 514,11	24/11/2017	24/11/2017	17.11.63 - N°6	
CANOPEE		2 900,04		2 900,04				
002091 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2017	2 900,04		2 900,04	24/11/2017	24/11/2017	N°1	
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 073,40		1 073,40				
002091 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2017	1 073,40		1 073,40	24/11/2017	24/11/2017	2017/11/062	
GC INGENIERIE		12 267,36		12 267,36				
002091 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2017	12 267,36		12 267,36	24/11/2017	24/11/2017	17-11-03	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 840,11		1 840,11				
002091 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2017	1 840,11		1 840,11	24/11/2017	24/11/2017	L17-367	
mars 2018		59 372,80		59 372,80				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale		3 599,85		3 599,85				
A.M.B		193,62		193,62				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	193,62		193,62	16/03/2018	16/04/2018	21807	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		1 460,69		1 460,69				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	1 460,69		1 460,69	16/03/2018	16/04/2018	18.02.06	
C2BI		160,01		160,01				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	160,01		160,01	16/03/2018	16/04/2018	1803135	
CANOPEE		179,86		179,86				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	179,86		179,86	16/03/2018	16/04/2018	AB/SP/2018 027	
CONCEPTUEL INGENIERIE		193,62		193,62				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	193,62		193,62	16/03/2018	16/04/2018	2018/02/020	
GC INGENIERIE		955,93		955,93				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	955,93		955,93	16/03/2018	16/04/2018	FAC-00016	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		200,59		200,59				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	200,59		200,59	16/03/2018	16/04/2018	L18-034	
SIGNORELLI Christian		255,53		255,53				
002486 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	02/2018	255,53		255,53	16/03/2018	16/04/2018	8411	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		55 772,95		55 772,95				
A.M.B		3 208,16		3 208,16				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	3 208,16		3 208,16	16/03/2018	16/04/2018	21807	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		20 314,08		20 314,08				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	20 314,08		20 314,08	16/03/2018	16/04/2018	18.02.06	
C2BI		2 651,10		2 651,10				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	2 651,10		2 651,10	16/03/2018	16/04/2018	1803135	
CANOPEE		2 981,23		2 981,23				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	2 981,23		2 981,23	16/03/2018	16/04/2018	AB/SP/2018 027	
CONCEPTUEL INGENIERIE		3 208,16		3 208,16				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	3 208,16		3 208,16	16/03/2018	16/04/2018	2018/02/020	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
GC INGENIERIE		15 839,92		15 839,92				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	15 839,92		15 839,92	16/03/2018	16/04/2018	FAC-00016	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		3 323,67		3 323,67				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	3 323,67		3 323,67	16/03/2018	16/04/2018	L18-034	
SIGNORELLI Christian		4 246,63		4 246,63				
002487 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2018	4 246,63		4 246,63	16/03/2018	16/04/2018	8411	
mai 2018		31 735,48		31 735,48				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		1 638,60		1 638,60				
A.M.B		32,99		32,99				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	32,99		32,99	18/05/2018	16/07/2018	21811	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		1 225,28		1 225,28				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	1 225,28		1 225,28	18/05/2018	16/07/2018	18.05.22	
C2BI		126,37		126,37				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	126,37		126,37	18/05/2018	16/07/2018	18 05 272	
CANOPEE		24,76		24,76				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	24,76		24,76	18/05/2018	16/07/2018	AB/SP/2018093	
CONCEPTUEL INGENIERIE		32,99		32,99				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	32,99		32,99	18/05/2018	16/07/2018	2015/05/036	
GC INGENIERIE		92,94		92,94				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	92,94		92,94	18/05/2018	16/07/2018	FAC00050	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		91,83		91,83				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	91,83		91,83	18/05/2018	16/07/2018	L18-147	
SIGNORELLI Christian		11,44		11,44				
002747 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2018	11,44		11,44	18/05/2018	16/07/2018	8478	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		30 096,88		30 096,88				
A.M.B		546,64		546,64				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	546,64		546,64	24/05/2018	16/07/2018	21811	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		23 247,66		23 247,66				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	23 247,66		23 247,66	24/05/2018	16/07/2018	18.05.22	
C2BI		2 093,78		2 093,78				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	2 093,78		2 093,78	24/05/2018	16/07/2018	18 05 272	
CANOPEE		410,34		410,34				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	410,34		410,34	24/05/2018	16/07/2018	AB/SP2018093	
CONCEPTUEL INGENIERIE		546,64		546,64				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	546,64		546,64	24/05/2018	16/07/2018	2015/05/036	
GC INGENIERIE		1 540,13		1 540,13				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	1 540,13		1 540,13	24/05/2018	16/07/2018	FAC00050	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 521,63		1 521,63				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	1 521,63		1 521,63	24/05/2018	16/07/2018	L18-147	
SIGNORELLI Christian		190,06		190,06				
002746 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2018	190,06		190,06	24/05/2018	16/07/2018	8478	
juin 2018		11 924,87		11 924,87				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		691,28		691,28				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		343,39		343,39				
002783 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2018	343,39		343,39	22/06/2018	16/07/2018	18.06.29	
C2BI		127,12		127,12				
002783 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2018	127,12		127,12	22/06/2018	16/07/2018	18 06 342	
CANOPEE		24,62		24,62				
002783 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2018	24,62		24,62	22/06/2018	16/07/2018	AB/SP 2018102	
GC INGENIERIE		92,39		92,39				
002783 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2018	92,39		92,39	22/06/2018	16/07/2018	FAC00063	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		92,26		92,26				
002783 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2018	92,26		92,26	22/06/2018	16/07/2018	L18-182	
SIGNORELLI Christian		11,50		11,50				
002783 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2018	11,50		11,50	22/06/2018	16/07/2018	8521	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		11 233,59		11 233,59				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 468,74		5 468,74				
002782 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2018	5 468,74		5 468,74	22/06/2018	16/07/2018	18.06.29	
C2BI		2 106,03		2 106,03				
002782 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2018	2 106,03		2 106,03	22/06/2018	16/07/2018	18 06 342	
CANOPEE		408,22		408,22				
002782 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2018	408,22		408,22	22/06/2018	16/07/2018	AB/SP 2018 102	
GC INGENIERIE		1 530,75		1 530,75				
002782 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2018	1 530,75		1 530,75	22/06/2018	16/07/2018	FAC00063	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 528,68		1 528,68				
002782 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2018	1 528,68		1 528,68	22/06/2018	16/07/2018	L18-182	
SIGNORELLI Christian		191,17		191,17				
002782 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2018	191,17		191,17	22/06/2018	16/07/2018	8 521	
septembre 2018		44 537,82		44 537,82				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		2 546,77		2 546,77				
A.M.B		163,80		163,80				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	145,32		145,32	10/09/2018	10/09/2018	21814	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	18,48		18,48	03/09/2018	03/09/2018	21815	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		995,12		995,12				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	330,84		330,84	10/09/2018	10/09/2018	18.07.36	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	664,28		664,28	03/09/2018	03/09/2018	18.09.41	
C2BI		382,33		382,33				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	127,11		127,11	10/09/2018	10/09/2018	18 08 488	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	255,22		255,22	03/09/2018	03/09/2018	18 08 526	
CANOPEE		74,38		74,38				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	24,73		24,73	10/09/2018	10/09/2018	AB/SP 2015 152	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	49,65		49,65	03/09/2018	03/09/2018	AB/SP 2018 155	
CONCEPTUEL INGENIERIE		18,48		18,48				
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	18,48		18,48	03/09/2018	03/09/2018	2018/08/050	
GC INGENIERIE		278,95		278,95				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	92,74		92,74	10/09/2018	10/09/2018	FAC00099	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	186,21		186,21	03/09/2018	03/09/2018	FAC00101	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		366,77		366,77				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	181,54		181,54	10/09/2018	10/09/2018	L18-288	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	185,23		185,23	03/09/2018	03/09/2018	L18-290	
SIGNORELLI Christian		94,63		94,63				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	71,53		71,53	10/09/2018	10/09/2018	8586	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	23,10		23,10	03/09/2018	03/09/2018	8587	
TERRANERGIE		172,31		172,31				
003001 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2018	80,86		80,86	10/09/2018	10/09/2018	106 2018	
003003 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	08/2018	91,45		91,45	03/09/2018	03/09/2018	107 2018	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		41 991,05		41 991,05				
A.M.B		2 704,56		2 704,56				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	2 534,26		2 534,26	10/09/2018	10/09/2018	21814	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	170,30		170,30	03/09/2018	03/09/2018	21815	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		16 487,60		16 487,60				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	5 481,64		5 481,64	10/09/2018	10/09/2018	18.07.36	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	11 005,96		11 005,96	03/09/2018	03/09/2018	18.09.41	
C2BI		6 334,89		6 334,89				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	2 106,16		2 106,16	10/09/2018	10/09/2018	18 08 488	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	4 228,73		4 228,73	03/09/2018	03/09/2018	18 08 526	
CANOPEE		1 232,75		1 232,75				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	409,85		409,85	10/09/2018	10/09/2018	AB/SP 2018 152	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	822,90		822,90	03/09/2018	03/09/2018	AB/SP 2018 155	
CONCEPTUEL INGENIERIE		170,30		170,30				
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	170,30		170,30	03/09/2018	03/09/2018	2018/08/050	
GC INGENIERIE		4 622,64		4 622,64				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	1 536,90		1 536,90	10/09/2018	10/09/2018	FAC00099	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	3 085,74		3 085,74	03/09/2018	03/09/2018	FAC00101	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		6 077,76		6 077,76				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	3 008,30		3 008,30	10/09/2018	10/09/2018	L18-288	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	3 069,46		3 069,46	03/09/2018	03/09/2018	L18-290	
SIGNORELLI Christian		1 572,75		1 572,75				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	1 188,90		1 188,90	10/09/2018	10/09/2018	8586	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	383,85		383,85	03/09/2018	03/09/2018	8587	
TERRANERGIE		2 787,80		2 787,80				
003000 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2018	1 160,29		1 160,29	10/09/2018	10/09/2018	106 2018	
003002 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	08/2018	1 627,51		1 627,51	03/09/2018	03/09/2018	107 2018	
janvier 2019		94 866,98		94 866,98				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		5 157,19		5 157,19				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		2 797,30		2 797,30				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	2 103,74		2 103,74	15/01/2019	31/12/2018	18.12.63	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	357,59		357,59	15/01/2019	31/12/2018	18.12.64 NH 13 v2	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	335,97		335,97	30/01/2019	30/01/2019	19.01.05	
C2BI		514,78		514,78				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	256,73		256,73	15/01/2019	31/12/2018	1812 765	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	128,86		128,86	15/01/2019	31/12/2018	18 12 804	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	129,19		129,19	30/01/2019	30/01/2019	19 02 067	
CANOPEE		100,12		100,12				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	49,93		49,93	15/01/2019	31/12/2018	AB/SP 2018 208	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	25,07		25,07	15/01/2019	31/12/2018	AB/SP 2019 011	



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	25,12		25,12	30/01/2019	30/01/2019	AB/SP 2019 021	
<b>CONCEPTUEL INGENIERIE</b>		<b>424,75</b>		<b>424,75</b>				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	398,84		398,84	15/01/2019	15/01/2019	2019/01/010	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	15,50		15,50	15/01/2019	31/12/2018	2019/01/012	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	10,41		10,41	30/01/2019	30/01/2019	2019/02/014	
<b>GC INGENIERIE</b>		<b>375,53</b>		<b>375,53</b>				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	187,33		187,33	15/01/2019	31/12/2018	FAC 00115	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	94,01		94,01	15/01/2019	31/12/2018	FAC 00145	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	94,19		94,19	30/01/2019	30/01/2019	FAC00163	
<b>INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES</b>		<b>515,26</b>		<b>515,26</b>				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	328,02		328,02	15/01/2019	31/12/2018	L18-398	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	93,52		93,52	15/01/2019	31/12/2018	L19-001	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	93,72		93,72	30/01/2019	30/01/2019	L19-029	
<b>SIGNORELLI Christian</b>		<b>141,84</b>		<b>141,84</b>				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	118,50		118,50	15/01/2019	15/01/2019	8766	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	11,66		11,66	15/01/2019	31/12/2018	8 767	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	11,68		11,68	30/01/2019	30/01/2019	8 784	
<b>TERRANERGIE</b>		<b>287,61</b>		<b>287,61</b>				
003644 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	10/2018	196,10		196,10	15/01/2019	15/01/2019	7 2019	
003646 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2018	44,99		44,99	15/01/2019	31/12/2018	8 2019	
003681 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	12/2018	46,52		46,52	30/01/2019	30/01/2019	18.2019	
<b>16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale</b>		<b>89 709,79</b>		<b>89 709,79</b>				
<b>ALEXANDRE CHEMETOFF &amp; ASSOCIES SARL</b>		<b>50 563,29</b>		<b>50 563,29</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	39 455,60		39 455,60	15/01/2019	31/12/2018	18.12.63 NH 12V3	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	5 534,39		5 534,39	15/01/2019	31/12/2018	18.12.64 - NH 13 V2	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	5 573,30		5 573,30	30/01/2019	30/01/2019	19.01.05	
<b>C2BI</b>		<b>8 529,82</b>		<b>8 529,82</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	4 253,58		4 253,58	15/01/2019	31/12/2018	1812 765	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	2 134,96		2 134,96	15/01/2019	31/12/2018	18 12 804	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	2 141,28		2 141,28	30/01/2019	30/01/2019	19 02 067	
<b>CANOPEE</b>		<b>1 659,86</b>		<b>1 659,86</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	827,72		827,72	15/01/2019	31/12/2018	AB/SP2018 208	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	415,45		415,45	15/01/2019	31/12/2018	AB/SP 2019 011	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	416,69		416,69	30/01/2019	30/01/2019	AB/SP 2019 021	
<b>CONCEPTUEL INGENIERIE</b>		<b>7 156,14</b>		<b>7 156,14</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	6 869,71		6 869,71	15/01/2019	31/12/2018	2019/01/010	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	140,44		140,44	15/01/2019	31/12/2018	2019/01/012	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	145,99		145,99	30/01/2019	30/01/2019	2019/02/014	
<b>GC INGENIERIE</b>		<b>6 224,36</b>		<b>6 224,36</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	3 103,88		3 103,88	15/01/2019	15/01/2019	FAC 00115	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	1 557,90		1 557,90	15/01/2019	31/12/2018	FAC 00145	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	1 562,58		1 562,58	30/01/2019	30/01/2019	FAC00163	
<b>INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES</b>		<b>8 539,20</b>		<b>8 539,20</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	5 435,21		5 435,21	15/01/2019	31/12/2018	L18-398	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	1 549,68		1 549,68	15/01/2019	31/12/2018	L19-001	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	1 554,31		1 554,31	30/01/2019	30/01/2019	L19-029	
<b>SIGNORELLI Christian</b>		<b>2 357,46</b>		<b>2 357,46</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	1 969,29		1 969,29	15/01/2019	15/01/2019	8766	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	193,79		193,79	15/01/2019	31/12/2018	8 767	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	194,38		194,38	30/01/2019	30/01/2019	8 784	
<b>TERRANERGIE</b>		<b>4 679,66</b>		<b>4 679,66</b>				
003643 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	10/2018	3 032,89		3 032,89	15/01/2019	15/01/2019	7 2019	
003645 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2018	821,22		821,22	15/01/2019	31/12/2018	8 2019	
003680 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	12/2018	825,55		825,55	30/01/2019	30/01/2019	18 2019	
<b>février 2019</b>		<b>31 193,43</b>		<b>31 193,43</b>				
<b>16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale</b>		<b>1 767,90</b>		<b>1 767,90</b>				
<b>A.M.B</b>		<b>273,10</b>		<b>273,10</b>				
003717 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	252,21		252,21	20/02/2019	20/02/2019	21820	
003719 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	10,43		10,43	20/02/2019	20/02/2019	21821	
003721 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	10,46		10,46	20/02/2019	20/02/2019	21902	
<b>ALEXANDRE CHEMETOFF &amp; ASSOCIES SARL</b>		<b>672,71</b>		<b>672,71</b>				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	672,71		672,71	26/02/2019	26/02/2019	19.02.11 Situ 15	
<b>C2BI</b>		<b>258,47</b>		<b>258,47</b>				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	258,47		258,47	26/02/2019	26/02/2019	19 02 095	
<b>CANOPEE</b>		<b>50,28</b>		<b>50,28</b>				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	50,28		50,28	26/02/2019	26/02/2019	AB/SP 2019 036	
<b>CONCEPTUEL INGENIERIE</b>		<b>20,94</b>		<b>20,94</b>				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	20,94		20,94	26/02/2019	26/02/2019	2019/02/017	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
GC INGENIERIE		188,59		188,59				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	188,59		188,59	26/02/2019	26/02/2019	FAC00166	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		187,60		187,60				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	187,60		187,60	26/02/2019	26/02/2019	Situ 15	
SIGNORELLI Christian		23,39		23,39				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	23,39		23,39	26/02/2019	26/02/2019	8 806	
TERRANERGIE		92,82		92,82				
003886 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	02/2019	92,82		92,82	26/02/2019	26/02/2019	29 2019	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		29 425,53		29 425,53				
A.M.B		4 601,96		4 601,96				
003716 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	4 310,51		4 310,51	20/02/2019	20/02/2019	21820	
003718 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	145,51		145,51	20/02/2019	20/02/2019	21821	
003720 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	145,94		145,94	20/02/2019	20/02/2019	21902	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		11 145,82		11 145,82				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	11 145,82		11 145,82	26/02/2019	26/02/2019	19.02.11 Situ 15	
C2BI		4 282,46		4 282,46				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	4 282,46		4 282,46	26/02/2019	26/02/2019	19 02 095	
CANOPEE		833,34		833,34				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	833,34		833,34	26/02/2019	26/02/2019	AB/SP 2019 036	
CONCEPTUEL INGENIERIE		291,87		291,87				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	291,87		291,87	26/02/2019	26/02/2019	2019/02/017	
GC INGENIERIE		3 124,95		3 124,95				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	3 124,95		3 124,95	26/02/2019	26/02/2019	FAC00166	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		3 108,45		3 108,45				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	3 108,45		3 108,45	26/02/2019	26/02/2019	Situ 15	
SIGNORELLI Christian		388,71		388,71				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	388,71		388,71	26/02/2019	26/02/2019	8 806	
TERRANERGIE		1 647,97		1 647,97				
003885 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	02/2019	1 647,97		1 647,97	26/02/2019	26/02/2019	29 2019	
mars 2019		21 468,10		21 468,10				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		1 181,23		1 181,23				
A.M.B		73,55		73,55				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	73,55		73,55	25/03/2019	25/03/2019	21905	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		600,48		600,48				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	600,48		600,48	25/03/2019	25/03/2019	19.03.23	
C2BI		129,48		129,48				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	129,48		129,48	25/03/2019	25/03/2019	19 03 178	
CANOPEE		25,18		25,18				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	25,18		25,18	25/03/2019	25/03/2019	AB/SP 2019080	
CONCEPTUEL INGENIERIE		52,55		52,55				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	52,55		52,55	25/03/2019	25/03/2019	2019/03/023	
GC INGENIERIE		94,47		94,47				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	94,47		94,47	25/03/2019	25/03/2019	FAC00184	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		119,74		119,74				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	119,74		119,74	25/03/2019	25/03/2019	L19-0078	
SIGNORELLI Christian		29,04		29,04				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	29,04		29,04	25/03/2019	25/03/2019	8845	
TERRANERGIE		56,74		56,74				
004045 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	03/2019	56,74		56,74	25/03/2019	25/03/2019	38 2019	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		20 286,87		20 286,87				
A.M.B		1 145,80		1 145,80				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	1 145,80		1 145,80	25/03/2019	25/03/2019	21905	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		10 741,92		10 741,92				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	10 741,92		10 741,92	25/03/2019	25/03/2019	19.03.23 - NH16	
C2BI		2 145,30		2 145,30				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	2 145,30		2 145,30	25/03/2019	25/03/2019	19 03 178	
CANOPEE		417,48		417,48				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	417,48		417,48	25/03/2019	25/03/2019	AB/SP 2019080	
CONCEPTUEL INGENIERIE		877,24		877,24				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	877,24		877,24	25/03/2019	25/03/2019	2019/03/023	
GC INGENIERIE		1 565,45		1 565,45				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	1 565,45		1 565,45	25/03/2019	25/03/2019	FAC00184	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 984,04		1 984,04				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	1 984,04		1 984,04	25/03/2019	25/03/2019	L19-0078	
SIGNORELLI Christian		482,58		482,58				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	482,58		482,58	25/03/2019	25/03/2019	8845	
TERRANERGIE		927,06		927,06				
004046 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	03/2019	927,06		927,06	25/03/2019	25/03/2019	893.82	
mai 2019		26 697,02		26 697,02				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		1 537,39		1 537,39				
A.M.B		21,01		21,01				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	10,49		10,49	02/05/2019	02/05/2019	21 909	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	10,52		10,52	27/05/2019	27/05/2019	219121	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		693,50		693,50				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	355,85		355,85	02/05/2019	02/05/2019	29.05.28 - NH 17	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	337,65		337,65	27/05/2019	27/05/2019	19.05.40 - NH 18	
C2BI		259,09		259,09				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	129,35		129,35	02/05/2019	02/05/2019	19 05 283	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	129,74		129,74	27/05/2019	27/05/2019	NH 19 05 342	
CANOPEE		50,41		50,41				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	25,17		25,17	02/05/2019	02/05/2019	NH 17	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	25,24		25,24	27/05/2019	27/05/2019	AB/SP 2019 117	
CONCEPTUEL INGENIERIE		21,13		21,13				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	10,63		10,63	02/05/2019	02/05/2019	2019/04/026	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	10,50		10,50	27/05/2019	27/05/2019	2019/05/028	
GC INGENIERIE		189,05		189,05				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	94,38		94,38	02/05/2019	02/05/2019	FAC00213	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	94,67		94,67	27/05/2019	27/05/2019	FAC00217	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		188,05		188,05				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	93,88		93,88	02/05/2019	02/05/2019	L19-0149	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	94,17		94,17	27/05/2019	27/05/2019	L19-0184	
SIGNORELLI Christian		23,43		23,43				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	11,71		11,71	02/05/2019	02/05/2019	8 905	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	11,72		11,72	27/05/2019	27/05/2019	8 925	
TERRANERGIE		91,72		91,72				
004211 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	04/2019	45,13		45,13	02/05/2019	02/05/2019	60 2019	
004280 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	05/2019	46,59		46,59	27/05/2019	27/05/2019	792 019	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		25 159,63		25 159,63				
A.M.B		292,54		292,54				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	146,06		146,06	02/05/2019	02/05/2019	21 909	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	146,48		146,48	27/05/2019	27/05/2019	219121	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		11 153,51		11 153,51				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	5 559,13		5 559,13	02/05/2019	02/05/2019	19.05.28 - NH 17	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	5 594,38		5 594,38	27/05/2019	27/05/2019	19.05.40 - NH 18	
C2BI		4 292,78		4 292,78				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	2 143,30		2 143,30	02/05/2019	02/05/2019	19 05 283	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	2 149,48		2 149,48	27/05/2019	27/05/2019	NH 19 05 342	
CANOPEE		835,35		835,35				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	417,07		417,07	02/05/2019	02/05/2019	NH 17	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	418,28		418,28	27/05/2019	27/05/2019	AB/SP 2019 117	
CONCEPTUEL INGENIERIE		292,42		292,42				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	145,92		145,92	02/05/2019	02/05/2019	2019/04/026	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	146,50		146,50	27/05/2019	27/05/2019	2019/05/028	
GC INGENIERIE		3 132,48		3 132,48				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	1 563,99		1 563,99	02/05/2019	02/05/2019	FAC00213	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	1 568,49		1 568,49	27/05/2019	27/05/2019	FAC00217	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		3 115,94		3 115,94				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	1 555,73		1 555,73	02/05/2019	02/05/2019	L19-0149	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	1 560,21		1 560,21	27/05/2019	27/05/2019	L19-0184	
SIGNORELLI Christian		389,67		389,67				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	194,55		194,55	02/05/2019	02/05/2019	8 905	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	195,12		195,12	27/05/2019	27/05/2019	8 925	
TERRANERGIE		1 654,94		1 654,94				
004210 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	04/2019	827,77		827,77	02/05/2019	02/05/2019	60 2019	
004279 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	05/2019	827,17		827,17	27/05/2019	27/05/2019	792 019	
juin 2019		13 390,64		13 390,64				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		762,13		762,13				
A.M.B		10,54		10,54				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	10,54		10,54	25/06/2019	25/06/2019	219914	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		338,30		338,30				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	338,30		338,30	25/06/2019	25/06/2019	19.06.50 - NH 19	
C2BI		129,98		129,98				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	129,98		129,98	25/06/2019	25/06/2019	NH 19 06 415	
CANOPEE		25,28		25,28				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	25,28		25,28	25/06/2019	25/06/2019	AB/SP 2019 120	
CONCEPTUEL INGENIERIE		10,53		10,53				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	10,53		10,53	25/06/2019	25/06/2019	2019/06/030	
GC INGENIERIE		94,82		94,82				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	94,82		94,82	25/06/2019	25/06/2019	FAC00231	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		94,32		94,32				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	94,32		94,32	25/06/2019	25/06/2019	L19-0192	
SIGNORELLI Christian		11,77		11,77				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	11,77		11,77	25/06/2019	25/06/2019	8 973	
TERRANERGIE		46,59		46,59				
004529 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	06/2019	46,59		46,59	25/06/2019	25/06/2019	97 2019	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		12 628,51		12 628,51				
A.M.B		146,76		146,76				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	146,76		146,76	25/06/2019	25/06/2019	21914	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 605,02		5 605,02				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	5 605,02		5 605,02	25/06/2019	25/06/2019	19.06.50 - Situation 19	
C2BI		2 153,57		2 153,57				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	2 153,57		2 153,57	25/06/2019	25/06/2019	NH 19 06 415	
CANOPEE		419,07		419,07				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	419,07		419,07	25/06/2019	25/06/2019	AB/SP 2019 120	
CONCEPTUEL INGENIERIE		146,77		146,77				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	146,77		146,77	25/06/2019	25/06/2019	2019/06/030	
GC INGENIERIE		1 571,49		1 571,49				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	1 571,49		1 571,49	25/06/2019	25/06/2019	FAC00231	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 563,20		1 563,20				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	1 563,20		1 563,20	25/06/2019	25/06/2019	L19-0192	
SIGNORELLI Christian		195,47		195,47				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	195,47		195,47	25/06/2019	25/06/2019	8 973	
TERRANERGIE		827,16		827,16				
004527 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2019	827,16		827,16	25/06/2019	25/06/2019	97 2019	
septembre 2019		26 863,75		26 863,75				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		1 529,00		1 529,00				
A.M.B		21,16		21,16				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	21,16		21,16	15/09/2019	15/09/2019	20	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		678,55		678,55				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	678,55		678,55	15/09/2019	15/09/2019	19.09.64 - NH20	
C2BI		260,70		260,70				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	260,70		260,70	15/09/2019	15/09/2019	NH 19 09 537	
CANOPEE		50,72		50,72				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	50,72		50,72	15/09/2019	15/09/2019	AB/SP 2019 173	
CONCEPTUEL INGENIERIE		21,13		21,13				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	21,13		21,13	15/09/2019	15/09/2019	2019/09/033	
GC INGENIERIE		190,22		190,22				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	190,22		190,22	15/09/2019	15/09/2019	FAC00263	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		189,22		189,22				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	189,22		189,22	15/09/2019	15/09/2019	L19-0284	
SIGNORELLI Christian		23,58		23,58				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	23,58		23,58	15/09/2019	15/09/2019	9 054	
TERRANERGIE		93,72		93,72				
004909 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	93,72		93,72	15/09/2019	15/09/2019	123 2019	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		25 334,75		25 334,75				
A.M.B		294,35		294,35				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	294,35		294,35	15/09/2019	15/09/2019	20	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		11 242,46		11 242,46				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	11 242,46		11 242,46	15/09/2019	15/09/2019	19.09.64 - NH20	
C2BI		4 319,58		4 319,58				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	4 319,58		4 319,58	15/09/2019	15/09/2019	NH 19 09 537	
CANOPEE		840,58		840,58				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	840,58		840,58	15/09/2019	15/09/2019	AB/SP 2019 173	
CONCEPTUEL INGENIERIE		294,38		294,38				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	294,38		294,38	15/09/2019	15/09/2019	2019/09/033	
GC INGENIERIE		3 152,05		3 152,05				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	3 152,05		3 152,05	15/09/2019	15/09/2019	FAC00263	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		3 135,40		3 135,40				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	3 135,40		3 135,40	15/09/2019	15/09/2019	L19-0284	
SIGNORELLI Christian		392,10		392,10				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	392,10		392,10	15/09/2019	15/09/2019	9 054	
TERRANERGIE		1 663,85		1 663,85				
004908 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	1 663,85		1 663,85	15/09/2019	15/09/2019	123 2019	
novembre 2019		2 668,41		2 668,41				



	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		151,80		151,80				
A.M.B		2,04		2,04				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	2,04		2,04	24/11/2019	24/11/2019	21920	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		65,38		65,38				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	65,38		65,38	24/11/2019	24/11/2019	19.11.73 - NH21	
C2BI		25,12		25,12				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	25,12		25,12	24/11/2019	24/11/2019	NH 19 11 688	
CANOPEE		4,88		4,88				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	4,88		4,88	24/11/2019	24/11/2019	AB/SP 2019 239	
CONCEPTUEL INGENIERIE		2,09		2,09				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	2,09		2,09	24/11/2019	24/11/2019	2019/11/048	
GC INGENIERIE		18,36		18,36				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	18,36		18,36	24/11/2019	24/11/2019	FAC00282	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		18,22		18,22				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	18,22		18,22	24/11/2019	24/11/2019	L19-346	
SIGNORELLI Christian		2,32		2,32				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	2,32		2,32	24/11/2019	24/11/2019	9 128	
TERRANERGIE		13,39		13,39				
005173 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2019	13,39		13,39	24/11/2019	24/11/2019	149 2019	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		2 516,61		2 516,61				
A.M.B		28,34		28,34				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	28,34		28,34	24/11/2019	24/11/2019	21920	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		1 082,42		1 082,42				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	1 082,42		1 082,42	24/11/2019	24/11/2019	19.11.73 - NH21	
C2BI		415,88		415,88				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	415,88		415,88	24/11/2019	24/11/2019	NH19 11 688	
CANOPEE		80,94		80,94				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	80,94		80,94	24/11/2019	24/11/2019	AB/SP 2019 239	
CONCEPTUEL INGENIERIE		28,29		28,29				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	28,29		28,29	24/11/2019	24/11/2019	2019/11/048	
GC INGENIERIE		303,45		303,45				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	303,45		303,45	24/11/2019	24/11/2019	FAC00282	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		301,88		301,88				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	301,88		301,88	24/11/2019	24/11/2019	L19-346	
SIGNORELLI Christian		37,72		37,72				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	37,72		37,72	24/11/2019	24/11/2019	9 128	
TERRANERGIE		237,69		237,69				
005172 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2019	237,69		237,69	24/11/2019	24/11/2019	149 2019	
décembre 2019		12 207,94		12 207,94				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		694,79		694,79				
A.M.B		9,58		9,58				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	9,58		9,58	13/12/2019	17/12/2019	21922	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		307,89		307,89				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	307,89		307,89	13/12/2019	13/12/2019	19.12.82 - NH 22	
C2BI		118,30		118,30				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	118,30		118,30	13/12/2019	16/12/2019	NH 19 12 765	
CANOPEE		23,02		23,02				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	23,02		23,02	13/12/2019	16/12/2019	AB/SP 2019 259	
CONCEPTUEL INGENIERIE		9,58		9,58				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	9,58		9,58	13/12/2019	16/12/2019	2019/12/053	
GC INGENIERIE		86,31		86,31				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	86,31		86,31	13/12/2019	17/12/2019	FAC00291	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		85,87		85,87				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	85,87		85,87	13/12/2019	16/12/2019	L19-378	
SIGNORELLI Christian		11,67		11,67				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	11,67		11,67	13/12/2019	16/12/2019	9 153	
TERRANERGIE		42,57		42,57				
005196 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2019	42,57		42,57	13/12/2019	17/12/2019	159 2019	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		11 513,15		11 513,15				
A.M.B		133,59		133,59				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	133,59		133,59	13/12/2019	17/12/2019	21922	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 101,48		5 101,48				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	5 101,48		5 101,48	13/12/2019	13/12/2019	19.12.82 - NH 22	
C2BI		1 960,10		1 960,10				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	1 960,10		1 960,10	13/12/2019	16/12/2019	NH 19 12 765	
CANOPEE		381,42		381,42				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	381,42		381,42	13/12/2019	16/12/2019	AB/SP 2019 259	

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
CONCEPTUEL INGENIERIE		133,59		133,59				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	133,59		133,59	13/12/2019	16/12/2019	2019/12/053	
GC INGENIERIE		1 430,30		1 430,30				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	1 430,30		1 430,30	13/12/2019	17/12/2019	FAC00291	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 422,76		1 422,76				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	1 422,76		1 422,76	13/12/2019	16/12/2019	L19-378	
SIGNORELLI Christian		194,04		194,04				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	194,04		194,04	13/12/2019	16/12/2019	9 153	
TERRANERGIE		755,87		755,87				
005195 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2019	755,87		755,87	13/12/2019	17/12/2019	159 2019	
janvier 2020		11 386,10		11 386,10				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale		650,91		650,91				
A.M.B		9,58		9,58				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	9,58		9,58	28/01/2020	28/01/2020	22001	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		308,20		308,20				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	308,20		308,20	28/01/2020	28/01/2020	20.01.03 - NH 23	
C2BI		118,42		118,42				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	118,42		118,42	28/01/2020	28/01/2020	NH 20 02 071	
CANOPEE		23,04		23,04				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	23,04		23,04	28/01/2020	28/01/2020	AB/SP 2020 026	
CONCEPTUEL INGENIERIE		9,58		9,58				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	9,58		9,58	28/01/2020	28/01/2020	2020/01/013	
GC INGENIERIE		86,40		86,40				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	86,40		86,40	28/01/2020	28/01/2020	FAC00302	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		85,94		85,94				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	85,94		85,94	28/01/2020	28/01/2020	L20-0030	
SIGNORELLI Christian		9,75		9,75				
005565 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	01/2020	9,75		9,75	28/01/2020	28/01/2020	9 210	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		10 735,19		10 735,19				
A.M.B		133,71		133,71				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	133,71		133,71	28/01/2020	28/01/2020	22001	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		5 106,32		5 106,32				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	5 106,32		5 106,32	28/01/2020	28/01/2020	20.01.03 - NH 23	
C2BI		1 961,95		1 961,95				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	1 961,95		1 961,95	28/01/2020	28/01/2020	NH 20 02 071	
CANOPEE		381,78		381,78				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	381,78		381,78	28/01/2020	28/01/2020	AB/SP 2020 026	
CONCEPTUEL INGENIERIE		133,71		133,71				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	133,71		133,71	28/01/2020	28/01/2020	2020/01/013	
GC INGENIERIE		1 431,66		1 431,66				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	1 431,66		1 431,66	28/01/2020	28/01/2020	FAC00302	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		1 424,11		1 424,11				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	1 424,11		1 424,11	28/01/2020	28/01/2020	L20-0030	
SIGNORELLI Christian		161,95		161,95				
005564 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2020	161,95		161,95	28/01/2020	28/01/2020	9 210	
juin 2020		4 792,91		4 792,91				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale		272,79		272,79				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		272,79		272,79				
006111 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	06/2020	272,79		272,79	29/06/2020	29/06/2020	20.06.30 - NH 24	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		4 520,12		4 520,12				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		4 520,12		4 520,12				
006110 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	06/2020	4 520,12		4 520,12	29/06/2020	29/06/2020	20.06.30 - NH 24	
décembre 2020		39 216,16		39 216,16				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale		2 226,51		2 226,51				
A.M.B		100,56		100,56				
006979 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2020	100,56		100,56	08/12/2020	08/12/2020	22008	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		1 679,53		1 679,53				
006979 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2020	1 679,53		1 679,53	08/12/2020	08/12/2020	20.12.58 - NH 25	
CANOPEE		109,24		109,24				
006979 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2020	109,24		109,24	08/12/2020	08/12/2020	2020 204	
CONCEPTUEL INGENIERIE		100,56		100,56				
006979 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2020	100,56		100,56	08/12/2020	08/12/2020	2020/12/021	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		49,25		49,25				
006979 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2020	49,25		49,25	08/12/2020	08/12/2020	L20-0427	
SIGNORELLI Christian		106,45		106,45				
006979 Marché subséquent - Réhabilitation bâtiment Union Sociale	11/2020	106,45		106,45	08/12/2020	08/12/2020	9 491	
TERRANERGIE		80,92		80,92				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
006979 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	11/2020	80,92		80,92	08/12/2020	08/12/2020	138 2020	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		36 989,65		36 989,65				
A.M.B		1 666,25		1 666,25				
006980 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2020	1 666,25		1 666,25	08/12/2020	08/12/2020	22008	
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		27 824,72		27 824,72				
006980 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2020	27 824,72		27 824,72	08/12/2020	08/12/2020	20.12.58 - NH 25 - US	
CANOPEE		1 810,57		1 810,57				
006980 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2020	1 810,57		1 810,57	08/12/2020	08/12/2020	2020 204	
CONCEPTUEL INGENIERIE		1 666,25		1 666,25				
006980 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2020	1 666,25		1 666,25	08/12/2020	08/12/2020	2020/12/021	
INGENIERIE CONSTRUCTION STRUCTURES		816,12		816,12				
006980 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2020	816,12		816,12	08/12/2020	08/12/2020	L20-0427	
SIGNORELLI Christian		1 769,01		1 769,01				
006980 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2020	1 769,01		1 769,01	08/12/2020	08/12/2020	9 491	
TERRANERGIE		1 436,73		1 436,73				
006980 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	11/2020	1 436,73		1 436,73	08/12/2020	08/12/2020	138 2020	
janvier 2021		14 051,36		14 051,36				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		799,81		799,81				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		799,81		799,81				
007179 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	01/2021	799,81		799,81	28/01/2021	31/12/2020	21.01.08 - NH 26	
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		13 251,55		13 251,55				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		13 251,55		13 251,55				
007178 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2021	13 251,55		13 251,55	28/01/2021	31/12/2020	21.01.08 - NH 26	
007687 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2021	-13 251,55		-13 251,55	28/01/2021	31/12/2020	21.01.08 - NH 26	
007688 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	01/2021	13 251,55		13 251,55	28/01/2021	28/01/2021	21.01.08 6 NH 26	
octobre 2021		1 148,62		1 148,62				
16-021GBC Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale		1 148,62		1 148,62				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		1 006,18		1 006,18				
008497 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2021	1 006,18		1 006,18	28/10/2021	28/10/2021	21.10.58 - NH 27	
CONCEPTUEL INGENIERIE		142,44		142,44				
008497 Marché subséquent - Réhabilitation batiment Union Sociale	09/2021	142,44		142,44	28/10/2021	28/10/2021	2021/10/013	
novembre 2021		22 320,56		22 320,56				
16-021US Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale		22 320,56		22 320,56				
ALEXANDRE CHEMETOFF & ASSOCIES SARL		18 532,32		18 532,32				
008416 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2021	18 532,32		18 532,32	04/11/2021	04/11/2021	21.10.58 - NH 27	
CONCEPTUEL INGENIERIE		3 788,24		3 788,24				
008416 Marché subséquent - Réhabilitation Union Sociale	09/2021	3 788,24		3 788,24	04/11/2021	04/11/2021	2021/10/013	
<b>D304 CSPTS sur constructions</b>		<b>16 430,00</b>		<b>16 430,00</b>				<b>16430</b>
décembre 2017		2 760,00		2 760,00				
16-018-02 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale		2 760,00		2 760,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		2 760,00		2 760,00				
002075 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale	12/2017	2 760,00		2 760,00	21/12/2017	21/12/2017	1705000128/117 90	
juillet 2018		1 800,00		1 800,00				
16-018-02 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale		1 800,00		1 800,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 800,00		1 800,00				
002866 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale	07/2018	1 800,00		1 800,00	17/07/2018	17/07/2018	1807000119/117 90	
octobre 2018		1 800,00		1 800,00				
16-018-02 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale		1 800,00		1 800,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 800,00		1 800,00				
003182 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale	10/2018	1 800,00		1 800,00	31/10/2018	31/10/2018	1810000300/117 90	
décembre 2018		1 800,00		1 800,00				
16-018-02 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale		1 800,00		1 800,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 800,00		1 800,00				
003398 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale	11/2018	1 800,00		1 800,00	14/12/2018	14/12/2018	1812000125- 11790	
avril 2019		1 800,00		1 800,00				
16-018-02 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale		1 800,00		1 800,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 800,00		1 800,00				
003931 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale	02/2019	1 800,00		1 800,00	02/04/2019	02/04/2019	1904000020/117 90	
juin 2019		1 800,00		1 800,00				
16-018-02 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale		1 800,00		1 800,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 800,00		1 800,00				
004256 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale	06/2019	1 800,00		1 800,00	18/06/2019	18/06/2019	1906000112/117 90	
octobre 2019		1 840,00		1 840,00				
16-018-02 Lot n°02 CSPTS Réhabilitation de l'Union Sociale		1 840,00		1 840,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		1 840,00		1 840,00				

	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation
	Date		Non		Date	Date de	Référence	dépenses par type
Intitulé	d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	de pièce	comptabilisato	de pièce	
004991 Lot n°02 CSPA Réhabilitation de l'Union Sociale	10/2019	1 840,00		1 840,00	31/10/2019	31/10/2019	1910000371/11790	
<b>juin 2020</b>		<b>1 550,00</b>		<b>1 550,00</b>				
LC 20-051 Mission d'assistance référent covid 19 pour l'Union Sociale		1 550,00		1 550,00				
SOCOTEC CONSTRUCTION		1 550,00		1 550,00				
006219 Mission d'assistance référent covid 19 pour l'Union Sociale	06/2020	1 550,00		1 550,00	29/06/2020	29/06/2020	2006000268/11790	
<b>août 2020</b>		<b>400,00</b>		<b>400,00</b>				
16-018-02 Lot n°02 CSPA Réhabilitation de l'Union Sociale		400,00		400,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		400,00		400,00				
006389 Lot n°02 CSPA Réhabilitation de l'Union Sociale	08/2020	400,00		400,00	31/08/2020	31/08/2020	2008000290/11790	
<b>janvier 2022</b>		<b>480,00</b>		<b>480,00</b>				
16-018-02 Lot n°02 CSPA Réhabilitation de l'Union Sociale		480,00		480,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		480,00		480,00				
008927 Lot n°02 CSPA Réhabilitation de l'Union Sociale	01/2022	480,00		480,00	31/01/2022	31/01/2022	2201000316/11790	
<b>octobre 2022</b>		<b>400,00</b>		<b>400,00</b>				
16-018-02 Lot n°02 CSPA Réhabilitation de l'Union Sociale		400,00		400,00				
SOCOTEC (ne plus utiliser)		400,00		400,00				
010095 Lot n°02 CSPA Réhabilitation de l'Union Sociale	10/2022	400,00		400,00	27/10/2022	27/10/2022	2210000411/11790	
<b>D307 Bureau de contrôle sur constructions</b>		<b>44 032,05</b>		<b>44 032,05</b>				<b>44032,05</b>
<b>novembre 2017</b>		<b>8 916,14</b>		<b>8 916,14</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		8 916,14		8 916,14				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		8 916,14		8 916,14				
001933 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	11/2017	4 680,00		4 680,00	13/11/2017	13/11/2017	17342474	
001935 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	11/2017	4 236,14		4 236,14	08/11/2017	08/11/2017	17340680	
<b>février 2018</b>		<b>1 163,52</b>		<b>1 163,52</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 163,52		1 163,52				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 163,52		1 163,52				
002408 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	10/2017	1 163,52		1 163,52	16/02/2018	27/03/2018	1822451	
<b>avril 2018</b>		<b>1 262,50</b>		<b>1 262,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 262,50		1 262,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 262,50		1 262,50				
002551 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	04/2018	1 262,50		1 262,50	13/04/2018	03/05/2018	18249418	
<b>juin 2018</b>		<b>1 247,50</b>		<b>1 247,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 247,50		1 247,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 247,50		1 247,50				
002796 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	06/2018	1 247,50		1 247,50	13/06/2018	16/07/2018	18277982	
<b>juillet 2018</b>		<b>2 736,27</b>		<b>2 736,27</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		2 736,27		2 736,27				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		2 736,27		2 736,27				
002910 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	05/2018	1 266,77		1 266,77	24/07/2018	24/07/2018	18298703	
002911 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	06/2018	1 469,50		1 469,50	25/07/2018	25/07/2018	18299179	
<b>août 2018</b>		<b>1 474,50</b>		<b>1 474,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50				
002912 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	08/2018	1 474,50		1 474,50	28/08/2018	28/08/2018	18309489	
<b>septembre 2018</b>		<b>1 474,50</b>		<b>1 474,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50				
003017 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	09/2018	1 474,50		1 474,50	13/09/2018	13/09/2018	18319992	
<b>octobre 2018</b>		<b>1 474,50</b>		<b>1 474,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50				
003099 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	09/2018	1 474,50		1 474,50	04/10/2018	04/10/2018	18331423	
<b>novembre 2018</b>		<b>1 474,50</b>		<b>1 474,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50				
003263 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	10/2018	1 474,50		1 474,50	08/11/2018	08/11/2018	18348433	
<b>décembre 2018</b>		<b>1 474,50</b>		<b>1 474,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50				
003392 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	11/2018	1 474,50		1 474,50	07/12/2018	07/12/2018	18365944	
<b>janvier 2019</b>		<b>1 474,50</b>		<b>1 474,50</b>				
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50				
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50				
003739 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	01/2019	1 474,50		1 474,50	14/01/2019	14/01/2019	19205839	
<b>février 2019</b>		<b>1 474,50</b>		<b>1 474,50</b>				



Intitulé	Dates		Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date d'exécution	Comptabilisé	comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce		
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
004016 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	01/2019	1 474,50		1 474,50	07/02/2019	07/02/2019	19217577		
mars 2019		1 474,50		1 474,50					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
003849 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	03/2019	1 474,50		1 474,50	11/03/2019	11/03/2019	19233471		
avril 2019		1 474,50		1 474,50					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
004134 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	04/2019	1 474,50		1 474,50	08/04/2019	08/04/2019	19249346		
mai 2019		1 474,50		1 474,50					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
004062 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	04/2019	1 474,50		1 474,50	06/05/2019	06/05/2019	19261642		
juin 2019		1 474,50		1 474,50					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
004162 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	05/2019	1 474,50		1 474,50	06/06/2019	06/06/2019	19277356		
juillet 2019		1 474,50		1 474,50					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
004371 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	07/2019	1 474,50		1 474,50	04/07/2019	04/07/2019	19292419		
août 2019		1 474,50		1 474,50					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
004563 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	08/2019	1 474,50		1 474,50	05/08/2019	05/08/2019	19307413		
septembre 2019		1 474,50		1 474,50					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		1 474,50		1 474,50					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		1 474,50		1 474,50					
004654 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	09/2019	1 474,50		1 474,50	04/09/2019	04/09/2019	19320018		
janvier 2021		5 160,00		5 160,00					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		5 160,00		5 160,00					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		5 160,00		5 160,00					
007067 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	12/2020	5 160,00		5 160,00	11/01/2021	11/01/2021	21003509		
007665 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	12/2020	-5 160,00		-5 160,00	11/01/2021	11/01/2021	21003509		
007666 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	12/2020	5 160,00		5 160,00	11/01/2021	31/12/2020	21003509		
février 2021		450,00		450,00					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		450,00		450,00					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		450,00		450,00					
007296 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	12/2020	450,00		450,00	24/02/2021	24/02/2021	21024916		
février 2022		2 453,12		2 453,12					
16-018-01 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale		2 453,12		2 453,12					
BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS		2 453,12		2 453,12					
008842 Lot n°01 Contrôle technique réhabilitation de l'union sociale	12/2021	2 453,12		2 453,12	04/02/2022	04/02/2022	22017355		
<b>D400 Assurance Dommage Ouvrage</b>		<b>79 331,38</b>		<b>79 331,38</b>					<b>79331,38</b>
novembre 2018		53 934,41		53 934,41					
18-003 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale		53 934,41		53 934,41					
WTW (Gras Savoye)		53 934,41		53 934,41					
003220 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale	02/2018	53 934,41		53 934,41	09/11/2018	09/11/2018	GFG2018/S/0004 0369001		
décembre 2018		11 480,87		11 480,87					
18-003 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale		11 480,87		11 480,87					
WTW (Gras Savoye)		11 480,87		11 480,87					
003308 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale		11 480,87		11 480,87	03/12/2018	03/12/2018	GFG2018/S/0004 2926001 - du 30/03/2018 au 30/11/2020		
juin 2020		1 985,36		1 985,36					
18-003 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale		1 985,36		1 985,36					
WTW (Gras Savoye)		1 985,36		1 985,36					
006322 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale	06/2020	1 985,36		1 985,36	26/06/2020	26/06/2020	GFG2020/S/0002 3541001 - du 30/11/2019 au 01/09/2021		
janvier 2023		11 930,74		11 930,74					
18-003 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale		11 930,74		11 930,74					
WTW (Gras Savoye)		11 930,74		11 930,74					
011240 Prestations de services d'assurances pour la réhabilitation du bâtiment de l'Union Sociale	01/2023	11 930,74		11 930,74	06/01/2023	06/01/2023	GFG2023/S/0000		

Intitulé	Dates	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Réalisé total en HT	Dates		Document	Ventilation dépenses par type
	Date d'exécution	Comptabilisé	Non comptabilisé	Total	Date de pièce	Date de comptabilisato	Référence de pièce	
<b>F100 Publicité - Publication - Avis de Publicité</b>		<b>720,00</b>		<b>720,00</b>				<b>720</b>
novembre 2017		720,00		720,00				
17-00956 DILA/BOAMP		720,00		720,00				
DIRECTION DE L'INFORMATION LEGALE ET ADM		720,00		720,00				
001932 DILA/BOAMP	11/2017	720,00		720,00	11/11/2017	11/11/2017	3628180	
<b>G501 Graphisme</b>		<b>180,00</b>		<b>180,00</b>				<b>180</b>
juin 2018		180,00		180,00				
LC 18-064 Création du panneau "Réhabilitation de l'Union Sociale"		180,00		180,00				
HUGO FEIST (Hors Taxe)		180,00		180,00				
002697 Création du panneau "Réhabilitation de l'Union Sociale"	05/2018	180,00		180,00	06/06/2018	13/06/2018	180504070	
<b>SOLDE</b>		<b>-9 187 377,58</b>	<b>-10 372,04</b>	<b>-9 197 749,62</b>				

Reste à régler

40470,32 #####

40470,32

VIRGULE - COUT COMPLET - CRHONIQUE DES DEPENSES

		Début période	01/01/2015	01/02/2015	01/03/2015	01/04/2015	01/05/2015	01/06/2015	01/07/2015	01/08/2015	01/09/2015	01/10/2015	01/11/2015	01/12/2015	01/01/2016	01/02/2016	01/03/2016
	TOTAL	Fin période	31/01/2015	28/02/2015	31/03/2015	30/04/2015	31/05/2015	30/06/2015	31/07/2015	31/08/2015	30/09/2015	31/10/2015	30/11/2015	31/12/2015	31/01/2016	29/02/2016	31/03/2016
<b>1) PRIX HORS TAXES</b>																	
<b>A. Echancier des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré (par périodes)</b>	<b>10 760 647</b>		-	-	-	-	-	509 400	-	-	-	-	-	24 711	-	3 770	232
Coût de la charge foncière affecté à l'ouvrage considéré	1 135 012		-	-	-	-	-	491 017	-	-	-	-	-	23 819	-	3 634	224
charge foncière	1 135 012		-	-	-	-	-	491 017	-	-	-	-	-	23 819	-	3 634	224
Coût des Travaux Honoraires et Autres dépenses	9 237 320		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux, honoraires et autres dépenses	9 237 320		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût de Maîtrise d'ouvrage affecté à l'ouvrage considéré	388 315		-	-	-	-	-	18 383	-	-	-	-	-	892	-	136	8
Coût maîtrise d'ouvrage	388 315		-	-	-	-	-	18 383	-	-	-	-	-	892	-	136	8
	-																
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (par périodes)</b>	<b>9 942 838</b>		-	-	-	-	-	470 686	-	-	-	-	-	22 833	-	3 483	214
<b>B. Part des dépenses Hors taxes affectées à l'ouvrage considéré imputable à la Collectivité (en cumul)</b>			-	-	-	-	-	470 686	470 686	470 686	470 686	470 686	470 686	493 518	493 518	497 002	497 216
<b>C. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (au total) (par périodes)</b>	<b>16 860 000</b>																
<b>D. Comptes perçus jusqu'à la date de transfert de propriété (part affectée à l'ouvrage considéré) (par périodes)</b>	<b>6 852 932</b>		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Solde HT [Part des dépenses imputables à la collectivité déduction faite des comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (par périodes)</b>	<b>3 089 906</b>		-	-	-	-	-	470 686	-	-	-	-	-	22 833	-	3 483	214
<b>E. Solde HT [part des dépenses imputables à la collectivité - comptes perçus affectés à l'ouvrage considéré] (en cumul)</b>			-	-	-	-	-	470 686	470 686	470 686	470 686	470 686	470 686	493 518	493 518	497 002	497 216
<b>F. Coût du portage financier jusqu'à la date de transfert de propriété</b>	<b>229 528</b>		-	-	-	-	-	577	577	577	577	577	577	605	605	609	609
<b>G. Prix de Revient HT (Part imputable à la collectivité jusqu'à la date de transfert de propriété)</b>	<b>10 172 366</b>																
<b>G. Solde du prix HT (Part imputable à la collectivité du Prix de revient, déduction faite des comptes affectés à l'ouvrage versés)</b>	<b>3 319 434</b>																

01/04/2016	01/05/2016	01/06/2016	01/07/2016	01/08/2016	01/09/2016	01/10/2016	01/11/2016	01/12/2016	01/01/2017	01/02/2017	01/03/2017	01/04/2017	01/05/2017	01/06/2017	01/07/2017	01/08/2017	01/09/2017	01/10/2017	01/11/2017	01/12/2017	01/01/2018	01/02/2018	01/03/2018
30/04/2016	31/05/2016	30/06/2016	31/07/2016	31/08/2016	30/09/2016	31/10/2016	30/11/2016	31/12/2016	31/01/2017	28/02/2017	31/03/2017	30/04/2017	31/05/2017	30/06/2017	31/07/2017	31/08/2017	30/09/2017	31/10/2017	30/11/2017	31/12/2017	31/01/2018	28/02/2018	31/03/2018

-	9	4 344	38 163	3 596	5 586	70 689	1 485	78 954	29 731	11 447	-	750	136 917	28 530	164 240	7 584	1 945	24 163	61 321	218 983	-	5 156	37 384
-	8	4 187	36 785	3 466	5 385	68 138	1 431	1 123	440	3 847	-	723	1 899	-	3 847	-	1 767	23 291	16 721	33 691	-	-	11 860
-	8	4 187	36 785	3 466	5 385	68 138	1 431	1 123	440	3 847	-	723	1 899	-	3 847	-	1 767	23 291	16 721	33 691	-	-	11 860
-	-	-	-	-	-	-	-	74 982	28 219	7 187	-	-	130 077	27 500	154 466	7 310	108	-	42 387	177 389	-	4 970	24 175
-	-	-	-	-	-	-	-	74 982	28 219	7 187	-	-	130 077	27 500	154 466	7 310	108	-	42 387	177 389	-	4 970	24 175
-	0	157	1 377	130	202	2 551	54	2 849	1 073	413	-	27	4 941	1 030	5 927	274	70	872	2 213	7 902	-	186	1 349
-	0	157	1 377	130	202	2 551	54	2 849	1 073	413	-	27	4 941	1 030	5 927	274	70	872	2 213	7 902	-	186	1 349

-	8	4 014	35 262	3 322	5 162	65 317	1 372	72 954	27 472	10 577	-	693	126 511	26 361	151 758	7 007	1 797	22 327	56 661	202 340	-	4 764	34 543
497 216	497 224	501 238	536 500	539 823	544 984	610 301	611 673	684 626	712 098	722 675	722 675	723 368	849 879	876 240	1 027 998	1 035 006	1 036 803	1 059 130	1 115 790	1 318 130	1 318 130	1 322 894	1 357 437

1 900 000																								
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	772 276	-	-	-	
-	8	4 014	35 262	3 322	5 162	65 317	1 372	72 954	27 472	10 577	-	693	126 511	26 361	151 758	7 007	1 797	22 327	56 661	-	569 936	-	4 764	34 543
497 216	497 224	501 238	536 500	539 823	544 984	610 301	611 673	684 626	712 098	722 675	722 675	723 368	849 879	876 240	1 027 998	1 035 006	1 036 803	1 059 130	1 115 790	545 854	545 854	550 618	585 161	
609	609	614	657	661	668	748	749	839	872	885	885	886	1 041	1 073	1 259	1 268	1 270	1 297	1 367	669	669	675	717	



01/04/2018	01/05/2018	01/06/2018	01/07/2018	01/08/2018	01/09/2018	01/10/2018	01/11/2018	01/12/2018	01/01/2019	01/02/2019	01/03/2019	01/04/2019	01/05/2019	01/06/2019	01/07/2019	01/08/2019	01/09/2019	01/10/2019	01/11/2019	01/12/2019	01/01/2020	01/02/2020
30/04/2018	31/05/2018	30/06/2018	31/07/2018	31/08/2018	30/09/2018	31/10/2018	30/11/2018	31/12/2018	31/01/2019	28/02/2019	31/03/2019	30/04/2019	31/05/2019	30/06/2019	31/07/2019	31/08/2019	30/09/2019	31/10/2019	30/11/2019	31/12/2019	31/01/2020	29/02/2020

62 988	148 480	100 008	359 236	101 447	525 523	737 993	693 355	- 170 210	639 748	522 517	335 484	381 542	270 311	105 850	340 086	95 548	338 406	387 090	195 879	243 328	193 982	281 850
1 342	7 445	-	9 196	67 503	23 358	39 855	3 730	1 297	8 838	18 767	11 509	-	5 341	1 588	4 854	261	152	14 554	149	689	3 592	-
1 342	7 445	-	9 196	67 503	23 358	39 855	3 730	1 297	8 838	18 767	11 509	-	5 341	1 588	4 854	261	152	14 554	149	689	3 592	-
59 373	135 678	96 399	337 076	30 284	483 201	671 506	664 604	- 165 365	607 824	484 894	311 869	367 773	255 216	100 442	322 959	91 839	326 041	358 567	188 661	233 858	183 390	271 679
59 373	135 678	96 399	337 076	30 284	483 201	671 506	664 604	- 165 365	607 824	484 894	311 869	367 773	255 216	100 442	322 959	91 839	326 041	358 567	188 661	233 858	183 390	271 679
2 273	5 358	3 609	12 964	3 661	18 964	26 632	25 021	- 6 142	23 086	18 856	12 106	13 769	9 755	3 820	12 273	3 448	12 212	13 969	7 069	8 781	7 000	10 171
2 273	5 358	3 609	12 964	3 661	18 964	26 632	25 021	- 6 142	23 086	18 856	12 106	13 769	9 755	3 820	12 273	3 448	12 212	13 969	7 069	8 781	7 000	10 171

58 201	137 196	92 407	331 934	93 737	485 583	681 906	640 660	- 157 274	591 127	482 805	309 987	352 545	249 767	97 805	314 240	88 287	312 687	357 671	180 992	224 835	179 239	260 429
1 415 638	1 552 834	1 645 241	1 977 175	2 070 912	2 556 496	3 238 401	3 879 061	3 721 787	4 312 914	4 795 720	5 105 707	5 458 252	5 708 019	5 805 824	6 120 064	6 208 350	6 521 037	6 878 708	7 059 700	7 284 535	7 463 775	7 724 204

4 020 000						4 840 000						3 000 000										
-	-	-	-	-	-	1 633 973	-	-	-	-	-	-	-	-	1 967 271	-	-	-	-	-	-	1 219 383
58 201	137 196	92 407	331 934	93 737	485 583	- 952 067	640 660	- 157 274	591 127	482 805	309 987	352 545	249 767	97 805	- 1 653 032	88 287	312 687	357 671	180 992	224 835	179 239	- 958 954
643 362	780 558	872 965	1 204 899	1 298 636	1 784 220	832 152	1 472 812	1 315 538	1 906 665	2 389 471	2 699 458	3 052 003	3 301 770	3 399 575	1 746 543	1 834 830	2 147 517	2 505 188	2 686 180	2 911 015	3 090 254	2 131 300
788	956	1 069	1 476	1 591	2 186	1 019	1 804	1 612	2 336	2 927	3 307	3 739	4 045	4 164	2 140	2 248	2 631	3 069	3 291	3 566	3 786	2 611

01/03/2020	01/04/2020	01/05/2020	01/06/2020	01/07/2020	01/08/2020	01/09/2020	01/10/2020	01/11/2020	01/12/2020	01/01/2021	01/02/2021	01/03/2021	01/04/2021	01/05/2021	01/06/2021	01/07/2021	01/08/2021	01/09/2021	01/10/2021	01/11/2021	01/12/2021	01/01/2022	01/02/2022
31/03/2020	30/04/2020	31/05/2020	30/06/2020	31/07/2020	31/08/2020	30/09/2020	31/10/2020	30/11/2020	31/12/2020	31/01/2021	28/02/2021	31/03/2021	30/04/2021	31/05/2021	30/06/2021	31/07/2021	31/08/2021	30/09/2021	31/10/2021	30/11/2021	31/12/2021	31/01/2022	28/02/2022

146 294	-	50 330	447 507	63 023	79 477	471 092	121 520	118	47 051	96 176	122 555	1 801	4 003	51 021	30 331	15 898	34 281	103 217	26 972	29 329	3 532	69 238	13 739
694	-	-	68	1 778	-	-	16 364	114	177	1 888	17 309	115	173	3 743	17	15 324	-	2 486	24 850	-	-	633	-
694	-	-	68	1 778	-	-	16 364	114	177	1 888	17 309	115	173	3 743	17	15 324	-	2 486	24 850	-	-	633	-
140 321	-	48 514	431 290	58 972	76 609	454 092	100 771	-	45 176	90 818	100 823	1 621	3 686	45 437	29 220	-	33 044	97 006	1 149	28 271	3 405	66 107	13 243
140 321	-	48 514	431 290	58 972	76 609	454 092	100 771	-	45 176	90 818	100 823	1 621	3 686	45 437	29 220	-	33 044	97 006	1 149	28 271	3 405	66 107	13 243
5 279	-	1 816	16 149	2 274	2 868	17 000	4 385	4	1 698	3 471	4 423	65	144	1 841	1 095	574	1 237	3 725	973	1 058	127	2 499	496
5 279	-	1 816	16 149	2 274	2 868	17 000	4 385	4	1 698	3 471	4 423	65	144	1 841	1 095	574	1 237	3 725	973	1 058	127	2 499	496

135 176	-	46 505	413 496	58 234	73 437	435 289	112 285	109	43 475	88 866	113 241	1 664	3 699	47 143	28 026	14 689	31 676	95 372	24 922	27 100	3 264	63 976	12 695
7 859 379	7 859 379	7 905 884	8 319 381	8 377 614	8 451 051	8 886 340	8 998 625	8 998 734	9 042 209	9 131 076	9 244 317	9 245 980	9 249 679	9 296 823	9 324 849	9 339 538	9 371 214	9 466 586	9 491 508	9 518 608	9 521 872	9 585 848	9 598 544

												1 550 000												
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	630 015	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
135 176	-	46 505	413 496	58 234	73 437	435 289	112 285	109	43 475	88 866	113 241	-	628 351	3 699	47 143	28 026	14 689	31 676	95 372	24 922	27 100	3 264	63 976	12 695
2 266 476	2 266 476	2 312 981	2 726 477	2 784 711	2 858 148	3 293 437	3 405 722	3 405 831	3 449 306	3 538 173	3 651 413	3 023 063	3 026 762	3 073 905	3 101 931	3 116 620	3 148 296	3 243 668	3 268 591	3 295 691	3 298 954	3 362 931	3 375 626	
2 776	2 776	2 833	3 340	3 411	3 501	4 034	4 172	4 172	4 225	4 334	4 473	3 703	3 708	3 766	3 800	3 818	3 857	3 973	4 004	4 037	4 041	4 120	4 135	

01/03/2022	01/04/2022	01/05/2022	01/06/2022	01/07/2022	01/08/2022	01/09/2022	01/10/2022	01/11/2022	01/12/2022	01/01/2023	01/02/2023	01/03/2023	01/04/2023	01/05/2023	01/06/2023	01/07/2023	01/08/2023	01/09/2023	01/10/2023	01/11/2023	01/12/2023
31/03/2022	30/04/2022	31/05/2022	30/06/2022	31/07/2022	31/08/2022	30/09/2022	31/10/2022	30/11/2022	31/12/2022	31/01/2023	28/02/2023	31/03/2023	30/04/2023	31/05/2023	30/06/2023	31/07/2023	31/08/2023	30/09/2023	31/10/2023	30/11/2023	31/12/2023

26 523	982	1 110	216 426	-	1 839	-	60 610	-	-	12 377	-	-	-	-	52 746	-	-	-	-	-	-
15 593	947	-	15 497	-	-	-	55 918	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 593	947	-	15 497	-	-	-	55 918	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 973	-	1 070	193 118	-	1 772	-	2 505	-	-	11 931	-	-	-	-	50 842	-	-	-	-	-	-
9 973	-	1 070	193 118	-	1 772	-	2 505	-	-	11 931	-	-	-	-	50 842	-	-	-	-	-	-
957	35	40	7 810	-	66	-	2 187	-	-	447	-	-	-	-	1 903	-	-	-	-	-	-
957	35	40	7 810	-	66	-	2 187	-	-	447	-	-	-	-	1 903	-	-	-	-	-	-

24 507	907	1 026	199 977	-	1 699	-	56 004	-	-	11 437	-	-	-	-	48 737	-	-	-	-	-	-
9 623 051	9 623 958	9 624 984	9 824 961	9 824 961	9 826 660	9 826 660	9 882 664	9 882 664	9 882 664	9 894 101	9 894 101	9 894 101	9 894 101	9 894 101	9 942 838	9 942 838	9 942 838	9 942 838	9 942 838	9 942 838	9 942 838

1 550 000																					
-	630 015	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24 507	- 629 107	1 026	199 977	-	1 699	-	56 004	-	-	11 437	-	-	-	-	48 737	-	-	-	-	-	-
3 400 133	2 771 026	2 772 052	2 972 029	2 972 029	2 973 728	2 973 728	3 029 732	3 029 732	3 029 732	3 041 168	3 041 168	3 041 168	3 041 168	3 041 168	3 089 906	3 089 906	3 089 906	3 089 906	3 089 906	3 089 906	3 089 906
4 165	3 395	3 396	3 641	3 641	3 643	3 643	3 711	3 711	3 711	3 725	3 725	3 725	3 725	3 725	-	-	-	-	-	-	-

# DOSSIER DE REALISATION DE LA ZAC DEUX-RIVES



## PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS MODIFIE

(Septembre 2023)

<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>1 LE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS .....</b>	<b>5</b>
1.1 <i>PLAN D'ENSEMBLE DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS .....</i>	5
1.2 TABLEAUX DE SYNTHÈSE.....	6
1.2.1 <i>Les équipements primaires.....</i>	6
1.2.2 <i>Les équipements de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg.....</i>	7
1.2.3 <i>Les équipements publics d'infrastructure au sein de la concession.....</i>	8
1.2.4 <i>Les équipements publics de superstructure au sein de la concession .....</i>	10
1.3 PARTICIPATIONS DES COLLECTIVITÉS AUX ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC.....	13
<b>2 DESCRIPTIONS .....</b>	<b>14</b>
2.1 LES AMÉNAGEMENTS DE LA RUE DU PÉAGE.....	14
2.2 LES ÉQUIPEMENTS DE SUPERSTRUCTURE PRÉVUS PAR LA VILLE DE STRASBOURG.....	15
2.2.1 <i>Antennes CSC/CMS.....</i>	16
2.2.2 <i>Gymnase.....</i>	16
2.2.3 <i>Salle polyvalente.....</i>	16
2.2.4 <i>Plaine des sports.....</i>	16
2.2.5 <i>Local espace vert .....</i>	16
2.2.6 <i>Skate-park .....</i>	16
2.3 LES ÉQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURE (ESPACES PUBLICS) INCLUS À LA CONCESSION .....	17
2.3.1 <i>S'appuyer sur le socle géographique préexistant.....</i>	17
2.3.2 <i>Les espaces publics structurants .....</i>	18
2.3.3 <i>Plan de synthèse du phasage des espaces publics .....</i>	23
2.3.4 <i>Phase 1 des Espaces Publics : 2017-2021 .....</i>	24
2.3.5 <i>Phase 2 des Espaces Publics : 2022-2025 .....</i>	26
2.3.6 <i>Phase 3 des Espaces Publics : 2024-2029 .....</i>	28
2.4 LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE SUPERSTRUCTURE INCLUS À LA CONCESSION .....	30
2.4.1 <i>Ecoles.....</i>	31
2.4.2 <i>Parkings.....</i>	31
2.4.3 <i>Périscolaires.....</i>	31
2.4.4 <i>Maison de la Petite enfance.....</i>	32
2.4.5 <i>Un tiers lieu culturel et social (médiathèque, salle de musique, espace France Service) .....</i>	32
2.4.6 <i>L'Espace égalités – Phase 1 .....</i>	32
2.4.7 <i>Passerelle « Dusuzeau » .....</i>	32
2.4.8 <i>Le projet d'équipement culturel du secteur COOP.....</i>	34

## Préambule

Au regard des enjeux portés par le projet urbain des Deux Rives au sein du périmètre de l'Eurométropole Strasbourg, le programme des équipements publics de la ZAC a été défini pour répondre à la fois aux besoins croisés du futur quartier et des enjeux métropolitains.

Il est constitué d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure répondant pour tout ou partie aux besoins générés par la ZAC.

À l'exception des aménagements de la rue du Péage portés par l'Eurométropole Strasbourg et de deux maisons de la petite enfance, de deux antennes pour les Centres Sociaux Culturels, d'une salle polyvalente à la COOP, d'une plaine des jeux et des sports pour les rives et port du Rhin, d'un gymnase, d'un skate-park et d'un local espace vert portés par la Ville de Strasbourg et considérés à ce titre comme équipement public primaire.

Ces équipements publics portés par la ZAC Deux-Rives peuvent être classés en deux catégories :

- Les équipements d'infrastructure, composés de l'ensemble d'espaces publics répartis en trois phases d'aménagement,
- Les équipements de superstructure, constitués par :
  - les trois groupes scolaires, avec leurs périscolaires,
  - la passerelle modes doux de franchissement du bassin DUSUZEAU,
  - la mise en œuvre d'un projet d'équipement culturel sur le secteur de la COOP.

La SPL Deux Rives réalisera les travaux d'aménagement dans les règles de l'art en concertation avec l'Eurométropole Strasbourg, la ville de Strasbourg et les concessionnaires réseaux.

La SPL Deux Rives n'ayant pas vocation à intégrer dans son patrimoine des réseaux et des équipements publics d'infrastructure et de superstructure, ces derniers seront rétrocédés dans les conditions prévues au Traité de Concession d'Aménagement.

### Modification n°1 du Programme des Équipements Publics

Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, le projet d'équipement culturel du secteur de la COOP porté par la Ville de Strasbourg (décrit dans l'article 2.3.4 du présent document) a été amendé. Ces compléments portent sur :

- la création de surfaces supplémentaires nécessaires au bon fonctionnement du site de la Virgule, notamment entre les bâtiments dits de la « Menuiserie » et du « Préau ». En effet, à l'issue de l'appel à projet lancé en 2016 par la Ville de Strasbourg, trois collectifs au lieu de deux initialement prévus ont été retenus. Les échanges avec les différents collectifs relatifs aux différentes fonctionnalités des lieux ont conduit à envisager des extensions de surfaces,
- la réalisation de travaux complémentaires au programme de la Cave à vins. Dans la perspective de lancer un Appel à projet en vue du choix d'un ou plusieurs porteurs de projets à l'été 2019, une étude sectorielle mandatée par la SPL Deux Rives a fait valoir que les investissements à la charge du futur exploitant estimés à un montant de 4 M€ tendraient à restreindre fortement le nombre de candidats susceptibles de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt au vu des capacités financières des opérateurs du secteur. Il convient donc de limiter ces derniers pour augmenter le nombre de candidat potentiel à la gestion de l'équipement et de préfinancer ces investissements par la Ville de Strasbourg.

Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipements Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1.2.3 Les équipements publics de superstructure : mise à jour du programme d'équipement public culturel,
- mise à jour de l'article 2.3.4 Le projet d'équipement culturel du secteur COOP.

### Modification n°2 du Programme des Équipements Publics

Depuis la modification n°1 du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en septembre 2018, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé pour s'inscrire en cohérence avec les ambitions de transformations écologiques, sociales et démocratiques de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces compléments portent sur l'insertion du nouveau programme des équipements publics de la ZAC Deux-Rives issus de l'évolution du Plan Guide et de la programmation du projet urbain pour répondre au besoin de mixité fonctionnelle des quartiers et pallier aux manquements initiaux. La modification comprend :

- une dédensification des constructions intégrant une meilleure prise en compte des enjeux de résilience climatique et une révision de la programmation afin de réserver aux équipements publics les meilleurs emplacements au sein de ces nouveaux quartiers,
- la création de surfaces supplémentaires aux écoles pour permettre une meilleure réponse aux besoins périscolaires,
- la prise en compte de nouveaux équipements publics financés par la Ville de Strasbourg pour mieux répondre aux besoins des habitants,
- la sortie des parkings publics du programme des équipements publics pour une gestion privative du stationnement,
- la création de surfaces supplémentaires aux espaces publics pour permettre notamment un meilleur rapport à l'eau et l'anticipation de la réalisation des parcs publics en cohérence avec l'arrivée des habitants,
- le recalibrage des phases en fonction des avancées des travaux,
- l'insertion de la participation de l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg pour répondre à ces nouveaux enjeux et à l'évolution du projet de la ZAC Deux-Rives.

Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipements Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1. Le programme des équipements publics : mise à jour du programme des équipements publics et de la participation des collectivités,
- ajout de l'article 2.2 Les équipements publics de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg,
- modification de l'article 2.3 Les équipements d'infrastructure inclus à la concession,
- mise à jour de l'article 2.4 Les équipements publics de superstructure inclus à la concession.

### Modification n°3 du Programme des Équipements Publics

Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, la modification 1 de septembre 2018 et la modification 2 de décembre 2021, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé. Ces compléments portent sur :

- le recalage du calendrier de la Passerelle Dusuzeau,
- l'ajustement du calendrier du Parc du Petit Rhin,
- l'intégration de la phase 1 de l'aménagement de l'Espace Égalités dans la salle Hypostyle de la Cave à Vins.
- l'intégration des coûts définitifs des équipements « Coop culture »

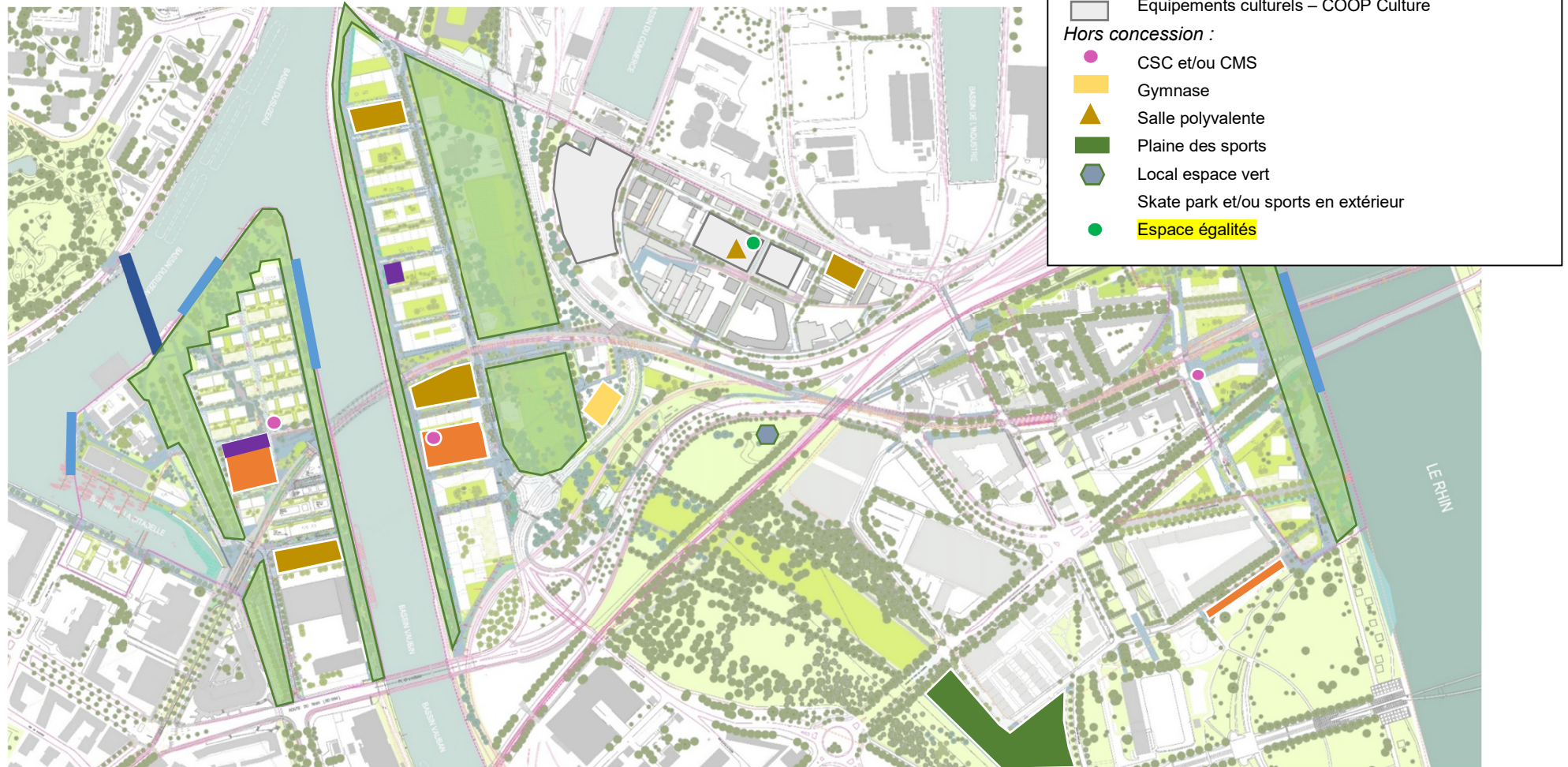
Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipements Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1. Le programme des équipements publics : mise à jour du programme des équipements publics et de la participation des collectivités,
- ajout de l'article 2.2 Les équipements publics de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg,
- modification de l'article 2.3 Les équipements d'infrastructure inclus à la concession,
- mise à jour de l'article 2.4 Les équipements publics de superstructure inclus à la concession.



# 1 Le Programme des Équipements Publics

## 1.1 Plan d'ensemble des équipements publics





## 1.2 Tableaux de synthèse

### 1.2.1 Les équipements primaires

Valeur des travaux et cout d'opération à juillet 2016

VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux Rives

Nom	Courte description	Surfaces indicatives	Montant estimatif HT Travaux	Montant estimatif HT Coût d'opération	Livraison prévisionnelle	Maîtrise d'ouvrage	En patrimoine et en gestion	Répartition financière (HT)								
								SPL	%	EMS	%	VDS	%			
<b>Equipements primaires de la ZAC</b>																
Aménagement de la Rue du Péage				18,72 M€ HT	2022	EMS	EMS			17,60 M€ HT	94%	1,12 M€ HT	6%			
Renouvellement canalisations d'eau potable				0,55 M€ HT	2019-2027	SPL	EMS Concessionnaires			0,55 M€ HT	100%					
<b>TOTAL EQUIPEMENTS PRIMAIRES ZAC (valeur 2016)</b>				<b>19,27 M€ HT</b>	<b>2019-2027</b>		EMS Concessionnaires			<b>18,15 M€ HT</b>	<b>94%</b>	<b>1,12 M€ HT</b>	<b>6%</b>			

## 1.2.2 Les équipements de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg

(\*)Coût d'opération yc foncier à septembre 2021

VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux Rives

Nom	Courte description	Surfaces indicatives	Montant estimatif HT Travaux	Montant estimatif HT Coût d'opération	Livraison prévisionnelle	Maîtrise d'ouvrage	En patrimoine et en gestion	Répartition financière (HT)					
								SPL	%	EMS	%	VDS	%
Salle Polyvalente	Aménagement d'une salle polyvalente au sein de la Cave à vins pour les besoins des quartiers COOP et Rives du Rhin (yc coût d'acquisition du foncier à hauteur de 400 000€HT)	512,00 m <sup>2</sup>		1,10 M€ HT	2023	VdS	VdS					1,10 M€ HT	100%
Plaine des Sports	Aménagement d'une aire sportive, sis sur l'ancien parking Rhena, intégrant - un préau couvert avec terrains de volley et basket 3x3, - une potence de boxe - Une aire enherbée pour la pratique du football - une estrade de danse, - des tables de ping pong - une boîte à jeu et des vestiaires	5 400,00 m <sup>2</sup>		2,20 M€ HT	2027	VdS	VdS					2,20 M€ HT	100%
Skate park				1,50 M€ HT	2027	VdS	VdS					1,50 M€ HT	100%
Antenne CSC ou Centre Medico Social et service jeunesse	En vue de répondre au besoins identifiés respectivement sur le secteur deStarlette, Citadelle (Imbriqué dans le programme à développer sur CIT 6), starlette (emplacement à définir) et Rives et Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur RIS) (yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m <sup>2</sup> )	250 m <sup>2</sup> par équipement		3,00 M€ HT	2027	VdS	VdS					3,00 M€ HT	100%
Gymnase	Implantation prévisionnelle à l'arrière de la Villa Fischer			4,20 M€ HT	2027	VdS	VdS					4,20 M€ HT	100%
local espace vert	Pour répondre aux besoins d'entretien des parcs nouvellements aménagés et existants, prévu à proximité de l'avenue du Rhin (Terrain dit de "la lentille")			1,80 M€ HT	2027	VdS	VdS					1,80 M€ HT	100%
<b>TOTAL EQUIPEMENTS Publics VdS (valeur 09.2021)</b>				<b>13,80 M€ HT</b>							<b>0,00 M€ HT</b>	<b>13,80 M€ HT</b>	

### 1.2.3 Les équipements publics d'infrastructure au sein de la concession

Valeur des travaux à date prévisionnelle de réalisation

VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, PAS : Port Autonome de Strasbourg , SPL : SPL Deux Rives

(1) correspond pour les espaces publics : travaux + honoraires divers + tolérance MOE + aléas MOA + foncier (dt mise en état sanitaire pour un montant de 51 € HT/m<sup>2</sup> sauf pour l'emprise du parc du petit rhin considéré à 79 € HT/m<sup>2</sup> (valeurs 07.2016 indexables sur ICC)) + rémunération du MOA (8,7%HT du cout d'opération HT et du foncier)

A date, l'hypothèse de prix d'acquisition du foncier auprès de l'EMS, VDS ou du PAS (notamment pour le parc) est prise égale à celle convenue dans l'accord CUS/PAS soit 30 € HT/m<sup>2</sup>

NOTA BENE :

- le montant affiché pour la création du poste source pour l'alimentation de la ZAC en HTA correspond à la part aménageur de ces travaux conformément arrêté du 17 juillet 2008 fixant les taux de réfaction mentionnés dans l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n°2000-108 du 10 février relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité,,
- les réseaux mis en oeuvre par la SPL Deux-Rives dans le cadre des travaux d'aménagement d'espaces publics seront remis aux différents concessionnaires, le réseau de chauffage urbain n'est pas à la charge du bilan. Il sera, le cas échéant, mis en oeuvre par le concessionnaire concerné.

Nom	Courte description	Surfaces indicatives	Montant estimatif HT Travaux à date de valeur de livraison prévisionnelle	Montant estimatif HT Cout d'Operation à date de valeur de livraison prévisionnelle (1)	Livraison prévisionnelle	Maîtrise d'ouvrage	En patrimoine et en gestion	Répartition financière (HT)					
								SPL à date de valeur	%	EMS à date valeur	%	VDS à date de valeur	%
<b>Les équipements publics d'infrastructure</b>													
Phase 1 de travaux d'espaces publics	<b>Citadelle :</b>	24 086,00 m²	4,21 M€ HT	6,07 M€ HT	2022	SPL	EMS Concessionnaires	4,32 M€ HT	71%	1,75 M€ HT	29%		
	la moitié du quai Vauban	7 051,50 m²			2022						50%		
	la moitié de la route de Nantes,	7 113,50 m²			2022						50%		
	préfiguration des voiries au sud tramway	7 093,00 m²			2021						0%		
	Mur de soutènement du talus du tram	82,00 m²			2021						0%		
	<b>Starlette :</b>	11 705,00 m²	2,45 M€ HT	5,54 M€ HT	2022	SPL	EMS Concessionnaires	2,95 M€ HT	53%	2,59 M€ HT	47%		
	la moitié du quai Vauban	9 087,67 m²			2022						50%		
	préfiguration des voiries provisoires (sud tramway)	2 617,33 m²			2021						0%		
	Reseau Rue du péage				2019						100%		
	<b>COOP :</b> première "couche" d'intervention traitant en particulier virgule, boucle intérieure, passage à niveau, abords cave à vin et union sociale, liaison tramway	30 000,00 m²	4,07 M€ HT	7,21 M€ HT	2021	SPL	EMS Concessionnaires	6,28 M€ HT	87%	0,94 M€ HT	13%		
<b>TOTAL PHASE 1</b>	<b>65 791,00 m²</b>	<b>10,74 M€ HT</b>	<b>18,82 M€ HT</b>	<b>2018-2021</b>			<b>13,54 M€ HT</b>	<b>72%</b>	<b>5,27 M€ HT</b>	<b>28%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>		
Phase 2 de travaux d'espaces publics	<b>Citadelle :</b>	62 337,00 m²	10,87 M€ HT	18,06 M€ HT	2022-2025	SPL	EMS Concessionnaires	9,29 M€ HT	51%	8,77 M€ HT	49%		
	la moitié du quai Vauban	7 051,50 m²			2023						50%		
	place du tramway,	2 828,00 m²			2021						75%		
	Parc de la pointe Nord Citadelle	20 623,00 m²			2024						75%		
	PLACE DES DOCK - CIT Ouest	11 673,00 m²			2024						50%		
	Digue de Nantes,	7 113,50 m²			2022						75%		
	préfiguration des voiries nord tramway	12 460,00 m²			2023-2024						0%		
	la place Haute	1 254,00 m²			2024						50%		
	Rapport à l'eau	2 162,00 m²			2023						50%		
	<b>Starlette :</b>	68 915,92 m²	6,44 M€ HT	10,07 M€ HT	2022-2025	SPL	EMS Concessionnaires	6,09 M€ HT	60%	3,98 M€ HT	40%		
	la moitié du quai Vauban	18 175,33 m²			2023						50%		
	Route du Petit Rhin Sud	6 039,67 m²			2022						50%		
	Raccordement route du péage	5 281,00 m²			2023						75%		
	préfiguration des 2/3 voiries (nord tramway)	5 234,67 m²			2023						0%		
	Voies définitives Sud	6 550,00 m²			2025						0%		
	<b>Rives du Rhin :</b>	28 228,50 m²	5,30 M€ HT	8,78 M€ HT	2023	SPL	EMS Concessionnaires	4,39 M€ HT	50%	4,39 M€ HT	50%		
	voiries	4 550,00 m²			2023						0%		
	Place de la cour des Douanes	8 761,00 m²			2024						50%		
	place COOP-BORDS	14 917,50 m²			2024						50%		
	<b>COOP :</b> Deuxième "couche" d'intervention et finalisation des espaces publics	11 300,00 m²	1,18 M€ HT	2,23 M€ HT	2023	SPL	EMS Concessionnaires	1,43 M€ HT	64%	0,80 M€ HT	36%		
<b>TOTAL PHASE 2</b>	<b>170 781,42 m²</b>	<b>23,78 M€ HT</b>	<b>39,14 M€ HT</b>	<b>2022-2026</b>			<b>21,20 M€ HT</b>	<b>54%</b>	<b>17,94 M€ HT</b>	<b>46%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>		
<b>Citadelle</b>	<b>19 553,00 m²</b>	<b>1,02 M€ HT</b>	<b>1,39 M€ HT</b>	<b>2024-2028</b>			<b>1,39 M€ HT</b>	<b>100%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>			
Voies définitives	19 553,00 m²			2024-2028						0%			
Phase 3 de travaux d'espaces publics	<b>Starlette :</b>	92 562,08 m²	11,72 M€ HT	25,26 M€ HT	2024-2028	SPL	EMS Concessionnaires	7,15 M€ HT	28%	18,11 M€ HT	72%		
	aménagement du Parc Petit Rhin actif	72 630,75 m²			2026						75%		
	Petit rhin Sud et centre												
	Aménagements du Parc Petit Rhin	26 351,25 m²			2029						75%		
	Petit Rhin Nord												
	yc Indemnités d'éviction pour maîtrise foncière du parc										75%		
	Voies définitives Nord	6 310,00 m²			2024-2028						0%		
	Route du Petit Rhin Nord (2/3)	12 079,33 m²			2024-2028						75%		
	place du plateau+plateau du parc	7 834,00 m²			2026						75%		
	<b>Rives du Rhin :</b>	24 593,50 m²	6,31 M€ HT	8,94 M€ HT	2024-2028	SPL	EMS Concessionnaires	3,96 M€ HT	44%	4,98 M€ HT	56%		
	la moitié des Rives du Rhin	14 917,50 m²			2025-2026						50%		
	Balçon du Rhin	7 926,00 m²			2025						50%		
	Rapport à l'eau (surface de la passerelle sur pilotis augmenté et épis sud)	1 750,00 m²			2026						50%		
pontons	287,00 m²			2028						50%			
<b>TOTAL PHASE 3</b>	<b>136 708,58 m²</b>	<b>19,05 M€ HT</b>	<b>35,59 M€ HT</b>	<b>2024</b>			<b>12,50 M€ HT</b>	<b>35%</b>	<b>23,09 M€ HT</b>	<b>65%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>		
<b>TOTAL ESPACES PUBLICS</b>	<b>373 281,00 m²</b>	<b>53,58 M€ HT</b>	<b>93,54 M€ HT</b>	<b>2024</b>			<b>46,31 M€ HT</b>						
Création poste source	Création d'un poste source pour alimentation de la ZAC en HTA			10,10 M€ HT	2024	ESR	ESR	6,46 M€ HT	64%				
	<b>TOTAL ESR</b>		<b>10,00 M€ HT</b>	<b>10,10 M€ HT</b>	<b>2024</b>	<b>ESR</b>	<b>ESR</b>	<b>6,46 M€ HT</b>	<b>64%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>

## 1.2.4 *Les équipements publics de superstructure au sein de la concession*

Pour mémoire :

VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux Rives

(2) Sauf pour l'Équipement culturel du secteur COOP ou les couts correspondent à des couts établi en valeur 07.2016

(2) correspond pour les écoles : travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + charge foncière pour le periscolaire (190 € HT/m<sup>2</sup> valeur 07.2016 indexable sur ICC) + rémunération du MOA (3,7%HT du cout d'opération HTet du foncier le cas echeant )

(2) correspond pour la passerelle : travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + rémunération du MOA (3,7% HT du cout d'opération HT)

(2) correspond pour la mediatheque, et la MPE: travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + charge foncière (190 € HT/m<sup>2</sup> valeur 07.2016 indexable sur ICC) + rémunération du MOA (3,96% HT du cout d'opération HTet du foncier )

(2) correspond pour le studio de musique, l'espace france service: travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + charge foncière (190 € HT/m<sup>2</sup> valeur 07.2016 indexable sur ICC) + rémunération du MOA (5% HT du cout d'opération HTet du foncier)

(2) correspond pour l'espace égalités phase 1 : travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + rémunération du MOA (6,66%HT du cout d'opération HT)

Nom	Courte description	Surfaces indicatives	Montant estimatif HT Travaux à date de valeur de livraison prévisionnelle	Montant estimatif HT Cout d'Operation à date de valeur de livraison prévisionnelle (2)	Livraison prévisionnelle	Maîtrise d'ouvrage	En patrimoine et en gestion	Répartition financière (HT)					
								SPL à date de valeur	%	EMS à date valeur	%	VDS à date de valeur	%
<b>Les équipements de superstructure</b>													
Ecoles	Groupe scolaire Starlette (8 ELEM + 5 MATER)	3 269,00 m² SDO	7,06 M€ HT	9,25 M€ HT	2025	SPL	VDS	9,25 M€ HT	100%				
	Besoins Periscolaire et salle d'évolution	481,00 m² SDO	1,04 M€ HT	1,46 M€ HT			VDS					1,46 M€ HT	100%
	Groupe scolaire Rives du Rhin (6 ELEM + 4 MATER)	2 414,00 m² SDO	5,17 M€ HT	6,78 M€ HT	2027	SPL	VDS	6,78 M€ HT	100%				
	Besoins Periscolaire et salle d'évolution	482,00 m² SDO	1,08 M€ HT	1,51 M€ HT			VDS					1,51 M€ HT	100%
	Groupe scolaire Citadelle (5 ELEM + 3 MATER)	2 038,00 m² SDO	4,58 M€ HT	6,00 M€ HT	2029	SPL	VDS	6,00 M€ HT	100%				
	Besoins Periscolaire et salle d'évolution	482,00 m² SDO	1,17 M€ HT	1,63 M€ HT			VDS					1,63 M€ HT	100%
	<b>TOTAL ECOLES (19 ELEM + 12 MATER)</b>	<b>9 166,00 m²</b>	<b>20,11 M€ HT</b>	<b>26,62 M€ HT</b>	<b>2022-2029</b>			<b>22,02 M€ HT</b>		<b>0,00 M€ HT</b>		<b>4,60 M€ HT</b>	
Parkings silos	Parking Starlette Sud (495 places)	13 980,00 m²	7,50 M€ HT	9,20 M€ HT	2023	SPL	EMS	9,20 M€ HT	100%				
	y compris modif 3 PLUi et équipements de bornes de recharge complémentaires à hauteur de 10% de places équipées permettant la recharge sur bornes de charge lente												
	Parking Citadelle Sud (432 places)	9 690,00 m²	5,90 M€ HT	7,17 M€ HT	2021	SPL	EMS	7,17 M€ HT	100%				
	Non concerné												
	Parking Starlette Nord (580 places)	10 140,00 m²	10,11 M€ HT	13,14 M€ HT	2025	SPL	EMS	13,14 M€ HT	100%				
	y compris modif 3 PLUi et équipements de bornes de recharge complémentaires à hauteur de 10% de places équipées permettant la recharge sur bornes de charge lente												
	Parking COOP (600 places)	15 600,00 m²	8,26 M€ HT	10,63 M€ HT	2023	SPL	EMS	10,63 M€ HT	100%				
y compris modif 3 PLUi et équipements de bornes de recharge complémentaires à hauteur de 10% de places équipées permettant la recharge sur bornes de charge lente													
<b>TOTAL PARKINGS SILOS (2 107 places)</b>	<b>65 700,00 m²</b>	<b>31,77 M€ HT</b>	<b>40,14 M€ HT</b>				<b>40,14 M€ HT</b>	<b>100%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>	
Passerelle DUSUZEAU	Création d'une passerelle mode doux de franchissement du bassin DUSUZEAU		8,84 M€ HT	10,81 M€ HT	2026	SPL	EMS	0,89 M€ HT	8%	9,92 M€ HT	92%		
	<b>TOTAL PASSERELLE</b>		<b>8,84 M€ HT</b>	<b>10,81 M€ HT</b>	<b>2029</b>	SPL	EMS	<b>0,89 M€ HT</b>	<b>8%</b>	<b>9,92 M€ HT</b>	<b>92%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>

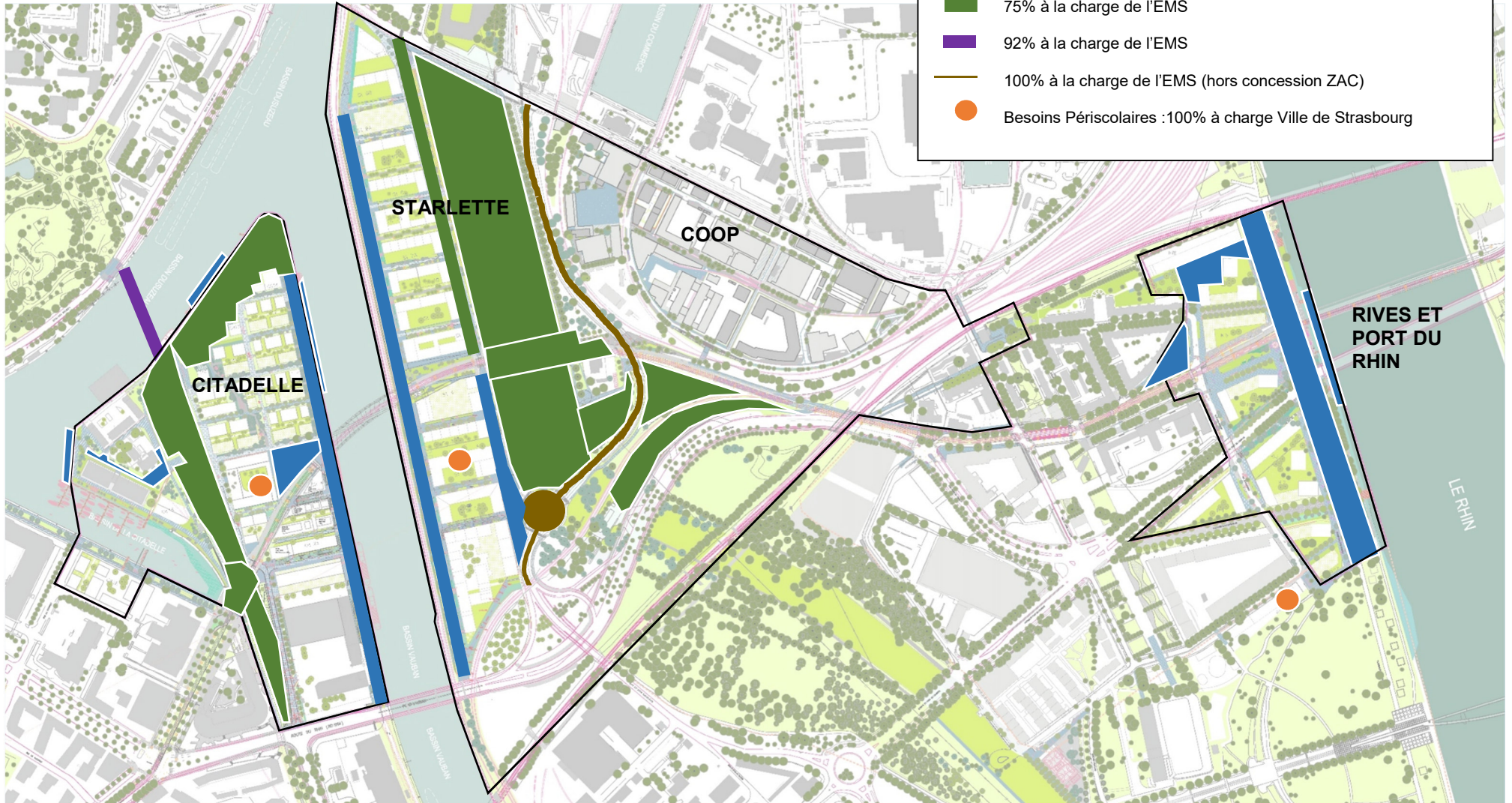
Espace Egalités Phase 1	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur de la Coop (imbriqué dans la salle hypostyle de la Cave à vins - Coop Culture)	980,00 m <sup>2</sup>	0,15 M€ HT	0,24 M€ HT	2023	SPL	VdS					0,24 M€ HT	100%
Studio de musique	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur du Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur R18 yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m <sup>2</sup> )	100,00 m <sup>2</sup>	0,43 M€ HT	0,60 M€ HT	2023 - 2025	SPL	VdS					0,60 M€ HT	100%
Médiathèque	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur du Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur R18 yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m <sup>2</sup> )	250,00 m <sup>2</sup>	2,06 M€ HT	2,80 M€ HT	2023 - 2025	SPL	VdS					2,80 M€ HT	100%
Espace France Service	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur du Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur R18 yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m <sup>2</sup> )	15,00 m <sup>2</sup>	0,06 M€ HT	0,08 M€ HT	2023 - 2025	SPL	VdS					0,08 M€ HT	100%
Maison de la petite enfance	Réalisation d'un équipement de 60 berceaux pour le secteur Starlette (implantation prévisionnelle ST6c parcelle 1200m <sup>2</sup> )	1 250,00 m <sup>2</sup>	3,45 M€ HT	4,91 M€ HT	2029	SPL	VDS					4,91 M€ HT	100%
Sport en extérieur	Equipements localisés sur le secteur des Rives et Port du Rhin			0,12 M€ HT	2024/2025	SPL	VdS					0,12 M€ HT	100%
Equipement culturel du secteur COOP	Equipement à vocation culturelle ouvert aux activités créatives développées par le projet sur la Coop et composé de différents espaces : ateliers artistiques, lieux de travail pour les métiers de la création, espaces mutualisés, concerts, festivals, expositions, offres diversifiées de restauration, Centre d'études et de conservation des collections des Musées de Strasbourg et espaces pédagogiques.	20 685,00 m <sup>2</sup>		25,42 M€ HT	2021	SPL	VDS	1,93 M€ HT	7,60%			23,49 M€ HT	92,40%
	Travaux aménagements intérieurs de la Cave à vins			1,05 M€ HT	2021	SPL	VDS	0,00 M€ HT	0%			1,05 M€ HT	100%
<b>TOTAL EQUIPEMENT CULTUREL COOP</b>		<b>20 685,00 m<sup>2</sup></b>		<b>26,48 M€ HT</b>				<b>1,93 M€ HT</b>	<b>7%</b>			<b>24,54 M€ HT</b>	<b>93%</b>
<b>TOTAL Espaces publics Hors équipements primaires</b>		<b>373 281,00 m<sup>2</sup></b>						SPL à date de valeur	EMS à date de valeur			VDS à date de valeur	
<b>TOTAL Equipements publics Hors équipements primaires</b>		<b>32 446,00 m<sup>2</sup></b>		<b>216,44 M€ HT</b>				<b>118,68 M€ HT</b>	<b>56,24 M€ HT</b>			<b>37,89 M€ HT</b>	



### 1.3 Participations des collectivités aux équipements publics de la ZAC

#### Financement des Programmes des Équipements Publics

- Périmètre de la ZAC
- COOP 18.43% à la charge de l'EMS
- 50% à la charge de l'EMS
- 75% à la charge de l'EMS
- 92% à la charge de l'EMS
- 100% à la charge de l'EMS (hors concession ZAC)
- Besoins Péricolaires : 100% à charge Ville de Strasbourg





## 2 Descriptions

### 2.1 Les aménagements de la rue du Péage

Le projet de la nouvelle rue du Péage est porté par l'Eurométropole et répond à plusieurs objectifs urbains :

- maintenir la **fonctionnalité de la Liaison Inter-Ports**,
- s'inscrire dans **un profil et un paysage urbain qualitatif** en cohérence avec les aménagements prévus sur la ZAC Deux Rives,
- gérer une **relation fonctionnelle avec le tramway** qui passera au-dessus de la voirie,
- prendre en compte l'échelle humaine (piétons, cyclistes, habitants ...) pour que cette voie ne soit pas perçue uniquement comme un axe de transit subi, mais comme **un élément urbain à part entière** (franchissements, lumières, bancs, usages...).
- La future rue du Péage, d'une longueur d'environ 800 m reliera la rue de Lübeck, au nord, à la rue du Rhin Napoléon, au sud, à la hauteur de l'ouvrage de franchissement des voies ferrées. L'aménagement paysager aura pour fonction de minimiser l'impact de la circulation tout en contribuant à intégrer cette infrastructure dans son futur environnement, dans l'esprit d'un boulevard urbain paysager.



## 2.2 Les équipements de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg

Les équipements publics listés ci-après sont portés par la Ville de Strasbourg et sont intégrés au projet urbain d'ensemble dans le cadre de la présente modification :



### 2.2.1 Antennes CSC/CMS

Des espaces de mutualisation au sein de chaque quartier de la ZAC sont désignés pour permettre l'implantation d'antenne CSC (centre sociaux-culturels) et PMI/CMS (centre médicaux-sociaux). Les antennes CSC/CMS des quartiers Starlette, Citadelle et Rives du Rhin sont donc inscrits aux équipements prévus par la Ville de Strasbourg.

En effet, l'arrivée de nouveaux habitant-e-s à terme, et notamment une population jeune, va entraîner des besoins en matière périscolaire, qui pourraient nécessiter que des rez-de-chaussée d'opérations immobilières soient réservés à des antennes de CSC.

De plus, en raison du profil démographique des futurs arrivant-e-s sur le territoire – des ménages plutôt jeunes et probables parents - la place de la PMI (protection maternelle et infantile) sera particulièrement importante (consultation de nourrissons notamment, mais aussi pesées et suivi de situations particulières, vaccinations...).

Par ailleurs le taux de logements sociaux ou à accession sociale (30%), sans préjuger de la situation des occupant-e-s, entraînera probablement une demande croissante d'interventions sociales liées au maintien dans le logement, mais aussi un besoin en suivi d'insertion (RSA, accès à l'emploi, problèmes de garde ou de formation...).

### 2.2.2 Gymnase

Un gymnase est prévu sur le territoire en lien avec la programmation d'un collège franco-allemand à proximité. Cette structure pourra être mutualisée avec les besoins des groupes scolaires et des habitants de la ZAC.

### 2.2.3 Salle polyvalente

Une salle polyvalente / tiers lieu de 512 m<sup>2</sup> répondra à un besoin de convivialité, de partage, de pluralité d'usages publics, associatifs, et privés des habitants des quartiers COOP et Rives et Port du Rhin. Une salle en rez-de-chaussée de la Cave à Vins à la Coop a été identifiée pour accueillir cet équipement.

### 2.2.4 Plaine des sports

Ce projet vise à créer un espace extérieur multisports. Il doit permettre d'en enrichir les usages sportifs et de le rendre plus inclusif et équitable.

Un programme a été défini avec les services de l'Eurométropole et le projet d'équipement a fait l'objet d'études préalables avec l'agence TER, en lien avec les services de l'Eurométropole. Il prévoit un préau couvert avec terrains de volley et basket, une potence de boxe, une aire enherbée pour la pratique du football, une estrade de danse, des tables de ping-pong, une boîte à jeu et des vestiaires.

### 2.2.5 Local espace vert

La ZAC des Deux Rives prévoit la remise de deux parcs : la pointe Citadelle et le parc du petit Rhin, dans le patrimoine municipal. Ces espaces verts supplémentaires, couplés à l'aménagement des quais, nécessite la création d'un local espaces verts, permettant de réponse au besoin de gestion.

### 2.2.6 Skate-park

Ces projets visent à enrichir les usages et développer les activités sportives dans le périmètre de la ZAC. L'implantation de ces activités n'étant pas encore stabilisé, ils ne figurent pas sur la carte des équipements, il est toutefois prévus de les disposer afin d'agrémenter les espaces publics réalisés (sur le parc de la Citadelle, aux abords des Rives du Rhin, dans le Parc du Petit Rhin...) pour répondre aux besoins de tous les habitants.

Pour l'ensemble de ces équipements, et afin de satisfaire à l'article R 311-7 du Code de l'Urbanisme, le dossier de réalisation de ZAC comprend le projet de programme des équipements publics à réaliser sur le territoire, ainsi que les équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissements publics. Le dossier comprend les pièces faisant état de l'accord entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole et la SPL Deux Rives sur le principe de réalisation de



ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, leur participation au financement via la délibération de la Ville de Strasbourg du 31 janvier 2022 inscrivant l'ensemble des équipements au plan pluriannuel d'investissement.

### 2.3 Les équipements d'infrastructure (espaces publics) inclus à la concession

La structure urbaine de la ZAC Deux-Rives s'appuie sur le socle géographique préexistant. Les quartiers sont implantés sur les anciennes îles alluviales. Les anciens bras du Rhin dessinent un réseau d'espaces publics structurants. À l'échelle de la métropole strasbourgeoise, ce maillage permet d'instaurer un connecteur écologique efficace entre la Forêt de Neuhoef et la Forêt de la Robertsau.

#### 2.3.1 S'appuyer sur le socle géographique préexistant

##### Les digues

Les digues des infrastructures marquent le paysage du port par leur orientation nord-sud. Les doubles alignements d'arbres (tilleuls, peupliers, ormes) sont préservés ou replantés si nécessaire. Par leur position surélevée par rapport à la ville, les digues offrent un point de vue privilégié sur le territoire des Deux-Rives. La régularité des plantations cadre les vues et amplifie la présence de la digue.



##### Les allées

Les allées sont organisées perpendiculairement aux rives et guident le visiteur jusqu'à l'eau. Largement plantées et préservées de la circulation automobile, elles offrent aux habitants des espaces de proximité appropriables et au contact direct des logements. Les essences sélectionnées sont choisies pour la légèreté des feuillages. Le dégagement des branches basses permet de maintenir les vues sur les rives. Des haies arbustives assurent la transition entre espace public et espace privé.

### Les rives

Les rives accompagnent les anciens bras du Rhin. Le long du Rhin canalisé, du bassin Vauban ou de l'ancien lit du Petit Rhin, elles se déclinent en fonction des spécificités des quartiers. Une végétation hygrophile se développe librement (port libre, cépées). Les espèces endogènes sont favorisées pour reconstituer un écosystème proche des ripisylves du Rhin.



*Alnus glutinosa*

Aune glutineux

*Populus alba*

Peuplier blanc

*Populus tremula*

Peuplier tremble

*Populus canescens*

Peuplier grisard

*Salix caprea*

Saule marsault

*Salix alba*

Saule blanc

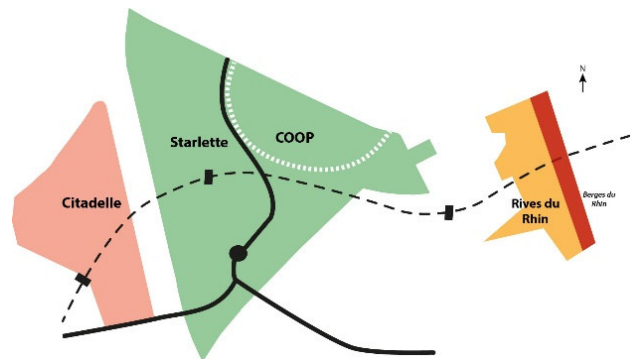
*Fraxinus excelsior*

Frêne commun

### 2.3.2 Les espaces publics structurants

### L'aménagement des berges du Rhin

L'aménagement des berges du Rhin est le prolongement logique du Jardin des Deux-Rives. D'une largeur de 60 mètres il permet d'articuler les nouveaux développements urbains avec le fleuve. Une succession de « plages » inondables proposent une nature accessible aux habitants. Cet aménagement contribue à la gestion des eaux pluviales du quartier à ciel ouvert et amplifie la biodiversité caractéristique des berges. Entre le pont de l'Europe et le pont du tram, un vaste belvédère donne à voir le fleuve et absorbe les dénivellations des infrastructures.

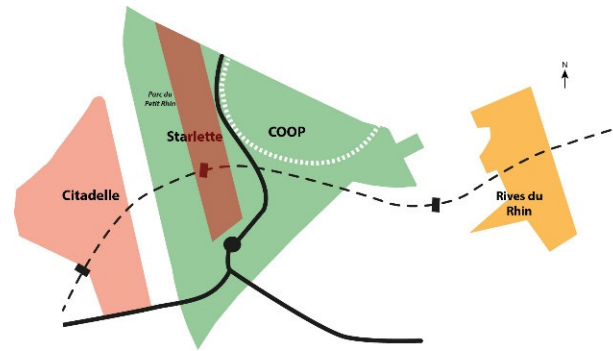




## L'aménagement du petit Rhin

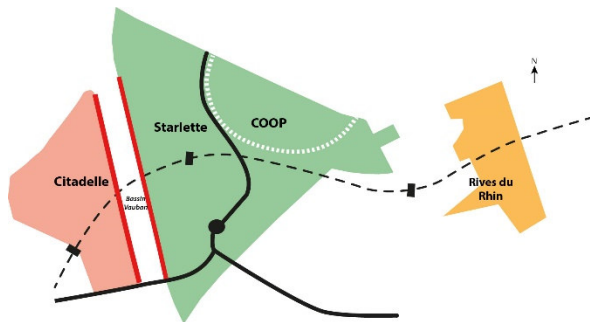
Implanté en lieu et place de l'ancien canal du Petit Rhin, cet aménagement tire parti d'un sol instable et difficilement valorisable. La végétation endémique se développe à l'image des rieds alsaciens.

Le caractère sauvage de cette pièce de nature est préservé par une gestion extensive. Des espaces récréatifs et sportifs contribuent par leur programmation à son activation.



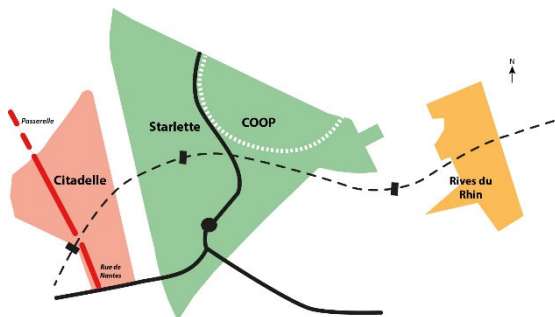
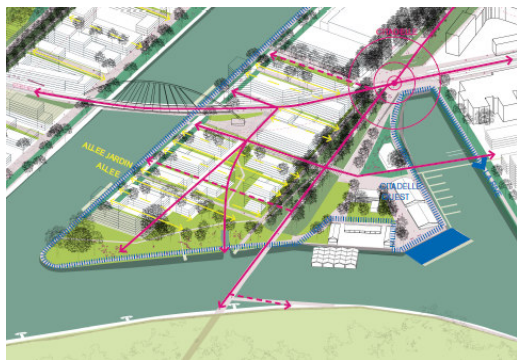
## Les quais du bassin Vauban

Les quais de Citadelles et de Starlette se font face de part et d'autre du Bassin Vauban. Côté Citadelles, un quai planté polyvalent de 20 mètres de large sert de dégagement en contrepoint à la domesticité des allées. Côté Starlette, un parc linéaire bordé d'une terrasse se déploie tout le long du quartier. Les murs perrés du bassin sont conservés en l'état sans être impactés par le projet et les possibilités de mise en avant d'un rapport à l'eau par l'aménagement de pontons et/ou d'équipements permettant d'approcher les bassins seront réalisés sur la presque Citadelles



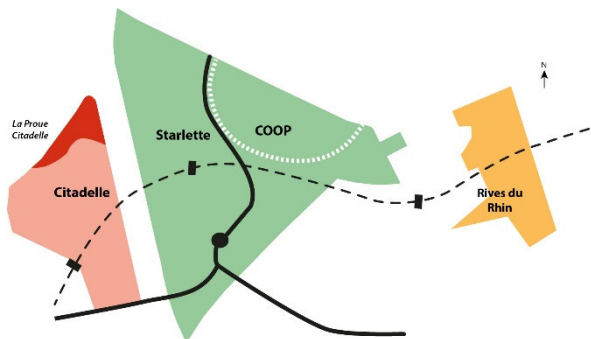
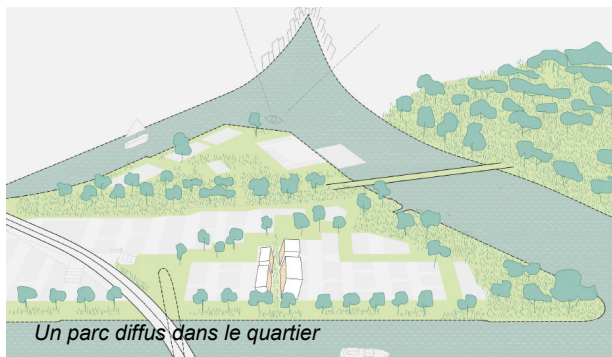
### La digue de la route de Nantes et la passerelle Dusuzeau

Trait d'union entre le quartier Esplanade et quartier du Neudorf, la digue de la route de Nantes et la passerelle Dusuzeau restituent une continuité urbaine altérée suite à la destruction du pont Tarade. La continuité des itinéraires piétons et cyclables est assurée afin de renforcer le maillage des modes doux à l'échelle de l'agglomération. Les alignements de tilleuls existants sont préservés.

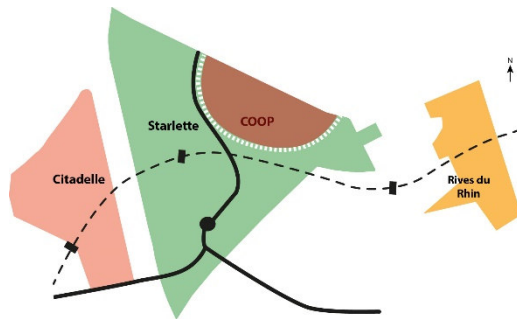


### La proue/pointe Citadelle

En vis-à-vis du parc de la Citadelle, cette rive se connecte à la digue de Nantes et au site planté de Citadelle Ouest pour former un grand parc dans le quartier largement plantée et au contact direct des logements. Le caractère exceptionnel de la proue, à la confluence de deux bassins majeurs du port en fait un lieu singulier en retrait par rapport à la ville.

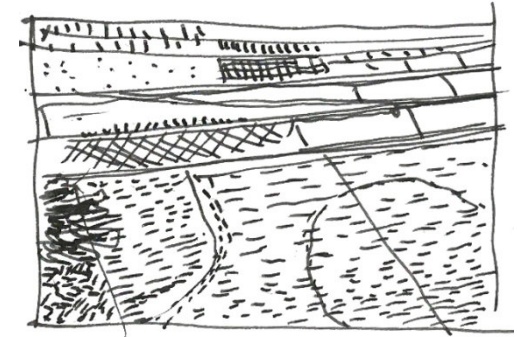


## Les aménagements de la COOP

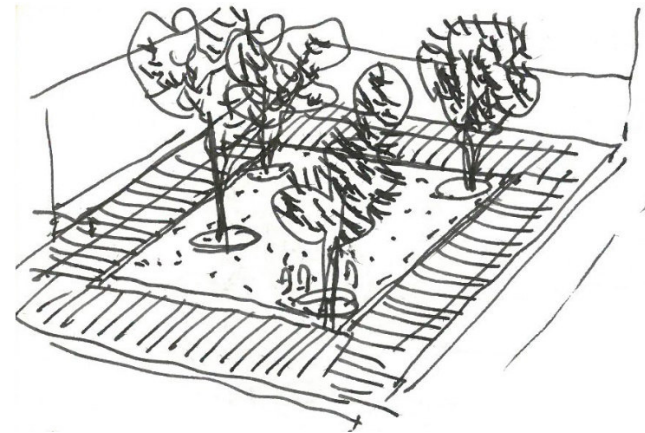


L'existant est le point de départ du projet et c'est à partir de ce qui est là que se dessinent les aménagements. Les sols existants restaurés et amendés, à partir des pavés un arlequin de textures de matières est composé. Les niveaux sont respectés.

Un réseau de rues, d'allées, de places, de passages et de cours accompagne la géométrie des bâtiments. Ce ne sont pas seulement des lieux où l'on passe mais où il se passe quelque chose. On favorise la flexibilité des usages. Les modes doux y sont privilégiés.



Des jardins partagés accompagnent la liaison entre le port sud et nord, le long de la rue du péage pour former le croissant des jardins. Aux abords des bâtiments des jardins de proximité sont aménagés, cours-jardins, petits squares, ils constituent des salons de plein-air. Lieux de détente et d'activités extérieures.



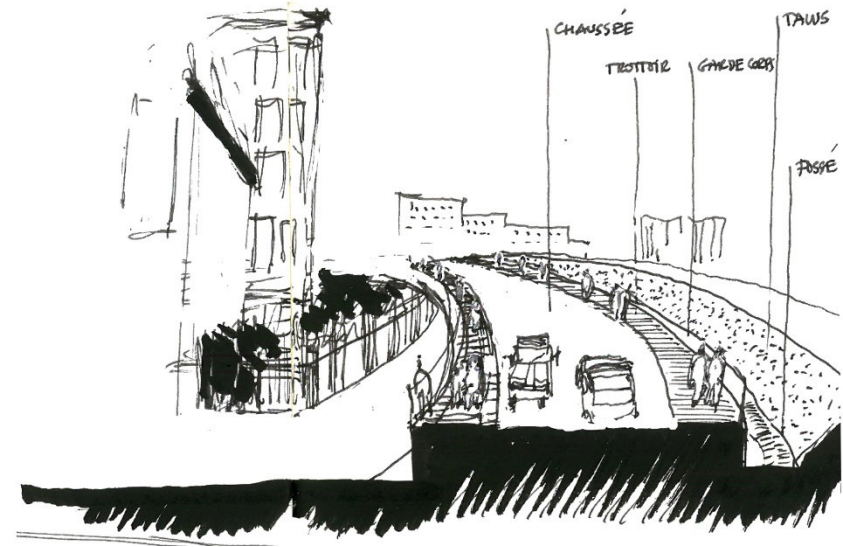




Les arbres existants sont préservés, de nouveaux sujets sont plantés. Arbres isolés ou bosquets, ils dessinent un paysage naturaliste.

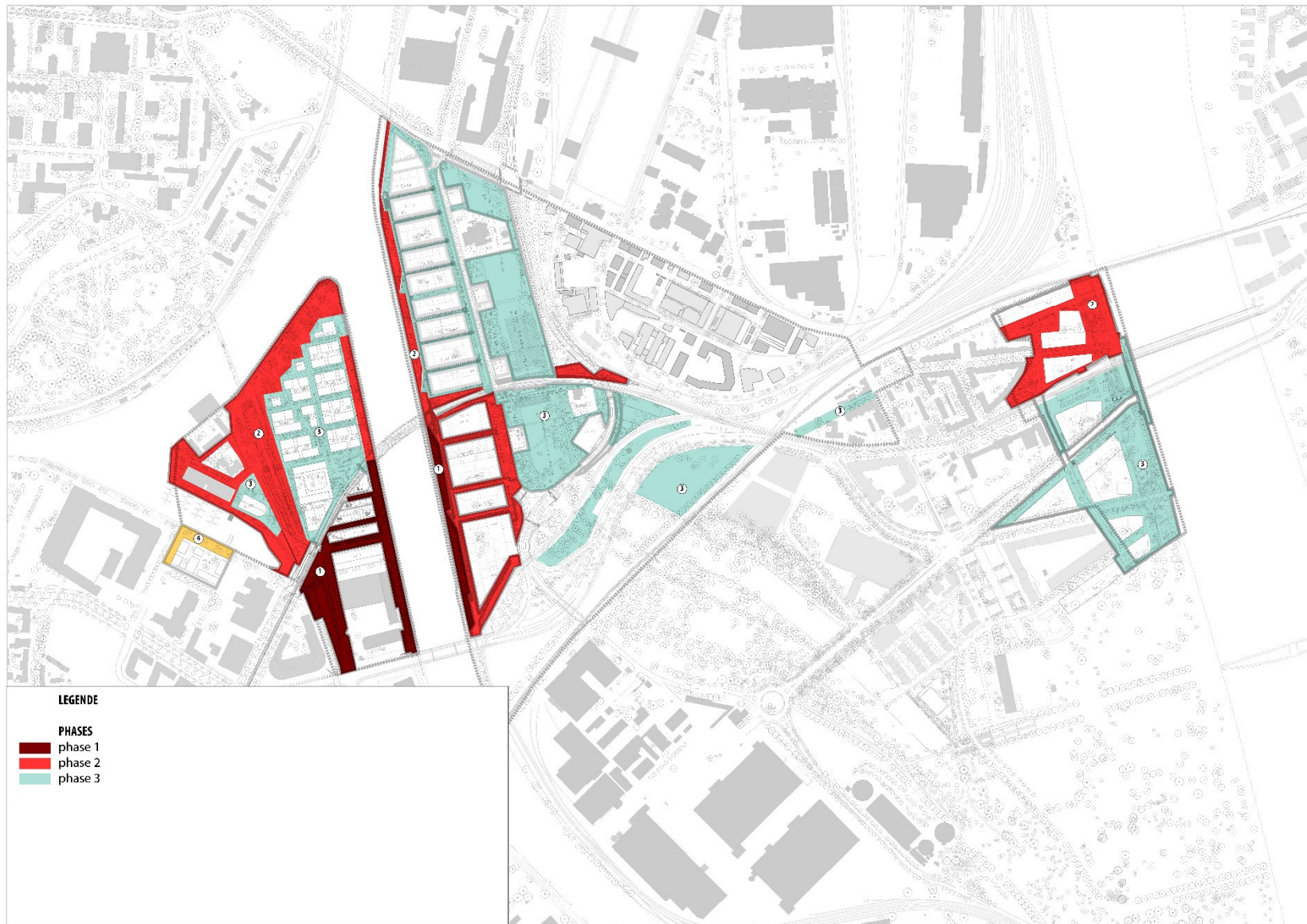
L'éclairage est réalisé à partir des bâtiments et en particulier en utilisant les auvents et les avancées dans l'esprit des seuils vivants.

L'anneau de la COOP forme une boucle de circulation automobile de desserte depuis un point d'entrée et de sortie situé au centre de la rue du Port du Rhin en prolongement de la rue de la Minoterie et complété par un point d'accès à l'extrémité est de la rue du Port du Rhin. Cette boucle établie parallèlement à la rue du Port du Rhin, épouse la courbure de la rue de la Coopérative. Pour créer une liaison de plain-pied avec la station de tramway « StarCoop », le niveau de la rue de la Coopérative est légèrement relevé.



Les aménagements sont réalisés par tranches et par couches successives, ils sont amendés et ajustés au fil du temps.

2.3.3 Plan de synthèse du phasage des espaces publics



**La réalisation des espaces publics de la ZAC a été découpée en trois grandes phases dont les programmes ont été déterminés pour accompagner la livraison des différents programmes de construction de la ZAC.**

#### **2.3.4 Phase 1 des Espaces Publics : 2017-2021**

La première phase d'intervention sur les espaces publics aura pour objet d'inscrire les grands principes d'aménagement voulus pour le projet urbain des Deux-Rives. Elle aura donc une vocation de démonstrateur pour les phases de travaux suivantes.

Cette phase de travaux se concentrera sur les secteurs au sud de la ligne de tramway pour les secteurs Citadelle et Starlette, comprenant :

- **l'aménagement des espaces publics des quais plantés le long du bassin Vauban,**
- **l'aménagement provisoire du quai circulé et des abords des ilots constructibles.** Ainsi seront également réalisés les travaux des réseaux secs et humides,
- **l'aménagement des espaces publics du secteur de la COOP** en cohérence avec la livraison des programmes d'équipements publics de superstructures portés par la Ville de Strasbourg sur ce dernier,
- **l'aménagement provisoire des espaces publics aux abords des stations et de la ligne de tramway,** notamment pour assurer la chaîne de déplacement depuis les stations de tramway vers les différents secteurs de la ZAC,
- **la requalification de la partie sud de l'ancienne route de Nantes.** Sectionnée suite aux travaux réalisés pour le passage du tramway, il s'agit de profiter de sa configuration en digue pour offrir des points de vue de qualité vers le bassin de la Citadelle, le bassin Vauban et le Rhin.



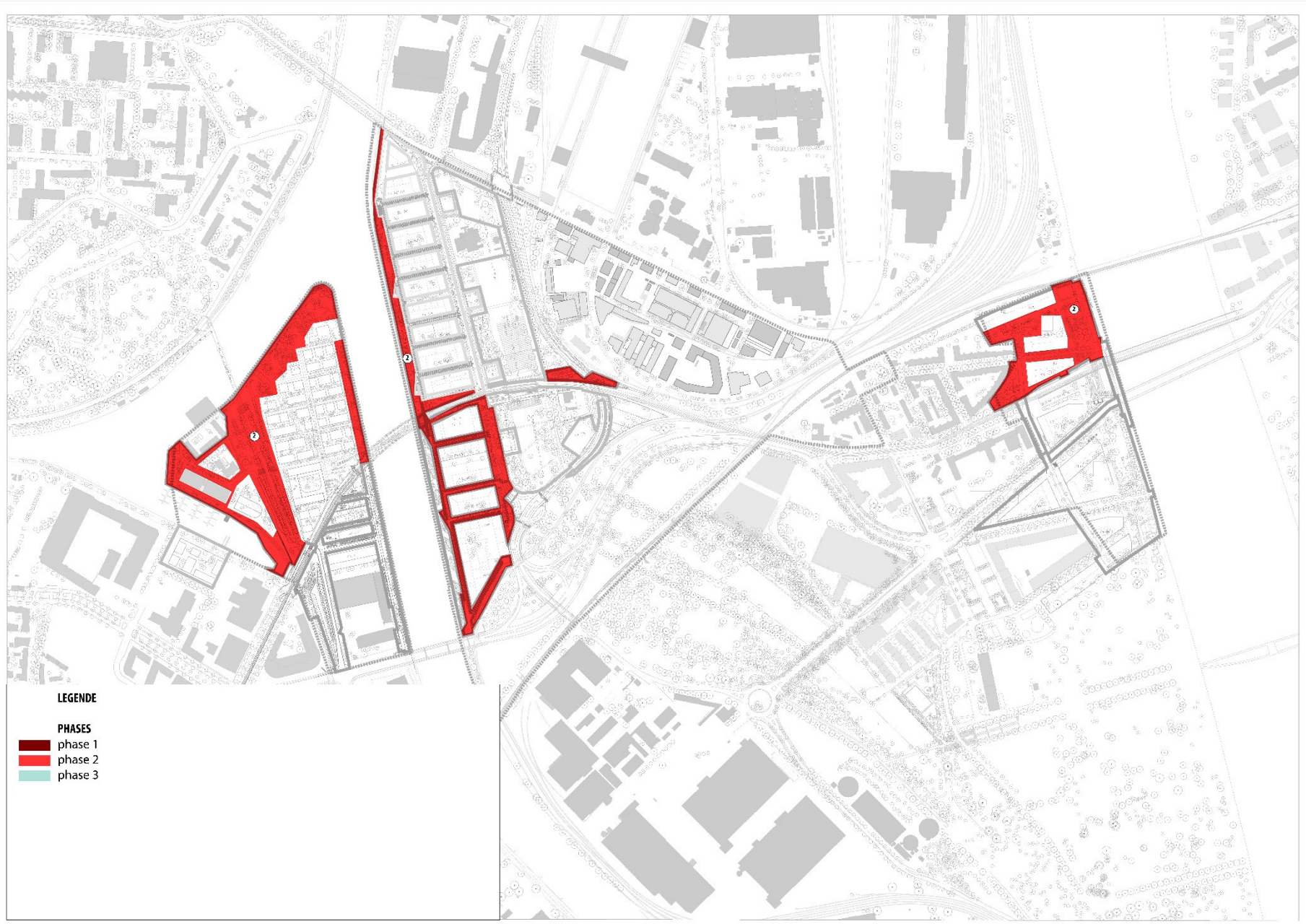


### 2.3.5 Phase 2 des Espaces Publics : 2022-2025

Accompagnant le rythme de commercialisation de la ZAC, la phase 2 des espaces publics s'inscrira dans la continuité des aménagements déjà livrés. Ainsi, elle portera :

- **sur l'aménagement définitif du quai circulé et des abords des ilots constructibles sur les secteurs de Citadelle et Starlette Sud.** Ainsi seront réalisés les travaux de VRD nécessaires au fonctionnement et à l'accessibilité des futurs ilots, mais également d'une partie des quais de part et d'autre du bassin Vauban,
- **sur l'aménagement des quais plantés le long du bassin Vauban, sur les secteurs au nord** de la ligne de tramway pour Citadelle et Starlette,
- **sur l'aménagement des espaces publics et des voiries du secteur Citadelle Nord,** comprenant les travaux de VRD, l'aménagement des places publiques au cœur du quartier, la réalisation des espaces verts de la pointe Citadelle, du rapport à l'eau, des aménagements aux abords des Halles Citadelle et l'achèvement de la requalification de la route de Nantes
- **sur l'aménagement provisoire du quai circulé et des abords des ilots constructibles de Starlette Nord.** Ainsi seront également réalisés les travaux des réseaux secs et humides,
- **sur la mutation de la route du Petit Rhin, au sud du tramway,** en voirie de desserte du secteur Starlette suite à l'entrée en fonctionnement de la rue du Péage dernier maillon de liaison entre le Port Autonome Nord et le Port Autonome Sud,
- **sur l'aménagement des voiries et VRD dont la place dite de la cour des Douanes,** nécessaires au bon fonctionnement des ilots construits au nord de la ligne du tramway,
- **sur l'aménagement d'un premier tronçon des Rives du Rhin.** Ces aménagements auront pour vocation de requalifier la rive implantée au nord des voies du tramway, afin de garantir un accès qualitatif et récréatif pour les futurs habitants des ilots implantés à proximité directe et les habitants du quartier du Port du Rhin,
- **sur l'achèvement des travaux d'espaces publics du secteur de la COOP.**





### 2.3.6 Phase 3 des Espaces Publics : 2024-2029

La dernière phase des espaces publics de la ZAC, aura pour objet :

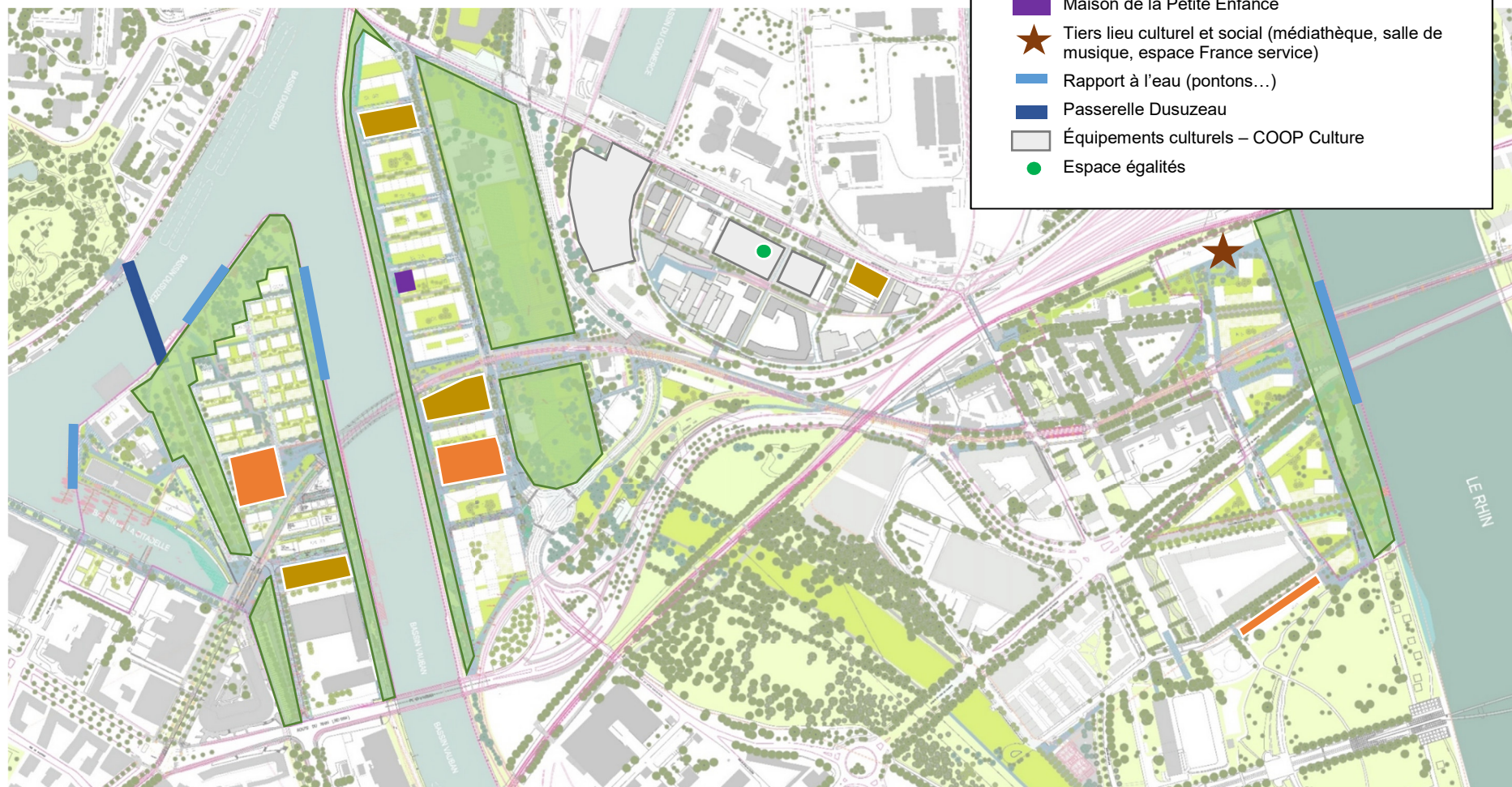
- **l'aménagement du parc du Petit Rhin** comprenant la partie active et naturelle du parc pour donner à l'aménagement du Petit Rhin toute sa dimension et ses fonctionnalités, aussi bien écologique que de détente et de loisir, en créant une véritable connexion entre le centre-ville de Strasbourg et le Jardin des Deux-Rives tout en favorisant les liaisons vertes et bleues entre les forêts de Neuhof et de la Robertsau.
- Compte tenu des difficultés rencontrées à la libération des emprises occupées, **le parc sera réalisé en deux temps**. La partie au sud du tram et la première moitié de l'emprise au nord de la voie seront finalisées à l'hiver 2025/2026. La partie la plus au Nord, actuellement occupée par des entreprises en service, sera quant à elle finalisée à l'horizon 2029.
- **la finalisation des travaux d'aménagement des Berges du Rhin**, comprenant le rapport à l'eau et permettant la déambulation le long du Rhin jusqu'au jardin des Deux-Rives.
- **l'aménagement définitif des espaces publics et voiries** nécessaire à la commercialisation des ilots **sur le secteur de Citadelle et Starlette Nord**,
- **la mutation de la route du Petit Rhin, au nord du tramway**, dans la continuité de la partie sud réalisée en phase 2.
- **la livraison de la passerelle** mode doux reliant le secteur Citadelle au Parc de la Citadelle en 2026.







## 2.4 Les équipements publics de superstructure inclus à la concession



#### 2.4.1 Ecoles

Les besoins scolaires ont été évalués à 31 classes en maternelle ou primaire pour l'ensemble du programme de la ZAC. S'appuyant sur un ratio revu à la hausse et s'établissant désormais entre 240 et 255 m<sup>2</sup>/classe, les classes seront ventilées en trois groupes scolaires :

- Un groupe scolaire de 13 classes (8 classes de primaire et 5 classes de maternelle) implanté sur le secteur sud de Starlette,
- Un groupe scolaire de 10 classes implanté en dehors du périmètre de ZAC en lisière du Jardin des Deux Rives. La construction de ce groupe scolaire aura pour effet une réorganisation des classes sur le secteur Rives du Rhin, notamment un transfert des classes de primaire de l'actuel groupe scolaire du Port du Rhin vers l'équipement construit par la SPL Deux Rives. Le groupe scolaire du Port du Rhin conservera quant à lui les besoins liés aux classes de maternelle en lien avec la crèche franco-allemande implantée dans le même bâtiment,
- Un groupe scolaire de 8 classes (5 classes de primaire et 3 classes de maternelle) implanté au cœur du secteur Citadelle en lien avec le tramway et la place de la pile.

Les livraisons des bâtiments sont entendues hors mobilier.

#### 2.4.2 Parkings

Pour répondre à la politique de stationnement innovante et volontaire voulue pour la ZAC Deux-Rives, cinq parkings silos publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL Deux Rives et implantés au sein des secteurs Citadelle, Starlette et COOP.

Ces parkings silos répondent à un besoin expertisé, en cohérence avec le Programme des Équipements Publics et le Programme Global des Construction de la ZAC, de 2 107 places réalisés.

Leurs implantations ont été étudiées pour répondre à la fois :

- A la volonté affichée d'une circulation apaisée et limitée au sein de ces secteurs,
- Au confort d'usage pour les habitants,
- A l'opportunité de pouvoir associer à ces ouvrages divers services aux habitants, tels que des commerces de proximité, des services de conciergerie...

#### 2.4.3 Périscolaires

Chaque établissement scolaire sur la ZAC Deux-Rives bénéficiera d'une superficie de 482 m<sup>2</sup> supplémentaires pour la création des espaces dédiés aux besoins périscolaires dans l'établissement. Ces surfaces correspondent à la réalisation des espaces d'accueil et de bureaux associés au périscolaire. En complément, sont prévues deux salles d'activités et une salle d'évolution y compris ses locaux annexes.

Les périscolaires sont intégralement financés par une participation de la ville de Strasbourg au bilan d'aménagement et sont inscrits dans le programme des équipements publics au titre de la concession.

Les écoles et les espaces de périscolaire étant imbriqués à chaque fois dans une même opération, il est convenu avec la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole que ces équipements seront intégralement remis en ouvrage, et donc intégré au patrimoine de la ville de Strasbourg via une convention tri-partite entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la SPL Deux Rives.

#### 2.4.4 *Maison de la Petite enfance*

À l'échelle du territoire, les besoins en maisons de la petite enfance (MPE) ont été évalués au nombre de deux, avec une capacité de 60 berceaux par établissement. Une première maison de la petite enfance est prévue sur le quartier Starlette, non loin de la station de tramway Starcoop et orientée sur les quais. Une réserve foncière est également prévue sur Citadelle pour une seconde maison de la petite enfance à terme.

Tout comme le périscolaire, cet équipement sera intégralement financé par une participation de la ville de Strasbourg au bilan d'aménagement et sera inscrit dans le programme des équipements publics au titre de la concession.

#### 2.4.5 *Un tiers lieu culturel et social (médiathèque, salle de musique, espace France Service)*

Le projet de pôle culturel regroupant un espace permettant les pratiques artistiques amateurs (studio de musique) et une antenne médiathèque pourrait s'implanter sur la Cour des Douanes, couplé à un espace France service et à des espaces extérieurs favorisant des usages sportifs. Ce pôle de services et équipements imbriqué dans le projet de logements/loisirs de la Cour des Douanes permettrait d'ouvrir ce secteur sur le quartier existant et d'en faire un lieu de vie et de proximité du Port du Rhin. Il s'ouvrirait sur la Cité Loucheur à l'ouest et le Rhin à l'est, dont les berges seront réaménagées par une promenade jusqu'au jardin des deux Rives. Il répondrait au manque actuel de lieu de lecture publique sur le quartier, en proximité immédiate du quartier prioritaire du Port du Rhin.

#### 2.4.6 *L'Espace égalités – Phase 1*

Afin de permettre l'activation du bâtiment de la Cave à Vins et de répondre aux besoins de relocalisation de l'Espace Égalités au sein du patrimoine de la Ville de Strasbourg, la SPL Deux Rives aménagera une partie de la Salle Hypostyle (RdC de la Cave à Vins). Ces aménagements permettront de répondre au programme transmis par la Collectivité. Des travaux de cloisonnement, d'adaptation des équipements électriques / SSI / fluide et de finition (peinture / menuiserie) sont à prévoir. Les opérations de déménagement et réaménagement des équipements de scénographie restent à la charge des équipes gestionnaires de l'Espace Égalités.

#### 2.4.7 *Passerelle « Dusuzeau »*

Élément fort de lien avec le parc de la Citadelle et le centre-ville de Strasbourg (trottoir sud du quai des Belges), cette passerelle uniquement dédiée aux modes doux restitue une continuité urbaine altérée suite à la destruction du pont Tarade. Cette continuité des itinéraires piétons et cyclables participe au renforcement du réseau modes doux à l'échelle de toute l'Eurométropole.

L'accès quai des belges pourra être réaménagé tout en permettant la bonne liaison avec les continuités piétonnes et cycles le long de l'eau. La passerelle doit être conçue comme un grand belvédère. Celle-ci doit mener à l'entrée du Parc de la Citadelle.

La mise en place et la passerelle ne devra pas porter atteinte au maintien des arbres présents sur site.

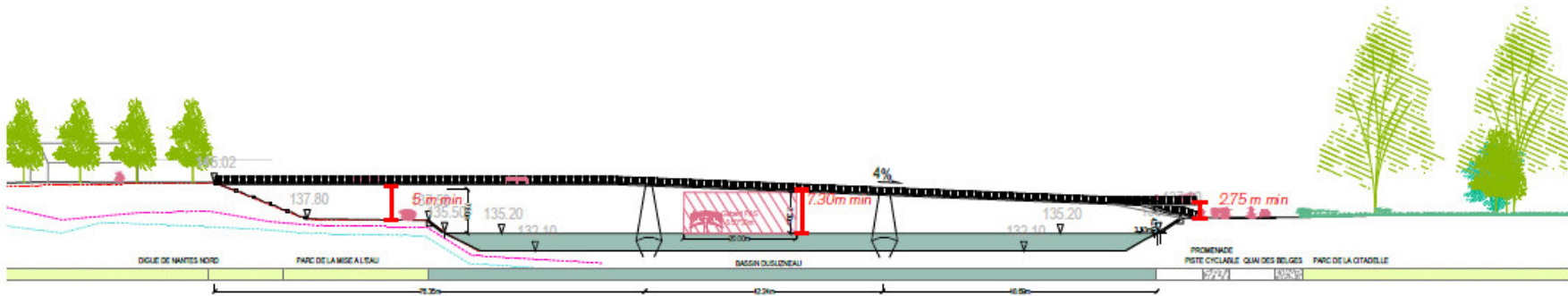
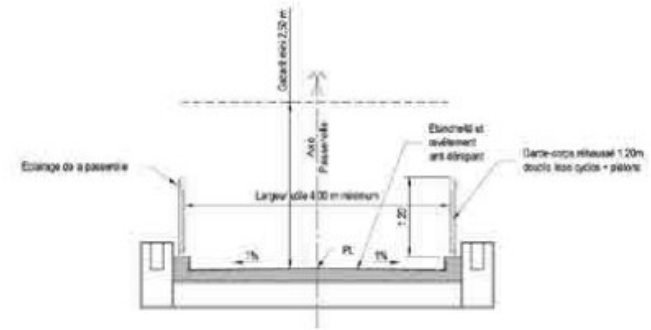
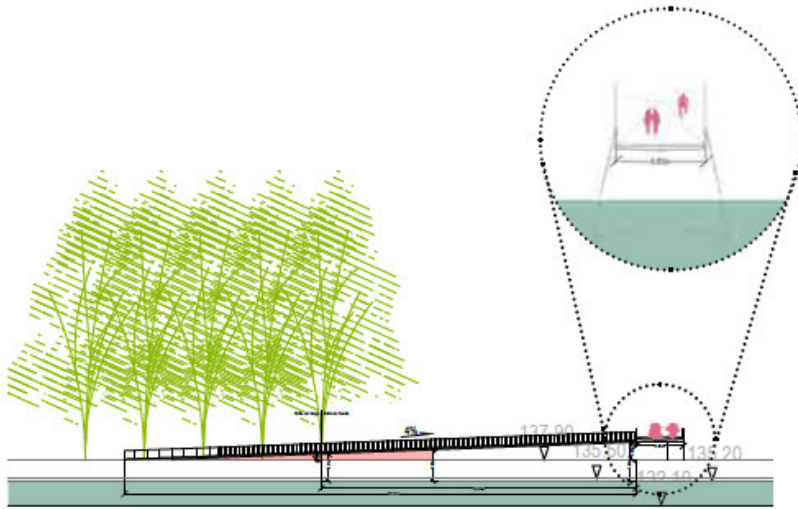
La rampe devra se situer à 5 m maximum du quai des belges. Un élément particulier devra être mise en œuvre afin d'occulter le dessous de la rampe à partir des 2.75 m praticable.

Sur 171 m de long, la passerelle «modes actifs» devra s'inscrire dans le vocabulaire portuaire et strasbourgeois. Sur 6 m de large, cycles et piétons pourront relier la station de tram Citadelle et le Parc de la Citadelle directement. La passerelle pourra s'appuyer sur maximum deux piles tout en assurant un gabarit navigable de 52 m sur 7,30 m pour le passage des bateaux.





Coupe : les invariants de la passerelle Dusuzeau



#### 2.4.8 Le projet d'équipement culturel du secteur COOP

Au sein du projet d'aménagement des Deux-Rives, le site de l'ancien siège des Coopérateurs d'Alsace bénéficie d'un attachement fort des Strasbourgeois de par son histoire et sa symbolique.

Ce site exceptionnel a vocation à être le creuset d'une nouvelle approche de la cité, inspirée par l'esprit coopératif, développant de nouvelles mixités entre cultures, vie sociale et économies, où innovation, création et esprit d'initiatives permettent de tester et d'inventer de nouveaux modes de vivre et d'entreprendre. Les activités qui y seront développées s'appuieront sur des initiatives créatives, caractérisées par le décloisonnement des approches et pratiques. La fertilisation croisée de talents issus des champs de l'art, de la culture et de l'économie, notamment créative, sociale et solidaire, y sera recherchée.

Par la délibération du conseil municipal en date du 27 juin 2016, la Ville de Strasbourg, en lien avec l'Eurométropole Strasbourg et la SPL Deux-Rives, a souhaité garantir les conditions de la préservation patrimoniale des lieux, assurer les conditions d'émergences de projets novateurs, privés comme publics, ouvrir un espace d'investissement de la ville par ses habitants et ses acteurs.

Cette ambition se traduit par la réalisation d'un grand équipement public multisite à vocation culturelle sur le secteur de la COOP. Ce programme d'équipement public portera sur l'accueil des activités suivantes.

##### **Sur le lieu-dit de « la virgule »**

À l'ouest du site, face à la Capitainerie, se situaient les anciens garages et ateliers de la Coopé. Ils composent, avec les ateliers du Port Autonome de Strasbourg au Sud, la forme caractéristique de « virgule ».

Les bâtiments et la vaste cour centrale offrent des espaces privilégiés pour une appropriation artistique et créative des lieux.

C'est sur ce site que la Ville de Strasbourg et la SPL Deux-Rives visent à consolider un lieu de vie et d'échanges structurants du site COOP, tirant parti de la configuration des espaces extérieurs et des qualités des bâtiments existants, tout en développant une relation forte avec les autres acteurs et espaces du projet (ex : espaces polyvalents de la cave à vins, acteurs du projets kaléidoscoop, futurs acteurs du site et habitants ou travailleurs du quartier des deux-rives/Port du Rhin, etc).



La réhabilitation des bâtiments existants permettra d'accueillir :

- Des ateliers individuels ou collectifs pour la pratique artistique,
- Des lieux de travail pour les métiers de la création au sens large, tels que des ateliers de fabrication, de production (par exemple atelier bois, sérigraphie, atelier numérique 3D), de montage ou d'assemblage, d'espaces de stockage,
- Des espaces mutualisés, faisant appel à un esprit de partage et de coopération entre occupants, seront privilégiés.

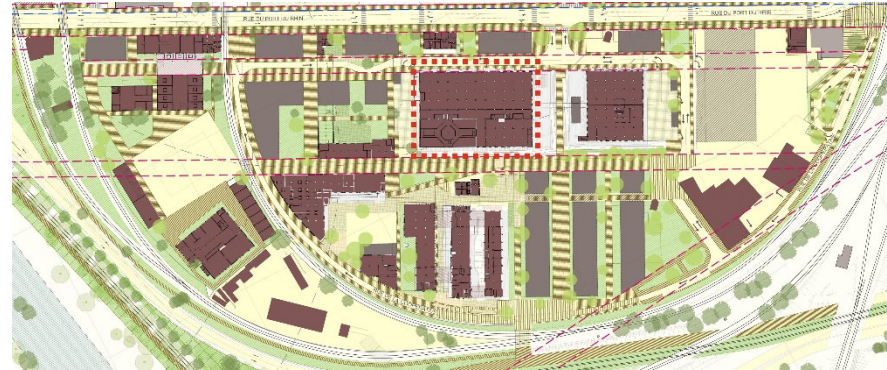
À l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt porté par la Ville de Strasbourg, trois collectifs ont été retenus, au lieu de deux initialement prévus. Les échanges avec ces derniers ont mis au jour des besoins de surface complémentaire pour permettre un bon fonctionnement du site. Cela a conduit à la réalisation d'une extension bâtie de 255 m<sup>2</sup>.

### **Dans le bâtiment dit de « la Cave à vins »**

La transformation de la Cave à Vins permettra la création d'espaces polyvalents permettant l'accueil d'événements culturels et économiques, de types : concerts, festivals et festivités, expositions, installations et performances, salons et autres manifestations ouvertes au public.

Ainsi que les espaces de convivialité concourant au bon fonctionnement de ces types d'événements, tel que par exemple des espaces permettant le développement d'offres diversifiées de restauration.

Ce programme d'équipement public porte sur environ 65% de la surface du bâti. Les espaces restants seront dédiés à l'accueil d'activités à vocation économique (ateliers de travail, espaces de réunion...).



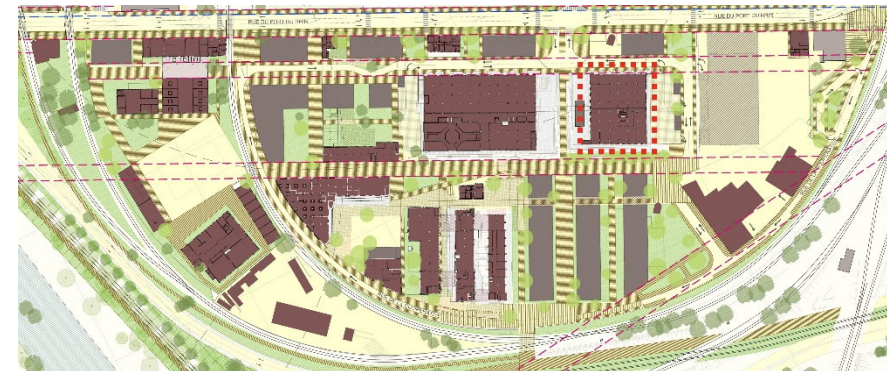
Dans la perspective de lancer un Appel à projet en vue du choix d'un ou plusieurs porteurs de projets à l'été 2019, une étude sectorielle mandatée par la SPL Deux Rives a fait valoir que les investissements à la charge du futur exploitant estimés à un montant de 4 M€ tendraient à restreindre fortement le nombre de candidats susceptibles de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt au vu des capacités financières des opérateurs du secteur.

Dans ce contexte, il est proposé que la Ville préfinance le coût de ces aménagements intérieurs nécessaires à l'exploitation future du site par le versement d'un complément de participation à verser à la SPL et qu'après remise de l'équipement culturel à la Ville de Strasbourg, cette dernière mette en place un montage lui permettant d'amortir les investissements préfinancés par une redevance ajustée à la charge du ou des futurs exploitants.

### **Dans le bâtiment dit de « l'Union Sociale »**

Le bâtiment de l'Union Sociale accueillera le Centre d'études et de conservation des collections des musées de Strasbourg. Ce programme a pour objet de créer des espaces dédiés à l'étude, la restauration et la conservation des collections des musées de Strasbourg. Ces espaces comporteront également une dimension de médiation et de valorisation des métiers y concourant et s'articulant avec la vocation créative du projet d'ensemble de la Coop.

Il s'agit d'un outil fonctionnel de centralisation des réserves, présentant des conditions de conservation différenciées par typologie de collections ainsi que des espaces dédiés aux traitements, à la gestion et à l'étude scientifique des œuvres.



La création de cet équipement est également l'opportunité de regrouper les fonctions liées à l'activité des musées comme la régie technique (ateliers technique et de maintenance) et l'accueil du public pour des activités pédagogiques et de médiation ponctuelle.

### **Une approche sobre et inventive de la rénovation du site**

Pour mener à bien les réhabilitations de ce site, l'agence Alexandre CHEMETOFF, maître d'œuvre du site, propose alors une méthode sobre de rénovation. Trois principes guident cette démarche de projet pour la transformation et l'adaptation à de nouvelles fonctions : la primauté de l'existant, le « à partir de », le réemploi. Alexandre CHEMETOFF définit ces trois notions de la manière suivante :

*« **La primauté de l'existant.** L'adaptation des contraintes et des programmes à l'état des lieux. C'est l'existant qui prime à la fois pour des raisons techniques, budgétaires et esthétiques. Entre deux solutions, c'est celle qui s'appuie le mieux sur l'état des lieux qui sera préférée.*

*« **A partir de** ». À toutes les échelles du projet on travaille à partir de quelque chose, s'appuyant sur l'existant. À partir de la COOP, mais aussi à partir du quai à redent, à partir des baies existantes,... Ce qui introduit l'idée de rendre visibles les traces de la transformation.*

***Le réemploi.** On cherchera à réutiliser des solutions adoptées sur le site pour traiter tel ou tel détails comme par exemple la manière de construire des cloisons entre des poteaux de la structure champignon, ou le réemploi de matériaux comme les volets bois [...] ou bien les dalles de béton de protection d'étanchéité des toits-terrasses. »*

Le succès de cette réhabilitation, permettant de traiter de manière efficace et rapide une large partie des bâtiments, est assuré par la réalisation d'un programme frugal de travaux, se concentrant sur un traitement à minima des éléments nécessaires à la sauvegarde du site : traitement des façades, étanchéité, menuiserie, colonnes techniques principales... Dans ce contexte, les travaux d'aménagement intérieur de second œuvre, de type cloisonnement, éclairage intérieur, équipement spécifiques..., seront à la charge des futurs utilisateurs une fois leurs projets connus.



Nom	Courte description	Surfaces indicatives	Montant estimatif HT Travaux	Montant estimatif HT Coût d'opération	Livraison prévisionnelle	Maîtrise d'ouvrage	En patrimoine et en gestion	Répartition financière (HT)					
								SPL	%	EMS	%	VDS	%
<b>Equipements primaires de la ZAC</b>													
Aménagement de la Rue du Péage				18,72 M€ HT	2022	EMS	EMS			17,60 M€ HT	94%	1,12 M€ HT	6%
Renouvellement canalisations d'eau potable				0,55 M€ HT	2019-2027	SPL	EMS Concessionnaires			0,55 M€ HT	100%		
<b>TOTAL EQUIPEMENTS PRIMAIRES ZAC (valeur 2016)</b>				<b>19,27 M€ HT</b>	<b>2019-2027</b>		EMS Concessionnaires			<b>18,15 M€ HT</b>	<b>94%</b>	<b>1,12 M€ HT</b>	<b>6%</b>
Salle Polyvalente	Aménagement d'une salle polyvalente au sein de la Cave à vins pour les besoins des quartiers COOP et Rives du Rhin (y c cout d'acquisition du foncier à hauteur de 400 000€HT)	512,00 m²		1,10 M€ HT	2023	VdS	VdS					1,10 M€ HT	100%
Plaine des Sports	Aménagement d'une aire sportive, sis sur l'ancien parking Rhena, intégrant - un préau couvert avec terrains de volley et basket 3x3, - une potence de boxe - Une aire enherbée pour la pratique du football - une estrade de danse, - des tables de ping pong - une boîte à jeu et des vestiaires	5 400,00 m²		2,20 M€ HT	2027	VdS	VdS					2,20 M€ HT	100%
Skate park				1,50 M€ HT	2027	VdS	VdS					1,50 M€ HT	100%
Antenne CSC ou Centre Medico Social et service jeunesse	En vue de répondre au besoins identifiés respectivement sur le secteur de Starlette, Citadelle (Imbriqué dans le programme à développer sur CIT 6), starlette (emplacement à définir) et Rives et Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur R15) (yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m²)	250 m² par équipement		3,00 M€ HT	2027	VdS	VdS					3,00 M€ HT	100%
Gymnase	Implantation prévisionnelle à l'arrière de la Villa Fischer			4,20 M€ HT	2027	VdS	VdS					4,20 M€ HT	100%
local espace vert	Pour répondre aux besoins d'entretien des parcs nouvellements aménagés et existants, prévu à proximité de l'avenue du Rhin (Terrain dit de "la lentille")			1,80 M€ HT	2027	VdS	VdS					1,80 M€ HT	100%
<b>TOTAL EQUIPEMENTS Publics VdS (valeur 09.2021)</b>				<b>13,80 M€ HT</b>						<b>0,00 M€ HT</b>		<b>13,80 M€ HT</b>	



Nom	Courte description	Surfaces indicatives	Montant estimatif HT Travaux à date de valeur de livraison prévisionnelle	Montant estimatif HT Cout d'Operation à date de valeur de livraison prévisionnelle (1)	Livraison prévisionnelle	Maîtrise d'ouvrage	En patrimoine et en gestion	Répartition financière (HT)					
								SPL à date de valeur	%	EMS à date valeur	%	VDS à date de valeur	%
<b>Les équipements publics d'infrastructure</b>													
Phase 1 de travaux d'espaces publics	<b>Citadelle :</b>	24 086,00 m <sup>2</sup>	4,21 M€ HT	6,07 M€ HT	2022	SPL	EMS Concessionnaires	4,32 M€ HT	71%	1,75 M€ HT	29%		
	la moitié du quai Vauban	7 051,50 m <sup>2</sup>			2022						50%		
	la moitié de la route de Nantes,	7 113,50 m <sup>2</sup>			2022						50%		
	préfiguration des voiries au sud tramway	7 093,00 m <sup>2</sup>			2021						0%		
	Mur de soutènement du talus du tram	82,00 m <sup>2</sup>			2021						0%		
	<b>Starlette :</b>	11 705,00 m <sup>2</sup>	2,45 M€ HT	5,54 M€ HT	2022	SPL	EMS Concessionnaires	2,95 M€ HT	53%	2,59 M€ HT	47%		
	la moitié du quai Vauban	9 087,67 m <sup>2</sup>			2022						50%		
	préfiguration des voiries provisoires (sud tramway)	2 617,33 m <sup>2</sup>			2021						0%		
	Reseau Rue du peage				2019						100%		
	COOP : première "couche" d'intervention traitant en particulier virgule, boucle intérieure, passage à niveau, abords cave à vin et union sociale, liaison tramway	30 000,00 m <sup>2</sup>	4,07 M€ HT	7,21 M€ HT	2021	SPL	EMS Concessionnaires	6,28 M€ HT	87%	0,94 M€ HT	13%		
<b>TOTAL PHASE 1</b>	<b>65 791,00 m<sup>2</sup></b>	<b>10,74 M€ HT</b>	<b>18,82 M€ HT</b>	<b>2018-2021</b>			<b>13,54 M€ HT</b>	<b>72%</b>	<b>5,27 M€ HT</b>	<b>28%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>		
Phase 2 de travaux d'espaces publics	<b>Citadelle :</b>	62 337,00 m <sup>2</sup>	10,87 M€ HT	18,06 M€ HT	2022-2025	SPL	EMS Concessionnaires	9,29 M€ HT	51%	8,77 M€ HT	49%		
	la moitié du quai Vauban	7 051,50 m <sup>2</sup>			2023						50%		
	place du tramway,	2 828,00 m <sup>2</sup>			2021						75%		
	Parc de la pointe Nord Citadelle	20 623,00 m <sup>2</sup>			2024						75%		
	PLACE DES DOCK - CIT Ouest	11 673,00 m <sup>2</sup>			2024						50%		
	Digue de Nantes,	7 113,50 m <sup>2</sup>			2022						75%		
	préfiguration des voiries nord tramway	12 460,00 m <sup>2</sup>			2023-2024						0%		
	la place Haute	1 254,00 m <sup>2</sup>			2024						50%		
	Rapport à l'eau	2 162,00 m <sup>2</sup>			2023						50%		
	<b>Starlette :</b>	68 915,92 m <sup>2</sup>	6,44 M€ HT	10,07 M€ HT	2022-2025	SPL	EMS Concessionnaires	6,09 M€ HT	60%	3,98 M€ HT	40%		
	la moitié du quai Vauban	18 175,33 m <sup>2</sup>			2023						50%		
	Route du Petit Rhin Sud	6 039,67 m <sup>2</sup>			2022						50%		
	Raccordement route du péage	5 281,00 m <sup>2</sup>			2023						75%		
	préfiguration des 2/3 voiries (nord tramway)	5 234,67 m <sup>2</sup>			2023						0%		
	Voies définitives Sud	6 550,00 m <sup>2</sup>			2025						0%		
	<b>Rives du Rhin :</b>	28 228,50 m <sup>2</sup>	5,30 M€ HT	8,78 M€ HT	2023	SPL	EMS Concessionnaires	4,39 M€ HT	50%	4,39 M€ HT	50%		
	voiries	4 550,00 m <sup>2</sup>			2023						0%		
	Place de la cour des Douanes												
	place COOP-BORDS	8 761,00 m <sup>2</sup>			2024						50%		
	la moitié des Rives du Rhin	14 917,50 m <sup>2</sup>			2024						50%		
COOP : Deuxième "couche" d'intervention et finalisation des espaces publics	11 300,00 m <sup>2</sup>	1,18 M€ HT	2,23 M€ HT	2023	SPL	EMS Concessionnaires	1,43 M€ HT	64%	0,80 M€ HT	36%			
<b>TOTAL PHASE 2</b>	<b>170 781,42 m<sup>2</sup></b>	<b>23,78 M€ HT</b>	<b>39,14 M€ HT</b>	<b>2022-2026</b>			<b>21,20 M€ HT</b>	<b>54%</b>	<b>17,94 M€ HT</b>	<b>46%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>		
<b>Citadelle</b>	19 553,00 m <sup>2</sup>	1,02 M€ HT	1,39 M€ HT	2024-2028			1,39 M€ HT	100%	0,00 M€ HT	0%			
Voies définitives	19 553,00 m <sup>2</sup>			2024-2028						0%			
Phase 3 de travaux d'espaces publics	<b>Starlette :</b>	92 562,08 m <sup>2</sup>	11,72 M€ HT	25,26 M€ HT	2024-2028	SPL	EMS Concessionnaires	7,15 M€ HT	28%	18,11 M€ HT	72%		
	aménagement du Parc Petit Rhin actif	72 630,75 m <sup>2</sup>			2026						75%		
	Petit rhin Sud et centre												
	Aménagements du Parc Petit Rhin	26 351,25 m <sup>2</sup>			2029						75%		
	Petit Rhin Nord												
	yc Indemnités d'éviction pour maîtrise foncière du parc										75%		
	Voies définitives Nord	6 310,00 m <sup>2</sup>			2024-2028						0%		
	Route du Petit Rhin Nord (2/3)	12 079,33 m <sup>2</sup>			2024-2028						75%		
	place du plateau+plateau du parc	7 834,00 m <sup>2</sup>			2026						75%		
	<b>Rives du Rhin :</b>	24 593,50 m <sup>2</sup>	6,31 M€ HT	8,94 M€ HT	2024-2028	SPL	EMS Concessionnaires	3,96 M€ HT	44%	4,98 M€ HT	56%		
	la moitié des Rives du Rhin	14 917,50 m <sup>2</sup>			2025-2026						50%		
	Balcon du Rhin	7 926,00 m <sup>2</sup>			2025						50%		
	Rapport à l'eau (surface de la passerelle sur pilotis augmenté et épis sud)	1 750,00 m <sup>2</sup>			2026						50%		
pontons	287,00 m <sup>2</sup>			2028						50%			
<b>TOTAL PHASE 3</b>	<b>136 708,58 m<sup>2</sup></b>	<b>19,05 M€ HT</b>	<b>35,59 M€ HT</b>	<b>2024</b>			<b>12,50 M€ HT</b>	<b>35%</b>	<b>23,09 M€ HT</b>	<b>65%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>		
<b>TOTAL ESPACES PUBLICS</b>	<b>373 281,00 m<sup>2</sup></b>	<b>53,58 M€ HT</b>	<b>93,54 M€ HT</b>							<b>46,31 M€ HT</b>			
Création poste source	Création d'un poste source pour alimentation de la ZAC en HTA			10,10 M€ HT	2024	ESR	ESR	6,46 M€ HT	64%				
<b>TOTAL ESR</b>		<b>10,00 M€ HT</b>	<b>10,10 M€ HT</b>	<b>2024</b>		ESR	ESR	<b>6,46 M€ HT</b>	<b>64%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>

Nom	Courte description	Surfaces indicatives	Montant estimatif HT Travaux à date de valeur de livraison prévisionnelle	Montant estimatif HT Cout d'Operation à date de valeur de livraison prévisionnelle (2)	Livraison prévisionnelle	Maîtrise d'ouvrage	En patrimoine et en gestion	Répartition financière (HT)					
								SPL à date de valeur	%	EMS à date valeur	%	VDS à date de valeur	%
<b>Les équipements de superstructure</b>													
Ecoles	Groupe scolaire Starlette (8 ELEM + 5 MATER)	3 269,00 m² SDO	7,06 M€ HT	9,25 M€ HT	2025	SPL	VDS	9,25 M€ HT	100%				
	Besoins Periscolaire et salle d'évolution	481,00 m² SDO	1,04 M€ HT	1,46 M€ HT			VDS					1,46 M€ HT	100%
	Groupe scolaire Rives du Rhin (6 ELEM + 4 MATER)	2 414,00 m² SDO	5,17 M€ HT	6,78 M€ HT	2027	SPL	VDS	6,78 M€ HT	100%				
	Besoins Periscolaire et salle d'évolution	482,00 m² SDO	1,08 M€ HT	1,51 M€ HT			VDS					1,51 M€ HT	100%
	Groupe scolaire Citadelle (5 ELEM + 3 MATER)	2 038,00 m² SDO	4,58 M€ HT	6,00 M€ HT	2029	SPL	VDS	6,00 M€ HT	100%				
	Besoins Periscolaire et salle d'évolution	482,00 m² SDO	1,17 M€ HT	1,63 M€ HT			VDS					1,63 M€ HT	100%
	<b>TOTAL ECOLES (19 ELEM + 12 MATER)</b>	<b>9 166,00 m²</b>	<b>20,11 M€ HT</b>	<b>26,62 M€ HT</b>	<b>2022-2029</b>			<b>22,02 M€ HT</b>		<b>0,00 M€ HT</b>		<b>4,60 M€ HT</b>	
Parkings silos	Parking Starlette Sud (495 places)	13 980,00 m²	7,50 M€ HT	9,20 M€ HT	2023	SPL	EMS	9,20 M€ HT	100%				
	y compris modif 3 PLUi et équipements de bornes de recharge complémentaires à hauteur de 10% de places équipées permettant la recharge sur bornes de charge lente												
	Parking Citadelle Sud (432 places)	9 690,00 m²	5,90 M€ HT	7,17 M€ HT	2021	SPL	EMS	7,17 M€ HT	100%				
	Non concerné												
	Parking Starlette Nord (580 places)	10 140,00 m²	10,11 M€ HT	13,14 M€ HT	2025	SPL	EMS	13,14 M€ HT	100%				
	y compris modif 3 PLUi et équipements de bornes de recharge complémentaires à hauteur de 10% de places équipées permettant la recharge sur bornes de charge lente												
	Parking COOP (600 places)	15 600,00 m²	8,26 M€ HT	10,63 M€ HT	2023	SPL	EMS	10,63 M€ HT	100%				
	<b>TOTAL PARKINGS SILOS (2 107 places)</b>	<b>65 700,00 m²</b>	<b>31,77 M€ HT</b>	<b>40,14 M€ HT</b>				<b>40,14 M€ HT</b>	<b>100%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>
Passerelle DUSUZEAU	Création d'une passerelle mode doux de franchissement du bassin DUSUZEAU		8,84 M€ HT	10,81 M€ HT	2026	SPL	EMS	0,89 M€ HT	8%	9,92 M€ HT	92%		
	<b>TOTAL PASSERELLE</b>		<b>8,84 M€ HT</b>	<b>10,81 M€ HT</b>	<b>2029</b>	SPL	EMS	<b>0,89 M€ HT</b>	<b>8%</b>	<b>9,92 M€ HT</b>	<b>92%</b>	<b>0,00 M€ HT</b>	<b>0%</b>

Espace Egalités Phase 1	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur de la Coop (imbriqué dans la salle hypostyle de la Cave à vins - Coop Culture)	980,00 m <sup>2</sup>	0,15 M€ HT	0,24 M€ HT	2023	SPL	VdS					0,24 M€ HT	100%
Studio de musique	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur du Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur R18 yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m <sup>2</sup> )	100,00 m <sup>2</sup>	0,43 M€ HT	0,60 M€ HT	2023 - 2025	SPL	VdS					0,60 M€ HT	100%
Médiathèque	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur du Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur R18 yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m <sup>2</sup> )	250,00 m <sup>2</sup>	2,06 M€ HT	2,80 M€ HT	2023 - 2025	SPL	VdS					2,80 M€ HT	100%
Espace France Service	En vue de répondre au besoins identifiés sur le secteur du Port du Rhin (imbriqué dans le programme à développer sur R18 yc prix d'acquisition du foncier établi à 190€/m <sup>2</sup> )	15,00 m <sup>2</sup>	0,06 M€ HT	0,08 M€ HT	2023 - 2025	SPL	VdS					0,08 M€ HT	100%
Maison de la petite enfance	Réalisation d'un équipement de 60 berceaux pour le secteur Starlette (implantation prévisionnelle ST6c parcelle 1200m <sup>2</sup> )	1 250,00 m <sup>2</sup>	3,45 M€ HT	4,91 M€ HT	2029	SPL	VDS					4,91 M€ HT	100%
Sport en extérieur	Equipements localisés sur le secteur des Rives et Port du Rhin			0,12 M€ HT	2024/2025	SPL	VdS					0,12 M€ HT	100%
Equipement culturel du secteur COOP	Equipement à vocation culturelle ouvert aux activités créatives développées par le projet sur la Coop et composé de différents espaces : ateliers artistiques, lieux de travail pour les métiers de la création, espaces mutualisés, concerts, festivals, expositions, offres diversifiées de restauration, Centre d'études et de conservation des collections des Musées de Strasbourg et espaces pédagogiques.	20 685,00 m <sup>2</sup>		25,42 M€ HT	2021	SPL	VDS	1,93 M€ HT	7,60%			23,49 M€ HT	92,40%
	Travaux aménagements intérieurs de la Cave à vins			1,05 M€ HT	2021	SPL	VDS	0,00 M€ HT	0%			1,05 M€ HT	100%
<b>TOTAL EQUIPEMENT CULTUREL COOP</b>		<b>20 685,00 m<sup>2</sup></b>		<b>26,48 M€ HT</b>				<b>1,93 M€ HT</b>	<b>7%</b>			<b>24,54 M€ HT</b>	<b>93%</b>

<b>TOTAL Espaces publics Hors équipements primaires</b>	<b>373 281,00 m<sup>2</sup></b>							SPL à date de valeur	EMS à date valeur	VDS à date de valeur
<b>TOTAL Equipements publics Hors équipements primaires</b>	<b>32 446,00 m<sup>2</sup></b>		<b>216,44 M€ HT</b>					<b>118,68 M€ HT</b>	<b>56,24 M€ HT</b>	<b>37,89 M€ HT</b>

(1) correspond pour les espaces publics : travaux + honoraires divers + tolérance MOE + aléas MOA + foncier (dt mise en état sanitaire pour un montant de 51€HT/m<sup>2</sup> sauf pour l'emprise du parc du petit rhin considéré à 79€HT/m<sup>2</sup> (valeurs 07.2016 indexables sur ICC)) + rémunération du MOA (8,7%HT du cout d'opération HT et du foncier)

(2) Sauf pour l'Equipement culturel du secteur COOP ou les couts correspondent à des couts établi en valeur 07.2016

(2) correspond pour les écoles : travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + charge foncière pour le periscolaire (190€HT/m<sup>2</sup> valeur 07.2016 indexable su r ICC) + rémunération du MOA (3,7%HT du cout d'opération HTet du foncier le cas echeant )

(2) correspond pour la passerelle : travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + rémunération du MOA (3,7%HT du cout d'opération HT)

(2) correspond pour la mediathèque, et la MPE: travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + charge foncière (190€HT/m<sup>2</sup> valeur 07.2016 indexable su r ICC) + rémunération du MOA (3,96%HT du cout d'opération HTet du foncier )

(2) correspond pour le studio de musique, l'espace france service : travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + charge foncière (190€HT/m<sup>2</sup> valeur 07.2016 indexable su r ICC) + rémunération du MOA (5%HT du cout d'opération HTet du foncier)

(2) correspond pour l'espace égalités phase 1 : travaux + honoraires divers +tolérance MOE + aléas MOA + rémunération du MOA (6,66%HT du cout d'opération HT)

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Schéma directeur d'assainissement : acquisitions et constitution de servitudes foncières sur la commune de MUNDOLSHEIM.**

**Numéro E-2023-985**

#### **I. Contexte du projet**

Engagée dans la reconquête de la qualité des cours d'eau et face aux enjeux climatiques et environnementaux, l'Eurométropole de Strasbourg s'est dotée depuis 2012 d'un Schéma directeur d'assainissement (SDA) pour répondre à la directive-cadre sur l'eau de 2000 (directive européenne 2000/60, retranscrite par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006) qui impose le retour au « bon état écologique des masses d'eau » au plus tard au 31 décembre 2027.

Les orientations stratégiques du SDA ont été définies par une délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg le 12 juillet 2012 ci-joint en annexe 1 à la présente délibération :

- améliorer la qualité des cours d'eau en limitant les déversements du réseau d'assainissement par temps de pluie : construction de bassins pour stocker les pluies les plus pénalisantes, redimensionnement des réseaux, optimisation des ouvrages existants,
- lutter contre les inondations par le renforcement de certains réseaux existants pour limiter les inondations urbaines. Ces travaux viennent en accompagnement de la politique de déconnexion et de gestion à la parcelle des eaux pluviales.

Chaque commune fait ainsi l'objet d'une étude hydraulique approfondie pour définir le programme de travaux à réaliser. Au global, à l'échelle de l'Eurométropole, le besoin de stockage a été estimé entre 85 000 à 120 000 m<sup>3</sup> (soit la construction d'une vingtaine de bassins) et le besoin de renforcement de canalisations entre 80 et 100 km sur les 1600 km de réseaux existants.

La cartographie d'avancement des travaux est présentée en annexe 2.

Ainsi, sur la commune de Mundolsheim, l'Eurométropole de Strasbourg a :

pour la lutte contre les inondations :

- mis en place en 2016 un traitement des eaux pluviales route de Strasbourg et créé un rejet dans la Souffel,
- étendu, en 2019, le réseau d'eaux pluviales dans les rues Mozart, Gounod et Strasbourg,
- créé un réseau d'eaux pluviales en 2019 dans la rue de Niederhausbergen et la M63, posé un décanteur et créé une noue d'infiltration de 350 m<sup>3</sup> dans le parc.

pour la protection du milieu naturel :

- renforcé en 2022 et 2023 le réseau d'assainissement rue de la Souffel et doublé le siphon existant sous le cours d'eau.

Néanmoins, ces travaux doivent être complétés par la création d'un bassin enterré de 5500 m<sup>3</sup> aux abords de la Souffel sur la partie aval du réseau d'assainissement afin d'atteindre les objectifs réglementaires. Il est également prévu de créer des conduites pour alimenter et vidanger le bassin. Le plan général des travaux est présenté en annexe 3 à la présente délibération.

Pour permettre la réalisation du bassin de rétention, l'Eurométropole de Strasbourg doit au préalable se rendre propriétaire de l'emprise nécessaire au projet.

Les besoins fonciers ont été identifiés pour permettre la réalisation du bassin de stockage. Le site privilégié est situé sur des parcelles agricoles de propriétés publiques (commune de Mundolsheim et Hôpitaux Universitaires de Strasbourg).

La commune de Mundolsheim est favorable à l'implantation du bassin et des conduites sur ces emplacements.

Par ailleurs, l'entretien et la sécurité des réseaux et ouvrages annexes au bassin nécessitent la mise en place de servitudes (amiabes ou par voie administrative) pour en garantir la pérennité.

## **II. Acquisitions de parcelles sises au Lieu-dit « Zwischen den zwei Werben » à Mundolsheim pour la création du bassin enterré**

L'Eurométropole s'est rapprochée de la commune de Mundolsheim, propriétaire de la parcelle sise au Lieu-dit « Zwischen den zwei Werben » à Mundolsheim cadastrée section 25 n°121 d'une superficie de 35,24 ares.

Ce propriétaire est disposé à céder à l'Eurométropole une emprise de 24,62 ares (sous réserve d'arpentage) de ladite parcelle située en zone N1 du PLUi pour la réalisation de l'ouvrage d'assainissement.

La cession a été proposée au prix de 60 € l'are conformément à l'évaluation de la Division du Domaine en date du 3 mai 2022, tenant compte de l'abattement de 50 % issu de la délibération de la Communauté urbaine de Strasbourg en date du 22 mai 1970, applicable aux ventes de terrains des communes-membres à l'établissement public intercommunal, en vue de la réalisation d'un équipement relevant de ses compétences, soit un prix total de 1 477 €.

L'Eurométropole s'est également rapprochée des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg propriétaires de parcelles sises au Lieu-dit « Zwischen den zwei Werben » à Mundolsheim cadastrées :

- section 25 n°119 d'une superficie de 17,82 ares,
- section 25 n° 120 d'une superficie de 9,90 ares,
- section 25 n° 287 d'une superficie de 15,82 ares.

Ce propriétaire est disposé à céder à l'Eurométropole pour la réalisation de l'ouvrage d'assainissement, les emprises suivantes (sous réserve d'arpentage) :

- emprise de 8,75 ares de la parcelle n° 119,
- emprise de 4,88 ares de la parcelle n° 120,
- emprise de 7,74 ares de la parcelle n° 287.

La cession de ces parcelles situées en zone N1 du PLUi a été proposée au prix de 250 € l'are conformément à l'évaluation de la Division du Domaine en date du 15 février 2023, soit un prix total de 5 342 €.

Le plan des emprises à acquérir est présenté en annexe 4 de la présente délibération.

### **III. Constitution de servitudes amiables**

Le réseau d'assainissement de diamètre 1000 mm et ses regards de visite devront être posés sur des parcelles privées. Il est par conséquent nécessaire de prévoir la constitution de servitudes pour garantir leur bon entretien et les protéger d'éventuelles futures constructions.

Ainsi il sera constitué avec les différents propriétaires du fonds servant situé à Mundolsheim au profit du fonds dominant situé à Strasbourg et cadastré section CV N ° 15/0001 :

- **une servitude réelle et perpétuelle de passage des réseaux, canalisations, d'occupation du sous-sol et d'exploitation telle que matérialisée sur le plan joint assortie d'un droit de passage et d'occupation** pour les agents de l'Eurométropole ou tous employés d'une entreprise mandatée par celle-ci à pied, à bicyclette et véhicules afin d'accéder aux installations et équipements situés sur le fonds servant pour réaliser les travaux nécessaires à la surveillance, l'exploitation, l'entretien, la réparation, la protection, le remplacement à l'identique ou non, l'enlèvement de tout ou partie des ouvrages. Aussi, les regards d'accès aux canalisations devront être libres de toute couverture et accessibles à tout moment y compris pour des camions d'un tonnage de 26 tonnes qui doivent pouvoir effectuer une giration autour des ouvrages.

Cette servitude consistera en une bande de trois mètres de large, soit 1,50 mètre de part et d'autre de l'axe central de la conduite ainsi que les ouvrages s'y rattachant (regards de visite), soit une emprise totale de 2 065 m<sup>2</sup>.

Elle sera complétée notamment par une obligation de remise en état des terrains à l'issue d'éventuels travaux, sur la base de l'état des lieux dressé contradictoirement avant le début

des travaux, ainsi que le cas échéant d'une obligation d'indemnisation du propriétaire du fonds servant en raison de dommages matériels éventuels qui auraient été causés du fait de l'exécution des travaux d'entretien, de réparation, ou de remplacement de canalisations.

- **une servitude réelle et perpétuelle de non-aedificandi sur la même emprise, afin de prévenir les risques d'endommagement.** Cette servitude se traduira par une interdiction de construire, de modifier le profil du terrain, de stocker tous matériaux, ou verser tous produits dans la zone de servitude qui pourraient porter atteinte à l'intégrité des canalisations.

En outre, tout projet de plantation sur l'emprise de la présente servitude devra faire l'objet d'une validation préalable par le Service de l'eau et de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg, exploitant des installations. En tout état de cause, une distance minimale de trois mètres devra être respectée entre le bord du tronc (et non l'axe de l'arbre) et le bord de toute conduite ainsi qu'une distance d'environ quatre mètres entre chaque arbre pour permettre le passage d'un camion.

Ces servitudes seront assorties d'une obligation du fonds dominant d'avertir le propriétaire du fonds servant avant toute intervention majeure qui, de par sa durée, son ampleur, ou son emprise particulière est de nature à impacter l'utilisation du site afin de lui permettre en temps utile, de prendre les éventuelles mesures de sécurité réglementaires, d'informer les usagers, de formuler ses observations sur la nature et le mode opératoire des travaux envisagés.

Le bénéficiaire de la servitude prendra à sa charge le cas échéant la remise en état du fonds servant si une intervention sur celui-ci s'avérait nécessaire.

#### *Particularité du lit de la Souffel en section 8*

La parcelle correspondant au lit de la Souffel n'est pas cadastrée ni connue à ce jour du Livre foncier. Il ne s'agit pas d'un cours d'eau domanial.

En application des dispositions suivantes du Code de l'environnement (articles L215-2 et L215-3), le lit du cours d'eau est réputé appartenir pleinement à chaque propriétaire riverain jusqu'à la moitié du lit (il ne s'agit pas d'une indivision entre ces propriétaires riverains).

Extrait de l'article L215-2 du Code précité : « *Le lit des cours d'eau non domaniaux appartient aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit, suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau, sauf titre ou prescription contraire.* »

Le plan joint en annexe 5 précise le plan des servitudes nécessaires au projet.

Le tableau joint en annexe 6 présente la liste des parcelles impactées par les servitudes.

## **IV. Constitution de servitude d'utilité publique**

### **1. Exposé des motifs et justifications de l'intérêt général du projet**

Le projet de construction du bassin enterré de 5500 m<sup>3</sup> et de ses conduites à Mundolsheim découle :

- du SDA de l'Eurométropole, achevé en 2012, qui définit les orientations stratégiques et les travaux à réaliser pour atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'eau (DCE), en réduisant l'impact du système d'assainissement sur les cours d'eau, et pour lutter contre les débordements du réseau,
- de l'arrêté du 21 juillet 2015, mis à jour par l'arrêté du 31 juillet 2020, qui proscrit les déversements d'eaux usées non traitées par temps sec et limite les rejets non traités par temps de pluie.

Ce projet répond aux problématiques identifiées par la modélisation hydraulique du réseau d'assainissement de la commune :

- des risques de débordement du réseau pour des pluies exceptionnelles de période de retour 10 ans et supérieures,
- le déclassement de la qualité chimique de la Souffel selon la méthode d'évaluation de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse de l'incidence des rejets de temps de pluie du réseau sur le milieu naturel.

Ce bassin de 5500 m<sup>3</sup> situé à l'aval du bassin versant de la commune permettra d'éviter les déversements d'eaux usées par temps de pluie dans la Souffel, notamment en période dite sensible (période de faible débit), et contribuera ainsi au bon retour de l'état écologique du cours d'eau.

Sa construction est indispensable au respect des rejets réglementaires fixés par l'arrêté du 21 avril 2015, modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020.

Ce projet de pose de conduites d'assainissement à Mundolsheim et de construction de bassin répond ainsi à des exigences réglementaires; il est à ce titre d'utilité publique.

En l'absence de maîtrise foncière et de signature de conventions de servitude avec tous les propriétaires des parcelles concernées, le recours à l'instauration de servitudes d'utilité publique s'avère nécessaire pour permettre la réalisation du projet.

## 2. Coût estimatif global de l'opération et calendrier

Le montant global du projet est estimé à 10 204 019 € H.T. La décomposition des dépenses prévisionnelles est la suivante :

	Montants € Hors Taxes
Indemnisation des exploitants agricoles (occupation temporaire)	10 000 €
Acquisition de parcelles	6 819 €
Indemnités liées à la SUP	4 200 €
Études techniques préalables	523 000 €
Construction du bassin de 5500 m <sup>3</sup>	8 300 000 €



Pose des conduites d'assainissement pour alimenter et vidanger le bassin	850 000 €
Frais annexes : signalisation, coordonnateur SPS, fouilles archéologiques, contrôles, etc.	510 000 €
<b>Montant global estimé du de l'opération</b>	<b>10 204 019 €</b>

Le planning prévisionnel est le suivant :

- proposition d'instauration de servitudes amiables aux propriétaires identifiés : troisième trimestre 2023,
- élaboration du dossier de servitude d'utilité publique (SUP): troisième trimestre 2023,
- dépôt du dossier de servitude d'utilité publique : novembre 2023,
- instruction du dossier et enquête publique conjointe : de décembre 2023 à mai 2024,
- arrêté d'ouverture d'enquête parcellaire et désignation du commissaire enquêteur : juin 2024,
- publicité collective et notification de l'arrêté aux propriétaires : juillet 2024,
- tenue de l'enquête : août 2024,
- dépôt du rapport du Commissaire enquêteur : mi-octobre 2024,
- arrêté instituant la SUP : décembre 2024,
- notification de l'arrêté : janvier 2025.

La durée totale des travaux est estimée à 18 mois. Compte tenu de la maîtrise foncière effective à la fin de la phase judiciaire envisagée pour début 2025, la mise en service de l'ouvrage pourrait avoir lieu fin 2025.

### 3. Motifs de droit

S'agissant d'une opération déterminée, l'acquisition des immeubles ou la mise en place de servitudes foncières nécessaires à sa mise en œuvre requiert l'instauration d'une servitude d'utilité publique (SUP). Cette SUP ne peut être instaurée qu'à l'issue d'une enquête publique, au cours de laquelle le public est invité à prendre connaissance du projet et à formuler ses observations à partir d'un dossier mis à sa disposition. Ce dossier présente notamment la liste des propriétaires et les parcelles impactées par le projet et un plan général des travaux.

L'enquête permettra d'une part aux propriétaires concernés par le projet, c'est-à-dire risquant de subir une charge sur leur propriété pour la réalisation du projet, de connaître avec exactitude dans quelle mesure leurs biens seront concernés; d'autre part de recueillir toutes informations utiles sur les éventuelles inexactitudes cadastrales, afin d'identifier avec exactitude les propriétaires des parcelles concernées.

L'enquête publique préalable à la SUP donnera lieu à un arrêté préfectoral de servitude d'utilité publique pour l'établissement de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu la délibération de la Communauté urbaine de Strasbourg du 12 juillet 2012  
vu l'avis de la Division du Domaine n° 2022-67309-22439 du 03 mai 2022  
vu l'avis de la Division du Domaine n° 2023-67309-09528 du 15 février 2023  
vu la nécessité de création d'un bassin de 5500 m<sup>3</sup> à Mundolsheim  
pour la protection de la Souffel dans le cadre de la mise en œuvre du  
schéma directeur d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

**Concernant la maîtrise foncière :**

- *l'acquisition d'une emprise de 24,62 ares à détacher de la parcelle située au Lieu-dit « Zwischen den zwei Werben » à Mundolsheim*

*Cadastré :*

*Commune de Mundolsheim*

*Lieu-dit : Zwischen den zwei Werben*

*Section 25 n°121 une emprise de 24,62 ares, terres agricoles*

*Soit une surface totale de 24,62 ares*

*Appartenant à la commune de Mundolsheim*

*Au prix de 1477 € sur une base de 60 € l'are en zone NI du Plan local d'urbanisme conformément à l'avis de la Division du Domaine et tenant compte de l'abattement de 50 % issu de la délibération de la Communauté urbaine de Strasbourg en date du 22 mai 1970, applicable aux ventes de terrains des Communes membres à l'établissement public intercommunal, en vue de la réalisation d'un équipement relevant de ses compétences.*

- *l'acquisition d'une emprise de 21,37 ares à détacher de plusieurs parcelles situées au Lieu-dit « Zwischen den zwei Werben » à Mundolsheim*

*Cadastré :*

*Commune de Mundolsheim*

*Lieu-dit : Zwischen den zwei Werben*

*Section 25 n°119 une emprise de 8,75 ares, terres agricoles*

*Section 25 n°120 une emprise de 4,88 ares, terres agricoles*

*Section 25 n°287 une emprise de 7,74 ares, terres agricoles*

*Soit une surface totale de 21,37 ares*

*Appartenant aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg*

*Au prix de 5 342 € sur une base de 250 € l'are en zone NI du Plan local d'urbanisme conformément à l'avis de la Division du Domaine.*

*décide*

*l'imputation budgétaire de la dépense d'un montant de 6 819 € correspondant à l'acquisition d'emprises de parcelles sur la ligne budgétaire fonction 811, nature 23111, programme 1247, service PE30, enveloppe 2018/AP0127,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.*

**Concernant l'instauration de servitudes par voie amiable ou d'utilité publique :**

*approuve*

**1) L'instauration de servitudes conventionnelles**

*La constitution de servitudes concernant le réseau d'assainissement Ø 1000 mm et les regards de visite pour la protection du milieu naturel sur la commune de Mundolsheim :*

*A la charge de la parcelle cadastrée :  
Commune de Mundolsheim  
section 25 n°734 de 0,17 ares*

*A la charge de la parcelle cadastrée :  
Commune de Mundolsheim  
section 25 n°589 de 1,23 ares*

*A la charge de la parcelle cadastrée :  
Commune de Mundolsheim  
section 25 n°588 de 11,44 ares*

*A la charge de la parcelle cadastrée :  
Commune de Mundolsheim  
section 25 n°1201 de 0,19 ares*

*A la charge de la parcelle cadastrée :  
Commune de Mundolsheim  
section 25 n°107 de 0,36 ares*

*A la charge de la parcelle cadastrée :  
Commune de Mundolsheim  
section 25 n°112 de 0,51 ares*

*A la charge de la parcelle cadastrée :  
Commune de Mundolsheim  
section 25 n°125 de 0,16 ares  
section 08 parcelle non cadastrée de 0,18 ares (jusqu'au milieu de la parcelle au droit de la parcelle section 25 n°125)*

*A la charge de la parcelle cadastrée :*

*Commune de Mundolsheim*

*section 08 n°228 de 3,12 ares*

*section 08 n°312 de 0,61 ares*

*section 08 n°357 de 0,08 ares*

*section 08 n°329 de 0,07 ares*

*section 08 n°346 de 0,11 ares*

*section 08 n°349 de 0,05 ares*

*section 08 n°335 de 0,06 ares*

*section 08 n°354 de 2,31 ares*

*section 08 parcelle non cadastrée de 0,18 ares (jusqu'au milieu de la parcelle au droit de la parcelle section 08 n°312).*

*Au profit de la parcelle propriété de l'Eurométropole de Strasbourg (fonds dominant) cadastrée :*

*Commune de Strasbourg*

*section CV n°15/0001 de 218,52 ares*

*Ces servitudes consistent en :*

- ***une servitude réelle et perpétuelle de passage des réseaux, canalisations, d'occupation du sous-sol et d'exploitation*** telle que matérialisée sur le plan joint (annexe n°4: Plan d'emprise des servitudes) assortie d'un droit de passage et d'occupation pour les agents de l'Eurométropole ou tous employés d'une entreprise mandatée par celle-ci à pied, à bicyclette et véhicules afin d'accéder aux installations et équipements situés sur le fonds servant pour réaliser les travaux nécessaires à la surveillance, l'exploitation, l'entretien, la réparation, la protection, le remplacement à l'identique ou non, l'enlèvement de tout ou partie des ouvrages. Aussi, les regards d'accès aux canalisations devront être libres de toute couverture et accessibles à tout moment y compris pour des camions d'un tonnage de 26 tonnes qui doivent pouvoir effectuer une giration autour des ouvrages.

*Les servitudes s'exerceront exclusivement sur une bande de servitude de TROIS mètres (3 mètres) de large centrée sur l'axe des canalisations, soit UN mètre CINQUANTE (1,50 mètre) de part et d'autre de l'axe de la canalisation, ainsi que sur les ouvrages s'y rattachant, soit une emprise totale de 2 065 m<sup>2</sup>.*

*Elles seront complétées notamment par une obligation de remise en état des terrains à l'issue d'éventuels travaux, sur la base de l'état des lieux dressé contradictoirement avant le début des travaux, ainsi que le cas échéant d'une obligation d'indemnisation du propriétaire du fonds servant en raison de dommages matériels éventuels qui auraient été causés du fait de l'exécution des travaux d'entretien, de réparation, ou de remplacement de canalisations.*

- ***une servitude réelle et perpétuelle de non-aedificandi*** sur les mêmes emprises, afin de prévenir les risques d'endommagement. Ces servitudes se traduiront par une interdiction de construire, de modifier le profil du terrain, de stocker tous matériaux,

*ou verser tous produits dans la zone de servitude qui pourraient porter atteinte à l'intégrité des canalisations,*

*En outre, tout projet de plantation sur l'emprise des présentes servitudes devra faire l'objet d'une validation préalable par le service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg, exploitant des installations.*

*Ces servitudes sont assorties d'une obligation du fonds dominant d'avertir le propriétaire du fonds servant avant toute intervention majeure qui, de par sa durée, son ampleur, ou son emprise particulière est de nature à impacter l'utilisation du site afin de lui permettre en temps utile, de prendre les éventuelles mesures de sécurité réglementaires, d'informer les usagers, de formuler ses observations sur la nature et le mode opératoire des travaux envisagés.*

*Le bénéficiaire de la servitude prendra à sa charge le cas échéant la remise en état du fonds servant si une intervention sur celui-ci s'avérait nécessaire.*

*Ces servitudes feront l'objet d'une inscription au Livre Foncier de Mundolsheim sous le libellé « servitude foncière de passage de réseaux, canalisations et ouvrages d'assainissement accessoires », si le Livre Foncier le permet.*

*Les présentes servitudes seront constituées et consenties à titre gratuit et sans aucune stipulation d'indemnité par le propriétaire du fonds dominant au profit du propriétaire du fonds servant.*

## **2) L'instauration d'une servitude d'utilité publique entraînant :**

- *L'engagement d'une procédure de servitude d'utilité publique*
- *La réalisation d'une enquête publique en vue de l'obtention de l'arrêté préfectoral instaurant les servitudes d'utilité publique*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e :*

- *à signer les actes de constitution de servitude à intervenir avec les propriétaires des parcelles impactées ainsi que tous les actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération,*
- *à signer tous les procès-verbaux d'arpentage concourant à l'exécution de la présente délibération et les actes nécessaires au dépôt du dossier de servitudes d'utilité publique (SUP),*
- *à requérir auprès du Préfet, l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'obtention de l'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162363-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de Communauté du jeudi 12 juillet 2012

### **Schéma directeur d'assainissement - orientations stratégiques.**

Le système d'assainissement de la Communauté urbaine de Strasbourg s'est structuré depuis un siècle et demi en lien avec le développement de Strasbourg puis de son agglomération.

Il est constitué de 1 700 km de réseau, de 313 déversoirs d'orage et de 4 stations d'épuration dont une de 1 000 000 équivalents habitants qui a été mise aux normes entre 2004 et 2008 pour un montant de 63 millions d'euros.

Si au départ, le réseau d'assainissement s'est agrandi, maillé, interconnecté pour répondre à des objectifs de salubrité publique pour évoluer ensuite vers la maîtrise de la collecte des différents flux et des inondations, il a été complété plus récemment par la maîtrise des impacts des rejets sur le milieu naturel.

En effet, concernant les inondations, le réseau d'assainissement est à plus de 80 % de type unitaire, c'est-à-dire collectant et transportant à la fois les eaux usées et les eaux de pluie. Sa capacité d'assainissement est définie pour une pluie d'occurrence décennale et au mieux d'occurrence de vingt ans.

L'augmentation des surfaces imperméabilisées de la ville et des changements climatiques se traduisent ces dernières années par une intensification des pluies et une augmentation des occurrences. La solution consistant à augmenter les capacités des réseaux n'est plus donc suffisante pour maîtriser ces flux d'eaux pluviales et atteint une limite technique de mise en place et de fonctionnement du système générant d'autres problèmes (odeurs par temps sec, ...).

D'autre part, la LEMA (Loi sur les Milieux Aquatiques) du 30 décembre 2006 impose d'atteindre dès 2015 pour certains cours d'eau l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Drainer des flux d'eaux mélangées dans un système unitaire sur des kilomètres génère, lors des rejets du surplus d'eau par les déversoirs d'orage, et vis-à-vis des milieux naturels, un impact conséquent qui n'est plus acceptable.

Aussi, l'objet de la délibération est de soumettre à la validation du Conseil les orientations stratégiques pour les 15 prochaines années en matière d'assainissement pour répondre aux deux objectifs d'apparence antagonistes :

- la lutte contre les inondations provoquées par le réseau d'assainissement,
- la préservation des milieux naturels par le retour à leur bon état.

La réponse à ces objectifs passe cependant par des solutions complémentaires voire communes.

### **Lutter contre les inondations :**

L'orientation prise pour lutter contre les inondations consiste à maîtriser les flux d'eaux de pluie à la source. Cette orientation se décline en plusieurs actions :

#### *1- Gestion à la parcelle des eaux de pluie*

Cette action s'est traduite dès 2008 par un changement radical du règlement d'assainissement avec le passage du tout à l'égout vers une gestion à la parcelle des eaux de pluies. Ainsi en domaine privé pour tout projet neuf ou de réhabilitation, les eaux toitures devront être infiltrées ou par dérogation stockées et évacuées vers le réseau à faible débit si les contraintes de terrain sont fortes.

#### *2 - Développement de la gestion alternative*

La collecte des eaux de pluie des espaces publics se fait par des réseaux séparatifs pour les acheminer vers des espaces choisis et leur gestion autant que faire se peut se réalise par l'intermédiaire de noues, zones enherbée pour favoriser l'infiltration. La problématique des eaux pluviales est intégrée systématiquement à tous les projets urbains et ainsi la présence de l'eau dans la ville dans des espaces dédiés sera une normalité et non un signe de dysfonctionnement du système.

#### *3 – Une cartographie des potentialités d'infiltration sur le territoire*

Pour apporter un outil d'aide à la décision, une cartographie des capacités physiques des sols à l'infiltration des eaux pluviales croisées avec les contraintes territoriales est en cours d'élaboration et permettra de définir où l'infiltration est possible et dans quelles conditions. Cette cartographie sera annexée au futur PLU communautaire.

#### *4 - Déconnexion des eaux pluviales*

Pour amener l'ensemble des constructions existantes dans la démarche globale, le projet pilote actuellement menée sur la commune de Lipsheim incite les abonnés à déconnecter leurs toitures du réseau d'assainissement. Un nombre suffisant de déconnexion permettra de soulager localement le réseau. Ainsi les déversements en milieu naturel et le risque inondation seront diminués.

#### *5 - Modélisation fine du réseau et des ouvrages*

Enfin, pour compléter les différentes actions précédentes, il sera procédé dans les cinq prochaines années à la modélisation hydraulique du réseau d'assainissement dans chaque commune pour en vérifier la capacité et faire un diagnostic de fonctionnement des ouvrages. Ces études mettront en évidence les points faibles du réseau et seront ensuite déclinées par un programme de travaux de renforcement avec un objectif de résorption locale des phénomènes d'inondation.

L'ensemble des actions décrites ci-dessus contribueront au deuxième axe stratégique de préservation des milieux. En effet, moins une eau ruisselle, moins elle se chargera en polluants complémentaires moins elle a un impact sur le milieu naturel.

### **Recouvrer et préserver les milieux naturels**



Par délibération du 25 octobre 2004, le Conseil communautaire autorisait le lancement du marché d'étude pour la conduite du Schéma Directeur d'Assainissement. Celui-ci portant sur deux axes stratégiques majeurs :

- l'évaluation de l'impact des rejets de temps de pluie du système d'assainissement sur les milieux récepteurs en situation actuelle et future,
- la proposition de scénarios visant au respect des objectifs assignés à ces milieux.

L'évaluation de l'impact du réseau d'assainissement sur le milieu naturel a été établie en modélisant la structure principale du réseau d'assainissement de la collectivité soit 50 % du linéaire ramené à 300km de réseau modélisé. Ensuite le modèle hydraulique a été calé à partir de différentes campagnes de mesures faites sur le réseau.

Les résultats de ce modèle ont permis de mesurer l'impact engendré par le fonctionnement du réseau d'assainissement sur les cours d'eau qui traversent la collectivité. Ainsi, il a pu être identifié les points de rejets devant être traités afin de répondre aux objectifs de la LEMA.

25 % des tronçons sont en effet impactés.

Le plan d'actions envisagé pour supprimer ces impacts se décline en plusieurs axes :

#### *1 - Augmentation des capacités de stockage sur les bassins versants*

A partir du modèle hydraulique et de l'identification des points à traiter, l'étude du schéma directeur a défini des solutions d'aménagement pour répondre aux objectifs de la LEMA du retour au bon état des cours d'eau.

Les conclusions de l'étude avancent le besoin de gestion d'un volume de 116 000 m<sup>3</sup> avant rejet réparti sur le territoire communautaire et de réaliser ponctuellement des aménagements sur le réseau, soit une soixantaine d'opérations.

A partir de ce besoin, une analyse multicritère a été menée ainsi qu'une optimisation des volumes nécessaires au regard de l'efficacité sur la réduction de l'impact sur les cours d'eau pour permettre d'identifier les priorités d'intervention sur le territoire.

Le programme prévisionnel de travaux sera réalisé sur 15 ans.

#### *2 - Réduction des Eaux Claires Parasites (ECP)*

Les réseaux d'assainissement partiellement non étanches peuvent faire l'objet d'infiltration d'eau venant grever une partie de leurs capacités. Les campagnes d'inspections télévisuelles (ITV) du réseau permettent de mettre en évidence les intrusions d'eaux claires parasites et d'y remédier par la mise en place d'un programme de réhabilitation continue des ouvrages.

#### *3 – Maintenir le fonctionnement des stations d'épuration de Fegersheim et de Geispolsheim*

Les rejets des stations d'épuration de Geispolsheim et Fegersheim ont été raccordés au réseau d'assainissement de Strasbourg entre 2007 et 2008 pour s'affranchir des travaux de mise aux normes sur les paramètres azote et phosphore et dans l'attente des résultats du schéma directeur.

Les études du schéma directeur mettent en évidence le gain du maintien des stations d'épuration sur l'impact des milieux. Aussi, compte tenu de leur bon état et de leur bon fonctionnement et afin de se prémunir d'évolutions réglementaires qui amèneraient à favoriser une gestion locale des traitements des eaux usées, il est proposé de maintenir le fonctionnement des stations d'épuration de Fegersheim et Geispolsheim.

#### *4 – Le prétraitement des rejets des déversoirs d'orage*

La mise en place à titre expérimentale et à taille réelle de dispositifs de prétraitement rustique (filtres plantés de roseaux...) des eaux de rejets par les déversoirs d'orage sur un réseau d'eau pluviale dans le cadre de la convention de collaboration avec l'ENGEES au niveau du Ostwaldergraben, permettra de poursuivre les réflexions sur les moyens de réduire les impacts sur les milieux naturels.

### **Mise en œuvre des orientations**

La mise en œuvre des plans d'actions répondant aux 2 orientations stratégiques qui sont :

- la lutte contre les inondations provoquées par le réseau d'assainissement,
- la préservation des milieux naturels par le retour à leur bon état,

se déclinera sur 15 ans par tranche de 5 ans.

Il est envisagé de traiter secteur par secteur à la fois les deux problématiques : préservation des milieux et inondations. Vous trouverez en annexe à la présente délibération un tableau des travaux prévisionnels par phase à titre indicatif.

#### *Phase 1 :*

La première phase visera à réaliser les travaux les plus urgents et les plus significatifs en terme de performance pour améliorer le milieu naturel ainsi que ceux relatifs à la résorption des inondations sur le même secteur.

Cette première phase sera consacrée aussi à la réalisation des études de modélisation dans chaque commune.

En fin de phase une évaluation de l'efficacité technique des investissements sera réalisée pour conforter la démarche d'optimisation des volumes.

#### *Phase 2 :*

Cette deuxième phase sera consacrée à la réalisation des travaux identifiés en seconde priorité et bien entendu aux travaux relatifs à la résorption des inondations du secteur.

Le cas échéant, si l'évaluation de l'efficacité en phase 1 s'avérerait défavorable, un complément de travaux serait réalisé pour compléter ceux de la phase 1.

A l'issue de la phase 2, il est proposé de remettre à jour le schéma directeur et d'ajuster la dernière phase de travaux en conséquence.

#### *Phase 3 :*

Il s'agit de la dernière phase de travaux tant pour atteindre le bon état des cours d'eau que pour résoudre des problèmes d'inondations du secteur.

Les cours de cette dernière phase correspondent essentiellement aux cours d'eau fortement abîmés en amont du territoire communautaire et pour lesquels les investissements sont lourds et avec une portée d'efficacité réduite.

Les montants consacrés à l'ensemble de ces programmes de travaux pour les deux axes stratégiques sont de l'ordre de 80 M€ HT dont 60 M€ HT pour l'atteinte du bon état des cours d'eau et 20 M€ HT pour la lutte contre les inondations. Ces travaux pourront faire l'objet d'un financement par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse selon les modalités du dixième programme qui est en cours de discussion. Le taux de financement n'est pas connu à ce jour mais pourrait être de l'ordre de 30 et 40 % dans le meilleur des cas.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré  
approuve*

- *les orientations proposées par le schéma directeur d'assainissement visant :*
  - *d'une part à la lutte contre les inondations provoquées par la saturation des réseaux,*
  - *et d'autre part à l'atteinte du bon état des cours d'eau en recherchant une meilleure efficacité du réseau vis-à-vis du milieu naturel au travers du plan d'actions suivant :*
    - *la généralisation de la gestion à la parcelle des eaux de pluie,*
    - *le développement de la gestion alternative et intégrée de l'eau de pluie,*
    - *la mise en place d'une cartographie des potentialités d'infiltration des eaux pluviales sur le territoire,*
    - *la poursuite des actions de déconnexion des eaux pluviales,*
    - *la réalisation de la modélisation fine du réseau et des ouvrages dans chaque commune,*
    - *la réalisation d'un programme de travaux visant à augmenter les capacités de stockage sur les bassins versants,*
    - *la réalisation de travaux de réduction des eaux claires parasites,*
    - *le maintien en fonctionnement des stations d'épuration de Fegersheim et de Geispolsheim,*
    - *la poursuite des études de recherches sur des dispositifs de traitement local des rejets d'assainissement ;*
  
- *la mise en place d'un calendrier d'actions pour la réalisation d'un programme de travaux sur 15 ans découpé en 3 tranches de 5 années, priorisé suivant une analyse multicritère et réalisé secteur par secteur comme suit :*

*Phase 1 :*

- *réalisation des travaux les plus urgents et les plus significatifs en termes de performance pour améliorer le milieu naturel ainsi que ceux relatifs à la résorption des inondations sur le même secteur,*
- *réalisation des études de modélisation fine dans chaque commune,*
- *évaluation de l'efficacité technique des investissements en fin de phase 1 ;*

*Phase 2 :*

- *réalisation des travaux identifiés en seconde priorité et des travaux relatifs à la résorption des inondations du secteur,*
- *réalisation d'un complément de travaux pour les secteurs de la phase 1, le cas échéant, si l'évaluation de l'efficacité en phase 1 s'avérerait défavorable,*
- *mise à jour du schéma directeur en fin de phase 2 ;*

*Phase 3 :*

*Réalisation des travaux tant pour atteindre le bon état des cours d'eau que pour résoudre des problèmes d'inondations du secteur ;*

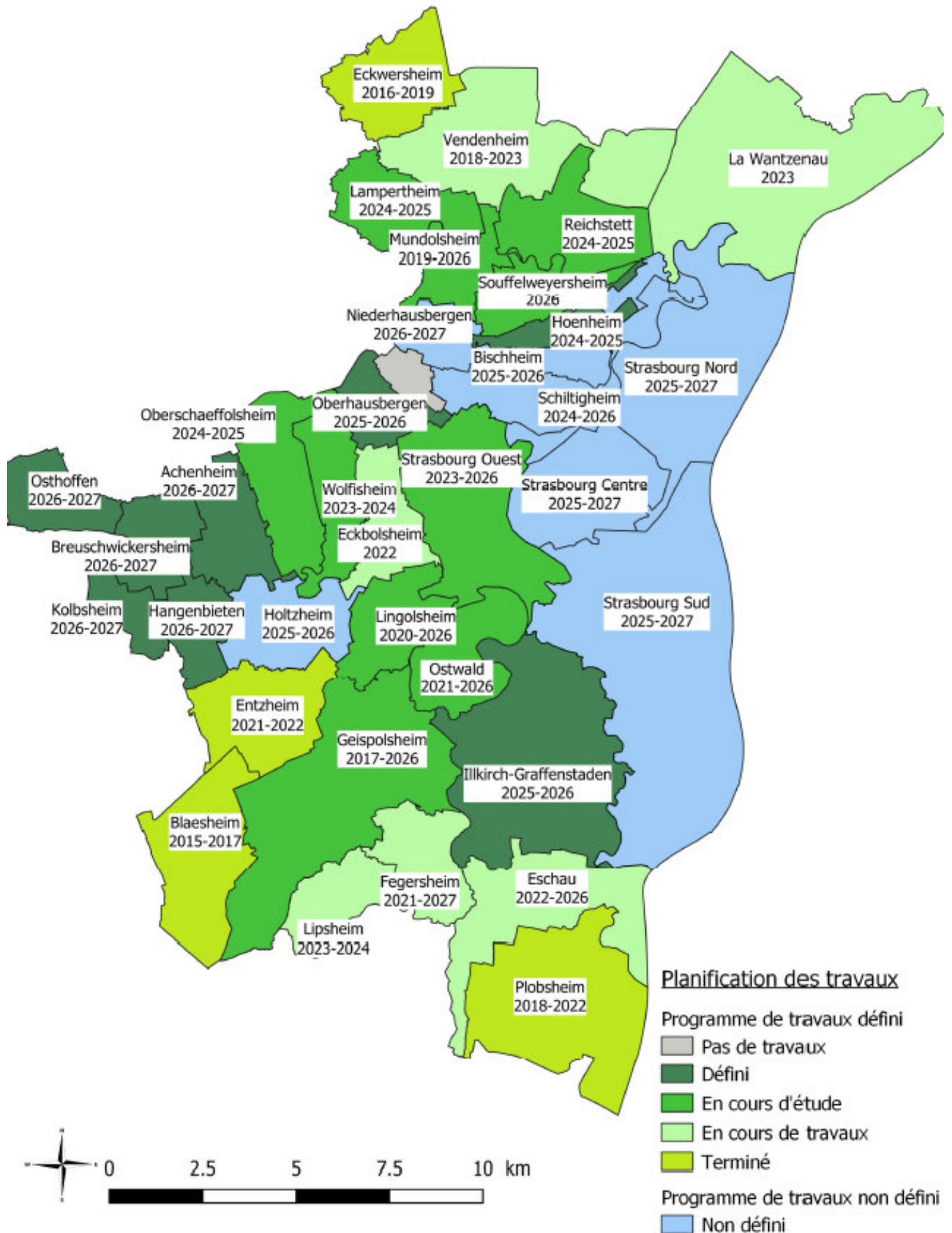
*autorise*

*le Président ou son représentant à solliciter les participations financières des partenaires et à lancer les études de détail nécessaires à la mise en œuvre des orientations.*

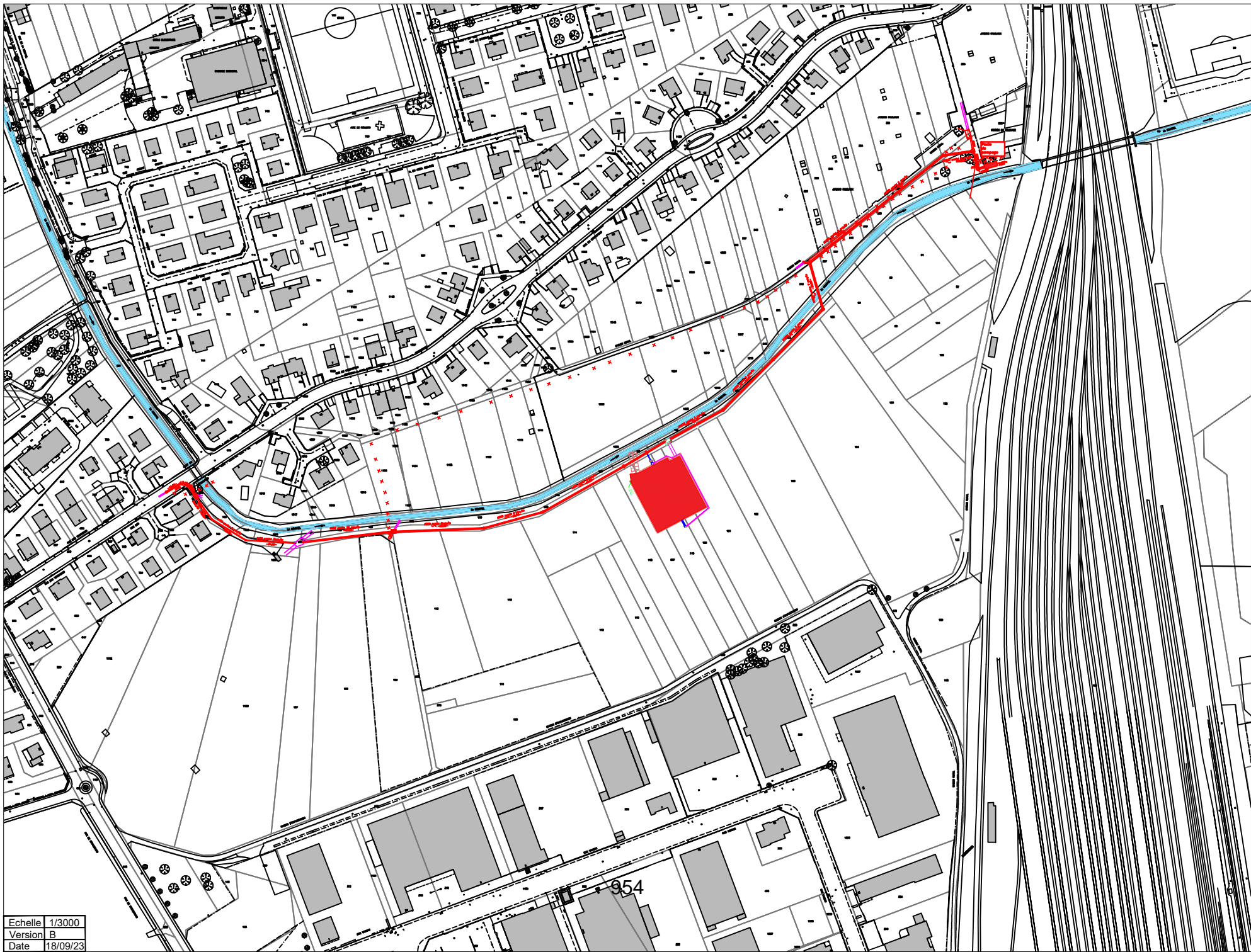
**Adopté le 12 juillet 2012  
par le Conseil de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral  
et affichage au Centre Administratif  
Le 16 juillet 2012**

### Avancement au 03/02/2023 et planification des travaux du schéma directeur d'assainissement







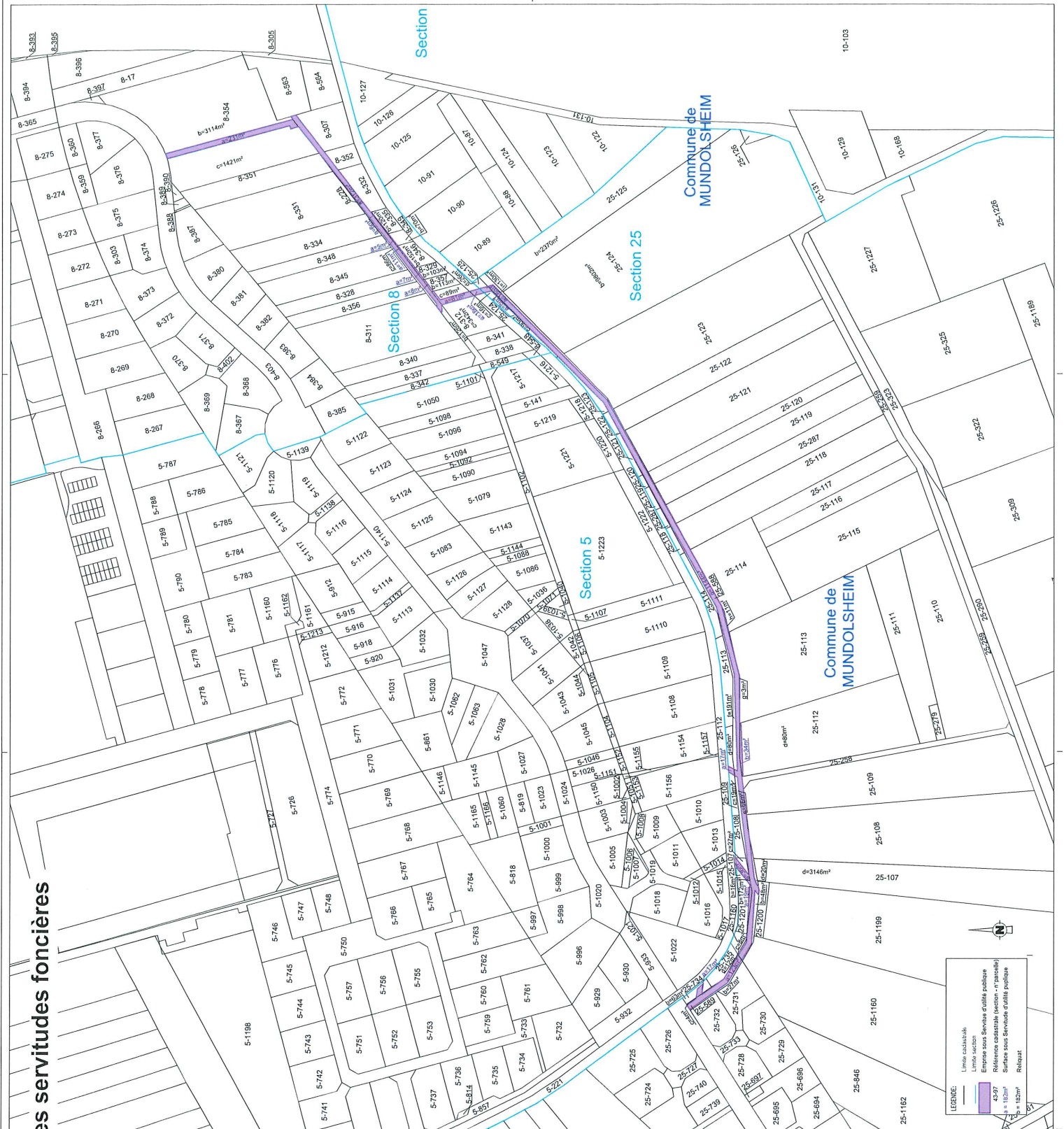
Echelle 1/3000  
Version B  
Date 18/09/23

954





# Annexe 5 : Plan des emprises des servitudes foncières



**LEGENDE:**

- Limite cadastrale
- Limite section
- Emprise sous Servitude d'utilité publique
- Référence cadastrale (section - n° parcelle)
- Surface sous Servitude d'utilité publique
- Reliquat

S<sub>1</sub> = 182m<sup>2</sup>  
 S<sub>2</sub> = 182m<sup>2</sup>

956

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN



Eurométropole de Strasbourg  
 Plan de Servitude d'Utilité Publique  
 Commune de MUNDOLSHEIM

PLANCHE 1/1

Indice	0	Réalisation du plan	11/07/2023	DOU	EWU
Nature des modifications		Date	Auteur	Verifié par	

ECHELLE: 1/1000ème	DATE: 16/03/2023	DOSSIER: 01ST12046	FICHIER:
--------------------	------------------	--------------------	----------

## Plan Parcellaire

COORDONNEES LAMBERT CC48	<input checked="" type="checkbox"/>	NIVELLEMENT IGN 69	<input type="checkbox"/>
COORDONNEES INDEPENDANTES	<input type="checkbox"/>	NIVELLEMENT INDEPENDANT	<input type="checkbox"/>

**geofit EXPERT**

Agence de Strasbourg  
 67000 STRASBOURG  
 14, 62, 49, 88, 84, 82 - Tél: 02 88 13 56 60  
 E-mail: info@geofitexpert.fr



## Annexe 6 : Tableau de synthèse des fonds dominants et fonds servants

Constitution de servitudes foncières de passage de canalisations, d'accès et d'entretien et non aedificandi sur les terrains privés situés sur la commune de MUNDOLSHEIM.

<b>Fonds dominant</b>	STRASBOURG	Section CV n°15/0001 Surface 21 852 m <sup>2</sup>
<b>Fonds servants</b>	<u>MUNDOLSHEIM</u> Usufruit: Mme JECKER (ép. ROTH) Francine Nue-prop. indivise: Mme ROTH Julie Nue-prop. indivise: M. ROTH Olivier	<b>Section 25 n°734</b> Surface de 80 m <sup>2</sup> Assiette de servitude : 17 m <sup>2</sup>
	<u>MUNDOLSHEIM</u> Association foncière intercommunale Mundolsheim Niederhausbergen	<b>Section 25 n°589</b> Surface 166 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 123 m <sup>2</sup> <b>Section 25 n°588</b> Surface 1621 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 1144 m <sup>2</sup>
	<u>MUNDOLSHEIM</u> M. EHRHARDT Pierre	<b>Section 25 n°1201</b> Surface 191 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 19 m <sup>2</sup>
	<u>MUNDOLSHEIM</u> SCI Au pied de la colline	<b>Section 25 n°107</b> Surface 3256 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 36 m <sup>2</sup>
	<u>MUNDOLSHEIM</u> M. MAHL Robert	<b>Section 25 n°112</b> Surface 3499 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 51 m <sup>2</sup>
	<u>MUNDOLSHEIM</u> Mme BIETH (ép WINTERSTEIN) Nicole	<b>Section 25 n°125</b> Surface 2428 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 16 m <sup>2</sup>
	<u>MUNDOLSHEIM</u> Commune de Mundolsheim	<b>Section 08 n°228</b> Surface 524 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 312 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 n°312</b> Surface 591 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 61 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 n°357</b> Surface 121 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 8 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 n°329</b> Surface 110 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 7 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 n°346</b> Surface 163 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 111 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 n°349</b> Surface 126 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 5 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 n°335</b> Surface 126 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 6 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 n°354</b> Surface 4766 m <sup>2</sup> Assiette de servitude 231 m <sup>2</sup>
		<b>Section 08 parcelle non cadastrée</b> Surface inconnue Assiette de servitude 18 m <sup>2</sup>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg: avenant 4.**

#### **Numéro E-2023-1048**

Le 19 décembre 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a acté la transformation de la société d'économie mixte « Compagnie des transport strasbourgeois » en société publique locale. Le 18 décembre 2019, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg approuvait les termes de l'actuel contrat de concession qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Trois avenants à ce contrat de concession ont déjà été conclus, qui portaient essentiellement sur les conditions financières et les impacts de la crise sanitaire mais également, pour ce qui concerne le dernier avenant, sur une mise à jour de la grille tarifaire.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver le quatrième avenant qui a pour objet de mettre à jour le contrat en tenant compte des évolutions de la gouvernance, de l'offre, des projets d'extensions et d'évolution du réseau mais également du niveau de recettes attendu et de l'inflation. L'ensemble de ces éléments permettent de remettre à jour le compte d'exploitation prévisionnel sur la durée restante du contrat (le contrat se terminant en 2030).

Les principales modifications apportées au contrat sont les suivantes :

#### **1. Mise à jour du PPI de la CTS**

Afin de tenir compte du haut niveau d'inflation constaté nécessitant de revaloriser le prix de certains projets, de l'évolution du périmètre et de la teneur des projets à venir et de l'introduction de nouveaux projets pour des raisons réglementaires et sécuritaires notamment, une mise à jour du PPI de la CTS sur la période 2023-2030 est nécessaire.

En effet, afin de se mettre en conformité avec les objectifs fixés par le décret tertiaire en matière de réduction de la consommation énergétique (- 40 % d'ici 2030), de nouveaux investissements sont nécessaires pour déployer des compteurs d'énergie, renouveler et optimiser les systèmes d'éclairage des bâtiments ou remplacer les équipements de chauffage. En complément, deux projets sont inscrits dans ce nouveau PPI pour équiper plus de 21 000 m<sup>2</sup> de surfaces avec des équipements photovoltaïques (l'aire de

stationnement et le remisage des bus au dépôt de Cronembourg et le parking VL et certains bâtiments au dépôt de la Kibitzenau), qui permettront à l'entreprise de produire elle-même une part significative de l'électricité qu'elle consomme et de se protéger ainsi des évolutions à la hausse des tarifs d'achat d'électricité.

Cette mise en conformité impacte le PPI à hauteur de 11,4 M€ sur la période 2023-2030. De plus, avec l'augmentation importante des effectifs et des matériels roulants à l'horizon 2025/2026, le dépôt de la Kibitzenau doit être adapté et agrandi pour accueillir plus d'une vingtaine de rames de tramway supplémentaires et un nouvel atelier réservé aux grandes révisions des tramways et doté d'une cabine de peinture. Le chiffrage d'avant-projet nécessite de revoir le coût de cette extension de + 6 M€.

Par ailleurs, après réception des chiffrages projet, le coût d'investissement de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen est réajusté de + 1,1 M€ et suite aux travaux supplémentaires de réhabilitation de l'ouvrage d'art Pasteur et aux évolutions demandées par l'Eurométropole de Strasbourg dans la phase projet, le coût d'investissement du prolongement de la ligne G de BHNS est réévalué de + 1,2 M€. Enfin, les études avant-projet relatives au réaménagement de la zone de manœuvre Fédération réévaluent le chiffrage de + 1 M€.

Enfin, dans le cadre du projet de restructuration bus Neuhof-Meinau, le pôle d'échange multimodal Baggersee doit être réaménagé pour 0,5 M€ et la signature en 2023 du contrat-cadre pour la fourniture de 22 nouvelles rames de tramway avec Alstom nécessite de réévaluer le coût total d'acquisition de ces rames de + 28 M€.

## **2. Modifications de l'offre du réseau CTS**

### **- Plan de transport**

Pour répondre aux enjeux climatiques et économiques et à la crise énergétique actuelle, parmi les actions fortes engagées par la CTS dans le cadre de son plan de sobriété, figure un ajustement de l'offre, qui conjugue les besoins des clients, des conducteurs et de la collectivité ; cet ajustement ne compromet en rien la qualité de service offerte aux usagers et usagères.

Ces modifications sont intervenues en deux temps, à compter du 27 février 2023 pour les six lignes de tramway et à compter du 10 juillet 2023 pour le réseau bus.

### **- Mise en place du réseau Chron'hop**

À compter du 28 août 2023, des lignes de bus **Chron'hop** sont déployées sur le réseau. L'objectif du réseau Chron'hop est la mise en valeur du réseau bus et plus particulièrement de ses lignes les plus performantes, appelées également les lignes structurantes, c'est-à-dire celles identifiées comme disposant d'une offre soutenue, d'une amplitude élargie et d'une vitesse commerciale améliorée notamment grâce à la montée toutes portes. L'acronyme L est ainsi abandonné au profit du « C » de Chron'hop.

Afin d'augmenter la visibilité de ce réseau Chron'hop, une identité propre lui a été attribuée avec une dénomination particulière, le nom Chron'hop, ainsi qu'une identité visuelle propre, une livrée bleue marquée par un logo dédié.

## - **Restructuration Neuhof Meinau**

À partir de la rentrée 2023, l'offre de transport bus est remodelée et renforcée dans les quartiers Sud de Strasbourg, secteur Neuhof-Meinau. Afin de rendre le réseau plus lisible et mieux hiérarchisé, cette restructuration repose sur une simplification et une montée en gamme de la ligne 14/24 en ligne structurante Chron'hop « C8 » et sur la création d'une nouvelle ligne « C7 » qui reprend une partie du tracé des actuelles lignes 57/67, 14 et 27 dans la Meinau et au Port Autonome Sud. L'amplitude et la fréquence de ces lignes sont plus importantes et ces lignes sont équipées de bus articulés. Cela se traduit également par la suppression des doublons de ligne (14/24, 57/67), la réduction du nombre de terminus partiels et des itinéraires spécifiques (notamment sur les lignes 14/24). La connexion des quartiers avec le centre-ville et le lien transversal entre les quartiers sont ainsi renforcés. Au total huit lignes sont concernées par cette restructuration : 14/24, 57/67, 27, 31, 40 et 30 et deux lignes sont créées, la C7 et la C8.

## - **Parking-relais**

L'Eurométropole a décidé de retirer du champ du contrat de concession une partie du parking-relais Hœnheim-Gare, correspondant à près de 3 000 m<sup>2</sup> et localisée sur la partie non clôturée. La surface restante sera aménagée avec des barrières à l'instar des autres P+R et restera exploitée par la CTS selon les mêmes dispositions que les autres P+R.

Des modifications ont été apportées sur l'utilisation des parkings-relais avec notamment l'expérimentation de dépose-minute (hors P+R Rotonde). Il permet aux clients de stationner durant 30 minutes gratuitement.

## - **Autres modifications apportées**

- la qualité du service produit par le Concessionnaire est mesurée à partir de critères couvrant l'activité de celui-ci au moyen :
  - d'enquêtes clients-mystères réalisées tout au long de l'année,
  - d'enquêtes satisfaction clients réalisées une fois par an auprès d'un panel représentatif de la clientèle,
  - de table-rondes regroupant un ou des panels d'usagers.

Afin de permettre une meilleure analyse de ces résultats, il a été décidé d'augmenter le nombre minimum d'enquêtes « clients-mystères » réalisées tout au long de l'année.

- inventaire physique des biens du service concédé :

La CTS réalise tous les ans et de façon régulière des inventaires physiques des biens du service concédé, principalement les infrastructures, les matériels et les équipements. La formalisation de ces inventaires est reprise dans le rapport annuel d'informations et matérialisé dans le fichier des immobilisations (prise en compte des sorties et modification éventuelle de la localisation des biens). Le contrat est donc ajusté pour tenir compte de cette méthode de traçage de l'inventaire.

- règlement de police :

Les évolutions législatives et réglementaires ainsi que les modifications des usages et des comportements des clients de la CTS ont rendu nécessaire la révision du règlement de police applicable sur le réseau de la CTS depuis 2003. Cette réécriture a vocation à permettre une meilleure appropriation par les usagers des comportements à adopter et ceux prohibés. Une importante mise à jour a également été réalisée, afin de tenir compte des évolutions des textes de référence intervenues depuis 2003. Ce nouveau règlement de police entrera en vigueur à compter de sa date d'approbation par l'autorité compétente. Le règlement de police figurant dans l'annexe E9 est remplacé par la version approuvée par le préfet pour une entrée en vigueur le 2 octobre 2023.

**Si la crise énergétique, l'évolution des projets et l'inflation ont un impact financier non négligeable pour la collectivité à travers la contribution qu'elle verse à la CTS, cet effet est gommé par la mise à niveau de l'engagement de recettes commerciales sur la durée du contrat, suite à la revalorisation tarifaire mise en œuvre au 1er juillet 2023 et par un retour de fréquentation au niveau de 2019. De plus les coûts énergétiques 2023 et suivants sont légèrement moindres que ceux qui a été provisionnés fin 2022.**

**Tous ces éléments combinés ont pour conséquence positive une très légère baisse de la contribution cumulée de 31 M€ sur la durée du contrat (contribution cumulée de 1,7 milliards d'€ sur la période 2021 – 2030)**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu le contrat de concession du 24 janvier 2020  
vu l'avis de la commission concessions du 19 octobre 2023  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la conclusion de l'avenant n°4 au contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg et ses annexes, dont le contenu est plus amplement exposé au rapport,*

*décide*

*l'inscription des crédits, l'engagement et l'imputation des dépenses à compter de l'exercice 2023 et suivants aux lignes budgétaires :*

- 65748 du budget annexe des mobilités pour la contribution d'exploitation au concessionnaire,*
- 20421 du budget annexe des mobilités pour les subventions d'investissement au concessionnaire,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer l'avenant n°4, ci-joint, au contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg et tout autre document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162536-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# Avenant n°4 au contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg

Entre **l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**, Autorité organisatrice de la mobilité, sise 1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG

Représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, agissant en vertu d'une délibération du 16 décembre 2022.

Ci-après dénommée l'Autorité concédante ou l'Eurométropole de Strasbourg (EMS),

d'une part,

Et la **COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS**

Société Publique Locale, au capital de 5 millions d'€uros

dont le siège social est sis 14, rue de la Gare aux Marchandises, CS 15002, 67035 STRASBOURG CEDEX

Représentée par Monsieur Emmanuel AUNEAU, Directeur Général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration de la CTS en date du 17 février 2021.

Ci-après dénommée le Concessionnaire ou la CTS,

d'autre part,

Ci-après dénommées ensemble les Parties,

**Il est convenu ce qui suit,**



## PREAMBULE

Le présent avenant porte sur les éléments suivants :

### 1. MISE A JOUR DU PPI

Afin de tenir compte du haut niveau d'inflation constaté nécessitant de revaloriser le prix de certains projets, de l'évolution du périmètre et de la teneur des projets à venir et de l'introduction de nouveaux projets pour des raisons règlementaires et sécuritaires notamment, une mise à jour du PPI sur la période 2023-2030 est nécessaire. Cette mise à jour concerne l'ensemble des volets du PPI.

En effet, afin de se mettre en conformité avec les objectifs fixés par le Décret tertiaire en matière de réduction de la consommation énergétique (- 40 % d'ici 2030), de nouveaux investissements sont nécessaires pour déployer des compteurs d'énergie, renouveler et optimiser les systèmes d'éclairage des bâtiments ou remplacer les équipements de chauffage. En complément, deux projets sont inscrits dans ce nouveau PPI pour équiper plus de 21 000 m<sup>2</sup> de surfaces avec des équipements photovoltaïques (l'aire de stationnement et le remisage des bus au dépôt de Cronembourg et le parking VL et certains bâtiments au dépôt de la Kibitzenau), qui permettront à l'entreprise de produire elle-même une part significative de l'électricité qu'elle consomme et de se protéger ainsi des évolutions négatives des tarifs d'achat d'électricité.

Cette mise en conformité impacte le PPI à hauteur de 11,4 M€ sur la période 2023-2030.

De plus, avec l'augmentation importante des effectifs et des matériels roulants à l'horizon 2025/2026, le dépôt de la Kibitzenau doit être adapté et agrandi pour accueillir plus d'une vingtaine de rames de tramway supplémentaires et un nouvel atelier réservé aux grandes révisions des tramways et doté d'une cabine de peinture. Le chiffrage d'avant-projet nécessite de revoir le coût de cette extension de + 6 M€.

Par ailleurs, après réception des chiffrages projet, le coût d'investissement de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen est réajusté de + 1,1 M€ et suite aux travaux supplémentaires de réhabilitation de l'ouvrage d'art Pasteur et aux évolutions demandées par l'EMS dans la phase projet, le coût d'investissement du prolongement de la ligne G de BHNS est réévalué de + 1,2 M€. Enfin, les études avant-projet relatives au réaménagement de la zone de manœuvre Fédération réévaluent le chiffrage de + 1 M€. Le financement prévisionnel et les indices d'actualisation de ces projets d'extension de la ligne F de tramway et de la ligne G de BHNS, ainsi que des travaux de la zone de manœuvre Fédération sont détaillés dans l'annexe D1 III.

Enfin, dans le cadre du projet de restructuration bus Neuhof-Meinau, le pôle d'échange multimodal Baggersee doit être réaménagé pour 0,5 M€ et la signature en 2023 du contrat-cadre pour la fourniture de 22 nouvelles rames de tramway avec Alstom nécessite de réévaluer le coût total d'acquisition de ces rames de + 28 M€.

=> Les annexes financières E2, E3, D1 et E5 sont modifiées pour tenir compte de ces évolutions.

## 2. MODIFICATIONS DE L'OFFRE DU RESEAU CTS

### 2.1. PLAN DE TRANSPORT OPTIMISE

Pour répondre aux enjeux climatiques et économiques et à la crise énergétique actuelle, parmi les actions fortes engagées par la CTS dans le cadre de son plan de sobriété, figure **l'optimisation de l'offre**, qui conjugue les besoins des clients, des conducteurs et de la collectivité. Ainsi, il a été décidé d'ajuster l'offre en heures creuses et de ne pas modifier l'offre en heures de pointe.

Ces modifications sont intervenues en deux temps, à compter du 27 février 2023 pour les six lignes de tramway et à compter du 10 juillet 2023 pour le réseau bus.

Au global, cette optimisation de l'offre bus et tram doit permettre à l'Eurométropole de Strasbourg d'économiser environ 5 millions d'euros par an, sans compromettre la qualité de service au client.

### 2.2. MISE EN PLACE DU RESEAU CHRON'HOP

A compter du 28 août 2023, des **lignes de bus Chron'hop** ont été déployées sur le réseau. L'objectif du réseau Chron'hop est la mise en valeur du réseau bus et plus particulièrement de ses lignes les plus performantes, appelées également les lignes structurantes, c'est-à-dire celles identifiées comme disposant d'une offre soutenue, d'une amplitude élargie et d'une vitesse commerciale améliorée notamment grâce à la montée toutes portes. L'acronyme L est ainsi abandonné au profit du « C » de Chron'hop.

Afin d'augmenter la visibilité de ce réseau Chron'hop, une identité propre lui a été attribuée avec une dénomination particulière, le nom Chron'hop, ainsi qu'une identité visuelle propre, une livrée bleue marquée par un logo dédié.

### 2.3. RESTRUCTURATION NEUHOF MEINAU

A partir de la rentrée 2023, l'offre de transport bus a été remodelée et renforcée dans les quartiers sud de Strasbourg, **secteur Neuhof-Meinau**. Afin de rendre le réseau plus lisible et mieux hiérarchisé, cette restructuration repose sur une **simplification et une montée en gamme** de la ligne 14/24 en ligne structurante Chron'hop « C8 » et sur la création d'une nouvelle ligne « C7 » qui reprend une partie du tracé des actuelles lignes 57/67, 14 et 27 dans la Meinau et au Port Autonome Sud. L'amplitude et la fréquence de ces lignes sont plus importantes et ces lignes sont équipés de bus articulés.

Cela se traduit également par la suppression des doublons de ligne (14/24, 57/67), la réduction du nombre de terminus partiels et des itinéraires spécifiques (notamment sur les lignes 14/24). La connexion des quartiers avec le centre-ville et le lien transversal entre les quartiers sont ainsi renforcés. Au total huit lignes sont concernées par cette restructuration : **14/24, 57/67, 27, 31, 40 et 30 et deux lignes sont créées, la C7 et la C8.**

Des **aménagements urbains sont associés à cette restructuration** (priorité aux feux dans certains carrefours pour la C7 et la C8, reprise de certains aménagements de voiries, nouveaux aménagements d'arrêt et réaménagement du pôle d'échange de Baggersee qui peut ainsi accueillir 5 véhicules supplémentaires. Les espaces verts sont également réaménagés, pour être plus attractifs.

=> *L'annexe A3 est modifiée en conséquence pour tenir compte de toutes ces évolutions.*

### 3. PARKING RELAIS

Afin d'accroître l'attractivité des parkings-relais (P+R) de la CTS et dans le cadre de la politique d'amélioration continue de la CTS visant à sans cesse perfectionner les services proposés aux usagers du réseau de transport public, un service « dépose-minute » est mis en place sur l'ensemble des parkings-relais à l'exception de celui de Rotonde. Il permet aux clients de stationner durant 30 minutes gratuitement.

Par ailleurs, l'Eurométropole a décidé de retirer du champ du contrat de concession la partie délimitée dans le plan ci-dessous du Parking relais Hœnheim-Gare. La surface restante sera aménagée avec des barrières à l'instar des autres P+R et restera exploitée par la CTS selon les mêmes dispositions que les autres P+R.



=> L'annexe A6 est modifiée en conséquence pour tenir compte de toutes ces évolutions.

### 4. QUALITE

Afin d'évaluer la qualité de service de transport urbain délivré à ses clients, un nombre prédéfini d'enquêtes est réalisé chaque année. Afin de permettre une meilleure analyse de ces résultats, il a été décidé d'augmenter le nombre minimum d'enquêtes « clients mystères » réalisées tout au long de l'année comme suit : 864 enquêtes sur un parcours tramway, 1080 enquêtes sur un parcours bus, 160 enquêtes sur un parcours BHNS, 200 appels à Allô CTS, 120 visites en agence, 120 visites sur le site Internet de la CTS et 120 connexions sur l'Appli CTS.

=> L'annexe B1 est modifiée pour tenir compte de ces modifications.

## 5. ACCES AUX DONNEES

Le flux concernant les perturbations du réseau est désormais intégré au site et à l'application, il permet aux clients de recevoir des notifications en cas de perturbations.

=> *L'annexe B5 est modifiée pour tenir compte de cette modification.*

## 6. GRANDS PROJETS

Les budgets indicatifs des programmes prévisionnels de travaux d'extension de la ligne G et d'extension de la ligne F vers Wolfisheim sont affinés. Une formule proposant l'actualisation des projets est intégrée afin de prendre en compte la valeur du programme en euros courant, tenant compte de formules d'indexation à définir par groupe d'ouvrage. Par ailleurs, la répartition entre la CTS et l'EMS des prestations intellectuelles affectées aux immobilisations se fera au prorata du montant des travaux.

Le projet de réalisation de la **zone de manœuvre Fédération** est intégré pour une enveloppe de 6 M€.

=> *L'annexe D1 est modifiée pour tenir compte de ces modifications.*

## 7. INVENTAIRE PHYSIQUE DES BIENS DU SERVICE CONCEDE

La CTS réalise tous les ans et de façon régulière des inventaires physiques des biens du service concédé, principalement les infrastructures, les matériels et les équipements. La formalisation de ces inventaires est reprise dans le rapport annuel d'informations et matérialisé dans le fichier des immobilisations (prise en compte des sorties et modification éventuelle de la localisation des biens). Le contrat est donc ajusté pour tenir compte de cette méthode de traçage de l'inventaire.

=> *L'annexe D5 et l'article 43 sont également modifiés en conséquence.*

## 8. ASSURANCES

La CTS a souscrit en novembre 2023 une garantie couvrant les dommages et la responsabilité civile de la CTS en cas de survenance d'un incident numérique (piratage des données, malware, etc...)

=> *L'annexe E6 est mise à jour pour tenir compte de la souscription d'une assurance Cyber.*

## 9. REGLEMENT DE POLICE

Les évolutions législatives et règlementaires ainsi que les modifications des usages et des comportements des clients de la CTS ont rendu nécessaire la révision du règlement de police applicable sur le réseau de la CTS depuis 2003.

Cette réécriture a vocation à permettre une meilleure appropriation par les usagers des comportements à adopter et ceux prohibés. Une importante mise à jour a également été réalisée, afin de tenir compte des évolutions des textes de référence intervenues depuis 2003.

Ce nouveau règlement de police entrera en vigueur à compter de sa date d'approbation par l'autorité compétente.

=> Le règlement de police figurant dans l'annexe E9 est remplacé par la version approuvée par le préfet pour une entrée en vigueur le 2 octobre 2023.

## 10. RESERVATION D'ESPACES AU SEIN DES VELOPARCS ET P+R

Afin de favoriser l'intermodalité entre les modes de transports doux et suite au renouvellement de la délégation de service public de location de vélos, la liste des emplacements réservés au Titulaire pour l'installation de stations automatiques Véllhop sur les P+R et Véloparcs exploités par la CTS doit être révisée.

=> A cet égard, l'annexe A6 est complétée.

## 11. DISPOSITIONS DIVERSES :

Dans le cadre du présent avenant, l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS ont également souhaité revoir les annexes au contrat de concession relatives aux sujets suivants pour les préciser ou les actualiser :

- **Annexes C3 et E8 pour les mettre en conformité avec les ajustements tarifaires mis en œuvre.**
- **Annexe C3 pour renvoyer l'information, à jour et détaillée, sur la liste des titres vendus par support et par point disponible dans les Conditions générales de vente et d'utilisation disponibles sur le Site Internet de la CTS et en agence commerciale et pour actualiser les données relatives à la boutique Véllhop.**
- **Annexe D3 pour mettre à jour l'état du parc de bus et de tramways**

**ARTICLE 1 : L'ARTICLE 43 "INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE CONCEDE" DU CONTRAT DE CONCESSION EST MODIFIE COMME SUIT :**

### 43.1. ELABORATION ET MISE A JOUR DES INVENTAIRES

Les biens font l'objet ~~d'un~~ d'inventaires régulièrement mis à jour qui constituent l'annexe D5 du présent Contrat.

Il est rappelé que les biens immobilisés directement nécessaires à l'exploitation du service doivent être intégrés au patrimoine objet de l'inventaire.

Le Concessionnaire tient à jour deux (2) inventaires comprenant l'ensemble des biens par **famille catégorie** tels que définis aux articles qui suivent :

- un Inventaire comptable par **famille catégorie** de biens acquis par le Concessionnaire permettant de les identifier **et de les localiser** dans ~~la société~~ un outil dédiée, **dont la synthèse est annexée annexé** au présent Contrat ;

- un Inventaire physique régulier des biens permettant de les localiser et de vérifier leur existence. ~~quantifier et définir leurs états selon un périmètre restant à définir.~~

### 43.2. INVENTAIRE COMPTABLE DES BIENS

L'Inventaire comptable sera à actualiser pour chaque acquisition, mise au rebut, cession ou transformation des immeubles, infrastructures, matériels et équipements.

Chaque année, dans le cadre de la remise du Rapport annuel du Concessionnaire, et conformément à l'annexe E1 du présent Contrat, l'Inventaire comptable à jour au 31 décembre de l'année précédente devra être transmis par le Concessionnaire à l'Autorité concédante.

L'inventaire est complété et mis à jour au moins une fois par an.

Le Concessionnaire s'engage également à transmettre ce fichier d'inventaire sous un format informatique standard de type Excel, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de la demande de l'Autorité concédante. À défaut, les pénalités prévues dans l'annexe E4 pourront être appliquées.

L'Autorité concédante peut obtenir, à tout moment et sur simple demande les fichiers informatiques en format exploitable contenant l'état de l'Inventaire à sa dernière date de mise à jour.

### 43.3. INVENTAIRE PHYSIQUE DES BIENS

Le Concessionnaire s'engage ~~sous un délai maximum de 36 mois à compter de la prise d'effet du présent contrat à présenter à réaliser~~ un inventaire physique régulier et tournant des biens, principalement les infrastructures, matériels et équipements. ~~dont le périmètre reste à déterminer entre les Parties. A l'issue de ce travail, un plan d'actions est mis en œuvre pour assurer une correspondance avec l'inventaire comptable. Une mise à jour est matérialisée dans l'outil de gestion comptable (prise en compte des sorties et modification éventuelle de la localisation des biens).~~

Cet inventaire physique est actualisé tout au long de l'exécution du contrat ~~et au plus tard un an avant la fin du contrat.~~

En cas de biens manquants dans l'inventaire physique, le remplacement éventuel de ces biens, doit s'effectuer aux seuls frais du Concessionnaire, à l'identique des biens initialement mis à disposition par l'Autorité concédante, en nombre, fonctionnalité et qualité.

## ARTICLE 2 : L'ARTICLE 19.1 « TRAVAUX TECHNIQUEMENT LIES AUX TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU » DU CONTRAT DE CONCESSION EST MODIFIE COMME SUIT :

Après l'achèvement des travaux techniquement liés aux travaux d'extension du réseau et, le cas échéant, avant leur mise en service, le Concessionnaire organise leur réception. Il invite l'Autorité concédante à participer aux opérations préalables à la réception pour chaque lot ou marché de travaux concerné, ~~par lettre recommandée avec accusé de réception qui doit parvenir à l'Autorité concédante vingt jours francs au moins avant la date des dites opérations. Cette lettre est accompagnée d'un dossier décrivant les ouvrages.~~

## ARTICLE 3 : ACTUALISATION DU CONTRAT DE CONCESSION AU REGARD DES EVOLUTIONS DES MODALITES DE GOUVERNANCE

L'évolution des modalités de gouvernance définies en annexe E7 nécessite l'actualisation du contrat de concession. A cette fin, les références aux groupes de travail dans le contrat de concession ont été remplacées par les **axes de travail** correspondant. Cette modification concerne les articles 33, 35.1, 35.2, 35.3, 36, 48, 50 du contrat de concession.

**ARTICLE 4 : L'ARTICLE 61.3.1 (IV) « ACTUALISATION DE L'OBJECTIF CONTRACTUEL DE RECETTES DE TRAFIC » EST MODIFIE COMME SUIT :**

Compte-tenu du contexte sanitaire évoqué à l'article 1 du présent avenant, il est convenu que le ~~K<sub>A</sub>~~ **coefficient de trafic** visant à actualiser l'objectif contractuel de recettes (RTo) n'est pas appliqué pour les exercices 2021 et 2022 et est revu à la baisse à 1,005 pour l'année 2023.

**ARTICLE 5 : ACTUALISATION ET MODIFICATION DES ANNEXES**

Les annexes A3, A6, B1, B2, B5, C1, C2, C3, C4, D1, D3, D5, E2, E3, E6, E5, E7, E8 et E9 jointes au présent avenant remplacent les annexes correspondantes du contrat de concession.

Fait à Strasbourg, le .

La Présidente de  
l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

Le Directeur Général  
de la CTS

Emmanuel AUNEAU

**ANNEXE A3**

**DEFINITION ET CONSISTANCE DE L'OFFRE DE SERVICE**

**I- OFFRE DE REFERENCE**

Cette offre constitue le service minimum que la CTS s'engage à assurer.

Les services détaillés ci-après en référence « hiver 2023/2024 » sont assurés tous les jours hors 1<sup>er</sup> mai.

**I - 1 - OFFRE TOTALE**

L'offre de transport évoluera globalement comme indiqué dans le tableau ci-après pendant la durée de la concession.

L'offre de référence qui constitue la base de l'engagement du concessionnaire est celle formulée pour l'année **2023** dans le tableau ci-dessous :

<b>EN KILOMETRES TOTAUX SUR L'ANNEE CONSIDEREE</b>								
ANNEE	OFFRE GLOBALE en Milliers de km totaux							Total Général
	Production CTS			Production Affrétée				
	Bus	Tram	Total CTS	Véhicules urbains	Véhicules interurbains	Véhicules spécifiques	Total Affrétés	
Pour mémoire : 2020	9 214 <sup>(1)</sup>	6 667	15 881				3 368	19 249
Offre de référence : 2021	9 214	6 749 <sup>(2)</sup>	15 963				3 368	19 331
Offre de référence : 2022	9 233	6 712	15 945	1 152	2 090	341	3 584	19 529
<b>Offre de référence : 2023<sup>(3)</sup></b>	<b>9 030</b>	<b>6 426</b>	<b>15 456</b>	<b>1 217</b>	<b>2 250</b>	<b>301</b>	<b>3 768</b>	<b>19 224</b>
<b>Offre de référence : 2024<sup>(4)</sup></b>	<b>9 239</b>	<b>6 360</b>	<b>15 599</b>	<b>1 217</b>	<b>2 650</b>	<b>327</b>	<b>4 194</b>	<b>19 792</b>

(1) : incluant la ligne H mise en service en 2020 (année pleine)

(2) : sur la base des hypothèses du BI20 avec mise en service de l'extension de la ligne F vers Koenigshoffen courant juin 2020

(3) : incluant le Plan de Transport Optimisé Bus et Tramway, la restructuration Neuhof Meinau au 28 août 2023 et la mise en service de la ligne G vers Vauban à partir du 13 novembre 2023

(4) : incluant l'extension de la ligne 45 à Eckbolsheim



## I - 2 – CLASSIFICATION DES LIGNES AFFRETEES – OFFRE DE REFERENCE 2023

Les lignes affrétées sont classées selon le type de véhicules (urbain, interurbain ou petits véhicules spécifiques). Conformément à l'article 61.4.1 (I), un prix kilométrique différent est appliqué selon la typologie de véhicule affectée à la ligne.

Véhicules urbains	Véhicules interurbains	Petits véhicules spécifiques
27	12	18
31	22	L42 - Navette Entzheim
62	41	L43 - Navette Holtzheim
63	57	L44 - Navette Kolbsheim
76	67	45
Lignes scolaires	60	L64 - Navette ZA Sud
Lignes de nuit	71	<del>Navette Robertsau</del>
Substitution	72	Navette Parlement
	73	
	74	
	75	
	Renfort Plobsheim-Baggersee	
	Autres affrétés	

## II- RESEAU TRAM (REFERENCE : HIVER 2023)

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux (LàV) *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
A	Parc des Sports – Graffenstaden	14,8	HautePierre – Cronenbourg – Gare – Centre-Ville – Etoile – Meinau – Illkirch Graffenstaden	Parc des Sports – Rotonde – Gare Centrale – Homme de Fer – Etoile Bourse – Baggersee – Campus d'Illkirch – Graffenstaden	4 261	145,5	123,5	87	18	14	9
B	Lingolsheim Tiergaertel – Hoenheim Gare	14,8	Lingolsheim – Ostwald – Elsau – Montagne Verte – Centre-Ville – République – Wacken – Schiltigheim – Bischheim – Hoenheim	Lingolsheim Tiergaertel – Ostwald Hôtel de Ville – Elsau – Montagne Verte – Homme de Fer – République – Wacken – Hoenheim Gare	4 532	153,5	126,5	83	19	14	9
C	Gare Centrale – Neuhof Rodolphe Reuss	8,1	Gare – Centre-Ville – République – Esplanade – Neudorf – Neuhof	Gare Centrale – Homme de Fer – République – Observatoire – Landsberg – Jean Jaurès – Neuhof Rodolphe Reuss	2 421	152,5	124,5	85	15	10	6
D	Poteries – Port du Rhin (tronc commun)	10,2	Poteries – HautePierre – Cronenbourg – Gare – Centre-Ville – Etoile – Neudorf – Port du Rhin – Kehl*	Poteries – Rotonde – Gare Centrale – Homme de Fer – Etoile Bourse – Landsberg – Jean Jaurès – Port du Rhin – Kehl Bahnhof – Kehl Rathaus	3 188	66,5	22,5	38,5	14	13	8
	Poteries – Kehl Rathaus	12,3				72,5	101,5	48,5			
E	Robertsau L'Escale – Campus d'Illkirch	13,6	Illkirch Graffenstaden – Meinau – Etoile – Neudorf – Esplanade – République – Wacken – Robertsau	Campus d'Illkirch – Baggersee – Landsberg – Observatoire – République – Wacken – Boecklin – Robertsau L'Escale	4 041	142	110	84,5	16	10	8
F	Comtes – Place d'Islande	4,9	Koenigshoffen – Centre-Ville – République – Esplanade	Comtes – Homme de Fer – République – Observatoire – Place d'Islande	1 386	135,5	111	85,5	8	6	5
* L'offre au-delà de la station Port du Rhin est intégrée dans la consistance du réseau urbain exploité par CTS. Cette offre réalisée en partie sur le territoire allemand, est définie plus spécifiquement au sein d'une convention conclue entre l'EMS et la ville de Kehl.					Offre kilométrique pour un jour moyen de semaine scolaire. D&F : Dimanches et jours fériés hors 1 <sup>er</sup> mai						

### III- RESEAU BUS (REFERENCE : HIVER 2023)

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
G	Gare Centrale – Espace Européen de l'Entreprise	5,2	Gare Centrale – Cronenbourg – Espace Européen de l'Entreprise de Schiltigheim	Gare Centrale – Wilson – Rieth – Lavoisier – Arago – Londres – Espace Européen de l'Entreprise	1 640	148	107,5	62	11	5	3
G (à partir du 20/11/2023)	Rotterdam/Gare Centrale – Espace Européen de l'Entreprise	10,6	Citadelle – Etoile – Laiterie – Gare Centrale – Cronenbourg – Espace Européen de l'Entreprise de Schiltigheim	Rotterdam – Etoile Bourse – Gare Centrale – Wilson – Rieth – Lavoisier – Arago – Londres – Espace Européen de l'Entreprise	3 446	166	121,5	72	20	11	6
H	Gare Centrale – Parlement Européen	3,2	Gare Centrale – Place de Bordeaux – Wacken	Gare Centrale – Lycée Kléber – Parlement Européen	741	97	83,5	52,5	6	4	3
C1 (ancienne ment L1)	Lingolsheim Alouettes – Robertsau Lamproie	13,3	Lingolsheim – Montagne Verte – Etoile – Esplanade – Quartier des Quinze – Robertsau	Lingolsheim Alouettes – Tanneries – Roethig – Montagne Verte – Lycée Pasteur – Etoile Bourse – Observatoire – Robertsau Lamproie	3 353	104,5	81	46,5	2	10	6
L3	Les Halles Pont de Saverne – Hœnheim Gare	5,5	Les Halles – Schiltigheim – Bischheim – Hœnheim	Les Halles Pont de Saverne – Les Halles Pont de Paris – Barr – Schiltigheim Mairie – Cheval Blanc – Hœnheim Gare	1 517	121,0	99	50	10	6	3
L3 devient C3 (à partir du 13/11/2023)	Les Halles Pont de Saverne – Hœnheim Gare	5,3	Les Halles – Schiltigheim – Bischheim – Hœnheim	Les Halles Pont de Saverne – Les Halles Pont de Paris – Barr – Schiltigheim Mairie – Cheval Blanc – Hœnheim Gare	1 461	122,5	96,5	51	10	6	3

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
L6	Pont Phario – Vendenheim Gare/Hœnheim Gare (tronc commun)	-	Robertsau – République – Les Halles – Schiltigheim – Bischheim ❖ L6 : Souffelweyersheim – Hœnheim ❖ L6 : Vendenheim	Pont Phario – Cité de l'III – Robertsau Eglise – République – Les Halles Pont de Paris – Wilson – Ecrivains – Hœnheim Gare – Vendenheim Gare	3 760	109	83,5	48	21	12	7
	Pont Phario – Hœnheim Gare	15,8				59	44	27,5			
	Pont Phario – Vendenheim Gare	15,8				50	39,5	20,5			
C6 (à partir du 13/11/2023)	Elmerforst – Pont Phario	10,7	Robertsau – République – Les Halles – Montagne Verte – Elmerforst	Pont Phario – Cité de l'III – Robertsau Eglise – République – Les Halles Pont de Paris – Montagne Verte – Roethig – Elmerforst	2 945	106,5	83,5	50,5	17	10	6
C9 (à partir du 13/11/2023)	Les Halles – Vendenheim Gare/Hœnheim Gare (tronc commun)	10 / 9,5	Les Halles – Schiltigheim – Bischheim – Souffelweyersheim – Hœnheim – Vendenheim	Wilson – Ecrivains – Hœnheim Gare – Vendenheim Gare	2 945	120	86	49,5	14	7	4
2	Elmerforst – Jardin des Deux Rives	10,9	Port du Rhin – Esplanade – Quartier des Quinze – Place de Bordeaux – Gare – Montagne Verte – Roethig	Jardin des Deux Rives – Port du Rhin – Observatoire – Tauler – Lycée Kléber – Gare Centrale – Montagne Verte – Roethig – Elmerforst	2 570	98	78	39,5	20	11	6
2 (à partir du 13/11/2023)	Gare Centrale – Jardin des Deux Rives	6,8	Port du Rhin – Esplanade – Quartier des Quinze – Place de Bordeaux – Gare	Jardin des Deux Rives – Port du Rhin – Observatoire – Tauler – Lycée Kléber – Gare Centrale	1 655	101,5	77,5	39,5	14	7	5

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
4	Comtes – Wolfisheim Stade/ Poteries (tronc commun)	-	Comtes – Koenigshoffen ❖ 4 : Eckbolsheim – Wolfisheim ❖ 4a : Poteries	Comtes – Schnokeloch ❖ 4 : Wolfisheim Stade ❖ 4a : Poteries	1 207	143,5	119,5	79	8	5	4
	Comtes – Wolfisheim Stade	5,8				71,5	59,5	40			
	4a Comtes - Poteries	2,4				72	60	39			
10	Gare Centrale – Gare Centrale (circulaire)	6,4	<i>Circulaire</i> : Gare – Avenue des Vosges – Brant/Université – Krutenau – Gare	Gare Centrale – Vosges Oberlin – Brant Université – Zurich – Musée d'Art Moderne	1 053	76,0	67,5	25	11	7	2
13	Illkirch Fort Uhrich – Lingolsheim Gare	10,0	Lingolsheim – Roethig – Ostwald – Illkirch-Graffenstaden	Lingolsheim Gare – Roethig – Elmerforst – Illkirch Mairie – Parc Malraux – Illkirch Fort Uhrich	1 878	83,5	71,5	41	10	7	5
14/24	<del>Ancienne Douane – La Rochelle / Neuhof Lorient / Neuhof Stéphanie (tronc commun)</del>	-	<del>Ancienne Douane – Etoile – Neudorf – Neuhof – Kibitzenau ❖ – 14 : Port Autonome ❖ – 24 : Neuhof</del>	<del>Ancienne Douane – Etoile – Bourse – Neudorf Gravière – ❖ – 14 : Neuhof Lorient – La Rochelle – ❖ – 24 : Neuhof Rodolphe Reuss – Neuhof Stéphanie</del>	1 811	128,0	99,0	52,5	10	7	4
	<del>Ancienne Douane – Neuhof Lorient / La Rochelle</del>	7,4				62,5	47,5	24,0			
	<del>Ancienne Douane – Neuhof Stéphanie</del>	6,5				65,5	51,5	28,5			
C7	Baggersee – Neuhof Lucie Aubrac / Port Autonome Sud (tronc commun)	-	Baggersee – Meinau ❖ C7 : Neuhof ❖ C7 : Port Autonome	Baggersee – Hohwart – Neuhof Rodolphe Reuss ❖ C7 : Neuhof Lucie Aubrac ❖ C7 : La Rochelle – Port Autonome Sud	1 698	109,5	87,5	49,5	9	5	3
	Baggersee – Neuhof Lucie Aubrac	4,5				53,5	42,5	49,5			

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
	Baggersee – Port Autonome Sud (terminus Eurofret le samedi)	10,1				56,0	45,0	-			
C8	Ancienne Douane – Neuhof Stockfeld	6,8	Ancienne Douane – Etoile – Neudorf – Kibitzenau – Neuhof	Ancienne Douane – Etoile Bourse – Neudorf Gravière – Neuhof Rodolphe Reuss – Neuhof Stockfeld	1 458	104	85	50,5	10	6	3
15	République – Boecklin	6,4	Robertsau – Quartier des Quinze – République	Boecklin – Conseil des XV – Tauler – République	451	32	27	4,0	3	2	1

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
17	Rotonde – Mittelhausbergen Mittelberg	5,3	Mittelhausbergen – Oberhausbergen – Cronenbourg	Mittelhausbergen Mittelberg – Oberhausbergen Mairie – Rotonde	1 582	95	75,5	37,5	10	6	3
19	Rotonde – Arago	2,7	Cronenbourg	Rotonde – Cronenbourg Arago		93	74	39,5			
29	Schnokeloch – Schiltigheim Campus	4,6	Koenigshoffen – Cronenbourg – Schiltigheim Campus	Schnokeloch – Ducs d'Alsace – Berstett – Schiltigheim Campus	515	52	45	0	4	2	0
30	Ampère – Robertsau Sainte-Anne / Robertsau Chasseurs (tronc commun)	-	Musau – Esplanade – Krutenau – Orangerie – Robertsau	Ampère – Aristide Briand – Rome – Gallia – Conseil de l'Europe – Cité Universitaire – Robertsau Sainte-Anne – Robertsau Chasseurs	1 550	75,5	40	22	12	5	2

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
	Ampère – Robertsau Chasseurs	9,9				33	18				
40	Neuhof Ganzau – Unterelsau	10,0	Neuhof – Meinau – Plaine des Bouchers – Elsau	Neuhof Ganzau – Faisanderie – Neuhof Rodolphe Reuss – Lycée Couffignal – Ile de France – Elsau – Unterelsau	1 121	57	46	30,5	7	5	3
50	Montagne Verte – Schiltigheim Le Marais (tronc commun)	-	Montagne Verte – Koenigshoffen – HautePierre – Cronenbourg – Schiltigheim	Montagne Verte – Schnokeloch – Dante – Lavoisier – Ecrivains – Schiltigheim Le Marais	1 527	62,5	40,5	12	10	5	2
	Montagne Verte – Schiltigheim Le Marais	11,1						6			
50a	Montagne Verte – Wacken	12,0							0	0	6

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
57/67	Kibitzenau – Geispolsheim Ouest /Blaesheim Ouest (tronc commun)	-	Meinau – Illkirch- Graffenstaden – ❖ 57 : La Vigie – Geispolsheim – Blaesheim ❖ 67 : Eschau – Plobsheim	Kibitzenau – Schulmeister – Emile Mathis – Baggersee – Illkirch Mairie – ❖ 57 : Geispolsheim La Vigie / Gare / Ouest – Blaesheim Ouest – ❖ 67 : Graffenstaden Digue – Schaal – Plobsheim Est	2 461	76,0	66,5	41,5	12	7	4
	Kibitzenau – Geispolsheim Ouest /Blaesheim Ouest	17,1									
	Kibitzenau – Graffenstaden Digue / Plobsheim Est	16,5				42,5	46,0	31,0			

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
70	Robertsau Renaissance – Poteries / Eckbolsheim Parc d'Activités (tronc commun)	-	Robertsau – Bischheim – Espace Européen de l'Entreprise de Schiltigheim – Chambre de Métiers –HautePierre – ❖ 70 : Poteries ❖ 70a : Parc d'activités d'Eckbolsheim	Robertsau Renaissance – Pont Phario – Cheval Blanc – Marc Seguin – Londres – Parc des Sports – ❖ 70 : Poteries ❖ 70a : Eckbolsheim Parc d'Activités	1 283	50,0	36,5	0	8	5	2
	38,5										
70a	Robertsau Renaissance – Eckbolsheim Parc d'Activités	11,4								11,5	0
Navette Conseil de l'Europe	Gare Centrale – Parlement Européen (Allée Spach)	4	Gare Centrale – Les Halles – République – Allée de la Robertsau – Parlement Européen	Gare Centrale – Les Halles – arrêt Parlement Européen spécifique aux parlementaires	193	19	0	0	2	0	0



#### IV- SERVICES AFFRETES (REFERENCE : HIVER 2023)

##### IV - 1 - LIGNES REGULIERES (REFERENCE : HIVER 2023)

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
12	Lingolsheim Alouettes – Entzheim Ouest	6,4	Entzheim – Lingolsheim	Lingolsheim Alouettes – Entzheim Ouest	632	23,5	23,5	6,5	3	2	1
22	Lingolsheim Alouettes – Holtzheim Ouest	5,2	Lingolsheim – Holtzheim	Lingolsheim Alouettes – Holtzheim Ouest		24,5	23,5	7			
27	<del>Baggersee – Eurofret / Port Autonome Sud</del>	<del>11,7</del>	<del>Port Autonome – Neuhof – Meinau – Plaine des Bouchers – Baggersee</del>	<del>Port Autonome Sud – Neuhof Lorient – Neuhof Rodolphe Reuss – Emile Mathis – CARSAT – Baggersee</del>	964	39,5	33,5	0,0	4	3	0
31	<del>Kibitzenau – Wattwiller</del>	<del>3,6</del>	<del>Musau – Neudorf – Kibitzenau</del>	<del>Wattwiller – Aristide Briand – Kibitzenau</del>	288	36,5	40,0	36,0	2	2	1
31	Baggersee – Ampère	9,1	Musau – Neudorf – Kibitzenau – Neuhof – Meinau – Plaine des Bouchers – Baggersee	Aristide Briand – Jean Jaurès – Emile Mathis – CARSAT – Hohwart – Baggersee	1 043	50,5	46	0	6	5	0
41	Achenheim Ouest – Poteries	6,5	Achenheim – Oberschaeffolsheim – Wolfisheim – Eckbolsheim – Poteries	Achenheim Ouest – Oberschaeffolsheim Centre – Bœuf Rouge – Eckbolsheim Centre – Poteries	456	30,0	30	0	2	2	0

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
	Achenheim Ouest – Les Halles Sébastopol	11,5				5,0	0,0			0	
57/67	Baggersee – Geispolsheim Ouest / Blaesheim Ouest (tronc commun)	-	Illkirch-Graffenstaden – ❖ 57 : La Vigie – Geispolsheim – Blaesheim ❖ 67 : Eschau – Plobsheim	Baggersee – Illkirch Mairie – ❖ 57 : Geispolsheim La Vigie / Gare / Ouest – Blaesheim Ouest ❖ 67 : Graffenstaden Digue– Schaal – Plobsheim Est	2 290	79	67	34,5	10	6	3
	Baggersee – Geispolsheim Ouest / Blaesheim Ouest	13,2				34,5	21	10,5			
	Baggersee – Graffenstaden Digue / Plobsheim Est	12,7				44,5	46	24			

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
42	Entzheim Gare – Entzheim Ouest	HP : 7,0	Entzheim Village – Entzheim Gare	Entzheim Ouest – Entzheim Centre – Icare – Entzheim Gare	152	8			1		
43	Entzheim Gare – Holtzheim Ouest	HP : 6,4	Holtzheim – Entzheim Gare	Holtzheim Ouest – Holtzheim Centre – Entzheim Gare	150	8	0	0	1	0	0
44	Entzheim Gare – Kolbsheim Mairie	HP : 4,6	Kolbsheim – Hangenbieten – Entzheim Gare	Kolbsheim Mairie – Hangenbieten Mairie – Entzheim Gare	139	8			1		
62	Geispolsheim Gare – Lipsheim Centre	11,4	Lipsheim – Fegersheim – Illkirch-Graffenstaden – La Vigie – Geispolsheim Gare	Lipsheim – Graffenstaden – Illkirch Mairie – La Vigie – Geispolsheim Gare	628	26,5	25,5	0	3	3	0
63	Campus d'Illkirch – Illkirch Parc d'Innovation / Lipsheim Gare (tronc commun)	-	Lipsheim – Fegersheim – Eschau – Illkirch-Graffenstaden	Lipsheim Gare – Fegersheim Centre – Hieselrain – Illkirch Parc d'Innovation – Campus d'Illkirch	830	42,5	30	10	4	3	1
	Campus d'Illkirch – Lipsheim Gare	10,4				31,5					
71	Les Halles Sébastopol – Eckwersheim Hippodrome	14,8	Les Halles – Vendenheim – Eckwersheim	Les Halles Sébastopol – Vendenheim Mairie – Eckwersheim Hippodrome	999	30	0	0	4	0	0
73	Les Halles Sébastopol – Lampertheim Alisiers	13,2	Les Halles – Mundolsheim – Lampertheim	Les Halles Sébastopol – Mundolsheim Mairie – Lampertheim Alisiers	898	30	0	0	4	0	0

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
75	Les Halles Sébastopol – Vendenheim Mairie/ Mundolsheim Parc/ Eckwersheim Hippodrome (tronc commun)	-	Les Halles – Niederhausbergen – Mundolsheim – Zone Commerciale de Vendenheim – Vendenheim – Eckwersheim	Les Halles Sébastopol – Niederhausbergen Centre – Mundolsheim Parc – Zone Commerciale Nord – Vendenheim Mairie – Eckwersheim Hippodrome	972	32,5	21,5	15,5	4	3	3
	Les Halles Sébastopol – Eckwersheim Hippodrome	18,1				6,5					
72 + Flex'hop 72	République – La Wantzenau Le Golf + Flex'hop La Wantzenau ZA	15,2 (hors Flex'hop)	République – Robertsau – La Wantzenau Le Golf – La Wantzenau ZA (Flex'hop)	La Wantzenau ZA – La Wantzenau Le Golf – La Wantzenau Le Tilleul – Robertsau Sainte-Anne – Papeterie – Palais de l'Europe – Brant Université – République – La Wantzenau ZA (Flex'hop)	995 (hors Flex'hop)	28	16,5	5	5	3	2
Navette Robertsau	<del>Boecklin – Robertsau Renaissance</del>	2,5	Robertsau	<del>Boecklin – Robertsau Eglise – Robertsau Renaissance</del>	204	31,0	31,0	17,0	1	1	1
64	Lingolsheim Alouettes – Campus d'Illkirch	12,5	Illkirch-Graffenstaden – Geispolsheim ZA – Lingolsheim	Campus d'Illkirch – Graffenstaden Gare – Lingolsheim Alouettes	290	20	0	0	2	0	0
45	Lingolsheim Alouettes - Sports	2,9	Lingolsheim	Lingolsheim Alouettes – Maria Callas – Sports	195	26	26	0	2	2	0
18	Rotonde – Rotonde (via Marché Gare)	3,4	Cronenbourg – Marché Gare – Rotonde	Rotonde	184	23	23	0	1	1	0

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
74	Hœnheim Gare – Reichstett EcoParc Rhénan / Vendenheim Artisans ( <i>tronc commun</i> )	-	Hœnheim Gare – Souffelweyersheim – Reichstett – Zone Commerciale de Vendenheim	Hœnheim Gare – Raisin d'Or – Reichstett Rue de Paris – Zone Commerciale Nord – Vendenheim Artisans	796	57	50	26	3	4	2
	Hœnheim Gare – Reichstett EcoParc Rhénan	4,1				26	23	26			
	Hœnheim Gare – Vendenheim Artisans	7,3				31	27	0			0
60	Mundolsheim Découvertes – Wacken	10,6	Mundolsheim – Espace Européen de l'Entreprise de Schiltigheim – Schiltigheim – Wacken	Mundolsheim Découvertes – Maison Rouge – Wacken	965	28,5	19,5	0	5	4	0
76	Les Halles Sébastopol – Reichstett Rue de Paris	10,8	Les Halles – Bischheim – Souffelweyersheim – Reichstett	Les Halles Sébastopol – Reichstett Rue de Paris		5	0	0		0	0
Ligne de nuit N1	Corbeau – Boecklin	10,2	Centre-Ville – Schiltigheim – Bischheim – Robertsau	Corbeau – Musée d'Art Moderne – Les Halles Pont de Paris – Cheval Blanc – Robertsau Boecklin	520	6 Je/Ve	6	0	2 Je/Ve	2	0
Ligne de nuit N2	Corbeau – Campus d'Illkirch	11,0	Centre-Ville – Esplanade – Neudorf – Meinau – Illkirch-Graffenstaden	Corbeau – Esplanade – Landsberg – Baggersee – Campus d'Illkirch		6 Je/Ve	6	0	2 Je/Ve	2	0
Ligne de nuit N3	Corbeau – Mathieu Zell	9,5	Centre-Ville – Montagne Verte – Koenigshoffen – Hautepierre – Cronembourg	Corbeau – Musée d'Art Moderne – Montagne Verte – Schnokeloch – Dante – Mathieu Zell		6,0 Je/Ve	6	0	1 Je/Ve	1	0

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
Navette Parlement	Les Halles – Parlement Européen (Allée Spach)	2,8	Les Halles – République – Allée de la Robertsau	Les Halles - République - arrêt Parlement Européen spécifique aux parlementaires	22,4 (Ma-Me)	4 (Ma-Me)	0	0	2	0	0
					36,4 (Jeu)	6,5 (Jeu)					

#### IV - 2 - SERVICES COMPLEMENTAIRES (REFERENCE : HIVER 2023)

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
Renforts ligne 260	Baggersee – Plobsheim Cimetière	10,5	Plobsheim – Eschau – Illkirch-Graffenstaden	Plobsheim Mairie – Niederau – Campus d'Illkirch – Baggersee	126 (hors HLP)	6,0	3	1	2	1	1
Renforts ligne 50	Montagne Verte – Schiltigheim Le Marais	11,1	Cronenbourg – Schiltigheim	Berstett – Rieth – Ecrivains – Maison Rouge – Schiltigheim Le Marais	55,5 (hors HLP)	3,5	0	0	2	0	0

#### IV - 3 - SERVICES SCOLAIRES (REFERENCE : HIVER 2022)

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *
Circuits scolaires	Circuit C1	19,5	Strasbourg – « CFA Eschau »	CFA Eschau	75
	Circuit C2	5,4	Geispolsheim – Geispolsheim « Collège Jean de la Fontaine »	Collège Jean de la Fontaine	10,2
	Circuit C3	3,9	Entzheim – Geispolsheim « Collège Jean de la Fontaine »	Collège Jean de la Fontaine	19,5
	Circuit C4	4,5	Lipsheim – Geispolsheim « Collège Jean de la Fontaine »	Collège Jean de la Fontaine	13,5
	Circuit C5	3,5	Wolfisheim – Eckbolsheim « Collège Krafft »	Collège Krafft	31,5
	Circuit C6	15,1	Achenheim – Koenigshoffen – Eckbolsheim – Wolfisheim – Oberschaeffolsheim – Holtzheim – Lingolsheim « Collège Maxime Alexandre »	Collège Maxime Alexandre	30,2
	Circuit C8	6,8	Oberhausbergen – Mittelhausbergen – Niederhausbergen – Mundolsheim « Collège Paul Emile Victor »	Collège Paul Emile Victor	47,3
	Circuit C10/ <del>C11</del>	4,3	Reichstett - Souffelweyersheim « Collège des 7 Arpents »	Collège des 7 Arpents	40,2
	Circuit C12	9,8	Geispolsheim Ouest – Strasbourg « Lycée Jean Monnet »	Lycée Jean Monnet	19,5



GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DESSERVIS	KILOMETRES commerciaux journaliers *
Circuits scolaires	Circuit C13	C13a : 16,1	Eckwersheim – Vendenheim – Strasbourg « Lycée Kléber »	Lycée Kléber	32,2
		C13b : 15,2	Lampertheim – Mundolsheim – Strasbourg « Lycée Kléber »	Lycée Kléber	30,4
		C13c : 15,3	Nord – Strasbourg « Lycée Kléber »	Lycée Kléber	31,9
		C13d : 11,9	Eckwersheim – Vendenheim – Lampertheim – Mundolsheim – Strasbourg « Lycée Kléber »	Lycée Kléber	42,6
	Circuit C14	12,0	La Wantzenau – Bischheim « Lycée Marc Bloch »	Lycée Marc Bloch	12,7
	Circuit C15	10,0	Kolbsheim Ecole – Breuschwickersheim Ecole	Ecoles primaires de Breuschwickersheim et Kolbsheim	40,0
	Circuit C16	Selon parcours (5 à 9,3km)	Holtzheim – Hangenbieten – Kolbsheim – Achenheim « Collège Paul Wernert »	Collège Paul Wernert	42,6
	Circuit C17	4,1	Lingolsheim	Collège Maxime Alexandre	8,2


\* Les kilomètres totaux sont liés au choix du prestataire qui effectue le service (kilomètres haut-le-pied notamment). Ce chiffre est susceptible d'évoluer lors de chaque appel d'offres. Les kilomètres commerciaux sont les valeurs de référence pour les circuits scolaires.

L'ensemble des circuits scolaires est effectué avec des moyens adaptés, afin de permettre, de manière régulière, à chaque élève de disposer d'une place assise durant le transport conformément à l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes, sauf cas exceptionnels (panne, accident, surcharge exceptionnelle et imprévue...).

#### IV - 4 - SERVICES TAXIBUS (REFERENCE : HIVER 2023)

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *
Taxibus	Taxibus Sud-Ouest	Variable selon la demande	Entzheim – Hangenbieten – Holtzheim – Kolbsheim	Montagne Verte – Entzheim Centre – Hangenbieten Mairie – Holtzheim Ouest – Kolbsheim Mairie	Variable selon la demande
	Taxibus Sud	Variable selon la demande	Plobsheim – Eschau – Fegersheim – Lipsheim – Geispolsheim – Blaesheim	Baggersee – Plobsheim – Eschau – Fegersheim – Lipsheim – Geispolsheim – Blaesheim	Variable selon la demande
	<del>Taxibus Sud-Est</del>	<del>Variable selon la demande</del>	<del>Neuhof Ganzau</del>	<del>Neuhof Rodolphe Reuss – Neuhof Ganzau – Port Autonome Sud (partiel ligne 27)</del>	<del>Variable selon la demande</del>
	Taxibus Nord	Variable selon la demande	Robertsau – La Wantzenau	République – Robertsau Chasseurs – La Wantzenau Mairie	Variable selon la demande
	Taxibus Ouest	Variable selon la demande	Wolfisheim – Oberschaeffolsheim – Achenheim – Breuschwickersheim – Osthoffen	Les Halles Sébastopol – Bœuf Rouge – Oberschaeffolsheim Mairie – Achenheim Ouest – Breuschwickersheim Mairie – Osthoffen Mairie	Variable selon la demande

#### IV - 5 - SERVICES SUR RESERVATION (REFERENCE : HIVER 2023)

L'ensemble des services de transport en commun sur réservation (traditionnellement appelé Transport A la Demande, ou TAD) est regroupé sous l'appellation générique :  Ces services sur réservation ont un fonctionnement qui peut différer selon les lignes, les modes d'exploitation retenus, et les spécificités des territoires desservis.

##### Flex'hop 72

Ce service a été mis en place à partir du 28 août 2017.

Le Flex'hop 72 est un service de transport à la demande de type « ligne virtuelle ». Ce service vient compléter la desserte de la ligne régulière 72 pour accéder dans la zone d'activité de La Wantzenau qui regroupe deux arrêts, « Gutenberg » et « La Wantzenau ZA ». La ligne 72, qui effectue son terminus à l'arrêt « La Wantzenau Le Golf », peut ainsi être prolongée pour assurer une desserte de la zone d'activités selon des horaires prédéfinis (à la demande et sous conditions de réservation préalable). La particularité de ce service est que l'expression de la demande de prolongement de la ligne fonctionne différemment selon le sens :

- Pour se rendre aux arrêts « Gutenberg » et « La Wantzenau ZA » : la demande s'effectue à la montée dans un bus de la ligne 72 (en direction de La Wantzenau Le Golf), il suffit de signaler au conducteur l'arrêt Flex'hop souhaité.
- Au départ des arrêts La Wantzenau ZA et Gutenberg : Il est nécessaire de contacter le 0800 200 120 (appel gratuit), au plus tard 1 heure avant l'heure de départ souhaité, pour demander le passage d'un bus en indiquant à quel arrêt Flex'hop et à quel horaire le client souhaite être pris en charge, selon les horaires proposés dans la fiche horaire de la ligne 72.

La centrale téléphonique est ouverte du lundi au vendredi de 6h à 20h et les samedis, dimanches et jours fériés (sauf 1er mai) de 9h à 16h.

##### Flex'hop

Le service Flex'hop existe depuis le 26 août 2019.

Il s'agissait dans un premier temps de proposer un service à la demande venant compléter l'offre des lignes 42, 43 et 44, qui permettent d'assurer un service de rabattement / diffusion entre les communes de Entzheim, Holtzheim, Hangenbieten et Kolbsheim, et la gare TER d'Entzheim-Aéroport en heure de pointe uniquement.

Le 14 Novembre 2019, le service a été étendu à la zone Ouest/Sud-Ouest de l'Eurométropole de Strasbourg puis le 1<sup>er</sup> Mars 2021, à toutes les communes de seconde couronne.

Le Flex'hop est un service de transport sur réservation de type « zonal ». Ce service fonctionne à l'intérieur d'une zone qui regroupe :

- 25 communes de l'EMS (Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Fegersheim, Entzheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, Lipsheim, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Wolfisheim, Eschau, Plobsheim, Oberhausbergen, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Mundolsheim, Souffelweyersheim, Lampertheim, Reichstett, Vendenheim, Eckwersheim, La Wantzenau), représentant environ 300 arrêts.

- A noter que des arrêts dédiés au Flex’hop ont été créés dans ces 25 communes, en plus de tous les arrêts des communes déjà desservis par le service. Ils ont été ouverts à la réservation le 21 juin 2021.
- 4 arrêts en dehors de l’EMS (la ZI de Hoerd, la Gare de Duppigheim et le Forum Européen du Rhin en Allemagne)
- 12 points de connexion en articulation avec le réseau CTS existant appelés “connecteurs” (Poteries, Lingolsheim Gare, Lingolsheim Alouettes, Rue des Juifs, Graffenstaden, Campus d’Illkirch, Baggersee, Neuhof R.Reuss, Parc des Sports, Ecrivains, Hoenheim Gare, Robertsau L’Escale).

A l’intérieur de cette zone, un client peut réserver une course librement d’un point d’arrêt à un autre point d’arrêt (les horaires sont donc libres et non prédéfinis). Si le client souhaite rejoindre un connecteur, des règles spécifiques s’appliquent. En effet, les trajets depuis/vers ces connecteurs sont limités aux communes les plus proches (cf ci-dessous). Les liaisons directes entre connecteurs sont également impossibles.

Communes	Connecteurs autorisés
La Wantzenau • Eckwersheim • Vendenheim • Lampertheim • Mundolsheim • Niederhausbergen • Bischheim • Hoenheim • Hoerd • Reischtett • Schiltigheim • Souffelweyersheim	Robertsau L’Escale (tram E) • Hoenheim Gare (tram B - lignes L3 et L6) • Ecrivains (ligne L6) • Parc des Sports (tram A)
Osthoffen • Achenheim • Breuschwickersheim • Oberschaefolsheim • Wolfisheim • Eckbolsheim • Mittelhausbergen • Oberhausbergen	Poteries (tram D) • Lingolsheim Gare (TER) • Lingolsheim Alouettes (tram B et ligne L1) • Rue des Juifs (ligne L1) • Parc des Sports (tram A)
Kolbsheim • Hangenbieten • Entzheim • Holtzheim • Duppigheim • Blaesheim • Geispolsheim	Poteries (tram D) • Lingolsheim Gare (TER) • Lingolsheim Alouettes (tram B et ligne L1) • Rue des Juifs (ligne L1) • Baggersee (tram A/E)
Ostwald • Lipsheim • Fegersheim • Eschau • Plobsheim • Illkirch-Graffenstaden	Graffenstaden (tram A) • Campus d’Illkirch (tram A/E) • Baggersee (tram A/E) • Neuhof Rodolphe Reuss (tram C) • Lingolsheim Alouettes (tram B et ligne L1) • Lingolsheim Gare (TER)

Le service fonctionne tous les jours (excepté le 1<sup>er</sup> mai) à partir de 5h00 jusqu’à minuit. Ce service est accessible au tarif du réseau CTS.

Afin de pouvoir accéder à ce service, la réservation est indispensable (à partir de 15 jours avant le départ souhaité). Plusieurs canaux de réservation sont disponibles :

- L’appli CTS, disponible 24h/24 et 7j/7.
- Le site internet de la CTS, disponible 24h/24 et 7j/7, en suivant ce lien : <https://flexhop.eu/login>.
- La centrale de réservation téléphonique, en téléphonant au 0 800 200 120 (appel gratuit).

La centrale téléphonique est ouverte du lundi au vendredi de 6h à 20h et les samedis, dimanches et jours fériés (sauf 1er mai) de 9h à 16h.

Ce service est adossé à une solution numérique innovante de réservation et d’optimisation d’itinéraire, qui permet notamment la diffusion de messages (mails, SMS et/ou notifications) visant à renseigner le client (confirmation de réservation, rappel de réservation, précision de l’horaire et du lieu exacts de prise en charge). L’accès au service implique donc préalablement la création d’un compte pour bénéficier de ces fonctionnalités. Les conditions générales d’utilisation (CGU) de ce service sont disponibles sur le site internet de la CTS.

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	TYPE de transport à la demande	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *
	Flex'hop	Zonal	<p>Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Fegersheim, Entzheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, Lipsheim, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Wolfisheim, Eschau, Plobsheim, Oberhausbergen, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Mundolsheim, Souffelweyersheim, Lampertheim, Reichstett, Vendenheim, Eckwersheim, La Wantzenau</p> <p>Strasbourg (Poteries, Parc des Sports, Neuhof R. Reuss, Robertsau l'Escale) Lingolsheim (Lingolsheim Gare, Rue des Juifs et Lingolsheim Alouettes) Illkirch-Graffenstaden (Graffenstaden, Baggersee, Campus d'Illkirch) Hoenheim (Hoenheim Gare) Schiltigheim (Ecrivains)</p>	<p>Osthoffen Mairie – Breuschwickersheim Mairie – Oberschaeffolsheim Mairie – Bœuf Rouge – Kolbsheim Mairie – Hangenbieten Mairie – Holtzheim Centre – Entzheim Gare – Entzheim Centre – Blaesheim Ouest – Geispolsheim Mairie – Geispolsheim Gare – Graffenstaden Gare – Lipsheim Gare – Fegersheim Mairie – Plobsheim Mairie – Illkirch Fort Uhrich – Illkirch parc d'Innovation – La Wantzenau Mairie – La Wantzenau Gare – Espace Européen de l'Entreprise – Oberhausbergen Mairie – Mittelhausbergen Mittelberg – Zone Commerciale Nord – Vendenheim Mairie – Eckwersheim Mairie – Niederhausbergen Mairie – Souffelweyersheim Centre – Victor Hugo – Hay Ecomusée – Hoerdts ZI Ampère – Gare de Duppigheim – Poteries – Parc des Sport – Neuhof R. Reuss – Robertsau l'Escale – Lingolsheim Gare – Rue des Juifs – Lingolsheim Alouettes – Graffenstaden – Baggersee – Campus d'Illkirch – Hoenheim Gare – Ecrivains</p>	Variable selon la demande
	Flex'hop 72	Ligne virtuelle à la demande	La Wantzenau	La Wantzenau ZA, Gutenberg	Variable selon la demande

## I PRÉSENTATION DES PARKINGS RELAIS

---

### I.1 Description et fonctionnement

La CTS gère et entretient les P+R suivants :

1. Rotonde
2. Poteries
3. Espace Européen de l'Entreprise
4. Ducs d'Alsace
5. Boecklin
6. Baggersee
7. Hœnheim Gare
8. Elsau
9. Rives de l'Aar
10. Parc des Romains

Les Parkings-Relais tramway sont ouverts 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Ils sont localisés à proximité directe des offres tramways et BHNS, et permettent un accès au réseau de transport public. La sortie est possible 24h/24.

Le paiement est réalisé aux caisses automatiques soit à l'arrivée dans le parking soit avant la sortie. Tous les P+R sont accessibles aux véhicules d'une hauteur maximale de 1m90 sauf cas particulier du P+R Elsau.

### I.2 Tarifs

Le tarif forfaitaire des P+R est fixé par l'Eurométropole, il comprend le stationnement pour la journée (de 4h30 à 1h30 le lendemain) et un titre de transport permettant d'effectuer un aller/retour sur le réseau CTS pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble. Le stationnement au tarif P+R est limité à une journée d'exploitation du réseau de transport. La journée d'exploitation correspond aux horaires de fonctionnement du réseau tram.

Au-delà de 7h du matin, une majoration par jour supplémentaire est appliquée.

Le ticket donne droit à un aller/retour dans la journée, avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la première validation.

**Les P+R (sauf Rotonde) offrent un service de dépose minute permettant de stationner 30 minutes gratuitement.**

Les titulaires d'un abonnement CTS (à l'exception des abonnements 4-17 ans, **des abonnements 4-18 ans** et de l'abonnement « Ancien Combattant ») ou d'un Pass Mobilité accèdent gratuitement et de manière illimitée aux Parkings Relais hormis celui de Rotonde pour lequel il existe un abonnement spécifique (mensuel ou annuel) qui permet un accès illimité à ce P+R et au réseau urbain. L'accès au parking s'effectue en validant directement une carte Badgéo sur la borne d'entrée selon un cycle entrée/sortie.

Un abonné peut également choisir de prendre un ticket P+R pour bénéficier du service P+R lorsqu'il voyage à plusieurs, c'est le titre avec lequel le client accède au P+R qui détermine les modalités d'utilisation du parking (cycle entrée/sortie à respecter). Les tarifs spécifiques sur le P+R Elsau pour les campings cars et les cars de tourisme sont décrits ci-après.

### I.3 Nombre de places disponibles

La répartition des places de stationnement disponibles par équipement est la suivante :

		TICKET	FAMILLE	CITIZ	CTS	ÉLECTRIQUE	PMR	TOTAL
<b>Rotonde</b>	5ème	79						79
	4ème	79						79
	3ème	79						79
	2ème	79						79
	1er	79						79
	RDC	36	4	4	1	3	10	58
	<b>Total</b>	<b>431</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>453</b>
<b>Poteries</b>		107		2			2	<b>111</b>
<b>Espace Européen de l'Entreprise</b>		96					5	<b>101</b>
<b>Ducs d'Alsace</b>		591					14	<b>605</b>
<b>Boecklin</b>		94		3			5	<b>102</b>
<b>Baggersee</b>		469					10	<b>479</b>
<b>Hoenheim*</b>	P.1	<del>304-303</del>		1			14	318
	P.2	<del>408-246</del>				2	0	<del>408-248</del>
	<b>Total</b>	<del>712-549</del>		<b>1</b>		<b>2</b>	<b>14</b>	<del>726-566</del>
<b>Elsau**</b>		232					20	<b>252</b>
<b>Parc des Romains</b>		330		2			8	<b>330</b>
<b>Rives de l'Aar</b>	3ème	153						153
	2ème	139					2	141
	1er	139					2	141
	RDC	122		3	2		8	135
	<b>Total</b>	<b>553</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>570</b>
<b>Total général</b>								<b>3729 3569</b>

~~\* P+R Hoenheim Gare : le P2 n'est plus un "P+R" car il n'est plus doté de barrières ni de caisses~~

\*\*P+R Elsau : 800 places

Parking divisé en deux:

- P+R classique : 252 places
- P+R Cars de tourisme et camping-cars : 548 places voitures dédiées au stationnement des cars et camping-cars

## I.4 Dispositif spécifique d'accueil des camping-cars et des cars de tourisme au P+R Elsau

Les cars de tourisme et camping-cars peuvent accéder 24h/24 et 7jours/7 au P+R Elsau.

3 tarifs sont appliqués :

- Car de tourisme - tarif réduit : stationnement + 1 aller/ retour pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble
- Car de tourisme - tarif plein : stationnement + 1 aller-retour pour tous les passagers du car dans la limite de 80 titres.
- Camping-car : stationnement + 1 aller/ retour pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble

L'accès est automatisé et permet d'accéder au P+R 24h/24 sur le principe des P+R classiques. Les titres suivants sont délivrés sur place :

- P+R Car tarif réduit
- Camping-car

Le tarif Car de tourisme – tarif plein est uniquement disponible sur précommande auprès du pôle commercial de la CTS (sauf pendant la période du marché de Noël où l'achat est proposé directement sur place par un agent de vente).

Principes de fonctionnement :

- Détection du gabarit à l'entrée en fonction de la hauteur du véhicule. Le tarif est appliqué en fonction de la hauteur du véhicule.
- Le paiement est effectué en caisse automatique.
- Gestion à distance dans le cadre de l'exploitation des P+R avec vidéoprotection.

## II REGLEMENT D'UTILISATION

---

Le règlement d'utilisation des Parkings Relais est le suivant :

### **PARKING-RELAIS TRAM REGLEMENT D'UTILISATION**

#### **CONDITIONS GENERALES**

L'utilisation d'un Parking-Relais Tram est soumise au présent règlement d'utilisation, sauf dérogation expresse et formelle de la part de C.T.S. Toute demande de stationnement, matérialisée par le fait de faire pénétrer un véhicule ou de l'immobiliser dans un Parking-Relais Tram, même temporairement, implique l'acceptation, sans restriction ni réserve, du présent règlement.

#### **CIRCULATION**

Toutes les opérations de circulation, de manœuvre, de stationnement, de débarquement et d'embarquement de passagers dans l'enceinte du Parking-Relais Tram se font sous l'entière responsabilité des usagers, propriétaires des véhicules ou leurs préposés.

La circulation et la manœuvre des véhicules à l'intérieur du Parking-Relais Tram sont soumises aux dispositions du Code de la Route. A ce titre, la vitesse est limitée à 20 km/h et les clients sont tenus de respecter les sens des flèches de circulation et les règles résultant de l'implantation réglementaire de la signalisation verticale et horizontale.



## TRANSPORT ET STATIONNEMENT

La borne d'entrée du parking relais délivre un de titre de transport sans contact permettant de stationner son véhicule et d'effectuer un aller et retour dans la journée (avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la première validation), à valider sur le quai tram à l'aller et au retour, y compris en correspondance.

Le stationnement au tarif P+R est limité à une journée, de 4h30 à 1h30 le lendemain.

Au-delà de cet horaire, une majoration par jour supplémentaire est appliquée.

Le parking est ouvert toute la semaine, y compris le dimanche et les jours fériés de 4h30 à 1h30, selon les horaires d'exploitation du Tramway.

Les véhicules doivent être garés correctement sur l'un des emplacements prévus à cet effet et matérialisés au sol. Ils doivent être fermés à clef.

En cas de stationnement incorrect sur les emplacements désignés à cet effet ou en cas de nécessité découlant de travaux préalablement signalés ou de sinistre de nature à impliquer un dégagement des véhicules, les véhicules pourront être déplacés par C.T.S., cela aux risques et périls des propriétaires, sans que la responsabilité de celle-ci ou de ses agents ne puisse être mise en cause.

Tout véhicule stationnant sur les voies de circulation assurant le dégagement à l'intérieur du Parking-Relais Tram restera soumis aux dispositions du Code la Route en fonction de la signalisation régulièrement implantée relative à la répression du stationnement gênant ou dangereux (Article R37.1 et R37.2 du Code de la Route). De ce fait, tout véhicule en stationnement illicite pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

## TICKETS ET REDEVANCES D'USAGE

Le ticket sans contact sert de titre de transport et de moyen de paiement.

Le paiement du parking s'effectue aux caisses automatiques avec le même ticket sans contact, avant la reprise du véhicule.

Tous les passagers voyagent avec le même ticket, un seul ticket sans contact est délivré pour tous les occupants du véhicule dans la limite de 7 personnes qui doivent voyager ensemble.

Le montant de la redevance d'usage donnant droit au tarif parking relais est affiché à l'entrée du Parking-Relais Tram et au niveau des caisses automatiques.

Le règlement de cette redevance permet l'accès au réseau bus-tram pour un aller/retour dans la journée (avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la première validation) et en complément le droit de se stationner pour la journée.

Au-delà de la journée, une majoration par jour supplémentaire est appliquée (tarif affiché sur les caisses automatiques).

## SECURITE ET HYGIENE

Il est interdit de procéder au ravitaillement en carburant dans l'enceinte du Parking-Relais Tram ainsi qu'à l'exécution de tout travail ou opération d'entretien.

Il est également interdit de répandre ou de laisser s'écouler, dans l'enceinte du Parking-Relais Tram, des liquides gras inflammables ou corrosifs. En cas de déversements accidentels, les frais éventuels de nettoyage et de remise en état seront mis à la charge du client, la constatation de l'incident ayant, au préalable, été faite par le personnel de la C.T.S.

L'usage des avertisseurs sonores est interdit dans l'enceinte du Parking-Relais Tram, sauf danger immédiat.

Le client n'est pas autorisé à laisser tourner le moteur pour les besoins des systèmes de climatisation ou de chauffage.

## RESPONSABILITES - EXCLUSIONS

La C.T.S. ne saurait être tenue pour responsable en cas de détérioration, d'accident, d'incendie ou de vol dans l'enceinte du Parking-Relais Tram. Le stationnement à lieu aux risques et périls du propriétaire du véhicule, les droits perçus étant de simples droits de stationnement et de tram, et non de surveillance.

Les clients sont responsables des accidents corporels et de tous dégâts mobiliers ou immobiliers qu'ils pourraient occasionner sur le Parking-Relais Tram

En cas d'accident survenant aux installations, le client responsable est tenu d'en faire une déclaration immédiate et par écrit à la C.T.S., ainsi qu'à sa compagnie d'assurance.

En cas de bris de barrière d'accès, les frais de réparation ou de remplacement seront mis à la charge du client dans les conditions prévues au règlement.

### III CHARTE QUALITÉ

La Charte Qualité des Parkings Relais est définie comme suit :

#### ACCESSIBILITÉ

L'automobiliste invité à se reporter sur les transports collectifs doit être pris en charge à chaque phase de son déplacement : sur le réseau routier en amont, dans le parking et entre le parking et la station de tramway. Pour cela, les conditions suivantes doivent être réunies :

##### Accès au Parking-relais

- Une signalétique d'accès répétitive et claire doit accompagner l'automobiliste vers le P+R depuis l'autoroute et/ou la route nationale ou départementale jusqu'à l'entrée.
- Le visuel du P+R est le même, quel que soit le type de voirie, et signifiant. La couleur de fond correspondra à celle retenue dans le cadre du plan d'actions jalonnement défini par l'Eurométropole.
- Une information dynamique en amont des parkings doit indiquer à l'automobiliste le nombre de places disponibles dans chaque P+R. La CTS met en place les infrastructures (boucles de détection) sur le P+R. La mise en place des panneaux d'information dynamique et leur gestion sont prises en charge par le service SIRAC de l'Eurométropole.
- L'entrée du P+R est clairement signalée (Totem par exemple).
- Le P+R doit comporter à minima une voie d'entrée et une voie de sortie et éventuellement une voie mixte pour la gestion des flux.
- Ces files d'accès doivent être suffisamment longues pour permettre le stockage des véhicules en cas d'affluence.

##### Accessibilité des Piétons et des Personnes à Mobilité Réduite PMR

- Les emplacements réservés aux PMR doivent être clairement identifiés (repérage au sol notamment). Ils doivent être groupés et situés au plus près de la station tram.
- Le revêtement du parking doit être stabilisé (bitume, enrobé, ...), pour offrir aux PMR des cheminements commodes.
- Les cheminements piétons et PMR entre le parking et la station tram doivent être sécurisés, faciles, délimités et seront, selon l'éloignement entre le parking et la station tram, jalonnés et éventuellement couverts.

#### SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES

- Eclairage : un éclairage de nuit sécurisant équipe chaque parking.
- Dans la mesure du possible, le P+R doit être un espace fermé : barrières anti-intrusions autour du P+R.
- Selon la localisation du P+R, un système de vidéo par enregistrement permettra de sécuriser le P+R.
- L'entrée et la sortie du P+R doivent être distinctes pour éviter les croisements entre véhicules entrant et sortant (risque de collision surtout en période de forte affluence). Des barrières à l'entrée et la sortie du P+R sont installées.

#### AGRÉMENT – CONFORT ET PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES

##### Confort et agrément

- Aménagements paysagers : présence de zone verte et d'arbres offrant des endroits ombragés.
- Marquage au sol des emplacements et éventuellement numérotation des allées.

##### Services +

- Selon les possibilités, le P+R proposera des aménagements complémentaires, notamment pour les vélos et les véhicules électriques
- Places de stationnement pour les campings cars, en accès payant.
- Places de stationnements pour les cars, en accès payant.

## IV VELOPARCS

### IV.1 Liste des Véloparcs

La CTS propose ~~17~~ 19 véloparcs répartis sur son réseau de transport comme suit :

	VELOPARC	type module	capacité	Réseau à proximité
1	Schluthfeld	verre	20	tram A et E
2	Jean-Jaurès	verre	40	tram C et D, bus 31
3	Montagne verte	verre	20	tram B et F, bus <del>2, L1</del> C1, C6 et 50
4	Kibitzenau	barreaudage	20	tram C bus C8 et 31, <del>14/24, 57, 67</del>
5	<del>Neuhof</del> Lorient	treillis	20	bus C7 <del>14 et 27</del>
6	Krimmeri	barreaudage	<del>20</del> 40	tram A et E
7	Poteries	verre	<del>40</del> 20	tram D, bus 4a, 41 et 70 Flex'hop
8	Espace Européen de l'Entreprise	verre	20	bus G, 60 et 75 Flex'hop
9	Boecklin	verre	20	tram E, bus <del>CL</del> 6, 15, 30 et 72 Flex'hop
10	Plobsheim Mairie	barreaudage	20	bus 67, 260 et 270 Flex'hop
11	Parc des sports	barreaudage	20	tram A, bus 70 Flex'hop
12	Reichstett "Hay Ecomusée"	barreaudage	20	bus <del>CL</del> 3 Flex'hop
13	Illkirch Lixenbuhl	treillis	<del>20</del> 40	tram A
14	Campus Illkirch	barreaudage	<del>102</del> 48	tram A et E, – bus 63, <del>64</del> 260 et 270 Flex'hop
15	Rotonde	barreaudage	75	tram A et D, – bus 17, <del>18</del> et 19
16	Rives de l'Aar	barreaudage	<del>51</del> 66	tram B - bus <del>65</del> 0
17	Baggersee	barreaudage	50	tram A et E, bus <del>C7, 31, 27,</del> 57, 67, 260 et 270 Flex'hop

18	Hoenheim Gare	barreaudage	20	tram B Bus C3, C9 et 74 Flex'hop
19	Hohwarth	barreaudage	20	tram A et E, bus C7 et 31
<b>TOTAL</b>			<b>59978</b>	

## IV.2 Modalités d'utilisation des Véloparcs

Tous les Véloparcs sont accessibles gratuitement pour les détenteurs d'une carte Badgéo 24h/24, 7 jours sur 7

L'accès au Véloparc est réalisé au moyen d'une carte Badgéo, sauf pour le Véloparc Rotonde qui nécessite un titre « Vélo » disponible gratuitement en agence commerciale. ~~et pour~~ Les Véloparcs de Rives de l'Aar ~~et Campus~~ et Campus d'Illkirch ~~sont~~ accessibles sans carte Badgéo.

## IV.3 Autres dispositions relatives aux Véloparcs

Le Concessionnaire met par ailleurs à disposition du titulaire de la délégation de service public Vélhop des emplacements pour l'accueil de stations Vélhop au sein des espaces concédés dont elle a en charge l'exploitation :

- ~~- P+R Hoenheim gare~~
- ~~— Rives de l'Aar~~
- P+R Rotonde
- ~~— Hohwarth~~
- ~~Station~~ Campus d'Illkirch
- ~~Poteries~~

## V GGV

---

La CTS est chargée de l'exploitation et de la gestion des espaces et infrastructures de la « Galerie de la Grande Verrière » intégrée à la station souterraine de la Gare de Strasbourg.

Un espace dans cette emprise est réservé au titulaire de la délégation de service public Vélhop.

Le Chapitre 8 du Contrat de concession prévoit la mise en œuvre d'un système qualité orienté autour des principaux axes suivants :

- L'adéquation de l'offre au besoin
- L'information de la clientèle
- Le confort et la propreté
- La disponibilité des équipements
- La régularité / La ponctualité
- La perception de la sécurité
- La relation client

C'est dans ce cadre que la CTS développe une politique de la qualité de service, comprenant :

- des objectifs chiffrés,
- un dispositif de mesure des résultats obtenus,
- un système de management de la qualité visant à impliquer son personnel.

Le groupe de direction de la CTS constitue le comité de pilotage de cette démarche. La/Le responsable de la qualité participe aux travaux du comité de pilotage. Elle/Il y présente les résultats obtenus et les analyses d'écart. Elle/Il propose des chantiers correctifs lorsque les écarts sont substantiels et/ou persistants.

## **I - LE SUIVI DE LA QUALITE**

---

La qualité du service produit par le Concessionnaire est mesurée à partir de critères couvrant l'activité de celui-ci au moyen :

- D'enquêtes clients mystères réalisées tout au long de l'année<sup>1</sup>
- D'enquêtes satisfaction clients réalisées une fois par an auprès d'un panel représentatif de la clientèle.
- De table-rondes regroupant un ou des panels d'utilisateurs

## **II - LES CRITERES DE MESURE DE LA PERFORMANCE**

---

### **II.1. PRINCIPES GENERAUX PRESIDENT AU CHOIX DES CRITERES**

Les critères retenus pour mesurer la performance concernant la qualité de service sont choisis dans la perspective et dans la logique du parcours client.

Ils font l'objet d'un examen annuel entre le Concessionnaire et l'Autorité concédante visant à garantir leur meilleure adéquation possible à la logique de ce parcours client.

Deux des sept axes de la politique qualité ne font pas l'objet de mesures de performance. Il s'agit :

- de l'adéquation de l'offre au besoin qui fait l'objet d'un suivi dans le cadre particulier des travaux suivis par **l'axe de travail marketing et performance le Groupe de travail Marketing** notamment,
- de la perception de la sécurité, les prérogatives d'intervention sur ce sujet se situant, pour l'essentiel, dans le champ de compétences des forces de l'ordre.

---

<sup>1</sup> Sont prévus a minima par an : **800 864** parcours tramway, **800 1 080** parcours bus, **500 160** parcours BHNS, 200 appels, 120 visites en agence, 120 visites sur le site Interne, 120 connexions sur l'Appli CTS

## **II.2. LES CRITERES**

### ***II.2.1. Les critères permettant la mesure de l'information de la clientèle***

- Information aux points d'arrêts
- Informations embarquées
- Informations en agence commerciale
- Informations téléphoniques
- Informations accessibles via les outils digitaux (site Internet, applications CTS)

### ***II.2.2. Les critères permettant la mesure du confort et de la propreté***

- Propreté des points d'arrêt
- Propreté des véhicules
- Propreté de l'agence commerciale
- Confort à bord des véhicules (bus, BHNS et tramways)
- Confort de l'agence commerciale

### ***II.2.3. Les critères permettant la mesure de la disponibilité des équipements***

- Equipements embarqués dans les bus
- Equipement des rames et des stations de tramway
- Equipement des véhicules et des stations de BHNS
- Equipements de l'agence commerciale

### ***II.2.4. Les critères permettant la mesure de la régularité / ponctualité***

- Ponctualité des bus
- Régularité et ponctualité des tramways
- Régularité et ponctualité des BHNS

### ***II.2.5. Les critères permettant la mesure de la relation client***

- Accueil embarqué
  - Accueil dans les bus
  - Accueil dans les BHNS
  - Accueil dans les rames de tramway
- Accueil en agence commerciale
- Accueil téléphonique
- Délai de traitement des réclamations

Chacun des critères précités fait l'objet de mesures régulières dans le cadre des enquêtes clients mystères évoquées au § I ci-dessus. Des fiches décrivant la méthodologie de mesure propre à chacun de ces critères sont établies par le Concessionnaire. Elles sont tenues à la disposition du Groupe de Travail Qualité. Elles facilitent ainsi la compréhension et les échanges concernant la mesure des résultats par l'instance chargée de leur suivi.

En fonction de l'évolution du réseau ou des attentes de clientèle, le Concessionnaire pourra soumettre au groupe de travail Qualité des modifications ou des ajustements tant en ce qui concerne l'objet des mesures que les critères de conformité.

### **III - GROUPE DE TRAVAIL QUALITE**

---

Un Groupe de Travail Qualité composé des représentants de l’Autorité concédante et du Concessionnaire est constitué.

#### **III.1. PRESENTATION DES RESULTATS**

Le groupe de travail qualité se réunit à un rythme quadrimestriel.

Il examine les résultats de l’enquête de satisfaction annuelle, les conclusions des tables rondes, et les résultats des mesures effectuées au moyen des enquêtes clients-mystères compilés dans un tableau de bord.

Les conclusions et les travaux engagés dans le cadre du groupe de travail, ainsi que la synthèse des résultats des enquêtes annuelles sont synthétisés dans le rapport annuel du Concessionnaire.

#### **III.2. LA MISE EN PLACE DE CHANTIERS CORRECTIFS ET D’AMELIORATION DE LA QUALITE**

Le Groupe de Travail Qualité analyse les résultats mesurés par le système qualité. Il identifie les chantiers correctifs le cas échéant. Il suit les actions engagées dans le cadre de ces chantiers.

Les chantiers correctifs sont engagés par le Concessionnaire lorsqu’ils relèvent de sa responsabilité et par l’Autorité concédante lorsqu’ils incombent à cette dernière.

### **IV - LE TAUX DE SATISFACTION CLIENTS**

---

Le taux de satisfaction clients est mesuré par l’enquête de satisfaction évoquée au § I ci-dessus. Cette enquête est réalisée auprès d’un minimum de 1500 clients représentatif des usagers du réseau à un rythme annuel.

L’ensemble des éléments du parcours clients est interrogé à l’occasion de cette enquête :

- recherche d’informations sur le site Internet,
- recherche d’informations en agence commerciale,
- recherche d’informations aux points d’arrêts,
- recherche d’informations à l’agence en ligne,
- trajet à bord,
- véhicules,
- ponctualité,
- personnel,
- informations en cas de situation perturbée.

En fonction de l’évolution du réseau ou des attentes de clientèle, l’Autorité concédante et le Concessionnaire pourront soumettre au groupe de travail Qualité des modifications ou des ajustements tant en ce qui concerne l’objet des mesures que les critères de conformité.

## V - DISPOSITIF DE BONUS-MALUS

---

Un dispositif de bonus-malus est mis en place. Il fonctionne au moyen d'un indicateur global de performance agrégeant les 5 axes de la politique qualité qui font l'objet de mesures de performance dans le cadre des enquêtes clients-mystères.

La valeur de référence de l'indicateur global de performance est fixée à **93 %**

- Le seuil de déclenchement du bonus est égal à la valeur de référence de l'indicateur global de performance + 1 point.
- Le seuil de déclenchement du malus est égal à la valeur de référence de l'indicateur global de performance - 1 point.

Le mécanisme précis de déclenchement et de calcul du montant du bonus et du malus est présenté dans le tableau ci-après.

Dans le cas où les résultats de l'un des cinq axes faisant l'objet des mesures de résultats dans le cadre des enquêtes clients-mystères décrocheraient de façon significative alors que l'indicateur global de performance rendrait le Concessionnaire éligible à un bonus, il appartiendrait au Comité **Exécutif stratégique de suivi du Contrat de concession** de statuer sur l'application ou la non application du bonus.

Enfin, il est également précisé que le critère « propreté aux points d'arrêt » n'est pris en considération ni dans le calcul du bonus ni dans celui du malus. Néanmoins, au regard de l'importance que revêt cette thématique dans l'appréciation par le client de la qualité du service rendu par le Concessionnaire, ce critère fait l'objet de mesures régulières dans le cadre des enquêtes clients-mystères dont le résultat est partagé et étudié par le Groupe de travail Qualité.



Seuil de déclenchement du bonus-malus « qualité de service »

Critères	Données à fin décembre 2018	Malus niveau 2		Malus niveau 1		Seuil de déclenchement du bonus-malus			Bonus niveau 1		Bonus niveau 2	
		150 000 €	<=90%	50 000 €	90-92%	0 €	0 €	0 €	50 000 €	94-96%	150 000 €	>=96%
Performance des 5 axes	94,12%											
AXE : Information de la clientèle	92,32%											
AXE : Confort et propreté	93,83%											
AXE : La disponibilité des équipements	93,42%											
AXE : La régularité et la ponctualité	95,14%											
AXE : La relation client	95,90%											
						<b>Malus</b>			<b>Bonus</b>			

Les Parties conviennent des modalités d'échanges et de validation des messages et supports définis dans la présente annexe.

Le concessionnaire exposera sa stratégie de communication annuelle à l'Autorité concédante, **pour avis, lors d'une réunion de l'Axe de travail communication au cours du dernier trimestre de l'année N-1. Il informera l'Autorité concédante des modifications apportées à sa stratégie au cours de l'année N lors des réunions de l'Axe de travail Communication.**

## **I. COMMUNICATION PRESSE**

Les modalités de communication avec la presse répondent aux principes d'articulation entre le Concessionnaire et l'Autorité concédante détaillés ci-après (II).

Ainsi :

- De manière générale, les modalités de communication à la presse sont élaborées à l'initiative du Concessionnaire et par lui. Les communiqués de Presse sont adressés à l'Autorité concédante pour information.
- Concernant les communiqués de presse portant sur les évolutions du réseau et les lancements de nouveaux produits et de matériels, ils devront, sauf accord contraire, faire apparaître le nom de l'Autorité concédante qui aura préalablement été consultée pour assurer entre autres la bonne coordination avec les actions de communication envisagées par ailleurs par la collectivité.

## **II. ARTICULATION ENTRE LE CONCESSIONNAIRE ET L'AUTORITE CONCEDANTE**

Les actions de communication relatives à la mise en œuvre des activités concédées relèvent globalement de l'initiative du Concessionnaire, mais les objectifs et les grands principes peuvent être définis conjointement, notamment lorsqu'il s'agit de projets convenus entre l'Autorité concédante et le Concessionnaire dans le cadre des échanges menés dans les groupes de travail opérationnels prévus au contrat (parcours clients, information voyageurs, évolution de l'offre, stratégie patrimoniale...).

Les rôles et prérogatives du Concessionnaire et de l'Autorité concédante sont définis comme suit :

OBJET	INITIATIVE	VALIDATION DES MESSAGES PAR L'EMS	INFORMATION PREALABLE	PRODUCTION DU SUPPORT	VALIDATION DES SUPPORTS PAR L'EMS
<b>COMMUNICATION CLIENT</b>					
<b>Produits</b> <i>(ex : appli CTS, titres et supports, ...)</i>	CTS et/ou EMS	Oui	Oui	CTS	Non
<b>Circuit de distribution</b> <i>(ex : revendeurs, GAB...)</i>	CTS	Non	Oui	CTS	Non
<b>Tarifs</b> <i>(ex : ticket secours, offre pro...)</i>	CTS	Oui	Oui	CTS	Non
<b>Promotion des nouveautés de l'offre ou d'un nouveau service</b>	Conjointe	Oui	Oui	CTS	Oui

OBJET	INITIATIVE	VALIDATION DES MESSAGES PAR L'EMS	INFORMATION PREALABLE	PRODUCTION DU SUPPORT	VALIDATION DES SUPPORTS PAR L'EMS
<i>(ex : extension tramway, TAD, descente à la demande)</i>					
<b>Communication autour des perturbations du réseau</b> <i>(ex : travaux d'été, marché de Noël, schéma d'exploitation temporaire, etc)</i>	CTS	Non	Oui	CTS	Non
<b>Valorisation des services complémentaires</b> <i>(ex : P+R, Taxi bus)</i>	CTS et/ ou EMS	Oui	Oui	CTS	Oui
<b>Information sur le fonctionnement et la promotion du bon usage du réseau</b> <i>(ex : mode d'emploi validation, règlement affiché dans véhicule, pédagogie adaptée aux clients,...)</i>	CTS	Non	Oui	CTS	Non
<b>INFORMATION VOYAGEUR</b>					
<b>Production fiches horaire</b>	CTS	Non	Oui	CTS	Non
<b>Cartographie</b> <i>(ex : plan du réseau)</i>	CTS	Oui	Oui	CTS	Oui
<b>Production Information terrain</b> <i>(ex : affiche en station, infos riverains)</i>	CTS	Non	Oui	CTS	Non
<b>COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE</b>					
<b>Production de docs institutionnels</b> <i>(ex : rapport activités RSE)</i>	CTS	Non	Non	CTS	Non
<b>Campagnes d'image</b> <i>(ex : recrutement, vœux institutionnels)</i>	CTS	Non	Non	CTS	Non
<b>Organisation d'événementiels</b> <i>(ex : Keoscopie)</i>	CTS	Non	Oui + invitation à participer	CTS	Non
<b>Habillage des tramways</b>	CTS et/ou EMS	Non	Oui	CTS/ partenaire ou EMS	Oui
<b>Habillage des lignes Chron'Hop</b>	EMS et/ou CTS	Non	Oui	CTS / EMS	Oui
<b>Habillage des lignes de bus</b>	CTS	Non	Oui	CTS	Non
<b>Habillage des services complémentaires (Taxibus, TAD...°)</b>	CTS	Non	Oui	CTS	Non
<b>Visuel carte badgé</b>	CTS	Non	Oui	CTS Partenaires ou EMS	Non

En fonction des sujets, les règles indiquées ci-dessus peuvent faire l'objet d'adaptations d'un commun accord entre les Parties, notamment dans le cadre des actions réalisées par les Groupes de travail.

### **III. PARTICIPATION DU CONCESSIONNAIRE A D'AUTRES CAMPAGNES OU DISPOSITIFS DE COMMUNICATION**

---

Le Concessionnaire pourra par ailleurs être amené à participer ou être associé, à la demande de l'Autorité concédante, à des actions de communication ne relevant pas de son initiative directe. Il pourra s'agir de :

- **Campagnes de promotion des transports :**
  - Evénements ou dispositifs transfrontaliers ou régionaux
  - Evénements nationaux type Journée nationale des transports publics, Semaine de la mobilité, Semaine du développement durable, etc.
  - Promotion de titres et d'outils en faveur de l'intermodalité ou de la mobilité transfrontalière (Pass Mobilité, Dispositif « Eté sans frontière », etc.)
  - ...
  
- **Campagnes événementielles ou thématiques de la collectivité**
  - Exemple : Marché de Noël

Les incidences financières de la participation du Concessionnaire à ces campagnes devront faire l'objet d'accords préalables entre les Parties.

### **IV. AXE DE TRAVAIL COMMUNICATION**

---

Un axe de travail composé des représentants de l'Autorité concédante et du concessionnaire est constitué. Il se réunit à minima une fois par mois.

**I - PRINCIPES GENERAUX**

---

Deux documents cadres régissent, dans le cadre du Contrat de concession, les modalités de production et de diffusion des données relatives au réseau de transports eu aux services exploités par le Concessionnaire :

- Le règlement (UE) n° 2017/1926 du 31 mai 2017 sur la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'information sur les déplacements multimodaux qui définit les règles en matière d'ouverture des données de transport, et dont les dispositions sont transposées au niveau national dans la loi d'Orientation des Mobilités ;
- La Convention multipartenariale pour la mise en œuvre du Système d'information multimodale (SIM) Grand Est signée par les Autorités organisatrices de la Mobilité dont l'Eurométropole avec la Région Grand Est en 2019.

**II - DONNEES OUVERTES MISES A DISPOSITION PAR LE CONCESSIONNAIRE**

---

**II-1 FICHER GTFS**

Le fichier GTFS (<https://developers.google.com/transit/gtfs/reference>) décrit l'offre théorique du réseau et sert entre autres à alimenter les calculateurs d'itinéraires. Il donne tout le référentiel du réseau (liste des arrêts, des lignes, des courses, horaires de passage).

Il alimente entre autre le calculateur Fluo Grand Est de la Région, ainsi que Google Maps et d'autres applications partenaires. Le Concessionnaire alimente également avec ces données le portail National transport.data.gouv.fr, dans le cadre des obligations liées à l'open data. La CTS était l'un des premiers réseaux référencés.

Ce fichier GTFS est mis à jour à chaque modification du réseau (nouveaux arrêts, nouveaux horaires) soit plusieurs fois par an.

**II-2 LES AUTRES DONNEES DISPONIBLES**

- Les pictogrammes des lignes
- Les fiches horaires (disponibles sur notre site web)
- Webservice permettant de récupérer :
  - La liste des courses en cours ou à venir sur la prochaine heure (temps réel)
  - La liste des lignes du réseau
  - La liste des arrêts du réseau
  - Le temps réel de passage aux arrêts
  - Les places disponibles dans les P+R en temps réel
  - Les points de vente avec les produits vendus
  - Les véloparcs
  - Les fiches horaires en PDF

### **II-3 LES FLUX**

Ces données sont utilisées pour réaliser des calculs d'itinéraires sur le site web du Concessionnaire ou via Google Maps.

Les autres flux sont plus orientés temps réel, le plus utilisé étant celui permettant d'avoir les prochains passages à un arrêt.

Le flux concernant les perturbations du réseau ~~devrait être disponible cette année (attente de mise en production de Qommuté). Ce flux sera~~ est intégré au site et à l'application, et permettra entre autres aux clients de s'abonner à leurs lignes favorites, et de recevoir des notifications en cas de perturbations.

D'autres partenaires pourront faire de même dans leur application, étant donné que le flux sera disponible pour tous.

### **II-4 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Aucune donnée personnelle n'est contenue dans l'open data de la CTS.

### **II-5 ACCES A L'OPEN DATA**

L'accès à l'open data du Concessionnaire est gratuit, il suffit de demander la création d'un compte. Pour les clients souhaitant mettre les données CTS à disposition dans une application, la CTS demande la signature d'une licence.

## **III - SIM GRAND EST (FLUO)**

---

Il est attendu du Concessionnaire la production, la mise à disposition, et la transmission des données selon les modalités prévues dans l'annexe 4 de la Convention multipartenariale pour la mise en œuvre du Système d'information multimodale (SIM) Grand Est décrite ci-après dès lors qu'elles relèvent du périmètre d'exploitation du Contrat de Concession.

Le Concessionnaire est invité à participer aux temps de formation, aux échanges et aux réflexions sur les évolutions menées dans ce cadre par la Région Grand Est.

## Annexe 4 -Données du SIM - Echanges, validation et utilisation des données

### Article 1 - Données théoriques TC

Les signataires s'engagent à une obligation de résultat dans la production et transmission des données complètes de leur offre de transport et à vérifier que ces données sont conformes aux services assurés par leurs exploitants, permettant la mise en place et le bon fonctionnement du SIM.

Pour l'initialisation du système, les données complètes devront être fournies au prestataire MGP.

La base de données est au cœur du système d'information multimodale puisque le calculateur d'itinéraire la sollicite pour proposer des itinéraires. Les différentes offres de transport constituent le cœur de l'intermodalité : il est donc fondamental que cette base soit transmise dans les conditions décrites ci-après.

#### Article 1.1 - Données théoriques TC

Chaque signataire fournit l'ensemble des données concernant son offre de transport opérée par son (ses) exploitant(s). Toutes les circulations impactant directement ou indirectement le territoire du Grand Est sont concernées. Ces données comprennent :

Elément	Description	Obligatoire
Période de validité	Période de validité de la base (du jj/mm/aaaa au jj/mm/aaaa)	Oui
Réseau	Le réseau de transport en commun	Oui
Nom	Nom commercial du réseau	Oui
Transporteurs	Sociétés assurant le transport	Oui
Identifiant	Identifiant unique et persistant	Oui
Nom	Nom commercial	Oui
Arrêts	Arrêts physiques du réseau	Oui
Identifiant	Identifiant unique et persistant	Oui
Nom	Nom commercial	Oui
Géocodage	Coordonnées XY ou latitude / longitude (GPS)	Oui (1)
Code commune	Code INSEE de la commune où si situe l'arrêt	Non
Nom commune	Nom de la commune où si situe l'arrêt	Oui
Type de transport	Type de transport associé à l'arrêt : Métro, Tram, Train, Bus ou Car	Non
Accessibilité	Caractéristique PMR d'un arrêt	Non (2)
Lignes	Lignes commerciales du réseau	Oui
Identifiant	Identifiant unique et persistant	Oui
Numéro	Numéro commercial de la ligne	Oui
Nom	Nom commercial de la ligne	Oui
Directions	Nom des directions « aller » et « retour »	Non
Validité	Date de début et de fin de validité (version)	Non
Mode de transport	Métro, Tram, Train, Bus, Car, etc.	Non
Accessibilité	Caractéristique PMR d'une ligne	Non (2)
Schéma de ligne	Liste ordonnée des arrêts d'une ligne dans un sens	Non
Itinéraires	Itinéraires des lignes pour chaque sens	Oui
Direction	Nom (ou indication) de la direction de l'itinéraire	Non
Parcours	Liste ordonnée des arrêts d'un itinéraire	Oui
Courses	Courses ou services d'une ligne	Oui
Identifiant	Identifiant unique et persistant	Oui
Mode de transport	Métro, Tram, Train, Bus, Car, etc.	Non
Renvoi	Précision sur la course	Non

Convention multipartenariale pour la mise en œuvre et l'exploitation du Système d'Information Multimodale (SIM) Grand Est

Caractéristiques	TAD, vélo à bord, restrictions d'accès, etc.	Non
Accessibilité	Caractéristique PMR d'une course	Non (2)
Jours de circulation	Jours types (de la semaine) assurés par la course	Oui (3)
Période de circulation	Jours calendaires de circulation	Oui
Horaires	Heure de passage aux arrêts pour une course	Oui
Tracé de ligne	Tracé réel de l'itinéraire sur son infrastructure (rail, route, etc.)	Non

Notas

(1) Le géocodage des arrêts est indispensable pour le SIM. En l'absence de données géographiques, une campagne de géocodage devra être réalisée par l'AOM.

(2) Caractéristiques PMR conformément à la norme NeTEx.

(3) Sauf conditions particulières de circulation.

Ces données doivent permettre de gérer la continuité d'offre, sans rupture de charge pour le voyageur.

*Article 1.1.1 - Format et modalités de transmission des données théoriques*

Les formats des données échangées sont définis et documentés au cas par cas dans le protocole individualisé de collecte réalisé par le prestataire avec l'AOM lors de la phase de conception du référentiel. **Dans la mesure du possible, le format à privilégier est NeTEx.**

Les formats de données définis restent stables, sauf lorsque l'évolution va dans le sens d'une normalisation des formats (**NeTEx**, GTFIS, Neptune, TRIDENT)

Les données sont mises à disposition du prestataire MGP sous forme électronique selon les modalités de transmission définies dans le protocole individualisé de collecte et mise en qualité des données.

*Article 1.1.2 - Cas des données relatives aux offres de Transport à la Demande (TAD)*

Les données relatives aux offres de TAD sont traitées de deux manières, en fonction de leur nature (virtuel ou zonal).

Dès que possible, les lignes virtuelles sont transmises au prestataire MGP selon les mêmes processus que les données d'offre théorique TC, tels que décrit précédemment.

Les offres de TAD zonales sont transmises au prestataire MGP via un cahier de paramétrage spécifique transmis par le prestataire MGP.

## Article 2 - Données circonstancielles

Les données circonstancielles ou événementielles désignent les données descriptives relatives à des :

- modifications prévues ou non de l'offre de transport (perturbations, modification d'itinéraires, etc.)
- événements (chantiers, manifestations, etc.)

Lorsque ces données concernent des modifications apportées au plan de transport initial en réponse à un événement de production anticipé (travaux, moyen de substitution, services spéciaux ouverts à la circulation commerciale, etc.), elles sont intégrées au référentiel de données en tant que nouvelle circulation ou circulation modifiée.

Afin que le calculateur d'itinéraire puisse repérer les itinéraires impactés par ces modifications, chaque AOM doit définir pour chaque événement :

- l'objet transport concerné (réseau de transport, zones d'arrêts, points d'arrêts, lignes coupées, sous lignes modifiées),
- les propriétés de l'événement : date et heure de début d'événement, date et heure de fin, dates et heures de publication si différentes des dates et heures de l'événement.

Les signataires, ou l'opérateur désigné par celles-ci, s'engagent à transmettre ces informations au prestataire MGP, lorsqu'elles en ont connaissance.

Les modes de transmission possibles, par ordre de priorité, sont:



## Convention multipartenariale pour la mise en œuvre et l'exploitation du Système d'Information Multimodale (SIM) Grand Est

- Interface automatisée (GTFS-RT, Webservices, etc.)
- Saisie par l'AOM dans le back-office
- Envoi des informations par e-mail au prestataire MGP, qui les saisira sous 48H

Le format GTFS-RT est à favoriser dans le cas d'une interface automatisée.

La méthode ALERT de ce flux permet de renseigner le message à transmettre ainsi que les lignes, itinéraires, courses, arrêts impactés. Il faut que ces identifiants soient identiques à ceux de l'offre théorique qui a été importé dans le référentiel GRAND EST. Le réseau concerné agency\_ID doit être systématiquement renseigné. Si plusieurs arrêts d'une ligne sont impactés par l'évènement il faut créer plusieurs sélecteurs d'entité. Le format transmis peut être JSON ou Protocol buffer.

Pour les réseaux ne mettant pas à disposition ces données par une interface automatique, et n'envoyant pas ces informations par e-mail, un module de saisie accessible par Internet sous identification, fonctionnant sur les navigateurs standards, est disponible.

Le prestataire MGP transmet aux AOM les modalités de connexion à ce module, et leur assure toute formation nécessaire à l'outil.

### Article 3 - Données temps réel

#### *Article 3.1.1 - Données temps réel TC*

Les données temps réel désignent les données correspondant à la réalité de l'exploitation des offres de mobilité. Leur durée de vie est très courte. Il peut s'agir :

- des horaires des prochains passages à un arrêt
- position temps réel d'un véhicule
- des incidents d'exploitation relatifs à une ligne (perturbation, alertes, course annulée, itinéraires modifiés, offres de substitution etc.)
- etc.

Les formats des données échangées sont définis et documentés au cas par cas dans le protocole individualisé de collecte réalisé par le prestataire avec l'AOM.

**Dans la mesure du possible, le format à privilégier sont GTFS-RT ou SIRI en mode abonnement.** L'AOM doit également s'assurer que les identifiants de lignes, d'arrêts et de courses qui sont transmis dans ces flux sont bien identiques à ceux de l'offre de transport théorique.

Les données sont mises à disposition du prestataire MGP sous forme électronique et selon les modalités de transmission définies dans le protocole individualisé de collecte et mise en qualité des données.

#### *Article 3.1.2 - Intégration des données temps réel dans le temps*

Les flux temps réel intégrés au référentiel dans la phase de conception-réalisation initial sont ceux opérationnels dont les spécifications et la documentation ont été transmis au prestataire MGP au Jalon T0+2mois.

Les flux disponibles ultérieurement sont intégrés par le prestataire MGP à l'issue de la livraison principale de la solution, dans un délai de 1 mois à compter de leur mise à disposition par l'AOM concernée. Ces intégrations pourront se faire de manière groupée. Une phase de vérification spécifique de 1 mois sera vérifiée avant mise en production.

#### *Article 3.1.3 - Autres données temps réel*

Les autres données temps réel relatif à la mobilité sont notamment :

- la disponibilité de place de stationnement à un parking,
- la disponibilité en VLS ou place de stationnement à une borne VLS ou parking vélo sécurisé,
- la disponibilité en véhicule autopartage ou en place de stationnement autopartage, y compris les véhicules en free floating,
- données trafic routier temps réel,
- etc.

Convention multipartenariale pour la mise en œuvre et l'exploitation du Système d'Information Multimodale (SIM) Grand Est

Les formats des données échangées sont définis et documentés au cas par cas dans le protocole individualisé de collecte réalisé par le prestataire avec l'AOM.

Les données sont mises à disposition du prestataire MGP sous forme électronique et selon les modalités de transmission définies dans le protocole individualisé de collecte et mise en qualité des données.

## Article 4 - Autres données

### Article 4.1 - Données tarifaires

Les données tarifaires décrivent les tarifs, droits liés aux tarifs, les conditions d'utilisation, etc., des offres de mobilité des signataires. Tous les types de tarification et titre de gamme tarifaire peuvent être décrits (tarification plate (prix unique), tarification O/D, tarification kilométrique, tarification zonale, etc.).

Les signataires, ou les opérateurs désignés par ceux-ci, transmettent ces données au prestataire MGP sous forme électronique et selon les modalités de transmission définie dans le protocole individualisé de collecte et mise en qualité des données.

A terme, le profil Offre Tarifaire de NeTEx sera préconisé.

### Article 4.2 - Données accessoires

Les données accessoires désignent les fichiers descriptifs des offres TC, qui sont amenés à être diffusés sur les médias régionaux Fluo Grand Est, tels que :

- Logo du réseau
- plans de réseau,
- plan de pôle d'échange,
- fiches horaires,
- cartographies,
- grille tarifaire,
- documentation,
- etc.

Ces données sont mises à disposition du prestataire MGP sous forme électronique (préférentiellement au format PDF) et selon les modalités de transmission définie dans le protocole individualisé de collecte et mise en qualité des données.

### Article 4.3 - Données géographiques

Les données géographiques relatives à la mobilité sont les suivantes :

- Cheminement piéton,
- Pistes et voies cyclables,
- Données POI sur les offres de mobilités :
  - Les aires de covoiturage,
  - les parkings-relais,
  - les parkings
  - les stations d'auto partage,
  - les pôles d'échanges multimodaux
  - les IRVE
  - les stationnements vélo (Arceaux sur voirie, Consignes individuelles ou collectives, Vélostations, stations VLS, etc.)
  - toutes autres données d'offres de mobilité

Les formats de données pourront être le CSV, XLS, XML, ou SHP.

Les données sont mises à disposition du prestataire MGP sous forme électronique et selon les modalités de transmission définies dans le protocole individualisé de collecte et mise en qualité des données. Ces données devront être libres de droits afin de pouvoir être intégrées dans la base de données collaborative OpenStreetMap.

Le développement d'une approche orientée « Parcours Client » souligne la volonté de mettre les usagers du réseau au cœur de l'offre de transport. L'importance accrue du numérique et des nouvelles technologies de communication ont fait apparaître dans ce cadre de nouvelles possibilités d'interactions avec les clients avant, pendant, et après l'usage des services, complétant agilement les canaux plus classiques d'approche de la clientèle.

Dans une logique d'amélioration continue, l'étape essentielle est ainsi de mieux connaître les clients actuels, leurs attentes et leurs comportements. Cette stratégie orientée « parcours clients » permet donc de définir et de travailler sur des axes d'amélioration à toutes les étapes du parcours clients (du moment où le client envisage de faire un trajet jusqu'au service après-vente). **Ces réflexions s'intègrent dans les travaux sur l'axe "Billettique tarification"**. Ces axes d'amélioration feront l'objet d'un suivi en **groupe de travail « parcours client » axe de travail « Billettique tarification »**.

Cette stratégie doit par ailleurs s'insérer dans une approche globale et multimodale des déplacements et des différentes logiques de mobilité s'articulant sur le territoire en lien avec les différents partenaires en charge de la mobilité.

## **I DEFINITION DU PARCOURS CLIENT**

---

### **I.1 Description**

Le parcours client est décrit dans les tableaux ci-après. Il est constitué de trois étapes :

- ✓ Je prépare mon voyage
- ✓ Je voyage
- ✓ J'arrive à destination.

Pour chacune de ces étapes, le besoin du client, son comportement tel qu'anticipé et la réponse de la CTS au client sont détaillés. Les axes d'amélioration proposés constituent des préconisations et seront définies plus loin.

## Je prépare mon voyage

	BESOIN CLIENT	COMPORTEMENT ANTICIPE	REPONSE CTS	AXES D'AMELIORATION
Itinéraire	Où le trouver ?	<b>Client connecté</b> : Recherche sur internet (webservices, application)	Site Internet CTS Appli CTS Open data (pour élaboration web service)	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 3 : Refonte Site Internet AXE 4 : Travaux collaboratifs avec les Partenaires AXE 5 : Amélioration localisation des points d'arrêts
	Quel est l'itinéraire le plus pertinent ?	<b>Autres</b> : Appelle Allo CTS, consulte un plan du réseau à un point d'arrêt/station, se déplace en agence <b>Zoom « Fragilités »</b> : <i>Client ne parlant pas français</i> <i>Site internet en anglais et allemand, Personnel Allo CTS germanophone et anglophone</i>	Plans Agence Allo CTS	
Horaires	Où trouver les horaires avant mon départ	<b>Client connecté</b> : Recherche sur internet (webservice, application) <b>Autres</b> : Appelle Allo CTS, se déplace en agence, à l'arrêt, se procure des fiches horaires	Site Internet CTS Appli CTS  Plans / Agence Allo CTS	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 3 : Refonte Site Internet AXE 4 : Travaux collaboratifs avec les Partenaires
	Suis-je informé en cas de situations perturbées/dégradées ?	<b>Client connecté</b> : Recherche sur internet (webservice, application)	Perturbation prévue : Appli CTS, Facebook, Twitter institutionnel, Site Internet (Info trafic) Perturbation inopinée : Appli CTS, Twitter Info trafic, Site Internet (Info trafic)	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 3 : Refonte Site Internet AXE 6 : Installation BIV sur l'ensemble du réseau bus AXE 7 : Communication sur les réseaux sociaux
		<b>Autres</b> : se déplace à l'arrêt, appelle Allo CTS <b>Zoom « Fragilités »</b> : <i>Mal voyant</i> <i>Annonces sonores aux arrêts</i>	Perturbation prévue : Boitage riverain, Affichage aux arrêts, Allo CTS, Radio RBS France bleue, PQR Perturbation inopinée : BIV, Annonce sonore aux arrêts, Allo CTS	
Titres	De quels renseignements dispose-t-on pour choisir le tarif et le support adaptés ?	<b>Client connecté</b> : - <b>Abonnement (ou renouvellement)</b> : agence en ligne, appli (NFC «mes titres ») - <b>Autres titres</b> : appli (NFC « mes titres » et QR Code « départ immédiat ») <b>Autres</b> : se déplace en agence, appelle Allo CTS consulte le guide du voyageur, se déplace en station	Site Internet, Appli CTS  Allo CTS / Agence Guide du voyageur / Distributeur automatique / Affichage stations tram	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 3 : Refonte Site Internet AXE 8 : Amélioration du conseil aux clients : Quel support, quel tarif pour quel usage ?

Où puis-je acheter mon titre de transport ?	<b>Client connecté</b> : s'abonne, renouvelle son abonnement via l'agence en ligne, ou via l'application mobile	Site Internet Appli CTS	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 3 : Refonte Site Internet AXE 9 : Amélioration de la visibilité et du développement des circuits de distribution
	<b>Autres</b> : achète ses titres sur un distributeur automatique, à un revendeur, sur un distributeur crédit mutuel, ou en agence	DA / Agence / relais CTS (liste en ligne + stickers permettant de les identifier) / Distributeurs du crédit mutuel (rechargement), conducteur de bus (ticket secours)	

## Je voyage

	BESOIN CLIENT	COMPORTEMENT CLIENT ANTICIPE	REPOSE CTS	AXE D'AMELIORATION
Orientation	Je trouve l'arrêt	<b>Client connecté</b> : Recherche sur webservices  <b>Autres</b> : je me procure un plan du réseau, je consulte un plan à un arrêt/station	Opendata  Plan du réseau, Totem en station, visibilité des points d'arrêts, Allo CTS, Agence	AXE 5 : Amélioration localisation des points d'arrêts  AXE 10 : Renforcement et standardisation de l'information aux points d'arrêt. AXE 1 : Restructuration Allo CTS
	Je trouve le sens	<b>Autres</b> : Je regarde la direction figurant sur l'arrêt et je contrôle sur la girouette à l'arrivée du véhicule <b>Zoom « Fragilités » : Mal voyant Annonces sonores aux arrêts</b>	Signalétique point d'arrêt / Girouette des véhicules	AXE 10 : Renforcement et standardisation de l'information aux points d'arrêt.
Confort	Temps d'attente	<b>Client connecté</b> : Recherche sur Webservice ou Appli CTS <b>Autres</b> : Je consulte les horaires affichés à l'arrêt ou les BIV	Opendata / Appli CTS  Fiches horaires aux points d'arrêt/station, BIV	AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 6 : Installation BIV sur l'ensemble du réseau bus AXE 10 : Renforcement et standardisation de l'information aux points d'arrêt
	Sentiment de sécurité	Pas de frein à l'utilisation du réseau <b>Zoom « Fragilités »</b> : Descente à la demande en soirée pour les femmes	Lutte contre la fraude et les incivilités, descente à la demande / Signalement EMS en cas d'aménagement nécessaire (éclairage, abris, qualité du cheminement) / échanges réguliers avec la police municipale et USTC	AXE 11 : organisation des échanges d'informations entre l'EMS et la CTS
	Qualité équipements (abris,...)	J'utilise les équipements	Remontées EMS sur qualité des équipements / Intervention Equipe IF pour sécurisation / d'intervention en cas de dégradations	AXE 11 : organisation des échanges d'informations entre l'EMS et la CTS
	Propreté	Pas de frein à l'utilisation du réseau, je jette mes déchets dans la poubelle	Poubelles disponibles aux points d'arrêts Remontée d'information à l'EMS en cas de salissures	AXE 11 : organisation des échanges d'informations entre l'EMS et la CTS
Arrivée MR	J'identifie le véhicule	Je regarde le véhicule	Girouette / Habillage véhicule « charté CTS » / Affrété logo CTS	AXE 15 : Amélioration de la visibilité des véhicules affrétés
		<b>Zoom « Fragilités » : Mal voyant J'utilise ma télécommande</b>	Véhicule équipé	

	BESOIN CLIENT	COMPORTEMENT CLIENT ANTICIPE	REPOSE CTS	AXE D'AMELIORATION
	BESOIN CLIENT	COMPORTEMENT CLIENT ANTICIPE	REPOSE CTS	AXE D'AMELIORATION
Validation	Je n'ai pas de titre	<b>Client connecté</b> : J'utilise l'appli CTS	Appli CTS	AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS
		<b>Autres</b> : J'utilise le DA en station, ou j'achète un titre secours auprès du conducteur de bus	Titre de secours (vente à bord) DA	AXE 12 : Amélioration continue et suivi de la disponibilité des équipements AXE 13 : Promouvoir les modalités d'utilisation du réseau
Validation	Je valide	<b>Client connecté</b> : Je valide grâce à un valideur	Appli CTS / Dispo des équipements	AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 13 : Promouvoir les modalités d'utilisation du réseau
		<b>Autres</b> : Je valide grâce à un valideur	Information validation / Disponibilité des équipements	AXE 12 : Amélioration continue et suivi de la disponibilité des équipements AXE 13 : Promouvoir les modalités d'utilisation du réseau
	Je me fais contrôler	<b>Client</b> : Je présente mon titre et constate que les fraudeurs sont sanctionnés	ACV formés équipe de contrôle ACV formés / Contrôle à la montée	
Correspondance	Informations sur les correspondances	<b>Client connecté</b> : J'utilise l'appli CTS	Appli CTS	AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS
		<b>Autres</b> : Je m'informe aux arrêts et dans le véhicule	Plan aux arrêts/stations / Informations embarquées (schéma de lignes, écrans, conducteur)	AXE 10 : Renforcement et standardisation de l'information aux points d'arrêt AXE 12 : Amélioration continue et suivi de la disponibilité des équipements





## J'arrive à destination

BESOIN CLIENT	COMPORTEMENT ANTICIPE	REPONSE CTS	AXE D'AMELIORATION
Je trouve ma destination	<b>Client connecté</b> : Recherche sur webservices	Opendata	AXE 5 : Amélioration localisation des points d'arrêts
	<b>Autres</b> : je consulte un plan du réseau, du quartier	Plan du réseau, Totem en station avec plan du quartier	AXE 10 : Renforcement et standardisation de l'information aux points d'arrêt.
J'atteins ma destination en toute sécurité	Pas de frein à l'utilisation du réseau	Lutte contre la fraude et les incivilités, descente à la demande / Signalement EMS en cas d'aménagement nécessaire (éclairage, abris, qualité du cheminement) / échanges réguliers avec la police municipale et USTC / Prise en compte recommandation STRMTG	AXE 11 : organisation des échanges d'informations entre l'EMS et la CTS
	<b>Zoom « Fragilités »</b> : Descente à la demande en soirée pour les femmes		
Exprimer son retour	<b>Client connecté</b> : j'adresse un mail à Allo CTS, j'utilise l'appli CTS, je contacte CTS via les réseaux sociaux	Allo CTS Réseaux sociaux	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 7 : Communication sur les réseaux sociaux AXE 14 : Amélioration de la gestion des retours clients
	<b>Autres</b> : Je me rends en agence, j'appelle Allo CTS, j'envoie un courrier	Allo CTS Service clientèle	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 14 : Amélioration de la gestion des retours clients
Fidélisation	Je souhaite continuer à utiliser le réseau, je trouve une offre d'abonnement adaptée à mon besoin	Agence en ligne, Allo CTS, Agence commerciale	AXE 1 : Restructuration Allo CTS AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS AXE 3 : Refonte Site Internet AXE 8 : Amélioration du conseil aux clients : Quel support, quel tarif pour quel usage ?

## I.2 Spécificités du parcours « client occasionnel »

Le client occasionnel est défini comme un client primo utilisateur ou très faiblement utilisateur du réseau (moins d'une fois par semaine).

Afin de faciliter l'appropriation du réseau par les clients occasionnels, différentes stratégies sont mises en œuvre :

- Informations « papier » : les plans et guide du voyageur sont distribués à l'agence et dans les principaux lieux d'information de l'Eurométropole. La CTS met à disposition la documentation à la gare, aéroport, office du tourisme, hôtels ...)
- Informations « numériques » : l'Appli CTS est un outil « tout en un » rassemblant toutes les fonctionnalités (infos, achat, validation) pour se déplacer facilement sur le réseau

## II LES AXES D'AMELIORATION

---

### II.1 Définition

Les axes d'amélioration du parcours client ont été identifiés conjointement entre l'Autorité concédante et le Concessionnaire. Il s'agit de propositions identifiées par le Concessionnaire et qui feront l'objet d'études conjointes avec l'Autorité concédante en **Groupe Axe** de Travail « **Parcours clients Billettique tarification** » de manière à déterminer leur pertinence, évaluer leur faisabilité et leur coût, leur attribuer un ordre de priorité et déterminer un calendrier de mise en œuvre.

Les montants nécessaires au financement des investissements à réaliser pour conduire ces améliorations et la part prise en charge par l'Autorité concédante sont inscrits dans le volet 4 du PPI. Lorsque la réalisation de ces axes implique des charges supplémentaires, le compte d'exploitation prévisionnel est révisé pour en tenir compte.

Les axes d'amélioration d'ores et déjà envisagés sont définis ci-après.

### II.2 Axes d'améliorations envisagés

#### *II.2.1 Amélioration du Parcours client*

##### **AXE 2 : Amélioration continue Appli CTS**

La CTS se dote des moyens nécessaires pour conserver une application à jour des nouvelles avancées technologiques et attractive pour le client.

##### **AXE 3 : Refonte du Site Internet**

Le site Internet de la CTS doit totalement être revu. Grâce à une nouvelle ergonomie, les contenus (commerciaux, institutionnels, ...) seront plus faciles d'accès, plus attractifs et plus adaptés à l'ensemble des clients. Il convient également d'anticiper une revue *a minima* quinquennale de la charte graphique du site.

#### **AXE 4 : Travaux collaboratifs avec les partenaires**

Le voyageur, qu'il soit occasionnel ou régulier, doit, dans la mesure du possible, pouvoir bénéficier d'un service fluide ou « sans couture » lorsqu'il passe d'un opérateur à l'autre. Cette fluidité pourra être améliorée en cherchant à développer avec les réseaux partenaires et leurs AOM, des systèmes d'information intégrant toutes les solutions de transport disponibles, et des titres de transports au format harmonisé facilitant le parcours des abonnés comme des voyageurs occasionnels.

#### **AXE 8 : Amélioration du conseil aux clients : Quel support, quel tarif pour quel usage ?**

La mise en place d'actions de communication et de nouveaux outils pourrait être envisagée pour aider les clients, notamment les occasionnels, à mieux choisir le support et le tarif les mieux adaptés à leurs besoins. Cette démarche prendrait aussi en compte la logique d'intégration tarifaire.

#### **AXE 9 : Amélioration de la visibilité et développement des circuits de distribution**

La CTS dispose d'un réseau de distribution important qu'il convient de mieux faire connaître au client en développant de nouvelles campagnes de communication ainsi que des supports adaptés : intégration de la localisation des points de vente CTS dans les plans de quartier aux arrêts/stations, refonte de la cartographie en ligne des points de vente, ...

#### **AXE 13 : Promouvoir les modalités d'utilisation du réseau (ex : information clientèle validation)**

Il s'agit de développer des actions ciblées à l'égard des clients en insistant sur des règles essentielles d'utilisation du réseau. A ce titre, on peut notamment citer l'information de la clientèle sur l'obligation de valider son titre de transport à chaque montée dans les transports en commun, y compris en correspondance.

### ***II.2.2 Amélioration de la relation client***

#### **AXE 1 : Restructuration Allo CTS**

La restructuration d'Allo CTS vise à améliorer notablement la qualité de service en :

- sécurisant le service aux heures sensibles (ouverture, fermeture, midi)
- en séparant les activités mail et téléphone
- en ouvrant le service en continu le samedi
- en diminuant le temps d'attente pour joindre le service
- en diminuant le taux d'abandons
- en développer les appels sortants et les services au téléphone pour gagner en proximité client
- en assurant un suivi précis des mails réceptionnés et suivre la qualité des écrits

Il est prévu dans ce cadre d'affiner la supervision de l'activité en se dotant d'une GED qui permettra un archivage analytique des réclamations et facilitera l'analyse et le reporting.

*Chiffrage des charges programmé à compter de 2020 :*

- Un ETP supplémentaire
- Outil GED en Saas (Logiciel Zen Desc) : 20 000 € de charges supplémentaires par an

#### **AXE 14 : Amélioration de la gestion des retours clients**

Afin de dynamiser la relation client, la CTS envisage de se doter d'un outil CRM (*Customer Relationship Management*).

### ***II.2.3 Amélioration du plan d'information voyageur***

#### **AXE 5 : Amélioration localisation des points d'arrêts**

Le développement des webservices et l'augmentation importante de leur utilisation par les clients de la CTS, impliquent une vigilance accrue quant à la précision et à la fiabilisation des données mises à disposition dans le cadre de l'open data. A ce titre, la CTS est consciente de la nécessaire amélioration de la localisation des points d'arrêt.

*Cet axe de travail sera mis en œuvre dès 2020 sans surcoût pour l'autorité concédante.*

#### **AXE 6 : Installation BIV sur l'ensemble du réseau bus**

Les bornes d'information voyageurs permettent une information en temps réel des clients. Le succès rencontré par ce mode d'information auprès de la clientèle conduit à s'interroger sur la pertinence de leur installation sur l'ensemble du réseau de la CTS et éventuellement en d'autres points stratégiques pour les usagers.

#### **AXE 7 : Communication sur les réseaux sociaux**

La CTS envisage une réflexion sur la ligne éditoriale des différents canaux de communication digitaux et ce afin de dispenser une information immédiate qui touche directement le client en cas de situations perturbées ou dégradées.

#### **AXE 10 : Renforcement et standardisation de l'information aux points d'arrêt.**

Afin de permettre au client de mieux se repérer sur le réseau et d'appréhender plus facilement le fonctionnement du réseau, il est nécessaire d'améliorer l'information disponible aux points d'arrêt. Cette réflexion doit s'amorcer en lien avec les évolutions prévues du mobilier urbain

#### **AXE 15 : Amélioration de la visibilité des véhicules affrétés**

Il est envisagé de mieux charter « CTS » les véhicules affrétés via un covering permettant une meilleure identification de ceux-ci par la clientèle. .

### ***II.2.4 Relation EMS - CTS***

#### **AXE 11 : Organisation des échanges d'informations entre l'EMS et la CTS**

L'analyse du parcours client a mis en exergue une nécessaire optimisation et amélioration de la fluidité des échanges d'information entre l'EMS et la CTS dans un objectif commun de satisfaction du client.

### ***II.2.5 Disponibilité des équipements***

#### **AXE 12 : Amélioration continue et suivi de la disponibilité des équipements**

Les équipements du réseau, qu'ils soient embarqués ou fixes, doivent faire l'objet d'un suivi précis quant à leur fiabilité et leur disponibilité afin de pouvoir mesurer si leurs objectifs de fonctionnement sont atteints.

### **III GROUPE DE TRAVAIL**

---

Un Groupe de travail « Parcours client » composé de représentants de l'Autorité concédante et du Concessionnaire est constitué. Il se réunit à minima trimestriellement.

Il a vocation à prendre connaissance de la consistance des plans d'actions proposés, d'arbitrer la prise en charge des investissements nécessaires à leur réalisation.

Le Groupe de travail suivra également la bonne exécution de la réalisation des travaux arbitrés.

## I CONSTAT ET ENJEUX

### I.1 UN RESEAU DE TRANSPORT PUBLIC DYNAMIQUE ET PERFORMANT

	Territoire			Offre		Usage		Recettes / Tarifs		Ratios de performance								
	Pop.	Sup. km <sup>2</sup>	Densité hab/km <sup>2</sup>	Kms/an millions	Kms/hab	Voy. millions	Dép. millions	Recettes annuelles	Tarif mensuel TP	Voy / an / hab	Dép / an / hab	V/K	D/K	Recette moy / dép	Recette par an par hab.	R/D	D-R	(D-R) /hab
BORDEAUX	787 000	578	1 362	35,4	45,0	149,9	114,4	74,6 M€	48,40 €	190	145	4,2	3,2	0,65 €	95 €	34,7%	140,4 M€	178 €
GRENOBLE	453 000	546	830	17,2	37,9	86,7	71,3	36,6 M€	57,80 €	191	157	5,0	4,2	0,51 €	81 €	32,5%	76,1 M€	168 €
LILLE	1 155 000	648	1 782	44,1	38,2	187,1	143,5	98,3 M€	58,00 €	162	124	4,2	3,3	0,69 €	85 €	32,0%	209,0 M€	181 €
LYON	1 463 000	759	1 928	56,3	38,5	469,9	281,4	226,5 M€	64,00 €	321	192	8,3	5,0	0,81 €	155 €	58,1%	163,4 M€	112 €
MONTPELLIER	465 000	422	1 102	13,6	29,3	84,2	64,9	42,8 M€	53,50 €	181	140	6,2	4,8	0,66 €	92 €	41,4%	60,6 M€	130 €
NANTES	650 000	559	1 163	27,9	42,8	136,1	103,4	75,1 M€	69,00 €	209	159	4,9	3,7	0,73 €	116 €	45,4%	90,4 M€	139 €
RENNES	451 000	705	640	23,8	52,7	84,1	67,8	41,7 M€	52,95 €	186	150	3,5	2,9	0,61 €	92 €	35,0%	77,4 M€	172 €
<b>STRASBOURG</b>	<b>494 000</b>	<b>338</b>	<b>1 462</b>	<b>17,7</b>	<b>35,9</b>	<b>119,7</b>	<b>88,7</b>	<b>56,7 M€</b>	<b>50,80 €</b>	<b>242</b>	<b>180</b>	<b>6,7</b>	<b>5,0</b>	<b>0,64 €</b>	<b>115 €</b>	<b>46,5%</b>	<b>65,3 M€</b>	<b>132 €</b>
MOY.									57,66 €	206	153	5,2	3,9	0,67 €	102 €	39,9%		
GENEVE	492 000	188	2 617	25,4	51,5	217,4	171,6	156,8 M€	63,70 €	442	349	8,6	6,8	0,91 €	319 €	47,0%	176,8 M€	359 €

Source : Données UTP 2017

La lecture des principaux indicateurs de l'UTP (2017) présentés ci-dessus démontre l'efficacité et la performance du réseau strasbourgeois, en particulier :

- ⇒ Un usage au même niveau ou presque que Lyon, référence en France hors Paris : 180 déplacements / an / habitant
- ⇒ Des recettes de trafic à un très bon niveau (56,7 M€/an, et 115 €/an/habitant) dans un contexte où les niveaux de tarif restent modérés (tarification solidaire avantageuse, coût de l'abonnement 26-64 TP parmi les plus bas des grandes agglomérations)
- ⇒ Dans ce contexte, les ratios financiers restent de très bonne facture et en constante amélioration : R/D de 46,5 %, D-R maîtrisé

Avec plus de 140 000 abonnés en 2018, chiffre en constante augmentation, le taux de pénétration est important, et le « socle » de notre clientèle est solide, notamment depuis la mise en place de la tarification solidaire en 2010 (52 % des abonnés bénéficient de la tarification solidaire).

Cette dynamique positive a par ailleurs été portée ces 10 dernières années par le développement du réseau et de ses services :

- Le développement du réseau tramway : terminus de la ligne C à la Gare et mise en service de la ligne F en 2010, extension des lignes A et D en 2013, de la ligne A en 2016 et de la E en 2019
- Extension de la ligne D effectuant son terminus à Kehl en 2017
- La mise en service de la première ligne de BHNS en 2013 (ligne G), suivie d'une deuxième ligne en 2020 (ligne H)
- La requalification du réseau bus : un travail amorcé récemment de refonte et d'amélioration des performances et de l'image du réseau bus, historiquement en décrochage à Strasbourg : hiérarchisation du réseau, création de lignes bus structurantes (L1, L3, L6), démarche artistique pour l'habillage des véhicules, etc.

- L'amélioration de l'accès à l'information : un travail de fond a été engagé sur l'information voyageurs, la signalétique, la charte graphique, le site internet, le développement de l'application CTS, la communication sur les réseaux sociaux dans une logique d'amélioration de la relation et du parcours client
- Le développement et la diversification des circuits de vente

La politique de développement des transports en commun a ainsi permis de modifier significativement les habitudes de déplacements des habitants de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle s'est traduite par une forte augmentation de la part modale des transports en commun. Celle-ci est en effet passée de 11 à 15,5% au sein de l'Eurométropole de Strasbourg entre 2009 et 2019.

## **I.2 MAIS AUJOURD'HUI, UN RESEAU VICTIME DE SON SUCCES**

- Un réseau armature et des lignes bus principales saturées : tramway, ligne G, lignes « L »
- Un système de transport qui vieillit notamment au cœur du centre élargi (réseau historique) où les équipements sont les plus visibles par l'ensemble de la population (effet d'image).
- Une infrastructure désormais sous dimensionnée : matériel roulant restrictif en performances et capacité (Eurotram 3c) bien qu'en cours de mutation, stations tramway à repenser en matière d'échanges passagers (largeur et aménagement des quais)
- Pas ou peu de capacité d'améliorer l'offre tram en centre-ville dans la configuration actuelle du réseau (limite du nœud d'échanges place de l'Homme de Fer, station non extensible en longueur,...) et dans un contexte d'accroissement de la demande.
- Une desserte du cœur de ville par le réseau bus à maintenir dans une approche multimodale complémentaire au développement des modes actifs (quais intérieurs, rue de Sébastopol)

## **II LES ENJEUX POUR CONTINUER A DEVELOPPER L'USAGE DES TRANSPORTS EN COMMUN : APPROCHE ET PREREQUIS**

---

Viser une part modale de 17% pour les transports collectifs à l'horizon 2030 se traduit concrètement par une fréquentation sensiblement augmentée du réseau existant.

Le réseau de transports collectifs devra par ailleurs constituer une réponse viable en accompagnement de la mise en place d'une Zone à faible émission initiée en 2019.

Pour atteindre de tels objectifs, le développement à venir du réseau de transport public s'inscrit dans la vision partenariale portée par le Grenelle des mobilités.

La construction d'une offre globale et multimodale doit ainsi permettre d'apporter des améliorations significatives en particulier aux communes de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> couronne à travers notamment le Réseau express métropolitain (avec un RER diamétralisé et des dessertes express par cars sur autoroute), le développement des systèmes de transports à la demande, ou encore l'articulation du réseau structurant à une offre de covoiturage.

Ces projets ambitieux induisent une hausse de la demande de transport que le réseau tramway ne saura pas absorber dans l'état actuel de sa structure, notamment au centre-ville. Il sera donc

nécessaire pour garantir l'accès en tramway au centre-ville de Strasbourg de créer de nouvelles liaisons tramway d'évitement du centre-ville pour réduire les flux qui transitent par le nœud de l'Homme de Fer, mieux mailler l'offre, et ainsi mieux diffuser les flux dans l'agglomération.

Il sera également essentiel de maintenir des accès bus efficaces jusqu'au centre-ville, de manière à éviter les effets de report vers le tramway, qui ne saura pas absorber la demande croissante.

Ces changements en profondeur de la structure du service offert doivent par ailleurs s'accompagner d'une stratégie marketing et de communication visant à conquérir de nouveaux usagers et à faciliter l'appropriation du service par ces derniers.

Il s'agira d'opérer un changement d'échelle, auquel le Concessionnaire en charge du réseau de transports en commun est amené à prendre sa part en renforçant son expertise et sa connaissance du réseau, de ses composantes productives et de sa clientèle.

### III L'APPROCHE PROPOSEE PAR LA CTS

---

#### III.1 QUELLE STRATEGIE MARKETING ET DANS QUEL OBJECTIF ?

Le plan Marketing qui sera initié dans le cadre du contrat s'oriente autour des trois axes suivants :

1. Accompagner la dynamique de croissance actuelle
2. Améliorer la connaissance du marché des déplacements
3. Poursuivre la démarche d'amélioration continue du parcours client

Cette stratégie s'appuiera sur une photographie à un instant « t » (état initial dont les évolutions devront ensuite être mesurées) dont l'analyse sera menée conjointement avec l'Autorité organisatrice et ses partenaires pour mieux appréhender les parts modales et leur évolution, ainsi que les réserves de capacité, sur le réseau tramway notamment.

Dans cette optique, la CTS poursuivra ses démarches de déploiement et d'exploitation de l'outil et des équipements de comptages passagers, des enquêtes clients (qualité/satisfaction), et mettra en œuvre une enquête « usages et profils » (clients et non clients TC), complémentaire à l'EMD sur le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg afin de :

- Mieux connaître les pratiques de déplacement de la population en semaine et le week-end
- Evaluer le degré de connaissance des habitants de l'offre CTS à proximité de leur lieu de résidence

En conséquence, plutôt que les analyses marketing classiques (segmentation du marché selon la CSP, l'âge, le sexe, le pouvoir d'achat, le lieu de résidence...), la CTS propose le déploiement d'études qui s'appuient sur les enseignements de la démarche Kéoscopie (enquêtes qualitatives et quantitatives visant à apporter un regard éclairé sur la mobilité) à travers la réalisation d'un diagnostic **IQUAD / POCA** qui sera débuté dès 2020, se terminera durant la première année du contrat.

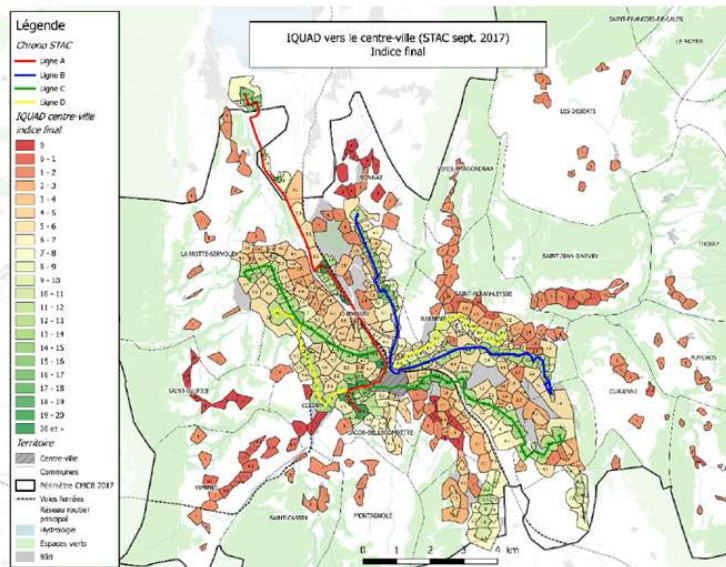
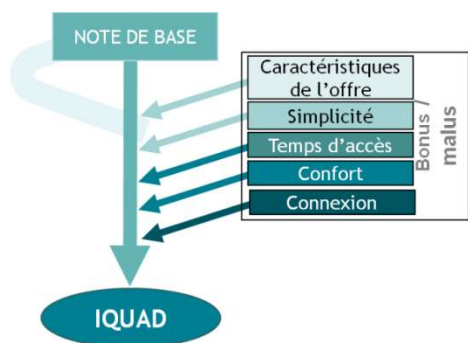
L'analyse partagée de cet « état 0 » permettra à l'Autorité organisatrice, conjointement avec le Concessionnaire, d'identifier les actions à mener prioritairement.



### III.2 LES OUTILS PROPOSES

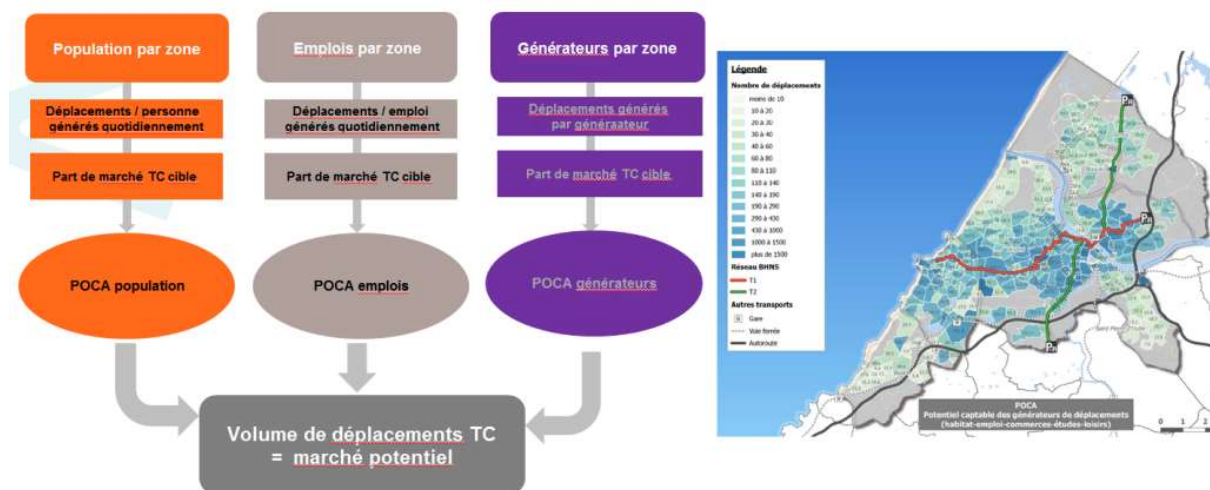
#### III.2.1 IQUAD : Indice de Qualité de la Desserte

C'est un outil multicritères permettant d'évaluer la perception client de la desserte d'un quartier ou d'une commune.



#### III.2.2 POCA : Potentiel Captable par les TC

C'est un outil qui permet d'estimer le potentiel de trafic TC qu'il serait envisageable d'atteindre grâce à une bonne desserte



Le croisement POCA /IQUAD / Fréquentation actuelle par grandes zones permettra notamment de montrer les gains de fréquentation possibles par secteur (avec des améliorations d'offre) et éventuellement les secteurs à réadapter (offre).

### III.3 LE GROUPE L'AXE DE TRAVAIL MARKETING PERFORMANCE

Un **Groupe Axe** de travail marketing **performance** constitué de représentant de l'EMS et de la CTS se réunira à minima semestriellement pour définir conjointement des objectifs et partager sur les résultats attendus de ces travaux.

L'analyse des offres, le pilotage de l'étude et les relations avec le Prestataire seront à la charge de la CTS. Néanmoins, le groupe de travail sera informé régulièrement de ces différentes phases.

A l'appui des conclusions de ces travaux, le groupe de travail soumettra un plan détaillé des actions à mener autour des trois axes précités qui comprendra pour chaque action identifiée un calendrier et un budget alloué.

La mise en œuvre de ce plan d'actions sera validée par les instances de suivi du contrat, selon les contraintes techniques, budgétaires ou stratégiques qui auront été soulignées. Il cherchera à s'articuler avec les travaux menés parallèlement sur les enjeux de vitesse commerciale, de qualité de service et de parcours clients.

Une restitution régulière sur les avancées de ces actions sera ensuite réalisée par la CTS au groupe de travail.

L'Eurométropole de Strasbourg, en tant qu'Autorité organisatrice de mobilité définit la politique de tarification tant en ce qui concerne la structure tarifaire que les montants. En outre, il appartient au Concessionnaire d'assurer la distribution et la vente des titres de transports ainsi que d'assurer le développement et la promotion des modalités de distribution.

Le Concessionnaire s'attache autant que possible à conserver une proximité des circuits de vente dans l'ensemble de l'Eurométropole mais également à prendre en considération les nouvelles attentes de la clientèle : intermodalité, solutions numériques, dématérialisation des titres, etc.

La liste des titres vendus par support et par point de vente est régulièrement mise à jour et détaillée dans les Conditions générales de vente et d'utilisation disponible sur le Site Internet de la CTS ainsi qu'en agence commerciale.
























## ~~I – QUEL SUPPORT POUR QUEL TITRE ?~~

---

~~La CTS propose différents supports de titres de transport, dont les possibilités techniques et le coût sont adaptés à la gamme tarifaire et aux titres que chacun d'eux a vocation à « porter ».~~

~~-~~

### ~~I.1 Présentation générale des titres par point de vente~~

Points de vente / Recharge Titre	AGENCE EN LIGNE	DISTRIBUTEUR AUTOMATIQUE	TÉLÉPHONE PORTABLE / SMARTPHONE Mes titres départ immédiat	RELAIS CTS	GUICHET AUTOMATIQUE BANCAIRE Uniquement pour rechargement sur les supports	AGENCE CTS	PARKING RELAIS
Abonnements							
« Aller simple » à l'unité, par 2 ou par 10 (TR ou TP)							
« Aller simple » par 30							
24H SOLO		 uniquement en achat initial					
24H TRIO							
Titres multimodaux							
Titres P + R							

I.2 Présentation détaillée des titres par point de vente

TITRES	SUPPORT				CIRCUITS DE DISTRIBUTION													
	BSC	Badgé Multi	Badgé Solo	Appli CTS	DA		Appli CTS		Agence en ligne	Agence commerciale	Point relais	GAB	Conducteurs	Pôle commercial	P+R	Carte SimpliCités ou Hoplink	Pupitre CAR CTBR Fluo Grand Est	Agence CTBR Fluo Grand Est
					1er achat	Rechargement	NFC	QR CODE										
<b>TICKETS</b>																		
Aller simple - 1er achat	x				x						x							x
Aller simple - rechargement	x	x	x	x		x	x	x	x		x	x						x
Ticket secours	x											x						x
Aller simple par 2 - 1er achat	x				x						x							
Aller simple par 2 - rechargement	x	x	x			x			x		x	x						x
Carnet de 10 tickets - 1er achat	x				x						x							x
Carnet de 10 tickets - rechargement	x	x	x	x		x	x		x		x	x						x
Carnet de 10 tickets réduits - 1er achat	x				x						x							x
Carnet de 10 tickets réduits - rechargement	x	x	x	x		x	x		x		x	x						x
Carnet de 30 tickets		x	x	x		x	x		x		x	x						x
DouzePASS			x	x			x		x		x	x						
24H TRIO - 1er achat	x				x						x							
24H TRIO - rechargement	x			x			x	x			x							x
<b>Réservé aux professionnels, écoles .... (uniquement sur commandes)</b>																		
Carnet de 30 tickets pro	x																	
Multigroupe 5 (1 pour 5)	x																	
Multigroupe (1 pour 1)	x																	
10 allers simples tarif réduit groupe	x																	
PASS 3 JOURS ( ex Sympopass)	x																	
PASS 3 JOURS (offre My Ticket)	x																	
<b>Tickets spéciaux</b>																		
Ticket pollution	x			x	x		x	x				x	x					x
Journée Transport Public	x			x	x		x	x				x	x					x
Spécial évènement	x			x	x		x					x						
Eurotournoi	x			x	x		x											
Racing	x			x	x		x											
SIG	x			x	x		x											
NL Contest 1 jour	x			x	x		x											
NL Contest 3 jours	x			x	x		x											
Carnet Geispolsheim	x																	
Emeraude			x															
<b>ABONNEMENTS</b>																		
<b>4-18</b>																		
4-18 TP			x	x		x	x		x	x	x	x						
4-18 QF1			x	x		x	x		x	x	x	x						
4-18 QF2			x	x		x	x		x	x	x	x						
4-18 QF3			x	x		x	x		x	x	x	x						
Annuel 4-18			x	x		x	x		x	x	x	x						
<b>19-25</b>																		
19-25 TP			x	x		x	x		x	x	x	x						
19-25 QF1			x	x		x	x		x	x	x	x						
19-25 QF2			x	x		x	x		x	x	x	x						
19-25 QF3			x	x		x	x		x	x	x	x						
19-25 Annuel			x	x		x	x		x	x	x	x						
<b>26-64</b>																		
26-64 TP			x	x		x	x		x	x	x	x						
26-64 QF1			x	x		x	x		x	x	x	x						
26-64 QF2			x	x		x	x		x	x	x	x						
26-64 QF3			x	x		x	x		x	x	x	x						
26-64 Annuel			x	x		x	x		x	x	x	x						

<b>&gt; 65</b>																
+65 TP			x	x			x	x		x	x	x	x			
+65 QF1			x	x			x	x		x	x	x	x			
+65 QF2			x	x			x	x		x	x	x	x			
+65 QF3			x	x			x	x		x	x	x	x			
+65 Annuel			x	x			x	x		x	x	x	x			
<b>PMR</b>																
PMR TP			x	x			x	x		x	x	x	x			
PMR QF1			x	x			x	x		x	x	x	x			
PMR QF2			x	x			x	x		x	x	x	x			
PMR QF3			x	x			x	x		x	x	x	x			
Annuel PMR			x	x			x	x		x	x	x	x			
<b>Entreprise</b>																
Impersonnel		x	x	x			x	x		x	x	x	x			
Entreprise Annuel			x	x			x	x		x	x	x	x			
<b>P+R</b>																
<b>Tickets P+R</b>																
P+R Rotonde	x															X
Autres P+R	x															X
P+R Camping car	x															X
P+R Car	x													x		
P+R Car TR	x															X
<b>Abonnements P+R</b>																
Mensuel P+R			x	X				x		x	x	x		x		
P+R Annuel			x	X			x	x		x	x	x		x		
<b>TITRES INTERMODAUX</b>																
<b>Europass</b>																
Europass 24h	x						x									
Europass Family	x						x									
Europass Mensuel			x					x			x					
Europass 24h Mini	x						x									
Europass Family Mini	x						x									
Europass Mensuel Mini			x								x					
<b>Alsa Plus</b>																
Presto hebdo																
Presto Mensuel																
Presto annuel																
Primo hebdo																
Primo mensuel																
<b>Alsa+24h et Groupe Journée</b>																
Alsa+24h EMS (24H SOLO)	x			x		x		x	x					x		x
Alsa+24h EMS secours	x												x			
Alsa+24h Départemental	x					x										
Alsa+24h Régional	x					x										
Alsa+Groupe Journée EMS	x					x										
Alsa+Groupe Journée Départemental	x					x										
Alsa+Groupe Journée Régional	x					x										
<b>Aéroport</b>																
Ticket Aéroport	x					x										
<b>Pass Mobilité</b>																
Liberté 19-25			x													x
Liberté 26-64			x													x
Liberté +65			x													x
Premium 19-25			x													x
Premium 26-64			x													x
Premium +65			x													x
PassMobilité Entreprise			x													x

## I LES POINTS DE VENTES CTS

---

### I.1 LOCALISATION DES POINTS DE VENTE

Une carte interactive localisant les différents points de vente est disponible sur le site internet de la CTS **et doit être mise à jour à chaque modification dans les meilleurs délais. L’Autorité concédante peut également, à tout moment demander la transmission de cette liste.**  
~~Une liste est fournie à chaque mise à jour à l’Autorité concédante.~~

### I.2 L’AGENCE COMMERCIALE

#### I.2.1 *Description*

L’agence commerciale est située 9 place Saint Pierre le Vieux à Strasbourg. Elle est ouverte du lundi au vendredi de 8h30 à 19h00 et le samedi de 9h00 à 17h00.

#### I.2.2 *Services*

Les services suivants sont disponibles à l’agence commerciale :

- Création de carte Badgé
- Vente d’abonnement
- Mise en place abonnement longue durée par prélèvement
- Mise à jour des droits à la tarification solidaire
- Intégration tarifaire
- Commande entreprise

#### I.2.3 *Services complémentaires*

D’autres services complémentaires sont également disponibles en agence :

- Accueil, information de la clientèle
- Conseil en mobilité (ex : proposer le produit le plus adapté en besoin de déplacement, ...)
- Mise à disposition d’une borne permettant la délivrance d’attestation d’achat
- Remboursements
- Distributeurs automatiques permettant notamment l’achat de titres multimodaux
- Espace libre-service de communications à destination de la clientèle (Distribution des horaires, plans du réseau, leaflet commerciaux valorisant les différents services)

### I.3 LES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

#### I.3.1 *Description*

Les distributeurs automatiques sont disponibles à chaque station de tramway aux arrêts de BHNS ainsi qu’aux principaux arrêts de lignes à haute qualité de service.

### **I.1.1 Services**

Les distributeurs automatiques permettent de charger des titres :

- sur une carte Badgéo : abonnement ou aller simple
- sur les billets sans contact : titres occasionnels ou multimodaux selon les conditions d'utilisation.

Il est possible de régler par carte bancaire, sans montant minimum, ou par espèces dans la limite de 20 pièces maximum.

## **I.4 LES CONDUCTEURS DE BUS**

A la montée dans le bus, les conducteurs proposent à la vente un ticket secours aller simple.

## **II LA VENTE EN LIGNE**

---

### **II.1 L'AGENCE EN LIGNE**

L'agence en ligne permet la délivrance des titres suivants :

- Création de carte Badgéo Solo
- Rechargement d'une carte Badgéo
- Achat d'un abonnement mensuel par paiement bancaire ou par prélèvement
- Achat d'un ou plusieurs allers simples sur carte Badgeo solo
- Mise à jour des droits à la tarification solidaire

Par ailleurs, l'agence en ligne permet également aux clients de :

- Personnaliser ses attentes relatives aux informations commerciales
- Délivrer des attestations d'achats
- Demander des remboursements
- Commander un duplicata de carte Badgéo
- Gérer plusieurs cartes Badgéo
- Consulter le contenu d'une carte Badgéo
- Consulter les historiques d'achat
- Créer, recharger, consulter un compte mobile
- Payer des procès-verbaux

### **II.2 L'APPLI CTS**

L'ensemble de la gamme tarifaire CTS ainsi que le titre Alsa+ 24H EMS sont disponibles sur l'appli CTS ~~aux~~ **pour les** clients dotés d'un mobile compatible. Les titres occasionnels sont dans tous les cas disponibles sur l'appli CTS pour tous les détenteurs de smartphones Android ou IOS.



## III AUTRES DISTRIBUTEURS

---

### III.1 LES GUICHETS AUTOMATIQUES DU CREDIT MUTUEL

#### III.1.1 Description

Les guichets automatiques bancaires du Crédit mutuel délivrant des titres sont identifiés par un autocollant Badgéo.

#### III.1.2 Services

Les guichets automatiques bancaires du crédit mutuel permettent de :

- sur une carte Badgéo : acheter un abonnement ou aller simple
- sur les billets sans contact (en rechargement uniquement) : acheter des titres occasionnels

### III.2 LES RELAIS CTS

#### III.2.1 Description

Certains commerces de l'Eurométropole (bureaux de tabac, supermarchés, boulangeries, ...) proposent les titres de transport les plus courants. L'ensemble des relais CTS sont équipés de Terminal Point de Vente Simplifié (TPVS)<sup>1</sup>

Ces commerces sont signalés par un autocollant "Relais CTS".

#### III.2.2 Services

Toute la gamme CTS monomodale est disponible à la vente en premier achat ou en rechargement. L'ensemble des points relais ne proposant pas l'ensemble des services, la carte interactive disponible sur le site internet de la CTS précise les points de vente et les services associés.

### III.3 PARTENARIAT AVEC STRASBOURG MOBILITES

#### III.3.1 Boutique Vélhop

~~L'ensemble des boutiques Velhop sont des Point relais CTS. Elles sont ouvertes 6 jours sur 7 toute l'année et sur certaines périodes 7 jours sur 7. La boutique Vélhop se situe à la gare de Strasbourg, dans la grande verrière, au niveau -1. Elle est ouverte du lundi au vendredi de 8h à 19h, et le samedi de 9h à 18h.~~

---

<sup>1</sup> Sauf dérogation en seconde couronne en cas de carence de relais CTS

~~Elle est La boutique Vélhop de Schiltigheim sise 3 rue Saint-Charles à Schiltigheim est en plus~~ équipée d'un terminal de Vente permettant :

- ✓ La création de cartes Badgéo Nominatives
- ✓ La mise à jour des droits à la tarification solidaire

### **III.3.2 Pass Mobilités**

Le Pass Mobilités est un abonnement Multiservice indivisible offrant les services suivants :

- Réseau CTS
- Velhop
- Citiz

Différentes formules sont proposées aux clients. Le Pass Mobilités est disponible à la vente chez les trois partenaires CTS, Strasbourg Mobilités et Citiz.

### **III.4 PARTENARIAT AVEC LA SNCF**

Le partenariat conclu avec la SNCF permet aux clients d'accéder aux services suivants :

- Avec la Carte simplicité
- Achat d'abonnements combiné Primo/Presto
- Achat de titres occasionnels sur les cartes dotées de la technologie Hoplink
- Avec l'appli E voyageur
- Achat de titres occasionnels

### **III.5 PARTENARIAT AUTRES RESEAUX**

Certains titres CTS peuvent être chargés sur les cartes de transports des réseaux utilisant la technologie Hoplink et permettent ainsi à leurs clients de bénéficier de la tarification préférentielle accordée en cas de rechargement de ces titres.

La présente annexe décrit le contenu de l'information voyageur, les modalités de sa mise en œuvre ainsi que la répartition des responsabilités en matière d'intervention sur le mobilier urbain tels que convenus entre l'Autorité concédante et le Concessionnaire.

Il est rappelé que le processus d'information voyageurs en cas de situation perturbée, programmée ou non, fait l'objet d'annexes spécifiques A7 « Plan de transport adapté » et A8 « Gestion des situations perturbées ».

## **I. LES DIFFERENTS CANAUX D'INFORMATION**

---

Pour assurer l'information de ses clients, le Concessionnaire dispose des canaux suivants :

- Outils digitaux : Site Internet, Appli, Réseaux sociaux, Open data
- En station : Information aux points d'arrêt, Borne d'information voyageur
- A l'intérieur des véhicules : Information embarquée dans le matériel roulant, annonces conducteur
- Documentation papier : Ensemble de la documentation, Boitage
- Autres : Agence, Allo CTS, Relais CTS

L'information en temps réel sur le réseau est assurée par le Poste de communication et d'information (PCI) qui est en charge de la diffusion des événements altérant la qualité de l'offre auprès de l'ensemble des acteurs sur le réseau mais également de la clientèle via les différents canaux d'information disponibles (Twitter, bornes d'information voyageurs, hauts-parleurs en station, radio, etc.).

L'information en temps réel est par conséquent pleinement liée aux horaires d'ouverture du PCI, soit du lundi au samedi de 6 heures à 20 heures 30 et le dimanche ou les jours fériés lors d'évènements planifiés.

## **II. DOCUMENTATION DISPONIBLE**

---

La documentation voyageur listée ci-dessous est disponible en agence commerciale ainsi que sur le site internet du Concessionnaire [www.cts-strasbourg.eu](http://www.cts-strasbourg.eu)

- Plans
- Guide du voyageur / Guide tarifaire
- Fiches horaires
- Dépliants commerciaux (P+R, Hibus, Taxibus,...)
- Dépliants temporaires de promotion des nouveaux services

Elle est par ailleurs diffusée dans les mairies des 33 communes, certains sites d'accueil de l'Eurométropole et certains sites publics selon les modalités précisées ci-après.

## **II.1 Plans du réseau**

Les plans du réseau sont régulièrement mis à jour et a minima à chaque évolution du réseau. Ils sont affichés aux arrêts de bus et de tramways, à l'agence commerciale. Un plan du réseau est également disponible sur le site internet de la CTS et sur l'appli mobile CTS.

L'Autorité concédante reçoit également lors de chaque nouvelle mise à jour cinquante plans muraux, répartis entre les différents services.

## **II.2 Horaires**

Les dépliants horaires sont mis à jour a minima deux fois par an (horaires d'été / horaires d'hiver).

Les horaires sont affichés aux arrêts de bus des lignes correspondantes et disponibles sur le site Internet de la CTS ainsi que sur l'appli mobile, à l'agence commerciale ou auprès d'Allo CTS.

Des fiches horaires sont également distribuées dans :

- l'ensemble des mairies des communes de l'Eurométropole de Strasbourg (mairies de quartier et Centre administratif compris)
- divers lieux publics en réponse à des demandes particulières : hôpitaux, office du tourisme, parlement européen, lycées, etc.

La liste des lieux de distribution est régulièrement mise à jour au gré des demandes et pourra être transmise à l'Autorité concédante sur simple demande.

## **II.3 Guide du voyageur / guide tarifaire**

Le guide du voyageur / guide tarifaire est destiné à l'ensemble des clients de la CTS, qu'ils soient utilisateurs réguliers ou occasionnels. Sa ligne éditoriale simple et pédagogique doit permettre de trouver facilement toutes les informations utiles à l'utilisation du réseau.

Il est disponible en ligne sur le site internet ou sur demande en boutique CTS.

Le guide du voyageur est également distribué dans l'ensemble des mairies des communes de l'Eurométropole de Strasbourg (mairies de quartier et Centre administratif compris).

Ce guide est régulièrement mis à jour au gré des évolutions du réseau et de la gamme tarifaire. Il pourra être transmis à l'Autorité concédante sur simple demande.

### III. L'INFORMATION AUX ARRETS

---

#### III.1 Organisation et agencement du mobilier dédié à l'information voyageur aux arrêts

##### III.1.1 Rôle de l'Autorité concédante

L'Autorité Concédante organise la gestion du mobilier urbain aux arrêts de bus et de tramways du réseau de transports urbains dans son ressort territorial.

Pour cela elle a confié à un tiers, dans le cadre d'un contrat de concession spécifique la mise à la disposition, l'installation, la pose, l'entretien/maintenance et l'exploitation de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires, notamment aux arrêts. L'Eurométropole de Strasbourg est l'interlocuteur principal du titulaire de ce contrat et est en charge de la vérification de sa bonne exécution.

L'Autorité concédante est responsable :

- de la localisation de tous les abris voyageurs et mobiliers d'affichages et d'information.
- de l'entretien du mobilier aux arrêts.

Elle confie au titulaire du contrat de mobilier urbain l'entretien :

- de l'ensemble des mobiliers abris voyageurs et ses équipements ;
- des panneaux d'affichages publicitaires et non-publicitaires dans toutes leurs formes ;
- de l'ensemble des agréments d'attente placés sous ou aux abords des abris ;
- des équipements propriété de l'Eurométropole ou de l'exploitant du réseau de transports en commun : totems, distributeurs billettiques, bornes d'informations voyageur (BIV) et valideurs ;
- et tous les mobiliers fournis dans le cadre de prestations supplémentaires.

Sauf impossibilité techniques avérée, le principe retenu par l'Autorité concédante est la généralisation progressive des abris à tous les arrêts à compter de 2020. Des aménagements spécifiques d'arrêts seront entrepris par l'Autorité concédante dans ce contexte. Des abris sans retour publicitaire pourront être posés par le titulaire du contrat de mobilier urbain lorsque les contraintes techniques le nécessitent et qu'un espace suffisant est disponible.

##### III.1.2 Missions confiées au Concessionnaire

Le Concessionnaire en charge de l'exploitation du réseau de transports est amené à intervenir ou interagir directement sur le mobilier urbain aux arrêts dans les cas qui suivent :

- Pose, maintenance et dépose des poteaux d'informations voyageurs en l'absence d'abri à l'arrêt
- Pose, maintenance et dépose des poteaux d'informations voyageurs et d'éléments de jalonnement pour les arrêts provisoires
- Gestion, pose et actualisation de l'affichage dédié à l'information voyageurs sur les poteaux et aux abris dans les emplacements prévus à cet effet
- Pose pour actualisation des noms d'arrêts et de stations

- Acquisition et maintenance des supports et du système d'information en temps réel aux arrêts  
La pose et la maintenance des distributeurs de titres (DA), valideurs, et totems en entrée de station sont également à la charge du Concessionnaire en charge du réseau de transports.

Le Concessionnaire apporte tout au long du contrat expertise et conseils à l'Autorité concédante concernant l'implantation des mobiliers aux arrêts, et précise notamment les contraintes et spécifications techniques et opérationnelles devant éventuellement s'appliquer en interaction avec l'implantation du système billettique et de vente aux arrêts dont il a la charge.

Le Concessionnaire informe directement l'Autorité concédante ou tout autre interlocuteur désigné par elle, lorsqu'elle a connaissance d'un danger lié au mobilier ou de dégradations aux arrêts (vandalisme, bris-de-glace, matériel cassé...).

### **III.2 Information présente aux arrêts du réseau**

Le Concessionnaire est responsable des contenus de l'information voyageur disponibles aux arrêts. Il est convenu avec l'Autorité concédante que cette information comprend à minima :

- Le nom de la commune
- le nom de l'arrêt
- la ou les numéro(s) ligne(s) desservies à l'arrêt
- la ou les direction(s) de la ou des ligne(s)
- le plan du réseau,
- les fiches horaires des lignes concernées,
- les informations travaux ou temporaires
- le mode d'emploi du bus ou du tramway
- les numéros utiles.

### **III.3 Organisation communes à tous les arrêts et stations**

Les cadres disponibles à l'avant des abris pour l'information voyageur sont réorganisés à partir de 2020.

Ces cadres sont mis à disposition du Concessionnaire pour :

- l'affichage des informations listées ci-dessus
- l'affichage d'informations commerciales et institutionnelles du Concessionnaire ou de l'Autorité concédante

Le Concessionnaire est en charge de l'impression de l'ensemble des informations voyageurs dont elle a la charge, et présente dans les cadres d'information à l'avant de l'abri, et de leur réactualisation dès qu'un changement intervient sur le réseau.

Le Concessionnaire est en charge de l'agencement et de la pose de l'information voyageur et tout autre affichage dans ces cadres, qu'ils relèvent de l'Autorité concédante ou du Concessionnaire. Le cas échéant, l'Autorité concédante fournira les supports de communication institutionnelle à afficher et son programme de pose et dépose au Concessionnaire au plus tard deux semaines avant la date de pose programmée.

Les plaques comportant les noms d'arrêts, destinations et numéros de lignes sont apposées par l'Autorité concédante ou le titulaire du contrat de mobilier urbain, sous l'abri ainsi qu'en haut d'un totem sur l'abri. Il revient au Concessionnaire d'en organiser l'actualisation si nécessaire. Il assure dans ce cas l'impression et la pose des nouvelles plaques.

La pose d'adhésifs temporaires sur le vitrage des arrêts par le Concessionnaire est autorisée dans le cadre d'évènements ou d'information travaux spécifiques. Le cas échéant, le Concessionnaire assure la dépose des adhésifs et la remise en bon état de propreté du vitrage.

Lorsqu'il n'existe pas d'abri à l'arrêt, le Concessionnaire organise une information adaptée sur poteau d'arrêt.

L'Autorité concédante ou le titulaire du contrat de mobilier urbain est responsable de la création et de l'impression et de la pose initiale du plan vélo/piéton prévu à l'arrière de l'abri, ainsi que leur réactualisation et leur maintien des plans en bon état.

### **III.4 Éléments spécifiques aux stations de tramway**

#### **III.4.1** Information voyageur complémentaire

L'information voyageur en station comprend, en sus des informations listées au III.2 :

- l'information sur les tarifs
- le plan du réseau armature

#### **III.4.2** Totems

Des totems fixes en têtes de station peuvent être installés par le Concessionnaire pour rappeler ou compléter l'information voyageur déjà présente sous les abris. Ils sont réputés ne pas gêner l'accessibilité nécessaire aux PMR.

#### **III.4.3** Total covering

Cinq stations de tramway par an pourront bénéficier, sous conditions, d'un habillage intégral ou « total covering » pour une durée limitée dans le temps, à l'initiative de l'Eurométropole. Il pourra s'agir de campagnes mises en place sur proposition de l'exploitant du réseau de transports. En tant que de besoin, d'autres campagnes pourront avoir lieu selon des modalités à définir avec l'Eurométropole.

#### **III.4.4** Supports cylindriques et abris pour distributeurs automatiques (DA)

Des supports cylindriques verticaux fixes de type Colonne Morris sont implantés sur certaines stations de tramway. Certaines colonnes servent notamment d'abris pour distributeur automatique et de support pour les écrans d'information voyageur.

Le nombre de colonnes disponibles aux arrêts est susceptible d'évoluer à partir de 2021 pour laisser la place à des abris pour DA nécessitant moins d'emprise au sol. Ces abris seront pris en charge financièrement, posés et déposés par le titulaire du contrat mobilier urbain en étroite relation avec le concessionnaire selon des modalités restant à définir.

Les colonnes permettent l’affichage d’informations et de campagnes de communication dont celles du Concessionnaire sur deux faces arrière. Les affichages en hauteur sont dédiés à l’affichage ou l’installation d’œuvres d’art.

La coordination de l’affichage sur les colonnes est assurée par l’Autorité concédante.

Le Concessionnaire fait part de ses besoins (programme et durée d’affichage, etc.) à l’Autorité concédante. Il assure l’impression et la fourniture de ses supports de communication.

Le titulaire du contrat de mobilier urbain assure pour le compte de l’Autorité concédante la collecte et la pose et dépose des supports remis par le Concessionnaire aux arrêts qui auront été définis.

### **III.5 Bornes d’information voyageur (BIV)**

Les bornes d’information voyageur sont propriétés du Concessionnaire en charge de l’exploitation du réseau de transport. Elles étaient jusqu’ici déployée prioritairement sur le réseau tramway et BHNS ainsi que sur les lignes structurantes du réseau bus.

Des BIV peuvent également équiper des lieux stratégiques du territoire : gare centrale, lycée, hôpital, etc.

Le principe retenu par l’Autorité concédante est celui d’une généralisation progressive des BIV aux arrêts à partir de 2020.

Ces BIV diffusent une information en temps réel du temps d’attente par ligne, et une annonce sonore sur déclenchement pour les personnes malvoyantes.

Le Concessionnaire informe l’Autorité concédante des implications techniques et financières liées à leur déploiement et doit définir, en articulation avec l’évolution programmée des arrêts du réseau, un programme d’acquisition, de fourniture et de maintenance de ces équipements pour intégration au Plan pluriannuel d’investissement.

Le Concessionnaire se coordonne par ailleurs avec le titulaire du contrat de mobilier urbain, lequel prend en charge :

- la pose initiale et la dépose définitive des bornes information voyageurs (BIV) aux abris de bus
- la gestion des BIV en cas de déplacement ou de dépose temporaire d’abris

La liste des arrêts du réseau équipés de BIV est régulièrement mise à jour et fournit à l’Autorité concédante conformément à l’annexe A5.

En cas de remplacement des BIV installés aux arrêts de bus en cours de contrat, la pose et la dépose des nouveaux matériels est facturé à l’Autorité concédante par le titulaire du contrat de mobilier urbain. Le Concessionnaire informe donc l’Autorité concédante de toute évolution qui devrait intervenir dans ce contexte.

Le Concessionnaire en charge du réseau de transports assure à ses frais :

- la pose initiale et la dépose définitive des bornes information voyageurs (BIV) sur poteaux d’arrêts en l’absence d’abri
- la gestion de ces BIV en cas de déplacement ou de dépose temporaire des poteaux



#### IV. INTERACTION AVEC LES SERVICES INTERURBAINS

---

Le principe d'intervention aux arrêts en lien avec des services interurbains est le suivant, sous réserve d'évolution des accords convenus entre la Région et l'Eurométropole :

- Sur le ressort territorial de l'Eurométropole, l'information voyageurs aux arrêts uniquement exploités pour les lignes interurbaines sont à la charge de la Région ou de son opérateur (y compris la pose de poteaux d'arrêts, l'entretien, les éléments d'information voyageurs). L'Eurométropole est en charge de la création des quais respectant la charte d'aménagement des arrêts programmés dans le Schéma SDAP de la Région.
- Si un arrêt interurbain existant devient mixte et sert à la desserte de lignes urbaines et interurbaines, le Concessionnaire fait le lien et assure la coordination de l'information voyageur pour les deux réseaux en lien avec l'opérateur de transport de la Région. Il prévoit les emplacements utiles à l'information pour les lignes des deux réseaux et pour l'affichage des numéros et des directions de l'ensemble des lignes.
- S'il s'agit d'arrêt sans abri, le poteau du réseau interurbain est déposé et un poteau du réseau urbain est posé à la place par le Concessionnaire. Le poteau est entretenu par le Concessionnaire.

#### V. ~~GROUPE~~ AXE DE TRAVAIL COMMUNICATION

---

~~Un groupe~~ Le sujet de l'information voyageur est traité au sein de l'Axe de travail « Communication » ~~est constitué~~. Il est composé de représentants de l'Autorité concédante et du Concessionnaire. Il se réunit à minima quadrimestriellement.

Il a vocation à prendre connaissance de la consistance des plans d'actions proposés, d'arbitrer la prise en charge des investissements nécessaires à leur réalisation en vue de l'amélioration de qualité de l'information délivrée aux clients sur le réseau.

~~Le Groupe~~ L'Axe de travail suivra également la bonne exécution de la réalisation des actions envisagées.

## **ANNEXE D1**

### **PROGRAMME ET ORGANISATION TRAVAUX NEUFS**

---

Le régime des travaux, et notamment le régime applicable aux travaux neufs, objet de la présente annexe, est décrit au Chapitre 2 « Modalités d'exécution des travaux à la charge du concessionnaire » du Contrat.

La présente annexe a comme objectif de compléter ces dispositions par :

- I. Un modèle de tableau du reporting financier attendu pour le suivi des travaux
- II. Un logigramme synthétique décrivant les modalités de coordination entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante lors des principales étapes de la réalisation de travaux neufs
- III. Les budgets indicatifs des programmes prévisionnels de travaux validés par l'Autorité concédante.

Cette annexe pourra également être complétée par des conventions spécifiques portant sur les modalités de réalisation de travaux neufs confiés au Concessionnaire.

Toute modification de la présente annexe fait l'objet d'un avenant.

# I - MODELE DE TABLEAU DE SUIVI FINANCIER DES TRAVAUX

INTITULE PROJET	DATE DE MISE A JOUR : / /												
	Budget		Engagements réalisés		Engagements à réaliser		Total engagements		Disponible		Réalisés facturés (yc révisions)		
	En cours	Constant	Constant	Courants	Constant	Courants	Constant	Courants	Constant	Courants	Constant	Courants	
<b>DEPENSES</b> AI00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS AI01 Déviations de réseaux, Fouilles archéologique (régie) AI02 Ouvrage d'art AI03 Voirie, équipements de surface (yc op d'accompagnement) AI04 Strations aériennes AI05 Locaux d'exploitation AI06 Plateforme et voie AI07 Lignes aériennes AI08 Energie AI09 Systèmes													
<b>DEPENSES HORS AI01 Déviations de réseaux, fouilles archéologiques (en régie)</b>													

## II – LOGIGRAMME

---

Ce logigramme est consultable en fin de document de cette annexe

### III – PROGRAMMES DE TRAVAUX PREVISIONNELS : BUDGETS INDICATIFS

---

1. Projet d'extension du BHNS ligne G / Gare centrale - Rotterdam
2. Projet d'extension du tramway ligne F 2<sup>ème</sup> phase / Comtes - secteur Poteries
3. Projet d'extension du tramway vers le Nord de l'Eurométropole
4. Travaux de la Zone de Manœuvre Fédération

**COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "BHNS Ligne G Gare Centrale - Rotterdam" (Valeur 01/2022)**

Intitulé	Budget Valeur 01/2022
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	1 440 000
GO01 Déviations de réseaux	2 200 000
GO02 Ouvrages d'art	630 000
GO03 Voirie, équipements de surface	5 800 000
GO04 Stations aériennes	165 000
GO05 Locaux d'exploitation	100 000
GO06 Plate forme et voie	
GO07 Lignes aériennes	
GO08 Energie	
GO09 Systèmes	1 900 000
GO10 Dépôt	
GO11 Matériel Roulant	6 822 000
GO12 Mise en valeur culturelle	215 000
<b>DEPENSES</b>	<b>19 272 000</b>
<b>BUDGET TRAVAUX HORS MR</b>	<b>12 450 000</b>

A payer en € constants			
2022	2023	2024	Total
480 000	960 000		1 440 000
	2 200 000		2 200 000
		630 000	630 000
1 450 000	2 900 000	1 450 000	5 800 000
	165 000		165 000
	100 000		100 000
			0
			0
	1 900 000		1 900 000
			0
	6 822 000		6 822 000
	215 000		215 000
<b>1 930 000</b>	<b>15 262 000</b>	<b>2 080 000</b>	<b>19 272 000</b>

EMS au prorata des biens (EMS / CTS) hors MR

100% EMS

100% EMS

100% EMS

100% EMS

60% EMS

50% EMS

(A)

Les coûts d'investissement prévisionnels sont indiqués en € constants et sont actualisables.

**FINANCEMENTS PREVISIONNELS - "BHNS Ligne G Gare Centrale - Rotterdam" (Valeur 01/2022)**

**Financements EMS:**

Déviations de réseaux refacturés à l' €/€  
 Subvention d'investissement  
 Avance de subvention / Biens remis à l'EMS yc PII ( en € HT)  
 Transfert de charges  
 Total des financements EMS

**Solde à financer par emprunts CTS**

A recevoir en € constants			
2022	2023	2024	Total
0	2 200 000	0	2 200 000
	85 000	0	85 000
0	5 000 000	4 155 960	9 155 960
104 631	98 550	5 000	208 181
104 631	7 383 550	4 160 960	11 649 141
1 825 369	7 878 450	-2 080 960	7 622 859

(B)

= (A) - (B)

Hypothèses :

- Emprunt au 01/01/2023
- Maturité: 10 ans
- Index: Taux Fixe 2,30%
- Mise en service prévisionnelle du projet: 11/2023

**COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Extension Ligne F Koenigshoffen 2ème phase" (Valeur 01/2022)**

Intitulé	Budget Valeur 01/2022	A payer en € constants					
		2023	2024	2025	2026	Total	
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	9 500 000	950 000	3 800 000	3 800 000	950 000	9 500 000	EMS au prorata des biens (EMS / CTS)
GO01 Déviations de réseaux	13 600 000	2 720 000	7 480 000	2 720 000	680 000	13 600 000	100% EMS
GO02 Ouvrage d'art	8 370 000	0	837 000	837 000	6 696 000	8 370 000	100% EMS
GO03 Voirie, équipements de surface	22 375 000	1 118 750	10 068 750	8 950 000	2 237 500	22 375 000	90% EMS
GO04 Stations aériennes	2 715 000	0	0	2 443 500	271 500	2 715 000	
GO05 Locaux d'exploitation	665 000	0	133 000	465 500	66 500	665 000	
GO06 Plate forme et voie	18 385 000	0	5 515 500	11 031 000	1 838 500	18 385 000	
GO07 Lignes aériennes	4 780 000	0	1 434 000	2 868 000	478 000	4 780 000	
GO08 Energie	3 060 000	0	918 000	1 836 000	306 000	3 060 000	
GO09 Systèmes	8 845 000	0	1 769 000	5 307 000	1 769 000	8 845 000	40% EMS (SLT)
GO10 Dépôt	945 000	0	283 500	378 000	283 500	945 000	
GO11 Matériel Roulant	0	0	0	0	0	0	
<b>DEPENSES</b>	<b>93 240 000</b>	<b>4 788 750</b>	<b>32 238 750</b>	<b>40 636 000</b>	<b>15 576 500</b>	<b>93 240 000</b>	(A)

Les coûts d'investissement prévisionnels sont indiqués en € constants et sont actualisables.

**FINANCEMENTS PREVISIONNELS - "Extension Ligne F Koenigshoffen 2ème phase" (Valeur 01/2022)**

	A recevoir en € constants					
	2023	2024	2025	2026	Total	
<b>Financements EMS:</b>						
Déviations de réseaux refacturés à l' €/€	2 720 000	7 480 000	2 720 000	680 000	13 600 000	
Subvention d'investissement		3 450 000	3 450 000		6 900 000	
Avance de subvention / Biens remis à l'EMS yc PII ( en € HT)	3 000 000	11 000 000	12 000 000	11 223 817	37 223 817	
Transfert de charges						
<b>Total des financements EMS</b>	<b>5 720 000</b>	<b>21 930 000</b>	<b>18 170 000</b>	<b>11 903 817</b>	<b>57 723 817</b>	(B)
<b>Solde à financer par emprunt CTS</b>	<b>-931 250</b>	<b>10 308 750</b>	<b>22 466 000</b>	<b>3 672 683</b>	<b>35 516 183</b>	= (A) - (B)

Hypothèses :

- Emprunt au 01/07/2024
- Maturité: 20 ans
- Index: Taux Fixe 3,83% pour 30M€ et Eur 3M + 1,20% pour 16M€
- Mise en service prévisionnelle du projet: 11/2025

**COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Extension Nord" (Valeur 2022)**

Intitulé	Budget Valeur 2022	A payer en € constants				
		2024	2025	2026	2027	Total
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	15 000 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	15 000 000
GO01 Déviations de réseaux	22 000 000	8 800 000	8 800 000	2 200 000	2 200 000	22 000 000
GO02 Ouvrages d'art	2 500 000		1 250 000	1 250 000		2 500 000
GO03 Voirie, équipements de surface	40 000 000	8 000 000	12 000 000	12 000 000	8 000 000	40 000 000
GO04 Stations aériennes	9 000 000		1 800 000	3 600 000	3 600 000	9 000 000
GO05 Locaux d'exploitation	1 500 000			750 000	750 000	1 500 000
GO06 Plate forme et voie	15 500 000		4 650 000	7 750 000	3 100 000	15 500 000
GO07 Lignes aériennes	5 000 000		1 500 000	2 500 000	1 000 000	5 000 000
GO08 Energie	2 500 000		750 000	1 250 000	500 000	2 500 000
GO09 Systèmes	17 000 000		5 100 000	8 500 000	3 400 000	17 000 000
GO10 Dépôt						0
GO11 Matériel Roulant						0
<b>DEPENSES</b>	<b>130 000 000</b>	<b>20 550 000</b>	<b>39 600 000</b>	<b>43 550 000</b>	<b>26 300 000</b>	<b>130 000 000</b>

100%EMS  
100%EMS  
70%EMS

(A)

**FINANCEMENTS PREVISIONNELS - "Extension Nord" (Valeur 2022)**

	A recevoir en € constants				
	2024	2025	2026	2027	Total
<b>Financements EMS:</b>					
Déviations de réseaux refactorés à l'€/€	8 800 000	8 800 000	2 200 000	2 200 000	22 000 000
Subvention d'investissement		5 000 000	5 000 000	4 021 538	14 021 538
Avance de subvention / Biens remis à l'EMS	5 600 000	9 650 000	9 650 000	5 600 000	30 500 000
Transfert de charges					
<b>Total des financements EMS</b>	<b>14 400 000</b>	<b>23 450 000</b>	<b>16 850 000</b>	<b>11 821 538</b>	<b>66 521 538</b>
<b>Solde à financer par emprunt CTS</b>	<b>6 150 000</b>	<b>16 150 000</b>	<b>26 700 000</b>	<b>14 478 462</b>	<b>63 478 462</b>

(B)

= (A) - (B)

Hypothèses :

- Emprunt au 01/07/2025
- Maturité: 20 ans
- Index: Taux Fixe 3,50%
- Mise en service prévisionnelle du projet: 11/2026



**COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Zone de manœuvre Fédération" (Valeur 04/2023)**

Intitulé	Budget Valeur 04/2023	A payer en € constants				
		2023	2024	2025	TOTAL	
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	600 000	200 000	300 000	100 000	600 000	EMS au prorata des biens (EMS / CTS)
GO01 Déviations de réseaux	200 000	40 000	160 000		200 000	100% EMS
GO03 Voirie, équipements de surface	500 000	80 000	220 000	200 000	500 000	100% EMS
GO06 Plate forme et voie	2 900 000	600 000	2 000 000	300 000	2 900 000	
GO07 Lignes aériennes	750 000	50 000	500 000	200 000	750 000	
GO08 Energie	150 000		100 000	50 000	150 000	
GO09 Systèmes	900 000	100 000	500 000	300 000	900 000	10%SLT EMS
<b>DEPENSES</b>	<b>6 000 000</b>	<b>1 070 000</b>	<b>3 780 000</b>	<b>1 150 000</b>	<b>6 000 000</b>	(A)

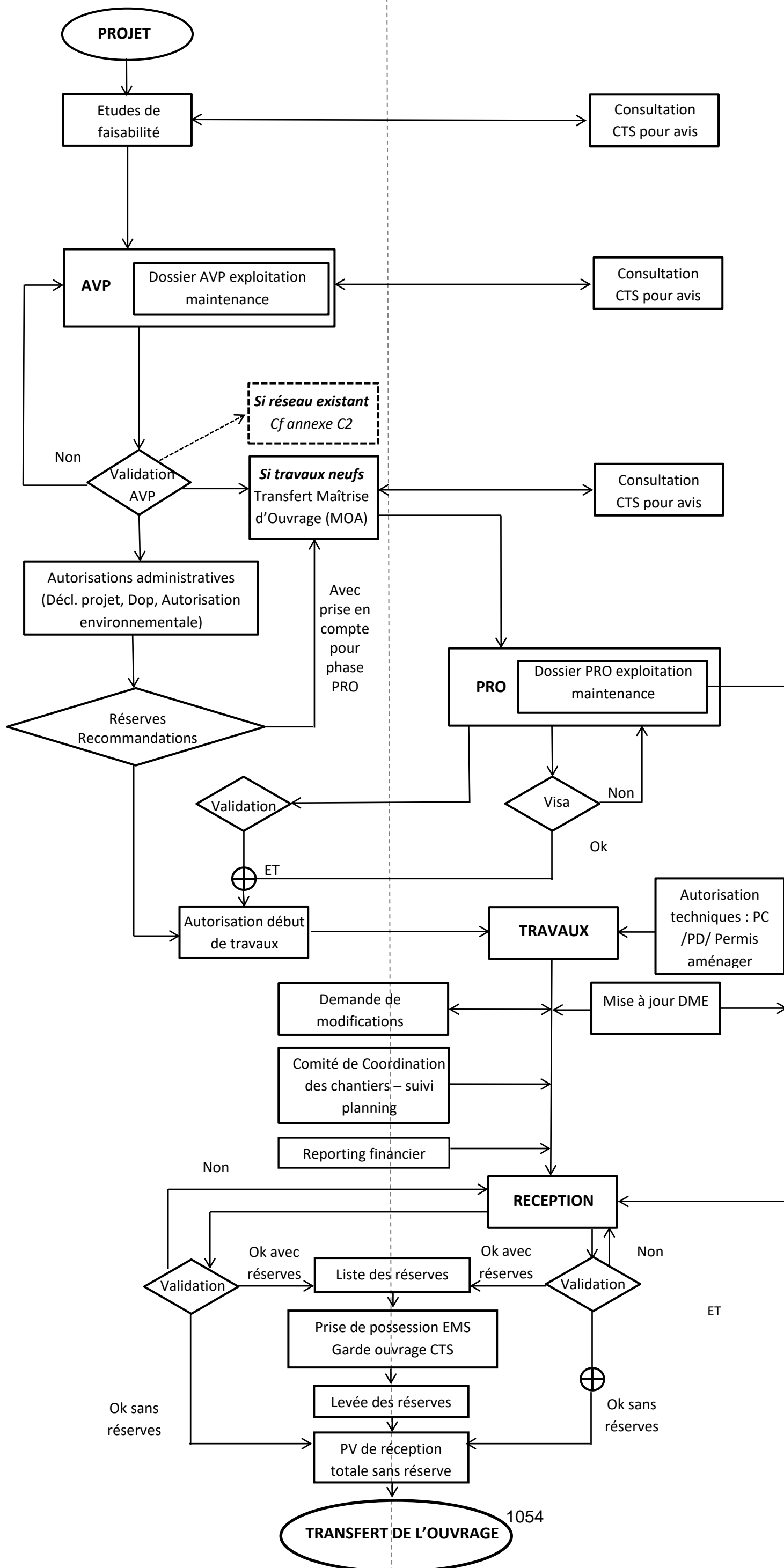
Les coûts d'investissement prévisionnels sont indiqués en € constants et sont actualisables.

**COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Zone de manœuvre Fédération" (Valeur 04/2023)**

	A recevoir en € constants				
	2023	2024	2025	TOTAL	
<b>Financements EMS:</b>					
Déviations de réseaux refacturés à l' €/€	40 000	160 000	0	200 000	
Subvention d'investissement				0	
Avance de subvention / Biens remis à l'EMS yc PII ( en € HT)		500 000	177 778	677 778	
Transfert de charges				0	
Total des financements EMS	40 000	660 000	177 778	877 778	(B)
<b>Solde à financer par emprunt CTS</b>	<b>1 030 000</b>	<b>3 120 000</b>	<b>972 222</b>	<b>5 122 222</b>	= (A) - (B)

Hypothèses :

- Emprunt de 5,5 M€ au 01/01/2024
- Maturité : 10 ans
- Index : Taux Fixe 3,94%
- Mise en service prévisionnelle du projet : fin 2024



- Comité technique  
Echanges itératifs  
Avis formalisé CTS par courrier
- Délibération conseil EMS
- Comité technique  
Echanges itératifs  
Dossier AVP y compris dossier DME (Dossier Maintenance Exploitation)  
Avis formalisé CTS sur AVP/DME par courrier  
Visa EMS sur DME
- AVP + Conclusions enquête publique  
Délibération conseil EMS Convention Adhoc portant sur transfert MOA / Avenant Contrat de Concession
- Courrier EMS transfert MOA
- Dossier PRO y compris dossier spécifique exploitation/maintenance
- Fiche Visa CTS  
Alerte CTS sur modifications substantielles (cf Annexe A9)  
Echanges itératifs  
Courrier EMS de validation des
- Courrier EMS d'autorisation de commencer les travaux
- Fiche de Demande de Modification (FIM)  
Rapport mensuel CCC  
Tableau suivi financier
- Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)
- PV de Réception (avec le cas échéant liste des réserves)  
Courrier CTS
- Convention de remise des biens  
Décompte financier final du projet

## ANNEXE D3 PARC DE BUS ET TRAMWAYS

Le parc urbain de bus et de tramways acquis et exploités en propre par le Concessionnaire est décrit ci-après. Il s'agit d'une projection au 31/12/2023, susceptible d'évoluer au cours des dernières semaines d'exploitation.

A la demande de l'Autorité concédante, aux fins notamment de produire les justificatifs liés aux obligations règlementaires en matière de bus propres et de qualité de l'air, le Concessionnaire peut être amené à fournir :

- une liste détaillée au format tableur de son parc bus, navettes et tramways géré en propre, et/ou du parc de bus et navettes affrétés précisant : la motorisation des véhicules, le numéro de série et l'immatriculation, la date de 1<sup>ère</sup> mise en circulation, le carburant utilisé, l'utilisation ou non d'un FAP, le classement norme Euro et CritAir, le dépôt d'affectation, la ligne d'affectation.
- une projection des entrées / sorties du parc géré en propre.
- une projection des grandes révisions programmées sur le parc géré en propre.

### I. PARC TRAMWAYS PREVISIONNEL AU 31/12/2023

N ° de parc	Marque	Type	Nbre de caisses	Phase	Date de réception	Age	Nb places assises	Nb places debout	Nb total places
1003	BOMBARDIER	Eurotram	3	1	06/02/1995	28,92	30	271	301
1005	BOMBARDIER	Eurotram	3	1	24/11/1994	29,12	30	271	301
1031	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	27/11/1998	25,1	30	271	301
1032	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	14/12/1998	25,1	30	271	301
1033	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	11/01/1998	26,0	30	271	301
1034	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	22/01/1998	26,0	30	271	301
1035	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	05/02/1999	24,9	30	271	301
1036	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	17/02/1999	24,9	30	271	301
1037	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	27/02/1999	24,9	30	271	301
1038	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	14/03/1999	24,8	30	271	301
1039	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	31/03/1999	24,8	30	271	301
1040	BOMBARDIER	Eurotram	3	2	27/04/1999	24,7	30	271	301
1051	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	15/10/1998	25,2	60	334	394
1052	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	29/10/1998	25,2	60	334	394
1053	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	08/01/1999	25,0	60	334	394
1054	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	20/05/1999	24,6	60	334	394
1055	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	20/07/1999	24,5	60	334	394
1056	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	30/07/1999	24,4	60	334	394
1057	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	07/09/1999	24,3	60	334	394
1058	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	16/09/1999	24,3	60	334	394
1059	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	06/12/1999	24,1	60	334	394
1060	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	30/11/1999	24,1	60	334	394

1061	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	30/11/1999	24,1	60	334	394
1062	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	30/11/1999	24,1	60	334	394
1063	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	08/12/1999	24,1	60	334	394
1064	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	21/12/1999	24,0	60	334	394
1065	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	02/02/2000	23,9	60	334	394
1066	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	24/02/2000	23,9	60	334	394
1067	BOMBARDIER	Eurotram	4	2	09/03/2000	23,8	60	334	394
2001	ALSTOM	Citadis	4	3	28/10/2005	18,2	64	336	400
2002	ALSTOM	Citadis	4	3	21/11/2005	18,1	64	336	400
2003	ALSTOM	Citadis	4	3	21/11/2005	18,1	64	336	400
2004	ALSTOM	Citadis	4	3	21/11/2005	18,1	64	336	400
2005	ALSTOM	Citadis	4	3	16/12/2005	18,1	64	336	400
2006	ALSTOM	Citadis	4	3	16/12/2005	18,1	64	336	400
2007	ALSTOM	Citadis	4	3	31/01/2006	17,9	64	336	400
2008	ALSTOM	Citadis	4	3	31/01/2006	17,9	64	336	400
2009	ALSTOM	Citadis	4	3	31/01/2006	17,9	64	336	400
2010	ALSTOM	Citadis	4	3	31/01/2006	17,9	64	336	400
2011	ALSTOM	Citadis	4	3	31/01/2006	17,9	64	336	400
2012	ALSTOM	Citadis	4	3	31/01/2006	17,9	64	336	400
2013	ALSTOM	Citadis	4	3	10/05/2006	17,7	64	336	400
2014	ALSTOM	Citadis	4	3	10/05/2006	17,7	64	336	400
2015	ALSTOM	Citadis	4	3	10/05/2006	17,7	64	336	400
2016	ALSTOM	Citadis	4	3	10/05/2006	17,7	64	336	400
2017	ALSTOM	Citadis	4	3	23/06/2006	17,5	64	336	400
2018	ALSTOM	Citadis	4	3	24/05/2006	17,6	64	336	400
2019	ALSTOM	Citadis	4	3	24/05/2006	17,6	64	336	400
2020	ALSTOM	Citadis	4	3	24/05/2006	17,6	64	336	400
2021	ALSTOM	Citadis	4	3	23/06/2006	17,5	64	336	400
2022	ALSTOM	Citadis	4	3	23/06/2006	17,5	64	336	400
2023	ALSTOM	Citadis	4	3	23/06/2006	17,5	64	336	400
2024	ALSTOM	Citadis	4	3	23/06/2006	17,5	64	336	400
2025	ALSTOM	Citadis	4	3	23/06/2006	17,5	64	336	400
2026	ALSTOM	Citadis	4	3	23/06/2006	17,5	64	336	400
2027	ALSTOM	Citadis	4	3	14/09/2006	17,3	64	336	400
2028	ALSTOM	Citadis	4	3	14/09/2006	17,3	64	336	400
2029	ALSTOM	Citadis	4	3	05/10/2006	17,3	64	336	400
2030	ALSTOM	Citadis	4	3	14/09/2006	17,3	64	336	400
2031	ALSTOM	Citadis	4	3	05/10/2006	17,3	64	336	400
2032	ALSTOM	Citadis	4	3	07/11/2006	17,2	64	336	400
2033	ALSTOM	Citadis	4	3	10/02/2007	16,9	64	336	400
2034	ALSTOM	Citadis	4	3	10/02/2007	16,9	64	336	400
2035	ALSTOM	Citadis	4	3	10/02/2007	16,9	64	336	400

2036	ALSTOM	Citadis	4	3	26/03/2007	16,8	64	336	400
2037	ALSTOM	Citadis	4	3	31/03/2007	16,8	64	336	400
2038	ALSTOM	Citadis	4	3	31/03/2007	16,8	64	336	400
2039	ALSTOM	Citadis	4	3	31/03/2007	16,8	64	336	400
2040	ALSTOM	Citadis	4	3	31/03/2007	16,8	64	336	400
2041	ALSTOM	Citadis	4	3	31/03/2007	16,8	64	336	400
3001	ALSTOM	Citadis	4	4	28/04/2017	6,7	60	342	402
3002	ALSTOM	Citadis	4	4	30/11/2017	6,1	60	342	402
3003	ALSTOM	Citadis	4	4	28/04/2017	6,7	60	342	402
3004	ALSTOM	Citadis	4	4	28/04/2017	6,7	60	342	402
3005	ALSTOM	Citadis	4	4	28/04/2017	6,7	60	342	402
3006	ALSTOM	Citadis	4	4	22/09/2017	6,3	60	342	402
3007	ALSTOM	Citadis	4	4	22/09/2017	6,3	60	342	402
3008	ALSTOM	Citadis	4	4	23/08/2017	6,4	60	342	402
3009	ALSTOM	Citadis	4	4	02/03/2018	5,8	60	342	402
3010	ALSTOM	Citadis	4	4	23/08/2017	6,4	60	342	402
3011	ALSTOM	Citadis	4	4	13/10/2017	6,2	60	342	402
3012	ALSTOM	Citadis	4	4	30/11/2017	6,1	60	342	402
3013	ALSTOM	Citadis	4	4	05/09/2018	5,3	60	342	402
3014	ALSTOM	Citadis	4	4	23/03/2018	5,8	60	342	402
3015	ALSTOM	Citadis	4	4	18/04/2018	5,7	60	342	402
3016	ALSTOM	Citadis	4	4	11/04/2018	5,7	60	342	402
3017	ALSTOM	Citadis	4	4	16/05/2018	5,6	60	342	402
3018	ALSTOM	Citadis	4	4	19/09/2018	5,3	60	342	402
3019	ALSTOM	Citadis	4	4	19/09/2018	5,3	60	342	402
3020	ALSTOM	Citadis	4	4	13/12/2018	5,1	60	342	402
3021	ALSTOM	Citadis	4	4	01/02/2019	4,9	60	342	402
3022	ALSTOM	Citadis	4	4	04/03/2019	4,8	60	342	402
3031	ALSTOM	Citadis	4	4	31/03/2022	1,8	60	342	402
3032	ALSTOM	Citadis	4	4	31/03/2022	1,8	60	342	402
3033	ALSTOM	Citadis	4	4	20/04/2022	1,7	60	342	402
3034	ALSTOM	Citadis	4	4	20/04/2022	1,7	60	342	402
3035	ALSTOM	Citadis	4	4	20/04/2022	1,7	60	342	402
3036	ALSTOM	Citadis	4	4	02/06/2022	1,6	60	342	402
3037	ALSTOM	Citadis	4	4	02/06/2022	1,6	60	342	402
3038	ALSTOM	Citadis	4	4	03/06/2022	1,6	60	342	402
3039	ALSTOM	Citadis	4	4	22/06/2022	1,5	60	342	402
3040	ALSTOM	Citadis	4	4	22/06/2022	1,5	60	342	402
3041	ALSTOM	Citadis	4	4	22/06/2022	1,5	60	342	402
3042	ALSTOM	Citadis	4	4	29/07/2022	1,4	60	342	402
3043	ALSTOM	Citadis	4	4	23/09/2022	1,3	60	342	402
3044	ALSTOM	Citadis	4	4	05/09/2022	1,3	60	342	402

1057

3045	ALSTOM	Citadis	4	4	12/09/2022	1,3	60	342	402
3046	ALSTOM	Citadis	4	4	19/09/2022	1,3	60	342	402
3047	ALSTOM	Citadis	4	4	03/10/2022	1,2	60	342	402
	<b>109</b>					<b>14,6</b>	<b>6 344</b>	<b>36 044</b>	<b>42 388</b>

## II – PARC BUS PREVISIONNEL AU 31/12/2023 (y compris dormants)

	N° BUS	Immatriculation	MARQUE	TYPE	1ère mise en circul.	Places assises	Places debout	Places UFR	TOTAL
STANDARDS DIESEL	873	416AHS67	IRISBUS	AGORA	15/01/2004	27	77	2	106
STANDARDS GAZ	766	BJ-948-DN	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	767	BJ-997-DN	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	760	AK-923-QL	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	769	BS-306-CB	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	771	BJ-967-DN	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	775	BJ-926-DN	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	779	BJ-898-DN	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	759	975ARE67	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	770	BJ-959-DN	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	757	AK-872-QL	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	772	BJ-975-DN	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	791	556AXY67	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	792	BS-380-CB	HEULIEZ	GX327	21/06/2007	26	83	2	111
	782	514AXY67	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	787	BJ-889-DN	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	788	BS-333-CB	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	789	BS-410-CB	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	790	BS-218-CB	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	761	AK-016-QM	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	762	AK-080-QM	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	763	AK-128-QM	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	764	AK-552-QL	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	765	BJ-024-DP	HEULIEZ	GX327	09/11/2006	26	83	2	111
	773	BJ-935-DN	HEULIEZ	GX327	27/12/2006	26	83	2	111
	777	BJ-909-DN	HEULIEZ	GX327	27/12/2006	26	83	2	111
	784	BS-444-CB	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	793	BS-479-CB	HEULIEZ	GX327	21/06/2007	26	83	2	111
	795	284AYH67	HEULIEZ	GX327	21/06/2007	26	83	2	111
	778	BJ-913-DN	HEULIEZ	GX327	27/12/2006	26	83	2	111
	785	539AXY67	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	786	542AXY67	HEULIEZ	GX327	23/05/2007	26	83	2	111
	794	279AYH67	HEULIEZ	GX327	21/06/2007	26	83	2	111
	755	AK-824-QL	HEULIEZ	GX327	21/12/2005	26	83	2	111
	404	BX-073-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	405	BX-127-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	406	BX-341-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	407	BX-363-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	408	BX-433-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	409	BX-461-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95

1058

	410	BX-492-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	411	BX-623-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	29	64	2	95
	412	BX-827-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	29	64	2	95
	413	BX-806-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	29	64	2	95
	414	BX-786-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	29	64	2	95
	403	BX-047-LB	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	415	CF-223-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	416	CF-193-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	417	CF-169-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	418	CF-134-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	419	CF-252-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	420	CF-278-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	421	CF-320-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	422	CF-342-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	423	CF-376-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	401	BX-031-KX	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	402	BX-753-LA	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	29	64	2	95
	424	CF-410-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	425	CF-443-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	426	CF-468-CQ	IRISBUS	CITELIS	14/05/2012	29	64	2	95
	427	DB-848-TN	IRISBUS	CITELIS	27/12/2013	29	64	2	95
	428	DB-043-TP	IRISBUS	CITELIS	27/12/2013	29	64	2	95
	429	DB-221-TP	IRISBUS	CITELIS	27/12/2013	29	64	2	95
	430	DB-396-TP	IRISBUS	CITELIS	27/12/2013	29	64	2	95
	431	DB-635-TP	IRISBUS	CITELIS	27/12/2013	29	64	2	95
	432	DB-407-WQ	IRISBUS	CITELIS	31/12/2013	29	64	2	95
	436	DV-647-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	22	72	2	96
	437	DV-731-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	22	72	2	96
	438	DV-753-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	22	72	2	96
	439	DV-888-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	22	72	2	96
	440	DV-913-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	22	72	2	96
	433	DV-571-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	22	72	2	96
	434	DV-589-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	22	72	2	96
	435	DV-071-MN	IVECO BUS	URBANWAY	07/09/2015	22	72	2	96
STANDARDS	461	FW-088-SE	IRIZAR	IEBUS	26/01/2021	22	75	2	99
ELECTRIQUES	462	FY-720-HJ	IRIZAR	IEBUS	01/04/2021	22	75	2	99
	463	FW-376-XT	IRIZAR	IEBUS	02/02/2021	22	75	2	99
	464	FW-427-XT	IRIZAR	IEBUS	02/02/2021	22	75	2	99
	475	FW-311-YL	IRIZAR	IEBUS	03/02/2021	22	75	2	99
	476	FX-674-FF	IRIZAR	IEBUS	18/02/2021	22	75	2	99
	477	FY-007-WK	IRIZAR	IEBUS	27/04/2021	22	75	2	99
	478	FX-371-DH	IRIZAR	IEBUS	15/02/2021	22	75	2	99
	479	FX-403-DH	IRIZAR	IEBUS	15/02/2021	22	75	2	99
	480	FY-969-WJ	IRIZAR	IEBUS	27/04/2021	22	75	2	99
	481	FX-680-FF	IRIZAR	IEBUS	18/02/2021	22	75	2	99
	482	FX-687-FF	IRIZAR	IEBUS	18/02/2021	22	75	2	99
	483	FY-285-WM	IRIZAR	IEBUS	27/04/2021	22	75	2	99
	484	FY-756-HJ	IRIZAR	IEBUS	01/04/2021	22	75	2	99
	485	FY-638-RZ	IRIZAR	IEBUS	21/04/2021	22	75	2	99
	486	FY-349-WM	IRIZAR	IEBUS	27/04/2021	22	75	2	99
	453	FZ-335-TQ	IRIZAR	IEBUS	07/06/2021	22	75	2	99
	465	FX-435-DH	IRIZAR	IEBUS	15/02/2021	22	75	2	99
	466	FW-101-SE	IRIZAR	IEBUS	26/01/2021	22	75	2	99
	467	FX-702-FF	IRIZAR	IEBUS	18/02/2021	22	75	2	99

468	FX-669-FF	IRIZAR	IEBUS	18/02/2021	22	75	2	99
469	FW-111-SE	IRIZAR	IEBUS	26/01/2021	22	75	2	99
470	FW-407-XT	IRIZAR	IEBUS	02/02/2021	22	75	2	99
471	FY-685-HJ	IRIZAR	IEBUS	01/04/2021	22	75	2	99
472	FW-264-YL	IRIZAR	IEBUS	03/02/2021	22	75	2	99
473	FX-183-AM	IRIZAR	IEBUS	08/02/2021	22	75	2	99
474	FY-584-RZ	IRIZAR	IEBUS	21/04/2021	22	75	2	99
441	FY-860-WJ	IRIZAR	IEBUS	27/04/2021	22	75	2	99
442	FW-499-HW	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
443	FW-468-HW	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
444	FW-738-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
445	FW-674-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
446	FW-635-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
447	FZ-371-TQ	IRIZAR	IEBUS	07/06/2021	22	75	2	99
448	FW-592-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
449	FW-551-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
450	FZ-321-TQ	IRIZAR	IEBUS	07/06/2021	22	75	2	99
451	FW-146-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
452	FW-098-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
454	FW-009-HV	IRIZAR	IEBUS	07/01/2021	22	75	2	99
455	FZ-348-TQ	IRIZAR	IEBUS	07/06/2021	22	75	2	99
456	FZ-359-TQ	IRIZAR	IEBUS	07/06/2021	22	75	2	99
457	FX-319-DH	IRIZAR	IEBUS	15/02/2021	22	75	2	99
458	FW-054-SE	IRIZAR	IEBUS	26/01/2021	22	75	2	99
459	FX-693-FF	IRIZAR	IEBUS	18/02/2021	22	75	2	99
460	FW-068-SE	IRIZAR	IEBUS	26/01/2021	22	75	2	99
487	FY-323-WM	IRIZAR	IEBUS	27/04/2021	22	75	2	99
488	FY-675-RZ	IRIZAR	IEBUS	21/04/2021	22	75	2	99
489	FY-509-WL	IRIZAR	IEBUS	27/04/2021	22	75	2	99
490	GE-487-VG	IRIZAR	IEBUS	22/02/2022	22	75	2	99
491	GE-535-VG	IRIZAR	IEBUS	22/02/2022	22	75	2	99
492	GE-576-VG	IRIZAR	IEBUS	22/02/2022	22	75	2	99
493	GE-261-VG	IRIZAR	IEBUS	22/02/2022	22	75	2	99
494	GE-320-VG	IRIZAR	IEBUS	22/02/2022	22	75	2	99
495	GE-388-VG	IRIZAR	IEBUS	22/02/2022	22	75	2	99
496	GE-437-VG	IRIZAR	IEBUS	22/02/2022	22	75	2	99
497	GQ-820-BT	HEULIEZ	GX337	06/07/2023	22	58	2	82
498	GQ-932-BT	HEULIEZ	GX337	06/07/2023	22	58	2	82
499	GQ-696-FF	HEULIEZ	GX337	17/07/2023	22	58	2	82
500		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
501		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
502		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
503		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
504		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
505		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
506		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
507		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82
508		HEULIEZ	GX337	15/12/2023	22	58	2	82

TOTAL STANDARDS	142	dont plancher	
		bas	142
		dont gaz	73
		dont électrique	68

ARTICULES	339	BX-760-PV	IRISBUS	1060	TELIS	14/11/2011	45	116	2	163
-----------	-----	-----------	---------	------	-------	------------	----	-----	---	-----



GAZ

340	BX-025-KX	IRISBUS	CITELIS	09/11/2011	45	116	2	163
341	BX-725-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	45	116	2	163
342	BX-696-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	45	116	2	163
343	BX-670-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	45	116	2	163
345	BX-096-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
346	BX-081-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
347	BX-058-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
348	BX-044-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
349	BX-020-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
350	BX-156-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
351	BX-140-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
352	BX-122-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
353	BX-104-QG	IRISBUS	CITELIS	15/11/2011	45	116	2	163
344	BX-650-PV	IRISBUS	CITELIS	14/11/2011	45	116	2	163
721	GF-224-BQ	IVECO BUS	URBANWAY	08/03/2022	32	124	2	158
722	GF-259-BT	IVECO BUS	URBANWAY	08/03/2022	32	124	2	158
723	GE-470-XL	IVECO BUS	URBANWAY	25/02/2022	32	124	2	158
724	GF-318-BT	IVECO BUS	URBANWAY	08/03/2022	32	124	2	158
725	GF-641-GZ	IVECO BUS	URBANWAY	21/03/2022	32	124	2	158
726	GF-739-FR	IVECO BUS	URBANWAY	17/03/2022	32	124	2	158
727	GF-598-FR	IVECO BUS	URBANWAY	17/03/2022	32	124	2	158
728	GF-062-MV	IVECO BUS	URBANWAY	30/03/2022	32	124	2	158
729	GF-733-PV	IVECO BUS	URBANWAY	01/04/2022	32	124	2	158
730	GF-584-HR	IVECO BUS	URBANWAY	22/03/2022	32	124	2	158
731	GF-409-YJ	IVECO BUS	URBANWAY	22/04/2022	32	124	2	158
812	GJ-139-KP	IVECO BUS	URBANWAY	15/09/2022	32	123	2	157
813	GJ-661-QR	IVECO BUS	URBANWAY	27/09/2022	32	123	2	157
814	GJ-948-QR	IVECO BUS	URBANWAY	27/09/2022	32	123	2	157
815	GJ-364-QR	IVECO BUS	URBANWAY	27/09/2022	32	123	2	157
713	GD-621-WN	IVECO BUS	URBANWAY	29/12/2021	32	124	2	158
714	GD-406-WN	IVECO BUS	URBANWAY	29/12/2021	32	124	2	158
715	GD-233-WN	IVECO BUS	URBANWAY	29/12/2021	32	124	2	158
716	GE-262-SP	IVECO BUS	URBANWAY	17/02/2022	32	124	2	158
717	GE-154-ZS	IVECO BUS	URBANWAY	02/03/2022	32	124	2	158
718	GE-394-SP	IVECO BUS	URBANWAY	17/02/2022	32	124	2	158
719	GE-593-XL	IVECO BUS	URBANWAY	25/02/2022	32	124	2	158
720	GE-733-VL	IVECO BUS	URBANWAY	22/02/2022	32	124	2	158
711	GD-016-SJ	IVECO BUS	URBANWAY	22/12/2021	32	124	2	158
712	GD-162-RR	IVECO BUS	URBANWAY	21/12/2021	32	124	2	158
708	GD-481-BW	IVECO BUS	URBANWAY	26/11/2021	32	124	2	158
709	GD-604-JK	IVECO BUS	URBANWAY	06/12/2021	32	124	2	158
710	GD-491-NQ	IVECO BUS	URBANWAY	15/12/2021	32	124	2	158
816	GJ-849-QR	IVECO BUS	URBANWAY	27/09/2022	32	123	2	157
817	GJ-552-YG	IVECO BUS	URBANWAY	10/10/2022	32	123	2	157
818	GJ-472-YG	IVECO BUS	URBANWAY	10/10/2022	32	123	2	157
819	GK-112-BP	IVECO BUS	URBANWAY	21/11/2022	32	123	2	157
825	GK-373-KR	IVECO BUS	URBANWAY	07/11/2022	32	123	2	157
826	GK-451-KR	IVECO BUS	URBANWAY	07/11/2022	32	123	2	157
827	GP-097-PX	IVECO BUS	URBANWAY	19/06/2023	32	123	2	157
828	GQ-101-MQ	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
829	GQ-896-MP	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
830	GQ-724-MP	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
831	GQ-033-MQ	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
832	GQ-957-MP	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157

833	GQ-796-MP	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
834	GQ-423-MQ	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
835	GQ-182-MQ	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
836	GQ-556-MQ	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
837	GQ-661-MQ	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
838	GQ-343-MQ	IVECO BUS	URBANWAY	31/07/2023	32	123	2	157
358	DV-471-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	36	120	2	158
359	DV-486-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	36	120	2	158
360	DV-506-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	36	120	2	158
354	DV-319-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	36	120	2	158
355	DV-340-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	36	120	2	158
356	DV-054-MN	IVECO BUS	URBANWAY	07/09/2015	36	120	2	158
357	DV-355-PV	IVECO BUS	URBANWAY	10/09/2015	36	120	2	158
820	GK-066-BP	IVECO BUS	URBANWAY	19/10/2022	32	123	2	157
821	GK-999-BN	IVECO BUS	URBANWAY	19/10/2022	32	123	2	157
822	GK-178-BP	IVECO BUS	URBANWAY	19/10/2022	32	123	2	157
823	GK-233-BP	IVECO BUS	URBANWAY	19/10/2022	32	123	2	157
824	GK-284-BP	IVECO BUS	URBANWAY	19/10/2022	32	123	2	157
801	CZ-594-KY	MERCEDES	O530G	11/10/2013	34	116	2	152
802	CZ-063-WX	MERCEDES	O530G	25/10/2013	34	116	2	152
803	CZ-283-TL	MERCEDES	O530G	22/10/2013	34	116	2	152
804	DA-533-DX	MERCEDES	O530G	05/11/2013	34	116	2	152
805	DA-378-GR	MERCEDES	O530G	08/11/2013	34	116	2	152
806	DA-538-DX	MERCEDES	O530G	05/11/2013	34	116	2	152
807	DA-085-JA	MERCEDES	O530G	12/11/2013	34	116	2	152
808	CZ-464-YC	MERCEDES	O530G	28/10/2013	34	116	2	152
809	DA-809-MQ	MERCEDES	O530G	18/11/2013	34	116	2	152
810	CZ-593-KY	MERCEDES	O530G	11/10/2013	34	116	2	152
811	DY-163-VK	MERCEDES	CITARO G	11/01/2016	33	127	2	162
701	EV-601-RM	SOLARIS	URBINO 18	13/03/2018	31	113	2	146
702	EV-582-RM	SOLARIS	URBINO 18	13/03/2018	31	113	2	146
703	EV-559-RM	SOLARIS	URBINO 18	13/03/2018	31	113	2	146
704	EV-537-RM	SOLARIS	URBINO 18	13/03/2018	31	113	2	146
705	EV-521-RM	SOLARIS	URBINO 18	13/03/2018	31	113	2	146
706	EV-504-RM	SOLARIS	URBINO 18	13/03/2018	31	113	2	146
707	EV-492-RM	SOLARIS	URBINO 18	13/03/2018	31	113	2	146
361	DX-156-MS	SOLARIS	URBINO 18	23/11/2015	31	120	2	153
362	DX-112-MS	SOLARIS	URBINO 18	23/11/2015	31	120	2	153
363	DX-086-MS	SOLARIS	URBINO 18	23/11/2015	31	120	2	153
364	DX-214-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
365	DX-960-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
366	DX-285-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
367	DX-276-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
368	DX-233-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
369	DX-954-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
370	DX-858-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
371	DX-875-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
372	DX-767-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
373	DX-745-PJ	SOLARIS	URBINO 18	25/11/2015	31	120	2	153
388	EE-678-TV	SOLARIS	URBINO 18	25/08/2016	31	120	2	153
389	EE-660-TV	SOLARIS	URBINO 18	25/08/2016	31	120	2	153
390	EE-694-TV	SOLARIS	URBINO 18	25/08/2016	31	120	2	153
391	EE-644-TV	SOLARIS	URBINO 18	25/08/2016	31	120	2	153
392	EE-630-TV	SOLARIS	URBINO 18	25/08/2016	31	120	2	153

	393	EE-615-TV	SOLARIS	URBINO 18	25/08/2016	31	120	2	153
	394	EE-593-TV	SOLARIS	URBINO 18	25/08/2016	31	120	2	153
	307	AK-641-QL	IRISBUS	CITELIS	22/12/2005	45	105	2	152
	311	BJ-987-DN	IRISBUS	CITELIS	28/12/2006	45	84	2	131
	312	CB-331-BM	IRISBUS	CITELIS	27/12/2007	44	103	2	149
TOTAL ARTICULES	114	dont plancher bas	114						
		dont gaz	114						
TOTAL AUTOBUS	<b>256</b>	dont plancher bas	256		TOTAL	7 388	23 983	512	31 883
		dont gaz	187		PLACES				

\* : dormants

## ANNEXE D5 INVENTAIRES DES BIENS

---

Conformément à l'article 43 du contrat relatif aux inventaires des biens du service concédé, le Concessionnaire tient à jour et fournit deux inventaires comprenant l'ensemble des biens par catégorie :

1. un inventaire comptable par **catégorie famille** de biens acquis par le Concessionnaire permettant de les identifier **et de les localiser** dans **un outil dédié la société dédiée**, dont la synthèse est présentée ci-après ;
2. un inventaire physique régulier **et tournant** des biens permettant de **les localiser et de les quantifier** et **dont le résultat est fourni dans le rapport annuel d'informations. définir leurs états, selon un périmètre restant à définir, et fournit sous un délai maximum de 36 mois à compter de la prise d'effet du contrat.**

## 1. SYNTHÈSE DE L'INVENTAIRE DES BIENS DE LA CONCESSION (FICHER DES IMMOBILISATIONS)

Projets d'investissement	AMORTISSEMENT			SUBVENTION		
	Base	Cumul amort	VNC au 31/12/2022	Base	Cumul amort	VNC au 31/12/2022
CC_Billettique 2017/2018	10 425 006,52	7 143 801,25	3 281 205,27			
CC_Extensions 2006/2008	175 109 956,51	136 092 828,50	39 017 128,01	13 939 966,91	10 852 683,29	3 087 283,62
CC_Ligne A Baggersee Lixenbuhl_1998	10 480 409,86	10 302 328,42	178 081,44	4 485 308,00	4 409 750,71	75 557,29
CC_Ligne A HautePierre Baggersee_1994	148 323 554,02	115 147 767,32	33 175 786,70	71 614 421,09	55 365 962,62	16 248 458,47
CC_Ligne A Graffenstaden_2016	23 378 598,14	9 945 381,76	13 433 216,38	5 488 971,96	2 413 522,52	3 075 449,44
CC_Ligne A Poteries/Sport_2013	33 502 368,86	20 086 354,66	13 416 014,20	7 554 491,19	4 470 206,79	3 084 284,40
CC_Ligne B/C Elsau Hoenheim_2000	194 610 496,85	179 166 693,35	15 443 803,50	71 295 216,09	65 626 628,57	5 668 587,52
CC_Ligne D Etoile Polygone_1998	1 814 297,31	1 792 711,87	21 585,44	290 287,56	286 833,94	3 453,62
CC_Ligne D Kehl_2017	15 945 329,03	5 707 432,59	10 237 896,44	5 391 687,51	1 853 222,89	3 538 464,62
CC_Ligne E Roberstau_2019	12 819 507,95	3 727 744,61	9 091 763,34	6 200 000,00	1 745 583,19	4 454 416,81
CC_Ligne F Gare Islande_2011	17 613 069,88	12 038 128,22	5 574 941,66	14 198 664,08	9 517 584,89	4 681 079,19
CC_Ligne F Koenigshoffen_2019	20 097 827,74	3 672 314,67	16 425 513,07	2 100 000,00	366 139,49	1 733 860,51
CC_Ligne G Gare EEE_2013	11 037 404,63	6 304 393,06	4 733 011,57	2 290 436,79	1 296 861,35	993 575,44
CC_Ligne H Gare Parlement_2019	6 191 902,66	975 095,84	5 216 806,82	935 795,20	99 638,09	836 157,11
CC_Lignes de bus structurante L136	1 333 783,32	729 824,83	603 958,49			
CC_Matériel roulant 10 rames_2017	28 381 322,16	4 136 495,54	24 244 826,62			
CC_Matériel roulant 12 rames_2017	43 804 679,10	7 962 391,65	35 842 287,45	4 297 914,23	774 883,95	3 523 030,28
CC_P+R Rotonde_2011	6 883 585,69	3 780 102,86	3 103 482,83	4 494 523,11	2 471 805,52	2 022 717,59
CC_PEM Poterie	226 693,36	80 399,91	146 293,45			
CC_Plan Pluriannuel Investissement	143 187 029,72	93 451 461,49	49 735 568,23	74 694 369,89	53 988 138,66	20 706 231,23
CC_Réaménagement GGV	14 610 808,75	10 178 991,96	4 431 816,79	284 300,00	284 300,00	0,00
IP_Investissements propres	6 736 673,74	5 051 239,02	1 685 434,72			
Investissements Volet 1	69 084 533,12	2 051 465,60	67 033 067,52	7 039 000,00	619 815,42	6 419 184,58
Investissements Volet 3	23 710 376,16	2 752 837,95	20 957 538,21	814 805,38	130 340,57	684 464,81
Investissements Volet 4	3 754 169,57	544 789,86	3 209 379,71			
Investissements Volet 2	8 189 363,47	982 805,53	7 206 557,94			
<b>Total</b>	<b>1 031 252 748,12</b>	<b>643 805 782,32</b>	<b>387 446 965,80</b>	<b>297 410 158,99</b>	<b>216 573 902,46</b>	<b>80 836 256,53</b>

Remarque : CC = ancien contrat de concession



Délégation en K€ (valeur 2024) - Exploitation	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<b>Recettes forfaitaires</b>	<b>58 088</b>	<b>54 204</b>	<b>57 853</b>	<b>61 737</b>	<b>62 619</b>	<b>65 184</b>	<b>67 237</b>	<b>67 237</b>	<b>67 237</b>	<b>67 237</b>
<i>dont Recettes de trafic</i>	55 071	51 141	54 660	58 384	59 260	61 821	63 863	63 863	63 863	63 863
<i>dont Rkehl</i>	-243	-287	-305	-324	-324	-324	-324	-324	-324	-324
<i>dont Recettes annexes</i>	1 751	1 777	1 880	2 000	2 005	2 010	2 020	2 020	2 020	2 020
<i>dont Recettes issues des compensations</i>	1 508	1 574	1 619	1 677	1 677	1 677	1 677	1 677	1 677	1 677
<b>Dépenses forfaitaires</b>	<b>137 130</b>	<b>147 085</b>	<b>172 803</b>	<b>174 423</b>	<b>173 972</b>	<b>173 455</b>	<b>177 900</b>	<b>177 900</b>	<b>177 900</b>	<b>177 900</b>
<i>dont Coût bus propre</i>	61 710	66 097	75 024	77 342	75 322	75 254	74 595	74 595	74 595	74 595
<i>dont Coût Bus affrété</i>	12 411	13 294	15 953	18 660	18 501	18 912	18 912	18 912	18 912	18 912
<i>dont Coût tram</i>	59 892	63 783	77 431	73 568	75 296	74 436	79 541	79 541	79 541	79 541
<i>dont Dkehl</i>	-827	-941	-1 090	-1 031	-1 031	-1 031	-1 031	-1 031	-1 031	-1 031
<i>dont Taxis + TAD</i>	3 300	4 028	4 238	4 620	4 620	4 620	4 620	4 620	4 620	4 620
<i>dont Autres charges</i>	644	824	1 248	1 264	1 264	1 264	1 264	1 264	1 264	1 264
<i>dont Charges induites projets invest "volet 2 du PPI"</i>	<b>00</b>	<b>00</b>	<b>446</b>	<b>5 377</b>	<b>5 883</b>	<b>10 042</b>	<b>14 488</b>	<b>14 488</b>	<b>14 488</b>	<b>14 488</b>
<i>Extension Tram vers Koenighoffen/Poteries et Shunt Nord</i>					662	4 953	9 398	9 398	9 398	9 398
<i>Extension BHNS ligne G</i>			446	5 377	5 221	5 089	5 089	5 089	5 089	5 089
<b>CFE nette de taxes (A)</b>	<b>79 042</b>	<b>92 881</b>	<b>114 950</b>	<b>112 686</b>	<b>111 353</b>	<b>108 271</b>	<b>110 664</b>	<b>110 664</b>	<b>110 664</b>	<b>110 664</b>
<b>Charges de Grandes Révisions en K€</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>2030</b>
Provision pour Grandes Révisions matériel roulant tramway	5 670	8 266	7 134	6 235	5 832	5 221	5 313	5 986	6 564	6 394
<b>Total (B)</b>	<b>5 670</b>	<b>8 266</b>	<b>7 134</b>	<b>6 235</b>	<b>5 832</b>	<b>5 221</b>	<b>5 313</b>	<b>5 986</b>	<b>6 564</b>	<b>6 394</b>
<b>Coût net de taxes de la délégation (B)</b>	<b>84 712</b>	<b>101 147</b>	<b>122 084</b>	<b>118 921</b>	<b>117 185</b>	<b>113 492</b>	<b>115 977</b>	<b>116 650</b>	<b>117 228</b>	<b>117 058</b>
<b>Charges d'investissements EMS en K€</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>2030</b>
<b>Charges d'investissements consolidées en K€</b>	<b>41 853</b>	<b>41 502</b>	<b>44 872</b>	<b>51 326</b>	<b>60 310</b>	<b>65 934</b>	<b>72 288</b>	<b>71 119</b>	<b>68 402</b>	<b>66 393</b>
Dotations aux amortissements	40 369	40 138	40 506	39 902	42 830	48 452	54 608	54 539	52 481	51 174
Autres charges d'investissements à répercuter à l'EMS	95	174	177	62	80	60	0	0	0	0
Reprises de subventions	-11 023	-11 247	-10 763	-9 658	-8 636	-7 733	-8 599	-8 586	-8 438	-8 258
Charges financières	4 367	4 416	6 774	12 787	17 754	16 817	17 883	16 708	15 837	14 890
Leasing	8 044	8 112	8 178	8 232	8 282	8 338	8 397	8 458	8 522	8 588
Produits Financiers		-91	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (C)</b>	<b>41 853</b>	<b>41 502</b>	<b>44 872</b>	<b>51 326</b>	<b>60 310</b>	<b>65 934</b>	<b>72 288</b>	<b>71 119</b>	<b>68 402</b>	<b>66 393</b>
<b>BONUS QUALITE</b>	<b>150</b>	<b>150</b>								
<b>COMPENSATION DU DEFICIT A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>11 384</b>	<b>2 203</b>								
<b>Coût total EMS net de taxes (A) + (B) + (C)</b>	<b>138 099</b>	<b>145 002</b>	<b>166 956</b>	<b>170 246</b>	<b>177 495</b>	<b>179 426</b>	<b>188 265</b>	<b>187 769</b>	<b>185 630</b>	<b>183 451</b>

Le compte d'exploitation prévisionnel a été élaboré en euros constants (valeur 2024), sur la base de l'offre contractuelle fixée en annexe A3.

Les montants figurant dans le compte d'exploitation prévisionnel sont exprimés en milliers d'euros constants (K€).



	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<b>Fréquentation (en nombre de déplacements)</b>	<b>80 410 259</b>	<b>94 138 729</b>	<b>98 780 007</b>	<b>102 006 292</b>	<b>102 832 150</b>	<b>107 010 603</b>	<b>110 229 937</b>	<b>110 229 937</b>	<b>110 229 937</b>	<b>110 229 937</b>
Km bus en propre	9 158 771	8 898 146	9 080 989	9 320 262	9 348 345	9 699 000	9 573 000	9 573 000	9 573 000	9 573 000
Km tram	6 380 171	6 109 513	6 149 807	6 227 516	6 382 083	6 757 000	7 507 000	7 507 000	7 507 000	7 507 000
Km bus affrété	3 441 819	3 428 401	3 723 884	4 223 990	4 201 415	4 285 748	4 285 748	4 285 748	4 285 748	4 285 748
<b>Nombre de kilomètres totaux</b>	<b>18 980 761</b>	<b>18 436 060</b>	<b>18 954 679</b>	<b>19 771 768</b>	<b>19 931 843</b>	<b>20 741 748</b>	<b>21 365 748</b>	<b>21 365 748</b>	<b>21 365 748</b>	<b>21 365 748</b>

En K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<b>Recettes de trafic</b>	<b>44 744</b>	<b>48 894</b>	<b>55 771</b>	<b>60 791</b>	<b>61 756</b>	<b>66 877</b>	<b>70 962</b>	<b>70 962</b>	<b>70 962</b>	<b>70 962</b>
<i>Recettes de trafic</i>	44 744	48 894	55 771	60 791	61 756	66 877	70 962	70 962	70 962	70 962
<b>CFF</b>	<b>91 159</b>	<b>95 817</b>	<b>116 041</b>	<b>113 717</b>	<b>112 384</b>	<b>109 302</b>	<b>111 695</b>	<b>111 695</b>	<b>111 695</b>	<b>111 695</b>
<i>EMS</i>	90 333	94 876	114 950	112 686	111 353	108 271	110 664	110 664	110 664	110 664
<i>Kehl</i>	827	941	1 090	1 031	1 031	1 031	1 031	1 031	1 031	1 031
<b>Recettes Annexes</b>	<b>2 076</b>	<b>2 487</b>	<b>2 663</b>	<b>3 354</b>	<b>3 379</b>	<b>3 486</b>	<b>3 574</b>	<b>3 574</b>	<b>3 574</b>	<b>3 574</b>
<i>PV</i>	1 353	1 702	1 838	2 472	2 492	2 593	2 671	2 671	2 671	2 671
<i>Publicité</i>	316	348	450	500	505	510	520	520	520	520
<i>Biens urbains mis à disposition de la Région GE</i>	215	215	140	140	140	140	140	140	140	140
<i>Valorisation des biens et investissements de la Concession</i>	193	221	235	242	242	242	242	242	242	242
<b>Autres produits</b>	<b>1 559</b>	<b>1 425</b>	<b>1 837</b>	<b>1 681</b>	<b>1 683</b>	<b>1 694</b>	<b>1 702</b>	<b>1 702</b>	<b>1 702</b>	<b>1 702</b>
<i>Ventes de cartes</i>	224	264	379	258	260	270	279	279	279	279
<i>Loyers GGV &amp; Sanisettes</i>	164	141	104	57	57	57	57	57	57	57
<i>Assistance technique</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Locations</i>	30	25	25	25	25	25	25	25	25	25
<i>Autres produits</i>	576	375	734	735	735	735	735	735	735	735
<i>Aides à l'emploi</i>	41	94	90	90	90	90	90	90	90	90
<i>Aides à la formation</i>	129	85	82	82	82	82	82	82	82	82
<i>Refacturations CSE</i>	316	338	338	349	349	349	349	349	349	349
<i>Remboursements d'assurances</i>	79	101	85	85	85	85	85	85	85	85
<b>Total Produits</b>	<b>139 539</b>	<b>148 624</b>	<b>176 312</b>	<b>179 543</b>	<b>179 203</b>	<b>181 358</b>	<b>187 932</b>	<b>187 932</b>	<b>187 932</b>	<b>187 932</b>
<b>Charges de personnel</b>	<b>53 119</b>	<b>55 110</b>	<b>59 475</b>	<b>63 685</b>	<b>64 434</b>	<b>67 407</b>	<b>69 969</b>	<b>69 969</b>	<b>69 969</b>	<b>69 969</b>
<i>Personnel de conduite</i>	50 133	51 955	55 521	58 845	59 508	62 226	64 419	64 419	64 419	64 419
<i>Contrôleurs</i>	2 986	3 155	3 955	4 840	4 926	5 181	5 550	5 550	5 550	5 550
<b>Charges de roulage</b>	<b>18 909</b>	<b>20 793</b>	<b>32 691</b>	<b>26 434</b>	<b>24 501</b>	<b>21 815</b>	<b>22 909</b>	<b>22 909</b>	<b>22 909</b>	<b>22 909</b>
<i>Carburant</i>	5 155	7 078	18 248	11 752	9 619	6 218	6 550	6 550	6 550	6 550
<i>Lubrifiant</i>	306	256	285	279	285	300	323	323	323	323
<i>Pneumatiques</i>	289	302	347	364	365	379	374	374	374	374
<i>Entretien pièces</i>	4 533	4 646	4 414	4 585	4 660	4 895	5 205	5 205	5 205	5 205
<i>Entretien main d'œuvre</i>	7 416	7 788	8 451	9 062	9 179	9 612	10 038	10 038	10 038	10 038
<i>Entretien sous-traitance</i>	1 210	723	945	391	395	412	419	419	419	419

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
<b>Charges de prévention</b>	<b>962</b>	<b>1 053</b>	<b>1 299</b>	<b>1 522</b>	<b>1 547</b>	<b>1 626</b>	<b>1 731</b>	<b>1 731</b>	<b>1 731</b>	<b>1 731</b>	<b>1 731</b>	<b>1 731</b>	<b>1 731</b>
<i>Personnel prévention</i>	617	736	1 014	1 228	1 250	1 314	1 408	1 408	1 408	1 408	1 408	1 408	1 408
<i>Coûts externes</i>	345	317	285	294	298	312	323	323	323	323	323	323	323
<b>Coûts de véhicules</b>	<b>4 372</b>	<b>4 252</b>	<b>4 102</b>	<b>4 211</b>	<b>4 270</b>	<b>4 477</b>	<b>4 706</b>	<b>4 706</b>	<b>4 706</b>	<b>4 706</b>	<b>4 706</b>	<b>4 706</b>	<b>4 706</b>
<i>Assurance flotte</i>	1 792	1 904	2 015	2 105	2 133	2 235	2 342	2 342	2 342	2 342	2 342	2 342	2 342
<i>Nettoyage</i>	2 194	2 045	1 756	1 842	1 870	1 963	2 075	2 075	2 075	2 075	2 075	2 075	2 075
<i>Outillages et produits d'entretien</i>	386	303	331	263	266	279	290	290	290	290	290	290	290
<b>Charges d'entretien des équipements</b>	<b>7 165</b>	<b>8 026</b>	<b>9 142</b>	<b>9 752</b>	<b>9 952</b>	<b>10 496</b>	<b>11 415</b>	<b>11 415</b>	<b>11 415</b>	<b>11 415</b>	<b>11 415</b>	<b>11 415</b>	<b>11 415</b>
<i>Maintenance des équipements</i>	622	832	836	857	866	905	933	933	933	933	933	933	933
<i>Personnel IF</i>	3 456	3 392	4 095	4 781	4 883	5 154	5 627	5 627	5 627	5 627	5 627	5 627	5 627
<i>Entretien des voies et de la ligne aérienne</i>	1 657	1 716	1 793	1 798	1 842	1 951	2 167	2 167	2 167	2 167	2 167	2 167	2 167
<i>Entretien des autres installations fixes</i>	1 430	2 086	2 417	2 316	2 361	2 487	2 688	2 688	2 688	2 688	2 688	2 688	2 688
<b>Coûts des bâtiments</b>	<b>3 779</b>	<b>4 098</b>	<b>6 507</b>	<b>4 848</b>	<b>5 080</b>	<b>4 121</b>	<b>4 121</b>	<b>4 121</b>	<b>4 121</b>	<b>4 121</b>	<b>4 121</b>	<b>4 121</b>	<b>4 121</b>
<i>Fluides (eau, gaz, électricité)</i>	1 053	1 819	3 850	2 245	2 241	1 204	1 204	1 204	1 204	1 204	1 204	1 204	1 204
<i>Nettoyage</i>	677	585	504	521	521	599	599	599	599	599	599	599	599
<i>Maintenance des bâtiments</i>	1 596	1 181	1 660	1 573	1 808	1 808	1 808	1 808	1 808	1 808	1 808	1 808	1 808
<i>Gardiennage parking</i>	110	103	65	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67
<i>Surveillance et gardiennage</i>	343	408	428	442	442	442	442	442	442	442	442	442	442
<b>Charges de communication</b>	<b>2 642</b>	<b>2 437</b>	<b>2 793</b>	<b>2 899</b>	<b>2 835</b>	<b>3 117</b>	<b>3 250</b>	<b>3 250</b>	<b>3 250</b>	<b>3 250</b>	<b>3 250</b>	<b>3 250</b>	<b>3 250</b>
<i>Personnel</i>	1 273	1 153	1 228	1 252	1 269	1 329	1 387	1 387	1 387	1 387	1 387	1 387	1 387
<i>Enquêtes et études</i>	64	161	175	130	172	182	189	189	189	189	189	189	189
<i>Frais de commercialisation</i>	735	648	733	757	626	802	832	832	832	832	832	832	832
<i>Publicité</i>	570	476	656	759	769	805	841	841	841	841	841	841	841
<b>Charges de structure</b>	<b>33 094</b>	<b>35 924</b>	<b>40 584</b>	<b>43 579</b>	<b>44 085</b>	<b>45 467</b>	<b>46 882</b>	<b>46 882</b>	<b>46 882</b>	<b>46 882</b>	<b>46 882</b>	<b>46 882</b>	<b>46 882</b>
<i>Personnel support</i>	16 849	18 228	19 203	21 382	21 382	21 742	21 982	21 982	21 982	21 982	21 982	21 982	21 982
<i>Autres frais de personnel</i>	4 762	3 828	5 593	5 892	6 061	6 305	6 542	6 542	6 542	6 542	6 542	6 542	6 542
<i>Impôts et taxes sur salaires</i>	5 322	6 838	7 637	8 079	8 318	8 655	8 996	8 996	8 996	8 996	8 996	8 996	8 996
<i>Assurance hors flotte</i>	196	199	226	234	237	248	259	259	259	259	259	259	259
<i>Honoraires</i>	1 183	1 300	1 625	1 387	1 405	1 472	1 649	1 649	1 649	1 649	1 649	1 649	1 649
<i>Informatique</i>	1 487	1 475	1 846	1 880	1 905	2 097	2 293	2 293	2 293	2 293	2 293	2 293	2 293
<i>Impôts et taxes</i>	2 277	2 610	3 127	3 389	3 441	3 612	3 825	3 825	3 825	3 825	3 825	3 825	3 825
<i>Autres charges de gestion</i>	1 019	1 447	1 328	1 335	1 335	1 335	1 335	1 335	1 335	1 335	1 335	1 335	1 335
<b>Rémunération affrètement</b>	<b>14 668</b>	<b>15 856</b>	<b>17 819</b>	<b>21 252</b>	<b>21 161</b>	<b>21 501</b>	<b>21 501</b>	<b>21 501</b>	<b>21 501</b>	<b>21 501</b>	<b>21 501</b>	<b>21 501</b>	<b>21 501</b>
<b>Coût d'entretien GGV</b>	<b>804</b>	<b>963</b>	<b>1 349</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>	<b>1 318</b>
<b>Total charges</b>	<b>139 516</b>	<b>148 512</b>	<b>175 761</b>	<b>179 500</b>	<b>179 185</b>	<b>181 345</b>	<b>187 802</b>	<b>187 802</b>	<b>187 802</b>	<b>187 802</b>	<b>187 802</b>	<b>187 802</b>	<b>187 802</b>

<b>Résultat de Gestion</b>	<b>23</b>	<b>111</b>	<b>551</b>	<b>44</b>	<b>18</b>	<b>14</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>130</b>
----------------------------	-----------	------------	------------	-----------	-----------	-----------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

<b>Résultat financier &amp; sur investissements</b>	<b>308</b>	<b>317</b>	<b>251</b>	<b>305</b>	<b>356</b>	<b>412</b>	<b>470</b>	<b>532</b>	<b>595</b>	<b>662</b>	<b>731</b>	<b>202</b>	<b>10</b>
---	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	-----------

<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 338</b>	<b>1 384</b>	<b>487</b>	<b>619</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>
------------------------------	--------------	--------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

<b>Impôts sur les sociétés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
--------------------------------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

<b>Résultat net comptable</b>	<b>1 669</b>	<b>1 813</b>	<b>1 289</b>	<b>1 070</b>	<b>524</b>	<b>575</b>	<b>750</b>	<b>811</b>	<b>875</b>	<b>941</b>	<b>1 011</b>	<b>481</b>	<b>290</b>
-------------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	--------------	------------	------------

## **ANNEXE E5**

### **PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT**

---

La présente annexe présente une synthèse du Plan Pluriannuel d'Investissement prévisionnel du Concessionnaire. Il est organisé et mis à jour conformément au chapitre 6 du contrat.  
Un descriptif détaillé de ses volets et composantes est proposé ci-après.

# I. TABLEAU DES DEPENSES

		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2023-2030		
en K€	Rubrique PPI	Sous-système										
		Tramway										
	Sécurité du service	MIR Acquisitions Equipements	30	165	75	75	75	75	75	75	90	660
		IF - Communications	50	0	0	0	0	0	0	0	0	50
		IF - Energie	480	740	675	640	440	40	40	40	0	3 055
		IF - Ligne Aérienne de Contact	282	370	1 932	1 947	55	516	166	432	400	5 700
		IF - Plateforme	958	820	1 320	990	780	0	0	0	0	5 268
		IF - Signalisation Ferroviaire	126	954	600	600	510	0	0	0	10	2 800
		IF - Voie	81	480	485	597	80	80	80	80	80	1 963
		IT - Equipements en stations	3 330	5 469	8 751	7 742	5 360	5 973	3 930	5 144	5 144	45 698
		Ouvrage - Tunnel	0	226	0	0	0	0	0	0	0	226
		Ouvrage - Gare souterraine	0	0	272	0	60	86	86	36	36	540
	Ouvrage - Station	663	1 620	2 554	1 040	0	250	10	10	30	6 167	
	P+R	100	1 200	150	50	0	0	0	0	0	1 500	
		Aménagement terrain Equipements	0	40	0	0	0	0	0	0	40	
			28	570	1 244	440	90	70	70	47	2 559	
		BHNS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Volet 1	Equipements informatiques, télécommunications, vente	IT - Equipements agences	0	875	0	0	0	0	0	0	875
			IT - Equipements centraux	305	2 615	680	1 230	580	580	880	80	6 950
			IT - Equipements embarqués	76	5 152	100	100	105	0	90	175	5 798
IT - Equipements en stations			51	400	400	1 401	25	630	0	140	3 047	
IT - Equipements mobiles			0	0	520	0	0	0	0	520	1 040	
Maintenance et exploitation		Equipement de maintenance	559	1 548	1 264	1 425	855	985	185	615	7 436	
		Equipement	20	0	0	0	0	0	0	0	20	
		Support de maintenance	40	140	0	0	0	0	0	0	180	
		Véhicules	1 989	309	1 608	232	257	176	117	225	4 913	
		Bâtiments	1 793	23 365	2 440	450	0	0	0	0	0	28 048
Support	Equipements bâtiments	1 341	6 999	6 036	1 970	880	925	530	410	19 091		
	Equipements terrains	305	45	351	325	275	25	10	10	1 346		
	Equipements administratifs	100	66	50	30	30	30	30	30	366		
Maitrise d'ouvrage CTS	IT - OIV Organismes d'Importance Vitale	517	954	964	254	164	384	344	684	4 264		
	Maitrise d'ouvrage	300	300	300	485	460	460	410	505	3 220		
		941	1 084	1 050	965	965	965	965	965	7 900		

		Sous-système										2023-2030	
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030			2023	2030
<b>en K€</b>													
<b>Volet 3</b>	Renouvellement du parc bus	MR Acquisitions										40 254	
		MR Supplémentaires autonomie										4 858	
		MR Rénovations										4 562	
		IF - Energie										7 121	
<b>Volet 4</b>	Opérations d'innovation et d'amélioration du parcours clients	IT - Equipements centraux										0	0
		IT - Equipements en stations										0	0
		Restructuration Neuhof Meinau										691	691
		Enquête OD tout le réseau										0	800
		<b>22 686</b>	<b>63 844</b>	<b>39 564</b>	<b>32 219</b>	<b>16 632</b>	<b>13 438</b>	<b>15 849</b>	<b>24 773</b>			<b>229 004</b>	
<b>Volet 2</b>	Extensions du réseau TCSP et Pôles d'échanges	Matériel Roulant										105 000	
		Ligne										227 130	
		Bus										5 487	5 487
		Flexhop										12 312	12 312
		Stations										0	0
		<b>40 937</b>	<b>69 844</b>	<b>195 694</b>	<b>162 219</b>	<b>56 632</b>	<b>13 438</b>	<b>15 849</b>	<b>24 773</b>			<b>579 385</b>	
<b>Part versée par l'EMS</b>													
<b>Volet 1</b>	Subvention d'investissement forfaitaire	3 500	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	31 500	
<b>Volet 2</b>	Subvention d'investissement Déviations de réseaux Avances sur biens rétrocédés	(voir Annexes D1 - III 1,2 et 3)										20 985	
												38 000	
												77 558	
		<b>16 545</b>	<b>45 146</b>	<b>45 798</b>	<b>32 754</b>	<b>15 800</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>168 043</b>	<b>4 000</b>

## II. DESCRIPTION DES VOLETS ET COMPOSANTES DU PPI

---

### VOLET 1 – MAINTIEN DU SERVICE ET DU PATRIMOINE

---

#### 1.1 TRAMWAY

##### 1.1.1 MR Acquisitions

Contient les coûts ~~d'acquisition de rames de tramways, venant en renouvellement de rames existantes et celles servant à accroître le parc dans le cadre des projets d'extension d'habillage des rames de tramways.~~

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements, mais nécessitant une évaluation spécifique pour la période :

- Les coûts d'acquisition des tramways venant en renouvellement de rames existantes

##### 1.1.2 Equipements tunnel

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Détection incendie et ventilation : système de détection, armoires de contrôle-commande des ventilateurs
- Pompes de relevage
- Eclairage et éclairage de sécurité
- Portails aux extrémités

Composants pouvant nécessiter des investissements périodiques, mais hors la période 2023-2030 :

- Détection incendie et ventilation : ventilateurs

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Structure
- Colonnes sèches
- Câble rayonnant de communication

##### 1.1.3 IF – Communications

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Réseau Courant Faible : racks en salle serveurs, switchs des locaux techniques en stations
- Renouvellement du réseau Hirschmann
- **Renouvellement et sécurisation du réseau de fibre optique**

##### 1.1.4 IF – Energie

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Sous-stations de redressement : tableaux haute tension, disjoncteurs ultra-rapides, onduleurs, tableaux basse tension, automates de contrôle-commande, intervalles de décharge
- Interrupteurs télécommandés en ligne
- Tableaux basse tension des Locaux Techniques en Stations
- Résistances de freinage

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Câbles de distribution d'énergie en ligne (y compris parafoudres)
- Locaux techniques des sous-stations

### 1.1.5 IF - Ligne Aérienne de Contact

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Fil de contact et armement

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Poteaux
- Ancrages en façade

### 1.1.6 IF – Plateforme

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Assainissement et caniveaux : pompes de relevage
- Arrosage : puits, **équipement central**, équipements en plateforme
- Joints de rail (ligne B)

Composants dont les coûts sont intégrés dans une autre ligne de dépenses :

- Assainissement et caniveaux : réseaux (intégré aux coûts de voies lors des renouvellements)
- Revêtements

~~Composants pouvant nécessiter des investissements périodiques, mais hors la période 2023-2033 :~~

- ~~• Arrosage : système de gestion centrale~~

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Structure des plateformes

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements, mais nécessitant une évaluation spécifique pour la période **au-delà de 2030** :

- Multitubulaire
- Joints de rail (lignes A,C,D,E,F)

### 1.1.7 IF - Signalisation Ferroviaire

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Contrôle-commande de zone de manœuvre : cartes automates, cartes de télécommande, cartes circuits de voie, boîtiers de secours
- Indicateurs de direction

Ces éléments sont renouvelés lors de la rénovation d'une zone de manœuvre complète.

Les remplacements correctifs hors ces rénovations sont décomptés en fonctionnement.

**En revanche, une évaluation spécifique étant en cours sur la signalisation ferroviaire, toutes les zones de manœuvre à renouveler ne sont pas inscrites dans le PPI 2023-2030.**

~~Composants pouvant nécessiter des investissements périodiques, mais hors la période 2023-2033 :~~

- ~~• Contrôle-commande de zone de manœuvre : boîtiers de secours~~

### 1.1.8 IF – Voie

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Rails : rails en courbe, rails en entrée-sortie de station, rails en alignement droit hors entrée-sortie de station
- Appareils de voie : traversées obliques, branchements simples (« aiguillages »), appareils de dilatation
- **Rénovation pont Zaepfel**

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Appareils de voie : peignes dans les dépôts

#### **1.1.9 Ouvrages - Gare souterraine GGV**

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Equipements : escalators, ascenseurs, pompes, détection incendie, éclairage, vidéo
- Réparations **à la suite des** infiltrations d'eau

#### **1.1.10 Ouvrages – Stations**

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Mise en accessibilité Tram
- Nez de quai

## **1.2 P+R**

### **1.2.1 Aménagements**

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Plateforme
- Structures

### **1.2.2 Equipements**

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Eclairage normal et de secours
- Détection incendie
- Vidéoprotection **pour le P+R Rotonde**
- Toilettes publiques
- Bornes de recharge pour véhicules électriques

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements, mais nécessitant une évaluation spécifique pour la période au-delà de 203~~10~~ :

- Système de péage (caisses et barrières)

### **1.2.3 Terrains**

Pas de coût identifié.

## **1.3 BHNS**

~~Contient des coûts pour les composants suivants :~~

- ~~• Plateforme (Tronçon 2)~~

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Assainissement et caniveaux
- Stations BHNS
- ~~• Plateforme (Tronçon 1 et 3)~~

## **1.4 EQUIPEMENTS INFORMATIQUES, TELECOMMUNICATIONS, VENTE**

### **1.4.1 IT - Equipements agences et revendeurs**

Contient des coûts pour les composants suivants :



- Billettique : Terminaux Points de Vente Simplifiés, **Terminaux Points de Vente Light**, **Terminaux Points de Vente Mobile**

#### 1.4.2 IT - Equipements centraux

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Billettique : logiciel billettique, logiciel NFC
- Gestion Technique Centralisée : logiciel GTC
- Radio : lien vers point haut, serveurs
- Système d'Aide à l'Exploitation : logiciel SAE
- **Téléphonie : système IP**
- Vidéo **P+R** : système central, enregistreurs

#### 1.4.3 IT - Equipements embarqués

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Radio : équipements bus, équipements tram
- Système d'Aide à l'Exploitation : équipements bus, équipements tram
- Système d'Information Voyageurs : afficheurs bus, girouettes bus
- Valideurs

#### 1.4.4 IT - Equipements en dépôts

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Billettique : monnayeurs, dépôt d'espèces
- Système d'Aide à l'Exploitation : système d'affectation véhicules

~~Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :-~~

- ~~PCC~~

#### 1.4.5 IT - Equipements en stations

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Billettique : Distributeurs automatiques
- Système d'Information Voyageurs : afficheurs, annonces sonores
- **Vidéo : caméras et liaisons IP**
- Valideurs

#### 1.4.6 IT - Equipements mobiles

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Billettique : Terminaux Portables de Contrôle

### 1.5 EQUIPEMENTS DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION

#### 1.5.1 Aménagements d'atelier

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Aménagements divers

#### 1.5.2 Equipements de maintenance

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Avitaillement tram : sable, huile
- Air comprimé : compresseurs, circuits
- Carrosserie : cabines de peinture
- Levage
- Mesures : freinomètres

- Nettoyage
- Outillage
- Tour en fosse

### 1.5.3 Support de maintenance

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Documentation technique

### 1.5.4 Véhicules

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Véhicules techniques tramway : véhicules rail-route, aspirails, bennes, nacelles, plateaux
- Véhicules techniques bus : tracteurs, dépanneuses
- Véhicules de service

Les renouvellements tiennent compte des hypothèses suivantes :

- Dérogation au-delà des calendriers de mises en place des ZFE : tracteurs et dépanneuses

### 1.5.5 IF - Energie

Aucun investissement prévisible.

Les équipements d’approvisionnement en énergies alternatives sont décomptés dans le volet 3.

## 1.6 PATRIMOINE IMMOBILIER

### 1.6.1 Bâtiments

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Toiture de l’atelier mixte Cronembourg
- Toiture du remisage bus couvert Cronembourg
- Accès dépôts et bâtiments d’exploitation
- Aménagement de l’agence commerciale
- Extension du bâti Kibitzenau (Projet CTS 2025)

### 1.6.2 Equipements bâtiments

Contient des coûts pour les composants suivants :

- ~~Extension du bâti Kibitzenau (Projet CTS 2025)~~
- Chauffage, Ventilation, Climatisation
- Eclairage de secours
- Sécurité
- Sûreté
- Sanitaires
- Energie courants forts
- Réseaux courants faibles
- Cuisines
- Réseaux eau
- Décret tertiaire
- Photovoltaïque sur les dépôts de Cronembourg et Kibitzenau

### 1.6.3 Equipements terrains

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Eclairage

- Enrobé des dépôts
- Récupération des eaux noires

**Projets non identifiés dans le Plan Pluriannuel d'Investissement :**

- Décret tertiaire
- Photovoltaïque

## 1.7 SUPPORT

### 1.7.1 Equipements administratifs

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Matériel de bureau

### 1.7.2 IT

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Bureautique
- Gestion technique : Gestion Electronique de Documents, Graphicage-Habillage, Appli Paie et RH, Divers
- Système et réseau

### 1.7.3 IT - OIV Organismes d'Importance Vitale

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Sonde pour surveiller le réseau radio
- Security Information and Event Management
- Security operation center

## **2.1 TRAMWAY**

### **2.1.1 Installations fixes**

Contient les coûts de projets, hors ceux du matériel roulant :

- Prestations intellectuelles
- Travaux préparatoires de fouilles archéologiques et déviations de réseaux
- Ouvrages et Equipements

La ligne contient l’ensemble des coûts, quelles que soient les éventuelles subventions ou prises en charge directes par EMS. Ces dernières sont indiquées pour mémoire dans la partie du tableau nommée « Part versée par l’EMS » et le calendrier prévisionnel est indiqué dans l’annexe D1 – III 1 et 2.

## **2.2 BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE**

### **2.2.1 Matériel roulant**

Contient

- Les coûts d’acquisition de véhicules, pour accroissement de parc lié à l’extension du réseau, hors le renouvellement de véhicules existants.
- Les coûts d’installation des équipements embarqués billettique et information voyageurs (les coûts des équipements étant décomptés par ailleurs)

### **2.2.2 Installations fixes**

Contient les coûts de projets, hors ceux du matériel roulant :

- Prestations intellectuelles
- Travaux préparatoires de fouilles archéologiques et déviations de réseaux
- Ouvrages et Equipements

La ligne contient l’ensemble des coûts, quelles que soient les éventuelles subventions ou prises en charge directes par EMS. Ces dernières sont indiquées pour mémoire dans la partie du tableau nommée « Part versée par l’EMS » et le calendrier prévisionnel est indiqué dans l’annexe D1 – III 3.

## **2.3 POLE D’ECHANGE**

### **2.3.1 Baggersee**

Contient l’aménagement du Pole d’Echange Multimodal de Baggersee (y compris les aménagements paysagers et celui des locaux de pause)

### 3.1 MATERIEL ROULANT

#### 3.1.1 MR Acquisitions

Contient

- Les coûts d'acquisition des bus, venant en renouvellement de véhicules existants, du respect de la ZFE et des hypothèses d'évolutions d'offres définies lors de l'élaboration du PPI 2023-2030, y compris les véhicules supplémentaires rendus nécessaires par la moindre autonomie des véhicules électriques (y compris les véhicules Flex'hop)
- Les coûts d'installation des équipements embarqués billettique et information voyageurs (les coûts des équipements étant décomptés par ailleurs)

#### 3.1.2 MR Rénovations

Contient des coûts des réparations à mi-vie, menées sur les véhicules dont la durée de vie prévue est généralement supérieure à quinze ans.

### 3.2 IF - ENERGIE

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Equipements de fourniture en énergie (gasoil, gaz, électricité) pour les véhicules bus
- Equipements de sécurité ~~liés~~
- Equipements de fourniture en énergie (gasoil, gaz, électricité) pour les véhicules de service

Les coûts sont ceux de

- Acquisition/construction initiale
- Rénovation et renouvellement

## VOLET 4 - OPERATIONS D'INNOVATIONS ET D'AMELIORATION DU PARCOURS CLIENTS

---

Intègre trois projets en 2022 :

- Montée toutes portes pour les lignes structurantes
- Comptes Mobilités
- Réseau Express Métropolitain (convergence et évolution avec les autres partenaires)

Intègre un projet en 2023 :

- Restructuration Neuhof Meinau

Intègre un projet en 2024 :

- Enquête Origine Destination de l'ensemble du réseau

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Open Payment
- Mobility as a Service

### PART VERSEE PAR L'EMS

---

#### SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

Présente la subvention forfaitaire versée annuellement par EMS.

#### DEVIATIONS DE RESEAUX ET AVANCES

Présente la part des projets d'extensions (volet 2), prise en charge par EMS en déduction du PPI.

### COMPOSANTS SANS COUTS PREVUS SUR 2021-2031

---

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Ponts (hormis rénovation du Pont Zaepfel)
- Equipements vidéo en ligne

Composants hors le champ de responsabilité de CTS

- Arrêts bus hors BHNS
- Signalisation Lumineuse de Trafic tramway (signalisation routière)

Il est clairement établi entre les Parties que le Concédant doit se doter d'une assurance couvrant tous les risques encourus dans le cadre de l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre du contrat de concession.

Ceci étant exposé, il appartient au Concédant de se doter d'une couverture assurantielle adaptée dans un budget maîtrisé.

## **I- ASSURANCE AUTOMOBILE**

---

**Le contrat couvre la responsabilité civile automobile pour les dommages liés à l'exploitation de rames de tramways et autobus urbains ainsi que les dommages subis par la flotte des véhicules de service et utilitaires de la CTS et par les véhicules des préposés en missions.**

### **I- 1 VEHICULES GARANTIS**

- **Flotte N° 1** : concerne les rames de tramways (environ 110) et les autobus urbains (environ 225)
- **Flotte N° 2** : concerne les véhicules de fonction (environ 80), dont une dizaine d'engins techniques
- **Flotte N° 3** : concerne les véhicules des préposés en mission. Il s'agit par cette couverture de garantir les déplacements des salariés en mission utilisant leur véhicule personnel dans le cadre suivant : « Tous déplacements professionnels dans le cadre des mission confiées par le souscripteur » Il est à noter que ces déplacements sont peu fréquents, des véhicules de services étant disponibles pour ces déplacements.

### **I- 2 PRINCIPALES GARANTIES ET MONTANTS ASSURES**

- **Flotte N° 1** : uniquement garantie en responsabilité civile
  - Dommages corporels : illimités
  - Dommages matériels et immatériels consécutifs cumulés : 100 000 000 € (50 000 000 pour les tramways)
- **Flotte N° 2 et Flotte N° 3** :
  - Garantie responsabilité civile : identique à Flotte N° 1 sauf Rames de tramway
  - Pour la responsabilité civile outils : sous limitation à 7 650 000 € en corporel, 1 530 000 € en matériel, 1 530 000 € pour les immatériels consécutifs
  - Garantie « tous risques » : franchise de 300 € par sinistre (sauf bris de glace et évènements climatiques sans franchise) (limitée à 50 000 € par véhicule et par sinistre pour la flotte 3)
  - Assistance aux véhicules et aux personnes : sans franchise kilométrique et limitée aux véhicules de moins de 3.5 tonnes
  - Accident corporel du conducteur 491 000 €

- **Conservation annuelle :**

D'un montant de 460 000 €, la conservation annuelle est alimentée par les sinistres de la flotte n°1 inférieurs à la franchise, ou le cas échéant par la part inférieure à la franchise pour les sinistres dépassant ce seuil. Elle est régularisée au 1<sup>er</sup> octobre qui suit la fin de l'année d'assurance sur la base des sinistres réglés et provisionnés à cette date.

## **I- 3 GARANTIES**

Pour la flotte 2, le coût des réparations est limité à la valeur de remplacement ou selon le cas et l'âge du véhicule, la valeur à neuf et la valeur réelle.

Pour la flotte n°3, prise en charge des dommages limitée à 50 000 € par véhicule et par sinistre.

## **II- DOMMAGES AU PARC ROULANT**

---

**Ce contrat couvre les dommages subis par le parc roulant.**

### **II - 1 BIENS ET CAPITALS GARANTIS**

- **Rames de tramway pour une valeur de 338 550 078 € au 1<sup>er</sup> janvier 2018**
- **Bus pour une valeur de 23 495 028 € au 1<sup>er</sup> janvier 2018.**
- **Limite contractuelle d'indemnité (LCI) de 130 000 000 € dont 30 000 000 € pour les frais supplémentaires/pertes d'exploitation.**

### **II - 2 GARANTIES**

Les garanties sont accordées en risques énumérés.

- **Garanties principales :**
  - Incendie et explosion y compris provoqué par émeutes
  - Chute de la foudre
  - Dégâts de fumée
  - Acte de vandalisme et attentats
  - Explosion
  - Tempête
  - Grêle (limitée à 10 000 000 €)
  - Chute des appareils de navigation aérienne
  - Catastrophes naturelles : dommages matériels et perte d'exploitation (y compris un premier risque de 10 M€ en dehors d'un arrêté de catastrophes naturelles)
- **Garanties annexes :** frais de déblais, frais supplémentaires, pertes de recettes, mesures conservatoires, honoraires d'experts



### III- DOMMAGES AUX BIENS AUTRES QUE LE MATERIEL ROULANT

---

Cette police couvre les dommages subis par les biens, autres que le matériel roulant

#### III - 1 BIENS ET CAPITAUX GARANTIS

- Tous les biens dont les dépôts de Cronembourg, Elsau, Kibitzenau pour un capital global de 230 162 500 €.
- Ouvrages d'art énumérés : tunnel de la Gare, pont du Wacken, pont Montagne Verte pour une valeur totale de 74 500 000 €.
- Limite contractuelle d'indemnité (LCI) de 49 950 000 €

#### III - 2 PRINCIPALES GARANTIES

Les garanties sont accordées en risques énumérés.

- **Garanties principales :**
  - Incendie
  - Chute de la foudre
  - Explosions
  - Dégâts de fumée
  - Acte de vandalisme (limité à 1 000 000 €)
  - Attentats
  - Tempêtes
  - Grêle
  - Chute des appareils de navigation aérienne
  - Catastrophes naturelles (y compris un premier risque de 10 M€ en dehors d'un arrêté de catastrophes naturelles)
- **Frais supplémentaires, pertes de recettes et perte d'exploitation :** 15 000 000 € avec une durée d'indemnisation de 12 mois consécutifs à compter de la date du sinistre. (3 000 000 € en cas de carence du fournisseur)

### IV- RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

---

Cette assurance couvre la réparation de l'ensemble des dommages causés à autrui dont la CTS serait tenue pour responsable dans le cadre de l'exercice de son activité.

#### IV - 1 PRINCIPALES GARANTIES ET MONTANTS ASSURES

- **Responsabilité civile exploitation limite de 15 000 000 € par sinistre pour les dommages corporels, matériels et immatériels confondus dont :**
  - Fautes inexcusables, maladies professionnelles : 3 800 000 €

- Dommages matériels et immatériels 15 000 000 €
- **Responsabilité civile après livraison et/ou travaux limite de 7 500 000 € par sinistre et par période d'assurance pour les dommages corporels, matériels et immatériels confondus dont**
  - dommages immatériels non consécutifs : 7 500 000 €
  - Dommages aux biens confiés : 2 000 000 €
- **Responsabilité civile professionnelle**
  - Garantie limitée à 2 000 000 par sinistre et par période d'assurance
  - Franchise : 10 000 €
- Défense pénale et recours : 30 000 €

## **V- RESPONSABILITE DES MANDATAIRES SOCIAUX**

---

**La responsabilité civile des mandataires sociaux protège les dirigeants d'entreprise et l'ensemble des mandataires sociaux contre les actions en responsabilité.**

### **V - 1 PRINCIPALES GARANTIES ET MONTANTS ASSURES**

**La limite générale est de 10 000 000 €** par période d'assurance avec les principales sous-limites suivantes :

- Garantie atteinte à la réputation : 250 000 € par période d'assurance
- Garantie « soutien psychologique » : 250 000 € par période d'assurance
- Garantie « frais de soutien en cas de mesure restrictive de propriété » : 100 000 par assuré personne physique avec un maximum cumulé à 300 000 € par période d'assurance.
- Avance des frais de défense : 20 % du montant du plafond des garanties par période d'assurances.
- Frais de défense dommages corporels ou matériels : 20 % du montant du plafond des garanties par période d'assurance

#### **Plafonds supplémentaires de garanties :**

- Administrateurs indépendants : 1 000 000 € par administrateur indépendant et dans la limite de 6 000 000 € par période d'assurance

## **VI- MULTIRISQUE RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE**

---

**La garantie responsabilité environnementale couvre les frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux incombant à l'entreprise.**

### **VI - 1 PRINCIPALES GARANTIES ET MONTANTS ASSURES**

- Garanties acquises également pour la qualité de maître d'ouvrage de la CTS pour les travaux exécutés pour son propre compte (dans l'emprise des sites de l'assuré) dont le montant n'excède pas 1 000 000 d'euros par chantier.

- Limite tous dommages confondus pour la période de 36 mois : 10 000 000 €
- RC « atteinte à l'environnement, y compris RC personnelle ou solidaire des dirigeants) : 10 000 000 €
  - Dommages matériels et immatériels 6 000 000 €
  - Dommages aux biens confiés : 100 000 €
  - Dommages aux biens des préposés : 100 000 €
  - Travaux effectués par l'assuré dans l'emprise de ses sites pour son compte ou en tant que maître d'ouvrage : 1 000 000 €
- RC environnementale 3 000 000 €
- Garantie études et Travaux : 3 000 000 € pour la période de 31 mois
- Frais de dépollution du site (y compris frais de décontamination et de reconstruction) : 400 000 €
- Frais de prévention de dommages garantis : 400 000 €
- Dommages à l'atmosphère au titre du préjudice écologique : 1 000 000 €
- Défense et recours : 50 000 €
- Communication de crise : 150 000 €

## VII- RISQUES CYBER

---

~~Cette police devra couvrir les risques cyber (piratage informatique, cyber, etc...)~~

~~La nécessité de disposer d'une couverture adaptée aux risques portés par le Concédant a conduit les Parties à constituer un groupe de travail dont l'objectif sera de partager un benchmark des propositions de couvertures offertes par le marché des assurances Cyber.~~

~~La première réunion de ce groupe de travail sera organisée à l'initiative de l'Autorité Concédante pour une première restitution au premier trimestre 2020.~~

La police Cyber porte sur la couverture des dommages subis par l'entreprise à la suite d'un incident numérique et des conséquences éventuelles sur les tiers (clients, fournisseurs, ...)

### VII - 1 PRINCIPALES GARANTIES ET MONTANTS ASSURES

- Garanties « Dommages et Pertes » :
  - Tous dommages : 5 000 000 € par année d'assurance (sans franchise)
  - Pertes d'exploitation / frais supplémentaires : 5 000 000 € par année d'assurance (franchise : 16h ouvrés par sinistre)
- Garantie « Dommages et Pertes suite fraude » :
  - Fraude téléphonique ou informatique : 25 000 € par année d'assurance (sans franchise)
  - Usurpation d'identité : 100 000 € par année d'assurance (seuil d'intervention : 5 000€)
- Garanties « Responsabilité Civile » :
  - Tous dommages : 5 000 000 € par année d'assurance (franchise : 5 000 €)

L'Autorité concédante organise et mobilise les instances de pilotage du contrat.

Ces instances permettent d'une part à l'Autorité concédante d'assurer un contrôle sur la gestion du service concédé, et notamment du respect des obligations contractuelles, de la conformité des services effectués au regard des objectifs du contrat et des résultats d'exploitation du service public.

Organisées de manière pyramidale, elles s'assurent ainsi, chacune à leur niveau de prérogative, de la bonne exécution des missions confiées au Concessionnaire, dans une logique de dialogue constructif et de transparence.

Ces instances participent d'autre part à la bonne articulation des travaux et des échanges entre Concessionnaire et Autorité concédante selon une approche collaborative. Elles constituent des lieux réguliers de consultation, de définition des besoins et d'arbitrage sur le service rendu, les programmes de travail, les modalités de suivi et de financement des services et des travaux prévus par le contrat.

L'Autorité concédante fixe les prérogatives, la composition et les modalités de fonctionnement de chaque niveau de ces différentes instances.

Cette organisation pourra être revue par décision de l'assemblée délibérante de l'Autorité concédante pour s'adapter aux besoins.

Le Concessionnaire est tenu de se faire représenter à l'intégralité des réunions organisées dans le cadre de ces instances.

## **I- LE COMITE STRATEGIQUE**

---

### **I-1 Composition**

La présidence du Comité stratégique est assurée par ~~le Vice-président~~ **la Présidente** de l'Eurométropole de Strasbourg ~~en charge des transports~~.

~~Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg désigne pour une durée et des modalités qui restent à définir plusieurs membres élus, délégués ou membres de commissions thématiques en lien avec les transports en commun ou qui seraient impactés par des décisions de ce comité (voirie, environnement et climat, finances, etc).~~

Les représentants de l'Eurométropole de Strasbourg à ce comité sont :

- La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Les présidentes déléguées de l'Eurométropole de Strasbourg;
- Le Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge du budget et des finances ;
- Le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports.

Le Concessionnaire est représenté par son Président, accompagné, s'il le souhaite, par le DG ou son représentant, et dispose d'une voix consultative.

Chacune des parties peut s'adjoindre, selon les nécessités de l'ordre du jour, d'autres membres consultatifs, élus ou représentants des services.

~~La Région Grand Est désignera deux membres observateurs qui disposeront de voix consultatives selon des modalités et pour une durée qui reste à définir.~~

## I-2 Prérrogatives

Le Comité stratégique est une instance d'orientations et de pilotage global du contrat.

Il rend un avis sur les budgets de fonctionnement et d'investissement afférents à l'exécution d'une feuille de route annuelle ou pluriannuelle programmant les modifications projetées des services rendus, leur amélioration et leur développement. Ses décisions sont rendues en présence du Concessionnaire.

A ce titre il peut rendre un avis et donner ses orientations stratégiques dans les champs qui suivent :

- Contribution financière forfaitaire
- Evolutions du Plan pluriannuel d'investissement du Concessionnaire
- Evolutions de la tarification des services
- Evolutions de l'offre de services
- Projets d'avenants au contrat
- Résultats présentés dans le rapport annuel d'information à l'Autorité concédante

Il arbitre, dans les conditions et termes prévus au contrat sur l'application ou non des pénalités prévues au contrat (annexe E4)

- ~~sur l'application ou non du bonus-malus en matière de qualité de service (annexe B1)~~

~~Il prend connaissance du rapport annuel d'information à l'Autorité concédante présenté de manière synthétique par le Concessionnaire à ses membres au plus tard dans le mois qui suit sa production. Cette présentation permet d'éclairer les choix et orientations du Comité stratégique en matière de programmation technique et budgétaire.~~

Les décisions du Comité stratégique sont actées par son président qui, le cas échéant, en l'absence d'unanimité entre les membres, rend la décision finale.

Ces arbitrages ne se substituent pas aux nécessaires délibérations du Conseil eurométropolitain ni à celles du Conseil d'administration du Concessionnaire en termes de budgets, de tarification, de programmation ou tout autre objet de décision entraînant un avenant au contrat.

## II - LE COMITE EXECUTIF

---

### II-1 Composition

La présidence du Comité exécutif est assurée par le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports. ~~Le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge du budget et des finances participe à ce comité.~~

Le Concessionnaire y est représenté par son Président, ~~éventuellement~~ accompagné par le DG ou son représentant.

Chacune des parties peut s'adjoindre, selon les nécessités de l'ordre du jour, de membres consultatifs, élus ou représentants des services.

### II-2 Prérrogatives

Le Comité exécutif est une instance de débat et d'échanges visant la mise en œuvre opérationnelle du contrat.

Il assure le suivi stratégique des affaires ayant trait à la vie du réseau de transports, à l'exécution des modifications projetées des services rendus, leur amélioration et leur développement.

A ce titre il peut arbitrer sur :

- Les orientations stratégiques et budgétaires liées à l'exécution du contrat et de feuilles de route thématiques
- Les modalités opérationnelles de mise en œuvre de feuilles de route, propositions de projets ou de programmes émanant des groupes de travail thématiques et du comité technique EMS/CTS
- La programmation des projets d'innovation et d'expérimentation
- Les projets d'avenants au contrat
- Les documents préparatoires aux arbitrages et avis du Comité stratégique

Il peut être par ailleurs alimenté dans ses décisions par :

- Les propositions et recommandations de commissions thématiques ou de groupes de travail mis en place par le Conseil ou le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.
- Les propositions et recommandations d'un « comité des partenaires » regroupant des représentants d'utilisateurs et d'employeur

Ces arbitrages ne se substituent pas aux nécessaires délibérations du Conseil eurométropolitain ni à celles du Conseil d'administration du Concessionnaire en termes de budgets, de tarification, de programmation ou tout autre objet de décision entraînant un avenant au contrat.

### III – LE COMITE ~~TECHNIQUE~~ DE SUIVI EMS/CTS

---

#### III-1 Composition

Le comité ~~technique~~ de suivi EMS/CTS est piloté par la Direction ~~de la Mobilité des Espaces Publics et Naturels~~ des Mobilités, et animé et organisé par le ~~Département~~ Service Autorité Organisatrice ~~de la Mobilité~~ des transports collectifs.

Il est composé :~~de représentants des directions opérationnelles du Concessionnaire et de l'Autorité concédante qui se mobilisent en fonction de l'ordre du jour.~~

- Du directeur de la Direction des Mobilités de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Du Directeur général de la CTS ;
- Du chef du Service Autorité Organisatrice des transports collectifs ;
- Des pilotes du suivi des axes de travail désignés par l'Autorité concédante et le concessionnaire

Chacune des parties peut s'adjoindre, selon les nécessités de l'ordre du jour, de représentants des services.

#### II-2 Prérogatives

Le comité ~~technique~~ de suivi EMS/CTS est l'instance opérationnelle et technique d'échanges et de suivi du contrat.

Il permet aux parties d'échanger sur la veille technologique et juridiques, les besoins, les évolutions programmées ou à programmer, les budgets.

Il assure le suivi opérationnel des missions confiées au Concessionnaire et des affaires courantes ayant trait à la vie du réseau de transports, à l'exécution des modifications projetées des services, leur amélioration et leur développement.

A ce titre, il assure plus précisément le suivi et les arbitrages opérationnels de 1<sup>er</sup> niveau sur :

- Le contenu et le résultat des études menées par le Concessionnaire ;
- L'état d'avancement des programmes et autres projets en cours d'exécution par le Concessionnaire ;
- Le contenu opérationnel des travaux menés par sur les groupes axes de travail (calendrier, analyses, propositions) ;
- Il valide l'ordre du jour des comités exécutif et stratégique.

Selon les cas, il remonte les propositions validées dans le cadre des travaux sur les axes identifiés ci-après ~~des groupes axes de travail~~ et les besoins d'arbitrages stratégiques au Comité exécutif et / ou au Comité stratégique.

Il participe à la préparation des contenus nécessaires aux éventuels avenants au contrat en vue de leur approbation par les instances de pilotage stratégique et le Conseil de l'Eurométropole.

#### IV – LES ~~GROUPES AXES~~ DE TRAVAIL

---

Afin de mieux suivre et piloter les différentes thématiques de travail, d'échanger plus étroitement sur les besoins et les budgets, et de programmer les améliorations et évolutions de services prévues au contrat, des ~~groupes axes~~ de travail techniques sont identifiés constitués.

L'Autorité concédante et le concessionnaire désignent chacun l'un de leur agent qui pilotera le suivi de l'ensemble des axes de travail. Ces groupes axes sont composés de représentants des directions opérationnelles du Concessionnaire et de l'Autorité concédante qui se mobilisent en fonction de l'ordre du jour. Chacune des parties désigne un pilote par axe de travail.

Ils remontent les contenus des études et analyses menées dans leur thématique et sont forces de proposition pour programmer puis mener à bien les chantiers et opérations, les programmes d'amélioration continue, ou encore les investissements selon des axes de travail ou feuilles de route qui auront été préalablement soumises aux instances de suivi et de pilotage du contrat.

Ils ne se substituent pas aux réunions techniques ayant vocation à organiser et mettre en œuvre les projets individuellement, mais viennent en amont de ces dernières. Les pilotes des axes de travail suivent l'avancée des réunions techniques relatives à leurs axes.

Les principales thématiques de travail identifiées ~~préalablement à la mise en œuvre du Contrat~~ sont les suivantes :

1. Axe de travail marketing et performance ;
2. Axe de travail billettique tarification ;
3. Axe de travail communication ;
4. Axe de travail stratégie patrimoniale ;

5. Axe de travail travaux ;
6. Axe de travail sécurité.
  - 1.— Vitesse commerciale
  - 2.— Définition de l'offre, marketing et connaissance de la clientèle
  - 3.— Billettique et tarification
  - 4.— Accès aux données et opendata
  - 5.— Parcours clients
  - 6.— Information voyageur
  - 7.— Qualité de service
  - 8.— Stratégie patrimoniale, maintenance et transition énergétique
  - 9.— Plan pluriannuel d'investissement et finances
  - 10.— Coordination des travaux
  - 11.— Sécurité tramway
  - 12.— Innovation et veille technologique
  - 13.— Pilotage par les risques

Cette liste n'est pas exhaustive. Ainsi, d'autres ~~certain~~ groupes axes de travail peuvent être ~~sont~~ identifiés dans le contrat ou dans des annexes thématiques du contrat.

Les ~~groupes~~ axes de travail peuvent évoluer en nombre, en fréquence et en missions, en fonction des études et analyses ou des actions programmées découlant de ces dernières. Ils sont organisés de manière à mobiliser de manière optimale les équipes du Concessionnaire et de l'Autorité concédante.

Selon les sujets, l'Autorité concédante peut décider de mobiliser ses partenaires pour alimenter les réflexions et les travaux des ~~groupes-axes~~ de travail.



La présente annexe décrit

- la gamme tarifaire applicable,
- les types de titres délivrés ou acceptés sur le réseau de transport,
- les réseaux acceptant les titres CTS.

L'Autorité concédante est seule compétente pour définir la politique de tarification. Elle informe le Concessionnaire des modifications tarifaires à appliquer. Par conséquent, le Concessionnaire est tenu d'appliquer la structure et les tarifs de ces titres.

## I- GRILLE ET GAMME TARIFAIRE

### • Titres occasionnels

Titre	Tarifs au 01/07/2023		Personnes éligibles aux titres	Validité
	rechargement	1 <sup>er</sup> achat		
Aller simple	1,90€	2,10€	Tout public*	Ticket valable pour un aller simple avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la première validation) pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS. Sauf pour un aller simple acheté sur l'application mobile, valable 1 heure dès l'achat (départ immédiat)
Ticket secours		2,50 €	Tout public*	Ticket valable pour un aller simple avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la première validation) pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS. En vente uniquement à bord des bus
Aller simple par 2	3,60€	3,80€	Tout public*	Valable, dès la première validation, pour 2 allers simples avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation) pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS
Aller simple par 10	17,10€	17,30€	Tout public*	Valable, dès la première validation, pour 10 allers simples avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation) pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS
Aller simple par 10 tarif réduit	15,20€	15,40€	Réservé aux enfants de moins de 12 ans, les familles nombreuses (carte SNCF ou livret de famille) et les seniors de 65 ans et plus	Valable, dès la première validation, pour 10 allers simples avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation) pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS.
Aller simple par 30	47,50€		Tout public*	30 allers simples avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation) pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS. Uniquement sur carte Badgéo et appli CTS
Douze-pass		7,80€	Réservé aux personnes invalides de guerre et malvoyantes	12 allers simples sur un billet sans contact valable pour une personne avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation) sur l'ensemble du réseau CTS
24H TRIO	10,20€	10,40€	Tout public*	Trajets illimités pendant 24h à compter de la 1 <sup>ère</sup> validation. Valable pour 3 personnes voyageant ensemble, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS
PASS 3 JOURS	10,20€	10,40€	Tout public*	Trajets illimités pendant 3 jours consécutifs à compter du 1 <sup>er</sup> jour de validation Valable pour 1 personne sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS

\* Personnes âgées de 4 ans et plus

### • Titres de transport disponibles uniquement sur commande

Titre	Tarifs au 01/07/2023	Personnes éligibles aux titres	Validité
Carnet de 30 tickets / titre sur commande	53,50€	Réservé aux professionnels	Valable, dès la première validation, carnet contenant 30 BSC chargés d'un aller simple avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation), chaque BSC étant valable pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS.
Sorties scolaires et périscolaires / titre sur commande	gratuit	Réservé aux établissements scolaires de la maternelle au lycée situés sur l'EMS et aux structures réalisant de l'accueil périscolaire pour des communes de l'EMS et les ALSH situés sur le territoire de l'EMS.	Support spécifique dont les modalités d'utilisation sont transmises par l'EMS aux établissements concernés.
Multigroupe	99,00€	Titre réservé 1) aux groupes scolaires ou périscolaires non concernés par la gratuité selon les conditions de l'EMS de - de 12 ans sans condition de nombre d'enfants constituant le groupe. 2) aux structures et établissements hors ceux concernés par la gratuité selon les conditions de l'EMS pour les enfants de + de 12 ans, ayant conventionnés avec la CTS. Liste fournie par le service juridique de la CTS	Valable, dès la première validation, pour 100 allers simples avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation), chaque billet étant valable pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS.
Multigroupe 5	115,00€		Valable, dès la première validation, pour 20 allers-simples avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation), pour 1 à 5 personnes voyageant ensemble, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS. Ce titre est conditionné par 20 billets sans contact pour un maximum de 100 personnes.
10 allers simples tarif réduit groupe scolaire	15,40€	Titre destiné aux structures non éligibles au titre Multigroupe accueillant des enfants de - 12 ans	1 aller simple valable dès la première validation, pour 10 personnes maximum voyageant ensemble (dont 3 adultes maximum et enfants de moins de 12 ans), sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR au sein de l'EMS.
PASS 3 jours (offre My ticket)	9,00€	Destiné aux congrès, séminaires et colloques pour un minimum d'achat de 100 titres	Trajets illimités pendant 3 jours consécutifs pour une personne à compter du 1 <sup>er</sup> jour de validation.

\* Personnes âgées de plus de 4 ans

### • Titres spéciaux

Titre	Tarifs au 01/07/2023	Personnes éligibles aux titres	Validité
Transport Public / Spécial événement	2,20 €	Tout public *	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités pendant la journée jusqu'à minuit, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS. (Activation du titre sur demande de l'EMS le jour de l'événement)
Racing	2,20 €	Tout public *	Valable 4h avant le début du match, pour un aller-retour pour le Stade de la Meinau, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS Uniquement accompagné d'un billet d'accès au Stade de la Meinau (partenariat Racing-CTS validé par l'EMS)
SIG	2,20 €	Tout public *	Valable 4h avant le début du match, pour un aller-retour pour le Rhénus Sport, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS Uniquement accompagné d'un billet d'accès au match de la SIG (partenariat SIG-CTS validé par l'EMS)
NL Contest 1 jour	7,50 €	Tout public*	Aller et retour valable pour une personne avec ou sans correspondance combiné avec une entrée au NL Contest le jour de la validation. Mise en place sur demande de l'EMS
Carnet Geispolsheim	11,50 €	Tout public* – uniquement vendu par la Mairie de Geispolsheim	Valable, dès la première validation, pour 10 allers simples sur un billet sans contact permettant uniquement la liaison Geispolsheim Gare et Geispolsheim Village. Ces titres sont vendus exclusivement par la Mairie de Geispolsheim

\* Personnes âgées de plus de 4 ans

• Abonnements

Titre	Tarifs au 01/07/2023	Personnes éligibles aux abonnements	Validité
Abonnement 4-17 ans gratuit EMS	Gratuit	Réservé aux enfants entre 4-17 ans résidant dans l'EMS et Kehl et dont les tuteurs résident sur l'Eurométropole de Strasbourg. Les conditions d'accès et les modalités sont détaillées sur le site de la CTS. Des cas dérogatoires (gens du voyage, ASE) peuvent bénéficier de cette gratuité, demande à formuler auprès de l'Eurométropole de Strasbourg.	Valable pour des trajets illimités pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS. L'abonnement 4-17 ans ne donne pas accès aux P+R et à la zone 2 de la TGO
<b>Tarif Plein</b> Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans	28,00 € 56,00 €	Tout public*, en fonction de l'âge – sur justificatif de l'invalidité > 80% pour les PMR	Valable pour des trajets illimités (du premier au dernier jour du mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER, le réseau CTBR au sein de l'EMS et la zone 2 de la TGO L'abonnement 4-17 ans ne donne pas accès aux P+R
<b>Quotient Familial 1</b> Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans /	3,40 € 5,80 €	Tout public*, en fonction de l'âge, avec justificatif de Quotient Familial 1 (jusqu'à 370 inclus) – si justificatif de l'invalidité > 80% pour les PMR	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités durant 1 mois (jusqu'au dernier jour du mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER, le réseau CTBR au sein de l'EMS et la zone 2 de la TGO. L'abonnement 4-17 ans ne donne pas accès aux P+R
<b>Quotient Familial 2</b> Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans	7,30 € 13,40 €	Tout public*, en fonction de l'âge, avec justificatif de Quotient Familial 2 (de 371 à 582 inclus) – sur justificatif de l'invalidité > 80% pour les PMR	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités durant 1 mois (jusqu'au dernier jour du mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER, le réseau CTBR au sein de l'EMS et la zone 2 de la TGO. L'abonnement 4-17 ans ne donne pas accès aux P+R
<b>Quotient Familial 3</b> Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans	13,60 € 25,70 €	Tout public, en fonction de l'âge, avec justificatif de Quotient Familial 3 (de 583 à 795 inclus) – sur justificatif de l'invalidité > 80% pour les PMR	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités durant 1 mois (jusqu'au dernier jour du mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER, le réseau CTBR au sein de l'EMS et la zone 2 de la TGO. L'abonnement 4-17 ans ne donne pas accès aux P+R
<b>Tarif Plein</b> Annuel 4-17 ans / 18-25 ans/+ 65 ans / PMR Annuel 26-64 ans	280,00 € 560,00 €	Tout public*, en fonction de l'âge – sur justificatif de l'invalidité > 80% pour les PMR	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités durant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER, le réseau CTBR au sein de l'EMS et la zone 2 de la TGO. L'abonnement 4-17 ans ne donne pas accès aux P+R
Mensuel impersonnel	66,00 €	Abonnement mensuel non nominatif et transmissible	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités pendant 1 mois (jusqu'au dernier jour du mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS
Annuel impersonnel	660,00 €	Abonnement annuel non nominatif et transmissible	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités pendant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS
Emeraude	Gratuit	Réservé aux anciens combattants de plus de 75 ans résidant dans l'EMS et les veuves de guerre	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités pendant 6 ans, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS
Accompagnant d'une personne titulaire d'une carte CMI	Gratuit	L'accompagnateur/trice d'une personne titulaire d'une Carte Mobilité Inclusion (CMI) INVALIDITE peut voyager gratuitement sur le réseau CTS sans titre de transport validé dès lors que la personne accompagnée peut présenter un titre de transport validé et sa carte CMI.	Valable pour des trajets illimités pour une personne accompagnatrice d'un ou d'une titulaire de Carte Mobilité Inclusion (CMI) INVALIDITE, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS.
Breuschwickersheim et Kolbsheim	50,00 €	Réservé uniquement aux élèves du RPI Breuschwickersheim et Kolbsheim non résidant dans l'EMS,	Valable uniquement pour les trajets domicile - école maternelle / primaire durant l'année scolaire.

\* Personnes âgées de plus de 4 ans

• Parking Relais (P+R)

Titre	Tarifs au 01/07/2023	Personnes éligibles aux titres P+R	Validité
P+R Rotonde	4,70 €	Tout public *	Stationnement pour la journée sur le P+R Rotonde uniquement (jusqu'à 7h00 le lendemain de l'entrée) + ticket aller-retour pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la 1 <sup>re</sup> validation, valable le jour du stationnement. Au-delà de cet horaire, une majoration de 10 € est appliquée par jour supplémentaire.
P+R Autres	4,20 €	Tout public*	Stationnement pour la journée jusqu'à 7h00 le lendemain de l'entrée + ticket aller-retour pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la 1 <sup>re</sup> validation, valable le jour du stationnement. Au-delà de cet horaire, une majoration de 10 € est appliquée par jour supplémentaire.
P+R Camping-car	6,10 €	Réservé aux camping-cars de moins de 3 mètres	Stationnement pour une journée uniquement sur le P+R Elsau + ticket aller-retour pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la 1 <sup>ère</sup> validation, valable le jour du stationnement.
P+R Car	34,00 €	Tout public*	Stationnement pour la journée uniquement sur le P+R Elsau + ticket aller-retour pour tous les passagers du car dans la limite de 80 titres avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la 1 <sup>ère</sup> validation, valable le jour du stationnement.
P+R Car TR	18,60 €	Réservé aux cars et camping-cars de plus de 3 mètres	Stationnement pour la journée uniquement sur le P+R ELSAU + ticket aller-retour valable pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble, avec ou sans correspondance dans l'heure suivant la 1 <sup>ère</sup> validation, valable le jour du stationnement sur l'ensemble du réseau CTS.
Abonnement Mensuel P+R	66,00 €	Tout public *	Valable, dès l'achat, pour le stationnement et pour des trajets illimités (du 1 <sup>er</sup> au dernier jour du mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS et l'ensemble des P+R, y compris Rotonde.
Abonnement Annuel P+R	660,00 €	Tout public *	Valable, dès l'achat, pour le stationnement et pour des trajets illimités (du premier au dernier jour du dernier mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS et l'ensemble des P+R y compris Rotonde.

\* Personnes âgées de plus de 4 ans

- Titres intermodaux

Les titres intermodaux Alsa+ 24h EMS, Alsa + Départemental, Alsa+ Régional, Europass 24H et Europass Mini 24h sont valables durant 24 heures en départ immédiat, c'est-à-dire à compter de la date et de l'heure d'achat

Titre	Tarifs au 01/07/2023	Personnes éligibles aux titres intermodaux	Validité
Europass 24h	9,60 €	Tout public *	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités durant 24h glissant, pour 3 personnes (1 adulte et 2 enfants de 4 à 12 ans), sur l'ensemble du réseau de la CTS, le réseau CTBR et le réseau TER au sein de l'EMS et sur le réseau de la TGO au sein de l'Ortenau
Europass Family	14,50 €	Tout public *	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités durant 24h glissant, pour 2 adultes et 2 enfants de 4 à 12 ans sur l'ensemble du réseau de la CTS, le réseau de la CTBR et le réseau TER au sein de l'EMS et sur le réseau de la TGO au sein de l'Ortenau
Europass Mensuel	78,00 €	Tout public *	Valable pour des trajets illimités (du premier au dernier jour du mois) pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau de la CTBR et le réseau TER au sein de l'EMS et dans les zones 2 et 5 du réseau TGO
Europass 24h Mini	6,80 €	Tout public *	Valable à partir de la date d'achat (départ immédiat) avec ou sans correspondante pour 1 adulte de + 18 ans et 2 enfants de - 12 ans sur l'ensemble du réseau de la CTS, le réseau de la CTBR et le réseau TER au sein de l'EMS, la zone 2 du réseau TGO et la commune d'Appenweier
Europass Family Mini	11,20 €	Tout public *	Valable à partir de la date d'achat (départ immédiat) avec ou sans correspondante pour 1 ou 2 adultes de + 18 ans et 2 enfants de - 12 ans sur l'ensemble du réseau de la CTS, le réseau de la CTBR et le réseau TER au sein de l'EMS, la zone 2 du réseau TGO et la commune d'Appenweier
Europass Mensuel Mini	61,50 €	Tout public *	Valable pour des trajets illimités du 1 <sup>er</sup> au dernier jour du mois pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau de la CTBR et le réseau TER au sein de l'EMS, la zone 2 du réseau TGO et la commune d'Appenweier.
Presto Hebdo Presto Mensuel Presto Annuel	Selon trajets TER	26 ans et plus	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités en fonction de l'abonnement, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER. Abonnement valable sur le réseau CTS sous réserve de présentation du justificatif d'achat édité lors du chargement de l'abonnement et de la carte Simplicités (pendant une période de transition liée aux évolutions de technologies)
Primo Hebdo Primo mensuel	Selon trajets TER	Moins de 26 ans	Valable, dès l'achat, pour des trajets illimités en fonction de l'abonnement, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau TER. Abonnement valable sur le réseau CTS sous réserve de présentation du justificatif d'achat édité lors du chargement de l'abonnement et de la carte Simplicités (pendant une période de transition liée aux évolutions de technologies)
24h solo / Alsa+ 24h EMS	4,60 € / 4,60€	Tout public*	24h solo : Valable, dès la première validation, pour des trajets illimités durant 24h glissant à compter de la première validation, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, et le réseau CTBR au sein de l'EMS. ALSA + 24h EMS : Valable, dès l'achat (départ immédiat), pour des trajets illimités durant 24h à compter de la date et l'heure d'achat, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER et le réseau CTBR dans l'EMS. La liaison SNCF Strasbourg-Kehl est exclue.
Alsa + 24H Départemental Alsa + 24H Régional	23,10 € 37,40 €	Tout public*	Valable, dès l'achat (départ immédiat), pour des trajets illimités durant 24h glissant à compter de la date et l'heure d'achat, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER hors EMS (le Bas-Rhin ou en Alsace). La liaison SNCF Strasbourg-Kehl est exclue.
Alsa + Groupe Journée EMS Alsa + Groupe Journée Départemental Alsa + Groupe Journée Régional	7,20 € 24,20 € 39,10€	Tout public*	Valable, uniquement les samedis, dimanches et jours fériés, dès l'achat (départ immédiat), pour des trajets illimités dans la journée jusqu'à minuit, pour 5 personnes voyageant ensemble, sur l'ensemble du réseau CTS, le réseau TER au sein de l'EMS (pour le ticket EMS) et hors EMS (pour le ticket Département et Région) La liaison SNCF Strasbourg-Kehl est exclue.
Ticket Aéroport	4,70 € (4.80€ à compter du 01/09/23)	Tout public	Valable durant 1h30 dès l'achat (départ immédiat) pour un aller simple à compter de la date et de l'heure d'achat, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, et la ligne TER entre la Gare de Strasbourg et la Gare d'Entzheim.
Aller simple FLUO 67	2.50 €	Tout public	Titre unitaire interurbain, valable dès l'achat (départ immédiat).
Aller simple combiné CTS FLUO 67	3,50 €	Tout public	Valable, à compter de la date et de l'heure d'achat (départ immédiat), pour un aller simple, pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR.
Pic de pollution FLUO 67	2.50 €	Tout public	Titre unitaire interurbain, valable dès l'achat (départ immédiat).
PassMobilité Liberté 18-25/ 65 et + PassMobilité Liberté 26-64 PassMobilité Premium 18-25 : 65 et + PassMobilité Premium 26-64	334 € 597 € 430 € 681 €	Tout public en fonction de l'âge + permis de conduire	Valable pour des trajets illimités durant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, l'ensemble des P+R (y compris Rotonde), le réseau TER au sein de l'EMS, le réseau CTBR au sein de l'EMS, l'ensemble des Véloparcs Pour les abonnements Liberté, s'y ajoute : la circonscription de l'Ortenau, la location ponctuelle de Vél'hop, la location Citiz+Yea ! au tarif classique Pour les abonnements Premium, s'y ajoute : l'accès illimité à la location Vél'hop, la location Citiz+Yea ! au tarif Fréquence, mais exclu la circonscription de l'Ortenau.
PassMobilité Entreprise	923 €	Personne détentrice du permis de conduire	Valable pour des trajets illimités durant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois), pour une personne, sur l'ensemble du réseau CTS, l'ensemble des P+R (y compris Rotonde), le réseau TER et le réseau CTBR au sein de l'EMS, l'accès illimité à la location Vél'hop, les Véloparcs, la location Citiz+Yea ! au tarif Fréquence

\* Personnes âgées de plus de 4 ans

## II- AUTRES RÉSEAUX ACCEPTANT LES TITRES CTS

---

- **Réseau CTBR**  
Les clients possédant un titre de transport urbain valide sur carte Badgeo CTS, sont également acceptés à bord des véhicules fluo Grand Est 67 pour un déplacement dans le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg.
- **Réseau SNCF**  
Les clients titulaires d'un abonnement mensuel ou annuel résidant au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, peuvent bénéficier d'une contremarque, sur présentation d'un justificatif de domicile, leur permettant de voyager sur les lignes TER au sein du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.
- **Réseau allemand TGO**  
Les clients titulaires d'un abonnement mensuel ou annuel (hors abonnement 4-17 ans gratuit) résidant au sein de l'Eurométropole, peuvent voyager sur le réseau de la TGO en zone 2 en présentant un justificatif d'achat sur lequel figure leur adresse.

## III- AUTRES TITRES ACCEPTÉS SUR LE RÉSEAU CTS :

---

- **Suppression du Pass Campus**
- **Combinés CTS CTBR**  
Le ticket Réseau FLUO Grand Est COMBINE permet de pouvoir accéder au réseau Fluo ainsi qu'au réseau de la CTS. Ce titre est disponible en ticket simple ainsi qu'en abonnement mensuel ou annuel.
- **Titres SNCF Abonnements Primo et Presto sur carte SimpliCité**  
Cet abonnement est valable sur le réseau TER (en fonction du tronçon SNCF acheté par le client) et sur le réseau CTS, ~~sous réserve du justificatif d'achat édité lors du chargement de l'abonnement et~~ sur présentation de la carte SimpliCité.
- **Titres TGO**  
Les titres TGO sont valables :
  - Du lundi au vendredi, et doivent obligatoirement comporter la mention « zone 2 ou 5 » pour être valable sur la ligne D
  - Le samedi, le dimanche et les jours fériés, pas de mention spécifique nécessaire, tous les titres sont valables sur la ligne D (liste des visuels des titres acceptés remis sur demande à l'Autorité concédante)
    - Si l'abonné dispose d'un abonnement mensuel ou hebdomadaire adulte : il peut circuler avec 1 adulte et 2 enfants de moins de 15 ans (ou tous ses enfants dès lors qu'ils ont moins de 15 ans)
    - Si l'abonné est un scolaire : il peut circuler avec ses parents et ses frères et sœurs sans limite d'âge ni de nombre

**REGLEMENT ET CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET D'UTILISATION**

---

Pour l'ensemble des services mentionnés, des conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles soit sur simple demande auprès de la CTS, soit sur son site Internet :

<https://www.cts-strasbourg.eu/fr/cgucgv>

Ces conditions générales de vente et d'utilisation sont tenues à jour et font l'objet de mises à jour régulières notamment pour tenir compte de la création de nouveaux services ou pour s'adapter à des évolutions réglementaires. Elles sont communiquées préalablement à l'Autorité concédante pour avis.

Par ailleurs, le règlement des transports en commun s'applique sur l'ensemble du réseau de transport. Sa version en vigueur fait l'objet de la présente annexe. Toute évolution du règlement est soumise à approbation préalable de l'Autorité concédante et du Préfet compétent.

Le règlement de police des transports commun approuvé par le Préfet le 26 mai 2003, est modifié comme suit. Il entrera en vigueur à compter du 2 octobre 2023.



Cabinet de la Préfète  
Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure

**Arrêté préfectoral portant règlement de police des transports en commun de la compagnie des transports strasbourgeois (CTS)**

**La Préfète de la région Grand Est,  
Préfète de la zone de défense et de sécurité Est,  
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code des transports, notamment ses articles L. 1211-1, L. 1631-1 et suivants, L. 1711-1 et suivants, L. 1721-1 et suivants, L. 2241-1 et suivants, R. 2240-1 et suivants ;
  - Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 261-1 et suivants ;
  - Vu** le code pénal, notamment son article R610-5 ;
  - Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;
  - Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 11 ;
  - Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de madame Josiane CHEVALIER en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
  - Vu** la demande formulée par le directeur général de la compagnie des transports strasbourgeois ;
  - Vu** les avis favorables du Directeur départemental des territoires du Bas-Rhin, du Contrôleur général, directeur départemental de la sécurité publique du Bas-Rhin et du Général, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin ;
  - Considérant** que la compagnie des transports strasbourgeois (CTS) met en avant la nécessité de verbaliser certains comportements de voyageurs, en complément des obligations et prescriptions fixées par le code des transports ;
  - Considérant** que les comportements de certains voyageurs, en méconnaissance des obligations et prescriptions fixées par le code des transports et par le règlement de police de la CTS, sont de nature à porter atteinte à la tranquillité, à la sécurité et à la sûreté des autres voyageurs ou des personnels de la CTS ;
  - Considérant** qu'au regard de l'ampleur du réseau de la CTS, qui s'étend sur de nombreuses communes du département, les présentes mesures excèdent les pouvoirs de police administrative du maire ; que par conséquent, il y a lieu de les fixer par arrêté préfectoral ;
- Sur proposition** du Directeur de cabinet de la Préfète du Bas-Rhin ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le présent arrêté entre en application à compter du lundi 2 octobre 2023.

Le présent règlement fixe les règles qui s'appliquent aux personnes circulant sur l'ensemble du réseau de transport urbain de l'Eurométropole de Strasbourg exploité par la compagnie des transports strasbourgeois (CTS) ou pour son compte.

Ainsi, le fait pour une personne de se trouver dans les véhicules et dans les emprises de la CTS, implique le respect, en toutes circonstances, des prescriptions que le règlement prévoit.

Au-delà des dispositions de ce règlement, les voyageurs doivent également appliquer les consignes écrites ou verbales complémentaires émanant de la CTS.

Ce règlement est affiché, au moins de manière simplifiée, dans les véhicules et aux arrêts desservis par la CTS. Il est également disponible sur le site Internet de la CTS ([www.cts-strasbourg.eu](http://www.cts-strasbourg.eu)) et sur demande dans les locaux ouverts au public de la CTS.

### **Article 2 – ADMISSION DES VOYAGEURS**

Toute personne âgée de plus de 4 ans utilisant les services de la CTS, doit être munie d'un titre de transport en cours de validité et validé. Les différents titres de transport et leurs modalités d'utilisation sont précisés dans les Conditions Générales de Vente et d'Utilisation de la CTS (disponibles sur [www.cts-strasbourg.eu](http://www.cts-strasbourg.eu)).

Les voyageurs doivent être en possession :

- d'un titre de transport valable à la date du voyage et pour l'ensemble du parcours,
- d'un titre validé avant chaque utilisation du service de transport, y compris pour les trajets en correspondance, en utilisant les appareils à disposition,
- des justificatifs requis pour l'utilisation de ce titre,
- d'un titre de transport non falsifié, non contrefait, en bon état et lisible.

L'accompagnateur d'un voyageur détenteur d'une « carte mobilité inclusion » (CMI) est dispensé de titre à la condition que la personne qu'il accompagne soit munie d'un titre valable et validé ainsi que de sa carte CMI.

### **Article 3 – CONDITIONS DE TRANSPORT**

#### **3.1 – Accès aux véhicules**

- Les voyageurs sont tenus de se tenir en retrait de la bordure du quai ou de l'emplacement prévu à cet effet ;
- Les voyageurs ne sont autorisés à monter dans les véhicules qu'en présence du conducteur ;
- La montée et la descente dans les véhicules s'effectue dans le calme et exclusivement aux points d'arrêts du réseau CTS (sauf dispositif exceptionnel) après l'arrêt complet des véhicules et l'ouverture des portes dédiées ;
- Au terminus des lignes, les voyageurs ont l'obligation de descendre des véhicules ;
- Pour assurer une meilleure fluidité du réseau, les voyageurs qui souhaitent entrer dans un véhicule donnent la priorité aux voyageurs sortants. Ils se tiennent en retrait et à côté des portes pour ne pas constituer un obstacle à la descente.



### 3.2 – Réseau d'autobus

Dans les autobus :

- Les voyageurs en fauteuil roulant ou accompagnés de poussettes doivent monter par la porte réservée à cet effet après en avoir demandé l'ouverture au conducteur-receveur, le cas échéant à l'aide de la palette rétractable activée par le conducteur-receveur ;
- La desserte des arrêts est facultative (sauf pour les bus à haut niveau de service, BHNS) : les voyageurs qui désirent descendre d'un véhicule sont tenus de le demander au moyen des boutons présents dans les véhicules, suffisamment à l'avance pour que le conducteur soit en mesure de s'arrêter sans danger. Un bouton spécifique est prévu pour demander le positionnement de la palette afin de faciliter la descente des véhicules aux personnes en fauteuil roulant.

### 3.3 – Réseau de tramway

Les rames en service effectuent un arrêt à chaque station, sauf exceptions motivées par des raisons de sécurité, de sûreté ou des raisons d'exploitation.

### 3.4 – Véhicules de transport scolaire et de transport à la demande (TAD)

Durant le trajet, le port de la ceinture de sécurité est obligatoire :

- Dans les autocars (*article R.317-24-1 du code de la route, contravention de 4<sup>e</sup> classe*) ;
- Dans les véhicules dédiés au TAD (*article R. 412-1 du code de la route, contravention de 4<sup>e</sup> classe*).

Dans les TAD :

- les enfants de moins de 10 ans sont obligatoirement accompagnés d'un adulte qui fournira le matériel nécessaire au transport de l'enfant en toute sécurité (siège rehausseur, coque de protection). En l'absence de ces dispositifs obligatoires, le conducteur pourra refuser l'accès au service ;
- il est interdit d'introduire tout cycle et tout engin de déplacement personnel motorisé ou non.

### 3.5 – Places réservées – voyageurs prioritaires

Chaque véhicule est équipé de places destinées aux personnes à mobilité réduite (PMR) et matérialisées comme telles.

Tout voyageur est invité à céder sa place aux voyageurs ayant des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente, notamment les :

- Voyageurs détenteurs d'une « carte d'invalidité » (*article L. 251-3 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre*) ;
- Voyageurs détenteurs d'une « carte de priorité » (*article R. 215-5 du code de l'action sociale et des familles*) ;
- Voyageurs détenteurs d'une « carte mobilité inclusion » (CMI) (*article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles*) ;
- Femmes enceintes ;
- Voyageurs âgés de plus de 75 ans ;
- Voyageurs accompagnés d'enfant(s) de moins de 4ans.

### Article 4 – COMPORTEMENTS À ADOPTER

- Les voyageurs doivent veiller à leur propre sécurité, à celle des personnes qu'ils ont sous leur responsabilité et se tenir aux barres et poignées mises à leur disposition durant le voyage.
- Les voyageurs sont tenus d'avoir une relation respectueuse et cordiale avec les autres voyageurs.
- Les voyageurs sont tenus de respecter les agents de la CTS et d'appliquer les consignes sécuritaires et sanitaires.

## Article 5 – COMPORTEMENTS PROHIBÉS

Il est interdit aux voyageurs :

- de pénétrer dans un espace dont l'accès est réservé aux détenteurs d'un titre de transport ou de voyager sans être muni d'un titre de transport valable complété, s'il y a lieu, par les opérations incombant au voyageur telles que compostage, validation ou apposition de mentions manuscrites (contravention de 3<sup>ème</sup> classe, article R.2241-8 du code des transports.

- Les personnes verbalisées plus de 5 fois sur une période inférieure ou égale à 12 mois pour avoir voyagé sans titre de transport ou sans titre de transport valable (délit d'habitude), encourent les peines prévues à l'article L. 2242-6 du code des transports (6 mois d'emprisonnement et 7 500 € d'amende) ;

- d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des indemnités forfaitaires (6 mois d'emprisonnement et/ou de 45.000 euros d'amende, article 40 loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse) ;

- de céder à titre gracieux ou payant un titre de transport validé (contravention de 2<sup>e</sup> classe, article R. 610-5 du code pénal) ;

- d'introduire ou d'apposer délibérément dans les appareils, distributeurs de tickets ou monnayeurs, un objet afin de les bloquer (contravention de 2<sup>e</sup> classe, article R.610-5 du code pénal) ;

- de dégrader les biens et emprises de la CTS, sous peine de 2 ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende (délit, article 322-1 al. 1<sup>er</sup> du code pénal) ;

- de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain, sous peine de 3750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général (délit, article 322-1 al. 2<sup>e</sup> du code pénal) ;

- de fumer (contravention de 3<sup>ème</sup> classe, article R. 2241-17 du code des transports) ;

- de vapoter (contravention de 2<sup>ème</sup> classe, article R.2241-22 du code des transports) ;

- de cracher, d'uriner, de détériorer ou souiller de quelque manière que ce soit les espaces, véhicules ou le matériel de la CTS (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-14 du code des transports) ;

- de boire ou manger dans les véhicules (contravention de 2<sup>e</sup> classe, article R.610-5 du code pénal) ;

- de poser les pieds sur les sièges (contravention de 2<sup>e</sup> classe, article R.610-5 du code pénal) ;

- de monter ou de se maintenir en état d'ivresse manifeste dans les véhicules de la CTS (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-15 du code des transports) ;

- de perturber ou de nuire au confort des voyageurs présents dans les véhicules et aux arrêts (contravention de 2<sup>e</sup> classe, article R.610-5 du code pénal) ;

- de porter ou transporter des matières ou objets qui, par leur nature, leur quantité ou l'insuffisance de leur emballage, peuvent être dangereux, gêner ou incommoder les voyageurs (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-24 du code des transports) (exemples : transport et livraison d'objets encombrants ou équipements encombrants destinés à la livraison...); l'accès aux véhicules pourra être refusé par les agents de la CTS, notamment pour des motifs de sécurité ;

- de faire usage d'appareils ou d'instruments sonores dans les véhicules ou de troubler la tranquillité d'autrui par des bruits ou des tapages (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-18 du code des transports) ;

- de se servir sans motif légitime d'un signal d'alarme ou d'arrêt mis à la disposition des voyageurs pour faire appel aux agents de l'exploitant, de modifier ou de déranger, sans autorisation, le fonctionnement normal des équipements installés dans les véhicules de la CTS (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-13 du code des transports) ;

- d'abandonner ou de déposer, sans surveillance, des matériaux ou objets (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-13 du code des transports) ;

- d'empêcher l'ouverture ou la fermeture des portes d'accès immédiatement avant le départ ou de les ouvrir après le signal de départ et pendant la marche du véhicule ; d'entrer ou de sortir du véhicule autrement que par les portes d'accès ; de monter ou de descendre des véhicules ailleurs qu'aux emplacements prévus à cet effet ; de se pencher en dehors des véhicules ou de rester sur les marchepieds pendant la marche ; de prendre place ou de demeurer dans le véhicule au-delà du terminus (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-26 du code des transports) ;

- d'occuper un emplacement non-défini aux voyageurs, de se placer indûment dans les espaces ayant une destination spéciale, d'entraver la circulation dans les couloirs ou l'accès des compartiments (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-23 du code des transports) ;

- dans les espaces et véhicules affectés au transport public de voyageurs, de circuler, sans autorisation, sur des engins motorisés ou non, à l'exception des moyens de déplacement utilisés par les personnes à mobilité réduite (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-9 du code des transports) ;

- de mendier dans les véhicules (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-16 du code des transports) ;

- d'emmenner des animaux dans les véhicules de la CTS. Seuls sont admis :

- les chiens guides d'aveugles ou d'assistance accompagnant les personnes titulaires d'une carte d'invalidité/ carte de priorité/ CMI (absence de muselière tolérée),
- les animaux domestiques de petite taille convenablement enfermés ;
- dans les véhicules autorisés, les chiens muselés et tenus en laisse courte (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, article R.2241-10 du code des transports) ;

- dans les autobus, d'introduire tout cycle et tout engin de déplacement personnel motorisé ou non à l'exception :

- des dispositifs médicaux destinés au déplacement d'une personne en situation de handicap et des poussettes, conformément aux consignes en vigueur affichées dans les véhicules (contravention de 2<sup>e</sup> classe ; article R. 610-5 du code pénal) ;

- dans les tramways, d'introduire tout cycle et tout engin de déplacement personnel motorisé ou non, à l'exception :

- des dispositifs médicaux destinés au déplacement d'une personne en situation de handicap et des poussettes, conformément aux consignes en vigueur affichées dans les véhicules ;

- des trottinettes et des vélos sans équipement (par exemple sont exclus les vélos avec remorques, vélos cargo, tricycles...), conformément aux consignes en vigueur affichées dans les véhicules :

- pendant les jours et horaires autorisés

- dans la limite du nombre maximum autorisé

- dans les endroits prévus à cet effet

- lorsque l'affluence le permet et en veillant à ce que l'évacuation des voyageurs reste toujours possible et fluide

- l'accès à bord se fait uniquement par la dernière porte de la rame dans le sens de la marche.

- ces équipements devront impérativement être maintenus par leur utilisateur qui doit en assurer la stabilité (contravention de 2<sup>e</sup> classe, article R. 610-5 du code pénal).

Préfecture du Bas-Rhin

Tel : 03 88 21 67 68

[www.bas-rhin.louv.fr](http://www.bas-rhin.louv.fr)

19 Boulevard République - 67 073 Strasbourg Cedex

- de refuser d'obtempérer aux injonctions adressées par les agents assermentés de la CTS (contravention de 4<sup>ème</sup> classe, articles R.2241-32 et R. 3116-34 du code des transports) ;
- En cas de refus d'obtempérer, les agents de la CTS peuvent interdire à l'intéressé l'accès du véhicule ou le contraindre à en descendre ou à quitter sans délai les espaces, gares ou stations et, en tant que de besoin, requérir l'assistance de la force publique (article L. 2241-6 du code des transports) ;
- d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante – outrage sexiste (délit, 3750 € d'amende, article 222-33-1-1 du code pénal) ;
- d'outrager un agent du réseau de transport de la CTS (délit, 6 mois d'emprisonnement, 7500 € d'amende, article L. 2242-7 du code des transports, peines doublées si commis en réunion) ;
- de signaler et de diffuser, par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support, tout message de nature à signaler la présence d'agents employés ou missionnés par la CTS (délit, 2 mois d'emprisonnement, 3750 € d'amende, article L.2242-10 du code des transports).

## Article 6 – CONTRÔLES ET VERBALISATIONS

**6.1** – Les infractions au présent règlement peuvent être verbalisées par tout agent habilité dans les conditions précisées à l'article L. 2241-1 du code des transports. Il en va de même des infractions aux mesures sanitaires concernant les transports publics de voyageurs prescrites en application du code de la santé publique.

En cas de contrôle, les voyageurs doivent présenter leur titre de transport aux agents assermentés de la CTS et aux autres agents autorisés.

**6.2** – Pour l'établissement des procès-verbaux, les agents assermentés sont autorisés à recueillir, et selon le cas, relever l'identité du contrevenant.

Les personnes déclarant une fausse adresse ou une fausse identité auprès des agents assermentés encourent les peines prévues par l'article L. 2242-5 du code des transports (2 mois d'emprisonnement et 3 750 € d'amende).

En cas de refus ou d'impossibilité d'établir l'identité du contrevenant, les agents de la CTS informent sans délai l'officier de police judiciaire : le contrevenant ne demeurant pas à la disposition de l'agent est passible d'une peine de deux mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende (articles 529-3 et suivants du code de procédure pénale et articles L.2241-1 et suivants du code des transports).

**6.3** – L'accès aux véhicules peut être interdit à toute personne, dans les conditions fixées à l'article L.2241-6 du code des transports, qui :

- contrevient aux dispositions tarifaires,
- n'est pas en mesure de justifier de son identité en l'absence de titre valable,
- est susceptible de compromettre la sécurité des personnes, la régularité des circulations, ou de troubler l'ordre public, même munie d'un titre de transport valide.

Le cas échéant, la personne concernée peut se voir enjoindre de descendre du véhicule de transport au premier point d'arrêt suivant la constatation des faits ou de quitter sans délai les espaces gérés par l'exploitant du réseau de transport public.

## Article 7 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE

Conformément aux articles 529-3 et suivants du code de procédure pénale :

- pour les contraventions des quatre premières classes régulièrement constatées, il est proposé au contrevenant de verser une indemnité forfaitaire et transactionnelle. En cas de règlement immédiat entre les mains de l'agent assermenté, seule l'indemnité forfaitaire est due et l'action publique est éteinte ;

- en l'absence de paiement immédiat, l'indemnité forfaitaire est majorée de frais de dossier (article R. 2241-36 du code des transports) ;
- à défaut de règlement dans les 3 mois à compter de la constatation de l'infraction, le dossier est transmis au Ministère public et le contrevenant sera redevable d'une indemnité forfaitaire majorée de plein droit à régler directement auprès du Ministère public.

#### Article 8 – EXÉCUTION

Les Maires concernés par le réseau de la compagnie des transports strasbourgeois, le Directeur de cabinet de la Préfète du Bas-Rhin, le Directeur départemental des territoires du Bas-Rhin, le Contrôleur général, directeur départemental de la sécurité publique du Bas-Rhin et le Général, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le 18 SEP. 2023

La Préfète,



Josiane CHEVALIER

Délais et voies de recours en page suivante.

## Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023

SERVICE DES ASSEMBLÉES

**Point 22 à l'ordre du jour :** Contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg: avenant 4.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

**Pour : 76 voix – 7**

- 7 voix : Mmes Pia IMBS, Michèle LECLKER, MM. Patrick MACIEJEWSKI, Pierre PERRIN, Alain JUND et M. Syamak AGHA BABAEI, qui détenait la procuration de Mme Jeanne BARSEGHIAN, ont voté POUR alors qu'ils souhaitaient ne pas prendre part au vote.

**Contre : 3 voix**

**Abstention : 5 voix – 1**

- 1 voix : Mme Anne-Pernelle RICHARDOT s'est abstenue alors qu'elle souhaitait ne pas prendre part au vote.

Contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg: avenant  
4.

<p><b>Pour</b></p> <p><b>76</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PREVE Jean Paul, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEZEL Françoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia</p>
<p><b>Contre</b></p> <p><b>3</b></p>	<p>CHADLI Yasmina, SPLET Antoine, TURAN Hulliyya</p>
<p><b>Abstention</b></p> <p><b>5</b></p>	<p>GEISSMANN Céline, HERZOG Jean Luc, MASTELLI Dominique, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine</p>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Sûreté bancaire : avenants aux contrats de prêts CTS BANQUE  
POSTALE, CAISSE DES DEPOTS, CAISSE D'EPARGNE, BANQUE  
POPULAIRE et ARKEA.**

### Numéro E-2023-1049

Afin de financer ses investissements, la Compagnie des Transports Strasbourgeois a recours à des contrats de prêt auprès de différents établissements bancaires conformément à l'article 60 du Contrat de concession Eurométropole/CTS signé le 4 mars 2020 pour la période 2021 à 2030.

Les emprunts obtenus au titre de chacun des contrats de prêt sont garantis par :

- une **caution de l'Eurométropole de Strasbourg** : la garantie est accordée pour la durée du prêt, à hauteur de 50 % du montant desdits prêts en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
- une **cession de créances dite « Dailly »**, à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre des articles 61.2 et suivants du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,
- une **cession de créances Dailly**, à hauteur de 50 % du montant du prêt sur l'indemnité de rachat due le cas échéant par l'Eurométropole à la CTS au titre de l'article 80.1 du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.

*Pour mémoire, une créance Dailly, par référence au sénateur Étienne Dailly auteur de la loi correspondante en 1981, est la possibilité en France pour un créancier (« le cédant ») de céder selon des formes simples ses créances professionnelles ainsi que les garanties et sûretés qui en sont les accessoires à un établissement de crédit.*

Bien que juridiquement valables, les cessions de créances Dailly mises en place ont fait l'objet d'interprétations diverses de la part de certains établissements bancaires. Certains ont pu estimer que la créance détenue par la CTS vis-à-vis de l'Eurométropole, cédée aux banques au moyen des cessions de créances Dailly, ne s'avérait pas suffisamment différenciée entre les différentes banques ou qu'un risque pouvait exister quant au fait que



les banques ayant consenti des prêts en premier puissent être prioritaires dans l'attribution de cette sûreté vis-à-vis de banques ayant consenti leurs prêts ultérieurement.

Aussi, afin d'informer l'ensemble des partenaires, il a été convenu entre la CTS et les différents établissements bancaires de répartir toutes les cessions de créances Dailly selon leur poids respectif dans la contribution de l'EMS versée à la CTS, dans la mesure à la Collectivité garantie 50 % des emprunts levés par notre SPL. Cela permettra à chaque établissement de connaître la part garantie par la CTS sur leur propre cession de créances Dailly.

Cette répartition fera l'objet chaque année d'un rapport émis par la CTS et contresigné par l'Eurométropole ; en effet la quote-part de chaque établissement ne peut être stabilisée dans la durée dans la mesure où toute levée de fond d'un emprunt (ou son remboursement) vient de fait modifier cette ventilation.

Ainsi, sans que l'économie générale des contrats de prêt ne s'en trouve de quelque manière affectée, toute contestation future et éventuelle des banques sur leur rang et leur priorité vis-à-vis des cessions de créances Dailly offertes en sûreté devrait être écartée.

Afin que cette substitution de cessions de créances Dailly soit reflétée dans les contrats de prêt concernés, la BANQUE POSTALE, la CAISSE DES DEPOTS, la CAISSE D'EPARGNE, la BANQUE POPULAIRE et ARKEA souhaitent la conclusion d'un avenant aux contrats de prêt qu'ils ont consentis à la CTS et auxquels l'Eurométropole est partie en tant que garant.

Ces dispositions ont fait l'objet d'une analyse juridique de la part du cabinet Bignon Lebray qui précise en conclusion que « le projet d'émission des Nouvelles Cessions Dailly ne remet nullement en cause la validité du mécanisme de garantie des prêts consentis à la CTS par l'ensemble des Banques, mais vise au contraire à clarifier ce mécanisme ainsi que les garanties des prêts futurs ». L'impact financier pour la collectivité est totalement neutre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu le contrat de concession conclu en date du 4 mars 2020 et ses avenants  
vu le contrat de prêt de 84 M€ entre la CTS et  
la Caisse des Dépôts signé le 18 janvier 2007,  
vu la délibération de garantie d'emprunt du  
21 décembre 2006 de l'Eurométropole de Strasbourg,  
vu le contrat de prêt de 30 M€ entre la CTS et la  
Caisse d'Epargne signé le 22 septembre 2008,  
vu la délibération de garantie d'emprunt du  
1<sup>er</sup> février 2008 de l'Eurométropole de Strasbourg,  
vu le contrat de prêt de 32 M€ entre la CTS et la Banque Postale signé le 29 août 2013,*

*vu la délibération de garantie d'emprunt du 12 juillet 2013 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 38.845 M€ entre la CTS et la Caisse des Dépôts signé le 02 juillet 2015, vu la délibération de garantie d'emprunt du 26 juin 2015 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 28.6 M€ entre la CTS et la Banque Postale signé le 17 mai 2017, vu la délibération de garantie d'emprunt du 28 avril 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 10.4 M€ entre la CTS et la Banque Populaire signé le 22 mai 2017, vu la délibération de garantie d'emprunt du 28 avril 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 5 M€ entre la CTS et la Banque Populaire signé le 22 mai 2017, vu la délibération de garantie d'emprunt du 28 avril 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 10M€ entre la CTS et la Caisse d'Epargne signé le 25 octobre 2017, vu la délibération de garantie d'emprunt du 29 septembre 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 4M€ entre la CTS et la Banque Postale signé le 17 décembre 2019, vu la délibération de garantie d'emprunt du 29 novembre 2019 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 6M€ entre la CTS et Arkéa signé le 17 décembre 2019, vu la délibération de garantie d'emprunt du 29 novembre 2019 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 16 M€ entre la CTS et la Banque Postale signé le 22 décembre 2020, vu la délibération de garantie d'emprunt du 20 novembre 2020 de l'Eurométropole de Strasbourg, vu le contrat de prêt de 37.9M€ entre la CTS et la Banque Postale signé le 22 décembre 2020, vu la délibération de garantie d'emprunt du 20 novembre 2020 de l'Eurométropole de Strasbourg, sur proposition de la Commission plénière après en avoir délibéré*

*approuve*

*la conclusion des avenants et leurs annexes entre la CTS et les banques susvisées,*

*réitère*

*ses garanties pour le remboursement des prêts souscrits par la CTS auprès des banques susvisées, selon les caractéristiques et conditions des contrats de prêt susvisés,*

*s'engage*

- *à prendre les mesures budgétaires et fiscales permettant d'assurer le paiement des sommes contractuellement dues aux prêteurs visés ci-dessus au titre des garanties d'emprunt. Ces engagements demeureront en vigueur pendant toute la durée des prêts jusqu'au paiement de 100 % des sommes dues au titre des contrats de prêt mentionnés ci-dessus,*
- *à respecter ses devoirs d'information à l'égard du prêteur, conformément aux contrats de prêt,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer ces avenants à titre de garant et de concédant, les garanties, et tout autre document pouvant concourir à la mise en œuvre de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162379-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

---

**MEMORANDUM**

---

**A/To** Martine Petit-Jean | Compagnie des Transports Strasbourgeois  
Catherine Noël | Compagnie des Transports Strasbourgeois  
Sabine Voltzenlogel | Compagnie des Transports Strasbourgeois

Anthony Rodriguez | La Banque Postale  
Alexandre Schnell | Caisse des Dépôts et Consignations  
Rémy Siedel | Société Générale  
Rosita Kaiser | BNP Paribas  
Arthur Bilici | LCL  
Marc Fragneau | Caisse d'Epargne Grand Est Europe  
Christophe Muller | Crédit Agricole Alsace Vosges  
José Schmidt | Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne  
Marie-Aline Taglang | Crédit Coopératif  
Julien Wackenheim | Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels

**De/From** Serge Rastorgoueff | Associé – Partner | Bignon Lebray  
Dimitri Nadelgaft | Collaborateur – Associate | Bignon Lebray

**Objet/Re.** # D7171 | Mise en place de nouvelles Cessions Dailly par la Compagnie des Transports Strasbourgeois

**Date** 26 mai 2023

---

**STRICTEMENT CONFIDENTIEL – STRICTLY CONFIDENTIAL**

*Ce mémorandum provient d'un cabinet d'avocats et peut contenir des informations confidentielles qui ne peuvent être divulguées qu'à son destinataire. This memorandum is being sent from a law firm and may contain information which is confidential or privileged and which can only be disclosed to its intended recipient.*

---

Madame, Monsieur,

Nous faisons référence aux différents prêts ou crédits (les **Prêts**) accordés de manière bilatérale par les banques destinataires du présent mémorandum aux termes de contrats de prêt et/ou de crédit (les **Contrats de Prêt Senior**) conclus entre la Compagnie des Transports Strasbourgeois (la **CTS**) d'une part et chacune des banques destinataires du présent mémorandum, prise isolément (les **Banques**), d'autre part.

Sauf indication contraire, les termes commençant dans le présent mémorandum ont la même signification que les termes commençant par une majuscule dans les Contrats de Prêt Senior.

Nous nous référons en particulier aux échanges entre la CTS et les Banques, au sujet de l'émission de nouveaux actes de cession de créances professionnelles (les **Nouvelles Cessions Dailly**), et notamment un courriel en date du 7 juin 2021 adressé aux Banques par la CTS pour leur indiquer le souhait de mettre en place ces Nouvelles Cessions Dailly.

Les Nouvelles Cessions Dailly viennent en remplacement des cessions Dailly existantes, consenties à l'occasion de la conclusion de chacun des Contrats de Prêt Senior et portant sur les créances détenues

par la CTS sur l'Eurométropole de Strasbourg (l'**EMS**) au titre de la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle et de l'Indemnité (tels que ces termes sont définis ci-après).

Les cessions Dailly existantes, en ce qu'elles portaient sur les deux mêmes créances cédées quel que soit le Contrat considéré pouvait soulever des difficultés d'interprétation quant à la détermination des rangs de chacune des Banques bénéficiaire des cessions, lesdites créances devant toutes être de même rang.

Aussi, les Nouvelles Cessions Dailly ont pour objet de clarifier la situation en individualisant de manière plus explicite la quote-part de chaque Banque au sein des deux créances cédées et dont l'EMS est débitrice.

Pour ce faire, les Nouvelles Cessions Dailly seront établies en référence au montant de la Contribution Financière et de l'Indemnité de Rachat tel qu'actualisé dans un rapport annuel émis par la CTS et contresigné par l'EMS. Les rapports annuels distingueront expressément la quote-part de chaque Banque au titre des différents Contrats de Prêt Senior dans les deux créances.

\*

\* \*

## 1. Rappel du contexte

- 1.1. La CTS est titulaire d'un contrat de concession en date du 4 mars 2020 conclu avec l'EMS, en application duquel elle est chargée du financement des infrastructures du réseau de transports publics urbains de l'agglomération strasbourgeoise (le **Contrat de Concession**)<sup>1</sup>. Pour satisfaire à cette mission, elle a obtenu, depuis 2008, vingt-trois (23) Prêts au titre de dix-neuf (19) Contrats de Prêt Senior conclus avec les Banques.
- 1.2. Pour mémoire, au 31 décembre 2022, le capital restant dû au titre des vingt-trois (23) Prêts était réparti de la façon suivante (répartition par Banque) :

Banque	Montant en euros	%
La Banque Postale	84.028.476,68	30,06%
CDC	66.843.455,15	23,91%
Société Générale	38.400.000,00	13,74%
BNP Paribas	19.965.000,00	7,14%
LCL	20.368.116,11	7,29%
Caisse d'Epargne Grand Est Europe	14.749.999,78	5,28%
Crédit Agricole Alsace Vosges	15.633.333,27	5,59%
Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne	8.730.000,00	3,12%
Crédit Coopératif	6.499.999,93	2,33%
Crédit Mutuel Arkéa	4.350.000,00	1,56%
<b>Total</b>	<b>279.568.380,92</b>	<b>100%</b>

- 1.3. Dans ce cadre, les Nouvelles Cessions Dailly visent à réaffirmer que chacune des Banques bénéficie d'une cession de créance professionnelle à titre de garantie de rang égal à due

<sup>1</sup> Ledit Contrat de Concession vient est entré en vigueur à l'expiration du précédent.

proportion des créances qu'elle détient sur la CTS au titre des Contrats de Prêt Senior.

## 2. Construction des sûretés existantes

### 2.1. Les dix-neuf (19) Contrats de Prêts Senior font chacun l'objet des sûretés suivantes :

- a. cautionnement solidaire de l'EMS, à concurrence de cinquante pour cent (50 %) (voire quarante pour cent (40 %) dans un cas précis) du montant en principal, intérêts frais, accessoires et indemnités du Prêt concerné (chacun un **Cautionnement** et ensemble les **Cautionnements**) ; et/ou ;
- b. cession de créances professionnelles à concurrence de cinquante pour cent (50 %) du montant en principal, intérêts frais, accessoires et indemnités du Prêt concerné, portant sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle (tel que le terme est défini ci-après) versée par l'EMS (chacune une **Cession Dailly Existante sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle** et ensemble les **Cessions Dailly Existantes sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle**) ; et/ou
- c. cession de créances professionnelles à concurrence de cinquante pour cent (50 %) du montant en principal, intérêts frais, accessoires et indemnités du Prêt concerné, portant sur l'indemnité au titre du Contrat de Concession égale à la valeur nette comptable nette des subventions affectés aux biens du service concerné dans le cadre du Contrat de Concession ou, le cas échéant et s'il est supérieur, au capital restant dû sur les Contrats de Prêt Senior (chacune une **Cession Dailly Existante sur l'Indemnité** et ensemble les **Cessions Dailly Existantes sur l'Indemnité**).
- d. les Cessions Dailly Existantes sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle et les Cessions Dailly Existantes sur l'Indemnité sont désignées collectivement les **Cessions Dailly Existantes**.

### 2.2. Sur les Cautionnements

Nous faisons ici mention pour mémoire uniquement des Cautionnements, lesquels constituent des sûretés réelles non liées à un actif en particulier. La question d'une éventuelle concurrence entre les Cautionnements n'a d'ailleurs pas fait l'objet de questionnements à ce jour.

La liste des Cautionnements et les valeurs garanties figurent en Annexe 1 (*Récapitulatif des encours et des sûretés consenties*).

### 2.3. Sur les Cessions Dailly Existantes sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle

Les Cessions Dailly Existantes sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle permettent de couvrir le risque d'impayé des échéances au titre des Prêts de la part de la CTS.

Selon les dispositions de l'article 61.1 du Contrat de Concession, « *l'Autorité concédante [l'EMS] verse une Contribution financière forfaitaire en contrepartie des sujétions de service public qu'elle impose au Concessionnaire [la CTS] en termes de Fréquences, de dessertes et de tarifs* » (la **Contribution Financière Forfaitaire Annuelle**).

Cette Contribution Financière Forfaitaire Annuelle « *correspond à la différence entre les charges forfaitaires et les recettes forfaitaires du Concessionnaire [la CTS]* » :

- a. les charges forfaitaires, ou dépenses forfaitaires, sont composées :
  - i. des dépenses forfaitaires d'exploitation, entendues comme la somme du nombre de km réellement parcourus par l'ensemble des matériels roulants multiplié par le prix kilométrique de ces dits matériels roulants, augmenté du coût global des services particuliers, des coûts d'entretien de la Galerie de la Grande Verrière et le coût d'exploitation, facturé à l'exploitant de la ville de

Kehl ;

- ii. des charges liées aux investissements, entendues comme la somme des frais financiers sur les emprunts et les découverts bancaires servant à financer les opérations d'investissement, les dotations aux amortissements, les dotations aux provisions pour grandes révisions des tramways, et les loyers payés en cas de leasing et de location de véhicules de transport en commun, moins la quote-part d'amortissement et de frais financiers refacturés à l'exploitant de la ville de Kehl.

S'agissant plus spécifiquement des frais financiers, ils sont relatifs au financement des investissements de renouvellement et / ou de développement dont le budget a été accepté par l'EMS.

Pour le calcul des charges relatives aux investissements, les frais financiers pris en compte correspondent au montant des frais financiers payés par la CTS sur les emprunts contractés et minorés, le cas échéant, des éventuels produits financiers réalisés sur ces emprunts, par exemple en cas de renégociation de la dette.

- b. les recettes forfaitaires sont quant à elles composées :
  - i. des recettes de trafic perçues auprès des usagers du service de transports, à propos desquelles la CTS s'est engagée à des objectifs annuels basés sur la grille tarifaire en vigueur ;
  - ii. des recettes annexes, entendues comme la somme du produit des indemnités forfaitaires perçues auprès des voyageurs en situation tarifaire irrégulière, le produit de la régie publicitaire sur et dans le matériel roulant, le produit de la mise à disposition des biens urbains au profit de la Région Grand Est via son Concessionnaire, et le produit de prestations annexes valorisant les biens et investissements mis au profit de la Concession
  - iii. des recettes issues des compensations résultant des conventions avec la Région Grand Est ; et
  - iv. est procédé au total des recettes énumérées aux points (i), (ii) et (iii), moins les recettes reversées à la Ville de Kehl au titre de la Convention de coopération conclue entre l'EMS et la Ville de Kehl.

Le mécanisme de calcul de la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle est ainsi structuré de telle manière que l'augmentation des charges forfaitaires, qui comprennent les frais financiers de la CTS sur les emprunts qu'elle a contractés, augmente en fonction de l'évolution de la souscription de nouveaux contrats de prêts par la CTS.

Pour information, le montant total de Contribution Financière Forfaitaire pour 2022 est évalué à cent quarante-huit millions d'Euros (EUR 148.000.000).

La liste des Cessions Dailly Existantes sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle et les valeurs garanties figurent en Annexe 1 (Récapitulatif des encours et des sûretés consenties). Les données chiffrées font apparaître que le Contribution Forfaitaire Annuelle couvre largement, à hauteur des pourcentages requis, le risque d'impayé des échéances au titre des Contrats de Prêt Senior de la part de la CTS.

#### 2.4. **Sur les Cessions Dailly Existantes sur l'Indemnité**

Les Cessions Dailly Existantes sur l'Indemnité permettent de couvrir le risque de remboursement anticipé obligatoire des Prêts à la date de fin de la Concession.

L'Indemnité (l'**Indemnité**) correspond à la valeur nette comptable nette des subventions

affectées aux biens du service concerné dans le cadre du Contrat de Concession ou, le cas échéant et s'il est supérieur, au capital restant dû sur les Contrats.

De par sa nature, l'Indemnité couvre donc largement, à hauteur des pourcentages requis, le risque de remboursement anticipé obligatoire du capital restant dû au titre de chaque Contrat à la date de fin de la Concession.

### 3. Absence d'instauration, par l'émission des Nouvelles Cessions Dailly, d'une concurrence entre les Banques

- 3.1. Il est de jurisprudence constante que la résolution des cas de concurrence entre plusieurs cessionnaires Dailly titulaires d'un bordereau portant sur la même créance est résolue en se référant à la date apposée sur le bordereau.

Un débiteur confronté à la notification de deux cessions de créances concurrentes de la part de deux établissements ne devra paiement qu'à l'établissement dont le titre est le plus ancien (Cass. Com., 12 janvier 1999, n° 96-13.723). En d'autres termes, l'ordre de priorité applicable est fonction de la date apposée sur le bordereau.

Ainsi, à partir du moment où une créance est cédée par bordereau, le cédant ne peut effectivement pas céder une nouvelle fois cette créance, puisque cette dernière ne fait plus partie de son patrimoine. L'alinéa 3 de l'article L. 313-27 du Code monétaire et financier dispose en effet que « *La remise du bordereau entraîne de plein droit le transfert des sûretés, des garanties et des accessoires attachés à chaque créance, y compris les sûretés hypothécaires, et son opposabilité aux tiers sans qu'il soit besoin d'autre formalité.* » Le second cessionnaire se voit donc obligé de répéter la somme indument perçue au débiteur (Cour d'appel de Paris, 5<sup>e</sup> chambre, 4 janvier 1990, D. 1990. Somm. 233, obs. Vasseur ; Cass. Com., 5 juillet 1994, 92-14.966 ; Cass. Com., 18 avril 2000, n° 96-19.842).

En tout état de cause, la CTS se garderait en toutes circonstances de céder une même créance à deux établissements, de tels agissements étant susceptibles d'être qualifiés pénalement (Cass. Crim., 19 janvier 2003, n° 01-87.432).

- 3.2. Il en va différemment lorsque les cessions ne sont pas consenties sur une seule et unique créance, mais sur des fractions de la créance cédée : dans cette hypothèse, la jurisprudence considère que les cessions portent sur des créances véritablement distinctes, ce qui permet, sous réserve de la stipulation d'une clause de réserve de propriété, de répartir les sommes restant dues entre les créanciers au prorata des droits de chacun des créanciers (CE, 9 mai 2005, req. n° 266060).

En d'autres termes, dans une telle hypothèse, aucun droit de priorité ne peut être déterminé par référence à la date apposée sur les bordereaux.

- 3.3. Cette hypothèse est précisément celle envisagée par la CTS dans le cadre de l'émission des Nouvelles Cessions Dailly.

En effet, dans le cadre du calcul de la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle versée par l'EMS à la CTS en application de l'article 61.1 du Contrat de Concession, les frais pris en compte pour le calcul des charges relatives aux investissements, qui font partie des charges prises en compte liées aux investissements, correspondent au montant des frais financiers payés par la CTS sur les emprunts contractés (et minorés, le cas échéant, des éventuels produits financiers réalisés sur ces emprunts, par exemple en cas de renégociation de la dette).

Le calcul de tels frais ne peut qu'être réalisé en individualisant chacun des Contrats de Prêt Senior.

Il ne pourrait d'ailleurs en être autrement, chaque Banque n'étant titulaire que d'une fraction de la dette qu'elle détient sur la CTS, déterminée selon les encours restants au titre des divers contrats de prêt et/ou de crédit consentis pour des montants différents et à des dates différentes.



#### 4. **Nécessité de la mise en place des Nouvelles Cessions Dailly afin de clarifier le caractère individualisé des créances cédées au profit des Banques et la préservation de leurs droits en cas de conclusion de nouveaux prêts**

- 4.1. Pour les besoins des Nouvelles Cessions Dailly, il sera identifié au sein de (i) la Contribution Forfaitaire Annuelle d'une part et (ii) l'Indemnité d'autre part, une quote-part propre à chaque financement, à hauteur du capital restant dû sur chacun des Contrats de Prêt Senior.
- 4.2. Ainsi, les créances correspondant à (i) la Contribution Forfaitaire Annuelle d'une part et (ii) l'Indemnité d'autre part seront chacune fractionnées en autant d'encours restant dus au titre des Contrats de Prêt Senior, chacune des Nouvelles Cessions Dailly correspondant à une fraction dûment identifiée dans un état annuel émis par la CTS et contresigné par l'EMS.
- 4.3. Suivant ce mécanisme, à chaque créance bancaire correspond une fraction identifiée de la créance détenue par la CTS sur l'EMS, et ce qu'il s'agisse de la Contribution Forfaitaire Annuelle ou de l'Indemnité. Cela permet de s'assurer qu'il n'y a pas plusieurs cessions sur la même créance.
- 4.4. Il convient en outre de noter que l'acceptation des Nouvelles Cessions Dailly par l'EMS aura pour effet de porter à la connaissance de l'EMS de manière certaine le caractère individualisé au niveau de chaque Banque des Nouvelles Cessions Dailly.
- 4.5. Comme démontré ci-dessus :
  - a. le mécanisme de fixation de la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle est structuré de telle sorte que l'assiette des Cessions Dailly sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle dépend directement des échéances dues par la CTS au titre des Contrats de Prêt Senior ; et
  - b. il en va de même pour l'Indemnité, dont le montant correspond (i) à la valeur nette comptable nette des subventions affectés aux biens du service concerné dans le cadre du Contrat de Concession ou, (ii) le cas échéant et s'il est supérieur, au capital restant dû sur les Contrats de Prêt Senior.
  - c. cette structuration a pour effet de garantir le caractère évolutif de l'assiette des créances cédées en proportion de l'encours des Contrats de Prêt Seniors existants et futurs.
  - d. en conséquence, le mécanisme projeté permet d'offrir le bénéfice des sûretés consenties au titre des Nouvelles Cessions Dailly à de futurs prêteurs, sans porter atteinte aux droits des Banques existantes.
- 4.6. L'ensemble de ces considérations garantit à la fois le caractère individuel des quotes-parts de créances cédées au titre des Nouvelles Cessions Dailly, ainsi que l'extension du bénéfice desdites cessions à tout prêt futur, sans porter atteinte aux droits des Banques existantes. De cette manière, l'absence de concurrence entre les droits des Banques est maintenue.
- 4.7. Toutefois, dans un souci de clarification et de renforcement de ces principes, il est envisagé une détermination du montant des créances cédées aux Banques dans un état communiqué annuellement par la CTS.
- 4.8. A cet effet, un état récapitulatif sera communiqué aux Banques par la CTS suivant une périodicité annuelle (**l'Etat Annuel**). Chaque Etat Annuel sera contresigné par l'EMS et détaillera pour chacun des Contrats de Prêt Senior la quote-part des Banques portant sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle et sur l'Indemnité, au prorata de l'encours du Contrat relativement à l'encours total de l'ensemble des Contrats de Prêt Senior.

#### 5. **Modalités de mise en place Nouvelles Cessions Dailly**

- 5.1. Pour chacun des Contrats de Prêt Senior, les Nouvelles Cessions Dailly seront émises en lieu et place des Cessions Dailly Existantes, le même jour (la **Date de Réalisation**). A la Date de

Réalisation et pour chacun des Contrats de Prêt Senior, la CTS émettra au bénéfice de la Banque concernée (a) un acte de cession de créances professionnelles portant sur la quote-part de la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle relative au Contrat de Prêt Senior concerné et (b) un acte de cession de créances professionnelles portant sur la quote-part de l'Indemnité relative au Contrat de Prêt Senior concerné.

- 5.2. Pour chacun des Contrats de Prêt Senior :
- a. le montant de la créance cédée au titre de la Nouvelle Cession Dailly portant sur la Contribution Financière Forfaitaire Annuelle sera celui indiqué dans l'Etat annuel à la colonne intitulée « Annuité garantie par cession Dailly » ; et
  - b. le montant de la créance cédée au titre de la Nouvelle Cession Dailly portant sur l'Indemnité sera celui indiqué dans l'Etat annuel à la colonne intitulée « Capital restant dû garanti par cession Dailly ».
- 5.3. Concomitamment à l'émission des Nouvelles Cession Dailly à son bénéfice, chacune des Banques procédera à la mainlevée de l'ensemble des Cessions Dailly Existantes.
- 5.4. Pour ce faire, à la Date de Réalisation, chacune des Banques remettra à la CTS un acte de mainlevée ou un acte de renonciation visant l'ensemble des Cessions Dailly Existantes se rapportant aux Contrats de Prêt Senior qu'elle a consenti à la CTS, ainsi le cas échéant de tout autre acte de cession de créances professionnelles consenties par la CTS à ladite Banque.
- 5.5. Il n'est pas prévu de remettre les originaux des actes de cession de créances professionnelles correspondant aux Cessions Dailly Existantes faisant l'objet des mainlevées ou des renonciations.
- 5.6. Chaque acte de mainlevée visé au paragraphe 5.4 ci-dessus prendra effet sous la condition suspensive de la signature par la CTS à la Date de Réalisation, de la Nouvelle Cession Dailly au profit de la Banque concernée.
- 5.7. Un avenant aux Contrats de Prêt Senior pourra être élaboré par chaque Banque, à la convenance de ces dernières, afin de contractualiser le mécanisme de substitution des Nouvelles Cessions Dailly aux Cessions Dailly existantes, suivant le processus décrit ci-dessus.

En définitive, le projet d'émission des Nouvelles Cessions Dailly ne remet nullement en cause la validité du mécanisme de garantie des prêts consentis à la CTS par l'ensemble des Banques, mais vise au contraire à clarifier ce mécanisme ainsi que les garanties des prêts futurs.

\*

\*            \*

Nous restons à votre disposition pour toute question ou commentaire que vous pourriez avoir.

Très cordialement,





**Annexe 1**  
**Récapitulatif des encours et des sûretés consenties**



# Détail des annuités 2022 garanties par Cession Daily

## Etat Annuel certifié au 31/12/2022

Contribution forfaitaire EMS voté au BR2022

148 000 000,00 €

dont quote-part relative aux amortissements et frais financiers

46 489 267,23 €

Organisme prêteur	Montant initial du prêt	Cautions EMS	Cession Daily	Durée du prêt	Dernière Échéance	Capital restant dû au 31/12/2021	Amortissements 2022	Frais financiers 2022	Annuité 2022	Capital restant dû au 31/12/2022	Annuité garantie par cession Daily
Banque Populaire	5 000 000,00	50,00%	50,00%	10	10/05/2028	3 250 000,00	500 000,00	19 454,87	519 454,87	2 750 000,00	259 727,44
Banque Populaire	10 400 000,00	50,00%	50,00%	10	10/08/2028	7 020 000,00	1 040 000,00	42 156,11	1 082 156,11	5 980 000,00	541 078,06
BNP Paribas	24 200 000,00	50,00%	50,00%	10	22/03/2031	22 385 000,00	2 420 000,00	89 979,64	2 509 979,64	19 965 000,00	1 254 989,82
<b>TOTAL</b>	<b>39 600 000,00</b>					<b>32 655 000,00</b>	<b>3 960 000,00</b>	<b>151 590,62</b>	<b>4 111 590,62</b>	<b>28 695 000,00</b>	<b>2 055 795,31</b>
LBP	7 000 000,00	50,00%	50,00%	20	08/12/2033	2 848 720,00	518 910,00	114 839,16	633 749,16	2 329 810,00	316 874,58
<b>TOTAL</b>	<b>7 000 000,00</b>					<b>2 848 720,00</b>	<b>518 910,00</b>	<b>114 839,16</b>	<b>633 749,16</b>	<b>2 329 810,00</b>	<b>316 874,58</b>
ARKEA	6 000 000,00	50,00%	50,00%	10	30/03/2030	4 950 000,00	600 000,00	5 197,50	605 197,50	4 350 000,00	302 598,75
Banque Postale	4 000 000,00	50,00%	50,00%	10	15/01/2030	3 300 000,00	400 000,00	4 600,00	404 600,00	2 900 000,00	202 300,00
<b>TOTAL</b>	<b>10 000 000,00</b>					<b>8 250 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>9 797,50</b>	<b>1 009 797,50</b>	<b>7 250 000,00</b>	<b>504 898,75</b>
CDC	45 000 000,00	50,00%	50,00%	20	01/10/2028	25 515 000,00	3 645 000,00	1 103 047,47	4 748 047,47	21 870 000,00	2 374 023,74
CDC	33 300 000,00	50,00%	50,00%	20	01/10/2028	18 881 100,00	2 697 300,00	47 122,76	2 744 422,76	16 183 800,00	1 372 211,38
Caisse Epargne	30 000 000,00	40,00%	60,00%	18	30/09/2026	7 916 666,49	1 666 666,68	328 125,00	1 994 791,68	6 249 999,81	1 196 875,01
LBP	37 900 000,00	50,00%	50,00%	10	29/12/2030	34 110 000,00	3 790 000,00	166 251,14	3 956 251,14	30 320 000,00	1 978 125,57
<b>TOTAL</b>	<b>146 200 000,00</b>					<b>86 422 766,49</b>	<b>11 798 966,68</b>	<b>1 644 546,37</b>	<b>13 443 513,05</b>	<b>74 623 799,81</b>	<b>6 921 235,69</b>
LBP	25 000 000,00	50,00%	50,00%	25	08/12/2038	11 784 000,00	1 652 000,00	481 675,81	2 133 675,81	10 132 000,00	1 066 837,91
<b>TOTAL</b>	<b>25 000 000,00</b>					<b>11 784 000,00</b>	<b>1 652 000,00</b>	<b>481 675,81</b>	<b>2 133 675,81</b>	<b>10 132 000,00</b>	<b>1 066 837,91</b>
LCL	11 000 000,00	50,00%	50,00%	15	17/01/2032	5 466 666,73	533 333,32	90 789,93	624 123,25	4 933 333,41	312 061,62
CDC	10 500 000,00	50,00%	50,00%	25	01/09/2041	8 400 000,00	420 000,00	142 832,09	562 832,09	7 980 000,00	281 416,05
<b>TOTAL</b>	<b>21 500 000,00</b>					<b>13 866 666,73</b>	<b>953 333,32</b>	<b>233 622,02</b>	<b>1 186 955,34</b>	<b>12 913 333,41</b>	<b>593 477,67</b>
Crédit Coopératif	10 000 000,00	50,00%	50,00%	15	30/07/2032	7 166 666,61	666 666,68	101 402,78	768 069,46	6 499 999,93	384 034,73
CDC	6 000 000,00	50,00%	50,00%	25	01/06/2042	5 040 000,00	240 000,00	75 191,67	315 191,67	4 800 000,00	157 595,84
<b>TOTAL</b>	<b>16 000 000,00</b>					<b>12 206 666,61</b>	<b>906 666,68</b>	<b>176 594,45</b>	<b>1 083 261,13</b>	<b>11 299 999,93</b>	<b>541 630,56</b>
Crédit Agricole	8 500 000,00	50,00%	50,00%	15	31/12/2034	7 366 666,64	566 666,68	24 324,17	590 990,85	6 799 999,96	295 495,43
<b>TOTAL</b>	<b>8 500 000,00</b>					<b>7 366 666,64</b>	<b>566 666,68</b>	<b>24 324,17</b>	<b>590 990,85</b>	<b>6 799 999,96</b>	<b>295 495,43</b>
Crédit Agricole	10 000 000,00	50,00%	50,00%	15	31/01/2036	9 499 999,99	666 666,68	54 965,23	721 631,91	8 833 333,31	360 815,96
Caisse Epargne	10 000 000,00	50,00%	50,00%	15	30/09/2035	9 166 666,65	666 666,68	49 666,67	716 333,35	8 499 999,97	358 166,68
<b>TOTAL</b>	<b>20 000 000,00</b>					<b>18 666 666,64</b>	<b>1 333 333,36</b>	<b>104 631,90</b>	<b>1 437 965,26</b>	<b>17 333 333,28</b>	<b>718 982,63</b>
LCL	20 000 000,00	50,00%	50,00%	25	17/07/2040	16 304 347,90	869 565,20	357 123,66	1 226 688,86	15 434 782,70	613 344,43
CDC	19 345 000,00	50,00%	50,00%	29	01/12/2046	16 676 724,12	667 068,97	227 132,35	894 201,32	16 009 655,15	447 100,66
LBP	28 600 000,00	50,00%	50,00%	20	29/10/2038	24 310 000,00	1 430 000,00	279 450,80	1 709 450,80	22 880 000,00	854 725,40
LBP	16 000 000,00	50,00%	50,00%	30	29/12/2051	16 000 000,00	533 333,32	164 403,48	697 736,80	15 466 666,68	348 868,40
Société Générale	40 000 000,00	50,00%	50,00%	25	04/10/2046	40 000 000,00	1 600 000,00	443 022,22	2 043 022,22	38 400 000,00	1 021 511,11
<b>TOTAL</b>	<b>123 945 000,00</b>					<b>113 291 072,02</b>	<b>5 099 967,49</b>	<b>1 471 132,51</b>	<b>6 571 100,00</b>	<b>108 191 104,53</b>	<b>3 285 550,00</b>
						<b>307 358 225,13</b>	<b>27 789 844,21</b>	<b>4 412 754,51</b>	<b>32 202 598,72</b>	<b>279 568 380,92</b>	<b>16 300 778,53</b>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Garantie d'emprunts pour le financement de douze bus électriques,  
douze rames de tramway, de l'extension d'une ligne de tramway et de la  
restructuration du dépôt de la Kibitzenau.**

### **Numéro E-2023-1050**

La présente délibération a pour objet la mise en place de garanties d'emprunts destinés à financer des investissements prévus au plan pluriannuel d'investissements de la Compagnie des Transports Strasbourgeois.

#### **1. Contexte de la présente délibération**

Dans le cadre du contrat de concession signé le 4 mars 2020 et ayant fait l'objet de plusieurs avenants, le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) figurant en annexe E5, comprend notamment les projets d'investissements suivants :

- l'acquisition de douze bus électriques inscrite dans le programme de renouvellement du parc bus (volet 3 du PPI),
- le prolongement de la ligne F du tramway de Koenigshoffen à Wolfisheim y compris le matériel roulant nécessaire soit douze rames de tramway. Ces investissements s'inscrivent dans la programmation de l'extension du réseau de TCSP (volet 2 du PPI),
- le renouvellement d'infrastructures tramway prévu dans la programmation des activités de rénovation et renouvellement (volet 1 du PPI),
- la restructuration du dépôt Kibitzenau prévue dans la programmation du maintien du patrimoine immobilier (volet 1 du PPI).

Les dispositions financières du contrat de concession Eurométropole/CTS prévoient, en raison des contraintes particulières du service public confié à la CTS et de l'impossibilité de financer totalement l'investissement par les recettes perçues sur les usagers, l'engagement de l'Eurométropole de garantir les emprunts nécessaires au financement de l'investissement restant à la charge de la CTS.

L'article 60 du Traité de concession prévoit que l'Eurométropole de Strasbourg, autorité concédante, garantira dans les conditions prévues par la législation en vigueur, les emprunts contractés par la CTS.

## **2. Détermination du montant de l'emprunt pour le financement de douze bus électriques, de douze rames de tramway, de l'extension d'une ligne de tramway, du renouvellement d'infrastructures tramway et de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau.**

Le montant à emprunter est déterminé conformément aux dispositions du Contrat de concession et notamment à l'article 60 « Financement des investissements ».

Le besoin d'emprunt résulte des montants totaux des dépenses d'investissement qui sont définies et détaillées dans le plan pluriannuel d'investissement, diminuées des subventions d'investissement éventuellement perçues et des avances finançant les biens rétrocédés en fin de projet le cas échéant.

En tenant compte de l'actualisation légale et contractuelle des montants et du versement de subventions, le besoin de financement total de ces investissements s'établit donc comme suit :

- **6,1 M€** maximum pour l'acquisition de douze bus électriques,
- **68 M€** maximum pour l'acquisition de douze rames de tramway,
- **46 M€** maximum pour la réalisation des infrastructures de l'extension de la ligne F,
- **9 M€** maximum pour le renouvellement des infrastructures tramway,
- **23 M€** maximum pour la restructuration du dépôt de la Kibitzenau.

Soit **152,1 M€** au total.

## **3. Garantie d'emprunt**

Conformément à l'article 60 du Contrat de concession, l'Eurométropole accorde sa garantie pour le remboursement des prêts souscrits par la CTS, au vu des emprunts ci-dessus défini au point 2.

La garantie est accordée pour la durée du prêt, à hauteur de 50 % du montant desdits prêts en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires.

Les échéances d'emprunt permettent de respecter les ratios prudentiels prévus par les articles L.2252-1, D.1511-32 et D.1511-34 du Code général des collectivités territoriales, applicables à l'Eurométropole par renvoi de l'article L.5111-4 du même Code.

## **4. Conditions des prêts**

Les emprunts sont levés par la CTS et résultent d'une consultation auprès de treize partenaires bancaires qui ont tous remis une ou plusieurs offres.

L'objet de la présente délibération porte donc sur une tranche de financement à hauteur de 152.1 M€ maximum pour l'acquisition de douze bus électriques et de douze rames de tramway, de l'extension d'une ligne de tramway, du renouvellement d'infrastructures tramway et de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau.

Au vu des offres remises, il est proposé de retenir :

- l'offre de la BANQUE POPULAIRE à taux variable sur 10 ans pour l'intégralité du financement des 12 bus électriques soit 6.1 M€,

- les offres de la BANQUE DES TERRITOIRES indexées sur le Livret A pour la totalité du financement des 12 rames de tramway soit 68 M€ et de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau soit 23 M€ sur respectivement 30 et 20 ans,
- les offres d'ARKEA à taux fixe sur 20 ans pour 30 M€ et de la BANQUE POSTALE à taux variable sur 20 ans pour 16M€ pour le financement de l'extension de la ligne de tramway,
- l'offre du CREDIT AGRICOLE à taux fixe sur 10 ans pour l'intégralité du financement des infrastructures tramway soit 9 M€.

Les caractéristiques principales des contrats de prêt sont les suivantes :

**a. Ligne de prêt pour le financement des douze bus électriques :**

- prêteur : BANQUE POPULAIRE,
- montant : 6.1 M€ maximum,
- durée d'amortissement : 10 ans,
- périodicité des échéances : trimestrielle,
- index : taux variable,
- index de référence : EUR 3 mois,
- marge applicable : 0.65 %,
- amortissement linéaire du capital,
- frais de dossier : 5 000 €,
- garanties :
  - caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
  - cession de créances professionnelles à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.

**b. Ligne de prêt pour le financement des douze rames de tramway :**

- prêteur : BANQUE DES TERRITOIRES,
- montant : 68 M€ maximum,
- durée d'amortissement : 30 ans,
- périodicité des échéances : trimestrielle,
- index : Révisable,
- index de référence : Livret A,
- marge applicable : 0.40 %,
- amortissement linéaire du capital,
- frais de dossier : 20 000 €,
- garanties :
  - caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
  - cession de créances professionnelles à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.



**c. Première ligne de prêt pour le financement de l'extension de la ligne F :**

- prêteur : ARKEA,
- montant : 30 M€ maximum,
- durée d'amortissement : 20 ans,
- périodicité des échéances : trimestrielle,
- index : taux fixe,
- index de référence : 3.83 % (taux indicatif au 30/08/2023),
- amortissement linéaire du capital,
- frais de dossier : 30 000 €,
- garanties :
  - caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
  - cession de créances professionnelles à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.

**d. Deuxième ligne de prêt pour le financement de l'extension de la ligne F :**

- prêteur : BANQUE POSTALE,
- montant : 16 M€ maximum,
- durée d'amortissement : 20 ans,
- périodicité des échéances : trimestrielle,
- index : taux variable,
- index de référence : EUR 3 mois,
- marge applicable : 1.20 %,
- amortissement linéaire du capital,
- frais de dossier : 16 000 €,
- garanties :
  - caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
  - cession de créances professionnelles à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.

**e. Ligne de prêt pour le financement du renouvellement des infrastructures tramway :**

- prêteur : CREDIT AGRICOLE,
- montant : 9 M€ maximum,
- durée d'amortissement : 10 ans,
- périodicité des échéances : trimestrielle,
- index : taux fixe,
- index de référence : 3.94 % (taux indicatif au 30/08/2023),
- amortissement linéaire du capital,

- commissions de non-utilisation : 10 bps,
- frais de dossier : 9 000 €,
- garanties :
  - caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
  - cession de créances professionnelles à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.

**f. Ligne de prêt pour le financement de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau**

- prêteur : BANQUE DES TERRITOIRES,
- montant : 23 M€ maximum,
- durée d'amortissement : 20 ans,
- périodicité des échéances : trimestrielle,
- index : Révisable,
- index de référence : Livret A,
- marge applicable : 0.60 %,
- amortissement linéaire du capital,
- frais de dossier : 13 800 €,
- garanties :
  - caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,
  - cession de créances professionnelles à hauteur de 50 % du montant du prêt sur la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.

La mise en place de ces prêts est conditionnée à la production par l'emprunteur :

- d'un engagement de l'Eurométropole de garantir à hauteur de 50 % de l'ensemble des sommes dues au titre des contrats de prêt, soit une garantie pour la somme de 76.05 millions d'euros au total maximum en principal,
- d'une cession de créances sur la part de la contribution forfaitaire annuelle versée par l'Eurométropole affectée au remboursement des annuités du prêt à hauteur des 50 % restants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*Vu le contrat de concession en date du 4 mars 2020 et ses avenants,  
 vu le contrat de prêt à conclure entre CTS et BANQUE POPULAIRE  
 vu les contrats de prêt à conclure entre CTS et BANQUE DES TERRITOIRES  
 vu le contrat de prêt à conclure entre CTS et ARKEA  
 vu le contrat de prêt à conclure entre CTS et BANQUE POSTALE*

*et le contrat de prêt à conclure entre CTS et CREDIT AGRICOLE  
et les conventions de cession de créances  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

- a. *pour le **financement des douze bus électriques**, de se porter garant pour le remboursement de 50 % de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès de la BANQUE POPULAIRE, aux conditions qui suivent :*
- *montant du prêt : 6.1 M€ maximum,*
  - *durée d'amortissement : 10 ans,*
  - *périodicité des échéances : trimestrielle,*
  - *index : taux variable,*
  - *taux de Référence : EUR 3 mois + 0,65 %,*
  - *amortissement linéaire du capital,*
  - *frais de dossier : 5 000 €,*
  - *garanties :*
    - *caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *cession de créances professionnelles de la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.*
- b. *pour le **financement des 12 rames de tramway**, de se porter garant pour le remboursement de 50 % de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès de la BANQUE DES TERRITOIRES, aux conditions qui suivent :*
- *montant du prêt : 68 M€ maximum,*
  - *durée d'amortissement : 30 ans,*
  - *périodicité des échéances : trimestrielle,*
  - *index : taux révisable,*
  - *taux de Référence : Livret A + 0,40 %,*
  - *amortissement linéaire du capital,*
  - *frais de dossier : 20 000 €,*
  - *garanties :*
    - *caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *cession de créances professionnelles de la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.*
- c. *pour le **financement de l'extension de la ligne de tramway**, de se porter garant pour le remboursement de 50 % de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès d'ARKEA, aux conditions qui suivent :*
- *montant du prêt : 30 M€ maximum,*

- *durée d'amortissement : 20 ans,*
  - *périodicité des échéances : trimestrielle,*
  - *index : taux fixe*
  - *taux de Référence : 3.83 % (taux indicatif au 30/08/2023)*
  - *amortissement linéaire du capital,*
  - *frais de dossier : 30 000 €*
  - *garanties :*
    - *caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *cession de créances professionnelles de la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,*
- d. ***pour le financement de l'extension de la ligne de tramway de se porter garant pour le remboursement de 50 % de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès de la BANQUE POSTALE, aux conditions qui suivent :***
- *montant du prêt : 16 M€ maximum,*
  - *durée d'amortissement : 20 ans,*
  - *périodicité des échéances : trimestrielle,*
  - *index : taux variable*
  - *taux de Référence : EUR 3 mois + 1.20 %,*
  - *amortissement linéaire du capital,*
  - *frais de dossier : 16 000 €*
  - *garanties :*
    - *caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *cession de créances professionnelles de la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances,*
- e. ***pour le financement du renouvellement des infrastructures tramway, de se porter garant pour le remboursement de 50 % de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès du CREDIT AGRICOLE, aux conditions qui suivent :***
- *montant du prêt : 9 M€ maximum,*
  - *durée d'amortissement : 10 ans,*
  - *périodicité des échéances : trimestrielle,*
  - *index : taux fixe*
  - *taux de Référence : 3.94 % (taux indicatif au 30/08/2023)*
  - *amortissement linéaire du capital,*
  - *frais de dossier : 9 000 €*
  - *garanties*
    - *caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*

- *cession de créances professionnelles de la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.*
- f. *pour le **financement de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau**, de se porter garant pour le remboursement de 50 % de l'emprunt que la CTS se propose de contracter auprès de la BANQUE DES TERRITOIRES, aux conditions qui suivent :*
- *montant du prêt : 23 M€ maximum,*
  - *durée d'amortissement : 20 ans,*
  - *périodicité des échéances : trimestrielle,*
  - *index : taux révisable,*
  - *taux de Référence : Livret A + 0,60 %,*
  - *amortissement linéaire du capital,*
  - *frais de dossier : 13 800 €*
  - *garanties :*
    - *caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires,*
    - *cession de créances professionnelles de la contribution forfaitaire annuelle due par l'Eurométropole à la CTS au titre du Contrat de concession pour couvrir le risque d'impayé des échéances.*

*Les garanties d'emprunt de l'Eurométropole sont accordées pour la durée totale des contrats de prêts BANQUE POPULAIRE/CTS, BANQUE DES TERRITOIRES/CTS, ARKEA/CTS, BANQUE POSTALE/CTS et CREDIT AGRICOLE /CTS et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et portent sur 50 % des sommes de chaque emprunt contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.*

*Sur notification de l'impayé par lettre simple des prêteurs, la collectivité s'engage au titre des garanties d'emprunt et dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans pouvoir opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.*

*s'engage*

- *à prendre les mesures budgétaires et fiscales permettant d'assurer le paiement des sommes dues aux prêteurs visés ci-dessus au titre des garanties d'emprunt. Ces engagements demeureront en vigueur pendant toute la durée des prêts jusqu'au paiement de 50 % des sommes dues au titre des conventions de crédit mentionnés ci-dessus,*
- *à respecter ses devoirs d'information à l'égard du prêteur, conformément aux contrats de prêt,*

*charge*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les contrats de prêt à titre de garant et de concédant, les garanties, et tout autre document pouvant concourir à la mise en œuvre de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162378-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023

SERVICE DES ASSEMBLÉES

**Point 24 à l'ordre du jour** : Garantie d'emprunts pour le financement de douze bus électriques, douze rames de tramway, de l'extension d'une ligne de tramway et de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

**Pour : 75 voix – 1**

- 1 voix : M. Syamak AGHA BABAEI a voté POUR au nom de la procuration de Mme Jeanne BARSEGHIAN, alors que cette dernière souhaitait ne pas prendre part au vote.

**Contre : 0 voix**

**Abstention : 3 voix**

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 10 NOVEMBRE 2023 - Point n°24

Garantie d'emprunts pour le financement de douze bus électriques, douze rames de tramway, de l'extension d'une ligne de tramway et de la restructuration du dépôt de la Kibitzenau.

<p><b>Pour</b></p> <p><b>75</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BAUR Jacques, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BUCHMANN Andree, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOSMAN Aurélie, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Françoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline</p>
<p><b>Contre</b></p> <p><b>0</b></p>	
<p><b>Abstention</b></p> <p><b>3</b></p>	<p>GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, TRAUTMANN Catherine</p>



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Association CEP-CICAT : exonération du versement mobilité.

#### Numéro E-2023-811

En vertu des dispositions de l'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg, a instauré sur son territoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974 le « *versement destiné au financement des transports en commun* » appelé auparavant « *versement transport* » et désormais « *versement mobilité* », auquel sont assujetties les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, dès lors qu'elles emploient 11 salariés.

Par exception, le I de l'article L. 2333-64 précité prévoit que sont exonérées du versement mobilité « *les fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social* ». Il appartient à l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) d'établir la liste des fondations et associations exonérées à ce titre en vérifiant le respect des conditions posées par la loi.

Par courrier en date du 7 octobre 2021, reçu le 8 octobre 2021, l'Association CEP-CICAT sollicite l'exonération du versement mobilité pour son établissement, ayant son siège 2 rue Évariste Galois à Eckbolsheim.

A l'issue d'une procédure d'examen de la demande d'exonération, il ressort que :

- sur la condition relative à la reconnaissance d'utilité publique et sur la condition relative à la poursuite d'un but non lucratif, les critères sont remplis,
- sur la condition relative au caractère social de l'activité, l'examen approfondi conclut que cette condition est également remplie :
  - sur l'exigence d'une « *vocation sociale* »,
  - sur l'exigence du « *caractère prépondérant* » de l'activité à caractère social,
  - sur l'indice relatif à la participation des bénévoles,
  - sur l'indice relatif au mode de financement et aux dons et legs.

Il ressort de l'analyse de ces éléments que l'association doit être considérée comme exerçant une activité à caractère social au sens de l'article L. 2333-64 du CGCT.

#### **I. Rappels généraux**

En application des dispositions de l'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales et en vertu de sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, l'Eurométropole de Strasbourg a instauré le versement destiné au financement des services de mobilité, appelé auparavant « *versement transport* » et désormais « *versement mobilité* », auquel sont assujetties les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, dès lors qu'elles emploient onze salariés.

Par exception, le I de l'article L. 2333-64 précité prévoit que sont exonérées du versement mobilité « *les fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social* ».

Il appartient à l'autorité organisatrice de la mobilité d'instruire les demandes qui lui sont soumises par les structures qui s'estiment fondées à bénéficier de cette exonération.

L'octroi de l'exonération constitue une décision créatrice de droits accordant un avantage financier dont le bénéfice et le maintien dépendent du respect des trois conditions fixées par l'article L. 2333-64 I précité.

La décision d'exonération relève de la compétence de l'organe délibérant de l'Eurométropole de Strasbourg.

## **II. Examen de la demande d'exonération formulée par l'Association CEP/CICAT**

L'Association CEP-CICAT (SIRET 350 755 757 00027, inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Schiltigheim et ayant son siège sis 2 rue Évariste Galois à Eckbolsheim) sollicite l'exonération du versement mobilité.

Par courrier en date du 7 octobre 2021, elle a adressé à l'Eurométropole de Strasbourg un formulaire de demande d'exonération, ses statuts, la justification de sa reconnaissance d'utilité publique, son dernier bilan et compte de résultat, la composition de son conseil d'administration et un bordereau URSSAF. Des compléments lui ont été demandés par courrier du 24 mars 2022. L'association y a répondu par courrier du 5 avril 2022.

Il ressort des pièces ainsi recueillies les éléments d'analyse suivants.

### **II.1. Sur la condition relative à la reconnaissance d'utilité publique**

Par arrêté préfectoral du 6 septembre 1994, transmis à l'Eurométropole, le Préfet du Bas-Rhin a reconnu d'utilité publique la mission de l'association dite « Centre Exposition Permanente », après avis du Tribunal administratif de Strasbourg.

Devenue en 2017, l'association CEP-CICAT « Conseil, Évaluation, Exposition, Prévention », l'association a conservé un objet similaire ne remettant pas en cause sa reconnaissance d'utilité publique.

Par suite, en application, de l'article 17 de la loi n°2003-709 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, codifié à l'article 79-III du Code civil

local, dès lors que les missions de CEP-CICAT, association régie par le droit local, ont été reconnues d'utilité publique par arrêté préfectoral, CEP-CICAT est considérée comme une association reconnue d'utilité publique au sens de l'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales.

Il s'ensuit que l'association CEP-CICAT doit être considérée comme une association reconnue d'utilité publique.

La première condition d'exonération est remplie.

## **II.2 Sur la condition relative à la poursuite d'un but non lucratif**

La deuxième condition d'exonération est considérée comme remplie lorsque la gestion de l'établissement est « désintéressée », en « l'absence de distribution directe ou indirecte de bénéfices » (Cour d'appel de Versailles, 16 mai 2013, n°12/01649) ; l'analyse pouvant se faire selon les mêmes critères que ceux retenus par l'administration fiscale pour l'application des impôts commerciaux (TVA et IS notamment ; cf. instruction 4H-5-06 du 18 septembre 2006 relative au régime fiscal applicable aux organismes sans but lucratif).

Selon l'article 2 de ses statuts, l'association CEP-CICAT réalise ses missions sans but lucratif.

Les membres du conseil d'administration de l'association sont bénévoles, il n'y a pas de rétribution ni de distribution des profits.

L'association CEP-CICAT n'est par ailleurs pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

Par conséquent, la deuxième condition d'exonération est remplie, dès lors que la gestion de l'association est bien désintéressée, sans distribution de profits.

## **II.3 Sur la condition relative au caractère social de l'activité**

L'analyse de la troisième condition d'exonération nécessite d'appliquer les exigences de la jurisprudence et la technique du faisceau d'indices.

**a.** Sur l'exigence d'une « vocation sociale » de la structure, les statuts du CEP-CICAT indiquent que l'association a « pour but de répondre aux besoins, autres que médicaux, de toute personne physique ou morale, collectivité ou institution concernée par le handicap, le vieillissement, la dépendance, l'autonomie et l'accessibilité ».

Elle a pour vocation de :

- gérer un Centre Permanent d'Exposition d'Aides Techniques diverses,
- proposer des essais de matériel,
- délivrer des informations et des conseils,
- présenter des objets et jouets,
- gérer toute documentation à caractère technique, juridique et social relevant du handicap et de la dépendance,
- apporter, sur sollicitation, une assistance sociale ou expertise dans les domaines de sa compétence,
- développer des activités de formation sur les thèmes relevant de son objet,

- souscrire à toute coopération avec d'autres associations poursuivant des buts identiques ou complémentaires à son propre objet et d'y adhérer en qualité de membre ».

En l'espèce, les activités de l'association CEP-CICAT ont une vocation sociale affirmée.

**b.** Sur l'exigence du « *caractère prépondérant* » de l'activité sociale, celui-ci est avéré dans la mesure où le CEP-CICAT a pour activité principale l'information et le conseil gratuits aux personnes en perte d'autonomie, et pour activité secondaire minoritaire des formations destinées aux entreprises et particuliers, sur les thèmes relevant de son objet.

**c.** Sur l'indice relatif à la participation des bénévoles, les bénévoles semblent effectivement participer au fonctionnement de l'association. Il résulte en effet des réponses apportées par l'association et du rapport d'activités 2020 que douze médecins bénévoles participent à la réadaptation dans le cadre des évaluations « fauteuils roulants électriques » et qu'un ingénieur bénévole accompagne des particuliers et des collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de leur accessibilité.

**d.** Sur l'indice relatif au mode de financement de l'activité, les activités du CEP-CICAT sont majoritairement financées par la vente de prestation de formation (62,4 %) et par des subventions publiques (35,3 %). L'association ne bénéficie pas de dons ou de legs. Toutefois, cette absence de fonds propres n'est pas de nature à remettre en cause le caractère social de l'activité menée gratuitement auprès des usagers (cf. Cass. Civ. 2<sup>ème</sup>, 9 septembre 2021, n° 20-11.056).

**e.** Sur l'indice de la gratuité ou de la modicité des tarifs, les missions d'information, de conseil et d'évaluation des incapacités fonctionnelles à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap sont fournies à titre gratuit.

Il ressort de ces éléments que l'association doit être considérée comme exerçant une activité à caractère social au sens de l'article L. 2333-64 I. du Code général des collectivités territoriales.

Pour ces raisons, la demande d'exonération de l'association CEP-CICAT est bien fondée. Il est proposé au Conseil d'y faire droit.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2333-64 et suivants ainsi que D.2333-83 et suivants  
vu la délibération n° 46 du 14 décembre 1973 instaurant le versement transport sur le périmètre de la Communauté urbaine de Strasbourg à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974, en application de la loi n° 73-640 du 11 juillet 1973  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

décide

d'exonérer du versement mobilité prévu à l'article L. 2333-64 du Code général des collectivités territoriales, pour les motifs de fait et de droit exposés dans le tableau ci-dessous, à compter du 7 octobre 2021 et tant qu'il remplit les trois conditions cumulatives imposées par la loi, l'organisme suivant :

**CEP-CICAT**  
**2 rue Évariste Galois à Eckbolsheim (67201)**  
**SIREN 350 755 757**  
**SIRET 350 755 757 00027**

<b>Motifs de droit de l'exonération</b>	<b>Motifs de fait de l'exonération</b>
<b>1/ Condition tenant à la reconnaissance d'utilité publique : oui</b>	
<i>Selon l'article L. 2333-64 I. du CGCT, l'exonération s'applique aux associations et fondations qui ont fait l'objet d'une reconnaissance de leur utilité publique.</i>	<i>L'Association bénéficie d'une reconnaissance de son utilité publique par un arrêté du Préfet du Bas-Rhin du 6 septembre 1994.</i>
<b>2/ Condition tenant au but non lucratif : oui</b>	
<i>La gestion de l'établissement est « désintéressée » en « l'absence de distribution directe ou indirecte de bénéfices » (CA de Versailles, 16 mai 2013, n°12/01649) ; l'analyse pouvant se faire selon les mêmes critères que ceux retenus par l'administration fiscale pour l'application des impôts commerciaux (TVA et IS notamment ; cf. instruction 4H-5-06 du 18 septembre 2006 relative au régime fiscal applicable aux organismes sans but lucratif).</i>	<i>Selon l'article 2 de ses statuts, l'association CEP CICAT réalise ses missions sans but lucratif. Les membres du conseil d'administration de l'association sont bénévoles, il n'y a pas de rétribution ni de distribution des profits.  L'association CEP CICAT n'est par ailleurs pas soumise à l'impôt sur les sociétés</i>
<b>3/ Condition tenant au caractère social de l'activité : oui</b>	

<p>3.a/ S'agissant de la vocation sociale de l'activité : celle-ci est regardée comme étant de nature sociale dès lors qu'elle vise à apporter une assistance sociale et morale aux personnes en difficulté.</p>	<p>Les statuts de l'association CEP-CICAT indiquent que l'association a « pour but de répondre aux besoins, autres que médicaux, de toute personne physique ou morale, collectivité ou institution concernée par le handicap, le vieillissement, la dépendance, l'autonomie et l'accessibilité », ce qu'elle met en œuvre par des activités d'information, de conseil et d'accompagnement.</p>
<p>3.b/ Les actions sociales menées par l'établissement ou l'association doivent constituer une part prépondérante de ses activités (Cass, Soc., 28 mai 2009, n°08-17.553).</p>	<p>L'association CEP-CICAT a pour activité prépondérante l'information et le conseil gratuits aux personnes en perte d'autonomie.</p>
<p>3.c/ Le caractère social de l'activité s'apprécie également au regard la participation directe de bénévoles à la réalisation des objectifs poursuivis par l'association (Cass. Soc, 27 juin 2002, n°01-20.467).</p>	<p>Douze médecins bénévoles participent à la réadaptation dans le cadre des évaluations « fauteuils roulants électriques » et un ingénieur bénévole accompagne des particuliers et des collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de leur accessibilité.</p>
<p>3.d/ Le caractère social de l'activité s'apprécie également au regard du mode de financement de l'activité.</p>	<p>Le financement repose majoritairement (mais non essentiellement) sur la vente de prestations de service (62,4 %) et pour 35,3 % sur des concours publics et subventions d'exploitation. Toutefois, l'absence de fonds propres n'est pas de nature à remettre en cause le caractère social de l'activité.</p>
<p>3.e/ Le caractère social de l'activité s'apprécie également au regard de la gratuité ou de la modicité des tarifs pratiqués</p>	<p>Les missions d'information, de conseil et d'évaluation des incapacités fonctionnelles à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap sont fournies à titre gratuit.</p>

demande

à l'association CEP-CICAT de signaler à l'Eurométropole de Strasbourg tout changement des circonstances de fait ci-dessus exposées qui serait de nature à modifier l'appréciation portée sur les conditions d'exonération du versement mobilité,

autorise

*la Présidente ou son-sa représentant-e à notifier la décision individuelle d'exonération ainsi adoptée par un courrier mentionnant les voies et délais de recours ainsi qu'à prendre tout acte permettant leur application.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-160461-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Poursuite de l'expérimentation du dispositif d'ambassadeurs et ambassadrices de mobilité ZFE-m portée par l'association Mobilex.**

#### **Numéro E-2023-950**

Dans le but d'augmenter la connaissance de la Zone à Faibles Emissions-mobilité (ZFE-m) de l'Eurométropole de Strasbourg et son accompagnement dans les territoires, notamment les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), des actions de « terrain » ont été déployées en 2023 afin de sensibiliser les personnes non ou moins touchées par la campagne de communication. L'objectif était d'apporter un premier niveau d'information au sujet de la ZFE-m ainsi que l'accompagnement proposé par la collectivité et ses partenaires.

En complément de la présence de l'agence du climat sur des événements ponctuels, une mission « ambassadeur·drices de mobilité » a ainsi été expérimentée par l'association Mobilex, acteur de la mobilité inclusive. Cette mission a été déployée dans quatre quartiers QPV du territoire: Ecrivains, Guirbaden (Schiltigheim/Bischheim), Ampère et Port du Rhin (Strasbourg).

L'expérimentation a été assurée par des ambassadeurs et ambassadrices de mobilité, recruté·es en insertion professionnelle. Leur accompagnement a pris la forme d'échanges avec les habitant·es dans l'espace public, en conciergerie, dans les lieux d'accueil du public de ces territoires, en lien avec les partenaires afin de les sensibiliser au sujet de la ZFE-m et en les incitant à prendre contact avec l'agence du climat.

Un bilan de cette première expérimentation qui a duré six mois a été réalisé. L'opération a touché 1 836 personnes réparties dans les quatre quartiers, 1 324 d'entre elles ont accepté de répondre à un questionnaire spécifiquement réalisé. Les réponses au questionnaire relèvent que 758 personnes ne savaient pas ce qu'était une Zone à Faibles Émissions-mobilité lors de l'échange (contre 566 réponses positives), confirmant l'utilité de cette intervention. La tendance s'inverse pour la connaissance du dispositif de vignettes Crit'Air avec 1 161 personnes interrogées connaissant déjà le dispositif, la plupart avaient déjà une vignette apposée sur leur véhicule.

Ce questionnaire a également permis de récolter des informations sur la catégorie de véhicule des personnes rencontrées motorisées : les véhicules Crit'Air 4 et 5 représentaient



13 % des véhicules, les véhicules Crit'Air 3 représentaient 28 % et les véhicules Crit'Air 1 et 2 représentaient plus de la moitié des véhicules (28 % et 26 % respectivement).

En plus de la sensibilisation à la réglementation de la ZFE-m et aux enjeux de qualité de l'air, cette mission a également permis de proposer un accompagnement à la commande de la vignette Crit'Air pour les personnes les plus éloignées du numérique. Elle a également permis de faire connaître l'agence du climat, et d'approfondir l'accompagnement de ces publics à travers un conseil en mobilité (solutions de mobilités, aides ZFE-m etc.)

Les ambassadeurs et ambassadrices ont pu sensibiliser un grand nombre de personnes et les chiffres confirment le besoin et l'intérêt d'une communication et d'un accompagnement ciblé pour une partie de la population de la Métropole. Ce dispositif s'intègre dans la politique globale de mobilité et d'inclusion de la Collectivité. Au vu du bilan réalisé et des enseignements récoltés sur les méthodes les plus efficaces pour toucher le public cible, il est proposé de prolonger l'opération et de proposer une subvention à hauteur de 15 000 €, imputée sur le budget principal 2023.

Cette subvention permettra de soutenir l'intervention des ambassadeurs et ambassadrices mobilité sur l'ensemble de l'année 2023 afin de continuer d'augmenter la connaissance de la ZFE-m au plus près des habitant·es des quatre QPV déjà ciblés. Cela permettra aussi d'affiner la méthode d'accompagnement du public des QPV qui a été testée et encore mieux la structurer sur la deuxième période d'expérimentation ainsi que d'étudier la possibilité de proposer ce dispositif dans d'autres QPV du territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

*de l'attribution d'une subvention de 15 000 €, imputés sur le budget principal, à l'association Mobilex afin de financer la poursuite du dispositif « ambassadeur·trices de mobilité »,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer tout document concourant à l'attribution de cette subvention.*

**Adopté le 10 novembre 2023**

**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162066-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## CONVENTION FINANCIERE exercice 2023

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Pia IMBS, dénommée ci-après la Collectivité

et

- l'association « Mobilex », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro volume 27 folio n°1379, et dont le siège est «PA Les Couturiers – 16 rue Couturières – BP 10061», représentée par son-sa Président-e en exercice, « Monsieur Yann PARISOT ».

Vu,

- l'articles L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIV

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

Selon ses statuts, l'association Mobilex a pour objet de promouvoir l'accès à la mobilité des personnes en difficulté sociale et/ou professionnelle, afin de permettre une meilleure insertion dans la vie active. Fédérer l'action de l'ensemble des acteurs liés à la mobilité (compagnies d'assurance, garage, auto écoles, partenaires sociaux,...). Mettre en place et utiliser l'ensemble des moyens et activités nécessaires à la réalisation de l'objet associatif.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir les actions suivantes que l'association s'engage à réaliser : « *la prolongation d'une activité d'ambassadeurs et ambassadrices de la mobilité sous contrat d'insertion situé au sein de 4 Quartiers relevant de la Politique de la Ville : Ampère, Port du Rhin, Quartiers Ouest (Ecrivains) et Guirbaden, pour une suite de l'expérimentation menée sur 6 mois via 4 postes en contrat d'insertion (CDDI) menée en concertation avec l'agence du climat, et les autres acteurs du champ du social et de la mobilité du territoire afin d'apporter une information de premier niveau sur la Zone à faibles émissions-mobilité aux personnes habitants dans ces quartiers* ».

#### Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation des actions retenues s'élève à 15 000 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

### **Article 3 : Versement de la subvention**

Pour 2023 , l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de 15 000 €.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire n° n° FR76 1513 5090 1708 7696 1035 242 au nom de Mobilex auprès de Caisse d'Épargne Grand Est Europe.

### **Article 4 : Engagements de l'association**

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;
- ✓ Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération ;
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif<sup>1</sup>, certifiés conformes par le-la président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes<sup>2</sup> (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : <https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes>
- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

### **Article 5 : Non-respect des engagements de l'association**

---

<sup>1</sup> Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

<sup>2</sup> la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

#### **Article 6 : Durée**

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la Président-e de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

#### **Article 7 : Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le ..... 2023

Pour l'Eurométropole  
de Strasbourg

La Présidente

Pia IMBS

Pour l'association

Le-la Président-e

Yann PARISOT

## Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023

SERVICE DES ASSEMBLÉES

**Point 26 à l'ordre du jour** : Poursuite de l'expérimentation du dispositif d'ambassadeurs et ambassadrices de mobilité ZFE-m portée par l'association Mobilex.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

**Pour : 70 voix + 4**

+ 4 voix : M. Gildas LE SCOUEZEC, qui détenait la procuration de M. Céleste KREYER, M. Laurent ULRICH et Mme Doris Elisabeth TERNOY, ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

**Contre : 0 voix**

**Abstention : 0 voix**

Poursuite de l'expérimentation du dispositif d'ambassadeurs et ambassadrices de mobilité ZFE-m portée par l'association Mobilex.

<p><b>Pour</b></p> <p><b>70</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MISTLER Anne, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Françoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia</p>
<p><b>Contre</b></p> <p><b>0</b></p>	
<p><b>Abstention</b></p> <p><b>0</b></p>	

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Aides financières à la mobilité : aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique et aides à la conversion pour les particuliers et professionnel·les et compte mobilité (listes des bénéficiaires et mise à jour des règlements).**

### Numéro E-2023-951

Par délibérations des 29 janvier et du 25 juin 2021, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a créé une aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique (VAE), un vélo cargo à assistance électrique ou la motorisation de vélo classique pour les habitant·es de l'Eurométropole de Strasbourg de 18 ans et plus.

Cette aide est attribuée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021 aux particuliers en faisant la demande. Son montant est modulé en fonction des revenus et de l'équipement acquis.

Par délibération du 15 octobre 2021, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions mobilité sur le territoire métropolitain.

Par cette même délibération, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a défini les conditions d'éligibilité, les modalités d'octroi du compte mobilité et de l'aide à la conversion destinée aux particuliers pour l'acquisition d'un véhicule à faibles émissions (Crit'Air 1 ou 0) pour les habitant·es de l'Eurométropole de Strasbourg se séparant d'un véhicule à terme interdit par la ZFE-m. Les modalités du compte mobilité ont évolué par délibération du 30 septembre 2022.

Par délibération du 17 décembre 2021, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a défini les conditions d'éligibilité et les modalités d'octroi de l'aide à la conversion destinée aux professionnel·les se séparant d'un véhicule à terme interdit par la ZFE-m.

Ces aides sont attribuées, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, aux particuliers et professionnel·les en faisant la demande.

Les conditions d'éligibilité et les modalités d'octroi prévues par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 septembre 2022 ont évolué suite à la délibération du 3 février 2023. Entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2023, elle augmente les seuils d'éligibilité des revenus de référence par part (RFR/part) jusqu'à 22 983 €.

À la demande de la Recette des Finances, et conformément aux modalités prévues pour les subventions et primes de toute nature dans le décret du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, la liste désignant



les bénéficiaires, le montant attribué ainsi que l'objet de l'aide, doivent être soumis à l'approbation du Conseil.

Les présentes demandes ont été dûment instruites et sont conformes aux modalités et conditions d'éligibilité prévues par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg fixées par les délibérations en vigueur à la date de dépôt des demandes.

Sont annexées à la présente délibération :

- pour la période du 26 avril 2023 au 30 septembre 2023, la liste des bénéficiaires d'une aide versée par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'achat d'un vélo à assistance électrique, d'un vélo cargo à assistance électrique ou pour une motorisation de vélo classique,
- pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 septembre 2023, la liste des bénéficiaires d'une aide à la conversion pour les particuliers pour l'acquisition d'un véhicule Crit'Air 1 ou 0,
- pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 septembre 2023, la liste des bénéficiaires d'une aide à la conversion pour les professionnel·les pour l'acquisition d'un véhicule Crit'Air 1 ou 0,
- pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 septembre 2023, la liste des bénéficiaires d'un compte mobilité.

La Collectivité a par ailleurs acquis plusieurs années d'expérience sur ces dispositifs d'aides. Cette expérience a permis d'évaluer les règlements initialement délibérés et de les préciser afin de faciliter l'instruction des dossiers de demandes et la compréhension des usagers.

Les règlements de l'aide à la conversion destinée aux particuliers, du compte mobilité et de l'aide VAE mis à jour sont joints à la présente délibération en annexe. La modification du règlement de l'aide à l'acquisition d'un VAE porte notamment sur les pièces à transmettre pour l'instruction de la demande et la procédure pour déposer une demande papier.

À partir du 1er janvier 2024, afin de compléter le dispositif d'aides à la conversion pour un deux ou trois-roues motorisé qui permet actuellement d'acheter un deux ou trois-roues électrique, le dispositif permettra de bénéficier d'une aide pour l'achat d'un deux ou trois-roues motorisé Crit'Air 1. A la même date, le compte mobilité deviendra accessible sur mise à la casse ou revente d'un deux ou trois-roues.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

- *l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires à qui il est attribué une aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique, un vélo cargo à assistance électrique*

*ou un kit de motorisation d'un vélo classique, pour la période du 26 avril 2023 au 30 septembre 2023,*

- *l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires à qui il est attribué une aide à la conversion (particuliers), pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 septembre 2023,*
- *l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires auxquels est attribuée une aide à la conversion (professionnel·les), pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 septembre 2023,*
- *l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires à qui il est attribué un compte mobilité, pour la période 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 septembre 2023,*
- *le montant et l'objet des aides rappelés dans les listes des bénéficiaires sont déclarés conformes aux conditions d'octroi prévues par la délibération du Conseil en vigueur à la date du dépôt de la demande,*
- *la mise à jour du règlement d'attribution de l'aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique, un vélo cargo à assistance électrique ou un kit de motorisation d'un vélo classique et la date de mise en œuvre fixée au 1<sup>er</sup> décembre 2023,*
- *les mises à jour des règlements d'attribution pour les aides à la conversion destinées aux particuliers et pour le compte mobilité ainsi que la date de mise en œuvre fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2024.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162064-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Règlement du dispositif d'aide à la conversion ZFE-m destinée aux particuliers

Règlement mis à jour par décision du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 10 novembre 2023, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### PREAMBULE

La Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m) est un outil permettant d'améliorer la qualité de l'air et s'inscrit dans la politique de déplacements globale de la Métropole visant à limiter l'usage des véhicules individuels à travers le report modal et un usage moins émissif des véhicules (vélo, transports en commun, autopartage, covoiturage, etc.). Pour plus d'information : [www.zfe.strasbourg.eu](http://www.zfe.strasbourg.eu).

L'Eurométropole propose un dispositif d'aides directement lié à la ZFE-m, afin d'accompagner ses habitant-es et acteurs économiques dans leur transition en matière de mobilités.

Ces aides, conditionnées à la mise à la casse ou à la revente d'un véhicule à terme interdit dans le périmètre de la ZFE-m (non classés à Crit'Air 2), se déclinent comme suit :

- Le compte mobilité, soit un porte-monnaie numérique permettant l'utilisation de modes alternatifs à la voiture individuelle (transports en commun, location de vélos chez Velhop, autopartage, aide complémentaire à l'achat d'un vélo à assistance électrique, etc.) sous forme d'un montant forfaitaire plafonné et lié aux conditions de ressources du – de la bénéficiaire ;
- Une aide au renouvellement, ou auetrofit d'un véhicule, basée sur des conditions de ressources, permettant aux particuliers de remplacer leur véhicule par un véhicule moins polluant, objet du présent règlement ;
- Une aide spécifique destinée aux professionnel·les.

Ces aides sont cumulables avec les aides proposées par l'État (et celles de la Région Grand Est destinées aux professionnel·les).

L'agence du climat propose un conseil en mobilité afin d'étudier des solutions de mobilité globales, mais aussi la complémentarité et l'éligibilité aux différentes aides selon les besoins et la situation de l'usager. Ce conseil en mobilité est délivré gratuitement et est une étape obligatoire pour bénéficier des trois aides citées ci-dessus.

## **Lexique et définitions :**

Ce règlement fait référence aux termes définis comme suit :

Ménage : le foyer fiscal figurant sur l'avis d'imposition

RFR / part : revenu fiscal de référence par part (le revenu fiscal de référence et le nombre de parts du foyer fiscal sont indiqués sur l'avis d'imposition)

Ancien véhicule : le véhicule, à terme interdit par la ZFE-m, mis à la casse ou vendu

Nouveau véhicule : le véhicule, Crit'Air 0 et 1, loué ou acheté (neuf ou d'occasion), ou ayant bénéficié d'un rétrofit

LLD : location longue durée

LOA : location avec option d'achat

Rétrofit : remplacement d'un moteur essence ou diesel par un moteur électrique ou GNV dans le même véhicule

GNV : gaz naturel pour véhicules

## **Article 1 – Objet du règlement**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, l'Eurométropole de Strasbourg propose un dispositif d'aides à la conversion d'un véhicule à usage personnel pour les habitant-es de l'Eurométropole. Les conditions d'attribution sont définies par la délibération E-201-1583 du Conseil métropolitain réuni en date du 15 octobre 2021, complétée par la délibération du Conseil métropolitain E-2023-104 du 03 février 2023 ?.

Le présent règlement a pour objet de préciser les dispositions prévues par ce dispositif et de fixer les engagements respectifs de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) et du particulier bénéficiaire.

L'aide financière octroyée par l'EMS est destinée à participer aux frais :

- d'achat (neuf ou d'occasion) ou de location (LDD avec ou sans option d'achat) d'un véhicule dit à « faibles émissions » en remplacement d'un ancien véhicule (classé de Crit'Air 2 à sans Crit'Air) qui sera interdit à terme par la ZFE-m.

Est éligible en tant que nouveau véhicule à usage personnel :

- soit un véhicule léger (VL) ou un véhicule utilitaire léger (VUL) classé Crit'Air 0 ou 1,
- soit un deux ou trois-roues motorisé classé Crit'Air 0 ou 1,
- de retrofit (transformation du moteur diesel ou essence par un moteur électrique ou GNV) d'un véhicule léger (VL) ou d'un véhicule utilitaire léger (VUL).

## **Article 2 – Bénéficiaires éligibles**

Afin de renforcer l'accompagnement, un ménage éligible, composé de plusieurs personnes majeures, peut bénéficier de plusieurs aides si plusieurs véhicules sont cédés, mais d'au maximum une aide à la conversion.

Un ménage d'une seule personne, sous réserve d'éligibilité, ne peut bénéficier que d'une seule aide ZFE-m (conversion ou compte mobilité) quel que soit le nombre de véhicules concernés.

Pour la définition de ce dispositif d'aides, un ménage est entendu comme correspondant au foyer fiscal.

Pour être éligible, le-la bénéficiaire doit remplir les trois conditions suivantes :

- avoir sa résidence principale dans une commune de l'Eurométropole au moment de la demande ;
- être majeur·e au moment de la demande ;
- justifier de revenus fiscaux inférieurs ou égaux à 22 983 €, l'aide étant dégressive selon trois strates de revenus fiscaux de référence (RFR) par part fiscale :
  - ⇒ Strate 1 : RFR/part ≤ 6 358 €
  - ⇒ Strate 2 : 6 358 € < RFR/part ≤ 14 089 €
  - ⇒ Strate 3 : 14 089 € < RFR/part ≤ 22 983 €

### Article 3 – Critères d'attribution de l'aide

#### a) AIDE À LA CONVERSION D'UN VEHICULE A USAGE PERSONNEL

##### - Conditions particulières pour la conversion au profit d'un VL ou d'un VUL

Pour accéder à l'aide à la conversion au profit d'un VL ou d'un VUL, le-la bénéficiaire doit justifier de l'achat ou la location d'un VL ou d'un VUL classé Crit'Air 1 ou 0, neuf ou d'occasion, ainsi que de la revente ou de la mise à la casse de son ancien véhicule personnel interdit *in fine* dans la ZFE-m (de sans Crit'Air à Crit'Air 2). Cette aide n'est pas valable pour le remplacement d'un 2 ou 3 roues motorisé.

##### - Conditions particulières pour la conversion au profit d'un deux ou d'un trois-roues motorisé électrique

Pour accéder à l'aide à la conversion d'un deux ou d'un trois-roues motorisé, le-la bénéficiaire doit justifier de l'achat d'un deux ou trois-roues motorisé classé Crit'Air 1 ou 0, neuf ou d'occasion, ainsi que de la revente ou de la mise à la casse d'un véhicule à usage personnel interdit *in fine* dans la ZFE-m (de sans Crit'Air à Crit'Air 2).

##### - Dispositions communes

L'aide pourra être versée en cas de location d'un véhicule (LOA ou LLD) d'une durée au minimum égale à 2 ans.

Le-la bénéficiaire doit justifier qu'il ou elle est propriétaire de l'ancien véhicule depuis au moins un an au moment du dépôt de sa demande.

La vente/la mise à la casse de l'ancien véhicule doit se faire entre les 3 mois précédents et les 6 mois suivants l'acquisition/la location du nouveau véhicule. Un véhicule vendu au sein du même foyer fiscal n'est pas éligible à cette aide.

Le-la bénéficiaire s'engage à ne pas céder le nouveau véhicule dans un délai de 2 ans à compter de la date d'acquisition ou de transformation du véhicule, ni avant d'avoir parcouru 6 000 km.

Le dossier de demande devra être déposé au maximum 6 mois après la date d'acquisition/de location du nouveau véhicule.

La date d'acquisition ou de location du véhicule correspond à la date indiquée sur la facture acquittée en cas d'achat auprès d'un professionnel de l'automobile, sur le CERFA 15776\*2 en cas d'achat auprès d'un particulier, ou à la première date indiquée sur l'échéancier de paiement en cas de location longue durée.

Si le-la bénéficiaire prévoit également de faire une demande d'aide auprès de l'État, il est conseillé qu'il ou elle dépose son dossier auprès de l'Eurométropole dans un délai d'environ 3 mois compte-tenu des délais appliqués par l'État (6 mois après la date d'acquisition/de location du nouveau véhicule).

**b) AIDE AU RÉTROFIT D'UN VÉHICULE LÉGER OU UTILITAIRE LÉGER À USAGE PERSONNEL**

L'aide au rétrofit n'est versée que sur production de la preuve du changement de motorisation (facture acquittée) induisant la revalorisation de catégorie de certificat de qualité de l'air (Crit'Air).

Le dossier devra être déposé au maximum 6 mois après la date de transformation ou d'acquisition du nouveau moteur (date apparaissant sur la facture). Si le-la bénéficiaire prévoit également de faire une demande d'aide auprès de l'État, il est conseillé qu'il ou elle dépose son dossier auprès de l'Eurométropole dans un délai d'environ 3 mois compte-tenu des délais appliqués par l'État (6 mois après la date d'acquisition/de location du nouveau véhicule).

**Article 4 – Montant de l'aide**

**a) AIDE À LA CONVERSION AU PROFIT D'UN VL OU D'UN VUL**

Les montants accordés, complémentaires de celle de l'État ou d'autres aides financières, sont les suivants (aussi bien pour les véhicules neufs que pour ceux d'occasion) :

Strates	RFR / part	Montant maximum de l'aide EMS à la conversion
1	RFR ≤ 6 358 €	Jusqu'à 4 000 euros
2	6 358 € < RFR ≤ 14 089 €	Jusqu'à 3 000 euros
3	14 089 € < RFR ≤ 22 983 €	Jusqu'à 2 000 euros

Les aides à la conversion d'un véhicule léger ou utilitaire léger à usage personnel obtenues par le-la bénéficiaire (aides d'État, de l'Eurométropole et autres aides locales comprises) seront plafonnées à 80% du coût d'achat TTC ou du coût TTC de la location (cumul du paiement initial et de toutes les mensualités sur la durée du contrat).

**b) AIDE À LA CONVERSION AU PROFIT D'UN DEUX OU TROIS-ROUES MOTORISÉ ÉLECTRIQUE**

Les montants accordés sont les suivants :

Strates	RFR / part	Aide (montant maximum)
1	$RFR \leq 6\,358 \text{ €}$	1 400 €
2	$6\,358 \text{ €} < RFR \leq 14\,089 \text{ €}$	1 100 €
3	$14\,089 \text{ €} < RFR \leq 22\,983 \text{ €}$	900 €

Les aides à l'achat d'un deux ou trois-roues motorisés électrique obtenues par le-la bénéficiaire (aides d'État, de l'Eurométropole et autres aides locales comprises) seront plafonnées à 50% du coût d'achat TTC ou du coût TTC de la location (cumul du paiement initial et de toutes les mensualités sur la durée du contrat).

**c) AIDE AU RÉTROFIT D'UN VÉHICULE LÉGER OU UTILITAIRE LÉGER À USAGE PERSONNEL**

Cette aide, également cumulable avec celle proposée par l'État, s'élève à un montant unique de 2 500 € pour les personnes ayant un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 22 983 €

**Article 5 – Modalités d'octroi des aides**

ETAPE 1 – DEPÔT DU DOSSIER DE LA DEMANDE

**a) Démarches préalables**

La réalisation d'un conseil en mobilité est une étape nécessaire pour bénéficier d'une aide de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce conseil est aujourd'hui délivré par l'agence du climat et pourrait l'être par une autre structure ayant été référencée par l'Eurométropole.

Ce conseil individualisé débouchera sur la délivrance d'une attestation que le-la demandeur-se devra fournir au moment du dépôt du dossier.



Après l'acquisition ou la location du nouveau véhicule, ou après le changement du moteur de son véhicule, le-la demandeur-se dispose d'un délai de six mois pour constituer son dossier de demande et le déposer sur une plateforme via le lien <https://aides.strasbourg.eu>.

Le dossier de demande pourra être réalisé en version papier pour les personnes ne pouvant pas être accompagnées numériquement.

Si le-la bénéficiaire prévoit également de faire une demande d'aide auprès de l'État, il est conseillé qu'il ou elle dépose son dossier auprès de l'Eurométropole dans un délai d'environ 3 mois compte-tenu des délais appliqués par l'État (6 mois après la date d'acquisition/de location du nouveau véhicule).

#### **b) Pièces constitutives du dossier**

Pour constituer un dossier de demande, les pièces suivantes devront être fournies :

##### **b.1 - Pièces communes :**

- Avis d'imposition de l'année précédant la date de dépôt du véhicule, faisant figurer le revenu fiscal de référence, ainsi que le nombre de parts fiscales (RFR/part). Par exemple, pour un dossier déposé en 2024, il faudra fournir l'avis d'imposition de 2023 sur les revenus de 2022 et ce jusqu'au 31 décembre 2024.
- Copie de la pièce d'identité du-de la demandeur-se (carte d'identité recto-verso, passeport, titre de séjour, permis de conduire)
- Justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (quittance de loyer, facture d'eau, de gaz ou d'électricité, de téléphone fixe ou mobile, d'assurance habitation), au nom du-de la demandeur-se
- Le Relevé d'Identité Bancaire du-de la demandeur-se (dans le cas d'un compte joint, les deux noms devront être indiqués)
- Attestation du Conseil en Mobilité délivrée par l'agence du climat ou toute autre structure de conseil agréée

##### **b.2 – Pièces particulières selon la situation**

###### **\* Ancien véhicule :**

- Ancien certificat d'immatriculation barré
- Certificat de destruction (Cerfa 14365\*01) en cas de mise à la casse de l'ancien véhicule
- Certificat de cession du véhicule (Cerfa 15776\*2) en cas de vente de l'ancien véhicule

###### **\* Nouveau véhicule :**

- Preuve d'acquisition ou de location du nouveau véhicule
  - Facture acquittée
  - Contrat de location dont la durée est supérieure ou égale à 2 ans, accompagné de l'échéancier de paiement correspondant

- Dans le cas d'un achat auprès d'un particulier, il faudra fournir le certificat de cession du véhicule (Cerfa 15776\*2) ainsi qu'une attestation sur l'honneur ([modèle téléchargeable](#))
- En cas de véhicule acheté dans un autre pays ressortissant de l'Union Européenne, le numéro de TVA intracommunautaire devra apparaître sur la facture (commençant par le code du pays : DE, IT, etc.). Les factures étrangères devront être accompagnées d'une attestation sur l'honneur ([modèle téléchargeable](#))
- Certificat d'immatriculation du nouveau véhicule acheté ou loué (certificat d'immatriculation provisoire accepté)

\* En cas de rétrofit : facture pour le changement d'une motorisation et une copie du certificat d'immatriculation modifié

L'ensemble des documents demandés ci-dessus devront impérativement être libellés au nom du-de la bénéficiaire.

Des pièces complémentaires seront à produire sur simple demande du service instructeur pour justifier de situations particulières. Par exemple :

- Avis d'imposition pour les membres d'un même foyer fiscal,
- En cas de jeune majeur-e hébergé-e par sa famille, il sera demandé de fournir une copie du livret de famille avec un justificatif de domicile au nom d'un de ses parents et une attestation sur l'honneur de la personne qui l'héberge.

## ETAPE 2 – INSTRUCTION DU DOSSIER

La réception des dossiers de demandes d'aides, ainsi que leur instruction technique, seront assurés par un prestataire désigné par l'Eurométropole de Strasbourg.

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, ou son-sa représentant-e, a compétence pour attribuer par décision les aides prévues dans le présent règlement, et ce dans les conditions édictées par celui-ci.

Après instruction de son dossier, le demandeur sera destinataire d'une notification de décision lui mentionnant les suites données à sa demande.

Lorsque le dossier n'est pas complet (pièces manquantes ou non conformes), un délai de 30 jours est accordé pour compléter le dossier avec les pièces manquantes et conformes. Faute d'envoi de ces pièces dans ce délai, le dossier sera clôturé. Le demandeur peut refaire un nouveau dépôt de demande en prenant en compte les délais indiqués dans ce règlement.

Les aides seront attribuées au fil de l'eau, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'Eurométropole de Strasbourg.

## ETAPE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

La notification de la décision d'attribution de l'aide ouvre droit au versement de celle-ci, qui sera effectué par virement bancaire, sur le compte figurant sur le RIB fourni par le demandeur. En cas de changement de domiciliation bancaire intervenu entre le dépôt du dossier et la décision d'attribution, le-la bénéficiaire devra en avvertir au plus tôt le prestataire désigné pour l'instruction des dossiers.

## **Article 6 – Engagements du-de la bénéficiaire**

Un même ménage ne pourra percevoir qu'une seule aide (conversion ou compte mobilité) par véhicule vendu/mis à la casse ou transformé. Le-la bénéficiaire s'engage à ne percevoir qu'une seule aide à la conversion par foyer fiscal. Les autres membres du foyer fiscal pourront bénéficier d'un compte mobilité, à condition de se séparer d'un autre véhicule interdit in fine par la ZFE-m.

Le-la bénéficiaire s'engage à ne pas céder le nouveau véhicule dans un délai de 2 ans à compter de la date d'acquisition ou de transformation du véhicule, ni avant d'avoir parcouru 6 000 km.

Le-la bénéficiaire s'engage à communiquer, à la demande de l'administration, tout document attestant de la possession du véhicule nouvellement acquis grâce à l'aide financière apportée par l'Eurométropole, et ce pendant toute la durée exigée pour la non-revente ou la non-restitution (en cas de location).

Le-la bénéficiaire s'engage à fournir, lors du dépôt du dossier, l'ensemble des pièces listées le-la concernant à l'article 5.

Le-la bénéficiaire s'engage lors de la demande à avoir pris connaissance du présent règlement et à en respecter les conditions.

## **Article 7 – Restitution de l'aide**

Dans le cas de manquement dûment constaté aux engagements prévus à l'article 6, le-la bénéficiaire se verra dans l'obligation de restituer la totalité du montant perçu.

## **Article 8 – Sanction en cas de détournement de l'aide ou de fausse déclaration**

Le détournement des sommes versées au titre des aides mentionnées dans le présent règlement, notamment en cas d'achat pour revente, est qualifié d'abus de confiance et rend son-sa auteur-es passible des sanctions prévues à l'article 341-1 du code pénal, soit d'une peine pouvant aller jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende.

Toute déclaration frauduleuse (constitutive du délit d'escroquerie), ou mensongère (constitutive d'un faux ou usage de faux) est punie d'une peine pouvant aller jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende (articles 313-1 et 441-6 du code pénal).

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de demander le remboursement intégral des aides versées dans le cas où un contrôle mettrait en évidence les délits ci-dessus évoqués.

### **Article 9 – Durée du règlement**

Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa signature (ou acceptation par voie électronique) par le-la bénéficiaire de l'aide, et ce pendant toute la durée de validité du dispositif.

### **Article 10 – Attribution de juridiction**

Attribution de juridiction est donnée aux tribunaux compétents de Strasbourg pour trancher tout litige et toute contestation relatifs à l'interprétation ou l'exécution du présent règlement.

### **Article 11 – Protection des données**

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, c'est-à-dire la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

### **Article 12 – Modification du règlement**

Toute modification pouvant avoir une incidence financière sur le niveau des aides susceptibles d'être allouées au titre du présent règlement devra être adoptée en Conseil métropolitain.

**Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion ( particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021  
Pour la période du 01/05/2023 au 30/09/2023**

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Référence du véhicule	Validation du dossier	Nom du bénéficiaire
2023	12107	3 500,00	25/04/2023	SUB ACHAT LOC VL OCCASION		16/12/2022	
2023	12108	2 928,61	25/04/2023	SUB ACHAT LOC VL OCCASION		16/12/2022	
2023	12109	1 046,21	25/04/2023	SUB ACHAT LOC VL OCCASION		16/12/2022	
2023	12110	2 500,00	25/04/2023	SUB ACHAT LOC VL OCCASION		16/12/2022	
2023	12111	2 500,00	25/04/2023	SUB ACHAT LOC VL OCCASION		30/12/2022	
2023	16418	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16419	1 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL NEUF		13/01/2023	
2023	16420	1 500,00	07/06/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD		13/01/2023	
2023	16421	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16422	1 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16423	1 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL NEUF		13/01/2023	
2023	16424	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16425	1 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16426	2 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL NEUF		13/01/2023	
2023	16427	2 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16428	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16429	2 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16430	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16431	2 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16432	1 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16433	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16434	2 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16435	2 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16436	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16437	3 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	16438	2 500,00	07/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	17597	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17598	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17599	1 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17600	2 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17601	2 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17602	2 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17604	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17605	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17606	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17607	2 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17608	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17609	2 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17610	2 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17611	2 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17612	1 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	17613	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL NEUF		02/02/2023	
2023	17614	3 500,00	14/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		02/02/2023	
2023	19221	1 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	19277	3 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	19278	2 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		13/01/2023	
2023	19279	3 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19280	3 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19281	3 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19282	1 500,00	27/06/2023	SUBV LOCATION VL		01/03/2023	
2023	19283	2 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19284	3 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19285	3 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19286	2 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19287	3 500,00	27/06/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		01/03/2023	
2023	19753	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19754	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19755	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19756	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19757	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19758	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19759	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19760	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19761	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19762	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19763	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19764	2 500,00	04/07/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD		16/02/2023	
2023	19765	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19766	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19767	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19768	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19769	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19770	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19771	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19772	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19773	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19774	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19775	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION		16/02/2023	
2023	19776	1 500,00	04/07/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD		16/02/2023	

**Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion ( particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021  
Pour la période du 01/05/2023 au 30/09/2023**

2023	19777	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19778	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19779	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19780	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19781	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19782	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19783	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19784	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19785	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19786	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19787	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19788	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19789	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19790	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19791	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19792	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19793	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19794	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19795	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19796	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19797	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19798	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19799	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19800	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19801	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19802	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19803	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19804	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19805	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19806	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19807	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19808	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19809	2 500,00	04/07/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD	16/02/2023
2023	19810	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19811	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19812	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19813	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19814	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19815	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19816	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19817	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19818	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	19819	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19820	1 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	19821	2 500,00	04/07/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD	16/02/2023
2023	20076	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	20077	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	20078	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	20079	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	20080	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	20081	3 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	20082	2 500,00	04/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	20672	3 500,00	10/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	02/02/2023
2023	20673	3 500,00	10/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/01/2023
2023	22537	3 364,61	25/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	01/03/2023
2023	22916	2 500,00	27/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/12/2022
2023	22917	2 500,00	27/07/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	16/02/2023
2023	22918	2 500,00	27/07/2023	SUBV ZFE PART LLD	16/02/2023
2023	22919	1 500,00	27/07/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	16/02/2023
2023	23260	3 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 800,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 500,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	2 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 500,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	4 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	2 000,00	01/08/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD	13/07/2023
2023	23260	2 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	13/07/2023
2023	23260	2 000,00	01/08/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD	13/07/2023
2023	23260	4 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	2 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	13/07/2023
2023	23260	3 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	3 964,61	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	23260	4 000,00	01/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	13/07/2023
2023	24503	3 500,00	10/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	15/03/2023
2023	24503	1 847,01	10/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	15/03/2023
2023	24503	2 500,00	10/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	15/03/2023
2023	24503	2 500,00	10/08/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD	15/03/2023
2023	24503	2 500,00	10/08/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	15/03/2023

























**Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion ( particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021  
Pour la période du 01/05/2023 au 30/09/2023**

2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV LOCATION VEHICULE LD	29/09/2023
2023	30131	2 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	2 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	29/09/2023
2023	30131	2 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	3 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL OCCASION	29/09/2023
2023	30131	4 000,00	09/10/2023	SUBV ACHAT VL NEUF	29/09/2023



**Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (professionnels) en application de la délibération  
du 17 décembre 2021  
Pour la période du 01/05/2023 au 30/09/2023**

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Référence du véhicule	Validation du dossier	Raison sociale du bénéficiaire
2023	13624	15 000,00	11/05/2023	SUB ZFE PRO ACHAT PL7.5T		30/11/2022	
2023	13625	1 500,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO VL LLD		30/12/2022	
2023	13626	1 500,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO VL LLD		13/01/2023	
2023	13627	4 000,00	11/05/2023	SUB ZFE PRO ACHAT VUL3.5T		13/01/2023	
2023	13628	4 000,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT VUL3.5		15/02/2023	
2023	13629	1 500,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO VL LLD		15/02/2023	
2023	13630	4 000,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO VL LLD		15/02/2023	
2023	13631	3 330,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT VUL3.5		15/02/2023	
2023	13632	8 500,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT VUL3.5		15/02/2023	
2023	13633	4 000,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT VUL3.5		15/03/2023	
2023	13634	1 500,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT VL		31/03/2023	
2023	13635	1 500,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT VUL3.5		31/03/2023	
2023	13636	1 500,00	11/05/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT VUL3.5		31/03/2023	
2023	23261	4 000,00	01/08/2023	SUB PRO LOC VL LD		13/07/2023	
2023	25382	8 500,00	24/08/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT		15/05/2023	
2023	25382	4 000,00	24/08/2023	SUB PRO LOC VL LD		31/05/2023	
2023	25382	827,07	24/08/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT		15/06/2023	
2023	25382	15 000,00	24/08/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT		15/06/2023	

2023	25382	15 000,00	24/08/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT		15/06/2023	
2023	25382	1 500,00	24/08/2023	SUB PRO LOC VL LD		15/06/2023	
2023	25382	1 500,00	24/08/2023	SUB PRO LOC VL LD		15/06/2023	
2023	28544	15 000,00	22/09/2023	SUBV ZFE PRO ACHAT		31/08/2023	

**Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m Compte mobilité en application de la délibération du 15/10/2021  
Pour la période du 01/05/2023 au 30/09/2023**

Nom du bénéficiaire	Prénom du bénéficiaire	Nom de l'aide	Montant de l'aide	N° de dossier	Validation du dossier
		Compte Mobilité	1 800,00	00004159	02/06/2023
		Compte Mobilité	1 800,00	00005690	01/08/2023
		Compte Mobilité	2 500,00	00006587	16/06/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00006721	16/06/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00006730	16/06/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00006765	06/07/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00006860	02/06/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007045	02/06/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007070	06/07/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00007134	06/07/2023
		Compte Mobilité	2 500,00	00007141	16/06/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007155	16/06/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007202	16/06/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00007228	06/07/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007285	18/07/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007316	01/08/2023
		Compte Mobilité	2 500,00	00007535	01/08/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00007542	01/08/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007668	18/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007678	01/08/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007770	01/08/2023
		Compte Mobilité	2 500,00	00007895	04/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008006	04/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008086	04/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008229	04/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008340	04/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008086	04/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008229	04/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00007668	18/09/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008478	18/09/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00008553	02/10/2023
		Compte Mobilité	2 000,00	00008512	02/10/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00008180	02/10/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00008367	02/10/2023
		Compte Mobilité	2 500,00	00008427	02/10/2023
		Compte Mobilité	2 300,00	00008801	02/10/2023



## **Règlement du dispositif d'attribution d'une aide financière aux mobilités alternatives à la voiture individuelle destinée aux particuliers – Le « Compte mobilité »**

**Version en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024**

### **PREAMBULE**

La pollution atmosphérique est responsable chaque année de centaines de décès à Strasbourg et dans l'Eurométropole. Elle nuit à la santé de toutes et tous, en premier lieu les enfants, en provoquant de nombreuses maladies respiratoires et cardiovasculaires. Le trafic routier, première cause de la pollution de l'air, est directement responsable de 84 % des émissions de dioxyde d'azote, particulièrement dangereuses pour notre santé.

La France, condamnée par la justice européenne pour inaction face à ce fléau, a donc décidé de rendre obligatoire la mise en place de « Zones à Faibles Émissions » (ZFE) dans 11 métropoles, dont l'Eurométropole de Strasbourg. Cette réglementation, déjà en place dans plus de 200 villes européennes, vise à restreindre progressivement à partir de 2022 l'usage des véhicules les plus polluants sur le territoire, dans le but de réduire les atteintes à la santé publique. Les normes environnementales des véhicules sont traduites par un système de vignettes Crit'Air.

Le certificat Crit'Air est un outil national utilisé dans plusieurs agglomérations françaises. Il répertorie les niveaux de pollution des véhicules selon six pastilles de couleur en fonction de leur âge et de leur type de motorisation.

Une première étape de déploiement de la ZFE a été franchie en janvier 2022 dans toutes les communes de l'Eurométropole.

La ZFE est un outil permettant d'améliorer la qualité de l'air et s'inscrit dans la politique de déplacements globale de la Métropole visant à limiter l'usage des véhicules individuels à travers le report modal (vélo, transports en commun, autopartage etc.).

Afin d'assurer un droit à la mobilité, l'Eurométropole propose trois dispositifs d'aides directement liées à la ZFE, afin d'accompagner les usagers dans leur transition en matière de mobilités. Ces aides, conditionnées à la mise à la casse ou la revente d'un véhicule à terme interdit dans le périmètre de la ZFE, se déclinent comme suit :

- Une aide aux particuliers permettant l'utilisation de modes alternatifs à la voiture individuelle (transports en commun, location de vélos, autopartage, aides complémentaire à l'achat d'un vélo à assistance électrique, etc.) sous forme d'un montant forfaitaire plafonné et lié aux conditions de ressources du bénéficiaire, objet du présent règlement ;
- Une aide au renouvellement, ou auetrofit d'un véhicule, basée sur des conditions de ressources, permettant aux particuliers de remplacer leur véhicule par un véhicule moins polluant ;
- Une aide similaire destinée aux professionnel-les.

À noter, qu'en parallèle de ces aides liées à la ZFE, une aide financière, déjà opérationnelle et non-conditionnée à la mise à la casse ou la revente d'un véhicule, est proposée aux particuliers pour l'acquisition d'un Vélo à Assistance Électrique (VAE), d'un vélo cargo à assistance électrique ou à la motorisation d'un vélo classique.

### Article 1 – Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de préciser les modalités d'éligibilité et conditions d'attribution de l'aide aux mobilités alternatives, ainsi que les engagements de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) et du particulier bénéficiaire.

La présente version a été approuvée par décision du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 15 octobre 2021 relatif à l'instauration d'une ZFE-m et complétée suite aux décisions du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du :

- 30 septembre 2022, visant la création d'une aide complémentaire à l'achat de vélos à assistance électrique dédiée aux bénéficiaires d'un Compte mobilité.
- 03 février 2023, visant à augmenter les seuils de revenus et les montants des aides aux particuliers.

### Article 2 – Conditions d'attribution de l'aide

Une aide aux mobilités alternatives au véhicule individuel à destination des particuliers est proposée aux habitants de l'Eurométropole de Strasbourg se séparant d'un véhicule à terme interdit dans le périmètre de la ZFE (mis à la casse ou revendu).

Les montants de cette aide sont fixés comme suit :

Strates	Revenu fiscal de référence (RFR) par part	Montant plafond de l'aide aux mobilités alternatives
1	RFR < ou = à 6 358 €	Jusqu'à 2 500 euros
2	6 358 € < RFR < ou = 14 089 €	Jusqu'à 2 300 euros
3	14 089 € < RFR < ou = 22 983 €	Jusqu'à 2 000 euros
	22 983 € < RFR	<i>Pas d'aide</i>

La présente aide ne fait pas l'objet d'un versement direct du montant alloué à son bénéficiaire.

Un système de compte individuel permettra d'en assurer la bonne gestion et d'en encadrer l'utilisation dont les modalités pratiques sont précisées aux articles 4, 5 et 6.

Le montant alloué au-à la bénéficiaire servira exclusivement à l'achat de prestations, de services ou d'équipements de mobilité permettant de se déplacer au moyen d'un ou plusieurs modes alternatifs au véhicule individuel personnel.

Le-la bénéficiaire se verra proposer un bouquet d'offres de services et de prestations de mobilité accessibles avec ce forfait, dans une logique multiservices et multimodes « à la carte », en partenariat avec tout opérateur de mobilité respectant les conditions qui auront été préalablement fixées par la Collectivité et souhaitant intégrer le dispositif.

Le budget alloué permettra par ailleurs au-la bénéficiaire, s'il-elle le souhaite, de compléter l'aide à l'achat déjà mise en place par la collectivité pour un VAE, un vélo cargo à assistance électrique, ou une motorisation de vélo classique (voir article 6).

Un prestataire externe est chargé de gérer cette aide et d'assurer l'interface avec les bénéficiaires, qui auront accès à un compte individualisé leur permettant une utilisation simple de leur forfait.

La durée d'utilisation du montant alloué est fixée à 3 ans après ouverture du compte.

L'utilisation du montant alloué pourra se faire au bénéfice de tout ou partie des membres du foyer fiscal. À titre d'exemple, plusieurs abonnements de transports en commun pourront être acquis via le même compte pour différents membres du foyer si sa composition le justifie.

### **Article 3 – Règles d'éligibilité pour le-la bénéficiaire**

- Les aides désignées ci-dessus (hors aide au rétrofit), ne sont versées qu'à l'issue de la revente ou la mise au rebut d'un véhicule personnel interdit *in fine* dans la ZFE-m (de sans Crit'Air à Crit'Air 2) appartenant au-la bénéficiaire depuis au moins un an ;
- La date de vente ou de mise à la casse ne pourra être supérieur à 3 mois avant le dépôt du dossier ;
- Le-la bénéficiaire est majeur·e au moment de la demande ;
- Le-la bénéficiaire a sa résidence principale dans une commune de l'Eurométropole au moment de la demande ;
- Le-la bénéficiaire s'inscrit dans des conditions de ressources graduées selon 3 strates de revenus fiscaux de référence (RFR) par part fiscale :
  - ⇒ Strate 1 :  $RFR/part \leq 6\,358 \text{ €}$
  - ⇒ Strate 2 :  $6\,358\text{€} < RFR/part \leq 14\,089 \text{ €}$
  - ⇒ Strate 3 :  $14\,089 \text{ €} < RFR/part \leq 22\,983 \text{ €}$

### **Article 4 – Modalités d'octroi des aides**

#### **ETAPE 1 – DÉPÔT DU DOSSIER**

La réalisation d'un diagnostic de mobilité est une étape nécessaire pour bénéficier d'une aide de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce conseil pourra être délivré par l'Agence du Climat, ou toute autre structure souhaitant assurer une telle prestation. L'Eurométropole a initié une démarche de référencement des structures conseillères en mobilité afin de s'assurer de la qualité du conseil qui sera délivré.

Ce conseil individualisé débouchera sur la délivrance d'une attestation que le-la demandeur-se devra fournir au moment du dépôt du dossier.

Après la vente ou la mise au rebut de son véhicule par le-la demandeur-se, ou après le changement du moteur thermique de son véhicule, celui-celle-ci devra constituer son dossier de demande et le déposer à l'adresse [aides.strasbourg.eu](https://aides.strasbourg.eu). Le dossier de demande pourra être réalisé en version papier pour les personnes ne pouvant pas être accompagnées numériquement.

Pour constituer un dossier de demande, les pièces suivantes devront être fournies :

Justificatifs concernant la situation du demandeur :

- Avis d'imposition de l'année précédant l'achat du véhicule (RFR/part), faisant figurer le revenu fiscal de référence, ainsi que le nombre de parts fiscales. Par exemple, pour un dossier déposé en 2023, il faudra fournir l'avis d'imposition de 2022 sur les revenus de 2021
- Copie de la pièce d'identité du-de la demandeur-se (carte d'identité recto-verso, passeport, titre de séjour, permis de conduire)
- Justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (quittance de loyer, facture d'eau, de gaz ou d'électricité, de téléphone fixe ou mobile, d'assurance habitation), au nom du-de la demandeur-se
- Attestation du Conseil en Mobilité délivrée par l'agence du climat ou toute autre structure de conseil agréée

Justificatifs concernant la situation de l'ancien véhicule :

- Ancien certificat d'immatriculation barré,
- Certificat de destruction (Cerfa 14365\*01) en cas de mise à la casse de l'ancien véhicule
- Certificat de cession du véhicule (Cerfa 15776\*2) en cas de vente de l'ancien véhicule

L'ensemble des documents demandés ci-dessus devront impérativement être libellés au nom du-de la bénéficiaire.

Des pièces complémentaires seront à produire sur simple demande du service instructeur pour justifier de situations particulières.

## ETAPE 2 – INSTRUCTION DU DOSSIER

La réception des dossiers de demandes d'aides, ainsi que leur instruction technique, seront assurés par un prestataire désigné par l'Eurométropole de Strasbourg.

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, ou son-sa représentant-e, a compétence pour attribuer par décision les aides prévues dans le présent règlement, et ce dans les conditions édictées par celui-ci.



Après instruction de son dossier, le demandeur sera destinataire d'une notification de décision lui mentionnant les suites données à sa demande.

Lorsque le dossier n'est pas complet (pièces manquantes ou non conformes), un délai de 30 jours est accordé pour compléter le dossier avec les pièces manquantes et conformes. Faute d'envoi de ces pièces dans ce délai, le dossier sera clôturé. Le demandeur peut refaire un nouveau dépôt de demande en prenant en compte les délais indiqués dans ce règlement.

Les aides seront attribuées au fil de l'eau, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'Eurométropole de Strasbourg.

### ETAPE 3 – OUVERTURE D'UN COMPTE MOBILITÉ

Après avoir reçu une notification d'attribution de l'aide aux mobilités alternatives au véhicule individuel personnel, le bénéficiaire est crédité, sur son « Compte mobilité », du montant d'aide défini dans le présent règlement d'attribution, confirmé dans la notification d'attribution.

Le « Compte mobilité » est l'outil mis à disposition du bénéficiaire qui lui permet d'accéder à l'aide. Il s'agit d'un moyen d'opérer des transactions (achats) auprès de partenaires affiliés uniquement, sur une durée maximum de 3 années ou jusqu'à épuisement des crédits alloués.

### Article 5 – Utilisation du Compte mobilité

Le règlement d'utilisation reprenant les modalités pratiques d'utilisation des crédits alloués dans le cadre de la présente aide sont fournies au bénéficiaire à l'ouverture de son Compte mobilité, et consultables sur <http://compte-mobilite.strasbourg.eu> rubrique « Règlement ».

Les achats possibles avec le Compte mobilité concernent obligatoirement des prestations auprès des partenaires affiliés et dans les domaines suivants :

- Transport public de voyageurs
- Location de vélos
- Autopartage
- Réparation et entretien des cycles
- Réparation et entretien d'autres Engins de Déplacement Personnel
- Petit équipement de sécurité pour l'usage des cycles et EDP, les équipements liés à l'usage du vélo cargo électrique, les équipements de pluie pour tous les usagers d'un VAE et les équipements de sécurité liés aux déplacements des enfants – voir mémento des équipements, à la fin du règlement

La liste complète des partenaires affiliés au Compte mobilité est disponible à cette même adresse, rubrique « Partenaires ».

**Article 6 – Aides complémentaires à l’achat de vélo à assistance électrique (VAE), vélos cargos à assistance électrique ou à la motorisation de vélos classiques destinée aux bénéficiaires d’un Compte mobilité**

Les bénéficiaires d’un Compte mobilité peuvent, s’ils en font la demande après achat, utiliser une partie de leurs crédits pour compléter l’aide existante à l’achat de vélo à assistance électrique (VAE), vélos cargos à assistance électrique ou la motorisation de vélos classiques.

Cette aide complémentaire fait l’objet de conditions d’attribution et de modalités d’accès spécifiques définies par délibération en date du 30 septembre 2022 et reprises dans le règlement d’attribution des aides à l’achat de VAE, vélos cargo à assistance électrique ou motorisation de vélos classiques proposées par l’Eurométropole de Strasbourg.

Dans ce cas uniquement, le-la bénéficiaire reçoit, après confirmation de l’éligibilité de son dossier de demande d’aide à l’achat, et en complément de l’aide classique à l’achat, une partie de la présente aide sous forme d’une somme forfaitaire, laquelle est déduite de son Compte mobilité.

Les montants forfaitaires de cette aide complémentaire, déduites du Compte mobilité, sont les suivants :

- Achat d’un vélo à assistance électrique : +300 euros
- Achat d’un vélo cargo à assistance électrique : +500 euros
- Achat d’un kit de motorisation pour vélo classique : +150 euros

L’avance de frais par le bénéficiaire reste nécessaire. Toutes les conditions d’éligibilité à l’aide VAE standard doivent être respectées pour prétendre à l’aide complémentaire.

**Article 7 – Engagements du-de la bénéficiaire**

Le-la bénéficiaire s’engage à ne percevoir, pour un même véhicule, qu’une seule des aides prévues (aide au remplacement de véhicule ou aide aux mobilités alternatives) dans le cadre de l’accompagnement à la mise en œuvre de la ZFE-m.

Le-la bénéficiaire s’engage à fournir, lors du dépôt du dossier, l’ensemble des pièces listées à l’article 4.

Le-la bénéficiaire s’engage, lors du dépôt du dossier, à avoir pris connaissance du présent règlement et à en respecter les conditions.

Le-la bénéficiaire s’engage à faciliter les contrôles éventuellement réalisés a posteriori par l’Eurométropole pour vérifier le respect des engagements pris.

### **Article 8 – Renonciation à l’aide attribuée**

Une fois notifié-e de son éligibilité à la présente aide, le-la bénéficiaire ne peut renoncer à celle-ci (au profit ou non d’une nouvelle demande d’aide au renouvellement) que dans les conditions suivantes :

- Ne pas avoir utilisé les crédits alloués dans le cadre de son Compte mobilité
- Faire part de sa renonciation au bénéfice de la présente aide par courrier postal avec accusé de réception adressé à : Mme la Présidente de l’Eurométropole de Strasbourg  
- Direction des mobilités - Service Planification et Organisation des Mobilités - 1 parc de l’Étoile 67076 Strasbourg Cedex.

### **Article 9 – Restitution de l’aide**

Dans le cas de manquement dûment constaté aux engagements prévus à l’article 5, le-la bénéficiaire se verra interdire l’accès au compte individualisé ouvert à son nom, et se verra dans l’obligation de restituer à l’Eurométropole de Strasbourg l’équivalent de la somme utilisée le cas échéant auprès d’un ou plusieurs opérateurs de mobilité.

### **Article 10 – Sanction en cas de fausse déclaration**

Toute déclaration frauduleuse (constitutive du délit d’escroquerie), ou mensongère (constitutive d’un faux ou usage de faux) est punie d’une peine pouvant aller jusqu’à 5 ans d’emprisonnement et 375 000 € d’amende (articles 313-1 et 441-6 du code pénal).

### **Article 11 – Durée du règlement**

Le présent règlement entre en vigueur à compter de son acceptation par le-la bénéficiaire de l’aide, et ce pendant toute la durée de validité du dispositif.

### **Article 12 – Attribution de juridiction**

Attribution de juridiction est donnée aux tribunaux compétents de Strasbourg pour trancher tout litige et toute contestation relatifs à l’interprétation ou l’exécution du présent règlement.

### **Article 13 – Protection des données**

L’Eurométropole de Strasbourg s’engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, c’est-à-dire la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

### **Article 14 – Modification du règlement**

Toute modification pouvant avoir une incidence financière sur le niveau des aides susceptibles d’être allouées au titre du présent règlement devra être adoptée en Conseil métropolitain.



## Mémento des prestations et des petits équipements éligibles pour cycles et EDP :

Pour mémoire, le référencement des partenaires au dispositif « Compte mobilité » mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg fait l'objet d'une publicité permanente consultable sur le site de la collectivité dans laquelle sont notamment indiquées les conditions d'affiliation au dispositif : <https://www.strasbourg.eu/zfe-partenaires-compte-mobilite>

Ce mémento vient préciser les services et prestations éligibles pour les partenaires affiliés au Compte mobilité proposant :

- **Des prestations de réparation, d'entretien et de maintenance des cycles (vélo classique, VAE, ou vélo-cargo) et/ou d'engins de déplacements personnels.**
- **La fourniture de petit équipement de sécurité pour l'usage des cycles, et/ou d'engins de déplacements personnels (casque, cadenas, système d'éclairage fixe, ...)**
- **Les équipements liés à l'usage du vélo cargo électrique**
- **Les équipements de sécurité liés aux déplacements des enfants**
- **Les équipements de pluie pour tous les usagers d'un VAE**

### Des prestations éligibles uniquement aux cycles et EDP

Les **Engins de Déplacement Personnel (EDP)** constituent une catégorie de véhicules définis à l'article R311-1 du Code de la Route. Ils comprennent les EDPM qui sont des "*véhicules sans place assise, conçus et construits pour le déplacement d'une seule personne et dépourvus de tout aménagement destiné au transport de marchandises, équipés d'un moteur non thermique ou d'une assistance non thermique et dont la vitesse maximale par construction est supérieure à 6 km/h et ne dépasse pas 25 km/h*".

- ⇒ En plus des **cycles (classique, cargo, et/ou à assistance électrique)**, le partenaire affilié Compte mobilité peut donc accepter l'usage du Compte mobilité d'un bénéficiaire pour payer des prestations et services de réparation, d'entretien et de maintenance sur tout **EDPM** de type trottinettes électriques, monoroues, gyroroues, gyropodes, hoverboards, etc. ainsi que sur les **EDP** non motorisés de type trottinettes, skateboards et assimilés.
- ⇒ Sont exclus de prise en charge par le Compte mobilité, toutes prestations et services réalisés sur d'autres types d'engins motorisés, et tout particulièrement ceux de catégorie L tels que les motos ou scooters, les motocyclettes, les speedbikes, speedelec, VAE45 ou assimilés, les cyclomoteurs ou les cyclomobiles légers de type draisiennes électriques.
- ⇒ Seuls le montant de la **main d'œuvre** est éligible, les pièces détachées ne sont pas prises en charge par le Compte mobilité. Le client devra en assurer la prise en charge par un autre moyen de paiement personnel.

### Les petits équipements éligibles pour les cycles et les EDP

Les petits équipements éligibles à l'achat via un Compte mobilité doivent permettre d'assurer la sécurité et la protection de l'utilisateur d'un cycle ou d'un EDP(M), encourager l'usage du vélo cargo électrique, assurer la sécurité des enfants et protéger de la pluie.

- ⇒ Les équipements de sécurité : il peut ainsi s'agir de **casques de protection, de cadenas, de gilet de sécurité, de systèmes d'éclairage, de dispositifs d'alarme, d'avertisseurs sonores, de rétroviseurs** adaptés aux cycles ou aux EDP, ou encore de dispositifs permettant la bonne visibilité du véhicule de nuit (**bandes réfléchissantes, réflecteurs, catadioptres, ...**).
- ⇒ Les équipements liés au vélo cargo électrique : il peut s'agir de sacoches, paniers, coussin d'assise, repose-pieds, planche d'assise, caisse de transport, porte-bagages, bâche de protection...
- ⇒ Les équipements pour les déplacements sécurisés des enfants : Porte-bébé, casques, barre de remorquage, Monkey bars, arceaux de maintien, ...
- ⇒ Les équipements de pluie : poncho de pluie, pantalon de pluie, coupe-vent, guêtres de pluie, tente de pluie...

*En cas de doute sur l'éligibilité d'un produit, vous pouvez contacter préalablement par e-mail [veloptimiste@strasbourg.eu](mailto:veloptimiste@strasbourg.eu) en indiquant en objet : « compte mobilité – équipement éligible ».*



## Règlement d'attribution d'une aide financière à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique (VAE), d'un vélo cargo, ou de la motorisation d'un vélo classique

Version en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2023

### PRÉAMBULE

En 2021, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a créé une aide financière à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique (VAE), d'un vélo cargo, ou de la motorisation d'un vélo classique. La délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 novembre 2023 apporte des modifications de règlement applicables à tous les dossiers de demande déposés à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2023 et porte sur les pièces à fournir.

### ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les droits et obligations de l'Eurométropole de Strasbourg et du bénéficiaire liés à l'attribution d'une aide financière ainsi que de fixer les conditions d'octroi de cette aide pour l'acquisition, pour l'usage personnel, d'un seul dispositif ou d'un seul vélo neuf décrits ci-après.

### ARTICLE 2 - TYPES DE VÉLOS ÉLIGIBLES AU DISPOSITIF

L'aide octroyée dans le cadre du présent règlement concerne trois types de cycles dont l'acquisition peut être freinée par un coût d'achat qui demeure encore élevé, alors que leur pratique est plus respectueuse de l'environnement et peut permettre la réduction de l'utilisation de véhicules automobiles légers, et donc l'émission de polluants atmosphériques.

#### 2.1. Vélos à assistance électrique neufs

Sont concernés tous vélos à assistance électrique neufs, avec éclairage avant et arrière non-amovible, sans batterie au plomb et qui respectent la définition de l'article R.311-1 du code de la route (cycle équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 kilowatt, dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25 km/h, ou plus tôt si le cycliste arrête de pédaler).

Par conséquent sont exclus du dispositif d'aide les vélos utilisant une batterie au plomb, les vélos tout terrain (VTT) ou les vélos dits « speed bike » pouvant dépasser les 25 km/h.

Compte tenu de la diversité des modèles de vélos et des dispositifs d'assistance électrique présents sur le marché, le certificat d'homologation et sa notice technique, ou une attestation de respect de la norme seront exigés dans le dossier de demande d'aide. Ces documents permettront de distinguer les matériels de mauvaise qualité ou produits selon des conditions sociales et environnementales défavorables. Lors de l'instruction des demandes d'aide, une attention particulière sera portée sur ce point.

#### 2.2. Vélos cargos à assistance électrique neufs

Sont concernés les vélos cargos à assistance électrique neufs qui permettent de transporter aussi bien des enfants que des courses ou du matériel, ainsi que les vélos adaptés pour les déplacements des personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap. Les cycles devront être équipés d'un système

d'éclairage avant et arrière non-amovible, et ne pas être équipés de batterie au plomb. Ils devront également respecter la définition de l'article R.311-1 du code de la route.

Ce type de vélo comprend les :

- biporteurs : vélos à 2 roues équipés d'une malle à l'avant,
- triporteurs : vélos à 3 roues équipés d'une malle à l'avant,
- vélos rallongés ou « long tail » : vélos classiques rallongés à l'arrière,
- tricycles : vélos à 3 roues dont deux à l'arrière.

### 2.3 Motorisation de vélos classiques

Sont concernés les prestations de motorisation de vélos musculaires neufs ou d'occasion. Le moteur installé devra obligatoirement être NEUF et respecter la réglementation française et européenne (vitesse max de 25 km/h et puissance de 250 W, capteur de pédalage).

Les cycles devront être équipés d'un système d'éclairage avant et arrière non-amovible, et ne pas être équipés de batterie au plomb.

L'Eurométropole de Strasbourg se dégage de toute responsabilité en cas d'incident de toute nature que ce soit résultant du montage et/ou de l'usage d'un kit d'électrification de vélo standard dans le cadre de la présente demande.

### ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE

L'Eurométropole de Strasbourg, sous réserve du respect par le bénéficiaire des obligations définies à l'article 5 du présent règlement, s'engage à verser à ce dernier une aide financière dont le montant est défini ci-après.

Pour tout type de matériel éligible au dispositif d'aide, le montant octroyé par l'Eurométropole sera égal à 50 % du prix d'achat TTC dans la limite d'un plafond allant de 150€ à 500 € par matériel neuf acheté chez un professionnel dépositaire de la marque collective simple « Partenaire Vélooptimiste », et par bénéficiaire.

Le niveau d'aide est variable et déterminé en fonction du revenu fiscal de référence du demandeur afin de pouvoir aider davantage les personnes ayant les plus faibles revenus.

#### 3.1. Montant de l'aide en fonction du niveau de ressources et de l'équipement

Le montant de la présente aide pour l'achat d'un VAE est conditionné au niveau de revenu fiscal de référence (RFR) par part du foyer du demandeur. Les montants d'aides applicables sont ainsi les suivants :

Strates	RFR / part	Montant plafond de l'aide à l'achat
<b>Pour un vélo à assistance électrique (VAE)</b>		
1	RFR < ou = à 6 358 €	500 € <i>plafonné à 50% du montant total de l'achat</i>



2	6 358 € < RFR < ou = 14 089 €	400 € <i>plafonné à 50% du montant total de l'achat</i>
3	14 089 € < RFR < ou = 22 983 €	300 € <i>plafonné à 50% du montant total de l'achat</i>
4	RFR > à 22 983 €	Pas d'aide
<b>Pour un vélo cargo à assistance électrique (VCE)</b>		
<i>Pas de plafond de ressources</i>		500 € <i>plafonné à 50% du montant total de l'achat</i>
<b>Pour une motorisation d'un vélo classique</b>		
RFR < ou = à 22 983 €		150 € <i>plafonné à 50% du montant total de l'achat</i>

### 3.2. Professionnels revendeurs-réparateurs éligibles

Pour être éligible à l'attribution de l'aide, l'acquisition du matériel doit être effectuée auprès d'un professionnel distributeur-réparateur dépositaire de la marque « Partenaire Vélooptimiste ».

### 3.3. Limitation du nombre de demandes

L'aide ne peut être octroyée qu'une seule fois pour l'achat d'un seul matériel éligible et pour un même bénéficiaire. Pour cela le numéro unique de marquage du vélo fait référence et doit obligatoirement être fourni par le demandeur.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas revendre dans les 3 ans le véhicule objet de la présente aide sous peine de devoir restituer la subvention à l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'engage par ailleurs à apporter la preuve aux services de l'Eurométropole de Strasbourg qui en feraient la demande dans les 3 années suivant son achat, qu'il est bien en possession du véhicule aidé.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AIDE

L'Eurométropole de Strasbourg verse au bénéficiaire le montant de l'aide après présentation par celui-ci du dossier complet mentionné à l'article 5 ci-après, sous réserve que l'acquisition du vélo, objet de l'aide, soit effectuée pendant la période de validité du dispositif, soit en l'occurrence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2025.

Pour être valables, les demandes doivent impérativement être déposées dans un délai de 3 mois maximum suivant la date d'achat, la date inscrite sur la facture acquittée faisant foi. Par conséquent,

Règlement d'attribution d'une aide financière à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique (VAE), d'un vélo cargo, ou de la motorisation d'un vélo classique – **version en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2023**

le présent règlement d'attribution est applicable à toute demande déposée à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023 y compris les dossiers comportant des factures du dernier trimestre 2023.

## ARTICLE 5 - BÉNÉFICIAIRES ET MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE

Est éligible à l'attribution de l'aide, toute personne physique de 18 ans ou plus dont la résidence principale se situe dans l'une des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg et qui fait l'acquisition, en son nom, d'un cycle ou d'un dispositif de motorisation tel que spécifié à l'article 2.

Le demandeur saisit sa demande et fournit les pièces justificatives décrites ci-après au format dématérialisé sur le portail : <https://aides.strasbourg.eu>  
En cas de nécessité, le demandeur peut être aidé dans sa démarche auprès du service en charge de l'instruction au 09 74 99 68 74.

### 5.1. Pièces et informations à fournir lors du dépôt de la demande

Seules les demandes réputées complètes seront instruites.

Les pièces justificatives à joindre au formulaire de demande sont les suivantes :

- La copie du certificat d'homologation et la notice technique ou l'attestation de respect de la norme NF EN 15194.
- La copie du certificat de gravage du vélo éligible et son numéro d'immatriculation
- La copie de la facture d'achat acquittée du dispositif ou vélo éligible à l'aide.

Celle-ci doit comporter :

- o le nom et l'adresse du bénéficiaire,
  - o le tampon « Partenaire Vélooptimiste »,
  - o le type de vélo, le modèle et la référence précise du fabricant,
  - o la date d'achat, qui doit avoir été effectué durant la période de validité du dispositif tel que défini par l'article 4 du présent règlement,
  - o la mention facture acquittée et vélo récupéré avec le cachet du distributeur-revendeur dépositaire de la marque « partenaire Vélooptimiste » et de sa signature.
- Pour l'achat d'un VAE ou une motorisation : l'avis d'impôt sur le revenu de l'année n-1
  - Le relevé d'identité bancaire avec l'identité du bénéficiaire (identique à celle figurant sur l'ensemble des documents).
  - Le justificatif de domicile principal de moins de 3 mois au même nom et adresse que ceux figurant sur la facture du cycle.
  - La pièce d'identité du demandeur (carte nationale d'identité, passeport, titre de séjour, permis de conduire).

## 5.2. Aide en ligne

Les modalités d'obtention précisées au présent règlement et une Foire aux Questions sont accessibles sur le site de l'Eurométropole de Strasbourg à l'adresse qui suit : <https://www.strasbourg.eu/aides-achat>.

## 5.3. Questionnaire mobilité

Un questionnaire mobilité, non obligatoire, est proposé à tous les demandeurs. Il permet de mieux comprendre le besoin des usagers et d'analyser les motivations et les habitudes de déplacements des bénéficiaires de l'aide.

## ARTICLE 6 – AIDE COMPLEMENTAIRE DÉDIÉE AUX BÉNÉFICIAIRES D'UN « COMPTE MOBILITÉ »

Un dispositif d'aide aux mobilités alternatives à la voiture individuelle à destination des particuliers est proposé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 aux habitants de l'Eurométropole de Strasbourg se séparant d'un véhicule à terme interdit dans le périmètre de la Zone à Faibles Émissions - mobilité (mis à la casse ou revendu). Cette aide est appelée le « Compte mobilité ». Les bénéficiaires d'un Compte mobilité présentent un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 22 983 € par an lors de leur demande. Les conditions d'éligibilité et d'attribution au Compte mobilité sont consultables sur : <https://www.strasbourg.eu/zfe-aides>.

### 6.1. Principes généraux

L'aide *complémentaire* à l'achat d'un VAE, cargo à assistance, ou motorisation d'un vélo classique, est accessible uniquement aux bénéficiaires d'un Compte mobilité.

L'aide *complémentaire* à l'achat est adossée à l'aide à l'achat existante. Une demande unique est formulée pour l'obtention de l'aide et de l'aide complémentaire après l'achat du VAE, du cargo à assistance électrique ou de la motorisation d'un vélo classique. Le cumul dans un même foyer fiscal de plusieurs aides et aides complémentaires à l'achat est possible pour autant que le demandeur soit bien différent pour chaque vélo (parent ou ayant droit), la facture devant être au nom du propriétaire demandeur.

### 6.2. Montants de l'aide *complémentaire* à l'achat pour les bénéficiaires d'un Compte Mobilité

- Pour un vélo à assistance électrique : forfait de 300 € complémentaire
- Pour un vélo cargo à assistance électrique : forfait de 500 € complémentaire
- Pour une motorisation de vélo classique : forfait de 150 € complémentaire

### 6.3. Modalités de demandes et d'instruction de l'aide *complémentaire*

Pour bénéficier de l'aide *complémentaire* à l'achat d'un Vélo à Assistance Électrique (VAE), d'un vélo cargo à assistance électrique, ou la motorisation d'un vélo classique, le particulier doit préalablement :

- avoir déposé une demande d'ouverture d'un Compte mobilité sur le portail des aides : <https://aides.strasbourg.eu>
- avoir été notifié de son attribution par la collectivité après instruction de son dossier
- avoir un Compte mobilité effectivement ouvert

Après l'achat de son VAE, cargo à assistance électrique ou motorisation de son vélo classique, le bénéficiaire dépose une demande d'aide à l'achat sous 3 mois maximum sur le portail des aides de

Règlement d'attribution d'une aide financière à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique (VAE), d'un vélo cargo, ou de la motorisation d'un vélo classique – **version en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2023**

l'Eurométropole aides.strasbourg.eu, en précisant qu'il est également éligible à l'aide complémentaire, en fournissant son numéro de Compte mobilité.

Dès lors que toutes les pièces à fournir pour une demande d'aide à l'achat sont valides, que le numéro de Compte mobilité est reconnu et que le Compte mobilité est suffisamment alimenté, le demandeur reçoit :

- une notification d'attribution pour son aide à l'achat
- une notification d'attribution pour son aide complémentaire

Il pourra ensuite mobiliser selon ses besoins et sous réserve de son éligibilité, l'un et/ou l'autre de ces justificatifs pour procéder à une demande d'aide auprès de l'État (bonus vélo, prime à la conversion).

#### **6.4. Modalités de paiement de l'aide complémentaire au bénéficiaire**

Après notification du bénéficiaire, le montant de l'aide *complémentaire* est versé en une seule fois avec celui de l'aide à l'achat « standard ».

La durée entre la notification et le paiement effectif sur le compte bancaire du bénéficiaire peut être de plusieurs mois et dépend de la capacité des services comptables de la collectivité à opérer des volumes de demandes parfois très importants.

#### **6.5. Interface avec le Compte mobilité du bénéficiaire**

Le montant correspondant à l'aide *complémentaire* à l'achat est déduit du Compte mobilité du bénéficiaire sous 72 heures maximum. Ces modalités d'accès et d'attribution à l'aide *complémentaire* entraînent la mise à jour du règlement d'attribution du Compte mobilité qui est valable en date du 1<sup>er</sup> avril 2023.

### **ARTICLE 7 – DURÉE DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'AIDE**

Les présentes dispositions relatives au dispositif d'aide sont prises pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 soit jusqu'au 31 décembre 2025 sous réserve de la disponibilité budgétaire de la collectivité.

### **ARTICLE 8 – SANCTION EN CAS DE DÉTOURNEMENT DE L'AIDE**

Le détournement de la subvention, notamment en cas d'achat pour revente, est susceptible d'être qualifié d'abus de confiance et rend son auteur passible des sanctions prévues par l'article 314-1 du code pénal ci-après reproduit.

Article 314-1 : « l'abus de confiance est le fait par une personne de détourner au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'elle a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé. L'abus de confiance est puni de trois ans d'emprisonnement et de 375.000 euros d'amende ».

### **ARTICLE 8- ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Attribution de juridiction est donnée aux tribunaux compétents de Strasbourg pour trancher tout litige et toute contestation relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent règlement.

**Liste des bénéficiaires d'aides VAE en application de la délibération du 17/12/2021 et 03/02/2023  
pour la période du 26/04/2023 au 30/09/2023**

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	802	500,00	26/04/2023	SUBVENTION VAE	16/12/2022
2023	803	300,00	26/04/2023	SUBVENTION VAE	16/12/2022
2023	804	300,00	26/04/2023	SUBVENTION VAE	16/12/2022
2023	809	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	12/08/2022
2023	810	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	811	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	812	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	813	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	814	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	815	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	816	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	817	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	818	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	819	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	820	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	821	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	822	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	823	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	824	500,00	28/04/2023	SUBVENTION VELO CARGO	30/12/2022
2023	825	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	826	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	827	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	828	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	829	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	830	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	831	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	832	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	833	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	834	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	835	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	836	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	837	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	838	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	839	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	840	449,50	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	841	449,50	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	842	500,00	28/04/2023	SUBVENTION VELO CARGO	30/12/2022
2023	843	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	844	500,00	28/04/2023	SUBVENTION VELO CARGO	30/12/2022
2023	845	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	846	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	847	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	848	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	849	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	850	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	851	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	852	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	853	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	854	500,00	28/04/2023	SUBVENTION VELO CARGO	30/12/2022
2023	855	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	856	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	857	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	858	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	859	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	860	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	861	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	862	500,00	28/04/2023	SUBVENTION VELO CARGO	30/12/2022
2023	863	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	864	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	865	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	866	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	867	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	868	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	869	150,00	28/04/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	30/12/2022
2023	870	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	871	374,50	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	872	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	873	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	874	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	875	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	876	300,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	877	400,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	878	150,00	28/04/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	30/12/2022
2023	879	500,00	28/04/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	886	300,00	03/05/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	901	300,00	11/05/2023	SUBVENTION VAE	31/05/2022
2023	911	500,00	16/05/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/12/2022
2023	912	400,00	16/05/2023	SUBVENTION VAE	16/12/2022
2023	936	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	937	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	938	400,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	939	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	940	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	941	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	942	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	943	400,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	944	449,50	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	945	374,50	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	946	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	947	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	948	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	949	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	950	400,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	951	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	952	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	953	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	954	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	955	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	956	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	957	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	958	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	959	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	960	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	961	400,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	962	349,50	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	963	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	964	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	965	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	966	300,00	30/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	967	500,00	30/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	973	600,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	974	400,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	975	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	976	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	977	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	978	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	979	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	980	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	981	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	982	400,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	983	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	984	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	985	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	986	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	987	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	988	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	989	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	990	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	991	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	992	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	993	150,00	31/05/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	13/01/2023
2023	994	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	995	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	996	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	997	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	998	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	999	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	1000	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1001	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1002	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1003	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1004	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1005	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1006	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1007	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1008	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1009	449,50	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1010	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	1011	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1012	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1013	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1014	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	1015	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1016	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1017	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1018	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1019	400,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1020	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	1021	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1022	150,00	31/05/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	13/01/2023
2023	1023	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	1024	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1025	500,00	31/05/2023	SUBVENTION VCE	13/01/2023
2023	1026	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1027	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1028	300,00	31/05/2023	SUBVENTION VAE	13/01/2023
2023	1045	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1046	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1047	500,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1048	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1049	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1050	399,50	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1051	400,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1052	500,00	07/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1053	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1054	374,50	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1055	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1056	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1057	500,00	07/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1058	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1059	500,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1060	500,00	07/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1061	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1062	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1063	300,00	07/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1066	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1067	500,00	08/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1068	400,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1069	449,50	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1070	500,00	08/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1071	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1072	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1073	400,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1074	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1075	500,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1076	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1077	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1078	500,00	08/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1079	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1080	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1081	300,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1082	400,00	08/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023







Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	1161	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1162	400,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1163	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1164	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1165	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1166	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1167	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1168	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1169	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1170	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1171	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1172	150,00	13/06/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	02/02/2023
2023	1173	400,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1174	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1175	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1176	150,00	13/06/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	02/02/2023
2023	1177	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1178	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1179	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1180	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1181	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1182	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1183	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1184	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1185	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1186	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1187	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1188	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1189	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1190	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1191	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1192	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1193	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1194	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1195	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1196	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1197	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1198	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1199	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1200	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1201	500,00	13/06/2023	SUBVENTION VCE	02/02/2023
2023	1202	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1203	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1204	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1205	499,50	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1206	300,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1207	400,00	13/06/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1226	399,50	20/06/2023	SUBVENTION VAE	13/06/2023
2023	1226	399,50	20/06/2023	SUBVENTION VAE	13/06/2023
2023	1226	400,00	20/06/2023	SUBVENTION VAE	13/06/2023
2023	1227	500,00	20/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1228	500,00	20/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1229	300,00	20/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1230	150,00	20/06/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	16/02/2023
2023	1231	300,00	20/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1232	400,00	20/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1233	300,00	20/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1236	500,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1237	400,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1238	300,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1239	300,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1240	300,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1241	400,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1242	500,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1243	300,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1244	500,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1245	474,50	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1246	300,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1247	500,00	21/06/2023	SUBVENTION VCE	16/02/2023
2023	1248	300,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1249	300,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1250	500,00	21/06/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023



Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	1359	500,00	10/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1360	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1361	400,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1362	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1363	500,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1364	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1365	375,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1366	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1367	500,00	10/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1368	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1369	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1370	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1371	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1372	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1373	300,00	10/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1374	500,00	10/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1378	300,00	11/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1384	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1385	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1386	500,00	18/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1387	400,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1388	500,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1389	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1390	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1391	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1392	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1393	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1394	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1395	449,50	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1396	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1397	400,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1398	500,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1399	500,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1400	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1401	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1402	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1403	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1404	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1405	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1406	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1407	400,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1408	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1409	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1410	300,00	18/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1418	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1419	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1420	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1421	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1422	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1423	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1424	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1425	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1426	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1427	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1428	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1429	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1430	150,00	20/07/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	16/02/2023
2023	1431	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1432	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1433	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1434	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1435	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1436	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1437	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1438	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1439	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1440	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1441	374,50	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1442	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1443	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1444	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1445	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	1446	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1447	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1448	150,00	20/07/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	16/02/2023
2023	1449	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	02/02/2023
2023	1450	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	30/12/2022
2023	1451	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1452	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1453	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1454	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1455	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1456	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1457	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1458	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1459	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1460	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1461	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1462	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1463	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1464	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1465	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1466	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1467	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1468	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1469	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1470	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023
2023	1471	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1472	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1473	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1474	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1475	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023
2023	1476	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1477	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1478	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1479	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1480	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1481	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1482	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1483	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1484	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1485	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1486	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1487	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1488	400,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1489	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1490	150,00	20/07/2023	SUBVENTION MOTORISATIO	01/03/2023
2023	1491	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1511	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1512	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1513	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1514	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1515	500,00	20/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023
2023	1516	300,00	20/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1519	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1520	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1521	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1522	400,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1523	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1524	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1525	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1526	400,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1527	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1528	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1529	399,50	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1530	400,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1531	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1532	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1533	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1534	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1535	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1536	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1537	500,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1538	500,00	24/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	1539	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1540	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1541	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1542	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1543	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1544	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1545	500,00	24/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023
2023	1546	500,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1547	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1548	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1549	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1550	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1551	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1552	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1553	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1554	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1555	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1556	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1557	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1558	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1559	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1560	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1561	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1562	500,00	24/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023
2023	1563	500,00	24/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023
2023	1564	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1565	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1566	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1567	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1568	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1569	300,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1570	1 000,00	24/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	16/02/2023
2023	1571	1 000,00	24/07/2023	SUBVENTION VELO CARGO	01/03/2023
2023	1572	800,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1573	600,00	24/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1583	300,00	27/07/2023	SUBVENTION VAE	16/02/2023
2023	1584	300,00	27/07/2023	SUBVENTION VAE	01/03/2023
2023	1585	300,00	27/07/2023	SUBVENTION VAE	30/11/2022
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	500,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	399,50	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	400,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	500,00	01/08/2023	SUBVENTION VELO CARGO	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	600,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	600,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	400,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	400,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	500,00	01/08/2023	SUBVENTION VELO CARGO	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	400,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	300,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	400,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	399,50	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	500,00	01/08/2023	SUBVENTION VELO CARGO	18/07/2023
2023	1588	500,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	399,50	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	400,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1588	375,00	01/08/2023	SUBVENTION VAE	18/07/2023
2023	1592	300,00	03/08/2023	SUBVENTION VAE	30/11/2022
2023	1593	400,00	07/08/2023	SUBVENTION VAE	01/08/2023
2023	1593	500,00	07/08/2023	SUBVENTION VAE	01/08/2023
2023	1593	400,00	07/08/2023	SUBVENTION VAE	01/08/2023
2023	1593	399,50	07/08/2023	SUBVENTION VAE	01/08/2023
2023	1593	500,00	07/08/2023	SUBVENTION VAE	01/08/2023
2023	1593	400,00	07/08/2023	SUBVENTION VAE	01/08/2023







































Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Bénéficiaire
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	450,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	399,50	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	399,50	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	399,50	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	399,50	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	399,50	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	300,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	500,00	05/10/2023	SUBVENTION VELO CARGO	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023
2023	1681	400,00	05/10/2023	SUBVENTION VAE	02/10/2023

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Versement de subventions pour le sport performance.

#### Numéro E-2023-1018

Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du sport (soutien aux initiatives communales pour le sport de haut-niveau amateur, susceptible de favoriser le rayonnement et le développement social et culturel de l'agglomération et présentant un intérêt intercommunal), l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir financièrement les associations, athlètes et organisateurs de manifestations de haut niveau. La mise en œuvre de la politique de « Sport pour toutes et tous » nécessite notamment une promotion du sport féminin et de l'handisport. Celle-ci passe également par le soutien au sport de haut niveau, vecteur de modèles.

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques définis par l'Eurométropole de Strasbourg, un dialogue de gestion est mis en place avec tous les acteurs du haut-niveau (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) pour que ces objectifs soient intégrés de manière accrue dans leurs activités.

#### 1. Soutien aux athlètes de haut niveau en sport individuel

L'Eurométropole apporte son soutien aux athlètes se préparant pour une participation aux jeux olympiques. Pour la saison 2023-2024, il est dès lors proposé d'allouer une aide financière, d'un montant total de 95 000 €, aux sportifs et sportives visant une participation aux prochains Jeux olympiques et paralympiques :

- de Paris 2024 (soutien de 4 000 €)
- de Milan 2026 ou Los Angeles 2028 (soutien de 1 500 €) :

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €
BAUER Sharone (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 500 €
BAYANDINA Anastasia (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	4 000 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS – plongeon)	4 000 €

BOUZID-SOUHILI Ismaël (Eurométropole Strasbourg Taekwondo)	4 000 €
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives – canoé-kayak)	1 500 €
BUR Johnny (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €
BURIDON Jade (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	1 500 €
CHRISTOPHEL Valentin (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	1 500 €
CLAIR Jeanne (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	1 500 €
DEBIEN Tatiana (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg)	1 500 €
KASTNER Florent (Two Wheels – BMX)	4 000 €
KIEFFER Jean-Luc (entraîneur Plobsheim – handball)	4 000 €
KODAD Mohamed-Amine (Association Sportive Strasbourg – athlétisme)	1 500 €
KOZAR Anicet (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	4 000 €
LAMBERT Maxence (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €
LANIER Alex (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €
LEMBACH Charlotte (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €
LUTZ Charlotte (Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de Table)	4 000 €
NOUTCHA Sarah-Camille (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €
PANCASARI Rosy (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	4 000 €
RIBSTEIN Jules (ASPTT Strasbourg – triathlon)	4 000 €
SEGAUX Tom (Strasbourg Eaux Vives – canoë-kayak)	1 500 €
SEITZ Tom (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €
STICKER Quentin (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €
VELA LOPEZ Kenza (Compagnie MIRA – Breakdance)	4 000 €
VILLEGER William (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 500 €
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives – canoë-kayak)	1 500 €

## **2. Versement de subventions aux clubs de performance en sport collectif et individuel – clubs intercommunaux**

Les clubs sportifs évoluant au niveau national, hors clubs leaders et en sport collectif/individuel dans une fédération unisport agréée par le ministère chargé des sports ou une fédération paralympique, sont soutenus forfaitairement par l'Eurométropole.

En complément de la délibération du 28 juin 2023, il est proposé d'allouer au club suivant une aide financière de 4 000 €, pour un rattrapage de la saison 2022-2023.

<b>Bassin de vie</b>	<b>Association</b>	<b>Montant</b>
<b>Sud</b>	Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim (basket)	4 000 €

### 3. Versement de subventions pour l'organisation de manifestations sportives

Dans le cadre de ses compétences, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir les grands événements sportifs de masse ou événements à grand rayonnement national, international ou mondial, utilisant un équipement d'agglomération : le financement est de la compétence unique de l'Eurométropole de Strasbourg.

<b>Ballet Nautique de Strasbourg</b> Organisation d'un gala de natation artistique du 1 <sup>er</sup> au 3 décembre 2023 au Centre Nautique de Schiltigheim	4 000 €
<b>Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS</b> Organisation de la coupe de France masculine/féminine de water-polo du 9 au 11 novembre 2023 à la piscine de la Kibitzenau	5 000 €

Pour les manifestations d'importance accueillies dans des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, une répartition de l'accompagnement par bassin de vie et par catégorie (or, argent, bronze) est mise en place. Ce dispositif permet d'harmoniser le soutien aux initiatives communales en complément de l'apport des communes par une prise en compte de la répartition géographique et du rayonnement de l'évènement.

<b>Bassin de vie Nord</b>	<b>Amicale du Chien Nordique de Bischheim (ACNB)</b> Soutien à l'organisation d'un championnat de courses de chiens nordiques du 15 au 18 décembre 2023 au plan d'eau de la Ballastière	1 000 €
---------------------------	--	---------

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*



- le versement de subventions, pour un montant total de 95 000 €, au titre de la saison sportive 2023-2024, aux athlètes visant une participation aux prochains jeux olympiques et paralympiques de Paris (2024), Milan (2026) ou Los Angeles (2028) :

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €
BAUER Sharone (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 500 €
BAYANDINA Anastasia (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	4 000 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS – plongeon)	4 000 €
BOUZID-SOUIHLI Ismaël (Eurométropole Strasbourg Taekwondo)	4 000 €
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives – canoë-kayak)	1 500 €
BUR Johnny (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €
BURIDON Jade (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	1 500 €
CHRISTOPHEL Valentin (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	1 500 €
CLAIR Jeanne (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	1 500 €
DEBIEN Tatiana (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg)	1 500 €
KASTNER Florent (Two Wheels – BMX)	4 000 €
KIEFFER Jean-Luc (entraîneur Plobsheim – handball)	4 000 €
KODAD Mohamed-Amine (Association Sportive Strasbourg – athlétisme)	1 500 €
KOZAR Anicet (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	4 000 €
LAMBERT Maxence (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €
LANIER Alex (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €
LEMBACH Charlotte (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €
LUTZ Charlotte (Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de Table)	4 000 €
NOUTCHA Sarah-Camille (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €
PANCASARI Rosy (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	4 000 €
RIBSTEIN Jules (ASPTT Strasbourg – triathlon)	4 000 €
SEGAUX Tom (Strasbourg Eaux Vives – canoë-kayak)	1 500 €
SEITZ Tom (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €
STICKER Quentin (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €
VELA LOPEZ Kenza (Compagnie MIRA – Breakdance)	4 000 €
VILLEGGER William (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 500 €

WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives – canoë-kayak)	1 500 €
---	---------

- le versement pour un montant de 4 000 € au titre du soutien aux clubs intercommunaux de performance en sport collectif et individuel à l'association suivante :

<b>Association</b>	<b>Montant</b>
Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim (basket)	4 000 €

- le versement, pour un montant de 10 000 € au titre des manifestations sportives, aux associations suivantes :

<b>Ballet Nautique de Strasbourg</b> Organisation d'un gala de natation artistique du 1 <sup>er</sup> au 3 décembre 2023 au Centre Nautique de Schiltigheim	4 000 €
<b>Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS</b> Organisation de la coupe de France masculine/féminine de water-polo du 9 au 11 novembre 2023 à la piscine de la Kibitzenau	5 000 €
<b>Amicale du Chien Nordique de Bischheim (ACNB)</b> Soutien à l'organisation d'un championnat de courses de chiens nordiques du 15 au 18 décembre 2023 au plan d'eau de la Ballastière	1 000 €

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

- 95 000 € sur le compte 30 / 65748 / 8102 / SJ03C du budget 2023, dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 106 000 €,
- 4 000 € sur le compte 30/65748/8115/SJ03 du budget 2023 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 23 971 €
- 9 000 € sur le compte 326 / 65748 / 8050 / SJ03B du budget 2023 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 9 000 €
- 1 000 € sur le compte 326 / 65748 / 8051 / SJ03B du budget 2023 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 36 500 €

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents ou avenants relatifs à ces opérations.

Adopté le 10 novembre 2023

**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161897-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Soutien aux athlètes de haut niveau en sport individuel.

Le montant total de l'aide financière octroyée pour la saison 2023-2024 représente une somme de 95 000 €.

Athlètes	Montant proposé	Montant octroyé n-1
BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €	4 000 €
BAUER Sharone (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 500 €	0 €
BAYANDINA Anastasia (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	4 000 €	0 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS – plongeon)	4 000 €	4 000 €
BOUZID-SOUIHLI Ismaël (Eurométropole Strasbourg Taekwondo)	4 000 €	4 000 €
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives – canoé-kayak)	1 500 €	4 000 €
BUR Johnny (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €	4 000 €
BURIDON Jade (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	1 500 €	0 €
CHRISTOPHEL Valentin (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	1 500 €	0 €
CLAIR Jeanne (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	1 500 €	0 €
DEBIEN Tatiana (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €	4 000 €
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg)	1 500 €	2 000 €
KASTNER Florent (Two Wheels – BMX)	4 000 €	4 000 €
KIEFFER Jean-Luc (entraîneur Plobsheim – handball)	4 000 €	0 €
KODAD Mohamed-Amine (Association Sportive Strasbourg – athlétisme)	1 500 €	0 €
KOZAR Anicet (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	4 000 €	4 000 €
LAMBERT Maxence (Souffelweyersheim Escrime Club)	4 000 €	4 000 €
LANIER Alex (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €	4 000 €
LEMBACH Charlotte (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €	4 000 €

LUTZ Charlotte (Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de Table)	4 000 €	4 000 €
NOUTCHA Sarah-Camille (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €	4 000 €
PANCASARI Rosy (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €	4 000 €
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	4 000 €	4 000 €
RIBSTEIN Jules (ASPTT Strasbourg – triathlon)	4 000 €	4 000 €
SEGAUX Tom (Strasbourg Eaux Vives – canoé-kayak)	1 500 €	0 €
SEITZ Tom (Souffelweyersheim Escrime Club)	4 000 €	4 000 €
STICKER Quentin (Olympia Lutte Schiltigheim)	4 000 €	4 000 €
VELA LOPEZ Kenza (Compagnie MIRA – Breakdance)	4 000 €	4 000 €
VILLEGER William (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 500 €	4 000 €
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives – canoé-kayak)	1 500 €	0 €

**Versement de subventions aux clubs de performance – sports collectif et individuel – clubs intercommunaux – rattrapage saison sportive 2022-2023**

1 association pour un montant de 4 000 €

<b>Bassin de vie Sud</b>	<b>Association</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montants octroyé n-1</b>
	Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim (basket)	4 000 €	4 000 €

**Versement de subventions pour l'organisation de manifestations sportives**

3 association pour un montant de 10 000 €

<b>Association</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant octroyé n-1</b>
<b>Ballet Nautique de Strasbourg</b> Organisation d'un gala de natation artistique du 1 <sup>er</sup> au 3 décembre 2023 au Centre Nautique de Schiltigheim	4 000 €	4 000 €	3 500 €
<b>Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS</b> Organisation de la coupe de France masculine/féminine de water-polo du 9 au 11 novembre 2023 à la piscine de la Kibitzenau	5 000 €	5 000 €	-

<b>Amicale du Chien Nordique de Bischheim (ACNB)</b> Soutien à l'organisation d'un championnat national de courses de chiens nordiques du 15 au 18 décembre 2023 au plan d'eau de la Ballastière	1 000 €	1 000 €	0 €
---	---------	---------	-----

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Programmation du Contrat de ville : dernière étape de soutien aux projets pour l'année 2023, co-financement du dispositif "adultes-relais" et attribution d'une subvention à l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville.**

**Numéro E-2023-1073**

La délibération porte sur la dernière étape de soutien aux projets dans le cadre de l'appel à projets 2023 du Contrat de ville, le co-financement du dispositif « adultes-relais » et l'attribution d'une subvention à l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV).

<b>Partie 1 – Programmation du Contrat de ville : dernière étape de soutien aux projets pour l'année 2023 dans le cadre de l'appel à projets annuel</b>
---

Le *Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2023* a été signé par 43 partenaires et porte un projet global d'équité urbaine et de cohésion sociale pour les habitant·es du territoire de la métropole, caractérisé par de très grandes inégalités socio-spatiales. Le Contrat de ville vise à mettre en œuvre une stratégie partagée de développement social, urbain et économique pour les 18 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de l'agglomération.

L'appel à projets annuel constitue l'un des leviers pour répondre aux objectifs du Contrat de ville. Il s'agit, à travers des projets portés principalement par des associations, de renforcer sur des territoires fragiles l'action des politiques publiques pour contribuer à réduire les écarts socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la métropole, et améliorer les conditions de vie de leurs habitant·es. Les projets soutenus s'inscrivent en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun et sont ainsi au service de l'innovation sociale. Ils constituent des réponses aux défis sociaux, démocratiques et environnementaux auxquels font face ces territoires et sont parties prenantes des politiques de réduction des inégalités.

L'appel à projets 2023, joint en annexe de la présente délibération, a été lancé le 1<sup>er</sup> octobre 2022 par l'Eurométropole de Strasbourg en concertation avec les partenaires co-financeurs (l'État, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, les communes de Strasbourg, Schiltigheim,

Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim). Il prévoit deux échéances de dépôt de dossiers : une première qui avait été fixée au 15 novembre 2022 pour les projets se déroulant sur l'année civile 2023, et une seconde le 1<sup>er</sup> avril 2023 pour les projets sur l'année scolaire 2023/2024 ou pour les vacances scolaires d'été et d'automne pour les projets répondant aux critères du dispositif « Ville-Vie-Vacances » (départs en vacances de jeunes habitant·es de QPV âgé·es entre 11 et 17 ans).

Dans le cadre de cet appel à projets, les partenaires ont conjointement fixé les priorités suivantes :

- renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation de fragilité sociale et éducative,
- faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi, en priorité des jeunes,
- améliorer la qualité de vie des habitant·es, notamment :
  - renforcer le lien social à travers la médiation, le développement de l'offre de services de proximité et l'inclusion numérique,
  - développer l'animation de proximité,
  - accompagner les habitant·es à la transition écologique,
- faciliter l'accès au numérique,
- favoriser la prévention et la promotion de la santé,
- soutenir les actions en faveur des femmes.

La présente délibération concerne la dernière étape d'attribution de subventions aux porteurs de projets qui ont répondu à l'appel à projets 2023 du Contrat de ville. **Elle propose de soutenir 6 projets pour un montant global de 21 500 €.** Le détail des projets soutenus, présenté par programme du Contrat de Ville et précisant le ou les quartiers d'intervention, figure en annexe jointe à la délibération.

## **Partie 2 – Le soutien au dispositif « adultes-relais »**

Le contrat « adultes-relais » est un dispositif mis en place et piloté par l'État, qui permet à des personnes sans emploi ou bénéficiant d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi d'assurer des missions de médiation sociale et culturelle de proximité, dans le cadre d'un contrat d'insertion. Les postes d'adultes-relais sont réservés à des personnes d'au moins 26 ans, issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville, à qui l'employeur propose une démarche d'insertion sociale et professionnelle. L'attribution d'un poste d'adulte-relais est formalisée par une convention entre l'État et les organismes susceptibles de bénéficier du dispositif (une administration, une association ou une entreprise privée chargée de la gestion d'un service public).

Pour le département du Bas-Rhin, 70 postes d'adultes-relais font l'objet d'une convention avec l'État, dont 69 sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Les conventions liant les associations à l'État sont signées pour trois ans, avec possibilité de reconduction. Depuis juillet 2021, le financement de l'État s'élève à 20 071 € par poste et par an.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée par les structures d'accueil de ces adultes-relais pour participer au financement des postes. Elle y répond favorablement en fonction du projet de médiation qu'il sous-tend et de sa contribution aux priorités du Contrat de



ville, et de la structure porteuse du poste, dans la limite du budget imparti. Le cas échéant, elle contribue à hauteur de 3 350 € par poste et par an, au prorata du temps de présence effective sur l'année. Ce financement s'applique au projet « adultes-relais » dans son ensemble, comprenant le coût salarial et le fonctionnement. Il est adossé au projet d'action présenté par l'association et soutenu par l'Eurométropole de Strasbourg et les communes dans le cadre du Contrat de ville.

En 2023, sur la base des demandes et des états déclaratifs de présence transmis par les structures, il est proposé de soutenir le financement de 38 postes détaillés ci-après, pour un montant total 117 250 €. Les dates de début de convention avec l'État et les montants de soutien de l'Eurométropole en 2023 sont précisées en annexe.

<b>ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITÉ ET ÉCHANGES POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>3 071 €</b>
---	----------------

En lien avec les différents acteurs locaux du quartier de Cronembourg, l'adulte-relais est chargé de l'organisation d'activités créatrices de lien social, limitant les tensions et favorisant l'insertion professionnelle des habitant·es en difficulté, en visant notamment la création d'une dynamique de parrainage bénévole.

<b>LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO (2 postes)</b>	<b>5 025 €</b>
---	----------------

Les deux adultes-relais animent les différents secteurs de la seule association implantée sur le secteur du Polygone au Neuhof, où Lupovino propose aux habitant·es un lieu d'accueil et d'information, un pôle enfants-adolescents ainsi que des ateliers de mobilisation vers l'emploi.

<b>CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU-DELÀ DES PONTS</b>	<b>3 350 €</b>
--	----------------

L'adulte-relais intervient principalement dans le domaine de l'insertion professionnelle des jeunes du quartier du Port-du-Rhin et ponctuellement sur une mission de médiation entre les familles et l'école d'une part, entre les habitant·es et les bailleurs d'autre part.

<b>PAR ENCHANTEMENT (2 postes)</b>	<b>6 700 €</b>
------------------------------------	----------------

Le premier adulte-relais a pour mission de promouvoir l'implication des habitant·es dans l'amélioration de leurs conditions de vie, notamment autour des thèmes de la parentalité. Il intervient plus particulièrement, en lien avec les bailleurs, sur le QPV Koenigshoffen-Est, où il développe diverses actions en direction des jeunes et des familles. Le second adulte-relais intervient sur le thème de la participation des habitant·es, avec pour mission l'accompagnement de la mobilisation des jeunes et des familles du QPV Koenigshoffen-Est et l'aide au montage de projets pour un mieux-vivre ensemble.

<b>SOS AIDE AUX HABITANTS</b>	<b>3 350 €</b>
-------------------------------	----------------

L'adulte-relais propose un accompagnement juridique et social des personnes en difficulté, issues de différentes communautés présentes au Neuhof, tout en contribuant à apaiser les tensions en les orientant, le cas échéant, vers les structures de médiation.

<b>AMI – ACTION MÉDIATION INSERTION DE HAUTEPIERRE (2 postes)</b>	<b>5 304 €</b>
---	----------------

Un premier adulte-relais mène des actions de médiation sociale au profit des habitant-es et des jeunes du quartier de HautePierre, où il contribue à renforcer leur implication dans la vie associative de proximité. Le second poste a pour mission l'accompagnement des jeunes vers l'insertion professionnelle.

<b>ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE</b>	<b>3 350 €</b>
--	----------------

L'action est menée dans les quartiers de Koenigshoffen et Poteries. L'adulte-relais accompagne les adultes et les jeunes du quartier. Il favorise le lien social et assure l'interface avec les institutions.

<b>ASSOCIATION LES DISCIPLES (2 postes)</b>	<b>6 700 €</b>
---	----------------

Dans le cadre des activités d'accueil et d'animation qu'elle propose quotidiennement aux habitant-es de Cronenbourg, l'association a recruté un premier adulte-relais chargé de développer des actions de médiation et d'accompagnement des familles les plus en difficulté, ainsi qu'un deuxième, davantage orienté vers un public féminin.

<b>ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'ÉDUCATION ET D'ANIMATION</b>	<b>13 400 € + 9 000 €</b>
--	-------------------------------

L'ARSEA assure la coordination des adultes-relais intervenants dans les collèges Stockfeld, Solignac, Lezay-Marnésia, et le Ried sur une mission de médiation scolaire, en lien avec les équipes éducatives et les familles, comprenant l'accompagnement des élèves exclus et de ceux faisant l'objet d'une mesure de responsabilisation. Une subvention supplémentaire de 9 000 € intègre la prise en charge d'une fonction de coordination des postes d'adultes-relais médiation scolaire : prise en compte des spécificités du cadre d'intervention (Éducation Nationale, collège), articulation des équipes éducatives, formation et projets d'accompagnements personnalisés des adultes-relais.

<b>UNIS VERS LE SPORT</b>	<b>3 350 €</b>
---------------------------	----------------

L'adulte-relais intervient sur le champ de la médiation, prioritairement sur le territoire de la Meinau, en lien avec le projet Sport Santé Nutrition dont il assure la promotion auprès des établissements scolaires et des structures accueillant régulièrement les habitant-es.

<b>ASTU ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES</b>	<b>3 350 €</b>
---	----------------

L'adulte-relais intervient sur le champ de la médiation sociale, scolaire et interculturelle, plus particulièrement en direction d'un public russophone, en lien avec les établissements scolaires des différents quartiers QPV de l'Eurométropole.

<b>FCSK06</b>	<b>3 350 €</b>
---------------	----------------

Par le levier du sport, l'adulte-relais propose l'accompagnement d'un public jeune et mixte, issu des quartiers de Koenigshoffen et Montagne Verte, pour appréhender les questions d'absentéisme, d'insertion et de citoyenneté. Il apporte également un accès facilité à la pratique du football pour un public de jeunes filles.

<b>VIADUQ 67</b>	<b>3 350 €</b>
------------------	----------------

L'adulte-relais assure une mission de médiation sociale et d'écrivain public sur les quartiers de Cronenbourg et de HautePierre. Il accompagne, informe et oriente les habitant-es dans leurs démarches administratives.

<b>COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE</b>	<b>3 350 €</b>
L'adulte-relais assure des missions d'accueil et d'accompagnement des personnes âgées immigrées dans leurs démarches d'accès aux droits au sein de plusieurs QPV strasbourgeois (Cité de l'Ill, Cronembourg, Koenigshoffen-Est, HautePierre, Hohberg, Neuhof-Meinau et Murhof). Il participe à l'élaboration de projets collectifs visant à faire connaître et valoriser l'histoire et la mémoire des travailleurs immigrés.	
<b>CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE</b>	<b>3 350 €</b>
L'adulte-relais assure la promotion du sport comme moyen de bonne santé auprès de jeunes de 5 à 16 ans de HautePierre, à travers des actions basées sur la mixité filles-garçons. Il participe à la mise en œuvre d'actions de sensibilisation, liant l'activité physique et l'alimentation.	
<b>ASSOCIATION BALLADE</b>	<b>1 396 €</b>
L'adulte-relais assure des missions de médiation sociale et culturelle de proximité dans le cadre notamment du déploiement du projet de résidence artistique à diffusion territoriale du quartier prioritaire de Cronembourg.	
<b>ASSOCIATION LA RÉSU</b>	<b>2 513 €</b>
L'adulte-relais occupe un poste de chargé de médiation numérique auprès des habitant·es du Neuhof. Il contribue à l'animation du lieu "Espace des possibles", qui participe à l'inclusion numérique des habitant·es par l'apprentissage de la bureautique, du numérique et des nouvelles technologies de l'information et la communication.	
<b>DRUGSTORE</b>	<b>3 071 €</b>
L'adulte-relais met en place une veille de proximité au sein du quartier du Port du Rhin. Ses missions consistent notamment à accueillir et "aller vers" les jeunes pour mettre en œuvre des activités et des projets d'animation et d'insertion.	
<b>CENTRE SOCIO-CULTUREL DU MARAIS A SORGUS</b>	<b>3 071 €</b>
L'adulte-relais assure des missions de médiation sociale et d'accompagnement à la reprise d'activités pour les habitant·es du quartier Marais. Il met en place des ateliers de positionnement et de savoir-être pour favoriser l'employabilité et assure la mise en relation du public avec les partenaires institutionnels et associatifs.	
<b>CENTRE SOCIO-CULTUREL DE NEUDORF</b>	<b>3 350 €</b>
L'adulte-relais accompagne les habitant·es du quartier Ampère dans leur démarche d'accès aux droits et aux soins. L'adulte-relais a également pour mission la mobilisation des publics afin de favoriser la mise en place d'initiatives par les habitant·es.	
<b>BECOZE</b>	<b>3 350 €</b>
Ce projet porte sur le renforcement du lien de proximité de l'Espace Django avec les habitant·es du QPV Neuhof-Meinau. Il contribue à accroître l'ancrage de la structure dans le territoire et participe au développement de nouveaux projets auprès des familles.	
<b>VIVRE</b>	<b>3 350 €</b>

L'adulte-relais assure des missions de médiation sociale et culturelle, qui consistent à accompagner la population russophone, plus particulièrement d'Hautepierre, dans ses démarches administratives avec les institutions et dans son insertion sociale, scolaire et professionnelle.

<b>HORIZOME</b>	<b>3 350 €</b>
-----------------	----------------

L'adulte-relais intervient sur des missions de médiation sociale et culturelle de proximité dans le quartier de Hautepierre, avec comme objectifs de développer les capacités d'action de l'association, renforcer les liens avec les habitant·es, contribuer à renforcer la vie associative de proximité et développer la capacité d'initiative et de projet dans le quartier et la ville.

<b>DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE (2 postes)</b>	<b>5 583 €</b>
---	----------------

Les adultes-relais sont chargés d'accompagner la réussite éducative, scolaire et professionnelle de jeunes, principalement des collégien·nes issus de plusieurs QPV (Hautepierre, Elsau, Neuhof - Meinau, Cronembourg, Port Du Rhin, Quartiers Ouest, Guirbaden et Marais). Ils accompagnent de manière individuelle des élèves sur leur projet d'orientation scolaire et/ ou professionnelle, favorisent l'accès à la plateforme de stages de troisième et démarchent de nouvelles entreprises pour leur proposer d'adhérer à la plateforme de stages.

<b>CENTRE SOCIO-CULTUREL DU FOSSÉ DES XIII</b>	<b>3 350 €</b>
--	----------------

L'adulte-relais intervient principalement dans les champs suivants : l'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle des habitant·es de la Laiterie, avec un focus sur les jeunes de 18-25 ans, l'accompagnement aux démarches administratives et la médiation.

<b>SPEAKER</b>	<b>3 350 €</b>
----------------	----------------

L'adulte-relais est chargé de favoriser et d'encourager la mise en place d'initiatives citoyennes, d'intervenir auprès des habitant·es à travers différents médias de communication et de donner accès à la création médiatique pour favoriser l'expression culturelle et encourager la prise de parole médiatique.

<b>ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTÉ KOENIGSHOFFEN</b>	<b>2 233 €</b>
--	----------------

L'adulte-relais est chargé de favoriser la pratique d'activités physiques en développant le lien et la communication entre les clubs sportifs du quartier et les habitant·es ou en organisant directement des actions de médiation socio-sportive.

<b>ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION</b>	<b>2 233 €</b>
---	----------------

L'adulte-relais assure des missions de médiation scolaire pour favoriser les liens entre les parents d'élèves et les établissements scolaires et accompagner le lien parents – enfants. Il intervient également dans le cadre de la ludothèque portée par l'association à travers l'animation d'ateliers à destination des familles de Hautepierre.

<b>L'EVEIL MEINAU</b>	<b>3 350 €</b>
-----------------------	----------------

L'adulte-relais participe au développement du projet de l'association en faveur de la participation des habitant·es du quartier de la Meinau. Il est chargé de développer la relation entre les habitant·es et les institutions et les partenaires.

<b>TROC SAVOIRS</b>	<b>3 350 €</b>
---------------------	----------------

L'adulte-relais a pour mission d'accueillir, d'informer et d'accompagner les habitant·es des quartiers prioritaires Elsau, Molkenbronn et Murhof dans l'accès aux savoir et savoir-faire, aux compétences numériques, linguistiques et scolaires.

<b>Partie 3 – Attribution d'une subvention à l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) pour l'année 2024</b>
---

L'ORIV est un centre de ressources intervenant sur les questions de l'intégration des populations immigrées, de prévention des discriminations, et de cohésion sociale et territoriale. À ce titre, il est conçu comme un outil de connaissance, de qualification et d'appui au service des acteur·ices et des décideur·euses intervenant dans le domaine de la politique de la ville.

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec l'ORIV une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023 – 2025, pour un montant total de 105 000 € sur une durée de trois ans. Dans le cadre de cette convention, les actions de l'ORIV s'adressent à l'ensemble des professionnel·les des collectivités locales ainsi qu'aux autres partenaires concernés par la politique de la ville. L'objectif principal des actions menées dans le cadre de la convention et définies annuellement dans le cadre d'un programme de travail est :

- la mise à disposition de ressources,
- la production de ressources dédiées aux enjeux identifiés à l'échelle des territoires de l'Eurométropole,
- la qualification et la mise à disposition de contenus au bénéfice des acteurs et actrices et des actions menées dans le champ de la politique de la ville.

Dans le cadre de la présente délibération, il est proposé d'attribuer pour 2024 une subvention de 35 000 € s'inscrivant dans la CPO 2023-2025.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme et Territoires – Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

<b>COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE</b> <i>Vieillesse de l'immigration et accès aux droits</i>	<b>3 500 €</b>
<b>ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION</b> <i>Accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle : cours de Français Langue Etrangère</i>	<b>7 000 €</b>
<b>CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ALBATROS</b> <i>Apprendre le français à l'Albatros 2023/2024</i>	<b>1 000 €</b>
<b>TOT OU T'ART</b> <i>Le pôle Lecture – Écriture : les mots et images au service de l'insertion des personnes</i>	<b>2 000 €</b>
<b>VRAC VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN STRASBOURG-EUROMETROPOLE</b> <i>Développement du réseau VRAC Strasbourg Eurométropole et sensibilisation autour de l'alimentation durable dans les QPV de l'Eurométropole de Strasbourg</i>	<b>5 500 €</b>
<b>LE FURET</b> <i>Lutter contre les stéréotypes et préjugés dans le secteur de la petite enfance : sensibiliser et accompagner l'évolution des pratiques ?</i>	<b>2 500 €</b>

- d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 21 500 € comme suit : fonction 020 – nature 65748 – activité DL04B – programme 8041, dont le solde disponible avant Conseil est de 184 450 €,
- d'attribuer les subventions suivantes au titre du dispositif « adultes-relais » 2023 :

<b>ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITÉ ET ÉCHANGES POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>3 071 €</b>
<b>LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO</b>	<b>5 025 €</b>
<b>CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU-DELÀ DES PONTS</b>	<b>3 350 €</b>
<b>PAR ENCHANTEMENT</b>	<b>6 700 €</b>
<b>SOS AIDE AUX HABITANTS</b>	<b>3 350 €</b>
<b>AMI – ACTION MÉDIATION INSERTION DE HAUTEPIERRE</b>	<b>5 304 €</b>
<b>ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE</b>	<b>3 350 €</b>
<b>ASSOCIATION LES DISCIPLES</b>	<b>6 700 €</b>
<b>ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'ÉDUCATION ET D'ANIMATION</b>	<b>22 400 €</b>
<b>UNIS VERS LE SPORT</b>	<b>3 350 €</b>

<b>ASTU ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES</b>	<b>3 350 €</b>
<b>FCSK06</b>	<b>3 350 €</b>
<b>VIADUQ 67</b>	<b>3 350 €</b>
<b>COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE</b>	<b>3 350 €</b>
<b>CLUB SPORTIF HAUTEPIERRE</b>	<b>3 350 €</b>
<b>ASSOCIATION BALLADE</b>	<b>1 396 €</b>
<b>ASSOCIATION LA RESU</b>	<b>2 513 €</b>
<b>DRUGSTORE</b>	<b>3 071 €</b>
<b>CENTRE SOCIO-CULTUREL DU MARAIS A SORGUS</b>	<b>3 071 €</b>
<b>CENTRE SOCIO-CULTUREL DE NEUDORF</b>	<b>3 350 €</b>
<b>BECOZE</b>	<b>3 350 €</b>
<b>TROC SAVOIRS</b>	<b>3 350 €</b>
<b>VIVRE</b>	<b>3 350 €</b>
<b>HORIZOME</b>	<b>3 350 €</b>
<b>DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE</b>	<b>5 583 €</b>
<b>CENTRE SOCIO-CULTUREL DU FOSSE DES XIII</b>	<b>3 350 €</b>
<b>SPEAKER</b>	<b>3 350 €</b>
<b>ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTÉ KOENIGSHOFFEN</b>	<b>2 233 €</b>
<b>L'EVEIL MEINAU</b>	<b>3 350 €</b>
<b>ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION</b>	<b>2 233 €</b>

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 126 250 € comme suit : fonction 020 – nature 65748 – activité DL04B – programme 8041, dont le solde disponible avant Conseil est de 184 450 €,*
- *d'attribuer les subventions suivantes au titre de l'accompagnement à la mise en œuvre du Contrat de ville :*

<b>OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE</b> <i>Mise à disposition et production de ressources, qualification et mise à disposition de contenus au bénéfice des acteurs et des actions menées dans le champ de la politique de la ville</i>	<b>35 000 €</b>
--	-----------------

- *d'imputer le montant ci-dessus comme suit : activité DL04B – nature 65748 – fonction 020 – programme 8041 dont le solde avant conseil est de 184 450 €,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions de financement et les arrêtés relatifs à ces subventions.*

**Adopté le 10 novembre 2023**  
**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**  
**transmission au contrôle de légalité préfectoral**  
**le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162726-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)**  
**le 16 novembre 2023**



<b>Partie 1 – Programmation du Contrat de ville : dernière étape de soutien aux projets pour l'année 2023 dans le cadre de l'appel à projets annuel</b>							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Service financeur
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle : Cours de Français Langue Etrangère	RENOUVELLEMENT	Marais Koenigshoffen-Est Hautepierre	7 500 €	0 €	7 000 €	Direction Urbanisme et Territoires - Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ALBATROS	Apprendre le français à l'Albatros - 2023/2024	RENOUVELLEMENT	Quartier Prioritaire de Lingolsheim	1 000 €	0 €	1 000 €	Direction Urbanisme et Territoires - Direction de Projet Politique de la Ville
<b>APPRENTISSAGE ET MAITRISE DE LA LANGUE FRANCAISE : 8 000 €</b>							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Service financeur
LE FURET	Lutter contre les stéréotypes et préjugés dans le secteur de la petite enfance : sensibiliser et accompagner l'évolution des pratiques ?	RENOUVELLEMENT	Hautepierre Laiterie Hohberg Spach Koenigshoffen-Est Neuhof - Meinau Elsau Marais Guirbaden Quartiers Ouest Libermann	3 000 €	2 000 €	2 500 €	Direction Urbanisme et Territoires - Direction de Projet Politique de la Ville
<b>LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : 2 500 €</b>							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Service financeur
TOT OU T'ART	Le pôle Lecture-Ecriture : les mots et images au service de l'insertion des personnes	RENOUVELLEMENT	QPV Eurométropole	2 000 €	0 €	2 000 €	Direction Urbanisme et Territoires - Direction de Projet Politique de la Ville
<b>ACCES AUX EQUIPEMENTS ET PROJETS CULTURELS : 2 000 €</b>							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Service financeur
COORDINATION ALSACIENNE DE L IMMIGRATION MAGHREBINE	Vieillessement de l'immigration et accès aux droits	RENOUVELLEMENT	Cronembourg Hautepierre Hohberg Koenigshoffen-Est Neuhof - Meinau	3 500 €	0 €	3 500 €	Direction Urbanisme et Territoires - Direction de Projet Politique de la Ville
<b>PERSONNES ÂGEES : 3 500 €</b>							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Service financeur
VRAC VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN STRASBOURG-EUROMETROPOLE	Développement du réseau VRAC Strasbourg Eurométropole et sensibilisation autour de l'alimentation durable dans les QPV de l'Eurométropole de Strasbourg	RENOUVELLEMENT	Libermann Ampère Neuhof - Meinau Hautepierre Murhof Molkenbronn Hohberg Koenigshoffen-Est Spach	9 500 €	5 000 €	5 500 €	Direction Urbanisme et Territoires - Direction de Projet Politique de la Ville
<b>SANTE : 5 500 €</b>							

**Partie 2 – Le soutien au dispositif « adultes-relais »**

Structure	Date de début de la convention avec l'Etat (durée 3 ans)	Territoire concerné	Convention initiale ( I ) ou renouvellement ( R )	Financement 2022	Proposition financement 2023
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	01/01/2021	Neuhof	R	3 350 €	3 350 €
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	17/07/2023	Neuhof	R	1 675 €	1 675 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU-DELÀ DES PONTS	14/12/2021	Port du Rhin	R	3 350 €	3 350 €
PAR ENCHANTEMENT	22/06/2021	Koenigshoffen-est	R	3 350 €	3 350 €
PAR ENCHANTEMENT	21/11/2022	Koenigshoffen-est	R	3 350 €	3 350 €
SOS AIDE AUX HABITANTS	14/02/2022	Neuhof	R	3 071 €	3 350 €
AMI – ACTION MÉDIATION INSERTION DE HAUTEPIERRE	01/12/2020	Haute pierre	R	2 233 €	3 071 €
AMI – ACTION MÉDIATION INSERTION DE HAUTEPIERRE	03/01/2022	Haute pierre	I	3 350 €	2 233 €
ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE	02/11/2020	Hohberg	R	3 350 €	3 350 €
ASSOCIATION LES DISCIPLES	18/09/2021	Cronembourg	R	3 350 €	3 350 €
ASSOCIATION LES DISCIPLES	03/11/2021	Cronembourg	R	3 350 €	3 350 €
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	25/11/2020	Cronembourg	R	3 350 €	3 071 €
UNIS VERS LE SPORT	02/06/2023	Neuhof-Meinau	R	3 350 €	3 350 €
ASTU ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES	28/07/2022	QPV Eurométropole	R	3 350 €	3 350 €
FCSK06	01/11/2022	Murhof	R	3 350 €	3 350 €
VIADUQ 67	26/07/2022	Cronembourg	R	3 350 €	3 350 €
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE	19/09/2022	Neuhof-Meinau	R	3 350 €	3 350 €
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE	03/04/2021	Haute pierre	R	3 350 €	3 350 €
ASSOCIATION BALLADE	17/08/2023	Cronembourg	R	3 071 €	1 396 €
ASSOCIATION LA RÉSU	01/11/2020	Neuhof-Meinau	I	3 350 €	2 513 €
DRUGSTORE	01/04/2021	Port du Rhin	I	3 350 €	3 071 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL DU MARAIS A SORGUS	01/12/2020	Marais	I	3 350 €	3 071 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL DE NEUDORF	15/09/2022	Ampère	I	1 954 €	3 350 €
BECOZE	01/01/2023	Neuhof-Meinau	R	3 350 €	3 350 €
VIVRE	01/04/2022	Haute pierre	R	3 350 €	3 350 €
HORIZOME	01/10/2022	Haute pierre	R	2 512 €	3 350 €
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE	13/07/2020	QPV Eurométropole	I	3 350 €	3 350 €
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE	03/05/2023	QPV Eurométropole	I	- €	2 233 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL DU FOSSÉ DES XIII	01/10/2020	Laiterie	I	3 350 €	3 350 €
SPEAKER	01/12/2020	Neuhof-Meinau	I	3 350 €	3 350 €
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTÉ KOENIGSHOFFEN	01/09/2020	Koenigshoffen-est Hohberg	I	3 350 €	2 233 €
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	04/05/2023	Haute pierre	I	- €	2 233 €
L'EVEIL MEINAU	29/07/2020	Meinau	R	- €	3 350 €
TROC SAVOIRS	02/11/2022	Murhof Elsau	R	2 792 €	3 350 €
ARSEA (Collège le Ried)	04/11/2022	Guirbaden	R	3 350 €	3 350 €
ARSEA (Collège Lezay-Marnésia)	04/04/2020	Neuhof	R	3 350 €	3 350 €
ARSEA (Collège Solignac)	04/04/2020	Neuhof	R	3 350 €	3 350 €
ARSEA (Collège Stockfeld)	04/04/2020	Neuhof	R	3 350 €	3 350 €
ARSEA - Coordination du dispositif adulte-relais				12 000 €	9 000 €

Partie 3 – Attribution d'une subvention à l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) pour l'année 2024					
Structure	Intitulé	Territoire concerné	Budget de l'association	Financement 2023	Proposition financement 2024
ORIV	Mise à disposition et production de ressources, qualification et mise à disposition de contenus au bénéfice des acteurs et des actions menées dans le champ de la politique de la ville	QPV Eurométropole	584 700 €	35 000 €	35 000 €

# Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg

# APPEL À PROJETS 2023



# SOMMAIRE

<b>1. CONTEXTE DU CONTRAT DE VILLE 2015-2023</b>	<b>2</b>
<b>2. ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS DÉPOSÉS</b>	<b>4</b>
2.1. Les priorités de l'appel à projets 2023	4
2.2. Le caractère innovant et/ou structurant pour le territoire	6
2.3 Un contact avec les correspondant-es du Contrat de ville	6
2.4 L'attention portée au budget du projet	6
<b>3. PROCÉDURE DE L'APPEL À PROJETS</b>	<b>7</b>
3.1 Critères de recevabilité	7
3.2 Démarche à suivre pour la présentation du dossier de demande de subvention	8
3.3 Étapes et calendrier opérationnel d'instruction des dossiers	10
3.4 Contacts	11
3.5 Dispositif Ville Vie Vacances (VVC)	15
<b>4. ANNEXES</b>	<b>17</b>
4.1 Les priorités et modalités de financement des partenaires du Contrat de ville	17
4.1.1 Priorités de la Collectivité européenne d'Alsace	17
4.1.2 Priorités de la Région Grand Est	19
4.1.3 Priorités de la CAF du Bas-Rhin	23
4.2 Grille d'analyse pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les projets	25

# 1. CONTEXTE DU CONTRAT DE VILLE 2015-2023

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des agglomérations, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et à améliorer les conditions de vie de leurs habitant.e.s.

Issu de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, le Contrat de ville de l'Eurométropole 2015-2023, cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville, affiche les engagements pris par l'État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice des quartiers défavorisés et de leurs habitant.e.s.

L'Eurométropole de Strasbourg porte, en lien avec 42 partenaires signataires, la mise en œuvre du Contrat de ville sur les 18 quartiers prioritaires (QPV) et les 4 quartiers de veille active de la métropole jusqu'en 2023 (cf. carte page 3).

L'appel à projets 2023 a pour objectif de soutenir des actions cohérentes dans les territoires avec les enjeux prioritaires du Contrat de ville. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre du Contrat de ville, ses 19 programmes thématiques, et les 18 conventions d'application territoriales (CAT) établies pour chaque QPV. En 2019, un avenant au Contrat de ville a intégré de nouveaux enjeux pour répondre à l'évolution des besoins dans les territoires.

Ces documents contractuels sont disponibles via le lien suivant :

<https://www.strasbourg.eu/vie-quotidienne/egalite-urbaine-cohesion-sociale>

Le schéma ci-dessous synthétise l'ensemble des champs d'intervention du Contrat de ville.

## Des axes transversaux

- action avec et pour les jeunes
- prévention et lutte contre les discriminations
- égalité femmes-hommes
- apprentissage de la langue française
- développement durable
- image des quartiers
- vieillissement de la population

## 3 piliers du Contrat de ville

### COHÉSION SOCIALE

Prévention décrochage scolaire

Attractivité des établissements scolaires

Accompagnement des parents

Accès à la culture

Santé

Partenariat avec l'Université

Pratique sportive

Inclusion numérique

### EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Parcours vers l'emploi

Qualifications et compétences

Lien habitant-es - entreprises - acteurs de l'emploi

Attractivité des territoires et entreprises

Création et pérennisation des entreprises

### CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Programme de renouvellement urbain

Gestion urbaine de proximité

Convention intercommunale attribution

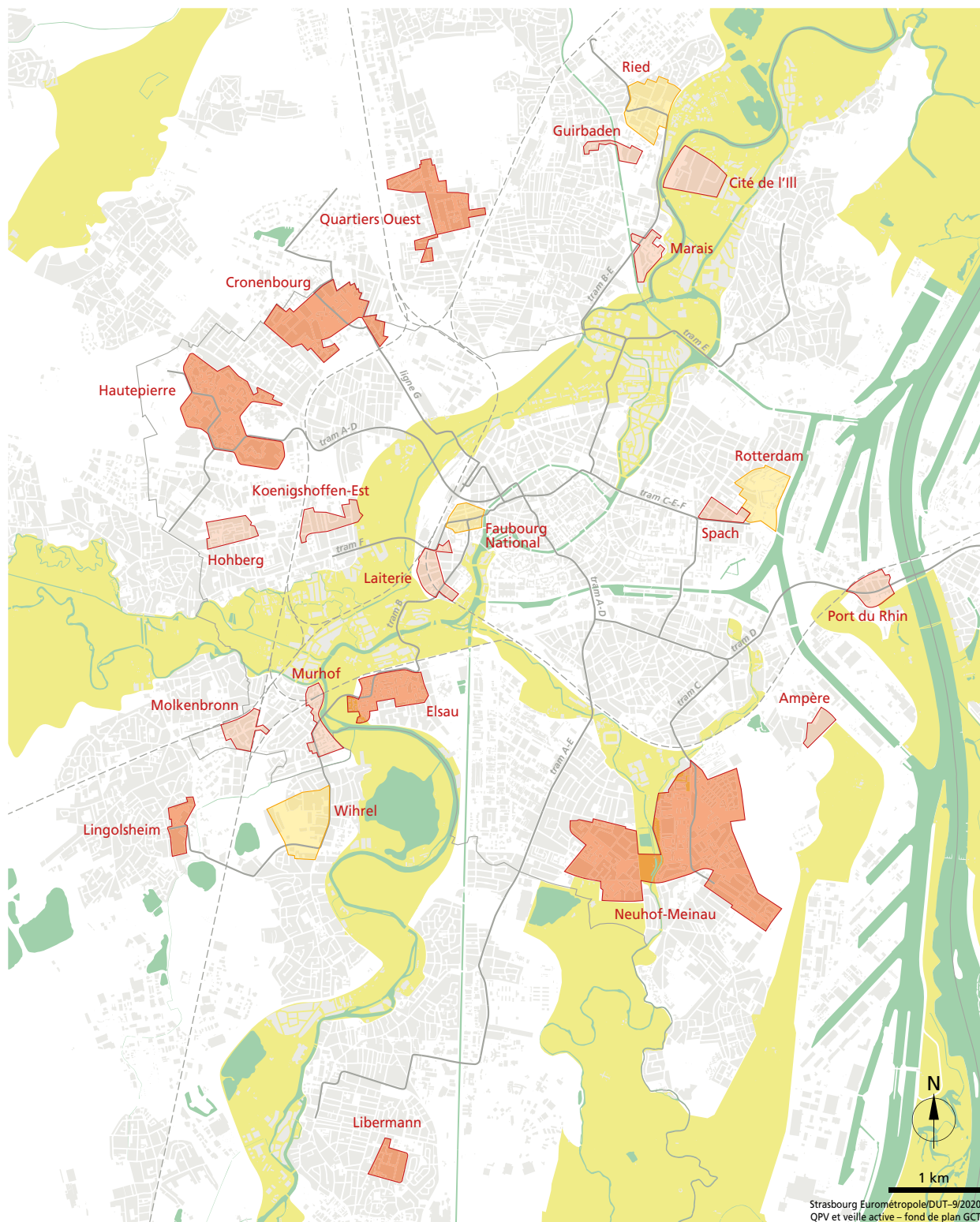
Prévention et sécurité (CISPD-R)

Prévention de la radicalisation

## • Carte des territoires d'intervention de la politique de la ville

L'Eurométropole de Strasbourg compte 18 QPV et 4 quartiers de veille active répartis sur 6 communes : Bischheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim et Strasbourg.

Parmi ces QPV, 7 territoires bénéficient du 2<sup>ème</sup> programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030).



- |   |                           |   |                                    |
|---|---------------------------|---|------------------------------------|
|  | QPV                       |  | trame verte et bleue               |
|  | QPV en ANRU               |  | tissu bâti                         |
|  | quartier de veille active |  | transport en commun en site propre |
|   |                           |  | voie ferrée                        |

Strasbourg Eurométropole/DUT-9/2020  
QPV et veille active – fond de plan GCT

## 2. ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS DÉPOSÉS

L'instruction des projets se fera sur la base des attendus décrits ci-après.

### 2.1 Les priorités de l'appel à projets 2023

Le contexte économique, social et sociétal a fortement évolué ces dernières années, et la crise sanitaire est venue renforcer les inégalités qui marquent les quartiers populaires. Les difficultés subies par les habitant.e.s se sont accrues et sont d'autant plus visibles : accentuation de la précarité et difficulté à satisfaire les besoins de première nécessité, isolement et rupture du lien social, fracture numérique... Ces constats conduisent les partenaires de la politique de la ville à adapter leurs priorités d'action au regard de besoins émergents ou renforcés. En 2023, l'Etat et les collectivités souhaitent prioriser les financements autour des enjeux suivants:

- **Renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en fragilité sociale et éducative**

Face à l'accentuation des fragilités sociales et éducatives, les partenaires souhaitent apporter un soutien particulier aux actions contribuant à renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes dans leur parcours de réussite scolaire et éducative et les liens parents-enfants.

- **Faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi**

Dans les QPV, le taux de chômage est près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale. Cette situation dégradée de l'emploi dans ces territoires nécessite une action particulière des pouvoirs publics. Les partenaires du Contrat de ville souhaitent apporter un soutien renforcé aux projets qui contribuent à apporter des solutions concrètes pour mobiliser, accompagner et remettre à l'emploi les habitant-es, et notamment les jeunes.

- **Améliorer la qualité de vie des habitant.e.s**

#### **Renforcer le lien social à travers la médiation de proximité**

De nombreuses actions de solidarité portées par les acteurs associatifs sont déployées pour maintenir le lien social et offrir des espaces d'échanges avec les habitant.e.s, permettant de prévenir le repli sur soi et l'isolement. Elles constituent un appui important pour les habitant.e.s.

Les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager la pérennisation d'actions visant à renforcer le lien social et à favoriser le lien avec les familles ou les personnes isolées pour faciliter l'accès aux services : aide aux démarches administratives, orientation vers les services publics,... Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population, une attention particulière sera accordée aux actions prenant en compte les besoins des personnes âgées.

#### **Favoriser l'animation de proximité**

Les actions d'animation dans l'espace public se sont développées depuis de nombreuses années. Les partenaires du Contrat de ville souhaitent maintenir un haut niveau d'animations de proximité et d'activités dans les quartiers.



## Accompagner les habitant.e.s à la transition écologique

Les habitant.e.s des quartiers populaires sont parmi les plus touchés par la précarité énergétique, les pics de chaleurs, les problèmes de santé liés à la pollution de l'air intérieur et extérieur... L'intégration d'un nouvel axe transversal « développement durable » dans l'avenant au Contrat de ville vise à prendre en compte les orientations du Plan Climat 2030 de l'Eurométropole dans un objectif de solidarité sociale et écologique. Dans ce contexte, les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager le développement d'actions répondant aux enjeux de la transition écologique. Une attention particulière sera accordée aux projets contribuant à l'initiation, l'apprentissage et l'accompagnement à la pratique du vélo.

- **Faciliter l'accès au numérique**

La crise sanitaire a mis en exergue l'enjeu d'accès de tous les citoyens et tous les territoires au numérique, tant en matière d'infrastructures que de nouveaux usages. Pour mieux répondre aux difficultés rencontrées par les habitant.e.s des QPV, les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager le développement d'actions contribuant à la réduction de la fracture numérique et au renforcement de l'accès aux droits.

- **Favoriser la prévention et la promotion de la santé**

Les inégalités de santé frappent particulièrement les habitant.e.s des quartiers prioritaires. Le lien entre conditions de vie et état de santé est aujourd'hui communément admis : l'état de santé d'une population résulte d'interactions complexes entre plusieurs déterminants d'ordre sociaux, territoriaux ou encore environnementaux. Les partenaires du Contrat de ville apporteront une attention particulière aux actions permettant d'améliorer le bien-être et l'état de santé des habitants, et visant à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé (cf p.15 pour les projets déposés au titre de l'Atelier santé ville de Strasbourg).

- **Une priorité accordée aux actions en faveur des femmes**

La crise sanitaire a eu un effet démultiplicateur des inégalités existantes, et en particulier des inégalités de genre. Les femmes ont été les premières touchées par les impacts économiques de la crise engendrée par la pandémie, du fait de leur surreprésentation dans les métiers les plus précaires. La crise sanitaire a également accru la double charge des femmes entre le travail et les responsabilités à domicile, avec les tâches ménagères, la garde des enfants,... Les partenaires du Contrat de ville souhaitent accorder une priorité aux actions en faveur des femmes, dans tous les domaines.

Pour faciliter l'intégration de cet axe transversal dans les projets déposés, une grille d'analyse vous est proposée en annexe. Des formations au montage de projets en faveur de l'égalité femmes-hommes, ou au développement social et à l'urbanisme sensibles au genre sont également organisées pour vous accompagner.

Ces priorités ne remettent pas en cause les piliers et objectifs définis dans le cadre du Contrat de ville. Les projets proposés répondant aux objectifs opérationnels du Contrat de ville et aux enjeux territoriaux des QPV définis dans les CAT demeurent éligibles à un soutien de la part des financeurs.

## 2.2 Le caractère innovant et/ou structurant pour le territoire, en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun

Une attention particulière sera apportée sur :

- La qualité de l'analyse des besoins et de la réponse apportée aux habitant.e.s des quartiers prioritaires

Le dossier doit notamment expliquer en quoi l'action tend à réduire les inégalités.

- La dimension partenariale du projet et la cohérence avec les actions menées par les opérateurs du territoire

L'initiative est co-construite avec les partenaires et forces vives du territoire. L'inscription dans le territoire et son tissu partenarial est une condition essentielle qui doit être mise en oeuvre à toutes les étapes du projet.

- La participation et la mobilisation des habitant.e.s

La participation et la mobilisation des habitant.e.s à différentes étapes du projet sont attendues, en les associant de préférence dès son élaboration, lors de sa mise en oeuvre et pendant toute la démarche d'évaluation.

## 2.3 Un contact avec les correspondant.e.s du Contrat de ville pris préalablement au dépôt du dossier

En amont du dépôt du dossier, il est **obligatoire** de prendre contact avec les référents locaux concernés:

- **le ou la correspondant.e de la Direction de projet du quartier** (agents des communes ou de l'Eurométropole) ;
- **le ou la délégué-e de la Préfète.**

Ils/elles peuvent accompagner les porteurs de projets : aide au montage de projet, rôle facilitateur dans la mise en réseau, conseils pour flécher les demandes de financement (droit commun/crédits spécifiques, etc...)

Si le projet concerne plus de 5 QPV, un contact devra être pris avec la Direction de projet Politique de la ville de l'Eurométropole de Strasbourg et la DDETS du Bas-Rhin (cf. coordonnées des contacts page 11).

## 2.4 L'attention portée au budget du projet

- Des subventions qui ne peuvent couvrir que les frais directement liés à l'action

Les crédits relevant de la politique de la ville financent des projets. Les dépenses liées au fonctionnement permanent de la structure porteuse du projet ne sont pas éligibles à une mobilisation des crédits de la politique de la ville. Ce type de dépenses courantes peut, le cas échéant, faire l'objet d'une prise en charge par le droit commun.

- Le budget précise les montants des subventions attendues de chaque partenaire financier, en recherchant un équilibre entre les cofinancements

Toute demande de financement au titre du Contrat de ville devra prioritairement mobiliser les crédits de droit commun des institutions partenaires.


- Les crédits qui peuvent être sollicités dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de ville sont principalement :
  - des crédits spécifiques « politique de la ville » de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) ;
  - des crédits des services déconcentrés de l'Etat correspondant au domaine dans lequel l'action s'inscrit ;
  - des crédits des collectivités locales sur leurs champs de compétences :
    - les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim ;
    - l'Eurométropole de Strasbourg ;
    - la Collectivité européenne d'Alsace ;
    - le Conseil Régional Grand Est ;
  - des crédits de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF) pour des actions entrant dans son champ de compétences.

## 3. PROCÉDURE DE L'APPEL À PROJETS

### 3.1 Critères de recevabilité

- l'appel à projet s'adresse à **des associations, des collectivités territoriales et des établissements publics**. Les associations sont éligibles dès lors qu'elles sont déclarées et qu'elles ont reçu un numéro de SIRET ;
- le projet concerne **un ou plusieurs QPV et bénéficie aux habitant-es des QPV dans une proportion très significative** (supérieure ou égale à 50%). Le porteur de projet décrit et quantifie le public des QPV ciblé par son ou ses action(s), énonce les résultats attendus, qualitatifs et quantitatifs, pour le public ciblé ;
- le dossier doit être **déposé sur la plateforme Dauphin** (cf. modalités de dépôt ci-après) :

 **au plus tard le 15 novembre 2022 pour les projets se déroulant sur année civile 2023, ou pour les projets « Ville Vie Vacances » se déroulant pendant les vacances de février et printemps 2023 ;**

 **au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2023 pour les projets se déroulant sur année scolaire 2023/2024, ou pour les projets « Ville Vie Vacances » se déroulant pendant les vacances d'été, de Toussaint ou de Noël 2023 ;**

 **Tout dossier reçu après ces dates sera déclaré irrecevable.**

- **le dossier doit être complet** et comprendre toutes les pièces justificatives listées dans le dossier de demande de subvention (CERFA) : **cf notice Dauphin à télécharger via le site [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu);**
- pour des actions en renouvellement, la recevabilité du dossier est conditionnée à **la production du bilan** montrant les résultats de l'action passée et permettant de mesurer la pertinence de son renouvellement.

## 3.2 Démarche à suivre pour le dépôt de dossier de demande de subvention

Les demandes de subvention devront être saisies en ligne sur l'outil de dépôt dématérialisé, le portail Dauphin mis en place par l'ANCT : <https://usager-dauphin.cget.gouv.fr>

Pour toute aide concernant la saisie en ligne, les porteurs de projet peuvent contacter la cellule d'assistance technique de l'ANCT par téléphone au 09 70 81 86 94 ou par mail à l'adresse suivante : [support.P147@proservia.fr](mailto:support.P147@proservia.fr)

 **Une fois le dossier saisi sur Dauphin, le dossier doit obligatoirement être envoyé en format PDF à l'adresse mail suivante : [contratdeville@strasbourg.eu](mailto:contratdeville@strasbourg.eu)**

 **Points de vigilance :**

- **La saisie du budget prévisionnel**

Il est demandé d'avoir une attention particulière au budget prévisionnel de l'action. Pour que le dossier soit visible par les instructeurs du Contrat de ville, il conviendra de saisir à minima une demande d'un montant de 1€ au financeur suivant : 67-ETAT-POLITIQUE-VILLE.

- **Si l'action est un projet existant ou ayant déjà été financé dans le cadre de la Politique de la ville**

Le bilan financier et qualitatif de l'action 2022 est à transmettre sur le portail Dauphin. Cette démarche est obligatoire pour justifier de l'utilisation des subventions allouées en 2022.

- **Le cas spécifique des subventions demandées à la DRAC Grand Est**

Pour les porteurs de projets intervenant dans le champ culturel et qui solliciteraient des subventions de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) du Grand Est, le dépôt d'un projet au titre de l'appel à projet du Contrat de ville ne vaut pas dépôt à l'appel à projets de la DRAC. Il est ainsi nécessaire de faire une demande spécifique via le lien suivant :

<https://www.culture.gouv.fr/Aides-demarches/Appels-a-projets/Actions-culturelles-en-faveur-des-habitants-des-quartiers-de-la-politique-de-la-Ville-du-Grand-Est>

Dans ce cadre, les demandes de subventions sont à déposer avant le 30 novembre 2022 au plus tard.

- **Le cas spécifique des subventions demandées à la CAF au titre du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) et du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)**

Pour les porteurs de projets qui solliciteraient des subventions de la CAF au titre du CLAS et/ou du REAPP, la demande doit être déposée sur la nouvelle plateforme dématérialisée ELAN accessible via le lien suivant : <https://elan.caf.fr/aides>

Il est nécessaire de déposer également une demande sur la plateforme Dauphin.

L'appel à projets 2023 du REAAP sera lancé en décembre 2022. Les dossiers pourront être déposés tout au long de l'année. La plateforme de dépôt des dossiers sera accessible jusqu'à fin septembre 2023.

L'appel à projets 2022/2023 du CLAS sera lancé au cours du 1er semestre 2023. Les dates précises seront communiquées à l'ensemble des partenaires ultérieurement.

- Le cas spécifique des subventions demandées à la Région Grand Est

Pour les porteurs de projets qui solliciteraient des subventions de la Région Grand Est, la demande doit également être déposée en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/>

L'analyse des demandes se fera au fil de l'eau. La demande portant sur une manifestation ou une action datée devant se faire au minimum 3 mois avant celle-ci.

### 3.3 Étapes et calendrier opérationnel d'instruction des dossiers

## DIFFUSION DE L'APPEL À PROJETS

le 3 octobre 2022

### Projets sur année civile 2023

### Projets sur année scolaire 2023/2024

#### ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS

En amont du dépôt du dossier, le porteur de projet doit contacter le ou la correspondant-e de la Direction de projet du quartier (agents des communes ou de l'Eurométropole) et le ou la délégué-e de la Préfète. Si le projet concerne plus de 5 QPV, un contact devra être pris avec la Direction de Projet Politique de la ville et la DDETS du Bas-Rhin.

du 3 octobre au 15 novembre 2022

du 3 octobre 2022 au 1er avril 2023

SAISIE EN LIGNE SUR LA PLATEFORME DAUPHIN - <https://usager-dauphin.cget.gouv.fr>

Date limite de dépôt du dossier  
15 novembre 2022

Date limite de dépôt du dossier  
1<sup>er</sup> avril 2023

#### INSTRUCTION PARTAGÉE DES DOSSIERS

Organisation de réunions de coordination entre les financeurs

Courant janvier 2023

1<sup>ère</sup> quinzaine de mai 2023

COMITÉ DES FINANCEURS - Temps d'arbitrage financier

Courant février 2023

début juin 2023

#### INFORMATION AUX PORTEURS DE PROJETS

Les instances décisionnelles étant propres à chaque institution, les calendriers pourront être différés

à compter de mi-mars 2023

à compter de mi-juin 2023

1250

## 3.4 Contacts

COMMUNES ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG		ÉTAT
 <b>SUJETS TRANSVERSAUX / SUPPORTS TECHNIQUES</b>		
<b>DIRECTION DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE</b> <b>Mme Auriane MARTIN - assistante de projets</b> <b>03 68 98 82 78 - <a href="mailto:contratdeville@strasbourg.eu">contratdeville@strasbourg.eu</a></b>  <b>Direction de Projet Politique de la ville</b> <b>Ville et Eurométropole de Strasbourg</b> <b>Centre Administratif - 1 parc de l'Étoile</b> <b>4ème étage - bureau 470</b> <b>67076 Strasbourg Cedex</b>	<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS</b>  <b><a href="mailto:ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr">ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr</a></b>  <b>DDETS - Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités</b> <b>Mission Ville</b> <b>Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin</b> <b>CS 50016 - 67084 Strasbourg Cedex</b>	
 <b>CORRESPONDANT.E.S DANS LES TERRITOIRES</b>		
<b>QPV GUIRBADEN</b>		
<b>Mme Anne-Laure HAMELIN - responsable service sport - jeunesse - vie associative - politique de la ville</b> <b>03 88 18 01 55</b> <b><a href="mailto:al.hamelin@ville-bischheim.fr">al.hamelin@ville-bischheim.fr</a></b>	<b>M. François VAUTRIN - délégué de la préfète</b> <b>06 76 10 43 26</b> <b><a href="mailto:francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr">francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr</a></b>	
<b>QPV QUARTIERS OUEST</b>		
<b>Mme Clarisse PHAM - cheffe de projet renouvellement urbain et social</b> <b>03 68 98 64 62</b> <b><a href="mailto:clarisse.pham@strasbourg.eu">clarisse.pham@strasbourg.eu</a></b>	<b>M. François VAUTRIN - délégué de la préfète</b> <b>06 76 10 43 26</b> <b><a href="mailto:francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr">francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr</a></b>	
<b>QPV MARAIS</b>		
<b>Mme Sarah LAYMAND - chargée de projets Développement durable, Démocratie participative et Contrat de ville</b> <b>03 88 83 90 00</b> <b><a href="mailto:sarah.laymand@ville-schiltigheim.fr">sarah.laymand@ville-schiltigheim.fr</a></b>	<b>M. François VAUTRIN - délégué de la préfète</b> <b>06 76 10 43 26</b> <b><a href="mailto:francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr">francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr</a></b>	
<b>QUARTIER PRIORITAIRE DE LINGOLSHEIM</b>		
<b>M. Thomas ZINGLE - responsable animation, vie associative, communication</b> <b>03 88 78 88 88</b> <b><a href="mailto:thomas.zingle@lingolsheim.fr">thomas.zingle@lingolsheim.fr</a></b>	<b>M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète</b> <b>07 85 40 41 19</b> <b><a href="mailto:djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr">djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr</a></b>	

<b>QPV LIBERMANN</b>	
<b>Mme Christine CHEVALLAY - directrice des Solidarités</b> 03 88 66 80 73 <a href="mailto:c.chevallay@illkirch.eu">c.chevallay@illkirch.eu</a>	<b>M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète</b> 06 18 29 48 87 <a href="mailto:jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr">jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV CITÉ DE L'ILL</b>	
<b>Mme Karen GEIGER - chargée de mission quartier</b> 03 88 45 88 54 <a href="mailto:karen.geiger@strasbourg.eu">karen.geiger@strasbourg.eu</a>	<b>M. François VAUTRIN - délégué de la préfète</b> 06 76 10 43 26 <a href="mailto:francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr">francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV CRONENBOURG</b>	
<b>Mme Véronique JACOB-BOHN - chargée de mission quartier</b> 06 12 79 26 02 <a href="mailto:veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu">veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu</a>	<b>Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète</b> 06 77 38 19 29 <a href="mailto:asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr">asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV HAUTEPIERRE</b>	
<b>M. Raphaël AUBOIS-LIOGIER - chargé de mission quartier</b> 06 73 27 62 60 <a href="mailto:raphael.aubois-liogier@strasbourg.eu">raphael.aubois-liogier@strasbourg.eu</a>	<b>Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète</b> 06 77 38 19 29 <a href="mailto:asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr">asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV HOHBERG</b>	
<b>Mme Véronique JACOB-BOHN - chargée de mission quartier</b> 06 12 79 26 02 <a href="mailto:veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu">veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu</a>	<b>M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète</b> 07 85 40 41 19 <a href="mailto:djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr">djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV LAITERIE</b>	
<b>Mme Christelle LADENBURGER - chargée de mission quartier</b> 03 68 98 72 42 <a href="mailto:christelle.ladenburger@strasbourg.eu">christelle.ladenburger@strasbourg.eu</a>	<b>M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète</b> 06 18 29 48 87 <a href="mailto:jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr">jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr</a>



<b>QPV KOENIGSHOFFEN-EST</b>	
Mme Léa TEILLET - chargée de mission quartier 03 68 98 60 56 <a href="mailto:lea.teillet@strasbourg.eu">lea.teillet@strasbourg.eu</a>	M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète 07 85 40 41 19 <a href="mailto:djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr">djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV MOLKENBRONN / MURHOF</b>	
Mme Karen DE CHAZELLES - chargée de mission quartier 03 68 98 92 53 <a href="mailto:karen.de-chazelles@strasbourg.eu">karen.de-chazelles@strasbourg.eu</a>	M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète 06 18 29 48 87 <a href="mailto:jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr">jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV ELSAU</b>	
Mme Karen DE CHAZELLES - chargée de mission quartier 03 68 98 92 53 <a href="mailto:karen.de-chazelles@strasbourg.eu">karen.de-chazelles@strasbourg.eu</a>	M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète 06 18 29 48 87 <a href="mailto:jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr">jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV MEINAU</b>	
Mme Maylis BLANC - chargée de mission quartier 03 68 98 92 33 <a href="mailto:maylis.blanc@strasbourg.eu">maylis.blanc@strasbourg.eu</a>	Mme Linda CHABOUNIA - déléguée de la préfète 06 77 38 50 08 <a href="mailto:linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr">linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV NEUHOF</b>	
Mme Lucia CARRONDO - chargée de mission quartier 06 73 19 92 44 <a href="mailto:lucia.carrondo@strasbourg.eu">lucia.carrondo@strasbourg.eu</a>	Mme Linda CHABOUNIA - déléguée de la préfète 06 77 38 50 08 <a href="mailto:linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr">linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV PORT DU RHIN</b>	
Mme Valentine SBERRO - chargée de mission quartier 03 68 98 82 38 <a href="mailto:valentine.sberro@strasbourg.eu">valentine.sberro@strasbourg.eu</a>	M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète 07 85 40 41 19 <a href="mailto:djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr">djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr</a>
<b>QPV AMPÈRE</b>	
Mme Marion OBERLE - chargée de mission quartier 03 68 98 66 64 <a href="mailto:marion.oberle@strasbourg.eu">marion.oberle@strasbourg.eu</a>	M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète 07 85 40 41 19 <a href="mailto:djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr">djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr</a>

**QPV SPACH ET TERRITOIRE DE VEILLE ACTIVE ROTTERDAM**

**Mme Elodie SEGURA - chargée de mission quartier**

**03 90 41 17 36**

[elodie.segura@strasbourg.eu](mailto:elodie.segura@strasbourg.eu)

**Mme Asma KILICOGU - déléguée de la préfète**

**06 77 38 19 29**

[asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr](mailto:asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr)

### 3.5. Dispositif Ville Vie Vacances (VWV)

Le dispositif Ville Vie Vacances (VWV) s'adresse prioritairement aux **enfants et jeunes en difficulté des quartiers de la Politique de la ville, âgés de 11 à 18 ans** et éloignés de l'accès aux loisirs et aux vacances. Ce dispositif n'a pas vocation à soutenir des prestations de loisirs de droit commun pendant les vacances scolaires (ex : Centre de loisirs sans hébergement).

Les actions soutenues doivent **répondre à une logique éducative, culturelle et sportive** et ciblent davantage les publics orientés par la protection judiciaire de la jeunesse, la prévention spécialisée, l'aide sociale à l'enfance, l'administration pénitentiaire et le programme de réussite éducative.

**Attention, les projets VWV pour la période de Noël 2022 doivent s'inscrire dans un programme d'actions annuel, le cas échéant, il ne sera pas soutenu financièrement par l'Etat.**

#### • Critères de sélection du projet

Public, territoire, période visée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jeunes de 11 à 18 ans</li> <li>• Quartier prioritaire de la ville (18)</li> <li>• Pendant les vacances scolaires</li> </ul>
Critère de priorisation pour un financement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activités ayant lieu le week-end et plus particulièrement durant la période du mois d'août</li> <li>• Activités organisées en dehors des quartiers qui permettent une plus grande ouverture des jeunes au monde extérieur et favorisent la mobilité</li> <li>• Mixité garçons/filles avec un objectif de 50 % de jeunes filles bénéficiaires</li> <li>• Actions reposant sur une forte implication des jeunes, à toutes les étapes des actions, de leur élaboration à leur réalisation ainsi que les éventuelles modalités de restitution</li> <li>• Pour les demandes de renouvellement, remise du bilan N-1 lors du dépôt du dossier</li> </ul>
Critère d'appréciation des financeurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modalité de repérage des jeunes plus particulièrement des jeunes filles</li> <li>• Adéquation objectifs généraux/coût, réalisme financier et sérieux de gestion</li> </ul>
Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité d'un dialogue renforcé entre associations et avec les institutions dans un souci de cohérence tant au niveau de la mobilisation du public que des activités. Les actions coproduites seront favorisées</li> </ul>
Informations importantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les changements de calendrier, de lieux et d'horaires devront être annoncés préalablement aux partenaires financeurs</li> <li>• Des visites et contrôles pourront être effectués sur les sites</li> <li>• En cas de financement de votre action, vous devrez mentionner dans toutes vos communications la participation de la ville et/ou de l'État à votre projet</li> <li>• Les accueils collectifs de mineurs, avec ou sans hébergement, doivent être obligatoirement déclarés sur le site <a href="https://tam.extranet.jeunesse-sports.gouv.fr">https://tam.extranet.jeunesse-sports.gouv.fr</a></li> </ul>

- [Constitution des dossiers](#)

La démarche et le dépôt d'un projet VV sont identiques au dépôt d'un dossier déposé au titre du Contrat de ville. Toutefois, chaque projet doit être accompagné d'un budget distinct et d'une description détaillant les critères visés.

- [Calendrier](#)

Projet prévu pour les vacances de :	Date limite de dépôt des dossiers :
<b>février et printemps 2023</b>	<b>15 novembre 2022</b>
<b>d'été, Toussaint et Noël 2023</b>	<b>le 1<sup>er</sup> avril 2023</b>

## 4. LES ANNEXES

### 4.1 Les priorités et modalités de financement des partenaires du Contrat de ville



#### 4.1.1 Priorités de la Collectivité Européenne d'Alsace dans le cadre du Contrat de ville

**Si vous demandez une subvention à la Collectivité Européenne d'Alsace, il est indispensable de prendre contact avec : M Thibaut PAPIRER – [thibaut.papirer@alsace.eu](mailto:thibaut.papirer@alsace.eu) et M Yves STROZIK - [yves.strozik@alsace.eu](mailto:yves.strozik@alsace.eu)**

La Collectivité Européenne d'Alsace est partenaire des 3 contrats de ville signés sur le périmètre du Territoire Bas-Rhin. Ces 3 contrats concernent au total 21 quartiers prioritaires désignés Quartiers Politique de la Ville (QPV) :

- le Contrat de ville de l'EMS qui couvre 18 QPV
- le Contrat de ville de Haguenau-Bischwiller-Kaltenhouse qui concerne 2 QPV
- le Contrat de ville de Saverne pour 1 QPV

L'engagement de la collectivité au titre de cette politique publique recouvre deux réalités : le droit commun au titre des compétences « régaliennes » de la collectivité et une enveloppe spécifique.

#### 1. Droit commun

La collectivité, de par sa position de chef de file des politiques sociales, est amenée à intervenir dans les domaines qui constituent les trois piliers des contrats de ville, particulièrement celui relatif à la cohésion sociale. Son action peut s'illustrer notamment à travers son action sociale de proximité, déléguée ou non, l'insertion et la lutte contre les exclusions, la protection de l'enfance, la santé, l'autonomie liée au handicap ou à l'âge.

La Collectivité Européenne d'Alsace est également compétente pour l'accueil des collégiens avec la mise à disposition d'équipements adaptés et la carte scolaire. Elle développe par ailleurs une politique volontariste en faveur de la jeunesse qui se traduit par différentes politiques légales ou volontaristes de la collectivité (sociale et de prévention, éducative, sportive et culturelle, etc.).

Par ailleurs, elle décline une politique culturelle à partir de ses compétences obligatoires, notamment relatives au Schéma départemental des enseignements artistiques, de ses établissements tels que le Vaisseau, le Haut-Koenigsbourg, les Archives départementales et par sa contribution en faveur du développement artistique et culturel des territoires. Enfin, la Collectivité Européenne d'Alsace est engagée sur l'intégralité des programmes des trois contrats de ville dont le Conseil Départemental du Bas-Rhin était signataire

#### 2. Priorités portées par la Collectivité Européenne d'Alsace

Par ailleurs, la Collectivité Européenne d'Alsace souhaite maintenir une enveloppe spécifique destinée à soutenir des projets autour de trois grands enjeux sociétaux : la jeunesse, la culture et l'insertion en particulier en soutien aux personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.

Ainsi au titre de la campagne 2023, **10 priorités seront portées par la Collectivité Européenne d'Alsace.**

#### • LA JEUNESSE

##### Priorité 1 : la pratique sportive

Seront soutenues des actions favorisant l'accès aux sports de nature et les pratiques sportives associant au moins deux enjeux repérés comme importants à savoir : la santé, l'insertion et la citoyenneté.

## **Priorité 2 : L'engagement**

Seront soutenues des actions qui incitent les jeunes à s'investir dans, leur quartier : donner des clefs à ces citoyens en devenir pour comprendre le monde environnant, les évolutions sociétales et leurs impacts (radicalisation, racisme...) ; la société vieillissante et la nécessité de renforcer les échanges d'expériences.

## **Priorité 3 : L'accompagnement à la scolarité et la prévention du décrochage scolaire**

Seront soutenues des actions s'adressant en priorité à un public collégien. Ces actions devront obligatoirement associer plusieurs acteurs du territoire (ex : un collègue associé à une Fédération professionnelle). Il s'agira d'apprendre au collégien à identifier puis utiliser les potentiels socioéconomiques présents sur son quartier.

## **Priorité 4 : L'attractivité et la valorisation des établissements scolaires**

Seront soutenues des actions contribuant à améliorer l'attractivité des collèges situés dans les QPV du territoire. Les projets d'excellence dans les domaines culturels, linguistiques, scientifiques, associant des partenaires « prestigieux » (grandes écoles, fondations...) seront particulièrement soutenus.

## **Priorité 5 : L'accompagnement des parents**

Seront soutenus des projets de soutien à la parentalité visant à mettre les parents pleinement acteurs de l'évolution de leurs enfants, en particulier s'agissant de collégiens.

### **• L'INSERTION**

## **Priorité 6 : L'apprentissage et la maîtrise de la langue française**

Seront soutenues des actions favorisant des parcours progressifs dans l'apprentissage de la langue et favorisant une mixité (hommes/femmes) dans les groupes. Les porteurs/porteuses de projet d'un territoire identique s'accorderont notamment à présenter une offre « complète » et complémentaire aux habitant-es du territoire ciblé.

## **Priorité 7 : Les parcours vers l'emploi**

Seront soutenues des actions favorisant l'insertion professionnelle en partenariat avec le monde économique pour les publics les plus éloignés de l'emploi et basées sur l'accompagnement individuel du parcours d'insertion : les jeunes, les seniors et, prioritairement, les bénéficiaires du RSA (remobilisation, accès à la formation, alternance, clauses d'insertion, chantiers écoles, forum, job dating, tutorat, parrainage ou autres).

Un soutien pourra également être accordé aux actions visant à assurer une meilleure coordination entre les dispositifs d'insertion et emploi afin d'éviter les ruptures de parcours dans une perspective d'employabilité des personnes.

## **Priorité 8 : L'orientation et la formation**

Seront soutenues des actions permettant l'acquisition de compétences numériques et luttant contre le risque d'addiction aux écrans : codage, langages informatiques, création de sites, blogs...

Un « bonus » sera attribué aux actions poursuivant ce double objectif : acquisition de compétences numériques et prévention de l'addiction aux écrans.

Un soutien pourra également être accordé à des actions permettant de créer les liens entreprises-jeunesse-formation : les actions d'accompagnement et de soutien aux parcours d'orientation développant la rencontre entre les jeunes et les entreprises dans le cadre d'accès aux stages de découverte des métiers et favorisant l'accessibilité aux contrats d'alternance tout en développant la mobilité.

### **Priorité 9 : Création d'entreprises et pérennisation**

Seront soutenues des actions favorisant la notion d'entreprendre chez les jeunes adultes et notamment ceux bénéficiaire du RSA ou suivi dans la cadre de la garantie jeune.

Les projets inscrits dans une démarche collective ou collaborative (coopérative, pépinières d'entreprise, incubateur,...) seront considérés comme prioritaires.

#### **• LA CULTURE**

### **Priorité 10 : L'accès aux équipements et projets culturels**

Seront soutenues des actions permettant aux publics éloignés d'une pratique culturelle, pour des raisons personnelles ou liées à leur situation au regard de la santé ou du handicap, de découvrir de nouvelles formes culturelles et d'accéder à l'offre culturelle existante.

Bénéficieront également d'une lecture bienveillante les projets initiant ou accompagnant le développement de pratiques et compétences artistiques dans des parcours associant amateurs et professionnels.

Enfin, un soutien pourra également être accordé aux actions de création ou de valorisation de la culture du conte (découverte ou transmission de contes traditionnels, travail sur des approches multiculturelles, lecture, écriture, mise en scène) pouvant intégrer le programme de diffusion du festival départemental VOOL (Vos Oreilles Ont la Parole).

### **3. Critères d'éligibilité des projets**

Seront prioritairement retenus les projets reposant sur les critères d'éligibilité suivants :

- répondre aux priorités de la Collectivité Européenne d'Alsace stipulées au cahier des charges ;
- mobiliser le réseau partenarial et la recherche de cofinancement ;
- mutualiser les ressources et moyens disponibles sur le territoire ;
- définir précisément le périmètre du projet tant dans sa dimension territoriale qu'humaine (public ciblé) ;
- favoriser l'innovation dans le projet et encourager la responsabilisation des habitant-es (parents, jeunes, enfants,...) par leur engagement dans la construction du projet ;
- respecter le principe de mixité (hommes, femmes).

## 4.1.2 Priorités de la Région Grand Est dans le cadre du Contrat de ville

**Le dispositif de soutien à la vie associative de proximité** <https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/>



Plus que jamais, les associations apparaissent comme des porte-paroles des populations et deviennent des acteurs incontournables pour permettre à la société d'évoluer vers plus de lien social et d'humanité. Elles permettent l'engagement citoyen individuel et/ou collectif, mènent des projets socialement innovants et contribuent à l'attractivité des territoires. Elles constituent le ferment du faire ensemble en région.

### 1. Contexte

La Région Grand Est soutient les associations à travers des politiques thématiques telles que la culture et le patrimoine, la jeunesse, le sport, l'environnement, la lutte contre les discriminations, le devoir de mémoire, le tourisme, l'éducation populaire, l'innovation sociale, la cohésion sociale ou l'emploi.

Elle souhaite aussi être à leur côté dans des actions et manifestations plus ciblées, au plus près des villages et communes, là où se tisse, en proximité, le lien social, le vivre ensemble.

A ce titre, la Région Grand Est a mis en place un dispositif d'aide au projet, facilement mobilisable et agile, permettant de soutenir financièrement les projets associatifs de proximité, originaux et reconnus d'intérêt local par les acteurs et les citoyens.

### 2. Objectifs

Ce dispositif dédié permet de soutenir des projets ou manifestations qui ne répondent pas aux critères d'intervention des politiques sectorielles de la collectivité, démontrent un intérêt reconnu localement, favorisent l'animation des territoires, renforcent le lien social. La Région Grand Est, convaincue de la force de l'engagement de ses habitants, soutiendra les animations et manifestations faisant la promotion de la vie associative locale. Elle entend ainsi concourir à la valorisation des associations du territoire et apporter une reconnaissance au travail et à l'engagement des bénévoles.

En territoires ruraux comme dans les quartiers urbains, la Région Grand Est accordera une aide financière à :

- Des manifestations de proximité et des projets originaux liés aux particularités du territoire concerné (date anniversaire exceptionnelle, coutumes locales...). Une attention particulière sera portée par ailleurs aux projets visant à promouvoir des comportements écoresponsables ;
- Des projets d'utilité sociale présentant un caractère populaire ou impliquant fortement la population dans l'organisation du projet, ou répondant à un besoin spécifique d'accès à une pratique, notamment sportive ;
- Des projets d'exception favorisant le bien vivre ensemble mettant en avant les valeurs de fraternité, d'échanges ou de lutte contre les discriminations. Les projets favorisant le "aller vers " à destination de populations exclues ou isolées, en raison de leur âge, de leur handicap, de leur origine, de leur lieu d'habitation, ... ;
- Des projets caritatifs visant à lutter contre la précarité et favorisant l'entraide et la solidarité ;
- Des projets commémoratifs ou manifestations locales liés à la mémoire des conflits ou à la mémoire des grands événements du passé. Des projets en territoires ruraux visant à entretenir/valoriser le patrimoine d'intérêt local ou régional (notamment en lien avec le passé industriel de la Région).



### 3. Bénéficiaires

Ce dispositif s'adresse à toutes les associations ayant leur siège répertorié dans le Grand Est ou disposant d'une antenne en Région grand Est avec un n° de Siret Propre, et dont les activités s'inscrivent dans les différents domaines de compétences de la Région.

Les associations doivent faire preuve d'une gouvernance démocratique et d'un ancrage territorial avéré.

### 4. Critères

Les projets ou manifestations doivent :

- Démarrer durant l'année en cours,
- Répondre à une démarche non récurrente (à l'exception des projets ayant fait l'objet d'une demande d'aide parallèle au titre de la politique de la ville),
- Répondre à une démarche non commerciale et non concurrentielle,
- Justifier d'un intérêt pour l'animation du territoire concerné, en termes d'originalité, de nouveauté ou d'innovation,
- Impliquer les habitantes et habitants du ou des territoires concernés.

**Une attention particulière sera apportée aux projets mettant en oeuvre un partenariat avec au moins un acteur du territoire (public, institutionnel ou associatif) par le biais d'une subvention ou par la mise à disposition gratuite d'une salle, de biens ou de personnes.**

Sont exclus, les projets :

- Déposés par une association dont le siège social est hors du territoire de la Région Grand Est et ne possédant pas d'antenne spécifique avec un SIRET propre sur le territoire de la Région Grand Est ;
- Entrant dans un cadre exclusivement scolaire ;
- Relevant des secteurs de la petite enfance, de l'aide à la parentalité, de la médiation sociale et familiale, du grand âge, et tout secteur relevant de l'action sociale à l'exception du secteur caritatif ;
- Les rassemblements dédiés aux professionnels (assemblée générale, séminaire, colloque, salon, congrès, ...);
- Les manifestations de type commercial (brocantes, marché artisanal, vide-grenier...);
- Les manifestations payantes, sauf si la participation demandée est raisonnable et de nature à couvrir une partie des frais d'organisation ;
- Les manifestations sportives dont la finalité principale est la compétition (tournoi, match ...) inscrites au calendrier fédéral ;
- Les projets portés par les comités départementaux des fédérations sportives ;
- Les projets relevant d'un autre dispositif régional.

**Sont également exclues les demandes portant sur les coûts de fonctionnement relatifs au projet associatif global de la structure.**

Une même structure ne pourra déposer qu'une seule demande tous les deux ans. Dispositif non cumulable avec ELAN Bénévoles.

## 5. Modalités d'intervention de la région

Montant de l'aide au fonctionnement :

- Nature : subvention
- Section : fonctionnement
- Taux maxi : 60 %
- Plafond : 5 000 €
- Plancher : 300 €

Dans le cadre des dépenses de fonctionnement, sont éligibles :

- Les achats (dont achats de gel et masques) et prestations de services,
- Les locations,
- Les rémunérations intermédiaires et honoraires pour la réalisation du projet ou de la manifestation,
- La publicité, les frais de publication,
- Les déplacements, missions nécessaires à la réalisation du projet ou de la manifestation,
- Les charges de personnel pour la réalisation du projet ou de la manifestation.

Sont en revanche expressément exclus les frais liés à des prestations de services ou optionnelles (assurances, impôts et taxes sauf impôts sur les salaires ...), les consommables (papiers, cartouches d'encre, essence, ...).

La participation financière de la Région sera versée conformément à la décision attributive de subvention.

## 6. Modalités de dépôt des demandes

Toute demande doit être déposée en ligne via le site internet de la Région Grand Est (procédure dématérialisée) : <https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/>

L'analyse des demandes se fera au fil de l'eau. La demande portant sur une manifestation ou une action datée devant se faire au minimum 3 mois avant celle-ci.

## 7. Modalités de sélection

Un Comité ad'hoc composé d'élus régionaux, issus de tous les groupes politiques, désignés par le Président du Conseil Régional se réunira régulièrement. Le Comité statuera sur la base du dossier déposé et la connaissance du territoire concerné.

Les décisions d'attribution des aides régionales seront prises par la Commission Permanente du Conseil Régional au regard de l'avis formulé par les membres du Comité et de l'enveloppe budgétaire disponible.

**Pour toute demande d'information complémentaire, nous restons à votre disposition à l'adresse suivante : [vieassociative@grandest.fr](mailto:vieassociative@grandest.fr)**

### 4.1.3 Priorités de la CAF du Bas-Rhin dans le cadre du Contrat de ville

**La Caf mobilise les moyens financiers de droit commun tels que prévus dans la convention d'objectifs et de gestion (COG) pour accompagner les actions relevant directement de son champ de compétences.**



Par référence à la COG, les objectifs et engagements prioritaires de la CAF sont les suivants :

- **développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience**
  - pérenniser l'offre d'accueil collective existante et créer de nouvelles places notamment dans les zones prioritaires, tout en favorisant leur accès aux familles modestes ou confrontées au handicap d'un jeune enfant ;
  - accompagner des gestionnaires en difficulté afin d'améliorer la gestion de leurs structures EAJE et la qualité des projets ;
  - soutenir l'accueil individuel en poursuivant le maillage territorial des RAM et le soutien à l'exercice de la profession d'assistant maternel ;
  - mettre en œuvre des principes de qualité d'accueil posés par la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant.
  
- **accompagner les parcours éducatifs des enfants âgés de 3 à 11 ans**
  - poursuivre le soutien aux ALSH, notamment sur le temps du mercredi et favoriser leur accessibilité ;
  - faciliter l'accès aux loisirs des enfants, notamment les plus défavorisés ;
  - soutenir la diversification de l'offre de loisirs et de vacances proposée aux enfants et dynamiser les départs en vacances.
  
- **soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie**
  - accompagner, soutenir et valoriser les projets portés par les adolescents ;
  - renforcer la présence éducative numérique et renouveler les modalités de contact avec les jeunes pour favoriser leur engagement citoyen ;
  - soutenir l'engagement des jeunes notamment par une aide pour l'obtention du BAFA et l'accueil de jeunes en service civique ;
  - soutenir l'accès à l'autonomie des jeunes en matière de décohabitation.
  
- **valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants**
  - accompagner les parents à l'arrivée de l'enfant en améliorant les dispositifs existants et en concourant à leur bonne articulation ;
  - soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents ;
  - accompagner et prévenir les ruptures familiales, notamment grâce à la promotion des offres de services ;
  - accompagner les séparations pour favoriser la coparentalité, à la fois sur le champ de l'information, de l'accompagnement des situations les plus fragiles, du maintien des liens parents/enfants et de l'apaisement des conflits ;
  - renforcer la visibilité, la structuration et la cohérence des dispositifs.

- soutenir les politiques du logement
  - poursuivre et optimiser les partenariats avec les différents acteurs mobilisés dans la prévention des expulsions et la lutte contre l'habitat indigne ;
  - détecter le plus en amont possible des situations d'impayés et renforcer l'offre d'accompagnement social en faveur des allocataires pour favoriser la résorption de l'impayé et le maintien dans le logement ou le relogement de l'allocataire et le cas échéant de sa famille ;
  - poursuivre l'aide des ménages pour le maintien dans un logement décent, à travers la sensibilisation des bailleurs privés sur le respect des normes de décence.
  
- contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale notamment dans les territoires prioritaires
  - contribuer à la levée des freins à l'insertion sociale et professionnelle ;
  - créer les conditions de maintien ou d'accroissement des équipements « animation de la vie sociale » (AVS), notamment dans les quartiers prioritaires de la ville et les zones de revitalisation rurale ;
  - veiller à la diversification de l'offre AVS pour développer, en particulier dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville :
    - l'accès des jeunes et des familles à des actions d'accompagnement des parents
    - une offre de socialisation précoce pour les familles de jeunes enfants
    - des actions d'accueil et d'écoute des jeunes et des solutions d'accès aux droits
  
- garantir la qualité et l'accès aux droits et services
  - renforcer entre partenaires la connaissance des usagers pour adapter le contenu des offres de services aux spécificités des publics sur les territoires ;
  - développer et optimiser les échanges dématérialisés avec les partenaires dans une logique d'accès aux droits et de simplification des démarches ;
  - mettre en œuvre les dispositifs proactifs de lutte contre le non recours.


## 4.2 Grille d'analyse pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les projets

Afin d'intégrer l'égalité femmes-hommes de manière transversale dans votre projet, quel qu'il soit, voici quelques points méthodologiques à garder en tête au moment de l'élaboration et de la rédaction de votre dossier.

**N'oubliez pas qu'intégrer l'égalité femmes-hommes dans son projet est aujourd'hui à la fois une nécessité et un atout pour que le projet soit retenu et financé.**


**Est-ce que mon projet est concerné ?**

Oui, la quasi-totalité des projets sont susceptibles d'intégrer l'égalité femmes-hommes de manière transversale. Ils peuvent être neutres, c'est à dire ne pas reproduire de stéréotypes et concerner de la même manière les femmes et les hommes. Ils peuvent être plus proactifs lorsque les inégalités sont constatées. En voici deux exemples :



**Création d'une boulangerie solidaire**

- Une attention particulière a-t-elle été portée à la mixité des métiers, afin que les stéréotypes sexistes ne soient pas reproduits (LE boulanger, LA vendeuse) ?
- L'égalité professionnelle entre les salariés est-elle prévue ?



**Parrainage de jeunes chômeurs pour accéder à l'emploi**

- La participation de mairaines est-elle prévue ou encouragée ?
- Les jeunes femmes sont-elles autant incitées à participer au programme que les jeunes hommes ? D'éventuels freins spécifiques à la participation des jeunes femmes ont-ils été recherchés ?

Egalité salariale et professionnelle

### Les questions clés à (se) poser !

**Les questions en gras sont les questions qui ont été identifiées comme étant les plus importantes :**

<b>DIAGNOSTIC</b>	Le diagnostic initial du projet intègre-t-il des données chiffrées désagrégées par sexe ?	
	Le diagnostic initial intègre-t-il une analyse des situations et pratiques différenciées des femmes et des hommes ?	
<b>CONTENU</b>	<b>Dans son contenu, le projet prévoit-il une ou plusieurs actions pour favoriser l'égalité femmes-hommes ou lutter contre les stéréotypes de sexe ?</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Action de sensibilisation</li> <li>• Action de prévention des violences sexistes et sexuelles</li> <li>• Action de valorisation de rôle modèles de femmes ou d'hommes dans des secteurs où ils sont peu présents...</li> </ul>	
	Dans son contenu, si le public est mixte, le projet prévoit-il des éléments pour prévenir les comportements excluants envers les femmes et/ou les garçons ?	
	Dans son contenu, si le public est mixte, le projet prévoit-il de mettre en place des éléments pour favoriser une répartition équilibrée des tâches entre les femmes et les hommes ?	
	Les intervenant-es sont-ils ou vont-ils être formé-es à l'égalité femmes-hommes ?	
<b>GOVERNANCE</b>	Les modalités de décision permettent-elles à tous et toutes de s'exprimer ?	
	La structure porteuse du projet a-t-elle une réflexion sur l'égalité femmes-hommes en interne (répartition des tâches, prévention des violences etc) ?	
	Si la structure porteuse du projet est engagée en faveur de l'égalité, a-t-elle communiqué cet engagement aux prestataires engagés ?	

MOBILISATION DU PUBLIC- CIBLE	<b>Avez-vous identifié des freins spécifiques à la participation des femmes et/ou des garçons ?</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accessibilité du lieu</li> <li>• Sentiment de sécurité</li> <li>• Infrastructures (toilettes, tenues, équipements)</li> <li>• Horaires</li> <li>• Besoin de mode de garde</li> <li>• Communication stéréotypée</li> <li>• Tarification</li> <li>• Thématiques stéréotypées</li> </ul>	
	<b>Des moyens sont-ils prévus pour contourner les freins spécifiques que vous avez identifié ?</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tarification spécifique</li> <li>• Modes de garde</li> <li>• Communication sans stéréotypes de sexe</li> <li>• Utilisation d'un langage inclusif</li> <li>• Thématiques choisies diversifiées pour inclure le plus de monde possible</li> <li>• Mise en avant de modèle identificatoires ou travail sur les représentations</li> <li>• Relances ciblées envers un public sous-représenté</li> </ul>	
	Le projet prévoit-il une communication sans stéréotypes de sexe ?	
	Des partenaires spécifiques sont-ils identifiés pour aller vers le public sous-représenté ?	
ÉVALUATION ET SUIVI	Si le projet est mixte, des indicateurs sexués sont-ils prévus ? Si oui, lesquels ? Participation, Abandon, Impact, Satisfaction	
	Des indicateurs sont-ils prévus pour mesurer l'impact du projet sur l'égalité femmes-hommes et les stéréotypes de sexe ?	

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg (2015-2023): co-financement pour l'année 2023 de l'ingénierie de projet des communes dédiée à sa mise en œuvre territoriale.**

### Numéro E-2023-1038

Le Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg, signé le 10 juillet 2015 et prorogé à fin 2023 par la Loi de finances 2022, a confirmé le rôle des cinq communes accueillant des quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) dans la conduite du volet territorial de ce projet et dans l'animation de proximité à assurer avec les acteurs associatifs et les habitants des quartiers.

Confirmée par la loi Ville et cohésion urbaine de février 2014 dans son rôle de pilotage et d'impulsion de la Politique de la ville, l'Eurométropole de Strasbourg a pris l'engagement de poursuivre son soutien aux communes, notamment en ingénierie, comme elle l'a assuré depuis les premiers dispositifs de la Politique de la ville.

Cela se traduit par :

- la mise en place d'une direction de projet Politique de la ville, portée par l'Eurométropole de Strasbourg et cofinancée par l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT) et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU),
- le cofinancement par l'Eurométropole de Strasbourg des postes dédiés par les communes à la conduite du projet dans les QPV.

Pour l'année 2023, les postes dédiés par les communes et l'Eurométropole de Strasbourg à la mise en œuvre du Contrat de ville sont organisés comme suit :

	<b>Bischheim et Schiltigheim</b>	<b>Illkirch-Graffenstaden</b>	<b>Lingolsheim</b>	<b>Strasbourg</b>
	3 QPV 9 582 habitants	1 QPV 2 327 habitants	1 QPV 2 701 habitants	13 QPV 64 499 habitants
Missions assurées par les communes	1 chef de projet par commune, affecté l'un à	2 chefs de projet affectés à mi-temps à la mise en œuvre du Contrat de ville dont	-	10 chargés de mission quartier affectés à

	50% et l'autre à 40% à la mise en œuvre du Contrat de ville (hors projet de renouvellement urbain)	le pilotage du projet de renouvellement urbain d'intérêt régional		temps partiel à la mise en œuvre du Contrat de ville (hors projets de renouvellement urbain)
Temps affecté à la Politique de la ville cofinancé par l'Eurométropole	0,9 ETP	1 ETP	-	5,6 ETP
Missions assurées par l'Eurométropole et cofinancées par l'ANCT ou l'ANRU	Direction du PRU (3 ETP)	-	-	Direction des PRU (11 ETP)
	Direction de projet Politique de la ville, dont missions de pilotage et de coordination transversale des projets renouvellement urbain (12 ETP)			

Pour rappel, les chef-fes de projet mis en place par les communes ont pour mission :

- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des conventions d'application territoriales (CAT) du Contrat de ville relatives à chaque QPV,
- la veille territoriale et l'analyse des besoins d'intervention,
- l'animation du travail partenarial et des instances de pilotage territorial,
- l'accompagnement des acteurs dans l'élaboration de leurs projets, puis leur instruction en vue de leur cofinancement au titre de la Politique de la ville,
- l'accompagnement des conseils citoyens dans l'exercice de leurs missions relatives au Contrat de ville,
- la participation aux instances de travail partenariales du Contrat de ville.

Il est proposé de maintenir la participation de l'Eurométropole au financement de ces postes à hauteur de 50 % du coût salarial annuel, plafonné à 22 900 € pour un ETP.

Cette participation est versée à la commune sur la base d'un état déclaratif de présence du ou des agent-es dont les postes sont cofinancés et d'une convention financière.

Elle donne lieu à la transmission d'un rapport d'activité annuel, établi par la commune sur l'avancement de la convention territoriale des quartiers concernés et versé au rapport global établi tous les deux ans (rapports bi-annuels du Contrat de ville) par l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière*



*après en avoir délibéré*

*approuve*

*le principe du cofinancement par l'Eurométropole de Strasbourg du coût de l'ingénierie de projet mise en place par les communes signataires du Contrat de ville, à hauteur de 50 % du coût salarial annuel et plafonné à 22 900 € pour un ETP, sur la base des états déclaratifs de présence communiqués par les communes, soit :*

- pour la commune de Bischheim : 9 160 € pour 0,4 ETP,*
- pour la commune de Schiltigheim : 11 450 € pour 0,5 ETP,*
- pour la commune d'Illkirch-Graffenstaden : 22 900 € pour 1 ETP,*
- pour la commune de Strasbourg : 128 240 € pour 5,6 ETP,*

*décide*

*d'imputer cette participation d'un montant total de 171 750 € au titre de l'année 2023, sur les crédits ouverts sous la fonction 020, nature 657341, programme 8041, activité DL04B, dont le solde disponible avant le présent conseil est de 190 000 €,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières correspondantes avec les communes.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162961-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Versement du fonds de concours métropolitain pour les écoles de musique de l'agglomération.**

#### **Numéro E-2023-709**

Afin de rechercher une plus grande cohérence de l'action publique, une plus grande solidarité intercommunale et un meilleur service aux usagers, le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg s'est déclaré favorable, lors de la délibération du 18 décembre 1998, à l'instauration, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, d'un fonds de concours communautaire pour les écoles de musique de l'agglomération. Conformément au Code général des collectivités territoriales (art. L5215-26), le soutien de l'Eurométropole au travers du fonds de concours ne peut être supérieur à la moitié des dépenses totales d'entretien et de maintenance de l'école de musique considérée, de sorte que la part prise en charge par la commune bénéficiaire ne soit pas inférieure à celle assurée par l'Eurométropole.

Par ailleurs, la contribution de l'Eurométropole de Strasbourg est calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 73,93 € par élève domicilié dans une commune de l'Eurométropole. Le montant de cette contribution ne peut pas dépasser 49 % des dépenses totales d'entretien et de maintenance de l'école de musique considérée afin que celle-ci ne soit pas supérieure aux dépenses assurées par la commune.

Les écoles de musique des communes de l'Eurométropole de Strasbourg accueillent cette année 7 396 élèves domiciliés dans une commune de l'Eurométropole.

En conséquence, et après vérification pour chaque commune que le montant du fonds n'excède pas les dépenses effectuées par les communes relatives aux frais d'entretien et de maintenance des équipements, l'Eurométropole de Strasbourg procèdera au versement d'un fonds de concours d'un montant total de 544 721,10 € aux communes disposant d'une école de musique.

Il est proposé la répartition suivante :

	<b>Effectif élèves 2023</b>	<b>Montant 2023</b>
<b>Ville de Bischheim</b>	316	23 361,88 €
<b>Ville de Blaesheim</b>	32	2 365,76 €
<b>Ville d'Eckbolsheim</b>	152	11 237,36 €
<b>Ville d'Entzheim</b>	112	8 280,16 €
<b>Ville d'Eschau</b>	138	10 202,34 €
<b>Ville de Fegersheim</b>	155	10 594 €
<b>Ville de Geispolsheim</b>	168	12 420,24 €
<b>Ville de Hoenheim</b>	178	13 159,54 €
<b>Ville d'Illkirch- Graffenstaden</b>	447	33 046,71 €
<b>Ville de La Wantzenau</b>	270	19 661,10 €
<b>Ville de Lingolsheim</b>	273	20 182,89 €
<b>Ville de Lipsheim</b>	18	1 330,74 €
<b>Ville de Lampertheim</b> (école de musique Ravel)	368	4 049 €
<b>Ville de Vendenheim</b> (école de musique Ravel)		7 614,79 €
<b>Ville de Mundolsheim</b> (école de musique Ravel)		14 342,42 €
<b>Ville d'Oberhausbergen</b>	238	17 595,34 €
<b>Ville d'Ostwald</b>	135	9 980,55 €
<b>Ville de Schiltigheim</b>	446	32 972,78 €
<b>Ville de Souffelweyersheim</b>	117	8 649,81 €
<b>Ville de Strasbourg</b>	3647	269 622,71 €
<b>Ville de Wolfisheim</b>	131	9 684,83 €
<b>Ville de Hangenbieten</b> (GEM les châteaux)	55	1 992,41 €
<b>Ville d'Achenheim</b> (GEM les châteaux)		2 073,74 €
<b>TOTAL</b>	<b>7396</b>	<b>544 721,10 €</b>

Je vous propose de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*l'attribution d'un fonds de concours de l'Eurométropole pour :*

Ville de Bischheim	23 361,88 €
Ville de Blaesheim	2 365,76 €
Ville d'Eckbolsheim	11 237,36 €
Ville d'Entzheim	8 280,16 €
Ville d'Eschau	10 202,34 €
Ville de Fegersheim	10 594 €
Ville de Geispolsheim	12 420,24 €
Ville de Hoenheim	13 159,54 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	33 046,71 €
Ville de La Wantzenau	19 661,10 €
Ville de Lingolsheim	20 182,89 €
Ville de Lipsheim	1 330,74 €
Ville de Lampertheim (école de musique Ravel)	4 049 €
Ville de Vendenheim (école de musique Ravel)	7 614,79 €
Ville de Mundolsheim (école de musique Ravel)	14 342,42 €
Ville d'Oberhausbergen	17 595,34 €
Ville d'Ostwald	9 980,55 €
Ville de Schiltigheim	32 972,78 €
Ville de Souffelweyersheim	8 649,81 €
Ville de Strasbourg	269 622,71 €
Ville de Wolfisheim	9 684,83 €
Ville de Hangenbieten (GEM les châteaux)	1 992,41 €
Ville de Achenheim (GEM les châteaux)	2 073,74 €
TOTAL	544 721,10 €

*Les crédits nécessaires sont inscrits sous l'imputation CU01B – fonction 311 – Nature 657341 – chapitre 65, dont le disponible avant le présent Conseil est de 558 127 €,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer toute convention précisant les modalités de versements aux communes.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162181-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Attribution de bourses à des auteurs et autrices du territoire eurométropolitain dans le cadre du dispositif "Aide au concept des œuvres audiovisuelles et cinématographiques".**

#### **Numéro E-2023-760**

L'« Aide au concept des œuvres audiovisuelles et cinématographiques », est un dispositif qui vise à accompagner les auteurs et autrices de l'Eurométropole dans la phase de pré-écriture de leurs projets audiovisuels et cinématographiques, qu'ils ou elles aient déjà une expérience préalable dans ce domaine ou non.

Ce dispositif destiné aux acteurs et actrices du territoire eurométropolitain a fait l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du vendredi 24 mars 2023 (Numéro E-2023-144) qui a permis de valider son lancement et le principe d'attribution de bourses.

Ce dispositif propose un accompagnement à la création cinématographique des auteurs et autrices qui comprend l'attribution d'une bourse ainsi qu'un accompagnement individualisé par des actions de mentorat. Les bourses allouées sont d'un montant maximum de 5 000 €.

Le comité de sélection du 18 septembre 2023 a retenu 18 projets parmi les 100 candidatures proposées pour un montant total de 55 000 € qui se détaille comme suit :

<b>« Zombie de cité » Projet porté par BABA Mikail</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« La peau sous les carreaux » Projet porté par SALLES Clément</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« Grosse » Projet porté par CHEVALIER Emma</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« Les cendres d'Ignes » Projet porté par DELAY Geraldine</b>	<b>2 500 €</b>

<b>« Bulle de métal » Projet porté par FRONTIN Esteban</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« Humanimaux » Projet porté par HUMBERT Gauthier</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« Zourkhaneh » Projet porté par ROSHAN Ariana</b>	<b>3 500 €</b>
<b>« Les 2 vies de Clara Melville » Projet porté par FONTAINE Gilles</b>	<b>3 000 €</b>
<b>« Le chant du cygne d'argent » Projet porté par GALAN Fanny</b>	<b>4 000 €</b>
<b>« Aux tours du Ciel » Projet porté par KLEINSCHMIDT Léo</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« ¡ EL ALBAICÍN NO SE VENDE ! » Projet porté par CASTILLO Hilda</b>	<b>4 000 €</b>
<b>« Mamie en garde alternée » Projet porté par LAMBERT Lizzie</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« Nos Queens » Projet porté par CHEHREHGOSHA Afsaneh</b>	<b>4 000 €</b>
<b>« Une année à St-Jo » Projet porté par SPEGT Léa</b>	<b>3 000 €</b>
<b>« Ce qui nous revient » Projet porté par FLUHR Simone</b>	<b>3 500 €</b>
<b>« ROPA » Projet porté par SARTINI Anais</b>	<b>3 500 €</b>
<b>« Les grottes » Projet porté par ARUN Mali</b>	<b>2 500 €</b>
<b>« L'étrangère » Projet porté par SESCOU Bianca</b>	<b>4 000 €</b>

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

*d'attribuer aux lauréats, dans le cadre du dispositif « Aide au concept des œuvres audiovisuelles et cinématographiques » les montants suivants :*

*au titre du budget 2023*

<i>BABA Mikail</i>	<i>2 500 €</i>
<i>SALLES Clément</i>	<i>2 500 €</i>
<i>CHEVALIER Emma</i>	<i>2 500 €</i>
<i>DELAY Geraldine</i>	<i>2 500 €</i>
<i>FRONTIN Esteban</i>	<i>2 500 €</i>
<i>HUMBERT Gauthier</i>	<i>2 500 €</i>
<i>ROSHAN Ariana</i>	<i>3 500 €</i>
<i>FONTAINE Gilles</i>	<i>3 000 €</i>
<i>GALAN Fanny</i>	<i>4 000 €</i>
<i>KLEINSCHMIDT Léo</i>	<i>2 500 €</i>
<i>CASTILLO Hilda</i>	<i>4 000 €</i>
<i>LAMBERT Lizzie</i>	<i>2 500 €</i>
<i>CHEHREHGOSHA Afsaneh</i>	<i>4 000 €</i>
<i>SPEGT Léa</i>	<i>3 000 €</i>
<i>FLUHR Simone</i>	<i>3 500 €</i>
<i>SARTINI Anais</i>	<i>3 500 €</i>
<i>ARUN Mali</i>	<i>2 500 €</i>
<i>SESCU Bianca</i>	<i>4 000 €</i>

*les propositions ci-dessus représentent une somme de 55 000 € à imputer sur les crédits ouverts sur la ligne AU10J – fonction 317 - nature 65131 du budget 2023,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les notifications de bourse et arrêtés correspondants.*

**Adopté le 10 novembre 2023**  
**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**  
**transmission au contrôle de légalité préfectoral**  
**le 16 novembre 2023**  
(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162377-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)**  
**le 16 novembre 2023**



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Versement du fonds de concours aux bibliothèques/médiathèques municipales du réseau Pass'relle.

#### Numéro E-2023-1004

Par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg du 18 mars 2011, un fonds de concours a été mis en place à destination des bibliothèques/médiathèques municipales du réseau Pass'relle. L'objectif est de soutenir financièrement les bibliothèques de proximité qui contribuent activement au développement de la lecture publique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg verse aux communes membres du réseau Pass'relle ce fonds de concours qui couvre 45 % des frais de structures liés aux bâtiments à l'exclusion de toute autre dépense. Ces frais de structures sont : eau, gaz, électricité, téléphone et internet, chauffage, assurance, contrat de maintenance, nettoyage, loyer, petits équipements liés à l'entretien du bâtiment.

Sur la base d'un état certifié par la commune et le comptable public, il vous est proposé de maintenir le versement du fonds de concours à destination de ces communes, comme ci-dessous :

<i>Communes</i>	<i>Frais selon état certifié 2022</i>	<i>Montant à verser (45%) 2023</i>
<i>Achenheim</i>	<i>11 980,76 €</i>	<i>5 391,34 €</i>
<i>Bischheim</i>	<i>64 779,42 €</i>	<i>29 150,74 €</i>
<i>Blaesheim</i>	<i>11 753,58 €</i>	<i>5 289,11 €</i>
<i>Eckbolsheim</i>	<i>19 568,76 €</i>	<i>8 805,94 €</i>
<i>Eckwersheim</i>	<i>5 142,74 €</i>	<i>2 314,23 €</i>
<i>Eschau</i>	<i>20 538,77 €</i>	<i>9 242,45 €</i>
<i>Fegersheim</i>	<i>23 051,06 €</i>	<i>10 372,98 €</i>
<i>Hangenbieten</i>	<i>12 463,35 €</i>	<i>5 608,51 €</i>

<i>Holtzheim</i>	<i>37 212,47 €</i>	<i>16 745,61 €</i>
<i>La Wantzenau</i>	<i>15 784,93 €</i>	<i>7 103,22 €</i>
<i>Lampertheim</i>	<i>29 064,00 €</i>	<i>13 078,80 €</i>
<i>Lipsheim</i>	<i>14 351,92 €</i>	<i>6 458,36 €</i>
<i>Mundolsheim</i>	<i>16 771,37 €</i>	<i>7 547,12 €</i>
<i>Niederhausbergen</i>	<i>5 092,57 €</i>	<i>2 291,66 €</i>
<i>Oberhausbergen</i>	<i>23 773,99 €</i>	<i>10 698,30 €</i>
<i>Plobsheim</i>	<i>6 331,57 €</i>	<i>2 849,21 €</i>
<i>Reichstett</i>	<i>27 427,16 €</i>	<i>12 342,22 €</i>
<i>Souffelweyersheim</i>	<i>17 622,92 €</i>	<i>7 930,31 €</i>
<i>Vendenheim</i>	<i>44 740,17 €</i>	<i>20 133,08 €</i>
<i>Wolfisheim</i>	<i>24 471,10 €</i>	<i>11 012,00 €</i>
<b>TOTAL</b>	<b>431 922,61 €</b>	<b>194 365,17 €</b>

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*les montants à verser ci-dessus, d'un montant total de 194 365,17€,*

*décide*

*le versement du fonds de concours,*

*autorise*

*l'émission des mandats sur l'imputation budgétaire AU14F 657341.*

<p><b>Adopté le 10 novembre 2023</b> <b>par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg</b></p>
---

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161799-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Aéroport International de Strasbourg : financement exceptionnel du dispositif de baisse des taxes aéroportuaires pour l'année 2023.**

#### **Numéro E-2023-323**

Le statut européen et international de Strasbourg nécessite une desserte aérienne efficace et bien connectée aux grands pôles métropolitains européens.

Différents dispositifs concourent déjà à renforcer cette accessibilité aérienne :

- le volet accessibilité européenne du contrat triennal, qui permet l'exploitation de lignes aériennes sous obligation de service public (Amsterdam, Madrid et appel d'offre en cours sur Berlin et Varsovie),
- une offre incitative de baisse de redevances aéroportuaires pour toute création de nouvelles lignes par les compagnies aériennes existantes ou entrantes.

Ces engagements ont été complétés par la mise en place d'un dispositif de baisse de la taxe d'aéroport qui couvre les missions régaliennes confiées au gestionnaire de l'aéroport, missions de sûreté (contrôle passagers et bagages), de sécurité (pompiers d'aéroport, péril animalier), environnementales (bruit aéronautique).

Afin de soutenir la reprise du développement commercial après de fortes turbulences liées à la chute du transport aérien pour les exercices 2020, 2021 et 2022, il est proposé ici et de manière exceptionnelle le soutien aux efforts de compétitivité de l'aéroport. Ce soutien s'inscrit au-delà des engagements prévus au contrat triennal 2021 – 2023 qui ne validait le financement partenarial des taxes uniquement pour l'année 2021.

La suppression de la contribution conduirait à une augmentation significative du niveau de la taxe qui serait de nature à ralentir voire remettre en cause la reprise des activités aériennes à l'aéroport de Strasbourg, dont le volume prévisionnel de passagers 2023 est fixé à 1 030 000 passagers, soit + 15 % par rapport à 2022.

Cette ambition commerciale est soutenue par un programme d'investissement ambitieux auquel l'Eurométropole a contribué par le biais d'un apport en compte courant d'actionnaire de 2 050 000 € en 2022 :

- réfection de la piste et des voies de circulation en avril 2023 (durée 20 ans),
- début des travaux du nouveau pavillon d'honneur,

- nouveaux postes filtrage sûreté-sécurité et sécurité bagages,
- investissements d'économie d'énergie (3 M €) : bornes de recharge véhicules électriques, centrale biomasse, efficacité énergétique de l'aérogare.

L'Eurométropole de Strasbourg doit ainsi se prononcer sur le financement de la baisse de taxe 2023 à hauteur de 1,2 M € répartis comme suit : 1,1 M € en fonctionnement et 0,1 M € en investissement, étant précisé que ces crédits sont bien intégrés au budget.

<b>Nature du soutien</b>	<b>Région Grand Est</b>	<b>CEA</b>	<b>EMS</b>	<b>TOTAL</b>
Fonctionnement	0,8 M€	1,1 M€	1,1 M€	3 M€
Investissement	0,1 M€	0,1 M€	0,1 M€	300 K€
<b>Total</b>	<b>0,9 M€</b>	<b>1,2 M€</b>	<b>1,2 M€</b>	<b>3,300 M€</b>

Cette enveloppe de 1,2 M € est stable par rapport aux exercices précédents et ces crédits sont inscrits au budget.

Par ailleurs, les actionnaires locaux de l'aéroport restent mobilisés auprès de l'Etat pour substituer au dispositif baisse de taxe, un statut fiscal dérogatoire pérenne qui permette à l'aéroport de Strasbourg de réduire durablement l'écart de compétitivité avec les aéroports voisins et concurrents de Baden-Baden et Bâle-Mulhouse. Cet objectif constitue l'un des éléments importants de l'étude en cours sur la coopération des aéroports du Rhin supérieur, issue du contrat triennal.

Enfin, il est précisé que les engagements à venir de la collectivité en faveur du soutien aéroportuaire s'inscriront exclusivement dans les engagements du contrat triennal 2024-2026, outil partenarial associant Etat et collectivités locales. Ces engagements devront s'intégrer dans une démarche de recettes à court et moyen terme en particulier sur l'aménagement des friches qui conduira ainsi de manière progressive à réduire puis compenser les dépenses des collectivités à ce dispositif.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

- *de soutenir le dispositif de baisse de taxe 2023 de l'aéroport international de Strasbourg,*
- *d'attribuer à la société d'exploitation de l'aéroport international de Strasbourg un soutien financier de 1,2 M€ répartis comme suit : 1,1 M€ en fonctionnement et 0,1 M€ en investissement,*
- *d'imputer les crédits en résultant sur les lignes budgétaires suivantes : fonction 633 – Nature 65748 – Programme 8021 – Service DU01V en fonctionnement,*

*fonction 633 – Nature 20422 – Programme 7107 – Service DU01 en investissement,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention de financement jointe en annexe à la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-158763-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# CONVENTION DE FINANCEMENT CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DES MISSIONS REGALIENNES POUR 2023

## ENTRE :

La société **Aéroport de Strasbourg-Entzheim**, sise RD221, Route de l'Aéroport, 67 960 ENTZHEIM, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 528 862 956, représentée par son Président du Directoire, Monsieur Renaud PAUBELLE, dûment habilité aux fins des présentes, et dénommée dans la présente convention : « **l'Aéroport** »,

D'une part,

## ET :

La REGION GRAND-EST, sise 1 place Adrien ZELLER – 67070 STRASBOURG, représentée par son Président, Monsieur Franck LEROY, dûment habilité par décision N°23CP-1277 de la Commission Permanente en date du 22 septembre 2023, et dénommée dans la présente convention : « **la Région Grand-Est** » ;

La COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE, sise Place du Quartier Blanc – 67000 STRASBOURG, représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment habilité par décision N°XXX de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace en date du 7 juillet 2023, et dénommée dans la présente convention : « **la CEA** » ;

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, sise 1 place de l'Etoile - 67000 STRASBOURG, représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, dûment habilitée par décision du Conseil Métropolitain en date du 10 novembre 2023, et dénommée dans la présente Convention : « **l'EMS** » ;

Ensemble dénommées dans la Convention : « les Collectivités locales » ;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

## **PREAMBULE :**

Le Contrat triennal 2021-2023 signé le 9 mai 2021 a notamment pour priorité de poursuivre l'amélioration de l'accessibilité multimodale de Strasbourg, capitale européenne et conforter l'attractivité européenne et internationale de Strasbourg afin de densifier la présence d'institutions et de partenaires européens.

Pour conforter l'offre aérienne au départ de l'Aéroport de Strasbourg-Entzheim, les Collectivités signataires du Contrat triennal ont notamment accepté, à titre transitoire, de reconduire le dispositif de compensation des taxes aéroportuaires. A ce titre, les collectivités ont décidé de mobiliser un montant total de 3,297 M€ pour l'année 2022.

Considérant que la reprise de l'activité aérienne n'a pas encore permis de dépasser l'ensemble des conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19 sur laquelle s'ajoute un renchérissement significatif des prix de l'énergie,

Considérant que la suppression de la contribution conduirait à une augmentation significative du niveau de la taxe sécurité sûreté (nouvelle appellation de la taxe d'aéroport), de nature à ralentir voire remettre en cause la reprise des activités aériennes à l'aéroport de Strasbourg,

Considérant l'intérêt des collectivités de faire évoluer le dispositif pour introduire une part d'investissement,

Les parties prennent acte de cette situation et conviennent de reconduire le dispositif de compensation des missions régaliennes pour l'année 2023 en introduisant une part d'investissement.

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Grand Est n°23CP-1277 relative à la réduction des taxes aéroportuaires de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim pour l'année 2023, en date du 22 septembre 2023 ;

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace relative au financement de la baisse de taxe d'aéroport sur l'aéroport de Strasbourg-Entzheim pour l'année 2023, en date du 7 juillet 2023 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg relative au dispositif de baisse de la taxe d'aéroport 2023 en date du 10 novembre 2023 ;



## ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET

Les Collectivités locales décident de poursuivre la prise en charge d'une partie des coûts des missions régaliennes de l'Aéroport de Strasbourg. Cette convention a pour objectif de contribuer à préserver la compétitivité de l'Aéroport et de manière plus générale de contribuer à l'accessibilité de Strasbourg et le développement économique et touristique de la Région.

## ARTICLE 2 - DUREE

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

## ARTICLE 3 - FINANCEMENT DE LA BAISSSE DE TAXES

Le financement du mécanisme de compensation des missions régaliennes entrant dans le dispositif de la taxe d'aéroport, pour l'année 2023, est réparti tel que :

Nature du soutien	Région Grand Est	CEA	EMS	TOTAL
Fonctionnement	0,8 M€	1,1 M€	1,1 M€	3 M€
Investissement	0,1 M€	0,1 M€	0,1 M€	300 K€
<b>Total</b>	<b>0,9 M€</b>	<b>1,2 M€</b>	<b>1,2 M€</b>	<b>3,300 M€</b>

Sur les 3,3 millions d'euros, 3 M€ compensent les charges de fonctionnement et 300 K€ financent le programme d'investissement lié aux missions régaliennes, en particulier le projet Standard 3, consistant au renouvellement du tri-bagage et des équipements de sureté aux normes standard 3.1 dans le cadre de réglementation européenne en matière de sûreté.

## ARTICLE 4 - APPELS DE FONDS ET MODALITES DE VERSEMENT

En ce qui concerne l'appel de fonds en fonctionnement, dès la signature de la présente Convention par les Parties, un appel de fonds unique à hauteur du montant de la participation de chaque partenaire sera transmis par le bénéficiaire.

En ce qui concerne l'appel de fonds en investissement, l'aéroport produira à l'appui de l'appel de fonds unique :

- une attestation indiquant la participation prévisionnelle sur fonds propres du bénéficiaire ainsi que les montants des cofinancements publics ;
- un état récapitulatif des dépenses réalisées au titre du projet standard 3, d'un montant supérieur au montant total des contributions en investissement des Collectivités locales signataires (i.e. 300 k€).

Tant en ce qui concerne les participations au titre du fonctionnement que les participations au titre de l'investissement, le règlement des participations interviendra par virement des fonds sur le compte du bénéficiaire, après transmission d'un relevé d'identité bancaire (RIB) et dans un délai d'un mois maximum suivant l'appel de fonds.

## ARTICLE 5 – SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE

Les coûts des missions régaliennes, les recettes de la taxe de sécurité et de sûreté (anciennement taxe aéroport) et d'autres données chiffrées pertinentes telles que le volume de passagers et le compte de résultat général de l'Aéroport seront présentés régulièrement par l'Aéroport lors des réunions du Conseil de Surveillance ou à la demande des Collectivités locales.

Pour éviter une double compensation via le dispositif de la taxe de sécurité et de sûreté, les montants de subventions versées par les Collectivités locales dans le cadre de la présente convention viendront en déduction des coûts intégrés dans la déclaration à la DGAC pour le calcul de la taxe de sécurité et de sûreté.

Si le bilan régalien (produit de la taxe de sécurité et de sûreté + contributions des Collectivités locales – coûts des missions régaliennes) devait être positif, le montant des enveloppes affectées pourrait alors être proportionnellement révisé afin d'éviter toute surcompensation des coûts des missions régaliennes. En cas de surcompensation de ces coûts sur une année, l'Aéroport devra rembourser cette surcompensation.

**Ce bilan régalien ainsi qu'un bilan du projet standard 3 sera transmis par les services de l'Aéroport dans le courant du premier semestre 2024.**

## ARTICLE 6 - LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige. A défaut, tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à ENTZHEIM, le

En quatre exemplaires,

Pour le  
Conseil Régional du  
Grand-Est,

Pour la Collectivité  
Européenne d'Alsace,

Pour l'Eurométropole  
de Strasbourg,

Pour l'Aéroport de  
Strasbourg-Entzheim,

Le Président,

Le Président,

La Présidente,

Le Président du  
Directoire,

Franck LEROY

Frédéric BIERRY

Pia IMBS

Renaud PAUBELLE

Aéroport International de Strasbourg : financement exceptionnel du dispositif de baisse des taxes aéroportuaires pour l'année 2023.

<p><b>Pour</b></p> <p><b>65</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BAUR Jacques, BOULALA Bruno, BREITMAN Rebecca, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MISTLER Anne, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAEZEL Françoise, SCHANN Gérard, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia</p>
<p><b>Contre</b></p> <p><b>3</b></p>	<p>CHADLI Yasmina, SPLET Antoine, TURAN Hulliyya</p>
<p><b>Abstention</b></p> <p><b>4</b></p>	<p>BRASSAC Christian, DUPRESSOIR Sophie, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina</p>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Agence de Développement d'Alsace (ADIRA) : subvention de fonctionnement  
2023.**

### **Numéro E-2023-1016**

La collectivité s'engage à travers la présente délibération à soutenir financièrement l'objet général de l'Agence de développement d'Alsace - l'ADIRA - pour le développement d'actions sur le territoire de l'Eurométropole.

En tant que référent de proximité de la Région Grand Est, l'ADIRA a accompagné entre autres en 2022 : l'investissement de Bongard à Holtzheim, la réorganisation des « utilities » d'Octapharma à Lingolsheim, la réflexion de modernisation du site d'Herta à Illkirch.

L'agence fait également partie du comité d'agrément du P2I et a donc participé à ce titre à l'accompagnement des projets de Biosynex (relocalisation de production), Polyplus Transfection (nouvel investissement productif) notamment.

L'ADIRA a également contribué à l'implantation de Start-ups sur l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec Invest Eastern France. L'agence élabore des programmes de rendez-vous et visites qui visent à la mise en avant des atouts et la présentation de l'écosystème local. Elle associe les acteurs privés et publics en fonction des thématiques. En 2022, les implantations des sociétés suivantes peuvent être citées : Iome, Wwi, SpacePharma et Skysun.

L'agence établit ses orientations budgétaires pour l'exercice 2023 à 4 475 000 €, comme en 2022.

Au titre de l'exercice 2023, il est donc proposé de reconduire la subvention de fonctionnement à hauteur de 175 000 € conformément au montant budgété.

Pour cet exercice, comme pour les exercices précédents, la collaboration entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ADIRA s'établira sur la base d'une convention d'objectifs adossée à une convention financière, jointe à la présente délibération.

L'application budgétaire des accords de Matignon, qui prévoit une montée en puissance des subventions des EPCI (20 % du budget de l'agence), suite à la signature des nouveaux statuts, sera proposée sur le budget 2024.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le projet de convention financière et d'objectifs fixant les conditions et modalités du versement d'une subvention à l'ADIRA pour l'exercice 2023, document annexé à la présente délibération,*

*décide*

- *l'attribution d'une subvention de 175 000 € à l'ADIRA au titre du fonctionnement général de l'association pour l'exercice 2023 dans les conditions et modalités précisées par la convention financière et d'objectifs susvisée,*
- *l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 632-65748-PROG 8011-DU02B dont le disponible avant la présente séance du Conseil est de 175 000 €,*

*autorise*

*Monsieur Syamak AGHA BABAEI, Vice-président, à signer la convention financière et d'objectifs susvisée, ainsi que les éventuels avenants, et tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162448-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**Attribution de subvention**

**Délibération Conseil de l'Eurométropole  
du 10 novembre 2023**

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant octroyé</b>	<b>Montant octroyé N-1</b>
<b>ADIRA</b>	Subvention générale de fonctionnement Exercice 2023	336 061 €	175 000 €	157 085€
<b>TOTAL</b>		336 061 €	<b>175 000 €</b>	

## CONVENTION FINANCIERE exercice 2023

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son vice-président, M. Syamak AGHA BABAEI,  
et
- l'ADIRA – l'Agence de développement d'Alsace, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Mulhouse, et dont le siège est situé 68 rue Jean Monnet à 68200 MULHOUSE, représentée par son Président, M. Frédéric BIERRY,

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 6 octobre 2023.

L'association et l'Eurométropole de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs annexée à la présente convention financière. Dans ce cadre, et pour l'année en cours, la présente convention définit les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

### IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT

#### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

L'association a notamment pour objet l'accompagnement à l'extension des activités industrielles existantes, l'implantation d'industries nouvelles et d'activités tertiaires, l'accueil des investisseurs nationaux et étrangers.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement l'objet général de l'association pour le développement d'actions sur le territoire de l'Eurométropole.

#### **Article 2 : Budget prévisionnel**

Le budget prévisionnel de l'ADIRA pour l'exercice 2023 s'élève à 4 475 200 €.

L'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 6 de la présente convention.

#### **Article 3 : Versement de la subvention**

Pour 2023, l'aide de l'Eurométropole à la réalisation de l'objet de la convention s'élève au total à la somme de 175 000 €.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire n° 30087 33080 00010196701 05 au nom de l'ASS ADIRA auprès du CIC ENTREPRISE STRASBOURG et sera mise en paiement dès vote favorable du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et après signature de la présente convention.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera le remboursement des fonds versés.

#### **Article 4 : Engagements de l'association**

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;
- ✓ ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (*ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice*), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif<sup>1</sup>, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes<sup>2</sup> (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : <http://associations.strasbourg.fr> ;
- ✓ le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ respecter les termes de la convention d'objectifs fournie en annexe de la présente convention financière.

#### **Article 5: Contreparties en termes de communication**

L'association s'engage à faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

L'association, dans ses rapports avec les médias, s'engage à faire mention de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg, sur les sujets la concernant.

Les noms et les logos de l'Eurométropole de Strasbourg doivent figurer sur les supports de communication de l'association.

---

<sup>1</sup> règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

<sup>2</sup> la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est au moins à 153 000 €.



## **Article 6 : Non-respect des engagements de l'association**

Le non-respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ la demande de reversement en totalité ou en partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas d'exécution partielle par l'association du budget prévisionnel consigné à l'article 2, la collectivité pourra demander le reversement partiel de la subvention versée, ou réduire le montant d'une future subvention, à due proportion des dépenses non-réalisées.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de demander le reversement des sommes déjà versées.

## **Article 7: Durée**

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

## **Article 8: Pouvoir adjudicateur**

L'ADIRA a l'obligation légale de respecter pour l'ensemble de ses contrats de fournitures, de services ou encore de travaux conclus à titre onéreux avec des tiers, notamment les procédures de passations prescrites par le code et la réglementation de la commande publique.

## **Article 9: Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Madame la Receveuse des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, en deux exemplaires, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Le vice-président

Syamak AGHA BABAEI

Pour l'association

Le Président

Frédéric BIERRY

## **CONVENTION D'OBJECTIFS : ANNEXE A LA CONVENTION FINANCIERE**

La présente convention est établie compte tenu du montant de la subvention accordée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'ADIRA – l'Agence de développement d'Alsace.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS**

La présente convention définit le cadre du partenariat entre l'ADIRA – l'Agence de développement d'Alsace, et l'Eurométropole de Strasbourg, ci-après Eurométropole.

Elle définit les coopérations que les deux parties conviennent d'établir, dans le respect des missions et priorités des actions retenues.

Elle fixe les modalités d'attribution de la subvention que l'Eurométropole accorde à l'ADIRA pour la mise en œuvre de ses missions.

Elle établit les procédures de suivi et d'évaluation des missions qui sont confiées à l'ADIRA par l'Eurométropole.

Par la présente, l'ADIRA s'engage à réaliser les missions exposées ci-après, et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'ALSACE**

En préambule, il convient de rappeler la vocation de l'ADIRA qui est d'accompagner les entreprises et les territoires dans la conception et la réalisation de leurs projets de développement. La présente convention s'inscrit en conformité avec l'objet statutaire de l'ADIRA.

Elle met l'accent notamment sur les missions suivantes :

- l'accompagnement des collectivités locales dans leurs projets de développement,
- le développement d'une offre territoriale organisée et partagée,
- l'accompagnement des entreprises locales et de leurs projets de développement,
- l'accueil, l'installation et le suivi de nouvelles activités et de nouvelles entreprises
- l'accompagnement des entreprises en mutation,
- la mise en œuvre d'actions de promotion, de dynamisation, d'animation ou de valorisation des territoires et des entreprises,

La collaboration entre l'Eurométropole et l'ADIRA s'établira en 2023 dans le respect du périmètre des missions citées ci-dessus et s'articulera autour des objectifs énumérés ci-après.

#### **Objectif 1 : Animation de réseaux**

- Pour permettre de passer en revue les dossiers économiques d'actualité et d'effectuer un suivi des dossiers, des réunions trimestrielles composées de membres de l'ADIRA, de l'Eurométropole, et de toutes autres partenaires pouvant être jugés pertinents, seront organisées. En fonction des avancées des projets, des réunions ad-hoc pourront être organisées. Ces réunions s'appuieront sur un tableau de suivi des dossiers actifs sur le territoire de l'Eurométropole et suivis par les deux partenaires.

## **Objectif 2 : Développement endogène**

- L'ADIRA apportera un soutien aux entreprises locales, en particulier industrielles et tertiaires. Il s'agira d'identifier et de faire émerger de nouveaux projets de développement. L'ADIRA accompagnera l'entreprise sur l'ensemble des aspects : stratégiques, financiers, aides publiques... Pour ce faire, l'Agence s'appuiera à la fois sur ses compétences propres, sur les services de l'Eurométropole de Strasbourg et sur ses réseaux de partenaires (Alsace Innovation, BPI...).
- Pour l'aspect foncier et immobilier des demandes de relocalisation d'entreprises résidentes de l'Eurométropole dont l'ADIRA aurait connaissance, l'ADIRA devra favoriser des propositions de sites de relocalisation dans l'Eurométropole de façon prioritaire. De même la direction du développement économique et de l'attractivité (DDEA) sera informée des possibilités de mouvement.
- Afin d'apporter une vision claire et précise des projets suivis par l'ADIRA et par les services de l'Eurométropole sur le territoire de l'agglomération, des échanges réguliers et transparents seront facilités par la nomination d'un référent au sein de chacune des équipes.

## **Objectif 3 : Suivi des comptes-clés**

L'ADIRA a lancé en 2007 une action de contact approfondi, récurrent, personnalisé et confidentiel avec les 120 principaux employeurs industriels du Bas-Rhin afin de détecter menaces et opportunités en matière d'emploi et d'activité sur le territoire.

Concernant les grands comptes établis sur l'Eurométropole qui connaîtraient des mouvements ou une actualité susceptibles d'impacter le territoire de l'agglomération l'ADIRA s'engage à informer ses homologues de l'Eurométropole, charge à l'association de gérer les éventuelles contraintes de confidentialité avec des moyens adaptés. De façon générale lors des échanges prévus dans l'objectif 1, un point d'actualité sur ce sujet sera systématiquement effectué.

- L'ADIRA et l'Eurométropole mettront réciproquement à disposition les données actualisées sur les plus grands comptes industriels et tertiaires de l'Eurométropole.
- Si nécessaire, des comptes rendus des visites communes Eurométropole/ADIRA des comptes-clés du territoire seront produits par les deux partenaires.

## **Objectif 4 : Suivi des entreprises en difficulté**

- L'ADIRA veillera également à porter systématiquement à la connaissance de l'Eurométropole par écrit tous éléments relatifs à ce sujet sensible afin de permettre à la collectivité de se positionner si besoin.

## **Objectif 5 : Veille sur l'offre immobilière et foncière disponibles**

- Sur sollicitation de l'Eurométropole, l'ADIRA mettra à disposition les informations qu'elle détient sur le foncier d'activité privé disponible ainsi que sur l'offre immobilière privée.
- Inversement, l'Eurométropole de Strasbourg mettra à disposition de l'ADIRA les éléments concernant son offre en foncier et immobilier économiques tant d'un point quantitatif que qualitatif dans le cadre de projets de développement et d'implantation endogènes et exogènes.



---

RAPPORT D'ACTIVITÉ  
2022

# SOMMAIRE

02

Ils nous financent et nous font confiance

03

Mot du Président

04

Tribune pour nos principaux financeurs

05-06

Résultats des opérations –  
Conseiller les chefs d'entreprise

07

Résultats des opérations –  
Appuyer l'intelligence collective  
dans les territoires

Résultats des opérations –  
Faire Rayonner l'Alsace

08

Suivi des grands comptes  
industriels et tertiaires

09-18

Conseiller les chefs d'entreprise

19-21

Appuyer l'intelligence collective  
dans les territoires

22-27

Faire rayonner l'Alsace : Marque Alsace

28-29

Informier et rapprocher les acteurs  
économiques

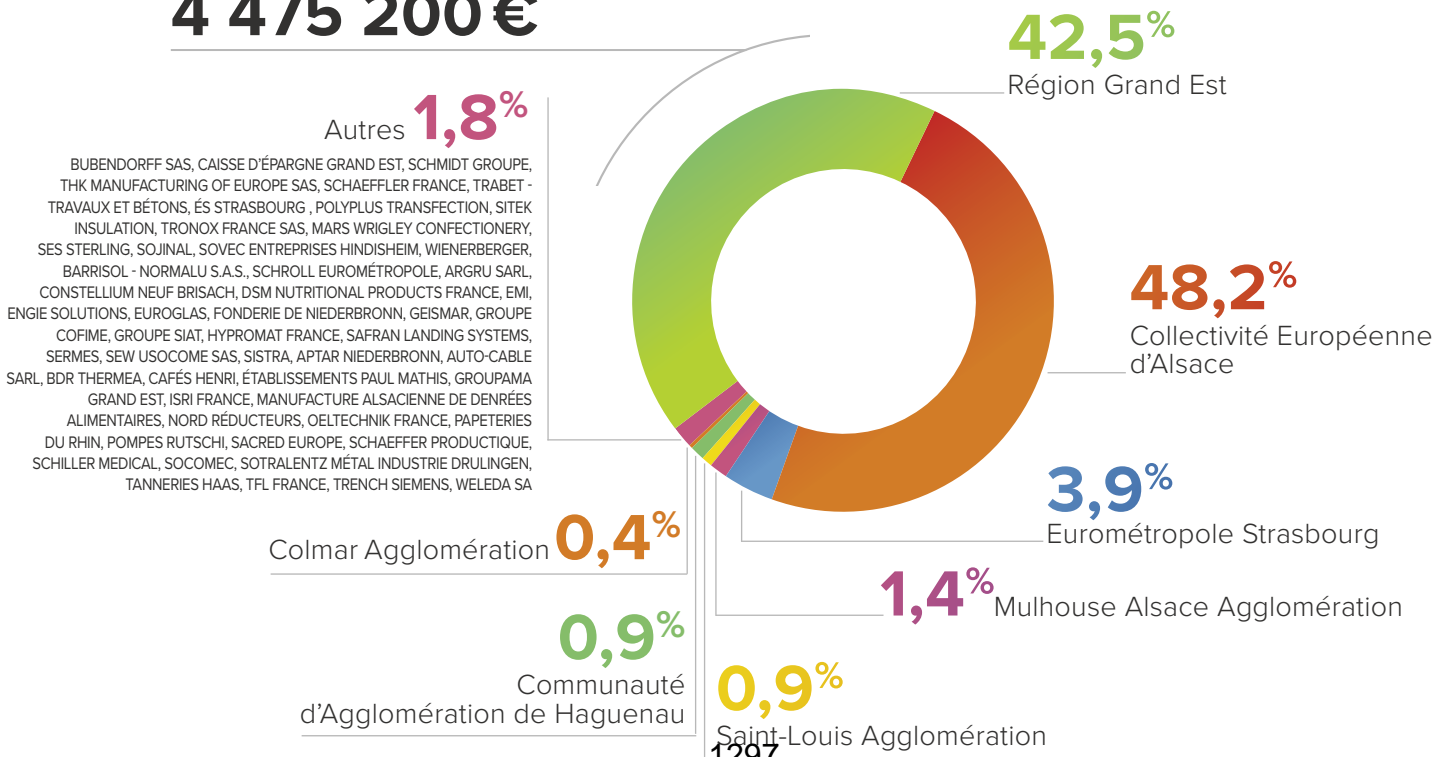
30-31

Notre équipe

## ILS NOUS FINANCENT ET NOUS FONT CONFIANCE

BUDGET 2022

**4 475 200 €**





# Le mot du président

## HONNEUR À L'ESPRIT D'ENTREPRENDRE ALSACIEN !

Pierre Pflimlin fonde en 1950 le Comité d'Étude et d'Action pour l'Économie Alsacienne puis André Bord alors président du Conseil régional d'Alsace crée en 1969 l'Agence de Développement et d'Industrialisation de la Région Alsace (l'ADIRA). Devenu Président de celle-ci en 2015, je suis fier d'avoir inscrit mes pas dans ceux de ces illustres prédécesseurs.

Nous pouvons tout d'abord être heureux d'avoir réussi dès 2016 une fusion sans faille des agences de développement haut-rhinoise et bas-rhinoise qui s'étaient créées entre temps. Je dirai même avec ironie que certains auraient pu y voir une sorte de convergence avant l'heure de ce que la Collectivité européenne d'Alsace est advenue par la fusion de ces entités politiques et administratives haut-rhinoises et bas-rhinoises. Plus sérieusement, je suis très heureux d'avoir pu cosigner en 2018 les Accords de Matignon qui annonçaient la future loi Alsace portant sur la création de la Collectivité européenne d'Alsace. Ces accords ont permis expressément de consolider le financement et la gouvernance de l'ADIRA.

Désormais, chacun convient par ailleurs que l'ADIRA a su s'adapter aux impératifs de notre époque. Son modèle à n'en pas douter est en effet à l'image des exigences de nos contemporains pour lesquels il faut avoir la capacité d'agir vite et loin, avec précision et expertise dans un contexte économique et d'aménagement du territoire toujours plus concurrentiel. Autant de facteurs clefs de succès que l'ADIRA maîtrise sans aucun doute possible. En témoignent les résultats remarquables obtenus à nouveau lors de cet exercice 2022 dont fait état ce Rapport d'activité.

Je ne peux qu'apprécier également le formidable lien de confiance qui unit à l'ADIRA les entreprises de toutes tailles y compris les fleurons internationaux de notre économie alsacienne. Je suis convaincu pour ma part que notre agence est un merveilleux outil de développement au carrefour des attentes des entrepreneurs alsaciens et des objectifs des politiques publiques économiques de nos collectivités locales. À l'instar des très nombreux maires, élus et responsables des grandes intercommunalités alsaciennes,

je suis très heureux de constater également que l'ADIRA travaille au plus près des uns et des autres avec un sérieux et une efficacité que beaucoup nous envient à raison.

Renforcer l'équipe Territoires de l'ADIRA était mon souhait en 2022, il est désormais exaucé. Mais ne nous y trompons pas, ce n'est pas un organigramme qui fait et fera le succès du développement économique de nos territoires alsaciens. C'est bien au contraire avec celles et ceux qui, d'une part, expriment leurs attentes légitimes d'élus pour leurs communes et leurs intercommunalités et, d'autre part, avec celles et ceux côté ADIRA qui les conseillent et les accompagnent en experts pour mettre en œuvre leurs stratégies de développement que se joue une part de l'avenir économique de l'Alsace.

Pour conclure ce dernier édit de mon mandat de Président de l'ADIRA, je ne peux que me féliciter du succès remarquable de la Marque Alsace, un formidable outil au service de l'attractivité économique alsacienne. Une Marque Alsace qui démontre que le marketing territorial est un atout sérieux particulièrement efficace pour servir l'excellence de nos entreprises. Je formule le vœu que la Marque Alsace continue à contribuer à sa juste mesure à leur succès.

Enfin, je n'oublierai pas de souligner que dans l'ADN de notre agence de développement économique, c'est l'esprit d'entreprendre de l'Alsace que chacun reconnaîtra. Un esprit d'entreprendre au service de la création de valeur indispensable pour pérenniser l'emploi, indispensable à la vie sociale et économique des territoires alsaciens que les femmes et les hommes de l'ADIRA honorent au quotidien. C'est pourquoi, je remercie toutes les équipes de notre Agence de développement d'Alsace avec qui j'ai partagé ce formidable mandat. Permettez-moi également de souhaiter au futur Président de l'ADIRA de beaux succès et beaucoup de plaisir à travailler au service du développement et du rayonnement des entreprises et des territoires d'Alsace.

**Frédéric BIERRY**  
Président de l'ADIRA



**POUR VOUS  
& AVEC VOUS**

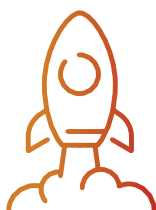


## Conseiller les chefs entreprises



470

PROJETS NOUVEAUX TRAITÉS  
(au total)



314

PROJETS "ENTREPRISES"  
SÛR OU RÉALISÉS  
(au total)



3 993

EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS  
(au total)



2 124 223 000

INVESTISSEMENTS  
(au total en Euros)

### RELATIONS AVEC LES GRANDES ENTREPRISES



RENDEZ-VOUS  
DE PROSPECTION

322



PROJETS  
NOUVEAUX

115



PROJETS  
TRAITÉS

281



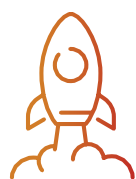
PROJETS SÛRS  
OU RÉALISÉS

87

1300



## AVANCEMENT DES PROJETS « ENTREPRISES »



NOMBRE



EMPLOIS  
(à 3 ans)



INVESTISSEMENTS  
(en Euros)

	NOMBRE	EMPLOIS (à 3 ans)	INVESTISSEMENTS (en Euros)
RÉALISATIONS	233	2166	550 312 000
PROJETS SÛRS	81	1827	1 573 911 000

## NATURE DES PROJETS « ENTREPRISES »



CRÉATIONS



NOMBRE



EMPLOIS  
(à 3 ans)



INVESTISSEMENTS  
(en Euros)



DÉVELOPPEMENT



ASSISTANCE



MUTATIONS  
(réalisées)

	NOMBRE	EMPLOIS (à 3 ans)	INVESTISSEMENTS (en Euros)
CRÉATIONS	23	279	352 820 000
DÉVELOPPEMENT	238	3279	1 771 403 000
ASSISTANCE	40		
MUTATIONS (réalisées)	13	435	

## DÉTAILS DES PROJETS « MUTATIONS » suivis et finalisés



FINALISÉS/  
RÉALISÉS



REPRISES



RESTRUCTURA-  
TIONS



REDRESSE-  
MENT  
JUDICIAIRE



MENACE  
DISPARUE



LIQUIDATIONS



PROJET  
FINALISÉS



EMPLOIS  
MAINTENUS  
OU CRÉÉS

EMPLOIS  
SUPPRIMÉS

	FINALISÉS/ RÉALISÉS	REPRISES	RESTRUCTURA- TIONS	REDRESSE- MENT JUDICIAIRE	MENACE DISPARUE	LIQUIDATIONS
PROJET FINALISÉS	13	6	4	1	2	4
EMPLOIS MAINTENUS OU CRÉÉS	435	222	120	36	57	
EMPLOIS SUPPRIMÉS						168

1301

# Appuyer l'intelligence collective dans les territoires

## PROJETS « DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL » RÉALISÉS



NOMBRE  
135

## DÉTAILS DES PROJETS « DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL »



ACTIONS COLLECTIVES

15



COMMUNICATION  
+ ÉVÉNEMENTS

104



GROUPES DE TRAVAIL

8



OBSERVATOIRE

5



PÉPINIÈRE / HÔTEL  
D'ENTREPRISES / COUVEUSE

1



FRICHES

2

## RÉSULTATS MARQUE ALSACE 2022

# Faire rayonner l'Alsace



2 500 000 FANS

+de 750  
publications

+de 89 000 000  
affichages

+de 14 000 000  
interactions et vues de vidéos



10 000  
ENTREPRISES  
PARTENAIRES

865  
nouveaux partenaires  
en 2022

200  
événements organisés  
par les partenaires



137  
ENTREPRISES  
LABELLISÉES

+22  
nouvelles entreprises  
en 2022



48  
ENTREPRISES  
ACCREDITÉES

+17  
nouvelles entreprises  
en 2022

1302

# Suivi des grands comptes industriels et tertiaires

**L'année 2022 a vu se poursuivre et s'intensifier les projets d'investissement des entreprises alsaciennes malgré les tensions internationales.**

Après un exercice 2021 qui a permis à l'ADIRA d'accompagner plus de 1,7 milliard d'euros d'investissement productif dans des grands et beaux comptes, c'est un nouveau record en termes de montant cumulé de projets qui a été atteint en 2022, en franchissant les 2 milliards.

Bon nombre d'entreprises ont décidé de continuer à consacrer une part importante de leur budget à la modernisation de leurs usines afin d'accroître leur capacité de production et de gagner de nouvelles parts de marché.

## *L'ADIRA a également été très sollicitée*

Pour accompagner de nouvelles réflexions d'investissements visant à de meilleures performances environnementales mais également logistiques. Parallèlement, la tendance au renforcement des savoir-faire de recherche & innovation s'est confirmée, comme la recrudescence des investissements exogènes au travers d'implantations ou de relocalisations d'activités aujourd'hui conduites à l'étranger qui ont confirmé l'attractivité du territoire alsacien.

Cette dynamique a profité à beaucoup de secteurs industriels : santé, sciences de la vie, plasturgie, matériel électrique, machine outils, agro-alimentaire, automobile, chimie...

Les difficultés liées aux pénuries de composants, de matières premières ou de conteneurs maritimes, presque toujours évoquées depuis mi-2020, sont moins prégnantes mais ont toutefois laissé place à d'autres interrogations.

- L'explosion des coûts de l'énergie liée à l'invasion de l'Ukraine a été un véritable électrochoc pour nos interlocuteurs. La compréhension des mécanismes de prix et de compensation de l'État, les négociations avec les fournisseurs d'énergie et la sobriété énergétique sont devenues des thèmes récurrents.
- Bon nombre de dirigeants ont fait le constat d'un bon niveau d'activité, sans toutefois l'expliquer. Le report de consommation des confinements ne permettait pas à lui seul de comprendre cette explosion des carnets de commande. En effet, le PIB français n'a statistiquement connu qu'un accroissement annuel de 0,3%

cumulé ces 3 dernières années. Avec la reconstitution des niveaux de stock, il apparaît que les carnets de commandes commencent, désormais, à montrer des signes d'inflexion.

- Le niveau d'inflation a également de fortes répercussions. Avec les augmentations d'intrants et d'énergie, la question du relèvement des prix de vente a été cruciale. Les NAO ont également été vécues comme des moments stratégiques pour conserver la motivation des équipes. Aussi, si les montants de CA pour 2022 sont en grande majorité en progression par rapport à 2021, il convient d'isoler le facteur prix. Il apparaît que beaucoup d'entreprises ont connu - dans le meilleur des cas - un volume de production en stagnation avec en prime des ratios d'EBITDA en recul.
- La disponibilité de la main d'œuvre et la fidélisation des salariés demeurent une préoccupation. Il apparaît même que des plans de croissance sont aujourd'hui remis en question faute de pouvoir recruter.

## *Des restructurations en nombre limité.*

Alors que certaines prévisions laissaient apparaître le risque d'une envolée des projets de restructuration avec notamment la fin de la politique du « quoi qu'il en coûte » et la mise en application des remboursements Urssaf et des PGE, le nombre de PSE accompagnés se situe à un niveau moindre en comparaison de la période avant Covid. Sur le front des procédures collectives - RJ et LJ -, l'ADIRA constate que leur nombre a augmenté sans pour autant exploser au cours de 2022. Si les tribunaux judiciaires ont connu une activité plus intense qu'en 2021, le nombre de dossiers est resté inférieur à la moyenne enregistrée ces 10 dernières années.

Il convient de relativiser le nombre de projets de restructuration accompagnés par l'ADIRA dont l'action se destine essentiellement aux grands comptes et PME à enjeu. Ce segment d'entreprises connaît des niveaux de trésorerie qui les prémunissent d'une potentielle cessation de paiements.

Cette situation financière ne signifie pas qu'il y a moins de risques sur l'emploi. Certaines entreprises doivent prendre des décisions de fermetures d'usines ou de plans de départ contraints ou volontaires. Les quelques restructurations d'envergure que nous avons subies n'étaient pas liées à un manque de liquidités mais à une décision stratégique du groupe, sans signal faible, et donc très difficile à anticiper.

En conclusion, il apparaît probable que l'année 2022 constitue une année charnière avec un bilan financier économique qui revient lentement à une position d'équilibre après la panique du Covid et l'euphorie de la reprise d'activité. C'est avec beaucoup de prudence mais aussi d'enthousiasme que l'ADIRA reste présente, avec l'ensemble de ses partenaires, aux côtés des dirigeants industriels pour leur apporter tout le soutien nécessaire pour se développer.



© Bongard



Quelques projets suivis...

### > À WISSEMBOURG, LES ENTREPRISES SE MOBILISENT POUR RECRUTER

Partageant toutes les mêmes difficultés de recrutement, 4 entreprises de Wissembourg (Etesia, ELYOTEC, Barthel SA et WERIT) ont organisé, avec l'aide de l'ADIRA, un premier Job Dating au sein du Lycée Stanislas pour détecter des talents, générer des recrutements et rendre visible le dynamisme des entreprises du territoire. Cette opération collective, qui s'est tenue en avril 2022, a permis par ailleurs de renforcer les liens entre les entreprises. En tout, plus de 50 postes (stages, alternances, CDD et CDI) ont été proposés par les sociétés participantes, qui disposaient chacune de leur stand: Barthel SA, CNA Travail Temporaire, DBK France, Eiffage Métal, ELYOTEC et EPEI Robotics, Energies Renouvelables Laeuffer, ETESIA SAS, Schiller France, Sitek Insulation, WERIT SAS...

Le succès de cet événement a permis aux entreprises de gagner en visibilité et de rééditer la même action collective en 2023.

### > ROTHELEC ÉLARGIT SON OFFRE DE SERVICES

L'entreprise Rothelec, spécialisée dans la conception et la commercialisation de radiateurs électriques connectés, est installée depuis 2006 sur le Parc économique de la Sauer à Eschbach. Afin de poursuivre son développement et le recrutement de métiers pointus, la société a fait aménager un espace modulable de 500m<sup>2</sup> au centre de Strasbourg (centre d'appels, bureaux individuels et collectifs,...) qui accueille aujourd'hui 20 salariés, effectif qui pourra être doublé prochainement.

Rothelec élargit sans cesse sa gamme de services afin de proposer des solutions d'économie d'énergie pour l'habitat. En plus de l'activité historique de chauffage électrique, elle développe des ballons thermodynamiques et propose des panneaux photovoltaïques pour raccorder les installations de chauffage à des panneaux solaires. Éric Anes est très satisfait de l'accompagnement par l'ADIRA qui l'a mis en relation avec les élus locaux, des start-ups du territoire et des experts. Il a été accompagné sur les démarches territoriales de la Marque Alsace et Fabriqué en Alsace.

### > NATURALVI DONNE UN NOUVEL AVENIR À L'ANCIEN SITE DE TRIVIUM

En forte croissance depuis 2019, l'entreprise Naturalvi, située à Schweighouse-sur-Moder, a souhaité développer de nouvelles lignes de production mais était pénalisée par le manque de foncier. Dans ce contexte, Anne Baumüller a fait l'acquisition du site voisin de l'entreprise Trivium, qui était à vendre. Ce rachat, concrétisé en juillet 2022, a permis à Naturalvi de bénéficier de 5700m<sup>2</sup> supplémentaires, situés juste à côté du site historique. Avec les travaux de rafraîchissement et de modernisation du bâtiment, le projet de reprise s'élève à 5 millions d'euros. Naturalvi a également repris 7 salariés de Trivium. Deux nouvelles lignes de production seront installées courant 2023 dans le nouveau bâtiment et elles généreront de nouvelles embauches.

Anne Baumüller apprécie l'appui reçu de l'ADIRA qui lui a permis d'intégrer des réseaux utiles tels que RESILIAN, de participer à des événements économiques (Job dating, journée «Au cœur de l'industrie» à Haguenau). Lors du rachat du bâtiment de Trivium, l'ADIRA a été très présente à ses côtés. Plusieurs entreprises étaient intéressées par le rachat. Les élus ont souhaité qu'une activité industrielle soit maintenue sur le site. L'aboutissement de ce rachat constitue une belle opportunité pour Naturalvi. L'ADIRA a mis l'entreprise en relation avec des constructeurs, des experts en développement durable et les élus locaux.



© NATURALVI

#### LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES

- > APTAR NIEDERBRONN
- > ERNST
- > EMFI
- > FM LOGISTIC
- > HOFFMANN FRANCE
- > DOMINIQUE DUTSCHER
- > BRENNENSTHUL
- > EIE
- > ROQUETTE
- > SCHILLER MEDICAL
- > CERELIA
- > LEMAÎTRE SÉCURITÉ
- > ETESIA
- > MECALEC

### PAMINA BUSINESS CLUB

Des industriels français et allemands à la rencontre de l'écosystème d'innovation parisien.

La 4<sup>e</sup> édition du PAMINA Business Club on Tour a été organisée par l'ADIRA les 14 et 15 novembre 2022, à Paris, autour des thématiques «5G – industrie – digital – startup».

Une vingtaine de dirigeants et développeurs économiques franco-allemands ont participé à un programme de visites et de rencontres pour échanger sur les futures innovations clés dans le secteur industriel.

Le voyage comprenait plusieurs étapes :

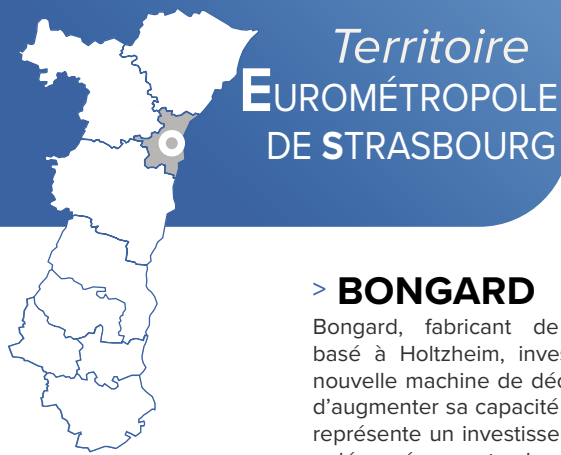
- L'OpenLab de Huawei France, destiné aux développements de solutions pour les industriels ;

- La «Station F», le plus grand campus de startups au monde qui réunit tout un écosystème entrepreneurial ;
- La Maison de l'Alsace pour rencontrer des membres du Club des 100 (dirigeants alsaciens de Paris) et du club Allemagne animé par nos collègues de Choose Paris Region.

La délégation était composée d'industriels d'Alsace et de la TechnologieRegion Karlsruhe, des représentants de réseaux d'industriels comme RESILIAN ou AEN-Automotive Engineering Network, de développeurs économiques franco-allemands de l'espace PAMINA.

1304





## Territoire EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

## CONSEILLER LES CHEFS D'ENTREPRISE

### Quelques projets suivis...

#### > BONGARD

Bongard, fabricant de matériel de boulangerie basé à Holtzheim, investit dans l'acquisition d'une nouvelle machine de découpe, afin de moderniser et d'augmenter sa capacité de production. Le projet, qui représente un investissement de 3,7 millions d'euros, a démarré en septembre 2022. Les nouveaux équipements seront pleinement opérationnels à l'automne 2023, ils généreront la création d'une quinzaine d'emplois.

L'investissement de 3,7 millions d'euros a bénéficié du soutien de la Région Grand Est et du fonds d'accélération des investissements dans les territoires. Bongard souhaite ainsi développer son site industriel sur la commune de Holtzheim et créer une quinzaine de nouveaux emplois.

Bongard vient de fêter son 100<sup>e</sup> anniversaire et emploie 230 personnes à Holtzheim. L'ADIRA accompagne les dirigeants depuis plus de 35 ans.



BONGARD  
fête ses 100 ans.  
©Philippe Stirmweiss

#### > OCTAPHARMA

Cette entreprise familiale, 4<sup>e</sup> opérateur mondial pharmaceutique sur le segment des médicaments dérivés du sang, continue ses importants développements. Présente dans 31 pays, Octapharma dispose de 6 sites de fabrication dans le monde et emploie près de 9 000 personnes, dont près de 800 sur le site alsacien. Ce spécialiste mondial de fractionnement du plasma poursuit son développement sur son site de Lingolsheim depuis 1999.

En 2022, les « Utilities » du site ont été réorganisées et développées. D'autres investissements sont en cours. Les recrutements sont des enjeux majeurs pour le développement de l'entreprise.

L'ADIRA accompagne Octapharma depuis l'origine en partenariat avec la Ville, l'EMS, la Région Grand Est et les acteurs de l'emploi et de la formation.



OCTAPHARMA : nouveaux  
bâtiment « Utilities ».  
© OCTAPHARMA

#### > HERTA

Dans le cadre d'un plan d'investissement national, l'usine Herta d'Illkirch-Graffenstaden a poursuivi en 2022 son programme de 25 M€ de modernisation de ses installations industrielles.

L'usine Herta d'Illkirch-Graffenstaden dont les origines en Alsace remontent à 1920 a été cédée, en décembre 2021, par Nestlé à hauteur de 60 % au groupe espagnol Casa Tarradellas. Avec plus de 350 salariés et une centaine de personnels intérimaires, Herta fabrique en Alsace une centaine de références de jambons et de saucisses, dont la gamme sans nitrite du groupe ainsi que les knackis végétales de la marque numéro 1 de la charcuterie en France. Parmi les best-sellers, figurent les produits Tendre Noix et Le Bon Paris. Au total, 17 000 tonnes sont ainsi expédiées chaque année.

À Illkirch-Graffenstaden plus de 25 M€ sont dédiés à la modernisation des installations agro-alimentaires ainsi qu'à l'extension du laboratoire qualité. L'investissement est planifié sur 4 à 5 ans et vise à améliorer les conditions de travail et l'attractivité du site, renforcer la sécurité, améliorer les performances industrielles et enfin enrichir la gamme des Knackis.

L'ADIRA accompagne les dirigeants de l'entreprise depuis de nombreuses années dans leurs réflexions de modernisation des installations en lien avec les collectivités locales et les services de l'État.

#### > BIOSYNEX



© BIOSYNEX

L'entreprise implantée à Illkirch, sur le PII, poursuit ses développements : après les l'extension de ses capacités de production en 2021 (+1000 m<sup>2</sup>), Biosynex poursuit ses investissements en Alsace : le spécialiste de tests rapides a élargi son champ d'actions par des opérations de croissance externe notamment, et renforce ses activités locales en rapatriant des productions d'Asie pour la fabrication de Paratiko (antimoustiques), Thermoflash (fabrication de thermomètres), et de tests à détection rapide (TDR).

L'ADIRA accompagne l'entreprise depuis sa création, en étroite collaboration avec l'EMS, la Région Grand Est, l'État, et la BPI.

## > POLYPLUS TRANSFECTION

Cette entreprise, née d'une startup créée à Strasbourg il y a 20 ans, est aujourd'hui un acteur majeur des biotechnologies, spécialiste des agents de transfection (cf. ARN) et des outils nécessaires à leur conception et à leur fabrication.

Polyplus Transfection, qui s'était installée fin 2021 dans ses nouveaux locaux du Parc d'Innovation, continue ses développements sur site en lançant un nouvel investissement productif.

L'entreprise poursuit sa croissance et élargit sa plateforme pour être un partenaire clé des sociétés pharmaceutiques. Différents médicaments sont en cours d'études cliniques par les clients de Polyplus Transfection; d'autres développements vont se poursuivre.

L'ADIRA a accompagné l'entreprise, depuis sa création sur les différentes phases : recherche foncière avec l'Eurométropole de Strasbourg, recherche de financements avec la Région Grand Est, l'État.

## > NOVALIX

L'ADIRA a accompagné le développement de l'entreprise sur le Campus Guy Ourisson : l'agence a facilité la connexion avec Sanofi à Strasbourg et préparé, avec la Région Grand Est, l'EMS et Biovalley ces nouveaux développements.

## START RSE/ALSACE EXCELLENCE

En octobre 2022 se sont tenues les Rencontres de la RSE qui ont réunies plus de 100 personnes. La soirée a permis de mettre à l'honneur les dispositifs «Start-RSE» animé par l'Eurométropole de Strasbourg et «Alsace Excellence», animé par l'ADIRA et leur complémentarité.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à accompagner les entreprises et associations de moins de 50 salariés implantées sur son territoire dans leurs premières démarches de transition responsable à travers le dispositif Start-RSE. Les structures sollicitant une aide via ce dispositif peuvent bénéficier d'un accompagnement humain et financier de l'Eurométropole de Strasbourg et d'organismes partenaires dans la conception et la mise en œuvre d'actions de responsabilité environnementale et sociale.

Celui-ci démarre par un diagnostic des pratiques au sein de l'entreprise ou association sous l'angle de la RSE. Par la suite des recommandations sont formulées, sur la base desquelles la structure peut engager un premier projet de RSE, voire s'engager dans des labels ou démarches telles qu'Alsace Excellence.

## > LES STARTUPS

L'ADIRA a contribué à l'implantation de startups sur l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec Invest Eastern France. L'agence élabore des programmes de rendez-vous et visites qui visent à la mise en avant des atouts et la présentation de l'écosystème local. Elle associe les acteurs privés et publics en fonction des thématiques. En 2022, les implantations des sociétés suivantes peuvent être citées : Iome, Wwi, SpacePharma et Skysun.

Quelques exemples :

### *Innovation : SpacePharma implante son siège européen en Alsace*

L'ADIRA a accompagné, avec Invest Eastern France, Grand E-Nov+ IOM et l'Eurométropole de Strasbourg, l'implantation sur le site de l'International Space University au sein du Parc d'Innovation de Strasbourg le siège européen de SpacePharma, une entreprise helvético-israélienne qui développe des laboratoires miniaturisés, installés à bord de satellites, navettes spatiales ou stations spatiales et contrôlés à distance. L'ADIRA a, avec ses partenaires, connecté cette société à l'écosystème très porteur en matière de recherche et d'innovation à l'échelle européenne (BioValley, notamment) ce qui a influé dans la prise de décision à installer ce siège focalisé sur la recherche en santé et pharmacologie sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. L'ADIRA sera le partenaire privilégié de l'entreprise pour toutes les questions liées à sa vie et à son développement sur ce site.

### *IOME : implantation au Centre Paul Strauss de cette start up créée en Suisse*

L'entreprise disposait, au moment de sa création, d'un brevet et travaillait sur le blocage de l'expression tumorale par des anticorps. IOME cherchait une solution de développement ; en étroite collaboration avec Invest Eastern France, l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est, l'ADIRA a accompagné l'entreprise pour la localisation de ses activités comme pour son financement. Leurs nouveaux locaux ont été inaugurés en septembre 2022.

## MARQUE EMPLOYEUR ALSACE

L'Eurométropole de Strasbourg est l'un des 4 territoires pilotes pour préparer la définition et le développement de nouveaux outils pour le recrutement des talents : la Marque Employeur Alsace (cf : Article Marque Alsace).

cf.  
page  
27

## LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES

- > BIOSYNEX
- > BRASSERIE PERLE
- > CROISIEUROPE
- > EIMI
- > ÉLECTRICITE DE STRASBOURG
- > FEYEL & ARTZNER
- > GRENKE
- > LILLY FRANCE
- > MENICON PHARMA
- > MOULINS ADVENS
- > NLMK
- > NOVALIX
- > PUNCH POWERGLIDE
- > POLYPLUS TRANSFECTION
- > POLYPEPTIDE GROUP
- > SYNERLAB
- > SCHROLL
- > SILFALA



## Quelques projets suivis...

### > **SENSTRONIC POURSUIT SA CROISSANCE À SAVERNE**

L'entreprise SENSTRONIC a été créée en 1987 à Saverne par Rémy Kirchdoerffer. Elle est la seule entreprise française qui conçoit, fabrique et vend des capteurs industriels et des solutions de connectique associées pour l'automation industrielle, l'industrie automobile, le ferroviaire et les engins agricoles.

Reprise en 2022 par Philippe Desnos avec le soutien du fonds d'investissement français Andera Partners, l'entreprise poursuit son développement au travers

d'un projet de construction d'une nouvelle usine de production à Saverne. Il s'agit du plus important investissement de l'histoire de l'entreprise.

Ce projet de construction permettra d'augmenter significativement les capacités de production de SENSTRONIC et d'accompagner sa croissance. Forte de 200 collaborateurs, ses projets de développement vont permettre la création d'une cinquantaine d'emplois d'ici 10 ans. Une vingtaine de personnes ont déjà été recrutées en 2022.

L'ADIRA accompagne l'entreprise depuis de nombreuses années pour ses projets de développement ainsi qu'à la valorisation de son ancrage territorial au travers de la Marque Alsace.

Avec ce changement d'actionnaire, l'entreprise savernoise, SENSTRONIC, continue plus que jamais sa croissance à l'international tout en gardant ses racines alsaciennes.



© SENSTRONIC

### **QUAND LES INDUSTRIELS SE PRENNENT EN MAIN !**

Face à un besoin récurrent de compétences et aux difficultés de recrutement, 10 industriels d'Alsace Bossue\* ont décidé de répondre à leurs besoins en formant des alternants. Ils ont initié, avec l'aide du Rectorat et de la Région Grand Est, une formation professionnelle adaptée à leurs besoins. À l'issue de la formation, les entreprises participantes s'engagent à proposer un CDI aux jeunes diplômés.

Cela a généré, en 2019, au lancement de deux formations de bac professionnel en alternance dans les métiers de l'industrie sous le nom « Invente ton avenir ».

Lors de la dernière année scolaire a été lancé le deuxième étage de la fusée avec l'ouverture de deux parcours similaires de brevet de technicien supérieur (BTS) au lycée Georges-Imbert à Sarre-Union.

Cette démarche intègre aussi des questions périphériques comme par exemple le logement. Aussi, la ville de Sarre-Union a lancé un programme de rénovation pour proposer des logements à ces étudiants.

Actuellement une cinquantaine de jeunes ont bénéficié de ces formations.

Depuis les premières réflexions, l'ADIRA a participé à la démarche territoriale qui a été initiée par les industriels et associe les élus locaux, les services du Conseil Régional, les représentants de l'État et du Rectorat.

\*Les 10 entreprises impliquées dans ce projet sont : Bieber Industrie, B&F Production, CERENN (ex Someta), Flabeg, Jus de Fruits d'Alsace, Les Grands Chais de France, Schneider Electric - Sarel, SMI, Sotralenz Construction, Wilhelm Constructions métalliques et Ziemex.

### > **RIETMANN GMBH INSTALLE SA FILIALE FRANÇAISE DANS LA ZA DE THAL-DRULINGEN**

L'aventure a démarré en 2012 avec une collaboration commerciale entre Patrick Beckrich et la société RIETMANN GmbH basée dans la ville allemande de Saarlouis, à quelques kilomètres de la frontière lorraine. Initialement implantée dans un garage puis dans l'ancienne école à Keskestel, la filiale RIETMANN France, chargée de commercialiser auprès des boulangers les nombreuses farines et autres poudres alimentaires produites en Allemagne, a continué de croître pour atteindre désormais douze salariés. Après avoir un temps loué des locaux de stockage à la communauté de communes de l'Alsace Bossue au sein de l'hôtel d'entreprises, RIETMANN France a désormais ses propres locaux de 700 m<sup>2</sup> et un espace de stockage permettant d'entreposer 140 palettes. Un local qui représente un investissement total de l'ordre du million d'euros.

Actuellement, la filiale française et ses commerciaux pèsent plus lourd que le marché d'outre-Rhin, en apportant 2,7 millions d'euros de chiffre d'affaires ce qui représente environ 2 000 tonnes.

Depuis le début, l'ADIRA accompagne le dirigeant alsacien dans les différentes étapes de croissance de l'entreprise. Ce projet démontre l'utilité de l'hôtel d'entreprises dont la vocation est d'accueillir des projets à potentiel pour ensuite permettre à l'entreprise de s'installer de manière pérenne sur le territoire.

#### **LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES**

- > KUHN SAS
- > SCHNEIDER ELECTRIC - SAREL
- > SOTRALENZ
- > STERITECH SA
- > JUS DE FRUIT D'ALSACE
- > SENSTRONIC SA
- > BRASSERIE LICORNE
- > BRASSERIE METEOR
- > FOSSIL FRANCE
- > BIEBER INDUSTRIE
- > SIMEA
- > LALIQUE
- > BERRY SUPERFOS (anc. RPC TEDECO GIZEH)
- > ZIEMEX





## Quelques projets suivis...

### > JUNGBUNZLAUER SE RENFORCE À MARCKOLSHEIM

Début 2020, les dirigeants de l'entreprise JUNGBUNZLAUER, spécialisée dans la production d'additifs alimentaires, ont décidé d'investir 25 millions d'euros dans une nouvelle ligne de conditionnement afin d'accompagner la croissance de l'activité. L'arrivée de la crise sanitaire Covid a décalé le lancement du projet de 24 mois qui s'est finalement réalisé en 2022. Ce projet a généré 10 créations d'emplois.

L'ADIRA a fédéré tous les acteurs publics : la commune, la Communauté de Communes, le Département, la Région et les services de l'État afin d'apporter un soutien rapide et efficace à l'entreprise. La société JUNGBUNZLAUER a bénéficié d'un soutien financier de la Région Grand Est et de l'ADEME.

### > SOCOMEC DÉVELOPPE SON PÔLE INNOVATION À BENFELD

SOCOME (3 500 personnes ; CA 2018 : 537 millions euro dont 70% à l'international), qui conçoit, construit et commercialise des équipements électriques basse tension, multiplie les investissements sur son siège de Benfeld. Après l'inauguration en 2018 d'un nouveau bâtiment abritant les fonctions RH, la création d'un centre de loisirs du personnel et d'un fablab, l'ETI a annoncé en 2020 la création d'un Pôle innovation (6 millions d'euros d'investissements) et d'un nouveau centre de formation et d'accueil clients (8 millions d'euros d'investissements).

En complément de ces investissements, 60 créations d'emplois sont annoncées.

L'ADIRA a accompagné les dirigeants de la société SOCOMEC avec les services de la Région Grand Est qui a validé un soutien financier aux projets de l'entreprise.

### > FORCIS S'IMPLANTE SUR LA ZONE D'ACTIVITÉS INTERCOMMUNALE DE GOXWILLER VALFF

Créée en avril 2018 par Messieurs Baumert et Carrée, FORCIS est un cabinet d'ingénierie spécialisé dans la sécurisation de sites industriels sensibles. La clientèle de l'entreprise est composée des sociétés EDF, CEA, Orano, Framatome, Technicatome.

Implantée dans 200m<sup>2</sup> de locaux en location à Griesheim-près-Molsheim, les dirigeants ont sollicité l'aide de l'ADIRA en juillet 2022 pour identifier des terrains constructibles proche de leur site actuel afin d'y construire 1000 m<sup>2</sup> de locaux professionnels en vue d'accompagner le développement de l'entreprise. L'ADIRA a organisé une rencontre avec les élus de la Communauté de Communes du Pays de Barr pour implanter l'entreprise sur la ZAI de Goxwiller Valff. Les élus de la Communauté de Communes du Pays de Barr ont délibéré favorablement en septembre et fin novembre le permis de construire a été accordé.

À la rentrée 2023, la société FORCIS sera opérationnelle dans ses nouveaux locaux et l'entreprise annonce 30 créations d'emplois.

#### LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES

- > AMCOR
- > ARGRU
- > BURKERT
- > DARAMIC
- > ÉCHELLES FORTAL
- > EGELHOF
- > ÉTABLISSEMENT PAUL MATHIS
- > FICHET TECHNOLOGIES
- > FONDERIE DE LA BRUCHE
- > GEFCO
- > GUILLET
- > HANSGROHE
- > JUNGBUNZLAUER
- > L&L PRODUCTS EUROPE
- > MECATHERM
- > MERCK GROUP
- > PAUL HARTMANN
- > PHARMASTER
- > SAFRAN LANDING SYSTEMS
- > STOCKO CONTACT
- > SCHENKER STORES FRANCE
- > SOCOMEC
- > TENNECO
- > VOLAILLES SIEBERT
- > WANZL
- > WÜRTH

## DÉMARCHE EN TERRITOIRE RÉSEAU AC:TIONS : CONNECTING PEOPLE EN ALSACE CENTRALE



L'ADIRA est membre fondateur du réseau des industriels du Centre Alsace dénommé AC:TIONS.

Le réseau fédère 50 industriels basés en Alsace Centrale. En 2022, l'ADIRA a organisé avec l'animatrice du réseau AC:TIONS des capsules numériques notamment sur la sobriété numérique, le développement durable, des rencontres HSE et a participé à des réunions thématiques orientées autour des Certificats d'Économie d'Énergie, la stratégie de la marque employeur.

© AC:TIONS





## Territoire COLMAR ET NORD HAUT-RHIN

## CONSEILLER LES CHEFS D'ENTREPRISE

### Quelques projets suivis...

#### > CONSTELLIUM: RECYCLER TOUJOURS PLUS

Il s'agit de l'un des investissements majeurs annoncés en Alsace en 2022. Le groupe Constellium, qui produit sur son site haut-rhinois des tôles en aluminium pour l'agroalimentaire (boîlage) et l'automobile (carrosserie), y injecte 130 millions d'euros pour augmenter ses capacités de recyclage. Située sur le ban communal de Biesheim, l'usine dirigée par Willem Loué emploie 1600 salariés. Un nouveau bâtiment, qui accueillera notamment deux nouveaux fours et une ligne de préparation des canettes usagées et des chutes de tôles automobiles, est en cours de construction sur

le site. Cet investissement pourrait générer autour de 90 nouveaux emplois. Vertueux sur le plan environnemental (recycler permet d'économiser jusqu'à 95% d'énergie et donc de CO<sub>2</sub> pour une même quantité produite), ce projet doit aussi permettre au site de réduire, à terme, sa dépendance à l'aluminium primaire venant de fournisseurs hors d'Europe. Sur ce projet et l'ensemble des enjeux qui concernent un site industriel

de cette importance, l'ADIRA est en contact étroit et régulier avec la direction du site.

#### > EXTENSION ET NOUVELLE MACHINE GRANDS FORMATS POUR CARTONNAGES DINÉ

C'est un chantier de première importance qui a démarré en 2022 pour Cartonages Diné (packaging, PLV, calage, caisses américaines...), à Ingersheim. Aux portes de Colmar, la PME de 45 salariés -filiale du groupe Rossmann- dirigée par Sylvain Aubry agrandit son site historique le long de la Fecht pour y implanter notamment une nouvelle ligne de cartons de grands formats. Ils doivent lui permettre d'adresser de nouveaux marchés, par exemple celui de l'ameublement. Par ailleurs, cet investissement de 3 millions d'euros environ permettra à l'entreprise, en vitesse de croisière, de passer le cap des 10 millions de mètres carrés annuels de cartons. En parallèle l'an dernier, Cartonages Diné a été labellisée Alsace Excellence et rejoint ainsi la communauté des entreprises alsaciennes engagées dans une démarche RSE et fortement ancrées sur notre territoire. Sollicitée par l'entreprise, l'ADIRA est intervenue à différentes étapes du projet d'investissement (recherche de financement, débloquages administratifs...) pour lui permettre de tenir son budget et son calendrier.

© CONSTELLIUM



### LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES

- > ARKEDIA
- > AXAL
- > CONSTELLIUM
- > CORDON CMS
- > CORPLEX
- > DS SMITH
- > ESSITY
- > GA SMART BUILDING
- > GROUPE COFIMÉ
- > HARTMANN
- > HUSSOR
- > KERMEL
- > KNAUF FRANCE
- > LIEBHERR
- > PROFIL DU FUTUR
- > RECIPHARM
- > SCHMIDT GROUPE
- > SOGEFI GROUP
- > TRANSCO
- > WEISHAUP

#### > BURGER : UN NOUVEAU BÂTIMENT POUR ACCÉLÉRER DANS LES TERRASSES

Encore un investissement majeur pour le groupe familial Burger (400 salariés). Désormais copilotée par la 6<sup>e</sup> génération - Paul Burger Président du directoire et Lou Burger, Directrice générale - l'entreprise de Lièpvre construit un nouveau bâtiment de plus de 8000 m<sup>2</sup> pour y développer l'activité de terrasses sous sa marque GRAD®. Au cœur du process industriel et du savoir-faire unique de l'entreprise sur ce marché, la fabrication des rails en aluminium intégrant les plots en plastique de clipsage des terrasses pourra, avec ce nouvel outil, être multipliée à terme par 5, passant de 20 000 mètres linéaires par semaine actuellement à 100 000 mètres.

L'investissement global, supérieur à 20 millions d'euros, doit permettre à l'entreprise, face à une concurrence qui se réveille, d'accélérer et de consolider ses positions en France tout en affirmant ses ambitions à l'international. Des équipes commerciales sont déjà opérationnelles ou en développement au Portugal, en Espagne, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. GRAD® nourrit même, outre-Atlantique, l'ambition d'une implantation industrielle pour alimenter le marché local... Pour GRAD® comme pour l'ensemble de ses projets, l'ADIRA s'inscrit en soutien du groupe, mobilise les partenaires et crée les liens nécessaires pour leur bonne marche.



© BURGER

1309



## Quelques projets suivis...

### > **ATELIER MÉCANIQUE DE LA LAUCH**

**Une nouvelle société coopérative participative (SCOP) est née.**

Après 30 ans de savoir-faire et des turbulences rencontrées ces trois dernières années, ce sont finalement 38 salariés qui reprennent l'ancienne entreprise MDL pour créer, sous forme de SCOP, l'Atelier Mécanique de la Lauch : AMDL.

Rien n'aurait été possible sans l'appui de l'Union Régionale des SCOP qui a guidé et accompagné le projet et obtenu des aides, notamment du fonds automobile. Evidemment, la motivation des salariés qui sauvent ainsi leurs emplois et leur savoir-faire était un élément déterminant dans cette reprise.

AMDL, ce sont des usineurs d'exception qui proposent notamment une offre pour des pièces de grande dimension (jusqu'à 5000x3700x1200 mm). La maîtrise des opérations d'oxycoupage, de stabilisation,

de rectification, de fraisage et de montage permet à la société de disposer de capacités d'usinages complètes et complémentaires.

C'est à ce titre que l'ADIRA essaie de lui ouvrir des portes chez des donneurs d'ordres locaux pouvant être intéressés par ces capacités hors normes.



© ATELIER MÉCANIQUE DE LA LAUCH

### > **ELAG EMBALLAGE - UN LEADER MONDIAL À MUNSTER**

PME familiale suisse, dirigée aujourd'hui par Silvan Elsaesser, ELAG Group a été implantée par l'ADIRA (le CAHR à l'époque) à Munster en 1991.

Spécialisée dans la conception et la production d'emballages alimentaires, ELAG Group s'était déjà fait connaître mondialement par un emballage tellement utile pour les usagers victimes du mal des transports, le sac vomitoire !

Toujours à la pointe de l'innovation et d'une vision inspirée sur les marchés en croissance, l'entreprise est à nouveau leader mondial avec le développement de sa gamme Pochetta (sac à couverts avec serviette intégrée), take-away, sandwichs, emballages passant au four, l'ensemble de sa production est en papier certifié FSC respectueux de l'environnement.

Pour faire face à son développement, ELAG Emballages a agrandi son site de production à Munster (panneaux photovoltaïques en toiture pour l'autoconsommation) qui devrait lui permettre de doubler sa capacité de production, investi dans de nombreuses machines de production et d'impression et l'effectif dépassera la centaine de salariés.

Pour l'accompagner, l'ADIRA lui a permis d'obtenir une aide de France Relance, conseillé de s'inscrire dans le parcours du Diagnostic Industrie du futur (en cours) parallèlement à une subvention régionale aux investissements en cours d'instruction.



© ELAG Group



#### **LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES**

- > ARCONIC ARCHITECTURAL PRODUCTS
- > BUBENDORFF
- > MAHLE-BEHR
- > THYSSENKRUPP SYSTEM ENGINEERING
- > FIVE CELES
- > MUPA EMBALLAGE
- > SOJINAL
- > SCAPALSACE
- > ELAG EMBALLAGES
- > MANUFACTURE HARTMANN – EURO TF
- > ELAG EMBALLAGES
- > GLATFELTER
- > ACTEMIUM – ELECTRICITE INDUSTRIELLE DE L'EST





## Territoire MULHOUSE SUD ALSACE

## CONSEILLER LES CHEFS D'ENTREPRISE

### Quelques projets suivis...

#### > CAD'INDUS POURSUIT SES INVESTISSEMENTS

Créée il y a 25 ans, CAD'indus est une entreprise de 11 salariés avec une expertise dans l'impression 3D, de l'étude CAO à la fabrication de prototypes, pré-séries ou produits finis en faibles volumes. La PME travaille avec de grands groupes dans divers secteurs tels que l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'automobile, le médical, le luxe, l'électronique...

Le siège, le bureau d'études et une partie des imprimantes 3D professionnelles sont situés à Mulhouse, au Parc des Collines. Pour son développement, l'entreprise s'est installée depuis 2015 à Malmerspach, site principalement dédié à la production par moulage et à la finition de pièces plastiques.

L'entreprise investit régulièrement pour se diversifier et proposer des prestations innovantes aux industriels. En 2020, elle a investi plus de 150 000 euros dans de nouveaux équipements de production.



© CADindus

Un nouveau plan d'investissement est prévu pour les prochaines années.

Pour Thierry Schneider, dirigeant, l'ADIRA lui a permis de développer son réseau de proximité avec d'autres chefs d'entreprise, clients, fournisseurs et institutions. Il a été régulièrement conseillé ces dernières années. La Marque Alsace, que CAD'indus a récemment rejointe, figure sur l'ensemble de ses supports de communication et renforce son identité régionale.

#### > RENOUEAU ÉCONOMIQUE DU QUARTIER DE LA FONDERIE

Fondé en 1826 et situé au cœur de Mulhouse, le site de La Fonderie a compté jusqu'à 6 000 salariés. Il a accueilli les activités de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques (SACM) qui a donné naissance au Groupe ALSTOM. Propriétaires depuis 1997, la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) ont engagé une vaste opération de réhabilitation de friches pour accueillir de nouvelles activités économiques sur ce site de 11 hectares dont 70 000 m<sup>2</sup> de locaux. Y cohabitent aujourd'hui: MEA (Mitsubishi), KMO, l'UHA, la Maison de l'Industrie, etc. D'autres projets sont en cours de réalisation (FabLab Technistub, Quatrium Grand Est,...) pour aboutir à une réhabilitation complète du site en 2025-2026. La Fonderie compte actuellement environ 700 emplois et accueillera à terme plus de 1 000 personnes.

L'ADIRA a contribué à faire connaître le site auprès d'entreprises et de porteurs de projets potentiellement intéressés par cet écosystème, afin de participer à son développement. Nous avons par ailleurs présenté La Fonderie à nos réseaux transfrontaliers pour encourager l'émergence d'initiatives trinationales.

#### > ARKETEX DÉPLOIE SES AILES DEPUIS MULHOUSE

Hervé Munck a créé la start-up Arketex en décembre 2019 au Village by CA à Mulhouse. L'entreprise propose des solutions techniques alternatives aux traditionnels plafonds. Ainsi, Arketex développe et fabrique depuis peu des textiles 100% lin pour recouvrir et décorer murs et plafonds. Les produits sont éco-responsables et entièrement fabriqués en France, de la plante au revêtement final. En effet, le lin est cultivé en Normandie, la filature est effectuée par Emanuel Lang à Hirsingue et le tissage est réalisé dans les Vosges. Arketex assure, à Mulhouse, la création et le développement technique et commercial. Son objectif est désormais de se développer à l'export, l'entreprise étant déjà très sollicitée aux États-Unis.

Fort de son partenariat avec la Réunion des Musées Nationaux, Arketex édite, sur ses textiles, les chefs d'œuvre de la peinture présents dans les musées français, contribuant ainsi au soutien de la culture française grâce au versement de royalties. Par ailleurs, Arketex a obtenu en 2021 la certification Qualiopi qui lui permet d'enseigner le métier de poseur de plafonds textiles. Plus de 100 entreprises ont ainsi déjà été formées en France.

1311

L'entreprise installée au KMO compte aujourd'hui 8 salariés et est partenaire de la Marque Alsace.

L'accompagnement de l'ADIRA a permis au dirigeant d'être notamment mis en relation avec la Région Grand Est, BPI Innovation et SODIV. L'entreprise a d'ailleurs pu bénéficier du fonds de revitalisation Sud Alsace dans le cadre d'un prêt pour la création d'emplois à Mulhouse.



© AKETEX

### LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES

- > CHOCOLATERIE ABTEY
- > DECATHLON LOGISTIQUE
- > DMC
- > PLASTIC OMNIUM
- > SUPERBA
- > VALFLEURI
- > CLEMESY MOTORS
- > POMPES RÜTSCHI
- > SCHAEFFER PRODUCTIQUE
- > EFFBE FRANCE



## Quelques projets suivis...

### > **BARRISOL NORMALU SAS POURSUIT SA CROISSANCE À KEMBS**

BARRISOL NORMALU SAS, leader mondial du plafond tendu, fait partie des grands comptes Sud Alsace accompagnés par l'ADIRA. La société emploie 130 salariés à Kembs. Grâce à sa participation à des chantiers de prestige et en constante innovation, elle valorise l'excellence alsacienne dans plus d'une centaine de pays.

L'entreprise est très présente sur le marché du luxe et des bâtiments de prestige (aéroports, musées, stades, Opéra d'Oslo, Louvre Abu Dhabi...).

Elle poursuit son développement en innovant. Elle s'est associée, avec l'arrivée de la Covid, aux groupes Carrier et Osram pour développer des systèmes de plafonds tendus qui intègrent des fonctionnalités de climatisation et de purification d'air. Pour développer sa collaboration et la fabrication des climatiseurs, elle envisage une extension de 4000m<sup>2</sup> opérationnelle dans 3-4 ans.



### > **LA CIMENTERIE HOLCIM ENGAGÉE DANS LA DÉCARBONATION**

L'entreprise a développé son expertise dans le ciment, les granulats et le béton. Installée localement depuis 1927, elle emploie une centaine de collaborateurs (35 recrutements en 2 ans).

Soumis aux quotas CO<sub>2</sub>, la cimenterie fait évoluer ses activités pour limiter son impact environnemental. Holcim fait face à 2 enjeux en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>, ceux liés à la transformation du calcaire en chaux et ceux qui proviennent de la combustion.

Des efforts importants sont menés pour décarboner ses activités, grâce à une démarche d'économie circulaire lui permettant de trier et de transformer les déchets en matière première et en utilisant les déchets des industries voisines pour alimenter son four et ainsi diminuer l'utilisation des combustibles fossiles.

D'autres projets sont à l'étude en lien avec les acteurs du territoire comme l'exploitation de la chaleur fatale du four pour alimenter le réseau de chaleur urbain.

L'ADIRA accompagne Holcim pour ses développements et son ouverture vers le tissu économique local.

### > **DELPHARM SE MOBILISE POUR ATTIRER DE NOUVEAUX COLLABORATEURS**

Delpharm recrute régulièrement de nouveaux profils pour compléter ses équipes et poursuivre sa croissance. Face aux difficultés de recrutement actuelles les équipes Delpharm se mobilisent, par diverses actions, pour attirer de nouvelles compétences avec le soutien de l'ADIRA et de l'écosystème local.

L'entreprise a inspiré et participé à la mise en place d'une filière de formation unique qui permet aux personnes n'ayant aucune formation dans le domaine pharmaceutique et souhaitant y travailler d'accéder par un sas d'entrée dans ce secteur.

L'ADIRA a contribué à la mise en place de cette formation en organisant des rencontres régulières des dirigeants du secteur dans le cadre d'un regroupement des industriels de la pharmaceutique afin de leur permettre de mieux se connaître et d'échanger sur des sujets communs dont le recrutement et la formation.



© DELPHARM

### **ACTECO3F, UNE INITIATIVE DES INDUSTRIELS POUR UN TERRITOIRE CONNECTÉ**

ACTECO3F est une association locale qui regroupe 25 entreprises industrielles qui emploient 4500 salariés sur le secteur de Saint-Louis Trois Frontières. Ces grands comptes accompagnés par l'ADIRA ont décidé de collaborer afin de trouver ensemble des synergies pour faciliter, entre autres, l'attractivité, les achats responsables, l'évolution des besoins en énergie, la mobilité, et limiter leurs impacts environnementaux.

La raison d'être d'ACTECO3F est ainsi de regrouper des industriels pour partager des idées et besoins sur des sujets communs. Le groupe est également une passerelle entre les entreprises et les collectivités. Les membres participent à des groupes de travail sur des thématiques transversales.

L'ADIRA s'implique au Comité de pilotage et au Conseil d'Administration d'ACTECO3F ainsi que dans les groupes de travail. Didier Walch, Directeur Système d'Information & Infrastructures Industrielles chez Cryostar, en est le Président et Carole Birnstill, chef de projet EIT, l'animatrice.

#### **LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES**

- > DSM NUTRITIONAL PRODUCTS FRANCE
- > EMI
- > TRENCH
- > SUN CHEMICAL
- > CRYOSTAR
- > STÄUBLI
- > SES STERLING
- > WATERAIR
- > ELANCO
- > BBC
- > DIEHL METERING
- > TFL
- > WELEDA
- > NOVARTIS
- > CICE



# Territoire THUR DOLLER

## CONSEILLER LES CHEFS D'ENTREPRISE

Quelques projets suivis...

### > AMS, EN FORTE CROISSANCE À THANN

AMS appartient au groupe français Fidève qui compte 400 collaborateurs. L'entreprise de tôlerie fine (découpe, pliage, soudure, peinture, assemblage) propose une offre complète depuis le développement de produits jusqu'à des prestations de finitions et de montage.

L'ADIRA était déjà en lien avec l'ancien directeur général d'AMS, qui avait notamment accueilli une rencontre du club d'entreprises Thur Doller et pour lequel l'ADIRA a également facilité le lien avec les élus locaux. Fabien Barbier apprécie la collaboration avec l'ADIRA qui l'a notamment conseillé sur les aides disponibles et organisé des rendez-vous avec Bpifrance, le CETIM... Le dirigeant peut bénéficier des réseaux de l'ADIRA sur ses sujets de préoccupation du moment: l'optimisation de nos consommations d'énergie, ou encore pour sa réorganisation.



© AMS

### > À CERNAY, MADA RACHETÉE PAR NUTRIDRY

Le groupe français NutriDry a repris, en août 2021, la société MADA Food Service, installée à Cernay depuis 2007. Elle emploie une trentaine de salariés et est spécialisée dans la production de préparations déshydratées «Made in France».

L'objectif de la direction est de développer le chiffre d'affaires de MADA pour pouvoir embaucher. Des projets d'investissement sont prévus pour le site de Cernay notamment pour obtenir la certification IFS V7 en complément des certifications déjà obtenues. Ainsi, plusieurs centaines de milliers d'euros permettront d'améliorer les conditions de travail des équipes et d'installer des hottes et systèmes d'aspiration.

Les dirigeants de MADA et NutriDry sont en lien avec l'ADIRA notamment pour identifier des pistes de soutien aux investissements et pour organiser une prochaine rencontre avec les élus locaux. En lien avec l'ancrage territorial de MADA, l'entreprise est partenaire de la Marque Alsace et ses produits disposent du label Savourez l'Alsace, ce qui facilite la visibilité de la marque sur des salons.



© MADA

### > RENCONTRES ENTRE RESPONSABLES QHSE

L'ADIRA a initié plusieurs groupes thématiques inter-entreprises. L'agence réunit régulièrement sur le sud Alsace des responsables Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE) pour échanger sur les enjeux, expertises et bonnes pratiques. Dans ce cadre, l'équipe a notamment développé un outil d'appui collectif sous la forme de réunions «rapport d'étonnement».

#### Deux rencontres se sont déroulées en 2022

La première chez Emerson à Cernay où l'entreprise a présenté l'organisation globale HSE et Qualité de l'entreprise. Une visite du site a ensuite permis un premier travail sous la forme d'un rapport d'étonnement. Il s'agissait d'apporter le regard extérieur des participants sur l'organisation sécurité et sûreté d'une partie de l'usine.

La seconde chez FMC à Uffholtz où l'entreprise a notamment présenté l'organisation du service QHSE sur site puis le déroulement d'une procédure de consignation des procédés et électriques. La présentation a été complétée par une visite du terrain.

1313

#### LES PRINCIPALES ENTREPRISES SUIVIES

- > AUTO-CABLE
- > TRONOX
- > VYNOVA PPC SAS
- > JOHN COCKERILL
- > EMERSON
- > ENDRESS+HAUSER  
FLOWTEC AG
- > VALMET
- > CORTEVA
- > MADA
- > AMS
- > FLEX CONNECT
- > STEIN ENERGY  
MANUFACTURING
- > SADEF
- > HYDRA BEAUTY  
AND CLEAN
- > MECA SERVICE

### UNE DÉMARCHE ACTIVE D'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

#### Piloté par LE PAYS THUR DOLLER

La démarche d'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT) du territoire Thur Doller a démarré en 2016 sous l'impulsion de la Région Grand Est et de l'ADEME dans le cadre du financement Climaxion. L'ADIRA participe aux réflexions sur l'économie circulaire au sein du territoire et s'implique pour encourager les entreprises à prendre part au projet. Les retours d'expérience du Pays Thur Doller pourraient être dupliqués sur d'autres territoires afin de favoriser la réutilisation de matières tout en limitant l'impact environnemental des flux.



## > LES COLLECTIFS

### Les communautés d'entreprises

L'ADIRA a maintenu une forte activité dans le développement des collectifs d'entreprises. Il s'agit pour l'agence de renforcer ces réseaux qui, par leurs efforts de mutualisation, de partages de compétences, d'expériences, d'expertises amènent de la création de valeur sur les territoires.

Ils sont devenus aujourd'hui des leviers majeurs de croissance et de solidarité. Leurs actions se traduisent par la réalisation de webinaires, sur des thématiques variées : cybersécurité, énergies, décarbonation, RH..., mais aussi par la création de groupes de travail sur ces mêmes sujets.

Par exemple, à de nombreuses reprises des responsables HSE (Hygiène Sécurité Environnement) ont pu se réunir pour un partage de bonnes pratiques et des enjeux (port des EPI, ergonomie aux postes de travail, formation des salariés,...). Cela a pris la forme de visites suivies de rapport d'étonnement « *Qu'est ce qui me plaît dans votre entreprise ? Qu'est ce qui me surprend ?* ». Ce fut le cas

chez Emerson à Cernay, sur le site de FMC à Uffholtz mais aussi chez Emmaüs à Scherwiller.

L'ADIRA a également organisé un Gemba Walk (« *là où se trouve la réalité* » en japonais). Il s'agissait cette fois d'une première car le thème n'était pas lié à de la production, mais aux ressources humaines. Le principe est d'aller sur le terrain pour rechercher les gaspillages et les opportunités d'amélioration. L'agence y ajoute la notion d'intelligence collective territoriale, en intégrant des participants externes.

Cette nouvelle action a été mise en œuvre avec le Club Génération Industrie de la Maison de l'Emploi de Strasbourg et de l'ADIRA, au sein du groupe AZAE (société de services à la personne) avec l'appui technique de SERUE Ingénierie-Lean Institut.

Durant une matinée, une dizaine de responsables des ressources humaines se sont réunis pour appuyer l'entreprise dans l'amélioration de son process d'intégration des nouveaux arrivants.



Vue aérienne Wesserling.

## LE RÉSEAU DES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE D'ALSACE

L'ADIRA anime depuis plusieurs années un réseau composé des agents de développement économique ou des DGS des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Plusieurs thématiques ont été abordées cette année : l'inventaire des zones d'activités, la Marque Alsace comme outil de développement des territoires, le Lean dans les collectivités ou encore la question des friches, qui est détaillée ici.

Les friches vont devenir un sujet important pour le développement des territoires.

Il nous a semblé opportun de bénéficier des retours d'expérience et de l'analyse de l'Établissement Public Foncier d'Alsace et de la Communauté de communes de la Vallée de Saint-Amarin.

Confrontés à de nombreuses friches industrielles les élus de ce territoire ont pris le parti de les réhabiliter de manière frugale pour répondre aux attentes des PME souhaitant se développer. Ce principe a permis de proposer des produits immobiliers de qualité et bon marché, dans des bâtiments qui présentaient un fort intérêt patrimonial.

Les friches deviennent un « gisement à maîtriser publiquement dans leur mutation », tout en sachant que leur réhabilitation ne suffira pas à répondre à l'ensemble des besoins.

Il semblait logique qu'un consensus général existe pour valoriser ces friches immobilières. Pourtant aujourd'hui des associations s'opposent à des projets d'implantation et de reconversion au motif que ces friches de plusieurs hectares représentent des oasis potentielles pour la biodiversité.

Reconvertir une friche ne permet évidemment pas d'échapper aux règles du code de l'environnement, il n'est cependant pas envisageable de laisser une friche polluée en l'état plutôt que de l'assainir et de lui redonner une nouvelle vocation économique. Il y va de notre maîtrise de la consommation d'espace et du développement économique.



Rencontre des Acteurs du développement économique d'Alsace.  
© ADIRA

## > CONSEILLER LES ÉLUS DES TERRITOIRES

### Des entretiens stratégiques

L'ADIRA établit des contacts réguliers avec les élus des territoires. L'agence systématise ces entretiens, qui sont désormais traités comme nos rendez-vous «entreprises stratégiques». Il s'agit lors de l'échange avec les Présidents et les Vice-Présidents en charge de l'économie de comprendre les enjeux actuels et futurs de la collectivité. De plus les services de l'ADIRA sont présentés ainsi que son appui dans la réflexion et l'élaboration de leurs projets est proposé. À cet effet, l'ADIRA a élaboré un module de sensibilisation au développement économique sur les territoires. Il a de nouveau été déroulé cette année avec succès avec les Communautés de communes de l'Alsace Bossue et du Pays de Wissembourg.

### Élaboration d'un schéma directeur des zones d'activités économiques

En matière de foncier plus précisément, nous travaillons étroitement avec plusieurs collectivités: Alsace Rhin Brisach, Saint Louis Agglomération, Colmar Agglomération,...

L'ADIRA a également finalisé le travail entamé avec l'ATIP et l'EPF d'Alsace sur la Communauté de communes du canton d'Erstein pour construire un véritable schéma directeur des zones d'activités économiques. Dans un contexte de raréfaction du foncier encadré par l'objectif du Zéro Artificialisation Nette, ce schéma se veut être

un outil d'organisation, de gestion, de promotion et de communication de la stratégie de développement économique souhaité par la collectivité. Les éléments de diagnostic et les échanges au sein d'ateliers et de réunions ont permis d'identifier un certain nombre de sujets constitutifs des orientations stratégiques. Au nombre de 7, elles se déclinent de manière très opérationnelle à travers des fiches actions qui répondent aux enjeux du schéma directeur.

L'agence a entamé un projet similaire avec la Communauté de communes de l'Alsace Bossue.

### Sensibilisation des collectivités aux grands enjeux économiques

Accompagner les projets de développement des entreprises, implique également de les sensibiliser aux grands enjeux qui conditionneront leur croissance. La Communauté de communes de la Basse-Zorn et l'ADIRA ont souhaité inviter des dirigeants d'entreprise du Parc d'Activités du Ried à Hoerd, à une soirée de présentation de ces enjeux avec le retour d'expérience de deux entreprises. Ces dernières ont expliqué comment la raréfaction du foncier peut impacter leur croissance et détaillé les solutions recherchées et mises en œuvre : réduction de l'emprise foncière, regroupement, ... L'ADIRA a eu l'opportunité, lors de cette soirée, de présenter des bonnes pratiques et des exemples concrets.

## > COMPRENDRE ET AGIR POUR LE FUTUR

### L'ADIRA se saisit également de sujets stratégiques ou prospectifs.

#### Réalisation d'un guide des bonnes pratiques de la sobriété foncière

Depuis de nombreuses années, la préservation de l'environnement, de la biodiversité, des surfaces dédiées à l'agriculture nous a amenés à privilégier une gestion économe de nos espaces. Aujourd'hui, la loi Climat & Résilience nous impose d'aller plus loin avec dans un premier temps, l'obligation de réduire par deux notre consommation foncière avant d'aller vers le «Zéro artificialisation nette». Le foncier deviendra de plus en plus rare et cher. Cette tendance lourde doit être connue des dirigeants d'entreprise. Ils doivent la prendre en compte, changer certaines pratiques et aborder l'emprise foncière de leur projet de développement ou d'implantation de façon différente. Il est essentiel également de proposer des pistes d'actions aux élus des collectivités territoriales afin de leur permettre de continuer à répondre concrètement aux demandes des entreprises.

C'est la raison pour laquelle l'agence a réalisé un guide: «La sobriété foncière: une opportunité pour les entreprises». Optimiser l'utilisation de foncier en consommant uniquement ce qui est nécessaire pour l'implantation ou le développement, devient un enjeu majeur. Cela suppose de repenser le projet, à l'échelle du bâtiment ou de la parcelle, mais également à une échelle plus large : sur la zone d'activités économiques et sur le territoire (mutualisation d'espaces, de services, de fonctions...).

#### Développement de Transitions Collectives dans le cadre du SPIE

L'ADIRA a participé aux travaux du SPIE (Service Public de l'Insertion et de l'Emploi) initiés par la Collectivité Européenne d'Alsace et l'État. L'agence a proposé avec la Maison de l'emploi de Strasbourg, la mise en œuvre sur le Bas-Rhin d'un dispositif de l'État : «Transition collective». Il s'adresse d'une part, aux entreprises qui font face à des mutations économiques, techniques ou technologiques qui fragilisent certains emplois et d'autre part, à celles qui rencontrent des difficultés de recrutement.

Les salariés dont les emplois sont fragilisés peuvent bénéficier d'une formation vers des métiers «porteurs». Le projet du salarié permettra de définir la solution la plus adaptée : transition professionnelle/reconversion ou mobilité. Ce dispositif permet aux salariés de consolider leur parcours, de développer leur employabilité et d'évoluer dans une entreprise située dans leur bassin de vie, voire au sein de leur entreprise. Transitions Collectives vise à favoriser la mobilité professionnelle des salariés, en particulier intersectorielle, et les reconversions à l'échelle d'un territoire.

Téléchargez le guide sous  
[www.adira.com/actualites/  
sobriete-fonciere/](http://www.adira.com/actualites/sobriete-fonciere/)



## Les tiers-lieux comme outil d'aménagement du territoire

Les tiers-lieux sont des espaces physiques ou virtuels de rencontres entre personnes de compétences variées qui n'ont pas forcément vocation à se croiser. Ils peuvent prendre des formes diverses en fonction des besoins d'un territoire et des communautés d'utilisateurs. Il n'existe donc pas de tiers-lieu type. La création de tiers-lieux s'accroît en France et l'Alsace n'y échappe pas. Dans une étude, nous avons recensé le nombre de tiers-lieux existants et en projet en Alsace, leurs surfaces, typologies et également visualisé leur répartition sur le territoire.

Les tiers-lieux d'activité représentent un véritable enjeu pour la population et pour le territoire. Ils permettent l'accueil de différents profils de salariés ou d'indépendants, en leur proposant un cadre agréable et opérationnel. Ainsi, ils peuvent participer à l'amélioration de la qualité de vie au travail, permettre de modérer les déplacements et donc favoriser le développement des territoires.



Téléchargez le recensement sur :  
[www.adira.com/actualites/recensement-des-tiers-lieux-existants-et-en-projet-en-alsace/](http://www.adira.com/actualites/recensement-des-tiers-lieux-existants-et-en-projet-en-alsace/)



Thiers-lieu d'activités  
à Truchtersheim  
© Marie-Line Battaglia

# Un suivi économique constant et la réalisation d'études territoriales

## > LES PRODUCTIONS RÉGULIÈRES

Afin de suivre la situation économique en Alsace, l'ADIRA a assuré en 2022 la réalisation de différents documents réguliers qui reprennent des données publiées par l'Insee, Pôle Emploi, la Dares, les Douanes, l'Urssaf-Accoss... Ce socle d'analyses comprend :

- le baromètre économique sur le site internet de l'ADIRA, s'agissant d'une représentation synthétique des grandes tendances, et qui est mis à jour au fur et à mesure;
- deux notes trimestrielles :
  - l'une centrée sur l'Alsace, « Indicateurs économiques de l'Alsace »;
  - l'autre qui situe l'Alsace au niveau de la Région Grand Est, « L'Alsace dans le Grand Est : principaux indicateurs économiques »;
- l'édition annuelle d'une monographie « chiffres clés » pour chacune des 40 intercommunalités.

## > LES PRODUCTIONS COMPLÉMENTAIRES

D'autres études ou analyses sont réalisées ponctuellement, voire selon les besoins des élus ou des techniciens. En 2022, il y a eu par exemple :

- une dernière note sur l'impact de la pandémie. Ce document constituait un 4<sup>e</sup> point d'étape depuis le début de la crise sanitaire et clôturait une série initiée au printemps 2020;
- une étude « Ruralité et accessibilité aux services et aux équipements en Alsace » qui présente les données aux échelles communale et intercommunale. Il en ressort que la densité de population et la centralité sont souvent liées, mais ne sont pas directement corrélées;
- une note « Le commerce extérieur de l'Alsace avec l'Ukraine, la Russie et le Bélarus »;
- une réactualisation de l'analyse en deux volets des principales données socio-économiques à l'échelle des sept territoires de la Collectivité européenne d'Alsace et selon le découpage cantonal :
  - le premier volet, « Chiffres clés des territoires de la Collectivité européenne d'Alsace », présente la démographie/population active, le chômage, l'emploi dans le secteur concurrentiel... principalement sous forme de cartes et de tableaux ;
  - le second volet, « Les cantons de la Collectivité européenne d'Alsace », reprend les données sous forme d'une fiche synthétique pour chacun des 32 territoires, s'agissant des cantons individuels ou regroupés dans le cas de Colmar, Mulhouse et Strasbourg (respectivement 2, 3 et 6 cantons).

### LA PART DES EFFECTIFS DANS L'INDUSTRIE FIN 2021 PAR CANTON



Toutes les études sont téléchargeables sur  
[www.adira.com/indicateurs-economiques](http://www.adira.com/indicateurs-economiques)

1316





# La Marque Alsace : une marque pour faire rayonner et gagner l'Alsace !

« Le marketing territorial, c'est l'ensemble des techniques qui permettent de construire et de développer l'attractivité d'un territoire c'est-à-dire sa capacité à rayonner, dans et au-delà de ses frontières, et à attirer sur place, d'une manière ponctuelle ou permanente, des personnes et des capitaux. » (CoManaging)

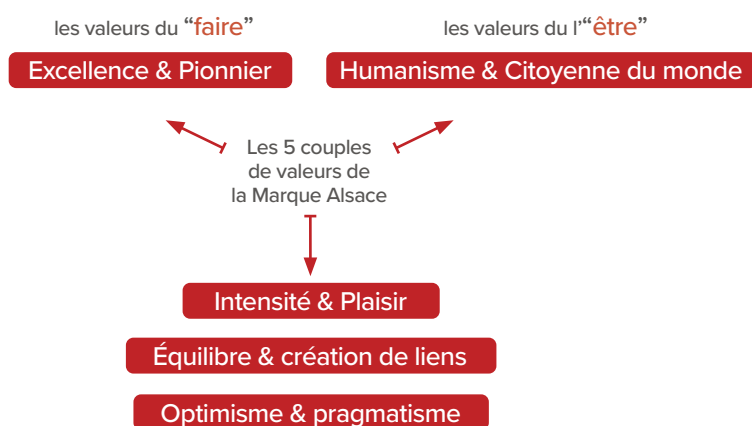
## > LA STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ DE L'ALSACE SE CONSTRUIT AUTOUR DE LA MARQUE PARTAGÉE ET FÉDÉRATIVE « ALSACE »

La Marque partagée Alsace est le « porte drapeau » qui symbolise ce territoire, son identité, ses valeurs, mais aussi ses objectifs et son avenir.

La vision de la Marque Alsace est « Imaginer et construire un modèle de vie meilleure en phase avec les attentes des femmes et des hommes d'aujourd'hui et de demain. »

La Marque partagée Alsace repose sur cinq couples de valeurs issues de l'identité de l'Alsace qui réunissent, fédèrent les alsaciens.

Ces valeurs sont le liant entre les partenaires de la Marque et l'essence de ce que l'Alsace souhaite montrer au monde.



L'ensemble des actions initiées dans le cadre de la Marque Partagée Alsace et de ses dispositifs s'inscrivent dans ces 4 axes stratégiques :



### RENDRE VISIBLE

- Développer l'attractivité du territoire via la **Marque partagée Alsace** et ses valeurs, en le rendant plus visible auprès de ses publics cibles.



### FÉDÉRER ET ACTIVER

- Transformer tous les amoureux de l'Alsace en promoteurs du territoire et les fédérer pour leur donner plus de force et de visibilité.



### QUALIFIER

- Apporter de la valeur au territoire et à la **Marque Alsace** en l'associant à des notions de qualité (qualification d'entreprises alsaciennes et/ou de leurs produits et services).



### FAIRE CONSOMMER ALSACIEN

- Faire consommer l'Alsace et la production de ses acteurs économiques. Faciliter l'accès à leur consommation.

Notre ambition :

**> FAIRE DE LA MARQUE ALSACE LA MARQUE TERRITORIALE LA PLUS CONNUE ET LA PLUS PORTEUSE DE VALEUR DE FRANCE**



- + de 2 500 000** fans dont 1 200 000 sur la page Facebook Alsace
- + de 39 000 000** vues de vidéos et interactions en 2021
- + de 29 000** Ambassadeurs d'Alsace
- + de 10 000** Partenaires de la Marque Alsace
- + de 4 000** références produits « Savourez l'Alsace » et « Savourez l'Alsace Produit du Terroir »
- + de 45** entreprises engagées dans la démarche « Fabriqué en Alsace »
- + de 135** entreprises labellisées « Alsace Excellence »
- + de 1 000 000 000** d'euros investis sur les 5 dernières années en Alsace par les entreprises Alsace Excellence

## Les dispositifs de la Marque Alsace

Afin d'atteindre les objectifs, le Pôle Marque Alsace a repris, créé, développé et fédéré des communautés qui sont des dispositifs de prescription de l'Alsace performants.



### 10 ANS DE LA MARQUE ALSACE

**10 événements pour célébrer les 10 ans de la Marque Alsace.**

Dénominateur commun de l'Alsace et de ses habitants, la Marque Alsace contribue depuis 10 ans déjà au développement, au rayonnement et à l'attractivité de notre territoire, de ses acteurs et de ses produits. Pour célébrer 10 ans d'actions au service du territoire, la Marque Alsace avait notamment choisi de mettre un coup de projecteur sur 10 événements alsaciens qui se sont tenus de juin à août 2022.





# FABRIQUÉ EN ALSACE

**La Marque « Fabriqué en Alsace » a été officiellement lancée en septembre 2021. C'était le maillon manquant des dispositifs portés par la Marque Alsace, le pendant des marques « Savourez l'Alsace - Produit du Terroir » et « Savourez l'Alsace » pour les produits hors agroalimentaires.**

L'enjeu est de valoriser l'offre des fabricants alsaciens via l'apposition de la marque Fabriqué en Alsace sur le produit ou son conditionnement. La marque Fabriqué en Alsace concerne les produits des fabricants présents sur tout le territoire alsacien hors agroalimentaire et vins, et quelle que soit la taille de l'entreprise.

Pour les entreprises, ses bénéfices sont de :

- différencier ses produits autour d'une marque produit porteuse de valeur,
- bénéficier de l'image de qualité et d'excellence, associée aux savoir-faire alsaciens,
- rassurer le consommateur sur la provenance des produits,
- bénéficier d'une communication et visibilité globale,
- bénéficier d'un réseau,
- soutenir l'économie alsacienne.

## > RECRUTEMENT D'ENTREPRISES ET ACTIONS DE COMMUNICATION

Le « Comité d'Accréditation Fabriqué en Alsace » a étudié et validé les candidatures de 18 entreprises pour leur permettre d'entrer dans la démarche et de faire bénéficier leurs produits de cette marque. Ce sont ainsi désormais les produits de 48 entreprises qui disposent de la Marque « Fabriqué en Alsace ».

Plusieurs actions de communication ont permis de valoriser le dispositif, les entreprises et produits qui en bénéficient :

- Campagnes sur les réseaux sociaux: diffusion du clip Fabriqué en Alsace, campagnes personnalisées,
- Médias: diffusion du clip vidéo également sur France 3 (émissions en replay), valorisation de produits et entreprises dans les émissions radio de France Bleu.



## RÉSEAUX SOCIAUX

**Le Pôle Marque Alsace anime une dizaine de communautés en ligne. Le nombre global d'abonnés s'élève à plus de 2 500 000 personnes, ce qui permet à l'Alsace de conserver une position de leader dans le domaine. La page Facebook Alsace totalise à elle seule plus de 1200 000 fans.**

Notre objectif est de conserver une grande communauté avec un taux d'engagement record. C'est ainsi que nous comptons en moyenne plus de 550 000 interactions chaque mois sur l'ensemble de nos pages, avec un record à plus de 700 000 en février 2022. La tranche d'âge la plus active concerne les personnes entre 35 et 64 ans.

Ces communautés ont pour vocation de faire connaître le territoire, d'en donner une image positive et dynamique. Elles suscitent l'envie de s'installer, de visiter, d'investir, d'étudier ou encore de participer à un événement en Alsace. Elles invitent également les nombreux abonnés à consommer les produits des entreprises alsaciennes, puis permettent de transformer ces envies en actions pour générer de l'économie sur le territoire.

Ce sont 600 campagnes sponsorisées qui sont diffusées sur nos communautés chaque année. Nos pages ont joué leur rôle de leviers permettant d'afficher la Marque associée aux success-stories des entreprises et structures alsaciennes.



**Les nouvelles entreprises disposant de produits accrédités Fabriqué en Alsace**

- > AUTOMATIC VALVE
- > CETA
- > CHAUDRONNERIE RUDINGER
- > ETEX
- > FORTAL
- > GENSBITTEL
- > GIOM VON BIRGITTA
- > L'ATELIER DES MENETRIERS
- > LES BOIS DU RIED
- > MANUTOP
- > MENUISERIE ROESSELMANN
- > MENUISERIE SCHMITT
- > PRINTEUROPE
- > REDECOME
- > SOGEFI
- > TENEXIUM
- > WATERAIR
- > WINEMASTER





# ALSACE EXCELLENCE

L'enjeu du label Alsace Excellence est de valoriser le tissu économique alsacien au travers de ses entreprises d'excellence, de devenir le symbole de l'excellence alsacienne, permettre de rendre l'excellence des entreprises « vérifiable », rendre synonymes Alsace et entreprises d'excellence.

## > LE CLUB ALSACE EXCELLENCE

Être une entreprise labellisée Alsace Excellence, c'est :

- faire partie des meilleures entreprises d'Alsace;
- être une « entreprise modèle », incarner le savoir-faire, le sérieux et la rigueur;
- être ancrée dans son territoire et faire rayonner l'Alsace;
- être performante économiquement, s'inscrire dans une dynamique d'innovation et d'amélioration continue;
- être une entreprise éthique et responsable, qui s'engage tant au niveau social et sociétal qu'au niveau environnemental et qui est à l'écoute de ses employés et proche de ses clients.

Le label Alsace Excellence compte désormais plus de **170 entreprises engagées** dans la démarche, dont **137 sont déjà labellisées**.



© Cartonnages Diné // ADIRA

## > LES ACTIONS D'ANIMATION EN 2022

### Recrutement et vie du réseau des entreprises labellisées :

- plus de **50 rendez-vous de présentation** du label ont été réalisés auprès d'entreprises intéressées par le dispositif (en présentiel ou en visio-conférence).
- 137 entreprises sont labellisées Alsace Excellence, dont **22 nouvelles en 2022**.

### Près de **20 animations**, de formats différents, ont été tenues en 2022 :

- Des rencontres « plénières » ouvertes à toutes les entreprises labellisées/des groupes de travail spécifiques.
- Des ateliers thématiques pour partager autour des bonnes pratiques, partage d'expériences.
- Des remises de diplôme individuelles dans les entreprises labellisées.
- Des conférences / événements / rencontres.

© Cartonnages Diné // ADIRA



### 22 ENTREPRISES LABELLISÉES EN 2022

- > CIRPE
- > TRONOX
- > BRASSERIE LICORNE
- > GOLF DU RHIN
- > NORA DISTRIBUTION
- > LECLERC GEISPOLSHHEIM
- > GROUPE PFISTER
- > MECALEC
- > SAT LOGISTIQUE
- > LK TOURS
- > MPE
- > L&L PRODUCTS
- > CARTONNAGES DINE
- > ALSAVERT
- > BRODART PACKAGING
- > SCHORO ELECTRICITE
- > ASSURANCES CASTEROT
- > MADA FOOD SERVICE
- > CHOCOLATERIE BOCKEL
- > BÜRKERT
- > LECLERC SCHILTIGHEIM
- > L'ATELIER DES MENETRIERS



# SAVOUREZ L'ALSACE et SAVOUREZ L'ALSACE PRODUIT DU TERROIR

**La Marque Alsace se décline, pour les produits agroalimentaires, en marques produits « Savourez l'Alsace » et « Savourez l'Alsace Produit du Terroir »**

- Savourez l'Alsace, portée par l'ARIA Alsace, identifie les produits alimentaires élaborés en Alsace.
- Savourez l'Alsace Produit du Terroir, portée par Alsace Qualité, identifie les produits agricoles cultivés et élevés en Alsace et les produits agroalimentaires transformés en Alsace avec 80% minimum de matière première alsacienne.

## CHIFFRES CLÉS

**Plus de 4 000 références** de produits et **plus de 100 entreprises** sont engagées dans la démarche.

En 2022, l'Association pour la Promotion et le Développement des Marques Alimentaires Alsaciennes (APDMAA) en partenariat avec l'ADIRA (notamment pour les campagnes Réseaux Sociaux) a mis en œuvre un plan d'action ambitieux pour valoriser les 2 marques et développer leur présence et la consommation des produits porteurs de l'une des 2 marques !

## > VISIBILITÉ, DÉVELOPPEMENT DE LA NOTORIÉTÉ

### Les événements :

- Salon International de l'Agriculture (26/02-06/03)
- Égast
- Metro
- Made in Alsace & Made in Elsass
- Foire aux vins
- Foire européenne
- Le plus grand Show de Fruits et Légumes de France

## > MÉDIAS

- **Radio** : plus de 500 spots qui auront été diffusés en 2022.
- **Télévision** : 220 spots ont ainsi été diffusés en télévision et 200000 impressions ont été réalisées avant les diffusions des replays en TV et sur internet.
- **Réseaux sociaux** : les campagnes menées par l'ADIRA tout au long de l'année ont permis de générer : 10 790 000 affichages, 411 000 interactions positives, 20 000 clics vers les sites web, 13 000 000 vues de vidéos.
- **Display Web** : estimation : entre 2,5 et 3 millions d'impressions.
- **Affichage** : Savourez l'Alsace® et Savourez l'Alsace Produit du Terroir® se sont affichés dans 4 villes et leurs périphéries pendant 7 jours entre les 15 et 18 décembre à Strasbourg, Mulhouse, Colmar et Haguenau.

## > DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS COMMERCIALES

- **Opérations GMS** : Système U (environ 45 magasins), Leclerc (environ 50 magasins) et Intermarché (entre 25 et 30 magasins). Plus d'1 million de dépliants distribués.
- **Opération Dégustons l'Alsace.**
- **Visibilité chez les grossistes.**
- **Partenariat avec le District alsacien de Foot.**
- **Structuration des filières.**
- **Animation des réseaux d'entreprises.**



© Alsace Qualité



© JC DECAUX

# LANCEMENT DE LA MARQUE « ARTISAN D'ALSACE »



**La Chambre de Métiers d'Alsace (CMA), en partenariat avec l'ADIRA et les organisations professionnelles de l'artisanat alsacien, a développé et lancé une marque de promotion des artisans d'Alsace : « Artisan d'Alsace ».**

Ce dispositif s'inscrit dans les dispositifs de la Marque Alsace. « Artisan d'Alsace » a pour but de porter la richesse des savoir-faire des artisans, de véhiculer des valeurs de qualité et d'origine territoriale et d'inciter le public à consommer local.

L'ambition de cette nouvelle marque est ainsi de rendre plus compétitives les entreprises alsaciennes de ce secteur d'activité, de booster l'image de l'artisanat, de promouvoir et valoriser la diversité et la richesse des savoir-faire de l'artisanat alsacien.

La marque s'adresse aux entreprises artisanales. Pour pouvoir obtenir cette distinction, l'entreprise devra répondre à des critères de :

- performance économique, environnementale, sociale et digitale ;

- qualification, formation, transmission du savoir-faire et d'implication dans son métier ;
- lien avec son territoire et ses habitants.

La Chambre des Métiers, avec l'appui de ses partenaires et l'ADIRA ont ainsi établi les prérequis, les critères d'éligibilité ainsi que les documents nécessaires au déploiement de cette marque et à la procédure d'accréditation des entreprises.

Fin 2022, 166 entreprises ont rejoint la communauté et bénéficient de la Marque Artisan d'Alsace.

Plusieurs outils et campagnes de communication ont été déployés pour faire connaître le dispositif auprès des artisans et des consommateurs (flyers, affiches...).

## VERS UNE MARQUE EMPLOYEUR ALSACE

**Depuis quelques années, un grand nombre d'entreprises que l'ADIRA accompagne au quotidien connaît des difficultés à recruter de nouveaux collaborateurs.**

Cette pénurie de main d'œuvre qualifiée représente un frein pour le développement des entreprises. Pour pallier cela, chaque entreprise met en avant ses propres atouts et déploie ses outils spécifiques afin de capter et de fidéliser les talents. Toutes cependant partagent un point commun : l'Alsace.

C'est dans ce contexte qu'une démarche visant à créer une Marque Employeur Alsace est née en 2021. Elle s'inscrit dans les dispositifs de la Marque Alsace pour permettre de recenser, partager, promouvoir les nombreux facteurs d'attractivité de l'Alsace et de chacun des territoires qui la composent : qualité de vie, richesse environnementale, diversité culturelle, dynamisme économique et industriel...

### > PHASE 1

#### ÉLABORATION DE LA PLATEFORME MARQUE EMPLOYEUR ET ANIMATION DE GROUPES DE TRAVAIL

Des premiers travaux ont pu ainsi être menés depuis 2021, sur 4 territoires « pionniers » en Alsace, réunissant des représentants d'entreprises et des collectivités : Communauté d'Agglomération de Haguenau, Strasbourg Eurométropole, la Communauté de communes Pays Rhin-Brisach, Saint-Louis Agglomération. Le fruit de ce premier travail a permis de bâtir le socle de la Marque Employeur Alsace, à travers les valeurs, la vision, les promesses et les actions à mener.

Le travail s'est poursuivi en 2022, autour de l'élaboration d'une stratégie, définition des actions à déployer, et des temps d'échange. Quatre commissions se sont réunies en 2022 pour aborder les différents projets à mener : commissions « Chartes d'engagement », « Communication/Promotion », « Outil », « Animation ».

### > PHASE 2

#### CRÉATION D'UN UNIVERS GRAPHIQUE

En fin d'année, une mission de création d'un univers graphique pour la Marque Employeur Alsace a été confiée à une agence de communication. Cette nouvelle approche et démarche pourra ensuite être déclinée sur d'autres territoires qui le souhaiteront, et intégrer davantage d'entreprises, pour couvrir tout le territoire alsacien.

© ADIRA - INFUSE



1322



## > UNE NOUVELLE IDENTITÉ GRAPHIQUE



Depuis 2016, la structure de l'ADIRA a considérablement changé. Cette année-là, l'agence de développement bas-rhinoise a fusionné avec son homologue du Haut-Rhin, le CAHR, et son périmètre d'intervention a été étendu à toute l'Alsace. Depuis 2019, l'agence est financée à parts pratiquement égales par la Collectivité européenne d'Alsace et la Région Grand Est. En 2020, l'animation de la Marque Alsace a été confiée à l'ADIRA.

Pour faire refléter ce nouveau statut d'agence de développement économique et d'attractivité de l'Alsace dans son identité visuelle et pour moderniser son image, l'ADIRA a adopté un nouveau logo, dérivé du A-Cœur,

l'emblème de la Marque Alsace, qui inspire au travers de ses lignes les principales missions de l'agence :

- Conseiller les chefs d'entreprise
- Appuyer l'intelligence collective dans les territoires
- Faire rayonner l'Alsace
- Informer et rapprocher les acteurs économiques.

Ces missions forment un tout, indissociable, elles sont regroupées dans le A-Cœur en relief qui induit la notion de mouvement et valorise le dynamisme de l'Alsace.

Sur la base du nouveau logo, une nouvelle charte graphique a été élaborée et appliquée pour notre site internet. Elle a été déployée sur tous les outils de communication de l'ADIRA.

## > LES WEBINAIRES THÉMATIQUES DE L'ADIRA

**Afin d'être au plus proche des entreprises et des collectivités et pour aider les entreprises alsaciennes à faire face aux défis de demain, l'ADIRA a organisé tout au long de l'année une série de webinaires sur des thématiques d'actualité.**

### Stratégie hausse des prix de l'énergie

Avec l'envolée des prix de l'énergie, une analyse de la situation ainsi que des solutions pour aider à atténuer l'impact des évolutions des prix de l'énergie a été apportée en partenariat avec EnergiesDev.

### Comment recruter sans CV ?

L'ADIRA et Merck Group ont organisé un webinaire sur le thème « Comment recruter sans CV ? ». L'objectif était de présenter le site de Molsheim et détailler leurs retours d'expérience de la méthode de recrutement par simulation.

### Cybersécurité

L'ADIRA et ACESI ont traité le sujet de la cybersécurité ou comment gérer une cyber-attaque. Les intervenants ont expliqué les impacts potentiels et les bonnes pratiques à adopter. Jérôme Roudet de la société SALPA a pu témoigner de son expérience.

### Croissance et inflation

En partenariat avec la Banque de France, l'ADIRA proposait un webinaire sur le thème « Croissance et inflation : quel atterrissage pour fin 2022 ? Quelles perspectives pour début 2023 ? ». Laurent SAHUQUET, Directeur Régional de la Banque de France, a dressé un bilan de la situation économique du Grand Est et a dévoilé les tendances qui se profilent pour 2023.

## > COLLOQUE DE RENTRÉE ÉCONOMIQUE D'ALSACE

En partenariat avec Deloitte, la CCI Alsace Eurométropole et le MEDEF Alsace, l'ADIRA a organisé la 2<sup>e</sup> édition de cet événement de prospective.

Après une analyse du contexte international par l'invité d'honneur, Hubert Védrine, les dirigeants d'Alsapan, Carola, Kuhn et Wienerberger ont partagé lors d'une table ronde leur vision des enjeux et des transformations majeurs actuels et à venir. Ils ont, de plus, partagé avec les 150 chefs d'entreprises présents dans la salle les actions mises en place dans leur entreprise pour faire face à ce contexte économique difficile.



## > VEILLE RÉGULIÈRE POUR L'ÉQUIPE

L'ADIRA réalise une veille régulière sur-mesure pour nos chefs de projets afin d'avoir une connaissance fine et un suivi des actualités liées au développement économique : actualités d'entreprises en Alsace ou hors Alsace, aménagement du territoire, veille réglementaire, détection d'entreprises qui ne sont pas encore suivies par l'équipe, surveillance des entreprises placées en redressement judiciaire ou liquidée, initiatives remarquables pour le Pôle Marque Alsace, positionnement du territoire, tendances et enjeux qui impactent l'industrie...

Ces informations contribuent à la « culture générale économique » des responsables du développement entreprises et territoires de l'ADIRA qui vont à la rencontre des chefs d'entreprise et des élus.

## > LA GUERRE EN UKRAINE ET LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Après la crise sanitaire et le plan de relance dont les modalités se sont prolongées au cours de l'année 2022, la veille s'est concentrée, au premier semestre, sur les répercussions de la guerre en Ukraine. Les entreprises nous ont notamment sollicités pour le suivi des évolutions du « plan de résilience suite à l'agression de l'Ukraine par la Russie ». Ce document a fait l'objet de nombreuses mises à jour, nous en avons informé les entreprises concernées.

Rapidement, la problématique de la hausse du coût de l'énergie s'est rajoutée et a inquiété de nombreuses entreprises. L'ADIRA a alors suivi l'évolution des modalités des dispositifs d'aides aux entreprises les plus consommatrices, ainsi que les aides aux entreprises pour favoriser leur transition énergétique. Le sujet de l'énergie est devenu une préoccupation majeure. Nous avons également suivi les annonces liées au risque de coupure d'électricité en hiver.

## > PROMOTION DE NOS ACTUALITÉS SUR WWW.ADIRA.COM ET LES RÉSEAUX SOCIAUX

Nous avons publié 85 articles, au cours de l'année 2022, sur notre site [adira.com](http://adira.com) à propos de projets accompagnés par l'ADIRA, d'aides disponibles ou d'actions collectives pilotées par l'agence. Ces articles servent principalement à faire connaître la richesse du tissu économique alsacien, les entreprises que nous accompagnons, leurs projets de développement et les services que nous avons pu leur apporter.

Ces articles sont régulièrement repris par d'autres sources économiques et suscitent des contacts entre des journalistes et des chefs d'entreprise. Grâce aux actualités sur notre site web, nous contribuons aussi à faire connaître des possibilités de financement (fonds

de revitalisation, aides à l'embauche...) et nous valorisons également nos démarches collectives auprès d'entreprises (groupe HSE, Gemba Walks, collectifs liés à des zones d'activités...).

Sur les réseaux sociaux, nous partageons d'une part, les articles que nous publions et d'autre part, des informations intéressantes pour valoriser l'Alsace (relais des articles du Pôle Marque Alsace, classements favorables au territoire, bonnes nouvelles dans des entreprises que nous accompagnons, relais d'offres d'emplois...).

Nos posts sont lus et partagés par une audience, chaque année plus nombreuse.

### CHIFFRES CLÉS SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX EN 2022

- **9 282** abonnés LinkedIn (+ 1 714 par rapport à 2021)
- **3 581** fans de la page Facebook (+ 262 par rapport à 2021)
- **2 949** abonnés Twitter (+ 27 par rapport à 2021)
- **2 388** abonnés à la newsletter
- **32 467** visites sur [www.adira.com](http://www.adira.com) en 2022 (Chiffres décembre 2022)

## UN DOSSIER DE L'ADIRA SUR LES QUESTIONS DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

En décembre 2022, nous avons publié un Dossier de l'ADIRA consacré à la sobriété énergétique et la décarbonation. L'idée de cette publication était de partager des retours d'expériences locaux afin d'inspirer et de mobiliser les entreprises et collectivités du territoire. Nous tenons à remercier Mars Wrigley Steinbourg, Holcim, La Brasserie Perle, Volailles Siebert et la Communauté de communes de la Vallée de Villé pour leurs témoignages et partages de bonnes pratiques.

Ce Dossier a également permis de promouvoir les dispositifs de l'ADEME et de la Région Grand Est liés à la transition écologique et énergétique.



## LA LETTRE DE L'ADIRA

La Lettre de l'ADIRA publiée en 2022 était consacrée aux projets suivis par l'ADIRA avec les entreprises Rothelec, Merck Group et Constellium. De plus, le Club ACTECO3F ainsi que l'étude « La sobriété foncière, une opportunité pour les entreprises » ont été présentés. Pour finir, des articles sur les webinaires thématiques organisés par l'ADIRA et le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Marque Alsace.

Ces lettres d'information sont imprimées et diffusées à environ 3 200 destinataires, dirigeants d'entreprise et élus du territoire alsacien.

1324



# Notre équipe

au 1<sup>er</sup> mai 2023

## DÉVELOPPEMENT ENTREPRISES ET TERRITOIRES



**Philippe  
ARMENGAUD**  
Colmar et  
Nord Haut-Rhin



**Yasmina  
AZIBI**  
Eurométropole  
de Strasbourg



**Marie  
BLANCK**  
Mulhouse  
Thur Doller



**Laurence  
CHOFFAT**  
Saint-Louis  
Trois Frontières  
et Sundgau



**Alexandre  
MICHIELS**  
Alsace du Nord



**Damien  
NOACCO**  
Sud Bas-Rhin



**Alexandre  
RIGAUT**  
Mulhouse  
Sud Alsace



**Jean-Michel  
STAERLÉ**  
Ouest Bas-Rhin



**Éric  
THOUMELIN**  
Haut-Rhin  
Centre



**Valérie  
CARASCO**  
Études  
territoriales



**Estelle  
GRAN**  
Développement  
territorial et appui  
aux collectivités



**Sébastien  
LEDUC**  
Compétitivité  
des entreprises  
et dynamique  
des territoires



**Pierre  
LITZLER**  
Développement  
des territoires



**Céline  
CONDEMI**  
Assistante



**Manon  
DUC**  
Assistante



**Sophie  
DEVOILLE**  
Assistante



**Sylvie  
LENTZ**  
Assistante



**Vincent FROEHLICHER**  
Directeur général



**Monique JUNG GENGENWIN**  
Directrice



**Frank BECKER**  
Directeur général délégué



**Lilly SCHILD**  
Assistante de direction



**Zoubida BAHMANI**  
Assistante de direction

## FINANCES ET RESSOURCES HUMAINES



**Véronique HERMGES**  
Directrice administrative et financière et des Ressources Humaines



**Esther BAUMERT**  
Gestion



**Catherine DEGOUTIN**  
Comptable



**Mathieu MOREIRA**  
Systèmes informatiques, réseaux et télécommunications

## MARQUE ALSACE



**Yves DEMANGEL**  
Directeur Pôle Marque et réseaux



**Line DILLENSEGER**  
Alsace Excellence et Fabriqué en Alsace



**Maxime REINAGEL**  
Ambassadeurs d'Alsace



**Mathieu D'AURIA**  
Community Manager



**Michèle DROULIN**  
Assistante Pôle Marque et réseaux

## INFORMER ET RAPPROCHER



**Sigrid PERIN**  
Communication  
1326



**Mathilde LAFAYE**  
Veille et information en ligne



**Amandine WACK**  
Assistante communication



## Aux côtés des entreprises et des territoires d'Alsace

Retrouvez-nous sur :

[www.adira.com](http://www.adira.com)

[www.marque.alsace](http://www.marque.alsace)



ADIRA.Alsace



ADIRA.Alsace



@ADIRA\_Alsace



SIÈGE SOCIAL : Parc des Collines | 68 rue Jean Monnet | 68200 Mulhouse | France | Tél. : +33 (0)3 89 60 30 68

PÔLE BAS-RHIN, STRASBOURG EUROMÉTROPOLE : Bâtiment Le Sébastopol | 3 quai Kléber | 67000 Strasbourg | France | Tél. : +33 (0)3 88 52 82 82

PÔLE MARQUE ALSACE : Château Kiener | 24 rue de Verdun | 68000 Colmar | France | Tél. : +33 (0)3 88 52 82 82

[www.adira.com](http://www.adira.com) | e-mail : [alsace@adira.com](mailto:alsace@adira.com)

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Automobile Club Association: attribution de subvention pour l'organisation du salon "Mobility spring meeting".**

#### **Numéro E-2023-1044**

L'Automobile Club Association, devenue en 2023 « Mobilité club France » est la première organisation en France de représentation des usagers de la route et des moyens de mobilité avec plus d'un million d'adhérents. Cette association a sollicité le soutien de l'Eurométropole pour l'organisation du salon « Mobility spring meeting » de la Fédération internationale de l'automobile (FIA).

Le « Mobility spring meeting » a eu lieu du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2023. Le thème de l'évènement est l'action pour une mobilité durable pour tous.

Les participants ont échangé et débattu sur des sujets majeurs du monde de l'automobile et de la mobilité tels que :

- le droit pour une mobilité durable accessible et inclusive pour les citoyens,
- l'intermodalité des différents moyens de transport,
- la transformation énergétique et les nouveaux outils de mobilité,
- les actions en matière de sécurité routière,
- l'autopartage et la promotion d'un tourisme durable.

Cette manifestation dont le budget s'élève à 256 866 € a eu un fort impact en termes de visibilité, de rayonnement et de retombées économiques pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Tout d'abord, le siège national de l'association « Mobilité club France » se situe à Strasbourg. L'association est le fruit de la fusion de plus de 20 Clubs régionaux en France. Elle est elle-même membre de la Fédération Internationale de l'Automobile qui regroupe 243 associations au niveau mondial.

Ensuite, l'évènement a rassemblé 250 délégués issus de 101 pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique ; l'occasion pour les participants de passer en revue les réalisations de l'année écoulée, de partager leur expérience et de planifier les développements futurs grâce à un riche programme de réunions, une assemblée plénière, mais aussi une séance de jumelage, et des événements de mise en réseau. La réunion de printemps de la FIA a également été l'occasion de récompenser les projets des clubs visant à développer les meilleurs services pour un avenir de mobilité plus sûr et plus durable.

Pour soutenir cette rencontre, qui s'inscrit dans les défis et les préoccupations environnementales et économiques d'aujourd'hui, il vous est proposé de soutenir l'événement à hauteur de 10 000 €. L'association a également sollicité un soutien auprès de la Collectivité Européenne d'Alsace à hauteur de 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à Mobilité Club France pour l'organisation du salon mobility spring meeting pour un montant de 10 000 €,*

*décide*

*d'imputer la dépense en résultant, soit 10 000 €, sur la ligne budgétaire DU03D-67-65748-programme 8158 dont le disponible avant le présent Conseil est de 25 300 €,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer l'arrêté y afférent.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162293-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année N-1
Automobile Club Association	Subvention de fonctionnement	10 000 €	10 000 €	0 €

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Stratégie touristique de l'Eurométropole : soutien à la commune d'Eschau pour son projet de visite audioguidées.**

#### **Numéro E-2023-1094**

Depuis 2021, l'Eurométropole de Strasbourg déploie sa nouvelle stratégie touristique visant à développer une destination plus durable, plus diversifiée et plus inclusive. L'objectif de diversification consiste notamment en l'élargissement du périmètre touristique vers les quartiers périphériques à la Grande Île et les communes de l'Eurométropole afin de décongestionner le centre historique de Strasbourg, de mieux diffuser les flux sur le territoire ainsi que les retombés économiques. En ce sens, un travail de recensement des « pépites eurométropolitaines » avait été mené par l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région et avait notamment permis d'identifier l'Abbatiale Saint-Trophime et le Jardin monastique comme des sites à potentiel touristique qu'il serait pertinent de davantage valoriser dans notre offre touristique.

Afin de ne pas perdre les connaissances pointues des bénévoles qui réalisent actuellement les visites de ces sites et dans le but de compléter l'offre par une possibilité de visite en toute autonomie, la commune d'Eschau souhaite concevoir une visite audioguidée de chaque site. Il est également à rappeler que les visites audioguidées répondent à une demande très forte, encore plus depuis la récente pandémie, de visiteurs souhaitant découvrir la destination sans contrainte et en toute liberté, qu'il s'agisse de demandes individuelles comme de groupes. Cela permet par ailleurs de pallier au manque de disponibilité de plus en plus important des guides, d'autant plus lorsqu'il s'agit de bénévoles.

Une première étape de conception devrait être réalisée d'ici la fin de l'année, à savoir le travail de conception du scénario des visites et de rédaction du texte des commentaires ainsi que des panneaux signalétiques, et sera suivie courant 2024 de l'étape de production comprenant la traduction des commentaires, leur enregistrement, la création graphique de la signalétique, sa fabrication et son déploiement.

L'Eurométropole disposant d'une compétence en matière de soutien aux initiatives communales dans le domaine des équipements touristiques et de loisirs d'agglomération (*arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 portant actualisation et extension des compétences de la CUS, article 1<sup>er</sup>*), il est proposé d'attribuer une subvention à la

commune d'Eschau d'un montant de 4 000 € afin de soutenir ce projet de visites audioguidées, conformément aux orientations de la stratégie touristique de la destination.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le versement par l'Eurométropole de Strasbourg d'une subvention de 4 000 € à la commune d'Eschau dans le cadre de son projet de visites audioguidées. Cette subvention est inscrite à la ligne DU02L – programme 8019-65748,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162437-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**



### Attribution de subventions

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant alloué pour l'année n-1 (2022)</b>
<b>Commune d'Eschau</b>	Projet	4 000€	4 000€	0€

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Agriculture : élargissement des partenariats pour favoriser le renouvellement des générations.**

### Numéro E-2023-903

Entre 2011 et 2019, le nombre d'exploitants agricoles (hors viticulture) a baissé de 9 % dans le Grand Est ; la baisse est continue sur quinze ans. Parallèlement, la part des pluriactifs a augmenté, passant de 34 à 38 %. Si près de 10 000 nouveaux installés ont été enregistrés par la MSA, soit un peu plus d'un millier chaque année, le taux de relève moyen (rapport entre le nombre d'installés et le nombre de sortants) n'est que de 68 % (soit moins de sept installés pour dix sortants) et ce taux ne cesse de diminuer (la progression du nombre de sorties étant plus forte que celle des installations).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le Bas-Rhin comptait 3 919 exploitants dont 62 % avaient plus de 50 ans. Plus d'un exploitant sur deux partira en retraite d'ici 2029. Pour l'Eurométropole, nous avons dénombré 97 agriculteurs de plus de 55 ans sur quelque 250 actifs.

**Au vu de ce contexte, susciter et accompagner le renouvellement des générations est une nécessité. Mais c'est également une opportunité, celle de repenser l'accompagnement des pratiques et de privilégier des modèles agricoles résilients garantissant une juste rémunération des producteurs et une accessibilité à des produits de qualité y compris pour les plus vulnérables.**

Aussi, un travail a été amorcé avec détermination dans le cadre du partenariat conclu par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg avec Bio Grand Est (BGE) et la Chambre d'agriculture Alsace (CAA). Il touche nécessairement à la question du foncier et se ramifie en une pluralité de chantiers qui ciblent alternativement les futurs retraités ou les futurs installés. Il est proposé aujourd'hui de formaliser les contributions d'un certain nombre d'acteurs locaux qui se mobilisent à nos côtés.

### **1. L'orientation du foncier libre**

L'attribution de foncier propriété de l'Eurométropole fait suite à une phase de publicité qui permet de mettre en concurrence les candidats. Parmi eux, les jeunes agriculteurs ayant finalisé un plan de professionnalisation personnalisé sont prioritaires.

Cette attribution est l'occasion d'assortir les baux ruraux de clauses environnementales (conduite en agriculture biologique, implantation de haies etc).

Ainsi, par exemple, dans le cadre de la démarche Zone d'activité agricole sur le secteur de Holtzheim, 5 ha libérés par deux agriculteurs partant en retraite ont pu servir un projet de maraichage bio via l'installation combinée d'un jeune hors cadre familial et d'une structure d'insertion par l'activité économique.

Au-delà de la viabilisation du terrain par l'Eurométropole de Strasbourg (implantation d'un puits et raccordement électrique en 2023), les maraichers pourront compter sur l'appui de stagiaires de l'Établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) d'Obernai dans la réalisation de certains travaux d'aménagement du site (installation de serres, pose de systèmes d'irrigation, plantation de haies etc.). Ce type d'interventions représente pour l'EPLEFPA une opportunité d'application pratique des enseignements.

Dans la plupart des cas, le foncier restitué à la collectivité est fragmenté. Avant de procéder à sa réattribution, une laborieuse étape d'échanges peut s'avérer nécessaire afin de le reconstituer en îlot cohérent. Pour faciliter cette étape, il est proposé de s'adjoindre les services de la SAFER – Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural - qui détient des compétences spécifiques en matière de gestion temporaire et précaire de terres libres (que ne détiennent pas les communes ou l'Eurométropole). **Le conventionnement qui s'avèrera utile pour chaque parcelle libre sur la base du modèle en annexe 1 donnera à la collectivité le temps de réflexion nécessaire à l'organisation d'une mobilité foncière permettant de consolider des surfaces correspondant à ses besoins et projets.** Pour en résumer le mécanisme :

- l'Eurométropole de Strasbourg donne librement en gestion à la SAFER des parcelles agricoles non bâties et non titrées, quel que soit leur classement au plan local d'urbanisme, pour une durée maximale de six ans contre une redevance correspondant à 50% du fermage perçu. Chaque parcelle supplémentaire donnée en gestion fait l'objet d'un avenant à la convention ;
- la SAFER sélectionne les locataires et conclut avec eux les baux en application de l'article L 142-6 du Code rural ; ces contrats, par dérogation au bail rural classique, ne donnent aucun droit de maintien aux locataires, ils sont conclus pour un ou trois ans et peuvent être résiliés à l'issue de chaque saison culturale.

## **2. Les diagnostics cession-transmission**

Au vu du contexte, les situations de libération de foncier sont amenées à se multiplier. Pour autant, elles concernent généralement de petites surfaces morcelées, Ville et Eurométropole détenant quelques 4 % de la SAU du territoire. Or, à moins d'une reprise par le conjoint ou un descendant capacitaire, c'est l'intégralité du parcellaire exploité par l'agriculteur qui change de main (en moyenne 60 ha) très majoritairement au profit de l'agrandissement de structures agricoles existantes et d'agriculteurs doubles actifs.

Pour détecter le potentiel de cessions d'entreprises, le parti a été pris d'approcher les 97 agriculteurs du territoire ayant à ce jour plus de 55 ans et de leur offrir un accompagnement. Une vingtaine d'entre eux a été rencontrée l'hiver dernier. Chaque rencontre ouvre des perspectives. A minima, Ville et/ou Eurométropole récupèrent des parcelles disséminées ayant, pour beaucoup d'entre elles, fait l'objet d'échanges de cultures et de ce fait incluses dans des îlots agricoles déclarés par des exploitants encore en activité ; ces parcelles viendront temporairement alimenter le stock mis en gestion auprès

de la SAFER en attendant de définir leur affectation définitive. Il arrive aussi que des agriculteurs émettent des propositions sur lesquelles s'appuyer pour accélérer la transition agricole et alimentaire.

### 3. La mise en œuvre d'espaces test agricoles - ETA

En parallèle du repérage d'entreprises à céder et de foncier libre à attribuer, il est un moyen d'éprouver la détermination des porteurs et la viabilité de leur projet préalablement à leur installation. **Le dispositif d'espaces test agricoles dépasse le simple conseil, favorise la transmission des savoirs et s'adapte au contexte local.** Il se caractérise par trois fonctions :

- la fonction de couveuse garantit un cadre légal pour l'exercice du test d'activité en amont d'une immatriculation. Elle est assurée par la coopérative d'activité et d'emploi Antigone en mesure d'établir les contrats d'accompagnement au projet d'entreprise (CAPE) avec chaque entrepreneur à l'essai. La durée d'un CAPE n'excède pas deux ans. A son terme, l'entrepreneur à l'essai a trois options : (1) prendre son autonomie en officialisant son activité par une affiliation auprès de la Mutualité Sociale Agricole, (2) poursuivre son activité sous couvert d'Antigone mais sous statut salarié, (3) abandonner le projet dont le test a révélé les insurmontables failles (le droit à l'erreur). Antigone bénéficie en 2023 d'un cofinancement de 20 000 € de l'Eurométropole pour son activité d'accompagnement, de conseil et de formation. Le suivi des CAPE agricoles pourra émarger sur ce financement et être valorisé au titre de cette convention annuelle.
- la fonction de pépinière autorise la mise à disposition des moyens de production à commencer par l'indispensable foncier agricole.
- la fonction d'accompagnement organise le soutien individualisé des porteurs de projet par l'écosystème agricole en tenant compte de la spécificité de leur parcours personnel et professionnel afin d'assurer leur autonomie. **La convention partenariale d'accompagnement (annexe 2) formalise les rôles et responsabilités de chacune des parties prenantes au projet d'espace test agricole sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg** à savoir la Chambre d'agriculture, Bio Grand Est, Antigone, Terre de Liens, la SAFER, l'EPLEFPA et Planète Légumes. D'une durée initiale de 4 ans, elle instaure un comité de pilotage qui sélectionnera les entrepreneurs à l'essai, ajustera l'accompagnement aux besoins de chacun d'eux et orientera le dispositif en fonction des résultats obtenus.

### 4. Une Unité capitalisable d'adaptation régionale - UCARE « Conception et gestion de projets d'agriculture en agglomération »

Le brevet professionnel responsable d'entreprise agricole (BPREA) attire un nombre croissant de stagiaires intéressés par le maraichage sur de petites surfaces. S'y ajoutent des profils émergents de porteurs de projets d'agriculture urbaine qui adossent à la production légumière une activité d'animation, de pédagogie, d'insertion.

Or, l'expression des attentes, ambitions, actions d'une agglomération sur l'enjeu de la transition agricole et alimentaire représente un angle d'approche insuffisamment développé dans ce cursus.

**Aussi, la construction d'un référentiel pour une UCARE (70 heures de cours et une semaine de stage) en lien avec l'EPLFPA vise à compléter cette formation et à générer un vivier de chefs d'entreprises et de chefs de cultures aux profils et compétences affutés pour engager des projets viables en secteur urbain et péri-urbain.**

Attachée au diplôme, l'UCARE correspond à une spécialisation propre à notre territoire. Sans équivalent au niveau national, elle a été validée par la Direction régionale agriculture alimentation forêt (DRAAF) et figurera au catalogue national « France Compétences », ouvrant sur des financements de droit commun (Pole emploi, Opérateurs de Compétences, Région, Compte Personnel Formation). Le contenu de l'UCARE est centré sur les modalités d'articulation d'un projet d'agriculture avec la ville, son économie, sa sociologie et sa politique.

**La convention de partenariat avec l'EPLFPA, figurant en annexe 3 à la présente délibération, permet de donner un cadre à l'ensemble des sujets de collaboration en cours (UCARE, chantiers d'aménagement de sites maraichers etc) ; elle n'implique aucun flux financier.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

- *en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code rural et de la pêche maritime, le principe de la conclusion d'une convention de mise à disposition d'immeubles ruraux propriété de l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la SAFER Grand Est, en vue de leur aménagement parcellaire ou de leur mise en valeur agricole (réalisation de projets urbains, de zones d'activités agricoles, de projets d'agriculture nourricière, etc.).*

*Cette convention conclue sur une période de six ans, renouvelable une fois, moyennant le versement d'une redevance annuelle correspondant à la moitié du fermage annuel perçu par la SAFER auprès des preneurs et actualisées chaque année sur la base de l'indice départemental du fermage, fera l'objet d'un décompte annuel qui sera remis au propriétaire.*

*En cas de perception d'un fermage d'un montant inférieur à 300 € HT, le différentiel serait pris en charge par le propriétaire.*

*La convention déterminera les modalités de gestion des parcelles qu'elle listera. Elle pourra être complétée au cas par cas, par avenants, en fonction des parcelles mises à disposition.*

- *la convention partenariale d'accompagnement des entrepreneurs à l'essai sur un espace test agricole du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg qui fixe les relations entre ses signataires et les futurs entrepreneurs à l'essai et définit le dispositif d'accompagnement destiné à sécuriser le lancement de leur activité agricole,*
- *la convention de partenariat avec l'EPLEFPA - Établissement Public Local d'enseignement et de formation professionnelle agricole venant contribuer notamment à la mise en œuvre de la stratégie agricole de l'Eurométropole de Strasbourg,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer et à exécuter les conventions, avenants et tout document concourant à l'exécution de la présente délibération,*

*décide*

*d'imputer la recette sur la ligne EMS 551 – 752- AD03G pour les loyers/redevances HT.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162309-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

<b>N° CMD : CM 67 23 0003 01</b>
----------------------------------

<b>CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'IMMEUBLES RURAUX</b>
--

(conclue en application de l'article L 142-6 du Code Rural et de la pêche maritime)

Entre les parties ci-après nommées, il a été conclu le présent acte contenant mise à disposition d'immeubles ruraux.

### I - PARTIES AU PRESENT ACTE

Entre les soussignés :

EUROMETROPOLE STRASBOURG 1, Parc de l'Etoile 67100 STRASBOURG

dénommé ci-après "Le Propriétaire"

et

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Grand-Est Société anonyme au capital de 2 740 816 euros.

dont le siège social est situé à 14 Rue Rayet-Liénart 51420 WITRY-LES-REIMS

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Reims sous le numéro 736 220 377, représentée par Aude BAUMANN, Cheffe de service, dûment habilité aux effets des présentes

dénommée ci-après "la S.A.F.E.R."

### II - DESIGNATION DES BIENS

Les biens qui font l'objet de la présente convention sont désignés de la façon suivante :

**TOTAL SURFACE :**

Commune de ..... Surface sur la commune : .....

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe

Commune de ..... Surface sur la commune : .....

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe

Tels que ces biens s'étendent et se comportent sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins, excède-t-elle un vingtième, devant faire le profit ou la perte de la "SAFER".

### III - CONVENTIONS

Par les présentes, le "propriétaire", en application de l'article L 142-6 du Code Rural et de la pêche maritime, met à la disposition de "la S.A.F.E.R.", qui accepte et dans les conditions dérogatoires aux dispositions de l'article L 411-1 du Code Rural et de la pêche maritime Code Rural et de la pêche maritime, les biens désignés sous le titre II.

La présente convention a lieu sous les charges, clauses et conditions suivantes, que "la S.A.F.E.R." s'oblige à exécuter et à accomplir à peine de résiliation, si bon semble au "propriétaire".

### **Article 1 - Durée de la Convention**

Conformément aux dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural et de la pêche maritime, la présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 6 ans, qui commencera à courir le 11/11/2023 pour se terminer le 10/11/2029. (DATE A CONVENIR)

Elle est renouvelable une fois à condition que les parties en conviennent expressément.

Rappel des dispositions de l'article L 142-6 crpm : « A l'expiration de ce bail, lorsque celui-ci excède une durée de six ans, le propriétaire ne peut donner à bail dans les conditions de l'article L. 411-1 le bien ayant fait l'objet de la convention ci-dessus sans l'avoir préalablement proposé dans les mêmes conditions au preneur en place »

Le "propriétaire" et la "SAFER" conviennent d'ores et déjà de la possibilité de résilier partiellement ou totalement la présente convention sur tout ou partie des biens au terme de chaque année culturale. La partie souhaitant résilier la convention devra en informer l'autre au plus tard 3 mois avant le terme convenu de l'année culturale par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle ne donnera lieu à aucune indemnité. Une reprise partielle ou totale des biens hors terme précité entraînera le versement par le "propriétaire" aux exploitants désignés par la "SAFER" d'indemnités de pertes de récoltes suivant les protocoles départementaux en vigueur.

### **Article 2 - Charges et conditions**

#### **a) Etat des lieux**

"La S.A.F.E.R." prendra les biens dans l'état où ils se trouveront à la date de son entrée en jouissance, tels que décrits dans l'état des lieux ci-après annexé.

#### **b) Utilisation des biens selon bail conclu par "la S.A.F.E.R."**

"La S.A.F.E.R." utilisera les biens objet de la présente convention, aux fins d'aménagement parcellaire ou de mise en valeur agricole, conformément aux buts fixés par l'article L 141-1 du Code Rural et de la pêche maritime.

Elle consentira, à cet effet, des baux relevant des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural et de la pêche maritime, dérogoires aux dispositions de l'article L 411-1 du Code Rural et de la pêche maritime.

"Le propriétaire" devra donner son agrément préalable aux travaux d'amélioration à réaliser par le preneur et prévus dans le bail qui sera consenti par "la S.A.F.E.R." et il ne sera tenu d'indemniser ces travaux que dans les limites qui seront prévues par ce bail.

#### **c) Interventions auprès du "preneur"**

Le "propriétaire" reconnaît que la "SAFER" est entièrement libre du choix du (des) preneur(s) et l'autorise, si elle le juge utile, à procéder à un appel de candidature. Il s'interdit toute intervention directe de quelque nature que ce soit auprès de ce (ces) dernier(s).

#### **d) Impôts et assurances**

Le "propriétaire" acquittera tous les impôts et taxes afférents aux biens objet de la présente, ainsi que les primes d'assurance lui incombant en sa qualité de propriétaire.

Il sera tenu de reverser à la "SAFER" tout dégrèvement qu'il aura perçu, destiné à revenir à l'exploitant.



Les cotisations de Mutualité Sociale Agricole qui sont désormais assises sur le revenu de l'exploitant ne pourront en aucun cas être prises en charge par la "SAFER", et ce, malgré la mutation de comptes de parcelles qui résultera de la présente convention.

### **Article 3 - Montant de la redevance**

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle.

Le montant de la redevance, qui représente 50 % du fermage perçu par la « SAFER » auprès des preneurs, fera l'objet d'un décompte annuel qui sera remis au propriétaire. Cette redevance sera actualisée chaque année sur la base de l'indice départemental du fermage.

Le montant de la redevance perçue par la SAFER ne pourra être inférieur à 300 € HT. Si le fermage perçu est inférieur, une facturation complémentaire sera adressée au propriétaire.

La "SAFER" s'oblige à payer la redevance au "propriétaire" à son domicile ou à tout autre lieu convenu, en un seul terme, au plus tard le 30/11, par virement, et ainsi de terme à terme jusqu'à l'expiration de la convention.

**La "SAFER" demande au "propriétaire" de lui transmettre un RIB endossé de la signature du « propriétaire » et de la référence du présent contrat (Réf : CM 67 23 0003 01)**

## **IV - DECLARATIONS - FORMALITES**

### **Article 1 - Déclarations Diverses**

"Le propriétaire" déclare :

- que le bien objet de la présente convention est libre de toute location ou occupation;
- qu'il n'a fait l'objet d'aucune reprise susceptible d'être annulée en exécution de l'article L 411.66 du Code Rural et de la pêche maritime (*recours pouvant être exercé par un preneur rural contre le propriétaire ayant exercé son droit de reprise*);
- Qu'il ne provient pas d'une exploitation agricole ayant fait l'objet d'un partage réalisé en application de l'article 832-2 du Code Civil et qu'en conséquence, il n'est pas grevé de droit de priorité institué par ce texte (*dans le cadre d'une dévolution successorale, opération de partage spécifique liée à l'existence d'une exploitation agricole, et par laquelle le conjoint survivant ou tout héritier copropriétaire qui désire poursuivre l'exploitation à laquelle il participe ou a participé effectivement peut exiger, nonobstant toute demande de licitation, que le partage soit conclu sous la condition que ses copartageants lui consentent un bail à long terme Sauf accord amiable entre les parties, celui qui demande à bénéficier de ces dispositions reçoit par priorité dans sa part les bâtiments d'exploitation et d'habitation*).

### **Article 2 - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile "Le propriétaire" en sa demeure, "La S.A.F.E.R." à son siège social.

Fait et passé à STRASBOURG en double exemplaire,  
Le

Le Propriétaire

La S.A.F.E.R.  
Aude BAUMANN,  
Cheffe de service

**AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'IMMEUBLES RURAUX, DE LA  
S.A.F.E.R. Grand-Est**

Entre

EUROMETROPOLE STRASBOURG 1, Parc de l'Etoile 67100 STRASBOURG  
et

**LA SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL** Grand-Est, Société Anonyme au capital de 2 740 816 €, dont le Siège Social est situé à WITRY-LES-REIMS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Reims sous le numéro 736 220 377, représentée par Aude BAUMANN, Cheffe de service, dûment habilité aux effets des présentes,

Il a été signé une Convention en date du \_\_\_\_\_ pour une durée de 6 campagnes agricoles qui ont commencé le 11/11/2023 pour finir le 10/11/2029, dans laquelle EUROMETROPOLE STRASBOURG a mis à disposition de la SAFER des immeubles ruraux sis sur la commune de STRASBOURG pour une surface globale de .

Par le présent avenant, les parties signataires acceptent :

- une modification des biens mis à disposition, ce qui porte la nouvelle surface totale à ..... ci-après désignée :

Commune de ..... Surface sur la commune : .....

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe

- Le présent avenant modifie par la même la redevance annuelle convenu dans la convention de mise à disposition.

Le montant de la nouvelle redevance, représente toujours 50 % du fermage perçu par la « SAFER » auprès des preneurs, et fera l'objet d'un décompte annuel qui sera remis au propriétaire. Cette redevance sera actualisée chaque année sur la base de l'indice départemental du fermage.

Le montant de la redevance perçue par la SAFER ne pourra être inférieur à 300 € HT. Si le fermage perçu est inférieur, une facturation complémentaire sera adressée au propriétaire.

Les autres conditions de la Convention restent inchangées.

Fait à : .....

Le .....

En double exemplaire, dont un pour chacune  
des parties

Signatures

## Annexe 2



Strasbourg.eu  
eurométropole



# Convention partenariale d'accompagnement des entrepreneurs à l'essai au sein des espaces tests agricoles du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

## Entre :

Ville de Strasbourg,  
dont le siège est situé 1 parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG  
représenté par la maire Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole de Strasbourg,  
dont le siège est situé 1 parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG  
représenté par la présidente Pia IMBS

Antigone, Coopérative d'Activités et d'Emploi (CAE),  
dont le siège est situé 5 rue de la Coopérative, 67000 STRASBOURG  
représentée par son gérant Denis RAISON

Bio en Grand Est, Association des producteurs bio du Grand Est  
dont le siège est situé LES PROVINCES, 1 Av. de l'Europe, 54520 Laxou  
représentée par son co-directeur Joseph WEISSBART

Terre de Liens Alsace, Association pour une gestion collective et écologique des terres agricoles  
dont le siège est situé 114, chemin du Lauchwerb, 68000 COLMAR  
représentée par sa co-présidente Agnès KELLER

Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA)  
dont le siège est situé 2 rue de Rome, 67013 STRASBOURG cedex  
représentée par son 1<sup>er</sup> vice-président Denis RAMSPACHER

Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLEFPA)  
dont le siège est situé 44 boulevard Europe, 67210 OBERNAI  
représenté par son directeur Thierry GIRODOT

Planète Légumes Fleurs et Plantes, Association spécialisée dans le conseil et l'expérimentation  
en légumes, horticulture et pépinière  
dont le siège est situé 11 rue Jean Mermoz, 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE  
représentée par son président Pierre LAMMERT,

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Grand Est,  
dont le siège est situé 14 rue Rayet-Lienart, 51420 WITRY-LES-REIMS  
représentée par son directeur général Stéphane MARTIN

## Préambule

Au 1er janvier 2020, le Bas-Rhin comptait 3 919 exploitants dont 62% avaient plus de 50 ans. Plus d'un exploitant sur deux partira en retraite d'ici 2029. Au vu de ce contexte, susciter et accompagner le renouvellement des générations est une nécessité. Mais c'est également une opportunité, celle de repenser l'accompagnement des pratiques et de privilégier des modèles agricoles résilients garantissant une juste rémunération des producteurs et une accessibilité à des produits de qualité y compris pour les plus vulnérables. Aussi, un travail a été amorcé dans le cadre du partenariat engagé par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg avec Bio Grand Est (BGE) et la Chambre d'agriculture Alsace (CAA). L'un des projets est de mettre des espaces test en œuvre sur le territoire de l'Eurométropole.

Le test d'activité s'inscrit dans un parcours de création progressive d'activité. Il définit le moyen pour une personne de développer une activité agricole de manière responsable et autonome en grandeur réelle, sur une durée limitée, dans un cadre limitant et échelonnant la prise de risque, afin d'évaluer le projet et de s'évaluer soi-même, dans le but de décider de la poursuite, de l'ajustement ou de l'abandon du projet. Afin de sécuriser les parcours des personnes en test d'activité et leur assurer les meilleures chances de s'installer en agriculture après le test, un dispositif d'accompagnement associant les partenaires du territoire est envisagé. La présente convention vise à définir ce dispositif en posant les contributions de chacun des signataires.

## Il est convenu :

### 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet

- de fixer les relations entre les partenaires (signataires de la présente convention) et les entrepreneurs à l'essai accueillis au sein des espaces test mis en œuvre sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- de définir le dispositif d'accompagnement destiné à sécuriser le lancement des entrepreneurs à l'essai : techniques de production, conduite du système de culture, mode de commercialisation, spécificités en matière de conduite et de gestion d'une entreprise agricole, préparation au projet d'installation...

### 2. Validité et durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de quatre ans et pourra faire l'objet d'une reconduction tacite, d'année en année, au-delà du 31/12/2026. Elle prend effet à la signature du premier contrat CAPE et à l'entrée sur l'espace test du premier porteur de projet. Elle prend fin au terme du dernier contrat CAPE engagé. Elle fera l'objet de bilans annuels.

### 3. Critères d'accès aux espaces-tests

Les signataires s'accordent sur les critères d'accès aux espaces-tests ; ces critères sont cumulatifs :

- Le candidat est titulaire d'une formation professionnelle agricole (type BPREA). Il peut justifier d'une expérience professionnelle effective. Dans certaines situations à étudier, une expérience professionnelle significative (supérieure à 1 an, poste en responsabilité/chef de culture) peut suffire.
- Le candidat ne peut pas avoir précédemment signé et rompu un contrat CAPE pour la même activité.
- Le candidat doit présenter un projet de création d'entreprise (description du système de production et de commercialisation, objectif de revenu, description des éventuelles activités complémentaires hors agricoles).
- Le projet de production doit viser la certification bio via le respect du cahier des charges européen relatif à l'agriculture biologique ; pour ce qui concerne des productions non éligibles à la certification biologique, il sera exigé que la production soit réalisée sans intrants de synthèse (uniquement avec des engrais et produits phytosanitaires autorisés en AB).
- Le montant des charges et investissements nécessaires au démarrage de l'activité est limité et ne doit pas être supérieur à ce que le candidat est capable de prendre en charge personnellement (fonds propres, micro-crédit...).

En outre, le candidat qui a le statut de demandeur d'emploi ou qui a moins de 30 ans pourra bénéficier d'un accompagnement gratuit de la CAE Antigone.

#### **4. Statut du porteur de projet au sein des organismes en charge de l'accompagnement**

Par la signature de son CAPE, le candidat devient « entrepreneur à l'essai » d'Antigone. Du fait de la présente convention, il bénéficie de l'accompagnement proposé par les partenaires. En contrepartie, il accepte :

- de rejoindre le collectif composé des signataires de cette convention,
- les conditions de l'accompagnement offert par les partenaires notamment en participant aux ateliers proposés et en restant ouvert à leurs conseils et ceux de son tuteur,
- le règlement intérieur valant pour le foncier qui lui est mis à disposition,
- de contribuer à la dynamique qui porte le dispositif espace-test notamment en apportant son témoignage à l'occasion de réunions de présentation du dispositif Espace Test Agricole.

#### **5. Engagement des signataires**

La convention vise à établir la construction et la mise à disposition des entrepreneurs à l'essai d'un dispositif d'accompagnement : techniques de production, conduite du système de culture, mode de commercialisation, spécificités en matière de conduite et de gestion d'une entreprise agricole, préparation au projet d'installation... Chaque signataire de la présente convention s'engage ainsi, sur la base de ses compétences et moyens d'actions, à prendre en charge une partie de cet accompagnement.

##### **5.1 Engagements transversaux des signataires**

Tous les signataires de la présente convention s'engagent à :

- Orienter les candidats potentiels vers l'organe centralisateur à savoir Bio en Grand Est ;
- Participer au Comité de Pilotage ;
- Communiquer sur le dispositif existant.

##### **5.2. Engagements respectifs**

###### **5.2.1 La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg assure :**

- La mise disposition d'Antigone sous forme de contrat de prêt à usage (pour le compte des entrepreneurs à l'essai sous CAPE) des surfaces dédiées aux espaces test. Chaque contrat de prêt à usage détaille la localisation, la superficie, les fonctionnalités (forage, tunnels, clôtures, hangar de stockage...) des surfaces dédiées aux espaces test. Les charges afférentes seront facturées à Antigone qui pourra les refacturer aux entrepreneurs à l'essai.
- La définition des modalités de financement des fonctionnalités (forage, tunnels, clôtures, hangar de stockage) qui s'avèreraient nécessaires mais ne seraient pas effectives à la signature du prêt à usage.
- La certification du foncier en agriculture biologique, le coût annuel étant reporté sur l'entrepreneur à l'essai occupant le foncier.

En revanche, Ville et Eurométropole n'assurent pas la perte d'exploitation que subiraient les entrepreneurs à l'essai suite aux aléas.

###### **5.2.2 Antigone, dans le cadre de son activité de Coopérative d'Activités et d'Emploi :**

Préalablement à la signature des contrats CAPE, assure :

- L'accueil et l'information des candidats à la sélection : leur invitation à une réunion d'information collective sur le système interne à la CAE et les entretiens individuels dit « de diagnostic ».
- L'établissement et la signature des contrats CAPE.

Postérieurement à la signature des contrats CAPE, assure :

- L'ensemble des déclarations sociales et fiscales relatives à l'activité des entrepreneurs à l'essai.
- L'encaissement des produits générés par l'activité de chaque entrepreneur à l'essai.
- Le paiement des charges générées par l'activité de chaque entrepreneur à l'essai dans la limite de leur trésorerie disponible. Dans le cas où la trésorerie de l'entrepreneur à l'essai ne permettrait pas ces règlements, Antigone reste juridiquement engagée pour le paiement de ceux-ci. Dans tous les cas, avant d'engager financièrement Antigone, l'entrepreneur à l'essai devra obtenir son aval.
- Le remboursement des frais de chaque entrepreneur à l'essai dans la limite de leur trésorerie disponible. Dans le cas où la trésorerie d'un entrepreneur à l'essai ne permettrait pas ces règlements, Antigone reste juridiquement engagée pour le paiement de ceux-ci. Dans tous les cas, avant

d'engager financièrement Antigone, le porteur de projet devra obtenir son aval.

- La tenue de leur comptabilité.
- La couverture assurantielle de l'ensemble des activités et fonctions mises en œuvre par chaque entrepreneur à l'essai. Une copie des polices d'assurance sera transmise à l'Eurométropole et/ou à la Ville de Strasbourg. Antigone devra prévoir une extension de garantie pour main d'œuvre occasionnelle sur demande des entrepreneurs.
- L'intégration des entrepreneurs à l'essai au dispositif de formation collective mis en place pour les autres bénéficiaires d'Antigone.
- Le suivi de chaque entrepreneur à l'essai, dans la limite du champ de compétence d'Antigone.
- L'accompagnement des entrepreneurs à l'essai dans le règlement des éventuels litiges envers les fournisseurs générés par leur activité.

### **5.2.3 Bio en Grand Est assure :**

- La coordination du présent dispositif d'accompagnement.
- L'organisation du pool de candidats en attente d'une place sur un espace test et leur information via des réunions collectives.
- L'appui méthodologique à la constitution du dossier de candidature préalable à l'intégration d'un espace test.
- L'organisation du comité de sélection.
- La constitution, la coordination et l'animation d'un réseau d'agriculteurs tuteurs et experts au bénéfice des entrepreneurs à l'essai.
- La rédaction et souscription des conventions de tutorat et le suivi de leur réalisation.
- Des formations techniques au bénéfice des entrepreneurs à l'essai, au même titre que l'ensemble de ses agriculteurs adhérents.
- Un appui et des conseils aux entrepreneurs à l'essai pour toutes les questions relatives à la mise en œuvre de l'agriculture biologique (agronomique, règlementaire, économique et mise en marché vers les circuits et débouchés bio).
- Le suivi des entrepreneurs à l'essai et l'identification de leurs besoins d'accompagnement pour les réorienter vers les partenaires (en complément et continuité du suivi assuré par d'ANTIGONE)
- Un accompagnement à la sortie de l'espace test dans le cadre du projet d'installation.
- Un bilan complet du test d'activité de l'entrepreneur à l'essai.

### **5.2.4 Terre de Liens Alsace assure :**

- Un repérage pro-actif en amont des porteurs de projets et candidats à l'installation susceptible de répondre au cahier des charges et intéressés par le dispositif.
- A intervenir pendant la durée du test en proposant des ateliers et formations spécifiques aux entrepreneurs à l'essai.
- A accompagner pendant la durée du test, les entrepreneurs à l'essai à l'installation en sortie de test, notamment en clarifiant un plan d'actions pour trouver des terres adaptées au projet, et en élaborant un modèle foncier conforme au bilan du test d'activités.

### **5.2.5 La Chambre d'agriculture Alsace assure :**

- Un repérage pro-actif en amont des porteurs de projets et candidats à l'installation susceptibles de répondre au cahier des charges et intéressés par le dispositif, via notamment le Répertoire Départ Installation.
- Des formations techniques au bénéfice des entrepreneurs à l'essai, au même titre que l'ensemble des agriculteurs du département.
- Des conseils techniques sur le plan de l'urbanisme, sur le plan juridique et plus généralement sur l'ensemble des composantes de la future exploitation.
- L'intégration des entrepreneurs à l'essai dans le dispositif d'aide à l'installation : rdv d'information et d'orientation (Point Accueil Installation) ; diagnostic des compétences encore à acquérir, montage du projet (constitution et chiffrage).

### **5.2.6 Planète Légumes Fleurs et Plantes assure :**

En phase « espace test »

- L'accès à tous les services des adhérents de PLANETE Légumes Fleurs et Plantes : visite du conseiller 1 fois par an, accès aux guides (protection, désherbage, protection biologique et variétés),

au magazine trimestriel et aux flashes techniques en saison, invitations aux réunions techniques et aux formations.

- Des conseils techniques en physique, par téléphone ou mail, qu'il s'agisse de production conventionnelle, biologique ou alternative. L'équipe dispose de conseillers maraichage, horticulture et pépinière, et de conseillers spécialisés (maraichage biologique et techniques alternatives, alliacées, pomme de terre, asperge, fraise et petits fruits, choux et navets salés, légumes secs et raifort.
- Un suivi renforcé de 3 ou 5 visites ou plus par an et par entrepreneur à l'essai en plus du service de base sur les productions de son choix.

En phase « sortie de l'espace test/projet d'installation » :

- Un appui technico-économique à l'installation du candidat en lien avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace : dimensionnement du projet, définition du système de production, choix des investissements, commercialisation (lien avec l'IFLA) ...
- Le maintien des services des adhérents de PLANETE Légumes Fleurs et Plantes (conseil, visite, guides, flashes, magazine, invitations).
- Le maintien du suivi renforcé en cas de besoin.

### **5.2.7 L'EPLEFPA assure :**

Dans la limite de la mise en œuvre de la pédagogie du CFPPA et dans le cadre des Travaux Pratiques nécessaires à l'acquisition de la pratique pour le Brevet Professionnel de Responsable d'Entreprise Agricole et le Brevet Professionnel Agricole Travaux de la Production Horticole (Maraichère) :

- Des formations techniques au bénéfice des entrepreneurs à l'essai, au même titre que pour l'ensemble de ses stagiaires, en mobilisant les financements possibles selon leur statut (ex : contrat CAPE = financements de Pôle Emploi) ou aux tarifs votés en Conseil d'Administration.
- Un module de formation spécifique au management de projet d'agriculture urbaine, certifiant ou non selon la décision du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

L'EPLEFPA peut également assister pratiquement l'entrepreneur à l'essai au sortir de la période test lors de travaux agricoles (montage de serre, pose d'arrosage, préparation du sol, plantation de haies...).

### **5.2.7 La Société d'Aménagement foncier et d'établissement rural Grand Est assure :**

- Une veille foncière pour faciliter l'accès au foncier des entrepreneurs à l'essai à la sortie du test.
- La mise à disposition des outils de gestion temporaire (Convention de Mise à Disposition) aux propriétaires du foncier des « zone test » si nécessaire, sur leur demande.
- Un accompagnement en vue d'une intermédiation locative auprès d'un propriétaire de foncier agricole dans le cadre du projet d'installation de l'entrepreneur à l'essai.

## **6. Comité de pilotage**

Le COPIL est composé des représentants de chaque structure partenaire et des tuteurs. Il a pour mission :

- De sélectionner parmi les candidats ceux retenus pour devenir entrepreneurs à l'essai.
- De faire le bilan annuel des Espaces Tests Agricoles opérationnels sur le territoire de l'Eurométropole : résultats économiques, évolution de la production et des ventes, enregistrement des temps de travaux...

## **7. Conditions de désengagement, voire de résiliation de la convention**

Dans l'hypothèse où l'un des partenaires souhaiterait se désengager du dispositif Espace Test Agricole mis en œuvre sur l'Eurométropole de Strasbourg, il fera connaître son intention et le motif par courrier adressée à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, copie à Bio Grand Est qui réunira le Comité de pilotage. Le partenaire souhaitant se désengager expliquera ses raisons aux membres du Comité de pilotage afin de lui permettre d'estimer les possibilités de maintien du dispositif ETA en dépit de cette défection.

Si le maintien du dispositif s'avère impossible et qu'il est acté par les partenaires, l'ensemble des partenaires seraient déliés de leurs engagements et un terme serait mis à l'ensemble des contrats et conventions qui sous-tendent le dispositif ETA.

Comme indiqué à l'article 2, la convention prend fin sur décision du COPIL au terme du dernier contrat CAPE engagé. Par voie de conséquence, tous les contrats de prêts à usage seraient eux-mêmes résiliés.

## 8. Règlement des litiges

De convention expresse entre les parties, la présente convention est soumise au droit français. Tous les litiges auxquels la présente convention pourrait donner lieu, concernant tant sa validité, son interprétation, son exécution, sa résiliation, leurs compétences et leurs suites seront soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun, après avoir recherché en priorité une solution amiable par les voies de la médiation.

Fait à STRASBOURG, le

Bio en Grand Est  
représentée par  
Joseph WEISSBART  
Co-directeur

Antigone  
représentée par  
Denis RAISON  
Gérant

Terre de Liens Alsace  
représenté par  
Agnès KELLER  
Co-présidente

Planète Légumes Fleurs et Plantes  
représentée par  
Pierre LAMMERT  
Président

La Chambre d'agriculture  
représentée par  
Denis RAMSPACHER  
1<sup>er</sup> Vice Président

La Société d'Aménagement Foncier  
et d'Etablissement Rural Grand Est  
représentée par  
Stéphane MARTIN  
Directeur général

L'Etablissement Public Local  
d'Enseignement et de Formation  
Professionnelle Agricole  
représenté par  
Thierry GIRODOT  
Directeur

La Ville de Strasbourg  
Représentée par  
Jeanne BARSGEGHIAN  
Maire

L'Eurométropole de Strasbourg  
Représentée par  
Pia IMBS  
Présidente





## Convention de partenariat

### Entre

Ville de Strasbourg,  
Dont le siège est situé 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex  
Représenté par Jeanne BARSEGHIAN, la Maire

Eurométropole de Strasbourg,  
Dont le siège est situé 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex  
Représenté par Pia IMBS, la Présidente

### Et

Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole - EPLEFPA  
Dont le siège est situé à 44 boulevard Europe – CS 50203 - 67212 Obernai Cedex  
Représenté par Thierry GIRODOT, directeur de l'EPLEFPA

- Vu la convention cadre 2021/2026 établie entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, Bio en Grand Est et la Chambre d'agriculture d'Alsace
- Vu le programme d'actions 2023/2024 convenu entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, Bio en Grand Est, la Chambre d'agriculture Alsace

### Préambule

L'Eurométropole ambitionne de renforcer son développement économique et d'assurer, aux côtés des communes la qualité de l'environnement et du cadre de vie. Elle détient des compétences notamment en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, d'eau et d'assainissement, de protection et mise en valeur de l'environnement. La ville de Strasbourg dispose quant à elle d'une clause générale de compétences.

Sur cette base, Ville et Eurométropole de Strasbourg ont engagé avec l'appui de la Chambre d'agriculture Alsace et de Bio Grand Est un travail d'accompagnement des entreprises agricoles vers une transition agricole et alimentaire. La refonte de ce partenariat a abouti en 2021 à la définition d'un plan de 33 actions articulées autour de 4 enjeux.

# Plan d'actions agricole

## 4 enjeux – 8 axes – 33 actions



Strasbourg.eu  
eurométropole



Préserver les espaces, maintenir les entreprises agricoles et favoriser l'installation des jeunes **pour assurer le renouvellement des générations et la capacité productive du territoire**

### Planification et aménagement territorial

- PLUi
- Projets urbains
- Zones d'Activité Agricole

### Gestion du foncier

- Orientation foncier libre
- BRCE
- Renouvellement des générations
- PSE
- AFAFE

Accompagner le changement des systèmes et des pratiques **pour une meilleure prise en compte de l'environnement et des ressources**

### Système de production

- AB
- Diversification

### Pratiques agricoles

- TVB
- Air
- Eau
- Eco-pâturage
- Bas carbone

### Innovation

- Énergie
- REUT

Soutenir la diversification des cultures et la structuration de filières de proximité **pour davantage de résilience alimentaire**

### Circuits courts

- Vente directe
- Projets collectifs
- Logistique
- Aide alimentaire

### Circuits de proximité

- Restauration scolaire
- Restauration collective
- Cuisines centrales
- Transformation/IAA

Recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs **pour une cohabitation harmonieuse**

### Promotion

- Observatoire
- Communication communes/agriculteurs
- Mangeons local
- Tour des fermes

L'EPLEFPA, créé en 1968 et localisé sur Obernai et Erstein, comprend 5 pôles :

- Un lycée général et technologique (420 élèves)
- Un lycée professionnel agricole (160 élèves)
- Un centre de formation pour apprentis (500 apprentis)
- Un centre de formation professionnelle et de promotion agricole (100 000 h stagiaires)
- Une exploitation agricole de production végétales, animale et d'énergie.

Il a pour missions la formation initiale et continue, l'animation rurale, l'insertion, le développement et l'expérimentation, la coopération internationale. Elles se déclinent dans sept champs professionnels : les productions, l'aménagement de l'espace, la commercialisation, les activités hippiques, les services, la transformation et l'agroéquipement.

Au vu de ces éléments, après une première prise de contact officielle en août 2022, EPLEFPA, Ville et Eurométropole de Strasbourg ont identifié des sujets sur lesquels travailler ensemble.

**Il est convenu :**

## 1. Objet de la convention

Tenant compte des domaines d'activité pédagogiques de l'EPLEFPA, la présente convention a pour objet de déterminer le périmètre et les modalités d'intervention de l'EPLEFPA en appui de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dans la mise en œuvre de leurs politiques de transition agricole et alimentaire, de préservation de l'eau, des sols et de la biodiversité, de gestion des espaces verts et de nature.

## 2. Périmètre du partenariat

### 2.1 Construction du référentiel d'une UCARE « conception et gestion de projets d'agriculture en agglomération »

Les promotions de BPREA (brevet professionnel responsable d'entreprise agricole) attirent un nombre croissant de stagiaires aux profils relativement classiques et aux projets de maraichage sur de petites surfaces. S'y ajoutent également des profils émergents de porteurs de projets d'agriculture urbaine qui complètent l'activité de production par des activités d'animation, de pédagogie, d'insertion (Fermes pédagogiques)... Or, l'expression des attentes, ambitions, actions d'une agglomération sur l'enjeu de la transition agricole et alimentaire représente un angle d'approche insuffisamment développé dans leur cursus.

## Annexe 3

EPLEFPA, Ville et Eurométropole de Strasbourg s'engagent ensemble dans la construction d'une Unité Capitalisable d'Adaptation Régionale-UCARE permettant de parfaire l'(in)formation des stagiaires en BPREA. Elle sera centrée sur la conception et la gestion de projets d'agriculture urbaine (compréhension du contexte local, des attentes des villes et de leurs partenaires, de l'étude de faisabilité d'un projet à la pratique de terrain...). Elle permettra de générer un vivier de chefs d'entreprises et de chefs de cultures correspondants aux besoins induits par les projets des agglomérations. Si le diplôme est national, l'UCARE est mise en place localement sur la base des besoins du territoire. Il n'existe pour l'heure aucun référentiel, il est à construire.

L'intervention d'agents de l'Eurométropole de Strasbourg pourra être envisagée dans le cadre du programme défini pour l'UCARE et, de manière générale, dans le cadre de l'ensemble des formations dispensées par l'EPLEFPA.

### 2.2 Mise en œuvre d'Espaces Test Agricoles

Ville et Eurométropole de Strasbourg s'emploient à créer les conditions d'ouverture d'un ou plusieurs espaces test agricoles pour éprouver la détermination des porteurs et la viabilité de leur projet préalablement à l'installation. Ce dispositif dépasse le simple conseil et se caractérise par 3 fonctions :

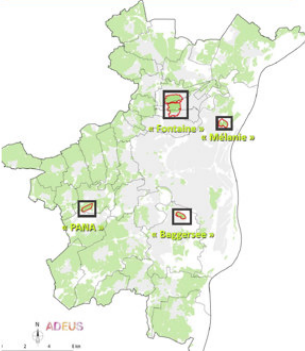
- la fonction de couveuse qui garantit un cadre légal pour l'exercice du test d'activité,
- la fonction de pépinière qui met à disposition des moyens de production,
- la fonction d'accompagnement qui assure le suivi et la professionnalisation des porteurs de projet.

L'EPLEFPA apporte sa contribution par l'accueil des porteurs de projets au sein des formations techniques des programmes de formation du CFPPA et à l'occasion des événements techniques autour de l'agroécologie et du développement durable qu'il organise.

L'EPLEFPA par son CFPPA propose d'accueillir les porteurs de projets pour présentation des cursus d'installation en agriculture ou lors d'événements spécifiques (Journées Portes Ouvertes, UCARE conception et gestion de projet d'agriculture urbaine, etc)

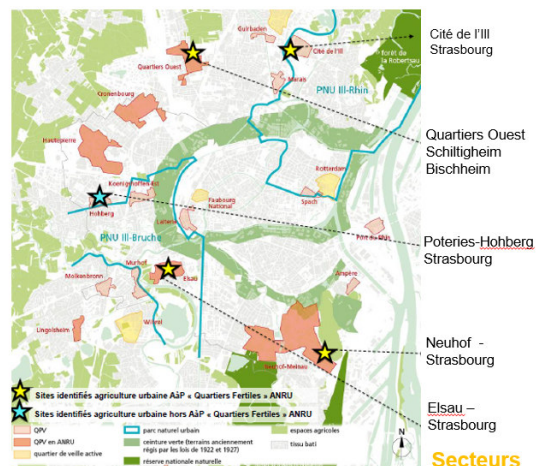
### 2.3 Appui opérationnel à l'aménagement de sites agricoles notamment maraichers

L'Eurométropole de Strasbourg a sélectionné quatre périmètres sur lesquels initier une démarche d'ensemble. Ils correspondent à d'anciens secteurs de projets urbains aujourd'hui abandonnés. Un travail est engagé pour y faire évoluer l'agriculture et la corrélér davantage aux besoins alimentaires du territoire. L'enjeu primordial de cette démarche, dénommée Zones d'Activité Agricole, est la co-construction ; le moyen en est le dialogue.

Objectifs	Secteurs prioritaires	Méthode	Partenaires
<ul style="list-style-type: none"><li>• Sacraliser l'agriculture</li><li>• Développer une agriculture nourricière</li><li>• Développer une trame verte et des cheminements propices à une meilleure cohabitation entre agriculteurs et riverains</li><li>• Améliorer la fonctionnalité du parcellaire agricole</li><li>• Tester de nouvelles façons d'accélérer la transition agricole et renforcer nos outils sur le modèle des zones d'activité classiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Fontaine - Hoenheim / Souffelweyerseheim / Bischheim 139ha</li><li>• Mélanie-Strasbourg 25ha</li><li>• PANA-Holtzheim 24ha</li><li>• Baggersee-Illkirch 21ha</li></ul> 	<ul style="list-style-type: none"><li>• COPIL sectoriels sous pilotage EMS</li><li>• Diag agri foncier, Historique du site</li><li>• Réunions collectives agriculteurs</li><li>• RDV individuels (situation de l'entreprise agricole, difficultés, projets...)</li><li>• Plan d'actions :<ul style="list-style-type: none"><li>• Accompagnements individuels</li><li>• Actions collectives</li><li>• Modif PLU</li><li>• Etude</li><li>• Aménagement de site</li></ul></li><li>• Temps d'information et partage avec riverains</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Eurométropole et Ville Strasbourg</li><li>• Communes</li><li>• Agriculteurs et acteurs du monde agricole (Chambre d'agriculture d'Alsace, Bio en Grand Est, Terre de liens, SAFER, EPLEFPA)</li><li>• Filières économiques</li><li>• Citoyens</li></ul>

## Annexe 3

De même, l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec les villes de Strasbourg et de Schiltigheim, porte le projet "Cités Fertiles" dont l'objectif est de développer l'agriculture urbaine dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Pour ce faire, des terrains adaptés à la culture nourricière ont pu être identifiés et mobilisés, un accompagnement sera apporté aux porteurs dans le montage et le développement de leur projet et des soutiens financiers de l'ANRU seront mobilisés.



Dans le cadre de ces démarches notamment, l'Eurométropole et la ville de Strasbourg sont amenées à accompagner le développement de projets de maraichage et d'agriculture nourricière.

De son côté, l'EPLEFPA a besoin d'appuyer la formation théorique de ses stagiaires sur une mise en pratique de leurs savoirs au travers de chantiers école. En quête de sites d'interventions, l'EPLEFPA propose d'apporter un appui opérationnel à l'aménagement des espaces maraichers et nourriciers identifiés par la collectivité. Cet appui peut représenter une aide à :

- Plantation et taille de haies
- Plantation et taille d'arbres fruitiers
- Démontage d'arbres morts
- Conception et installation de réseaux d'irrigation
- Montage de tunnels (serres maraichères)
- Et toute activité qui entrerait dans le cadre des référentiels des cursus assurés par l'EPLEFPA.

### 2.4 Appui aux projets de gestion de l'eau et de l'assainissement liés à l'activité agricole

L'EPLEFPA propose la formation BTSA (Brevet de technicien supérieur agricole) « gestion et maîtrise de l'eau ». Dans ce cadre, il peut apporter son soutien à la mise en œuvre des actions contribuant au changement des pratiques agricoles pour une meilleure prise en compte de l'environnement et des ressources, telles que :

- La sensibilisation des différents acteurs à la protection de la ressource en eau par le biais de formation et ou d'animation. En effet, les stations de production d'eau de l'Eurométropole de Strasbourg qui puisent l'eau dans la nappe alluviale du Rhin peuvent connaître des pollutions d'origine anthropique parfois en lien avec l'activité agricole. Sur certains captages des dépassements des limites réglementaires ont été constatés. L'aire de remplissage et de lavage des pulvérisateurs à Plobsheim, propriété de l'Eurométropole de Strasbourg et mise à disposition de la CUMA Les bords du Giessen, pourra servir de support à des interventions, formations ou animations visant cette sensibilisation.
- Le suivi des expérimentations qui seraient menées dans le cadre du projet de réutilisation des eaux usées traitées en irrigation agricole.

### 2.5 Évènementiel et communication

Dans le cadre de leurs compétences et politiques, Ville et Eurométropole de Strasbourg organisent des manifestations ou temps de communication à l'adresse du grand public (ex : Tour des Fermes). L'EPLEFPA peut d'une part contribuer à leur conception, mise en place et animation via ses ressources ressortant de la filière « animation rurale » et, d'autre part, s'investir dans la prise en charge d'un stand de présentation de ses formations et expérimentations.

## 3. Modalités de saisine et validation préalable des interventions de l'EPLEFPA

Les chantiers école constituent un plateau technique pédagogique pour les apprenants de l'EPLEFPA. Le référent « Aménagement paysager » de l'EPLEFPA devra être à même de vérifier que la demande d'appui

### Annexe 3

formulée par les services de la Ville ou l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du périmètre défini au point 2 puisse être prise en compte par l'EPLEFPA. Pour ce faire, une prise de contact auprès du référent « Aménagement paysager » EPLEFPA doit être réalisée par le référent Ville et/ou Eurométropole de Strasbourg en charge du pilotage du projet pour lequel l'appui de l'EPLEFPA est sollicité.

Le référent « Aménagement paysager » EPLEFPA étudie la pertinence de la demande dans le cadre d'un référentiel de formation d'un cursus de l'EPLEFPA (lycée, CFA, CFPPA) en lien avec les coordinateurs des formations concernées, ainsi que les modalités d'accueil sur les chantiers école.

Dès lors que la pertinence est avérée et que l'appui EPLEFPA est validé, les référents EPLEFPA et Ville et/ou Eurométropole de Strasbourg assurent la co-organisation du plateau technique et garantissent son bon déroulement. Les matériaux et matériels que ne pourrait pas mobiliser l'EPLEFPA seront fournis par la Ville et/ou l'Eurométropole.

#### 4. Gouvernance

L'EPLEFPA est associé au Comité de Pilotage « Agriculture » mis en place dans le cadre du partenariat historique entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'Agriculture Alsace et Bio en Grand Est. Une place sera réservée au représentant de l'EPLEFPA, aux côtés des partenaires (DDT, DRAAF, AERM, ADEME, SAFER et Terre de Liens). Les éléments relatifs à la collaboration EPLEFPA-Ville et Eurométropole qui consolident la stratégie agricole de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg seront vus dans ce cadre.

#### 5. Validité et durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de trois ans et pourra faire l'objet d'une reconduction tacite, d'année en année, au-delà du 31/12/2026. Elle prend effet à sa signature. Elle fera l'objet de bilans annuels intégrés aux bilans annuels des actions menées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en matière agricole.

Fait à STRASBOURG, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

La Présidente

Pia IMBS

Pour l'EPLEFPA

Le Directeur

Thierry GIRODOT

Pour la Ville de Strasbourg

La Maire

Jeanne BARSEGHIAN

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Soutien à l'entrepreneuriat, l'emploi et l'économie sociale et solidaire.

#### Numéro E-2023-1056

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'entrepreneuriat, l'emploi et l'économie sociale et solidaire (ESS), afin de soutenir la dynamique économique créatrice de richesse et d'emplois, tout en renforçant le lien social et en cherchant des réponses locales pour des besoins locaux.

#### - Soutien à l'entrepreneuriat

9 033 entreprises ont été créées en 2022 sur l'Eurométropole de Strasbourg ; un chiffre qui ne cesse de croître depuis 30 ans, et qui recouvre à la fois l'essor de la microentreprise, une population plus jeune, ainsi qu'un entrepreneuriat féminin et en quartier prioritaire en progression.

Les entreprises de l'ESS quant à elles contribuent, par leurs réponses, au développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants et des territoires. Ces entreprises concourent, par leurs dynamiques d'animation de collectifs, à la formation à la coopération, à l'usage d'outils démocratiques, tout en étant respectueuses des piliers du développement durable, quand elles ne réparent pas, pour nombre d'entre elles, les dégâts causés par la société à l'environnement.

<b>Réseau Entreprendre</b>	<b>3 000 €</b>
----------------------------	----------------

Le Réseau Entreprendre Alsace est une association agissant sur le territoire alsacien en offrant un accompagnement personnalisé et un financement sous forme de prêt d'honneur. Elle est constituée de 200 chefs d'entreprises bénévoles prêts à s'engager dans une démarche sociétale. Leur objectif est de soutenir des créateurs, repreneurs et développeurs d'entreprise avec un accompagnement humain et financier. Membres et lauréats bénéficient également d'une mise en réseau dans la vie locale, régionale et nationale.

Il est proposé le versement d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 3 000 euros destinée à financer l'événement « Booster Camp », qui se déroulera sur 24h avec pour principe de mobiliser l'intelligence collective autour de projets entrepreneuriaux

Ainsi 10 créateurs d'entreprises seront accompagnés par 100 entrepreneurs expérimentés du Réseau Entreprendre et 10 experts locaux, dans le but de trouver, pour chacun des 10 créateurs, une stratégie et un plan d'action de croissance de leur entreprise.

Le « Booster Camp » contribue ainsi à générer de l'emploi et de la richesse sur le territoire tout en renforçant la pérennité des entreprises participantes.

Il se déroulera le 17 et 18 janvier 2024 à Strasbourg.

<b>ADIE</b>	<b>120 000 €</b>
-------------	------------------

L'ADIE est une association qui accompagne les créateurs d'entreprise par l'octroi de micro-crédits, y compris pour des porteurs de projets sans capital ou sans diplôme.

En 2022, le fonds historique dédié au micro-crédit a bénéficié à 120 entrepreneurs, dont 38 situés en QPV. 38 % des bénéficiaires de l'ADIE perçoivent les minima sociaux.

La présente subvention vise à consolider le nouveau « Fonds de Prêt Apport en Capital » créé en 2022 à l'échelle du Grand Est. Il complétera ainsi le fonds dédié au micro-crédit dans le but de compenser le manque de fonds propres initiaux des créateurs et faciliter le démarrage de leur activité. Ceci est particulièrement pertinent pour les entrepreneurs issus des QPV. A l'image de la pratique de l'ADIE pour les micro-crédits, ces entrepreneurs seront accompagnés par l'association à travers des ateliers collectifs, du coaching individuel, ainsi que du soutien administratif et financier par des experts et parrains.

Il est proposé l'attribution d'une subvention ponctuelle d'investissement de l'Eurométropole de Strasbourg de 120 000 euros, afin d'abonder le « Fonds de Prêt Apport en Capital » aux côtés de la Métropole de Metz, la Fondation Peters, la Région Grand EST. Ceci permettra à l'ADIE d'intervenir en quasi-fonds propres pour 60 créateurs situés sur l'Eurométropole de Strasbourg chaque année (450 créateurs sur le Grand EST). En effet, grâce au jeu du remboursement des crédits attribués sur 24 mois maximum, le fonds sera réalimenté en permanence et bénéficiera à de nouveaux entrepreneurs chaque année.

**- Soutien aux acteurs de l'emploi**

<b>Les Jardins de la Montagne Verte – Des Etoiles et des Femmes</b>	<b>16 444 €</b>
---	-----------------

Les Jardins de la Montagne Verte (JMV), association loi 1901 a pour principal objet l'aide à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté ou en situation d'exclusion, directement ou par prise et gestion des participations minoritaires dans toute entreprise ayant le même objet.

Le projet « Des Etoiles et des Femmes » fondé à Marseille par l'association Festin et a qui a essaimé sur tout le territoire national, est parti de plusieurs observations : le fort taux de chômage des femmes dans les quartiers prioritaires de la Ville, la sous-représentation des femmes en cuisine professionnelle, ainsi qu'une pénurie de talents dans la restauration gastronomique.

Des Étoiles et Des Femmes, porté localement par l'association JMV, propose à 12 femmes éloignées de l'emploi d'accéder à un parcours d'insertion d'excellence dans le milieu de la gastronomie. Elles intégreront un CAP cuisine sur 10 mois tenu par le GRETA et suivi

au lycée hôtelier Alexandre Dumas à Illkirch-Graffenstaden. La formation se passera en alternance grâce à l'engagement des chefs les plus prestigieux de Strasbourg. La plus-value sociale du projet réside dans l'accompagnement de ces femmes durant toute la durée de la formation et un an après la fin de celle-ci. Suivant un véritable parcours d'insertion, elles pourront compter sur le soutien d'une accompagnatrice socioprofessionnelle ainsi que de nombreux dispositifs mis en place pour lever les freins au retour à la formation et à l'emploi : aide à la mobilité, aide aux repas, aide à la garde d'enfants, coaching, ateliers de création/rédaction de CV et de lettres de motivations...

Ainsi les objectifs du projet des Etoiles et des Femmes sont de :

- augmenter le nombre de femmes dans les métiers de la cuisine,
- permettre à 12 femmes de suivre un parcours d'excellence dans la gastronomie,
- insérer professionnellement des femmes éloignées de l'emploi,
- obtenir 100% de réussite au CAP,
- avoir un taux de retour à l'emploi de 75 % dans les six mois après la fin de la formation.

Ces objectifs rentrent dans le cadre de la politique d'insertion et de retour à l'emploi menée par l'Eurométropole et ses partenaires notamment les structures de l'insertion par l'activité économique. Il s'agit d'un programme à fort impact social ; au niveau national depuis 2015, ce sont 40 promotions, 471 femmes formées, 383 diplômées et 70 % de retour à l'emploi.

Un complément de financement est proposé suite à un avis défavorable de la DREETS sur les crédits EMS FSE qui devait financer ce projet à hauteur de 10 000€, subvention validé par le conseil du 28 juin 2023. Ce projet fera l'objet d'une déprogrammation.

Un complément de financement est proposé suite à un avis défavorable de la DREETS sur les crédits EMS FSE qui devait financer ce projet à hauteur de 10 000€, subvention validé par le conseil du 28 juin 2023. Ce projet fera l'objet d'une déprogrammation.

#### **Soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire**

Les structures de l'ESS font partie, par leurs réponses, du développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants et des territoires : elles contribuent dès lors à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie.

Certaines de ces structures comme Tess Lab, la CyberGrange, l'AMSED, Activ'action, qui ont des liens forts avec les quartiers populaires ou qui y sont implantés, font l'objet d'une réflexion spécifique ces derniers mois. Leurs modalités d'action présentent un ensemble de points communs :

- un ancrage fort dans la proximité qui leur permet de recueillir les besoins des habitants,
- une habitude d'apporter des réponses collectives à des besoins pas ou peu couverts dans une approche partenariale affirmée c'est-à-dire la capacité à produire de l'innovation sociale dans les projets qu'elles développent,
- des valeurs partagées autour de la volonté d'œuvrer au renforcement du pouvoir d'agir, au développement des compétences et à la révélation des talents en QPV,



- la mobilisation de ressources ou de réseaux régionaux, nationaux ou internationaux au service des habitants des QPV.

L'action de ces structures, parce qu'elles interviennent dans des champs thématiques divers comme l'emploi, la formation, le numérique, la mobilité internationale, la réparation, le réemploi et la réduction des déchets, plus largement la transformation sociale et écologique, apparaît quelquefois comme difficilement lisible. Pour autant elles apportent une plus-value significative à l'amélioration de la vie quotidienne des habitants, au développement économique local, au renforcement du lien social et constituent des acteurs précieux des transitions. Elles sont d'ailleurs engagées dans des démarches de mesure de leur impact économique, social et environnemental.

Ces constats poussent à envisager un soutien plus structuré de la part de la collectivité en proposant d'élaborer avec ces structures des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM), en lien avec le souhait porté par la politique « vie associative » de les développer : ces conventions donnent de la visibilité aux acteurs de terrain sur leurs subventions sur plusieurs années et participent à la clarification des relations entre la collectivité et les associations. Elles permettront aussi d'aboutir pour la collectivité à une lecture transversale de leurs actions, de couvrir l'ensemble des champs thématiques abordés et de reconnaître leur rôle dans le développement de l'innovation sociale sur le territoire.

En préfiguration de cette phase de rédaction de ces CPOM prévue en 2024, il est proposé de les soutenir à la fois sur leur fonctionnement pour contribuer à consolider leur modèle économique, leur donner de la visibilité et travailler à leur pérennisation et en même temps de soutenir le développement de projets utiles au territoire. C'est le sens des subventions qui sont présentées au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg pour Tess Lab, La CyberGrange, l'AMSED et Activ'action.

<b>TessLab</b>	<b>15 000 €</b>
----------------	-----------------

L'association Tess Lab est un laboratoire d'innovation pédagogique qui œuvre au renforcement des capacités et révèle les potentiels des jeunes et des femmes en particulier dans les quartiers populaires. L'équipe développe des approches innovantes et transversales (formation/orientation/emploi, numérique, écologie, mobilité internationale etc.) sur des sujets peu ou pas traités (faible accès des femmes aux métiers de la recherche en sciences, décrocheurs post-bac etc.), en s'appuyant sur un réseau de partenaires locaux, nationaux et internationaux qui constituent des ressources précieuses et nouvelles au service des habitants des quartiers populaires.

Cette subvention soutient deux projets spécifiques :

- le développement du programme de renforcement des compétences transversales des jeunes décrocheurs post-bac en QPV (formations, tutorat, accompagnement à la mobilité internationale en lien avec un réseau des partenaires de l'emploi et de l'inclusion),
- le déploiement du programme « Bibliothèques vivantes » qui vise à révéler les potentiels des collégiens en situation de migration, en valorisant leurs compétences et parcours de vie, aux yeux de toute la communauté (autres élèves, enseignants,

personnels de l'équipe pédagogique), en partenariat avec les acteurs des Cités éducatives.

<b>CyberGrange</b>	<b>5 000 €</b>
--------------------	----------------

La CyberGrange est un tiers-lieu implanté au Neuhof, à la fois espace d'inclusion numérique, lieu de formation aux métiers du numérique et fablab solidaire. Avec plus de 3 500 participants aux actions en 2022, l'association accueille des publics très différents, des enfants aux seniors, des strasbourgeois aux réfugiés. Elle a lancé dès 2021 des repair-cafés en pieds d'immeuble au Neuhof complétés par des zones de gratuité, en lien avec les bailleurs sociaux et des espaces d'auto-réparation en intérieur, sur site ou décentralisés comme dans des magasins de bricolage. Les objectifs sont de développer les compétences de tous, d'encourager la réparation, le réemploi, la réduction des déchets, de favoriser l'acquisition de compétences et de renforcer les systèmes d'entraide et de solidarité.

La subvention qu'il est proposé de verser vise à soutenir la phase d'étude de faisabilité et de préfiguration de la création d'une ressourcerie des acteurs de l'ESS pour l'organisation d'événements avec :

- la mutualisation de vaisselle, de tonnelles, de sonorisation, de petits mobiliers. La maintenance/réparation de ce stock de matériel mutualisé étant assurée par des personnes engagées dans un parcours d'insertion,
- un service de design, fabrication, upcycling pour la signalétique de l'événement en matériaux de réemploi, pour l'aménagement d'espaces de convivialité, pour la création de goodies éthiques etc.

Trois autres partenaires se joignent au projet : Emmaüs Mundo, Creative vintage et La Renouvelle.

<b>AMSED</b>	<b>5 000 €</b>
--------------	----------------

L'AMSED œuvre pour le dialogue interculturel, l'inclusion sociale et professionnelle, le développement local. Ses projets sont foisonnants et elle intervient sur l'insertion sociale et l'accès à l'emploi, des actions spécifiques sont mises en place avec les réfugiés, les femmes, les gens du voyage, l'accès au droit, la citoyenneté, l'engagement, la mobilité internationale, l'inclusion numérique.

Plus de 170 personnes ont été accompagnées sur des permanences d'accès aux droits, plus de 500 personnes accueillies sur des permanences d'écrivain public et sur les permanences tenues par le conseiller numérique dans différents lieux de la Ville (Cité Ampère, ARES, siège de l'AMSED), une Maison digitale est en place sur la Cité Ampère pour favoriser l'inclusion numérique, elle a accueilli 101 personnes dont 73 femmes, plus de 30 personnes ont été accompagnées individuellement vers l'emploi sur le projet de Cité de l'emploi à HautePierre, 64 personnes privées d'emploi ont été accompagnées dans le cadre du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée, le projet de parrainage vers l'emploi a permis de mener 61 jeunes vers l'emploi avec un réseau de 17 parrains/marraines.

Deux séminaires de partage de bonnes pratiques de dix jours sur l'agriculture urbaine et la question de la réduction des déchets ont réuni plus de 80 acteurs de la jeunesse de toute l'Europe, en lien avec la recherche de niches d'emploi pour les personnes les moins

qualifiées dans les métiers des transitions et de l'économie sociale et solidaire. 400 jeunes, animateurs peu qualifiés, réfugiés et primo-arrivants ont bénéficié de plus de 80 ateliers de déblocage linguistique en français et en anglais. Plusieurs milliers de jeunes ont bénéficié d'informations/sensibilisation à la mobilité internationale, plus de 160 projets citoyens ont été soutenus à travers l'animation de réseaux européens de jeunesse. Des centaines de jeunes et partenaires de jeunesse ont été informés, formés et accompagnés dans leur souhait de mobiliser le programme Erasmus +.

L'association se lance dans un travail sur la mesure de son impact. Dans cette optique, elle structure son travail de collecte de données par la vidéo en gardant la trace des événements réalisés, des projets menés, des témoignages des participants, en lien avec l'impact recherché de leur action : compétences acquises, employabilité, engagement citoyen, inclusion, dignité retrouvée, mobilité, valeurs de solidarité du niveau local au niveau européen et international, pouvoir d'agir et autonomisation des jeunes et adultes avec moins d'opportunités. L'AMSED s'implique à ce titre dans la démarche « mesure d'impact » lancée par l'Eurométropole ce qui devrait contribuer à améliorer la lisibilité de son action, de ses effets et impacts à la fois sur les partenaires et les bénéficiaires.

<b>Activ'action</b>	<b>15 108 €</b>
---------------------	-----------------

Activ'action est une association qui a pour objet d'accompagner des personnes en recherche d'opportunités professionnelles en luttant contre l'ensemble des freins au retour à un emploi satisfaisant et en agissant sur les conséquences psychologiques négatives induites par une période de non-emploi et/ou d'insatisfaction professionnelle.

Plus largement, elle s'engage dans le développement local des quartiers populaires, dans la transformation des méthodes de recrutement en entreprise et dans l'emploi public, dans l'accompagnement de dynamiques de coopération.

Depuis son implantation sur le territoire strasbourgeois, Activ'action a développé une activité soutenue :

- 341 ateliers animés au sein de structures sociales du territoire pour 1080 personnes accompagnées depuis 2015,
- 446 ateliers animés au sein des QPV du territoire depuis 2019 pour 504 personnes accompagnées,
- 159 démarches d'aller-vers au sein des quartiers du territoire depuis 2019 pour 1004 habitants rencontrés.

Par ailleurs, depuis 2016, un collectif d'acteurs publics et privés œuvre à la définition d'un plan d'action pour le développement de l'innovation sociale sur le territoire de l'Eurométropole et à sa mise en œuvre. Ce travail a démarré dans le cadre d'un projet européen appelé Boostinno pour « Boosting social innovation ». À sa clôture en 2019, les membres les plus impliqués ont donné naissance au collectif « Territoire 100 % apprenant » qui vise à développer les coopérations pour continuer à produire de l'innovation sociale au service des habitants du territoire dans les domaines de l'emploi/entrepreneuriat, de la santé et de la transition écologique.

La contribution d'Activ'action à la mise en œuvre de la feuille de route du collectif « Territoire 100 % apprenant » est structurante : elle apporte méthode, expérience

et étayage. La subvention qu'il est proposé de verser vise à soutenir la contribution d'Activ'action sur deux aspects spécifiques :

- la mise à disposition d'expertise d'Activ'action pour l'élaboration du système de mesure d'impact des actions du collectif,
- la formation/accompagnement du groupe sur les mécanismes de la coopération, les conditions de la confiance, les postures de facilitation et la gouvernance.

<b>Enactus</b>	<b>7 000 €</b>
----------------	----------------

Enactus France est une association qui accompagne les jeunes dans la création de projets à impact dans le champ de l'ESS en développant leurs compétences transversales.

La mission d'Enactus est de développer l'esprit d'entreprendre et l'engagement des jeunes au service de la société. Pour cela, ils développent des programmes pédagogiques dédiés à l'innovation et l'entrepreneuriat social en partenariat avec le monde de l'entreprise et de l'enseignement. Ils accompagnent des lycéens, des étudiants et des professionnels à développer leurs compétences pour innover et agir au service du plus grand nombre en réconciliant sens économique et utilité sociale.

Au cours de l'année scolaire 2022-2023 Enactus a :

- accompagné 51 étudiants à développer leurs projets d'entrepreneuriat à impact sur le territoire soit 25 projets dans 11 établissements différents (EM Strasbourg, Université de Strasbourg, Pépite ETENA, Média School, Groupe Brassard, CCI Campus, INSA Strasbourg, Télécom Physique Strasbourg, LISAA Strasbourg, Haute École des Arts, Alsace Tech),
- sensibilisé 413 étudiants sur l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg aux enjeux sociaux et environnementaux et à l'économie sociale et solidaire,
- accompagné l'équipe de Green Phoenix dans la représentation de la France à l'Enactus World Cup qui a eu lieu en octobre 2022 à Puerto Rico. L'équipe a terminé dans le Top 16 mondial, mettant en avant le terreau favorable qu'est l'Eurométropole de Strasbourg pour entreprendre lorsque l'on est étudiant,
- accompagné 16 équipes étudiantes dans leur candidature à la compétition nationale d'Enactus France 2023,
- organisé 5 événements sur le territoire pour favoriser le pouvoir d'agir des étudiants, développer leur réseau, recevoir des feedbacks sur leur projet ou encore développer leurs compétences : prise de parole en public, créer un social business model, étudier les besoins de son territoire.

L'objectif pour 2023-2024 est de sensibiliser 500 étudiants et d'en accompagner 100 dans le développement de leur projet à impact, en lien avec tout l'éco-système de l'entrepreneuriat social étudiant : Pépite Etena, France active Alsace, La Ruche à projets de l'Ecole de management de Strasbourg etc.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière*

*après en avoir délibéré*

*décide*

*d'attribuer les subventions suivantes :*

- *d'attribuer la subvention d'investissement de 120 000 € à l'ADIE, pour l'exercice budgétaire 2023. Ce montant sera imputé sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire DU05D-7053-20421-65 :*

<i>ADIE</i>	<i>120 000 €</i>
-------------	------------------

- *d'attribuer la subvention de fonctionnement de 3 000 € à Réseau Entreprendre, pour l'exercice budgétaire 2023. Ce montant sera imputé sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748 – DU05D programme 8146,*

<i>Réseau Entreprendre</i>	<i>3 000 €</i>
----------------------------	----------------

- *d'imputer la somme de 16 444 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748-DU05D programme 8145 :*

<i>Les Jardins de la Montagne Verte (Des Etoiles et des Femmes)</i>	<i>16 444 €</i>
---	-----------------

- *d'imputer la somme de 47 108 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 6574-DU05D programme 8023,*

<i>Tess Lab</i>	<i>15 000 €</i>
<i>CyberGrange</i>	<i>5 000 €</i>
<i>AMSED</i>	<i>5 000 €</i>
<i>Activ'action</i>	<i>15 108 €</i>
<i>Enactus</i>	<i>7 000 €</i>
<b><i>TOTAL</i></b>	<b><i>47 108 €</i></b>

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement des subventions : conventions financières, arrêtés et avenants.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**

**transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162512-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**Attribution de subventions  
Conseil de l'Eurométropole  
du 10 novembre 2023**

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant alloué pour l'année n-1</b>
Les Jardins de la Montagne Verte	Projet	16 444 €	16 444 €	6 000 €
ADIE	Projet	120 000 €	120 000 €	25 000 €
Réseau Entreprendre	Projet	5 000 €	3 000 €	-
AMSED	Projet	5 000 €	5 000 €	-
Activ' Action	Projet	15 108 €	15 108 €	15 000 €
CyberGrange	Projet	5 000 €	5 000 €	-
Enactus	Projet	7 000 €	7 000 €	-
Tess Lab	Projet	15 000 €	15 000 €	-
<b>TOTAL</b>		<b>188 552 €</b>	<b>186 552 €</b>	<b>46 000 €</b>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Attribution de subventions FEDER au titre du programme 2021-2027.

#### Numéro E-2023-1057

Le 3 février 2023, le Conseil de l'Eurométropole a validé les nouveaux programmes Fonds européens de développement régional (FEDER) et Fonds social européen plus (FSE+) 2021-2027. Ces deux programmes sont intégrés dans un Investissement Territorial Intégré (ITI) afin de soutenir la stratégie de développement économique de la métropole.

Cet ITI vise à soutenir la stratégie vers une économie locale durable, l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et à conforter la cohésion sociale du territoire.

Il combine une enveloppe de 10 M € de crédits FEDER, délégués par la Région Grand Est, et une enveloppe de 5,1 M € de FSE+, délégués par l'État. Les subventions FEDER et FSE+ sont attribuées par l'Eurométropole à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations correspondent aux critères de sélection des programmes.

Cinq projets, présentés en annexe 1 à la présente délibération, ayant fait l'objet d'une demande de subvention FEDER, sont soumis au Conseil pour approbation.

Deux d'entre eux sont portés par des entreprises situées en centre-ville de Fegersheim et d'Eschau, et répondent aux enjeux de maintien d'une offre de service de proximité dans les centres-bourgs de l'Eurométropole de Strasbourg.

Deux projets sont situés en QPV, l'un concernant la modernisation de Pôle Sud à la Meinau, l'autre la rénovation et l'agrandissement d'un jardin d'enfants associatif à proximité de la Cité Spach. Le dernier projet est porté par le CEP CICAT, structure de l'économie sociale et solidaire implantée à Eckbolsheim.

Le coût total de ces opérations s'élève à 1 479 806 €. Le montant total des subventions FEDER attribué dans le cadre de cette délibération s'établit à 857 347 €.

Le montant des subventions FEDER programmé représente plus de 23 % de l'enveloppe déléguée, signe d'un démarrage très dynamique de cette programmation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :



*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*les projets suivants portés par trois entreprises et deux associations au titre de la mesure B du programme « Soutenir la création et la croissance des entreprises pour un développement équilibré du territoire », ainsi que le montant de la subvention FEDER :*

<i>Intitulé</i>	<i>Maître d'ouvrage</i>	<i>Critère spécifique d'éligibilité</i>	<i>Coût total éligible</i>	<i>Montant subvention FEDER</i>
Mise à niveau du parc de matériel, de l'espace scénique et des outils de travail	Association POLE-SUD	QPV Meinau	816 105 55 € HT	471 300 € 57,75 %
Modernisation de l'équipement de l'institut	SARL A Corps parfait	Centralité petite commune	23 433 € HT	10 950 € 46,73 %
Rénovation – agrandissement des locaux du jardin d'enfants « Les Tout petits d'Alsace »	Association des jeunes filles de Saint Maurice	QPV Cité Spach	263 302 67 € TTC	157 981 60 € 60 %
Aménagement des espaces de travail du CEP CICAT	Association CEP CICAT	ESS	286 335,98 € HT	171 801 59 € 60 %
Reprise, développement et agrandissement d'un salon de coiffure	SARL Tristan le Salon	Centralité petite commune	90 629 € HT	45 314 € 50 %

*décide*

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds Européen de Développement Régional pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires,*
- *d'imputer les paiements FEDER sur les crédits ouverts au BP 2023 des lignes :*

*DU01/programme 1535 / natures 20421 et 20422,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les conventions et les éventuels avenants relatifs aux projets cités ci-dessus, en sa qualité de représentante de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FEDER.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162159-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**



## ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FEDER AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FEDER 2021-2027

<b>Mesure B : SOUTENIR LA CRÉATION ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE</b>					
Intitulé du projet	Maître d'ouvrage	Description du projet	Coûts totaux	Cofinancements prévisionnels	Subvention et taux FEDER
Mise à niveau du parc de matériel, de l'espace scénique et des outils de travail de POLE-SUD CDCN Strasbourg	Association POLE SUD	Le projet consiste à mettre à moderniser le parc des équipements techniques, des réseaux scéniques, du matériel de scène de POLE-SUD, ainsi que les outils de communication et de médiation, afin de faire face aux nouvelles transitions technologiques, énergétiques et écologiques. Ces investissements doivent permettre d'éviter des locations fréquentes et coûteuses, de répondre au mieux aux demandes des accueils techniques des compagnies, et d'améliorer les conditions de travail des artistes accueillis et des salariés. Le projet est éligible du fait de sa localisation (QPV Meinau).	816 105,55 € HT	Etat (Ministère de la Culture) : 100 000 Etat  Région Grand Est : 200 000 €  Collectivité Européenne d'Alsace : 30 000€  Autofinancemt POLE SUD : 14 805,55 €	471 300,00 € 57,75%
Modernisation de l'équipement	SARL A Corps parfait	Le projet consiste à acquérir un appareil intégrant les dernières technologies anti-âge, pour permettre à l'institut de proposer des soins novateurs, de toucher une nouvelle clientèle et d'augmenter ainsi son chiffre d'affaires. Le principe de ce soin repose sur la réalisation de cures, ce qui garantit une rentrée de chiffre d'affaire programmée et plus rémunératrice pour l'institut. Seul acteur de ce type sur la commune, il participe à la diversité du tissu commercial de la centralité de Fegersheim et son projet renforcera davantage son attractivité. Le projet est éligible du fait de sa localisation (lien avec le dispositif Commerce de l'Eurométropole).	23 433 € HT	Autofinancement A Corps Parfait : 12 483 €	10 950 € 46,73%
Rénovation – agrandissement des locaux du jardin d'enfants « Les Tout petits d'Alsace »	Association des jeunes filles de Saint Maurice	L'association des jeunes filles de St Maurice existe depuis presque 100 ans et gère le jardin d'enfants « Les Tout petits d'Alsace » qui accueille au quotidien 88 enfants de 2 à 6 ans, 21 rue Vauban à Strasbourg. En 2020, l'association décide d'acheter le RDC du 23 rue Vauban pour s'agrandir et mener à bien de nouveaux projets. En effet, suite à la loi pour une école de la confiance (juillet 2019) et à l'obligation d'instruction dès 3 ans, le jardin d'enfants doit se transformer au plus tard en septembre 2024. Le projet et les travaux prévus doivent permettre à la structure d'assumer cette transformation, imposée par la loi, en micro-crèche et en école hors-contrat, afin	263 302,67 € TTC	Autofinancement Assoc. des jeunes filles de Saint Maurice : 105 321,07 €	157 981,60 € 60%

		<p>de maintenir l'activité d'accueil et d'apprentissage des enfants. Ce projet permettra également de conserver l'ensemble des 19 emplois actuels, d'améliorer le bien-être des salariés, et de renforcer le rôle de formateur du jardin d'enfants qui accueille régulièrement des apprentis CAP accompagnant éducatif et des stagiaires EJE. Enfin, l'isolation des locaux, la végétalisation de la cour et la recherche d'économies d'énergie vont contribuer à réduire l'impact de la structure sur l'environnement. Le projet est éligible du fait de sa localisation (QPV Cité Spach).</p>			
Aménagement des espaces de travail du CEP CICAT	Association CEP CICAT	<p>Le projet consiste à réaménager les locaux du CEP CICAT, implanté à Eckbolsheim, pour faire face au développement de son activité, en réduisant l'espace d'exposition pour créer des espaces de bureau supplémentaires. Au regard de la croissance de la structure et du volume de dossiers d'accompagnement à la perte d'autonomie et/ ou au handicap, le CEP CICAT a recruté récemment 4 personnes supplémentaires. Mais les conditions actuelles ne permettent plus aux professionnels de la structure de réaliser un accompagnement digne pour les usagers. De plus, les 22 ETP travaillent actuellement dans un seul open space, ce qui génère des risques psychosociaux. Ces travaux doivent permettre d'améliorer la qualité de vie au travail avec la création d'un espace déjeuner et détente pour les salariés, et l'accompagnement des usagers avec la création d'espaces de confidentialité. Le projet est éligible car porté par un acteur de l'ESS.</p>	286 335,98 € HT	Collectivité européenne d'Alsace : 56 090,61€  Autofinancement CEP CICAT : 58 443,78 €	171 801,59 € 60%
Reprise, développement et agrandissement d'un salon de coiffure	SARL Tristan Le Salon	<p>Le projet vise à réaliser des travaux d'agrandissement et de modernisation d'un salon de coiffure, suite à un changement de propriétaire. Ces travaux doivent permettre d'améliorer les conditions de travail du personnel, mais également les conditions d'accueil des clients. Une partie des travaux sont orientées vers les sujets d'économie d'énergie en particulier avec le remplacement de la vitrine. Ainsi la subvention FEDER doit permettre de participer à l'ancrage dans le temps et en cœur de bourg d'Eschau de cette activité. Le projet est éligible du fait de sa localisation (lien avec le dispositif Commerce de l'Eurométropole).</p>	90 629€ HT	Autofinancement Le Salon par Tristan : 45 315,00 €	45 314€ 50%
<b>TOTAL</b>			<b>1 479 806,20 €</b>		<b>857 347,19 €</b>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Territoires de Santé de Demain : actualisation de fiches actions.**

#### **Numéro E-2023-1110**

Depuis septembre 2019, l'Eurométropole de Strasbourg et ses partenaires sont lauréats de l'appel à projets Territoires d'innovation lancé par le Secrétariat général pour l'investissement dans le cadre du Plan d'investissement d'avenir, maintenant France 2030. Le partenariat qui s'est développé a permis de fédérer un ensemble d'acteurs autour des thématiques de la santé, du développement économique et du numérique. Ainsi, le projet Territoires de Santé de Demain (TSD) a obtenu du plan France 2030 plus de 10M € de financement en subventions et un potentiel d'investissement au capital de sociétés en prises de participations de 24M €.

En 2022, un bilan de l'avancée du programme à N+2 a eu lieu et permis d'identifier les projets ayant atteint leurs objectifs de ceux à revoir ou à arrêter. Ce travail a permis de réaffecter des crédits non consommés de l'enveloppe initiale de 10M € à d'autres projets de TSD.

Ce travail a été validé par le comité de pilotage TSD du 7 juillet 2022 et le comité de suivi de la Caisse des Dépôts du 9 novembre 2022.

La présente délibération a pour objet la validation des nouveaux plans de financement de trois projets initiaux de TSD : le projet de « réversion du diabète » porté par le Ceed (Centre Européen d'Étude du Diabète) fiche 34 du dossier initial, le projet de Maison Sport Santé porté par le GIP MSS, fiche 40, et enfin le projet « Ma santé aussi » porté par les Hôpitaux universitaires de Strasbourg, fiche 2.26 de l'AMI TSD de 2020.

Il est également proposé d'acter le changement de porteur juridique bénéficiaire d'une subvention délibérée le 22 décembre 2022.

#### **1. Réversion du diabète**

L'ambition de l'action portée par le Ceed est d'aller « Vers la réversion du diabète ». Cette opération a ainsi pour objet de soutenir l'équipement d'une salle blanche de production d'îlots pancréatiques à des fins cliniques (îlots sécrétant l'insuline) afin de les greffer à des patients diabétiques pour produire de l'insuline.

Il est proposé de modifier le plan de financement du projet et de soutenir le déploiement de cette opération pour un montant de 300 000 € de subvention. Ce financement est issu de crédits de projets sous-consommés réaffectés de l'enveloppe déléguée par la Caisse des Dépôts dans le cadre de TSD, avec une augmentation de la subvention attribuée au Ceed de 97 700 € à 300 000 € soit 202 300 € supplémentaires.

Le coût total du projet est de 2 625 000 €. Le projet initial avait été délibéré le 14 février 2020.

## **2. Maison Sport Santé de Strasbourg**

Le concept de « Maison Sport Santé » est un projet unique réunissant en un même lieu une activité d'information, d'accueil et de prise en charge des personnes, une activité de recherche appliquée, d'expertise et de formation/information, un laboratoire d'innovation ouverte permettant aux entreprises/start-up de tester, de modéliser, de lancer des innovations sur le marché (techniques et/ou d'usage), le tout au bénéfice des habitants du territoire.

La MSS de Strasbourg souhaite développer et renforcer son accompagnement individuel et collectif des personnes via le renforcement du programme «Sport santé sur ordonnance», en particulier au sein des quartiers ciblés par le déploiement de la démarche de santé intégrée (HautePierre, Neuhof, Cité de l'Ill, soit trois quartiers regroupant plus de 45.000 assurés sociaux) et donc in fine déployer plus de moyens dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche de santé intégrée. Cet objectif pourrait être atteint en renforçant les ressources humaines de la MSS, en recrutant un éducateur sportif et en finançant 0,2 ETP d'un médecin.

Il est proposé de modifier le plan de financement initial et de porter à 585 000 € le montant de subvention attribuée au GIP MSS. Ce financement est issu de crédits de projets sous-consommés réaffectés de l'enveloppe déléguée par la Caisse des Dépôts dans le cadre de TSD, avec une augmentation de la subvention attribuée au GIP MSS de 520 000 € à 585 000 € soit 65 000 € supplémentaires. Le coût total du projet est de 1 170 000 €. Le projet initial avait été délibéré le 14 février 2020.

## **3. « Ma santé aussi »**

Le programme de psychothérapie cognitivo-comportementale en ligne « Ma Santé aussi » porté par les HUS est à destination des professionnels de santé et vise à prévenir leur épuisement professionnel. Il a initialement été financé dans le cadre de TSD par des fonds propres de l'Eurométropole de Strasbourg. En effet, en juin 2020, l'Eurométropole de Strasbourg avait lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) visant la sélection d'actions innovantes répondant aux problématiques liées à la crise du Covid-19. Le projet « Ma santé aussi » faisait partie des 21 lauréats sélectionnés.

Il est proposé ici de soutenir le développement du projet initial en augmentant le montant de subvention initial octroyé. Ainsi, un montant complémentaire de 40 000 € est demandé (crédits réaffectés de l'enveloppe déléguée par la Caisse des Dépôts dans le cadre de TSD) pour un coût total du projet de 140 000 €.

Le projet « Ma santé aussi » dans sa deuxième version, vise à transposer ce programme, aujourd'hui contenu dans une application web conçue pour la recherche (version 1), dans

une version 2 qui sera ouverte à un large public (professionnels de santé), sous forme d'une application.

En termes qualitatifs, il est visé l'amélioration du stress vécu par les professionnels de santé en période de crise sanitaire, un meilleur suivi (notamment par auto-évaluations via l'application).

En termes quantitatifs, il est espéré ainsi pouvoir donner l'accès à cette application à 25 nouveaux utilisateurs par mois avec une montée en charge à 50 nouveaux utilisateurs par mois.

#### **4. Changement de porteur de la subvention sur le déploiement d'une action de prévention en santé au travail par le sport**

Initialement, la subvention a été délibérée le 22 décembre 2022 pour être versée à l'association Etireo. Durant l'année 2023, Etireo a changé de stratégie et opté pour être intégrée à l'association Siel Bleu. Ainsi, il est ici demandé la validation du changement de porteur juridique du projet et bénéficiaire de la subvention déjà délibérée. Le projet reste le même mais les équipes d'Etiréo étant intégrées à Siel Bleu, la subvention sera versée à l'association Siel Bleu.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la modification des plans de financement des trois projets présentés ci-dessus et le versement d'une subvention supplémentaire de 202 300 € au CeeD, de 65 000 € au GIP MSS, de 40 000 € aux HUS, le versement d'une subvention de 40 000 € à Siel Bleu,*

*décide*

*d'imputer les dépenses sur les lignes budgétaires 67-65748-programme 8116 – DU01Y dont le disponible budgétaire pour 2023 est de 238 331 €, et 67-657382-programme 8116-DU01Y dont le disponible est de 456 346 €, de la Direction du développement économique et de l'attractivité,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention et tout avenant, ainsi que tout document relatif à l'octroi de cette subvention.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162575-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**



### Tableau des projets TSD

Intitulé projet	Maitre d'ouvrage	Coût total éligible	Montant subvention sollicité EMS	Montant prévisionnel autres cofinancements et recettes	Montant subvention initial octroyé	Montant actualisé subvention octroyé
Reversion du diabète	CeeD	2 625 000€	300 000€	2 325 000€	97 700€	300 000€
Maison sport santé	GIP MSS	1 170 000€	585 000€	585 000€	520 000€	585 000€
Ma santé aussi	HUS	140 000€	40 000€	100 000€	100 000€	140 000€
Activité physique adaptée en milieu professionnel	Siel bleu	80 000€	40 000€	40 000€	40 000€	40 000€

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**ESPEX Déclassement du domaine public d'emprises foncières sises allée René Cassin, rue du Séminaire, rue de la Chapelle à Ostwald, et rue du Guirbaden à Bischheim.**

### **Numéro E-2023-1010**

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire de quatre parcelles sises allée René Cassin, rue du Séminaire, rue de la Chapelle à Ostwald, et de trois parcelles sises rue du Guirbaden à Bischheim. Elles sont classées dans le domaine public viaire métropolitain.

Dans le cadre du programme ESPEX (extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts à l'usage du public), OPHEA, HABITATION MODERNE et DOMIAL ont réalisé un certain nombre de travaux de résidentialisation (espaces verts, voirie, etc.). Ceux-ci ont été effectués en partie sur ces terrains appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg, et laissés à l'usage du public.

Il convient, dès lors, de régulariser la propriété des emprises concernées en les cédant à ces bailleurs sociaux.

Toutefois, dans la mesure où ces parcelles sont attachées au domaine public, leur cession n'est possible qu'après que leur déclassement ait été prononcé.

Or, par les aménagements réalisés dans le cadre de la résidentialisation, ces emprises ne sont plus accessibles au public et leur désaffectation peut être constatée.

Ainsi, il est proposé d'approuver le déclassement des parcelles cadastrées :

- à Ostwald, section 18, numéros 1382/41, 1384/21, 1386/21, 1404/5, pour une surface totale de 22,25 ares,
- à Bischheim, section 33, numéros 184/7, 186/100, 188/100, pour une surface totale de 0,82 are.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu les protocoles fonciers du 6 janvier 2023 établis entre  
OPHEA, Habitation Moderne et l'Eurométropole de Strasbourg  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*constate*

*la désaffectation des parcelles suivantes cadastrées :*

- *section 18, numéro 1382/41 d'une surface de 2,43 ares, sise allée René Cassin à Ostwald,*
- *section 18, numéro 1384/21 d'une surface de 1,57 are, sise rue du Séminaire à Ostwald,*
- *section 18, numéro 1386/21 d'une surface de 6,31 ares, sise rue du Séminaire à Ostwald,*
- *section 18, numéro 1404/5 d'une surface de 11,94 ares, sise rue de la Chapelle à Ostwald,*
- *section 33, numéro 184/7 d'une surface de 0,10 are, sise rue du Guirbaden à Bischheim,*
- *section 33, numéro 186/100 d'une surface de 0,20 are, sise rue du Guirbaden à Bischheim,*
- *section 33, numéro 188/100, d'une surface de 0,52 are, sise rue du Guirbaden à Bischheim,*

*soit des emprises représentant une surface totale de 22,25 ares à Ostwald, et de 0,82 are à Bischheim, telles que représentées sur les plans annexés à la présente délibération,*

*approuve*

*le déclassement du domaine public métropolitain des parcelles ci-dessus énumérées,*

*prononce*

*le classement dans le domaine privé métropolitain des parcelles ci-dessus énumérées,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

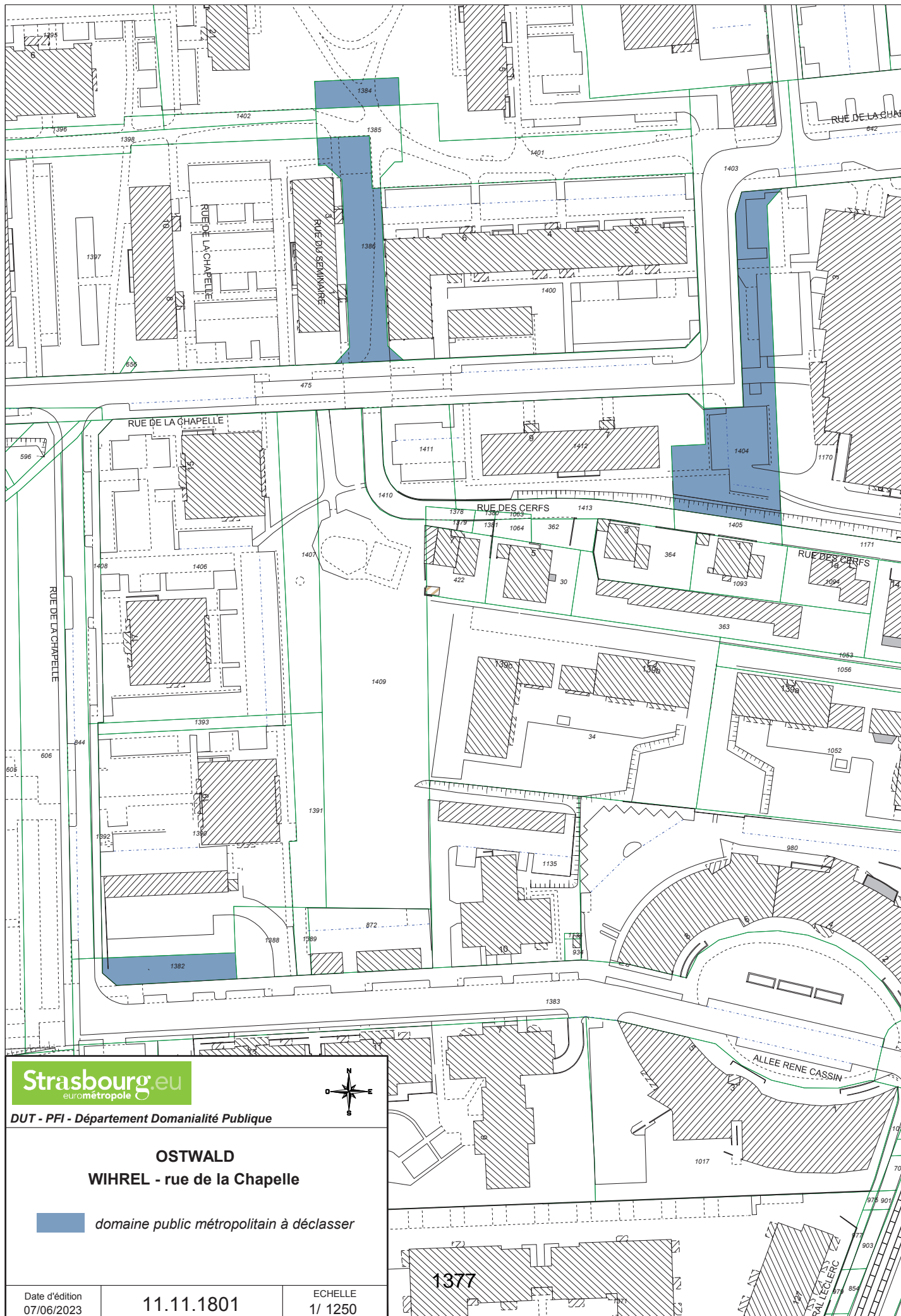
**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**

**transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161823-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**




**Strasbourg.eu**  
eurométropole

DUT - PFI - Département Domainialité Publique



**OSTWALD**  
**WIHREL - rue de la Chapelle**

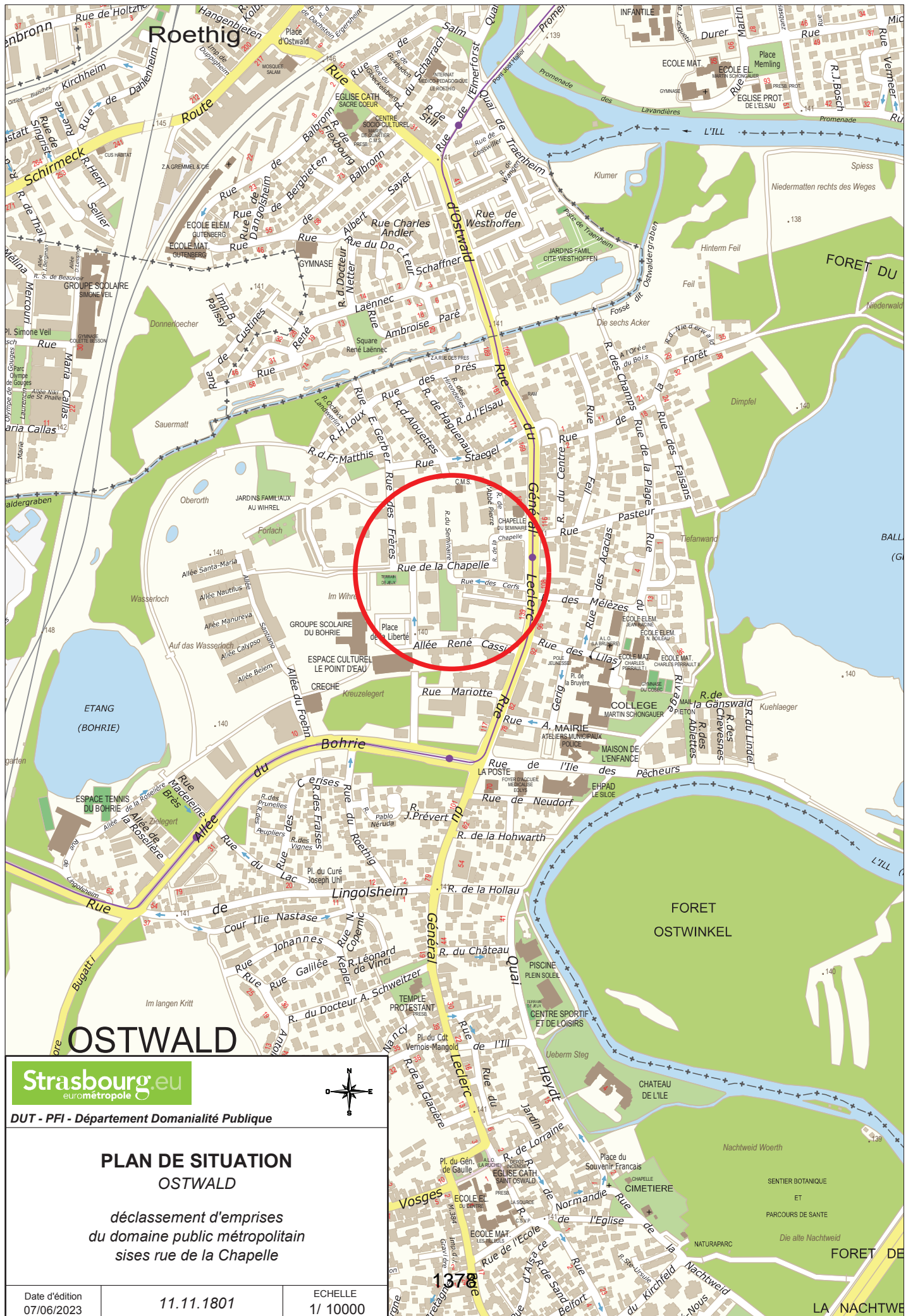
 *domaine public métropolitain à déclasser*

Date d'édition  
07/06/2023

11.11.1801

ECHELLE  
1/ 1250





**Strasbourg.eu**  
eurométropole

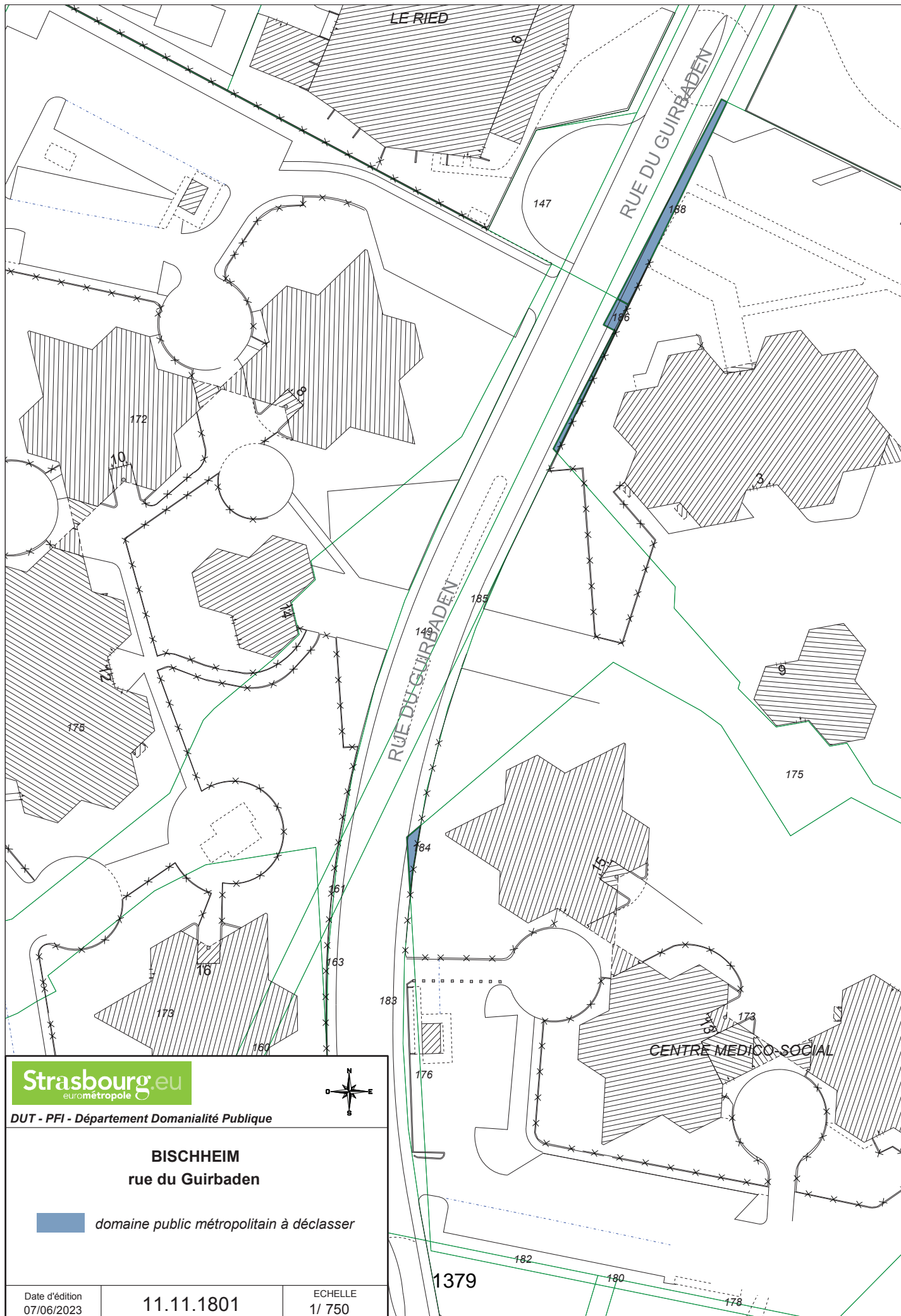


DUT - PFI - Département Domanialité Publique

**PLAN DE SITUATION  
OSTWALD**

déclassement d'emprises  
du domaine public métropolitain  
sises rue de la Chapelle

Date d'édition 07/06/2023	11.11.1801	ECHELLE 1/ 10000
------------------------------	------------	---------------------



**Strasbourg.eu**  
eurométropole

DUT - PFI - Département Domainalité Publique

**BISCHHEIM**  
rue du Guirbaden

 *domaine public métropolitain à déclasser*

Date d'édition  
07/06/2023

11.11.1801

ECHELLE  
1/ 750

1379





**Strasbourg.eu**  
eurometropole

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

**PLAN DE SITUATION**  
**BISCHHEIM**  
déclassement d'emprises  
du domaine public métropolitain  
sises rue du Guirbaden



Date d'édition 07/06/2023	11.11.1801	ECHELLE 1/ 10000
------------------------------	------------	---------------------



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Strasbourg-Grande Île - Déclassement du domaine public d'une emprise foncière sise place Mathias Mérian.**

#### **Numéro E-2023-1012**

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire de la parcelle cadastrée section 24, numéro 89 de 12,09 ares, sise Place Mathias Mérian à Strasbourg. Elle relève du domaine public métropolitain pour y avoir été classée en 2019.

En partie Nord-Ouest de cette parcelle, sur une emprise d'environ 0,08 are, limitrophe des parcelles voisines cadastrées section 24, numéros 39 et 40, cette place est occupée par le mur pignon d'un ancien bâtiment ; ce dernier a été démoli depuis de nombreuses années, mais ce mur, accolé et indissociable des murs pignons des immeubles voisins, demeure.

La société civile immobilière LES SŒURS envisage d'aménager un hôtel dans l'immeuble existant sis 10 rue des Sœurs ; le mur pignon Sud de cet immeuble est accolé et indissociable de ce mur demeuré sur la place Mathias Mérian.

Or, le projet immobilier prévoit la réalisation d'une ouverture aménagée à travers ces deux murs ; la société civile immobilière LES SŒURS souhaite donc acquérir l'emprise foncière de 0,08 are afin de s'assurer de l'entière disposition de la mitoyenneté de ce mur pignon qui ne présente aucune utilité pour les usagers du domaine public, et dont la vente, prévue au premier trimestre 2024, permettra à l'Eurométropole de Strasbourg de se défaire des dépenses d'entretien qui y sont attachées (enduit, peinture, nettoyage, étayage le cas échéant).

Dans la mesure où cette emprise relève du domaine public, sa cession n'est toutefois envisageable que si sa désaffectation a été préalablement constatée et que son déclassement a été prononcé.

En l'espèce, l'emprise est inaccessible au public puisqu'elle est surbâtie, et est donc désaffectée.

Dans ce contexte, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de prononcer son déclassement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*constate*

*la désaffectation de l'emprise d'une surface d'environ 0,08 are à détacher de la parcelle cadastrée section 24, numéro 89, sise 89 place Mathias Mérian à Strasbourg,*

*approuve*

*le déclassement de cette emprise du domaine public métropolitain,*

*décide*

*du classement de cette emprise dans le domaine privé métropolitain,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

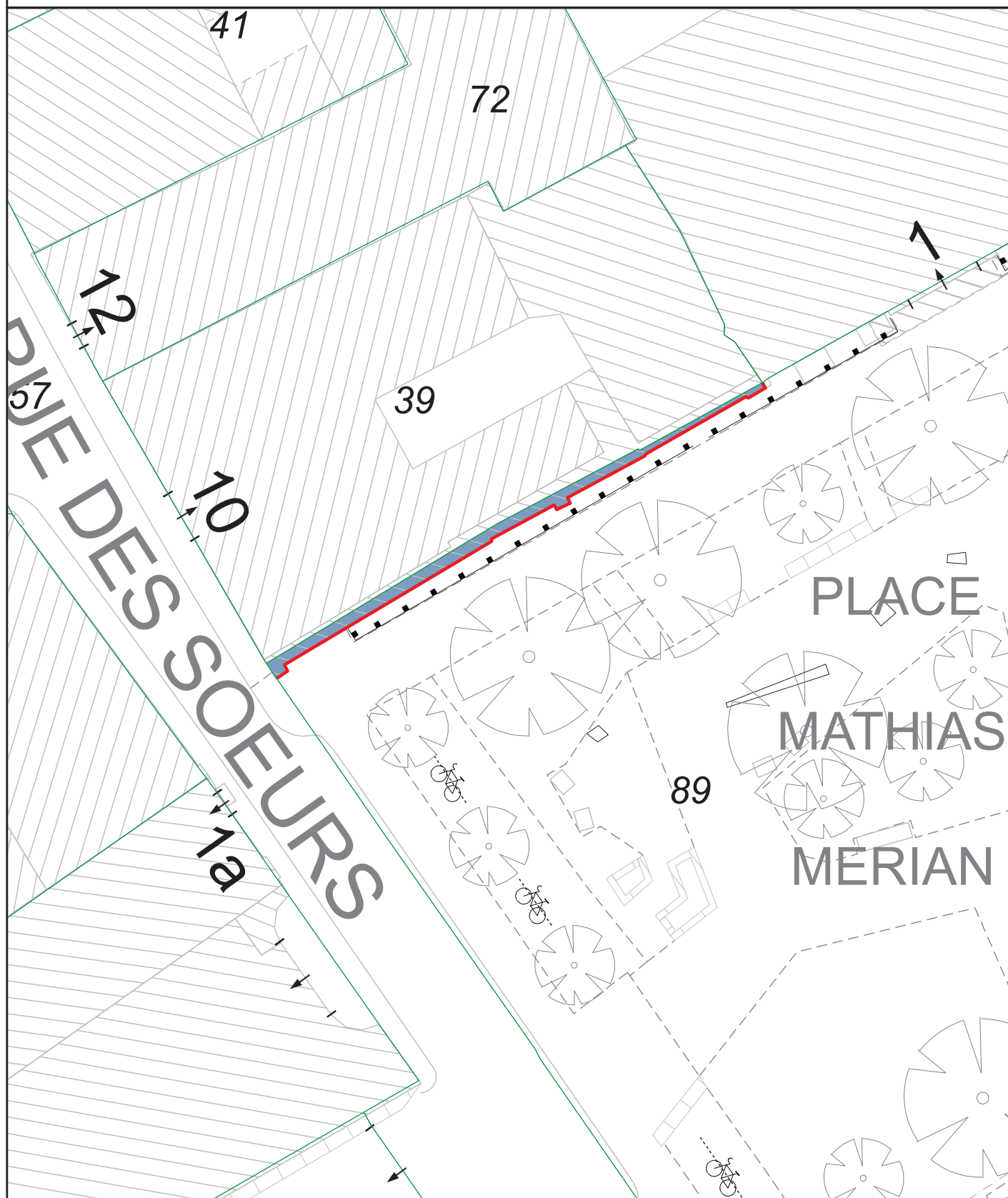
**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161834-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# STRASBOURG - 10 rue des soeurs /Place Mathias Mérian





Cession au bénéfice de la SCI SOEUR

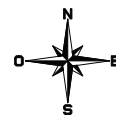


Emprise à céder



Arpentage à réaliser

1384



16/02/2023



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### Transactions amiables sur le territoire de l'Eurométropole.

Numéro E-2023-1025

#### **I. Acquisitions**

##### **Oberhausbergen : acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles dans le cadre de l'aménagement de la rue des Alpes sise à Oberhausbergen**

Dans le cadre du réaménagement de la rue des Alpes à Oberhausbergen, l'Eurométropole de Strasbourg doit se porter acquéreur de parcelles, propriétés de la Fondation Saint Thomas.

Ces acquisitions portent sur deux parcelles cadastrées section 8 n° 726 de 0, 50 are et n°728 de 1, 03 ares, situées en zone IIAU du Plan local d'urbanisme intercommunal.

En accord avec les propriétaires, l'acquisition interviendra au prix total de 3 060 € soit 2 000 € l'are.

Les parcelles sont occupées par deux exploitants agricoles :

- M. Bentz Christophe pour parcelle cadastrée section 8 n° 728,
- L'EARL Roth André pour la parcelle cadastrée section 8 n° 726.

En accord avec les locataires, les indemnités interviendront sur la base du barème de la Chambre d'agriculture d'Alsace.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver cette acquisition aux conditions financières indiquées ci-dessus.

#### **II. Cession**

##### **Strasbourg - Place Mathias Mérian – Cession d'une emprise foncière surmontée d'un mur pignon**

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'une emprise foncière d'une contenance de 0,08 are, à distraire de la parcelle cadastrée section 24 n° 89/36 de 12,09 ares, sise Place Mathias Mérian à Strasbourg, dans le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV).

Cette emprise de 0,08 are est surmontée d'un mur de pignon rattaché à l'immeuble situé 10 rue des Sœurs, propriété de la SCI LES SŒURS.

Dans le cadre de son projet d'hôtel au 10 rue des Sœurs, nécessitant une ouverture de ce mur donnant sur la place Mathias Mérian, la SCI LES SŒURS souhaite acquérir cette emprise foncière de 0,08 are afin de s'assurer de l'entière disposition de la mitoyenneté du mur pignon.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite, conformément à l'avis de la Division du Domaine en date du 23 mars 2023, vendre ce bien au prix de 15 000 €.

Un accord financier a été trouvé entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SCI LES SŒURS sur le prix de vente de 15 000 €, prix auquel s'ajoutent 750 € correspondant aux frais d'arpentage, conformément à l'accord de prise en charge de ceux-ci par l'acquéreur.

### **III. Transactions dans le cadre de la démarche ESPEX**

La démarche ESPEX (extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public) porte des interventions urbaines structurantes qui modifient l'organisation spatiale des territoires les plus fragiles de l'agglomération. Cette démarche a notamment vocation à redéfinir les trames urbaines, les usages et la gestion des espaces extérieurs, et à rétablir l'adéquation des domanialités privées et publiques existantes ou futures.

Une partie des transactions foncières liées à cette recomposition des espaces est régie par des protocoles fonciers signés le 6 janvier 2023 entre des bailleurs sociaux, des communes et l'Eurométropole. Mais certaines transactions induites par les travaux ne sont pas prévues par ces protocoles. Ce qui est le cas des transactions entre l'Eurométropole et des collectivités (communes, Région), ou entre l'Eurométropole et des bailleurs non signataires des protocoles.

Il est proposé au Conseil d'approuver ces transactions moyennant le prix d'un euro symbolique.

Ce prix est inférieur ou égal aux évaluations de la Division du Domaine, ces opérations étant justifiées par des motifs d'intérêt général puisqu'elles sont liées à la démarche ESPEX, et comportant des contreparties suffisantes puisque, pour certaines transactions, l'Eurométropole est vendeur, mais pour d'autres, elle est acquéreur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du  
10 novembre 2023 portant sur le déclassement d'emprises situées  
allée René Cassin, rue du Séminaire, rue de la Chapelle à Ostwald  
vu les avis de la Division du Domaine des 22 juin 2023 et 6 juillet 2023  
vu l'avis de la division du Domaine n°2023-67482-16684 du 23 mars 2023  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*I. Acquisitions*

*L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, auprès de la Fondation Saint Thomas, des parcelles cadastrées comme suit :*

*Commune d'OBERHAUSBERGEN :*

*Rue des Alpes*

*Parcelle cadastrée section 8 n°726 de 0, 50 are*

*Parcelle cadastrée section 8 n°728 de 1, 03 ares*

*Propriété de la Fondation Saint Thomas,*

*Moyennant le prix de deux mille euros (2 000€) l'are, prix total de trois mille soixante euros (3 060€), toutes taxes et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur.*

- l'indemnisation des deux exploitants agricoles sur la base du barème de la Chambre d'agriculture d'Alsace.*

*II. Cession*

*À Strasbourg- Place Mathias Mérian*

*La cession par l'Eurométropole de Strasbourg, au profit de la SCI LES SŒURS ou toute personne morale qui s'y substituerait avec l'accord de l'Eurométropole, de l'emprise foncière de 0,08 are, surmontée d'un mur de pignon, à distraire de la parcelle cadastrée section 24 n°89/36 d'une contenance de 12,09 ares, située place Mathias Mérian à Strasbourg,*

*moyennant le prix de 15 000 € conforme à l'estimation de la Division du Domaine, auquel s'ajoute la somme de 750 € correspondant aux frais d'arpentage à la charge de l'acquéreur, soit un montant total de 15 750 €, toutes taxes éventuelles en sus.*

*III. Transactions dans le cadre de la démarche ESPEX*

- A. Les transactions foncières décrites ci-après, intervenant dans le cadre de la démarche ESPEX (extinction progressive du dispositif d'aide au financement de*

*l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public) :*

*a) A Bischheim : secteur Guirbaden*

*1) Cession de la commune de Bischheim à l'Eurométropole des parcelles :*

*Bischheim, Section 33 n° 142/5 de 0,23 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol,*

*Bischheim, Section 33 n° 144/6 de 0,06 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol,*

*Bischheim, Section 33 n° 146/6 de 2,80 ares, lieu-dit : 1 rue du Guirbaden, sol,*

*Bischheim, Section 33 n° 147/83 de 1,24 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol,*

*Bischheim, Section 33 n° 150/84 de 0,97 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol,*

*Bischheim, Section 33 n° 152/85 de 0,98 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol,*

*Bischheim, Section 33 n° 154/86 de 0,93 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol,*

*Bischheim, Section 33 n° 156/87 de 0,25 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol,*

*Bischheim, Section 32 n° 176/1 de 1,51 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol,*

*Les biens intégrant le domaine public de l'Eurométropole, ces transactions interviennent sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.*

*2) Cession de la commune de Schiltigheim à l'Eurométropole de la parcelle :*

*Bischheim, Section 33 n° 110/100 de 0,35 are, lieu-dit : Schiltigheimer Mittelfeld, sol.*

*Le bien intégrant le domaine public de l'Eurométropole, cette transaction intervient sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.*

*3) Cession de la Région Grand Est à l'Eurométropole de la parcelle :*

*Bischheim, Section 34 n° 174/7 de 1,87 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol.*

*Le bien intégrant le domaine public de l'Eurométropole, cette transaction intervient sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.*

*b) A Ostwald : secteur Wihrel*

*1) Cession de DOMIAL à l'Eurométropole de la parcelle :*



*Ostwald, Section 18 n° 1392/27 de 1,43 are, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol.*

*Ce bien intègre le domaine public de l'Eurométropole.*

*2) Cession de l'Eurométropole à DOMIAL de la parcelle :*

*Ostwald, Section 18 n° 1382/41 de 2,43 ares, lieu-dit : allée René Cassin, sol.*

*Ce bien a fait l'objet d'une délibération de déclassement lors d'un point antérieur de cette même séance du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023.*

*B. Dispositions financières communes*

*L'ensemble de ces transactions intervient moyennant un euro symbolique, l'acquéreur étant dispensé de payer le prix.*

*Ce prix est inférieur ou égal aux évaluations de la Division du Domaine, ces opérations étant justifiées par des motifs d'intérêt général et comportant des contreparties suffisantes.*

*En effet, ces transactions sont liées aux travaux effectués dans le cadre de la démarche d'extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public (dite ESPEX). Ces travaux sont réalisés dans les territoires les plus fragiles de l'agglomération. Ils ont pour but d'améliorer le cadre de vie des habitant-es des quartiers concernés et de favoriser leur recomposition urbaine pour une meilleure adéquation avec les usages et la gestion, présents ou futurs.*

*Les transactions impactent des collectivités et des bailleurs sociaux. L'Eurométropole est concernée tant par des cessions que par des acquisitions,*

*décide*

- l'imputation de la dépense de 3 060 € sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 2112, programme 6, service AD03,*
- l'imputation de la recette de 15 750 € sur la ligne budgétaire fonction 510, nature 775, service AD03B,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023**  
**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161939-DE-1-1)

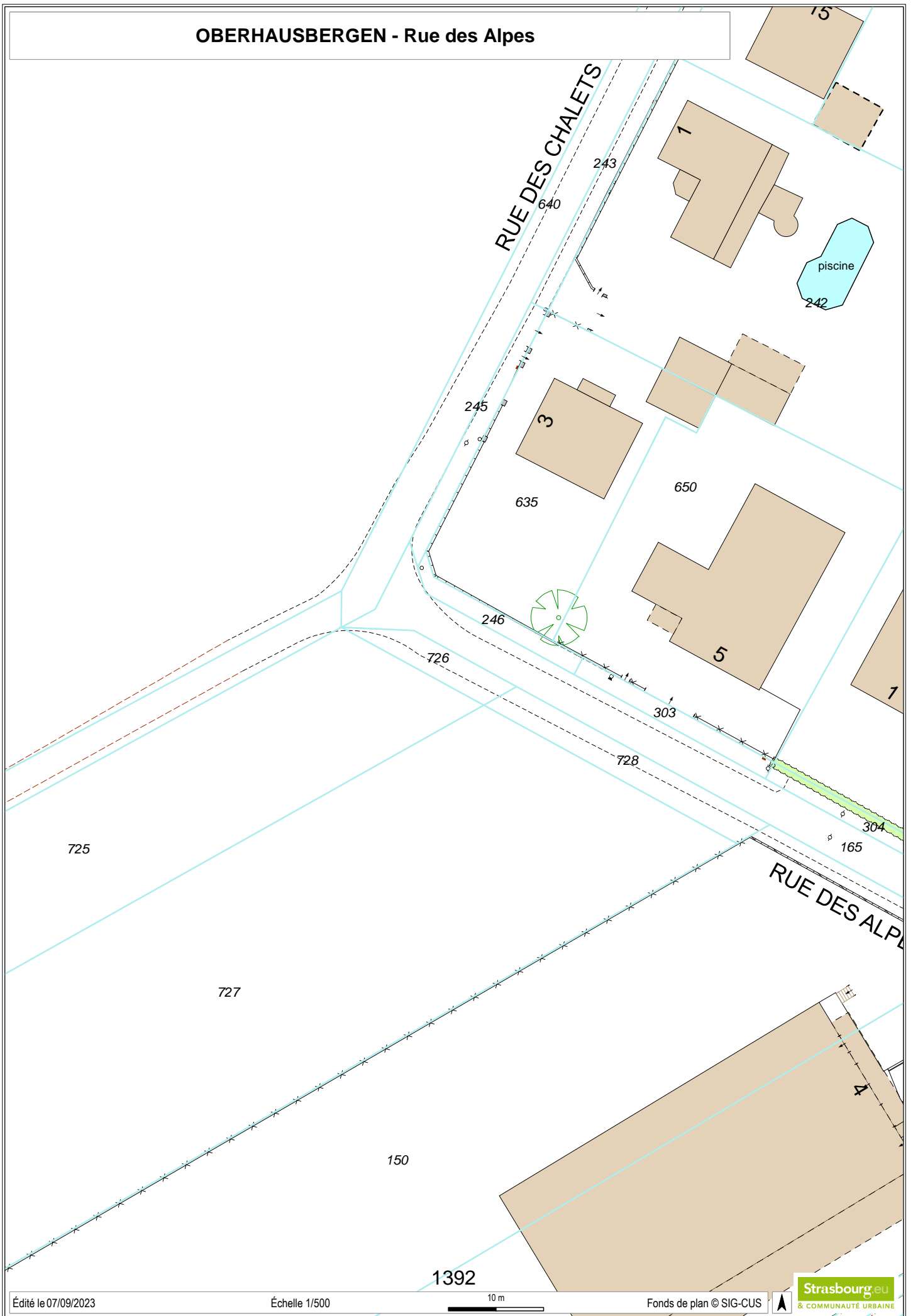
**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# OBERHAUSBERGEN - Rue des Alpes



# OBERHAUSBERGEN

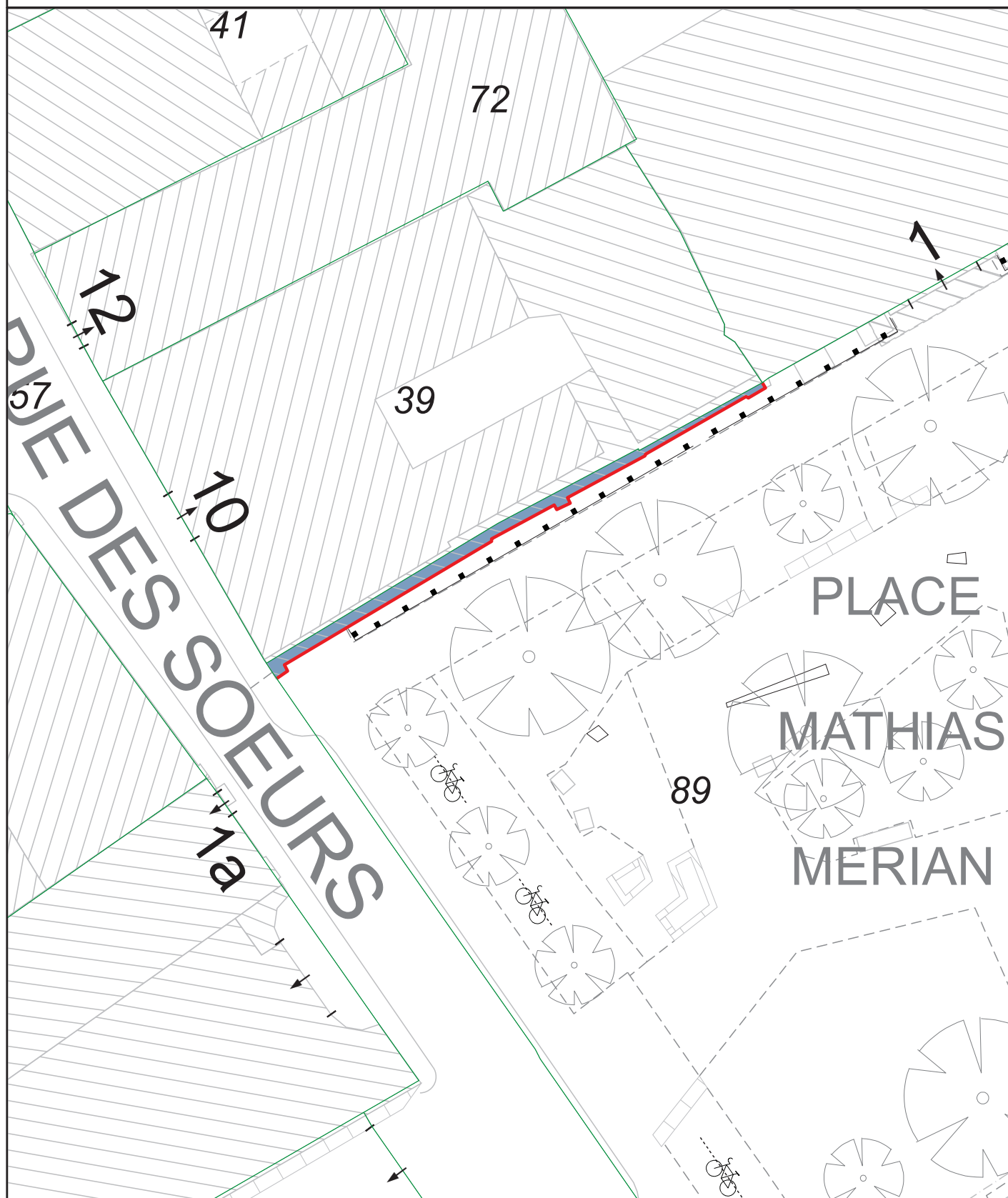
OBERHAUSBERGEN - Rue des Alpes





# STRASBOURG - 10 rue des soeurs /Place Mathias Mérian





Cession au bénéfice de la SCI SOEUR

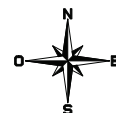


Emprise à céder



Arpentage à réaliser

1394



16/02/2023





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ling



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Pôle pilotage des missions et animation du réseau  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfp67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfp67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 23/03/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 06.10.01.82.83  
Référence :  
Réf DS : **11660592**  
Réf OSE : **2023-67482-16684**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Mur de pignon et son terrain d'assiette
<i>Adresse du bien :</i>	10, rue des sœurs
<i>Commune :</i>	Strasbourg
<i>Valeur:</i>	<b>15 000 € HT</b> assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg (EMS)

Affaire suivie par **M. Damien PASQUALI** [balp01013@strasbourg.eu](mailto:balp01013@strasbourg.eu)

Vos références : Damien PASQUALI - mur pignon M Mérian

## 2 - DATE

de consultation :	01/03/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	01/03/2023

## 3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'une emprise foncière (surmontée d'un mur de pignon) détachée d'une parcelle en nature de place publique. Le cessionnaire, propriétaire de l'immeuble auquel est rattaché ce mur, souhaite l'ouvrir sur la place Mathias Mérian dans le cadre de sa future activité (hôtel).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

La parcelle sur laquelle est opéré le prélèvement est située au sud/ouest de l'Ellipse insulaire.

### 4.2 Références cadastrales

La parcelle prélevée figure au cadastre de la commune **de Strasbourg** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie parcelle (are)	Surface cédée (are)
24	89	Place Mathias Mérian	12,09	0,08
TOTAL			12,09	0,08

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine



### 4.3 Descriptif



Emprise prélevée sur les limites nord/ouest d'une parcelle de forme rectangulaire d'environ 40 mètres de long sur 30 mètres de large en nature de place publique (place Mathias Mérian). L'emprise considérée supporte un mur de pignon dans lequel le propriétaire riverain souhaite pouvoir créer une ouverture.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Emprise occupée par le mur de pignon de l'immeuble riverain

## 6 – URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en secteur sauvegardé (**PSMV**)



- 11- Espace soumis à prescription particulière - D dalles - P pavages - J jardins.
- 12- Espace boisé classé à conserver ou à créer.
- 13- Plantations à réaliser.

Au règlement graphique, une partie de cette place est classée en EBC (Espaces Boisés Classés). Les plantations considérées entourent sur une largeur de quelques mètres un quadrilatère d'environ 200 m<sup>2</sup> occupant le centre de la place.

Conformément à l'article L 113-2 du code de l'urbanisme, le classement en espace boisé classé (EBC) **interdit les changements d'affectation ou les modes d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.**

La parcelle reçoit la **qualification de terrain à bâtir** au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Cette date est celle à laquelle il convient d'apprécier l'usage effectif du bien exproprié (article L. 322-2 alinéa 2 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique). Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale du bien soumis à expertise sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure où il existe localement des mutations de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches

## 8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à répertorier les mutations de terrains à bâtir situés dans l'ellipse insulaire (la recherche sera élargie pour information à deux autres quartiers centraux de Strasbourg, à savoir celui de la Krutenau et celui de la gare.

TERMES DE COMPARAISON : Terrain à bâtir en valeur pleine											
Date	Section	n° de parcelle	T/ ARE	Quartier	Adresse	Prix HT	Prix/ are	PLUI	SDP	M² SDP	OBSERVATIONS
04/09/2019	61	93*6,95/72	5,08	Ellipse	Kléber (Place)	980 000 €	192 913 €	UAB1			EMS/Maison rouge SNC
17/04/2018	8	41	0,60	Ellipse	Pâtre 2	70 000 €	116 667 €	PSMV			« TAB surbâti d'un garage »
01/02/2013	2	8	0,60	Ellipse	Bain aux Plantes	291 488 €	485 813 €	PSMV			Revente par MDB - TVA sur la marge
30/10/2010	2	8	0,60	Ellipse	Bain aux plantes,	95 000 €	158 333 €	PSMV			Acquisition sous régime des MDB
18/02/2009	58	169/58	2,80	Ellipse	R Gustave Doré,3	470 000 €	167 857 €	UAB1			Au pos UA5
Moyenne centre							224 317 €				
Date	Section	n° de parcelle	T/ ARE	Quartier	Adresse	Prix HT	Prix/ are	POS	SDP	M² SDP	OBSERVATIONS
22/09/2015	10	217	11,52	KRUTENAU	Saint Elisabeth 16	1 974 600 €	171 406 €	UB32			Entre stés/ Dans enceinte hôpital 18 m
15/06/2015	10	172-174-181-182-183-185	7,8	KRUTENAU	Place de l'Hôpital	833 750 €	106 891 €	UB32	2886	289 €	ABRAPA-SCI // Dans enceinte hôpital
08/01/2013	31	133-136	1,21	KRUTENAU	Renard Prêchant 3	123 320 €	101 917 €	UA9			
03/09/2012	33	85-82-38-3-131-78-81	11,22	KRUTENAU	Lucerne	1 170 000 €	104 278 €	UB29	4078	287 €	
05/05/2011	33	85-82-38-36	9,19	KRUTENAU	Hôpital militaire	1 260 000 €	137 106 €	UB29			Acquisition CUS récup foncière
Moyenne Krutenau							124 320 €				
07/11/2016	74	26	6,07	GARE	Magasins	538 000 €	88 633 €		1877	287 €	Im com à démolir - Construction résidence service
17/11/2014	48	106	3,78	GARE	Metz (blvd)	605 000 €	160 053 €				
16/02/2012	75	25-33-23-192-193-190-191	15,73	GARE	Adèle Riton	2 800 000 €	178 004 €				
14/01/2012	74	115	3,25	GARE	Wissembourg	600 000 €	184 615 €				
Moyenne Gare							152 826 €				

## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Étude de marché

Les cinq mutations répertoriées dans l'Ellipse insulaire sont relativement anciennes puisque les deux plus récentes datent de 2018 et 2019 et trois sont antérieures au 01/01/2014.

Trois d'entre elles se rapportent à des terrains d'une contenance de 60 m<sup>2</sup> assez comparable à celle du bien à évaluer. Les deux autres concernent des terrains d'une superficie de 2,80 ares et 5,08 ares qui leur assure un potentiel constructible plus affirmé.

Les écarts de prix sont en apparence plus importants sur le segment de marché se rapportant aux terrains de petite superficie (entre 116 667 € l'are et 485 813 € l'are) que sur celui des terrains de moyenne contenance (167 857 € l'are en 2009 et 190 913 € l'are en 2019). On notera néanmoins que la mutation de 2013 (revente d'une parcelle de 60 m<sup>2</sup> acquise en 2010 sous le régime des marchands de biens au prix de 158 833 € l'are) fait exception. Si on l'écarte, le marché des terrains à bâtir situés dans les quartiers centraux est plus resserré qu'il n'y paraît. La mutation de 2019 s'impose alors comme un terme de comparaison privilégié (vente la plus récente et prix le plus élevé dans le périmètre de recherche étudié).

### Facteurs de la valeur

L'emprise à évaluer est prélevée sur une parcelle qui reçoit la qualification de terrain à bâtir mais dont le potentiel constructible et les possibilités d'utilisation sont fortement limités par son inscription au règlement graphique du PLU i en « EBC ». Elle est par contre surbâtie d'un mur formant l'un des pignons de l'immeuble riverain. **Elle doit à ce titre être considérée comme pleinement constructible.**

### Valeur retenue

Sur la base des éléments d'information recueillis sur le marché local et de ses caractéristiques propres, l'emprise sous expertise sera évaluée sur la base d'une valeur unitaire de référence fixée à **190 000 € l'are**, soit le prix (après arrondi) auquel est intervenue la dernière vente en date d'un terrain situé dans l'Ellipse.

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'emprise cédée est arbitrée à **15 000 €**, déterminée comme suit.

Superficie (are)	VU de référence	abattement	VU retenue	Valeur vénale (VV)	VV arrondie
0,08	190 000 €	0,00 %	190 000 €	15 200 €	15 000 €
<b>MARGE D'APPRÉCIATION 10 %</b>					
				VV x 0,90	13 500 €
				Soit une valeur à l'are de	168 750 €

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de cession, sans justification particulière, à **13 500 €** (après arrondi).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
GOGUELY Patrick  
Inspecteur des Finances publiques



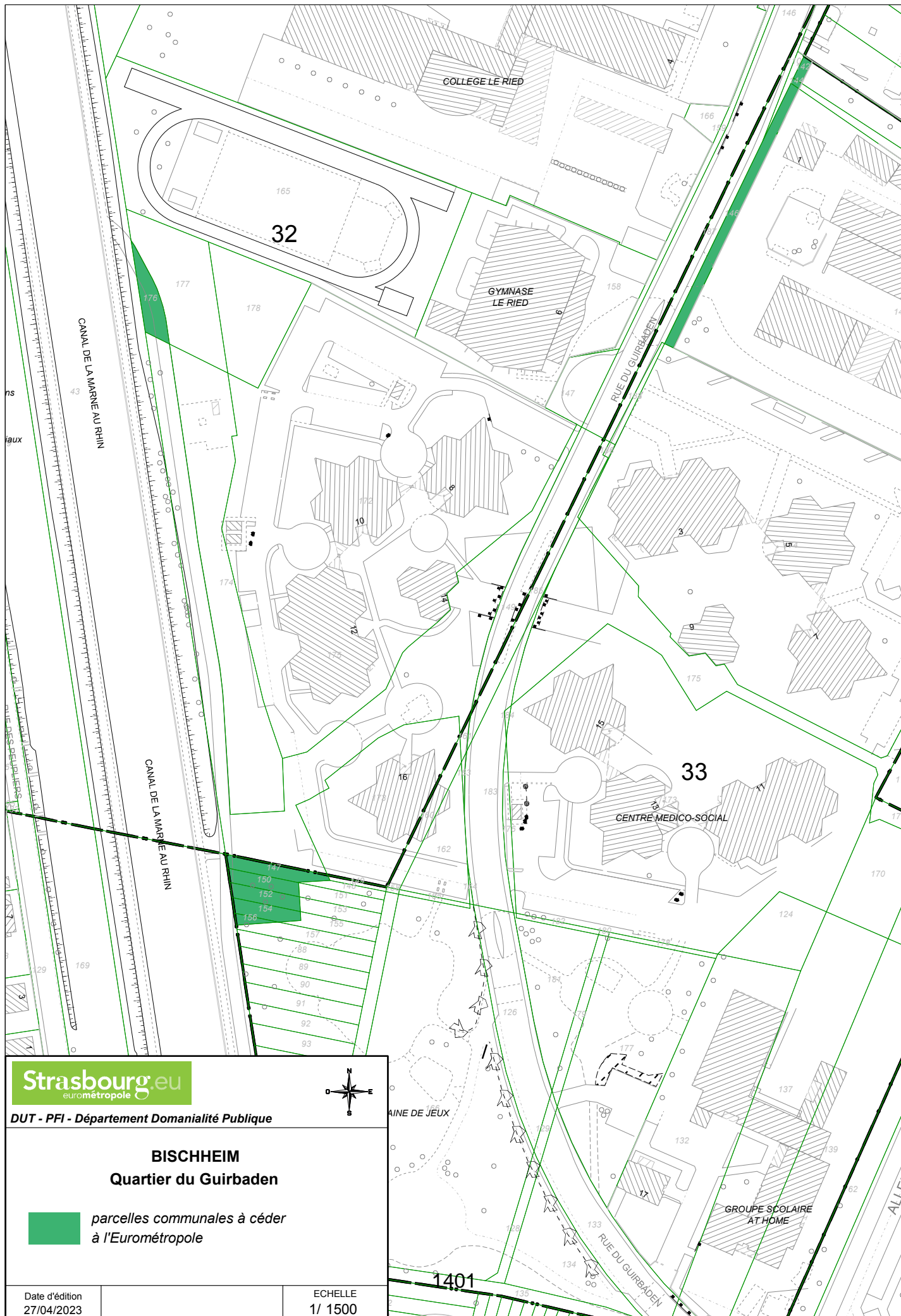


# BISCHHEIM - secteur Guirbaden

périmètre concerné  
par les transactions

SCHILTIGHEIM






**Strasbourg.eu**  
eurométropole



DUT - PFI - Département Domainalité Publique

**BISCHHEIM**  
**Quartier du Guirbaden**

 parcelles communales à céder  
à l'Eurométropole

Date d'édition  
27/04/2023

ECHELLE  
1/ 1500

1401





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Le 22/06/2023

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**

Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale

4, place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY

Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)

Téléphone : 03.88.10.35.13

Référence :

Réf DS:10740980

Réf OSE : 2023-67043-45082

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Espaces verts, voirie, abords de voirie.
<i>Adresse du bien :</i>	Rue du Guirbaden
<i>Commune :</i>	Bischheim
<i>Valeur Vénale :</i>	<b>7 707 €</b> assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : ESPEX Bischheim Guirbaden cession OPHEA à EMS- HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	12/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	12/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition de parcelles suite aux travaux réalisés dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs) pour le secteur Guirbaden à Bischheim. Le protocole foncier signé le 06 01 2023 valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix en cas de revente dans les 20 ans (50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées à l'est du ban communal de Bischheim dans un quartier bordé à l'ouest par le canal du Rhône au Rhin, à l'est par la rue des marais, au sud par la rue de l'III et au nord par la rue de la Robertsau.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans un environnement à prédominance de collectifs disposés en forme de mailles.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

### 4.3. Références cadastrales

Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Bischheim** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	Zonage PLU i
33	142/5	rue du Guirbaden	0,23	UE1
33	144/6	rue du Guirbaden	0,06	UE1
33	146/6	1 rue du Guirbaden	2,80	UE1
33	147/83	rue des Maires Pfrimmer	1,24	UE3
33	150/84	rue des Maires Pfrimmer	0,97	UE3
33	152/85	rue des Maires Pfrimmer	0,98	UE3
33	154/86	rue des Maires Pfrimmer	0,93	UE3
33	156/87	rue des Maires Pfrimmer	0,25	UE3
<b>32</b>	176/1	rue du Guirbaden	1,51	<b>UD2</b>
<b>TOTAL</b>			<b>8,97</b>	

### 4-4. Descriptif

Les parcelles à évaluer (matérialisées en vert sur le plan de gauche reproduit ci-dessous) sont en nature d'espaces verts à l'exception des parcelles cadastrées section 33 n° 142, 144, 146 identifiées sur Google-maps comme étant en nature de trottoir (voir vue de droite).



## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

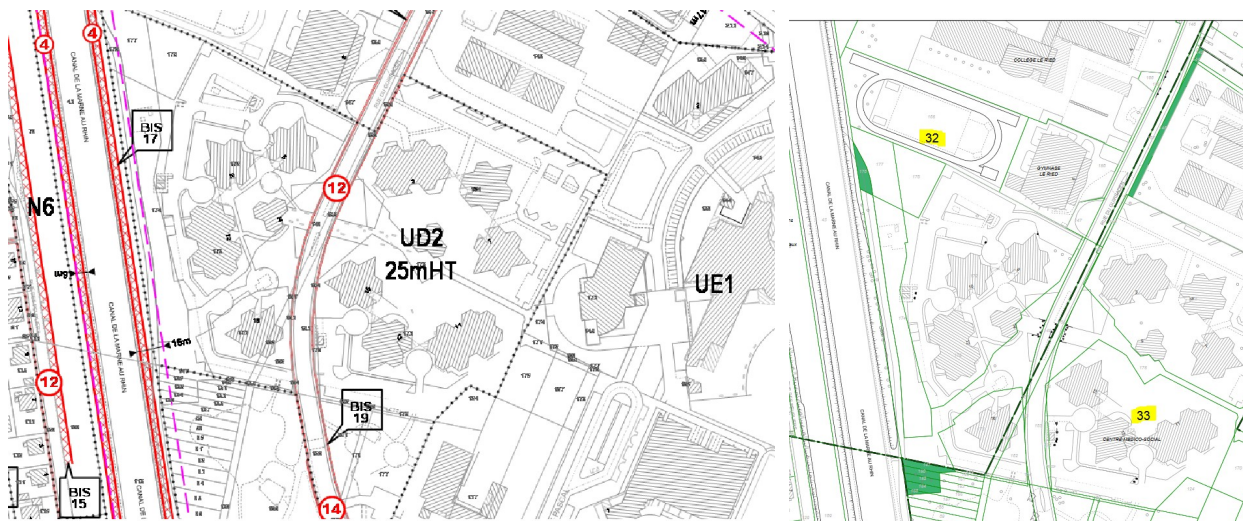
Parcelles cédées libres d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles



Au PLU intercommunal en vigueur les parcelles sont situées pour partie en zone **UD2** (25 mètres HT) et pour partie en zone **UE1** et/ou **UE3** (zonage restrictif autorisant les aménagements, constructions et installations correspondant à la destination «équipement d'intérêt collectif et services publics » ; les aménagements, constructions et installations liés ou nécessaires aux équipements d'intérêt collectif et services publics ; les aménagements, constructions et installations correspondant à la destination «centre de congrès et d'exposition» ; les aménagements, constructions et installations correspondant à la sous-destination «hébergement» ; les logements de fonction et de gardiennage, s'ils sont destinés au personnel dont la présence permanente sur place est indispensable »).



Les parcelles en nature d'espaces verts sont toutes partiellement situées dans la marge de recul de 15 mètres instaurée par rapport au canal. Les emprises considérées sont grevées d'une **servitude non aedificandi**.

## 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et *devant être entretenues par leur propriétaire* les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à **l'euro symbolique** à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

- des accotements, du terre-plein central s'il existe,
- des trottoirs, des pistes cyclables,
- des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,
- des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

**Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie** (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées selon les méthodes habituellement retenues en pareille hypothèse.

Ainsi les surfaces en nature d'espaces verts seront évaluées **par comparaison** avec le prix de terrains à bâtir dans le secteur considéré, auquel on appliquera un abattement de 50 % pour tenir compte de l'état d'encombrement de l'unité foncière dont elles dépendent.

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir de grande contenance (raisonnement au niveau de l'unité foncière) situés en zone UD intervenues sur la commune de Bischheim ainsi que les ventes de

terrains situés en zone UE. Les mutations dans ce zonage restrictif étant peu nombreuses le périmètre de recherche sera étendu aux communes de l'EMS.

TERMES DE COMPARAISON : TAB zone UD grande contenance															
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs
15/11/18	35	156,157	Robertsau	1 915 000 €	49,29	38 852 €	UD2	26 HT	4929	389 €	1,00	TAB VP			Lotissement les bateliers : 44 ms x 52 m SDP acte : 4929 m² TVA 20 %
08/11/17	35	151,152	Robertsau	1 650 000 €	40,85	40 392 €	UD2	25 HT				TAB VP			Lotissement les bateliers
20/12/16	35	154,155/42	Robertsau 35	1 994 800 €	43,81	45 533 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui	Lotissement "les bateliers"
18/11/16	35	151,152/42	Robertsau 35	1 800 000 €	38,85	46 332 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui	
07/04/17	23	181	Poincaré 2	2 700 000 €	110,28	24 483 €	UD2	25 HT	6670	405 €	0,60		ZONAGE	Oui	126 m x 85 m large SH Magic : 6 063 m² x 1,10 = 6670 m² SDP
<b>Moyenne</b>				<b>2 011 960 €</b>	<b>56,62</b>	<b>39 118 €</b>									
<b>Médiane</b>				<b>1 915 000 €</b>	<b>43,81</b>	<b>40 392 €</b>									
POUR INFO : TAB en zone UD de petite contenance															
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs
07/02/22	20	175	Brumath 47	180 000 €	3	60 000 €	UD2	25 HT							
24/09/20	20	173	Souffelweyersheim 3	241 900 €	4,99	48 477 €	UD2	25 HT				TAB VP			Avec Parc 10 N° 303 de 1,85 a sur HOENHEIM en UD2 (15 m HT) Section 20 n° 173 = 3, 14 a
23/11/18	6	78,199	Général Leclerc 26 – 28	900 000 €	10,66	84 428 €	UD1	23 HT				TAB VP		OUI	
22/11/18	6	75,76,200,102	Général Leclerc 30-32	606 075 €	6,14	98 709 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	
06/11/18	9	177	Bischwiller 43	264 000 €	3,41	77 419 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	
13/02/18	20	59	Souffelweyersheim 1	160 000 €	4,98	32 129 €	UD2	27 HT				TAB VP		Oui	Avec parcelle section 10 n° 227 de 2,57 ares sur Hoenheim 20,59 divisée en 20 N° 162 à 166
28/04/16	9	176	Bischwiller 43a	350 000 €	4,84	72 314 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	"SCCV le CAPITOLE envisage sa démolition "
<b>Moyenne</b>				<b>385 996 €</b>	<b>5,43</b>	<b>67 639 €</b>									
<b>Médiane</b>				<b>264 000 €</b>	<b>4,98</b>	<b>72 314 €</b>									

TERMES DE COMPARAISON : TAB équipements publics								
Date	Section	N°	Commune	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix à l'are	POS/PLUi
25/05/21	EN	210/36	Strasbourg-Neudorf	Colmar 141	82,27	1 015 000 €	12 337 €	UE1
25/05/21	EN	37-211-212-214-216	Strasbourg-Neudorf	Colmar 141	26,38	185 000 €	7 013 €	UE1
30/11/20	DE	343,193	Strasbourg-Meinau	Plaine des bouchers	5,75	75 000 €	13 043 €	UE1
10/12/18	KT	541	Strasbourg-Neuhof	Saint Ignace	1,79	14 500 €	8 101 €	UE1
<b>Moyenne</b>					21,15	173 895 €	10 124 €	
<b>Médiane</b>					25,77	193 275 €	10 219 €	
Date	Section	N°	Commune	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix à l'are	POS/PLUi
06/12/19	16	679,68	Lingolsheim	Alouettes	7,08	53 100 €	7 500 €	UE1
04/12/19	16	671,672, 685,686,795,797	Lingolsheim	In den setstengeln	25,77	193 275 €	7 500 €	UE1
17/12/13	99	99	Illkirch-Graffenstaden	Quintez	30,59	275 310 €	9 000 €	UE
<b>Moyenne</b>					21,15	173 895 €	8 000 €	

## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, cinq mutations répondant aux critères de recherche ont été répertoriées. Ramenés à l'are, les prix de vente oscillent dans une fourchette comprise entre **24 483 € l'are** (très grand terrain de 110,28 ares) **et 46 332 € l'are**. Le prix moyen et médian sont très proches aux alentours de **40 000 € l'are**.

Les terrains à bâtir de petite contenance se négocient quant à eux à des prix plus élevés puisque sur ce segment de marché le prix moyen et le prix médian s'élèvent respectivement à 67 639 € et 72 314 € l'are

S'agissant des terrains situés en zone UE (équipements publics) l'étude de marché à permis d'identifier sept mutations dont quatre concernent plus particulièrement des terrains situés dans les quartiers sud de Strasbourg. Les prix de vente oscillent entre 7 500 € l'are pour deux terrains situés sur le ban de Lingolsheim et 13 043 € l'are pour un terrain situé dans la zone d'activité de la plaine des Bouchers à la Meinau.

### Valeurs retenues

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, stationnement public au contact de la rue...) seront évaluées à l'**euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)

- Les emprises en nature **d'espaces verts** seront quant à elles évaluées comme suit

-Terrains situés en zone UD2 : 40 000 € (valeur moyenne/médiane des TAB de grande contenance) X 50 % (encombrement de l'unité foncière sur laquelle les parcelles sont prélevées) = **20 000 € l'are**

-Terrains situés en zone UE : **8 000 € l'are** (prix de vente moyen sur les communes de l'EMS hors Strasbourg).

Les emprises situées dans la marge de recul et de ce fait inconstructibles seront affectées d'un abattement de 50 %.

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des parcelles sera fixée à **7 707 €** reconstituée comme suit

				Voirie et abords (trottoir, piste cyclable, ...)	1 €	-				
				Espaces Verts en UD2	20 000 €	40 000 € x 50 %				
				Espaces verts en UE	8 000 €					
				Espaces verts situés en UE et dans la marge de recul	4 000 €	8000 € x 50 %				
				Ventilation surface parcelle suivant la nature du terrain ( are)					Valeur vénale	Proportion dans marge de recul (estimation)
PLU I	Section	n° de parcelle	Surface (are)	Voirie, trottoir et piste cyclable,	Espaces verts en UD2	Espaces verts en UE	Espaces verts en UE et dans la marge de recul			
UE1	33	142/5	0,23	0,23	0	0	0	1 €		
UE1	33	144/6	0,06	0,06	0	0	0	1 €		
UE1	33	146/6	2,8	2,8	0	0	0	1 €		
UE3	33	147/83	1,24	0	0	1,00	0,24	8 960 €	1/6	
UE3	33	150/84	0,97	0	0	0,65	0,32	6 467 €	1/3	
UE3	33	152/85	0,98	0	0	0,65	0,33	6 533 €	1/3	
UE3	33	154/86	0,93	0	0	0,62	0,31	6 200 €	1/3	
UE3	33	156/87	0,25	0	0	0,17	0,08	1 667 €	1/3	
UD2	32	176/1	1,51	0	0	0	1,51	6 040 €	100 %	
			<b>8,97</b>	<b>3,09</b>	<b>0,00</b>	<b>3,09</b>	<b>2,79</b>	<b>7 707 €</b>		
				8,97						

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

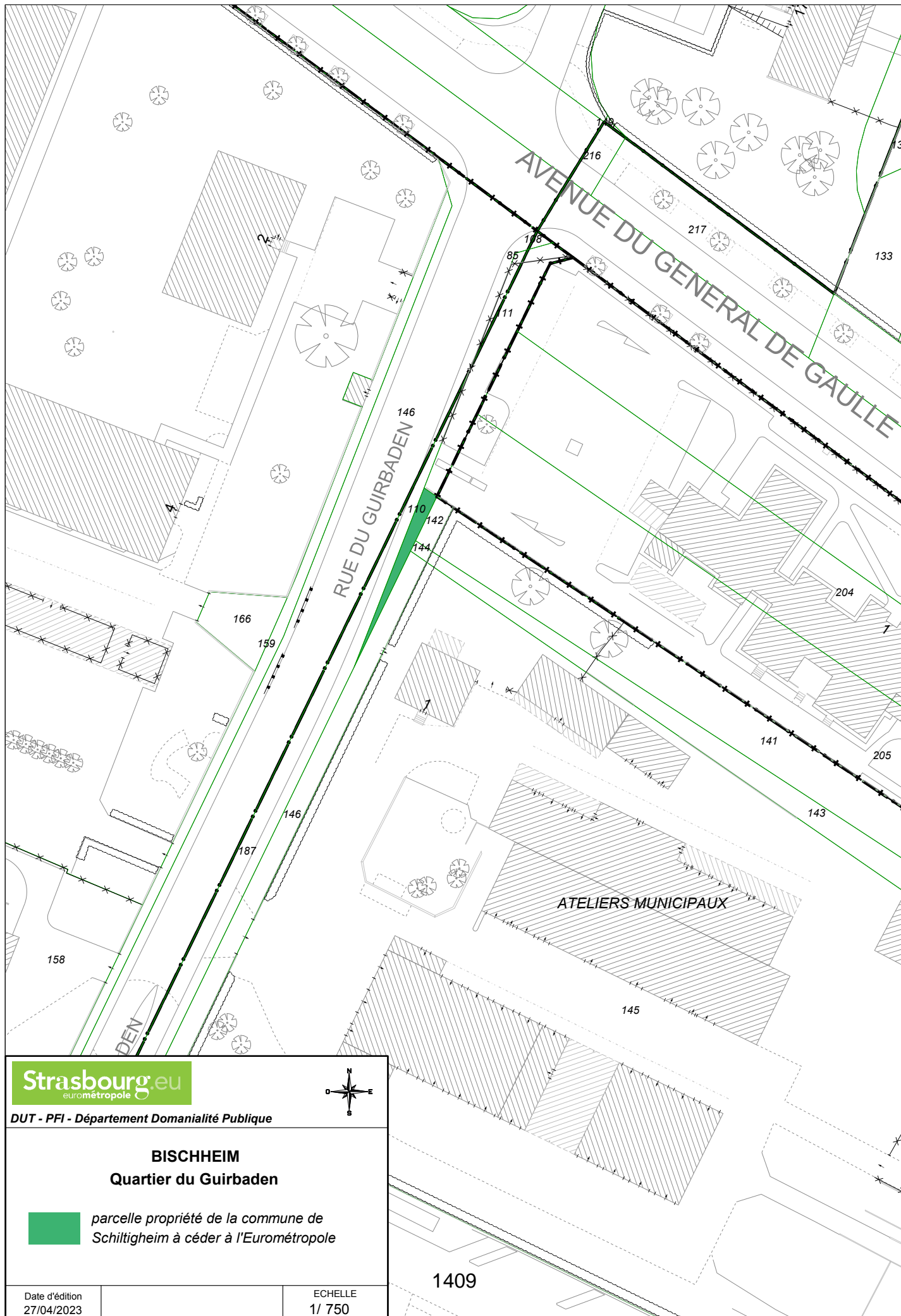
Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY






**Strasbourg.eu**  
eurométropole



DUT - PFI - Département Domainialité Publique

**BISCHHEIM**  
**Quartier du Guirbaden**

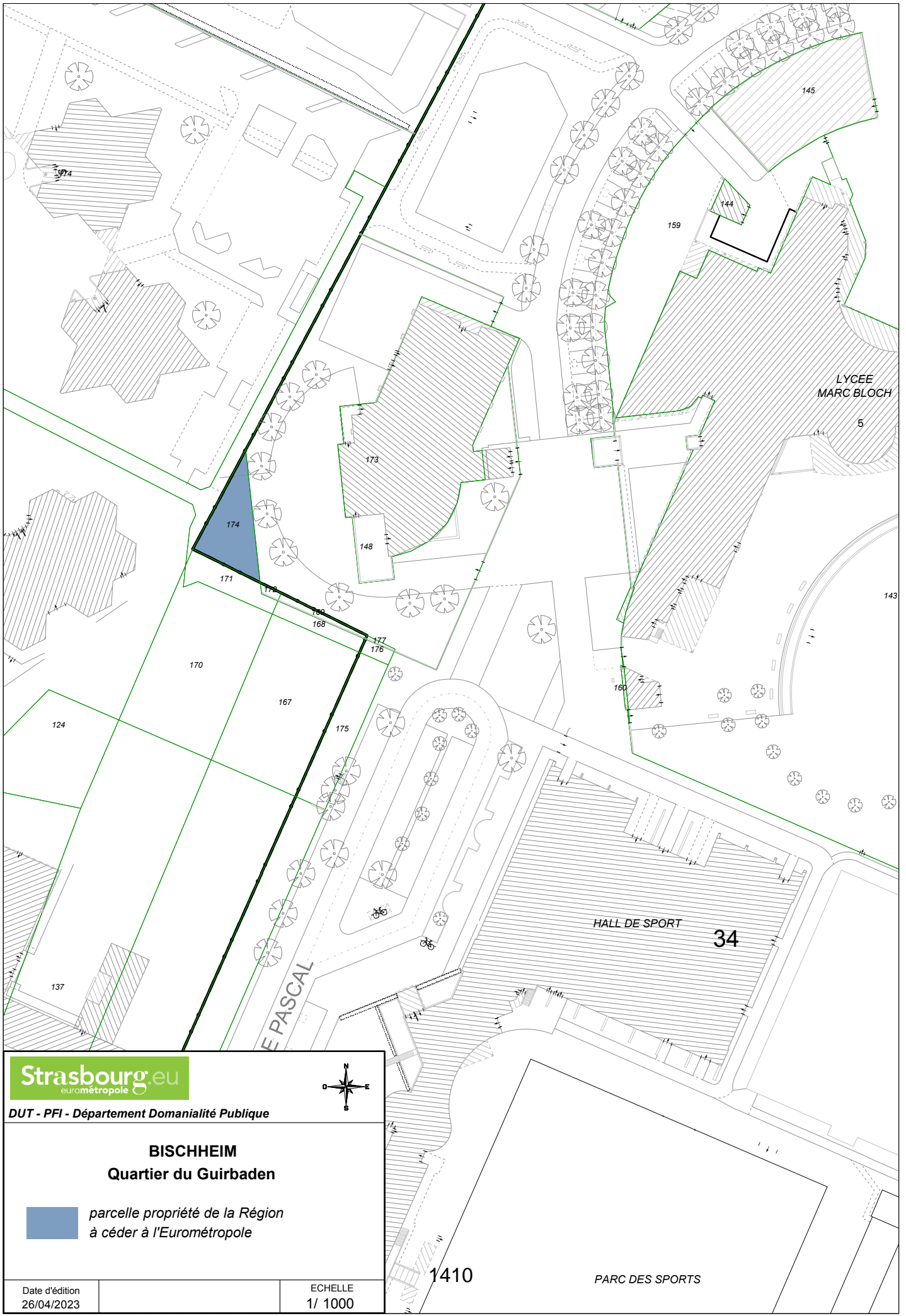
 *parcelle propriété de la commune de Schiltigheim à céder à l'Eurométropole*

Date d'édition  
27/04/2023

ECHELLE  
1/ 750

1409






**Strasbourg.eu**  
eurométropole



**DUT - PFI - Département Domanialité Publique**

**BISCHHEIM**  
**Quartier du Guirbaden**

 *parcelle propriété de la Région  
à céder à l'Eurométropole*

Date d'édition  
26/04/2023

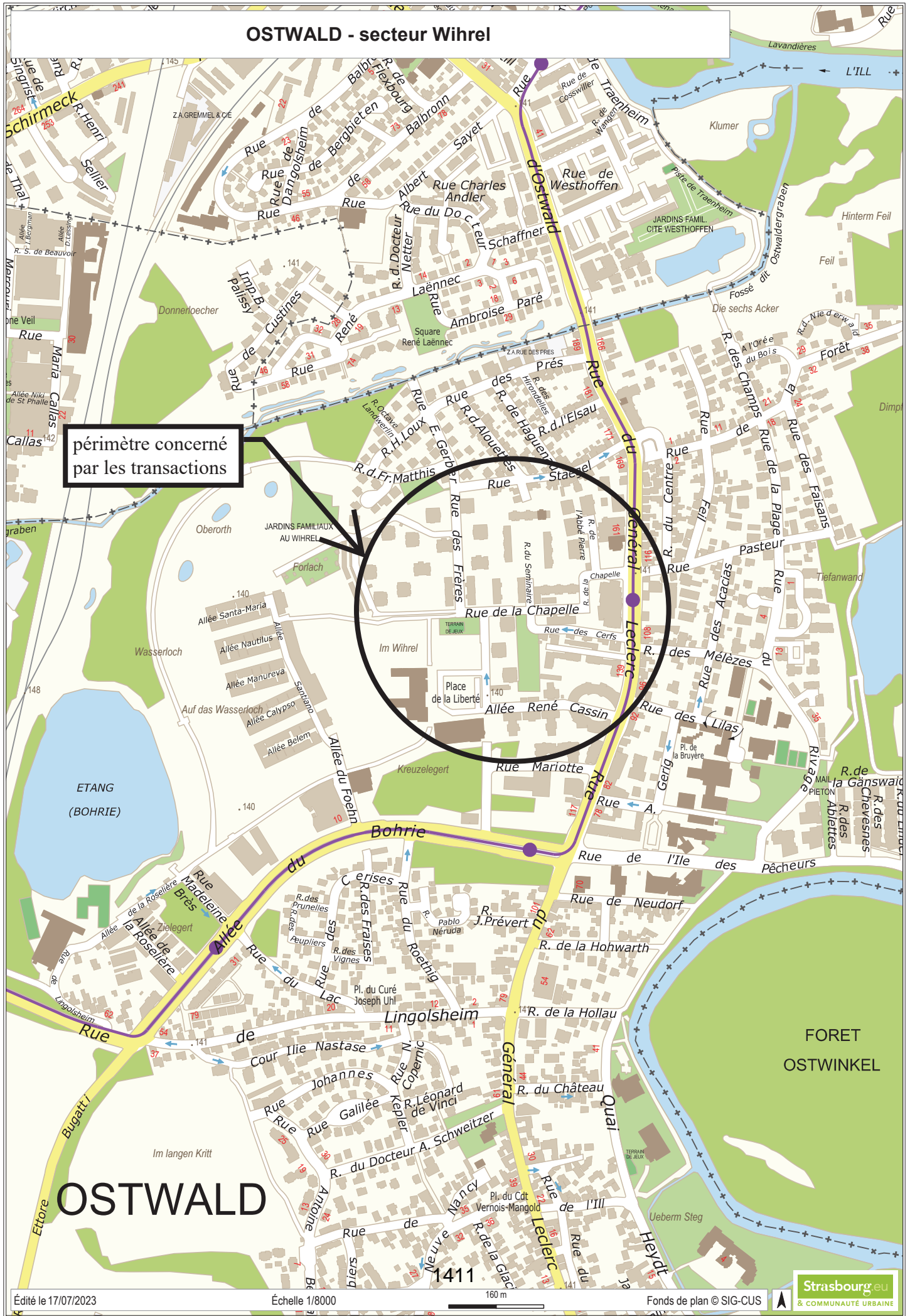
ECHELLE  
1/ 1000

1410

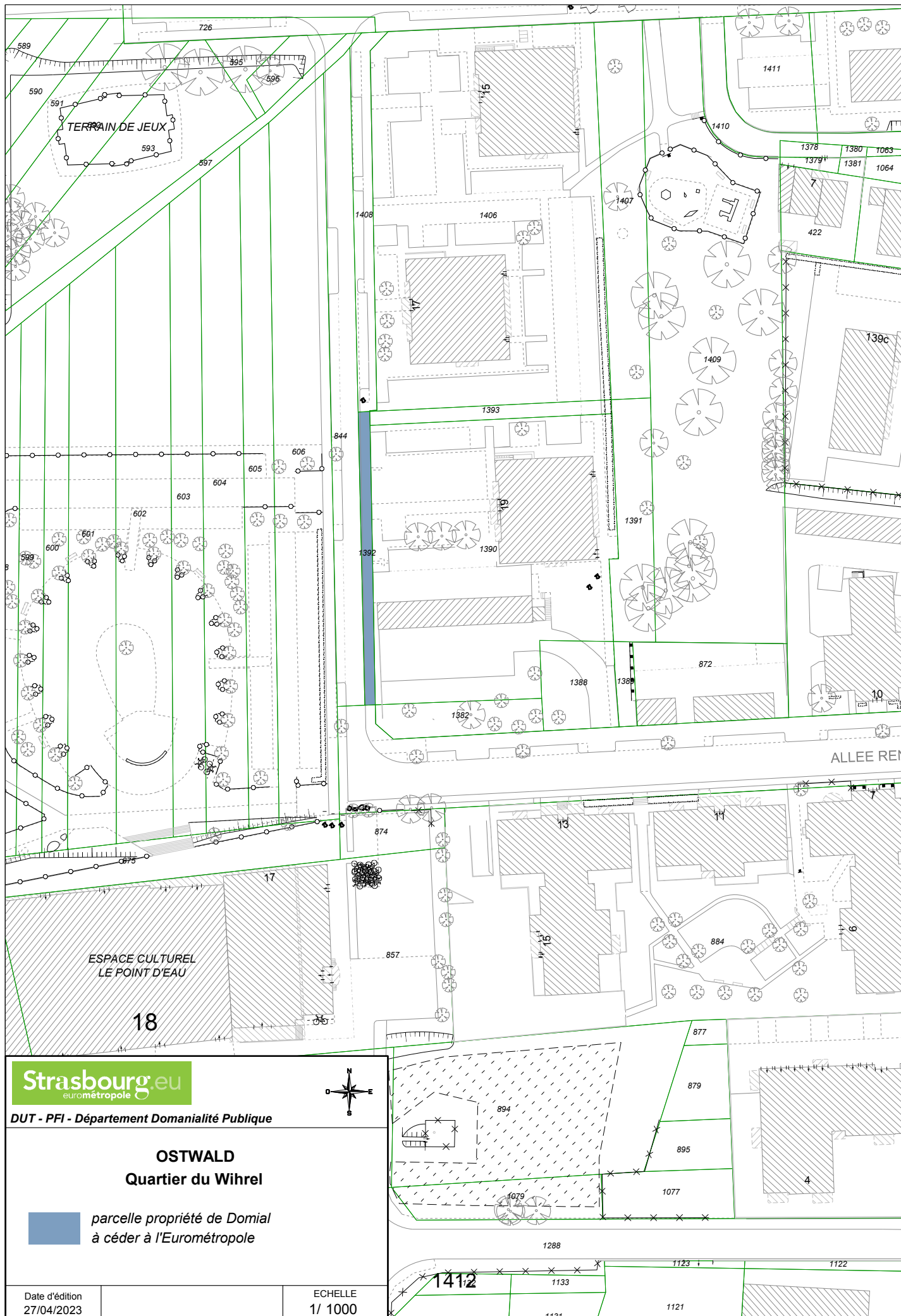
PARC DES SPORTS

# OSTWALD - secteur Wihrel

périmètre concerné  
par les transactions







**Strasbourg.eu**  
eurométropole

DUT - PFI - Département Domainialité Publique

**OSTWALD**  
**Quartier du Wihrel**

parcèle propriété de Domial  
à céder à l'Eurométropole



Date d'édition  
27/04/2023

ECHELLE  
1/ 1000

1412





TERRAIN DE JEUX

ESPACE CULTUREL  
LE POINT D'EAU

ALLEE RENE



1413



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Le 06/07/2023

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

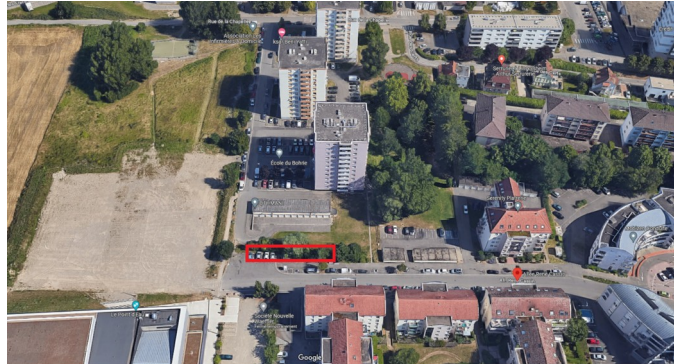
à

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **12919638**  
Réf OSE : **2023-67365-47276**

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Espaces verts
<i>Adresse du bien :</i>	Allée René Cassin
<i>Commune :</i>	Ostwald
<i>Valeur Vénale :</i>	<b>79 000 €</b> assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : ESPEX Ostwald Wihrel cession EMS à DOMIAL- HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	14/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	14/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession à Domial d'une parcelle en nature d'espaces verts dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs) sur le secteur Wihrel à Ostwald. Le protocole foncier signé le 06 01 2023 valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix en cas de revente dans les 20 ans (50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

La parcelle est située à l'ouest du ban communal d'Ostwald dans le quartier du Wihrel

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle est située dans un environnement à prédominance d'habitat collectif

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

### 4.3. Références cadastrales

La parcelle expertisée figure au cadastre de la commune de **Ostwald** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	Zonage PLU i
18	1382/41	Im Wihrel	2,43	<b>UD1</b>
<b>TOTAL</b>			<b>2,43</b>	

### 4-4. Descriptif

Parcelle de forme rectangulaire d'environ 35 mètres de long sur 6,5 mètres de profondeur, en nature d'espaces verts, située en bordure de l'allée René Cassin (matérialisée sur le plan et la vue ci-dessous).

Cette parcelle provient de la division de la parcelle 18 n° 1058 (cf PV d'arpentage annexé à la demande) d'une contenance totale de 44,82 ares. L'autre parcelle issue de cette division cadastrée section 18 n° 1383 de 42,39 ares, forme l'emprise de l'allée renée Cassin et de ses abords immédiats (places de parking et trottoir).



## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en zone **UD1** (20 mètres HT), zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Cette zone identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.



La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

**Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie** (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées selon les méthodes habituellement retenues en pareille hypothèse. Les surfaces en nature d'espaces verts seront quant à elles évaluées **par comparaison** avec le prix de terrains à bâtir dans le secteur considéré, éventuellement corrigé (cf abattement pour tenir compte de l'état d'encombrement de l'unité foncière dont elles dépendent, cf abattement pour configuration défavorable).

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir situés en zone **UD** (zone urbaine à vocation mixte qui se caractérise par les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets) **et/ou UCB** (zone urbaine à vocation principalement résidentielle sous forme d'immeubles collectifs) intervenues sur la commune d'Ostwald.

Au cas où la recherche s'avérerait infructueuse ou trop lacunaire, le périmètre de recherche sera étendu à la commune limitrophe de Lingolsheim ainsi qu'aux communes de l'EMS situées dans la première Couronne (Bischheim..).

TERMES DE COMPARAISON : TAB en zone UD												
DATE	COMMUNE	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	TERRAIN (are)	PRIX HT	PRIX /ARE	PLU i	HTR	VDR	ACQR	OBSERVATIONS
07/02/22	Bischheim	20	175	Brumath 47	3	180 000 €	60 000 €	UD2	25 HT			
30/03/21	Lingolsheim	16	953/966	Gros Tiergärtel	28,42	1 537 200 €	54 089 €	UD2	23 HT	Ophéa	EMS	
24/09/20	Bischheim	20	173	Souffelweyersheim 3	4,99	241 900 €	48 477 €	UD2	25 HT			Avec Parc 10 N° 303 de 1,85 a sur HOENHEIM en UD2 (15 m HT) Section 20 n° 173 = 3,14 a
23/11/18	Bischheim	6	78,199	Général Leclerc 26 - 28	10,66	900 000 €	84 428 €	UD1	23 HT			
22/11/18	Bischheim	6	75,76,200,102	Général Leclerc 30-32	6,14	606 075 €	98 709 €	UD1	23 HT			
06/11/18	Bischheim	9	177	Bischwiller 43	3,41	264 000 €	77 419 €	UD1	23 HT			
13/02/18	Bischheim	20	59	Souffelweyersheim 1	4,98	160 000 €	32 129 €	UD2	27 HT			Avec parcelle section 10 n° 227 de 2,57 ares sur Hoenheim 20,59 divisée en 20 N° 162 à 166
28/04/16	Bischheim	9	176	Bischwiller 43a	4,84	350 000 €	72 314 €	UD1	23 HT			"SCCV le CAPITOLE envisage sa démolition "
<b>Quartile 1</b>					4,48	226 425 €	52 686 €					
<b>Moyenne</b>					8,31	529 897 €	65 946 €					
<b>Médiane</b>					4,99	307 000 €	66 157 €					

TERMES DE COMPARAISON : TAB en zone UCB												
DATE	COMMUNE	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	TERRAIN (are)	PRIX HT	PRIX /ARE	PLU i	HTR	VDR	ACQR	OBSERVATIONS
21/12/17	Lingolsheim	13	97	Tournante 22	21	770 000 €	36 667 €	UCB2	12 ET	SCI	SCI	SMS12
12/05/17	Lingolsheim	4	184	Graffenstaden	4,15	101 000 €	24 337 €	UCB2	10 m	Part	Part	
29/03/16	Lingolsheim	22	385,387,415,412,417,558,559	Faisans, chevreuils	24,23	800 000 €	33 017 €	UCB2	10 m	Part	SCI	
15/12/17	Ostwald	18	1015,1011,1013,919,818	125 A rue du général Leclerc	8,9	600 000 €	67 416 €	UCB2	10 ET	Part	SCI	- IAD pour construction de collectifs "
15/12/17	Ostwald	18	881,883,907,908 (1371)	127, rue du général Leclerc	18,04	690 503 €	38 276 €	UCB2	10 ET	SCI	SCI	IAD engagement construire
15/12/17	Ostwald	18	974,976,978 (1371)	127, rue du général Leclerc	26,62	909 497 €	34 166 €	UCB2	10 ET	SCI	SCI	IAD engagement construire devenu 18/1371 de 53,58 ares
<b>Quartile 1</b>					11,19	622 626 €	33 304 €					
<b>Moyenne</b>					17,16	645 167 €	38 980 €					
<b>Médiane</b>					19,52	730 252 €	35 416 €					

## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, sept mutations ont été répertoriées en zone UD concernant des terrains situés majoritairement sur la commune de Bischheim. Ramenés à l'are, les prix de vente oscillent dans une fourchette très large comprise entre **32 129 € l'are et 98 709 € l'are**. Le prix moyen et médian sont néanmoins très proches aux alentours de **66 000 € l'are**, traduisant au contraire une certaine homogénéité des prix sur ce segment de marché.

Six mutations ont par ailleurs été identifiées en zone UCB concernant cette fois des terrains situés sur la commune d'Ostwald (3) et celle de Lingolsheim(3). Dans cette zone identifiée comme ayant vocation à recevoir des immeubles collectifs les prix sont nettement plus bas. Après arrondi, la moyenne et la médiane des prix s'élèvent en effet respectivement à **39 000 € et 35 500 € l'are**. Dans ce zonage la densité des constructions est moins importante du fait d'une hauteur maximale autorisée limitée à 10/12 mètres à l'ET alors que celle-ci peut atteindre 23, 25 mètres HT en zone UD. La Surface de plancher produite étant plus faible en zone UCB, les charges foncières s'en ressentent ainsi que par voie de conséquence les prix à l'are.

### Facteurs de la valeur

La parcelle expertisée dépend d'une unité foncière « EMS » à faible potentiel constructible. En effet la plus grande partie de celle-ci est constituée par la parcelle cadastrée section 18 n° 1383 en nature de voirie.

La parcelle 18 n° 1382 présente quant à elle une faible largeur (environ 6,50 mètres) qui limite là aussi son potentiel constructible (sauf dans l'hypothèse où cette cession serait réalisée au profit d'un propriétaire riverain qui pourrait éventuellement accroître ses droits à construire).

### Valeur retenue

Compte tenu des données recueillies sur le marché local et de ses caractéristiques propres, la parcelle expertisée sera évaluée sur la base d'une valeur unitaire de **32 500 € l'are** soit 50 000 € l'are (fourchette basse de l'étude de marché) x 65 % (abattement de 35 % pour configuration étroite).

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

Surface (are)	Valeur Unitaire de référence en zone UD2	Abattement configuration	VU retenue	Valeur vénale	Valeur vénale arrondie
2,43	50 000 €	35 %	32 500 €	78 975 €	<b>79 000 €</b>

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Transactions foncières dans le cadre du Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg et de la démarche ESPEX (espaces extérieurs).**

#### **Numéro E-2023-960**

Le Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030) et la démarche ESPEX (extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public) portent des interventions urbaines structurantes qui modifient l'organisation spatiale des territoires les plus fragiles de l'agglomération, classés Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ou Quartiers de veille active.

Les Projets de renouvellement urbain (PRU) et ESPEX ont notamment vocation à redéfinir les trames urbaines, les usages et la gestion des espaces extérieurs, et à rétablir l'adéquation des domanialités privées et publiques existantes ou futures.

Cette recomposition des espaces nécessite de réaliser des transactions foncières entre les collectivités et les bailleurs concernés. La délibération du Conseil de l'Eurométropole du 20 mai 2022 a ainsi approuvé la signature de protocoles fonciers fixant les principes retenus pour ces transferts de propriété. Des protocoles fonciers ont par la suite été signés le 6 janvier 2023 entre les bailleurs, les communes et l'Eurométropole de Strasbourg.

Au regard de l'avancée des travaux, plusieurs sites peuvent à présent faire l'objet d'une délibération d'application. Les transactions concernées correspondent aux catégories 1 et 5 des protocoles précités :

	Catégorie	Destination	Montant de la transaction
Cession du bailleur social vers la Ville ou l'Eurométropole de Strasbourg	1 2ème PRU & ESPEX	Cession de terrains en vue de la réalisation d'un espace extérieur ouvert au public	un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50 % de la plus-value est reversée au vendeur initial)



Cession de la Ville ou de l'Eurométropole vers le bailleur social	5 2ème PRU & ESPEX	Cession de terrains nus en vue de la création de zones de résidentialisation	un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50 % de la plus-value est reversée au vendeur initial)
---	-----------------------------	--	---

Par ailleurs, étaient annexées aux protocoles fonciers du 6 janvier 2023, des listes de fonciers à acquérir ou à céder au titre d'opérations programmées dans le cadre de la convention du Deuxième programme de renouvellement urbain. Il est proposé de mettre à jour ces listes avec les sites figurant dans la présente délibération (certaines opérations ayant été réalisées dans le cadre du précédent programme de renouvellement urbain).

En outre, un bail emphytéotique a été consenti le 21 octobre 1996 par la Communauté urbaine de Strasbourg (aujourd'hui Eurométropole de Strasbourg) au profit du bailleur social Foyer Moderne de Schiltigheim en vue de la création d'une maison de l'insertion professionnelle et du développement économique. Suite à un avenant du 18 septembre 2009, l'échéance de ce bail est fixée au 31 décembre 2044.

Ce bail grève actuellement les parcelles suivantes situées à proximité de la tour 2 rue Victor Hugo :

Schiltigheim, Section 43 n° 109/22 de 3,68 ares, lieu-dit : rue Ronsard, sol  
Schiltigheim, Section 43 n° 149/22 de 13,98 ares, lieu-dit : rue Ronsard, sol  
Schiltigheim, Section 43 n° 150/22 de 4,06 ares, lieu-dit : rue Ronsard, sol,  
Schiltigheim, Section 43 n° 151/22 de 0,14 are, lieu-dit : rue Ronsard, sol.

L'une des parcelles qui sera cédée par l'Eurométropole à Alsace Habitat (Section 43 n°150/22 de 4,06 ares située 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim) étant grevée par le dit bail emphytéotique, il est proposé de modifier celui-ci par voie d'avenant en réduisant son assiette de la parcelle cédée à Alsace Habitat ainsi que d'une parcelle contiguë cadastrée Section 43 n° 151/22 de 0,14 are qui ne présente pas d'intérêt pour l'emphytéote. Foyer Moderne de Schiltigheim a donné son accord à cette modification par courriel du 9 août 2023.

De plus, certaines parcelles, qui seront acquises par l'Eurométropole, demeurent grevées au Livre Foncier de conventions d'Aide personnalisée au logement (conventions APL) bénéficiant à l'Eurométropole par délégation de l'État. Ces conventions d'aides au logement sont devenues obsolètes puisque ces emprises sont non bâties et qu'elles sont en cours d'acquisition par l'Eurométropole. Il est donc proposé d'autoriser la mainlevée et la radiation partielles de ces conventions APL en ce qu'elles grevent les parcelles à acquérir par l'Eurométropole.

Enfin il est proposé de mettre en place des servitudes pour les réseaux d'eau, d'assainissement et de chaleur qui traversent des parcelles acquises ou cédées par l'Eurométropole, ou des parcelles contiguës.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 20 mai 2022 approuvant le principe des protocoles fonciers dans le cadre du Deuxième programme de renouvellement urbain et de la démarche ESPEX  
vu les protocoles fonciers signés le 6 janvier 2023  
vu les délibérations du Conseil de l'Eurométropole des 17 décembre 2021, 28 juin 2022 et 28 juin 2023 portant sur le déclassement d'emprises situées rue Alfred de Musset à Bischheim ; rue Verlaine et rue Victor Hugo à Schiltigheim  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 octobre 2023 portant sur le déclassement d'une emprise située avenue Cervantès, à Strasbourg-Hautepierre  
vu les délibérations du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023 portant sur le déclassement d'emprises situées allée René Cassin, rue du Séminaire, rue de la Chapelle à Ostwald ; rue du Guirbaden à Bischheim ; rue Apollinaire et avenue Tolstoï à Strasbourg-Hautepierre  
vu les avis de la Division du Domaine des 16 février 2023, 04 mai 2023, 19 juin 2023, 22 juin 2023, 23 juin 2023, 28 juin 2023, 06 juillet 2023 et 28 juillet 2023  
vu le bail emphytéotique du 21 octobre 1996 et son avenant du 18 septembre 2009 portant sur des parcelles situées à proximité de la tour 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*I. Les transactions foncières décrites ci-après :*

*1) Les transactions correspondant à la catégorie 1 (cession des bailleurs sociaux vers l'Eurométropole de terrains en vue de la réalisation d'un espace extérieur ouvert au public) des protocoles du 6 janvier 2023*

*A) Dans le cadre du Deuxième programme de renouvellement urbain (PRU) ou du précédent programme de renouvellement urbain*

*a) A Strasbourg-Cronembourg et à Schiltigheim : rues Kepler et Hochfelden*

*Cession d'OPHEA à l'Eurométropole des parcelles :*

*Strasbourg Section KY n° 152/37 de 0,26 are, lieu-dit : Holderheckel, sol  
Strasbourg, Section KY n° 155/43 de 2,05 ares, lieu-dit : Holderheckel, sol  
Strasbourg, Section KY n° 156/43 de 0,34 are, lieu-dit : Holderheckel, sol  
Strasbourg, Section KY n° 161/45 de 0,39 are, lieu-dit : Holderheckel, sol  
Strasbourg, Section KY n° 401/49 de 0,32 are, lieu-dit : Holderheckel, sol  
Strasbourg, Section KY n° 411/58 de 0,04 are, lieu-dit : 9 rue Kepler, sol  
Strasbourg, Section KY n° 416/59 de 0,07 are, lieu-dit : Holderheckel, sol  
Strasbourg, Section KY n° 418/60 de 0,66 are, lieu-dit : Holderheckel, sol*

*Strasbourg, Section KY n° 425/25 de 4,14 ares, lieu-dit : rue Augustin Fresnel, sol*  
*Strasbourg, Section KY n° 427/25 de 0,84 are, lieu-dit : rue Augustin Fresnel, sol*  
*Strasbourg, Section KY n° 428/25 de 0,28 are, lieu-dit : rue Augustin Fresnel, sol*  
*Strasbourg, Section KY n° 430/25 de 0,18 are, lieu-dit : rue Augustin Fresnel, sol*  
*Schiltigheim, Section 57 n° 722/95 de 0,06 are, lieu-dit : rue Kepler, sol.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

*b) A Strasbourg-Meinau : rues Imbs et Weeber*

*Cession d'OPHEA à l'Eurométropole des parcelles :*

*Strasbourg, Section EX n° 533/82 de 0,79 are, lieu-dit : chemin rural, sol*  
*Strasbourg, Section EX n° 535/20 de 2,72 ares, lieu-dit : kleine Metzgerau, sol*  
*Strasbourg, Section EZ n° 304/47 de 12,77 ares, lieu-dit : Meinau oder Entenfang, sol*  
*Strasbourg, Section EZ n° 307/47 de 12,74 ares, lieu-dit : Meinau oder Entenfang, sol*  
*Strasbourg, Section EZ n° 311/44 de 2,41 ares, lieu-dit : Meinau oder Entenfang, sol*  
*Strasbourg, Section EZ n° 314/43 de 3,23 ares, lieu-dit : Meinau oder Entenfang, sol.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

*c) A Strasbourg-Neuhof*

*c.1) secteur Hautefort : 89 avenue du Neuhof/rue de Clairvivre*

*Cession d'OPHEA à l'Eurométropole des parcelles :*

*Strasbourg, Section IV n° (2)/44 de 3,59 ares, lieu-dit : 89 avenue du Neuhof, sol, issue de la division de la parcelle Section IV n° 480/44 de 16,24 ares*  
*Strasbourg, Section IV n° (12)/45 de 8,55 ares, lieu-dit : 2 rue de Clairvivre, sol, issue de la division de la parcelle Section IV n° 483/45 de 40,86 ares*  
*Strasbourg, Section IV n° (9)/45 de 0,52 are, lieu-dit : rue de Clairvivre, sol, issue de la division de la parcelle Section IV n° 344/45 de 0,53 are*  
*Strasbourg, Section IV n° (14)/45 de 0,17 are, lieu-dit : 2 rue de Clairvivre, sol, issue de la division de la parcelle Section IV n° 483/45 de 40,86 ares.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

*c.2) secteur Lizé/Mâcon : allée de l'Abbé de l'Epée*

*Cession d'HABITATION MODERNE à l'Eurométropole des parcelles :*

*Strasbourg, Section IP n° 130/1 de 5,80 ares, lieu-dit : allée de l'abbé de l'épée, sol*  
*Strasbourg, Section IP n° 131/1 de 0,02 are, lieu-dit : allée de l'abbé de l'épée, sol*  
*Strasbourg, Section IP n° 132/1 de 0,87 are, lieu-dit : allée de l'abbé de l'épée, sol*  
*Strasbourg Section IP n° 133/1 de 0,65 are, lieu-dit : allée de l'abbé de l'épée, sol*  
*Strasbourg Section IP n° 171/1 de 0,62 are, lieu-dit : rue de Mâcon, sol*  
*Strasbourg Section IP n° 173/1 de 3,20 ares, lieu-dit : allée de l'abbé de l'épée, sol.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

*c.3) secteur Lyautey : rue des Canonniers*

*Cession d'HABITATION MODERNE à l'Eurométropole de la parcelle :*

*Strasbourg, Section IW n° 450/79 de 0,85 are, lieu-dit : rue de Bergerac, terrains à bâtir.*

*Ce bien intègre le domaine public de l'Eurométropole.*

*d) A Schiltigheim/Bischheim : Cité des Écrivains*

*d.1) 2 rue Victor Hugo*

*Cession d'ALSACE HABITAT à l'Eurométropole des parcelles :*

*Schiltigheim, Section 43 n° 145/22 de 0,71 are, lieu-dit : rue Victor Hugo, sol  
Schiltigheim, Section 43 n° 146/22 de 0,66 are, lieu-dit : rue Victor Hugo, sol.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

*d.2) 13 rue Ronsard*

*Cession d'ALSACE HABITAT à l'Eurométropole des parcelles :*

*Bischheim, Section 22 n° 108/7 de 0,08 are, lieu-dit : rue Verlaine, sol  
Bischheim, Section 22 n° 110/7 de 0,05 are, lieu-dit : rue Verlaine, sol.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

*B) Dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs)*

*a) A Bischheim : secteur Guirbaden*

*Cession d'OPHEA à l'Eurométropole des parcelles :*

*Bischheim, Section 32 n° 175/26 de 31,99 ares, lieu-dit : Schiltigheimer Mittelfeld, sol  
Bischheim, Section 33 n° 161/100 de 0,23 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol  
Bischheim, Section 33 n° 163/17 de 0,13 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol  
Bischheim, Section 33 n° 164/17 de 0,08 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol  
Bischheim, Section 33 n° 168/3 de 0,60 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol  
Bischheim, Section 33 n° 171/4 de 1,05 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol  
Bischheim, Section 33 n° 175/17 de 18,27 ares, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol  
Bischheim, Section 33 n° 176/17 de 0,96 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol  
Bischheim, Section 34 n° 176/27 de 0,20 are, lieu-dit : Gross Luss, sol.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

b) *A Ostwald : secteur Wihrel*

*Cession d'HABITATION MODERNE à l'Eurométropole des parcelles :*

*Ostwald, Section 18 n° 844/49 de 7,66 ares, lieu-dit : im Wihrel, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1396/280 de 1,71 are, lieu-dit : 6 rue des Frères, pré*  
*Ostwald, Section 18 n° 1398/28 de 4,70 ares, lieu-dit : 2 rue des Frères, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1401/13 de 10,03 ares, lieu-dit : 2 rue de la Chapelle, prés*  
*Ostwald, Section 18 n° 1402/13 de 1,36 are, lieu-dit : 2 rue de la Chapelle, prés*  
*Ostwald, Section 18 n° 1408/27 de 3,34 ares, lieu-dit : 15 rue de la Chapelle, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1410/15 de 2,14 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol, terres agricoles*  
*Ostwald, Section 18 n° 1413/15 de 2,58 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1415/220 de 6,28 ares, lieu-dit : im Wihrel, terrains agricoles, sol, terre*  
*Ostwald, Section 18 n° 1417/220 de 1,67 are, lieu-dit : im Wihrel, terrains agricoles, sol, terre*  
*Ostwald, Section 18 n° 1419/249 de 1,43 are, lieu-dit : 5 rue des Frères, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1420/249 de 3,20 ares, lieu-dit : 5 rue des Frères, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1422/285 de 1,60 are, lieu-dit : rue des Frères, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1423/285 de 3,36 ares, lieu-dit : rue des Frères, sol*  
*Ostwald, Section 21 n° 749/127 de 1,69 are, lieu-dit : im Wihrel, sol*  
*Ostwald, Section 22 n° 1171/242 de 2,17 ares, lieu-dit : 1 rue de la Chapelle, sol*  
*Ostwald, Section 22 n° 1172/242 de 14,70 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol.*

*Ces biens intègrent le domaine public de l'Eurométropole.*

2) *Les transactions foncières décrites ci-après, correspondant à la catégorie 5 (cession de l'Eurométropole vers les bailleurs sociaux de terrains nus en vue de la création de zones de résidentialisation) des protocoles du 6 janvier 2023*

*A) Dans le cadre du Deuxième programme de renouvellement urbain (PRU) ou du précédent programme de renouvellement urbain*

*a) A Strasbourg- Hautepierre*

*a.1) maille Jacqueline : rue de la Marquise de Sévigné et avenue Cervantès*

*Cession de l'Eurométropole à ALSACE HABITAT de la parcelle :*

*Strasbourg, Section LP n° 1778/224 de 0,86 are, lieu-dit : maille Jacqueline, sol.*

*Ce bien a fait l'objet d'une délibération de déclassement lors du Conseil de l'Eurométropole du 06 octobre 2023.*

*a.2) maille Karine : avenue Tolstoï et avenue Molière*

*Cession de l'Eurométropole à OPHEA des parcelles :*

*Strasbourg, Section LP n° 1972/397 de 0,01 are, lieu-dit : chemin rural, sol*  
*Strasbourg, Section LP n° 1973/171 de 0,05 are, lieu-dit : Kirschhecklein, sol*  
*Strasbourg, Section LP n° 1977/397 de 1,65 are, lieu-dit : chemin rural, sol*  
*Strasbourg, Section LP n° 1980/171 de 23,75 ares, lieu-dit : Kirschhecklein, terres*  
*Strasbourg, Section LP n° 1983/171 de 0,51 are, lieu-dit : Kirschhecklein, terres*  
*Strasbourg, Section LP n° 1984/171 de 1,67 are, lieu-dit : maille Karine, sol*  
*Strasbourg, Section LP n° 1989/171 de 1,06 are, lieu-dit : Kirschhecklein, sol*  
*Strasbourg, Section LP n° 2009/34 de 0,02 are, lieu-dit : place Alfred de Musset, sol*  
*Strasbourg, Section LP n° 2011/34 de 1,30 are, lieu-dit : Hohlgass gegen den Riethweg, terres*  
*Strasbourg, Section LP n° 2013/34 de 0,13 are, lieu-dit : maille Karine, sol.*

*Ces biens ont fait l'objet d'une délibération de déclassement lors d'un point antérieur de cette même séance du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023.*

*b) A Schiltigheim/Bischheim : Cité des Écrivains – 2 rue Victor Hugo*

*Cession de l'Eurométropole à ALSACE HABITAT des parcelles :*

*Bischheim, Section 16 n° 195/11 de 1,93 are, lieu-dit : im Haag, sol*  
*Schiltigheim, Section 43 n° 143/22 de 5,44 ares, lieu-dit : rue Sébastien Brandt, sol*  
*Schiltigheim, Section 43 n° 148/22 de 0,03 are, lieu-dit : rue Sébastien Brandt, sol*  
*Schiltigheim, Section 43 n° 150/22 de 4,06 ares, lieu-dit : rue Ronsard, sol.*

*Ces biens ont fait l'objet de délibérations de déclassement lors des Conseils de l'Eurométropole des 17 décembre 2021, 28 juin 2022 et 28 juin 2023.*

*B) Dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs)*

*a) A Bischheim : secteur Guirbaden*

*Cession de l'Eurométropole à OPHEA des parcelles :*

*Bischheim, Section 33 n° 184/17 de 0,10 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol*  
*Bischheim, Section 33 n° 186/100 de 0,20 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol*  
*Bischheim, Section 33 n° 188/100 de 0,52 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol.*

*Ces biens ont fait l'objet d'une délibération de déclassement lors d'un point antérieur de cette même séance du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023.*

*b) A Ostwald : secteur Wihrel*

*Cession de l'Eurométropole à HABITATION MODERNE des parcelles :*

*Ostwald, Section 18 n° 1384/21 de 1,57 are, lieu-dit : im Wihrel, sol*  
*Ostwald, Section 18 n° 1386/21 de 6,31 ares, lieu-dit : im Wihrel, sol*

*Ostwald, Section 18 n° 1404/5 de 11,94 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol.*

*Ces biens ont fait l'objet d'une délibération de déclassement lors d'un point antérieur de cette même séance du Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023.*

### *3) Dispositions financières communes*

*L'ensemble de ces transactions intervient moyennant un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50 % de la plus-value est reversée au vendeur initial) en application des protocoles fonciers signés le 06 janvier 2023 entre l'Eurométropole, des communes et des bailleurs sociaux.*

*Ce prix est inférieur ou égal aux évaluations de la Division du Domaine, ces opérations étant justifiées par des motifs d'intérêt général, et comportant des contreparties suffisantes.*

*En effet ces transactions sont liées aux travaux effectués dans le cadre de programmes de renouvellement urbain et de la démarche d'extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public (dite ESPEX). Ces travaux sont réalisés dans les territoires les plus fragiles de l'agglomération, classés Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ou Quartiers de veille active. Ils ont pour but d'améliorer le cadre de vie des habitant-e-s des quartiers concernés et de favoriser leur recomposition urbaine pour une meilleure adéquation avec les usages et la gestion, présents ou futurs.*

*Les transactions impactent des collectivités et des bailleurs sociaux. L'Eurométropole est concernée tant par des cessions que par des acquisitions. Par ailleurs ces transactions sont assorties d'une clause de complément de prix.*

*II. La mise à jour des listes de fonciers à acquérir ou à céder au titre d'opérations programmées dans le cadre de la convention du Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg 2019-2030, ou d'opérations réalisées dans le cadre du précédent programme de renouvellement urbain, annexées aux protocoles du 6 janvier 2023, figurant en pièces jointes de la présente délibération.*

*III. La conclusion d'un avenant modificatif n°2 au bail emphytéotique en date du 21 octobre 1996 et à son avenant n°1 en date du 18 septembre 2009 tels qu'ils sont plus amplement décrits au rapport.*

*Cet avenant porte restitution par Foyer Moderne de Schiltigheim, à l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles cadastrées Schiltigheim Section 43 n° 150/22 de 4,06 ares, lieu-dit : rue Ronsard, sol, et Section 43 n° 151/22 de 0,14 are, lieu-dit : rue Ronsard, sol.*

*Les autres dispositions du bail emphytéotique en date du 21 octobre 1996 et de son avenant n°1 du 18 septembre 2009 demeurent inchangées.*

*IV. La mainlevée et la radiation partielles des conventions d'aide personnalisée au logement (conventions APL) figurant au Livre Foncier sous les références suivantes :*

1) N°AMALFI : C2008SCM020842  
Dépôt du 26/09/1988  
Libellé : Convention d'aide personnalisée au logement  
Bénéficiaire : ETAT, par délégation l'Eurométropole de Strasbourg  
Date de début :  
Date de fin : 30/06/2041  
Complément d'information : Fondement : acte du 01/07/1986

*Mais uniquement en tant que cette inscription grève les biens et droits immobiliers ci-après désignés qui correspondent à des terrains nus en cours d'acquisition par l'Eurométropole :*  
*Bischheim, Section 22 n° 108/7 de 0,08 are, lieu-dit : rue Verlaine, sol.*

2) N°AMALFI : C2019STR040016  
Dépôt du 04/04/2019  
Libellé : Avenant N°6 du 22 février 2019 à la convention 67/2/06-1986/85-1232/4/067007/907  
Bénéficiaire : ETAT, par délégation l'Eurométropole de Strasbourg  
Date de début :  
Date de fin : 30/06/2044

*Mais uniquement en tant que cette inscription grève les biens et droits immobiliers ci-après désignés qui correspondent à des terrains nus en cours d'acquisition par l'Eurométropole :*  
*Bischheim, Section 22 n° 108/7 de 0,08 are, lieu-dit : rue Verlaine, sol*  
*Bischheim, Section 22 n° 110/7 de 0,05 are, lieu-dit : rue Verlaine, sol.*

3) N°AMALFI : C2015STR015697  
Dépôt du 05/02/2015  
Libellé : Convention d'aide au logement 122 - Av 1 - du 28 avril 2015.  
Bénéficiaire : ETAT - délégation l'Eurométropole  
Date de début :  
Date de fin : 30/06/2064

*Mais uniquement en tant que cette inscription grève les biens et droits immobiliers ci-après désignés qui correspondent à des terrains nus en cours d'acquisition par l'Eurométropole : Ostwald, Section 18 n° 1392/27 de 1,43 are, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol*  
*en cours d'acquisition par la commune de Ostwald : Ostwald, Section 18 n° 1391/27 de 4,20 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol*  
*en cours d'acquisition par Habitation Moderne : Ostwald, Section 18 n° 1393/27 de 1,48 are, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol.*

*V. La constitution des servitudes pour le passage de réseaux ainsi décrites*

1) *Dans le cadre du Deuxième programme de renouvellement urbain (PRU) ou du précédent programme de renouvellement urbain*



*A) A Strasbourg-Hautepierre : maille Karine - avenue Tolstoï et avenue Molière*

*Pour les réseaux d'assainissement*

*description de la servitude :*

*Servitude réelle et perpétuelle de passage de réseaux d'assainissement, canalisations, et ouvrages accessoires, d'occupation du sous-sol, d'exploitation, de non aedificandi, d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles et de planter sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT, ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires.*

*fonds servants :*

*Sur la commune de Strasbourg les parcelles suivantes :*

*Section LP n° 2011/34 de 1,30 are, lieu-dit : Hohlgass gegen den Riethweg, terres Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à OPHEA*

*Section LP n° 1589/34 de 19,84 ares, lieu-dit : Hohlgass gegen den Riethweg, terres Propriété de OPHEA.*

*fonds dominant :*

*Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle suivante :*

*Section CV n°15/1 avec 218,52 ares, lieu-dit : Leutesheimerinsel, sol Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.*

*bande de servitude :*

*Cette servitude s'exerce sur une bande d'une largeur de trois mètres (3 m) centrée sur l'axe de la canalisation soit 1,50 mètre de part et d'autre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant. Lorsque la limite de la parcelle est située à moins de 1,50 mètre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant, la bande de servitude s'achève à la limite de la parcelle.*

*indemnité :*

*La constitution de servitude intervient moyennant une indemnité d'un euro symbolique. Le propriétaire du FONDS DOMINANT est dispensé du versement de l'indemnité d'un euro symbolique.*

*B) A Strasbourg-Hautepierre : maille Jacqueline : rue de la Marquise de Sévigné et avenue Cervantès*

*Pour les réseaux d'assainissement*

*description de la servitude :*

*Servitude réelle et perpétuelle de passage de réseaux d'assainissement, canalisations, et ouvrages accessoires, d'occupation du sous-sol, d'exploitation, de non aedificandi, d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles et de planter sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT,*

*ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires.*

*fonds servants :*

*Sur la commune de Strasbourg les parcelles suivantes :*

*Section LP n° 1763/337 de 2,76 ares, lieu-dit : boulevard Dostoïevski, sol*

*Section LP n° 1772/220 de 4,58 ares, lieu-dit : maille Jacqueline, sol*

*Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à ALSACE HABITAT*

*Section LP n° 1708/220 de 75,19 ares, lieu-dit : maille Jacqueline, sol*

*Propriété de ALSACE HABITAT.*

*fonds dominant :*

*Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle suivante :*

*Section CV n°15/1 avec 218,52 ares, lieu-dit : Leutesheimerinsel, sol*

*Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.*

*bande de servitude :*

*Cette servitude s'exerce sur une bande d'une largeur de trois mètres (3 m) centrée sur l'axe de la canalisation soit 1,50 mètre de part et d'autre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant. Lorsque la limite de la parcelle est située à moins de 1,50 mètre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant, la bande de servitude s'achève à la limite de la parcelle.*

*indemnité :*

*La constitution de servitude intervient moyennant une indemnité d'un euro symbolique. Le propriétaire du FONDS DOMINANT est dispensé du versement de l'indemnité d'un euro symbolique.*

*C) A Schiltigheim/Bischheim : Cité des Écrivains – 2 rue Victor Hugo*

*Pour les réseaux d'assainissement*

*description de la servitude :*

*Servitude réelle et perpétuelle de passage de réseaux d'assainissement, canalisations, et ouvrages accessoires,*

*d'occupation du sous-sol, d'exploitation, de non aedificandi, d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles et de planter sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT,*

*ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires.*

*fonds servants :*

*Sur la commune de Schiltigheim les parcelles suivantes :*

*Section 43 n° 150/22 de 4,06 ares, lieu-dit : rue Ronsard, sol*

*Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à ALSACE HABITAT*

*Section 43 n° 144/22 de 23,30 ares, lieu-dit : rue Victor Hugo, sol*

*Propriété de ALSACE HABITAT.*

fonds dominant :

Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle suivante :  
Section CV n°15/1 avec 218,52 ares, lieu-dit : Leutesheimerinsel, sol  
Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

bande de servitude :

Cette servitude s'exerce sur une bande d'une largeur de trois mètres (3 m) centrée sur l'axe de la canalisation soit 1,50 mètre de part et d'autre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant. Lorsque la limite de la parcelle est située à moins de 1,50 mètre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant, la bande de servitude s'achève à la limite de la parcelle.

indemnité :

La constitution de servitude intervient moyennant une indemnité d'un euro symbolique. Le propriétaire du FONDS DOMINANT est dispensé du versement de l'indemnité d'un euro symbolique.

2) Dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs)

A) A Bischheim : secteur Guirbaden

Pour les réseaux d'eau

description de la servitude :

Servitude réelle et perpétuelle de passage de réseaux d'eau, canalisations, et ouvrages accessoires, d'occupation du sous-sol, d'exploitation, de non aedificandi, d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles et de planter sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT, ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires.

fonds servants :

Sur la commune de Bischheim les parcelles suivantes :  
Section 33 n° 186/100 de 0,20 are, lieu-dit : rue des Maires Pfrimmer, sol  
Section 33 n° 188/100 de 0,52 are, lieu-dit : rue du Guirbaden, sol  
Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à OPHEA.

fonds dominant :

Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle suivante :  
Section IY n° 92/64 avec 71,73 ares, lieu-dit : Lisenkopf, sol  
Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

bande de servitude :

Cette servitude s'exerce sur l'intégralité des fonds servants.

indemnité :

*La constitution de servitude intervient moyennant une indemnité d'un euro symbolique. Le propriétaire du FONDS DOMINANT est dispensé du versement de l'indemnité d'un euro symbolique.*

*B) A Ostwald : secteur Wihrel*

*a) Pour les réseaux d'eau*

*description de la servitude :*

*Servitude réelle et perpétuelle de passage de réseaux d'eau, canalisations, et ouvrages accessoires,*

*d'occupation du sous-sol, d'exploitation, de non aedificandi, d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles et de planter sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT,*

*ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires.*

*fonds servants :*

*Sur la commune de Ostwald les parcelles suivantes :*

*Section 18 n° 1386/21 de 6,31 ares, lieu-dit : im Wihrel, sol*

*Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à HABITATION MODERNE*

*Section 18 n° 1390/27 de 27,78 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol*

*Propriété de DOMIAL*

*Section 18 n° 1393/27 de 1,48 are, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol*

*Dont la propriété sera cédée par DOMIAL à HABITATION MODERNE*

*Section 18 n° 1404/5 de 11,94 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol*

*Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à HABITATION MODERNE*

*Section 18 n° 1409/15 de 32,21 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol*

*Dont la propriété sera cédée par HABITATION MODERNE à la commune de Ostwald.*

*fonds dominant :*

*Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle suivante :*

*Section IY n° 92/64 avec 71,73 ares, lieu-dit : Lisenkopf, sol*

*Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.*

*bande de servitude :*

*Cette servitude s'exerce sur une bande d'une largeur de trois mètres (3 m) centrée sur l'axe de la canalisation soit un mètre et cinquante centimètres (1,50 m) de part et d'autre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant. Lorsque la limite de la parcelle est située à moins de 1,50 m de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant, la bande de servitude s'achève à la limite de la parcelle.*

*indemnité :*

*La constitution de servitude intervient moyennant une indemnité d'un euro symbolique. Le propriétaire du FONDS DOMINANT est dispensé du versement de l'indemnité d'un euro symbolique.*

b) *Pour les réseaux d'assainissement*

description de la servitude :

*Servitude réelle et perpétuelle de passage de réseaux d'assainissement, canalisations, et ouvrages accessoires, d'occupation du sous-sol, d'exploitation, de non aedificandi, d'interdiction d'effectuer des travaux de fouilles et de planter sans autorisation préalable du propriétaire du FONDS DOMINANT, ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires.*

fonds servants :

*Sur la commune de Ostwald les parcelles suivantes :*

*Section 18 n° 1386/21 de 6,31 ares, lieu-dit : im Wihrel, sol*

*Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à HABITATION MODERNE*

*Section 18 n° 1406/27 de 37,76 ares, lieu-dit : 15 rue de la Chapelle, sol*

*Propriété de HABITATION MODERNE.*

fonds dominant :

*Sur la commune de STRASBOURG, la parcelle suivante :*

*Section CV n°15/1 avec 218,52 ares, lieu-dit : Leutesheimerinsel, sol*

*Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.*

bande de servitude :

*Cette servitude s'exerce sur une bande d'une largeur de trois mètres (3 m) centrée sur l'axe de la canalisation soit 1,50 mètre de part et d'autre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant. Lorsque la limite de la parcelle est située à moins de 1,50 mètre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant, la bande de servitude s'achève à la limite de la parcelle.*

indemnité :

*La constitution de servitude intervient moyennant une indemnité d'un euro symbolique. Le propriétaire du FONDS DOMINANT est dispensé du versement de l'indemnité d'un euro symbolique.*

c) *Pour les réseaux de chaleur*

description de la servitude :

*Servitude réelle et perpétuelle de passage de réseaux de chaleur, canalisations, et ouvrages accessoires, d'occupation du sous-sol, d'exploitation, ainsi qu'un droit de passage en vue de l'entretien, de la réparation et de l'amélioration de ces réseaux, canalisations, et ouvrages accessoires.*

fonds servants :

*Sur la commune de Ostwald les parcelles suivantes :*

- Section 18 n° 1392/27 de 1,43 are, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol  
Dont la propriété sera cédée par DOMIAL à l'Eurométropole de Strasbourg
- Section 18 n° 474/286 de 17,62 ares, lieu-dit : rue des Frères, sol
- Section 18 n° 475/15 de 23,17 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol
- Section 18 n° 1385/21 de 2,51 ares, lieu-dit : im Wihrel, sol
- Section 18 n° 1403/5 de 13,26 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol
- Section 21 n° 222/128 de 8,36 ares, lieu-dit : rue des Frères, sol
- Propriété de l'Eurométropole de Strasbourg
- Section 18 n° 844/49 de 7,66 ares, lieu-dit : im Wihrel, sol
- Section 18 n° 1396/280 de 1,71 are, lieu-dit : 6 rue des Frères, près
- Section 18 n° 1398/28 de 4,70 ares, lieu-dit : 2 rue des Frères, sol
- Section 18 n° 1401/13 de 10,03 ares, lieu-dit : 2 rue de la Chapelle, près
- Section 18 n° 1402/13 de 1,36 are, lieu-dit : 2 rue de la Chapelle, près
- Section 18 n° 1408/27 de 3,34 ares, lieu-dit : 15 rue de la Chapelle, sol
- Section 18 n° 1410/15 de 2,14 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol, terres agricoles
- Section 18 n° 1419/249 de 1,43 are, lieu-dit : 5 rue des Frères, sol
- Section 18 n° 1420/249 de 3,20 ares, lieu-dit : 5 rue des Frères, sol
- Section 18 n° 1422/285 de 1,60 are, lieu-dit : rue des Frères, sol
- Section 21 n° 749/127 de 1,69 are, lieu-dit : im Wihrel, sol
- Dont la propriété sera cédée par HABITATION MODERNE à l'Eurométropole de Strasbourg.

fonds dominants :

Sur la commune de Ostwald les parcelles suivantes :

- Section 18 n° 676/290 avec 52,66 ares, lieu-dit : 8 rue des Frères, sol
- Section 18 n° 723/249 avec 66,00 ares, lieu-dit : im Wihrel, terres
- Section 18 n° 1395/280 avec 21,80 ares, lieu-dit : 6 rue des Frères, sol, près
- Section 18 n° 1397/28 avec 61,01 ares, lieu-dit : 2 rue des Frères, sol
- Section 18 n° 1399/13 avec 123,39 ares, lieu-dit : 2 rue de la Chapelle, près, sol
- Section 18 n° 1400/13 avec 37,03 ares, lieu-dit : 2 rue de la Chapelle, sol, près
- Section 18 n° 1406/27 avec 37,76 ares, lieu-dit : 15 rue de la Chapelle, sol
- Section 18 n° 1411/15 avec 4,28 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol, terres agricoles
- Section 18 n° 1412/15 avec 16,35 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol
- Section 18 n° 1414/220 avec 48,24 ares, lieu-dit : im Wihrel, terrains agricoles, sol, terre
- Section 18 n° 1418/249 avec 53,98 ares, lieu-dit : 5 rue des Frères, sol
- Section 18 n° 1421/285 avec 17,80 ares, lieu-dit : rue des Frères, sol
- Section 21 n° 125 avec 16,44 ares, lieu-dit : Forlach, sol
- Section 21 n° 272/126 avec 35,06 ares, lieu-dit : Forlach, sol
- Section 21 n° 747/120 avec 22,49 ares, lieu-dit : Forlach, sol, près, terres
- Section 21 n° 748/127 avec 42,45 ares, lieu-dit : im Wihrel, sol
- Section 22 n° 1170/242 avec 44,54 ares, lieu-dit : 1 rue de la Chapelle, sol
- Propriété de HABITATION MODERNE
- Section 18 n° 1393/27 de 1,48 are, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol
- Dont la propriété sera cédée par DOMIAL à HABITATION MODERNE
- Section 18 n° 1390/27 de 27,78 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol
- Propriété de DOMIAL
- Section 18 n° 1407/27 avec 7,25 ares, lieu-dit : 15 rue de la Chapelle, sol
- Section 18 n° 1409/15 avec 32,21 ares, lieu-dit : rue de la Chapelle, sol, terres agricoles

*Dont la propriété sera cédée par HABITATION MODERNE à la commune de Ostwald*  
*- Section 18 n° 605/49 de 9,05 ares, lieu-dit : im Wihrel, terres*  
*Propriété de la commune de Ostwald.*

*bande de servitude :*

*Cette servitude s'exerce sur une bande d'une largeur de trois mètres (3 m) centrée sur l'axe de la canalisation soit 1,50 mètre de part et d'autre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant. Lorsque la limite de la parcelle est située à moins de 1,50 mètre de la canalisation et des ouvrages s'y rattachant, la bande de servitude s'achève à la limite de la parcelle.*

*indemnité :*

*La constitution de servitude intervient moyennant une indemnité d'un euro symbolique. Le propriétaire du FONDS DOMINANT est dispensé du versement de l'indemnité d'un euro symbolique.*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer :*

- les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,*
- l'avenant modificatif n°2 au bail emphytéotique en date du 21 octobre 1996 et à son avenant n°1 en date du 18 septembre 2009 tels que décrits au rapport ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,*
- les actes relatifs à ces mainlevée et radiation partielles de conventions d'aide au logement ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,*
- les actes relatifs à ces constitutions de servitudes ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023**  
**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**  
**transmission au contrôle de légalité préfectoral**  
**le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161955-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)**  
**le 16 novembre 2023**

# STRASBOURG-Cronenbourg - SCHILTIGHEIM - rues Kepler/Hochfelden

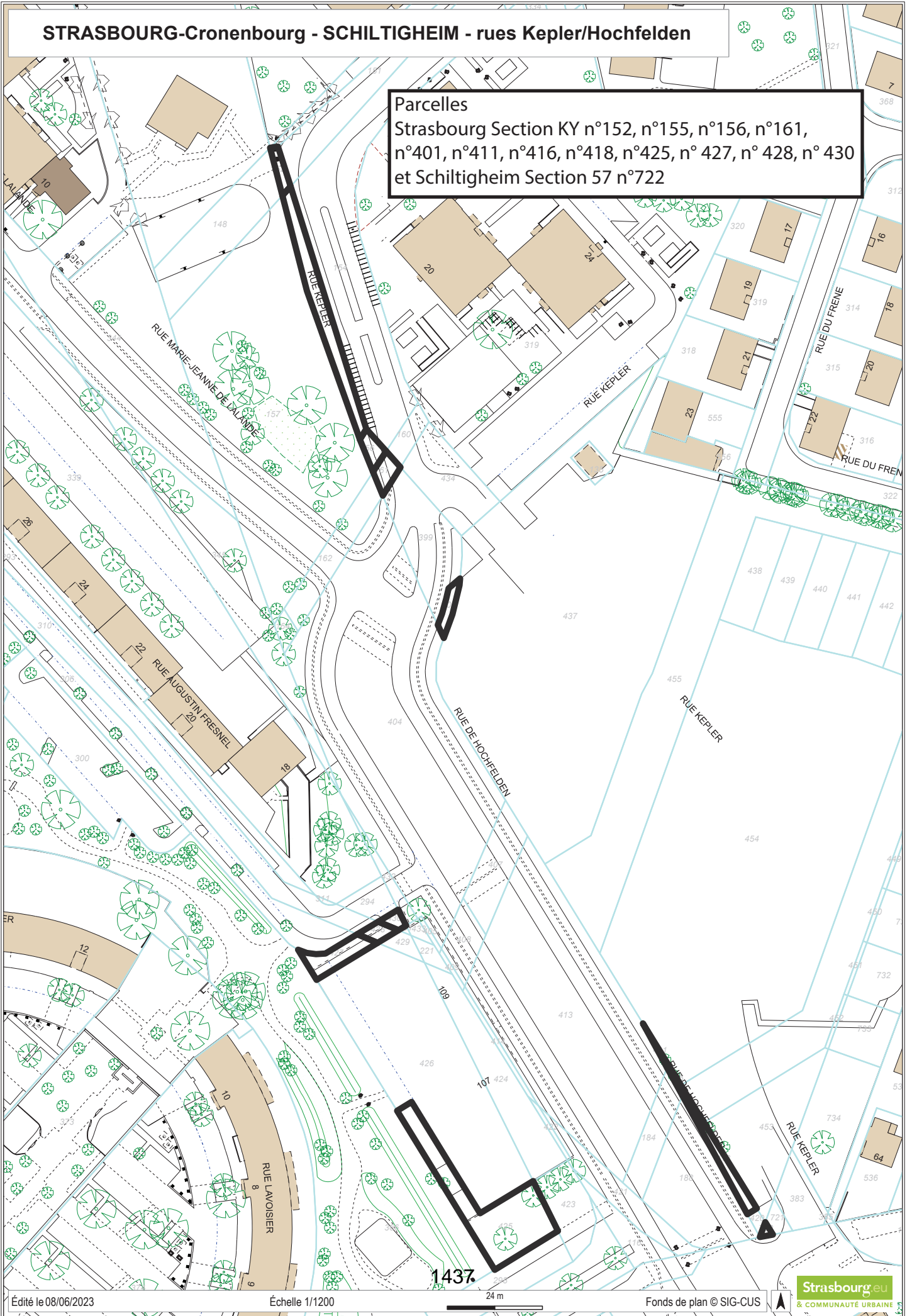
Parcelles  
Strasbourg Section KY n°152, n°  
155, n°156, n°161,  
n°401, n°411, n°416, n°418, n°425,  
n° 427, n° 428, n° 430  
et Schiltigheim Section 57 n°722





STRASBOURG-Cronenbourg - SCHILTIGHEIM - rues Kepler/Hochfelden

Parcelles  
Strasbourg Section KY n°152, n°155, n°156, n°161,  
n°401, n°411, n°416, n°418, n°425, n° 427, n° 428, n° 430  
et Schiltigheim Section 57 n°722



1437

Direction Générale des Finances Publiques

Strasbourg, le 23/06/2023

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du  
département du Bas-Rhin

Pôle pilotage des missions et animation du réseau

Division du Domaine - Pôle d'évaluation domaniale

4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

**POUR NOUS JOINDRE**

**EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**

Affaire suivie par : Anne DEPINCE

Courriel : [anne.depince@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:anne.depince@dgfip.finances.gouv.fr)

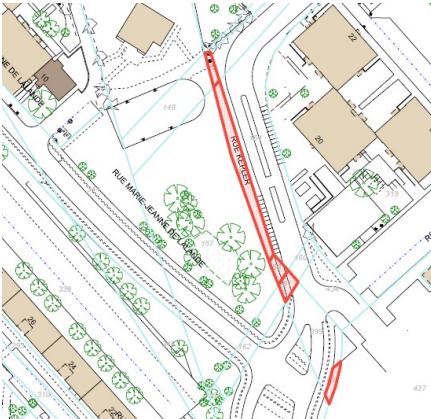
Téléphone : 03 88 10 35 06

Réf DS : 12681441

Réf OSE : 2023-67482-42244

**AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE**

*[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Nature du bien :*

Parcelles en nature de voirie et d'espaces verts

*Adresse du bien :*

Rue Kepler et rue de Hochfelden – 67200 STRASBOURG

*Valeur :*

**85 708 € HT, sur la base de 20 700 € l'are et 1 € pour les parcelles en nature de voirie**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %, portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 94 278 €

(des précisions sont apportées au paragraphe 9 « détermination de la valeur vénale »)

## 1 - CONSULTANT

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Affaire suivie par : Mme SCHEVIN Hélène, chargée de mission, Direction Urbanisme et Territoires /  
tél. : 03 68 98 77 73 / email : [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Votre référence : NPNRU Cronenbourg Hochfelden-Kepler H.SCHEVIN

## 2 - DATES

de consultation :	26/05/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	26/05/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

L'Eurométropole prévoit d'acquérir auprès du bailleur social OPHEA, diverses parcelles de voiries et d'espaces verts connexes, situées rue Kepler et rue de Hochfelden à Strasbourg-Cronenbourg et à Schiltigheim. Deux demandes d'évaluation sont déposées : une pour la parcelle située à Schiltigheim, l'autre pour les parcelles situées à Strasbourg-Cronenbourg. Il s'agit de transactions intervenant dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier de Cronenbourg. Un protocole foncier a été signé le 06/01/2023 notamment entre l'Eurométropole et le bailleur social OPHEA. Ce protocole valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50% de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

Calendrier prévisionnel - Délibération d'acquisition de l'Eurométropole : programmée le 10 novembre 2023.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine



Négociations engagées : L'EMS envisage l'acquisition moyennant un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50% de la plus-value réalisée sera reversée par l'Eurométropole à OPHEA).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

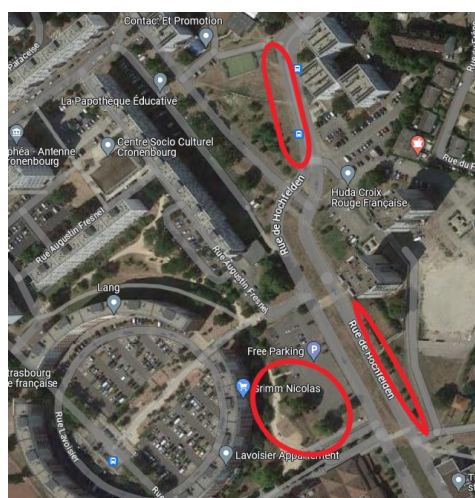
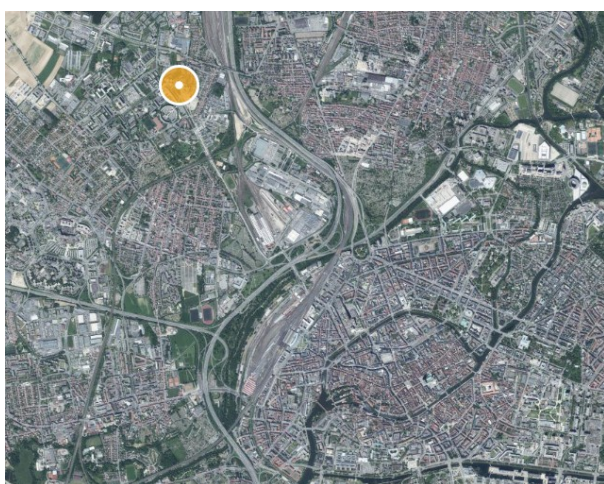
Les parcelles évaluées se situent dans le quartier Cronenbourg au nord-ouest de Strasbourg.

Elles se trouvent aux abords de la rue de Hochfelden, axe de circulation à l'est du quartier de Cronenbourg, qui relie la route d'Oberhausbergen au sud (D41), à la route de Hausbergen à Schiltigheim au nord.

### 4.2. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de STRASBOURG sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (en ares)	Zonage
KY	152/37	HOLDERHECKEL	0,26	UD2
	155/43		2,05	
	156/43		0,34	
	161/45		0,39	
	401/49		0,32	
	411/58	9 rue KEPLER	0,04	
	416/59	HOLDERHECKEL	0,07	
	418/60	HOLDERHECKEL	0,66	
	425/25	Rue Augustin FRESNEL	4,14	
TOTAL			8,27	



### 4.3. Descriptif

L'évaluation porte sur 9 parcelles d'une contenance totale de 8,27 ares. Les parcelles sont réparties sur 3 zones principales le long de la rue de Hochfelden.

Elles comportent des zones d'espaces verts, de voirie, d'accotements et d'arbres en bordure de voie, selon la répartition ci-dessous :

références cadastrales				Superficie (en ares)	Nature
Section	KY	n°	152/37	0,26	Voirie / accotements / arbres en bordure de voie
Section	KY	n°	155/43	2,05	
Section	KY	n°	156/43	0,34	
Section	KY	n°	161/45	0,39	
Section	KY	n°	401/49	0,32	
Section	KY	n°	411/58	0,04	
Section	KY	n°	416/59	0,07	
Section	KY	n°	418/60	0,66	Espaces verts
Section	KY	n°	425/25	4,14	

Selon le consultant, toutes les parcelles sont destinées à être incorporées dans le domaine public.

La parcelle cadastrée section KY n°425 constitue un terrain en nature d'espaces verts situé entre un parking détenu par OPHEA et un parking public. Elle est en forme de L d'environ 13 mètres de large par 19 mètres de long sur sa partie la plus large, et de 19 mètres de long par 4 mètres de large sur sa partie la plus étroite.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA)

### 5.2. Conditions d'occupation

Selon le consultant, les biens sont libres d'occupation ;

## 6 - URBANISME

### 6.1. Règles actuelles

Les parcelles sont couvertes par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) dont la dernière procédure a été approuvée le 25/06/2021.

Les parcelles sont situées en zone UD2 (25mHT).

La zone UD correspond à des secteurs urbains ; son objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains.

### 6.2. Servitudes

La parcelle cadastrée section KY n°425/25 est grevée de :

#### Deux fonds servants :

- 12/07/1974 : servitude de passage (fonds dominants : parcelles Strasbourg KY n°132(A)/0025 et KY n°132(B)/0025)
- 29/06/1988 : servitude consistant dans le droit de faire poser des conduites de gaz, d'établir des poteaux ou bornes, de passage (fonds dominants : parcelle Strasbourg KY n°90/25)

#### Un fonds dominant :

- 08/01/1974 : Servitude de passage (sur fond servant parcelle KY n°132(B)/0025)

### 6.3. Date de référence et règles applicables

Non recherchée en l'état des circonstances entourant la présente consultation

### Qualification du terrain :

Les emprises ont la qualification de terrains à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

## 7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La présente évaluation distingue les emprises à usage de voirie et les parcelles en nature d'espaces verts.

### Parcelles en nature d'espaces verts (parcelle section KY n°425/25)

La valeur vénale est déterminée par la **méthode par comparaison** qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

### Parcelles à usage de voirie

**Les mutations de voiries destinées** à demeurer ou **à être incorporées dans le domaine public** sont analysées comme des **transferts de charges**. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire, les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués **à un euro à la double condition toutefois** que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soient conservés.

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Détermination de la valeur des parcelles en nature d'espaces verts – Parcelle KY n°425

#### **8.1.1. Étude de marché - Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison**

L'étude de marché réalisée porte sur des cessions de terrains à bâtir, sur le quartier de Cronembourg (CRO). Les micro-parcelles (surface inférieure à 1 are) ont été exclues de l'étude.

N°	DATE	QUARTIER	SECT.	N° PLAN	RUE OU LIEU-DIT	SURFACE (ARE)	PRIX €	PRIX €/ARE	ZONAGE	
1	06/09/18	CRO	KX	847	14 r Landersheim	4,32	146 500 €	33 912 €	UCA2	
2	28/06/19	CRO	LK/LM	606/329, 330, 456	R du cerf/R Jacob	3,85	160 000 €	41 558 €	UB2	
3	26/09/19	CRO	KX	230	183 rte Mittelhbg	4,87	320 000 €	65 708 €	UB2	
4	04/03/20	CRO	LW	695, (1)+(2)/22	r Gazon/r Proust	4,28	189 955 €	44 382 €	UB3	
5	30/06/20	CRO	KX	1122	r de Dingsheim	2,63	92 000 €	34 981 €	UCA2	
6	10/06/21	CRO	LC	865	rue d ottrott	1,40	58 000 €	41 429 €	UB4	
7	19/07/21	CRO	KW	323/154, 324/154, 328a/b	rte d oberhausbergen	8,23	285 000 €	34 629 €	Uba2/Uca2	
								<b>Min :</b>	<b>33 912 €</b>	
								<b>Max :</b>	<b>65 708 €</b>	
								<b>Moyenne :</b>	<b>42 371 €</b>	
								<b>Médiane :</b>	<b>41 429 €</b>	

#### **8.1.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue**

L'étude de marché réalisée recense sept termes de comparaison.

Aucun terme n'a été recensé en zone UD2.

Les prix à l'are sont compris entre 33 912 € et 65 708 € l'are, pour des superficies de terrains comprises entre 1,40 ares et 8,23 ares (le bien évalué porte sur une emprise de 4,14 ares).

La valeur moyenne s'établit à 42 371 € l'are, et la médiane à 41 429 € l'are.

La parcelle évaluée constitue un espace vert destiné à être conservé en espace vert dans le domaine public. Ce terrain est de fait rendu inconstructible.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien, des prix du marché local spécifique à ce type de biens, la valeur vénale médiane, arrondie à **41 400 € HT l'are**, est retenue, à laquelle est appliqué un abattement de 50 % du fait de son intégration dans le domaine public en nature d'espaces verts, soit une valeur vénale de :

4,14 ares \* 41 400 € HT/are \* 50 % = 85 698 € HT, **arrondie à 85 700 € HT.**

## 8.2. Cas particulier des emprises en nature de voirie.

**Les mutations de voiries destinées** à demeurer ou **à être incorporées dans le domaine public** sont analysées comme des **transferts de charges**. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire, les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués **à un euro à la double condition toutefois** que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soient conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public, en bordure de la voie

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

Aussi, compte tenu de ce qui précède, **les parcelles en nature de voirie, cadastrées section KY n° 152, 155, 156, 161, 401, 411, 416 et 418 seront évaluées à un euro.**

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

**La valeur vénale du bien est arbitrée à 85 700 € l'are pour les parcelles en nature d'espaces verts, et à un euro pour les emprises en nature de voirie.**

**La valeur vénale totale est estimée à :**

Section	Parcelle	Superficie	Dont valeur à l'are	Dont évaluation à un euro	Valeur vénale
KY	152/37	0,26		0,26	1 €
	155/43	2,05		2,05	1 €
	156/43	0,34		0,34	1 €
	161/45	0,39		0,39	1 €
	401/49	0,32		0,32	1 €
	411/58	0,04		0,04	1 €
	416/59	0,07		0,07	1 €
	418/60	0,66		0,66	1 €
	425/25	4,14	4,14		85 700 €
<b>TOTAL</b>		<b>8,27</b>			<b>85 708 €</b>

**La valeur vénale totale, estimée à 85 708 €, est exprimée hors taxe et hors droits.**

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 94 278 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,



Pierre HEYD

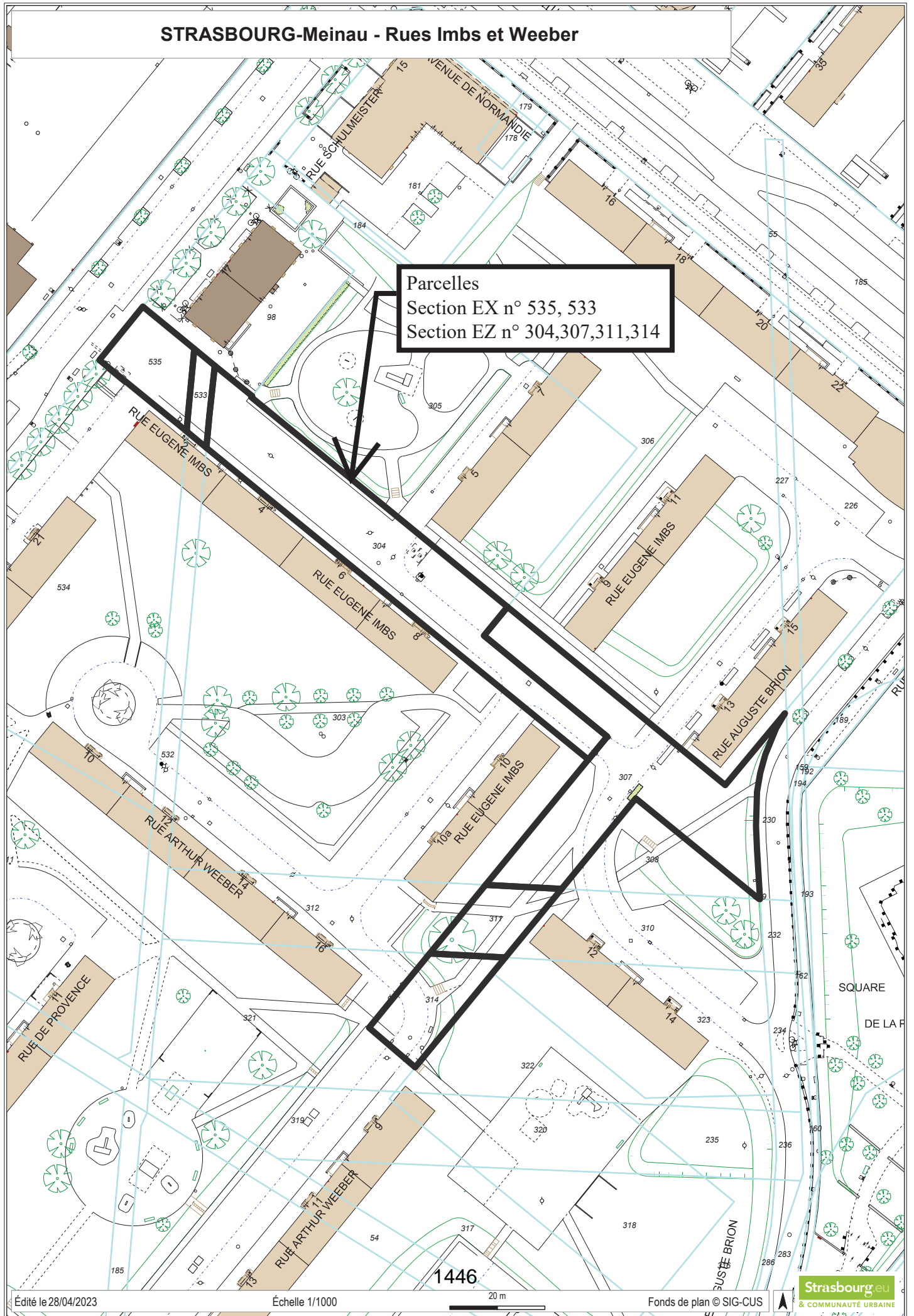
Inspecteur Principal des Finances Publiques  
Responsable du Pôle d'Évaluation Domaniale

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*





STRASBOURG-Meinau - Rues Imbs et Weeber



Parcelles  
Section EX n° 535, 533  
Section EZ n° 304,307,311,314





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin**

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 19/06/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **12682155**  
Réf OSE : **2023-67482-42243**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Voirie, abords de voirie, espaces verts
<i>Adresse du bien :</i>	25, rue Schulmeister
<i>Commune :</i>	Strasbourg
<i>Valeur:</i>	<b>58 050 € HT</b> avec une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : NPNRU Meinau Imbs-Weeber H.SCHEVIN

## 2 - DATES

de consultation :	26/05/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	26/05/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition de voiries dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier de la Meinau et du protocole foncier signé le 06 01 2023. Ce protocole valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées dans le quartier de la Meinau, au sud du ban communal de Strasbourg

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

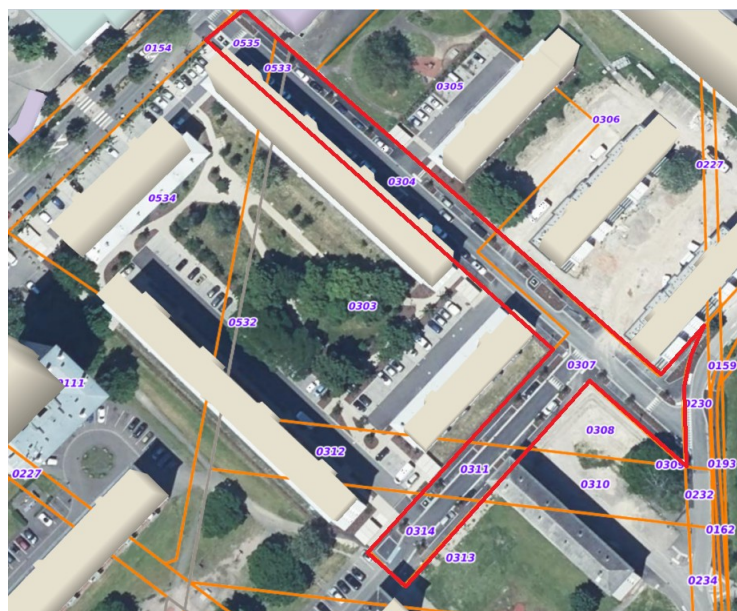
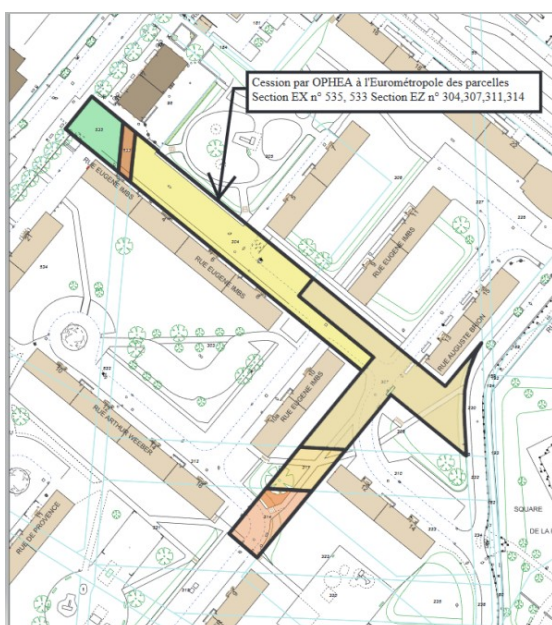
Les parcelles sont situées au sud du quartier de la Meinau à dominante d'immeubles collectifs réhabilités dans le cadre du programme de renouvellement urbain.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

### 4.3. Références cadastrales

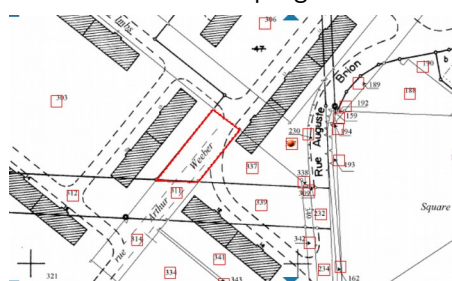
Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Strasbourg** sous les références suivantes :

Section	Parcelle(s)	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
EX	533/82	chemin rural	0,79
EX	535/20	25, rue Schulmeister	2,72
EZ	304/47	Meinau oder Entenfang	12,77
EZ	307/47	Meinau oder Entenfang	12,74
EZ	311/44	Meinau oder Entenfang	2,41
EZ	314/43	Meinau oder Entenfang	3,23
<b>TOTAL</b>			<b>34,66</b>



### 4.4 Descriptif

Les parcelles à évaluer (individualisées sur le plan de gauche avec une couleur différente pour chacune d'elles) forment une emprise (périmètre matérialisé en rouge sur le plan de droite) en nature de voirie, abords de voirie (places de stationnement aménagées le long de la rue), espaces verts (réaménagés en voirie) dépendant d'une unité foncière OPHEA surbâtie d'immeubles collectifs réhabilités dans le cadre du programme de renouvellement urbain.



**Avant réaménagement**, la parcelle n° 311 et une partie de la parcelle n° 307 (environ 3,70 ares après mesurage sur plan cadastral) étaient en nature d'**espaces verts** (cf vue Google Maps 2023 ci-contre)

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

OPHEA

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelles cédées libres d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UD2** (20 mètres HT).

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées par comparaison avec le prix des terrains à bâtir dans le secteur considéré. Ce prix de référence sera affecté d'un abattement tenant compte du niveau d'encombrement de l'unité foncière sur laquelle les parcelles expertisées sont prélevées.

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrain à bâtir de grande contenance (raisonnement au niveau de l'unité foncière) intervenues dans les quartiers est du Neuhoef (sections IV, IR IT, IS..) et sud de la Meinau.

TERMES DE COMPARAISON : quartiers Est du Neuhoef et sud de la Meinau																
Date	Section	n° Plan	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix/are	POS-PLU	HTR	SMS	SDP	Prix m <sup>2</sup> SDP	Cos eff	sous secteur	Vendeur	Acquéreur	Projet
06/12/22	IV	408,409	Sarlat-Thenon	15,95	301 000 €	18 871 €	UD2	20 HT	-				QPE	Promotion	Ville	
01/01/22	II	354,355	Paul Bourson	58,96	758 368 €	12 862 €	UB3	10 ET	-				Est	EMS	SCI TRIANON	
21/03/18	EZ	274,276,296	Normandie	41,58	1 186 000 €	28 523 €	UD2	-		4 200	282 €	1,0	Sud	Ville	Promoteur privé	logements + 1 local
12/05/17	EZ	299	Schulmeister	35,04	540 000 €	15 411 €	UD2	-					Sud	CUS Habitat	SCI EUROMETROPOLE ACCESSION	
19/10/16	EZ	199,271,290	Normandie 1	41,24	1 062 500 €	25 764 €	UD2	20 HT		4 248	250 €	1,0	Sud	CUS Habitat	Promoteur privé	Collectif
29/07/15	IV	557	Ingold	41,62	638 700 €	15 346 €	UB14-UB6	10-15	NC	4 118	155 €	1,0	QPE	CUS Habitat	Promoteur privé	Collectif
			Moyenne	39,07	747 761 €	19 463 €										
			Médiane	41,41	698 534 €	17 141 €										



## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse de marché

Dans le périmètre de recherche, l'analyse des termes de comparaison issus de la base tenue par l'évaluateur montre que les cessions réalisées au profit, par, ou entre opérateurs publics sont réalisées sur la base d'un prix moyen de **19 500 €** et un prix médian de **17 140 € l'are**. Les terrains de la rue Paul Bourson ayant été cédés (l'un par la ville de Strasbourg et l'autre par l'EMS) au même prix et pour la même opération, la moyenne a été calculée à partir d'une seule de ces mutations.

Cette étude couvre une période assez large puisque les mutations s'échelonnent entre 2015 et 2022. La vente du 06/12/2022 est la seule à remplir tous les critères de recherche (superficie, zonage, hauteur maximale des constructions et date du fait générateur). Elle constitue à ce titre un terme de comparaison privilégié.

### Valeur retenue

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, stationnement public au contact de la rue...) seront évaluées à **l'euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)
- Les emprises en nature **d'espaces verts** seront quant à elles évaluées à 50 % de la valeur des terrains à bâtir du secteur considéré soit : 19 000 € X 50 % (encombrement de l'unité foncière sur laquelle les parcelles sont prélevées) = **9 500 € l'are**

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des parcelles est arbitrée à **58 050 €**.

STRASBOURG						Trottoir et piste cyclable ...	1 €	-	
Parcelles ou emprises à évaluer figurant dans la demande						Espaces Verts	9 500 €	19 000 € x 50 %	
						Stationnement public	1 €	-	
						Nature des emprises (ventilation réalisée en are)		Valeur vénale	
Code INSEE	Commune	Adresse	Section	n° de parcelle	Surface (m²)	Voirie, Trottoir et piste cyclable, stationnement public	Espaces verts		
482	Strasbourg	chemin rural	EX	533/82	0,79	0,79	0	1 €	
482	Strasbourg	25, rue Schulmeister	EX	535/20	2,72	2,72	0	1 €	
482	Strasbourg	Meinau oder Entenfang	EZ	304/47	12,77	12,77	0	1 €	
482	Strasbourg	Meinau oder Entenfang	EZ	307/47	12,74	9,04	3,7	35 151 €	
482	Strasbourg	Meinau oder Entenfang	EZ	311/44	2,41	0	2,41	22 895 €	
482	Strasbourg	Meinau oder Entenfang	EZ	314/43	3,23	3,23	0	1 €	
					<b>TOTAL</b>	<b>34,66</b>	<b>28,55</b>	<b>6,11</b>	<b>58 050 €</b>

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

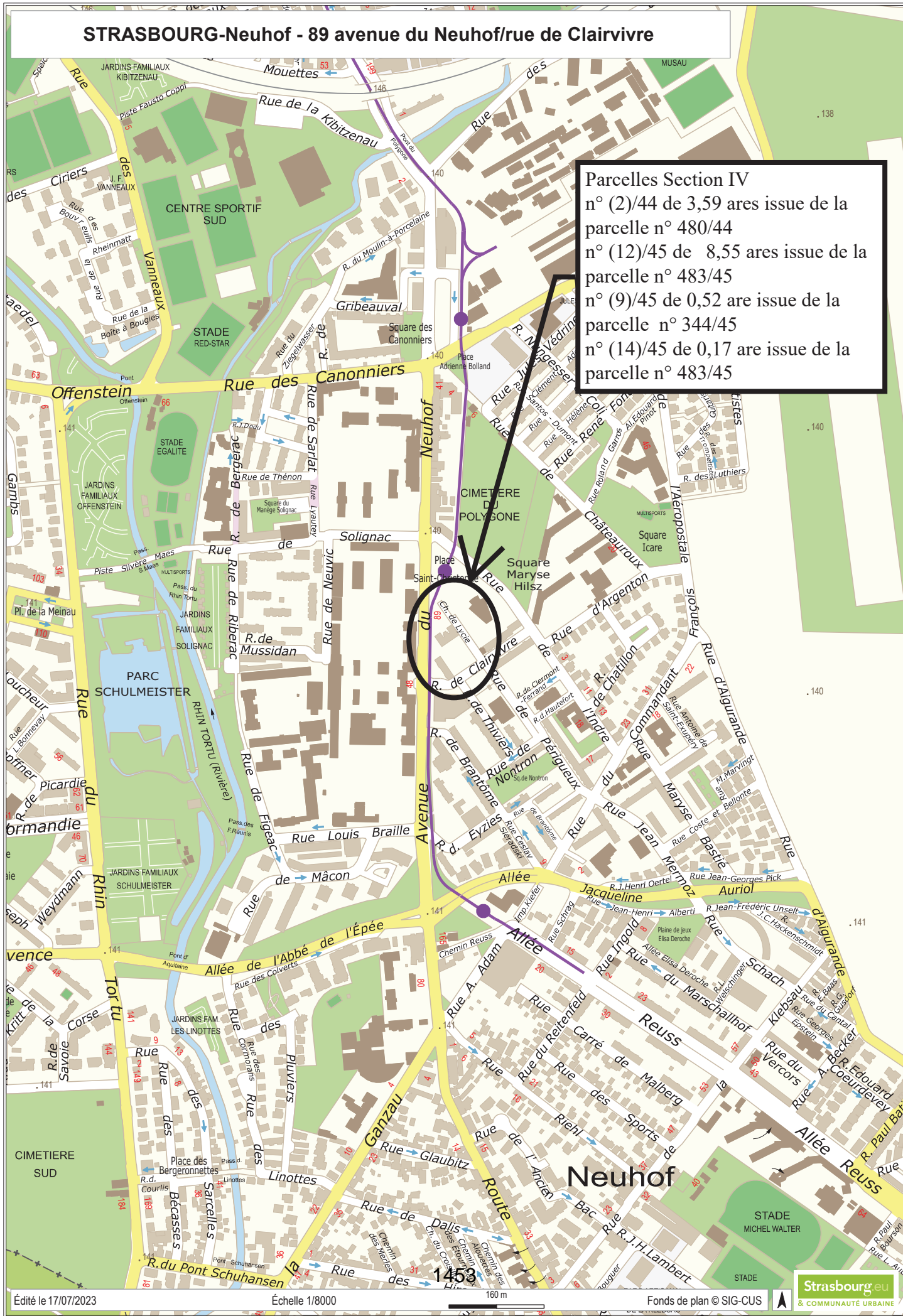
Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY

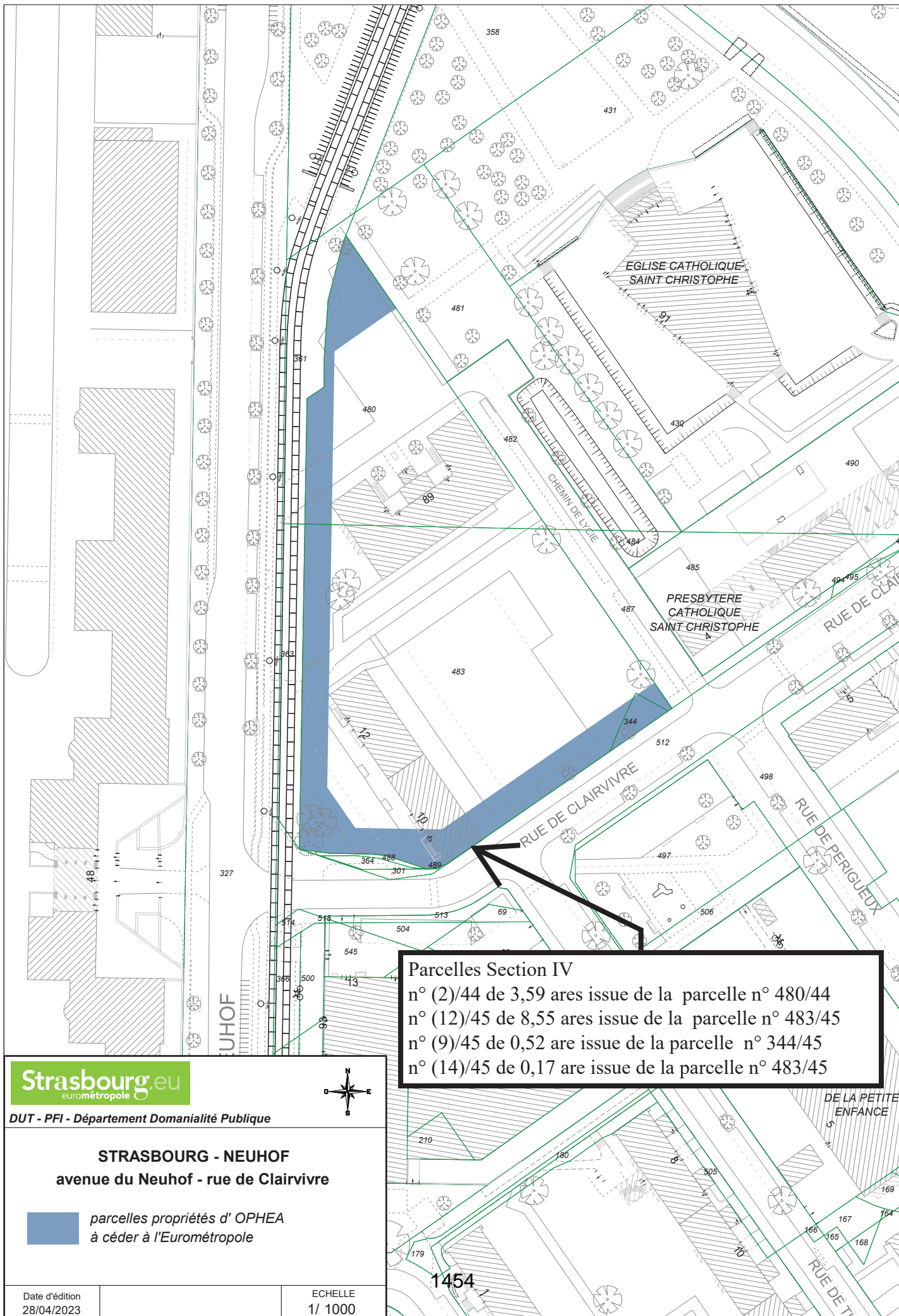




# STRASBOURG-Neuhof - 89 avenue du Neuhof/rue de Clairvivre

Parcelles Section IV  
n° (2)/44 de 3,59 ares issue de la  
parcelle n° 480/44  
n° (12)/45 de 8,55 ares issue de la  
parcelle n° 483/45  
n° (9)/45 de 0,52 are issue de la  
parcelle n° 344/45  
n° (14)/45 de 0,17 are issue de la  
parcelle n° 483/45





**Parcelles Section IV**  
 n° (2)/44 de 3,59 ares issue de la parcelle n° 480/44  
 n° (12)/45 de 8,55 ares issue de la parcelle n° 483/45  
 n° (9)/45 de 0,52 are issue de la parcelle n° 344/45  
 n° (14)/45 de 0,17 are issue de la parcelle n° 483/45



DUT - PFI - Département Domainalité Publique

**STRASBOURG - NEUHOF**  
**avenue du Neuhof - rue de Clairvivre**

*parcelles propriétés d' OPHEA  
 à céder à l'Eurométropole*

Date d'édition  
 28/04/2023

ECHELLE  
 1/ 1000

1454





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Le 04/05/2023

Pôle pilotage des missions et animation du réseau

Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale

4, place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

#### POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY

Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)

Téléphone : 03.88.10.35.13

Référence :

Réf DS: **12042960**

Réf OSE : **2023-67482-27734**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Désignation du bien :*

Terrain à bâtir

*Adresse du bien :*

89, avenue du Neuhof

*Commune :*

Strasbourg

*Valeur:*

**238 650 € HT** avec une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Helena KRZYSZOWSKI** [helena.krzyszowski@strasbourg.eu](mailto:helena.krzyszowski@strasbourg.eu)

Vos références: HK 89 Av NEUHOF STRASBOURG ( CESSION PAR OPHEA)

## 2 - DATES

de consultation :	11/04/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	11/04/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition à l'euro symbolique de parcelles sises avenue du Neuhof à Strasbourg (opérations de résidentialisation dans le cadre de la rénovation urbaine).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées dans le quartier du Neuhof au sud du ban communal de Strasbourg

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

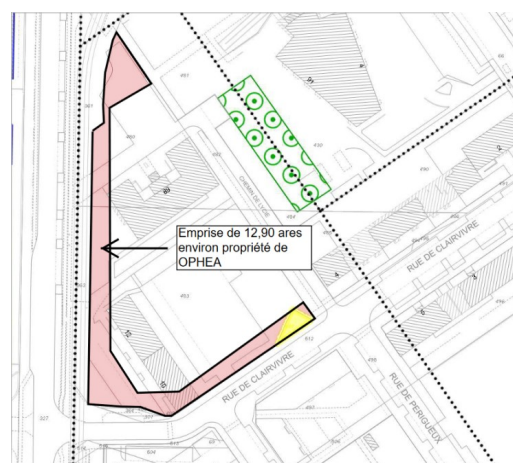
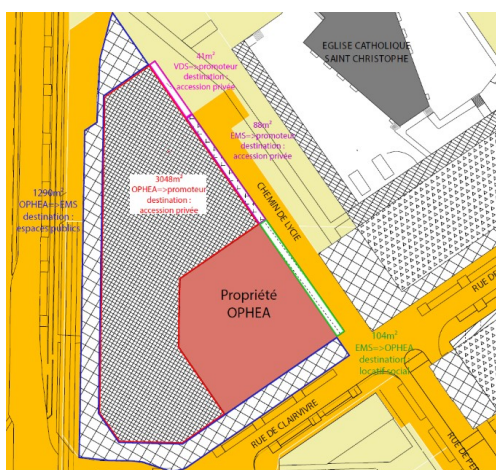
L'emprise foncière est située sur les limites ouest et sud d'une unité foncière « OPHEA » actuellement surbâtie par deux immeubles collectifs datant des années 1960.

### 4.3. Références cadastrales

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Les parcelles sous expertise figurent au cadastre de la commune de Strasbourg sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	Superficie prélevée (are)
IV	480	89, avenue du Neuhof	16,24	12,90
IV	483	Rue de Clairvivre	40,86	
IV	344	Rue de Clairvivre	0,53	
<b>TOTAL</b>			<b>57,63</b>	<b>12,90</b>



L'emprise à évaluer est matérialisée en **hachuré** sur le plan de gauche et en **rouge** sur le plan de droite.

#### 4.4 Descriptif

L'emprise à évaluer ceinture (en longeant l'avenue du Neuhof et la ligne C du tram sur un axe Nord/Sud et la rue de clairvivre sur l'axe opposé) un îlot urbain surbâti de deux immeubles collectifs appelés à être démolis pour la réalisation de deux programmes neufs portés par les sociétés OPHEA et SPIRAL. Cette emprise d'une largeur de 7/8 mètres sera intégrée dans le Domaine public de la collectivité et aménagée dans le cadre des opérations de résidentialisation prévues sur le secteur en application du protocole d'accord du 6 janvier 2023.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

OPHEA

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelles cédées libres d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UD2** (20 mètres HT).

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale du bien soumis à expertise sera déterminée par la méthode dite **par comparaison** dans la mesure où il existe localement des mutations de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

## 9- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrain à bâtir de moyenne contenance intervenues dans les quartiers est du Neuhof (sections IV, IR IT, IS..).

TERMES DE COMPARAISON : entre opérateurs publics ou au profit d'opérateurs publics																	
Date	Section	n° Plan	Adresse	T	Prix HT	Prix/are	POS-PLUj	HTR	SMS	SDP	Prix m² SDP	Cos eff	sous secteur	Vendeur	Acquéreur	Observations	IAD
06/12/22	IV	408,409	Sarlat-Thennon	15,95	301 000 €	18 871 €	UD2	20 HT	-				QPE	Promoteur privé	Ville		
01/10/22	IT	352	Paul Bourson	9,1	117 008 €	12 858 €	UB3	10 ET	-				QPE	VILLE	SCI		
28/12/15	IV	592	Schach	7,56	116 008 €	15 345 €	UCB1	10	NC				QPE	SOMCO	EMS		
29/07/15	IV	557	Ingold	41,62	638 700 €	15 346 €	UB14-UB6	10-15	NC	4 118	155 €	1,0	QPE	CUS Habitat	Promoteur privé	Collectif	
Moyenne				24,59	377 354 €	15 605 €											
Médiane				24,59	377 354 €	15 345 €											
01/10/22	IT	354,355	Paul Bourson	58,96	758 368 €	12 862 €	UB3	10 ET	-				QPE	EMS	SCI		
Entre opérateurs ou au profit d'opérateurs privé																	
Date	Section	n° Plan	Adresse	T	Prix HT	Prix/are	POS-PLUj	HTR	SMS	SDP	Prix m² SDP	Cos eff	sous secteur	Vendeur	Acquéreur	Observations	IAD
16/11/21	IS	155,421, 427, 429	Riehl 5	13,88	900 000 €	64 841 €	UB4-UB2	7-15ET	SMS2				QPE	particulier	Promoteur privé		
21/12/18	IS	130	Klebsau 31	13,79	550 000 €	39 884 €	UB2-UCB1	12 ET	SMS2	3 161	348 €	1,1	QPE	particulier	SCI	Démolition à la charge de l'acquéreur	Oui
21/12/18	IS	129	Klebsau 33	15,47	550 000 €	35 553 €	UB2-UCB1	12 ET	SMS2				QPE	particulier	SCI	Démolition à la charge de l'acquéreur	Oui
18/09/17	IS	195	Riehl 7 a	19,03	549 000 €	28 849 €	UB4	7 ET	SMS2	930	590 €	0,5	QPE	particulier	SCI	A l'arrière de bâtis. Parcelle rectangulaire	
14/12/15	IS	444,446,386,445	Klebsau 9	17,45	565 166 €	32 388 €	UD3-UB5	12	NC				QPE	Foncière	SCI	26 mètres de large sur 65 mètres de long	Oui
27/03/15	IV	91,92,350,353,354,355,356,411	Neuhof 75	11,25	425 063 €	37 783 €	UA	15	NC	2 377	179 €	2,1	Gd axe	Logeur social	Promoteur privé	Mixte Hab - Prof	Oui
16/09/14	IV	333	Neuhof 2	38,58	1 130 000 €	29 290 €	UB13	12 ET	NC	3 180	355 €	0,8	Gd axe	particulier	Promoteur privé	Collectif	Oui
Moyenne				18,49	667 033 €	38 370 €				2562	364 €	1,12					
Médiane				15,47	550 000 €	35 553 €				3161	348 €	1,08					

### 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

#### Analyse de marché

Dans le périmètre de recherche, l'analyse des termes de comparaison issus de la base tenue par l'évaluateur montre qu'il existe en réalité deux marchés selon la qualité des intervenants.

Les cessions réalisées au profit et/ou entre opérateurs publics sont réalisées sur la base d'un prix moyen et/ou médian se situant autour de **15 500 € l'are**. Les terrains de la rue Paul Bourson ayant été cédés (l'un par la ville de Strasbourg et l'autre par l'EMS) au même prix et pour la même opération, la moyenne a été calculée à partir d'une seule de ces mutations.

Cette étude couvre une période assez large puisque les mutations s'échelonnent entre 2015 et 2022. La vente du 06/12/2022 est la seule à remplir tous les critères de recherche (superficie, zonage, hauteur maximale des constructions et date du fait générateur). Elle constitue à ce titre un terme de comparaison privilégié.

Les cessions réalisées au profit d'opérateurs privés interviennent quant à elle à des prix nettement supérieurs puisque le prix moyen sur ce segment de marché ressort à **38 370 € l'are** et le prix médian à **35 500 € l'are**.

Tous opérateurs confondus la valeur à l'are moyenne et/ ou médiane se situent aux alentours de **28 500 € l'are**.

#### Facteurs de la valeur

L'unité foncière sur laquelle est prélevé le terrain cédé est situé dans un quartier prioritaire de la ville (QPV). Elle présente une configuration et une contenance en adéquation avec les projets présentés.

#### Valeur retenue

Sur la base des éléments d'information recueillis sur le marché local et de ses caractéristiques propres, l'emprise sous expertise sera évaluée sur la base d'une valeur unitaire fixée à **18 500 € l'are** correspondant au prix de vente du terme de comparaison privilégié cité plus haut.

## 9 -DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des biens est arbitrée à **238 650 €**.

Superficie	Valeur à l'are	Valeur vénale (VV)	Valeur vénale arrondie à
12,9	18 500 €	238 650 €	238 650 €
<b>MARGE D'A PPRÉCIATION 10 %</b>			
		VV x 1,10	262 515 €

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

**Nota :**

**L'emprise ayant vocation à être intégrée dans le Domaine public de la collectivité et à être aménagée par celle-ci dans le cadre des opérations de résidentialisation des nouveaux immeubles construits sur le site, une acquisition à l'euro symbolique peut néanmoins être envisagé (transfert de la charge d'entretien à l'EMS).**

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY

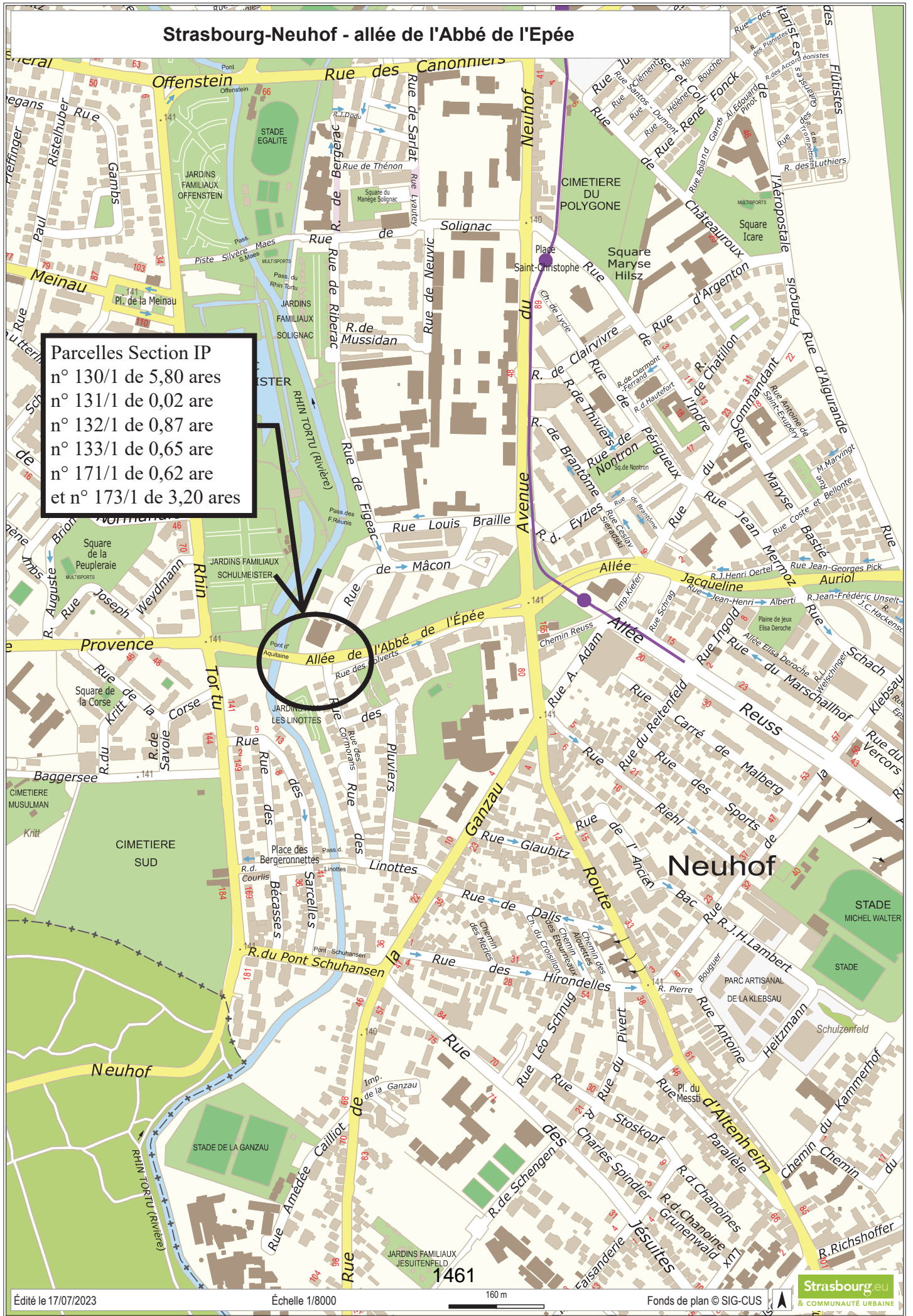


*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



# Strasbourg-Neuhof - allée de l'Abbé de l'Épée

Parcelles Section IP  
n° 130/1 de 5,80 ares  
n° 131/1 de 0,02 are  
n° 132/1 de 0,87 are  
n° 133/1 de 0,65 are  
et n° 173/1 de 3,20 ares



# Strasbourg-Neuhof - allée de l'Abbé de l'Épée

Parcelles Section IP  
n° 130/1 de 5,80 ares  
n° 131/1 de 0,02 are  
n° 132/1 de 0,87 are  
et n° 133/1 de 0,65 are

Parcelles Section IP  
n° 171/1 de 0,62 are  
et n° 173/1 de 3,20 ares





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin

Le 22/06/2023

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

à

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **8687175**  
Réf OSE : **2023-67482-44682**

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Voirie, abords de voirie, espaces verts
<i>Adresse du bien :</i>	Allée de l'abbé de l'épée
<i>Commune :</i>	Strasbourg
<i>Valeur:</i>	<b>25 120 € HT</b> avec une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : NPNRU Meinau Lizé HM H.Schevin

## 2 - DATES

de consultation :	06/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	06/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition de voiries et d'espaces verts dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier du Neuhof et du protocole foncier signé le 06 01 2023. Ce protocole valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées dans le quartier du Neuhof au sud du ban communal de Strasbourg

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées à l'ouest du quartier du Neuhof dans un environnement à dominante d'immeubles collectifs réhabilités dans le cadre du programme de renouvellement urbain.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

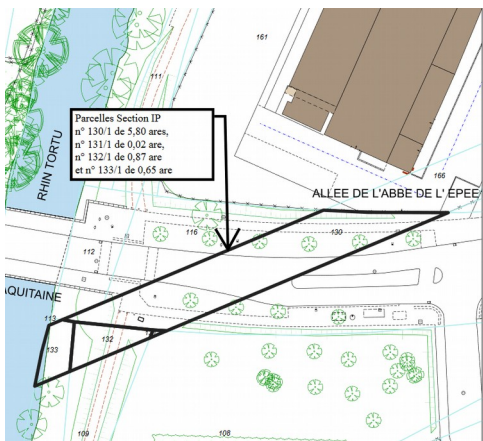
### 4.3. Références cadastrales

Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Strasbourg** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	En UD2	En N6
IP	130/1	Allée de l'abbé de l'épée	5,80	3,60	2,2
IP	131/1	Allée de l'abbé de l'épée	0,02		0,02
IP	132/1	Allée de l'abbé de l'épée	0,87		0,87
IP	133/1	Allée de l'abbé de l'épée	0,65		0,65
<b>Total</b>			<b>7,34</b>	<b>3,6</b>	<b>3,74</b>

### 4.4 Descriptif

Les parcelles à évaluer (individualisées sur les plans répertoriés ci-dessous) forment une emprise en nature de voirie, abords de voirie, espaces verts dépendant d'une unité foncière « Habitation Moderne » surbâtie d'immeubles collectifs .



## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Habitation Moderne

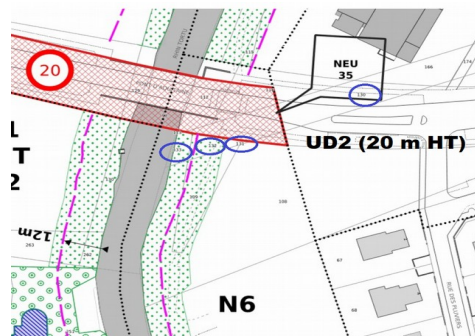
### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelles cédées libres d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, une partie de la parcelle n° 310 (environ 3,60 ares) est située en zone **UD2** (20 mètres HT) correspondant à des secteurs urbains dont l'objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains. Le reste ainsi que les parcelles 311,312,313 sont situés en zone **N6**, zones à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt.



Sont admis en zone N6 :

Les constructions et installations, à condition d'être nécessaires à l'exploitation et à la gestion de jardins familiaux ou partagés, de vergers, ou d'activités de maraîchage,

Les gloriottes de jardin, à condition de ne pas excéder 10 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.

## 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées par comparaison avec le prix des terrains à bâtir dans le secteur considéré. Ce prix de référence sera affecté d'un abattement tenant compte du niveau d'encombrement de l'unité foncière sur laquelle les parcelles expertisées sont prélevées.

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrain à bâtir de grande contenance (raisonnement au niveau de l'unité foncière) intervenues dans les quartiers du Neuhof et de la Meinau concernés par la politique de renouvellement urbain.

TERMES DE COMPARAISON : TAB quartiers Est du Neuhof et sud de la Meinau																
Date	Section	n° Plan	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix/are	POS-PLUi	HTR	SMS	SDP	Prix m <sup>2</sup> SDP	Cos eff	so us secteur	Vendeur	Acquéreur	Projet
06/12/22	IW	408,409	Sarlat-Thenon	15,95	301 000 €	18 871 €	UD2	20 HT	-				QPE	Promotion	Ville	
01/01/22	IT	354,355	Paul Bourson	58,96	758 368 €	12 862 €	UB3	10 ET	-				Est	EMS	SCI TRIANON	
21/03/18	EZ	274,276,296	Normandie	41,58	1 186 000 €	28 523 €	UD2	-		4 200	282 €	1,0	Sud	Ville	Promoteur privé	66 logements + 1 local activité
12/05/17	EZ	299	Schulmeister	35,04	540 000 €	15 411 €	UD2	-					Sud	CUS Habitat	SCI EUROMETROPOLE ACCESSION	
19/10/16	EZ	199,271,290	Normandie 1	41,24	1 062 500 €	25 764 €	UD2	20 HT		4 248	250 €	1,0	Sud	CUS Habitat	Promoteur privé	Collectif
29/07/15	IV	557	Ingold	41,62	638 700 €	15 346 €	UB14-UB6	10-15	NC	4 118	155 €	1,0	QPE	CUS Habitat	Promoteur privé	Collectif
			<b>Moyenne</b>	39,07	747 761 €	19 463 €										
			<b>Médiane</b>	41,41	698 534 €	17 141 €										

TERMES DE COMPARAISON : Terrains en zone naturelle											
DATE	SECTION	N° PLAN	Adresse	T/ARE	Prix HT	€ ARE	Quartier	Nature	POS-PLUi	OBS	
21/07/21	KJ	324	Woerthel	2,8	10 000 €	3 571 €	Neuhof	rural	N1	Non bâti ( 1 petite partie d'un bâtiment empiète sur la parcelle)	
08/11/19	HR	8	Maquis	10,46	35 000 €	3 346 €	Musau	Non constructible	N6	Part/Part	
04/04/17	KL	66	Kuhnsand	27,01	24 309 €	900 €	Neuhof	Landes	N1	Part / CE de la ste LILLY FRANCE. Vente avec sur illkirch section 48 n° 130,132 de 3,85 ares	
19/12/13	DE	17,18,19,21,22,14,8,24,25,26,212	Vorderheyriz	61,66	246 650 €	4 000 €	Neudorf	proximité zone urbanisée	UN A2	SERS /ILLE - Vorderheyriz	
28/11/13	HO	217,218,117,118	Musau	37,95	132 475 €	3 500 €	Musau	Terrain aisance copropriété	ND2	Part/SCI	
04/07/13	EP	258	Rue de la fédération	3,05	9 000 €	2 951 €	Meinau	proximité zone urbanisée	ND2	Rue de la fédération	
26/06/13	EP	259	Rue de la fédération	3,69	11 000 €	2 981 €	Meinau	proximité zone urbanisée	ND2	Rue de la fédération	
			<b>Moyenne</b>	20,93	66 919 €	3 036 €					
			<b>Médiane</b>	10,46	24 309 €	3 346 €					



## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse de marché

Dans le périmètre de recherche, l'analyse des termes de comparaison issus de la base tenue par l'évaluateur montre que les cessions réalisées au profit, par, ou entre opérateurs publics sont réalisées sur la base d'un prix moyen de **19 500 € l'are** et un prix médian de **17 140 € l'are**. Les terrains de la rue Paul Bourson ayant été cédés (l'un par la ville de Strasbourg et l'autre par l'EMS) au même prix et pour la même opération, la moyenne a été calculée à partir d'une seule de ces mutations.

Cette étude couvre une période assez large puisque les mutations s'échelonnent entre 2015 et 2022. La vente du 06/12/2022 est la seule à remplir tous les critères de recherche (superficie, zonage, hauteur maximale des constructions et date du fait générateur). Elle constitue à ce titre un terme de comparaison privilégié.

En zone naturelle les prix de vente oscillent entre 900 € l'are et 4 000 € l'are avec un prix moyen et médian s'élevant respectivement à **3 035 € et 3 345 € l'are**.

### Valeurs retenues

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, stationnement public au contact de la rue...) seront évaluées à l'**euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)
- Les emprises en nature **d'espaces verts situées en zone UD2** seront évaluées à 50 % de la valeur des terrains à bâtir du secteur considéré soit : 19 000 € X 50 % (encombrement de l'unité foncière sur laquelle les parcelles sont prélevées) = **9 500 € l'are**



Surface mesurée sur cadastre. gouv : environ 2 ares + 0,50 ares = 2,50 ares

- Les emprises en nature **d'espaces verts situées en zone N6** seront évaluées sur la base d'une valeur à l'are de **3 350 € l'are**

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des biens est arbitrée à **25 120 €** (après arrondi) .

				Voirie et abords (trottoir et piste cyclable, stationnement public ..)	1 €	-	
				Espaces Verts en UD2	9 500 €	19 000 € x 50 %	
				Espaces verts en N6	3 000 €	-	
				Ventilation par nature (en are)			
Adresse	Section	n° de parcelle	Surface (m²)	Voirie, Trottoir et piste cyclable, stationnement public	Espaces verts en UD2	Espaces verts en N6	Valeur vénale
Allée de l'abbé de l'épée	IP	130/1	5,8	3,8	2	0,5	20 501 €
Allée de l'abbé de l'épée	IP	131/1	0,02	0	0	0,02	60 €
Allée de l'abbé de l'épée	IP	132/1	0,87	0	0	0,87	2 610 €
Allée de l'abbé de l'épée	IP	133/1	0,65	0	0	0,65	1 950 €
			<b>7,34</b>	<b>3,8</b>	<b>2</b>	<b>2,04</b>	<b>25 121 €</b>

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY



*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement <sup>1468</sup>compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



# Strasbourg-Neuhof - rue des Canonniers

Parcelle Section IW n° 450/79 de 0,85 are







# SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 2 rue Victor Hugo

## NUEENHEIM

## BISCHHEIM

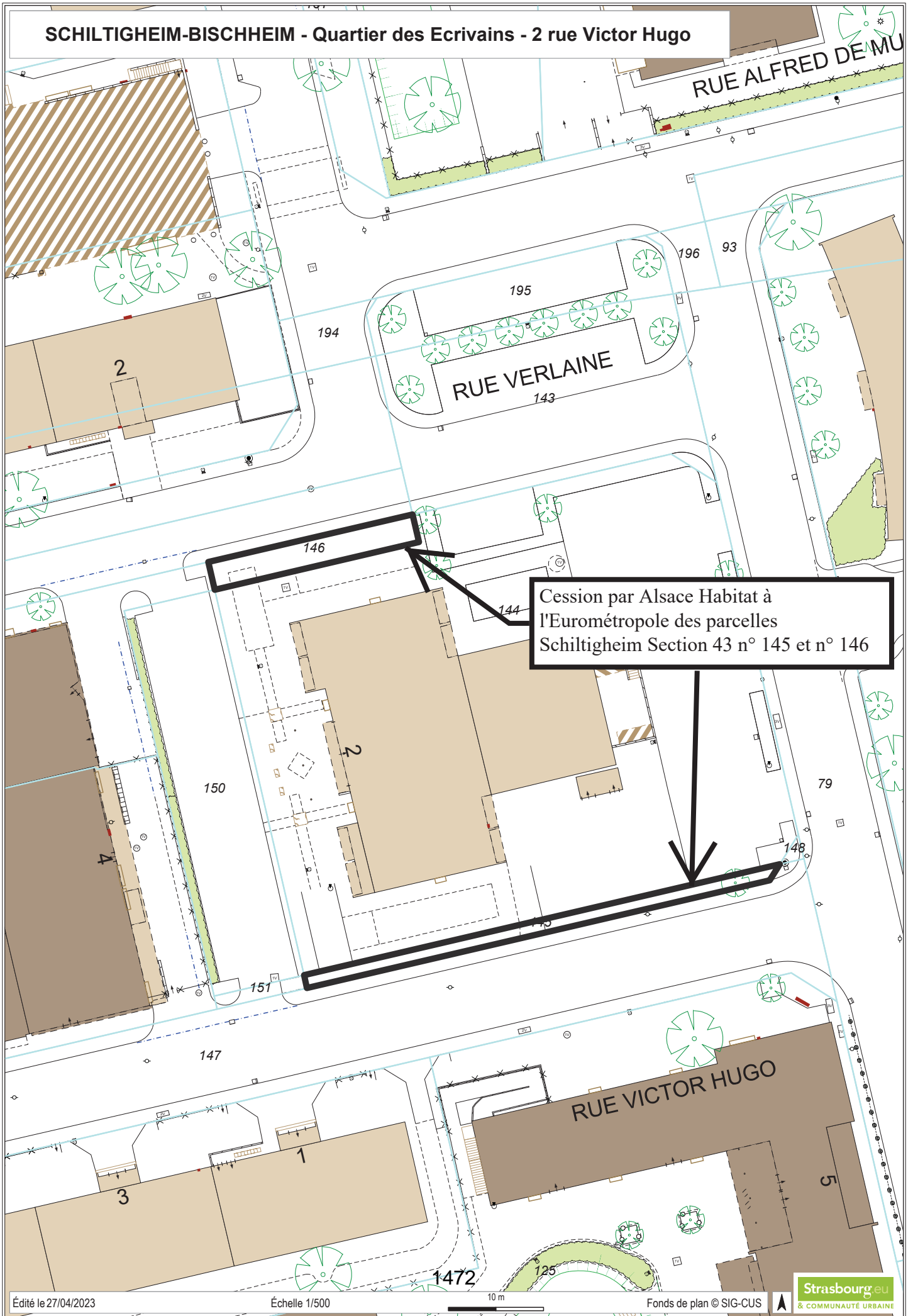
## SCHILTIGHEIM

Cession par l'Eurométropole à Alsace Habitat des parcelles Bischheim Section 16 n° 195/11 et Schiltigheim Section 43 n° 143/22, n° 148/22, n° 150/22

Cession par Alsace Habitat à l'Eurométropole des parcelles Schiltigheim Section 43 n° 145 et n° 146



SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 2 rue Victor Hugo





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin

Le 16/02/2023

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **11350874**  
Réf OSE : **2023-67447-08794**

ALSACE HABITAT

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Désignation du bien :* Emprises prélevées sur une parcelle surbâtie

*Adresse du bien :* Rue Victor Hugo

*Commune :* Schiltigheim

*Valeur:* **27 400 € HT**

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Alsace habitat

Affaire suivie par **Mme Véronique NERAUD** [veronique.neraud@alsacehabitat.fr](mailto:veronique.neraud@alsacehabitat.fr)

Vos références: SCHILTIGHEIM resid VH 5/22 4/22 cession

## 2 - DATE

de consultation : 01/02/2023

de visite : /

de réception de renseignements complémentaires: /

de dossier en état : 01/02/2023

## 3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession de deux parcelles à l'EMS : la première (n° 5/22) permettra d'aligner la limite de la résidentialisation portée par Alsace Habitat sur celle du Centre Social et Familial au 2, rue Victor Hugo et la seconde (n° 4/22) l'aménagement d'un parc urbain qui traversera la totalité du quartier.

Un protocole foncier a été signé entre l'EMS et les intervenants du NPNRU (dont les bailleurs sociaux), qui valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix de un euro.

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées au nord du ban communal de Schiltigheim, à la jonction des territoires de Schiltigheim et de Bischheim.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans le quartier des écrivains en phase de renouvellement urbain. Outre de favoriser les rénovations indispensables d'immeubles vieillissants, l'objectif du NPNRU est d'assurer le désenclavement et la sous densification du quartier. De nombreuses démolitions d'immeubles collectifs sont à ce titre prévues.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

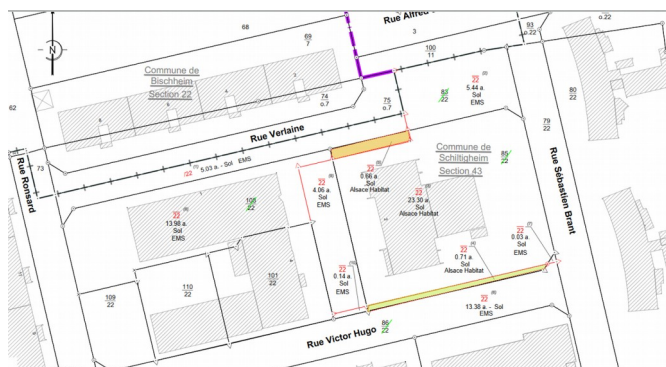


### 4.3 Références cadastrales

Les parcelles sous expertise figurent au cadastre de la commune de **Schiltigheim** sous les références suivantes :

Section	Parcelle mère	Superficie	Parcelle fille	Lieu-dit	Superficie
43	85/22	24,67	5/22	Rue Victor Hugo	0,66
43			4/22	Rue Victor Hugo	0,71
<b>TOTAL</b>					<b>1,37</b>
<i>Superficies exprimées en are</i>					

### 4.4 Descriptif sommaire



Emprises de terrain nu, prélevées en périphérie d'une unité foncière surbâtie d'un immeuble collectif de type R+14.

- La première de forme rectangulaire d'environ 52 mètres de long sur 1,50 mètres de large, en nature d'espaces verts, est située au contact de la rue Victor Hugo.
- La seconde de forme identique, d'environ 22 mètres de long sur 3 mètres de large, en nature de terrain d'aisance goudronné est située aux abords de la rue Verlainne.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Alsace Habitat

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelles estimées libre d'occupation

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles cédées sont situées en zone **UD2** (20 mètres à l'égout de toiture).

L'unité foncière sur laquelle sont prélevées les emprises à évaluer reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Cette date est celle à laquelle il convient d'apprécier l'usage effectif du bien exproprié (article L. 322-2 alinéa 2 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique). Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale des parcelles peut être déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure où il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

La comparaison sera mise en œuvre en ramenant les prix de vente des biens cités à titre de comparaison à la surface à l'are.

## 8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

Compte tenu de la nature des biens à évaluer, l'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir situés sur le territoire de la commune de Schiltigheim et celle limitrophe de Bischheim. L'étude ciblera plus particulièrement les biens présentant des caractéristiques similaires ou proches de celles proposées par le bien à évaluer, en termes de superficie et de zonage.

TERMES DE COMPARAISON : unité foncière de grande contenance											
Date	Commune	section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	val. / are	Zonage	HTR	TAB VP	IAD
28/09/21	Schiltigheim	45	41,45,46,53,55,62,80,83,86,89,91,109,114,115,117,à 130, 132,138	2° Div Blindée, Clemenceau, général de Gaulle	14 500 000 €	353,73	40 992 €	UD2	NR	GRANDE CONTENANCE	
08/07/19	Schiltigheim	35	57,31	De Latre de Tassigny (angle Vendenheim)	6 160 000 €	185,46	33 215 €	UD2	8-24 HT	ZONAGE	oui
15/11/18	Bischheim	35	156,157	Robertsau	1 915 000 €	49,29	38 852 €	UD2	26 HT	TAB VP	
08/11/17	Bischheim	35	151,152	Robertsau	1 650 000 €	40,85	40 392 €	UD2	25 HT	TAB VP	
07/04/17	Bischheim	23	181	Poincaré 2	2 700 000 €	110,28	24 483 €	UD2	25 HT	ZONAGE	Oui
20/12/16	Bischheim	35	154,155/42	Robertsau 35	1 994 800 €	43,81	45 533 €	UD2	25 HT	TAB VP	Oui
18/11/16	Bischheim	35	151,152/42	Robertsau 35	1 800 000 €	38,85	46 332 €	UD2	25 HT	TAB VP	Oui
04/10/16	Schiltigheim	75	146 à 153	Lauter	1 020 000 €	25,46	40 063 €	UD2	18 HT	TAB VP	
<b>Moyenne</b>					<b>3 967 475 €</b>	<b>105,97</b>	<b>38 733 €</b>				
<b>Médiane</b>					<b>1 954 900 €</b>	<b>46,55</b>	<b>40 227 €</b>				
Terrains de petite contenance											
07/02/22	Bischheim	20	175	Brumath 47	180 000 €	3	60 000 €	UD2	25 HT	TAB VP	
01/07/21	Schiltigheim	28	276	Bischwiller	170 172 €	6,65	25 590 €	UD2	25 HT	SURBATI	oui
24/09/20	Bischheim	20	173	Souffelweyersheim 3	241 900 €	4,99	48 477 €	UD2	25 HT	TAB VP	
13/02/18	Bischheim	20	59	Souffelweyersheim 1	160 000 €	4,98	32 129 €	UD2	27 HT	TAB VP	Oui
<b>Moyenne</b>					<b>1 099 207 €</b>	<b>28,23</b>	<b>41 549 €</b>				
<b>Médiane</b>					<b>175 086 €</b>	<b>4,99</b>	<b>40 303 €</b>				
Terrain de 3° Zone											
29/04/19	Bischheim	20	(S)37, (2)38, 76/36	Brumath	55 000,00 €	3,73	14 745 €	UD2	25 HT	ZONE 3	

### 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

#### Étude de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, huit mutations répondant aux critères de recherche ont été répertoriées.

Ramenés à l'are, les prix de vente des terrains à bâtir en zone UD2 oscillent dans une fourchette comprise entre 24 483 € l'are 40 992 € avec un prix moyen et/ou médian se situant autour de **40 000 €** (respectivement 38 733 € et 40 227 l'are)

#### Facteurs de la valeur

Emprises prélevées dans un quartier fortement densifié et en périphérie d'une unité foncière ayant épuisé ses droits à construire.

#### Valeur retenue

Sur la base des éléments d'information recueillis sur le marché local et de leurs caractéristiques propres, les parcelles soumises à expertise seront évaluées sur base d'une valeur unitaire de **20 000 € l'are**, déterminée comme suit :

- Valeur des TAB à constructibilité pleine et entière : 40 000 € l'are
- Taux d'abattement pratiqué pour tenir compte de l'encombrement de l'unité foncière sur laquelle sont prélevées les emprises à évaluer : 50 %

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des parcelles est arbitrée à **27 400 €**, déterminée comme suit .

Superficie (are)	Valeur Unitaire de référence (VU)	Abattement	VU retenue	Valeur Vénale (VV)	VV arrondie
1,37	40 000 €	50,00 %	20 000 €	27 400 €	27 400 €



Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Compte tenu du protocole foncier mis en œuvre dans ce type d'opération, cette valeur ne sera assortie d'aucune marge d'appréciation.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
GOGUELY Patrick  
Inspecteur des Finances publiques



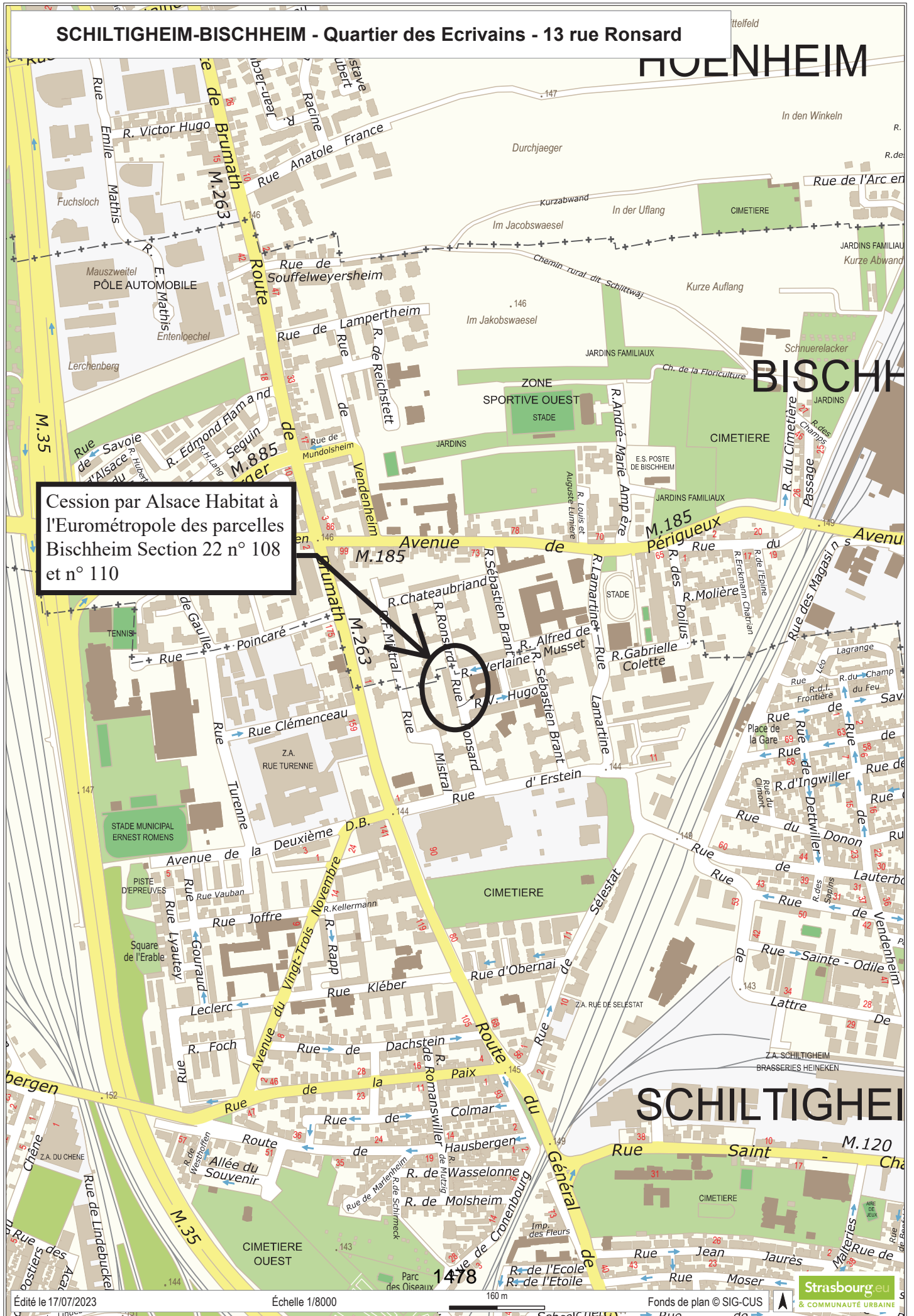
*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*

SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 13 rue Ronsard

ttelfeld

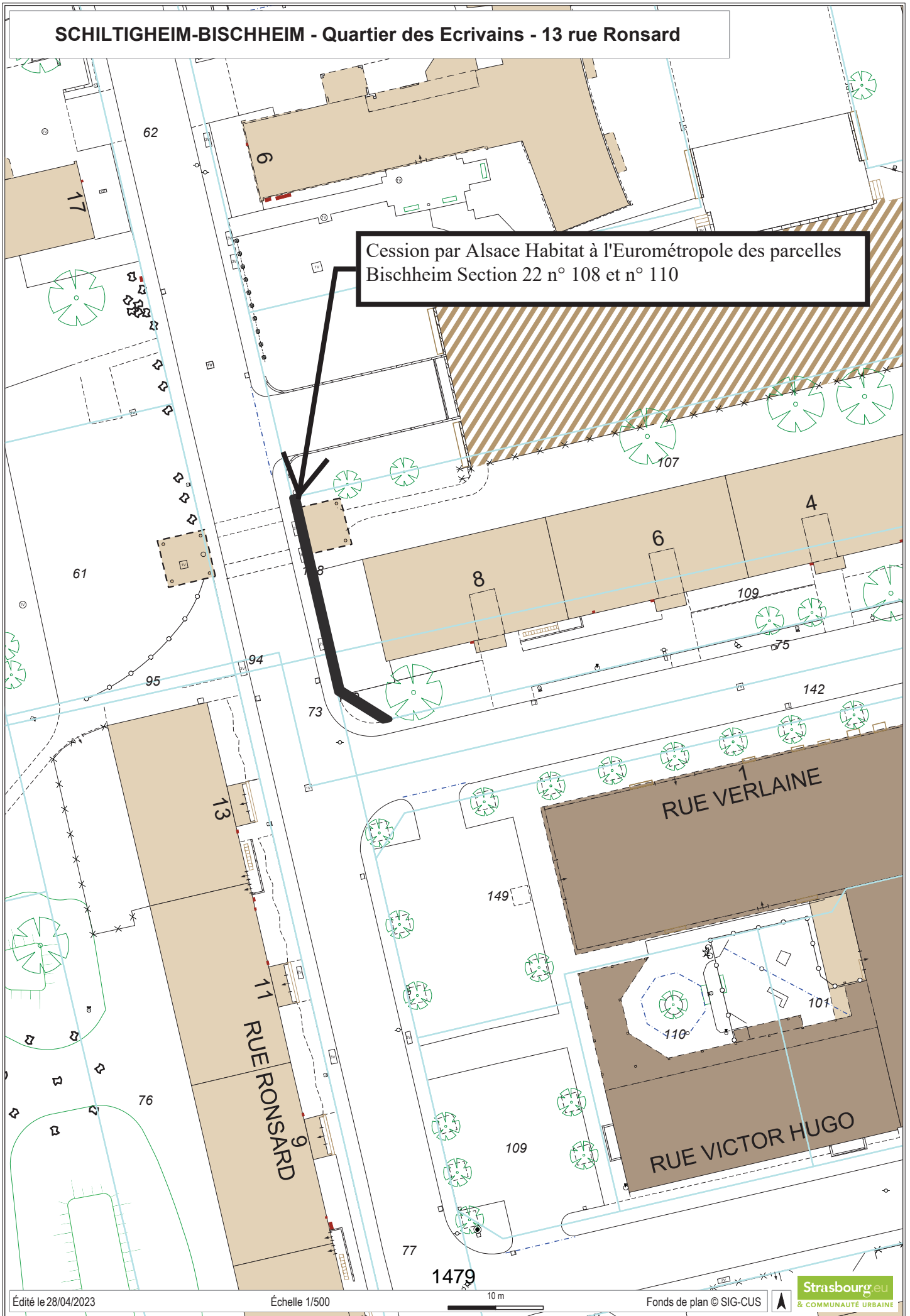
NUEENHEIM

Cession par Alsace Habitat à l'Eurométropole des parcelles Bischheim Section 22 n° 108 et n° 110



SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 13 rue Ronsard

Cession par Alsace Habitat à l'Eurométropole des parcelles  
Bischheim Section 22 n° 108 et n° 110

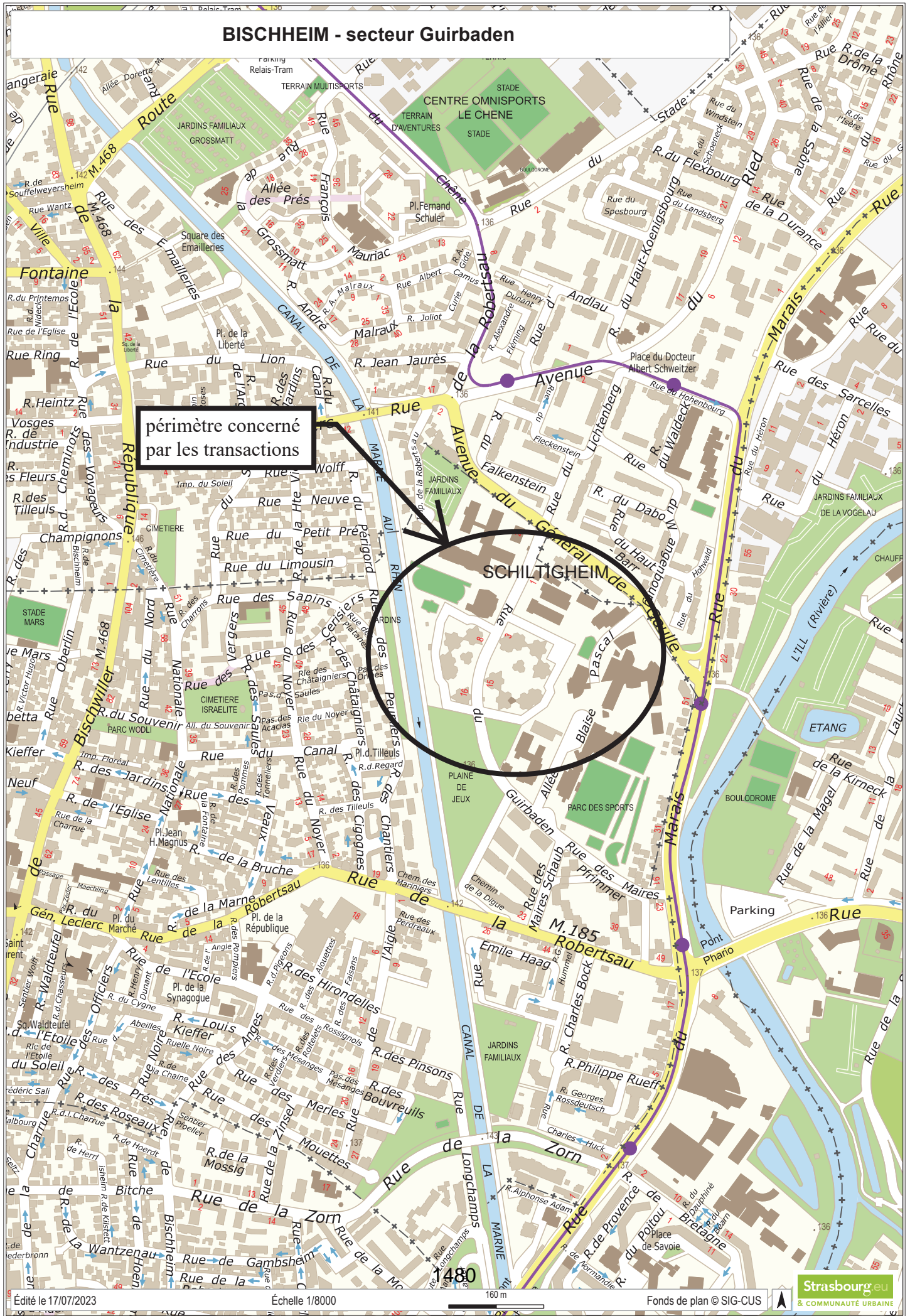




# BISCHHEIM - secteur Guirbaden

périmètre concerné  
par les transactions

SCHILTIGHEIM









**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Le 22/06/2023

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

à

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **12874428**  
Réf OSE : **2023-67043-46396**

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Désignation du bien :* Espaces verts, voirie, abords de voirie.

*Adresse du bien :* Rue du Guirbaden

*Commune :* Bischheim

*Valeur Vénale :* Une valeur unitaire différenciée selon la nature des terrains expertisés est donnée in fine. Le consultant utilisera ces valeurs pour déterminer la valeur vénale des parcelles acquises après avoir préalablement réalisé une ventilation de leur surface dans les différentes catégories d'emprises répertoriées.

Les valeurs ainsi déterminées sont assorties d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : ESPEX Bischheim Guirbaden cession OPHEA à EMS- HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	12/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	12/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition de parcelles suite aux travaux réalisés dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs) pour le secteur Guirbaden à Bischheim. Le protocole foncier signé le 06 01 2023 valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix en cas de revente dans les 20 ans (50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées à l'est du ban communal de Bischheim dans un quartier bordé à l'ouest par le canal du Rhône au Rhin, à l'est par la rue des marais, au sud par la rue de l'III et au nord par la rue de la Robertsau.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans un environnement à prédominance d'habitat collectif, disposé sous la forme de mailles.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

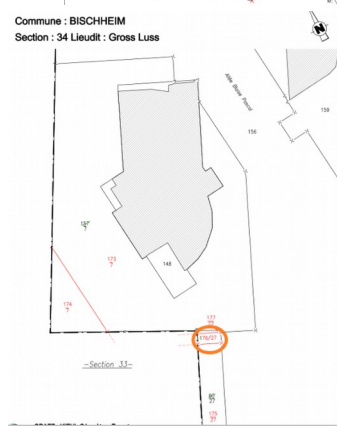
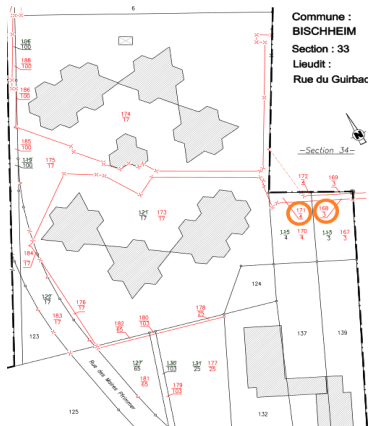
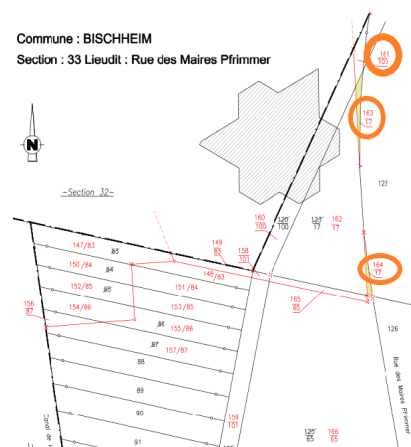
### 4.3. Références cadastrales

Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Bischheim** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
32	175/26	Schiltigheimer Mittelfeld	31,99
33	161/100	rue des Maires Pfrimmer	0,23
33	163/17	rue des Maires Pfrimmer	0,13
33	164/17	rue des Maires Pfrimmer	0,08
33	168/3	rue du Guirbaden	0,60
33	171/4	rue du Guirbaden	1,05
33	175/17	rue du Guirbaden	18,27
33	176/17	rue du Guirbaden	0,96
34	176/27	Gross Luss	0,20
<b>TOTAL</b>			<b>53,51</b>

### 4-4. Descriptif

Les parcelles à évaluer (identifiées sur les documents d'arpentage reproduits ci-dessous) forment une emprise en nature de place, voirie et espaces verts. Ces derniers longent sur un axe Nord/Sud le canal du Rhône au Rhin puis serpentent entre des collectifs implantés en forme de maille (unité foncière « OPHEA »).



## 5 – SITUATION JURIDIQUE



## 5.1. Propriété de l'immeuble

OPHEA

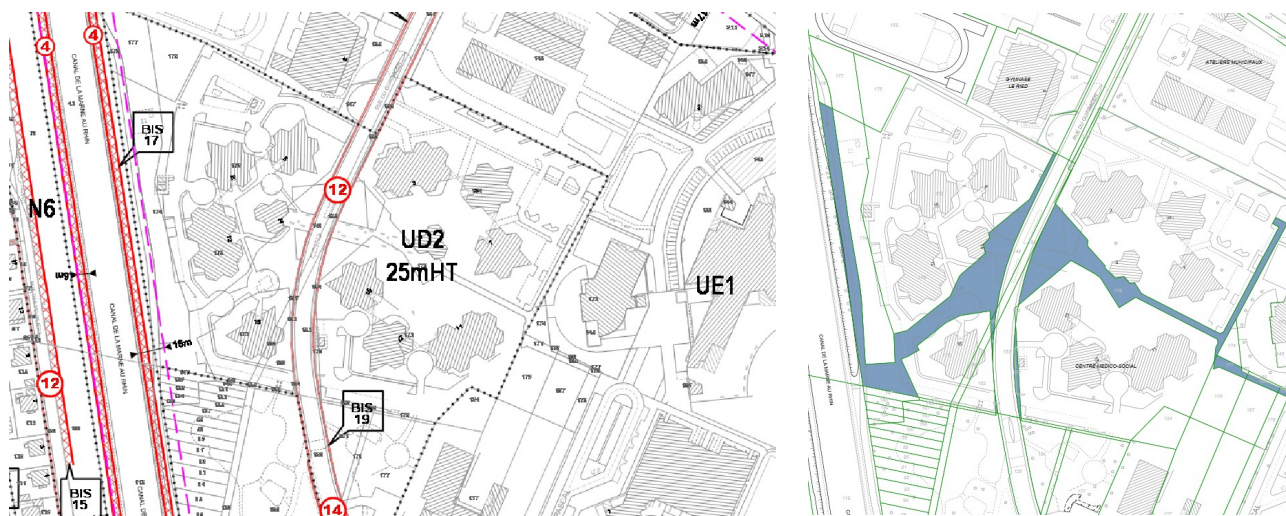
## 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelles cédées libres d'occupation.

# 6 - URBANISME

## 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur les parcelles sont situées pour partie en zone **UD2** (20 mètres HT) et pour partie en zone **UE1** (zonage restrictif autorisant les aménagements, constructions et installations correspondant à la destination «équipement d'intérêt collectif et services publics» ; les aménagements, constructions et installations liés ou nécessaires aux équipements d'intérêt collectif et services publics ; les aménagements, constructions et installations correspondant à la destination «centre de congrès et d'exposition» ; les aménagements, constructions et installations correspondant à la sous-destination «hébergement» ; les logements de fonction et de gardiennage, s'ils sont destinés au personnel dont la présence permanente sur place est indispensable »).



## 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

# 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et *devant être entretenues par leur propriétaire* les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

*Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées selon les méthodes habituellement retenues en pareille hypothèse. Ainsi les surfaces en nature d'espaces verts seront évaluées par comparaison avec le prix de terrains à bâtir dans le secteur considéré, auquel on appliquera un abattement de 50 % pour tenir compte de l'état d'encombrement de l'unité foncière dont elles dépendent.*

\*\*\*\*\*

La répartition de la surface des parcelles acquises entre chacune de ces catégories d'emprises ne pouvant être réalisée avec suffisamment de précision (la vue 3D obtenue à partir de l'application Google-maps ne permet pas d'épouser parfaitement les contours des parcelles issues de l'arpentage) il a été convenu avec le consultant (Cf contact téléphonique avec Mme Hélène Schevin en date du 15/06/2023) que celle-ci serait réalisée par l'EMS.

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir de grande contenance (raisonnement au niveau de l'unité foncière) situés en zone UD intervenues sur la commune de Bischheim ainsi que les ventes de terrains situés en zone UE. Les mutations dans ce zonage restrictif étant peu nombreuses le périmètre de recherche sera étendu aux communes de l'EMS.

TERMES DE COMPARAISON : TAB zone UD grande contenance															
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs
15/11/18	35	156,157	Robertsau	1 915 000 €	49,29	38 852 €	UD2	26 HT	4929	389 €	1,00	TAB VP			Lotissement les bateliers : 44 ms x 52 m SDP acte : 4929 m <sup>2</sup> TVA 20 %
08/11/17	35	151,152	Robertsau	1 650 000 €	40,85	40 392 €	UD2	25 HT				TAB VP			Lotissement les bateliers
20/12/16	35	154,155/42	Robertsau 35	1 994 800 €	43,81	45 533 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui	Lotissement "les bateliers"
18/11/16	35	151,152/42	Robertsau 35	1 800 000 €	38,85	46 332 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui	
07/04/17	23	181	Poincaré 2	2 700 000 €	110,28	24 483 €	UD2	25 HT	6670	405 €	0,60		ZONAGE	Oui	126 m x 85 m large SH Magic : 6 063 m <sup>2</sup> x 1,10 = 6670 m <sup>2</sup> SDP
<b>Moyenne</b>				<b>2 011 960 €</b>	<b>56,62</b>	<b>39 118 €</b>									
<b>Médiane</b>				<b>1 915 000 €</b>	<b>43,81</b>	<b>40 392 €</b>									
POUR INFO : TAB en zone UD de petite contenance															
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs
07/02/22	20	175	Brumath 47	180 000 €	3	60 000 €	UD2	25 HT							
24/09/20	20	173	Souffelweyersheim 3	241 900 €	4,99	48 477 €	UD2	25 HT				TAB VP			Avec Parc 10 N° 303 de 1,85 a sur HOENHEIM en UD2 (15 m HT) Section 20 n° 173 = 3,14 a
23/11/18	6	78,199	Général Leclerc 26 - 28	900 000 €	10,66	84 428 €	UD1	23 HT				TAB VP		OUI	
22/11/18	6	75,76,200,102	Général Leclerc 30-32	606 075 €	6,14	98 709 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	
06/11/18	9	177	Bischwiller 43	264 000 €	3,41	77 419 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	
13/02/18	20	59	Souffelweyersheim 1	160 000 €	4,98	32 129 €	UD2	27 HT				TAB VP		Oui	Avec parcelle section 10 n° 227 de 2,57 ares sur Hoenheim 20,59 divisée en 20 N° 162 à 166
28/04/16	9	176	Bischwiller 43a	350 000 €	4,84	72 314 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	"SCCV le CAPITOLE envisage sa démolition "
<b>Moyenne</b>				<b>385 996 €</b>	<b>5,43</b>	<b>67 639 €</b>									
<b>Médiane</b>				<b>264 000 €</b>	<b>4,98</b>	<b>72 314 €</b>									

TERMES DE COMPARAISON : TAB équipements publics								
Date	Section	N°	Commune	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix à l'are	POS/PLUi
25/05/21	EN	210/36	Strasbourg-Neudorf	Colmar 141	82,27	1 015 000 €	12 337 €	UE1
25/05/21	EN	37-211-212-214-216	Strasbourg-Neudorf	Colmar 141	26,38	185 000 €	7 013 €	UE1
30/11/20	DE	343,193	Strasbourg-Meinau	Plaine des bouchers	5,75	75 000 €	13 043 €	UE1
10/12/18	KT	541	Strasbourg-Neuhof	Saint Ignace	1,79	14 500 €	8 101 €	UE1
<b>Moyenne</b>					21,15	173 895 €	10 124 €	
<b>Médiane</b>					25,77	193 275 €	10 219 €	
Date	Section	N°	Commune	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix à l'are	POS/PLUi
06/12/19	16	679,68	Lingolsheim	Alouettes	7,08	53 100 €	7 500 €	UE1
04/12/19	16	671,672, 685,686,795,797	Lingolsheim	In den setstengeln	25,77	193 275 €	7 500 €	UE1
17/12/13	99	99	Illkirch-Graffenstaden	Quintez	30,59	275 310 €	9 000 €	UE
<b>Moyenne</b>					21,15	173 895 €	8 000 €	

### 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

#### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, cinq mutations répondant aux critères de recherche ont été répertoriées. Ramenés à l'are, les prix de vente oscillent dans une fourchette comprise entre **24 483 € l'are** (très grand terrain de 110,28 ares) et **46 332 € l'are**. Le prix moyen et médian sont très proches aux alentours de **40 000 € l'are**.

Les terrains à bâtir de petite contenance se négocient quant à eux à des prix plus élevés puisque sur ce segment de marché le prix moyen et le prix médian s'élèvent respectivement à 67 639 € et 72 314 € l'are

S'agissant des terrains situés en zone UE (équipements publics), l'étude de marché à permis d'identifier sept mutations dont quatre concernent plus particulièrement des terrains situés dans les quartiers sud de Strasbourg. Les prix de vente oscillent entre 7 500 € l'are pour deux terrains situés sur le ban de Lingolsheim et 13 043 € l'are pour un terrain situé dans la zone d'activité de la plaine des Bouchers à la Meinau.

#### Valeurs retenues

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, stationnement public au contact de la rue...) seront évaluées à l'**euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)
- Les emprises en nature **d'espaces verts** seront quant à elles évaluées comme suit
  - Terrains situés en zone UD2: 40 000 € (valeur moyenne/médiane des TAB de grande contenance) X 50 % (encombrement de l'unité foncière sur laquelle les parcelles sont prélevées) = **20 000 € l'are**
  - Terrains situés en zone UE1: **8 000 € l'are** (prix de vente moyen sur les communes de l'EMS hors Strasbourg).

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

**La valeur vénale des biens acquis sera calculée par le consultant sur la base des valeurs unitaires référencées supra et des mesurages réalisés par le consultant pour répartir la surface des parcelles en fonction de la nature du terrain qui les compose.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## **12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL**

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

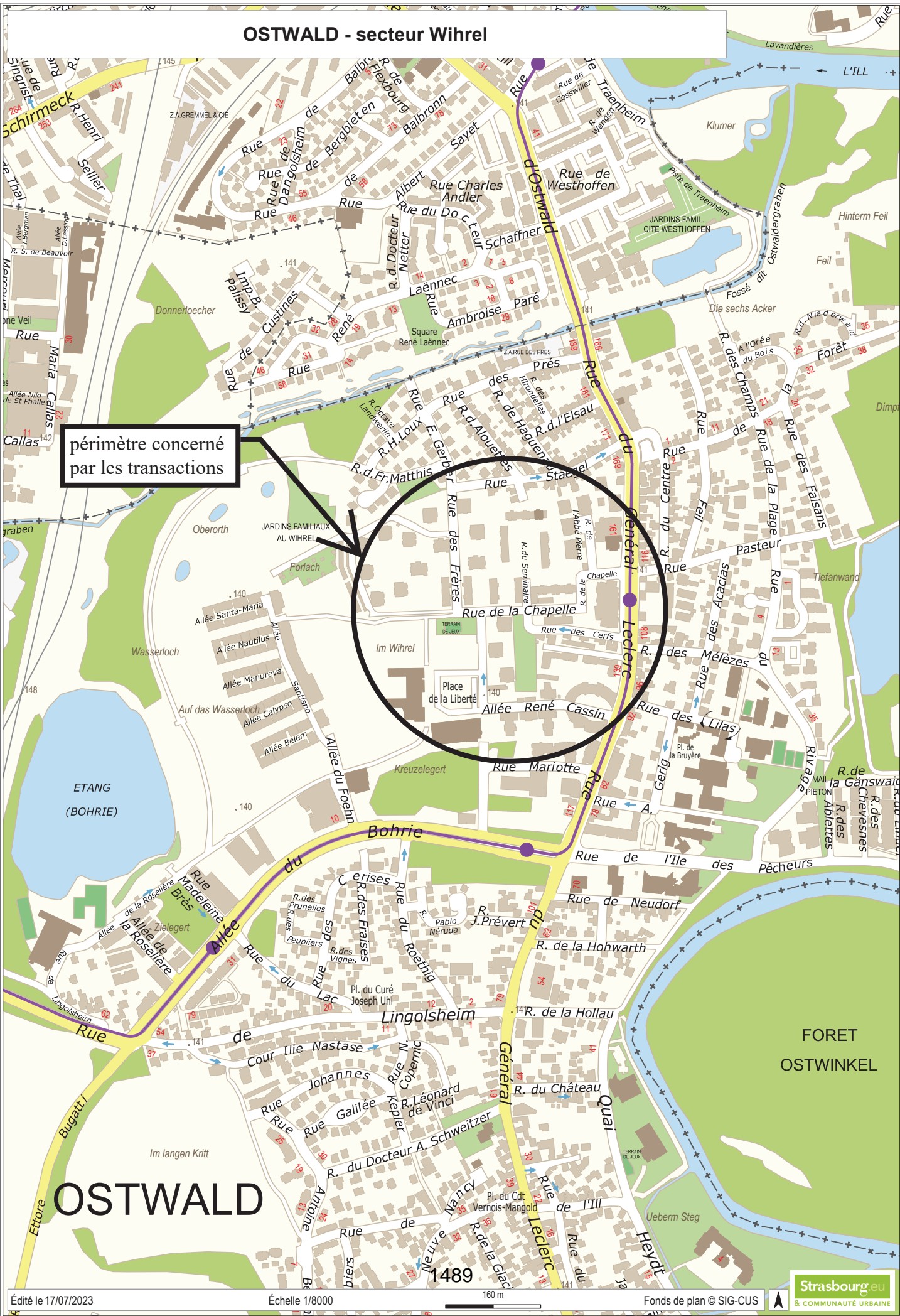
Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY

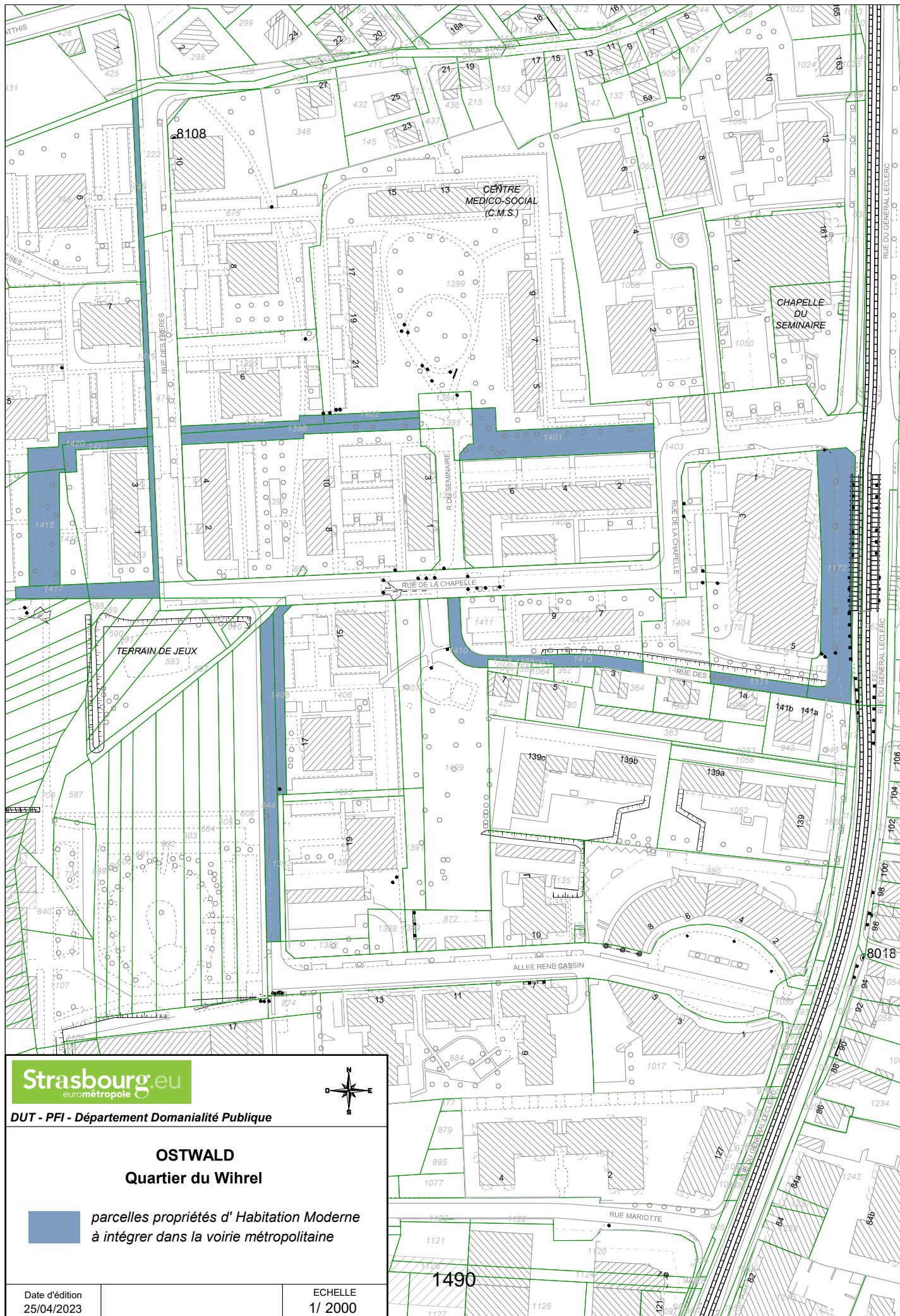




# OSTWALD - secteur Wihrel

périmètre concerné par les transactions






**Strasbourg.eu**  
eurométropole



DUT - PFI - Département Domainalité Publique

**OSTWALD**  
**Quartier du Wihrel**

 *parcelles propriétés d' Habitation Moderne  
à intégrer dans la voirie métropolitaine*

Date d'édition  
25/04/2023

ECHELLE  
1/ 2000

1490





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin**

Le 06/07/2023

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**

Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale

4, place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY

Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)

Téléphone : 03.88.10.35.13

Référence :

Réf DS: **112924056**

Réf OSE : **2023-67365-47272**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Parcelles en nature d'espaces verts, voirie
<i>Adresse du bien :</i>	Rues des Cerfs, du Général Leclerc, de la Chapelle, des Frères
<i>Commune :</i>	Ostwald
<i>Valeur Vénale :</i>	La nature exacte des parcelles cédées ne pouvant être déterminée avec suffisamment de précision, une valeur unitaire est donnée in fine en fonction des différentes hypothèses pouvant se présenter.  Le consultant s'y référera pour déterminer la valeur vénale des parcelles cédées après avoir résolu la question de leur véritable qualification.

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : ESPEX Ostwald Wihrel cession HM à EMS- HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	14/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	14/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition auprès du bailleur Habitation Moderne de parcelles situées rue des Cerfs, rue du Général Leclerc, rue de la Chapelle et rue des Frères à Ostwald (secteur Wihrel). Suite aux travaux intervenus dans le cadre de la démarche ESPEX (Espaces extérieurs), ces parcelles correspondent à de la **voirie et à des espaces verts accessoires** relevant de la compétence de l'Eurométropole. Ces acquisitions interviendront dans le cadre du protocole signé le 06 01 2023 (terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles cédés au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix en cas de revente dans les 20 ans : 50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées à l'ouest du ban communal d'Ostwald dans le quartier du Wihrel

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans un environnement à dominante d'habitat collectif

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

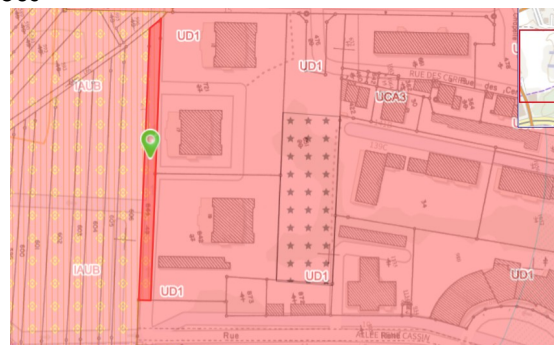


### 4.3. Références cadastrales

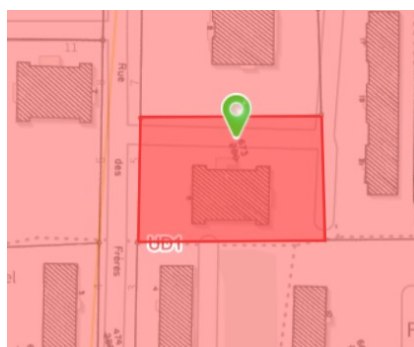
Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Ostwald** sous les références suivantes :

Section	N° de parcelle	Parcelle Mère	Adresse-Lieu-dit	Surface (are)	Nature	PLU i
18	844/49	-	im Wihrel	7,66	sol	IAUb
18	1396/280	673	Krumme Acker	1,71	pré	UD1
18	1398/28	673	8 rue de la Chapelle	4,70	sol	UD1
18	1401/13	689	im Wihrel	10,03	pré	UD1
18	1402/13	689	im Wihrel	1,36	pré	UD1
18	1408/27	721	im Wihrel	3,34	sol	UD1
18	1410/15	661	rue de la Chapelle	2,14	sol, terres agricoles	UD1
18	1413/15	661	rue de la Chapelle	2,58	sol	UD1
18	1415/220	1394	im Wihrel	6,28	sol, terres agricoles	UD1/IAUb
18	1417/220	1394	im Wihrel	1,67	sol, terres agricoles	IAUb
18	1419/249	674	5 rue des Frères	1,43	sol	UD1
18	1420/249	674	5 rue des Frères	3,20	sol	UD1
18	1422/285	662	rue des Frères	1,60	sol	UD1
18	1423/285	662	rue des Frères	3,36	sol	UD1
21	749/127	274	im Wihrel	1,69	sol	UD1
22	1171/242	1044	rue du Général Leclerc	2,17	sol	UD1
22	1172/242	1044	rue de la Chapelle	14,70	sol	UD1
<b>TOTAL</b>				<b>69,62</b>		

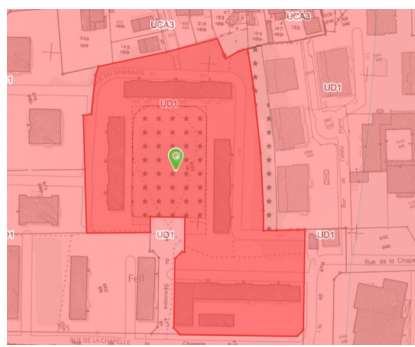
Le plan d'ensemble des terrains acquis par l'EMS ainsi que le plan cadastral de chacune des parcelles mères dont sont issues les parcelles à expertiser sont reproduits ci-dessous



**Section 18 N° 844**



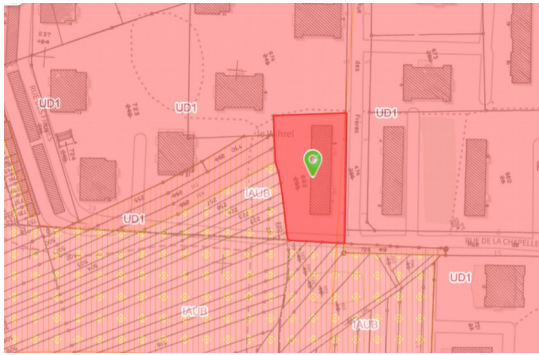
**Section 18 N° 673**



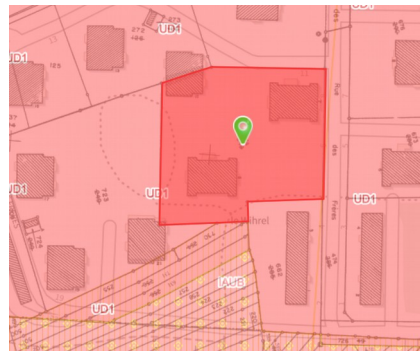
**Section 18 N° 689**



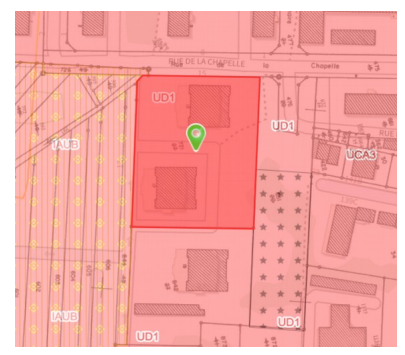
**Section 18 N° 661**



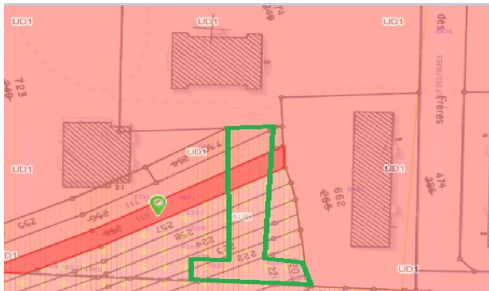
Section 18 N° 662



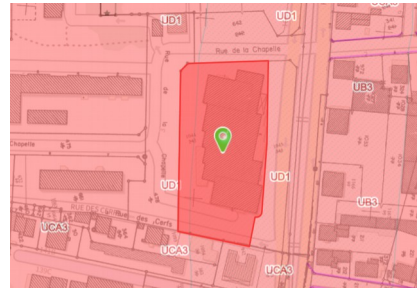
Section 18 N° 674



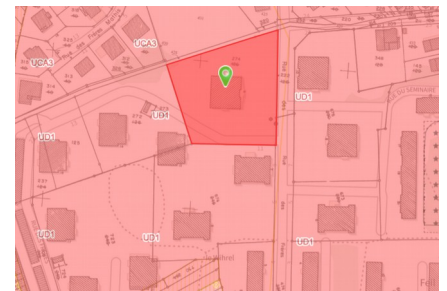
Section 18 N° 721



Section 18 N° 1394 (partie en UD1, partie en IAUb)



Section 22 N° 1044



Section 21 N° 274

#### 4-4. Descriptif

Ces parcelles correspondent à des zones de résidentialisation (voiries, espaces verts...) situés aux abords d'immeubles collectifs, propriété d'Habitation Moderne.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Habitation Moderne

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UD1** (20 mètres HT), zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif) correspondant aux grands ensembles d'immeubles collectifs, aux secteurs de renouvellement urbain ou de grands projets et/ou en zone d'urbanisation future **IAUb**.

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et *devant être entretenues par leur propriétaire* les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

- des accotements, du terre-plein central s'il existe,
- des trottoirs, des pistes cyclables,
- des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,
- des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

**Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie** (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées selon les méthodes habituellement retenues en pareille hypothèse. Les surfaces en nature d'espaces verts seront quant à elles évaluées **par comparaison** avec le prix de terrains à bâtir dans le secteur considéré, éventuellement corrigé (cf abattement pour tenir compte de l'état d'encombrement de l'unité foncière dont elles dépendent, cf abattement pour configuration défavorable).

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir situés en zone **UD** (zone urbaine à vocation mixte qui se caractérise par les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets) et/ou **UCB** (zone urbaine à vocation principalement résidentielle sous forme d'immeubles collectifs) intervenues sur la commune d'Ostwald ainsi que les ventes de terrains situés en zone d'urbanisation future **IAU**.

Au cas où la recherche s'avérerait infructueuse ou trop lacunaire, le périmètre de recherche sera étendu à la commune limitrophe de Lingolsheim ainsi qu'aux communes de l'EMS situées dans la première Couronne (Bischheim..)

TERMES DE COMPARAISON : TAB en zone UD												
DATE	COMMUNE	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	TERRAIN (are)	PRIX HT	PRIX /ARE	PLU i	HTR	VDR	ACQR	OBSERVATIONS
07/02/22	Bischheim	20	175	Brumath 47	3	180 000 €	60 000 €	UD2	25 HT			
30/03/21	Lingolsheim	16	953/966	Gros Tiergaertel	28,42	1 537 200 €	54 089 €	UD2	23 HT	Ophéa	EMS	
24/09/20	Bischheim	20	173	Souffelweyersheim 3	4,99	241 900 €	48 477 €	UD2	25 HT			Avec Parc 10 N° 303 de 1,85 a sur HOENHEIM en UD2 (15 m HT) Section 20 n° 173 = 3, 14 a
23/11/18	Bischheim	6	78,199	Général Leclerc 26 – 28	10,66	900 000 €	84 428 €	UD1	23 HT			
22/11/18	Bischheim	6	75,76,200,102	Général Leclerc 30-32	6,14	606 075 €	98 709 €	UD1	23 HT			
06/11/18	Bischheim	9	177	Bischwiller 43	3,41	264 000 €	77 419 €	UD1	23 HT			
13/02/18	Bischheim	20	59	Souffelweyersheim 1	4,98	160 000 €	32 129 €	UD2	27 HT			Avec parcelle section 10 n° 227 de 2,57 ares sur Hoenheim 20,59 divisée en 20 N° 162 à 166
28/04/16	Bischheim	9	176	Bischwiller 43a	4,84	350 000 €	72 314 €	UD1	23 HT			"SCCV le CAPITOLE envisage sa démolition "
<b>Quartile 1</b>					4,48	226 425 €	52 686 €					
<b>Moyenne</b>					8,31	529 897 €	65 946 €					
<b>Médiane</b>					4,99	307 000 €	66 157 €					

TERMES DE COMPARAISON : TAB en zone UCB												
DATE	COMMUNE	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	TERRAIN (are)	PRIX HT	PRIX /ARE	PLU i	HTR	VDR	ACQR	OBSERVATIONS
21/12/17	Lingolsheim	13	97	Tournante 22	21	770 000 €	36 667 €	UCB2	12 ET	SCI	SCI	SMS12
12/05/17	Lingolsheim	4	184	Graffenstaden	4,15	101 000 €	24 337 €	UCB2	10 m	Part	Part	
29/03/16	Lingolsheim	22	385,387,415,412,417,558,559	Faisans, chevreuils	24,23	800 000 €	33 017 €	UCB2	10 m	Part	SCI	
15/12/17	Ostwald	18	1015,1011,1013,919,818	125 A rue du général Leclerc	8,9	600 000 €	67 416 €	UCB2	10 ET	Part	SCI	- IAD pour construction de collectifs "
15/12/17	Ostwald	18	881,883,907,908 (1371)	127, rue du général Leclerc	18,04	690 503 €	38 276 €	UCB2	10 ET	SCI	SCI	IAD engagement construire
15/12/17	Ostwald	18	974,976,978 (1371)	127, rue du général Leclerc	26,62	909 497 €	34 166 €	UCB2	10 ET	SCI	SCI	IAD engagement construire devenu 18/1371 de 53,58 ares
<b>Quartile 1</b>					11,19	622 626 €	33 304 €					
<b>Moyenne</b>					17,16	645 167 €	38 980 €					
<b>Médiane</b>					19,52	730 252 €	35 416 €					

TERMES DE COMPARAISON : Terrains en zone IAU									
Date	Lieu-dit	Section	n° de parcelle	T (are)	Prix HT	€/are	PLU i	Vendeur	Acquéreur
09/09/21	Im Wihrel	19-18-19	1119, 1140, 1146, 563, 564, 1095/11341	28,6	80 064 €	2 799 €	IAUB/N4		
06/09/21	Im Wirhel, Auf das Wasserloch	19	494,504-505-508-511-513-1079-1085-1131-1137-1143	28,83	87 932 €	3 050 €	IAUB		
17/12/20	Auf das wassenloch – Lac	19	515,1062,1064,1065,521,1047,1048,1042,1043,1000,1001,564,943,923,949,978,979	39,4	120 170 €	3 050 €	IAUh	Ville d'Ostwald	SAS LES RIVES DU BOHRIE
23/09/20	Im Wihrel	18	587 à 597 + 600 + 706 + 708 + 840	57,85	176 442 €	3 050 €	IAUh	Habitation Moderne	SAS LES RIVES DU BOHRIE
23/06/20	auf das wassenloch	19	1005,675,993,987,981	13,18	40 199 €	3 050 €	IAUh	EMS	SAS LES RIVES DU BOHRIE
27/11/18	Im wihrel	19	1129,1130,1135,1136,1141,1142,1147,1148	11,27	34 373 €	3 050 €	IAUh	Ville d'Ostwald	SAS LES RIVES DU BOHRIE
				<b>Moyenne</b>	29,86	89 863 €	3 008 €		
				<b>Médiane</b>	28,72	83 998 €	3 050 €		
Date	Lieu-dit	Section	n° de parcelle	T (are)	Prix HT	€/are	PLU i	Vendeur	Acquéreur
22/12/20	Im langen Kritt	16	De 5 à 33 + 173, 188, 323, 325	288,28	1 873 820 €	6 500 €	IAUB	Ville d'Ostwald	CM CIC AMENAGEMENT FONCIER
11/12/18	Im langen Kritt	16	189,190	20,66	123 960 €	6 000 €	IAUB	Part	Part
23/01/19	Im langen Kritt	16	32	20,7	134 550 €	6 500 €	IAUB	INDIVISION	CM CIC AMENAGEMENT FONCIER
19/12/18	Im langen Kritt	16	14	10,36	67 340 €	6 500 €	IAUB	Part	CM CIC AMENAGEMENT FONCIER
28/12/17	Im langen Kritt	16	324,322	9,36	60 840 €	6 500 €	IAUB	Part	CM CIC AMENAGEMENT FONCIER
25/06/19	Im langen Kritt	16	37	20,7	103 500 €	5 000 €	IAUB	INDIVISION	Ville d'Ostwald
				<b>Moyenne</b>	61,68	394 002 €	6 167 €		
				<b>Médiane</b>	20,68	113 730 €	6 500 €		

## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, sept mutations ont été répertoriées en zone UD concernant des terrains situés majoritairement sur la commune de Bischheim. Ramenés à l'are, les prix de vente oscillent dans une fourchette très large comprise entre **32 129 € l'are et 98 709 € l'are**. Le prix moyen et médian sont néanmoins très proches aux alentours de **66 000 € l'are**, traduisant au contraire une certaine homogénéité des prix sur ce segment de marché.

Six mutations ont par ailleurs été identifiées en zone UCB concernant cette fois des terrains situés sur la commune d'Ostwald (3) et celle de Lingolsheim(3). Dans cette zone identifiée comme ayant vocation à recevoir des immeubles collectifs les prix sont nettement plus bas. Après arrondi, la moyenne et la médiane des prix s'élèvent en effet respectivement à **39 000 € et 35 500 € l'are**. Dans ce zonage la densité des constructions est moins importante du fait d'une hauteur maximale autorisée limitée à 10/12 mètres à l'ET alors que celle-ci peut atteindre 23, 25 mètres HT en zone UD. La Surface de plancher produite étant plus faible en zone UCB, les charges foncières s'en ressentent ainsi que par voie de conséquence les prix à l'are.

En zone IAUB, des mutations ont été enregistrées sur deux secteurs de la commune à savoir au lieu-dit « Im langen Kritt » et au lieu-dit- « Im Wirhel, auf dem Wasserloch ». Elles ont été réalisées au profit d'aménageurs à savoir le groupement Crédit Mutuel/CIC aménagement Foncier pour les premières et au profit de la SAS rives du Bohrie pour les secondes. Le prix de vente moyen des terrains situés au lieu-dit « Im langen Kritt » s'élève à **6 500 l'are** alors que celui des terrains situés au Wihrel n'est que de **3 050 € l'are**. Ce dernier est un prix forfaitaire qui tient compte des contraintes constructives liées à la nature particulière des terrains situées dans le périmètre de la ZAC du Bohrie

### Facteurs de la valeur

- Les emprises en nature d'espaces verts et de parkings situées en zone UD dépendent d'unités foncières « Habitation Moderne » surbâties au potentiel constructible très limité.
- Les parcelles ou parties de parcelles situées en zone I AUB seront quant à elle évaluées par comparaison avec les prix des terrains situés dans le périmètre de la ZAC du Bohrie. Ceux-ci tiennent compte du caractère inondable par submersion du site (zone bleue du PPRI) et de son classement en zone humide (loi sur l'eau). Ces contraintes sont génératrices d'un surcoût pour l'aménageur puisque celui-ci doit acquérir une superficie importante de terrains non constructibles (rétrocédés gratuitement à la collectivité après travaux), les aménager et réaliser d'importants travaux de terrassement et d'espaces verts pour assurer le stockage des eaux de crues et de zones vertes (espace maraîchage, jardins familiaux ..) et remblayer les voiries par des matériaux poreux à hauteur de 30 % à la cote du PPRI.

### Valeurs retenues

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, stationnement public au contact de la rue...) seront évaluées à **l'euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)
- Les emprises en nature **d'espaces verts et parkings** seront quant à elles évaluées
  - En zone UD1 : **25 000 € l'are** soit 50 000 € (fourchette basse des terrains à bâtir en zone UD2) x 50 % (configuration de l'unité foncière sur laquelle elles sont prélevées).
  - En zone IAUB : **3 050 € l'are**



## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

**La valeur vénale des parcelles cédées sera calculée sur la base des valeurs unitaires référencées supra et des mesurages réalisés par le consultant pour répartir la surface des parcelles en fonction de la nature du terrain qui les compose.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

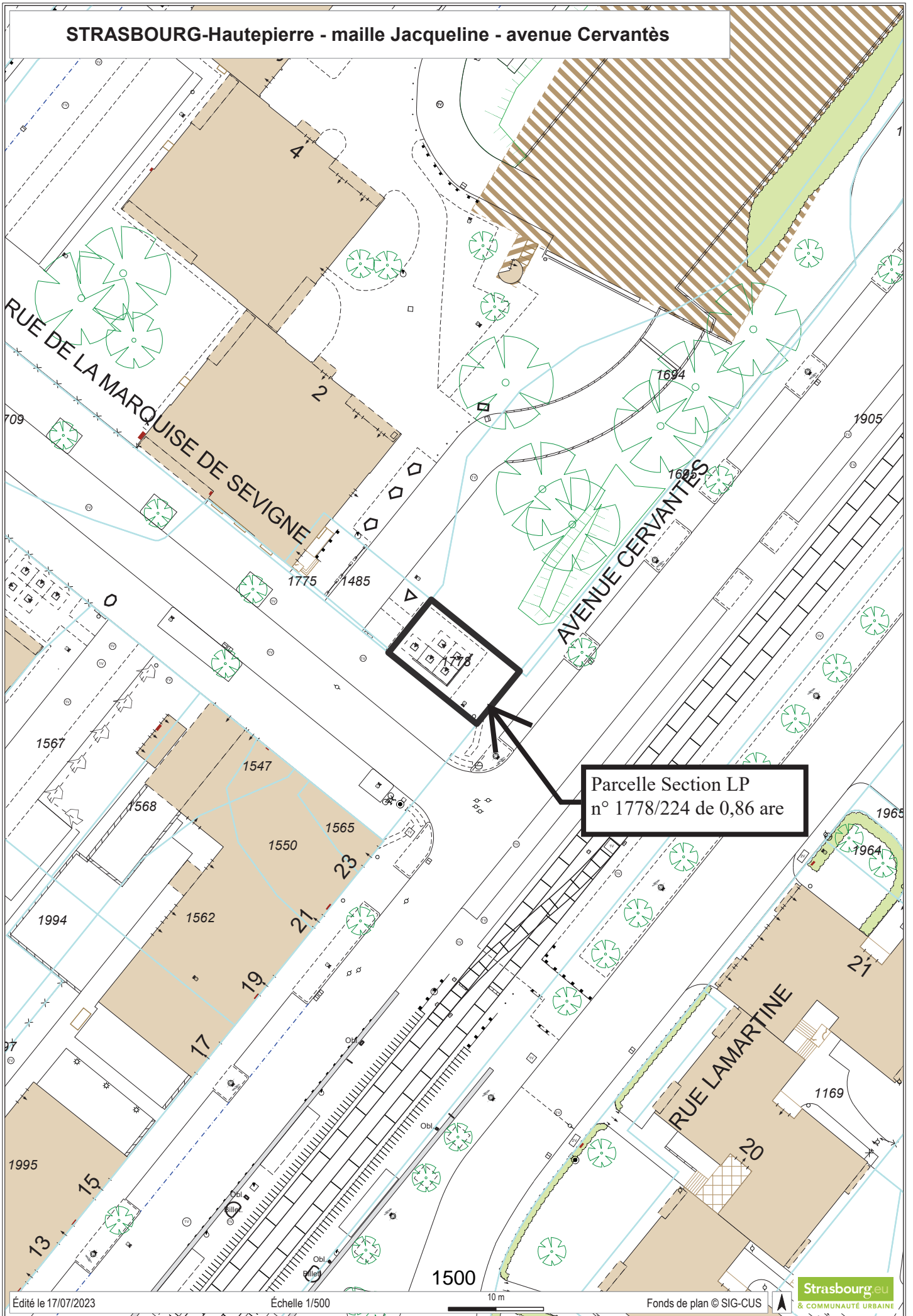
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY





STRASBOURG-Hautepierre - maille Jacqueline - avenue Cervantès



Parcelle Section LP  
n° 1778/224 de 0,86 are





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin**

Pôle pilotage des missions et animation du réseau  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 28/07/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de  
la région Grand Est et du département du Bas Rhin  
à  
L'Eurométropole de Strasbourg

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : Valérie JAZERON  
valerie.jazeron@dgfip.finances.gouv.fr  
Téléphone : 03 88 10 35 01  
Réf.DS : 13213814  
Réf.OSE: 2023-67482-52061

**AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE**

*[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Nature du bien :*

Emprises de résidentialisation en zone UD2

*Adresse du bien :*

Angle Avenue Cervantes/ Rue de la Marquise de Sevivigne à Strasbourg.

*Valeur :*

12 700 € HT, sans marge d'appréciation.

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

## 1 - CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg.

Affaire suivie par : Hélène SCHEVIN, chargée de mission, Direction Urbanisme et Territoires- Service Politique Foncière et Immobilière., [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu), 03 68 98 77 73.

Réf internes : NPRU Hautepierre maille Jacqueline -Sévigné- cession EMS à AH- H. Schevin.

## 2 - DATES

de consultation :	03/07/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	03/07/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Selon information communiquée par le consultant :

L'Eurométropole prévoit de céder au bailleur social ALSACE HABITAT, une parcelle située rue de la Marquise de Sévigné/avenue Cervantès à Strasbourg-Hautepierre. Elle correspond à une zone de résidentialisation des immeubles d'ALSACE HABITAT contigus (espaces verts, cheminements et conteneurs enterrés de déchets). Il s'agit d'une transaction intervenant dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier de Hautepierre. Un protocole foncier a été signé le 06 01 2023 notamment entre l'Eurométropole et le bailleur social ALSACE HABITAT. Ce protocole valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles,

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50% de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Le bien est situé administrativement dans le quartier de HautePierre à Strasbourg, qui s'est développé dans un premier temps dans le cadre d'une zone à urbaniser en priorité entre 1969 et 1984.

L'architecture retenue alors est celle d'une structure hexagonale en nid d'abeilles qui divise l'espace en sous quartier appelés « mailles ». Ces mailles sont d'activités ou à vocation résidentielle et séparées par des avenues de circulation automobile .

Depuis les années 90, le développement du quartier s'est poursuivi, notamment au travers de la ZAC des Poteries, au sud du quartier de HautePierre.

Le quartier est à proximité de l'autoroute A351, et bénéficie d'une desserte par les transports en commun, notamment par tram.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien est situé Maille Jacqueline, à vocation résidentielle, à l'angle de l'Avenue Cervantes et de la rue Marquise de Sevigné. L'environnement immédiat est constitué d'immeubles collectifs. A l'arrière de la parcelle à évaluer, se trouve un ensemble immobilier résidentiel érigé au début des années 1970, appartenant à Alsace Habitat. L'école élémentaire Jacqueline est à proximité.

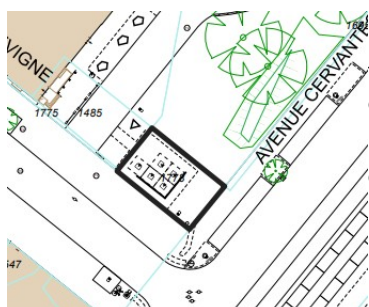
Un arrêt de tram Cervantes est à moins de 100 m.

### 4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de Strasbourg sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (en ares)	Zonage
LP	1778	Maille Jacqueline	0,86	UD2

### 4.4. Descriptif



La micro parcelle est située devant un immeuble collectif érigé au début des années 1970, appartenant à Alsace Habitat. Un petit magasin d'alimentation est au rez-de chaussée de l'immeuble.

Elle est en nature d'espaces verts, cheminement et principalement de conteneurs à déchets enterrés (cf photo en première page).

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Le bien appartient à l'Eurométropole de Strasbourg.

### 5.2. Conditions d'occupation

Sans objet.

## 6 - URBANISME

### 6.1. Règles actuelles

Le bien est situé en zone UD2, 25mHT au plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) dont la dernière procédure a été approuvée le 25/06/2021.

La zone UD correspond à la zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif) qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

#### En zone UD2:

Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagements et de programmation.

Par rapport aux voies et emprises publiques :

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les bâtiments peuvent être édifiés à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.

Par rapport aux limites séparatives : les constructions peuvent être implantées, soit le long de la limite séparative latérale, soit à une distance au moins égale à 1,90 mètre, comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché.

Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété: une distance d'au moins 3 mètres est imposée entre deux bâtiments non contigus.

L'emprise au sol des bâtiments n'est pas réglementée.

La hauteur maximale hors tout indiquée au règlement graphique est de 25m.

**La qualification de terrain à bâtir est retenue pour la présente parcelle, au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation : elle est située en zone constructible, dispose d'un accès à la voirie et est desservie par les réseaux.**

**De facto, elle est inconstructible.**

### 6.2. Date de référence et règles applicables

Cette date est celle à laquelle il convient d'apprécier l'usage effectif du bien exproprié (article L. 322-2 alinéa 2 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) *Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.*

## 7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché- .Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

En l'absence d'un marché spécifique à des micropacelles, l'étude de marché a porté sur des cessions de terrains à bâtir sur le quartier de HautePierre. Plusieurs mutations de terrain sont intervenues depuis les années 2010, terrains qui ont été, par la suite, surbâti d'immeubles collectifs. Les actes recensés portent sur la période 2017-2019 et apparaissent déjà anciens, mais ont néanmoins été conservés dans l'analyse, car spécifiques au quartier de HautePierre. Un acte de 2019 a été exclu de l'analyse, car le terrain concerné d'une surface de 71,42 ares a été acquis par l'EMS afin d'héberger le pôle d'échanges bus-tram de la ligne D.

DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	SURFACE (ares)	PRIX €	VALEUR €/ are	ZONE POS	ZONE PLUI	HT/m	SMS	OBSERVATIONS
25/08/2017	HP	OE	587		10,91	440 400 €	40 367 €	ZAC HP/ZA6	UDz2	20	SMS1	Destiné logts sociaux TI'Hameau par
18/10/2017	HP	OD-OE	466, 469/588		40,83	1 193 880 €	29 240 €	ZAC HP/ZA6	UDz2	20	SMS1	SERS à HM//destiné 80 logts soc, resto scol, commerces...// PC 24/05/17
24/04/2018	HP	LS	747, 748, 750, 752, 755		28,34	960 000 €	33 874 €		UD2	25		SEI 2017/258//EMS à SCCV//av Racine//const imm commerces/bureau x
12/11/2018	HP	OD/OE	67, 468/586, 588	rue Cerf Berr	10,11	442 400 €	43 759 €	ZAC HP/ZA6	UDz2	20	SMS1	SEI 2018/37//SERS à Hab. ILL, acq° s/base SDP
14/11/2018	HP	OE	585	ZAC Poteries	12,58	600 000 €	47 695 €	ZAC HP/ZA6	UDz2	20	SMS1	SEI 2016/928//SERS à CUS Habitat
21/11/2018	HP	LP	Divers	rue Cervantès	6,18	143 747 €	23 260 €		UD2	25		SEI 2017/402//EMS à SCI Cervantès - 143 €/m² HT SDP (2072,50 m² SDP logements en accession sociale à la propriété) et 116 €/m² HT SDP (630,70 m² SDP de commerces)
18/12/2018	HP	LP	1992 à 1995		10,05	233 160 €	23 200 €		UD2	25		SEI 2017/1161//SIBAR à SCI Cervantès
19/12/2019	HP	OE	587	ZAC Poteries/ZA6	10,91	460 680 €	42 225 €		UDz2		SMS1	SEI 2018/881// SERS à Hab Moderne → Coll de 32 logts HLM
						MIN	23 200 €					
						MAX	47 695 €					
						MOYENNE	35 453 €					
						MEDIANE	37 121 €					

Les valeurs s'étendent dans une fourchette large, allant de 23 200 € HT/are à 47 695 € HT/are. Les valeurs moyenne et médiane sont respectivement de 35 453 € HT/are et 37 121 € HT/are.

## 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Tous les termes retenus dans l'étude de marché ont, par la suite été surbâtis.

Les surfaces varient de 6,18 ares à 40,83 ares, et aucune corrélation claire ne se dégage entre surface et prix à l'are .

La moyenne et la médiane sont néanmoins approchantes, à respectivement 35 453 € HT/are et 37 121 € HT/are.

Compte tenu des circonstances dans lesquelles intervient la cession, la valeur vénale de la microparcelle sera t'elle établie par référence à la valeur médiane, soit 37 121 € HT/are, arrondie à 37 000 € HT/are.

Un abattement de 50 % sera appliqué au regard de l'inconstructibilité de la parcelle, assorti d'un second abattement de 20 % compte tenu de l'occupation de la parcelle par les conteneurs enterrés.

La valeur vénale s'établit dès lors à :

- 37 000 € HT/are - (37 000 € HT/are \*50%)= 18 500 € HT/are.
- 18 500 € HT/are – (18 500 € HT/are \*20%)= 14 800 € HT/are.
- 

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 0,86 ares\* 14 800 € HT/are = **12 728 € HT, arrondi à 12 700 € HT.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur n'est assortie d'aucune marge d'appréciation.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques  
et par délégation,



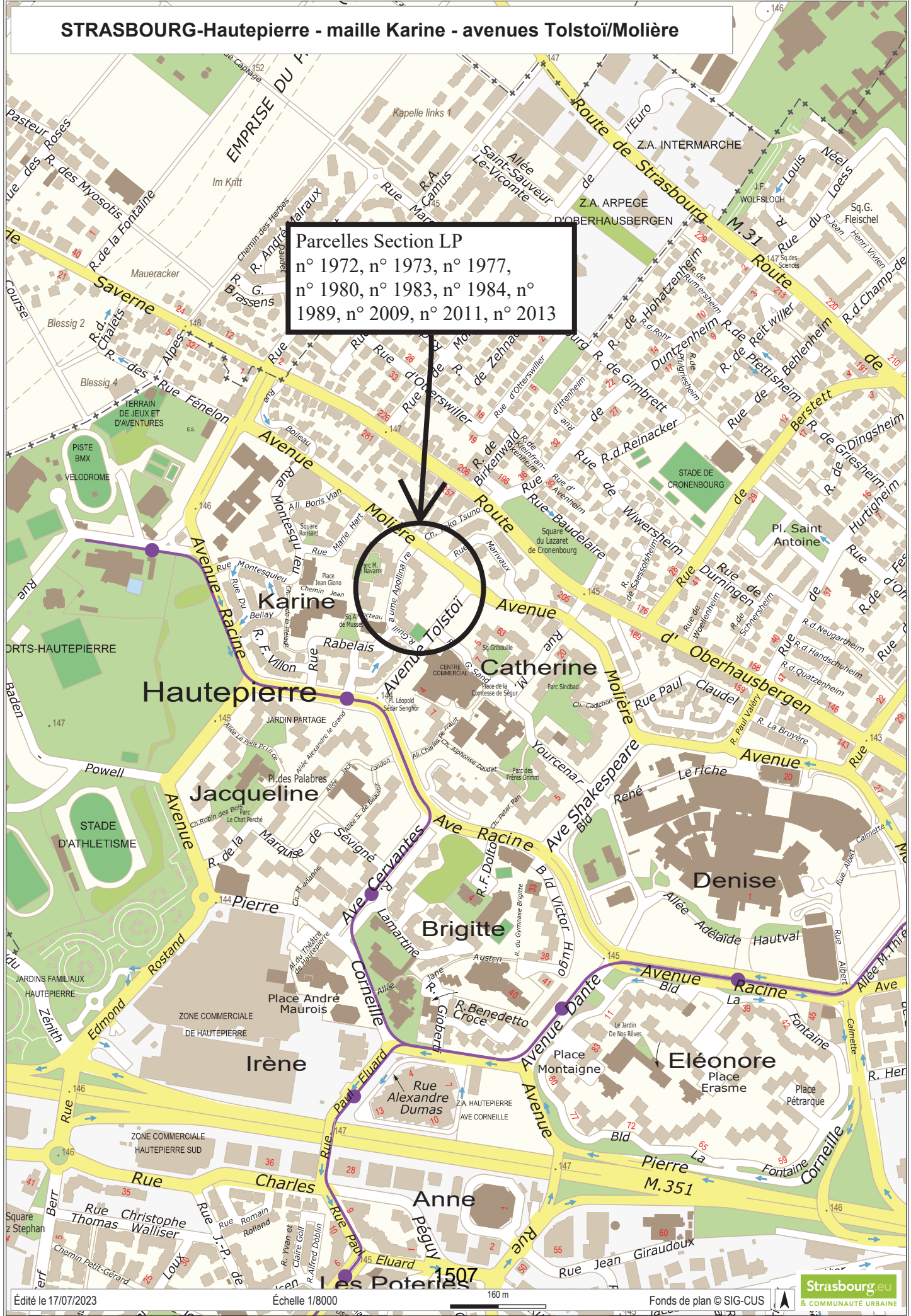
Valérie JAZERON,  
Inspectrice des Finances publiques

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



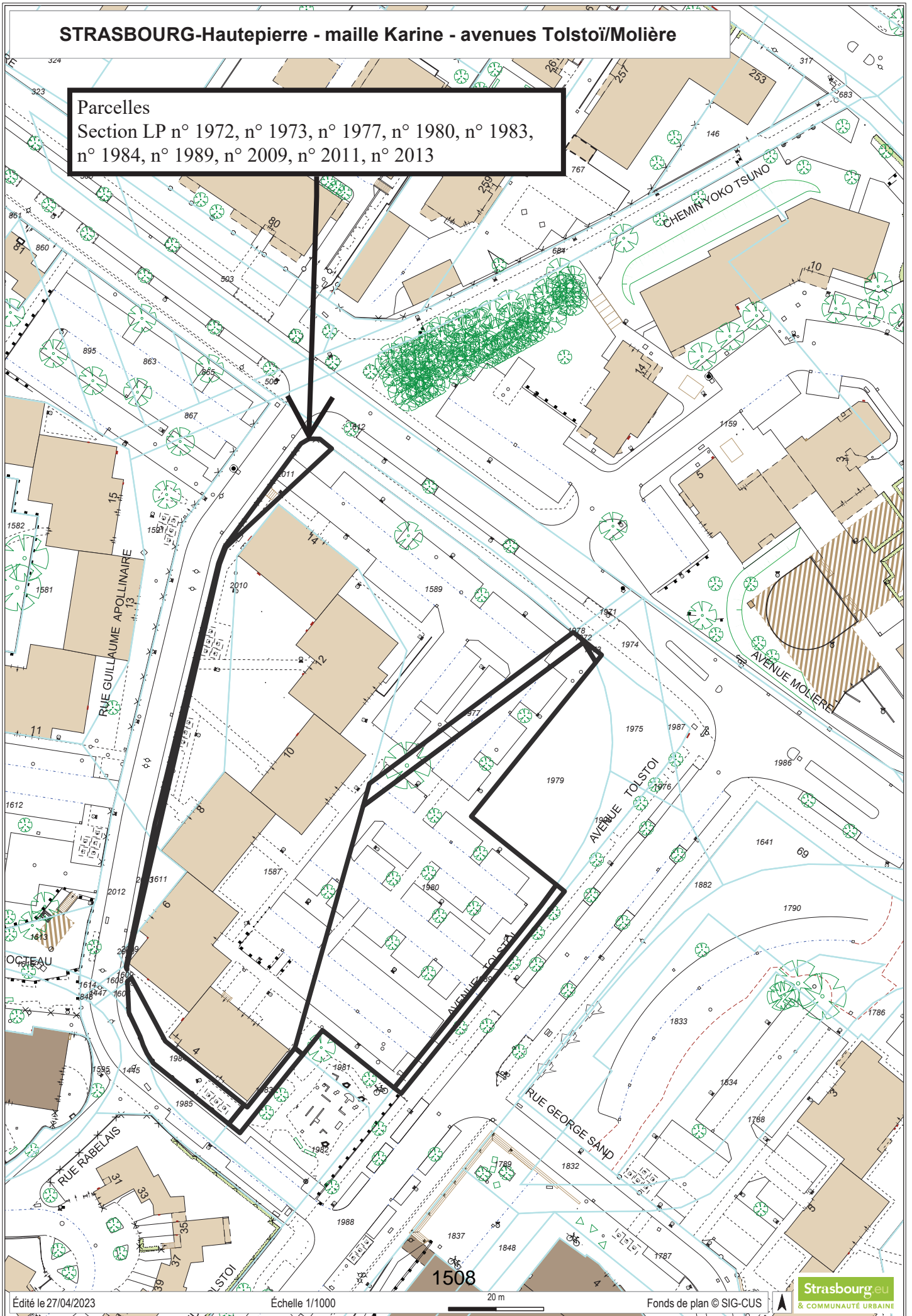
# STRASBOURG-Hautepierre - maille Karine - avenues Tolstoï/Molière

Parcelles Section LP  
n° 1972, n° 1973, n° 1977,  
n° 1980, n° 1983, n° 1984, n°  
1989, n° 2009, n° 2011, n° 2013



# STRASBOURG-HautePierre - maille Karine - avenues Tolstoï/Molière

Parcelles  
Section LP n° 1972, n° 1973, n° 1977, n° 1980, n° 1983,  
n° 1984, n° 1989, n° 2009, n° 2011, n° 2013





Direction Générale des Finances Publiques

Strasbourg, le 28/06/2023

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du  
département du Bas-Rhin

Pôle pilotage des missions et animation du réseau

Division du Domaine - Pôle d'évaluation domaniale

4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

**POUR NOUS JOINDRE**

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Affaire suivie par : Anne DEPINCE

Courriel : [anne.depince@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:anne.depince@dgfip.finances.gouv.fr)

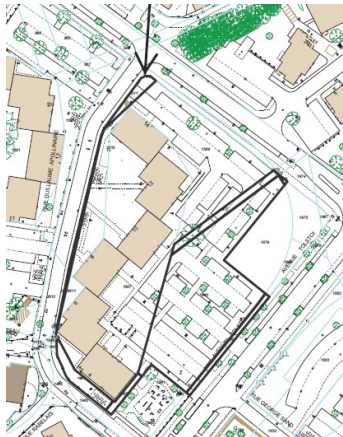
Téléphone : 03 88 10 35 06

Réf DS : 12674884

Réf OSE : 2023-67482-43335

**AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE**

*[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Nature du bien :*

Parcelles en nature de stationnement, espaces verts et voiries internes

*Adresse du bien :*

Avenue Tolstoï, avenue Molière, rue Guillaume Apollinaire  
Hautepierre Maille Karine – 67200 STRASBOURG

*Valeur :*

**609 000 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %, portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à 548 100 € HT

(des précisions sont apportées au paragraphe 9 « détermination de la valeur vénale »)

## 1 - CONSULTANT

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Affaire suivie par : Mme SCHEVIN Hélène, chargée de mission à la Direction Urbanisme et Territoires /  
tél. : 03 68 98 77 73 / email : helene.schevin@strasbourg.eu

Votre référence : NPNRU HautePierre Karine Tolstoï H.Schevin

## 2 - DATES

de consultation :	31/05/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	31/05/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Projet de cession d'emprises de résidentialisation dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier de HautePierre et du protocole foncier signé le 06/01/2023.

Il s'agit d'emprises déjà gérées par OPHEA et qui font partie de zones de résidentialisation des immeubles d'OPHEA contigus.

Calendrier prévisionnel - Délibération de cession de l'Eurométropole : programmée le 10 novembre 2023.

Négociations engagées : L'EMS envisage la cession moyennant un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente dans les 20 ans, 50% de la plus-value réalisée sera à reverser par OPHEA à l'Eurométropole).

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles évaluées se situent dans le quartier de HautePierre à l'ouest de Strasbourg.

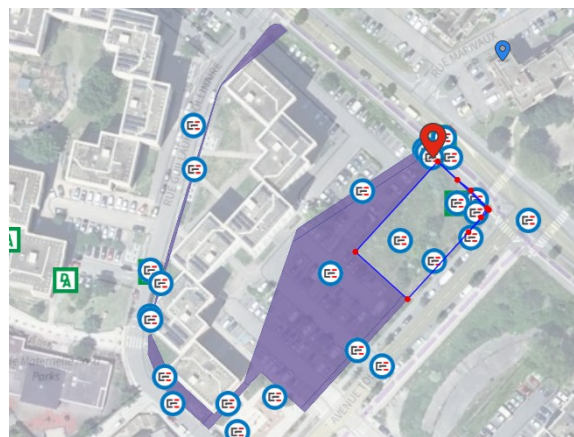
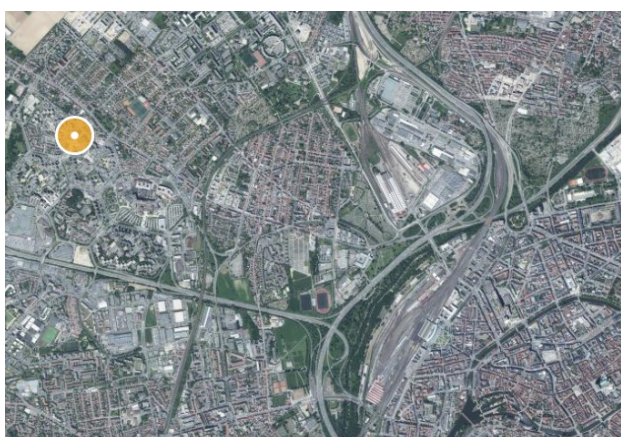
### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles font partie de la « maille Karine », et sont encadrées par l'avenue Tolstoï au sud-est, l'avenue Molière au nord-est, et la rue Guillaume Apollinaire au nord-ouest.

### 4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de STRASBOURG sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (en ares)	Zonage
LP	1972/397	Chemin rural	0,01	UD2
	1973/171	KIRSCHHECKLEIN	0,05	
	1977/397	Chemin rural	1,65	
	1980/171	KIRSCHHECKLEIN	23,75	
	1983/171	KIRSCHHECKLEIN	0,51	
	1984/171	MAILLE KARINE	1,67	
	1989/171	KIRSCHHECKLEIN	1,06	
	2009/34	PL ALFRED DE MUSSET	0,02	
	2011/34	HOHLGASS GEGEN DEN RIETHWEG	1,30	
	2013/34	MAILLE KARINE	0,13	
TOTAL			30,15	



### 4.4. Descriptif

L'évaluation porte sur 10 parcelles d'une contenance totale de 30,15 ares.

Ces parcelles font partie de la zone de résidentialisation des immeubles d'OPHEA contigus.

Les parcelles LP 1980 et LP 1977, d'une contenance respective de 23,75 ares et 1,65 ares, représentent près de 85 % de la contenance totale à évaluer, et constituent une emprise principalement en nature de parking, au pied des résidences OPHEA de la maille Karine.

Les autres emprises constituent des bandes de terrain étroites, encadrant les résidences OPHEA. Ces parcelles résiduelles sont en nature d'espaces verts, de voirie interne à l'îlot, d'espaces dédiés aux ordures ménagères...

L'acquisition par OPHEA des parcelles considérées lui permettra de constituer une unité foncière, avec la parcelle section LP n°1587 dont OPHEA est propriétaire, terrain d'assiette des résidences.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (EMS)

### 5.2. Conditions d'occupation

Selon le consultant, les biens sont libres d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1. Règles actuelles

Les parcelles sont couvertes par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) dont la dernière procédure a été approuvée le 25/06/2021.

Les parcelles sont situées en zone UD2 (25mHT).

La zone UD correspond à des secteurs urbains ; son objectif est de permettre la rénovation, le renouvellement et le développement de projets urbains.

### 6.2. Date de référence et règles applicables

Non recherchée en l'état des circonstances entourant la présente consultation.

#### Qualification du terrain :

Les emprises ont la qualification de terrains à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

## 7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Étude de marché : terrains à bâtir

#### Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

L'étude de marché réalisée porte sur des cessions de terrains à bâtir situés dans le quartier de HautePierre (HP).

N°	DATE	QUARTIER	SECT.	N° PLAN	RUE OU LIEU-DIT	SURFACE (ARES)	PRIX €	PRIX €/ARE	ZONAGE
1	25/08/17	HP	OE	587		10,91	440 400 €	40 367 €	UDz2
2	18/10/17	HP	OD-OE	466, 469/588	Rue Cerf Berr, ZA6 ZAC Les Poteries	40,83	1 193 880 €	29 240 €	UDz2
3	24/04/18	HP	LS	747, 748, 750, 752, 755	Avenue Racine	28,34	960 000 €	33 874 €	UD2
4	12/11/18	HP	OD/OE	467, 468/586, 589	rue Cerf Berr	10,11	442 400 €	43 759 €	UDz2
5	14/11/18	HP	OE	585	ZA6 ZAC Poteries, Rue Cerf Berr	12,58	600 000 €	47 695 €	UDz2
6	16/11/18	HP	KW	696	317 rte Oberhausbergen	12,46	630 000 €	50 562 €	UB4
7	21/11/18	HP	LP	1547, 1550, 1562, 1565, 1568, 1707	rue Cervantès	6,18	143 747 €	23 260 €	UD2
8	18/12/18	HP	LP	1992 à 1995	Av Cervantes	10,05	233 160 €	23 200 €	UD2
9	04/12/19	HP	OE	584, 552	Ilots ZA6 et ZB5/ZAC Poteries	71,42	2 002 001 €	28 031 €	UDz2
10	19/12/19	HP	OE	587	ZAC Poteries/ZA6, avenue F Mitterrand	10,91	460 680 €	42 225 €	UDz2
11	16/05/21	HP	LO	331-334	Avenue Molière	3,14	63 428 €	20 200 €	UCB1
								Min :	20 200 €
								Max :	50 562 €
								Moyenne :	34 765 €
								Médiane :	33 874 €

## 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'étude de marché réalisée recense onze termes de comparaison, tous situés sur le secteur de Hautepierre.

Les prix à l'are sont compris entre 20 200 € l'are et 50 562 € l'are, pour des surfaces de terrains comprises entre 3,14 ares et 71,42 ares (la superficie totale des parcelles évaluées est de 30,15 ares).

La valeur médiane s'établit à 33 874 € l'are, proche de la moyenne de 34 765 € l'are.

Les parcelles évaluées concernent des emprises déjà gérées par OPHEA et qui font partie de zones de résidentialisation des immeubles d'OPHEA contigus.

85 % de la contenance totale à évaluer est en nature de parking, au pied des résidences OPHEA de la maille Karine.

Ces parcelles sont destinées à demeurer à usage de parking servant aux résidences, elles ne sont pas vouées à la construction de nouveaux immeubles.

OPHEA étant déjà gestionnaire de ces emprises, il s'agit en quelque sorte d'une régularisation.

Une valeur basse de l'étude de marché sera retenue.

Les termes de comparaison concernent essentiellement des terrains destinés à être construits. Les constructions réalisées portent sur des immeubles d'habitation, de bureaux et de commerces.

Seules deux mutations étaient destinées à un usage autre :

Le terme n° 9, à hauteur de 28 031 € l'are, concerne l'extension d'un parking relais et la création d'un pôle d'échange bus-tram.

Le terme n°11, à hauteur de 20 200 € l'are est une parcelle à usage de parking. Ce terme constitue la valeur basse de l'étude de marché. Il apparaît comme un terme privilégié étant donné son usage de parking, puisque près de 85 % de la contenance totale à évaluer est en nature de parking.

Les parcelles résiduelles seront valorisées à l'identique, étant donné qu'elles vont former une unité foncière dont OPHEA sera propriétaire.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien, des prix du marché local spécifique à ce type de biens, la valeur basse de l'étude de marché, de **20 200 € HT l'are**, est retenue et servira de base de calcul,

**soit : 30,15 ares \* 20 200 € HT /are = 609 030 € HT, arrondie à 609 000 € HT.**

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

**La valeur vénale du bien est arbitrée à 609 000 €.**

**Elle est exprimée hors taxe et hors droits.**

**Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 548 100 €.**

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégalation,



Pierre HEYD

Inspecteur Principal des Finances Publiques  
Responsable du Pôle d'Évaluation Domaniale



SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 2 rue Victor Hugo

NUEENHEIM

Cession par l'Eurométropole à Alsace Habitat des parcelles Bischheim Section 16 n° 195/11 et Schiltigheim Section 43 n° 143/22, n° 148/22, n° 150/22

Cession par Alsace Habitat à l'Eurométropole des parcelles Schiltigheim Section 43 n° 145 et n° 146



SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 2 rue Victor Hugo

Cession par l'Eurométropole à Alsace Habitat des parcelles  
Bischheim Section 16 n° 195/11  
et Schiltigheim Section 43 n° 143/22, n° 148/22, n° 150/22







**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 23/06/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **8686690**  
Réf OSE : **2023-67043-45086**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Parcelle en nature de parkings
<i>Adresse du bien :</i>	Rue Verlaine
<i>Commune :</i>	Bischheim
<i>Valeur Vénale :</i>	<b>15 450 €</b> assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : NPNRU Bischheim Hugo s 16n195 cession EMS à AH - HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	06/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	06/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'une parcelle en nature de parkings destinée à de la **résidentialisation de la tour 2 rue Victor Hugo**, dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier de la Cité des Ecrivains à Schiltigheim-Bischheim. La cession est envisagée à l'**euro symbolique** conformément au protocole foncier signé le 06 01 2023 qui prévoit en outre une clause de complément de prix en cas de revente dans les 20 ans (50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées au sud du ban communal de Bischheim, à la jonction avec celui de Schiltigheim

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle est située dans le quartier des écrivains en phase de renouvellement urbain.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

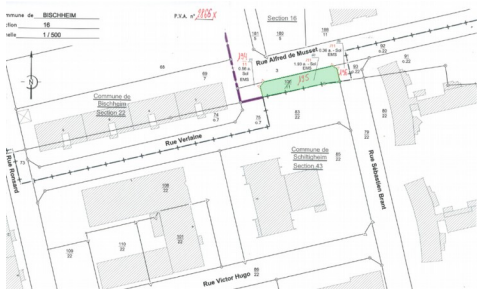
### 4.3. Références cadastrales (arpentage en cours)

La parcelle expertisée figure au cadastre de la commune de **Bischheim** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Issue de (parcelle mère)	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
16	195	16 n° 100	Im Haag	1,93
<b>TOTAL</b>				<b>1,93</b>

### 4-4. Descriptif

La parcelle à évaluer est en nature de parking public. Son déclassement a fait l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 12 2021 et d'une délibération rectificative du Conseil de l'Eurométropole du 28 06 2022.



## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelle cédée libre d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur la parcelle est située en zone **UE1** (zonage restrictif autorisant les aménagements, constructions et installations correspondant à la destination «équipement d'intérêt collectif et services publics» ; les aménagements, constructions et installations liés ou nécessaires aux équipements d'intérêt collectif et services publics ; les aménagements, constructions et installations correspondant à la destination «centre de congrès et d'exposition» ; les aménagements, constructions et installations correspondant à la sous-destination «hébergement» ; les logements de fonction et de gardiennage, s'ils sont destinés au personnel dont la présence permanente sur place est indispensable »).

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier :

- aux accotements, au terre-plein central s'il existe,
- aux trottoirs, aux pistes cyclables,
- aux talus, aux arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

- aux espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie (parkings et/ou espaces verts) seront évaluées selon les méthodes habituellement retenues en pareille hypothèse.

Au cas particulier la parcelle sera évaluée **par comparaison** avec le prix de terrains à bâtir dans le zonage considéré

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains situés en zone UE. Les mutations dans ce zonage restrictif étant peu nombreuses le périmètre de recherche sera étendu aux communes de l'EMS.

TERMES DE COMPARAISON : TAB équipements publics								
Date	Section	N°	Commune	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix à l'are	POS/PLUi
25/05/21	EN	210/36	Strasbourg-Neudorf	Colmar 141	82,27	1 015 000 €	12 337 €	UE1
25/05/21	EN	37-211-212-214-216	Strasbourg-Neudorf	Colmar 141	26,38	185 000 €	7 013 €	UE1
30/11/20	DE	343,193	Strasbourg-Meinau	Plaine des bouchers	5,75	75 000 €	13 043 €	UE1
10/12/18	KT	541	Strasbourg-Neuhof	Saint Ignace	1,79	14 500 €	8 101 €	UE1
<b>Moyenne</b>					21,15	173 895 €	<b>10 124 €</b>	
<b>Médiane</b>					25,77	193 275 €	<b>10 219 €</b>	
Date	Section	N°	Commune	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix à l'are	POS/PLUi
06/12/19	16	679,68	Lingolsheim	Alouettes	7,08	53 100 €	7 500 €	UE1
04/12/19	16	671,672, 685,686,795,797	Lingolsheim	In den setstengeln	25,77	193 275 €	7 500 €	UE1
17/12/13	99	99	Illkirch-Graffenstaden	Quintez	30,59	275 310 €	9 000 €	UE
<b>Moyenne</b>					21,15	173 895 €	<b>8 000 €</b>	

### 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

#### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, sept mutations dont quatre concernent plus particulièrement des terrains situés dans les quartiers sud de Strasbourg. Les prix de vente oscillent entre 7 500 € l'are pour deux terrains situés sur le ban de Lingolsheim et 13 043 € l'are pour un terrain situé dans la zone d'activité de la plaine des Bouchers à la Meinau.

#### Valeur retenue

L'évaluation sera réalisée sur la base d'une valeur à l'are, fixée à **8 000 € l'are**, correspondant au prix de vente moyen des terrains en zone UE sur les communes de l'EMS (hors Strasbourg)

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de la parcelle est arbitrée à **15 450 €**, déterminée comme suit .

Superficie (are)	Valeur Unitaire ( VU)	Abattement	VU retenue	Valeur Vénale (VV)	VV arrondie
1,93	8 000 €	0,00 %	8 000 €	15 440 €	15 450 €
<b>Marge d'appréciation de 10 %</b>					
				VV x 0,90	13 905 €
				Soit valeur à l'are	7 205 €

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY



*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Le 22/06/2023

Pôle pilotage des missions et animation du réseau

Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale

4, place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

#### POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY

Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)

Téléphone : 03.88.10.35.13

Référence :

Réf DS: **10181611**

Réf OSE : **2023-67043-45085**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Désignation du bien :* Voirie, espaces verts

*Adresse du bien :* Rue Verlaine et rue Victor Hugo

*Commune :* Bischheim

*Valeur Vénale :* **36 270 €**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : NPNRU Schiltigheim Hugo s 43n143-148-150 cession EMS à AH - HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	06/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	06/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'emprises destinées à de la résidentialisation dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier de la Cité des Ecrivains à Schiltigheim-Bischheim et du protocole foncier signé le 06 01 2023.

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées à l'est du ban communal de Bischheim dans un quartier bordé à l'ouest par le canal du Rhône au Rhin, à l'est par la rue des marais, au sud par la rue de l'III et au nord par la rue de la Robertsau.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans un environnement à prédominance d'habitat collectif

### 4.3. Références cadastrales (arpentage en cours)

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

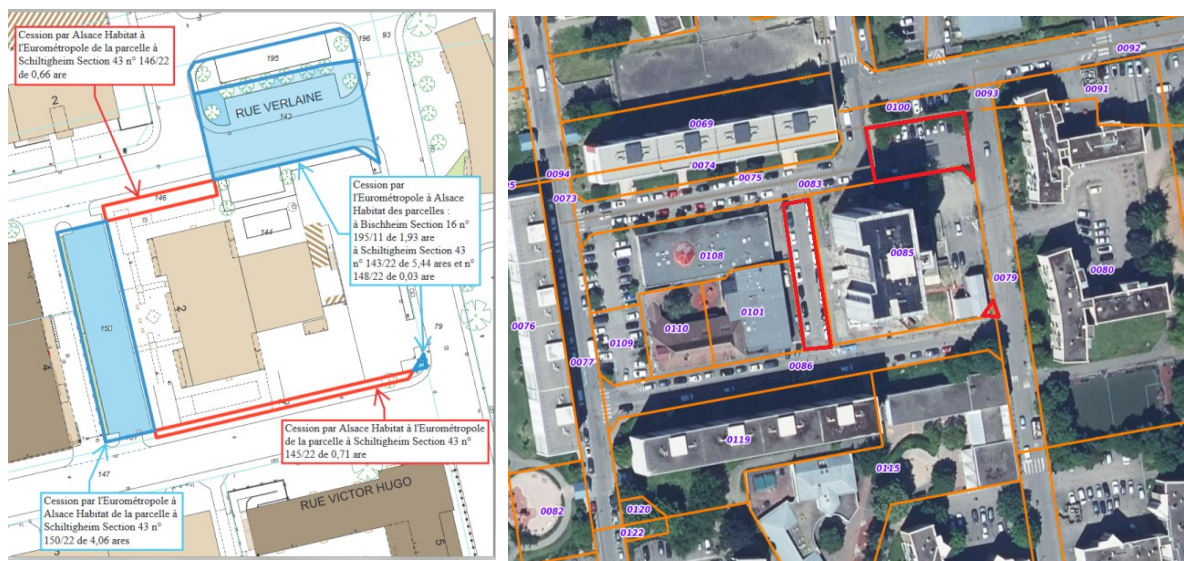


Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Bischheim** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Parcelle Mère	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
43	143/22	83/22	Rue Sébastien Brandt	5,44
43	148/22	86/22	Rue Sébastien Brandt	0,03
43	150/22	108/22	Rue Sébastien Brandt	4,06
<b>TOTAL</b>				<b>9,53</b>

#### 4-4. Descriptif

Les parcelles à évaluer (identifiées sur fond bleu) sont en nature de voirie, d'abords de voirie (trottoirs) places de stationnement aménagées en bordure de voirie ou sur des îlots entourés par de la voirie



## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

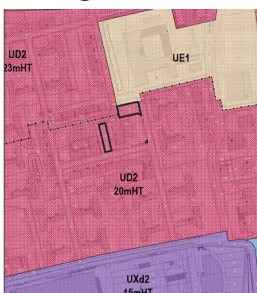
Seule la parcelle section 43 n° 150 est grevée d'un bail emphytéotique au profit de Foyer Moderne de Schiltigheim (ce bail s'est reporté sur cette parcelle suite à la division de la parcelle section 43 n° 108 dont elle est issue).

Préalablement à la cession à Alsace Habitat, ce bail sera modifié afin d'exclure de son assiette la parcelle section 43 n° 150.

Le déclassement des parcelles cadastrées section 43 n° 143 et 150 a fait l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 12 2021. Quant au déclassement de la parcelle Section 43 n° 148 il est programmé pour la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 06 2023.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles



Au PLU intercommunal en vigueur les parcelles sont situées en zone **UD2** (20 mètres HT)



## 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie (stationnement et/ou espaces verts...) seront évaluées par comparaison avec le prix de terrains à bâtir dans le secteur considéré, auquel on appliquera un abattement de 50 % pour tenir compte de l'état d'encombrement de l'unité foncière dont elles dépendent.

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir de grande contenance (raisonnement au niveau de l'unité foncière) situés en zone UD intervenues sur la commune de Bischheim

TERMES DE COMPARAISON : TAB zone UD grande contenance																
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs	
15/11/18	35	156,157	Robertsau	1 915 000 €	49,29	38 852 €	UD2	26 HT	4929	389 €	1,00	TAB VP			Lotissement les bateliers : 44 ms x 52 m SDP acte : 4929 m <sup>2</sup> TVA 20 %	
08/11/17	35	151,152	Robertsau	1 650 000 €	40,85	40 392 €	UD2	25 HT				TAB VP			Lotissement les bateliers	
20/12/16	35	154,155/42	Robertsau 35	1 994 800 €	43,81	45 533 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui	Lotissement "les bateliers"	
18/11/16	35	151,152/42	Robertsau 35	1 800 000 €	38,85	46 332 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui		
07/04/17	23	181	Poincaré 2	2 700 000 €	110,28	24 483 €	UD2	25 HT	6670	405 €	0,60		ZONAGE	Oui	126 m x 85 m large SH Magic : 6 063 m <sup>2</sup> x 1,10 = 6670 m <sup>2</sup> SDP	
<b>Moyenne</b>				<b>2 011 960 €</b>	<b>56,62</b>	<b>39 118 €</b>										
<b>Médiane</b>				<b>1 915 000 €</b>	<b>43,81</b>	<b>40 392 €</b>										
POUR INFO : TAB en zone UD de petite contenance																
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs	
07/02/22	20	175	Brumath 47	180 000 €	3	60 000 €	UD2	25 HT								
24/09/20	20	173	Souffelweyersheim 3	241 900 €	4,99	48 477 €	UD2	25 HT				TAB VP			Avec Parc 10 N° 303 de 1,85 a sur HOENHEIM en UD2 (15 m HT) Section 20 n° 173 = 3, 14 a	
23/11/18	6	78,199	Général Leclerc 26 - 28	900 000 €	10,66	84 428 €	UD1	23 HT				TAB VP		OUI		
22/11/18	6	75,76,200,102	Général Leclerc 30-32	606 075 €	6,14	98 709 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui		
06/11/18	9	177	Bischwiller 43	264 000 €	3,41	77 419 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui		
13/02/18	20	59	Souffelweyersheim 1	160 000 €	4,98	32 129 €	UD2	27 HT				TAB VP		Oui	Avec parcelle section 10 n° 227 de 2,57 ares sur Hoenheim 20,59 divisée en 20 N° 162 à 166	
28/04/16	9	176	Bischwiller 43a	350 000 €	4,84	72 314 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	"SCCV le CAPITOLE envisage sa démolition "	
<b>Moyenne</b>				<b>385 996 €</b>	<b>5,43</b>	<b>67 639 €</b>										
<b>Médiane</b>				<b>264 000 €</b>	<b>4,98</b>	<b>72 314 €</b>										

### 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

#### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, cinq mutations répondant aux critères de recherche ont été répertoriées. Ramenés à l'are, les prix de vente oscillent dans une fourchette comprise entre **24 483 € l'are** (très grand terrain de 110,28 ares) et **46 332 € l'are**. Le prix moyen et médian sont très proches aux alentours de **40 000 € l'are**.

Les terrains à bâtir de petite contenance se négocient quant à eux à des prix plus élevés puisque sur ce segment de marché le prix moyen et le prix médian s'élevèrent respectivement à 67 639 € et 72 314 € l'are

### Valeurs retenues

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, ...) seront évaluées à l'**euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)
- Les autres emprises (**espaces verts, ...**) seront quant à elles évaluées sur la base d'une valeur unitaire de 20 000 € l'are, déterminée comme suit : 40 000 € (valeur moyenne/médiane des TAB de grande contenance en zone UD2) x 50 % (encombrement ou configuration défavorable de l'unité foncière sur laquelle les parcelles sont prélevées).

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

**La valeur vénale des parcelles sera fixée à 36 270 € déterminée comme suit :**

PLU I	Section	n° de parcelle	Surface (are)	Voirie, trottoir et piste cyclable,	Espaces verts, emplacement de stationnement en UD2	Valeur vénale
				Voirie et abords (trottoir, piste cyclable, ..)	1 €	
				Espaces Verts en UD2	20 000 €	
				Ventilation surface parcelle suivant la nature du terrain ( are)		
UD2	43	143/22	5,44	3,63	1,81	36 268 €
UD2	43	148/22	0,03	0,03		1 €
UD2	43	150/22	4,06	4,06		1 €
			<b>9,53</b>	<b>7,72</b>	<b>1,81</b>	<b>36 270 €</b>
				<b>9,53</b>		

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

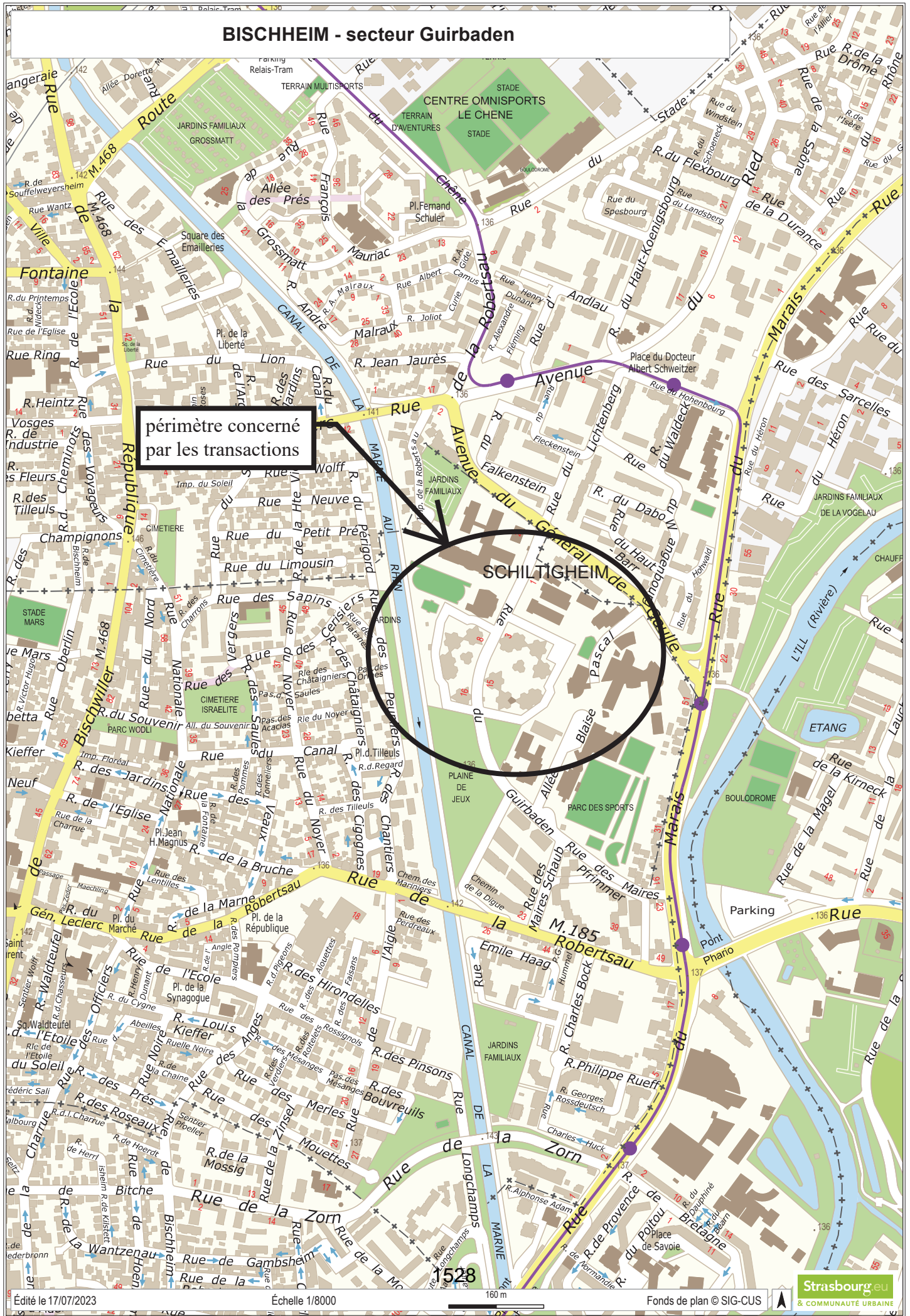
Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY



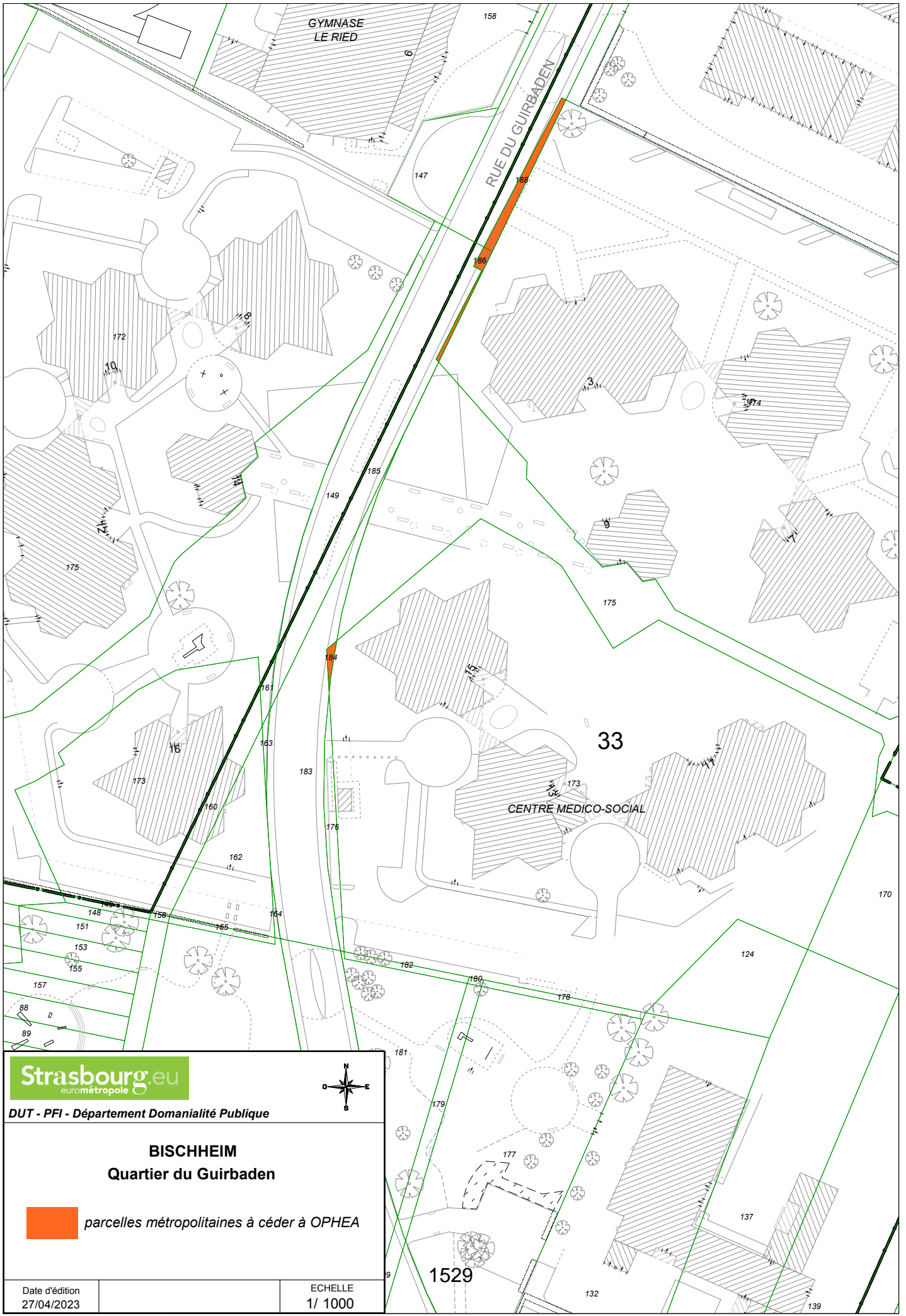
# BISCHHEIM - secteur Guirbaden

périmètre concerné  
par les transactions

SCHILTIGHEIM








**Strasbourg.eu**  
eurométropole

**DUT - PFI - Département Domanialité Publique**

**BISCHHEIM**  
**Quartier du Guirbaden**

 *parcelles métropolitaines à céder à OPHEA*

Date d'édition 27/04/2023	ECHELLE 1/ 1000
------------------------------	--------------------



1529

33

CENTRE MEDICO-SOCIAL

GYMNASE  
LE RIED

RUE DU GUIRBADEN

148  
151  
153  
155  
157

16  
173  
160

172  
175

183  
176

175

181  
179

180  
178

177

170

124

137

170

173

175

174

147

158

124

132  
139

173

175

175

174

147

158

147

149

161

162

162

186

185

184

186

186

188

188

188

188

188



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin**

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 23/06/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **12847846**  
Réf OSE : **2023-67043-47274**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Abords de voirie
<i>Adresse du bien :</i>	Rue du Guirbaden
<i>Commune :</i>	Bischheim
<i>Valeur Vénale :</i>	La nature exacte des parcelles cédées ne pouvant être déterminée avec suffisamment de précision, une valeur unitaire est donnée in fine en fonction des différentes hypothèses pouvant se présenter.  Le consultant s'y référera pour déterminer la valeur vénale des parcelles cédées après avoir résolu la question de leur qualification.

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : ESPEX Bischheim Guirbaden cession EMS à OPHEA- HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	14/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	14/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession de parcelles suite aux travaux réalisés dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs) pour le secteur Guirbaden à Bischheim. Le protocole foncier signé le 06 01 2023 valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix en cas de revente dans les 20 ans (50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées à l'est du ban communal de Bischheim dans un quartier bordé à l'ouest par le canal du Rhône au Rhin, à l'est par la rue des marais, au sud par la rue de l'III et au nord par la rue de la Robertsau.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans un environnement à prédominance d'habitat collectif, disposé sous en forme de mailles.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

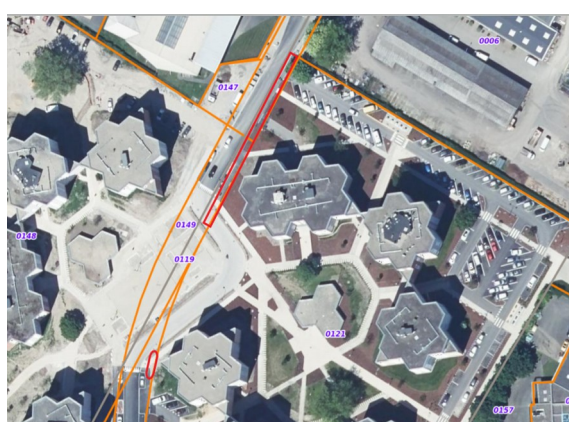
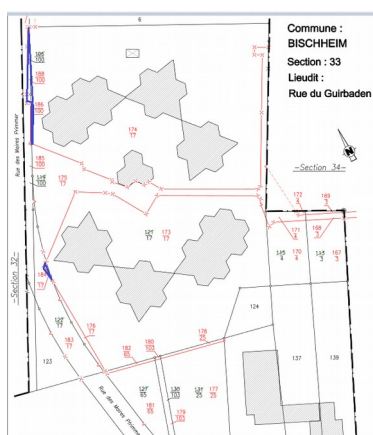
### 4.3. Références cadastrales

Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Bischheim** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	Zonage PLU i
33	184/17	Rue du Guirbaden	0,10	UD2
33	186/100	Rue du Guirbaden	0,20	UD2
33	188/100	Rue du Guirbaden	0,52	UD2
<b>TOTAL</b>			<b>0,82</b>	

### 4-4. Descriptif

Les parcelles à évaluer sont matérialisées approximativement sur les plans et vue reproduits ci-dessous



## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelles cédées libres d'occupation.

## 6 - URBANISME

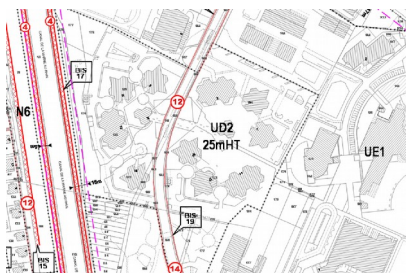
### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UD2** (25 mètres HT) .

Les parcelles sont grevées d'un emplacement réservé BIS 19 pour l'élargissement de la rue du Guirbaden et de la rue des Maires Pfrimmer, y compris une place de retournement au droit du Parc des Sports.



Cet emplacement réservé aura vocation à être modifié lors d'une prochaine modification du PLU afin de ne plus grever les trois parcelles cédées à OPHEA



## 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et devant être entretenues par leur propriétaire les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

**Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie** (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées selon les méthodes habituellement retenues en pareille hypothèse. Les surfaces en nature d'espaces verts seront quant à elles évaluées par comparaison avec le prix de terrains à bâtir dans le secteur considéré, auquel on appliquera un abattement de 50 % pour tenir compte de l'état d'encombrement de l'unité foncière dont elles dépendent.

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir de grande contenance (raisonnement au niveau de l'unité foncière) situés en zone UD intervenues sur la commune de Bischheim

TERMES DE COMPARAISON : TAB zone UD grande contenance															
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs
15/11/18	35	156,157	Robertsau	1 915 000 €	49,29	38 852 €	UD2	26 HT	4929	389 €	1,00	TAB VP			Lotissement les bateliers : 44 ms x 52 m SDP acte : 4929 m <sup>2</sup> TVA 20 %
08/11/17	35	151,152	Robertsau	1 650 000 €	40,85	40 392 €	UD2	25 HT				TAB VP			Lotissement les bateliers
20/12/16	35	154,155/42	Robertsau 35	1 994 800 €	43,81	45 533 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui	Lotissement "les bateliers"
18/11/16	35	151,152/42	Robertsau 35	1 800 000 €	38,85	46 332 €	UD2	25 HT				TAB VP		Oui	
07/04/17	23	181	Poincaré 2	2 700 000 €	110,28	24 483 €	UD2	25 HT	6670	405 €	0,60		ZONAGE	Oui	126 m x 85 m large SH Magic : 6 063 m <sup>2</sup> x 1,10 = 6670 m <sup>2</sup> SDP
<b>Moyenne</b>				<b>2 011 960 €</b>	<b>56,62</b>	<b>39 118 €</b>									
<b>Médiane</b>				<b>1 915 000 €</b>	<b>43,81</b>	<b>40 392 €</b>									
POUR INFO : TAB en zone UD de petite contenance															
Date	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix/ are	PLU i	Htr	SDP	CF	COS	TAB VP	Autre	IAD	Obs
07/02/22	20	175	Brumath 47	180 000 €	3	60 000 €	UD2	25 HT							
24/09/20	20	173	Souffelweyersheim 3	241 900 €	4,99	48 477 €	UD2	25 HT				TAB VP			Avec Parc 10 N° 303 de 1,85 a sur HOENHEIM en UD2 (15 m HT) Section 20 n° 173 = 3, 14 a
23/11/18	6	78,199	Général Leclerc 26 - 28	900 000 €	10,66	84 428 €	UD1	23 HT				TAB VP		OUI	
22/11/18	6	75,76,200,102	Général Leclerc 30-32	606 075 €	6,14	98 709 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	
06/11/18	9	177	Bischwiller 43	264 000 €	3,41	77 419 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	
13/02/18	20	59	Souffelweyersheim 1	160 000 €	4,98	32 129 €	UD2	27 HT				TAB VP		Oui	Avec parcelle section 10 n° 227 de 2,57 ares sur Hoenheim 20,59 divisée en 20 N° 162 à 166
28/04/16	9	176	Bischwiller 43a	350 000 €	4,84	72 314 €	UD1	23 HT				TAB VP		Oui	"SCCV le CAPITOLÉ envisage sa démolition "
<b>Moyenne</b>				<b>385 996 €</b>	<b>5,43</b>	<b>67 639 €</b>									
<b>Médiane</b>				<b>264 000 €</b>	<b>4,98</b>	<b>72 314 €</b>									
								<b>1533</b>							

## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, cinq mutations répondant aux critères de recherche ont été répertoriées. Ramenés à l'are, les prix de vente oscillent dans une fourchette comprise entre **24 483 € l'are** (très grand terrain de 110,28 ares) **et 46 332 € l'are**. Le prix moyen et médian sont très proches aux alentours de **40 000 € l'are**.

Les terrains à bâtir de petite contenance se négocient quant à eux à des prix plus élevés puisque sur ce segment de marché le prix moyen et le prix médian s'élèvent respectivement à 67 639 € et 72 314 € l'are

### Valeurs retenues

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, stationnement public au contact de la rue...) seront évaluées à l'**euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)
- Les emprises en nature **d'espaces verts** seront quant à elles évaluées comme suit : 40 000 € (valeur moyenne/médiane des TAB de grande contenance) x 50 % (encombrement de l'unité foncière sur laquelle les parcelles sont prélevées) = **20 000 € l'are**

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

**La valeur vénale des parcelles cédées sera calculée sur la base des valeurs unitaires référencées supra et des mesurages réalisés par le consultant pour répartir la surface des parcelles en fonction de la nature du terrain qui les compose.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## **12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL**

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

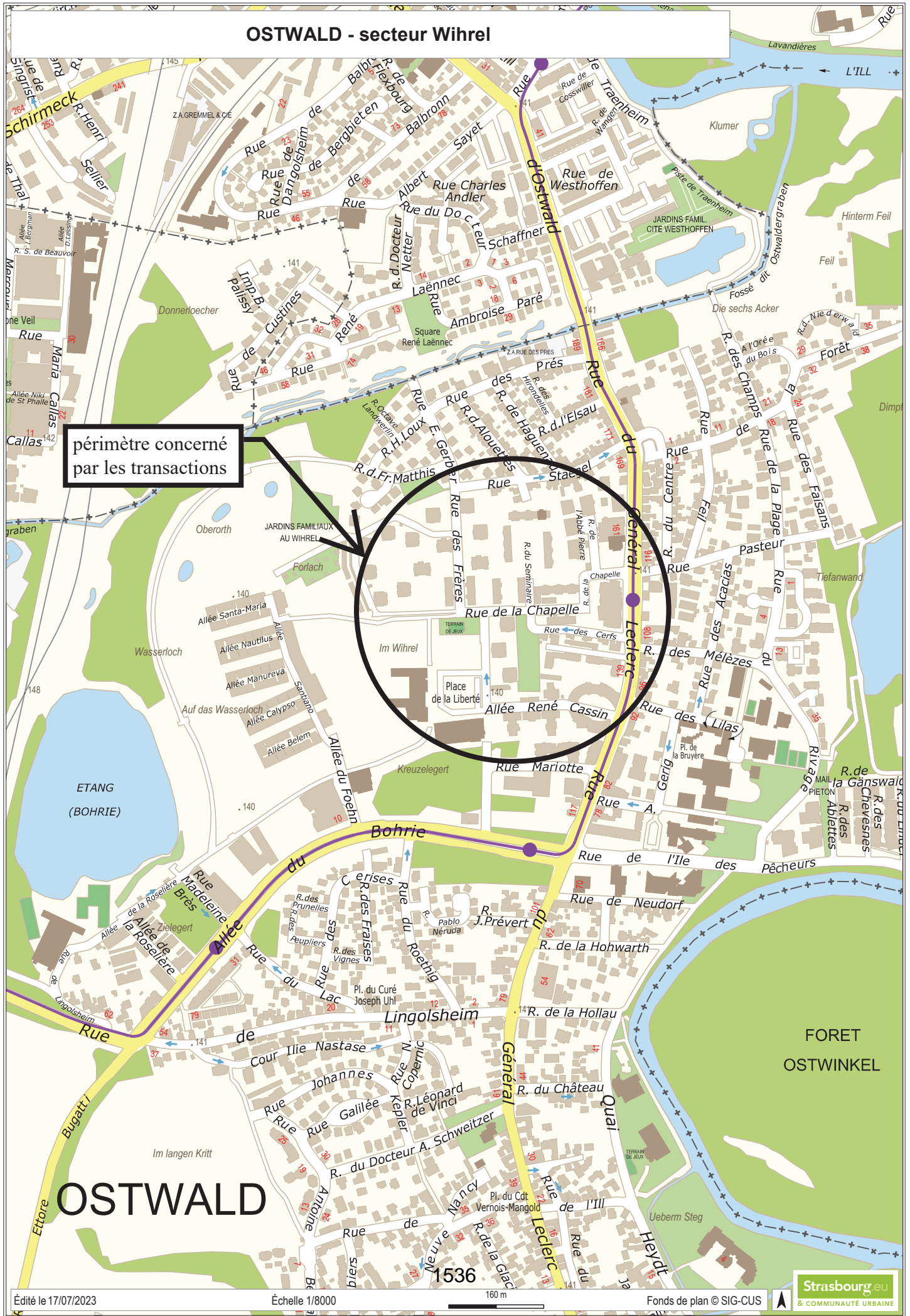
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY

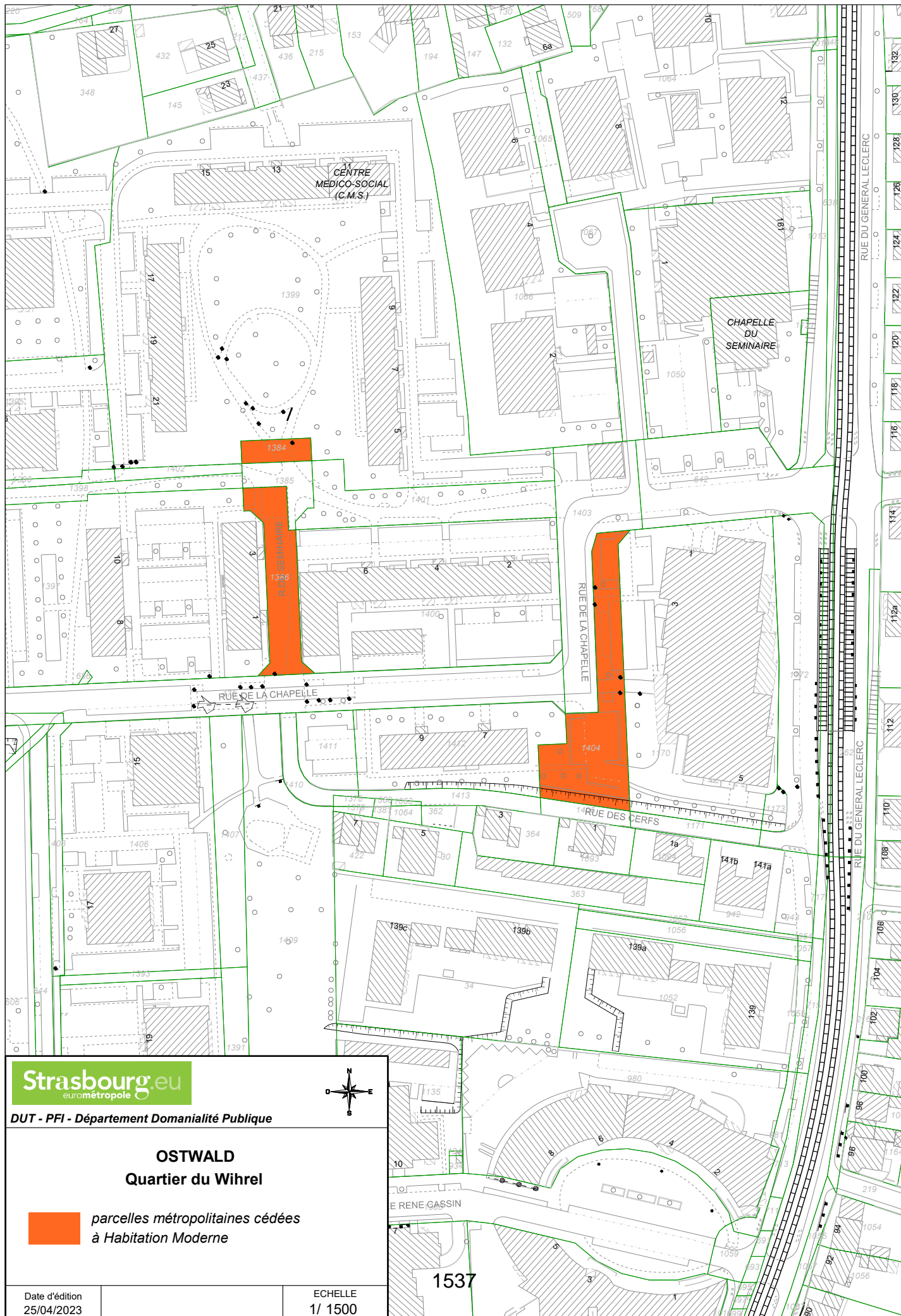


# OSTWALD - secteur Wihrel

périmètre concerné par les transactions








**Strasbourg.eu**  
eurométropole

DUT - PFI - Département Domainalité Publique

**OSTWALD**  
**Quartier du Wihrel**

 *parcelles métropolitaines cédées  
à Habitation Moderne*

Date d'édition  
25/04/2023

ECHELLE  
1/ 1500

1537



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du  
département du Bas-Rhin**

**Pôle pilotage des missions et animation du réseau**  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République Cedex 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 06/07/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la  
région Grand Est du département du Bas-Rhin

#### POUR NOUS JOINDRE

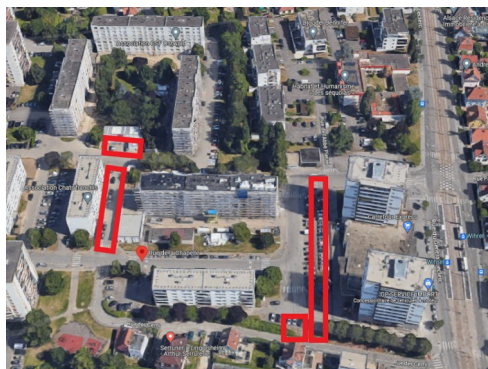
Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **12920431**  
Réf OSE : **2023-67365-47273**

à

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Parcelles en nature d'espaces verts, parkings, voirie
<i>Adresse du bien :</i>	Rue de la Chapelle et rue du Séminaire
<i>Commune :</i>	Ostwald
<i>Valeur Vénale :</i>	La nature exacte des parcelles cédées ne pouvant être déterminée avec suffisamment de précision, une valeur unitaire est donnée in fine en fonction des différentes hypothèses pouvant se présenter.  Le consultant s'y référera pour déterminer la valeur vénale des parcelles cédées après avoir résolu la question de leur qualification.

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** [helene.schevin@strasbourg.eu](mailto:helene.schevin@strasbourg.eu)

Vos références : ESPEX Ostwald Wihrel cession EMS à HM- HSchevin

## 2 - DATES

de consultation :	14/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	14/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession à Habitation Moderne de parcelles en nature d'espaces verts dans le cadre de la démarche ESPEX (espaces extérieurs) sur le secteur Wihrel à Ostwald. Le protocole foncier signé le 06 01 2023 valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, au prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix en cas de revente dans les 20 ans (50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial).

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles sont situées à l'ouest du ban communal d'Ostwald, dans le quartier du Wihrel.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans un environnement à dominante d'habitat collectif.

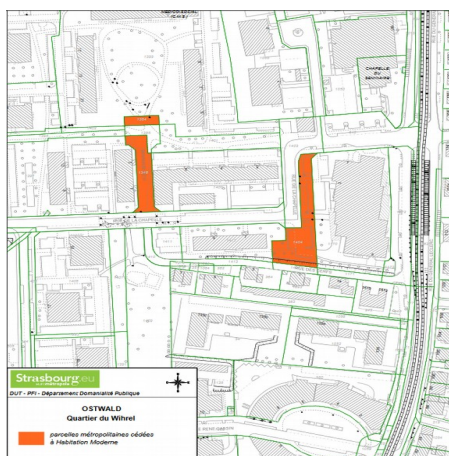
### 4.3. Références cadastrales

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Ostwald** sous les références suivantes :

Section	N° de Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	Zonage PLU i
18	1384/21	Im Wihrel	1,57	<b>UD1</b>
18	1386/21	Im Wihrel	6,31	<b>UD1</b>
18	1404/5	Im Wihrel	11,94	<b>UD1</b>
<b>TOTAL</b>			<b>19,82</b>	

#### 4-4. Descriptif



Ces parcelles en nature de voiries, espaces verts et places de stationnement, correspondent à des zones de résidentialisation situées aux abords d'immeubles collectifs, propriété d'Habitation Moderne.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation.

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UD1** (20 mètres HT) à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Cette zone identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.



## 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation sera réalisée en fonction de la nature des emprises cédées sur la base du distinguo suivant :

■ **Les cessions de voiries** destinées à demeurer ou à être incorporées dans le domaine public sont analysées comme des transferts de charges. N'ayant pas de valeur marchande et *devant être entretenues par leur propriétaire* les biens qui rentrent dans cette catégorie sont évalués à l'euro symbolique à la double conditions toutefois que l'usage de voirie et que l'affectation publique (maintien de la voirie dans le domaine public) soit conservés.

La voirie s'entend principalement de la chaussée mais aussi, suite à des décisions jurisprudentielles s'étant prononcées sur leur appartenance au domaine public routier,

-des accotements, du terre-plein central s'il existe,

-des trottoirs, des pistes cyclables,

-des talus, des arbres s'ils sont plantés sur le domaine public,

-des espaces non goudronnés permettant l'accès aux propriétés riveraines à condition de s'étendre de la voie jusqu'aux murs des bâtiments existants, de permettre leur desserte et de garantir la liberté de passage.

■ **Les espaces verts** ne sont pas compris pas dans le domaine public routier même s'ils sont ouverts à un usage collectif, pas plus que les sentes techniques qui ne sont pas comprises dans le Domaine public.

**Les emprises n'étant pas ou ne pouvant pas être assimilées à de la voirie** (parkings à usage privatif et/ou espaces verts) seront évaluées selon les méthodes habituellement retenues en pareille hypothèse. Les surfaces en nature d'espaces verts seront quant à elles évaluées par comparaison avec le prix de terrains à bâtir dans le secteur considéré, éventuellement corrigé (cf abattement pour tenir compte de l'état d'encombrement de l'unité foncière dont elles dépendent, cf abattement pour configuration défavorable).

## 8- DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir situés en zone **UD** (zone urbaine à vocation mixte qui se caractérise par les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets) et/ou **UCB** (zone urbaine à vocation principalement résidentielle sous forme d'immeubles collectifs) intervenues sur la commune d'Ostwald.

Au cas où la recherche s'avérerait infructueuse ou trop lacunaire, le périmètre de recherche sera étendu à la commune limitrophe de Lingolsheim ainsi qu'aux communes de l'EMS situées dans la première couronne (Bischheim..)

TERMES DE COMPARAISON : TAB en zone UD												
DATE	COMMUNE	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	TERRAIN (are)	PRIX HT	PRIX /ARE	PLU i	HTR	VDR	ACQR	OBSERVATIONS
07/02/22	Bischheim	20	175	Brumath 47	3	180 000 €	60 000 €	UD2	25 HT			
30/03/21	Lingolsheim	16	953/966	Gros Tiergaertel	28,42	1 537 200 €	54 089 €	UD2	23 HT	Ophéa	EMS	
24/09/20	Bischheim	20	173	Souffelweyersheim 3	4,99	241 900 €	48 477 €	UD2	25 HT			Avec Parc 10 N° 303 de 1,85 a sur HOENHEIM en UD2 (15 m HT) Section 20 n° 173 = 3, 14 a
23/11/18	Bischheim	6	78,199	Général Leclerc 26 – 28	10,66	900 000 €	84 428 €	UD1	23 HT			
22/11/18	Bischheim	6	75,76,200,102	Général Leclerc 30-32	6,14	606 075 €	98 709 €	UD1	23 HT			
06/11/18	Bischheim	9	177	Bischwiller 43	3,41	264 000 €	77 419 €	UD1	23 HT			
13/02/18	Bischheim	20	59	Souffelweyersheim 1	4,98	160 000 €	32 129 €	UD2	27 HT			Avec parcelle section 10 n° 227 de 2,57 ares sur Hoenheim 20,59 divisée en 20 N° 162 à 166
28/04/16	Bischheim	9	176	Bischwiller 43a	4,84	350 000 €	72 314 €	UD1	23 HT			"SCCV le CAPITOLE envisage sa démolition "
<b>Quartile 1</b>					4,48	226 425 €	52 686 €					
<b>Moyenne</b>					8,31	529 897 €	65 946 €					
<b>Médiane</b>					4,99	307 000 €	66 157 €					

TERMES DE COMPARAISON : TAB en zone UCB												
DATE	COMMUNE	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	TERRAIN (are)	PRIX HT	PRIX /ARE	PLU i	HTR	VDR	ACQR	OBSERVATIONS
21/12/17	Lingolsheim	13	97	Tournante 22	21	770 000 €	36 667 €	UCB2	12 ET	SCI	SCI	SMS12
12/05/17	Lingolsheim	4	184	Graffenstaden	4,15	101 000 €	24 337 €	UCB2	10 m	Part	Part	
29/03/16	Lingolsheim	22	385,387,415,412,417,558,559	Faisans, chevreuils	24,23	800 000 €	33 017 €	UCB2	10 m	Part	SCI	
15/12/17	Ostwald	18	1015,1011,1013,919,818	125 A rue du général Leclerc	8,9	600 000 €	67 416 €	UCB2	10 ET	Part	SCI	- IAD pour construction de collectifs "
15/12/17	Ostwald	18	881,883,907,908 (1371)	127, rue du général Leclerc	18,04	690 503 €	38 276 €	UCB2	10 ET	SCI	SCI	IAD engagement construire
15/12/17	Ostwald	18	974,976,978 (1371)	127, rue du général Leclerc	26,62	909 497 €	34 166 €	UCB2	10 ET	SCI	SCI	IAD engagement construire devenu 18/1371 de 53,58 ares
<b>Quartile 1</b>					11,19	622 626 €	33 304 €					
<b>Moyenne</b>					17,16	645 167 €	38 980 €					
<b>Médiane</b>					19,52	730 252 €	35 416 €					

## 8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, sept mutations ont été répertoriées en zone UD concernant des terrains situés majoritairement sur la commune de Bischheim. Ramenés à l'are, les prix de vente oscillent dans une fourchette très large comprise entre **32 129 € l'are et 98 709 € l'are**. Le prix moyen et médian sont néanmoins très proches aux alentours de **66 000 € l'are**, traduisant au contraire une certaine homogénéité des prix sur ce segment de marché.

Six mutations ont par ailleurs été identifiées en zone UCB concernant cette fois des terrains situés sur la commune d'Ostwald (3) et celle de Lingolsheim(3). Dans cette zone identifiée comme ayant vocation à recevoir des immeubles collectifs les prix sont nettement plus bas. Après arrondi, la moyenne et la médiane des prix s'élèvent en effet respectivement à **39 000 € et 35 500 € l'are**. Dans ce zonage la densité des constructions est moins importante du fait d'une hauteur maximale autorisée limitée à 10/12 mètres à l'ET alors que celle-ci peut atteindre 23, 25 mètres HT en zone UD. La surface de plancher produite étant plus faible en zone UCB, les charges foncières s'en ressentent ainsi que par voie de conséquence les prix à l'are.

### Facteurs de la valeur

Les emprises en nature d'espaces verts et de parkings dépendent d'une unité foncière « EMS » à la configuration tourmentée (espaces entre les blocs d'immeubles) et d'un potentiel constructible très limité (droits à construire résiduels quasi inexistant).

### Valeurs retenues

- Les emprises en nature de **voirie au sens large** (chaussée, trottoirs, piste cyclables, stationnement public au contact de la rue...) seront évaluées à l'**euro symbolique** (cf transfert de la charge d'entretien)
- Les emprises en nature **d'espaces verts et parkings** seront quant à elles évaluées à **25 000 € l'are** soit 50 000 € (fourchette basse des terrains à bâtir en zone UD2) x 50 % (configuration de l'unité foncière sur laquelle elles sont prélevées).

## 9 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

**La valeur vénale des parcelles cédées sera calculée sur la base des valeurs unitaires référencées supra et des mesurages réalisés par le consultant pour répartir la surface des parcelles en fonction de la nature du terrain qui les compose.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
L'inspecteur des finances publiques  
Patrick GOGUELY



*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*

Fonciers à acquérir au titre d'opérations programmées dans le cadre de la convention NPNRU - mise à jour par la délibération du Conseil Eurométropole du 10 11 2023

QPV	Code OPCu	Opération NPNRU correspondante	Référence cadastrale des parcelles d'origine	Surface estimée en m² à acquérir	Propriétaire	Acquéreur	Etat initial	Destination	Catégorie transaction protocole (1 à 6)	SDP projetée	Charge foncière / m² (prévisionnel FAT)	Valeur transaction	Observations - enjeux spécifiques (pollution, etc.)	Surface réelle - Après arpentage	Échéance prévisionnelle - Délibération	Date de délibération	Date de l'acte de cession	Échéance prévisionnelle de libération du foncier
<b>Secteur Hochfelden (1er PRU)</b>																		
Cronenbourg		rue de Hochfelden - rue Kepler - rue Augustin Fresnel	Strasbourg section KY n° 152,155,156,161,401,411,416, 418,425,427,428,430 et Schiltigheim Section 57 n° 722	963	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique		963		Conseil Eurométropole 10 11 2023		
<b>OAE HAUTEFORT</b>																		
	EP10	Trottoir avenue du Neuhof entre arrêt TC Saint Christophe et la rue de Clairvivre	fractions de Section IV n° 480,483,344	1165	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Esp. Public		1		€ symbolique		1283		Conseil Eurométropole 10 11 2023		2025
	EP8 / EP11	rue de Clairevivre + chemin de Lycie (reprise)		719	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Esp. Public		1		€ symbolique						2025
	EP13	rue de Brantôme (reprise partielle - trottoir)		365	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Esp. Public		1		€ symbolique						2027
	EP14	square Eyzies + cheminement Brantôme-avenue du Neuhof		3000	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique						2027
	EP16	rue de Périgeux (reprise partielle) + rue de Hautefort		301	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Esp. Public		1		€ symbolique						2028
	EP18	Square Nontron + reprise rue de Brantome		2468	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Esp. Public		1		€ symbolique						
<b>OAE MARSCHALLHOF</b>																		
	EP27b	Aménagement plaine Mermoz phase 2		837	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique						2023
	EP25	Aménagement plaine Mermoz phase 3		1890	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Esp. Public		1		€ symbolique						2029
<b>OAE CLAINCHARD</b>																		
	EP22	Prolongement de la rue d'Aigurande et jardins familiaux		230	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique						2025
	EP23 / EP24	Création d'une voie centrale + chemin du schulzenfeld		3275	SEDES	EMS	Terrain bâti	Esp. Public		1		€ symbolique						2025
<b>OAE LYAUTEY</b>																		
	EP04	Réaménagement rue de Sarlat		37	HM	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique						2025
	EP05	Prolongement rue des Canonniers		706	HM	EMS	Terrain nu (voirie privée)	Esp. Public		1		€ symbolique						2023
	EP06	Élargissement rue J.Dodu		299	HM	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique						2026
	EP07	Création liaison douce + square Lyautey		1185	HM	EMS	Terrain Bâti et terrain nu (city-stade)	Esp. Public		1		€ symbolique						2023
Neuhof-Meinau		rue des Canonniers	Section IW n° 450	85	HM	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique		85		Conseil Eurométropole 10 11 2023		
<b>OAE LIZE-MACON</b>																		
	EP31	rue de Figeac/ rue de Mâcon		310	HM	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						2024
	EP32	Venelle sud		484	HM	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						2024
	EP33	Venelle Est		615	HM	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						2024
		tronçon de la rue de l'abbé de l'Épée	Section IP n° 130,131,132,133,171,173	1116	HM	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique		1116		Conseil Eurométropole 10 11 2023		
<b>OAE WEEBER</b>																		
	C3	Diversification rue Schulmeister		474	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Acc.Social		2200	200	140800						
	C4	Diversification rue de Provence		3440	OPHEA	EMS	Terrain bâti	Acc. Libre		2800	210	588000						
	EP1	Square et liaison piétonne Imbs-Normandie		1600	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
	EP2b (partie)	Élargissement rue Schulmeister - rive Est		688	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
	EP4	Élargissement rue Schulmeister - articulation Canardière		753	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
	EP5	Rue reliant la rue de Provence à la rue Schulmeister		1870	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
	EP6	Mail piéton reliant la rue Brion à la rue Schulmeister		2580	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
	EP7	Square Weeber adossé au mail piéton et au tronçon Sud de la rue A. Weeber		1200	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
	EP8	Rue Weeber - tronçon Sud		1960	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
	EP9	Rue Brion - élargissement		420	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public				€ symbolique						
		Rue Imbs et tronçon nord de la rue Weeber (1er PRU)	Section EX n° 533, 535, Section EZ n° 304,307, 311,314	3466	OPHEA	EMS	Terrain nu	Esp. Public		1		€ symbolique		3466		Conseil Eurométropole 10 11 2023		



Ecrivains	EP1	Élargissement Rue Ronsard (2,5 m)	Schiltigheim Section 43 n° 129	320	Alsace Habitat	EMS	Habitat social	Élargissement voirie	1	0	1 Symbolique	1 Symbolique	1471	Conseil Eurométropole 28 06 2023		
		Élargissement Rue Ronsard	Bischheim Section 22 n° 108,110	13	Alsace Habitat	EMS	Résidentialisation	Voirie	1		1 Symbolique	1 Symbolique	13	Conseil Eurométropole 10 11 2023		
	EP12	Restructuration Square Chateaubriand		555	Alsace Habitat	VdB	Square Chateaubriand	Square Chateaubriand	1	0	1 Symbolique	1 Symbolique		Régularisation foncière, pas de changement de destination		
	EP11	Élargissement Rue Victor Hugo	Schiltigheim Section 43 n°145,146	145	Alsace Habitat	EMS	Habitat social	Voirie	1	0	1 Symbolique	1 Symbolique	137	Conseil Eurométropole 10 11 2023		
	EP5	Parc – séquence 3		2430	Alsace Habitat	VdSc	Assiette démolition Barre Victor Hugo	Parc	2	0	1 Symbolique	1 Symbolique		État du sol à vérifier		
	EP5	Parvis Équipements publics		1471	Alsace Habitat	VdSc	Assiette démolition 2, 4 rue Ronsard	Parvis EP	2	0	1 Symbolique	1 Symbolique		État du sol à vérifier		
	Eq5	Création du Groupe Scolaire Victor Hugo		5375	Alsace Habitat	Ville de Schiltigheim	Assiette démolition 2, 4 rue Ronsard	Équipement public (GS)	3	3 930	150	555 450				
	EP5	Élargissement Rue Brant (4 m)		345	Alsace Habitat	EMS	Espace résidentiel	Voirie	2	0	1 Symbolique	1 Symbolique				
	EP6	Prolongement Mail planté Lamartine		930	Alsace Habitat	Ville de Schiltigheim	Espace résidentiel Parking	Mail planté	2	0	1 Symbolique	1 Symbolique		Création		
	EP5	Parc – séquence 4		2540	Alsace Habitat	Ville de Schiltigheim	Aire de jeu	Parc	2	0	1 Symbolique	1 Symbolique		Régularisation Pas de changement d'usage Néant		
	EP6	Élargissement Rue Brant (2 m)		185	Alsace Habitat	EMS	Espace résidentiel	Voirie	2	0	1 Symbolique	1 Symbolique				
	EP5	Valorisation Mail planté Lamartine		1840	Alsace Habitat	Ville de Schiltigheim	Mail planté	Mail planté	1	0	1 Symbolique	1 Symbolique		Régularisation d'un espace public sur le domaine privé du bailleur		
	Rs7 EP5	Cheminement Vers franchissement VF (largeur 8 m)		1500	Alsace Habitat	EMS	Espace résidentiel	Cheminement Modes doux	2	0	1 Symbolique	1 Symbolique				

Fonciers à céder au titre d'opérations programmées dans le cadre de la convention NPNRU - mise à jour par la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 11 2023

QPV	Code OPCu	Opération NPNRU correspondante	Référence cadastrale des parcelles d'origine	Surface estimée en m² à céder	Propriétaire	Acquéreur	Etat initial	Destination	Catégorie transaction protocole (1 à 6)	SDP projetée	Charge foncière / m² (prévisionnel FAT)	Valeur transaction	Observations - enjeux spécifiques (pollution, etc.)	Surface réelle - Après arpentage	Échéance prévisionnelle - Délibération	Date de délibération	Date de l'acte de cession	Échéance prévisionnelle de libération du foncier	
Neuhof	<b>OAE HAUTEFORT</b>																		
	C08b	Reconstitution 89 Neuhof (25 LLS)		104	EMS	OPHEA	Esp. Public	LLS		4	437,7	135	59 090 €					2024	
	C12	Reconstitution 3 Hautefort (20 LLS)		698	EMS	OPHEA	Esp. Public	LLS		4	121,53	135	16 407 €					2027	
	EP18	Square Nontron + reprise rue de Brantome		414	EMS	OPHEA	Esp. Public	Résidentialisation		5			€ symbolique						
	<b>OAE CLAINCHARD</b>																		
	Rq6	Requalification / Résidentialisation patrimoine SEDES		1558	EMS	SEDES	Esp. Public	Résid		5			€ symbolique					2025	
	C18a	Reconstitution sur site		720	EMS	SEDES	Esp. Public	LLS		4	360,28	135	48 638 €					2025	
	C18d et C18e	Diversification MC		174	EMS	SEDES	Esp. Public	Acc. Soc.		4	89,66	180	16 139 €					2025	
	C18e	Diversification MC		756	VDS	SEDES	Terrain nu	Acc. Soc.		4	327,273	180	58 909 €						
	<b>OAE LYAUTEY</b>																		
	NC04	rue de Sarlat/ rue de Thénon		451	EMS	HM	Esp. Public	Acc. Soc.+ libre			240	échange foncier	- €					2024	
	NC05	20-22 rue de Sarlat		205	EMS	HM	Esp. Public	LLS			255	échange foncier	- €					2024	
Hautepierre	<b>OAE Eléonore Centre</b>																		
	Rq2	Requalification / Résidentialisation 12/13/14 La Fontaine		2432,7	EMS	OPHEA	Esp. Public	Résid					€ symbolique						
	Rq3	Requalification / Résidentialisation 19/20 La Fontaine et 21/22/23 Erasme		1530,4	EMS	OPHEA	Esp. Public	Résid		1			€ symbolique						
	Rq4	Requalification / Résidentialisation 26/27 et du 31 au 37 Erasme		1349,6	EMS	OPHEA	Esp. Public	Résid		1			€ symbolique						
	<b>OAE Brigitte</b>																		
	Rq6	Requalification / Résidentialisation 33/34/35 Victor Hugo		4122,9	EMS	OPHEA	Esp. Public	Résid		1			€ symbolique						
	Rq7	Requalification / Résidentialisation 37/39/41 Victor Hugo		1651,5	EMS	OPHEA	Esp. Public	Résid		1			€ symbolique						
	<b>Maille Jacqueline</b>																		
		Résidentialisation Allée Simone de Beauvoir, rue de la Marquise de Sévigné, avenue Cervantès (1er PRU)	Sect° LP n° 1485/220 de 0,98 are, Sect° LP n° 1689/337 de 2,59 ares, Sect° LP n° 1762/337 de 1,03 are, Sect° LP n° 1763/337 de 2,76 ares, Section LP n° 1772/220 de 4,58 ares, Sect° LP n° 1775/220 de 0,12 are, Sect° LP n° 1696/224 de 1,23 are, Sect° LP n° 1699/241 de 0,34 are, Sect° LP n° 1701/241 de 0,45 are, Sect° LP n° 1703/171 de 0,04 are	1412	EMS	Alsace Habitat	Esp. Public	Résid		5			€ symbolique		1412			CP CUS du 18 12 2014 CP CE du 15 12 2016  La délibération est passée mais les actes de cession n'ont pas été signés	2014
		Résidentialisation rue de la Marquise de Sévigné (1er PRU)	Section LP n° 1778/224 de 0,86 are	86	EMS	Alsace Habitat	Esp. Public	Résid		5			€ symbolique		86			Conseil Eurométropole 10 11 2023	
<b>Maille Karine</b>																			
	Résidentialisation parking avenues Tolstoï/Molière	Section LP n° 1972/397, 1973/171, 1977/397, 1980/171, 1983/171, 1984/171, 1989/171, 2009/34, 2011/34, 2013/34	3015	EMS	OPHEA	Esp. Public	Résid		5			€ symbolique		3015			Conseil Eurométropole 10 11 2023		
Elsau	<b>OAE WATTEAU GRUNEWALD</b> 6 418,0																		
	C3	Construction neuve rue Michel-ange		1 363,1	EMS	OPHEA	Terrain nu	LLS		4	900	135	121 500,0					6 mois avant l'OS travaux	OS travaux
	Rq4a/Rq3	Résidentialisation Ilot Grunewald		2 499,5	EMS	OPHEA	Esp.Public	Résid.		5			€ symbolique					S2 2022	Avis France Domaine en cours
	Rq4b	Résidentialisation Ilot Grunewald		2 555,3	EMS	OPHEA	Esp.Public	Résid.		5			€ symbolique					S1 2023	T4 2023
	Rs1	Résidentialisation Ilot Rembrandt		12,5	EMS	Alsace Habitat	Esp.Public	Résid.		5			€ symbolique					S1 2023	T4 2023
	<b>OAE SCHONGAEUR</b> 966,3																		
Rq6	Résidentialisation Ilot Dürer		966,3	EMS	OPHEA	Esp.Public	Résid.		5			€ symbolique					S2 2022	T1 2023	
Ecrivains	Rs4	Aggrandissement Assiette Tour 2 Victor Hugo Résidentialisation	Bischheim Section 16 n° 195 Schilligheim Section 43 n° 143	700	EMS	Alsace Habitat	Voirie	Résidentialisation		5	0	1 Symbolique	1 Symbolique	Extension de la résidentialisation	737			Conseil Eurométropole 10 11 2023	
	Rs4	Aggrandissement Assiette Tour 2 Victor Hugo Résidentialisation	Schilligheim Section 43 n° 148, 150	330	EMS	Alsace Habitat	Voirie	Résidentialisation		5	0	1 Symbolique	1 Symbolique	Présence d'anciens réservoirs fioul	409			Conseil Eurométropole 10 11 2023	



SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 2 rue Victor Hugo

NORNHEIM

BISCHHEIM

SCHILTIGHEIM

Cession par l'Eurométropole à Alsace Habitat des parcelles Bischheim Section 16 n° 195/11 et Schiltigheim Section 43 n° 143/22, n° 148/22, n° 150/22

Cession par Alsace Habitat à l'Eurométropole des parcelles Schiltigheim Section 43 n° 145 et n° 146

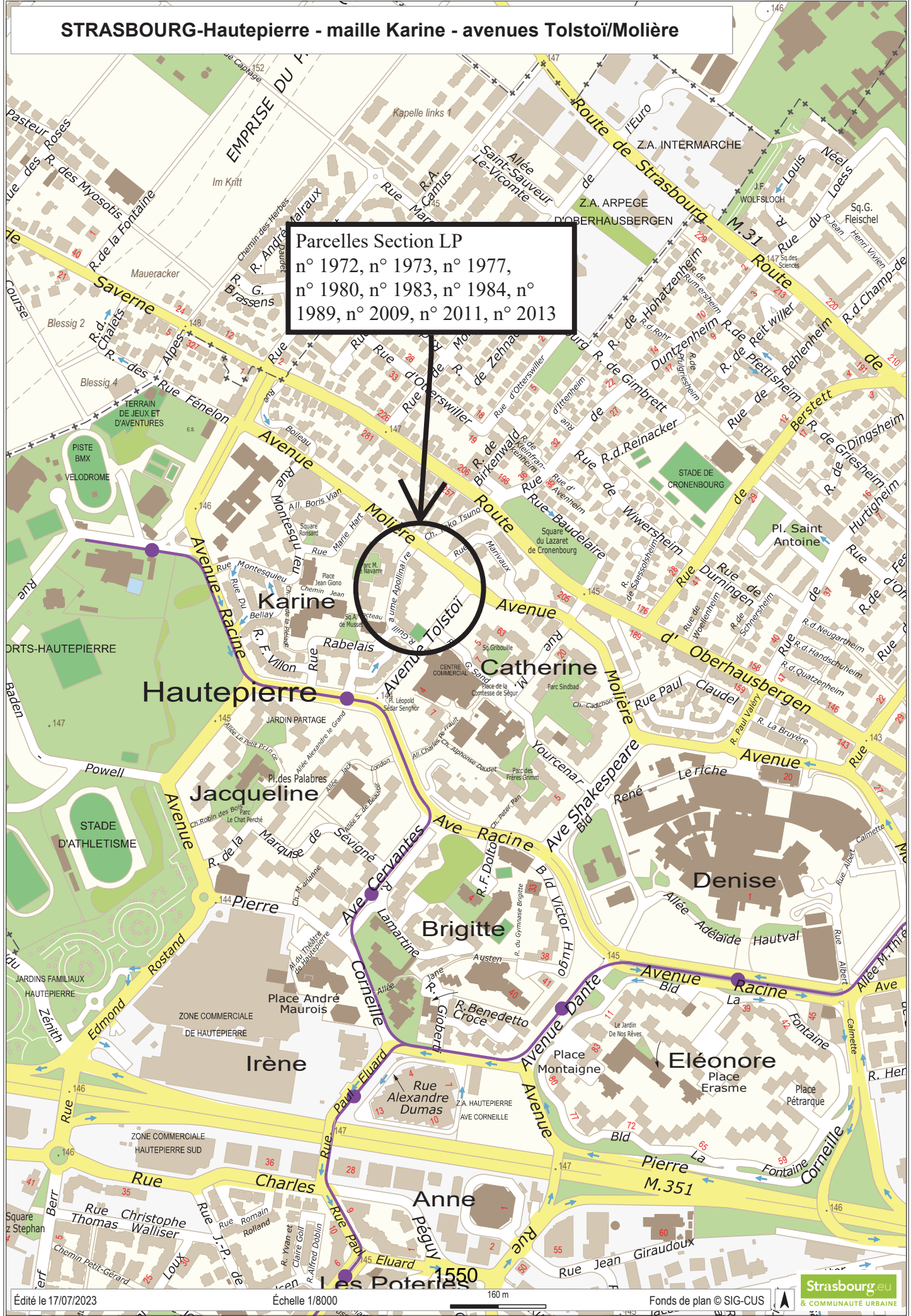






# STRASBOURG-Hautepierre - maille Karine - avenues Tolstoï/Molière

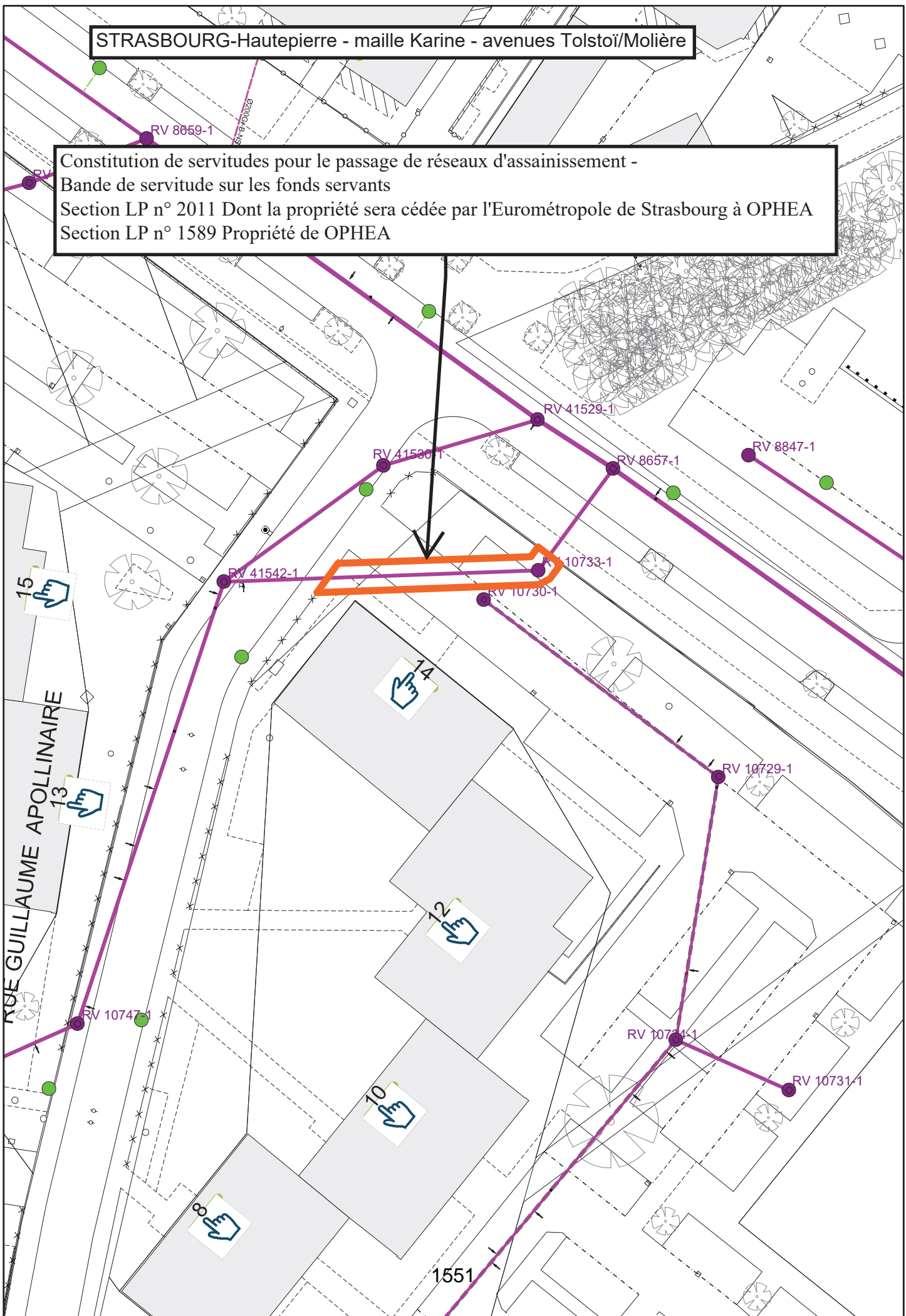
Parcelles Section LP  
n° 1972, n° 1973, n° 1977,  
n° 1980, n° 1983, n° 1984, n°  
1989, n° 2009, n° 2011, n° 2013





STRASBOURG-Hautepierre - maille Karine - avenues Tolstoï/Molière

Constitution de servitudes pour le passage de réseaux d'assainissement -  
Bande de servitude sur les fonds servants  
Section LP n° 2011 Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à OPHEA  
Section LP n° 1589 Propriété de OPHEA

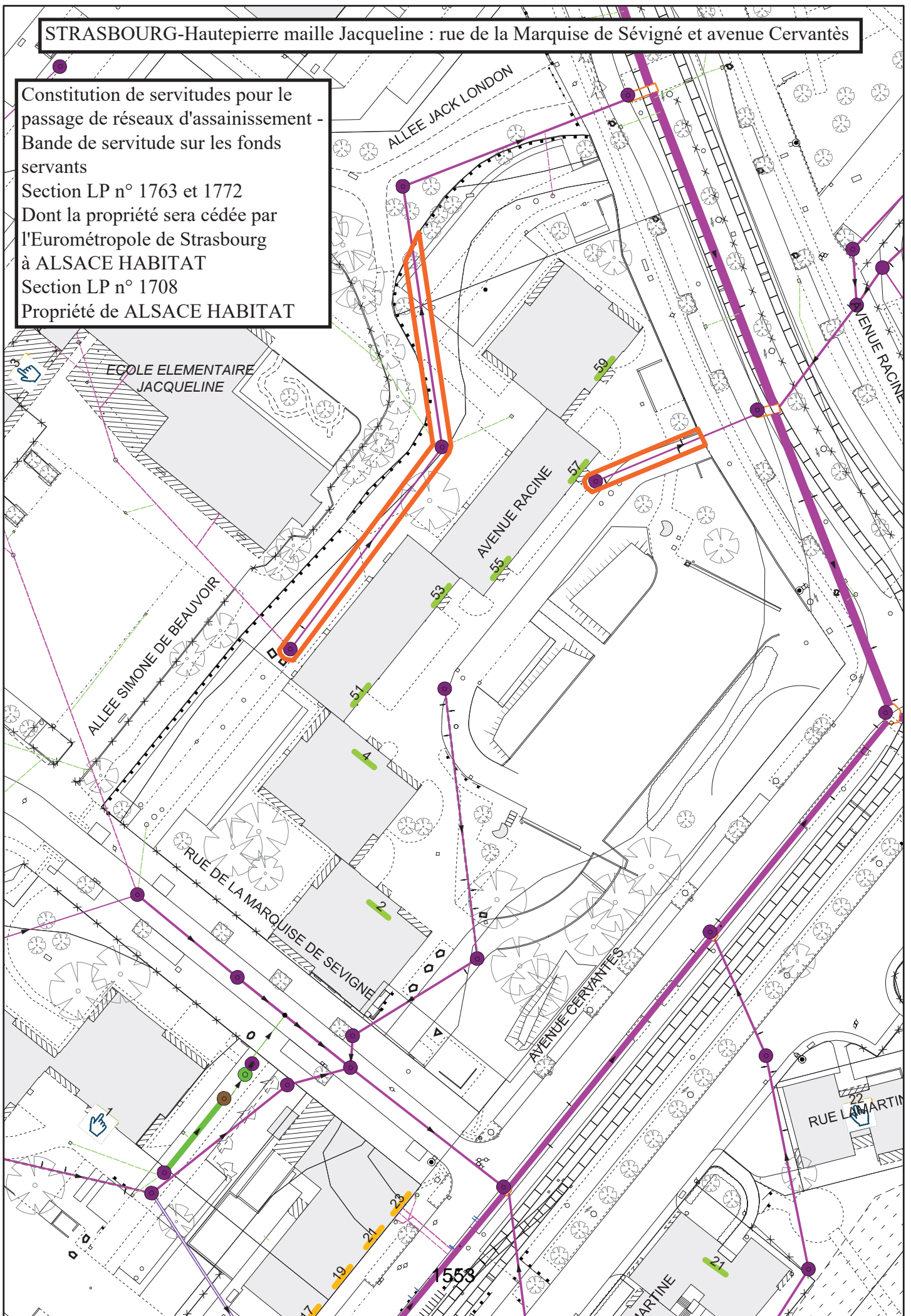






STRASBOURG-HautePierre maille Jacqueline : rue de la Marquise de Sévigné et avenue Cervantès

Constitution de servitudes pour le passage de réseaux d'assainissement -  
Bande de servitude sur les fonds servants  
Section LP n° 1763 et 1772  
Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à ALSACE HABITAT  
Section LP n° 1708  
Propriété de ALSACE HABITAT



SCHILTIGHEIM-BISCHHEIM - Quartier des Ecrivains - 2 rue Victor Hugo

NUEENHEIM

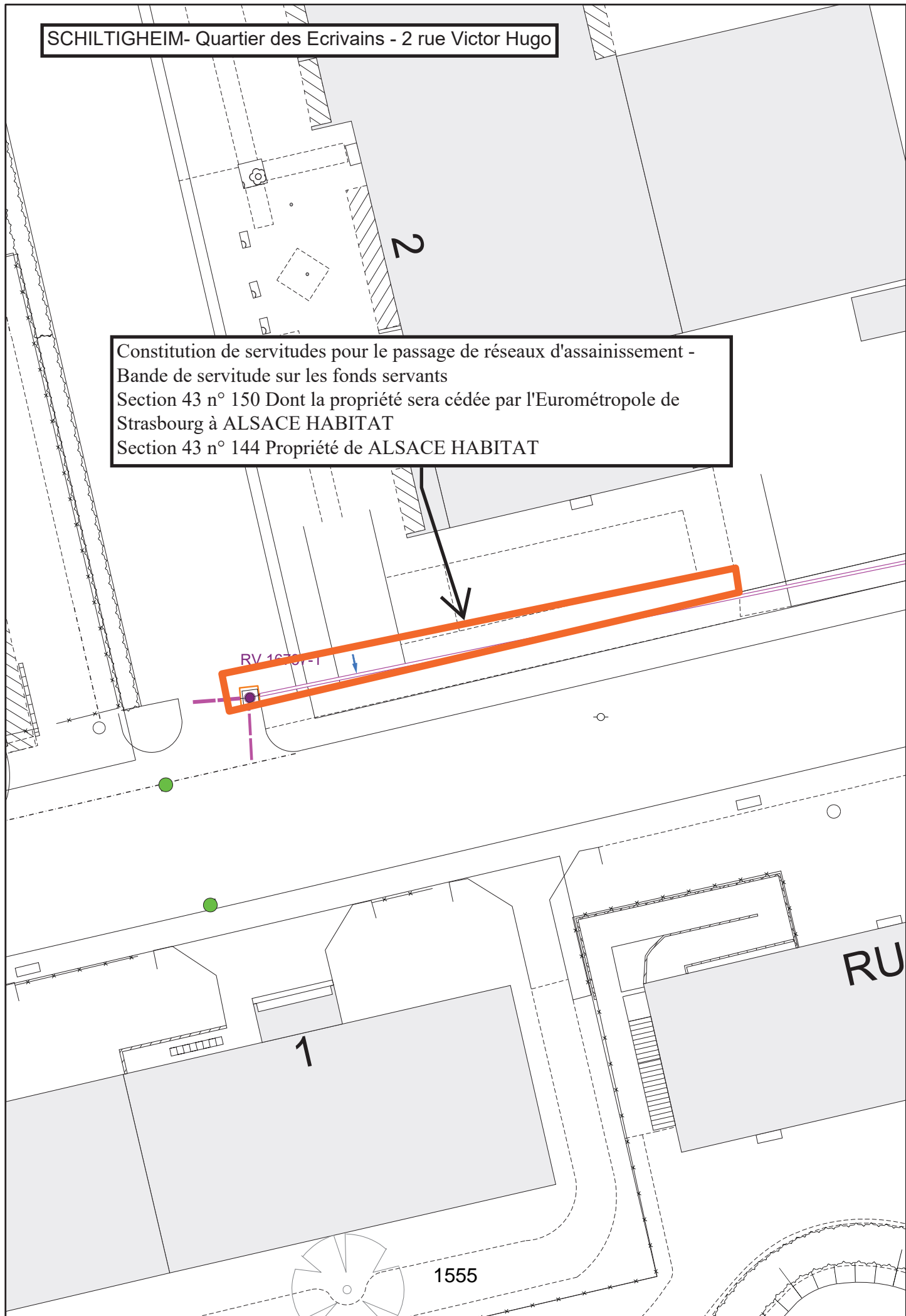
Cession par l'Eurométropole à Alsace Habitat des parcelles Bischheim Section 16 n° 195/11 et Schiltigheim Section 43 n° 143/22, n° 148/22, n° 150/22

Cession par Alsace Habitat à l'Eurométropole des parcelles Schiltigheim Section 43 n° 145 et n° 146



SCHILTIGHEIM- Quartier des Ecrivains - 2 rue Victor Hugo

Constitution de servitudes pour le passage de réseaux d'assainissement -  
Bande de servitude sur les fonds servants  
Section 43 n° 150 Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de  
Strasbourg à ALSACE HABITAT  
Section 43 n° 144 Propriété de ALSACE HABITAT

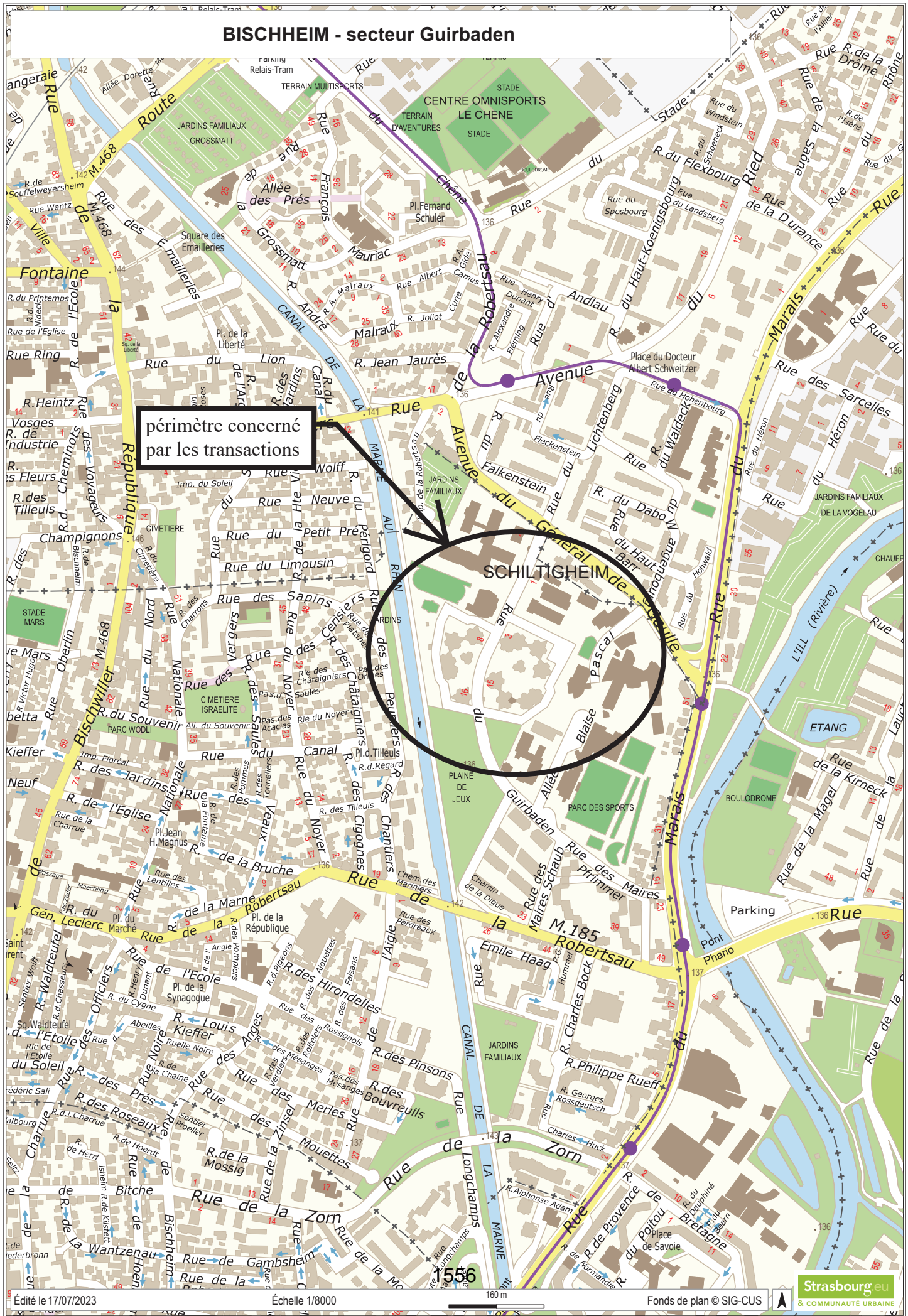




# BISCHHEIM - secteur Guirbaden

périmètre concerné  
par les transactions

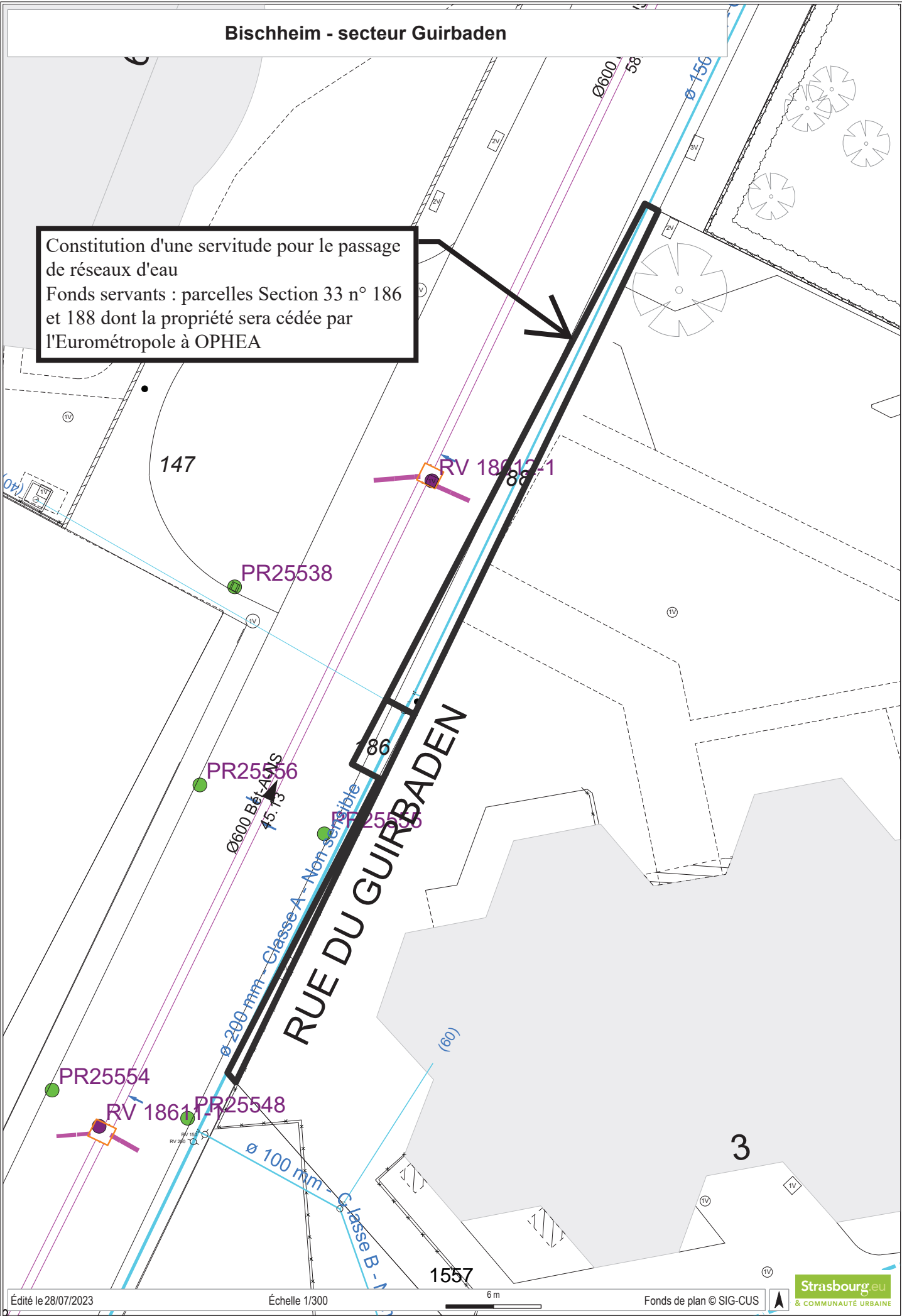
SCHILTIGHEIM





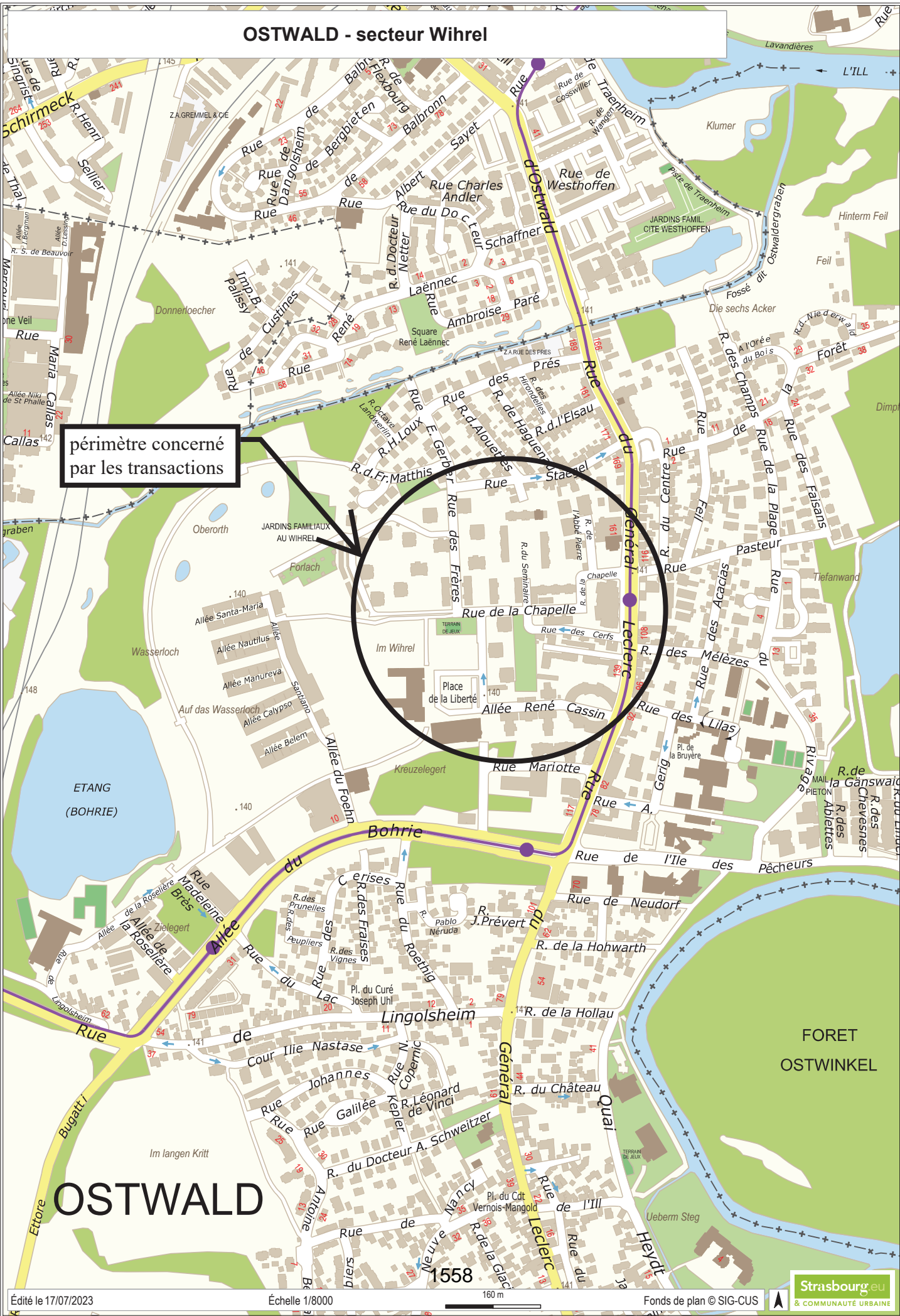
Bischheim - secteur Guirbaden

Constitution d'une servitude pour le passage de réseaux d'eau  
Fonds servants : parcelles Section 33 n° 186 et 188 dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole à OPHEA



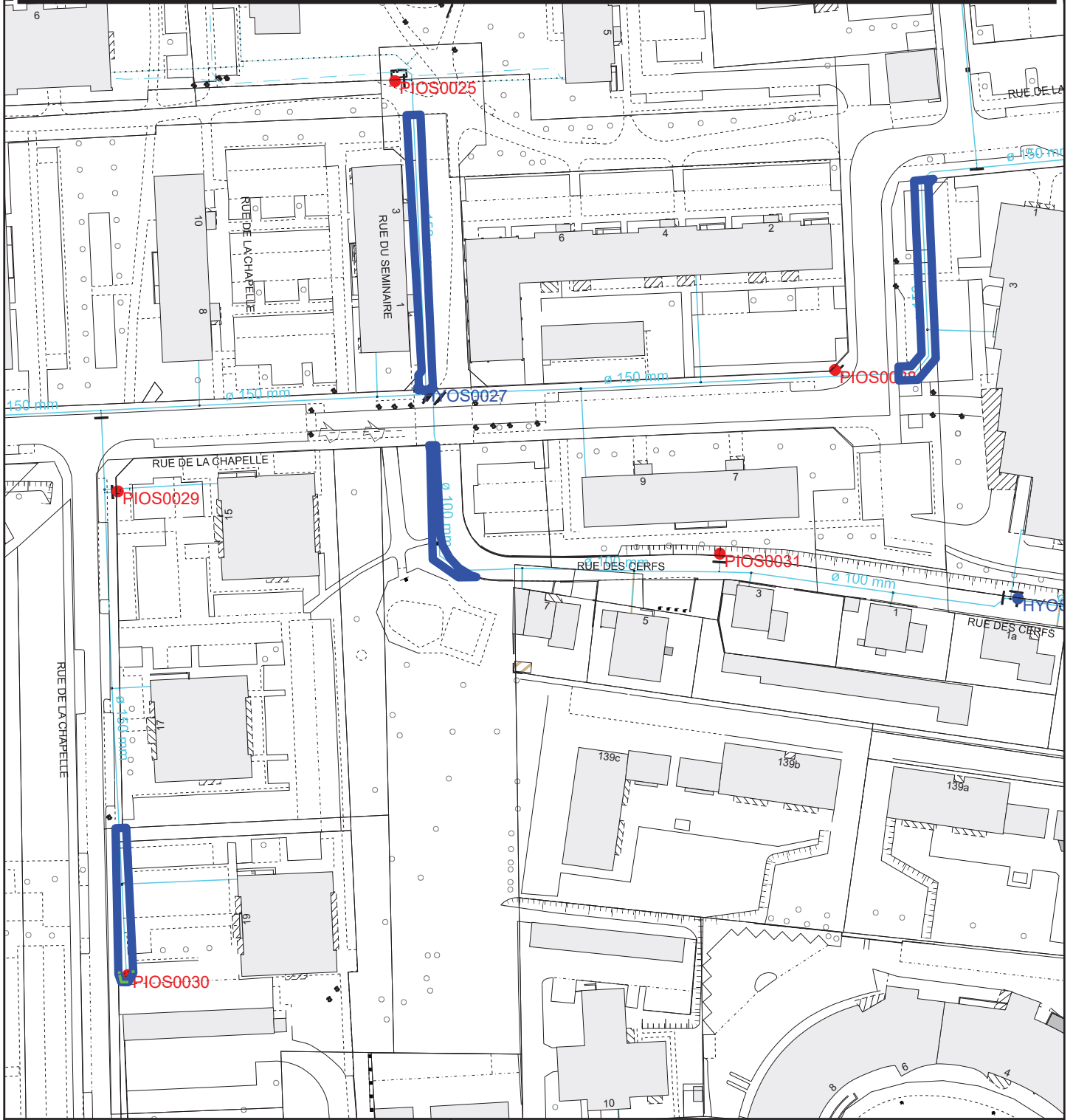
# OSTWALD - secteur Wihrel

périmètre concerné  
par les transactions

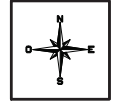


# OSTWALD - Secteur Wihrel

Constitution de servitudes pour le passage de réseaux d'eau - Bandes de servitude sur les fonds servants  
 Section 18 n° 1386 Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à HABITATION MODERNE  
 Section 18 n° 1390 Propriété de DOMIAL  
 Section 18 n° 1393 Dont la propriété sera cédée par DOMIAL à HABITATION MODERNE  
 Section 18 n° 1404 Dont la propriété sera cédée par l'Eurométropole de Strasbourg à HABITATION MODERNE  
 Section 18 n° 1409 Dont la propriété sera cédée par HABITATION MODERNE à la commune de Ostwald



SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU



**Légendes Eau Potable**

- Tronçons et branchements (Blue dashed line)
- Tronçons déclassés (Blue dashed line with 'x' markers)
- Fourreaux (Orange line)

Scale: 50 m

Date d'édition  
25/07/2023

Plan réalisé par  
JAMIN Estelle

ECHELLE  
1/1200

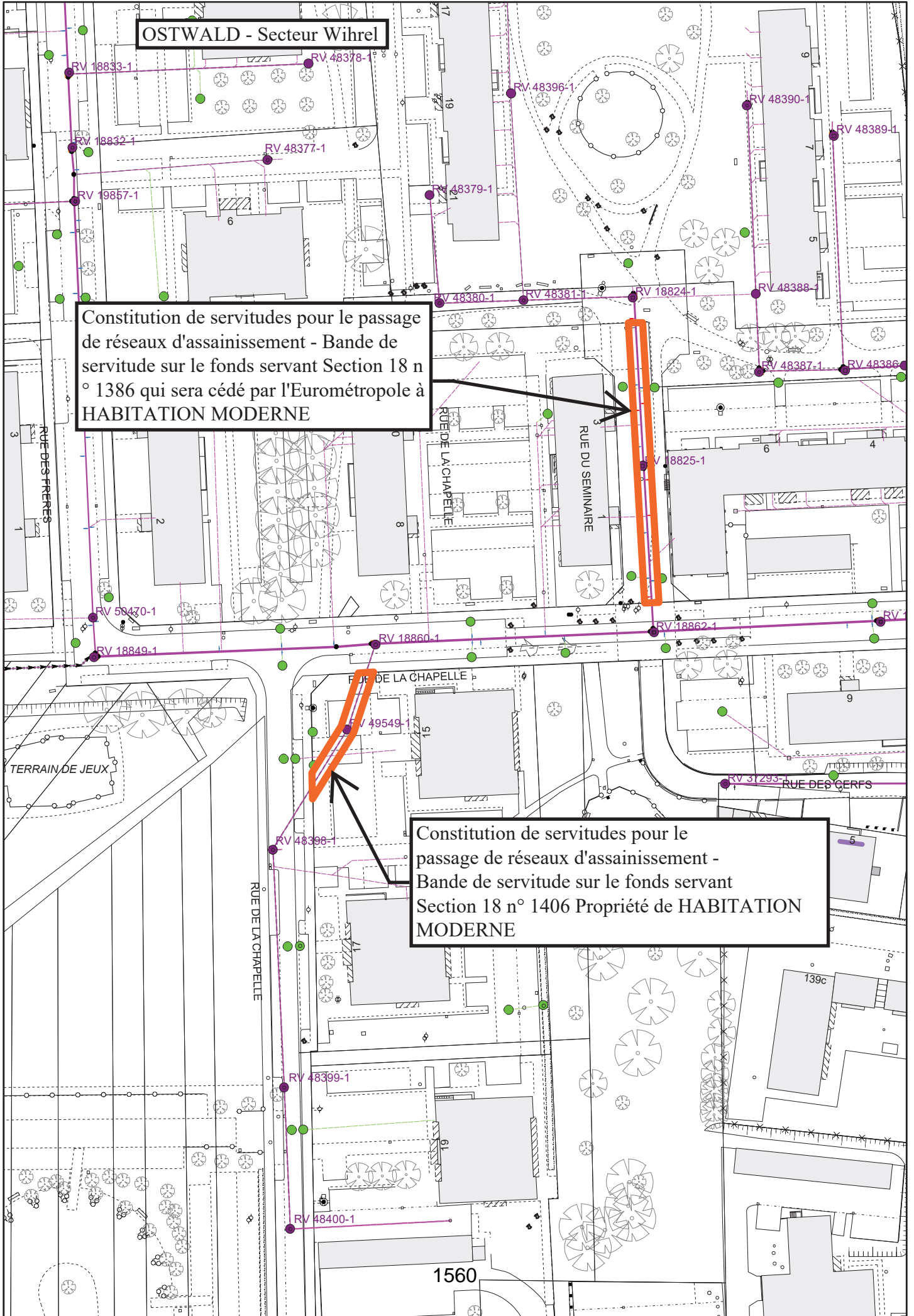
1559  
Ce plan n'est pas en réponse à une DT/DICT. Les tracés des conduites indiqués sur le plan ne dégage pas l'entreprise de son obligation de prendre toutes précautions utiles dans l'exécution de ses travaux, ni de sa responsabilité en cas de dommages éventuels. Les branchements d'immeubles peuvent ne pas figurer sur le plan. Ils peuvent être consultés aux archives du Service. En cas d'urgence sur le réseau Eau Potable, merci de contacter le 03.88.39.12.89, sur le réseau Assainissement, le 03.88.40.05.96.  
Reproduction interdite



**OSTWALD - Secteur Wihrel**

Constitution de servitudes pour le passage de réseaux d'assainissement - Bande de servitude sur le fonds servant Section 18 n° 1386 qui sera cédé par l'Eurométropole à HABITATION MODERNE

Constitution de servitudes pour le passage de réseaux d'assainissement - Bande de servitude sur le fonds servant Section 18 n° 1406 Propriété de HABITATION MODERNE



**OSTWALD - Secteur Wihrel**

Constitution de servitudes pour  
le passage de réseaux de chaleur -  
Bandes de servitude sur les  
fonds servants

- Section 18 n° 1392

Dont la propriété sera cédée par  
DOMIAL à l'Eurométropole  
de Strasbourg

- Section 18 n° 474

Section 18 n° 475

Section 18 n° 1385

Section 18 n° 1403

Section 21 n° 222

Propriété de l'Eurométropole  
de Strasbourg

- Section 18 n° 844

Section 18 n° 1396

Section 18 n° 1398

Section 18 n° 1401

Section 18 n° 1402

Section 18 n° 1408

Section 18 n° 1410

Section 18 n° 1419

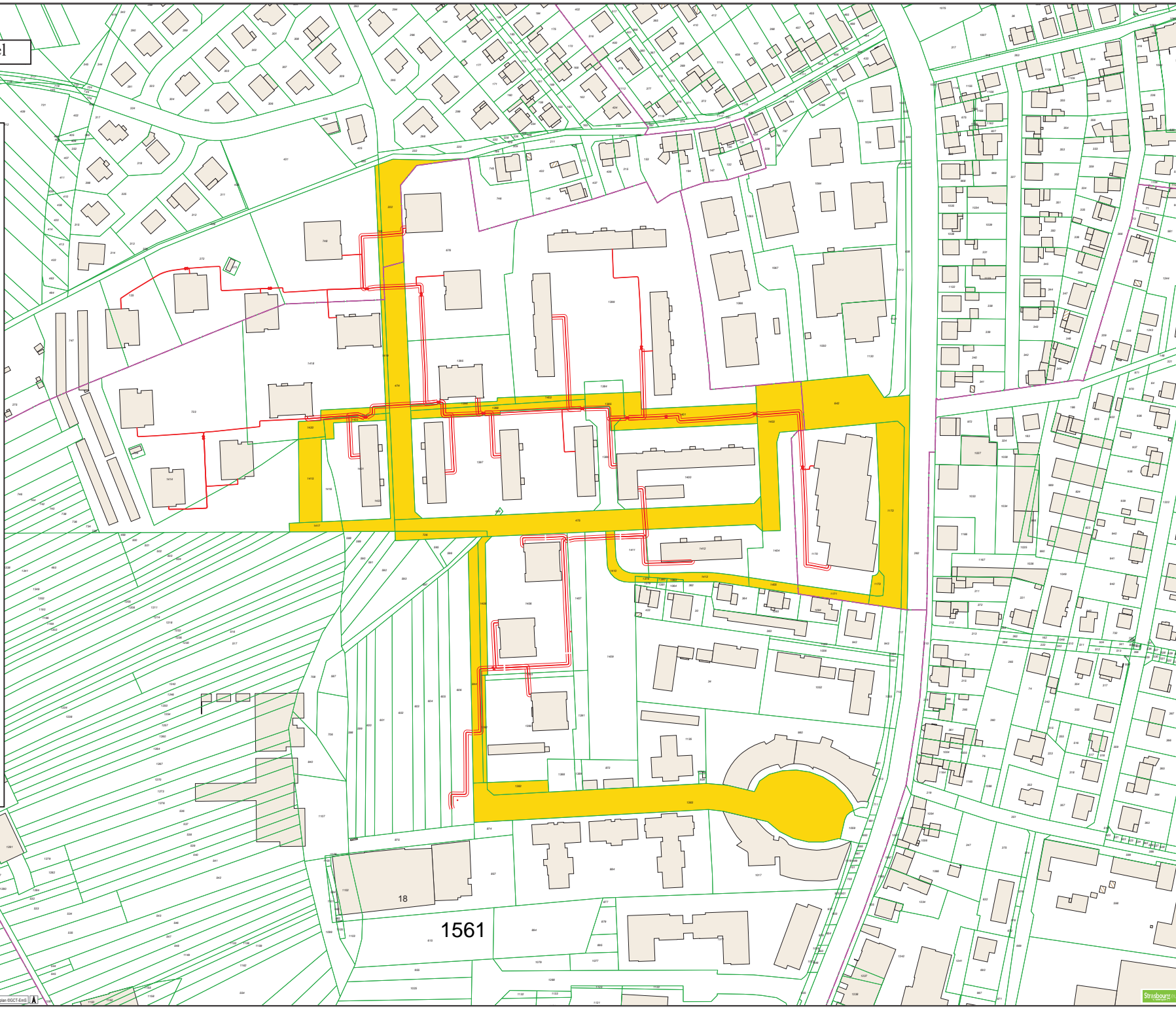
Section 18 n° 1420

Section 18 n° 1422

Section 21 n° 749

Dont la propriété sera  
cédée

par HABITATION  
MODERNE à  
l'Eurométropole de  
Strasbourg.



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Strasbourg-Gare - Déclassement du domaine public d'une emprise foncière sise rue du Rempart.**

#### **Numéro E-2023-1007**

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'une emprise, sise 32 rue du Rempart à Strasbourg. Cet espace n'est plus aménagé depuis 2016 et il est aujourd'hui clôturé et fermé à l'usage du public depuis 2019.

Dans le cadre de la politique de développement économique soutenue par l'Eurométropole de Strasbourg sur le quartier de la gare, la société MELTGROUP souhaite réaliser, sur une emprise de 10,54 ares à détacher de cette parcelle, l'extension de l'hôtel projeté dans l'un des anciens bâtiments de service à vocation militaire, « wagenhaus », sis 32 rue du Rempart. Bâties le long de la voie ferrée, ces bâtiments servaient, au rez-de-chaussée, au stockage des pièces de remparts, au stockage de munitions ou de matériels, et des trains d'artillerie à l'étage. Ils constituent aujourd'hui une composante de l'ensemble architectural des fortifications de Strasbourg, construits après l'annexion de l'Alsace (1895), et sont inscrits à ce titre à l'inventaire des monuments historiques.

Le projet d'hôtel conçu par la société MELTGROUP consiste, pour partie, en la réhabilitation de ce wagenhaus et en la création d'un lieu hybride d'une surface d'environ 3 000 m<sup>2</sup>, de type appart'hôtel pour jeunes actifs et entrepreneurs, comportant :

- au rez-de-chaussée : une brasserie, une cantine, et un espace pouvant servir à la fois pour des réceptions / séminaires ou pour des spectacles de théâtre ou musiques actuelles,
- en étages, des espaces de co-working sur deux niveaux en lien avec l'hébergement, salons et espaces de rencontres et de convivialité,
- une soixantaine de chambres et appartements hôteliers répartis sur les deux niveaux supérieurs pour des séjours de quelques jours à six mois, notamment tournés vers les entreprises nomades.

Sur la partie extension, le porteur de projet prévoit de développer un minimum de trente chambres supplémentaires.

Dans la mesure où l'emprise d'extension est attachée au domaine public, sa cession n'est envisageable que si sa désaffectation a été préalablement constatée et que son déclassement a été prononcé.

Or, en l'espèce, l'emprise est inaccessible au public depuis 2019, et est donc désaffectée. Dans ce contexte, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de prononcer son déclassement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*constate*

*la désaffectation de l'emprise d'une surface d'environ 10,54 ares à détacher de la parcelle cadastrée section 47, numéro 140, sise 32 rue du Rempart à Strasbourg,*

*approuve*

*le déclassement de cette emprise du domaine public métropolitain,*

*décide*

*du classement de cette emprise dans le domaine privé métropolitain,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

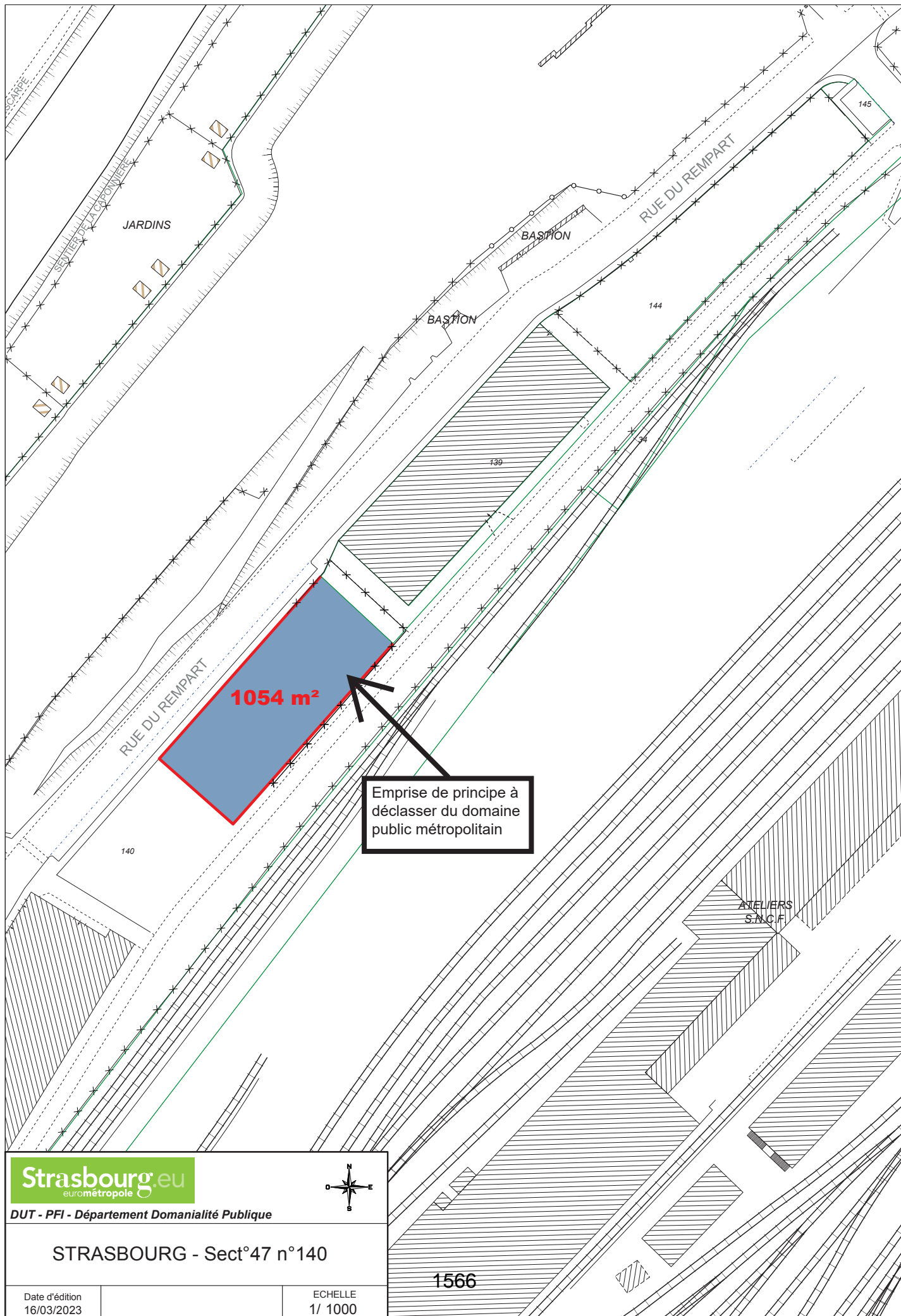
(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161805-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**









**1054 m<sup>2</sup>**

Emprise de principe à déclasser du domaine public métropolitain

**Strasbourg.eu**  
eurométropole



DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG - Sect°47 n°140

1566

Date d'édition  
16/03/2023

ECHELLE  
1/ 1000

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 10 NOVEMBRE 2023 - Point n°46

Strasbourg-Gare - Déclassement du domaine public d'une emprise foncière sise rue du Rempart.

<p><b>Pour</b></p> <p><b>54</b></p>	<p>AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOUE Beatrice, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Françoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia</p>
<p><b>Contre</b></p> <p><b>8</b></p>	<p>BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, PERRIN Pierre, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAAL Rene, TRAUTMANN Catherine</p>
<p><b>Abstention</b></p> <p><b>13</b></p>	<p>BADER Camille, BAUR Jacques, CHADLI Yasmina, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KANNENGIESER Michèle, KIRCHER Jean-Louis, PHILIPPS Thibaud, SAIDANI Lamjad, SPLET Antoine, TURAN Hulliyya</p>



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Plan patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg - Vente d'un bien immobilier sis 83, Route de Bischwiller à Schiltigheim.**

#### **Numéro E-2023-1041**

##### **I- Exposé préalable**

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire d'un bien immobilier sis 83, route de Bischwiller à Schiltigheim. Le terrain (cadastré section 37 n° 166, d'une contenance de 4,39 ares) abrite un immeuble inoccupé depuis plusieurs années, et composé d'un sous-sol, d'un rez-de-chaussée et d'un étage aménagé en logement d'une surface habitable de 210 m<sup>2</sup>. Une cour à l'arrière complète ce bien immobilier.

Cet ensemble immobilier a été acquis par voie de préemption en 2018 par l'Eurométropole de Strasbourg, afin de constituer une réserve foncière pour la réalisation d'une opération d'aménagement, à savoir la réalisation d'une piste cyclable. De plus, la parcelle est grevée d'un emplacement réservé SCH 56, au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg, intitulé « Élargissement de la route de Bischwiller ».

Les travaux pour la création d'une piste cyclable ainsi que l'élargissement de la Route de Bischwiller seront réalisés fin 2024. Ces travaux n'ayant pas d'impact sur l'immeuble, ce dernier peut être cédé.

En sa séance du 22 octobre 2021, la Commission patrimoine de l'Eurométropole a donné son avis préalable favorable pour la vente en l'état de l'immeuble, par le biais d'une consultation ouverte avec un prix plancher de 400 000 €, au profit d'un artisan ou d'un commerçant exclusivement, dans l'espoir de faciliter le déploiement de ce type d'activité à cette adresse et consolider ainsi le tissu économique et l'animation de la route de Bischwiller.

La consultation a été publiée du 13 avril au 30 mai 2023.

Deux offres d'acquisition ont été réceptionnées, dont l'examen a été présenté à la Commission patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg réunie le 30 juin 2023.

##### **II- Examen des offres**

Pour cette consultation, le seul critère déterminant est le prix d'acquisition proposé. Les deux offres réceptionnées ont été jugées recevables.

La première offre déposée par un groupement d'artistes Super Levain, en vue de réaliser un atelier d'artistes afin de partager et développer des pratiques collectives et participatives, proposait un montant d'acquisition de 400 000 €.

La seconde offre remise par la SCI ORCS pour le compte du cabinet d'architecture FROG, en vue de redéployer son activité dans cet immeuble, a été faite au prix de 552 000 €.

La Commission patrimoine propose donc de retenir la seconde.

### **III- Conditions de la vente**

#### III.1 L'emprise foncière

Il est proposé de céder une emprise foncière d'une surface inférieure ou égale à 3,90 ares (sous réserve d'arpentage) à extraire de la parcelle cadastrée section 37 n° 166 d'une contenance de 4,39 ares à la SCI ORCS pour la réalisation de son projet.

Une emprise foncière d'une surface inférieure ou égale 0,50 are (sous réserve d'arpentage) à extraire de la parcelle cadastrée section 37 n° 166 d'une contenance de 4,39 ares sera conservée par l'Eurométropole pour la réalisation d'une piste cyclable et de l'élargissement de la Route de Bischwiller.

#### III.2 Le prix de cession

Les services de la division du domaine ont fixé le prix du bien à 445 000 €. Le prix de cession proposé est de 552 000 €.

#### III.3 Conditions spécifiques de cession

La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- une interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg, inscrite au Livre Foncier. En cas de cession agréée par l'Eurométropole de Strasbourg dans le délai de cinq ans, cette obligation sera transférée à la charge de tout sous-acquéreur dans ce même délai,
- le bien sera vendu en l'état sans garantie particulière de l'Eurométropole de Strasbourg tenant à l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou encore, de l'état structurel du bâtiment,
- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.

La vente pourra être précédée de la signature d'un compromis de vente dans l'attente de l'obtention par l'acquéreur du financement définitif de son projet. Dans ce cas, ledit avant-

contrat sera signé dans le délai maximum de trois mois suivant la notification à l'acquéreur d'une ampliation de la présente délibération. Il appartiendra à l'acquéreur de verser, à la signature du compromis de vente un dépôt de garantie correspondant à 10 % du montant du prix de vente. La signature de l'acte authentique de vente devra intervenir au plus tard dans le délai de deux mois suivant la signature du compromis.

En cas de non-respect de ces échéances de contractualisation l'Eurométropole de Strasbourg pourra, si bon lui semble, se délier de ces obligations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*  
*vu l'avis de la Division du Domaine 2023-67447-10920 en date du 13 mars 2023*  
*vu l'avis de la Commission patrimoine en date du 30 juin 2023*  
*sur proposition de la Commission plénière*  
*après en avoir délibéré*

*approuve*

*la vente du bien immobilier sis à SCHILTIGHEIM - 83, Route de Bischwiller.*

*La cession portera sur une emprise foncière d'une surface inférieure ou égale à 3,90 ares (sous réserve d'arpentage) à extraire de la parcelle cadastrée section 37 n 166 d'une contenance de 4,39 ares.*

*Au profit de la SCI ORCS, représentée par M. Laurent SPITZ domicilié 7, rue de Seltz à Schiltigheim (67300), ou toute autre personne morale qui se substituerait à elle sous réserve d'un accord écrit de l'Eurométropole de Strasbourg,*

*Moyennant le prix de 552 000 € (cinq cent cinquante-deux mille euros), hors charges et taxes éventuellement dus en sus par l'acquéreur.*

*La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :*

- une interdiction de revente dans un délai de 5 ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg, inscrite au Livre Foncier. En cas de cession agréée par l'Eurométropole de Strasbourg dans le délai de cinq ans, cette obligation sera transférée à la charge de tout sous-acquéreur dans ce même délai,*
- le bien sera vendu en l'état sans garantie particulière de l'Eurométropole de Strasbourg tenant à l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou encore, de l'état structurel du bâtiment,*
- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.*

*La vente pourra être précédée de la signature d'un compromis de vente dans l'attente de l'obtention par l'acquéreur du financement définitif de son projet. Dans ce cas, ledit avant-contrat sera signé dans le délai maximum de 3 mois suivant la notification à l'acquéreur d'une ampliation de la présente délibération. Il appartiendra à l'acquéreur de verser, à la signature du compromis de vente un dépôt de garantie correspondant à*

*10 % du montant du prix de vente. La signature de l'acte authentique de vente devra intervenir au plus tard dans le délai de 2 mois suivant la signature du compromis.*

*En cas de non-respect de ces échéances de contractualisation, l'Eurométropole de Strasbourg sera, si bon lui semble, déliée de ses obligations.*

*décide*

*l'imputation de la recette de 552 000 € sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg Fonction 510 - Nature 775 - Service AD03B,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tous les actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

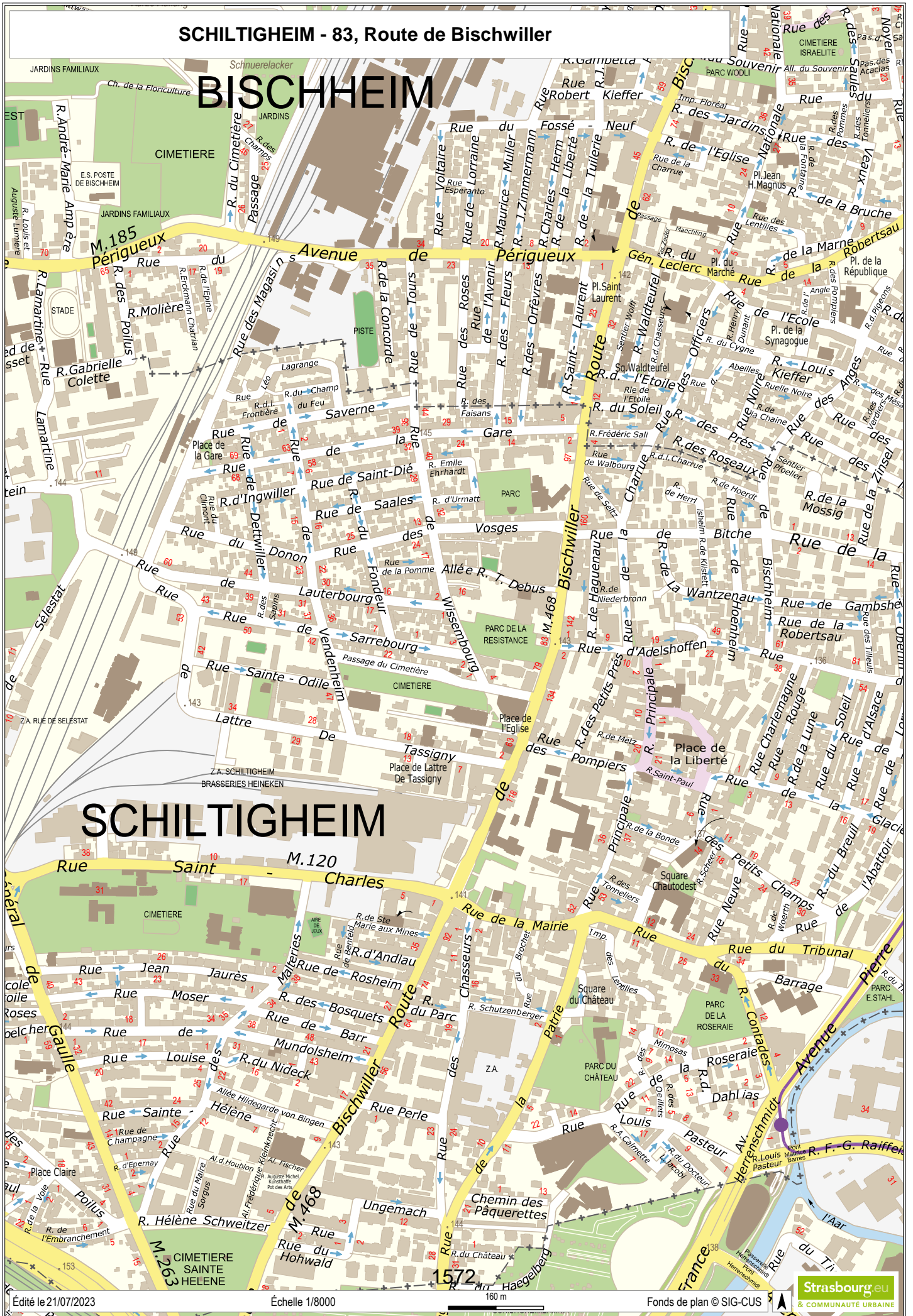
**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162023-DE-1-1)

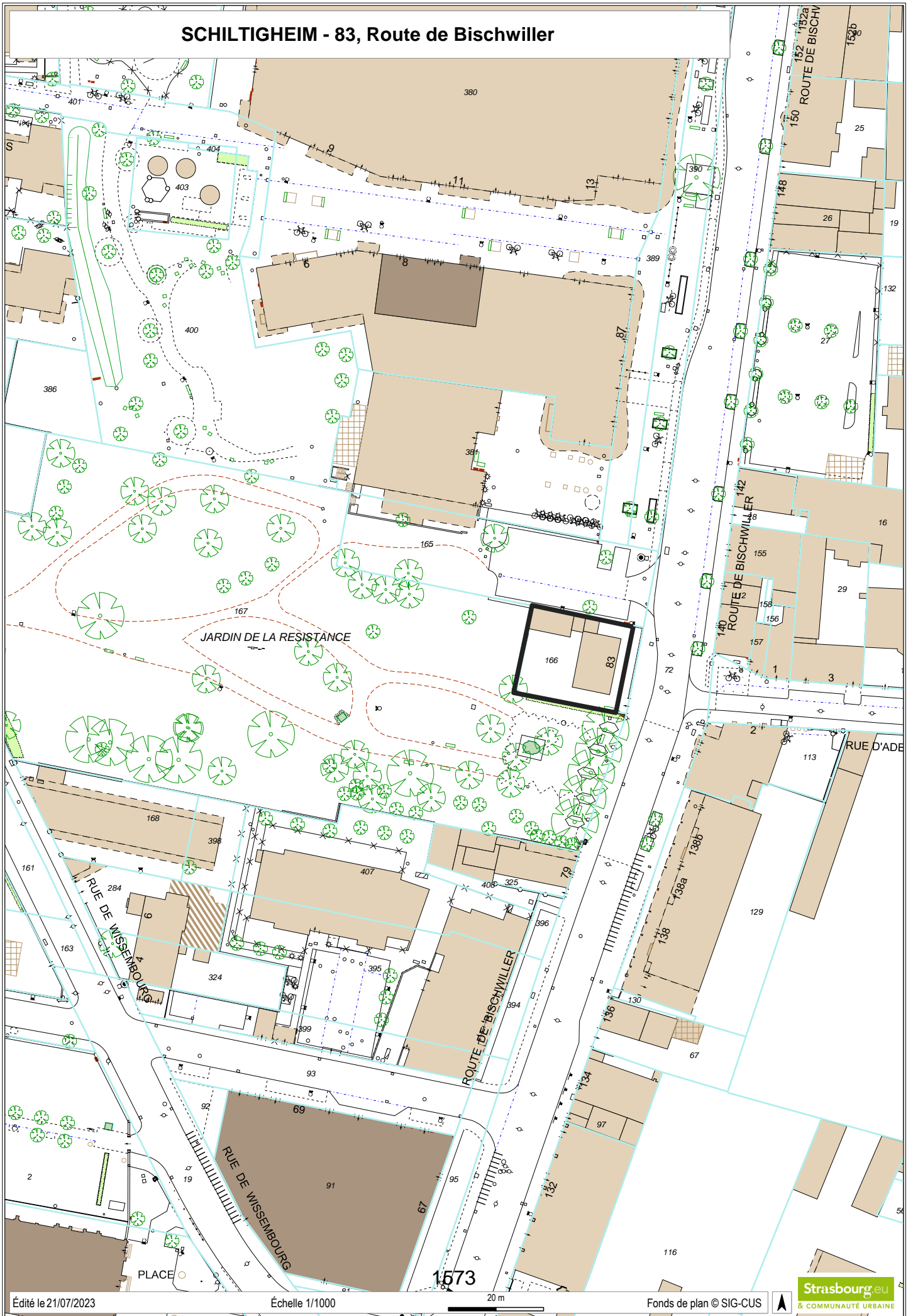
**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# BISCHHEIM





# SCHILTIGHEIM - 83, Route de Bischwiller





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Le 13/03/2023

Pôle pilotage des missions et animation du réseau

Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale

4, place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le Directeur régional des Finances publiques de la région  
Grand Est et du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

à

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY

Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)

Téléphone : 03.88.10.35.13

Référence :

Réf DS **11431150**

Réf OSE : **2023-67447-10920**

Eurométropole de Strasbourg

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Désignation du bien :* Immeuble à usage d'habitation et dépendances

*Adresse du bien :* 83, route de Bischwiller

*Commune :* Schiltigheim

*Valeur vénale* **445 000 € HT** assorti d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

**Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.**

**Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.**

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **M Patrick ROCKEMER** [200170@strasbourg.eu](mailto:200170@strasbourg.eu)

Vos références: DIE Rockemer 83, route de Bischwiller 67 300 Schiltigheim

## 2 - DATES

de consultation :	08/02/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	23/02/2023
du dossier complet :	23/02/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession amiable d'un immeuble d'habitation et de ses dépendances, le tout sis 83, rue de Bischwiller à Schiltigheim.

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Le bien sous expertise est situé au Nord du ban communal de Schiltigheim, au contact de la rue de Bischwiller qui constitue l'un des principaux axes de la commune.

### 4.2 Références cadastrales

L'ensemble immobilier figure au cadastre de la commune de **Schiltigheim** sous les références suivantes :

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

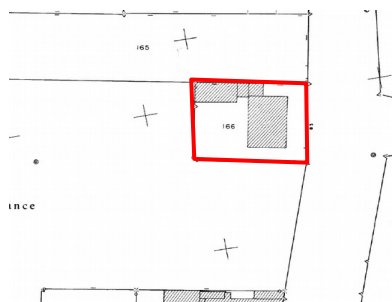
Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
37	166	83, route de Bischwiller	4,39
<b>TOTAL</b>			<b>4,39</b>

### 4.3 Descriptif

Parcelle rectangulaire sur-bâtie d'un ensemble immobilier en forme de L construit en 1880 et constitué :

► **d'un bâtiment principal** construit parallèlement à la rue de Bischwiller, édifié sur sous-sol à usage de cave (2 cellules de très grande hauteur avec plafond voûté), de deux niveaux droits comportant chacun un appartement composé d'un salon, d'un séjour, d'une chambre, d'une cuisine, et d'une salle de bains aménagée dans un appendice accolé sur le pignon Nord, ainsi que d'un comble mansardé sommairement cloisonné comprenant deux pièces avec fenêtre sur le pignon sud, une pièce avec fenêtre sur le pignon nord ainsi qu'un espace intermédiaire éclairé par deux lucarnes (une sur chaque pan de toit) et dans lequel prend naissance un petit escalier en bois menant à des sur-combles.

► **d'un bâtiment édifié en retour** sur un axe est/ouest le long d'une placette aménagée en parkings, comprenant un RDC composé d'un garage/ atelier et buanderie (portes battante en bois et fenêtre sur cour) d'un WC et d'une cuisine (non visités) disposant chacun d'un accès séparé depuis l'extérieur ainsi que d'un étage abritant un appartement composé de deux pièces, d'une cuisine et d'un WC séparé. Surface habitable : de l'ordre de **60 m<sup>2</sup>**



### Équipements

Les appartements situés dans le bâtiment principal sont dotés d'un chauffage gaz individuel (les chaudières murales installées dans les cuisines ont été démontées depuis la précédente visite), de radiateurs en métal équipés de vannes thermostatiques, de fenêtres PVC double vitrage et de volets battants en bois. Les équipements sanitaires sont datés.

L'appartement situé au 1er étage du bâtiment sur cour est également équipé de fenêtres PVC double vitrage, de volets battants en bois et d'un volet roulant PVC, mais il ne dispose que d'un WC et d'un poêle à mazout au titre des éléments de confort.

### État d'entretien

Le gros œuvre est dans un état passable. La couverture en tuiles (non isolée) devra être remaniée pour remédier aux problèmes d'humidité constatés au niveau des sous pentes. Les dessous de toit et la zinguerie sont en état globalement satisfaisant, les façades ne présentent pas non plus de défauts majeurs à l'exception d'une fissure verticale sur la façade du bâtiment sur cour.

Les parties privatives du bâtiment sur rue se sont détériorées depuis la précédente évaluation. Consécutivement à une longue période d'inoccupation, à des problèmes d'humidité liés à un défaut d'étanchéité de la toiture, et à l'éclatement du chauffe-eau installé dans la salle de bains du RDC, les papiers se sont décollés par endroits et des fissures sont apparues sur certains plafonds.

L'appartement situé au 1er étage du bâtiment annexe se trouve dans un état passable voire médiocre. Des sondages ont été réalisés dans le plafond de la cuisine et d'une autre pièce, laissant apparaître à cet endroit les poutres en bois et le lattis. Le niveau de confort est spartiate (absence de chauffage et l'évier de la cuisine est d'un autre âge) .

### Surfaces

Surface habitable (Visudgfp) :  $150 \text{ m}^2 + 60 \text{ m}^2 = 210 \text{ m}^2$

Surface habitable DPE :  $273,90 \text{ m}^2$  (surface totale) -  $52,75 \text{ m}^2$  (surface 2<sup>e</sup> étage) = **221,15 m<sup>2</sup>**

Surface Développée Pondérée Hors Œuvre (SDPHO) : **385 m<sup>2</sup>**

SDPHO

		Emprise 1	Emprise 2		
<b>Surface au sol bâtiment 1 (sur rue)</b>		99	9		
<b>Surface au sol bâtiment 2 (édifié en retour sur cour)</b>		8	40		
<b>Surface habitable (VIS DGI)</b>		198			
<b>Surface habitable (DIA)</b>		197			
<b>Surface habitable (DPE)</b>		221			
Bâtiment	Niveau	Nature	Coef	SDPHO	
1	Sous sol (0,3)+RDC (1)+1er (1)+2e (0,6)	Hab	2,9	287,1	
1	Sous sol (0,3) + RDC (1) +1 <sup>er</sup> (1)	Hab	2,3	20,7	
2	RDC (garage, atelier, buanderie)	Dépendances	0,4	19,2	
2	1er (1) + grenier (0,2)	Hab	1,2	57,6	
<b>TOTAL</b>				<b>384,6</b>	
<b>TOTAL ARRONDI</b>				<b>385</b>	
Shab/SDPHO				57,4%	

Surface utile (AED Groupe)

Lot Principal :

Parties de l'immeuble bâti	Superficie selon Loi Carrez (m <sup>2</sup> )	Motif de non prise en compte
RDC - Entrée 1	9,71	
RDC - Chambre 1	15,37	
RDC - Salon	19,22	
RDC - Déplacement 1	4,66	
RDC - Séjour	15,32	
RDC - Cuisine	11,15	
RDC - Salle de bains	4,98	
Étage - Déplacement 2	0,97	
Étage - Chambre 2	14,45	
Étage - Chambre 3	10,92	
Étage - Chambre 4	20,22	
Étage - Chambre 5	15,87	
Étage - Cuisine 1	11,64	
Étage - Salle de bains 1	5,41	
Grenier - Local 1	16,76	
Grenier - Local 2	8,64	
Grenier - Local 3	9,32	
Grenier - Local 4	9,32	
Grenier - Local 5	8,64	
Grenier arrière - Local 6	9,39	
RDC arrière - Entrée 2	3,40	
Étage arrière - Déplacement 3	3,50	
Étage arrière - Chambre 6	11,09	
Étage arrière - Chambre 7	13,50	
Étage arrière - WC	0,97	
Étage arrière - Cuisine 2	9,16	
RDC arrière - WC 1	1,06	
RDC arrière - Local chaudière	9,26	
<b>TOTAUX</b>	<b>273,00</b>	

Lots annexes :

Parties de l'immeuble bâti	Superficie selon Loi Carrez (m <sup>2</sup> )	Motif de non prise en compte
Néant		

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg (acte d'acquisition du 15/01/2018 au prix de 380 000 €)

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation

## 6 – URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU i en vigueur, la parcelle est actuellement située en zone **UE1**.

Une modification du zonage (zone UB2) est en cours d'examen pour permettre au futur acquéreur d'installer à cette adresse une activité artisanale en réponse à une manifestation d'intérêt. Ce nouveau zonage entrera en vigueur dès l'approbation de la modification n° 4 du PLU i soit à l'horizon fin 2023 / début 2024

L'immeuble inscrit ou classé monument historique générant un périmètre de protection de 500 mètres grevant la parcelle

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7- MÉTHODE-S D'ÉVALUATION MISE-S EN ŒUVRE

La valeur vénale du bien sous expertise peut être déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure où il existe localement suffisamment de mutations de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes **d'immeubles de rapport à usage d'habitation** présentant des caractéristiques similaires ou à tout le moins approchantes de celles du bien soumis à expertise, en termes d'année de construction (année 1900), de situation (ban communal de Schiltigheim) et de superficie ( $> = 140 \text{ m}^2$  Shab).



TERMES DE COMPARAISON 2019-2022												
Date	Section	n° plan	Adresse	CN	T (are)	Prix HT	SDPHO	SH	€m² SDPHO	€ m²SH	C	A
21/03/2022	28	118	Barr 10	1925	1,96	665 000 €		307		2 166 €	0	4
30/12/2021	20	174	Brumath 47	1925	3,00	423 000 €		201		2 104 €	0	3
12/10/2021	9	195	Zimmermann 21	1912	1,65	270 000 €		151		1 788 €	0	3
21/09/2021	37	253,296,299	Vendenheim 18	1923	7,16	500 001 €		269		1 859 €	0	3
06/05/2021	37	338	Lauterbourg 21	1900	1,34	383 000 €		160		2 394 €	0	3
23/04/2021	9	56	Zimmermann 10	1900	2,16	330 000 €		167		1 976 €	0	3
31/03/2021	1	19	Nord 4 A	1905	1,36	345 000 €		201		1 716 €	0	4
10/03/2021	37	72,73	Lauterbourg 13	1902	2,68	310 001 €		159		1 950 €	0	3
02/03/2021	39	92,94	Champ du feu 2	1910	3,82	307 157 €		160		1 920 €	0	3
19/02/2021	37	52	Wissembourg 11	1900	1,57	440 001 €		223		1 973 €	1	4
02/11/2020	10	22	Tours 24	1900	3,69	470 000 €		203		2 315 €	0	3
24/09/2020	11	12	Passage 17	1900	3,46	274 750 €	310	178	886 €	1 542 €	0	3
24/09/2020	29	340,341,342	Louise 16 A et 16 B	1900	2,48	830 000 €		404		2 057 €	0	6
16/09/2020	29	85	Mundolsheim 26	1902	3,79	449 000 €		213		2 108 €	0	3
03/09/2020	7	29,333	Fossé neuf 4	1907	4,42	519 500 €	460	181	1 129 €	2 870 €	0	3
06/08/2020	10	60	Fleurs 9	1900	4,07	392 500 €		178		2 205 €	0	3
08/04/2020	9	27	Zimmermann 25	1925	2,55	640 000 €		333		1 922 €	0	4
27/03/2020	39	93,92,94	Champ du feu 2	1910	3,46	249 000 €		160		1 556 €	0	3
24/02/2020	13	41	Petits champs 20	1830	1,44	395 000 €		155		2 548 €	0	4
07/02/2020	4	18	Gare 7 A	1900	1,18	365 000 €		132		2 765 €	0	3
30/01/2020	4	1	République 84	1890	4,55	354 000 €	238	177	1 487 €	2 000 €	0	3
19/12/2019	23	121	Niederhausbergen 7	1900	4,00	435 000 €		208		2 091 €	0	3
11/09/2019	6	31,34	Eglise 4	1900	5,03	230 000 €	260	140	885 €	1 643 €	0	2
14/05/2019	10	104	Fleurs 8	1890	2,64	245 000 €	185	149	1 324 €	1 644 €	0	2
			<b>Moyenne</b>	1901	3,11	398 127 €	291	196	1 142 €	2 041 €		
			<b>Médiane</b>	1900	3,00	383 000 €	260	178	1 129 €	1 976 €		
			<b>Quartile 1</b>	1900	1,91	308 579 €	238	160	886 €	1 823 €		

## 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

### Analyse

Réalisée à partir de la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, l'étude de marché a permis d'identifier vingt quatre mutations répondant aux critères de recherche sur la période 2019-2022. Les prix de vente sont situés dans une fourchette relativement large comprise entre **1 542 € et 2 870 € / m² Shab**.

Le prix moyen et le prix médian sont par contre relativement proches (autour de **2 000 € m² Shab**) et viennent contredire cette apparente disparité. La fourchette basse représentée par le quartile 1 (75 % des prix sont supérieurs et 25 % sont inférieurs) ressort quant à elle à **1 823 € / M² Shab**.

### Facteurs de la valeur

#### Les moins :

Le gros œuvre est dans un état relativement correct pour un immeuble de cet âge mais la toiture devra être vérifiée et remaniée pour remédier aux traces d'humidité constatées au niveau des plafonds des sous-pentes. Les parties privatives se sont détériorées depuis la précédente visite. Suite à une longue période d'inoccupation, à un dégât des eaux dans la salle de bains du RDC (cumulus) et à des infiltrations sournoises par la toiture, la maison renferme de l'humidité. Celle-ci est à l'origine du décollement de certains papiers et de certaines dalles de plafond ainsi que des fissures constatées au plafond de certaines pièces. Des travaux de rénovation devront être engagés sur l'ensemble des parties privatives pour les remettre au goût du jour. L'électricité, notamment celle du logement situé au-dessus du garage, devra faire l'objet d'une remise aux normes. Les chaudières au gaz qui ont été déposées devront être remplacées

### Les plus :

Disposant d'un beau terrain d'aisance permettant de s'isoler de la rue et de garer des véhicules dans une cour pavée, inséré entre un parc public (jardin de la résidence) et un petit parking public payant, l'ensemble immobilier bénéficie d'une situation centrale, à proximité des commerces et des services publics sur un axe desservi par les transports en commun. L'immeuble sur rue est en outre doté d'une très belle cave voûtée et de combles déjà sommairement aménagés. Toutes les fenêtres des trois appartements ont été récemment remplacées. Il en est de même du circuit de chauffage et des radiateurs des deux appartements situés dans le bâtiment principal.

### Valeur(s) retenue(s)

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer et des éléments d'information recueillis sur le marché local, nous retiendrons la fourchette basse (quartile 1) des prix enregistrés dans la période récente pour des biens de même nature soit **1 800 € HT / m<sup>2</sup> Shab**.

Le second étage qui occupe une surface de 52,75 m<sup>2</sup> ne sera pas considéré comme une simple dépendance mais comme un appartement en devenir (un cloisonnement et des ouvertures sur pignon et toiture sont déjà en place). Il fera néanmoins l'objet d'une évaluation différenciée. Les locaux considérés étant à l'état brut et dépourvus de sanitaires nous affecterons la valeur retenue pour l'évaluation des locaux situés dans les étages inférieurs d'un abattement de 50 %. La surface du 2<sup>e</sup> étage sera donc évaluée sur la base d'une valeur unitaire ramenée à **900 €/ m<sup>2</sup>**.

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'ensemble immobilier est arbitrée à **445 000 €**, déterminée comme suit

Surface(m <sup>2</sup> )	Valeur unitaire	UM	Valeur Vénale (VV)	VV arrondie
221	1 800 €	Shab	397 800 €	398 000 €
52,75	900 €	SU	47 475 €	47 000 €
<b>273,75</b>	TOTAL			<b>445 000 €</b>
Valeur au M <sup>2</sup> SU				1 626 €
SDPHO :				385
Valeur au M <sup>2</sup> SDPHO				1 156 €
<b>Marge d'appréciation 10 %</b>				
VV x 0,90				400 500 €
Valeur au M <sup>2</sup> SU				1 463 €
Valeur au M <sup>2</sup> SDPHO				1 040 €
Shab :	Surface habitable			
SU :	Surface utile			
SDPHO :	Surface Développée Pondérée Hors Oeuvre			

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %, portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à **400 000 € (après arrondi)**.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
GOGUELY Patrick  
Inspecteur des Finances publiques





## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**PRU Ecrivains : vente d'un terrain sur le site de l'ancienne gendarmerie sis  
route du Général de Gaulle - rue Mistral à Schiltigheim.**

**Numéro E-2023-1045**

### **I- Contexte**

L'Eurométropole de Strasbourg, en qualité de porteur de projet, met en œuvre le Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030), en lien étroit avec les communes, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), 7 bailleurs sociaux (Ophéa, Habitation moderne, Alsace Habitat, Habitat de l'III, CDC Habitat, Somco et Sedes) et les co-financeurs. Le programme se déploie sur huit quartiers au sein de cinq communes (Neuhof, Meinau, Elsau, HautePierre, Cronembourg à Strasbourg ; Les Écrivains à Schiltigheim et Bischheim ; Libermann à Illkirch-Graffenstaden ; Les Hirondelles à Lingolsheim). Il porte un investissement prévisionnel de 1,03 milliard € TTC et déclenchera un investissement privé complémentaire estimé à 500M€ (opérations immobilières de logements et d'activités).

Le programme de renouvellement urbain vise à :

- contribuer à l'équilibre territorial à l'échelle de l'agglomération, en lien avec la politique de l'habitat,
- engager la transformation des territoires concernés, à travers le désenclavement, la mixité urbaine et sociale, l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie,
- renouveler les regards sur ces territoires et développer de nouveaux usages,
- mettre en œuvre la transition climatique et écologique.

Le quartier des Écrivains situé à Schiltigheim-Bischheim au sein du Quartier prioritaire de la Politique de la ville (QPV) « Quartiers Ouest », est aujourd'hui constitué exclusivement de logements sociaux. Le Projet de renouvellement urbain (PRU) a notamment pour objectif la diversification de l'offre de logements au profit d'une plus grande mixité sociale et du développement d'une offre de logements abordable et mieux adaptée aux enjeux climatiques. Ainsi, la déconstruction de logements locatifs sociaux permettra la construction de logements neufs, en locatif social ou libre et en accession à la propriété avec des dispositifs d'accession sociale.

ACTION LOGEMENT, gestionnaire de la Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) et signataire de la Convention pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg, participe pleinement à la diversification de l'offre de logements dans les quartiers en renouvellement urbain en assurant la réalisation de logements locatifs et en accession à destination des salariés. ACTION LOGEMENT finance 72 % des allocations du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), au travers de l'ANRU, et bénéficie à ce titre de contreparties foncières, acquises à l'euro symbolique, pour la réalisation de ses programmes de logements.

Les contreparties foncières et leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées dans l'annexe B à la convention pluriannuelle intitulée « Contreparties en faveur du groupe ACTION LOGEMENT (des apports en faveur de la mixité) ».

Les opérations de constructions sont menées sur les contreparties foncières via différents opérateurs du groupe ACTION LOGEMENT, dont FONCIERE LOGEMENT qui est une association à but non lucratif investie de missions d'intérêt général, et construit et gère des logements abordables pour les salariés du secteur privé.

Les contreparties foncières d'ACTION LOGEMENT, pour lesquelles la réalisation de programmes immobiliers est confiée à FONCIERE LOGEMENT, représentent 16 203 m<sup>2</sup> de droit à construire (surface de plancher développée) à l'échelle de l'ensemble des PRU, et 6 699 m<sup>2</sup> pour le PRU du quartier des Ecrivains. Ces contreparties foncières prennent la forme de terrains localisés dans les périmètres des PRU pouvant aller jusqu'à 300 mètres autour du quartier sur avis du comité d'engagement du 28 mars 2019.

## **II- Projet**

La présente délibération a pour objectif de céder à FONCIERE LOGEMENT respectivement tout autre opérateur du groupe ACTION LOGEMENT deux parcelles non bâties sises à SCHILTIGHEIM (67300), route du Général de Gaulle, cadastrées section 43 numéro 155/22, lieudit Rue Mistral, d'une contenance de 4,22 ares et section 43 numéro 157/22 lieudit Route du Général de Gaulle d'une contenance de 9,20 ares, constituant le site numéro 10 de l'annexe B Contreparties en faveur du groupe Action Logement (des apports en faveur de la mixité) en vue de développer un ensemble immobilier d'environ 36 logements locatifs libres, dont le dépôt de permis de construire est prévu pour fin 2023.

## **III. Conditions de la vente**

### **A) Parcelles**

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire des parcelles suivantes :

Section	N° parcelle	Lieudit	Surface
43	155/22	Rue Mistral	00 ha 04 a 22 ca
43	157/22	Route du Général de Gaulle	00 ha 09 a 20 ca

Ces parcelles ne sont pas rattachées au domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg avait acquis le 12 mars 2014 les parcelles souche dont sont issues les parcelles ci-avant désignées auprès de la SIBAR (Société Immobilière du Bas-Rhin, devenue Alsace Habitat en 2020 suite à la fusion-absorption avec OPUS 67). Ces parcelles supportaient alors un ensemble immobilier, à savoir une gendarmerie désaffectée, ayant fait l'objet d'une démolition depuis lors.

Les parcelles objet de la présente délibération constituent donc aujourd'hui un terrain nu et sont situées en zone UD2 du PLUi.

## B) Prix et conditions

L'avis de la Division du Domaine n°2023-67447-45993 en date du 29 juin 2023 a estimé le bien vendu pour une valeur de 500 000 00 €.

Néanmoins l'Eurométropole de Strasbourg peut vendre les parcelles à un prix inférieur à celui indiqué par la Division du Domaine s'il est justifié par un motif d'intérêt général et des contreparties suffisantes.

### *1°) L'intérêt général*

Cette condition est remplie compte tenu du fait :

- que le projet de renouvellement urbain des Ecrivains sur le QPV Quartiers Ouest a été déclaré d'intérêt général par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 4 novembre 2022,
- qu'il résulte de l'annexe B Contreparties du groupe Action Logement (des apports en faveur de la mixité) de la convention pluriannuelle que FONCIERE LOGEMENT, respectivement tout autre opérateur du groupe ACTION LOGEMENT, développera sur les parcelles objet des présentes tout type et gamme de produits à l'exception de logements locatifs sociaux, dans un objectif de diversification de l'offre de logements dans le quartier des Ecrivains, en faveur d'une plus grande mixité sociale.

### *2°) Les contreparties suffisantes*

Les contreparties de la vente à un prix inférieur à celui évalué par la Division des Domaines résultent des stipulations même de la Convention pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg signée par les partenaires et l'ANRU en date du 27 mars 2020, et permettent de compenser l'investissement financier important réalisé par ACTION LOGEMENT dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

### *3°) Le prix applicable*

Il est proposé de se référer à la Convention pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg signée par les partenaires et l'ANRU en date du 27 mars 2020 pour déterminer le prix de vente, la valeur de cession des contreparties foncières à ACTION LOGEMENT étant fixée réglementairement (loi Lamy de février 2014).

En conséquence, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de retenir cette valeur et de fixer le prix à un (1) euro.

Le projet de renouvellement urbain des Écrivains sur le QPV Quartiers Ouest a été déclaré d'intérêt général par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 4 novembre 2022. Le prix de cession à un (1) euro, qui est inférieur à l'estimation de la Division du Domaine, est rendu admissible notamment à ce titre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation  
pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy  
vu l'annexe B de la convention pluriannuelle de renouvellement  
urbain de l'Eurométropole de Strasbourg signée le 27 mars 2020  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi  
04 novembre 2022 de déclaration de projet à la suite de l'évaluation environnementale  
du projet de renouvellement urbain des Écrivains (Schiltigheim-Bischheim)  
vu l'avis de France Domaine n°2023  
67447-45993 en date du 29 juin 2023  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la vente des parcelles sises Route du Général de Gaulle à SCHILTIGHEIM, dont la désignation suit :*

- *Section 43 numéro 155, lieudit Rue Mistral, d'une superficie de 4,22 ares.*
- *Section 43 numéro 157/22, lieudit Rue du Général de Gaulle, d'une superficie de 9,20 ares.*

*Soit une superficie totale de 13,42 ares*

*Au profit de FONCIERE LOGEMENT respectivement tout autre opérateur du groupe ACTION LOGEMENT.*

*En vue de développer sur les parcelles, objet des présentes, tout type et gamme de produits à l'exception de logements locatifs sociaux.*

*Au prix de un euro (1,00 €) hors frais et taxes divers dus par l'acquéreur.*

*La vente sera assortie de la condition essentielle et déterminante suivante conformément à l'article IV de l'annexe B à la convention pluriannuelle intitulée « Contreparties en faveur du groupe ACTION LOGEMENT (des apports en faveur de la mixité) » :*

- *le terrain est vendu démoli en infrastructure et superstructure, dépollué et compatible avec le projet de construction de l'acquéreur. Les coûts induits par la réalisation des travaux/et ou par l'excavation et l'élimination des terres polluées seront intégralement pris en charge par le vendeur.*

*Le projet de renouvellement urbain des Écrivains sur le QPV « Quartiers Ouest » a été déclaré d'intérêt général par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 04 novembre 2022. Le prix de cession à un (1) euro, qui est inférieur à l'estimation de la Division du Domaine, est rendu admissible notamment à ce titre.*

*décide*

*l'imputation de la recette de 1,00 € sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg, fonction 510, nature 775, service AD03B,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente et, le cas échéant, l'avant-contrat et tous les actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

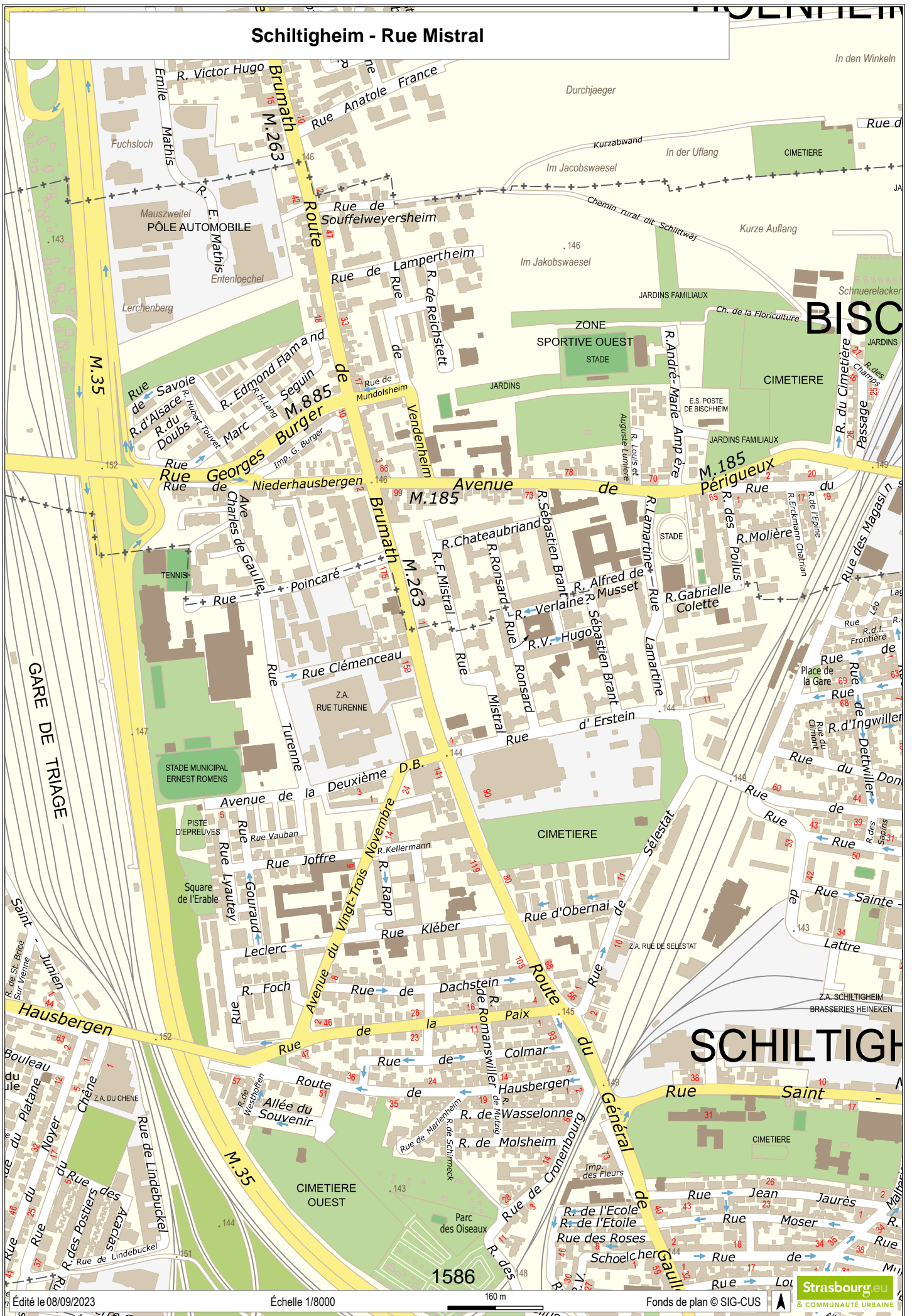
**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162058-DE-1-1)

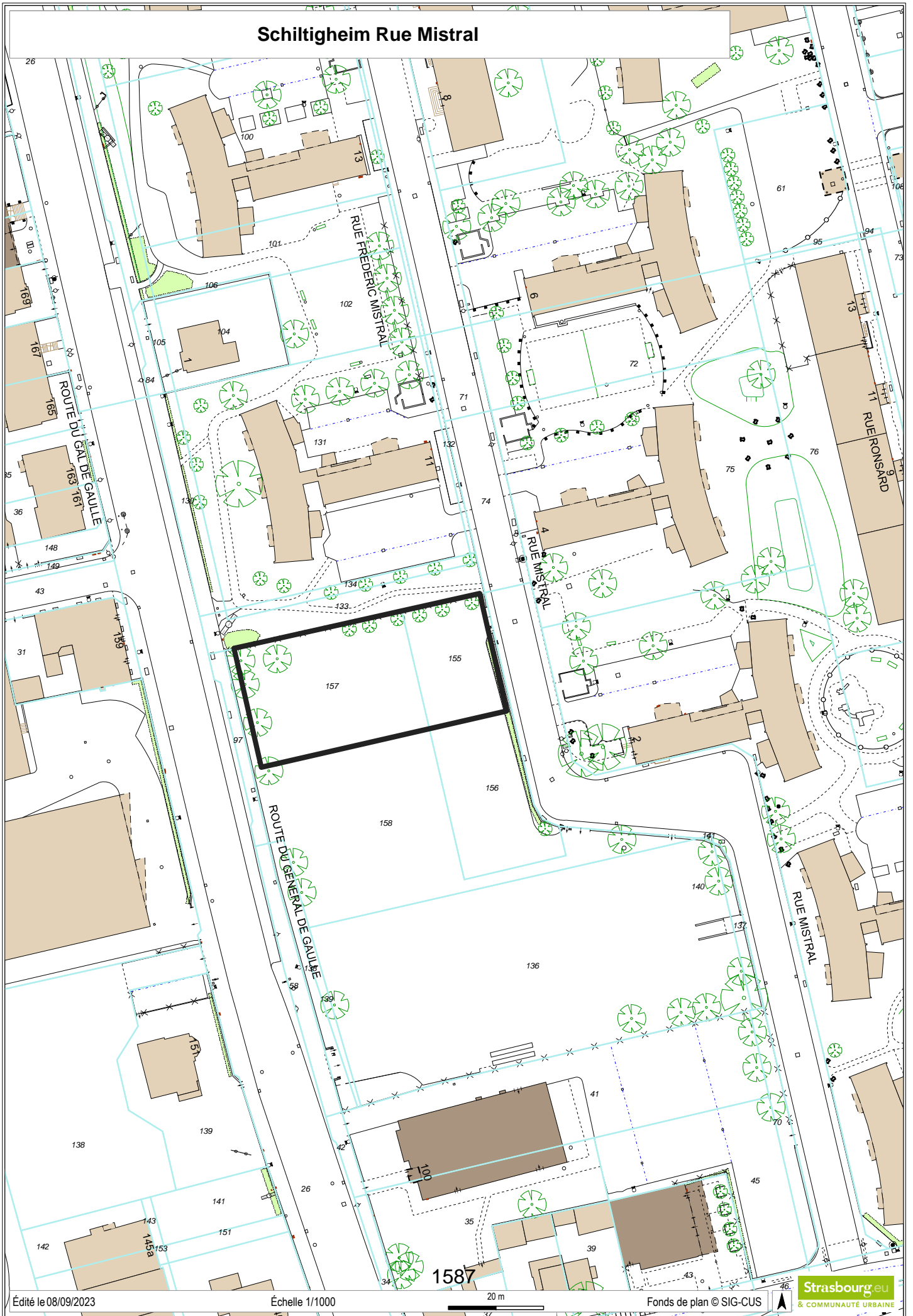
**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# Schiltigheim - Rue Mistral





# Schiltigheim Rue Mistral





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Pôle pilotage des missions et animation du réseau  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale  
4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : [drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr)

Le 29/06/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS: **12895694**  
Réf OSE : **2023-67447-45993**

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)*



<i>Désignation du bien :</i>	Terrain à bâtir
<i>Adresse du bien :</i>	Rue Frédéric Mistral
<i>Commune :</i>	Schiltigheim
<i>Valeur:</i>	<b>500 000 € HT</b> , assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.



## 1 - SERVICE CONSULTANT

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Affaire suivie par **Mme Mouna CHARLAH** [mouna.charlah@strasbourg.eu](mailto:mouna.charlah@strasbourg.eu)

Vos références: /

## 2 - DATES

de consultation :	12/06/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	12/06/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'une emprise foncière de 13,42 ares, rendue libre après démolition des logements d'une ancienne gendarmerie. La demande ne mentionne pas de proposition de prix.

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Les parcelles à évaluer sont situées au Nord/Ouest du ban communal de Schiltigheim.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Les parcelles sont situées dans le quartier des écrivains couvert par un programme de rénovation urbaine (QPV).

### 4.3. Références cadastrales

Les parcelles expertisées figurent au cadastre de la commune de **Schiltigheim** sous les références suivantes :

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Section	N° de parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
43	(1)/22	Rue Frédéric Mistral	4,22
43	(3)/22	Route du général de Gaulle	9,20
<b>TOTAL</b>			<b>13,42</b>

#### 4.4. Descriptif



Situées au Nord/Ouest du ban communal, dans le quartier des écrivains couvert par un programme de rénovation urbaine (QPV), les deux parcelles forment une emprise en nature de terrain vague de forme rectangulaire (environ 25 mètres de large sur 55 mètres de profondeur), bordée à l'est par la rue Mistral, à l'ouest par la route du général de Gaulle et au sud par l'église de Jésus-Christ des saints des derniers jours.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

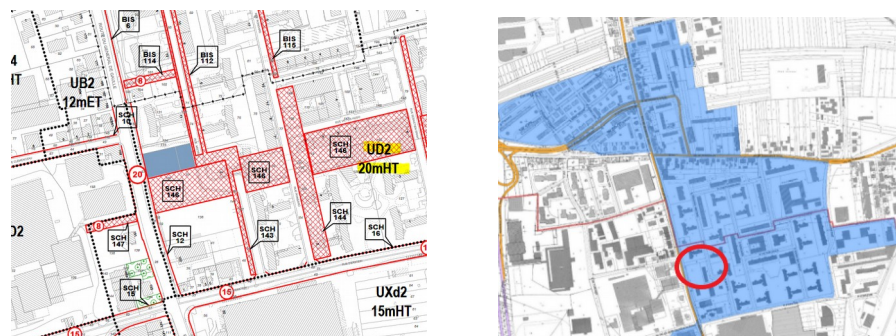
La vente porte sur des terrains à l'état « nu et libre »

## 6 - URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UD2** (20 mètres HT), zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Cette zone identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

L'emprise à évaluer reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation



Les parcelles sont situées dans le périmètre des quartiers prioritaires de la politique de la ville

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchées dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale du terrain sous expertise sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure où il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

## 8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

Compte tenu de la nature du bien à évaluer, l'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir intervenues sur le territoire des communes de Bischheim et de Schiltigheim.

L'étude ciblera plus particulièrement les biens présentant des caractéristiques similaires ou proches de celles proposées par le bien à évaluer en termes de superficie et de potentiel constructible (zone UD2)

TERMES DE COMPARAISON : Terrains à bâtir de grande contenance												
Date	Commune	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix /are	Zonage	HTR	QPV	TAB VP	IAD
28/09/21	Schiltigheim	45	41,45,46,53,55,62,80,83,86,89,91,109,114,115,117,à 130, 132,138	2 <sup>e</sup> Div Blindée, Clemenceau, général de Gaulle	14 500 000 €	353,73	40 992 €	UD2	NR	Non mais proche	ZONAGE	
08/07/19	Schiltigheim	35	57,31	De Lattre de Tassigny (angle Vendenheim)	6 160 000 €	185,46	33 215 €	UD2	8-24 HT	Non	ZONAGE EV à conserver	oui
15/11/18	Bischheim	35	156,157	Robertsau	1 915 000 €	49,29	38 852 €	UD2	25HT	Non	TAB VP	
08/11/17	Bischheim	35	151,152	Robertsau	1 650 000 €	40,85	40 392 €	UD2	25 HT	Non	TAB VP	
07/04/17	Bischheim	23	181	Poincaré 2	2 700 000 €	110,28	24 483 €	UD2	25 HT	Non mais proche	ZONAGE	Oui
20/12/16	Bischheim	35	154,155/42	Robertsau 35	1 994 800 €	43,81	45 533 €	UD2	25 HT	Non	TAB VP	Oui
18/11/16	Bischheim	35	151,152/42	Robertsau 35	1 800 000 €	40,85	44 064 €	UD2	25 HT	Non	TAB VP	Oui
04/10/16	Schiltigheim	75	146 à 153	Lauter	1 020 000 €	25,46	40 063 €	UD2	18 HT	Non mais proche	TAB VP	
Quartile 1					1 762 500 €	40,85	37 442 €					
Moyenne					3 967 475 €	106,22	38 449 €					
Médiane					1 954 900 €	46,55	40 227 €					

### POUR INFORMATION

Terrains de petite contenance												
Date	Commune	Section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	Prix /are	Zonage	HTR	QPV	TAB VP	IAD
07/02/22	Bischheim	20	175	Brumath 47	180 000 €	3	60 000 €	UD2	25 HT	Non	TAB VP	
01/07/21	Schiltigheim	28	276	Bischwiller	170 172 €	6,65	25 590 €	UD2	25 HT	Non	SURBÂTI	oui
24/09/20	Bischheim	20	173	Souffelweyersheim 3	241 900 €	4,99	48 477 €	UD2	25 HT	Non	TAB VP	
13/02/18	Bischheim	20	59	Souffelweyersheim 1	160 000 €	4,98	32 129 €	UD2	27 HT	Non	TAB VP	Oui
Moyenne					188 018 €	4,91	41 549 €					
Médiane					175 086 €	4,99	40 303 €					
Terrain de 3 <sup>e</sup> Zone												
29/04/19	Bischheim	20	(5)37, (2)38, 76/36	Brumath	55 000 €	3,73	14 745 €	UD2	25 HT		ZONE 3	

### 8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Les recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur ont permis d'identifier huit mutations de terrains à bâtir répondant aux critères de recherche.

Les prix de vente oscillent dans une fourchette comprise entre 24 483 € l'are (terrain de 110,28 ares situé rue Poincaré à Bischheim à proximité d'un QPV) et 45 533 € l'are pour un terrain de 43,81 ares situé rue de la Robertsau à Bischheim, hors QPV). Le prix de vente moyen et le prix médian sont assez proches (respectivement **38 500 € et 40 000 € l'are** après arrondi) traduisant une certaine homogénéité des prix sur ce segment de marché.

Toutes les mutations concernent des terrains situés en dehors du périmètre du QPV (Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville). Certains d'entre eux sont néanmoins situés à faible distance à l'instar de celui situé rue Poincaré sur la commune de Bischheim, muté en 2017 au prix de **24 000 € l'are** et **405 € / m<sup>2</sup> SDP**.

### Facteurs de la valeur

L'emprise est située dans un quartier couvert par un projet de rénovation urbaine (QPV) dont l'objectif est de densifier et développer une offre de logement diversifiée, adaptée et abordable, répondant aux besoins des habitants et de former un cœur de quartier regroupant les principaux équipements publics. Elle est par contre située dans un zonage du PLU i qui n'impose **pas de mixité sociale**. Elle présente par ailleurs une configuration régulière et un relief plat. Sa relative grande profondeur (55 mètres) ne constitue pas un facteur dépréciant dans la mesure où elle est bordée de chaque côté par une voie publique équipée des réseaux.

### Valeur unitaire retenue

Compte tenu de ses caractéristiques propres et notamment de sa situation en QPV, la parcelle expertisée sera évaluée sur la base d'une valeur à l'are de **37 500 € l'are** correspondant à la fourchette basse des prix des termes de comparaison, illustrée au cas particulier par le quartile 1 (25 % des prix sont inférieurs et 75% sont supérieurs).

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des parcelles est arbitrée à **500 000 €** déterminée comme suit .

Surface (are)	Valeur unitaire	Abat	VU après abat	Valeur vénale	Valeur vénale arrondie
13,42	37 500 €	0,00 %	37 500 €	503 250 €	<b>500 000 €</b>
<b>MARGE D'APPRÉCIATION DE 10 %</b>					
Valeur Vénale x 0,90					450 000 €
Valeur à l'are					33 532 €

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à **450 000 €** (après arrondi).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,  
GOGUELY Patrick  
Inspecteur des Finances publiques



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**PRU HautePierre : déclassement du domaine public d'emprises foncières  
sises rue Apollinaire et avenue Tolstoï.**

### Numéro E-2023-1102

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire de dix parcelles sises rue Apollinaire et avenue Tolstoï, maille Karine à Strasbourg, classées dans le domaine public viaire métropolitain.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de renouvellement urbain, et en application du protocole foncier délibéré en date du 20 mai 2022 et signé en date du 6 janvier 2023, OPHEA, bailleur social, a réalisé un certain nombre de travaux de résidentialisation (espaces verts, parc de stationnement, etc.). Ceux-ci ont été effectués en partie sur ces terrains appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg, et laissés à l'usage du public.

Il convient, dès lors, de régulariser la propriété des emprises concernées en les cédant à OPHEA. Toutefois, dans la mesure où ces parcelles sont attachées au domaine public, leur cession n'est possible qu'après que leur déclassement ait été prononcé.

Par les aménagements réalisés dans le cadre de la résidentialisation, ces emprises ne sont plus accessibles au public et leur désaffectation peut être constatée.

Ainsi, il est proposé d'approuver le déclassement des parcelles cadastrées section LP, numéros 1972/397 (0,01 are), 1973/171 (0,05 are), 1977/397 (1,65 are), 1980/171 (23,75 ares), 1983/171 (0,51 are), 1984/171 (1,67 are), 1989/171 (1,06 are), 2009/34 (0,02 are), 2011/34 (1,30 are), 2013/34 (0,13 are), soit une surface totale de 30,15 ares, dont la cession sera envisagée dans une délibération complémentaire à l'euro assorti d'une clause de complément de prix (en cas de revente dans les vingt ans de la vente, 50 % de la plus-value sera reversée au vendeur initial) en application du protocole foncier du 6 janvier 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu le programme national de renouvellement urbain*

*vu le protocole foncier du 6 janvier 2023 établi notamment  
entre OPHEA et l'Eurométropole de Strasbourg  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*constate*

*la désaffectation des parcelles suivantes cadastrées à Strasbourg :*

- *section LP, numéro 1972/397 d'une surface de 0,01 are, sise avenue Tolstoï,*
- *section LP, numéro 1973/171 d'une surface de 0,05 are, sise avenue Tolstoï,*
- *section LP, numéro 1977/397 d'une surface de 1,65 are, sise avenue Tolstoï,*
- *section LP, numéro 1980/171 d'une surface de 23,75 ares, sise avenue Tolstoï,*
- *section LP, numéro 1983/171 d'une surface de 0,51 are, sise rue Apollinaire,*
- *section LP, numéro 1984/171 d'une surface de 1,67 are, sise rue Apollinaire,*
- *section LP, numéro 1989/171 d'une surface de 1,06 are, sise avenue Tolstoï,*
- *section LP, numéro 2009/34 d'une surface de 0,02 are, sise rue Apollinaire,*
- *section LP, numéro 2011/34 d'une surface de 1,30 are, sise rue Apollinaire,*
- *section LP, numéro 2013/34 d'une surface de 0,13 are, sise rue Apollinaire.*

*Soit des emprises représentant une surface totale de 30,15 ares, telles que représentées  
sur le plan joint en annexe,*

*approuve*

*le déclassement du domaine public métropolitain des parcelles ci-dessus énumérées,*

*prononce*

*le classement dans le domaine privé métropolitain des parcelles ci-dessus énumérées,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la  
bonne exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162518-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)**

**le 16 novembre 2023**





ERGEN

**Strasbourg.eu**  
eurométropole

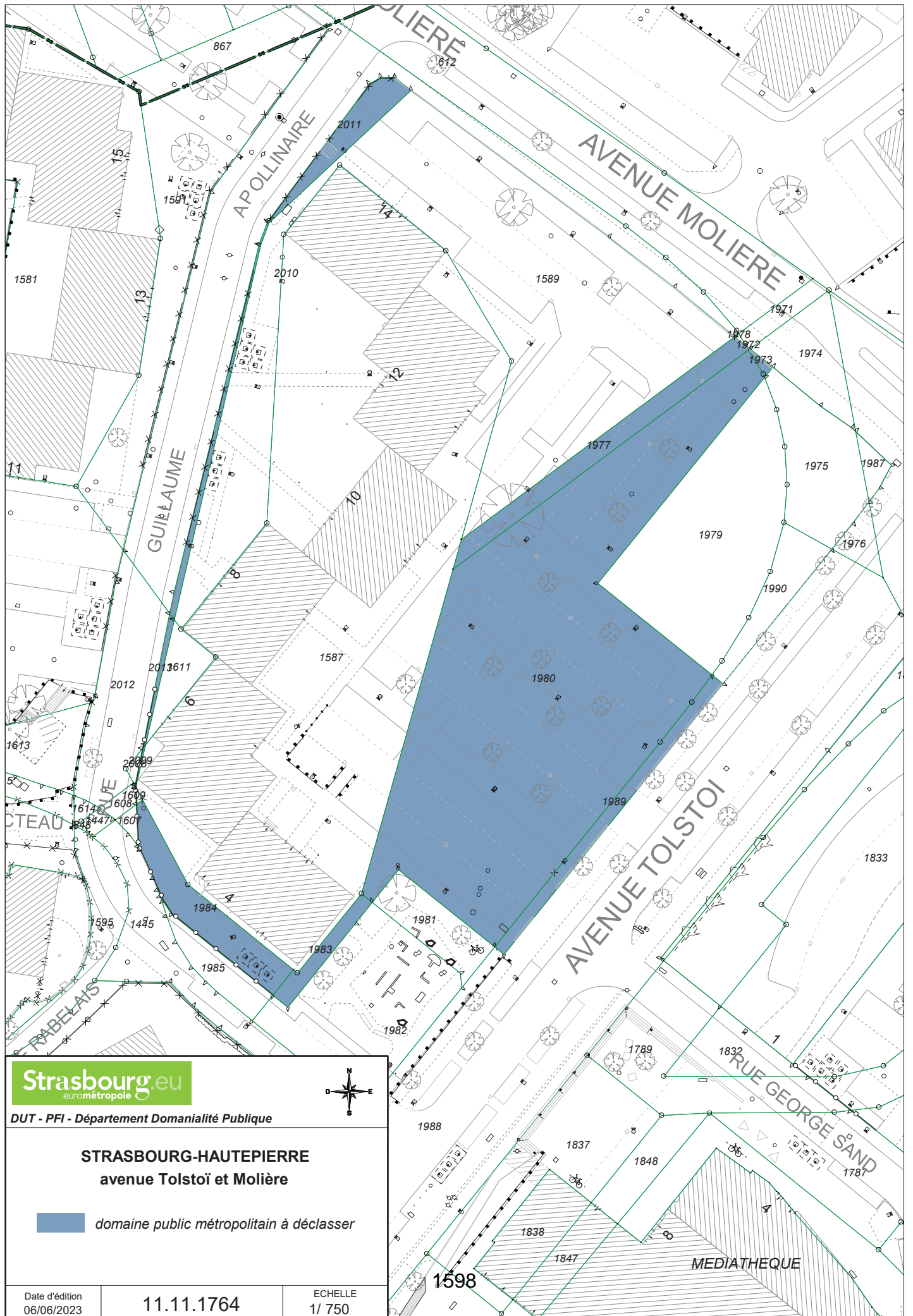
DUT - PFI - Département Domanialité Publique

**PLAN DE SITUATION**  
**STRASBOURG - HAUTEPIERRE**

déclassement d'emprises  
du domaine public métropolitain  
sises avenue Tolstoy et avenue Molière

Date d'édition 06/06/2023	11.11.1764	ECHELLE 1/ 10000
------------------------------	------------	---------------------





**Strasbourg.eu**  
eurométropole

**DUT - PFI - Département Domanialité Publique**

**STRASBOURG-HAUTEPIERRE**  
avenue Tolstoï et Molière

*domaine public métropolitain à déclasser*

Date d'édition 06/06/2023	11.11.1764	ECHELLE 1/ 750
------------------------------	------------	-------------------



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Osmose 1 - Extension des locaux du Parlement européen : acquisition d'une quote-part indivise auprès de l'Etat.**

#### **Numéro E-2023-1067**

Conformément au Protocole n°6 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Parlement européen a son siège à Strasbourg.

Par délibération, en date du 16 avril 2018, la Ville, en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg, la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin, a décidé de lancer un appel à manifestation d'intérêt visant à attribuer le dernier lot disponible de l'opération Archipel 1.

L'ambition de cette cession était de consolider la dimension internationale et européenne de Strasbourg en développant, par le biais d'une consultation d'opérateurs, une offre immobilière sous forme d'un centre d'affaire européen implanté au sein du quartier d'affaires Archipel.

Dans le cadre du développement et de l'extension des bureaux du Parlement à Strasbourg, l'État a acquis, le 25 septembre 2023, le bâtiment dit Osmose 1, immeuble tertiaire, à proximité immédiate de l'immeuble « Louise WEISS », d'environ 15 000 m<sup>2</sup>, auprès de la SAS Wacken Invest. Le même jour un bail emphytéotique administratif a été conclu entre l'Etat et le Parlement européen sur l'immeuble.

L'appel à manifestation d'intérêt, lancé le 2 mai 2018, ciblait des groupements de promoteurs/architectes/constructeurs. Le groupement représenté par le promoteur ICADE a été retenu par délibération du 17 décembre 2018.

Une promesse de vente a été conclue entre la Ville et ICADE, en date du 9 juillet 2019, dans l'attente de la conclusion de l'acte de vente définitif qui est intervenue le 15 novembre 2019.

La Ville, l'Eurométropole de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), la Région Grand Est et l'État sont pleinement engagés dans le cadre du « contrat triennal, Strasbourg capitale européenne » signé le 9 mai 2021. Cet engagement reflète la volonté de

l'Etat et des collectivités territoriales de contribuer à accompagner le Parlement européen à optimiser davantage l'utilisation de son siège à Strasbourg.

La Ville, l'Eurométropole de Strasbourg, la CeA et la Région Grand Est, partagent la volonté de maintenir et renforcer le siège et les bureaux du Parlement européen à Strasbourg. Dans une logique partenariale les collectivités territoriales projettent d'acquérir, à parts égales, 50 % de l'immeuble, afin d'être conjointement propriétaires en indivision de l'immeuble Osmose 1. La répartition serait établie comme suit :

- Etat : 50 %,
- ville de Strasbourg : 12.5 %,
- Eurométropole de Strasbourg : 12.5 %,
- CeA : 12.5 %,
- Région Grand Est : 12.5 %.

## **I. Le bien à acquérir**

### I.1 Désignation du bien

La présente délibération vise à l'acquisition de quotes-parts indivises de l'immeuble « Osmose » sis, 2, 4, 6 allée des Orcades, ayant pour assiette la parcelle cadastrée Section BX, n° 617/10 à Strasbourg, d'une surface de 90,31 ares.

Plus précisément l'objet de la vente porte respectivement sur 12.5 % en indivision des volumes AK, AZ et BA, tels que déterminés dans le délibéré et dans l'état descriptif de division en annexe.

A la marge, elle porte également sur l'acquisition dans un second temps de 12.5% du volume AX, une fois aménagé comme espace paysager.

### I.2 Bail emphytéotique administratif au profit du Parlement Européen

Les quotes-parts indivises des volumes AK, AZ et BA sont actuellement grevées d'un bail emphytéotique administratif, conclu entre l'État et le Parlement européen, en date du 25 septembre 2023, et dont les conditions essentielles sont notamment les suivantes :

- durée du bail : 99 ans,
- redevance annuelle : 700 000 €, non soumise à la TVA,
- indexation du montant de la redevance, tous les dix ans, sur la base de la variation de l'indice des activités tertiaires (ILAT) publié par l'INSEE,
- possibilité de résiliation unilatérale de la part du Parlement à partir de la 18<sup>ème</sup> année, uniquement si la preneur ou les institutions européennes sont en mesure de pouvoir exercer leurs missions à Strasbourg, sans devoir utiliser l'immeuble loué, une indemnité minimale de 2M€ sera versée à l'indivision dans ce cas,
- agrément nécessaire du bailleur pour une éventuelle revente.

## **II. Conditions d'acquisition**

### II.1. Prix d'acquisition

Les services de la division du domaine ont estimé la valeur vénale de l'ensemble immobilier au montant de 52,5 M € HT, assorti d'une marge de négociation de 10 %. Le bien a été acquis par l'État, en date du 25 septembre 2023, au prix de 53,5 M € HT, soit 64,5 M € TTC.

Conformément à l'avis des domaines, il est proposé d'acquérir 12,5 % de parts indivises de l'ensemble immobilier, auprès de l'État, au prix de 6 687 500,12 € HT, soit 8 025 000,15 € TTC.

Ce prix sera majoré des frais d'acte de l'acquisition de l'Eurométropole de Strasbourg, et de la convention d'indivision entre les acquéreurs, pour un montant d'environ 80 000 €, toutes taxes et frais éventuellement dus en sus.

A la marge, l'acquisition du volume AX à intervenir dans un second temps sera réalisée au prix de 15 centimes, toutes taxes et frais éventuellement dus en sus.

#### II.2. Perception d'une recette locative

L'acquisition de parts de l'indivision entraînera la perception d'une recette annuelle au titre du bail emphytéotique administratif, à savoir 12.5 % de 700 000 €, soit 87 500 €.

#### II.3. Préexistence d'un pacte de préférence

Le Parlement européen bénéficie au titre du bail emphytéotique administratif d'un pacte de préférence en cas de vente des parts de l'indivision. Ce pacte n'aura pas vocation à s'appliquer si les ventes sont réalisées entre indivisaires.

#### II.4. Désignation de l'Etat comme mandataire de l'indivision

Pour permettre au Parlement européen de n'avoir qu'un seul interlocuteur, un mandat de la part de l'ensemble des indivisaires est donné à l'État pour représenter l'indivision. L'organisation de la prise de décision de l'indivision fera l'objet d'une convention d'indivision.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu l'avis de la division du domaine en date du 24 mars 2023  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*1. l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg, auprès de l'Etat, de 12,5 % des parts indivises des volumes suivant :*

*Dans un Ensemble Immobilier dénommé « OSMOSE », situé sur le territoire de la commune de STRASBOURG (67000), 2, 4 et 6 allée des Orcades ayant pour assiette foncière une parcelle identifiée au cadastre, savoir : Section BX N° 617/10 Wacken 00ha 90 a 31ca :*

*Volumes : AK, AZ et BA*

*- Lot AK :*

*Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :*

Plan n°1 :

*En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°1 par les périmètres des points : n°32, 30, 29, 28, 169, 26, 33, 34, 35, 171, 170, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168,32 ; d'une surface de base totale d'environ 3 686 m<sup>2</sup>.*

*En élévation : entre l'axe de la dalle séparant le R-2 et le R-1 au niveau du transformateur (137,39 m) et sans limitation de profondeur, applique à la surface d'application.*

Plan n°2 :

*En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°2 par les périmètres des points : n°32, 30, 29, 28, 169, 177, 211, 173, 172, 175, 174, 210, 209, 141, 140, 139, 138, 34, 35, 171, 170, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 32 ; en excluant le périmètre des points : 39,36,37,38,39 d'une surface de base totale d'environ 3576 m<sup>2</sup>.*

*En élévation : entre l'axe de la dalle séparant le R-2 et le R-1 au niveau du transformateur (137.39 m) et l'axe de la dalle séparant le R-1 et le RDC ou le dessus de l'étanchéité de cette même dalle le cas échéant (138.62 m, 139,95 m, 140,90 m, 141,08 m, 141,15 m) appliqué à la surface d'application.*

*Zone 1 : 137,39 m à 141,15 m pour le périmètre suivant : 32, 30, 29, 28, 169, 177, 211, 207, 208, 209, 141, 140, 139, 138, 34, 35, 171, 170, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 32 ; en excluant les périmètres des points : 39, 36, 37, 38,39,*

*Zone 2 : 137,39 m à 140,09 m pour le périmètre suivant : 172, 173, 174, 175, 172,*

*Zone 3 : 137,39 m à pente complexe selon coupe BB 138,62 m/139,95 m/141,15 m pour le périmètre suivant : 210, 173, 211, 207, 208, 209, 210,*

Plan n°3 :

*En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°3 par les périmètres des points : n°34, 35, 171, 170, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 192, 191, 190, 189, 188, 187, 186, 185, 184, 183, 51, 50, 49, 48, 182, 181, 180, 179, 208, 209, 141, 140, 139, 138, 34 ; d'une surface de base totale d'environ 2845 m<sup>2</sup>.*

*En élévation : entre l'axe de la dalle séparant le R-1 et le RDC ou le dessus de l'étanchéité de cette même dalle le cas échéant (138,62 m, 139,95 m, 140,90 m, 141,08 m, 141,15 m) et le dessous de la dalle non sous bâtie séparant le RDC et le R+1 (145,04 m) appliqué à la surface d'application.*

*Zone 1 : 141,15 m à 145,04 m pour le périmètre suivant : 34, 35, 171, 170, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 192, 191, 190, 189, 188, 176, 186, 185, 184, 183, 51, 50, 49, 48, 182, 181, 180, 179, 208, 209, 141, 140, 139, 138, 34 en excluant le périmètre des points : 36, 37, 38, 39, 36,*

*Zone 2 : 141,08 m à 145,04 m, pour le périmètre suivant : 36, 37, 38, 39, 36,*

Plan n°4 :

*En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°4 par les périmètres des points : n°34, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 205, 105, 106, 107, 108, 109, 35, 34 ; d'une surface de base totale d'environ 2 896 m<sup>2</sup>.*

*En élévation : entre le dessous de la dalle non sous bâtie séparant le RDC et le R+1 (145,04 m) et l'axe de la dalle séparant le R+5/R+6 (163,32 m) appliqué à la surface d'application.*

Plan n°5 :

*En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°5 par les périmètres des points : n°34, 90, 91, 92, 93, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 205, 105, 106, 107, 108, 109, 35, 34 ; d'une surface de base totale d'environ 2 903 m<sup>2</sup>.*

*En élévation : entre l'axe de la dalle séparant le R+5/R+6 (163,32m) et sans limitation de hauteur, appliqué à la surface d'application.*

- Lot AZ :

*Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :*

Plan n°3 :

*En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°3 par les périmètres des points : n° 179, 180, 181, 182, 179 ; d'une surface de base totale d'environ 33 m<sup>2</sup>.*

*En élévation : entre le dessus de l'étanchéité la dalle séparant le R-1 et le RDC (141,15 m) et le dessous de la dalle non sous bâtie séparant le RDC et le R+1 (145,04 m), appliqué à la surface d'application.*

- Lot BA :

*Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :*

Plan n°3 :

*En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°3 par les périmètres des points : n°185, 186, 187, 185 ; d'une surface de base totale d'environ 15 m<sup>2</sup>.*

*En élévation : entre le dessus de l'étanchéité la dalle séparant le R-1 et le RDC (141,15 m) et le dessous de la dalle non sous bâtie séparant le RDC et le R+1 (145,04 m), appliqué à la surface d'application. »*

2. *cette acquisition aura lieu au prix de 6 687 500,12 € HT, soit 8 025 000,15 € TTC, majoré des frais d'acte de l'acquisition de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que de la convention d'indivision pour un montant d'environ 80 000 € toutes taxes et frais éventuellement dus en sus,*

3. *l'acquisition réalisée notamment aux conditions suivantes :*

- *l'acquisition de parts de l'indivision, entrainera la perception d'une recette annuelle au titre du bail emphytéotique administratif, à savoir 12.5 % de 700 000 €, soit 87 500 €,*
- *le Parlement européen bénéficie au titre du bail emphytéotique administratif d'un pacte de préférence en cas de vente des parts de l'indivision. Ce pacte n'aura pas vocation à s'appliquer si les ventes sont réalisées entre indivisaires,*
- *pour permettre au Parlement d'avoir un seul interlocuteur, un mandat de la part de l'ensemble des indivisaires est donné à l'État pour représenter l'indivision, l'organisation de la prise de décision de l'indivision fera l'objet d'une convention d'indivision ;*

4. l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg au sein du même ensemble immobilier, dans un second temps, de 12.5% du volume AX tel que déterminé ci-après, au prix de 15 centimes d'euro toutes taxes et frais éventuellement dus en sus,

- LOT AX

Un droit de superficie perpétuel consistant en un volume comprenant :

Plan n°3

En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°3 par les périmètres des points : n° 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 379, 380, 381, 422, 423, 166, 165, 164, 163, 162, 161, 170, 171, 9 ;

d'une surface de base totale d'environ 611 m<sup>2</sup>.

En élévation :

entre l'altitude définie en pleine terre à 140.00 m pour le volume AX ou le dessus de l'étanchéité (plan incliné 141.02m à 141.15m voir coupe DD) et le dessous de la dalle non sous bâtie séparant le RDC et le R+1 (145.04m), appliqué à la surface d'application.

Zone 1: entre 140.00m et 145.04m pour le périmètre des points suivant :

9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 379, 380, 378, 423, 166, 165, 164, 163, 162, 161, 170, 171, 9

Zone 2 : entre le plan incliné 141.02m/141.15m (coupe DD) et 145.04m pour le périmètre des points suivant :

422, 423, 378, 380, 422

Plan n°4 :

En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°4 par les périmètres des points : n° 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 382, 381, 422, 106, 107, 108, 109, 9 ;

d'une surface de base totale d'environ 678 m<sup>2</sup>.

En élévation :

entre le dessous de la dalle non sous bâtie séparant le RDC et le R+1 (145.04m) et l'axe de la dalle séparant le R+5/R+6 (163.32m), appliqué à la surface d'application.

Plan n°5 :

En plan : la surface d'application déterminée sur le Plan n°5 par les périmètres des points : n° 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 382, 381, 422, 106, 107, 108, 109, 9,

d'une surface de base totale d'environ 678 m<sup>2</sup>.

En élévation :

entre l'axe de la dalle séparant le R+5/R+6 (163.32m) et sans limitation de hauteur, appliqué à la surface d'application,

décide



- *l'imputation de la dépense d'un montant de 8 025 000,15 € TTC et des frais d'acte de l'Eurométropole pour son acquisition, ainsi que pour la convention d'indivision, soit pour un montant d'environ 80 000 € toutes taxes et frais éventuellement dus en sus, sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 21321.014 - service AD03 - Programme 1561,*
- *l'imputation de la dépense d'un montant de 0.15 € TTC sur la ligne budgétaire Fonction 518 - Nature 21321.014 - service AD03 - Programme 1561,*
- *l'imputation de la recette locative de 87 500 € sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg, service CP71G, fonction 510, nature 752,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer l'acte à intervenir, tout acte complémentaire ou rectificatif et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162941-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

Le 24/03/2023

Pôle pilotage des missions et animation du réseau  
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale

4, place de la République CS 51002  
67070 STRASBOURG Cedex  
Téléphone : 03 88 10 35 00  
Mél. : drfip67.ppole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY  
Courriel : [patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr)  
Téléphone : 03.88.10.35.13  
Référence :  
Réf DS :11707664  
Réf OSE : 2023-67482-17589

à

Division du Domaine

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site [collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)



*Désignation du bien :* Immeuble tertiaire neuf

*Adresse du bien :* Boulevard de Dresde

*Commune :* Strasbourg

*Valeur:* **52 500 000 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %  
(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

## 1 - SERVICE CONSULTANT

Direction régionale des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin  
Affaire suivie par **Mme Isabelle MEHIER DE MATHUISIEULX** [isabelle.mehier-de-athuisieulx@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:isabelle.mehier-de-athuisieulx@dgfip.finances.gouv.fr)  
Vos références: /

## 2 - DATES

de consultation :	06/03/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	06/03/2023

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

### 3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

### 3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition par l'État et/ou une ou plusieurs collectivités de l'ensemble immobilier complexe « Osmose », édifié sur le lot E (Tranche 1) du quartier Archipel à Strasbourg (Wacken).

*Ce bien a déjà été évalué en 2021 (avis du 25/11/2021/ n° OSE : 2021-67482-92310) dans le cadre d'un projet d'acquisition quadripartite (Ville de Strasbourg/EMS/ CEA/ Région) à la valeur de 48 815 000 €HT avec une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale à 53 696 500 € HT.*

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

L'immeuble dont dépendent les volumes à évaluer est situé dans le quartier du Wacken, au nord du ban communal de Strasbourg. Intégré au nouveau quartier d'affaires international « Archipel », il en occupe les limites Est (lot E) à proximité immédiate des institutions européennes pour les besoins desquelles il avait été initialement construit.

<sup>1</sup> Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

## 4.2 Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de la commune de **STRASBOURG** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
BX	617	Boulevard de Dresde	90,31
<b>TOTAL</b>			<b>90,31</b>

## 4.3 Descriptif

Le bien acquis est un **bâtiment tertiaire** de type R+7 sur deux niveaux de sous-sol, édifié sur le lot E du quartier Archipel au Wacken (tranche 1 du projet d'aménagement).

L'immeuble est divisible en **27 lots indépendants** suivant le détail ci-dessous :

- 3 lots au RDC ;
- 4 lots du R+1 au R+5 ;
- 2 lots au R+6 et R+7.

L'immeuble est livré en **plateau nu** (le cloisonnement et le câblage du courant faible sont à la charge du futur utilisateur). Le compartimentage respecte les caractéristiques réglementaires suivantes : trois compartiments par niveau du RDC au R+5 et 2 compartiments au R+6 et au R+7. La surface de chaque compartiment est inférieure à 1 000 m<sup>2</sup>.

Façades rideaux avec huisseries PVC et verre isolant permettant d'atteindre un haut niveau de performance énergétique. Atténuation de la surchauffe par des brise-soleils fixes, lames en tôles perforées orientées selon façade.

Deux niveaux de sous-sol accueillant **150 places de stationnement** (dont certaines réservées aux voitures électriques et en autopartage) et **300 places de vélos**, les locaux techniques (TGBT ...). Accès réglementé par barrières levantes et rideau métallique le soir.

Au RDC : deux halls d'accueil (un principal et un secondaire) dans lesquels sont installés les ascenseurs (trois par hall) quelques locaux techniques (local électrique...), un espace douche/vestiaire, des casiers à usage des cyclistes, ainsi que des plateaux de bureaux.

Dans les étages : plateaux de bureaux répartis de part et d'autre du palier d'étage et des dégagements, blocs sanitaires au centre (hommes et femmes séparés), chacun de ces blocs étant accessible aux PMR.

Certains lots du troisième, sixième et septième étage communiquent avec des terrasses paysagées.

La hauteur libre les plateaux de bureaux entre le faux plafond et le faux plancher est de 2,70 mètres (> à 3 mètres au RDC).

Chacun des lots accessibles depuis le palier d'étage comprendra une circulation théorique, des zones à plancher renforcé en second jour (au centre des lots) pouvant recevoir des locaux d'archives, des locaux techniques etc (soit environ 5 % de la surface du lot), une gaine comportant le tableau divisionnaire desservant le lot, une zone destinée aux réunions d'environ 10 % de la surface utile du plateau.

Le projet s'inscrit dans une démarche de **haute qualité environnementale** (RT 2012-40%, certification HQE Bâtiment Durable mention « Excellent »).

### Équipements

Plateaux : plancher technique sur la toute la surface des bureaux (dalles en particules de bois aggloméré haute densité de 60 x 60 cm), passe câbles et une balayette par poste de travail. Moquette au sol en dalle amovible 50 x 50 cm, plafonds suspendus démontables en fibres minérales sur ossature en acier laqué avec blocs de clim et spots intégrés, peinture acrylique satinée sur murs et poteaux des plateaux bureaux, paliers et sanitaires.

Sanitaires : carrelage grès cérame.

Dégagements/parties communes : sols en parquet.

Les besoins en froid et en chaud des bureaux seront couverts par une production collective : la production de chaleur par une sous-station raccordée au réseau de chaleur urbain, la production de froid par groupes à condensation à air, implantés en toiture.

Dans chaque lot il est prévu une attente en eau glacée raccordée sur le réseau de distribution vertical, destinée au rafraîchissement de chaque local serveur. La distribution sera de type 4 tubes. Émetteurs du type cassettes au plafond avec régulation chaud/froid par vanne 6 voies motorisées, implantées toutes les deux trames de façades.

Le comptage des consommations sera réalisé au moyen des équipements suivants :

- chauffage : 1 compteur d'énergie thermique par preneur ;
- refroidissement : 1 compteur d'énergie thermique par preneur ;
- consommation d'eau : 1 compteur d'eau par étage et par bloc sanitaire.

Panneaux photovoltaïques sur la toiture du niveau R+8 utilisées pour alimenter les parties communes.

Ventilation à double flux des bureaux et salles de réunions, par CTA implantées en toiture.

Désenfumage naturel des plateaux par les ouvrants de façade.

Une platine vidéo installée à chaque hall d'entrée ainsi qu'à l'entrée du parking. Cet équipement intègre une boucle à induction magnétique pour malentendant. Mise en place de fourreaux pour la mise en œuvre ultérieure de caméras au droit des accès contrôlés (câblage et caméras non compris).

## Surface des locaux

Surface de plancher (SDP): **15 195 m<sup>2</sup>**

ETAGE	SURFACES UTILES PRIVATIVES				TOTAL SURFACE UTILE PRIVATIVE ETAGE (m <sup>2</sup> SU)	SURFACES UTILES COMMUNE ETAGE (m <sup>2</sup> SU)				TOTAL SURFACE UTILE COMMUNE ETAGE (m <sup>2</sup> SU)	SURFACE UTILE TOTALE (m <sup>2</sup> SU)	EFFECTIF (1 pers/12 m <sup>2</sup> SU)
	m <sup>2</sup> SU					PALIER CAGE A	PALIER CAGE B	SANITAIRE CAGE A	SANITAIRE CAGE B			
	LOT A1	LOT A2	LOT B1	LOT B2								
R-2											237,4	
R-1											290,3	
RDC	350,36	0	718,81	300,36	1369,53	485,40	237,90	88,08	33,14	844,52	2 214,1	211,0
R+1	792,74	426,23	318,50	528,48	2065,95	60,69	70,43	39,53	39,42	210,07	2 276,0	190,0
R+2	686,68	416,86	341,61	452,43	1897,58	58,90	59,50	39,53	39,44	197,37	2 095,0	176,0
R+3	686,68	416,86	341,61	452,43	1897,58	58,90	59,50	39,87	39,44	197,71	2 095,3	176,0
R+4	686,68	416,86	341,61	452,43	1897,58	58,90	59,50	39,87	39,44	197,71	2 095,3	176,0
R+5	320,12	416,86	341,61	452,43	1531,02	58,90	64,70	39,87	39,44	202,91	1 733,9	145,0
R+6	320,12	609,88	0	0	930,00	58,90	0,00	39,87	0,00	98,77	1 028,8	86,0
R+7	320,12	609,88	0	0	930,00	64,03	0,00	39,87	0,00	103,9	1 033,9	86,0
TOTAL superstructure	4163,5	3313,43	2403,75	2638,56	12519,24	904,62	951,53	366,49	230,32	2052,96	14 572,2	1246
TOTAL SU bâtiment											15 100	

La base des termes de comparaison de l'évaluateur étant tenue en surface utile, nous privilégierons cette unité de mesure. La surface valorisée sera donc fixée à **14 572 m<sup>2</sup>** (surface des locaux en superstructure).

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Les locaux appartiennent à la société Wacken Invest (WI) qui en est devenue propriétaire aux termes d'un acte de vente en l'état futur d'achèvement signé en l'étude de Me Schott le 15/11/2019. La réception de l'immeuble a été réalisée en octobre 2021. La société WI est détenue par Icade Promotion à hauteur de 51 % et par la Caisse des dépôts à hauteur de 49 %.

### 5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation : l'immeuble est resté vacant dans l'attente d'une décision d'acquisition de la part du Parlement européen.

## 6 – URBANISME

### 6.1 Règles actuelles

Au PLU i en vigueur la parcelle est située en zone **UD1**, zone à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif), qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

Hauteur des constructions : **non réglementée**

Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagements et de programmation.

Le projet urbain se situe en zone inondable (concerné par des zones inondables par débordements de cours d'eau et par des zones de remontée de nappe phréatique).

### 6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

Leur valeur vénale de cet immeuble tertiaire sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure où il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

Les locaux en question ayant vocation à être loués, nous recouperons la valeur vénale ainsi déterminée au moyen de la **méthode du revenu**.

Cette méthode consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien fructifère en appliquant au loyer annuel perçu (hors taxe et hors charge) ou à sa valeur locative (estimation par comparaison avec les loyers pratiqués sur le marché local pour des biens similaires) un taux de capitalisation convenablement choisi en fonction des caractéristiques et de la situation du bien.

La mise en œuvre de cette méthode nous conduira donc à réaliser deux études complémentaires. La première s'attachera à déterminer la valeur locative des bureaux soumis à expertise et la seconde à dégager le taux de rendement qu'un investisseur est en droit d'attendre pour ce type de bien.

## 8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les Ventes en l'État d'Achèvement (VEFA) d'immeubles et/ou de locaux tertiaires de grande superficie situés dans le quartier du Wacken. Les cessions se rapportant aux biens de même nature situés dans les autres quartiers périphériques de Strasbourg seront données titre informatif dans un tableau à part.

TERMES DE COMPARAISON : VEFA DE LOCAUX TERTIAIRES - WACKEN ARCHIPEL											
Date	Section	N° plan	Quartier	Adresse	PRIX HT	SU (m²)	Prix m² SU	Niveau	GAR	PKG	OBSERVATIONS
12/04/22	BX	576	Wacken	Boulevard de Dresde 10	31 000 000 €	6 907	4 488 €	R+8		85 SSOL	Volume AB et AI EIC « Wacken Europe Lot 4 » R+8 ** SCCV ONLINE/SCI STRASBOURG
15/11/19	BX	617	Wacken	Boulevard de Dresde	49 418 346 €	14 572	3 391 €	R+7		150 SSOL	Volume AA Bâtiment OSMOSE édifié en R+7 + étage technique - Locaux livrés aménagés mais non cloisonnés + 2 niveaux de sous sol avec 150 places de stationnement
30/10/19	BX	604	Wacken	Place Adrien Zeller	1 962 380 €	600	3 271 €				LOT 5 d'Archipel
21/04/16	BX	567	Wacken	Boulevard de Dresde	62 590 000 €	16 843	3 716 €	IGH		24 SSOL	Volume AF (IGH de 18 433 m² de bureaux) , AH (98 parkings en sous sol sur deux niveaux) + AI (24 parkings en sous sol en R-2)
					Moyenne	9731	3 717 €				
					Médiane	10740	3 554 €				

POUR INFO : VEFA BUREAU AUTRES QUARTIERS : Deux rives, Coop, Route du Rhin											
Date	Section	N° plan	Quartier	Adresse	PRIX HT	SU (m²)	Prix m² SU	Niveau	GAR	PKG	OBSERVATIONS
19/10/20	HZ	620	Coop	Coopérative 3	4 284 000 €	1 363	3 144 €	2			Volume AE - Locaux professionnels 620 provient de 227,587,589,592,594,596,599 « REHABILITATION »
03/09/20	HZ	620	Coop	Coopérative 3	4 040 000 €	1 307	3 091 €	3			Vente de 6 lots de locaux d'activité ( lot 8 à 13) au 3° étage : 271 m² + 290 m² + 292 m² + 319 m² + 125 m² + 10,6 m²

Nous compléterons cette étude par une **recherche des offres de ventes publiées sur les sites internet**. Nous élargirons là aussi le périmètre de recherche aux quartiers périphériques de la commune de Strasbourg et plus particulièrement à celui de la ZAC Deux rives (COOP, Starlette...) qui doit accueillir de nombreux projets tertiaires de qualité.

ANNONCES INTERNET : PRIX DE VENTE IMMEUBLES OU LOCAUX TERTIAIRES (VEFA) En partie haute vente en bloc , en partie basse locaux cédés en lots						
Date de la recherche	Quartier	Adresse	Prix HT	SU	prix/su	Observations
29/09/21	PORT DU RHIN	Quai Starlette	55 311 700 €	19073	2 900 €	
15/03/23	PORT DU RHIN	Quai Starlette	37 048 270 €	11270	3 287 €	Loyer 200 € / m <sup>2</sup> an R+10 sur sous sol
<i>Moyenne</i>			46 179 985 €	15171,5	3 094 €	
Date de la recherche	Quartier	Adresse	Prix HT	SU	prix/su	Observations
29/09/21	VOSGES	Avenue de la Marseillaise	2 404 000 €	601	4 000 €	
29/09/21	PORT DU RHIN	La COOP	1 695 000 €	652	2 600 €	
29/09/21	WACKEN	Rue Jean Jacques Rousseau	1 950 000 €	532	3 665 €	
29/09/21	ZAC DES DEUX RIVES		1 215 900 €	579	2 100 €	
<i>Moyenne</i>			1 816 225 €	591	3 091 €	
<i>Médiane</i>			1 822 500 €	590	3 133 €	

Voir détail de l'annonce du 15/03/2023 en annexe

## 8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

### Analyse

Quatre termes de comparaison répondant aux critères de recherche ont été identifiés dans le quartier du Wacken. Les prix de vente correspondants se situent dans une fourchette assez large comprise entre **3 271 € / m<sup>2</sup> SU** (mutation d'octobre 2019) et **4 488 € / m<sup>2</sup> SU** (mutation d'avril 2022). Le prix moyen et médian sont quant à eux assez proches, respectivement à **3 717 € / m<sup>2</sup> SU** et **3 554 € / m<sup>2</sup> SU**.

Tous les prix relevés dans le quartier du Wacken sont supérieurs à 3 000 € / m<sup>2</sup> SU.

La vente intervenue en octobre 2019 au prix unitaire de **3 271 € / m<sup>2</sup> SU** concerne, à l'instar des locaux expertisés, des locaux cédés aménagés mais non cloisonnés.

La vente d'avril 2016 intervenue au prix de **3 716 € / m<sup>2</sup> SU** se rapporte quant à elle à un immeuble de grande hauteur (IGH) dont on sait que la construction s'accompagne en général de surcoûts importants en raison de normes de sécurité renforcées.

Enfin celle de novembre 2019 intervenue au prix de **3 391 € / m<sup>2</sup> SU** porte sur les locaux présentement évalués.

Ces mutations étaient toutes disponibles lors de l'évaluation des locaux réalisée à la demande de l'EMS en mai 2021.

Entre temps le marché s'est étoffé d'une nouvelle mutation portant sur une surface de bureaux de 6 907 m<sup>2</sup>. Cette vente est intervenue en avril 2022 au prix de **4 488 € / m<sup>2</sup> SU** qui s'avère très largement supérieur aux prix pratiqués jusqu'alors dans le quartier. Ce prix traduit en effet une augmentation de l'ordre de 30 % par rapport au prix moyen (3 459 € / m<sup>2</sup> SU) des trois ventes réalisées dans la période 2016-2019.

Les recherches effectuées sur les sites internet des principaux acteurs du marché immobilier d'entreprise (CBRE, BNP Paribas et Cushman et Walckfield) ont par ailleurs permis d'identifier deux offres de vente de locaux tertiaires de grande superficie.

La plus récente concerne un programme tertiaire en cours de réalisation à l'Est du ban communal (« Starlette »). Situés dans un immeuble de type R+10, les locaux d'une superficie de 11 270 m<sup>2</sup> sont proposés à la vente au prix de 37 048 270 € soit **3 287 € / m<sup>2</sup> SU** et à la location sur la base d'un loyer de **200 € / m<sup>2</sup> an** (HT et HC).

Trouvée sur internet en 2021 à l'occasion d'une autre évaluation, la plus ancienne proposait à la vente un immeuble de 19 073 m<sup>2</sup> situé dans le secteur « Starlette » au prix de **2 900 € / m<sup>2</sup> SU**.

A l'époque, la recherche avait également permis de mettre en lumière des offres de vente de locaux tertiaires de superficie moindre (< 1 000 m<sup>2</sup>). Les prix de vente proposés oscillaient alors entre 2 100 € pour des locaux situés dans la ZAC des deux rives et 4 000 € pour des locaux situés dans l'ancienne Poste, avenue de la Marseillaise. Dans le quartier du Wacken, des locaux de 532 m<sup>2</sup> étaient quant à eux proposés au prix de **3 665 € / m<sup>2</sup> SU**.

### Facteurs de la valeur

L'immeuble à évaluer présente des caractéristiques très favorables et notamment :

- une architecture et des finitions soignées (standards internationaux) ;
- des plateaux facilement divisibles (équipés d'un faux plancher technique et d'équipements (cassettes de clim...) en nombre suffisant) ;
- une vue dégagée sur le parlement et sur la ville (façades vitrées de type murs « rideaux » + terrasses paysagères accessibles sur 3 niveaux) ;
- une performance énergétique de tout premier ordre + panneaux solaires sur le toit assurant la prise en charge de la consommation des parties communes + 70 % du chauffage urbain alimenté en énergie renouvelable ;
- tous les lots sont autonomes pour le comptage des consommations (chauffage, refroidissement et eau) ;
- un ratio de parking relativement élevé (une place pour 97 m<sup>2</sup> de bureau) avec de surcroît des possibilités de stationnement supplémentaires dans le silo édifié de l'autre côté du Boulevard de Dresde ;
- accessibilité : le bâtiment est accessible en voiture et en vélos avec des possibilités de stationnement au sous-sol (respectivement 150 et 300 places au R-1 et R-2 + équipements dédiés : casiers et douches au RDC) ainsi qu'en tram (ligne E avec arrêt « parlement » juste en face). Il est par ailleurs situé à proximité des accès autoroutiers.

### Valeur retenue

En 2021, la valeur vénale de l'immeuble sous expertise a été déterminée sur la base d'une valeur unitaire de **3 350 € / m<sup>2</sup> SU** correspondant à la fourchette haute de l'étude de marché de l'époque ainsi qu'au prix auquel cet immeuble avait été proposé à la vente en novembre 2019 (DIA).

Depuis, une mutation supplémentaire est venue enrichir le marché des locaux tertiaires dans le quartier du Wacken. Le prix auquel cette vente a été réalisée (4 488 € / m<sup>2</sup> SU) traduit une augmentation de plus de 30% par rapport aux prix enregistrés dans la période 2016-2019 et fait mécaniquement progresser le prix moyen qui passe de 3 459 € / m<sup>2</sup> SU à 3 700 € / m<sup>2</sup> SU.

Les prix pratiqués dans les autres quartiers périphériques de Strasbourg ne traduisent pas la même progression.

Ainsi, si nous nous référons aux offres de vente publiées sur internet pour des locaux situés dans le quartier « Starlette » le delta est d'environ 10 % (en 2021 une surface de bureaux de 19 073 m<sup>2</sup> de bureaux était proposé au prix de 2 900 € le m<sup>2</sup> SU ; une annonce propose actuellement des locaux tertiaires d'une surface de 11 070 m<sup>2</sup> au prix de 3 250 € le m<sup>2</sup> SU).

Compte tenu des données actualisées dont nous disposons, l'évaluation sera opérée sur la base d'une valeur unitaire au m<sup>2</sup> SU de **3 600 € / m<sup>2</sup> SU** (après arrondi à la centaine supérieure pour tenir compte de la relative ancienneté de la majorité des termes de comparaison). Cette valeur correspond au prix de vente médian sur le secteur au cours de la période 2016/2022. **Elle traduit une augmentation d'environ 10 % par rapport à la valeur retenue fin 2021.**

## 9- RECOUPEMENT PAR LA MÉTHODE PAR LE REVENU

La méthode d'évaluation par le revenu permet d'obtenir la valeur vénale d'un immeuble en appliquant au revenu de l'immeuble (réel ou comme ici théorique) un taux de capitalisation convenablement choisi, selon la formule : Valeur Vénale (VV) = revenu annuel des locaux (HT et HC) / taux de capitalisation.

L'immeuble étant vacant, le revenu annuel pris en compte sera un loyer théorique (**valeur locative**). Il sera déterminé par comparaison avec les loyers demandés lors de la location de locaux présentant les mêmes caractéristiques (locaux tertiaires de grande superficie, à l'état neuf et situés dans le quartier du Wacken).

L'immeuble étant neuf et bénéficiant d'une très bonne situation, le taux de capitalisation retenu devra quant à lui être apprécié en se référant uniquement à des locations de biens présentant les mêmes qualités (bureaux « prime »).

### ▲ Loyers des locaux tertiaires

L'étude de marché s'attachera à recenser **les loyers des d'immeubles et/ou de locaux tertiaires** de grande superficie, situés dans le quartier du Wacken.



VALEUR LOCATIVE – BUREAUX EN VEFA- WACKEN										
Source	Date	Quartier	Adresse	SU	Divisible à partir de	Prix vente HT	Loyer annuel HT et HC	VL /m <sup>2</sup> an	Taux de cap	Observations
<a href="https://immobilier.trovit.fr/location-wacken">https://immobilier.trovit.fr/location-wacken</a>	15/03/23	WACKEN	Bld de Dresde place Adrien Zeller	3716	500		817 520 €	220 €		Bâtiment 8 niveaux relié au réseau de chaleur urbain, groupes froids en toiture. Les bureaux seront équipés d'un système de ventilation double-flux. L'exposition des façades à toutes les orientations, la faible profondeur de chaque plateau permettra une flexibilité des aménagements. Chaque plateau développera une surface de 500 m <sup>2</sup> environ par niveau. Des parkings seront à disposition dans un parking silo à construire.
<a href="https://immobilier.trovit.fr/location-wacken">https://immobilier.trovit.fr/location-wacken</a>	15/03/23	WACKEN	Boulevard de Dresde	4000	563		880 000 €	220 €		Livraison au T4 2024 / T1 2025. Niveau de performance énergétique E3C1, l'un des niveaux les plus performants à ce jour. Nouvel espace de travail et de vie comprenant du bureau, du coworking et du coliving autour d'une exploitation marchande urbaine.
Acte de vente et DIA	12/04/22	WACKEN	Boulevard de Dresde 10	6907	NR	31 000 000 €	1 434 345 €	208 €	4,63 %	Donnée locatives en annexe de la DIA
MAJIC		WACKEN	Place Adrien Zeller 4 A	4165	NR		880 320 €	211 €		PUMA FRANCE
Annonce CBRE		WACKEN	Place Adrien Zeller	5112	127		971 280 €	190 €		Plateaux de bureaux en pied d'immeuble -Archipel-Orientation Sud/Ouest face à la cité Ungermach. Climatisation réversible double flux- Parking de l'Aar-retail tram
Annonce Cushman et Wakefield		WACKEN	Place Adrien Zeller	4915	NR		933 850 €	190 €		Locaux entièrement aménagés mais non cloisonnés (plateaux) : 4915 m <sup>2</sup> divisible à partir de 127 m <sup>2</sup> . Locaux situés du 1 <sup>er</sup> étage au 8 <sup>ème</sup> dans un bâtiment de R+8 + mezzanine avec parvis central et parking public de 310 places en sous sol 2 ascenseurs, sanitaires h/f à chaque palier d'étage possibilités de parking en sus : ( 1500 € / an / emplacement)
Acte vente	04/04/16	WACKEN	Boulevard de Dresde	4447	NR	12 899 290 €	896 500 €	202 €	6,95 %	Volume AE immeuble de bureau en R+7 plus attique technique en R+8 comprenant 1 showroom, une cafétéria et 1 salle de sport (LABEL BEPOS) + Volume AG : 25 places de stationnement en R-1 LOCATAIRE – ADIDAS – SDP annoncée dans l'acte : 4 942 m <sup>2</sup> soit SU (0,90) – 4 447 m <sup>2</sup>
			Moyenne	4752	397		973 402 €	206 €	5,79 %	
			Médiane	4447	500		896 500 €	208 €		

Dans l'article reproduit ci-dessous (disponible sur internet à l'adresse <https://www.lemoniteur.fr/article/dans-les-bureaux-a-strasbourg-le-neuf-se-fait-de>) les opérateurs locaux (CBRE, BNP Paribas..) se rejoignent pour dire que les chiffres afférents au placement des surfaces tertiaires sur la commune de Strasbourg ont été particulièrement bons en 2022.

Les surfaces de bureaux ont continué à susciter l'engouement à Strasbourg en 2022, mais les candidats à l'occupation risquent de plus en plus de rencontrer la frustration, à force de voir l'offre se tarir. Les cabinets de conseil qui ont produit leur **étude annuelle respective (CBRE Rive Gauche, BNP Paribas Real Estate, Cushman & Wakefield)** tirent ces conclusions de leurs analyses chiffrées.

**La demande placée s'est maintenue, l'an dernier**, à un haut niveau pour les standards locaux : 79 700 m<sup>2</sup> selon Cushman & Wakefield, 80 000 m<sup>2</sup> pour BNP Paribas Real Estate et 73 800 m<sup>2</sup> d'après la mesure de CBRE Rive Gauche. Au-delà des nuances, ces chiffres confirment l'installation durable du marché à un seuil de 80 000 m<sup>2</sup> qui paraît devoir reléguer aux oubliettes celui de 60 000 m<sup>2</sup> ayant longtemps servi de référence.

Ils résultent de quelque **250 transactions, en grande majorité (84 % selon CBRE) tournées vers des surfaces unitaires de moins de 500 m<sup>2</sup>**. Ce poids est en rapport avec la demande exprimée, concentrée elle aussi aux trois-quarts sur le segment 0 à 500 m<sup>2</sup>, rapporte BNP Paribas Real Estate. « **L'année 2022 a confirmé l'excellente résilience du tissu de PME qui fait la richesse de l'économie strasbourgeoise** », commente Vincent Triponel, directeur associé Cushman & Wakefield Strasbourg. Quinze prises en occupation de plus de 1 000 m<sup>2</sup> ont également apporté leur contribution décisive au bon score de l'an dernier.

Une proportion particulièrement importante de ces placements de surfaces s'est opérée sur des **immeubles de seconde main**, de l'ordre de 80 à 90 % en fonction du pointage des cabinets de conseil. « **Les surfaces neuves disponibles sont tout de suite absorbées** », observe Nancy Spann, directeur régional Grand Est de BNP Paribas Real Estate. Et pour cause : elles ne cessent de se raréfier. « On observe chez des candidats utilisateurs des phénomènes de repli vers la seconde main, faute de neuf », poursuit Nancy Spann.

Les constats optimistes opérés au niveau de l'agglomération strasbourgeoise ne sont peut-être pas totalement transposables au marché « archipel » du Wacken.

Plusieurs arguments peuvent être avancés pour en justifier :

- D'après cette étude plus de 85 % des mises à disposition concernent des petites surfaces de moins de 500 m<sup>2</sup> et une part importante (entre 80 et 90 %) des placements s'est opérée sur des locaux de seconde main. Le marché du Wacken est à cet égard un  marché atypique  puisque les placements concernent avant tout des locaux neufs et de grande surface.
- Construits pour les besoins du parlement européen, les locaux à évaluer n'ont jamais été occupés depuis leur achèvement en 2021. Cette longue période d'inoccupation pose question d'autant qu'elle amène le propriétaire à vouloir répercuter dans le prix de vente les frais d'exploitation importants auxquels il a dû faire face.
- Il était prévu que le lot sur lequel a été construit l'immeuble à évaluer accueille un autre bâtiment. Or, à ce jour le terrain est toujours vierge de cette seconde construction.
- L'entreprise Adidas qui occupe une grande surface de bureaux au Wacken va quitter l'Alsace d'ici septembre 2024 après plus de soixante ans de présence (Landersheim puis Strasbourg depuis 2018). Une grande surface de bureaux va dès lors se retrouver sur le marché.
- Un grand terrain situé sur les limites nord du site Archipel est en cours d'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) auprès de Voies Navigables de France. Actuellement situé au PLU i en zone UD1 à vocation mixte, une modification du document d'urbanisme est en cours d'instruction pour le passer en zone UE3 réservée aux équipements publics. Ce changement s'inscrit dans la volonté de la nouvelle municipalité de réduire la part du

tertiaire au bénéfice du logement (notamment social) et des espaces verts et de créer par voie de conséquence les équipements publics dédiés (crèche, école ..).

Compte tenu des données recueillis sur le marché locatif tertiaire du Wacken, la valeur locative des locaux à expertiser sera fixée à **220 € / m<sup>2</sup> an** soit le montant auquel sont actuellement proposés des locaux de grande superficie sur le secteur considéré.

### ▲ Taux de capitalisation

Comme précisé précédemment nous référerons aux taux de capitalisation des bureaux « prime » à savoir ceux qui donnent les valeurs de transaction les plus élevées comme se rapportant à des immeubles **neufs** ou restructurés, **très bien localisés** et loués avec une **durée d'engagement très longue**.

#### a) Taux de capitalisation des bureaux « prime » (issus d'une étude réalisée par BNP Paribas sur la période 2019-2021)

Bureaux Régions	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Tendance 2021 / 2020
Lyon	3,70	3,50	3,50	→
Aix / Marseille	4,70	4,50	4,15	↘
Lille	4,15	4,15	4,15	→
Toulouse	4,50	4,50	4,50	→
Nantes	4,75	4,50	4,50	→
Bordeaux	4,95	4,65	4,30	↘
Nice / Sophia Antipolis	4,75	4,75	4,75	→
<b>Strasbourg</b>	<b>5,80</b>	<b>5,45</b>	<b>5,45</b>	→

Logistique & Activité	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Tendance 2021 / 2020
Logistique	4,20	4,00	3,50	↘
Locaux d'Activité	5,60	5,00	4,00	↘

Commerces	2019 T3	2020 T3	2021 T3	Tendance 2021 / 2020
Pied d'immeuble Paris	2,50	3,00	3,15	↗
Centre commercial France	4,00	4,25	4,25	→
Retail Park France	4,50	5,00	5,25	↗



#### b) Evolution des taux de capitalisation des bureaux « prime » dans la période récente (2022-début 2023)

Une étude publiée le 10/03/2023, intitulée « quid de l'évolution du taux de capitalisation des bureaux ? » consultable sur le site <https://www.agefi.fr> démontre que le taux de capitalisation des bureaux prime à Paris quartier central des affaires (QCA) est passé de **2,7 %** fin 2021 à **3,25 %** fin 2022.

L'augmentation des taux de capitalisation des bureaux prime en 2022 aurait dû, selon l'auteur, être plus importante. La sensibilité historique du taux de capitalisation au taux des OAT i à 10 ans étant de 0,8, la hausse de 185 points de base du taux des OAT i à 10 ans (hausse de 275 points de base du taux des OAT à 10 ans) aurait en effet dû se traduire par une hausse de 150 points de base du taux de capitalisation. **Pour lui, seul le tiers du chemin a été réalisé** (+ 0,55 % au lieu de + 1,5 %).

Les prix sur le marché immobilier réagissant avec retard aux changements des facteurs économiques et monétaires, l'ajustement se traduit d'abord dans les volumes et s'illustre par le recul de plus de 60% de l'investissement en Île-de-France au 4<sup>e</sup> trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021.

#### c) Taux de capitalisation issus de la base des termes de comparaison tenue par l'évaluateur

TAUX DE RENDEMENT – BUREAUX EN VEFA- WACKEN									
Source	Date	Quartier	Adresse	SU	Prix vente HT	Loyer annuel HT et HC	VL /m <sup>2</sup> an	Taux de cap	Observations
Acte de vente et DIA	12/04/22	WACKEN	Boulevard de Dresde 10	6907	31 000 000 €	1 434 345 €	208 €	4,63 %	Donnée locatives en annexe de la DIA
Acte vente	04/04/16	WACKEN	Boulevard de Dresde	4447	12 899 290 €	896 500 €	202 €	6,95 %	Volume AE immeuble de bureau en R+7 plus attique technique en R+8 comprenant 1 showroom, une cafétéria et 1 salle de sport (LABEL BEPOS) + Volume AG : 25 places de stationnement en R-1 LOCATAIRE – ADIDAS – SDP annoncée dans l'acte : 4 942 m <sup>2</sup> soit SU (0,90) = 4 447 m <sup>2</sup>
<b>Moyenne</b>				<b>5677</b>	<b>21 949 645 €</b>	<b>1 165 423 €</b>	<b>205 €</b>	<b>5,79 %</b>	

Voir détail des annonces en annexe

En appliquant au taux de capitalisation prime du troisième trimestre 2021 (étude de BNP PARIBAS sur les locaux situés sur Strasbourg) le même pourcentage d'augmentation que celui constaté à Paris QCA, le taux de capitalisation retenu pour la mise en œuvre de la méthode du revenu sera fixé à  $5,45\% + 0,55\% = 6\%$ .

## 10 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'ensemble immobilier est arbitrée à **52 500 000 € HT**, déterminée comme suit :

SU (m <sup>2</sup> )	Valeur de référence (€ / m <sup>2</sup> Su)	Coût aménagement des locaux (€ / m <sup>2</sup> SU) :	Valeur Unitaire retenue	Valeur vénale HT
14572	3 600 €	0 €	3 600 €	52 459 200 €
Valeur vénale arrondie à				<b>52 500 000 €</b>
<b>Recouplement par la méthode du revenu</b>				
<del> </del>				
	<b>SU</b>	<b>VL m<sup>2</sup> an</b>	<b>Valeur Locative</b>	
<b>Valeur Locative Annuelle (VLA)</b>	14572	220 €	3 205 840 €	
	<b>Taux prime 2021</b>	<b>Progression 2022</b>	<b>Taux cap</b>	
<b>Taux de capitalisation (TX CAP)</b>	5,45%	0,55%	6,00 %	
	<b>Valeur Locative</b>	<b>Taux cap</b>	<b>Valeur vénale HT</b>	
<b>Valeur vénale : VLA / TX CAP</b>	<b>3 205 840 €</b>	<b>6,00%</b>	<b>53 430 667 €</b>	
Valeur vénale arrondie à				<b>53 400 000 €</b>
<b>MARGE D'APPRÉCIATION 10 %</b>				
			VV x 1,10	57 750 000 €
			Valeur Vénale	58 000 000 €
			Soit VU au m <sup>2</sup> SU	<b>3 963 €</b>
			<b>Taux de rendement</b>	<b>5,55 %</b>

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %, portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à **58 000 000 € HT** (après arrondi).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **12 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 12 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.


## 13 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Le Directeur régional des Finances publiques,




Laurent GARNIER



ANNEXE : ANNONCES INTERNET (15/03/2023)

1/ VENTES DE BUREAUX DE GRANDE SUPERFICIE : STARLETTE

Vente Bureau de 11270,9 m<sup>2</sup> Strasbourg Port du Rhin Centre



Exclusivité

Référence : 1090794-0V

**Bureau, 11270,9 m<sup>2</sup>**  
(divisible à partir 2500 m<sup>2</sup>)

total par m<sup>2</sup>  
**37 048 270 € H.H.**

Adresse [Voir la carte](#) Transport à moins de 500m [Voir en détail](#)

ROUTE DU PETIT RHIN, Strasbourg

Caractéristiques [Demander + d'info](#)

🌬 Climatisation : oui	🏠 Disponibilité : Immédiate
🏠 Etat des locaux : Neuf	🏠 Faux plafond : oui
🔥 Type Chauffage : climatisation réversible centrale	🏠 Accueil : non
🎤 Auditorium : non	🏠 Faux plancher : non
🏋 Fitness : non	👮 Gardiennage : non
🔌 Groupe électrogène : non	🏠 Magasin d'angle : non

[Voir toutes les caractéristiques](#)

Description


Au coeur de la ZAC des Deux-Rives en plein développement à Strasbourg, Rive Gauche CBRE vous propose à l'achat, un nouvel immeuble de bureaux de 11 270,9 m<sup>2</sup> SUB environ . Belle visibilité depuis l'avenue du Rhin et les quais.

Cet immeuble en R+10 se composera de plateaux multi-techniques à usage de bureaux . Cet îlot baigné de lumière offrira à ses utilisateurs, des vues sur l'eau et sur la nature notamment un panorama sur la ville depuis la terrasse située au dernier étage. Les points forts de...

[Voir plus](#)

*Annonce de mars 2023* : rue du petit Rhin : 37 048 270 € pour 11 270 m<sup>2</sup> soit **3 287 € / m<sup>2</sup> SU**

2/ LOCATION - GRANDE SURFACE TERTIAIRE - WACKEN



Référence : 67\_0109

**Bureau, 3716 m<sup>2</sup>**  
(divisible à partir 500 m<sup>2</sup>)

par mois par an **par m<sup>2</sup>/an**  
**220 € H.C.-H.T.**

Adresse [Voir la carte](#) Transport à moins de 500m [Voir en détail](#)

Boulevard de Dresde, Strasbourg

Tram  
B E


Caractéristiques [Demander + d'info](#)

🏠 Disponibilité : Immédiate	♿ PMR : non
📺 Télésurveillance : non	

Description

STRASBOURG - ARCHIPEL WACKEN EUROPE - MBIS

Faisant face à la Place Adrien ZELLER, au bord du Boulevard de Dresde, l'opération MBIS va s'ériger sur 8 niveaux et développer une surface de plancher de 3 716m<sup>2</sup>. Ce bâtiment labellisé BREEAM EXCELLENT sera relié au réseau de chaleur urbain et bénéficiera d'un système de rafraîchissement grâce à des groupes froids en toiture. Le chauffage et le rafraîchissement sera assuré par un système VRV 4 tubes. Les bureaux seront équipés d'un système de ventilat...



Référence : 67\_0105

**Bureau, 4000 m<sup>2</sup>**  
(divisible à partir 563 m<sup>2</sup>)

par mois par an **par m<sup>2</sup>/an**  
**220 € H.C.-H.T.**

Adresse [Voir la carte](#) Transport à moins de 500m [Voir en détail](#)

Bd de Dresde, Strasbourg

Tram  
B E

Caractéristiques [Demander + d'info](#)

🌬 Climatisation : oui	🏠 Disponibilité : Immédiate
♿ PMR : non	📺 Télésurveillance : non

Description

STRASBOURG - ARCHIPEL WACKEN EUROPE

La Serre sur le Toit est une toute nouvelle génération de bâtiment tertiaire. Cette opération immobilière est avant tout un lieu hybride dans lequel les utilisateurs pourront vivre dans des espaces de coliving, travailler dans les espaces de coworking ou bureaux traditionnels et se restaurer sur place dans une halle gourmande. Dans un bâtiment de 7 étages + mezzanine, 4 000 m<sup>2</sup> environ à usage de bureaux seront mis à la disposition de locataires. D'une surface ...

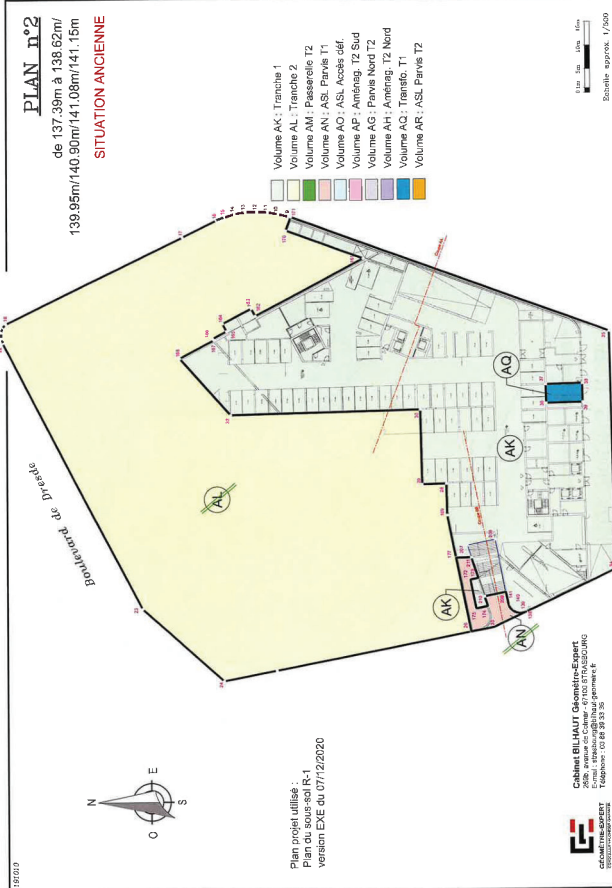






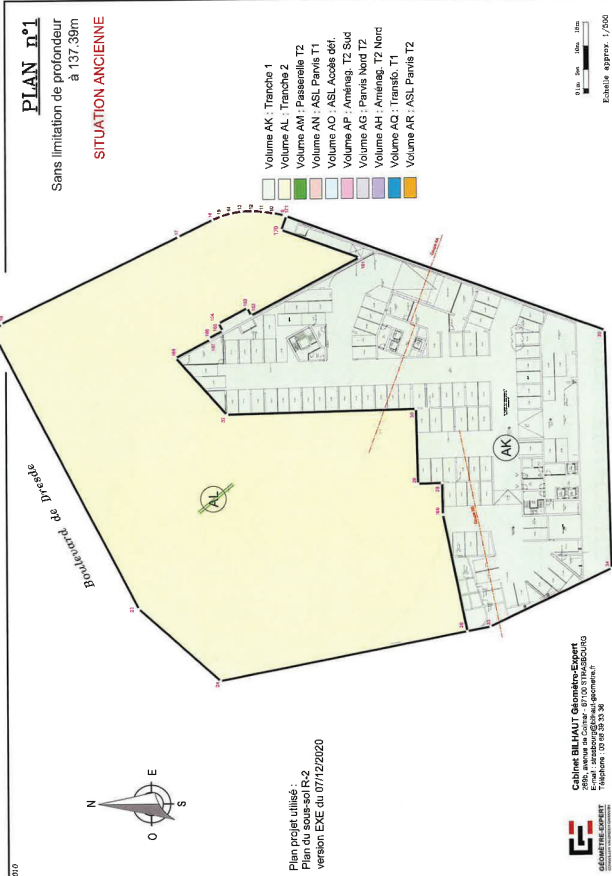
Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10

STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde



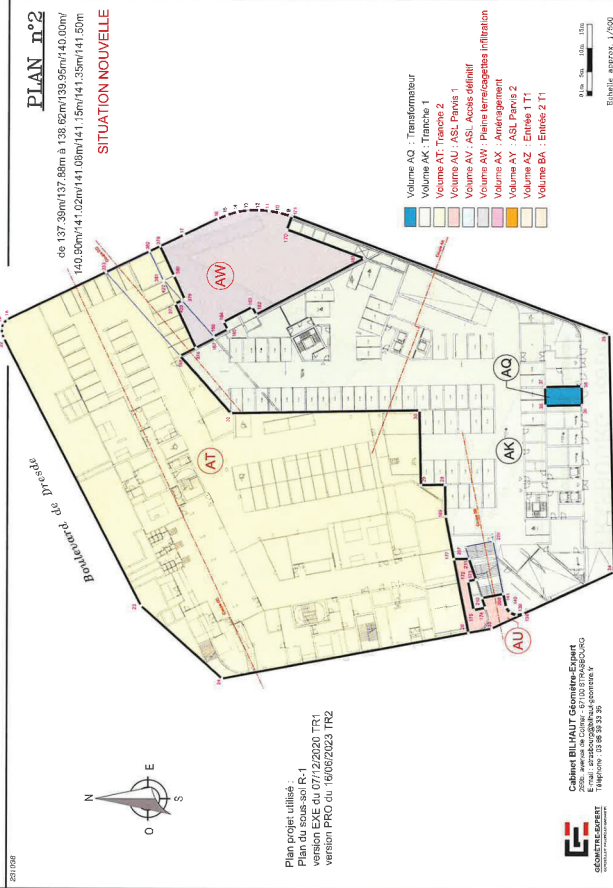
Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10

STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde



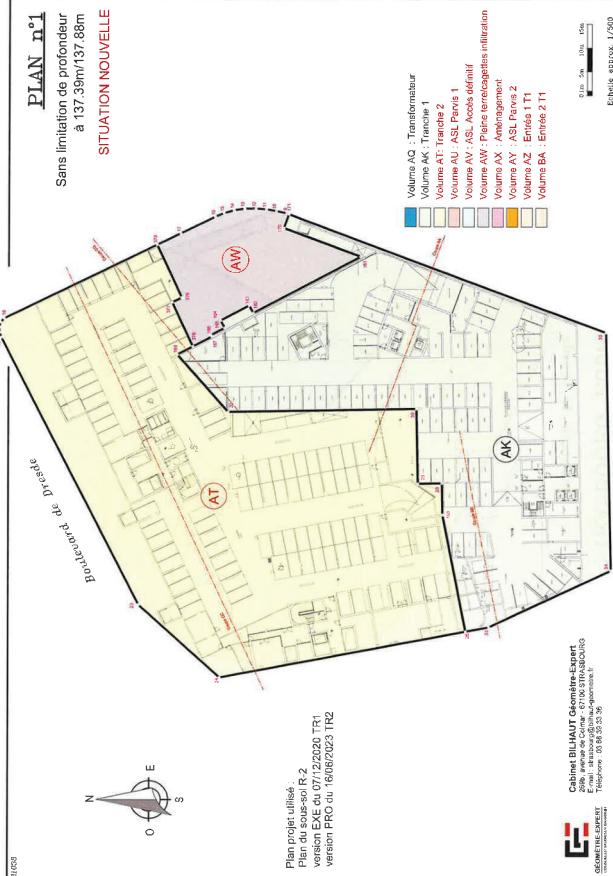
Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10

STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde



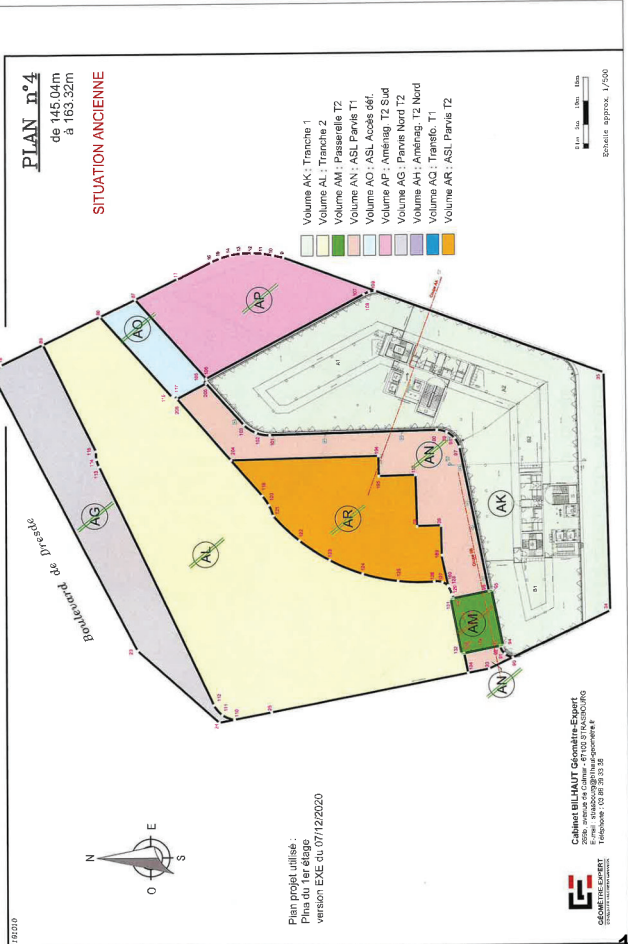
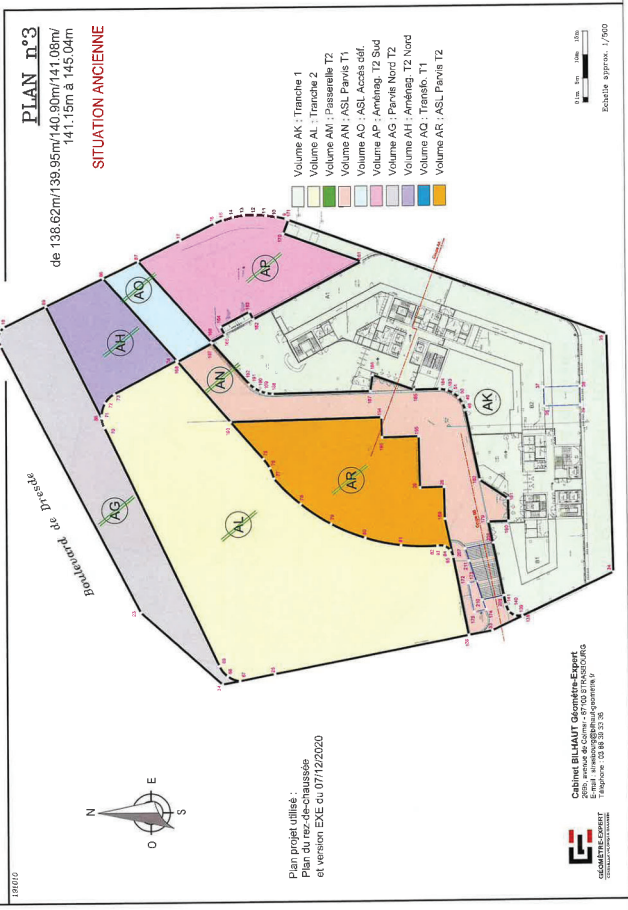
Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10

STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde



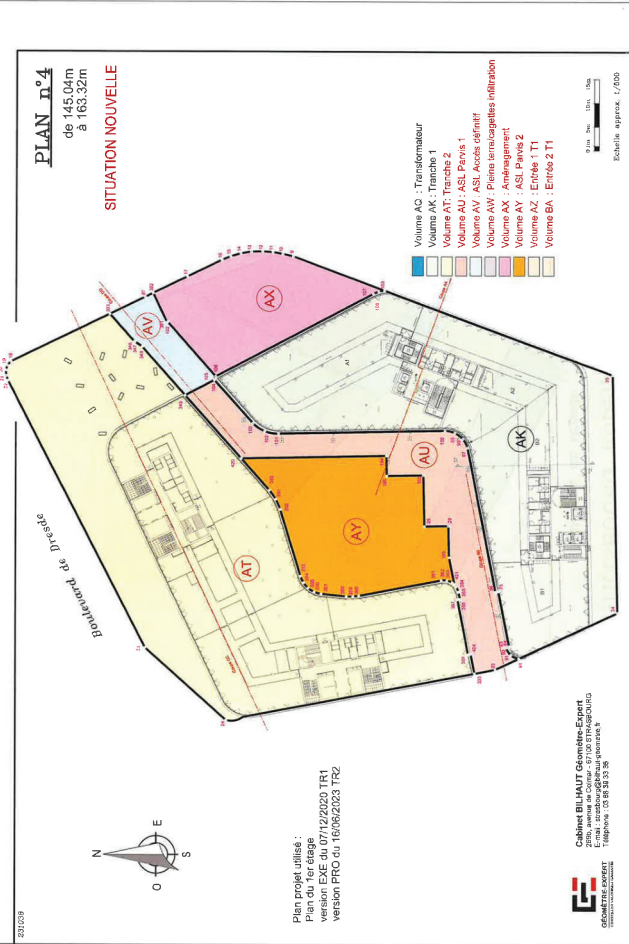
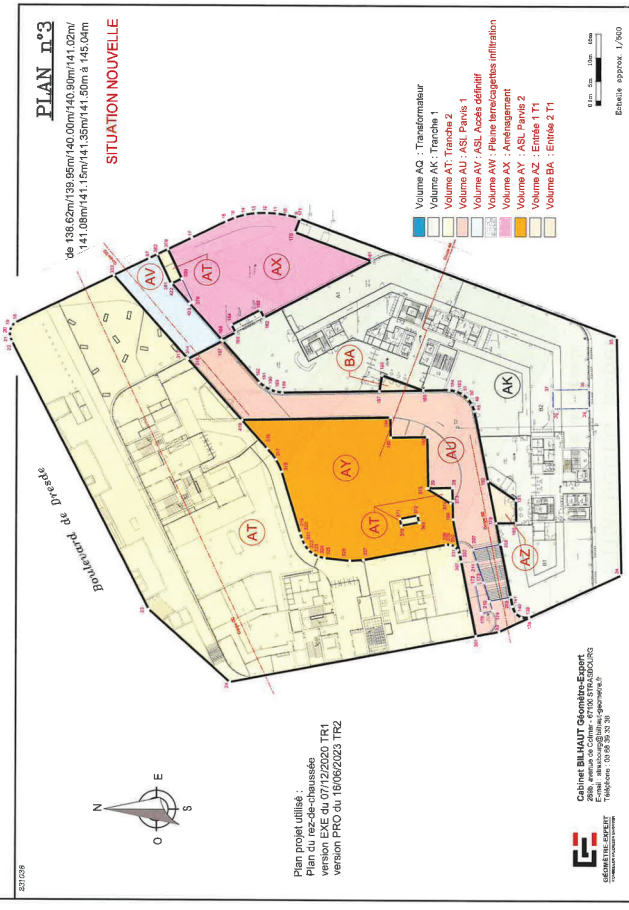
Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10

Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10



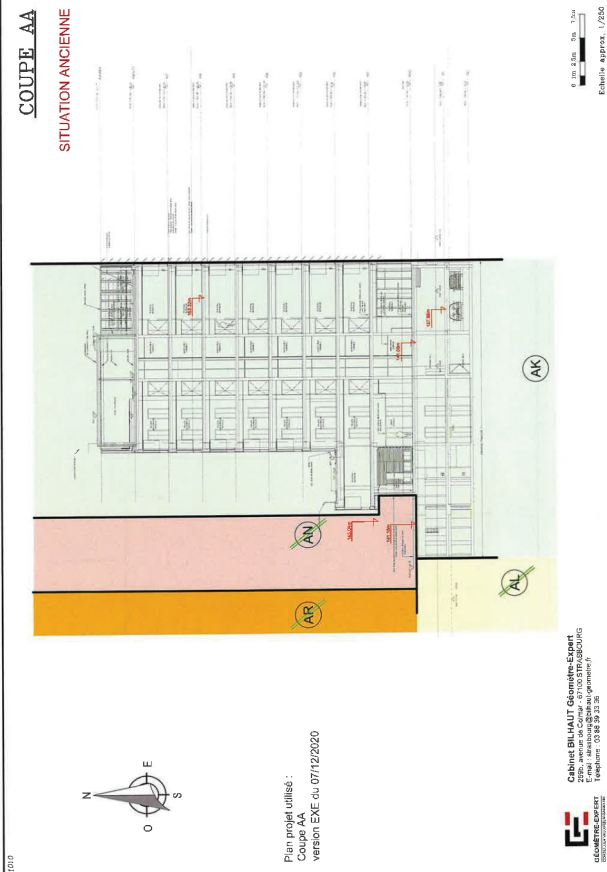
Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10

Esquisse n°  
Section BX Parcelle n° 617/10



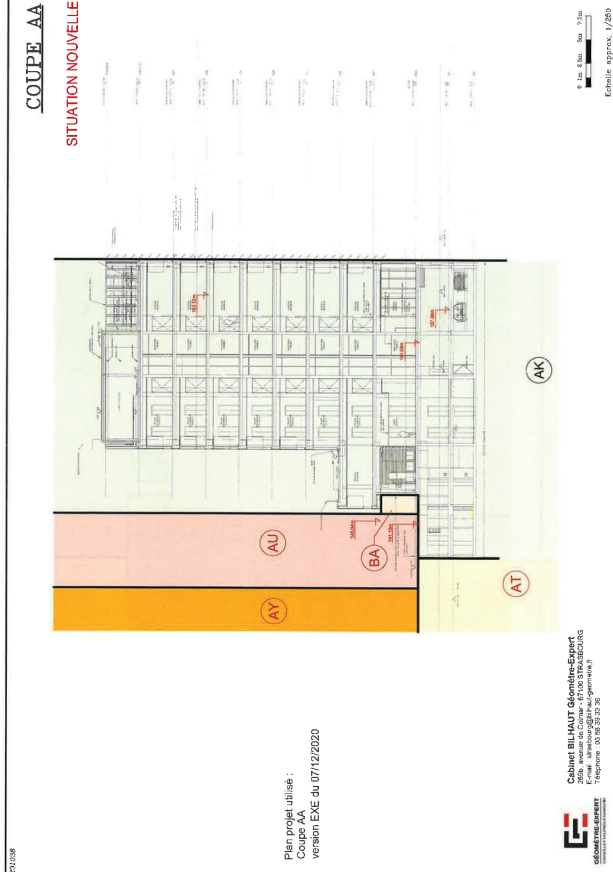


Esquisse n°  
Section EX Parcelle n° 617/10  
STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde

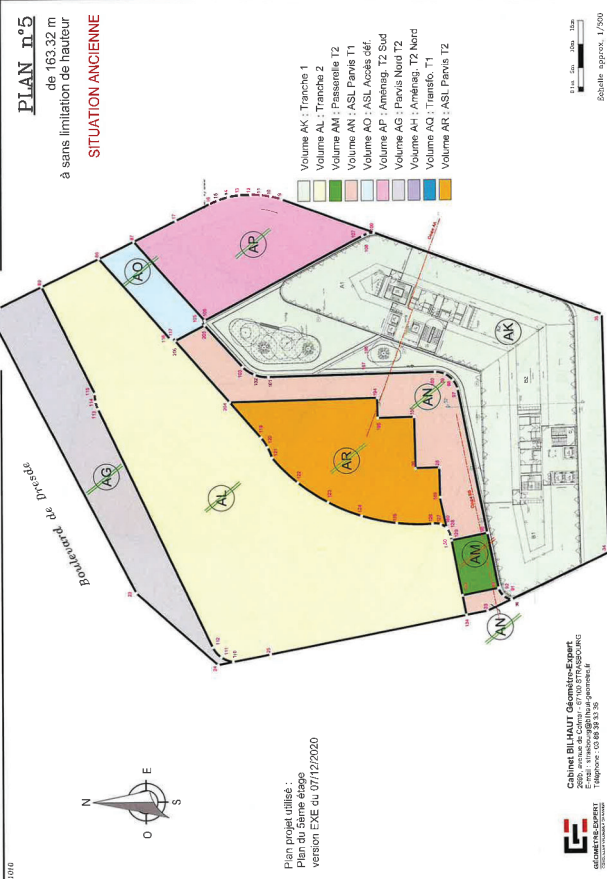


1621

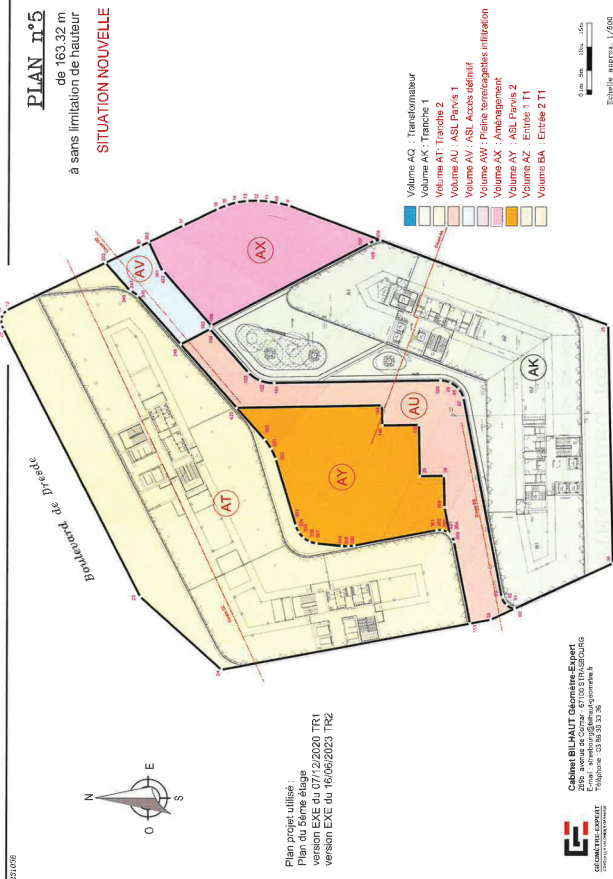
Esquisse n°  
Section EX Parcelle n° 617/10  
STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde



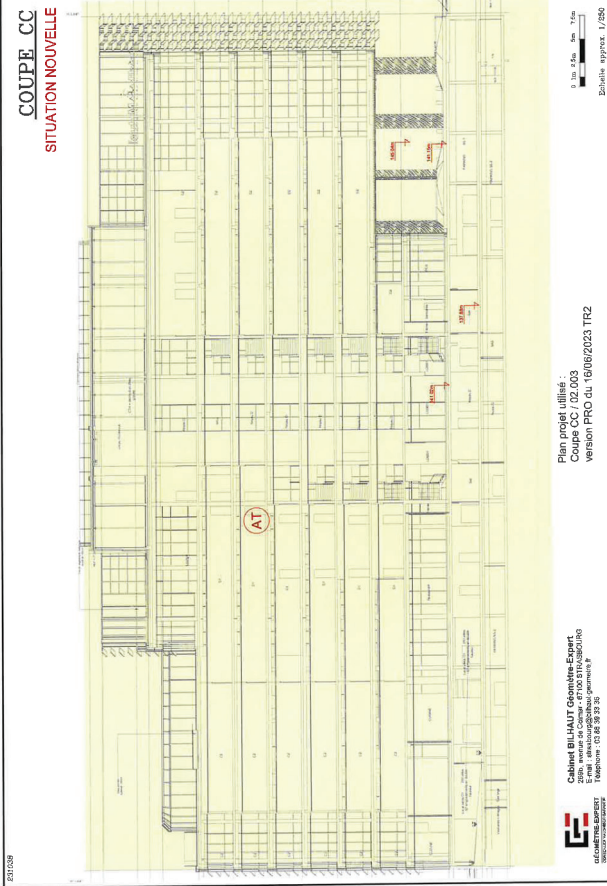
Esquisse n°  
Section EX Parcelle n° 617/10  
STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde



Esquisse n°  
Section EX Parcelle n° 617/10  
STRASBOURG Robertsau  
Boulevard de Dresde



Esquisse n° STRASBOURG Robertsau  
Section BX Parcelle n° 617/10  
Boulevard de Dresde



Plan projet utilisé :  
Coupe CC / 02.003  
version PRO du 16/06/2023 TR2

Cabinet BLHAUT Géométrie-Expert  
E-mail : [contact@blhaut.com](mailto:contact@blhaut.com)  
Téléphone : 03 88 33 33 30

1622

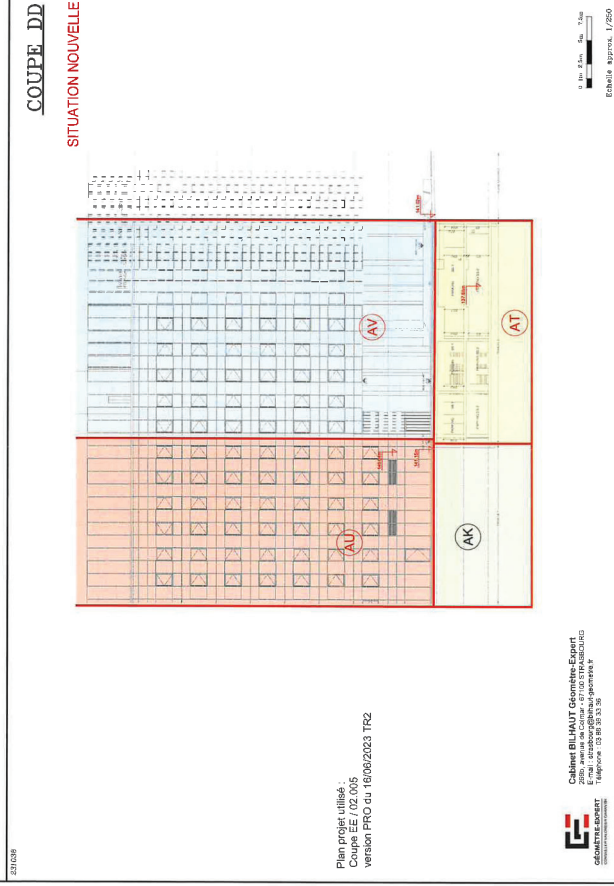
Esquisse n° STRASBOURG Robertsau  
Section BX Parcelle n° 617/10  
Boulevard de Dresde



Plan projet utilisé :  
Elevation Nord  
version EXE du 07/12/2020

Cabinet BLHAUT Géométrie-Expert  
E-mail : [contact@blhaut.com](mailto:contact@blhaut.com)  
Téléphone : 03 88 33 33 30

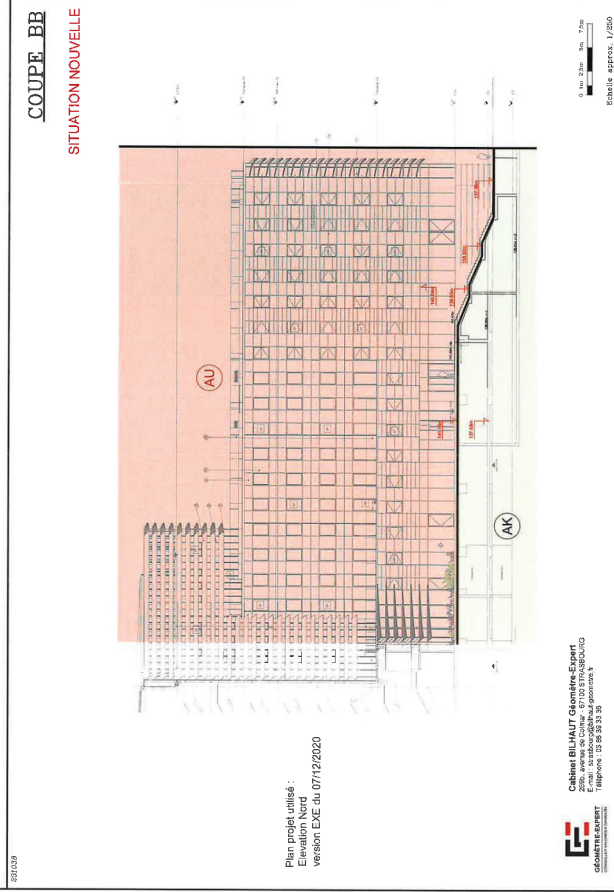
Esquisse n° STRASBOURG Robertsau  
Section BX Parcelle n° 617/10  
Boulevard de Dresde



Plan projet utilisé :  
Coupe EE / 02.005  
version PRO du 18/06/2023 TR2

Cabinet BLHAUT Géométrie-Expert  
E-mail : [contact@blhaut.com](mailto:contact@blhaut.com)  
Téléphone : 03 88 33 33 30

Esquisse n° STRASBOURG Robertsau  
Section BX Parcelle n° 617/10  
Boulevard de Dresde



Plan projet utilisé :  
Elevation Nord  
version EXE du 07/12/2020

Cabinet BLHAUT Géométrie-Expert  
E-mail : [contact@blhaut.com](mailto:contact@blhaut.com)  
Téléphone : 03 88 33 33 30





Esquisse n°

STRASBOURG Robertsau

Section EX Parcelle n° 617/10

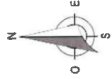
Boulevard de Dresde

Z10208

PLAN n°3

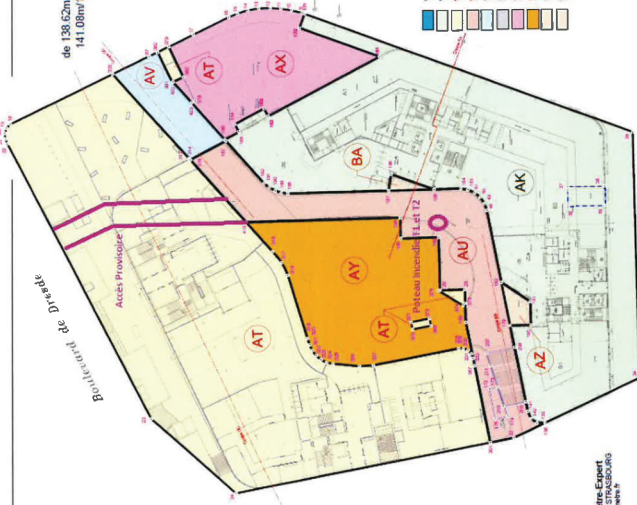
de 138.62m<sup>2</sup>/139.95m<sup>2</sup>/140.00m<sup>2</sup>/140.90m<sup>2</sup>/141.02m<sup>2</sup>/  
141.08m<sup>2</sup>/141.15m<sup>2</sup>/141.35m<sup>2</sup>/141.50m<sup>2</sup> à 145.04m<sup>2</sup>

SITUATION NOUVELLE



Plan projet utilisé :  
Plan du rez-de-chaussée  
version EXE du 07/12/2020 TR1  
version PRO du 16/06/2023 TR2

- Volume A0 : Transformateur
- Volume A1 : Tranche 1
- Volume A2 : Tranche 2
- Volume AU : ASL Pavés 1
- Volume AV : ASL Pavés 2
- Volume AY : Plateau intermédiaire infiltration
- Volume AZ : Aménagement
- Volume A11 : ASL Pavés 1
- Volume A12 : Entrée 1 T1
- Volume BA : Entrée 2 T1



**Cabinet BIMANIT** Géomètres Experts  
 2206, avenue de Colmar - 67100 STRASBOURG  
 Téléphone : 03 88 39 33 38  
 Fax : 03 88 39 33 38



Échelle approximative : 1/200

Handwritten initials and a signature.

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Contractualisation avec l'éco-organisme Alcome: financement d'actions de communication et sensibilisation menées par les collectivités et visant un meilleur usage par les fumeurs des dispositifs de collecte de mégots.**

### Numéro E-2023-1008

Pour rappel, la filière REP « responsabilité élargie du producteur » sur les produits du tabac a été instaurée par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) du 20 février 2020.

Agréé en 2021 par les pouvoirs publics comme éco-organisme, Alcome a pour objet de lutter contre la présence de produits de tabac dans l'espace public. L'éco-organisme vise à contribuer aux coûts de nettoyage générés par la présence de mégots en versant des soutiens financiers aux intercommunalités et communes.

Alcome poursuit cette mission autour de plusieurs axes dont la sensibilisation des fumeurs au bon geste.

Dans ce cadre, Alcome a lancé un appel à projet publié au mois de mai 2023 intitulé « innovation pour la communication de proximité dans l'espace public visant un meilleur usage par les fumeurs des dispositifs de collecte de mégots ».

Cet appel à projet a pour objectifs d'accompagner les intercommunalités et les communes chargées d'assurer la gestion de la voirie et de son nettoyage, et de démontrer l'efficacité des actions de sensibilisation des fumeurs aux bons comportements relatifs aux mégots. Il a pour vocation de mettre en valeur des dispositifs de collecte de mégots déjà existants (corbeilles de rue et cendriers de rue).

La prise en charge financière de chaque projet par Alcome est de 80 % des dépenses « éligibles ». Le montant du soutien est compris dans une fourchette fixée entre 10 000 € et 35 000 €.

La notation des projets s'est effectuée selon le choix des lieux (15 %), les actions de sensibilisation (60 %, dont 10 % pour la démarche environnementale et sociale du projet), l'organisation et gestion opérationnelle (25 %).

L'éco-organisme a rendu la liste des projets retenus, dont celui déposé par l'Eurométropole fait partie :

- une liste de huit lieux (nombre maximum autorisé) de différentes typologies et correspondant aux critères du cahier des charges (affluence, public, concentration de mégots identifiés comme points noirs) a été identifiée principalement sur Strasbourg.

Le projet proposé par l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa candidature, a pour objectifs de :

- démontrer l'efficacité des actions de sensibilisation des fumeurs aux bons comportements,
- faire comprendre le comportement inadéquat (jet de mégot à terre),
- accompagner au bon geste et responsabiliser les fumeurs,
- déployer des solutions plus visibles pour les fumeurs,
- concrétiser des propositions créatives et innovantes pour réduire la présence de mégots mal jetés,
- montrer l'engagement en faveur d'un espace public dans lequel les mégots mal jetés seront moins présents : valoriser un territoire propre, une politique environnementale engagée.

Plusieurs formes d'actions de sensibilisation vont être expérimentées :

- redésigner les dispositifs existants via une couleur dédiée et ajout d'autocollants,
- repenser l'espace autour des dispositifs en y ajoutant du marquage au sol et des mats directionnels,
- mettre en place des actions de sensibilisation (sur place avec distribution de cendriers de poche, opérations menées avec la brigade éco-citoyenne, sensibilisation des agents de l'Eurometropole en interne etc.).

Le calendrier soumis dans le cadre de l'appel à projet Alcome précise que les actions de sensibilisation devront être conçues pour la fin de l'année 2023 et installées au 1<sup>er</sup> trimestre 2024.

En complément, et hors de l'appel à projet Alcome, le comité chargé du suivi global du plan d'action annuel visant à réduire progressivement le nombre de mégots jetés, pourra, sur la base des expérimentations qui auront porté leurs fruits, adopter ce déploiement sur les communes engagées et volontaires dès 2024.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*les termes du projet de convention proposée par l'éco-organisme Alcome, annexé à la présente délibération,*

*décide*

*d'imputer la recette liée aux subventions de l'éco organisme Alcome sur la fonction 722 nature 75888 CRB EN001E,*

*autorise*

*la Présidente de l'Eurométropole ou son-sa représentant-e à signer la convention type avec Alcome ainsi que tout document afférent à ce sujet.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162310-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**Contrat de partenariat entre ALCOME, et les communes participantes à l'appel à projets pour la mise en place de communication de proximité sur les poubelles et cendriers de rue afin de sensibiliser les fumeurs à un meilleur geste pour le jet de mégots.**

**SOUSIGNÉS**

**ENTRE**

La société **ALCOME**, Société par Actions Simplifiée au capital de 100.000 euros, dont le siège social est situé au 88 avenue des Ternes, 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 892015355, Représentée par son Président,

Ci-après dénommée « ALCOME »,

**D'UNE PART,**

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège administratif est situé 1, Parc de l'Étoile à Strasbourg, représentée par sa Présidente, Mme Pia IMBS,

Ci-après désignée "l'Eurométropole".

**D'AUTRE PART**

**Préambule**

La filière REP (« Responsabilité Élargie du Producteur ») sur les Produits du tabac a été instaurée par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) du 20 février 2020, suite notamment à la publication en 2019 de la directive européenne sur les plastiques à usage unique. Agréée en 2021 par le pouvoirs Publics comme éco-organisme, ALCOME a pour objet de lutter contre la présence de « Produits de tabac <sup>1</sup>» dans l'espace public.

Le cahier des charges complémentaire de la filière (révisé le 7 décembre 2022), par rapport à l'année 2022, fixe les objectifs suivants :

- 20% de réduction du nombre de mégots abandonnés illégalement dans les espaces publics d'ici fin 2023 ;
- 35% de réduction d'ici fin 2025 ;
- 40% d'ici 2027.

L'éco-organisme vise à contribuer aux coûts de nettoyage générés par la présence de mégots en versant des soutiens financiers aux intercommunalités et communes. ALCOME vise également à soutenir les « *personnes dont l'activité professionnelle génère des mégots* » et les « *autres personnes publiques* » dans leurs actions en faveur de la réduction des mégots abandonnés dans l'espace public.

---

<sup>1</sup> On entend par produits du tabac les produits visés à l'article R. 543-1° du code de l'environnement



ALCOME poursuit cette mission sur quatre axes stratégiques clés :

- Construire une filière REP Produits du tabac juste et efficace ;
- Sensibiliser les fumeurs au bon geste ;
- Limiter l'impact environnemental des mégots par opérationnalisation de la REP ;
- Développer la légitimité et la reconnaissance d'ALCOME.

Afin d'atteindre les objectifs de réduction de mégots<sup>2</sup> jetés de façon illégale dans les espaces publics fixés par les pouvoirs publics, ALCOME contractualise et accompagne les intercommunalités et communes notamment dans le cadre de leurs opérations de sensibilisation des fumeurs sur les bons comportements relatifs au jet du mégot.

Ainsi, conformément à sa demande d'agrément, ALCOME organise des **appels à projet destinés aux intercommunalités et aux communes chargées d'assurer la gestion de la voirie et de son nettoyage et souhaitant s'engager et démontrer l'efficacité d'actions de sensibilisation des fumeurs aux bons comportements relatifs aux mégots.**

Dans ce cadre, ALCOME a lancé un Appel à projet « INNOVATION POUR LA COMMUNICATION DE PROXIMITE DANS L'ESPACE PUBLIC VISANT UN MEILLEUR USAGE PAR LES FUMEURS DES DISPOSITIFS DE COLLECTE DE MEGOTS », auquel l'Eurométropole a souhaité répondre.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

---

<sup>2</sup> Le cahier des charges définit les « mégots », comme les déchets issus des produits mentionnés au 19° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement,

## SOMMAIRE

<b>SOUSIGNÉS</b> .....	1
Préambule .....	1
SOMMAIRE .....	3
Article 1 : Objet du contrat.....	4
Article 2 : Engagements d'ALCOME.....	4
Article 3 : Engagements de l'Eurométropole .....	4
Article 4 : Durée du contrat.....	4
4.1. Durée du contrat .....	4
4.2. Précarité du contrat .....	5
4.3. Caducité.....	5
4.4. Résiliation .....	5
4.4.1. Résiliation pour faute .....	5
4.4.2. Modalités de la résiliation .....	5
4.4.3. Conséquence financière de la résiliation .....	5
Article 5 : Propriété intellectuelle .....	5
Article 6 : Confidentialité.....	6
Article 7.- Loi applicable, juridiction compétente, langue du contrat, notification, personnel	6
7.1. Langue française.....	6
7.2. Notifications et échanges électroniques.....	6
7.3. Remboursement des frais des procès .....	6
7.4. Cession du contrat.....	7
7.5. Juridiction compétente .....	7

## Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de formaliser la collaboration entre ALCOME et l'Eurométropole dans le cadre de l'appel à projets dédié à la mise en place de communication de proximité sur les poubelles et cendriers de rue afin de sensibiliser les fumeurs à un bon geste pour le jet de mégots.

## Article 2 : Engagements d'ALCOME

ALCOME s'engage à fournir à l'Eurométropole le suivi nécessaire pour la mise en place des actions de sensibilisation visant à inciter les fumeurs à utiliser les poubelles et cendriers de rue pour le dépôt de leurs mégots. Une participation financière à hauteur de 80% des dépenses éligibles est prévue. 30% de cette participation sera versée à la signature de ce contrat et le solde sera versé lors de la clôture de cet accompagnement sur la base de justificatifs des actions menées et présentation des factures.

## Article 3 : Engagements de l'Eurométropole

Conformément au cahier des charges annexées au présent contrat l'Eurométropole s'engage à :

- Fournir lors de la contractualisation un arrêté portant délégation de signature au signataire, lorsque ce dernier n'est pas la Présidente ;
- Fournir lors de la contractualisation une délibération exécutoire autorisant la conclusion du contrat<sup>3</sup> ;
- Faire signer par toute personne ayant reçu à cet effet délégation de compétence ou de signature, et le transmettre à ALCOME sous format numérique ;
- Constituer une équipe qui prendra en charge le déploiement du projet et collaborera activement avec ALCOME pour assurer le succès de l'expérimentation concernée ;
- Autoriser ALCOME ou tout autre acteur mandaté par ce dernier à mener des études comportementales sur les lieux visés, ainsi que de mener des contrôles au sein des intercommunalités ou communes afin de vérifier la mise en place de l'expérimentation ;

Transmettre les données et livrables attendus pour analyser les résultats de l'expérimentation.

## Article 4 : Durée du contrat

### 4.1. Durée du contrat

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et demeure en vigueur pour une durée de 10 mois.

Début juillet à mi-septembre	Contractualisation avec les lauréats
31 décembre 2023	Conceptions terminées : date limite pour l'élaboration du plan détaillé du projet et début de la mise en œuvre des actions
Fin mars 2024	Date limite pour la mise en œuvre des actions (actions de communication, installation des designs sur les dispositifs de collecte existants, etc.) prévues dans le plan d'action initial
Juin/juillet 2024	Fin de l'accompagnement des projets par ALCOME et dernières observations terrains
Septembre 2024	Bilan

<sup>3</sup> Un exemple de délibération exécutoire pour une commune est annexé au cahier des charges. Il est conseillé à toute commune ou intercommunalité candidatant à l'appel à projet d'anticiper la validation du contrat par son Conseil Municipal afin de respecter, en cas de sélection, le calendrier mentionné ci-dessus

Il ne peut être renouvelé sauf accord express entre les parties.

#### 4.2. Précarité du contrat

L'EUROMETROPOLE reconnaît expressément le caractère précaire du contrat conclu avec ALCOME, lié à la précarité de son agrément, aucune disposition du présent contrat ne pouvant s'interpréter comme faisant obligation à ALCOME d'exercer l'activité d'organisme agréé pour les Produits de Tabac au-delà de la durée de l'agrément en vigueur au jour de la conclusion du présent contrat.

#### 4.3. Caducité

Les parties conviennent expressément que le présent contrat prend fin de plein droit (caducité) si l'agrément d'ALCOME n'est pas renouvelé, est retiré ou annulé.

Le contrat est pareillement suspendu en cas de suspension de l'agrément d'ALCOME pour quelque raison que ce soit.

#### 4.4. Résiliation

##### 4.4.1. Résiliation pour faute

4.4.1.1. Chaque Partie pourra résilier de plein droit et sans autre préavis ni formalités le présent contrat, 7 (sept) jours à compter de la date de réception par l'autre partie d'une mise en demeure faisant état des griefs reprochés à l'autre partie ainsi que la présente clause résolutoire, sans que cette autre partie ait remédié de manière satisfaisante aux manquements dans un délai de 7 (sept) jours, et ce sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par la partie qui demande la Résiliation.

4.4.1.2. La mise en demeure devra mentionner expressément qu'à défaut pour la partie défaillante de satisfaire à son obligation, l'autre partie sera en droit de résoudre le contrat.

4.4.1.3. La Résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

4.4.1.4. Par dérogation aux dispositions prévues au 2.4.1.1 et 2.4.1.2, en cas d'inexécution réitérée par l'une des parties, la résiliation sera encourue de plein droit sans mise en demeure, la seule réitération du manquement constituant le motif de la résiliation.

##### 4.4.2. Modalités de la résiliation

Toute résiliation sera notifiée par la partie qui résilie à l'autre partie selon les modalités de l'article Notifications et échanges électroniques.

##### 4.4.3. Conséquence financière de la résiliation

En cas de résiliation pour quelque cause que ce soit, les parties procéderont, de façon contradictoire, à un arrêté de comptes afin de déterminer les sommes restant dues dans le cadre du soutien financier visé à l'article 4 au jour de la cessation des relations contractuelles, qui, sauf accord contraire des parties deviendront immédiatement exigibles du fait de l'expiration du présent contrat, pour quelque cause que ce soit.

## Article 5 : Propriété intellectuelle

Tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux supports de communication fournis par ALCOME restent la propriété exclusive d'ALCOME. L'Eurométropole s'engage à n'utiliser ces supports que dans le cadre de la campagne de sensibilisation et à ne pas les reproduire, diffuser ou exploiter à des fins commerciales sans l'autorisation préalable écrite d'ALCOME.

L'Eurométropole autorise ALCOME :

- Utiliser leur logo et nom dans toute communication liée à l'expérimentation, notamment des communiqués de presse, dossier de presse, rapport annuel ainsi qu'un descriptif mentionnant l'expérimentation ;
- Utiliser les données recueillies à la fin de l'expérimentation de façon anonymisée dans leur communication auprès de ses différentes parties prenantes & du grand public.

#### Article 6 : Confidentialité

Les deux parties conviennent de garder confidentiels tous les échanges et informations non publiques auxquels elles pourraient avoir accès dans le cadre de la réalisation de ce contrat.

Article 7.- Loi applicable, juridiction compétente, langue du contrat, notification, personnel

##### 7.1. Langue française

Le présent contrat est soumis à la Loi française.

Toute communication entre les parties dans le cadre du présent contrat est réalisée exclusivement dans la langue française.

##### 7.2. Notifications et échanges électroniques

7.2.1. Toute notification requise au titre du présent contrat par le notifiant à l'encontre de la partie notifiée sera effectuée par courrier recommandé papier avec avis de réception ou électronique avec avis de réception conforme aux exigences de l'article 44 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE. La notification pourra également être réalisée selon les modalités de notification des actes extrajudiciaires en application du règlement n° 1393/2007 du 13 novembre 2007.

La date effective de notification sera la date de réception de la notification par la partie notifiée, ou de la date de la première tentative de remise de cette notification au domicile de la partie mentionnée aux conditions particulières.

7.2.2. Pour la notification par voie électronique, *chaque Partie reconnaît et garantit qu'elle dispose de la maîtrise exclusive du Compte e-mail qu'elle a elle-même indiqué, notamment pour (i) son accès régulier, (ii) la confidentialité des identifiants qui lui permettent d'y accéder, et (iii) la gestion des paramètres de réception et de filtrage de courriers entrants. Le cas échéant, chaque Partie garantit que tout tiers accédant au Compte e-mail est autorisé par lui à le représenter et agir en son nom. Chaque Partie s'engage à signaler immédiatement à l'autre toute perte ou usage abusif de son Compte e-mail. Jusqu'à la réception d'une telle notification, toute action effectuée par une Partie au travers de son Compte e-mail sera réputée effectuée par cette Partie et relèvera de la responsabilité exclusive de ce dernier pour toutes les conséquences légales et réglementaires des notifications susmentionnées. Chaque Partie déclare, enfin, avoir accès à un smartphone ou à un ordinateur équipé d'une webcam et d'un microphone et connecté à internet ; ce matériel étant nécessaire afin de s'identifier et de pouvoir réceptionner le courrier recommandé.*

7.2.3. Les parties conviennent expressément donner valeur probante à leurs échanges électroniques.

##### 7.3. Remboursement des frais des procès

L'EUROMETROPOLE s'engage à rembourser à ALCOME tous les frais qui pourraient découler pour ALCOME d'une action amiable, judiciaire ou arbitrale, qui pourrait être engagée à l'occasion de l'exécution des présentes.

L'EUROMETROPOLE s'engage à rembourser à ce titre toutes les condamnations civiles ou pénales qui pourraient être prononcées ainsi que tous les frais engagés du fait de cette action, ceci recouvrant les frais de procédures, honoraires de toutes sortes y compris honoraires d'avocat, frais de déplacement et y compris les frais d'analyse et d'expertise.

Cet engagement de prise en charge est soumis aux conditions suivantes :

- L'EUROMETROPOLE aura été informé de l'action dès son engagement ;

- L'EUROMETROPOLE sera intervenu dans la procédure soit par intervention volontaire, soit par appel en garantie ;
- L'EUROMETROPOLE aura été en mesure de faire valoir ses arguments en défense.

Le remboursement interviendra après la dernière décision rendue de manière définitive sans voie de recours. S'imputeront obligatoirement sur les sommes dues par le prestataire l'ensemble des sommes reçues par le client notamment au titre des dépens, l'obligation de L'EUROMETROPOLE portant sur le solde des sommes ainsi déboursées par ALCOME.

#### 7.4. Cession du contrat

Le présent contrat ne pourra en aucun cas être cédé.

#### 7.5. Juridiction compétente

À défaut d'arrangement amiable, tout litige portant sur la formation, la validité, l'exécution ou l'interprétation du présent contrat sera soumis au Tribunal de Paris compétent, nonobstant pluralité de défendeurs ou en cas d'appel en garantie.

Fait à : Paris

Le : \_\_\_\_\_

<b>Mme Marie-Noëlle DUVAL</b>	<b>Mme Pia IMBS</b>
Directrice Générale	Présidente
Pour ALCOME	Pour L'EUROMETROPOLE

**APPEL A PROJETS - INNOVATION POUR LA  
COMMUNICATION DE PROXIMITE DANS  
L'ESPACE PUBLIC VISANT UN MEILLEUR  
USAGE PAR LES FUMEURS DES  
DISPOSITIFS DE COLLECTE DE MEGOTS**

Cahier des charges

Mars 2023

## Sommaire

<b>Enjeux et objectifs .....</b>	<b>3</b>
Présentation d'ALCOME .....	3
Les enjeux .....	3
Les objectifs .....	4
<b>Le calendrier .....</b>	<b>4</b>
<b>Description de l'expérimentation .....</b>	<b>5</b>
<b>L'appel à projet.....</b>	<b>6</b>
Qui est éligible ? .....	6
Lieux visés .....	6
Engagement du porteur de projet.....	6
Engagement d'ALCOME .....	7
Objectifs et livrables attendus .....	8
L'attribution du soutien financier d'ALCOME .....	9
Contractualisation .....	10
Dispositions générales .....	11
<b>Informations complémentaires.....</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>13</b>



## Enjeux et objectifs

### Présentation d'ALCOME

La filière REP (« Responsabilité Élargie du Producteur ») sur les Produits du tabac a été instaurée par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC) du 20 février 2020, suite notamment à la publication en 2019 de la directive européenne sur les plastiques à usage unique. Agréée en 2021 par le pouvoirs Publics comme éco-organisme, ALCOME a pour objet de lutter contre la présence de « Produits de tabac <sup>1</sup>» dans l'espace public.

Le cahier des charges complémentaire de la filière (révisé le 7 décembre 2022), par rapport à l'année 2022, fixe les objectifs suivants :

- 20% de réduction du nombre de mégots abandonnés illégalement dans les espaces publics d'ici fin 2023 ;
- 35% de réduction d'ici fin 2025 ;
- 40% d'ici fin 2026.

L'éco-organisme vise à contribuer aux coûts de nettoyage générés par la présence de mégots en versant des soutiens financiers aux intercommunalités et communes. ALCOME vise également à soutenir les « *personnes dont l'activité professionnelle génère des mégots* » et les « *autres personnes publiques* » dans leurs actions en faveur de la réduction des mégots abandonnés dans l'espace public.

ALCOME poursuit cette mission sur quatre axes stratégiques clés :

- Construire une filière REP Produits du tabac juste et efficace ;
- Sensibiliser les fumeurs au bon geste ;
- Limiter l'impact environnemental des mégots par opérationnalisation de la REP ;
- Développer des leviers de collaboration avec les communes et les intercommunalités, au plus près des territoires

### Les enjeux

Afin d'atteindre les objectifs de réduction de mégots<sup>2</sup> jetés de façon illégale dans les espaces publics fixés par les pouvoirs publics, ALCOME accompagne les intercommunalités et communes notamment dans le cadre de leurs opérations de sensibilisation des fumeurs sur les bons comportements relatifs au jet du mégot.

Ainsi, conformément à sa demande d'agrément, ALCOME organise des **appels à projet destinés aux intercommunalités et aux communes chargées d'assurer la gestion de la voirie et de son nettoyage et souhaitant s'engager et démontrer l'efficacité d'actions de sensibilisation des fumeurs aux bons comportements relatifs aux mégots.**

---

<sup>1</sup> On entend par produits du tabac les produits visés à l'article R. 543-1° du code de l'environnement

<sup>2</sup> Le cahier des charges définit les « mégots », comme les déchets issus des produits mentionnés au 19° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement,

### Cet appel à projets sera bénéfique pour tous :

1. Pour les communes : en participant à l'appel à projet, les communes peuvent concrétiser des propositions créatives et innovantes pour réduire la présence de mégots mal jetés. De plus, les projets retenus peuvent contribuer à faciliter le dialogue avec leurs habitants sur cette question en montrant leur engagement en faveur d'un espace public dans lequel les mégots mal jetés seront moins présents.
2. Pour les citoyens : les projets retenus dans le cadre de l'appel à projets les aideront à adopter des comportements plus responsables en leur proposant des solutions plus visibles pour bien jeter leurs mégots.
3. Pour Alcome : en travaillant en partenariat avec les communes, au plus proche des territoires, l'éco-organisme s'assure que les projets proposés sont adaptés aux besoins locaux et répondent aux préoccupations des citoyens.

### Les objectifs

Dans le cadre de son déploiement, ALCOME souhaite encourager un meilleur usage par les fumeurs des dispositifs de collecte (corbeilles de rue et cendriers de rue) installés dans l'espace public. Cet appel à projets accompagnera ainsi les porteurs de projets dans leurs démarches visant à augmenter la saillance des corbeilles et cendriers de rue dans la perspective d'accompagner le fumeur vers un geste de jet de son mégot plus responsable.

À ce titre, ALCOME lance pour l'année 2023 un **appel à projet auprès des intercommunalités et des communes chargées de la voirie et de son nettoyage sur la mise en valeur des dispositifs de collecte de mégots (corbeilles de rue et cendriers de rue)**. Cet appel à projet a pour but d'innover sur la sensibilisation et d'identifier les meilleures pratiques afin de les partager aux autres intercommunalités ou communes.

### Le calendrier

Mars 2023	Diffusion du cahier des charges aux communes
09 juin 2023	Date limite de dépôt des dossiers de candidature
Mi-juin à début juillet	Analyse des dossiers de candidature
Début juillet	Annonce des lauréats sélectionnés
Début juillet à mi-septembre	Contractualisation avec les lauréats
31 décembre 2023	Conceptions terminées : date limite pour l'élaboration du plan détaillé du projet et début de la mise en œuvre des actions
Fin mars 2024	Date limite pour la mise en œuvre des actions (actions de communication, installation des designs sur les dispositifs de collecte existants, etc.) prévues dans le plan d'action initial

Juin/juillet 2024

Fin de l'accompagnement des projets par ALCOME et dernières observations terrains

Septembre 2024

Bilan

Des comités de suivis seront organisés ponctuellement durant le projet avec l'équipe projet et ALCOME afin d'assurer un suivi et un reporting des actions.

## Description de l'expérimentation

Exemples de mécanismes à tester proposés par ALCOME :

- Repenser l'espace autour du dispositif de collecte avec des « nudges », affiches, stickers, signalétiques etc. ;
- Re-designer les dispositifs de collecte existants (habillage de poubelle différent avec une meilleure saillance de la possibilité d'y jeter ses mégots par exemple) ;
- Ajouter des accessoires aux dispositifs existants (éteignoirs, grattoirs) ;
- ...

Les intercommunalités ou communes qui répondront à l'appel à projet pourront proposer d'autres interventions qui seront analysées et validées le cas échéant par l'équipe ALCOME.

L'objectif est de déterminer, grâce à ces tests, les interventions les plus pertinentes pour inciter les fumeurs à jeter leurs mégots de manière appropriée grâce à des systèmes innovants de communications préventives sur leurs dispositifs de collecte des mégots.

## L'appel à projet

### Qui est éligible ?

L'appel à projet est ouvert à toute intercommunalité existantes ou commune chargée de la voirie et de son nettoyage en France métropolitaine et DROM COM. L'intercommunalité ou la commune doit être inscrite sur le portail d'ALCOME et doit donc avoir renseigné ses informations administratives sur le portail afin d'être pleinement éligible à cet appel à projet. Il n'y a pas d'obligation pour la commune d'avoir déjà signé le contrat-cadre d'accompagnement global avec Alcome pour pouvoir candidater ; l'inscription de la commune sur le portail Alcome (informations administratives et de contact) suffit pour candidater. A l'inverse il est tout à fait possible pour les communes d'ores et déjà en contrat avec Alcome de candidater à cet appel à projets.

Les intercommunalités ou communes qui répondront à l'appel à projet devront pouvoir assurer les conditions d'expérimentation suivantes :

- Cibler une ou plusieurs zone(s) de forte concentration de mégots ;
- Être en capacité d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des différents services de la collectivité (voiries, communication, etc...) pour intervenir dans ces zones.

### Lieux visés

Les projets proposés devront viser des lieux relevant du domaine public, plus particulièrement les voiries et les espaces publics, sur le territoire de l'intercommunalité ou la commune.

Les porteurs de projet doivent cibler des zones de fortes concentrations de mégots jetés de manière inappropriée.

Le ou les lieux visés devront déjà être équipés de dispositifs de collecte permettant aux fumeurs d'y jeter leurs mégots.

Le périmètre couvert par le projet sera précisé par le candidat dans le dossier de candidature.

### Engagement du porteur de projet

Il sera demandé à chaque intercommunalité ou commune sélectionnée de :

- Approuver la convention de collaboration / le contrat proposée par ALCOME reprenant les conditions citées dans le présent cahier des charges, le faire signer par toute personne ayant reçu à cet effet délégation de compétence ou de signature, et le transmettre à ALCOME sous format numérique ;
- Fournir lors de la contractualisation un arrêté portant délégation de signature au signataire, lorsque ce dernier n'est pas le Maire ;
- Fournir lors de la contractualisation une délibération exécutoire autorisant la conclusion du contrat. Un exemple de délibération exécutoire pour une commune est annexé au cahier des charges. Il est conseillé à toute commune ou intercommunalité candidatant à l'appel à projet d'anticiper la validation du contrat par son Conseil Municipal afin de respecter, en cas de sélection, le calendrier mentionné ci-dessus ;
- Constituer une équipe qui prendra en charge le déploiement du projet et collaborera activement avec ALCOME pour assurer le succès de l'expérimentation concernée ;

- Autoriser ALCOME ou tout autre acteur mandaté par ce dernier à mener des études comportementales sur les lieux visés, ainsi que de mener des contrôles au sein des intercommunalités ou communes afin de vérifier la mise en place de l'expérimentation ;
- Transmettre les données et livrables attendus pour analyser les résultats de l'expérimentation.

En répondant au présent cahier des charges, le ou les adhérents sélectionnés retenues autorisent ALCOME à :

- Utiliser leur logo et nom dans toute communication liée à l'expérimentation, notamment des communiqués de presse, dossier de presse, rapport annuel ainsi qu'un descriptif mentionnant l'expérimentation ;
- Utiliser les données recueillies à la fin de l'expérimentation de façon anonymisée dans leur communication auprès de ses différentes parties prenantes & du grand public.

## Engagement d'ALCOME

Le montant du soutien financier alloué à l'intercommunalité ou commune sélectionnée définitivement sera facturé et payé à compter de la remise des résultats tels que précisés dans la partie « [Financement](#) » de ce présent document.

ALCOME rembourse aux intercommunalités et communes partenaires 80% des dépenses « éligibles » dans la limite d'une fourchette fixée entre 10 000€ et 35 000€ sur présentation des justificatifs de sorties caisse. Le montant unitaire ainsi que les volumes auront été préalablement validés par ALCOME pour la durée de la période définie.

ALCOME assurera un suivi tout au long du projet auprès des intercommunalités et communes en cas d'interrogation, mais également grâce aux comités de suivi de projet qui se dérouleront ponctuellement tout le long du projet.

## Objectifs et livrables attendus

Les projets devront porter sur l'optimisation de l'usage des dispositifs de collecte de mégots. Le porteur de projet peut travailler sur un ou plusieurs types de dispositifs de collecte.

Les projets devront permettre :

- D'identifier les leviers de mise en valeur des dispositifs de collecte ;
- De mesurer autant que possible l'impact en termes de comportement de la part des fumeurs d'une meilleure saillance de ces dispositifs de collecte.

Les dossiers de candidatures seront évalués au regard des critères suivants :

- Le choix des lieux étudiés dans le cadre du projet : nombre, représentativité, pertinence par rapport à la fréquentation et au degré de présence de mégots mal jetés, etc ;
- Les actions de sensibilisation proposées durant le projet, notamment :
  - La reproductibilité de l'action par une autre collectivité ;
  - L'impact des actions : visibilité, pertinence par rapport au public concerné, diversité, originalité, niveau d'opérationnalisation, cohérence de l'action par rapport à la stratégie globale de réduction des mégots sur le territoire, etc. ;
  - La démarche environnementale du projet : possibilité de réemploi ou réutilisation des supports, durabilité, recyclabilité, réparabilité, utilisation de matière recyclée, etc. ;
  - La démarche sociale du projet, notamment le recours à l'emploi de personnes bénéficiant du dispositif d'insertion par l'activité économique ;
- Organisation et gestion opérationnelle et financière du projet : formation d'une équipe projet, moyens mis en œuvre pour garantir la qualité du projet, organisation et suivi des indicateurs, rapport qualité/prix.

La notation s'effectuera de la manière suivante :

- Choix des lieux : 15%
- Actions de sensibilisation : 60%, dont 10% pour la démarche environnementale et sociale du projet
- Organisation et gestion opérationnelle : 25%

Les livrables attendus durant le projet sont les suivants :

- Livrable initial : un état des lieux à communiquer avant fin septembre 2023 comprenant :
  - Un questionnaire sur les zones étudiées et leurs caractéristiques (par exemple : typologie du milieu, niveau de présence des mégots mal jetés, fréquence de passage) ;
  - En parallèle, ALCOME se chargera de mener une étude comportementale des lieux concernés afin d'établir un référentiel pour l'étude d'impact du projet.
- Un reporting de suivi permettant de mesurer l'avancée du projet :
  - Des indicateurs de suivi de la performance  
*À titre d'exemple :*
    - *Photos de la zone ;*
    - *Retour qualitatif sur le niveau de présence de mégots mal jetés au sol sur la zone.*
  - Des indicateurs de suivi sur les moyens mis en œuvre :  
*À titre d'exemple :*
    - *Taux d'avancement des actions menées ;*
    - *Suivi des dépenses.*
- Bilan final :

- La synthèse des actions menées durant le projet sur les dispositifs de collecte ;
- Le même questionnaire que le livrable initial ;
- L'enquête comportementale finale sur les lieux concernés, menée par ALCOME ;
- Budget au réel et justificatifs.

## L'attribution du soutien financier d'ALCOME

La prise en charge financière de chaque projet par ALCOME est **de 80% des dépenses « éligibles »**. **Le montant du soutien sera compris dans une fourchette fixée entre 10 000€ et 35 000€.**

Le porteur de projet constituera dans son dossier de candidature un budget prévisionnel des dépenses éligibles du projet.

Le porteur de projet souhaitant dépasser les limites définies ci-dessus devra prendre en charge le supplément financier.

### Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont les dépenses qui ont été réalisées à partir de la contractualisation avec ALCOME pour l'appel à projet jusqu'à fin mars 2024, date limite pour la mise en œuvre des actions du projet.

Les dépenses éligibles sont actées entre ALCOME et la collectivité en début de projet, une fois la collectivité sélectionnée et avant la contractualisation. Toute modification durant le projet devra être validée par écrit par ALCOME.

Les dépenses éligibles comprennent les dépenses sur facture liées aux éléments décrits ci-après :

- Etudes préliminaires et analyses sur le terrain
- Supports de sensibilisation : tout support visant à améliorer la visibilité des dispositifs de collecte : affiches, stickers, signalétiques, « nudges » et fournitures associées, supports média, nouveau design de dispositifs pré-existants comme par exemple un nouvel habillage (sans remplacement), mât de signalisation, etc...
- Accessoires de dispositifs :
  - Eteignoirs/ grattoirs à mégots ;
  - Cendrier complémentaire à fixer sur un dispositif existant ;
  - Tout autre accessoire permettant un meilleur usage par les fumeurs d'un dispositif de collecte existant pour mieux y jeter leur mégot.

Les dépenses sur facture liées au travail de conception/création des supports de sensibilisation ou des accessoires de dispositifs, piloté par la collectivité avec des tiers (agences, graphistes, artistes locaux, associations, autres) sont des dépenses éligibles.

Sont exclus des dépenses éligibles :

- Les dépenses liées au temps-homme dédié au pilotage du projet ;
  - *N.B. La constitution d'une équipe dédiée à la mise en œuvre de l'appel à projet est toutefois un critère de sélection d'ALCOME de cet appel à projet ;*
- Nouveaux équipements : dispositifs de collecte (corbeilles de rue, cendriers de rue, cendrier mural, cendriers de vote, etc) ;
- Achat ou location de matériel de stockage ;

- Vidage des dispositifs de collecte, nettoyage de la voirie et toute maintenance liée aux dispositifs de collecte ;
- Autres frais de pilotage ou de sensibilisation qui ne sont pas en lien avec les dispositifs de collecte (événementiel ou campagne de sensibilisation diffusée sur des supports non-directement liés aux dispositifs de collecte de mégots par exemple).

### *Modalités de versement des soutiens*

Les soutiens seront versés en deux temps :

- 30% des dépenses du soutien prévisionnel à la signature du contrat ;
- Le solde à la fin du projet, suite à la communication du bilan final et sous réserve de présentation de l'ensemble des justificatifs des dépenses de la commune ou de l'intercommunalité.

### *Attribution du soutien financier à l'expérimentation*

Suite à la pré-sélection des projets par ALCOME, les parties passeront en revue si besoin le périmètre des projets et si ces discussions sont concluantes, une convention d'expérimentation type sera signée. Cette dernière précisera notamment les conditions de versement du soutien financier. Il est entendu que le montant maximum de l'expérimentation s'élève à la somme globale de deux cent mille (200 000) euros hors taxes pour l'ensemble des projets retenus. Ce montant comprend l'ensemble des frais supportés par ALCOME dans le cadre du projet y compris le soutien financier accordé aux partenaires sélectionnés. 80% des soutiens versés aux intercommunalités ou communes supporteront les dépenses éligibles à hauteur maximale de trente-cinq mille (35 000) euros hors taxes maximum et pour un minimum de dix mille (10 000) euros hors taxes. Afin d'assurer l'égalité de traitement entre les candidats retenus, ALCOME pourra revoir à la baisse le montant des projets en accord avec chaque candidat dont le dossier est retenu. À ce titre, il est entendu que l'engagement d'ALCOME prendra effet à la signature de la convention d'expérimentation entre les parties et non à l'annonce de la sélection des projets. En cas de désaccord entre ALCOME et un candidat sur le périmètre et le budget du projet, ALCOME ne donnera pas suite et l'expérimentation ne sera pas menée. Le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnité à ce titre.

### *Contractualisation*

Les porteurs de l'appel à projet devront conclure un contrat type, qui sera proposé par ALCOME, afin de garantir l'équité de traitement entre les candidats retenus ;

- Ce contrat stipule notamment :
  - Le descriptif du projet retenu ;
  - Les engagements pris par les parties ;
  - Les modalités de mise en œuvre, de pilotage et de contrôle du projet retenu ;
  - Le calendrier prévisionnel du projet ;
  - Les indicateurs de suivi ;
  - Un récapitulatif détaillant : la nature et le montant des dépenses éligibles, le montant de l'aide attribuée par ALCOME et les autres sources de financement prévisionnelles ;
  - Les modalités et conditions de versement de la participation financière d'ALCOME ;
  - Les livrables attendus et la cession à ALCOME des droits d'auteurs s'y rapportant ;
  - Les modalités de clôture du projet (état récapitulatifs, rapports finaux, indicateurs à suivre...) ;
  - Les conditions de diffusion des résultats et enseignement du projet ;
  - La durée du contrat et les modalités d'inexécution et de résiliation ;



- Autorisation à ALCOME, et/ou tout prestataire que l'éco-organisme aura désigné, à conduire des études comportementales et autres suivis qualitatifs ou quantitatifs liés au projet le cas échéant ;
- L'engagement du lauréat à installer pour la durée du projet :
  - Un pilotage du projet *via* une équipe dédiée en lien avec ALCOME, en particulier via un comité de pilotage qui se réunira de manière ponctuelle tout au long du projet ;
  - Un reporting ponctuel d'avancement du projet (trame ALCOME) ;
  - Un rapport final (trame ALCOME)

## Dispositions générales

ALCOME reste seul décisionnaire des projets présélectionnés dans le cadre de l'appel à projet.

En cas de non-pré-sélection d'un projet ou si les discussions sur le périmètre n'aboutissent pas, le candidat ne pourra réclamer à ALCOME aucune indemnité ou remboursement de frais exposés au titre de la préparation de l'offre. Si ALCOME juge qu'aucun projet n'est suffisamment pertinent au regard de l'objectif poursuivi, elle se réserve le droit d'abandonner la présente expérimentation. La candidature au présent appel d'offres entraîne acceptation expresse et automatique des dispositions du présent cahier des charges.

## Informations complémentaires

Pour toute information complémentaire sur cet appel à projet, vous pouvez adresser un mail à  
ALCOME : [aap@ALCOME.eco](mailto:aap@ALCOME.eco)

## ANNEXES

### Annexe 1 : exemple de trame de délibération exécutoire pour une commune

**CONSEIL COMMUNAL**  
**Séance du [JOUR] [MOIS] [ANNEE]**

**Dossier N°**

**Délibération n° :**

**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Contrat avec ALCOME : Responsabilité Elargie des Producteurs**

Rapporteur : M. XXXXX, [FONCTION\_DE\_LA\_PERSONNE]

**EXPOSE**

ALCOME est un éco-organisme agréé par l'Etat par arrêté ministériel du 28 juillet 2021 pour charge de la Responsabilité Elargie des Producteurs de produits de tabac équipés de filtres composés en tout ou partie de plastique et des produits qui sont destinés à être utilisés avec des produits de tabac relevant du [19° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement](#), de leur obligation de responsabilité élargie.

La mission d'ALCOME est de participer à la réduction de la présence des déchets issus des produits de tabac (schématiquement appelés « mégots ») jetés de manière inappropriée dans l'espace public.

ALCOME a comme principal objectif la réduction de la présence des mégots dans les espaces publics, à hauteur de :

- 20% de réduction du nombre de mégots abandonnés illégalement dans les espaces publics par rapport à l'année 2022 d'ici fin 2023 ;
- 35% de réduction par rapport à l'année 2022 d'ici fin 2025 ;
- 40% par rapport à l'année 2022 d'ici fin 2026.

ALCOME organise des appels à projet destinés aux intercommunalités et aux communes chargées d'assurer la gestion de la voirie et de son nettoyage et souhaitant s'engager et démontrer l'efficacité d'actions de sensibilisation des fumeurs aux bons comportements relatifs aux mégots. Cet appel à projets accompagne ainsi les porteurs de projets dans leurs démarches visant à augmenter la saillance des corbeilles et cendriers de rue dans la perspective d'accompagner le geste du fumeur vers un geste de jet de son mégot plus responsable.

Dans ce cadre ALCOME propose de contractualiser avec les collectivités territoriales en charge du nettoyage des voiries publiques sur la base d'un contrat type unique.

Ce contrat prévoit, de la part des collectivités, :

- La constitution d'une équipe qui prendra en charge le déploiement du projet et collaborera activement avec ALCOME pour assurer le succès de l'expérimentation concernée ;
- La transmission des données et livrables attendus mentionnés dans le cahier des charges de l'appel d'offres pour analyser les résultats de l'expérimentation.
- La mise en place des actions présentées à ALCOME dans le dossier de candidature

ALCOME apportera un soutien financier.

La commune [NOM\_VILLE] dispose de la Responsabilité de nettoyage des voiries.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) n°2020-105 du 10 février 2020 ;

Vu les articles L.541-10 et L.541-10-1 19° du Code de l'Environnement ;

Vu le projet de délibération en date du [XX/XX/YYYY] par lequel Madame ou Monsieur la/le Maire de [NOM\_VILLE] lui propose de signer le contrat entre la ville de [NOM\_VILLE] et ALCOME ;

#### **DELIBERE**

Article 1 : Approuve la signature du contrat-type entre la Ville de [NOM\_VILLE] et ALCOME pour la durée du projet

Article 2 : Autorise madame/monsieur la/le Maire de [NOM\_VILLE] ou son représentant à le signer ainsi que tout document afférent à ce sujet.

Signature

Fonction, nom et prénom du signataire

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Gestion du massif forestier eurométropolitain de Reichstett : programme d'exploitation.**

#### **Numéro E-2023-1014**

#### **1. Historique**

Le boisement de 142 ha de l'ancienne raffinerie à Reichstett est propriété de l'Eurométropole de Strasbourg depuis 2016 (délibération du Conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2015).

Par délibération du 19 décembre 2018, l'Eurométropole de Strasbourg confirme sa volonté de soumettre au régime forestier l'ensemble des parcelles dont elle a la propriété en forêt de Reichstett. Ce qui a été officialisé par l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2021 portant application au régime forestier sur les 142,4997 ha du massif forestier eurométropolitain de Reichstett.

Depuis le début de l'année 2023, l'ONF travaille en étroite relation avec le Service des espaces verts et de nature sur la réalisation du plan d'aménagement forestier du massif forestier eurométropolitain de Reichstett.

#### **2. Exploitation et vente des bois dans le massif forestier eurométropolitain de Reichstett pour l'exercice 2024**

Dans l'attente de l'élaboration du plan d'aménagement, l'ONF propose un « état prévisionnel des coupes » 2024 pour le massif forestier de Reichstett. Ce programme d'exploitation des bois est soumis à la validation du Conseil eurométropolitain. Le détail des parcelles mises en exploitation ainsi que les volumes estimatifs extraits sont joints en annexe 1 pour 2024. En 2024, ces parcelles correspondent uniquement à celles présentant des caractères d'urgence et d'insécurité vis-à-vis du public.

En application du Code forestier, les produits des coupes doivent être vendus par voie d'adjudication publique ou par contrat d'approvisionnement à l'exception :

- des menus produits forestiers (arrêté tarifaire de l'Eurométropole de Strasbourg),
- des bois réservés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour les besoins de ses services,
- des bois non commercialisables dans des conditions normales.

En 2024, il est prévu d'abandonner les produits sur site en raison d'une insuffisance d'accès. Seuls les bois nécessaires aux services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg pourront être valorisés en vente de gré à gré (reversement de la Ville à l'Eurométropole), dans la stricte limite des disponibilités (tant en qualité qu'en quantité).

**Étant donné qu'il y aura uniquement des coupes de sécurisation non commercialisables en 2024, l'exploitation de bois sera déficitaire sur l'exercice 2024, avec un bilan financier évalué à -21 340 € HT pour l'Eurométropole de Strasbourg.**

<b>2024</b>	<b>Dépenses (frais totaux d'exploitation HT)</b>	<b>Recettes (Recettes brutes HT coupes à façonner + recettes nettes ventes sur pied)</b>	<b>Bilan net prévisionnel HT</b>
<b>BILAN massif forestier eurométropolitain de Reichstett 142 ha</b>	<b>21 340 €  150,2 €/ha</b>	<b>0 € (coupes de sécurisation non commercialisables en bordure de RM)  0 €/ha</b>	<b>-21 340 €  -150,2 €/ha</b>

Conformément au Code forestier, des modifications du programme d'exploitation pourront cependant survenir à la demande du service (annulation, ajournement ou anticipation), compte-tenu de l'état des peuplements ou du marché du bois.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

- *l'exploitation des produits issus des coupes de sécurité,*
- *la vente de gré à gré pour les bois nécessaires aux services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dans la stricte limite des disponibilités (tant en qualité qu'en quantité),*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les états prévisionnels des coupes 2024 et tout document et acte relatif à ce projet.*

**Adopté le 10 novembre 2023**  
**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**  
**transmission au contrôle de légalité préfectoral**  
**le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162530-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)**  
**le 16 novembre 2023**

## PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET DE L'EUROMETROPOLE · Année 2024  
REICHSTETT

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)													
PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU			VOLUME NON FACONNE	VOLUM E TOTAL	RECETT E BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)	
	Feuillus	Résineux	Bois d'Industrie Feuillus	Bois d'Industrie Résineux	Chauffage				Abattage et façonnage		Nacelle		
									En régie	A l'entreprise			
	m3	m3	m3	m3	m3 (stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)		
Sécurisation RD			100				100	10 800		6 300	-17 100		
<b>Sous-Total</b>			100				100	10 800		6 300	-17 100		

COUPES EN VENTE SUR PIED (PREVISIONS)						
PARCELLES	VOLUME TIGES		VOLUME HOUPIER ET TAILLIS		VOLUME TOTAL	RECETTE NETTE PREVISIONNELLE HT
	Feuillus	Résineux	Feuillus	Résineux		
	m3	m3	m3	m3	m3	
<b>Total</b>						

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)				
Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :			Dépenses HT de location nacelle	6 300
Salaires + charges ouvriers :		7 552	Honoraires	3 700
Charges patronales (43 %) :		3 248	Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT	540
Total :		10 800	Autres dépenses HT (€)	
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :				
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :		10 800		
Frais totaux d'exploitation (HT)		21 340	BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)	
TVA sur les frais d'exploitation :		1 478	-21 340	

**Observations :** Sécurisation lisière en bordure de la Rd 63 (lisière avec clôture). Réalisation avec grimpeurs et nacelle. Les produits sont abandonnés sur site suite une insuffisance d'accès.

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par L. ULRICH

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied. En application de l'article 4 du règlement organisant les relations entre l'ONF et les collectivités pour préparer la commercialisation de leurs bois dans le cadre de ventes de gré à gré, il donne son accord pour la vente de gré à gré et dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application des articles L.214.6 et suivants du code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quantité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné. Les bois façonnés en bloc pourront également, au cas par cas, faire l'objet d'un regroupement pour une vente groupée selon les mêmes modalités que ci-dessus.

A Hatten le 03 juillet 2023

Le Responsable de l'Unité Territoriale

Pierre SCHNEIDER

A Strasbourg le

La Présidente de l'Eurométropole  
de Strasbourg,

Pia IMBS



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Association TRION-climate : soutien 2023-2024 aux actions de sensibilisation  
sur l'énergie et le climat et à l'expertise partagée au niveau transfrontalier.**

**Numéro E-2023-1078**

### **Présentation de l'association TRION-Climate**

D'abord réseau informel sur l'énergie et le climat dans le Rhin Supérieur, TRION-Climate e.V. a acquis une structure juridique indépendante en automne 2015 : association de droit allemand (« e.V. » pour « eingetragener Verein », « association déclarée ») inscrite au registre des associations de Kehl. L'association réunit, autour des questions climatiques, la majorité des acteurs publics du Rhin Supérieur : Région Grand Est, CeA, Land Baden-Württemberg, Land Rheinland-Pfalz, Basel Landschaft, Kanton Basel-Stadt qui sont membres fondateurs, mais aussi les principales métropoles du Rhin Supérieur.

### **Objet de l'association et missions**

L'association poursuit exclusivement et directement des fins d'utilité publique.

L'objet de l'association est la promotion de la protection de l'environnement à travers la création de synergies transfrontalières dans le domaine du climat et de l'énergie dans la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur.

L'activité de l'association porte sur une offre complète de manifestations, de formations, de visites et autres activités similaires dans le domaine du climat et de l'énergie promouvant le transfert de savoirs et d'expériences de façon transfrontalière, en particulier grâce à la coopération avec d'autres institutions d'utilité publique du domaine du climat et de l'énergie, et au travers de projets européens.

### **Axes de travail avec l'Eurométropole de Strasbourg**

La coopération entre l'Eurométropole de Strasbourg et TRION-Climate existe déjà dans le cadre de nombreux projets techniques (colloques, conférences, forums, visites techniques de site etc.) depuis six ans. Le dernier évènement d'ampleur co-organisé par TRION-

Climate en 2023 a été le Forum Climat qui a eu lieu le 20 octobre 2023 à Strasbourg avec pour thématique : l'Adaptation au changement climatique dans l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

Le renouvellement du financement de cette structure fera l'objet d'une convention pour deux ans (2023-2024) pour un montant total de 11 000 € versé en deux fois : une subvention de 6 000 € en 2023 et une subvention de 5 000 € en 2024, qui s'ajoute à la cotisation annuelle à hauteur de 1 000 €. Ce financement va permettre de poursuivre les actions de sensibilisation sur les thèmes de l'énergie et du climat et renforcer une expertise partagée à un niveau transfrontalier.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le renouvellement du soutien financier de l'Eurométropole de Strasbourg à l'association TRION-Climate e.V. pour une durée de deux ans (2023-2024),*

*décide*

*du versement :*

- *d'une subvention de 11 000 € (6 000 € en 2023 et 5 000 € en 2024) imputés sur CRB PL00A / nature 6574,*
- *d'une cotisation annuelle de 1 000 € imputés sur le CRB LO01 / activité 6281,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention financière afférente et tout autre document s'y rapportant.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162276-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

### 3. Kooperations- und Finanzierungsvereinbarung.

Zwischen der Eurometropole Strasbourg vertreten durch der delegierten Präsidentin Danielle DAMBACH,

und dem Verein TRION-climate e.V., vertreten durch den Vorstandsvorsitzenden Wolfgang RABER.

Auf der Grundlage der Vereinssatzung von TRION-climate e.V. und des Beschlusses des Rates der Eurometropole Strasbourg vom 10.11.2023.

Wird folgendes vereinbart:

#### § 1

##### **Gegenstand der Vereinbarung**

Die vorliegende Vereinbarung ist die Folge der Vereinbarung vom 13.03.2020, deren dreijährige Laufzeit am 31. Dezember 2022 auslief.

Die Vereinbarung betrifft einerseits die finanzielle Unterstützung des Vereins TRION-climate e.V. durch Strasbourg Eurométropole und andererseits die durch den Verein als zu erbringenden Aktivitäten.

Die Vereinbarung regelt die Verantwortlichkeiten der Kooperationspartner und bestimmt die Modalitäten der finanziellen Unterstützung.

#### § 2

##### **Dauer der Vereinbarung**

Die vorliegende Vereinbarung wird für eine Dauer von 2 Jahren abgeschlossen und betrifft die Geschäftsjahre 2023 und 2024.

#### § 3

##### **Finanzielle Ressourcen**

Der Verein TRION-climate e.V. verfügt grundsätzlich über vier finanzielle Ressourcen.

### 3<sup>eme</sup> Convention de coopération et de financement

Entre Strasbourg Eurométropole représentée par la Présidente déléguée Danielle DAMBACH,

et l'association TRION-climat, représentée par le président du comité directeur Wolfgang RABER.

Sur la base des statuts de l'association TRION-climat et de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10.11.2023.

Il est convenu ce qui suit :

#### § 1

##### **Objet de la convention**

La présente convention donne suite à la convention du 13.03.2020, d'une durée de trois ans qui a pris fin le 31 décembre 2022.

La convention concerne le soutien financier à l'association TRION-climat apporté par Strasbourg Eurométropole d'une part et la contrepartie des activités réalisées par l'association d'autre part.

La convention règle les responsabilités des partenaires de coopération et détermine les modalités du soutien financier.

#### § 2

##### **Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans et concerne les années civiles de 2023 et de 2024.

#### § 3

##### **Ressources financières**

L'association TRION-climat dispose principalement de quatre types de ressources financières.

### 3.1 Jahresbeiträge der Vereinsmitglieder

Die Jahresbeiträge werden von den Mitgliedern gemäß separater Beitragsordnung erhoben. Ende 2022 zählte TRION-climate e.V. 96 Mitglieder.

### 3.2 Öffentliche dreijährliche Zuschüsse

Die ORK-Gebietskörperschaften (Länder Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz, Région Grand Est und Collectivité européenne d'Alsace sowie die beiden Basler Kantone) haben eine Finanzvereinbarung mit TRION-climate e.V. bis Ende 2024 unterzeichnet. Die Vereinbarung mit dem französischen Staat läuft aktuell bis Mitte 2024, aber ein Nachtrag wird beantragt. In diesem Rahmen wird eine Unterstützung von 147.000€ jährlich von der ORK geleistet. Der Zuschuss der EMS würde diese öffentlichen Zuschüsse der ORK vervollständigen.

### 3.3 Projektbezogene punktuelle Zuschüsse

Im Rahmen der Projekte können gesonderte Zuschüsse von TRION-climate e.V. beantragt werden. Diese können beispielsweise bei Interreg, beim Kooperations-fonds der ORK oder bei den an einem Projekt beteiligten Vereinsmitgliedern beantragt werden. Im Zeitraum 2023-2025, beteiligt sich TRION-climate e.V. kofinanzierend an 3 Interreg-Projekten.

### 3.4 Einnahmen aus erbrachten Leistungen

Ferner kann der Verein TRION-climate e.V. durch kostenpflichtige Dienstleistungen eigene Einnahmen erwirtschaften. Da es sich bei TRION-climate e.V. um einen gemeinnützigen Verein handelt, sind diese Einnahmen nur in begrenztem Maße möglich.

§ 4

#### Aktivitäten von TRION-climate e.V.

TRION-climate e.V. wurde am 13. März 2015 im Rahmen der DE-FR-CH Oberrheinkonferenz als gemeinnütziger Verein gegründet.

Laut Satzung Art. 2.4 wird TRION-climate e.V. mit der operativen Umsetzung von Maßnahmen und Projekten mit folgenden Schwerpunkten beauftragt:

- Vernetzung der Akteure aus den Bereichen Umwelt, Wirtschaft und Wissenschaft sowie weiterer Energie- und Klimaakteure;
- Organisation des grenzüberschreitenden Austausches und der Wissens- und Erfahrungsvermittlung in den Bereichen Energie und Klimaschutz;

### 3.1 Cotisations annuelles des adhérents

Les cotisations des adhérents de l'association sont définies dans un règlement des cotisations distinct. Fin 2022 TRION-climat comptait 96 adhérents.

### 3.2 Subventions publiques trisannuelles

Les collectivités territoriales de la CRS (Région Grand Est et Collectivité européenne d'Alsace, Länder du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat, ainsi que les deux Cantons Bâlois) ont signé une convention avec TRION-climat qui court jusqu'à fin 2024. La convention avec l'Etat français se termine actuellement en juin 2024, mais un avenant sera demandé. Dans ce cadre, une aide financière de 147.000€ annuels est accordée par la CRS. La subvention de l'EMS compléterait ces subventions publiques de la CRS.

### 3.3 Subventions ponctuelles liées aux projets

Dans le cadre de projets, des demandes de subventions distinctes peuvent être déposées par TRION-climat. Ces subventions peuvent être demandées par exemple auprès d'Interreg, du Fonds de coopération de la CRS ou auprès des adhérents qui participent à ce projet. Sur la période de 2023-2025, TRION-climat participe à 3 projets Interreg en tant que partenaire cofinanceur.

### 3.4 Ressources issues des prestations payantes

De plus, l'association TRION-climat peut générer des ressources propres en proposant des services payants et transfrontaliers. TRION-climat étant une association d'intérêt public, le volume et la nature de ce type de ressources sont restreints.

§ 4

#### Activités de TRION-climate e.V.

TRION-climat a été créé en tant qu'association d'utilité publique le 13 mars 2015 dans le cadre de la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur.

Conformément aux statuts art. 2.2, TRION-climat est chargée de la mise en œuvre de mesures et de projets dont l'accent sera mis sur les aspects suivants :

- Mise en réseau des acteurs de l'environnement, de l'économie et des sciences ainsi que d'autres acteurs de l'énergie et du climat ;
- Organisation d'échanges transfrontaliers, partage de savoirs et d'expériences sur les thèmes de 1657 énergie et de la protection du climat ;

- Begleiten der Unternehmen insbesondere bei der Vergleichbarkeit von Standards und Labels sowie bei Fortbildungen;
- Beteiligung bei der Entwicklung von gemeinsamen exemplarischen Projekten für innovative Technologien;
- Unterstützung bei der trinationalen Datenerhebung und Bestandsaufnahme, die für die Umsetzung der Strategie und als politische Entscheidungsgrundlage notwendig sind.

TRION-climate e.V. leistet einen Beitrag zur Umsetzung der „Strategie 2030 der TMO“ vom 22. November 2019, deren 1. strategisches Ziel dem Klima gewidmet ist.

Für die Umsetzung dieser Arbeitsschwerpunkte führt TRION-climate e.V., unter Vorbehalt des vom Gesamtvorstand vorgeschlagenen und von der Mitgliederversammlung genehmigten Budgets, die im Jahresprogramm festgehaltenen Aktivitäten.

#### Interreg-Projekte und Bestandsaufnahmen

Für den Zeitraum 2023-2025 beteiligt sich TRION-climate e.V. als kofinanzierender Partner an drei Interreg-Projekten:

- Co2InnO (Projektträger Universität Freiburg)
- Atmo Rhine Plus (Projektträger Atmo Grand Est)
- Clim'Ability (Projektträger INSA Strasbourg)

Im Rahmen dieser Projekte werden Bestandsaufnahmen von Leuchtturmprojekten in den Bereichen der nachhaltigen Mobilität und zu Wasserstoff (CO2InnO), der erneuerbaren Energien (Atmo Rhine) und der Klimaanpassung (Clim'Ability) realisiert. Diese werden auf einer interaktiven Karte oberrheinweit präsentiert. Außerdem unterstützt TRION-climate e.V. die wissenschaftlichen Projekte bei der Verbreitung ihrer Ergebnisse, indem Kolloquien organisiert werden oder Sonderausgaben der Revue „Energie vis-à-vis“ diesen Interreg-Projekten gewidmet werden.

#### Organisation von grenzüberschreitende Events

TRION-climate e.V. fördert den grenzüberschreitenden Erfahrungs- und Wissensaustausch durch die Organisation von Konferenzen oder Besichtigungen. In 2023 geplante Aktivitäten:

- Geothermiekonferenz am 15. Juni in Landau
- Wasserstoffkonferenz am 28. Nov. in Straßburg
- Besichtigung Geothermiekraftwerk Insheim
- Besichtigung des AKW-Geländes in Fessenheim
- Kolloquium von CO2Inno am 5. Dez. in Freiburg

- Accompagnement des entreprises notamment dans la comparaison de standards et labels et d'actions de formation ;

- Participation à l'émergence de projets exemplaires communs dans le domaine de technologies innovantes ;

- Accompagnement à la compilation de données trinationales et réalisation des inventaires nécessaires à appuyer la stratégie et à soutenir la prise de décision politique.

L'association TRION-climat contribue à la mise en œuvre de la « Stratégie 2030 de la RMT » du 22 novembre 2019, dont le 1<sup>er</sup> objectif stratégique concerne le climat.

Pour la mise en œuvre de ces priorités et dans le respect du budget annuel proposé par le conseil d'administration et validé par l'assemblée générale, TRION-climat réalise des activités définies dans le programme annuel.

#### Projets Interreg et réalisations d'inventaires

Sur la période de 2023-2025, TRION-climat participe en tant que partenaire co-financeur à trois projets Interreg :

- Co2InnO (porteur Université de Fribourg)
- Atmo Rhine Plus (porteur Atmo Grand Est)
- Clim'Ability (porteur INSA de Strasbourg)

Dans le cadre de ces projets sont réalisés des inventaires sur des projets phares dans les domaines de la mobilité durable et de l'hydrogène (CO2InnO), des énergies renouvelables (Atmo Rhine) et de l'adaptation au changement climatique (Clim'Ability). Ces informations seront présentées sur une carte interactive à l'échelle du Rhin supérieur. Par ailleurs TRION-climat soutient les projets scientifiques dans la diffusion de leurs résultats en organisant des colloques et en publiant des numéros spéciaux de sa revue « Energie vis-à-vis » dédiés à ces projets Interreg.

#### Organisation de manifestations transfrontalières

TRION-climat soutient les échanges transfrontaliers d'expériences et des savoirs par l'organisation de conférences et de visites. Les activités suivantes sont notamment prévues en 2023 :

- Conférence sur la géothermie le 15 juin à Landau
- Conférence sur l'hydrogène le 28 nov. à Strasbourg
- Visite de l'installation géothermique à Insheim
- Visite du site de la centrale de Fessenheim
- Colloque de CO2Inno le 5 décembre à Fribourg

#### Ko-organisation von Partnerveranstaltungen

TRION-climate e.V. unterstützt andere öffentliche Einrichtungen (Eurodistrikte, etc.) oder partnerschaftliche Vereine (Pôles de compétitivités, etc.) bei der Organisation von Klima- und Energieveranstaltungen. In 2023 ko-organisiert TRION neben der Klimaagentur der EMS und der Ortenauer Energieagentur das **Klimaforum des Eurodistriktes Strasbourg-Ortenau**. TRION organisiert und moderiert insbesondere einen Workshop und die politische Podiumsdiskussion und unterstützt die Kommunikation des Events in seinem Netzwerk.

#### Publikation der Revue „Energie vis-à-vis“

Dem grenzüberschreitenden Erfahrungs- und Wissens-austausch als auch der Verstetigung der Konferenz-ergebnisse dient die zweisprachige Revue „Energie vis-à-vis“. In dieser wird einleitend von der Geschäftsstelle von TRION-climate e.V. ein vergleichender Überblick über die Situation ab Oberrhein gegeben. Im zweiten Teil haben die Vereinsmitglieder das Wort um vorbildhafte Projekte und Initiativen zu präsentieren.

#### § 5

#### **Beitrag der Eurométropole Strasbourg**

Die Eurometropole Strasbourg nimmt die Aufgaben von TRION-climate e.V. zur Kenntnis und verpflichtet sich den Verein für die Dauer der vorliegenden Vereinbarung zu unterstützen.

Die Eurometropole Strasbourg verpflichtet sich einen **Zuschuss von 6.000€ für das Jahr 2023 und von 5.000€ für das Jahr 2024** zu erbringen. Zuzüglich ist der in der geltenden Beitragsordnung festgelegte jährliche Vereinsbeitrag zu zahlen. Dieser beträgt für Gebietskörperschaften mit weniger als 500.000 Einwohner aktuell **1.000 €**.

Gemäß der Beitragsordnung haben die Mitglieder 1 Stimme je 125€ vom jährlichen Vereinsbeitrag. So verfügt Strasbourg Eurométropole über **8 Stimmen** in der Mitgliederversammlung.

Der Jahresbeitrag wird nach Vorlage eines Auszahlungsantrages auf folgendes Konto der Sparkasse Hanauerland überwiesen.

BIC : **SOLADES1KEL**

IBAN : **DE76 6645 1862 0000 1400 88**

Begünstigter : **TRION-climate e.V.**

#### Co-Organisation de manifestations partenaires

TRION-climat soutient d'autres instances publiques (Eurodistricts, etc.) ou des associations partenaires (Pôles des compétitivités, etc.) dans l'organisation d'évènement sur les thèmes du climat et de l'énergie. En 2023 TRION est co-organisateur avec l'Agence du climat de l'EMS et l'Ortenauer Energieagentur du **Forum sur le climat de l'Eurométropole Strasbourg-Ortenau**. TRION est notamment en charge de l'organisation et de l'animation d'un atelier et de la table ronde politique et soutient la communication de l'évènement dans son réseau.

#### Publication de la revue „Energie vis-à-vis“

Promouvoir les échanges transfrontaliers d'expériences et des savoirs ainsi que pérenniser les résultats des conférences est l'objectif de la revue bilingue « Energie vis-à-vis ». Dans celle-ci, l'équipe de TRION donne en introduction un aperçu comparatif de la situation dans le Rhin supérieur. Dans la deuxième partie, la parole est donnée aux adhérents pour présenter leurs projets et initiatives exemplaires.

#### § 5

#### **Contributions de Strasbourg Eurométropole**

Strasbourg Eurométropole prend connaissance des missions de TRION-climat et s'engage à soutenir l'association pour la durée déterminée dans la présente convention.

Strasbourg Eurométropole s'engage à verser une **subvention de 6.000€ au titre de l'année 2023 et de 5.000€ au titre de l'année 2024**. A cela s'ajoute la cotisation annuelle à l'association déterminée par le règlement des cotisations en vigueur. Le montant de la cotisation annuelle pour les collectivités de moins de 500.000 habitants s'élève actuellement à **1.000 €**.

Conformément au règlement des cotisations, les membres ont une voix par tranche de 125€ de leur cotisation. Strasbourg Eurométropole dispose ainsi de **8 voix** au sein de l'assemblée générale.

La contribution annuelle est à verser sur présentation d'une demande de versement sur le compte de la Sparkasse Hanauerland :

BIC : **SOLADES1KEL**

IBAN : **DE76 6645 1862 0000 1400 88**

Bénéficiaire : **TRION-climate e.V.**

§ 6

**Verpflichtungen**

TRION-climate e.V. verpflichtet sich, den Beitrag der EMS für die Umsetzung der in §4 benannten Aktivitäten einzusetzen.

Die Logos der Finanzpartner werden systematisch auf den Kommunikationsupports aufgeführt (Roll-ups, Homepage, Footer beim Schriftverkehr, etc.).

Die Verpflichtungen zur Buchführung und Kassenprüfung sind in der Vereinssatzung geregelt.

Die Unterzeichner der Vereinbarung erhalten nach der jährlichen Mitgliederversammlung den genehmigten Finanzbericht des Vorjahres, den Aktionsbericht und das Protokoll der Versammlung.

TRION-climate e.V. ist verpflichtet, jederzeit eine Prüfung der Durchführung der Aktionen durch die Kofinanzierer zu ermöglichen durch Zugang zu allen Zahlungsbelegen und anderen Dokumenten, die für dienlich befunden werden. Die Belege sind als Originale oder als in mit den originalen übereinstimmend bescheinigten Kopien über eine Dauer von 10 Jahren nach Abschluss der Vereinbarung aufzubewahren. Auf Anfrage sind die Zahlungsbelege in elektronischer Form oder als Fotokopien vorzulegen. Eine Prüfung der Originale vor Ort ist möglich.

TRION-climate e.V. ist verpflichtet, jegliche grundlegende Änderung bzgl. der Satzung, dem Sitz, dem Vorstand und der Geschäftsführerin den Unterzeichnern dieser Vereinbarung mitzuteilen.

§ 8

**Abschluss der Vereinbarung**

TRION-climate e.V. stellt zum Ende der Vereinbarung und vor dem 30. Juni 2025 eine Schlussbilanz auf, die die gesamte Ausübungsperiode abdeckt. Im Falle der Nicht- oder nur teilweisen Durchführung der Aktionen zahlt TRION-climate e.V. die gesamten bzw. den nicht ausgeschöpften, überwiesenen Beitrag zurück, außer ein Abkommen über inhaltliche Änderungen, Fristen oder das Budget wurde schriftlich getroffen.

Zum Ende der vorliegenden Vereinbarung müssen die Konten des Vereins ausgeglichen sein.

§ 6

**Engagements**

TRION-climat s'engage à utiliser la contribution financière de l'EMS pour la réalisation des activités mentionnées dans §4.

Les logos des partenaires cofinanceurs sont systématiquement affichés sur les supports de communication (kakemonos, site internet, bas-de-page dans les courriels et courriers, etc.).

Les engagements concernant les obligations comptables sont réglés dans les statuts.

Les signataires de la convention reçoivent après l'assemblée générale annuelle le rapport financier de l'année précédente, le rapport d'activités validés par l'assemblée générale et le procès-verbal.

TRION-climat s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par les partenaires co-financeurs de la réalisation des actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Les justificatifs sont conservés sous la forme d'originaux ou de copies certifiées conformes pour une durée de 10 ans après la clôture de la convention. Sur demande, les justificatifs sont à présenter sous forme électronique ou en photocopies. Un contrôle des originaux réalisé sur place est possible.

TRION-climat s'engage à informer les partenaires signataires des modifications significatives concernant les statuts, le siège du bureau, le conseil d'administration et de la directrice générale.

§ 8

**Terme de la convention**

TRION-climat remettra au terme de la convention et avant le 30 juin 2025, un bilan final couvrant l'ensemble de la période d'exécution.

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle des activités, TRION-climate e.V. remboursera la totalité ou la part non justifiée des contributions versées, sauf si un accord de modification du contenu, des délais ou du budget a préalablement été conclu par écrit.

Au terme de la présente convention, les comptes de l'association devront être en équilibre.



§ 9

**Sprache und Rechtsstand**

Es wird die Geltung deutschen Rechts vereinbart. Bei Abweichungen zwischen dem deutschen und dem französischen Text ist allein der deutsche Text maßgebend. Die Korrespondenz zwischen TRION-climate e.V. und der EMS erfolgt auf Französisch.

§ 9

**Langue et droit applicable**

Il est convenu d'appliquer le droit allemand. En cas de divergences entre le texte allemand et français, seul le texte allemand sera pris en compte. La correspondance entre TRION-climat et l'EMS se fera en français.

§ 10

**Rechtsstreitigkeiten**

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Vereinbarung vorrangig gütliche Einigung anzustreben. Der Vorstand hat einen schriftlichen Einigungsvorschlag einzubringen. Eine schriftliche Stellungnahme dazu wird innerhalb einer angemessenen Frist gefordert.

Im Falle einer schwerwiegenden Verletzung der in dieser Vereinbarung festgehaltenen Verpflichtungen und beim Scheitern einer gütlichen Einigung, kann die Vereinbarung rechtmäßig von beiden Seiten mit einer Frist von sechs Monaten ab Sendung eines Einschreibens mit Rückschein gekündigt werden, das als Fristsetzungsschreiben gilt.

Bei Streitigkeiten, für die eine gütliche Einigung gescheitert ist, ist das zuständige Gericht das des Sitzlandes des Vereins TRION-climate e.V.

ANLAGE : Vereinssatzung vom 29.06.2021

Ort  
Datum

Wolfgang Raber  
Land Rheinland-Pfalz, Vorsitzender TRION-climate e.V.

§ 10

**Règlement de litiges**

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à chercher en priorité une solution amiable. Le comité directeur doit faire une proposition écrite pour trouver une solution amiable. Une réponse par écrit est exigée dans un délai raisonnable.

En cas de manquement aux engagements respectifs inscrits dans la présente convention et si aucune solution amiable n'a pu être trouvée, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litiges n'ayant pas abouti à une solution amiable, le tribunal compétent est celui du siège de l'association TRION-climat.

ANNEXE : Statuts de l'association du 29.06.2021

Lieu  
Date

Danielle Dambach  
Présidente déléguée de Strasbourg Eurométropole

**ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant Proposé	Montant alloué pour l'année N-1
Association TRION-Climate	Subvention de fonctionnement 2023	6 000€	6 000€	5 000€
Association TRION-Climate	Subvention de fonctionnement 2024	5 000€	5 000€	6 000€

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII): volet métropolitain sur le territoire de l'Eurométropole.**

#### **Numéro E-2023-1095**

La loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles en 2014 et la loi pour une nouvelle organisation territoriale de la république en 2015 ont conféré, à la Région, la responsabilité de la définition des orientations et des aides au développement économique et, aux métropoles, un rôle accru et spécifique aux côtés de la Région dans la détermination d'une stratégie de développement économique à l'échelon métropolitain.

Les orientations du SRDEII applicables sur le territoire des métropoles, sont élaborées et adoptées conjointement par le conseil de la métropole concerné et le conseil régional (article L 4251-15 du Code général des collectivités territoriales).

Le SRDEII Grand Est et son volet métropolitain ont été adoptés le 12 octobre 2023 à partir de neuf grands défis régionaux :

1. apporter des réponses à la pénurie de compétences,
2. optimiser l'usage des sols : rareté, tensions et concurrence d'usage sur le foncier,
3. accompagner la mutation des entreprises et des activités,
4. viser la souveraineté énergétique et alimentaire,
5. valoriser le Grand Est et ses diversités territoriales,
6. promouvoir la coopération infrarégionale et transfrontalière,
7. assurer la mobilité décarbonée des biens et des personnes,
8. préserver et valoriser durablement les ressources naturelles et restaurer la biodiversité,
9. accompagner les évolutions démographiques et assurer une santé globale.

Par une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 7 mai 2022, la collectivité s'est engagée à agir pour la transition économique, écologique, numérique et sociale de son territoire avec le Pacte pour une économie locale durable.

Co-construit avec les acteurs économiques locaux ce Pacte a pour objectif d'amplifier la dynamique collective et les démarches locales de transition vers une économie locale plus durable. Il vise à assurer un développement local équilibré, sobre en ressources, à l'impact réduit sur l'environnement, qui profite au plus grand nombre, et à conforter Strasbourg, laboratoire européen des transitions.

Le volet métropolitain du SRDEII intègre donc le positionnement économique de la métropole en soutien de son tissu économique local.

L'économie métropolitaine, diversifiée, avec une variété de secteurs et de tailles d'entreprises, représente un atout considérable du territoire qu'il faut accompagner dans son développement comme dans la transition écologique. L'Eurométropole de Strasbourg ambitionne d'être :

- une métropole productrice de nouveaux biens communs, en appui sur les initiatives et innovations sociales et collectives et laboratoire de l'économie sociale et solidaire, base d'une économie inclusive,
- une métropole pilote en économie verte et circulaire, qui développe toutes les symbioses et les synergies possibles entre ses différentes activités productives,
- une métropole productive, portée par l'économie de la connaissance dans toute sa diversité (économie de la santé, économie numérique, économie culturelle etc).

Avec ce volet métropolitain, il s'agit de :

- confirmer la convergence forte des enjeux et des orientations entre le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), et la stratégie économique de la métropole,
- décliner opérationnellement dans une feuille de route économique les objectifs stratégiques et les principaux livrables et projets phares que se donne la métropole en matière de développement économique et qui répondent aux neuf défis identifiés par la Région Grand Est.

Cette dynamique partenariale permettra de décliner avec efficacité ces stratégies au travers d'actions concrètes sur le territoire et avec une gouvernance propre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le volet métropolitain sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et son annexe.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162587-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**VOLET METROPOLITAIN DU SRDEII de la Région Grand Est**  
**Eurométropole de Strasbourg**

## **1. Préambule**

La stratégie de développement économique, d'innovation et d'internationalisation du Grand Est est co-construite et co-pilotée avec les acteurs du monde économique et les partenaires de la Région que sont notamment les métropoles pour :

- Développer l'innovation en Grand Est et l'émergence d'entreprises leaders dans les domaines stratégiques,
- Encourager la montée en compétence des entreprises du Grand Est et favoriser les recrutements,
- Apporter des réponses aux transitions et accélérer plus spécifiquement la transition environnementale des entreprises du Grand Est,
- Assurer un développement économique territorial équilibré en s'appuyant sur le binôme Région/EPCI,
- Affirmer la place de la région Grand Est au cœur de l'Europe pour renforcer son rayonnement et son attractivité économique.

## **2. Diagnostic territorial synthétique**

### **a) Description du territoire**

Le territoire de l'Eurométropole s'étend sur 33 communes, comprenant Strasbourg, capitale européenne, siège d'institutions et territoire transfrontalier, et touche plus de 511 000 habitants.

Il représente 205 900 emplois privés (en constante évolution, depuis 2017 : + 17 000 emplois) avec une forte représentation du tertiaire supérieur, notamment avec le secteur bancaire. L'Eurométropole est une place importante pour le tourisme, le commerce et l'artisanat et connaît un fort potentiel de développement dans le secteur de l'habitat-construction. Le territoire de l'Eurométropole est également industriel avec la présence du Port autonome de Strasbourg, 1<sup>er</sup> port fluvial français, et 1/3 des surfaces est dédié à l'agriculture.

Berceau de l'économie sociale et solidaire, le territoire bénéficie d'un éco-système engagé avec une représentation importante de l'insertion par l'activité économique.

C'est un territoire innovant dans des projets de transition et d'expérimentation (mobilité décarbonée, rénovation énergétique, construction bas carbone, écologie industrielle territoriale...), notamment autour des questions d'économie circulaire. L'innovation y tient une place importante et cela se traduit par exemple dans les équipements à disposition sur le territoire (P2I, Nextmed, Manufacture des tabacs, Kaleidoscoop...). L'université reconnue au niveau international (prix Nobel, laboratoires...) contribue au rayonnement du territoire avec ses 70000 étudiants.

Son dynamisme économique se traduit notamment par la création d'entreprises plus particulièrement dans la santé, l'industrie, les activités de services et la construction. Et les plus grandes levées de fonds du territoire révèlent la place importante de la santé et du numérique. Le taux de chômage est de 6,8% (T1 2023, Zone d'emploi de Strasbourg, en baisse constante depuis 2017). Mais le territoire est frappé par de fortes disparités avec un taux de chômage qui peut aller jusqu'à 45% pour les jeunes de 16 à 25 ans de certains QPV. Le taux de pauvreté de l'Eurométropole est de 19,7 % (jusqu'à 25% sur Strasbourg), taux le plus élevé parmi les 22 métropoles françaises

## **b) Positionnement de la métropole**

Capitale européenne et capitale régionale, l'Eurométropole bénéficie d'un rayonnement de niveau international sur les plans économique, diplomatique, scientifique, universitaire, culturel et artistique, qu'elle souhaite mettre aux services des acteurs comme de l'ensemble des territoires de la Région Grand Est. Les projets qu'elle porte avec les territoires voisins comme avec les autres communes et agglomérations du bassin du Rhin supérieur s'inscrivent dans une logique de complémentarité et de coopération, dans une relation équitable d'intérêt réciproque sur les enjeux d'aménagement du territoire et de développement.

Laboratoire de la métropole européenne post-carbone, l'Eurométropole se positionne comme un modèle d'un territoire adapté aux enjeux du dérèglement climatique, qui aura su limiter ses émissions de gaz à effet de serre tout en inventant des modes de vie et d'économie adaptés.

Convaincue de l'urgence climatique, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans la planification écologique métropolitaine pour renforcer la résilience de son tissu économique en investissant dans les filières qui visent à développer les ressources et les productions énergétiques, alimentaires, industrielles et de santé. Elle promeut l'économie circulaire dans toutes ses formes à travers la création de boucles d'innovation locales bâties sur la sobriété des ressources et une logique de coopération entre acteurs.

L'Eurométropole se veut régénérative des écosystèmes qu'elle occupe et des ressources naturelles dont elle dépend (eau, air, sols, milieux vivants et biodiversité...), sobre dans leur consommation, en maîtrise de ses impacts (pollutions et émissions, déchets et cycles de matières, chaleur urbaine, risques technologiques...) et énergétiquement sobre et productrice d'énergies renouvelables. Elle se place également comme une métropole nourricière, sur la base de son agriculture et de celle de son proche environnement.

L'Eurométropole, territoire aux densités urbaines différenciées selon les quartiers ou les communes, cultive la qualité du cadre de vie, les mixités et la ville des proximités. Elle articule ses espaces par des solutions de mobilité bas carbone.

En matière de développement économique, l'objectif est d'assurer un développement durable du territoire équilibré en terme économique, social et écologique au service de l'augmentation des capacités des individus en s'assurant que la métropole reste une métropole des proximités, hospitalière et porteuse d'émancipation.

L'Eurométropole se positionne en soutien de son tissu économique local. Son économie, diversifiée, avec une variété de secteurs et de tailles d'entreprises, représente un atout considérable du territoire qu'il faut accompagner dans son développement comme dans la transition écologique. Elle ambitionne d'être :

- une métropole productrice de nouveaux biens communs, en appui sur les initiatives et innovations sociales et collectives et laboratoire de l'économie sociale et solidaire, base d'une économie inclusive,

- une métropole pilote en économie verte et circulaire, qui développe toutes les symbioses et les synergies possibles entre ses différentes activités productives, notamment dans le secteur industriel,
- une métropole productive, portée par l'économie de la connaissance dans toute sa diversité (économie de la santé, économie numérique, économie culturelle...).

L'Eurométropole souhaite ainsi s'appuyer sur l'**économie sociale et solidaire**, l'**économie circulaire** et l'**innovation** pour développer une économie locale durable.

### c) Le Pacte pour une économie locale durable

L'Eurométropole a coconstruit avec les acteurs économiques locaux un Pacte pour une économie locale durable. En plus de porter la vision stratégique du territoire en matière de développement économique, le Pacte est un acte d'engagements réciproques des acteurs économiques du territoire pour amplifier la transition écologique du territoire.

Le Pacte a pour objectif de renforcer la dynamique collective et les démarches locales de transition vers une économie locale plus durable. Il vise à **assurer un développement local équilibré, sobre en ressources, à l'impact réduit sur l'environnement, qui profite au plus grand nombre, et à conforter Strasbourg, laboratoire européen des transitions.**

Le Pacte pour une économie locale durable mobilise les acteurs économiques autour de 7 engagements communs :

1. Se connaître, se faire connaître, se faire confiance
2. Renforcer la résilience de notre métropole face aux crises multiples
3. Expérimenter, innover et transformer durablement le territoire
4. Faire du numérique et de la donnée des accélérateurs de la transition écologique et sociale
5. Développer les compétences et l'accès à un emploi pérenne pour tous
6. Favoriser les dynamiques économiques inclusives sur tout le territoire
7. Garder le cap collectif pour suivre les transitions du territoire

Cette vision stratégique est co-construite, partagée et mise en œuvre avec les acteurs du territoire ; la Région a contribué à son élaboration et participe à son pilotage et son suivi.

Afin de décliner le Pacte pour une économie locale durable, l'Eurométropole s'est dotée d'une **feuille de route économique**.

### 3. Les défis régionaux auxquels la métropole s'associe et plan d'actions

La feuille de route économique portée par l'Eurométropole répond aux 9 défis identifiés par la Région Grand Est. Elle porte les objectifs stratégiques en matière de développement économique mais également les principaux livrables et projets phares de la collectivité.

Voir la Feuille de route économique en annexe.

<b><u>Défis régionaux</u></b>	<b><u>Référence à la F2R Economie (v. Annexe)</u></b>
-------------------------------	---



<b>1- Apporter des réponses à la pénurie de compétences</b>	<i>Entrepreneuriat-Emploi-Compétences Enseignement supérieur, recherche, innovation Vie étudiante</i>
<b>2- Optimiser l’usage des sols : rareté, tensions et concurrence d’usage sur le foncier</b>	<i>Offre foncière et immobilière</i>
<b>3- Accompagner la mutation des entreprises et des activités</b>	<i>Economie sociale et solidaire Economie circulaire Enseignement supérieur, recherche, innovation Commerce et artisanat Economie numérique Industrie Banque-assurance Animation et co-construction Veille et expertise Financements</i>
<b>4- Viser la souveraineté énergétique et alimentaire</b>	<i>Agriculture-Alimentation Energie Habitat et Construction</i>
<b>5- Valoriser le Grand Est et ses diversités territoriales</b>	<i>Tourisme Industrie culturelle et créative Communication et promotion</i>
<b>6- Promouvoir la coopération infrarégionale et transfrontalière</b>	<i>Communication et promotion</i>
<b>7- Assurer la mobilité décarbonée des biens et des personnes</b>	<i>Mobilités et transports</i>
<b>8- Préserver et valoriser durablement les ressources naturelles et restaurer la biodiversité</b>	<i>Economie circulaire Habitat et Construction</i>
<b>9- Accompagner les évolutions démographiques et assurer une santé globale</b>	<i>Santé</i>

D’autres stratégies menées par la métropole y contribuent également :

- *le schéma directeur des énergies,*
- *le schéma directeur des mobilités,*
- *le Plan local d’urbanisme intercommunal,*
- *le Pacte pour un urbanisme en transition écologique,*
- *la Charte de la Biodiversité,*
- *le Schéma de coopération transfrontalière,*
- *etc.*

#### **4. Les moyens mis en œuvre dans le cadre du SRDEII**

##### **a. Les dispositifs d'intervention économique**

L'Eurométropole de Strasbourg apporte un soutien fort aux acteurs de l'économie locale en cohérence avec les politiques publiques qu'elle déploie et la vision stratégique du territoire portée par le Pacte pour une économie locale durable. Pour cela, elle accompagne et soutient financièrement des projets économiques en lien avec la stratégie économique et prioritairement sur des enjeux de transitions.

Les dispositifs font l'objet d'une contractualisation spécifique avec la Région (cf convention d'autorisation de financement).

##### **b. La structuration de l'écosystème local**

L'Eurométropole développe les convergences et le renforcement mutuel des actions économiques pour générer de l'impact collectif et contribue à favoriser la circulation de l'information, les coopérations, les synergies et la solidarité entre les acteurs économiques du territoire (pour un territoire résilient). Elle anime des politiques sectorielles, des programmes structurants et des éco-systèmes et co-construit la politique de développement et de transition économique de la collectivité.

Elle s'appuie également sur des opérateurs économiques dont les initiatives contribuent à la stratégie économique.

#### **5. La dynamique partenariale du volet métropolitain**

##### **a. La gouvernance du Pacte pour une économie locale durable (échelon métropolitain)**

Le Pacte pour une économie locale durable s'appuie sur des instances partenariales : une Assemblée du Pacte annuelle, un Comité de convergence une à deux fois par an, un Comité de coordination mensuel ainsi qu'un outil de veille et de pilotage partagé, le Baromètre du Pacte.

La Région est un acteur investi dans cette gouvernance.

##### **b. Lien avec le PTRTE de l'EMS**

Le Pacte Territorial de relance et de Transition Ecologique de l'Eurométropole de Strasbourg a été signé conjointement avec l'Etat, la Région Grand Est et la CEA le 26 avril pour 2022. Il couvre une période de contractualisation allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2026. Il a pour but d'organiser et prioriser l'intervention des principaux partenaires publics en faveur :

- du développement d'une économie plurielle ancrée dans le territoire et de la compétitivité des entreprises ,
- de la cohésion territoriale et des coopérations territoriales
- de la transformation du territoire au regard des enjeux environnementaux dont les aspects de mobilité, l'adaptation du territoire au réchauffement climatique et l'amélioration de la qualité de l'air.

Afin d'améliorer l'efficacité du PTRTE, il a été décidé d'intégrer au maximum les contrats cadres et schémas intervenant dans ces trois thématiques. Le Pacte pour une économie locale et durable fait partie intégrante des contrats figurant dans le PTRTE. À ce titre, les engagements conjoints, notamment

financiers, des différents partenaires publics au sujet des projets structurants (par exemple, les projets phares de la Feuille de route économique) seront traités au niveau du PTRTE.

**c. La gouvernance dédiée au SRDEII (échelon régional)**

L'Eurométropole participe à la gouvernance du SRDEII organisée par la Région Grand Est et notamment au Groupe des six et au Comité des collectivités locales.

# FEUILLE DE ROUTE ECONOMIE

septembre 2023

## Eurométropole de Strasbourg



**Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous**

1672

# FICHES TRANSVERSES

# ENTREPRENEURIAT, EMPLOI & COMPETENCES

ODD



SRDEII  
Région Grand Est

Défi 1 : Apporter des réponses  
à la pénurie de **compétences**



## SITUATION SUR LE TERRITOIRE

### Création d'entreprises :

- 8 740 créations sur l'Eurométropole de Strasbourg en 2021 (+21% entre 2020 et 2021) : 37 % sont des femmes et 46 % ont moins de 30 ans
- plus de 2 000 emplois à la création en 2021 (dont 510 emplois salariés) et projection de 1500 recrutements supplémentaires à fin 2022 (sur ces créations 2021)

Les créations dans la santé, l'industrie, les activités de soutien et la construction sont plus nombreuses qu'ailleurs

### Création d'emplois :

- 199 280 emplois privés, +2,5% en un an, augmentation constante depuis 2020
- les principaux secteurs employeurs : tertiaire supérieur, ESS, commerce, industrie manufacturière et commerce
- taux de chômage à 7% (T2 2022, Zone d'emploi de Strasbourg). Baisse constante du taux de chômage depuis 2017. Forte disparité avec un taux de chômage jusqu'à 45% pour les jeunes de 16 à 25 ans de certains QPV.

**Accompagnement et développement emploi** : Réseau des partenaires de l'emploi et l'insertion professionnelle riche : un réseau d'opérateurs couvrant tous les champs de l'insertion socio-professionnelle (cf. cartographie des acteurs de l'insertion), 42 établissements IAE, 1600 ETP en insertion représentant 4500 personnes mises en emploi en 2022), + de 20 partenaires Contrat de Ville, etc.

400 000 h d'insertion dans les marchés publics de la Ville et l'EMS

## Atouts locaux

Réseau Be Est entreprendre (30 opérateurs)  
2 incubateurs  
3 pépinières et hôtels d'entreprises  
Salon Créer, reprendre et développer sa boîte  
Cartographie des lieux d'impulsion économique  
Cartographie des acteurs de l'insertion socio-professionnel  
Investissement territorial intégré

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Stimuler et accompagner la création d'entreprises, y compris pour les habitants des quartiers prioritaires de la Ville
- Offrir la liberté d'entreprendre comme choix d'insertion professionnelle
- Accompagner la création d'entreprises porteuses d'engagements locaux et durables
- Accompagner les entreprises dans leur recrutement
- Développer et attirer les compétences utiles au développement des entreprises du territoire
- Améliorer l'accès à un emploi pérenne pour tous
- Utiliser l'innovation sociale comme levier du développement de l'emploi
- Apporter un appui à la coordination des politiques et des projets emploi du territoire

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Soutenir les opérateurs de la création d'entreprise intervenant auprès de toutes les cibles (étudiants, chômeurs, femmes, jeunes, habitants des QPV...) et tous les secteurs et formes d'entrepreneuriat
- Animer l'écosystème de la création d'entreprise pour plus de fluidité et un engagement de tous dans les transitions
- Soutenir les jeunes entrepreneurs par une offre immobilière adaptée
- Faciliter la reprise du parc d'entreprises à transmettre
- Accompagner et rendre attractif les métiers en tension (bâtiment, numérique, restauration, maraîchage, santé...)
- Former les professionnels et demandeurs d'emploi aux nouveaux métiers (bâtiment, numérique...)
- Accompagner les projets d'insertion professionnelle notamment dans les QPV et soutenir les ateliers chantiers d'insertion

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Gestion d'une enveloppe FSE de 5,1 M € dans le cadre d'un Investissement territorial intégré
- Salon "Créer, développer et reprendre sa boîte en Alsace"
- Dans le cadre du soutien aux opérateurs de l'emploi (Maison de l'Emploi, Mission locale) et du Contrat de Ville : Focale, Cité de l'Emploi, Projet Jeunes en rupture, DACIP, et projets intégrant la MIDE
- Travail sur les métiers de la rénovation énergétique (attractivité, formation, emploi)



## La place de la modalité économique sur le territoire

L'ESS est un mode d'entreprendre que l'on retrouve dans tous les secteurs d'activité, du tourisme à l'industrie. Près de 1 700 établissements représentent plus de 27 750 emplois sur l'EMS (+2,4% en un an)

L'ESS a une place historique en Alsace, avec le développement précoce des banques (Crédit mutuel...) et une appétence particulière pour l'IAE (structures d'insertion, mais aussi Régies de quartier)

90% des directions de l'Eurométropole travaillent avec au moins un acteur de l'ESS.

## Atouts locaux

Territoire reconnu en France & Europe pour son dynamisme (co-construction de politiques publiques, écosystème accueillant)

Capitale européenne de l'ESS 2019

Label French impact

Marchés publics innovants (clauses sociales, réemploi) : territoire remarqué au niveau national au titre de la loi AGECE.

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

**Intégrer l'ESS dans la déclinaison des politiques sectorielles de développement économique pour doubler le nombre d'emplois**

- Co-construire les transitions avec les acteurs de l'ESS et expérimenter ensemble
- Soutenir et animer un écosystème favorable à l'émergence et à l'accompagnement de projets dans l'ESS
- Coopérer au niveau régional, national et européen pour œuvrer à la mise en place d'un cadre politique et réglementaire favorable à l'ESS et faire rayonner Strasbourg dans ce domaine
- Promouvoir l'ESS auprès du grand public
- Renforcer la promotion de l'ESS auprès du grand public et des entreprises
- Accompagner les nouvelles filières économiques au regard de l'ESS

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Accompagner le développement des structures de l'ESS (réseau Be Est, production et rénovation énergétique...)
- Recourir aux solutions d'ESS dans les filières thématiques et y créer de l'emploi (vie étudiante, tourisme d'affaires, alimentation, santé, habitat, numérique, énergie, banque et assurance...)
- Associer les habitants à l'élaboration des politiques publiques de développement économique (stratégie Tourisme, Plan Alimentaire Territorial - PAT, développement du commerce de proximité en QPV...)

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Manifestation européenne « l'économie sociale, le futur de l'Europe »
- Conseil de l'ESS
- Marché OFF de Noël
- KaléidosCOOP
- Place de l'ESS dans Archipel 2

### Livrables sectoriels :

- Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD)(cf. Emploi)
- PTCE (cf. Habitat et Construction)
- Structuration de démarches de réemploi : textile, matériel numérique (cf. Economie numérique), vélos (cf. Mobilités et transport), mobilier, matériel médical (cf. Santé), matériaux du bâtiment (cf. Habitat et Construction)
- SCIC OTSR et circuits tourist'éthiques (cf. Tourisme)
- Pôle Alimentation : kooglopf, Coopalim (cf. Agriculture-alimentation)

# ECONOMIE CIRCULAIRE

ODD



SRDEII  
Région Grand Est

Défi 3 : Accompagner la **mutation**  
des entreprises et des activités  
Défi 8 : Préserver et valoriser  
durablement les **ressources**



## La place de la modalité économique sur le territoire

L'économie circulaire est une économie dans laquelle on produit et on consomme en utilisant le moins de ressources naturelles possible, en ayant le moins d'impact possible sur l'environnement, tout en développant le bien être des individus. L'économie circulaire c'est travailler sur la consommation de ressources naturelles tout au long de la durée de vie d'un produit ou service.

A l'échelle locale, l'état des lieux en matière de production de déchets est assez représentatif de la situation nationale. En 2019, les déchets du BTP sont responsables de ¼ de l'ensemble des déchets générés sur le territoire métropolitain, ce qui représente 2 210 000 tonnes. Ils sont suivis par ceux d'autres activités économiques qui pèsent près de 450 000 tonnes ou 15% en volume, alors que les déchets ménagers et assimilés comptent pour quelques 8%, soit près de 225 000 tonnes. Des acteurs classiques comme des acteurs de l'ESS sont présents sur ce secteur d'activité.

## Atouts locaux

Label de l'ADEME « Territoire engagé économie circulaire » à son lancement en 2020  
Présence historique d'acteurs de l'ESS

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

### Contribuer à l'utilisation plus efficace des ressources à l'échelle du territoire :

- Introduire l'économie circulaire dans les politiques publiques et le fonctionnement de la collectivité à tous les niveaux
- Accompagner les entreprises du territoire vers l'économie circulaire
- Couvrir les 7 piliers de l'économie circulaire
- Structurer les filières locales de réemploi

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

### Approvisionnement durable / éco-conception :

- Intégrer les principes de l'économie circulaire dans la commande publique, rendre la commande publique accessible aux acteurs de l'économie circulaire

### Ecologie industrielle et territoriale :

- Enclencher des démarches EIT sur plusieurs zones du territoire (cf. fiche Industrie), sensibiliser les autres

### Economie de la fonctionnalité :

- Favoriser l'accès des entreprises à l'économie de la fonctionnalité et de la coopération qui permet de repenser les modèles d'affaires

### Allonger la durée de vie des produits (réemploi, réparation, réutilisation) :

- Accompagner les filières dans le réemploi : numérique, mobilité, habitat-immobilier (BTP)... ;
- Mettre en valeur le savoir-faire des artisans réparateurs et encourager à la réparation ;
- Développer la consigne de contenant pour réemploi

### Recyclage et valorisation :

- Développer les solutions innovantes de recyclage et de valorisation des déchets
- Diminuer de 6 % les déchets totaux (des ménages et entreprises) produits sur le territoire en 2026 par rapport à 2018 et abaisser de 50% le volume de la poubelle de déchets résiduels d'ici à 2030 par rapport à 2010

### Consommation responsable :

- Promouvoir l'éco-consommation

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Labellisation Territoire Engagé Economie Circulaire
- Réseau Répar'acteurs
- Label Eco-défis des artisans (pilotage DESPU)
- Structuration de démarches de réemploi : textile, matériel numérique (cf. Economie numérique), vélos (cf. Mobilités et transport), mobilier et électroménager, matériel médical (cf. Santé), matériaux du bâtiment (cf. Habitat et construction)
- CODEC

### Livrables sectoriels :

- Ecologie Industrielle et Territoriale (cf. Industrie)
- PTCE et plateformes de réemploi des matériaux (cf. Habitat et Construction)

1676





## La place de la modalité économique sur le territoire

Objectifs européens pour la dépense intérieure de recherche et développement fixés à 3 % du PIB, dont 2 % pour les entreprises (DIRDE) et 1 % pour les administrations (DIRDA).

La Dépense Intérieure de Recherche et Développement (DIRD) du Grand Est représente 1,36 % du PIB régional (0,63 % pour les administrations et du PIB, et 0,73 % du PIB pour les entreprises).

74 laboratoires

+ de 2 000 doctorants

5 € de valeur ajoutée pour chaque 1 € investi dans les universités de recherche (ligue LERU)

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Mobiliser et mettre en synergie les diverses compétences de la recherche et de l'innovation au service des projets du territoire et à l'international
- Accompagner les transitions par la recherche et l'innovation, qu'elle soit technologique, sociale ou organisationnelle
- Créer de la valeur par la recherche et l'innovation
- Positionner la Ville et l'Eurométropole dans les réseaux internationaux et valoriser leurs atouts et actifs de recherche et innovation et de transitions, sur le territoire local, national et international
- Développer la culture scientifique et technique notamment auprès du jeune public
- Soutenir l'offre de formation universitaire ou des écoles constitutives d'une réponse aux enjeux environnementaux, numériques ou sociaux (en lien avec l'émergence de nouveaux métiers et l'évolution des besoins des acteurs économiques)
- Assurer un ancrage local des établissements d'enseignement supérieur avec le tissu économique
- Faire des acteurs locaux d'enseignement et de recherche un modèle d'expérimentation en matière de développement durable

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Animer et soutenir des écosystèmes de l'innovation dans les domaines phares du territoire : santé, numérique et spatial, économie circulaire, ICC, mobilités, habitat, alimentation, ESS
- Soutenir l'accélération à l'international des entreprises innovantes
- Soutenir et cofinancer les lieux et les grands équipements de recherche
- Soutenir et accompagner l'organisation de colloques et d'évènements
- Soutenir la communauté universitaire et leur implantation sur le territoire
- Stimuler et s'adosser au potentiel transfrontalier de la recherche (Territoire Métropolitain Transfrontalier)
- Diffuser la culture du spatial au service de l'aménagement du territoire, du développement économique et de l'exploitation raisonnée et efficiente des ressources naturelles
- S'inscrire dans des projets européens et "France 2030" (ex PIA) pour mobiliser des financements et intégrer des communautés apprenantes
- Poursuivre le soutien aux établissements supérieurs à la mise en œuvre des projets immobiliers (CPER et autre)
- Accompagner les actions favorisant l'intégration professionnelle des étudiants et des doctorants
- Accompagner les acteurs de l'enseignement supérieur, dont l'Université, dans les formations qu'elle propose afin de correspondre aux besoins économiques et compétences de l'Eurométropole
- Développer des projets intégrés et interdisciplinaires : recherche, formation, entrepreneuriat

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Participation aux projets structurants : OPUS, Pôle universitaire excellence...
- Convention avec l'Université de Strasbourg
- Développement et animation des lieux d'innovation : Nextmed, Parc d'Innovation, Manufacture des Tabacs
- Participation et financement du CPER et Contrat triennal
- Portage ou participation à des projets sectoriels européens ou France 2030 : EIT Urban mobility et Lowgistic (cf. Mobilités et transport), TSD et Jadcacare (cf. Santé), démonstrateur ville durable Citadelle (cf. Habitat et construction)
- Expérimentations et prototypes co-construits notamment avec les directions de l'EMS : capteurs de particules et activité physique au travail (cf. Santé), pilotage du chauffage des piscines (cf. Economie numérique), espace test agricole "Terre de Liens, etc.

# FICHES SECTEURS

# AGRICULTURE-ALIMENTATION

ODD



SRDEII  
Région Grand Est

Défi 4 : Viser la souveraineté  
énergétique et alimentaire



## Atouts locaux

SAMINS / PAS / Hydreos  
35 points de vente directe en  
circuit court et 80 points de  
distribution  
12 500 ha de terres agricoles

## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

225 exploitants agricoles domiciliés sur EMS  
dont 25% partiront à la retraite d'ici 2026  
3000 emplois dans l'agriculture  
1/3 du territoire consacré à l'agriculture  
professionnelle  
Agro-alimentaire : 1er secteur industriel de  
l'EMS (1 emploi industriel sur 7)  
Métiers de l'alimentation en tension  
(restauration et métiers de bouche  
notamment)  
3% des produits consommés sur l'aire  
urbaine de Strasbourg proviennent du  
territoire

### de transition écologique

2% en agriculture biologique (moyenne nationale  
= 10%)  
Des prélèvements en eau /ha pour les usages  
agricoles supérieurs de 10% à la moyenne  
nationale  
162 ha de jardins familiaux et partagés  
12% des habitant·es de l'Eurométropole  
bénéficient de la collecte séparée des déchets  
alimentaires

### sociaux et sociétaux

Taux d'obésité en Alsace : 16%  
Taux de pauvreté à Strasbourg : 26% (moyenne  
nationale = 15%) lié au précarité alimentaire  
71 structures d'aide alimentaire / 2500 bénévoles  
30kg de nourriture jetée par an et par ménage  
(donnée nationale)  
64% des restaurants collectifs proposent un  
menu végétarien au moins 1 fois / semaine  
Forte représentation des acteurs de l'ESS

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

Favoriser l'alimentation saine accessible à toutes et tous, dans le respect des écosystèmes, en faveur de l'économie locale, pour une plus grande résilience alimentaire du territoire :

- Manger à sa faim : rendre l'alimentation de qualité accessible à chacun et chacune sans disparité ;
- Bien manger : proposer une alimentation saine, de qualité et durable qui permette d'être en bonne santé ;
- Produire durablement : accompagner l'agriculture face aux défis de demain ;
- Produire autrement : favoriser la transition agricole et alimentaire pour préserver l'environnement ;
- Développer notre économie et notre culture : renforcer nos filières et valoriser nos savoir-faire ;
- Ne rien gâcher : réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'économie circulaire

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

En matière d'alimentation :

- Construire un Projet alimentaire territorial multi-patenarial permettant la mise en lien de l'écosystème local et le déploiement de projets structurants

En matière d'agriculture :

- Préserver les espaces agricoles et maintenir les entreprises agricoles (y compris le renouvellement des générations)
- Développer des pratiques et cultures durables et respectueuses des ressources (pilotage ATPU/DUT)
- Développer des circuits de distribution courts et de proximité
- Re-créeer du lien entre agriculteurs et citoyens/consommateurs
- Développer l'agriculture urbaine dans les QPV

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Animation d'un PAT avec 500 parties prenantes, des actions portées par différentes directions de la collectivités (DUT, DSSJ...) et 2 à 3 projets structurants par an : cité fertile, ordonnance verte, cours oasis, etc.
- Promotion des circuits courts et des approvisionnements en ville (Hop'la, Kooma, logistique...)
- Événement annuel : les rendez-vous de l'alimentation et le tour des Fermes
- Démarche ZAA sur 4 secteurs : faire évoluer ces secteurs agricoles vers une production nourricière
- Etude nouvelles filières : chanvre, légumineuse (pilotage ATPU/DUT)
- Labellisation de productions agricoles avec garantie de la protection de la ressource en eau (ex : Terre de sources)
- Projet d'espaces test agricole
- Renouvellement de la DSP Marché gare



## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

5 500 emplois dans les technologies de santé  
17 844 emplois dans les activités pour la  
santé humaine en 2018  
Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS)  
1er employeur d'Alsace (+10 000 employés)  
Création de 1 000 emplois depuis 2012

13 912 emplois dans l'hébergement médico-  
social et social et action sociale sans  
hébergement en 2018  
1 359 emplois dans l'industrie  
pharmaceutique en 2018

### de transition écologique

1 maladie sur 4 liée à l'environnement

Les émissions de GES dans la santé  
représentent plus de 46 millions de tonnes  
de CO2, soit près de 8 % du total national  
(shift project). Phénomène en hausse rapide  
avec la numérisation du système de santé.

### Atouts locaux

Biovalley France, Semia, 1er incubateur santé de France /Satt-  
conectus, 1ère SATT en termes de brevets en santé  
Université de Strasbourg à la pointe dans les sciences de la vie  
Un campus centre ville regroupant tous les acteurs de la santé  
Ircad et Ihu uniques au monde  
CHU 4ème de France  
Lancement Sport sur Ordonnance Strasbourg,  
Régime local d'assurance maladie

### sociaux et sociétaux

Prévalence du diabète en Alsace (5%, 20 à 30%  
supérieure à la moyenne nationale)  
Vieillesse de la population (26 000 personnes de +  
75 ans d'ici 2030, 20% d'entre elles représentent 75%  
des coûts en santé et 98% des journées  
d'hospitalisation)  
Insuffisance cardiaque : 1ère cause d'hospitalisation  
des + de 65 ans  
Difficultés chroniques de la gestion financière et RH  
des HUS  
Maladies chroniques et cancers en hausse  
Acculturation à l'innovation dans les sphères  
hospitalières  
Déserts médicaux dans les QPV (Cronembourg, Elsau,  
Port du Rhin)  
Cohésion sociale et emploi déterminants de santé

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Conforter l'excellence de l'écosystème de la santé du territoire
- Développer de nouveaux emplois et de nouveaux services, améliorant la santé de la population en s'appuyant sur des innovations dans des domaines variés : santé environnementale, innovation chirurgicale, biomédical, numérique, services à la personne, prévention, parcours de soin...
- Agir sur le vieillissement de la population et la prévalence de certaines maladies chroniques
- Participer à la transformation de l'hôpital
- Promouvoir la santé dans l'esprit de la charte d'Ottawa
- Réduire les inégalités d'accès à la santé
- Impulser/accompagner la transformation écologique du secteur de la santé

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Livrer le programme immobilier Nextmed (échéance 2028 avec un objectif de 1500 emplois à 2030) et en faire un chantier exemplaire sur le volet environnemental
- Favoriser les levées de fonds pour les entreprises innovantes en santé ayant un impact significatif (santé et environnemental)
- Accompagner la création et le développement d'entreprises
- Expérimenter un projet de santé intégrée
- Préciser la stratégie territoriale de valorisation des données de santé
- Promouvoir l'économie circulaire (matériel médical...) et la réduction des déchets
- Améliorer les parcours de santé, en particulier le diabète, l'insuffisance cardiaque et le cancer
- Soutenir et accompagner des projets scientifiques à fort impact potentiel via TSD, le contrat triennal et le CPER
- Soutenir des projets scientifiques à fort impact potentiel
- Mobiliser les entreprises pour la santé de leurs salariés dans le cadre du Pacte pour une économie locale durable

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Nextmed : un écosystème d'entreprises innovantes en santé implanté sur un site rénové
- Accompagnement et soutien de projets structurants : meduniq center, une plateforme de partenariats et innovation des HUS, institut mondial dédié aux implants (Gepromed), CEED...
- Soutien à des projets scientifiques à forts impacts potentiels : Pacifiq, Tumorotheque...
- Pilotage du projet Territoires de Santé de Demain, une approche intégrée de la santé axée sur la prévention, la promotion de la santé, l'offre de soins de proximité, l'amélioration des parcours de santé : lancement et réalisation de plus de 50 projets portés par des acteurs privés, associatifs et publics (dont 7 avec les ~~1680~~ <sup>1680</sup>)
- Intervention dans un fonds d'impact en santé
- Expérimentation d'un modèle allemand d'approche intégrée de la santé (Optimedis)
- Projet Alimentaire territorial (cf. Agriculture-Alimentation)

# MOBILITES & TRANSPORT

ODD



SRDEII  
Région Grand Est

Défi 7 : Assurer la **mobilité** décarbonée  
des biens et des personnes



## Situation du territoire au regard des enjeux

### Atouts locaux

Port Autonome de Strasbourg  
Pôle véhicule du futur  
Entreprises innovantes des transports et de la  
logistique  
Données du spatial  
Laboratoires spécialisés : traitement de l'image, IA  
Agence du climat

de développement économique,  
emploi, compétences

de transition écologique

sociaux et sociétaux

10 400 emplois dans la logistique

113 jours par an de qualité de l'air dégradée  
(2021)

50 000 mouvements logistiques par jour, 25% dans  
le centre-ville de Strasbourg

50% des habitants en selle  
Entre 8 000 et 15 000 vélos épaves

400 décès par an liés à la pollution de l'air dans  
l'Eurométropole de Strasbourg

Impact de la vente en ligne et les nouvelles  
pratiques des consommateurs sur les mobilités  
(+ de livraisons)

L'absence de moyens de locomotion, la  
méconnaissance de l'organisation des transports  
collectifs ou une fragilité financière sont autant  
d'obstacles pour la recherche ou le maintien  
d'un emploi, de stage, ou de formation.

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Faire de l'Eurométropole un territoire d'expérimentation et démonstrateur sur les mobilités actives et décarbonées
- Accompagner les entreprises dans la transition écologique liée aux questions de mobilité et de logistique urbaine
- Développer des nouveaux modèles de pilotage du territoire et des usages fondés sur la données et l'IA
- Favoriser un bon fonctionnement du bassin d'emploi (mobilité des salariés) et des flux de marchandises (logistique urbaine)
- Favoriser l'émergence de filières liées à la transition écologique (retrofit, etc.)
- Maintenir l'accessibilité aérienne de Strasbourg et sa compétitivité dans le cadre de son statut de capitale européenne

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Accompagner à la mise en place de la ZFE des professionnels (concertation des acteurs économiques, sensibilisation par les consulaires, aides financières, dérogations, expérimentations de solutions...)
- Promouvoir l'utilisation de véhicule à énergie décarbonée (électricité, hydrogène, bioGNV)
- Accompagner les entreprises du secteur de la mobilité dans la transition écologique et énergétique du territoire (évolution des filières économiques : transition des compétences des acteurs de l'automobile, développement du retrofit, métiers de l'énergie, etc.)
- Expérimenter et innover dans le domaine de la logistique urbaine : observatoire des flux, réservation des aires de livraison, fret partagé...
- Accompagner la mobilité des salariés et de la population active éloignée de l'emploi
- Développer le réemploi du vélo
- Négocier les modalités du soutien (dégressivité souhaitée et statut fiscal dérogatoire) au dispositif baisse de taxe et soutenir la transition énergétique de l'aéroport

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Schéma directeur des mobilités (Direction des mobilités)
- Aide à l'investissement d'infrastructures ferroviaires et portuaires
- Expérimentation logistique urbaine (logistique du dernier km)
- EIT Urban Mobility
- Start-ZFE
- PIA 4 Logistique urbaine : Lowgistic
- Expérimentation Urban Radar
- Interreg Alpine Space project on Hydrogen mobility
- Nouveau pavillon d'honneur de l'aéroport

1681

# HABITAT & CONSTRUCTION

ODD



SRDEII  
Région Grand Est

Défi 8 : Préserver et valoriser durablement les ressources

Défi 4 : Viser la souveraineté énergétique et alimentaire



## Situation du territoire au regard des enjeux

### Atouts locaux

*Pôle Build & Connect  
FIBOIS Grand Est  
Envirobot Grand Est  
Acteurs signataires pacte urbanisme en transition  
Ecoles d'ingénieur, d'architecture et  
Compagnons du devoir  
Agence du climat*

### de développement économique, emploi, compétences

15 000 emplois dans la construction

5 778 emplois supplémentaires nécessaires en 2030 pour la rénovation du parc résidentiel

Création d'emplois : 0,4 ETP/logement rénové

### de transition écologique

En moyenne, la construction d'un m<sup>2</sup> de bâtiment neuf représente l'émission de 1500 kg équivalent CO<sub>2</sub> sur une durée de 50 ans.

Résidentiel + tertiaire = 56% de la consommation énergétique finale EMS et 46% des GES

La rénovation énergétique des bâtiments pourrait entraîner une diminution de la consommation énergétique de près de 54 %.

Déchets BTP sur l'EMS : estimatif 2 M tonnes/an dont 23% pour le bâtiment ;

750 000 tonnes sur 10 ans pour le NPNRU (démolition + réhabilitation hors terrassement)

Dans le bâtiment, seuls 45% des déchets sont valorisés.

### sociaux et sociétaux

20% des ménages sur l'EMS sont en précarité énergétique

Augmentation de la facture énergétique des ménages : +12% gaz, +4 % électricité en 2021

80% de l'offre sociale locative du Bas Rhin est concentrée sur l'EMS

Augmentation des prix et standardisation vers des logements de taille moyenne = facteurs de difficulté d'accès au logement notamment pour les personnes seules

Le loyer médian de l'EMS est de 10,5 €/m<sup>2</sup>

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Réduire l'impact environnemental du bâtiment
- Rénover 8000 logements/an d'ici la fin du mandat
- Améliorer le bilan carbone des logements et bâtiments tertiaires
- Structurer la filière de la rénovation énergétique y compris dans le levier emploi-insertion
- Réduire les déchets émis par le secteur du BTP (cf. Eco circulaire)
- Faire du bâtiment un vecteur de développement social

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Favoriser l'utilisation des matériaux bois et biosourcés, et des matériaux issus de l'économie circulaire en construction et rénovation
- Expérimenter des solutions écologiques et sociales (ex : Citadelle, Archipel 2)
- Redonner le goût des métiers du bâtiment et de la rénovation énergétique aux demandeurs d'emplois, lycéens, étudiants.
- Créer de nouvelles filières de formation
- Introduire durablement le réemploi des matériaux dans les chantiers de réhabilitation
- Augmenter la part de clauses sociales dans les marchés

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Création du Pôle Territorial de Coopération Économique sur la rénovation énergétique "Ensemble Ecorénovons Strasbourg Eurométropole"
- Signature du Pacte bois et biosourcé
- Projet du démonstrateur de la Ville durable Citadelle quartier <sup>1682</sup> carbone, résilient et accélérateur des transitions (PIA 4)
- Accompagnement de plateformes de réemploi et de recyclage des matériaux du bâtiment (cf. Economie circulaire)
- Travail sur les métiers de la rénovation énergétique (attractivité, formation, emploi)

## Situation du territoire au regard des enjeux de développement économique, emploi, compétences

7600 emplois dans les ICC sur le territoire de l'EMS (dont 2800 à Strasbourg) soit 3 % de l'emploi total  
3200 établissements dans les ICC  
4 200 emplois dans la culture  
1 100 emplois dans l'audiovisuel (secteur surreprésenté avec 15 % des emplois culturels, contre 11 % dans l'ensemble des métropoles françaises hors Grand Paris).

Une évolution positive du nombre d'emplois avant 2020. Grande stabilité de l'EMS dans la création d'entreprises dans le secteur des ICC alors qu'une baisse observée au niveau national.

1€ investi par la collectivité génère au moins 3,8 € de CA dans les ICC (Tango&Scan)

Tendance à la numérisation des pratiques culturelles

Secteur créateur de valeur pour le reste de l'économie (designers...)

Ecosystème qui repose en grande partie sur des établissements de très petite taille et de nombreux travailleurs indépendants.

### Atouts locaux

*Métiers d'art exceptionnels  
Concentration d'institutions de l'image (médias, écoles, Eurimages, etc.)  
Siège d'ARTE  
France 3 Alsace  
Strasbourg centralise l'écosystème d'acteurs et de tiers-lieux (co-working, fab lab, pépinières, incubateurs, etc.)  
Tiers-lieux dédiés aux ICC (La Fabrique, la Virgule ou le Transfo à Strasbourg, la CabAnne des créateurs à Schiltigheim)  
Artenréel  
Nombreux lieux de formation (Hear, etc.)*

### de transition écologique

Rôle des designers dans la transition écologique (ecodesign)

### sociaux et sociétaux

Précarité des acteurs des ICC plus importante que dans le reste de l'économie

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Favoriser la fertilisation croisée entre les ICC, les autres filières économiques et les acteurs culturels
- Favoriser la contribution des ICC à l'accélération des transitions écologiques, numériques et sociales
- Co-construire la Ville et les quartiers avec les ICC
- Développer des filières multiples : design, illustration, image, audiovisuel et cinéma, jeux vidéo, imprimerie-sérigraphie, Imprimerie 5.0, fabrication additive, etc.
- Favoriser la déprécarisation des acteurs de l'ICC

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Avoir un opérateur identifié et identifiable qui anime et fédère l'écosystème (ACCRO) avec un rayonnement potentiel à l'échelle Grand Est
- Structurer l'accompagnement des porteurs de projets ICC
- Soutenir le développement de projets innovants dans différents secteurs

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Appels à projets : Tango & Scan, Signature, Aide structurelle à la filière image
- Événements : Biennale européenne de la créativité, École d'automne de la créativité
- Stabiliser ACCRO : acteurs de l'innovation + cluster économique\*
- PRINTHUB / Espace Européen Gutenberg et lieu totem
- Organisation du World Congress of Science & Factual Producers 2021
- Participation au challenge Futur@cinéma 2022

# COMMERCE ET ARTISANAT

ODD



SRDEII  
Région Grand Est

Défi 3 : Accompagner la mutation  
des entreprises et des activités



## Atouts locaux

*Dynamisme et attractivité du centre-ville de  
Strasbourg  
Manager du centre ville  
Retombées importantes du marché de Noël pour les  
commerces et CHR locaux*

## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

15 000 emplois commerce de détail

Plus de 6700 commerces et services  
traditionnels (moins de 300m<sup>2</sup>), dont 58% situés  
en centralité

Loyer moyen d'un local commercial sur la  
grande île très élevé : 900€/m<sup>2</sup>/an

11 300 emplois artisanat

### de transition écologique

Des points de vente pas toujours adaptés aux  
enjeux d'économie d'énergie

Évolution nécessaire des pratiques logistiques  
des commerces dans le cadre de la ZFE  
(approvisionnement et livraison) et des  
restrictions de circulation/stationnement

### sociaux et sociétaux

Dans certains secteurs, difficultés d'accès aux  
services commerciaux de base : 22 communes  
ne disposent pas d'un tissu commercial  
alimentaire complet en centralité (soit 19% des  
habitants de l'EMS) ; plusieurs quartiers de  
Strasbourg avec des taux de vacances et une  
faible diversité commerciale (Neuhof, Montagne  
Verte ou Elsau)

Changements rapides des modes de  
consommation (produits locaux / bio /  
responsables mais aussi généralisation de la  
livraison et de l'e-commerce) liés aux évolutions  
sociodémographiques (vieillesse, baisse du  
pouvoir d'achat, etc.)

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Renforcer les centralités commerciales et artisanales dans les communes
- Conforter l'attractivité commerciale du centre-ville de Strasbourg
- Maitriser le développement des espaces périphériques (zones commerciales, commerces isolés) et l'équilibre commercial sur le territoire
- Accompagner les commerçants et les artisans dans la transition écologique et sociale
- Faire de la commande publique un levier pour les TPE-PME
- Favoriser l'implantation de l'artisanat sur le territoire

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Accompagner les porteurs de projet souhaitant s'implanter sur le territoire, en particulier dans les centralités urbaines
- Poursuivre et renforcer l'animation des centralités commerciales
- Favoriser le développement de concepts commerciaux et artisanaux innovants, notamment pendant les étapes de (re)commercialisation
- Favoriser le dialogue entre la commande publique de la collectivité et les TPE-PME

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Dispositif renouvelé d'aide à l'investissement des commerçants et artisans dans les centralités des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg
- Dispositifs d'accompagnement à la transition des commerces et artisans (réparateurs, écodéfis, START-RSE aides ZFE, BEECOME, etc.)
- Expérimentation et déploiement de services au centre-ville (conciergerie, livraisons vers les parkings périphériques, espaces repos/répit, welcome center/office du commerce, etc.) et dans les QPV (conciergeries solidaires...)
- Petits pôles commerciaux en QPV consolidés (Elsau, Cronen **1684**)
- Droit de préemption urbain commercial et artisanal (périmètre Ville de Strasbourg)





## Atouts locaux

2ème ville étudiante selon l'enquête l'Etudiant 2023  
Diversité et internationalisation des publics étudiants en lien avec l'offre de formations très riche et variée  
Pôle entrepreneuriat étudiant important (PEPITE ETENA : plus de 250 étudiants entrepreneurs) développé grâce à nombreux événements et initiatives  
Qualité de vie appréciable (accessibilité, formation, offres culturelles...)

## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

70 000 étudiants (20 000 nouveaux chaque année)  
11 000 étudiants internationaux (20% des effectifs de l'Unistra) 156 nationalités  
226 étudiants entrepreneurs en 2021  
Strasbourg parmi les villes étudiantes les plus plébiscitées et attractives  
Université, acteur et vecteur de développement économique

### de transition écologique

Enseignement supérieur et recherche sur la transition écologique à consolider : recommandation du rapport Jouzel (GIEC) de former 100% des étudiants aux enjeux de la transition écologique

Parc immobilier universitaire nécessitant d'être rénové pour gagner en efficacité énergétique

### sociaux et sociétaux

Pénurie de logements étudiants (38% des étudiants ont rencontré des difficultés à trouver un logement, 5% avec une expérience SDF)  
40% des étudiants ont un emploi en parallèle de leurs études en France  
20 000 étudiants boursiers en 2022  
Précarités de diverses natures vécues par un nombre grandissant d'étudiants en lien avec le logement, l'alimentation, la santé ou l'accès à l'emploi ou expérience professionnelle  
Manque d'un Centre d'information jeunesse

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Faire de Strasbourg un territoire accueillant, apprenant, aidant et résilient
- Faciliter les conditions de vie des étudiants, leur bien-être et employabilité
- Améliorer les conditions d'accueil sur le territoire, de l'intégration, de l'épanouissement et du bien-être des étudiants
- Sensibiliser les étudiants aux démarches écologiques
- Encourager la participation étudiante et l'engagement citoyen

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Gérer un dispositif global d'accueil et d'accompagnement à la vie étudiante
- Mettre en place des instances interne et externe transversale permettant d'aborder les sujets impactant la qualité de vie et le bien-être étudiants (logement et dépenses énergétiques, mobilités/déplacement, aides, santé...) avec les acteurs clés du territoire (Etat, Crous, autres collectivités, établissements d'enseignement supérieur, CPAM, CAF, associations étudiantes...)
- Continuer l'identification des problématiques prioritaires de vie étudiante et soutenir des projets et initiatives y répondant

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Amélioration et extension du dispositif "Strasbourg aime ses étudiants-es" (supports, actions, présence sur le terrain)
- Soutien de plusieurs nouveaux projets étudiants fédérateurs ou structurants
- Mise en place d'un Comité de la vie étudiante
- Soutien aux projets Studium, Manufacture des tabacs, extension et restructuration INSA...
- Partenariats avec Université de Strasbourg et Grandes écoles sur stages étudiants en lien avec l'économie verte (SEVE)

## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

10 000 emplois  
Besoins importants d'emplois dans le numérique (500 recrutements, jusqu'à 1000 recrutements dans le digital en incluant les entreprises hors filière).  
Développeur informatique métier le plus en tension en France.  
L'EMS représente 33% des emplois du numérique du Grand Est.  
Secteur "socle" pour le développement économique de tous les autres secteurs (infrastructures, données, sécurité, automatisations...). Secteur incontournable pour toute innovation en IA, spatial, e-santé, industrie du futur, e-commerce...  
Accès au très haut débit.  
Plus important pourvoyeur d'emplois à moyen terme sur le territoire.  
67 formations dans l'EMS, 900 étudiants par an pour une demande toujours plus importante (40 000 au niveau national).  
Un incubateur public (SEMIA) + 1 privé (1kubator) + 1 EMS ISU : beaucoup moins que la moyenne des métropoles de taille identique (en général 6 ou 8).  
Le numérique, premier pourvoyeur d'emplois dans le secteur de la santé (healthtech, biotech...)

### Atouts locaux

French Tech  
Ruche Digitale  
ISU  
Alsace Tech  
Incubateur SEMIA  
Incubateur 1KUBATOR  
Datacenters : OVH, Centre de traitement CPAM (P2i), Euclÿde (P2i)

### de transition écologique

Enjeu du numérique responsable (réemploi d'équipements numériques, sobriété, inclusivité, mixité)  
Impact environnemental majeur du numérique au moment de la fabrication  
Les achats d'équipements neufs représentant 23 Kg par an et par personne. Des déchets de matériels numériques croissants.  
4% du bilan carbone mondial mais en progression très rapide

### sociaux et sociétaux

Inégalités face au numérique (usages, équipements, infrastructures) avec un indice de fragilité haut dans les QPV  
Fracture technologique entre entreprises  
Souveraineté numérique face aux GAFAM  
Numérique intervient à tous les niveaux de la société ("numérique dans tout") et a un impact sur d'autres usages

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Accompagner la transition numérique « responsable » : commerce en ligne durable, sécurité des données, sobriété en ressources, réemploi
- Développer l'entrepreneuriat numérique (start-ups)
- Faciliter la création et l'optimisation de nouveaux services ou produits, à partir des données libérées, pour accélérer les transitions (Data : santé, mobilités, habitat, open data...) (Data : santé, mobilités, habitat, open data...)
- Développer les compétences en numérique du territoire (usagers, étudiants, salariés, DE, entrepreneurs)
- Favoriser la mise en place d'un écosystème cybersécurité et IA (industrie, banque-assurance, santé...)
- Favoriser l'inclusion numérique économique, dans les programmes d'insertion professionnelle

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Valoriser les données disponibles dans les démarches sectorielles :  
*Les mobilités et la logistique urbaine* : Utiliser les datas de mobilité disponibles pour optimiser les flux et adapter les infrastructures (ex : données et solution issues du spatial) notamment en utilisant l'IA  
*Le bâtiment* : Développer les pratiques de numérisation du bâtiment neufs ou rénovés (démarches de BIm et CIM, scan des bâtiments pour performance énergétique, jumeaux numériques )  
*La santé* : Accompagner la stratégie data notamment autour des données personnelles (health data hub)
- Accompagner le développement de plateformes solidaires (Proxidon, Too Good To Go France...)
- Accompagner l'omnicanal et articuler les pratiques numériques et physiques des commerçants (phygital)
- Développer une filière du réemploi autour du matériel numérique
- Artirer (exogène) et diversifier les talents dans les métiers du numérique et accompagner les filières de formation
- Accompagner la montée en compétences numériques pour les chefs de TPE-PME pour favoriser les transitions (commerce, tourisme, artisanat, industrie du futur...)
- Animer l'écosystème du numérique

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Dispositif d'accompagnement à la transition : Beecome
- Bizz and Buzz
- La Ruche Digitale
- SIEG sur le réemploi du matériel numérique (cf. économie circulaire)
- Valorisation pour les différents secteurs des données produites par les acteurs en vue de construire des projets d'accompagnement
- RHINESPACE + Booster spatial



## Atouts locaux

Strasbourg capitale européenne  
PMC et nouveau PEX  
Classement UNESCO de deux quartiers  
Port fluvial (accueil croisiéristes)  
Infrastructures cyclables/canaux  
Aéroport / gare TGV  
BATORAMA (1ère activité touristique du Grand Est)  
2 pistes cyclables européennes, 4 itinéraires alsaciens  
Grand itinéraire pédestre  
Ancrage territorial au cœur de l'Alsace

## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

14 000 emplois  
+33 000 lits touristiques marchands  
4 millions de touristes par an, soit 7,5 millions de nuitées  
Soit 500 millions d'euros TTC dépensés localement par les touristes et 15 millions d'euros de recettes fiscales

### de transition écologique

Préservation du patrimoine naturel  
La moitié des touristes utilisent la voiture pour se rendre à Strasbourg  
Flux importants d'autocars de tourisme en lien notamment avec le développement des croisières

### sociaux et sociétaux

Conciliation entre les intérêts économiques du territoire que représente le tourisme et les aspirations des habitants : préservation du cadre de vie, accès au logement... (exemple du Marché de Noël avec 2M de visiteurs)

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Devenir une destination plus durable, plus inclusive, plus diversifiée
- Diversifier les attraits touristiques de la destination pour révéler tous les potentiels
- Consolider l'activité économique des professionnels du secteur, d'autant plus depuis la crise sanitaire
- Garantir une expérience de visite de qualité pour les visiteurs ainsi qu'une le cadre de vie de qualité pour les habitants
- Adapter la gouvernance de la destination à sa stratégie
- Intégrer l'ensemble des sites à potentiel touristique des communes de l'EMS et mieux diffuser les flux et retombées

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Soutenir l'économie en renforçant la filière affaires
- Engager le territoire dans une démarche d'amélioration continue des pratiques de tourisme durable
- Valoriser, développer ou adapter l'offre événementielle
- Garantir une gestion des flux optimale sur la destination et étendre la zone touristique
- Valoriser les atouts de l'ensemble du territoire, notamment sur les communes de l'EMS
- Développer l'attractivité européenne de la destination
- Valoriser Strasbourg en tant que carrefour au cœur de l'espace rhénan
- Développer de nouvelles thématiques sur la destination (tourisme fluvial, tourisme brassicole et œnotourisme, offre pour camping-cars, etc.)
- Intégrer pleinement les habitants à la politique touristique
- Mettre en œuvre les conditions de réussite de la stratégie, notamment en structurant un nouvel outil d'accueil, de promotion et d'animation du tourisme sur la destination ainsi qu'en renforçant les collaborations avec les partenaires institutionnels du territoire

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Nouvelle structure touristique née du regroupement de l'OTSR et du SCB (création prévue pour début 2023) et nouvelle implantation Place du Château
- Rénovation de l'Auberge de Jeunesse des Deux Rives
- Fabrique de destination et marque de destination
- Labellisation Destination touristique durable et labellisation des acteurs
- Livraison du PEX comme moteur du tourisme d'affaires
- Optimisation la collecte de la taxe de séjour pour le développement touristique

## Atouts locaux

Zone portuaire  
Pôles de compétitivité

## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

Près de 1500 industries  
15 800 emplois en industrie manufacturière  
Difficulté de recrutement pour les industries  
et notamment pénurie pour les postes  
opérateurs et techniciens de maintenance  
Erosion de l'emploi industriel  
Enjeu d'innovation avec l'usine du futur

### de transition écologique

Émissions de GES et de polluants par le secteur  
industriel : 1er émetteur de CO2 (avec le tertiaire)  
et 2ème émetteur COVNM (après le résidentiel)  
Les particules émises par le secteur industriel  
proviennent des process hors utilisation d'énergie,  
les émissions de black carbon quant à elles  
proviennent principalement de  
la consommation de produits pétroliers. Les HAP4  
sont émis principalement par la consommation de  
bois énergie.

### sociaux et sociétaux

Cohabitation de l'industrie avec les quartiers  
d'habitation et les riverains (ex : Port) et  
périmètres de sécurité  
Image de l'industrie dévalorisée

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Accompagner la transition écologique et énergétique des industries
- Accompagner la digitalisation des industries et soutenir l'industrie du futur
- Conforter l'emploi industriel et favoriser l'acceptabilité de l'imbrication de l'industrie dans la ville

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Mettre en place un programme d'Ecologie Industrielle Territoriale
- Suivre les grands compte industriels du territoire et accompagner les projets de développement et d'implantation

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Ecologie Industrielle Territoriale (EIT) sur la zone portuaire (CLES), l'Eco Parc Rhéna, la Plaine des bouchers, l'Espace européen de l'entreprise et une autre zone à déterminer
- Contrat de développement du Port



## Atouts locaux

SEM locales  
Potentiel de géothermie  
Hydroélectricité  
Acteurs locaux de production d'énergie (ES)  
démarche CLES et réseau de chaleur au Port  
R-PAS

## Situation du territoire au regard des enjeux

### de développement économique, emploi, compétences

+ 8000 emplois à trouver d'ici 2030 dans la rénovation énergétique,  
+ 3500 dans la distribution de carburant,  
+ 3000 dans les EnR.  
Autoproduction énergétique des entreprises en cours de développement.

### de transition écologique

Consommation d'énergie finale par type d'énergie en 2019 : électricité 30%, gaz naturel 29%, produits pétroliers 28%, bois 4%  
Consommation d'énergie finale par secteurs en 2019 : tertiaire 29%, résidentiel 27%, transports 23%, industrie 19%  
Objectifs nationaux : - 70% d'émissions de GES en 2050

### sociaux et sociétaux

Augmentation des coûts de l'énergie (+12% gaz, +4% électricité en 2021) et risque de tension sur les réseaux amenant à des coupures d'approvisionnement entreprises et particuliers

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Accompagner les acteurs économiques vers la sobriété énergétique (réduction, rationalisation et optimisation)
- Accompagner les entreprises pour une utilisation d'au moins 30% de l'énergie renouvelable en 2025
- Accompagner les secteurs et les emplois les plus impactés par la transition énergétique
- Accompagnement de la transition énergétique dans des secteurs les plus impactants : bâtiment, mobilité et logistique urbaine, numérique

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Valoriser les déchets agricoles : méthanisation
- Accompagner les entreprises dans la maîtrise de la facture énergétique
- Accompagner les entreprises, notamment agricoles, dans le déploiement du photovoltaïque (bâtiment, ombrière...)
- Développer la connexion au réseau de chaleur urbain
- Intégrer des critères développement durable (sortie d'énergie fossile) dans le choix des prestataires de la collectivité
- Développer des plans d'actions et une veille économique sur les secteurs les plus impactants : bâtiment, mobilité et logistique urbaine, numérique (v. fiches sectorielles)

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Ecologie Industrielle et Territoriale (cf. Industrie)
- ZFE (accompagnement des entreprises à la décarbonation des mobilités : cf. Mobilités et transport)
- PTCE (cf. fiche Habitat et construction)
- SEM Calorie Kehl-Strasbourg (Direction Transitions Energie Climat)

## Situation du territoire au regard des enjeux

### Atouts locaux

*Strasbourg place financière  
Siège du Crédit Mutuel, d'Euro information, de  
nombreuses filiales de banques  
Assurances  
Alearisques*

### de développement économique, emploi, compétences

7 centre de décision et sièges sociaux des banques à Strasbourg  
8 519 emplois activités financières et d'assurance en 2018  
2 724 emplois activités immobilières en 2018

Réseau de guichets le plus fourni du pays avec + de 10 établissements bancaires  
Particularisme bancaire alsacien avec la création de banques régionales telles que la Société Générale Alsacienne de Banque, le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine et le Crédit Mutuel  
Numérisation du secteur bancaire (cybersécurité, appli etc.)  
Secteur touché par plusieurs métiers en tension : informatique et commerciaux  
Enjeu de maintien de la fonction « siège » de Strasbourg dans un contexte de fusions, recentrage d'activités et d'évolution des périmètres géographiques des banques

### de transition écologique

Phase de remise en cause des banques pour le financement des énergies fossiles et développement de la finance éthique  
Développement des prêts "verts"  
Enjeu d'intégration des risques climatiques dans les contrats d'assurance  
Secteur consommateur d'énergie du fait de la numérisation

### sociaux et sociétaux

Retrait des agences physiques des banques et assurances dans les petites communes et quartiers  
Indice de fragilité numérique élevé dans les QPV alors que le secteur bancaire se numérise fortement  
178 dossiers de surendettements déposés pour 100 000 habitants par an (Bas Rhin)

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Mobiliser le secteur bancaire pour le financement de la transition écologique et énergétique
- Mobiliser le secteur bancaire dans la politique de numérique responsable de la collectivité : développement du réemploi, inclusion numérique...
- Accompagner les besoins liés à la numérisation du secteur bancaire : compétences, infrastructures...
- Mobiliser les assurances locales dans la structuration des filières de réemploi et la couverture du risque climatique

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Intégrer des critères écologiques dans le choix des banques de la collectivité (en lien avec la DFP)
- Associer les représentants des secteurs bancaires et assurances dans les dispositifs d'animation existants : Pacte pour une économie locale durable, PTCE rénovation énergétique, La Ruche Digitale, etc.
- Développer un partenariat avec Strasbourg Place financière, Aléa risque
- Mobiliser leur expertise dans les projets de réemploi dans le numérique

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

# FICHES VALEURS AJOUTEES

# ANIMATION ET CO-CONSTRUCTION

Animation des écosystèmes et communautés et co-construction des politiques publiques et plans d'actions

ODD



SRDEII  
Région Grand Est

Défi 3 : Accompagner la mutation  
des entreprises et des activités



## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Développer les convergences et le renforcement mutuel des actions pour générer de l'impact collectif
- Développer la circulation de l'information, les coopérations, les synergies et la solidarité entre les acteurs économiques du territoire (pour un territoire résilient)
- Développer les compétences et les connaissances des acteurs économiques du territoire par l'animation d'écosystèmes
- Intégrer les acteurs économiques (partenaires et entreprises) et co-construire la politique de développement et de transition économique de la collectivité
- Animer les politiques sectorielles et les programmes structurants

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- **Animer des communautés entre acteurs d'écosystèmes et/ou d'un programme dédié :** Conseil de l'ESS (ESS), la Ruche Digitale (économie numérique), Nextmed (santé), groupe Logistique urbaine (mobilités et transport), groupe Commerçants Centre Ville (commerce-artisanat), TSD (santé), CLE de TZCLD (emploi), comité partenarial du PAT (agriculture-alimentation), PTCE (habitat et construction), EIT (industrie), SAE (vie étudiante), Fabrique de destination (tourisme), Territoire 100% apprenant (ESS), opérateurs de la création-reprise d'entreprises (entrepreneuriat-emploi-compétences), réseau d'accueil Résoptimists...
- **Soutenir des opérateurs pour animer des écosystèmes :** ACCRO (ICC), SERS (P2i/innovation), association des zones activités (industrie / commerce-artisanat), associations de commerçants (commerce-artisanat), pôles de compétitivité (innovation), OTSR et bureau des congrès (tourisme), Maison de l'emploi (entrepreneuriat-emploi-compétences)...
- **Participer aux instances territoriales dédiées institutionnelles et économiques :** CTDCO (Région), SPIE (Département), Club de l'immobilier, Strasbourg Place financière...
- **Développer les outils d'animation/communication adaptés à l'animation des réseaux**
- **Augmenter le nombre de partenaires/entreprises dans nos réseaux-éco systèmes**
- **Co-construire les plans d'actions :** plan d'actions sobriété budgétaire et énergétique (ESS), plan d'actions légumineuses (agriculture-alimentation), plan d'actions diabète, insuffisance cardiaque et cancer (santé); **les événements :** Bizz and Buzz (numérique), Les rendez-vous l'alimentation (agriculture-alimentation) ; **les dispositifs :** Beecome (économie numérique), Start-RSE et **les programmes :** Citadelle, PTCE Rénovation énergétique (habitat et construction), TSD (santé)
- **Mobiliser des collectifs d'entreprises sur les sujets RSE et de transitions**

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Animation du Pacte pour une économie locale durable
- Nouvelles animations d'écosystèmes : PAT (agriculture-alimentation), CLE de TZCLD (emploi), PTCE (habitat et construction), déploiement CLES (industrie / énergie), Fabrique de destination (tourisme), Comité vie étudiante (vie étudiante)
- Renouvellement et suivi des partenariats avec nos partenaires : Volet métropolitain du SRDEII, conventions de partenariat avec la CCI et la CMA, etc



# ANIMATION ET CO-CONSTRUCTION

Animation des écosystèmes et communautés et co-construction des politiques publiques et plans d'actions

Une valeur ajoutée en coordination avec d'autres partenaires. Quelques exemples :

## INSTITUTIONS

**Etat** : SPEL et SPED, CDIAE, Cellule de Veille, Codefi... Co-animation du Contrat de Ville et de dispositifs dédiés (Cité de l'emploi, cité éducative...), Comité d'engagement de revitalisation

**Région Grand Est** : Portage du CTDCO, co-portage de l'animation des opérateurs de la création d'entreprise (Be Este Entreprendre), portage du réseau des développeurs économiques du bassin d'emploi de Strasbourg (Be Est Développeurs), Animation CLIMAXION, réseau COLLECTIF, co-animation du PTRTE de l'EMS...

via **Grand E-nov+** : Animation du Comité Stratégique des Territoires Innovants et club entreprises innovantes

Plateforme de consultation permanente Ma Région Demain, adaptation de nos stratégies aux réalités économiques, sanitaires et sociales (ex : Business Acte Grand Est)

**CEA** : SPIE

Implication dans des projets co-construits : soutien à l'ESS, l'IAE, KaléidosCOOP, Okoté, Filière Bois...

## MAISON DE L'EMPLOI

Club des entreprises inclusives (avec Etat), Club Génération Industrie (avec ADIRA), Démarche de progrès dans la propreté, Cour des douanes, Plateforme de transitions collectives (avec ADIRA et Etat), Arborescence, Club sandwich des dirigeants (avec CCI et CMA)...

## CRESS

Co-animation avec l'EMS du Conseil de l'ESS et orientation vers les réseaux ESS, éco-système (démocroiESS, territoire 100% apprenant, Charte Zig et Zag)

Apéro de l'ESS, Vitrine de l'ESS (KaleidosCOOP la boutique)

Animation d'acteurs de l'ESS autour de projets phares (Marché de Noël off, stand ESS Foire européenne) et co-construction (Archipel2, Conciergerie...)



### OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Développer des politiques publiques de la Ville et de l'Eurométropole qui prennent en compte les dynamiques économiques et les acteurs
- Anticiper les grandes mutations économiques et l'impact sur la politique de la collectivité, à l'aune de l'urgence climatique et environnementale
- Intégrer les modalités économiques de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire, de l'innovation qu'elle soit technologique, sociale ou organisationnelle dans l'ensemble des politiques publiques
- Développer des projets viables économiquement et adaptés aux spécificités du territoire
- Assurer un développement économique en accord avec la réglementation et au regard des enjeux de transition écologique
- Enrichir les projets du territoire par des apports des réseaux d'expertise et de partage de connaissances et d'expériences

### OBJECTIFS OPERATIONNELS

- **Accompagner les politiques publiques par des avis et contributions économiques :**
  - dans les documents réglementaires d'aménagement type PLU (agriculture ; commerce-artisanat ; zones d'activités), et projets d'aménagement type Wacken, Zac des 2 rives (immobilier tertiaire)
  - dans le développement de nouvelles pratiques : droit de préemption urbain commercial et artisanal (commerce-artisanat)
  - dans les projets structurants du territoire portés et/ou financés fortement par la collectivité : Manufacture des tabacs (ICC), KaleidosCOOP (ESS), logistique du dernier km et ZFE (mobilité-transport), Marché de Noël (commerce-artisanat), grands projets universitaires (enseignement supérieur), Baggersee (agriculture-alimentation / commerce), Esplanade (commerce), etc.
  - **Développer une expertise métier en accord avec les modalités économiques transverses ESS, économie circulaire, innovation :**
    - achats socialement et écologiquement responsables : adaptation des marchés publics à l'ESS, l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité ; prise en compte du coût global *versus* coût d'acquisition
    - convention de cession mobiliers et vélos (économie circulaire),
    - pratique des SIEG : projets réemploi numérique (économie circulaire), KaleidosCOOP (ESS)
    - modèles économiques collaboratifs
  - **Accompagner les communes de l'Eurométropole :** dimensionnement de l'armature commerciale (commerce-artisanat), diagnostic alimentaire territorial (agriculture-alimentation), communication économique, tourisme...
  - **Etre référent réglementaire pour les acteurs économiques, notamment sur des sujets techniques et/ou spécifiques :** information et conseil en matière d'hébergements touristiques (tourisme), en matière de financements européens (entrepreneuriat-emploi-compétences), en matière d'ouvertures dominicales, livraisons, etc. (commerce-artisanat)
  - **Participer à des réseaux internationaux, européens, nationaux, régionaux et transfrontaliers :**
    - international : Boston, Montréal, Québec (santé), Pacte de Milan, Kampala (agriculture-alimentation)
    - européen : Copenhague et Danemark, Jadecare (santé), REVES (ESS), CCRI (économie circulaire), Ertico et EIT Urban Mobility (mobilités et transport)
    - transfrontalier : Karlsruhe (ICC), Nectanet
    - national : France urbaine ; achats publics, RTES (ESS) ; ville et métiers d'art (commerce-artisanat) ; réseaux fonds européens ; déploiement territorial TSD (santé)
  - **Mettre en place un système de veille et de suivi d'indicateurs du territoire**
  - **Participer à des observatoires :** vie étudiante, ESS, logistique urbaine, immobilier d'entreprises, commerce et tourisme (en construction)
  - **Recenser et cartographier des données utiles aux acteurs économiques :** cartographie des lieux d'impulsion économique, opérateur de la création d'entreprises (entrepreneuriat), formations du digital (économie numérique), ou au service d'un projet : cartographie du diabète (TSD, Santé), cartographie de l'offre d'insertion socio-professionnelle (entrepreneuriat-emploi-compétences)
  - **Co-construire et suivre le volet économique du PTP de l'ADEUS**

### LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Montée en expertise globale de la DDEA sur l'ESS, l'économie circulaire et l'innovation, et plus généralement sur la transformation écologique et sociale
- Baromètre du Pacte pour une économie locale durable

Une valeur ajoutée en coordination avec d'autres partenaires. Quelques exemples :

### ADEUS

Réalisation du baromètre de l'économie locale,  
Réalisation d'études : industries culturelles et créatives, zones  
d'activités agricoles...  
Accompagnement de projets : PTCE Stras Eco Renov, GPECT,  
logistique urbaine, connectivités écologiques dans le PAS..  
Réalisation projet TITAN-E,  
Observatoires : ZFE, espaces d'activités économiques...

### CCI / CMA

Accompagnement des politiques publiques et projet de territoire par  
des avis et contributions économiques  
Enquêtes et données économiques  
Accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprises  
(développement, juridique, commande publique, redressement,  
formation et recrutement, déploiement transfrontalier...)  
Expertise de l'accompagnement des entreprises dans les domaines  
des transitions digitales et écologiques ainsi que de la RSE...

### GRAND E-NOV+

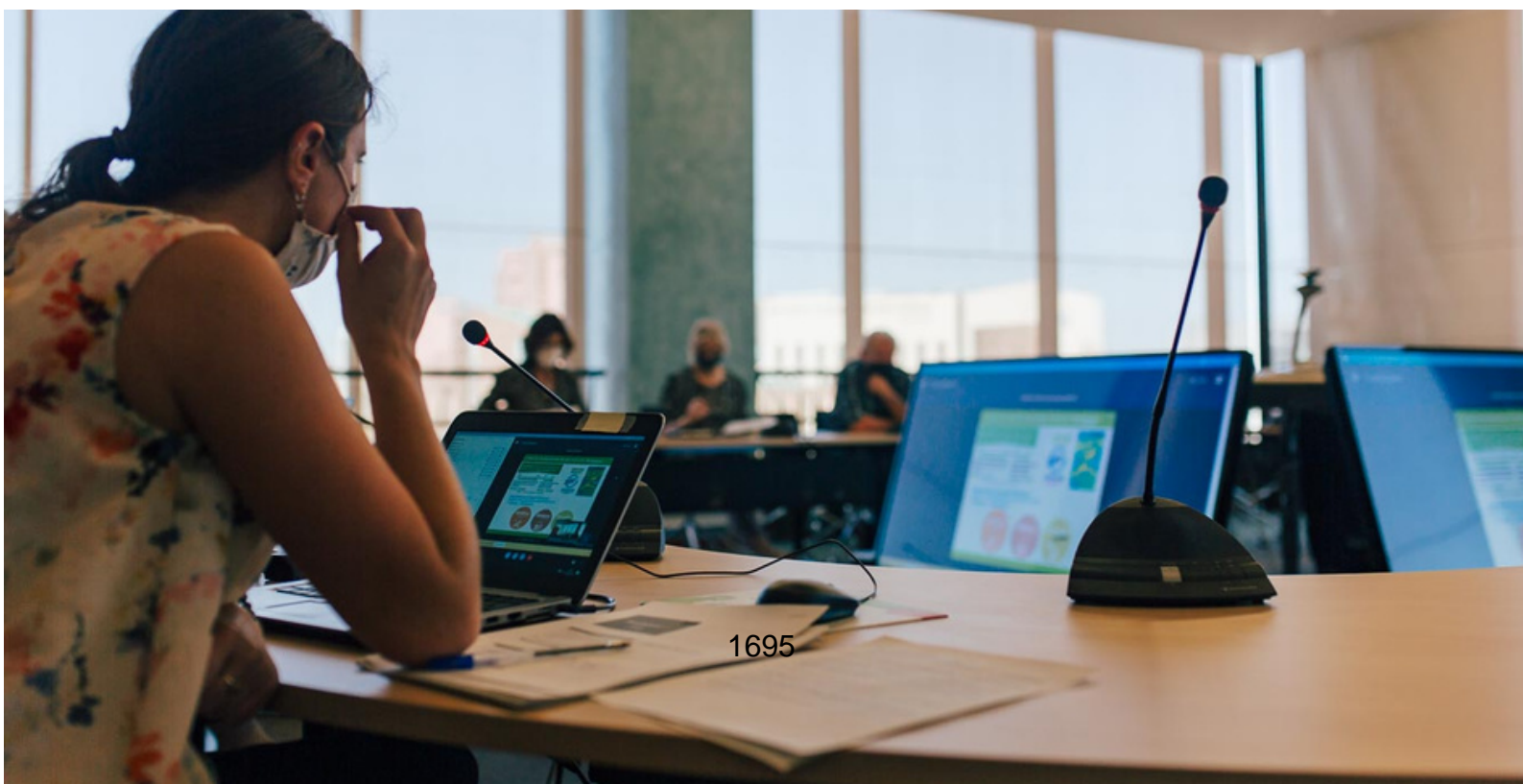
Expertise des projets d'innovation (structuration de projet,  
recherche de partenaires, financement etc.) et de la commande  
Publique (faciliter l'accès not. des TPE-PME aux marchés publics),

### CRESS

Mission d'expertise sur l'ESS et ses réseaux  
Observatoire régional de l'ESS et de l'IAE avec l'URSIEA

### ADIRA

Chiffres clés de l'économie et de l'emploi  
Veille des grandes comptes industriels et tertiaire supérieur





## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Offrir des opportunités d'implantation et de développement pour l'activité économique dans un contexte de sobriété de la consommation foncière et d'exigences environnementales renforcées
- Intégrer l'enjeu climatique dans la stratégie des ZA en définissant de nouveaux modèles d'aménagement et de gestion (ZA intégrée à la ville)
- Favoriser l'accès à des locaux adaptés pour les TPE, notamment les créateurs d'entreprise, les start-up et les acteurs de l'ESS
- Développer l'immobilier économique dans les QPV
- Développer des lieux de rencontres d'innovation
- Mener une prospective, à l'échéance des prochains mandats, des programmes et leviers d'intervention en matière de foncier et immobilier économique dans le contexte de ZAN, de densification, et de réhabilitation des friches

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Accompagner les implantations d'entreprises et agriculteurs sur le foncier de l'Eurométropole et dans les bâtiments existants
- Dynamiser les ZA existantes et étudier le potentiel de densification dans les ZA
- Articuler les zones d'activités et d'emploi avec les zones d'habitation et les modes de transport décarboné
- Travailler avec les intercommunalités pour les zones d'accueil et d'implantation des entreprises (zones d'activités, logistiques, commerciales)
- Gérer les équipements immobiliers économiques : PMC, PEX, Auberge de jeunesse (tourisme), pépinière Hautepierre, PH8, Hôtel des forges, MIDE (entrepreneuriat-emploi-compétences/innovation)
- Animer et piloter des sites économiques : Nextmed (santé), P2i (innovation)
- Accompagner les projets immobiliers et/ou d'aménagement à impact économique : La manufacture des tabacs, Espace Européen Gutenberg (ICC/Innovation), la COOP (ESS/ Commerce), Archipel 2 (ESS), Citadelle (habitat-construction), zones d'activités commerciales (ZCN, Vigie, Fegersheim) et centres commerciaux (Baggersee, Hautepierre, Schiltigheim Ecrivains)
- Accompagner et suivre la SEM LOCUSEM
- Poursuivre la collaboration avec le club de l'immobilier sur la production d'offres neuves et l'accompagnement à la transition énergétique et assurer une veille du marché d'immobilier d'entreprises
- Réguler la production de bureaux et d'offres d'hébergements touristiques avec les principaux aménageurs

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Schéma d'orientation pour la Plaine des bouchers (DUT)
- Mode de gestion et développement du P2i
- Veille et régulation de la production de bureaux tertiaires, de locaux d'activités et d'offres d'hébergements touristiques
- Livraison de sites économiques opérationnels : 4 zones d'activités agricoles, extension ZA Eckbolsheim, Mundolsheim/Niederhausbergen, Nextmed (santé), PEX (tourisme), Manufacture des tabacs (Innovation), KaleidosCOOP (ESS)... et engagement de l'extension ZA Fegersheim
- Veille, optimisation et travail collaboratif autour des friches



# OFFRE FONCIERE ET IMMOBILIERE

Une valeur ajoutée en coordination avec d'autres partenaires. Quelques exemples :

## CCI / CMA

Participation aux comités d'agrément des pépinières d'entreprises, identification du potentiel foncier des collectivités en réhabilitant et en optimisant les espaces sous-exploités, co-publication avec l'ADIRA et la du guide de la sobriété foncière

## ADIRA

Participation Comité de suivi éco des grands sites EEE, P2I, PAS  
Suivi des terrains vacants et base de données sur les sites vacants  
Membre Club de l'immobilier Optimisation sur l'utilisation du foncier (étude ZAN)

## REGION GRAND EST

Schémas directeurs notamment aménagement du territoire, offre dédiée à l'efficacité énergétique des bâtiments Climaxion





## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Développer des stratégies d'accueil (étudiants, tourisme, entreprises, talents)
- Faire connaître l'offre de services de la Ville et de l'Eurométropole aux entreprises du territoire
- Contribuer à la communication de l'offre de service économique du territoire
- Promouvoir Strasbourg comme territoire économique engagé et responsable
- Promouvoir Strasbourg comme destination touristique durable, inclusive et diversifiée
- Sensibiliser et inspirer en valorisant les engagements des acteurs économiques du territoire
- Contribuer au rayonnement national et international de Strasbourg, capitale européenne et laboratoire des transitions sociales et environnementales

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- **Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication responsable valorisant l'offre de services aux entreprises et la dynamique économique du territoire**
- **Accompagner l'accueil et l'implantation des compétences nécessaires au territoire** : bourses, prix, aménagements d'équipements pour des chercheurs et enseignants (enseignement supérieur), plan d'actions attractivité des compétences numériques (numérique)...
- **Elaborer et mettre en œuvre des plans de communication sectoriels responsables** : programme "Strasbourg aime ses étudiants" (vie étudiante), stratégie numérique à définir pour la marque de destination (tourisme) et actions conjoncturelles : événements fonds européens pour le mois de l'Europe
- **Gérer un espace économique, en ligne, dédié à l'offre de services aux entreprises (site internet, réseaux sociaux, vidéos...)**
- **Développer une boîte à outils "communication" pour les opérateurs et partenaires économiques**
- **Porter, co-porter, participer et soutenir des événements économiques (stand, représentation, intervention, etc.)** :
  - Les Rencontres économiques
  - Grands événements sectoriels mettant en valeur les entreprises, les écosystèmes et les politiques publiques sectorielles comme les rendez-vous de l'alimentation (agriculture-alimentation), Bizz and Buzz, Semaine européenne du numérique responsable (économie numérique), nuit des étudiants du monde (vie étudiante), Manifestation européenne de l'ESS (ESS)...
- **Soutenir et/ou participer en tant qu'exposant à des événements** : SIMI et Exporeal (offre foncière immobilière), 360 Grand Est (innovation, recherche), Salon Créer, Développer et reprendre sa boîte (entrepreneuriat-emploi-compétences), Forum DD, Trophées de l'export, Marché de Noël Off (ESS), Résonances (commerce-artisanat), Medfit (Santé), Industrie Magnifique (ICC)
- **Participer à des salons nationaux/internationaux de promotion du territoire**
- **Développer une stratégie événementielle intégrant information, inspiration, promotion**
- **S'engager dans une démarche de labellisation choisie, valoriser le territoire et les initiatives de la collectivité et communiquer sur les réussites**

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Programme d'événements économiques : voir événements mentionnés dans les livrables sectoriels + nouveaux événements économiques : Assemblée générale du Pacte, Rendez-vous de l'alimentation (agriculture-alimentation), Manifestation européenne de l'ESS (ESS)
- Nouvel espace en ligne dédié à l'économie strasbourgeoise (espace entreprises, baromètre économique, agenda économique, actus...)
- Newsletter économique mensuelle à destination de + 5000 acteurs économiques
- Campagne de communication 360° Pacte + RSE (affichage, vidéos, réseaux sociaux...)
- Boîte à outils "communication" pour les opérateurs et partenaires économiques
- Nouveau positionnement du rayonnement et de l'attractivité de Strasbourg intégrant les enjeux du mandat
- Participation aux salons immobiliers

Une valeur ajoutée en coordination avec d'autres partenaires. Quelques exemples :

## CCI

Bizz and Buzz, Salon Créer, Reprendre et Développer sa boîte, Trophées de l'export, Rencontres économiques, Foire européenne, magazine Point Eco Alsace...

## CMA

Marque Artisan d'Alsace, Fête de l'Artisanat, Salon Créer, Reprendre et Développer sa Boite, Salons Locaux, Foire Européenne, magazine Le Monde des Artisans, Zut artisanat, Label éco-défis...

## ADIRA

Marque Alsace, Label Alsace excellence et marque employeur, réseau des ambassadeurs, Lettre de l'ADIRA, Industrie magnifique, partenaire de divers forums et salons...

## CRESS

Marché de Noël Off, Forum métiers porteurs de sens, Présence aux salons : créer sa boîte, foire européenne... Sensibilisation à l'ESS (écoles, lycées, études supérieures), Plateforme Acheter Responsable Grand Est, publication dans des périodiques et newsletters...

## REGION GRAND EST

360 possibles Grand Est, forums Formation-Orientation, et de nombreux autres événements à portée régionale comme salon BE 4.0 (à Mulhouse), promotion touristique, cofinancement d'opérations de promotion à l'étranger (Invest in Eastern avec **Grand E-nov+**), codéfinition et cofinancement du Programme Régional Export...





## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Etablir un budget en cohérence avec les orientations politiques et répondant aux besoins du territoire
- Mobiliser des financements pour les politiques sectorielles et transversales de l'Eurométropole
- Accompagner et soutenir financièrement des projets économiques en lien avec la stratégie économique et prioritairement sur des enjeux de transition
- Soutenir des opérateurs économiques dont les initiatives contribuent à la stratégie économique

## OBJECTIFS OPERATIONNELS

- Analyser les demandes de financement, instruire et accorder des subventions (fonctionnement et/ou investissement)
- Développer, gérer et faire évoluer des dispositifs d'aides économiques type appels à projets ou AMI : Start RSE, Start ZFE (Mobilités et transport), Beecome (numérique), Tango&Scan, Aide à la filière image (ICC), SEVE (enseignement supérieur/innovation), aide à l'investissement pour les commerces de proximité (commerce-artisanat)
- Piloter et gérer des outils de contractualisation CPER et Contrat triennal, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation
- Piloter et gérer des enveloppes financières nationales type France 2030 pour TSD (Santé), Citadelle (Habitat et construction) ou DRAAF avec le PAT (alimentation-agriculture)
- Piloter et gérer un Investissement Territorial Intégré FEDER et FSE+
- Contribuer à un fonds d'impact et prendre des participations dans des sociétés type SCIC/SEM : LOCUSEM, KaleidosCOOP (ESS), OTSR (tourisme)
- Piloter et gérer la taxe de séjour : perception de recettes et affectation au développement du tourisme
- Candidater à des appels à projets européens
- Développer des outils innovants (ex : paiement sur services environnementaux)

## LIVRABLES DU MANDAT ET PROJETS PHARES

- Programmation et consommation de l'enveloppe de + de 15M€ de fonds européens sur des enjeux de cohésion économique et sociale
- Programmation d'une enveloppe de 12M€ en subventions et de 24 M€ en prises de participation, dont le fonds d'impact Mutuelles Impact dans le cadre du projet TSD
- Programmation d'une enveloppe de 1,3M€ (issu du plan de relance 2021 avec présélection de 13 projets) dans le cadre du PAT
- Création et adaptation de dispositifs financiers sur les enjeux de transition : Start-RSE, Start-ZFE, BEECOME, aide à l'investissement pour le commerce de proximité...
- Obtention d'une enveloppe financière (ordre de grandeur de 10 M€) pour le démonstrateur Citadelle - quartier bas carbone
- Pour les opérateurs : gouvernance et collaboration renouvelée avec l'ADIRA



# FINANCEMENTS

Une valeur ajoutée en coordination avec d'autres partenaires. Quelques exemples :

## REGION GRAND EST

Fonds européens FEDER-FSE+-FEADER,  
Aides directes aux entreprises (AAP,  
AMI...) notamment financements des  
parcours Grand Est transformations,  
CPER, CTSCE,  
Orientations stratégiques et cofinancement  
de France 2030  
Programme Régional de Formation et  
PRIAE, Chèques création entreprises,  
Garanties financières,  
Fonds de capital risque CAPITAL GRAND  
EST, CAPINNOVEST  
...

## ETAT

France 2030,  
Contrat de Ville,  
FSE+,  
EDEC,  
PCRH,  
Dispositifs activité partielle/FNE,  
Contrats aidés,  
PIC formation,  
Financement structures GEIQ, IAE, EA,  
DLA,  
autres dispositifs emploi, économie ou  
formation mises en place par les ministères  
...

## COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

Fonds d'Attractivité Alsace pour soutenir  
les projets structurants : transition  
écologique, énergétique, cohésion sociale,  
attractivité, et impliquant un autre  
cofinancement/partenariat  
Fonds Communal Alsace pour soutenir les  
projets qui ont un intérêt pour la vie locale  
: AAP Insertion 2023/2025, IAE, DLA,  
Contrats aidés dans le cadre de la CAOM ,  
ADE/ADIM, Gestion d'une enveloppe FSE+  
...



Enjeux/Actions	Dispositif	Objectif	Cible (bénéficiaires, filières...)	Projets soutenus 2022	Dépenses éligibles 2022	Nature de l'aide (subvention/prêt à taux 0...)	Montants d'intervention (€)	Budget annuel 2023 (à préciser fonctionnement/investissement)	Cohérence avec la politique régionale
<b>AIDES AUTORISÉES PAR LA CONVENTION DE FINANCEMENTS COMPLEMENTAIRES DES EPCI DU GRAND EST dans le champ des aides aux entreprises</b>									
Transformation numérique des petites et très petites entreprises	BEECOME	>Aider les entreprises à développer leurs services en ligne >Exploiter les nouveaux outils de communication >Améliorer la gestion et la protection de l'entreprise au quotidien	Entreprises : >Ayant un effectif de < 50 salariés >Appartenant à un secteur d'activité hors numérique >Signature de la Charte du Numérique Responsable	48	278 750	Audit et Subvention		57 000 € (fonctionnement) +192 500 € (investissement)	
Soutien à l'économie de proximité	Tango&Scan	>Concevoir et réaliser des produits et services originaux >Développer la créativité et la compétitivité des entreprises >Consolider le secteur des ICC de Strasbourg >Détecter et mettre en lumière les talents du territoire >Accompagner la poursuite de nouveaux projets par des entreprises en phase de développement	Entreprise, association, artisan ou artiste issus : >Du secteur créatif et/ou numérique (code NAF) >Domicilié sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg En partenariat avec un-e acteur-riche d'un autre secteur économique	14	500 000	Subvention		250 000 € annuellement en PPI	
Soutien à la filière image	Aide structurelle à la filière image	>Accompagner financièrement la prise de risque des acteurs de la filière image sur une période de 2 années dans : ->L'élaboration et la réalisation de leur projet d'organisation ->La mise en place d'une offre de services ou de prestation technique pour combler un manque sur le territoire ->La production de contenus innovants ou ambitieux	>Entreprises de production ou association dont le siège est situé sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ou employant un salarié permanent sur le territoire	7	140000	Subvention		100 000 € annuellement en PPI	
L'art s'invite dans l'immobilier	Signature	>Soutenir l'intervention d'artistes, designers et artisans d'art dans les projets immobiliers privés du territoire >Soutenir l'emploi et la professionnalisation des créateurs strasbourgeois >Renforcer l'identité des constructions immobilières et la qualité du cadre de vie	Artiste, designer, artisan d'art : >Domicilié sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg >Diplômé d'une école d'enseignement supérieur du territoire	4	12000	Subvention		87 000 annuellement en PPI	
"Pack de bienvenue" d'un évènement	Helloptimist	>Attirer, conquérir de nouveaux événements sur le territoire (cible la rencontre économique et non le grand public) >Remercier les organisateurs d'avoir choisi Strasbourg et les fidéliser >Faire découvrir notre destination aux congressistes	Sociétés savantes, associations, entreprises, institutions	9	69 128,55	Avantages en nature		80 000 € fonctionnement	
Programme de soutien aux étudiants et entreprises locales innovant pour la transition écologique	SEVE	>Inciter les entreprises à engager des projets d'économie verte et à renforcer leur offre de produits et services en faveur de la transition écologique >Faciliter l'insertion des jeunes formés localement à Strasbourg et faire découvrir leur potentiel aux entreprises du territoire >Faciliter et renforcer le déploiement de la transition écologique locale	>Entreprises de l'Eurométropole porteuses d'un projet d'innovation ou de transformation favorable à une économie verte	5	38400	Subvention	Financement du salaire et de la formation de l'étudiant	60 000€ fonctionnement	
Aide directe aux commerçants et artisans pour réaliser des investissements	Aide à l'investissement pour le commerce de proximité	>Soutenir les commerces de proximité localisés dans les centralités de proximité >Favoriser le développement ou la modernisation des commerces de proximité	TPE ET PME >Domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole et positionnées dans une centralité de proximité >Identifiées comme acteur de la proximité (point de vente physique d'une activité sédentaire)	2	284952	Subvention	Entre 20 et 50% du montant des travaux avec une limite max de 30 000€	300 000€ investissement	
Innovation	Soutien aux projets collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité			9	16050000	Subvention		700 000 € Annuellement en PPI	
Dispositif d'accompagnement au commencement ou la structure d'une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)	START-RSE	>Soutenir les acteurs économiques locaux qui débutent ou veulent structurer leur démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises >Susciter l'envie de s'engager dans l'un des domaines de la RSE : économique, social et environnemental. Les actions peuvent par exemple concerner la santé, la sécurité, et la qualité de vie au travail, la prise en compte des impacts environnementaux et la maîtrise des consommations, les relations avec les parties prenantes, le développement local, etc. >Mettre en relation les acteurs locaux pionniers et engagés en matière de RSE	Entreprises et associations >Ayant un effectif de < 50 salariés >Siège et établissement dans l'Eurométropole de Strasbourg	6	24742,76	Audit et Subvention		Montant total : 565 000 € 115 000 € pour les opérateurs fonctionnement 450 000 € pour les entreprises investissement	
Aides à la mobilité	Aide à la conversion de véhicules (dispos	>Accompagner le renouvellement du parc automobile des personnes morales de droit privé, complémentaires aux aides d'État par le biais de trois dispositifs	>Entreprises sous conditions	11	48500	Subvention			
Programme de soft-landing et d'accompagnement des entreprises innovantes	Xplore	>Tester le potentiel du marché du Rhin supérieur (France, Allemagne, Suisse) >Constituer un réseau de partenaires >Prototyper un produit	>Entreprise localisée hors du territoire français >Entrepreneur ayant un projet innovant	1	10000	Avantages en nature et subvention		10000	
Programme de Santé	Territoires de santé de demain	>Soutenir des projets innovants avec une approche intégrée de la prévention, des pathologies chroniques et des parcours de santé, principalement du diabète, de l'insuffisance cardiaque et du cancer	>Entreprises, associations ou partenaires institutionnels sur le périmètre défini dans le cahier des charges >Secteur de la santé	6	260 205	Subvention		2022 : 25 000	
Appel à projets dans la politique d'accompagnement des professionnels à la mise en place de la zone à faible émissions-mobilités	START- ZFE	>Soutenir le développement des solutions de mobilité et de logistique urbaine durable innovantes qui facilitent et améliorent la continuité des activités professionnelles dans le respect de la réglementation de la ZFE-m (projets de développement >Accompagner la transition des acteurs économiques du territoire vers des solutions de mobilité et de logistique urbaine durable, en récompensant des démarches exemplaires dans ce domaine (projets de transition	Entreprises et bénéficiaires : >Ayant leur siège ou un établissement dans l'Eurométropole de Strasbourg >Tous secteurs d'activités	0	0	Subvention		300 000€ en fonctionnement	Aides à la conversion de véhicules
Dispositif pas utilisé en 2022	Soutien aux entreprises lors de voyages de prospection								
Dispositif inexistant en 2022	Soutien aux démarches d'économie circulaire et à la création d'activités de réemploi et de recyclage								
<b>AUTRES FORMATS CONTRACTUELS :</b>									
Soutien des projets dans leurs compétences respectives au bénéfice des habitants et habitantes des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV)	Contrat de ville	>Réduire les écarts et les fractures entre territoire, sur le pilier Emploi-Développement économique >Faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi (incluant une partie de l'inclusion numérique vers l'emploi)	>Associations, collectivités territoriales ou établissements publics, dans la mesure où leur action intervient au bénéfice des habitants et habitantes des QPV	33	321 460	Subvention	analyse du dossier au cas par cas	320 000	

Soutien des projets qui favorisent le développement économique et la cohésion du territoire	Fonds européen de développement régional FEDER	>Soutenir les projets de recherche et d'innovation développés dans le cadre de démarches lauréates des programmes de France 2030 >Soutenir la création et la croissance des entreprises pour un développement équilibré du territoire >Soutenir le développement de l'économie circulaire sur le territoire de l'Eurométropole >Soutenir le développement de la santé de proximité sur le territoire de l'Eurométropole >Soutenir le développement et l'amélioration du cadre de vie des territoires en besoin	L'Europe soutient les investissements dans les quartiers prioritaires et l'économie circulaire	10 dossiers (2023)	2 325 812€ (2023)	Subvention	taux 50 à 60%	10 millions pour 2021-2027	
Soutien des projets qui favorisent le développement économique et la cohésion du territoire	Fonds social européen FSE	Soutien aux projets de mise en place d'actions en faveur des publics éloignés de l'emploi pour une meilleure insertion sociale et professionnelle	Collectivités territoriales, associations et entreprises œuvrant pour l'emploi, l'insertion, la formation et le développement économique local dans le bassin d'emploi de Strasbourg	21 dossiers (2023)	1 489 600 (2023)	Subvention	taux moyen 50%	5,1M€ pour 2021-2027	

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Gestion du risque de coulées d'eaux boueuses : conventions d'indemnisation et de cadrage de dispositifs d'hydraulique douce implantés au sein de parcelles agricoles.**

#### **Numéro E-2023-1098**

L'Eurométropole de Strasbourg s'est dotée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de la compétence Gestion des Milieux aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), ainsi que de la compétence complémentaire définie à l'alinéa 4 de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement : « la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ».

L'Eurométropole de Strasbourg a depuis la responsabilité de réaliser des études et travaux pour assurer la protection des biens et personnes contre les coulées d'eaux boueuses pour les 14 communes de son territoire concernées par ce risque.

En 2018, un programme d'étude en collaboration avec le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) a permis de proposer un programme d'actions priorisé, accompagné d'un plan de déploiement établi sur la période 2020 et 2025.

La stratégie et le programme d'actions sont basés sur la mise en œuvre de dispositifs d'hydraulique douce. Ces aménagements jouent le rôle de frein et de filtre hydraulique, et permettent de réduire les quantités de boue arrivant en zone urbanisée. Ils sont majoritairement implantés au sein des parcelles agricoles.

Ce programme d'actions s'inscrit pleinement dans le partenariat engagé depuis 2010 entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'Agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est visant à accompagner la transition agricole autour de quatre enjeux partagés :

- préserver les espaces agricoles, maintenir les entreprises agricoles et favoriser l'installation des jeunes agriculteurs,
- accompagner le changement vers des pratiques agricoles durables en développant une agriculture respectueuse de l'environnement et des ressources,
- soutenir la diversification des cultures et la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient,
- recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs.

La nouvelle convention tripartite prévoyant une amplification de cette démarche a été signée le 26 septembre 2021.

Au-delà des solutions curatives proposées dans le cadre du présent programme (haies, fascines vivantes, bandes enherbées), lesquelles présentent cependant de réels bénéfices environnementaux (biodiversité, stockage du carbone, etc), une réflexion est menée afin d'encourager les techniques agro-écologiques visant à maintenir un sol vivant :

- mise en œuvre d'assolements concertés, visant à diversifier les semis avec l'implantation de cultures d'hiver assurant une couverture du sol lors des épisodes pluvieux printaniers, limitant de fait les risques d'érosion,
- promotion des techniques de conservation des sols (non-labour, couverture du sol, allongement des rotations) visant à assurer une couverture végétale quasi permanente du sol, réduisant de fait drastiquement les phénomènes de coulées d'eaux boueuses.

Le dispositif de Paiements pour Services Environnementaux, en cours de déploiement sur le territoire, devrait permettre de compléter les actions de sensibilisation et d'accompagnement individuel ou collectif déployées jusqu' alors.

L'établissement d'un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque d'inondation et de coulées d'eaux boueuses (délibération du 1<sup>er</sup> mars 2019), a permis d'homogénéiser les pratiques indemnitaires sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce protocole définit également les modalités d'entretien des dispositifs d'hydraulique douce.

La mise en œuvre d'aménagements d'hydraulique douce nécessite d'obtenir l'accord de chaque exploitant concerné par un dispositif, acté par une convention spécifique. Cette convention régit les rapports, droits et obligations entre l'exploitant et l'Eurométropole. Elle permet notamment de définir le montant de l'indemnisation annuelle versée à l'agriculteur au titre de la perte de récolte pouvant être engendrée par la présence de tels ouvrages, mais aussi de prendre en charge l'entretien des dispositifs mis en œuvre. Ces conventions sont établies pour chaque aménagement pour une durée de dix ans.

La concertation et la sensibilisation des exploitants agricoles permettant d'obtenir leur accord pour la mise en œuvre des dispositifs d'hydraulique douce s'opèrent tout au long de l'année. Les conventions sont établies au fur et à mesure de ces échanges.

Pour rappel, la délibération du 7 mai 2021 actait le principe de soumettre les conventions d'hydraulique douce à délibération deux fois par an afin de pouvoir valider et verser les indemnités aux exploitants dans un délai raisonnable mais aussi pour pouvoir réaliser les rattrapages d'opérations d'entretien des dispositifs transférés au sein du patrimoine hydraulique douce de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente délibération vise à finaliser et valider une nouvelle convention et deux avenants pour des dispositifs d'hydraulique douce mis en œuvre à Breuschwickersheim et Vendenheim. Le montant d'indemnisation annuel pour cette convention et ces avenants représente 1 456,76 €. Ainsi, à ce stade, le montant annuel total des indemnités s'élève à 18 305 98 €.

Ces éléments sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Dispositifs délibérés à l'issue de 2022	Dispositifs début 2023
---	------------------------

Type d'aménagement d'hydraulique douce (AHD)	Nombre d'AHD	Linéaire (ml)	Nombre de conventions	Nombre d'avenants	Indemnisation (€/an)	Nombre d'AHD	Linéaire (ml)	Nombre de conventions	Nombre d'avenants	Indemnisation (€/an)
bandes enherbées ou de culture	85	6 426,9	<b>53</b>	<b>12</b>	<b>16 849,22</b>	87	6 576,9	<b>54</b>	<b>14</b>	<b>18 305,98</b>
miscanthus	6	1 140				6	1 140			
fascines mortes	1	80				1	80			
fascines vivantes	26	1 487				26	1 487			
haies	11	933				13	1 573			
<b>Total Eurométropole de Strasbourg</b>	<b>129</b>	<b>10 066,9</b>				<b>133</b>	<b>10 856,9</b>			

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*sur la base du protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses signé avec la Chambre d'agriculture d'Alsace, les conventions et les avenants à des conventions existantes joints en annexe de la présente délibération pour l'indemnisation des exploitants du fait de l'implantation d'aménagements d'hydraulique douce au sein de leurs parcelles agricoles,*

*décide*

*d'imputer la dépense de 1 456,76 € TTC annuels supplémentaires correspondant à l'indemnisation des exploitants agricoles pour les nouveaux dispositifs sur la ligne budgétaire EN02E – nature 70 fonction 6588.88 dont les crédits sont inscrits au budget 2023,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les conventions et avenants relatifs au protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque d'inondation et de coulées d'eaux boueuses.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162455-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## CONVENTION D'INDEMNISATION AMENAGEMENT D'HYDRAULIQUE DOUCE

### PREAMBULE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

**L'indemnisation concerne l'exploitant de parcelles sises à Vendenheim.**

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

#### Convention entre :

M. Philippe HASSLER, demeurant à *rue du vignoble, 67 550 Vendenheim*, agissant en qualité de gérant de *HASSLER Philippe* dont le siège social est sis à *la même adresse*, immatriculée sous le numéro *SIRET 800 997 561 000 17* désigné, ci-après par l'appellation « **l'Exploitant** »,

Et,

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par **Madame Pia IMBS**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020,

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **1 OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,
- les engagements des parties,
- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de **l'indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant**. Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la



situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :

- o La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
- o Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus. Les différents types de préjudices induits pour chaque type d'aménagement sont détaillés dans l'annexe n°1.

*Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par cette convention.*

- Une haie de 420ml

## 2 QUALITE D'EXPLOITANT

L'Exploitant tel que défini à la présente convention est **la personne titulaire d'un droit de jouissance écrit ou verbal dûment justifié** (bail écrit, attestation de paiement du fermage, attestation MSA). En l'absence des documents précités, la déclaration PAC peut être utilisée pour avoir la connaissance de l'exploitant en place. Pour les indemnités liées aux dégâts ponctuels suite à la mise en fonctionnement de l'aménagement, la déclaration PAC peut être utilisée pour avoir la connaissance de l'exploitant en place. Une copie du justificatif du droit de jouissance est annexée à la présente convention (annexe 4).

**Le signataire de la présente convention engage sa responsabilité en cas d'omission de déclaration de changement d'exploitant ou de fausse déclaration d'exploitation conduisant à un versement indu d'indemnités pour des parcelles dont il ne serait pas l'Exploitant déclaré à la PAC, l'Eurométropole de Strasbourg se réservant le droit d'une action en responsabilité devant les juridictions compétentes en sus du reversement des sommes indûment perçues.**

## 3 LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	N° d'ilôt PAC	Surface objet de l'indemnisation (are)
<i>Aménagement 1 Haie</i>	Vendenheim					42

#### 4 PREJUDICE INDEMNISABLE : METHODES DE CALCUL, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Les indemnités versées au titre du présent accord sont destinées à **compenser les préjudices subis par l'exploitant dont le caractère direct, matériel et certain, est directement imputable à la présence de l'aménagement**. Le calcul de l'indemnisation se fait conformément aux termes du protocole d'indemnisation des préjudices agricoles dans le cadre de la gestion du risque inondation, passé entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre d'Agriculture Alsace.

Les indemnités ont été estimées à 774,48 € par an et sont détaillées comme suit :

##### 4.1 Indemnité versée à l'exploitant agricole au titre de la perte d'exploitation

Une indemnité versée par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole au titre de la perte d'exploitation est prévue. Elle permet de prendre en compte la privation de jouissance, dans l'emprise de l'aménagement.

L'indemnité pour privation de jouissance est versée annuellement par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole.

Le calcul de l'indemnité de privation de jouissance (IPJ) est le suivant :

$$\text{IPJ (€/are)} = \text{valeur unitaire annuelle marge brute d'éviction} + \text{fermage et impôts fonciers} + \text{majoration de 10\% - DPB moyenne}$$

- a. Valeur unitaire annuelle de la marge brute d'éviction : la valeur prise en compte est la valeur communale la plus haute existante au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, elle correspond à la moyenne 2015-2016, à savoir **16,50 €**.
- b. Fergage et impôts fonciers : majoration de 15% de a, soit **2,47 €**.
- c. Prise en compte des gênes d'exploitation : majoration de 10% de b, soit **1,90 €**.
- d. Droit à Paiement de Base (DPB) moyen<sup>1</sup> : soustraction à c. des droits à paiement de base, la valeur prise en compte est la moyenne nationale de **2,43 (€/are)**.

**Le montant de l'IPJ correspond à a+b+c-d soit 16,50 + 2,47 + 1,90 – 2,43 = 18,44 €/are**

Les surfaces prises en compte dans le calcul de l'indemnité sont précisées comme suit :

Pour les bandes de cultures, les bandes enherbées et les bandes de miscanthus, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface réelle de l'aménagement.

Pour les fascines mortes, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface théorique de 5 mètres de large pour 1 mètre linéaire d'aménagement.

Pour les haies et les fascines vivantes, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface théorique de 10 mètres de large pour 1 mètre linéaire d'aménagement.

<sup>1</sup> Les Droits à Paiement de Base (DPB) constituent le paiement découplé (c'est-à-dire indépendant du type de production agricole), qui sert de socle aux autres paiements découplés : paiement distributif, paiement jeune agriculteur, paiement vert). En 2016, la valeur moyenne des DPB France entière est de 243 €/ha.

Au-delà de l'emprise directe de l'aménagement d'hydraulique douce, les surfaces éventuellement impactées prises en compte pour l'indemnisation correspondent aux surfaces réelles effectivement impactées par l'aménagement.

#### Tableau récapitulatif des indemnités

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Haie	42	18,44	774,48
		<b>TOTAL</b>	<b>774,48</b>

#### 4.2 Indemnité versée à l'exploitant agricole pour les dégâts aux cultures et aux sols du fait de la mise en fonctionnement de l'aménagement

L'indemnité pour dégâts aux cultures et aux sols est versée par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole en cas de dégâts avérés du fait de la mise en fonctionnement de l'aménagement.

L'indemnité comprend :

- La perte de récolte : fonction de la valeur et du rendement de la culture en place, elle correspond à la destruction de la récolte en place.
- La reconstitution physique, chimique et microbiologique. : suivant la gravité des dégâts au sol, et au-delà de la remise en état général du site, la remise en état agronomique du sol nécessite la mise en œuvre de façons culturales et de travail du sol pour :
  - o Remettre en place la structure du sol,
  - o Limiter les effets du tassement du sol (sous-solage, travaux superficiels...),
  - o Reconstituer l'équilibre physico-chimique et microbiologique du sol,
  - o Ressemer une prairie, le cas échéant.

Le calcul de l'indemnité se base sur le barème d'indemnisation pour dégâts aux cultures et aux sols de la Chambre d'Agriculture Alsace, mis à jour chaque année.

Les surfaces prises en compte dans le calcul de l'indemnité versée au titre des dégâts aux cultures et aux sols correspondent aux surfaces impactées au-delà des surfaces faisant l'objet de l'indemnité pour privation de jouissance.

#### 4.3 Modalités de versement des indemnités

L'indemnité de privation de jouissance est versée chaque année en octobre. Le premier versement aura lieu en octobre ANNEE.

L'indemnité d'un montant de 774,48 € HT sera versée à l'Exploitant sur son compte bancaire de n° IBAN ..... sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg de la présente convention signée et accompagnée des pièces justificatives de l'état d'exploitant.

L'indemnité pour dégâts aux cultures et aux sols liés au fonctionnement de l'aménagement sera payée dans les 6 mois suivant la signature du formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts par les parties prenantes (exploitant, CAA, Eurométropole de Strasbourg), le montant des indemnités étant soumis à validation des élus de l'Eurométropole de Strasbourg.

## 5 ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

⇒ **l'Exploitant s'engage à :**

- assurer l'implantation (achat des semences, préparation du sol et semis) des bandes enherbées et des bandes de cultures à l'exception du miscanthus
- garantir, s'agissant de l'entretien des bandes végétalisées (bandes enherbées, bandes de cultures et bandes de miscanthus) une efficacité optimale de l'aménagement, l'exploitant agricole concerné par l'aménagement s'engage à assurer l'entretien courant dans le respect des bonnes pratiques (Annexe 5), en particulier pour ce qui concerne la période de fauche ;

La récolte de la bande végétalisée est autorisée si elle est réalisée dans le respect des bonnes pratiques précitées et si elle ne nuit en aucun cas à la fonctionnalité de l'aménagement.

La bande de miscanthus peut être laissée en l'état mais pour des raisons d'entretien, l'exploitant agricole est autorisé à faucher et à exporter la matière sèche.

Concernant les bandes enherbées, pour éviter le risque de classement en prairie permanente, il est laissé à l'exploitant la possibilité d'implanter une céréale d'hiver ou de printemps la dernière année de la convention (la 5ème année) dans le respect des bonnes pratiques inscrites à l'annexe 5 et sous réserve que cela soit mentionné dans la présente convention

- signaler tout fonctionnement de l'aménagement et toutes dégradations subies, dans les 10 jours qui suivent leur constatation, par courriel adressé à l'Eurométropole de Strasbourg, en précisant les références de la convention, à l'adresse suivante : [preventiondesenjeuxenvironnementaux@strasbourg.eu](mailto:preventiondesenjeuxenvironnementaux@strasbourg.eu)
- compléter, le cas échéant, le formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts et le transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg.
- informer l'Eurométropole de Strasbourg des coordonnées du nouvel exploitant en cas de cession de l'exploitation d'une ou plusieurs parcelles, objet de la présente convention. En cas de non signalement du repreneur, l'exploitant signataire s'engage à reverser à l'Eurométropole de Strasbourg, sur simple demande écrite, le montant des indemnités qui lui auraient été versées à tort.
- Communiquer une copie de la présente convention à son assureur

⇒ **l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à :**

- assurer la maîtrise d'ouvrage de l'implantation des bandes de miscanthus, des fascines mortes et vivantes et des haies. L'implantation des bandes de miscanthus est à la charge du maître d'ouvrage pour garantir l'utilisation de l'hybride *Giganteus* réputé stérile.
- assurer l'entretien régulier, la rénovation et le remplacement des fascines et des haies hors dégradations du fait de mauvaises pratiques. Il se chargera de l'entretien par divers moyens à sa convenance (intervention en régie ou par un prestataire extérieur).

L'Eurométropole de Strasbourg s'assurera par tous moyens que l'intervenant :

- informe l'exploitant agricole de son intervention 15 jours au moins avant la date d'exécution des travaux,
- veille, dans la mesure du possible, à ne pas dégrader la parcelle cultivée (ornières, destruction de récolte, etc.).

En cas de dégâts constatés suite aux opérations d'entretien, l'exploitant agricole se chargera de le faire savoir à l'Eurométropole de Strasbourg. Il sera procédé à un constat sur place avec l'exploitant agricole, un agent de la Chambre d'agriculture et un agent de l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg procédera à un état des lieux des dégâts et, si la réalité du préjudice est constatée par toutes les parties prenantes, une indemnisation sera versée à l'exploitant agricole sur la base des barèmes d'indemnités de la Chambre d'agriculture.

- De prendre contact avec l'association foncière communale en vue de mettre en œuvre l'évacuation des terres accumulées en étroite concertation avec l'exploitant agricole concerné afin de limiter les impacts sur les terres agricoles.

Le fonctionnement d'une fascine, d'une haie ou d'une bande de miscanthus ayant pour objectif de ralentir les eaux de ruissellements et/ou de provoquer la sédimentation de la terre, des dépôts de terre peuvent s'accumuler à l'amont de l'aménagement.

- procéder deux fois par an à des contrôles pour vérifier la fonctionnalité de l'aménagement et le respect des bonnes pratiques par l'exploitant agricole.
- verser les indemnités définies à l'article 4 en cas de dégradation dues au fonctionnement de l'aménagement.

## 6 DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention couvre une période d'indemnisation de *10 ans* et prendra fin à l'issue de cette période, **le 31 décembre 2033**.

## **7 CONSEQUENCES POUR L'EXPLOITANT DU NON RESPECT DES ENGAGEMENTS LUI INCOMBANT**

En cas de non-respect des engagements de l'exploitant tels que convenus dans la présente convention, l'indemnité annuelle ne sera pas versée par le maître d'ouvrage. En cas de suppression de l'aménagement durant la durée de la convention, l'indemnité annuelle ne sera pas versée par le maître d'ouvrage et l'exploitant devra replanter l'aménagement à ses frais.

## **8 REVISION, RESILIATION, REGLEMENT DES LITIGES**

La présente convention peut être révisée ou renouvelée à son terme d'un commun accord des parties. La décision de révision ou de renouvellement prend la forme d'un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions de révision.

La convention peut être résiliée en cas de désaccord grave des parties de nature à remettre en cause sa poursuite dans le respect de l'objectif de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols. Dans ce cas, la demande de résiliation accompagnée d'un exposé des motifs est soumise à l'autre partie par la partie la plus diligente.

En cas de litige sur l'interprétation et/ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, dans le cadre du comité de suivi, préalablement à la saisine de la juridiction compétente.

Fait à Strasbourg, le..... en **2 exemplaires originaux**,

**L'Exploitant,**  
*Philippe HASSLER*

Pour l'Eurométropole de Strasbourg  
Pia IMBS,  
Présidente

### Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Tableau de recensement des préjudices agricoles et des indemnités associées

ANNEXE 2 : Formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts

ANNEXE 3 : Copie du justificatif du droit de jouissance de l'exploitant

ANNEXE 4 : Implantation, gestion des aménagements d'hydraulique douce et bonnes pratiques

**AVENANT N°1**  
**A LA CONVENTION DU ... POUR L'INDEMNISATION D'AMENAGEMENTS**  
**D'HYDRAULIQUE DOUCE**

**PREAMBULE**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

**L'indemnisation** concerne **l'exploitant de parcelles sises à Eckwersheim et Vendenheim.**

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

**Entre les soussignés**

M. Jean-Michel GRADT, demeurant *rue du vignoble*, agissant en qualité de gérant de SCEA *du Ruisseau* dont le siège social est sis à *la même adresse*, immatriculée sous le numéro SIRET 445 278 633 000 18 désigné, ci-après par l'appellation « **l'Exploitant** »,

**Et**

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par **Madame Pia IMBS**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020,

Il est convenu ce qui suit :

**1 OBJET DE LA CONVENTION INITIALE**

La convention du *17 août 2021* a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,
- les engagements des parties,

- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de l'**indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant**. Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :
  - o La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
  - o Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus.

*Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par la convention initiale pour la protection du ban communal de Vendenheim :*

- 1 bande enherbée ou de culture de 83 ml sur 12m de large
- 1 bande enherbée ou de culture de 63 ml sur 6 m de large
- 1 bande enherbée ou de culture de 67 ml sur 6 m de large
- 1 bande enherbée ou de culture de 50 ml sur 6 m de large

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Bande de culture	Eckwersheim		35	317-325, 429	9,96	18,44	183,66
Aménagement 2 Bande de culture	Eckwersheim		35	312, 313	3,78	18,44	69,70
Aménagement 3 Bande de culture	Eckwersheim		35	317	4,02	18,44	74,13
Aménagement 4 Bande de culture	Vendenheim		45	80-82, 88- 90	3	18,44	55,32

## 2 OBJET DE L'AVENANT ET LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Le présent avenant a pour objet l'indemnisation de l'Exploitant pour la mise en œuvre d'un dispositif d'hydraulique douce supplémentaire de type haie en complément de ceux d'ores et déjà implantés et indemnisés, et conformément à l'article 9 de la convention citée en objet.

*Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par cet avenant :*

- 1 haie de 220 ml

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)
Aménagement 5	Vendenheim		45		22



### 3 PRINCIPE, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Le montant des indemnités versées à l'exploitant au titre de la perte d'exploitation prenant en compte la privation de jouissance dans l'emprise de l'aménagement d'hydraulique douce est fixé à 18,44€/a/an pour la période de 10 ans, conformément à l'article 7 de la convention du 17 août 2021.

L'indemnité annuelle réparation du préjudice lié à la privation de jouissance du fait de *la mise en œuvre d'une haie complémentaire* visée à l'article 2 pour les 7 dernières années de la convention s'établit selon le calcul suivant :

**Tableau récapitulatif des indemnités à compter de 2024:**

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Bande de culture	9,96	18,44	183,66
Aménagement 2 Bande de culture	3,78	18,44	69,70
Aménagement 3 Bande de culture	4,02	18,44	74,13
Aménagement 4 Bande de culture	3	18,44	55,32
Aménagement 5 Haie	22	18,44	405,68
		<b>TOTAL</b>	<b>788,49</b>

Ce nouveau montant annuel sera versé à l'Exploitant sur son compte bancaire ..... n° IBAN sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg du présent avenant signé et accompagné des pièces justificatives nécessaires.

Le présent avenant prendra fin à la date d'échéance de la convention qu'il modifie, soit au 31 décembre 2030.

### 4 DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les autres dispositions de la convention signée le 17 août 2021, non modifiées ou annulées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à ....., en 2 exemplaires originaux,

Le.....,

L'Exploitant,  
*Jean-Michel GRADT,*  
*Pour la SCEA du ruisseau*

Pour l'Eurométropole de Strasbourg  
*Pia IMBS,*  
Présidente

Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Convention initiale du *17 août 2021*

ANNEXE 2 : Délibération du *DATE validant la convention initiale*

**CONVENTION D'INDEMNISATION  
AMENAGEMENT D'HYDRAULIQUE DOUCE**

**PREAMBULE**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

L'indemnisation concerne l'exploitant de parcelles sises à *Eckwersheim et Vendenheim*.

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

**Convention entre :**

M. Jean-Michel GRADT, demeurant à *rue du vignoble, 67 550 Vendenheim*, agissant en qualité de gérant de *SCEA du Ruisseau* dont le siège social est sis à *4, rue Hohlt, 67 550 Vendenheim*, immatriculée sous le numéro *445 278 633 000 18* désigné, ci-après par l'appellation « **l'Exploitant** »,

*lieu dit entenpist*

**Et,**

l'Eurométropole de Strasbourg, représenté par **Madame Pia IMBS**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020,

**Il est convenu ce qui suit :**

**1 OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,
- les engagements des parties,
- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de **l'indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant**. Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la

situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :

- o La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
- o Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus. Les différents types de préjudices induits pour chaque type d'aménagement sont détaillés dans l'annexe n°1.

Descriptif des dispositifs mis en œuvre pour la protection du ban communal de Vendenheim :

- 1 bande enherbée ou de culture de 83 ml sur 12m de large
- 1 bande enherbée ou de culture de 63 ml sur 6 m de large
- 1 bande enherbée ou de culture de 67 ml sur 6 m de large
- 1 bande enherbée ou de culture de 50 ml sur 6 m de large

## 2 QUALITE D'EXPLOITANT

L'Exploitant tel que défini à la présente convention est la **personne titulaire d'un droit de jouissance écrit ou verbal dûment justifié** (bail écrit, attestation de paiement du fermage, attestation MSA). En l'absence des documents précités, la déclaration PAC peut être utilisée pour avoir la connaissance de l'exploitant en place. Pour les indemnités liées aux dégâts ponctuels suite à la mise en fonctionnement de l'aménagement, la déclaration PAC peut être utilisée pour avoir la connaissance de l'exploitant en place. Une copie du justificatif du droit de jouissance est annexée à la présente convention (annexe 4).

**Le signataire de la présente convention engage sa responsabilité en cas d'omission de déclaration de changement d'exploitant ou de fausse déclaration d'exploitation conduisant à un versement indu d'indemnités pour des parcelles dont il ne serait pas l'Exploitant déclaré à la PAC, l'Eurométropole de Strasbourg se réservant le droit d'une action en responsabilité devant les juridictions compétentes en sus du reversement des sommes indûment perçues.**

## 3 LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Pour 2019 :

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	N° d'ilôt PAC	Surface objet de l'indemnisation (are)
Aménagement 1 Bande de culture	Eckwersheim		35	317-325, 429		9,96
Aménagement 2 Bande de culture	Eckwersheim		35	312, 313		3,78
Aménagement 2 Bande de culture	Eckwersheim		35	317		4,02
Aménagement 2 Bande de culture	Vendenheim			80-82, 88- 90		3

#### 4 PREJUDICE INDEMNISABLE : METHODES DE CALCUL, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Les indemnités versées au titre du présent accord sont destinées à **compenser les préjudices subis par l'exploitant dont le caractère direct, matériel et certain, est directement imputable à la présence de l'aménagement**. Le calcul de l'indemnisation se fait conformément aux termes du protocole d'indemnisation des préjudices agricoles dans le cadre de la gestion du risque inondation, passé entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre d'Agriculture Alsace.

Les indemnités ont été estimées à **382,81 €** par an et sont détaillées comme suit :

##### 4.1 Indemnité versée à l'exploitant agricole au titre de la perte d'exploitation

Une indemnité versée par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole au titre de la perte d'exploitation est prévue. Elle permet de prendre en compte la privation de jouissance, dans l'emprise de l'aménagement.

L'indemnité pour privation de jouissance est versée annuellement par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole.

Le calcul de l'indemnité de privation de jouissance (IPJ) est le suivant :

$\text{IPJ (€/are)} = \text{valeur unitaire annuelle marge brute d'éviction} + \text{fermage et impôts fonciers} + \text{majoration de 10\%} - \text{DPB moyenne}$
--

- a. Valeur unitaire annuelle de la marge brute d'éviction : la valeur prise en compte est la valeur communale la plus haute existante au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, elle correspond à la moyenne 2015-2016, à savoir **16,50 €**.
- b. Fermanage et impôts fonciers : majoration de 15% de a, soit **2,47 €**.
- c. Prise en compte des gênes d'exploitation : majoration de 10% de b, soit **1,90 €**.
- d. Droit à Paiement de Base (DPB) moyen<sup>1</sup> : soustraction à c. des droits à paiement de base, la valeur prise en compte est la moyenne nationale de **2,43 (€/are)**.

**Le montant de l'IPJ correspond à a+b+c-d soit 16,50 + 2,47 + 1,90 – 2,43 =18,44 €/are**

Les surfaces prises en compte dans le calcul de l'indemnité sont précisées comme suit :

Pour les bandes de cultures, les bandes enherbées et les bandes de miscanthus, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface réelle de l'aménagement.

Pour les fascines mortes, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface théorique de 5 mètres de large pour 1 mètre linéaire d'aménagement.

Pour les haies et les fascines vivantes, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface théorique de 10 mètres de large pour 1 mètre linéaire d'aménagement.

<sup>1</sup> Les Droits à Paiement de Base (DPB) constituent le paiement découplé (c'est-à-dire indépendant du type de production agricole), qui sert de socle aux autres paiements découplés : paiement distributif, paiement jeune agriculteur, paiement vert). En 2016, la valeur moyenne des DPB France entière est de 243 €/ha.

Au-delà de l'emprise directe de l'aménagement d'hydraulique douce, les surfaces éventuellement impactées prises en compte pour l'indemnisation correspondent aux surfaces réelles effectivement impactées par l'aménagement.

**Tableau récapitulatif des indemnités pour 2019 :**

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
<i>Aménagement 1 Bande de culture</i>	9,96	18,44	183,66
<i>Aménagement 2 Bande de culture</i>	3,78		69,70
<i>Aménagement 2 Bande de culture</i>	4,02		74,13
<i>Aménagement 2 Bande de culture</i>	3		55,32
		<b>TOTAL</b>	<b>382,81</b>

#### **4.2 Indemnité versée à l'exploitant agricole pour les dégâts aux cultures et aux sols du fait de la mise en fonctionnement de l'aménagement**

L'indemnité pour dégâts aux cultures et aux sols est versée par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole en cas de dégâts avérés du fait de la mise en fonctionnement de l'aménagement.

L'indemnité comprend :

- La perte de récolte : fonction de la valeur et du rendement de la culture en place, elle correspond à la destruction de la récolte en place.
- La reconstitution physique, chimique et microbiologique. : suivant la gravité des dégâts au sol, et au-delà de la remise en état général du site, la remise en état agronomique du sol nécessite la mise en œuvre de façons culturales et de travail du sol pour :
  - o Remettre en place la structure du sol,
  - o Limiter les effets du tassement du sol (sous-solage, travaux superficiels...);
  - o Reconstituer l'équilibre physico-chimique et microbiologique du sol,
  - o Ressemer une prairie, le cas échéant.

Le calcul de l'indemnité se base sur le barème d'indemnisation pour dégâts aux cultures et aux sols de la Chambre d'Agriculture Alsace, mis à jour chaque année.

Les surfaces prises en compte dans le calcul de l'indemnité versée au titre des dégâts aux cultures et aux sols correspondent aux surfaces impactées au-delà des surfaces faisant l'objet de l'indemnité pour privation de jouissance.

#### **4.3 Modalités de versement des indemnités**

L'indemnité de privation de jouissance est versée chaque année en octobre. Le premier versement aura lieu en octobre 2021.

L'indemnité d'un montant de 382,81 € sera versée à l'Exploitant sur son compte bancaire de ..... n° IBAN sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg de la présente convention signée et accompagnée des pièces justificatives de l'état d'exploitant.

L'indemnité pour dégâts aux cultures et aux sols liés au fonctionnement de l'aménagement sera payée dans les 6 mois suivant la signature du formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts par les parties prenantes (exploitant, CAA, Eurométropole de Strasbourg), le montant des indemnités étant soumis à validation des élus de l'Eurométropole de Strasbourg.

## 5 ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

⇒ l'Exploitant s'engage à :

- assurer l'implantation (achat des semences, préparation du sol et semis) des bandes enherbées et des bandes de cultures à l'exception du miscanthus
- garantir, s'agissant de l'entretien des bandes végétalisées (bandes enherbées, bandes de cultures et bandes de miscanthus) une efficacité optimale de l'aménagement, l'exploitant agricole concerné par l'aménagement s'engage à assurer l'entretien courant dans le respect des bonnes pratiques (Annexe 5), en particulier pour ce qui concerne la période de fauche ;

La récolte de la bande végétalisée est autorisée si elle est réalisée dans le respect des bonnes pratiques précitées et si elle ne nuit en aucun cas à la fonctionnalité de l'aménagement.

La bande de miscanthus peut être laissée en l'état mais pour des raisons d'entretien, l'exploitant agricole est autorisé à faucher et à exporter la matière sèche.

Concernant les bandes enherbées, pour éviter le risque de classement en prairie permanente, il est laissé à l'exploitant la possibilité d'implanter une céréale d'hiver ou de printemps la dernière année de la convention (la 5ème année) dans le respect des bonnes pratiques inscrites à l'annexe 5 et sous réserve que cela soit mentionné dans la présente convention

- signaler tout fonctionnement de l'aménagement et toutes dégradations subies, dans les 10 jours qui suivent leur constatation, par courriel adressé à l'Eurométropole de Strasbourg, en précisant les références de la convention, à l'adresse suivante : [preventiondesenjeuxenvironnementaux@strasbourg.eu](mailto:preventiondesenjeuxenvironnementaux@strasbourg.eu)
- compléter, le cas échéant, le formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts et le transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg.
- informer l'Eurométropole de Strasbourg des coordonnées du nouvel exploitant en cas de cession de l'exploitation d'une ou plusieurs parcelles, objet de la présente convention. En cas de non signalement du repreneur, l'exploitant signataire s'engage à reverser à l'Eurométropole de Strasbourg, sur simple demande écrite, le montant des indemnités qui lui auraient été versées à tort.

- Communiquer une copie de la présente convention à son assureur

⇒ **l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à :**

- assurer la maîtrise d'ouvrage de l'implantation des bandes de miscanthus, des fascines mortes et vivantes et des haies. L'implantation des bandes de miscanthus est à la charge du maître d'ouvrage pour garantir l'utilisation de l'hybride *Giganteus* réputé stérile.
- assurer l'entretien régulier, la rénovation et le remplacement des fascines et des haies hors dégradations du fait de mauvaises pratiques. Il se chargera de l'entretien par divers moyens à sa convenance (intervention en régie ou par un prestataire extérieur).

L'Eurométropole de Strasbourg s'assurera par tous moyens que l'intervenant :

- informe l'exploitant agricole de son intervention 15 jours au moins avant la date d'exécution des travaux,
- veille, dans la mesure du possible, à ne pas dégrader la parcelle cultivée (ornières, destruction de récolte, etc.).

En cas de dégâts constatés suite aux opérations d'entretien, l'exploitant agricole se chargera de le faire savoir à l'Eurométropole de Strasbourg. Il sera procédé à un constat sur place avec l'exploitant agricole, un agent de la Chambre d'agriculture et un agent de l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg procédera à un état des lieux des dégâts et, si la réalité du préjudice est constatée par toutes les parties prenantes, une indemnisation sera versée à l'exploitant agricole sur la base des barèmes d'indemnités de la Chambre d'agriculture.

- De prendre contact avec l'association foncière communale en vue de mettre en œuvre l'évacuation des terres accumulées en étroite concertation avec l'exploitant agricole concerné afin de limiter les impacts sur les terres agricoles.

Le fonctionnement d'une fascine, d'une haie ou d'une bande de miscanthus ayant pour objectif de ralentir les eaux de ruissellements et/ou de provoquer la sédimentation de la terre, des dépôts de terre peuvent s'accumuler à l'amont de l'aménagement.

- procéder deux fois par an à des contrôles pour vérifier la fonctionnalité de l'aménagement et le respect des bonnes pratiques par l'exploitant agricole.
- verser les indemnités définies à l'article 4 en cas de dégradation dues au fonctionnement de l'aménagement.

## **6 DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention couvre une période d'indemnisation de *10 ans* et prendra fin à l'issue de cette période, le 31 décembre 2030.



## 7 CONSEQUENCES POUR L'EXPLOITANT DU NON RESPECT DES ENGAGEMENTS LUI INCOMBANT

En cas de non-respect des engagements de l'exploitant tels que convenus dans la présente convention, l'indemnité annuelle ne sera pas versée par le maître d'ouvrage. En cas de suppression de l'aménagement durant la durée de la convention, l'indemnité annuelle ne sera pas versée par le maître d'ouvrage et l'exploitant devra replanter l'aménagement à ses frais.

## 8 REVISION, RESILIATION, REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention peut être révisée ou renouvelée à son terme d'un commun accord des parties. La décision de révision ou de renouvellement prend la forme d'un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions de révision.

La convention peut être résiliée en cas de désaccord grave des parties de nature à remettre en cause sa poursuite dans le respect de l'objectif de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols. Dans ce cas, la demande de résiliation accompagnée d'un exposé des motifs est soumise à l'autre partie par la partie la plus diligente.

En cas de litige sur l'interprétation et/ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, dans le cadre du comité de suivi, préalablement à la saisine de la juridiction compétente.

Fait à Strasbourg, le 17/08/2021 en 2 exemplaires originaux,

**L'Exploitant,**  
Jean-Michel GRADT pour la SCEA du  
Ruisseau



Pour l'Eurométropole de Strasbourg  
Pia IMBS,  
Présidente



### Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Tableau de recensement des préjudices agricoles et des indemnités associées

ANNEXE 2 : Formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts

ANNEXE 3 : Copie du justificatif du droit de jouissance de l'exploitant

ANNEXE 4 : Implantation, gestion des aménagements d'hydraulique douce et bonnes pratiques





N° Pacage : 067156061

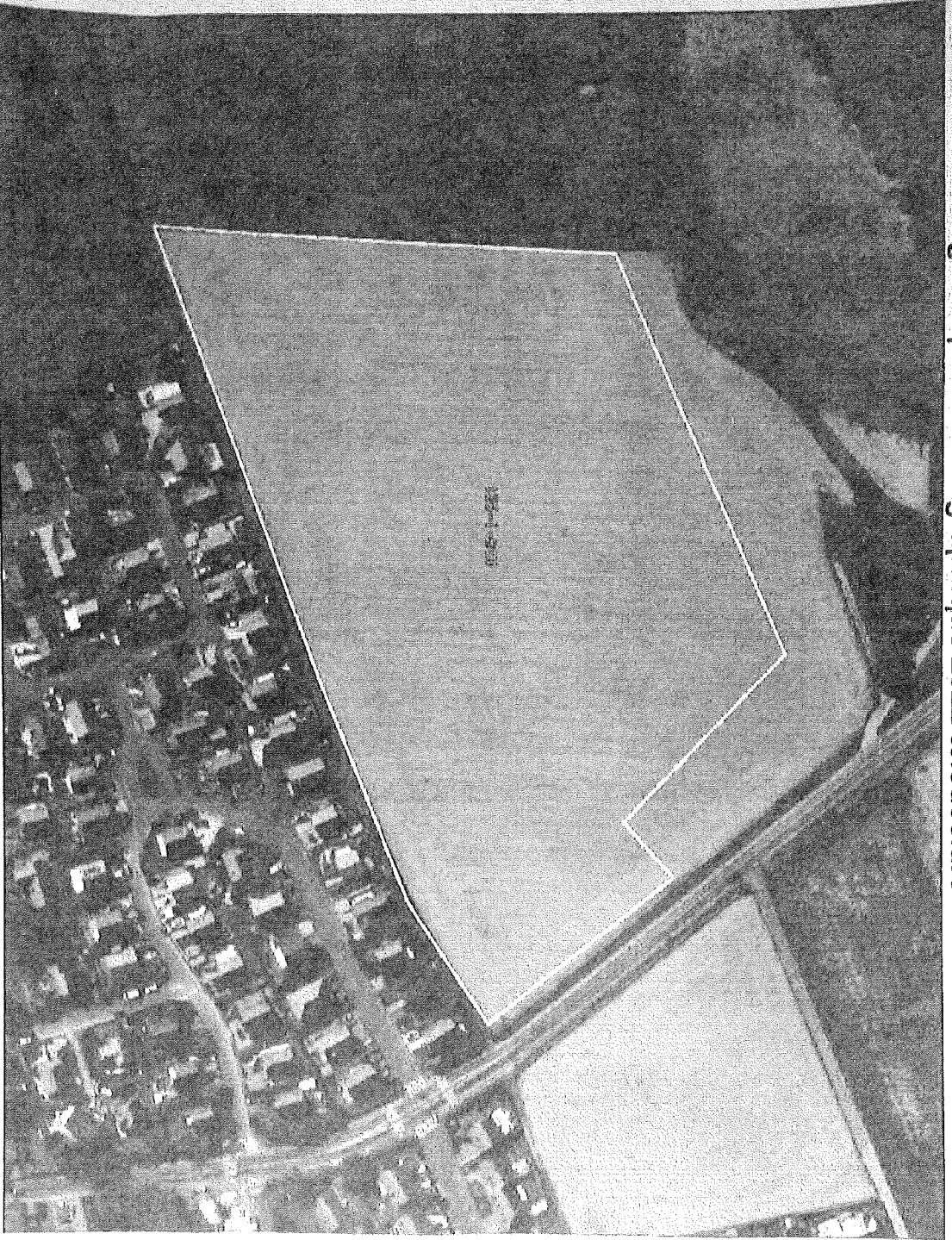
Nom, prénom ou dénomination sociale : SCEA DU RUISSEAU

Date de signature : 15/03/2022

Signature électronique : c28535a17XK6BTJ087494E06A610025

# Registre parcellaire graphique 2022 télédéclaré

N° de page : 55 / 70



Lot n° : 126

Surface parcellaire : 126 m<sup>2</sup>

Commune : RUISSEAU

Code postal : 50100

EXAMEN EN COURS

VENDRE EN L'ÉTAT

N° de parcelle : 067156061-126





## AVENANT N°1

### A LA CONVENTION DU 12 JUILLET 2019 POUR L'INDEMNISATION D'AMENAGEMENTS D'HYDRAULIQUE DOUCE

#### PREAMBULE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

L'indemnisation concerne l'exploitant de parcelles sises à *Breuschwickersheim*.

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

#### Entre les soussignés

M. Michel BAUR, demeurant à *1, rue principale 67 112 Breuschwickersheim*, agissant en qualité de gérant de *EARL BAUR Michel* dont le siège social est sis à *la même adresse*, immatriculée sous le numéro *SIRET 421 606 625 000 18* désigné, ci-après par l'appellation « **L'Exploitant** »,

Et

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par **Madame Pia IMBS**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020,

Il est convenu ce qui suit :

#### 1 OBJET DE LA CONVENTION INITIALE

La convention du *12 juillet 2019* a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,

- les engagements des parties,
- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de **l'indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant**. Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :
  - o La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
  - o Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus.

*Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par la convention initiale :*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
<i>Aménagement 1 Bande enherbée ou de culture</i>	Breuschwickersheim		29	42-45	10	18,44	184,40
<i>Aménagement 2 Bande enherbée ou de culture</i>	Breuschwickersheim		27	98-100	4	18,44	73,76

## 2 OBJET DE L'AVENANT ET LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Le présent avenant a pour objet l'indemnisation de l'Exploitant pour la mise en œuvre d'aménagements d'hydraulique douce supplémentaires de type bande enherbée ou de culture en complément de ceux d'ores et déjà implantés et indemnisés, et conformément à l'article 9 de la convention citée en objet.

*Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par cet avenant :*

- Une bande enherbée ou de culture de 100m de long sur 12m de large
- Une bande enherbée ou de culture de 50m de long sur 6m de large

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)
<i>Aménagement 3 Bande enherbée ou de culture</i>	Breuschwickersheim		1	37	12
<i>Aménagement 4 Bande enherbée ou de culture</i>	Breuschwickersheim		1	37	3

### 3 PRINCIPE, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Le montant des indemnités versées à l'exploitant au titre de la perte d'exploitation prenant en compte la privation de jouissance dans l'emprise de l'aménagement d'hydraulique douce est fixé à 18,44€/a/an pour la période de 10 ans, conformément à l'article 7 de la convention du 12 juillet 2019.

L'indemnité annuelle réparation du préjudice lié à la privation de jouissance du fait de *la mise en œuvre de deux bandes enherbées ou de culture supplémentaires* visée à l'article 2 pour les 6 dernières années de la convention s'établit selon le calcul suivant :

**Tableau récapitulatif des indemnités à compter de 2023:**

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
<i>Aménagement 1 Bande enherbée ou de culture</i>	10	18,44	184,40
<i>Aménagement 2 Bande enherbée ou de culture</i>	4		73,76
<i>Aménagement 3 Bande enherbée ou de culture</i>	12		221,28
<i>Aménagement 4 Bande enherbée ou de culture</i>	3		55,32
		<b>TOTAL</b>	<b>534,76</b>

Ce nouveau montant annuel de 534,76 € sera versé à l'Exploitant sur son compte bancaire ..... n° IBAN sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg du présent avenant signé et accompagné des pièces justificatives nécessaires.

Le présent avenant prendra fin à la date d'échéance de la convention qu'il modifie, soit au 31 décembre 2028.

#### 4 DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les autres dispositions de la convention signée le **12 juillet 2019**, non modifiées ou annulées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à ....., en 2 exemplaires originaux,

Le.....,

L'Exploitant,  
*Michel BAUR,*  
*pour l'EARL BAUR Michel*

Pour l'Eurométropole de Strasbourg  
*Pia IMBS,*  
Présidente

Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Convention initiale du *12 juillet 2019*

ANNEXE 2 : Délibération *validant la convention initiale*



## CONVENTION D'INDEMNISATION AMENAGEMENT D'HYDRAULIQUE DOUCE

### PREAMBULE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

L'indemnisation concerne l'exploitant de parcelles sises à Breuschwickersheim.

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

### Convention entre :

**M. Michel BAUR**, demeurant 1, rue principale 67112 Breuschwickersheim, agissant en qualité de gérant de **l'EARL BAUR Michel** dont le siège social est sise à la même adresse, immatriculée sous le numéro 421 606 625 000 18 désigné, ci-après par l'appellation « **l'Exploitant** »,

Et,

l'Eurométropole de Strasbourg, représenté par **M. Robert HERRMANN**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 28 juin 2019,

Il est convenu ce qui suit :

### 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,
- les engagements des parties,
- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de **l'indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant**. Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la

situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :

- o La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
- o Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus. Les différents types de préjudices induits pour chaque type d'aménagement sont détaillés dans l'annexe n°1.

**Il s'agit de la mise en place de bandes de céréales d'hiver ou de bandes enherbées**

- d'une longueur de 100 m et d'une largeur de 10 m soit 10 ares au lieu-dit Thalstraeng
- d'une longueur de 40 m et d'une largeur de 10 m soit 4 ares au lieu-dit Gaensberg.

## 2 QUALITE D'EXPLOITANT

L'Exploitant tel que défini à la présente convention est **la personne titulaire d'un droit de jouissance écrit ou verbal dûment justifié** (bail écrit, attestation de paiement du fermage, attestation MSA). En l'absence des documents précités, la déclaration PAC peut être utilisée pour avoir la connaissance de l'exploitant en place. Pour les indemnités liées aux dégâts ponctuels suite à la mise en fonctionnement de l'aménagement, la déclaration PAC peut être utilisée pour avoir la connaissance de l'exploitant en place. Une copie du justificatif du droit de jouissance est annexée à la présente convention (annexe 4).

**Le signataire de la présente convention engage sa responsabilité en cas d'omission de déclaration de changement d'exploitant ou de fausse déclaration d'exploitation conduisant à un versement indu d'indemnités pour des parcelles dont il ne serait pas l'Exploitant déclaré à la PAC, l'Eurométropole de Strasbourg se réservant le droit d'une action en responsabilité devant les juridictions compétentes en sus du reversement des sommes indûment perçues.**

## 3 LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	Section N°	Parcelle N°	N° d'îlot PAC	Surface objet de l'indemnisa- tion (are)
<i>Aménagement 1 : bande enherbée</i>	Breuschwickersheim	Thalstraeng	29	42 à 45	29	10 a
<i>Aménagement 2 : bande enherbée</i>	Breuschwickersheim	Gaensberg	27	98 à 100	34	4 a

#### 4 PREJUDICE INDEMNISABLE : METHODES DE CALCUL, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Les indemnités versées au titre du présent accord sont destinées à **compenser les préjudices subis par l'exploitant dont le caractère direct, matériel et certain, est directement imputable à la présence de l'aménagement**. Le calcul de l'indemnisation se fait conformément aux termes du protocole d'indemnisation des préjudices agricoles dans le cadre de la gestion du risque inondation, passé entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre d'Agriculture Alsace.

Pour ce qui concerne les indemnités dues en 2017 et 2018, correspondant aux indemnités non perçues avant signature du Protocole Général d'indemnisation des agriculteurs en date du 28 mars 2019, le montant des indemnités est calculé sur la base de 10 € de l'are, conformément à la délibération prise par l'ancienne Communauté des Communes Les Châteaux le 12 octobre 2016, à savoir **280 € pour les deux années 2017 et 2018** (base de calcul 14 ares).

**A compter de l'année de 2019**, les indemnités seront de **258,16 € par an** et sont détaillés comme suit :

##### 4.1 Indemnité versée à l'exploitant agricole au titre de la perte d'exploitation

Une indemnité versée par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole au titre de la perte d'exploitation est prévue. Elle permet de prendre en compte la privation de jouissance, dans l'emprise de l'aménagement.

L'indemnité pour privation de jouissance est versée annuellement par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole.

Le calcul de l'indemnité de privation de jouissance (IPJ) est le suivant :

$\text{IPJ (€/are)} = \text{valeur unitaire annuelle marge brute d'éviction} + \text{fermage et impôts fonciers} + \text{majoration de 10\%} - \text{DPB moyenne}$
--

- Valeur unitaire annuelle de la marge brute d'éviction : la valeur prise en compte est la valeur communale la plus haute existante au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, elle correspond à la moyenne 2015-2016, à savoir **16,50 €**.
- Fermage et impôts fonciers : majoration de 15% de a, soit **2,47 €**.
- Prise en compte des gênes d'exploitation : majoration de 10% de b, soit **1,90 €**.
- Droit à Paiement de Base (DPB) moyen<sup>1</sup> : soustraction à c. des droits à paiement de base, la valeur prise en compte est la moyenne nationale de **2,43 (€/are)**.

**Le montant de l'IPJ correspond à a+b+c-d soit 16,50 + 2,47 + 1,90 – 2,43 =18,44 €/are**

Les surfaces prises en compte dans le calcul de l'indemnité sont précisées comme suit :

Pour les bandes de cultures, les bandes enherbées et les bandes de miscanthus, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface réelle de l'aménagement.

<sup>1</sup> Les Droits à Paiement de Base (DPB) constituent le paiement découplé (c'est-à-dire indépendant du type de production agricole), qui sert de socle aux autres paiements découplés : paiement distributif, paiement jeune agriculteur, paiement vert). En 2016, la valeur moyenne des DPB France entière est de 243 €/ha.

Pour les fascines mortes, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface théorique de 5 mètres de large pour 1 mètre linéaire d'aménagement.

Pour les haies et les fascines vivantes, l'emprise directe prise en compte pour l'indemnisation correspond à la surface théorique de 10 mètres de large pour 1 mètre linéaire d'aménagement.

Au-delà de l'emprise directe de l'aménagement d'hydraulique douce, les surfaces éventuellement impactées prises en compte pour l'indemnisation correspondent aux surfaces réelles effectivement impactées par l'aménagement.

#### Tableau récapitulatif des indemnités

Pour les années 2017 et 2018 :

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Bande de culture 1	10 a	10 €	100 €
Bande de culture 2	4 a	10 €	40 €
		<b>TOTAL/an</b>	<b>140 €</b>

Pour les années 2019 et suivantes :

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Bande de culture 1	10 a	18,44 €	184,40 €
Bande de culture 2	4 a	18,44 €	73,76 €
		<b>TOTAL/an</b>	<b>258,16 €</b>

#### Tableau récapitulatif des indemnités à verser en 2019 :

Année	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
2017	14 a	10 €	140 €
2018	14 a	10€	140 €
2019	14 a	18,44 €	258,16 €
		<b>TOTAL</b>	<b>538,16 €</b>

#### 4.2 Indemnité versée à l'exploitant agricole pour les dégâts aux cultures et aux sols du fait de la mise en fonctionnement de l'aménagement

L'indemnité pour dégâts aux cultures et aux sols est versée par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole en cas de dégâts avérés du fait de la mise en fonctionnement de l'aménagement.

L'indemnité comprend :

- La perte de récolte : fonction de la valeur et du rendement de la culture en place, elle correspond à la destruction de la récolte en place.

- La reconstitution physique, chimique et microbiologique. : suivant la gravité des dégâts au sol, et au-delà de la remise en état général du site, la remise en état agronomique du sol nécessite la mise en œuvre de façons culturales et de travail du sol pour :
  - o Remettre en place la structure du sol,
  - o Limiter les effets du tassement du sol (sous-solage, travaux superficiels...),
  - o Reconstituer l'équilibre physico-chimique et microbiologique du sol,
  - o Ressemer une prairie, le cas échéant.

Le calcul de l'indemnité se base sur le barème d'indemnisation pour dégâts aux cultures et aux sols de la Chambre d'Agriculture Alsace, mis à jour chaque année.

Les surfaces prises en compte dans le calcul de l'indemnité versée au titre des dégâts aux cultures et aux sols correspondent aux surfaces impactées au-delà des surfaces faisant l'objet de l'indemnité pour privation de jouissance.

#### 4.3 Modalités de versement des indemnités

L'indemnité de privation de jouissance est versée chaque année en octobre. Le premier versement aura lieu après la signature de la convention.

L'indemnité d'un montant de **538,16 € pour l'année 2019 (incluant les trois exercices 2017 à 2019) et de 258,16 € les années ultérieures**, sera versée à l'Exploitant sur son compte bancaire n° **IBAN FR76 1120 6001 1050 8638 9401 002**, sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg de la présente convention signée et accompagnée des pièces justificatives de l'état d'exploitant.

L'indemnité pour dégâts aux cultures et aux sols liés au fonctionnement de l'aménagement sera payée dans les 6 mois suivant la signature du formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts par les parties prenantes (exploitant, CAA, Eurométropole de Strasbourg), le montant des indemnités étant soumis à validation des élus de l'Eurométropole de Strasbourg.

## 5 ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

⇒ **L'Exploitant s'engage à :**

- assurer l'implantation (achat des semences, préparation du sol et semis) des bandes enherbées et des bandes de cultures à l'exception du miscanthus.
- garantir, s'agissant de l'entretien des bandes végétalisées (bandes enherbées, bandes de cultures et bandes de miscanthus) une efficacité optimale de l'aménagement, l'exploitant agricole concerné par l'aménagement s'engage à assurer l'entretien courant dans le respect des bonnes pratiques (Annexe 5), en particulier pour ce qui concerne la période de fâche ;

La récolte de la bande végétalisée est autorisée si elle est réalisée dans le respect des bonnes pratiques précitées et si elle ne nuit en aucun cas à la fonctionnalité de l'aménagement.

La bande de miscanthus peut être laissée en l'état mais pour des raisons d'entretien, l'exploitant agricole est autorisé à faucher et à exporter la matière sèche.

Concernant les bandes enherbées, pour éviter le risque de classement en prairie permanente, il est laissé à l'exploitant la possibilité d'implanter une céréale d'hiver ou de printemps la cinquième année d'existence de l'aménagement dans le respect des bonnes pratiques inscrites à l'annexe 5 et sous réserve que cela soit mentionné dans la présente convention

- signaler tout fonctionnement de l'aménagement et toutes dégradations subies, dans les 10 jours qui suivent leur constatation, par courriel adressé à l'Eurométropole de Strasbourg, en précisant les références de la convention, à l'adresse suivante : [preventiondesenjeuxenvironnementaux@strasbourg.eu](mailto:preventiondesenjeuxenvironnementaux@strasbourg.eu)
- compléter, le cas échéant, le formulaire de déclaration et d'estimation des dégâts et le transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg.
- informer l'Eurométropole de Strasbourg des coordonnées du nouvel exploitant en cas de cession de l'exploitation d'une ou plusieurs parcelles, objet de la présente convention. En cas de non signalement du repreneur, l'exploitant signataire s'engage à reverser à l'Eurométropole de Strasbourg, sur simple demande écrite, le montant des indemnités qui lui auraient été versées à tort.
- Communiquer une copie de la présente convention à son assureur

⇒ **l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à :**

- assurer la maîtrise d'ouvrage de l'implantation des bandes de miscanthus, des fascines mortes et vivantes et des haies. L'implantation des bandes de miscanthus est à la charge du maître d'ouvrage pour garantir l'utilisation de l'hybride *Giganteus* réputé stérile.
- assurer l'entretien régulier, la rénovation et le remplacement des fascines et des haies hors dégradations du fait de mauvaises pratiques. Il se chargera de l'entretien par divers moyens à sa convenance (intervention en régie ou par un prestataire extérieur).

L'Eurométropole de Strasbourg s'assurera par tous moyens que l'intervenant :

- informe l'exploitant agricole de son intervention 15 jours au moins avant la date d'exécution des travaux,
- veille, dans la mesure du possible, à ne pas dégrader la parcelle cultivée (ornières, destruction de récolte, etc.).

En cas de dégâts constatés suite aux opérations d'entretien, l'exploitant agricole se chargera de le faire savoir à l'Eurométropole de Strasbourg. Il sera procédé à un constat sur place avec l'exploitant agricole, un agent de la Chambre d'agriculture et un agent de l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg procédera à un état des lieux des dégâts et, si la réalité du préjudice est constatée

par toutes les parties prenantes, une indemnisation sera versée à l'exploitant agricole sur la base des barèmes d'indemnités de la Chambre d'agriculture.

- De prendre contact avec l'association foncière communale en vue de mettre en œuvre l'évacuation des terres accumulées en étroite concertation avec l'exploitant agricole concerné afin de limiter les impacts sur les terres agricoles.

Le fonctionnement d'une fascine, d'une haie ou d'une bande de miscanthus ayant pour objectif de ralentir les eaux de ruissellements et/ou de provoquer la sédimentation de la terre, des dépôts de terre peuvent s'accumuler à l'amont de l'aménagement.

- procéder deux fois par an à des contrôles pour vérifier la fonctionnalité de l'aménagement et le respect des bonnes pratiques par l'exploitant agricole.
- verser les indemnités définies à l'article 4 en cas de dégradation dues au fonctionnement de l'aménagement.

## **6 DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention couvre une période d'indemnisation de **10 ans** et prendra fin à l'issue de cette période, **le 31 décembre 2028**.

**Cette durée pourra être écourtée pour tenir compte du nouvel aménagement foncier.**

**Dans le cas où les parcelles concernées par cette convention seraient impactées par le remembrement, la présente convention deviendrait caduque, à l'issue de la dernière saison culturale précédant la mise en place effective du nouvel aménagement foncier.**

## **7 CONSEQUENCES POUR L'EXPLOITANT DU NON RESPECT DES ENGAGEMENTS LUI INCOMBANT**

En cas de non-respect des engagements de l'exploitant tels que convenus dans la présente convention, l'indemnité annuelle ne sera pas versée par le maître d'ouvrage. En cas de suppression de l'aménagement durant la durée de la convention, l'indemnité annuelle ne sera pas versée par le maître d'ouvrage et l'exploitant devra replanter l'aménagement à ses frais.

## **8 REVISION, RESILIATION, REGLEMENT DES LITIGES**


La présente convention peut être révisée ou renouvelée à son terme d'un commun accord des parties. La décision de révision ou de renouvellement prend la forme d'un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions de révision.

La convention peut être résiliée en cas de désaccord grave des parties de nature à remettre en cause sa poursuite dans le respect de l'objectif de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols. Dans ce cas, la demande de résiliation accompagnée d'un exposé des motifs est soumise à l'autre partie par la partie la plus diligente.

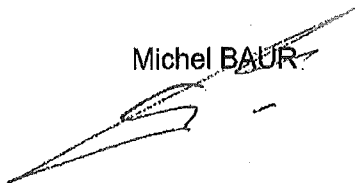
En cas de litige sur l'interprétation et/ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, dans le cadre du comité de suivi, préalablement à la saisine de la juridiction compétente.

Fait à Strasbourg, le.....1.2.JUIL.2019..... en 2 exemplaires originaux,

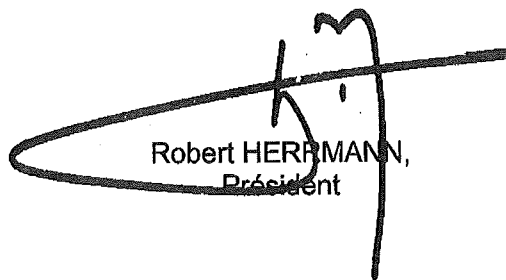
**L'Exploitant,**  
Pour l'EARL BAUR Michel

Handwritten signature of Michel BAUR, appearing as a stylized scribble.

Michel BAUR

Handwritten signature of Michel BAUR, appearing as a stylized scribble.

**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**

Handwritten signature of Robert HERRMANN, appearing as a stylized scribble.

Robert HERRMANN,  
Président



**CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES  
RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE (R.I.B.)**

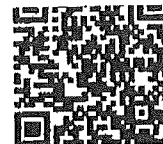
E.A.R.L. BAUR MICHEL  
1 RUE PRINCIPALE  
67112 BREUSCHWICKERSHEIM

Code Banque	Gulchet	Numéro de compte	Clé
17206	00110	50863894010	02

Numéro de compte International (IBAN)  
FR76 1720 6001 1050 8638 9401 002

Code d'Identification Bancaire (BIC)  
AGRIFRPP872

Domiciliation  
PÈX MUNDOLSHEIM



*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**  
à jour au 16 janvier 2018

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	421 606 625 R.C.S. Strasbourg
<i>Date d'immatriculation</i>	12/02/1999
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>EARL BAUR MICHEL</b>
<i>Forme juridique</i>	Société civile
<i>Capital social</i>	39 636,74 Euros
<i>Adresse du siège</i>	<b>1 RUE PRINCIPALE 67112 BREUSCHWICKERSHEIM</b>
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 11/02/2098

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

<b>Gérant</b>	
<i>Nom, prénoms</i>	BAUR Michel
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 13/12/1961 à STRASBOURG 67
<i>Nationalité</i>	FRANCAISE
<i>Domicile personnel</i>	<b>1 RUE PRINCIPALE 67112 BREUSCHWICKERSHEIM</b>

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	<b>1 RUE PRINCIPALE 67112 BREUSCHWICKERSHEIM</b>
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	POLYCLTURE PORCINS
<i>Date de commencement d'activité</i>	12/02/1999
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

<i>- Mention</i>	LA CONVERSION DU MONTANT DU CAPITAL DES FRANCS EN EUROS A ETE EFFECTUEE D'OFFICE PAR LE GREFFE EN APPLICATION DU DECRET No 2001-474 DU 30 MAI 2001 : ANCIEN MONTANT : 260 000.00 FRF NOUVEAU MONTANT : 39 636.74 EUR
------------------	--

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

# telepac Campagne 2019

DOCUMENTS SURFACES CPB MAES / BIO PAIEMENTS

Accueil RPS déclaré Liste parcelles déclarées RPS constaté Liste parcelles constatées

PAGE : 067165783 EARL BAUR MICHEL IFS RET : 4216065250018

## COLEQUARE

Couches

lots

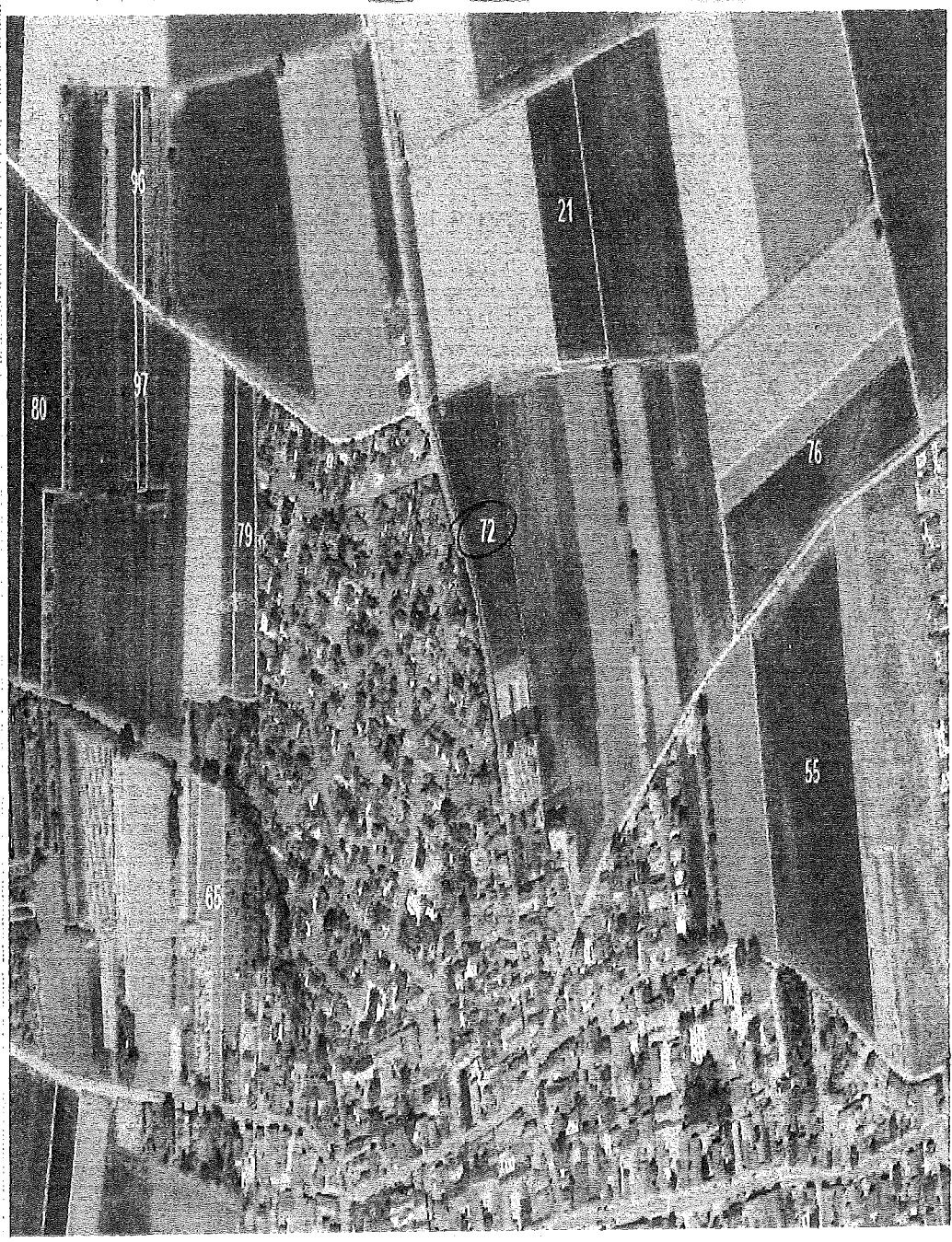
13	0,80 ▶
14	0,82 ▶
15	0,93 ▶
16	0,70 ▶
17	3,38 ▶
18	0,82 ▶
19	0,69 ▶
21	0,99 ▶
23	1,02 ▶
24	0,72 ▶
26	1,05 ▶
27	0,73 ▶
28	1,13 ▶
29	2,93 ▶
30	2,92 ▶
31	0,24 ▶
32	0,82 ▶
33	1,04 ▶
34	1,44 ▶
36	1,25 ▶
37	0,82 ▶
38	0,32 ▶

Parcelles

SNA déclarées

Zones de densité homogène

1/5000 Photo Carte Couleur Noir & blanc Calque Contour



Echelle 1/5000 Curseur x ..... y .....  
 lot N°72 - Code INSEE : 67065 - Surface (ha) : 1,09 - Périmètre (m) : 534,28

1743 Zone de blé de 2 mètres

# TELEPOC Campagne 2019

TELEPOC

SURFACES

DFB

SAEC 130

PAIEMENTS

Etat

RPS déclaré

Liste parcelles  
déclarées

RPS constaté

Liste parcelles  
constatées

01-3E : 067165703

EARL BAUR MICHEL

N° SIRET : 42160662600018

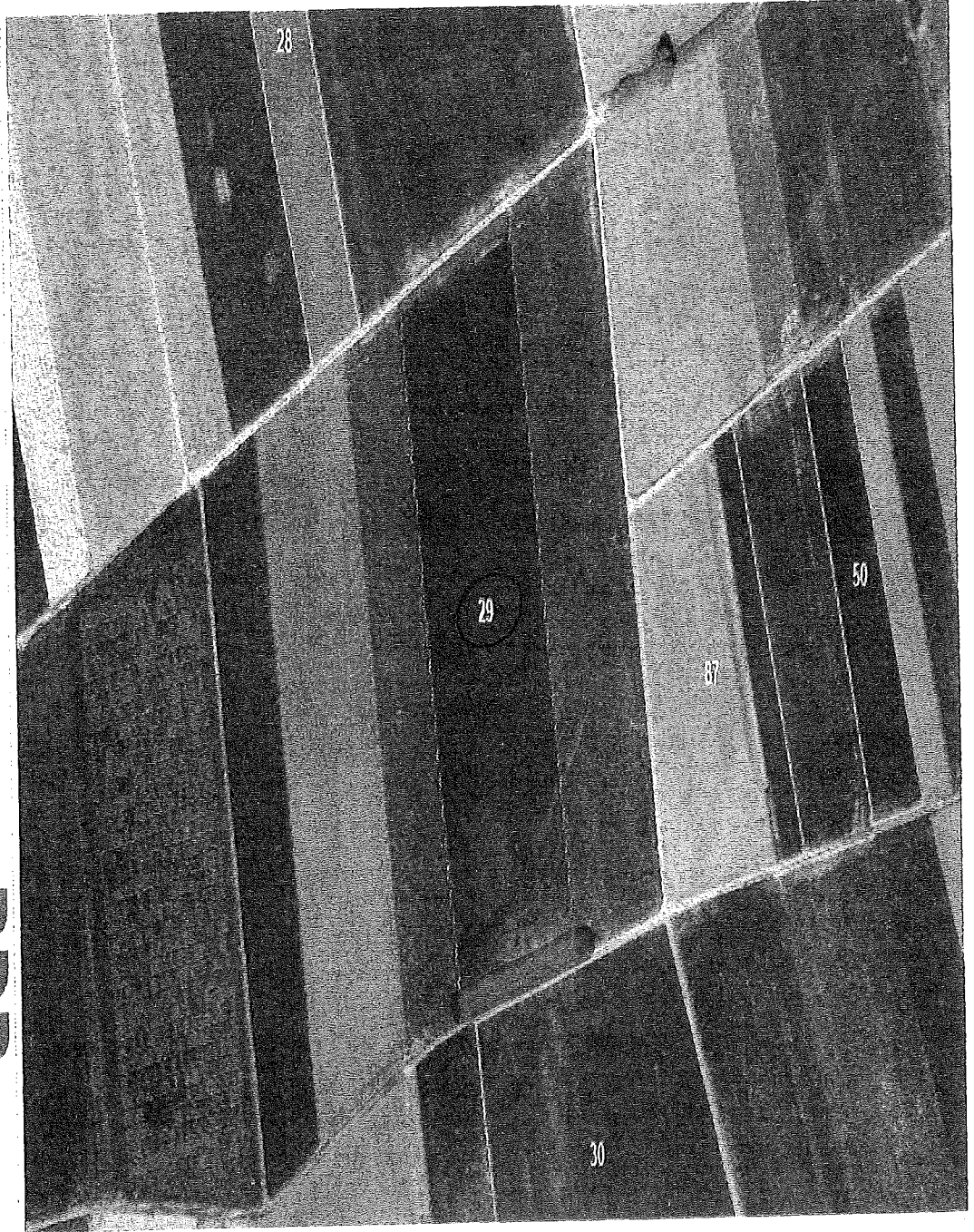
## DECLARE

Touches

1/3500

Photo Carte Couleur Noir & blanc Calque Contour

Dis	Surface
1	0,42 ▶
2	0,62 ▶
3	0,93 ▶
4	0,70 ▶
5	3,28 ▶
6	0,82 ▶
7	0,89 ▶
8	0,89 ▶
9	1,02 ▶
10	0,72 ▶
11	1,05 ▶
12	0,73 ▶
13	1,13 ▶
14	2,93 ▶
15	2,92 ▶
16	0,24 ▶
17	0,82 ▶
18	1,04 ▶
19	1,44 ▶
20	1,25 ▶
21	0,62 ▶
22	0,32 ▶



Echelle 1/3500

curseur x y

lot N°29 - Code INSEE : 67065 - Surface (ha) 2,99 - Périmètre (m) 799,83

Bande de blé 14744 mètres



## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Etude des sites (potentiellement) pollués et gestion de terres polluées : conclusion de deux accords-cadres éventuellement reconductibles.**

#### **Numéro E-2023-1099**

L'Eurométropole de Strasbourg et ses communes sont concernées à plusieurs titres par des sites et sols pollués : en tant que propriétaires fonciers ou acquéreur de terrains, aménageurs d'anciennes friches industrielles et de zones d'activités, mais aussi en tant qu'exploitants ou anciens exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui ont pu laisser des traces de leur fonctionnement (anciennes décharges, stockages d'essence, garages automobiles etc.).

Les sites et sols pollués sont caractérisés par des enjeux sanitaires et environnementaux, ainsi que par des enjeux en termes de responsabilités impliquant non seulement les propriétaires, exploitants et les promoteurs, mais aussi les pouvoirs publics garants de la santé et de la sécurité publique.

Des outils méthodologiques, élaborés sous l'égide du Ministère en charge de l'environnement, relatifs aux sites et sols pollués identifient trois domaines clés à étudier :

- la caractérisation des cibles environnementales et de la pollution,
- l'analyse des enjeux humains et environnementaux à protéger,
- les actions de gestion des sources et de maîtrise des impacts.

La connaissance de l'état des milieux nécessite l'organisation, l'acquisition et l'interprétation de données de terrain spécifiques au site étudié et représentatives du contexte local. Les campagnes de mesures n'ont pas vocation à être exhaustives mais doivent être représentatives de la situation examinée. Elles doivent donc être proportionnées et orientées en fonction des enjeux sanitaires et environnementaux pertinents identifiés au travers du schéma conceptuel liant les enjeux à l'état des milieux.

Sur cette base, un bilan coût – avantage vise à évaluer les intérêts et inconvénients de chacune des options possibles de gestion des impacts identifiés. Cette orientation permet de préciser l'information élémentaire et incontournable sur laquelle fonder le processus de décision.



En complément à ces mesures, la modélisation (définie comme le recours à des équations ou codes de calcul) peut apporter des réponses à d'autres besoins : elle permet, par exemple, de prédire l'évolution d'une pollution, d'évaluer l'exposition des populations dans des contextes de projets futurs d'aménagement, de traiter des situations complexes avec des interactions multiples, de préciser de nouvelles zones d'investigations etc.

C'est pourquoi, de par sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, notamment pour les documents de prospective et d'urbanisme, pour la création de zones d'aménagement concerté, pour la constitution de réserves foncières ainsi que pour la protection de l'environnement et la prévention des risques et des nuisances, la Communauté urbaine de Strasbourg puis l'Eurométropole de Strasbourg s'est dotée d'un marché à bons de commandes dès 2011 qui a été reconduit onze fois. Ce marché a permis de mener de nombreuses études nécessaires sur des sites (potentiellement) pollués et d'appréhender les contraintes techniques et financières qui y sont liées.

Lors du précédent marché, un montant global de plus de 2 000 000€ HT a été commandé pour des diagnostics de pollution de sites, des analyses environnementales, des plans de gestion de pollution et des expertises techniques et juridiques liées à ces problématiques.

Par ailleurs, dans le cadre de travaux d'aménagement, notamment de type voirie, eau, assainissement et urbanisme opérationnel, une gestion de terres polluées peut être nécessaire. Pour faciliter la gestion de cette problématique, il est également proposé le renouvellement d'un marché générique de gestion de terres polluées pour les opérations courantes. À noter que la réalisation de travaux de dépollution d'ampleur ou spécifiques (dépollution d'eaux souterraines, dépollution de sols sur site ou in situ par exemple) nécessitera la mise en œuvre de marchés particuliers adaptés aux problématiques.

Lors du précédent marché, un montant global de plus de 1 700 000€ HT a été commandé pour la gestion de matériaux pollués pour la ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans la mesure où les besoins pour ce type de prestations restent importants, il est proposé la relance de deux nouveaux accords-cadres en 2024.

En application du Code de la commande publique, ces accords-cadres seront passés selon la procédure de l'appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, les accords-cadres envisagés seront conclus avec un montant minimum et un montant maximum. Ils fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R.2162-13 du Code de la commande publique.

Ils s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années et seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

La mutualisation des achats constitue l'un des leviers d'action pour améliorer l'achat des entités publiques en recherchant plus particulièrement, grâce à une massification,

la satisfaction du juste besoin en vue d'obtenir les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution.

Ainsi une démarche de mutualisation des achats sera menée, au sein d'un groupement de commandes, entre l'Eurométropole de Strasbourg, la CeA, et les communes d'Achenheim, de La Wantzenau et de Strasbourg par application de la convention constitutive de groupement ouvert permanent pris par délibération en date du 20 mai 2022.

Le recours au groupement de commandes sera établi sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg. Les éléments relatifs à la constitution du groupement de commandes seront indiqués dans les documents de consultation des entreprises de l'accord-cadre.

Les montants maximum et minimum annuels fixés pour l'accord-cadre à bons de commande pour les différents lots et collectivités sont les suivants :

Collectivité	Étude de sites (potentiellement) pollués		Réalisation de travaux de réhabilitation de sites pollués
	Lot 1 : Ingénierie des sites et sols pollués et prestations d'analyses sur matrices sols, eaux, air et végétaux	Lot 2 : Prestations d'expertise technique et juridique	
<b>Eurométropole</b>	Minimum : 70 000 € HT  Maximum : 700 000 € HT	Minimum : 8 000 € HT  Maximum : 150 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 1 000 000 € HT
<b>Achenheim</b>	Minimum : 0 € HT  Maximum : 10 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 10 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 50 000 € HT
<b>La Wantzenau</b>	Minimum : 0 € HT  Maximum : 40 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 20 000 € HT	Non adhérent
<b>Strasbourg</b>	Minimum : 30 000 € HT  Maximum : 500 000 € HT	Minimum : 5 000 € HT  Maximum : 150 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 500 000 € HT
<b>Collectivité européenne d'Alsace</b>	Minimum : 0 € HT  Maximum : 150 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 150 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 150 000 € HT
<b>Totaux</b>	Minimum : 100 000 € HT  Maximum : 1 400 000 € HT	Minimum : 13 000 € HT  Maximum : 480 000 € HT	Minimum : 0 € HT  Maximum : 1 700 000 € HT



Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la passation, après mise en concurrence, de deux accords-cadres d'une durée d'un an  
reconductible trois fois,*

<b>Collectivité</b>	<b>Étude de sites (potentiellement) pollués</b>		<b>Réalisation de travaux de réhabilitation de sites pollués</b>
	<b>Lot 1 : Ingénierie des sites et sols pollués et prestations d'analyses sur matrices sols, eaux, air et végétaux</b>	<b>Lot 2 : Prestations d'expertise technique et juridique</b>	
<b>Eurométropole</b>	<i>Minimum : 70 000 € HT Maximum : 700 000 € HT</i>	<i>Minimum : 8 000 € HT Maximum : 150 000 € HT</i>	<i>Minimum : 0 € HT Maximum : 1 000 000 € HT</i>

*décide*

*d'imputer les dépenses sur les crédits d'investissements et de fonctionnement du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement,*

*autorise*

*La Présidente ou son-sa représentant-e :*

- *à lancer la consultation, en tant que coordonnateur du groupement de commandes,*
- *à notifier et signer les accords-cadres de l'Eurométropole de Strasbourg et ceux des autres membres du groupement de commandes en tant que coordonnateur,*
- *à exécuter les accords-cadres de l'Eurométropole de Strasbourg.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162460-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Rejets d'effluents non domestiques dans les réseaux d'eaux usées de l'Eurométropole de Strasbourg : nouveau modèle de convention avec les industriels.**

#### **Numéro E-2023-1084**

Conformément au Code de la santé publique (en particulier ses articles L.1331-10 et R.1331-2) et du Code général des collectivités territoriales (en particulier ses articles L.2224-7, L.2224-8, L.2224-10 à L.2224-12-5, R.2224-15 et R.2224-19-6), tout rejet d'effluents non domestiques doit faire l'objet d'une autorisation expresse de la collectivité au regard notamment de ses capacités épuratoires et de transport. Cette autorisation est formalisée par un arrêté d'autorisation de déversement des eaux non domestiques (annexe 1) qui peut être complété par une convention de rejet précisant les conditions techniques et financières.

Le 24 juin 1988, le Conseil de communauté urbaine a adopté une délibération instaurant le régime spécial prévu pour l'épuration des eaux usées des industriels et autorisant le·la Président·e à signer une convention avec les industriels concernés. La convention type a été révisée par délibération du Conseil de communauté urbaine du 29 septembre 2009. À ce jour, 94 entreprises sont autorisées par arrêté à rejeter des effluents non domestiques dans le réseau d'assainissement et 20 sont concernées par une convention de rejet spécifique.

En parallèle, les évolutions réglementaires ont imposé à l'Eurométropole de Strasbourg de rechercher de nouvelles substances dans les eaux usées, puis de les réduire en amont des stations d'épuration pour protéger les milieux des effets néfastes des micropolluants. Depuis 2018, pour répondre aux obligations réglementaires et suite au projet Lumieau-Stra (Lutte contre les Micropolluants dans les Eaux de Strasbourg), un travail partenarial a été mené avec les industriels conventionnés (liste en annexe 2) pour mettre à jour la convention et intégrer la thématique des micropolluants. Plusieurs réunions avec l'ensemble des industriels conventionnés se sont tenues en 2018, 2019 et 2022 (après la réalisation de campagnes de mesures) pour échanger sur les évolutions de la formule de redevance. Des réunions spécifiques ont ensuite été menées avec certains industriels au 1<sup>er</sup> semestre 2023.

Le nouveau modèle type de convention (annexe 3) proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg modifie la formule de calcul des éléments de facturation tout en confortant le principe pollueur-payeur. En effet, la redevance payée est directement proportionnelle à la charge de pollution rejetée par l'industriel (charge organique, azote, phosphore).

Le nouveau modèle de convention intègre un paramètre micropolluants supplémentaire. La part relative à la charge organique est réduite proportionnellement à l'augmentation liée à la part micropolluants. Les équilibres économiques ne sont pas modifiés. A rejet constant, les industriels ne verront donc pas leur redevance augmenter. La formule de calcul de la redevance reste basée sur la pollution rejetée. Si un industriel augmente ses rejets, sa redevance va augmenter proportionnellement. A l'inverse, ce dispositif est incitatif puisque la redevance peut diminuer si la pollution rejetée diminue.

Pour évaluer les charges rejetées, les industriels disposent d'un contrôle interne de leurs effluents complété par des mesures réalisées par l'Eurométropole de Strasbourg. Les dépenses afférentes à ces dernières mesures sont supportées après déduction d'une éventuelle aide de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse à 50 % par l'industriel et 50 % par la collectivité.

Au-delà de la réponse aux obligations réglementaires de réduction à la source des micropolluants, cette nouvelle convention s'inscrit dans le cadre de la protection des milieux et de la ressource en eau. Elle incite financièrement les industriels conventionnés à réduire leurs rejets en micropolluants et renforce les stratégies environnementales de l'Eurométropole de Strasbourg tout en consolidant ses partenariats avec les acteurs économiques du territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le nouveau modèle de convention des rejets des eaux usées avec les industriels,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e :*

- *à signer les nouvelles conventions (sur la base du modèle adapté aux spécificités techniques de l'établissement) avec les industriels ainsi que les futurs avenants d'ordre technique ou administratif y afférents,*
- *à solliciter les aides financières auprès de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse pour la réalisation des mesures analytiques prévues par les conventions et à signer tous les documents y afférents.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162436-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

## Service de l'Eau et de l'Assainissement

Dossier N° XXX / XX

**PROJET**

**ARRÊTÉ**

### AUTORISANT LE RACCORDEMENT ET LE DÉVERSEMENT

Au réseau d'assainissement public

des **eaux usées non domestiques**,

des eaux usées domestiques *(à supprimer le cas échéant)*

et des eaux pluviales *(à supprimer le cas échéant)*

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et en particulier ses articles L.2224-7, L.2224-8, L.2224-10, L.2224-11, L.2224-12 à 12-5, L.5211-9-2, R.2224-15. et R.2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L.1331-1 à L.1331-12, L.1337-2 et R.1331-2 ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.211-11-1, R.211-11-2 et R.211-11-3 (programme de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique) ;

Vu le décret n° 2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation ; *[à ne maintenir que pour les ICPE A]*

*Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 relatif aux rejets des substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE.*

Vu le règlement sanitaire départemental ; *[applicable aux Établissements non soumis au régime des installations classées]*

Vu le récépissé ou preuve de dépôt de la déclaration ICPE N° XX en date du XX/XX/XXXX ; *[à ne maintenir que pour les ICPE D et E]*

Vu l'arrêté préfectoral N° XX du XX/XX/XXXX autorisant l'Établissement YY à exploiter XX ; [à ne maintenir que pour les ICPE A]

Vu l'arrêté préfectoral N° XX du XX/XX/XXXX enregistrant l'Établissement YY à exploiter XX ; [à ne maintenir que pour les ICPE E]

Vu l'arrêté préfectoral portant autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement pour la mise aux normes du système de collecte et de traitement de la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau ;

Vu l'arrêté du 20 janvier 2006 portant autorisation d'exploiter, modifié le 4 janvier 2008, Livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement – Eurométropole de Strasbourg – Réorganisation de la filière de traitement des boues de la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau ;

Vu le Règlement d'Assainissement collectif de l'Eurométropole de Strasbourg en vigueur à la date de l'arrêté. L'Eurométropole de Strasbourg dénommée ci-dessous la Collectivité ;

Vu le dossier de demande d'autorisation de déversement d'eaux usées autres que domestiques déposé par XX (société/raison sociale) sis XXX à XX pour son Établissement YY sis XXX à XX, et notamment les plans des réseaux intérieurs de collecte des eaux usées domestiques et assimilées, eaux usées autres que domestiques et eaux pluviales annexé au présent arrêté ;

Vu l' (les) arrêté(s) d'autorisation de raccordement délivré(s) par la/le Président(e) de l'Eurométropole de Strasbourg et ses (leurs) annexes pour le site concernant des eaux usées autres que domestiques, domestiques, assimilées domestiques et eaux pluviales :

-

# Arrêté :

## Article 1

### Objet de l'autorisation

Le demandeur YY (*si société, préciser nom et adresse sociale*), sis XX à XX, est autorisé pour son Établissement YY, sis XX à XX, exerçant une activité de XX (*préciser*), dans les conditions fixées par le présent arrêté et d'après les plans, dessins et documents vérifiés, joints en annexe sous réserve de tous droits d'opposition de tiers, à déverser :

- ses eaux usées autres que domestiques, issues d'une (ou des) activité(s) de XX ;
- ses eaux usées domestiques ;
- tout ou partie de ses eaux pluviales ;

dans le réseau XX (*unitaire / séparatif eaux pluviales ou eaux usées*), via XX branchement(s) XX (*Préciser nature*) détaillé en annexe et suivant les modalités qui suivent.

## Article 2

### Dispositions techniques relatives aux eaux usées domestiques

*[À adapter et à compléter]*

En présence d'installations anciennes, la mise hors service des fosses existantes est obligatoire. Pour ce faire, les fosses fixes, fosses septiques, épurateurs, dégraisseurs, etc. seront vidangés, désinfectés et remblayés. Des conduites existantes pourront, le cas échéant, être réutilisées sous réserve qu'elles aient satisfait à un contrôle d'étanchéité et été posées conformément aux prescriptions.

Les colonnes de chute sanitaires seront posées conformément aux schémas annexés au règlement d'assainissement collectif en veillant avec rigueur à l'aération de l'ensemble des réseaux par les ventilations hors toiture.

Les types et natures des tuyaux mis en œuvre devront être conformes au règlement d'assainissement collectif de l'Eurométropole de Strasbourg et précisés sur les plans validés joints au présent arrêté.

Pour l'ensemble des conduites (réseaux « horizontaux » et colonnes de chute), les joints seront conformes aux normes existantes et aux prescriptions des fabricants afin de garantir un système complet et une étanchéité parfaite. Pour les conduites aériennes et colonnes de chute en matériaux synthétiques, les tubes et pièces mis en œuvre seront de classe de résistance au feu de type NF Me (classement au feu B dO s3 avec une expansion > 800%).

Tous les appareils sanitaires seront munis d'un siphon avec garde d'eau et d'un dispositif de chasse suffisants.

## Article 3

### Dispositions techniques relatives à la protection contre le refoulement du réseau public

*[À adapter et à compléter]*

De manière générale, les écoulements se trouvant en contrebas de la voie publique devront être munis d'un dispositif d'arrêt contre le reflux d'eaux du réseau public (article 54 du règlement d'assainissement collectif)

Les eaux de ruissellement des rampes et cours en contrebas de la rue et les eaux usées provenant des installations sanitaires du sous-sol sont à récupérer dans une bêche de reprise et à évacuer par une pompe de relevage.

En dérogation à l'alinéa 2 pour les cas simples, la buanderie – machine à laver – pourra être protégée par un système à clapet et vanne.



#### **Article 4**

##### **Dispositions techniques relatives aux traitements des eaux chargées en hydrocarbures**

*[À adapter et à compléter]*

Les cours, parkings, garages et aires de lavage devront être munis d'un séparateur d'hydrocarbures de taille nominale XX l/s ainsi que d'une fosse de décantation de capacité appropriée pour retenir les boues. Ces eaux de ruissellement seront dirigées vers le réseau d'assainissement public aux conditions définies à l'article 5.

#### **Article 5**

##### **Dispositions techniques relatives aux eaux pluviales**

*[À adapter et à compléter]*

La limitation du débit de rejet des eaux pluviales est calculée sur la base de XX litres / seconde / hectare, soit XX l/s.

Le volume total minimum de rétention des eaux pluviales est de XX m<sup>3</sup> selon la note de calcul et les plans joints au dossier.

Le propriétaire a choisi une rétention partielle en surface, avec toutes les contraintes que cela entraîne, représentant un volume de XX m<sup>3</sup> répartis sur une surface de XX m<sup>2</sup> définie dans les plans.

Le pétitionnaire a transmis au service de l'Eau et de l'Assainissement, pour information, la copie du dossier et de l'autorisation de rejet des eaux pluviales des toitures, cours, parkings dans le milieu naturel – fossé XX – cours d'eau XX déposé auprès de l'administration gestionnaire compétente XX (*préciser*).

Techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales : le projet comprend le rejet des eaux pluviales des toitures dans le milieu naturel au moyen d'une structure d'infiltration à définir suivant l'étude de sol, la nature du terrain et le débit de fuite.

Les installations de l'Établissement doivent être conçues de façon à empêcher tout risque de déversement d'eau usées domestiques ou autres que domestiques dans le réseau pluvial (absence d'interconnexion, bassins de rétention etc).

#### **Article 6**

##### **Dispositions générales**

*[À adapter et à compléter]*

Préalablement au commencement des travaux de l'installation intérieure, le propriétaire, ou son mandataire, est tenu de prendre contact avec le service de l'Eau et de l'Assainissement afin de repérer et vérifier les emplacements et niveaux de la partie publique du (des) branchement(s).

Pour le contrôle des installations sanitaires intérieures à tranchées et gaines techniques ouvertes, le propriétaire, ou l'entreprise intervenante, est tenu d'informer le Service de l'Eau et de l'Assainissement ou son mandataire au moins deux jours ouvrés avant le rendez-vous souhaité. Si nécessaire, selon l'importance du chantier, ce contrôle pourra s'effectuer en plusieurs fois.

L'installation, comportant conduites souterraines ou suspendues et colonnes de chute, sera effectuée conformément aux dispositions du règlement d'assainissement collectif de l'Eurométropole de Strasbourg et des règlements sanitaires en vigueur.

Les modifications apportées aux plans et documents devront être strictement observées.

Toute modification du projet intérieur en cours de travaux devra être soumise préalablement au service de l'Eau et de l'Assainissement pour approbation préalable et mise à jour du dossier.

Tout projet de modification ultérieure des réseaux et installations sanitaires devra au préalable faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation au service de l'Eau et de l'Assainissement.

Le propriétaire est responsable du bon fonctionnement et de l'entretien périodique des installations de son immeuble, notamment les dispositifs de protection contre le refoulement du réseau public, les séparateurs d'hydrocarbures, séparateur de graisses, siphons de cour, etc.

Au cas où le permissionnaire ne se conformerait pas à ces dispositions, il serait entièrement responsable du dysfonctionnement du branchement et des conséquences pouvant en résulter.

La partie de raccordement en domaine public sera (a été) exclusivement exécutée par les soins de l'Eurométropole de Strasbourg aux frais du propriétaire de l'immeuble, dans le cadre des règles du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du Code de la Santé Publique. Un devis estimatif correspondant est joint à la présente / a déjà été remis / transmis au propriétaire.

#### **Article 7**

##### **Conditions financières du raccordement et de la collecte et traitement des effluents**

À réception des avis de paiement respectifs, le requérant devra payer à la Trésorerie de Strasbourg Municipale et Eurométropole :

1. les frais d'instruction de dossier d'autorisation des travaux fixés à XX € ;
2. la facture qui sera établie par décompte aux prix actualisés au moment de l'exécution et sur la base du mètre réel des travaux effectivement exécutés.

En contrepartie du service rendu, l'Établissement, dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, notamment l'article R.2224-19-6 du CGCT.

#### **Article 8**

##### **Caractéristiques des rejets**

##### **A. Prescriptions générales**

*[À adapter et à compléter si nécessaire]*

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) avoir un pH compris dans la fourchette de seuil autorisé annexe 1 B ;
- b) avoir une température inférieure aux valeurs maximum décrites dans l'annexe 1 B ;
- c) être débarrassés des matières flottantes, déposables ou précipitables susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, de développer des gaz nuisibles tant pour les ouvrages que pour le personnel d'entretien des égouts ;
- d) ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration ;
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - d'empêcher la valorisation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement (notamment de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur en substances supérieure à celles qui sont fixées par les articles R.211-11-1, R.211-11-2, R.211-11-3 et les arrêtés pris pour son application ni à celles figurant dans l'arrêté du 21 juillet 2015).

L'introduction de liquides inflammables dans les réseaux publics est strictement interdite.

##### **B. Prescriptions particulières**

Les conditions de surveillance du déversement et les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en Annexe I. Cette autorisation ne déroge d'aucune manière aux obligations prévus par les textes réglementaires actuellement en vigueur et de ceux à venir. Certains seuils hors volume, DCO, DBO5, MEST, N et P peuvent être revus à la baisse ou le rejet interdit sur simple décision de la Collectivité justifiée par une meilleure connaissance de la substance en lien avec l'article 8-A-d. L'Établissement sera par conséquent attentif à la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE, de la Directive 2006/11/CE et des circulaires associés évoquant les Substances Prioritaires (SP), les Substances Dangereuses Prioritaires (SDP) et la Norme de Qualité Environnementale (NQE).

En outre, l'Établissement devra communiquer au service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg tous les résultats de mesure sur les rejets d'effluents.

En cas d'incapacité du système d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg à respecter ses engagements contractuels et/ou réglementaires du fait de la qualité des effluents de l'Établissement, la Collectivité se réserve le droit de suspendre ou d'interrompre l'autorisation de déversement comme évoqué à l'article 11 du présent arrêté. Ce pourrait être le cas en cas de déversement d'un micropolluant interdit au déversement ou amené à être réduit par la réglementation.

### **C. Non-respect des conditions d'admission des effluents**

*Pour certains Établissements un simple renvoi vers l'article concerné dans la convention sera suffisant*

#### **a) Conduite à tenir**

Dans le cas où un dysfonctionnement du process de l'Établissement est susceptible de provoquer un dépassement ponctuel des valeurs limites fixées par le présent arrêté ou en cas de dépassement de ces valeurs sur une durée plus importante pour d'autres motifs, l'Établissement est tenu :

- d'avertir dans les plus brefs délais la Collectivité (interlocuteurs qualité des rejets habituels ou 03 68 98 51 75 durant les horaires de bureau ou 03 88 40 05 96 (ou 03 68 98 51 47) hors horaire de bureau) ou l'exploitant de la station d'épuration le cas échéant au 03 88 45 60 65 ; et d'adresser un mail à [EauAssainissement@strasbourg.eu](mailto:EauAssainissement@strasbourg.eu)
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles (et d'eaux pluviales le cas échéant) si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité ;
- de prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution ;
- de prendre toutes mesures nécessaires pour régulariser la situation, au besoin en modifiant ses installations. Si une modification définitive est nécessaire, la Collectivité en sera informée préalablement. Cela pourra conduire à une révision du présent arrêté pour tenir compte des nouvelles caractéristiques des installations.

Si nécessaire, et indépendamment des mesures prises par l'Établissement, le service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la limitation des effluents voire la fermeture du (des) branchement(s) en cause lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants pour le public, les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement ou pour l'environnement. Préalablement, la Collectivité informe l'Établissement de la (des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle elle(s) sera(seront) mise(s) en œuvre. Cette information préalable sera assurée dans les meilleurs délais en fonction du degré de gravité de la situation engendrée (de quelques heures à quelques jours).

#### **b) Conséquences financières**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement,

et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité desdits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par elle, y compris en application du principe de précaution, notamment :

- les surcoûts de traitement des eaux et d'évacuation des boues et autres sous-produits générés par le système d'assainissement si les conditions initiales d'élimination devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement ;
- les surcoûts liés à des cas de dégradation des ouvrages d'assainissement ou des équipements électromécaniques ou pour éviter tout dysfonctionnement du système d'assainissement ;
- les surcoûts d'évacuation et de traitement des sous-produits de curage et de décantation du réseau si les rejets de l'Établissement influent sur leur quantité, leur qualité ou sur leur destination finale ;
- les surcoûts engagés ou à engager afin de protéger ou de réparer des dommages à l'environnement, afin d'éviter ou de limiter tout danger pour le public et pour les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement.

#### **Article 9**

##### **Convention Spéciale de Déversement (prescription optionnelle)**

Les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique applicables au déversement des eaux usées autres que domestiques, autorisé par le présent arrêté, sont définies dans la convention de déversement, jointe en annexe, et établie entre l'Établissement et l'Eurométropole de Strasbourg.

#### **Article 10**

##### **Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 10 ans [ou moins dans des cas particuliers], à compter de sa signature.

Si l'Établissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, par écrit, 6 mois [ou moins à adapter suivant la durée ci-dessus] au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

#### **Article 11**

##### **Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement devra en informer la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg. En cas de non-respect par l'Établissement des dispositions du présent arrêté, celui-ci pourra être suspendu, voire abrogé.

Toute modification des installations intérieures non portée à connaissance du service de l'Eau et de l'Assainissement ne sera pas prise en compte par la présente autorisation et ne sera pas opposable à l'administration en cas de non-conformité au règlement d'assainissement collectif

Toute modification apportée par l'Établissement, de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la Présidente de

l'Eurométropole de Strasbourg et donne lieu, le cas échéant, à un arrêté modificatif du présent arrêté ou un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service de l'Eau et de l'Assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau ou ICPE et sur les thématiques de l'eau, l'air et les boues notamment, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

### **Article 12** **Exécution**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

### **Article 13** **Annexes**

Les documents ci-dessous sont annexés font partie intégrante à la présente autorisation :

Annexe 1 : prescriptions techniques particulières

Annexe 2 : liste des pièces transmises

Annexe 3 : liste des pièces à transmettre par le demandeur

Fait à Strasbourg, le

La Présidente

p.d.

Signature

## Annexe 1 – Prescriptions techniques particulières

Les eaux usées autres que domestiques et les installations de rejets en provenance de l'Établissement doivent répondre aux prescriptions suivantes sans préjudices des réglementations nationales et européennes.

### Commentaire :

*En cas de pluralité des points de rejet, les paramètres de débit et de qualité doivent être précisés pour chacun d'entre eux notamment pour le cas des rejets des eaux pluviales.*

### A) Débits maxima autorisés

*[À préciser pour chaque branchement et/ou pour chaque catégorie d'eau si nécessaire]*

- **eaux non domestiques**

Débit annuel : ... m<sup>3</sup>/an

Débit journalier : ... m<sup>3</sup>/jour

Volume rejeté en une  
heure : ... m<sup>3</sup>/h

Débit instantané : ... l/seconde

- *eaux pluviales*

*Débit instantané : ... l/seconde*

### B) Concentrations et flux maxima autorisés

Les concentrations sont mesurées selon les méthodes normalisées en vigueur ou selon une méthode alternative à condition qu'elle donne des résultats voisins de ceux de la norme. Par défaut de valeur ou de mention d'un paramètre, il faut considérer que le rejet du paramètre n'est pas autorisé. Pour les paramètres hors DCO, MEST, N et P, il ne s'agit que d'une tolérance d'acceptation précaire qui pourra être revue à la baisse voire supprimée totalement en cas de problème avéré sur le système de collecte, le système de traitement des eaux, sur les sous-produits ou sur les milieux récepteurs. Dans ce cas, la Collectivité n'aura pas à apporter la preuve de la causalité ou de l'incidence directe du paramètre en question rejeté par l'Établissement sur les effets notifiés. Ce pourra être notamment le cas d'impact d'un paramètre sur un milieu par le biais d'un déversoir d'orage, en cas de dépassement de valeurs seuils autorisés pour l'exploitation du système d'assainissement ou lors d'une évolution réglementaire d'une substance prioritaire.

La Collectivité ne peut se substituer à l'Établissement dans la maîtrise et la connaissance des paramètres rejetés, il appartient donc à ce dernier d'entreprendre toutes mesures nécessaires en cas de doute ou de suspicion et d'en alerter immédiatement la Collectivité.

*Il convient d'adapter (notamment de retirer et/ou d'ajouter des paramètres supplémentaires) ces prescriptions en fonction de l'activité de l'Établissement et, par ailleurs, de se référer à la réglementation en vigueur dès que les flux journaliers sont importants. Plusieurs valeurs pourront être indiquées pour un même paramètre pour le cas où une période transitoire est nécessaire (installation d'un prétraitement supplémentaire par exemple).*

Paramètre	Code Sandre	Concentration maxi d'un échantillon instantané (mg/l)	Concentration maxi d'un échantillon représentatif sur 24h (mg/l)	Flux maxi sur 24h (kg/j)	Flux maxi annuel (kg/an)
Matières en suspension (MES)	1305				
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1314				
DCO après décantation 2 heures (DCOad2)	1096				
Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (DBO5)	1313				
DBO5 après décantation 2 heures (DBO5ad2)	1095				
Ratio DCO/DBO (eaux brutes)					
Azote global (NGL)	1551				
Azote Kjeldhal (NKJ)	1319				
Azote oxydé (NO2 et NO3)	1038				
Phosphore total (P total)	1350				
Composé cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés (AOX ou EOX)	1106 1760				
Substances radioactives					
Cyanures libres	1084				
Fluorure anion (F-)	7073				
Sulfures (S--)	1355				
Sulfates (SO4--)	1338				
Nitrites (NO2-)	1339				
Chlorures (Cl-)	1337				
Arsenic et composés (As)	1369				
Chrome et composés (Cr)	1389				
Chrome hexavalent (Cr IV)	1371				
Plomb et composés (Pb)	1382				
Cadmium (Cd)	1388				
Cuivre et composés (Cu)	1392				
Zinc (Zn)	1383				
Fer et composés (Fe)	1393				
Nickel et composés (Ni)	1386				
Sélénium (Se)	1385				
Mercure (Hg)	1387				
Argent (Ag)	1368				
Baryum (Ba)	1396				
Étain et composés (Sn)	1380				
Aluminium et composés (Al)	1370				
Manganèse et composés (Mn)	1394				

Paramètre	Code Sandre	Concentration maxi d'un échantillon instantané (mg/l)	Concentration maxi d'un échantillon représentatif sur 24h (mg/l)	Flux maxi sur 24h (kg/j)	Flux maxi annuel (kg/an)
Substances organo-halogénées (PCBs et AOX) Nature à déterminer au cas par cas					
Indice phénols	1440				
Hydrocarbures totaux	7009				
HAP (somme des 16)	6136				
Substances extractibles à l'hexane (SEH)	7464				
Autres : --					
		Mini	Moyenne	Maxi	
Température	1301			30	
pH	1302	5.5		8.5 (9.5*)	
Conductivité à 25°C	1303				

**\* dérogation à 9,5 possible s'il y a neutralisation alcaline**

*(1) renvoi optionnel pour les paramètres ayant fait l'objet d'une dérogation au Règlement d'Assainissement*

*Sur présentation d'une étude technique et économique jointe à la demande d'autorisation, et après étude du service de l'assainissement, une dérogation au Règlement d'Assainissement est autorisée pour ce paramètre.*

## C) Branchement

*[À adapter et à compléter]*

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- XX branchement(s) pour les eaux usées domestiques situé(s) sur l'ouvrage assainissement RV N°XX ou entre le RV N°XX et le RV N°XX ;
- XX branchement(s) pour les eaux usées autres que domestiques situé(s) sur l'ouvrage assainissement RV N°XX ou entre le RV N°XX et le RV N°XX ;
- XX branchement(s) pour les eaux pluviales situé(s) sur l'ouvrage assainissement RV N°XX ou entre le RV N°XX et le RV N°XX.

Il existe donc XX branchements distincts.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public ;
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé et reliant le collecteur public au regard de branchement de l'utilisateur ;
- un ouvrage dit « regard de branchement » ou « regard de façade » placé de préférence sur le domaine public ou à défaut le plus près possible de la limite de propriété. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service de l'Eau et de l'Assainissement de la Collectivité. Il doit permettre l'installation des équipements mentionnés à l'annexe D ;



- un dispositif d'obturation doit être placé sur chaque branchement des eaux usées autres que domestiques et rester accessible aux agents du service de l'Eau et de l'Assainissement de la Collectivité. Il sera si nécessaire placé sous le domaine public.

## D) Dispositif de mesure et de prélèvement des rejets

L'Établissement installera à demeure : *(à définir au cas par cas)*

*Pour certains Établissements un simple renvoi vers l'article concerné dans la convention sera suffisant*

<i>Un canal de comptage permettant d'assurer une mesure de débit</i>	
<i>Ou un débitmètre ou tout autre dispositif équivalent permettant une mesure de débit</i>	
<i>Un dispositif de comptabilisation des débits et volumes</i>	
<i>Un dispositif de suivi et d'enregistrement en continu du pH et de la température du rejet</i>	
<i>Un préleveur automatique asservi au débit et réfrigéré à une température de 4°C</i>	
<i>Un dispositif de comptage, pour :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>_ les eaux prélevées,</i></li> <li><i>_ les eaux ne passant pas par la chambre de mesure,</i></li> <li><i>_ les eaux non déversées dans le réseau public.</i></li> </ul>	

Ces dispositifs seront normalisés ou soumis préalablement à l'agrément de la Collectivité. Ils respecteront les consignes de pose, d'entretien et d'exploitation des fabricants. Le schéma de fonctionnement sera transmis par l'Établissement à l'Eurométropole de Strasbourg.

La liste des points de prélèvement ou de consommation d'eau déversée ou non dans le réseau public de collecte est la suivante :

*À adapter et à compléter si nécessaire*

<b>Prélèvement d'eau rejeté dans le réseau public</b>	<b>Comptage (emplacement, type,...)</b>
<i>Réseau public</i>	
<i>Forage</i>	
<i>Eaux pluviales stockées</i>	
<i>RIA-Sprinkler</i>	

<b>Prélèvement d'eau non rejeté dans le réseau public</b>	<b>Comptage (emplacement, type,...)</b>
<i>Réseau public</i>	
<i>Forage</i>	

<b>Consommation d'eau non déversée dans le réseau public</b>	<b>Comptage (emplacement, type,...)</b>
<i>Eau dans les « produits »</i>	
<i>Évaporation</i>	

Dans le cas d'installations existantes de prélèvement non encore équipées de dispositif de comptage, l'Établissement installera sur toutes ses sources d'alimentation en eau (pompage en forage ou en rivière, captage, etc.) un dispositif plombé de comptage de l'eau prélevée, dont les caractéristiques sont arrêtées en accord entre les deux parties

Une fois la pose effectuée, ou à l'occasion de tout renouvellement, il sera procédé à un contrôle en commun des appareils de mesure de débit et de prélèvement appartenant à l'Établissement, afin d'éviter tout litige sur l'interprétation de la mesure. Cette opération de calage sera effectuée au minimum une fois par an et dans tous les cas, dès que l'une des parties (Collectivité ou Établissement) contestera la validité de la mesure.

L'Établissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de panne ou d'indisponibilité d'un appareil, la Collectivité sera immédiatement prévenue.

L'Établissement laissera le libre accès aux agents de la Collectivité aux dispositifs de comptage et de prélèvements lorsqu'ils sont en place et autorise la Collectivité à en installer si elle le juge utile (dans ce cas, l'Établissement en assume la garde), sous réserve du respect des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Établissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

L'Établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation de déversement.

## E) Prescriptions de surveillance des rejets

L'Établissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants [*à adapter et compléter : pour les ICPE, il faut globalement reprendre les obligations fixées par la DREAL, pour les autres il conviendra de prendre en compte la nature des activités et des rejets et leur importance pour ne pas générer de coûts excessifs*]:

*Pour certains Établissements un simple renvoi vers l'article concerné dans la convention sera suffisant.*

Paramètre	Fréquence/Mode d'enregistrement
Volume journalier	Continu / sem / mois / trim / semestre / an
Débit de pointe horaire	continu
Volume	continu
T°	continu
pH	continu
Conductivité	continu

*Il pourra être demandé un comptage du nombre de dépassement d'un certain seuil, les valeurs maxi et/ou mini et tout autre indicateur permettant de mieux maîtriser le paramètre.*

Analyse	Code sandre	Fréquence
Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (DBO5)	1313	

Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1314	
Matières en suspension (MES)	1305	
Azote Global (NGL)*	1551	
Phosphore total (P total)	1350	
Graisses (Sustances Extractibles à l'Hexane)	7464	
Autres paramètres....		
.....		

Les mesures réalisées de manière hebdomadaire DBO5, DCO [à adapter et compléter]... seront décalées d'une journée chaque semaine afin de couvrir tous les jours travaillés (lundi de la semaine 1, mardi de la semaine 2, etc.).

Option :

\* Pour le cas où l'Établissement justifie d'un rejet constitué à plus de 80% de certaines formes d'azote (par exemple azote Kjeldhal) par rapport à l'azote global, l'Eurométropole de Strasbourg pourra accorder d'alléger l'auto-surveillance à ces seules analyses. Un coefficient sera alors appliqué pour le calcul de l'azote global; dans ce cas, tous les résultats d'analyse devront figurer dans les tableaux d'autocontrôles en plus de l'azote global qui sera accompagné de la mention « calculé ».

Toutes les analyses sont effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur ou selon une méthode alternative à condition d'en informer l'Eurométropole de Strasbourg et qu'elle donne des résultats équivalents à ceux de la norme. L'Établissement informera la Collectivité en cas de changement de méthode d'analyse.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C) et prélevés sur un point ou plusieurs recueillant l'ensemble des eaux autres que domestiques. *Dans certains cas, il pourra être demandé un prélèvement ponctuel et/ou un prélèvement sur un ou plusieurs points caractéristiques des rejets autres que domestiques.*

*Par ailleurs, en cas de **constatation** de rejets non conformes, la Collectivité pourra imposer à l'Établissement une modification temporaire de ce programme d'analyses portant sur la fréquence des mesures et/ou les paramètres analysés jusqu'au retour à la situation normale, selon les modalités précisées dans le tableau ci-dessous. Le coût de ce programme complémentaire est à la charge de l'Établissement.*

<b>Paramètre</b>	<b>Nombre d'analyses consécutives conformes requises</b>	<b>Période d'appréciation du retour à la normale</b>
<i>Physico-chimique</i>	<i>10 ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg</i>	<i>3 mois ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg</i>
<i>Liste prioritaire, toxique ou autres</i>	<i>20 ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg</i>	<i>un an ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg</i>

Les micropolluants trouvés dans les eaux à l'entrée ou à la sortie de la station d'épuration ou dans les boues ou dans les fumées seront ajoutés dans les autocontrôles de l'Établissement. Ces recherches auront notamment lieu lors des campagnes RSDE (selon le programme de Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau). En cas de détection d'un micropolluant dans les effluents de l'Établissement, un plan d'action sera demandé à l'Établissement pour le réduire ou le supprimer en bonne connaissance de la réglementation en vigueur.

Les conséquences induites par le rejet de ces substances sur le système d'épuration et sur les milieux restent de la responsabilité de l'Établissement. Le plan d'action ne valant pas accord de rejet, l'Eurométropole de Strasbourg décline toute responsabilité sur les substances autres que celles traitées par la station d'épuration (organique, azote, phosphore).

Enfin, en cas de **simple présomption** de rejets non-conformes, la Collectivité pourra procéder à des analyses complémentaires. Si ces contrôles révèlent une non-conformité des effluents aux stipulations du présent arrêté, leur coût est intégralement mis à la charge de l'Établissement sur la base des pièces justificatives qui seront fournies par la Collectivité sur demande. Les résultats de tous ces contrôles sont communiqués à l'Établissement et peuvent être transmis aux autorités compétentes (Agence de l'eau, DREAL, DDT...), .

L'Établissement fournit au moins chaque mois à la Collectivité sur support informatique et selon le modèle fourni par la Collectivité les résultats d'analyses et commentaires sur l'ensemble des paramètres. Ces informations doivent être livrées à la Collectivité au plus tard dans les deux mois suivant la date d'analyse. Ce délai pouvant être revu par avenant en cas d'obligation de la Collectivité de transmettre ces données à un tiers tel que l'Agence de l'Eau Rhin Meuse dans un délai plus court.

## F) Installations de pré-traitement et de récupération

*(À compléter, voire à adapter ; des équipements obligatoires pourront être demandés)*

D'après le dossier de demande de déversement remis, l'Établissement s'engage à réaliser, entretenir ou mettre en conformité à ses frais dans les délais mentionnés ci-dessous (*si ce n'est pas déjà fait*), puis à exploiter conformément à la réglementation et aux règles de l'art les installations de prétraitement suivantes :

		Date de mise en service, Observations éventuelles
Dessablage	<input type="text" value="OUI/NON"/>	.....
Dégrillage de .... cm	<input type="text"/>	.....
Tamissage de .... mm	<input type="text"/>	.....
Séparateur à graisses	<input type="text"/>	.....
Rectification du pH	<input type="text"/>	..... Préciser quel(s) procédé(s) et composé(s) utilisé(s)
Homogénéisation	<input type="text"/>	.....
Détoxication	<input type="text"/>	.....
Séparateur hydrocarbure	<input type="text"/>	..... Préciser sur quel(s) réseau(x)
Autres traitements <i>[À adapter et à compléter si nécessaire]</i>	<input type="text"/>	.....
Régulation du débit	<input type="text" value="OUI/NON"/>	.....

L'Établissement doit identifier les matières et substances générées par son activité et susceptibles, en cas de rejet accidentel dans le réseau public, de présenter un risque pour les agents, les réseaux et/ou la station d'épuration. L'Établissement doit, en cas de dysfonctionnement des installations de pré-traitement, prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces matières et substances et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 8 du présent arrêté, notamment en avertissant l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Établissement indique les installations de récupération mises en place à cet effet / à mettre en place :

*À compléter le cas échéant...*

### Cas particulier : Dispositions techniques relatives aux traitements des eaux chargées en graisses et féculs

1768

L'ensemble des écoulements de cuisine sera dirigé vers un déboureur/séparateur de graisses de débit de traitement de XX l/s.

De même, les écoulements des locaux « épluchages de légumes » seront dirigés vers un séparateur de féculés de débit de traitement de XX l/s.

Précisez (ou joindre la note) le calcul utilisé pour le dimensionnement et les coordonnées du spécialiste auteur de l'étude.

## G) Entretien des installations de collecte de pré-traitement et de récupération

L'Établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement et de récupération en bon état de fonctionnement. L'Établissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par lesdites installations sont transportés et éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

Compte tenu de son activité et des caractéristiques de ces installations, l'Établissement indique dans sa demande de déversement :

- a. Faire procéder à un contrôle et un entretien satisfaisant et nécessaire au bon fonctionnement des différentes installations notamment :

*[À adapter et à compléter si nécessaire]*

- Vidange Déboureur/Séparateur à hydrocarbures
- Vidange Séparateur à graisse

Les fréquences devront dans tous les cas et à tout moment être optimisées pour améliorer la qualité des eaux rejetées.

- b. Tenir à disposition sur demande du service de l'Eau et de l'Assainissement les informations ou les certificats correspondants, attestant de l'entretien régulier de ses installations de pré-traitement, de récupération, d'évacuation et d'élimination des déchets.

## H) Mise en conformité des installations existantes

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'Établissement à une mise en conformité de ses installations existantes selon l'échéancier suivant :

*[À adapter et à compléter si nécessaire]*

Liste des points non conformes	Date de mise en conformité

Jusqu'au XX (date) des dépassements aux prescriptions techniques seront tolérés, sans toutefois pouvoir dépasser XX (nombre) fois les valeurs limites fixées par le présent arrêté et sans préjudice du respect de la réglementation en vigueur.

## I) Plan d'action

*[À adapter et à compléter si nécessaire]*

L'établissement s'engage à réaliser les plans d'actions indiqués ci-dessous selon l'échéancier indiqué. Les éléments seront communiqués à la collectivité au plus tard à la date d'échéance indiqués

Liste des plans d'actions	Date d'échéance

## Annexe 2 – Liste des pièces-transmises

*[À adapter et à compléter si nécessaire]*

L'Établissement a remis à la collectivité les pièces suivantes :

- demande d'autorisation de déversement
- plans de récolement
- questionnaire technique
- inspections
- procédures divers
- fiches de données sécurité
- plan de prévention pour accéder à l'Établissement
- schéma de fonctionnement des ouvrages de prétraitement
- dossier de récolement des dispositifs de traitement ou d'épuration de l'Établissement (si existant)
- extraits ou totalité de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement relatif aux prescriptions applicables aux rejets de l'Établissement (en option si existant)
- bordereau de suivi et de destruction de déchets et/ou le contrat avec le prestataire spécialisé.

La collectivité a remis les pièces suivantes :

- plans

### Annexe 3 – Liste des pièces à transmettre

*[À adapter et à compléter si nécessaire]*

L'Établissement doit remettre dans un délai de XX mois à réception du présent arrêté les pièces suivantes :

- plans de récolement



## CONVENTION DE DÉVERSEMENT

### fixant les modalités d'application de l'arrêté autorisant le raccordement et le déversement au réseau public des eaux usées de l'établissement **XXXXXXXX**

(article L.1331-10 du Code de la Santé Publique)

Article 1	Objet .....	3
Article 2	Définitions .....	3
Article 2.1.	Eaux usées domestiques .....	3
Article 2.2.	Eaux pluviales .....	3
Article 2.3.	Eaux usées assimilées domestiques .....	4
Article 2.4.	Eaux usées non domestiques .....	4
Article 3	Obligations de la collectivité .....	5
Article 4	Caractéristiques de l'établissement .....	5
Article 4.1.	Nature des activités .....	5
Article 4.2.	Plan des réseaux internes de collecte .....	5
Article 4.3.	Usages de l'eau .....	5
Article 4.4.	Produits utilisés par l'Etablissement .....	5
Article 4.5.	Mise à jour .....	6
Article 5	Installations privées .....	6
Article 5.1.	Réseau intérieur .....	6
Article 5.2.	Traitement préalable aux déversements .....	6
Article 6	Prescriptions applicables aux effluents .....	6
Article 6.1.	Eaux usées autres que domestiques .....	6
Article 6.2.	Eaux pluviales .....	6
Article 6.3.	Prescriptions particulières .....	7
Article 7	Surveillance des rejets .....	7
Article 7.1.	Auto-surveillance .....	7
Article 7.2.	Contrôles par la Collectivité .....	9
Article 8	Dispositifs de mesures et de prélèvements .....	9
Article 9	Dispositifs de comptage des prélèvements d'eau .....	10
Article 10	Conditions financières .....	10
Article 10.1.	Flux et concentrations de matières polluantes de référence .....	10
Article 10.2.	Tarification de la redevance assainissement .....	11
Article 11	Facturation et règlement .....	13
Article 12	indexation et Révision des éléments financiers .....	14
Article 13	Garantie financière .....	14
Article 14	Conduite à tenir par l'établissement en cas de non-respect temporaire des conditions d'admission des effluents .....	14
Article 15	Conséquences du non-respect des conditions d'admission des effluents .....	15
Article 15.1.	Conséquences techniques .....	15
Article 15.2.	Conséquences financières .....	15
Article 16	Changements dans l'activité ou les rejets de l'établissement .....	16
Article 16.1.	Situation générale .....	16
Article 16.2.	Changements durables dans les rejets de l'établissement .....	16
Article 17	Modification de l'arrêté d'autorisation de déversement .....	16
Article 18	Modification de la présente convention .....	17

Article 19	Cessation du service .....	17
Article 19.1.	Conditions de fermeture du branchement .....	17
Article 19.2.	Résiliation de la convention .....	17
Article 19.3.	Dispositions financières .....	17
Article 20	Commission de suivi.....	18
Article 21	date d'effet et Durée .....	18
Article 22	Déléataire et continuité du service .....	18
Article 23	Jugement des contestations.....	18
Article 24	Documents annexés a la convention.....	18

ANNEXES

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg, propriétaire des ouvrages d'assainissement,  
représentée par XXXXXX (cf. *délibération autorisant la signature de la CSD*).  
et dénommée : **la Collectivité**

ET :

Raison sociale de l'entreprise : XXX  
dont le siège est à : XXX  
pour son établissement de : XXX sis à XXX  
N° RCS et SIRET : XXX  
Code NAF : XXX  
représentée par : (*nom et titre de la personne*)  
et ci-après dénommé : l'**Établissement**

AYANT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Considérant que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées (*domestiques, non domestiques, et pluviales*), directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.

Considérant que l'Établissement a été autorisé à déverser ses eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement par arrêté du Président de l'Eurométropole de Strasbourg en date du XX/XX/20XX.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

## ARTICLE 1 OBJET

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté autorisant le raccordement et le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement, dans le réseau public d'assainissement.

## ARTICLE 2 DÉFINITIONS

### *Article 2.1. Eaux usées domestiques*

Les eaux usées domestiques proviennent :

- des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains (douche, bain) : ce sont les eaux ménagères (eaux de vaisselle, de lessive et de toilette) ;
- des W.C. et installations similaires : ce sont les eaux vannes (comprenant urines et matières fécales).

### *Article 2.2. Eaux pluviales*

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques ruisselées sur une surface imperméable.

Sont assimilées à des eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings, etc.

Les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les eaux de drainage, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des bassins de natation ne sont pas considérées comme des eaux pluviales.

**Article 2.3. Eaux usées assimilées domestiques**

Sont classées dans les eaux usées assimilées domestiques, certaines eaux usées en provenance d'une activité économique ou sociale résultant principalement des besoins d'alimentation humaine, de lavage, de soins et d'hygiène des personnes ainsi que du nettoyage et du confort des locaux.

**Article 2.4. Eaux usées non domestiques**

Sont classés dans les eaux usées non domestiques tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique et assimilée domestique.

## ARTICLE 3 OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ

La Collectivité, sous réserve du strict respect par l'Établissement des obligations résultant de la présente convention, prend toutes les dispositions pour :

- accepter les rejets de l'Établissement dans les limites fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement,
- assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
- informer, dans les meilleurs délais, l'Établissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service,
- garantir à l'Établissement l'acceptation des effluents pendant toute la durée fixée à l'Article 21, sous réserve du maintien de leurs caractéristiques et en l'absence de cause extérieure irrésistible (changement réglementaire, etc.).

Dans le cadre de l'exploitation normale du service public de l'eau et de l'assainissement la Collectivité pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrants dans les réseaux d'assainissement. Elle devra alors en informer au préalable l'Établissement et étudier avec lui les modalités de mise en œuvre compatibles avec ses contraintes de production.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par l'Établissement pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

Une réduction notable d'activité imposée à l'Établissement ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement du système d'assainissement peut engager la responsabilité de la Collectivité dans la mesure où le préjudice subi par l'Établissement présente un caractère anormal et spécial eu égard aux gênes inhérentes aux opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages dudit système.

## ARTICLE 4 CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT

### Article 4.1. Nature des activités

L'activité de l'Établissement est XXX.

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes : XXX.

La copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement est annexée à la présente convention, le cas échéant à sa notification par le Préfet si celle-ci est postérieure à la signature de la présente convention. La Collectivité sera informée de toute modification qui y sera apportée. *[pour les ICPE]*

### Article 4.2. Plan des réseaux internes de collecte

Le plan des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'Établissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel, est annexé à l'arrêté d'autorisation sur la base duquel la présente convention est établie. *[à adapter à l'arrêté de déversement ou simple renvoi]*

### Article 4.3. Usages de l'eau

XXX *(utilisations de l'eau prélevée est à détailler)*

### Article 4.4. Produits utilisés par l'Établissement

L'Établissement se tient à la disposition de la Collectivité pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits qu'il utilise. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité dans l'Établissement sur simple demande. L'Établissement sera vigilant quant aux critères de choix (contenance de substances significatives pour la station d'épuration des eaux usées, biodégradabilité, condition de rejet dans le réseau d'assainissement) des produits susceptibles d'être évacués dans les collecteurs de l'Eurométropole de Strasbourg.

#### **Article 4.5. Mise à jour**

Les informations mentionnées au présent Article sont mises à jour par l'Établissement

- lors de chaque modification apportée à l'Établissement dans les conditions évoquées à l'Article 16 ;
- au moment de chaque réexamen de la convention ;
- tous les 5 ans.

## **ARTICLE 5 INSTALLATIONS PRIVÉES**

#### **Article 5.1. Réseau intérieur**

L'Établissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que la réalisation ou l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit à la sécurité ou à la santé du personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Établissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

#### **Article 5.2. Traitement préalable aux déversements**

L'Établissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet, dans les conditions détaillées dans l'arrêté d'autorisation sur la base duquel la présente convention est établie.

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans l'arrêté d'autorisation de déversement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Établissement et à ses frais.

Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température, de pH ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre informatisé tenu à la disposition de la Collectivité sur simple demande.

L'Établissement signalera à la Collectivité (interlocuteurs qualité des rejets habituels ou 03 68 98 51 75 durant les horaires de bureau ou 03 88 40 05 96 (ou 03 68 98 51 47) hors horaire de bureau) ou l'exploitant de la station d'épuration (station d'épuration des eaux urbaines correspond à STEU) le cas échéant au 03 88 45 60 65, dès qu'il en a connaissance toute anomalie de fonctionnement ou incident aboutissant à un non-respect des valeurs maximales fixées par l'arrêté autorisant le raccordement et le déversement des eaux usées et susceptible d'entraîner un risque pour les agents ou les ouvrages et équipements de collecte ou de traitement des eaux usées et adressera un courriel à l'adresse [EauAssainissement@strasbourg.eu](mailto:EauAssainissement@strasbourg.eu)

## **ARTICLE 6 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS**

#### **Article 6.1. Eaux usées autres que domestiques**

Les eaux usées autres que domestiques doivent respecter les prescriptions mentionnées dans l'arrêté d'autorisation de déversement susvisé et ses prescriptions techniques particulières. L'Établissement veillera notamment à respecter ses engagements de mise en conformité des installations existantes décrits dans l'annexe 1 paragraphe H de l'arrêté d'autorisation

#### **Article 6.2. Eaux pluviales**

*[A adapter à l'arrêté de déversement ou simple renvoi]*

La présente convention ne dispense pas l'Établissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

La séparation des eaux pluviales et des eaux usées (non domestiques ou domestiques) est obligatoire pour les nouvelles installations, même dans le cas d'un raccordement à un réseau unitaire. L'Établissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative. Le plan des installations spécifiques est annexé à l'autorisation de déversement ; il sera mis à jour au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'Article 16 et tous les 5 ans.

### Article 6.3. Prescriptions particulières

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales ou par tout autre procédé, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles (nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc.) sont autorisés à condition d'en informer au préalable la Collectivité et d'en répartir les flux de pollution sur une durée suffisante afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement.

## ARTICLE 7 SURVEILLANCE DES REJETS

### Article 7.1. Auto-surveillance

L'Établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

L'Établissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants *[à adapter et compléter : pour les ICPE, il faut globalement reprendre les obligations fixées par la DREAL, pour les autres il conviendra de prendre en compte la nature des activités et des rejets et leur importance pour ne pas générer de coûts excessifs]* :

Paramètre	Fréquence/Mode d'enregistrement
Volume journalier	
Débit maxi	
T°	
pH	

*Il pourra être demandé un comptage du nombre de dépassement d'un certain seuil, les valeurs maxi et/ou mini et tout autre indicateur permettant de mieux maîtriser le paramètre*

Analyse	Code sandre	Fréquence
Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (DBO5)	1313	
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1314	
Matières en suspension (MES)	1305	
Azote Global (NGL)*	1551	
Phosphore total (P total)	1350	
Graisses (Sustances Extractibles à l'Hexane)	7464	
<b>Autres paramètres (AOX, PCB, SDE, radioactivité, Toxique...)</b>		

*[case à cocher et option ci-dessous à faire figurer ou non et à adapter en fonction des rejets et du choix de l'établissement]*

Les mesures réalisées de manière hebdomadaire DBO5, DCO.....seront décalées d'une journée chaque semaine afin de couvrir tous les jours travaillés (lundi de la semaine 1, mardi de la semaine 2,....

*\* Pour le cas où l'établissement justifie d'un rejet constitué à plus de 80% de certaines formes d'azote (par exemple azote Kjeldhal) par rapport à l'azote global, l'Eurométropole de Strasbourg pourra accorder d'alléger l'auto-surveillance à ces seules analyses. Un coefficient sera alors appliqué pour le calcul de l'azote globale qui sera utilisé notamment pour l'Article 10; dans ce cas, tous les résultats d'analyse devront figurer dans les tableaux d'autocontrôles en plus de l'azote global qui sera accompagné de la mention « calculé »*

L'établissement a choisi et a fournis à la collectivité les justificatifs nécessaires pour alléger l'autocontrôle au seul paramètre XXXX qui représente XXX % de l'azote global ; le coefficient utilisé pour le calcul de l'azote global est donc de XXXX

Toutes les analyses sont effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur ou selon une méthode alternative à condition d'en informer l'Eurométropole de Strasbourg et qu'elle donne des résultats équivalents à ceux de la norme. L'industriel informera la collectivité en cas de changement de méthode d'analyse.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C).

Ce programme de mesures pourra être modifié notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel les eaux de l'Établissement sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Par ailleurs, en cas de **constatation** de rejets non conformes à plusieurs reprises (plus de 10% de valeurs supérieures au maximum autorisé durant les 12 derniers mois pour les paramètres suivis), la Collectivité pourra imposer à l'Établissement une modification temporaire de ce programme d'analyses portant sur la fréquence des mesures et/ou les paramètres analysés jusqu'au retour à la situation normale selon les modalités précisées dans le tableau ci-dessous. Le coût de ce programme complémentaire est à la charge de l'Établissement.

Paramètre	Nombre d'analyses consécutives conformes requises	Période d'appréciation du retour à la normale
physico-chimique	10 ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg	3 mois ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg
Liste prioritaire, toxique ou autres	20 ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg	un an ou moins sur autorisation de l'Eurométropole de Strasbourg

Les micropolluants trouvés dans les eaux à l'entrée ou à la sortie de la station d'épuration ou dans les boues ou dans les fumées seront ajoutés dans les autocontrôles de l'Établissement. Ces recherches auront notamment lieu lors des campagnes RSDE (selon le programme de Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau). En cas de détection d'un micropolluant dans les effluents de l'Établissement, un plan d'action sera demandé à l'Établissement pour le réduire ou le supprimer en bonne connaissance de la réglementation en vigueur.

Les conséquences induites par le rejet de ces substances sur le système d'épuration et sur les milieux restent de la responsabilité de l'Établissement. Le plan d'action ne valant pas accord de rejet, l'Eurométropole de Strasbourg décline toute responsabilité sur les substances autres que celles traitées par la station d'épuration (organique, azote, phosphore).

Enfin, en cas de **simple présomption** de rejets non-conformes, la Collectivité pourra procéder à des analyses complémentaires dans les conditions prévues à l'Article 7.2.

L'Établissement fournit au moins chaque mois à la Collectivité sur support informatique et selon le modèle fourni par la Collectivité les résultats d'analyses sur l'ensemble des paramètres. Ces informations doivent être livrées à la Collectivité au plus tard dans les deux mois suivant la date d'analyse. Ce délai pouvant être revu par avenant en cas d'obligation de la collectivité de transmettre ces données à un tiers tel que l'Agence de l'Eau Rhin Meuse dans un délai plus court. En cas de retard, l'Établissement s'expose à une pénalité égale, à 500 euros après une première mise en demeure de l'établissement par la collectivité et sans autre avertissement préalable à partir du deuxième retard constaté sur une période de deux ans (la collectivité pourra être particulièrement indulgente en cas de retard du laboratoire d'analyse et pendant les congés annuels à condition que l'établissement prévienne avant l'échéance).



## Article 7.2. Contrôles par la Collectivité

Au cours de deux périodes de 24 heures par année, un organisme choisi par l'Eurométropole de Strasbourg conformément à la réglementation relative à la commande publique, effectue un bilan complet sur les rejets de l'Industriel en procédant à une mesure continue des débits, au prélèvement d'échantillons et à l'analyse de tous les paramètres nécessaires. Ces bilans peuvent également dans certaines conditions particulières être substitués ou complétés par d'autres contrôles inopinés effectués par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse ou par la DREAL tels que les contrôles SRR (Suivi Régulier des Rejets). Dans ce cas les résultats seront transmis par l'Etablissement à la Collectivité et ils seront intégralement repris pour le calcul de la redevance et des pénalités de l'article 15.2.

La Collectivité assure la maîtrise d'ouvrage des contrôles extérieurs, étant précisé que les dépenses afférentes à ces contrôles sont supportées après déduction d'une éventuelle aide de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse 50% par l'Industriel et 50% par la Collectivité.

L'Eurométropole de Strasbourg peut, si elle le juge utile, faire effectuer à ses frais des contrôles supplémentaires inopinés sur les rejets de l'Industriel en conformité avec le cahier des charges précité. Si ces contrôles supplémentaires révèlent une non-conformité des effluents aux stipulations de la présente convention, leur coût est intégralement mis à la charge de l'Industriel sur la base des pièces justificatives qui seront fournies par la Collectivité sur demande. Les résultats de tous ces contrôles sont communiqués à l'Etablissement et éventuellement à l'Agence de l'Eau. Il sera également fait application des dispositions de l'Article 15.

L'Etablissement a la possibilité de commander à ses frais par l'intermédiaire de l'Eurométropole de Strasbourg des bilans supplémentaires à l'organisme choisi par l'Eurométropole de Strasbourg mentionné ci-dessus. Les résultats entreront, comme ceux des autres bilans de la Collectivité, dans le calcul de la redevance assainissement.

Les contrôles de l'organisme agréé et les contrôles éventuels de l'Eurométropole de Strasbourg ont, en outre, pour objet de vérifier la fidélité des autocontrôles de l'Industriel.

## ARTICLE 8 DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRÉLÈVEMENTS

L'Etablissement installera les équipements de *comptabilisation des volumes rejetés et de prélèvement* prescrits dans l'arrêté d'autorisation de raccordement et de déversement :

*[à adapter à l'autorisation de déversement]*

*un débitmètre ou un canal de comptage équipé d'un déversoir normalisé et un préleveur automatique d'échantillon ou tout autre dispositif équivalent. Ces dispositifs seront soumis préalablement à l'agrément de la Collectivité s'ils ne font pas l'objet d'une homologation. Le débitmètre, en particulier, devra comprendre, outre un totaliseur de volume, un système d'enregistrement en continu des débits ; Le préleveur sera asservi au débit et réfrigéré à une température de 4°C*

Une fois la pose effectuée, la Collectivité pourra procéder à un contrôle en commun des appareils de mesure de débit et de prélèvement appartenant à l'Etablissement, afin d'éviter tout litige sur l'interprétation de la mesure. Cette opération de calage sera effectuée au minimum une fois par an et dans tous les cas, dès que l'une des parties (Collectivité ou Etablissement) contestera la validité de la mesure.

L'Etablissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de panne ou d'indisponibilité d'un appareil, la Collectivité sera immédiatement prévenue.

Pendant la période d'indisponibilité, les paramètres non mesurés sont estimés de la façon suivante :

- indisponibilité ponctuelle (inférieure à 96 heures) : moyenne des paramètres du mois considéré ;
- indisponibilité supérieure à 96 heures : estimation sur la base des volumes d'eau prélevés durant la période, les volumes, charges et concentration maximales souscrites (Article 10.1), l'historique des rejets, les justificatifs portant sur l'activité de l'Etablissement durant la période.

Passé un délai d'un mois, la Collectivité se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de l'Etablissement.

L'Etablissement laissera le libre accès aux agents de la Collectivité et à ses prestataires aux dispositifs de comptage et de prélèvements lorsqu'ils sont en place et autorise la Collectivité à en installer si elle le juge utile (dans ce cas, l'Etablissement s'interdit d'intervenir sur les appareils du prestataire), sous réserve du respect des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité. Par ailleurs, l'établissement

s'assurera lors des **contrôles inopinés** de la disponibilité de son personnel pour l'accès des intervenants aux ouvrages de mesures, pour le bon calage des mesures et pour la réalisation des mesures contradictoires.

## ARTICLE 9 DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

L'Établissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Prélèvement d'eau rejeté dans le réseau public	Comptage (emplacement, type,...)
Réseau public.....	.....
Forage .....	.....
Eaux pluviales stockées	
RIA-Sprinkler	

Prélèvement d'eau non rejeté dans le réseau public	Comptage (emplacement, type,...)
Réseau public.....	.....
Forage .....	.....
...	

Consommation d'eau non déversée dans le réseau public	Comptage (emplacement, type,...)
Eau dans les « produits »	
Évaporation	
...	

Dans le cas d'installations existantes de prélèvement non encore équipées de dispositif de comptage, l'Établissement installera sur toutes ses sources d'alimentation en eau (pompage en forage ou en rivière, captage, etc.) un dispositif plombé de comptage de l'eau prélevée, dont les caractéristiques sont arrêtées en accord entre les deux parties. Ces équipements seront posés et mis en service au plus tard dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention. La Collectivité en sera informée et sera destinataire de tous les relevés au courant de chaque mois de janvier. Les dispositifs seront entretenus et étalonnés dans les mêmes conditions que celles demandées par l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

L'Établissement transmet à la Collectivité copie écran de sa déclaration annuelle de prélèvement à l'Agence de l'Eau suite à sa saisie.

L'Établissement autorise la Collectivité à visiter ces dispositifs dans les conditions définies à l'Article 7.2.

## ARTICLE 10 CONDITIONS FINANCIÈRES

### Article 10.1. Flux et concentrations de matières polluantes de référence

Pour l'élaboration des conditions financières de la présente convention, les flux et concentrations maximum journaliers de matières polluantes qui ont été pris en considération sont les suivants : *[à compléter]*

Volume, v-0 (temps sec) <sup>o</sup>	XXX m <sup>3</sup> /jour	
---	--------------------------	--

DCO, dco-0	XXX mg/l	XXX kg/jour
NG, ng-0	XXX mg/l	XXX kg/jour
PT, pt-0	XXX mg/l	XXX kg/jour

Les **concentrations et flux maxima journaliers** de matières polluantes ainsi pris en considération sont désignés ci-après « quantité souscrite ».

*Rappel : en tout état de cause, l'Etablissement doit respecter les prescriptions de flux et concentrations maximum fixés dans l'arrêté d'autorisation de raccordement et de déversement annexée à la présente convention.*

### Article 10.2. Tarification de la redevance assainissement

Les tarifs de base applicables sont fixés, par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg conformément à la réglementation en vigueur, et compte tenu du/des contrat(s) de délégation de service public en vigueur.

À la date de signature de la présente convention, ils relèvent :

- des délibérations fixant les montants et modalité de facturation des redevances de collecte, de transports et la part communautaire de la redevance d'épuration ;
- de la délibération approuvant le contrat d'affermage de la station d'épuration

Le détail de ces tarifs de base, au jour de la signature de la convention, sont rappelés en annexe.

Ils comportent trois termes :

- **Une Partie Fixe Communautaire (PFC)**, annuelle, couvrant la participation de l'Établissement au financement des ouvrages de traitement des eaux usées.

PFC est calculée au prorata de la quantité souscrite mentionnée à l'Article 10.1 selon la formule

$$PFC = Ri2$$

où Ri2 représente la contribution à l'investissement de modernisation de la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau (phase 2004-2006). Ri2 est calculé comme suit.

$$Ri2 = I2 \times K2, \text{ avec}$$

- I2 = 1 564 509 € en vigueur pour 20 ans, durée d'amortissement des travaux de modernisation de la STEU, à compter de 2009 soit jusqu'en 2028 inclus

$$- K2 = 0,1 \frac{v-0}{V-0} + 0,1 \frac{dco-0}{DCO-0} + 0,4 \frac{ngo}{NG-0} + 0,4 \frac{pt-0}{PT-0}$$

- v-0, dco-0, ngo et pt-0 sont les flux journaliers de référence des rejets de l'Industriel (respectivement volumes temps sec, demande chimique en oxygène, Azote global et Phosphore total) mentionnés à l'Article 10.1

- V-0, DCO-0, NG-0 et PT-0 sont les flux journalier maximum admissible à la station d'épuration de Strasbourg figurant dans son arrêté d'autorisation d'exploitation :

- V-0 = 240 000 m<sup>3</sup>/jour
- DCO-0 = 126 000 kg DCO /jour
- NG-0 = 9 100 kg N / jour
- PT-0 = 1 700 kg P / jour.

*Les futurs investissements seront à ajouter suivant le même principe +Ri3, Ri4, ...*

*Au jour de la signature de la convention, il est prévu d'investir à la station d'épuration durant la période de délégation et Ri3 pourrait se substituer à Ri2 en 2029 compte tenu des montants d'investissement et des durées d'amortissement.*

En cas de modification des valeurs de l'article 10.1 en cours d'année, les contributions seront calculés au prorata du nombre de jour calendaire.

- **Une Partie Proportionnelle Communautaire (PPC)** aux volumes rejetés hors pluvial couvrant la participation de l'Etablissement aux charges d'exploitation des réseaux de collecte des eaux usées, et déterminée conformément aux délibérations de la collectivité.

L'assiette de facturation est donc établie sur la base des volumes rejetés par temps sec soit  $V_{rej}$ , déterminés en prenant pour moitié les valeurs moyennes des autocontrôles définis à l'Article 7.1 et pour l'autre moitié des contrôles inopinés effectués dans le cadre de l'Article 7.2 en rapportant les mesures externes à un rejet annuel à l'aide de l'annexe « note pour l'estimation du nombre de jours d'activité ».

[en cas de choix de l'établissement de l'option du paragraphe ci-dessous et de la transmission préalable de toutes les pièces nécessaires cocher la ci-dessous]

chaîne de mesure débitmétrique

Dans le cas où l'industriel transmet à la collectivité une présentation de la chaîne de mesure, dans le respect des règles de l'art, l'ensemble des mesures de l'autosurveillance et des contrôles inopinés sont utilisés pour le calcul de  $V_{rej}$ , sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- le procès-verbal de mise en route initiale, de vérification annuelle et d'étalonnage du système de mesures débitmétriques est établi par un organisme spécialisé indépendant de l'installateur ; il appartient à l'établissement de s'assurer du bon fonctionnement de ses instrumentations toutefois l'établissement pourra à son initiative se servir du contrôle inopiné pour justifier à la collectivité la vérification annuelle
- à partir d'un écart de +20% entre le volume mesuré par l'établissement par rapport au volume mesuré par le contrôle externe lors d'un seul contrôle inopiné au courant de l'année,  $V_{rej}$ , sera calculée en prenant pour moitié les valeurs moyennes des autocontrôles et pour moitié les valeurs des contrôles inopinés.

- **Une Partie Proportionnelle Fermière (PPF)** couvrant la participation de l'Etablissement aux charges d'exploitation de la station d'épuration.

PPF est proportionnelle à la charge de pollution réellement rejetée par l'établissement et est calculée de la manière suivante :

$$PPF = V_{rej} \times C_{pol} \times T, \text{ avec :}$$

- $V_{rej}$  = volume rejeté par l'Etablissement temps sec dans le réseau durant la période déterminée suivant la même méthode que pour la part PPC.
- $C_{pol}$  = coefficient de pollution calculé selon la formule suivante :

$$C_{pol} = 0,318 + 0,201 \frac{DCO_{mes}}{DCO_{dom}} + 0,173 \frac{NG_{mes}}{NG_{dom}} + 0,158 \frac{PT_{mes}}{PT_{dom}} + \min[0,03 \sum \mu P ; 0,15 P0]$$

- $DCO_{mes}$ ,  $NG_{mes}$  et  $PT_{mes}$  sont les valeurs moyennes des concentrations en DCO, N et P des effluents rejetés sur la période (temps sec ou non), déterminées en prenant pour moitié les valeurs moyennes des autocontrôles définis à l'Article 7.1 et pour l'autre moitié des contrôles inopinés effectués dans le cadre de l'Article 7.2.
- $DCO_{dom}$ ,  $NG_{dom}$  et  $PT_{dom}$  sont les valeurs théoriques des concentrations en DCO, N et P des effluents domestiques,  $DCO_{dom} = 750 \text{ mg/l}$ ,  $NG_{dom} = 75 \text{ mg/l}$ ,  $PT_{dom} = 10 \text{ mg/l}$
- pour chaque paramètre  $\mu P_{mes}$  est la moyenne des analyses des eaux en sortie de l'Etablissement sur les années N et N-1 (mini 2/an).
- pour chaque paramètre  $\mu P_{steu}$  est la moyenne des 6 dernières analyses RSDE en entrée de la station d'épuration.
- $\sum \mu P$  est la somme des 5 valeurs les plus élevées des rapports  $\mu P_{mes}/\mu P_{steu}$  établis pour chaque substance significative Steu quantifiée en sortie de l'Etablissement.
- Valeur plafond P0 est la moyenne des rapports  $DCO_{mes}/DCO_{dom}$  sur les décomptes des années 2019, 2020 et 2021 ou équivalent

-T est le tarif fermier ou équivalent relatif à l'épuration des eaux usées applicable pour la période considérée pour les industriels conventionnés défini dans le contrat d'affermage liant l'Eurométropole de Strasbourg à son délégataire et le cas échéant modifié par les avenants successifs.

Autres précisions :

- $\mu$ Pmes prend en compte toutes les mesures d'autocontrôles et contrôles externes sans distinction sauf en cas d'écart de +20% entre la valeur mesurée par l'établissement par rapport à la valeur mesurée par le contrôle externe à une seule reprise. La valeur  $\mu$ Pmes sera alors calculée en prenant pour moitié les valeurs moyennes des autocontrôles et pour moitié les valeurs moyennes des contrôles inopinés.
- $\mu$ Pmes : à défaut de 2 mesures mini/an les données seront complétées par les valeurs des années précédentes au plus récent.
- $\mu$ Psteu lors d'une année de nouvelle mesure RSDE initiale, il sera pris en compte ces données que lorsque les 4 mesures mini correspondantes auront été réalisées chez les industriels (par exemple si une nouvelle substance est introduite et mesuré en STEU l'année N il sera parfois nécessaire d'attendre l'année N+1 pour réaliser les mesures en sortie d'industriel).

*[en cas de choix de l'établissement d'une des options du paragraphe ci-dessous et de la transmission préalable de toutes les pièces nécessaires cocher la ou les case(s) ci-dessous]*

Analyses DCO d'autosurveillance validées

Analyses NG d'autosurveillance validées

Analyses PT d'autosurveillance validées

Dans le cas où l'industriel utilise pour l'une ou l'autre des analyses d'autocontrôle des méthodes normalisées en vigueur, l'ensemble des mesures de l'autosurveillance et des contrôles inopinés sont utilisés pour le calcul de  $DCO_{mes}$ ,  $NG_{mes}$  et/ou  $PT_{mes}$  sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- les justificatifs et les procédures détaillées des méthodes d'analyse utilisées du ou des paramètre(s) DCO, N et/ou P sont fournis à la collectivité);
- à partir d'un écart de +20% entre le résultat d'analyse d'un paramètre mesuré par l'établissement par rapport au résultat d'analyse du contrôle extérieur du même paramètre mesuré lors d'un seul contrôle inopiné au courant de l'année, la concentration de ce paramètre ( $DCO_{mes}$ ,  $NG_{mes}$  et/ou  $PT_{mes}$ ) sera calculée en prenant pour moitié les valeurs moyennes des autocontrôles et pour moitié les valeurs des contrôles inopinés.

*Cas particuliers de multiples raccordements à stipuler et à compléter*

Au cas où les rejets domestiques ne sont pas comptabilisés par la chambre de mesure, la redevance assainissement correspondante est calculée suivant les modalités suivantes : XXXX

## ARTICLE 11 FACTURATION ET RÈGLEMENT

La facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'Article 10 sont établis dans les conditions suivantes :

- Partie Fixe Communautaire (PFC) : elle est annuelle, et fait l'objet de 4 paiements trimestriels (par quart) ;
- Partie Proportionnelle Communautaire (PPC) : elle est annuelle, établie sur la base des volumes rejetés durant l'année civile. Elle fait l'objet de 4 acomptes trimestriels, établis sur la base de 20% des coûts dus au titre de l'année précédente et d'une régularisation annuelle dans le courant du premier trimestre de l'année suivante ;
- Partie Proportionnelle Fermière (PPF) : elle est annuelle, établie sur la base des volumes et concentrations rejetés durant l'année civile. Elle fait l'objet de 4 acomptes trimestriels, établis sur la base de 20% des coûts dus au titre de l'année précédente et d'une régularisation annuelle dans le courant du premier trimestre de l'année suivante.

En cas de non-paiement dans le délai de 3 mois de présentation de la facture et dans les quinze jours d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la redevance est majorée de 25% conformément à l'article R.2224-19-9 du Code général des collectivités territoriales.

## ARTICLE 12 INDEXATION ET RÉVISION DES ÉLÉMENTS FINANCIERS

1) Les tarifs et redevances mentionnés à l'Article 10.2 sont indexés dans les conditions suivantes :

- PFC : non indexable ; révisable en cas de nouveaux investissements à la station d'épuration ou de modifications des caractéristiques des effluents rejetés autorisés, notamment par application de l'Article 16 ;
- PPC : le tarif est égal à 90% du tarif collecte fixé par délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- PPF : le tarif est égal à 90% du tarif domestique du contrat d'affermage en vigueur de la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau; indexable et révisable selon les contrats de délégation et selon les mêmes modalités que la révision tarifaire du contrat en vigueur.

La Collectivité informera l'Etablissement le plus tôt possible à la modification des tarifs.

2) Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et règlementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivant :

- en cas de changement dans la composition des effluents ou/et de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement (et notamment en cas de modification de l'article 10.1 suivant l'article 16.2),
- en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement,
- en cas de modification de la législation en vigueur en la matière,
- en cas de modification du mode de calcul du tarif du fermier de la station

## ARTICLE 13 GARANTIE FINANCIÈRE

*[indiquer sans objet le cas échéant notamment pour les établissements possédant déjà une convention au 31/12/2022]*

L'Établissement remet une garantie bancaire émise par un établissement de crédit / un acte de cautionnement solidaire / ... (autre, à préciser) pour le paiement d'une somme correspondant au dernier montant annuel évalué au moment de la signature de la convention de XXXX € et couvrant la participation due par celui-ci au titre de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique. Ce document est joint en annexe.

Cette garantie pourra être appelée par la Collectivité conformément aux dispositions de l'Article 19.3 de la présente convention.

## ARTICLE 14 CONDUITE À TENIR PAR L'ÉTABLISSEMENT EN CAS DE NON-RESPECT TEMPORAIRE DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

En cas d'évènement susceptible de provoquer un dépassement ponctuel des valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation ou dans tous les cas de dépassement de ces valeurs (notamment en cas de déversement accidentel ou en cas de déversement de substances non autorisées), l'Établissement est tenu :

- d'avertir dans les plus brefs délais la Collectivité (interlocuteurs qualité des rejets habituels ou 03 68 98 51 75 durant les horaires de bureau ou 03 88 40 05 96 ou 03 68 98 51 47 hors horaire de bureau) ou l'exploitant de la station d'épuration le cas échéant au 03 88 45 60 65; et d'adresser un courriel à l'adresse [EauAssainissement@strasbourg.eu](mailto:EauAssainissement@strasbourg.eu)
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles (et d'eaux pluviales le cas échéant) si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité ;

- de prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution ;
- de prendre toutes mesures nécessaires pour régulariser la situation, au besoin en modifiant ses installations. Dans ce cas, la Collectivité sera informée des modifications envisagées et il pourra être fait application de l'Article 18.

Si nécessaire, et indépendamment des mesures prises par l'Établissement, la Collectivité se réserve le droit de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la limitation des effluents voire la fermeture du (des) branchement(s) en cause lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants pour le public, les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement ou pour l'environnement. Préalablement, la Collectivité informe l'Établissement de la (des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle elle(s) sera (seront) mise(s) en œuvre.

## ARTICLE 15 CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

### Article 15.1. Conséquences techniques

En dehors des circonstances ponctuelles évoquées à l'Article 14, l'Établissement informe la Collectivité dans les plus brefs délais lorsque les conditions d'admission des effluents ne sont pas respectées ou sont susceptibles de ne plus l'être, quelles qu'en soient les causes (problème technique, évolution de l'activité, etc.). Dans le même temps, il prend toutes mesures nécessaires pour faire cesser la situation et pour prévenir sa dégradation, telles qu'évoquées à l'Article 16.

Parallèlement, l'Établissement soumet à la Collectivité des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement. Ces propositions font l'objet d'un examen commun afin de définir une solution satisfaisant les deux parties.

En cas d'accord, la procédure de l'Article 18 sera appliquée et la présente convention sera révisée, y compris le cas échéant en ce qui concerne la participation financière de l'Établissement.

L'engagement de cette procédure, qui vise à organiser l'avenir, est sans effet sur les mesures de court terme que peut prendre la Collectivité :

- le cas échéant, n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents satisfaisant aux prescriptions définies initialement dans l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce quand bien même les deux parties sont en cours de discussion au sujet des mesures correctives et de la révision de la convention ;
- si nécessaire, et indépendamment des mesures prises par l'Établissement, prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (des) branchement(s) en cause lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants pour le public, les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement ou pour l'environnement. Préalablement, la Collectivité informe l'Établissement de la (des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle elle(s) sera (seront) mise(s) en œuvre. Cette information préalable sera assurée dans les meilleurs délais en fonction du degré de gravité de la situation engendrée (de quelques heures à quelques jours).

### Article 15.2. Conséquences financières

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité desdits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par elle, y compris en application du principe de précaution, notamment :

- les surcoûts de traitement des eaux et d'évacuation des boues et autres sous-produits générés par le système d'assainissement si les conditions initiales d'élimination devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement ;



- les surcoûts liés à des cas de dégradation des ouvrages d'assainissement ou des équipements électromécaniques ou pour éviter tout dysfonctionnement du système d'assainissement ;
- les surcoûts d'évacuation et de traitement des sous-produits de curage et de décantation du réseau si les rejets de l'Établissement influent sur leur quantité, leur qualité ou sur leur destination finale ;
- Les surcoûts engagés ou à engager afin de protéger ou de réparer des dommages à l'environnement, afin d'éviter ou de limiter tout danger pour le public et pour les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement.

Par ailleurs, sans préjudice de la réparation des dommages éventuels mentionnés ci-dessus, en cas de dépassement des valeurs de référence des caractéristiques des effluents rejetés mentionnés à l'Article 10.1, l'Industriel se verra appliquer pour chaque paramètre, pour chaque dépassement et par type d'analyse (surveillance extérieure à l'entreprise ou autosurveillance) une pénalité  $P$  calculée selon la formule suivante, :

$$P = \frac{p}{f} \times PFC$$

où :

- $p$  représente le pourcentage de dépassement pour le paramètre et l'analyse considérés,
- $f$  représente la fréquence annuelle du type d'analyse concerné (surveillance extérieure à l'entreprise ou autosurveillance),
- $PFC$  représente la Partie fixe communautaire annuelle normalement due.

Cette pénalité est appliquée dès lors que, durant l'exercice :

- soit un dépassement d'au moins 100% de la valeur de référence d'une des caractéristiques mentionnées à l'Article 10.1 a été observé,
- soit un dépassement de la valeur de référence d'une des caractéristiques mentionnées à l'Article 10.1 a été observé sur au moins 10% des analyses d'autosurveillance ou sur au moins 40% des analyses de la surveillance extérieure à l'entreprise).

Le montant cumulé de ces pénalités sur un exercice ne pourra pas excéder 5 fois la Partie fixe communautaire annuelle normalement due. Une note explicative avec des exemples concrets est annexée à la convention.

## ARTICLE 16 CHANGEMENTS DANS L'ACTIVITÉ OU LES REJETS DE L'ÉTABLISSEMENT

### Article 16.1. Situation générale

Toute évolution ou changement dans l'activité de l'Établissement ayant des conséquences sur les caractéristiques des effluents rejetés est communiquée au préalable à la Collectivité.

Il appartient à la Collectivité d'apprécier la portée de ces modifications au regard de l'admission des effluents dans le réseau. Au besoin, cela pourra conduire à la révision de l'arrêté d'autorisation de déversement et/ou de la présente convention.

### Article 16.2. Changements durables dans les rejets de l'établissement

L'établissement peut demander au plus tous les ans une révision à la baisse de sa quantité souscrite en application de l'Article 10.1 sur la base des tendances des 12 derniers mois et de ses perspectives d'évolution, sous réserve d'une baisse d'au moins 15 % du paramètre considéré ou de 250 kg de DCO.

Si l'établissement prévoit une hausse durable de sa quantité souscrite en application de l'Article 10.1, il peut solliciter leur modification à la hausse dans l'arrêté d'autorisation et dans la présente convention. La Collectivité se réserve alors le droit de ne pas y donner suite, au regard des capacités des installations de collecte et de traitement.

## ARTICLE 17 MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE DÉVERSEMENT



En cas de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement, la présente convention sera, le cas échéant, adaptée à la nouvelle situation et fera l'objet d'un avenant après renégociation.

## **ARTICLE 18    MODIFICATION DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée à l'initiative de chacune des parties, qui devra en informer l'autre par courrier avec accusé de réception. Pendant toute la période de négociation, les prescriptions de la convention continueront à s'appliquer, sauf dispositions contraires fixées d'un commun accord.

En l'absence d'accord, il appartiendra à chaque partie de déterminer si elle souhaite poursuivre l'application des dispositions en vigueur ou si elle choisit de dénoncer la convention. Dans ce cas, les dispositions de l'Article 19 s'appliqueront.

## **ARTICLE 19    CESSATION DU SERVICE**

### ***Article 19.1.    Conditions de fermeture du branchement***

La Collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement dans les cas suivants :

- lorsque le non-respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque avéré et important (modification de la composition des effluents, etc.) pour le service public de l'assainissement et/ou pour ses agents ;
- en cas de non-installation ou de non-entretien des dispositifs de mesure et de prélèvement ;
- en cas de non-respect des échéanciers de mise en conformité ;
- en cas d'impossibilité pour elle de procéder aux contrôles ;

et que les solutions proposées par l'Établissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à l'Établissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

Toutefois, en cas de risque avéré pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

L'Établissement demeure responsable de l'élimination de ses effluents postérieurement à la fermeture du branchement.

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture, à l'exception de la partie variable couvrant les charges d'exploitation.

### ***Article 19.2.    Résiliation de la convention***

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- par la Collectivité, dans les cas visés à l'Article 19.1, trois mois après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Établissement jugées insuffisantes par la Collectivité ;
- par l'Établissement, dans un délai de trois mois après notification à la Collectivité.
- en cas de cession ou de cessation d'activité. L'Établissement devra alors en informer la Collectivité dès décision et il appartiendra le cas échéant au repreneur de faire une nouvelle demande à l'Eurométropole de Strasbourg

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'Article 19.1.

### ***Article 19.3.    Dispositions financières***

En cas de résiliation de la présente convention par la Collectivité ou par l'Établissement, les sommes dues par celui-ci au titre d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'Article 10.2 deviennent immédiatement exigibles.

En cas de non-paiement des sommes dues par l'Établissement dans un délai de **XXX** mois, il pourra être fait appel à la garantie financière (mentionnée à l'article 13).

## ARTICLE 20 COMMISSION DE SUIVI

Une Commission de suivi de l'application des conventions de déversement établies entre l'Eurométropole de Strasbourg et les auteurs de rejets d'eaux usées non domestiques est créée. Cette Commission est composée de représentants de l'Eurométropole de Strasbourg et des industriels conventionnés ainsi que des partenaires (Agence de l'Eau, Union des Industriels du Bas-Rhin, etc.).

La Commission se réunit aussi souvent que nécessaire à la demande d'une majorité de ses membres ; ses modalités de fonctionnement sont établies d'un commun accord entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Union des industries du Bas-Rhin.

## ARTICLE 21 DATE D'EFFET ET DURÉE

*A adapter au cas par cas en fonction de l'existence au moment de la signature d'une précédente convention, d'un arrêté d'autorisation.*

La présente convention est subordonnée à l'existence d'un arrêté d'autorisation de déversement. Elle prend effet à la date de sa signature par les deux parties ou à la date de déversement effectif des effluents ou à la date du ... *(compléter l'option retenue si connue)*. Elle s'achève à la date d'expiration d'un arrêté d'autorisation de rejet des eaux domestiques en vigueur au bénéfice de l'Établissement.

Si l'Établissement sollicite le renouvellement de l'arrêté, conformément à l'Article 11 de celui-ci, une révision de la convention pourra être engagée afin de l'adapter le cas échéant aux nouvelles dispositions applicables à l'Établissement.

## ARTICLE 22 DÉLÉGATAIRE ET CONTINUITÉ DU SERVICE

La présente convention, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'Article 21, quel que soit le mode d'organisation du service d'Eau et d'assainissement.

A la date de signature de la présente convention le délégataire est substitué à la Collectivité pour la mise en œuvre des droits et obligations de celle-ci dans les limites définies par le contrat de gestion déléguée du service de l'Eau et de l'assainissement. Pendant la durée de ce contrat, les notifications à la Collectivité, prévues par la présente convention, lui sont donc valablement adressées.

## ARTICLE 23 JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis au tribunal compétent.

## ARTICLE 24 DOCUMENTS ANNEXÉS A LA CONVENTION

- Règlement d'assainissement collectif (non joint)
  - Garantie financière *(le cas échéant)*
  - Extraits ou totalité de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement relatif aux prescriptions applicables aux rejets de l'Établissement (non joint)
  - Tarifs applicables à la date d'entrée en vigueur de la convention.
  - Note pour l'estimation du nombre de jours d'activité pris en compte pour le calcul de Vrej de l'article 10
  - Note explicative pénalité de l'article 15.2 pour non respect de la quantité souscrite à l'article 10.1
- (A compléter, si nécessaire)*

Fait le **XX/XX/20XX** en **XXX** exemplaires originaux,

Signatures

**L'Etablissement**

**La Collectivité**

Pour information : transmission à l'exploitant de la station d'épuration de Strasbourg, et éventuellement à la DREAL, à l'Agence de l'Eau Rhin Meuse

	INDUSTRIELS	ADRESSE	ACTIVITE	date signature 1ère convention
1		Z.I. rue du Ried BP7 67610 LA WANTZENAU	Fabrication de caoutchoucs	16/04/12
2		8 rue de Saint-Nazaire 67100 STRASBOURG	Extraits levures	14/03/94
3		12 rte de la Fédération 67027 STRASBOURG	Chocolaterie	01/01/97
4		route métropolitaine 63 BP 91074 67452 MUNDOLSHEIM	Grande distribution	01/08/06
5		142 rue de l'Unterelsau 67200 STRASBOURG	Blanchisserie	01/01/90
6		6 rue de la Minoterie 67017 STRASBOURG	Agroalimentaire	10/01/12
7		10 rue St Charles 67300 SCHILTIGHEIM	Brasserie	01/01/89
8		ZI de la Hardt 2 route Jean-Pierre CLAUSE 67401 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Charcuterie	01/02/08
9		8 rue Eugénie BRAZIER 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Charcuterie	24/11/17
10		5 rte du Rohrschollen 67100 STRASBOURG	Extraits levures	17/01/96
11		8 rue de St Nazaire 67100 STRASBOURG	Levures	01/04/92
12		2 rue du Colonel Lilly 67642 FEGERSHEIM	Pharmaceutique	01/01/89
13		7 rue du Port du Rhin 67000 STRASBOURG	Malterie	01/01/92
14		72 rue Maréchal Foch 67300 LINGOLSHEIM	Pharmaceutique	01/01/97
15		7 Rue de l'embranchement 67116 REICHSTETT	Charcuterie	01/10/20
16		81 rue de la Rochelle 67100 STRASBOURG	Mécanique	01/02/99
17		Rue du pont de péage 67118 GEISPOLSHEIM	Chocolaterie	01/06/01
18		3 Rte du Rohrschollen 67100 STRASBOURG	Incinération OM	07/03/02
19		1 rue Joseph Graff 67810 HOLTZHEIM	Abattoir	15/05/96
20		11 rue de Saint Malo 67100 STRASBOURG	Malterie	11/12/07

N°	Famille	Paramètres significatifs STEP
1	HAP	Anthracène
2	HAP	Benzo (a) Pyrène
3	HAP	Benzo (b) Fluoranthène
4	HAP	Benzo (g,h,i) Pérylène
5	HAP	Benzo (k) Fluoranthène
6	HAP	Indeno(1,2,3-cd)pyrène
7	HAP	Fluoranthène
8	HAP	Naphtalène
9	Alkylphénol	4-nonylphénols ramifiés
10	Alkylphénol	4-nonylphenol monoethoxylate (NP1OE)
11	Alkylphénol	4-nonylphenol diethoxylate (NP2OE)
12	Alkylphénol	4-tert-Octylphenol
13	Alkylphénol	4-(1,1,3,3-tetramethylbutyl)phenol monoethoxylate (OP1OE)
14	Alkylphénol	4-(1,1,3,3-tetramethylbutyl)phenol diethoxylate (OP2OE)
15	Métaux	Chrome (métal total)
16	Métaux	Cuivre (métal total)
17	Métaux	Nickel (métal total)
18	Métaux	Plomb (métal total)
19	Métaux	Titane (métal total)
20	Métaux	Zinc (métal total)
21	Pesticides	Cyperméthrine
22	Pesticides	Diuron
23	COHV	Dichlorométhane
24	COHV	Tétrachloroéthylène
25	COHV	Trichlorométhane (chloroforme)
26	Chlorophénol	Pentachlorophénol
27	Plastifiant	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)
28	Autres	Sulfonate de perfluorooctane (PFOS)
29	BDE 2	BDE 028 (Tribromodiphényl éther)
30	BDE 2	BDE 047 (Tétrabromodiphényl éther)
31	BDE 2	BDE 099 (Pentabromodiphényl éther)
32	BDE 2	BDE 100 (Pentabromodiphényl éther)
33	BDE 2	BDE153 (Hexabromodiphényl éther)
34	BDE 2	BDE 154 (Hexabromodiphényl éther)
35	BDE 2	BDE 183 (Heptabromodiphényl éther)
36	BDE 2	BDE 209 (Décabromodiphényl éther)
37	PCB	PCB 028
38	PCB	PCB 052
39	PCB	PCB 101
40	PCB	PCB 118
41	PCB	PCB 138
42	PCB	PCB 153
43	PCB	PCB 180

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Contrats de résultats territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace, de la nappe du Bastberg et des aquifères du Sundgau - SENS 2027: convention de partenariat 2023-2027.**

#### **Numéro E-2023-867**

La Région Grand Est, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, la Chambre d'agriculture d'Alsace et les services de l'État ont collaboré dès 2018 afin de mettre en œuvre, sur le volet agricole, des actions opérationnelles permettant d'inverser la tendance à la hausse des teneurs en phytosanitaires dans les eaux de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau constatée dans le cadre du projet transfrontalier ERMES (Évolution de la Ressource et Monitoring des Eaux Souterraines).

Une convention de partenariat pour la mise en place de contrats de solutions territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau, formalisant cet engagement, avait ainsi été établie pour la période 2018-2022. Elle avait été signée par 48 partenaires, dont l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le prolongement des actions engagées sur la période 2018 – 2022, un nouveau projet de convention SENS 2027 (Solutions Eau Nappes d'Alsace et Sundgau 2027), doit permettre de poursuivre la dynamique initiée et de répondre aux enjeux de reconquête et de préservation de la ressource. L'atteinte des objectifs s'appuie sur la mise en place de contrats de résultats territoriaux, pilotés par les collectivités productrices d'eau potable avec l'appui de l'ensemble des partenaires locaux.

51 captages cibles sont visés par ce nouveau projet de convention, ci-annexé à la présente délibération, dont cinq sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : le forage de Geispolsheim, un forage à Holtzheim, trois forages à Lampertheim.

Les objectifs visés sont l'amélioration de la qualité des nappes d'Alsace, l'amélioration de la qualité de l'eau des captages cibles ainsi que la baisse globale de l'utilisation des phytosanitaires et des herbicides.

Cette convention viendra renforcer les partenariats existants avec l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est. En effet, le contrat de territoire Eau et Climat signé avec l'Agence de l'eau prévoit notamment le développement d'une agriculture écoresponsable et l'accompagnement des initiatives locales dans la

transformation écologique pour protéger la ressource en eau. Le partenariat avec la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est vise quant à lui à développer des pratiques et cultures durables en préservant les espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles.

La présente convention permettra de concentrer les efforts et de développer les complémentarités de plusieurs territoires et des différentes parties prenantes vers l'objectif commun de reconquête de la qualité de la nappe.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de signer ce nouveau projet de convention et de s'engager avec l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, la Région Grand Est et les autres partenaires à répondre collectivement à l'enjeu de préservation des ressources en eau vis-à-vis des produits phytosanitaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le projet de convention de partenariat SENS 2027, annexé à la présente délibération, pour la mise en place de contrats de résultats territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace, de la nappe du Bastberg et des aquifères du Sundgau,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer ce projet de convention de partenariat SENS 2027 pour la mise en place de contrats de résultats territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace, de la nappe du Bastberg et des aquifères du Sundgau.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-160669-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**







***Les producteurs et distributeurs d'eau de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau***

***La Commission Locale de l'Eau du SAGE Ill-Nappe-Rhin***

***La chambre d'agriculture d'Alsace***

***Les organismes stockeurs - distributeurs de phytosanitaires et autres organismes agricoles***

***Les autres organismes signataires***

(Convention de partenariat 2023 -2027 pour la mise en place de contrats de résultats territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace, de la nappe du Bastberg et des aquifères du Sundgau)

Pour des facilités d'écriture, dans la suite du texte, « la nappe d'Alsace, la nappe du Bastberg et les aquifères du Sundgau » est résumé sous le terme « les nappes ».

#### **ENTRE LES SOUSSIGNES**

- L'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ayant son siège social à Rozérieulles – BP 30019 - 57 161 moulins les Metz, et représentée par Marc HOELTZEL, Directeur général
- La Région Grand Est, ayant son siège social Place Adrien Zeller – 67 000 Strasbourg, et représentée par Franck LEROY, Président
- La Préfecture de la Région Grand Est, ayant son siège social 5 Place de la République- 67073 Strasbourg, et représenté par Josiane CHEVALIER, Préfète

- La Préfecture du Bas-Rhin, ayant son siège social 5 Place de la République- 67073 Strasbourg, et représenté par Josiane CHEVALIER, Préfète
- La Préfecture du Haut-Rhin, ayant son siège social 11 avenue de la République- 68000 Colmar, et représenté par Louis LAUGIER, Préfet
- Les producteurs et distributeurs d'eau potable à partir de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau signataires de la présente convention (syndicats, communauté de commune, métropole, agglomérations...)
- La Chambre d'agriculture d'Alsace, ayant son siège social à l'Espace Européen de l'Entreprise, 2 rue de Rome CS 30022 - Schiltigheim - 67013 Strasbourg Cedex, et représentée par Denis NASS, Président
- Bio en Grand Est Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Grand Est, ayant son siège social Espace Picardie - 54520 Laxou, représenté par Laurent COUSIN, Président
- La Commission Locale de l'eau du SAGE Ill-Nappe-Rhin, ayant son siège social Place Adrien Zeller – 67 000 Strasbourg, représentée par Odile ULRICH-MALLET, Présidente
- La Collectivité européenne d'Alsace, ayant son siège social place du quartier blanc - 67964 Strasbourg cedex, représentée par Frédéric BIERRY, Président
- Les organismes stockeurs - distributeurs de phytosanitaires, et les autres organismes agricoles, signataires de la présente convention
- La Fédération régionale des Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (FRCUMA), ayant son siège social CRACA du Mont Bernard Route de Suippes - 51000 Chalons en Champagne, représenté par Philippe THOMAS, Président
- La SAFER Grand Est, ayant son siège social 14 rue Rayet-Liénart - 51420 Witry-lès-Reims, représentée par Thierry BUSSY, Président
- L'Association pour la protection de la nappe d'Alsace (APRONA), ayant son siège social Biopôle - 28 rue de Herrlisheim- 68021 Colmar, représentée par Christèle LEHRY, Présidente
- Les autres organismes signataires de la convention

L'ensemble des signataires est communément dénommé ci-après « les Parties ».

**VU** la délibération n°----- de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est du -  
----- ;

**VU** la délibération n°----- du bureau de la Chambre d'Agriculture d'Alsace du ----- ;

**VU** les délibérations n°----- et n°----- du Conseil d'Administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse du ----- et du ---- 2023.

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :****La convention de partenariat 2018-2022**

**La présente convention faite suite à la Convention de partenariat 2018 -2022 pour la mise en place de contrats de solutions territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau.**

Historique de la convention 2018 – 2022 :

La Région Grand-Est, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, la Chambre d'agriculture d'Alsace et les services de l'Etat, ont décidé en 2018 de collaborer afin de mettre en œuvre sur le volet agricole des actions opérationnelles permettant d'inverser la tendance à la hausse des teneurs en phytosanitaires dans les eaux de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau constatée dans le cadre du projet transfrontalier ERMES (Evolution de la Ressource et Monitoring des Eaux Souterraines) 2016.

La convention de partenariat pour la mise en place de contrats de solutions territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau, formalisant cet engagement, a été validée fin 2018 pour la période 2018-2022. Elle a été signée par 48 partenaires, regroupant l'ensemble des parties prenantes : la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Ill-Nappe-Rhin, la Région Grand Est, l'Agence de l'eau, le Préfet, la Chambre d'agriculture, des collectivités productrices et distributrices d'eau potable, des organismes stockeurs prescripteurs et distributeurs de phytosanitaires, Bio en Grand Est -Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA), la Fédération régionale des Coopératives de Matériel Agricole (FRCUMA), l'Association pour la protection de la nappe d'Alsace (APRONA).

**Rappel des principaux objectifs de la convention 2018-2022 :**Objectifs d'amélioration de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau

- Réduction à moins de 20% du nombre de points de suivi avec des teneurs en herbicides et leurs métabolites dans les eaux brutes supérieures aux limites de qualité de 0,1µg/l (0,5µg/l pour l'ensemble des herbicides et leurs métabolites) ;
- Aucun point de suivi avec des teneurs en herbicides autorisés supérieurs à 0,1 µg/l

Objectif spécifique pour les captages d'eau potable cibles

- Aucun captage cible avec des teneurs en herbicides autorisés et leurs métabolites pertinents supérieures à 0,1µg/L par molécule ou à 0,5µg/L pour la somme des substances) ;

Objectif de baisse globale de l'utilisation des phytosanitaires et des herbicides

- Baisse de 40 à 50% de l'utilisation d'herbicides d'ici 2022 sur les Aires d'Alimentation de Captages (AAC) des 19 captages cibles ;
- Atteinte des objectifs Ecophyto sur le reste de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau, soit une baisse de 25% en 2020 et de 50% en 2025, tous phytosanitaires confondus ;
- Développement des cultures à bas niveau d'impact<sup>1</sup> dans les 16 Aires d'Alimentation de Captages cibles (20% de la SAU) et de l'agriculture biologique<sup>2</sup> (20% de la SAU) ;

<sup>1</sup> Les cultures à bas niveau d'impact (BNI) peuvent concerner en particulier : des systèmes herbagers, la luzerne, le miscanthus, les TTCR (taillis à très courte rotation), le chanvre, le sainfoin... Plus globalement,

- Développement du désherbage mécanique ;
- Expérimentation des Paiements pour Services Environnementaux.

#### Bilan de la convention 2018 – 2022 :

Il est à noter que les actions menées ont été en partie freinées ou empêchées pendant près de 2 ans par les différentes périodes de confinement liées à la Covid-19, en particulier les rencontres et réunions en présentiel.

94% de contrats de solutions territoriaux sont validés au 31/01/2023 (le contrat de Ranspach le Haut sera validé au 1<sup>er</sup> semestre 2023).

La mobilisation de l'ensemble des acteurs a permis l'émergence de nombreux projets de développement de filières de cultures à Bas Niveau d'Impact - CBNI (avec respectivement 24% et 32% de la SAU en CBNI, à l'échelle Nappe et à l'échelle des 16 AAC en 2021), le déploiement de l'outil PSE - Paiement pour Services Environnementaux (15 072 ha contractualisés au 31/12/2022) ou encore l'augmentation des surfaces conduites en agriculture biologique (avec respectivement 6% et 7% de la SAU en Bio, à l'échelle Nappe et à l'échelle des 16 AAC en 2021).

Le désherbage mécanique ne s'est pas significativement développé (taux stable autour de 10% de la SAU), bien que cette technique constitue un outil majeur pour diminuer la quantité d'herbicide utilisée.

En termes de résultats, entre 2015 et 2021, à l'échelle de la nappe, on est sur la trajectoire de l'objectif Ecophyto de baisse de -25% en 2020 (et -50% en 2025). A l'échelle des AAC, les résultats sont encourageants avec l'objectif de baisse de 40 à 50 % de l'utilisation des herbicides atteint pour 43% des AAC (baisse de 31% des quantités de substances actives) sur l'ensemble des AAC.

Par contre, à thermomètre constant, la qualité de l'eau est en moyenne stable sur la nappe et sur le Sundgau, sans véritable amélioration notable sur la période 2018-2022.

A l'échelle des AAC, pour les herbicides autorisés et leurs métabolites, une amélioration de la qualité pour la nappe d'Alsace a été constatée (réduction constatée de 92 à 50% de captages supérieurs aux seuils) et dans une moindre mesure pour le Sundgau (réduction constatée de 100% à 86% de captages supérieurs aux seuils). Toutefois, l'objectif de 0 captage > seuils n'est pas atteint à thermomètre constant.

Les molécules interdites restent par ailleurs encore présentes en quantité non négligeable, preuve de leur rémanence, de temps de réaction des milieux plus ou moins long et donc, de manière générale, de la sensibilité des captages aux herbicides.

En conclusion, les 5 ans de déploiement des actions visées dans la convention 2018-2022 ont permis d'ancrer une vraie dynamique et de développer des stratégies de baisse d'utilisation des herbicides, avec des résultats très encourageants sur les pratiques agricoles. Par contre, les impacts de ces évolutions sur la qualité de l'eau restent toutefois encore limités.

Les mécanismes relatifs à l'impact des cultures et pratiques culturales sur la ressource en eau sont aujourd'hui assez bien connus. Les leviers pour la reconquête de la qualité de l'eau sont

---

les productions à bas niveaux d'impacts garantissent un impact environnemental limité sur la ressource en eau (azote et phytosanitaires) et ce de façon structurelle, du fait de leur faible recours aux intrants de synthèse au cours de leur cycle de production.

<sup>2</sup> L'agriculture biologique, dans la présente convention, fait l'objet d'objectifs spécifiques. Elle constitue un mode de production qui trouve son originalité dans le recours à des pratiques culturales et d'élevage soucieuses du respect des équilibres naturels. Ainsi, elle exclut l'usage des produits chimiques de synthèse, des OGM et limite l'emploi d'intrants.

identifiés et de nombreux outils disponibles (dont les filières BNI et les instruments financiers). Cependant, leur mise en œuvre et leur impact restent encore insuffisante et s'inscrit dans le temps long.

Malgré l'atteinte des 20% de surface agricole en BNI pour la nappe et les 32% sur les 16 AAC cibles, il apparaît que la part de cultures BNI dans la SAU doit encore être augmentée, avec la nécessité de disposer de débouchés de filières économiques pérennes et autoportantes. Cette augmentation devrait être ciblée en particulier dans les zones les plus contributives à la dégradation de la qualité de l'eau.

**Il est ainsi nécessaire de poursuivre et renforcer la dynamique positive mise en place, de manière durable.**

**Les objectifs de baisse d'utilisation des herbicides doivent être poursuivis sur l'ensemble de la nappe et des AAC. Les stratégies d'actions de reconquête de la qualité de l'eau (désherbage mécanique, cultures BNI, leviers agronomiques...) doivent être réaffirmées pour tendre vers des systèmes agricoles moins dépendant des herbicides et éviter ainsi tout phénomène de substitution.**

### **De nouveaux captages cibles**

Le contrôle sanitaire des eaux distribuées pour la consommation humaine (EDCH) a évolué au 1<sup>er</sup> janvier 2021 : plus de 200 molécules sont désormais analysées, dont l'ensemble des herbicides et les métabolites identifiés lors de la campagne ERMES 2016.

Les résultats des mesures en 2021-2022, avec des dépassements de normes de qualité pour certaines molécules dans les eaux distribuées, ont conduit à la prise de dérogations préfectorales afin de permettre la distribution d'eau potable, avec la mise en place d'actions préventives et curatives.

Même en tenant compte de la non pertinence des métabolites ESA et NOA du S-Métolachlore au 31/12/2022, la problématique des métabolites dans l'eau potable demeure, notamment avec la présence des métabolites de la chloridazone, entraînant des conséquences substantielles en matière de production d'eau potable.

Au vu de ces éléments, la liste des captages cibles de la convention 2023-2027 a été actualisée, sur la base de :

- la liste des captages sensibles du SDAGE 2022/2027(intégrant les herbicides et les métabolites identifiés lors de la campagne ERMES 2016),
- des analyses des eaux brutes dans les différents réseaux de suivi pluriannuels de l'Agence de l'eau,
- des analyses réalisées au titre du contrôle sanitaire.

**La liste correspondante se trouve en annexe 1.**

### **Le cadre de la DCE, du SDAGE Rhin et du SAGE III-Nappe-Rhin**

L'objectif de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) retranscrit dans le SDAGE Rhin de reconquête du bon état des eaux souterraines a été fixé à l'horizon 2027. Le bon état, pour une masse d'eau souterraine, vise à ne pas excéder 20% de surface dégradée et l'absence de captage dégradé. La dégradation de la qualité de la ressource (avant traitement et/ou dilution) par les pesticides correspond aux points de mesure pour lesquels la concentration en une substance

est supérieure à 0,1 µg/l ou pour lesquels la concentration de l'ensemble des substances est supérieure à 0,5 µg/l.

En outre, le SAGE III-Nappe-Rhin a défini comme objectif prioritaire de garantir la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble de la nappe alluviale rhénane d'Alsace afin de permettre partout, au plus tard d'ici 2027, une alimentation en eau potable sans traitement.

Différentes pressions sont à l'origine des pollutions diffuses ou ponctuelles altérant la qualité des eaux souterraines et superficielles : industrielles, agricoles, et non agricoles. Une dynamique de réduction des pollutions diffuses est en cours sur les zones non agricoles, via la loi Labbé notamment, visant une interdiction quasi généralisée des pesticides sur l'ensemble des surfaces.

### **Les grands plans qui peuvent soutenir l'action**

Le Plan Écophyto II+ ambitionne de réduire les usages de produits phytopharmaceutiques de 50% d'ici 2025 et sortir du glyphosate au plus tard d'ici 2022 pour l'ensemble des usages (dérogation en cours).

La loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi EGALIM préconise au moins 50% de produits durables et de qualité dont au moins 20% de produits bio dans la restauration collective.

Par ailleurs, cette loi EGALIM acte la séparation du conseil et de la vente/application/mise sur le marché des produits phytosanitaires qui vise à prévenir tout risque de conflits d'intérêts. Cette séparation vente/conseil s'est appliquée à compter du 1er janvier 2021.

Le Plan Ambition Bio 2023/2027 a comme objectif français d'atteindre 18 % de surfaces agricoles en agriculture biologique en 2027 (objectif européen : 25 % en 2030).

La directive du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, dite Directive « Eau Potable » a été transposée en droit français par les décrets n° 2022-1720 du 29 décembre 2022 relatifs à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et n° 2022-1721 relatif à l'amélioration des conditions d'accès de tous à l'eau destinée à la consommation humaine.

La grande majorité de ces dispositions, dont celle relative au plan de gestion de sécurité sanitaire des eaux (PGSSE), est entrée en vigueur le 1er janvier 2023.

Le PGSSE est encadré par l'arrêté du 3 janvier 2023, et met en place une approche fondée sur l'analyse des risques et des dangers, la définition et la mise en œuvre de moyens de maîtrise et de surveillance. De la zone de captage jusqu'en amont des installations privées de distribution, la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau (PRPDE) élabore, met en œuvre, évalue et met à jour un PGSSE sur la partie du réseau d'eau potable dont elle a la compétence.

La contribution de la personne responsable de la production d'eau à la gestion et à la préservation de la ressource en eau est **rendue obligatoire** lorsque **l'eau est produite en tout ou partie à partir d'un point de prélèvement sensible (définition en cours de codification dans le code de l'environnement)**. Un plan d'action doit alors être élaboré et mis en œuvre pour contribuer à l'amélioration de la qualité de la ressource.

Lorsque le plan d'action concerne un point de prélèvement sensible au sens de l'article L.211-11-1 du Code de l'environnement, il contient également des propositions de mesures pouvant être rendues obligatoires dans le cadre d'un programme d'action établi en application du 7° de l'article



L.211-3 du même code. Cet article renvoie à la mobilisation du dispositif des Zones soumises à contraintes environnementales.

### **Evolutions possibles de la connaissance et de la réglementation sur les pesticides**

La prochaine campagne de mesures dans le cadre du projet **INTERREG-VI ERMES ii Rhin 2022-2025** aura lieu en 2023. Suite à la publication des résultats en 2024, la présente convention pourrait ainsi faire l'objet d'ajustements notamment de la liste de captages cibles ou encore des molécules visées après validation par le Comité de pilotage.

Le 20 avril 2023, l'ANSES a retiré les autorisations des principaux usages du S-métolachlore, sur le maïs, avec le calendrier de retrait suivant : retrait de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) le 20/04/23, fin de la vente au 20/10/23 et fin d'utilisation au 20/10/24. Cette interdiction intervient en parallèle d'une procédure de réévaluation du S-Métolachlore en cours au niveau européen. A noter, l'usage du S-métolachlore sur betterave industrielle et fourragère est pour l'instant maintenu en l'état.

**Au vu de cette interdiction programmée du S-métolachlore, et d'éventuelles autres interdictions à venir, le nombre de captages avec des dépassements des normes de potabilités, relatifs aux seules molécules autorisées, risque de fortement diminuer. Cela ne saurait toutefois remettre en cause le principe même de cette convention.** En effet, la forte présence dans de nombreux captages et la rémanence dans les eaux brutes d'herbicides et/ou de leurs métabolites, mêmes interdits d'utilisation, témoignent d'une pression des usages et d'une forte vulnérabilité du milieu nécessitant toujours le déploiement d'actions à visées préventives qui doivent permettre de limiter les traitements et minimiser l'impact sur le prix de l'eau.

L'objectif est de développer un programme de partenariat permettant de répondre aux enjeux partagés de reconquête et de préservation des ressources en eau potable et de préservation de la biodiversité des milieux dans un contexte d'équilibre économique des activités agricoles maintenant une production alimentaire et énergétique.

**C'est dans ce cadre que les Parties ont décidé de poursuivre et renforcer les actions opérationnelles déjà engagées, afin de maintenir la tendance à la baisse des teneurs en phytosanitaires dans les eaux de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau observée en 2018-2022, et de viser une qualité d'eau brute des captages qui respecte les normes de potabilité des eaux distribuées.**

### **IL EST ARRETE CE QUI SUIT :**

#### ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer un cadre global et un engagement entre les Parties pour contribuer à la reconquête de la qualité des nappes d'Alsace en définissant :

- des objectifs et des indicateurs ;
- les types d'actions prioritaires à mettre en place.

**Ce cadre global sera décliné en contrats de résultats territoriaux** (opérationnels et territorialisés), impliquant l'ensemble des acteurs concernés (gestionnaires d'eau potable, coopératives agricoles, distributeurs de phytosanitaires, services et organismes de l'Etat, BIOGE, SAFER, CLE...), avec des objectifs de résultats, en particulier vis-à-vis de la qualité de l'eau.

**Ces contrats de résultats sont définis et mis en œuvre à l'initiative des collectivités** dans le cadre d'une gouvernance partagée pilotée par un Comité de pilotage regroupant l'ensemble des acteurs (Cf. article 4). Comme les contrats de solutions territoriaux, ces contrats de résultats territoriaux seront adaptés en fonction du contexte local et des dynamiques spécifiques à chaque secteur.

Les contrats de solutions territoriaux déjà engagés en 2018-2022 seront poursuivis et, le cas échéant, complétés au vu des résultats constatés au regard des objectifs fixés, plus particulièrement vis à vis de la qualité de l'eau.

La dénomination de « contrats de solutions territoriaux » de la convention 2018-2022 devient « contrats de résultats territoriaux » pour la présente convention, afin de mettre en avant les résultats attendus et obtenus.

**Pour les nouveaux captages cibles inscrits dans la présente convention, les contrats de résultats territoriaux seront définis d'ici fin 2025.**

Ce cadre global et les contrats de résultats territoriaux ne se substituent pas aux démarches engagées, en particulier dans le cadre des SAGE, notamment le SAGE INR, le SAGE Largue ou le SAGE Doller, et par les comités de pilotage de captages sensibles ou prioritaires (pour des problématiques de pesticides et/ou de nitrates). **Cet engagement vise à contribuer et concentrer les efforts, développer les complémentarités et les mutualisations pour les objectifs communs de reconquête de la qualité des nappes d'Alsace.**

Cette convention est assortie de **3 annexes, révisables chaque année**, précisant les captages cibles (annexe 1), les molécules herbicides dont les usages sont à réduire en priorité (annexe 2) et les indicateurs de suivi qui pourront être utilisés (annexe 3). Ces annexes pourront être adaptées en fonction, notamment, des évolutions réglementaires (autorisations de molécules, seuils de potabilités...), des résultats des analyses des différents réseaux de suivis (nationaux et transfrontaliers), des leviers d'actions et de l'évolution des connaissances.

## ARTICLE 2 : Objectifs

### 2.1 Objectif d'amélioration de la qualité des nappes d'Alsace

**La présente convention fixe comme objectif global de réduire à moins de 20%, en 2027**, le nombre de points de suivi avec des teneurs en herbicides et leurs métabolites dans les eaux brutes supérieures aux limites de qualité de 0,1µg/l (ou 0,9µg/l pour les métabolites non pertinents) et 0,5µg/l pour l'ensemble des herbicides et leurs métabolites pertinents (limites de qualité de l'eau potable distribuée).

La pertinence de prise en compte de chaque métabolite sera analysée au fur et à mesure des publications d'avis de l'ANSES.

Ponctuellement d'autres molécules phytosanitaires (fongicides, molluscicides, nématicides...) pourront être considérées en fonction des résultats de déclassement.

### 2.2 Objectifs spécifiques d'amélioration de la qualité de l'eau pour les captages cibles

#### 2.2.1 Les captages cibles

Les captages cibles de la présente convention (détail en Annexe 1) sont :



- **17 captages (14 AAC) déjà engagés** dans la démarche au titre de la convention 2018-2022, auxquels s'ajoutent 5 captages appartenant déjà à ces 14 AAC initiales
- **29 nouveaux captages** identifiés au titre de la présente convention (dépassement des limites de qualité pour une molécule autorisée ou de ses métabolites sur la période 2016-2021 et/ou faisant l'objet d'un arrêté de dérogation préfectoral pour la distribution d'eau potable)

**La présente convention fixe comme objectif de n'avoir aucun captage cible en 2027 avec des teneurs dans les eaux brutes supérieures à :**

- **0,1 µg/l par molécule herbicide autorisée et métabolite pertinent**
- **ou 0,9 µg/l pour les métabolites non pertinents des molécules herbicides autorisées**
- **ou 0,5 µg/l pour la somme des substances (substances actives autorisées + métabolites pertinents).**

La pertinence de prise en compte de chaque métabolite sera analysée au fur et à mesure des publications d'avis de l'ANSES. La présence de substances, maintenant interdites mais rémanentes et de leurs métabolites, montrant une forte inertie, ne rentre pas dans cet objectif. Les herbicides sont particulièrement ciblés en raison de leur impact sur la qualité des eaux souterraines.

**Au vu de l'interdiction programmée du S-métolachlore pour certains usages, en particulier sur maïs, cet objectif sera réajusté par le COPIL, avant fin 2024.**

#### 2.2.2 La liste de vigilance

Une liste de vigilance est également établie pour les **17 captages** (détail en Annexe 1) pour lesquels la somme des herbicides (autorisés et interdits) et de leurs métabolites pertinents dépassent les limites de qualité sur la période 2016-2021.

**L'objectif est également de n'avoir aucune dégradation de la qualité de l'eau des captages de la liste de vigilance.**

En cas d'évolution négative de la qualité de l'eau de ces captages, ils pourront être intégrés dans la liste des captages cibles après discussion/analyse des causes entre les partenaires et validation par le Comité de Pilotage.

Les objectifs sur les nappes et sur les captages ne préjugent pas de l'évolution de la réglementation et de la connaissance vis-à-vis de la présence des substances phytosanitaires dans les nappes.

### **2.3 Objectif de baisse globale de l'utilisation des phytosanitaires et des herbicides**

**La présente convention fixe comme objectifs :**

- **Échelle des AAC des captages cibles :**
  - ✓ **Un objectif minimal de baisse de 50% d'utilisation des herbicides en 2025 pour 14 AAC des captages cibles déjà inscrits dans la convention 2018-2022.** Si l'objectif est atteint en 2025, le Comité de pilotage du captage définira un nouvel objectif pour 2027

- ✓ **Un objectif de baisse de 50% d'utilisation des herbicides en 2027 pour les 29 nouveaux captages cibles de la présente convention**
  - ✓ **Sur certains captages**, les Comités de pilotage locaux pourront définir, rechercher et mobiliser des moyens permettant d'**aller au-delà de cet objectif, voire de viser le zéro herbicide en 2027**
  - ✓ **Un objectif, à 2027, de développement des surfaces conduites en agriculture biologique et en cultures BNI (hors bio) avec les priorités suivantes :**
    - Maintenir les résultats obtenus lors de la précédente convention compte tenu de la conjoncture 2023 plus particulièrement sur l'agriculture biologique
    - Viser, en les accompagnant avec les dispositifs existants, une augmentation des surfaces concernées pour **tendre à 20% de surfaces en bio** et maximiser les surfaces en **BNI (hors bio)** en lien avec la création de filières solides et autoportantes (le % de BNI est actuellement en moyenne à 25% sur les captages et un **objectif de 35%** pourrait être visé)
    - Pour les captages qui auraient atteint ces objectifs, les COPIL locaux pourront fixer **des objectifs plus ambitieux**
  - ✓ Développer le désherbage mécanique en s'appuyant sur de nouveaux outils/partenariats, avec notamment les collectivités, la FRCUMA et les organismes stockeurs. Des objectifs quantifiés seront définis captage par captage.
- **Echelle des nappes (incluant les captages de la liste de vigilance) :**
- ✓ **L'atteinte des objectifs Ecophyto soit une baisse de l'utilisation de 50% en 2025, tous phytosanitaires confondus**
  - ✓ **Un objectif, à 2027, de développement des surfaces conduites en agriculture biologique et en cultures BNI (hors bio) avec les priorités suivantes :**
    - Maintenir des résultats obtenus lors de la précédente convention compte tenu de la conjoncture 2023 plus particulièrement sur l'agriculture biologique
    - Viser, en les accompagnant avec les dispositifs existants, une augmentation des surfaces concernées pour **tendre à 18% de surfaces en bio** (Plan ambition BIO national) et maximiser les surfaces en **BNI (hors bio)** en lien avec la création de filières solides et autoportantes (le % de BNI est actuellement en moyenne à 18% sur les captages et un **objectif de 25%** pourrait être visé)

Il s'agit de poursuivre la dynamique mise en place dans le cadre de la convention 2018-2022 sur l'ensemble de la nappe tout en ciblant plus fortement les captages à enjeux.

**Les actions de réduction d'utilisation d'herbicides seront ciblées prioritairement sur les molécules figurant en annexe 2.** Les herbicides sont particulièrement ciblés en raison de leur impact sur la qualité des eaux souterraines.

**Il est toutefois précisé qu'au-delà du suivi particulier de telle ou telle molécule herbicide, et pour éviter tout phénomène de substitution, c'est la réduction globale des pesticides qui est visée.**

La faisabilité d'atteinte des objectifs Ecophyto a été en partie démontrée dans le cadre des baisses d'utilisation de phytosanitaires mesurées dans les fermes du réseau Dephy. Cette baisse sera mesurée suivant les spécifications suivantes :

- Calcul de l'évolution des ventes et utilisations à partir des moyennes glissantes sur 3 ans, calculées annuellement depuis la période [2015-2017] jusqu'à la période [2026-2028] ;
- Calcul de l'évolution des indicateurs NODU (Nombre de doses utilisées) et QSA (quantité de substances actives), notamment utilisés dans le cadre du plan Ecophyto – en particulier le NODU permettra de suivre de réels changements de pratiques (calculs selon les mêmes modalités que les ventes).

Les substances concernées sont les substances à usage professionnel, hors produits utilisés en biocontrôle et en agriculture biologique (hors emploi autorisé dans les jardins):

- Les substances phytosanitaires pour l'objectif Ecophyto et à l'échelle des nappes ;
- Les herbicides pour l'objectif à l'échelle des captages cibles.

L'ensemble des ventes des produits phytosanitaires sera suivi à l'échelle de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau dans le cadre du plan Ecophyto, avec un focus sur les substances herbicides (en particulier sur les molécules de l'annexe 2).

Le cuivre et le soufre (agriculture conventionnelle et biologique) ne sont pas inclus dans les objectifs de réduction mais feront l'objet d'un suivi spécifique dans le cadre du bilan annuel.

**Chaque année, un bilan détaillé des résultats partiels obtenus sera partagé, discuté et une communication sera faite, au regard de l'atteinte de cet objectif cible global.**

Des difficultés liées à une année particulière (météo...) devront faire l'objet de réflexions et le cas échéant de mesures complémentaires pour l'année suivante permettant d'atteindre cet objectif global.

En outre, un focus sera réalisé sur l'évolution du NODU pour les herbicides utilisés sur maïs, betterave et soja afin de s'assurer de réels changements de pratiques.

## ARTICLE 3 : Contrats de résultats territoriaux

### 3.1 Cadre global des contrats de résultats territoriaux

La présente convention sera déclinée en contrats de résultats territoriaux à définir avec les partenaires locaux, comportant un ensemble d'actions, adaptées à chaque territoire, permettant de reconquérir durablement les ressources en eau.

L'échelle géographique des contrats de résultats territoriaux, à définir, pourra par exemple correspondre à l'échelle d'une aire d'alimentation de captage ou à un groupe de plusieurs aires d'alimentation de captages.

Ces contrats de résultats territoriaux :

- Seront définis sur la période de la convention pour une durée de 3 ans reconductible, en concertation avec les acteurs locaux, en particulier avec les agriculteurs ;
- Seront déclinés par secteurs géographiques en fonction des contextes naturels, pédologiques, filières et pratiques en place ;
- Pourront voir leurs conditions varier, en particulier sur les secteurs prioritaires d'aires d'alimentation de captages pour l'alimentation en eau potable (voir stratégies opérationnelles ci-dessous) ;
- Définiront des objectifs de moyens, des indicateurs, une gouvernance et un suivi en cohérence avec la stratégie globale définie dans la présente convention ; des objectifs complémentaires pourront aussi être proposés suite à une analyse partagée (ou concernant d'autres types de polluants localement dégradant : fongicides, nitrates...).
- Proposeront la mise en œuvre de stratégies et d'outils différents parmi la boîte à outils disponible ;
- Développeront et valoriseront les expérimentations et solutions proposées, qui seront d'autant plus acceptées si elles viennent du terrain.

Ces contrats de résultats territoriaux seront pilotés, construits et animés par les collectivités compétentes avec l'appui des partenaires, notamment la chambre d'agriculture.

La gouvernance et l'animation seront précisées pour chaque contrat, au cas par cas, dans un souci de mutualisation et d'optimisation des moyens.

Les contrats associeront l'ensemble des acteurs concernés et notamment Bio Grand Est, les coopératives, les distributeurs de phytosanitaires, les négoce et professionnels agricoles, et seront menés en étroite collaboration avec la CLE du SAGE III-Nappe-Rhin, et le cas échéant, avec les autres SAGE concernés (SAGE Largue, SAGE de la Doller...), et les Copil captages existants.

Des démarches analogues existent déjà dans un certain nombre de secteurs (plan d'actions captages, projets filières...). Elles participeront et contribueront à la réflexion et aux contrats de résultats territoriaux, en s'intégrant dans la stratégie globale définie dans la présente convention.

De la même manière, les contrats de résultats territoriaux pourront, le cas échéant, alimenter le Plan d'action des PGSSSE qui devront être réalisés par les distributeurs d'eau.

Pour rappel, les éléments d'évaluation et de gestion des risques concernant la zone de captage, qui correspond à son aire d'alimentation ou à défaut à ses périmètres de protection, devra être fourni par l'ensemble des PRPDE à l'agence régionale de santé pour le 1er avril 2027 au plus tard.

Les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau liés à la zone de captage sont élaborés et adoptés avant le 12 juillet 2027.

Les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau liés à la production et à la distribution sont élaborés et adoptés avant le 12 janvier 2029.

### 3.2 Stratégies opérationnelles

**Deux stratégies opérationnelles complémentaires sont retenues :**

- **Un socle d'actions de base sur l'ensemble des nappes**
- **Des actions renforcées** sur les secteurs prioritaires que constituent les **aires d'alimentation des captages cibles**

Afin d'accompagner les dynamiques d'actions, des expérimentations/vitrines pourront être développées et servir d'exemple dans le cadre de la réduction de l'utilisation des herbicides,

du développement des cultures BNI et spécifiquement à la promotion du désherbage mécanique.

Des indicateurs de suivi sont proposés en annexe 3 pour suivre les actions mises en place sur la durée de la présente convention.

### 3.2.1 Socle d'actions de base

Le socle d'actions de base correspond au développement et à la généralisation des actions vertueuses déjà mises en place actuellement, mais de manière trop localisée ou partielle pour obtenir des résultats suffisants au vu des enjeux et des objectifs visés.

Ce socle d'actions n'implique pas forcément de changement de système agricole généralisé. Il cible notamment un fort développement du désherbage mécanique (y compris via les progrès en robotique et la mutualisation) et le développement des pratiques « Dephy », GIEE ou Groupes 30 000.

Ce socle d'actions s'inscrit dans le cadre des réflexions sur l'arrêt de l'utilisation des herbicides, au-delà de la seule réflexion autour de la substitution afin de privilégier les leviers agronomiques et les impacts sur le milieu.

Les actions à mettre en place sont notamment les suivantes (liste non exhaustive) :

- **Réduire les pollutions ponctuelles et accentuer les équipements en systèmes de sécurisation de l'utilisation des pesticides à l'exploitation** en ciblant des secteurs à enjeux où pourraient être développées des actions « groupées »
- **Généraliser** le recours à des traitements en post-levée, plutôt que ceux en prélevée, plus impactant pour les ressources en eau
- **Développer et systématiser la prise en compte d'indicateurs « environnementaux »** des pesticides permettant de viser l'utilisation des molécules les moins impactantes pour les ressources en eau (Iphy...)
- **Promouvoir et utiliser les leviers agronomiques** (désherbage mécanique, rotation, diversification de l'assolement, faux semis, semis tardifs, travail du sol, mélanges variétaux...)
- **Développer la mise en œuvre et la généralisation de zones de filtration** (bandes enherbées, haies, zones de filtration derrière les drains...)
- **Promouvoir et développer les systèmes de cultures à bas niveau d'impact, dont l'agriculture biologique**, en s'appuyant sur le développement et le soutien des filières solides et pérennes et en mettant en avant, au-delà de leur effet sur la ressource en eau, l'intérêt économique de développer de nouveaux marchés
- **Favoriser les assolements concertés pour assurer l'implantation de cultures à faible niveau d'impact et favoriser la couverture des sols sur les zones les plus sensibles** en matière de qualité d'eau (captages, bordure de cours d'eau, talweg...)
- **Favoriser les aménagements fonciers visant à développer l'agriculture biologique, les cultures BNI, les infrastructures agroécologiques et le désherbage mécanique**
- **Promouvoir et développer l'agriculture biologique**
- **Développer des filières de cultures diversifiées** et accompagner les organismes stockeurs (OS) dans la recherche de nouveaux marchés

### 3.2.2 Stratégie d'actions renforcées

**La stratégie d'actions renforcées, complémentaire au socle d'actions défini ci-dessus**, plus ambitieuse et ciblée sur les aires d'alimentation des captages cibles, sera construite autour du développement d'actions de **changements de systèmes** et d'ajustement renforcé des pratiques. Cette stratégie s'appuiera sur l'implication et l'engagement des agriculteurs.

Les actions à mettre en place sont notamment les suivantes (liste non exhaustive) :

- **Généraliser le désherbage mécanique** sur les AAC (hors zones soumises à érosion et coulées de boues) en soutenant les nouvelles initiatives, plus particulièrement collectives
- Viser le développement, sur l'ensemble des captages cibles, **des cultures à bas niveau d'impact (hors bio)** sur la ressource en eau, avec au minimum le **maintien des surfaces en herbe**
- **Viser le maintien et le développement de l'agriculture biologique** dans les AAC des captages cibles
- **Soutenir l'élevage à l'herbe** (en cohérence avec la motion du Comité de Bassin et les plans « herbe »)
- **Soutenir le maintien et la création de filières spécifiques solides et pérennes (BNI, AB, herbe)**
- **Généraliser la mise en œuvre de zones de filtration** (bandes enherbées, haies, zones de filtration derrière les drains...)
- **Développer les assolements concertés pour assurer l'implantation de cultures à faible niveau d'impact et favoriser la couverture des sols sur les zones les plus sensibles en matière de qualité d'eau** (captages, bordure de cours d'eau, talweg...), et notamment les zones préférentielles d'infiltration
- **Développer les aménagements fonciers visant à favoriser l'agriculture biologique, les cultures BNI, les infrastructures agroécologiques et le désherbage mécanique**
- Utiliser le **levier foncier** pour assurer la maîtrise par les collectivités : droit de préemption, baux environnementaux, obligations réelles environnementales (ORE), échanges parcellaires, achats...
- Poursuivre le développement et le suivi des **Paiements pour Services Environnementaux** pour la qualité de l'eau (PSE), cofinancé par les producteurs d'eau potable
- **Développer l'outil MAEC** (remise en herbe, zéro herbicide...)
- **Soutenir la mise en place des MAE forfaitaires** portées par la Région
- Assurer une veille attentive sur le **volet transmission/installation** des exploitations en vue de maintenir/développer les systèmes de productions agricoles plus respectueux de la ressource en eau
- **Soutenir les expérimentations** sur les itinéraires techniques de désherbage et innovations techniques (robotique...)

Les contrats de résultats territoriaux définiront des indicateurs de suivi de la mise en œuvre des actions retenues, par exemple le pourcentage de surfaces binées, le nombre de cultures par assolement, les surfaces en prairies et en agriculture biologique, le linéaire de berges et de drains équipés de zones de filtration (indicateurs donnés à titre indicatif, une proposition d'indicateurs figure en annexe technique).

Cette stratégie est en complète cohérence avec les leviers identifiés dans le projet de stratégie régionale captages.

Dans le cas où la mobilisation des acteurs et les objectifs de la convention ne sont pas atteints, **ou à l'initiative des collectivités au regard de leurs obligations en matière de distribution d'eau potable**, la mise en œuvre du dispositif des zones soumises à contrainte environnementale (ZSCE) sur un nombre maîtrisé de captages, et/ou le renouvellement de la DUP, pourront être proposés aux préfets de département.

Dans les aires d'alimentation de captages dits sensibles, l'Etat pourra encadrer les installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagements ou occupations du sol afin de préserver la qualité des eaux (ZSCE).

Le programme d'action de la ZSCE peut notamment concerner les pratiques agricoles, en limitant ou interdisant, le cas échéant, certaines occupations des sols et l'utilisation d'intrants. Le programme d'action établi en application du 7° de l'article L.211-3 du code de l'Environnement pourra être rendu obligatoire.

Ces plans d'actions, volontaires voire obligatoires, pourront utilement intégrer les PGSSE.

Cette stratégie d'actions renforcées s'inscrira dans le développement de filières agricoles favorables à la ressource en eau, avec une valorisation économique des productions permettant de pérenniser les changements mis en place. Les acteurs de la filière, notamment au travers de labels de qualité, mettront l'accent sur les efforts mis en œuvre, la valorisation économique et la plus-value qualitative pour les ressources en eau, l'environnement, aux bénéfices des consommateurs.

#### ARTICLE 4 : Gouvernance et suivi

**Un comité de pilotage politique se réunira au moins une fois par an** pour examiner le bilan de l'avancement des contrats de résultats territoriaux et des engagements des Parties.

Le comité de pilotage est constitué des partenaires Région, Agence de l'eau, Etat, les producteurs/distributeurs d'eau, la Chambre d'agriculture d'Alsace et Commission Locale de l'Eau du SAGE INR. Il associera les représentants des partenaires signataires et notamment la Collectivité européenne d'Alsace, Bio en Grand Est, la SAFER, la FRCUMA, l'APRONA et les représentants des organismes stockeurs.

La présence de la Présidente de la Commission Locale de l'Eau au comité de pilotage permettra d'assurer les passerelles avec les travaux du SAGE III Nappe Rhin.

**Un comité technique préparatoire** à ce comité politique se réunira une à deux fois par an. Il est constitué de l'ensemble des Parties citées pour le comité de pilotage.

Chaque producteur de données enverra le bilan détaillé des résultats partiels obtenus avant le comité technique. Un bilan synthétique sera réalisé par la Région et l'AERM.

**Une journée technique annuelle d'information et d'échange** regroupant les partenaires signataires de la convention mais également, plus largement, l'ensemble des collectivités (syndicats, communes...), les associations de consommateurs, les associations de protection de la nature (Alsace Nature,...), les organismes de recherche (INRAE, CNRS, ENGEES...) et d'autres acteurs (Terre de Liens,...).

Cette journée permettra à chaque acteur de présenter le bilan des actions mises en œuvre mais surtout d'échanger sur les résultats obtenus et les dynamiques engagées. Elle permettra également d'associer « un grand témoin » et de communiquer plus largement sur l'opération.

**Les contrats de résultats territoriaux, pilotés par les distributeurs d'eau, seront élaborés et mis en œuvre en associant l'ensemble des acteurs concernés**, notamment la profession agricole, les services et organismes de l'Etat, les collectivités, les distributeurs de phytosanitaires, les coopératives et négoce, BIOGE, la FRCUMA, la SAFER, et en étroite collaboration avec la CLE du SAGE III-Nappe-Rhin et les Copil captages existants. Des comités de pilotage et comités techniques locaux seront constitués au cas par cas, autant que nécessaire, et associant l'ensemble des acteurs concernés.

Il conviendra par ailleurs de veiller à la bonne articulation de ces contrats avec la déclinaison régionale du plan Ecophyto et de la stratégie régionale captages.

Au-delà des signataires de la présente convention, d'autres structures pourront être associées à la démarche en tant que de besoin.



## ARTICLE 5 : Engagements réciproques

### 5.1 Engagements de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et de la Région Grand Est

**L'Agence de l'eau Rhin-Meuse et la Région Grand Est, dans le cadre de leur contrat de partenariat, s'engagent, chacune selon ses modalités d'aides, à :**

- Développer un soutien aux projets visant aux changements de systèmes sur les zones à enjeux (filière, foncier, élevage à l'herbe, « bio », cultures sans ou à bas niveau d'impact sur la ressource...), notamment dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « filières agricoles favorables à la ressource en eau » ;
- Soutenir des moyens d'actions auprès des collectivités concernées (animation, suivi et connaissance, expérimentation...), et la promotion des changements de pratiques et leur mutualisation entre agriculteurs (MAEC, MAE forfaitaire, PSE...) ;
- Maintenir une offre de soutien pour les investissements en matériels (Investissements / Performance Agricole Grand Est - IPAGE) permettant de soutenir les objectifs définis (c'est-à-dire des matériels permettant de mettre en œuvre des techniques alternatives à l'utilisation de pesticides et de maintien ou développement de cultures ou systèmes de cultures à bas niveau d'impact) ;
- Mettre à jour la liste des équipements éligibles en fonction des innovations techniques et des priorités définies par leurs instances respectives ;
- Soutenir l'innovation et les programmes de recherche et développement permettant de mieux connaître et réduire les pollutions diffuses et leur transfert vers les eaux souterraines, et de développer les alternatives aux pesticides ;
- Construire avec les membres du comité de pilotage une communication annuelle des résultats collectifs et des actions menées par les signataires, notamment lors de la journée technique annuelle.

L'Agence de l'eau Rhin-Meuse s'engage à fournir les données et les indicateurs de qualité de l'eau utiles et nécessaires au suivi de la présente convention et des contrats de résultats territoriaux.

La Région Grand Est s'engage à contribuer au suivi des actions mises en place dans les contrats de résultats territoriaux via le déploiement de l'outil Deaumin'eau (base de données des captages d'eau potable du Grand Est dont la qualité est dégradée par les pollutions diffuses).

### 5.2 Engagements des producteurs distributeurs d'eau potable

**Les producteurs - distributeurs d'eau potable s'engagent à :**

- Participer aux réunions des partenaires sur les contrats de solutions/résultats territoriaux, animées par la Région Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin Meuse ;
- S'inscrire dans une démarche préventive de préservation de la ressource en eau, plutôt que dans une démarche curative de traitement, d'interconnexion ou d'abandon de forages ;
- Piloter, coordonner, animer les contrats de solutions/résultats territoriaux sur les aires d'alimentation de captages dégradés, en lien notamment avec la Chambre d'agriculture, en cohérence notamment avec les plans d'actions captages existants ;



- Contribuer, dans le but de la préservation de la ressource en eau, et dans la limite des moyens qui leur seront alloués, à la transition agricole sur les périmètres de protection et le cas échéant sur les AAC ;
- Contribuer à mobiliser les outils disponibles pour la préservation de la ressource en eau (outils fonciers notamment) ;
- Evaluer et poursuivre le déploiement des Paiement pour Service Environnementaux (PSE), et/ou d'Obligations Réelles Environnementales (ORE) ;
- Contribuer, avec les collectivités locales porteuses de projets, au développement des filières à bas niveau d'impact sur les périmètres de protection voire, le cas échéant les AAC, en accompagnant leurs débouchés ;
- Poursuivre les partenariats avec les différents acteurs techniques référents pour améliorer la qualité de la ressource en eau.

### **5.3 Engagements de la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA)**

#### **La Chambre d'agriculture d'Alsace s'engage à :**

- Promouvoir des pratiques agricoles en faveur de la qualité de l'eau (notamment résultats des réseaux DEPHY, désherbage mécanique, innovations, utilisation d'INDIGO, dispositifs d'Aire de Lavage et de Remplissage...) ;
- S'impliquer dans le pilotage, la coordination et l'animation des contrats de solutions territoriaux en partenariat avec les producteurs distributeurs d'eau potable et en associant les collectivités, coopératives, distributeurs de phytosanitaires, négoce et professionnels agricoles ;
- Réunir le groupe des organismes stockeurs pour diffuser des informations auprès de leurs équipes
- Contribuer au montage de nouvelles filières à bas niveau d'impact sur les ressources en eau ;
- Contribuer à la conversion en Agriculture Biologique des exploitations agricoles qui le souhaitent, et plus particulièrement dans les aires d'alimentation des captages dégradés ;
- Contribuer à la recherche des causes des pollutions ponctuelles et aider à résorber celles-ci ;
- Contribuer à la formation des agriculteurs des zones de captages dégradés ;
- Contribuer à la formation des agents commerciaux ;
- Examiner et analyser les indicateurs de suivi fournis par la DRAAF, avec le groupe des organismes stockeurs

### **5.4 Engagements de l'Etat**

#### **L'Etat s'engage à :**

- Fournir les indicateurs concernant les ventes et l'utilisation des produits phytosanitaires NODU et QSA élaborés dans le cadre des travaux du Groupe de Travail « indicateurs Ecophyto » qui ont fait l'objet d'un partage avec les acteurs régionaux, à l'échelle des nappes d'Alsace et à l'échelle des AAC cibles (ajustée aux codes postaux correspondants)
- Fournir des indicateurs accessibles sur l'agriculture biologique et les cultures à bas niveau d'impact (BNI) pour analyser la diversification des cultures à l'échelle des nappes (assolements PAC...)
- Favoriser le développement du réseau des fermes dits « groupes 30 000 » sur le territoire concerné en s'appuyant sur la réussite de l'expérimentation des fermes DEPHY et en donnant une priorité aux projets qui cibleront l'objectif de réduction de l'utilisation des herbicides et de leurs impacts et les changements de système
- Encourager le développement d'expérimentations sur les systèmes innovants au travers de DEPHY expé notamment
- Contribuer à la facilitation d'innovation, notamment à la poursuite du dispositif révisé des paiements pour services environnementaux (PSE), en faisant le lien avec le niveau national
- Communiquer régulièrement toute information utile d'actualité : autorisation et interdiction de molécules, avis ANSES, résultats des contrôles, appels à projets, changements suite à la séparation de la vente et du conseil des produits phytosanitaires au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (*la liste évolutive des organismes agréés pour le conseil et la liste des distributeurs est consultable à cette adresse: <https://e-agre.agriculture.gouv.fr/>*
- Mettre en œuvre, sur un nombre maîtrisé de captages, le dispositif lié aux Zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE) dans les secteurs où aucune dynamique partenariale constructive n'a été engagée d'ici 2025 et où aucune amélioration significative sur les herbicides ciblés dans l'annexe technique n'a été constatée
- Fournir les données relatives à la caractérisation des AAC (RPG...) sur demande des collectivités, soit en accès libre via le site : <https://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/le-grand-est-et-ses-departements-r704.html> soit via une convention spécifique collectivité/DRAAF

La présente démarche partenariale sera appuyée par la stratégie régionale captages en cours de finalisation.

## **5.5 Engagements des organismes stockeurs – distributeurs de phytosanitaires et des autres organismes agricoles**

**Les organismes stockeurs - distributeurs de phytosanitaires et les autres organismes agricoles s'engagent à :**

- Participer aux réunions des partenaires sur les contrats de solutions/résultats territoriaux, animées par la Région Grand Est et l'Agence de l'Eau Rhin Meuse
- Participer aux COPIL des captages pour contribuer à la dynamique locale
- Participer aux réunions du groupe des organismes stockeurs animées par la Chambre d'agriculture d'Alsace

- Mettre à disposition dans la mesure du possible leurs moyens et équipes pour participer aux actions contribuant à améliorer la qualité de l'eau
- S'associer avec les collectivités et la chambre d'agriculture à la construction de projets de filières pérennes
- Apporter leur éclairage technique et économique sur la faisabilité et l'évolution des contextes et les débouchés relatifs aux filières BNI qui seraient proposés
- Participer aux essais/tests/ innovations, notamment en désherbage mécanique ou en systèmes de cultures, en lien avec l'ensemble des acteurs et notamment les collectivités concernées
- Contribuer au développement et au maintien des filières à bas niveau d'impact, dont l'agriculture biologique, en cohérence avec le contexte économique et les débouchés

### **La Fédération régionale des Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (FR CUMA) Grand Est s'engage à :**

- Promouvoir l'agriculture collective (CUMA) comme outil permettant d'investir dans du matériel ou de créer des emplois partagés favorisant le développement de pratiques et de filières favorables à la qualité de l'eau
- Contribuer à l'émergence et accompagner les projets collectifs CUMA allant dans le sens de la préservation de la ressource en eau, notamment par la création et l'animation de GIEE, et transmettre aux organismes techniques compétents (Chambre d'agriculture, ...) les accompagnements techniques spécifiques
- Recenser les données permettant de suivre l'évolution des pratiques liées au désherbage mécanique au sein des CUMA
- Promouvoir les pratiques agricoles en faveur de la qualité de l'eau (organisation ou relai de démonstrations / visites sur le désherbage mécanique, les aires de lavage, valorisation de guides techniques du réseau CUMA, communication générale, ...) auprès des CUMA, notamment en zones prioritaires, si possible avec un conseiller agro-équipement dédié
- Contribuer au développement de filières à bas niveaux d'intrants (AB, maintien des surfaces en herbe, ...) au sein des CUMA, notamment en zones prioritaires, et transmettre les besoins d'accompagnements spécifiques aux structures compétentes

### **L'Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA – Bio en Grand Est) s'engage à :**

- Sensibiliser les agriculteurs à l'agriculture biologique par des actions collectives (organisation de Fermes Bio Ouvertes, de journées techniques, intervention dans le parcours installation, ...) et individuelles (enquêtes sur la sensibilité à l'environnement et les freins psycho-sociologiques par rapport à l'agriculture biologique)
- Accompagner les conversions et les installations bio dans le cadre du pôle conversion bio Alsace ; identifier des opportunités d'installation en bio par l'accompagnement de futurs

cédants (bio ou non bio) sans repreneurs ; consolider les producteurs engagés en bio par la mise en place d'un système de parrainage

- Contribuer au montage de nouvelles filières de valorisation des productions biologiques et sensibiliser sur l'ensemble des filières biologiques
- Sensibiliser (implication dans les Projets Alimentaires Territoriaux, modules de formation sur l'agriculture biologique, ...) et accompagner les collectivités pour le développement de l'agriculture biologique sur leur territoire (développement des surfaces, des filières, de la consommation)
- Fournir les données disponibles sur l'agriculture biologique à l'échelle des AAC des captages cibles figurant en annexe technique, et à l'échelle des nappes

#### **La SAFER s'engage à :**

- Préserver la ressource en eau potable : En partenariat avec les Agences de l'eau, la SAFER Grand Est a créé la cellule ANIMATION FONCIERE EAU (CAFEAU) visant à favoriser, via des échanges fonciers, la mise en place de pratiques culturales compatibles avec l'objectif de préservation de la ressource en eau potable. La SAFER se fixe ainsi pour objectif d'augmenter significativement les surfaces protégées.  
A ce titre, les comités techniques veilleront à favoriser, pour toute attribution de foncier situé dans un périmètre rapproché de captage, le label HVE, le label AB, la remise en herbe ou toute pratique innovante (cultures BNI,...) compatible avec la préservation de la ressource en eau.
- Informer sur les enjeux environnementaux : La SAFER informera les candidats et les membres des comités techniques sur les enjeux environnementaux identifiés pour les parcelles attribuées. Elle incitera les membres de comités techniques à tenir compte de ces enjeux au moment du choix de l'attributaire. Elle veillera à ce que les enjeux environnementaux soient clairement mentionnés dans l'acte de rétrocession.
- Préserver les prairies permanentes : Puits de carbone, réservoirs de biodiversité, éléments essentiels pour la préservation de la ressource en eau, les surfaces en prairie ont diminué fortement au cours des dernières années. Les comités techniques de la SAFER veilleront à ce que les surfaces en prairies permanentes soient attribuées préférentiellement à des éleveurs avec inscription au cahier des charges de l'obligation du maintien en herbe.

### **5.6 Engagements de la Commission Locale de l'Eau du SAGE III-Nappe-Rhin**

#### **La CLE du SAGE INR s'engage à :**

- Mobiliser à l'échelle du SAGE, les producteurs et distributeurs d'eau potable, autour de la question de la préservation et de la reconquête de la qualité des ressources en eau brute via l'organisation des réunions régulières (diffusion d'outils, retours d'expérience, échanges...)
- Mettre en place des outils de suivi et d'aide à la décision pour accompagner les acteurs concernés dans la mise en place de programme d'actions sur les AAC
- Poursuivre les partenariats entre la CLE et les différents acteurs techniques référents (APRONA, OPABA-BIOGE et FREDON Alsace) pour améliorer la qualité de la ressource en eau
- Evaluer la mise en œuvre du SAGE par le renseignement des indicateurs du SAGE relatifs à l'état des ressources en eau et le suivi de certaines actions emblématiques (développement de l'agriculture biologique...)

## 5.7 Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA)

### La Collectivité Européenne d'Alsace (CeA) s'engage à :

- Promouvoir les pratiques agricoles les plus vertueuses sur les zones à enjeux, de manière à lutter contre la dégradation des eaux ;
- Promouvoir le maintien et le développement des filières permettant de préserver les prairies et l'élevage à l'herbe, notamment en mobilisant des MAEC ou la modernisant des outils de la filière, en particulier l'abattoir de Cernay (propriété de la CeA) ;
- Apporter un appui aux filières permettant de valoriser des productions à bas niveau d'intrants telles que les filières bio et les filières en circuits courts et contribuer aux projets de PETR et PAT, notamment dans le cadre de l'Inter PAT Alsace, co-animé par la CeA et la DRAF ;
- Quand c'est possible, mobiliser les outils fonciers dont elle a l'initiative, au service des enjeux spécifiques de chaque territoire et en particulier dans les zones à enjeux « eau » (captages dégradés notamment).

## 5.8 Engagements de l'APRONA

### L'APRONA s'engage à :

- Apporter une expertise hydrogéologique permettant une compréhension du fonctionnement de l'AAC (si les données existantes sont suffisantes) dans le but de mieux expliquer les contaminations survenant aux captages
- Réaliser des bilans de la qualité de l'eau à l'échelle des AAC et des captages. La qualité de ces bilans dépendra des données disponibles et transmises par les partenaires
- Réaliser le calcul des indicateurs de suivi de la qualité de l'eau définis à l'échelle des nappes et des captages cibles
- Fournir les éléments permettant une évaluation de l'efficacité des actions mises en place pour réduire l'usage des produits phytosanitaires en fonction de la vulnérabilité des AAC et des pressions identifiées à l'aide du registre parcellaire graphique

**Les Parties communiqueront fortement sur les réussites et les retours d'expériences** (réseau Dephy, AMI filières, désherbage mécanique, contrats MAEC système grandes cultures) afin de montrer la voie et la faisabilité d'atteinte des objectifs fixés. Ces résultats et dynamiques positives pourront par ailleurs servir de « points d'appui » et de références.

## ARTICLE 6 : Délais - Durée de la présente convention

La présente convention sera signée en 2023. Les contrats de résultats territoriaux seront validés le plus en amont possible de la période 2023-2027.

**La convention est conclue pour une durée de 5 années, de 2023 à 2027.** Elle prend effet le jour de sa signature par les Parties et s'éteindra de plein droit à la fin de la durée précitée.

Cette échéance de 2027 correspond à l'échéance fixée pour les objectifs DCE de qualité de l'eau.

Une réunion de bilan et une évaluation des résultats obtenus à cette date permettront, si les objectifs ne sont pas atteints de fixer les termes d'une éventuelle prolongation du dispositif.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Agence de l'eau  
Rhin-Meuse  
Marc HOELTZEL  
Directeur général

Région Grand Est  
Franck LEROY  
Président

Préfecture de la région  
Grand Est  
Josiane CHEVALIER  
Préfète

Chambre d'agriculture  
d'Alsace  
Denis NASS  
Président

Préfecture  
du Bas-Rhin  
Josiane CHEVALIER  
Préfète

Préfecture  
du Haut-Rhin  
Louis LAUGIER  
Préfet

CLE du SAGE III-  
Nappe-Rhin  
Odile ULRICH-MALLET  
Présidente

AUTRES SIGNATAIRES :

## Annexe 1 : Liste des captages de la convention

### 1.1 Les captages cibles :

- **Liste 1 - 22 captages** : 17 captages (14 AAC) déjà engagés dans la démarche au titre de la convention 2018-2022, auxquels s'ajoutent 5 captages appartenant déjà à ces 14 AAC initiales.

A noter : les captages de Spechbach et Willer ciblés dans la convention 2018/2022 ont été intégrés dans la liste de vigilance.

- **Liste 2 - 29 nouveaux captages** identifiés au titre de la présente convention (captages présentant des dépassements de limite de qualité pour une molécule autorisée ou de ses métabolites sur la période 2016-2021 et/ou faisant l'objet d'un arrêté de dérogation préfectoral pour la distribution d'eau potable).

A noter : les captages « Source Strueth Henflingen » et « Sources Faehllig 1 et 2 » ont été ajoutés par cohérence avec la stratégie d'actions déployée par la Communauté de communes du Sundgau.

Identifiant	Réseau	Code local AAC	Commune d'implantation	Dpt	Nom captage	Type
03428X0002	Nappe d'Alsace	68024	JESBSHEIM	68	FORAGE DE JESBSHEIM	Liste 1
02344X0148	Nappe d'Alsace	67004	HERRLISHEIM	67	FORAGE P2 DE HERRLISHEIM	Liste 1
03786X0020	Nappe d'Alsace	68014	ROUFFACH	68	FORAGE COMMUNAL ROUFFACH	Liste 1
03786X0030	Nappe d'Alsace	68017	MERXHEIM	68	FORAGE SYNDICAL	Liste 1
02341X0046	Nappe d'Alsace	67001	MOMMENHEIM	67	FORAGE 6 DE MOMMENHEIM	Liste 1
02341X0024	Nappe d'Alsace	67001	MOMMENHEIM	67	FORAGE 4 DE MOMMENHEIM	Liste 1
02341X0143	Nappe d'Alsace	67001	MOMMENHEIM	67	FORAGE 7 DE MOMMENHEIM	Liste 1
02342X0193	Nappe d'Alsace	67001	MOMMENHEIM	67	FORAGE 8 DE MOMMENHEIM	Liste 1
02341X0022	Nappe d'Alsace	67001	MOMMENHEIM	67	FORAGE 1 DE MOMMENHEIM	Liste 1
02341X0023	Nappe d'Alsace	67001	MOMMENHEIM	67	FORAGE 3 DE MOMMENHEIM	Liste 1
02341X0053	Nappe d'Alsace	67001	MOMMENHEIM	67	FORAGE 5BIS DE MOMMENHEIM	Liste 1
01992X0071	Nappe d'Alsace	67007	SELTZ	67	FORAGE DE BEINHEIM	Liste 1
01996X0168	Nappe d'Alsace	67008	ROESCHWOOG	67	FORAGE DE ROESCHWOOG	Liste 1
03074X0002	Nappe d'Alsace	67049	ZELLWILLER	67	FORAGE DE ZELLWILLER	Liste 1
04458X0001	Sundgau	68001	BLOTZHEIM	68	PUITS KABIS	Liste 1
04447X1001	Sundgau	68059	MONTREUX-VIEUX	68	PUITS 1	Liste 1
04457X0023	Sundgau	68052	KNOERINGUE	68	FORAGE COMMUNAL KNOERINGUE	Liste 1
04457X0013	Sundgau	68056	WENTZWILLER	68	PUITS VIEHWEG AMONT	Liste 1

Identifiant	Réseau	Code local AAC	Commune d'implantation	Dpt	Nom captage	Type
04451X0148	Sundgau	68006	TAGOLSHEIM	68	FORAGE SYNDICAL	Liste 1
04457X0009	Sundgau	68053	RANSPACH-LE-HAUT	68	SOURCE N°5	Liste 1
04457X0058	Sundgau	68053	RANSPACH-LE-HAUT	68	SOURCES RANSPACH-LE-HAUT	Liste 1
04457X0011	Sundgau	68053	RANSPACH-LE-HAUT	68	SOURCES RANSPACH-LE-HAUT	Liste 1
02343X0023	Nappe d'Alsace	67010	BIETLENHEIM	67	FORAGE 3 EST DE BIETLENHEIM	Liste 2
02343X0020	Nappe d'Alsace	67010	BIETLENHEIM	67	FORAGE 1 NORD DE BIETLENHEIM	Liste 2
02343X0022	Nappe d'Alsace	67010	BIETLENHEIM	67	FORAGE 2 SUD DE BIETLENHEIM	Liste 2
02343X0062	Nappe d'Alsace		GEUDERTHEIM	67	FORAGE 4 OUEST DE BIETLENHEIM	Liste 2
02344X0090	Nappe d'Alsace		BISCHWILLER	67	FORAGE PIEZO DE BISCHWILLER	Liste 2
02344X0089	Nappe d'Alsace		BISCHWILLER	67	FORAGE SUD-EST DE BISCHWILLER	Liste 2
01978X0032	Nappe du Bastberg	67054	BOUXWILLER	67	FORAGE 2 OBERFELD	Liste 2
01978X0031	Nappe du Bastberg	67054	BOUXWILLER	67	FORAGE 1 OBERFELD	Liste 2
02342X0187	Nappe d'Alsace	67009	BRUMATH	67	FORAGE P6 DE BRUMATH	Liste 2
02342X0129	Nappe d'Alsace	67009	BRUMATH	67	FORAGE P4 DE BRUMATH	Liste 2
02342X0263	Nappe d'Alsace	67009	BRUMATH	67	FORAGE P7 DE BRUMATH	Liste 2
02722X0288	Nappe d'Alsace		GEISPOLSHEIM	67	FORAGE DE GEISPOLSHEIM	Liste 2
02721X0013	Nappe d'Alsace		HOLTZHEIM	67	FORAGE P1 HOLTZHEIM	Liste 2
02346X0051	Nappe d'Alsace		LAMPERTHEIM	67	FORAGE F2 LAMPERTHEIM	Liste 2
02346X0007	Nappe d'Alsace		LAMPERTHEIM	67	FORAGE F1 LAMPERTHEIM	Liste 2
02346X0046	Nappe d'Alsace		LAMPERTHEIM	67	FORAGE F3 LAMPERTHEIM	Liste 2
A venir (nouveau forage)	Nappe d'Alsace		OBERHOFFEN-SUR-MODER	67	FORAGE 2 bis OBERHOFFEN SUR MODER	Liste 2
02344X0154	Nappe d'Alsace		OBERHOFFEN-SUR-MODER	67	FORAGE 1 OBERHOFFEN SUR MODER	Liste 2
02344X0237	Nappe d'Alsace		ROHRWILLER	67	FORAGE 2 ROHRWILLER	Liste 2
02344X0211	Nappe d'Alsace		ROHRWILLER	67	FORAGE 1 ROHRWILLER	Liste 2
01995X0022	Nappe d'Alsace		SOUFFLENHEIM	67	FORAGE DE RAMELSHAUSEN	Liste 2



Identifiant	Réseau	Code local AAC	Commune d'implantation	Dpt	Nom captage	Type
04456X0030	Sundgau	68050	BETTENDORF	68	SOURCE 1 VORDERE BITCHE	Liste 2
04456X0029	Sundgau	68050	BETTENDORF	68	SOURCE 2 INNERE KICHEL	Liste 2
04131X0175	Nappe d'Alsace	68058	STAFFELFELDEN	68	CITE GARE (THURMATTEN)	Liste 2
04131X0173	Nappe d'Alsace	68058	WITTELSHEIM	68	CITE GARE (THURMATTEN)	Liste 2
04131X0174	Nappe d'Alsace	68058	WITTELSHEIM	68	CITE GARE (THURMATTEN)	Liste 2
04456X0040	Sundgau	68010	ILLTAL	68	SOURCE STRUETH HENFLINGEN	Liste 2
04456X0038	Sundgau		ILLTAL	68	SOURCE FAEHLLIG 1	Liste 2
04456X0039	Sundgau		ILLTAL	68	SOURCE FAEHLLIG 2	Liste 2

*Les captages qui se suivent avec la même couleur de surlignage sont a priori dans la même AAC*

### 1.2. Les 17 captages de la liste de vigilance :

Captages pour lesquels la somme des herbicides, autorisés et interdits, et leurs métabolites pertinents, dépassent les limites de qualité sur la période 2016-2021.

Identifiant	Réseau	Code local AAC	Commune d'implantation	Dpt	Nom captage
01978X0003	Nappe du Bastberg		BOUXWILLER	67	ABA - SOURCE DE LA SCHWEMM
03082X0001	Nappe d'Alsace	67014	GERSTHEIM	67	FORAGE DE GERSTHEIM
02721X0060	Nappe d'Alsace	67034	HOLTZHEIM	67	FORAGE P2 HOLTZHEIM
03431X0013	Nappe d'Alsace		SAASENHEIM	67	FORAGE DE SAASENHEIM
04452X0007	Nappe d'Alsace		BRUEBACH	68	SCE 04452X0007 IM MITTEL STUEC
04456X0026	Sundgau	68051	ILLTAL	68	SOURCE GRENTZINGEN AMONT 2A
04456X0025	Sundgau	68051	ILLTAL	68	SOURCE SCHWEFELBRENNELLE
04457X0057	Sundgau	68008	JETTINGEN	68	PUITS N°4 JETTINGEN
04456X0001	Sundgau	68008	JETTINGEN	68	PUITS N°1 JETTINGEN
04457X0008	Sundgau	68011	RANSPACH-LE-BAS	68	SOURCE KRAYBACH AVAL
04457X0033	Sundgau	68011	RANSPACH-LE-BAS	68	SOURCE KRAYBACH AMONT
04135X0063	Nappe d'Alsace	68047	REININGUE	68	FORAGE NEUMATTEN (PUITS 1)
04456X0008	Sundgau	68054	ROPPENTZWILLER	68	SOURCE KECHHOLTZ SE
04456X0009	Sundgau	68054	ROPPENTZWILLER	68	SOURCE KECHHOLTZ CENTRE
04453X0002	Nappe d'Alsace		SCHLIERBACH	68	FORAGE DE SCHLIERBACH
04456X0020	Sundgau	68009	WILLER	68	FORAGE COMMUNAL WILLER
04451X0099	Sundgau	68022	SPECHBACH	68	AAC de SPECHBACH-LE-BAS

*Les captages qui se suivent avec la même couleur de surlignage sont a priori dans la même AAC*

## **Annexe 2 – Liste des molécules herbicides cibles**

**Molécules herbicides autorisées au 1<sup>er</sup> janvier 2023 visées en priorité par les actions socles et les contrats de résultats territoriaux :**

- Nicosulfuron
- S-Métolachlore
- Bentazone
- Diméthénamide (-p)
- Glyphosate
- Terbutylazine
- Dimétachlore
- Pendiméthaline
- Diflufénicanil (DFF)

**Molécules herbicides autorisées au 1er janvier 2023 faisant l'objet d'une attention particulière dans le suivi des évolutions des ventes et de la qualité de l'eau :**

- Mésotrione
- Dicamba
- Lénacile
- Mécoprop
- Isoxaflutole
- Thiencerbendazole-méthyl
- Sulcotrione

### Annexe 3

#### Exemple d'indicateurs de suivi annuel de la convention de partenariat et des contrats de résultats territoriaux

Indicateurs	Echelle Nappe/AAC	Fournisseur de données	Délai fourniture de données
%SAU en cultures Bas Niveau d'Impact-BNI (cultures)	Nappe	DRAAF	Nomenclature RPG N+1
	AAC cibles	DRAAF	N+1
% SAU en BNI (herbe)	Nappe	DRAAF	Nomenclature RPG N+1
	AAC cibles	DRAAF	N+1
% SAU en Agriculture Biologique (AB) Nb d'exploitations en conversion AB	Nappe	DRAAF OPABA-BIOGE	N+1
	AAC cibles	DRAAF OPABA-BIOGE	N+1
% SAU en ORE <sup>1</sup> /PSE <sup>2</sup>	AAC cibles	Collectivités compétentes	N+1
Vente phytosanitaires / herbicides QSA et NODU	Nappe	DRAAF	Suivi Ecophyto N+1,5an
	AAC cibles	DRAAF	N+1
Vente Cuivre et Soufre	Nappe	DRAAF	Suivi Ecophyto N+1,5an
	AAC cibles	DRAAF	N+1
Nb de points de suivi dégradés % points dégradés	Nappe	AERM	Données SIERM N+1,5
	AAC	AERM Collectivités compétentes	Données SIERM N+1,5 Suivi local N+1
Tendances d'évolution de la qualité	AAC liste de vigilance	AERM	
Nb formations agriculteurs	AAC	CAA, CUMA, BIOGE	Suivi animation N+1
Nb fermes 30 000, GIEE	Nappe	DRAAF	N+1
Nb expérimentations « Dephy Expé »	Nappe	DRAAF	N+1
	AAC	CAA	N+1

Par ailleurs, les collectivités maîtres d'ouvrage des captages cibles fourniront les données utiles au suivi des AAC (QSA/NODU, qualité de l'eau...) à la Région Grand Est et à l'Agence de l'eau pour capitalisation, tous les ans.

<sup>1</sup> ORE : Obligation Réelle Environnementale

<sup>2</sup> PSE : Paiement pour Services Environnementaux

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Soutien en faveur de la population étudiante du territoire : attribution de subventions au Crous de Strasbourg et à l'association UT.**

### **Numéro E-2023-1093**

Par délibération du 26 février 2021, l'Eurométropole a posé les fondamentaux d'une politique de soutien à la vie étudiante, autour d'une ambition écologique, sociale et démocratique renforcée, fondée sur quatre piliers pour un territoire aidant, accueillant, apprenant et résilient.

Conformément aux engagements adoptés, cette délibération présente un projet permettant d'aider les étudiants et étudiantes dans le besoin et un projet favorisant l'accès à la culture et la mise à l'honneur des talents du territoire pour un montant total de 62 000 €.

### **1. Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) de l'Académie de Strasbourg : aides aux étudiant·es : 60 000 €.**

Le Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) de l'Académie de Strasbourg a pour objectif de donner aux étudiant·es du territoire alsacien des moyens favorisant leur réussite en les aidant dans leur quotidien, en améliorant leurs conditions de vie et en les accompagnants dans leurs projets. Les missions du Crous s'articulent ainsi autour de grands pôles : le logement, la restauration, les bourses, l'international, la culture, l'emploi étudiant, l'action sociale et la santé. La mission sociale du Crous est essentielle d'autant plus avec l'augmentation du coût de la vie et de la précarité étudiante.

Tout au long de l'année universitaire, le service social et les assistantes sociales du Crous sont fortement mobilisés auprès des étudiant·es en difficulté pour pouvoir leur apporter un soutien psychologique et des aides correspondant au mieux à leur situation, grâce aux fonds reçus de diverses sources (Etat, établissements d'enseignement supérieur, fondation, collectivités etc.).

Durant l'année universitaire 2022-2023, près de 3 000 aides ponctuelles d'un montant total de l'ordre de 800 000 € ont ainsi été versées suite à l'instruction des demandes par les assistantes sociales et les décisions de la commission sociale hebdomadaire du Crous.

Depuis de nombreuses années, la collectivité participe au soutien des étudiant·es dans le besoin et il est proposé de renouveler cette action en octroyant pour l'année universitaire 2023-2024 une subvention de 60 000 € au Crous de Strasbourg, lui permettant également d'adapter les critères de soutien pour répondre au mieux à toutes les situations de précarité étudiante.

## **2. Association UT – Festival Exhibitronic 2023 : 2 000 €.**

L'association UT, constituée par des diplômé·es en arts et musique de Strasbourg et travaillant en lien avec le Pôle sonore de la Haute Ecole des Arts du Rhin, sollicite le renouvellement du soutien de la collectivité pour permettre un accès facilité des étudiant·es du territoire aux événements proposés lors de son festival international Exhibitronic.

Au programme de sa 13<sup>ème</sup> édition qui se déroulera du 16 au 18 novembre 2023 dans divers lieux de l'agglomération (à proximité de la Manufacture notamment) : des concerts immersifs, des ateliers et événements pédagogiques, une sortie de disque et des présentations de travaux de création estudiantine du Studio Labut.

Il vous est proposé de soutenir cette manifestation, qui favorise la professionnalisation des étudiant·es et offre une vitrine aux créations locales comme internationales, par la reconduction d'une subvention de 2 000 € à l'association UT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

*Dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux activités universitaires et étudiantes d'attribuer les subventions suivantes :*

	<b>2023</b>
<b>1. Crous de Strasbourg</b> Aides aux étudiant·es	60 000 €
<b>2. UT</b> Festival Exhibitronic 2023	2 000 €
<b>TOTAL</b>	62 000 €

*d'imputer sur le budget primitif 2023, les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 62 000 €, comme suit :*

- *d'imputer la somme de 60 000 € sur la ligne budgétaire DU03E-Programme 8164-657382,*
- *d'imputer la somme de 2 000 € sur la ligne budgétaire DU03E-Programme 8166-65748,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention financière et l'arrêté y afférents.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162410-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**Délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**du 10/11/2023**

<b>Bénéficiaire subvention</b>	<b>Montant octroyé</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant octroyé N-1</b>
<b>Crous de Strasbourg</b> Aides aux étudiant·es	60 000€	60 000€	60 000€
<b>UT</b> Festival Exhibitronic 2023	2 000€	2 000€	2 000€
<b>TOTAL</b>	62 000€	62 000€	62 000€

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Groupement d'études pour la recherche sur les prothèses médicales (GEPROMED)- création de l'institut de l'implant et de la sécurité du patient : subvention d'investissement au titre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.**

### **Numéro E-2023-1097**

Permettre de bien vieillir, améliorer la qualité des parcours de soins, mettre en continuité la prévention, le soin et le suivi au quotidien, ou encore favoriser l'apport du numérique à la santé sont des enjeux primordiaux.

Le GEPROMED développe depuis près de trente ans une structure originale sous la forme d'une association à but non-lucratif, indépendante (notamment de l'industrie) et transparente. Son Président est le Professeur Nabil Chakfé, Chef du service de chirurgie vasculaire aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg.

L'action du GEPROMED se situe dans le domaine des dispositifs médicaux implantables (DMI). Les DMI sont des dispositifs développés pour permettre le remplacement des différents organes inefficients. Les travaux du GEPROMED sont à la fois précurseurs et innovants en faveur de la sécurité des patients. L'ambition du GEPROMED concerne l'amélioration du service aux personnes soignées à travers la prévention du risque lié à l'utilisation d'implants médicaux, la formation des professionnels aux outils innovants mais aussi le développement des recherches et études cliniques associées à ces enjeux.

Le projet de développement présenté permettra de renforcer l'action du GEPROMED pour plusieurs spécialités médicales, le développement au sein d'un nouveau bâtiment du campus nextmed et de renforcer le rayonnement de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa vocation scientifique, médicale et de prise en charge des patients.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg est invité à soutenir le projet GEPROMED dans le cadre d'une subvention d'investissement pour un montant total de 2 100 000 €.

**Projet GEPROMED – Création d'un Institut des dispositifs médicaux pour la sécurité du patient**



## **Contexte**

L'action du GEPROMED se situe dans le domaine des dispositifs médicaux implantables (DMI). Les DMI sont principalement développés par l'industrie et tout particulièrement aux USA. L'Europe ne détient qu'une faible part de ce marché qui pourtant est générateur de création d'emplois et d'activité industrielle. L'Europe doit se donner les moyens et trouver les opportunités pour reconquérir ce marché. La mise sur le marché d'un DMI est soit le fruit de développements internes dans les grands groupes à gros moyens d'investissement, soit le fruit de développements de produits que nous appellerons de rupture, issus de la recherche institutionnelle ou de l'identification d'un besoin par un professionnel de santé. Cette dernière approche doit être développée sur le territoire européen. La tradition universitaire des pays européens fait que très souvent la recherche se fait dans le cadre institutionnel et pas assez souvent sous la forme de recherche appliquée favorisant un transfert de technologies rapide.

L'action du GEPROMED se situe résolument dans le domaine de la recherche appliquée s'inscrivant dans l'écosystème régional et européen. C'est cette recherche qui doit répondre aux besoins des patients et des cliniciens.

La mise en avant du dossier des « Implants Files » par la presse européenne en novembre 2019 a montré que ces cadres réglementaires pouvaient présenter des limites et que les DMI pouvaient être à l'origine de risques pour la santé des citoyens européens. Ces dossiers ont également montré que les complications liées à des concepts inadaptés ou tout simplement au vieillissement des DMI n'étaient connues encore que très et trop tardivement.

Les travaux du GEPROMED sont à la fois précurseurs et innovants en faveur de la sécurité des patients. Améliorer la sécurité et la qualité de soins des patients, conforter la place de Strasbourg dans le domaine de la santé et des innovations médicales, renforcer le rayonnement du site et de l'écosystème nextmed sont des enjeux partagés.

Une démarche récente concerne l'ouverture par le GEPROMED, au sein du bâtiment eXplora du campus nextmed, d'un Centre européen de simulation pour la formation à la chirurgie de la cataracte, en partenariat avec la fondation américaine HelpMeSee. Cette démarche revêt un intérêt majeur pour permettre de réduire les inégalités d'accès aux soins en Europe et en Afrique notamment.

## **Descriptif du projet**

La vision du GEPROMED est que les investigations dans le domaine des dispositifs médicaux implantables (DMI) nécessitent une approche simultanée intégrant quatre pôles :

- la capacité à tester les matériaux et les dispositifs : afin de permettre de tester et d'évaluer les DMI de manière indépendante et autonome de l'industrie. Le développement de la connaissance constitue une opportunité de création de nouveaux concepts qui pourraient être sources de création de start-up et/ou de transfert vers les industriels européens ;

- l'éducation et la formation : si par le passé, le caractère relativement rudimentaire des DMI permettait un enseignement tout aussi rudimentaire, ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'évolution fulgurante de la technologie a permis la mise sur le marché de DMI de plus en plus complexes, coûteux et pouvant exposer la santé du patient en cas d'utilisation non adaptée. Il est donc absolument nécessaire de développer des méthodes d'apprentissage spécifiques à la fois pratiques et théoriques qui devront être accessibles et dispensées aux cliniciens européens. Le programme d'éducation doit s'intégrer dans les évolutions réglementaires européennes de certification et de re-certification des cliniciens pour assurer leur qualification à contrôler le risque chirurgical ;
- le suivi clinique post-implantation : cette activité de registre est fondamentale dans le suivi des DMI comme l'ont montré les scandales sanitaires des dernières années. Ce suivi systématique est un moyen de dépistage précoce des éventuelles complications inattendues. Ces études de suivi sont maintenant imposées sur le plan réglementaire et devront systématiquement s'intégrer lors de la conception et de la commercialisation d'un implant ;
- l'analyse des explants : cette analyse des explants (DMI retiré du corps humain à l'occasion de complications, de réinterventions imposées au patient...) a largement été sous-évaluée et sous-estimée jusqu'à maintenant, alors qu'elle est la base de la validation de la qualité dans toute l'industrie. Cette analyse est la seule qui permette de comprendre les mécanismes conduisant aux échecs et au vieillissement des DMI. L'analyse des DMI est le cœur de métier du GEPROMED qui dispose de la plus grande base de données mondiale de DMI vasculaires explantés.  
Le GEPROMED a ainsi créé le concept de « Cycle de l'implant ». Ce schéma organisationnel validé pour les DMI vasculaires a été transféré dans de multiples autres spécialités. Le projet du GEPROMED vise à renforcer la sécurité de prise en soins des patients nécessitant une implantation de DMI.

### **Les points forts du projet**

- création d'un écosystème unique de compétences autour du dispositif médical implantable,
- association de plusieurs spécialités médicales au sein du GEPROMED (vasculaire, ophtalmologie, neurologie, orthopédie),
- création de 10 emplois,
- structure unique au monde,
- rayonnement international du GEPROMED et du campus nextmed,
- implantation de la fondation américaine HelpMeSee.

### **Les moyens nécessaires**

L'ensemble du projet GEPROMED 2023-2027 est évalué à 15 630 000 €.

La demande effectuée auprès de l'Eurométropole de Strasbourg concerne l'acquisition de nouveaux équipements et l'aménagement de 1 000 m<sup>2</sup> d'espaces au sein de nextmed.

### **Le financement 2023-2027**

Le financement public pour le projet est sollicité auprès des instances suivantes :

Région Grand Est	2 100 000 €
Eurométropole de Strasbourg	2 100 000 €
Investissements équipements et aménagement de nouveaux espaces au sein du campus nextmed	
Collectivité européenne d'Alsace	1 000 000 €
FEDER	3 500 000 €
Total des aides demandées	8 700 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*décide*

- *de soutenir financièrement le projet du GEPROMED,*
- *d'attribuer à ce titre au GEPROMED une subvention d'investissement de 2 100 000 € pour lui permettre de mener à bien son projet sur le campus nextmed,*
- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire 2016/AP0244 – programme 1050-64-20421 selon l'échéancier suivant :*
  - *2023 : 450 000 €*
  - *2024 : 450 000 €*
  - *2025 : 450 000 €*
  - *2026 : 450 000 €*
  - *2027 : 300 000 €*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tous les documents relatifs à cette subvention.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**

**transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162461-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

### Attribution de subvention

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant alloué pour l'année n-1</b>
GEPROMED	Subvention d'investissement	2 100 000 €	2 100 000 €	-

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Soutien en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche : attribution  
de subventions et cotisation 2023 au réseau EUniverCities.**

**Numéro E-2023-1100**

### **1. Cercle Gutenberg - soutien au dispositif des Chaires Gutenberg : 60 000 €.**

Les Chaires Gutenberg sont un dispositif d'attractivité internationale financé par les collectivités - Région Grand-Est et Eurométropole de Strasbourg - sous l'égide du Cercle Gutenberg.

Elles visent à faciliter l'accueil, pendant a minima un an, de chercheurs et de chercheuses de renom international invités-es par des établissements d'enseignement supérieur et de recherche locaux. L'Eurométropole prend en charge le montant d'une chaire (60 000 € : 50 000 € pour le laboratoire d'accueil et 10 000 € au/à la lauréat-e pour faciliter son installation). Cette année, sur neuf dossiers qui ont été déposés, six chaires Gutenberg seront attribuées (dont quatre pour la Région Grand-Est, une pour la Fondation Force), à l'issue d'une sélection rigoureuse par un jury scientifique international.

Il vous est proposé de soutenir ce dispositif d'attractivité porté par le Cercle Gutenberg à hauteur de 60 000 €.

### **2. Cercle Gutenberg - Prix Guy Ourisson : 5 000 €.**

Le Prix Guy Ourisson est destiné à soutenir un-e scientifique de moins de quarante ans menant en Alsace des recherches prometteuses, afin de contribuer à l'excellence de la recherche locale en attirant des jeunes scientifiques d'avenir et en permettant à celles et ceux qui y exercent déjà leur savoir de pouvoir s'y implanter.

Cette année, six prix Guy Ourisson seront pris en charge par : la Région Grand-Est, la Fondation de l'Université, La Fondation Jean-Marie Lehn, la Bibliothèque nationale universitaire et l'Université de Haute Alsace.

Il vous est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 € au Cercle Gutenberg pour l'attribution du prix Guy Ourisson 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg.

### **3. Soutien à l'association Afriku'elles pour l'organisation de la 3ème édition du Sommet de la diaspora africaine : 2 000 €**

L'association Afriku'elles organise la 3ème édition du Sommet de la diaspora africaine de Strasbourg les 17 et 18 novembre 2023.

La rencontre, qui rassemblera acteurs engagés de l'Afrique, personnalités éminentes, entrepreneurs inspirants, professionnels de la santé et acteurs du sport, a pour objectif de relever des défis communs. Le sport, la santé et l'entrepreneuriat sont des piliers essentiels pour le développement durable des territoires, la collaboration internationale, la préservation du droit à la santé et une croissance économique inclusive et équitable.

Les organisateurs de ce sommet qui a lieu tous les deux ans ont sollicité un soutien à hauteur équivalente de la ville de Strasbourg (Direction des relations européennes et internationales) et de l'Eurométropole (Direction du développement économique et de l'attractivité).

Ces sommets ont élu volontairement domicile sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, siège des institutions européennes, et symbole de ce dialogue interculturel, international et respectueux des valeurs présidant à façonner ensemble un avenir meilleur.

Au vu de l'intérêt de cet évènement et de l'action remarquable de ce partenaire, il est proposé au Conseil de soutenir à hauteur de 2 000 € l'association Afriku'elles.

### **4. Soutien à l'Unistra -colloque les frontières de l'hospitalité : 1 500 €**

La faculté de philosophie et l'école doctorale des Humanités organisent les 28 et 29 novembre 2023 un colloque « les frontières de l'hospitalité ». Ces journées s'adressent aux chercheurs et étudiants géographes, sociologues, littéraires, philosophes et politistes.

Elles interrogeront la notion d'hospitalité, à travers les temps, les lieux et l'histoire avec une approche autant philosophique, sociologique et anthropologique que politique et géographique.

Le territoire eurométropolitain, berceau de l'humanisme et siège des institutions européennes, étant le lieu par excellence où cette notion prend une dimension toute particulière, il vous est proposé de soutenir la tenue de ce colloque par l'attribution d'une subvention de 1 500 € à l'Unistra.

### **5. Cotisation 2023 au réseau EUniverCities : 3 500 €**

L'adhésion au réseau EUniverCities, aux côtés de l'Université de Strasbourg, a été approuvée lors de la séance du Conseil de l'Eurométropole du 25 mars 2022.

Son montant s'établit pour l'année 2023 à 3 500 € (et non 1 750 € comme exposé lors du Conseil précité) et sera acquitté tous les deux ans, en alternance avec l'Université de Strasbourg, (qui a versé la cotisation 2022).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*dans le cadre de la politique eurométropolitaine de soutien aux activités, universitaires et scientifiques :*

- *le versement de la cotisation 2023 au réseau EUniverCities, en partenariat avec l'Université de Strasbourg, pour un montant de 3 500 €, qui sera versé tous les deux ans et dont la dépense sera imputée sur la ligne LO01A – fonction 020 – nature 6281*
- *l'attribution des subventions suivantes :*

	<i>Montant demandé</i>	<i>Montant proposé</i>
<i>Association Afriq'Elles (projet)</i>	<i>5 000 €</i>	<i>2 000 €</i>
<i>UNISTRA – faculté de philosophie</i>	<i>1 500 €</i>	<i>1 500 €</i>
<i>Cercle Gutenberg : Chaires</i>	<i>60 000 €</i>	<i>60 000 €</i>
<i>Cercle Gutenberg : Prix Ourisson</i>	<i>5 000 €</i>	<i>5 000 €</i>
<i>TOTAL</i>	<i>71 500 €</i>	<i>68 500 €</i>

*décide*

- *d'imputer la somme de 67 000 € sur la ligne DU03C – Nature 65748 – fonction 23 – programme 8162,*
- *d'imputer la somme de 1 500 € sur la ligne DU03C – Nature 657382 – fonction 23 – Programme 8059,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions, avenants et arrêtés y afférents.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**



**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162479-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**Attribution de subventions**  
**Conseil de l'Eurométropole du 10/11/2023**

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant alloué pour l'année n-1</b>
Association Afriqu'Elles	Subvention de projet	5 000 €	2 000 €	0
Unistra/faculté de philosophie	Subvention de projet	1 500 €	1 500 €	0
Cercle Gutenberg	Chaires Gutenberg (projet)	60 000 €	60 000 €	60 000 €
Cercle Gutenberg	Prix Guy Ourisson (projet)	5 000 €	5 000 €	5 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>71 500 €</b>	<b>68 500 €</b>	<b>65 000 €</b>

Strasbourg, 03.05.22

Madam President,

We are pleased to send you herewith the declaration of membership of the University/Eurometropolis of Strasbourg duo to the EUniverCities network for which you provide the annual Secretariat.

For administrative reasons and financial constraints, the University of Strasbourg and the Eurometropolis of Strasbourg will alternately pay the annual fee. Consequently, the University must be the recipient of your invoice for the 2022 financial year (and the Eurometropolis will pay the 2023 contribution).

The people representing these two entities (and who will be your contacts) are :

- for the University : Mr Mathieu SCHNEIDER (mathieu.schneider@unistra.fr)
- for the Eurometropolis : Mrs Caroline ZORN (caroline.zorn@strasbourg.eu)

We are delighted to participate in this dynamic international cooperation aimed at fostering collaboration between research and education organizations and local authorities around technological and social innovation.

Please accept, Madam President, the expression of our best regards.

  
Michel DENEKEN  
President of the University of Strasbourg

  
Pia IMBS  
President of the Eurometropolis of Strasbourg

DR KATHERINE SHINGLER  
EUNIVERCITIES NETWORK COORDINATOR AND ADMINISTRATOR  
UNIVERSITY OF EXETER  
INNOVATION CENTER  
RENNES DRIVE  
UK EXETER EX4 4RN

Your contacts :

For the University of Strasbourg: Q. MENIGOZ – Cabinet Chief (qmenigoz@unistra.fr)  
For the Eurometropolis of Strasbourg: C. MALECOT– Higher education research & innovation  
(christine.malecot@strasbourg.eu)  
Reference : Elise n°22-D00582





University of Exeter  
Northcote House  
Exeter, EX4 4QJ

# INVOICE

VAT Reg No: GB142 0477 95  
Telephone: 01392 661000  
Website: www.exeter.ac.uk

CITY AND EUROMETROPOLIS OF STRASBOURG  
1 Etoile park  
Strasbourg  
67076

**Invoice No:** 129796  
**Date:** 05/07/2023  
**Customer Id:** 107012  
**Due Date:** 04/08/2023

**Page :** 1 of 1

Description	VAT Rate	Exclusive VAT	VAT	Amount
EUniverCities Network Membership Fees fo Fee for Strasbourg city and university	OS	3,500.00	0.00	3,500.00
		0.00	0.00	0.00
	<b>Total Amount Due: (GBP)</b>	<b>3,500.00</b>	<b>0.00</b>	<b>3,500.00</b>

### Ways to pay your invoice

**Bank Transfer (GBP):**

NatWest Bank  
18 St Thomas Centre, Cowick Street, Exeter, Devon, EX4 1DE  
Sort Code: 60-08-06  
Account Number 00724890  
Swift Code: NWBKGB2L  
IBAN Code: GB25NWBK60080600724890

Please reference your invoice or account number when completing a BACS payment. Please us the IBAN number when making payments outside of the UK. For payments made within the UK, please use our sort code.

**VAT Rate Table**

S - Standard 20%  
X - UK Exempt 0%  
OS - Outside Scope 0%  
R - Reduced 5%  
Z - Zero Rated 0%  
RW - Outside Scope 0%  
RWR - Outside Scope 0%  
SC - EU Services Standard 20%  
SZ - EU Services 0%

107012  
CITY AND EUROMETROPOLIS OF STRASBOURG

1840

Please tick here if a receipt is required:

**Invoice No:** 129796  
**Date:** 05/07/2023  
**Exclusive VAT:** 3,500.00  
**VAT:** 0.00  
**Amount: (GBP)** 3,500.00

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Fichier partagé de la demande locative sociale dans le Bas-Rhin - participation financière 2023.**

#### **Numéro E-2023-724**

Par délibération du 25 novembre 2011, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'accompagner financièrement la démarche de l'Association régionale des organismes HLM d'Alsace (AREAL) de mettre en place un fichier partagé de la demande de logement par département.

Ce fichier (IMHOWEB) existe en effet sur notre territoire depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011.

Il permet depuis, outre une facilitation des démarches des demandeurs,

- de disposer de données plus précises sur les demandeurs de notre territoire (environ 24 000 demandes actives au 1<sup>er</sup> janvier 2022),
- d'affiner l'analyse des besoins en logements locatifs sociaux sur notre territoire afin d'adapter les actions menées dans le cadre du PLUI et du Projet de Réforme des Attributions des Logements Sociaux piloté par le Service de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'article 97 de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) et ses décrets d'application comportent un ensemble de dispositions qui visent à réformer la gestion de la demande de logement social.

Il prévoit notamment que tout EPCI doté d'un Programme local de l'habitat (PLH) approuvé, les bailleurs de logements sociaux situés dans son ressort territorial, les réservataires de logements sociaux dans ce ressort et les organismes et services chargés de l'information des demandeurs de logement social ou de l'enregistrement des demandes de logement social, mettent en place un dispositif de gestion partagé des dossiers de demandes de logement social.

Cette obligation peut également être remplie par la participation à un système particulier mis en place au niveau départemental ou régional, répondant aux conditions fixées.

C'est le choix qu'a fait la Collectivité en réévaluant sa participation financière à 15 000 € dès 2015. En effet, l'outil IMHOWEB répondait parfaitement aux obligations réglementaires, moyennant quelques adaptations souhaitées par la Collectivité.

Ainsi, les évolutions souhaitées et prévues dès 2016 pour gagner en transparence et responsabiliser le demandeur de logement social figurent dans le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et de l'Information du Demandeur (PPGDID) adopté en décembre 2016 pour six ans. Celui-ci est actuellement en cours de réécriture et fera l'objet d'une délibération spécifique.

Le budget prévisionnel du fichier de la demande pour 2023 est de 334 000 €.

Les frais d'investissement sont à la charge exclusive des bailleurs sociaux.

Les frais de fonctionnement annuels sont, pour leur part, financés par les bailleurs sociaux et les partenaires comme l'Etat, le Fonds d'Intervention pour le Logement Locatif Social (FILLS) et les collectivités partenaires.

La collectivité propose de renouveler sa participation financière pour 2023 à hauteur de 15 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*l'octroi à l'association régionale des organismes HLM d'Alsace d'une subvention de 15 000 € pour l'année 2023, au titre du fichier partagé de la demande en logements locatifs sociaux qu'elle gère sur l'ensemble du territoire alsacien, dont le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,*

*décide*

*l'imputation de ce montant sur les crédits disponibles en budget 2023, sous le programme 8032, fonction 552, nature 65748 et activité HP01F,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après**

**transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-160996-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# CONVENTION FINANCIERE

## exercice 2023

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente Madame Pia IMBS et
- l'AREAL, ci-après dénommée « l'association régionale des organismes HLM d'Alsace » dont le numéro de SIRET est 39265599900036 et dont le siège est 2 rue Saint Léonard à Sélestat représentée par son Président en exercice, Monsieur Eric PETER

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 novembre 2023

## IL EST CONVENU CE QUI SUIV

### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

Outre l'animation et la structuration de l'inter organisme, l'association a pour objet la gestion du système particulier de traitement automatisé d'enregistrement de la demande mis en place en Alsace.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la gestion du fichier partagé de la demande de logement social géré par l'AREAL.

### Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la gestion du fichier partagé de la demande de logement social s'élève 334 000 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.



### **Article 3 : Versement de la subvention**

Pour 2023, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la gestion du fichier partagé de la demande de logement social s'élève au total à la somme de 15 000 €.

La subvention sera créditée :

- ✓ en un versement de 15 000 €
- ✓ sur le compte bancaire n°15135 09017 08771637551 54 au nom de ASS AREAL HLM auprès de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe.

### **Article 4 : Engagements de l'association**

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif<sup>1</sup>, certifiés conformes par le président
- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

### **Article 5 : Non-respect des engagements de l'association**

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

---

<sup>1</sup> règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, / et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

#### **Article 6 : Durée**

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

#### **Article 7 : Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole  
de Strasbourg

La Présidente  
par délégation

Suzanne BROLLY  
Vice-présidente

Pour l'association

Le Président

Eric PETER

**ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant Octroyé pour année N</b>	<b>Montant alloué pour l'année N-1</b>
AREAL – Fichier partagé de la demande	Subvention de fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Agence départementale d'information sur le logement du Bas-Rhin (ADIL  
67) : attribution de subventions.**

### **Numéro E-2023-885**

La diversité des problématiques rencontrées dans le domaine du logement amène une pluralité d'acteurs et d'interlocuteurs que le citoyen ne parvient pas toujours à identifier, rendant difficiles ses éventuelles démarches.

Pour y remédier, l'Eurométropole de Strasbourg co-finance l'Association Départementale d'Information sur le Logement du Bas Rhin (ADIL 67) afin de permettre à chacun de bénéficier d'une réponse à ses questions ou d'être directement, le cas échéant, redirigé vers le bon organisme.

Il est proposé de poursuivre la contribution de l'Eurométropole au co-financement de l'ADIL 67, tout en l'adaptant à l'évolution de l'activité de l'association sur certaines missions.

### **1) Les missions portées par l'ADIL et soutenues par l'Eurométropole**

Afin de répondre à l'évolution des besoins des particuliers, l'ADIL 67 assure, en sus de ses attributions génériques courantes, les missions particulières suivantes :

- la réponse aux sollicitations des particuliers sur l'Eurométropole de Strasbourg : questions générales liées au logement et aux dispositifs d'aides mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg (remise sur le marché des logements vacants, changement d'usage, etc), par l'accueil téléphonique, la prise de rendez-vous spécifiques, la tenue de permanences territoriales,
- la communication sur l'existence des dispositifs de l'Eurométropole, en réorientant le cas échéant vers les opérateurs concernés : Urbanis pour le POPAC, le PIG, l'OPAH-CD, l'OPAH-RU, Mieux relouer mon logement vacant, le guichet France Rénov' pour la rénovation énergétique, Habitat et Humanisme pour l'Agence immobilière à vocation sociale et la plateforme FAC'IL, la DDT pour le dispositif du DDELIND (logement indigne),
- la promotion des dispositifs et actions de l'Eurométropole de Strasbourg au moyen des différents supports de communication mis à disposition par l'Eurométropole, mais

- également lors des présences à divers salons, événements, temps forts réglementaires (Salon Régional de l'Immobilier, Matinales des propriétaires bailleurs etc),
- la participation active aux rencontres partenariales et aux groupes de travail entre les services de l'Eurométropole de Strasbourg et les partenaires mobilisés dans l'accompagnement et l'information des usagers dans le secteur du logement, dans le but de favoriser la coopération inter-acteurs au bénéfice du public,
  - la mise en œuvre du droit à l'information des demandeurs de logement social dans le cadre du Service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social (SAID) piloté par l'Eurométropole de Strasbourg,
  - la collaboration active au déploiement de la future Maison de l'Habitat, portée par l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec les partenaires, afin de renforcer l'information et l'accompagnement des usagers dans le secteur du logement,
  - la contribution à l'information et l'accompagnement des particuliers et des copropriétés en matière de rénovation énergétique, en réorientant les sollicitations des particuliers vers le guichet unique France Rénov'.

## **2) Bilan de l'année 2022**

S'agissant du public concerné, le profil des ménages se situe entre 40 et 59 ans (36 %), la part de locataires du parc privé (55 %) et propriétaires occupants (18 %) reste également majoritaire ainsi que la proportion de résidents sur le territoire de l'Eurométropole (62 %).

En 2022, 6 980 consultations (8 400 en 2021) ont eu lieu sur le territoire de l'Eurométropole, majoritairement par mail ou téléphone. Afin de répondre aux demandes de contact durant le confinement, l'ADIL a mis en place des visio-consultations.

En complément de son interface téléphonique et physique dans ses bureaux et afin de se rendre plus accessible aux habitants, l'ADIL a tenu 65 permanences à l'échelle du territoire de l'Eurométropole. Elle a également été présente à différentes manifestations grand public tout au long de l'année via des salons dédiés à l'Habitat ou des forums dédiés au logement (ex : Salon de l'habitat en avril, réunion des propriétaires bailleurs en juin.)

Un fléchissement est toutefois observé depuis 2021 dans la mobilisation de l'ADIL dans la mise en œuvre des dispositifs habitat spécifiques à l'Eurométropole de Strasbourg, et plus particulièrement l'orientation des propriétaires occupants comme bailleurs vers l'opérateur du suivi-animation du Programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole », ou l'information des syndics et des particuliers relativement aux questions juridiques de gestion de copropriétés, dont les problématiques montent pourtant en puissance.

Parallèlement, l'activité de l'ADIL sur la thématique des économies d'énergie dans l'habitat se réduit peu à peu du fait de la déclinaison locale du guichet unique France Rénov' coordonné par l'Agence du Climat en lien avec la Chambre de consommation d'Alsace. L'ADIL à ce jour ne s'est pas engagée pour devenir membre de ce guichet.

Au regard de ce bilan, il est proposé de poursuivre pour l'année 2023 le co-financement de l'ADIL 67, tout en adaptant le montant à l'évolution des missions de l'association. Une subvention de 45 000 € est ainsi proposée.

### **3) Financement**

Le service rendu aux particuliers étant gratuit, le fonctionnement de l'ADIL 67 est assuré par les subventions suivantes (budget prévisionnel 2023) :

- l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 45 000 €,
- l'Etat à hauteur de 140 129 €,
- la Collectivité européenne d'Alsace à hauteur de 185 250 €,
- la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur de 13 770 €,
- les bailleurs sociaux à hauteur de 36 027 €,
- Action logement à hauteur de 124 279 €,
- les autres partenaires (organismes prêteurs et professionnels) à hauteur de 20 733 €.

Le budget total prévisionnel de fonctionnement pour 2023 est de 575 188 €.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de verser, pour l'exercice 2023, une subvention de fonctionnement de 45 000 € à l'ADIL 67.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*la poursuite du partenariat avec l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 67),*

*décide*

- *l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 45 000 € à l'association pour l'année 2023,*
- *l'imputation de cette dépense sur la ligne programme 8032 – fonction 552 – nature 65748 – activité HP01F,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer l'ensemble des documents et conventions y afférents.*

**Adopté le 10 novembre 2023**

**par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161780-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

# Convention de partenariat ADIL 67 / Eurométropole de Strasbourg (valant convention financière - exercice 2023 )

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par sa Vice-présidente, Madame Suzanne BROLLY
- et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Bas-Rhin (ADIL du Bas-Rhin),  
inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le vol. n°69 FOL n°16, et dont le siège est à Strasbourg – 5 rue Hannong  
représentée par son Président en exercice, Monsieur Etienne WOLF

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil eurométropolitain du 10 novembre 2023



## **PREAMBULE**

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Bas Rhin (ADIL 67) assure sur le territoire de l'Eurométropole notamment une mission d'information et d'accompagnement du public sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux relatifs au logement.

Afin de pouvoir répondre aux demandes des habitants sur le secteur du logement, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite appuyer les structures-conseils présentes sur le territoire, en favorisant le partage d'information et le développement d'une coopération inter-acteurs pour mieux tenir compte de la complexité existante et de la transversalité des besoins dans le secteur du logement.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

L'ADIL a notamment pour objet d'apporter un conseil qualifié sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux relatifs au logement et met en œuvre l'ensemble des moyens permettant l'information du public et de ses partenaires.

Elle assure à ce titre, sur l'ensemble du territoire eurométropolitain, une mission de service public reconnue par la loi « Solidarité et Renouveau Urbain » du 13 décembre 2000 (principe de l'accessibilité pour chacun à une information neutre et gratuite sur le logement).

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg à la question du logement, celle-ci a souhaité développer son partenariat avec l'ADIL 67.

La présente convention cadre les engagements réciproques des parties pris à cet effet.

### **Article 2 : Missions portées par l'ADIL, soutenues par l'Eurométropole**

Dans le cadre de son partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg, l'association s'engage, en signant la présente convention, à :

**1. Répondre aux sollicitations des particuliers de l'Eurométropole de Strasbourg** sur les aspects juridiques et fiscaux relatifs au logement par accueil téléphonique, rendez-vous spécifiques, permanences territoriales.

**2. Communiquer sur l'existence des dispositifs de l'Eurométropole de Strasbourg en réorientant le cas échéant vers les opérateurs concernés :**

- ✓ Urbanis pour le PIG, le POPAC, l'OPAH-CD, l'OPAH-RU, Mieux relouer mon logement vacant
- ✓ le guichet France Rénov'pour la rénovation énergétique,
- ✓ Habitat et Humanisme pour l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) et la plateforme Fac'il
- ✓ la DDT pour le dispositif du DDELIND (logement indigne).

**3. Promouvoir les dispositifs et actions de l'Eurométropole de Strasbourg** au moyen des différents supports de communication utilisés par l'ADIL (presse, internet...), à l'aide des supports de communication mis à disposition par l'Eurométropole, mais également lors des présences à divers salons, événements, temps forts réglementaires (Salon Régional de l'Immobilier, Matinales des propriétaires bailleurs, ...).

À cette fin, une fois par an, l'équipe de l'ADIL pourra bénéficier d'un temps de présentation et d'actualisation sur les dispositifs portés par l'Eurométropole.

**4. Participer de manière pro-active aux rencontres partenariales et aux groupes de travail** entre les services de l'Eurométropole de Strasbourg et les partenaires mobilisés dans l'accompagnement et l'information des usagers dans le secteur du logement, dans le but de favoriser la coopération inter-acteurs.

**5. Mettre en œuvre le droit à l'information des demandeurs de logement social de manière coordonnée dans le cadre du Service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social (SAID) piloté par l'Eurométropole de Strasbourg**

Pour mémoire, l'ADIL s'est engagée via la signature le 21 mars 2022 de la convention d'application du Service d'Accueil et d'Information des demandeurs de logement social (SAID) sur la période 2022 à 2024, à un accueil de « niveau 2 - Info Conseil ».

Aussi, elle contribue à l'information de tous les publics sur le logement social (les étapes d'obtention, les modalités d'enregistrement...) et assure un accueil dit « renforcé », soit une mission d'accueil et de conseil prioritairement sur rendez-vous pour tout public.

Les membres du réseau SAID de « niveau 2 - Info Conseil » peuvent consulter le fichier partagé de la demande, Imhoweb (sous réserve du respect des conditions de confidentialité et dans le cadre spécifique de l'article R 441-2-15 du Code de la construction et de l'habitation, ce qui implique la signature de l'annexe à la convention SAID : Accord RGPD entre l'AREAL et ses Partenaires - Accès au SPTA (Imhoweb) en niveau 2 « point Info /conseil » du SAID (consultation uniquement de l'outil).

En vertu de la convention signée le 21 mars 2022, il est prévu que la personne référente au sein de l'ADIL, pour l'accès à l'outil partagé de la demande, participe :

- ✓ à la session de formation « accueil en rendez-vous conseil » organisée par l'Eurométropole de Strasbourg et le CNFTP : une telle formation est organisée au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2023 (deux jours) ;
- ✓ à la formation organisée par l'AREAL sur Imhoweb et présentation RGPD (1 à 2 heures).

Pour rappel, l'accès au fichier unique de la demande est encadré par la loi et vise à informer le demandeur, à sa demande, sur l'état d'avancement de sa demande, sur la complétude de son dossier et le conseiller sur ses choix en termes de logement et de localisation. Il ne peut être utilisé à d'autres fins.

**6. Collaborer de façon pro-active au déploiement de la future Maison de l'Habitat**

Le projet « Maison de l'Habitat » est un nouveau dispositif porté par l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec les partenaires, pour renforcer l'information et l'accompagnement des usagers dans le secteur du logement. La Maison de l'Habitat n'ayant pas vocation à remplacer

les actions déjà portées par les acteurs du logement du territoire, il y a un enjeu à rechercher complémentarité, synergie et articulation.

Dans ce contexte et compte tenu de ses missions, l'ADIL67 en 2023 sera amenée à collaborer de façon pro-active au déploiement du projet « Maison de l'Habitat ».

Pour rappel, l'ADIL67 assure un maillage territorial dans le cadre de ses lieux de 6 permanences mensuelles décentralisées :

- Bischheim, 1<sup>er</sup> mardi du mois après-midi, délégation territoriale nord CeA ;
- Neudorf, 3<sup>ème</sup> vendredi de chaque mois matin, CMS Koenigshoffen, 3<sup>ème</sup> mardi de chaque mois matin, Bureau de l'Adjoint de Quartier ;
- Lingolsheim, 2<sup>ème</sup> vendredi de chaque mois matin, mairie ;
- Illkirch-Graffenstaden, 2<sup>ème</sup> lundi de chaque mois matin, mairie ;
- Conseil des Quinze, 1<sup>er</sup> vendredi de chaque mois matin, 20 rue de Rotterdam.

Les consultations en présentiel sont également assurées au siège, 5, rue Hannong à STRASBOURG aux horaires habituels d'ouverture.

L'ADIL indique que, en incluant les consultations téléphoniques et dématérialisées, quelques 10 000 ménages résidants de l'Eurométropole bénéficient chaque année de l'expertise de l'ADIL67.

La question se pose en 2023 et dans l'hypothèse de la création d'un lieu physique « Maison de l'Habitat » de préciser comment l'ADIL67 entend se positionner (7<sup>e</sup> lieu de permanence pour l'ADIL67 sur le territoire en complément des lieux précités ou autre ?).

En préfiguration de la mise en place d'un futur lieu d'accueil physique de la Maison de l'Habitat, l'ADIL sera ainsi amenée à formuler un scénario sur ses modalités de présence au sein de ces futurs locaux (réalisation de permanences, fréquence des permanences envisagées, organisation de réunions d'informations, utilisation de salles ou de bureaux, etc.). Ces orientations devront permettre de mieux calibrer la programmation d'un futur lieu d'accueil Maison de l'Habitat qui a pour ambition d'être un espace collaboratif ouvert aux différents partenaires du territoire.

D'autre part, les locaux réaménagés de l'ADIL, du CAUE et de l'Ordre des Architectes pourraient également contribuer à l'incarnation du projet « Maison de l'Habitat » en préfiguration du lieu physique (horizon 2026-2027) par la possibilité d'organisation d'événements multi-acteurs à destination du grand public.

## **7. Contribuer à l'information et l'accompagnement des particuliers et des copropriétés en matière de Rénovation énergétique :**

- ✓ En réorientant – conformément aux orientations nationales- les sollicitations des particuliers concernant les projets de rénovation énergétique sur l'Eurométropole de Strasbourg vers le **Guichet unique France rénov'** (Agence du Climat, CCA) ;
- ✓ En mettant en place les modalités de partage et de suivi avec les opérateurs du Guichet France Rénov' pour les contacts pris et informations diffusées, afin d'éviter les effets de doublon / reprise à zéro des éléments d'accompagnement ;

Compte-tenu de ses missions et comme cela peut être le cas sur d'autres territoires au national, l'ADIL réfléchit à une éventuelle intégration au sein du réseau France Rénov à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Dans cette perspective, 2023 peut être consacrée sur ce sujet à la préfiguration de cette intégration :

- Définition des modalités opérationnelles (préparation pour la mise en place de l'outil de suivi partagé correspondant au cahier des charges France Rénov', ajustement au sein de l'équipe pour intégrer la compétence en lien avec une possible évolution de l'un des profils de poste, etc.) ;
- Rapprochements ADIL67-Agence du Climat, l'AC étant chargée de la mission de coordination du guichet France Rénov' sur le territoire de l'Eurométropole : il s'agit notamment de préciser le niveau d'accompagnement et modalités opérationnelles qui seraient déployées en cas d'inscription de l'ADIL 67 dans le réseau France Rénov' ;
- Définition des moyens (financement du poste dédié) nécessaires à l'inscription de l'ADIL au sein du Réseau France Rénov, dans le cadre d'un positionnement de premier niveau de conseil.

*Pour rappel, les conseillers France Rénov' sont en charge d'apporter des informations de premier niveau et doivent dispenser, selon la demande du ménage des informations : techniques, financières, juridiques et sociales.*

### **Article 3 : Budget prévisionnel**

Le budget nécessaire à la réalisation de l'activité de l'ADIL 67 pour 2023 s'élève à 575 188€. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la Collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 6 de la présente convention.

### **Article 4 : Versement de la subvention**

Pour 2023, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève à la somme de 45 000 €.

La subvention sera créditée :

- ✓ en un versement,
- ✓ sur le compte bancaire n° 16705.09017.08771493364.42 au nom de l'ADIL du Bas-Rhin, auprès de la Caisse d'Epargne d'Alsace.

### **Article 5 : Engagements de l'ADIL**

En signant la présente convention, l'ADIL s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ; Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg avant le 1er mai de l'année suivant chaque exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif<sup>1</sup>, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : <http://associations.strasbourg.fr> ;
- ✓ Le cas échéant, informer la Collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
  - ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
  - ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
  - ✓ Faire état du soutien de la Collectivité dans sa communication.

#### **Article 6 : Non-respect des engagements de l'ADIL**

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, ou/et en cas de non-réalisation totale ou partielle des actions, la Collectivité se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de la subvention prévue ou/et de demander le reversement des sommes déjà versées.

#### **Article 7 : Durée**

La présente convention est établie pour une durée de un an (exercice budgétaire 2023). Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier de la subvention liée, l'association devra adresser chaque année une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

---

<sup>1</sup> règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

**Article 8 : Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**

**Pour l'Agence Départementale  
d'Information sur le Logement du  
Bas-Rhin**

Par délégation, la Vice-présidente

Le Président

Suzanne BROLLY

Étienne WOLF

**ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

**ADIL 67**

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant alloué pour l'année N-1</b>
Association départementale du Bas – Rhin d'information sur le logement (ADIL 67)	Subvention de fonctionnement	45 000 €	45 000 €	55 000 €

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **Association Habitat et Humanisme : subvention au titre de l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS).**

#### **Numéro E-2023-886**

Dans le cadre de son soutien aux associations œuvrant dans le domaine de l'accès à l'habitat pour tous et plus spécifiquement pour les ménages les plus modestes, l'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une subvention de 35 000 euros à l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, au titre de son Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) pour l'année 2023.

D'autre part, afin de conforter et soutenir la montée en charge de l'activité de l'AIVS en matière de captation de logements et d'accompagnement social des locataires et technique des propriétaires bailleurs, une convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Eurométropole et l'association est proposée sur la période 2023-2025.

#### **1. Le champ d'intervention de l'association**

L'Agence immobilière à vocation sociale contribue à l'accroissement d'une offre de logements accessibles dans le parc privé, à destination de ménages à revenus modestes/très modestes. Son action vise à :

- recenser les offres de logements du parc privé à des loyers accessibles (inférieurs aux loyers moyens du marché),
- faciliter l'accès de ces logements à des ménages à faibles revenus.

Parallèlement, l'association s'engage auprès des propriétaires :

- à assurer la gestion locative adaptée (GLA) des logements,
- à sécuriser les risques locatifs (impayés, dégradations) en proposant une assurance dédiée,
- à établir une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire (explication des droits et devoirs du locataire lors de la signature du bail, propositions de modes de paiement adaptés etc.).

#### **2. L'activité de l'association**

En 2022, la plateforme de l'Agence immobilière à vocation sociale disposait d'un portefeuille de 323 logements (121 en 2020, 221 en 2021) à l'échelle de l'Eurométropole,



principalement des trois pièces. Le parc de logements géré par l'AIVS sur le territoire de l'Eurométropole croît chaque année de manière progressive (49 nouveaux logements ont rejoint ce portefeuille en 2022), malgré les effets de la période de crise sanitaire sur la capacité de prospection.

La qualité énergétique des logements sous gestion de l'AIVS s'améliore également afin de répondre aux enjeux actuels de lutte contre les passoires énergétiques et, partant, la précarité énergétique des ménages accompagnés. 73 % du parc de logements se situent ainsi en étiquette A, B, C ou D. La grande majorité des loyers de ces logements (92 %) sont plafonnés et donc alignés sur ceux des logements sociaux.

### **3. Les effectifs et le financement**

L'activité a été assurée en 2022 par 13 salariés auxquels s'ajoutent deux apprentis (soit 10.67 ETP). L'accroissement du nombre de salariés est lié au recrutement d'un chargé de prospection immobilière afin de renforcer la captation de logements du parc privé. L'accompagnement des locataires est assuré par des bénévoles, principalement d'anciens professionnels de l'immobilier et de la gestion locative et un travailleur social.

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année 2023 est de 996 263 €.

Les principaux financeurs de l'AIVS ont été en 2022 :

- l'Etat :	351 347 €
- l'Eurométropole :	86 277 € (dont 20 000€ pour le fonctionnement)
- la ville de Strasbourg :	140 913 €
- la Collectivité européenne d'Alsace :	74 860 €

Afin de soutenir la montée en charge régulière de l'action de l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace dans la mobilisation de propriétaires du parc privé et l'accroissement de l'offre de logements en direction des ménages les plus modestes, il est proposé d'établir une convention d'objectifs entre l'Eurométropole et l'association, pour la période 2023-2025.

Le montant prévisionnel total de la subvention de fonctionnement s'élève à la somme de 125 000 € pour la période 2023-2025:

Pour 2023 : 35 000 €

Pour 2024 : 45 000 €

Pour 2025 : 45 000 €

Il est ainsi proposé au Conseil de l'Eurométropole de valider le projet de convention d'objectifs 2023-2025 avec l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, ainsi que la contribution financière pour un montant de trente-cinq mille euros (35 000 €) en 2023, quarante-cinq mille euros (45 000 €) en 2024 et quarante-cinq mille euros (45 000 €) en 2025.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

- *la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace pour la période 2023-2025,*
- *l'allocation pour l'année 2023 d'une subvention de 35 000 € à l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, œuvrant dans le domaine de l'accès au logement privé pour les ménages les plus modestes,*

*décide*

*l'imputation des crédits nécessaires, soit 35 000 €, au budget 2023, fonction 552, nature 65748, programme 8032, activité HP01F,*

*autorise*

*la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les conventions financières et l'ensemble des documents y afférents.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161785-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**ATTRIBUTION DE SUBVENTION**  
**HABITAT ET HUMANISME Gestion Alsace**

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant alloué pour l'année N-1</b>
Habitat et Humanisme Gestion Alsace	Subvention de fonctionnement	35 000 €	35 000 €	20 000 €

## CONVENTION D'OBJECTIFS exercices 2023-2025

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Pia IMBS, et

L'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace (HHGA) inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro Volume 100 Folio 95, et dont le siège est 16 avenue du Rhin - 67100 Strasbourg, représentée par son-sa Président-e-en exercice, Monsieur Garin BINTZ.

Vu,  
les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,  
la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,  
la délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 10 novembre 2023

### Objet et vie de la convention

#### Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association HHGA définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

#### Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la- Président-e de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil métropolitain, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

### 1ère partie : les objectifs

#### Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'accès au logement des ménages modestes et de lutte contre les logements vacants du parc privé

Dans le cadre de l'animation des politiques publiques liées à l'habitat sur le parc privé<sup>1</sup>, l'Eurométropole de Strasbourg s'attache à proposer différents dispositifs en faveur de :

---

<sup>1</sup> En lien avec les objectifs fixés par le PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg, les objectifs du plan Climat, la feuille de route habitat 2022-2027.

L'amélioration énergétique des logements et la lutte contre les passoires énergétiques

- La rénovation des logements dégradés et la lutte contre l'habitat indigne ;
- La rénovation des copropriétés fragiles et en difficultés ;

Ainsi que (concernant spécifiquement le parc locatif privé) :

- L'accès au logement et l'ouverture du parc privé aux ménages modestes ;
- La lutte contre les logements vacants.

Concernant, ces deux objectifs, il convient de préciser que l'Eurométropole de Strasbourg loge 60 % de locataires (avec un taux de 70 % sur la Ville de Strasbourg). Parmi ces locataires, 63 % d'entre eux sont éligibles au logement social. Les ménages modestes rencontrent des difficultés croissantes pour accéder au logement du parc privé alors qu'en parallèle, la collectivité comptabilise près de 23 000 demandes de logements sociaux en attente d'attribution. L'augmentation des ménages âgés, des familles monoparentales, des séparations mais également du sans-abrisme et des flux migratoires (réfugiés, demandeurs d'asiles, déboutés...) est pris en compte pour adapter l'offre locative privé aux nouveaux besoins et capacités des locataires.

On estime à 3 700 le nombre de logements vacants depuis au moins deux ans sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (source : fichier LOVAC 2021). Dans la volonté de mobiliser cette offre en logement déjà existante mais non utilisée, la collectivité a lancé en mai 2016 la démarche « Mieux relouer mon logement vacant » qui a déjà permis de relouer 300 logements, conventionnés avec l'Anah en social ou très social. La lutte contre les logements vacants permet à la collectivité et aux communes membres de participer aux objectifs du PDALHPD, du Plan Logement d'abord mais aussi de répondre aux enjeux de création de logements locatifs sociaux dans les communes carencées ou déficitaires.

L'Eurométropole de Strasbourg s'attache ainsi à promouvoir le conventionnement avec l'Anah des logements, en particulier en social et très social. L'intermédiation locative<sup>2</sup> est également mise en avant, afin de proposer des logements aux ménages les plus fragiles tout en sécurisant la gestion locative pour le propriétaire (notamment dans les communes déficitaires ou carencées au titre de la loi SRU).

Par ailleurs, depuis 2018, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg est impliquée dans le Plan Logement d'abord qui vise à accélérer et sécuriser l'accès direct au logement pour les ménages les plus isolés. Les logements privés conventionnés avec l'Anah sont particulièrement concernés par cette démarche.

Plus de 400 logements du parc privé ont pu être remobilisés et conventionnés en social et très social depuis le lancement de la démarche renforcée en 2016. **Près de 40% de ces logements ont été reloués via un dispositif d'intermédiation locative (dont l'HHGA fait partie), ce qui montre l'importance pour un propriétaire bailleur d'être accompagné et sécurisé dans ces démarches, tout en pointant les enjeux de massification et d'augmentation de l'activité pour parvenir à mobiliser le parc privé à la hauteur des besoins en général (tant du point de vue des logements à remobiliser que du point de vue des besoins des habitants et des communes).**

**De fait, l'ensemble de ces dynamiques s'inscrivent de façon cohérente et opérationnelle avec les objectifs et les enjeux identifiés dans le Plan départemental d'accès au le logement et à**

---

<sup>2</sup> L'intermédiation locative permet de sécuriser et de simplifier la relation entre un locataire et son bailleur grâce à l'intervention d'un tiers social. Il peut s'agir d'un opérateur, d'un organisme ou d'une association agréés par l'État. Ce système repose sur un principe solidaire : les logements concernés sont loués à des ménages en grande précarité, par exemple les foyers qui sortent de dispositifs d'hébergement et qui rencontrent donc des difficultés à trouver un logement en location.

## **l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD 67), axe 3 « Accès (et maintien) au logement autonome ».**

### **Article 4 : le projet associatif**

HH GESTION ALSACE est l'Agence Immobilière à Vocation Sociale du Bas-Rhin depuis 2011. Appartenant au mouvement HABITAT&HUMANISME, l'AIVS® a pour objet de mobiliser le parc privé pour le rendre accessible aux personnes en difficulté.

Ce type de structure (encadrées par un agrément spécifique de l'État) s'engagent à :

- mobiliser l'offre de logements du parc privé à loyer accessible (conventionnement de l'Anah via du mandat de gestion en intermédiation locative) ;
- mettre en cohérence l'offre mobilisée et les demandes de logements à loyers accessibles pour les publics prioritaires définis dans le PDALHPD ;
- sécuriser le propriétaire bailleur dans ses démarches locatives en lui assurant un suivi régulier et adapté des ménages locataires.

L'activité d'administration de biens exercée par l'AIVS est très réglementée. Elle exige la détention :

- **d'une Carte professionnelle** : le responsable légal, Monsieur Garin BINTZ, Président, est le détenteur de la carte professionnelle exigée par ladite loi.
- d'une assurance Responsabilité Civile Professionnelle
- d'une garantie financière
- de deux Agréments :
  - o Intermédiation locative et gestion locative sociale

Activité 5 : pour l'exercice des activités de gestion immobilière en tant que mandataire

- o Ingénierie Sociale Financière et Technique

Activité 2 : L'accompagnement social des personnes pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le logement

Activité 4 : La recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées

- **du Label FAPIL** : AIVS® est un label délivré par la Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement en répondant à un cahier des charges exigeant pour garantir la qualité des prestations rendues. Le label est renouvelé chaque année après vérification du bilan de l'activité et des conditions d'éligibilité.

**Au 31/12/2022, l'AIVS gère plus de 370 logements dont 305 en bail direct et 36 en location/sous-location, 93% des logements sont soumis à des loyers plafonnés.**

En 2019, le Plan Logement d'Abord a permis l'expérimentation « Suivi et animation de la plateforme FAC'IL pour la mobilisation de logements conventionnés en intermédiation locative dans le parc privé sur les territoires de l'Eurométropole de Strasbourg et du département du Bas-Rhin. »

HH GESTION ALSACE a été retenue pour la mise en place et le déploiement de la plateforme jusqu'à 2021 puis jusqu'à juin 2024. Le bilan de l'action réalisé chaque fin d'année permet d'informer des freins, des limites rencontrés sur le terrain ainsi que leviers et des facteurs de réussite.

Le plan quinquennal pour le Logement d'Abord et la lutte contre le sans-abrisme réforme l'accès au logement pour les personnes sans-domicile qui favorisera leur insertion. La DIHAL en a coordonné l'élaboration et suit sa mise en œuvre à l'échelle nationale s'appuyant notamment sur 23 territoires de mise en œuvre accélérée dont Strasbourg fait partie.

Il s'agit de passer d'une réponse construite dans l'urgence s'appuyant majoritairement sur des places d'hébergement avec des parcours longs et coûteux à un accès direct au logement avec un accompagnement social adapté aux besoins des personnes. Un des freins pour l'accès rapide au

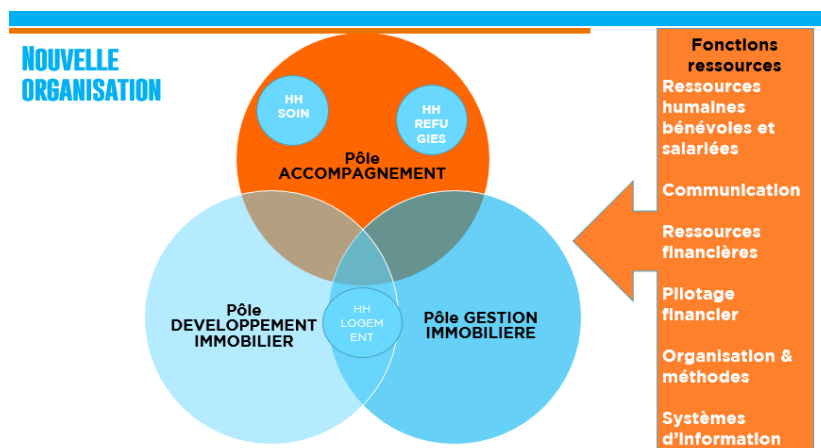
logement des personnes sans domicile est le manque de liens organisés entre les acteurs de l'hébergement et les acteurs du logement. De plus, une différence d'approche existe souvent entre les acteurs sur la notion d'autonomie par rapport au logement. La constitution d'une vision partagée entre tous les acteurs de la chaîne d'accès au logement est une clé de la fluidification des dispositifs d'hébergement et de la réinsertion sociale des personnes.

Des partenariats renforcés constituent le point de départ d'une évolution de part et d'autre et d'une meilleure quantification des besoins de relogement.

Dans une dynamique d'évaluation et d'adaptation en continu pour correspondre aux évolutions réglementaires et sociétales rapides, l'AIVS n'a eu de cesse d'interroger son modèle, le volume de logements à capter, ceux à gérer. « Habitat et Humanisme est une association qui a pour raison d'être **d'agir en faveur de l'insertion par le logement et de la re-création de liens sociaux pour répondre à l'exclusion et l'isolement des personnes en difficulté.** »

L'association locale **HH ALSACE NORD**, et l'**AIVS HH GESTION ALSACE** représentent le mouvement dans le Bas-Rhin.

Les salariés et bénévoles des deux associations travaillent ensemble tant sur la mobilisation, la production de logements, la gestion locative adaptée et l'accompagnement du public. Depuis janvier 2023, les deux associations ont une gouvernance commune afin de mutualiser, massifier et faciliter les actions mises en œuvre dans le but de permettre l'accès et le maintien dans le logement des personnes en difficulté.



Cette réorganisation illustre la volonté et les enjeux de monter en puissance pour la structure, en lien avec les besoins et les nouveaux défis de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'accueil et de logement des ménages fragiles.

**L'association HH ALSACE NORD détient des agréments avec des activités complémentaires à celles de l'AIVS :**

- Intermédiation locative et gestion locative sociale

Activité A : La location de logements en vue de leur sous-location auprès d'un organisme agréé pour son activité de maîtrise d'ouvrage ou d'un organisme HLM

Activité B : La location de logements en vue de leur sous-location auprès des bailleurs autres que des organismes HLM

- Ingénierie Sociale Financière et Technique

Activité A : L'accueil de conseils d'assistance pour l'amélioration ou l'adaptation de l'habitat conduite en faveur des personnes défavorisées ou des personnes âgées et handicapées

Activité B : L'accompagnement social des personnes pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le logement

Activité C : L'assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable

Activité D : La recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées

Activité E : La participation aux réunions des commissions d'attributions des organismes d'habitation à loyer modéré

La présence de deux associations avec des missions complémentaires du mouvement Habitat et Humanisme permet de disposer d'une multiplicité de solutions à proposer pour le développement diversifié d'habitat tant par la captation dans le parc privé que le développement par la construction, la réhabilitation, l'acquisition améliorée ou l'acquisition en VEFA par la Foncière d'Habitat et Humanisme détenant l'agrément Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion. L'organisation par pôle de nos deux associations permet de créer des passerelles.

L'expérience et le savoir-faire des administrateurs et des salariés de l'AIVS permettent une synergie entre les différents pôles.

Le professionnalisme de l'AIVS est reconnu sur le territoire départemental. L'AIVS est identifiée, elle dispose d'un réseau lui permettant de mettre en lien des propositions avec des besoins et d'être force de proposition dans des situations difficiles.

Les compétences des membres de l'AIVS sont soutenues par le service juridique de la FNAIM dont l'AIVS est adhérente, par la Fédération d'Habitat et Humanisme et la FAPIL. La multiplicité des ressources est une richesse pour l'AIVS.

L'adhésion de l'AIVS à la FNAIM permet d'être accompagné par une assistance juridique, les imprimés légaux (au niveau de l'actualisation des baux et mandats de gestion notamment) des formations et d'être informée de la conjoncture immobilière. Elle permet aussi d'être en lien avec les sociétés adhérents (110) intervenants dans le parc privé non social.

L'appartenance à la FAPIL et le soutien de la Fédération Habitat & Humanisme permettent de se doter d'outils d'accompagnement, de porter des actions innovantes, d'établir des partenariats dans la recherche de solutions aux problèmes rencontrés sur les territoires et de partager des expériences.

## **Article 5 : Les objectifs partagés (cf. tableau récapitulatif en annexe)**

### **Objectifs généraux**

- 1. Poursuivre (en visant à augmenter) le volume de logements captés** puis gérés par l'AIVS, via le conventionnement avec l'Anah.
- 2. Contribuer activement à la diffusion de l'intermédiation locative** comme un outil de sécurisation locative et de remobilisation du parc privé existant auprès des propriétaires mais aussi de l'ensemble des partenaires concernés (opérateur, association, collectivités et services déconcentrés – DDT, DDETS, DIHAL-, organismes fonciers, OFS, SIAO...).
- 3. Monter en compétence et proposer des terrains d'expérimentation** visant à faire évoluer les pratiques (modalités d'accompagnement des propriétaires, montages immobiliers...).

### **Objectifs opérationnels**

**Concernant la poursuite de la captation et de la gestion des logements du parc privé, il se décline de manière opérationnelle comme suit :**

L'AIVS s'engage auprès des propriétaires bailleurs :

- à capter des logements du parc privé, dignes et décents, à des niveaux de loyers abordables des ménages PDALHPD et Logement d'abord (en mobilisant le conventionnement Anah si nécessaire) ;



- à assurer la gestion locative des logements ;
- à établir une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire (explication des droits et devoirs du locataire lors de la signature du bail, propositions de modes de paiement adaptés...). Cette dernière activité est assurée par des bénévoles.

Indicateurs : nombres de propriétaires contactés et renseignés (avec le nombres de logements correspondants), nombre de logements captés et gérés par an avec type de conventionnement et de niveaux de loyer, nombres de logements « sortants » (échéance mandat de gestion, vente du logement...).

### **Concernant la diffusion du modèle de l'intermédiation locative :**

L'AIVS s'engage :

- À participer et à proposer à toutes réunions/manifestations identifiées par l'Eurométropole de Strasbourg ou l'AIVS au sujet de l'intermédiation locative et le mandat de gestion et/ou visant à déployer les partenariats nécessaires au niveau local (ou national, s'agissant de l'implication de l'Eurométropole de Strasbourg dans la démarche Logement d'Abord) ;
- À répondre aux sollicitations des opérateurs et des partenaires contribuant à une meilleure compréhension des enjeux de l'intermédiation locative, du mandat de gestion, du conventionnement et des propriétaires bailleurs du parc privé en général.

*Ces objectifs opérationnels sont fortement liés à l'objectif numéro 3 également.*

Indicateurs : réunions/rencontres et tout cadre de travail proposés (groupe de travail dédié, équipe technique du PDALHPD, temps logement d'abord...), manifestation/action de communication ciblée (visite d'opération, réunion publique, tables rondes...), notes et rapport d'études.

### **Concernant la montée en compétence et proposer des terrains d'expérimentation visant à faire évoluer les pratiques :**

L'AIVS s'engage :

- À créer et coordonner un réseau d'acteurs en capacité de se positionner à ses côtés de l'AIVS pour correspondre aux nouveaux enjeux identifiés (lutte contre le logement vacant et/ou dégradé, ilots spécifiques identifiés dans le cadre d'opération spécifiques type OPAH RU, PIG, en communes SRU...);
- Proposer des terrains d'expérimentation (montage immobiliers et accompagnement des propriétaires)
- Créer une méthode d'accompagnement des « nouveaux » propriétaires bailleurs qui souhaitent investir dès le départ dans un logement à des fins d'intermédiation locative.

Indicateurs : réunions de travail, amélioration de processus, nombres d'acteurs approchés et niveau de collaboration établi ou à établir (financier, compétences propres...), groupes de travail dédiés, cartographie des acteurs, volume de logements issus des expérimentations, notes et rapport d'étude sur la plus-value de la montée en compétence.

## **2ème partie : les moyens**

### **Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association**

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de cent vingt cinq mille euros (125 000 €) :

- Pour la première année, en 2023, le montant de la subvention s'établit à : 35 000 €

- Pour la deuxième année, en 2024, le montant prévisionnel s'élève à : 45 000 €
- Pour la troisième année, en 2025, le montant prévisionnel s'élève à : 45 000 €

Ces deux derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par l'Eurométropole de Strasbourg

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg

### **3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs**

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

#### **Article 8 : la composition de l'instance de suivi**

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et la Maire ou son représentant. Il se compose des membres obligatoires suivants :

Le-la Président-e de l'association,

Le-la Directeur-trice de l'association, les référents-es de la direction et/ou du service de la Ville, un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques. (*le cas échéant*)

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à l'Eurométropole de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

#### **Article 9 : les missions du Comité de suivi**

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil Eurométropolitain.

#### **Article 10 : l'organisation du Comité de suivi :**

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an au 2<sup>e</sup> trimestre de l'année, à l'initiative de l'Eurométropole ». Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à l'Eurométropole de Strasbourg un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en

annexe) complétées pour la période annuelle révolue, ainsi que l'ensemble des documents utiles à la tenue de ce comité (rapport d'activité, bilans financiers, budget prévisionnel, comptes approuvés,...)

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble de l'activité et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

#### **Article 11 : l'évaluation finale**

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des indicateurs de suivi fixé et du calendrier d'action fixé.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

#### **4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention**

##### **Article 12 : communication**

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants...) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

##### **Article 13 : responsabilité**

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

##### **Article 14 : avenant**

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

##### **Article 15 : résiliation**

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1<sup>er</sup> paragraphe de cet article.

#### **Article 16 : litiges**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le ..... 2023

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Pour l'association

Par délégation, la Vice-Présidente en charge de  
l'Habitat

Le Président

Suzanne BROLLY

Garin BINTZ

## Annexe 1 tableau de synthèse objectifs et indicateurs

Objectifs généraux	Déclinaisons opérationnels	objectifs	Indicateurs	Observations
<b>Poursuivre (en visant à augmenter) le volume de logements captés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- capter des logements du parc privé, dignes et décents, à des niveaux de loyers abordables pour les ménages PDALHPD et Logement d'abord</li> <li>- Assurer la gestion locative des logements ;</li> <li>- Etablir une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- nombres de propriétaires contactés et renseignés (avec le nombres de logements correspondants),</li> <li>- nombre de logements captés et gérés par an avec type de conventionnement et de niveaux de loyer,</li> <li>- nombres de logements « sortants »</li> </ul>	
<b>Contribuer activement à la diffusion de l'intermédiation locative</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- participer et proposer à toutes réunions/manifestations identifiées par l'Eurométropole de Strasbourg ou l'AIVS au sujet de l'intermédiation locative et le mandat de gestion et/ou visant à déployer les partenariats nécessaires au niveau local</li> <li>- répondre aux sollicitations des opérateurs et des partenaires contribuant à une meilleure compréhension des enjeux de l'intermédiation locative</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- réunions/rencontres et tout cadre de travail proposés (groupe de travail dédié, équipe technique du PDALHPD, temps logement d'abord...), - manifestation/action de communication ciblée (visite d'opération, réunion publique, tables rondes...),</li> <li>- notes et rapport d'étude.</li> </ul>	Ces deux objectifs sont fortement liés, notamment du point de vue des indicateurs
<b>3. Monter en compétence et proposer des terrains d'expérimentation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- créer et coordonner un réseau d'acteurs en capacité de se positionner à ses côtés de l'AIVS pour correspondre aux nouveaux enjeux identifiés</li> <li>- Proposer des terrains d'expérimentation (montage immobiliers et accompagnement des propriétaires)</li> <li>- Créer une méthode d'accompagnement des « nouveaux » propriétaires bailleurs qui souhaitent investir dans un logement à des fins d'intermédiation locative.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- réunions de travail, amélioration de processus,</li> <li>- nombre d'acteurs approchés et niveau de collaboration établi ou à établir (financier, compétences propres...),</li> <li>- groupe de travail dédiés, c</li> <li>- cartographie des acteurs,</li> <li>- volume de logements issus des expérimentations,</li> <li>- notes et rapport d'étude sur la plus-value de la montée en compétence.</li> </ul>	

## CONVENTION FINANCIERE exercice 2023

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Suzanne BROLLY, Vice- Présidente, et
- Habitat Humanisme Gestion Alsace (HHGA) ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance d'Illkirch sous le numéro 36/90, dont le siège social est situé 16 Avenue du Rhin 67100 STRASBOURG - représentée par M. Garin BINTZ son Président,

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 novembre 2023

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

Cette convention a pour objet le subventionnement par l'Eurométropole de Strasbourg du projet « Plateforme logements privés à loyers accessibles » porté par l'association HHGA.

Cette action s'inscrit dans le cadre du plan départemental pour le logement (PDALPD 67). HHGA a créé une agence immobilière à vocation sociale (AIVS) pour capter et gérer des logements à loyers maîtrisés du parc privé. Les objectifs sont :

- ⇒ rendre plus lisible et mobiliser l'offre de logements du parc privé à loyer accessible
- ⇒ mettre en cohérence l'offre mobilisée et les demandes de logements à loyers accessibles pour les publics prioritaires définis dans le PDALPD.

Pour cela, l'AIVS tente de convaincre des bailleurs privés de mettre leurs logements à la disposition de ces personnes (le montant du loyer accepté par le propriétaire devant être compatible avec les ressources du public concerné) et de proposer des logements aux normes de confort et d'habitabilité. L'agence assure la gestion locative des logements pour le compte du propriétaire et sécurise les bailleurs contre les risques locatifs (impayés et dégradations) en établissant une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire.

L'AIVS s'engage auprès des propriétaires :

- à assurer la gestion locative des logements,
- à établir une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire (explication des droits et devoirs du locataire lors de la signature du bail, propositions de modes de paiement adaptés...). Cette dernière activité est assurée par des bénévoles.

## **Article 2 : Budget prévisionnel**

Le budget nécessaire à la réalisation de l'activité 2023 s'élève à 996 263 €. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

## **Article 3 : Versement de la subvention**

Pour 2023, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève au total à la somme de 35 000 €.

La subvention sera créditée :

- ✓ en un versement.
- ✓ sur le compte bancaire n° 10278 01001 00021023601 40 au nom de l'association HH GESTION ALSACE auprès du Crédit Mutuel.

## **Article 4 : Engagements de l'association**

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif<sup>1</sup>, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes<sup>2</sup> (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des

---

<sup>1</sup> règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

<sup>2</sup> la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : <http://associations.strasbourg.fr> ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

#### **Article 5 : Non-respect des engagements de l'association**

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
- ✓ le non versement du solde
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

#### **Article 6 : Durée**

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

#### **Article 7 : Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex.



Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg  
de Strasbourg

Par délégation, la Vice- Présidente

Suzanne BROLLY

Pour l'association

Le Président

Garin BINTZ

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Centre d'études de la conjoncture immobilière (CECIM) : attribution de subventions.**

### **Numéro E-2023-888**

Depuis l'intégration de son Programme Local de l'Habitat (PLH) en 2017 dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI), l'Eurométropole de Strasbourg s'est lancée dans une politique de l'habitat ambitieuse qui passe par la mise en place d'outils d'observation de ce territoire, permettant d'analyser et d'orienter l'action.

Dans ce cadre, le 24 septembre 2021, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré pour la signature d'une nouvelle convention pluriannuelle avec le Centre d'études de la conjoncture immobilière – CECIM sur la période 2021-2023, faisant suite à une première convention pluriannuelle sur la période précédente 2018-2020.

Il est proposé d'acquitter la participation annuelle de six mille euros (6 000 €) prévus dans la convention pour l'année 2023.

### **1. L'OBSERVATOIRE DU CECIM**

Le CECIM, association loi de 1901, créée en 1970, a pour objectif d'informer et de rassembler l'ensemble des acteurs publics et privés participant à l'activité immobilière d'un territoire.

Le domaine d'intervention de l'association couvre à la fois l'immobilier d'entreprise et le logement neuf, ce dernier étant celui retenu pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les réalisations du CECIM sont, sur ce sujet, les suivantes :

- émission de publications périodiques sur la production du territoire,
- tenue d'une cartographie interactive localisant les programmes en cours de commercialisation,
- actions de communication ou d'information sur des thématiques déterminées.

Présent sur différents territoires (aire urbaine de Lyon, Isère et deux Savoie, Alsace-Lorraine etc.), il compte parmi ses partenaires :

- des professionnels de l'immobilier : promoteurs, structures HLM, établissements bancaires etc.,
- des institutionnels : Grand Lyon, Chambéry Métropole, Grenoble Métropole, Metz Métropole, etc.

Les promoteurs partenaires du CECIM (présent sur le territoire depuis 2009) représentent actuellement 80 % de la production de logements neufs privés sur l'Eurométropole de Strasbourg. On citera, par exemples, Vinci, Bouygues Immobilier, Nexity, Icade, Promogim.

Les informations apportées par le CECIM permettent à l'Eurométropole de Strasbourg une approche plus conjoncturelle du marché de l'immobilier privé sur son territoire et viennent compléter l'approche structurelle de l'observatoire de l'habitat tenu par l'ADEUS. Elles permettent également un suivi dans le temps de la dynamique du marché du logement neuf, contribuant ainsi à la réactivité de la politique habitat de la Collectivité.

## **2. LA CONVENTION DE PARTENARIAT**

La convention de partenariat permet, au-delà de l'accès au site internet, fournisseur de données importantes (telles que le niveau de réservation dans les programmes en vente, le degré d'avancement des travaux, les prix pratiqués, les désistements et les stocks éventuels), d'accéder à des publications mensuelles d'analyse des données du marché eurométropolitain.

Elle permet également de solliciter le CECIM sur des études plus précises sur le marché immobilier du neuf.

## **3. LA PARTICIPATION FINANCIÈRE**

Le budget prévisionnel global de fonctionnement de l'association pour 2023 est de 1 104 000 €. Les collectivités du Grand Est participent à hauteur de 8 % du budget de l'association.

La participation annuelle de l'Eurométropole, due au titre de la convention de partenariat est de 6000 euros (six mille euros) par an.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*l'imputation des crédits nécessaires, soit 6 000 €, au budget 2023, fonction 552, nature 65748, programme 8032, activité HP01F,*

*décide*

*le paiement de la participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg d'un montant de six mille euros (6 000 €) dans le cadre de la convention pluriannuelle délibérée le 24 septembre 2021,*

*autorise*

*la présidente ou son-sa représentant-e à signer l'ensemble des documents y afférents.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161791-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

**CECIM**

<b>Dénomination de l'organisme</b>	<b>Nature de la sollicitation</b>	<b>Montant sollicité</b>	<b>Montant proposé</b>	<b>Montant alloué pour l'année N-1</b>
Centre d'études de la conjoncture immobilière (CECIM)	Subvention de fonctionnement	6 000 €	6 000 €	6 000 €

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

### **PROCIVIS ALSACE : renouvellement de la convention de partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg.**

#### **Numéro E-2023-998**

La présente délibération a pour objectif le renouvellement du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SACICAP (Société anonyme coopérative d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété) PROCIVIS Alsace pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2027.

La nature du partenariat est multiple :

- permettre aux propriétaires et aux copropriétaires occupants les plus modestes d'effectuer les travaux nécessaires à leur habitation principale, en complément des subventions publiques existantes (octroyées par l'Eurométropole de Strasbourg et Agence nationale de l'habitat - Anah - dans le cadre de la délégation des aides à la pierre sur le parc privé),
- soutenir la collectivité dans sa démarche d'ouverture et d'amélioration du parc locatif privé en direction des locataires modestes (lutte contre les logements vacants et dégradés, développement de l'intermédiation locative, conventionnement des logements locatifs),
- action nouvelle : contribuer au développement de projets de logements abordables ou d'hébergements, en lien avec les demandes et les publics concernés par le biais des outils à disposition de PROCIVIS (portage, bail réel solidaire, accession progressive à la propriété etc.).

#### **1. Contexte**

PROCIVIS Alsace soutient la politique d'amélioration de l'habitat menée sur le parc privé de l'Eurométropole de Strasbourg depuis de nombreuses années (première convention de partenariat signée en 2009, dans le cadre du premier Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habitat durable »).

**En 2023, l'État a souhaité revoir le format et le spectre d'intervention, désormais plus large, de l'ensemble du réseau des PROCIVIS** (cf. convention signée au national 2023-2030 État- PROCIVIS).

Dans ce contexte, il est ainsi souhaité que la présente convention de partenariat puisse permettre de coconstruire et décliner au niveau local les réponses adaptées aux enjeux suivants :

- veiller à une production de logements suffisante, variée et territorialement équilibrée,
- répondre aux besoins en logements pour tous, aux différentes étapes de la vie,
- assurer la qualité et la durabilité du parc,
- mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique de l'habitat.

## **2. Les domaines d'intervention de PROCIVIS Alsace**

Les axes d'intervention de PROCIVIS Alsace sont regroupés au sein des « Activités sociales et solidaires », visant à proposer des actions et des outils opérationnels sur différents axes de travail identifiés au préalable avec l'Eurométropole de Strasbourg :

- la réhabilitation énergétique du parc privé,
- la lutte contre les logements vacants et dégradés (au sein du périmètre de l'OPAH Renouvellement urbain de Koenigshoffen et/ou dans les communes déficitaires volontaires),
- le traitement des copropriétés en difficulté,
- l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap,
- le soutien au développement de projets de logements abordables,
- l'hébergement des personnes en difficulté,
- le déploiement de la Maison de l'habitat.

## **3. Les leviers financiers mobilisables**

Dans le cadre de la présente convention, PROCIVIS Alsace mobilisera sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

- **des avances de subventions et des prêts** pour les travaux d'amélioration énergétique et/ou de lutte contre les logements dégradés pour les ménages occupants modestes (plafond ressources Anah) ainsi que les propriétaires bailleurs qui acceptent de conventionner leurs logements avec l'Anah, et de mobiliser des solutions de gestion locative permettant à des personnes en situation de fragilité d'accéder à un logement,
- **des avances de subventions et des prêts pour les travaux d'adaptation des logements** (perte d'autonomie et adaptation au handicap) pour les ménages modestes (plafond ressources Anah),
- **des avances de subventions pour certaines copropriétés dégradées** accompagnées dans le cadre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat Copropriétés dégradées (OPAH CD).

Par ailleurs, des aides en direction de projets de réhabilitation en faveur des ménages sédentarisés sont disponibles (10 % du coût du projet – plafonné à 2 500 € par ménages/projets concernés).

Enfin, par l'intermédiaire de sa société coopérative AMELOGI, PROCIVIS s'engage à accompagner la collectivité dans le développement de solutions d'hébergement pour les personnes en difficulté ainsi que l'accession progressive à la propriété (APP).

## **4. Les enveloppes réservées**

Pour les « Activités sociales et solidaires » l'enveloppe totale mise à disposition par PROCIVIS Alsace s'élève à 6,5 million d'euros pour l'année 2023 :

- 3,1 millions d'euros pour les prêts et subventions missions sociales,
- 3.4 millions pour les avances de subventions.

Les montants étant fongibles, cette répartition est essentiellement indicative.

Dans le cadre du préfinancement sur les copropriétés de l'OPAH CD, une enveloppe de 9.1 millions d'euros est affectée prioritairement aux projets situés sur l'Eurométropole de Strasbourg.

## **5. Durée de la convention**

La convention prend effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2023, jusqu'au 31 décembre 2027.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole  
de Strasbourg du 28 juin 2022, autorisant la signature d'une convention  
de partenariat avec PROCIVIS Alsace pour l'année 2022  
vu la convention de gestion des aides à la pierre du parc privé conclue avec l'Anah  
pour la période 2022-2027, validée par le Conseil de  
l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021,  
vu la délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg  
du 16 décembre 2022 validant la convention du PIG Habiter l'Eurométropole  
pour la période 2023-2028  
vu la délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du  
25 janvier 2019 validant la convention de l'OPAH Copropriétés dégradées  
vu la délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022  
validant la convention de l'OPAH Renouvellement urbain Koenigshoffen  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le renouvellement du partenariat avec PROCIVIS Alsace pour la période allant du  
1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2027,*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les documents et conventions y afférents.*



**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-162098-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

**CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES SOCIALES ET SOLIDAIRES DE PROCIVIS ALSACE SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**

**ENTRE D'UNE PART :**

**PROCIVIS Alsace, SACICAP** (Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) 11 rue du Marais Vert - 67084 Strasbourg Cedex, représentée par Monsieur Christophe GLOCK, Directeur Général,

**Ci-après dénommée « PROCIVIS Alsace »**

**AMELOGIS, Société anonyme coopérative**, 11 rue du Marais Vert - 67084 Strasbourg Cedex, représentée par Monsieur Denis SCHULTZ, Président,

**Ci-après dénommée « AMELOGIS »**

**ET D'AUTRE PART :**

**L'Eurométropole de Strasbourg**, dont le siège social est situé au Parc de l'Etoile - 67000 STRASBOURG,

Représentée par Suzanne BROLLY, Vice-Présidente en charge de la politique du logement, de la politique foncière et immobilière de l'Eurométropole de Strasbourg, agissant en vertu d'une délibération en date du 20 décembre 2023,

**Ci-après dénommée « L'Eurométropole de Strasbourg »**

**Préambule**

PROCIVIS est un réseau national de statut coopératif, reposant sur des sociétés d'un type unique, les SACICAP (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) dont l'objectif premier est d'accompagner les ménages à devenir propriétaires de leur logement, selon le parcours et les aspirations de chacun.

Acteur historique spécialisé en faveur de l'accession sociale à la propriété, PROCIVIS intervient sur tous les métiers de l'immobilier (aménageurs, promoteurs, constructeurs de maisons, bailleurs sociaux, administrateurs de bien, syndic, gestion locative) et se positionne aux côtés de l'État pour venir en aide aux plus démunis à travers ses missions sociales : les SACICAP ont ainsi développé une activité de financement des travaux de rénovation du parc privé de logement. Cette activité se traduit essentiellement par le préfinancement des aides aux travaux, des prêts sans intérêt pour financer le reste à charge et des subventions.

Après la mise en œuvre de deux conventions signées entre l'Etat et PROCIVIS UES-AP en faveur des missions sociales pour les périodes 2007-2017 et 2018-2022, une nouvelle convention a été signée le 24 janvier 2023 pour la période 2023-2030.

Cette nouvelle convention engage l'État, en contrepartie de l'implication de PROCIVIS sur les missions sociales, à favoriser le développement des activités immobilières de PROCIVIS par la mobilisation de son foncier, la gestion du parc immobilier public et l'identification du patrimoine à rénover.

Elle ouvre des possibilités plus grandes d'intervention et notamment :

- La mobilisation de l'expertise des sociétés sur des projets identifiés par les territoires, notamment le développement dans le secteur des services,
- Des expérimentations en faveur de la création de logements accessibles et de la rénovation du parc ancien, notamment des prises de participation dans les projets Action Cœur de Ville (ACV), Petites Villes de Demain (PVD) ou en Quartier Politiques de la Ville (QPV).

### **Cette hybridation des activités économiques et de l'engagement sociétal fait de PROCIVIS un acteur de l'économie sociale et solidaire.**

Au niveau local, PROCIVIS Alsace exerce tous les métiers de l'immobilier sur son territoire et peut intervenir auprès de ses collectivités actionnaires comme un véritable ensemblier, en adéquation avec les politiques publiques de l'habitat. Seule l'activité de logement locatif aidé n'est pas exercée car les sociétaires de PROCIVIS Alsace disposent de leurs propres opérateurs, avec qui les structures de PROCIVIS Alsace trouvent les collaborations adaptées en fonction des projets.

Ainsi, les activités de PROCIVIS Alsace se regroupent en deux pôles :



#### **POLE PRODUCTION**

- **PIERRES & TERRITOIRES SAS** : promotion immobilière en habitat collectif et intermédiaire
- **SCI STBG-EUROMETROPOLE ACCESSION (OPIDIA)** : accession sociale sécurisée sur l'Eurométropole
- **SCI HERIA** : accession sociale sécurisée sur le Nord Alsace
- **SCI ATHIS** : accession sociale sécurisée sur le Sud Alsace
- **OIKOS SAS** : promotion immobilière en habitat individuel et groupé ; petits collectifs
- **SCI PROCIVIS HABITAT ALSACE** : accession sociale en habitat individuel et groupé ; petits collectifs



#### **POLE SERVICES A L'IMMOBILIER**

- **SYNCHRO 68** : syndic, location, gestion et transaction sur le Sud Alsace (*SASIK*)
- **SYNCHRO 67** : syndic, location, gestion et transaction sur le Nord Alsace (*TRADIGESTION IMMOBILIER*)
- **CILOGE** : syndic sur le Sud Alsace
- **LA FONCIERE DE PROCIVIS ALSACE** : investissement locatif social en diffus
- **SCI MARAIS** : propriétaire des murs des locaux hébergeant les activités opérationnelles

Ces activités permettent de :

- Construire des logements en accession sociale ou abordable et répondre aux enjeux spécifiques des parcours résidentiels des habitants dans les territoires, notamment en

proposant ces logements en accession sociale ou abordable à des locataires du parc HLM du territoire,

- Construire sur des terrains de requalification urbaine, en vue de la construction de logements neufs, en accession à la propriété (BRS et PSLA), ou de réhabilitation de logements existants destinés à des publics spécifiques, notamment les salariés des secteurs essentiels, les agents publics ou les jeunes,
- Accompagner les collectivités dans la mise en place des projets de restructuration, réhabilitation et rénovation des centre-ville,
- Mobiliser son expertise en matière de syndic pour accompagner les collectivités dans leurs politiques de soutien à la rénovation du parc privé.

Par ailleurs, l'activité d'aménagement foncier est exercée prioritairement par la SCIC d'HLM AMÉLOGIS. Elle permet notamment de proposer des opportunités foncières pour les activités de promotion immobilière en habitat individuel, groupé et collectif.

C'est grâce aux différents métiers développés par ses filiales que PROCIVIS Alsace peut se distinguer par une présence aux côtés des collectivités, sur toute la chaîne du logement. Cette distinction est amplifiée sur le territoire de ses sociétaires, dont notamment :

- La Collectivité européenne d'Alsace
- La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg
- Mulhouse Alsace Agglomération
- La Communauté d'Agglomération de Haguenau

Les réponses s'appuient sur des partenariats déjà en cours, notamment avec Action Logement, CDC Habitat et OKTAVE et d'une concertation approfondie avec les sociétés et les outils des collectivités locales, tels que l'EPFA, l'ADEUS, le CAUE d'Alsace, l'ATIP et l'ADIL 67.

C'est ainsi que PROCIVIS Alsace entend co-construire des réponses aux enjeux identifiés dans le Volet Habitat du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg adopté en septembre 2019 et notamment :

- Veiller à une production de logements suffisante, variée territorialement équilibrée
- Répondre aux besoins en logements pour tous aux différentes étapes de la vie
- Assurer la qualité et la durabilité du parc
- Mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique de l'Habitat

Le résultat des filiales opérationnelles de PROCIVIS Alsace, et jusqu'en 2021 **le retour des fonds propres de l'activité financière**, a permis de **consacrer depuis 2007 un cumul de 39 M€** aux Missions Sociales. **3 856 ménages** ont ainsi pu compter sur le réseau alsacien pour les accompagner dans l'amélioration de leur habitat.

Pour la période 2023-2030, en application des termes de la convention signée entre l'Etat et PROCIVIS UES-AP, le Conseil d'Administration PROCIVIS Alsace a décidé, lors de sa réunion du 6 avril 2023, de corréliser plus fortement l'implication de ses structures opérationnelles dans les territoires et son engagement sociétal.

Cet objectif se traduit par :

- Une nouvelle dénomination des « Missions Sociales » renommées « Activités Sociales et Solidaires », pour mieux prendre en compte les enjeux de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et sa déclinaison des 3 piliers :

- La responsabilité sociale : traduite par l'activité en accession sociale (PSLA, BRS) et les missions sociales,
  - La responsabilité écologique : traduite par son engagement sur la rénovation énergétique dans le diffus et à travers son activité de Syndic,
  - La responsabilité territoriale : traduite par son engagement opérationnel dans la mise en œuvre des Programmes Locaux de l'Habitat (PLH), des Programmes Action Cœur de Ville (ACV), des Programmes Petites Villes de Demain (PVD) et des programmes de renouvellement urbain avec l'ANRU.
- Une déclinaison des orientations locales dans des conventions cadres avec les collectivités délégataires et intéressées par la mise en place d'une synergie bénéficiant aux politiques de l'habitat et aux activités des filiales immobilières de PROCIVIS Alsace.

## **CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les termes du partenariat entre PROCIVIS Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire couvert par sa délégation de compétence des aides à la pierre.

Elle décrit :

- Les **modalités précises de mise en œuvre** des avances de subventions publiques et des prêts consentis aux particuliers ou aux syndicats de copropriétés situés sur le territoire,
- Les **modalités de collaboration attendues** pour que PROCIVIS Alsace s'inscrive en facilitateur dans la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat.

Cette convention fixe le cadre de l'intervention que PROCIVIS Alsace déclinera sur le territoire de la délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat et de l'ANAH de l'Eurométropole de Strasbourg.

### **Article 2 – Les axes de travail de la convention**

L'Eurométropole de Strasbourg, AMELOGIS et PROCIVIS Alsace arrêtent leur collaboration autour des axes de travail suivant :

#### **La réhabilitation énergétique du parc privé :**

Dans le cadre de son Plan climat qui vise la rénovation énergétique performante de 8 000 logements par an, dont 6 000 dans le parc privé, la réhabilitation énergétique est un axe prioritaire des actions publiques mises en place par l'Eurométropole de Strasbourg du point de vue de l'amélioration du parc privé existant.

Parallèlement, dans le cadre de sa délégation des aides à la pierre de l'Anah, l'Eurométropole de Strasbourg apporte des aides aux propriétaires occupants ou bailleurs privés éligibles, ces aides sont complémentaires aux aides de l'Anah, elles permettent de contribuer à l'effet levier et à la réduction du reste à charge.

À noter : Pour compléter le panel de ces aides et contribuer à la réalisation des travaux les plus performants possibles, l'Eurométropole de Strasbourg mène également une réflexion

active autour d'aides complémentaires à ce qui est fait dans le cadre de la délégation des aides à la pierre de l'Anah (en se positionnant sur les subventions travaux mais aussi sur l'AMO et la maîtrise d'œuvre).

PROCIVIS Alsace, grâce à la réaffectation des bénéfices de ses filiales et à l'abondement de la Collectivité européenne d'Alsace, pourra préfinancer les aides des ménages et des projets éligibles à l'Anah, et faire aboutir la réalisation des travaux par des Prêts complémentaires.

#### - **La lutte contre les logements vacants et dégradés**

Par le biais de son dispositif « Mieux relouer mon logement vacant », l'Eurométropole de Strasbourg encourage la remise sur le marché des logements vacants en proposant un accompagnement complet aux propriétaires bailleurs concernés (subventions travaux, conseils et aide sur la gestion locative – dont l'intermédiation locative, mobilisation de primes dédiées...). En échange, les propriétaires acceptent de conventionner leurs logements (LOC 2 ou LOC 3 « social ou très social), afin de participer activement à l'ouverture du parc privé et à l'accès au logement pour les ménages modestes (axes de travail inscrits au PDALHPD 2015-2023 et au sein du Plan « Logement d'abord » dans lesquels la collectivité est fortement investie).

L'OPAH Renouvellement Urbain mise en place sur le secteur de Koenigshoffen constitue une aire d'intervention privilégiée en matière de lutte contre les logements vacants et dégradés. On estime à 70 le nombre de logements concernés par le double phénomène de dégradation et de vacance, nécessitant souvent un accompagnement renforcé et des mesures complémentaires à la boîte à outil constituée par « Mieux relouer mon logement vacant ». PROCIVIS Alsace pourra être consultée pour évaluer des faisabilités de projets en VIR (vente d'immeuble à rénover) ou DIIF (dispositif d'intervention immobilière et foncière).

Il pourra également être sollicité pour des immeubles en monopropriété à vendre pour y réaliser les logements en accession sociale ou abordable dans l'ancien.

Par ailleurs, les actions de PROCIVIS – type intervention de l'OFSA (et hors DIIF et VIIR uniquement mobilisables en OPAH RU) pourront être étendues aux communes déficitaires ou carencées qui souhaitent mobiliser le parc privé vacant dans un objectif de conventionnement des logements (en LOC 2 ou LOC 3 – comptabilisés ensuite dans le décompte SRU).

#### - **Le développement de projets de logements abordables :**

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite développer des logements abordables en accession pour les publics modestes ou les publics spécifiques. Ce développement sera réalisé sur les fonciers en extension, dents creuses ou réhabilitation de friches identifiés sur le territoire.

À ce titre, PROCIVIS Alsace et AMELOGIS seront consultés pour évaluer des faisabilités de projets en Bail Réel Solidaire (BRS) ou en Accession Progressive à la Propriété (APP).

#### - **La réponse au vieillissement de la population**

Pour répondre aux enjeux démographiques du vieillissement de la population, PROCIVIS Alsace et la Collectivité européenne d'Alsace ont créé le Fonds « Handicap et Âge » en 2020.

Ce fonds vient appuyer les dispositifs de soutien mis en place par la Collectivité européenne d'Alsace pour soutenir les ménages en perte d'autonomie. Au stade de la signature de la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg ne fait pas partie du Fonds.

Sur la base de la communication du premier bilan d'étape de ce dispositif, l'Eurométropole de Strasbourg mettra en place un cadre de réflexion permettant de construire les arbitrages liés à une éventuelle participation à ce fonds.

Le cas échéant, PROCIVIS Alsace pourra, via le fonctionnement du Fonds « Handicap et Âge », préfinancer les aides et faire aboutir la réalisation des travaux par des Prêts complémentaires sur le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg .

#### **- Le traitement des copropriétés en difficultés**

Des appuis seront proposés sur les copropriétés en difficulté notamment celles identifiées dans l'OPAH « Copropriétés dégradées ». Ils consisteront à des préfinancements des aides et à la marge des prêts pour financer les restes à charge. Ces préfinancements feront l'objet de contrats de préfinancement individuels (cf. annexe à la présente convention).

Axe de travail : PROCIVIS pourra également proposer des expérimentations d'accompagnement des syndic bénévoles avec l'intervention du syndic de sa filiale SYNCHRO – dans le cadre du POPAC mise en place par l'Eurométropole de Strasbourg et qui a pour objectif de permettre aux copropriétés qui le nécessite d'améliorer leurs gestions, de résorber les premiers impayés et de s'assurer que la gouvernance soient consolidés avant de se mobiliser sur un projet de travaux, le cas échéant (AG, rôle du conseil syndical, du syndic, immatriculation au Registre...).

#### **- L'hébergement des personnes en difficulté**

Les efforts conjoints permettront d'identifier les besoins de développement des projets spécifiques pour répondre aux besoins des publics vulnérables. L'Eurométropole de Strasbourg facilitera la collaboration avec les gestionnaires agréés et accompagnera par la réflexion le développement des projets.

#### **- L'observatoire de l'habitat et le développement de la Maison de l'Habitat**

En tant qu'expert de l'habitat, PROCIVIS Alsace sera associée aux travaux l'observatoire de l'habitat et du foncier initiés par l'Eurométropole de Strasbourg. Les travaux permettront d'identifier l'évolution des marchés immobiliers et des équilibres démographiques et sociaux et d'échanger sur le réajustement des politiques et des actions menées sur le territoire.

Du fait de ses multiples métiers dans le domaine de l'habitat, PROCIVIS Alsace sera également invitée à collaborer avec la mise en place et les actions portées par la Maison de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg.

La forme de la participation au projet pourra être adaptée en fonction des axes de développement définis en amont (exemple : une place au sein des futures locaux de la Maison de l'Habitat pour des actions de communications, l'organisation de réunions d'information ou de formations ponctuelles ou la réalisation de permanences).

### **Article 4 - Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg**

L'Eurométropole de Strasbourg reconnaît l'importance des interventions de PROCIVIS Alsace et son rôle facilitateur pour le financement des dispositifs prioritaires de la politique locale de l'habitat. Elle s'engage donc à favoriser le développement des activités opérationnelles selon les modalités suivantes :

- Elle communique à PROCIVIS Alsace les comptes-rendus des observatoires dont elle est à l'initiative et invite les autres collectivités à faire de même,
- Elle définit un cadre de travail pour étudier les possibilités d'intervention de PROCIVIS ALSACE dans la construction ou réhabilitation de logements

Par ailleurs, elle s'engage à :

- Transmettre à PROCIVIS Alsace la programmation annuelle des opérations retenues au titre des dispositifs en les priorisant et en indiquant les besoins de trésorerie correspondants,
- S'assurer que les opérateurs, mandatés par elle, aient bien recueilli toutes les pièces permettant de clore les dossiers, pour que les financeurs libèrent le paiement des subventions à Procivis,
- Consulter PROCIVIS Alsace pour étudier les potentialités de requalification des bâtis identifiés dans l'OPAH RU en vue de développer le DIIF ou la VIR,
- Consulter PROCIVIS Alsace pour tout projet d'aménagement à venir et de cession de biens fonciers et immobiliers appartenant à son domaine privé,
- Associer les parties aux réflexions portées sur le déploiement de la Maison de l'Habitat.

#### **Article 5 – Les engagements de PROCIVIS Alsace au titre de ses Activités Sociales et Solidaires**

PROCIVIS Alsace s'engage à :

- Mobiliser une partie de ses ressources pour répondre au mieux aux besoins identifiés par l'Eurométropole de Strasbourg et si nécessaire faire appel à des financements complémentaires.
- Étudier les demandes, vérifier l'éligibilité des dossiers, procéder aux décaissements conformément aux engagements validés en commission interne et en assurer le suivi.

#### **5.1 Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes type PIG et des OPAH (CD, RU...)**

PROCIVIS s'engage à mettre en place des avances et des prêts pour les ménages modestes et/ou très modestes, propriétaires, propriétaires bailleurs ou copropriétaires occupants pour lesquels les financements bancaires sont difficilement obtenus ou pas adaptés en raison notamment de revenus précaires, du volume des travaux à engager ou encore de leur âge.

Les ménages doivent être éligibles à une subvention publique (Anah, Communauté de Communes, CeA...) et s'engager, pour les propriétaires bailleurs, à réaliser du conventionnement LOC 2 ou LOC 3 avec intermédiation locative (en mandat de gestion avec l'AIVS ou en location sous-location).

Concernant les **propriétaires ou copropriétaires occupants**, les prêts sont **réservés exclusivement aux** (et usufruitiers occupants ou bénéficiaires d'un droit d'usage et d'habitation) pouvant justifier d'une durée de détention du bien au moins égale à 5 ans.



Les demandes de prêts sont présentées à une Commission d'Engagement interne à PROCIVIS Alsace qui décide, seule, de la suite qui leur est donnée.

Les travaux éligibles sont ceux portant exclusivement sur la **résidence principale** des bénéficiaires et limités à :

- la lutte contre l'habitat indigne ;
- la lutte contre la précarité énergétique ;
- l'adaptation du logement au handicap et/ou à l'âge.

**Des avances de subventions au titre de la lutte contre la précarité énergétique , de la lutte contre l'habitat indigne et du maintien à domicile des personnes âgées et/ou en situation de perte d'autonomie.**

**Toutes les subventions publiques peuvent être avancées sans frais, ceci concernant notamment les aides ANAH, Collectivité Européenne d'Alsace, Eurométropole de Strasbourg.**

Le avances de subventions peuvent se faire sous la forme de « prêts avances » confortés par des mandats permettant à PROCIVIS Alsace de recevoir directement les subventions avancées lorsque les travaux sont terminés.

Elles peuvent également se faire à l'opérateur chargé du suivi animation du programme d'amélioration de l'habitat concerné (PIG, OPAH...etc). PROCIVIS Alsace verse sur un compte bancaire ouvert par l'opérateur des fonds (sur présentation des factures) qui seront affectés au préfinancement des subventions.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le propriétaire occupant adresse les factures à l'opérateur en lui demandant de régler directement les entreprises. L'opérateur paye les entreprises avec les fonds mis à disposition par PROCIVIS Alsace sur le compte bancaire. Les subventions avancées sont ensuite remboursées directement à PROCIVIS Alsace par le biais du mécanisme de mandats donnés par les propriétaires à PROCIVIS Alsace.

▪ **Des prêts sur le reste à charge**

Des prêts sans intérêts et sans frais et/ou exceptionnellement une subvention « Activités Sociales et Solidaires » pour le reste à charge peuvent être accordés. L'obtention de ces prêts sera conditionnée à une analyse de la situation individuelle des ménages.

▪ **Des aides en faveur des nomades sédentarisés**

PROCIVIS Alsace est associé à la mise en œuvre des Plans Départementaux d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. À ce titre, elle intervient en accompagnement les projets de réhabilitation présentée par les associations AVA Habitat et Nomadisme et l'APPONA 68 en faveur des ménages nomades sédentarisés.

PROCIVIS Alsace s'engage à octroyer des subventions aux ménages concernés sur la base d'un montant de 10% du coût du projet et dans la limite d'un plafond de 2 500 € par projet.

Les aides sont allouées, au cas par cas, par la Commission d'Engagement des Activités Sociales et Solidaires (CEASS).

- **Enveloppes réservées**

À l'échelle alsacienne, l'enveloppe réservée pour les « Activités Sociales et Solidaires » est de **7,4 M€ en 2023, augmentant prévisionnellement jusqu'à 9 M€ en 2027**. En fonction de ces hypothèses, le cumul de décaissement affectable aux activités sociales et solidaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes PIG et OPAH est évalué à 12,5 M€. Ce montant sera révisé annuellement en fonction des résultats des activités opérationnelles.

Pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, l'enveloppe cumulée réservée sur la période 2023-2027 est de 6,5 M€ répartie sur un principe de fongibilité de la façon suivante :

- 3,1 M€ pour les prêts et subventions Missions Sociales,
- 3,4 M€ pour les avances de subventions (y compris prêts avances de subventions) des programmes d'amélioration de l'habitat

Le COPIL Activités Sociales et Solidaires se réserve le droit de réaffecter l'enveloppe, complète ou partielle, si celle-ci n'est pas consommée.

## **5.2 Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes sur les copropriétés en difficulté**

- **Des avances de subventions**

Des avances de subventions peuvent être consenties aux copropriétés dégradées et/en difficulté inscrites dans un plan de sauvegarde ou une OPAH Copropriétés Dégradées.

Ces avances seront réalisées à la suite de la signature d'une convention de préfinancement entre le délégataire, la collectivité maître d'ouvrage du dispositif, l'opérateur, le Syndic, l'ANAH, co-financeurs et Procivis Alsace.

Une cession de créance au profit de Procivis Alsace sera consentie par le Syndicat des copropriétaires, représenté par son syndic, auprès de l'ANAH et de tous les autres financeurs.

PROCIVIS consentira à débloquer le préfinancement après épuisement du compte travaux alimenté du reste à charge de chacun des copropriétaires et après débloquages des avances possibles par les co-financeurs.

Pour les copropriétés accompagnées par les Syndics Synchro 67 et 68, ainsi que CILOGE, le préfinancement se fera sans condition supplémentaire. En effet, la certification QUALISR-QUALICERT garantit la sécurisation du redressement des copropriétés en difficulté par un accompagnement, une gestion et un financement de la copropriété.

Pour les autres Syndics, des garanties supplémentaires pourront être demandées, notamment une preuve que la Caisse de Garantie correspond a minima au montant des travaux prévisionnels engagés par la copropriété.

- **Enveloppes réservées :**

Pour l'Alsace, l'enveloppe réservée sur la période 2023-2026 pour les copropriétés est de 16,5 M€ affectée en priorité sur le territoire des agglomérations du pôle métropolitain. Pour le territoire de délégation de l'Eurométropole de Strasbourg, une enveloppe de 9,1 M€ est ainsi réservée prioritairement.

Le COPIL Activités Sociales et Solidaires se réserve le droit de réaffecter l'enveloppe, complète ou partielle, si celle-ci n'est pas consommée.

### **5.3 Dans le cadre de l'accompagnement de ses activités, notamment dans le champ des solidarités**

PROCIVIS Alsace s'engage, pour tous les projets pour lesquels des solutions et des expérimentations peuvent être proposées à **mobiliser l'expertise des sociétés**, notamment le développement dans le secteur des services et à **expérimenter** en faveur de la création de logements accessibles et rénovation du parc ancien.

Ainsi, PROCIVIS Alsace peut être en accompagnement pour :

- Construire des logements en accession sociale ou abordable et répondre aux enjeux spécifiques des parcours résidentiels des habitants dans les territoires, notamment en proposant ces logements en accession sociale ou abordable à des locataires du parc HLM du territoire.
- Se voir attribuer des droits à construire sur des terrains de requalification urbaine, en vue de la construction de logements neufs, en accession à la propriété (BRS et PSLA), ou de réhabilitation de logements existants destinés à des publics spécifiques, notamment les salariés des secteurs essentiels, les agents publics, ou les jeunes.
- Étudier les projets de travaux et de réaménagement éligibles à des actions portées en VIR ou en DIIF dans le périmètre de l'OPAH RU de Koenigshoffen
- Mobiliser leur expertise en matière de syndic pour accompagner les collectivités dans leurs politiques de soutien à la rénovation du parc privé.

### **Article 6 – Les engagements d'Amélogis**

AMELOGIS, en tant que société coopérative rattachée à PROCIVIS Alsace, s'engage à mobiliser une partie de ses bénéficiaires pour accompagner les territoires sur les projets de développement **d'hébergement pour les personnes en difficulté**.

À ce titre, AMELOGIS souhaite accompagner l'Eurométropole de Strasbourg et les potentiels gestionnaires dans les réflexions amont, dans le montage opérationnel et dans la réalisation des projets.

Par ailleurs, AMELOGIS ambitionne de développer l'accession progressive à la propriété (APP). Ce montage innovant permettrait aux locataires du parc HLM d'accéder à la propriété grâce à un double statut de locataire et d'associés dans une SCI dans laquelle l'achat progressif de parts sociales leur permettra d'en devenir propriétaire in fine.

AMELOGIS souhaite engager la réflexion avec l'Eurométropole de Strasbourg qui, en tant que délégataire sur le parc HLM et chef de file sur l'action sociale, pourra être conseillère et facilitatrice au développement de ce type d'accession.

### **Article 7 – Le suivi du partenariat**

Afin d'assurer le suivi des partenariats, il est instauré :

- **Un comité technique bi annuel** réunissant la direction du Développement et de l'Engagement Sociétal de PROCIVIS Alsace et le service de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg.  
Ce COTECH aura pour objet de suivre la mise en œuvre opérationnelle de la convention et le respect des engagements des parties et de proposer si besoin les ajustements nécessaires pour répondre aux objectifs fixés.
- **Un comité de pilotage annuel** réunissant la Direction Générale de PROCIVIS Alsace et les collaborateurs concernés ainsi que les élus en charge de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg et les services concernés.  
Ce COPIL aura pour objet de donner les inflexions nécessaires à la bonne mise en œuvre du partenariat.

Ces deux instances de suivis sont organisées de façon conjointe, sur une proposition de date réalisée par PROCIVIS, formulées au moins 2 mois avant la période visée.

#### **Article 8 – Durée de la convention**

La présente convention prend effet le 1er janvier 2023 et s'achèvera le 31 décembre 2027.

#### **Article 9 : Engagement protection des données personnelles**

Les parties sont convenues des engagements suivants afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée, des libertés et droits fondamentaux des personnes lors de l'accès ou de l'utilisation par leurs services, par leurs fournisseurs ou sous-traitants des données à caractère personnel des bénéficiaires des aides de PROCIVIS Alsace.

Elles s'engagent à respecter l'ensemble des obligations leur incombant en application de la législation en vigueur édictée par la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) et notamment du Règlement Général de Protection des Données (RGPD) s'agissant des données à caractère personnel qui lui sont transmises par le bénéficiaire ou par les signataires de la présente convention.

Tout manquement aux obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la résiliation de la présente convention.

#### **Article 10 - Communication et signalétique**

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à mentionner la participation de PROCIVIS Alsace sur la signalétique, les panneaux, présentations et documents relatifs aux dispositifs et à toutes les opérations financées dans le cadre de cette convention, en y faisant notamment figurer son logotype.

#### **Article 11 - Avenant à la convention**

La présente convention ne pourra être modifiée que par avenant signé entre les parties pour la durée résiduelle d'application de la convention. (voir si possibilité de rallonger la durée de validité par avenant)

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention initiale, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er. Etant attaché à la présente convention, tout avenant sera soumis aux mêmes dispositions qui la régissent.

### **Article 12 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention pourra être résiliée de plein droit par l'un ou l'autre des signataires, par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout autre motif d'intérêt général.

### **Article 13 - Litiges**

En cas de difficultés sur l'exécution de la présente convention, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 3 exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

**Pour l'Eurométropole de Strasbourg,**

**Pour PROCIVIS Alsace,**

**Pour AMELOGIS,**

ANNEXES :

- Convention nationale
- Contrat de préfinancement OPAH CD

PROJET

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Opération programmée d'amélioration de l'habitat Renouvellement urbain (OPAH RU) "Koenigshoffen" : attribution de subventions à divers bénéficiaires.**

### Numéro E-2023-1026

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement urbain (OPAH RU) « Koenigshoffen » - de subventions aux propriétaires privés ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de 7 640 €.

Par délibération du 28 juin 2022, le Conseil de l'Eurométropole a en effet approuvé cette opération pour une partie du quartier de Koenigshoffen - pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, l'OPAH RU a pour objectif dans le domaine de l'habitat, la lutte contre l'habitat indigne, l'amélioration des logements dégradés et très dégradés, la lutte contre la précarité énergétique, l'autonomie de la personne, le traitement des copropriétés fragiles et/ou en difficulté, et la lutte contre le logement vacant.

Dans le cadre de cet objectif, elle porte sur la réalisation de travaux en parties communes et en parties privatives d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires privés (occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnels) ou les syndicats des copropriétaires peuvent, pour les travaux de réhabilitation de ces logements, bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur prévues à la convention d'OPAH RU. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération, qui vise à attribuer ces aides de la Collectivité, sont examinés lors des Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2022  
validant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration  
de l'habitat-Renouvellement urbain (OPAH-RU) « Koenigshoffen»  
vu la convention d'OPAH-RU 2023 - 2027 et ses annexes  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021  
validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence  
des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2022-2027  
sur proposition de la Commission plénière  
après en avoir délibéré*

*approuve*

*le versement de subventions pour un montant total de 7 640 €, au titre de  
l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement urbain (OPAH-  
RU) « Koenigshoffen », aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe,*

*décide*

*l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01,  
AP0360, programme 1550, sur les budgets 2023 et suivants sous réserve du vote des  
crédits correspondants.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161891-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**



N° dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévisionnel y compris les primes complémentaires
67018937	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	48 752 €	30 751 €	10%	<b>4 875 €</b>
67018989	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	9 266 €	5 559 €	15%	<b>1 390 €</b>
67019073	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	13 749 €	8 249 €	10%	<b>1 375 €</b>
			<b>3</b>			<b>71 767 €</b>	<b>44 559 €</b>		<b>7 640 €</b>

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Programme d'intérêt général (PIG) Habiter l'Eurométropole : attribution de subventions à divers bénéficiaires.**

### Numéro E-2023-1027

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) « Habiter l'Eurométropole » - de subventions aux particuliers dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de 31 296 €.

Par délibération du 29 juin 2018, le Conseil de communauté a en effet approuvé ce programme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2022 et celle du 16 décembre 2022 le reconduit jusqu'au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, le PIG « Habiter l'Eurométropole » porte sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnels qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 juin 2016  
validant la convention de délégation de compétence des  
aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2016-2021,  
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021*

*validant le renouvellement de la délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2022-2027, vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 29 juin 2018 relative aux modalités financières du PIG Habiter l'Eurométropole, vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022 validant le renouvellement du PIG Habiter l'Eurométropole pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2027, sur proposition de la Commission plénière, après en avoir délibéré*

*approuve*

*le versement de subventions pour un montant total de 31 296 €, au titre du programme d'intérêt général Habiter l'Eurométropole sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, aux dossiers listés sur le tableau joint en annexe, pour un total de 18 logements concernés,*

*décide*

*l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0117, programme 568, sur les budgets 2023 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161894-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67017255	avec travaux	Niederhausbergen	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	3 703 €	2 592 €	10%	371 €
67019244	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	15 750 €	5%	1 750 €
67019343	avec travaux	Holtzheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	13 517 €	9 610 €	10%	1 352 €
67019346	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	28 688 €	12 910 €	5%	1 434 €
67019347	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 365 €	3 819 €	15%	955 €
67019349	avec travaux	Ostwald	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	32 419 €	20 951 €	10%	3 242 €
67019378	avec travaux	Souffelweyersheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	21 000 €	10%	3 500 €
67019379	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	15 750 €	5%	1 750 €
67019412	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	34 184 €	22 010 €	10%	3 418 €
67019418	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	6 330 €	2 848 €	20%	1 266 €
67019425	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	6 000 €	2 700 €	18%	1 062 €
67019434	avec travaux	Fegersheim	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	21 352 €	11 108 €	5%	1 068 €
67019457	avec travaux	Obershaeffolsheim	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	17 250 €	5%	1 750 €
67019463	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	13 190 €	7 914 €	15%	1 979 €
67019468	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	2 845 €	1 707 €	15%	427 €
67019470	avec travaux	Ostwald	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	32 289 €	16 030 €	5%	1 614 €
67019472	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	17 250 €	5%	1 750 €
67019480	avec travaux	Eckbolsheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	26 082 €	17 149 €	10%	2 608 €
<b>Total</b>				<b>18</b>			<b>401 964 €</b>	<b>218 348 €</b>		<b>31 296 €</b>

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000€ sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative lorsque le propriétaire passe par l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) ou une association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.

Cette aide peut être majorée de 1 000€ lorsque le propriétaire signe un mandat de gestion avec l'AIVS.

De plus, si le logement est d'une surface habitable < à 40m², une autre majoration de 1 000€ est ajoutée.

Aides complémentaires sur le dossier 67017255 qui s'ajoutent à celles déjà notifiées.

## Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**DOMIAL - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique des 32 logements en prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) de son patrimoine situé à WOLFISHEIM, 2 et 4 rue Hans Arp.**

### Numéro E-2023-1009

SA d'HLM DOMIAL ESH a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique des 32 logements de son patrimoine situé à WOLFISHEIM, 2 et 4 rue Hans Arp.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1985 et acquis en 2011 par SA d'HLM DOMIAL ESH le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par l'électricité. La consommation énergétique actuelle est de 370 kWh/m<sup>2</sup>.an, étiquette F.

L'objectif est d'atteindre une étiquette D, avec une consommation de 200 kWh/m<sup>2</sup>.an.

Le gain énergétique est estimé à 170 kWh/m<sup>2</sup>.an soit 284 070 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Cette opération sera certifiée NF Habitat, HPE Rénovation.

#### Programme des travaux :

- Réhabilitation des logements :
  - vérification du tableau électrique,
  - remplacement des garde-corps des balcons,
  - réfection de l'étanchéité des balcons,
  - remplacement des ballons ECS,
- Réhabilitation des communs :
  - reprise de la couverture et zinguerie,
  - plafond acoustique dans entrée immeuble,
  - mise en peinture des communs,
  - mise aux normes des châssis de désenfumage,
  - remplacement des portes d'entrée et des portes de SAS,
  - remplacement des portes d'accès aux caves,
  - reprise de l'éclairage des communs et des extérieurs,

- Travaux thermiques :
  - pose d'une ITE ;
  - remplacement des châssis de toiture (y compris volets solaires),
  - remplacement des menuiseries extérieures des logements dont volets roulants monobloc avec reprises intérieures,
  - isolation thermique des combles,
  - renouvellement de la ventilation Hygro B,
  - remplacement des radiateurs électriques,
  - remplacement des portes palières,
- Réhabilitation des extérieurs :
  - peintures extérieures,
  - remplacement des numéros de rue,
  - élargissement de la rampe d'accès PMR à l'immeuble,
  - nettoyage et peintures extérieures sur garages.

Les travaux sont éligibles à la prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS). Ils devraient permettre une diminution des charges énergétiques d'environ 50 euros par logement et par mois.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3<sup>ème</sup> ligne sur la quittance mensuelle après travaux, sera de 19.50 € pour les T2 et de 31.50 € pour les T3. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La déclaration préalable de travaux a été déposée le 18 octobre 2021 et délivrée le 16 novembre 2021 (DP 67551 21 V0058). La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 22 juin 2021.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 16 décembre 2016.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe n°1 à la présente délibération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour sa garantie au prêt d'un montant total de 973 691 € (neuf-cent-soixante-treize mille six-cent-quatre-vingt-onze euros), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil*

*vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 21 janvier 2021 concernant le renouvellement du dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant*

*vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5111-4, L 5215-1 et suivants*

*vu les articles 2298 et 2305 du Code civil*

*vu l'attestation d'éligibilité à la PALULOS délivrée par l'Etat le 29 décembre 2021*

*vu le contrat de prêt N°146524 en annexe signé entre*

*SA d'HLM DOMIAL ESH, ci-après l'Emprunteur,*

*et la Caisse des dépôts et consignations,*

*sur proposition de la Commission plénière*

*après en avoir délibéré*

*approuve*

*pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 32 logements situés à WOLFISHEIM, 2 et 4 rue Hans Arp :*

*l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 973 691 € (neuf-cent-soixante-treize mille six-cent-quatre-vingt-onze euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 146524, constitué de 2 lignes du prêt.*

*La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 973 691 € (neuf-cent-soixante-treize mille six-cent-quatre-vingt-onze euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.*

*Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.*

*La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.*

*Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.*

*L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci,*

*décide*

*pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 32 logements situés à WOLFISHEIM, 2 et 4 rue Hans Arp :*

*le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2023.*

*Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.*

*autorise*

*la Présidente ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec SA d'HLM DOMIAL ESH en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).*

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-161858-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**



Bailleur : DOMIAL

Numéro de référence

2021-161

		<b>Opération:</b>	
	Nombre de Logements	Intitulé	
Logements ordinaires	32	Adresse	2 Rue Hans Arp
		Commune	Wolfisheim

Financement			A déterminer	
			Demande de subvention	■
			Garantie d'emprunt	■
			Organisme prêteur:	
			CDC	
Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole		
PALULOS	32	- €		
<b>Total subventions Eurométropole</b>		<b>- €</b>		

Description de l'opération	
Performance énergétique:	
Chauffage:	Collectif
type:	Electricité

Détail de l'opération									
Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles avant travaux	Charges prévisionnelles après travaux	3ème ligne de charge	Loye moyen mensuel avant travaux	Loyer moyen mensuel après travaux
PALULOS	T2	22	43,64	45,23	113,00 €	73,00 €	19,50 €	282,00 €	286,50 €
PALULOS	T3	10	65,00	67,60	184,00 €	121,00 €	31,50 €	449,00 €	467,00 €
			-	-		- €			
<b>Total</b>		<b>32</b>	<b>108,64</b>	<b>112,83</b>					
Nombre de logements adaptés au handicap:		0		Loyer mensuel au m²:					
Nombre de petits logements		0							
Détail des postes de charges:									

Ratios			
Cout des travaux	26 547,44 €	/ logement	prix au m² de SH
Prestations intellectuelles	4 809,28 €	/ logement	prix au m² de SU
Montant de la TVA	2 571,13 €	/ logement	

Plan de financement (€ TTC)				
DEPENSES			RECETTES	
Cout des travaux	849 518,00 €	78,25%	<b>Subventions</b>	<b>112 000,00 €</b>
Prestations intellectuelles	153 897,00 €	14,18%	ETAT	0,00 €
Montant de la TVA	82 276,00 €	7,58%	Eurométropole	- €
			Autre	112 000,00 €
			<b>Emprunts</b>	<b>973 691,00 €</b>
			Eco-prêt réhabilitation	512 000,00 €
			Prêt PAM	461 691,00 €
			Fonds propres	.00
<b>Total</b>	<b>1 085 691,00 €</b>	<b>100,00%</b>	<b>Total</b>	<b>1 085 691,00 €</b>
				<b>10,32%</b>
				<b>0,00%</b>
				<b>0,00%</b>
				<b>89,68%</b>
				47,16%
				42,53%
				<b>0,00%</b>
				<b>100,00%</b>

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Magali DEBATTE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
Signé électroniquement le 18/04/2023 15:56:41

**DOMINIQUE BLANQUET**  
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
**DOMIAL**  
**Signé électroniquement le 26/04/2023 08 45 :07**

*CONTRAT DE PRÊT*

N° 146524

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « DOMIAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération WOLFISHEIM - 2 et 4 rue Hans Arp, Parc social public, Réhabilitation de 32 logements situés 2 - 4 rue Hans Arp 67202 WOLFISHEIM.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

### ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de neuf-cent-soixante-treize mille six-cent-quatre-vingt-onze euros (973 691,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de cinq-cent-douze mille euros (512 000,00 euros) ;
- PAM BEI Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt, d'un montant de quatre-cent-soixante-et-un mille six-cent-quatre-vingt-onze euros (461 691,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

### ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

### ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

## ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « Droit Environnemental » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Indemnité de Rupture du Taux Fixe » désigne, en relation avec tout montant devant être remboursé de manière anticipée ou tout montant devant être annulé, la somme correspondant à la valeur actualisée de l'éventuel excédent (à la date de calcul) :

(a) des intérêts calculés que le montant devant être remboursé de manière anticipée (ou le montant annulé) aurait produits pour la période entre la date de remboursement anticipé (ou la date d'annulation) et la date d'échéance finale si ce montant n'avait pas été remboursé de façon anticipée (ou annulé) ; sur

(b) les intérêts qui auraient été produits pour cette période s'ils avaient été calculés au Taux de Remploi diminué de 0,19% (19 points de base).

La valeur actualisée définie ci-dessus sera calculée à un taux d'actualisation égal au Taux de Remploi, appliqué à chaque Date d'Echéance à laquelle les remboursements auraient été effectués s'il n'y avait pas eu un remboursement anticipé (ou annulation).

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Perturbation de Marché » désigne l'un quelconque des événements suivants :

(a) il existe, de l'opinion raisonnable du Prêteur, des événements ou circonstances affectant défavorablement l'accès du Prêteur à ses sources de financement au vu des conditions actuelles de marché ;

(b) de l'opinion du Prêteur, les fonds ne sont pas disponibles auprès de ses sources habituelles de financement pour lui permettre de financer une Ligne du Prêt de manière suffisante pour la maturité demandée, et/ou pour le profil de remboursement demandé ;

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux de Remploi » désigne le taux d'intérêt annuel applicable le jour du calcul de l'indemnité pour un prêt à taux fixe qui aura les mêmes modalités de paiement des intérêts et le même profil de remboursement du principal que la Ligne du Prêt pour laquelle une indemnité est due. Ce taux correspond au coût d'obtention des fonds par le Prêteur auprès de ses sources de financement dans le cadre d'un prêt à taux fixe. Ce taux ne pourra pas avoir une valeur négative.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/04/2023 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "Définitions" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "Notifications".

#### ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

#### ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	Eco-prêt	BEI Taux fixe - Complémentaire à l'Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5535350	5535351		
Montant de la Ligne du Prêt	512 000 €	461 691 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Pénalité de dédit	-	Indemnité de Rupture du Taux Fixe		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,75 %	3,7 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,75 %	3,7 %		
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	-		
Durée	25 ans	25 ans		
Index <sup>1</sup>	Livret A	Taux fixe		
Marge fixe sur index	- 0,25 %	-		
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	2,75 %	3,7 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité de Rupture du Taux Fixe		
Modalité de révision	DR	Sans objet		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

#### MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

#### MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

#### MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule :  $P' = (1+I')(1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

#### SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

## ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.



### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

### ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

### ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

### ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne de Prêt sur ressource BEI, d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition. Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

## ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

### 15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

### 15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- assurer l'exécution de l'opération en conformité à toutes lois et réglementations, en ce compris celles relatives au droit environnemental, auxquelles l'Emprunteur ou l'opération sont soumis ;
- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;
- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :
  - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opération, que le Prêteur jugerait utiles ;
  - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;
- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;
- fournir, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".  
Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;
- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;
- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;
- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;
- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;
- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

Par ailleurs l'Emprunteur s'engage à ce que le montant cumulé du financement bénéficiant d'un soutien de la BEI n'excède pas 50 % des coûts totaux de l'opération et à ce que le financement obtenu avec le soutien de la BEI et les autres ressources fournies par l'Union européenne n'excède pas 70 % des coûts totaux de l'opération.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

### ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

#### 17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

##### 17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Durant la phase d'amortissement, pour chaque Ligne du Prêt sur ressource BEI, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception par le Prêteur d'une indemnité actuarielle calculée sur les montants remboursés par anticipation égale à l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

#### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

#### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Quelle que soit la cause de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne de Prêt sur ressource BEI, l'Indemnité de Rupture du Taux Fixe sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

## ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

## ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

### 19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

### 19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

### 19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

### 19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

### 19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

### 19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

## ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

## ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).

## ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

## Motion au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 novembre 2023

**Motion présentée par le groupe Une Eurométropole des proximités -  
L'Eurométropole de Strasbourg en alerte face à la recrudescence de  
l'antisémitisme.**

### **Numéro E-2023-1263**

Suite à la pire attaque terroriste qu'Israël ait jamais connue, et à la riposte militaire de grande ampleur de l'État israélien à Gaza et en Cisjordanie visant le groupement islamiste du Hamas, la tension extrême dans la région fait craindre une escalade du conflit et un embrasement de tout le Proche-Orient.

Nous, élus de l'Eurométropole de Strasbourg, condamnons de la façon la plus ferme les atrocités commises ce 7 octobre tragique, exprimons notre vive émotion face au très grand nombre de victimes déjà comptabilisées, dont nos compatriotes, et témoignons notre compassion à l'égard de toutes celles et ceux qui souffrent des conséquences de ce drame humain, en particulier les enfants.

Nous appelons à la libération inconditionnelle et immédiate de tous les otages actuellement détenus. Nous demandons au gouvernement français de soutenir au niveau international la mise en place d'un cessez-le-feu humanitaire ou de toutes mesures permettant de prêter assistance et secours d'urgence aux populations civiles. Nous appelons également de nos vœux des initiatives diplomatiques susceptibles de contribuer à une paix durable, avec une solution qui reconnaisse deux États démocratiques Israélien et Palestinien côte à côte, dans le respect des peuples, avec des frontières sûres et reconnues, conformément au plan de l'ONU de 1967 et à la position historique de la France.

Nous rejetons toutes les tentatives visant à importer ce conflit sur notre territoire par le biais d'analyses tronquées et de discours manichéens. Nous dénonçons catégoriquement tout raisonnement destiné à réduire ce conflit politique en une guerre de religions.

L'Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg, attachées à l'héritage des valeurs de l'humanisme rhénan, gardent en mémoire leur passé douloureux et singulier, et sont les garantes de la transmission des leçons universelles de leur Histoire et du devoir de réconciliation. Nous rappelons notre attachement indéfectible au dialogue inter-religieux qui est l'un des moyens essentiels de lutte contre l'intolérance et les extrémismes.

Nous condamnons avec la plus grande virulence la recrudescence des actes antisémites et toute forme d'apologie du terrorisme en France comme sur le territoire de l'Eurométropole. Nous ne pouvons tolérer que certains de nos concitoyens soient menacés verbalement, agressés physiquement ou intimidés sur les réseaux sociaux, en raison de leur appartenance réelle ou supposée à la communauté juive.

Nous sommes engagés, dans le cadre de nos fonctions municipales et intercommunales, à lutter au côté des services de l'État contre toute forme d'antisémitisme, de racisme, de discrimination et de violence. Nous demandons, en application du droit national et européen, que toutes les dispositions pénales permettant de faire respecter ces valeurs républicaines soient exploitées afin d'assurer la sécurité et la protection de nos concitoyens juifs, et de tous les habitants qui seraient victimes de la violation de ces principes sur notre territoire.

**Adopté le 10 novembre 2023  
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après  
transmission au contrôle de légalité préfectoral  
le 16 novembre 2023**

(Accusé de réception N°067-246700488-20231110-164214-DE-1-1)

**et publication sur le site Internet [www.strasbourg.eu](http://www.strasbourg.eu)  
le 16 novembre 2023**

## Conseil de l'Eurométropole du 10 novembre 2023

SERVICE DES ASSEMBLÉES

**Point 70 à l'ordre du jour :** Motion présentée par le groupe « Une Eurométropole des proximités » - L'Eurométropole de Strasbourg en alerte face à la recrudescence de l'antisémitisme.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

**Pour : 61 voix + 2**

+ 1 Voix : M. Camille BADER a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

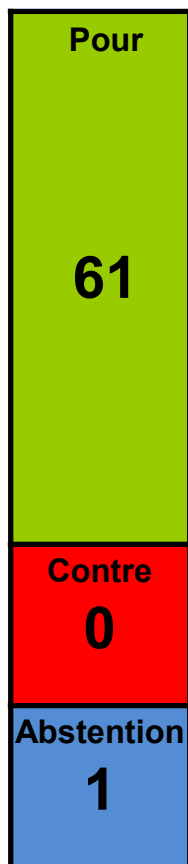
+ 1 voix : Mme Marie RINCKEL s'est abstenue alors qu'elle souhaitait voter POUR.

**Contre : 0 voix**

**Abstention : 1 voix – 1**

- 1 voix : Mme Marie RINCKEL s'est abstenue alors qu'elle souhaitait voter POUR.

Motion présentée par le groupe « Une Eurométropole des proximités » - L'Eurométropole de Strasbourg en alerte face à la recrudescence de l'antisémitisme. Version amendée



AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOOU Beatrice, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, HEIM Valérie, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Françoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia